

# TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

**ABOUT (Nicolas)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés jusqu'au 29 octobre 2006.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 144 (2005-2006)] relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité [n° 194 (2005-2006)] (2 février 2006) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 289 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* visant à exonérer de la plus-value sur cession à titre onéreux de biens immobiliers les époux divorcés ou séparés de corps, lorsque la cession concerne un bien qui fut leur résidence principale avant leur séparation ou leur divorce [n° 317 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Famille - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à adapter le Règlement du Sénat à la loi organique n° 2005-881 du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 319 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 289 (2005-2006)] visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)] (3 mai 2006) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 158 (2005-2006)] visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* visant à garantir le respect de la personne et de ses droits lorsqu'elle est placée sous tutelle ou sous curatelle [n° 406 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 433 (2005-2006)] relatif à la prévention de la délinquance [n° 477 (2005-2006)] (6 septembre 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* visant à rendre obligatoire le versement annuel a priori des sommes versées au titre du volet "aides humaines" de la prestation de compensation du handicap [n° 142 (2006-2007)] (21 décembre 2006) - **Questions sociales et santé - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent** [n° 162 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 129) : dénonciation d'une inégalité de traitement en matière fiscale. Souci d'éviter un moyen d'évasion fiscale.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-2006)] - (26 janvier 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Division additionnelle après l'article 19** (p. 334) : ordre d'examen des amendements.

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 793) : caractère disproportionné de la réaction des sénateurs face au retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres.

- **Proposition de loi relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité** [n° 194 (2005-2006)] - (22 février 2006) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 793, 795) : modalités de calcul du montant des pensions militaires d'invalidité. Nécessité de réparer une entorse au principe d'équité en matière de droit d'accès à la pension de réversion. Remède apporté à la situation précaire de nombreuses anciennes femmes d'invalides de guerre. Extension inhabituelle du bénéfice de la réversion aux conjoints

divorcés d'un pensionné remarié. Question de la suppression de la condition de remariage. Droit des enfants. La commission recommande l'adoption de cette proposition de loi. - **Article 2** (*Ouverture d'un droit à pension de réversion au profit des conjoints divorcés non remariés des titulaires de pensions militaires d'invalidité*) (p.799) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel (extension du bénéfice de la pension de réversion au conjoint séparé de corps). (p. 800) : son amendement n° 7 : suppression de la condition de remariage de l'auteur du droit pour que soit reconnu un droit à pension de réversion en faveur du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Claude Domeizel (suppression des dispositions écartant de la réversion les ex-conjoints quand le divorce ou la séparation de corps a été prononcée à leur tort). (p. 801, 802) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Claude Domeizel (révision de la pension des anciens fonctionnaires relevant du statut particulier des cadres territoriaux infirmiers, rééducateurs et assistants médico-techniques) Sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (caractère non rétroactif de ce texte), son sous-amendement n° 8 ; adopté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Organisation des travaux du Sénat** (p. 865) : proposition de report de délai limite du dépôt des amendements sur ce texte. - **Demande d'une suspension de séance** (p. 890) : suivi de la procédure habituelle pour l'examen des amendements. (p. 891) : propose de reporter d'une demi-heure la réunion de la commission des affaires sociales.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Demande de réserve** (p. 973, 974) : demande la réserve des amendements tendant à insérer des articles additionnels au sein du titre Ier ; réserve ordonnée.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) - président de la commission des affaires sociales. (p. 975, 976) : dépôt d'amendements étrangers au texte et inutiles.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (24 février 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 987, 988) : soutient la motion n° 839 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe socialiste n° 215, n° 224, n° 225, n° 227, n° 231, n° 271, n° 233, n° 238, n° 243, n° 247, n° 244, n° 221, n° 249, n° 245, n° 251, n° 252, n° 256, n° 272, n° 216, n° 217, n° 222, n° 229, n° 230, n° 250, n° 262, n° 218, n° 219, n° 258, n° 259, n° 260, n° 257, n° 255, n° 254, n° 220, n° 253, n° 248, n° 240, n° 239, n° 235, n° 234, n° 242, n° 241, n° 232 et n° 228 ; adoptée. - **Demande de priorité** (p. 990) : demande l'examen par priorité des amendements de la commission des affaires culturelles n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise) et n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire), des amendements n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage), n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans), n° 107 de M. Jean-Pierre Godefroy (modalités d'un retour éventuel au collège), de Mme Valérie Létard n° 495 (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage), n° 496 (ouverture de différentes branches d'activité aux jeunes apprentis), n° 497 (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises), n° 120 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision du statut scolaire du jeune stagiaire) et n° 416 de M. Michel Houel (redéfinition de la période initiale de l'apprentissage junior) ; priorité de droit. - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1006) : s'oppose au gage du sous-amendement proposé par Mme Annie David pour modifier l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la

formation de l'apprenti junior sous statut scolaire) qu'il propose de rectifier. (p.1036, 1037) : interrogation sur l'objet de l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances). (p.1057, 1058) : remerciements. Demande l'examen en priorité de l'article 3 bis ; priorité ordonnée.

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) - président de la commission des affaires sociales. (p. 1074) : dénonciation de l'obstruction retardant les débats.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1103, 1104) : demande la réserve sur le vote des amendements déposés sur l'article 3 bis. - **Rappel au règlement** (p. 1112) : modification de l'ordre de discussion des articles et des amendements par les demandes de priorité ou de réserve. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1120) : possibilité pour la commission et le Gouvernement de donner leur avis sur chacun des amendements de l'article 3 bis faisant l'objet d'une discussion commune.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1205) : rappel de l'avis de la commission sur l'amendement n° 660 de M. Roland Muzeau (indemnité compensatrice versée au salarié dont le CPE est rompu pour cas de force majeure en raison d'un sinistre). (p.1222) : contradiction des amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié) avec l'amendement de ce dernier n° 656 (application au CPE de la priorité de réembauchage durant un an en cas de licenciement économique).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1262) : intervient sur l'amendement n° 605 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions autorisant des dérogations à l'interdiction du travail de nuit des jeunes travailleurs). Accord sur le fond. Mise en conformité nécessaire du décret du 13 janvier 2006 avec l'article L. 211-5 du code du travail interdisant le travail de nuit d'un mineur de moins de seize ans dans un débit de boissons. (p.1264) : défavorable aux amendements identiques n° 381 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans). Retrait néanmoins nécessaire dans le décret des dispositions autorisant le travail des enfants le dimanche dans les débits de boissons et de tabacs. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p.1294, 1296) : ses amendements n° 832 : dispositif permettant de déroger aux obligations d'affectation des élèves résultant de leur lieu de résidence et de garantir l'accès des élèves résidant en ZEP à des établissements situés en dehors de leur quartier ; et n° 831 : extension à tous les établissements publics d'enseignement supérieur des possibilités de recrutement diversifié mises en place par l'Institut d'études politiques de Paris ; rejetés ; n° 828 : rapport annuel de la Conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, au ministre chargé de l'éducation nationale, sur les dispositions mises en oeuvre pour assurer l'égalité des chances et la diversité dans l'accès aux formations supérieures ; retiré ; et n° 827 : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'ouverture et d'agrément des classes préparatoires ouvertes aux élèves provenant d'établissements situés en ZEP ; adopté. - **Article 3 sexies** (*art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue*) (p. 1300) : intervient sur le refus de son amendement n° 828 précité après l'article 3 quater. Souhaite que le Gouvernement vérifie ses affirmations avant de déclarer erronée la proposition d'un parlementaire.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1351) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. - **Demande de réserve** (p. 1352) : prend acte de l'engagement du Gouvernement relatif à la présentation d'un rapport par la Conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Demande la réserve de l'ensemble des amendements tendant à insérer des articles additionnels à partir de l'article 4 quinquies jusqu'à la fin du titre Ier. - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1369) : sur les sous-amendements de M. Roland Muzeau déposés sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire), s'oppose aux n° 879, n° 881 et n° 882, et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 880.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) (p. 1455) : demande la réserve des articles additionnels jusqu'à la fin du texte. - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1460) : nécessité de favoriser une certaine cohérence dans la discussion. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1470, 1471) : demande la priorité sur les amendements identiques n° 47 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence).

- **Rappel au règlement** - (3 mars 2006) - président de la commission des affaires sociales. (p. 1479) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer. Nécessité de prendre des mesures contre l'épidémie de chikungunya.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (3 mars 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - *Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques*) (p. 1480) : volonté commune de supprimer cet article. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1524) : s'oppose à l'amendement n° 344 de Mme Gisèle Printz (stabilisation dans leur emploi des agents recrutés par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances). - **Article 18** (*Coordination*) (p. 1534, 1535) : défavorable aux amendements de suppression n° 348 de Mme Gisèle Printz et n° 789 de M. Roland Muzeau. - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - *Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1553) : son amendement n° 903 : rédaction ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1617) : intervient sur les amendements n° 101 de M. Serge Lagauche (inscription dans les conventions des éditeurs privés de services de télévision de l'objectif de diversité culturelle) et n° 813 de Mme Catherine Morin-Desailly (inscription dans les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, les conventions des éditeurs de services de télévision et les cahiers des charges des services de radio et de télévision, de l'objectif de diversité culturelle). - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1634) : intervient sur l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). (p. 1641) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 93 (suppression de la possibilité de recourir à la suspension des prestations familiales). (p. 1644) :

accepte l'amendement n° 398 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'un dispositif d'évaluation des résultats du contrat de responsabilité parentale en termes de réduction de l'absentéisme et de troubles portés au fonctionnement des établissements scolaires) sous réserve de rectification.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1662) : son amendement n° 823 : légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population ; retiré. Conscient des difficultés de mise en oeuvre de sa proposition. Risque de communautarisme. Appel au débat sur le besoin de mieux connaître la composition de la population française. (p. 1664, 1665) : retire son amendement n° 823 précité. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1669) : son amendement n° 833 : ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation ; adopté. (p. 1671, 1672) : maintient son amendement précité n° 833. Obligation de résultat. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1696) : intervient sur les amendements du groupe CRC, a priori irrecevables, car sans relation avec le projet de loi. - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1700) : décision de la commission des affaires sociales, à la majorité de ses membres, de déposer une motion d'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1733) : son amendement n° 819 : précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion ; retiré. Informe néanmoins le Sénat de l'avis favorable rendu sur son amendement par la majorité de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1742) : son amendement n° 825 : instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1780) : son amendement n° 817 : nouvel intitulé - projet de loi relatif à l'égalité dans la diversité ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** : En remplacement de M. Alain Gournac, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 2001, 2002) : travail réalisé par les commissions. Durée des débats. Modifications portant sur le principe du CV anonyme. Apports du Sénat concernant l'apprentissage, les zones franches urbaines, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, HALDE, la lutte contre les discriminations et le contrat de responsabilité familiale. Recommande l'adoption de ce texte.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3271, 3272) : regrette l'absence d'amélioration du texte par les députés. Aurait souhaité débattre de l'extension du soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, SEJE, aux jeunes résidant dans une zone de revitalisation rurale, ZRR. Redondance et imprécision de certaines dispositions. Limitation de l'assistance renforcée à la création d'entreprises, en omettant la reprise. Participation inexistante de l'ANPE et des ASSÉDIC au soutien renforcé dans le cadre du CIVIS. En dépit de ces imperfections et par souci d'apaisement attendu par les Français, invite à l'adoption conforme du texte.

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 3859, 3860) : possibilité de retraite anticipée ouverte aux salariés handicapés du régime général à l'occasion de la réforme des retraites de 2003. Application d'un mécanisme similaire compatible avec les règles spécifiques du régime de la fonction publique. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3866) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer (rétroactivité de l'entrée en vigueur de la majoration de pension pour l'ensemble des bénéficiaires de la retraite anticipée depuis le 1er juillet 2004, et ce à compter du 1er janvier 2006).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 5002) : accepte l'amendement n° 81 de Mme Claire-Lise Campion (maintien d'un soutien psychologique en faveur des femmes qui viennent d'accoucher, dans les jours qui suivent le retour à domicile). (p. 5003) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (accroissement de la participation de la médecine scolaire à la politique de prévention en matière de protection de l'enfance).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 5029) : réagit aux propos de M. Jean-Pierre Michel sur le règlement du Sénat. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5045) : intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Janine Rozier (présence du bâtonnier de l'ordre des avocats au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance). - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5064) : intervient sur les amendements identiques n° 25 de la commission et n° 112 de Mme Claire-Lise Campion (distinction des procédures applicables en matière d'accueil d'urgence des mineurs selon que l'enfant est en danger au sein de sa famille ou qu'il se met en danger en fuguant).

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 5144, 5145) : législation actuelle. Justification de l'allongement du congé pour décès d'un conjoint ou d'un enfant à charge. Extension de ce droit aux concubins. Absence de réelles charges supplémentaires pour les entreprises. Absence de modification du régime applicable aux agents publics. - **Article unique** (art. L. 226-1 du code du travail - Augmentation du nombre de jours de congés accordés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 5149, 5150) : demande le retrait des amendements identiques n° 1 de Mme Gisèle Printz et n° 4 de M. Guy Fischer (extension au partenaire lié par un pacte civil de solidarité) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 2 de Mme Gisèle Printz et n° 5 de M. Guy Fischer (suppression de la distinction entre enfant à charge et non à charge). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5151) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Godefroy (application du congé de paternité aux pères d'enfants nés sans vie).

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) - président de la commission des affaires sociales. (p. 5326, 5328) : importance du débat d'orientation sur les finances sociales. Absence d'évaluation pluriannuelle de l'évolution des recettes et des dépenses des administrations de sécurité sociale. Favorable à l'audition du ministre délégué au budget par la commission, dès la présentation au conseil des ministres du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Insuffisances du dernier projet de loi de financement de la sécurité sociale ; demande de corrections. Observations sur l'évolution actuelle des finances sociales. Définition d'objectifs et d'indicateurs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur pour avis. - **Discussion générale** (p. 5893, 5895) : importance du volet sanitaire et social du texte. Approbation par la commission des affaires sociales des mesures en faveur de la prévention de la délinquance. Observations et interrogations de la commission. Difficultés soulevées par le texte. Mesures de coordination

nécessaires figurant dans les amendements proposés par la commission. Travail fructueux de collaboration avec la commission des lois et son rapporteur.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 6005, 6006) : son amendement n° 80 : information conjointe du maire et du président du conseil général et nomination d'un coordonnateur par le président du conseil général après consultation du maire ; retiré. Sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune), ses sous-amendements n° 325 ; retiré ; n° 326 et 327 ; rejetés. (p. 6008, 6009) : désignation du coordonnateur. (p. 6010) : intervient sur l'amendement précité n° 11 de la commission. (p. 6012) : sur l'amendement n° 11 précité de la commission, intervient sur son sous-amendement n° 326 précité. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles) (p. 6018, 6019) : ses amendements n° 159 : création facultative du conseil pour les droits et les devoirs des familles ; et n° 82 : possibilité de délégation de compétences du président du conseil général au maire afin de conclure des contrats de responsabilité parentale ; retirés. (p. 6023, 6024) : intervient sur ses amendements précités n° 159 et n° 82. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales) (p. 6025) : son amendement n° 83 : suppression ; retiré. (p. 6027) : intervient sur son amendement n° 83 précité.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6051) : nécessité de rester prudent sur l'avenir de la procédure du rappel à l'ordre officialisé. Risque de pression de la population sur le maire. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6069) : son amendement n° 86 : suppression de l'obligation pour les jeunes en difficulté suivant une formation professionnelle de recevoir une formation spécifiquement destinée à prévenir la délinquance ; adopté. (p. 6073) : maintient son amendement précité n° 86 et estime non satisfaisant l'amendement n° 19 de la commission (substitution, dans le cadre de la formation professionnelle, des actions "concourant à l'insertion sociale" aux actions "destinées à la prévention de la délinquance"). - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 6076, 6077) : son amendement n° 87 : précision selon laquelle le décret, outre le contenu de l'étude de sécurité publique, déterminera les seuils à partir desquels ces études seraient obligatoires et ceux en deçà desquels le préfet pourra, sur demande et après avis du maire, exiger la réalisation d'une étude ; adopté. - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés) (p. 6081) : son amendement n° 88 : harmonisation des règles de majorité de l'assemblée générale pour les décisions relatives aux modalités d'ouverture des portes d'accès aux immeubles ; adopté. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6115) : favorable à l'amendement n° 335 de la commission (possibilité de levée du secret médical lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique). Solution sage et mesurée retenue après consultation du Conseil de l'ordre des médecins. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6124) : son amendement n° 89 : fixation par le pouvoir réglementaire des dispositions visant à préciser le contenu de la décision de sortie

d'essai ; adopté. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - *Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6130) : favorable à l'amendement n° 114 de Mme Valérie Létard (réservation de l'accès direct au fichier des hospitalisations d'office aux seuls directeurs départementaux et aux personnes habilitées des affaires sanitaires et sociales). Protection des personnes et des libertés. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - *Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6135) : son amendement n° 90 : obligation pour le préfet de se prononcer dans les mêmes conditions que le maire pour décider l'hospitalisation d'office en cas de nécessité ; devenu sans objet. - **Article 23** (art. L. 3213-5-1 nouveau du code de la santé publique - *Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale*) (p. 6138) : son amendement n° 91 : précision selon laquelle, à Paris, la possibilité d'ordonner à tout moment une expertise médicale d'un malade hospitalisé sans son consentement revient au préfet de Police ; adopté. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - *Procédure applicable au classement sans suite motivé par l'irresponsabilité pénale*) (p. 6139) : son amendement n° 92 : rétablissement de l'avis de la DDASS dans le cadre de la décision de sortie d'établissement psychiatrique des personnes hospitalisées d'office, après une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 27** (chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - *Réforme de l'injonction thérapeutique*) (p. 6164, 6166) : sur l'amendement n° 39 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 93 ; adopté. Demande le retrait du sous-amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - *Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public*) (p. 6173, 6175) : sur l'amendement n° 40 de la commission (circonstances aggravantes en cas d'usage de stupéfiants dans l'exercice de leur fonction pour les personnels d'entreprises de transport), son sous-amendement n° 94 ; adopté. Ses amendements n° 95 et 97 : précision ; devenus sans objet. Son amendement n° 96 : modalités de conservation des échantillons d'analyse ; adopté. - **Article 29** (chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - *Extension de l'injonction thérapeutique*) (p. 6179, 6181) : son amendement n° 98 : modalités d'adhésion des toxicomanes à l'injonction thérapeutique ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2006) - président de la commission des affaires sociales (p. 6370, 6371) : protestation contre le traitement infligé à une personne handicapée manifestant devant l'Assemblée nationale. Appelle l'attention des ministres de l'intérieur et de la justice sur cette affaire. Souci de renforcer la protection des personnes. (p. 6371) : répond au rappel au règlement du 3 octobre 2006 de M. Jean-Pierre Bel sur la non-inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Motion d'ordre** (p. 6375) : sa motion d'ordre tendant à examiner en priorité l'amendement de suppression à l'article 1er ; adoptée. - **Article 2** (art. L. 4311-15 et L. 4311-16 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice de la profession d'infirmier*) (p. 6401, 6402) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Claude Domeizel (suppression du refus systématique d'inscription à l'ordre d'un infirmier frappé d'une interdiction dans un pays étranger). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6408) : favorable à l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel (rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux évolutions possibles du conseil supérieur des professions paramédicales).

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** -

(17 octobre 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 6722, 6723) : conclusions négatives de la commission des affaires sociales sur ce texte. Dispositions inapplicables en l'état. Caractère "non partageable" de certaines des prestations versées par la CNAF. Risque de complexification de la gestion des prestations familiales. Prise en compte des prestations familiales dans le calcul de la pension alimentaire fixée par le juge. Organisation du partage des seules allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. Poursuite de la réflexion sur les autres prestations. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6729) : avis de la Cour de cassation limité aux seuls cas de partage égal. Pertinence d'une évaluation du dispositif de garde alternée au regard de l'intérêt de l'enfant.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) - président de la commission des affaires sociales. (p. 7575, 7578) : souhait réitéré d'une élaboration conjointe du document budgétaire par les ministères de l'économie et des affaires sociales. Manque de transparence des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Inventivité de "tuyauteries". Dette de l'Etat à l'égard de la sécurité sociale. Sous-budgétisation des exonérations de charges. Non-compensation à l'ACOSS des exonérations liées au contrat d'apprentissage et au contrat de professionnalisation. Dissimulation récurrente de transferts de charges toujours plus nombreux de l'Etat vers la sécurité sociale. Stigmatisation malvenue de l'augmentation des prélèvements sociaux. Données chiffrées sur la situation actuelle des finances sociales. Progression contenue de l'ONDAM à 2,5 %. Bien-fondé de la réforme renforçant le pilotage de la politique publique de sécurité sociale et donnant au Parlement les moyens d'évaluation et de contrôle. Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale, MECSS.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7766) : approfondissement de la réflexion en commission mixte paritaire sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 3 (déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7824) : favorable au sous-amendement n° 225 de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur l'amendement n° 50 de la commission (autorisation pour les ouvriers d'Etat travaillant pour DCN de bénéficier d'un plan d'épargne entreprise). - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - *Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7831, 7832) : intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédaction). - **Demande de priorité** (p. 7838) : demande l'examen par priorité du titre III et éventuellement du titre V en fonction de l'état d'avancement des travaux. - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - *Création du chèque-transport*) (p. 7895) : son amendement n° 121 : suppression d'une ambiguïté juridique entre le chèque-transport et le code monétaire et financier ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 5** (*Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 8028) : à titre personnel, favorable à l'amendement de M. Dominique Leclerc n° 114 : diminution du taux de la taxe appliquée au chiffre d'affaires de 2006 qu'il reprend après son retrait ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8067, 8069) : lacunes de l'application de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Sa proposition sur le versement des aides. Prestation de compensation du handicap. Maisons départementales des personnes handicapées. Représentativité associative.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8107) : intervient sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 14** (art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges) (p. 8142) : son amendement n° 10 : garantie de la compensation à l'euro près des allègements généraux de charges sociales à compter de 2007 ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 268 de M. Guy Fischer (suppression) au profit de son amendement n° 10 précité. - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8143) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (augmentation du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine afin de financer le fonds de réserve des retraites). - **Article 15** (art. L. 1126-1 et L. 2222-21 du code de la propriété des personnes publiques, art. L. 114-1 du code des assurances, art. L. 135-7 et L. 135-10-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Affectation au fonds de réserve pour les retraites des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance vie) (p. 8145) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 400 (suppression) et n° 399 (non-rétroactivité des dispositions de l'article 15), et s'oppose aux amendements identiques n° 237 de M. Bernard Cazeau et n° 312 de M. François Autain (conditions d'affectation au Fonds national de solidarité d'action mutualiste des sommes dues au titre de contrats d'assurance sur la vie et non réclamées depuis trente ans). - **Article 16** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles et art. 154 quinquies du code général des impôts - Modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements) (p. 8148, 8149) : s'oppose aux amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 79 (dispositions techniques concernant le dispositif d'acompte de versement de la CSG) et n° 80 (modalités de financement de l'ONDAM des soins de ville). Son amendement n° 11 : précision ; adopté. - **Demande de réserve** (p. 8150) : accepte la demande de réserve du Gouvernement de l'article 18 jusqu'à la fin de l'examen de la troisième partie. - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8152) : son amendement n° 12 : garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie ; adopté. - **Article 20** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale, L. 741-10 et L. 741-10-1 nouveau du code rural - Recours des caisses contre les tiers responsables de dommages occasionnés à un assuré social) (p. 8157) : son amendement n° 13 : encadrement des possibilités de recours subrogatoire des caisses de sécurité sociale contre des tiers ; adopté. (p. 8158) : considère les amendements identiques n° 240 de M. Bernard Cazeau et n° 304 de M. Guy Fischer (suppression) satisfaits par son amendement n° 13 précité. S'oppose à l'amendement n° 420 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les dispositions nécessaires pour réformer les recours exercés par les tiers payeurs contre les personnes tenues à réparation d'un dommage). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8159) : son amendement n° 14 : caractère systématique du versement de la subvention d'équipement par l'Etat au FFIPSA ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Accepte l'amendement n° 124 de M. Dominique Mortemousque (possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole et les

caisses d'assurance maladie des exploitants agricoles d'utiliser leur fonds d'action sanitaire et sociale pour intervenir en faveur des agriculteurs en difficulté). - **Article 20 ter** (Habilitation des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales à la vérification de l'assiette des cotisations des régimes de retraite complémentaire et des contributions d'assurance chômage) (p. 8164) : son amendement n° 15 : report d'un an du transfert de l'ACOSS aux URSSAF du recouvrement de la contribution sur les contrats d'assurance relatifs aux véhicules terrestres à moteur ; adopté. - **Article 21** (art. L. 161-1-1 et L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale - Absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises) : ses amendements de suppression, au nom de la commission, n° 16 et, à titre personnel, n° 187 ; rejetés. - **Article 23 et annexe C** (Prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement de la sécurité sociale) (p. 8171) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 24** (Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. François Autain (coordination). - **Article 26** (Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 8172) : s'oppose à l'amendement n° 314 de M. François Autain (suppression). - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8177) : accepte l'amendement n° 424 du Gouvernement (abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement).

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 32 ou après l'article 34** (p. 8182) : son amendement n° 182 : interdiction du cumul entre les fonctions de pharmacien ou de vétérinaire et celles de directeur de laboratoire ; adopté. - **Article 33** (art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé) (p. 8193) : son amendement n° 188 : amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs ; retiré. (p. 8194) : son amendement n° 189 : possibilité pour les personnes hébergées en établissement médico-social de bénéficier de la CMU complémentaire ; retiré. (p. 8195, 8196) : souhaite un engagement du Gouvernement d'étudier la situation des personnes percevant le minimum vieillesse.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations) (p. 8226) : suggère une modification rédactionnelle du sous-amendement n° 417 du Gouvernement, déposé sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8232, 8234) : intervient sur l'amendement n° 317 de M. François Autain (suppression de la rétrocession hospitalière). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8245) : la commission des affaires sociales s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins). (p. 8246, 8247) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 325 (retrait automatique de la liste des médicaments remboursables de ceux ayant été réévalués et dont le service médical rendu a été jugé insuffisant) et n° 324 (fixation du prix du médicament). - **Article 36 bis** (art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé) (p. 8248) : ses amendements de précision n° 21 et n° 22 ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 261 de Mme Marie-Thérèse Hermange

(extension de l'expertise médicale de la Haute Autorité de santé dans le domaine de la prévention). - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8264) : son amendement n° 392 : montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 430 du Gouvernement. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne) (p. 8275) : s'oppose à l'amendement n° 157 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats"). - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8282) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. François Autain (refus de l'autorisation de mise sur le marché ou retrait de médicaments dangereux pour la santé). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8285) : s'oppose aux amendements, sur le même objet, de M. François Autain n° 328 et n° 329 (essais comparatifs préalables à toute autorisation de mise sur le marché d'un médicament).

- **Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Discussion générale** : En remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 9132, 9134) : doublement du nombre d'articles par rapport au projet de loi initial. Ajouts substantiels par le Sénat. Regrette le dépôt tardif d'amendements par le Gouvernement et la brièveté des délais d'examen. Travaux de la commission mixte paritaire. Débat en séance sur la prise en charge de la dépendance. Au nom de la commission des affaires sociales, demande l'adoption du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 dans le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire. - **Article 38 bis** (p. 9178) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (fixation par ordonnance, en conformité avec l'article 38 de la Constitution, des règles relatives au nouveau régime d'indemnisation des préjudices nés de l'activité médicale, à défaut d'accord entre les parties). - **Article 38 quater** (p. 9179) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédaction). - **Article 50** : accepte les amendements du Gouvernement n° 3 (rédaction) et n° 4 (correction d'une erreur matérielle). - **Article 55** (p. 9182) : en appelle à une position de sagesse de la Haute assemblée sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**ADNOT (Philippe)**  
sénateur (Aube)  
NI

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

## Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10079, 10083) : son amendement n° II-104 : mise en extinction des régimes spéciaux de retraite ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : sa question (p. 10199, 10201).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié - Commission mixte paritaire [n° 92 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** : En remplacement de Mme Isabelle Debré, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 10232, 10233) : accord en commission mixte paritaire. Satisfait de la reconnaissance du travail du Sénat. Travaux de la commission mixte paritaire. Au nom de la commission des affaires sociales, demande l'adoption du projet de loi dans la rédaction issue des débats de la commission mixte paritaire. - **Article 21 ter** (p. 10259) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression d'un gage).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - président de la commission des affaires sociales. - **Article 7** (art. L. 4371-1 à L. 4371-5 et L. 4371-6 nouveaux, L. 4372-1 et L. 4372-2 du code de la santé publique - Statut des diététiciens) (p. 10926) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 9 de M. Alain Milon (garantie d'une collaboration effective entre les diététiciens intervenant sur prescription médicale et les infirmiers). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10927, 10928) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (rétablissement du droit de prescription des médecins biologistes libéraux). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 10932) : son amendement n° 20 : amélioration du fonctionnement de l'observatoire des risques médicaux ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10940) : accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (création d'un secteur optionnel pour les chirurgiens).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La valorisation de la recherche dans les universités : une ambition nécessaire [n° 341 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 78 tome 3 annexe 21 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 279, 280) : son amendement n° 60 : instauration d'une contrepartie systématique au RMI ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 4 quinquiés (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)** (p. 3031) : son amendement n° 356 : plafonnement de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles ; retiré. (p. 3033) : retrait de son amendement n° 356 précité en échange d'un engagement du rapporteur de corrections du dispositif en cas de constat de dérives.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3329) : à titre personnel, ne prendra pas part au vote en dépit d'avoir voté le CPE. Contradiction du nouveau dispositif avec l'idée de départ du CPE. Absence de solution au problème de l'emploi des jeunes.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9298, 9299) : expérimentation sur les conditions d'entrée à l'université. Gouvernance des universités. Bourses. Projets annuels de performance ; absence d'indicateurs concernant le Palais de la découverte. Propose l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9324, 9325) : accepte l'amendement n° II-133 de M. Philippe Marini (transfert de crédits du programme "Recherche dans le domaine des risques et des pollutions" au bénéfice des établissements d'enseignement supérieur agricoles).

(p. 9327) : s'oppose à l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA). (p. 9329, 9330) : son amendement n° II-28 : diminution des crédits du programme "Recherche culturelle et culture scientifique" intégrant le palais de la Découverte et transfert sur le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" ; retiré. (p. 9332) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-82 (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires).

### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10074, 10078) : ses amendements n° II-52 : augmentation de la durée au cours de laquelle les jeunes entreprises innovantes bénéficient d'un statut dérogatoire ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; n° II-74 : régulation de la sortie du dispositif des jeunes entreprises innovantes ; n° II-73 : précision quant à l'appréciation du pourcentage de charges de recherche des jeunes entreprises par rapport aux charges totales ; et n° II-51 : augmentation du taux du crédit d'impôt recherche ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23 (Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)** (p. 10468, 10469) : favorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10540) : son amendement n° 102 : comptabilisation des seuls droits à paiement unique encaissés ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10556) : son amendement n° 101 : exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36 quindecies** (p. 10686) : ses amendements portant sur le même objet n° 53 et 56 : exonérations fiscales liées aux jeunes entreprises innovantes ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10705) : son amendement n° 42 : coïncidence de dates entre les élections au comité des finances locales et les élections municipales ; retiré.

**ALDUY (Jean-Paul)**

*sénateur (Pyrénées-Orientales)  
UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 16 janvier 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**



*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Politique des territoires [n° 80 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales.**

**ALFONSI (Nicolas)**  
*sénateur (Corse-du-Sud)*  
RDSE

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Justice- Protection judiciaire de la jeunesse [n° 83 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Justice.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) (p. 1540) : votera contre cet article.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Article 2** (art. 815, 815-1 à 815-3 et 815-10 du code civil - Dispositions relatives à l'indivision) (p. 3949, 3950) : son amendement n° 118 : instauration d'une majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de l'indivision

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2108) : politique sociale des employeurs publics. Nécessité de sécuriser les décisions des collectivités territoriales prenant en charge les cotisations acquittées par leurs agents au titre des garanties sociales complémentaires. Risque de vide juridique en raison d'un arrêt récent du Conseil d'Etat.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828, 2829) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Michelle Demessine (règles d'attribution des subventions accordées par l'ANRU pour la construction de logements sociaux, la réhabilitation ou la démolition de logements existants).

en Corse ; retiré. - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3990) : votera les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4007) : favorable à l'amendement n° 123 du Gouvernement (création de l'agence foncière de Corse). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4016) : avec son collègue de Haute-Corse et la majorité du groupe du RDSE, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6125) : votera l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 89 (fixation par le pouvoir réglementaire des dispositions visant à préciser le contenu de la décision de sortie d'essai).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6269) : incompréhension populaire devant l'élargissement de 2004. Question de l'intégration de la Croatie. Refuse l'élargissement perpétuel par une application mécanique des critères de Copenhague. - **Article unique** (p. 6272) : ne participera pas au vote.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7228, 7229) : absence d'égalité entre territoires. Antinomie entre la patriotisme économique et les intérêts des actionnaires du futur groupe. Votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7649, 7651).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13** (Compensation des transferts de compétences aux régions) (p. 8981) : favorable à l'amendement n° I-246 du Gouvernement (majoration du produit de TIPP perçu en Corse et affecté à la collectivité territoriale de Corse).

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9436, 9437) :

protection judiciaire de la jeunesse. Dispositif d'évaluation de l'impact des décisions judiciaires sur la trajectoire des mineurs. Hommage aux éducateurs. La commission des lois propose l'adoption des crédits du programme "Protection judiciaire de la jeunesse".

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10274, 10276) : faiblesse du texte quant à la représentation des femmes dans les conseils généraux. Amendements du groupe du RDSE sur les dispositions relatives à la Corse. Importance du lien entre modes de scrutin et parité. Possibilité d'une position "nuancée" du groupe du RDSE à défaut d'être unanime. - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire) (p. 10312) : intervient sur les amendements identiques n° 1 de M. Jean Louis Masson, n° 29 de Mme Muguette Dini et n° 67 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse) (p. 10315, 10316) : ses amendements n° 87 : octroi d'un délai d'un mois aux conseillers de l'assemblée de Corse devenus membres du conseil exécutif de Corse pour démissionner ; n° 86 : délai de remplacement des conseillers exécutifs de Corse en cas de vacance du siège ; et n° 85 : adaptation de dispositions s'agissant de la collectivité territoriale de Corse et de l'élection des présidents des conseils généraux ; retirés. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10324, 10326) : son amendement n° 88 : fixation à 5 % le seuil de fusion des listes en Corse et à 7,5 % le seuil de maintien au second tour ; retiré.

**ALLIOT-MARIE (Michèle)**  
ministre de la défense

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives [n° 205 (2005-2006)] (21 février 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions - Transports.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 592, 595) : souhait de bienvenue à la délégation parlementaire de Mongolie. Caractère essentiel de la réserve pour notre défense. Bilan de cinq années d'expérience. Objectifs de ce texte. Clarification de l'organisation de la réserve et des tâches entre les deux réserves. Introduction d'une clause de réactivité dans les futurs contrats d'engagement. Modification de la durée des services. Ouverture de la réserve sur l'entreprise. Problème des limites d'âge. Accueil d'anciens légionnaires de nationalité étrangère dans la réserve opérationnelle. Renforcement du partenariat avec les entreprises. Amélioration de la prise en compte du rôle des associations de réservistes et d'anciens militaires. Elargissement du champ d'action de la réserve opérationnelle. Emploi de leurs salariés, sous réserve de leur volontariat, par les entreprises titulaires de contrats de soutien opérationnel. Possibilité, à la suite de catastrophe naturelle, de prolonger les interventions françaises par une action en matière de reconstruction dans le domaine matériel, juridique ou administratif. Mesures incitatives en faveur des entreprises : mise en place d'un crédit d'impôt et d'un label "Partenaires de la défense". Perfectibilité de ce dispositif. Bilan annuel chiffré des actions conduites dans ce domaine. Nécessité d'accroître l'attractivité de la réserve. Crédits pour la formation militaire initiale des réservistes. - **Article 1er** (*Organisation de la réserve*) (p. 607) : accepte les amendements de la commission n° 1 (rédaction), n° 2 (précision sur l'appartenance à la réserve opérationnelle des militaires soumis à l'obligation de disponibilité) et n° 3 (rédaction). - **Article 4** (*Contrat d'engagement à servir dans la réserve - Participation des réservistes opérationnels aux actions civilo-militaires - Clause*

*de réactivité*) (p. 608) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rédaction) et n° 5 (réintroduction de la mention relative à la participation de la réserve à la protection du territoire national et aux opérations extérieures). - **Article 6** (*Préavis à l'égard de l'employeur*) (p. 609) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Hélène Luc (augmentation du nombre de jours d'autorisation d'absence annuelle de droit). (p. 610) : accepte les amendements de la commission n° 6 (rectification d'une erreur matérielle), n° 7 (rédaction) et n° 8 (détermination des catégories de formations éligibles à ce nouveau dispositif). - **Article 10** (*Objectifs de la réserve citoyenne*) (p. 611) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Philippe Darniche (création d'un médiateur de la réserve militaire). - **Article 13** (*Position statutaire des fonctionnaires réservistes*) (p. 611) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (clarification rédactionnelle). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 612) : considère comme infondées les inquiétudes manifestées dans l'amendement n° 10 de la commission (réparation intégrale des dommages subis par un réserviste en cas d'engagement de la responsabilité de l'État). - **Article additionnel avant l'article 14** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (renvoi à un décret pour la composition du Conseil supérieur de la réserve militaire). - **Article 19 bis** (*Attribution de la qualité d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie - art. 21 du code de procédure pénale*) (p. 613) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (réserve de la qualité d'agent de police judiciaire aux seuls réservistes affectés dans la gendarmerie). - **Article 19 quater** (*Période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale*) (p. 614) : accepte l'amendement n° 20 de M. Robert del Picchia (conditions d'attribution aux réservistes des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 615) : accepte l'amendement n° 15 de M. François Trucy (élargissement des garanties sociales et juridiques prévues par le statut général des militaires aux militaires exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'organismes d'assurance des militaires). - **Article 20 ter** (*Codification des lois relatives à la défense*) : son amendement n° 14 : allongement à un an du délai de codification ; adopté. - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 616) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Hélène Luc (rapport annuel au Parlement sur l'état de la protection sociale des réservistes et de leur famille). Information du Parlement par les rapports annuels du Conseil supérieur de la fonction militaire. - **Article 21** (*Application de la loi à Mayotte, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie*) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (application de certaines dispositions aux collectivités à statut particulier). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 618) : remerciements. Crédits de la réserve. Conséquence positive de la suspension du service national. Attachement des jeunes Français aux valeurs essentielles de la République.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5230, 5233) : débat s'inscrivant pleinement dans la logique de transparence voulue par la LOLF. Respect des engagements politiques. Gestion 2005 rigoureuse permettant des résultats concrets, porteurs de la meilleure santé des armées et du renforcement de l'outil de défense. Réponse aux intervenants sur les autorisations d'engagement, sur les programmes Barracuda et EuroMALE, sur le maintien en condition opérationnelle, sur la situation des effectifs, sur les critiques de la Cour des comptes et sur la politique immobilière dynamique du ministère de la défense. Possibilité d'améliorer encore l'efficacité du ministère en déterminant clairement la responsabilité des uns et des autres. Souci de transparence vis-à-vis du Parlement. (p. 5234, 5235) : enjeux dans les domaines de l'industrie, de la recherche et de la défense européenne. Problèmes posés par la vente des casernes. Agence européenne de défense. (p. 5236, 5238) : livraison des chars Leclerc par GIAT industries. Candidature de Saint-Chamond au titre du programme "Défense deuxième chance". Budgétisation des opérations extérieures. S'engage à une exécution totale de la loi de programmation militaire. Moyens budgétaires de l'Eurofor en Bosnie. Modernisation de la communication du ministère de la défense. (p. 5239, 5241) : crédits affectés à la recherche et au développement. Réponse à M. Robert Bret sur la préparation opérationnelle des forces. Réponses à M. Jean-Pierre Godefroy sur l'équipement de la marine nationale et sur les programmes d'armement dévolus à DCN. Réponse à M. Jacques Peyrat sur l'audit relatif à la reconversion dans les forces armées et, plus globalement, sur la question des personnels. (p. 5242) : réponse à M. Jean-Pierre Fourcade sur les chantiers d'externalisation.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5872, 5874) : point sur la situation actuelle. Conditions de déploiement des militaires. Définition d'une mission précise. Implications financières. Objectif de restauration de la souveraineté du Liban, de reconstruction et de recherche de stabilité dans le Moyen-Orient pour lutter contre le terrorisme.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : sa réponse (p. 6355, 6359).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**ALQUIER (Jacqueline)**  
sénateur (Tarn)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

#### Défense

- (4 décembre 2006) (p. 9490, 9497) : respect de la loi de programmation militaire. Amélioration de la visibilité du Parlement sur son exécution. Démarrage du programme du deuxième porte-avions. Place réservée aux PME et aux PMI. Opérations extérieures. Plan Vigipirate. Hommage aux militaires et à leurs familles. Augmentation des crédits de la mission "Défense". Agence européenne de défense. Maintien en condition opérationnelle, MCO. Politique d'emploi et de gestion des parcs terrestres. Effectifs. Service de santé. Gendarmerie. Politique immobilière. Modernisation du ministère de la défense. Force de dissuasion. Satellites de télécommunication et d'observation. Coopération en matière de renseignement. Europe de la défense et volonté française. Situation en Afghanistan. Politique de la France en Afrique. Evolution de l'OTAN. Armes à sous-munition. Opération "Défense deuxième chance". Mise en oeuvre de la journée d'appel de préparation à la défense à l'étranger. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9499) : demande le retrait de l'amendement n° II-189 de M. Yves Pozzo di Borgo (réduction des crédits destinés à financer l'implantation de l'état-major de l'armée de terre à l'Ecole militaire de Paris). (p. 9500) : accepte l'amendement n° II-12 de la commission (financement du surcoût des opérations intérieures, OPINT). - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 9500) : accepte l'amendement n° II-13 de la commission (information par le Parlement sur le coût total d'un programme d'armement et sur l'échéancier prévisible). (p. 9501) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-14 de la commission (modalités de rétablissement des crédits correspondant à la TVA en cas d'opération d'externalisation). Accepte l'amendement n° II-102 de M. Jean Faure (dispense d'un remboursement du pécule d'incitation au départ pour les anciens militaires admis au sein de l'établissement public d'insertion à la défense).

#### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9707, 9709) : augmentation des crédits du programme "Gendarmerie nationale". Données chiffrées sur les effectifs et les moyens mis à disposition. Mise en oeuvre de la LOPSI. Action de la gendarmerie dans la lutte contre l'immigration irrégulière et le terrorisme. Coopération avec les armées et la police. Missions en expansion : OPEX et force de gendarmerie européenne. Réponse aux orateurs.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 401, 403) : amélioration souhaitable du texte en dépit d'avancées. Recours non-justifié à la procédure

d'urgence. Urgence d'une politique ambitieuse en matière de parcs nationaux. Manque de moyens criant face à l'enjeu majeur de la perte de la biodiversité. Inquiétude sur le financement d'une politique nationale de préservation du patrimoine naturel et sur les moyens transférés aux collectivités locales. Urgence d'un débat sur le financement d'une telle politique et la nécessité d'une fiscalité écologique. Inquiétude quant à la possible remise en cause du statut d'espaces protégés sur la liste II conféré par l'UICN aux parcs nationaux français. Le groupe socialiste réservera son vote. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - Charte du parc national) (p. 417, 418) : maintien d'une politique nationale pour les parcs nationaux. Crainte d'une sollicitation financière des collectivités locales pour la mise en oeuvre de la charte, en dépit de l'absence de tout pouvoir de décision. Nécessité de justifier l'exclusion pour les départements d'outre-mer de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les chartes des parcs nationaux.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 462, 463) : satisfaite de l'engagement du ministre sur le financement de la politique des parcs nationaux à l'échelon national. Regret de la déclaration d'urgence sur ce texte. Proposition d'un certain nombre d'amendements relatif aux parcs naturels régionaux. Prise en compte des aspects paysagers des parcs. Opposition à l'installation d'éoliennes : exemple du parc naturel du Haut-Languedoc. Durée de la charte. Cohérence des politiques applicables sur le territoire du parc naturel régional. Intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 111 de M. Dominique Braye et n° 173 de Mme Françoise Férat (renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1163) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Raymonde Le Texier (augmentation du délai de prescription de l'action en contestation de rupture du contrat) ; rejeté. (p. 1166) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Raymonde Le Texier (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 14** (art. L. 720-5 du code du commerce - *Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1491) : soutient l'amendement n° 330 de M. Roland Ries (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1626, 1627) : culpabilisation et stigmatisation des plus fragiles. Baisse constante des moyens accordés aux travailleurs sociaux. Exemple de son département du Tarn. Sanction des familles les plus défavorisées par la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)] - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8002, 8003) : charges des assurés sociaux. Inégalités d'accès aux soins. Régime social des non-salariés agricoles. Financement du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. Lacunes du texte.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 3** (*Rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 8022) : désaccord sur la définition de la justice sociale.

**AMOUDRY (Jean-Paul)**  
sénateur (Haute-Savoie)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale [n° 153 (2005-2006)] (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collèves sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture** [n° 116 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 747, 749) : réalisation d'un véritable code du tourisme. Simplification du régime des communes touristiques. Encadrement juridique des chambres d'hôtes. Mesures relatives aux aménagements touristiques en montagne. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte. Demande d'informations sur la publication du décret d'application relatif à

la procédure des unités touristiques nouvelles. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 767) : son amendement n° 32 : harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique ; retiré. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 775) : sur l'amendement n° 26 de la commission (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel), son sous-amendement n° 33 ; retiré au profit du sous-amendement n° 52 de M. Jean Faure. (p. 780) : défavorable aux amendements identiques de suppression n° 44 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 48 de M. Jean-François Voguet. Exemple de la commune du Grand Bornand.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (22 mars 2006) - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2490) : soutient l'amendement n° 206 de M. Michel Mercier (consultation obligatoire du Haut conseil des biotechnologies avant toute autorisation de dissémination volontaire d'OGM) ; devenu sans objet. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2499) : soutient l'amendement n° 203 de M. Michel Mercier (consultation du Conseil des biotechnologies et du public préalablement à toute autorisation de mise sur le marché) ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 533-5 du code de l'environnement - *Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2503) : soutient l'amendement n° 205 de M. Michel Mercier (liste détaillée des informations à fournir préalablement à une demande d'autorisation) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2542, 2545) : son amendement n° 198 : possibilité pour l'autorité administrative d'interdire totalement la mise en culture d'OGM dans des zones protégées ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2579, 2580) : son amendement n° 197 (interdiction de la mise en culture d'OGM dans les zones spéciales de conservation définies dans le cadre de la procédure Natura 2000) ; retiré puis repris par M. Daniel Raoul.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4742, 4743) : évolutions législatives suscitées par la directive européenne du 26 juin 2003. Modalités et conséquences de la séparation juridique des gestionnaires des réseaux de distribution EDF et GDF. Périmètre du nouveau service public de l'énergie. Interrogation sur la fourniture "de dernier recours" en cas de défaillance d'un fournisseur et de la fourniture facturée selon le tarif de première nécessité. Question sur la situation des distributeurs non nationalisés. Protection des consommateurs les plus vulnérables. Demande de précision sur la pérennisation des tarifs administrés. Développement souhaitable du rôle des collectivités territoriales dans le domaine de l'information et de la défense du consommateur.

**ANDRÉ (Michèle)**  
*sénateur (Puy-de-Dôme)*  
 SOC

Vice-Présidente du Sénat ; a présidé les séances des 26 janvier, 22, 27, 28 février, 2, 3, 23 mars, 5, 6 avril, 4, 9, 11, 16 mai, 1er, 8, 15, 16, 27 juin, 14 septembre, 5, 25 octobre, 7, 8, 9, 14, 16, 22, 24, 27, 30 novembre, 6, 8, 13, 14 et 20 décembre 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 178, 179) : soutient l'amendement n° 29 de M. Roland Courteau (extension, pour l'ensemble des violences, de l'accès à l'aide juridictionnelle sans conditions de ressources) ; rejeté. - **Article 4** (art. 222-24 et 222-28 du code pénal - *Circonstance aggravante pour le viol commis au sein du couple*) (p. 180, 181) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 6 de la commission (reconnaissance du viol entre époux). - **Articles additionnels après l'article 5 ou avant l'article 5 bis** (p. 183) : soutient l'amendement n° 31 de M. Roland Courteau (intégration des victimes de violences conjugales dans le champ du recours en indemnité) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 192, 193) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 6190) : intervient sur son amendement de suppression n° 283. Coût des analyses de dépistage.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire tunisienne** - (1er juin 2006) (p. 4275).

- **Souhaits de bienvenue à deux délégations parlementaires de Chine et du Bénin** - (8 juin 2006) (p. 4516).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 7203) : soutient l'amendement n° 479 de M. Yves Coquelle (suppression de l'Autorité de sûreté nucléaire) ; rejeté.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Moldavie** - (25 octobre 2006) (p. 7205).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat d'Ouzbékistan** - (8 novembre 2006) (p. 7725).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Chine** - (22 novembre 2006) (p. 8615).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement du Monténégro** - (6 décembre 2006) (p. 9669).

ANDRÉ (Pierre)  
sénateur (Aisne)  
UMP

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 877, 878) : saisine de la commission des affaires économiques pour les dispositions concernant la relance des zones franches urbaines et la création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale. Continuité des politiques menées depuis 2002. Situation des quartiers en difficulté. Bilan positif des zones franches urbaines. Amendements de la commission tendant à améliorer ce dispositif. Interroge le Gouvernement sur la position de la Commission européenne sur ces nouvelles dispositions. La commission des affaires économiques émet un avis favorable sur ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1363) : création par le Sénat d'une mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques en faveur des quartiers en difficulté. Bilan mitigé de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Objectif de transformation des quartiers grâce à la création des zones franches. Exonération de charges réservée aux petites et moyennes entreprises. Condition d'implantation de surfaces commerciales de moins de 1500 mètres carrés. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1390) : son amendement n° 73 : abaissement des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés ; adopté. (p. 1392, 1395) : ses amendements n° 74 : cohérence ; n° 75 : extension de la majoration de 5000 euros par salarié résidant en ZUS aux salariés résidant en ZFU ; n° 77 : application du régime d'exonération de l'article 7 aux entreprises déjà implantées dans les ZFU de troisième génération à compter du 1er janvier 2006 dans les limites du règlement communautaire dit de minimis ; et n° 78 : rectification d'une erreur matérielle ; adoptés. (p. 1405) : son amendement n° 76 : harmonisation et simplification ; retiré. - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines) (p. 1419, 1420) : ses amendements n° 79 : coordination ; et n° 80 : cohérence ; adoptés. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1426) : son amendement n° 81 : harmonisation et clarification ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines) (p. 1461) : son amendement n° 82 : extension du bénéfice de la clause d'embauche à tous les salariés des zones franches urbaines ; adopté. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1471, 1472) : son amendement n° 83 : mise en place d'une procédure d'urgence ; adopté. - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1479, 1480) : volonté commune de supprimer cet article. (p. 1486) : son amendement n° 84 : suppression ; adopté. - **Article 14** (art. L. 720-5 du code du commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 203 (2005-2006)] pour l'égalité des chances [n° 212 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Société - Travail - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années : Un nouveau pacte de solidarité pour les quartiers (rapport) [n° 49 tome 1 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Aménagement du territoire - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années : Un nouveau pacte de solidarité pour les quartiers (annexes) [n° 49 tome 2 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Aménagement du territoire - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Ville et logement [n° 80 tome 11 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Logement et urbanisme**.

*l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1491) : son amendement n° 85 : suppression ; adopté. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1512, 1513) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), son sous-amendement n° 88 ; adopté. (p. 1521) : son amendement n° 89 : présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1736) : le groupe UMP est défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 180 et 181 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Respect nécessaire de certains secrets au sein des instances consulaires. - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 1754, 1755) : son amendement n° 86 : possibilité pour les maires et les présidents d'EPCI de procéder à des expropriations de commerce dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès social à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2851) : favorable à l'accès à la propriété de logements déjà amortis. Exemple de l'encouragement des propriétaires aux revenus moyens et élevés à investir dans des quartiers difficiles en Allemagne ou au Royaume-Uni.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3356, 3357) : soutient l'amendement n° 354 de M. Jean-Paul Alduy (augmentation des crédits affectés à l'ANRU) ; adopté.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) - rapporteur de la mission d'information. (p. 7616, 7619) : bilan des politiques menées en faveur des quartiers en difficulté depuis quinze ans. Comparaison avec d'autres villes européennes. Constat général de ghettos urbains existants. Présentation de soixante-dix propositions. Amélioration de l'offre scolaire, renforcement des liens entre l'école et les entreprises, création d'un "compte mobilité emploi". Renforcement de la présence de l'Etat et des services publics dans les quartiers : réactivation de la police de proximité, affectation des enseignants et des policiers, pérennité des subventions des associations garantie par l'agence pour la cohésion et l'égalité sociale. Redéfinition d'un projet urbain cohérent : sanctuarisation des crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, développement de la mixité sociale, respect par les communes de leurs obligations en matière de construction de logements sociaux. Mise en place indispensable d'une nouvelle gouvernance de la politique de la ville confiée à un ministre d'Etat ; présentation indispensable par le Gouvernement d'un projet de loi d'orientation et de programmation quinquennale. Concentration d'un grand nombre de difficultés dans le département de la Seine-Saint-Denis. Place essentielle des maires à qui il rend hommage. Inscription de cette mission dans le souci constant du Sénat de répondre aux attentes des habitants des quartiers en difficulté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Ville et logement

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9269, 9270) : mission d'information commune sur les quartiers en difficulté. Lancement de nouveaux contrats urbains de cohésion sociale. Révision de la géographie prioritaire de la politique de la ville. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption de ce budget.

**ANGELS (Bernard)**  
sénateur (Val-d'Oise)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**



*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Gestion et contrôle des finances publiques - compte spécial prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - compte spécial avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics [n° 78 tome 3 annexe 14 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8700, 8702) : bilan de la législature. Renforcement des inégalités. Logique injuste et non redistributive de la réforme de l'impôt sur le revenu. Inefficacité de la politique économique et budgétaire en termes d'emploi. Déficit et dette publique. Transfert de compétences aux collectivités territoriales. Dépôt d'amendements par le groupe socialiste visant l'efficacité économique et la justice sociale.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8744, 8745) : soutient l'amendement n° I-102 de M. Marc Massion (plafonnement à 40 % de la part du revenu imposable susceptible de bénéficier de réductions ou déductions) ; rejeté. (p. 8747) : soutient l'amendement n° I-103 de M. Marc Massion (plafonnement à 7500 euros de la réduction du revenu imposable procuré par l'ensemble des dispositifs de réduction) ; rejeté. (p. 8751) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-104 (mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile) ; et n° I-105 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi à domicile) ; rejetés. (p. 8755) : soutient l'amendement n° I-99 de M. Marc Massion (suppression de la participation des collectivités territoriales au mécanisme du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 8756) : soutient l'amendement n° I-100 de M. Marc Massion (suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale au mécanisme du bouclier fiscal) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8970) : son amendement n° I-175 : prise en compte des compensations fiscales et de la dotation de garantie dans le calcul du potentiel financier des communes et de leurs groupements ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9065, 9066) : inégalités. Procédure. Le groupe socialiste votera contre la première partie de ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9352, 9353) : mission "Gestion et contrôle des finances publiques". Test de cohérence entre les intentions et les réalisations. Contrats de modernisation. Chantiers informatiques. Télédéclaration de l'impôt sur le revenu. Prime pour l'emploi. TéléTVA. Adhésion des agents de Bercy aux réformes. Taux de recouvrement des amendes. Loyers budgétaires. Paiement automatisé dans le secteur public local. Gestion du patrimoine immobilier de Bercy. Propose l'adoption des crédits de la mission "Gestion et contrôle des finances publiques" et des deux comptes spéciaux qui lui sont rattachés, sous réserve de l'amendement présenté par la commission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9356, 9357) : son amendement n° II-21 : suppression de 60 millions d'euros de crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques économique, financière et industrielle" correspondant à l'installation de la Maison de la francophonie dans l'immeuble sis 20 avenue de Ségur dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; retiré.

**ARNAUD (Philippe)**  
*sénateur (Charente)*  
UC-UDF

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

**ARTHUIS (Jean)**  
*sénateur (Mayenne)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La première discussion budgétaire "en mode LOLF" : un véritable pouvoir d'arbitrage exercé par le Parlement [n° 312 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Budget**.

*Proposition de loi* portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 347 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2104, 2105) : favorable aux adaptations proposées pour la fonction publique territoriale. Son opposition à la création du Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Conséquences pour les communes rurales de la suppression d'un service à la suite d'une décision prise par une autorité supracommunale : fermeture de classe. Possibilité d'engager des agents contractuels non titularisables sur décision du conseil municipal en cas d'ouverture de classe.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Réforme de l'Etat : auditer pour agir [n° 45 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Budget - Fonction publique**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Pouvoirs publics [n° 78 tome 3 annexe 19 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 3 (Financement)** (p. 131) : favorable aux conclusions de la commission des finances sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture [n° 139 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 711, 712) : contexte de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor. Enjeux de la globalisation de l'économie. Importance de l'orientation de l'épargne vers les entreprises françaises. Avis favorable de la commission à l'amendement gouvernemental autorisant l'attribution de bons de souscription d'actions. Paradoxe de l'"opéabilité". Favorable à ce texte amendé par la commission. - **Article 2 (réserve) (Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)** (p. 721) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (conditions de dépôt des offres publiques sur des sociétés mères et des sociétés filles) dont il demande la

réserve. - **Article 7 (Information des salariés)** (p. 727) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice). - **Article 19 (Publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire)** (p. 737) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'applicabilité de la réciprocité pour les dispositions facultatives de l'article 11 de la directive qu'une société cible aurait décidé d'appliquer sur une base volontaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 741, 742) : remerciements.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (22 février 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 817, 819) : suites données au rapport de la Cour des comptes. Approfondissement des relations entre la Cour des comptes et le Sénat. Nécessité de populariser les travaux de contrôle. Saisine de la Cour des comptes, par la commission des finances, pour la réalisation de cinq enquêtes issues des demandes des rapporteurs spéciaux. Renforcement de la mission de la Cour des comptes au travers de la certification des comptes de l'Etat. Nécessité de consacrer plus de temps à l'examen du projet de loi de règlement. Définition du nouveau périmètre des rapports budgétaires dans le cadre de la LOLF.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Troisième lecture [n° 262 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 2531, 2532) : rôle de l'Etat et de l'Agence des participations de l'Etat dans la définition des stratégies d'entreprises. Place de la Caisse des dépôts et consignations. Nécessité de reconstituer un tissu de PME. Réformes à mener pour améliorer la compétitivité. Incohérence de la politique de blocage des fonds d'épargne.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (31 mai 2006) - **Article 14 (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)** (p. 4223) : son amendement n° 47 : suppression de l'activité de conseil par la Cour des comptes à la Commission nationale d'évaluation ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4732, 4733) : pratiques tarifaires d'EDF envers les entreprises. Choix de la France en faveur de l'énergie nucléaire dans les années 70. Modération du coût de l'électricité jusqu'en 2000. Augmentation de plus de 75 % des prix depuis 2001. Difficultés pour les PME. Paradoxe du choix de réaliser des investissements nouveaux dans le nucléaire sans que cela se traduise par des avantages tarifaires pour les consommateurs d'électricité. Souhait d'un encadrement amélioré des pratiques commerciales des fournisseurs d'énergie des PME. Révision souhaitable des règles de l'OMC.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5220, 5221) : nouvelle exigence de sincérité pour les comptes publics. Audition des ministres. Rapport de la commission des finances. Bilan positif. Large volonté politique de réduire la dette publique. Possibilité d'aborder la question de la réduction de l'effectif des fonctionnaires en s'appuyant sur des audits. Nécessité pour le contrôle parlementaire de gagner en rigueur méthodologique. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5233) : nécessité pour le Parlement d'être pleinement éclairé sur les données budgétaires. Souhaite également une information sur la situation patrimoniale de l'Etat. (p. 5242) : pénalisation de l'externalisation à cause d'un problème lié à la TVA.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'Etat** (p. 5257) : interactivité de ce débat. Nécessité de centrer les questions sur des points factuels précis. (p. 5262, 5263) :

travail de la commission des finances en concertation avec les autres commissions. Modification du travail parlementaire. Insertion pour la première fois dans le rapport de la commission des finances d'un tome II rassemblant les contributions des dix-huit rapporteurs spéciaux. - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** : en remplacement de Mme Fabienne Keller, rapporteur spécial (p. 5267, 5269) : antériorité du projet de loi de règlement du budget 2005 à la mise en oeuvre complète de la LOLF. Interrogation sur la sincérité de la loi de finances initiale pour 2005 : financement de l'ADEME. Conditions d'exécution du budget et ses conséquences. Question sur l'état réel des dettes du ministère de l'écologie et du développement durable. Expérimentation de réorganisation des services déconcentrés. Interrogation sur une fusion éventuelle des DRIRE et des DIREN. Question sur l'exécution des programmes au sein de la mission "Écologie et développement durable". Souhait d'une étude sur une éventuelle réorganisation de la direction de l'eau formulé par la commission des finances. Application insuffisante du droit communautaire par la France en matière d'environnement. Interrogation sur le devenir des onze propositions formulées par Mme Fabienne Keller, rapporteur spécial de cette mission. (p. 5275) : innovations en matière de fiscalité environnementale. Souhait d'une concertation préalable à l'application de toute mesure nouvelle. Conséquences de la conférence de Kyoto. (p. 5283) : interrogation sur le coût budgétaire de l'immigration des ours. (p. 5284) : interrogation sur l'aide au pastoralisme. - **Intitulé du projet de loi** (p. 5305) : son amendement n° 1 : nouvel intitulé de ce texte "Projet de loi portant règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2005 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306) : remerciements. Amélioration de l'appréhension de la réalité budgétaire de l'année 2005 grâce aux audits des ministres. Souhait d'un renforcement des contrôles du Parlement afin d'obtenir du Gouvernement une maîtrise améliorée de la dépense publique.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 5324, 5326) : objectif majeur de compétitivité. Indispensable réforme de l'Etat. Soutien au Gouvernement dans son engagement national de désendettement. Restauration de la croissance par la réforme fondamentale des prélèvements obligatoires : "TVA sociale".

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 6673) : transcription des préconisations de la Cour des comptes. Large place faite à la discussion et à la négociation. Demande l'adoption de ce texte par le Sénat. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6683) : favorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement (renforcement, par voie d'ordonnance, de la compétitivité juridique et financière des sociétés de crédit foncier, et disposition des directives européennes relatives aux établissements de crédits). - **Article 5 (Application du droit du travail à la Banque de France)** (p. 6686) : intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (reprise dans la loi d'une jurisprudence existante selon laquelle le droit du travail s'applique à la Banque de France tant qu'il n'est pas incompatible ni avec son statut ni avec ses missions). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6691) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3 bis (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé)** (p. 6885, 6886) : mesure de l'erreur commise dans l'approbation des directives européennes à la gravité des difficultés économiques et sociales. Devoir des politiques d'en atténuer les effets négatifs sous peine de porter la responsabilité des délocalisations. Enjeu fondamental de l'emploi en France. Rôle d'EDF d'assurer la fourniture de l'énergie dans des

conditions compétitives. Bénéfice acceptable, surrémunération contestable. (p. 6889, 6890) : sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif), son sous-amendement n° 774 : réintroduction du caractère renouvelable du dispositif ; rejeté. (p. 6894, 6896) : son amendement n° 195 : plafonnement du tarif de retour à 25 % au-dessus du tarif réglementé de vente ; adopté après rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement. Votera son sous-amendement n° 774 précité déposé sur l'amendement n° 19 précité de la commission tout en se ralliant sans réserve à l'amendement n° 20 de la commission (remise d'un rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2008, devant analyser les effets de la création du tarif réglementé transitoire et d'envisager, s'il y a lieu, la prorogation de ce dispositif). Implication nécessaire d'EDF dans la libération de ses clients "otages" des tarifs du marché. (p. 6898) : retire l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au tarif de retour des gestionnaires de réseaux de distribution pour l'achat des pertes d'électricité qu'ils subissent sur leur réseau).

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (31 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7490) : hommage au travail de la commission des lois. Représentation sénatoriale de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Opposé à l'article 7. Ne votera pas ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7573, 7575) : part majoritaire des cotisations sociales dans les prélèvements obligatoires. Crise existentielle de la sécurité sociale. Transfert de ressources provenant de l'impôt. Confusion entre logique d'assurance et logique de solidarité. Nécessité d'une "opération vérité" envers les Français. Obligation de revoir les fondamentaux du système de prélèvements. Favorable à la possibilité d'intégrer projet de loi de finances initiale et projet de loi de financement de la sécurité sociale. Partisan d'une fiscalité moderne des prélèvements obligatoires par l'instauration d'une TVA sociale : taxation des produits importés ; disparition des cotisations sociales pour les producteurs de biens et de services sur le territoire français, à l'exception des emplois de la sphère publique. Inflexion positive sur la croissance en emplois et la compétitivité des productions destinées à l'exportation. Souhaite l'inscription de cette question dans l'agenda politique des candidats à l'élection présidentielle.

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7856) : rappel des règles de la courtoisie parlementaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8107, 8110) : dépôt tardif de l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires). Conséquences budgétaires de celui-ci. Réserves sur cet amendement. Souhait d'une sortie progressive du dispositif. Souhait de simulations. Votera l'amendement.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8693, 8696) : vidéoprojection dans l'hémicycle. Bilan de l'action gouvernementale. Audits. Réduction du déficit. Augmentation de la dette publique. Publication prochaine du bilan d'ouverture de l'Etat. Evolution des dépenses. Mouvement "d'agencisation". Réforme de l'Etat. Dépôt d'amendements par la commission des finances : bicamérisme offensif. Autonomie

financière des collectivités territoriales. Action sur la croissance et la résorption du chômage ; délocalisations fiscales. Financement de la santé et de la politique familiale. (p. 8717) : TVA sociale. Organisation des travaux. - **Question préalable** (p. 8720, 8721) : s'oppose à la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Motion d'ordre** (p. 8737) : organisation de l'examen des amendements de la première partie du projet de loi de finances.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 8757, 8758) : question au ministre concernant la prime pour l'emploi. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8777) : intervient sur l'amendement n° I-213 de M. Michel Mercier (instauration d'un délai de prescription de six ans en matière de droits d'enregistrement).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8800) : intervient sur l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéfice de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés) assorti du sous-amendement n° I-27 de M. Yann Gaillard (ouverture du dispositif à d'autres associations et fondations reconnues d'utilité publique et agréées par le ministère chargé du budget). (p. 8804) : intervient sur les amendements identiques de n° I-60 de M. Thierry Foucaud, n° I-202 de M. Michel Mercier et n° I-115 de M. Gérard Collomb (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain). - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 8810) : son amendement n° I-199 : assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux ou des bénéficiaires agricoles, non adhérents à un centre de gestion ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8817) : intervient sur l'amendement n° I-126 de Mme Nicole Bricq (suppression de l'exonération de TIPP accordée aux transports aériens). - **Article 8 (Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)** (p. 8832) : intervient sur l'amendement n° I-13 de la commission (assouplissement du régime des pénalités en cas d'erreur d'appréciation des sociétés sur leur résultat prévisionnel). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8841) : attend une circulaire administrative relative au régime des plus-values de cessions de titres de droits sociaux. - **Article 9 (Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation)** (p. 8844, 8845) : s'interroge sur les pratiques fiscales en vigueur au sein de l'Union européenne. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8853) : s'oppose à l'amendement n° I-71 de M. Thierry Foucaud (abaissement du taux de TVA à 18,6 %). (p. 8864) : accepte l'amendement n° I-138 de M. Marc Massion (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 8873) : intervient sur l'amendement n° I-157 de M. Pierre Hérisson (application du taux réduit de TVA à la construction d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage lorsque l'investissement correspondant n'est pas éligible au FCTVA). - **Article 10 quater (Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics)** (p. 8877, 8878) : intervient sur l'amendement n° I-228 de M. Philippe Dallier (précision) modifié par le sous-amendement n° I-244 du Gouvernement (compensation pour les communes de la perte de recettes). - **Article 18 (Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris »)** (p. 8893) : intervient sur l'amendement n° I-20 de la commission (mise à disposition de la parcelle dite de l'an IV). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8896) : intervient sur l'amendement de la

commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-30 (restitution à RFF du produit des cessions des éléments d'actif). - **Article 25** (*Affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 8903, 8904) : s'oppose aux amendements identiques n° I-191 de M. Ambroise Dupont et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-192 (suppression de la limitation à un an de l'affectation intégrale des droits de francisation et de navigation au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8920) : dotation globale d'équipement. RMI. Transferts de charges non compensées : services départementaux d'incendie et de secours et allocation vétérance. Ressources des collectivités territoriales : réforme de la dotation globale de fonctionnement, péréquation et droits de mutation à titre onéreux. Création d'une base de données sur les finances locales à disposition du Sénat. - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 8960) : intervient sur l'amendement n° I-167 de M. François Marc (exclusion des prestations d'intérim du calcul des consommations intermédiaires et déduction des dépenses de personnel intérimaire de la valeur ajoutée des entreprises ayant recours à ce personnel).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9007) : Euronext. Fonds d'ajustement à la mondialisation. Inertie européenne. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9029) : demande un audit transversal de la gestion des ressources humaines. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9043, 9044) : bilan d'ouverture. Externalisation de dépenses. Partenariats public-privé. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9063) : remerciements.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9109) : difficulté de prononcer le déclassement ou le retranchement des voies ferrées. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9128) : intervient sur l'amendement n° II-35 de la commission (réduction des crédits du programme "Passif financier ferroviaire"). - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9132) : intervient sur l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers).

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9234) : financement de la formation professionnelle des adultes. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9237) : intervient sur l'amendement n° II-39 de la commission (diminution des crédits de l'aide à la restauration). - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9251) : déclare l'amendement n° II-143 de Mme Valérie Létard (extension des expérimentations aux CAE et CIE, et création d'un contrat unique d'insertion) et les amendements identiques n° II-126 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-139 de M. Louis de Broissia (expérimentation d'un contrat unique d'insertion ouvert aux personnes bénéficiaires d'un contrat d'avenir, d'un CI-

RMA, d'un CAE ou d'un CIE) irrecevables (article 40). - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9256, 9257) : intervient sur les amendements identiques n° II-54 de M. Michel Houel, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-60 et n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression) et sur les amendements portant sur le même objet n° II-65 de M. Dominique Mortemousque, n° II-86 de M. Bernard Seillier et n° II-59 de M. Jean-Claude Carle (repli). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 9262) : intervient sur l'amendement de la commission des finances n° II-38 (production d'un rapport gouvernemental sur les perspectives de réforme du service public de l'emploi, détaillant notamment les modalités d'une fusion de l'UNEDIC, de l'ANPE et du fonds de solidarité). - **Article 61 bis** (*Extension de la liste des bénéficiaires du chèque emploi universel, CESU, « préfinancé » aux « assurés », aux « clients » ainsi qu'aux chefs d'entreprise*) (p. 9264) : intervient sur les amendements identiques n° II-99 de M. Roland Muzeau et n° II-127 de Mme Raymonde Le Texier (suppression).

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9293) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-57 (exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur) identique à l'amendement n° II-40 de la commission. - **Article 62 bis** (*Instauration d'une contribution de la caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS, au programme national de rénovation urbaine*) (p. 9296) : application du taux réduit de TVA aux travaux de rénovation dans le bâtiment.

**Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9318) : interroge le Gouvernement sur la ratification de l'accord de Londres relatif aux brevets d'invention. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9321, 9322) : intervient sur l'amendement n° II-27 de la commission (suppression du programme "Orientation et pilotage de la recherche" et transfert de ces crédits sur le programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires") et l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-81 (inscription de l'ensemble des crédits en faveur de l'AERES dans le programme "Orientation et pilotage de la recherche"). (p. 9332) : rôle du Parlement dans les arbitrages budgétaires.

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 36 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 9350) : retrait de l'amendement n° II-1 de la commission (création d'un programme "Travaux" au sein du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat"), compte tenu de l'engagement du ministre.

**Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (2 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9356, 9357) : intervient sur l'amendement n° II-21 de la commission (suppression de 60 millions d'euros de crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques économique, financière et industrielle" correspondant à l'installation de la Maison de la francophonie dans l'immeuble sis 20 avenue de

Séjour dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris). Respect nécessaire de la LOLF.

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9364) : "bleu" budgétaire. Régime spécial de la SNCF. Charge de la dette et présentation du bilan de l'Etat. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9365, 9370) : son amendement n° II-29 : réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer ; rejeté. Modes de votation du Parlement. Demande le retrait de l'amendement n° II-87 de M. André Lardeux (conditions d'attribution de la suspension aux fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer) au bénéfice des amendements identiques précités de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53.

**Pouvoirs publics**

- (2 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur spécial (p. 9387) : documents de présentation de la mission "Pouvoirs publics". Périmètre de la mission. Rémunération des élus français au Parlement européen. Progression des crédits de la mission. Renouvellement législatif du printemps 2007. Conseil constitutionnel. Chaînes parlementaires et TNT. Contrôles sur pièces et sur place par la commission. Crédits de la présidence de la République. Loyers des bureaux des magistrats de la Cour de justice de la République. Demande l'adoption des crédits de la mission "Pouvoirs publics".

**Justice**

- (4 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9455) : réponse à M. Michel Dreyfus-Schmidt sur le calendrier budgétaire. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9461) : se réjouit de l'adoption des amendements identiques n° II-22 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° II-184 (revalorisation de l'aide juridictionnelle). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 9464) : irrecevabilité de l'amendement n° II-187 de M. Jean-Pierre Sueur (lien entre l'unité de valeur de référence pour le calcul de l'aide juridictionnelle et les plafonds d'éligibilité à l'aide juridictionnelle).

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9567, 9568) : favorable à l'amendement de la commission des finances n° II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9616, 9617) : favorable à l'amendement n° II-8 de la commission (réduction des crédits concernant les haras nationaux).

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9680, 9682) : invite le Sénat à adopter les amendements de la commission n° II-25 (diminution des crédits de l'action

"Logement" du programme "Conditions de vie outre-mer" pour réduire l'écart entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement) et n° II-24 (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer").

**Sécurité civile**

- (6 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9721) : intervient sur l'amendement n° II-212 de M. Robert Bret (diminution des crédits affectés au programme "Intervention des services opérationnels" et transfert au programme "Coordination des moyens de secours" pour renouveler la flotte aérienne de sécurité civile). (p. 9722, 9723) : met en garde le Gouvernement sur la tentation de répondre à certaines revendications corporatistes des sapeurs-pompiers.

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9754, 9755) : intervient sur l'amendement n° II-43 de la commission (imputation budgétaire des crédits de l'action "Accueil des demandeurs d'asile en Rhône-Alpes").

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article additionnel avant l'article 51 bis ou après l'article 51 bis** (p. 9782) : intervient sur l'amendement n° II-223 de M. Jacques Blanc (prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales). - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9785) : intervient sur les amendements de M. Jacques Blanc n° II-219 (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne) et n° II-222 (repli). - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9790) : intervient sur les amendements identiques n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° II-214 de M. Jacques Blanc et n° II-236 de M. Jean-Pierre Sueur (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements). - **Article 51 sexies** (*Prévision du dépôt par le gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes*) (p. 9795) : demande le report de l'examen des crédits de la mission "Développement et régulation économiques" au 9 décembre 2007.

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9823) : intervient sur l'amendement n° II-3 de la commission (réduction des crédits consacrés au paiement de contributions internationales). Mission de contrôle des sénateurs. (p. 9825, 9826) : demande l'adoption de l'amendement n° II-2 de la commission (transfert de crédits des contributions aux organismes internationaux à l'aide aux Français vivant dans des pays en crise et au détachement d'agents de l'OFPPA à l'étranger). (p. 9828, 9829) : intervient sur l'amendement n° II-5 de la commission (réduction de la dotation de CulturesFrance et abondement de l'aide aux personnes et aux sociétés de bienfaisance dans les pays ayant connu des crises récentes).

**Santé**

- (8 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9851) : intervient sur l'amendement n° II-30 de la commission (regroupement des crédits relatifs à toxicomanie).

**Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article additionnel après l'article 56 (priorité)** (p. 9865, 9868) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-211 (plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° II-282 de M. Louis de Broissia. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9873, 9874) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-208 (réaffectation de la subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments anciens ouverts au public appartenant à l'Etat) au profit de l'amendement de la commission portant sur le même objet n° II-34. - **Article 53 (Clarification des règles d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés, AAH, aux personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi)** (p. 9875) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements portant sur le même objet de M. Guy Fisher n° II-256 et de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-209 (modification des conditions d'obtention de l'AAH). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 9875, 9877) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Guy Fischer, portant sur le même objet n° II-257 et n° II-258 (extension aux personnes bénéficiaires d'une pension d'invalidité de ressources complémentaires accordées aux personnes bénéficiaires de l'AAH). (p. 9877) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-346 du Gouvernement (extension aux personnes bénéficiaires d'une pension d'invalidité de certains droits ouverts aux personnes bénéficiaires de l'AAH).

#### Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (8 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9923) : oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° II-343 de M. Jack Ralite, portant sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-261 (statut social des intermittents du spectacle). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 9927) : s'oppose à l'amendement n° II-283 de M. Serge Lagache (relèvement de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée).

#### Sport, jeunesse et vie associative

- (8 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9943, 9944) : son amendement n° II-235 : conditions de concession du Stade de France ; retiré.

#### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9964, 9965) : inconviens de l'exonération des cotisations sociales au niveau du SMIC pour les entreprises de moins de vingt salariés. TVA sociale. - **Article 46 bis (Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois)** (p. 9968) : à titre personnel, votera l'amendement n° II-284 de la commission (suppression) s'il est maintenu et ne votera pas l'article si l'amendement précité est retiré.

#### Articles de récapitulation des crédits

- (11 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 39 (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 9990) : s'associe aux propos de M. Philippe Marini sur l'amendement n° II-349 du Gouvernement (dérogation au plafond des reports de crédits pour les programmes "Coordination des moyens de secours" et "Transports aériens").

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10027) : mise au point sur le rythme des travaux. - **Article 40 quinquiés (Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)** (p. 10037, 10038) : confirme la recherche d'un compromis d'ici à la réunion de la commission mixte paritaire sur la question de la taxe sur les déchets. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10083) : votera l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite). - **Seconde délibération** (p. 10088) : accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10120, 10121) : respect de la LOLF. Budget prometteur du point de vue de la mise en oeuvre du texte organique. Remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 10390) : efforts tendant à gager les dépenses nouvelles par des économies et à affecter les plus-values fiscales au désendettement. Règles de bonne pratique législative destinées à éviter la sanction du Conseil constitutionnel.

- **Rappel au règlement** - (18 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 10393, 10394) : réponse à M. Thierry Foucaud sur le respect du droit d'amendement au Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)] (suite)** - (18 décembre 2006) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 17 (Ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)** (p. 10433) : intervient au nom de M. Adrien Gouteyron sur les enjeux liés à une évaluation réaliste des crédits des opérations de maintien de la paix. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10438) : défavorable à l'amendement n° 164 de Mme Nicole Bricq (taxation du kérozène). - **Article 23 (Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)** (p. 10467) : favorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10499, 10500) : son amendement n° 41 : suppression de la condition d'utilisation d'un "titre emploi entreprise" pour accorder l'aide à l'embauche des "extras" dans le secteur de la restauration ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 27 quater (Réduction d'impôt sur le revenu pour l'acquisition de résidence hôtelière à vocation sociale)** (p. 10546) : son amendement n° 71 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10556) : son amendement n° 35 : éligibilité des entreprises "solidaires" au dispositif d'incitation fiscale aux souscriptions au capital des petites entreprises ; adopté. (p. 10558) : souhaite l'adoption des amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Article additionnel avant l'article 29 ter** (p. 10564) : intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des activités concurrentielles des sociétés mutualistes et des institutions de prévoyance). - **Article 30 quater (Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat)** (p. 10576) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 128 de M. Michel Mercier et n° 218 de M. Michel Houel (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10588, 10589) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 36 de M. Gérard César et n° 49 de M. Dominique Mortemousque (maintien en 2007 du plafond de la taxe sur le chiffre d'affaires

des exploitants agricoles destiné à financer le développement et la recherche dans le secteur agricole). Proposition d'une mission d'information conduite par M. Joël Bourdin sur ce thème. (p. 10641) : opposition de la commission des finances aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10649) : intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (revalorisation de la taxe sur les affiches publicitaires, indexation de celle-ci sur la DGF et rapport du Gouvernement sur les perspectives de réforme des trois taxes communales sur la publicité). - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10662) : souhaite l'adoption de l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10680) : son amendement n° 70 : modernisation des critères de répartition des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ; adopté. (p. 10684) : intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (rapport sur la prise en compte du travail temporaire

dans le calcul de la valeur ajoutée). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10714) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 141 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) : En remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 10945, 10949) : apports du Sénat. Propositions rejetées. Régime fiscal des bassins d'emploi à redynamiser. Modernisation du droit financier. Ajustement du droit de francisation. Accompagnement fiscal de la loi du 23 janvier 2006 portant réforme des successions et des libéralités. Problèmes méthodologiques. Application de l'art. 40 de la Constitution. Bilan. - **Article 25 bis M** (p. 10981) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédaction). - **Article 34 bis A** (p. 10981) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (plafonnement de la taxe finançant le développement et la recherche dans le secteur agricole). Agence de développement agricole et rural, ADAR.

**ASSASSI (Éliane)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
CRC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**



*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (31 janvier 2006) (p. 388) : anticipation des conclusions de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine par M. Georges Othily et ses propos tenus à la radio et dans la presse écrite.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1013, 1014) : essor indispensable de la formation professionnelle et technologique. Favorable à la mise en place de classes passerelles. Intervient sur l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). (p. 1052, 1053) : son amendement n° 588 : interdiction du travail des jeunes le dimanche ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1168) : soutient l'amendement n° 663 de M. Roland Muzeau (augmentation du délai de carence entre la signature de deux CPE pour le même poste et les mêmes fonctions dans l'entreprise en cas de rupture du premier) ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1230) : absence de prise en compte des arguments démontrant l'inadaptation du CPE aux besoins des jeunes. Accentuation de la précarité. Remise en cause de protection des droits des jeunes. Volonté du Gouvernement de réduire le temps du débat au Sénat. Votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior) (p. 1256, 1257) : soutient l'amendement n° 598 de M. Roland Muzeau (possibilité pour les inspecteurs du travail de requérir un examen médical des enfants au-dessus de quinze ans admis en entreprise) ; adopté. (p. 1265) : soutient l'amendement n° 601 de M. Roland Muzeau (suppression des dérogations au repos hebdomadaire de deux jours consécutifs dont bénéficient les apprentis) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 ter** (art. L. 311-10 du code du travail - Contribution des maisons de l'emploi à la sensibilisation des employeurs aux discriminations) (p. 1334, 1335) : déclaration d'intention insuffisante pour lutter contre l'aggravation des discriminations. - **Article additionnel**

**après l'article 4 ter** (p. 1337) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1367, 1368) : sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire), soutient le sous-amendement n° 880 de M. Roland Muzeau ; rejeté. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1384, 1385) : sur l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 886 de M. Roland Muzeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1496) : manque d'ambition de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. Nécessité de remettre en chantier de grandes politiques nationales audacieuses pour l'école publique, pour la justice sociale et pour la sécurisation de l'emploi. (p. 1502, 1503) : son amendement n° 781 : suppression ; rejeté. (p. 1508, 1510) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), soutient les sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 900, n° 899 et n° 898 ; rejetés. (p. 1516, 1517) : non-sens de l'expression "populations issues de l'immigration". (p. 1520, 1521) : son amendement n° 784 : présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence ; rejeté. (p. 1528) : le groupe CRC ne votera pas cet article. - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) (p. 1536) : nécessité de modifier le fonctionnement de la HALDE avant de renforcer ses pouvoirs de sanction. Mise en oeuvre urgente d'une politique véritablement offensive dans le domaine de la lutte contre les discriminations. (p. 1545) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1555) : défavorable à cet article attribuant aux maires un pouvoir de transaction pénale en matière de contravention. - **Article 26** (art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale) (p. 1562) : notion d'incivilité floue. Elargissement considérable du pouvoir des polices municipales. Demande la suppression de cet article.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1621, 1622) : suspension des prestations familiales aux familles jugées "non méritantes". Rapport édifiant de M. Jacques-Alain Bénisti sur la prévention de la délinquance. Retour à la conception du "chromosome du crime". - **Article 25 (précédemment réservé)** (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 1649) : intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (précision de la procédure de rétablissement du versement des prestations suspendues).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1694) : soutient l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1732) : soutient

l'amendement n° 673 de M. Roland Muzeau (rétablissement de l'obligation de reclassement en cas de licenciement collectif dans le cadre d'un redressement judiciaire); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1738): partage le souci de Mme Bariza Khiari exprimé dans son amendement n° 179 (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Nécessité de faire évoluer l'idée de citoyenneté et de débattre du droit de vote des étrangers. - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1760): son amendement n° 790: diffusion de l'information sur les discriminations en milieu professionnel au moyen de la notice d'information sur le droit conventionnel remise aux salariés lors de l'embauche; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 1761, 1763): ses amendements n° 796: extension des compétences de la HALDE à la promotion de l'égalité et à la bonne application de la loi; et n° 797: renforcement du pluralisme et de l'indépendance de la HALDE; rejetés.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006): son intervention (p. 2604, 2616).

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006): son intervention (p. 3233, 3234).

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006): son intervention (p. 3247, 3248).

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4065, 4068): vide juridique relatif à la répression des violences collectives. Propagation du hooliganisme à travers toute la France. Caractère particulier de certaines bandes de supporters parisiens. Proposition d'une procédure de dissolution administrative des associations ou groupements déjà prévue dans la loi du 10 janvier 1936. Inefficacité de cette inflation législative. Inquiétude au sujet de certaines modifications introduites par l'Assemblée nationale. Loi de circonstance. Reproduction du modèle britannique. Sa perception de la violence en tant que problème de société. Dérives racistes et homophobes. Nouveaux enjeux économiques et financiers du football. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4077): le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4330, 4334): changement radical de l'approche de l'immigration en France. Deuxième réforme de la législature sur l'immigration, motivée par le calendrier politique. Stigmatisation de l'étranger, bouc émissaire des maux de la société. Obsession sécuritaire. Texte dangereux pour les étrangers comme pour tous les Français. Echec prévisible d'une approche économique utilitariste et opportuniste de l'étranger. Pillage de la matière grise des pays du Sud. Précarité généralisée du droit au séjour des migrants et leur famille. Nouvelles missions imposées aux maires pour l'application de la politique de l'immigration. Situation des enfants scolarisés. Salue l'action de parrainage du réseau éducation sans frontière, RESF. Son engagement en tant que co-marraine d'une étudiante sans papier menacée d'expulsion. Amendement du groupe CRC visant à garantir le droit à l'éducation scolaire des enfants étrangers au-delà du 30 juin 2006. Réforme de l'éloignement: obligation de quitter le territoire français et instauration d'une procédure de recours contentieux spécifique. Complexité du système proposé. Liberté des préfetures d'appliquer leur pouvoir discrétionnaire. Instauration injustifiée d'un régime d'exception en outre-mer. Nouvelle remise en cause du droit d'asile. Retournement majeur de la conception de l'intégration, condition supplémentaire à la régularisation de situations administratives. Inefficacité des lois à stopper des trajectoires migratoires. Nécessité de développer les coopérations. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre

ce projet de loi nocif tant pour les étrangers que pour l'ensemble du peuple de France.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4407, 4408): le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). Responsabilité des Etats, et non pas des travailleurs immigrés, dans le codéveloppement. Incertitude quant à l'acceptation du dispositif par les travailleurs étrangers originaires de pays non démocratiques. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4420): son amendement n° 278: suppression; adopté. Inutilité et inopportunité. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4437): le groupe CRC votera le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour).

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 4467): son amendement n° 284: suppression; rejeté. Mesure de police supplémentaire. Subordination du droit de séjour à la mise en place de ce contrat. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4479): le groupe CRC soutiendra le sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail) sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant). - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française*) (p. 4483, 4484): son amendement n° 285: suppression; rejeté. Caractère flou de certaines dispositions. Décharge des pouvoirs régaliens sur le maire. Risque d'introduction de quotas par villes. Opposition du groupe CRC à cette dérive. - **Article 6** (art. L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modification des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle*) (p. 4500): son amendement n° 286: rétablissement du bénéfice de la carte de séjour pluriannuelle aux titulaires d'une carte de séjour temporaire accordée pour l'exercice d'une activité soumise à autorisation; rejeté. - **Article 9** (art. L. 313-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour « scientifique » et transposition d'une directive*) (p. 4521): son amendement n° 297: réécriture de l'article visant à maintenir les critères définis par la loi du 11 mai 1998 pour la délivrance de la carte de séjour temporaire "scientifique"; rejeté. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 4534): maintient son amendement n° 301: suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4543, 4544): ses amendements n° 304: suppression; n° 305: octroi automatique de la carte "compétences et talents" à l'étranger qui

remplit les critères nécessaires à sa délivrance ; et n° 306 : restriction de la carte "compétences et talents" à la seule dimension économique ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er (précédemment réservé)** (*chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour*) (p. 4568) : ses amendements n° 275 : suppression ; et n° 277 et 276 : repli ; rejetés. - **Article 24** (*art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4594) : son amendement n° 348 : suppression ; rejeté. (p. 4602, 4603) : ses amendements n° 351 : suppression de la condition relative à la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine ; et n° 352 : suppression de la condition d'avis de la structure d'accueil sur l'insertion du jeune étranger dans la société française ; devenus sans objet. (p. 4617) : son amendement n° 356 : suppression de l'obligation de communauté de vie "depuis le mariage" pour les couples binationaux ; rejeté. Son amendement n° 357 : coordination ; rejeté. (p. 4618) : ses amendements n° 359 : suppression partielle ; retiré ; et n° 360 : délivrance d'une carte de séjour temporaire aux parents étrangers d'un ou plusieurs enfants scolarisés ou résidant en France ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 68 (priorité)** (*art. L. 532-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Eloignement d'office des équipages vénézuéliens se livrant à des activités de pêche illicite en Guyane*) (p. 4660, 4661) : son amendement n° 460 : exclusion du dispositif des pêcheurs vénézuéliens demandant l'asile pour des raisons politiques ou humanitaires ; rejeté. - **Article 75 (priorité)** (*art. 2492, 2494 et 2499-1 à 2499-4 du code civil - Règles de l'état civil applicables à Mayotte - Procédure d'opposition aux reconnaissances frauduleuses de paternité à Mayotte*) (p. 4676) : son amendement n° 465 : suppression ; rejeté. - **Article 76 (priorité)** (*art. 29-1 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée à seule fin d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour, la nationalité française ou une protection contre l'éloignement*) (p. 4677) : son amendement n° 466 : suppression ; rejeté. - **Article 77 (priorité)** (*art. L. 330-11, L. 610-4, L. 610-6 et L. 610-11 du code du travail applicable à Mayotte - Contrôle des employés de maison à Mayotte - Accès aux locaux d'habitation en cas d'enquête préliminaire relative aux infractions de travail dissimulé et d'emploi d'étranger sans titre - Montant de l'amende*) (p. 4678) : son amendement n° 467 : suppression ; rejeté. - **Article 24 bis** (*art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour*) (p. 4681) : son amendement n° 369 : suppression ; rejeté. Opposée à la création de la commission de l'admission exceptionnelle au séjour. Réduction des catégories pouvant bénéficier de plein droit d'un titre de séjour. - **Article 25** (*art. L. 313-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions pour bénéficier de la protection subsidiaire*) (p. 4684) : son amendement n° 370 : suppression pour coordination ; retiré. - **Article 26** (*art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune*) (p. 4687) : ses amendements n° 371 : suppression ; et n° 372 : suppression de l'obligation pour le conjoint étranger de prouver qu'il a effectivement subvenu aux besoins de ses enfants depuis leur naissance ; rejetés. - **Article 29** (*art. L. 316-1 et L. 316-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger qui témoigne ou porte plainte contre un proxénète*) (p. 4701, 4702) : son amendement n° 381 : instauration d'un délai de réflexion de trois mois au bénéfice de la victime autorisée à séjourner sur le territoire pendant ce délai, afin de lui permettre de mesurer la réelle portée de son engagement à collaborer ; retiré. - **Article additionnel après l'article 29** (p. 4703) : son amendement n° 382 : possibilité de délivrer une carte de séjour temporaire d'un an à l'étranger qui justifie d'une démarche de réinsertion ;

rejeté. Souci de protéger les prostituées d'origine étrangère victimes de réseaux mafieux sans conditionner leur sécurité à l'obligation de dénoncer leurs exploiters. - **Article 29 quater** (*art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale- Mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie*) (p. 4705) : son amendement n° 384 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 32** (*art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune*) (p. 4778) : son amendement n° 389 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4780, 4781) : ses amendements n° 390 : abrogation de l'article 97 de la loi de finances rectificative pour 2003 restreignant les conditions d'ouverture du droit à l'AME ; et n° 391 : application d'un régime uniforme d'accès au RMI aux ressortissants de l'Europe et à ceux des pays tiers ; rejetés. - **Article 17 (précédemment réservé)** (*art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficier du droit au séjour en France*) (p. 4794, 4797) : ses amendements n° 321 : suppression ; n° 322 : suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE détenteurs de la carte "scientifique" ; n° 323 : suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE titulaires de la carte de séjour "profession artistique et culturelle" ; n° 324 : suppression des dispositions relatives aux modalités d'appréciation des ressources ; n° 325 : inclusion des prestations familiales dans le calcul des ressources ; n° 326 : suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur les conditions de logement ; et n° 327 : application des dispositions de l'article aux travailleurs salariés détachés par un prestataire de services dans le cadre d'une prestation transfrontalière ; rejetés. - **Article 19 (précédemment réservé)** (*art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit à l'exercice d'une activité professionnelle par le titulaire d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » membre de la famille d'un étranger ayant le statut de RLD-CE*) (p. 4801) : ses amendements n° 337 : suppression ; et n° 338 : exemption de l'obligation de séjourner depuis au moins un an en France pour les mineurs âgés de 16 à 18 ans déclarant vouloir exercer une activité professionnelle salariée ; rejetés. - **Article 22 (précédemment réservé)** (*art. L. 314-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance en France de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE »*) (p. 4806, 4807) : ses amendements n° 342 : suppression ; n° 343 : prise en compte des prestations familiales dans l'appréciation des ressources ; et n° 344 : suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur le caractère suffisant des ressources au regard des conditions de logement ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4833, 4834) : son amendement n° 393 : abrogation de la peine complémentaire relative à l'interdiction du territoire français ; rejeté. - **Article 36** (*art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour*) (p. 4838) : son amendement n° 397 : suppression ; devenu sans objet. Ferme opposition du groupe CRC à la fusion des décisions de refus de séjour, d'invitation à quitter le territoire et de reconduite à la frontière sous prétexte de simplification de procédure. (p. 4840) : invite le Sénat à ne pas voter l'article 36. Dispositif inefficace pour désengorger les tribunaux administratifs et dangereux au regard des droits de la personne. - **Article 37** (*art. L. 511-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français*) (p. 4841) : son amendement n° 399 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 38** (*art. L. 511-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français*) : son amendement n° 400 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 42** (*art. L. 512-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours à des magistrats honoraires - Suppression des arrêtés de*

reconduite notifiés par voie postale) (p. 4853, 4854) : son amendement n° 412 : suppression de la possibilité de recourir à des magistrats honoraires pour statuer sur le contentieux de reconduite à la frontière ; rejeté. Le groupe CRC votera contre l'article 42. - **Article 45** (chapitre III du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français) (p. 4855) : son amendement n° 414 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Possibilité de recourir à des magistrats honoraires) (p. 4856) : son amendement n° 415 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 48** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Caractère suspensif du recours contre la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4858) : son amendement n° 417 : suppression ; rejeté. - **Article 49** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Assignation à résidence) : son amendement n° 418 : suppression ; rejeté. - **Article 50** (art. L. 514-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Caractère non suspensif du recours contre l'obligation de quitter le territoire français en Guyane et à Saint-Martin) (p. 4859) : son amendement n° 419 : suppression ; rejeté. - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4860, 4865) : ses amendements n° 420 : réduction de deux ans à un an de la durée de mariage et de communauté de vie nécessaire à la protection contre une mesure d'expulsion de l'étranger marié avec un ressortissant français ; et n° 421 : protection contre toute mesure d'expulsion de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale ; rejetés. - **Article 52** (art. L. 521-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections absolues contre les mesures d'expulsion) (p. 4866) : son amendement n° 422 : suppression ; rejeté. - **Article 54** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Etrangers susceptibles d'être placés en rétention) (p. 4867) : son amendement n° 425 : suppression ; rejeté. - **Article 55** (art. L. 552-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assignation à résidence) (p. 4868) : son amendement n° 426 : suppression ; rejeté. - **Article 56** (art. L. 624-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction en cas de méconnaissance d'une mesure d'éloignement) : son amendement n° 427 : suppression ; rejeté. - **Article 57** (art. 131-30-1 et 131-30-2 du code pénal - Coordinations relatives au régime de protection contre la peine d'interdiction du territoire français) (p. 4870) : son amendement n° 429 : suppression ; rejeté. - **Article 58** (art. L. 222-2-1 [nouveau] et L. 776-1 du code de justice administrative - Compétence des magistrats honoraires pour statuer sur les arrêtés de reconduite à la frontière et les obligations de quitter le territoire français) (p. 4871) : ses amendements n° 431 : suppression ; et n° 432 : coordination ; rejetés. - **Article 60** (art. 21-4 du code civil - Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4880) : son amendement n° 437 : suppression ; rejeté. - **Article 60 bis** (art. 21-11-1 nouveau du code civil - Transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4882, 4883) : son amendement n° 438 : suppression ; adopté. - **Article 60 ter** (art. 21-12-1 nouveau du code civil - Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4884) : son amendement n° 441 : suppression ; adopté. - **Article 62** (art. 21-22 du code civil - Coordination) (p. 4886) : son amendement n° 444 : suppression pour coordination ; devenu sans objet. Le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 58 de la commission (possibilité de naturalisation de l'enfant mineur resté étranger bien que l'un de ses parents ait acquis la nationalité française, s'il justifie avoir résidé avec ce parent durant les cinq ans précédant le dépôt de la demande) qui

constitue une amélioration mais conserve la condition de stage de cinq ans. - **Article 62 quater** (art. 21-28 nouveau du code civil - Compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4888) : son amendement n° 446 : suppression ; devenu sans objet. Opposition du groupe CRC à la transmission aux parlementaires de données nominatives concernant les étrangers ayant acquis la nationalité française. - **Article 63** (art. 26-4 du code civil - Délai de contestation de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité) (p. 4890) : son amendement n° 448 : suppression ; rejeté. - **Article 63 bis** (art. 68 du code civil - Amende applicable en cas de célébration d'un mariage malgré une opposition) (p. 4892) : son amendement n° 449 : suppression ; rejeté. - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - Compétence du conseil d'administration de l'OFPPA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4894, 4895) : condamnation par le groupe CRC de la confusion dans ce texte entre le droit d'asile et les questions d'immigration. Nouvelle remise en cause du droit d'asile. Problématique de la notion de "pays d'origine sûrs". (p. 4896, 4897) : ses amendements n° 451 : suppression ; et n° 452 : repli ; rejetés. - **Article 65** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 131-2, L. 311-9, L. 312-1, L. 312-5, L. 313-9, L. 313-19, L. 314-4, L. 314-11, L. 315-7, L. 345-1, et L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 4904, 4905) : faiblesse de l'offre d'accompagnement et d'hébergement prévue par le dispositif national d'accueil. Salue le travail mené par le mouvement associatif. - **Article 66** (art. L. 351-9 du code du travail - Bénéficiaires de l'allocation temporaire d'attente) (p. 4908) : son amendement n° 453 : versement de l'allocation temporaire d'attente à tous les nouveaux arrivants ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4912, 4913) : le groupe CRC votera contre l'ensemble du texte empreint d'une idéologie très dangereuse. Suspicion de l'ensemble des étrangers, réguliers ou irréguliers, présents sur le sol français. Renforcement indispensable de l'aide au développement des pays source d'émigration et régularisation des sans-papiers, sous certaines conditions, avant toute modification législative.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives - Deuxième lecture [n° 383 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (5199, 5200) : s'étonne de la rapidité de l'adoption de cette proposition de loi. Caractère marginal du phénomène hooliganiste. Question de l'opportunité de durcir encore la législation en vigueur. Question des rapports entre le sport et l'argent. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration - Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5468, 5470) : angoisse des enfants et de leur famille devant la menace d'expulsion imminente du territoire. Confirmation en commission mixte paritaire du choix politique de durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Texte en revanche lacunaire en matière de propositions relatives au co-développement. Opposition du groupe CRC au dispositif compte épargne développement qu'il juge scandaleux. Texte dangereux, provocateur et de circonstance à l'aube d'importantes échéances électorales. Les élus du groupe CRC voteront contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5899, 5902) : absence d'innovation et d'ambition du texte. Remise en cause de principes fondamentaux. Absence de prise en compte des causes de la délinquance. Politique de contrôle social au détriment de politiques d'accompagnement social et de soutien social. Politique accentuant les inégalités. Rejet du texte par l'ensemble du groupe CRC.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5968) : risque de contre-productivité à terme

des nouvelles compétences des maires en matière de sécurité. Glissement de la responsabilité des missions de prévention de la délinquance de l'Etat vers les collectivités territoriales. Le groupe CRC rejette cet article.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6052) : son amendement n° 187 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6059, 6064) : soutient les amendements de Mme Anne-Marie David, n° 189 (intégration de l'éducation physique et sportive dans le socle commun des connaissances) ; n° 188 (extension de la scolarité obligatoire dès l'âge de trois ans révolus jusqu'à l'âge de 18 ans) ; et n° 194 (programmation des créations de postes de médecins scolaires d'ici à 2011) ; rejetés. - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 6075, 6076) : son amendement n° 201 : suppression ; rejeté. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 6104) : son amendement n° 204 : suppression ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6137) : son amendement n° 212 : suppression ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 3213-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) (p. 6138) : son amendement n° 213 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJASIS) (p. 6154) : intervient sur son amendement n° 214 : suppression. Situation de son département de Seine-Saint-Denis. - **Article 31** (art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale) (p. 6185) : son amendement n° 221 : suppression ; rejeté. - **Article 32** (art. 706-32 du code de procédure pénale - Dispositions sur les coups d'achat) (p. 6187) : son amendement n° 222 : suppression ; rejeté. - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6197, 6198) : son amendement n° 235 : suppression ; rejeté. (p. 6199) : son amendement n° 234 : suppression de la procédure de jugement à délai rapproché ; rejeté. - **Article 36** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Diligence du juge des enfants) (p. 6209) : son amendement n° 231 : suppression ; rejeté. - **Article 37** (art. 10-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 6211, 6212) : son amendement n° 232 : suppression ; rejeté. - **Article 43** (art. 131-3 et art. 131-8-1 nouveau du code pénal - Institution de la sanction-réparation) (p. 6223) : son amendement n° 239 : suppression ; rejeté. - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal, art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - Stage de responsabilité parentale) (p. 6225) : son amendement n° 240 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6235) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi. Confusion entre prévention et répression. Demande un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6537, 6538) : favorable à la motion n° 79 de M. Roland Ries tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6890) : sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif), soutient le sous-amendement n° 785 de M. Yves Coquelle (information des consommateurs par les

fournisseurs de l'existence du tarif de retour) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 337 de M. Yves Coquelle (suppression de la notion d'ajustement du marché pour l'institution du tarif de retour) ; devenu sans objet. (p. 6896, 6897) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif) mais votera le sous-amendement n° 770 de M. Jean-Claude Merceron (possibilité pour les groupements d'achat de bénéficier du tarif de retour) déposé sur celui-ci. - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 6899, 6900) : dispositif inacceptable. Coût pour EDF de la baisse forcée des tarifs. Organisation du pillage des ressources publiques. Opposée au partage de la rente nucléaire, propriété de la nation. (p. 6905, 6908) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 341 et 342 (suppression partielle) ; rejetés ; et n° 522 (participation de l'ensemble des producteurs d'électricité au système de compensation) ; devenu sans objet. (p. 6912, 6913) : suggère une ponction fiscale complémentaire sur les compagnies pétrolières pour financer le tarif réglementé transitoire, en alternative à l'article 3 ter. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6915, 6916) : aveu d'échec pour les défenseurs de la déréglementation. Solution non satisfaisante. Question de l'avenir des tarifs réglementés et de la protection des usagers. (p. 6917, 6920) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 365 (possibilité pour les consommateurs non domestiques de choisir librement et à tout moment de bénéficier ou non des tarifs réglementés) ; rejeté ; n° 357 (application de droit des tarifs réglementés au consommateur final non domestique qui n'a pas fait jouer son éligibilité) ; adopté ; n° 362 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à un règlement judiciaire) ; et n° 364 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à des difficultés économiques) ; retirés.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7259, 7261) : attachement du groupe CRC à l'autodétermination des peuples. Approbation par les électeurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin de la transformation de leur commune en collectivité d'outre-mer. Nouvelles compétences. Contrôle des actes adoptés par ces nouvelles collectivités. Caractère discutable du dispositif fiscal dérogatoire. Conséquence financière pour la Guadeloupe. Election des conseillers généraux. - **Article 4** (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy) (p. 7346, 7347) : son amendement n° 277 : suppression du régime fiscal dérogatoire de Saint-Barthélemy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7492) : attente des populations. Regret de l'absence de garanties solides concernant le futur statut fiscal des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7651, 7653).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9692, 9694) : bilan de la LOPSI et de l'ensemble de l'arsenal judiciaire de lutte contre l'insécurité. Injustice et inefficacité de la seule répression. Contre-

productivité de la surenchère sécuritaire. Révision des missions de service public de la police. Police de proximité. Le groupe CRC votera contre ce budget. - **Article additionnel avant l'article 51 septies** (p. 9710) : soutient l'amendement n° II-224 de Mme Josiane Mathon-Poinat (indexation des pensions sur le traitement des actifs du point de vue salarial et catégoriel) ; rejeté.

#### Sécurité civile

- (6 décembre 2006) (p. 9713, 9714) : situation des sapeurs-pompier de Seine-Saint-Denis. Revendications légitimes des

pompier professionnels et volontaires. Budget marqué par le désengagement de l'Etat et la départementalisation des politiques publiques ; difficulté de financement des SDIS. Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9720) : soutient l'amendement n° II-212 de M. Robert Bret (diminution des crédits affectés au programme "Intervention des services opérationnels" et transfert au programme "Coordination des moyens de secours" pour renouveler la flotte aérienne de sécurité civile) ; rejeté.

**ASSOULINE (David)**  
sénateur (Paris)  
SOC

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Action extérieure de l'Etat [n° 79 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Proposition de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)]* (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 792) : s'insurge contre le retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 828) : nécessité de respecter le travail parlementaire et d'étudier normalement l'ensemble des amendements déposés. (p. 832, 834) : question de l'utilisation des crédits votés par le Parlement pour la vie associative en 2005. Dénonciation d'un surcroît de précarité pour les jeunes dans le travail et d'une remise en cause du financement du tissu associatif dans les quartiers. Texte en net recul par rapport à la version adoptée par le Sénat en première lecture. Risque de découragement du bénévolat. Remise en cause des protections des salariés par le Gouvernement. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi si le Gouvernement maintient sa volonté de le voir adopté dans sa rédaction actuelle. - **Article 1er** (*Définition du contrat de volontariat associatif*) (p. 838, 839) : son amendement n° 1 : suppression de l'adjectif "désintéressée" pour qualifier la collaboration de la personne volontaire ; rejeté. - **Article 2** (*Interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié*) (p. 841) : défavorable à cet article. - **Article 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 842, 844) : intervient sur son amendement n° 2 : suppression de la condition de séjour en France préalable à un engagement associatif. Son amendement n° 3 : ouverture du volontariat aux personnes en difficulté ; rejeté. - **Article 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 845, 846) : son amendement n° 4 : création d'un congé de volontariat ; rejeté. - **Article 5** (*Validation des acquis de l'expérience*) (p. 848) : souhaite poursuivre le débat malgré l'heure tardive.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 864) : protestation contre la méthode de travail imposée par le Gouvernement. Manque de concertation avec les partenaires sociaux. Absence de débat à l'Assemblée nationale. Interruption inadmissible des travaux du Sénat.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 937, 938) : texte imposé au mépris de la représentation nationale et des partenaires sociaux. Regrettable recours au 49-3. Analyse du ralentissement du processus de rattrapage entre catégories sociales. Existence d'un ressentiment social. Inanité des solutions proposées au travers de l'apprentissage junior et du CPE. Favorable à l'établissement d'une plus grande homogénéité du marché du travail et à un renforcement de la durabilité du contrat de travail. Dramatique problème de sous-emploi en France. Mauvaise solution apportée par la flexibilisation du droit social.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 980, 981) : remise en cause des fondations du système scolaire. Opposition à l'apprentissage à quatorze ans. Recul social impliqué par ce texte. (p. 988, 989) : défavorable à la motion n° 839 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe socialiste n° 215, n° 224, n° 225, n° 227, n° 231, n° 271, n° 233, n° 238, n° 243, n° 247, n° 244, n° 221, n° 249, n° 245, n° 251, n° 252, n° 256, n° 272, n° 216, n° 217, n° 222, n° 229, n° 230, n° 250, n° 262, n° 218, n° 219, n° 258, n° 259, n° 260, n° 257, n° 255, n° 254, n° 220, n° 253, n° 248, n° 240, n° 239, n° 235, n° 234, n° 242, n° 241, n° 232 et n° 228. (p. 1009) : demande de

précision sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisié pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1012, 1013) : intervient sur l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). (p. 1020) : intervient sur l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1076) : exprime son désaccord avec la modification de l'ordre de la discussion des articles du projet de loi pour l'égalité des chances.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1090, 1091) : caractère déjà largement flexible du droit du travail. Transformation de la structure générale de l'emploi. Exposition des jeunes à l'arbitraire du fait de l'assouplissement extrême de la procédure de licenciement. Dénonciation d'une forme insidieuse de domination. - **Rappel au règlement** (p. 1120, 1121) : nécessité de respecter le débat démocratique. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1140, 1141) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1196) : favorable à l'amendement n° 147 de Mme Raymonde Le Texier (nouvelle dénomination du CPE). Facilité offerte aux patrons. Nécessité pour les jeunes de construire une relation de travail structurante. (p. 1203) : organisation de ce débat. Favorable à l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). (p. 1212) : défavorable à l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). Pression psychologique exercée sur les salariés. (p. 1222) : favorable aux amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié). Limite du CPE à la première embauche conformément à sa dénomination. Encouragement à des comportements immoraux ou "voyous" de certains patrons. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1227, 1228) : manoeuvres du Gouvernement et de la majorité sénatoriale lors de ce débat. Dispositif hors du code du travail. Légitimité du mouvement social de contestation du CPE. Interrogation sur la possibilité de réouverture de ce dossier et de concertation avec les jeunes.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1249) : son intervention sur l'article qu'il désapprouve. Contradiction entre la mesure et l'évolution de l'apprentissage depuis dix ans. Données chiffrées. Recherche par les entreprises d'apprentis formés à un haut niveau de qualification professionnelle et munis d'une formation générale permettant de développer en permanence leurs compétences. Injustice du dispositif pour les 15 000 jeunes en situation d'échec scolaire. Réponse inefficace à la pénurie d'apprentis qualifiés et à l'insertion professionnelle de ces jeunes.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (*art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1349) : texte uniquement fondé sur la prise en compte des difficultés du patronat pour embaucher. Précarisation des jeunes dans leur parcours professionnel. - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1354) : défavorable à l'amendement n° 837 de M. Josselin de Rohan

(application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1500, 1501) : s'interroge sur le caractère ciblé des missions de l'agence sur les territoires politiques de la ville. (p. 1504, 1505) : intervient sur les amendements de suppression n° 332 de Mme Gisèle Printz et n° 781 de Mme Éliane Assassi. Demande des réponses sur la situation financière du FASILD. (p. 1515, 1516) : défavorable à ce projet de loi. Absence de réponse apportée à la question de l'emploi des jeunes. Besoin général de guichets uniques. Risque de stigmatisation lié à l'usage de l'expression "populations issues de l'immigration". - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1538, 1539) : caractère très général des discriminations dans les domaines économiques, sociaux et de représentation. Manipulation de la sensibilité des Français à l'approche des échéances électorales. Problème d'indépendance lié à la composition de la HALDE. (p. 1546) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - *Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1553) : défavorable à l'amendement n° 421 de M. Bruno Retailleau (mise en place d'un double dispositif permettant l'encadrement strict sur le plan juridique de la méthode du "testing"). - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - *Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1556, 1557) : défavorable à cet article n'ayant pas sa place dans un texte sur l'égalité des chances.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1619) : favorable à l'amendement n° 270 de Mme Bariza Khiari (sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale). - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1628, 1629) : conséquences des destructurations sociales sur l'éducation des enfants. Stigmatisation et culpabilisation des parents issus des classes défavorisées. Interrogation sur les raisons du décrochage scolaire.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1679) : prononcé de la clôture de la discussion en contradiction avec les engagements pris de ne pas raccourcir la discussion des amendements réservés tendant à insérer des articles additionnels. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1694, 1695) : intervient sur l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit). - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1701, 1702) : intervient sur la motion n° 905 de la commission tendant à opposer l'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition. Volonté de gagner du temps pour désamorcer la mobilisation de la rue. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1738, 1739) : intervient sur l'amendement n° 179 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Les socialistes feront évoluer la législation sur le droit de vote des étrangers, au besoin par voie de référendum, si les futures élections les ramènent au pouvoir. - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1769) : incohérence du Sénat en cas de rejet de l'amendement n° 210 de Mme Bariza Khiari

(généralisation des demandes de logement anonymes) après la grande avancée du CV anonyme actée par l'amendement n° 825 de M. Nicolas About (instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme). - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1769, 1770) : ses amendements n° 412 : accessibilité au volontariat associatif sans condition de durée de résidence en France et n° 413 : accessibilité des personnes en situation de handicap au volontariat associatif ; retirés. - **Article additionnel après l'article 23 (précédemment réservé)** (p. 1775) : son amendement n° 353 : création d'une commission nationale pour l'autonomie de la jeunesse ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1783, 1784) : cynisme de l'intitulé du texte. Présentation d'une prétendue grande loi comme étant la plus grande réponse à la plus grave crise des banlieues de l'histoire contemporaine. Texte justifié par la seule instauration du CPE, imposé en dépit de l'opposition grandissante des jeunes et des salariés.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2028, 2029) : refus du Gouvernement d'écouter les jeunes. Débat parlementaire amputé. Recul social.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2686, 2688) : recensement de trois millions de ménages en situation de "mal-logement". Proposition de loi déposée par Martine Aurillac, député de Paris. Insuffisance des quelques avancées de ce texte. Obligation pour le bailleur de fournir au locataire un diagnostic technique sur l'état de l'immeuble. Evolution du marché de l'immobilier à Paris. Absence de mesure en faveur de la mixité sociale. Rappel de la demande sans suite du maire de Paris d'un moratoire sur les opérations de vente à la découpe. Amendement du groupe socialiste visant à obtenir une suspension des ventes. Dans l'hypothèse d'un rejet de ses amendements, le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3283, 3285) : retrait du CPE. Double faillite du Gouvernement quant à la politique de l'emploi et quant à l'effondrement du système politique. Crise sociale et crise politique. Situation sociale de nombreux jeunes. Refus légitime du prétendu bien-fondé d'un CPE présenté comme remède à leurs difficultés. Absence de réponse viable dans le nouveau dispositif aux problèmes récurrents de formation initiale et professionnelle des jeunes. Capitulation sans condition après tentative de passage en force au Parlement et ignorance du dialogue social. Mascarade dans le choix du Président de la République de désavouer son Premier ministre tout en le maintenant en poste. Instrumentalisation indécente des institutions au service d'une lutte de clan. Affrontement de deux projets de société au travers du conflit sur le CPE. Le groupe socialiste répondra présent à l'appel exemplaire des jeunes pour créer une République nouvelle, dans la solidarité et la justice sociale.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3513, 3516) : transposition tardive de la directive sur le droit d'auteur. Mauvaise préparation du texte, conduisant à une exacerbation des tensions entre internautes et industries culturelles. Conséquences de la mondialisation de la culture et de la concentration du marché. Rôle des sociétés pourvoyeuses de supports. Influence de la logique du copyright américain. Difficulté de préserver la diversité culturelle dans un contexte de standardisation des goûts. Rôle légitime des producteurs. Risque de dévalorisation de la culture en cas de recours à une licence globale. Volonté de ne pas remettre en cause le droit d'auteur. Nécessité de défendre l'interopérabilité. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi. - **Question préalable** (p. 3554, 3555) : le groupe socialiste votera la motion n° 197 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3560) : son amendement



n° 121 : exception en faveur de l'enseignement et de la recherche ; devenu sans objet. (p. 3575, 3576) : son amendement n° 120 : conditions de l'exception en faveur de la presse ; devenu sans objet. (p. 3585) : ses amendements n° 123 : mise en oeuvre d'une plate-forme publique de téléchargement ; n° 122 : repli ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 6** (*Encadrement du contrat de volontariat*) (p. 3618) : son amendement n° 5 : précision sur l'objet de la mission et des engagements réciproques de la personne volontaire et de l'organisme agréé ; rejeté. (p. 3619) : intervient sur son amendement n° 5 précité. Nécessité de faire figurer dans les contrats des garanties dont peuvent bénéficier les volontaires. (p. 3620, 3621) : ses amendements n° 6 : encadrement de l'activité du volontaire en instaurant des plafonds d'heures journalières et hebdomadaires ; et n° 7 : fixation d'une durée minimale de trois mois au contrat de volontariat ; rejetés. (p. 3622) : son amendement n° 8 : fixation d'un plafond d'heures annuelles ; rejeté. (p. 3623, 3624) : ses amendements n° 10 : suppression de la condition de six mois de volontariat requise pour bénéficier d'un congé de deux jours de repos mensuel ; et n° 11 : précision dans le contrat de travail de la nature, des modalités et du temps dévolus à la formation ; rejetés. (p. 3625) : interruption du débat sur ce projet de loi durant deux mois et demi. Retrait du CPE par le Gouvernement ; prise en compte de la demande de sécurité formulée par les jeunes. Souhait d'un meilleur accueil de ses amendements à la lumière de ces événements. - **Article 7** (*Conditions d'indemnisation du volontaire*) (p. 3626) : rappel de sa participation à la mise en place à Paris d'une maison des initiatives étudiantes regroupant mille associations universitaires. Difficultés des associations en raison de la suppression des emplois-jeunes. Son amendement n° 12 : fixation d'un montant minimum d'indemnisation du volontaire ; rejeté. (p. 3629, 3630) : son amendement n° 14 : impossibilité de verser exclusivement cette indemnisation sous la forme d'une prestation en nature ; rejeté. - **Article 8** (*Protection sociale du volontaire*) (p. 3633) : favorable à l'amendement n° 19 de M. Serge Lagache (affiliation non obligatoire au régime général d'assurance maladie pour les volontaires bénéficiant d'un régime spécifique). - **Article 10** (*Modalités de l'agrément*) (p. 3634, 3635) : son amendement n° 16 : autorité habilitée à délivrer l'agrément et conditions de cette délivrance ; rejeté. (p. 3636) : intervient sur son amendement précité n° 16. - **Article 11** (*Régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs*) (p. 3637, 3638) : son amendement n° 20 : exclusion du secteur marchand du champ d'application du contrat d'engagement éducatif ; rejeté. Volonté du Gouvernement de précariser l'emploi. (p. 3640, 3641) : favorable à l'amendement n° 34 de M. Jean-François Voguet (suppression). Vide juridique handicapant le fonctionnement des colonies de vacances. Inconstitutionnalité de la rédaction adoptée en première lecture. Accord au secteur privé des mêmes conditions qu'au secteur associatif ; risque d'anéantissement de ce dernier. - **Article 14** (*Publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations*) (p. 3642) : son amendement n° 21 : suppression ; rejeté. - **Article 16** (*Publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations*) (p. 3643) : son amendement n° 22 : suppression ; rejeté. Caractère soupçonneux de ce dispositif pour les associations. Obligation pour ces dernières de créer un site internet pour assurer la publicité de ces informations. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3644, 3646) : abstention du groupe socialiste lors de la première lecture. Caractère inacceptable du Titre II relatif à l'engagement éducatif et de la modification de l'article 11. Imprécision du statut du volontaire associatif. Interrogation à propos du Titre Ier : insuffisance de l'indemnité de 400 euros ; risque de substitution du contrat de volontaire au dispositif des emplois-jeunes ; question du financement des associations. Son opposition à l'ouverture de l'engagement éducatif au secteur marchand. Démarche suspicieuse à l'égard du secteur associatif. Manque d'ouverture du débat en deuxième lecture en raison de la volonté du Gouvernement de faire adopter le texte conforme. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 2** (*art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3648, 3649) : ses amendements n° 124 : exception pédagogique ; et n° 125 : exception au bénéfice des établissements documentaires ; devenus sans objet. - **Article 3** (*art. L. 342-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits des producteurs de bases de données : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3652, 3653) : son amendement n° 126 : exception pédagogique ; retiré au profit de l'amendement n° 11 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3654) : son amendement n° 127 : établissement par le conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique d'un rapport sur l'incidence des différentes exceptions aux droits d'auteur et aux droits voisins ; rejeté. - **Article 4 bis** (*art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Radiodiffusion des phonogrammes du commerce*) (p. 3656) : son amendement n° 128 : suppression ; adopté. - **Article 7** (*art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité*) (p. 3676) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), son sous-amendement n° 277 : préservation de l'exception de décompilation ; adopté. (p. 3686) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection).

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3707, 3708) : le groupe socialiste ne participera pas au vote sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), ainsi que sur les sous-amendements s'y rattachant. - **Article 9** (*art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3727, 3730) : son amendement n° 133 : composition et mode de fonctionnement du collège de médiateurs ; devenu sans objet. Le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 21 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection). - **Article 12 bis** (*art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels*) (p. 3734) : le groupe socialiste est défavorable aux articles 11 à 15. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3748, 3749) : le groupe socialiste a voté contre les articles 11 à 14 bis. - **Article 14 quater** (*art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels*) (p. 3750) : son amendement n° 134 : suppression ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3777, 3779) : sur l'amendement n° 40 de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des dispositions des titres Ier et IV), ses sous-amendements portant sur le même objet n° 258 et 274 : mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3780, 3782) : objectif de protection du droit d'auteur non atteint. Généralisation progressive du copyright. Système de sanction flou et inefficace. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4276, 4277) : nécessité de légiférer en matière de logements, au nom de l'injustice sociale et de l'égalité des chances, pour réguler les forces du marché de l'immobilier. Absence de mesure en faveur des locataires qui ne peuvent acheter leur logement dans le cas d'une vente à la découpe. Divergence apparue entre la majorité de l'Assemblée nationale et celle du Sénat. Le groupe socialiste votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Question préalable** (p. 4392, 4393) : intervient sur la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Projet de loi

irrecevable et indigne, jouant de l'électoratisme aux dépens de la misère des gens. Absence de poursuites à l'encontre des marchands de sommeil et des filières de passeurs.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information** - *Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]* - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5405, 5407) : critique de la procédure utilisée. Importance du droit d'auteur. Concertation insuffisante. Divergences au sein de la majorité. Nombreuses modifications en commission mixte paritaire. Conteste le rôle de l'Autorité de régulation des mesures techniques. Texte incohérent et inapplicable, allant au-delà des exigences européennes. Le groupe socialiste et les Verts ne voteront pas ce projet de loi. (p. 5413) : divergences au sein de

l'UMP. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5425) : remise en cause de la procédure d'urgence. Le groupe socialiste et les Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8492, 8494) : organisation oligopolistique du paysage audiovisuel français. Accaparement d'une partie du dividende numérique par les opérateurs historiques. Place du service public et avenir de France Télévisions. Manque de ressources d'Arte.

**AUBAN (Bertrand)**  
sénateur (Haute-Garonne)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Régimes sociaux et de retraite - compte spécial pensions [n° 78 tome 3 annexe 22 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Article 18** (*Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris »*) (p. 8887, 8890) : ses amendements n° I-119 : suppression ; n° I-120 : renforcement

de la mission de préservation du savoir-faire artistique de la Monnaie de Paris ; n° I-121 : statut d'ouvrier d'Etat du personnel employé ; n° I-122 : référence dans la loi au décret du 19 mars 1968 relatif au statut particulier des fonctionnaires techniques de l'administration des Monnaies et médailles ; et n° I-123 : transfert de l'actif et du passif du budget annexe et compensation de la perte par une taxe additionnelle ; rejetés.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus**

**AUTAIN (François)**  
sénateur (Loire-Atlantique)  
CRC-R

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

[n° 66 (2006-2007)] - (13 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10170, 10171) : rénovation du Sénat. Situation inquiétante des groupes EADS et Airbus. Demande l'adoption de la proposition tendant à créer cette commission d'enquête. (p. 10176, 10178) : recevabilité de la proposition. Difficultés éprouvées par les groupes EADS et Airbus. Problème de gouvernance. Sous-traitance. Défense de l'industrie européenne. Favorable à la création de cette commission d'enquête.

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** [n° 433 (2005-2006)] - (19 septembre 2006) - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6121, 6122) : intégration non pertinente de la réforme de la loi du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux dans un texte relatif à la prévention de la délinquance. Amalgame regrettable. Le groupe CRC ne votera pas les articles modifiant la loi précitée du 27 juin 1990. (p. 6127) : question sur les raisons de la non-prise en compte par la commission des affaires sociales des propositions émanant du rapport conjoint de l'IGAS et de l'IGSJ. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) (p. 6131) : soutient l'amendement n° 210 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 3212-4,

L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6136) : votera l'amendement n° 211 de Mme Éliane Assassi (suppression). Instauration d'une possibilité d'internement sans justification médicale pendant 24 heures sous prétexte d'observation urgente.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers) (p. 6396, 6397) : intervient sur l'amendement n° 29 de M. Claude Domeizel (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux). - **Article 2** (art. L. 4311-15 et L. 4311-16 du code de la santé publique - Conditions d'exercice de la profession d'infirmier) (p. 6402) : favorable à l'amendement n° 36 de M. Claude Domeizel (suppression du refus systématique d'inscription à l'ordre d'un infirmier frappé d'une interdiction dans un pays étranger). - **Article 4** (art. L. 4391-1, L. 4393-6 et L. 4393-8 du code de la santé publique - Exclusion des infirmiers du champ de compétences du conseil réunissant certains professionnels paramédicaux libéraux) (p. 6403, 6404) : s'interroge sur la volonté du Gouvernement de publier les décrets d'application de la loi relative aux droits des malades.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Question préalable** (p. 8012) : soutient la motion n° 111 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

*Première partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 1er** (approbation, au titre de l'exercice 2005, des tableaux d'équilibre) (p. 8018) : son amendement n° 307 : réintégration dans le tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes généraux de base de la sécurité sociale des fonds concourant au financement de ces régimes ; rejeté. (p. 8019) : contestation de l'argument du rapporteur contre son amendement n° 307 précité.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 3** (Rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 8022) : son amendement n° 308 : intégration des fonds concourant au financement des régimes obligatoires de base dans les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre au titre de l'année 2006 ; rejeté. - **Article 4** (art. 60 de la loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 8023, 8024) : son amendement n° 309 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) (p. 8026, 8027) : son amendement n° 310 : caractère transitoire de la nouvelle taxe sur les activités des grossistes-répartiteurs ; rejeté.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8095, 8096) : son amendement n° 311 : alignement des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celles versées par les employeurs privés ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 8100) : favorable à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement des stock-options en les soumettant aux cotisations et contributions sociales).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8143) : le groupe CRC votera l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (augmentation du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine afin de financer le fonds de réserve des retraites). - **Article 15** (art. L. 1126-1 et L. 2222-21 du code de la propriété des

personnes publiques, art. L. 114-1 du code des assurances, art. L. 135-7 et L. 135-10-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Affectation au fonds de réserve pour les retraites des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance vie) (p. 8145) : son amendement n° 312 : conditions d'affectation au Fonds national de solidarité d'action mutualiste des sommes dues au titre de contrats d'assurance sur la vie et non réclamées depuis trente ans ; rejeté. - **Article 24** (Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale) (p. 8171) : son amendement n° 313 : coordination ; rejeté. - **Article 26** (Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 8172) : son amendement n° 314 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8178, 8179) : défavorable à l'amendement n° 424 du Gouvernement (abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement).

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 32** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail) (p. 8186, 8187) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 19 de la commission (subordination de la publication du décret gouvernemental fixant la liste des pathologies bénéficiant d'un élargissement des horaires de sorties à un avis de la Haute autorité de santé). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8188, 8189) : défavorable à l'amendement n° 404 du Gouvernement (modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental). - **Article 33** (art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé) (p. 8194) : son amendement n° 316 : prise en compte du seul "reste à vivre" pour l'accès à la CMU complémentaire des personnes hébergées en établissement ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 8198) : son amendement n° 315 : suppression des dispositions appliquant aux titulaires de la CMU complémentaire les exigences du parcours de soins coordonné ; rejeté. (p. 8199) : méconnaissance du Gouvernement de la situation des titulaires de la CMU. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8207) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale). - **Article additionnel avant l'article 35** (p. 8208, 8209) : son amendement n° 319 : modalités de fixation des prix de certains médicaments ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations) (p. 8221, 8222) : médicaments à usage hospitalier. Intervient sur l'article. Son amendement n° 320 : prise en charge de certaines spécialités pharmaceutiques en faveur des personnes atteintes d'une affection de longue durée ; rejeté. (p. 8223) : son amendement n° 321 : baisse du prix des médicaments en cas de non-respect par les laboratoires des obligations qui leur sont imposées ; rejeté. (p. 8227) : avec le groupe CRC, s'abstient sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8232) : son amendement n° 317 : suppression de la rétrocession hospitalière ; rejeté. (p. 8234, 8235) : exception française de la rétrocession hospitalière. Son amendement n° 318 : suppression de la liste des médicaments donnant lieu à rétrocession ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8238, 8239) : réservé sur l'amendement n° 405 du Gouvernement (information par le comité économique des produits de santé, CEPS, des fabricants de médicaments princeps, de l'arrivée sur le marché d'un générique). - **Article**

**additionnel avant l'article 36** : son amendement n° 322 : encadrement des retraits de médicaments ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8240, 8241) : son amendement n° 323 : adaptation du code de la sécurité sociale afin d'empêcher les détournements de la législation sur les génériques par les laboratoires pharmaceutiques ; rejeté. (p. 8285, 8286) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins). Son amendement n° 325 : retrait automatique de la liste des médicaments remboursables de ceux ayant été réévalués et dont le service médical rendu a été jugé insuffisant ; rejeté. (p. 8247) : son amendement n° 324 : fixation du prix du médicament ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8250) : son amendement n° 326 : développement du recours aux études post-autorisations de mise sur le marché par la voie conventionnelle ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8265) : avec le groupe CRC, s'abstiendra sur l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes) et sur le sous-amendement n° 430 du Gouvernement destiné à le modifier. - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8282) : son amendement n° 327 : refus de l'autorisation de mise sur le marché ou retrait de médicaments dangereux pour la santé ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8284, 8285) : ses amendements, sur le même objet, n° 328 et 329 : essais comparatifs préalables à toute autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 8285) : son amendement n° 331 : transposition de la directive communautaire du 31 mars 2004 sur le médicament ; retiré. - **Article 38** (art. L. 165-8 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public) (p. 8287) : son amendement n° 330 : précision relative à l'interdiction de publicité ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8288) : ses amendements n° 333 : contrôle de la publicité sur les dispositifs médicaux présentant un risque sérieux ; et n° 334 : transposition de la directive de 2004 sur le médicament ; rejetés. - **Article 39 ter** (art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 8298, 8299) : favorable à l'amendement de suppression n° 276 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents) (p. 8334) : le groupe CRC s'abstient sur l'article 45 du projet de loi. - **Article 47** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans) (p. 8338) : le groupe CRC ne s'opposera pas à l'article 47 du projet de loi. Timide premier pas vers une véritable politique de prévention. - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel) (p. 8349) : le groupe CRC votera l'amendement n° 409 du Gouvernement (constitution du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins par fusion du FAQSV et de la dotation nationale de développement des réseaux). - **Article 53** (Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2007) (p. 8357) : son amendement n° 373 : augmentation des moyens financiers affectés au plan "solidarité-grand-âge" ; rejeté. -

**Articles additionnels après l'article 53** (p. 8361, 8363) : défavorable à l'amendement n° 416 de la commission (réservation prioritaire aux organisations représentatives de la signature et du droit d'opposition en matière conventionnelle). Sur l'amendement n° 412 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat, pendant deux mois, de se substituer aux parties conventionnelles pour assurer la convergence entre les dispositifs de médecin référent et de médecin traitant), son sous-amendement n° 437 : précision ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Article 55** (p. 9181) : demande un vote spécifique sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9184, 9185) : mesure de l'ampleur de l'échec du Gouvernement. Equilibre des comptes sociaux repoussé à l'horizon 2009. Opposition de l'intérêt général et des intérêts corporatistes. Amendement scélérateur du Gouvernement sur l'emploi des seniors en collusion avec le MEDEF. Maltraitance inédite du Parlement. Le groupe CRC votera résolument contre le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) (p. 9628, 9630) : désengagement de l'Etat. Médicaments et industries pharmaceutiques. Ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10912, 10913) : pratiques répétitives inacceptables. Texte extravagant. Dépossession des droits du Parlement. Enfermement de la réflexion. Avec le groupe CRC, ne votera pas ce projet de loi. - **Article 1er ter** (art. L. 4123-2 du code de la santé publique - Fonctionnement des commissions de conciliation placées auprès des conseils départementaux) (p. 10924) : son amendement n° 1 : encadrement des modalités de fonctionnement des commissions de conciliation par un décret en Conseil d'Etat ; adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 4343-2 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des professions d'orthophonistes et d'orthoptistes) (p. 10925) : son amendement n° 3 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10927) : votera contre l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (rétablissement du droit de prescription des médecins biologistes libéraux). - **Article 11** (art. L. 4383-1 et L. 4383-3 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires) (p. 10929, 10930) : soutient les dispositions de l'article 11 et s'opposera aux amendements de suppression n° 5 de Mme Catherine Procaccia, n° 11 de M. Philippe Darniche et n° 16 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 10933) : votera l'amendement n° 20 de la commission (amélioration du fonctionnement de l'observatoire des risques médicaux). - **Article 12** (Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance) (p. 10935, 10940) : son amendement n° 4 : suppression ; rejeté. Le groupe CRC votera l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression du fichier national des personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation d'office). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10941, 10943) : le groupe CRC votera contre les amendements du Gouvernement n° 12 (création d'un secteur optionnel pour les chirurgiens) et n° 13 (mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP).

**BADINTER (Robert)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er B** (p. 168) : son amendement n° 27 : ajout du respect dans la liste des devoirs conjugaux ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3896, 3898) : réforme complexe marquant l'aboutissement de travaux successifs. Stabilité extraordinaire du droit dans la matière. Particularité française de la réserve par rapport à l'approche anglo-saxonne. Mesures de simplification, d'accélération et de sécurisation du règlement des successions. Avancées en matière de pacte successoral et d'évolution du régime de l'indivision. Critiques émises sur l'option de l'héritier, les modalités de remboursement des créanciers chirographaires et le dispositif du mandat à effet posthume. Avis partagés sur la réforme des libéralités, au sein du groupe socialiste. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3914, 3919) : ses amendements n° 128 : considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant ; n° 133 : suppression du renouvellement des baux et de la mise en oeuvre des décisions d'administration et de disposition de la liste des actes pouvant être accomplis par l'héritier sans entraîner une acceptation tacite de la succession ; et n° 134 : déchéance de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net dans le délai de quatre mois ; rejetés ; et n° 132 : rédaction ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Georges Othily (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire"). (p. 3921, 3926) : ses amendements n° 136 : remplacement du paiement au prix de la course par un paiement au marc l'euro dans le principe d'égalité des chirographaires ; n° 135 : raccourcissement à un an du délai accordé aux créanciers pour se manifester ; n° 137 : maintien des droits des créanciers successoraux sans condition de délai ; rejetés ; et n° 138 : part du renonçant attribuée à ses représentants ou à ses cohéritiers ; adopté. (p. 3928) : introduction du mandat posthume en contradiction avec les principes de notre droit. Son amendement n° 129 : suppression du mandat à effet posthume ; rejeté. Dépôt d'amendements de repli à défaut de l'adoption de cet amendement. (p. 3930, 3933) :

ses amendements n° 130 : limitation du mandat à une durée de deux ans ; et n° 131 : possibilité de révocation du mandat à effet post mortem en cas de décision unanime des héritiers ou de désignation d'un mandataire par convention ; rejetés ; n° 141 : rémunération du mandataire limitée à la quotité disponible de la succession ; n° 142 : rédaction ; et n° 143 : fin du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission ; devenus sans objet. (p. 3937) : dispositif du mandat à effet posthume qui va créer des obstacles supplémentaires à la survie des entreprises après le décès de l'entrepreneur.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 4** (art. 816 à 842 du code civil - Dispositions relatives au partage) (p. 3957, 3958) : favorable à l'amendement n° 148 de M. Roger Madec (extension au partenaire survivant lié par un PACS du droit à l'attribution préférentielle de la propriété du local et du mobilier le garnissant). - **Article 5** (art. 843, 844, 845, 846, 851, 852, 856, 858 et 860 du code civil - Rapport des libéralités) (p. 3959, 3960) : soutient l'amendement n° 146 de M. Roger Madec (suppression de l'obligation faite à l'héritier renonçant de rapporter la donation dont il a bénéficié) ; rejeté. Son amendement n° 147 : rédaction ; rejeté. - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3985, 3986) : son amendement n° 154 : mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (21 septembre 2006) - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6196, 6197) : nécessité de maintenir un traitement

pénal différencié des mineurs et des majeurs. Multiples révisions de l'ordonnance de 1945. Propos inadmissibles du ministre de l'intérieur à l'égard de l'institution judiciaire. (p. 6201) : favorable aux amendements identiques n° 235 de Mme Éliane Assassi et n° 287 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6206, 6207) : favorable à l'amendement n° 125 de M. Jean-Claude Peyronnet (application de la procédure de composition pénale pour les mineurs de plus de seize ans). - **Article 43** (art. 131-3 et art. 131-8-1 nouveau du code pénal - Institution de la sanction-réparation) (p. 6224) : interrogation sur les responsabilités en cas d'accident dans le cadre d'un travail d'intérêt général.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6702, 6703) : mouvement européen favorable à la généralisation du "trust". Double finalité de la fiducie. Question de la limitation des constituants aux personnes morales. Favorable à cette innovation. - **Article 1er** (art. 2011 à 2030 nouveaux du code civil - Régime juridique de la fiducie) (p. 6710) : son amendement n° 2 : rédaction ; retiré. (p. 6712) : défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation de la qualité de constituant aux seules personnes morales). Intervient sur le texte proposé pour l'article 2013 du code civil. Son amendement n° 3 : rédaction ; adopté. (p. 6713) : ses amendements n° 4 : limitation de la durée du transfert des biens, droits ou sûretés à trente-trois ans à compter de la signature du contrat ; et n° 6 : conséquence ; adoptés.

**BADRÉ (Denis)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) ; nouvelle nomination le 11 septembre 2006.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 27 septembre 2006.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Affaires européennes et article 32 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 78 tome 2 fasc. 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2234, 2236) : le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi en dépit d'avancées insuffisantes. Cloisonnement excessif de la recherche. Inscription indispensable de la recherche dans un contexte européen et mise en place d'une grande politique scientifique européenne.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3815, 3816).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4334, 4336) : sensibilité et complexité du sujet demandant du temps pour la réflexion. Absence de réponse à la question des clandestins. Favorable à un traitement déconcentré du problème. Hommage à l'engagement humain et responsable des préfets. Regrette l'insuffisance du texte s'agissant de l'intégration. Nécessité de prendre en compte le contexte européen. Couplage impératif d'une politique scientifique européenne avec une politique de coopération visant au développement des pays pauvres. Sa conception de l'immigration choisie par les uns et par les autres, et non par la seule France. Mise sur les relations bilatérales renforcées établies avec les pays d'origine des migrants. Favorable à une gestion rigoureuse de l'immigration pour réconcilier les Français avec la tradition d'accueil de leur pays. Nécessité cependant de prendre garde aux dangers de la précarisation.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création de la carte de séjour «compétences et talents»*) (p. 4544, 4545) : soutient l'amendement n° 513 de Mme Muguette Dini (suppression) ; retiré. Réserves du groupe UC-UDF sur l'article. Difficultés pratiques de mise en oeuvre. Moyen inopérant pour satisfaire l'objectif recherché. Insiste à cet effet sur le rôle de la France à Bruxelles pour le lancement d'une grande politique de codéveloppement. Aspect philosophique très contestable. Néanmoins, le groupe UC-UDF accepterait la démarche d'une immigration humainement acceptable initiée par l'amendement n° 81 de M. Hugues Portelli (conditionnement de la délivrance de la carte "compétences et talents" à l'étranger ressortissant d'un pays appartenant à la zone de solidarité prioritaire à la conclusion d'un accord de partenariat pour le développement entre la France et ce pays) cosigné par un certain nombre des membres du groupe UC-UDF. Le groupe UC-UDF pourra reconsidérer sa position au cours de la discussion si le Gouvernement confirme sa volonté d'avancer sur le problème du codéveloppement. (p. 4546, 4547) : sur l'amendement n° 24 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 528 :

facilitation de l'obtention de la carte "compétences et talents" aux étrangers résidant déjà sur le territoire français et titulaires d'une carte de séjour au statut moins avantageux ; adopté. (p. 4553, 4554) : retire l'amendement de suppression n° 513 de Mme Muguette Dini, satisfait des engagements du ministre en faveur du codéveloppement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4640, 4642) : progrès mineurs et partiels de l'Union européenne depuis le 29 mai 2005. Souhaite que la France se comporte en moteur de la construction européenne. Questions monétaires et migratoires. Débuts de la reconnaissance des parlements nationaux. Nécessité de restaurer la confiance pour lutter contre une construction européenne devenue molle, illisible et imperceptible.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6261, 6263) : favorable à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Nécessité de remettre l'Europe au coeur du débat français. Réflexions sur la question de la Turquie, le devenir des Balkans, de la Moldavie et de l'Ukraine. Le groupe UC-UDF votera en faveur de cette ratification.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8802, 8803) : soutient l'amendement n° I-202 de M. Michel Mercier (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain) ; rejeté. Biennale d'art contemporain de Lyon.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9001, 9003) : débat sur le "retour net". Poids des intérêts nationaux. Elaboration du budget européen. Perspectives financières. Politique de codéveloppement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10147, 10149) : Mouvement européen. Approfondissement et élargissement de l'Union. Adhésion de la Turquie. Banque centrale européenne. Favorable à la mise en place d'une grande politique de codéveloppement.

**BAILLY (Gérard)**  
*sénateur (Jura)*  
UMP

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 [n° 412 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Agriculture et pêche.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).



*Proposition de loi tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - Culture - Société.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**BALARELLO (José)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 4 décembre 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.*

*Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 83 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Collectivités territoriales.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 405, 406) : pertinence et cohérence de la loi du 22 juillet 1960. Bonne gestion des sept parcs nationaux en dépit de certains conflits. Son témoignage de la création du parc national du Mercantour. Précision insuffisante de la notion des espaces à protéger et des communes ayant vocation à entrer dans le parc national. Favorable à la "continuité géographique" proposée par le rapporteur. Crainte d'adhésion de communes motivée par des avantages financiers et d'éparpillement de la

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9595, 9596) : énergie et biocarburants. Consolidation de l'agriculture de montagne. Mesure agri-environnementale rotationnelle. Enjeu de la forêt dans le Jura. Avec le groupe UMP votera ce budget.

zone périphérique. Inquiétude sur le financement de la charte du parc national. Perplexe quant à la composition des conseils d'administration. Difficultés de gouvernance. Maintien souhaitable de la possibilité de créer une commission permanente. Nécessité d'autoriser un parc national à engager des actions communes avec les parcs frontaliers et des relations transfrontalières avec des parcs régionaux étrangers. Création pertinente du parc amazonien en Guyane, de l'établissement public "Parcs nationaux de France" et des parcs naturels marins. Introduction inappropriée des parcs naturels urbains. Votera ce texte.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5251, 5252) : périmètre de cette mission. Evaluation des premiers résultats de la démarche de performance induite par la LOLF. Modernisation de l'administration préfectorale. Exemple de la préfecture des Alpes-Maritimes : absence d'outil informatique adapté aux dispositions de la LOLF ; complexités supplémentaires introduites par les services du ministère des finances ; difficulté d'appropriation du plan comptable de l'Etat. Interrogation sur le développement des téléprocédures. Question sur l'immatriculation à vie des véhicules. Introduction d'éléments biométriques dans les titres d'identité. Absence d'indicateur sur la qualité du service rendu aux usagers par les préfectures. Bons résultats du mandat de l'aide publique aux partis politiques. Traitement peu performant des demandes de reconnaissance d'utilité publique des associations et des fondations. Interrogation sur les économies réalisées grâce aux mesures de rationalisation des achats. Demande de bilan sur les cessions immobilières. Mise en place satisfaisante de la LOLF pour cette mission.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (7 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9758, 9759) : hausse des crédits. Administration préfectorale. Délivrance des titres. Nouveaux passeports sécurisés. Organisation des élections. Financement des partis politiques. Action "Cultes". Programme "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur". Avis favorable de la commission sur les crédits de cette mission.

**BARBIER (Gilbert)**  
*sénateur (Jura)*  
RDSE

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 9 mai 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

**BAROIN (François)**  
*ministre de l'outre-mer*

**DÉPÔTS**

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-869 du 28 juillet 2005 relative à l'adaptation du droit de l'environnement à Mayotte [n° 164 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Environnement - Outre-mer.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-868 du 28 juillet 2005 relative à l'actualisation et à l'adaptation du droit de l'urbanisme à Mayotte [n° 165 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Logement et urbanisme - Outre-mer.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-870 du 28 juillet 2005 portant adaptation de diverses dispositions relatives à la propriété immobilière à Mayotte et modifiant le livre IV du code civil [n° 166 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Logement et urbanisme - Outre-mer.**

**DÉPÔTS**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité sanitaire [n° 82 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé.**

**INTERVENTIONS**

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2609, 2611).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9624, 9625) : financement des plans de réponse aux urgences sanitaires. Politique du médicament de l'AFSSAPS. Sous réserve de quelques observations, avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption de ces crédits. (p. 9627, 9628) : lutte contre le sida. Infections nosocomiales.

**Sécurité**

- (6 décembre 2006) (p. 9690, 9692) : rôle du maire en matière de sécurité et de lutte contre la délinquance. Bilan de la LOPSI. Propositions de la mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté. Police de proximité. Vidéosurveillance. Formation des policiers municipaux au port d'une arme. Avec la majorité des membres du groupe du RDSE, votera les crédits de cette mission.

*Projet de loi organique* portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Outre-mer.**

*Projet de loi* portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Outre-mer.**

*Projet de loi* ratifiant les ordonnances n° 2006-172 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Nouvelle-Calédonie et n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française [n° 381 (2005-2006)] (7 juin 2006) - **Outre-mer - Police et sécurité.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4321, 4322) : immigration clandestine en outre-mer. Situations humaines inacceptables. Constructions illégales à Cayenne. Bidonvilles de Mayotte. Bouleversement des équilibres sociaux et économiques posant à terme la question de la souveraineté française sur les territoires ultramarins. Absence d'anticipation des flux migratoires. Salue la mémoire des agents des forces de l'ordre tués dans l'exercice de leurs fonctions en Guyane. Urgence de la situation nécessitant la mise en place

d'un dispositif juridique musclé et renforcé. Intensification du combat contre les filières organisées : amélioration des outils juridiques permettant aux forces de l'ordre de rechercher et d'interpeller les clandestins. Renforcement de l'efficacité des procédures administratives : extension à la Guadeloupe du caractère non suspensif des recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière. Renforcement de la lutte contre le travail clandestin. Assujettissement des employés de maison de Mayotte au contrôle contre le travail dissimulé. Modification des règles de reconnaissance de paternité à Mayotte. Célébrité de la maternité de Mamoudzou. Réforme de la procédure dite de "dation de nom". Renforcement des pouvoirs du procureur et des sanctions pénales à l'encontre des fraudeurs en matière de reconnaissance de paternité à Mayotte. Suppression par l'Assemblée nationale de la compétence du cadî en matière de mariage. (p. 4323) : enrichissement du texte à l'Assemblée nationale : ajustement des sanctions contre les reconnaissances frauduleuses d'enfants avec les dispositions concernant les mariages blancs présentées par le ministre de l'intérieur ; création en Guadeloupe et en Martinique d'un observatoire chargé d'évaluer la politique de régulation des flux migratoires et de proposer des mesures d'adaptation ; possibilité de relever les empreintes digitales des étrangers non admis à Mayotte. Nécessité cependant de mener une action diplomatique vigoureuse et des mesures de codéveloppement et de partenariat pour lutter efficacement contre l'immigration irrégulière. Approbation des nouvelles règles très attendue par les populations ultramarines.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Titre VI (priorité)** (*Dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration outre-mer*) (p. 4654, 4655) : se réjouit des conditions de l'examen par le Parlement des dispositions relatives à l'outre-mer. Signal important pour les habitants des territoires intéressés. Double exigence : respect des articles 73 et 74 de la Constitution et amélioration du dispositif proposé. - **Article 67 (priorité)** (*Chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers*) (p. 4657, 4658) : réponse aux orateurs sur l'article. (p. 4659) : s'oppose aux amendements de suppression n° 266 de M. Bernard Frimat et n° 459 de Mme Éliane Assassi. - **Article 68 (priorité)** (*art. L. 532-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Eloignement d'office des équipages vénézuéliens se livrant à des activités de pêche illicite en Guyane*) (p. 4661) : s'oppose à l'amendement n° 460 de Mme Éliane Assassi (exclusion du dispositif des pêcheurs vénézuéliens demandant l'asile pour des raisons politiques ou humanitaires). - **Article 70 (priorité)** (*art. L. 611-10 et L. 611-11 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 10-2 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Contrôle des véhicules aux fins de recherches d'infractions à l'entrée et au séjour des étrangers en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte*) (p. 4662) : accepte l'amendement n° 91 de M. Georges Othily (extension du périmètre de visite sommaire des véhicules en Guyane) et s'oppose à l'amendement n° 461 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 71 (priorité)** (*art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte*) (p. 4664) : s'oppose à l'amendement n° 500 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression) et accepte les amendements de M. Georges Othily n° 90 (extension aux aéronefs, en Guyane, des possibilités d'immobilisation et de destruction prévues pour les véhicules terrestres) et n° 93 (habilitation des agents des sociétés de transports non urbains de voyageurs en Guyane à demander la production d'un titre d'identité ou de séjour régulier lors de l'embarquement des passagers au départ d'une commune frontalière). - **Article 72 (priorité)** (*art. L. 831-2 du code du travail - Validité territoriale de l'autorisation de travail liée à*

*une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » délivrée dans un département d'outre-mer*) (p. 4665) : s'oppose à l'amendement n° 462 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 72 ter (priorité)** (*Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique*) (p. 4666) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (clarification des modalités de création et de fonctionnement des observatoires de l'immigration en Guadeloupe et en Martinique) et demande le retrait de l'amendement n° 94 de M. Daniel Marsin (saisine pour avis, par la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour, des commissions chargées d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane, en Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion, sur les demandes d'admission d'étrangers résidant dans ces départements). - **Articles additionnels après l'article 72 ter (priorité)** (p. 4667, 4673) : demande le retrait de l'amendement n° 88 de M. Georges Othily (renforcement des moyens de l'État pour lutter contre la prolifération des constructions illicites réalisées en Guyane par les immigrés en situation irrégulière sur les domaines public et privé de l'État et des collectivités territoriales) dans l'attente du projet de loi organique portant diverses dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer. S'oppose aux amendements du même auteur n° 97 (instauration d'un régime dérogatoire en Guyane pour l'attribution des prestations sociales aux étrangers) et n° 89 (subordination de l'attribution des prestations sociales à une condition de résidence stable et régulière sur le territoire de la Guyane). Risque d'inconstitutionnalité au regard de l'article 73 de la Constitution. Publication prochaine d'un décret définissant les prestations de sécurité sociale et les modalités d'appréciation du critère de stabilité de résidence. Sur les amendements du même auteur, demande le retrait du n° 92 (institution d'une procédure d'association des collectivités territoriales à l'exercice des compétences de l'État en matière d'immigration), s'oppose au n° 256 (instauration d'une règle spécifique en matière de reconnaissance de paternité en Guyane), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 95 et 96 (renforcement des conditions d'accès à la nationalité française dans le département de la Guyane). Non conformité à l'article 73 de la Constitution. S'oppose aux amendements du même auteur n° 255 (régularisation des étrangers ayant leur résidence régulière et stable sur le territoire de la Guyane depuis plus de dix ans), n° 253 (octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux étrangers justifiant de dix années de résidence en Guyane) et n° 254 (régularisation des personnes en situation irrégulière en Guyane du fait du non-renouvellement de leurs pièces d'identité). - **Article 73 (priorité)** (*art. 20 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte - Prise en charge des frais liés à la naissance d'un enfant né d'une mère étrangère en situation irrégulière et faisant l'objet d'une reconnaissance de paternité*) (p. 4674) : s'oppose à l'amendement n° 463 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 74 (priorité)** (*art. 3 de l'ordonnance n° 2000-218 du 8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local à Mayotte - Limitation de la dation de nom aux seuls père et mère de statut civil de droit local*) : s'oppose à l'amendement n° 464 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 75 (priorité)** (*art. 2492, 2494 et 2499-1 à 2499-4 du code civil - Règles de l'état civil applicables à Mayotte - Procédure d'opposition aux reconnaissances frauduleuses de paternité à Mayotte*) (p. 4676) : accepte les amendements de la commission n° 70 (réintroduction à Mayotte du dispositif de l'accouchement sous X) et n° 71 (réaction) et s'oppose aux amendements de suppression n° 502 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 465 de Mme Éliane Assassi. - **Article 76 (priorité)** (*art. 29-1 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée à seule fin d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour, la nationalité française ou une protection contre l'éloignement*) (p. 4677) : s'oppose à l'amendement n° 466 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 77 (priorité)** (*art. L. 330-11, L. 610-4, L. 610-6 et L. 610-11 du code du travail applicable à Mayotte - Contrôle des employés de maison à Mayotte - Accès aux locaux d'habitation en cas d'enquête préliminaire relative aux infractions de travail dissimulé et d'emploi d'étranger sans titre*

- *Montant de l'amende* (p. 4678) : s'oppose à l'amendement n° 467 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 78 (priorité)** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 3 de la loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité - Renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4679) : accepte l'amendement n° 72 de la commission (suppression de l'article 3 de la loi n° 93-992 du 10 août 1993 désormais sans objet) et s'oppose à l'amendement n° 468 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 79 (priorité)** (art. 78-3 du code de procédure pénale - Délai de rétention des personnes soumises à un contrôle d'identité à Mayotte) : s'oppose à l'amendement n° 469 de Mme Éliane Assassi (suppression).

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7248, 7251) : volume de ces deux textes. Mise en application de dispositions spécifiques à l'outre-mer adoptées lors de la révision constitutionnelle de 2003. Assouplissement du cadre institutionnel et juridique de l'outre-mer. Encadrement des nouveaux pouvoirs. Evolution du statut de Mayotte. Respect du choix des électeurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin pour un statut de collectivité d'outre-mer. Question fiscale. Renforcement de l'Etat de droit et de la démocratie locale. Accord du Gouvernement sur la quasi totalité des amendements de la commission. (p. 7254) : accepte la demande de la commission de regrouper et de discuter par priorité les amendements de rédaction au début des articles. (p. 7273, 7275) : hommage au travail du rapporteur. Droit de veto de l'exécutif de Saint-Barthélemy ou de Saint-Martin sur les agréments des projets ouvrant droit à la défiscalisation. Favorable à la représentation sénatoriale des deux nouvelles collectivités. Elections des assemblées territoriales et au Parlement européen. Etablissement d'un pacte de confiance avec les collectivités territoriales ultramarines et réaffirmation de l'impartialité de l'Etat. Réponses aux orateurs. - **Article 1er** (art. L.O. 3445-1 à L.O. 3445-13 nouveaux, L. 4435-1, et L.O. 4435-1 à L.O. 4435-13 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Adaptation des lois et règlements par les départements et régions d'outre-mer - Fixation par les départements et régions d'outre-mer des règles applicables sur leur territoire dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi) (p. 7280) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en modifiant la demande d'habilitation, en retirant au préfet la possibilité de demander une nouvelle délibération et en attribuant au Conseil d'Etat la compétence contentieuse). - **Article 2** (Création, au sein du code général des collectivités territoriales, d'une sixième partie consacrée aux collectivités d'outre-mer) (p. 7294) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (coordination). - **Article 3** (art. L.O. 6111-1 à L.O. 6181-8 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Mayotte) (p. 7312) : accepte les amendements de rédaction, de correction d'erreur matérielle et de précision de la commission n° 10, 16, 18, 19, 23, 25, 26, 30, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 50 et 51. (p. 7314) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rappel de l'appartenance de Mayotte à la République) et n° 5 (possibilité pour le conseil général de Mayotte, dès 2011, d'adopter une résolution relative à l'accession de Mayotte au régime de département et région d'outre-mer) et, sur ce dernier, les sous-amendements de M. Adrien Giraud n° 324 et n° 325. (p. 7315) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. Adrien Giraud (application de l'identité législative à trois des six domaines réservés). Accepte les amendements de la commission n° 6 (attribution de la valeur d'une consultation au voeu du conseil général de Mayotte proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires) et n° 7 (reclassement dans le projet de loi organique de dispositions relatives à la compensation des transferts de compétence). (p. 7316) : accepte les amendements de la commission n° 3 (introduction d'un nouveau chapitre consacré aux compétences de la collectivité de Mayotte), n° 8 (sanction des absences non justifiées des conseillers généraux), n° 9 (modalités de dissolution ou de suspension du conseil général en cas de mauvais fonctionnement), n° 11 (précision du rôle du représentant de l'Etat) et n° 13 (précision des conditions

de contestation de l'élection du président du conseil général et des autres membres de la commission permanente). (p. 7317, 7318) : accepte les amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 14 et 15 (alignement des indemnités des conseillers généraux de Mayotte sur celles des conseillers généraux des départements), n° 17 (renvoi à la loi ordinaire de dispositions relatives à la responsabilité de la collectivité à l'égard des membres du conseil général en cas d'accident), n° 20 (coordination), n° 21 (obligation de publication électronique du Bulletin officiel de Mayotte), n° 22 (obligation de publication au Bulletin officiel des actes réglementaires pris par les autorités) et n° 24 (possibilité à tout membre du conseil général d'assortir son recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension). (p. 7319) : accepte les amendements de la commission n° 27 (reclassement dans le projet de loi organique des dispositions relatives aux services de l'Etat mis à la disposition des collectivités), n° 28 (habilitation du conseil général de Mayotte à adapter les lois et règlements aux caractéristiques et contraintes particulières de la collectivité) et n° 29 (désignation du ministre de l'outre-mer comme destinataire des propositions de modification des dispositions législatives et réglementaires). (p. 7320) : accepte les amendements de la commission n° 31 (possibilité pour la collectivité départementale de Mayotte de conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour des actions de coopération et d'aide au développement), n° 32 (fixation au 31 décembre 2013 de la date d'application du code général des impôts à Mayotte) et n° 33 (définition par une convention entre l'Etat et la collectivité de Mayotte des modalités de recouvrement et de gestion des recettes destinées au financement de la sécurité aérienne). (p. 7321, 7322) : accepte les amendements de la commission n° 34 (coordination), n° 35 (présidence de la commission permanente par le président du conseil général), n° 37 (compétence du président du conseil général pour tenter les actions et défendre devant les juridictions au nom de la collectivité), n° 47 (application des dispositions relatives aux budgets et aux comptes aux établissements publics de la collectivité de Mayotte), n° 48 (suppression de dispositions redondantes relatives aux dépenses obligatoires de la collectivité départementale de Mayotte) et n° 49 (modalités d'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement). - **Article 4** (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy) (p. 7341) : accepte les amendements de rédaction de la commission n° 12, n° 62, n° 67, n° 72, n° 73, n° 75, n° 82, n° 85, n° 86, n° 88, n° 89, n° 90, n° 92, n° 95, n° 96 et n° 98. (p. 7342) : accepte les amendements identiques n° 298 de M. Jacques Gillot et n° 52 de la commission (dénomination de "conseil territorial" attribuée à l'assemblée délibérante de la future collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy) ainsi que le n° 53 (suppression de l'énumération des îlots dépendant de la nouvelle collectivité) de cette dernière. (p. 7343, 7345) : s'oppose à l'amendement n° 297 de M. Jacques Gillot (précision). Accepte les amendements de la commission n° 54 (attribution de la valeur d'un avis aux délibérations du conseil territorial de Saint-Barthélemy proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires), et portant sur le même objet, n° 55 et n° 56 (en cas de modification ou d'abrogation de dispositions législatives ou réglementaires, obligation pour la collectivité d'en prononcer l'abrogation expresse et d'édicter une nouvelle disposition). (p. 7346) : accepte les amendements de la commission n° 57 (harmonisation des compétences d'adaptation des lois et règlements pour l'ensemble des collectivités d'outre-mer) et n° 58 (compétence du Conseil territorial de Saint-Barthélemy en matière de protection des espaces boisés) et sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 358 de M. Bernard Frimat. (p. 7347, 7348) : sur l'amendement n° 60 de la commission (conditions d'application du financement de la sécurité aérienne et subordination des agréments accordés par l'Etat au titre de la défiscalisation à l'accord du conseil exécutif) qu'il accepte, son sous-amendement n° 354 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 277 de Mme Éliane Assassi (suppression du régime fiscal dérogatoire de Saint-Barthélemy). Accepte l'amendement n° 61 de la commission (association de la collectivité de Saint-Barthélemy à l'exercice des compétences de l'Etat en matière de police et de sécurité maritimes). (p. 7349) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 63 et 64 de la

commission (modalités de dissolution du conseil territorial en cas de dysfonctionnement). S'oppose à l'amendement n° 328 de Mme Lucette Michaux-Chevry (détermination par délibération du conseil territorial de la représentation de Saint-Barthélemy au sein d'associations et d'organismes extérieurs). (p. 7350) : précision sur l'Association des Etats de la Caraïbe et sur la Conférence des régions ultrapériphériques. Accepte les amendements de la commission n° 65 (précision du rôle de représentant de l'Etat), et portant sur le même objet, n° 66 et n° 68 (attribution au Conseil d'Etat du contentieux des délibérations du conseil territorial et des arrêtés visant à suspendre le vice-président ou les membres du conseil exécutif). (p. 7351) : accepte les amendements de la commission n° 69 (publication des décisions du conseil exécutif), n° 70 (prise en compte des compétences du conseil exécutif et possibilité pour le représentant de l'Etat d'assister à ses réunions) et n° 71 (modalités de dissolution du conseil exécutif en cas d'impossibilité de fonctionnement et attribution du contentieux au Conseil d'Etat). (p. 7352, 7354) : accepte les amendements de la commission n° 74 (alignement des indemnités des élus de Saint-Barthélemy sur celles des élus des autres collectivités), n° 76 (impossibilité d'organiser simultanément une consultation locale et un scrutin général), n° 77 (obligation de publication sur support numérique des actes de la collectivité) et n° 78 (possibilité pour tout membre du conseil territorial d'assortir un recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension). (p. 7355) : accepte les amendements de la commission n° 79 (insertion d'un chapitre relatif au contrôle juridictionnel spécifique des actes du conseil territorial intervenant dans le domaine de la loi), n° 80 (possibilité pour le conseil territorial de participer aux compétences de l'Etat en matière de police et de sécurité maritimes), n° 81 (modification de la compétence d'habilitation à adapter des dispositions législatives ou réglementaires du conseil territorial) et n° 83 (transmission au ministre de l'outre-mer des propositions de modifications législatives ou réglementaires de la collectivité). (p. 7356, 7357) : accepte les amendements de la commission n° 84 (possibilité pour le conseil territorial de conclure des accords de développement avec des autorités locales étrangères et de financer des opérations humanitaires en cas d'urgence), n° 87 (suppression d'une référence aux communes), n° 93 (cohérence), portant sur le même objet n° 94 et 97 (déclassement d'un alinéa relatif à la définition du calcul de la DGF), et n° 99 (insertion de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire dans les dotations transférées à la collectivité). Sur l'amendement n° 91 de la commission (élargissement des compétences du conseil exécutif), son sous-amendement n° 353 ; adopté. Son amendement n° 351 : transformation du droit de veto accordé à la collectivité en un simple avis préalable pour l'agrément des opérations d'investissement ouvrant droit à défiscalisation ; adopté. (p. 7359) : accepte les amendements de la commission n° 100 (évaluation des charges avant le transfert des compétences à la collectivité) et n° 101 (définition des modalités de transfert des services de l'Etat). - **Article 5** (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin) (p. 7378) : accepte les amendements de la commission n° 115, 119, 122, 130, 131, 134, 139, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 158, 161, 162 et 163 (rédaction). Accepte les amendements identiques n° 102 de la commission et n° 299 de M. Jacques Gillot (dénomination de "conseil territorial" attribué à la nouvelle collectivité). (p. 7381) : accepte l'amendement n° 103 de la commission (attribution de l'autonomie à Saint-Martin et transfert progressif des compétences) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 305 de M. Jacques Gillot et s'oppose aux sous-amendements du même auteur n° 302, 303 et 304. S'oppose également aux amendements n° 279 de Mme Lucette Michaux-Chevry (reconnaissance des spécificités culturelles et linguistiques de Saint-Martin) et n° 300 de M. Jacques Gillot (autonomie attribuée à Saint-Martin et prise en compte de ses spécificités géographiques, culturelles et linguistiques). (p. 7382) : s'oppose aux amendements identiques de précision n° 285 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 307 de M. Jacques Gillot. Accepte l'amendement n° 104 de la commission (attribution de la valeur d'avis aux délibérations du conseil territorial proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires). (p. 7383) : accepte les amendements de la commission n° 105

(en cas de modification ou d'abrogation de dispositions législatives ou réglementaires, obligation pour la collectivité de Saint-Martin d'en prononcer l'abrogation expresse et d'édicter une nouvelle disposition) et n° 106 (possibilité pour la collectivité de modifier ou d'abroger les lois intervenues dans ses domaines de compétences après l'entrée en vigueur de la loi organique). (p. 7385) : accepte les amendements de la commission n° 107 (harmonisation des compétences d'adaptation des lois et règlements avec l'ensemble des collectivités d'outre-mer) et n° 108 (extension des compétences normatives de la collectivité) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 294 de Mme Lucette Michaux-Chevry ainsi qu'à l'amendement n° 308 de M. Jacques Gillot (extension des compétences normatives de la collectivité). (p. 7387) : accepte les amendements de la commission n° 109 (précision des conditions d'assujettissement des personnes physiques et morales à la fiscalité spécifique de Saint-Martin) et n° 110 (fixation du financement de la sécurité aérienne par une convention fiscale entre l'Etat et Saint-Martin) et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 355 ; adopté. S'oppose aux amendements n° 278 de Mme Éliane Assassi (suppression du régime fiscal dérogatoire de la collectivité) et n° 271 de M. Daniel Marsin (suppression de la notion de résidence fiscale à Saint-Martin). (p. 7388, 7389) : accepte les amendements de la commission n° 111 (association de la collectivité de Saint-Martin à l'exercice de certaines compétences étatiques) et n° 112 (précision de la définition du domaine public maritime de la collectivité) ainsi que les amendements identiques n° 113 de la commission et n° 272 de M. Daniel Marsin (attribution à Saint-Martin d'une nouvelle compétence en matière de protection du patrimoine foncier). (p. 7390) : accepte l'amendement n° 114 de la commission (délivrance d'un enseignement complémentaire en anglais dans les écoles maternelles et primaires). (p. 7391) : accepte les amendements de la commission n° 116 (modalités de suspension du conseil territorial en cas d'urgence), n° 117 (expédition des affaires courantes par le président en cas de suspension du conseil territorial) et n° 118 (impossibilité de réunion à huis clos du conseil territorial en cas d'exercice de compétences normatives). (p. 7393) : accepte les amendements de la commission n° 120 (coordination), n° 121 (précision des moyens affectés par le conseil territorial aux élus n'appartenant pas à la majorité), n° 123 (précision des compétences du représentant de l'Etat en matière de contrôle des institutions), portant sur le même objet, n° 124 et 125 (attribution au Conseil d'Etat du contentieux des délibérations ou des arrêtés de suspension du vice-président ou des membres du conseil territorial), n° 126 (publication des réunions du conseil exécutif), n° 127 (participation du représentant de l'Etat aux réunions du conseil exécutif), n° 128 (modalités de dissolution ou de suspension du conseil exécutif en cas de dysfonctionnement) et n° 129 (attribution au Conseil d'Etat du contentieux de l'élection du président et des membres du conseil exécutif). (p. 7394, 7395) : accepte les amendements de la commission n° 132, 133 et 135 (impossibilité d'organiser une consultation locale en même temps qu'un scrutin général). (p. 7396) : accepte les amendements de la commission n° 136 (publication sous forme électronique des actes de la collectivité), n° 137 (possibilité pour les membres du conseil territorial d'assortir un recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension), n° 138 (contrôle juridictionnel par le Conseil d'Etat des actes du conseil territorial intervenant dans le domaine de la loi) et n° 349 (coordination). (p. 7397) : s'oppose aux amendements identiques n° 310 de M. Jacques Gillot et n° 293 de Mme Lucette Michaux-Chevry (élaboration d'un plan de rattrapage permettant la construction et la rénovation d'équipements structurants et évaluation des engagements financiers respectifs de l'Etat et de la collectivité) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 357 de M. Daniel Marsin. (p. 7398, 7399) : accepte les amendements de la commission n° 140 (soumission au scrutin public des délibérations du conseil territorial prises dans le cadre de sa compétence normative), n° 141 (précision des conditions d'adoption des actes de la collectivité relatifs au droit pénal, à la police et à la sécurité maritimes) et n° 142 (coordination). (p. 7400) : accepte les amendements de la commission n° 143 (modification de la compétence d'habilitation à adapter les dispositions législatives ou réglementaires du conseil territorial), n° 145 (transmission des demandes de modification des textes

en vigueur au ministre de l'outre-mer), n° 146 (possibilité de conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour mener des opérations de coopération ou d'aide humanitaire), n° 147 (suppression d'un alinéa redondant) et n° 154 (modification d'une référence). (p. 7401) : sur l'amendement n° 156 de la commission (compétence de la collectivité en matière d'urbanisme) qu'il accepte, son sous-amendement n° 356 ; adopté. Accepte l'amendement n° 157 de la commission (consultation du conseil exécutif en matière de desserte maritime). Son amendement n° 352 (consultation du conseil exécutif sur l'agrément des opérations d'investissement ouvrant droit à défiscalisation) ; adopté. (p. 7402, 7403) : accepte les amendements de la commission n° 159 (individualisation de certaines interventions, activités ou services au sein de budgets annexes de la collectivité), n° 160 (déclassement de dispositions relatives à la communication au public des procès verbaux, budgets, comptes et délibérations de la collectivité), n° 164 (ajout aux dotations versées à la collectivité de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire), n° 165 (évaluation des charges avant le transfert des charges à la collectivité) et n° 166 (définition des modalités de transfert des services de l'Etat). S'oppose à l'amendement n° 311 de M. Jacques Gillot (modification du calcul de la compensation des charges transférées à la collectivité). (p. 7404) : demande le retrait de l'amendement n° 301 de M. Jacques Gillot (coordination) et accepte l'amendement n° 167 de la commission (modalités du dispositif transitoire). - **Article 6** (art. L.O. 6411-1 à 6475-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7418) : accepte les amendements de la commission n° 190, 194, 202, 204, 205, 206 et 207 (rédaction). Sur les amendements portant sur le même objet, accepte les amendements de la commission n° 168 et 169 et estime satisfait l'amendement n° 317 de M. Bernard Frimat (harmonisation des dénominations des assemblées délibérantes de Saint-Pierre-et-Miquelon avec celles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). (p. 7419) : accepte les amendements de la commission n° 170 (suppression de la liste des îlots constituant l'archipel), n° 171 (report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'application des lois et règlements à Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 172 (attribution de la valeur d'une consultation au voeu du conseil territorial proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires) et n° 173 (possibilité de modifier ou d'abroger les lois, ordonnances et décrets, intervenus dans le domaine de ses compétences avant l'entrée en vigueur de la loi organique). (p. 7420, 7421) : accepte les amendements de la commission n° 174 (introduction de dispositions de droit commun relatives à la compensation des transferts de compétences), n° 175 (précision et extension des exceptions aux compétences de droit commun des départements et des régions exercées par la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 176 (compétence du conseil territorial pour la fixation des règles applicables à la création et à l'organisation des services publics de la collectivité), n° 177 (précision des modalités de recouvrement et de gestion des recettes destinées au financement de la sécurité aérienne par une convention entre l'Etat et la collectivité), n° 178 (concession de l'Etat à la collectivité de compétences en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles) et n° 179 (attribution de compétences en matière d'urbanisme et de fiscalité aux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon). (p. 7423) : accepte les amendements de la commission n° 180 (cohérence), n° 181 (démission d'office des membres du conseil territorial pour cause d'absentéisme), n° 182 (alignement des conditions de suspension et de dissolution du conseil territorial sur celles des autres collectivités), n° 183 (déclassement de dispositions relatives à la communication au public des délibérations du conseil général et des procès verbaux de ses séances publiques), n° 184 et 185 (coordination) et n° 186 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat en cas de carence des institutions locales). (p. 7424, 7425) : accepte les amendements de la commission n° 187 (organisation du conseil exécutif et des règles de contentieux relatives à ses membres) et n° 188 (coordination). (p. 7426, 7427) : demande le retrait des amendements de M. Denis Detchevery n° 313 (diminution de la prime majoritaire pour les élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin) et n° 290 (modification du seuil de saine du conseil général en vue d'une consultation). Accepte les amendements de la commission

n° 189 (conditions d'exercice des mandats des élus de la collectivité et précision de leurs indemnités et de leur statut), n° 191 (impossibilité d'organiser simultanément une consultation locale et un scrutin général), n° 192 (publication sous forme électronique des actes de la collectivité) et n° 193 (possibilité pour un conseiller territorial d'assortir d'une demande de suspension son recours en annulation d'un acte de la collectivité). (p. 7428, 7430) : accepte les amendements de la commission n° 195 (mise à disposition de la collectivité des services de l'Etat), n° 196 (déclassement de dispositions relatives à la responsabilité de la collectivité), n° 197 (soumission au scrutin public des délibérations du conseil territorial prises en application de sa compétence normative), n° 198 (alignement du régime des habilitations législatives et réglementaires sur celui proposé pour Mayotte, Saint-Barthélemy et Saint-Martin), n° 199 (délimitation du champ de compétences du conseil territorial), n° 200 (transmission des demandes d'habilitation au ministre de l'outre-mer), n° 201 (possibilité pour la collectivité de conclure avec des autorités locales étrangères des conventions de coopération régionale ou d'aide au développement) et n° 203 (maintien de la compétence du président du conseil général pour tenter des actions et défendre devant des juridictions au nom de la collectivité). (p. 7431) : accepte l'amendement n° 208 de la commission (compétences du conseil exécutif). (p. 7433, 7434) : accepte les amendements de la commission n° 210 (regroupement des dispositions relatives à la procédure budgétaire) et n° 209 (précision). - **Demande de réserve** : Accepte la demande d'examen formulée par la commission des amendements tendant à créer des sièges de députés pour Saint-Barthélemy et Saint-Martin après ceux visant à créer des sièges de sénateurs.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (*Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7455) : accepte les amendements de rédaction de la commission n° 211, 215, 227 et 249. (p. 7456, 7457) : accepte les amendements de la commission n° 213 (coordination), n° 212 (réécriture de l'architecture du code électoral), n° 214 (reclassement dans la loi organique de l'interdiction des candidatures multiples à l'élection du conseil général de Mayotte), n° 216 (clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées ou aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil général de Mayotte), n° 217 (coordination) et n° 218 (regroupement en un seul article des incompatibilités applicables aux conseillers généraux de Mayotte). (p. 7458, 7459) : accepte les amendements de la commission n° 219 (précision du dispositif de démission d'office des conseillers généraux de Mayotte pour cause d'inéligibilité), n° 220 (déclaration des conseillers généraux de Mayotte au représentant de l'Etat sur les activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat), n° 221 (extension du délai de recours contre les opérations électorales lors des élections au conseil général de Mayotte), n° 222 (déclassement d'une disposition relative à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries), n° 223 (coordination) et n° 224 (coordination). (p. 7461) : accepte l'amendement n° 348 de la commission (réécriture du dispositif d'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin) et s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 314 de M. Claude Lise et n° 313 de M. Jacques Gillot (diminution de la prime majoritaire pour les élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). (p. 7463) : accepte les amendements de la commission n° 225 (accès au second tour de scrutin des listes ayant obtenu 10 % des suffrages exprimés lors des élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin), n° 226 (clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Barthélemy), n° 228 (précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy) et n° 229 (dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy pour cause d'inéligibilité). (p. 7464, 7465) : accepte les amendements de la commission n° 230 (instauration d'une déclaration au représentant de l'Etat des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy relative aux activités qu'ils veulent conserver durant l'exercice de leur mandat), n° 231 (attribution au Conseil d'Etat du contentieux de

l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et extension du délai de recours) et n° 232 (coordination). Accepte les amendements identiques n° 233 de la commission et n° 321 de M. Jacques Gillot (intitulé du chapitre III). (p. 7466, 7467) : accepte les amendements identiques n° 234 de la commission et n° 292 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy). Proposition d'une évaluation précise des coûts de ces nouvelles collectivités. Accepte les amendements de la commission n° 235 et n° 236 (coordination) ainsi que le n° 237 (correction d'une erreur de référence). (p. 7468, 7469) : accepte les amendements de la commission n° 238 (clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Martin), n° 239 (précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Martin), n° 240 (dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Martin pour cause d'inéligibilité) et n° 241 (déclaration des conseillers territoriaux de Saint-Martin au représentant de l'Etat relative aux activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat). (p. 7471, 7472) : demande le retrait des amendements identiques n° 286 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 329 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de député à Saint-Barthélemy). Accepte les amendements respectivement identiques de la commission n° 243 et n° 244 et de M. Jacques Gillet n° 322 (coordination) et n° 344 (création d'un siège de sénateur à Saint-Martin), ainsi que l'amendement n° 242 de la commission (attribution au Conseil d'Etat du contentieux de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin et extension du délai de recours). (p. 7475) : accepte les amendements de la commission n° 245 (regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales et répartition des sièges de conseillers territoriaux) et n° 246 (coordination) et s'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 318 (regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales) et n° 342 (répartition des sièges de conseillers territoriaux). (p. 7476, 7477) : accepte les amendements de la commission n° 247 (conséquence), n° 248 (coordination) et n° 250 (clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon). S'oppose aux amendements de conséquence de M. Bernard Frimat n° 343, n° 319 et n° 291. (p. 7478, 7479) : accepte les amendements de la commission n° 251 (précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 252 (dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon pour cause d'inéligibilité), n° 253 (déclaration des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon au représentant de l'Etat relatives aux activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat), n° 254 (coordination), n° 255 (attribution du contentieux de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon au Conseil d'Etat), n° 256 (coordination) et n° 257 (déclassement de dispositions relatives au rattachement du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon à une série). - **Article 8** (art. L.O. 1112-14-1 et L.O. 2572-3-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Coordinations dans le code général des collectivités territoriales) : Accepte les amendements de la commission n° 258 (rédaction) et n° 259 (suppression d'une disposition redondante). - **Article 9** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Collège des citoyens habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) : accepte l'amendement n° 260 de la commission (rédaction). - **Article 10** (Organisation des juridictions financières à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7484, 7485) : sur l'amendement n° 261 de la commission (modification de l'architecture du titre V du livre II du code des juridictions financières) qu'il accepte, son sous-amendement n° 346. Accepte également les amendements de rédaction de la commission n° 262 et n° 263. - **Article additionnel après l'article 11** : accepte l'amendement n° 264 de la commission (rédaction). - **Article 12** (Actualisation des dispositions de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) : accepte l'amendement n° 350 de la commission (coordination). - **Article 14** (Abrogations) (p. 7486) : accepte l'amendement n° 265 de la commission

(coordination). - **Article 15** (Mise en place des nouvelles collectivités de Saint-Barthélemy et Saint Martin) (p. 7488) : accepte l'amendement n° 266 de la commission (dispositions transitoires). - **Article 16** (Modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions) : accepte l'amendement n° 267 de la commission (précision). - **Article 17** (Modalités d'entrée en vigueur de certaines inéligibilités et incompatibilités) (p. 7489) : accepte l'amendement n° 268 de la commission (à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, transfert des droits, biens et obligations de l'ancienne collectivité à la nouvelle).

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).** - (31 octobre 2006) - **Article 1er** (Dispositions complétant les statuts de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon au sein du code général des collectivités territoriales) (p. 7502, 7503) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1, 2, 8, 13, 15, 20, 27, 31, 32, 33, 35 et 39. (p. 7504, 7505) : accepte les amendements de la commission n° 3 (retrait de dispositions relatives à la compensation des transferts de compétences relevant de la loi organique), n° 4 (possibilité de modifier les limites communales), n° 5 (déplacement d'une disposition relative aux garanties accordées aux conseillers généraux de Mayotte dans l'exercice de leur mandat), n° 6 (extension des garanties accordées aux conseillers généraux de Mayotte), n° 7 (prise en charge par la collectivité des accidents subis par les conseillers généraux dans l'exercice de leurs fonctions), n° 9 (suppression d'une mesure reclassée dans le projet de loi organique et précision relative à la mise à disposition de la collectivité des services de l'Etat), n° 10 (obligation pour le commandant des opérations de secours de rendre compte de ses décisions opérationnelles au directeur des opérations de secours), n° 11 (durée du mandat des membres du conseil général siégeant au conseil d'exploitation du SDIS) et n° 12 (durée du mandat des maires désignés pour siéger au conseil d'exploitation du SDIS). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 110 de M. Adrien Giraud (création d'un comité de suivi chargé d'évaluer l'état de préparation de Mayotte au passage à l'identité législative). (p. 7506, 7507) : accepte les amendements de la commission n° 14 (consultation de la commission administrative technique du SDIS pour les questions d'ordre technique ou opérationnel), n° 16 (recrutement et gestion des sapeurs-pompiers volontaires), n° 17 (modalités de révision du schéma d'analyse et de couverture des risques pour Mayotte), n° 19 (coordination), n° 18 (possibilité de conférer l'honorariat aux anciens conseillers généraux de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 21 (précision du dispositif relatif à la transmission des conventions de délégation de service public au représentant de l'Etat pour Saint-Barthélemy), n° 22 (reclassement dans ce texte du régime de communication au public des délibérations de la collectivité de Saint-Barthélemy), n° 23 (précision du dispositif relatif à la transmission des conventions de délégation de service public au représentant de l'Etat pour Saint-Martin) et n° 24 (reclassement dans ce texte du régime de communication au public des délibérations de la collectivité de Saint-Martin). S'oppose à l'amendement n° 106 de M. Jacques Gillot (accompagnement du processus d'évolution statutaire de Saint-Martin par un effort financier de l'Etat). (p. 7508) : accepte les amendements de la commission n° 26 (insertion dans ce texte du paragraphe introductif des dispositions du code général des collectivités territoriales complétant le statut de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 25 (suppression d'une mesure permettant au représentant de l'Etat de recevoir du président du conseil général des informations nécessaires à l'exercice de ses fonctions), n° 28 (réintroduction du droit de communication au public des délibérations du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 29 (coordination), n° 30 (coordination), n° 34 (suppression de mesures relatives à la protection pénale du président du conseil territorial), n° 36 (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition des services de l'Etat auprès de la collectivité), n° 37 (réintroduction d'une mesure relative à la responsabilité de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) et n° 38 (développement d'une disposition relative à la procédure budgétaire applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon). -

**Article additionnel après l'article 1er** (p. 7510) : accepte l'amendement n° 88 de M. Georges Othily (institution en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge). - **Article 2** (art. L. 451 à L. 456, L. 462, L. 464 à L. 467, L. 473, L. 474, L. 476, L. 478, L. 479, L. 486, L. 487, L. 489, L. 490, L. 498, L. 499, L. 506, L. 507, L. 509 à L. 511, L. 519, L. 520, L. 522, L. 523, L. 530, L. 531, L. 533 à L. 535, L. 544 à L. 555 nouveaux du code électoral - Dispositions électorales spécifiques à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7515) : accepte les amendements de la commission n° 40, 51 et 61 (rédaction), ainsi que les n° 41 (motivation du refus d'enregistrement des candidatures), n° 42 (limitation de la durée d'émission à la télévision accordée aux listes de candidats à l'élection du conseil général de Mayotte et du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon) et n° 43 (précision). (p. 7516, 7517) : accepte les amendements de la commission n° 44 (cohérence), n° 45 (suppression d'une mention inutile), n° 46 (prise en charge par l'Etat des dépenses de la campagne audiovisuelle), n° 47 (dispositif de résolution des incompatibilités des conseillers municipaux de Mayotte), n° 48 (reclassement dans ce texte d'une disposition relative au renouvellement du mandat des sénateurs de Mayotte), n° 49 (correction d'une erreur matérielle), n° 50 (précision), n° 52 (obligation de fournir des pièces prouvant l'éligibilité des candidats à l'élection des conseils territoriaux de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon), de précision n° 53 et n° 54, ainsi que les amendements identiques n° 55 de la commission et n° 100 de M. Jacques Gillot (coordination avec la création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy). (p. 7518, 7519) : accepte les amendements de la commission n° 56 (composition du collège électoral du sénateur de Saint-Barthélemy), n° 57 (coordination), n° 58 (prise en charge des dépenses liées à la campagne électorale audiovisuelle officielle à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 62 (coordination) et n° 63 (rattachement de l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon à la série I). Accepte également les amendements identiques n° 59 de la commission et n° 102 de M. Jacques Gillot (coordination). Sur les amendements portant sur le même objet, préfère la rédaction du n° 60 de la commission à celle du n° 103 de M. Jacques Gillot (composition du collège électoral du sénateur de Saint-Martin). - **Article 3** (art. L. 173 du code électoral - Vote le samedi aux élections législatives) (p. 7521) : accepte les amendements de coordination n° 64 de la commission et n° 104 de M. Jacques Gillot. - **Article 4** (art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations) (p. 7522) : accepte les amendements identiques n° 89 de M. Georges Othily et n° 98 de M. Gaston Flosse (création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen). (p. 7524) : accepte les amendements identiques n° 65 de la commission et n° 105 de M. Jacques Gillot (actualisation du tableau des séries du Sénat). - **Article 5** (Livre VII - art. L. 546 à L. 554 nouveaux du code électoral - Consultations locales en application des articles 72-4 et 73 de la Constitution) (p. 7525) : accepte les amendements de la commission, de rédaction n° 66, n° 69 et n° 67, ainsi que les n° 68 (précision), n° 70 (précision) et n° 71 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7527) : sur l'amendement n° 72 de la commission (création de tribunaux administratifs à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin), son sous-amendement n° 117 ; rejeté. (p. 7528) : son amendement n° 114 : application dans les collectivités d'outre-mer de la loi relative aux astreintes prononcées à l'encontre des personnes publiques ; adopté. - **Article 6** (art. L. 250-1 à L. 255-1 du code des juridictions financières - Chambres territoriales des comptes de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7532) : ses amendements portant sur le même objet n° 111 et 112 (sécurisation des procédures des juridictions financières locales) ; adoptés. Accepte les amendements de rédaction de la commission n° 73 et n° 74. - **Article 7** (Actualisation du régime de l'île de Clipperton) (p. 7533) : accepte l'amendement de suppression n° 75 de la commission. - **Article 8** (Modernisation du statut des Terres australes et antarctiques françaises) (p. 7535) : accepte l'amendement n° 76 de la commission (précision des missions de l'administrateur des terres australes et antarctiques françaises, TAAF, et intégration dans cet ensemble de Clipperton et des îles

éparses). - **Article 9** (art. 60 et 61 de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer - Extension du dispositif de la dotation de continuité territoriale - Possibilité pour le département d'exercer la compétence - Modification des références aux territoires d'outre-mer dans les textes législatifs et réglementaires) (p. 7536) : accepte les amendements de la commission n° 77 (précision sur la dotation de continuité territoriale) et n° 78 (cohérence). - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le droit applicable outre-mer) (p. 7537) : accepte les amendements de la commission n° 79 (harmonisation des conditions d'application des dispositions de la loi du 1er juillet 1901 relative aux contrats d'association et de l'adaptation de la législation à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les TAAF) et n° 80 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'habilitation des départements et des régions d'outre-mer à adapter les lois et règlements) ainsi que l'amendement n° 90 de M. Georges Othily (caractère non suspensif des recours exercés en Guyane et à Mayotte à l'encontre des procédures d'obligation de quitter le territoire). (p. 7538) : accepte les amendements n° 91 de M. Georges Othily (prise en compte des difficultés et des contraintes propres à la navigation sur les fleuves frontières dans l'adaptation de la législation applicable à la Guyane) et n° 93 de M. Robert Laufoaulu (autorisation d'adapter les dispositions de la loi de 2006 sur le volontariat associatif et l'engagement éducatif dans les îles de Wallis-et-Futuna). - **Article 11** (Ratification d'ordonnances) (p. 7643, 7644) : sur l'amendement n° 81 de la commission (ratification d'ordonnances) qu'il accepte, son sous-amendement n° 116 ; adopté. (p. 7545) : sur l'amendement précité n° 81 de la commission, accepte le sous-amendement n° 97 de M. Gaston Flosse et s'oppose au sous-amendement n° 87 de M. Pierre Hérisson. - **Article 12** (Actualisation des terminologies applicables au droit de l'outre-mer) (p. 7548) : accepte l'amendement n° 82 de la commission (suppression de termes obsolètes). - **Articles additionnels après l'article 12** : accepte les amendements de la commission n° 83 (prorogation du versement de la dotation de rattrapage et de premier équipement ainsi que de centimes additionnels à l'impôt sur le revenu au profit des communes de Mayotte jusqu'à l'accession de cette dernière au régime de département et de région d'outre-mer) et n° 84 (protection des fonctionnaires candidats à l'élection au conseil général de Mayotte, au conseil territorial de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin ou de Saint-Pierre-et-Miquelon). - **Article 13** (Abrogations) : son amendement n° 115 : conséquence ; adopté. Accepte l'amendement n° 85 de la commission (abrogation du décret du 1er avril 1960 plaçant les îles éparses sous l'autorité du ministre de l'outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7549) : accepte les amendements identiques n° 92 de M. Georges Othily et n° 96 de M. Gaston Flosse (conséquence) ainsi que l'amendement n° 86 de la commission (dispositions transitoires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7550) : remerciements. Avancées de ce texte.

## - Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]

### Deuxième partie :

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9673, 9678) : effort de solidarité marqué par le montant des crédits. Soutien au développement des collectivités d'outre-mer. Continuité territoriale. Coopération régionale à Saint-Pierre-et-Miquelon. Evolution du statut institutionnel de Mayotte. Financement du RMI. Zone franche globale. Lutte contre le chômage. Financement du logement social. Conférence nationale du logement outre-mer. Travaux de la Commission nationale d'évaluation de la loi de programme pour l'outre-mer. Contrôle de l'immigration clandestine. Service public de l'électricité dans les départements d'outre-mer. Favorable à la création d'un observatoire du pouvoir d'achat. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9679, 9681) : s'oppose aux amendements de la commission n° II-25 (diminution des crédits de l'action "Logement" du programme "Conditions de vie outre-mer" pour réduire l'écart entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement) et n° II-24 (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement"



du programme "conditions de vie outre-mer"). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9684) : accepte les amendements identiques de la commission n° II-26, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-78, de la commission des lois saisie pour avis n° II-120 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-194 (amélioration de l'information du Parlement). (p. 9685) : sur les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry, demande le retrait des n° II-166 (répartition de la dotation d'octroi de mer) et n° II-168 (adaptation des critères d'attribution de la dotation

de développement rural pour les départements d'outre-mer) et accepte le n° II-167 (abaissement du seuil de population permettant à des groupements de communes de bénéficier du fonds d'investissement routier, FIR). Accepte l'amendement n° II-226 de M. Jean-Paul Virapoullé (réaffectation des crédits non utilisés de la dotation de continuité territoriale au financement du passeport mobilité).

**BARRAUX (Bernard)**  
*sénateur (Allier)*  
*UMP-R*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 331 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement de l'autoroute A 35 à la route nationale N 2 entre Bâle et Saint-Louis [n° 14 (2006-2007)] (11 octobre 2006) - **Traités et conventions - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 822, 823).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2377, 2379) : s'étonne des polémiques sur un sujet pourtant si prometteur a priori. Importance des surfaces emblavées en OGM dans le monde. S'interroge sur le droit de suspecter systématiquement toutes les formes de progrès. Arrachage sauvage des essais en plein champ avant la maturité des plants. Frein aux progrès escomptés de la recherche. Fuite des cerveaux. Nécessité de mieux informer les Français à l'avenir. Rôle de la presse de vulgarisation.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3206, 3207).

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3216, 3217).

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) (p. 8671, 8672) : réorganisation du financement de la filière. Développement indispensable de la concurrence. Incidence de la réforme sur les éleveurs et les artisans bouchers. Soutien du groupe UMP à la réforme du SPE. Souhait de réhabilitation des farines de viande dans les aliments destinés au bétail.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Sécurité sanitaire

- (5 décembre 2006) (p. 9626, 9627) : le groupe UMP votera ce projet de budget. Maladies animales. Laboratoires départementaux. Equarrissage. Farine de viande.

**BAS (Philippe)**  
*ministre délégué à la sécurité sociale,  
 aux personnes âgées, aux personnes  
 handicapées et à la famille*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1630, 1632) : présentation prochaine en conseil des ministres d'une réforme de la protection de l'enfance. Contrat fondé sur l'aide aux parents et le suivi de l'accompagnement des enfants. Etape intermédiaire de suspension des prestations familiales. Souhait de rétablissement des chances pour l'ensemble des enfants. (p. 1634, 1635) : accepte l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation) et demande le retrait des amendements identiques de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 71, de la commission des lois saisie pour avis n° 92 et n° 523 de M. Michel Mercier (pouvoir d'appréciation du président du conseil général sur l'opportunité de proposer aux familles la mise en oeuvre d'un contrat de responsabilité parentale). (p. 1640, 1645) : s'oppose aux amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 93 (suppression de la possibilité de recourir à la suspension des prestations familiales) et n° 94 (versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale). Sur les amendements de Mme Dominique Voynet, s'oppose au n° 397 (obligation d'un suivi éducatif par un éducateur spécialisé préalable à la conclusion de tout contrat de responsabilité parentale) et accepte le n° 398 (mise en place d'un dispositif d'évaluation des résultats du contrat de responsabilité parentale en termes de réduction de l'absentéisme et de troubles portés au fonctionnement des établissements scolaires) sous réserve d'une rectification. Accepte l'amendement n° 525 de M. Michel Mercier (versement des allocations familiales suspendues à l'établissement chargé de l'accueil de l'enfant). - **Article 25 (précédemment réservé)** (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 1649) : accepte les amendements de la commission n° 57 (rédaction), n° 58 (réintégration du complément familial dans la liste des prestations susceptibles de faire l'objet d'une mesure de suspension dans les collectivités d'outre-mer) et n° 59 (précision de la procédure de rétablissement du versement des prestations suspendues).

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3860, 3861) : extension au secteur public d'un dispositif applicable aux travailleurs handicapés du secteur privé depuis la loi de 2003 sur les retraites. Avis favorable du Gouvernement à l'adoption de ce texte. - **Article 2 (Gage de la proposition de loi)** (p. 3865) : son amendement n° 2 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3866) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer (rétroactivité de l'entrée en vigueur de la majoration de pension pour l'ensemble des bénéficiaires de la retraite anticipée depuis le 1er juillet 2004, et ce à compter du 1er janvier 2006).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4961, 4965) : caractère intolérable de la souffrance méconnue et silencieuse des enfants. Salue l'engagement des départements, des centres communaux, des professionnels et des bénévoles en faveur de la protection de l'enfance. Principe de la primauté de l'enfant et de son intérêt. Nécessité de renforcer la prévention en

améliorant la protection maternelle et infantile et en organisant un suivi médical efficace. Volonté d'organiser le signalement en créant dans chaque département une cellule pluridisciplinaire de recueil des signalements, de conseil, d'expertise, d'évaluation et de traitement des informations préoccupantes. Question de l'articulation entre l'autorité sociale et l'autorité judiciaire. Nécessité de diversifier les modes de prise en charge des enfants afin d'offrir des solutions adaptées aux besoins de chacun d'eux (accueil de jour, accueil périodique, accueil mixte et accueil d'urgence). Poursuite de la réforme de la protection de l'enfance par un travail parallèle au domaine législatif. Articulation entre la nécessaire responsabilité des parents et la mission de protection de l'enfance. (p. 4992, 4996) : données chiffrées. Renforcement de la prévention et importance de l'accompagnement, du soutien et de l'aide à la parentalité. Rôle des observatoires départementaux. Caractère obligatoire de la cellule départementale en matière d'organisation du signalement. Compatibilité entre le respect du secret professionnel et le partage des informations parcellaires permettant de comprendre ce qui se passe à l'intérieur des familles. Rôle des maires. Amélioration de l'articulation entre protection judiciaire et prise en charge sociale. Diversification des modes de prise en charge. Inquiétudes concernant les moyens humains et financiers. Chiffrage et évaluation des moyens nouveaux nécessaires. Absence de rapport entre la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4997) : s'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Claire-Lise Campion (évolution de la terminologie du code de l'action sociale et des familles). - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 4998) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Claire-Lise Campion (référence à la convention internationale des droits de l'enfant). (p. 4999) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Guy Fischer (rappel du rôle de l'Etat en matière de protection de l'enfance). (p. 5000) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 38 de Mme Janine Rozier, n° 56 de M. Guy Fischer et n° 83 de Mme Claire-Lise Campion (utilité du bilan de santé pour les enfants de trois à quatre ans dans le cadre de l'école maternelle). (p. 5001) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer (élargissement des compétences de la PMI à la réalisation d'actions de promotion de la santé et du bien-être de l'enfant). Accepte l'amendement n° 133 de la commission (rédaction). (p. 5002) : accepte les amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 88 (participation du père à l'entretien avec la femme enceinte au cours de son quatrième mois de grossesse) et n° 81 (maintien d'un soutien psychologique en faveur des femmes qui viennent d'accoucher, dans les jours qui suivent le retour à domicile), ainsi que l'amendement n° 4 de la commission (rôle de la PMI en matière de repérage et d'orientation des enfants rencontrant des difficultés de tous ordres). (p. 5003) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (accroissement de la participation de la médecine scolaire à la politique de prévention en matière de protection de l'enfance). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5004) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (allongement de la durée du congé de maternité). (p. 5005) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Guy Fischer (suppression du recours aux contrats d'avenir et aux contrats d'accompagnement dans l'emploi par les établissements scolaires). - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Elargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 5006) : s'oppose aux amendements n° 84 de Mme Claire-Lise Campion (prise en compte de la santé psychique dans la notion d'enfant en danger) et n° 39 de M. Alain Milon (extension de la notion de développement de l'enfant aux dimensions affective, intellectuelle et sociale). (p. 5007, 5008) : accepte l'amendement n° 87 de Mme Claire-Lise Campion (limitation du champ des jeunes majeurs de moins de vingt et un ans susceptibles de relever des services de l'aide sociale à l'enfance). S'oppose aux amendements analogues n° 58 de M. Guy Fischer et n° 86 de Mme Claire-Lise Campion (précision des termes définissant les situations de danger pour un enfant). Demande le retrait de l'amendement n° 51 de Mme Janine Rozier (prise en compte des mineurs qui se mettent eux-

mêmes en danger). Accepte l'amendement n° 134 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5009) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Guy Fischer (protection des enfants soumis au régime de la kafala). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5010) : demande le retrait de l'amendement n° 130 de Mme Janine Rozier (suspension obligatoire de l'agrément de l'assistante maternelle en cas de signalement d'un mineur en danger). (p. 5011) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Guy Fischer (protection des jeunes étrangers scolarisés en France par l'assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité française ou d'une carte de séjour temporaire). (p. 5012) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 76 (placement rapide au sein des services de l'aide sociale à l'enfance des enfants étrangers arrivant seuls sur le territoire français) et n° 78 (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention administrative). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5013) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (remise en cause de la décentralisation de la protection judiciaire de la jeunesse). - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5014) : réponse à Mme Jacqueline Gourault sur la garde alternée. (p. 5015) : réponse à M. Claude Domeizel sur l'inscription des mineurs au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes. S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Alain Milon (possibilité pour tout professionnel qualifié de solliciter l'audition du mineur). (p. 5016) : demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Alain Milon (audition séparée de l'enfant et de ses parents). (p. 5017) : accepte l'amendement n° 89 de Mme Claire-Lise Campion (information systématique du mineur sur son droit à être entendu). - **Articles additionnels après l'article 4** : demande le retrait de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Troendle (droit pour l'enfant d'accéder directement au juge aux affaires familiales et à être représenté par un avocat spécialisé). (p. 5017, 5018) : son amendement n° 131 : interdiction d'adopter un enfant en cas de condamnation avec sursis pour des actes de violence sexuelle ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 5026) : réponse à M. Roland Muzeau sur le rôle du contrat de responsabilité parentale destiné au soutien des familles. (p. 5030) : son amendement n° 132 : caractère alternatif des conditions de saisine du Procureur de la République par le président du conseil général ; retiré. (p. 5031) : son amendement n° 138 : obligation pour le Procureur de la République de communiquer au président du conseil général toutes les informations relatives au signalement qu'il a directement reçues ; adopté. (p. 5033) : s'oppose aux amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 90 (précision des notions "d'informations préoccupantes" et de "mineurs en danger"), n° 91 (présence des partenaires institutionnels au sein de la cellule de signalement), n° 92 (mise à disposition de personnel de l'Etat et de l'autorité judiciaire qui seraient les correspondants de l'éducation nationale, de la justice et de la DDASS), n° 93 (limite de la saisine de la justice aux cas vraiment graves d'enfants en danger), n° 94 (cohérence) et n° 95 (mise en place pour chaque département d'un dispositif identifié du public et des professionnels pour recueillir et traiter les informations relatives aux mineurs en danger) ainsi qu'aux n° 59 de M. Guy Fischer (suppression), n° 122 de M. Michel Mercier (suppression d'une rédaction peu explicite ne reflétant pas la complémentarité des rôles du représentant de l'Etat et de l'autorité judiciaire) et n° 9 de la commission (transmission systématique des signalements effectués par des tiers au président du conseil général, par le Procureur de la République). Accepte les amendements de la commission n° 6 (coordination), n° 7 (rétablissement de la participation des associations concourant à la protection de l'enfance), n° 8 (information du président du conseil général des suites données à sa saisine du Procureur de la République) et n° 10 (conditions du retour d'informations, par le conseil général, aux élus locaux ayant signalé un enfant en danger). Retire son amendement précité n° 132. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5035) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel

(limitation de l'inscription des mineurs sur le fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes). (p. 5036, 5037) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Vial, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 128 (évaluation des cellules opérationnelles départementales) et demande le retrait du n° 129 (délai de deux ans accordé aux départements pour la mise en place d'une cellule opérationnelle). - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Alain Milon (précision du caractère affectif, intellectuel et social du développement de l'enfant). (p. 5038) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Guy Fischer (suppression de la mise en place d'un quasi-contrôle de l'autorité judiciaire sur l'autorité administrative) et accepte l'amendement n° 135 de la commission (rédaction). - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - *Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel*) (p. 5039) : accepte les amendements de la commission n° 11 (précision) et n° 12 (cohérence). (p. 5040) : accepte les amendements n° 96 de Mme Claire-Lise Campion (information de l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité) et n° 13 de la commission (coordination). (p. 5041) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire). (p. 5042) : réponse à M. Alain Vasselle sur le caractère restrictif du partage de l'information. (p. 5043) : information de toute personne exerçant l'autorité parentale. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance*) : accepte l'amendement n° 36 de M. Louis de Broissia (transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger) et demande le retrait de l'amendement n° 99 de Mme Claire-Lise Campion (mise à disposition de personnels pour la transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger). (p. 5044) : s'oppose au sous-amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Michel portant sur l'amendement précité n° 36 de M. Louis de Broissia. Accepte l'amendement n° 14 de la commission (suivi par les observatoires départementaux de la protection de l'enfance de la mise en oeuvre des schémas concernant les établissements et services destinés aux enfants en danger). (p. 5045) : accepte l'amendement n° 52 de Mme Janine Rozier (présence du bâtonnier de l'ordre des avocats au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance). (p. 5046) : accepte les amendements de la commission n° 16 (participation des associations familiales aux travaux d'évaluation et de proposition de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance) et n° 15 (rédaction). (p. 5047, 5048) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rôle des comités consulaires pour la protection des enfants français en danger établis hors de France). - **Article 9** (art. 375-3, 375-4 et 375-9 du code civil, art. L. 222-5 et L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - *Inscription de l'accueil de jour parmi les mesures de placement susceptibles d'être décidées par le juge*) (p. 5049) : répond à M. Michel Mercier sur le fonctionnement de ce dispositif. (p. 5050) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de M. Alain Milon (nécessité d'une réelle évaluation des personnes et des lieux d'accueil avant de placer un enfant chez un tiers de confiance). Accepte l'amendement n° 17 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 5051) : accepte l'amendement n° 100 de Mme Claire-Lise Campion (nouvelle rédaction évitant les discontinuités actuelles dans le suivi d'un enfant). (p. 5052) : accepte l'amendement n° 101 de Mme Claire-Lise Campion (rapport annuel sur la situation de tout enfant accueilli ou faisant l'objet d'une mesure éducative) ainsi que les amendements de la commission portant sur le même objet n° 18 et 19 (suppression des dispositions relevant du domaine réglementaire). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5053) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Fischer (suppression du principe conditionnant le versement des allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire). - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Droits des parents dans leurs relations avec le*

*service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 5054) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Claire-Lise Campion (précision). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5055) : s'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Claire-Lise Campion (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - *Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial*) (p. 5059) : accepte les amendements de la commission n° 20 (précision), n° 21 (correction d'un oubli), n° 22 (précision des règles de financement de la mesure d'aide à la gestion du budget familial), n° 136 (rédaction), n° 23 et 24 (coordination). S'oppose aux amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 104 (suppression de l'accompagnement en économie sociale et familiale), n° 105 et n° 106 (cohérence), n° 107 (précision des règles de financement de la mesure d'aide à la gestion du budget familial) et n° 108 (versement de toutes les prestations familiales à une personne qualifiée lorsqu'elles ne sont pas employées pour les besoins de l'enfant) ainsi qu'aux amendements de M. Guy Fischer n° 61 (suppression) et n° 62 (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - *Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents*) (p. 5061) : accepte l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (précision des fonctions des centres d'accueil de jour). (p. 5062) : s'oppose aux amendements n° 110 de Mme Claire-Lise Campion (caractère explicite de l'accueil spécialisé) et n° 45 de M. Alain Milon (conditionnement de la répétition des accueils complets, partiels ou modulables au fait qu'ils ne soient pas nuisibles à la stabilité affective des enfants). (p. 5063) : accepte les amendements identiques n° 25 de la commission et n° 112 de Mme Claire-Lise Campion (distinction des procédures applicables en matière d'accueil d'urgence des mineurs selon que l'enfant est en danger au sein de sa famille ou qu'il se met en danger en fuguant). (p. 5065) : accepte les amendements n° 26 de la commission (précision des conditions dans lesquelles les services d'action éducative en milieu ouvert peuvent héberger des mineurs) et n° 53 de Mme Janine Rozier (mention des structures associatives spécialisées dans le code civil). S'oppose à l'amendement n° 64 de M. Guy Fischer (instauration d'un cadre juridique pour les rencontres médiatisées entre parents et enfants). (p. 5066) : demande le retrait de l'amendement n° 123 de M. Michel Mercier (attribution d'une base juridique au placement avec accueil externalisé au domicile des parents, en ce qui concerne la protection judiciaire). Accepte l'amendement n° 27 de la commission (coordination). (p. 5067, 5068) : demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Philippe Nogrix (possibilité pour le juge des enfants de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats lorsqu'il constate que la mise en oeuvre des dispositions d'assistance éducative donne lieu à des difficultés portant atteinte à l'intérêt de l'enfant). Accepte les amendements n° 111 de Mme Claire-Lise Campion (prise en compte des refus et des négligences de la part des parents nuisant à l'intérêt de l'enfant sans pour autant mettre celui-ci en danger) et n° 28 de la commission (nécessité de préserver les liens de l'enfant avec ses frères et soeurs). (p. 5069) : accepte l'amendement n° 47 de M. Alain Milon (possibilité pour le juge de cacher à des parents susceptibles de représenter un danger pour leur enfant l'endroit où il est accueilli). Consolidation des objectifs poursuivis par le Gouvernement grâce à l'adoption des amendements sur cet article. - **Article 14** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - *Unités de vie distinctes pour les enfants accueillis en établissement en fonction des motifs du placement*) (p. 5070) : accepte l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (possibilité pour les services accueillant de s'organiser en petites structures en fonction du projet individualisé éducatif de chaque enfant) ainsi que le sous-amendement n° 137 de la commission s'y rapportant. - **Article 15** (art. L. 542-1 du code de l'éducation, art. L. 226-1 et L. 226-12-1 du code de l'action sociale et des familles - *Formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance*) (p. 5071) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission (extension aux personnels d'animation sportive, culturelle et de loisirs de l'obligation de suivre une formation

dans le domaine de la protection de l'enfance). (p. 5072) : demande le retrait de l'amendement n° 115 de Mme Claire-Lise Campion (formation commune des professionnels à la protection de l'enfance) ainsi que celui du sous-amendement n° 141 de M. Bernard Seillier portant sur l'amendement analogue n° 30 de la commission. Accepte l'amendement n° 31 de la commission (suppression, du code de l'action sociale et des familles, de la reproduction de l'article du code de l'éducation relative à la formation en matière de protection de l'enfance). (p. 5073) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5075) : demande le retrait des amendements n° 34 de la commission, n° 126 de M. Louis de Broissia, n° 74 et 75 de M. Guy Fischer et n° 2 et 3 de M. Michel Mercier portant sur le même objet que son amendement n° 142 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance ; adopté. (p. 5076) : prend l'engagement que toutes les sommes inscrites au fonds national de financement de la protection de l'enfance serviront à compenser les charges induites par la réforme de la protection de l'enfance. (p. 5077, 5078) : réponse à M. Alain Vassel sur la répartition des dépenses entre le budget de l'Etat et celui de la sécurité sociale. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5080) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Claire-Lise Campion (présentation devant le Parlement du rapport établi en vertu de la Convention internationale des droits de l'enfant). (p. 5081) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de Mme Valérie Létard (transfert de la fonction de tuteur des pupilles de l'Etat au président du conseil général). (p. 5082) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Claire-Lise Campion (réintroduction des schémas départementaux conjoints pour le champ de la protection de l'enfance). - **Article 16** (*Dispositions transitoires*) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission (augmentation du délai d'application des dispositions issues de l'article 14). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5086) : remerciements.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5375, 5776) : objectif tenu d'une limitation des déficits des finances sociales. TVA sociale. Inflexion du rythme des dépenses d'assurance maladie. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 5993, 5994) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 113 de M. Michel Mercier et de M. André Lardeux n° 306 et 305 (ajout à ce texte de deux articles du projet de loi relatif à la protection de l'enfance relatifs au signalement des mineurs en danger et au secret professionnel partagé). Souci du Gouvernement d'une bonne articulation de ces deux textes. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 6000) : volonté du Gouvernement de venir en aide aux familles en difficulté et aux parents désemparés. Nécessité d'instaurer une bonne articulation entre l'action des maires, celle des présidents de conseils généraux et celle des caisses d'allocations familiales. (p. 6011) : s'oppose aux amendements de suppression n° 183 de Mme Éliane Assassi et n° 252 de M. Jean-Pierre Godefroy. Accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de la commission saisis pour avis n° 326 et n° 327. S'oppose également à l'amendement n° 111 de M. Michel Mercier (divulgaration au maire des informations liées à ses compétences en matière de prévention de la délinquance). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 6014) : s'oppose à l'amendement n° 184 de Mme Éliane Assassi (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6021, 6022) : rappel des règles de suppression des allocations

familiales. S'oppose aux amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Eliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy. S'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de la commission saisie pour avis n° 159 et n° 139 de M. Pierre Hérisson (création facultative du conseil pour les droits et les devoirs des familles) ainsi qu'aux amendements de la commission saisie pour avis n° 82 (possibilité de délégation de compétences du président du conseil général au maire afin de conclure des contrats de responsabilité parentale) et n° 136 de M. Pierre Hérisson (suppression de la possibilité pour le maire de proposer un accompagnement parental en cas de défaut d'assiduité scolaire). Accepte les amendements de la commission n° 12 (correction), n° 13 (possibilité pour le conseil des droits et des devoirs des familles de proposer au maire la saisine du président du conseil général en vue de la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale), n° 14 (rédaction) et n° 15 (constat d'absence de mesure d'assistance éducative par le maire préalablement à la proposition d'un accompagnement parental) ainsi que n° 107 de M. Michel Mercier (avis préalable du président du conseil général sur une mesure d'accompagnement parental). Accepte les amendements identiques n° 108 de M. Michel Mercier et n° 132 de M. Louis de Broissia (préservation de la faculté pour le président du conseil général de décider la conclusion d'un contrat de responsabilité parentale). (p. 6024) : sur l'amendement n° 16 de la commission (information de l'inspecteur d'académie, du chef d'établissement d'enseignement, du directeur de l'organisme débiteur des prestations familiales et du préfet, de la mise en place d'un accompagnement parental) qu'il accepte, son sous-amendement n° 328 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6027) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission saisie pour avis n° 83, n° 115 de M. Michel Mercier, n° 186 de Mme Eliane Assassi et n° 254 de M. Jean-Pierre Godefroy. S'oppose à l'amendement n° 143 de M. Pierre Hérisson (saisine du juge des enfants par le maire pour le seul signalement des difficultés familiales) et accepte les amendements de la commission n° 17 (coordination) et n° 329 (désignation du coordonnateur après accord de l'autorité dont il dépend). (p. 6028, 6029) : attachement du Gouvernement à la faculté du juge des enfants de désigner un coordonnateur.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Article 4** (art. L. 4391-1, L. 4393-6 et L. 4393-8 du code de la santé publique - *Exclusion des infirmiers du champ de compétences du conseil réunissant certains professionnels paramédicaux libéraux*) (p. 6403) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (suppression du conseil des professions paramédicales) et s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Claude Domeizel (suppression). (p. 6404) : attachement du Gouvernement à la mise en oeuvre intégrale de la loi relative aux droits des malades. - **Article 5** (art. L. 4311-24, L. 4311-25 et L. 431-28 du code de la santé publique - *Dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers*) (p. 6405) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Claude Domeizel (suppression). - **Article 6** (art. L. 145-5-1 à L. 145-5-5, L. 145-7-1 à L. 145-7-3, L. 145-9-1 et L. 145-9-2 du code de la sécurité sociale - *Dispositions de coordination concernant le contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale*) (p. 6407) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 6) et s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Claude Domeizel (suppression). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6408) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel (rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux évolutions possibles du conseil supérieur des professions paramédicales). Son amendement n° 42 : délégation de la gestion matérielle des conseils de la formation médicale continue aux ordres des médecins et des chirurgiens-dentistes ; adopté. (p. 6409) : son amendement n° 43 : alignement du code de déontologie des pédicures-podologues sur celui des infirmiers ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6411) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6727, 6728) : prise en compte par le juge de l'ensemble des ressources y compris des prestations familiales pour la fixation de la pension alimentaire. Mise en place d'un groupe de travail sur le partage des prestations familiales. Instauration d'une possible répartition des seules allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. Partage impossible des prestations soumises à condition de ressources. Le Gouvernement émet un avis négatif sur ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7561, 7565) : prudence s'agissant d'un rapprochement entre loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale. Nécessité de transparence et d'étanchéité des comptes. Données chiffrées sur le financement de la sécurité sociale par l'Etat. Augmentation inéluctable des dépenses de santé et de prise en charge des personnes très âgées. Importance des répercussions attendues entre 2010 et 2030. Contribution de la loi du 13 août 2004 à la réduction du déficit. Sécurisation des retraites à l'horizon 2020. Nécessité de persévérer dans le choix de modifier les comportements. Résultats positifs sur les indemnités journalières et le médicament. Réduction de près de 20 % du déficit du régime général entre 2006 et 2007, après le même effort consenti entre 2005 et 2006. Nécessité de veiller à la préservation et au dynamisme des recettes sociales et fiscales affectées à la sécurité sociale. Réflexion sur l'utilisation des dispositifs d'exonération et les "niches sociales". Affectation pertinente d'une part de TVA à la sécurité sociale. Intérêt d'une réflexion sur une TVA sociale après la réforme intervenue en Allemagne et ses conséquences sur le dynamisme économique de la France. Nécessité d'affecter les recettes les plus dynamiques aux besoins en évolution rapide. (p. 7594, 7596) : remerciements. Qualité des débats. Réserves quant au rapprochement entre loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale tout en reconnaissant la nécessité d'une vision globale des finances publiques et sociales. Question de la pérennité de l'autonomie de la sécurité sociale. Exemple désastreux de la gestion étatique de l'hôpital en Angleterre. Favorable à une approche pluriannuelle des lois de financement de la sécurité sociale. Prudence s'agissant de la "barémisation" des cotisations employeurs. Réexamen indispensable des niches fiscales sociales. Nécessaire discernement dans la création des dispositifs d'exonérations. Favorable à une réflexion sur la TVA sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7965, 7969) : amélioration des comptes sociaux. Plan "Solidarité-grand âge". Politique du handicap. Politique de l'emploi. Branche famille. Garde des jeunes enfants. Déficit de la branche vieillesse. Réforme des retraites. Plan pour l'emploi des seniors. Retraite par répartition. Ressources de la sécurité sociale. Efforts de l'Etat. Financement par la sécurité sociale de politiques publiques. (p. 8005, 8009) : bénéficiaires de l'AAH. Précision des prévisions de dépenses. Redressement des comptes. Qualité des soins. Réforme des retraites. Branche accidents du travail et maladies professionnelles. Garantie des chiffres présentés. Financement des 35 heures. Quasi-respect de l'ONDAM. Réforme hospitalière. Réduction des prescriptions de certains médicaments. Plan Solidarité-grand âge. ONDAM des soins de ville. Effets de la maîtrise médicalisée. Prestations sociales agricoles. Congé de soutien familial. Garde des jeunes enfants. - **Question préalable** (p. 8012, 8013) : s'oppose à la motion n° 111 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8060, 8062) : évolution du nombre d'allocataires de l'APA. Financement de la dépendance. Journée de solidarité. Contrôle de la Cour des comptes. Taux de la TVA pour les travaux dans les maisons de retraite médicalisées. Excédents dégagés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en 2006. Maladies liées au vieillissement. Pistes de financement complémentaire de la dépendance. Groupe de travail présidé par Mme Hélène

Gisserot. (p. 8082, 8086) : mobilisation de moyens importants. Réponse aux orateurs. Pistes de réflexion. Création de places. Implication des présidents de conseils généraux. Prestation de compensation du handicap. Fonds de compensation. Maintien des personnes handicapées dans les établissements. CNSA. Prévention de la dépendance. Département de la Dordogne.

Troisième partie :

- (14 novembre 2006) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 8091, 8093) : s'oppose aux amendements de suppression n° 232 de M. Bernard Cazeau et n° 263 de M. Guy Fischer. Demande le retrait de l'amendement de la commission n° 3 (prévision détaillée pour apprécier les évolutions futures). Sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis, accepte le n° 74 (rectification d'une erreur par cohérence avec les données des autres parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale) et demande le retrait du n° 75 (correction d'une erreur dans le tableau retraçant l'évolution du FSV à l'horizon 2010). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8095, 8096) : demande le retrait des amendements de M. Alain Fouché n° 127 (prise en charge par des entreprises des cotisations sociales des salariés) et n° 128 (prise en charge par les entreprises des cotisations de retraite complémentaire) et s'oppose à l'amendement n° 311 de M. François Autain (alignement des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celles versées par les employeurs privés). - **Article 10** (art. L. 131-6, L. 136-3, L. 136-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-15 du code rural, art. 50-0 et 102 ter du code général des impôts - *Assiette des cotisations et contributions sociales des professions indépendantes*) (p. 8097) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 8099) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de la commission (modalités d'application de cotisations et contributions sociales aux stock-options) et s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement des stock-options en les soumettant aux cotisations et contributions sociales). - **Article 11** (art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - *Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8103, 8104) : demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Gérard Cornu (maintien des bénéficiaires de l'ACCRES au sein du régime de sécurité sociale dont ils relevaient antérieurement; bénéfice de l'exonération des cotisations vieillesse en faveur du conjoint collaborateur). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8104, 8105) : sur les amendements de M. Gérard Cornu, s'oppose au n° 116 (extension du choix du statut de conjoint collaborateur) et demande le retrait du n° 117 (extension aux conjoints collaborateurs des dispositions relatives aux cotisations vieillesse des chefs d'entreprise). (p. 8111) : demande le retrait des amendements n° 118 de M. Gérard Cornu (information des assurés du régime social des indépendants de la possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations) et n° 389 de Mme Catherine Procaccia (extension aux professions libérales des exonérations de cotisations sociales). - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8113) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (dérogations à la condition d'activité exclusive pour l'obtention d'un agrément). (p. 8114, 8115) : s'oppose aux amendements identiques n° 201 de M. Michel Mercier, n° 233 de M. Bernard Cazeau et n° 264 de M. Guy Fischer (exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agréées). (p. 8117) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 200 de M. Michel Mercier (autorisation de création d'un établissement ou d'un service social ou médico-social par les gestionnaires d'un service d'aide à domicile) et considère l'amendement n° 209 de Mme Marie-Thérèse Hermange (agrément des associations d'aide aux familles à domicile) satisfait par l'amendement précité n° 6 de la commission.

(p. 8118) : s'oppose aux amendements n° 265 de M. Guy Fischer (formation des personnels) et n° 227 de M. Claude Domeizel (rédaction). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 8119) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (création d'une assurance dépendance). - **Article 13 bis** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Exonération généralisée de cotisations sociales des indemnités de départ à la retraite*) (p. 8127) : accepte les amendements de suppression n° 9 de la commission, n° 78 de la commission des finances saisie pour avis et n° 137 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 16** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles et art. 154 quinquies du code général des impôts - *Modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements*) (p. 8148, 8149) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (précision) et s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 80 (modalités de financement de l'ONDAM des soins de ville). - **Demande de réserve** (p. 8150) : sa demande de réserve de l'article 18 jusqu'à la fin de l'examen de la troisième partie; réserve ordonnée. - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - *Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8153, 8155) : s'oppose aux amendements identiques n° 177 de Mme Fabienne Keller, n° 185 de M. Nicolas About, n° 239 de M. Bernard Cazeau et n° 269 de M. Guy Fischer (suppression). Accepte l'amendement n° 12 de la commission (garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie). S'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 81 (contribution des établissements de santé au financement du FMESPP). - **Article 20** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale, L. 741-10 et L. 741-10-1 nouveau du code rural - *Recours des caisses contre les tiers responsables de dommages occasionnés à un assuré social*) (p. 8158) : son amendement n° 420 : habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les dispositions nécessaires pour réformer les recours exercés par les tiers payeurs contre les personnes tenues à réparation d'un dommage; devenu sans objet. Demande le retrait des amendements identiques n° 240 de M. Bernard Cazeau et n° 304 de M. Guy Fischer (suppression) ainsi que celui de l'amendement n° 13 de la commission (encadrement des possibilités de recours subrogatoire des caisses de sécurité sociale contre des tiers) au profit de son amendement n° 420 précité. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8159) : accepte l'amendement n° 124 de M. Dominique Mortemousse (possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole et les caisses d'assurance maladie des exploitants agricoles d'utiliser leur fonds d'action sanitaire et sociale pour intervenir en faveur des agriculteurs en difficulté). (p. 8161, 8162) : s'oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 14 de la commission, n° 82 de la commission et n° 238 de M. Bernard Cazeau (caractère systématique du versement de la subvention d'équipement par l'Etat au FFIPSA) ainsi qu'à l'amendement n° 300 de M. Guy Fischer (obligation de versement d'une dotation d'équilibre de l'Etat au FFIPSS). - **Article 20 ter** (*Habilitation des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales à la vérification de l'assiette des cotisations des régimes de retraite complémentaire et des contributions d'assurance chômage*) (p. 8164) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (report d'un an du transfert de l'ACOSS aux URSSAF du recouvrement de la contribution sur les contrats d'assurance relatifs aux véhicules terrestres à moteur). - **Article 21** (art. L. 161-1-1 et L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale - *Absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises*) (p. 8165) : s'oppose aux amendements de suppression n° 16 de la commission, de la commission des finances saisie pour avis n° 83, n° 187 de M. Nicolas About, n° 241 de M. Bernard

Cazeau et n° 270 de M. Guy Fischer. - **Article 23 et annexe C** (*Prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement de la sécurité sociale*) (p. 8171) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 24** (*Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale*) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. François Autain (coordination). - **Article 26** (*Prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 8172) : s'oppose à l'amendement n° 314 de M. François Autain (suppression). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8173) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 17 et 18 (mise en place d'intérêts moratoires en cas de retard de remboursement des sommes dues par l'Etat aux régimes obligatoires de base). - **Article 31** (*Habilitation pour 2007 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 8175, 8176) : s'oppose aux amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 84 (abaissement du plafond d'avances de trésorerie du régime général pour 2007) et n° 85 (suppression du plafond d'avances de trésorerie pour la caisse de retraite du personnel de la RATP). - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8177) : son amendement n° 424 : abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement ; adopté.

#### Quatrième partie :

- (15 novembre 2006) - **Art. additionnel avant l'article 32** (p. 8181) : accepte l'amendement n° 123 de M. Paul Blanc (prorogation de deux ans de la possibilité offerte aux directeurs de l'Agence régionale d'hospitalisation de permettre aux groupements de coopération sanitaire de mener une expérimentation). - **Article additionnel avant l'article 32 ou après l'article 34** (p. 8182) : accepte l'amendement n° 182 de M. Nicolas About (interdiction du cumul entre les fonctions de pharmacien ou de vétérinaire et celles de directeur de laboratoire). - **Article 33** (*art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé*) (p. 8194, 8195) : son amendement n° 429 : modalités des recours exercés par les établissements publics sociaux et médico-sociaux ; retiré. S'oppose aux amendements de M. Nicolas About n° 188 (amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs) et n° 189 (possibilité pour les personnes hébergées en établissement médicosocial de bénéficier de la CMU complémentaire) ainsi qu'aux n° 242 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs) et n° 316 de M. François Autain (prise en compte du seul "reste à vivre" pour l'accès à la CMU complémentaire des personnes hébergées en établissement). (p. 8197) : engagement d'une concertation avec l'Association des départements de France.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (*art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8222, 8223) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 320 (prise en charge de certaines spécialités pharmaceutiques en faveur des personnes atteintes d'une affection de longue durée) et n° 321 (baisse du prix des médicaments en cas de non-respect par les laboratoires des obligations qui leur sont imposées). (p. 8224) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 417 ; adopté. (p. 8228, 8229) : demande le retrait des amendements identiques n° 148

de Mme Christiane Demontès et n° 186 de M. Nicolas About (constitution d'une enveloppe pour le financement des médicaments coûteux des services de soins de suite et de réadaptation sous dotation globale), et s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Michel Mercier (harmonisation du droit applicable aux établissements privés participant au service public hospitalier). - **Article additionnel après l'article 35 ou après l'article 37** (p. 8230, 8231) : demande le retrait des amendements analogues n° 112 de M. Dominique Leclerc et n° 190 de M. Nicolas About (réévaluation des indemnités de manipulation et réactualisation de la nomenclature). - **Articles additionnels après l'article 35 ou après l'article 36** : accepte l'amendement n° 262 de Mme Marie-Thérèse Hermange (harmonisation des dispositions relatives à l'accord cadre). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8233, 8234) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. François Autain (suppression de la rétrocession hospitalière). - **Article additionnel après l'article 35 ou avant l'article 36** (p. 8236) : demande le retrait de l'amendement n° 206 de M. Gérard Dériot (attribution de la responsabilité de la commercialisation d'une spécialité générique au titre du droit de propriété intellectuelle aux seuls laboratoires pharmaceutiques). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8237, 8238) : s'oppose aux amendements identiques n° 184 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 390 de Mme Catherine Procaccia (transposition de dispositions de la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle). Son amendement n° 405 : information par le comité économique des produits de santé, CEPS, des fabricants de médicaments princeps, de l'arrivée sur le marché d'un générique ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 8239) : s'oppose à l'amendement n° 322 de M. François Autain (encadrement des retraits de médicaments). - **Article 36** (*art. L. 5121-9-1 nouveau et L. 5123-2 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5 du code de la sécurité sociale - Conditions d'autorisation de mise sur le marché et de fixation du prix de certains médicaments autorisés dans un autre Etat membre et non en France*) (p. 8240) : son amendement n° 427 : importation de médicaments bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché dans un autre Etat membre ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8241) : s'oppose à l'amendement n° 323 de M. François Autain (adaptation du code de la sécurité sociale afin d'empêcher les détournements de la législation sur les génériques par les laboratoires pharmaceutiques). (p. 8242, 8245) : s'oppose aux amendements n° 109 de M. Laurent Béteille (répartition des officines) et n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins). Développement des soins psychiatriques. (p. 8246, 8247) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 325 (retrait automatique de la liste des médicaments remboursables de ceux ayant été réévalués et dont le service médical rendu a été jugé insuffisant) et n° 324 (fixation du prix du médicament). - **Article 36 bis** (*art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé*) (p. 8248) : accepte les amendements de précision de la commission n° 21 et n° 22 ainsi que l'amendement n° 261 de Mme Marie-Thérèse Hermange (extension de l'expertise médicale de la Haute Autorité de santé dans le domaine de la prévention).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 41** (p. 8312, 8313) : sur les amendements de M. Jean-Jacques Jégou, accepte les n° 203 (sanction par les chambres disciplinaires de l'Ordre national des médecins, des manquements à l'obligation d'évaluation des médecins) et n° 205 (garantie de l'accès, pour les assurés sociaux, au Web médecin) et demande le retrait du n° 204 (garantie par les praticiens-conseils de la confidentialité des données médicales détenues par les organismes d'assurance maladie). Instruction à l'assurance maladie pour le respect du secret médical. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8314) : s'oppose à l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Alquier (rapport au Parlement sur les conditions d'harmonisation des statuts des praticiens hospitaliers). - **Article 42** (*art. 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée*) (p. 8315, 8316) : sur les amendements de M. Bernard Cazeau, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 246 (précision), s'oppose aux

n° 247 (élargissement des possibilités de recombinaison hospitalière et médico-sociale en supprimant la répartition actuelle entre les unités de soins de longue durée, USLD, et l'hébergement médico-social), n° 244 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA, des analyses transversales réalisées dans les établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes) et n° 245 (prise en compte des personnes atteintes de pathologies de type Alzheimer dans la répartition des capacités d'accueil) et demande le retrait du n° 243 (prise en compte des schémas gérontologiques départementaux dans la répartition des capacités d'accueil) qu'il estime satisfait. - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8320, 8325) : réponse aux orateurs. Justification du choix de la formule de l'agence après l'échec du Conseil national de l'évaluation sociale et médico-sociale. Mobilisation des crédits de l'agence pour 2007. Favorable à son indépendance scientifique. Demande le retrait des amendements de suppression de la commission n° 32 et de la commission des finances saisie pour avis n° 88. S'oppose aux amendements n° 370 de M. Nicolas About (amélioration du dispositif créant l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 248 (fixation du cahier des charges de l'évaluation externe par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux), n° 252 (contribution des collectivités territoriales et de l'assurance maladie au financement de l'agence), n° 251 (nomination du président du conseil d'administration et du directeur général de l'agence par décret), n° 249 (report des dates limites de réalisation des évaluations internes et externes des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et n° 250 (maintien de ses missions au Conseil national de l'évaluation sociale et médico-sociale jusqu'à l'installation effective de l'agence). Son amendement n° 434 : nomination du directeur de l'agence par décret ; adopté. Accepte l'amendement n° 433 de la commission (subordination des décisions de l'agence à l'avis d'un conseil scientifique indépendant). - **Article 44** (*Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8328, 8330) : demande le retrait des amendements identiques n° 254 de M. Bernard Cazeau et n° 299 de M. Guy Fischer (limitation de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins aux seuls établissements habilités à l'aide sociale) au profit de l'amendement n° 33 de la commission (extension aux établissements habilités à l'aide sociale pour la totalité de leurs places de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 253 de M. Bernard Cazeau (extension du dispositif aux amortissements des investissements immobiliers). Accepte l'amendement n° 226 de M. Jacques Blanc (possibilité pour la CNSA d'affecter en 2007 une part des excédents de l'exercice 2006 au financement des investissements immobiliers des établissements pour personnes âgées et pour personnes handicapées). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8331) : accepte l'amendement n° 197 de M. Michel Mercier (rétablissement du droit, pour les établissements sociaux et médico-sociaux, d'agir directement en justice contre les obligés alimentaires de leurs pensionnaires). - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - *Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents*) (p. 8332, 8334) : s'oppose aux amendements identiques n° 214 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 258 de M. Bernard Cazeau et n° 298 de M. Guy Fischer (extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD). S'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 257 (mise en place d'un processus de

concertation préalable à l'élaboration de la convention type prévue par l'article) et n° 256 (nécessité d'un avenant à la convention tripartite pour l'intégration des dispositifs médicaux). Accepte les amendements de la commission, de précision n° 34 et n° 35 et n° 36 (insertion des EHPAD dans la liste des personnes et établissements pouvant être sanctionnés pour inobservation des règles du code de la sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8335) : son amendement n° 435 : modalités de versement de la prestation de compensation du handicap ; adopté. - **Article 47** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - *Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans*) (p. 8336, 8339) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 89 (précision selon laquelle la consultation unique de prévention s'applique aux personnes atteignant soixante-dix ans dans l'année civile en cours). Demande le retrait de l'amendement n° 215 de Mme Marie-Thérèse Hermange (instauration de la consultation unique de prévention à partir de l'âge de soixante-cinq ans). Accepte l'amendement n° 37 de la commission (légalisation des programmes d'accompagnement des patients atteints de maladies chroniques mis en place par les caisses nationales d'assurance maladie). - **Article additionnel après l'article 47 ou après l'article 54** : S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 196 de M. Michel Mercier et n° 284 de M. Guy Fischer (garantie d'un reste à vivre au moins égal à 30 % du minimum vieillesse pour les personnes âgées dépendantes). S'engage à la concertation avec l'assemblée des départements de France. - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 8341, 8345) : s'oppose aux amendements n° 199 de M. Michel Mercier (suppression des dispositions prévoyant le versement au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, des sommes affectées à un établissement qui cesse son activité) et de la commission des finances saisie pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007). S'engage à modifier le décret qui régit le fonctionnement du fonds. - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - *Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel*) (p. 8346, 8349) : s'oppose aux amendements n° 279 de M. Guy Fischer (suppression de la prorogation du financement du dossier médical personnel, DMP, par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV) et de la commission des finances saisie pour avis n° 91 (réduction du montant de la dotation et du plafond de dépenses du FAQSV). Son amendement n° 409 : constitution du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins par fusion du FAQSV et de la dotation nationale de développement des réseaux ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 8350) : ses amendements n° 411 (renforcement du rôle des missions régionales de santé) ; et n° 410 (création du fonds des actions conventionnelles) ; adoptés. - **Article 51** (art. L. 3110-5-1 à L. 3110-5-3 et art. L. 3110-10 du code de la santé publique - *Création d'un fonds de prévention des risques sanitaires*) (p. 8354, 8355) : son amendement n° 436 : fixation du montant de la contribution pour l'année 2007 à 175 millions d'euros ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 280 de M. Guy Fischer (suppression). Sur les amendements de la commission, accepte les n° 38 (précision selon laquelle le fonds de prévention des risques sanitaires est un établissement public à caractère administratif) et n° 39 (composition du conseil d'administration du fonds), et demande le retrait des n° 41 (plafonnement du montant de la contribution des régimes obligatoires de l'assurance maladie au financement du fonds) et n° 42 (fixation au 30 juin 2007 de la date de la fin de la période transitoire de gestion du fonds de prévention des risques sanitaires par le FSV). Accepte les amendements identiques n° 40 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 92 (fixation par la loi de financement de la sécurité sociale du montant de la contribution des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du



fonds), sous réserve de l'adoption de son amendement n° 436 précité. - **Article 52** (*Objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007*) (p. 8356) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 53** (*Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2007*) : s'oppose aux amendements n° 282 de M. Guy Fischer (suppression de l'article 53 du projet de loi) et n° 373 de M. François Autain (augmentation des moyens financiers affectés au plan "solidarité-grand-âge"). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8358, 8363) : accepte les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 216 (alignement des procédures des établissements thermaux sur celles des professionnels de santé) et n° 217 (possibilité pour les partenaires conventionnels de confier la gestion de leur dispositif de formation continue à l'organisme gestionnaire conventionnel, OGC). Accepte l'amendement n° 416 de la commission (réservation prioritaire aux organisations représentatives de la signature et du droit d'opposition en matière conventionnelle). Sa position sur la question de la représentativité. Son amendement n° 412 : possibilité pour l'État, pendant deux mois, de se substituer aux parties conventionnelles pour assurer la convergence entre les dispositifs de médecin référent et de médecin traitant ; adopté. Sur son amendement n° 412 précité, s'oppose au sous-amendement n° 437 de M. François Autain (précision). - **Article 53 bis** (*art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Permanence des soins*) (p. 8365) : sur l'amendement n° 44 de la commission (précision du contenu et des règles d'approbation des conventions régissant les relations entre l'assurance maladie et les pharmaciens d'officine) qu'il accepte, son sous-amendement n° 438 (suppression partielle) ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 43 (extension du principe de l'accord préalable aux accidents du travail et maladies professionnelles), n° 45 (procédure de déconventionnement spécifique des professionnels de santé en cas de violations particulièrement graves des engagements prévus par la convention) et n° 46 (unification du contentieux lié aux pénalités financières prononcées pour non-respect des règles du code de la sécurité sociale, au profit des tribunaux des affaires de sécurité sociale). Accepte l'amendement n° 202 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion des médecins non conventionnés dans la liste des médecins tenus de participer au dispositif de permanence des soins). - **Article 70 quater (priorité)** (*Création à titre expérimental d'une caisse multi-branches de sécurité sociale*) (p. 8367) : demande le retrait de l'amendement n° 398 de M. Jacques Blanc (extension de l'expérimentation d'une caisse multibranches de sécurité sociale à la MSA). Qualité du travail accompli à Mende par les organismes de sécurité sociale sous la houlette des élus de la Lozère. - **Article additionnel avant l'article 54 ou après l'article 54** (p. 8369) : s'oppose aux amendements n° 259 de M. Claude Domeizel (garantie aux titulaires d'une pension d'invalidité d'un niveau de retraite au moins égal à cette pension) et n° 286 de M. Guy Fischer (amélioration du régime de retraite des titulaires de la pension d'invalidité) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 260 de M. Roger Madec et n° 285 de M. Guy Fischer (droit à ouverture de la pension de réversion pour le partenaire survivant d'un PACS). - **Article additionnel avant l'article 54** (p. 8372) : s'oppose à l'amendement n° 306 de M. Guy Fischer (suppression de la condition de résidence en France pour le versement aux retraités immigrés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées). - **Article 54** (*art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale et art. L. 992-9 nouveau du code du travail - Assouplissement des règles de cumul emploi-retraite*) (p. 8375) : s'oppose à l'amendement n° 283 de M. Guy Fischer (suppression) et demande le retrait des amendements de la commission n° 47 (augmentation du pourcentage des ressources pouvant résulter du cumul emploi-retraite) et n° 230 de Mme Catherine Procaccia (amélioration du tutorat dans l'entreprise). Évaluation de l'application du plan pour l'emploi des seniors et du tutorat en 2008. - **Article 55** (*art. L. 122-14-13 du code du travail - Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans*) (p. 8378, 8379) : accepte les amendements de la commission n° 48 (interdiction de la signature d'accords collectifs prévoyant la mise à la retraite d'office des salariés avant l'âge de soixante-cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi), n° 49 (clarification) et n° 50 (extinction au 31 décembre 2007 des accords prévoyant la

possibilité de mise à la retraite des salariés avant l'âge de soixante ans et assujettissement des indemnités versées dans ce cadre à la contribution sur les préretraites perçues au bénéfice du FSV). Demande le retrait de l'amendement n° 366 de Mme Catherine Procaccia (extinction au 31 décembre 2007 des accords prévoyant la possibilité de mise à la retraite des salariés avant l'âge de soixante ans) satisfait par l'amendement précité de la commission n° 50. Demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Jacques Pelletier (inapplication de l'article aux salariés totalisant au moins quarante années de cotisations) dans l'attente d'un compromis en commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8381, 8383) : sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Marc Juillard (extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003) qu'il accepte, son sous-amendement n° 439 (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants) ; adopté. Sur les amendements du même auteur, accepte les n° 224 (précision de la composition de l'assiette des cotisations sociales dues par les non-salariés agricoles) et n° 225 (cohérence) et demande le retrait des n° 223 (extension à tous les assurés non-salariés agricoles retraités avant 2002 de la prise en compte des périodes d'assurance vieillesse pour l'accès aux revalorisations des retraites instaurée par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006), n° 221 (diminution de l'assiette minimale de cotisations pour les titulaires de pensions ou de rentes d'invalidité perçues au titre de l'assurance accidents des exploitants agricoles) et n° 220 (prise en compte des droits dits "combinés" pour l'ouverture et le calcul des droits à retraite complémentaire du conjoint ayant repris l'exploitation à la suite du décès du chef d'exploitation). - **Article 57** (*Affiliation des moniteurs de ski à l'assurance vieillesse obligatoire des professions libérales*) (p. 8384) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission n° 179 (mise en oeuvre progressive d'un régime d'assurance vieillesse pour les moniteurs de ski). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 8385) : accepte l'amendement de la commission n° 367 (suppression de la possibilité de créer, au sein des caisses de retraite des travailleurs indépendants, de nouveaux produits de retraite facultatifs en capitalisation). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8386) : sur les amendements de la commission, demande le retrait des n° 51 (extension à la CNAV de la clause de révision obtenue par les régimes complémentaires dans le cadre des opérations d'adossement de régimes spéciaux) et n° 52 (nécessité de l'accord de la CNAV sur le principe et les modalités des adossements) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 53 (application d'un barème spécifique au rachat d'années incomplètes ou d'années d'études effectué pour bénéficier du dispositif des carrières longues). S'oppose à l'amendement n° 134 de M. André Lardeux (actualisation des barèmes de rachat de trimestres).

- *Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]* - (30 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 9134, 9137) : question non réglée de la mise à la retraite d'office. Echec du compromis recherché par la commission mixte paritaire. Économie de l'amendement du Gouvernement élaborant un nouveau système. - **Article 38 bis** (p. 9178) : son amendement n° 1 : fixation par ordonnance, en conformité avec l'article 38 de la Constitution, des règles relatives au nouveau régime d'indemnisation des préjudices nés de l'activité médicale, à défaut d'accord entre les parties ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 38 quater** : son amendement n° 2 : rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 50** : ses amendements n° 3 (rédaction) ; et n° 4 (correction d'une erreur matérielle) ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 55** (p. 9179, 9182) : son amendement n° 5 : possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9185) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Santé**

- (8 décembre 2006) (p. 9847, 9850) : présentation des crédits. Accès aux soins. Prévention. Plan cancer. Lutte contre le Sida. Programme national nutrition santé. Santé mentale. Périnatalité. Maladie d'Alzheimer. Programme "Drogue et toxicomanie". Lutte contre les addictions. Formation des médecins. Modernisation du système de santé. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9851) : s'oppose à l'amendement n° II-30 de la commission (regroupement des crédits relatifs à toxicomanie). S'engage à améliorer la présentation des crédits.

### Solidarité et intégration

- (8 décembre 2006) (p. 9861, 9864) : hébergement d'urgence. Logements sociaux. Allocation de reconnaissance aux rapatriés. Demandeurs d'asile. Intégration. Lutte contre les discriminations. Aide aux personnes handicapées. CMU. Dépenses de fonctionnement. - **Demande de priorité** : Demande l'examen par priorité de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-211 (plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées) ; priorité ordonnée. - **Article additionnel après l'article 56 (priorité)** (p. 9866, 9867) : son amendement n° II-345 : plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées ; retiré. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9869) : son amendement n° II-301 : coordination ; adopté. (p. 9871) : s'oppose à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-206 (répartition des crédits). (p. 9873, 9874) : s'oppose à l'amendement n° II-34 de la commission (réaffectation de la subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments anciens ouverts au public). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 9876, 9878) : son amendement n° II-346 : extension aux personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité de certains droits ouverts aux personnes bénéficiant de l'AAH ; adopté. - **Article additionnel après l'article 54** (p. 9880) : accepte l'amendement n° II-281 de M. Alain Milon (conditions de recouvrement de la contribution spéciale due à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations). - **Article 55 (Alignement du forfait logement de l'API sur celui du RMI)** (p. 9881) : s'oppose aux amendements identiques n° II-233 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-259 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 56 (Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux)** (p. 9882) : s'oppose aux amendements identiques n° II-234 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-260 de M. Guy Fischer (suppression). Accepte l'amendement n° II-246 de M. Bernard Murat (possibilité de mettre en demeure les allocataires ne faisant pas valoir leurs droits aux créances alimentaires) ainsi que les amendements identiques n° II-32 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-210 (rédaction).

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : sa réponse (p. 10219, 10222).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10908, 10909) : homogénéisation des règles de fonctionnement des différents ordres. Simplification

des procédures administratives. Répertoire partagé des professions de santé. Garantie de la qualité de l'exercice professionnel. Statut de profession de santé pour les diététiciens. Habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions de la loi du 27 juin 1990 sur les hospitalisations d'office ou à la demande d'un tiers. (p. 10919, 10922) : réponse aux intervenants. Raison d'être de l'article 12 du projet de loi. Détail des mesures qui seront prises dans l'ordonnance. Concertations en cours. Absence d'intention d'exclure le Parlement. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 10923) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en place d'un numéro dédié à la permanence de soins sur l'ensemble du territoire national). - **Article 1er ter (art. L. 4123-2 du code de la santé publique - Fonctionnement des commissions de conciliation placées auprès des conseils départementaux)** (p. 10924) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 1 de M. François Autain et n° 14 de la commission (encadrement des modalités de fonctionnement des commissions de conciliation par un décret en Conseil d'Etat). - **Article 6 bis (art. L. 4343-2 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des professions d'orthophonistes et d'orthoptistes)** (p. 10925) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de précision n° 3 de M. François Autain et n° 15 de la commission. - **Article 7 (art. L. 4371-1 à L. 4371-5 et L. 4371-6 nouveaux, L. 4372-1 et L. 4372-2 du code de la santé publique - Statut des diététiciens)** (p. 10926) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Alain Milon (garantie d'une collaboration effective entre les diététiciens intervenant sur prescription médicale et les infirmiers). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10927) : accepte l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (rétablissement du droit de prescription des médecins biologistes libéraux). - **Article 11 (art. L. 4383-1 et L. 4383-3 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires)** (p. 10929) : accepte les amendements de suppression n° 5 de Mme Catherine Procaccia, n° 11 de M. Philippe Darniche et n° 16 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10931) : accepte les amendements de la commission n° 17 (regroupement des actions conventionnelles en un seul fonds) et de précision n° 18 et 19. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 10932) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (amélioration du fonctionnement de l'observatoire des risques médicaux). - **Article 12 (Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance)** (p. 10936, 10939) : s'oppose aux amendements de suppression n° 4 de M. François Autain et n° 6 de M. Jean-Pierre Godefroy. S'engage à supprimer par amendement les articles 18 à 24 du projet de loi de prévention de la délinquance avant son adoption définitive. S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression du fichier national des personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation d'office). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10940, 10943) : ses amendements n° 12 (création d'un secteur optionnel pour les chirurgiens) ; et n° 13 (mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP) ; adoptés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 10944) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (nouvel intitulé - Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique et habilitant le Gouvernement à modifier les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement).

**BAUDOT (Jacques)**  
*sénateur (Meurthe-et-Moselle)*  
 UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre le 21 février 2006.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 78 tome 3 annexe 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Anciens combattants - Budget.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances - Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2033) : critiques à l'encontre des opposants à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (30 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9186, 9188) : données chiffrées. Retraite du combattant. Actions de solidarité de l'ONAC. Crédits d'appareillage. "Décristallisation" des pensions. Incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes. Plafond majorable de la rente mutualiste. Pupilles de la nation. Combattants engagés dans des opérations extérieures. Etat des lieux de mémoire en Algérie. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Articles rattachés à cette mission. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9205) : demande le retrait des amendements identiques n° II-58 de Mme Esther Sittler et n° II-108 de M. Guy Fischer (indemnisation, pour moitié par l'Etat, des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes). (p. 9207) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° II-110 de Mme Gisèle Printz et n° II-106 de M. Guy Fischer (revalorisation de la retraite du combattant) ainsi qu'à l'amendement n° II-105 de M. Guy Fischer (repli). (p. 9208) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° II-111 de Mme Gisèle Printz et n° II-107 de M. Guy Fischer (revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste des anciens combattants). (p. 9209, 9210) : s'oppose à l'amendement n° II-109 de M. Guy Fischer (augmentation de l'allocation différentielle servie aux veuves de combattants).

**BAYLET (Jean-Michel)**  
*sénateur (Tarn-et-Garonne)*  
 RDSE

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'organisation d'élections primaires en vue de la désignation des candidats à l'élection présidentielle [n° 208 (2005-2006)] (21 février 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale**

(p. 4347, 4348) : s'interroge sur les raisons de discuter pour la deuxième fois au cours de la législature d'un sujet aussi difficile et polémique. Tromperie sur la perspective d'une diminution réelle de l'immigration. Préjugés infondés quant aux effets néfastes de la présence des immigrés sur le chômage ou sur les comptes de la sécurité sociale. Echec de la politique d'intégration. Permanence de comportements discriminatoires. Dénonciation de la logique d'une politique de tri des immigrés. Durcissement des conditions du regroupement familial et des obstacles aux mariages mixtes. Gonflement prévisible du nombre de clandestins et des situations de détresse. Politique axée sur la précarité et la répression. Priorité à une ambitieuse politique de coopération. Absence totale de référence aux valeurs de la République française.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6483, 6484) : augmentation des tensions sur les marchés de l'énergie. Croissance de la dépendance énergétique. Favorable au renforcement de la sécurité d'approvisionnement et à la recherche de compétitivité des entreprises dans un marché libéralisé. Choix malvenu de fusion entre Suez et GDF aux seuls avantages des actionnaires. Opacité de la privatisation de GDF. Interrogation sur l'évolution des tarifs et les garanties en termes d'emploi. Risque d'OPA future de Gazprom. Maintien indispensable de la part de l'Etat dans les secteurs stratégiques tel que celui de l'énergie. Les radicaux de gauche voteront contre ce texte.

**BEAUFILS (Marie-France)**  
*sénateur (Indre-et-Loire)*  
 CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Remboursements et dégrèvements [n° 78 tome 3 annexe 24 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion**

**générale** (p. 129, 130) : caractère contradictoire des conclusions de la commission des finances. Votera contre ce texte dont l'effet pervers risque de conduire à une réduction du montant de la pension versée. - **Article 1er** : Vote contre cet article.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1115, 1116) : soutient l'amendement n° 651 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE); rejeté. (p. 1139, 1140) : soutient l'amendement n° 654 de M. Roland Muzeau (obligation pour l'employeur d'énoncer les motifs de la rupture du contrat de travail); rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1161) : soutient l'amendement n° 661 de M. Roland Muzeau (suppression du délai de prescription de douze mois en cas de contestation d'un licenciement); rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 18** (*Coordination*) (p. 1534) : soutient l'amendement n° 789 de M. Roland Muzeau (suppression); rejeté. - **Article 27 (priorité)** (*art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1559, 1560) : intervient sur les amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité). - **Article 26** (*art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1563, 1564) : soutient l'amendement n° 809 de Mme Éliane Assassi (suppression); rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (*art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès social à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2831, 2832) : démantèlement de la notion de logement social. Opposition à la remise en cause de l'article 55 de la loi SRU. (p. 2854, 2855) : intervient sur les amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin. Esquive de la règle des 20 % de logements sociaux par l'amendement Ollier. Amélioration indispensable du revenu des locataires préalable à la mixité dans le parc de logement social.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (*art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU*) (p. 2905) : prise en compte de la situation des communes minières par les sous-amendements de Mme Evelyne Didier n° 216 (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) et n° 215 (prise en compte des logements occupés par les mineurs) déposés sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 11** (*art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 3416) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et contribution de l'Etat au financement de ce fonds); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3420) : son amendement n° 218 : bénéfique du taux réduit de TVA pour les ménages dont l'habitation est raccordée à un réseau de chaleur; devenu sans objet. (p. 3421) : sur l'amendement n° 113 de la commission (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse), soutient le sous-amendement n° 217

de Mme Michelle Demessine; devenu sans objet. (p. 3425) : prise en compte indispensable de la diversité des énergies renouvelables. (p. 3427, 3428) : favorable au sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité n° 113 de la commission. (p. 3429) : avec le groupe CRC, s'abstiendra sur l'amendement précité n° 113 de la commission. (p. 3432) : intervient sur l'amendement n° 499 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4480, 4481) : intervient sur le sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail) sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant). S'interroge sur l'effectivité de la mesure pour le parent de l'enfant malade.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5102, 5103) : nécessité d'offrir à chaque citoyen la possibilité d'opter pour la crémation. Qualification des opérateurs funéraires. Préférence pour un devis type à l'échelon national. Approbation de la baisse de la TVA sur les services funéraires. - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5115) : votera contre l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5125) : regrette l'absence de baisse de la TVA. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 10** (*art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique*) (p. 6077, 6078) : désapprobation de l'article 10 par le groupe CRC. - **Article 11** (*art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés*) (p. 6080, 6081) : soutient l'amendement n° 202 de Mme Éliane Assassi (suppression); rejeté. (p. 6082) : accentuation de la fermeté des immeubles et des résidences. Climat et urbanisme anxigènes. Mise en oeuvre préférable de moyens humains. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6084) : défavorable à l'amendement n° 154 de M. Philippe Goujon (possibilité pour les communes ou leurs groupements de contribuer aux frais de gardiennage imposés à certains immeubles collectifs à usage d'habitation). - **Article 12** (*art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 6089, 6090) : favorable à la suppression de l'article 12 qui ne règle pas le problème de la fourrière. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6100, 6101) : intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles). Absence de vraie solution au problème de l'expulsion. Réalisation problématique des terrains d'accueil. Le groupe CRC s'abstient sur les sous-amendements de la commission n° 333 (possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire) et n° 334 (coordination) déposés sur l'amendement précité n° 134 de M. Pierre Hérisson. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6103) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Claude Peyronnet (instauration d'un service civique obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6478, 6479) : destruction systématique du patrimoine public de la France. Projet de privatisation brutal de GDF. Création des

conditions de l'abandon par l'Etat de la maîtrise des choix énergétiques.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6581, 6583) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 206 (rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) ; et n° 208 (abrogation de la loi du 4 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz) ; rejetés. (p. 6587, 6589) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Yves Coquelle (missions du service public de l'énergie) et soutient son amendement, portant sur le même objet, n° 211 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6600) : favorable aux amendements identiques n° 81 de M. Roland Courteau et n° 589 de M. Jean Desessard (établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF). (p. 6608) : favorable à l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau (garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6666) : se fonde sur l'article 36 du règlement du Sénat pour demander une suspension des travaux afin de pouvoir assister aux auditions relatives à la fusion Gaz de France-Suez. - **Discussion générale** (p. 6670, 6671) : rôle de la Banque de France et des entreprises publiques dans le développement économique de notre pays. Texte proposant un retour à une conception équilibrée du service public de la monnaie. Nécessité de prendre en compte les propositions formulées par les syndicats et les avis des élus locaux. Dénonciation d'une conception de la construction monétaire au service des marchés financiers. Le groupe CRC votera contre cette proposition de loi. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6683) : ne votera pas l'amendement n° 11 du Gouvernement (renforcement, par voie d'ordonnance, de la compétitivité juridique et financière des sociétés de crédit foncier, et transposition des directives européennes relatives aux établissements de crédits). - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 6688) : intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (reprise dans la loi d'une jurisprudence existante selon laquelle le droit du travail s'applique à la Banque de France tant qu'il n'est pas incompatible ni avec son statut ni avec ses missions). - **Article 6** (*Régime fiscal de la Banque de France*) (p. 6689) : soutient l'amendement n° 4 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Article 7** (*Majoration du dividende versée par la Banque de France à l'Etat*) : soutient l'amendement n° 5 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6691) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Article 5** (*art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin*) (p. 7386) : soutient l'amendement n° 278 de Mme Éliane Assassi (suppression du régime fiscal dérogatoire de Saint-Martin) ; rejeté. (p. 7391) : favorable à l'amendement n° 114 de la commission (délivrance d'un enseignement complémentaire en anglais dans les écoles maternelles et primaires).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8706, 8708) : décentralisation. Fiscalité indirecte. Dette publique. Justice sociale et efficacité économique. Le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Question préalable** (p. 8720) : favorable à la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2006 et baisse des acomptes*) (p. 8741) : réforme de l'impôt sur le revenu. - **Articles additionnels après**

**l'article 2** (p. 8752, 8753) : intervient sur l'amendement n° I-59 de M. Thierry Foucaud (bénéfice du crédit d'impôt pour les frais de garde d'enfant jusqu'aux onze ans de l'enfant au lieu de six ans). - **Article 3** (*Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 8759, 8760) : le groupe CRC ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° I-109 de M. Marc Massion (augmentation de la prime pour l'emploi).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Article 5** (*Renforcement de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses liées à la dépendance*) (p. 8807) : favorable à l'amendement n° I-112 de M. Marc Massion (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8810, 8811) : soutient l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (application de la réduction d'impôt prévue au I de l'article 200 du code général des impôts aux dons effectués aux associations ayant pour objet de favoriser l'édition et la publication de presse d'information politique et générale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8926) : impact des évolutions sociologiques sur les politiques familiales et sociales. Rapports du Secours catholique et du CERC. Réalité du chômage dans les ZUS et les ZFU. Politique de la ville. Transfert de charges aux collectivités territoriales. Rapport de M. Doligé sur le transfert des personnels TOS et des agents des DDE. Contrat de croissance et de solidarité. Taxe professionnelle et ticket modérateur. Réforme de la fiscalité. - **Rappel au règlement** (p. 8951) : article 36 du règlement du Sénat. Reproche au ministre de n'avoir pas précisé dans l'exemple de Saint-Pierre-des-Corps que la hausse de la DSU était accompagnée d'une baisse sensible de la dotation de compensation de la taxe professionnelle. - **Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8954) : soutient l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) ; rejeté. (p. 8958) : intervient sur l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle), sur les amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) et n° I-168 (repli) et sur l'amendement n° I-171 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écretement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux). - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8973) : favorable à l'amendement n° I-176 de M. Marc Massion (modulation de la DSU en fonction du pourcentage de logements sociaux des communes). - **Articles additionnels après l'article 12** : soutient l'amendement n° I-79 de M. Thierry Foucaud (majoration de la DGF) ; rejeté. (p. 8975) : soutient l'amendement n° I-81 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des disparités sociales entre communes dans l'indice de la DSU) ; rejeté. (p. 8976) : soutient l'amendement n° I-80 de M. Thierry Foucaud (ajustement du taux de pondération de l'indice synthétique des ressources et des charges des communes de plus de 10 000 habitants) ; rejeté. (p. 8978) : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. François Marc (rédaction d'un rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'une CSG locale). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8990) : soutient l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (intégration des actifs financiers dans les bases de la taxe professionnelle) ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) (p. 9361, 9362) : devenir des régimes spéciaux. Transfert des TOS et des personnels de l'équipement au régime de la CNRACL. Prestations servies aux futurs retraités. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite" ni ceux du compte d'affectation spéciale "Pensions". - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9372) : le groupe CRC ne votera pas les amendements

identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer).

#### Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9374, 9375) : interrogation sur la raison d'être de la mission. Problème des indicateurs. Evaluation des allègements fiscaux. Programme relatif aux impôts locaux. Audit de modernisation. Saisine de la Cour des comptes. Sous réserve de ces observations, recommande l'adoption des crédits de la mission "Remboursements et dégrèvements".

#### Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (2 décembre 2006) (p. 9379, 9380) : effectifs de l'INSEE. Harmonisation fiscale européenne. Le groupe CRC rejettera les crédits de la mission.

#### Conseil et contrôle de l'Etat

- (2 décembre 2006) (p. 9384, 9385) : crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Mauvaises habitudes budgétaires. Conseil d'Etat. Discussions législatives et détournements de procédure. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission.

#### Articles de récapitulation des crédits

- (11 décembre 2006) - **Article 38** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 9988, 9989) : intervient sur l'amendement n° II-348 du Gouvernement (conséquences sur les plafonds des autorisations d'emplois pour 2007 des amendements adoptés par le Sénat lors de l'examen des crédits de la mission "Enseignement scolaire").

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 9991, 9992) : intervient sur l'amendement n° II-290 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Article 40** (*Renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME*) (p. 9993, 9994) : soutient l'amendement n° II-291 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des plus-values de cessions d'actifs mobiliers) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10002, 10003) : soutient l'amendement n° II-289

de M. Thierry Foucaud (relèvement des taux d'imposition grevant les plus-values de cessions d'actifs détenus par les entreprises) ; rejeté. (p. 10005, 10008) : votera l'amendement n° II-336 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain). Soutient l'amendement n° II-287 de M. Roland Muzeau (prise en compte du plafond de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro pour appliquer la TVA à taux réduit à la réalisation d'opérations d'accession à la propriété dans les ZUS) ; rejeté. (p. 10012) : le groupe CRC s'abstient sur les amendements identiques n° II-308 de M. Gérard Collomb et n° II-341 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI délégataires de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles). - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10037, 10038) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° II-275 de la commission et n° II-332 de M. Dominique Brayé (suppression de l'ensemble du dispositif). Souhait de proposer à la commission mixte paritaire le retour au dispositif adopté l'an dernier. - **Articles additionnels avant l'article 40 nonies** (p. 10048, 10051) : soutient l'amendement n° II-328 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des ressources des ménages dans le calcul de la taxe foncière et révision du montant de sa franchise) ; retiré. - **Article 40 decies** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 10056) : soutient l'amendement n° II-202 de M. Thierry Foucaud (abrogation de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres) ; rejeté. - **Article 40 undecies** (*Rapport d'évaluation de la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 10056, 10057) : soutient l'amendement n° II-203 de M. Thierry Foucaud (abrogation du plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10080, 10084) : intervient sur les amendements n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite) et n° II-163 de Mme Lucette Michaux-Chevry (création d'un droit additionnel à l'octroi de mer régional au profit des communes de Cayenne, Fort-de-France, Basse-terre, Pointe-à-Pitre et Saint-Denis). (p. 10087) : soutient l'amendement n° II-288 de M. Roland Muzeau (dispense de procédure d'agrément préfectoral pour la réalisation de programmes immobiliers d'activités tertiaires dans le cadre des opérations de rénovation urbaine) ; rejeté.

**BEAUMONT (René)**  
sénateur (Saône-et-Loire)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 22 (2005-2006)] visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 116 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Logement et urbanisme.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2541, 2544) : son amendement n° 62 : interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux [n° 276 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2736) : hommage au président de la commission des lois pour la qualité de son rapport. Aménagements du texte. Avec le groupe UMP, votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4748, 4750) : remerciements au Gouvernement pour l'organisation de ce débat. Hausse en partie injustifiée de l'électricité et mise en place de mesures par le Gouvernement. Annonce d'une prochaine OPA d'ENEL sur le groupe Suez : intérêt pour la seule partie énergétique et souhait de vendre la partie environnement ; risque de rachat par des fonds de pension anglo-saxons de la production et distribution d'eau potable ainsi que de la collecte et du traitement des déchets. Avantages de la fusion Suez-GDF. Emergence souhaitable en France d'un autre grand groupe énergétique à côté d'EDF et d'AREVA : diversification de la fourniture d'énergie. Rappel du rôle des parlementaires dans ce projet de rapprochement. Favorable à cette fusion.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5594) : sur l'amendement n° 20 de la commission (codification), soutient le sous-amendement n° 180 de M. Charles Revet (hiérarchisation des objectifs de la gestion équilibrée de l'eau) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5599) : soutient l'amendement n° 179 de M. Charles Revet (définition des bassins d'alimentation des captages et soumission à une autorisation pour tout prélèvement d'eau à usage non domestique) ; retiré.

**BÉCOT (Michel)**  
sénateur (Deux-Sèvres)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6493, 6495) : diversification indispensable des approvisionnements en gaz et organisation en pôles d'achat : opportunité de la fusion entre Gaz de France et Suez. Diminution impérieuse de notre consommation d'énergie et amélioration de la prise en compte des préoccupations environnementales. Regrette la vassalisation du marché français au marché allemand. Rénovation de la Commission de régulation de l'énergie, CRE. Mise en place d'un "tarif de retour". Mesures transitoires des tarifs régulés. Interrogation sur l'éventuelle taxation des transports d'énergie par canalisation souterraine.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6520, 6522) : défavorable à la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9106, 9108) : croissance du budget. Route Centre Europe Atlantique, RCEA : financement ; concession autoroutière du tiers central ; tronçon Angoulême-Limoges. Interdiction pour les poids lourds en transit de circuler sur certaines routes. Développement du transport intermodal.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 10053, 10055) : son amendement n° II-340 (instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques) ; retiré puis repris par M. Thierry Foucaud.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Participations financières de l'État (mission indépendante) [n° 80 tome 12 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 767) : son amendement n° 28 : harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*



**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9344, 9345) : compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat". Priorité au désendettement de l'Etat. Question au sujet du dispositif "France investissement". Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits du compte d'affectation spéciale.

**BEGAG (Azouz)**  
ministre délégué à la promotion de  
l'égalité des chances

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 871, 872) : mesures en matière de lutte contre les discriminations. Pouvoir de sanction financière confié à la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Institution d'un service civil volontaire. Objectif de restauration de la confiance en l'égalité parmi les jeunes.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1105) : s'oppose à l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif"). (p. 1107) : s'oppose à l'amendement n° 650 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE). (p. 1108, 1109) : s'oppose aux amendements analogues de Mme Raymonde Le Texier n° 148 et n° 147 (nouvelle dénomination du CPE). (p. 1110) : s'oppose à l'amendement n° 670 de M. Roland Muzeau (non-ouverture de droits à exonération de charges pour les employeurs). (p. 1111) : s'oppose à l'amendement n° 444 de M. Jean Desessard (limitation de l'application du CPE aux petites entreprises).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Intitulé de la section 2 - Avant l'article 19** (p. 1535) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 369 de Mme Bariza Khiari (modification de l'intitulé de la section). - **Article 19** (*art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1544) : s'oppose à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 20** (*art. 14 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Recommandations de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité à l'encontre des personnes soumises à un régime d'agrément ou d'autorisation*) (p. 1550, 1551) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari n° 208 (saisine obligatoire de la HALDE) et n° 209 (repli). - **Article 21** (*art. L. 225-3-1 du code pénal - Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1552) : s'oppose à l'amendement n° 421 de M. Bruno Retailleau (mise en place d'un double dispositif permettant l'encadrement strict sur le plan juridique de la méthode du "testing"). (p. 1554) : accepte l'amendement n° 903 de M. Nicolas About (rédaction). - **Article 28** (*art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - Création du service civil volontaire*) (p. 1566) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (insertion des dispositions relatives au service civil volontaire dans le code de l'action sociale et des familles). (p. 1568) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (clarification rédactionnelle). (p. 1569) : estime l'amendement

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9742, 9743) : fréquentation touristique de la France. Mutation de l'industrie touristique. Budget d'Observation, développement et ingénierie touristique, ODIT France. Le groupe UMP votera les crédits du programme "Tourisme".

n° 529 de M. Michel Mercier (caractère universel et obligatoire du service civil) irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (*art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1614, 1617) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 816, 815, 813 et 814 (inscription dans les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, les conventions des éditeurs de services de télévision et les cahiers des charges des services de radio et de télévision, de l'objectif de diversité culturelle). Accepte l'amendement n° 56 de la commission (clarification rédactionnelle). (p. 1618, 1619) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari n° 269 (prise en compte des problèmes de discrimination à l'embauche dans le secteur de l'audiovisuel, ainsi que de la diversité dans le contenu des programmes), n° 268 (création d'un fonds d'aide aux oeuvres cinématographiques, aux oeuvres de fiction et aux documentaires contribuant à faire revivre la mémoire de l'histoire de la France dans sa diversité) et n° 270 (sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale). Annonce par le Président de la République de la création auprès du CNC d'un fonds spécifique ayant vocation à financer les oeuvres qui contribuent à la cohésion sociale. Accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 69 (rectification d'une erreur matérielle). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Serge Lagauche n° 101 (inscription dans les conventions des éditeurs privés de services de télévision de l'objectif de diversité culturelle), n° 100 (inscription dans les conventions des chaînes de France Télévision et d'Arte France de l'objectif de diversité culturelle) et n° 191 (inscription dans les conventions des chaînes parlementaires de l'objectif de diversité culturelle).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 2 bis** (*Extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat*) (p. 2993) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Michelle Demessine (financement de la réhabilitation de logements à loyers conventionnés ou réglementés). - **Articles additionnels avant l'article 3 ou avant l'article 9 ou avant l'article 11 A** (p. 2995) : s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 17 de Mme Michelle Demessine et n° 276 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'accueil mises en place par le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2996) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (ratification de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme) et, sur celui-ci, les sous-amendements de M. Pierre Jarlier n° 350 et n° 521. (p. 2997) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 299 (vérification par la commune de la réalisation et de l'utilisation des locaux prévus pour le stationnement des voitures dans le permis de construire) et n° 298 (impossibilité de dissocier la vente d'une place de parking de celle du logement auquel elle est rattachée). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2999) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Michelle Demessine (statut et missions du Centre national des

oeuvres universitaires et scolaires). - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans) (p. 3000) : accepte les amendements identiques n° 58 de la commission et n° 351 de M. Pierre Jarlier (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme) ainsi que les sous-amendements n° 227 de M. Thierry Repentin et n° 355 de M. Gérard Cornu. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3001) : demande le retrait de l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 186 (limitation des recours par les associations). (p. 3002) : s'oppose à l'amendement n° 186 (limitation des recours par les associations) ; retiré par M. Pierre Jarlier et repris par M. Alain Vasselle. (p. 3004) : atteinte au droit de recours en cas

d'adoption de l'amendement précité n° 186 de M. Alain Vasselle. - **Article 4** (art. L. 240-1 à L. 240-3 [nouveaux] et article L. 211-3 du code de l'urbanisme - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes) (p. 3006, 3007) : accepte l'amendement n° 514 de la commission (clarification juridique) et s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 228 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 240-2 du code de l'urbanisme consacré aux ventes groupées des propriétés de l'Etat) et n° 387 (modalités d'exonération de plus-value sur la cession d'un bien à une collectivité territoriale).

**BEL (Jean-Pierre)**  
sénateur (Ariège)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (9 février 2006) (p. 664) : protestation contre l'attitude du Gouvernement qui prive le Parlement du temps nécessaire à l'examen du projet de loi sur le CPE.

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 791, 792) : proteste contre le retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 860, 861) : fondé sur l'article 32 relatif à l'ordre du jour et sur l'article 42 relatif à la discussion des projets de loi. Volonté du Gouvernement d'escamoter le débat et d'empêcher une large mobilisation de tous les sénateurs. Bouleversement de l'ordre du jour de la séance mensuelle réservée à l'initiative parlementaire. Non-justification de la procédure d'urgence.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 892) : demande de précision quant au contenu de la réunion du bureau relative à la vérification du quorum. - **Discussion générale** (p. 902, 903) : politique de régression. Inquiétude chez les jeunes. Inefficacité de la flexibilité et de la précarité pour la résorption du chômage des jeunes. Remise en cause des acquis sociaux. Volonté d'instrumentaliser les peurs. Propositions du groupe socialiste.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 955) : demande que le Sénat soit informé de l'interprétation du règlement en cas de demande de vérification du quorum.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 976) : droit de l'opposition de déposer des amendements et de les discuter.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1084, 1085) : risque de réduction à néant de la capacité de négociation salariale. Impatience des Français face à la dégradation de leurs conditions de vie. Texte heurtant la vision de la société de la gauche. Flexibilité de l'emploi socialement injuste et économiquement inutile. Généralisation de la précarité par le CPE. - **Rappel au règlement** (p. 1119) : nécessité de laisser la parole à chacun sur un sujet aussi grave que le CPE. (p. 1122) : souhaite pouvoir examiner le texte sur le CPE amendement par amendement.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1351) : article 36, alinéa 10, du règlement. Demande l'arrêt des interpellations et des mises en cause personnelles qui ne sont pas dignes de la Haute Assemblée. - **Article 6** (*art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1364) : exemple des déséquilibres créés par les zones franches urbaines dans la région Midi-Pyrénées.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1782, 1783) : richesse des enseignements tirés de l'intensité des débats au Sénat quant aux conditions de travail de la Haute Assemblée, l'utilisation des procédures parlementaires, le malaise de la majorité sur de nombreux points et notamment le CPE, enfin, sur le choix de société même. Rendez-vous manqué avec l'espoir de moins de précarité et plus de sécurité professionnelle. Les sénateurs socialistes voteront résolument contre ce projet de loi qui sera sûrement le plus grand contresens de la législature.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : sa question présentée par M. Jacques Mahéas (p. 2599).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3276, 3277) : échec du Gouvernement. Mobilisation sociale et historique de la jeunesse pendant plus de deux mois. Salue l'unité syndicale exemplaire et le sens des responsabilités de toutes les organisations, syndicales et de jeunesse. Responsabilité du Gouvernement dans la provocation de la crise. Erreur de diagnostic dans l'attitude opposée aux attentes de la jeunesse et de la société. Mise en avant de la précarité comme perspective d'avenir, après la crise des banlieues. Erreur de méthode par l'instrumentalisation de la jeunesse dans un conflit d'orgueil et de pouvoir. Persistance du Gouvernement dans sa tactique de louvoisement. Non-abrogation du CPE. Remplacement par de vagues mesures non financées et sans perspective d'insertion durable des jeunes dans la vie professionnelle. Le groupe socialiste s'opposera au texte qui ne

revient pas sur le CNE, l'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit des enfants.

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2006) (p. 6250) : demande la garantie des droits de l'opposition en vertu de l'article 29 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6259, 6261) : devoirs de réussir cet élargissement et l'intégration de ces nouveaux Etats membres. Interrogations croissantes des concitoyens sur le sens et le contenu même du projet européen, du fait du processus continu d'élargissement. Liens entre la France et les deux nouveaux Etats membres. Nécessité d'engager une véritable réforme des institutions communautaires. Débat sur l'identité européenne et sur les objectifs de l'Europe.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6513, 6516) : soutient la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie ; rejetée. Démocratie. Article 11 de la Constitution. Justification de la motion. Contrôle du capital. Conséquences de la privatisation de Gaz de France. Doute sur la constitutionnalité du projet de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6565, 6568) : souhaite entendre le Gouvernement sur les dernières informations relatives à Suez et GDF. - **Rappel au règlement** (p. 6603, 6604) : demande une suspension de séance suite aux déclarations du rapporteur du projet de loi relatif au secteur de l'énergie à l'Assemblée nationale.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (*art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6848, 6849) : manque de confiance du Gouvernement dans le seul marché pour assurer l'égal accès de tous à l'énergie. Amendements du groupe socialiste visant à améliorer la notion de tarif social du gaz.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 14** (*Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5*) (p. 7092) : soutient l'amendement n° 183 de M. Roland Courteau (étude d'impact préalable sur l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz et ses conséquences sur le prix de l'énergie) ; devenu sans objet. - **Article 16 bis** (*art. 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel*) (p. 7099) : crainte d'incompatibilité entre les dispositions de l'article et l'objectif de privatisation de GDF.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (*art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7113, 7114) : non-respect des engagements de M. Nicolas Sarkozy. Dangers de la privatisation de GDF. Insuffisance des mécanismes de protection. Le groupe socialiste votera contre l'article 10 de ce projet de loi. (p. 7142) : soutient l'amendement n° 164 de M. Roland Courteau (pouvoir conféré à l'action spécifique) ; rejeté.

**BELOT (Claude)**  
*sénateur (Charente-Maritime)*  
UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le fonds de soutien à l'expression radiophonique locale [n° 233 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Budget - Culture**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Energies renouvelables et développement local : l'intelligence territoriale en action [n° 436 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Médias - compte spécial avances à l'audiovisuel public [n° 78 tome 3 annexe 16 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

### INTERVENTIONS

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28

mars 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, auteur du rapport d'information sur le développement des télévisions de proximité en France. (p.2618, 2619) : inauguration d'un nouveau système permettant de débattre en séance publique de l'objet d'un rapport d'information. Retard de la France en matière de télévisions locales. Manque de fréquences et problème d'équilibre financier. Télévision numérique terrestre. Haut débit. Questions au sujet du multiplex R1. Favorable au développement du contenu politique et identitaire des télévisions de proximité.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3424, 3425) : historique de la mise en place du taux réduit de TVA sur la fourniture d'énergie. Favorable à la prise en compte des énergies renouvelables sous réserve de justification par les bénéficiaires d'une utilisation de 80 % d'énergie issue de ces énergies.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9786) : soutient l'amendement n° II-79 de M. Jean Louis Masson (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des communes de moins de 5000 habitants situées en zones urbaines sensibles) ; retiré.

**Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9882, 9883) : présentation des crédits. France 24. Audiovisuel extérieur. Télévisions locales. Recettes publicitaires. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

- **Conclusions du rapport d'information de MM. Claude Belot et Jean-Marc Juilhard, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'aménagement du territoire, sur les énergies locales** - (13 décembre 2006) (p. 10181, 10183) : réserves géothermiques. Capacités juridique et financière des communes.

**BERGÉ-LAVIGNE (Maryse)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à abroger l'article 88-1 alinéa 2 inscrit dans la Constitution française [n° 185 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le rôle des drones dans les armées [n° 215 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 468 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre l'Agence spatiale européenne et certains de ses États membres concernant le lancement de fusées-sondes et de ballons [n° 114 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Traités et conventions.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**BERNARDET (Daniel)**  
*sénateur (Indre)*  
*UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

**BERTRAND (Léon)**  
ministre délégué au tourisme

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 742, 743) : aboutissement de réformes complétant la codification à droit constant de textes existants : classement des stations et définition des chambres d'hôtes. Reconnaissance de l'activité spécifique du secteur. (p. 750, 751) : remerciements. Réponse aux orateurs. - **Article 1er quater** (Rétablissement de l'article 54 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme) (p. 754, 763) : accepte les amendements de la commission n° 2 (rédaction), n° 4 (préservation de la situation statutaire des agents en activité dans les communes qui perdent le bénéfice du classement en station de tourisme), n° 6 (bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes), n° 10 (coordination rédactionnelle de dispositions particulières à la Corse), de coordination n° 3, n° 8 et n° 9, de rédaction n° 5, n° 12, n° 13 et n° 14. Accepte l'amendement n° 7 de la commission (rédaction) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 50 ; adopté. Accepte l'amendement n° 11 de la commission (clarification de la situation des communes au regard de la législation sur les casinos), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 49 ; adopté. Sur l'amendement précité n° 2 de la commission, demande le retrait des sous-amendements de M. Thierry Repentin portant sur le même objet n° 39 et 40 (sécurisation des communes candidates à la dénomination de "commune touristique"). Sur l'amendement précité n° 6 de la commission, demande le retrait du sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de M. Pierre Jarlier (possibilité pour un groupement de communes de créer conjointement un office de tourisme intercommunautaire). S'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Françoise Férat (éligibilité des communes situées en zone de revitalisation rurale à l'ouverture d'un casino). S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Thierry Repentin (perception d'une partie des recettes des casinos par les EPCI exerçant la compétence tourisme et économie). - **Article 4** (art. L. 151-1, L. 162-1, L. 411-13, L. 422-8 et L. 422-12 du code du tourisme - Rectifications d'erreurs matérielles dans le code du tourisme) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Article 5** (art. L. 163-1 à L. 163-10, L. 243-1 et L. 243-2 et L. 363-1 à L. 363-3 du code du tourisme - Extension à Mayotte du code du tourisme avec aménagements) (p. 765) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 17 et n° 18. - **Article 6 bis** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjour) : son amendement n° 34 : coordination rédactionnelle ; adopté. - **Article 6 ter** (art. L. 324-1 à L. 324-5 du code du tourisme - Chambres d'hôtes) (p. 766) accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 19, n° 20 et n° 21. - **Article 8 bis** (art. L. 342-3 et L. 342-9 du code du tourisme - Conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de

remontées mécaniques) (p. 767) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (réintroduction de la référence explicite à l'éventuelle nécessité d'améliorer la sécurité du service) modifié par le sous-amendement n° 38 de M. Jean Faure. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 768) : demande le retrait des amendements identiques n° 28 de M. Michel Bécot, n° 32 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 41 de M. Thierry Repentin (harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique). Préparation d'un décret visant à unifier les régimes de contrôle de l'ensemble des appareils de remontées mécaniques quelle que soit leur localisation. (p. 769) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean Faure (possibilité pour les EPCI ou les syndicats mixtes organisateurs d'un service public de transport par câble de reverser une partie des recettes perçues aux membres de leur groupement). - **Article 9** (art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - Etablissement des servitudes pour l'aménagement des sports de montagne) (p. 770, 771) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 23 et 25 (rédaction) et s'oppose au n° 24 (établissement d'une servitude pour l'accès aux sites de sports de nature). S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean Faure (extension de la servitude instituée pour le ski aux loisirs non motorisés en dehors des périodes d'enneigement). - **Demande de renvoi à la commission de l'article 14** (p. 772) : s'oppose à la motion n° 47 de M. Jean-François Voguet tendant au renvoi à la commission. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées) (p. 778) : s'oppose aux amendements de suppression n° 44 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 48 de M. Jean-François Voguet. Accepte les amendements de la commission n° 26 (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel) et n° 27 (coordination rédactionnelle) et, sur ces derniers, accepte les sous-amendements de M. Jean Faure n° 52 et n° 53 et demande le retrait du n° 33 de M. Jean-Paul Amoudry. Estime les amendements n° 43 de M. Thierry Repentin (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel) et n° 36 de M. Jean-Claude Carle (précision de l'accès libre et gratuit au milieu naturel sur tout site nordique en dehors des itinéraires soumis à redevance d'accès) satisfaits par l'amendement n° 26 précité de la commission.

- **Commission mixte paritaire [n° 227 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2249) : enrichissement du texte initial. Création d'un code à droit constant. Se félicite de l'aboutissement de cette réforme. - **Article 10** (p. 2258) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte.

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9751, 9752) : création d'emploi. Promotion de la destination France. Développement de l'économie touristique. Contrats de plans et de projets Etat-région. Accès de tous aux vacances. Dettes de l'Etat. Place de la France dans les destinations touristiques mondiales. Tourisme social. Observation, développement et ingénierie touristique, ODT France.

**BERTRAND (Xavier)**  
ministre de la santé et des solidarités

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)] (3 mai 2006) - Famille - Questions sociales et santé.*

## INTERVENTIONS

- **Débat sur le rapport d'information de M. Jean-Jacques Jégou sur l'informatisation dans le secteur de la santé** - (11 mai 2006) (p. 3853, 3858) : engagement du Gouvernement à mettre en oeuvre le dossier médical personnel, DMP, dans les délais fixés. Pérennisation du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV. Vision stratégique globale de l'informatisation du système de santé. Avancée majeure du DMP. Interopérabilité des systèmes d'information. Comparaison impossible avec le système britannique. Maîtrise médicalisée des dépenses. Interactions médicamenteuses. Sécurisation des données personnelles. Mise en oeuvre des expérimentations et objectifs. Prévision de généralisation par le GIP DMP. Contenu du "service DMP". Poursuite de l'informatisation dans l'ensemble des secteurs de la santé. Plan "Hôpital 2012". Démarche pragmatique du Gouvernement.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5321, 5324) : présentation des orientations et des grands équilibres financiers. Impératif de cohérence dans le pilotage des finances publiques. Objectifs assignés aux finances sociales : retour à l'équilibre du régime général de la sécurité sociale en 2009 et maîtrise de l'évolution des dépenses des administrations de sécurité sociale à 1 % au-delà de l'inflation. Réussite du parcours de soins autour du médecin traitant. Succès de la maîtrise médicalisée. Action sur le secteur du médicament. Réforme structurelle engagée par le plan "Hôpital 2007". Développement de la prévention. Revalorisation de l'aide à la complémentaire. Définition des orientations régissant les politiques de sécurité sociale. Inscription des réformes dans une logique de changement des comportements.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 6120, 6121) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, demande le retrait du n° 256 (mise en oeuvre prioritaire de l'obligation de soins en cas d'hospitalisation sans consentement de la personne) et s'oppose au n° 259 (information du maire de la commune où est implanté l'établissement psychiatrique pour toute hospitalisation d'office, tout renouvellement et toute sortie). S'engage à réunir les acteurs du plan "santé mentale" dès le 25 septembre prochain sur les conclusions à tirer du rapport conjoint de l'IGAS et de l'IGSJ, et du rapport de l'inspection générale de la police nationale et de l'inspection générale de la gendarmerie nationale. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6125) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (possibilité pour le Procureur de la République concerné d'être informé des sorties d'essai). S'oppose aux amendements de suppression n° 208 de Mme Éliane Assassi et n° 257 de M. Jean-Pierre Godefroy, ainsi qu'aux amendements identiques de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° 89 et n° 258 de M. Jean-Pierre Godefroy (fixation par le pouvoir réglementaire des dispositions visant à préciser le contenu de la décision de sortie d'essai). (p. 6126, 6127) : réponse aux propos de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière

*d'hospitalisation d'office*) (p. 6130) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (garanties supplémentaires s'agissant des conditions d'accès au fichier des personnes hospitalisées d'office). S'oppose aux amendements n° 209 de Mme Éliane Assassi (suppression), n° 260 de M. Jean-Pierre Godefroy (substitution au fichier national des personnes hospitalisées d'office de l'interconnexion des fichiers HOPSY gérés par les DDASS) et n° 114 de Mme Valérie Létard (réservation de l'accès direct au fichier des hospitalisations d'office aux seuls directeurs départementaux et aux personnes habilitées des affaires sanitaires et sociales). - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) (p. 6132) : s'oppose aux amendements de suppression n° 210 de Mme Éliane Assassi et n° 261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6136) : s'oppose aux amendements de suppression n° 211 de Mme Éliane Assassi et n° 262 de M. Jean-Pierre Godefroy ainsi qu'à l'amendement n° 171 de M. Yves Pozzo di Borgo (prononcé des hospitalisations d'office dans la capitale par le maire de Paris et par délégation les maires d'arrondissement). S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 263 (précision selon laquelle l'exigence qu'un simple avis médical suffit pour permettre l'hospitalisation d'office vise un danger imminent et non pas l'urgence) et n° 264 (suppression des dispositions permettant le placement dans une structure médicale adaptée) ainsi qu'au n° 121 de M. François Zocchetto (précision). Accepte les amendements similaires n° 36 de la commission et de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° 90 (obligation pour le préfet de se prononcer dans les mêmes conditions que le maire pour décider l'hospitalisation d'office en cas de nécessité). - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6137) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (précision) et s'oppose aux amendements de suppression n° 212 de Mme Éliane Assassi et n° 265 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 23** (art. L. 3213-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) (p. 6138) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° 91 (précision selon laquelle, à Paris, la possibilité d'ordonner à tout moment une expertise médicale d'un malade hospitalisé sans son consentement revient au préfet de Police) et s'oppose aux amendements de suppression n° 213 de Mme Éliane Assassi et n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - Procédure applicable au classement sans suite motivé par l'irresponsabilité pénale) (p. 6140) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° 92 et n° 269 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de l'avis de la DDASS dans le cadre de la décision de sortie d'établissement psychiatrique de personnes hospitalisées d'office après une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement). Sur les amendements de ce dernier auteur, s'oppose au n° 267 (suppression) et demande le retrait du n° 268 (nécessité de réquérir des certificats médicaux plutôt que des avis avant la sortie de la personne hospitalisée d'office à la suite d'une décision de non-lieu, relaxe ou acquiescement).

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2006) (p. 6371) : intervient sur le rappel au règlement de M. Nicolas About. Engagement de faire toute la lumière sur cette affaire. Souci d'éviter tout amalgame entre la prévention de la délinquance et la prise en charge des plus démunis.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6371, 6373) : texte très attendu par la profession. Aspirations de l'ensemble des infirmiers. Volonté d'équilibre manifestée par le texte : champ de compétence, représentation, structuration et mission de concertation de l'ordre. Objectif de valorisation de la profession. Analyse de la démographie des professions de santé. (p. 6383, 6384) : favorable aux propositions de la commission, notamment s'agissant du conseil supérieur des professions paramédicales.

Prise en compte des préconisations du rapport Couty dans le texte proposé. Attachement à la publication des décrets d'application. - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers) (p. 6388) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Claude Domeizel (suppression). (p. 6389, 6390) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 26 (caractère facultatif de l'adhésion à l'ordre des infirmiers) et n° 27 (refus de l'édition par le Conseil national de l'ordre des infirmiers d'un code de déontologie sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion dans l'ordre des infirmiers des civils qui exercent dans les hôpitaux militaires). (p. 6391, 6393) : accepte les amendements de la commission n° 1, 3 et 4 (rédaction) et n° 2 (cohérence), et demande le retrait des amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 39 (suppression de la référence à l'honneur et à l'indépendance dans la déclaration de principes), n° 40 (suppression de la disposition relative à l'organisation des oeuvres d'entraide et de retraite) et n° 41 (élaboration conjointe des règles de bonne pratique professionnelle par l'ordre des infirmiers). (p. 6395) : accepte les amendements de la commission n° 5 (rédaction), n° 6 (suppression de dispositions redondantes), n° 7 (application aux conseils départementaux de l'ordre des infirmiers des dispositions relatives aux ordres des autres professions médicales) et n° 8 (précision), et s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 28 (suppression de l'échelon départemental), n° 29 (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux) et n° 30 (obligation de concertation entre les conseils départementaux des autres ordres professionnels pour l'examen des questions communes). (p. 6397, 6400) : accepte les amendements de la commission n° 9, 10, 11, 14 et 15 (rédaction), n° 12 (harmonisation de la procédure disciplinaire de l'ordre avec celle des autres professions médicales) et n° 13 (information de l'ordre des sanctions disciplinaires prises à l'encontre des infirmiers du secteur public). S'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 31 (élection à la proportionnelle des collèges du conseil général), n° 32 (compétences du conseil des professions médicales créé par la loi du 4 mars 2002 en matière de litiges entre patients et professionnels paramédicaux), n° 34 (suppression de la cotisation) et n° 35 (représentation proportionnelle des collèges au sein du conseil national). - **Article 2** (art. L. 4311-15 et L. 4311-16 du code de la santé publique - Conditions d'exercice de la profession d'infirmier) (p. 6401) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (cohérence) et s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 21 (suppression) et n° 36 (suppression du refus systématique d'inscription à l'ordre d'un infirmier frappé d'une interdiction dans un pays étranger). - **Article 3** (art. L. 4311-17 et L. 4311-18 du code de la santé publique - Dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers) (p. 6402) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Claude Domeizel (suppression).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7961, 7965) : réduction du déficit. Redressement de la branche maladie. Plan "Solidarité-grand âge". Amendements du Gouvernement. Evolution des pratiques. Secteur du médicament. ONDAM-soins de ville. Réforme hospitalière. ONDAM hospitalier. Carte Vitale 2. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 8015, 8016) : s'oppose à la motion n° 231 de M. Bernard Cazeau tendant au renvoi à la commission.

#### Première partie :

- (13 novembre 2006) - **Article 1er** (approbation, au titre de l'exercice 2005, des tableaux d'équilibre) (p. 8019) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. François Autain (réintégration dans le tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes généraux de base de la sécurité sociale des fonds concourant au financement de ces régimes).

#### Deuxième partie :

- (13 novembre 2006) - **Article 3** (Rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 8022) : s'oppose à l'amendement n° 308 de M. François Autain (intégration des fonds concourant au financement des régimes obligatoires de base dans les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre au titre de l'année 2006). - **Article 4** (art. 60 de la loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 8024) : s'oppose à l'amendement n° 309 de M. François Autain (suppression). - **Article 5** (Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) (p. 8026, 8027) : s'oppose à l'amendement n° 310 de M. François Autain (caractère transitoire de la nouvelle taxe sur les activités des grossistes-répartiteurs) et demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Dominique Leclerc (report de la taxe sur l'exercice 2007). (p. 8028, 8029) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Nicolas About (diminution du taux de la taxe appliquée au chiffre d'affaires de 2006) et accepte les amendements de la commission n° 1 (rédaction) et n° 2 (application du dispositif aux entreprises de vente en gros dont l'activité a commencé en 2005-2006).

#### Troisième partie :

- (15 novembre 2006) - **Article 14** (art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges) (p. 8142) : s'oppose aux amendements n° 268 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 10 de la commission (garantie de la compensation à l'euro près des allègements généraux de charges sociales à compter de 2007). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8143) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (augmentation du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine afin de financer le fonds de réserve des retraites). - **Article 15** (art. L. 1126-1 et L. 2222-21 du code de la propriété des personnes publiques, art. L. 114-1 du code des assurances, art. L. 135-7 et L. 135-10-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Affectation au fonds de réserve pour les retraites des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance vie) (p. 8145, 8146) : s'oppose aux amendements de Mme Catherine Procaccia n° 400 (suppression) et n° 399 (non-rétroactivité des dispositions de l'article 15), ainsi qu'aux amendements identiques n° 237 de M. Bernard Cazeau et n° 312 de M. François Autain (conditions d'affectation au Fonds national de solidarité d'action mutualiste des sommes dues au titre de contrats d'assurance sur la vie et non réclamées depuis trente ans). - **Article 16** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles et art. 154 quinquies du code général des impôts - Modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements) (p. 8147, 8148) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 79 (dispositions techniques concernant le dispositif d'acompte de versement de la CSG). - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8180) : objectif de valorisation de la recherche et non de marketing.

#### Quatrième partie :

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 8183) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 272 (suppression de la contribution d'un euro instituée par la réforme de l'assurance maladie de 2004) et n° 273 (suppression du forfait de 18 euros sur les actes médicaux lourds). (p. 8184) : demande le retrait de l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (nouvelle rédaction de l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale définissant plus précisément les missions d'intérêt général et les aides à la contractualisation) contre l'engagement de prendre les mesures nécessaires. - **Article 32** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail) (p. 8186) : accepte l'amendement n° 19 de la



commission (subordination de la publication du décret gouvernemental fixant la liste des pathologies bénéficiant d'un élargissement des horaires de sorties à un avis de la Haute autorité de santé) et s'oppose aux amendements n° 147 de Mme Christiane Demontès (fixation des heures de sorties par le praticien en adéquation avec les nécessités du malade) et n° 274 de M. Guy Fischer (suppression de la limitation des sorties à 3 heures par jour en cas d'arrêt maladie). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8187, 8188) : son amendement n° 404 : modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental ; adopté. (p. 8192) : accepte l'amendement n° 126 de M. Francis Giraud (transport des donneurs d'organes ou de tissus, décédés dans des véhicules sanitaires). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 8199) : s'oppose à l'amendement n° 315 de M. François Autain (suppression des dispositions appliquant aux titulaires de la CMU complémentaire les exigences des parcours de soins coordonnés). (p. 8200) : logique du parcours de soins. Information des titulaires de la CMU sur les voies de recours. S'oppose à l'amendement n° 401 de Mme Catherine Procaccia (précision sur les modalités d'application des exonérations sociales et fiscales au contrat complémentaire santé). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8202) : accepte l'amendement n° 103 de M. Dominique Leclerc (reconduction du fonctionnement actuel des formations disciplinaires des sections des assurances sociales constituées auprès des conseils de l'ordre jusqu'à la nomination des nouveaux magistrats). Accepte l'amendement n° 129 de M. Michel Esneu (définition du champ des prescriptions ouvertes aux chirurgiens-dentistes). (p. 8203) : son amendement n° 419 : collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale ; adopté. (p. 8205) : s'oppose au sous-amendement n° 422 de M. Gérard Cornu (suppression du décret fixant les règles d'exercice et d'équipement des opticiens-lunetiers) sur son amendements n° 419 précité. (p. 8207) : propose à M. Gérard Cornu d'être associé à l'élaboration du décret. (p. 8208) : son amendement n° 426 : modification et allègement du régime d'autorisation des laboratoires de l'Union européenne pour effectuer des analyses au bénéfice d'assurés d'un régime français de sécurité sociale ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 35** (p. 8209) : s'oppose à l'amendement n° 319 de M. François Autain (modalités de fixation des prix de certains médicaments).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8262, 8263) : s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Guy Fischer (suspension de l'application de la tarification à l'activité, T2A) et demande le retrait de l'amendement n° 130 de Mme Janine Rozier (écêtement des primes d'assurance acquittées par les médecins). (p. 8264, 8265) : accepte l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes). Sur celui-ci, son sous-amendement n° 430 ; adopté. (p. 8266) : accepte l'amendement n° 295 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur la responsabilité civile médicale). Son amendement n° 406 : modalités de transmission d'informations assurantielles par les entreprises d'assurance aux fins d'analyse par l'Observatoire des risques médicaux ; adopté. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8270, 8271) : médecins français et médecins à diplôme extracommunautaire. Rôle du Conseil de l'ordre. (p. 8275, 8276) : s'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 156 (référence à l'attestation de valeur scientifique par cohérence avec la loi portant création de la CMU), n° 157 (substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats"), n° 155 (possibilité pour les médecins détenteurs d'un diplôme étranger de passer quatre fois les épreuves de vérification des connaissances) et n° 159 (quota réservé aux médecins ressortissant d'un pays extracommunautaire), de M. Guy Fischer n° 302 (substitution des mots "candidats ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" au mot "lauréats"), n° 278 (possibilité de se présenter quatre fois aux épreuves de

vérification des connaissances ou à l'autorisation d'exercice) et n° 301 (cohérence) ainsi qu'à l'amendement n° 371 de Mme Valérie Létard (mesures en faveur des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne afin de faciliter leurs conditions d'exercice). Accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 30 et n° 31. (p. 8277) : accepte les amendements de Mme Chritiane Kammermann n° 131 (anonymat des épreuves des candidats titulaires d'un diplôme extracommunautaire) et n° 132 (harmonisation) et s'oppose à l'amendement n° 158 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées aux titulaires d'un diplôme européen). (p. 8278) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 154 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 277 de M. Guy Fischer (conditions d'accès à l'exercice de la médecine en France). (p. 8279) : s'oppose à l'amendement n° 402 de M. Paul Blanc (nombre de praticiens titulaires d'un diplôme hors Union européenne susceptibles d'être autorisés à exercer). (p. 8280) : problèmes de démographie médicale. - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8281) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 108 de Mme Marie-Thérèse Hermange (recours à la voie conventionnelle pour déterminer les études post-autorisations de mise sur le marché) et les amendements identiques n° 149 de Mme Christiane Demontès et n° 326 de M. François Autain (développement du recours aux études post-autorisations de mise sur le marché par la voie conventionnelle). Accepte l'amendement n° 207 de M. Gérard Dériot (prise en compte des pharmaciens d'officine dans le champ d'application de l'accord-cadre intervenant entre l'ensemble des professionnels de santé en milieu libéral et l'assurance maladie). (p. 8282) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. François Autain (refus de l'autorisation de mise sur le marché ou retrait de médicaments dangereux pour la santé). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8283, 8284) : accepte l'amendement n° 180 de M. Nicolas About (modalités de dispense par les pharmaciens des médicaments nécessaires aux malades en traitements chroniques pour assurer la continuité du traitement) et s'oppose aux amendements de M. François Autain, sur le même objet, n° 328 et n° 329 (essais comparatifs préalables à toute autorisation de mise sur le marché d'un médicament). - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 8286) : demande le retrait de l'amendement n° 331 de M. François Autain (transposition de la directive communautaire du 31 mars 2004 sur le médicament). - **Article 38** (art. L. 165-8 nouveau du code de la sécurité sociale - *Renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public*) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (interdiction de publicité en faveur d'une prise en charge des dispositifs médicaux par les régimes complémentaires). (p. 8287) : s'oppose à l'amendement n° 330 de M. François Autain (précision relative à l'interdiction de publicité) et accepte l'amendement n° 368 de Mme Monique Papon (obligation de transparence du prix des audioprothèses et des prestations qui y sont associées). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8288) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 333 (contrôle de la publicité sur les dispositifs médicaux présentant un risque sérieux) et n° 334 (transposition de la directive de 2004 sur le médicament). - **Article 39** (art. L. 123-1, L. 132-1, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 314-6 du code de l'action sociale et art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité*) (p. 8290, 8291) : demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Nicolas About (coordination de la suppression du coefficient de haute technicité et de la convergence des tarifs intersectoriels en 2012) et s'oppose à l'amendement n° 275 de M. Guy Fischer (suppression de la remise en cause de l'application des conventions collectives concernant certains établissements de santé). Accepte les amendements de la commission n° 24 (report de dispositions) et n° 25 (sanction des établissements de santé ne transmettant pas certaines informations nécessaires à l'établissement de la carte sanitaire et du schéma d'organisation sanitaire). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8293) : accepte l'amendement n° 181 de M. Nicolas About (mesures en faveur des donneurs d'organes), les amendements identiques n° 152 de Mme Christiane Demontès, n° 192 de M. Nicolas About, n° 212 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° 296 de

M. Guy Fischer (mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins) ainsi que les n° 153 de Mme Christiane Demontès, n° 193 de M. Nicolas About, n° 297 de M. Guy Fischer et n° 213 de Mme Marie-Thérèse Hermange (extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins). - **Article 39 bis** (art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de dépassement des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 8296) : accepte les amendements de suppression n° 26 de la commission, n° 150 de Mme Christiane Demontès et n° 195 de M. Nicolas About. - **Article 39 ter** (art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 8297, 8298) : ses amendements n° 428 (simplification des missions du conseil de l'hospitalisation) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 432 de la commission qu'il accepte ; et n° 408 (simplification des procédures de l'observatoire) ; adopté. S'oppose aux amendements n° 276 de M. Guy Fischer (suppression) et, portant sur le même objet, n° 151 de Mme Christiane Demontès et n° 218 de Mme Marie-Thérèse Hermange (informations transmises au nouvel observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée). Accepte les amendements de la commission n° 27 (mise en place d'une expérimentation de deux ans de l'observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée), n° 28 (précision) et n° 29 (ajout dans la composition de l'observatoire des représentants des organismes nationaux de l'assurance maladie). - **Article additionnel après l'article 39 ter** (p. 8299) : son amendement n° 407 : suivi des mesures de maîtrise de dépenses d'assurance maladie ; adopté. - **Article 39 sexies** (art. L. 6122-19 et L. 6412-1 du code de la santé publique - Extension de la T2A aux activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation) (p. 8301) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 305 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels avant l'article 40** : sur les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange, accepte le n° 210 (récupération par la caisse auprès de l'établissement ou du professionnel de santé de la totalité de l'indu puis restitution à qui de droit des sommes qui lui sont dues) et s'oppose au n° 211 (mesures dissuasives à l'égard des établissements ne respectant pas les dispositions relatives au transport des malades). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8302) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 194 de M. Nicolas About et n° 377 de Mme Catherine Procaccia (mesures en faveur des émoluments, de la prime d'exercice, du calcul de la retraite complémentaire et de la formation continue des praticiens hospitaliers).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8388, 8389) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 54 (composition du conseil d'orientation des retraites, COR) et n° 55 (établissement de perspectives, dans la perspective de 2008, sur les futurs équilibres financiers de tous les régimes), et demande le retrait du n° 56 (uniformisation de l'ensemble des cotisations sociales et fiscales sur les préretraites). S'oppose à l'amendement n° 365 de M. Roland Muzeau (garantie d'un niveau décent de ressources aux personnes exerçant une activité professionnelle en établissements ou services d'aide par le travail). (p. 8390, 8391) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 228 (précision de la date de départ à la retraite des parents ayant élevé trois enfants après quinze ans de service dans la fonction publique) et n° 229 (neutralisation pour la CNRACL du transfert des fonctionnaires d'Etat). - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8393) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 364 de Mme Michelle Demessine (application, à compter du 1er juillet 2006, des taux majorés aux rentes d'ayants droit de victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle quelle que soit la date de l'accident). Négociation en cours AT-MP. - **Article additionnel avant l'article 60 ou après l'article 61** (p. 8394) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 139 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 360 de Mme Michelle Demessine (exonération des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles du versement forfaitaire d'un euro par acte). - **Articles additionnels avant l'article 60**

(p. 8396) : s'oppose aux amendements identiques n° 140 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 350 de Mme Michelle Demessine (point de départ des prestations accidents du travail-maladies professionnelles), ainsi qu'à l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité de recours en appel pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle contre une décision fixant un taux d'incapacité inférieur à 10 %). (p. 8398, 8402) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 336 (redéfinition du fonds de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 337 (exclusion des cotisations sociales accidents du travail - maladies professionnelles des dispositifs d'exonération), n° 338 (subordination du bénéfice des allègements de cotisations sociales au respect par l'employeur de ses obligations en matière d'hygiène et de santé au travail), n° 339 (recours systématique aux majorations de cotisations en raison du nombre d'accidents et de maladies professionnelles survenus dans l'entreprise ou en cas de non-déclaration de celles-ci), n° 340 (répartition de la prise en charge du coût de l'accident et de la maladie professionnelle entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice) et n° 341 (composition de la Commission nationale des accidents du travail et des maladies professionnelles). (p. 8404, 8410) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 342 (réalisation par le chef d'entreprise d'un livret d'information des salariés sur les risques, les droits et les procédures en matière de santé au travail), portant sur le même objet n° 343 à n° 346 (renforcement de l'existence et des compétences des CHSCT dans les entreprises quel qu'en soit l'effectif), portant sur le même objet n° 347 à n° 349 (création d'un volet dédié à la santé au travail au sein du dossier médical personnel), n° 351 (suppression de tout seuil d'incapacité permanente conditionnant la reconnaissance des maladies d'origine professionnelle), n° 352 (instauration d'une "cotisation-sanction" en cas de comportement malhonnête de l'employeur), n° 361 (finalité des missions du médecin du travail), n° 362 (prise en charge des frais médicaux et paramédicaux des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en sus des tarifs de responsabilité) et n° 363 (garantie aux victimes d'accident du travail d'une indemnité journalière égale au salaire net journalier perçu). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8412, 8416) : demande le retrait de l'amendement n° 57 de la commission (augmentation progressive de la part de l'Etat dans le financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA, pour atteindre 30 % en 2010). Lisibilité insuffisante du dispositif. Accepte l'amendement n° 58 de la commission (augmentation du plafond de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante) et s'oppose à l'amendement n° 358 de Mme Michelle Demessine (déplafonnement de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). (p. 8417, 8422) : s'oppose aux amendements portant respectivement sur le même objet, de M. Jean-Pierre Godefroy n° 142 et n° 144 et de Mme Michelle Demessine n° 353 (prise en compte de toutes les années de travail ouvrant des droits à l'ACAATA quel que soit le régime de couverture sociale du travailleur ayant été en contact avec l'amiante), et n° 355 (précision selon laquelle la liste des établissements donnant accès au FCAATA n'est qu'indicative). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 163 de M. Jacques Pelletier (précision par décret de la nature des activités concernées et du caractère significatif de ces activités pour l'indemnisation des victimes de l'amiante). S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 143 (élargissement du versement du capital décès aux ayants droit des bénéficiaires d'une ACAATA) et n° 145 (prescription trentenaire des demandes d'indemnisation portées devant le FIVA) ainsi qu'aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 354 (élargissement du bénéfice de l'ACAATA aux salariés ayant manipulé, traité ou inhalé de l'amiante), n° 356 (obligation de motiver les décisions de refus d'inscription d'un établissement sur les listes donnant accès au FCAATA) et n° 357 (alignement du montant de l'ACAATA sur celui du SMIC). Fixation par les partenaires sociaux, au 30 juin 2007, du terme des négociations relatives à la branche accidents du travail - maladies professionnelles. - **Article 61** (*Montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles de la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies*

*professionnelles*) (p. 8424, 8425) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 146 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 359 de Mme Michelle Demessine (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à la branche maladie). - **Article 63** (art. L. 531-6 du code de la sécurité sociale - *Atribution du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux*) (p. 8426) : s'oppose à l'amendement n° 288 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 8427) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Gérard Cornu (versement du complément de libre choix d'activité aux conjoints collaborateurs). Groupe de travail en cours. - **Article 64** (art. L. 531-3 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - *Report de la date de versement de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant*) (p. 8428) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 289 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 8430) : s'oppose à l'amendement n° 183 de Mme Catherine Morin-Desailly (cumul de l'allocation de base de la PAJE et de l'allocation de soutien familial pour les célibataires ayant adopté un enfant). - **Article 65** (art. L. 331-4, L. 331-7 et L. 521-2 du code de la sécurité sociale - *Possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants*) (p. 8431) : demande le retrait de l'amendement n° 60 de la commission (limitation de la possibilité de partager les allocations familiales entre parents séparés au seul cas où la résidence alternée est mise en oeuvre de façon égalitaire). - **Article 66** (art. L. 225-20 à L. 225-27, L. 933-1 du code du travail, L. 378-1 et L. 381-1 du code de la sécurité sociale, L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Création du congé de soutien familial*) (p. 8433, 8434) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 61 (suppression de l'interdiction de bénéficier du congé de soutien familial une seule fois au cours d'une carrière dès lors que l'ensemble des périodes de congé reste inférieur à un an), n° 62 (possibilité pour le salarié de demander son retour anticipé dans l'entreprise en cas de recours à un professionnel de l'aide à domicile ou en cas de congé de soutien familial pris par un autre membre de la famille) et n° 64 (coordination) et s'oppose au n° 63 (mise à la charge de la CNSA du coût de l'affiliation de l'ensemble des bénéficiaires du congé de soutien familial). Sur les amendements de M. Gérard Cornu, accepte le n° 121 (non-subordination de l'affiliation au régime général des travailleurs non salariés au titre du congé de soutien familial, à une radiation des répertoires professionnels) et demande le retrait du n° 391 (possibilité, pour les entreprises de moins de vingt salariés, de refuser une demande de congé de soutien familial). - **Article 67** (*Création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active*) (p. 8435) : s'oppose à l'amendement n° 290 de M. Guy Fischer (suppression). Sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 95 (précision selon laquelle le dispositif s'adresse aux personnes âgées de dix-huit à vingt-cinq ans) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 431 de la commission (autorisation de l'octroi de ce "prêt jeunes" aux parents de jeunes apprentis). S'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 96 (précision par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article). - **Article additionnel avant l'article 68** (p. 8436) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de la commission (neutralité financière des opérations d'adossment des régimes spéciaux de retraite sur le régime général pour la CNAF). - **Article additionnel avant l'article 69** (p. 8437) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (extension à tous les régimes de base de la possibilité de sanctionner les personnes qui incitent au non-paiement des cotisations). - **Article 69 ter** (*Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources*) (p. 8440, 8443) :

s'oppose aux amendements n° 291 de M. Guy Fischer (suppression) et de la commission des finances saisi pour avis n° 97 (alignement de l'évaluation forfaitaire des éléments du train de vie prévue par cet article sur le régime de l'article 168 du code général des impôts). Expose les grandes lignes du travail réglementaire prévu pour l'application de l'article 69 ter. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8444, 8447) : son amendement n° 413 : adaptation du cadre législatif pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP ; adopté après modification par le sous-amendement n° 440 de M. Gérard Dériot (coordination) qu'il accepte. Son amendement n° 414 : consolidation juridique du statut de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire ; adopté. Accepte l'amendement n° 113 de Mme Sylvie Desmarescaux (élection des administrateurs des régimes spéciaux). Sur l'amendement de la commission n° 125 (possibilité pour les conseils d'administration des caisses regroupées de mutualité sociale agricole de créer des comités départementaux) qu'il accepte, s'oppose aux sous-amendements identiques n° 208 de M. Gérard Dériot déposé à titre personnel et n° 425 de la commission (composition des caisses pluridépartementales). - **Article 70 bis** (*Création d'un répertoire commun aux organismes sociaux*) (p. 8449) : accepte l'amendement n° 67 de la commission (soumission de la création d'un répertoire des assurés sociaux commun à l'ensemble des caisses et organismes de sécurité sociale, à un avis conforme de la CNIL) ainsi que l'amendement n° 385 de M. Pierre Laffitte (possibilité, pour l'ensemble des caisses et organismes de sécurité sociale et pour les collectivités territoriales, d'échanger les informations contenues dans le répertoire sous la forme de transmissions de données par voie électronique) après sa rectification. S'oppose aux amendements de suppression de la commission des finances saisi pour avis n° 98 et n° 292 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 70 bis** (p. 8451) : accepte l'amendement n° 386 de M. Pierre Laffitte (possibilité d'instruire les demandes de prestations sociales et le contrôle de leur attribution sous forme dématérialisée). - **Article 70 ter** (*Mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale*) (p. 8452) : accepte les amendements de la commission de cohérence n° 68 à n° 72. - **Article additionnel avant l'article 71** : accepte l'amendement n° 73 de la commission (prise en charge par le budget de l'Etat et non par le FSV des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire des volontaires associatifs). - **Article 71** (*Charges prévisionnelles pour 2007 des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale*) : s'oppose à l'amendement n° 293 de M. Guy Fischer (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8457, 8458) : remerciements. Qualité du dialogue. Projet de progrès. Importance des amendements portant sur la responsabilité civile, le secteur optionnel et le droit d'opposition. Nécessité d'éviter le blocage de la vie conventionnelle. Assure que le Gouvernement prendra ses responsabilités sur la question de la représentativité avant les élections.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Deuxième partie :*

#### **Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) (p. 9631, 9633) : volonté d'anticiper et de réagir. Réponses aux orateurs. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9637) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances n° II-31 (augmentation de la subvention pour charge de service public de l'Institut national de veille sanitaire).

**BESSE (Roger)**  
sénateur (Cantal)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 9 mai 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Politique des territoires [n° 78 tome 3 annexe 18 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Politique des territoires

- (7 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p.9730, 9731) : aménagement, urbanisme et ingénierie publique. Institut géographique national, IGN. Programme "Tourisme". Programme relatif à l'aménagement du territoire : autorisations d'engagement ; majoration des crédits ; pôles de compétitivité et d'excellence rurale ; territoires les plus démunis. Programme "Interventions territoriales de l'Etat". Sous réserve de l'approbation de son amendement, propose, au nom de la commission, d'adopter les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9753, 9754) : son amendement n° II-43 : imputation budgétaire des crédits de l'action "Accueil des demandeurs d'asile en Rhône-Alpes" ; adopté. - **Article additionnel après l'article 50 bis** (p. 9756) : demande le retrait de l'amendement n° II-225 de M. Thierry Repentin (création d'un groupement d'intérêt public de gouvernance).

**BESSON (Jean)**  
sénateur (Drôme)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9559, 9560) : dissémination des crédits. Défavorable au budget pour la francophonie.

**BÉTEILLE (Laurent)**  
*sénateur (Essonne)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 137 (2005-2006)] relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 266 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 306 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 63 (2006-2007)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 97 (2006-2007)] (5 décembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 66 (2006-2007)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 98 (2006-2007)] (5 décembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (1er février 2006) - **Article 14 (Dispositions diverses)** (p. 489) : intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean Desessard (extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national). Interrogation sur la portée de l'article 14 quater du projet de loi. - **Intitulé du projet de loi** (p. 497) : soutient l'amendement n° 117 de M. Dominique Braye (modification de l'intitulé de ce projet de loi « projet de loi relatif aux parcs

nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ») ; adopté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1693) : défavorable à l'amendement n° 609 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger par accord d'entreprise ou d'établissement à la durée quotidienne de huit heures de travail pour un travailleur de nuit). - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1734) : intérêt de l'amendement de M. Nicolas About n° 819 (précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion) retiré puis repris par M. Jacques Mahéas. Difficulté de la formulation. Le groupe UMP estimera logique de voter contre après les apaisements donnés par le ministre.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2675, 2677) : deuxième lecture de la proposition de loi de Mme Aurillac. Objectif de protection des occupants les plus fragiles en évitant d'accroître la pénurie de logements proposés à la location. Maintien des modifications adoptées par le Sénat en première lecture. Nouvelles mesures votées par l'Assemblée nationale : fixation d'un nouveau seuil d'application du droit de préemption et réécriture du dispositif d'incitation fiscale. Amendements de la commission : harmonisation du seuil de déclenchement du droit de préemption ; élargissement du dispositif d'incitation fiscale aux ventes par lots intervenant à la suite de l'exercice du droit de préemption. Conséquences favorables d'une bonne application des accords collectifs négociés entre les bailleurs et les locataires sur l'amélioration de la protection des locataires. Souhaite l'adoption de cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2692) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 63 de M. Jean Desessard (institution d'un permis de diviser). (p. 2693) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean-Pierre Sueur (harmonisation à cinq logements des seuils retenus dans ce texte) et n° 64 de M. Jean Desessard (interdiction de l'usage du congé-vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements). - **Article 1er (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble)** (p. 2695, 2696) : son amendement n° 2 : harmonisation à plus de dix logements du seuil permettant la mise en oeuvre du droit de préemption des locataires ; adopté. (p. 2701) : son amendement n° 3 : suppression d'une précision ; adopté. (p. 2702, 2704) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 16 (institution d'un permis de diviser), n° 34 (extension de six à douze ans de la durée de prolongation des baux en cours pour les locataires obligés de quitter leur logement) et n° 33 (remplacement d'un engagement de maintien des locataires en place par un engagement de maintien sous statut locatif), ainsi qu'aux amendements de repli n° 35 et n° 36. Sur les amendements de M. Marcel-Pierre Cléach, demande le retrait des n° 9 (réserve des dispositions protectrices de ce texte aux seuls locataires habitant leur logement à titre principal), n° 10 (remplacement de la notification formelle par une simple mise à disposition des informations relatives au prix et aux conditions de vente par un bailleur au locataire) et n° 30 (précision et cohérence avec les dispositions existantes), accepte le n° 11 (précision) et le n° 12 (indépendance du technicien chargé du contrôle par rapport aux mandataires ou aux locataires). S'oppose aux amendements n° 26, 27 et 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (précision). Sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 38 (prise en charge par le bailleur des dépenses afférentes au diagnostic technique), s'oppose aux n° 37 (établissement du diagnostic technique de manière contradictoire), n° 39 (intégration dans le diagnostic technique de l'estimation des

charges générales d'entretien et de maintenance de l'immeuble), n° 40 (obligation pour le bailleur de financer les travaux identifiés comme nécessaires par le diagnostic technique), n° 41 (extension de quatre à six mois du délai accordé pour réaliser une vente en cas de recours à un prêt par le locataire, futur acquéreur), n° 42 (conséquence), n° 43 (institution d'une indemnité d'éviction), n° 44 (élargissement de la définition des personnes fragiles), n° 45 (instauration d'une décote), n° 46 (repli), n° 47 (possibilité pour un tiers des locataires concernés par une opération de vente à la découpe de demander au maire une enquête d'utilité publique), n° 48 (repli) et n° 49 (conséquence). Sur les amendements de M. Marcel-Pierre Cléach, souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 15 (possibilité pour le nouvel acquéreur de réévaluer le loyer, en cas de sous-évaluation de celui-ci, dans les trois mois après la signature authentique), s'oppose au n° 14 (unicité d'application de la disposition de prorogation des contrats de bail), et demande le retrait du n° 13 (précision du champ d'application de ce texte au moment de son entrée en vigueur). S'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 25 (application de ce texte aux opérations en cours, aux congés pour vente non exécutés et aux offres de vente dont le local n'a pas fait l'objet de vente) et n° 17 (précision). (p. 2708) : intervient sur l'amendement précité n° 15 de M. Marcel-Pierre Cléach. Nécessité de maintenir un équilibre dans les relations entre les propriétaires et les locataires. Intervient sur l'amendement précité n° 44 de M. Jean-Pierre Sueur. Rappel de l'existence et du rôle de la Commission nationale de concertation. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2710) : s'oppose aux amendements n° 50, 51 et 52 de M. Jean-Pierre Sueur (cohérence). - **Article 1er bis (art. 1584 bis et 1594 F sexies nouveaux du code général des impôts - Réduction du taux communal et du taux départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière en cas de maintien du statut locatif)** (p. 2711, 2712) : ses amendements analogues n° 4 et 6 : rétablissement de l'incitation fiscale pour les lots acquis postérieurement à la mise en copropriété de l'immeuble consécutive à l'exercice d'un droit de préemption ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 19 (suppression de l'exonération de droits de mutation sur les opérations de vente réalisées par les marchands de biens) et, analogues, n° 18 et 20 (prolongation de la durée de préservation du caractère locatif des logements concernés par les opérations de congé-vente). Ses amendements n° 5 : suppression d'un renvoi ; n° 7 : cohérence ; et n° 8 : rédaction ; adoptés. (p. 2713) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Sueur (compensation des incitations fiscales par une augmentation de la DGF des collectivités territoriales). - **Article 3 (art. 15 et 25-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret - Dégrogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente)** (p. 2714) : s'oppose aux amendements n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (fixation du délai de préavis au prorata des années de présence dans le logement) et n° 54 de M. Jean-Pierre Sueur (nullité du congé pour vente en cas de violation des dispositions des accords collectifs étendus par décret). (p. 2715, 2717) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 29 (nullité du congé pour vente en cas de non-respect des obligations d'information collective des locataires) et n° 23 (limitation de l'évolution des loyers dans les zones et quartiers sensibles à la spéculation immobilière), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 22 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 55 de M. Jean-Pierre Sueur (renforcement de la protection des locataires particulièrement fragiles). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2717) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 57 (instauration d'un moratoire sur les ventes à la découpe jusqu'au 1er janvier 2008) et n° 56 (repli). (p. 2718) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Sueur (intégration des opérations en cours dans le champ d'application de ce texte). (p. 2720) : s'oppose à l'amendement n° 65 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription dans la loi de dispositions protectrices pour les locataires en situation de fragilité).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire) (p. 3930, 3933) : ses amendements n° 125 : suppression de la possibilité de prévoir un mandat à durée indéterminée ; n° 126 : compte rendu de gestion effectué par le mandataire adressé à l'ensemble des héritiers ; retirés ; et n° 158 : possibilité pour tout héritier de demander la fin du mandat en l'absence d'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de révocation judiciaire du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission), son sous-amendement n° 198 ; adopté. (p. 3939) : son amendement n° 127 : possibilité pour les héritiers de faire un recours par la voie du référé contre la désignation du mandataire successoral ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant) (p. 3983, 3984) : défavorable à l'amendement n° 90 de la commission (retour au droit en vigueur par suppression de la disposition prévoyant que si le donateur s'est remarié et a eu d'autres enfants, l'époux survivant ne peut disposer de plus de la moitié de l'usufruit). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3990) : intervient sur les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4001, 4002) : soutient l'amendement n° 116 de M. Serge Dassault (création d'un fichier national des assurances sur la vie) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 23** : soutient l'amendement n° 117 de M. Serge Dassault (modalités d'évaluation d'une entreprise en vue de préparer une succession) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4012) : favorable à l'amendement n° 113 de la commission (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 200 de M. François Zocchetto (maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 4274, 4275) : améliorations apportées par le Sénat et tentant d'assurer un équilibre entre la nécessaire protection des locataires et le droit pour les propriétaires d'immeubles à usage d'habitation de disposer de leurs biens. Obligation pour l'auteur du diagnostic technique sur l'état de l'immeuble vendu en bloc de ne pas avoir, avec l'un des locataires concernés, de lien de nature à mettre en cause son impartialité ou son indépendance. Solution apportée à la divergence régnant entre l'Assemblée nationale et le Sénat quant au nombre de logements de l'immeuble vendus en bloc, au-delà

duquel le nouveau droit de préemption doit s'appliquer. Propose l'adoption de ce texte dans la rédaction élaborée par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (15 juin 2006) - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 4777, 4778) : soutient l'amendement n° 241 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité pour le maire, saisi par l'autorité administrative, d'émettre un avis sur le respect par l'étranger des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, qui sera réputé donné en l'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois) ; adopté. - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé) (Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants de l'Union européenne et des membres de leur famille)** (p. 4781) : soutient les amendements de M. Hugues Portelli n° 504, 505 et 506 (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille) ; adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9438, 9439) : situation des prisons. Exemple de Fleury-Mérogis. Aide juridictionnelle. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9457) : son amendement n° II-162 : revalorisation de l'aide juridictionnelle ; retiré.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 10166) : la commission des lois estime la demande de création de cette commission d'enquête recevable.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 10173, 10174) : la commission des lois estime cette demande de création d'une commission d'enquête irrecevable.

**BIARNÈS (Pierre)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série A))  
CRC-R

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006). - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense**.

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice**.

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

---

**BILLARD (Joël)**  
*sénateur (Eure-et-Loir)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national du bruit jusqu'au 8 avril 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.



**BILLOUT (Michel)**  
sénateur (Seine-et-Marne)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France** [n° 190 (2005-2006)] - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 581, 583) : difficile décentralisation de la gestion du STIF. Risque d'entraver durablement le bon fonctionnement de ce syndicat en le privant de réels pouvoirs de décision. Proposition de loi allant à l'encontre du principe même de décentralisation. Nécessité de renforcer la démocratie sociale dans le fonctionnement du STIF et de lui donner les moyens financiers de développer une politique des transports alliant efficacité économique et sociale. En cas de maintien de la règle de la majorité des deux tiers, le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Article unique** (p. 584) : son amendement n° 1 : modalités de vote au conseil d'administration du STIF ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 804, 806).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de*

*l'apprentissage junior*) (p. 1259, 1261) : soutient l'amendement n° 605 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions autorisant des dérogations à l'interdiction du travail de nuit des jeunes travailleurs) ; rejeté. Inquiétude face à l'extension du champ d'application de telles dérogations. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - *Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1303, 1304) : soutient l'amendement n° 687 de M. Roland Muzeau (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1340, 1341) : soutient l'amendement n° 697 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. Disposition en contradiction avec la jurisprudence constante de la Cour de cassation.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1697, 1698) : soutient l'amendement n° 614 de M. Roland Muzeau (renforcement des garanties des travailleurs de nuit) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1721) : soutient l'amendement n° 640 de M. Roland Muzeau (renforcement de l'encadrement du recours aux missions de travail temporaire) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1758, 1759) : soutient l'amendement n° 793 de Mme Annie David (prise en compte de l'assistance sociale des élèves au titre des missions éducatives de l'Etat) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2006) (p. 1835) : convocation hâtive de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances. Demande le retrait du contrat première embauche, CPE.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1856, 1857) : importance du nucléaire pour répondre aux besoins énergétiques tout en luttant contre le réchauffement climatique. Dangers de la libéralisation de ce secteur. Mesures positives tendant à accroître la transparence. Propositions du groupe CRC visant à renforcer l'information des citoyens. Souhaite une amélioration du texte, inacceptable en l'état. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1865) : soutient l'amendement n° 211 de M. Yves Coquelle (demande de renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) ; rejeté. - **Article 2** (*Principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense*) (p. 1870) : soutient l'amendement n° 213 de M. Yves Coquelle (caractère obligatoire de la garantie d'information) ; rejeté. - **Article 2 bis** (*Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses compétences*) (p. 1879, 1880) : soutient l'amendement n° 238 de M. Yves Coquelle (exclusion des centrales nucléaires du champ de contrôle de la Haute Autorité de sûreté nucléaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 6** (*Commissions locales d'information*) (p. 1929, 1930) : sur l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information), soutient le sous-amendement n° 339 de M. Yves Coquelle (possibilité pour les représentants du CHSCT d'être auditionnés à leur demande par les CLI) ; adopté. - **Article 8** (*Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1941) : soutient l'amendement n° 226 de M. Yves Coquelle (caractère systématique de l'avis donné par le Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire sur tout projet de réforme) ; retiré. - **Division additionnelle après l'article 11** (p. 1946, 1947) : soutient l'amendement n° 228 de M. Yves Coquelle (nouvelle division - Participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire) ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (2 mai

2006) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3396) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Michelle Demessine (majoration de la contribution des entreprises au 1 % logement) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3823, 3825) : promotion d'une nouvelle conception de l'usage de la voiture. Définition et objectifs. Regrette l'absence de mise en oeuvre d'une politique énergétique ambitieuse dans le respect du protocole de Kyoto. Encouragement indispensable des complémentarités entre les offres de transport. Le groupe CRC votera sans réserve cette proposition de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Article 4** (art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs*) (p. 4155) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Evelyne Didier (responsabilité de l'élaboration du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs confiée au ministre chargé de l'énergie) ; retiré. (p. 4156) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Evelyne Didier (inclusion dans le plan national de gestion des matières et déchets radioactifs de l'objectif de poursuite des recherches sur la séparation-transmutation) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés*) (p. 4165) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Evelyne Didier (publicité du rapport remis par les exploitants d'installations de traitement et de recherche au ministre chargé de l'énergie) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 14** (*Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*) (p. 4222, 4223) : soutient les amendements de Mme Evelyne Didier n° 117 (extension de la diffusion du rapport transmis par les exploitants) ; et n° 118 (élargissement de la composition de la Commission nationale de l'évaluation du financement des charges de démantèlement) ; rejetés ; et n° 119 (transmission au Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire du rapport adressé au Parlement et au Gouvernement par la Commission nationale d'évaluation) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4248, 4250) : s'étonne de la volonté du Gouvernement d'obtenir un vote conforme sur ce texte. Reconnaît que ce texte comporte des points positifs, notamment en ce qui concerne la transparence en matière nucléaire. Doute de l'efficacité du droit à l'information tant de la population que des salariés du secteur nucléaire. Lourdes conséquences des politiques de libéralisation du secteur énergétique sur la transparence nucléaire. Effets néfastes de la concurrence dans ce secteur sur la disparition de la professionnalisation des gestes requis, la qualification des intervenants et la qualité des travaux. Exemple d'EDF. Création purement idéologique de la nouvelle autorité administrative indépendante chargée du contrôle de la sécurité nucléaire, de la radioprotection et de l'information. Les sénateurs du groupe CRC ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4459, 4460) : soutient l'amendement n° 281 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. Régression en matière de droit au séjour des étrangers et de droit à exercer une activité professionnelle. Soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 282 (limitation des possibilités de retrait d'un titre de séjour aux seuls cas de fraude constatée par décision de justice) ; et n° 283 (impossibilité pour un employeur de demander le remboursement des charges salariales acquittées en cas de retrait

de la carte de séjour temporaire et de la carte "compétences et talents") ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Question préalable** (p. 6539, 6543) : soutient la motion n° 61 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6596) : soutient l'amendement n° 215 de M. Yves Coquelle (statut des personnels travaillant dans le domaine énergétique) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 6609) : article 36 du règlement. Demande la suspension des discussions. - **Rappel au règlement** (p. 6612) : demande une suspension de séance suite aux nouvelles informations relatives à la fusion entre GDF et Suez.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6747) : favorable à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6755, 6756) : légitimité de l'exigence en matière de sécurité et de sûreté du système. Soutient l'amendement n° 226 de M. Yves Coquelle (suppression des dispositions relatives à la filialisation d'EDF) ; rejeté. (p. 6761, 6763) : soutient les amendements de M Yves Coquelle n° 231 (abaissement du seuil d'obligation d'achat par EDF de 12 mégawatts à 8 mégawatts) ; et n° 232 (augmentation de la proportion dans laquelle les installations de production utilisant du charbon indigène comme énergie primaire sont appelées en priorité) ; rejetés. (p. 6772, 6773) : soutient l'amendement n° 278 de M. Yves Coquelle (réversibilité du choix de quitter les tarifs régulés) ; rejeté. (p. 6775, 6776) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 270 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi) ; et n° 271 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un CNE) ; rejetés. (p. 6781, 6782) : soutient l'amendement n° 272 de M. Yves Coquelle (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er juillet 2008) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7127, 7130) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 451 (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique) ; et n° 526 (renationalisation d'EDF et GDF) ; rejetés. (p. 7159) : favorable à l'amendement n° 465 de M. Yves Coquelle (part de l'Etat dans le capital de GDF).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7207, 7208) : souhaite que le capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel demeure majoritairement public. (p. 7211) : soutient l'amendement n° 483 de M. Yves Coquelle (renforcement du caractère public de la société gestionnaire du transport de gaz) ; rejeté. (p. 7214) : soutient l'amendement n° 486 de M. Yves Coquelle (composition du conseil d'administration ou de surveillance) ; rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel) (p. 7220, 7221) : soutient l'amendement n° 489 de M. Yves Coquelle (réaffirmation du monopole de distribution de Gaz de France) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9094, 9096) : insincérité des crédits. Priorités de la politique des transports. Budget de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF. Partenariat public-privé. Poids de la dette pour la SNCF et RFF. Rénovation du réseau. Souhait d'une implication plus grande de l'Etat en matière de transports. Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10162, 10164) : tentatives d'explications faibles et peu abouties. Marchandisation de l'électricité. Demande l'adoption de la proposition de résolution visant à la création de cette commission d'enquête.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10174, 10176) : rôle de l'Etat dans les secteurs clés de l'économie française. Absence de politique industrielle. Avis favorable du groupe CRC à la constitution de cette commission d'enquête.

**BIWER (Claude)**  
sénateur (Meuse)  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à rendre plus efficace la lutte contre le surendettement des ménages [n° 250 (2005-2006)] (14 mars 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collègues sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.*

*Proposition de loi visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.*

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 811, 812).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 909, 910) : retard de la France en matière d'apprentissage. Exemple de la Belgique. Approbation de la politique gouvernementale en matière d'apprentissage. Son amendement en faveur d'un véritable contrat d'apprentissage dès l'âge de quatorze. Avancée non négligeable du CPE par rapport à la situation actuelle des jeunes. Favorable à une justification écrite en cas de rupture du contrat. Intérêt des entreprises de conserver un jeune donnant satisfaction. Soutient le dispositif du CPE sous réserve de l'adoption des amendements du groupe UC-UDF.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1857, 1858) : création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire. Cas du laboratoire de Bure. Préconisations du rapport de MM. Bataille et Birraux relatif aux recherches sur la gestion des déchets nucléaires. Manque d'information des élus et de la population. Volonté de faire progresser dans la transparence le projet industriel de Bure.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2108, 2109) : effet pervers du "calage" de la fonction publique territoriale sur celle de l'Etat. Avancée de ce texte en matière de reconnaissance de l'expérience professionnelle et de validation des acquis de l'expérience. Passerelle entre toutes les fonctions publiques. Coût de la fonction publique territoriale. Regret de la non-participation des associations d'élus aux négociations salariales de la fonction publique. Favorable à la création d'un "collège des employeurs publics territoriaux". Nouveaux droits accordés aux fonctionnaires territoriaux. Souhait d'une souplesse accrue pour les élus en matière de recrutement et de promotion de leurs collaborateurs ainsi que de leur rémunération. Soutiendra ce texte sous réserve de l'adoption de ses amendements ou de ceux de son groupe.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2201) : son amendement n° 106 : liberté de recrutement des agents communaux dans les petites communes et les communautés de communes les moins peuplées ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4118, 4120) : intérêt particulier porté à la question en tant que représentant de la Meuse. Souligne l'importance d'une information impartiale, du caractère réversible du stockage et de la poursuite des recherches selon les trois axes évoqués par la loi Bataille. Regret de la réalisation d'un seul laboratoire souterrain. Conditions impératives à l'implantation d'un centre de stockage des déchets radioactifs à proximité de Bure : réversibilité du projet de stockage, autorisation de création par voie législative, contrôle du Parlement de l'évaluation faite par l'autorité administrative. Indispensable solidarité nationale en faveur des territoires concernés par la gestion des déchets radioactifs. Contribution nécessaire des entreprises liées à la filière nucléaire, au développement économique de la Meuse et de la Haute-Marne. Votera ce texte en espérant la prise en compte de ses propositions.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 8 (priorité)** (*art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde*) (p. 4185, 4189) : ses amendements n° 37 : modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde ; rejeté ; et n° 38 : coordination ; devenu sans objet. (p. 4194) : insiste sur l'importance de son amendement n° 37 précité qu'il maintient. - **Article 7 bis** (*Conditions de réversibilité du centre de stockage*) (p. 4198) : son amendement n° 36 : dépôt d'un projet de loi autorisant la création d'un centre de stockage précédée d'une enquête et d'un débat publics et d'une consultation des collectivités territoriales ; retiré. - **Article 9** (*art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage*) (p. 4205) : son amendement n° 39 : affectation du reliquat éventuel du produit de la taxe de diffusion technologique aux actions normalement financées par la taxe additionnelle d'accompagnement ; retiré. Favorable au sous-amendement n° 149 de M. Bruno Sido (augmentation de 50 à 80 % de la part fongible du produit des taxes) à l'amendement n° 27 de la commission (fongibilité du produit des taxes d'accompagnement du développement économique et de diffusion technologique).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5519, 5521) : évolution préoccupante du prix de l'eau. Regret de la suppression du FNDAE. Proposition d'amendement relatif au financement des travaux par les collectivités territoriales. Mécontentement des élus locaux de la Meuse. Soutiendra le projet de loi en fonction de l'accueil réservé à ses amendements.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8937) : contrat de croissance et de solidarité. DGF : intercommunalité et péréquation. DSU et DSR. Fiscalité locale. Conditions d'exercice des mandats locaux.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9097, 9098) : transfert des routes nationales aux départements. Saturation de l'autoroute A 31. Place des infrastructures de transport dans le contrat de projet Etat-région Lorraine. Mise en service du TGV Est Européen et conséquences. Prolongation des lignes ferroviaires jusqu'au Grand-Duché de Luxembourg. Pôles d'échanges multimodaux de Bar-le-Duc et de Verdun. Information des usagers.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9182, 9183) : confirmation par la commission mixte paritaire des avancées apportées par le Sénat. Regrette la non-suppression de l'article 21 du projet de loi et la non-adoption d'amendements du groupe UC-UDF. Lenteur et fragilité de l'amélioration des comptes sociaux. Absence de réforme structurelle d'envergure. Fiscalisation inéluctable du financement de la santé. La majorité du groupe UC-UDF s'abstiendra sur ce texte, à l'exception d'un quart qui le votera.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9193, 9195) : "décrystallisation" des pensions. Inauguration d'un monument à Douaumont en hommage aux soldats musulmans. Retraite du combattant. Situation des veuves d'anciens combattants. Rente mutualiste du combattant. Campagne double pour les fonctionnaires anciens

combattants d'Afrique du Nord. Politique de mémoire. Journée d'appel et de préparation à la défense. Indemnisation des orphelins de guerre. Votera ces crédits.

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9588, 9589) : revenu des agriculteurs et des retraités. Filière bois. Aménagement rural. Le groupe UC-UDF votera ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 10704) : son amendement n° 120 : extension au-delà du domaine public routier de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des travaux réalisés par une collectivité ; retiré.



**BIZET (Jean)**  
sénateur (Manche)  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 3 mai 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

**DÉPÔTS**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 145 (1996-1997)] relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 172 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Agriculture et pêche - Culture**.

*Proposition de loi* relative aux obtentions végétales [n° 181 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 181 (2005-2006)] relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)] (1er février 2006) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Stratégie de Lisbonne : l'Europe peut-elle passer à la vitesse supérieure ? [n° 234 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Budget - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 200 (2005-2006)] relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 258 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 349 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **PME, commerce et artisanat - Travail - Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : L'Union européenne au Sénat [n° 365 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : OMC : sortir de l'impasse par la réforme [n° 423 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Écologie et développement durable [n° 80 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Environnement**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 508, 509) : performance et compétitivité du système français d'obtention végétale. Différence entre certificat d'obtention végétale, COV, et brevet. Développement du COV à l'échelon international. Équilibre entre progrès végétal et droit d'accès à la biodiversité et entre droits des obtenteurs et ceux des agriculteurs. Sécurisation des semences de ferme. Économie du projet de loi. Approbation consensuelle en commission sous réserve de l'adoption des amendements. - **Article 1er** (art. L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle - Extension de l'exclusion du régime du brevet à l'ensemble des variétés végétales) (p. 516) : son amendement n° 1 : suppression ; adopté. - **Article 3** (art. L. 623-2, L. 623-3 et L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Conditions auxquelles des variétés peuvent faire l'objet de certificats d'obtention végétale) (p. 517) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (clarification de la notion d'obtention végétale). - **Article 4** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Droit exclusif des obtenteurs) (p. 518) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 19 et 20 (clarification). - **Article 9** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Allongement de la durée de protection des COV nationaux) (p. 519, 520) : s'oppose à l'amendement

n° 21 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression). - **Article 10** (art. L. 623-14 du code de la propriété intellectuelle - *Publicité des actes relatifs aux certificats d'obtention végétale*) : son amendement n° 2 : simplification ; adopté. - **Article 11** (art. L. 623-15 du code de la propriété intellectuelle - *Référence à la convention UPOV*) : son amendement n° 3 : rédaction ; adopté. - **Article 12** (art. L. 623-22-1 et L. 623-22-2 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Licences d'intérêt public*) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** : son amendement n° 5 : nullité des certificats d'obtention végétale ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 31 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 15** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - *Régime de sanction de la contrefaçon*) (p. 523) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de Mme Marie-Christine Blandin (précision du caractère intentionnel d'atteinte aux droits de l'obteneur pour définir la contrefaçon). Son amendement n° 6 : cohérence ; adopté. - **Article 16** (art. L. 623-24-1 à L. 623-248 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Dérogation au droit en faveur des agriculteurs*) (p. 527) : s'oppose aux amendements identiques n° 16 de M. Gérard Le Cam et n° 29 de Mme Marie-Christine Blandin (réécriture de l'article prévoyant une licence implicite en faveur des agriculteurs), ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 24 et 28 (utilisation libre par les agriculteurs du produit de la récolte obtenue par la mise en culture d'une variété protégée), n° 25 (représentation au sein de la commission de négociation de l'ensemble des organisations professionnelles d'agriculteurs représentatives), n° 26 (fixation de l'indemnité sur la base des volumes commercialisés) et n° 27 (versement à la recherche publique d'une part des indemnités perçues par les obtenteurs). S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam (élargissement de la dérogation à l'ensemble des espèces). Accepte les amendements identiques n° 9 du Gouvernement et n° 13 de M. Daniel Raoul (harmonisation du système national de rémunération avec le système communautaire) ainsi que les amendements identiques n° 10 du Gouvernement et n° 14 de M. Daniel Raoul (rapprochement du droit national et du droit communautaire pour les règles d'application des accords interprofessionnels négociés entre les acteurs d'une filière de production végétale). S'oppose aux sous-amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 32, déposé sur l'amendement précité n° 9 du Gouvernement et n° 33, déposé sur l'amendement précité n° 10 du Gouvernement. Accepte l'amendement n° 30 du Gouvernement (coordination). Souhaite entendre l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Daniel Raoul (référence au règlement communautaire en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité). - **Article 17** (*Dispositions transitoires*) (p. 529) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (cohérence). - **Article 18** (*Application à l'outre-mer*) : son amendement n° 7 : prise en compte des évolutions institutionnelles intervenues depuis 1996 ; adopté. - **Article 19** (art. 365 à 370 [nouveaux] du code rural - *Règles de production et de commercialisation des semences, plants et plantes destinées à être replantés, ainsi que de contrôle des importations*) (p. 531) : son amendement n° 8 : rédaction ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Demande le vote unanime de ce texte respectueux des intérêts du sélectionneur et de ceux de l'agriculteur. Remerciements. Réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 618, 619) : articulation avec le projet de loi de ratification de la convention de 1991 de l'UPOV et le projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural. Sécurisation des COV. Pérennisation des sources de revenus légitimes des obtenteurs nationaux. Arrivée à échéance de nombreux COV. Allongement rapide et indispensable de leur durée de protection. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ce texte. - **Article unique** (p. 622) : accepte l'amendement n° 1 de Mme Brigitte Bout (application de plein droit des allongements de durée dès la publication de la présente loi).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 2368, 2369) : rappelle l'adoption, à l'unanimité des groupes politiques du Sénat, du rapport de M. Jean-Marc Pastor à la suite de la mission d'information mise en place en 2002. Se réjouit de la transposition des deux directives de 1998 et 2001, acceptées en leur temps par la France. Prise de conscience progressive d'une technologie innovante. Réponse appropriée du texte aux interrogations des Français sur la production de plantes génétiquement modifiées en milieu ouvert. Haut niveau de contrôle. Information et transparence. Organisation innovante de la coexistence de toutes les cultures. Position quasiment unanime de la commission sur la nécessité de relancer la recherche publique dans le domaine des biotechnologies. Destruction d'un essai de culture sur deux, érodant ainsi l'avance de la France en matière de sélection variétale et d'obtention végétale. Salue l'initiative du Premier ministre de traiter le dossier crucial de l'innovation. Remercie le ministre de son choix d'organiser un débat au Parlement. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2394) : s'oppose à la motion n° 208 de M. Jean Desessard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2395, 2396) : s'oppose à la motion n° 66 de Mme Évelyne Didier tendant à opposer la question préalable. (p. 2397) : réponse aux affirmations de M. Paul Raoult. Réalité du débat démocratique. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2398) : s'oppose à la motion n° 209 de M. Jean Desessard tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 2399, 2400) : sur les amendements de M. Gérard Le Cam, s'oppose au n° 109 (interdiction des importations de denrées agricoles génétiquement modifiées) et demande le retrait du n° 110 (promotion du principe de licences gratuites ou bon marché pour les petits agriculteurs des pays en développement et introduction de clauses de sauvegarde en leur faveur) après avoir demandé l'avis du Gouvernement. - **Intitulé du titre Ier** : son amendement n° 1 : nouvel intitulé du titre Ier - Dispositions générales relatives aux organismes génétiquement modifiés et à leur utilisation ; adopté. - **Chapitre Ier** : son amendement n° 2 : nouvel intitulé du chapitre Ier - Dispositions générales ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2401) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jean Desessard (instauration d'un moratoire de cinq ans pour l'autorisation de dissémination volontaire ou de mise sur le marché d'OGM). - **Article 1er** (art. L. 531-1 du code de l'environnement - *Définition des organismes génétiquement modifiés*) (p. 2403, 2405) : intervient sur les amendements identiques n° 73 de M. Jean-Marc Pastor et n° 146 de M. Jean Desessard (droit à l'information du public sur les effets potentiels de la dissémination d'OGM pour la santé publique ou l'environnement). Confusion dans l'approche de leurs auteurs. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 75 de M. Jean-Marc Pastor et n° 147 de M. Jean Desessard (mise en conformité de la définition des OGM et des techniques de modification génétique avec les définitions données par la directive 2001/18/CE). Son amendement n° 3 : élargissement du champ des opérations soumises à la réglementation spécifique aux OGM disséminés ; adopté. Accepte l'amendement n° 74 de M. Jean-Marc Pastor identique à son amendement n° 3 précité après sa rectification. - **Article 2** (art. L. 531-2 du code de l'environnement - *Exclusion des techniques « naturelles » du champ de la réglementation spécifique aux OGM*) (p. 2406) : son amendement n° 4 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 76 de M. Jean-Marc Pastor et n° 148 de M. Jean Desessard (mise en conformité du projet de loi avec les prescriptions de la directive 2001/18/CE concernant les types de techniques qui n'entraînent pas de modification génétique). Demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Gérard César (suppression de l'avis de la commission de génie génétique sur la liste des techniques considérées par le législateur européen comme ne relevant pas de la réglementation spécifique aux OGM). - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2407) : son amendement n° 5 : dénomination du Haut conseil des biotechnologies, précision de ses missions et publicité de son rapport annuel ; adopté après rectification suggérée par M. Michel Charasse. (p. 2410, 2412) : accepte

l'amendement n° 77 de M. Jean-Marc Pastor identique, après rectification, à son amendement n° 5 précité. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 149 (extension des compétences du Conseil des biotechnologies à la surveillance et à l'analyse des conséquences sociales, économiques, sanitaires et environnementales liées à la dissémination volontaire) et n° 151 (définition de l'environnement comme étant un ensemble d'écosystèmes agricoles ou naturels), ainsi qu'à l'amendement n° 111 de M. Gérard Le Cam (évaluation du rapport entre les risques et les bénéfices des OGM). Demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° 51 (précision des missions des deux sections composant le Conseil des biotechnologies) et n° 64 (rapport annuel sur les résultats des études d'évaluation des risques pour la santé publique et pour l'environnement des OGM autorisés) qu'il estime satisfait. Demande le retrait des amendements de Mme Françoise Férat n° 68 (information du public par le Conseil des biotechnologies sur les risques liés à l'utilisation des OGM dans la limite des dispositions relatives au secret industriel ou commercial) qu'il estime satisfait et n° 69 (transmission au Parlement et mise à la disposition du public du rapport annuel du Conseil des biotechnologies). (p. 2413, 2414) : ses amendements n° 6 : nomination des membres du Haut conseil par décret pris sur proposition des ministres chargés de la recherche et de l'agriculture, après avis des ministres chargés de l'environnement, de la défense et de la santé ; n° 7 : sélection des personnalités de la section scientifique du Haut conseil sur le critère d'excellence scientifique ; et n° 9 : présence, dans la section économique et sociale du Haut conseil, de parlementaires membres de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; adoptés ; et n° 8 : application des modalités de déclaration de conflits d'intérêts et de rémunération des vacations pour les membres de la section scientifique du Haut conseil ; adopté après modification suggérée par M. Philippe Richert, président de séance, et par M. Michel Charasse. (p. 2415, 2416) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Jean Desessard (garantie du fonctionnement pluraliste et indépendant du Haut conseil, placé sous la présidence conjointe des ministres de l'agriculture, de la santé et de l'environnement). Sur les amendements de M. Gérard Le Cam, demande le retrait du n° 112 (sélection des personnalités scientifiques du Haut conseil sur le critère d'indépendance), qu'il estime satisfait, et s'oppose aux n° 113 (précision de la composition de la section économique et sociale du Haut conseil) et n° 114 (règle de la majorité qualifiée pour les décisions au sein du Haut conseil et publication des explications de vote). Sur son amendement n° 9 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 80 de M. Jean-Marc Pastor et s'oppose à l'amendement du même auteur n° 79 (composition plurale des deux sections du Haut conseil). (p. 2417) : sollicite l'avis du Gouvernement sur les modifications suggérées par M. Michel Charasse aux amendements précités de la commission n° 6 et n° 8. (p. 2418) : accepte de modifier son amendement n° 8 précité. Son amendement n° 222 : astreinte des membres du Haut conseil au secret professionnel ; adopté. (p. 2419, 2422) : son amendement n° 10 : définition des missions respectives des deux sections du Haut conseil ; adopté après modification par les sous-amendements identiques n° 212 de M. Michel Charasse et n° 218 de M. Gérard César (suppression des dispositions prévoyant la saisine de la section économique et sociale sur chaque demande d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM) qu'il accepte. Optimisation pertinente du fonctionnement du Haut conseil. Accepte l'amendement n° 115 de M. Gérard Le Cam (renvoi à un décret en Conseil d'État des modalités de fonctionnement du conseil des biotechnologies). Demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Gérard César (précision des missions confiées à la section socio-économique du conseil des biotechnologies) qu'il estime satisfait. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2423, 2424) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Jean-Marc Pastor (organisation et financement par l'État de la recherche scientifique fondamentale), puis demande son retrait. S'oppose à l'amendement n° 152 de M. Jean Desessard (organisation et financement par l'État de la recherche scientifique fondamentale et encadrement réglementaire des partenariats public-privé). Rôle de Génoplantes dans la recherche en sciences du vivant. (p. 2425) : s'oppose aux amendements n° 83 de M. Jean-Marc Pastor (respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en

laboratoire) et n° 153 de M. Jean Desessard (interdiction de la transgénése sur les animaux à finalité commerciale et respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en laboratoire). (p. 2426) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental). Absence de culture scientifique nécessaire. Risque de réapparition des ambiguïtés et des craintes. (p. 2428, 2429) : moment crucial du débat. Difficulté de mise en oeuvre de l'amendement n° 82 de M. Jean-Marc Pastor précité en dépit de sa pertinence. Nécessité de sortir de la situation actuelle après les conflits avec les faucheurs volontaires et la cacophonie de la commission de génie biomoléculaire. Confiant dans la section économique et sociale du Haut conseil et dans le comité de biovigilance pour établir le dialogue avec la société civile et informer le maire.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Intitulé du chapitre II** (p. 2456) : son amendement n° 11 : nouvel intitulé - utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés ; adopté. - **Article 4** (art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement) : son amendement n° 12 : précision des modalités de classement des utilisations confinées d'OGM ; adopté. (p. 2457) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Jean Desessard (établissement du classement par les ministres en charge de l'agriculture et de l'environnement et précision sur les modalités de classement des utilisations confinées d'OGM) ainsi qu'aux amendements identiques n° 84 de M. Jean-Marc Pastor et n° 116 de M. Gérard Le Cam (renforcement du rôle du Haut conseil des biotechnologies). (p. 2459) : salue l'esprit d'ouverture du Gouvernement qui accepte de réviser le rôle du Haut conseil des biotechnologies. - **Article 5** (art. L. 532-2 du code de l'environnement - Modalités de confinement des utilisations d'OGM) (p. 2460, 2461) : ses amendements n° 13 : clarification ; et n° 14 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 117 (avis conforme du Haut conseil des biotechnologies) et n° 118 (suppression de l'exclusion du transport d'OGM de l'obligation de confinement) ainsi qu'au n° 102 de M. Jean-Marc Pastor (harmonisation des règles de transport et d'utilisation confinée des OGM) et aux amendements de M. Jean Desessard n° 156 (motivation de la décision de l'autorité administrative de ne pas suivre l'avis du conseil des biotechnologies) et n° 155 (suppression de l'exemption accordée aux activités couvertes par le secret de la défense nationale). - **Article 6** (art. L. 532-2-1 du code de l'environnement - Renvoi des utilisations confinées d'OGM à des fins de production industrielle aux dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. - **Article 7** (art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées) (p. 2462) : son amendement n° 16 : régime déclaratif en cas de faible risque ou d'installations déjà agréées pour une utilisation confinée d'OGM ; adopté. (p. 2463) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, accepte le n° 85 (octroi de l'agrément par le ministre après avis du Conseil des biotechnologies) et s'oppose au n° 104 (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations déjà agréées et ne présentant aucun risque). S'oppose aux amendements n° 119 de M. Gérard Le Cam (obligation de l'agrément y compris pour les OGM présentant de faibles risques) et n° 157 de M. Jean Desessard (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations ne présentant aucun risque). (p. 2464, 2468) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 105 (fixation des prescriptions techniques après avis conforme du Conseil des biotechnologies) et n° 86 (établissement d'un plan de prévention des risques en cas de défaillance des mesures de confinement). S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 120 (évaluation des OGM en matière de risques environnementaux et sanitaires et évaluation de l'intérêt de la recherche préalablement à l'agrément), n° 121 (coordination) et n° 122 (précision). Son amendement n° 17 : révision régulière de l'évaluation des risques et des modalités de confinement ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 103 de M. Jean-Marc Pastor. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 158 (évaluation des risques préalables à toute utilisation confinée) et n° 159 (établissement d'un plan d'urgence en cas de défaillance

des mesures de confinement, préalable à l'agrément). Ses amendements n° 18 et 19 : rédaction ; adoptés. - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2469, 2470) : s'oppose aux amendements identiques n° 70 de Mme Françoise Férat et n° 161 de M. Jean Desessard (mise à la disposition du public d'un dossier d'information par l'exploitant). Son amendement n° 20 : fixation par décret des informations contenues dans le dossier ; adopté. (p. 2470) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Gérard Le Cam (diffusion de l'ensemble des informations existantes et inopposabilité de la notion d'information couverte par le secret professionnel et commercial) et demande le retrait des amendements identiques n° 71 de Mme Françoise Férat et n° 162 de M. Jean Desessard (publicité de toute information y compris celle pouvant porter préjudice aux intérêts de l'exploitant). (p. 2476) : s'oppose aux amendements identiques n° 88 de M. Jean-Marc Pastor et n° 164 de M. Jean Desessard (mise à disposition du public par l'exploitant d'un dossier d'information quel que soit le risque que présente l'utilisation d'OGM). (p. 2477) : s'oppose aux amendements analogues n° 72 de Mme Françoise Férat, n° 87 de M. Jean-Marc Pastor et n° 163 de M. Jean Desessard (liste des informations ne pouvant rester confidentielles). - **Article 9** (art. L. 532-5 du code de l'environnement - Pouvoirs administratifs en cas de danger connu après une déclaration ou la délivrance d'un agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2480, 2481) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Jean Desessard identique à l'amendement n° 90 de M. Jean-Marc Pastor (révision régulière de l'évaluation des risques) dont il demande le retrait et qu'il estime satisfait par les dispositions adoptées à l'article 7. S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Jean-Marc Pastor (solicitation de l'avis du Haut conseil des biotechnologies, y compris en situation d'urgence). - **Article 10** (art. L. 532-6 du code de l'environnement - Frais d'instruction des demandes d'agrément d'utilisation confinée) (p. 2481) : son amendement n° 21 : rédaction ; adopté. - **Intitulé du chapitre III** : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2482) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Jean-Marc Pastor (processus progressif de développement des OGM préalable à la mise sur le marché). - **Article 11** (art. L. 533-2 du code de l'environnement - Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés) (p. 2483, 2484) : s'oppose aux amendements n° 124 de M. Gérard Le Cam (suppression) et n° 166 de M. Jean Desessard (introduction d'exigences de sécurité dans la définition de la dissémination volontaire) et accepte l'amendement n° 52 de M. Gérard César (précision de la définition des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés) sous réserve d'une rectification. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2485) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Jean Desessard (encadrement de la dissémination par le respect du principe de précaution, du principe de libre administration des collectivités territoriales et des principes de pluralisme, de transparence et d'indépendance de l'expertise scientifique). - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM) (p. 2488, 2490) : son amendement n° 23 : autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies ; adopté. Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 60 de M. Gérard César et s'oppose aux sous-amendements identiques n° 213 de M. Michel Charasse et n° 220 de M. Gérard César. Son amendement n° 24 : procédure simplifiée d'autorisation de dissémination ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 107 de M. Jean-Marc Pastor. (p. 2491, 2492) : s'oppose aux amendements n° 168 de M. Jean Desessard (précision des règles relatives aux autorisations de dissémination volontaire), n° 106 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de dissémination d'OGM soumise au double avis du Haut conseil des biotechnologies et de la commission locale d'information et de suivi) et de M. Gérard Le Cam n° 124 (suppression), n° 125 (limitation de l'octroi des autorisations de dissémination volontaire d'OGM aux seuls projets de recherche émanant d'instituts de recherche publics ou élaborés dans le cadre de partenariats public-privé), n° 128 (autorisation de dissémination en plein champ dans les seuls cas d'absolue nécessité scientifique) et n° 129 (respect du principe de parcimonie). S'oppose aux amendements identiques n° 169 de M. Jean

Desessard, n° 127 de M. Gérard Le Cam et n° 206 de M. Michel Mercier (consultation obligatoire du Haut conseil des biotechnologies avant toute autorisation de dissémination volontaire d'OGM). Demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° 61 (mise en place d'une consultation nationale) et n° 54 (procédure simplifiée d'autorisation de dissémination) qu'il estime satisfait par son amendement précité n° 23. (p. 2493) : consultation nationale organisée par voie électronique. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM) (p. 2497) : transposition indispensable de la directive 2001/18/CE. (p. 2499, 2500) : ses amendements n° 25 : définition communautaire de l'évaluation des risques, directs ou indirects, immédiats ou différés ; n° 26 : précision ; n° 27 : consultation du Haut Conseil des biotechnologies avant d'autoriser la mise sur le marché d'un OGM ; et n° 28 : prescriptions systématiquement applicables aux autorisations de mise sur le marché ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (réécriture de l'article mettant en place une véritable information du public et améliorant la prise en compte des risques), aux amendements identiques n° 131 de M. Gérard Le Cam, n° 171 de M. Jean Desessard et n° 203 de M. Michel Mercier (consultation du Conseil des biotechnologies et du public préalablement à toute autorisation de mise sur le marché) ainsi qu'à l'amendement n° 130 de M. Gérard Le Cam (analyse des bénéfices attendus préalablement à toute autorisation de mise sur le marché). Sur son amendement n° 27 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 221 de M. Gérard César. - **Article 14** (art. L. 533-5 du code de l'environnement - Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM) (p. 2502, 2503) : son amendement n° 29 : substitution d'un principe de transparence des informations à l'actuel principe du secret ; adopté. S'oppose aux amendements n° 172 de M. Jean Desessard (réécriture de l'article précisant les informations à fournir et celles ne pouvant être considérées comme confidentielles), n° 205 de M. Michel Mercier (liste détaillée des informations à fournir préalablement à une demande d'autorisation) et de M. Gérard Le Cam n° 132 (exclusion de toute clause de confidentialité) et n° 133 (exclusion de la confidentialité des informations relatives à la sécurité sanitaire ou environnementale). Demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Gérard César (protection des informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes réalisant des expérimentations d'OGM) qu'il estime satisfait.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 15** (art. L. 533-6 du code de l'environnement - Autorisation délivrée par un autre Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen) (p. 2538) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. - **Article 16** (art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées) (p. 2539) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 143 (relèvement de la taxe assortie aux demandes d'autorisation de dissémination volontaire) et n° 134 (établissement des rapports de surveillance par l'autorité administrative) ainsi qu'au n° 173 de M. Jean Desessard (rôle de l'autorité administrative dans la surveillance des OGM et publicité des résultats). Son amendement n° 31 : communication des rapports de surveillance au Haut conseil des biotechnologies ; adopté. (p. 2540, 2541) : ses amendements n° 32 : information immédiate de l'autorité administrative en cas de modification des conditions de dissémination ; et n° 33 : information immédiate de l'autorité administrative sur les mesures destinées à protéger la santé publique et l'environnement ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Gérard Le Cam (obligation d'action de l'autorité administrative en cas d'information nouvelle sur les risques pour la santé et l'environnement) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 174, analogue à son amendement n° 32 précité, et n° 175, analogue à son amendement n° 33 précité. - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2543, 2548) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour l'autorité administrative d'interdire totalement la mise en culture d'OGM dans des zones protégées) ainsi qu'à l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement



modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). Demande le retrait de l'amendement n° 62 de M. René Beaumont, identique à l'amendement n° 176 précité. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2549, 2552) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 2553) : son amendement n° 34 : suppression ; adopté. - **Article 17** (art. L. 535-1 à L. 535-7 du code de l'environnement - *Coordination juridique*) (p. 2554) : son amendement n° 35 : codification ; adopté. - **Intitulé du chapitre V** : son amendement n° 36 : clarification ; adopté. - **Article 18** (art. L. 536-1, L. 536-2 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Sanctions pénales*) : son amendement n° 37 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 93 de M. Jean-Marc Pastor (précision). - **Intitulé du titre II** (p. 2555) : son amendement n° 38 : suppression ; adopté. - **Intitulé du chapitre Ier** : son amendement n° 217 : cohérence ; adopté. - **Article 19** (art. L. 515-13 du code de l'environnement - *Utilisation confinée d'OGM dans les installations classées*) : son amendement n° 39 : rédaction ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 19** : son amendement n° 40 : clarification ; adopté. - **Article 20** (art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - *Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2557, 2558) : son amendement n° 41 : information des exploitants de parcelles voisines aux parcelles de mises en culture d'OGM ; adopté. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 137 de M. Gérard Le Cam, n° 179 de M. Jean Desessard, n° 204 de M. Michel Mercier et n° 94 de M. François Marc (régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM) ainsi qu'au n° 136 de M. Gérard Le Cam (sanction en cas de non-respect des prescriptions relatives à la traçabilité). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2559, 2561) : son amendement n° 42 : création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM ; adopté après modification par le sous-amendement n° 215 de M. Michel Charasse pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 95 de M. François Marc, n° 180 de M. Jean Desessard et n° 207 de M. Michel Mercier (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM) ainsi qu'au n° 181 de M. Jean Desessard (caractère public du registre d'information sur les cultures d'OGM). - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - *Coexistence entre cultures OGM et non-OGM*) (p. 2563, 2565) : son amendement n° 43 : clarification ; adopté. A titre personnel, s'oppose aux amendements identiques n° 97 de M. François Marc, n° 141 de M. Gérard Le Cam, n° 195 de M. Jean Desessard et n° 200 de M. Daniel Soulage (extension à toutes les chaînes de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM). (p. 2566) : accepte l'amendement n° 96 de M. François Marc (rédaction) et s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 185 (traçabilité des animaux nourris aux OGM) ; et n° 182 (consultation du Haut conseil des biotechnologies pour définir les conditions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM). (p. 2567, 2571) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 183 (missions des agents chargés de contrôler l'application des mesures de coexistence), n° 190 (dispositif de contrôle des prescriptions), n° 184 (instauration d'un régime de la faute présumée) et n° 191 (suppression de la condition d'annualité de l'indemnisation), aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 140 (responsabilité des titulaires d'autorisations de mise sur le marché d'OGM) et n° 138 (abaissement du seuil d'étiquetage des OGM) ainsi qu'à l'amendement n° 92 de M. Jean-Marc Pastor (instauration d'un régime de la faute présumée). Demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Daniel Soulage (détermination du préjudice économique) et accepte l'amendement n° 57 de M. Gérard César (précision). Son amendement n° 44 : impossibilité de déroger par contrat aux obligations d'étiquetage relatives aux OGM ; adopté. (p. 2573) : s'oppose aux amendements identiques n° 98 de M. François Marc et n° 186 de M. Jean Desessard (système d'indemnisation garanti par un mécanisme assurantiel et le versement d'une taxe). (p. 2574, 2575) : accepte l'amendement n° 210 du Gouvernement (rédaction). S'oppose aux amendements identiques n° 100 de M. François Marc et n° 187 de M. Jean Desessard (cohérence), aux amendements portant sur le même objet n° 99 de M. François Marc et n° 142 de M. Gérard Le Cam

(contribution au fonds national d'indemnisation des titulaires d'autorisation de mise sur le marché d'OGM), ainsi qu'aux amendements n° 194 de M. Jean Desessard (mode de financement du fond national d'indemnisation) et n° 139 de M. Gérard Le Cam (couverture financière de la responsabilité des titulaires d'une autorisation de mise sur le marché d'OGM). (p. 2576) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Jean Desessard (suppression de la limitation du montant de la taxe) et accepte l'amendement n° 59 de M. Gérard César (abaissement du montant maximal de la taxe). Son amendement n° 216 : recouvrement de la taxe par l'office national interprofessionnel des grandes cultures ; adopté. (p. 2577) : son amendement n° 45 : abondement du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés ; adopté après modification par le sous-amendement n° 202 de M. Daniel Soulage qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 193 de M. Jean Desessard (suppression de la possibilité pour le fonds d'indemnisation d'être abondé par des contributions versées par des organismes professionnels et interprofessionnels) et demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Jean-Marc Pastor (alimentation du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés). (p. 2578, 2579) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 189 (suppression de la possibilité de mettre en cause la responsabilité d'un exploitant agricole pour la contamination de ses champs par ceux d'un voisin) et n° 188 (harmonisation). Ses amendements n° 46 : rédaction ; n° 47 : information du comité national de l'assurance en agriculture des conditions de mise en oeuvre des dispositions de cet article ; et n° 48 : cohérence ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2580) : demande le retrait de l'amendement de M. Jean-Paul Amoudry n° 197 (interdiction de la mise en culture d'OGM dans les zones spéciales de conservation définies dans le cadre de la procédure Natura 2000). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2581, 2582) : demande le retrait de l'amendement n° 67 de M. Dominique Mortemousque (impossibilité pour les semences et plants végétaux non reproductibles de bénéficier du certificat d'obtention végétale). - **Article 25** (*Interdiction des marqueurs antibiotiques pour les essais d'OGM*) (p. 2583) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 196 de M. Jean Desessard et n° 144 de M. Gérard Le Cam (date d'interdiction de la dissémination d'OGM contenant des gènes de résistance aux antibiotiques). - **Article 27** (*Clôture du fonds d'indemnisation*) (p. 2584) : son amendement n° 49 : clôture du fonds d'indemnisation après examen des produits d'assurance s'y substituant ; adopté. - **Demande de seconde délibération** : Accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2586) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (rôle du Haut conseil de biotechnologies). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2589, 2590) : qualité du débat. Craintes de la société. Texte équilibré. Encouragement donné aux chercheurs. Création du Haut conseil des biotechnologies. Intérêt des innovations permises par les OGM. Souhait d'un texte réellement fondateur en matière de biotechnologies.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3204, 3206).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4129, 4130) : cohérence de la réflexion engagée par le Gouvernement sur les choix stratégiques. Son expérience du traitement des déchets en tant qu' élu du département où se trouve l'usine de La Hague. Bénéfices d'une stratégie de traitement et de recyclage. Importante ressource potentielle. Dimension internationale de l'activité de l'usine de La Hague. Encadrement plus restrictif des opérations de traitement des combustibles usés étrangers. Votera ce projet de loi qui conjugue sécurité, prospective, transparence et progrès technologique. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Interdiction*

du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) (p. 4162, 4164) : ses amendements n° 53 : rédaction ; retiré ; n° 54 : rédaction ; et n° 52 : précision sur le contenu des accords intergouvernementaux publiés au Journal officiel ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE) (p. 4177) : son amendement n° 48 : élargissement de la composition de la CNE à un expert en économie désigné par le Gouvernement ; retiré.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5269) : complexité de l'exercice d'appréhension de ce projet de loi de règlement pour 2005 dans l'esprit de la LOLF. Amélioration de la consommation des crédits de l'écologie et du développement durable. Interrogation sur l'état d'exécution des crédits de personnel en 2005. Satisfait de la mise en oeuvre de la stratégie nationale du développement durable à l'échelon local. Question sur l'élaboration d'un document de politique transversale retraçant l'ensemble des actions menées en matière de développement durable et sur les instruments d'évaluation des performances mis à la disposition du Parlement pour apprécier l'efficacité des politiques déconcentrées.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5792) : son amendement n° 303 : en cas d'une extension de l'exploitation, octroi de nouvelles aides à la mise aux normes des bâtiments d'élevage après extinction des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA, et modulation de la redevance ; retiré. (p. 5793, 5794) : intervient sur son amendement précité n° 303. Souhait d'une négociation à Bruxelles d'un PMPOA III. (p. 5801) : soutient l'amendement n° 153 de M. Gérard César (diminution du taux des prélèvements sur les utilisateurs des produits phytopharmaceutiques) ; retiré. (p. 5804) : intervient sur l'amendement précité n° 153 de M. Gérard César. Risque de distorsion de concurrence pour les agriculteurs français. (p. 5807) : soutient l'amendement n° 155 de M. Gérard César (réduction de moitié du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses applicable aux fongicides) ; retiré. (p. 5808) : soutient l'amendement n° 156 de M. Gérard César (instauration d'une certaine harmonisation entre les taux de la redevance pour pollutions diffuses fixés par les agences de l'eau) ; retiré. (p. 5809) : son amendement n° 302 : possibilité pour les agences de l'eau de moduler la redevance pour pollutions diffuses en faveur des agriculteurs engagés dans des processus de traitement écologique respectueux de l'environnement ; adopté. (p. 5811) : soutient l'amendement n° 154 de M. Gérard César (proposition

de critères d'éligibilité pour l'obtention de la prime à l'utilisateur final) ; retiré. (p. 5814) : soutient l'amendement n° 144 de M. Gérard César (exonération de la redevance pour prélèvement sur la ressource d'eau des surfaces situées dans les zones humides) ; retiré. (p. 5816) : soutient l'amendement n° 145 de M. Gérard César (introduction dans le régime de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau d'un abattement en faveur des agriculteurs irriguants ayant fait le choix d'une gestion collective) ; retiré. - **Article 39** (art. L. 213-13 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer) (p. 5822) : soutient l'amendement n° 147 de M. Gérard César (maintien du seuil de recouvrement de la redevance pour prélèvement d'eau dans les départements d'outre-mer prévu par la loi de programme pour l'outre-mer de 2003) ; retiré. - **Article 48** (Encadrement de l'évolution des redevances de l'eau) (p. 5840) : soutient l'amendement n° 158 de M. Gérard César (intégration de la redevance pour pollutions diffuses au dispositif de lissage prévu à cet article) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5844) : rappel des principales dispositions de ce texte. Hommage au travail de réflexion et de concertation du rapporteur. Absence de règles identiques en matière d'environnement au sein de l'OMC, ainsi que de sanctions. Le groupe UMP votera ce texte.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - au nom de la commission des affaires économiques. - **Article 25** (Affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 8903, 8904) : son amendement n° I-192 : suppression de la limitation à un an de l'affectation intégrale des droits de francisation et de navigation au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; adopté.

*Deuxième partie :*

#### **Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9402, 9403) : enjeux internationaux. Lutte contre les changements climatiques. Protocole de Kyoto. Système européen des quotas de CO2. Plan national d'allocation de quotas de CO2. Taxe carbone. Intégration du secteur des transports. Question sur un document de politique transversale sur la politique du climat.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10345) : défavorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Louis Masson (rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs).

**BLANC (Jacques)**  
sénateur (Lozère)  
UMP

#### **NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et denrées alimentaires (E 3071) [n° 244 (2005-2006)] (8 mars 2006) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 429 (2005-2006)] autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 489 (2005-2006)] (26 septembre 2006) - **Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 135, 138).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 407, 409) : soutien au projet. Son expérience du parc national des Cévennes. Prise en compte indispensable dans la charte de la réalité du coeur de ce parc, seul habité parmi les parcs de moyenne montagne. Nécessité de poser des conditions à l'entrée et à la sortie des aires d'adhésion pour éviter les mitages. Favorable à la présence d'élus supplémentaires dans les conseils d'administration et au recrutement de personnes possédant un enracinement local aux côtés des fonctionnaires des parcs. Question du rayonnement international des parcs français. Pertinence des possibilités de jumelage. Son souhait de créer un réseau euro-méditerranéen des parcs nationaux. Rôle des parcs en tant que moteurs pour le développement durable et de création d'une nouvelle dynamique d'adhésion au réseau Natura 2000. Convaincu d'oeuvrer pour l'avenir des futures générations par-delà les clivages politiques. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - *Charte du parc national*) (p. 419) : son amendement n° 55 : élaboration des documents graphiques de la charte à partir d'un diagnostic socio-économique du parc ; retiré. (p. 420, 424) : ses amendements n° 56 : consultation des collectivités territoriales concernées par l'aire d'adhésion sur l'élaboration de la charte d'un parc national déjà existant ; retiré ; et n° 57 : prise en compte des spécificités des territoires du coeur de parc et de la zone d'adhésion dans les documents de planification de l'action de l'Etat et les programmations financières ; adopté. - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés*) (p. 426, 427) : son amendement n° 58 : fixation des règles particulières applicables dans le coeur d'un parc national par référence au règlement national d'urbanisme ; retiré. (p. 428, 430) : son amendement n° 59 : nécessité de préciser les éléments constituant le "caractère" du parc en raison de l'ambiguïté de ce mot ; retiré. Favorable à l'amendement n° 139 de M. Thierry Repentin (adaptation de l'interdiction de survoler le parc en faveur des aéronefs non motorisés). - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - *Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national*) (p. 435) : son amendement n° 60 : suppression de la limite d'âge pour les élus membres des conseils d'administration des parcs ; adopté. (p. 438) : se réjouit de l'amendement n° 21 de la commission (codification de la possibilité pour l'établissement du parc national de créer des outils de gestion en commun avec des parcs frontaliers et de souscrire à des accords de jumelage, après autorisation du ministre de tutelle). - **Article 10** (art. L. 331-18, L. 331-24, L. 331-25 et L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28 [nouveaux], L. 415-3 et L. 428-5 du code de

*l'environnement - Dispositions pénales*) : son amendement n° 61 : mise en cohérence du délai d'envoi des procès-verbaux au procureur de la République avec les législations en vigueur ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (22 mars 2006) - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2496, 2497) : texte équilibré. Majorité de communes du département de la Lozère connectée à internet.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2545) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). Défense des AOC. Refus d'un rejet obscurantiste des OGM.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4643, 4646) : nécessité de trouver des solutions au problème posé par le "non" des Français à la Constitution européenne. Favorable à l'adoption du projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Ambition de forger une Europe forte, capable d'avancer sur le socle de valeurs communes et de favoriser les coopérations en matière d'emploi et d'aménagement rural. Besoin d'une Euro-méditerranée pour équilibrer le Nord et le Sud. Nécessité pour l'Europe d'avancer en matière de gouvernance et d'institutions afin de jouer un rôle important dans le monde. Rôle des parlements nationaux dans le fonctionnement de la démocratie européenne.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne** [n° 429 (2005-2006)] - (3 octobre 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 6254, 6256) : respect de la parole donnée par l'Europe. Traité d'adhésion très semblable à celui de l'entrée des dix nouveaux Etats membres en 2004. Nouveautés dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Difficulté pour l'Union européenne de retrouver son élan au lendemain du "non" français. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7679, 7681).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8187) : son amendement n° 106 : alignement du tarif de remboursement des chirurgiens exerçant en secteur 2, sans dépassement d'honoraires, sur ceux du secteur 1 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 41** (p. 8313) : s'abstient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Jégou (garantie de l'accès, pour les assurés sociaux, au Web médecin). - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8324, 8325) : intervient sur l'amendement n° 433 de la commission (subordination des décisions de l'agence à l'avis d'un conseil scientifique indépendant). Satisfait de la reconnaissance de l'émergence des établissements médico-sociaux. - **Article 44** (*Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8329) : son amendement n° 226 : possibilité pour la CNSA d'affecter en 2007 une part des excédents de l'exercice 2006 au financement des investissements immobiliers des établissements pour personnes âgées et pour personnes

handicapées ; adopté. - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel) (p. 8348, 8349) : question sur l'application de l'amendement n° 409 du Gouvernement (constitution du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins par fusion du FAQSV et de la dotation nationale de développement des réseaux) s'agissant des opérations de réseau concernant plusieurs régions. - **Article 70 quater (priorité)** (Création à titre expérimental d'une caisse multi-branches de sécurité sociale) (p. 8366, 8367) : son amendement n° 398 : extension de l'expérimentation d'une caisse multibranches de sécurité sociale à la MSA ; retiré.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 9011, 9012) : place de la France en Europe. PAC. Politique de défense. Elargissement. Fonds d'aide aux collectivités territoriales.

*Deuxième partie :*

**Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9411, 9412) : réussites de la ministre dans un ministère difficile. Hommage à l'Europe dans l'évolution des programmes agricoles. Hausse des crédits de la biodiversité et des crédits consacrés aux parcs nationaux. Pôles d'excellence rurale du département de la Lozère. Dispositif Natura 2000. Question d'un réseau euroméditerranéen des parcs nationaux. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9421) : défavorable à l'amendement n° II-88 de M. Paul Raoult (transfert de crédits du programme "Prévention des risques et lutte contre les pollutions" au bénéfice des parcs naturels régionaux).

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - **Article 41** (Fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 9619, 9620) : son amendement n° II-121 : possibilité de tripler le taux de cette taxe ; adopté.

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 51 bis ou après l'article 51 bis** (p. 9781) : son amendement n° II-223 : prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ; retiré. Exemple de la Lozère. - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9784, 9785) : ses amendements n° II-219 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne ; et n° II-222 : repli ; retirés. - **Article 51 bis** ("Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne) (p. 9786, 9787) : ses amendements n° II-220 : suppression ; n° II-230 et II-221 : repli ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9789, 9790) : son amendement n° II-214 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements ; retiré. S'abstiendra lors du vote des amendements identiques à son amendement précité n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-236 de M. Jean-Pierre Sueur. Son amendement n° II-215 : introduction de la densité de la population dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM ; retiré. - **Article 51 quater** (Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques ») (p. 9793, 9794) : ses amendements n° II-216 : garantie minimale de progression de la DFM à partir de 2007 ; n° II-217 et II-218 : repli ; retirés.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10149, 10151) : élargissement de l'Union. Adhésion de la Turquie. Perspectives d'action des parlements nationaux.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10214, 10216).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 40** (art. L. 241-12 du code des juridictions financières - Moyens de défense octroyés aux ordonnateurs ayant cessé leurs fonctions lors d'un contrôle de la chambre régionale des comptes) (p. 10830) : son amendement n° 66 : amélioration des conditions de prise en charge de la défense des ordonnateurs de collectivités territoriales et des dirigeants d'établissements publics qui ne sont plus en fonction au moment où la chambre régionale des comptes examine un exercice passé ; adopté après une modification demandée par la commission.

**BLANC (Paul)**  
*sénateur (Pyrénées-Orientales)*  
 UMP

**NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Solidarité et intégration [n° 82 tome 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - **Article 12** (art. L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales - *Création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés d'un parc national*) (p. 480, 481) : soutient l'amendement n° 62 de M. Jacques Blanc (compensation des charges d'entretien assumées par les communes dotées de territoires à haute valeur patrimoniale et environnementale par une nouvelle attribution au sein de la fraction "péréquation" de la DSR) ; retiré. - **Article 14** (*Dispositions diverses*) (p. 484) : soutient l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Vial (rétablissement de la compétence du comité de pilotage sur la maîtrise du document d'objectifs d'un site Natura 2000 situé dans un parc national ou un parc naturel marin) ; retiré. - **Article 15** (*Dispositions transitoires*) (p. 495) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jacques Blanc (continuité des procédures applicables actuellement dans les zones centrales des parcs nationaux jusqu'au décret d'approbation de la première charte du parc national) ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 3128) : favorable à l'amendement n° 84 de la commission (ratification de l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Articles**

**additionnels après l'article 26 bis** (p. 4013) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 161, 162 et 163 : alignement du régime des mutuelles sur celui des sociétés d'assurance en matière de prestations de frais d'obsèques ; retirés.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5712, 5713) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Vial portant sur le même objet n° 473 et 474 (augmentation dans les communes touristiques de montagne de la part fixe de la facturation) ; retirés.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6056) : favorable à l'article 8 et à la consécration du rôle de police administrative du maire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8071, 8073) : attributions de la CNSA. Rapport de la Cour des comptes. Plan "Solidarité grand âge". Mesures en faveur des personnes handicapées. Son rapport sur le vieillissement des personnes handicapées. Grille AGGIR. Prestations et tarifs. Sources de financement. Soutien de la politique du Gouvernement.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Art. additionnel avant l'article 32** (p. 8181) : son amendement n° 123 : prorogation de deux ans de la possibilité offerte aux directeurs de l'Agence régionale d'hospitalisation de permettre aux groupements de coopération sanitaire de mener une expérimentation ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - *Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8226) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques), ainsi que sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8244) : favorable à l'amendement n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins).

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8515) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 23 (taux de couverture du territoire par la TNT).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Solidarité et intégration

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9853, 9854) : hébergement d'urgence. Aide aux personnes handicapées. Allocations. Aide médicale. Propose l'adoption des crédits de cette mission, amendés par la commission. - **Article additionnel après l'article 56 (priorité)** (p. 9864, 9867) : son amendement n° II-211 : plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9870, 9871) : ses amendements portant sur le même objet n° II-207 ; retiré ; et n° II-206 : répartition des crédits ; adopté. (p. 9872, 9873) : son amendement n° II-208 : réaffectation de la

subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments anciens ouverts au public appartenant à l'Etat ; retiré au profit de l'amendement de la commission portant sur le même objet n° II-34. - **Article 53** (*Clarification des règles d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés, AAH, aux personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi*) (p. 9875) : son amendement n° II-209 : modification des conditions d'obtention de l'AAH ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 9878) : à titre personnel, votera l'amendement n° II-346 du Gouvernement (extension aux personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité de certains droits ouverts aux personnes bénéficiant de l'AAH). -

**Article 56** (*Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux*) (p. 9882) : son amendement n° II-210 : rédaction ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10206, 10210).

**BLANDIN (Marie-Christine)**  
*sénateur (Nord)*  
*SOC-R*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion de l'administration préfectorale suite à la circulaire du 13 juin 2006 [n° 106 (2006-2007)] (11 décembre 2006) - **Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 514, 515) : opposition à la brevetabilité du vivant. Défense des intérêts des grandes firmes semencières en rupture avec le droit ancestral de ressemer. Officialisation de la propriété intellectuelle du semencier par le COV. Encadrement sévère des semences de ferme ; ses propositions de modes de calcul de l'indemnité plus équitable. Refus de marchandisation du capital génétique. - **Article 3** (art. L. 623-2, L. 623-3 et L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Conditions auxquelles des variétés peuvent faire l'objet de certificats d'obtention végétale) : son amendement n° 18 : clarification de la notion d'obtention végétale ; rejeté. Prévention indispensable du biopiratage. - **Article 4** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Droit exclusif des obtenteurs) (p. 518) : intervient sur ses amendements n° 19 et 20 : clarification. - **Article 9** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Allongement de la durée de protection des COV nationaux) (p. 519) : son amendement n° 21 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 521) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nullité des certificats d'obtention végétale) son sous-amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - Régime de sanction de la contrefaçon) (p. 522) : son amendement n° 22 : précision du caractère intentionnel d'atteinte aux droits de l'obteneur pour définir la contrefaçon ; adopté. - **Article 16** (art. L. 623-24-1 à L. 623-248 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Dérogation au droit en faveur des agriculteurs) (p. 524) : ses amendements n° 29 : réécriture de l'article prévoyant une licence implicite en faveur des agriculteurs ; portant sur le même objet, n° 24 et 28 : utilisation libre par les agriculteurs du produit de la récolte obtenue par la mise en culture d'une variété protégée ; n° 27 : versement à la recherche publique d'une part des indemnités perçues par les obtenteurs ; rejetés ; n° 25 : représentation au sein de la commission de négociation de l'ensemble des organisations professionnelles d'agriculteurs représentatives ; et n° 26 : fixation de l'indemnité sur la base des volumes commercialisés ; devenus sans objet. Sur les amendements du Gouvernement n° 9 (harmonisation du système national de rémunération avec le système communautaire) et n° 10 (rapprochement du droit national et du droit communautaire pour les règles d'application des accords interprofessionnels négociés entre les acteurs d'une filière de production végétale), ses sous-amendements respectifs n° 32 et n° 33 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 531) : risque d'évolution vers la brevetabilité du vivant. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 836, 837) : projet de loi examiné dans un contexte difficile : rupture des liens sociaux, diminution des budgets et érosion des droits. Dénonce une ouverture sans précaution des dispositions de ce texte au secteur marchand. Risque de fragiliser le tissu associatif

et ses missions. Amendements du groupe socialiste : extension du volontariat associatif à toute personne, sans condition de durée et de présence en France ; nécessité d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes volontaires. - **Article 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 842) : soutient l'amendement n° 2 de M. David Assouline (suppression de la condition de séjour en France préalable à un engagement associatif) ; rejeté. Favorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 25 de M. Jean-François Voguet et n° 3 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux personnes en difficulté). - **Article 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 847) : sur l'amendement n° 27 de M. Jean-François Voguet (mise en disponibilité de droit des fonctionnaires s'engageant dans une mission de volontariat), son sous-amendement n° 40 ; rejeté. - **Article 5** (*Validation des acquis de l'expérience*) (p. 849) : défavorable à l'interruption de l'examen de ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1000, 1001) : déplore les méthodes de travail utilisées. Défavorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise). (p. 1032) : son amendement n° 479 : bilan mensuel de l'expérience avec l'élève, ses parents et l'équipe pédagogique ; rejeté. (p. 1033, 1034) : ses amendements n° 480 : modalités de retour d'un apprenti à une scolarité normale ; n° 481 : accompagnement du jeune apprenti revenant à une scolarité normale ; et n° 482 : remise à niveau des connaissances des jeunes apprentis ; rejetés. (p. 1038) : son amendement n° 483 : possibilité pour l'élève de faire des choix ; adopté. (p. 1056) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Yannick Bodin (recrutement dans les classes préparatoires aux grandes écoles des lycées publics et dans les premières années des établissements d'enseignement supérieur public effectuant une sélection des candidats).

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1155) : soutient l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement et ajout d'une référence aux accords ou conventions collectives) ; rejeté. (p. 1159) : soutient l'amendement n° 446 de M. Jean Desessard (garanties écrites d'un entretien préalable avant licenciement) ; rejeté. (p. 1167) : soutient l'amendement n° 450 de M. Jean Desessard (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) ; rejeté. (p. 1169, 1170) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 448 (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse) et n° 449 (augmentation du délai de carence entre la signature de deux CPE pour le même poste et les mêmes fonctions dans l'entreprise en cas de rupture du premier) ; rejetés. (p. 1175) : soutient l'amendement n° 442 de M. Jean Desessard (application d'un délai de carence entre la signature de deux CPE successifs pour le même poste) ; rejeté. (p. 1179) : soutient l'amendement n° 452 de M. Jean Desessard (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au contrat précaire afin d'abonder le Fonds de solidarité) ; rejeté. (p. 1185, 1186) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 451 (alignement des droits des femmes en état de grossesse salariées en CPE ou en CNE sur ceux d'une période d'essai ordinaire) ; et n° 453 (création d'un bonus-malus en matière de cotisations sociales afin d'inciter les entreprises à privilégier les contrats durables) ; rejetés. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1190) : favorable à l'amendement n° 440 de M. Jean Desessard (suppression). Remise en cause des dispositions du droit du travail.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1265) : favorable aux amendements identiques n° 381 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion

de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1331) : article 48 du règlement du Sénat. Regrette le non-examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 3 quater, déclarés sans objet. Informe la commission des affaires sociales de la transformation éventuelle des amendements déposés à l'article 13 en sous-amendements. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1332) : favorable à l'amendement n° 692 de M. Roland Muzeau (prise en compte des contrats d'avenir et des contrats d'accompagnement à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés). - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1401, 1403) : soutient les amendements de Mme Dominique Voynet n° 391 (exonération d'impôt sur les bénéfices conditionnée à l'absence de licenciement économique au cours des deux années précédentes) ; et n° 392 (obligation pour les entreprises bénéficiant d'exonérations d'embaucher 50 % de personnel local) ; rejetés. Exemple du musée d'art et d'industrie de Roubaix. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1428) : soutient l'amendement n° 393 de Mme Dominique Voynet (limitation à 50 % du taux des exonérations fiscales pour les employés présents dans l'entreprise dans les douze mois précédant leur migration dans la zone franche) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1469) : dénonciation de la mort du petit commerce et du développement des grandes surfaces où l'emploi est souvent partiel et non choisi. - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1482, 1483) : importance pour chacun d'être reconnu avec son identité, son histoire, sa richesse et de pouvoir bénéficier de lieux d'échange et de perfectionnement des savoirs. Culture et mémoire. Absence totale de réponse à l'égalité des chances dans ce texte. (p. 1487, 1489) : son amendement n° 488 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2247) : avec les membres du groupe socialiste, votera contre ce texte malgré la qualité des débats.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3530, 3532) : nécessité de préserver la conception française du droit d'auteur. Débat avorté sur la licence globale. Responsabilité des fournisseurs de matériel et services numériques. Manque d'éthique des jeunes internautes inhérent au libéralisme. Risques pesant sur le développement des logiciels libres. Soutien inégal aux créateurs de la part du Gouvernement. Le groupe des Verts ne votera pas ce projet de loi. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3559, 3563) : sur l'amendement n° 1 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche), son sous-amendement n° 203 ; retiré au profit du sous-amendement n° 260 de M. Michel Charasse. Son amendement n° 198 : exception en faveur de l'enseignement et de la recherche ; devenu sans objet. Sur l'amendement analogue n° 121, son sous-amendement n° 231 ; devenu sans objet. (p. 3573, 3578) : ses amendements n° 199 : suppression de l'exception en faveur de la presse ; retiré ; et n° 200 : conditions de l'exception en faveur de la presse ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions de l'exception en faveur de la presse), ses sous-amendements n° 202 ; retiré et n° 246 ; adopté. Sur l'amendement n° 120 de M. David Assouline (conditions de

l'exception en faveur de la presse), son sous-amendement n° 230 ; devenu sans objet. (p. 3578) : son amendement n° 201 : suppression des dispositions relatives au test en trois étapes ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 6** (Encadrement du contrat de volontariat) (p. 3622, 3623) : soutient l'amendement n° 9 de M. David Assouline (mise en oeuvre par l'organisme de mesures pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des volontaires et possibilité pour ces derniers de bénéficier d'un droit de retrait) ; rejeté. - **Article 7** (Conditions d'indemnisation du volontaire) (p. 3629) : favorable à l'amendement n° 13 de M. David Assouline (versement mensuel de l'indemnisation).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 2** (art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3649) : sur l'amendement n° 10 de la commission (exceptions nouvelles aux droits voisins), son sous-amendement n° 232 ; retiré. Son amendement n° 224 : suppression des dispositions relatives au test en trois étapes ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. L. 342-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits des producteurs de bases de données : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3652) : son amendement n° 225 : suppression des mentions relatives au test en trois étapes ; devenu sans objet. - **Article 4 bis** (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Radiodiffusion des phonogrammes du commerce) (p. 3657) : son amendement n° 204 : modification du régime de licence légale pour les phonogrammes du commerce ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 6 ou après l'article 10** (p. 3666) : son amendement n° 211 : obligation pour les producteurs de phonogrammes de délivrer les informations nécessaires à la répartition des droits par les sociétés de gestion ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3670, 3671) : conséquences néfastes des mesures techniques de protection. Dangers des systèmes de surveillance des internautes. Nécessité d'assurer l'interopérabilité. (p. 3678, 3681) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), ses sous-amendements n° 284 : interdiction de la mise en place de dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées ; adopté ; et n° 285 : possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public ; rejeté. Ses amendements n° 205 : impossibilité de mettre en place des dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées ; et n° 206 : possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3707) : votera contre l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité) et s'abstiendra sur l'ensemble des sous-amendements. - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions) (p. 3716, 3717) : ses amendements n° 226 : cohérence ; retiré ; n° 207 : nombre minimum de copies privées ; et n° 208 : bénéfice de l'exception de copie privée valable sur tout support ; devenus sans objet. - **Article 9** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection) (p. 3723, 3730) : son amendement n° 210 : suppression ; rejeté. - **Article 12 bis** (art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels) (p. 3734, 3737) : ses amendements n° 212 : suppression ; n° 213 et 214 : précision ; rejetés. - **Article 13** (art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur)



(p. 3739, 3741) : votera l'amendement n° 178 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection). Ses amendements, portant sur le même objet, n° 215 et 216 : champ d'application des sanctions ; rejetés. - **Article 14** (art. L. 335-4-1 et L. 335-4-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant des droits voisins) (p. 3742) : ses amendements n° 217 et 218 : champ d'application des sanctions ; rejetés. - **Article 14 quater** (art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels) (p. 3752) : sur l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite), son sous-amendement n° 287 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3757) : favorable à l'amendement n° 165 de M. Jack Ralite (droit de location et de prêt des artistes-interprètes). - **Article 17** (art. L. 121-7-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Limites du droit moral des auteurs agents publics) (p. 3762, 3763) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 219, 220, 221 et 222 : conditions de restriction du droit moral des auteurs agents publics ; rejetés. - **Article 18** (art. L. 131-3-1 à 131-3-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Conditions d'exploitation des droits des auteurs agents publics) (p. 3763) : son amendement n° 223 : mention du nom de l'agent pour toute exploitation de son oeuvre ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 321-3 du code de la propriété intellectuelle - Contrôle public des règles de fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits) (p. 3766) : intervient sur l'amendement n° 83 de M. Michel Charasse (délai de mise en conformité avec la réglementation en vigueur). Pression intolérable de la part des sociétés de gestion des droits d'auteur. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3780) : les Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5296, 5297) : question sur la réalité du rattachement de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie solidaire, DIES, au ministère de la jeunesse et des sports. Annonce de la disparition de la DIES par le Premier ministre en 2005. Interrogation sur le montant des sommes mandatées par le ministère de la jeunesse et des sports pour les initiatives d'économie solidaire et sociale et leur utilisation. Manque de lisibilité du secteur de l'innovation sociale.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8487, 8489) : brutalité du passage de l'analogique au numérique. Obligation de couverture de l'intégralité du territoire. Avantages indûment

conférés aux opérateurs historiques. Interrogation sur les conséquences sociales de la télévision mobile personnelle. Conséquences sanitaires de la prolifération des fréquences. Recyclage des équipements dépassés. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8508) : sur l'amendement n° 3 de la commission (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT), son sous-amendement n° 136 ; retiré. (p. 8511, 8512) : son amendement n° 129 : conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8553) : son amendement n° 130 : précision ; rejeté. (p. 8555, 8556) : son amendement n° 131 : obligation pour les services de télévision diffusés par la TNT d'accepter la reprise de leur offre de programmes par les opérateurs de réseaux ADSL et de réseaux câblés ; devenu sans objet. (p. 8562) : son amendement n° 132 : financement du fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis ; devenu sans objet. (p. 8565, 8576) : ses amendements portant sur le même objet n° 133 et 134 : conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques. - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8592) : son amendement n° 140 : aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8619, 8620) : son amendement n° 139 : prise en compte du niveau d'émission d'ondes électromagnétiques dans le choix des candidats ; adopté. (p. 8623) : son amendement n° 137 : conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle ; devenu sans objet. (p. 8627, 8628) : son amendement n° 138 : cartographie par l'Agence nationale des fréquences des emplacements et des niveaux cumulés d'émissions électromagnétiques ; rejeté. (p. 8630) : regrette la faible intégration de propositions sanitaires dans l'article 9 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8631) : son amendement n° 135 : prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme par les distributeurs de services bénéficiant de la ressource radioélectrique ; rejeté. - **Article 15** (art. 41 et 41-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Dispositif anti-concentration pour la télévision mobile personnelle) (p. 8640) : son amendement n° 128 : critères de distinction entre une chaîne locale et une chaîne nationale ; retiré.

**BLIN (Maurice)**  
sénateur (Ardennes)  
UC-UDF

Rapporteur de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 78 tome 3 annexe 21 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9297, 9298) : continuité financière avec la loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006. Programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" : crédits en augmentation ; cohabitation de la recherche par organismes et de la recherche par projets. Suppression du programme "Orientation et pilotage de la recherche" et transfert des crédits vers le programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" proposées par voie d'amendement. Programme "Recherche dans le domaine de l'énergie" : réduction de la subvention de l'Etat à l'Institut français du pétrole. Programme "Recherche industrielle" : financement d'OSEO-ANVAR ; Agence de l'innovation industrielle. Lien entre recherche militaire et recherche civile. Propose l'adoption de ces crédits amendés par la commission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget**

*général*) (p. 9320) : son amendement n° II-27 : suppression du programme "Orientation et pilotage de la recherche" et transfert de ces crédits sur le programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" ; adopté. (p. 9321) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-81 (inscription de l'ensemble des crédits en faveur de l'AERES dans le programme "Orientation et pilotage de la recherche"). (p. 9323) : s'oppose à l'amendement n° II-122 de M. Ivan Renar (réduction des crédits du programme "Recherche industrielle" et transfert sur le programme "Formation supérieure et recherche universitaire" pour porter le montant des allocations de recherche à 1,5 fois le SMIC).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 10434) : soutient l'amendement n° 124 de Mme Catherine Morin-Desailly (cohérence) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 36 terdecies (Bassins d'emploi à redynamiser)** (p. 10668) : favorable à l'amendement n° 263 de la commission (précision des conditions d'éligibilité à ce dispositif). Exemple du département des Ardennes.

**BOCKEL (Jean-Marie)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 605, 606) : ajustement nécessaire du dispositif de la réserve militaire après cinq années d'exercice. Avancées intéressantes de ce texte. Interrogations sur la modification de la structure de la réserve militaire, l'absence de position statutaire concrète des réservistes, les relations entre employeurs et réservistes, et l'attractivité des réserves. Proposition des associations de réservistes de créer un centre français de promotion des réserves. Protection sociale du réserviste : renforcement nécessaire de la diffusion de l'information ; difficulté pour les réservistes de trouver des produits d'assurance adaptés. Question de la protection des réservistes à l'échelon de l'Europe et de la Suisse. Le groupe socialiste est favorable à ce texte. Nécessité d'un débat sur le service civil ou militaire obligatoire.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4356, 4357) : sa connaissance de la réalité de l'immigration en tant que maire de Mulhouse. Désaccord avec les solutions proposées par la droite en dépit de certains diagnostics partagés sur le terrain. Défi tant pour la droite que pour la gauche. Nécessité de définir une politique à la fois humaine et ferme des flux migratoires. Recherche d'une bonne mesure entre responsabilité et générosité en matière d'immigration familiale. Met en garde contre un mécanisme trop complexe qui multiplierait les sans-papiers. Nécessité d'une politique d'immigration concertée avec des critères connus et acceptés. Concertation périodique au sommet et à la base et dialogue sur le codéveloppement avec les pays d'immigration. Convaincu de l'utilité de la critique des faiblesses et des risques du texte dans la perspective d'un projet conforme aux valeurs de la République et dans l'intérêt de la cohésion de la France.

**BODIN (Yannick)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 9 novembre 2006.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5527, 5528) : appel au partage des responsabilités. Souhait d'un renforcement du dialogue avec les agriculteurs et les industriels. Dégradation de la qualité de l'eau souterraine et des surfaces. Rapport de l'Institut français de l'environnement, IFEN. Problème environnemental, économique, social et de santé publique. Souhait de l'inscription dans le droit français d'un véritable droit à l'eau. Texte prenant en compte les enjeux et l'intérêt général.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5928, 5929) : multiplicité des expériences et des difficultés rencontrées par les maires. Importance du rôle du maire dans les actions de prévention. Importance des conventions avec le département. Favorable à l'information partagée. Mesures disparates nuisant à la lisibilité et à la cohérence du texte. Nécessité d'élaborer un texte fédérateur.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 9 (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance)** (p. 6068, 6070) : son amendement n° 100 : information du maire des cas d'exclusions d'enfants temporaires ou définitives des établissements scolaires ; adopté. Soutient l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet (reconnaissance du rôle et des diplômes délivrés par les Ecoles de la deuxième chance et les Lycées de toutes les chances) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12** (p. 8963) : son amendement n° I-172 : rééquilibrage, au profit des communes, du prélèvement de l'Etat sur la part salaire de la taxe professionnelle des établissements de France Télécom ; retiré.

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9702, 9703) : favorable à la mise en place d'une police de contact adaptée à la réalité des territoires et des quartiers. Comparaison avec d'autres pays européens.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 960, 961) : avec le groupe socialiste, favorable à la motion n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 989, 990) : défavorable à la motion n° 839 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe socialiste tendant à lutter contre l'échec scolaire et mettant en place des mesures pour accompagner les élèves en difficulté n° 215, n° 224, n° 225, n° 227, n° 231, n° 271, n° 233, n° 238, n° 243, n° 247, n° 244, n° 221, n° 249, n° 245, n° 251, n° 252, n° 256, n° 272, n° 216, n° 217, n° 222, n° 229, n° 230, n° 250, n° 262, n° 218, n° 219, n° 258, n° 259, n° 260, n° 257, n° 255, n° 254, n° 220, n° 253, n° 248, n° 240, n° 239, n° 235, n° 234, n° 242, n° 241, n° 232 et n° 228. - **Rappel au règlement** (p. 994) : travail de la commission des affaires culturelles. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1000) : politique des conseils régionaux en faveur de l'apprentissage. Opposition à l'apprentissage junior. Défavorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise). (p. 1008) : imprécision de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1055) : son amendement n° 263 : recrutement dans les classes préparatoires aux grandes écoles des lycées publics et dans les premières années des établissements d'enseignement supérieur public effectuant une sélection des candidats ; rejeté. (p. 1056) : intervient sur son amendement précité n° 263.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1195) : favorable à l'amendement n° 148 de Mme Raymonde Le Texier (nouvelle dénomination du CPE). Etiquette de "précarité" accrochée à ce projet de loi. (p. 1199) : favorable à l'amendement n° 155 de Mme Raymonde Le Texier (soutien apporté aux jeunes embauchés afin de faciliter leur insertion dans l'emploi). (p. 1218, 1219) : intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour un salarié en CPE de refuser d'effectuer des heures choisies). Risque de pression sur les salariés. (p. 1224) : favorable à l'amendement n° 174 de Mme Raymonde Le Texier (augmentation de la durée de versement de l'allocation forfaitaire au salarié licencié d'un CPE).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1667) : favorable à l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). Nécessité d'un débat immédiat sur le dispositif en vigueur. Montée du mécontentement de nombreux maires dans son département de Seine-et-Marne. (p. 1669) : s'interroge sur le sens de l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)**

(p. 1674) : favorable à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Godefroy (interdiction du travail de nuit des mineurs). Responsabilité historique de ce Gouvernement du rétablissement du travail de nuit pour les jeunes de quinze ans interdit depuis 1874. (p. 1676) : importance de l'amendement n° 591 de Mme Annie David (affectation prioritaire des moyens du service public de l'éducation aux établissements d'enseignement situés dans les territoires en difficulté). Aggravation des difficultés pour les établissements situés en ZEP 2 et en ZEP 3 avec l'opération collèges "ambition réussite". (p. 1688) : favorable à l'amendement n° 593 de Mme Annie David (maintien de la carte scolaire et de ses principes). (p. 1690, 1691) : favorable à l'amendement n° 595 de Mme Annie David (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1721) : intervient sur l'amendement n° 622 de Mme Annie David (garantie dans l'école primaire du bon déroulement du cursus scolaire pour les enfants).

- *Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]* - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2031, 2032) : échec du Gouvernement. Recul social. Soutien à la jeunesse. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3312) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). (p. 3315, 3316) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Bel (concertation, dès la promulgation de la présente loi, entre l'Etat, les régions, les organisations syndicales des salariés, des employeurs, des étudiants et des lycéens, en vue d'assurer l'insertion professionnelle des jeunes dans des emplois durables) ; rejeté. Le groupe socialiste reviendra de nouveau sur sa proposition. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3325) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Bel (mise en place d'actions de formation par les employeurs, en contrepartie du soutien de l'Etat, en vue de favoriser l'insertion professionnelle durable des jeunes dans l'entreprise) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3328, 3329) : leçons des trois mois de crise. Empreinte profonde dans la législation et l'histoire de la Vème République. Crise de régime. Efficacité de l'unité syndicale étudiante et lycéenne. Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi qui ne répond pas aux besoins de la jeunesse française.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4040) : satisfait de la modification apportée par ce texte à l'article 40 de la loi Fillon. Missions des DDEN : défense des enfants ; observation du respect par les instituteurs du principe de laïcité ; contrôle de la salubrité et de la sécurité des locaux scolaires ; attention particulière aux violences et maltraitements en milieu scolaire. Hommage aux DDEN pour leur rôle irremplaçable et leur efficacité. Opposé à l'introduction de l'article 2 dans cette proposition de loi. - **Article 2** (*Recrutement de personnels sous contrats aidés*) (p. 4045, 4046) : soutient l'amendement n° 2 de M. Serge Lagache (suppression) ; rejeté. Pollution du débat consensuel sur les DDEN par cet article. Conditions de travail et d'utilisation des emplois de vie scolaire, EVS, par les écoles. Inquiétude des syndicats sur ces recrutements décentralisés.

Désengagement du ministère de l'éducation nationale en matière d'éducation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4050, 4051) : le groupe socialiste votera ce texte afin de rendre hommage aux DDEN.

## - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### **Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9309, 9311) : carence de l'orientation des lycéens et des étudiants. Dégradation des conditions de vie des étudiants. Faiblesse des moyens alloués aux universités. Travaux de la mission d'information sur la diversité sociale et l'égalité des chances au sein des classes préparatoires aux grandes écoles. Le groupe socialiste votera contre ce budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9332) : le groupe socialiste ne participera pas au vote de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-82 (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires).

### **Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9510, 9511) : baisse de l'encadrement. Opposition aux dispositifs "apprenti junior". Situation des directeurs des établissements primaires. Collèges "ambition réussite". Note de vie scolaire. Problème de l'orientation. Insuffisance du nombre d'infirmières scolaires. Appauvrissement de l'école. Recul de l'égalité des chances. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Enseignement scolaire".

### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) (p. 9934, 9935) : vie associative. FONJEP. Emplois-jeunes. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10306, 10308) : soutient l'amendement n° 61 de M. Bernard Frimat (obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants) ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10318) : intervient sur les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10319) : "article sur le viager". Dispositions ridicules. Le groupe socialiste votera contre l'amendement qui sera présenté par la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10344, 10345) : favorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Louis Masson (rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs).

**BORDIER (Pierre)**  
*sénateur (Yonne)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 834, 836) : étape importante pour l'accompagnement de l'engagement citoyen dans notre pays. Nécessité de rendre le statut de

**BORLOO (Jean-Louis)**  
*ministre de l'emploi, de la cohésion  
sociale et du logement*

### DÉPÔTS

#### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-1477 du 1er décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux [n° 199 (2005-2006)] (8 février 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 245 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Logement et urbanisme**.

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété [n° 29 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Logement et urbanisme**.

### INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 863) : maintien de la déclaration d'urgence.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 867, 871) : hommage au travail des commissions. Dégradation des conditions de vie dans les zones urbaines. Rappel des lois d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, et de programmation pour la cohésion sociale. Mesures mises en place. Principales orientations du présent texte. Création d'un dispositif d'apprentissage junior. Mise en place du contrat première embauche, CPE. Extension des zones franches urbaines. Texte visant à faire partager à tous les valeurs de la République. (p. 939, 944) : préoccupation quant à la discrimination existant en France. Souci d'ouvrir la formation en

volontaire attractif en simplifiant son utilisation et en lui permettant d'offrir un cadre sécurisant. Intérêt professionnel du volontariat. Création d'un service civil volontaire. Souhait de lancer une campagne d'information sur le volontariat associatif. Projet de loi mettant fin à l'insécurité juridique des personnels occasionnels des centres de vacances et de loisirs. Extension du dispositif de l'engagement éducatif aux organismes privés à but lucratif proposant des séjours de vacances.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9303, 9304) : rénovation du système de recherche et d'innovation. Augmentation des crédits. ANR. Mise en place de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Attractivité des carrières scientifiques. Faiblesse du système universitaire. Conditions de vie étudiante. Spécificité de l'enseignement supérieur agricole. Projet ITER.

alternance à tous. Réponse aux intervenants. Condition démocratique de l'examen de ce texte. Refus de la vision du CPE comme porteur de précarité. Recommandations du rapport de M. Henri Proglio sur l'insertion professionnelle des jeunes. Rappel du constat dressé par l'exposé des motifs du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale. Fierté du Gouvernement de défendre ce texte qui complète son dispositif de lutte contre les discriminations territoriales, raciales et sociales.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior) (p. 1257, 1258) : accepte les amendements n° 598 de M. Roland Muzeau (possibilité pour les inspecteurs du travail de requérir un examen médical des enfants au-dessus de quinze ans admis en entreprise) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 65 (modalités de retour éventuel au collège). S'oppose à l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Godefroy (liberté des conseils régionaux de choisir de financer ou non le travail des jeunes à partir de quatorze ans). (p. 1259, 1262) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 606 (impossibilité de demander une période d'essai à l'apprenti embauché en CDI dans l'entreprise où il a exécuté son contrat d'apprentissage), n° 600 (interdiction du travail le dimanche pour les apprentis et des dérogations pouvant être accordées par voie réglementaire) et n° 605 (suppression des dispositions autorisant des dérogations à l'interdiction du travail de nuit des jeunes travailleurs). S'engage à mettre en conformité le décret du 13 janvier 2006 avec le code du travail interdisant le travail de nuit des jeunes de moins de seize ans dans les cafés, tabacs et les débits de boissons. (p. 1264, 1269) : s'oppose aux amendements identiques n° 381 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans). Accepte néanmoins de retirer du décret l'autorisation de travail des enfants le dimanche dans les débits de boissons et de tabacs. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 601 (suppression des dérogations au repos hebdomadaire de deux jours consécutifs dont bénéficient les apprentis), n° 602 (interdiction du travail les jours fériés pour les apprentis) et n° 607 (interdiction de tout écart de salaire entre deux emplois identiques, quels que soient le niveau et la nature de la formation initiale). S'oppose aux amendements identiques n° 382 de Mme Dominique Voynet et n° 603 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail les jours de fêtes légales pour les

apprentis de moins de seize ans). - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - *Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors*) (p. 1271, 1273) : réponse aux orateurs sur l'article. Son amendement n° 372 : octroi d'un crédit d'impôt au titre des apprentis embauchés à l'issue d'un contrat de volontariat ; adopté. S'opposera à tout amendement remettant en question le financement du maître d'apprentissage. Résultats quantitatifs positifs de la mesure. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 281 (ouverture du droit au crédit d'impôt pour les contrats d'apprentissage conclus depuis au moins un mois). S'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de l'octroi du crédit d'impôt pour l'accueil d'un enfant en stage d'initiation aux métiers). - **Division additionnelle avant l'article 3 bis** (p. 1274) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (division additionnelle - section 2 - Emploi et formation). - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1276) : économie du texte. Encadrement du dispositif. Souci d'éviter les pratiques abusives. Elaboration d'une charte nationale des bonnes pratiques sur l'accueil des stagiaires en entreprise. Consultations en cours. Prise en compte des stages longs dans le cursus universitaire et dans l'ancienneté professionnelle. (p. 1278) : s'oppose à l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substitués à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire). Dispositions dissuasives pour les organisateurs de stages.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2736, 2738) : enrichissement du texte au cours de la navette. Crise du logement. Résultats tangibles de la politique mise en place dans le domaine des logements sociaux et de l'accession à la propriété. Ambition du pacte national pour le logement. Réduction du taux des prêts et allongement de leur durée. Maîtrise de la charge des loyers. Nécessaire rationalisation de la construction pour tous dans le domaine du financement, des décisions, des recours et de la fiscalité. Incidence du secteur du logement sur l'emploi et sur le PIB.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 7 ou avant l'article 7 bis** (p. 3113, 3114) : s'oppose aux amendements n° 23 de Mme Michelle Demessine (orientation des dépenses publiques vers l'offre locative sociale et l'accession sociale à la propriété) et n° 247 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif de l'amortissement Robien). - **Article additionnel après l'article 7** : demande le retrait de l'amendement n° 201 de M. Alain Vasselle (abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - *Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire"*) (p. 3117) : ses amendements n° 190 (ouverture du "Borloo populaire" aux SCPI) ; et n° 191 (prise en compte de la disparition du dispositif "Besson") ; adoptés. (p. 3119) : s'oppose aux amendements de suppression n° 24 de Mme Michelle Demessine et n° 248 de M. Thierry Repentin. Sur son amendement précité n° 191 qu'il rectifie à la demande de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 545 de Mme Michelle Demessine. Accepte les amendements identiques n° 82 de la commission et n° 249 de M. Thierry Repentin (date du dépôt du rapport faisant le bilan des dispositifs d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs), ainsi que l'amendement n° 83 de la commission (report au 1er octobre 2008 de la date de livraison des immeubles ouvrant droit à l'amortissement Robien dans son ancienne formule). - **Article 7 ter** (art. 261 du code général des impôts - *Exonération de TVA pour les opérations de portage immobilier*) (p. 3120) : accepte l'amendement n° 321 de M. Jean-Léonce Dupont (extension de l'exonération de TVA aux SEM). - **Article 7 quater** (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété*) (p. 3122) : s'oppose aux amendements identiques n° 157 de Mme Michelle Demessine et n° 422 de M. Thierry Repentin (encadrement de la hausse du loyer pratiqué au terme de l'usufruit). (p. 3123) : s'oppose aux amendements identiques n° 158 de Mme Michelle Demessine et n° 423

(garantie des intérêts des locataires au terme de la convention d'usufruit). (p. 3124, 3126) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 424 (impossibilité d'appliquer la procédure de déclaration d'utilité publique aux opérations immobilières faisant l'objet d'une convention d'usufruit) et n° 425 (prise en compte dans le calcul de l'ISF de l'investisseur privé initial des biens temporairement grevés d'un usufruit au profit d'un bailleur social). - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 3128) : accepte l'amendement n° 84 de la commission (ratification de l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux). - **Article 7 sexies** (art. L. 145-4 et L. 145-23-1 [nouveau] du code de commerce - *Remise sur le marché des logements vacants situés au-dessus des commerces*) (p. 3129) : accepte l'amendement n° 529 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Article additionnel après l'article 7 sexies** (p. 3130) : s'oppose à l'amendement n° 476 de M. Jean Desessard (référendum local préalable à tout programme de démolition-reconstruction). - **Article 7 octies** (art. 1407 et 1410 du code général des impôts - *Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation*) (p. 3134) : accepte l'amendement n° 85 de la commission (assujettissement facultatif, sur délibération du conseil municipal, des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation). Demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. André Dulait (suppression) et s'oppose aux amendements n° 426 de M. Thierry Repentin (assujettissement des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation sauf délibération contraire du conseil municipal) et n° 42 de Mme Michelle Demessine (assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans). - **Article 8 bis A (priorité)** (*Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 3135, 3136) : mise en place d'un comité des sages pour clarifier les sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI. (p. 3140, 3141) : s'oppose aux amendements de suppression n° 26 de Mme Michelle Demessine et n° 432 de M. Thierry Repentin, et demande le retrait des amendements de la commission n° 540 (réécriture du 1° de l'article relatif à la transformation des SACI en sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif), n° 541 (précision d'un partenariat privilégié des SACI avec les collectivités territoriales et autres organismes d'HLM) et n° 542 (fiscalité exceptionnelle applicable aux SACI), ainsi que de l'amendement de Mme Valérie Létard n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres) et des amendements identiques n° 193 de M. Philippe Marini et n° 433 de M. Thierry Repentin (suppression du 5° autorisant le Gouvernement à organiser l'affectation des fonds propres des nouvelles sociétés). S'oppose à l'amendement précité n° 337 retiré par Mme Valérie Létard puis repris par M. Thierry Repentin. (p. 3145) : collaboration entre le Parlement et le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3343) : sur l'amendement n° 141 de Mme Catherine Procaccia (information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences) qu'il accepte, son sous-amendement n° 547 ; adopté. (p. 3345, 3347) : s'oppose à l'amendement n° 96 de la commission (prolongation du conventionnement des logements possédés par des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations pour une durée équivalente à la durée initiale) et sur celui-ci aux sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 439 et n° 440 ainsi qu'au n° 539 de Mme Michelle Demessine, aux amendements de M. François Voguet n° 309 (régime applicable aux logements locatifs appartenant aux sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations), n° 311 (encadrement du déconventionnement), n° 314 (information des locataires des conséquences du déconventionnement), n° 315 (information des locataires par les bailleurs au plus tard deux ans avant l'expiration de la convention de la décision de ne pas la renouveler), et n° 316 (information des maires du déconventionnement des logements par les bailleurs sociaux), à l'amendement n° 254 de M. Serge Lagauche (obligation d'information du maire en cas de non-renouvellement des conventions et possibilité pour celui-ci de s'opposer au non-renouvellement lorsque l'intérêt général est menacé). Sur les

amendements de Mme Catherine Procaccia, demande le retrait du n° 137 (information du préfet au moins deux ans avant l'expiration de la convention de la décision du bailleur de sortir ou non du conventionnement), accepte le n° 141 (information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences), et s'oppose aux n° 142 et n° 143 respectivement identiques aux n° 315 et n° 316 précités de M. François Voguet. Accepte l'amendement n° 141 de Mme Catherine Procaccia (information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences) prenant en compte l'avis consultatif du préfet. (p. 3353, 3354) : s'oppose aux amendements identiques n° 136 de Mme Catherine Procaccia et n° 310 de M. Jean-François Voguet (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité). (p. 3356, 3357) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Serge Lagache (élargissement du droit de préemption urbain en cas de non-renouvellement d'une convention) et accepte l'amendement n° 354 de M. Jean-Paul Alduy (augmentation des crédits affectés à l'ANRU).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 18 quinquies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation et de l'habitation récupérable des charges liées aux ascenseurs) : accepte les amendements de suppression n° 49 de Mme Michelle Demessine et n° 518 de la commission. - **Article 11** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 3418) : s'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et contribution de l'Etat au financement de ce fonds) et accepte l'amendement n° 112 de la commission (information par le fournisseur du président du conseil général, du maire et du président de l'EPCI, de l'absence de paiement) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 345 de Mme Valérie Létard. - **Article 18 sexies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Simplification du calcul des charges récupérables en cas de prestation de service par une entreprise) (p. 3459) : accepte l'amendement n° 519 de la commission (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460, 3461) : accepte l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage) et demande le retrait de l'amendement n° 289 de M. Rémy Pointereau (mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques). - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires) (p. 3462) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté) et le sous-amendement n° 544 de M. Rémy Pointereau. S'oppose au sous-amendement n° 455 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité de la commission ainsi qu'aux amendements de celui-ci n° 453 et 454 (précision de la notion de frais nécessaires). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : accepte l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité). - **Article 19 B** (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés ») : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 124 de la commission et n° 338 de Mme Valérie Létard. - **Article 19 C** (Privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires) (p. 3464) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 125 de la commission. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 335 de Mme Valérie Létard (définition juridique des "résidences services"). - **Article 20** (art. L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - Délai de rétractation de sept jours) (p. 3466) : accepte l'amendement n° 353 de la commission (précision). - **Articles**

**additionnels après l'article 11** (p. 3419) : s'oppose à l'amendement n° 473 de M. Jean Desessard (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants). (p. 3423) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 2 de M. Thierry Repentin et n° 218 de Mme Michelle Demessine (bénéfice du taux réduit de TVA pour les ménages dont l'habitation est raccordée à un réseau de chaleur), n° 284 de M. Thierry Repentin et n° 322 de M. Jean-Léonce Dupont (application du taux réduit de TVA à l'abonnement et à la part variable de la facture des réseaux de chaleur alimentés majoritairement par des énergies renouvelables), au n° 480 de M. Jean-Marc Juilhard (application du taux réduit de TVA à l'ensemble de la facture d'un abonné raccordé à un réseau de chaleur ou de froid alimenté majoritairement par des énergies renouvelables). Accepte l'amendement n° 113 de la commission (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 217 de Mme Michelle Demessine. Accepte l'amendement n° 352 de M. Pierre Jarlier (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). (p. 3427) : sur l'amendement précité n° 113 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin. (p. 3430) : accepte l'amendement n° 504 de M. Jean-Marc Juilhard (simplification de la procédure de classement des réseaux de chaleur) et s'oppose à l'amendement n° 319 de M. Jean-Léonce Dupont (protection des acquéreurs contre les champignons lignivores au même titre que les insectes xylophages). S'oppose à l'amendement n° 499 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées). - **Article 22** (art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements) (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens). - **Article 23** (art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général des impôts - Règles de collecte des fonds du « 1 % logement ») (p. 3468, 3469) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression). Interdiction pour l'Etat de tout prélèvement sur le financement du logement social au profit de son budget général. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : accepte l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - Gestion urbaine de proximité) (p. 3472) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales - Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes) (p. 3473) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 27** (application de dispositions du projet de loi à Mayotte) : accepte l'amendement n° 532 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3474) : accepte les amendements de M. Soibahaddine Ibrahim n° 148 (arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte) et n° 149 (possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte). (p. 3476, 3477) : s'oppose aux amendements n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur) et n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). - **Article 13** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction) (p. 3434, 3435) : accepte les amendements de la commission n° 114 (rétablissement de la mesure adoptée en première lecture relative au financement de l'allocation de logement familiale) et n° 530 (coordination) ainsi que l'amendement n° 342 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité d'imposer des règles particulières de construction aux bâtiments situés dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique ou cyclonique). (p. 3436, 3437) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 213 (mise aux normes



des logements se trouvant dans un secteur sauvegardé et occupé par des handicapés) et accepte les n° 517 (obligation pour les personnes assurant le contrôle technique des ascenseurs d'être assurées contre les conséquences de leur responsabilité professionnelle), n° 115 (exclusion des ventes en état futur d'achèvement de l'obligation de produire le diagnostic de performance énergétique) et n° 116 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 285 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation). (p. 3438) : accepte l'amendement n° 117 de la commission (précision des sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions relatives au changement d'usage des locaux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3485) : qualité des travaux et des débats. - **Article 14** (art. L. 262-1 à L. 262-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Statut de la vente d'immeubles à rénover) (p. 3440, 3441) : accepte l'amendement n° 118 de la commission (renforcement des obligations d'assurance et des exigences de qualité des travaux de rénovation menés par les marchands de biens) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 546 ; adopté. Accepte l'amendement n° 119 de la commission (simplification). - **Article 15** (art. L. 472-1-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des compétences des SA HLM et des sociétés coopératives HLM situées dans les départements d'outre-mer) : accepte l'amendement n° 531 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3442, 3443) : s'oppose aux amendements n° 286 de M. Thierry Repentin (informations des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif) et n° 130 de M. Francis Grignon (responsabilité du maître d'ouvrage des conséquences des troubles anormaux du voisinage qu'il a provoqués). Son amendement n° 548 : allongement du délai en vue d'une demande d'aide au titre du dispositif exceptionnel créé à la suite de la sécheresse de 2003 ; adopté. (p. 3445) : demande le retrait de l'amendement n° 549 de la commission (renforcement des performances énergétiques des logements sociaux construits en 2007, 2008 et 2009). - **Article 17** (art. 35 de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers) (p. 3447) : accepte les amendements identiques n° 170 de Mme Michelle Demessine et n° 447 de M. Thierry Repentin (complément de la liste des clauses abusives dans les baux d'habitation régis par la loi du 6 juillet 1989). - **Article additionnel après l'article 17** : s'oppose à l'amendement n° 171 de Mme Michelle Demessine (amendes à l'encontre des bailleurs peu respectueux des normes d'habitation). - **Articles additionnels avant l'article 18 bis** (p. 3448, 3449) : sur les amendements de Mme Michelle Demessine, s'oppose au n° 172 (réduction de la durée de préavis dont bénéficient les étudiants) et demande le retrait du n° 173 (encadrement de l'augmentation de loyer). - **Article 18 bis** (art. 20 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs - Extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements) (p. 3449, 3450) : accepte les amendements identiques n° 120 de la commission et n° 449 de M. Thierry Repentin (renforcement des pouvoirs du juge en matière de réduction de loyer en cas de non-réalisation des travaux de mise en conformité par le propriétaire condamné à les réaliser) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 121 de la commission et n° 450 de M. Thierry Repentin (possibilité pour le locataire d'être assisté par une association agréée en cas de contentieux sur la décence du logement) ainsi que pour l'amendement n° 180 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour les associations de locataires agréées d'assister et de représenter les intérêts des locataires). (p. 3451) : demande le retrait des amendements de Mme Michelle Demessine n° 175 et 176 (maintien de l'allocation logement en cas de recours à la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice) et de l'amendement n° 448 de M. Thierry Repentin (maintien des aides au logement en cas de saisine de la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice). - **Article 18 ter** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Statut de la caution domiciliée dans un département ou un territoire d'outre-mer) (p. 3452) : s'oppose à l'amendement n° 47

de Mme Michelle Demessine (montant maximum du cautionnement). - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 3453) : demande le retrait de l'amendement n° 452 de M. Thierry Repentin (liste des documents que le bailleur peut demander au candidat à la location). - **Article 18 quater** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local) (p. 3455) : s'oppose à l'amendement n° 48 de Mme Michelle Demessine (suppression), accepte l'amendement n° 122 de la commission (charges récupérables et prescription quinquennale pour les indus de charge) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 343 de Mme Valérie Létard (impossible dérogation au caractère récupérable des dépenses d'investissement). - **Article 18 quinques** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Caractère récupérable des charges liées aux ascenseurs) : accepte les amendements de suppression n° 49 de Mme Michelle Demessine et n° 518 de la commission. - **Article 18 sexies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Simplification du calcul des charges récupérables en cas de prestation de service par une entreprise) (p. 3459) : accepte l'amendement n° 519 de la commission (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460, 3461) : accepte l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage) et demande le retrait de l'amendement n° 289 de M. Rémy Pointereau (mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques). - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires) (p. 3462) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté) et le sous-amendement n° 544 de M. Rémy Pointereau. S'oppose au sous-amendement n° 455 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité de la commission ainsi qu'aux amendements de celui-ci n° 453 et 454 (précision de la notion de frais nécessaires). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : accepte l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité). - **Article 19 B** (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés ») : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 124 de la commission et n° 338 de Mme Valérie Létard. - **Article 19 C** (Privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires) (p. 3464) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 125 de la commission. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 335 de Mme Valérie Létard (définition juridique des "résidences services"). - **Article 20** (art. L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - Délai de rétractation de sept jours) (p. 3466) : accepte l'amendement n° 353 de la commission (précision). - **Article 22** (art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements) (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens). - **Article 23** (art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général des impôts - Règles de collecte des fonds du « 1 % logement ») (p. 3468, 3469) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression). Interdiction pour l'Etat de tout prélèvement sur le financement du logement social au profit de son budget général. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : accepte l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - Gestion urbaine de proximité) (p. 3472) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités

*territoriales - Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes* (p. 3473) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 27** (*application de dispositions du projet de loi à Mayotte*) : accepte l'amendement n° 532 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3474) : accepte les amendements de M. Soibahaddine Ibrahim n° 148 (arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte) et n° 149 (possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte). (p. 3476, 3477) : s'oppose aux amendements n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur) et n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). (p. 3485) : qualité des travaux et des débats.

**- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 11** (*art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8101, 8102) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 76 (suppression de l'élargissement du dispositif de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises, ACCRE).

(p. 8104) : son amendement n° 403 : simplification des formulaires de l'ACCRE ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8106, 8110) : son amendement n° 418 : mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires ; adopté. TVA sociale. Décret d'application.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) (p. 9231, 9234) : méthodes statistiques. Formation professionnelle. Maisons de l'emploi. Financement du secteur des hôtels, cafés et restaurants. AFPA. Aides aux services à la personne. Conditions de retour au plein emploi. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9235) : son amendement n° II-158 : décentralisation de la formation professionnelle de l'AFPA ; adopté. (p. 9237, 9238) : s'oppose aux amendements n° II-141 de M. Michel Mercier (transfert de crédits dévolus au secteur de l'hôtellerie et de la restauration au profit du maintien de l'enveloppe consacrée aux stagiaires de la formation professionnelle reconnus travailleurs handicapés) et n° II-39 de la commission (diminution des crédits de l'aide à la restauration).

**BOROTRA (Didier)**  
*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)*  
UC-UDF

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**BORVO COHEN-SEAT (Nicole)**  
*sénateur (Paris)*  
CRC

**NOMINATIONS**

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense**.

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice**.

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à adapter la répartition des conseillers de Paris entre les différents arrondissements à la réalité démographique [n° 473 (2005-2006)] (30 août 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 193, 196) : intervient au nom de M. Jean-Pierre Bayle, de Mme Marie-Christine Blandin et plus généralement de l'ensemble des membres du groupe socialiste et apparentés ainsi que du groupe CRC. Déploie d'être obligée d'utiliser des procédures indirectes pour contraindre la majorité à débattre des propositions de loi de l'opposition. Nécessité de réparer la discrimination entre étrangers communautaires et étrangers non communautaires. Exemple de nombreux pays européens ouvrant leur citoyenneté aux résidents étrangers. Position favorable de l'opinion publique. Gravité d'un refus de discuter bloquant la possibilité d'entamer un débat sur les rapports entre citoyenneté et nationalité, et sur l'intégration.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 864, 865) : protestation quant à l'organisation des travaux. Absence de concertation. Désaccord sur le recours à l'urgence. Demande de suspension de séance.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 892) non-participation du groupe CRC au scrutin sur la demande de suspension de séance. Protestation contre l'interprétation du règlement faite par le bureau s'agissant de la vérification du quorum. - **Discussion générale** (p. 907, 909) : au nom du groupe CRC, déclare le vote à marche forcée du présent projet de loi inadmissible. Accroissement de l'écart entre riches et pauvres dû à la politique gouvernementale. Accentuation des discriminations. Caractère rétrograde du texte. Mise en oeuvre d'une politique répressive. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 955) : demande de précisions relatives à l'interprétation du règlement en cas de demande de vérification du quorum.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 973) : article 36 du règlement. Absence de participation des sénateurs du groupe UMP aux auditions de la commission des lois.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 976) : souhait de voir tous les amendements examinés.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 995) : article 42 du règlement. Droit de déposer des amendements et des sous-amendements en séance publique. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1002, 1003) : recul en matière d'apprentissage. Favorable à l'apprentissage mais opposée à la proposition de l'apprentissage junior. (p. 1036) : intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1074, 1075) : intervient sur l'ordre du jour fixé par la conférence des présidents.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1095, 1096) : succès surestimé

du CNE. Recours des salariés licenciés devant les prud'hommes. Demande le retrait du CPE. - **Rappel au règlement** (p. 1121, 1122) : demande l'intention du Gouvernement en matière de modalité du vote des amendements relatifs au CPE.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1147) : engagement du Premier ministre de consacrer tout le temps nécessaire au débat sur le CPE au Sénat. Interrogation sur la possibilité pour le groupe CRC de donner son avis sur les amendements examinés. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1191, 1192) : favorable aux amendements de suppression n° 146 de Mme Raymonde Le Texier, n° 273 de M. Gérard Delfau, n° 440 de M. Jean Desessard et n° 648 de M. Roland Muzeau. Bilan négatif du CNE. Augmentation du nombre de salariés payés au SMIC. (p. 1210) : favorable à l'amendement n° 158 de Mme Raymonde Le Texier (réduction de la période de consolidation de deux ans à deux mois). Caractère inconnu de la période de consolidation en matière de droit du travail. (p. 1222, 1222) : favorable aux amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié). Terminologie impropre du CPE. Analogie avec une sorte d'interim.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1253, 1254) : intervient sur les amendements de suppression n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 597 de M. Roland Muzeau. Problématique de l'acquisition du socle commun de connaissances pour les jeunes apprentis de quatorze ans et de la difficulté à trouver des maîtres d'apprentissage. - **Article 3 ter (Convention de stage en milieu professionnel)** (p. 1278) : intervient sur l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substituts à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1330) : article 42 du règlement du Sénat. Demande d'explications sur le non-examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 3 quater, déclarés sans objet. - **Article 4 ter** (*art. L. 311-10 du code du travail - Contribution des maisons de l'emploi à la sensibilisation des employeurs aux discriminations*) (p. 1335, 1336) : favorable à l'examen de ce dispositif à l'occasion de la discussion de l'article 19 visant à renforcer les moyens de lutte contre les discriminations. - **Article 4 quater** (*art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1346) : défavorable aux amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). - **Rappel au règlement** (p. 1379) : article 42 du règlement. Utilisation de procédures visant à empêcher tout débat sur le fond. Insatisfaction de l'interprétation qui est faite du règlement. - **Article 7** (*art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1408, 1409) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 717 (suppression du dispositif de crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale) ; et n° 727 (suppression des exonérations des cotisations de taxe professionnelle et de taxe foncière) ; rejetés. - **Article 9** (*art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines*) (p. 1425) : soutient l'amendement n° 757 de M. Roland Muzeau (suppression partielle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1456) : proteste contre la demande de réserve portant sur les articles additionnels. Demande une suspension de séance. -

**Article 14** (*art. L. 720-5 du code du commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1491) : soutient l'amendement n° 766 de M. Roland Muzeau (suppression) ; adopté. - **Article 16** (*art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1505, 1506) : manque de crédits et affaiblissement du secteur associatif. (p. 1522) : favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 89 (présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (*art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1619, 1620) : favorable à l'amendement n° 270 de Mme Bariza Khiari (sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale). - **Article 24 (précédemment réservé)** (*art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1638) : défavorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). Dispositif injuste et inégalitaire en contradiction avec le principe d'universalité des allocations familiales. (p. 1641) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 93 (suppression de la possibilité de recourir à la suspension des prestations familiales).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1701) : le groupe CRC votera contre la motion n° 905 de la commission tendant à opposer l'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition. Manque de considération tant pour les Français que pour leurs représentants. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1709) : nécessité de voter l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage). Expérience de la mise en oeuvre du CNE et de l'aubaine pour certains patrons. (p. 1717) : favorable à l'amendement n° 190 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge). - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1736, 1737) : intervient sur l'amendement n° 181 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Problématique identique au droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales. Impossibilité regrettable d'une discussion dans le cadre de l'égalité des chances. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1781, 1782) : persistance de ce Gouvernement dans la même logique en dépit des événements de novembre et de la montée progressive du mécontentement, notamment contre le CPE. En accord avec la désapprobation des Français, le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2029, 2030) : rejet du contrat première embauche, CPE, par la population. Augmentation de la précarité. Nécessité de tenir compte de l'opinion publique. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2607, 2609).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2655, 2656) : regret de l'examen "à la

sauvette" de cette réforme. Rappel des élections présidentielles de 2002. Divorce entre le peuple français et ceux qui sont censés le représenter. Renforcement de la prééminence de l'exécutif sur le législatif depuis les débuts de la Vème République. Souhait d'une mise en chantier d'une VIème République. Proposition de réduire le rôle du Président de la République. Souhait d'un grand débat national. Rejet par le Gouvernement d'une recommandation du Conseil constitutionnel : publication au Journal officiel ou sur internet de l'ensemble des noms des présentateurs. Interrogation sur la modulation des sanctions à l'encontre d'un candidat n'ayant pas respecté les règles de financement. Souhait de garanties sur la non-publication des résultats électoraux des DOM et des TOM d'Amérique où le scrutin se déroulera le samedi. En cas de rejet de son amendement sur la publication des noms des présentateurs, le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Rationalisation de la procédure de présentation des candidats) (p. 2666) : son amendement n° 2 : publication de la liste intégrale des présentateurs au Journal officiel ; rejeté. - **Article 4** (art. 3, paragraphe V, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Remboursement forfaitaire et publication des décisions relatives aux comptes de campagne) (p. 2670) : son amendement n° 3 : suppression du principe de proportionnalité relatif au montant du remboursement forfaitaire des dépenses électorales en cas d'irrégularités ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2677, 2679) : refus des parlementaires de la majorité de voter sa proposition de soumettre toute opération de vente à une autorisation préalable. Caractéristiques de la crise du logement. Achat par un fonds de pension américain de plusieurs milliers d'appartements à Paris. Importance du nombre des personnes mal logées en France. Dysjonction de la question de la vente à la découpe du projet de loi portant engagement national pour le logement. Amplification du phénomène de vente à la découpe depuis 2002. Insuffisance des mesures de cette proposition de loi. Refus de la majorité parlementaire et du Gouvernement d'arrêter les opérations de ventes à la découpe en décidant un moratoire ou en mettant fin aux opérations immobilières non encore abouties. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2692) : favorable à l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur (institution d'un permis de diviser). Recul de la mixité sociale. - **Article 1er** (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble) (p. 2695) : son amendement n° 16 : institution d'un permis de diviser ; rejeté. (p. 2697) : ses amendements n° 26, 27 et 28 : précision ; rejetés. (p. 2702) : ses amendements n° 25 : application de ce texte aux opérations en cours, aux congés pour vente non exécutés et aux offres de vente dont le local n'a pas fait l'objet de vente ; et n° 17 : précision ; rejetés. (p. 2707) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation à plus de dix logements du seuil permettant la mise en oeuvre du droit de préemption des locataires). - **Article 1er bis** (art. 1584 bis et 1594 F sexies nouveaux du code général des impôts - Réduction du taux communal et du taux départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière en cas de maintien du statut locatif) (p. 2711, 2712) : ses amendements n° 19 : suppression de l'exonération de droits de mutation sur les opérations de vente réalisées par les marchands de biens ; et, analogues, n° 18 et 20 : prolongation de la durée de préservation du caractère locatif des logements concernés par les opérations de congé-vente ; rejetés. (p. 2713) : favorable à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Sueur (compensation des incitations fiscales par une augmentation de la DGF des collectivités territoriales). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2718, 2719) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Sueur (intégration des opérations en cours dans le champ d'application de ce texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2722) : non-participation au débat des sénateurs de la majorité. Rappel de l'existence de ventes à la découpe dans les arrondissements populaires. Nécessité

d'encadrer la profession de marchands de biens. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (30 mars 2006) (p. 2767) : article 36 du règlement. Demande un rappel à l'ordre de M. Dominique Braye pour ses propos.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3811, 3813).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3988, 3989) : votera les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé).

- **Rappel au règlement** - (30 mai 2006) (p. 4105, 4106) : protestation contre le manque d'information relative à l'ordre du jour. Demande confirmation des rumeurs circulant à ce sujet.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4276) : prise en compte de la situation créée par le développement des transactions immobilières et la réalisation des plus-values en découlant. Absence de remise en cause du caractère intolérable de cette situation au regard du droit des locataires et du droit au logement. Votera contre ce texte favorisant les intérêts des actionnaires de quinze sociétés foncières cotées, au détriment de plusieurs milliers de familles de résidents.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4380, 4383) : sa motion n° 107 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Texte attentatoire aux libertés et aux droits fondamentaux. Méconnaissance du droit à mener une vie familiale normale, de la liberté du mariage et de l'intérêt supérieur de l'enfant. Décision du Conseil constitutionnel de 1993 réaffirmant l'obligation de respecter les droits fondamentaux des étrangers. Jurisprudence du Conseil d'Etat. Invite ses collègues opposés au projet de loi à s'associer aux sénateurs du groupe CRC pour saisir le Conseil constitutionnel. (p. 4385) : propos inacceptables tenus par le ministre à l'encontre du parti communiste. - **Question préalable** (p. 4393, 4394) : le groupe CRC votera la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Réponse aux propos des intervenants. Rappel de sa connaissance de la réalité du terrain. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 4422) : intervient sur les amendements de suppression n° 3 de la commission, n° 145 de M. Bernard Frimat, n° 243 de M. Gérard Delfau et n° 278 de Mme Éliane Assassi. Confirme les propos de M. Bernard Frimat sur les travaux en commission. Nécessité de savoir à quoi va servir ce nouvel organisme. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4433, 4434) : intervient sur les amendements de suppression n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Éliane Assassi. Données chiffrées sur les mariages mixtes enregistrés en 2004, la saisine des procureurs et les annulations de mariages.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4505) : filiosité du Gouvernement à l'égard des étudiants étrangers potentiels, en dépit de la raréfaction de leur nombre. Investissements inexistantes pour remédier au manque d'attractivité. Attitude négative pour l'avenir de la France et des pays concernés. (p. 4515) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission (précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée

dans la limite d'un temps partiel annualisé). - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4523, 4524) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 298 (suppression des dispositions cantonnant l'exercice d'une activité professionnelle dans un métier ou une zone géographique caractérisée par des difficultés de recrutement); n° 299 (repli); et n° 300 (apposition de la mention "salarié" sur la carte de séjour temporaire quelle que soit la durée de l'activité); rejetés. (p. 4526, 4527) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 301 (suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers); n° 302 (suppression de l'interdiction de travailler plus de six mois sur douze mois consécutifs); et n° 303 (possibilité pour le travailleur étranger d'exercer des travaux saisonniers chez le même employeur sur une période n'excédant pas six mois sur douze mois consécutifs); rejetés. (p. 4533) : le groupe CRC est opposé à l'article 10, véritable usine à gaz bureaucratique. Déploie le silence du texte sur l'apport des migrants à la France. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4552, 4553) : le groupe CRC votera contre l'article 12. Dispositif inefficace et choquant.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er** (précédemment réservé) (chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour) (p. 4569, 4570) : favorable aux amendements identiques n° 144 de M. Bernard Frimat et n° 275 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail) (p. 4571) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 309 (suppression de la disposition limitant les autorisations de travail à certaines activités professionnelles ou zones géographiques); et n° 310 (suppression de l'échange de renseignements entre l'autorité administrative et les organismes agissant dans le cadre du service public de l'emploi pour l'instruction de la demande d'autorisation de travail); rejetés. - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4574) : soutient l'amendement n° 311 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4593) : atteinte au droit à une vie privée et familiale. Pérennisation des situations irrégulières. (p. 4599, 4601) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 349 (suppression du dispositif trop restrictif accordant la carte de séjour temporaire à l'enfant confié depuis l'âge de seize ans aux services de l'aide sociale à l'enfance, ASE); rejeté; et n° 350 (attribution sans condition d'âge d'un titre de séjour aux enfants confiés aux services de l'ASE); devenu sans objet. (p. 4608) : favorable à l'amendement n° 354 de Mme Eliane Assassi (attribution de la carte de séjour temporaire aux jeunes étrangers scolarisés en France). (p. 4614) : favorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Eliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans). (p. 4619, 4621) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 361 (suppression des modifications apportées au régime d'appréciation des liens personnels et familiaux pour l'attribution de la carte de séjour temporaire); n° 362 (rédaction); n° 363 (suppression du critère des conditions d'existence); n° 364 (suppression du critère d'insertion dans la société française); et n° 365 (suppression du critère de la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine); rejetés.

- **Rappel au règlement** - (15 juin 2006) (p. 4741, 4742) : organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)] (suite)** - (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement

familial) (p. 4766) : intervient sur les amendements de suppression n° 188 de M. Bernard Frimat et n° 385 de Mme Eliane Assassi. Nouvelle entrave au droit des migrants de vivre en famille, en dépit de la stabilité du nombre des regroupements familiaux depuis un certain nombre d'années. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4775) : s'interroge sur le sens de l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). - **Article 16** (précédemment réservé) (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4788, 4789) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 312 (suppression des restrictions apportées au droit au séjour des étrangers communautaires); n° 313 (extension du bénéfice du droit au séjour au partenaire pacsé avec un citoyen de l'Union européenne); n° 314 et 315 (suppression de l'obligation faite aux citoyens de l'Union européenne de se faire enregistrer auprès du maire de leur commune de résidence); n° 316 (impossibilité de refuser le séjour à un membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne ressortissant d'un Etat tiers au motif que sa présence constitue une menace pour l'ordre public); n° 317 (coordination); n° 318 (suppression de l'exigence d'une résidence ininterrompue en France pour l'acquisition du droit au séjour permanent); n° 319 (droit au séjour permanent en France des travailleurs communautaires ayant cessé leur activité); et n° 320 (suppression des dispositions prévoyant la perte du bénéfice du droit au séjour permanent en cas d'absence du territoire français pendant plus de deux années consécutives); rejetés. - **Article 20** (précédemment réservé) (art. L. 314-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables à la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE) (p. 4802) : soutient l'amendement n° 339 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22** (précédemment réservés) (p. 4807, 4808) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 345 (abrogation du délit de séjour irrégulier); et n° 346 (abrogation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers); rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4828, 4829) : favorable à l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Intervient sur l'annonce par le ministre de la fermeture du centre de rétention administratif pour hommes du Palais de justice de Paris. Demande des précisions sur l'application de l'amendement n° 48 de la commission (intervention de l'administrateur ad hoc dès le refus d'entrée sur le territoire opposé à un mineur étranger et non plus au moment de son placement en zone d'attente), tout en jugeant préférable de confier les mineurs isolés à l'ASE. - **Article 34** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé - Coordination) (p. 4836) : soutient l'amendement n° 395 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination); rejeté. - **Article 35** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé - Coordination) : soutient l'amendement n° 396 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination); rejeté. - **Article 36** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour) (p. 4840) : intervient sur les amendements de suppression n° 201 de M. Bernard Frimat et n° 397 de Mme Eliane Assassi. Recul inacceptable des droits des étrangers pour des raisons de simplification des procédures. - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 4846, 4850) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 406 (suppression); n° 407 (allongement d'un mois à deux mois du délai de recours en contestation d'un refus de titre de séjour);

n° 408 et 410 (suppression des dispositions relatives aux différentes règles de placement en rétention et de recours) ; n° 411 (allongement de trois mois à six mois du délai imparti au juge administratif pour délibérer) ; et n° 409 (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire sont jugés en formation collégiale) ; rejetés. (p. 4851) : intervient sur l'amendement n° 208 de M. Bernard Frimat (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire français sont jugés en formation collégiale). - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion*) (p. 4864) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Bernard Frimat (protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion) et sur l'"absence de liens avec leur famille dans leur pays d'origine", conditionnant la protection de l'enfant étranger contre l'expulsion. - **Article 56 bis** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente*) (p. 4869) : soutient l'amendement n° 428 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 59** (p. 4872, 4873) : soutient l'amendement n° 433 de Mme Éliane Assassi (suppression des conditions de durée de résidence pour l'octroi de la nationalité française aux enfants recueillis en France) ; rejeté. - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - *Acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 4875, 4876) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 434 (retour aux dispositions de la loi du 16 mars 1998 pour l'acquisition de la nationalité par mariage et réduction du délai probatoire de vie commune conditionnant l'acquisition de la nationalité française) ; et n° 435 (exemption des couples franco-étrangers ayant eu un ou des enfants issus de leur union de la condition de durée du mariage pour l'acquisition de la nationalité française) ; rejetés. - **Article 60 quater** (art. 21-14-2 du code civil - *Organisation obligatoire pour les cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers naturalisés par décret*) (p. 4884) : soutient l'amendement n° 442 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; devenu sans objet. - **Article 61** (art. 21-19 du code civil - *Suppression de certaines dispenses de stage aux fins de naturalisation*) (p. 4885, 4886) : soutient l'amendement n° 443 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. S'associe aux propos de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. Article choquant vis-à-vis des ressortissants des pays liés à la longue période coloniale de la France. - **Article 62 quinquies** (art. 21-29 nouveau du code civil - *Possibilité pour le maire d'organiser la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4889, 4890) : soutient l'amendement n° 447 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 63 ter** (chapitre III du titre II du livre VI et art. L. 623-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française*) (p. 4892) : soutient l'amendement n° 450 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - *Compétence du conseil d'administration de l'OPFRA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4898) : intervient en faveur de l'amendement de suppression n° 451 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 64 ou avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4899) : soutient l'amendement n° 454 de Mme Éliane Assassi (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle à tous les demandeurs d'asile exerçant un recours tant devant la Commission des recours des réfugiés que devant l'OPFRA) ; devenu sans objet. - **Article 65** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 131-2, L. 311-9, L. 312-1, L. 312-5, L. 313-9, L. 313-19, L. 314-4, L. 314-11, L. 315-7, L. 345-1, et L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Centres d'accueil pour demandeurs d'asile*) (p. 4905, 4906) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 455 (suppression) ; n° 456 (extension des missions des CADA aux actions visant à l'autonomie et à l'insertion des demandeurs d'asile) ; et n° 457 (suppression de l'obligation faite aux CADA de transmettre des informations relatives aux personnes recueillies) ; rejetés. - **Informations de vote sur l'ensemble** (p. 4918) : suite de mesures d'affichage stigmatisant les

étrangers, favorisant la xénophobie et le racisme et sans effet quant à la réduction de la pression migratoire. Le groupe CRC continuera à lutter contre de telles mesures et votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2006) (p. 4961) : se félicite du report de l'examen du projet de loi de privatisation de Gaz de France.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5383, 5384) : engagement indispensable d'une réflexion sur la démocratisation nécessaire des grands corps de l'Etat. Modification des règles de recrutement. Regrette l'absence d'harmonisation avec les chambres régionales des comptes. Interrogation sur l'opportunité de ce projet de loi. Le groupe CRC s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5944, 5947) : soutient la motion n° 3 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5962) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5966) : défavorable à l'amendement n° 172 de M. Yves Pozzo di Borgo (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5969, 5970) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 5981) : favorable aux amendements de suppression n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 247 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 4** (art. 35 et 39 du code de procédure pénale - *Reconnaissance du rôle du ministère public en matière de prévention de la délinquance*) (p. 5991) : favorable à l'amendement n° 251 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 5999, 6000) : rejet de la totalité des dispositions de ce texte. Retrait par le Gouvernement de son projet de loi sur le dépistage précoce des difficultés chez les enfants dès trois ans. Théories comportementalistes américaines et anglo-saxonnes. Contradiction entre ce texte et celui relatif à la protection de l'enfance.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6055) : intervient sur l'amendement n° 187 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 6073, 6074) : intervient à propos du débat sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 86 (suppression de l'obligation pour les jeunes en difficulté suivant une formation professionnelle de recevoir une formation spécifiquement destinée à prévenir la délinquance).

- **Rappel au règlement** - (19 septembre 2006) (p. 6083) : incidents graves cet après-midi dans le gymnase de Cachan. Conditions déplorables d'hébergement des personnes. Demande au ministre de prendre des mesures de relogement immédiates.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (suite)** - (19 septembre 2006) - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - *Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 6087) : soutient l'amendement n° 203 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Création du service volontaire citoyen de la police nationale*) (p. 6107) : demande une évaluation précise de l'expérience du service volontaire

dans la police conduite dans les dix départements pilotes. - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 6109) : soutient l'amendement n° 205 de Mme Éliane Assassi (dispense d'une formation initiale et continue aux professionnels d'accueil des personnes victimes de violences conjugales) ; rejeté. - **Article 15** (art. 222-14-1 nouveau, art. 222-15, art. 222-48-1 du code pénal - Renforcement de la répression contre les violences au sein du couple) (p. 6110) : soutient l'amendement n° 206 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6113, 6115) : soutient l'amendement n° 207 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; devenu sans objet. Le groupe CRC votera l'amendement n° 335 de la commission (possibilité de levée du secret médical lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique). Atténuation des inconvénients suscités par le texte du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6150) : demande une suspension des discussions et une évaluation de la politique menée en matière de sécurité. - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 6151) : absence d'évaluation des mesures déjà prises contre la récidive. Manque de moyens pour le suivi socio-judiciaire. - **Rappel au règlement** (p. 6182) : propos inacceptables du ministre de l'intérieur envers l'institution judiciaire. - **Article 31** (art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale) (p. 6186) : favorable aux amendements identiques n° 221 de Mme Éliane Assassi et n° 281 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Articles additionnels avant le chapitre VII** (p. 6192, 6194) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 225 (suppression de la comparution immédiate) ; et n° 226 (possibilité de recours au placement en détention provisoire pour les crimes et délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 6194, 6195) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 227 (mesures pénales à l'encontre des mineurs de treize à dix-huit ans), n° 229 (conditions de détention provisoire des mineurs de treize à seize ans) et n° 228 (conditions de garde à vue des mineurs de moins de treize ans) ; rejetés. - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6195, 6196) : procédure de présentation immédiate des mineurs devant le juge. Causes des délais de jugement. Le groupe CRC votera contre l'article 38. (p. 6200, 6201) : favorable aux amendements identiques n° 235 de Mme Éliane Assassi et n° 287 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6202, 6203) : rapprochement dangereux entre la justice des mineurs et la justice des majeurs. - **Article 37** (art. 10-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 6213) : favorable aux amendements identiques n° 232 de Mme Éliane Assassi et n° 286 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 40** (art. 20-7 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Mesure d'activité de jour face à un ajournement) (p. 6219, 6220) : soutient l'amendement n° 237 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 41** (art. 33 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Placement à l'extérieur au sein de centres éducatifs fermés) (p. 6220, 6221) : soutient l'amendement n° 238 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Question préalable** (p. 6306, 6308) : soutient la motion n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6332) : le groupe CRC vote contre ce texte.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6516, 6520) : soutient la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie ; rejetée. Non-respect de la Constitution. Remise en cause de l'indépendance énergétique. Directives européennes. Augmentation des tarifs. Justification du recours au référendum.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6590) : favorable à l'amendement n° 211 de M. Yves Coquelle (missions du service public de l'énergie). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6602, 6603) : le groupe CRC est favorable aux amendements identiques n° 82 de M. Roland Courteau et n° 390 de M. Yves Coquelle (impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base). - **Rappel au règlement** (p. 6604) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Demande la suspension de l'examen du texte suite aux déclarations du rapporteur du projet de loi relatif au secteur de l'énergie à l'Assemblée nationale. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6635) : le groupe CRC votera en faveur des amendements portant sur le même objet n° 102 de M. Roland Courteau et n° 609 de M. Jean Desessard (concertation préalable à l'évolution du service public de l'énergie). (p. 6642) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France").

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6748, 6749) : soutient l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (conditions d'exercice des missions de service public dans le domaine énergétique) ; rejeté. (p. 6754) : importance de la réaffirmation des principes du service public. (p. 6776) : soutient l'amendement n° 527 de M. Yves Coquelle (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes dont la rémunération est inférieure ou égale au SMIC) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6878) : intervient sur les amendements de M. Yves Coquelle portant sur le même objet n° 327, 328, 329 et 330 (augmentation du taux de la pénalité de retard appliquée aux fournisseurs de gaz pour non-versement de la contribution prévue pour le financement du tarif social du gaz). Nécessité d'une pénalité dissuasive pour une application effective de la loi. Le groupe CRC s'abstient sur l'article 3. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6881) : illustration de l'échec de la libéralisation amorcée. Risques sur l'avenir de l'actuel tarif réglementé face aux orientations européennes. (p. 6898) : le groupe CRC vote contre l'article 3 bis.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6949, 6950) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 356 (application du taux réduit de TVA aux factures énergétiques) ; et n° 523 (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur) ; rejetés. - **Article 5 bis** (art. 50-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Compensation sur la CSPE des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération) (p. 6960) : soutient l'amendement n° 370 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6964) : défavorable aux amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des



contrats d'obligation d'achat et de bénéficiaire de la CSPE). - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution) (p. 6981, 6982) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 790 et 791 ; rejetés. - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7017) : le groupe CRC votera contre l'article 7 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7047) : favorable à la suppression de l'article.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7123, 7124) : silence de la majorité sénatoriale. Faillies du projet de fusion entre Suez et GDF. (p. 7157) : le groupe CRC votera le sous-amendement n° 775 de M. Michel Mercier portant sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7224, 7225) : absence de réponse du Gouvernement aux inquiétudes exprimées par les parlementaires. Anéantissement du service public de l'énergie. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9441, 9443) : analyse des crédits. Importance des détenus à titre provisoire. Carence des soins en prison. Programme "Administration pénitentiaire". Programme "Protection judiciaire de la jeunesse". Aide juridictionnelle. Justice de proximité. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "Justice". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9455, 9456) : soutient l'amendement n° II-172 de Mme Josiane Mathon-Poinat (revalorisation de l'aide juridictionnelle) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 9463) : son amendement n° II-174 : instauration d'un lien entre l'unité de valeur de référence pour le calcul de l'aide juridictionnelle et la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion**

**générale** (p. 10289, 10291) : texte "a minima". Avancées limitées au renforcement de la parité dans les exécutifs municipaux et régionaux. Aspect funéraire des dispositions relatives aux élections cantonales. Question du statut de l'élu. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte si aucun de ses amendements n'était adopté. - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire) (p. 10311, 10313) : son amendement n° 67 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse) (p. 10316, 10318) : son amendement n° 68 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10326, 10328) : le groupe CRC ne votera ni les amendements, ni les sous-amendements, ni l'article 3 du projet de loi. - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - Dispositions relatives au financement public des partis politiques) (p. 10334) : paradoxe d'une aggravation de sanctions financières par ailleurs inopérantes. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10340, 10346) : son amendement n° 71 : instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10349, 10351) : ses amendements n° 72, 73 et 74 : garantie du versement de l'intégralité de leur salaire aux élus municipaux, départementaux et régionaux lors de leurs absences autorisées ; et n° 78 : application aux élus des règles relatives à l'ouverture des droits au congé individuel de formation ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10359, 10360) : manifestation remarquable de l'hostilité de la majorité à la parité.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Article 12 (Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance)** (p. 10937) : refus du groupe CRC d'autoriser le Gouvernement à légiférer par ordonnance. Mépris des parlementaires. - **Intitulé du projet de loi** (p. 10945) : le groupe CRC vote contre le projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 141 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) (p. 10948, 10949) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

**BOULAUD (Didier)**  
sénateur (Nièvre)  
SOC

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 222 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 283 (2005-2006)] (29 mars 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Albanie et Macédoine : deux pays des Balkans à ne pas oublier [n° 287 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : La France et la gestion des crises africaines : quels changements possibles ? [n° 450 (2005-2006)] (3 juillet 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 81 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Défense.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 52 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine [n° 136 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)] - (8 février 2006) - Discussion générale** (p. 597, 599) : amélioration et adaptation du dispositif créé par la loi de 1999. Objectifs de ce texte. Rôle complémentaire de la réserve : difficultés actuelles ; importance de ce rôle ; "réservistes spécialistes" ; IHEDN. Participation décisive de la réserve au dispositif de défense. Propositions d'améliorer l'attractivité des missions et de suivre des formations de qualité. Difficulté de recrutement des réservistes. Modification de la durée moyenne des périodes. Besoin de liens forts entre l'armée et la nation. Rôle d'intégration des deux réserves. Doute de l'efficacité du crédit d'impôt offert aux entreprises. Difficulté d'obtenir des ministères des autorisations d'absence. Favorable aux précisions apportées par les députés à l'article 1er définissant le périmètre de l'action des réservistes et à l'article 19 bis attribuant la qualité d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie. Son accord avec les conclusions du rapporteur sur la protection sociale des réservistes. Le groupe socialiste votera ce texte. Caractère provisoire du dispositif proposé dans l'attente d'une défense plus européenne et plus intégrée. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 615) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 15 de M. François Trucy (élargissement des garanties sociales et juridiques prévues par le statut général des militaires aux militaires exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'organismes d'assurance des militaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4642, 4643) : nécessité de relancer l'Europe en redéfinissant son projet et ses frontières. Favorable à l'élargissement de l'Union aux Balkans occidentaux. Interrogations sur l'avenir et l'organisation institutionnels et européens. Nécessité pour la France d'apprendre à mieux travailler avec tous ses partenaires européens.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5237) : nouvelle impulsion apportée au travail de contrôle parlementaire grâce à la LOLF. Questions sur les points de mauvaise gouvernance budgétaire relevés par la Cour des comptes, qui décrédibilisent la loi de programmation militaire.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : son intervention (p. 6351, 6353).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Défense

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis (p. 9474) : programme "Soutien de la politique de défense". Réforme de la politique immobilière. Programme "Environnement et prospective de la politique de défense". Renseignement de sécurité. La commission des affaires étrangères a émis un avis

favorable sur le projet de budget de la mission "Défense". (p. 9481, 9482) : budget sans sincérité. Maintien en condition opérationnelle des matériels. Mise à l'écart du Parlement français. Nécessité d'une nouvelle politique de défense. Panne du système de sécurité internationale. Exemple du conflit israélo-palestinien. Avenir de la défense française. Souhait d'un

nouveau modèle d'armée. Le groupe socialiste ne votera pas le projet de budget de la mission "Défense".

**BOUMEDIENE-THIERY (Alima)**  
sénateur (Paris)  
SOC-R

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion de l'administration préfectorale suite à la circulaire du 13 juin 2006 [n° 106 (2006-2007)] (11 décembre 2006) - **Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1102) : soutient l'amendement n° 440 de M. Jean Desessard (suppression) ; rejeté. (p. 1110, 1111) : soutient l'amendement n° 444 de M. Jean Desessard (limitation de l'application du CPE aux petites entreprises) ; rejeté. (p. 1113) : soutient l'amendement n° 443 de M. Jean Desessard (impossibilité d'utiliser le CPE pour remplacer un salarié absent) ; rejeté. (p. 1114) : soutient l'amendement n° 441 de M. Jean Desessard (limitation du recours au CPE) ; rejeté. (p. 1127) : soutient l'amendement n° 447 de M. Jean Desessard (maintien pour un salarié titulaire d'un CPE de la possibilité de remplir des missions de conseiller du salarié) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1497, 1498) : caractère scandaleux des dispositions relatives à l'égalité des chances et à la lutte contre les discriminations. Dénonciation du démantèlement des outils existants en matière de soutien à l'intégration et de lutte contre les discriminations. Conséquences de l'application de la loi sur l'égalité des chances. Absence de réponse pertinente et efficace au problème mis en évidence par la récente révolution des banlieues. Dénonciation par les Verts de la pérennisation de l'inégalité des droits et d'une nouvelle forme de discrimination légalisée. (p. 1507, 1508) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), son sous-amendement n° 456 ; rejeté. (p. 1519) : sur l'amendement n° 522 de Mme Valérie Létard (précision des missions de l'agence et de l'articulation de son action au niveau des régions et des départements), son sous-amendement n° 459 ; rejeté. - **Article 17** (Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) (p. 1529, 1530) : obstination du Gouvernement à ne pas mettre en oeuvre la concertation et à minorer la participation des associations. - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1555) : défavorable à cet article attribuant aux maires un pouvoir de transaction pénale en matière de contravention. - **Article 26** (art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale) (p. 1562, 1563) : élargissement inopportun des pouvoirs de constatation des agents de police municipale pour lutter contre les incivilités. Son amendement n° 462 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1622, 1623) : mise en place d'un contrat de culpabilité parentale. Suspension des prestations familiales aux familles non méritantes. Réponse à l'obsession sécuritaire du Gouvernement. Effet désastreux sur la chaîne du travail social. Opposition de l'ensemble des travailleurs sociaux. - **Article 25 (précédemment réservé)** (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 1646) : opposition à ce contrat de "culpabilité parentale". Dispositif de nature censitaire. Stigmatisation des personnes les plus fragilisées dans la société. Demande la suppression de cet article.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (22 mars 2006) - **Article 4** (art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement) (p. 2456) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean Desessard (établissement du classement par les ministres en charge de l'agriculture et de l'environnement et précision sur les modalités de classement des utilisations confinées d'OGM) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 532-2 du code de l'environnement - Modalités de confinement des utilisations d'OGM) (p. 2460) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 156 (motivation de la décision de l'autorité administrative de ne pas suivre l'avis du conseil des biotechnologies) ; et n° 155 (suppression de l'exemption accordée aux activités couvertes par le secret de la défense nationale) ; rejetés. - **Article 7** (art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées) (p. 2463) : soutient l'amendement n° 157 de M. Jean Desessard (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations ne présentant aucun risque) ; devenu sans objet. (p. 2465, 2467) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 158 (évaluation des risques préalables à toute utilisation confinée) ; et n° 159 (établissement d'un plan d'urgence en cas de défaillance des mesures de confinement, préalable à l'agrément) ; rejetés. - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière

d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2468, 2470) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 161 (mise à la disposition du public d'un dossier d'information par l'exploitant) ; rejeté ; et n° 162 (publicité de toute information y compris celle pouvant porter préjudice aux intérêts de l'exploitant) ; devenu sans objet. (p. 2476) : soutient l'amendement n° 164 de M. Jean Desessard (mise à disposition du public par l'exploitant d'un dossier d'information quel que soit le risque que présente l'utilisation d'OGM) ; rejeté. (p. 2477) : soutient l'amendement n° 163 de M. Jean Desessard (liste des informations ne pouvant rester confidentielles) ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 532-5 du code de l'environnement - Pouvoirs administratifs en cas de danger connu après une déclaration ou la délivrance d'un agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2480) : soutient l'amendement n° 165 de M. Jean Desessard (révision régulière de l'évaluation des risques) ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 533-2 du code de l'environnement - Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés) (p. 2483) : soutient l'amendement n° 166 de M. Jean Desessard (introduction d'exigences de sécurité dans la définition de la dissémination volontaire) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2484, 2585) : soutient l'amendement n° 167 de M. Jean Desessard (encadrement de la dissémination par le respect du principe de précaution, du principe de libre administration des collectivités territoriales et des principes de pluralisme, de transparence et d'indépendance de l'expertise scientifique) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM) (p. 2486, 2490) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 168 (précision des règles relatives aux autorisations de dissémination volontaire) ; rejeté ; et n° 169 (consultation du Haut conseil des biotechnologies avant toute autorisation de dissémination d'OGM) ; devenu sans objet. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM) (p. 2498, 2499) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 170 (réécriture de l'article mettant en place une véritable information du public et améliorant la prise en compte des risques) ; n° 171 (consultation du Conseil des biotechnologies et du public préalablement à toute autorisation de mise sur le marché) ; rejetés. - **Article 14** (art. L. 533-5 du code de l'environnement - Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM) (p. 2501, 2502) : soutient l'amendement n° 172 de M. Jean Desessard (réécriture de l'article précisant les informations à fournir et celles ne pouvant être considérées comme confidentielles) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2689, 2690) : insuffisance de ce texte. Réponses apportées aux seuls acheteurs potentiels de leur logement. Crise du logement locatif social. Rejet des classes populaires vers la périphérie des villes. Sa proposition de donner un droit de veto aux élus locaux. Son opposition au droit de spéculer avec le logement des autres. Réaffirmation du droit au logement pour tous. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2692) : soutient l'amendement n° 63 de M. Jean Desessard (institution d'un permis de diviser) ; rejeté. (p. 2693) : soutient l'amendement n° 64 de M. Jean Desessard (interdiction de l'usage du congé-vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble) (p. 2699) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 41 (extension de quatre à six mois du délai accordé pour réaliser une vente en cas de recours à un prêt par le locataire, futur acquéreur) ; et n° 42 (conséquence) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2717) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 57 (instauration d'un moratoire sur les ventes à la découpe jusqu'au 1er janvier 2008) ; et n° 56 (repli) ; rejetés. (p. 2720) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription dans la loi de

dispositions protectrices pour les locataires en situation de fragilité) ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2923) : soutient l'amendement n° 470 de M. Jean Desessard (exclusion des logements financés par les PLS du quota des logements sociaux) ; rejeté. (p. 2943) : soutient l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (substitution du préfet aux maires refusant les logements locatifs sociaux sur leur territoire) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3804, 3807).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4350, 4352) : trente-huitième réforme de l'immigration depuis 1980. Loi de marketing politique. Rappel historique d'une immigration choisie par la France et non pas subie. Absence de laxisme du droit français en matière d'immigration. Arguments d'affichage politique contredits par la réalité. Déstabilisation des migrants installés régulièrement en France. Quasi-suppression du droit au séjour. Renforcement de l'arbitraire de l'administration. Tromperie quant aux motifs invoqués pour justifier l'abrogation du droit à régularisation au bout de dix ans de présence sur le territoire. Complexification des conditions d'intégration en contradiction avec le discours prétendant humaniste. Durcissement des conditions d'accès à la nationalité française motivé par la suspicion généralisée de l'étranger. Arbitraire dans la décision de régulariser des familles dont les enfants sont scolarisés. Multiplication des catégories de cartes de séjour. Engorgement attendu des services de l'Etat et des tribunaux administratifs. Instauration d'un droit d'exception pour les exclus. Nouvelle forme de colonisation par le pillage des ressources intellectuelles des pays du sud. Politique sélective et utilitariste. S'interroge dès lors sur le sens du codéveloppement. Exemple des médecins étrangers moins bien payés que les médecins français. Texte dangereux pour les droits et libertés des migrants et par-delà, pour tous les Français. Les sénateurs Verts combattront ce projet de société consacrant la France des fractures.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4412) : intervient sur l'amendement n° 269 de Mme Éliane Assassi (présentation par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2006, d'un plan de régularisation des sans-papiers). Arguments inacceptables du ministre. (p. 4413) : soutiendra l'amendement n° 274 de Mme Éliane Assassi (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans). - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4425, 4426) : conséquences prévisibles du visa obligatoire de long séjour : fabrication de nouveaux clandestins ; destruction de familles ; complication du travail des préfectures et des consulats ; engorgement des tribunaux administratifs. (p. 4429) : son amendement n° 480 : subordination facultative de l'octroi de la carte de séjour temporaire et de celui de la carte de séjour "compétences et talents" à la production d'un visa de long séjour ; rejeté. (p. 4431) : son amendement n° 481 : inopposabilité de l'obligation de visa de long séjour au conjoint de Français s'il est demandeur d'asile ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4439) : son amendement n° 482 : régularisation des demandeurs d'asile titulaires d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un récépissé de demande de titre de séjour ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4458) : instauration injustifiée d'un retrait obligatoire des cartes de séjour temporaires et "compétences et talents". Mise en

place d'un statut "jetable" du travailleur migrant. - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration) (p. 4464, 4465) : demande la suppression de l'article. Généralisation du contrat sans précision des moyens financiers. Mesure de police. Contrainte de la maîtrise de la langue française. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4479) : intervient en faveur du sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail) sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant). Jurisprudence constante du Conseil d'Etat imposant la régularisation de la situation des parents d'un enfant malade. - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française) (p. 4481, 4482) : article inacceptable pour les Verts. Légalisation de l'arbitraire de l'administration. Localisation d'une politique nationale. Intervention non justifiée du maire dans la procédure. Réintroduction opportune de la notion de quotas rejetée par le Conseil constitutionnel. (p. 4484, 4485) : son amendement n° 483 : suppression des dispositions prévoyant la saisine du maire pour avis ; rejeté. Renforcement du pouvoir exorbitant du maire. Problème de temps et de moyens humains. Question des garanties et des recours face aux maires idéologiquement opposés à la présence d'étrangers. - **Article 6 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France) (p. 4501) : illustration des contradictions du projet de loi. Suspicion obsessionnelle à l'égard des étrangers. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4517, 4518) : ses amendements n° 485 : octroi d'une carte de séjour temporaire portant la mention "étudiant" d'une durée de validité de six mois renouvelable à l'étudiant étranger qui a achevé avec succès son cycle de formation ; et n° 486 : suppression du caractère non renouvelable de l'autorisation de séjour de six mois ; devenus sans objet. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4526, 4528) : ses amendements n° 488 : suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers ; et n° 489 : prolongation de la durée de validité de la carte délivrée pour motifs professionnels si son titulaire est involontairement privé d'emploi à la date de sa demande de renouvellement ; rejetés. (p. 4533) : intervient sur l'amendement n° 159 de M. Bernard Frimat (suppression). Problème de la conformité du projet de loi avec les conventions européennes et le droit international. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4540, 4541) : les sénateurs Verts ne voteront pas cet article. "Tri sélectif" inacceptable et inhumain. Critères volontairement flous s'agissant de la mesure des "compétences" et des "talents". Officialisation du fait du prince.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4573) : détournement de la mission des inspecteurs du travail. - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4590) : son opposition à l'abrogation du titre de séjour délivré aux étrangers pouvant apporter la preuve de leur présence en France depuis au moins dix ans. Atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale

reconnu par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Précarisation de tous les immigrés en situation régulière. Cas particuliers des accompagnants d'enfants malades. (p. 4598, 4599) : favorable aux amendements identiques n° 169 de M. Bernard Frimat et n° 348 de Mme Eliane Assassi (suppression). (p. 4601, 4603) : ses amendements n° 491 : suppression de la condition d'âge pour la délivrance de plein droit d'un titre de séjour aux enfants confiés à l'ASE ; n° 492 : suppression de la condition de rupture des liens familiaux pour l'attribution de la carte de séjour temporaire aux enfants confiés à l'ASE ; n° 493 : suppression de la condition d'avis de la structure d'accueil sur l'insertion du jeune étranger dans la société française ; et n° 494 : suppression de la disposition excluant du bénéfice de la carte de séjour temporaire les mineurs ne résidant pas en France avec leurs parents légitimes ; devenus sans objet. (p. 4610, 4611) : son amendement n° 495 : possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans ; rejeté. (p. 4619, 4620) : ses amendements n° 496 : suppression de l'appréciation de liens personnels et familiaux pour attribuer la carte de séjour temporaire ; et n° 497 : rédaction ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 71 (priorité)** (art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4662, 4663) : son amendement n° 500 : suppression ; rejeté. - **Article 75 (priorité)** (art. 2492, 2494 et 2499-1 à 2499-4 du code civil - Règles de l'état civil applicables à Mayotte - Procédure d'opposition aux reconnaissances frauduleuses de paternité à Mayotte) (p. 4675, 4676) : son amendement n° 502 : suppression ; rejeté. - **Article 24 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 4680, 4681) : opposée à la création de la commission d'admission exceptionnelle au séjour. Stratégie générale alliant affichage et tromperie quant à la réponse au souci humanitaire. Préférence pour la réactivation des commissions départementales du titre de séjour. - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune) (p. 4685, 4686) : le groupe socialiste proposera la suppression de l'article. Discrimination et suspicion perpétuelle à l'égard des migrants.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4761) : durcissement extrême des conditions du regroupement familial au détriment du droit de vivre en famille. Création attendue de sans-papiers supplémentaires. (p. 4764) : soutient l'amendement n° 188 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4768, 4770) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 189 (suppression) ; n° 190 (suppression des dispositions modifiant les conditions de logement) ; n° 192 (repli) ; n° 193 (suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française") ; rejetés ; et n° 191 (suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille) ; adopté. (p. 4774, 4775) : demande l'adoption des amendements identiques n° 42 de la commission et n° 191 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille). - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants

*communautaires et des membres de leur famille*) (p. 4783) : transposition très restrictive de la directive du 29 avril 2004. Omission de la disposition prévoyant l'octroi d'un droit au séjour aux personnes liées, dans un autre Etat membre, par un équivalent du PACS. Risque de précarisation des ressortissants communautaires en France et des Français ailleurs en Europe en vertu du principe de réciprocité. - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficier du droit au séjour en France) (p. 4793, 4794) : soutient l'amendement n° 233 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. (p. 4796, 4797) : demande au ministre de respecter la lettre des directives et de les transposer dans leur intégralité au risque d'une nouvelle condamnation de la France par la Cour de justice des Communautés européennes. - **Article 21 (précédemment réservé)** (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Péremption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4803) : soutient l'amendement n° 237 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 22 (précédemment réservé)** (art. L. 314-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance en France de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4805) : question sur la durée de validité de la carte de résident de longue durée-CE. Critères de délivrance injustes et inacceptables.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4830) : les sénateurs Verts sont favorables à l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative) et souhaitent privilégier les assignations à résidence et confier les mineurs isolés à l'ASE. - **Article 37** (art. L. 511-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français) (p. 4841) : soutient l'amendement n° 202 de M. Bernard Frimat (suppression pour coordination) ; rejeté. - **Article 38** (art. L. 511-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français) : soutient l'amendement n° 203 de M. Bernard Frimat (suppression pour coordination) ; rejeté. - **Article 39** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de protection contre la reconduite à la frontière) (p. 4842) : soutient l'amendement n° 204 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions réduisant la liste des personnes protégées contre la reconduite à la frontière) ; rejeté. (p. 4843) : son amendement n° 498 : repli ; rejeté. - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 4845) : article fondamental. Impact considérable sur les conditions de traitement des requêtes présentées par les étrangers devant les juridictions administratives. Menace sur le principe du fonctionnement collégial des tribunaux administratifs. Atteinte aux libertés publiques et affaiblissement de l'autorité judiciaire, combattu par les sénateurs Verts et l'ensemble des organisations judiciaires. - **Article 58** (art. L. 222-2-1 [nouveau] et L. 776-1 du code de justice administrative - Compétence des magistrats honoraires pour statuer sur les arrêtés de reconduite à la frontière et les obligations de quitter le territoire français) (p. 4871) : soutient l'amendement n° 226 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5931, 5932) : inflation législative. Opposition au rapprochement de la spécificité de la justice des mineurs du régime applicable aux majeurs. Défavorable à une réforme de l'ordonnance de 1945 altérant son esprit fondateur. Défavorable à l'intégration du maire dans la chaîne de répression pénale. Instauration indispensable d'une réelle égalité des droits. Propositions des Verts.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1,

L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5967, 5968) : conséquences dommageables de l'extension des pouvoirs des maires. Municipalisation des pouvoirs de police, de la prévention et de l'action sociale. Remise en cause du principe de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire. Absence de moyens financiers accompagnant les délégations de compétences. Alourdissement des responsabilités du maire et dénaturation de sa fonction. (p. 5972, 5973) : son amendement n° 163 : animation par le maire de la seule réflexion sur la politique de prévention de la délinquance ; rejeté. (p. 5975, 5976) : son amendement n° 164 : suppression de la possibilité pour les communes et les EPCI d'installer des dispositifs de vidéosurveillance ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles) (p. 6015) : mesure d'affichage. Contribution à l'ambiguïté et à la confusion. Mise en place d'un contrôle social supplémentaire.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6301, 6302) : alibi du mariage forcé pour lutter contre l'immigration. Nouveau marketing politique à des fins électoralistes. Atteinte inacceptable aux droits et aux libertés fondamentales. Présomption de fraude au mariage à défaut de justification d'identité. Pouvoir accru de l'officier d'état-civil. Accroissement du pouvoir d'opposition du procureur de la République au mariage. Dénaturation de la fonction des services

consulaires dans la logique de suspicion. Charge de travail supplémentaire. Incidences du texte sur les conventions bilatérales signées avec des pays tiers et les risques de mise en oeuvre de réciprocité. Les sénateurs Verts s'opposent à ce projet de loi. - **Article 6** (art. 47 du code civil - Force probante des actes de l'état civil étrangers) (p. 6330) : sur l'amendement n° 14 de la commission (instauration d'une procédure administrative de vérification de la validité des actes de l'état civil étranger), son sous-amendement n° 42 : diminution du délai au-delà duquel le silence de l'administration vaut décision de rejet ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10296, 10297) : opposition des sénateurs Verts au texte. Affichage médiatique et politique. Instauration d'une rente viagère élective au sein des conseils généraux. Inefficacité de l'aggravation des pénalités financières pour non-respect de la parité. Données chiffrées sur la représentation des femmes dans les parlements à l'étranger. Question de l'instauration de la proportionnelle, du statut de l'élu et du non-cumul des mandats. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10322) : son amendement n° 54 : suppléance obligatoire du candidat de sexe masculin par une femme ; rejeté.

**BOURDIN (Joël)**  
sénateur (Eure)  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président de la Délégation pour la planification.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale jusqu'au 8 novembre 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Accès au crédit des ménages en France [n° 261 (2005-2006)] (16 mars 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le fonctionnement du service public de l'équarrissage en question [n° 432 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les Haras nationaux doivent-ils déteiler ? [n° 64 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Agriculture et pêche.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales. Compte spécial développement agricole et rural [n° 78 tome 3 annexe 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Perspectives macroéconomiques et finances publiques à moyen terme (2007-2011). 2011, au rendez-vous de la croissance et du désendettement ? Dix questions pour le moyen terme [n° 89 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3039) : favorable aux amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et**

**territoriale de l'État** (p. 5263) : interrogation sur le projet Aide au contrôle de légalité dématérialisé, ACTES, visant à dématérialiser la transmission des actes des collectivités territoriales. Possibilité d'une évolution des tâches des personnels des préfectures vers un rôle de conseil a priori. (p. 5264) : souhait d'un bilan sur ce sujet lors de la discussion budgétaire. - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5275) : audit relatif à l'accélération de la mise en oeuvre du programme Natura 2000. Insuffisance du pilotage interministériel de ce dossier. Interrogation sur les suites données à cet audit.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5341, 5342) : paradoxe du faible endettement individuel des Français et de la croissance inquiétante de la dette publique. Incohérence du programme politique socialiste avec la nécessaire réduction de l'endettement. Choix réaliste et responsable du Gouvernement en matière de prévision économique, de respect des engagements en terme de déficit public et d'amorce du désendettement. Objectif de réduction des dépenses et des effectifs et d'amélioration de la qualité du service public. Soutien du groupe UMP aux réformes engagées dans le domaine de l'assurance maladie et des retraites. Poursuite du dialogue avec les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8664, 8665) : application de la LOLF. Reconnaissance de la fonction de contrôle et d'évaluation des politiques publiques du Sénat. Réforme du service public de l'équarrissage, SPE, dans le cadre de la loi de finances pour 2006. Constitution de monopoles départementaux répartis entre deux groupes oligopolistiques au niveau national. Maîtrise difficile de la gestion, du contrôle des prestations et du financement. Interrogations sur les perspectives d'avenir du SPE.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Première partie :

- (24 novembre 2006) - **Article 4 (Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable)** (p. 8766) : inquiétude quant aux pratiques d'un certain type d'établissement financier.

Deuxième partie :

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9572, 9573) : dépenses d'interventions et de personnel. Définition des objectifs et indicateurs. Application de la LOLF. Justification au premier euro des crédits. La commission des finances propose l'adoption de ces crédits, sous réserve de l'adoption de ses deux amendements. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9611, 9614) : ses amendements n° II-9 : réduction des charges de bonification par l'Etat de prêts destinés à l'installation des jeunes agriculteurs ; retiré ; et n° II-8 : réduction des crédits concernant les haras nationaux ; adopté. (p. 9618) : accepte l'amendement n° II-156 de M. Gérard César (augmentation de la dotation de l'INAO). - **Article 41 (Fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 9620) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-121 de M. Jacques Blanc (possibilité de tripler le taux de cette taxe) et accepte l'amendement n° II-154 de M. Gérard César (transfert, à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, des droits et obligations du service d'utilité agricole inter-chambres d'agriculture, relatifs au Fonds de garantie viagère). - **Article additionnel après l'article 41** : accepte l'amendement n° II-229 du Gouvernement (recouvrement des droits sur le sucre par l'Office national interprofessionnel des grandes cultures). - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9621) : accepte les amendements de M. Yann Gaillard, portant sur le même objet, n° II-75 et II-76 (extension du bénéfice du Fonds d'épargne forestière aux groupements de gestion de propriétés forestières publiques). (p. 9622) : accepte l'amendement n° II-193 de M. Gérard César (garantie apportée par l'Etat aux emprunts contractés par trois organisations professionnelles agricoles).

**BOUT (Brigitte)**  
sénateur (Pas-de-Calais)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux obtentions végétales [n° 181 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 620, 621) : articulation avec le projet de loi de ratification de la convention internationale sur les obtentions végétales et le projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural. Mécanisme des COV.



Instauration d'un équilibre entre la protection des obtenteurs, les nécessités de la recherche et les intérêts des agriculteurs. Conséquences préoccupantes de l'extinction prochaine de la protection de certains COV ; exemple des variétés de pommes de terre "Mona Lisa" et "Charlotte" produites dans le Pas-de-Calais. Allongement indispensable et rapide des durées de protection. Avantages du COV. Invite à l'adoption des conclusions du rapport de la commission. - **Article unique** : son amendement n° 1 : application de plein droit des allongements de durée dès la publication de la présente loi ; adopté.

**BOYER (André)**  
*sénateur (Lot)*  
RDSE

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 294 (2005-2006)] autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes [n° 395 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Traités et conventions - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 325 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la propriété commune d'un système de sauvetage sous-marin [n° 396 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Traités et conventions.**

**BOYER (Jean)**  
*sénateur (Haute-Loire)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites rège par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 9 mai 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France" le 8 septembre 2006.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p.10558) : favorable aux amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études).

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Défense - Préparation et équipement des forces : Forces navales [n° 81 tome 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Défense.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 457 (2005-2006)] autorisant la ratification de la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) [n° 129 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Traités et conventions.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie* :

#### Défense

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (forces navales). (p.9473) : souhait d'échéanciers sur les différents programmes. Parc de frégates. Groupe aéronaval et second porte-avion. Maintien en condition opérationnelle. La commission des affaires étrangères est favorable à l'adoption des crédits de la mission "Défense" pour 2007. (p. 9478) : bilan de la programmation militaire. Effort de redressement à poursuivre.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 114 (2005-2006)] relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 159 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 206 (2005-2006)] (21 février 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 392, 394) : traduction des engagements inscrits dans la Charte de l'environnement. Insertion dans la stratégie de biodiversité. Nécessité de remédier aux dysfonctionnements de la loi du 22 juillet 1960. Mise en valeur des aires d'adhésion tout en confortant la protection du coeur de parc. Economie du texte. Reconnaissance du pouvoir réglementaire à l'établissement public national. Partenariat avec les collectivités territoriales. Création d'un parc naturel marin et de parcs nationaux en outre-mer et en Guyane. Enrichissement du texte par l'Assemblée nationale. Création de l'établissement public "Parcs nationaux de France". Caractéristiques du parc amazonien de la Guyane. Introduction du concept de "parcs naturels urbains". Approbation du texte par la plupart des acteurs concernés. Amendements de rédaction ou de précision. Propositions de la commission : extension du dispositif fiscal des terrains classés en zones Natura 2000 aux terrains situés dans le coeur des parcs nationaux ; dérogation aux règles de recrutement par concours pour les parcs nationaux. Renforcement impératif des moyens financiers et humains pour le succès de la réforme. Regrette l'urgence déclarée pour ce texte, empêchant la remise à plat de toutes les formes de protection existantes. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption du texte modifié par ses amendements. - **Article 1er** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - *Définition d'un parc national*) (p. 415) : son amendement n° 1 : critères identifiant les communes ayant vocation à faire partie d'un parc national ; adopté. - **Article 2** (art. L. 331-2 du code de l'environnement - *Décret de création d'un parc national*) (p. 416) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Paul Raoult (possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de proposer la création d'un parc national sur leur territoire). Son amendement n° 2 : précision ; adopté. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - *Charte du parc national*) (p. 418, 419) : ses amendements n° 3 : rectification ; n° 4 : référence au concept de "développement durable" s'agissant des orientations prévues par la charte ; et n° 5 : élaboration des documents graphiques de la charte à partir d'un inventaire du patrimoine naturel, paysager et culturel, ainsi que par des données socio-économiques ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Jacques Blanc (élaboration des documents graphiques de la charte à partir d'un diagnostic socio-économique du parc) satisfait par son amendement n° 5 précité, ainsi que de l'amendement n° 82 de M. Paul Raoult (intégration dans la charte des mesures nécessaires pour assurer la continuité écologique entre les différents coeurs d'un même parc). (p. 420, 422) : ses amendements n° 6 et 9 : précision ; n° 7 : référence au concept de "développement durable" dans les conventions d'application de la charte ; n° 8 : rédaction et simplification ; n° 10 : clarification des règles de retrait possible des collectivités territoriales de l'aire d'adhésion ; n° 11 : suppression d'une mention inutile concernant la participation de l'établissement public du parc national à la révision des schémas de cohérence territoriale, SCOT, et les plans locaux d'urbanisme, PLU ; n° 12 : précision de la nécessaire compatibilité des SCOT et des PLU avec les orientations de la charte et les objectifs de protection sur l'ensemble du parc, dans le coeur comme dans les aires d'adhésion ; et n° 13 : rédaction ; adoptés. Sur les amendements de M. Jacques Blanc, demande le retrait du n° 56 (consultation des collectivités territoriales concernées par l'aire d'adhésion sur l'élaboration de la charte d'un parc national déjà existant) qu'il estime satisfait, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 57 (prise en compte des spécificités des territoires du coeur de parc et de la zone d'adhésion dans les documents de planification de l'action de l'Etat et les programmations financières). Demande le retrait de l'amendement n° 150 de M. Jean Desessard (exclusion des personnes morales de droit privé des contrats signés avec l'établissement public pour la mise en

oeuvre des orientations de la charte). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 84 de M. Paul Raoult et n° 119 de Mme Évelyne Didier (avis du conseil scientifique en cas de signature de la convention d'application), ainsi qu'à l'amendement n° 120 (avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation du conseil scientifique, sur l'élaboration ou la révision des documents traitant des ressources naturelles relatifs à certaines activités et applicables aux espaces inclus dans le parc) de ce dernier auteur. - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés*) (p. 425) : son amendement n° 14 : impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments et constructions d'intérêt général ; adopté. S'oppose aux amendements n° 121 de Mme Évelyne Didier (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments) et n° 87 de M. Paul Raoult (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter de grosses réparations pour les équipements d'intérêt général). (p. 426, 427) : s'oppose aux amendements n° 154 de M. Jean Desessard (avis conforme du conseil scientifique pour les travaux concernant le coeur du parc) et n° 58 de M. Jacques Blanc (fixation des règles particulières applicables dans le coeur d'un parc national par référence au règlement national d'urbanisme). Son amendement n° 15 : possibilité de consulter le président du conseil scientifique, s'agissant de travaux nécessitant une étude d'impact et soumis à l'avis conforme du parc national, après avis du conseil scientifique ; adopté. (p. 428, 431) : ses amendements n° 16 : rétablissement de la rédaction initiale du projet de loi afin que la réglementation des activités dans le parc national puisse s'adapter aux circonstances locales ; et n° 17 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 86 de M. Paul Raoult (renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc et limitation des conditions de survol aux seuls aéronefs à moteur), n° 155 de M. Jean Desessard (renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc), n° 139 de M. Thierry Repentin (adaptation de l'interdiction de survoler le parc en faveur des aéronefs non motorisés), n° 59 de M. Jacques Blanc (nécessité de préciser les éléments constituant le "caractère" du parc en raison de l'ambiguïté de ce mot), et aux amendements identiques n° 129 de Mme Évelyne Didier et n° 156 de M. Jean Desessard (limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure des zones du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte). - **Article 5** (art. L. 331-6 et L. 331-6-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Dispositions conservatoires applicables aux projets de création des parcs nationaux et signalisation du périmètre du coeur du parc*) (p. 432) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Paul Raoult (avis du Conseil national de protection de la nature sur la décision de l'autorité administrative s'agissant de la création d'un parc national). - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - *Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national*) (p. 433, 434) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 73 de M. Paul Raoult et n° 122 de Mme Évelyne Didier (rôle de protection incombant à l'établissement public, en sus de la gestion et de l'aménagement du parc). Ses amendements n° 18 et 19 : rédaction ; adoptés. Sur son amendement n° 19 précité, s'oppose au sous-amendement n° 134 de M. Thierry Repentin (présence des présidents des structures intercommunales dans les conseils d'administration). Accepte l'amendement n° 135 de M. Thierry Repentin (présence, comme membres de droit du conseil d'administration des parcs nationaux, d'un sénateur et d'un député désignés par leur assemblée respective). (p. 435, 437) : accepte l'amendement n° 60 de M. Jacques Blanc (suppression de la limite d'âge pour les élus membres des conseils d'administration des parcs). Ses amendements n° 193 : nomination du directeur de l'établissement public par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature sur la base d'une liste de trois noms arrêtée par un comité de sélection paritaire présidé par le président du conseil d'administration et soumise pour avis audit conseil ; n° 20 : rédaction ; n° 21 : codification de la possibilité pour l'établissement du parc national de créer des outils de gestion en commun avec des parcs frontaliers et de

souscrire à des accords de jumelage, après autorisation du ministre de tutelle ; et n° 22 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, de M. Paul Raoult n° 74 et 75 (inscription, dans les missions statutaires de l'établissement public, d'une fonction éducative et pédagogique de l'environnement). - **Article 7** (art. L. 331-10 du code de l'environnement - *Transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national*) (p. 438, 439) : son amendement n° 23 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 137 de M. Thierry Repentin (exercice, par le directeur de l'établissement public du parc, de la police de destruction des animaux nuisibles prévue par l'article L. 427-7 du code de l'environnement, ainsi que la régulation des prédateurs au sein des périmètres des parcs prévue par l'article L. 411-2 du même code). S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Paul Raoult (association des maires des communes de plus de 500 000 habitants à l'exercice des compétences transférées au directeur du parc en matière de circulation, de stationnement et de voirie). - **Article 8** (art. L. 331-13 du code de l'environnement - *Intervention financière de l'établissement public du parc national*) (p. 440) : s'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Évelyne Didier (nécessité de l'accord de l'établissement public avant toute opération de cession de biens en sa faveur). Son amendement n° 24 : substitution du parc national à l'Etat et aux collectivités territoriales dans la gestion des immeubles qu'ils lui affectent ; adopté. - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - *Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes*) (p. 442, 444) : ses amendements n° 25 : transfert au directeur du parc national des compétences en matière de police en mer sur les seules eaux incluses dans le coeur du parc ; adopté après modification par le sous-amendement n° 189 du Gouvernement (possibilité, pour l'établissement public du parc national de proposer aux autorités administratives compétentes, des régimes particuliers pour la pêche, la circulation en mer et la gestion du domaine public maritime dans le coeur du parc) qu'il accepte ; n° 26 : limitation dans les DOM des obligations de compatibilité et d'avis conforme au seul coeur du parc national ; adopté après modification par le sous-amendement n° 130 de Mme Évelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier) ; et n° 27 : rédaction ; adopté. Accepte l'amendement n° 188 du Gouvernement (rédaction). Sur les amendements de M. Paul Raoult, s'oppose aux n° 90 (prise en compte des circonstances et des nécessités locales pour l'encadrement des travaux dans les coeurs de parcs) et n° 77 (élargissement à tous les documents d'aménagement forestier de l'avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation de son conseil scientifique, dès lors qu'ils s'appliquent aux espaces d'un coeur de parc), et demande le retrait des n° 76 (compatibilité des SCOT et des PLU avec les objectifs de protection du parc) et n° 91 (obligation de compatibilité du schéma d'aménagement régional avec la charte du parc). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 130 de Mme Évelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier) et suggère, en cas d'avis favorable, sa transformation en sous-amendement à son amendement n° 26 précité, auquel il sera favorable. - **Article 10** (art. L. 331-18, L. 331-24, L. 331-25 et L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28 [nouveaux], L. 415-3 et L. 428-5 du code de l'environnement - *Dispositions pénales*) (p. 446, 447) : ses amendements n° 28 : coordination ; n° 29 : rédaction ; n° 30 : sanction pénale des atteintes à la faune ou à la flore protégées dans une réserve naturelle ; et n° 31 : sanction pénale de la chasse en infraction à la réglementation applicable dans une réserve naturelle ; adoptés. Accepte les amendements n° 61 de M. Jacques Blanc (mise en cohérence du délai d'envoi des procès-verbaux au procureur de la République avec les législations en vigueur) et, portant sur le même objet, n° 92 de M. Paul Raoult et n° 124 de Mme Évelyne Didier (obligation de remise en état des lieux en cas d'infraction commise par une personne morale). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 448) : accepte l'amendement n° 101 de M. Ambroise Dupont (élargissement aux réserves naturelles des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales). - **Article 10 bis** (art. L. 331-29 [nouveau] du code de l'environnement -

*Création de l'établissement public « Parcs nationaux »*) (p. 449) : son amendement n° 32 : présence au conseil d'administration de l'établissement public "Parcs nationaux de France" de deux représentants désignés respectivement par l'association des régions de France et l'assemblée des départements de France ; adopté. - **Article 10 ter** (*Coopération transfrontalière*) : son amendement n° 33 : suppression pour coordination ; adopté. - **Article 10 quater** (art. L. 331-15-1 à L. 331-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parc amazonien en Guyane*) (p. 450, 454) : ses amendements n° 34 et 35 : rédaction ; n° 36 : impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux sauf en ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments ; n° 37 : rédaction ; n° 38 : précision ; n° 40 : précision des conditions d'autorisation relatives à l'accès et à l'utilisation des ressources génétiques des espèces prélevées dans le parc national ; adoptés ; et n° 39 : suppression des dispositions portant obligation de compatibilité de la charte du parc national avec le schéma d'aménagement régional et leur mise en révision simultanée ; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° 94 de M. Paul Raoult (prise en compte des modes de vie traditionnels parmi les objectifs de l'établissement du parc amazonien). Accepte l'amendement n° 190 du Gouvernement (dérogation permettant aux communes de Guyane d'avoir une partie de leur territoire incluse dans le parc national et une autre partie incluse en parc naturel régional). Estime satisfait l'amendement n° 125 de Mme Évelyne Didier (interdiction de tout travaux dans le coeur du parc national à l'exception des seuls travaux d'entretien normal) par les amendements identiques n° 36 de la commission précitée et n° 93 de M. Paul Raoult (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf en ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments).

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 461) : demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Ambroise Dupont (clarification du régime de l'applicabilité des règles du code de l'environnement en supprimant toute distinction entre les réserves). - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 462) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 111 de M. Dominique Braye et estime satisfait le n° 173 de Mme Françoise Férat (renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères). - **Article 10 quinquies** (art. L. 333-1 du code de l'environnement - *Durée de classement d'un parc naturel régional*) (p. 463) : son amendement n° 41 : rétablissement de la possibilité de proroger de deux ans l'existence d'un parc naturel régional ; adopté. (p. 464) : demande le retrait de l'amendement n° 174 de Mme Françoise Férat (mise en oeuvre d'une directive paysagée concomitamment avec le classement en parc naturel régional et prorogation de deux ans de l'existence d'un parc naturel régional) ainsi que de l'amendement n° 112 de M. Dominique Braye portant sur le même objet que son amendement n° 41 précité. - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 466) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Paul Raoult (compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du parc naturel régional). (p. 467) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 113 de M. Dominique Braye et estime le n° 172 de Mme Françoise Férat (consultation de l'organisme de gestion du parc naturel régional sur les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles élaborés par l'Etat ou par les collectivités territoriales ayant approuvé la charte, et s'appliquant sur tout ou partie du territoire du parc naturel régional) partiellement satisfait par le n° 113 précité. (p. 469) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 116 de M. Dominique Braye, n° 176 de Mme Françoise Férat et n° 131 de M. Paul Raoult (régime indemnitaire du président et du vice-président d'un parc naturel régional). (p. 470) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 115 de M. Dominique Braye et le n° 177 de Mme Françoise Férat et estime le n° 132 de M. Paul Raoult (simplification du nombre des structures de gestion et d'animation de projet sur un même territoire en permettant aux syndicats mixtes des parcs naturels régionaux d'élaborer et de porter un schéma de cohérence territoriale) satisfait par les deux amendements précédents. (p. 471) : demande le retrait de l'amendement n° 67 de M. Claude Domeizel (accord du préfet de région, du commandant

de la région militaire et du président du parc naturel régional pour le survol par des avions du parc en question). - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parcs naturels marins*) (p. 474) : ses amendements n° 42 : rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° 99 de Mme Yolande Boyer (simplification rédactionnelle) qu'il accepte ; n° 194 : cohérence ; n° 43 et 44 : rédaction ; adoptés. (p. 475) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 71 de Mme Yolande Boyer (représentation minoritaire de l'Etat au conseil de gestion d'un parc naturel marin). Accepte l'amendement n° 133 de M. Claude Lise (représentation du parc naturel régional au sein du conseil de gestion du parc naturel marin). (p. 476) : ses amendements n° 195 : coordination ; n° 45 et 197 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Jean Desessard (extension des compétences des agents des parcs aux infractions commises en matière de protection de la nature). - **Article 11 ter** (*Création et fonctionnement du PNR*) (p. 478, 479) : son amendement n° 46 : suppression ; adopté. - **Chapitre II bis (précédemment réservé)** (*Parcs naturels urbains*) (p. 480) : son amendement n° 47 : cohérence ; adopté. - **Article 12** (art. L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales - *Création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés d'un parc national*) : demande le retrait de l'amendement n° 62 de M. Jacques Blanc (compensation des charges d'entretien assumées par les communes dotées de territoires à haute valeur patrimoniale et environnementale par une nouvelle attribution au sein de la fraction "péréquation" de la DSR). - **Articles additionnels après l'article 12** : son amendement n° 48 : extension aux espaces naturels exceptionnels de la déduction des revenus fonciers des dépenses de travaux de restauration et d'entretien dont bénéficient les sites Natura 2000 ; adopté. (p. 482) : son amendement n° 49 : élargissement aux espaces naturels exceptionnels de l'exonération de droits de mutation, à hauteur des trois quarts, des successions et donations entre vifs portant sur des terrains inclus dans les sites Natura 2000 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 483) : accepte l'amendement n° 191 du Gouvernement (nouvelle rédaction du dispositif spécifique d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés situées dans le coeur des parcs nationaux des départements d'outre-mer). - **Article 14** (*Dispositions diverses*) (p. 484) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Vial (rétablissement de la compétence du comité de pilotage sur la maîtrise du document d'objectifs d'un site Natura 2000 situé dans un parc national ou un parc naturel marin). (p. 485) : accepte les amendements identiques n° 102 de M. Jean-François Le Grand et n° 167 de M. Jean Desessard (extension aux réserves naturelles de la protection prévue par le code minier en cas de travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine). S'oppose aux amendements de ce dernier n° 168 (rétablissement de la protection sur l'ensemble du parc) et n° 169 (rétablissement de la possibilité d'instaurer des réserves intégrales sur l'ensemble du parc). (p. 486) : s'oppose aux amendements n° 97 (limite de la circulation des véhicules à moteur dans la zone coeur d'un parc national) et n° 126 (élargissement du champ d'application de la limite de circulation des véhicules à moteur dans les zones coeur du parc national à toutes les voies). (p. 487) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (rétablissement de la possibilité de suspendre le permis de chasser ou l'autorisation de chasser sur l'ensemble du parc). (p. 488) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Jean Desessard (extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national). (p. 489) : son amendement n° 196 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** : son amendement n° 50 : dérogation au régime de recrutement national des garde-moniteurs des parcs nationaux des départements d'outre-mer ; retiré. (p. 490) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels marins de recruter une partie de leur personnel sur la base d'une validation des acquis professionnels et sur une connaissance du milieu). - **Article 14 bis** (art. L. 331-9-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Délégation de compétences entre l'Office national des forêts et les parcs nationaux*) (p. 493, 494) : accepte l'amendement n° 192 du Gouvernement (clarification du cadre juridique de la convention répartissant des compétences entre l'Office national

des forêts et l'établissement public d'un parc national dans le cas d'exercice de compétences similaires de ces deux établissements sur un même territoire) et s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 78 (avis du conseil scientifique sur la répartition des compétences entre l'Office national des forêts et les parcs nationaux pour un même territoire) et n° 98 (consultation du conseil scientifique sur la délégation de compétences des parcs nationaux à l'Office national des forêts en matière de préservation du patrimoine naturel, culturel et paysager). - **Article 14 ter** (art. L. 365-1 du code de l'environnement - *Responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des espaces naturels*) : son amendement n° 51 : rédaction ; adopté. - **Article 14 quinquiés** (*Application de la loi à Mayotte*) (p. 495) : son amendement n° 52 : application de ce texte aux espaces maritimes des Terres australes et antarctiques françaises ; adopté. - **Article 15** (*Dispositions transitoires*) : accepte l'amendement n° 65 de M. Jacques Blanc (continuité des procédures applicables actuellement dans les zones centrales des parcs nationaux jusqu'au décret d'approbation de la première charte du parc national). Ses amendements n° 53 : limite de l'obligation de compatibilité des documents d'urbanisme et d'aménagement avec la charte d'un parc national, à ceux dont la décision d'élaboration ou de mise en révision est postérieure à la publication de la loi ; et n° 54 : maintien de la réglementation spécifique en matière de chasse dans le parc national des Cévennes ; adoptés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 497) : accepte les amendements identiques n° 79 de M. Paul Raoult, n° 117 de M. Dominique Braye et n° 175 de Mme Françoise Férat (modification de l'intitulé de ce projet de loi « projet de loi relatif aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux »).

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 806, 807).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** - *Commission mixte paritaire [n° 206 (2006-2007)]* - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2062, 2063) : consensus sur les modalités de réforme des règles de gestion des parcs nationaux et des parcs naturels marins. Concertation avec les députés. Renforcement du rôle du conseil scientifique. Modification de la composition des conseils d'administration de l'établissement public du parc national et de l'Agence des aires marines protégées. Conservation et valorisation de la biodiversité des espaces maritimes. Maintien de la compétence de l'Etat sur les eaux intérieures comprises dans les espaces maritimes des parcs nationaux. Futur parc amazonien en Guyane. Diversification des modes de recrutement des agents des parcs nationaux. Demande l'adoption du texte émanant de la CMP.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3238, 3239).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale** - *Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]* - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4042, 4043) : incohérence de l'article de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école relatif aux DDEN. Importance de leur rôle. Favorable à la limitation des interventions des seuls DDEN exerçant un mandat municipal. Possibilité pour les écoles de recruter des personnes sous contrats aidés grâce à l'article 2. Le groupe UC-UDF est favorable à ce dispositif.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4068, 4069) : violences actuelles au sein et à la périphérie des stades. Adoption à l'unanimité de cette proposition de loi par l'Assemblée nationale. Sa perception du sport en tant que facteur de cohésion sociale. Regret de la place démesurée de l'argent dans le sport de haut niveau. Caractère rassembleur de la Coupe du monde de football. Augmentation de la violence sur les stades, recrudescence d'actes racistes et extension de ce phénomène vers les petits terrains. Objectif de lutte contre les violences

collectives. Nécessité de redonner à la société le sens des valeurs. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- *Deuxième lecture* [n° 383 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5196, 5197) : coupe du monde de football en Allemagne. Valeurs défendues par le sport : cohésion sociale, ouverture, tolérance, intégration et engagement. Le groupe UC-UDF votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** - *Deuxième lecture* [n° 370 (2005-2006)] - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5525, 5527) : doublement des besoins mondiaux en eau d'ici à 2050. Nécessité de préserver et de transmettre cette ressource. Importance de la charge pour les collectivités territoriales. Partenariat indispensable avec l'Etat. Problème du traitement de l'eau. Caractère équilibré du texte. Souhait d'une concertation entre techniciens, administrations et élus locaux dans la recherche de solutions. Caractère universel de l'eau. Priorité à donner à la lutte contre le gaspillage. Soutien au ministre.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 5788) : son amendement n° 414 : prise en compte du nombre d'associés des GAEC dans le calcul des unités de gros bétail, UGB, déterminant l'assujettissement à la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5847, 5848) : interrogation sur la possibilité d'associer l'économie et l'écologie. Rappel de son expérience d'agriculteur du Massif central. Nécessité de donner à l'agriculture européenne et mondiale une cohérence économique et sanitaire afin d'améliorer la qualité de l'eau.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**BOYER (Yolande)**  
*sénateur (Finistère)*  
SOC

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 16 janvier 2006.

## Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (30 novembre 2006) (p. 9198, 9199) : budget de reconnaissance pour ceux qui ont servi leur pays. Rappel historique. Revalorisation de la retraite du combattant et de la retraite mutualiste des anciens combattants. Souhait de voir succéder un budget de la fraternité entre les peuples à celui des anciens combattants.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** - *Deuxième lecture* [n° 21 (2006-2007)] - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10772, 10773) : clarification au service des élus. Avancées positives. Equilibre du texte. Ses amendements d'amélioration technique. - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 10788, 10789) : son amendement n° 71 : référence au dispositif de la loi du 27 décembre 1994 pour les transferts financiers du CNFPT vers les centres de gestion ; retiré. - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10792) : son amendement n° 68 : clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité ouverte par ce texte de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités ; devenu sans objet. - **Article 28** (art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions*) (p. 10812, 10813) : son amendement n° 72 : suppression ; retiré. - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10814) : son amendement n° 69 : suppression ; adopté. - **Article 28 quater** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Cumul d'activités d'un fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi*) (p. 10818) : son amendement n° 70 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (1er février 2006) - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de

*l'environnement - Parcs naturels marins*) (p. 473) : concept de parc marin. Création de l'Agence des aires marines protégées. Objectif de conciliation d'un développement durable et de la protection du milieu naturel sur un vaste espace : exemple de la mer d'Iroise. Partage de ces préoccupations par les professionnels de la mer. Moyens de concertation accrue avec les acteurs locaux. Retard de la France en matière de protection du domaine maritime. Son amendement n° 99 : simplification rédactionnelle ; adopté. (p. 474, 475) : son amendement n° 71 : représentation minoritaire de l'Etat au conseil de gestion d'un parc naturel marin ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3224, 3225).

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9594, 9595) : situation de la pêche en France et en Europe.

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9735, 9736) : programme "Aménagement du territoire". Pôles de compétitivité et d'excellence rurale. Contrats de projets. Désengagement de l'Etat. Revendications de l'Association des petites villes de France, APVF. Absence de coordination entre les projets. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives** [n° 93 (2006-2007)] - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10292, 10293) : texte de circonstance et en deçà des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Absence de propositions concernant le mode de scrutin pour les élections au Sénat. Conditions d'exercice du mandat d'élue. Propositions de l'Association des petites villes de France, dont elle est vice-présidente. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10342) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 58 (restauration du scrutin majoritaire à deux tours dans les départements élisant deux sénateurs ou moins) ; et n° 59 (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant trois sénateurs ou plus) ; rejetés.

**BRANGER (Jean-Guy)**  
*sénateur (Charente-Maritime)*  
UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Action extérieure de l'Etat - Moyens de l'action internationale [n° 81 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4369, 4370) : intervient en tant que sénateur et membre suppléant de la délégation parlementaire française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, membre de la commission des migrations. Conciliation de l'importance et du rythme des flux vers l'Europe avec les règles d'accueil des immigrés et les politiques d'intégration. Distinction fondamentale entre immigration régulière et immigration irrégulière. Nécessité d'une rigoureuse politique de codéveloppement spécialement en faveur de l'Afrique et en direction des femmes et des jeunes filles. Bonne approche juridique des flux migratoires au travers de mesures s'avérant être les plus favorables des grands Etats européens. Soutiendra l'adoption de ce texte courageux, lucide et non démagogique.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et

*du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4615, 4616) : défavorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Éliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9797) : crédits de cette mission. Contrat triennal de modernisation. Opérations de maintien de la paix, OMP. Réseaux diplomatiques, consulaires et culturels. Avis favorable de la commission aux crédits de cette mission.

**BRAYE (Dominique)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UMP

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre suppléant de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable" le 14 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 188 (2005-2006)] portant engagement national pour le logement [n° 270 tome 1 (2005-2006)] (22 mars 2006) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 188 (2005-2006)] portant engagement national pour le logement [n° 270 tome 2 (2005-2006)] (22 mars 2006) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 416 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 29 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété [n° 40 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 461) : son amendement n° 111 : renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères ; adopté. - **Article 10 quinquies** (art. L. 333-1 du code de l'environnement - *Durée de classement d'un parc*

*naturel régional*) (p. 464) : son amendement n° 112 : rétablissement de la possibilité de proroger de deux ans l'existence d'un parc naturel régional ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 467) : son amendement n° 113 : consultation de l'organisme de gestion du parc naturel régional sur les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles élaborés par l'Etat ou par les collectivités territoriales ayant approuvé la charte, et s'appliquant sur tout ou partie du territoire du parc naturel régional ; adopté. (p. 468) : son amendement n° 116 : régime indemnitaire du président et du vice-président d'un parc naturel régional ; adopté. (p. 469, 470) : son amendement n° 115 : simplification du nombre des structures de gestion et d'animation de projet sur un même territoire en permettant aux syndicats mixtes des parcs naturels régionaux d'élaborer et de porter un schéma de cohérence territoriale ; adopté. - **Article 11 ter** (*Création et fonctionnement du PNR*) (p. 479) : son amendement n° 114 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1349, 1350) : diversité de la jeunesse et choix pour une partie d'entre elle de ne pas travailler. Assouplissement indispensable du code du travail. - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1362) : objectif premier des zones franches de réintroduire l'emploi dans des quartiers où il avait disparu. Problème principal de l'éducation et de la formation des jeunes. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - *Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1403) : défavorable à l'amendement n° 392 de Mme Dominique Voinet (obligation pour les entreprises bénéficiant d'exonérations d'embaucher 50 % de personnel local).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 2738, 2740) : ambition du texte. Enrichissements au cours de la navette. Dispositifs favorisant une offre de logement adaptée aux besoins. Souhait de la majorité d'accéder à la propriété. Approbation du renforcement par les députés des mesures destinées à favoriser l'accession à la propriété et à lutter contre l'insalubrité et la vacance des logements. Amendements proposés par la commission sur ces dispositifs. Organismes de logement social. Réforme de l'article 55 de la loi SRU dans un souci d'efficacité et de justice. Au nom de la commission, demande le vote du texte modifié par ses amendements. - **Demande de priorité** (p. 2784) : demande l'examen en priorité, avant l'article 2, de l'article 5 bis B et des amendements qui y sont rattachés, puis de l'article 8 septies et des amendements qui y sont rattachés, enfin des trente-sept amendements portant article additionnel visant l'article 55 de la loi SRU ; priorité de droit.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 1er A (supprimé)** (*Réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires*) (p. 2811, 2812) : s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Michelle Demessine (mise en place d'une politique volontariste et ambitieuse de construction de logements sociaux) et demande le retrait de l'amendement n° 501 de M. Daniel Dubois (réforme de la zone C concernant les territoires ruraux et rééquilibrage des zones B et C sur le territoire métropolitain). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2814, 2815) : s'oppose aux amendements n° 4 de Mme Michelle Demessine (autorisation préalable à une division d'immeuble à usage d'habitation) et n° 457 de M. Jean Desessard (attribution au maire d'un pouvoir de réquisition). (p. 2816) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Michelle Demessine (politique de résorption de l'habitat insalubre). - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national*) (p. 2818, 2819) : ses amendements n° 50 : clarification juridique ; n° 51 : rédaction ; et n° 52 : rétablissement de la date butoir du 1er

janvier 2010 pour la prise des décrets délimitant les périmètres des opérations d'intérêt national ; adoptés. (p. 2820) : son amendement n° 53 : extension du bénéfice de la décote aux structures d'hébergement d'urgence, aux aires d'accueil des gens du voyage et, dans les départements d'outre-mer, aux logements locatifs sociaux bénéficiant d'une aide de l'Etat ; adopté. (p. 2822, 2823) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 5 (encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat afin de réaliser des logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens) et n° 36 (précision) et demande le retrait de l'amendement n° 188 de M. Christian Cambon (adaptation de la réglementation d'urbanisme en zone C moins exposée au bruit). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 219 (référence au schéma directeur de la région Ile-de-France, SDRIF), au n° 222 (possibilité d'une décote de 50 %) et au n° 223 (dispositions particulières en faveur des acquéreurs d'immeubles ou de terrains relevant du domaine privé de l'Etat) et demande le retrait des n° 220 (décote de 35 % sur le prix des terrains cédés par l'Etat dans les zones où le marché foncier est tendu) et n° 221 (décote maximum de 35 %). (p. 2824, 2825) : révision du SDRIF. - **Article 1er bis** (art. L. 121-2-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune*) (p. 2826) : demande le retrait de l'amendement n° 225 de M. Thierry Repentin (transmission de la liste des terrains détenus par l'Etat et ses établissements publics). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2827) : s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Thierry Repentin (présentation annuelle par le Gouvernement au Parlement de l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Michelle Demessine (règles d'attribution des subventions accordées par l'ANRU pour la construction de logements sociaux, la réhabilitation ou la démolition de logements existants). (p. 2829) : demande le retrait de l'amendement n° 505 de M. Jean-Marc Juillard, puis s'oppose à celui-ci repris par M. Jean Desessard (possibilité pour le maire de développer le recours à l'énergie solaire). - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2839, 2840) : attachement à la notion de mixité sociale. Absence de remise en cause du quota des 20 % de logements sociaux de la loi SRU. Absence de prise en compte par la loi SRU de réalités locales. Objectif d'accession à la propriété du plus grand nombre de personnes. (p. 2848, 2850) : s'oppose aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin. Raisons de la prise en compte des logements en accession sociale dans le quota des 20 % pendant une période de cinq ans. Nécessité pour les logements sociaux de jouer leur rôle. (p. 2851) : corrélation entre le nombre de locataires et la richesse des pays. (p. 2852) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 402 (intervention des EPCI dans la politique de l'habitat), n° 403 (suppression des alinéas remettant en cause l'objectif de 20 % de logements sociaux), n° 360 (limitation de l'application de l'article 55 de la loi SRU, modifié par l'amendement Ollier, aux communes disposant de plus de 30 % de logements locatifs sociaux), n° 404 (suppression de l'alinéa prévoyant de comptabiliser dans les logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU les logements locatifs sociaux vendus à leurs occupants), n° 405, 406, 407 et 408 (modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements acquis dans le cadre de l'accession sociale à la propriété des logements sociaux), au n° 409 (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété), ainsi qu'aux amendements n° 410, 411, 412 et 413 (modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements neufs acquis dans le cadre de l'accession à la propriété par des ménages aux revenus modestes, dans les logements sociaux). S'oppose à l'amendement n° 466 de M. Jean Desessard identique à l'amendement n° 403 précité, à l'amendement n° 300 de M. Gérard Delfau (suppression des alinéas vidant de sa substance le dispositif de l'article 55 de la loi SRU), à l'amendement n° 502 de M. Daniel Dubois identique à



l'amendement n° 409 précité, ainsi qu'à l'amendement n° 340 de Mme Valérie Létard (objectif de 30 % de logements sociaux dans les communes visées à l'article 55 de la loi SRU en cas de maintien dans le décompte des 20 % des logements financés par des aides à l'accession à la propriété). Demande le retrait de l'amendement n° 369 de M. Charles Revet (inscription des logements acquis dans le cadre de l'accession sociale à la propriété dans les comptes des logements sociaux jusqu'à la fin du remboursement de l'emprunt).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2884, 2885) : son amendement n° 97 : renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU ; adopté après modification par les sous-amendements n° 533 du Gouvernement (composition de la commission), de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision) et par le n° 523 de M. Thierry Repentin (atteinte du quota de 20 % de logements sociaux par la réhabilitation, la transformation ou le conventionnement). (p. 2897, 2898) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Michelle Demessine (retour à la rédaction de l'article 55 de la loi SRU et accroissement de la pénalité envers les communes ne respectant pas leurs obligations). Sur son amendement n° 97 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Evelyne Didier n° 216 (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) et n° 215 (prise en compte des logements occupés par les mineurs), aux sous-amendements de Mme Michelle Demessine n° 37 (définition des logements sociaux), n° 10 (inventaire des logements sociaux), n° 11 (ordre des priorités en matière de réalisation de logements sociaux), n° 15 (absence d'augmentation de DGF pour les communes ne respectant pas le quota de 20 %) et n° 14 (modalités de majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, FSRIF), aux sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 263 (renforcement du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU), n° 441 (suppression de paragraphes remettant en cause la portée de l'article 55 de la loi SRU), n° 522 (versement de la majoration du prélèvement), n° 442 (suppression d'un paragraphe remettant en cause l'article 55 de la loi SRU), n° 255 (prise en compte dans la comptabilisation des logements sociaux d'une pondération selon la catégorie), n° 256 (affectation à certains logements, financés dans le cadre d'un programme social thématique de l'ANAH, d'un coefficient pour la comptabilisation des logements sociaux) et n° 257 (pondération entre les différents prêts locatifs). Demande le retrait des sous-amendements de M. Philippe Dallier n° 534 (calcul de la pénalité en fonction des recettes fiscales de la commune), n° 506 (aide en faveur des communes réalisant des logements locatifs sociaux) et n° 510 (suspension des prélèvements pour les communes réalisant leur objectif triennal et application du prélèvement majoré aux communes ne le réalisant pas), du sous-amendement n° 1 de M. Auguste Cazalet (report plus étalé dans le temps des dépenses engagées par les communes et des moins-values constatées en vue de la réalisation de logements sociaux), du sous-amendement n° 138 de Mme Catherine Procaccia (diminution du prélèvement sur les ressources fiscales des communes en cas de déconventionnement du bailleur entraînant la baisse du nombre de logements entrant dans le calcul du quota de 20 %) et accepte les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision), le n° 533 du Gouvernement (composition de la commission) et le n° 523 de M. Thierry Repentin (atteinte du quota de 20 % de logements sociaux par la réhabilitation, la transformation ou le conventionnement). (p. 2903) : nécessaire prise en compte des réalités locales. (p. 2904) : rôle de la commission nationale et des commissions départementales. (p. 2910, 2911) : pour répondre aux interrogations posées par

l'application du sous-amendement précité n° 346 de Mme Valérie Létard, demande à celle-ci de le rectifier en prévoyant une obligation d'application sur trois ans. (p. 2912) : accepte la rectification apportée au sous-amendement précité n° 347 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2915, 2916) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 261 (extension du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à toutes les communes d'Ile-de-France) et n° 357 (extension du seuil de 1500 habitants à toutes les régions) et demande le retrait de l'amendement n° 182 de M. Pierre Hérisson (généralisation des dispositions de l'article 55 de la loi SRU en matière de construction de logements sociaux). (p. 2917) : volonté de ne pas alourdir les contraintes. (p. 2919) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 358 (possibilité pour le préfet de fixer en province un seuil de population inférieur à 3500 habitants pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) et n° 359 (possibilité pour le préfet de fixer un taux de 30 % de logements locatifs sociaux en fonction des particularités locales). (p. 2920) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage). (p. 2922, 2923) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Procaccia n° 144 (comptabilisation des logements à loyers conventionnés dans le quota des logements sociaux) et n° 146 (comptabilisation des petits logements régis par la loi de 1948 dans le quota des logements sociaux). (p. 2924) : s'oppose à l'amendement n° 470 de M. Jean Desessard (exclusion des logements financés par les PLS du quota des logements sociaux). (p. 2925) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Procaccia n° 139 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) et n° 140 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes) et s'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 et n° 313, respectivement identiques aux deux amendements précités de Mme Catherine Procaccia. Difficultés soulevées par le décompte des logements sociaux. (p. 2927) : s'oppose à l'amendement n° 262 de M. Thierry Repentin (mise en évidence dans les inventaires des proportions de chaque catégorie de logement locatif social). (p. 2928) : s'oppose à l'amendement n° 304 de M. Gérard Delfau (affectation d'un coefficient à chaque logement locatif social en fonction de sa catégorie) et demande le retrait de l'amendement n° 334 de Mme Valérie Létard (incitation des communes à construire des logements très sociaux). (p. 2929) : intérêt du financement des logements par le biais d'un PLAI. (p. 2931) : sur les amendements de M. Christian Demuynck, accepte le n° 482 (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral) sous réserve d'une modification, et demande le retrait des n° 483 (impossibilité d'appliquer une pénalité financière à une commune du fait d'un déconventionnement unilatéral), n° 484 (interdiction de déconventionnement aux bailleurs tant qu'il est pénalisant pour la commune au regard de ses obligations en matière de logement social) et n° 485 (contribution obligatoire du bailleur au coût supplémentaire de la pénalité imputable à la commune). (p. 2932) : difficulté des maires des communes subissant le principe de déconventionnement. (p. 2935) : s'oppose à l'amendement n° 508 de M. Philippe Dallier (encadrement du prélèvement). (p. 2937) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 265 et 266 (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire), à l'amendement n° 294 de M. Gérard Delfau (modalités de délivrance du permis de construire dans les communes soumises à l'obligation de 20 % de logements sociaux). Demande le retrait de l'amendement n° 331 de Mme Valérie Létard (modalités d'octroi du permis de construire pour les réalisations comportant 20 % de logements sociaux). (p. 2942) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Thierry Repentin (pourcentage maximum de logements construits avec un PLS comptabilisés dans les logements sociaux construits pour remplir les obligations de l'article 55 de la loi SRU). (p. 2943) : s'oppose aux amendements n° 471 de M. Jean Desessard (substitution du préfet aux maires refusant les

logements locatifs sociaux sur leur territoire) et n° 267 de M. Thierry Repentin (doublement du prélèvement des communes ayant fait l'objet d'un constat de carence prononcé par le préfet).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2961) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Michelle Demessine (attribution au préfet du pouvoir de faire valoir la priorité de construction de logements locatifs sociaux). (p. 2966, 2967) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 13 (obligation de moyens pour atteindre les objectifs fixés pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU), n° 9 (fixation d'un pourcentage minimal de logements sociaux), n° 151 (prise en compte de la construction de logements sociaux dans les opérations d'urbanisme) et n° 152 (précision), de M. Jean Desessard n° 459 (obligation des communes dotées d'un PLU en matière de réalisation de logements locatifs sociaux), n° 458 (affectation au logement locatif social, dans les communes ayant de grands besoins en logements, d'un minimum de 25 % de la surface hors oeuvre nette destinée à l'habitation), et n° 460 (détermination par les collectivités territoriales des emplacements réservés au logement social), de M. Thierry Repentin n° 378 (possibilité pour les communes d'imposer la réalisation de logements sociaux par le biais de leur PLU), n° 375 (fixation, pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, d'une part minimale de logements sociaux hors PLS) et n° 379 (précision de la notion de mixité sociale). (p. 2969, 2970) : demande le retrait de l'amendement n° 374 de M. Thierry Repentin (consultation, à leur demande, des organismes d'HLM, pour l'élaboration du SCOT ou du PLU) et sur les amendements de M. Daniel Dubois, accepte le n° 490 (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des PLU) et demande le retrait du n° 491 (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des SCOT). (p. 2972) : s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Thierry Repentin (condition d'indemnisation des servitudes d'urbanisme). (p. 2974) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 8 (prise en compte par la politique d'urbanisme des priorités en matière de logement social) et n° 154 (priorité de construction de logements sociaux dans les plans locaux d'urbanisme). Son amendement n° 54 : cohérence ; adopté. (p. 2975) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 376 (prise en compte par les SCOT des déterminants d'un équilibre social de l'habitat) et n° 377 (possibilité pour les communes de délimiter des secteurs sur lesquels des logements répondant aux objectifs du PLH peuvent être programmés). (p. 2977) : son amendement n° 55 : suppression d'une mention inutile ; adopté. (p. 2978) : son amendement n° 56 : rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale tendant au respect de l'économie générale du PLU ; adopté. (p. 2977) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose aux n° 381 (assouplissement de la majoration du coefficient d'occupation des sols par les communes), n° 382 (majoration du COS pour les communes de plus de 1500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 15000 habitants) et au n° 386 (mise en cohérence du PLU avec les principes du PLH), accepte le n° 383 (majoration du COS pour les communes de plus de 1500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50000 habitants) et le n° 384 identique à son amendement n° 55 précité. S'oppose à l'amendement n° 363 de M. Charles Revet (simplification de la procédure permettant à une commune de majorer le COS pour améliorer la production de logements sociaux) et accepte l'amendement n° 349 de M. Pierre Jarlier identique à son amendement n° 56 précité. (p. 2980) : exemple d'élaboration de PLU. (p. 2981) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Christian Cambon (possibilité de déplacer l'habitat des zones de bruit fort vers la zone C du plan d'exposition au bruit). Son amendement n° 524 : consultation de l'EPCI compétent en matière de PLH lors de l'élaboration du PLU et des SCOT ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2982, 2984) : demande le retrait des amendements n° 456 de M. Thierry Repentin (association obligatoire de l'EPCI compétent en matière d'habitat à l'élaboration du PLU communal) et n° 365 de M. Charles Revet (possibilité d'élargir les zones constructibles des communes dotées d'un document d'urbanisme). Souhait de prendre en compte le PADD pour

définir les orientations des communes. (p. 2985) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 214 de M. Roland Muzeau (suppression de l'agrément pour la transformation de locaux en bureaux dans les zones urbaines sensibles). Demande le retrait de l'amendement n° 461 de M. Jean Desessard (partage équitable de la plus-value créée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale). (p. 2986, 2987) : sur les amendements de M. Jean Desessard, s'oppose au n° 462 (promotion des constructions respectant des normes environnementales exigeantes en faisant des économies d'énergie) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 463 (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). (p. 2990) : s'oppose à l'amendement n° 464 de M. Jean Desessard (intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique"). (p. 2991, 2992) : demande le retrait de l'amendement n° 366 de M. Charles Revet (modalités de transformation d'une cour-masure en maison d'habitation). - **Article 2 bis** (Extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat) (p. 2993) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Michelle Demessine (financement de la réhabilitation de logements à loyers conventionnés ou réglementés). - **Articles additionnels avant l'article 3 ou avant l'article 9 ou avant l'article 11 A** (p. 2995) : s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 17 de Mme Michelle Demessine et n° 276 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'accueil mises en place par le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2995) : son amendement n° 57 : ratification de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Pierre Jarlier n° 350 et n° 521 qu'il accepte. (p. 2997, 2998) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 299 (vérification par la commune de la réalisation et de l'utilisation des locaux prévus pour le stationnement des voitures dans le permis de construire) et n° 298 (impossibilité de dissocier la vente d'une place de parking de celle du logement auquel elle est rattachée). Demande de permis de construire préalable au changement d'affectation d'un local. - **Article additionnel après l'article 3** : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Michelle Demessine (statut et missions du Centre national des oeuvres universitaires et scolaires). - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans) (p. 2999, 3000) : son amendement n° 58 : rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme ; adopté après modification par les sous-amendements n° 227 de M. Thierry Repentin et n° 355 de M. Gérard Cornu qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3001) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 186 (limitation des recours par les associations). (p. 3004, 3005) : accepte l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations) dans l'attente d'une solution proposée par le groupe de travail avant l'examen du texte en commission mixte paritaire. - **Article 4** (art. L. 240-1 à L. 240-3 [nouveaux] et article L. 211-3 du code de l'urbanisme - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes) (p. 3006, 3007) : son amendement n° 514 : clarification juridique ; adopté. Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 228 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 240-2 du code de l'urbanisme consacré aux ventes groupées des propriétés de l'Etat) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 387 (modalités d'exonération de plus-value sur la cession d'un bien à une collectivité territoriale) qu'il votera à titre personnel. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3008, 3009) : s'oppose aux amendements n° 19 de Mme Michelle Demessine (affectation du produit des ventes domaniales de l'Etat à l'ANRU) et n° 234 de M. Thierry Repentin (droit de préemption sur simple délibération en faveur des conseils d'administration des EPFL). (p. 3010, 3011) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, accepte le n° 235 (renforcement du rôle des EPCI compétents dans la création des EPFL) et demande le retrait du n° 395 (prise en compte des cas de juxtaposition sur un même territoire de plusieurs EPFL).

S'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Michelle Demessine (renforcement des moyens d'intervention foncière des collectivités territoriales). (p. 3012) : nécessaires règles et modalités de partage de la taxe spéciale d'équipement. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 361 de M. Alain Gérard (élargissement du champ d'intervention des établissements publics locaux d'aménagement au-delà des zones urbaines sensibles). - **Articles additionnels après l'article 4 ou après l'article 8 septies** (p. 3013) : demande le retrait des amendements, sur le même objet, n° 230 de M. Thierry Repentin et n° 371 de M. Gérard Delfau (ajout d'une dotation de logement social dans la dotation forfaitaire des communes compétentes en matière de politique du logement). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3014, 3016) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande le retrait du n° 231 (affectation d'un coefficient de pondération à la dotation de base des EPCI), souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 232 (ajout aux recettes fiscales prises en compte dans le coefficient d'intégration fiscale de la taxe locale d'équipement pour les EPCI ayant créé un établissement public foncier) et s'oppose au n° 233 (création d'un établissement public foncier régional dans toutes les régions sauf délibération contraire du conseil régional). - **Article 4 ter B** (art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Création de sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 3017, 3018) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 de M. Roger Karoutchi (possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de participer aux sociétés publiques locales d'aménagement avec d'autres personnes morales publiques) et les amendements identiques n° 324 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 391 de M. Thierry Repentin (ouverture du capital des sociétés publiques locales d'aménagement, SPLA, à d'autres personnes publiques). (p. 3019) : son amendement n° 59 : allongement à cinq ans de la durée d'expérimentation pour la création des sociétés publiques d'aménagement ; adopté. Accepte l'amendement n° 390 de M. Thierry Repentin, analogue à son amendement n° 59 précité. (p. 3020, 3022) : ses amendements n° 60 : possibilité pour un groupement de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital ; n° 61 : extension du champ d'intervention des SPLA aux collectivités territoriales et à leurs groupements ; et n° 62 : transmission par le Gouvernement au Parlement d'un bilan d'application de la disposition relative à la création des SPLA ; adoptés. Demande le retrait des amendements, sur le même objet, n° 129 de M. Roger Karoutchi, n° 327 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 394 de M. Thierry Repentin (réalisation d'opérations d'équipement par les SPLA). - **Article 4 ter** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - *Transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités territoriales et aux établissements publics*) (p. 3023, 3024) : accepte l'amendement n° 388 de M. Thierry Repentin (garantie de la transparence de l'information en cas d'expropriation). Son amendement n° 63 : communication directe aux services de l'Etat et à l'Agence nationale de l'habitat de la liste des logements vacants par les services fiscaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 389 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. - **Articles additionnels après le chapitre VI ou avant l'article 4 quater ou après l'article 10 bis** : demande l'examen en priorité des amendements de M. Thierry Repentin n° 237 (suppression de l'automatisme du reversement d'une partie du prélèvement effectué sur les ressources des communes au titre de l'article 55 de la loi SRU par les EPCI dans le cadre de l'attribution de compensation) et n° 239 (délibération de l'assemblée de l'EPCI préalable au versement de l'attribution de compensation) ainsi que de son amendement n° 525 : conditions du reversement aux communes du prélèvement opéré par les EPCI au titre de l'article 55 de la loi SRU ; priorité de droit. (p. 3025) : son amendement n° 525 : conditions du reversement aux communes du prélèvement opéré par les EPCI au titre de l'article 55 de la loi SRU ; adopté après modification par le sous-amendement n° 292 de M. Jean-Claude Gaudin qu'il accepte. Demande le retrait des amendements de M. Thierry Repentin n° 237 (suppression de l'automatisme du reversement d'une partie du prélèvement effectué sur les ressources des communes au titre de l'article 55 de la loi SRU par les EPCI dans le cadre de l'attribution de compensation) et n° 239 (délibération de l'assemblée de l'EPCI préalable au versement de l'attribution de compensation). - **Articles additionnels avant l'article 4 quater** (p. 3027) : sur

les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 236 (majoration de la contribution au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements locatifs sociaux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 238 (intégration dans les critères de versement de la DSC du nombre de logements locatifs sociaux des communes membres d'un EPCI). - **Article additionnel avant l'article 4 quinquies** (p. 3028) : demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Philippe Leroy (amélioration de la gestion des déchets de construction et de démolition des bâtiments). - **Article 4 quinquies** (art. 1396 du code général des impôts - *Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles*) (p. 3029, 3032) : ses amendements n° 64 : délibération du conseil municipal dans les communes de moins de 3500 habitants préalable à la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties applicable aux terrains rendus constructibles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 486 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. Sur son amendement n° 64 précité, s'oppose au sous-amendement n° 396 de M. Thierry Repentin. Ses amendements n° 65 : rédaction ; n° 66 : modalités d'exonération de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des terrains rendus constructibles ; et n° 67 : exonération de la majoration en faveur de l'ensemble des dépendances de l'habitation du propriétaire ; adoptés. Demande le retrait des amendements n° 211 de M. Alain Vasselle (suppression) et n° 356 de M. Philippe Adnot (plafonnement de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles). (p. 3033) : engagement de corrections en cas de constat de dérives. - **Article 4 sexies** (art. 1585 D du code général des impôts - *Réforme de la taxe locale d'équipement*) (p. 3034) : demande le retrait de l'amendement n° 500 de M. Daniel Dubois (rédaction) et accepte l'amendement n° 535 du Gouvernement (intégration des résidences hôtelières à vocation sociale dans le tableau relatif à la taxe locale d'équipement). - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - *Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles*) (p. 3038, 3039) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini et s'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 303 (principe de la taxation de la plus-value), n° 302 (augmentation de la taxe) et n° 301 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la taxe), de M. Thierry Repentin n° 397 (cohérence) et n° 240 (montant de la taxe) ainsi qu'à l'amendement n° 212 de M. Alain Vasselle (montant de la taxe). (p. 3040) : défavorable à l'augmentation des impôts. - **Article additionnel après l'article 4 septies ou avant l'article 5** (p. 3044) : s'oppose à l'amendement n° 243 de M. Thierry Repentin (objectif de 600000 logements sociaux en cinq ans). - **Article 4 octies** (art. L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales - *Extension du bénéfice de la dotation de solidarité urbaine aux logements-foyers*) (p. 3045) : son amendement n° 526 : prise en compte des seuls logements-foyers conventionnés dans le calcul de la DSU ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 372 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 3046) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Jean Louis Masson (aide en faveur des petites communes en difficulté). - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3047) : s'oppose à l'amendement n° 244 de M. Thierry Repentin (protection des accédants à la propriété touchés par des accidents de la vie). (p. 3050) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement). - **Article 5** (art. 278 sexies du code général des impôts - *Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 3053, 3055) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 398 (élargissement à tous les quartiers situés en zone urbaine sensible du bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété) et n° 399 (suppression du bénéfice du taux réduit de TVA pour les achats immobiliers de résidences principales dans un rayon de deux kilomètres autour des quartiers ANRU). Son amendement n° 68 : bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans des îlots situés à moins de 500 mètres des quartiers ANRU ; adopté. Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 511 de M. Thierry Repentin. (p. 3056) : s'oppose à l'amendement n° 400 de M. Thierry

Repentin (application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociales à la propriété situées dans des quartiers faisant l'objet d'un grand projet de ville ou d'une opération de renouvellement urbain). - **Article 5 bis A** (art. L. 443-12 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité de pratiquer une décote sur le prix de vente des logements HLM) (p. 3058) : son amendement n° 69 : remboursement à l'organisme vendeur de la plus-value pouvant être obtenue par l'acquéreur pendant une période de cinq ans ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 5 bis** (art. L. 251-1 et L. 251-6 du code de la construction et de l'habitation - Favoriser la construction de « maisons à 100.000 euros ») (p. 3059) : son amendement n° 70 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5 ter** : demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Charles Revet (vente de logements HLM aux locataires). - **Article 5 ter** (art. L. 443-15-2-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales) (p. 3060, 3061) : ses amendements n° 71 : coordination ; et n° 72 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Michelle Demessine (suppression). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, accepte le n° 414 (affectation du surplus de la vente des logements conventionnés vacants au financement de places d'hébergement en résidence sociale) et demande le retrait du n° 415 (précision). - **Article 5 quater** (art. 261, 284, 1594 F quinques, 1594-0 G et 207 du code général des impôts et article 46 ter de l'annexe III du même code - Amélioration du régime fiscal du prêt social de location-accession) (p. 3062) : son amendement n° 73 : rédaction ; adopté. - **Article 5 quinquies** (art. L. 311-4 et L. 443-11-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation - Possibilité pour les collectivités territoriales de bénéficier des prêts réglementés de l'Etat pour la construction de logements sociaux) : son amendement n° 74 : suppression ; adopté. - **Article 5 sexies** (art. L. 351-2, L. 443-6-2 à L. 443-6-16 [nouveaux], L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation, et art. 278 sexies, 726 et 828 du code général des impôts - Sociétés civiles immobilières de capitalisation d'accession à la propriété) (p. 3066, 3067) : son amendement n° 75 : réécriture de l'article ; adopté après modification par le sous-amendement n° 328 de M. Jean-Léonce Dupont qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 5 septies** (art. L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus en cas d'opérations d'accession à la propriété réalisées par les sociétés coopératives HLM) (p. 3068) : son amendement n° 76 : suppression ; adopté. - **Article 5 octies** (art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Exonération de TFPB pendant cinq ans pour les logements situés en ZFU) : son amendement n° 77 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3069) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Thierry Repentin (extension du blocage des loyers de la région parisienne dans des zones géographiques connaissant des tensions sur le marché locatif). - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 3070, 3071) : ses amendements n° 79 : suppression d'une disposition de nature réglementaire ; adopté ; et n° 527 : aides financières apportées par l'ANAH aux collectivités territoriales lors de leurs opérations d'acquisition-réhabilitation de logements ; irrecevable (art. 40 de la Constitution). S'oppose à l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (attribution de moyens à l'ANAH pour lui permettre l'examen des conditions d'occupation du parc qu'elle conventionne). (p. 3072, 3073) : son amendement n° 80 : dispositions relatives au conventionnement ANAH sans travaux ; adopté. Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 417 (conventionnement de solidarité pour les propriétaires mettant leur bien en location aux conditions de loyer des PLUS) et demande le retrait du n° 420 (justification auprès de l'ANAH des ressources du nouveau locataire par le propriétaire lors de la signature d'un nouveau bail). (p. 3074) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 418 (rapport annuel adressé par l'Agence nationale de l'habitat au Parlement sur l'occupation sociale des logements qu'elle a conventionnés) et n° 419 (création d'un fonds mutualiste garantissant les risques locatifs pour le parc privé

conventionné et le parc social). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3076) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Thierry Repentin (attribution d'un dispositif de garantie des risques locatifs au parc privé conventionné par l'ANAH). - **Article 6 bis** (art. L. 444-2 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration du régime juridique de la prise à bail de logements vacants par les organismes HLM) : son amendement n° 81 : coordination ; adopté. - **Article 7** (art. 31 et 32 du code général des impôts - Déduction forfaitaire majorée en cas de conventionnement avec l'ANAH) : son amendement n° 528 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Michelle Demessine (conditions d'application de l'exonération de la contribution sur les revenus locatifs).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 7 ou avant l'article 7 bis** (p. 3113) : s'oppose aux amendements n° 23 de Mme Michelle Demessine (orientation des dépenses publiques vers l'offre locative sociale et l'accession sociale à la propriété) et n° 247 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif de l'amortissement Robien). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3114) : demande le retrait de l'amendement n° 201 de M. Alain Vasselle (abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire") (p. 3118, 3119) : ses amendements n° 82 : date du dépôt du rapport faisant le bilan des dispositifs d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs ; et n° 83 : report au 1er octobre 2008 de la date de livraison des immeubles ouvrant droit à l'amortissement Robien dans son ancienne formule ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 24 de Mme Michelle Demessine et n° 248 de M. Thierry Repentin. Accepte les amendements du Gouvernement n° 190 (ouverture du "Borloo populaire" aux SCPI) et n° 191 (prise en compte de la disparition du dispositif "Besson"), sous réserve de la suppression d'une précision, et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 545 de Mme Michelle Demessine. Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 421 (plafonnement des loyers à 50 % des prix du marché) et accepte le n° 249, identique à son amendement précité n° 82. - **Article 7 ter** (art. 261 du code général des impôts - Exonération de TVA pour les opérations de portage immobilier) : accepte l'amendement n° 321 de M. Jean-Léonce Dupont (extension de l'exonération de TVA aux SEM). - **Article 7 quater** (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété) (p. 3122, 3123) : s'oppose aux amendements identiques n° 157 de Mme Michelle Demessine et n° 422 de M. Thierry Repentin (encadrement de la hausse du loyer pratiqué au terme de l'usufruit). Objectif de la convention d'usufruit. S'oppose aux amendements identiques n° 158 de Mme Michelle Demessine et n° 423 de M. Thierry Repentin (garantie des intérêts des locataires au terme de la convention d'usufruit). (p. 3124, 3126) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 424 (impossibilité d'appliquer la procédure de déclaration d'utilité publique aux opérations immobilières faisant l'objet d'une convention d'usufruit) et n° 425 (prise en compte dans le calcul de l'ISF de l'investisseur privé initial des biens temporairement grevés d'un usufruit au profit d'un bailleur social). - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 3128) : son amendement n° 84 : ratification de l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ; adopté. - **Article 7 sexies** (art. L. 145-4 et L. 145-23-1 [nouveau] du code de commerce - Remise sur le marché des logements vacants situés au-dessus des commerces) (p. 3129) : son amendement n° 529 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7 sexies** (p. 3130) : s'oppose à l'amendement n° 476 de M. Jean Desessard (référendum local préalable à tout programme de démolition-reconstruction). - **Article 7 septies** (art. 31 du code général des impôts - Déduction forfaitaire majorée en cas de remise sur le marché de logements vacants) (p. 3132) : demande le retrait de l'amendement n° 159 de Mme Michelle Demessine (recours au droit de réquisition). - **Article 7 octies** (art. 1407 et 1410 du code général des impôts - Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation) (p. 3133, 3134) : son

amendement n° 85 : assujettissement facultatif, sur délibération du conseil municipal, des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 134 de M. André Dulait (suppression) et n° 426 de M. Thierry Repentin (assujettissement des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation sauf délibération contraire du conseil municipal), et s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Michelle Demessine (assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans). - **Article 8 bis A (priorité)** (*Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 3135) : demande de précision sur l'avenir des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI. (p. 3137, 3140) : ses amendements n° 540 : réécriture du 1° de l'article relatif à la transformation des SACI en sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif ; n° 541 : précision d'un partenariat privilégié des SACI avec les collectivités territoriales et autres organismes d'HLM ; et n° 542 : fiscalité exceptionnelle applicable aux SACI ; retirés. S'oppose aux amendements de suppression n° 26 de Mme Michelle Demessine et n° 432 de M. Thierry Repentin. Demande le retrait de l'amendement de Mme Valérie Létard n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres), ainsi que des amendements identiques n° 193 de M. Philippe Marini et n° 433 de M. Thierry Repentin (suppression du 5° autorisant le Gouvernement à organiser l'affectation des fonds propres des nouvelles sociétés). S'oppose à l'amendement précité n° 337 retiré par Mme Valérie Létard, puis repris par M. Thierry Repentin. (p. 3142, 3143) : retrait de ses amendements précités n° 540, n° 541 et n° 542, à la suite de l'engagement du ministre. - **Article 7 nonies** (*art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location*) (p. 3147, 3148) : son amendement n° 86 : permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans ; adopté. (p. 3151, 3152) : s'oppose aux amendements de suppression n° 290 de M. Remy Pointereau et n° 427 de M. Thierry Repentin. Sur les sous-amendements de M. Thierry Repentin, déposés sur son amendement n° 86 précité, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 543, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 428 et s'oppose au n° 431. Demande le retrait de l'amendement n° 160 de Mme Michelle Demessine (précision sur le contrôle préalable à la mise en location des logements de plus de trente ans) et s'oppose à l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (instauration d'un permis de location à titre expérimental sur cinq ans). (p. 3153, 3154) : précision sur les communes visées par son amendement n° 86 précité. - **Article 8** (*Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des offices publics d'HLM*) (p. 3156) : son amendement n° 87 : délai de dépôt devant le Parlement du projet de loi de ratification ramené à quatre mois ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 25 de Mme Michelle Demessine et n° 250 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3158) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 320 de M. Jean-Léonce Dupont (modification du régime des sociétés d'économie mixte pour favoriser la construction de logements sociaux) et sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 538 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 8 bis A** (p. 3160) : favorable au sous-amendement n° 537 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité en faveur des SEM de construction ou d'aménagement) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. - **Article additionnel avant l'article 8 ter** : son amendement n° 88 : vente de logements-foyers appartenant aux organismes d'HLM ; adopté. - **Article 8 ter** (*art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétence des organismes d'HLM pour assurer des missions ayant trait au logement des fonctionnaires de la police, de la gendarmerie et des services pénitentiaires*) (p. 3162) : son amendement n° 89 : regroupement d'articles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 536 du Gouvernement ainsi que par les sous-amendements identiques n° 131 de M. Jean-Claude Carle et n° 489 de M. Daniel Dubois qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 496 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les organismes d'HLM de réaliser des constructions de locaux annexes accessoires). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 3164, 3165) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 252 de M. Thierry

Repentin (habilitation des agences immobilières à vocation sociale, AIVS, à assurer le service de gérance de logements sociaux). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 344 de Mme Valérie Létard et n° 434 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les unions d'économie sociale, UES, d'accéder au conventionnement global) sous réserve d'une rectification. - **Article 8 quater** (*art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM*) (p. 3166, 3167) : son amendement n° 90 : renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM ; adopté. (p. 3167) : sur l'amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme), s'en remet à la sagesse du Sénat, puis en demande la transformation en sous-amendement. - **Article 8 quinquies** (*art. L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétence de syndic des SA d'HLM et des sociétés coopératives d'HLM*) (p. 3170) : son amendement n° 91 : suppression ; adopté. - **Article 8 sexies B** (*art. L. 411-3, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétences des organismes d'HLM pour réaliser des immeubles en VEFA pour des opérations de dissociation de l'usufruit locatif et de la nue-propiété*) : son amendement n° 92 : suppression ; adopté. - **Article 8 sexies C** (*art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité pour certains organismes d'HLM de réaliser des immeubles en VEFA au profit d'autres organismes d'HLM*) (p. 3171) : son amendement n° 93 : suppression ; adopté. - **Article 8 sexies D** (*art. L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Exercice de la compétence d'aménageur par les coopératives d'HLM sans agrément*) : son amendement n° 94 : suppression ; adopté. - **Article 8 sexies E** (*art. L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation - Simplification des procédures de démolition d'immeubles de logements sociaux*) : son amendement n° 95 : accord du préfet pour toute démolition ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8 sexies E** (p. 3172) : demande le retrait de l'amendement n° 362 de M. Charles Revet (mise en place d'une convention de location-vente ou location-accession avec l'organisme d'HLM). - **Article 8 sexies** (*art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 3173, 3175) : s'oppose aux amendements n° 435 de M. Thierry Repentin (inscription dans la loi de l'opposabilité du droit au logement) et de Mme Michelle Demessine n° 161 et 162 (mise en place de plans départementaux d'aide au logement des plus défavorisés). (p. 3177, 3178) : s'oppose aux amendement n° 163 de Mme Michelle Demessine (action de la commission départementale du comité régional de l'habitat) et n° 437 de M. Thierry Repentin (objectifs du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD). Demande l'avis de la commission sur les amendements identiques n° 339 de Mme Valérie Létard et n° 436 de M. Thierry Repentin (financement de l'accompagnement social lié au logement). Accepte l'amendement n° 288 de Mme Catherine Procaccia (mise en place par le comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD, d'une commission consultative spécialisée) et, à titre personnel, s'oppose aux amendements identiques n° 164 de Mme Michelle Demessine et n° 438 de M. Thierry Repentin (mise à disposition durable d'un logement pour les personnes visées par le PDALPD).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3297) : intervient sur les amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Bel et n° 9 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). Difficultés de recrutement des chargés de mission locale dans le Mantois, s'agissant du recrutement pour le compte de Renault. (p. 3312, 3313) : défavorable aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des

mineurs). Son expérience de la réussite d'un jeune passé par l'apprentissage sans aller dans un lycée professionnel.

**- Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)] - (2 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - Articles additionnels après l'article 8 sexies (p. 3339) :** son amendement n° 96 : prolongation du conventionnement des logements possédés par des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations pour une durée équivalente à la durée initiale ; adopté. (p. 3345, 3347) : sur son amendement n° 96 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 439 et n° 440 ainsi qu'au n° 539 de Mme Michelle Demessine. S'oppose aux amendements de M. François Voguet n° 309 (régime applicable aux logements locatifs appartenant aux sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations), n° 311 (encadrement du déconventionnement), n° 314 (information des locataires des conséquences du déconventionnement), n° 315 (information des locataires par les bailleurs au plus tard deux ans avant l'expiration de la convention de la décision de ne pas la renouveler), et n° 316 (information des maires du déconventionnement des logements par les bailleurs sociaux), ainsi qu'à l'amendement n° 254 de M. Serge Lagache (obligation d'information du maire en cas de non-renouvellement des conventions et possibilité pour celui-ci de s'opposer au non-renouvellement lorsque l'intérêt général est menacé). Sur les amendements de Mme Catherine Procaccia, demande le retrait du n° 137 (information du préfet au moins deux ans avant l'expiration de la convention de la décision du bailleur de sortir ou non du conventionnement), accepte le n° 141 (information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences), et sur celui-ci, à titre personnel, le sous-amendement n° 547 du Gouvernement, s'oppose aux n° 142 et n° 143 respectivement identiques aux n° 315 et n° 316 précités de M. François Voguet. (p. 3349) : conviction de la commission du caractère constitutionnel de son amendement n° 96 précité. (p. 3353) : accepte l'amendement n° 141 de Mme Catherine Procaccia (information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences) prenant en compte l'avis consultatif du préfet. (p. 3354) : s'oppose aux amendements identiques n° 136 de Mme Catherine Procaccia et n° 310 de M. Jean-François Voguet (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité). Crainte de contraintes supplémentaires pour les bailleurs privés. (p. 3356, 3357) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Serge Lagache (élargissement du droit de préemption urbain en cas de non-renouvellement d'une convention) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 354 de M. Jean-Paul Alduy (augmentation des crédits affectés à l'ANRU). - **Article 8 decies (art. L. 302-10, L. 302-11 et L. 302-12 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Plan départemental de l'habitat)** (p. 3358) : s'oppose à l'amendement de suppression de Mme Michelle Demessine n° 46. - **Article additionnel après l'article 8 decies** (p. 3359) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Thierry Repentin (mise en place d'une conférence départementale de l'habitat dans chaque département). - **Article 8 undecies (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Réalisation d'études de cadrage sur l'habitat par les syndicats mixtes)** : son amendement n° 98 : modalités de réalisation des études de cadrage sur l'habitat par les syndicats mixtes et les pays ; adopté. (p. 3360) : son amendement n° 99 : finalité des études de cadrage sur l'habitat ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 259 de M. Thierry Repentin (participation à l'élaboration du PLH par les associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 3361, 3362) : s'oppose aux amendements n° 260 de M. Thierry Repentin (financement du fonds de solidarité pour le logement) et n° 469 de M. Jean Desessard (abrogation de l'article 60 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sur la gestion du contingent préfectoral de réservation des logements sociaux). - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de

*la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 3366, 3367) : ses amendements n° 100, 102 et 104 : rédaction ; n° 101 : simplification ; et n° 103 : correction d'une erreur matérielle ; adoptés. (p. 3371) : son amendement n° 105 : rédaction ; adopté. (p. 3373, 3375) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 27 (suppression), n° 165 (suppression de la possibilité pour une intercommunalité de signer des accords collectifs intercommunaux), n° 166 (conditions de fonctionnement de la commission de médiation), n° 167 (rémunération des membres de la commission), n° 168 (garantie de l'accès au logement pour les demandeurs considérés comme prioritaires par la commission de médiation) et n° 169 (possibilité pour le préfet de mettre en demeure un organisme bailleur de loger des personnes défavorisées dans un délai déterminé). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose aux n° 268 (suppression de la création d'une nouvelle priorité pour l'attribution de logements sociaux), n° 269 (attribution d'une voie délibérative aux associations représentant les personnes défavorisées et siégeant dans les commissions d'attribution des logements locatifs sociaux), n° 270 (équilibre des collèges dans la nouvelle commission de médiation), n° 271 (précision des motifs de saisine de la commission) et n° 272 (délai accordé à l'organisme bailleur pour loger le demandeur désigné par le préfet) et accepte le n° 273 (établissement par la commission de médiation d'un état annuel des avis rendus et transmission de celui-ci). Demande le retrait de l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). Sur les amendements de M. Alain Vassel, s'oppose aux n° 202 (substitution du terme "communes" à celui de "villes") et n° 204 (conséquence), et demande le retrait du n° 203 (modalités d'accompagnement social des personnes prioritaires). Sur les amendements de Mme Valérie Létard, s'oppose aux n° 487 (nomination d'un délégué spécial chargé de vérifier l'accompagnement des personnes relogées) et n° 341 (possibilité pour certaines catégories de demandeurs de logements de saisir directement la commission de médiation sans attendre l'expiration du délai fixé dans chaque département), sur lequel, à titre personnel, il s'en remet à la sagesse du Sénat. Sur les amendements de M. Daniel Dubois, s'oppose au n° 493 (attribution à la commission de médiation des moyens indispensables à la réalisation de ses missions), demande le retrait des n° 495 (modification de la composition de la commission de médiation) et n° 492 (prise en compte de la mixité sociale et des performances sociales des bailleurs lorsque le préfet attribue un logement), et accepte le n° 494 (prise en compte de l'avis du maire et de la mixité sociale pour la désignation par le préfet du demandeur de logement social). (p. 3378, 3379) : difficulté d'organiser une occupation rationnelle des logements. - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3385) : son amendement n° 106 : conditions dans lesquelles le mécanisme de suppléments de loyer de solidarité peut être décliné sur le plan territorial ; adopté après modification par le sous-amendement n° 330 de M. Jean-Léonce Dupont qu'il accepte. (p. 3387, 3388) : ses amendements n° 107 et 109 : coordination ; n° 108 : rédaction ; et n° 110 : précisions relatives aux modalités de réalisation de l'enquête sur l'occupation du parc social ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 28 de Mme Michelle Demessine et n° 274 de M. Thierry Repentin, à l'amendement n° 29 de Mme Michelle Demessine (abrogation des dispositions existantes relatives au supplément de loyer de solidarité), aux amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS). Demande le retrait des amendements n° 207 de M. Alain Vassel (appréciation par le préfet des conditions dans lesquelles le mécanisme des suppléments de loyer de solidarité ne s'applique pas) et n° 472 de M. Jean Desessard (progressivité du loyer de solidarité). Sur les amendements de M. Daniel Dubois, s'oppose au n° 329 (association des SEM gérant des logements sociaux à la

concertation préalable à la détermination des zones géographiques dans lesquelles s'applique le supplément de loyer de solidarité) et demande le retrait du n° 497 (exclusion du régime de surloyer de solidarité des prêts conventionnés locatifs gérés par les organismes d'HLM). - **Article 11 AA** (art. 257, 278 *sexies*, 284 et 1384 D du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 3334-17, L. 4332-11, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - *Avantages fiscaux en faveur du développement et de la réhabilitation des centres d'hébergement d'urgence*) (p. 3394, 3396) : sur les amendements de Mme Catherine Procaccia, accepte le n° 317 (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions et de structures d'hébergement temporaire ou d'urgence) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 291 (modalités d'extension de l'aide au logement temporaire de personnes défavorisées accordée aux sociétés de construction dans lesquelles l'État détient une majorité du capital). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 513 du Gouvernement (statut juridique de la résidence hôtelière à vocation sociale). - **Article 11 A** (art. L. 633-1, L. 633-4, L. 633-4-1 [nouveau] et L. 633-5 du code de la construction et de l'habitation - *Protection des occupants de logements-foyers*) : son amendement n° 111 : extension du régime de protection prévu par l'article aux logements-foyers appartenant à des sociétés anonymes d'HLM ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3397) : s'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Michelle Demessine (majoration de la contribution des entreprises au 1 % logement).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 18 quinquies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - *Caractère récupérable des charges liées aux ascenseurs*) (p. 3455) : son amendement n° 518 : suppression ; adopté. - **Article 11** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 3417, 3418) : son amendement n° 112 : information par le fournisseur du président du conseil général, du maire et du président de l'EPCI, de l'absence de paiement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 345 de Mme Valérie Létard qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et contribution de l'Etat au financement de ce fonds). - **Article 18 sexies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - *Simplification du calcul des charges récupérables en cas de prestation de service par une entreprise*) (p. 3459) : son amendement n° 519 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage) et demande le retrait de l'amendement n° 289 de M. Rémy Pointereau (mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques). - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires*) (p. 3461, 3462) : son amendement n° 123 : prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 544 de M. Rémy Pointereau qu'il accepte. Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 455 de M. Thierry Repentin. S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 453 et 454 (précision de la notion de frais nécessaires). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité). - **Article 19 B** (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »*) : son amendement n° 124 : suppression ; adopté. - **Article 19 C** (*Privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires*) (p. 3464) : son amendement n° 125 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement

n° 335 de Mme Valérie Létard (définition juridique des "résidences services"). - **Article 20** (art. L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délai de rétractation de sept jours*) (p. 3466) : son amendement n° 353 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3419) : s'oppose à l'amendement n° 473 de M. Jean Desessard (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants). (p. 3420, 3421) : son amendement n° 113 : application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse ; adopté. (p. 3423) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 2 de M. Thierry Repentin et n° 218 de Mme Michelle Demessine (bénéfice du taux réduit de TVA pour les ménages dont l'habitation est raccordée à un réseau de chaleur), n° 284 de M. Thierry Repentin et n° 322 de M. Jean-Léonce Dupont (application du taux réduit de TVA à l'abonnement et à la part variable de la facture des réseaux de chaleur alimentés majoritairement par des énergies renouvelables), ainsi qu'au n° 480 de M. Jean-Marc Juilhard (application du taux réduit de TVA à l'ensemble de la facture d'un abonné raccordé à un réseau de chaleur ou de froid alimenté majoritairement par des énergies renouvelables), et au sous-amendement n° 217 de Mme Michelle Demessine déposé sur son amendement n° 113 précité. Demande le retrait de l'amendement n° 352 de M. Pierre Jarlier (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). (p. 3426, 3427) : demande l'examen en priorité de son amendement n° 113 en intégrant les énergies provenant de la biomasse. Sur son amendement n° 113 précité, s'oppose au sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin. (p. 3428) : problème d'équité fiscale posé par le sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin. (p. 3429, 3430) : accepte l'amendement n° 504 de M. Jean-Marc Juilhard (simplification de la procédure de classement des réseaux de chaleur, sous réserve de deux modifications, et s'oppose à l'amendement n° 319 de M. Jean-Léonce Dupont (protection des acquéreurs contre les champignons lignivores au même titre que les insectes xylophages). (p. 3431, 3433) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 499 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées). Défavorable à la fragmentation des compétences. - **Article 22** (art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - *Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements*) (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens). - **Article 23** (art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général des impôts - *Règles de collecte des fonds du « 1 % logement »*) (p. 3468) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - *Gestion urbaine de proximité*) (p. 3472) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales - *Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes*) (p. 3473) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 27** (*application de dispositions du projet de loi à Mayotte*) : son amendement n° 532 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3474) : sur les amendements de M. Soibahaddine Ibrahim, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 148 (arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte) et, après avoir entendu l'avis du Gouvernement, accepte le n° 149 (possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte). (p. 3475) : demande le retrait de l'amendement n° 367 de M. Charles Revet (location précaire d'un bien pour en assurer l'entretien lorsque la succession pose des problèmes). (p. 3476, 3477) : s'oppose aux amendements n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du

demandeur) et n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). - **Article 13** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction*) (p. 3434, 3435) : ses amendements n° 114 : rétablissement de la mesure adoptée en première lecture relative au financement de l'allocation de logement familiale ; et n° 530 : coordination ; adoptés. Accepte l'amendement n° 342 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité d'imposer des règles particulières de construction aux bâtiments situés dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique ou cyclonique). (p. 3436, 3437) : ses amendements n° 213 : mise aux normes des logements se trouvant dans un secteur sauvegardé et occupé par des handicapés ; n° 517 : obligation pour les personnes assurant le contrôle technique des ascenseurs d'être assurées contre les conséquences de leur responsabilité professionnelle ; n° 115 : exclusion des ventes en état futur d'achèvement de l'obligation de produire le diagnostic de performance énergétique ; et n° 116 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 285 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation). (p. 3438) : son amendement n° 117 : précision des sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions relatives au changement d'usage des locaux ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3483, 3484) : travail réalisé par le Sénat. Enrichissement du texte. Remerciements. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3439) : demande le retrait de l'amendement n° 135 de M. André Dulait (installation dans chaque habitation d'un détecteur avertisseur autonome de fumée). - **Article 14** (*art. L. 262-1 à L. 262-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Statut de la vente d'immeubles à rénover*) (p. 3440, 3441) : son amendement n° 118 : renforcement des obligations d'assurance et des exigences de qualité des travaux de rénovation menés par les marchands de biens ; adopté après modification par le sous-amendement n° 546 du Gouvernement qu'il accepte à titre personnel. Son amendement n° 119 : simplification ; adopté. - **Article 15** (*art. L. 472-1-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des compétences des SA HLM et des sociétés coopératives HLM situées dans les départements d'outre-mer*) : son amendement n° 531 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3442, 3443) : s'oppose aux amendements n° 286 de M. Thierry Repentin (informations des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif) et n° 130 de M. Francis Grignon (responsabilité du maître d'ouvrage des conséquences des troubles anormaux du voisinage qu'il a provoqués) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 548 du Gouvernement (allongement du délai en vue d'une demande d'aide au titre du dispositif exceptionnel créé à la suite de la sécheresse de 2003). (p. 3444, 3445) : son amendement n° 549 : renforcement des performances énergétiques des logements sociaux construits en 2007, 2008 et 2009 ; retiré. - **Article 17** (*art. 35 de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers*) (p. 3447) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 170 de Mme Michelle Demessine et n° 447 de M. Thierry Repentin (complément de la liste des clauses abusives dans les baux d'habitation régis par la loi du 6 juillet 1989). - **Article additionnel après l'article 17** : s'oppose à l'amendement n° 171 de Mme Michelle Demessine (amendes à l'encontre des bailleurs peu respectueux des normes d'habitation). - **Articles additionnels avant l'article 18 bis** (p. 3448) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 172 (réduction de la durée de préavis dont bénéficient les étudiants) et n° 173 (encadrement de l'augmentation de loyer). - **Article 18 bis** (*art. 20 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs - Extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements*) (p. 3449, 3450) : ses amendements n° 120 : renforcement des pouvoirs du juge en matière de réduction de loyer en cas de non-réalisation des travaux de mise en conformité par le propriétaire condamné à les réaliser ; et n° 121 : possibilité pour le locataire d'être assisté par une association agréée en cas de contentieux sur la décence du

logement ; adoptés. (p. 3451) : demande le retrait des amendements de Michelle Demessine n° 175 et 176 (maintien de l'allocation logement en cas de recours à la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice) ainsi que de l'amendement n° 448 de M. Thierry Repentin (maintien des aides au logement en cas de saisine de la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice). - **Article 18 ter** (*art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Statut de la caution domiciliée dans un département ou un territoire d'outre-mer*) (p. 3452) : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Michelle Demessine (montant maximum du cautionnement). - **Article additionnel après l'article 18 ter** : s'oppose à l'amendement n° 452 de M. Thierry Repentin (liste des documents que le bailleur peut demander au candidat à la location). - **Article 18 quater** (*art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local*) (p. 3454) : son amendement n° 122 : charges récupérables et prescription quinquennale pour les indus de charge ; adopté. S'oppose aux amendements n° 48 de Mme Michelle Demessine (suppression) et n° 343 de Mme Valérie Létard (impossible dérogation au caractère récupérable des dépenses d'investissement). - **Article 18 quinquies** (*art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Caractère récupérable des charges liées aux ascenseurs*) (p. 3455) : son amendement n° 518 : suppression ; adopté. - **Article 18 sexies** (*art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Simplification du calcul des charges récupérables en cas de prestation de service par une entreprise*) (p. 3459) : son amendement n° 519 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage) et demande le retrait de l'amendement n° 289 de M. Rémy Pointereau (mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques). - **Article 19 A** (*art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires*) (p. 3461, 3462) : son amendement n° 123 : prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 544 de M. Rémy Pointereau qu'il accepte. Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 455 de M. Thierry Repentin. S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 453 et 454 (précision de la notion de frais nécessaires). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité). - **Article 19 B** (*art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »*) : son amendement n° 124 : suppression ; adopté. - **Article 19 C** (*Privilège spécial immobilier du syndicat de copropriétaires*) (p. 3464) : son amendement n° 125 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 335 de Mme Valérie Létard (définition juridique des "résidences services"). - **Article 20** (*art. L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - Délai de rétractation de sept jours*) (p. 3466) : son amendement n° 353 : précision ; adopté. - **Article 22** (*art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements*) (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens). - **Article 23** (*art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général des impôts - Règles de collecte des fonds du « 1 % logement »*) (p. 3468) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). -



**Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - *Gestion urbaine de proximité*) (p. 3472) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales - *Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes*) (p. 3473) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 27** (application de dispositions du projet de loi à Mayotte) : son amendement n° 532 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3474) : sur les amendements de M. Soibahaddine Ibrahim, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 148 (arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte) et, après avoir entendu l'avis du Gouvernement, accepte le n° 149 (possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte). (p. 3475) : demande le retrait de l'amendement n° 367 de M. Charles Revet (location précaire d'un bien pour en assurer l'entretien lorsque la succession pose des problèmes). (p. 3476, 3477) : s'oppose aux amendements n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur) et n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). (p. 3483, 3484) : travail réalisé par le Sénat. Enrichissement du texte. Remerciements.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5382, 5383) : place essentielle de cette juridiction dans notre paysage institutionnel. Instauration d'une procédure disciplinaire. Elargissement du recrutement extérieur. Avancement de carrière. Concrétisation de l'indépendance conférée par la nouvelle maquette budgétaire. Le groupe UMP votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information - Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5424, 5425) : concertation tout au long de la procédure. Dispositif équilibré. Exception pédagogique. Garantie de l'interopérabilité. Le groupe UMP, dans sa quasi-totalité, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Commission mixte paritaire [n° 416 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 5426, 5428) : hommage au président de la commission des affaires économiques du Sénat et au rapporteur du texte à l'Assemblée nationale. Enrichissements du texte. Apport de tous les groupes politiques du Sénat. Elaboration d'un texte équilibré par la commission mixte paritaire. Prise en compte des préoccupations des députés et des sénateurs. Souhait d'une application rapide du texte. - **Article 7 sexies A** (p. 5461, 5462) : son amendement n° 3 : précision ; adopté. - **Article 8 septies A** : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage). - **Article 8 septies** : son amendement n° 4 : coordination ; adopté. - **Article 11 AA** : son amendement n° 5 : coordination ; adopté. - **Article 11 bis** (p. 5463) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du gage).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5541, 5542) : son expérience de président d'un établissement public de coopération intercommunale. Attaque médiatique basée sur de fausses informations quant à la qualité de l'eau distribuée par la communauté d'agglomération de Mantes. Rôle de bouc émissaire des élus locaux. Désignation des vrais responsables de la mauvaise qualité de l'eau : service de l'Etat et agence de l'eau. Souhait des élus locaux d'un partenariat actif. Souhait d'une clarification du rôle de chacun des acteurs de la gestion de l'eau potable.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété [n° 29 (2006-2007)]** - (6 novembre 2006) - rapporteur de la

commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 7598, 7600) : importance du texte. Priorité au développement de l'accession sociale à la propriété. Réforme des SACI. Consolidation de l'ancrage territorial. Maintien des liens avec la "famille HLM". Préservation du réseau de filiales concurrentielles. Régime financier et statuts. Amendements de la commission portant sur le sociétariat des SACICAP. Rôle de l'union d'économie sociale pour l'accession à la propriété, UES-AP. Régime de contrôle des SACICAP. Nature fiscale de la contribution exceptionnelle à la politique nationale du logement : réhabilitation de logements et aides à la personne. Encadrement législatif de l'utilisation du "dividende social". Dispositif innovant de la constitution en réseau des filiales financières des SACICAP au sein de la holding du pôle financier du Crédit immobilier de France. Avis favorable de la commission des affaires économiques au vote sans réserve du présent projet de loi. - **Article 1er** (Ratification et modification de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété) (p. 7601, 7605) : ses amendements n° 1 : rectification d'une erreur matérielle ; n° 2 : clarification de la définition des SACICAP et de leur sociétariat et inapplication des dispositions de la loi du 10 septembre 1947 limitant à 20 % la proportion du capital des SCIC pouvant être détenue par l'ensemble des collectivités territoriales ; n° 3 : modalités juridiques du regroupement des collèges d'associés et relèvement du pourcentage minimal de leurs droits de vote ; n° 4 : rédaction ; n° 5 : coordination ; n° 6 : suppression de la référence au contrôle par l'administration du respect des statuts sociaux des SACICAP ; n° 14 : limitation du contrôle de l'administration sur les filiales au respect des conventions conclues entre l'Etat et les SACICAP ; n° 15 : rédaction ; et n° 7 : suppression, à l'article 6 de l'ordonnance, des dispositions prévoyant que l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP sera membre de droit de l'union des fédérations d'organismes HLM ; adoptés. Accepte les amendements du Gouvernement n° 11 et n° 12 (rédaction). - **Article 2** (art. L. 215-1-1 et L. 215-1-2 [nouveaux] et art. L. 215-7 du code de la construction et de l'habitation - *Filiales des SACICAP - Dividende social*) (p. 7606) : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement (possibilité de prévoir par convention des modalités de contrôle par l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP du montant et de l'utilisation du "dividende social"). Son amendement n° 8 : droit d'initiative de l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP en matière de transfert à une autre SACICAP du montant du "dividende social" non utilisé par une SACICAP ; adopté. - **Article 4** (art. L. 422-4-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux SACICAP - *Mise en place du réseau des filiales financières des SACICAP*) (p. 7607) : son amendement n° 9 : maintien en vigueur, jusqu'à la fin de la période transitoire de mise en place de la réforme de statut des SACI, de la disposition interdisant la cession de la majorité du capital de la caisse centrale des SACI ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7609) : réponse aux intervenants. Caractère exceptionnel et non pérenne de la contribution des sociétés de crédit immobilier. Salue l'action engagée par le Gouvernement. Situation inédite de gens modestes devenant propriétaires de leur résidence principale, par exemple au Val-Fourré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Ville et logement

- (1er décembre 2006) (p. 9279, 9281) : outils législatifs en faveur de la crise du logement. Soutien de l'ANRU au programme de démolition-reconstruction entrepris dans la ville de Mantes-la-Jolie. Rénovation du parc locatif social. Aides en faveur du parc privé. Accession à la propriété. Renforcement des actions en matière de développement durable. Le groupe UMP votera ces crédits.

### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9326, 9327) : soutient l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement

supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA) ; rejeté.

**BRET (Robert)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée** [n° 346 (2004-2005)] - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 33, 34) : primauté regrettable de la logique sécuritaire dans les accords de

coopération avec les pays de la rive Sud de la Méditerranée. Contradiction entre la multiplication de textes prônant une coopération policière et le refus de lutter contre le financement des activités terroristes. Persistance d'incompréhensions et de malentendus entre les peuples français et algériens. Absence d'histoire officielle de la guerre d'Algérie. Apologie éhontée du colonialisme dans la loi du 23 février 2005. Accord sécuritaire éloigné de tout espoir de réconciliation entre les deux peuples. Le groupe CRC s'abstient sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - **Article 11 ter** (*Création et fonctionnement du PNR*) (p. 477, 478) : transfert de gestion et de financement aux collectivités territoriales des parcs pouvant prétendre au label de "parcs nationaux". Nécessité du maintien du rôle de l'Etat en matière de mise en place et de gestion d'un parc national. Multiplicité des catégories juridiques de parcs. Absence de programmation budgétaire. Signes d'essoufflement de la politique des parcs nationaux en France. Site des calanques entre Marseille et Cassis.

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Article unique** (p. 623) : le groupe CRC vote contre ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1173) : soutient l'amendement n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 4 bis** (*art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1310) : soutient l'amendement n° 691 de M. Roland Muzeau (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle) ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2443, 2445) : avis purement informatif du Parlement. Echec de la stratégie de Lisbonne. Substitution indispensable des objectifs d'emploi, de justice sociale et de développement humain aux obsessions libérales des dirigeants de l'Union. Désapprobation des mesures clés inscrites par la Commission dans son "programme communautaire de Lisbonne". Opposition ferme à la proposition de directive sur les services. Constat alarmant en matière de recherche et d'innovation. Politique énergétique européenne fondée sur une libéralisation des marchés. Question fondamentale de l'augmentation du budget européen absente du débat.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2921) : avec le groupe CRC, s'abstient sur l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (*art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols*) (p. 2961, 2962) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Michelle Demessine (obligation de moyens pour atteindre les objectifs fixés pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté. (p. 2967) : favorable à l'amendement précité n° 13 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2984, 2985) : soutient l'amendement n° 214 de M. Roland Muzeau (suppression de l'agrément pour la transformation de locaux en bureaux dans les zones urbaines sensibles) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [n° 221 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3881, 3882) : intervient sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4399, 4403) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 270 (participation de la France à l'aide au développement des pays du Sud à hauteur de 1 % de son PIB) ; n° 271 (annulation par la France de la dette contractée à son égard par les pays du Sud) ; n° 272 (instauration d'une taxe sur les transactions financières en devises pour financer la solidarité internationale) ; et n° 273 (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2006, sur le codéveloppement et l'aide publique en faveur des pays en développement) ; rejetés. (p. 4407) : ne votera pas l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine), en dépit des bonnes intentions de ses auteurs. Responsabilité du Parlement et du Gouvernement. Absence de consultation des intéressés. Risque de détournement des fonds par certains gouvernements de pays de l'Afrique subsaharienne. (p. 4411, 4413) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 269 (présentation par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2006, d'un plan de régularisation des sans-papiers) ; et n° 274 (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4584, 4586) : soutient l'amendement n° 440 de Mme Eliane Assassi (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution) ; rejeté. Précarité de la situation des enfants recueillis en kafalah judiciaire. - **Article 23** (*art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vérifications des actes d'état civil étrangers*) (p. 4588, 4589) : soutient l'amendement n° 347 de Mme Eliane Assassi (réécriture de l'article 47 du code civil prévoyant que les actes de l'état-civil délivrés en pays étranger font foi) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4648, 4650) : espoir d'un renouveau du projet européen symbolisé par le "non" français au traité constitutionnel européen. Dénonciation des politiques libérales conduites par l'Union européenne. Estime que le traité constitutionnel européen doit être déclaré caduque une fois pour toute. Dénonciation de l'ouverture des services publics à la concurrence. Favorable à l'accroissement du budget de l'Union et à sa redistribution dans un esprit de solidarité. Question de la sécurité énergétique. Absence de contrôle parlementaire sur l'activité communautaire du Gouvernement.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5239, 5240) : divergences sensibles entre la consommation des crédits affectés et les objectifs affichés, notamment en matière de préparation opérationnelle des forces.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5857, 5859) : impasse politique dans le conflit du Proche-Orient à l'origine de la crise au Liban. Interrogation sur la capacité de l'ONU à prévenir et résoudre les conflits. Soutien des Etats-Unis à la politique de force menée par Israël contre le Hezbollah et le Hamas en dépit de leur intégration institutionnelle démocratique. Faiblesse de la réaction de la ligue arabe renforçant la crédibilité du Hezbollah. Incapacité de l'Union européenne à définir une position commune. Application

indispensable de la résolution 1701 malgré ses insuffisances. Fragilité du processus engagé. Urgence de mise en oeuvre d'un nouveau processus de règlement politique dans la région garantissant la création d'un Etat palestinien et une pleine souveraineté du Liban dans l'intérêt d'Israël. Demande l'application par Israël du droit international et le respect des résolutions précédemment votées. Action indispensable de l'Europe pour le rétablissement des financements internationaux de l'Autorité palestinienne. Développement nécessaire d'un espace méditerranéen de coopération et de négociation. Responsabilité collective dans le processus mondial de désarmement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5964) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote du sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds), déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6099, 6100) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles) ni les sous-amendements de la commission n° 333 (possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire) et n° 334 (coordination) s'y rapportant. Nouvelle culpabilisation des gens du voyage. Absence de pénalisation des communes en infraction au regard des structures d'accueil. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - *Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6127, 6128) : soutient l'amendement n° 209 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6265, 6267) : mise en lumière par les "non" français et néerlandais d'une crise existentielle et d'une crise de légitimité de l'Union européenne. Mise sous surveillance étroite de la Bulgarie et de la Roumanie. Problème des disparités économiques et sociales posées par ce nouvel élargissement. Nécessité de définir les contours d'une autre Europe, souhaitée par les peuples, pour dépasser les ruptures de la guerre froide. Dénonciation des politiques libérales européennes. Le groupe CRC ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6565, 6566) : article 36 du règlement. Souhaite entendre le Gouvernement à propos des dernières informations relatives à Suez et GDF. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6578) : favorable à l'amendement n° 203 de M. Yves Coquelle (insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes). (p. 6579, 6580) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Yves Coquelle (demande par la France de la suspension de la transposition des directives relatives au secteur de l'énergie). (p. 6583, 6584) : favorable à l'amendement n° 208 de M. Yves Coquelle (abrogation de la loi du 4 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz). (p. 6587) : favorable à l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi). (p. 6593) : soutient l'amendement n° 213 de M. Yves Coquelle (rapport au Parlement sur les nouvelles technologies en matière de production de gaz) ; rejeté.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Article 6** (art. 223 V à 223 VI nouveaux du code général des impôts - *Régime applicable aux titulaires de droits sur la fiducie soumis à l'impôt sur les sociétés*) (p. 6718) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (coordination).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la

*modernisation et au développement du service public de l'électricité*) (p. 6750) : soutient l'amendement n° 520 de M. Yves Coquelle (financement de la programmation des investissements et de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables) ; rejeté. (p. 6756) : soutient l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (garantie de la sûreté de fonctionnement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité) ; rejeté. (p. 6759, 6760) : soutient l'amendement n° 229 de M. Yves Coquelle (suppression partielle) ; rejeté. (p. 6766, 6767) : soutient l'amendement n° 240 de M. Yves Coquelle (suppression des dispositions relatives à la libéralisation du secteur énergétique pour les particuliers) ; rejeté. (p. 6773, 6774) : soutient l'amendement n° 265 de M. Yves Coquelle (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une indemnisation servie par l'assurance chômage) ; rejeté. (p. 6783) : soutient l'amendement n° 274 de M. Yves Coquelle (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz) ; rejeté. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - *Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel*) (p. 6800) : soutient l'amendement n° 282 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 6806) : soutient l'amendement n° 306 de M. Yves Coquelle (suppression de la référence à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie) ; rejeté. (p. 6809) : soutient l'amendement n° 307 de M. Yves Coquelle (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er février 2011) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 6828, 6829) : soutient l'amendement n° 311 de M. Yves Coquelle (abrogation du titre VI de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 portant création de la Commission de régulation de l'énergie, CRE) ; rejeté. (p. 6837) : retire le sous-amendement n° 781 de M. Yves Coquelle (précision rédactionnelle) déposé sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Missions de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 6839) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 315 (suppression partielle) ; devenu sans objet ; n° 314 (rédaction) ; devenu sans objet ; et n° 313 (suppression partielle) ; rejeté. - **Article 2 quinquies** (art. 37-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier*) (p. 6842) : soutient l'amendement n° 316 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel*) (p. 6845) : sur l'amendement n° 15 de la commission (précision de la finalité du pouvoir d'approbation de la CRE sur les programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel), soutient les sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 782 (approbation des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel par le ministre chargé de l'énergie) ; et n° 783 (approbation des projets de développement des réseaux de distribution et de transport par l'Observatoire national du service de l'électricité et du gaz) ; rejetés. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6851, 6852) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 321 (instauration d'un tarif "produit de première nécessité") et n° 324 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs de vente du gaz) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6947, 6949) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Yves Coquelle (débat public sur les conditions d'application de l'article). Soutient l'amendement du même auteur n° 355 (application du

taux réduit de TVA à la tarification sociale de l'énergie) ; rejeté. - **Article 5** (art. 18 et 50 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Dispositions de coordination*) (p. 6958) : soutient l'amendement n° 367 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6964) : défavorable aux amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficiaire de la CSPE). - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6970, 6971) : le groupe CRC est défavorable à l'article 6 de ce projet de loi. (p. 6974, 6975) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 54 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de la distribution de gaz d'être transformées en sociétés anonymes de droit commun). (p. 6977, 6988) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 786, 787 et 788 ; rejetés. (p. 6989, 6990) :

soutient les amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 373 et 374 (impossibilité de filialiser les réseaux de distribution de gaz et d'électricité) ; rejetés. (p. 6996, 7003) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 400, 401 et 415 (suppression partielle) ; et n° 409 (modalités de désignation des représentants de l'Etat dans les entreprises du secteur énergétique) ; rejetés. - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - *Réforme du service commun EDF/GDF*) (p. 7008, 7013) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 416 (suppression) ; n° 417 et 418 (suppression partielle) ; et n° 421 (statut des personnels des filiales d'EDF) ; rejetés.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10144, 10145) : crise institutionnelle. Elargissement de l'Union. Politique monétaire. Politique d'immigration européenne.

### BRETON (Thierry)

ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives [n° 218 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Fonction publique - Recherche, sciences et techniques.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-407 du 6 avril 2006 modifiant le code minier [n° 434 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

*Projet de loi* de simplification du droit [n° 462 (2005-2006)] (13 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture [n° 139 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 705, 707) : objectif de promotion de l'intérêt des actionnaires et de protection des intérêts industriels et sociaux des entreprises. Enjeux des OPA : situation de l'offre de Mittal Steel sur Arcelor ; affirmation du rôle de partie prenante de l'Etat dans cette affaire ; restauration de la légitimité de la parole publique face au risque d'une économie exclusivement financière. Confirmation de la protection des actionnaires en période d'offre. Validation du principe de réciprocité. Dépôt d'un amendement visant à la défense des entreprises par l'émission de bons de souscription d'actions, BSA. Recherche de dynamisme des entreprises et de développement d'une base actionnariale large et stable. (p. 712, 713) : possibilité d'expression des parties prenantes non actionnaires. Attente d'information du plan stratégique industriel, d'intégration sociale et de gouvernance générale concernant l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor. Engagement du groupe Total en matière d'investissements industriels, de recherche et de développement. Objectif de protection des actionnaires par l'encadrement juridique des OPA. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 715) : estime l'amendement

n° 9 de M. François Marc (obligation de déclaration d'intention stratégique concernant la stratégie industrielle et la gestion des ressources humaines de la cible en cas de projet d'OPA) satisfait par le droit existant. - **Article 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 716) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Bernard Vera (prise en compte par l'AMF du caractère stratégique de certains secteurs de l'économie). (p. 717, 718) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 10 (règle de détermination de la compétence des autorités nationales de marché) et n° 11 (fixation du délai entre la publication du démenti d'intention de déposer une offre publique et le dépôt d'un autre projet d'offre publique). - **Article 2 (réserve)** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 719, 720) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. François Marc (définition du prix équitable). Demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (obligation pour l'auteur d'une offre publique de maintenir le niveau du prix proposé pour le rachat des titres). (p. 720) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. François Marc (contrôle par l'AMF de la conformité au principe d'égalité de traitement des actionnaires du prix proposé dans le cadre d'un retrait obligatoire). - **Article 5** (*Aménagement du régime du retrait obligatoire*) (p. 722) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (clarification du dispositif introduit par l'Assemblée nationale). - **Article 7** (*Information des salariés*) (p. 724, 725) : son amendement n° 28 : obligation pour l'initiateur de présenter au comité d'entreprise de la cible les répercussions de l'offre sur l'ensemble des intérêts de cette société, spécialement l'emploi et les plans stratégiques ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission n° 26 et 27, qu'il accepte. (p. 726, 728) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 17, 15, 14 et 16 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice), ainsi qu'à l'amendement n° 8 de M. Bernard Vera (précision des informations échangées entre la direction et les salariés de l'entreprise visée). Accepte l'amendement n° 25 de la commission (cohérence). - **Article 10** (*Approbaton préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 729, 731) : son amendement n° 29 : possibilité offerte aux entreprises d'émettre des bons de souscription d'actions ; adopté après modification par le sous-amendement n° 31 de la commission qu'il accepte. (p. 732) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 20 (association du comité d'entreprise au processus d'acceptation ou de refus de l'OPA), n° 18 (consultation préalable du comité d'entreprise), n° 21 (maintien des délégations accordées par les assemblées générales d'actionnaires au conseil d'administration préalablement à toute OPA hostile) et n° 19 (consultation du comité d'entreprise sur toute décision prise avant la période d'offre). - **Article 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 734) : son amendement n° 30 : coordination ; adopté. (p. 735) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. François Marc (suppression). Accepte l'amendement n° 3 de la commission (application de la réciprocité en cas d'offres concomitantes). - **Article 16**

(*Suspension des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre*): demande le retrait de l'amendement n° 4 de la commission (simplification). - **Article 19** (*Publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire*) (p. 736, 737) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'applicabilité de la réciprocité pour les dispositions facultatives de l'article 11 de la directive qu'une société cible aurait décidé d'appliquer sur une base volontaire). - **Article 22** (*Extension de la nullité facultative à la violation de l'ensemble des dispositions régissant les droits de vote attachés aux actions*) (p. 738) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. François Marc (suppression). - **Article 24** (*Ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs*) (p. 739) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (harmonisation et cohérence). - **Article 2** (**précédemment réservé**) (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 740) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (conditions de dépôt des offres publiques sur des sociétés mères et des sociétés filles) (précédemment réservé, p. 721). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 742) : remerciements.

- *Troisième lecture [n° 262 (2005-2006)]* - (23 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2525, 2526) : protection des intérêts des actionnaires et des entreprises. Stabilisation de l'actionnariat des sociétés françaises. Investissements de la Caisse des dépôts et des consignations. Mesures favorisant la participation et l'actionnariat salarié. Transposition de la directive OPA. Règles de réciprocité. Conditions d'émission des bons de souscription d'action. - **Article 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 2533) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Marc (consultation optionnelle de l'assemblée générale pour la mise en oeuvre de mesures défensives en cas d'OPA). (p. 2534) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. François Marc (suppression des dispositions relatives à l'émission de bons de souscription d'actions). - **Article 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 2536) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. François Marc (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2537) : remerciements. Problèmes posés par la non-réciprocité en cas d'OPA inamicales.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4710, 4719) : prises de décisions courageuses et visionnaires des dirigeants de la France au cours des cinquante dernières années dans le domaine de l'énergie. Enjeux actuels. Prise de conscience mondiale de l'épuisement des ressources fossiles. Obligation pour les énergéticiens européens de disposer d'entreprises puissantes pour investir et renforcer leur pouvoir de négociation face aux pays producteurs. Politique volontariste des gouvernements Raffarin et de Villepin. Position de GDF sur le plan national et européen. Rapprochement impossible avec EDF. Amorçage d'une fusion avec le groupe Suez dès l'automne 2005. Nécessité d'une certaine flexibilité du capital de GDF. Expertise, concertation et saisine du Conseil d'Etat sur le projet de rapprochement. Volonté du Gouvernement d'organiser un débat avec le Parlement. Définition du niveau de contrôle adéquat du capital de GDF par l'Etat. Protection des intérêts de l'Etat actionnaire. Absence de lien entre la détention du capital, les tarifs et les missions de service public de GDF. Respect des engagements envers les partenaires sociaux. Protection des consommateurs. Rapport du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz sur l'évolution du secteur de l'énergie. Proposition du maintien d'un tarif réglementé et de la mise en place d'un tarif social pour le gaz similaire à celui existant pour l'électricité. Augmentation des prix de l'électricité. Réponses du Gouvernement à cette hausse. Rappel des quatre questions essentielles de ce débat. Favorable à une évolution du capital de Gaz de France. (p. 4752, 4756) : consensus sur la nécessité d'une évolution du statut de GDF. Définition de la participation de l'Etat au capital du nouveau groupe. Rappel de la concertation. Obligation de transposer la directive européenne pour assurer la protection des consommateurs. Rôle du Gouvernement dans le projet de fusion Suez-GDF. Son engagement de tenir compte de toutes les interventions des parlementaires. Réponses aux orateurs. Sécurisation de la branche Eau et Environnement de

Suez. Extension du statut du personnel des industries électriques et gazières aux salariés des sociétés exerçant une activité de commercialisation. Maintien des missions de service public de GDF. Création d'un tarif social du gaz. Modification du contexte ayant entraîné en 2004 l'engagement de détention capitaliste de l'Etat sur GDF. Impossibilité de réaliser une fusion EDF-GDF. Développement souhaitable de la concurrence dans le domaine de l'énergie. Choix du Gouvernement de garder le bénéfice de l'option nucléaire. Augmentation des tarifs de l'électricité; mesures prises par le Gouvernement; son engagement de continuer à travailler sur ce sujet. Avantages de la fusion GDF-Suez. Absence de protectionnisme économique dans ce rapprochement. Pouvoirs de la commission de régulation de l'énergie, CRE. Dimension européenne des questions énergétiques. Nécessité de maîtriser la consommation d'énergie. Lancement d'un plan biocarburants. Mise en place du groupe de travail "flex fuel". Esprit d'ouverture, de réflexion et de responsabilité du Gouvernement face au Parlement. Maintien des tarifs réglementés. Absence de lien entre l'ouverture des marchés et la hausse des prix de l'électricité. (p. 4757, 4760) : décision du Conseil constitutionnel sur la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz. Nécessité d'encadrer l'ouverture des marchés en 2007. Sa négociation en cours pour les pays du G8 avec les pays producteurs d'énergies fossiles. Calendrier et modalités du projet de fusion. Réponse de la France à la mise en demeure de la Commission européenne pour la transposition "non totale" des directives de 2003. Absence de modification des obligations nées des contrats de concession entre les communes et GDF. Financement de la CRE. Service public local de l'énergie. Garantie d'un niveau d'investissement suffisant pour assurer le développement et le renouvellement des réseaux. Réponses aux interrogations relatives à l'aménagement du territoire. Mission de médiation des collectivités territoriales. Maîtrise de la demande énergétique. Remerciements.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5314, 5317) : présentation des grandes orientations des finances publiques pour l'exercice 2007. Perspectives économiques satisfaisantes : bons résultats de la croissance, inflation contenue, amélioration de la situation de l'emploi; concordance des prévisions de croissance avec celles de l'INSEE. Engagement national de désendettement. Assainissement des finances publiques, relèvement de la croissance, maîtrise de la dépense et cession d'actifs. Présentation du budget de l'Etat pour 2007. Amélioration de la maîtrise de la dépense locale. Mise en place du Conseil d'orientation des finances publiques.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6445, 6453) : avenir de Gaz de France. Travail préparatoire approfondi. Evolution du paysage énergétique : épuisement des ressources fossiles et explosion de la demande. Place du gaz dans l'équilibre énergétique futur. Objectif de sécurité d'approvisionnement. Projet de constitution d'un grand marché européen de l'énergie. Amélioration des dispositions de protection et d'information du consommateur. Maîtrise de l'augmentation du coût de l'électricité. Renforcement des pouvoirs de la commission de régulation de l'énergie, CRE. Flexibilité dans la gestion du capital de Gaz de France. Exemples européens d'alliances entre les opérateurs gaziers. Large concertation sur la fusion de Gaz de France et Suez. Maintien à un tiers de la part de l'Etat dans le capital de Gaz de France. Impossibilité de fusion entre EDF et GDF.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6527, 6528) : s'oppose à la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie. Nécessaire transposition de la directive "Energie".

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6739,

6740) : intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Coquelle. Mise au point sur les discussions entre les entreprises Gaz de France et Suez.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (p. 7110) : accepte la réserve du vote de l'amendement n° 449 de M. Yves Coquelle (nouvel intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat) jusqu'à la fin du titre III. - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7119, 7120) : rôle des représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration de GDF. Absence de contradiction entre ce texte et le préambule de la Constitution de 1946. Nécessaire adaptation à l'évolution du marché.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7722, 7725) : modernisation de

la participation. Elément de la politique d'ensemble visant à redonner du pouvoir d'achat. Objectifs du texte. Elargissement pertinent du débat par le Sénat à la question de l'épargne retraite. Maintien du blocage de l'épargne pendant cinq ans sur les plans d'épargne d'entreprise, PEE. Favorable à la proposition de perfectionner le texte sur les organismes de placement collectif immobilier, OPCV. Encadrement des stock-options. Nécessité de repenser l'entreprise comme un lieu de vie et d'acquisition des savoirs. Poursuite du renforcement de l'effort de cohésion sociale engagé depuis 2002.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8682, 8685) : Crédibilité budgétaire de la France sur la scène internationale. Orientations du projet de loi de finances. Perspectives de croissance. Poursuite du cercle vertueux confiance - croissance - emploi. Pouvoir d'achat.

**BRICQ (Nicole)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement le 9 février 2006.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le fonctionnement du service public de l'équarrissage en question [n° 432 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Une approche critique de la mise en oeuvre des moyens de lutte contre la "grippe aviaire" [n° 451 (2005-2006)] (4 juillet 2006) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité sanitaire [n° 78 tome 3 annexe 28 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France** [n° 190 (2005-2006)] - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 580, 581) : situation de blocage du conseil d'administration du STIF. Complexité du mécanisme proposé pour le fonctionnement de ce conseil. Nécessité de revenir à l'esprit originel de la décentralisation. Demande au Gouvernement des éclaircissements sur les compensations financières. Dénonciation d'une manœuvre dilatoire et d'un combat d'arrière-garde.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture** [n° 139 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Article 2 (réserve)** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 719) : soutient l'amendement n° 12 de M. François Marc (définition du prix équitable) ; rejeté. - **Article 7 (Information des salariés)** (p. 726) : soutient l'amendement n° 15 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice) ; rejeté. (p. 728) : favorable à l'amendement n° 14 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice). - **Article 10 (Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre)** (p. 732, 733) : votera contre l'amendement n° 29 du Gouvernement (possibilité offerte aux entreprises d'émettre des bons de souscription d'actions). - **Article 22 (Extension de la nullité facultative à la violation de l'ensemble des dispositions régissant les droits de vote attachés aux actions)** (p. 737, 738) : soutient l'amendement n° 23 de M. François Marc (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1095) : impossibilité de créer des emplois sans croissance. Nécessité de donner à l'appareil productif de notre pays des signes de confiance.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (*art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1359, 1360) : création d'une troisième génération de zones franches sans que l'efficacité des premières ait été prouvée. Rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Crainte que le saupoudrage fiscal se substitue à une véritable politique de la ville.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (*art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1464) : votera contre cet article.

- **Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux** [n° 276 (2005-2006)] - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2734, 2735) : condamnation de la France par la Cour de justice des Communautés européennes. Suppression de la distinction entre l'action en garantie des vices cachés et l'action pour délivrance non conforme. Avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi. Renforcement des droits des consommateurs par l'Assemblée nationale. Favorable à la poursuite de la réflexion du groupe de travail sur le recours collectif.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (4 avril 2006) - **Article 1er** (*art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national*) (p. 2820) : soutient l'amendement n° 219 de M. Thierry Repentin (référence au schéma directeur de la région Ile-de-France, SDRIF) ; rejeté. (p. 2824) : intervient sur l'amendement précité n° 219 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 4 ter B** (*art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création de sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 3018, 3019) : demande de précision sur l'effectivité du décret d'application de la loi du 11 juillet 2005. Soutient l'amendement n° 390 de M. Thierry Repentin (allongement à cinq ans de la durée d'expérimentation pour la création des sociétés publiques d'aménagement) ; adopté. (p. 3020, 3021) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 392 (possibilité pour un groupement de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital) ; adopté ; n° 393 (extension du champ d'intervention des SPLA aux collectivités territoriales et à leurs groupements) ; devenu sans objet ; et n° 394 (réalisation d'opérations d'équipement par les SPLA) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. : son intervention (p. 3213, 3216).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture** [n° 299 (2005-2006)] - (18 mai 2006) - **Article 2 (Recrutement de personnels sous contrats aidés)** (p. 4047) : favorable aux amendements de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagache. Seul avantage de cette mesure : sécurité juridique apportée aux directeurs d'école. Angoisse des Français face à la précarité. Inquiétude sur le financement de ce dispositif. Risque de mise à contribution des collectivités territoriales.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4743, 4745) : contexte de dysfonctionnements des marchés européens



de l'électricité et du gaz. Méthode utilisée par le Gouvernement : présentation d'une solution unique. Focalisation de ce débat sur la fusion de Suez et de GDF. Absence de réponse au problème de la hausse des tarifs de l'électricité pour une partie des professionnels. Rappel de l'intervention de Lionel Jospin au sommet de Barcelone et de la renégociation de la directive postale en 1997 par le ministre des finances et le secrétaire d'Etat à l'industrie. Inconvénients du projet de fusion de GDF et de Suez. Remise en question du projet industriel de GDF d'investir une partie de son "cash-flow" dans l'approvisionnement. Son rapport de 1999 sur les conséquences de l'ouverture du marché, notamment sur le gaz. Création d'une position dominante sur le marché du transit et des stockages en Belgique. Absence de politique européenne de l'énergie. Mise en concurrence frontale des deux opérateurs EDF et GDF sur le marché national. Reniement de l'engagement pris par le Gouvernement en août 2004 sur la participation de l'Etat au capital de GDF.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5210, 5212) : adaptation de forme et de fond nécessitée par la revalorisation de la loi de règlement. Bilan de la gestion des finances publiques conduite par l'actuelle majorité. Manoeuvres budgétaires et comptables dénoncées par la Cour des comptes. Nécessité de faire référence à la croissance pour établir un budget. Possibilité de désendetter la France en restructurant les dépenses publiques. Favorable à l'établissement d'un code de responsabilité budgétaire interdisant de financer les dépenses de fonctionnement par le déficit.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5274) : rappel de son intervention lors de la discussion du projet de loi de finances pour 2005 sur une fiscalité au service de l'environnement. Avantages de l'utilisation de la fiscalité. Difficultés du premier plan national d'allocation de quotas pour 2005-2007. Mise en évidence par Mme Fabienne Keller, rapporteur spécial, du poids des dépenses fiscales afférentes à la mission "Ecologie". Interrogation sur l'absence de traduction par le Gouvernement de l'engagement de la France dans la lutte pour la préservation de la planète soutenue par le Président de la République. (p. 5275) : multitudes de mesures dérogatoires prises par le Gouvernement sans véritable politique fiscale.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6586) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6600) : favorable aux amendements identiques n° 81 de M. Roland Courteau et n° 589 de M. Jean Desessard (établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF). (p. 6603) : favorable aux amendements identiques n° 82 de M. Roland Courteau et n° 390 de M. Yves Coquelle (impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base). - **Rappel au règlement** (p. 6605) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6617) : favorable à l'amendement n° 89 de M. Roland Courteau (rapport au Parlement sur les conséquences du changement de statut de GDF). (p. 6640) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Energie de France").

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6671, 6673) : questions de l'actualisation du droit applicable à la Banque de France. Demande de précisions sur les intentions du Gouvernement. S'interroge sur la pertinence de cette proposition de loi. Présence incongrue de dispositions d'ordre social. Dénonciation d'une méthode de travail détestable. - **Article 1er** (*Suppression du Conseil de la politique monétaire*) (p. 6678) : défavorable à l'amendement n° 7 du Gouvernement (diversification des sources de nomination au sein du Conseil général de la Banque). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6683) : défavorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement (renforcement, par voie d'ordonnance, de la compétitivité

juridique et financière des sociétés de crédit foncier, et transposition des directives européennes relatives aux établissements de crédits). - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 6684) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté. (p. 6688) : défavorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (reprise dans la loi d'une jurisprudence existante selon laquelle le droit du travail s'applique à la Banque de France tant qu'il n'est pas incompatible ni avec son statut ni avec ses missions). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6691) : votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7114, 7115) : affaiblissement de l'Etat. Avenir du groupe Suez-GDF. Triomphe du marché au détriment de l'intérêt public.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8665, 8667) : mise en évidence de graves dysfonctionnements du SPE par la Cour des comptes. Contentieux relatif au remboursement des taxes sur les achats de viande. Objectifs et conditions de transfert de la gestion du SPE à l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions, ONIEP. Difficile mise en oeuvre de la concurrence. Financement du SPE. Application possible du principe pollueur-payeur. Avenir du SPE. Comparaison avec les autres pays de l'Union européenne.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8748, 8749) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° I-232 de la commission (mesures visant à inciter les personnes fiscalement non domiciliées en France à devenir des résidents fiscaux français). - **Article 3** (*Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 8756, 8757) : soutient l'amendement n° I-109 de M. Marc Massion (augmentation de la prime pour l'emploi) ; rejeté. (p. 8759) : rappel de l'esprit originel de la prime pour l'emploi. - **Article 4** (*Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable*) (p. 8765, 8766) : danger du crédit hypothécaire rechargeable. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8773) : accroissement des inégalités en matière de patrimoine. Favorable à une péréquation des droits de mutation.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8791, 8792) : soutient l'amendement n° I-111 de M. Roger Madec (alignement de la fiscalité de la succession des couples pacés sur celle des couples mariés) ; rejeté. (p. 8802, 8803) : soutient l'amendement n° I-115 de M. Gérard Collomb (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8814, 8816) : son amendement n° I-130 : augmentation des taxes sur les certificats d'immatriculation pour les véhicules les plus polluants ; rejeté. (p. 8817, 8821) : ses amendements n° I-126 : suppression de l'exonération de TIPP accordée aux transports aériens ; n° I-127 : institution d'un prélèvement exceptionnel sur les compagnies pétrolières ; et n° I-128 : établissement annuel du niveau de fiscalité afférente au pétrole, dans la loi de finances, en référence aux hypothèses retenues en matière de prix du baril ; et n° I-129 : création d'un crédit d'impôt unifié sur les mesures environnementales ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9040, 9041) : désendettement. Rapports entre dette et croissance. Collectivités territoriales. Solutions du groupe socialiste.

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9622, 9623) : respect de la LOLF. Pénalisation de l'AFSSET. Pandémie grippale. Equarrissage. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9635, 9636) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-44 (traitement par l'AFSSA des dossiers en instance). (p. 9637) : son amendement n° II-31 : augmentation de la subvention pour charge de service public de l'Institut national de veille sanitaire ; rejeté. - **Article 52 (Création d'une taxe fiscale affectée à l'AFSSA au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques)** (p. 9638, 9639) : son amendement n° II-157 : transformation de la taxe en redevance ; retiré.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10005) : le groupe socialiste se félicite de l'adoption de l'amendement n° II-336 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain). (p. 10010, 10011) : soutient l'amendement n° II-312 de M. Thierry Repentin (prorogation du dispositif d'abattement sur les bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements situés en ZUS ainsi que pour les logements faisant l'objet d'une convention globale de patrimoine) ; rejeté. Soutient l'amendement n° II-308 de M. Gérard Collomb (possibilité pour les EPCI délégataires de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles) ; adopté. (p. 10020, 10025) : son amendement n° II-318 : création d'une taxe sur les émissions de CO2 en France ; retiré. Soutient les amendements de M. Marc Massion n° II-309, II-310 et II-311 (réforme de la taxe sur la publicité perçue par les collectivités territoriales) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 40 quinquiés** (p. 10045, 10046) : soutient l'amendement n° II-331 de M. Charles Josselin (conditions tarifaires de la taxe de francisation) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10388, 10390) : contexte des finances publiques et contexte économique. Régulation budgétaire. Mesures fiscales. - **Article 1er (Allègement de la taxe sur les véhicules de sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)** (p. 10394) : son amendement n° 147 : modulation de l'abattement applicable à la taxe sur les véhicules de société ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10405) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-François Le Grand (versement d'une compensation aux départements et aux régions en cas de perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). - **Article 10 (Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)** (p. 10409) : intervient sur l'amendement n° 254 du Gouvernement (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI). - **Article 14 et état B (Budget général : ouverture de crédits**

**supplémentaires)** (p. 10423) : indemnisation des "sinistrés de la sécheresse de 2003". - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10434, 10437) : ses amendements n° 164 : taxation du kérozène ; n° 165 : mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle" ; n° 166 : création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières ; n° 167 : taxe sur le carbone ; et n° 168 : création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales ; rejetés. - **Article 21 (Exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de certains logements économes en énergie)** (p. 10446, 10447) : son amendement n° 169 : dégrèvement d'office de la TFPB pour les logements faisant l'objet de dépenses en économies d'énergie ; rejeté. - **Article 23 (Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)** (p. 10464, 10465) : réserve sa position sur cet article en fonction du déroulement du débat. (p. 10470) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Article 25 (Modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)** (p. 10481) : manque de rentabilité de la taxe sur les nuisances sonores aériennes.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 10549) : son amendement n° 149 : prorogation jusqu'en 2010 du dispositif d'amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables ; rejeté. - **Article 30 quater (Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat)** (p. 10576) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote des amendements portant sur le même objet n° 128 de M. Michel Mercier et n° 218 de M. Michel Houel (relèvement du seuil de taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire). - **Articles additionnels après l'article 36 septies** (p. 10655) : soutient l'amendement n° 178 de M. Jean-Marie Bockel (maintien de la durée d'amortissement des équipements et des biens immobiliers des entreprises) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10680) : soutient l'amendement n° 177 de M. Jean-Marie Bockel (modification des modalités de calcul du prélèvement par l'Etat de la taxe professionnelle versée par France Télécom) ; retiré. - **Article 42 (Exonération de redevance sur la création de bureaux, RCB)** (p. 10701) : son amendement n° 179 : suppression ; rejeté. - **Article 43 quinquiés (Suppression de certaines règles de plafonnement des dotations de péréquation aux communes)** (p. 10705) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 135 de M. Yves Fréville (simplification). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10708) : soutient l'amendement n° 182 de M. Claude Domeizel (remise au Parlement d'un rapport établi par le Gouvernement faisant le point sur les conséquences financières de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en matière de paiement des droits à pensions des agents publics) ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 141 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) (p. 10948) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

**BRISEPIERRE (Paulette)**

*sénateur (Français établis hors de France (Série A))  
UMP*

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Aide publique au développement [n° 81 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

de BROISSIA (Louis)  
sénateur (Côte-d'Or)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions ; nouvelle nomination le 12 octobre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de directive modifiant la directive visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (E 3038) [n° 179 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des États étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9551, 9552) : Millénaire pour le développement. Assistance technique. Situation des retraités des caisses africaines. Avis favorable de la commission des affaires étrangères sur ces crédits.

*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution [n° 179 (2005-2006)] au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de directive modifiant la directive visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle (E 3038) [n° 260 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 467 (2005-2006)] relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 69 (2006-2007)] (14 novembre 2006) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Médias [n° 79 tome 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Cinéma, audiovisuel, expression radiophonique locale [n° 79 tome 9 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Avances à l'audiovisuel public [n° 79 tome 10 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2605).

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 2619, 2622) : émergence difficile de services locaux de qualité malgré le dynamisme des collectivités territoriales. Assouplissement du cadre juridique et économique des communications électroniques et des services de communication audiovisuelle. Politique d'attribution des fréquences analogiques aux télévisions locales. Progression des services locaux hertziens. Perspectives publicitaires des chaînes de télévision locale. Possibilités de décrochages supplémentaires pour France 3. S'interroge sur les intentions du CSA et du Gouvernement. Favorable au développement des services locaux sur la TNT.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4983, 4985) : accueil favorable de ce projet de loi par le groupe UMP. Financement de la politique de protection de l'enfance par les départements. Augmentation constante du nombre de mauvais traitements et caractère encore insuffisant de la prévention. Texte élaboré en concertation avec le Parlement, les conseils généraux et les professionnels de la protection de l'enfance. Nécessité de prendre en compte les méthodes qui ont réussi, telles celles de l'Ille-et-Vilaine. Création d'un Observatoire de la protection de l'enfance dans chaque département. Sujet délicat du secret professionnel. Extension des possibilités de formation en matière de protection de l'enfance aux professionnels de la jeunesse et des sports. Diversification des modes de prise en charge (accueil thérapeutique, accueil de jour, accueil temporaire et accueil d'urgence). Attente de propositions financières concrètes et durables.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5036) : soutient l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Vial (évaluation des cellules opérationnelles départementales) ; adopté. - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel) (p. 5041) : défavorable à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire). - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5043, 5044) : son amendement n° 36 : transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger ; retiré. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des

parents) (p. 5068) : intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (nécessité de préserver les liens de l'enfant avec ses frères et soeurs). (p. 5069) : favorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5074) : son amendement n° 126 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance ; retiré. (p. 5078, 5079) : retire son amendement n° 126 précité au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 142 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5085) : points positifs de ce texte. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 8471, 8475) : extinction de la diffusion analogique. Contexte européen. Utilisation du dividende numérique. Télévision mobile personnelle et télévision haute définition. Modifications proposées par la commission : clarification du processus d'extinction ; offre satellitaire reprenant les chaînes de la TNT ; conditions d'octroi d'une chaîne supplémentaire aux opérateurs historiques ; définition de la notion d'oeuvre audiovisuelle ; place des télévisions locales sur la TNT ; conditions d'autorisation des services de télévision mobile personnelle ; campagne de communication sur l'extinction de la diffusion analogique. - **Question préalable** (p. 8502, 8503) : s'oppose à la motion n° 43 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8507) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Jack Ralite (conditions de reprise en mode numérique des chaînes locales). (p. 8508, 8509) : son amendement n° 3 : modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT ; adopté après modification par le sous-amendement n° 149 de Mme Catherine Morin-Desailly pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. Sur le même amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 136 de Mme Marie-Christine Blandin. Estime l'amendement n° 85 de Mme Catherine Morin-Desailly (modalités de planification des canaux réservés aux services locaux sur la TNT) satisfait par son amendement n° 3 précité. (p. 8511, 8513) : demande le retrait des amendements analogues n° 86 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 99 de M. Roland du Luart et n° 129 de Mme Marie-Christine Blandin (conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales) et s'oppose à l'amendement portant sur le même objet n° 96 de M. Jack Ralite. (p. 8514, 8515) : accepte les amendements, portant sur le même objet, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 23 et de Mme Catherine Morin-Desailly n° 73 (taux de couverture du territoire par la TNT). (p. 8516, 8523) : ses amendements n° 4 : rédaction ; et n° 6 : processus d'extinction de la diffusion analogique ; adoptés. Son amendement n° 5 : mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite ; adopté après modification par le sous-amendement n° 121 de M. Roger Karoutchi, qu'il accepte. Accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 24 (coordination) et n° 25 (conditions de prorogation d'autorisations pour les nouveaux entrants). Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Serge Lagauche (conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre). Sur son amendement n° 5 précité, demande le retrait des sous-amendements n° 118 de M. Jean-Claude Carle et n° 142 de Mme Catherine Troendle.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8551) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Serge Lagauche (conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre). (p. 8553) : s'oppose à l'amendement n° 130 de Mme Marie-Christine Blandin (précision) et accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 28 (précision). (p. 8554, 8556) : son amendement n° 8 : suppression des dispositions relatives à la mise à disposition gratuite d'une offre satellitaire composée des chaînes nationales diffusées en analogique ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Jack

Ralite n° 97 (reprise des chaînes publiques de manière intégrale et simultanée sur l'ensemble des supports) et n° 100 (numérotation prioritaire pour les chaînes publiques nationales et locales) ainsi qu'aux amendements n° 49 de M. Serge Lagauche (couverture satellitaire des déclinaisons régionales des programmes nationaux) et n° 131 de Mme Marie-Christine Blandin (obligation pour les services de télévision diffusés par la TNT d'accepter la reprise de leur offre de programmes par les opérateurs de réseaux ADSL et de réseaux câblés). Estime l'amendement n° 48 de M. Serge Lagauche (extension du service satellitaire aux chaînes hertziennes numériques) satisfait par son amendement n° 5 : mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite. (p. 8557, 8558) : son amendement n° 9 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements n° 50 de M. Serge Lagauche (rôle du schéma national d'arrêt de la diffusion analogique) et n° 51 de M. Jean-Marie Bockel (établissement du calendrier de basculement vers la télévision numérique en collaboration avec les états limitrophes, dans les zones frontalières). (p. 8559, 8560) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jack Ralite (composition du groupement d'intérêt public chargé de l'extinction de la diffusion analogique et de la préparation de l'arrivée du numérique). (p. 8562, 8563) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 30 (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 117 de M. Jean-Claude Carle. S'oppose aux amendements n° 102 de M. Jack Ralite (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis), n° 53 de M. Serge Lagauche (type de dépenses prises en charge par le fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis) et n° 132 de Mme Marie-Christine Blandin (financement du fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis). (p. 8565, 8575) : ses amendements portant sur le même objet n° 11 et 12 : conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 54 de M. Serge Lagauche, n° 78 de M. Michel Mercier et n° 103 de M. Jack Ralite (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques). Estime les amendements, portant sur le même objet, n° 148 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 104 de M. Jack Ralite, n° 120 de M. Roger Karoutchi et n° 55 de M. Serge Lagauche (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) satisfaits par son amendement n° 12 précité. S'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Marie-Christine Blandin n° 133 et n° 134 (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques). (p. 8576) : accepte l'amendement n° 150 de M. Daniel Marsin (mise en place de la télévision numérique en Nouvelle Calédonie). - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Libération des fréquences analogiques) (p. 8579, 8580) : s'oppose aux amendements n° 44 de M. Serge Lagauche (suppression) et n° 91 de M. Jack Ralite (consultation du CSA et de l'ARCEP pour la réaffectation des fréquences libérées). Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 21 (procédure de réaffectation des fréquences) et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 84 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8581) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Jack Ralite (composition du CSA). - **Article 3** (art. 26 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'attribution prioritaire de la ressource radioélectrique au service public) (p. 8582, 8583) : s'oppose aux amendements n° 45 de M. Serge Lagauche (garantie par le CSA de la continuité du service public) et n° 93 de M. Jack Ralite (rôle du CSA). - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 15** (p. 8584, 8585) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 88 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 124 de M. Roland du Luart (précision relative à la définition des chaînes locales). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8586) : demande le retrait de l'amendement de M. Francis Grignon n° 141 (mission de France 3). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8587, 8588) : accepte l'amendement n° 143 de M. Ambroise Dupont (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions conclues avec les communes ou leurs groupements pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés) et, sur ce dernier, le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 158. - **Article additionnel**

**après l'article 5 ou après l'article 7** (p. 8589) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Jean Louis Masson (obligations des opérateurs de télédistribution par câble concernant le choix des chaînes de télévision retransmises). - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8592) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 67 de M. Serge Lagauche, n° 89 et 90 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 106 de M. Jack Ralite et n° 140 de Mme Marie-Christine Blandin (aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8594, 8597) : sur les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly, souhaite le retrait du n° 83 (numérotation des chaînes publiques et privées gratuites de la TNT) au profit de l'amendement n° 154 du Gouvernement (garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision) et du n° 74 (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3) au profit de l'amendement n° 156 du Gouvernement (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3), qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Colette Mélot (impossibilité pour les sociétés éditrices de plusieurs services de bénéficier du régime déclaratif). - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 8 ou après l'article 16** (p. 8599) : son amendement n° 16 : impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise d'événements d'importance majeure sur un autre réseau de communications électroniques ; adopté. (p. 8599, 8600) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 32 (impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise d'événements d'importance majeure sur un autre réseau de communications électroniques) et demande le retrait de l'amendement n° 71 de Mme Catherine Morin-Desailly (impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise de programmes sur un autre réseau de communications électroniques). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8600, 8602) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jack Ralite (diffusion de programmes ayant pour origine des éditeurs associatifs) et accepte l'amendement n° 152 de M. Pierre Laffitte (reprise numérique des radios nationales). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 8603, 8604) : accepte les amendements analogues de M. Ladislav Poniatowski n° 145 et n° 144 (nomination du président de l'ARCEP après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8606, 8607) : sur les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly, s'oppose au n° 80 (six mois après la promulgation du texte, obligation de compatibilité MPEG-4 pour les adaptateurs TNT) et demande le retrait du n° 79 (interdiction à la vente de téléviseurs non compatibles avec la TNT six mois après la promulgation du texte) au profit de l'amendement n° 122 de Mme Colette Mélot (information des consommateurs), qu'il accepte.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 8614) : accepte les amendements identiques n° 31 de la commission des affaires économiques saisi pour avis et n° 75 de M. Philippe Nogrix (mise en oeuvre de contrôles d'accès appropriés aux services de télévision mobile personnelle). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8616) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jack Ralite (modalités d'attribution de la ressource radioélectrique). - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8617) : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Roland du Luart (meilleure prise en compte des services à vocation locale). (p. 8618, 8619) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 33 (définition de la notion de télévision mobile personnelle) et demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Jack Ralite (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT). (p. 8620) : accepte l'amendement n° 139 de Mme Marie-Christine Blandin (prise en compte du niveau d'émission d'ondes électromagnétiques dans le choix des candidats) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 34 (rédaction). (p. 8621, 8627) : son amendement n° 13 : critères d'octroi des autorisations aux services de télévision

mobile personnelle ; adopté après modification par le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 36 qu'il accepte. S'oppose en revanche au sous-amendement n° 153 du Gouvernement. (p. 8624, 8627) : estime satisfait par son amendement n° 13 précité les amendements de M. Serge Lagache n° 56 (suppression des dispositions tendant à favoriser la reprise des services déjà autorisés par voie hertzienne terrestre pour l'octroi des autorisations aux services de télévision en haute définition), n° 57 et 59 (repli) et n° 60 (critères d'octroi des autorisations de service de télévision mobile personnelle) ainsi que l'amendement n° 109 de M. Jack Ralite (critères d'attribution des autorisations aux services de télévision en haute définition). Estime l'amendement n° 72 de Mme Catherine Morin-Desailly (conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle) satisfait par le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 36. Demande le retrait de l'amendement n° 137 de Mme Marie-Christine Blandin (conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle). (p. 8628) : favorable à l'amendement n° 138 de Mme Marie-Christine Blandin (cartographie par l'Agence nationale des fréquences des emplacements et des niveaux cumulés d'émissions électromagnétiques). (p. 8629) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Jack Ralite (rapport sur le bilan de l'extinction de la diffusion analogique par voie hertzienne terrestre et sur la procédure d'attribution de la ressource radioélectrique). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8630, 8631) : s'oppose aux amendements n° 111 de M. Jack Ralite (création d'un canal public de télévision mobile personnelle) et n° 135 de Mme Marie-Christine Blandin (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme par les distributeurs de services bénéficiant de la ressource radioélectrique). - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle) (p. 8632, 8635) : accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 37 (pour les services de télévision mobile personnelle, association des exploitants de réseaux à la société chargée de gérer le multiplex), n° 38 (précision) et, à titre personnel, n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 119 de M. Roger Karoutchi. Estime satisfait par l'amendement n° 39 précité l'amendement analogue n° 61 de M. Serge Lagache. - **Article 11** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Exclusion de l'application de l'article 30-3 à la télévision mobile personnelle) (p. 8638) : son amendement n° 14 : abrogation de l'article 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 relatif à l'interopérabilité des décodeurs ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 62 de M. Serge Lagache et n° 112 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 13** (art. 30-6 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Autorisation de services de communication audiovisuelle autres que de télévision et rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle) (p. 8639) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Serge Lagache (place prioritairement accordée par le CSA aux services de télévision et de radio) et accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 40 (contenu du rapport présenté par le CSA). Son amendement n° 15 : rectification ; adopté. - **Article 15** (art. 41 et 41-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Dispositif anti-concentration pour la télévision mobile personnelle) (p. 8640) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Serge Lagache (suppression). - **Article 16** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Possibilité de modifier la programmation et les modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle) (p. 8641, 8642) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Serge Lagache (suppression) et accepte l'amendement n° 113 de M. Jack Ralite (conditions de modification de la programmation et des modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8642, 8648) : son amendement n° 17 : définition de l'oeuvre audiovisuelle ; adopté. Sur ce dernier, demande le

retrait du sous-amendement n° 155 de M. Jack Ralite. Estime satisfaits les amendements analogues n° 66 de M. Serge Lagache et n° 82 de Mme Catherine Morin-Desailly (définition de l'oeuvre audiovisuelle). Son amendement n° 18 : traite des membres fonctionnaires du CSA ; adopté. (p. 8649, 8650) : demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Serge Lagache (garantie par le CSA d'une présentation équitable des chaînes gratuites de la TNT sur l'ensemble des offres de distributeurs de services) au profit de l'amendement n° 154 du Gouvernement (garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision) qu'il accepte. Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 159 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 17** (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) (p. 8651, 8652) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Jack Ralite (relèvement de la contribution des éditeurs des nouveaux services au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) ainsi qu'aux amendements analogues n° 69 de M. Serge Lagache et n° 146 de Mme Catherine Morin-Desailly (contribution des services de vidéo à la demande et des distributeurs de services de télévision par ADSL au COSIP). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8653, 8655) : son amendement n° 19 : campagne d'information des consommateurs sur les conséquences de l'extinction de la diffusion analogique et de la modernisation de la diffusion audiovisuelle ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 157 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 8656, 8657) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises offrant un accès à une offre audiovisuelle en ligne) et demande le retrait de l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (obligation pour les sociétés nationales de programmes de mener des campagnes d'information civique à destination des Français établis hors de France). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8663, 8664) : qualité du débat. Mise en place d'une nouvelle société télévisuelle.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8932) : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Contrat de croissance et de solidarité. Transfert des compétences et des personnels. Produit des radars. Dotation de péréquation. Dotation de solidarité urbaine et dotation de fonctionnement minimal. Rôle des conseils généraux en matière de dépenses sociales. Fiscalité locale. - **Article 12** (Reconduction du contrat de croissance et de solidarité) (p. 8968) : favorable aux amendements identiques n° I-78 de M. Thierry Foucaud, n° I-177 de M. Claude Haut et n° I-207 de M. Michel Mercier (augmentation de la dotation de compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompier). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8978) : intervient sur l'amendement n° I-178 de M. François Marc (rédaction d'un rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'une CSG locale). - **Article 14** (Compensation financière en 2007 des transferts de compétences aux départements) (p. 8984) : défavorable à l'amendement n° I-182 de M. Claude Haut (indexation des recettes de TIPP affectée aux départements sur le taux de croissance de la DGF). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8986) : son amendement n° I-141 : transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques ; retiré.

##### *Deuxième partie :*

#### **Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 56 (priorité)** (p. 9868) : sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-211 (plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées), son sous-amendement n° II-282 ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

**Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9883) : presse écrite. Redevance audiovisuelle. Financement du passage de l'analogique au numérique. Contrat d'objectifs et de moyens de Radio France. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

**BUFFET (François-Noël)**  
sénateur (Rhône)  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 7 mars 2006.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] - Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine (rapport) [n° 300 tome 1 (2005-2006)] (6 avril 2006) - **Justice - Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] - Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine (annexes) [n° 300 tome 2 (2005-2006)] (6 avril 2006) - **Justice - Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 362 (2005-2006)] relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 371 tome 1 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10640) : favorable aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 362 (2005-2006)] relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 371 tome 2 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 413 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1201) : intervient sur l'amendement n° 154 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique). Méconnaissance totale du fonctionnement des entreprises par certains orateurs.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 4324, 4326) : progrès significatifs obtenus depuis la loi du 26 novembre 2003 en matière de politique migratoire : droit d'asile, aide à l'intégration, lutte contre l'immigration clandestine et harmonisation des politiques européennes d'immigration. Travaux de la commission d'enquête du Sénat sur l'immigration clandestine créée le 27 octobre 2005. Climat favorable au passage d'une politique de maîtrise des flux à une politique de pilotage des flux. Sélection des meilleurs talents pour les besoins ciblés de l'économie française en main-d'oeuvre. Importance d'une politique d'éloignement ferme pour la crédibilité de la politique migratoire. Nécessité de continuer et d'amplifier les efforts accomplis depuis trois ans : défi de l'immigration clandestine outre-mer ; détournement de l'immigration familiale par des mariages de complaisance et des reconnaissances de paternité fictives ; abus de la procédure des "étrangers malades". Nécessité de réhabiliter une vision positive de l'immigration. Contribution de l'immigration de travail à la revalorisation de l'image globale de l'immigration en France. Critiques non justifiées sur le risque de pillage des travailleurs qualifiés dans les pays pauvres. Immigration temporaire à la différence d'une immigration de peuplement. Retour probable au pays. Effets positifs pour le pays d'origine : retour d'expérience ; relance de l'attrait des études ; transferts d'argent. Economie du texte. Suppression de la régularisation automatique après dix ans de résidence en France. (p. 4327, 4328) : mise en place d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour. Carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" pour les mineurs isolés. Couplage du refus d'un titre de séjour avec l'obligation de quitter le territoire. Notification des arrêtés préfectoraux de reconduite à

la frontière, APRF, par la seule voie administrative. Ciblage des employeurs dans la lutte contre le travail illégal. Dispositions spécifiques applicables à l'outre-mer. Amendement de la commission visant à améliorer le contrat d'accueil et d'intégration. Conditions du regroupement familial. Amélioration du traitement des demandes d'asile. Création de nouvelles cartes de séjour pour attirer les étudiants et les talents. Modifications par l'Assemblée nationale : création d'une commission nationale des compétences et des talents et d'une commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour ; protection des femmes immigrées contre la polygamie ; valorisation de l'accession à la citoyenneté française. Se félicite des déclarations du ministre relatives aux enfants scolarisés et au codéveloppement. La commission proposera 73 amendements.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4384) : s'oppose à la motion n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4391) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4397) : s'oppose à la motion n° 76 de M. Bernard Frimat tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4399) : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Jacques Pelletier (inclusion prioritaire dans les politiques françaises de maîtrise de l'immigration d'une aide publique au développement entre la France et les pays d'émigration). (p. 4400, 4403) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 270 (participation de la France à l'aide au développement des pays du Sud à hauteur de 1 % de son PIB), n° 271 (annulation par la France de la dette contractée à son égard par les pays du Sud), n° 272 (instauration d'une taxe sur les transactions financières en devises pour financer la solidarité internationale) et n° 273 (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2006, sur le codéveloppement et l'aide publique en faveur des pays en développement). (p. 4404) : accepte l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). (p. 4412, 4413) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 269 (présentation par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2006, d'un plan de régularisation des sans-papiers) et n° 274 (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans). - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4419) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. Suppression souhaitée par l'ensemble de la commission après réflexion sur l'articulation de ce conseil avec d'autres organismes existants. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4429) : son amendement n° 4 : généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour ; adopté après modification par les sous-amendements n° 470 de M. Yves Pozzo di Borgo (obligation des autorités diplomatiques de statuer dans les meilleurs délais sur la demande de visa de long séjour formée par le conjoint de Français) et n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint), après sa rectification suggérée par le Gouvernement. (p. 4432) : sur son amendement n° 4 précité, accepte le sous-amendement n° 470 de M. Yves Pozzo di Borgo (obligation des autorités diplomatiques de statuer dans les meilleurs délais sur la demande de visa de long séjour formée par le conjoint de Français). S'oppose aux amendements de suppression n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Eliane Assassi. S'oppose aux amendements n° 147 de M. Bernard Frimat (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa et automaticité de la délivrance du visa en l'absence de réponse des autorités diplomatiques dans les deux mois), n° 280 de Mme Eliane Assassi (suppression de dispositions inutiles) et de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 480 (subordination facultative de l'octroi de la carte de séjour

temporaire et de celui de la carte de séjour "compétences et talents" à la production d'un visa de long séjour) et n° 481 (inopposabilité de l'obligation de visa de long séjour au conjoint de Français s'il est demandeur d'asile). (p. 4438) : sur son amendement précité n° 4, accepte le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) après sa rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4439) : s'oppose à l'amendement n° 482 de Mme Alima Boumediene-Thiery (régularisation des demandeurs d'asile titulaires d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un récépissé de demande de titre de séjour).

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4460, 4462) : son amendement n° 5 : impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rédaction) qu'il accepte. S'oppose aux amendements de suppression n° 148 de M. Bernard Frimat et n° 281 de Mme Eliane Assassi. S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 282 (limitation des possibilités de retrait d'un titre de séjour aux seuls cas de fraude constatée par décision de justice) et n° 283 (impossibilité pour un employeur de demander le remboursement des charges salariales acquittées en cas de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte "compétences et talents"). Sur son amendement n° 5 précité, s'oppose au sous-amendement n° 149 de M. Bernard Frimat (limitation des possibilités de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance). - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 4467) : ses amendements n° 6 : précision que l'intégration dans la société française doit être "républicaine" ; n° 129 : validation de l'acquis linguistique par un diplôme reconnu par l'Etat ; n° 130 : proposition obligatoire aux étrangers de la session d'information sur la vie en France ; n° 7 : précision que le représentant légal qui cosigne le contrat d'accueil et d'intégration avec le mineur âgé de 16 à 18 ans doit être en situation régulière en France ; et n° 8 et 9 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 150 de M. Bernard Frimat et n° 284 de Mme Eliane Assassi. Accepte l'amendement n° 133 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans), après sa rectification suggérée par la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4473, 4474) : demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prise en compte dans le rapport annuel sur la politique d'immigration des moyens mis en oeuvre pour permettre aux étrangers de respecter les obligations qui résultent de la signature du contrat d'accueil et d'intégration) qu'il estime redondant. (p. 4477) : sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant), qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail) après sa rectification suggérée par le Gouvernement, s'oppose au sous-amendement de ce dernier auteur n° 517 (suppression, pour le bénéficiaire d'une autorisation provisoire de séjour à



l'occasion d'une mission de volontariat, de l'obligation de signer l'engagement de quitter le territoire à l'issue de cette période), ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Muguette Dini n° 514 (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité de douze mois, s'agissant des étudiants étrangers) et, portant sur le même objet, n° 515 et 516 (élargissement du champ d'application du dispositif relatif aux étudiants étrangers). (p. 4481) : sur l'amendement précité n° 507 de M. Hugues Portelli, s'oppose au sous-amendement n° 524 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour à l'étranger ayant achevé avec succès un cycle de formation conduisant à un diplôme d'étude supérieure). - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française) (p. 4484, 4485) : ses amendements n° 10 : réintroduction de la notion d'"intégration républicaine dans la société française" ; et n° 11 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 151 de M. Bernard Frimat et n° 285 de Mme Éliane Assassi ainsi qu'aux amendements identiques n° 152 de M. Bernard Frimat et n° 483 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions prévoyant la saisine du maire pour avis). - **Article 6** (art. L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle) (p. 4500) : s'oppose à l'amendement n° 286 de Mme Éliane Assassi (rétablissement du bénéfice de la carte de séjour pluriannuelle aux titulaires d'une carte de séjour temporaire accordée pour l'exercice d'une activité soumise à autorisation). - **Article 6 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France) (p. 4501) : accepte l'amendement n° 509 de M. Hugues Portelli (suppression pour coordination). - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4507) : s'oppose à l'amendement n° 287 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article visant à revenir aux critères définis par l'ordonnance du 2 novembre 1945 avant l'adoption de la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France). (p. 4509) : son amendement n° 12 : précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée dans la limite d'un temps partiel annualisé ; adopté. (p. 4513) : accepte l'amendement n° 135 de M. Jacques Legendre (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger). S'oppose aux amendements n° 154 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au travail des étudiants) et n° 288 de Mme Éliane Assassi (délivrance de plein droit d'une carte de séjour "étudiant" à l'étudiant venant en France pour y suivre des études supérieures). Estime sans objet l'amendement n° 156 de M. Bernard Frimat (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation de travail à temps partiel pendant l'année universitaire et à temps complet pendant les vacances universitaires) en cas d'adoption de son amendement n° 12 précité. Demande le retrait des amendements n° 484 de Mme Alima Boumediene-Thiery (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation temporaire de travail dans la limite d'un temps partiel annualisé et d'un temps plein pendant les vacances scolaires) et n° 155 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions prévoyant le retrait du titre de séjour en cas de non-respect de la réglementation du travail), satisfaits par son amendement n° 12 précité. (p. 4516) : son amendement n° 13 : obligation pour l'employeur d'un étudiant étranger de déclarer son embauche ; adopté. (p. 4518, 4519) : accepte les amendements de suppression n° 289 de Mme Éliane Assassi et n° 503 de M. Hugues Portelli, bien que n'ayant pas les mêmes motivations. S'oppose à l'amendement n° 485 de Mme Alima Boumediene-Thiery (octroi d'une carte de séjour temporaire portant la mention "étudiant" d'une durée de validité de six mois renouvelable à l'étudiant étranger qui a achevé avec succès son cycle de formation). S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 293 (allongement de six mois à douze mois la durée de l'autorisation provisoire de séjour), n° 291 (délivrance d'une

autorisation provisoire de séjour dès le baccalauréat) et n° 294 (repli) ainsi qu'aux amendements identiques n° 290 de ce dernier auteur et n° 486 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du caractère non renouvelable de l'autorisation de séjour de six mois). - **Article additionnel avant l'article 8** : s'oppose à l'amendement n° 295 de Mme Éliane Assassi (engagement du Gouvernement d'entamer le processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2006). - **Article 8** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « visiteur ») (p. 4520) : s'oppose aux amendements de suppression n° 157 de M. Bernard Frimat et n° 296 de Mme Éliane Assassi. - **Article 9** (art. L. 313-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « scientifique » et transposition d'une directive) (p. 4521) : s'oppose aux amendements n° 158 de M. Bernard Frimat (suppression) et n° 297 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article visant à maintenir les critères définis par la loi du 11 mai 1998 pour la délivrance de la carte de séjour temporaire "scientifique") et demande le retrait de l'amendement n° 84 de M. Jean-René Lecerf (assouplissement des conditions permettant aux établissements d'enseignement de recourir à des intervenants étrangers pour des missions courtes). - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4524, 4527) : ses amendements n° 16 : établissement au plan national de la liste définissant les métiers et les zones géographiques connaissant des difficultés de recrutement ; n° 17 : rédaction ; n° 18 : suppression des dispositions relatives à la levée partielle des restrictions à la libre circulation des travailleurs ressortissant des nouveaux Etats membres ; n° 19 : coordination ; adoptés ; et n° 20 : extension du bénéfice de la carte de trois ans "salarié en mission" aux étrangers détachés au sein d'un même groupe mais titulaires d'un contrat de travail établi en France et facilitation de la venue en France des membres de leur famille ; adopté après modification par le sous-amendement n° 527 de M. Hugues Portelli (renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salarié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille). (p. 4528, 4529) : sur son amendement n° 20 précité, favorable, à titre personnel, au sous-amendement n° 527 de M. Hugues Portelli (renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salarié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille) non examiné par la commission. Demande le retrait des amendements n° 114 de Mme Muguette Dini (délivrance d'une nouvelle carte pour une durée d'un an en cas de rupture du contrat de travail du fait de l'employeur intervenue dans les trois mois précédant son renouvellement) et n° 489 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prolongation de la durée de validité de la carte délivrée pour motifs professionnels si son titulaire est involontairement privé d'emploi à la date de sa demande de renouvellement) qu'il estime satisfaits par l'amendement précité n° 5 de la commission, sous-amendé par M. Michel Dreyfus-Schmidt à l'article 3 du présent texte. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 159 (suppression), n° 160 (repli), n° 161 (suppression des restrictions apportées à l'exercice par les étrangers d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale) et n° 162 (suppression des dispositions fixant les conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire destinée aux travailleurs saisonniers), aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 298 (suppression des dispositions cantonnant l'exercice d'une activité professionnelle dans un métier ou une zone géographique caractérisée par des difficultés de recrutement), n° 299 (repli), n° 300 (apposition de la mention "salarié" sur la carte de séjour temporaire quelle que soit la durée de l'activité), n° 301 (suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers), n° 302 (suppression de l'interdiction de travailler plus de six mois sur douze mois consécutifs) et n° 303 (possibilité pour le travailleur étranger d'exercer des travaux saisonniers chez le même employeur sur une période n'excédant pas six mois sur douze mois consécutifs) ainsi qu'aux amendements n° 488 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers) et n° 113 de Mme Muguette Dini (délivrance de la carte "travailleur temporaire" à

l'étranger qui travaille pendant une durée déterminée comprise entre six mois et douze mois). (p. 4533) : accepte l'amendement n° 114 précité de Mme Muguet Dini après sa rectification. - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal*) (p. 4536) : son amendement n° 21 : possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire "étudiant" à l'étudiant étranger qui travaille au-delà de la limite d'un temps partiel annualisé ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 163 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 11 bis** (art. L. 364-8 du code du travail - *Aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail*) (p. 4539) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création de la carte de séjour «compétences et talents»*) (p. 4546, 4548) : ses amendements n° 23 : coordination ; n° 26 : attribution de plein droit d'une carte de séjour au conjoint et aux enfants de l'étranger titulaire de la carte "compétences et talents" si ce conjoint est âgé d'au moins 18 ans ; n° 27 : suppression d'une mention inutile ; adoptés ; n° 24 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 528 de M. Denis Badré (facilitation de l'obtention de la carte "compétences et talents" aux étrangers résidant déjà sur le territoire français et titulaires d'une carte de séjour au statut moins avantageux) qu'il accepte ; et n° 25 : subordination du renouvellement de la carte "compétences et talents" au respect effectif de l'obligation de participer à une action de codéveloppement lorsque son titulaire est ressortissant d'un pays de la zone de solidarité prioritaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 529 de M. Roger Karoutchi (précision) qu'il accepte. Accepte les amendements n° 106 de M. Jacques Pelletier (limitation du renouvellement de la carte "compétences et talents" à une fois pour ceux de ses titulaires qui proviennent d'un pays membre de la zone de solidarité prioritaire) et n° 81 de M. Hugues Portelli (conditionnement de la délivrance de la carte "compétences et talents" à l'étranger ressortissant d'un pays appartenant à la zone de solidarité prioritaire à la conclusion d'un accord de partenariat pour le développement entre la France et ce pays). S'oppose aux amendements de suppression n° 164 de M. Bernard Frimat et n° 304 de Mme Éliane Assassi. Réserve sa position sur l'amendement de suppression n° 513 de Mme Muguet Dini jusqu'à ce que le groupe UC-UDF ait décidé s'il le maintenait ou s'il le retirait. S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 305 (octroi automatique de la carte "compétences et talents" à l'étranger qui remplit les critères nécessaires à sa délivrance), n° 306 (restriction de la carte "compétences et talents" à la seule dimension économique), n° 307 (suppression de la procédure consistant à présenter la demande de carte "compétences et talents" auprès de la représentation consulaire française dans le pays d'origine) et n° 308 (suppression de la Commission nationale des compétences et des talents).

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er** (précédemment réservé) (*chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour*) (p. 4568, 4569) : reprend l'amendement de M. Hugues Portelli n° 508 : coordination ; adopté. Son amendement n° 2 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 144 de M. Bernard Frimat et n° 275 de Mme Éliane Assassi (suppression), ainsi qu'aux amendements de cette dernière n° 277 et 276 (repli). - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - *Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail*) (p. 4571) : son amendement n° 28 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 165 de M. Bernard Frimat (suppression), ainsi qu'aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 309 (suppression de la disposition limitant les autorisations de travail à certaines activités professionnelles ou zones géographiques) et n° 310 (suppression de l'échange de renseignements entre l'autorité administrative et les organismes agissant dans le cadre du service public de l'emploi pour l'instruction de la demande d'autorisation de travail). - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - *Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour*) (p. 4575) : s'oppose aux amendements n° 311 de Mme Éliane

Assassi (suppression) et n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 4578) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de M. Claude Domeizel (suppression de la discrimination salariale subie par les médecins d'origine extra-communautaire exerçant dans les services hospitaliers). - **Article 14** (art. L. 341-6 du code du travail - *Obligation pour les employeurs de vérifier la validité de l'autorisation de travail*) (p. 4581, 4582) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 15 ter** (art. L. 341-7 du code du travail - *Aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur*) : son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 4583) : accepte l'amendement n° 140 de M. Philippe Goujon (simplification des procédures d'autorisation d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale pour les commerçants étrangers). - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4585) : s'oppose aux amendements de M. Alain Milon n° 137 (possibilité d'adoption d'un mineur étranger dont le pays d'origine prohibe cette institution, s'il a acquis la nationalité française par déclaration de nationalité) et n° 136, analogue à l'amendement n° 440 de Mme Éliane Assassi (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution). - **Article 23** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Vérifications des actes d'état civil étrangers*) (p. 4589) : s'oppose à l'amendement n° 347 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article 47 du code civil prévoyant que les actes de l'état-civil délivrés en pays étranger font foi). - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4594, 4595) : modification des critères d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale". S'oppose aux amendements identiques n° 169 de M. Bernard Frimat et n° 348 de Mme Éliane Assassi (suppression). (p. 4599, 4600) : son amendement n° 37 : précisions relatives aux régularisations concernant les mineurs résidant en France ; adopté. (p. 4604, 4605) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 349 (suppression du dispositif trop restrictif accordant la carte de séjour temporaire à l'enfant confié depuis l'âge de seize ans aux services de l'aide sociale à l'enfance, ASE), n° 350 (attribution sans condition d'âge d'un titre de séjour aux enfants confiés aux services de l'ASE) et n° 354 (attribution de la carte de séjour temporaire aux jeunes étrangers scolarisés en France). S'oppose à l'amendement n° 171 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 491 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition d'âge pour la délivrance de plein droit d'un titre de séjour aux enfants confiés à l'ASE), à l'amendement n° 170 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 492 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition de rupture des liens familiaux pour l'attribution de la carte de séjour temporaire aux enfants confiés à l'ASE), à l'amendement n° 172 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 351 de Mme Éliane Assassi (suppression de la condition relative à la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine), à l'amendement n° 352 de Mme Éliane Assassi, identique à l'amendement n° 493 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition d'avis de la structure d'accueil sur l'insertion du jeune étranger dans la société française) ainsi qu'aux amendements identiques n° 353 de Mme Éliane Assassi, n° 494 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 173 de M. Bernard Frimat (suppression de la disposition excluant du bénéfice de la carte de séjour temporaire les mineurs ne résidant pas en France avec leurs parents légitimes). (p. 4611) : son amendement n° 38 : délivrance de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" au conjoint et aux enfants des titulaires de cartes "compétences et talents" ou "salarie en mission" ; adopté. S'oppose aux amendements analogues n° 355 de Mme Éliane Assassi, n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 495 de Mme Alima Boumediene-Thiery (possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans). (p. 4617) : s'oppose aux amendements identiques n° 174 de M. Bernard Frimat et n° 356

de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation de communauté de vie "depuis le mariage" pour les couples binationaux). S'oppose à l'amendement n° 357 de Mme Éliane Assassi (coordination). (p. 4618) : s'oppose aux amendements identiques n° 175 de M. Bernard Frimat et n° 358 de Mme Éliane Assassi (suppression du délai de deux ans de contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant exigée du père ou d'une mère étranger pour l'obtention d'une carte de séjour). S'oppose à l'amendement n° 360 de Mme Éliane Assassi (délivrance d'une carte de séjour temporaire aux parents étrangers d'un ou plusieurs enfants scolarisés ou résidant en France). (p. 4621) : s'oppose aux amendements identiques n° 361 de Mme Éliane Assassi et n° 496 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de l'appréciation de liens personnels et familiaux pour attribuer la carte de séjour temporaire) ainsi qu'aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 362 (rédaction), n° 363 (suppression du critère des conditions d'existence), n° 364 (suppression du critère d'insertion dans la société française) et n° 365 (suppression du critère de la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine) et à l'amendement n° 497 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rédaction).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 67 (priorité)** (*chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers*) (p. 4659) : s'oppose aux amendements de suppression n° 266 de M. Bernard Frimat et n° 459 de Mme Éliane Assassi. - **Article 68 (priorité)** (*art. L. 532-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Eloignement d'office des équipages vénézuéliens se livrant à des activités de pêche illicite en Guyane*) (p. 4661) : s'oppose à l'amendement n° 460 de Mme Éliane Assassi (exclusion du dispositif des pêcheurs vénézuéliens demandant l'asile pour des raisons politiques ou humanitaires). - **Article 70 (priorité)** (*art. L. 611-10 et L. 611-11 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 10-2 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Contrôle des véhicules aux fins de recherches d'infractions à l'entrée et au séjour des étrangers en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte*) (p. 4662) : accepte l'amendement n° 91 de M. Georges Othily (extension du périmètre de visite sommaire des véhicules en Guyane) et s'oppose à l'amendement n° 461 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 71 (priorité)** (*art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte*) (p. 4663, 4664) : s'oppose à l'amendement n° 500 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression). Sur les amendements de M. Georges Othily, accepte, après leur rectification, le n° 90 (extension aux aéronefs, en Guyane, des possibilités d'immobilisation et de destruction prévues pour les véhicules terrestres) à titre personnel et le n° 93 (habilitation des agents des sociétés de transports non urbains de voyageurs en Guyane à demander la production d'un titre d'identité ou de séjour régulier lors de l'embarquement des passagers au départ d'une commune frontalière) après avoir demandé l'avis du Gouvernement. - **Article 72 (priorité)** (*art. L. 831-2 du code du travail - Validité territoriale de l'autorisation de travail liée à une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » délivrée dans un département d'outre-mer*) (p. 4665) : s'oppose à l'amendement n° 462 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 72 ter (priorité)** (*Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique*) (p. 4666) : son amendement n° 69 : clarification des modalités de création et de fonctionnement des observatoires de l'immigration en Guadeloupe et en Martinique ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 94 de M. Daniel Marsin (saisine pour avis, par la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour, des commissions chargées d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane, en Guadeloupe, à la

Martinique et à La Réunion, sur les demandes d'admission d'étrangers résidant dans ces départements). - **Articles additionnels après l'article 72 ter (priorité)** (p. 4667, 4673) : sur les amendements de M. Georges Othily, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 88 (renforcement des moyens de l'Etat pour lutter contre la prolifération des constructions illicites réalisées en Guyane par les immigrés en situation irrégulière sur les domaines public et privé de l'Etat et des collectivités territoriales), s'oppose au n° 97 (instauration d'un régime dérogatoire en Guyane pour l'attribution des prestations sociales aux étrangers) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 89 (subordination de l'attribution des prestations sociales à une condition de résidence stable et régulière sur le territoire de la Guyane), tout en étant favorable à certaines différenciations entre le droit applicable en Guyane et en métropole. Sur les amendements du même auteur, demande le retrait du n° 92 (institution d'une procédure d'association des collectivités territoriales à l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'immigration), s'oppose au n° 256 (instauration d'une règle spécifique en matière de reconnaissance de paternité en Guyane), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 95 et 96 (renforcement des conditions d'accès à la nationalité française dans le département de la Guyane). Incompatibilité avec l'article 73 de la Constitution. S'oppose aux amendements du même auteur n° 255 (régularisation des étrangers ayant leur résidence régulière et stable sur le territoire de la Guyane depuis plus de dix ans), n° 253 (octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux étrangers justifiant de dix années de résidence en Guyane) et n° 254 (régularisation des personnes en situation irrégulière en Guyane du fait du non-renouvellement de leurs pièces d'identité). - **Article 73 (priorité)** (*art. 20 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte - Prise en charge des frais liés à la naissance d'un enfant né d'une mère étrangère en situation irrégulière et faisant l'objet d'une reconnaissance de paternité*) (p. 4674) : s'oppose à l'amendement n° 463 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 74 (priorité)** (*art. 3 de l'ordonnance n° 2000-218 du 8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local à Mayotte - Limitation de la dation de nom aux seuls père et mère de statut civil de droit local*) : s'oppose à l'amendement n° 464 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 75 (priorité)** (*art. 2492, 2494 et 2499-1 à 2499-4 du code civil - Règles de l'état civil applicables à Mayotte - Procédure d'opposition aux reconnaissances frauduleuses de paternité à Mayotte*) (p. 4676) : ses amendements n° 70 : réintroduction à Mayotte du dispositif de l'accouchement sous X ; et n° 71 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 502 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 465 de Mme Éliane Assassi. - **Article 76 (priorité)** (*art. 29-1 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée à seule fin d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour, la nationalité française ou une protection contre l'éloignement*) (p. 4677) : s'oppose à l'amendement n° 466 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 77 (priorité)** (*art. L. 330-11, L. 610-4, L. 610-6 et L. 610-11 du code du travail applicable à Mayotte - Contrôle des employés de maison à Mayotte - Accès aux locaux d'habitation en cas d'enquête préliminaire relative aux infractions de travail dissimulé et d'emploi d'étranger sans titre - Montant de l'amende*) (p. 4678) : s'oppose à l'amendement n° 467 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 78 (priorité)** (*art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 3 de la loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité - Renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte*) (p. 4679) : son amendement n° 72 : suppression de l'article 3 de la loi n° 93-992 du 10 août 1993 désormais sans objet ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 468 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 79 (priorité)** (*art. 78-3 du code de procédure pénale - Délai de rétention des personnes soumises à un contrôle d'identité à Mayotte*) : s'oppose à l'amendement n° 469 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 24 bis** (*art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour*) (p. 4682, 4684) : son amendement

n° 39 : précision selon laquelle la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour ne donne qu'un avis sur les critères de régularisation ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 176 de M. Bernard Frimat et n° 369 de Mme Éliane Assassi. Sur les amendements de Mme Muguette Dini, accepte, à titre personnel, le n° 116 (obligation pour le préfet de saisir pour avis les commissions départementales du titre de séjour sur les demandes de régularisation formées par les étrangers justifiant d'une résidence en France depuis plus de dix ans) et le n° 119 (inclusion du rapport d'observations de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour dans le rapport annuel au Parlement) après avoir demandé l'avis du Gouvernement. - **Article 25** (art. L. 313-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions pour bénéficier de la protection subsidiaire) : son amendement n° 40 : dispense, pour le conjoint et les enfants d'un étranger bénéficiaire de la protection subsidiaire, de l'obligation de visa de long séjour pour obtenir une carte "vie privée et familiale" ; adopté. - **Article 25 bis** (art. L. 314-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cas de refus de délivrance ou de retrait de la carte de résident) (p. 4685) : accepte l'amendement n° 177 de M. Bernard Frimat (extension du champ d'application de l'article à l'étranger condamné, et non pas simplement poursuivi, pour avoir commis sur un mineur de quinze ans des violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, telle que l'excision). - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune) (p. 4688, 4689) : s'oppose aux amendements de suppression n° 178 de M. Bernard Frimat et n° 371 de Mme Éliane Assassi. S'oppose à l'amendement n° 479 de M. Yves Pozzo di Borgo (impossibilité de refuser le renouvellement de la carte de séjour temporaire lorsque la communauté de vie a été rompue à l'initiative de l'étranger, en raison de violences conjugales qu'il a subies de la part de son conjoint) qu'il estime satisfait, ainsi qu'aux amendements n° 179 de M. Bernard Frimat (repli), n° 372 de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation pour le conjoint étranger de prouver qu'il a effectivement subvenu aux besoins de ses enfants depuis leur naissance) et n° 127 de Mme Muguette Dini (interdiction du refus de renouvellement de la carte de résident de l'étranger victime de violences conjugales). Accepte l'amendement n° 180 de M. Bernard Frimat (impossibilité du retrait de la carte de résident lorsque la rupture de la vie commune est la conséquence du décès de l'un des conjoints). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4691) : s'oppose à l'amendement n° 373 de Mme Éliane Assassi (attribution de plein droit d'une carte de résident aux étrangers titulaires, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler). - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 4692) : s'oppose aux amendements de suppression n° 181 de M. Bernard Frimat et n° 374 de Mme Éliane Assassi. Accepte l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore). - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident) (p. 4695) : s'oppose aux amendements de suppression n° 182 de M. Bernard Frimat et n° 375 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de repli n° 376 et 377 de ce dernier auteur. - **Article 28** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 4700) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 183 (suppression) et, portant sur le même objet, n° 184, 185 et 186 (repli). S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 378 (suppression), n° 379 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'enfant recueilli en kafala judiciaire par une personne de nationalité française) et n° 380 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger en situation régulière depuis plus de dix ans ou qui a travaillé régulièrement en France pendant plus de 120 mois cumulés). - **Article 29** (art. L. 316-1 et L. 316-2 du code de l'entrée et du séjour des

étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger qui témoigne ou porte plainte contre un proxénète) (p. 4702) : s'oppose aux amendements n° 381 de Mme Éliane Assassi (instauration d'un délai de réflexion de trois mois au bénéfice de la victime autorisée à séjourner sur le territoire pendant ce délai, afin de lui permettre de mesurer la réelle portée de son engagement à collaborer) et n° 187 de M. Bernard Frimat (octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux personnes acceptant de collaborer avec la justice pour lutter contre le proxénétisme et la traite des êtres humains). Nécessité d'éviter d'éventuels détournements de procédure. - **Article additionnel après l'article 29** (p. 4703) : s'oppose à l'amendement n° 382 de Mme Éliane Assassi (possibilité de délivrer une carte de séjour temporaire d'un an à l'étranger qui justifie d'une démarche de réinsertion). - **Article 29 bis** (art. L. 321-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Document de circulation délivré aux mineurs étrangers) (p. 4704) : son amendement n° 41 : coordination ; adopté. - **Article 29 ter** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Les immunités et le délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier) : s'oppose à l'amendement n° 383 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 29 quater** (art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale - Mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 4705) : s'oppose à l'amendement n° 384 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 29 quater** (p. 4706) : accepte l'amendement n° 141 de M. Philippe Goujon (confiscation des biens meubles et immeubles ayant servi à commettre l'infraction définie à l'article 225-14 du code pénal relatif à la soumission à des conditions de travail et d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4764) : s'oppose aux amendements de suppression n° 188 de M. Bernard Frimat et n° 385 de Mme Éliane Assassi. Rappelle l'objectif de mieux accueillir les familles dans des conditions dignes de logement et de niveau de ressources. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4769, 4770) : ses amendements n° 42 : suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille ; adopté ; et n° 43 : suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française" ; retiré au profit de l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). (p. 4771) : s'oppose aux amendements de suppression n° 189 de M. Bernard Frimat et n° 386 de Mme Éliane Assassi. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 190 (suppression des dispositions modifiant les conditions de logement) et n° 192 (repli), ainsi qu'aux amendements identiques n° 193 de ce dernier auteur et n° 387 de Mme Éliane Assassi (suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française"). Accepte les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 86 (précision selon laquelle la région au regard de laquelle il convient d'apprécier les conditions de logement d'une famille étrangère est une région géographique) et n° 240 (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 4777, 4778) : son amendement n° 44 : suppression, par cohérence avec son amendement précité n° 43 retiré au bénéfice de l'amendement précité n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois ; retiré. Accepte l'amendement n° 241 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité pour le maire, saisi par l'autorité administrative, d'émettre un avis sur le respect par l'étranger des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République,

qui sera réputé donné en l'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois) et s'oppose aux amendements de suppression n° 194 de M. Bernard Frimat et n° 388 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune) (p. 4779) : son amendement n° 45 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 195 de M. Bernard Frimat et n° 389 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4780) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 390 (abrogation de l'article 97 de la loi de finances rectificative pour 2003 restreignant les conditions d'ouverture du droit à l'AME), n° 391 (application d'un régime uniforme d'accès au RMI aux ressortissants de l'Europe et à ceux des pays tiers) et n° 392 (abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale subordonnant les allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire). - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé)** (*Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants de l'Union européenne et des membres de leur famille*) (p. 4781) : accepte l'amendement n° 504 de M. Hugues Portelli (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille). - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4789, 4791) : ses amendements n° 30 et 31 : rédaction ; n° 32 : précision ; n° 33 : regroupement au sein de cet article de l'ensemble des dispositions relatives au séjour des ressortissants des nouveaux Etats membres ; n° 34 : correction d'une erreur matérielle ; et n° 35 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dérogatoires dans lesquelles un droit au séjour peut être acquis par les travailleurs ayant cessé leur activité en France et les membres de leur famille avant cinq ans de résidence continue sur le territoire ; adoptés. Accepte les amendements portant sur le même objet n° 505 et 506 de M. Hugues Portelli (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille). S'oppose aux amendements n° 232 de M. Bernard Frimat (suppression), n° 471 de M. Yves Pozzo di Borgo (réécriture de l'article 16), ainsi qu'aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 312 (suppression des restrictions apportées au droit au séjour des étrangers communautaires), n° 313 (extension du bénéfice du droit au séjour au partenaire pacsé avec un citoyen de l'Union européenne), portant sur le même objet n° 314 et 315 (suppression de l'obligation faite aux citoyens de l'Union européenne de se faire enregistrer auprès du maire de leur commune de résidence), n° 316 (impossibilité de refuser le séjour à un membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne ressortissant d'un Etat tiers au motif que sa présence constitue une menace pour l'ordre public), n° 317 (coordination), n° 318 (suppression de l'exigence d'une résidence ininterrompue en France pour l'acquisition du droit au séjour permanent), n° 319 (droit au séjour permanent en France des travailleurs communautaires ayant cessé leur activité) et n° 320 (suppression des dispositions prévoyant la perte du bénéfice du droit au séjour permanent en cas d'absence du territoire français pendant plus de deux années consécutives). - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficiaire du droit au séjour en France) (p. 4796) : s'oppose aux amendements de suppression n° 233 de M. Bernard Frimat, n° 472 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 321 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur n° 322 (suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE détenteurs de la carte "scientifique"), n° 323 (suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE titulaires de la carte de séjour "profession artistique et culturelle"), n° 324 (suppression des dispositions relatives aux modalités d'appréciation des ressources), n° 325 (inclusion des prestations familiales dans le calcul des ressources), n° 326 (suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur les conditions de logement) et n° 327 (application des dispositions

de l'article aux travailleurs salariés détachés par un prestataire de services dans le cadre d'une prestation transfrontalière). - **Article 18 (précédemment réservé)** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un Etat membre et séjournant en France) (p. 4798, 4800) : son amendement n° 36 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 234 de M. Bernard Frimat et n° 473 de M. Yves Pozzo di Borgo. S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 328 (suppression des conditions de ressources stables et suffisantes ainsi que d'une assurance maladie demandées au conjoint titulaire du statut de résident de longue durée-CE pour la délivrance d'une carte de séjour temporaire), de coordination n° 329 et 330, n° 332 (suppression des conditions de ressources imposées au résident de longue durée-CE et à son conjoint), de repli n° 333 et 335, n° 334 (suppression de la référence aux conditions de logement pour apprécier les conditions de ressources du demandeur) et n° 336 (suppression des dispositions stipulant que la date d'expiration de la carte de séjour temporaire ne peut être postérieure à celle de la carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger titulaire du statut de résident de longue durée-CE dans un autre Etat membre de l'Union européenne). - **Article 19 (précédemment réservé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit à l'exercice d'une activité professionnelle par le titulaire d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » membre de la famille d'un étranger ayant le statut de RLD-CE) (p. 4801) : s'oppose aux amendements de suppression n° 235 de M. Bernard Frimat, n° 474 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 337 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement de ce dernier auteur n° 338 (exemption de l'obligation de séjourner depuis au moins un an en France pour les mineurs âgés de 16 à 18 ans déclarant vouloir exercer une activité professionnelle salariée). - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. L. 314-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables à la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4802) : s'oppose aux amendements de suppression n° 236 de M. Bernard Frimat, n° 339 de Mme Éliane Assassi et n° 475 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 21 (précédemment réservé)** (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Péremption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4803) : s'oppose aux amendements de suppression n° 237 de M. Bernard Frimat, n° 476 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 340 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'au n° 341 (validité de la carte de résident portant la mention "résident de longue durée-CE" dans tous les Etats membres de l'Union européenne, indépendamment de la durée de résidence hors de l'Etat membre dans lequel a été délivrée la carte) de ce dernier auteur. - **Article 22 (précédemment réservé)** (art. L. 314-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance en France de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4807) : s'oppose aux amendements de suppression n° 288 de Mme Éliane Assassi, n° 477 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 342 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur n° 343 (prise en compte des prestations familiales dans l'appréciation des ressources) et n° 344 (suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur le caractère suffisant des ressources au regard des conditions de logement). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 4808) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 345 (abrogation du délit de séjour irrégulier) et n° 346 (abrogation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4824, 4832) : son amendement n° 48 : intervention de l'administrateur ad hoc dès le refus d'entrée sur le territoire opposé à un mineur étranger et non plus au moment de son placement en zone d'attente ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 199 (garantie d'un jour franc, préalablement à leur rapatriement, aux mineurs refusés d'entrée sur le territoire) et n° 198 (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Efforts significatifs engagés depuis 2003 pour rénover les

centres de rétention. (p. 4833, 4834) : ses amendements n° 47 : possibilité de recours à la visioconférence pour l'audience de prolongation de la rétention administrative ; et n° 46 : possibilité de recours à la visioconférence pour l'audience de maintien en zone d'attente ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 393 de Mme Éliane Assassi (abrogation de la peine complémentaire relative à l'interdiction du territoire français). - **Article 33** (art. L. 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Nouveau cas de refus d'entrée en France*) (p. 4835) : s'oppose aux amendements de suppression n° 196 de M. Bernard Frimat et n° 394 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel avant l'article 34** (p. 4836) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Bernard Frimat (précision de la notion de demande d'asile manifestement infondée). - **Article 34** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Intitulé - Coordination*) (p. 4837) : s'oppose aux amendements identiques n° 197 de M. Bernard Frimat et n° 395 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 35** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Intitulé - Coordination*) : S'oppose aux amendements identiques n° 200 de M. Bernard Frimat et n° 396 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 36** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour*) (p. 4839) : son amendement n° 49 : possibilité pour l'étranger, qui fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, de solliciter le dispositif d'aide au retour financé par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, sauf s'il a été placé en rétention ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 201 de M. Bernard Frimat et n° 397 de Mme Éliane Assassi. Regroupement des deux procédures distinctes, l'une relative au titre de séjour, l'autre à l'éloignement, dans un souci de simplification administrative. - **Article 37** (art. L. 511-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Obligation de quitter le territoire français*) (p. 4841) : s'oppose aux amendements identiques n° 202 de M. Bernard Frimat et n° 399 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 38** (art. L. 511-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Obligation de quitter le territoire français*) : S'oppose aux amendements identiques n° 203 de M. Bernard Frimat et n° 400 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 39** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination en matière de protection contre la reconduite à la frontière*) (p. 4844) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 401 (suppression), portant sur le même objet, n° 403 et 404 (suppression partielle pour coordination) et n° 405 (protection contre toute mesure d'éloignement de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale), ainsi qu'à l'amendement n° 204 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions réduisant la liste des personnes protégées contre la reconduite à la frontière). S'oppose aux amendements identiques n° 402 de Mme Éliane Assassi et n° 498 de Mme Alima Boumediene-Thiery (repli). - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français*) (p. 4849) : son amendement n° 50 : suppression de dispositions de nature réglementaire ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 205 (suppression), n° 206 (allongement d'un mois à deux mois du délai de recours en contestation d'un refus de titre de séjour) et n° 207 (allongement de trois mois à six mois du délai imparti au juge administratif pour délibérer), respectivement identiques aux amendements n° 406, n° 407 et n° 411 de Mme Éliane Assassi. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 208 de M. Bernard Frimat et n° 409 de Mme Éliane Assassi (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire sont jugés en formation collégiale), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 408 et 410 (suppression des dispositions relatives aux différentes règles de placement en rétention et de recours) de ce dernier auteur. - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - *Compétence du conseil d'administration de*

*l'OPFRA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4897) : s'oppose aux amendements de suppression n° 239 de M. Bernard Frimat et n° 451 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement n° 452 (repli) de ce dernier auteur. Témoigne du bon fonctionnement de l'OPFRA et de l'entretien individuel accordé à chaque demandeur d'asile. - **Article additionnel après l'article 64 ou avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4898, 4899) : son amendement n° 64 : extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle, à compter du 1er décembre 2008, aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés ; adopté. S'oppose aux amendements n° 260 de M. Bernard Frimat (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés, qui résident habituellement en France ou qui détiennent un titre de séjour d'une durée de validité au moins égale à un an) et n° 454 de Mme Éliane Assassi (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle à tous les demandeurs d'asile exerçant un recours tant devant la Commission des recours des réfugiés que devant l'OPFRA). - **Article additionnel après l'article 64 ou après l'article 66** (p. 4900) : son amendement n° 65 : fixation à un mois, à compter de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la commission de recours des réfugiés ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 265 de M. Bernard Frimat (fixation à deux mois, à compter de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la Commission des recours des réfugiés). - **Article additionnel avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4902) : s'oppose à l'amendement n° 262 de M. Bernard Frimat (garantie, dans les préfectures, d'une information des étrangers non admis au séjour sur leur droit de déposer une demande d'asile). - **Article 65** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 131-2, L. 311-9, L. 312-1, L. 312-5, L. 313-9, L. 313-19, L. 314-4, L. 314-11, L. 315-7, L. 345-1, et L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Centres d'accueil pour demandeurs d'asile*) (p. 4907) : ses amendements n° 66 : rédaction ; et n° 67 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 455 (suppression) et n° 457 (suppression de l'obligation faite aux CADA de transmettre des informations relatives aux personnes recueillies), de M. Bernard Frimat n° 257 (élargissement des critères d'accès aux centres d'accueil des demandeurs d'asile) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 258 de ce dernier auteur et n° 456 de Mme Éliane Assassi (extension des missions des CADA aux actions visant à l'autonomie et à l'insertion des demandeurs d'asile). - **Article 66** (art. L. 351-9 du code du travail - *Bénéficiaires de l'allocation temporaire d'attente*) (p. 4908) : s'oppose à l'amendement n° 453 de Mme Éliane Assassi (versement de l'allocation temporaire d'attente à tous les nouveaux arrivants). - **Division additionnelle après l'article 66** (p. 4909, 4910) : s'oppose à l'amendement n° 259 de M. Bernard Frimat (insertion d'une division additionnelle - Chapitre ... Dispositions relatives à la procédure d'asile). - **Articles additionnels après l'article 66** : son amendement n° 68 : communication par l'ANAEM d'informations nominatives à l'UNEDIC qui gère l'allocation temporaire d'attente ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 261 (renforcement des garanties des demandeurs d'asile placés en centre de rétention relativement aux informations et notifications), n° 267 (octroi à l'étranger qui ne parle pas français ou ne sait pas lire de l'assistance gratuite d'un interprète pour rédiger sa demande à séjourner en France au titre de l'asile) et n° 263 (caractère suspensif des recours devant la commission des recours des réfugiés pour les demandes examinées en procédure prioritaire). - **Article 80** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux reconnaissances de paternité à Mayotte*) (p. 4911) : son amendement n° 73 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 4912) : son amendement n° 74 : coordination des dates d'entrée en vigueur du présent projet de loi et du projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages ; adopté. - **Article 82 bis** (*Entrée en vigueur de la réforme de l'obligation de quitter le territoire français*) : son amendement n° 75 : coordination ; adopté.

- *Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]* - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5464, 5466) : vision commune des deux assemblées sur ce texte. Confirmation de la quasi-totalité des apports du Sénat, en particulier quant au

renforcement d'un certain nombre de droits des étrangers et à la création d'un compte épargne développement. Apports de la commission mixte paritaire : autorisation des étudiants étrangers à travailler dans la limite de 60 % de la durée de travail annuelle normale ; compromis s'agissant de la délivrance de la carte "compétences et talents" à l'étranger ressortissant d'un pays appartenant à la zone de solidarité prioritaire ; suppression du recours à la visio-conférence lors des audiences en vue de la prolongation du maintien en zone d'attente ou en rétention

administrative ; augmentation des délais laissés au Gouvernement pour prendre les décrets d'application de l'article 82 bis relatif à l'entrée en vigueur de la réforme de l'obligation de quitter le territoire français. Demande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

**BUSSEREAU (Dominique)**  
ministre de l'agriculture et de la pêche

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-870 du 13 juillet 2006 relative au statut du fermage et modifiant le code rural [n° 5 (2006-2007)] (4 octobre 2006) - **Agriculture et pêche.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-905 du 20 juillet 2006 relative à diverses mesures d'amélioration des régimes d'assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des salariés et des non salariés agricoles [n° 16 (2006-2007)] (11 octobre 2006) - **Société - Sécurité sociale - Travail.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1207 du 2 octobre 2006 relative aux chambres d'agriculture [n° 120 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Agriculture et pêche.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1225 du 5 octobre 2006 relative aux coopératives agricoles [n° 138 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Agriculture et pêche.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1224 du 5 octobre 2006 prise pour l'application du II de l'article 71 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole [n° 139 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Agriculture et pêche.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : sa réponse (p. 145, 148).

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 506, 507) : prolongement du projet de loi de ratification de la convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales, UPOV. Dynamisme de la recherche dans ce secteur. Renforcement de l'efficacité économique et consolidation des emplois dans la filière des semences. Fixation d'un cadre juridique équilibré. Efforts des entreprises agricoles pour créer des semences respectueuses de leur environnement naturel. Différence entre certificats d'obtention végétale et brevet. - **Article 1er** (art. L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle - Extension de l'exclusion du régime du brevet à l'ensemble des variétés végétales) (p. 516) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression). - **Article 3** (art. L. 623-2, L. 623-3 et L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Conditions auxquelles des variétés peuvent faire l'objet de certificats d'obtention végétale) (p. 517) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (clarification de la notion d'obtention végétale). - **Article 4** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Droit

*exclusif des obtenteurs*) (p. 518) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 19 et 20 (clarification). - **Article 9** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Allongement de la durée de protection des COV nationaux) (p. 520) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression). - **Article 10** (art. L. 623-14 du code de la propriété intellectuelle - Publicité des actes relatifs aux certificats d'obtention végétale) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (simplification). - **Article 11** (art. L. 623-15 du code de la propriété intellectuelle - Référence à la convention UPOV) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rédaction). - **Article 12** (art. L. 623-22-1 et L. 623-22-2 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Licences d'intérêt public) (p. 521) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 522) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (nullité des certificats d'obtention végétale) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 31 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 15** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - Régime de sanction de la contrefaçon) (p. 523) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de Mme Marie-Christine Blandin (précision du caractère intentionnel d'atteinte aux droits de l'obteneur pour définir la contrefaçon). Accepte les amendements identiques n° 6 de la commission et n° 12 de M. Daniel Raoul (cohérence). - **Article 16** (art. L. 623-24-1 à L. 623-248 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Dérogation au droit en faveur des agriculteurs) (p. 525, 527) : ses amendements n° 9 (harmonisation du système national de rémunération avec le système communautaire) et n° 10 (rapprochement du droit national et du droit communautaire pour les règles d'application des accords interprofessionnels négociés entre les acteurs d'une filière de production végétale) ; adoptés ; et n° 30 (coordination) ; retiré au profit de l'amendement n° 15 de M. Daniel Raoul (référence au règlement communautaire en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité) qu'il accepte. (p. 528) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 24 et 28 (utilisation libre par les agriculteurs du produit de la récolte obtenue par la mise en culture d'une variété protégée), n° 25 (représentation au sein de la commission de négociation de l'ensemble des organisations professionnelles d'agriculteurs représentatives), n° 26 (fixation de l'indemnité sur la base des volumes commercialisés) et n° 27 (versement à la recherche publique d'une part des indemnités perçues par les obtenteurs) ainsi qu'au n° 29, identique à l'amendement n° 16 de M. Gérard Le Cam (réécriture de l'article prévoyant une licence implicite en faveur des agriculteurs). S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam (élargissement de la dérogation à l'ensemble des espèces). Accepte les amendements de M. Daniel Raoul n° 13 (harmonisation du système national de rémunération avec le système communautaire) et n° 14 (rapprochement du droit national et du droit communautaire pour les règles d'application des accords interprofessionnels négociés entre les acteurs d'une filière de production végétale) respectivement identiques à ses amendements précités n° 9 et n° 10. Sur ces derniers, s'oppose aux sous-amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 32 et n° 33. - **Article 17** (Dispositions transitoires) (p. 529) : son amendement n° 11 : cohérence ; adopté. - **Article 18** (Application à l'outre-mer) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (prise en compte des évolutions institutionnelles intervenues depuis 1996). - **Article 19** (art. 365 à 370 [nouveaux] du code rural - Règles de production et de commercialisation des semences, plants et plantes destinées à être replantés, ainsi que de contrôle des importations) (p. 531) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (rédaction). -

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 533) : intérêt primordial de cette loi pour le secteur des semences.

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 619, 620) : articulation avec le projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural. Retard dans le calendrier parlementaire et arrivée à échéance de certains COV : conséquences économiques importantes nécessitant une prolongation rapide des durées de protection. Place de la France en matière de sélection végétale. Avantages du COV. Allongement des délais effectif dès la promulgation de la loi. Protection des entreprises de sélection végétale. Invite à l'adoption de ce texte. - **Article unique** (p. 622) : accepte l'amendement n° 1 de Mme Brigitte Bout (application de plein droit des allongements de durée dès la publication de la présente loi).

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : sa réponse (p. 3208, 3211).

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : sa réponse (p. 3225, 3228).

- **Proposition de loi relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 [n° 427 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5391, 5392) : insuffisance des prix de distillation fixés par l'Union européenne pour les excédents de vins. Mécanisme de compensation proposé par le Gouvernement. Lutte contre la formation de stocks pléthoriques. Opposition aux propositions de la Commission européenne en matière de réforme vitivinicole. (p. 5394) : augmentation des efforts à l'exportation. Mise en place du Conseil de la modération et de la prévention et de l'observatoire des distorsions de concurrence.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : sa réponse (p. 7682, 7688).

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) (p. 8672, 8675) : réforme du financement du SPE dans le respect du droit communautaire. Lutte contre les dysfonctionnements. Objectifs de maîtrise des dépenses et de sécurité sanitaire. Modification du périmètre d'intervention du SPE. Adaptation de la réglementation sanitaire. Lancement d'un appel d'offres de marché public. Participation directe des filières d'élevage dans le cadre de négociations interprofessionnelles. Perspectives d'évolution du service public. Poursuite de la mise en concurrence équitable des opérateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9603, 9611) : réponses aux orateurs. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9612, 9614) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° II-8 (réduction des crédits concernant les haras nationaux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° II-9 (réduction des charges de bonification par l'Etat de prêts destinés à l'installation des jeunes agriculteurs). S'engage à réétudier la mécanique des prêts à l'installation. (p. 9618) : accepte l'amendement n° II-156 de M. Gérard César (augmentation de la dotation de l'INAO). - **Article 41 (Fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 9620) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-121 de M. Jacques Blanc (possibilité de tripler le taux de cette taxe) et accepte l'amendement n° II-154 de M. Gérard César (transfert, à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, des droits et obligations du service d'utilité agricole inter-chambres d'agriculture, relatifs au Fonds de garantie viagère). - **Article additionnel après l'article 41** : son amendement n° II-229 : recouvrement des droits sur le sucre par l'Office national interprofessionnel des grandes cultures ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9621) : accepte les amendements de M. Yann Gaillard, portant sur le même objet, n° II-75 et II-76 (extension du bénéfice du Fonds d'épargne forestière aux groupements de gestion de propriétés forestières publiques). (p. 9622) : accepte l'amendement n° II-193 de M. Gérard César (garantie apportée par l'Etat aux emprunts contractés par trois organisations professionnelles agricoles).

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) (p. 9633, 9634) : réponses aux orateurs. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9635, 9636) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-44 (traitement par l'AFSSA des dossiers en instance). - **Article 52 (Création d'une taxe fiscale affectée à l'AFSSA au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques)** (p. 9638, 9639) : demande le retrait de l'amendement n° II-157 de la commission (transformation de la taxe en redevance). Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-64 (élévation du plafond en deçà duquel peuvent être fixés les tarifs pour la deuxième catégorie de produits soumis à l'évaluation de l'AFSSA).

**CAFFET (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Paris)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**



*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1753) : soutient les amendements de M. Roland Ries n° 323 (exonération des associations implantées dans les zones franches urbaines du paiement de la taxe sur les salaires) et n° 324 (repli) ; rejetés.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2940) : favorable à l'amendement n° 266 de M. Thierry Repentin (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire), promoteur de la mixité sociale. Elaboration d'un PLU à Paris. (p. 2943, 2944) : favorable à

l'amendement n° 267 de M. Thierry Repentin (doublement du prélèvement des communes ayant fait l'objet d'un constat de carence prononcé par le préfet).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2963) : soutient l'amendement n° 375 de M. Thierry Repentin (fixation, pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, d'une part minimale de logements sociaux hors PLS) ; rejeté. (p. 2968) : favorable à l'amendement n° 378 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les communes d'imposer la réalisation de logements sociaux par le biais de leur PLU). Limites de l'article 2. (p. 2969) : soutient l'amendement n° 374 de M. Thierry Repentin (consultation, à leur demande, des organismes d'HLM, pour l'élaboration du SCOT ou du PLU) ; retiré. (p. 2975) : soutient l'amendement n° 381 de M. Thierry Repentin (assouplissement de la majoration du coefficient d'occupation des sols par les communes) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3002) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3014, 3016) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 231 (affectation d'un coefficient de pondération à la dotation de base des EPCI) ; retiré ; et n° 233 (création d'un établissement public foncier régional dans toutes les régions sauf délibération contraire du conseil régional) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 4 quater** (p. 3026) : soutient l'amendement n° 236 de M. Thierry Repentin (majoration de la contribution au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements locatifs sociaux) ; rejeté. - **Article 4 quinquies** (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles) (p. 3030) : sur l'amendement n° 64 de la commission (délibération du conseil municipal dans les communes de moins de 3500 habitants préalable à la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties applicable aux terrains rendus constructibles), soutient les sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 396 ; rejeté ; et n° 486 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3047) : soutient l'amendement n° 244 de M. Thierry Repentin (protection des accédants à la propriété touchés par des accidents de la vie) ; rejeté. (p. 3051) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3069) : soutient l'amendement n° 245 de M. Thierry Repentin (extension du blocage des loyers de la région parisienne dans des zones géographiques connaissant des tensions sur le marché locatif) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3075) : soutient l'amendement n° 246 de M. Thierry Repentin (attribution d'un dispositif de garantie des risques locatifs au parc privé conventionné par l'ANAH) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location) (p. 3151) : soutient l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (instauration d'un permis de location à titre expérimental sur cinq ans) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3372) : soutient l'amendement n° 272 de M. Thierry Repentin (délai accordé à l'organisme bailleur pour loger le demandeur désigné par le préfet) ; rejeté. (p. 3377, 3378) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). - **Article 11 AA** (art. 257, 278 sexies, 284 et 1384 D du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 3334-17, L. 4332-11, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code

*général des collectivités territoriales - Avantages fiscaux en faveur du développement et de la réhabilitation des centres d'hébergement d'urgence* (p. 3393, 3394) : recul des aides au logement. Pénalisation infligée par le mois de carence et le seuil de non-versement des aides personnalisées au logement. Volonté des sénateurs du groupe socialiste de soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales - *Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes*) (p. 3473) : soutient l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression) ; adopté. - **Article 13** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction*) (p. 3437) : soutient l'amendement n° 285 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3441, 3442) : soutient l'amendement n° 286 de M. Thierry Repentin (informations des investisseurs souhaitant effectuer un placement locatif) ; rejeté. - **Article 25 bis** (art. L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales - *Dérogation à la continuité territoriale pour la constitution d'une communauté de communes*) (p. 3473) :

soutient l'amendement n° 287 de M. Thierry Repentin (suppression) ; adopté.

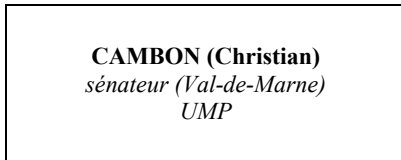
- **Commission mixte paritaire [n° 416 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5429, 5431) : réserves du groupe socialiste sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire, malgré des avancées. Hommage à l'apport du groupe de travail sénatorial. Regret de l'absence de prise en compte de certaines propositions du groupe de travail. Profond désaccord sur l'entrée du logement social dans le champ des servitudes. Avec le groupe socialiste, votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9290) : explication du vote négatif du groupe socialiste sur les crédits de la mission "Ville et logement".



**CAMBON (Christian)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 932, 935) : forte discrimination subie par les jeunes en matière d'emploi. Phénomène inquiétant de précarité systématique. Echec des dispositifs successifs depuis vingt ans. Choix courageux du Gouvernement de mise en oeuvre de réformes structurelles. Nouvelles garanties offertes aux jeunes par le CPE. Droit individuel à la formation. Accès au LOCAPASS. Maintien du contrat d'insertion dans la vie sociale, le CIVIS. Son expérience de dirigeant de PME. Rôle positif des PME dans l'emploi des jeunes. Bilan des solutions préconisées par la gauche. Exemple des emplois tremplins. Réponse adaptée du CPE aux attentes des jeunes et aux besoins de l'économie.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1709) : le groupe UMP est hostile à l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage). Son expérience de la conduite de la politique d'apprentissage de la région Ile-de-France pendant douze ans. Résultats positifs. Comportement citoyen des entreprises et solidaire des jeunes.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2180) : soutient l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Vial (organisation par les centres de gestion des concours de la filière sociale) ; rejeté. Son amendement n° 179 : organisation par les centres de gestion des concours de la filière animation ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2283) : soutient l'amendement n° 303 de M. Jean-Claude Gaudin (abaissement des seuils permettant l'attribution par nécessité absolue de service de logements de fonction ou de véhicules de fonction aux collaborateurs de cabinet du président du conseil général ou régional ou des maires) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27 ou avant l'article 28** (p. 2294) : soutient l'amendement n° 177 de M. Serge Vinçon (fixation du plafond et

du seuil du régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale); retiré. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2307): soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Claude Gaudin (préavis de licenciement accordé aux collaborateurs de cabinet); retiré. (p. 2308): soutient l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (maintien du régime indemnitaire des personnels transférés d'une collectivité à l'un de ses établissements publics); adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 2318): soutient l'amendement n° 214 de M. Hugues Portelli (maintien en activité des responsables administratifs atteints par la limite d'âge jusqu'au renouvellement des assemblées délibérantes des collectivités dont ils relèvent); adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2320, 2321): soutient l'amendement n° 212 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de recruter davantage de collaborateurs dans le strict respect de la masse financière fixée par décret); adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2328, 2331): soutient les amendements n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des agents intercommunaux); n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes) et n° 213 de M. Paul Blanc (définition de la nature juridique des actes réalisés par les agents communaux ou intercommunaux dans le cadre du partenariat public avec La Poste); adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2332): consensus sur des dispositions essentielles. Nombreuses avancées du texte. Le groupe UMP le votera.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national*) (p. 2819, 2820): son amendement n° 188: adaptation de la réglementation d'urbanisme en zone C moins exposée au bruit; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2922, 2923): soutient les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 144 (comptabilisation des logements à loyers conventionnés dans le quota des logements sociaux); et n° 146 (comptabilisation des petits logements régis par la loi de 1948 dans le quota des logements sociaux); retirés. (p. 2924, 2925): soutient les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 139 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements); et n° 140 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes); retirés. (p. 2931): soutient les amendements de M. Christian Demuynck n° 482 (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral); adopté; n° 483 (impossibilité d'appliquer une pénalité financière à une commune du fait d'un déconventionnement unilatéral); n° 484 (interdiction de déconventionnement aux bailleurs tant qu'il est pénalisant pour la commune au regard de ses obligations en matière de logement social); et n° 485 (contribution obligatoire du bailleur au coût supplémentaire de la pénalité imputable à la commune); retirés. (p. 2933): défense des intérêts des collectivités injustement pénalisées et prise en compte indispensable de leur situation. Retour sur le quota des 20 % de l'article 55 de la loi SRU par le biais de l'amendement n° 482 de M. Christian Demuynck (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - *Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols*) (p. 2980): son amendement n° 179: possibilité de déplacer l'habitat des zones de bruit fort vers la zone C du plan d'exposition au bruit; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3344): soutient l'amendement n° 142 de Mme Catherine Procaccia (information des locataires par les bailleurs au plus tard deux ans avant l'expiration de la convention de la décision de ne pas la renouveler); devenu sans objet. (p. 3353): soutient l'amendement n° 136 de Mme Catherine Procaccia (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité); adopté. (p. 3354): prise en compte dans l'amendement n° 136 précité des bailleurs de logements conventionnés dont le parc est supérieur à 100 logements.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3528, 3530): rémunération indispensable du travail des créateurs. Confusion à éviter entre démocratie culturelle et gratuité culturelle. Travail pédagogique à effectuer. Gradation des sanctions. Nécessité pour les producteurs de faire preuve d'innovation commerciale. Mise en vente incohérente de matériels destinés à lire des fichiers illégaux. Souhait d'une communication efficace autour de ce projet de loi. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur: exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3569, 3570): sur l'amendement n° 6 de la commission (exception en faveur des établissements documentaires), soutient le sous-amendement n° 106 de M. Alain Dufaut; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3898, 3900): importance fondamentale de la réforme. Aboutissement d'une longue concertation. Inadaptation du droit à l'évolution de la société et aux réalités sociales contemporaines. Réponses concrètes et équilibrées du projet de loi. Mesures emblématiques de la réforme visant à augmenter la liberté d'organiser sa propre succession, à garantir les conditions d'acceptation de la succession et à pérenniser les patrimoines. Institution du mandat à effet posthume. Favorable au maintien de la liberté testamentaire du de cujus pour la détermination des droits du conjoint survivant. Intérêt de la publicité du PACS. Déjudiciarisation du changement de régime matrimonial. Le groupe UMP soutient ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives - Deuxième lecture [n° 383 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5200): état des lieux assez inquiétant du hooliganisme. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5680): son amendement n° 160: affirmation de la compétence exclusive des communes en matière d'eau potable; adopté. (p. 5682): sur l'amendement n° 50 de la commission (possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif), soutient le sous-amendement n° 512 de M. Xavier Pintat; retiré. (p. 5684, 5685): intervient sur son amendement n° 160 précité. (p. 5690): intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par le délégataire) et sur la question du prix de l'eau. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5693, 5694): son amendement n° 161: répartition du coût du déplacement des installations de service public d'eau nécessité par des travaux d'aménagement du domaine public routier; retiré. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5710, 5711): son amendement n° 162: précision par décret des conditions de mise en oeuvre des tarifs dégressifs; retiré.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6085, 6086) : son amendement n° 244 : possibilité pour les copropriétaires d'entamer une action en résiliation du bail pour motif de troubles du voisinage par l'intermédiaire du syndicat de la copropriété ; adopté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6291, 6294) : intégration du texte dans la double ambition de maîtrise de l'immigration irrégulière et de lutte contre les mariages forcés. Bien-fondé du contrôle a priori de la validité des mariages célébrés à l'étranger. Satisfait du compromis permettant de donner davantage de latitude d'interprétation aux postes diplomatiques et consulaires s'agissant de la transcription au registre d'état-civil français en l'absence d'audition préalable des époux. Question sur la pertinence de la politique de réduction des postes consulaires. Le groupe UMP votera ce texte enrichi des amendements de la commission. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - *Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger*) (p. 6323) : soutient les amendements de M. Laurent Bêteille n° 40 (rédaction) ; adopté et n° 41 (rédaction) ; adopté après rectification suggérée par la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9102, 9105) : bilan positif de l'action du Gouvernement. Crédits de l'agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF. Difficultés de circulation de la région d'Ile-de-France. Exemple du Val-de-Marne. Politique parisienne de bannissement de la voiture.

**CAMPION (Claire-Lise)**  
*sénateur (Essonne)*  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Augmentation de l'urbanisation. Souhait d'une politique de développement des transports en concertation avec les communes concernées : développement du réseau routier, installation de protection phonique, prolongation des lignes de transport en commun. Projet de "métrosphérique". Insuffisance des crédits. Nécessité de trouver d'autres montages financiers. Péages urbains.

## Travail et emploi

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9247, 9249) : soutient les amendements de M. Alain Gournac n° II-113 (caractère obligatoire pour l'Etat du transfert aux départements candidats et satisfaisant aux conditions posées par la loi) ; et n° II-114 (précision) ; adoptés.

## Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9373) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10637, 10638) : son amendement n° 216 : institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création ; identique au n° 186 de M. Roger Karoutchi qu'il soutient ; rejetés. (p. 10642) : son amendement n° 215 : création d'un droit fixe au titre de l'inscription à l'annexe du tableau régional des architectes ; adopté.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4977, 4979) : priorité donnée à la valorisation des compétences parentales. Décentralisation de la politique de la protection de l'enfance vers les départements. Caractère complémentaire des compétences judiciaires et administratives. Absence d'innovation et d'orientation de ce texte en ce qui concerne la famille. Problème de la protection des mineurs étrangers isolés et de la pérennisation des espaces rencontre parents-enfants. Absence de soutien financier et de moyens humains nouveaux. Caractère ambigu de la politique gouvernementale concernant la protection de l'enfance. Questions du secret professionnel, du bilan pour les enfants âgés de trois à quatre ans et de la mesure d'accompagnement en matière économique et sociale. Le groupe socialiste s'oriente vers une "abstention positive" sur ce texte. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 4997, 4998) : définition restrictive de la protection de l'enfance. Mise en oeuvre problématique de certaines mesures. Interrogation sur les objectifs qui sous-tendent le bilan de santé prévu pour les enfants de trois à quatre ans. (p. 5000) : son amendement n° 83 : utilité du bilan de santé pour les enfants de trois à quatre ans dans le cadre de l'école maternelle ; adopté. (p. 5001) : son amendement n° 88 : participation du père à l'entretien avec la femme enceinte au cours de son quatrième mois de grossesse ; adopté. (p. 5002) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rôle de la PMI en matière de repérage et d'orientation des enfants rencontrant des difficultés de tous ordres). - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 5006, 5007) : son amendement n° 87 : limitation du champ des jeunes majeurs de

moins de vingt et un ans susceptibles de relever des services de l'aide sociale à l'enfance ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 5026, 5027) : enjeu fondamental de la délimitation et de l'articulation des fonds administratifs et judiciaires. Absence de dimension éducative. (p. 5027, 5028) : son amendement n° 90 : précision des notions "d'informations préoccupantes" et de "mineurs en danger" ; rejeté. (p. 5033) : défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (conditions du retour d'informations, par le conseil général, aux élus locaux ayant signalé un enfant en danger). - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel) (p. 5039, 5040) : défavorable au partage du secret professionnel entre professionnels et élus. Son amendement n° 96 : information de l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité ; adopté. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection) (p. 5051, 5052) : caractère beaucoup trop large de l'évaluation annuelle de la situation de l'enfant et de la famille. Ses amendements n° 100 : nouvelle rédaction évitant les discontinuités actuelles dans le suivi d'un enfant ; et n° 101 : rapport annuel sur la situation de tout enfant accueilli ou faisant l'objet d'une mesure éducative ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5054, 5055) : son amendement n° 103 : suppression du contrat de responsabilité parentale ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial) (p. 5055, 5056) : intervient au nom du groupe socialiste du Sénat. Caractère évasif de cet article. (p. 5057) : ses amendements n° 105 : cohérence ; et n° 108 : versement de toutes les prestations familiales à une personne qualifiée lorsqu'elles ne sont pas employées pour les besoins de l'enfant ; rejetés. (p. 5058) : ses amendements n° 106 : cohérence ; rejeté ; et n° 107 : précision des règles de financement de la mesure d'aide à la gestion du budget familial ; devenu sans objet. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5060) : favorable à cet article. (p. 5061) : son amendement n° 110 : caractère explicite de l'accueil spécialisé ; rejeté. (p. 5062) : son amendement n° 112 : distinction des procédures applicables en matière d'accueil d'urgence des mineurs selon que l'enfant est en danger au sein de sa famille ou qu'il se met en danger en fuguant ; adopté. (p. 5067) : son amendement n° 111 : prise en compte des refus et des négligences de la part des parents nuisant à l'intérêt de l'enfant sans pour autant mettre celui-ci en danger ; adopté. - **Article 15** (art. L. 542-1 du code de l'éducation, art. L. 226-1 et L. 226-12-1 du code de l'action sociale et des familles - Formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance) (p. 5071) : son amendement n° 114 : extension du bénéfice de la formation sur la protection de l'enfance aux personnels d'animation relevant de la jeunesse et des sports ; retiré. (p. 5072) : son amendement n° 115 : formation commune des professionnels à la protection de l'enfance ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5074) : son amendement n° 118 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance ; devenu sans objet. (p. 5079) : intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement portant sur le même objet que son amendement n° 118 précité. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5079, 5080) : son amendement n° 116 : présentation devant le Parlement du rapport établi en vertu de la Convention internationale des droits de l'enfant ; rejeté. (p. 5081, 5082) : son amendement n° 117 : réintroduction des schémas départementaux conjoints pour le

champ de la protection de l'enfance ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5084, 5086) : travail de qualité. Consensus sur la répartition des compétences entre la justice des mineurs et les administrations départementales d'aide à l'enfance. Souhaite une politique familiale prenant en compte les questions liées à l'emploi, au logement, à l'éducation et à la

santé. Question des mineurs étrangers isolés. Problème posé par le financement de cette réforme. Vote d'abstention positive du groupe socialiste.

**CANTEGRIT (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Français établis hors de France (Série B))*  
UMP

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger jusqu'au 18 décembre 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (6 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3004) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3012) : soutient l'amendement n° 361 de M. Alain Gérard (élargissement du champ d'intervention des établissements publics locaux d'aménagement au-delà des zones urbaines sensibles) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9801, 9802) : crédits d'assistance. Aide à l'enfance en détresse. Caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger, CSE. Maisons de retraite françaises à l'étranger. Accès aux soins des plus démunis. Soutient l'action du ministre.

**CARLE (Jean-Claude)**  
*sénateur (Haute-Savoie)*  
UMP

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 299 (2005-2006)] relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 339 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Haut Conseil de l'évaluation de l'école jusqu'au 9 octobre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

*Proposition de loi visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)]* (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]* (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)]* (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 776, 777) : son amendement n° 36 : précision de l'accès libre et gratuit au milieu naturel sur tout site nordique en dehors des itinéraires soumis à redevance d'accès ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1284) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), son sous-amendement n° 99 : limitation de la durée de stage dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article 8 ter** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Compétence des organismes d'HLM pour assurer des missions ayant trait au logement des fonctionnaires de la police, de la gendarmerie et des services pénitentiaires*) (p. 3162) : sur l'amendement n° 89 de la commission (regroupement d'articles), son sous-amendement n° 131 ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 4039, 4040) : adoption à l'unanimité en première lecture de cette proposition de loi d'origine sénatoriale. Interdiction aux seuls DDEN ayant un mandat municipal d'exercer sur le territoire de leur commune. Objectif de l'article 2, introduit à l'initiative du Gouvernement : amélioration du fonctionnement quotidien des écoles et renforcement de la présence des adultes. Sécurisation du recrutement des emplois de vie scolaire, EVS. Effectifs actuels et renforcement prévu. Aide pour les directeurs d'école. Propose l'adoption de cet article. - **Article 2** (*Recrutement de personnels sous contrats aidés*) (p. 4046) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagache. Nécessité de clarifier et sécuriser de manière urgente le recrutement des emplois de vie scolaire, EVS.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5905, 5908) : diminution de la délinquance depuis 2002. Hommage aux policiers, aux gendarmes et aux pompiers. Rapport de la commission d'enquête sur la délinquance des mineurs. Hommage à l'action de Pierre Herisson, président de la Commission nationale consultative des gens du voyage. Caractéristiques des jeunes délinquants. Défaillance de la famille, de l'école et du tissu associatif pour lutter contre la délinquance des mineurs. Adaptations indispensables des lois Perben et de la loi relative à l'application des peines concernant les mineurs. Sanction indispensable et rapide des délits commis. Mesures pour aider la famille, l'école et les associations. Approbation du rôle du maire dans la politique de la

délinquance. Travail du rapporteur de la commission des lois et de son président.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6053) : soutient l'amendement n° 303 de M. Alain Gournac (information du Procureur de la République de la mise en oeuvre du rappel à l'ordre) ; retiré. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 6065, 6066) : utilité d'un ralliement à l'article 9. Bien-fondé du renforcement de la lutte contre l'absentéisme scolaire. (p. 6068, 6069) : son amendement n° 294 : information du maire par le chef d'établissement dès la saisine de l'inspecteur d'académie, en cas d'absence caractérisée de l'enfant et avant le prononcé de l'avertissement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6095, 6096) : son amendement n° 297 : constitution du vol de métal en circonstance aggravante de l'infraction de vol ; retiré. Evolution inquiétante des vols de métaux. Souhaite la mise en place de mesures de surveillance et un renforcement des peines encourues. Sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles), ses sous-amendements n° 320 : suppression de la possibilité, pour les gens du voyage, de contester devant le tribunal administratif la décision d'évacuation ; et n° 131 (coordination) ; retirés. (p. 6099) : souhaite mettre à profit la navette pour affiner la rédaction de l'amendement précité n° 134 de M. Pierre Hérisson s'agissant du recours et de son effet suspensif.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6214, 6217) : ses amendements n° 295 : obligation d'incarcération des mineurs dans des établissements pénitentiaires spécifiques ; et n° 298 : systématisation de la mesure de réparation pour les primo-délinquants ; retirés. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 6227) : soutient l'amendement n° 307 de M. Philippe Goujon (régime des communications téléphoniques émises par les personnes incarcérées) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6232, 6233) : rôle du maire. Coordination avec les autres services de l'Etat. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8520, 8523) : sur l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique), son sous-amendement n° 118 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8561) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 30 (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis), son sous-amendement n° 117 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) (p. 9512, 9514) : effort en faveur de l'éducation. Engagement de 23 chantiers. Egalité des chances. Utilisation efficace de l'argent public. Soutien individualisé. Scolarisation des élèves handicapés. Montant des bourses. Situation de l'enseignement agricole. Gel des crédits. Transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service. Votera comme l'ensemble des membres du groupe UMP les crédits de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9533) : son amendement n° II-192 : revalorisation des bourses destinées aux collégiens ; retiré.

### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9696, 9697) : bilan positif de la politique volontariste menée par le Gouvernement. Recul du sentiment d'insécurité. Droit des victimes. Restauration de

l'autorité des forces de sécurité intérieure. Association de la prévention et de la sanction. Délinquance des mineurs : causes et solutions. Respect de la LOPSI. Votera les crédits de cette mission.

**CARRÈRE (Jean-Louis)**  
sénateur (Landes)  
SOC

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p.1254) : intervient sur les amendements de suppression n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 597 de M. Roland Muzeau.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Défense

- (4 décembre 2006) (p. 9488, 9489) : budget de la gendarmerie. Constat de promesses non tenues. Exemple de la création d'emplois annoncée. Problème du logement. Réclame un audit des effets et des retards de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, LOPSI.

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9558) : artifices comptables. Coopération décentralisée.



**CAZALET (Auguste)**  
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac ; nouvelle nomination le 23 janvier 2006.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 4 décembre 2006.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Solidarité et intégration [n° 78 tome 3 annexe 29 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Société.**

**CAZEAU (Bernard)**  
sénateur (Dordogne)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2890) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), son sous-amendement n° 1 : report plus étalé dans le temps des dépenses engagées par les communes et des moins-values constatées en vue de la réalisation de logements sociaux ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Solidarité et intégration

- (8 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9852, 9853) : périmètre de la mission. Allocations. Hébergement d'urgence. Français rapatriés. Demandeurs d'asile. Aide médicale. Propose l'adoption des crédits de cette mission, amendés par la commission. - **Demande de priorité** (p. 9864) : accepte la demande de priorité du Gouvernement portant sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-211 (plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées). - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9869) : accepte l'amendement n° II-301 du Gouvernement (coordination). Son amendement n° II-33 : répartition des crédits ; retiré. (p. 9870) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-206 (répartition des crédits). (p. 9872) : son amendement n° II-34 : réaffectation de la subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments anciens ouverts au public ; adopté. - **Article additionnel après l'article 54** (p. 9879) : accepte l'amendement n° II-281 de M. Alain Milon (conditions de recouvrement de la contribution spéciale due à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations). - **Article 55 (Alignement du forfait logement de l'API sur celui de la RMI)** (p. 9880) : s'oppose aux amendements identiques n° II-233 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-259 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 56 (Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux)** (p. 9882) : accepte l'amendement n° II-246 de M. Bernard Murat (possibilité de mettre en demeure les allocataires ne faisant pas valoir leurs droits aux créances alimentaires). S'oppose aux amendements identiques n° II-234 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-260 de M. Guy Fischer (suppression). Son amendement n° II-32 : rédaction ; adopté.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; nouvelle nomination le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La dette sociale : mieux la connaître pour mieux l'affronter [n° 345 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Préserver la compétitivité du "site Allemagne" : les mutations de la protection sociale outre Rhin [n° 439 (2005-2006)] (29 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 223, 224) : examen précipité de ce texte. Echec de la politique de l'emploi. Solutions improvisées et partielles. Situation inchangée des personnes travaillant moins de 78 heures par mois. Délai de versement de la prime de retour à l'emploi. Sanction disproportionnée des fraudes. Problèmes posés par le dispositif relatif à la garde d'enfants. Population vouée au sous-emploi. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 247) : son amendement n° 39 : augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi) (p. 252, 256) : son amendement n° 41 : conditions de versement de la prime de retour à l'emploi ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 260, 261) : ses amendements n° 43 : montant des revenus d'activité conditionnant le versement de la prime forfaitaire mensuelle ; et n° 45 : financement du fonds de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 264) : favorable à l'amendement n° 102 de M. Jean Desessard (individualisation du droit au RMI). Souhait de l'attribution aux départements d'une fiscalité dynamique pour compenser les charges du RMI. - **Article 3** (art. L. 131-2, L. 262-10, L. 262-11, L. 262-30, L. 262-32, L. 262-39, L. 262-40, L. 262-41 et L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 266) : son amendement n° 47 : élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 511-1, L. 524-1 et L. 524-5 du code de la sécurité sociale - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) (p. 268, 269) : ses amendements n° 48 : mise en place d'un accompagnement professionnel personnalisé pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ; et n° 49 : coordination ; rejetés. - **Article 6** (art. L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles - Garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 271, 275) : son amendement n° 50 : modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux ; retiré.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1623, 1624) : opposition à ce dispositif injuste et inefficace. Sanction

financière incompatible avec les objectifs d'éducation et de protection de l'enfance. Opposition des professionnels des services éducatifs et sociaux. (p. 1635) : défavorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation) qu'il estime inapplicable. (p. 1639) : atteinte aux actions mises en oeuvre depuis vingt ans par les conseils généraux dans le domaine de la protection de l'enfance. (p. 1643) : votera l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 94 (versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale). - **Article 25 (précédemment réservé)** (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale) (p. 1648) : mesure injuste. Dévoiement des allocations familiales.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4988, 4989) : projet de loi se résumant à un aménagement des pratiques préconisées par les travailleurs sociaux. Réussite des départements en matière de protection de l'enfance. Interrogations quant au financement de cette réforme. Mise en avant de la prévention. Inégalités territoriales en matière de protection de l'enfance. Risque de "colonisation" de cette réforme par le projet de loi sur la prévention de la délinquance. Texte décevant.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5359, 5371) : fiasco de la politique de pilotage des finances sociales du Gouvernement. Déficit de l'ensemble des branches : maladie, vieillesse, famille et travail. Importance des créances des organismes sociaux envers l'Etat. Non-respect de l'ONDAM. Déficit structurel du FSV et du FFPSA. Incapacité du Gouvernement à réformer l'assurance maladie. Perspectives inquiétantes de la dette sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8080, 8082) : attributions de la CNSA. Financement de la dépendance. Objectif global des dépenses médico-sociales. Insuffisance des allocations. (p. 8086) : département de la Dordogne.

#### Troisième partie :

- (14 novembre 2006) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 8089) : son amendement n° 232 : suppression ; retiré. (p. 8092) : reprend l'amendement de la commission n° 3 : prévision détaillée pour apprécier les évolutions futures, retiré par son auteur ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8113, 8114) : son amendement n° 233 : exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agrées ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8143) : son amendement n° 236 : augmentation du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine afin de financer le fonds de réserve des retraites ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 1126-1 et L. 2222-21 du code de la propriété des personnes publiques, art. L. 114-1 du code des assurances, art. L. 135-7 et L. 135-10-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Affectation au fonds de réserve pour les retraites des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance vie*) (p. 8145) : son amendement n° 237 : conditions d'affectation au Fonds national de solidarité d'action mutualiste des sommes dues au titre de contrats d'assurance sur la vie et non réclamées depuis trente ans ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8179) : défavorable à l'amendement n° 424 du Gouvernement (abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement). Dispositions à insérer dans le budget de la recherche et non dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale. - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8180, 8181) : absence de mesures structurelles dans le PLFSS. Dettes et déficit. Défavorable à la politique d'exonération de cotisations sociales. Nécessité d'une réforme de l'assiette et de l'évolution des prélèvements obligatoires.

#### Quatrième partie :

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8190, 8191) : défavorable à l'amendement n° 404 du Gouvernement (modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental). - **Article 33** (art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - *Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé*) (p. 8193, 8194) : son amendement n° 242 : amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8206) : le groupe socialiste ne votera pas le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Cornu (suppression du décret fixant les règles d'exercice et d'équipement des opticiens-lunetiers) sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale). S'abstient sur l'amendement précité n° 419 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - *Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8226) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques), ainsi que sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement. (p. 8227, 8228) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Christiane Demontès (constitution d'une enveloppe pour le financement des médicaments onéreux dans les services de soins de suite et de réadaptation sous dotation globale) ; retiré.

**CERISIER-ben GUIGA (Monique)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série B))  
SOC*

## NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Action extérieure de l'État (action culturelle et scientifique extérieure) [n° 81 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse** [n° 128 (2005-2006)] - (17 janvier 2006) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 36, 37) : présence indispensable de la société civile dans la modernisation des structures de l'office. Dialogue nécessaire entre le conseil d'administration et le conseil d'orientation. Vigilance quant aux changements de statut des personnels. Sous le bénéfice de ces observations, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1454) : estime anormale l'interruption des travaux parlementaires à cause du déroulement de la première journée des Français de l'étranger au Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4361, 4362) : dispositions contraires à l'objectif de solidarité internationale. Double langage à l'égard des Africains. Réduction de la durée de validité des cartes de séjour au détriment de l'intégration des travailleurs étrangers. Opposition injustifiée entre migration familiale et migration de travail. Inquiétude de nombreux consuls devant l'alourdissement programmé de leurs missions. Allongement des délais administratifs réduisant ainsi la délivrance des différents types de visas. Caractère illusoire du texte. Précarisation des étrangers sans effet positif sur la paisibilité et la prospérité de la vie des Français. Nécessité d'une véritable politique de codéveloppement avec l'Afrique pour maîtriser les flux migratoires.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4406, 4407) : intervient sur l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). Bon dispositif difficilement insérable dans un projet de loi ciblé contre les Africains. Ton paternaliste inacceptable du ministre. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4426) : incertitude quant aux modalités de mise en oeuvre des nouveaux visas de long séjour. Complications insurmontables pour les personnes étrangères vivant en France. Question sur l'augmentation du coût du visa de long séjour, la longueur de l'instruction du visa, sa durée de validité maximale et la submersion prévisible des services consulaires. (p. 4428) : soutient l'amendement n° 146 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. (p. 4434) : les sénateurs représentant les Français établis hors de France voteront les amendements de suppression de l'article n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Éliane Assassi. Proteste contre les propos du ministre au sujet de la fraude massive au mariage. (p. 4435, 4436) : intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour). Met en garde contre l'application du texte à tous les étrangers quelle que soit leur nationalité.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4462) : favorable aux amendements de suppression n° 148 de M. Bernard Frimat et n° 281 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration) (p. 4465) : inadéquation avec l'objectif visé. Sa longue expérience de migrante. Nécessité d'une sécurisation juridique, de soutien et d'appui. Acceptabilité du contrat sous réserve de la certitude de l'implication des associations et de l'adaptation du parcours au niveau scolaire de l'étranger. (p. 4471, 4472) : intervient sur les amendements de suppression n° 150 de M. Bernard Frimat et n° 284 de Mme Éliane Assassi. Caricature regrettable de son propos par le ministre. Proposera au groupe socialiste de voter l'amendement n° 133 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans) qui permet de valoriser l'enseignement français à l'étranger bien qu'étant un amendement d'affichage. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4503, 4504) : accueil vital pour la France d'un plus grand nombre d'étudiants étrangers. Données chiffrées sur la situation actuelle comparée à d'autre pays. Souhaite poursuivre la formation des Africains tout en diversifiant l'origine géographique des candidats aux études en France. Nécessité de bourses pour les pays pauvres, à l'exemple de l'opération "300 bourses d'excellence pour le Mali". Obstacle de la faiblesse du niveau académique et linguistique, décourageant les candidats africains aux études en France. Encouragement indispensable par la création locale de structures de mise à niveau, dans une volonté réelle de co-développement. (p. 4515) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 135 de M. Jacques Legendre (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger). - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de

séjour «compétences et talents») (p. 4541) : sceptique sur l'utilité de la carte "compétences et talents". Nombreuses restrictions à sa délivrance au détriment de l'attractivité de la France pour les chercheurs. Nécessité d'abandonner l'attitude défensive et de donner aux étrangers des conditions d'entrée et de séjour sans restrictions mesquines. (p. 4552) : nécessité de ne retenir que les seuls efforts en faveur des systèmes scolaires, universitaires et de formation professionnelle pour servir le développement des pays de la zone de solidarité prioritaire, à l'exclusion de tout autre dispositif.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er (précédemment réservé)** (chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour) (p. 4567) : discours moralisateur et paternaliste en contradiction avec les objectifs de codéveloppement. - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4574, 4575) : soutient l'amendement n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 4579, 4580) : favorable à l'amendement n° 167 de M. Claude Domeizel (suppression de la discrimination salariale subie par les médecins d'origine extracommunautaire exerçant dans les services hospitaliers). Recommandations de la HALDE. - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4586) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 440 de Mme Éliane Assassi (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution). (p. 4588) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 137 de M. Alain Milon (possibilité d'adoption d'un mineur étranger dont le pays d'origine prohibe cette institution, s'il a acquis la nationalité française par déclaration de nationalité). - **Article 23** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vérifications des actes d'état civil étrangers) (p. 4588) : contradiction entre le texte de cet article et les dispositions du projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4591, 4592) : son opposition à la suppression de la carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale". Refus de stigmatiser les mariages binationaux. (p. 4598) : favorable aux amendements identiques n° 169 de M. Bernard Frimat et n° 348 de Mme Éliane Assassi (suppression). (p. 4602) : soutient l'amendement n° 172 de M. Bernard Frimat (suppression de la condition relative à la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine) ; devenu sans objet. (p. 4613) : favorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Éliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans). (p. 4616, 4617) : soutient l'amendement n° 174 de M. Bernard Frimat (suppression de l'obligation de communauté de vie "depuis le mariage" pour les couples binationaux) ; rejeté. (p. 4621) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° 361 de Mme Éliane Assassi et n° 496 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de l'appréciation de liens personnels et familiaux pour attribuer la carte de séjour temporaire) ainsi que les amendements de Mme Assassi n° 362 (rédaction), n° 363 (suppression du critère des conditions d'existence), n° 364 (suppression du critère d'insertion dans la société française) et n° 365 (suppression du critère de la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine) et l'amendement n° 497 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rédaction).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 24 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 4684) : favorable aux amendements de suppression n° 176 de M. Bernard Frimat et n° 369 de Mme Éliane Assassi. - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un

conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune) (p. 4686, 4687) : intervient sur les articles 26, 27 et 28 du projet de loi. Interroge le Gouvernement sur les raisons de son acharnement contre les familles binationales et sur les critères de mesure de l'intégration. (p. 4690) : favorable aux amendements de suppression n° 178 de M. Bernard Frimat et n° 371 de Mme Éliane Assassi. - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 4692) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore). Redoute que ce texte ne favorise des abus de droit caractérisés, en l'absence de la sérénité nécessaire au rendu des jugements dans un grand nombre de tribunaux. - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident) (p. 4697) : incohérence de l'obligation d'une communauté de vie continue depuis le mariage imposée aux familles binationales pour la délivrance d'une carte de résident. - **Article 28** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 4700) : souhaite l'abrogation de l'article, l'un des pires de ce projet de loi, qui supprime le bénéfice de plein droit d'une carte de résident à l'étranger en situation régulière en France depuis dix ans.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4761, 4762) : mise en oeuvre d'un arsenal pour s'attaquer à "l'immigration subie", avec l'allongement des délais du regroupement familial. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4768) : organisation du regroupement familial comme une course d'obstacles. Volonté de décourager la venue des familles étrangères et non de mieux les accueillir, contrairement aux affirmations du ministre. (p. 4773) : votera les amendements de suppression n° 189 de M. Bernard Frimat et n° 386 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4785) : caractère partiel de la transposition de la directive du 29 avril 2004. Oubli incompréhensible du cas des personnes liées par un partenariat privilégié équivalent du PACS français, ainsi que des mariages entre homosexuels.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4864) : favorable à l'amendement n° 218 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions restreignant la protection contre l'expulsion des personnes résidant depuis plus de quinze ans en France et des étrangers mariés avec un ressortissant français). Inquiétude générale en France, notamment des églises, face aux situations dramatiques. Le groupe socialiste se déclare satisfait de l'envoi d'une circulaire aux préfets et souhaite son application avec le plus d'humanité possible, tout en sachant que les Français resteront mobilisés contre la politique du Gouvernement. - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - Acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4873, 4874) : bref rappel historique des lois régissant l'acquisition de la nationalité française par le conjoint étranger d'un Français. Volonté du législateur de 2006 de lutter contre les mariages blancs, en dépit de la faiblesse de leur nombre. Allongement inopérant de la période probatoire de vie commune pour lutter contre les quelques acquisitions frauduleuses. Insécurité juridique pour les quatre-vingt dix mille familles binationales fondées chaque année, privées d'unicité de nationalité. Soutient l'amendement n° 227 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. (p. 4878, 4879) : intervient sur

l'amendement précité n° 227 de M. Bernard Frimat. En dépit de grandes réticences, le groupe socialiste votera l'amendement n° 242 de M. Christian Cointat (non-application des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée pour l'acquisition de la nationalité française si l'étranger prouve que son conjoint français a été inscrit, pendant la durée de leur communauté de vie à l'étranger, au registre des Français établis hors de France) . - **Article 59 bis** (art. 21-2-1 nouveau du code civil - Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : doute de l'efficacité de la cérémonie d'accueil pour changer la réalité de l'état de la France. - **Article 60** (art. 21-4 du code civil - Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4880, 4881) : soutient l'amendement n° 228 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions allongeant le délai dont dispose le Gouvernement pour s'opposer à l'accès à la nationalité française) ; rejeté. - **Article 61** (art. 21-19 du code civil - Suppression de certaines dispenses de stage aux fins de naturalisation) (p. 4884, 4885) : soutient l'amendement n° 229 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. Hostilité du parti socialiste à l'abrogation d'une des seules manifestations de la relation privilégiée entre les Français et les peuples des anciennes colonies de la France. - **Article 62** (art. 21-22 du code civil - Coordination) (p. 4886) : soutient l'amendement n° 230 de M. Bernard Frimat (suppression pour coordination) ; devenu sans objet. - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - Compétence du conseil d'administration de l'OFPPA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs) (p. 4893, 4894) : durcissement des conditions du droit d'asile. Refus constant par les sénateurs socialistes du principe de la définition de pays d'origine sûrs et donc d'une liste, nationale ou communautaire. - **Article additionnel après l'article 64 ou après l'article 66** (p. 4900, 4901) : soutient l'amendement n° 265 de M. Bernard Frimat (fixation à deux mois, à compter de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la Commission des recours des réfugiés) ; devenu sans objet. - **Article 65** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 131-2, L. 311-9, L. 312-1, L. 312-5, L. 313-9, L. 313-19, L. 314-4, L. 314-11, L. 315-7, L. 345-1, et L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 4905, 4906) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 257 (élargissement des critères d'accès aux centres d'accueil des demandeurs d'asile) ; et n° 258 (extension des missions des CADA aux actions visant à l'autonomie et à l'insertion des demandeurs d'asile) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 4911) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 263 (caractère suspensif des recours devant la commission des recours des réfugiés pour les demandes examinées en procédure prioritaire) ; rejeté ; et n° 264 (coordination) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6295, 6298) : texte très discriminatoire. Inquiétude des Français établis à l'étranger quant à ses conséquences. Surestimation du danger du mariage migratoire pour la société. Absence d'évaluation du dispositif de contrôle de l'intention matrimoniale instauré par le décret du 23 février 2005. Problème d'applicabilité de ce nouveau texte par l'administration et par la justice. Possibilité de remise en cause a priori et a posteriori de la validité du mariage. Renversement des procédures judiciaires. Atteinte disproportionnée aux droits des personnes par rapport aux objectifs poursuivis et aux résultats prévisibles. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux) (p. 6313, 6315) : son amendement n° 26 : suppression ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 27 : précision selon laquelle le compte rendu de l'audition est adressé, à peine de nullité, dans un délai d'un mois, et non pas "sans délai". (p. 6317, 6318) : défavorable à l'amendement n° 20 de M. Christian Cointat (possibilité de délégation du pouvoir d'entendre les époux à l'étranger aux fonctionnaires dirigeant une chancellerie détachés ou aux consuls honoraires de nationalité française compétents). Ses amendements n° 28 : transmission aux futurs époux, dans un délai d'un mois à peine de nullité, du compte rendu de leur audition ; rejeté ; et n° 29 :

fixation par arrêté du ministre des affaires étrangères des conditions de formation des fonctionnaires délégués du pouvoir d'auditionner les époux ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - *Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger*) (p. 6321, 6323) : article central du projet de loi. Irréalisme des mesures. Inadaptation des délais et des procédures. Recours judiciaires prévisibles d'époux abusivement séparés pendant plusieurs années. Nouvelles suppressions de postes annoncées dans les consulats en 2007. (p. 6325, 6327) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 7 de la commission (assouplissement des conditions d'audition des époux qui n'ont pas de certificat de capacité à mariage en l'absence de tout doute sur le consentement). Favorable à l'amendement n° 23 de M. Christian Cointat (nécessité d'indices à caractère sérieux afin d'ouvrir une enquête préalablement à la transcription d'un mariage célébré régulièrement). - **Article 6** (art. 47 du code civil - *Force probante des actes de l'état civil étrangers*) (p. 6328) : bon article. Suppression de dispositions insérées par la loi du 26 novembre 2003 révélées inapplicables. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6332) : le groupe socialiste et apparentés vote contre ce projet de loi à la fois irréaliste et dangereux en dépit d'un objet légitime.

**- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8265) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur le sous-amendement n° 430 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8268, 8269) : avis de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, HALDE. (p. 8271) : son amendement n° 156 : référence à l'attestation de valeur scientifique par cohérence avec la loi portant création de la CMU ; rejeté. (p. 8273, 8275) : ses amendements n° 157 : substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats" ; n° 155 : possibilité pour les médecins détenteurs d'un diplôme étranger de passer quatre fois les épreuves de vérification des connaissances ; et n° 159 : quota réservé aux médecins ressortissant d'un pays extracommunautaire ; rejetés. Intervient sur son amendement précité n° 155. (p. 8277, 8278) : ses amendements n° 158 : suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées aux titulaires d'un diplôme européen ; et n° 154 : conditions d'accès à l'exercice de la médecine en France ; rejetés. Avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 132 de Mme Christiane Kammermann (harmonisation). (p. 8279) : avec le groupe socialiste, votera l'article malgré ses insuffisances. - **Article 39** (art. L. 123-1, L. 132-1, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 314-6 du code de l'action sociale et art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité*) (p. 8291) : conséquences sociales de l'article. Avec le groupe socialiste,

votera contre l'article. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8293, 8294) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 152 (mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins) ; et n° 153 (extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins) ; adoptés. - **Article 39 bis** (art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - *Sanctions applicables en cas de dépassement des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 8295) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Christiane Demontès (suppression) ; adopté. - **Article 39 ter** (art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - *Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée*) (p. 8297) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Christiane Demontès (informations transmises au nouvel Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) ; rejeté. (p. 8299) : avec le groupe socialiste, vote contre l'article modifié.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9553, 9554) : système multilatéral d'aide. Codéveloppement. Gonflement artificiel de l'AFD. Ne votera pas ces crédits. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9567) : défavorable à l'amendement de la commission des finances n° II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) - rapporteur pour avis (p. 9797, 9798) : crédits des programmes "Rayonnement culturel et scientifique" et "Audiovisuel extérieur". Accueil des étudiants étrangers en France. Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, AEFÉ. TV5 Monde et RFI. Dispersion des crédits de l'action culturelle extérieure. Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 9809, 9810) : campagne de presse hostile au ministère des affaires étrangères. Insincérité de ce budget. Réduction du personnel et des implantations. Contrôle de la validité des mariages. Agence pour l'enseignement à l'étranger, AEFÉ. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9826) : intervient sur l'amendement n° II-2 de la commission (transfert de crédits des contributions aux organismes internationaux à l'aide aux Français vivant dans des pays en crise et au détachement d'agents de l'OFPRA à l'étranger). (p. 9829) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-5 de la commission (réduction de la dotation de CulturesFrance et abondement de l'aide aux personnes et aux sociétés de bienfaisance dans les pays ayant connu des crises récentes).

**CÉSAR (Gérard)**  
*sénateur (Gironde)*  
 UMP

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) jusqu'au 11 juin 2006.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 9 mai 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Lituanie, Estonie : des tigres à l'Est de l'Europe ? [n° 176 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 80 tome 1 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Agriculture et pêche - Budget.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Article 2** (art. L. 531-2 du code de l'environnement - *Exclusion des techniques « naturelles » du champ de la réglementation spécifique aux OGM*) (p. 2406, 2407) : son amendement n° 50 : suppression de l'avis de la commission de génie génétique sur la liste des techniques considérées par le législateur européen comme ne relevant pas de la réglementation spécifique aux OGM ; retiré. - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2409, 2413) : ses amendements n° 51 : précision des missions des deux sections composant le Conseil des biotechnologies ; et n° 64 : rapport annuel sur les résultats des études d'évaluation des risques pour la santé publique et pour l'environnement des OGM autorisés ; retirés. (p. 2420, 2422) : sur l'amendement n° 10 de la commission (définition des missions respectives des deux sections du Haut conseil), son sous-amendement n° 218 : suppression des dispositions prévoyant la saisine de la section économique et sociale sur chaque demande d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM ; adopté. Problème de la confidentialité. Son amendement n° 53 : précision des missions confiées à la section socio-économique du conseil des biotechnologies ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 11** (art. L. 533-2 du code de l'environnement - *Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés*)

(p. 2483, 2484) : son amendement n° 52 : précision de la définition des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : sa question (p. 3193, 3194).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 5780) : interrogation sur l'amendement n° 88 de la commission (établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement). (p. 5781) : son amendement n° 152 : modification de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau ; retiré. (p. 5782) : intervient sur son amendement n° 152 précité. Souhait des viticulteurs et des coopérateurs de progresser dans la voie de la dépollution. (p. 5784, 5785) : ses amendements n° 146 : pour le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages, possibilité de choix entre un système forfaitaire et un mode de calcul valorisant les pratiques tendant à réduire la pollution et n° 426 : relèvement du taux de chargement de gros bétail à l'hectare et substitution de la référence à la surface agricole utile à celle de la surface agricole utilisée pour cette même redevance ; retirés. (p. 5799) : son amendement n° 157 : précision ; devenu sans objet. (p. 5806) : soutient l'amendement n° 208 de M. Rémy Pointereau (modération des taux de prélèvement de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques) ; retiré. Existence du réseau FARRE, Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement. (p. 5810) : son amendement n° 137 : restriction du champ des bénéficiaires de la prime pour réduction des pollutions diffuses au seul utilisateur final ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : sa question (p. 7668, 7669).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9574, 9575) : soutien au secteur de la forêt. Innovation et valorisation des produits. Rationalisation et modernisation des structures administratives. Crise de la filière vitivinicole. Financement de l'INAO et de l'assurance récolte. Avis favorable de la commission saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9617, 9618) : son amendement n° II-156 : augmentation de la dotation de l'INAO ; adopté. - **Article 41 (Fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 9620) : son amendement n° II-154 : transfert, à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, des droits et obligations du service d'utilité agricole inter-chambres d'agriculture, relatifs au Fonds de garantie viagère ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9622) : son amendement n° II-193 : garantie apportée par l'Etat aux emprunts contractés par trois organisations professionnelles agricoles ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23 (Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)** (p. 10466) : soutient l'amendement n° 116 de M. François-Noël Buffet (report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10472) : intervient sur l'amendement n° 122 de M. Yves Détraigne (instauration d'une taxe sur les sacs plastiques non biodégradables). - **Article 23 bis (Régime fiscal des biocarburants pour les flottes captives)** (p. 10474) : son amendement n° 231 : rétablissement des



exonérations fiscales pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole et pour l'avitaillement des navires de pêche ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10498) : soutient l'amendement n° 39 de M. Philippe Leroy (possibilité d'amortissements exceptionnels pour les matériels destinés aux entreprises de première transformation du bois acquis avant le 1er janvier 2010) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 27 ter** (p. 10541) : son amendement n° 40 : application du mécanisme de report en arrière des déficits au paiement de l'impôt sur le revenu pour la seule catégorie des bénéfices agricoles ; retiré. (p. 10542) : son amendement n° 117 : suppression de l'exonération de TVA applicable aux opérations immobilières effectuées par les SAFER ; adopté. - **Article additionnel après l'article 27 quater** (p. 10546, 10547) : soutient l'amendement n° 214 de M.

Philippe Leroy (compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, pour signer certaines conventions avec les propriétaires bailleurs) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10587) : son amendement n° 36 : maintien en 2007 du plafond de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles destiné à financer le développement et la recherche dans le secteur agricole ; adopté. (p. 10641) : son amendement n° 183 : création d'un droit fixe au titre de l'inscription à l'annexe du tableau régional des architectes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10646) : soutient l'amendement n° 119 de M. Philippe Leroy (élargissement des critères environnementaux pris en compte pour l'exonération de taxe foncière sur les logements locatifs neufs) ; retiré.



## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Opérations de contrôle budgétaire effectuées dans le Pacifique, les Grandes Antilles et auprès du GIP France Coopération Internationale [n° 346 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : CulturesFrance : des changements nécessaires [n° 61 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Aide publique au développement. Compte spécial prêts à des états étrangers et compte spécial accords monétaires internationaux. [n° 78 tome 3 annexe 4 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2154) : favorable au sous-amendement n° 320 de M. Claude Domeizel portant sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional). (p. 2156) : intervient sur le sous-amendement n° 242 de M. Claude Domeizel portant sur l'amendement n° 13 de la commission précitée. - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2160, 2161) : ne votera pas l'amendement n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales). - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2169) : son amendement n° 229 : fixation du montant du transfert de ressources du CNFPT aux centres de gestion par décret après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges ; retiré. (p. 2171) : intervient sur son amendement n° 229 précité. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2177) : intervient sur les amendements n° 86 de M. Alain Vasselle (suppression partielle), n° 270 de M. Claude Domeizel (caractère facultatif des missions d'inspection et de contrôle) et n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité). (p. 2179) : sur l'amendement n° 191 de M. Alain Vasselle (gestion des secrétariats des commissions de réforme et des comités médicaux par les centres de gestion), son sous-amendement n° 327 ; rejeté. (p. 2183) : intervient sur les amendements identiques n° 132 de M. Gérard Delfau, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2186, 2187) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 193 de M. Alain Vasselle et n° 280 de M. Claude Domeizel (conditions de fonctionnement du partenariat entre les centres de gestion et la CNRACL). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 2195) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (présence des CDG à cette conférence). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2198) : intervient sur l'amendement n° 236 de M. Claude Domeizel (clarification en matière de contrôle des dépenses liées

à la création et à la gestion des emplois budgétaires). - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Rôle des comités techniques paritaires*) (p. 2205) : intervient sur l'amendement n° 274 de M. Claude Domeizel (consultation des comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité). - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2214, 2215) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires). (p. 2217) : favorable à un rapprochement des questeurs du Sénat et de ceux de l'Assemblée nationale pour trouver une solution à cette question.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 2266, 2267) : application de l'article 40 de la Constitution à l'ensemble des dépenses publiques, Etat, collectivités locales et régimes obligatoires de sécurité sociale. - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2271) : défavorable à l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2278) : intervient sur l'amendement n° 162 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les communautés de communes de 5000 habitants de créer des emplois fonctionnels de directeur général). Interrogation sur la nature réglementaire ou législative des seuils. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2284) : défavorable à l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (limitation du congé annuel des personnels territoriaux à trente-et-un jours consécutifs). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 2285) : sur l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence) auquel il est favorable, son sous-amendement n° 334 : conditions de création de la contribution additionnelle fixée par décret ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2289, 2290) : son amendement n° 226 : révision du barème de notation des agents territoriaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 2292, 2294) : son amendement n° 224 : possibilité pour l'autorité territoriale d'affecter un agent précédemment révoqué pour raison disciplinaire et réintégré à la suite d'une décision de justice dans le centre de gestion compétent ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2295, 2302) : ses amendements n° 222 : délibération du conseil de discipline à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ; n° 230 : présidence du conseil de discipline par un élu territorial ; n° 223 : suppression du droit de vote accordé au président du conseil de discipline ; n° 228 : possibilité de recrutement direct des anciens fonctionnaires de la police nationale ou des militaires de la gendarmerie en qualité de garde-champêtre ; n° 227 : dans les communes de montagne, réunion du conseil de discipline parmi les seuls représentants des collectivités territoriales du département concerné ; n° 233 : suspension du traitement pendant l'incarcération en détention provisoire d'un fonctionnaire territorial ; n° 234 : suppression de la procédure disciplinaire en cas de condamnation définitive d'un fonctionnaire territorial à la suite de vol ou de détournement de fonds commis au détriment de la collectivité territoriale qui l'emploie ; et n° 235 : suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés ; retirés ; et n° 225 : prise en compte équivalente par la juridiction administrative saisie d'un recours contre une mesure individuelle concernant un agent territorial, de la notation et des appréciations figurant dans son dossier ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2307) : intervient sur les amendements analogues n° 246 de M. Charles Gautier et n° 304 de M. Jean-Claude Gaudin (préavis de licenciement accordé aux collaborateurs de cabinet). (p. 2309, 2310) : intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (maintien du régime indemnitaire des

personnels transférés d'une collectivité à l'un de ses établissements publics) et sur ce dernier, oppose l'article 40 de la Constitution. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2314) : reprend les amendements de Mme Françoise Férat n° 121 : lutte contre les certificats médicaux de complaisance et n° 122 : lutte contre les abandons de poste sans motif ; retirés. - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 2320) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 310 de Mme Colette Mélot (intégration des titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A dans les filières de la fonction publique territoriale). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2322) : favorable à l'amendement n° 309 de M. Philippe Arnaud (possibilité d'embaucher des contractuels dans les communes de moins de 2 000 habitants lorsque la création ou la suppression du poste dépend d'une décision de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2326) : sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat), son sous-amendement n° 335 : non-cumul avec les avantages du régime indemnitaire de la collectivité d'accueil ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2330) : votera l'amendement n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2412) : suggère une rectification aux amendements identiques n° 5 de la commission et n° 77 de M. Jean-Marc Pastor (dénomination du Haut conseil des biotechnologies, précision de ses missions et publicité de son rapport annuel). (p. 2417, 2418) : ses observations sur les amendements de la commission n° 6 (nomination des membres du Haut conseil par décret pris sur proposition des ministres chargés de la recherche et de l'agriculture, après avis des ministres chargés de l'environnement, de la défense et de la santé) et n° 8 (application des modalités de déclaration de conflits d'intérêts et de rémunération des vacances pour les membres de la section scientifique du Haut conseil) et le sous-amendement n° 80 de M. Jean-Marc Pastor sur l'amendement n° 9 de la commission (présence, dans la section économique et sociale du Haut conseil, de parlementaires membres de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques). Nécessité d'astreindre tous les membres du Haut conseil au secret professionnel. (p. 2420) : sur l'amendement n° 10 de la commission (définition des missions respectives des deux sections du Haut conseil), son sous-amendement n° 212 : suppression des dispositions prévoyant la saisine de la section économique et sociale sur chaque demande d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM ; adopté. Souci d'éviter la tutelle de cette section sur la section scientifique. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2427, 2429) : intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental). Incidents dans son département du Puy-de-Dôme provoqués par de nombreuses expérimentations. Solitude du maire. Solution actuelle non satisfaisante. Nécessité d'accepter le principe de la création d'une commission locale, une fois prise la décision d'expérimentation et une fois le maire informé.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - *Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2479) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Françoise Férat (liste des informations ne pouvant rester confidentielles). - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2488) : sur l'amendement n° 23 de la commission (autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies), son sous-amendement n° 213 ; retiré. (p. 2492, 2495) : portée de la consultation nationale

prévue par l'amendement précité n° 23 de la commission. Situation des communes ne disposant pas d'un accès à internet.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - *Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées*) (p. 2540) : intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (information immédiate de l'autorité administrative sur les mesures destinées à protéger la santé publique et l'environnement). - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2546) : défavorable à l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2559, 2561) : sur l'amendement n° 42 de la commission (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM), son sous-amendement n° 215 ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Rappel au règlement** (p. 2809, 2810) : modification et précision par le Conseil constitutionnel de sa jurisprudence sur l'exercice du droit d'amendement. Demande de précision sur les conditions de l'application au Sénat des nouvelles irrecevabilités résultant de cette récente jurisprudence. Interrogation sur une éventuelle modification du règlement.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Rappel au règlement** (p. 3504) : nécessité de préserver les parlementaires de la pression des lobbies dans l'enceinte du Sénat. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3558) : défavorable à l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite (précision relative au droit moral). Nécessité de réfléchir à l'application du droit moral avant l'utilisation de l'oeuvre. (p. 3561) : sur l'amendement n° 1 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche), son sous-amendement n° 260 ; adopté. (p. 3566, 3567) : sur l'amendement n° 3 de la commission (champ d'application de l'exception au bénéfice des personnes handicapées), ses sous-amendements n° 66 et n° 67 ; retirés. Son amendement n° 61 : suppression de la référence aux déficiences psychiques ; devenu sans objet. (p. 3568, 3569) : son amendement n° 62 : fourniture de fichiers numériques à la demande des organismes d'aide aux personnes handicapées ; adopté après modification par le sous-amendement n° 262 de M. Jacques Valade, auquel il est favorable. (p. 3569, 3573) : son amendement n° 63 : encadrement de l'exception prévue en faveur des bibliothèques et services d'archives ; retiré. Sur l'amendement n° 6 de la commission (exception en faveur des établissements documentaires), son sous-amendement n° 68 ; retiré. (p. 3579, 3580) : son amendement n° 64 : conditions générales s'appliquant aux exceptions au droit d'auteur ; rejeté. (p. 3581, 3583) : son amendement n° 65 : suppression de la mention relative à la liberté de l'auteur de mettre son oeuvre à la disposition du public de façon payante ou gratuite ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 4** (art. L. 122-9-1 et L. 211-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Épuisement du droit de distribution*) (p. 3655) : intervient sur le sous-amendement n° 279 du Gouvernement, portant sur l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de l'article). - **Article 4 bis** (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - *Radiodiffusion des phonogrammes du commerce*) (p. 3656) : son amendement n° 69 : suppression ; retiré au profit de l'amendement identique n° 128 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3659, 3660) : son amendement n° 70 : suppression de l'extinction du droit à rémunération au décès de l'artiste-interprète ; adopté après modification par le sous-amendement n° 282 du Gouvernement auquel il est favorable. - **Article 5 ter** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - *Publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée*) (p. 3663, 3664) : son amendement n° 71 : composition et rôle de la "commission copie privée" ; retiré. - **Article 5 quater** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - *Extension du remboursement de*

la rémunération pour copie privée aux cabinets d'imagerie médicale) (p. 3665) : son amendement n° 72 : remboursement de la rémunération pour copie privée pour les supports acquis pour un usage professionnel ; retiré. - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3679) : son amendement n° 73 : suppression des dispositions visant à garantir l'interopérabilité ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3703) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), son sous-amendement n° 74 : recours suspensif ; retiré. (p. 3706) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), favorable au sous-amendement n° 264 de M. Pierre Hérisson (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP). (p. 3708) : interrogation sur le délai de recours. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3711, 3712) : défavorable à l'amendement n° 173 de M. Jack Ralite (autorisation préalable de la CNIL pour les dispositifs permettant un contrôle à distance ou le traitement de données personnelles). - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions) (p. 3713, 3720) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 75 ; retiré. Intervient sur le sous-amendement n° 249 de M. Jack Ralite. - **Article 9** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection) (p. 3728) : satisfait de l'intégration de son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 21 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection). Favorable à l'amendement n° 133 de M. David Assouline (composition et mode de fonctionnement du collège de médiateurs). Défavorable à la multiplication des autorités administratives indépendantes. - **Article 15 bis** (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la représentation) (p. 3757, 3758) : son amendement n° 78 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 3764, 3765) : ses amendements n° 79 : réglementation des relations entre les sociétés de perception et de répartition de droits et les titulaires de droits ; et n° 80 : somme à répartir aux ayants droit ; rejetés. - **Article 19** (art. L. 321-3 du code de la propriété intellectuelle - Contrôle public des règles de fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits) (p. 3766) : son amendement n° 83 : délai de mise en conformité avec la réglementation en vigueur ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** : son amendement n° 84 : information des associés des sociétés de perception et de répartition de droits ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 19 ou après l'article 20** (p. 3767) : son amendement n° 85 : limitation à 5 % de la part de la rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3768) : son amendement n° 86 : affectation des sommes prélevées en application de l'article L. 321-9 ; adopté. - **Article 20** (art. L. 321-12 du code de la propriété intellectuelle - Compétence du comité de la réglementation comptable pour fixer les règles comptables applicables aux sociétés de gestion collective de droits) (p. 3768, 3769) : son amendement n° 87 : généralisation du régime du mandat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 20** : son amendement n° 88 : application du code de la mutualité aux actions sociales des sociétés de perception et de répartition de droits ; retiré. - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 3772, 3773) : défavorable à l'amendement n° 35 de la commission (extension des accords collectifs relatifs à la rémunération des auteurs). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3774, 3775) : sur l'amendement n° 37 de la commission (encadrement juridique des accords conclus par l'INA avec les organisations syndicales

représentatives des artistes-interprètes), son sous-amendement n° 89 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (12 septembre 2006) (p. 5872) : propose au Président du Sénat d'adresser un message au Premier ministre lui demandant de transmettre à l'ensemble des intervenants au Liban l'hommage de la Haute Assemblée.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8748) : sur l'amendement n° I-232 de la commission (mesures visant à inciter les personnes fiscalement non domiciliées en France à devenir des résidents fiscaux français), son sous-amendement n° I-236 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8762, 8763) : favorable à l'amendement n° I-53 de M. Paul Girod (exonération des droits de succession des indemnités visant à réparer les dommages causés par un accident ou une maladie) sous réserve d'une rédaction affinée en commission mixte paritaire. - **Article 4** (*Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable*) (p. 8768) : réservé sur cet article à l'exception de la disposition concernant le privilège du Trésor. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8772, 8773) : intervient sur l'amendement n° I-188 de M. Philippe Dominati (exonération de la résidence principale du calcul de l'ISF). Favorable à l'amendement du même auteur n° I-189 (abaissement du délai de prescription de dix à trois ans).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8801) : intervient sur l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéfice de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés). (p. 8803, 8804) : intervient sur les amendements identiques de n° I-60 de M. Thierry Foucaud, n° I-202 de M. Michel Mercier et n° I-115 de M. Gérard Collomb (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain). Régime fiscal global des associations. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8808, 8809) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-46 de la commission et n° I-199 de M. Jean Arthuis (assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux ou des bénéficiaires agricoles, non adhérents à un centre de gestion), déposé après l'article 2. (p. 8822) : favorable à l'amendement n° I-113 de M. Claude Domeizel (extension de l'exonération de cotisation patronale d'assurance vieillesse due à la CNRACL, dont bénéficient les CCAS et les CIAS, aux communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux). - **Article 8** (*Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 8834) : intervient sur l'amendement n° I-215 de M. Michel Mercier (conditions de versement des intérêts moratoires en cas de surestimation par l'entreprise de son résultat imposable). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8835) : intervient sur l'amendement n° I-68 de M. Thierry Foucaud (taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8853) : ne votera pas l'amendement n° I-71 de M. Thierry Foucaud (abaissement du taux de TVA à 18,6 %). (p. 8857, 8858) : intervient sur les amendements analogues n° I-73 de M. Thierry Foucaud, n° I-190 de M. Philippe Dominati et n° I-114 de M. Jean-Pierre Sueur (application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8957) : son amendement n° I-171 : évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux ; retiré. (p. 8958) : intervient sur son amendement n° I-171 précité.

*Deuxième partie :*

### Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (5 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9548, 9550) : sa mission au Mozambique. Agence française de développement. France coopération internationale. La commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9564, 9565) : ses amendements, portant sur le même objet, n° II-10 et II-11 : renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement" ; adoptés.

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9999, 10000) : intervient sur l'amendement n° II-265 de la commission (mutualisation des plafonds de déduction d'épargne retraite entre conjoints ou entre pacés) et sur le sous-amendement n° II-351 du Gouvernement (limitation de la mutualisation des plafonds aux seules cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et non professionnelle) déposé sur celui-ci. (p. 10005, 10006) : ne votera pas l'amendement n° II-336 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain). (p. 10012) : intervient sur les amendements identiques n° II-308 de M. Gérard Collomb et n° II-341 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI délégataires de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles) ainsi que sur l'amendement n° II-304 de M. Claude Domeizel (octroi du bénéfice du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle aux communes situées à proximité d'un site générateur de cette taxe, qu'elles relèvent de départements qui soient limitrophes du site ou non). - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 10033) : à son grand regret, ne votera pas l'amendement n° II-329 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au FCTVA des communes et des EPCI pour la construction de logements locatifs). Risque de remise en cause par Bruxelles du FCTVA. - **Article 40 quinquiés (Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)** (p. 10037) : intervient sur les amendements identiques n° II-275 de la commission et n° II-332 de M. Dominique Braye (suppression de l'ensemble du dispositif). Réflexion nécessaire sur une position à présenter en commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 10055) : intervient sur l'amendement n° II-340 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques). Suggère de saisir le Conseil d'Etat sur la question de l'harmonisation des tarifs des redevances domaniales. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10082, 10083) : ne votera pas l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite). Discussion nécessaire et préalable avec les intéressés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 10 (Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)** (p. 10409) : intervient sur l'amendement n° 254 du Gouvernement (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI). -

**Article 10 bis (Répartition du produit des amendes forfaitaires de police de la circulation en 2006)** (p. 10410, 10411) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. Marc Massion (affectation aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des infractions constatées par les radars automatiques). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10415) : favorable à l'amendement n° 69 de M. Thierry Repentin (extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement). - **Article 14 et état B (Budget général : ouverture de crédits supplémentaires)** (p. 10423, 10424) : conformité des amendements du Gouvernement à la jurisprudence du Conseil constitutionnel. - **Article 22 bis (Restauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité)** (p. 10457) : intervient sur l'amendement n° 140 de M. Bruno Sido (remplacement du système de "l'énergie réservée" par un dispositif de monétarisation).

- **Suite de la discussion (19 décembre 2006) - Articles additionnels après l'article 27 ter** (p. 10542) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gérard César (suppression de l'exonération de TVA applicable aux opérations immobilières effectuées par les SAFER). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10559) : s'abstiendra lors du vote des amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Article 31 (Possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)** (p. 10578) : demande de précision sur le secret fiscal.

- **Projet de loi de finances pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 124 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (19 décembre 2006) (p. 10591, 10592) : motifs de satisfaction d'ordre institutionnel et formel. Caractère provisoire d'un budget de fin de législature. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 53 bis** (p. 10634) : intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (extension du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome aux bénéficiaires du fonds spécial d'invalidité).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10661, 10662) : intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10681, 10682) : son amendement n° 175 : réduction de la contribution aux Fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle de certaines communes ou EPCI devant payer le ticket modérateur ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10706) : son amendement n° 118 : coïncidence de dates entre les élections au comité des finances locales et les élections municipales ; adopté.

**CLÉACH (Marcel-Pierre)**  
*sénateur (Sarthe)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 7 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense** [n° 108 (2005-2006)] - (8 février 2006) - **Article 4** (*Contrat d'engagement à servir dans la réserve - Participation des réservistes opérationnels aux actions civilo-militaires - Clause de réactivité*) (p. 608) : soutient l'amendement n° 16 de M. Philippe Darniche (précision sur la formation professionnelle suivie par les réservistes) ; retiré. - **Article 10** (*Objectifs de la réserve citoyenne*) (p. 610, 611) : soutient l'amendement n° 17 de M. Philippe Darniche (création d'un médiateur de la réserve militaire) ; retiré.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture** [n° 137 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2684, 2686) : difficultés juridiques et techniques soulevées par ce texte. Caractère circonstanciel de cette proposition de loi. Rappel des auditions menées en 2004 dans le cadre de son rapport sur le logement locatif privé. Désengagement progressif des propriétaires institutionnels. Médiation des ventes à la découpe d'immeubles situés dans les beaux quartiers parisiens. Etude réalisée par la chambre des notaires d'Ile-de-France. Proposition de loi faussement compassionnelle. Conséquences de ce texte : risque de rigidification du marché immobilier ; enchérissement du prix de vente des appartements ; diminution de l'offre privée de logement. Image négative de la France à l'étranger. Ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (*art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble*) (p. 2696, 2698) : ses amendements n° 9 : réserve des dispositions protectrices de ce texte aux seuls locataires habitant leur logement à titre principal ; retiré ; n° 11 : précision ; adopté ; n° 10 : remplacement de la notification formelle par une simple mise à disposition des informations relatives au prix et aux conditions de vente par un bailleur au locataire ; n° 30 : précision et cohérence avec les dispositions existantes ; retirés ; et n° 12 : indépendance du technicien chargé du contrôle par rapport aux mandataires ou aux locataires ; adopté. (p. 2699) : son amendement n° 15 : possibilité pour le nouvel acquéreur de réévaluer le loyer, en cas de sous-évaluation de celui-ci, dans les trois mois après la signature authentique ; rejeté. (p. 2701) : son amendement n° 14 : unicité d'application de la disposition de prorogation des contrats de bail ; rejeté. (p. 2702) : son amendement n° 13 : précision du champ d'application de ce texte au moment de son entrée en vigueur ; retiré. (p. 2708) : intervient sur son amendement n° 15 précité. (p. 2709) : intervient sur son amendement n° 14 précité. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2713) : son amendement n° 1 : augmentation de quatre à six ans du délai de revente d'un immeuble par un marchand de biens lui permettant de bénéficier d'une exonération d'une partie des droits et taxes de mutation ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

#### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9195, 9197) : évolution des crédits. Bilan médical gratuit pour les anciens combattants d'AFN. Augmentation de la retraite du combattant. Rente mutualiste du combattant. Pérennité de l'ONAC. Pensions militaires d'invalidité. Campagne double pour les agents publics, anciens combattants d'Afrique du Nord. Situation des veuves d'anciens combattants. Indemnisation des pupilles de la nation et des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes. "Décristallisation" des pensions. Date commémorative pour les morts d'Algérie.

**CLÉMENT (Pascal)**  
garde des sceaux, Ministre de la justice

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés et complétant ses dispositions [n° 415 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Projet de loi* portant refonte du code de l'organisation judiciaire et modifiant le code de commerce, le code rural et le code de procédure pénale (partie législative) [n° 474 (2005-2006)] (30 août 2006) - **Justice - PME, commerce et artisanat.**

*Projet de loi organique* relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)] (18 décembre 2006) - **Justice.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 149, 150) : mobilisation et sensibilisation des juridictions en cette matière. Dispositions de nature civile et de nature pénale prévues par ce texte. Remarquable complémentarité du travail des deux assemblées. Forte volonté de lutter contre les mariages forcés. Répression des mutilations sexuelles. Lutte contre le tourisme sexuel. - **Article 1er C** (art. 63, 170 du code civil - *Délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux*) (p. 169) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (précision). - **Article 1er D** (art. 180 du code civil - *Nullité relative du mariage pour vice de consentement*) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (poursuite en annulation des mariages forcés par le ministère public). - **Article 1er E** (art. 181 et 183 du code civil - *Délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage*) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (augmentation du délai de recevabilité d'une action en nullité pour violence en cas de cohabitation continuée des mariés). - **Article 1er F** (art. 1114 du code civil - *Crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant*) (p. 170) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 170, 171) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Muguette Dini (recul de la date du regroupement familial jusqu'à la majorité du conjoint résidant en France). - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 172) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 18 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 30 de M. Roland Courteau (formation des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des magistrats et des policiers aux questions de violences conjugales). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 176) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Josiane Mathon-Poinat (édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 177) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 13 de M. Jean-Guy Branger et n° 15 de Mme Muguette Dini (incrimination des violences au sein du couple). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 179) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Roland Courteau (extension, pour l'ensemble des violences, de l'accès à l'aide juridictionnelle sans conditions de ressources). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 181, 182) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Gisèle Gautier (renforcement de la présomption d'innocence des plaignants). - **Articles additionnels après l'article 5 ou avant l'article 5 bis** (p. 184) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 31 de M. Roland Courteau (intégration des victimes de violences conjugales dans

le champ du recours en indemnité). - **Article 5 bis A** (art. 220-1 du code civil - *Extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B** (p. 185) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 12 de Mme Gisèle Gautier et n° 34 de M. Roland Courteau (dispense par le juge aux affaires familiales de l'obligation d'information de changement de résidence). - **Article 5 bis B** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale*) (p. 187) : accepte les amendements identiques n° 9 de la commission et n° 22 de Mme Josiane Mathon-Poinat (caractère facultatif de la médiation pénale laissée à l'appréciation du procureur de la République en cas de violences conjugales). S'oppose à l'amendement n° 33 de M. Roland Courteau (exclusion de la possibilité pour le procureur de la République de recourir à une médiation pénale en cas de violences conjugales). - **Articles additionnels après l'article 5 bis B** (p. 188) : s'oppose à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale en cas de violences conjugales). (p. 189) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Roland Courteau (possibilité de refus de présentation de l'enfant mineur en cas de violences exercées par le parent titulaire du droit de visite). - **Article additionnel avant l'article 5 bis** (p. 190) : s'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide financière en faveur des victimes de violences conjugales). - **Article 5 quater** (art. 222-47 du code pénal - *Interdiction de sortie du territoire pour l'auteur d'un viol ou d'une autre agression sexuelle à l'encontre de mineurs*) (p. 191) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (coordination). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 192) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Roland Courteau (modification de l'intitulé de la proposition de loi).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 167 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 198) : nécessité d'organiser une consultation nationale sur ce sujet lorsque le moment sera venu.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire** [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2046, 2047) : unanimité sur ce texte. Relèvement de l'âge nubile des femmes. Lutte contre les mariages forcés. Répression des violences conjugales et de la pédophilie. Attention portée aux mesures réglementaires proposées.

- **Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux** [n° 276 (2005-2006)] - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2730, 2731) : démonstration des engagements européens par le projet de loi prévoyant la ratification de l'ordonnance. Manifestation de la politique du Gouvernement en faveur des consommateurs et du développement économique. Texte clair, construit et équilibré. Limitation aux relations entre le consommateur et le professionnel, et exclusion de la vente des immeubles. Décision de la Cour de justice des Communautés européennes. Remerciements. - **Article 3** (art. L. 211-16 du code de la consommation - *Exonération de responsabilité du fournisseur pour défaut de sécurité du produit*) (p. 2735, 2736) : préoccupation pour la chancellerie du droit de la consommation. Tutelle du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'INC. Groupe de travail sur l'action collective d'associations de consommateurs à la chancellerie et au ministère des finances.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : sa réponse (p. 3816, 3820).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3887, 3891) : adaptation du droit des successions et

des libéralités aux évolutions de la société. Liberté accrue dans l'organisation de sa succession. Simplification et accélération du règlement des successions. Mesures de simplification de la gestion du patrimoine successoral. Adaptations techniques du régime juridique du PACS. Réforme équilibrée et pragmatique à l'image des évolutions accomplies en droit de la famille. (p. 3906, 3907) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3913, 3920) : sur les amendements de M. Georges Othily, s'oppose aux n° 119 (suppression de la possibilité de placement de l'option héréditaire sous la tutelle étatique lorsque l'Etat n'est pas créancier de la succession), n° 120 (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant) et n° 122 (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire") et accepte le n° 121 (maintien des pénalités de recel même lorsque l'héritier révèle spontanément la présence d'un héritier ou restitue ce qui a été recelé avant la découverte des faits). Sur les amendements de M. Robert Badinter, accepte le n° 132 (rédaction), s'oppose aux n° 133 (suppression du renouvellement des baux et de la mise en oeuvre des décisions d'administration et de disposition de la liste des actes pouvant être accomplis par l'héritier sans entraîner une acceptation tacite de la succession), n° 128 (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant) et n° 134 (déchéance de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net dans le délai de quatre mois). Accepte les amendements de rédaction de la commission n° 124, n° 1, n° 2, n° 6, n° 8 et n° 9, n° 3 et 7 (précision), n° 5 (qualification des opérations courantes nécessaires à la continuation à court terme de l'activité de l'entreprise d'actes d'administration provisoire) et n° 4 (coordination). (p. 3921, 3927) : accepte les amendements de la commission n° 10 (délai imparti à l'héritier pour déclarer l'aliénation ou la conservation du bien porté à quinze jours), n° 11 (contestation du prix par les créanciers impossible en cas de vente réalisée aux enchères publiques), n° 12 (rédaction), n° 13, 14 et 15 (précision) et n° 16 (réalisation de l'inventaire des biens d'une succession en déshérence dans les mêmes conditions que celui des biens d'une succession vacante). Sur les amendements de M. Robert Badinter, s'oppose aux n° 136 (remplacement du paiement au prix de la course par un paiement au marc l'euro dans le principe d'égalité des chirographaires), n° 135 (raccourcissement à un an du délai accordé aux créanciers pour se manifester) et n° 137 (maintien des droits des créanciers successoraux sans condition de délai) et accepte le n° 138 (part du renonçant attribuée à ses représentants ou à ses cohéritiers). S'oppose à l'amendement n° 164 de M. François Zocchetto (paiement des créanciers dans le délai de quatre mois suivant la déclaration de conserver le bien). S'oppose à l'amendement n° 165 de M. François Zocchetto (dans le cas de successions vacantes ou en déshérence, possibilité pour tout créancier d'exiger que la vente soit faite en justice). (p. 3929) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Robert Badinter (suppression du mandat à effet posthume). Avantages de la reconnaissance de ce nouveau mandat. (p. 3934, 3935) : accepte les amendements de la commission n° 17 (précision), n° 18 (exercice de ses pouvoirs par le mandataire même lorsqu'il existe un mineur ou un majeur protégé parmi les héritiers), n° 19 (mandat limité à une durée de cinq ans prorogeable par le juge), n° 20 (extension des pouvoirs reconnus au mandataire à effet posthume tant qu'aucun héritier visé par le mandat n'a accepté la succession), n° 21 (rémunération du mandataire sous forme de fruits, revenus et capital), n° 22 (coordination), n° 23 (prise en compte de la rémunération du mandataire comme une charge de la succession), n° 24 (possibilité de révocation judiciaire du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission), n° 25 (coordination) et n° 26 (rédaction). Sur les amendements de M. Robert Badinter, s'oppose aux n° 130 (limitation du mandat à une durée de deux ans), n° 131 (possibilité de révocation du mandat à effet post mortem en cas de décision unanime des héritiers ou de désignation d'un mandataire par convention) et n° 143 (fin du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission) et demande le retrait des amendements n° 141

(rémunération du mandataire limitée à la quotité disponible de la succession) et n° 142 (rédaction) qu'il estime satisfaisants. Accepte l'amendement n° 166 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le notaire chargé du règlement de la succession d'être nommé mandataire à effet posthume). Sur les amendements de M. Laurent Bêteille, demande le retrait du n° 125 (suppression de la possibilité de prévoir un mandat à durée indéterminée) au profit de l'amendement n° 19 précité, s'oppose au n° 158 (possibilité pour tout héritier de demander la fin du mandat en l'absence d'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission) et demande le retrait du n° 126 (compte rendu de gestion effectué par le mandataire adressé à l'ensemble des héritiers). S'oppose à l'amendement n° 189 de M. Jean-René Lecerf (suppression de l'exigence de forme authentique du mandat) ainsi qu'au sous-amendement n° 198 de M. Laurent Bêteille déposé sur l'amendement n° 24 précité. (p. 3939) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le juge de désigner le notaire chargé du règlement de la succession comme mandataire successoral). (p. 3940) : s'oppose aux amendements identiques n° 127 de M. Laurent Bêteille et n° 168 de M. François Zocchetto (possibilité pour les héritiers de faire un recours par la voie du référé contre la désignation du mandataire successoral), repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt. S'oppose à l'amendement n° 145 de M. Robert Badinter (désignation du mandataire successoral pour une durée de deux ans) et accepte l'amendement n° 27 de la commission (fixation de la rémunération du mandataire successoral par le juge).

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 2** (art. 815, 815-1 à 815-3 et 815-10 du code civil - *Dispositions relatives à l'indivision*) (p. 3950) : s'oppose aux amendements n° 157 de M. Serge Larcher (instauration d'une règle de majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de l'indivision) et n° 118 de M. Nicolas Alfonsi (instauration d'une majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de l'indivision en Corse). Mise en place d'un GIP ayant pour mission de reconstituer les titres de propriété en Corse. (p. 3951) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. François Zocchetto (extension de la règle de la majorité des deux tiers à l'ensemble des baux y compris commerciaux et portant sur un immeuble à usage agricole). - **Article 4** (art. 816 à 842 du code civil - *Dispositions relatives au partage*) (p. 3955, 3958) : accepte les amendements de la commission n° 28, 30, 32 et 37 (coordination), n° 29, 33 et 34 (précision), n° 31 et 36 (rédaction) et n° 35 (clarification). S'oppose à l'amendement n° 148 de M. Roger Madec (extension au partenaire survivant lié par un PACS du droit à l'attribution préférentielle de la propriété du local et du mobilier le garnissant). - **Article 5** (art. 843, 844, 845, 846, 851, 852, 856, 858 et 860 du code civil - *Rapport des libéralités*) (p. 3960, 3961) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Roger Madec (suppression de l'obligation faite à l'héritier renonçant de rapporter la donation dont il a bénéficié) et à l'amendement n° 147 de M. Robert Badinter (rédaction). Accepte les amendements de la commission n° 38 (précision) et n° 39 (coordination). - **Article 6** (art. 864, 865 à 867, 875 et 877 à 881 du code civil - *Paiement des dettes*) : accepte les amendements de la commission n° 40 (correction d'une erreur matérielle) et n° 41 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3963) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat, portant sur le même objet, n° 177 et 178 (suppression de l'abattement applicable aux contrats d'assurance vie). - **Article 10** (art. 893, 896, 897, 901, 910 et 911 du code civil - *Définition des libéralités - Suppression de la prohibition des substitutions fidéicommissaires - Actualisation des règles relatives aux interpositions*) (p. 3964, 3965) : accepte les amendements de la commission n° 42 et 46 (rédaction), n° 43 (coordination), n° 44 (précision de l'interdiction des libéralités graduelles et résiduelles en dehors des cas prévus par la loi) et n° 45, 47 et 48 (précision). - **Article 12** (art. 912, 913, 914, 914-1 et 916 du code civil, art. L. 123-6 du code de la propriété intellectuelle - *Définition de la réserve héréditaire et de la quotité disponible - Conséquences de la renonciation d'un héritier réservataire à la succession sur le calcul de la quotité disponible - Suppression de la réserve des ascendants*) : accepte les amendements de la commission n° 49 et 50 (coordination). - **Article 13** (art. 868, 918, 919, art. 919-1 et 919-2 nouveaux,



art. 920, 921, 922, 924, art. 924-1 à 924-4 nouveaux, art. 928 du code civil, art. L. 321-17 du code rural - Délais et modalités d'exercice de l'action en réduction des libéralités excessives) (p. 3967, 3968) : accepte les amendements de la commission n° 51 (correction d'une erreur matérielle), n° 52, 199 et 58 (coordination), n° 53 et 54 (rédaction) et n° 55, 56 et 57 (précision). - **Article 14** (art. 929 à 930-5 nouveau du code civil - Possibilité de renoncer à l'action en réduction pour atteinte à la réserve) (p. 3969, 3972) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 172 de M. François Zocchetto (inscription de la main du renonçant de la mention par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des conséquences de sa renonciation et donné son consentement librement) et n° 59 de la commission (désignation d'un second notaire ayant pour charge et pour mission d'assister et d'informer l'héritier renonçant). Accepte les amendements de la commission n° 60, 61 et 63 (précision) et n° 62 (rédaction). - **Article 15** (art. 952, 960 à 966 du code civil - Absence d'automatisme de la révocation des donations entre vifs pour cause de survenance d'enfants) : accepte les amendements de la commission n° 64, 65 et 66 (précision). Accepte l'amendement n° 173 de M. François Zocchetto (prescription de l'action en révocation dans un délai de cinq ans). - **Article 16** (art. 1025 à 1034 du code civil - Extension du champ et de la durée des pouvoirs reconnus à l'exécuteur testamentaire) (p. 3974, 3975) : accepte les amendements de la commission n° 67 (précision), n° 68 (obligation pour l'exécuteur testamentaire d'informer les héritiers avant la vente d'un immeuble successoral) et n° 69 (coordination). - **Article 17** (chapitre VI du titre II du livre III du code civil - Autorisation des libéralités graduelles et résiduelles) (p. 3976, 3977) : accepte les amendements de la commission n° 70 (coordination), n° 72, 75, 76 et 78 (précision), n° 77 (correction d'une erreur matérielle), n° 71 (en cas de libéralité résiduelle ou graduelle portant sur un portefeuille de valeurs mobilières, possibilité de cession et de rachat de valeurs mobilières emportant subrogation sur les valeurs acquises en remploi), n° 73 (encadrement des conditions de l'acceptation par le grevé d'une charge portant atteinte à sa réserve) et n° 74 (possibilité d'acceptation d'une donation graduelle par le second gratifié après le décès du donateur). - **Article 19** (art. 1075 à 1075-3 et art. 1075-4 nouveau du code civil - Règles générales applicables aux donations-partages et aux testaments-partages) (p. 3978, 3979) : accepte les amendements de la commission n° 79 (autorisation de l'auteur d'une donation-partage ou d'un testament-partage à répartir ses droits), n° 80 (clarification), n° 81 et 83 (coordination) et n° 82 (limitation des donations-partages dans le cas où le donateur exerce une fonction dirigeante dans la société). - **Article 20** (art. 1076, 1076-1 [nouveau], 1077 à 1077-2, 1078 à 1078-10, 1079 et 1080 du code civil - Règles particulières applicables aux donations-partages et aux testaments-partages) (p. 3980, 3981) : accepte les amendements de la commission n° 84 et 88 (précision), n° 86 et 87 (coordination) et n° 85 et 89 (rédaction). - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant) (p. 3982, 3983) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de la commission (retour au droit en vigueur par suppression de la disposition prévoyant que si le donateur s'est remarié et a eu d'autres enfants, l'époux survivant ne peut disposer de plus de la moitié de l'usufruit). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3984) : s'oppose à l'amendement n° 184 de Mme Josiane Mathon-Poinat (bénéfice du droit au maintien dans le logement ouvert au concubin notoire survivant). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3987, 3991) : s'oppose aux amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). Motivation différente de ces deux amendements. (p. 3990, 3991) : accepte les amendements de la commission n° 92 et 93 (précision). S'oppose à l'amendement n° 153 de M. Roger Madec (application aux partenaires liés par un PACS des mêmes garanties que les couples mariés en matière de libéralités). - **Article 21 ter** (art. 515-4, 515-5 et 515-5-1 à 515-5-3 du code civil - Droits et devoirs des partenaires - Régime patrimonial du PACS) (p. 3992, 3993) : accepte les amendements de la commission n° 94 et 97 (précision) et n° 95

et 96 (rédaction). S'oppose aux amendements de M. Roger Madec n° 155 (instauration d'un droit viager sur le logement au profit du partenaire pacsé survivant), n° 151 (extension au partenaire du PACS du dispositif d'attribution préférentielle de l'exploitation agricole de petite surface) et n° 152 (attribution de droit de la propriété du logement au partenaire survivant du PACS). - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 3994) : s'oppose à l'amendement n° 185 de Mme Josiane Mathon-Poinat (ouverture du droit à pension de réversion aux partenaires liés par un PACS et aux concubins notoires). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 3995) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 186, 187 et 188 (cessation du versement de la prestation compensatoire en cas de remariage, de PACS ou de concubinage notoire du créancier). - **Article 22** (art. 55, 62, 116, 368-1, 389-5, 466, 504, 505, 515-6, 723, 730-5, 732, 738-1, 738-2, 751, 754, 755, 757-3, 758-6, 763, 914-1, 916, 1130, 1251, 1390, 1873-14, 1973, 2013, 2103, 2109, 2111, 2147, 2258 et 2259 du code civil - Dispositions diverses et de coordination) (p. 3998, 3999) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. François Zocchetto (suppression de la mention des enfants en marge de l'acte de naissance de chacun des parents). Accepte l'amendement n° 98 de la commission (compétence du conseil de famille pour autoriser le majeur sous tutelle à tester) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 195 de M. Jean-René Lecerf. (p. 4000, 4001) : accepte les amendements de la commission n° 99 (rédaction), n° 100, 101 et 104 (précision), n° 102 et 103 (correction d'une erreur matérielle) et n° 105 et 106 (coordination). Demande le retrait de l'amendement n° 196 de M. Jean-René Lecerf (possibilité pour l'incapable majeur sous tutelle de recevoir tout ou partie de sa réserve héréditaire en usufruit). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4002) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Serge Dassault (création d'un fichier national des assurances sur la vie). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4003) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Serge Dassault (modalités d'évaluation d'une entreprise en vue de préparer une succession). - **Article additionnel après l'article 23 quater** : accepte l'amendement n° 107 de la commission (désignation des notaires par le président de la chambre des notaires, en cas de renonciation anticipée à exercer l'action en réduction). - **Article 23 quinquies** (art. 3 de l'ordonnance du 18 juin 1816, art. L. 321-2 du code de commerce, art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Interdiction faite aux huissiers de justice et aux notaires de procéder à des ventes volontaires dans les communes où est établi un commissaire-priseur judiciaire) : accepte l'amendement n° 108 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 4004, 4005) : demande le retrait de l'amendement n° 159 de Mme Catherine Troendle (relèvement du plafond de constitution du bien insaisissable dénommé "bien de famille"). - **Article 23 sexies** (Encadrement de l'activité des généalogistes successeurs) (p. 4006) : accepte l'amendement n° 109 de la commission (activité de généalogiste soumise à l'existence d'un mandat délivré par les seules personnes ayant un intérêt direct et légitime à l'identification des héritiers). - **Article additionnel après l'article 23 sexies** : accepte l'amendement n° 110 de la commission (évaluation de la valeur d'un monument historique). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4008) : son amendement n° 123 : création de l'agence foncière de Corse ; adopté. (p. 4010, 4012) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 111 (efficacité, en cas de divorce, de la clause de reprise des apports de biens propres contenue dans un contrat de mariage ou dans un acte modificatif de régime matrimonial), le n° 112 (renonciation à l'action en retranchement), le n° 114 (régime des donations de biens présents ne prenant pas effet au cours du mariage) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 113 (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial). Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 200 de M. François Zocchetto (maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs). (p. 4014) : s'oppose aux amendements de M. Paul Blanc, portant sur le même objet, n° 161, 162 et 163 (alignement du régime des mutuelles sur celui des sociétés d'assurance en matière de prestations de frais d'obsèques). - **Article 27** (Entrée en vigueur et dispositions interprétatives) (p. 4015) : accepte l'amendement n° 115 de la commission (rédaction).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5887, 5890) : résultats de la lutte contre la délinquance depuis 2002. Objectifs du projet de loi et mesures proposées pour les atteindre, notamment renforcement du rôle du ministère public dans la prévention de la délinquance, diversification des réponses judiciaires selon les infractions, renforcement du dispositif des injonctions thérapeutiques, rapidité d'une réponse pénale graduée.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 4** (art. 35 et 39 du code de procédure pénale - Reconnaissance du rôle du ministère public en matière de prévention de la délinquance) (p. 5990, 5991) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (consultation du Procureur de la République sur le plan de prévention de la délinquance) et s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6086) : accepte l'amendement n° 244 de M. Christian Cambon (possibilité pour les copropriétaires d'entamer une action en résiliation du bail pour motif de troubles du voisinage par l'intermédiaire du syndicat de la copropriété). - **Article 15** (art. 222-14-1 nouveau, art. 222-15, art. 222-48-1 du code pénal - Renforcement de la répression contre les violences au sein du couple) (p. 6112) : sur l'amendement n° 28 de la commission (extension du suivi socio-judiciaire aux parents violents) qu'il accepte, son sous-amendement n° 332 (obligation de la peine de suivi socio-judiciaire en cas de violence habituelle); adopté. Sur l'amendement précité n° 28 de la commission, accepte le sous-amendement n° 102 de Mme Gisèle Gautier (extension du suivi socio-judiciaire aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (suppression de l'incrimination de violences habituelles au sein du couple). S'oppose aux amendements n° 206 de Mme Éliane Assassi (suppression), n° 276 de M. Jean-Claude Peyronnet (refus de l'instauration d'une peine de suivi socio-judiciaire prévue pour les auteurs de violences au sein du couple) et n° 101 de Mme Gisèle Gautier (extension des sanctions spécifiques prévues par l'article aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité). - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6114, 6116) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 335 (possibilité de levée du secret médical lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 29 (suppression de l'incrimination de provocation aux agressions sexuelles et à la violence au sein du couple), tout en n'y étant pas favorable. S'oppose aux amendements de suppression n° 207 de Mme Éliane Assassi et n° 277 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6119) : accepte l'amendement n° 173 de M. Georges Othily (incrimination du fait pour une personne ayant connaissance de la disparition d'un mineur de quinze ans, de chercher à empêcher ou à retarder de façon volontaire les procédures de recherche).

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Demande de priorité** (p. 6181) : réponse aux interpellations relatives à la Seine-Saint-Denis. Situation du tribunal de Bobigny. Absence d'atteinte à l'indépendance de la justice. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 6184) : s'oppose aux amendements n° 220 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 280 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression partielle). Accepte l'amendement n° 48 de la commission (précision). - **Article 31** (art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale) (p. 6185, 6186) : s'oppose aux amendements identiques n° 221 de Mme Éliane Assassi et n° 281 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Accepte l'amendement n° 49 de la commission (utilisation de la procédure de l'ordonnance pénale réservée à

l'usage simple de stupéfiants). - **Article 32** (art. 706-32 du code de procédure pénale - Dispositions sur les coups d'achat) (p. 6187, 6188) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (clarification du régime applicable aux coups d'achat destinés à lutter contre le trafic de stupéfiants) et s'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 33** (art. 131-35-1, 221-8, 223-18, 222-39, 222-44, 312-13 et 322-15 du code pénal - Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants) (p. 6188, 6189) : accepte les amendements de la commission n° 51 (clarification) et n° 52 (précision). - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 6190) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (aggravation des peines pour les violences commises en état d'ivresse ou sous l'emprise de stupéfiants) et s'oppose aux amendements identiques n° 223 de Mme Éliane Assassi et n° 283 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Articles additionnels après l'article 34** : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Philippe Goujon (évaluation de la politique nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie). - **Division additionnelle avant le chapitre VII** (p. 6192) : s'oppose à l'amendement n° 224 de Mme Éliane Assassi (insertion d'une division additionnelle introduisant diverses dispositions de procédure pénale). - **Articles additionnels avant le chapitre VII** (p. 6193, 6194) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 225 (suppression de la comparution immédiate) et n° 226 (possibilité de recours au placement en détention provisoire pour les crimes et délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 6194, 6195) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 227 (mesures pénales à l'encontre des mineurs de treize à dix-huit ans), n° 228 (conditions de garde à vue des mineurs de moins de treize ans) et n° 229 (conditions de détention provisoire des mineurs de treize à seize ans). - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6200) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 234 (suppression de la procédure de jugement à délai rapproché) et n° 235 (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 287 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Accepte les amendements identiques n° 63 de la commission et n° 124 de M. François Zocchetto (délai de validité des investigations antérieures sur la personnalité d'un mineur), ainsi que les amendements de la commission n° 61 (rédaction) et n° 62 (coordination). - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6206, 6207) : s'oppose aux amendements identiques n° 230 de Mme Éliane Assassi et n° 284 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 54 (coordination), n° 57 (précision), n° 55 (simplification) et n° 56 (suppression de l'exclusion de certaines mesures de composition pénale de la liste des dispositions applicables aux mineurs). Demande le retrait de l'amendement n° 125 (application de la procédure de composition pénale pour les mineurs de plus de seize ans) de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que des amendements de M. Christian Demuynck n° 149 (définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires) et n° 150 (précision). - **Article 36** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Diligence du juge des enfants) (p. 6210) : s'oppose aux amendements n° 231 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 285 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la limitation du nombre d'admonestations ou de remises à parents). Accepte l'amendement n° 58 de la commission (rectification). - **Article 37** (art. 10-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 6213) : s'oppose aux amendements identiques n° 232 de Mme Éliane Assassi et n° 286 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Christian Demuynck (définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires). Accepte les amendements n° 59 et 60 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6214, 6216) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Claude Carle

n° 295 (obligation d'incarcération des mineurs dans des établissements pénitentiaires spécifiques) et n° 298 (systématisation de la mesure de réparation pour les primo-délinquants). S'engage à prendre une circulaire encourageant la réparation pénale. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 6218, 6219) : s'oppose aux amendements n° 288 de M. Jean-Claude Peyronnet (durée de placement dans une institution ou un établissement d'éducation) et n° 236 de Mme Éliane Assassi (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 153 de M. Christian Demuynck (durée de placement dans une institution ou un établissement d'éducation). Accepte l'amendement n° 64 de la commission (précision). - **Article 40** (art. 20-7 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Mesure d'activité de jour face à un ajournement) (p. 6220) : s'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Éliane Assassi (suppression) et accepte l'amendement n° 65 de la commission (précision). - **Article 41** (art. 33 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Placement à l'extérieur au sein de centres éducatifs fermés) (p. 6222) : s'oppose à l'amendement n° 238 de Mme Éliane Assassi (suppression) et accepte l'amendement n° 66 de la commission (rédaction). - **Article 43** (art. 131-3 et art. 131-8-1 nouveau du code pénal - Institution de la sanction-réparation) (p. 6224) : s'oppose aux amendements n° 239 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 289 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la possibilité de cumuler la sanction-réparation avec la peine d'emprisonnement). (p. 6224, 6225) : nécessité de recourir à une association assurée pour encadrer le travail d'intérêt général. - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal, art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - Stage de responsabilité parentale) (p. 6226) : s'oppose à l'amendement n° 240 de Mme Éliane Assassi (suppression) et accepte l'amendement n° 67 de la commission (peines complémentaires sous forme de stages). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 6227) : accepte l'amendement n° 307 de M. Philippe Goujon (régime des communications téléphoniques émises par les personnes incarcérées). - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 6230) : s'oppose aux amendements n° 233 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 313 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression partielle). Sur les amendements de la commission, accepte les n° 68 (rédaction), n° 70 (cohérence), n° 69 et 71 (coordination) et demande le retrait des n° 72 (changement d'appellation des gardes champêtres) et n° 73 (coordination). - **Article 47** (Extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1845 relative à la police des chemins de fer) (p. 6231) : accepte l'amendement n° 74 de la commission (clarification). - **Article 48** (Application dans le temps de l'article 17) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (délai accordé aux éditeurs et distributeurs de documents à caractère pornographique ou violent pour respecter leurs nouvelles obligations). - **Article 51** (art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) (p. 6232) : accepte les amendements n° 76, 77 et 78 de la commission (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6236, 6237) : bilan des modifications apportées au texte par le Sénat.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6286, 6289) : lutte contre les détournements du mariage à des fins migratoires. Contrôle des mariages célébrés tant en France qu'à l'étranger. Vérification des actes de l'état-civil étranger remis à l'administration française. Amélioration du texte par la commission des lois. Préservation de la valeur de l'institution matrimoniale. (p. 6302, 6304) : réponse aux intervenants. Annonce d'un projet de loi relatif à la protection de l'identité.

Affectation de nouveaux moyens au tribunal de grande instance de Nantes permettant de respecter les délais de réponse de six mois. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6306) : s'oppose à la motion n° 19 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6309) : s'oppose à la motion n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6311) : s'oppose à la motion n° 18 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux) (p. 6314) : s'oppose aux amendements de suppression n° 26 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 6315, 6319) : accepte les amendements de la commission n° 1 (suppression des dispositions d'ordre réglementaire relatives à la notification du compte rendu en cas de délégation de la réalisation de l'audition) et n° 2 (possibilité de changer de témoins avant la célébration du mariage). Sur les amendements de M. Christian Cointat, accepte le n° 20 (possibilité de délégation du pouvoir d'entendre les époux à l'étranger aux fonctionnaires dirigeant une chancellerie détachés ou aux consuls honoraires de nationalité française compétents) et s'oppose au n° 21 (fixation par arrêté du ministre des affaires étrangères des conditions de formation des fonctionnaires délégués du pouvoir d'auditionner les époux). S'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 27 (précision selon laquelle le compte rendu de l'audition est adressé, à peine de nullité, dans un délai d'un mois, et non pas "sans délai") et n° 28 (transmission aux futurs époux, dans un délai d'un mois à peine de nullité, du compte rendu de leur audition). - **Article 2** (art. 70 du code civil - Contenu de l'acte de naissance remis par les futurs époux) (p. 6319) : réflexion en cours sur les problèmes liés à la production obligatoire d'une copie intégrale de l'acte de naissance. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger) (p. 6322, 6327) : S'oppose aux amendements de suppression n° 30 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Accepte les amendements de la commission n° 3 (rédaction), portant sur le même objet n° 4, 6, 8 et 11 (suppression des dispositions de caractère réglementaire), n° 5 (obligation pour l'officier de l'état civil ou l'autorité diplomatique ou consulaire de saisir sans délai le Procureur de la République en cas de suspicion de mariage frauduleux), n° 7 (assouplissement des conditions d'audition des époux qui n'ont pas de certificat de capacité à mariage en l'absence de tout doute sur le consentement) et, portant sur le même objet, n° 9 et n° 10 (précision). Accepte les amendements de M. Laurent Bêteille n° 40 (rédaction) et, après sa rectification suggérée par la commission, le n° 41 (rédaction). Accepte les amendements de M. Christian Cointat n° 23 (nécessité d'indices à caractère sérieux afin d'ouvrir une enquête préalablement à la transcription d'un mariage célébré régulièrement) et, portant sur le même objet, n° 22 et n° 24 (coordination). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6328) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (coordination). - **Article 4** (art. 176 du code civil - Contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (précision). - **Article 6** (art. 47 du code civil - Force probante des actes de l'état civil étrangers) (p. 6330) : accepte les amendements de la commission n° 15 (correction rédactionnelle) et n° 14 (instauration d'une procédure administrative de vérification de la validité des actes de l'état civil étranger) et, sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendement n° 33 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution d'un régime de décision implicite d'acceptation au système de décision implicite de rejet) et n° 42 (diminution du délai au-delà duquel le silence de l'administration vaut décision de rejet). S'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat (rétablissement de l'article 47 du code civil dans la rédaction antérieure à la loi du 26 novembre 2003). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 6331) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du chapitre Ier du présent projet de loi). - **Article 8** (Entrée en vigueur) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 8** : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga

(présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation annuel de l'exécution de la présente loi).

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6697, 6699) : réforme du droit des successions. Institution d'une fiducie "à la française". Contenu de la proposition de loi. Opposition du Gouvernement à l'extension de la qualité de constituant aux personnes physiques. (p. 6708, 6709) : utilité de cet outil juridique. Question de l'extension du dispositif aux personnes physiques. - **Article 1er** (art. 2011 à 2030 nouveaux du code civil - Régime juridique de la fiducie) (p. 6710, 6711) : son amendement n° 1 : limitation de la qualité de constituant aux seules personnes morales ; adopté. (p. 6712, 6713) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Robert Badinter n° 3 (rédaction), n° 4 (limitation de la durée du transfert des biens, droits ou sûretés à trente-trois ans à compter de la signature du contrat) et n° 6 (conséquence). - **Article 17** (art. 389-5, 1424 et 1596 du code civil - Coordinations au sein du code civil) (p. 6720) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9448, 9455) : efforts accomplis depuis cinq ans. Modernisation de la justice. Maîtrise des frais de justice. Responsabilisation des acteurs. Numérisation des procédures pénales. Développement de l'accès au droit. Augmentation de l'aide juridictionnelle. Réforme du dispositif d'aide juridique. Prise en charge des victimes. Favorable à un détachement de la CNIL de la mission "Justice". Recrutement des nouveaux personnels. Juges de proximité. Protection

judiciaire de la jeunesse. Administration pénitentiaire. Implantation généralisée des bureaux de l'exécution des peines. Expérimentation des bracelets électroniques. Mesure pour les détenus atteints de troubles psychiques graves. Lutte contre le prosélytisme dans les établissements pénitentiaires. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9459, 9460) : S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° II-172 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° II-184 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-162 de M. Laurent Bêteille (revalorisation de l'aide juridictionnelle). Accepte les amendements identiques n° II-22 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° II-84 (revalorisation de l'aide juridictionnelle). - **Article 49 (Revalorisation de l'aide juridictionnelle)** (p. 9462) : accepte les amendements identiques n° II-23 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° II-85 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 9463, 9465) : s'oppose aux amendements identiques n° II-174 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-186 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un lien entre l'unité de valeur de référence pour le calcul de l'aide juridictionnelle et la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu), ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° II-87 (conditions d'attribution de la suspension aux fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer). S'oppose à l'amendement n° II-188 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non-prise en compte des revenus des personnes vivant avec le mineur pour l'octroi de l'aide juridictionnelle). - **Articles additionnels après l'article 49 ter** (p. 9466) : accepte l'amendement n° II-183 de M. Yves Détraigne (régularisation de la rémunération des greffiers en chef). (p. 9467) : accepte l'amendement n° II-191 de M. Philippe Goujon (modalités de départ anticipé à la retraite pour les surveillants des établissements pénitentiaires).

### COINTAT (Christian)

*sénateur (Français établis hors de France (Série C))*  
UMP

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)] - rapport [n° 25 tome 1 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)] - tableau comparatif [n° 25 tome 2 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)] - annexes [n° 25 tome 3 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Outre-mer**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Outre-mer [n° 83 tome 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Outre-mer**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 335) : ne votera pas l'amendement n° 86 de M. Roland Muzeau (objet de la convention signée entre les employeurs recourant au CI-RMA et le conseil général), malgré l'intérêt de son contenu.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration) (p. 4473) : se réjouit du vote socialiste en faveur de l'amendement n° 133 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans). Condescendance intolérable de Mme Monique Cerisier-ben Guiga à l'égard des Français de l'étranger. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4515) : se félicite de la fusion des amendements n° 135 de M. Jacques Legendre (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger) et n° 143 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger qui a effectué sa scolarité dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger) dont il est co-auteur. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4553) : étonné de l'attitude des collègues socialistes opposés à la carte "compétences et talents", en dépit d'une idée novatrice et d'un véritable outil d'aide au développement.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 71 (priorité)** (art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4664, 4665) : votera l'amendement n° 93 de M. Georges Othily (habilitation des agents des sociétés de transports non urbains de voyageurs en Guyane à demander la production d'un titre d'identité ou de séjour régulier lors de l'embarquement des passagers au départ d'une commune frontalière).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4785, 4786) : aurait souhaité une transcription plus soucieuse de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la directive. Complexité. Nécessité d'adresser des messages clairs aux Français pour les aider à comprendre l'Europe et à concrétiser la citoyenneté européenne au lieu de subir leur désaveu. Son expérience personnelle des tracasseries administratives subies dans le pays où il réside.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - Acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4876) : son amendement n° 242 : non-application des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée pour l'acquisition de la nationalité française si l'étranger prouve que son conjoint français a été inscrit, pendant la durée de leur communauté de vie à l'étranger, au registre des Français établis hors de France ; adopté. - **Article 62 quater** (art. 21-28 nouveau du code civil - Compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour

l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4889) : votera l'amendement n° 60 de la commission (regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'obligation d'organiser une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française). Souhaite l'intégration des douze sénateurs représentant les Français établis hors de France dans le dispositif relatif aux cérémonies d'accueil des nouveaux entrants.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5112) : son amendement n° 1 : possibilité pour un Français établi hors de France d'être enseveli dans une commune en cas d'inscription sur la liste électorale de cette commune ; adopté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 63 du code civil - Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux) (p. 6316, 6318) : ses amendements n° 20 : possibilité de délégation du pouvoir d'entendre les époux à l'étranger aux fonctionnaires dirigeant une chancellerie détachés ou aux consuls honoraires de nationalité française compétents ; adopté ; et n° 21 : fixation par arrêté du ministre des affaires étrangères des conditions de formation des fonctionnaires délégataires du pouvoir d'auditionner les époux ; retiré. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger) (p. 6325, 6327) : votera l'amendement n° 7 de la commission (assouplissement des conditions d'audition des époux qui n'ont pas de certificat de capacité à mariage en l'absence de tout doute sur le consentement). Importance majeure pour les Français établis hors de France. Existence de difficultés parfois insoupçonnées. Ses amendements n° 22 et 24 : coordination ; et n° 23 : nécessité d'indices à caractère sérieux afin d'ouvrir une enquête préalablement à la transcription d'un mariage célébré régulièrement ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6332) : le groupe UMP votera ce projet de loi en subordonnant néanmoins son succès à l'octroi de moyens en nombre suffisant dans les consulats.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7251, 7254) : mise en application des dispositions relatives à l'outre-mer adoptées lors de la révision constitutionnelle de 2003. Objectifs complémentaires. Modernisation. Préoccupations des citoyens et des élus d'outre-mer. Approbation de ces deux textes. Amendements de la commission. - **Article 1er** (art. L.O. 3445-1 à L.O. 3445-13 nouveaux, L. 4435-1, et L.O. 4435-1 à L.O. 4435-13 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Adaptation des lois et règlements par les départements et régions d'outre-mer - Fixation par les départements et régions d'outre-mer des règles applicables sur leur territoire dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi) (p. 7279, 7280) : son amendement n° 1 : réécriture de cet article en modifiant la demande d'habilitation, en retirant au préfet la possibilité de demander une nouvelle délibération et en attribuant au Conseil d'Etat la compétence contentieuse ; adopté. - **Article 2** (Création, au sein du code général des collectivités territoriales, d'une sixième partie consacrée aux collectivités d'outre-mer) (p. 7294) : son amendement n° 2 : coordination ; adopté. - **Article 3** (art. L.O. 6111-1 à L.O. 6181-8 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Mayotte) (p. 7312) : ses amendements de rédaction, de correction d'erreur matérielle et de précision n° 10, 16, 18, 19, 23, 25, 26, 30, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 50 et 51 ; adoptés. (p. 7313) : ses amendements n° 4 : rappel de l'appartenance de Mayotte à la République ; adopté ; et n° 5 : possibilité pour le conseil général de Mayotte, dès 2011, d'adopter une résolution relative à l'accession de Mayotte au régime de département et région d'outre-mer ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Adrien Giraud n° 325 et n° 324 qu'il accepte. (p. 7314) : sur les amendements de M. Adrien Giraud, demande le retrait du n° 326 (suppression d'une précision

restrictive) et s'oppose au n° 327 (application de l'identité législative à trois des six domaines réservés). (p. 7315) : ses amendements n° 6 : attribution de la valeur d'une consultation au vœu du conseil général de Mayotte proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires ; et n° 7 : reclassement dans le projet de loi organique de dispositions relatives à la compensation des transferts de compétence ; adoptés. (p. 7316) : ses amendements n° 3 : introduction d'un nouveau chapitre consacré aux compétences de la collectivité de Mayotte ; n° 8 : sanction des absences non justifiées des conseillers généraux ; n° 9 : modalités de dissolution ou de suspension du conseil général en cas de mauvais fonctionnement ; n° 11 : précision du rôle du représentant de l'Etat ; et n° 13 : précision des conditions de contestation de l'élection du président du conseil général et des autres membres de la commission permanente ; adoptés. (p. 7317, 7318) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 14 et 15 : alignement des indemnités des conseillers généraux de Mayotte sur celles des conseillers généraux des départements ; n° 17 : renvoi à la loi ordinaire de dispositions relatives à la responsabilité de la collectivité à l'égard des membres du conseil général en cas d'accident ; n° 20 : coordination ; n° 21 : obligation de publication électronique du Bulletin officiel de Mayotte ; n° 22 : obligation de publication au Bulletin officiel des actes réglementaires pris par les autorités ; et n° 24 : possibilité à tout membre du conseil général d'assortir son recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension ; adoptés. (p. 7319) : ses amendements n° 27 : reclassement dans le projet de loi organique des dispositions relatives aux services de l'Etat mis à la disposition des collectivités ; n° 28 : habilitation du conseil général de Mayotte à adapter les lois et règlements aux caractéristiques et contraintes particulières de la collectivité ; n° 29 : désignation du ministre de l'outre-mer comme destinataire des propositions de modification des dispositions législatives et réglementaires ; adoptés. (p. 7320) : ses amendements n° 31 : possibilité pour la collectivité départementale de Mayotte de conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour des actions de coopération et d'aide au développement ; n° 32 : fixation au 31 décembre 2013 de la date d'application du code général des impôts à Mayotte ; n° 33 : définition par une convention entre l'Etat et la collectivité de Mayotte des modalités de recouvrement et de gestion des recettes destinées au financement de la sécurité aérienne ; adoptés. (p. 7321, 7322) : ses amendements n° 34 : coordination ; n° 35 : présidence de la commission permanente par le président du conseil général ; n° 37 : compétence du président du conseil général pour intenter les actions et défendre devant les juridictions au nom de la collectivité ; n° 47 : application des dispositions relatives aux budgets et aux comptes aux établissements publics de la collectivité de Mayotte ; n° 48 : suppression de dispositions redondantes relatives aux dépenses obligatoires de la collectivité départementale de Mayotte ; et n° 49 : modalités d'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement ; adoptés. - **Article 4 (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy)** (p. 7341) : ses amendements de rédaction n° 12, n° 62, n° 67, n° 72, n° 73, n° 75, n° 82, n° 85, n° 86, n° 88, n° 89, n° 90, n° 92, n° 95, n° 96 et n° 98 ; adoptés. (p. 7342) : ses amendements n° 52 : dénomination de "conseil territorial" attribuée à l'assemblée délibérante de la future collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy ; et n° 53 : suppression de l'énumération des îlots dépendant de la nouvelle collectivité ; adoptés. (p. 7343) : demande le retrait des amendements identiques de précision n° 284 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 297 de M. Jacques Gillot. (p. 7345) : ses amendements n° 54 : attribution de la valeur d'un avis aux délibérations du conseil territorial de Saint-Barthélemy proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires ; portant sur le même objet, n° 55 et 56 : en cas de modification ou d'abrogation de dispositions législatives ou réglementaires, obligation pour la collectivité d'en prononcer l'abrogation expresse et d'édicter une nouvelle disposition ; adoptés. (p. 7346) : ses amendements n° 57 : harmonisation des compétences d'adaptation des lois et règlements pour l'ensemble des collectivités d'outre-mer ; adopté ; et n° 58 : compétence du Conseil territorial de Saint-Barthélemy en matière de protection

des espaces boisés ; adopté après modification par le sous-amendement n° 358 de M. Bernard Frimat qu'il accepte. (p. 7347, 7348) : son amendement n° 60 : conditions d'application du financement de la sécurité aérienne et subordination des agréments accordés par l'Etat au titre de la défiscalisation à l'accord du conseil exécutif ; adopté après modification par le sous-amendement n° 354 du Gouvernement pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. S'oppose à l'amendement n° 277 de Mme Éliane Assassi (suppression du régime fiscal dérogatoire de Saint-Barthélemy). Son amendement n° 61 : association de la collectivité de Saint-Barthélemy à l'exercice des compétences de l'Etat en matière de police et de sécurité maritimes ; adopté. (p. 7349) : ses amendements portant sur le même objet, n° 63 et 64 : modalités de dissolution du conseil territorial en cas de dysfonctionnement ; adoptés. Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 328 de Mme Lucette Michaux-Chevry (détermination par délibération du conseil territorial de la représentation de Saint-Barthélemy au sein d'associations et d'organismes extérieurs). (p. 7350) : ses amendements n° 65 : précision du rôle de représentant de l'Etat ; et portant sur le même objet, n° 66 et n° 68 : attribution au Conseil d'Etat du contentieux des délibérations du conseil territorial et des arrêtés visant à suspendre le vice-président ou les membres du conseil exécutif ; adoptés. (p. 7351) : ses amendements n° 69 : publication des décisions du conseil exécutif ; n° 70 : prise en compte des compétences du conseil exécutif et possibilité pour le représentant de l'Etat d'assister à ses réunions ; et n° 71 : modalités de dissolution du conseil exécutif en cas d'impossibilité de fonctionnement et attribution du contentieux au Conseil d'Etat ; adoptés. (p. 7352) : son amendement n° 74 : alignement des indemnités des élus de Saint-Barthélemy sur celles des élus des autres collectivités ; adopté. (p. 7353) : demande le retrait des amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 282 (modification du seuil de présentation d'une pétition) et n° 283 (modification du seuil de saisine du conseil général en vue d'une consultation). Ses amendements n° 76 : impossibilité d'organiser simultanément une consultation locale et un scrutin général ; n° 77 : obligation de publication sur support numérique des actes de la collectivité ; et n° 78 : possibilité pour tout membre du conseil territorial d'assortir un recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension ; adoptés. (p. 7354, 7355) : ses amendements n° 79 : insertion d'un chapitre relatif au contrôle juridictionnel spécifique des actes du conseil territorial intervenant dans le domaine de la loi ; n° 80 : possibilité pour le conseil territorial de participer aux compétences de l'Etat en matière de police et de sécurité maritimes ; n° 81 : modification de la compétence d'habilitation à adapter des dispositions législatives ou réglementaires du conseil territorial ; et n° 83 : transmission au ministre de l'outre-mer des propositions de modifications législatives ou réglementaires de la collectivité ; adoptés. (p. 7356, 7357) : ses amendements n° 84 : possibilité pour le conseil territorial de conclure des accords de développement avec des autorités locales étrangères et de financer des opérations humanitaires en cas d'urgence ; n° 87 : suppression d'une référence aux communes ; n° 91 : élargissement des compétences du conseil exécutif ; adopté après modification par le sous-amendement n° 353 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 93 : cohérence ; n° 94 : déclassement de dispositions définissant la communication des délibérations de la collectivité ; n° 97 : déclassement d'un alinéa relatif à la définition du calcul de la DGF ; et n° 99 : insertion de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire dans les dotations transférées à la collectivité ; adoptés. Accepte l'amendement n° 351 du Gouvernement (transformation du droit de veto accordé à la collectivité en un simple avis préalable pour l'agrément des opérations d'investissement ouvrant droit à défiscalisation). (p. 7358, 7359) : ses amendements n° 100 : évaluation des charges avant le transfert des compétences à la collectivité ; et n° 101 : définition des modalités de transfert des services de l'Etat ; adoptés. - **Article 5 (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin)** (p. 7377, 7378) : ses amendements n° 115, 119, 122, 130, 131, 134, 139, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 158, 161, 162 et 163 : rédaction ; adoptés. (p. 7379) : son amendement n° 102 : dénomination de "conseil territorial" attribué à la nouvelle collectivité ; adopté. Son

amendement n° 103 : attribution de l'autonomie à Saint-Martin et transfert progressif des compétences ; adopté après modification par le sous-amendement n° 305 de M. Jacques Gillot. (p. 7381) : sur son amendement n° 103 précité, demande le retrait des sous-amendements de M. Jacques Gillot n° 302, 303 et 304 et accepte le n° 305. Demande également le retrait des amendements du même auteur n° 300 (autonomie attribuée à Saint-Martin et prise en compte de ses spécificités géographiques, culturelles et linguistiques) et du n° 279 de Mme Lucette Michaux-Chevry (reconnaissance des spécificités culturelles et linguistiques de Saint-Martin). (p. 7382) : s'oppose aux amendements identiques de précision n° 285 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 307 de M. Jacques Gillot. Son amendement n° 104 : attribution de la valeur d'avis aux délibérations du conseil territorial proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires ; adopté. (p. 7383) : ses amendements n° 105 : en cas de modification ou d'abrogation de dispositions législatives ou réglementaires, obligation pour la collectivité de Saint-Martin d'en prononcer l'abrogation expresse et d'édicter une nouvelle disposition ; n° 106 : possibilité pour la collectivité de modifier ou d'abroger les lois intervenues dans ses domaines de compétences après l'entrée en vigueur de la loi organique ; adoptés. (p. 7384, 7385) : ses amendements n° 107 : harmonisation des compétences d'adaptation des lois et règlements avec l'ensemble des collectivités d'outre-mer ; et n° 108 : extension des compétences normatives de la collectivité. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 294 de Mme Lucette Michaux-Chevry et à l'amendement n° 308 de M. Jacques Gillot (extension des compétences normatives de la collectivité). (p. 7386, 7387) : ses amendements n° 109 : précision des conditions d'assujettissement des personnes physiques et morales à la fiscalité spécifique de Saint-Martin ; adopté ; n° 110 : fixation du financement de la sécurité aérienne par une convention fiscale entre l'Etat et Saint-Martin ; adopté après modification par le sous-amendement n° 355 du Gouvernement qu'il accepte. S'oppose aux amendements n° 278 de Mme Éliane Assassi (suppression du régime fiscal dérogatoire de Saint-Martin) et n° 271 de M. Daniel Marsin (suppression de la notion de résidence fiscale à Saint-Martin). (p. 7388, 7389) : ses amendements n° 111 : association de la collectivité de Saint-Martin à l'exercice de certaines compétences étatiques ; n° 112 : précision de la définition du domaine public maritime de la collectivité ; et n° 113 : attribution à Saint-Martin d'une nouvelle compétence en matière de protection du patrimoine foncier ; adoptés. Estime l'amendement n° 309 de M. Jacques Gillot (attribution à Saint-Martin d'une nouvelle compétence en matière de protection du patrimoine foncier) analogue à son amendement n° 113 précité, satisfait par ce dernier. (p. 7390) : son amendement n° 114 : délivrance d'un enseignement complémentaire en anglais dans les écoles maternelles et primaires ; adopté. (p. 7391) : accepte l'amendement n° 306 de M. Jacques Gillot (prévision d'actions de formation par la collectivité en faveur des enseignants). Ses amendements n° 116 : modalités de suspension du conseil territorial en cas d'urgence ; n° 117 : expédition des affaires courantes par le président en cas de suspension du conseil territorial ; et n° 118 : impossibilité de réunion à huis clos du conseil territorial en cas d'exercice de compétences normatives ; adoptés. (p. 7393) : ses amendements n° 120 : coordination ; n° 121 : précision des moyens affectés par le conseil territorial aux élus n'appartenant pas à la majorité ; n° 123 : précision des compétences du représentant de l'Etat en matière de contrôle des institutions ; portant sur le même objet n° 124 et 125 : attribution au Conseil d'Etat du contentieux des délibérations ou des arrêtés de suspension du vice-président ou des membres du conseil territorial ; n° 126 : publication des réunions du conseil exécutif ; n° 127 : participation du représentant de l'Etat aux réunions du conseil exécutif ; n° 128 : modalités de dissolution ou de suspension du conseil exécutif en cas de dysfonctionnement ; n° 129 : attribution au Conseil d'Etat du contentieux de l'élection du président et des membres du conseil exécutif ; adoptés. (p. 7394, 7395) : ses amendements n° 132 : compétences des conseils de quartier ; n° 133 : alignement du régime indemnitaire des élus de Saint-Martin sur celui des autres collectivités ; n° 135 : impossibilité d'organiser une consultation locale en même temps qu'un scrutin général ; adoptés. (p. 7396) : ses amendements n° 136 : publication sous forme

électronique des actes de la collectivité ; n° 137 : possibilité pour les membres du conseil territorial d'assortir un recours contre un acte de la collectivité d'une demande de suspension ; n° 138 : contrôle juridictionnel par le Conseil d'Etat des actes du conseil territorial intervenant dans le domaine de la loi ; et n° 349 : coordination ; adoptés. (p. 7397) : accepte les amendements identiques n° 310 de M. Jacques Gillot et n° 293 de Mme Lucette Michaux-Chevry (élaboration d'un plan de rattrapage permettant la construction et la rénovation d'équipements structurants et évaluation des engagements financiers respectifs de l'Etat et de la collectivité). Sur ce dernier, demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 357 de M. Daniel Marsin. (p. 7398, 7399) : ses amendements n° 140 : soumission au scrutin public des délibérations du conseil territorial prises dans le cadre de sa compétence normative ; n° 141 : précision des conditions d'adoption des actes de la collectivité relatifs au droit pénal, à la police et à la sécurité maritimes ; et n° 142 : coordination ; adoptés. (p. 7400) : ses amendements n° 143 : modification de la compétence d'habilitation à adapter les dispositions législatives ou réglementaires du conseil territorial ; n° 145 : transmission des demandes de modification des textes en vigueur au ministre de l'outre-mer ; n° 146 : possibilité de conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour mener des opérations de coopération ou d'aide humanitaire ; n° 147 : suppression d'un alinéa redondant ; et n° 154 : modification d'une référence ; adoptés. (p. 7401) : ses amendements n° 156 : compétence de la collectivité en matière d'urbanisme ; adopté après modification par le sous-amendement n° 356 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 157 : consultation du conseil exécutif en matière de desserte maritime ; et n° 159 : individualisation de certaines interventions, activités ou services au sein de budgets annexes de la collectivité ; adoptés. Accepte l'amendement n° 352 du Gouvernement (consultation du conseil exécutif sur l'agrément des opérations d'investissement ouvrant droit à défiscalisation). (p. 7402, 7403) : ses amendements n° 160 : déclassement de dispositions relatives à la communication au public des procès verbaux, budgets, comptes et délibérations de la collectivité ; n° 164 : ajout aux dotations versées à la collectivité de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire ; n° 165 : évaluation des charges avant le transfert des charges à la collectivité ; et n° 166 : définition des modalités de transfert des services de l'Etat ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 311 de M. Jacques Gillot (modification du calcul de la compensation des charges transférées à la collectivité). (p. 7404) : son amendement n° 167 : modalités du dispositif transitoire ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 301 de M. Jacques Gillot (coordination). - **Article 6** (art. L.O. 6411-1 à 6475-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7418) : ses amendements n° 190, 194, 202, 204, 205, 206 et 207 : rédaction ; adoptés. Ses amendements portant sur le même objet n° 168 et 169 : harmonisation des dénominations des assemblées délibérantes de Saint-Pierre-et-Miquelon avec celles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ; adoptés. (p. 7419) : ses amendements n° 170 : suppression de la liste des îlots constituant l'archipel ; n° 171 : report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'application des lois et règlements à Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 172 : attribution de la valeur d'une consultation au vœu du conseil territorial proposant la modification de dispositions législatives ou réglementaires et n° 173 : possibilité de modifier ou d'abroger les lois, ordonnances et décrets, intervenus dans le domaine de ses compétences avant l'entrée en vigueur de la loi organique ; adoptés. (p. 7420, 7421) : ses amendements n° 174 : introduction de dispositions de droit commun relatives à la compensation des transferts de compétences ; n° 175 : précision et extension des exceptions aux compétences de droit commun des départements et des régions exercées par la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 176 : compétence du conseil territorial pour la fixation des règles applicables à la création et à l'organisation des services publics de la collectivité ; n° 177 : précision des modalités de recouvrement et de gestion des recettes destinées au financement de la sécurité aérienne par une convention entre l'Etat et la collectivité ; n° 178 : concession de l'Etat à la collectivité de compétences en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles ; et n° 179 : attribution de compétences en matière d'urbanisme et de fiscalité aux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adoptés. (p. 7422,

7423) : ses amendements n° 180 : cohérence ; n° 181 : démission d'office des membres du conseil territorial pour cause d'absentéisme ; n° 182 : alignement des conditions de suspension et de dissolution du conseil territorial sur celles des autres collectivités ; n° 183 : déclassement de dispositions relatives à la communication au public des délibérations du conseil général et des procès verbaux de ses séances publiques ; n° 184 et 185 : coordination et n° 186 : pouvoir de substitution du représentant de l'Etat en cas de carence des institutions locales ; adoptés. (p. 7424, 7425) : ses amendements n° 187 : organisation du conseil exécutif et des règles de contentieux relatives à ses membres ; et n° 188 : coordination ; adoptés. (p. 7426, 7427) : ses amendements n° 189 : conditions d'exercice des mandats des élus de la collectivité et précision de leurs indemnités et de leur statut ; n° 191 : impossibilité d'organiser simultanément une consultation locale et un scrutin général ; n° 192 : publication sous forme électronique des actes de la collectivité ; et n° 193 : possibilité pour un conseiller territorial d'assortir d'une demande de suspension son recours en annulation d'un acte de la collectivité ; adoptés. Demande le retrait des amendements de M. Denis Detcheverry n° 312 (modification du seuil de présentation d'une pétition) et n° 290 (modification du seuil de saisine du conseil général en vue d'une consultation). (p. 7428, 7429) : ses amendements n° 195 : mise à disposition de la collectivité des services de l'Etat ; n° 196 : déclassement de dispositions relatives à la responsabilité de la collectivité ; n° 197 : soumission au scrutin public des délibérations du conseil territorial prises en application de sa compétence normative ; n° 198 : alignement du régime des habilitations législatives et réglementaires sur celui proposé pour Mayotte, Saint-Barthélemy et Saint-Martin ; n° 199 : délimitation du champ de compétences du conseil territorial ; n° 200 : transmission des demandes d'habilitation au ministre de l'outre-mer ; n° 201 : possibilité pour la collectivité de conclure avec des autorités locales étrangères des conventions de coopération régionale ou d'aide au développement ; et n° 203 : maintien de la compétence du président du conseil général pour tenter des actions et défendre devant des juridictions au nom de la collectivité ; adoptés. (p. 7430, 7431) : son amendement n° 208 : compétences du conseil exécutif ; adopté. (p. 7432, 7434) : ses amendements n° 210 : regroupement des dispositions relatives à la procédure budgétaire ; et n° 209 : précision ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (*Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7455) : ses amendements n° 211, 215, 227 et 249 ; adoptés. (p. 7456, 7457) : ses amendements n° 213 : coordination ; n° 212 : réécriture de l'architecture du code électoral ; n° 214 : reclassement dans la loi organique de l'interdiction des candidatures multiples à l'élection du conseil général de Mayotte ; n° 216 : clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées ou aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil général de Mayotte ; n° 217 : coordination ; et n° 218 : regroupement en un seul article des incompatibilités applicables aux conseillers généraux de Mayotte ; adoptés. (p. 7458, 7459) : ses amendements n° 219 : précision du dispositif de démission d'office des conseillers généraux de Mayotte pour cause d'inéligibilité ; n° 220 : déclaration des conseillers généraux de Mayotte au représentant de l'Etat sur les activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat ; n° 221 : extension du délai de recours contre les opérations électorales lors des élections au conseil général de Mayotte ; n° 222 : déclassement d'une disposition relative à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries ; n° 223 : coordination ; n° 224 : coordination ; et n° 348 : réécriture du dispositif d'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ; adoptés. (p. 7460, 7461) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 314 de M. Claude Lise et n° 313 de M. Jacques Gillot (diminution de la prime majoritaire pour les élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). (p. 7462, 7463) : ses amendements n° 225 : accès au second tour de scrutin des listes ayant obtenu 10 % des suffrages exprimés lors des élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ; n° 226 : clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux

fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Barthélemy ; n° 228 : précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy ; et n° 229 : dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy pour cause d'inéligibilité ; adoptés. (p. 7464, 7465) : ses amendements n° 230 : instauration d'une déclaration au représentant de l'Etat des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy relative aux activités qu'ils veulent conserver durant l'exercice de leur mandat ; n° 231 : attribution au Conseil d'Etat du contentieux de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et extension du délai de recours ; n° 232 : coordination ; n° 233 : intitulé du chapitre III ; adoptés. (p. 7466, 7467) : ses amendements n° 234 : création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy ; n° 235 : coordination ; n° 236 : coordination ; et n° 237 : correction d'une erreur de référence ; adoptés. (p. 7468, 7469) : ses amendements n° 238 : clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Martin ; n° 239 : précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Martin ; n° 240 : dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Martin pour cause d'inéligibilité ; et n° 241 : déclaration des conseillers territoriaux de Saint-Martin au représentant de l'Etat relative aux activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat ; adoptés. (p. 7470, 7471) : ses amendements n° 242 : attribution au Conseil d'Etat du contentieux de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin et extension du délai de recours ; n° 243 : coordination ; et n° 244 : création d'un siège de sénateur à Saint-Martin ; adoptés. Demande le retrait des amendements identiques n° 286 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 329 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de député à Saint-Barthélemy). (p. 7473) : son amendement n° 245 : regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales et répartition des sièges de conseillers territoriaux ; adopté. (p. 7474, 7475) : son amendement n° 246 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 318 (regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales) et n° 342 (répartition des sièges de conseillers territoriaux). (p. 7476, 7477) : ses amendements n° 247 : conséquence ; n° 248 : coordination ; et n° 250 : clarification des inéligibilités applicables aux officiers des armées et aux fonctionnaires de police à l'élection du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adoptés. S'oppose aux amendements de conséquence de M. Bernard Frimat n° 343, n° 319 et n° 291. (p. 7478, 7479) : ses amendements n° 251 : précisions rédactionnelles relatives aux incompatibilités applicables aux conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 252 : dispositif de démission d'office des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon pour cause d'inéligibilité ; n° 253 : déclaration des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon au représentant de l'Etat relatives aux activités qu'ils comptent conserver durant l'exercice de leur mandat ; n° 254 : coordination ; n° 255 : attribution du contentieux de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon au Conseil d'Etat ; n° 256 : coordination ; et n° 257 : déclassement de dispositions relatives au rattachement du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon à une série ; adoptés. - **Article 8** (art. L.O. 1112-14-1 et L.O. 2572-3-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Coordinations dans le code général des collectivités territoriales*) (p. 7480) : ses amendements n° 258 : rédaction ; et n° 259 : suppression d'une disposition redondante ; adoptés. - **Article 9** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - *Collège des citoyens habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle*) : son amendement n° 260 : rédaction ; adopté. - **Article 10** (*Organisation des juridictions financières à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7484, 7485) : son amendement n° 261 : modification de l'architecture du titre V du livre II du code des juridictions financières ; adopté après modification par le sous-amendement n° 346 du Gouvernement qu'il accepte. Ses amendements n° 262 et 263 : rédaction ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 11** : son amendement n° 264 : rédaction ; adopté. - **Article 12** (*Actualisation des dispositions de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la*



*magistrature*) : son amendement n° 350 : coordination ; adopté. - **Article 14** (*Abrogations*) (p. 7486) : son amendement n° 265 : coordination ; adopté. - **Article 15** (*Mise en place des nouvelles collectivités de Saint-Barthélemy et Saint Martin*) (p. 7487, 7488) : son amendement n° 266 : dispositions transitoires ; adopté. - **Article 16** (*Modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) : son amendement n° 267 : précision ; adopté. - **Article 17** (*Modalités d'entrée en vigueur de certaines inéligibilités et incompatibilités*) (p. 7489) : son amendement n° 268 : à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, transfert des droits, biens et obligations de l'ancienne collectivité à la nouvelle ; adopté.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).** - (31 octobre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 1er** (*Dispositions complétant les statuts de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon au sein du code général des collectivités territoriales*) (p. 7502, 7503) : ses amendements n° 1, 2, 8, 13, 15, 20, 27, 31, 32, 33, 35 et 39 : rédaction ; adoptés. (p. 7504, 7505) : ses amendements n° 3 : retrait de dispositions relatives à la compensation des transferts de compétences relevant de la loi organique ; n° 4 : possibilité de modifier les limites communales ; n° 5 : déplacement d'une disposition relative aux garanties accordées aux conseillers généraux de Mayotte dans l'exercice de leur mandat ; n° 6 : extension des garanties accordées aux conseillers généraux de Mayotte ; n° 7 : prise en charge par la collectivité des accidents subis par les conseillers généraux dans l'exercice de leurs fonctions ; n° 9 : suppression d'une mesure reclassée dans le projet de loi organique et précision relative à la mise à disposition de la collectivité des services de l'Etat ; n° 10 : obligation pour le commandant des opérations de secours de rendre compte de ses décisions opérationnelles au directeur des opérations de secours ; n° 11 : durée du mandat des membres du conseil général siégeant au conseil d'exploitation du SDIS ; et n° 12 : durée du mandat des maires désignés pour siéger au conseil d'exploitation du SDIS ; adoptés. S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 110 de M. Adrien Giraud (création d'un comité de suivi chargé d'évaluer l'état de préparation de Mayotte au passage à l'identité législative). (p. 7506, 7507) : ses amendements n° 14 : consultation de la commission administrative technique du SDIS pour les questions d'ordre technique ou opérationnel ; n° 16 : recrutement et gestion des sapeurs-pompiers volontaires ; n° 17 : modalités de révision du schéma d'analyse et de couverture des risques pour Mayotte ; n° 19 : coordination ; n° 18 : possibilité de conférer l'honorariat aux anciens conseillers généraux de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 21 : précision du dispositif relatif à la transmission des conventions de délégation de service public au représentant de l'Etat pour Saint-Barthélemy ; n° 22 : reclassement dans ce texte du régime de communication au public des délibérations de la collectivité de Saint-Barthélemy ; n° 23 : précision du dispositif relatif à la transmission des conventions de délégation de service public au représentant de l'Etat pour Saint-Martin ; et n° 24 : reclassement dans ce texte du régime de communication au public des délibérations de la collectivité de Saint-Martin ; adoptés. S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 106 de M. Jacques Gillot (accompagnement du processus d'évolution statutaire de Saint-Martin par un effort financier de l'Etat). (p. 7508, 7509) : ses amendements n° 26 : insertion dans ce texte du paragraphe introductif des dispositions du code général des collectivités territoriales complétant le statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 25 : suppression d'une mesure permettant au représentant de l'Etat de recevoir du président du conseil général des informations nécessaires à l'exercice de ses fonctions ; n° 28 : réintroduction du droit de communication au public des délibérations du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 29 : coordination ; n° 30 : coordination ; n° 34 : suppression de mesures relatives à la protection pénale du président du conseil territorial ; n° 36 : suppression des dispositions relatives à la mise à disposition des services de l'Etat auprès de la

collectivité ; n° 37 : réintroduction d'une mesure relative à la responsabilité de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; et n° 38 : développement d'une disposition relative à la procédure budgétaire applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7510) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 88 de M. Georges Othily (institution en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge). - **Article 2** (*art. L. 451 à L. 456, L. 462, L. 464 à L. 467, L. 473, L. 474, L. 476, L. 478, L. 479, L. 486, L. 487, L. 489, L. 490, L. 498, L. 499, L. 506, L. 507, L. 509 à L. 511, L. 519, L. 520, L. 522, l. 523, L. 530, L. 531, L. 533 à L. 535, L. 544 à L. 555 nouveaux du code électoral - Dispositions électorales spécifiques à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7515) : ses amendements n° 40, 51 et 61 : rédaction ; adoptés ; n° 41 : motivation du refus d'enregistrement des candidatures ; n° 42 : limitation de la durée d'émission à la télévision accordée aux listes de candidats à l'élection du conseil général de Mayotte et du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon ; et n° 43 : précision ; adoptés. (p. 7516, 7517) : ses amendements n° 44 : cohérence ; n° 45 : suppression d'une mention inutile ; n° 46 : prise en charge par l'Etat des dépenses de la campagne audiovisuelle ; n° 47 : dispositif de résolution des incompatibilités des conseillers municipaux de Mayotte ; n° 48 : reclassement dans ce texte d'une disposition relative au renouvellement du mandat des sénateurs de Mayotte ; n° 49 : correction d'une erreur matérielle ; n° 50 : précision ; n° 52 : obligation de fournir des pièces prouvant l'éligibilité des candidats à l'élection des conseils territoriaux de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 53 : précision ; n° 54 : précision ; n° 55 : coordination avec la création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy ; adoptés. (p. 7518, 7519) : ses amendements n° 56 : composition du collège électoral du sénateur de Saint-Barthélemy ; n° 57 : coordination ; n° 58 : prise en charge des dépenses liées à la campagne électorale audiovisuelle officielle à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; n° 59 : coordination ; n° 60 : composition du collège électoral du sénateur de Saint-Martin ; n° 62 : coordination ; et n° 63 : rattachement de l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon à la série I ; adoptés. - **Article 3** (*art. L. 173 du code électoral - Vote le samedi aux élections législatives*) (p. 7521) : son amendement n° 64 : coordination ; adopté. - **Article 4** (*art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations*) (p. 7522, 7523) : se ralliera à l'avis du Gouvernement pour les amendements identiques n° 89 de M. Georges Othily et n° 98 de M. Gaston Flosse (création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen). (p. 7524) : son amendement n° 65 : actualisation du tableau des séries du Sénat ; adopté. - **Article 5** (*Livre VII - art. L. 546 à L. 554 nouveaux du code électoral - Consultations locales en application des articles 72-4 et 73 de la Constitution*) (p. 7525) : ses amendements de rédaction n° 66, n° 69, n° 67 ; n° 68 : précision ; n° 70 : précision ; et n° 71 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7527) : son amendement n° 72 : création de tribunaux administratifs à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 117 du Gouvernement. (p. 7528) : accepte l'amendement n° 114 du Gouvernement (application dans les collectivités d'outre-mer de la loi relative aux astreintes prononcées à l'encontre des personnes publiques). - **Article 6** (*art. L. 250-1 à L. 255-1 du code des juridictions financières - Chambres territoriales des comptes de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7532) : accepte les amendements du Gouvernement portant sur le même objet n° 111 et 112 (sécurisation des procédures des juridictions financières locales). Ses amendements de rédaction n° 73 et n° 74 ; adoptés. - **Article 7** (*Actualisation du régime de l'île de Clipperton*) : son amendement n° 75 : suppression ; adopté. - **Article 8** (*Modernisation du statut des Terres australes et antarctiques françaises*) (p. 7535) : son amendement n° 76 : précision des missions de l'administrateur des terres australes et antarctiques françaises, TAAF, et intégration dans cet ensemble de Clipperton et des îles éparses ; adopté. - **Article 9** (*art. 60 et 61 de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer - Extension du dispositif de la dotation de continuité territoriale - Possibilité*

*pour le département d'exercer la compétence - Modification des références aux territoires d'outre-mer dans les textes législatifs et réglementaires* (p. 7536) : ses amendements n° 77 : précision sur la dotation de continuité territoriale ; et n° 78 : cohérence ; adoptés. - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le droit applicable outre-mer*) (p. 7537) : ses amendements n° 79 : harmonisation des conditions d'application des dispositions de la loi du 1er juillet 1901 relative aux contrats d'association et de l'adaptation de la législation à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les TAAF ; n° 80 : suppression de l'habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'habilitation des départements et des régions d'outre-mer à adapter les lois et règlements ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Georges Othily (caractère non suspensif des recours exercés en Guyane et à Mayotte à l'encontre des procédures d'obligation de quitter le territoire). (p. 7538) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour les amendements n° 91 de M. Georges Othily (prise en compte des difficultés et des contraintes propres à la navigation sur les fleuves frontalières dans l'adaptation de la législation applicable à la Guyane) et n° 93 de M. Robert Laufoaulu (autorisation d'adapter les dispositions de la loi de 2006 sur le volontariat associatif et l'engagement éducatif dans les îles de Wallis-et-Futuna). - **Article 11** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 7541, 7542) : son amendement n° 81 : ratification d'ordonnances ; adopté après modification par les sous-amendements n° 97 de M. Gaston Flosse et n° 116 du Gouvernement. (p. 7545) : sur son amendement n° 81 précité, accepte les sous-amendements n° 97 de M. Gaston Flosse, et à titre personnel, le n° 116 du Gouvernement et s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° 87 de M. Pierre Hérisson. - **Article 12** (*Actualisation des terminologies applicables au droit de l'outre-mer*) (p. 7548) : son amendement n° 82 : suppression de termes obsolètes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12** : ses amendements n° 83 : prorogation du versement de la dotation de rattrapage et de premier équipement ainsi que de centimes additionnels à l'impôt sur le revenu au profit des communes de Mayotte jusqu'à l'accession de cette dernière au régime de département et de région d'outre-mer ; et n° 84 : protection des fonctionnaires candidats à l'élection au conseil général de Mayotte, au conseil territorial de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin ou de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adoptés. - **Article 13** (*Abrogations*) : accepte l'amendement n° 115 du Gouvernement (conséquence). Son amendement n° 85 : abrogation du décret du 1er avril 1960 plaçant les îles éparses sous l'autorité du ministre de l'outre-mer ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7549) : son amendement n° 86 : dispositions transitoires ; adopté. Accepte les amendements de conséquence n° 92 de M. Georges Othily et n° 96 de M. Gaston Flosse.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 8183, 8184) : acceptation par la commission mixte paritaire de la plupart des modifications apportées par le Sénat. Soutien du groupe UMP au Gouvernement pour l'aboutissement de la négociation entre médecins et assureurs. Attente des résultats de l'enquête de représentativité s'agissant des syndicats. Mise en oeuvre raisonnable d'une période transitoire s'agissant de la mise à la retraite d'office. Le groupe UMP votera avec détermination ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Outre-mer**

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9649, 9651) : stabilité des crédits. Dispersion interministérielle du budget global. Spécificités de chaque collectivité. Evolution statutaire. Recommande l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9680) : s'oppose à l'amendement n° II-24 de la commission (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer"). (p. 9682) : son amendement n° II-119 : transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Conditions de vie outre-mer" au programme "Intégration et valorisation de l'outre-mer" pour améliorer la coopération régionale ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9684) : son amendement n° II-120 : amélioration de l'information du Parlement ; adopté.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10355, 10357) : son amendement n° 38 : rapprochement du régime électoral de l'Assemblée des Français de l'étranger du droit commun des élections locales en matière de parité ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10358) : défavorable à l'amendement n° 64 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (obligation de nommer trois personnalités qualifiées de chaque sexe à chaque renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10360) : réponse aux propos de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10907) : le groupe UMP votera ce texte.

**COLLIN (Yvon)**  
*sénateur (Tarn-et-Garonne)*  
RDSE

Secrétaire du Sénat.

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation pour la planification.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Plates-formes aéroportuaires.

Membre du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire le 7 février 2006.

## DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 78 tome 3 annexe 32 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Transports.**

## INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5364, 5365) : inefficacité des orientations et des choix budgétaires du Gouvernement. Dégradation continue du solde budgétaire. Artifices utilisés. Hypothèses de croissance trop optimistes. Résorption impérative des déficits dans un contexte européen. Intervention indispensable de l'Eurogroupe pour l'unification des pratiques au sein de la zone euro.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8705, 8706) : incidence de la stratégie budgétaire sur la croissance. Conséquences de la rigueur

budgétaire imposée par le Gouvernement. Absence de politique coopérative au sein de la zone euro. Ne votera pas ce texte.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (Contrôle et exploitation aériens). (p. 9090) : stabilité des crédits. "Taux de couverture" du contrôle aérien en outre-mer. Coût de la formation des pilotes de ligne. Architecture de la mission. Propose, au nom de la commission, l'adoption des crédits du transport aérien.

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9597) : problèmes structurels de l'agriculture française. Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles. Avis défavorable des Radicaux de gauche sur ce budget.

**COLLOMB (Gérard)**  
*sénateur (Rhône)*  
*SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2751, 2752) : crise généralisée du logement et en particulier du logement social. Risque de

**COLLOMBAT (Pierre-Yves)**  
*sénateur (Var)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

fracture entre une ville riche et des banlieues en voie de paupérisation. Réalisation indispensable de logements sociaux dans les communes n'en disposant pas. Opposition à l'amendement Ollier réformant l'article 55 de la loi SRU.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Article unique** (p. 622) : rappelle le vote positif du groupe socialiste sur le projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural. Impréparation du travail parlementaire. Risque de création de situations de rente. S'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1210) : favorable à l'amendement n° 159 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE). Caractère inutile et scandaleux de la dispense de motivation du licenciement. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1228, 1229) : chômage des jeunes. Conditions d'embauche dans les entreprises. Nécessité d'un changement de politique économique du Gouvernement. Raisons réelles de la diminution du chômage en Espagne. Conséquences paradoxales du CPE. Ne votera pas cet article.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2110) : amélioration insuffisante des possibilités de recrutement des collectivités territoriales et des perspectives de carrière de leur personnel. Contestation du bien-fondé d'un principe d'organisation pyramidale de la fonction publique territoriale pour les petites et moyennes collectivités. Souhait

d'intégrer les personnels de cabinet dans la fonction publique. Financement des personnels déchargés de fonction.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2182, 2183) : soutient l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques); retiré. - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2210, 2211) : soutient l'amendement n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires); retiré. (p. 2217) : nécessité de trouver des solutions à cette question.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) (p. 2258, 2259) : son amendement n° 295 : prise en compte obligatoire de l'expérience professionnelle des candidats; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : votera les amendements identiques n° 110 de M. Claude Biwer et n° 279 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas pour les agents de catégorie C).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2422) : à titre personnel, ne votera pas l'article 3. Dispositions non satisfaisantes au regard de la crédibilité du Haut conseil, de ses moyens d'expertise et de la publicité des informations. Mise en place indispensable des CLIS.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3235, 3237).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3324) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation de l'article 8 instituant le CPE dans la loi pour l'égalité des chances); rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Question préalable** (p. 4388, 4390) : soutient la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Soixante-et-onzième modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux droits d'entrée et de séjour des étrangers en France. Bricolage routinier d'anciens dispositifs administratifs, judiciaires et policiers. Habillage du texte d'une rhétorique prétendument nouvelle d'immigration choisie, méconnaissant l'histoire de France. Projet de loi dépourvu de moyens nouveaux et d'évaluation des résultats des textes précédents, rendant illusoire la séparation du bon grain de l'ivraie des flux migratoires. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4436) : intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour). Souhait d'un consensus sur cet amendement. Risque d'impasse en l'absence de régularisation.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4459) : soutient l'amendement n° 148 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. Soulève un point de droit administratif.

(p. 4462) : inutilité d'inscrire dans la loi les dispositions prévues par l'article. Effet d'affichage. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4509) : soutient l'amendement n° 154 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au travail des étudiants); rejeté. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 4523) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 159 (suppression); et n° 160 (repli); rejetés. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4542, 4543) : soutient l'amendement n° 164 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. (p. 4552) : logique incohérente.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4593, 4594) : soutient l'amendement n° 169 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. Violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Réduction progressive des droits des étrangers. (p. 4615) : favorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Éliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 24 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour*) (p. 4681) : soutient l'amendement n° 176 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. Création de la commission de l'admission exceptionnelle au séjour pour des motifs d'affichage. Correctif à l'abrogation de la régularisation des étrangers après dix ans de présence en France. Préférence pour la réactivation des commissions départementales du titre de séjour. - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion*) (p. 4691) : soutient l'amendement n° 181 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. (p. 4693) : intervient sur les propos de M. Alain Vasselle à l'occasion de l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore). - **Article 29** (art. L. 316-1 et L. 316-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger qui témoigne ou porte plainte contre un proxénète*) (p. 4702) : soutient l'amendement n° 187 de M. Bernard Frimat (octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux personnes acceptant de collaborer avec la justice pour lutter contre le proxénétisme et la traite des êtres humains); rejeté. - **Article additionnel après l'article 29 quater** (p. 4706) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 141 de M. Philippe Goujon (confiscation des biens meubles et immeubles ayant servi à commettre l'infraction définie à l'article 225-14 du code pénal relatif à la soumission à des conditions de travail et d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française*) (p. 4775) : s'étonne du retrait de l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française"), qui était parfait, au profit de l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République) dont il ne saisit pas la signification

concrète. - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4784) : imprécision des garanties de séjour offertes aux ressortissants communautaires et à leur famille dans la transposition de la directive du 29 avril 2004. Extension de la logique restrictive aux citoyens européens. - **Article 19 (précédemment réservé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit à l'exercice d'une activité professionnelle par le titulaire d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » membre de la famille d'un étranger ayant le statut de RLD-CE) (p. 4800, 4801) : soutient l'amendement n° 235 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5539, 5541) : insuffisance de la représentativité des élus locaux et de leurs moyens financiers dans le secteur de l'eau. Problème de l'approvisionnement en eau. Exemple du département du Var. Insuffisance des crédits alloués aux collectivités. Proposition d'amendement relatif à des fonds de concours. Insuffisance de la hausse du plafond de ressources des agences de l'eau. Impossibilité pour les élus locaux de faire face à leurs obligations dans la rédaction actuelle du texte.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5780) : interrogation sur l'amendement n° 88 de la commission (établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement). - **Article 42 A** (art. L. 431-3 à L. 431-5 du code de l'environnement - Définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 5828) : soutient l'amendement n° 398 de M. Paul Raoult (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 5839) : défavorable à l'amendement n° 513 du Gouvernement (maintien des dispositifs actuels de prévoyance et de retraite complémentaire des personnels des agences de l'eau à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5925, 5926) : rôle des maires et position de l'association des maires de France sur celui-ci. Responsabilité pénale des maires.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5960) : sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance), favorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5980) : favorable aux amendements de suppression n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 247 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7653, 7655).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (6 décembre 2006) (p. 9714, 9715) : faiblesse des moyens engagés. Désengagement de l'Etat au détriment des départements : financement des SDIS. Hommage aux pompiers professionnels volontaires. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) (p. 9774, 9776) : indicateurs de performance. Effet de levier des dotations. Documents budgétaires. Péréquation. Taxe professionnelle. DGF. Effort financier réel de l'Etat envers les collectivités territoriales.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical) (p. 10811) : intervient sur les amendements n° 5 de la commission (suppression de la limitation de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante salariés) et n° 57 de M. Alain Vasselle (plafonnement à 50 % de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de 50 salariés). - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10816, 10817) : soutient l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Article 7** (art. 41 à 44 bis nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition) (p. 10872) : son amendement n° 78 : dérogation au principe du remboursement par l'organisme d'accueil du coût de l'agent lorsque la mise à disposition résulte de l'obligation d'accueillir un agent dont le poste a été supprimé dans son administration d'origine ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10874) : son amendement n° 79 : extension du champ du délai de carence pour les fonctionnaires mis à disposition auprès de collectivités territoriales dans le ressort desquelles ils ont exercé des fonctions de contrôle ; adopté. - **Article 8 ter** (art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Mises à disposition de fonctionnaires hospitaliers auprès des deux autres fonctions publiques) (p. 10877) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires hospitaliers sur celles des fonctionnaires d'Etat) ainsi qu'au sous-amendement n° 90 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 10** (art. 432-13 du code pénal - Délit de prise illégale d'intérêts) (p. 10878) : défavorable à cet article. (p. 10879) : sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la permission législative), son sous-amendement n° 75 ; rejeté. Son amendement n° 74 : rétablissement à cinq ans de la durée du délai d'interdiction d'exercice de certaines activités après la cessation de fonctions publiques ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Réforme de la commission de déontologie) (p. 10881) : son amendement n° 76 : relèvement à cinq ans du délai de contrôle de la prise illégale d'intérêt ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10898) : intervient sur les amendements de la commission n° 47 (mise en place d'un système de rémunération globale des fonctionnaires de La Poste) et n° 48 (incitation à la mobilité des fonctionnaires de La Poste).

**COLONNA (Catherine)**  
*ministre déléguée aux affaires  
 européennes*

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985, [n° 92 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 24, 25) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales [n° 47 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 28) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [n° 184 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 30, 31) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [n° 346 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 32) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [n° 387 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 34, 35) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [n° 128 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 36) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le**

**COPÉ (Jean-François)**  
*ministre délégué au budget et à la  
 réforme de l'Etat, porte-parole du  
 Gouvernement*

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5205, 5207) : évocation de la situation budgétaire. Engagements du Gouvernement sur la maîtrise des dépenses publiques, sur la réduction des déficits et sur la modernisation des outils de gestion. Défis pour l'année 2006. Objectifs pour le budget 2007. Chiffrage des dépenses publiques supplémentaires induites par le programme du parti socialiste. (p. 5221, 5224) : réponses aux orateurs sur la vocation de la loi

**Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières [n° 127 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 40) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2453, 2455) : importance des enjeux économiques et sociaux à l'ordre du jour du Conseil européen. Volonté de progression dans la mise en oeuvre de la stratégie de croissance d'emplois et de développement durable : stratégie de Lisbonne. Elaboration des deuxièmes programmes nationaux de réforme. Informations sur le projet de conclusions de la présidence. Réponse aux orateurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4650, 4654) : réponse aux différents intervenants sur la confiance des citoyens, le budget européen, la directive sur les services, le bon fonctionnement de la démocratie européenne, la recherche, la sécurité dans le domaine aérien, l'éducation, la politique étrangère et la défense, les questions migratoires et énergétiques, la coordination des politiques économiques, l'élargissement, les questions institutionnelles et le principe de subsidiarité.

- **Éloge funèbre de Pierre-Yvon Trémel, sénateur des Côtes-d'Armor** - (3 octobre 2006) (p. 6249).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9014, 9018) : perspectives financières 2007-2013. Nouveaux Etats membres. Fonds d'ajustement à la mondialisation. Apports de l'Europe à la France. Budget communautaire pour 2007. Réformes envisageables.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10136, 10139) : questions de politique étrangère. Justice et affaires intérieures. Energie et innovation. Elargissement de l'Europe. Questions institutionnelles. Perspectives de la future présidence allemande. (p. 10151, 10153) : réponses aux intervenants. Volonté de poursuivre la construction européenne.

de règlement sous le régime de la LOLF, sur la comptabilité patrimoniale de l'Etat, sur la dénomination de ce projet de loi, sur le coût du programme du parti socialiste, sur la répartition des richesses, sur le désendettement, sur une meilleure gestion des finances publiques, sur la question de la stabilité des dépenses en volume, sur le financement des compétences des collectivités territoriales, sur le contrôle de gestion opéré par le Parlement et sur les rapports d'audit et l'information des Français.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5317, 5321) : présentation des orientations du budget. Respect du contrat passé avec les Français en 2002 sur la restauration de l'autorité de l'Etat : application de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, augmentation du budget de la justice et respect de la loi de programmation militaire. Amélioration du service public rendu : utilisation des nouvelles technologies, audit de modernisation et outils d'intéressement à la réforme. Présentation d'un projet politique basé sur la modernisation de l'Etat, le financement des priorités politiques et la réduction de la dette publique.

Irréalisme du projet socialiste. (p. 5372, 5375) : volonté politique de réforme de l'Etat. Amélioration de la compétitivité dans la structure des prélèvements obligatoires. Notion de solde stabilisant. Ecart entre revenu du travail et ceux de la solidarité. Souhait de dépolitisation du débat entre l'Etat et les collectivités locales. Réponse aux orateurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7557, 7561) : poursuite de la réforme de la fiscalité sur les ménages. Rupture avec la logique de l'assistance. Pouvoir d'achat des ménages. Réflexion sur l'architecture des allègements de charges au-delà du SMIC et sur le régime fiscal des heures supplémentaires. Réforme de l'impôt sur les sociétés : élargissement de l'assiette en contrepartie d'une baisse des taux. Fiscalité environnementale. Clarification des relations entre l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales en matière de prélèvements obligatoires : intérêt de la proposition d'un rapprochement entre loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale ; augmentation spectaculaire des impôts dans certaines régions. Question du périmètre de la dépense publique et de son mode de financement. Nécessité d'un travail de fond sur les défis de la "soutenabilité" financière, du vieillissement démographique et de la montée des nouveaux risques. Démarche de performance et LOLF. Importance des audits. Extension souhaitable à l'ensemble des composantes de la sphère publique. Souci de préserver le modèle social dans un cadre financier soutenable. (p. 7591, 7594) : réponse aux orateurs. Accord sur l'ensemble des points abordés par le rapporteur général. Audit en cours sur le versement par l'employeur de la prime pour l'emploi. Réserves sur la proposition de TVA sociale. Apport de réponses opérationnelles au déclin industriel. Réforme de la taxe professionnelle face au problème des délocalisations. Souci permanent de la majorité de mesurer l'efficacité de la dépense publique quelle que soit l'alternance politique. Intérêt d'un rapprochement entre projet de loi de finances et projet de loi de financement de la sécurité sociale. Réflexion attendue dans le cadre de la conférence des finances publiques.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8685, 8689) : diminution des dépenses de l'Etat, des impôts, de la dette et du déficit public. Application de la LOLF. Jeu "cyberbudget". Relations financières avec les autres administrations publiques. Audit des processus publics de l'Etat. Certification des comptes. Politique fiscale et pouvoir d'achat. Bilan du Gouvernement à la veille des élections. (p. 8712, 8716) : vidéoprojection dans l'hémicycle. Création du club de réflexion "GenerationFrance.fr". Agences de l'Etat. Présentation prochaine du bilan d'ouverture. Réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 8720) : s'oppose à la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2006) - **Motion d'ordre** (p. 8737) : modification de l'ordre du jour.

##### *Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Article additionnel avant ou après l'article 2** (p. 8739, 8740) : s'oppose aux amendements n° I-57 de M. Thierry Foucaud (suppression du "bouclier fiscal") et de M. Marc Massion n° I-98 (suppression du principe du "bouclier fiscal") et n° I-101 (exclusion des contribuables redevables de l'ISF du bénéfice du mécanisme du "bouclier fiscal"). - **Article 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2006 et baisse des acomptes)** (p. 8743) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-96 (retour à l'ancien barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-97 (suppression de la réduction du montant des acomptes provisionnels ou des prélèvements mensuels), et n° I-58 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8746) : s'oppose à l'amendement n° I-102 de M. Marc Massion (plafonnement à 40 % de la part du revenu imposable susceptible de bénéficier de réductions ou déductions). (p. 8747) : s'oppose à l'amendement n° I-103 de M. Marc

Massion (plafonnement à 7500 euros de la réduction du revenu imposable procuré par l'ensemble des dispositifs de réduction). Accepte la demande de réserve du rapporteur sur l'amendement n° I-199 de M. Jean Arthuis (assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux ou des bénéficiaires agricoles, non adhérents à un centre de gestion). (p. 8748) : accepte l'amendement n° I-232 de la commission (mesures visant à inciter les personnes fiscalement non domiciliées en France à devenir des résidents fiscaux français) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° I-236 de M. Michel Charasse (précision). (p. 8750) : accepte l'amendement n° I-233 de la commission (actualisation de la définition du revenu fiscal de référence). (p. 8752) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-104 (mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile) et n° I-105 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi à domicile). (p. 8754) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° I-24 et I-94 de M. Philippe Goujon (élargissement du crédit d'impôt pour les véhicules moins polluants). Propose un examen lors de la discussion du collectif budgétaire. (p. 8755) : s'oppose à l'amendement n° I-99 de M. Marc Massion (suppression de la participation des collectivités territoriales au mécanisme du bouclier fiscal). (p. 8756) : s'oppose à l'amendement n° I-100 de M. Marc Massion (suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale au mécanisme du bouclier fiscal). - **Article 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 8758, 8759) : prime pour l'emploi. S'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Marc Massion (augmentation de la prime pour l'emploi). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8761) : demande le retrait de l'amendement n° I-54 de M. Paul Girod (intégration dans le champ de l'abandon exprès de revenus ouvrant droit au crédit d'impôt, de la non-perception de loyers d'un logement mis à disposition d'un organisme sans but lucratif qu'il estime satisfait par la législation actuelle. (p. 8762) : demande le retrait de l'amendement n° I-52 de M. Paul Girod (inclusion de l'hépatite C à la liste des maladies ouvrant exonération au droit de succession des rentes versées en réparation du préjudice) au profit de l'amendement n° I-53 (exonération des droits de succession des indemnités visant à réparer les dommages causés par un accident ou une maladie) du même auteur qu'il accepte. (p. 8764) : s'oppose à l'amendement n° I-152 de M. Gérard César (assouplissement du dispositif d'exonération de droit de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprise individuelle). - **Article 4 (Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable)** (p. 8765) : s'oppose à l'amendement n° I-61 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8768) : demande le retrait des amendements de la commission n° I-1 (déductibilité du revenu net global des cotisations complémentaires d'assurance dépendance à un contrat d'épargne retraite) et n° I-2 ("familiarisation" du plafond de déduction de l'impôt sur le revenu). (p. 8772) : accepte les amendements de la commission n° I-3 (suppression, pour certains contrats, de la condition de quinze années de versements successifs avant le départ à la retraite pour bénéficiaire de la rente à taux plein) et n° I-4 (versement "au plus tôt" de la rente d'épargne retraite à compter de la date de liquidation de la pension du redevable). S'oppose aux amendements de M. Philippe Dominati n° I-187 (suppression de l'ISF), n° I-188 (exonération de la résidence principale du calcul de l'ISF) et n° I-189 (abaissement du délai de prescription de dix à trois ans). S'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-107 (suppression d'avantages fiscaux accordés en matière d'ISF) et n° I-108 (suppression d'avantages fiscaux accordés en matière d'ISF), ainsi qu'à l'amendement n° I-63 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF) et à l'amendement n° I-151 de M. Gérard César (revalorisation du seuil d'exonération partielle d'ISF pour les biens donnés par bail à long terme). S'oppose aux amendements identiques n° I-62 de M. Thierry Foucaud et n° I-106 de M. Marc Massion (suppression de l'avantage fiscal accordé en matière d'ISF en ce qui concerne les "pactes d'actionnaires"). (p. 8776, 8777) : demande le retrait de l'amendement n° I-213 de M. Michel Mercier (instauration d'un délai de prescription de six ans en matière de droits d'enregistrement). (p. 8779) : demande le retrait des



amendements de la commission n° I-5 (clarification des conditions de la donation-partage en cas d'enfants issus de plusieurs unions), n° I-6 (dispositif tendant à faciliter la donation-partage transgénérationnelle) et n° I-7 (accompagnement fiscal de la renonciation anticipée à exercer toute action en réduction) et en propose l'examen lors de la discussion du collectif budgétaire.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8789) : demande le retrait des amendements de M. Alain Lambert n° I-32 à n° I-45 (traduction fiscale de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités). (p. 8791, 8792) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de M. Roger Madec (alignement de la fiscalité de la succession des couples pacsés sur celle des couples mariés). (p. 8797, 8800) : accepte l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéficie de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés). Sur les sous-amendements de M. Yann Gaillard déposés sur l'amendement n° I-8 précité, demande le retrait du n° I-26 (conditions d'exploitation commerciale) et accepte le n° I-27 (ouverture du dispositif à d'autres associations et fondations reconnues d'utilité publique et agréées par le ministère chargé du budget). Demande le retrait du sous-amendement n° I-229 de M. Michel Moreigne (intervention de la Fondation du patrimoine au profit des collectivités territoriales). Instruction fiscale. (p. 8803) : s'oppose aux amendements identiques n° I-60 de M. Thierry Foucaud, n° I-202 de M. Michel Mercier et n° I-115 de M. Gérard Collomb (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain). (p. 8805) : demande le retrait de l'amendement n° I-9 de la commission (instauration d'un mécénat scientifique dans le cadre d'une procédure de dation en paiement). S'oppose à l'amendement n° I-110 de M. Marc Massion (diminution du plafond de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance vie). - **Article 5** (*Renforcement de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses liées à la dépendance*) (p. 8806) : s'oppose à l'amendement n° I-112 de M. Marc Massion (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8807, 8808) : demande le retrait de l'amendement n° I-46 de la commission (assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles, non adhérents à un centre de gestion agréé). Création d'un groupe de travail sur le sujet. (p. 8811) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (application de la réduction d'impôt prévue au I de l'article 200 du code général des impôts aux dons effectués aux associations ayant pour objet de favoriser l'édition et la publication de presse d'information politique et générale). (p. 8812, 8814) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-133 (ouverture du crédit d'impôt pour les travaux en vue d'économies d'énergie quelle que soit la situation matrimoniale des habitants du logement), n° I-132 (majoration des taux des crédits d'impôt accordés pour favoriser les économies d'énergie) et n° I-131 (affectation du malus de la taxe grise aux régions). Demande le retrait de l'amendement n° I-142 de M. Jacques Blanc (extension du bénéfice du crédit d'impôt de l'article 200 quinquies du code général des impôts aux dépenses d'acquisition de véhicules automobiles de démonstration fonctionnant avec des carburants alternatifs) jusqu'à la discussion du collectif budgétaire. (p. 8815, 8816) : s'oppose à l'amendement n° I-130 de Mme Nicole Bricq (augmentation des taxes sur les certificats d'immatriculation pour les véhicules les plus polluants). (p. 8817, 8821) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° I-126 (suppression de l'exonération de TIPP accordée aux transports aériens), n° I-127 (institution d'un prélèvement exceptionnel sur les compagnies pétrolières), n° I-128 (établissement annuel du niveau de fiscalité afférente au pétrole, dans la loi de finances, en référence aux hypothèses retenues en matière de prix du baril) et n° I-129 (création d'un crédit d'impôt unifié sur les mesures environnementales). (p. 8822) : s'oppose à l'amendement n° I-113 de M. Claude Domeizel (extension de l'exonération de cotisation patronale d'assurance

vieillesse due à la CNRACL, dont bénéficient les CCAS et les CIAS, aux communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux). - **Article 6** (*Création d'une réduction d'impôt en faveur des PME de croissance*) (p. 8825) : accepte l'amendement n° I-10 de la commission (clarification). - **Article 7** (*Aménagements de la provision pour investissements des entreprises de presse*) (p. 8827) : demande le retrait de l'amendement n° I-218 de M. Michel Mercier (maintien du régime antérieur de provision pour investissements, PPI) au profit des amendements de la commission n° I-11 (maintien dans le champ des bénéficiaires de la PPI des entreprises de presse exploitant des publications de périodicité au maximum mensuelle consacrées pour une large part à l'information politique et générale) et n° I-12 (cohérence) qu'il accepte. (p. 8828) : s'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Thierry Foucaud (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 220 undecies du code général des impôts aux entreprises constituées pour collecter des financements en direction des entreprises de presse). - **Articles additionnels après l'article 7** : s'oppose à l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (bénéfice des déductions fiscales prévues par l'article 238 bis du code général des impôts ouvert aux associations ayant pris des participations dans un organe de presse). (p. 8829, 8830) : demande le retrait de l'amendement n° I-140 de M. Louis de Broissia (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de la distribution audiovisuelle). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8831) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-29 et n° I-206 de M. Christian Gaudin (extension du crédit d'impôt recherche aux certificats d'obtention végétale). - **Article 8** (*Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 8832, 8833) : demande le retrait de l'amendement n° I-13 de la commission (assouplissement du régime des pénalités en cas d'erreur d'appréciation des sociétés sur leur résultat prévisionnel). Examen dans le cadre de la discussion du projet de loi de finances rectificative. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8835, 8836) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-68 (taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières) et n° I-67 (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés). (p. 8837) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Gérard Collomb (éligibilité des sociétés coopératives de production au mécénat d'entreprises). - **Article 8 bis** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle*) : s'oppose à l'amendement n° I-69 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8838) : demande le retrait de l'amendement n° I-200 de M. Alain Lambert (harmonisation du régime fiscal de la réduction de capital et de celui de l'amortissement du capital). (p. 8841, 8842) : sur les amendements de la commission, accepte les n° I-17 (alignement des conditions minimales de détention du capital applicables en matière d'exonération des plus-values professionnelles sur les règles en vigueur en matière d'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-16 (réforme du régime des plus-values applicables aux dirigeants de PME partant à la retraite jusqu'à un an avant la cession) et n° I-234 (régime des plus-values placées en report d'imposition en cas d'apport à une société d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité ou en cas de changement de régime fiscal d'une société de personnes) et demande le retrait des n° I-15 (extension de l'exonération des plus-values professionnelles au groupe familial du dirigeant) et n° I-14 (sécurisation juridique des cessions de fonds de commerce mis en location-gérance). Circulaire administrative sur le régime des plus-values de cessions de titres de droit sociaux. - **Article 9** (*Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation*) (p. 8843, 8844) : demande le retrait des amendements n° I-216 de M. Michel Mercier (maintien de la possibilité pour les entreprises d'opter entre la déduction immédiate des frais d'acquisition des titres de participation et l'étalement sur cinq ans) et n° I-93 de M. Roland du Luart (remplacement de l'amortissement des frais d'acquisition des titres de participation par un étalement extra-comptable). (p. 8845) : attractivité fiscale de la France au sein de l'Union européenne. (p. 8846) : s'oppose à l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (durée d'amortissement des frais d'acquisition des titres de participation portée de cinq à dix ans). - **Article 10** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur*

les sociétés) (p. 8847) : demande le retrait de l'amendement n° I-18 de la commission (assimilation des titres faisant l'objet d'un pacte d'actionnaires ou qui permettent d'exercer un contrôle ou une influence dominante sur la société émettrice à des titres de participation). (p. 8848, 8849) : demande le retrait de l'amendement n° I-217 de M. Michel Mercier (non-rétroactivité du dispositif). (p. 8850) : demande le retrait des amendements identiques n° I-48 de M. Michel Houel et n° I-219 de M. Michel Mercier (imposition des plus-values de cession après abattement de 10 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8851) : s'oppose à l'amendement n° I-117 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéfices des sociétés foncières). (p. 8852, 8857) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose aux n° I-74 (accroissement du rendement de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux), n° I-71 (abaissement du taux de TVA à 18,6 %), n° I-72 (application du taux réduit de TVA à la fourniture d'énergie calorifique) et n° I-73 (application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres) et demande le retrait du n° I-198 (application du taux réduit de TVA à la réalisation de logements destinés à l'accueil des personnes dépendantes). Demande le retrait de l'amendement n° I-95 de Mme Françoise Férat (application du taux réduit de TVA à la fourniture de chaleur produite par cogénération). S'oppose aux amendements n° I-190 de M. Philippe Dominati et n° I-114 de M. Jean-Pierre Sueur analogues à l'amendement précité n° I-73. (p. 8858) : estime l'amendement n° I-214 de M. Michel Mercier (exclusion du champ d'application de la redevance audiovisuelle des moniteurs détenus à titre d'appareil test par des techniciens-réparateurs) satisfait par le droit en vigueur. (p. 8859) : demande le retrait de l'amendement n° I-221 de M. Alain Vasselle (diminution au profit des organismes de sécurité sociale du taux de prélèvement, par l'Etat, des sommes dues au titre des contributions sur les revenus du patrimoine). (p. 8860, 8864) : sur les amendements de M. Marc Massion, s'oppose aux n° I-118 (doublement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) et n° I-136 (mise en place d'un dispositif de responsabilité des producteurs dans la gestion des déchets d'ameublement), demande le retrait des n° I-135 (à défaut d'une prise en charge de la collecte et de l'élimination par le producteur ou le distributeur, soumission des déchets dangereux comportant un risque pour la santé et l'environnement à la TGAP) et n° I-137 (incitation à la valorisation organique et à la valorisation des biogaz) et accepte le n° I-138 (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable). - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 8866, 8867) : demande le retrait de l'amendement de M. Jean-Jacques Jégou, repris par la commission n° I-186 (révision des tarifs du droit de francisation). Groupe de travail réunissant les représentants des équipes douanières et de la direction des affaires maritimes. - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8869, 8870) : demande le retrait de l'amendement n° I-227 de M. Charles Revet (utilisation pure de diester dans les flottes captives de véhicules). Table ronde sur les biocarburants. - **Article additionnel avant l'article 10 ter** (p. 8871) : s'oppose à l'amendement n° I-75 de M. Thierry Foucaud (exonération des établissements publics d'enseignement supérieur de la taxe sur les salaires). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 8872, 8873) : demande le retrait de l'amendement n° I-157 de M. Pierre Hérisson (application du taux réduit de TVA à la construction d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage lorsque l'investissement correspondant n'est pas éligible au FCTVA). Elargissement des critères d'éligibilité au FCTVA. (p. 8874, 8875) : demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° I-144 (exigibilité de la TVA des ventes de vins en primeur lors de l'encaissement complet du prix) et n° I-146 (remboursement anticipé du crédit de TVA dans le régime simplifié agricole). - **Article 10 quater** (*Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics*) (p. 8877, 8878) : s'oppose aux amendements identiques n° I-76 de M. Thierry Foucaud et n° I-164 de M. Robert Tropeano (suppression). Sur l'amendement n° I-228 de M. Philippe Dallier (précision) qu'il accepte, son sous-amendement n° I-244 (compensation pour les communes de la perte de recettes) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10 quater**

(p. 8880) : demande le retrait de l'amendement n° I-211 de M. Michel Mercier (différenciation, pour l'assujettissement à la TACA, entre les commerces de détail à prédominance alimentaire et ceux à prédominance non alimentaire). - **Article 11** (*Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 8882, 8884) : demande le retrait de l'amendement n° I-31 de M. Roger Karoutchi (création d'un fonds de rénovation urbaine participant au financement de l'ANRU). - **Article additionnel après l'article 11** : son amendement n° I-230 : perception des rémunérations de services rendus par la direction de la Documentation française ; adopté. - **Article 18** (*Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris »*) (p. 8891, 8893) : sur les amendements de la commission, demande le retrait des n° I-241 (suppression de la mise à disposition gratuite de l'Hôtel des monnaies au futur établissement public) et n° I-20 (mise à disposition de la parcelle dite de l'an IV), et accepte le n° I-21 (rédaction). Sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose aux n° I-86 (suppression), n° I-87 (compétence de la Monnaie de Paris pour la fabrication des flans nécessaires à la frappe des monnaies) et demande le retrait du n° I-88 (fixation du cadre statutaire des agents en fonction des droits et avantages existants) au profit de l'amendement précité n° I-21 de la commission. S'oppose aux amendements de M. Bertrand Auban n° I-119 (suppression), n° I-120 (renforcement de la mission de préservation du savoir-faire artistique de la Monnaie de Paris), n° I-121 (statut d'ouvrier d'Etat du personnel employé), n° I-122 (référence dans la loi au décret du 19 mars 1968 relatif au statut particulier des fonctionnaires techniques de l'administration des Monnaies et médailles) et n° I-123 (transfert de l'actif et du passif du budget annexe et compensation de la perte par une taxe additionnelle). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8895, 8896) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-30 (restitution à RFF du produit des cessions des éléments d'actif). (p. 8897) : demande le retrait de l'amendement n° I-209 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation du financement du fonds de soutien à l'expression radiophonique, FSER). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8898) : demande le retrait des amendements identiques n° I-242 de la commission et n° I-28 de M. Adrien Gouteyron (extension du bénéfice des dotations en capital à partir du produit de cessions de titres d'entreprises publiques aux fondations reconnues d'utilité publique à vocation scientifique et culturelle). (p. 8899) : s'oppose à l'amendement n° I-124 de M. Marc Massion (émission de l'avis d'imposition de la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu). (p. 8900) : demande le retrait de l'amendement n° I-210 de M. Michel Mercier (application des règles de perception de la TVA du régime des acquisitions intracommunautaires aux importations). - **Article 22** (*Modifications apportées à certains comptes spéciaux*) (p. 8901) : son amendement n° I-231 : précision ; adopté. - **Article 24** (*Affectation de taxe sur les installations nucléaires de base, INB, à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN*) : accepte l'amendement n° I-22 de la commission (précision). - **Article 25** (*Affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 8904) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° I-191 de M. Ambroise Dupont et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-192 (suppression de la limitation à un an de l'affectation intégrale des droits de francisation et de navigation au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres). - **Article 26** (*Prélèvement de solidarité pour l'eau*) (p. 8905) : s'oppose à l'amendement n° I-125 de M. Marc Massion (suppression). - **Article additionnel avant l'article 27** : s'oppose à l'amendement n° I-89 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la contribution sociale sur les bénéfices). - **Article 27** (*Contribution à l'effort national de recherche*) (p. 8907) : s'oppose à l'amendement n° I-90 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la contribution à l'effort national de recherche). - **Article 29** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 8908) : s'oppose aux amendements n° I-91 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de prélèvement sur la Française des jeux et affectation de son produit au CNDS) et n° I-223 de Mme Jacqueline Alquier (augmentation du taux de prélèvement sur la Française

des jeux pour le financement du programme national de développement du sport 2006-2008). - **Article 30** (*Élargissement des missions et des modalités de financement du centre des monuments nationaux, CMN*) (p. 8909, 8910) : demande le retrait des amendements n° I-23 de la commission (suppression) et de M. Michel Houel n° I-50 (présence d'un artisan d'art dans la composition du CMN) et n° I-51 (agrément d'artisans d'art qualifiés). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 8911) : accepte l'amendement n° I-243 de la commission (transmission par le Gouvernement d'un rapport sur l'état sanitaire du patrimoine monumental français). - **Article 31** (*Transfert de la créance détenue par l'Etat sur l'UNEDIC au Fonds de solidarité*) : son amendement n° I-245 : fixation du montant de la créance ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8945) : relations entre l'Etat et les collectivités territoriales : dichotomie entre engagements et attentes réciproques. Décentralisation. Co-responsabilité. Fiscalité locale : taxe professionnelle, optimisation fiscale et CSG départementale. RMI, APA. Maîtrise des dépenses publiques locales. Dotations de péréquation. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8952) : demande le retrait de l'amendement n° I-162 de M. Claude Domeizel (mise à jour des valeurs locatives dans certaines intercommunalités). - **Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8958) : s'oppose à l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle), aux amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) et n° I-168 (repli) et aux amendements de M. Claude Haut n° I-169 (détermination du taux de référence de taxe professionnelle pour calculer la compensation des pertes de recettes des départements) et n° I-170 (minoration du ticket modérateur en fonction du taux de base). Demande le retrait de l'amendement n° I-171 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 8961) : demande le retrait de l'amendement n° I-167 de M. François Marc (exclusion des prestations d'intérim du calcul des consommations intermédiaires et déduction des dépenses de personnel intérimaire de la valeur ajoutée des entreprises ayant recours à ce personnel). (p. 8964) : demande le retrait de l'amendement n° I-172 de M. Jean-Marie Bockel (rééquilibrage, au profit des communes, du prélèvement de l'Etat sur la part salariale de la taxe professionnelle des établissements de France Télécom). - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 8979, 8980) : ses amendements n° I-240 (majoration des fractions de tarif de la TIPP affectée aux régions) ; et n° I-238 (prise en compte de l'année 2006 comme année de référence de la compensation des forfaits d'externat) ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° I-181 de M. Claude Haut (indexation du taux de TIPP affecté aux régions sur l'évolution annuelle de la DGF). - **Article 14** (*Compensation financière en 2007 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8983, 8984) : son amendement n° I-239 : ajustement du montant du transfert aux régions des personnels et moyens de l'inventaire général du patrimoine culturel ; adopté. S'oppose à l'amendement n° I-182 de M. Claude Haut (indexation des recettes de TIPP affectée aux départements sur le taux de croissance de la DGF). (p. 8985) : demande le retrait de l'amendement n° I-183 de M. Claude Haut (indexation de la fraction du taux de la taxe sur les conventions d'assurance transférée aux départements sur l'évolution annuelle de la DGF). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8989) : demande le retrait de l'amendement n° I-139 de M. Jean-Patrick Courtois (éligibilité au FCTVA des dépenses pour travaux engagés dès le 1er janvier 2002 par les collectivités territoriales pour les biens mis à disposition de tiers tels que l'Etat ou l'ANPE). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8991) : s'oppose à l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (intégration des actifs financiers dans les bases de la taxe professionnelle). S'oppose à l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (majoration du taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales). - **Article 15** (*Évaluation des*

*prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8992) : son amendement n° I-247 : majoration du prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 8993) : favorable à l'amendement n° I-19 de la commission (lutte contre l'optimisation fiscale). Favorable à l'amendement n° I-203 de Mme Catherine Morin-Desailly (exonération de taxe professionnelle des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel). (p. 8994) : demande le retrait de l'amendement n° I-235 de la commission (régime fiscal des partenariats public-privé).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9029, 9033) : réduction des effectifs. Opérateurs de l'Etat. Outils de gestion. Education nationale. Modernisation de la fonction publique. Maîtrise de la masse salariale. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9044, 9049) : dépense publique. Vente d'actifs publics. Gestion de la trésorerie. Déficit. CADES. Action gouvernementale. Collectivités locales. Baisse d'impôts. Keynésianisme. Bilan d'ouverture. Provision des risques retraite. - **Article 33 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 9060) : son amendement n° I-248 : prise en compte des modifications intervenues au cours de la discussion ; adopté. (p. 9061) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9066) : remerciements.

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) (p. 9346, 9348) : priorité à la réduction de la dette de l'Etat. Produits des cessions immobilières de l'Etat. Produits des cessions des participations financières de l'Etat. Société de valorisation des actifs ferroviaires immobiliers, SOVAFIM, et retraites de la RATP. Financement du dispositif "France investissement". - **Article 36 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 9349, 9350) : demande le retrait de l'amendement n° II-1 de la commission (création d'un programme "Travaux" au sein du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat"). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9352) : estime irrecevable l'amendement n° II-116 de Mme Hélène Luc (conditions de cession des titres de participation de l'Etat dans les entreprises publiques).

**Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (2 décembre 2006) (p. 9354, 9357) : mission "Gestion et contrôle des finances publiques". Prime pour l'emploi, PPE. Audit souhaitable sur ses modalités de versement. TéléTVA. Adhésion des agents du ministère à la démarche de modernisation. Télédéclaration de l'impôt sur le revenu. Recouvrement des amendes. Paiement électronique dans le secteur public local. Réduction des effectifs du ministère. Restructuration des services publics en milieu rural. Demande le retrait de l'amendement n° II-21 de la commission (suppression de 60 millions d'euros de crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques économique, financière et industrielle" correspondant à l'installation de la Maison de la francophonie dans l'immeuble sis 20 avenue de Ségur dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris).

**Provisions**

- (2 décembre 2006) (p. 9358) : diminution des crédits du programme "Dépenses accidentelles imprévisibles" dans la mission "Provisions".

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) (p. 9363, 9364) : conditions d'adossment des régimes spéciaux. Audit de modernisation de l'ENIM. Transfert des TOS et des personnels de l'équipement au régime de la CNRACL. Soutle d'adossment des retraites de la RATP. Financement des retraites de La Poste. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9368, 9374) : demande le retrait des amendements identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer) ainsi que de l'amendement n° II-87 de M. André Lardeux (conditions d'attribution de la surpension aux fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer). Dialogue social attendu après l'audit rendu public.

#### Articles de récapitulation des crédits

- (11 décembre 2006) - **Article 35 et état C** (*Crédits des budgets annexes*) (p. 9985) : son amendement n° II-347 : rédaction ; adopté. - **Article 38** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 9988) : son amendement n° II-348 : conséquences sur les plafonds des autorisations d'emplois pour 2007 des amendements adoptés par le Sénat lors de l'examen des crédits de la mission "Enseignement scolaire" ; adopté. - **Article 39** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9989, 9990) : son amendement n° II-349 : dérogation au plafond des reports de crédits pour les programmes "Coordination des moyens de secours" et "Transports aériens" ; adopté.

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 9991) : s'oppose à l'amendement n° II-290 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Article 40** (*Renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME*) (p. 9993) : s'oppose à l'amendement n° II-291 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des plus-values de cessions d'actifs mobiliers). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9995, 10000) : sur les amendements de la commission, accepte le n° II-270 (clarification du régime fiscal des plus-values des véhicules de capital risque et de capital investissement), après sa rectification, le n° II-267 (relèvement du seuil d'exonération des plus-values de cessions de valeurs mobilières) et le n° II-268 (possibilité, dans le cadre du régime de retenue à la source sur les produits distribués par les sociétés françaises cotées, d'accès direct des intermédiaires financiers européens aux marchés gérés par l'entreprise Euronext), demande le retrait du n° II-266 (instauration d'un nouveau sursis d'imposition en matière de plus-values sur titres) et s'oppose au n° II-264 (déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance sur un contrat d'épargne retraite). Sur l'amendement n° II-265 de la commission (mutualisation des plafonds de déduction d'épargne retraite entre conjoints ou entre pacésés) qu'il accepte, son sous-amendement n° II-351 (limitation de la mutualisation des plafonds aux seules cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et non professionnelle) ; adopté. (p. 10003) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-289 (relèvement des taux d'imposition grevant les plus-values de cessions d'actifs détenus par les entreprises) et n° II-292 (abrogation du régime privilégié de taxation des plus-values immobilières réalisées par les sociétés d'investissement immobilier cotées). (p. 10004, 10009) : accepte l'amendement n° II-269 de la commission (assouplissement des contraintes d'allocation d'actifs des fonds communs de placement dans l'innovation et possibilité pour ces fonds d'investir sans limite dans les sociétés cotées sur un marché non réglementé). Sur les amendements de M. Michel Mercier, accepte le n° II-336 (extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain) et demande le retrait des n° II-294 (limitation de l'obligation d'assurance incombant aux constructeurs pour leur responsabilité décennale) et n° II-295 (évaluation par expert agréé auprès de la cour d'appel des parts et actions des sociétés non cotées). S'oppose à l'amendement n° II-287 de M. Roland Muzeau (prise en compte du plafond de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro pour appliquer la TVA à taux réduit à la réalisation d'opérations d'accession à la propriété dans les ZUS). (p. 10010, 10014) : s'oppose à

l'amendement n° II-312 de M. Thierry Repentin (prorogation du dispositif d'abattement sur les bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements situés en ZUS ainsi que pour les logements faisant l'objet d'une convention globale de patrimoine). Sur les amendements de M. Claude Domeizel, s'oppose au n° II-303 (harmonisation de l'évaluation des bases locatives dans les communes issues d'une fusion de communes) et demande le retrait du n° II-304 (octroi du bénéfice du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle aux communes situées à proximité d'un site générateur de cette taxe, qu'elles relèvent de départements qui soient limitrophes du site ou non). Accepte les amendements identiques n° II-308 de M. Gérard Collomb et n° II-341 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI déléguataires de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles). (p. 10015, 10017) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Miquel n° II-319 (prise en charge technique et financière de la collecte et de l'élimination des déchets toxiques par le producteur ou le distributeur), n° II-320 (application du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'activités de soin) et n° II-322 (utilisation d'ester méthylique d'huile végétale comme carburant des véhicules au sein des flottes captives des collectivités territoriales). - **Article additionnel après l'article 40 ou après l'article 40 quinquies** (p. 10019) : s'oppose aux amendements similaires de la commission des affaires économiques n° II-140 et n° II-321 de M. Jean-Marc Pastor (exonération du paiement de la TGAP des installations classées d'élimination de déchets telles que les bioréacteurs lorsqu'elles maîtrisent et valorisent la totalité de leur production de biogaz). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10021, 10030) : s'oppose à l'amendement n° II-318 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe sur les émissions de CO2 en France). Accepte l'amendement n° II-155 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité pour les conseils généraux d'outre-mer d'interdire la vente de produits du tabac à un prix promotionnel) après sa rectification demandée par le Gouvernement, et demande le retrait de l'amendement n° II-175 de M. Jean-Paul Virapoullé (affectation aux EPCI d'une partie du produit de la taxe sur le tabac dans les DOM). Sur les amendements de M. Marc Massion, demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-309, II-310 et II-311 (réforme de la taxe sur la publicité perçue par les collectivités territoriales) et s'oppose au n° II-302 (maintien, non seulement en 2007 mais aussi en 2008, de l'indexation actuelle des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales). S'oppose à l'amendement n° II-307 de M. Michel Moreigne (abaissement du taux de potentiel fiscal des départements à partir duquel les dépenses au titre de l'APA sont prises en charge par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA). (p. 10031) : accepte l'amendement n° II-273 de la commission (extension à 2007 de la garantie de baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle mise en place en 2006 pour certaines communes). - **Article 40 bis** (*Mise en place d'une filière de recyclage et de traitement des déchets issus de produits textiles d'habillement, de chaussures et de linge de maison*) (p. 10032) : accepte l'amendement n° II-271 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 40 bis** : accepte l'amendement n° II-204 de M. Gérard Bailly (conservation du classement des communes en zone de revitalisation rurale jusqu'à fin 2008). - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 10033) : s'oppose à l'amendement n° II-329 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au FCTVA des communes et des EPCI pour la construction de logements locatifs). - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10036) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° II-275 de la commission et n° II-332 de M. Dominique Braye (suppression de l'ensemble du dispositif). - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10040, 10046) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, demande le retrait des n° II-315 (décomposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en une part fixe et une part variable), n° II-316 (possibilité pour les collectivités locales d'assumer elles-mêmes les frais de dégrèvements et d'admission en non-valeurs prélevés par l'Etat sur le produit de la fiscalité locale) et n° II-317 (possibilité de substitution du Trésor public aux collectivités territoriales pour le recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) et accepte le n° II-314

(mise en oeuvre d'une mission d'évaluation en 2007 sur la réforme de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). Accepte les amendements de M. Yves Fréville portant sur le même objet n° II-253 et II-254 (prorogation de deux ans de la période transitoire en matière d'organisation de la collecte et de l'élimination des déchets et de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-272 de la commission et n° II-331 de M. Charles Josselin (conditions tarifaires de la taxe de francisation), ainsi que de l'amendement n° II-205 de M. Gérard Bailly (habilitation des conseils généraux à effectuer des services de voirie rendus jusque là par les services de la DDE) qu'il estime satisfait. - **Article 40 septies** (*Exonération de la taxe sur le foncier bâti des établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale*) (p. 10047) : son amendement n° II-350 : précision quant à l'application de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale ; adopté. - **Article 40 octies** (*Exonération de la taxe d'habitation des établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale*) (p. 10048) : son amendement n° II-352 : précision quant à l'application de l'exonération de taxe d'habitation pour les établissements d'hébergement en zone de revitalisation rurale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 40 octies** : S'oppose aux amendements identiques n° II-227 de M. Jean-Léonce Dupont et n° II-276 de M. Jacques Valade (clarification du champ d'application de la nouvelle habilitation permettant à certains professionnels de vendre des prestations touristiques). - **Articles additionnels avant l'article 40 nonies** : demande le retrait des amendements de M. Thierry Foucaud n° II-328 (prise en compte des ressources des ménages dans le calcul de la taxe foncière et révision du montant de sa franchise) et n° II-326 (encadrement de la procédure de rectification des valeurs locatives). - **Article 40 nonies** (*Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2007*) (p. 10051) : s'oppose à l'amendement n° II-293 de M. Thierry Foucaud (augmentation du coefficient de majoration des valeurs locatives pour les immeubles industriels et pour l'ensemble des autres propriétés bâties). - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 10052, 10055) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose au n° II-327 (rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenues pour la détermination des bases des impôts directs locaux) et demande le retrait du n° II-340 (instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques). Réflexion à poursuivre dans le cadre du groupe de travail déjà constitué. - **Article 40 decies** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 10056) : s'oppose à l'amendement n° II-202 de M. Thierry Foucaud (abrogation de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres). - **Article 40 undecies** (*Rapport d'évaluation de la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 10057) : s'oppose à l'amendement n° II-203 de M. Thierry Foucaud (abrogation du plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée). - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10059, 10065) : sur les amendements de M. Jean-Jacques Jégou, demande le retrait du n° II-228 (suppression de l'exonération de taxe professionnelle pour les sociétés mutualistes et les institutions de prévoyance), s'oppose au n° II-298 (majoration des attributions de compensation en cas de restitution de compétence d'un EPCI à ses communes), et accepte le n° II-297 (possibilité, pour le conseil communautaire statuant à l'unanimité, de fixer librement, dans les trois ans suivant l'année du renouvellement des conseils municipaux, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-249 (prise en compte, dans le calcul des attributions de compensation des EPCI à TPU, des reversements de fiscalité opérés en application des engagements conventionnels pris antérieurement par les communes dans le cadre de l'article 11 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale) et n° II-247 (précision, en cas de fusion d'EPCI, des modalités de fixation des attributions de compensation de la TPU en fonction de la situation des communes avant la fusion, selon des dispositions similaires à celles applicables en cas de création). S'oppose aux amendements portant sur le même objet

n° II-337 et n° II-339 de M. Jacques Valade (repli). (p. 10066, 10069) : sur les amendements de M. Michel Thiollière, demande le retrait des n° II-177 (octroi du bénéfice d'une compensation équitable à chaque communauté d'agglomération, qu'elle ait été créée avant ou après l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2004), n° II-178 (exclusion de la dotation de solidarité du calcul du coefficient d'intégration fiscale) et n° II-179 (assouplissement de la règle de liaison des taux au profit des EPCI à taxe professionnelle unique lorsque le taux de cette taxe est inférieur à la moyenne de sa catégorie). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-248 (prorogation d'un an de la possibilité pour les communes membres d'un EPCI à TPU de procéder à la réévaluation des charges transférées à l'intercommunalité avant la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales), n° II-250 (précisions quant aux conventions de partage de la fiscalité, jusqu'au 31 décembre 2003, entre les communes et leurs groupements pour la réintroduction dans ce partage de l'ancienne compensation de la part "salaires"), n° II-251 (prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe professionnelle) et n° II-252 (prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe foncière sur les propriétés bâties). (p. 10071, 10077) : demande le retrait des amendements n° II-330 de M. Jean-François Le Grand (extension aux départements et aux régions des dispositions prévoyant le versement d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle) et n° II-274 de la commission (compensation aux collectivités territoriales des pertes de recettes résultant de l'amnistie des amendes de police relatives à la circulation routière). S'oppose à l'amendement n° II-213 de M. Michel Billout (réévaluation du taux plafond du versement transport dans les départements d'Île-de-France). Sur les amendements de M. Philippe Adnot, s'oppose aux n° II-74 (régulation de la sortie du dispositif des jeunes entreprises innovantes), n° II-73 (précision quant à l'appréciation du pourcentage de charges de recherche des jeunes entreprises par rapport aux charges totales) et n° II-51 (augmentation du taux du crédit d'impôt recherche). (p. 10078, 10087) : s'oppose aux amendements n° II-50 de la commission (prorogation de cinq années supplémentaires du privilège du bouilleur de cru) et n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite). Demande le retrait de l'amendement n° II-112 de M. Michel Doublet (possibilité de report du bénéfice de la réduction d'impôt pour les contribuables réalisant des investissements forestiers). Accepte l'amendement n° II-163 de Mme Lucette Michaux-Chevry (création d'un droit additionnel à l'octroi de mer régional au profit des communes de Cayenne, Fort-de-France, Basse-terre, Pointe-à-Pitre et Saint-Denis). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-165 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° II-325 de M. Jacques Gillot (prorogation du dispositif relatif à la taxe d'embarquement en outre-mer, qui seront satisfaits par un article du collectif budgétaire. S'oppose à l'amendement n° II-232 de M. Bernard Dussaut (limitation du taux d'augmentation de la TACA). Demande le retrait de l'amendement n° II-244 de M. Daniel Marsin (extension de la qualité de pupille de la nation aux enfants des professionnels de santé décédés dans l'exercice de leurs fonctions à la suite d'un accident imputable à une faute d'une particulière gravité de l'administration). S'oppose aux amendements n° II-288 de M. Roland Muzeau (dispense de procédure d'agrément préfectoral pour la réalisation de programmes immobiliers d'activités tertiaires dans le cadre des opérations de rénovation urbaine) et n° II-335 de M. Daniel Soulage (renforcement du soutien financier de l'Etat à l'assurance multirisques climatiques). - **Seconde délibération** (p. 10088) : demande au Sénat, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, de procéder à une seconde délibération des articles 34 et état B, 62 et, pour coordination, de l'article d'équilibre 33 et état A ; seconde délibération ordonnée. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10092, 10100) : ses amendements n° A-1 à n° A-25 (modification de la répartition des crédits par abondements non reconductibles conformément aux souhaits exprimés par la commission des finances) ; adoptés. - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 10101) : son

amendement n° A-26 : fixation à 0,2 % de l'augmentation du taux de cotisation des employeurs publics au Fonds national d'aide au logement ; adopté. - **Article 33 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 10110, 10112) : son amendement n° A-27 : traduction dans l'article d'équilibre de l'ensemble des modifications intervenues lors des débats relatifs aux articles inscrits en seconde partie du projet de loi de finances ; adopté. Qualité et ampleur des travaux. Remerciements.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10132, 10135) : remerciements. Perspectives nouvelles pour la gestion des finances de l'Etat. Nécessité de mettre en place une politique juste pour chaque Français.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10378, 10379) : double originalité du collectif budgétaire. Engagements envers les collectivités locales. (p. 10390, 10393) : réponses aux orateurs. - **Article 1er** (*Allègement de la taxe sur les véhicules de sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques*) (p. 10394) : s'oppose à l'amendement n° 147 de Mme Nicole Bricq (modulation de l'abattement applicable à la taxe sur les véhicules de société). - **Article 2** (*Poursuite de la réforme du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 10396) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (mise en place d'un mécanisme équilibré de sanctions en cas d'erreur de bonne foi des entreprises au sujet de l'impôt sur les sociétés) et s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Thierry Foucaud (retour au texte initial de l'article). - **Article 3** (*Prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN en faveur des agriculteurs*) (p. 10397) : demande le retrait de l'amendement n° 64 de M. Michel Houel (extension du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole au bénéfice des artisans). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10398) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jean-Marc Pastor (application du taux de TVA de 5,5 % à la fourniture d'équipements pour la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse produite par les déchets ménagers). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10400) : accepte l'amendement n° 197 de M. Pierre Hérisson (caractère rétroactif du régime de redevance des horizons hertziens). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10403, 10405) : accepte l'amendement n° 47 de M. Jean-François Le Grand (versement d'une compensation aux départements et aux régions en cas de perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). - **Article 10** (*Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 10407, 10408) : demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Yves Fréville (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI) au profit de son amendement portant sur le même objet n° 254 ; adopté. - **Article 10 bis** (*Répartition du produit des amendes forfaitaires de police de la circulation en 2006*) (p. 10410) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Marc Massion (affectation aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des infractions constatées par les radars automatiques). - **Article 12 bis** (*Attribution d'une fraction des droits de consommation sur les tabacs au Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue, FUP*) (p. 10412, 10414) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (diminution de moitié de la fraction du droit de consommation sur les tabacs affectée au FUP) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 255. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10415, 10416) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 69 de M. Thierry Repentin (extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement). - **Article 14 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 10424, 10427) : ses amendements n° 240 (majoration de crédits sur le programme "Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés") ; n° 241 (financement de l'aide alimentaire destinée aux plus démunis) ; et n° 242 (correction d'une erreur matérielle) ; adoptés. - **Article 15 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 10430, 10432) : ses amendements,

portant sur le même objet n° 243, 244 et 246 (majoration des annulations de crédits de personnel non consommés en 2006) ; n° 245 et 247 (correction d'une erreur matérielle) ; et n° 248 (financement de l'aide alimentaire en faveur des personnes les plus démunies) ; adoptés (amendements soutenus p. 10424 à 10427). - **Article 18 A** (*Mesures transitoires liées à l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie en matière de lutte contre la fraude sur les tabacs manufacturés*) (p. 10434) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (coordination). - **Article additionnel après l'article 18 A** : accepte l'amendement n° 124 de Mme Catherine Morin-Desailly (cohérence). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10436, 10437) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 164 (taxation du kérozène), n° 165 (mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle"), n° 166 (création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières), n° 167 (taxe sur le carbone) et n° 168 (création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales). - **Article 18 bis** (*Reconduction des régimes d'amortissement exceptionnel de matériels contribuant à économiser l'énergie*) (p. 10439, 10441) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 4 (suppression) et accepte le n° 257 (diminution du délai de reconduction de ces régimes). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 10442) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Thierry Foucaud (suppression de vingt-trois dispositions fiscales superfétatoires). (p. 10443) : accepte l'amendement n° 239 de M. Alain Lambert (incitation au développement de la chaudière à compensation dans les logements neufs). - **Article 19** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10444, 10445) : sur les amendements de M. Philippe Goujon, demande le retrait du n° 62 (création d'un crédit d'impôt pour les véhicules de petite taille) et accepte de réserver le n° 61 (instauration d'un crédit d'impôt pour les véhicules les moins polluants). Demande le retrait de l'amendement n° 220 de M. Jacques Blanc (avantages fiscaux pour les véhicules de démonstration). - **Article 21** (*Exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de certains logements économes en énergie*) (p. 10447) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (report au 1er janvier 1985 de la date choisie pour la fin d'application de la mesure d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) et s'oppose à l'amendement n° 169 de Mme Nicole Bricq (dégrèvement d'office de la TFPB pour les logements faisant l'objet de dépenses en économies d'énergie). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10448) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Thierry Repentin (prolongement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des organismes de logements sociaux en zone urbaine sensible). - **Article 22** (*Imputation sur le revenu global des déficits fonciers afférents aux dépenses de préservation et d'amélioration du patrimoine naturel*) (p. 10449, 10450) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (suppression). - **Article 22 bis** (*Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité*) (p. 10456) : demande le retrait des amendements n° 194 de M. Thierry Repentin (versement d'une part des redevances hydrauliques aux EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels coule le cours d'eau utilisé), n° 77 de M. Francis Grignon (rabais accordé aux distributeurs non nationalisés sur le tarif de cession de l'électricité) et n° 98 de M. Alain Lambert (instauration d'un "droit d'entrée" lors du renouvellement des titres de concessions). Accepte les amendements de M. Bruno Sido n° 141 (prise en charge du prix du transport d'électricité par les clients ayant exercé leur droit à éligibilité), n° 142 (précision), n° 143 (suppression de dispositions redondantes), n° 146 (clarification) et n° 139 (modification des conditions de répartition de la redevance proportionnelle aux recettes résultant des ventes d'électricité issues de l'exploitation des ouvrages hydroélectriques concédés) mais s'oppose au sous-amendement n° 256 de M. Alain Lambert s'y rapportant. (p. 10457) : accepte l'amendement n° 140 de M. Bruno Sido (remplacement du système de "l'énergie réservée" par un dispositif de monétarisation). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 10458, 10459) : demande le retrait de l'amendement n° 63 de M. Dominique Mortemousque (soutien financier aux entreprises confrontées à des problèmes d'alimentation électrique). (p. 10459, 10462) : accepte les

amendements de M. Bruno Sido n° 144 (assiette et coefficients des taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) et n° 145 (non-déductibilité des pénalités relatives au dispositif des certificats d'économie d'énergie). Demande le retrait de l'amendement n° 195 de M. Yann Gaillard (extension des possibilités de valorisation du patrimoine confié à Voies navigables de France). (p. 10463) : s'oppose à l'amendement n° 196 de la commission (développement des microcentrales électriques). - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p. 10466, 10467 et 10469, 10471) : s'oppose aux amendements identiques n° 116 de M. François-Noël Buffet et n° 131 de M. Yves Détraigne (report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon) ainsi qu'à l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10472) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Yves Détraigne (instauration d'une taxe sur les sacs plastiques non biodégradables). - **Articles additionnels après l'article 23 ou après l'article 36 quindécies** (p. 10474) : accepte l'amendement n° 229 de M. Michel Houel (création d'une taxe affectée au traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques). - **Article 23 bis** (*Régime fiscal des biocarburants pour les flottes captives*) (p. 10474, 10475) : accepte les amendements n° 231 de M. Gérard César (rétablissement des exonérations fiscales pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole et pour l'avitaillement des navires de pêche) et n° 10 de la commission (coordination). - **Article 23 ter** (*Régime fiscal des livraisons de gaz dans le domaine de la cogénération*) (p. 10476) : accepte l'amendement n° 251 de la commission (limitation du dispositif aux seules cogénérations ne bénéficiant pas d'obligation d'achat). - **Article 24** (*Modification des tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 10478) : demande le retrait de l'amendement n° 193 de M. Laurent Bêteille (report de la date d'entrée en vigueur du nouveau mécanisme de revalorisation de la TGAP). S'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (diminution de la fraction du produit de la taxe générale sur les activités polluantes affecté à l'ADEME). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10480) : accepte les amendements identiques n° 170 de M. Jean-Marc Pastor et n° 211 de M. Jean Bizet (mesures en faveur de la maîtrise du biogaz et de la production d'énergies renouvelables). - **Article 25** (*Modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes*) (p. 10482) : accepte les amendements n° 48 de M. Jean-François Le Grand (modulation des tarifs de la taxe d'aéroport) et n° 44 de M. Bernard Seillier (accélération des travaux d'insonorisation au bénéfice des riverains). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10483) : accepte les amendements de la commission n° 12 (dispositif fiscal en faveur de la réalisation de donations-partages en présence d'enfants non issus des deux époux), n° 13 (dispositif fiscal en faveur de la donation-partage transgénérationnelle) et n° 14 (possibilité pour un héritier réservataire présomptif de renoncer par anticipation à exercer l'action en réduction à l'encontre d'une libéralité dans une succession non ouverte). (p. 10484, 10485) : sur les amendements de M. Alain Lambert, s'oppose au n° 91 (dispositif fiscal en faveur du testament-partage) et accepte les n° 92 (repli), n° 82 (adaptation de la règle de présomption de propriété aux nouveaux dispositifs prévus par la réforme des successions et des libéralités), n° 83 (modification de la présomption applicable aux biens ayant fait l'objet d'une libéralité graduelle ou résiduelle) et n° 86 (alignement du droit de retour légal sur le droit de retour conventionnel). (p. 10486, 10487) : sur les amendements de M. Alain Lambert, accepte le n° 87 (exemption des droits de mutation à titre gratuit pour les donations-partages transgénérationnelles), demande le retrait des n° 96 (nouvelle définition du "forfait mobilier") et n° 94 (déduction de l'actif de la succession des frais légitimement engagés par un héritier), et s'oppose au n° 95 (déductibilité de la rémunération du mandataire à titre posthume de l'actif de la succession) repris par M. Philippe Marini. (p. 10488) : accepte les amendements de M. Alain Lambert n° 89 (exemption des droits de mutation à titre gratuit en cas de réincorporation des biens donnés dans le cadre d'une donation transgénérationnelle), n° 84 (reconnaissance sur le plan fiscal des effets de la renonciation) et n° 85 (abrogation de l'article 785 du code général des impôts). (p. 10489, 10490) : sur les amendements de

M. Alain Lambert, accepte les n° 90 (neutralité fiscale du mécanisme du cantonnement), n° 88 (extension aux libéralités graduelles et résiduelles du régime applicable aux "legs de résidu") et demande le retrait du n° 93 (possibilité pour les cohéritiers de souscrire une déclaration de souscription partielle en l'accompagnant du montant des droits dont ils sont personnellement redevables). (p. 10491, 10492) : accepte les amendements n° 15 de la commission (création d'un nouveau report d'imposition en matière de plus-values sur titres) et n° 97 de M. Alain Lambert (aménagement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise). (p. 10493) : accepte l'amendement n° 80 de M. Alain Lambert (aménagement des modalités de fonctionnement des engagements collectifs de conservation). (p. 10494) : accepte l'amendement n° 236 de M. Jean-François Le Grand (report de la date du transfert des aéroports civils de l'État). - **Article 26** (*Mise en oeuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 10497) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10498) : accepte l'amendement n° 237 de M. Henri de Richemont (extension du régime des sociétés de personnes aux associations d'avocats). Demande le retrait de l'amendement n° 39 de M. Philippe Leroy (possibilité d'amortissements exceptionnels pour les matériels destinés aux entreprises de première transformation du bois acquis avant le 1er janvier 2010). (p. 10499, 10500) : demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Jean Arthuis (suppression de la condition d'utilisation d'un "titre emploi entreprise" pour accorder l'aide à l'embauche des "extras" dans le secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 19 (précédemment réservé)** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10536) : accepte l'amendement n° 61 de M. Philippe Goujon (instauration d'un crédit d'impôt pour les véhicules les moins polluants). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10537) : demande le retrait de l'amendement n° 212 de M. Jean-François Humbert (dans le régime du "micro-foncier", relèvement du niveau de l'abattement représentant les charges présumées de la propriété) et accepte l'amendement n° 74 de M. Dominique Mortemousque (changement de référence). (p. 10538) : demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Dominique Mortemousque (incitation fiscale à l'investissement des particuliers dans les groupements fonciers agricoles, GFA). - **Article 27 bis** (*Possibilité d'étalement du montant des aides attribuées en 2007 aux exploitants agricoles au titre des nouveaux droits à paiement unique, DPU*) (p. 10539) : accepte l'amendement n° 75 de M. Dominique Mortemousque (liberté de clôture des exercices comptables des exploitations agricoles). - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10540) : demande le retrait de l'amendement n° 102 de M. Philippe Adnot (comptabilisation des seuls droits à paiement unique encaissés). - **Articles additionnels après l'article 27 ter** (p. 10541) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Gérard César (application du mécanisme de report en arrière des déficits au paiement de l'impôt sur le revenu pour la seule catégorie des bénéficiaires agricoles). (p. 10542) : accepte l'amendement n° 117 de M. Gérard César (suppression de l'exonération de TVA applicable aux opérations immobilières effectuées par les SAFER). - **Article additionnel avant l'article 27 quater** (p. 10544) : accepte l'amendement n° 233 de M. Alain Gournac (transformation de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile en crédit d'impôt). - **Article 27 quater** (*Réduction d'impôt sur le revenu pour l'acquisition de résidence hôtelière à vocation sociale*) (p. 10546) : accepte l'amendement n° 71 de M. Jean Arthuis (précision). - **Article additionnel après l'article 27 quater** (p. 10547) : accepte l'amendement n° 214 de M. Philippe Leroy (compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, pour signer certaines conventions avec les propriétaires bailleurs). - **Article 27 septies** (*Aménagement du prêt à taux zéro*) (p. 10547) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article additionnel après l'article 27 septies** (p. 10548) : accepte l'amendement n° 235 de M. Philippe Dallier (neutralisation des conséquences de la réforme de l'impôt

sur le revenu issue de la loi de finances pour 2006 sur les dispositions relatives aux chèques-vacances et aux titres-restaurant). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 10549) : s'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Nicole Bricq (prorogation jusqu'en 2010 du dispositif d'amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10551) : accepte l'amendement n° 184 de M. Henri de Richemont (autorisation de recourir à l'affrètement pour les sociétés de pêche artisanale afin de financer leurs navires). - **Article 29** (*Aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés*) (p. 10552, 10553) : accepte les amendements de la commission n° 16 (rédaction), n° 252 (prolongation du délai de régularisation des titres des actionnaires salariés non compris dans le nouveau mode de calcul du seuil d'intégration fiscale), n° 17 (prise en compte des périodes de blocage des actions gratuites et de conservation des stock options dans les nouvelles modalités de calcul du seuil d'intégration fiscale) et n° 18 (diminution de la période de réintégration des charges financières en cas de rachat à soi-même). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10554, 10555) : accepte les amendements de la commission n° 19 (neutralité fiscale de la réutilisation des actifs remis en garantie dans le cadre de contrats de garantie financière) et n° 20 (adaptation du régime fiscal des titres détenus par les établissements financiers). (p. 10557, 10558) : accepte l'amendement n° 35 de M. Jean Arthuis (éligibilité des entreprises "solidaires" au dispositif d'incitation fiscale aux souscriptions au capital des petites entreprises) ainsi que les amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léon Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Article additionnel avant l'article 29 ter** (p. 10563) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des activités concurrentielles des sociétés mutualistes et des institutions de prévoyance). - **Article additionnel après l'article 29 ter** (p. 10567) : accepte l'amendement n° 234 de M. Alain Gournac (suppression de la majoration de taxe d'apprentissage pour les entreprises de travail temporaire). - **Article 29 quater** (*Prorogation du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 10568) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 29 quinquies** (*Modification du plafond du crédit d'impôt recherche*) (p. 10569) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rapport sur l'efficacité du crédit d'impôt recherche). - **Article additionnel après l'article 29 quinquies** (p. 10570) : accepte l'amendement n° 258 de la commission (crédit d'impôt en faveur des débiteurs de tabac). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10571) : accepte l'amendement n° 213 de M. Gérard Cornu (alignement du régime juridique des déclarations électroniques adressées aux douanes sur celui des déclarations électroniques destinées à l'administration fiscale). - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10572) : accepte l'amendement n° 132 de M. Robert del Picchia (relèvement du seuil d'assujettissement à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs à l'entrée en France) et demande le retrait de l'amendement n° 160 de la commission (possibilité pour les professions libérales d'étalement de l'imposition des revenus perçus durant l'année de leur départ en retraite sur les trois exercices suivants). - **Article 30 ter** (*Modalités d'application de la TVA à taux réduit à certains spectacles*) (p. 10573) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 30 ter** (p. 10574) : s'oppose à l'amendement n° 159 de la commission (relèvement du seuil d'exonération de TVA applicable au chiffre d'affaires des avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et aux avoués). - **Article 30 quater** (*Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10575, 10576) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 128 de M. Michel Mercier et n° 218 de M. Michel Houël (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire). - **Article 31** (*Possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes*) (p. 10578, 10579) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Thierry Foucaud (suppression). Demande le retrait

de l'amendement n° 23 de la commission (faculté pour le redevable de demander à l'administration fiscale une expertise externe). Réponse à la demande de précision de M. Michel Charasse sur le secret fiscal. - **Article 32** (*Transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu*) (p. 10580) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (précision). - **Article 32 bis** (*Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises de commercialisation de droits audiovisuels*) (p. 10582) : accepte les amendements identiques n° 25 de la commission et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 33 (amélioration du régime du crédit d'impôt pour les entreprises ayant des activités de commercialisation de droits audiovisuels). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 10584) : demande le retrait de l'amendement n° 99 de M. Jean Bizet (instauration d'un dispositif permettant l'investissement de personnes physiques au capital de sociétés de financement de la recherche en génomique végétale). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10588) : accepte l'amendement n° 36 de M. Gérard César (maintien en 2007 du plafond de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles destiné à financer le développement et la recherche dans le secteur agricole) portant sur le même objet que l'amendement n° 49 de M. Dominique Mortemousque.

- **Projet de loi de finances pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 124 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article 4 bis** (p. 10631) : son amendement n° 1 : suppression du gage ; adopté. - **Article 7 ter** : son amendement n° 2 : suppression du gage ; adopté. - **Article 8 (pour coordination)** : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. - **Article 8 ter** : ses amendements rédactionnels n° 4 et n° 5 ; adoptés. - **Article 12** : son amendement n° 6 : suppression du gage ; adopté. - **Article 33 et état A** (p. 10632) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Article 34 et état B** (p. 10633) : son amendement n° 8 : conséquence ; adopté. - **Article 40 bis A** : son amendement n° 9 : coordination ; adopté. - **Article 40 bis B** : son amendement n° 10 : précision ; adopté. - **Article 40 bis F** : son amendement n° 11 : coordination ; adopté. - **Article 40 quinquies** (p. 10634) : son amendement n° 12 : correction d'erreurs matérielles ; adopté. - **Article 53 bis** (p. 10634, 10635) : son amendement n° 13 : extension du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome aux bénéficiaires du fonds spécial d'invalidité ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10636) : remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10638, 10640) : s'oppose aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création). (p. 10642) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 183 de M. Gérard César et n° 215 de M. Christian Cambon (création d'un droit fixe au titre de l'inscription à l'annexe du tableau régional des architectes). - **Article 34 bis** (*Aménagement du régime du droit de francisation*) (p. 10642, 10643) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (rééquilibrage du tarif des droits de francisation sur les bateaux de plaisance). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 10644) : accepte l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Jégou (perception de la taxe relative au permis bateaux sous sa nouvelle dénomination). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10646) : demande le retrait de l'amendement n° 119 de M. Philippe Leroy (élargissement des critères environnementaux pris en compte pour l'exonération de taxe foncière sur les logements locatifs neufs). (p. 10649) : accepte l'amendement n° 253 de la commission (revalorisation de la taxe sur les affiches publicitaires, indexation de celle-ci sur la DGF et rapport du Gouvernement sur les perspectives de réforme des trois taxes communales sur la publicité). - **Article 36 quater** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions affectées à l'habitation édifiées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*) (p. 10651) : s'oppose à l'amendement n° 174 de Mme Nicole Bricq (transformation de la possibilité d'exonération partielle de la taxe foncière sur les



propriétés bâties pour les habitations en périmètre "Seveso" en un dégrèvement de 50 % du montant de cette taxe). Son amendement n° 266 : report à 2008 de l'entrée en vigueur de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 quater** (p. 10652) : accepte l'amendement n° 230 de M. Michel Houel (possibilité d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant cinq ans les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique). - **Article 36 quinquies** (*Abattement de taxe d'habitation pour les contribuables handicapés ou qui ont aménagé leur habitation pour une personne handicapée*) : son amendement n° 250 : clarification et précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36 septies** (p. 10656) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (neutralisation de l'impact de la transposition des nouvelles normes comptables internationales sur les bases de taxe professionnelle et rapport sur l'impact de ces nouvelles normes sur les bases d'imposition des entreprises) et s'oppose aux amendements n° 178 de M. Jean-Marie Bockel (maintien de la durée d'amortissement des équipements et des biens immobiliers des entreprises), n° 226 de M. Jacques Valade (préservation de la neutralité fiscale des nouvelles dispositions comptables sur le calcul des bases de taxe professionnelle) ainsi qu'aux amendements de ce dernier, portant sur le même objet, n° 225 et 224 (aménagement de la répartition des bases de taxe professionnelle des entreprises de transport aérien). - **Article 36 octies** (*Etalement de la hausse des valeurs locatives des locaux d'habitation*) (p. 10657) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 36 octies** : accepte l'amendement n° 228 de M. Michel Houel (assouplissement de l'obligation d'équilibre du budget du service public d'élimination des déchets durant les quatre premiers exercices). - **Article additionnel après l'article 36 decies** (p. 10658, 10659) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Philippe Adnot (exonérations fiscales liées aux jeunes entreprises innovantes). - **Article 36 undecies** (*Dispositions de précision relatives à la fiscalité*) (p. 10660) : accepte l'amendement n° 265 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10661, 10662) : accepte l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Article 36 terdecies** (*Bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 10668, 10669) : accepte l'amendement n° 263 de la commission (précision des conditions d'éligibilité à ce dispositif). - **Article 36 quaterdecies** (*Adaptation du mode de calcul du ticket modérateur dans le cas des EPCI à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 du fait d'un transfert de compétences*) (p. 10671, 10672) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Thierry Foucaud (compensation du nouveau plafonnement de la taxe professionnelle). Accepte l'amendement n° 29 de la commission (précision du dispositif technique) et demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 203 de M. Thierry Repentin et n° 219 de M. Jean-Pierre Vial (réfaction dégressive du ticket modérateur pour les collectivités territoriales devant faire face à un appel en garantie). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10674, 10675) : accepte l'amendement n° 79 de M. Pierre Jarlier (réfaction du ticket modérateur pour les EPCI à fiscalité propre ayant des recettes de taxe professionnelle inférieures à 100000 euros) et estime l'amendement n° 58 de Mme Jacqueline Gourault (détermination du taux de référence des communautés de communes levant une fiscalité additionnelle en 2005) satisfait par l'amendement précité n° 29 de la commission. (p. 10675, 10676) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (élargissement des critères d'éligibilité des collectivités territoriales aux dispositifs de minoration du ticket modérateur) et demande le retrait des amendements identiques n° 127 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 176 de M. Marc Massion (réfaction du ticket modérateur pour les EPCI en cas de stagnation des bases de la taxe professionnelle). (p. 10677) : accepte l'amendement n° 133 de M. Yves Fréville (instauration d'une réduction du ticket modérateur pour les EPCI ayant un produit fiscal par habitant inférieur à la moyenne de leur catégorie) et s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Gourault, portant sur le même objet n° 60 et 59 (déduction du potentiel financier des communes du montant acquitté au titre du ticket modérateur). (p. 10679) : accepte l'amendement n° 264 de la commission (mise en place d'un système de compensation spécifique au

bénéfice des communes et EPCI ayant subi entre 2003 et 2006 une perte de produit de la taxe professionnelle versée par France télécom) et demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 43 de M. Alain Fouché et n° 121 de M. Jean-Léonce Dupont (modification des modalités de calcul du prélèvement par l'Etat de la taxe professionnelle versée par France Télécom) au profit de l'amendement précité n° 264 de la commission. (p. 10680) : accepte l'amendement n° 70 de M. Jean Arthuis (modernisation des critères de répartition des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). (p. 10682) : accepte l'amendement n° 175 de M. Michel Charasse (réduction de la contribution aux Fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle de certaines communes ou EPCI devant payer le ticket modérateur). (p. 10683, 10685) : accepte l'amendement n° 259 de la commission (rapport sur la prise en compte du travail temporaire dans le calcul de la valeur ajoutée). - **Articles additionnels après l'article 36 quindecies** (p. 10686) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet de M. Philippe Adnot n° 53 et 56 (exonérations fiscales liées aux jeunes entreprises innovantes). (p. 10689) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (aménagement du régime fiscal des sociétés d'investissements immobiliers cotées). (p. 10690) : accepte les amendements n° 72 de M. Ambroise Dupont (modalités du prélèvement appliqué aux produits bruts des paris organisés par les sociétés de courses) et n° 46 de M. Jean-François Le Grand (compensation en 2007 des pertes de recettes enregistrées par certaines chambres de commerce et d'industrie). (p. 10692) : accepte l'amendement n° 260 de la commission (ajustements du régime juridique et fiscal des organismes de placement collectif dans l'immobilier). - **Article additionnel avant l'article 37** (p. 10693) : accepte l'amendement n° 261 de la commission (élargissement des missions de la SOVAFIM). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 10694) : accepte l'amendement n° 198 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour les agents généraux et mandataires exclusifs des compagnies d'assurance de souscrire aux augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise). - **Article 38** (*Modification du système de garantie de l'accession sociale à la propriété*) : demande le retrait de l'amendement n° 262 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10695) : accepte l'amendement n° 129 de M. Michel Mercier (assouplissement des obligations pesant, en matière d'assurance, sur les constructeurs appelés à réaliser des travaux sur des ouvrages destinés à un usage autre que l'habitation). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10697) : favorable à la création d'un groupe de travail sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Hyst n° 37 et 38 (prise en compte de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour européenne des droits de l'homme dans le code des juridictions financières). (p. 10698, 10699) : sur les amendements de M. Yves Pozzo di Borgo, portant sur le même objet, s'oppose aux n° 191 et n° 192 et estime le n° 188 (limitation des procédures et des effets de l'opposition administrative) sans objet. Accepte les amendements de M. Yves Pozzo di Borgo n° 187 (allongement du délai de reversement) et n° 189 (limitation du montant des frais bancaires afférents à une opposition administrative). Accepte les amendements identiques n° 217 de M. Christian Cambon et n° 238 de M. Philippe Dallier (inscription du principe de non-surcompensation financière du coût d'exécution des obligations de service public mises à la charge des organismes du secteur audiovisuel public par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication). - **Article 42** (*Exonération de redevance sur la création de bureaux, RCB*) (p. 10702) : s'oppose aux amendements de suppression n° 114 de M. Thierry Foucaud, n° 179 de Mme Nicole Bricq et n° 199 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 10703) : s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ d'application de la disposition de la loi portant engagement national pour le logement selon laquelle les communes peuvent majorer le coefficient d'occupation des sols afin de faciliter la réalisation de logements sociaux). - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 10704) : s'oppose aux amendements n° 120 de M. Claude Biwer (extension au-delà du domaine public routier de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des travaux réalisés par une collectivité) et n° 180

de M. Gérard Miquel (prise en compte par le FCTVA des investissements réalisés pour la valorisation des déchets). - **Article 43 quinquies** (*Suppression de certaines règles de plafonnement des dotations de péréquation aux communes*) (p. 10705) : accepte l'amendement n° 135 de M. Yves Fréville (simplification). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10706) : accepte les amendements, portant sur le même objet, n° 42 de M. Philippe Adnot et n° 118 de M. Michel Charasse (coïncidence de dates entre les élections au comité des finances locales et les élections municipales), ainsi que l'amendement n° 73 de M. Pierre Jarlier (amélioration de la lisibilité des dispositions relatives à la péréquation dans le code général des collectivités territoriales). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10707) : accepte l'amendement n° 51 de M. Pierre Laffitte (pérennisation du financement des sections internationales dans les établissements scolaires). (p. 10708) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Claude Domeizel (remise au Parlement d'un rapport établi par le Gouvernement faisant le point sur les conséquences financières de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en matière de paiement des droits à pensions des agents publics). - **Article 46** (*Modalités de compensation à la sécurité sociale des allègements généraux de cotisations sociales patronales*) (p. 10709) : son amendement n° 249 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 115 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10710) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de la

commission (possibilité de transformer en sociétés anonymes de droit commun les distributeurs non nationalisés de gaz naturel détenus par des collectivités territoriales). (p. 10712) : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Eric Doligé (transfert à titre gratuit d'une section du canal d'Orléans au conseil général du Loiret). - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 10713) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 153 de M. Paul Girod et n° 185 de M. Marc Massion (alignement de la base contributive sur les indemnités pour les régimes de retraite des parlementaires). - **Article 50** (*Présentation d'un rapport relatif au coût pour l'Etat du maintien à sa charge exclusive des investissements informatiques en l'absence de facturation des déclarations électroniques de dédouanement*) (p. 10714, 10715) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 141 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) (p. 10948) : remerciements. - **Article 25 bis M** (p. 10981) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 34 bis A** : son amendement n° 2 : plafonnement de la taxe finançant le développement et la recherche dans le secteur agricole ; adopté.

**COQUELLE (Yves)**  
sénateur (Pas-de-Calais)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1073) : le groupe CRC demande en urgence la réunion de la commission des affaires économiques sur les conditions de la fusion annoncée entre GDF et Suez.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire** [n° 326 (2001-2002)] - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1849, 1851) : intérêt de l'instauration d'un véritable cadre législatif pour le nucléaire. Dangers de la libéralisation de ce secteur. Volonté de maintien d'une gestion publique. Conditions à réunir pour assurer la sûreté nucléaire et énergétique. Rejet de la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Préparation d'une ouverture du marché nucléaire civil. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1863, 1864) : son amendement n° 210 : abrogation de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1867) : son amendement n° 212 : statut des industries électriques et gazières applicable à toutes les entreprises du secteur énergétique ; rejeté. - **Article 2 bis** (*Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses compétences*) (p. 1875) : son amendement n° 214 : suppression ; rejeté. - **Article 2 ter** (*Conditions de la saisine de la Haute Autorité pour des demandes d'études*) (p. 1888) : son amendement n° 215 : suppression ; rejeté. - **Article 2 quater** (*Compétences de la Haute Autorité dans les négociations internationales*) (p. 1889) : son amendement n° 216 : suppression ; rejeté. - **Article 2 quinquies** (*Composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1891) : son amendement n° 217 : suppression ; rejeté. - **Article 2 sexes** (*Validité des délibérations du collège*) (p. 1893) : son amendement n° 218 : suppression ; rejeté. - **Article 2 septies** (*Règlement intérieur et délégations au président de la Haute Autorité*) (p. 1895) : son amendement n° 219 : suppression ; rejeté. - **Article 2 octies** (*Obligations des membres du collège*) (p. 1895) : son amendement n° 220 : suppression ; rejeté. - **Article 2 nonies** (*Actions en justice*) (p. 1899) : son amendement n° 221 : suppression ; rejeté. - **Article 2 decies** (*Services de la Haute Autorité*) (p. 1900) : son amendement

n° 222 : suppression ; rejeté. - **Article 2 undecies** (*Compétences budgétaires de la Haute Autorité et de son président*) (p. 1903) : son amendement n° 223 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 4** (*Modalités d'exercice du droit d'accès à l'information*) (p. 1918) : demande de précision sur les conditions d'application de cet article. Caractère flou de la restriction imposée au droit d'information. - **Article 5** (*Établissement d'un document à l'usage du public*) (p. 1923) : son amendement n° 224 : faculté pour le CHSCT de formuler des recommandations publiées en annexe au document annuel ; adopté. - **Article 6** (*Commissions locales d'information*) (p. 1931) : son amendement n° 225 : précision ; retiré. - **Article 7** (*Création du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1938, 1939) : sur l'amendement n° 59 de la commission (redéfinition de la composition du Haut Comité), son sous-amendement n° 236 : cohérence ; rejeté. - **Article 8** (*Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1943) : son amendement n° 227 : élargissement de la possibilité de saisine du Haut comité aux présidents des groupes parlementaires et aux représentants des organisations syndicales ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 1947) : ses amendements n° 229 : participation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'élaboration du Plan d'urgence interne dans les installations nucléaires de base ; rejeté ; et n° 230 : audition à leur demande des représentants du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail par les commissions locales d'information ; retiré. - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1958) : son amendement n° 233 : suppression de la mise en oeuvre de la procédure allégée pour certaines demandes d'autorisation ; devenu sans objet. (p. 1961) : son amendement n° 234 : systématisation de la suspension du fonctionnement de l'installation en cas de risque imminent ; retiré. - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976) : défavorable aux amendements de la commission n° 118 (réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident) et n° 119 (suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire). - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1982, 1983) : son amendement n° 237 : application du droit commun du travail à l'inspection du travail dans les installations nucléaires de base ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1986, 1987) : amélioration du texte par le travail en commission et le débat. Projet de loi comportant de véritables avancées en matière de transparence. Partisan d'une maîtrise publique de la politique énergétique, notamment pour les exploitations nucléaires productrices d'électricité. Considère la Haute autorité de sûreté nucléaire comme un instrument de désengagement de l'Etat. Pour cette raison, le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4729, 4732) : quatrième débat en un an sur l'avenir énergétique de la France. Objectif réel de cette discussion : tester les parlementaires sur une éventuelle fusion de GDF et de Suez. Organisation de sessions extraordinaires pour faire passer des textes importants nécessitant des conditions de discussion plus favorables. Poursuite d'une politique d'ouverture à la concurrence, de désengagement de l'Etat et de démantèlement des entreprises publiques inspirée par les directives européennes. Hausse des tarifs de GDF et d'EDF ; risques pour l'industrie française. Augmentation parallèle des dividendes versés aux actionnaires par GDF. Faiblesse des investissements de production. Conséquences de la dérégulation des services publics : dégradation du niveau de sûreté, des conditions de travail et sociales des salariés ; risque de rupture de la continuité du service public. Remise en cause de l'aménagement équilibré des territoires par les politiques énergétiques. Nécessité d'une diversification des ressources énergétiques. Interventions régulières du groupe CRC sur l'importance de la réduction de l'émission de gaz à effet de serre. Proposition de créer un grand service de l'énergie au niveau européen fondé sur la

mutualisation par des coopérations de services publics nationaux. Définition de l'énergie par les sénateurs du groupe CRC comme un bien commun accessible à tous. Demande d'une fusion d'EDF et de GDF. Les sénateurs du groupe CRC s'opposent à la privatisation de GDF et à sa fusion avec Suez.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6466, 6467) : poursuite des politiques d'ouverture à la concurrence, de désengagement de l'État et de démantèlement des entreprises publiques. Absence de bilan des conséquences de la libéralisation des marchés de l'énergie. Processus destructeur du service public. Mascarade des tarifs régulés. Insuffisance du dispositif de tarification de solidarité. Remise en cause de la sécurité d'approvisionnement. Abandon du principe de péréquation tarifaire national. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2006) - **Question préalable** (p. 6545, 6546) : intervient sur sa motion n° 61 tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6566) : souhaite une réunion de la commission portant sur les dernières informations relatives à Suez et GDF, ainsi que l'audition de la commissaire européenne à la concurrence, Neelie Kros. - **Article additionnel avant le titre Ier ou avant l'article 14** (p. 6571, 6572) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 199, 200 et 510 : bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie ; rejetés. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6576, 6577) : intervient sur son amendement n° 202 : dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur les directives tendant à ouvrir à la concurrence le secteur énergétique. Son amendement n° 203 : insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes ; rejeté. (p. 6580, 6581) : intervient sur son amendement n° 205 : demande par la France de la renégociation des directives européennes relatives à l'énergie. (p. 6582) : intervient sur son amendement n° 206 : rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique. (p. 6585, 6586) : intervient sur son amendement n° 209 : suspension de l'examen du projet de loi. (p. 6589, 6590) : intervient sur son amendement n° 211 : missions du service public de l'énergie. - **Rappel au règlement** (p. 6591) : article 36 du règlement. Interrogations suscitées par les déclarations du rapporteur du projet à l'Assemblée nationale. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6594, 6595) : intervient sur son amendement n° 213 : rapport au Parlement sur les nouvelles technologies en matière de production de gaz. Son amendement n° 214 : financement de la recherche dans le domaine des gaz combustibles ; rejeté. - **Titre Ier** (p. 6597, 6598) : son amendement n° 207 : nouvel intitulé de la division - Missions du service public de l'énergie et respect du droit des usagers ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6608) : favorable à l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau (garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme). (p. 6615) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. Roland Courteau (consultation des autorités concédantes du service public du gaz préalable à tout changement dans le capital de GDF).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6738, 6739) : protestation contre le manque de transparence sur le projet de fusion entre GDF et Suez. Demande des éclaircissements au Gouvernement. - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6744) : caractère discutabile de l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité. (p. 6753) : son amendement n° 221 : garantie de la qualité du service rendu à l'utilisateur ; rejeté. (p. 6757, 6758) : son amendement n° 227 : suppression partielle ; rejeté. (p. 6760) : ses amendements n° 230 et 234 : suppression partielle ; rejetés. (p. 6764, 6766) : ses amendements n° 235, 236, 237, 238 et 239 : suppression partielle ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6795) : son amendement n° 275 : garantie du maintien de la péréquation tarifaire ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Obligation de présenter

chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 6796) : son amendement n° 280 : rapport au Parlement sur l'évolution des prix de l'électricité et du gaz naturel ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6797, 6798) : effet désastreux de la libéralisation. Exemple des renseignements téléphoniques. Opposé à la suppression de l'obligation de définir par décret les conditions d'éligibilité des particuliers. Son amendement n° 521 : cohérence ; rejeté. (p. 6808) : intervient sur son amendement n° 309 : avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz sur la base d'une information transparente sur les coûts d'approvisionnement. Importance du contrôle des pouvoirs publics sur le prix du gaz. - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 6812) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 51 (principe de l'autonomie financière de la Commission de régulation de l'énergie et dotation de la personnalité morale à cette commission) et n° 52 (modalités de mise en place d'une contribution spécifique sur les factures d'électricité et de gaz).

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6828) : nouvel article issu des débats à l'Assemblée nationale. Réponse inappropriée aux problèmes de légitimité de la CRE et de garanties en matière de prix. Réitère la proposition du groupe CRC d'élargir les compétences de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz. - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Missions de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6838) : son amendement n° 312 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 6841) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 13 de la commission (définition des conditions dans lesquelles les missions de médiation sont exercées par la CRE). - **Article 2 sexies** (art. 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Extension des pouvoirs de sanctions de la CRE) (p. 6843, 6844) : son amendement n° 317 : suppression ; rejeté. - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 6846) : ses amendements n° 319 : approbation des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport du gaz naturel par le ministre chargé de l'énergie et n° 318 : approbation des projets de développement des réseaux de distribution et de transport par l'Observatoire national du service de l'électricité et du gaz ; devenus sans objet. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6848) : illustration des contradictions du Gouvernement au travers d'un article qui ne résoudra pas les problèmes de fond. (p. 6852, 6853) : son amendement n° 323 : émission de simples avis par la CRE et non pas de propositions, afin d'éclairer le Gouvernement dans sa politique énergétique ; rejeté. (p. 6869, 6870) : son amendement n° 322 : octroi de la tarification spéciale de solidarité aux ménages en difficulté pour la totalité de leur consommation de gaz naturel ; rejeté. (p. 6873) : son amendement n° 332 : extension du droit à la tarification spéciale aux syndics des habitations à loyer modéré ; rejeté. (p. 6878, 6879) : intervient sur ses amendements portant sur le même objet n° 327, 328, 329 et 330 : augmentation du taux de la pénalité de retard appliquée aux fournisseurs de gaz pour non-versement de la contribution prévue pour le financement du tarif social du gaz. Souhait du groupe CRC d'une pénalité importante et non purement symbolique. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6880, 6881) : palliatif pour tenter de contrecarrer, pour deux ans seulement, les effets pervers du libéralisme. Danger du renchérissement du prix de l'électricité pour les industries papetières du département de

l'Isère menacées de fermeture. Succession de plans sociaux. Arrêt urgent du processus de privatisation de GDF. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6921) : retire ses amendements n° 359 : information des consommateurs non domestiques de l'existence des tarifs réglementés par les entreprises fournissant l'électricité ; n° 360 : possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'une catastrophe naturelle ; n° 361 : possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'un conflit armé ; n° 362 : possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à un règlement judiciaire et n° 364 : possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à des difficultés économiques.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (p. 7109, 7110) : son amendement n° 449 : nouvel intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat ; réservé, puis rejeté. - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7110, 7111) : trahison des engagements pris par Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Conséquences néfastes de la privatisation de GDF. (p. 7126, 7127) : son amendement n° 450 : suppression ; rejeté. (p. 7132, 7143) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 470, 469, 468, 467 et 466 : part de l'Etat dans le capital d'EDF ; n° 456 : part de l'Etat dans le capital de GDF ; et n° 473 : présence de trois représentants de l'Etat dans toutes les instances dirigeantes de GDF ; rejetés. (p. 7151, 7160) : intervient sur ses amendements n° 452 : rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique ; n° 454 : caractère obligatoirement public des entreprises énergétiques garantissant l'égal accès au droit à l'énergie ; et n° 471 : suppression partielle ; ainsi que sur l'amendement n° 721 de M. Jean Desessard (suppression partielle).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9

août 2004 - *Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital*) (p. 7206, 7207) : dénonciation d'un dépeçage des activités énergétiques par le Gouvernement. (p. 7209, 7210) : son amendement n° 480 : alternative au projet de fusion entre Suez et GDF ; rejeté. (p. 7213, 7214) : son amendement n° 482 : conservation d'un contrôle direct de l'Etat et des salariés sur le service public de transport du gaz ; rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel*) (p. 7220) : son amendement n° 488 : suppression ; rejeté. - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (*Dispositions relatives au capital de Gaz de France et au contrôle de l'Etat*) (p. 7221) : son amendement n° 449 : nouvel intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7227) : libéralisation totale du secteur de l'énergie. Mépris des consultations populaires par le Gouvernement. Organisation du déclin des opérateurs historiques. Votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7702, 7703) : libéralisation du secteur de l'énergie. Risques liés à la privatisation. Tarifs réglementés. Tarification de solidarité. Destruction d'un service public performant. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) (p. 9955, 9956) : importance des secteurs concernés. Politique non interventionniste. Multiplication des mesures d'incitation fiscale. Difficultés du crédit aux TPE et PME. Manque d'investissement dans la recherche industrielle. Dégâts de la politique énergétique. Insuffisance des moyens de l'inspection des installations classées. Stagnation des crédits du programme "Régulation et sécurisation des échanges de biens et services". Le groupe CRC votera contre le budget de la mission.

**CORNU (Gérard)**  
sénateur (Eure-et-Loir)  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux.

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Développement et régulation économiques [n° 80 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Entreprises**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1473) : favorable aux amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de

*l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques*) (p. 1485) : débat surréaliste. Favorable à la suppression de cet article. - **Article 14** (*art. L. 720-5 du code de commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1492) : favorable aux amendements de suppression n° 49 de la commission, n° 85 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 330 de M. Roland Ries, n° 534 de M. Michel Mercier et n° 766 de M. Roland Muzeau. - **Article 15** (*art. 3 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération de taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 1494, 1495) : intervient sur les amendements de suppression n° 50 de la commission, n° 87 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 315 de la commission des finances saisie pour avis, n° 454 de M. François Marc et n° 769 de M. Roland Muzeau. Nécessité d'étudier les signes forts encourageant les commerçants à se maintenir dans les zones fragiles. - **Article 16** (*art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1505) : caractère démocratique du débat.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 2** (*art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols*) (p. 2970, 2971) : favorable à l'association des organismes d'HLM à l'élaboration des SCOT mais pas à celle des PLU. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2989) : défavorable à l'amendement n° 463 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). - **Article 3 bis** (*art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans*) (p. 3000) : sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme), son sous-amendement n° 355 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3004) : favorable à l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3311, 3312) : défavorable aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). Son expérience en qualité d'ancien maître d'apprentissage.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) - en remplacement de M. Jean-Paul Emorine, président de la commission des affaires économiques. (p. 5335, 5336) : résorption indispensable des déficits publics et de la dette afférente. Annonce courageuse par le Gouvernement d'efforts de maîtrise de la dépense publique. Réduction des effectifs de certaines administrations. Importance de la sincérité et du respect de ses engagements par l'Etat. Avancée du concept de TVA sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 11** (*art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8102) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 76 (suppression de l'élargissement du dispositif de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises, ACCRE). (p. 8103) : son amendement n° 115 : maintien des bénéficiaires de l'ACCRE au sein du régime de sécurité sociale dont ils

relevaient antérieurement ; bénéfice de l'exonération des cotisations vieillesse en faveur du conjoint collaborateur ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8104, 8105) : ses amendements n° 116 : extension du choix du statut de conjoint collaborateur ; adopté ; et n° 117 : extension aux conjoints collaborateurs des dispositions relatives aux cotisations vieillesse des chefs d'entreprise ; retiré. (p. 8109) : favorable à l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires). Regret de la méthode employée. (p. 8111) : son amendement n° 118 : information des assurés du régime social des indépendants de la possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations ; retiré. - **Article 12 bis** (*Validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration*) (p. 81121, 8122) : sur l'amendement n° 415 de la commission (modalités de décompte des jours supplémentaires dans l'attente de la conclusion d'un accord de branche au plus tard le 31 janvier 2007), son sous-amendement n° 421 ; adopté.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8204) : sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale), son sous-amendement n° 422 : suppression du décret fixant les règles d'exercice et d'équipement des opticiens-lunetiers ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 63** (p. 8427) : son amendement n° 120 : versement du complément de libre choix d'activité aux conjoints collaborateurs ; retiré. - **Article 66** (*art. L. 225-20 à L. 225-27, L. 933-1 du code du travail, L. 378-1 et L. 381-1 du code de la sécurité sociale, L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création du congé de soutien familial*) (p. 8433, 8434) : ses amendements n° 391 : possibilité, pour les entreprises de moins de vingt salariés, de refuser une demande de congé de soutien familial ; retiré ; et n° 121 : non-subordination de l'affiliation au régime général des travailleurs non salariés au titre du congé de soutien familial, à une radiation des répertoires professionnels ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) - en remplacement de M. Pierre Hérisson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9950) : question sur la pertinence des objectifs et des indicateurs de performance. Absence d'objectif relatif à La Poste dans le programme "Développement des entreprises". Attente du décret relatif au service universel postal. Contexte de concurrence grandissante. Hypothèques bruxelloises. (p. 9951, 9952) : question de l'application de la loi du 2 août 2005 en faveur des PME. Accompagnement des PME à la commande publique. Efficacité des simplifications du code des marchés publics pour l'accès des PME au secteur des travaux. Accès insuffisant au secteur de l'innovation et des services. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission. - **Article 46 bis** (*Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois*) (p. 9969) : avis défavorable de la commission des affaires économiques sur l'amendement de la commission des finances n° II-284 (suppression).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10571) : son amendement n° 213 : alignement du régime juridique des déclarations électroniques adressées aux douanes sur celui des déclarations électroniques destinées à l'administration fiscale ; adopté.

**COURRIÈRE (Raymond)**  
*sénateur (Aude)*  
SOC

Décédé le 11 août 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 11 août 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

**COURTEAU (Roland)**  
*sénateur (Aude)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 9 mai 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* visant à créer un service civique citoyen obligatoire [n° 9 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Défense - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Développement et régulation économiques [n° 80 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Entreprises.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 159, 163) : données chiffrées. Reconnaissance du caractère prioritaire de la lutte contre les violences conjugales. Important travail d'information à réaliser. Gravité des violences physiques et psychologiques. Lutte contre les mariages forcés. Circonstances aggravantes. Privation des pièces d'identité ou des titres de séjour. Incrimination du viol entre époux. Question de l'éloignement de l'auteur des violences du domicile conjugal. Nécessité de prévenir les comportements sexistes entre filles et garçons dès l'enfance et d'assurer une large publicité à cette proposition de loi. Caractère inapproprié de la médiation pénale dans les cas de violence conjugale. Favorable aux dispositions relatives à la lutte contre l'excision et le tourisme sexuel. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 177) : favorable à l'amendement n° 13 de M. Jean-Guy

Branger (incrimination des violences au sein du couple). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 179) : intervient sur son amendement n° 29 : extension, pour l'ensemble des violences, de l'accès à l'aide juridictionnelle sans conditions de ressources. - **Article 5** (art. 394, 396, 397-3 et 471 du code de procédure pénale - *Incarcération de la personne en cas de manquement aux obligations du contrôle judiciaire*) (p. 183) : son amendement n° 32 : extension de la mesure d'éloignement des auteurs de violence au sein du couple ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B** (p. 185) : son amendement n° 34 : dispense par le juge aux affaires familiales de l'obligation d'information de changement de résidence ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis B** (p. 188) : favorable à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale en cas de violences conjugales). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 192) : son amendement n° 26 : modification de l'intitulé de la proposition de loi ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1085, 1086) : régression due à l'absence de motivation du licenciement. Mise à mal systématique du code du travail. Divergences de conception du droit social.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1172) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Raymonde Le Texier (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié) ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire** [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2047, 2049) : satisfaction. Prise en compte tardive et nécessaire de l'ampleur des violences à l'égard des femmes. Effort de communication et de formation à accomplir. Rôle des associations. Dispositions conformes aux propositions du groupe socialiste. Rejet regrettable des amendements relatifs à la prévention, à la suppression du recours à la médiation pénale en cas de violences, à l'aide juridictionnelle et à la réparation intégrale des dommages. Travail d'éducation. Etape indispensable à l'approfondissement de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3195, 3198).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4720, 4723) : opposition du groupe socialiste au projet d'absorption de GDF par Suez. Déclarations contradictoires du Gouvernement. Prises de position des parlementaires de la majorité. Manque de crédibilité de l'action gouvernementale. Remise en cause de la loi d'août 2004 relative à l'obligation de détention de 70 % du capital de GDF par l'Etat. Risque de disparition à terme de l'actionnariat public. Conséquences de cette fusion pour EDF. Possibilité de créer un pôle public de l'énergie avec un rapprochement d'EDF et de GDF. Evolution de la situation pour le groupe Suez depuis le dépôt de l'OPA. Rappel de l'existence de contrats entre l'Etat et les entreprises EDF et GDF pour la mise en oeuvre de missions de service public. Interrogation sur le maintien des tarifs régulés du gaz. Augmentation des prix du secteur énergétique et conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages. Dépôt par le groupe socialiste de deux projets de loi : rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante ; majoration de l'impôt sur les sociétés en cas de progression forte du bénéfice des sociétés pétrolières. Proposition de la mise en place de "titres de transports" sur le modèle de la "carte orange" en Ile-de-France. Demande au Gouvernement de ne pas déposer de projet de loi sur cette fusion.

- **Proposition de loi relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007** [n° 427 (2005-2006)] - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5393, 5394) : persistance de la crise viticole. Fixation de seuils de rendements adaptés. Compensation d'un engagement insuffisant dans la campagne de distillation



volontaire. Remise en cause du terme de "vins de qualité". Insuffisance du prix de distillation fixé par la Commission européenne. Propositions de la Commission européenne de réforme de l'OCM vitivinicole inacceptables. Détérioration de la situation en Languedoc-Roussillon. Volonté de mise en place d'un véritable soutien social. Relance de la consommation et des exportations.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6467, 6470) : privatisation précipitée de GDF en dépit des précédents engagements du Gouvernement. Projet de fusion GDF-Suez. Risque de conséquences négatives sur l'emploi. Atteinte à la sécurité énergétique. Remise en cause des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz. Bilan d'une décennie de libéralisation des marchés. Alternatives à la privatisation de GDF et propositions d'orientation de la politique européenne de l'énergie. Le groupe socialiste et les Verts s'opposent à ce texte.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6566, 6567) : demande le retrait du projet de loi pour prévenir un éventuel rachat de GDF par une entreprise étrangère. (p. 6568) : demande la suspension de la séance dans l'attente de la décision du conseil d'administration de GDF. - **Article additionnel avant le titre Ier ou avant l'article 14** (p. 6573) : le groupe socialiste et les Verts voteront les amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 199, 200 et 510 (bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6582) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 206 de M. Yves Coquelle (rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique). (p. 6586) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6598) : son amendement n° 81 : établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF ; rejeté. (p. 6608) : intervient sur son amendement n° 84 : garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme. (p. 6611) : intervient sur son amendement n° 85 : nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF. (p. 6617, 6625) : ses amendements n° 89 : rapport au Parlement sur les conséquences du changement de statut de GDF ; n° 90 : cohérence ; et n° 94 : principes encadrant les tarifs du service public de l'énergie ; rejetés. (p. 6627, 6654) : ses amendements n° 95 : rapport au Parlement sur les conséquences de la privatisation d'EDF et de GDF ; n° 101 : application du principe de subsidiarité à la définition des obligations de service public ; n° 102 : concertation préalable à l'évolution du service public de l'énergie ; et n° 530 : ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général ; rejetés. Son amendement n° 99 : évaluation annuelle des contrats d'EDF et de GDF ; retiré. Intervient sur son amendement n° 104 : constitution d'une holding dénommée "Énergie de France". Défavorable à l'amendement n° 194 de M. Jean Desessard (désengagement du nucléaire).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6743, 6744) : interrogation sur l'efficacité réelle de la libéralisation en termes de baisse des prix. Risque de très fortes inégalités territoriales. (p. 6751) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 520 de M. Yves Coquelle (financement de la programmation des investissements et de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables). (p. 6761, 6762) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 231 de M. Yves Coquelle (abaisssement du seuil d'obligation d'achat par EDF de 12 mégawatts à 8 mégawatts). (p. 6767, 6768) : son amendement n° 105 : suppression de l'extension de la libéralisation des marchés de l'énergie aux usagers ; rejeté. (p. 6771) : son amendement n° 106 : maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité pour tous les consommateurs n'ayant pas choisi de quitter le tarif régulé ; retiré. (p. 6779) : le groupe socialiste votera en faveur des amendements de M. Yves Coquelle n° 263 (extension de la tarification spéciale "produit

de première nécessité" aux personnes ayant droit à l'allocation personnalisée de logement), n° 264 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité), n° 265 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une indemnisation servie par l'assurance chômage), n° 266 (extension de la tarification "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail spécifique aux plus de 57 ans), n° 267 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée), n° 268 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'avenir), n° 270 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi), n° 271 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un CNE) et n° 527 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes dont la rémunération est inférieure ou égale au SMIC). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6787, 6788) : son amendement n° 110 : mise en place d'une taxe exceptionnelle en cas de bénéfice exceptionnel pour les firmes du secteur pétrolier ; rejeté. Exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. - **Article 1er bis** (art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) : favorable aux amendements identiques n° 9 de la commission et n° 279 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6803) : son amendement n° 117 : maintien des tarifs réglementés pour tout client n'exerçant pas son droit d'éligibilité et faculté pour tout consommateur final non domestique de bénéficier des tarifs régulés après avoir exercé son droit à l'éligibilité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6833) : sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression), son sous-amendement n° 542 : exercice à plein temps des fonctions des membres de la CRE ; retiré. Son amendement n° 541 : interdiction de nommer les membres de la CRE âgés de plus de soixante-cinq ans ; retiré. - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Missions de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6838) : son amendement n° 543 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6849, 6850) : cache-misère de la marchandisation scandaleuse de l'énergie. Instauration d'un mécanisme organisant une solidarité entre les seuls consommateurs à défaut d'une mise à contribution des opérateurs. (p. 6873, 6874) : son amendement n° 118 : extension du bénéfice du tarif spécial de solidarité aux organismes sans but lucratif ayant pour objet l'insertion par le logement des personnes défavorisées ; rejeté. (p. 6878) : le groupe socialiste est favorable à la mise en place du tarif spécial et s'abstiendra en conséquence sur l'article 3 qui comporte toujours des insuffisances. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6879, 6880) : question sur la viabilité du dispositif. Incertitude quant à la position de la commission européenne en matière de tarifs régulés. Pérennisation attendue du tarif réglementé transitoire en l'absence d'une politique permettant le maintien du coût de l'électricité à un niveau compétitif. - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 6913, 6914) : son amendement n° 125 : encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de l'électricité ; rejeté. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6918) : son amendement n° 127 : application de droit des

tarifs réglementés au consommateur final non domestique qui n'a pas fait jouer son éligibilité ; adopté. (p. 6923, 6925) : son amendement n° 131 : possibilité de retour des ménages dans les tarifs réglementés dans un délai d'un an à compter de la date d'exercice de l'éligibilité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) (p. 6948) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 23 de la commission (encadrement des offres duales). (p. 6951) : le groupe socialiste votera contre l'article 4 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6952, 6957) : soutient l'amendement n° 133 de M. Michel Sergent (situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005) ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 750 de M. Thierry Repentin (instauration d'une tarification "ligne directe"). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6963) : votera les amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficiaire de la CSPE). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6968) : son amendement n° 136 : gestion obligatoire d'un réseau de distribution de gaz naturel par des entreprises ou des organismes publics ; rejeté. - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution) (p. 6976, 6985) : ses amendements n° 552 : suppression partielle ; rejeté ; et n° 141 : mise en conformité des cahiers des charges ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), ses sous-amendements n° 143 et n° 792 ; rejetés. (p. 6998, 6999) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 197, 142 et 196 : composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux ; rejetés. - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7007, 7017) : le groupe socialiste votera contre l'article 7 de ce projet de loi. Son amendement n° 557 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7017) : son amendement n° 144 : objectifs du service commun de distribution ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 8** : son amendement n° 145 : programme d'amélioration de la desserte publique en gaz ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7042) : son amendement n° 149 : prise en charge de la moitié des coûts de terrassement par l'opérateur de télécommunications ; devenu sans objet. Avec le groupe socialiste, défavorable au sous-amendement n° 797 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 48 de M. Xavier Pintat (prise en charge de la moitié du coût de terrassement par l'opérateur de télécommunications). (p. 7044) : soutient l'amendement n° 148 de M. Michel Sergent (intégration, dans les obligations de service public des entreprises ayant une activité dans le domaine de l'énergie, de mesures d'économie d'énergie) ; adopté. - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7045, 7046) : son amendement n° 558 : suppression ; rejeté. (p. 7048) : utilité du fonds de péréquation du gaz dans le contexte d'ouverture à la concurrence. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7050) : son amendement n° 153 : incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité ; adopté. (p. 7052) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'amendement n° 63 de M. Xavier Pintat (suppression de la distinction entre consommateurs éligibles et consommateurs non éligibles). (p. 7055) : son amendement n° 151 : suspension de toute procédure visant à la cessation de la fourniture d'énergie en cas de saisine du fonds de solidarité pour le logement ; retiré. (p. 7056, 7057) : son amendement n° 156 : prise en compte, dans le tarif d'utilisation des réseaux, d'une partie des coûts des extensions des réseaux publics réalisées par les syndicats d'électricité ; retiré. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7065) : dangers menaçant les consommateurs.

(p. 7071) : son amendement n° 171 : définition de l'interruption volontaire de fourniture ; rejeté. (p. 7074) : sur l'amendement n° 35 de la commission (précisions sur les dispositions relatives à la résiliation des contrats), son sous-amendement n° 796 ; rejeté. (p. 7079) : intervient sur son sous-amendement n° 796 déposé sur l'amendement précité n° 35 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7084) : son amendement n° 585 : création d'une délégation parlementaire au changement climatique ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 7088, 7089) : soutient l'amendement n° 181 de M. Claude Saunier (création d'un Haut conseil de la transition énergétique) ; rejeté. (p. 7090) : soutient l'amendement n° 182 de M. Claude Saunier (débat annuel sur la politique énergétique) ; rejeté. - **Article 14** (Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5) (p. 7094, 7095) : son amendement n° 185 : publication du rapport d'évaluation de la Commission préalable à l'entrée en vigueur du projet de loi ; devenu sans objet. - **Article 16** (Dispositions transitoires relatives aux organes dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution) (p. 7098) : son amendement n° 582 : suppression ; rejeté. - **Article 19** (art. 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Régime de protection sociale des IEG à Mayotte) (p. 7104) : son amendement n° 586 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7112, 7113) : non-respect des engagements de M. Nicolas Sarkozy. Risques liés à la privatisation de GDF. (p. 7136, 7144) : ses amendements n° 161 : part de l'Etat dans le capital de GDF ; n° 563 : suppression partielle et n° 163 : finalité de l'action spécifique ; rejetés. (p. 7151, 7157) : le groupe socialiste votera les amendements de M. Yves Coquelle n° 451 (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique) et n° 452 (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique) ainsi que le sous-amendement n° 775 de M. Michel Mercier portant sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 7161) : vote positif du groupe socialiste sur son amendement n° 161 et sur l'amendement identique n° 664 de M. Jean Desessard (part de l'Etat dans le capital de GDF). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7161, 7162) : le groupe socialiste et les Verts voteront contre l'article 10 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 7205) : favorable à l'amendement n° 477 de M. Yves Coquelle (suspension du projet de privatisation de GDF). - **Article additionnel avant l'article 11 (précédemment réservé)** (p. 7205, 7206) : son amendement n° 166 : absence d'intérêt privé dans le capital des entreprises gérant un réseau de transport d'électricité ou de gaz ; rejeté. - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7208) : son amendement n° 167 : suppression ; rejeté. (p. 7217) : intervient sur son amendement n° 168 : caractère à 100 % public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel) (p. 7220) : son amendement n° 567 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7223, 7224) : le groupe socialiste et les Verts voteront contre ce texte. Risques pour les ménages de subir de fortes hausses des prix du gaz. Existence d'alternatives comme la constitution d'un pôle public de l'énergie.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9952, 9953) : question de l'action du Gouvernement face au creusement du déficit commercial de la France. Exemple du marché du vin. Limites de la politique publique d'appui à l'exportation. A titre personnel, votera contre les crédits de la mission. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission et des articles 46, 46 bis, 46 ter et 46 quater. (p. 9957, 9959) : à titre personnel, question sur la politique de l'énergie et des matières premières. Fiasco de la chronique annoncée de la privatisation de GDF. Panne d'électricité du 4 novembre 2006. Inquiétude des sénateurs socialistes, et en particulier de M. Daniel Reiner, au

sujet de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers. Refusera, avec ses collègues socialistes et en particulier M. Daniel Reiner, de donner un quelconque blanc-seing au Gouvernement. - **Article 46 bis** (*Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois*) (p. 9969) : votera contre l'amendement n° II-284 de la commission (suppression) s'il était maintenu. - **Article 47** (p. 9971) : le groupe socialiste vote contre l'article 47 du projet de loi.

**COURTOIS (Jean-Patrick)**  
*sénateur (Saône-et-Loire)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 4 décembre 2006.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance jusqu'au 14 octobre 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité [n° 83 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Police et sécurité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2190) : soutient l'amendement n° 194 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les CDG de mettre en concurrence les prestataires avant la souscription des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics); retiré. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2206, 2208) : son

amendement n° 210 : assouplissement des règles de création d'emplois au sein des communes ; retiré. - **Article 19** (*art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des concours de recrutement*) (p. 2215, 2216) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4338, 4341) : confiance retrouvée des Français. Action pragmatique du Gouvernement depuis 2002. Rappel historique des fondements des lois de 2003. Politique volontariste et décomplexée en matière d'immigration. Faillies dans le dispositif. Nécessité de poursuivre la lutte contre l'immigration irrégulière et d'accentuer le processus d'intégration des immigrés réguliers. Bon projet conciliant fermeté et justice. Contrôle du flux migratoire par des objectifs quantitatifs prévisionnels. Pari du mérite. Encouragement des bonnes pratiques favorisant le maintien en France de ceux qui jouent le jeu de l'intégration. Renforcement de la protection des immigrés victimes de réseaux criminels et ayant dénoncé les proxénètes ou les marchands de sommeil. Nécessité de favoriser l'immigration conditionnée par le travail. Avantages d'une immigration de travail choisie et acceptée par les Français. Réponse pragmatique à la problématique de l'immigration et de l'intégration. Le groupe UMP votera ce texte enrichi des propositions de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Article 1er bis** (*art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4419) : le groupe UMP votera la suppression de l'article afin d'éviter un risque d'inconstitutionnalité, mais souhaite la création de ce Conseil national par décret dans les meilleurs délais. (p. 4422, 4424) : remercie le ministre de la création annoncée du nouveau conseil dans les deux mois à venir et de donner ainsi satisfaction aux élus de l'UMP.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 26 bis** (*art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion*) (p. 4692) : son amendement n° 85 : possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore ; adopté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 juin 2006) (p. 5464) : comptabilisation à tort des voix de MM. Henri de Raincourt et Alain Vasselle dans les votes favorables au projet de loi portant engagement national pour le logement, lors du scrutin n° 217, alors qu'ils souhaitaient s'abstenir.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration - Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5471, 5473) : amplification de la politique menée depuis 2002. Equilibre entre fermeté et justice. Le groupe UMP se félicite du dispositif novateur du

compte épargne développement à l'initiative de M. Jacques Pelletier et de M. Hugues Portelli. Adoption par la commission mixte paritaire de l'essentiel des articles dans la rédaction du Sénat. Accord satisfaisant sur les conditions requises pour le regroupement familial. Nécessité d'une mobilisation permanente des pouvoirs publics contre l'immigration clandestine et pour l'intégration. Confiant dans la détermination et dans l'action du Gouvernement, le groupe UMP adoptera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5910, 5913) : augmentation exponentielle de la criminalité et de la délinquance entre 1997 et 2002, et recul depuis 2002. Favorable au rétablissement de l'autorité de l'Etat. Soutien au travail du rapporteur. Proposition de loi de 2001 des quatre présidents de la majorité sénatoriale de réforme de l'ordonnance de 1945 et de renforcement des prérogatives du maire. Délinquance des mineurs. Mesures en matière d'assistance éducative. Avec le groupe UMP, votera le texte du projet de loi issu des travaux du Sénat.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Création du service volontaire citoyen de la police nationale*) (p. 6105) : sur l'amendement n° 23 de la commission (ouverture du service volontaire citoyen aux étrangers non communautaires résidant régulièrement en France depuis au moins cinq ans), son sous-amendement n° 301 : obligation, pour ces résidents, de satisfaire à la condition d'intégration définie à l'article L. 314-2

**CUQ (Henri)**  
*ministre délégué aux relations avec le  
Parlement*

## INTERVENTIONS

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (27 juin 2006) (p. 5203, 5205) : travail approfondi effectué par le Sénat. Contribution essentielle de la Haute Assemblée à l'oeuvre législative. Intérêt du Gouvernement pour les réflexions des sénateurs sur leur méthode de travail et notamment le droit d'amendement. Exercice constant de la mission de contrôle. Remerciements.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5377, 5378) : place essentielle de la Cour des comptes dans le paysage institutionnel. Nouvelle charge d'appréciation de la performance des acteurs publics et de certification des comptes de l'Etat. Réaffirmation de l'indépendance des juridictions judiciaires au sein des institutions. Devoir de réserve. Institution d'un régime disciplinaire. Précision des règles de nomination et d'avancement de grade. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. - **Article 1er** (art. L. 112-5 et L. 112-6 du code des juridictions financières - *Assouplissement du statut de conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes*) (p. 5386) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Mahéas (rétablissement du nombre de postes ouverts de conseillers maîtres en service extraordinaire à dix et de la durée de leurs fonctions à quatre ans). - **Article 5** (art. L. 122-2 du code des juridictions financières - *Assouplissement des conditions d'accès au grade de conseiller maître à la Cour des comptes*) (p. 5388) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Mahéas (rétablissement de la condition de durée d'activité dans des services publics pour accéder à la maîtrise au tour extérieur).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Commission mixte paritaire [n° 416 (2005-2006)]** -

du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7648, 7649).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8989) : son amendement n° I-139 : éligibilité au FCTVA des dépenses pour travaux engagées dès le 1er janvier 2002 par les collectivités territoriales pour les biens mis à disposition de tiers tels que l'Etat ou l'ANPE ; retiré.

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9687, 9688) : bilan d'exécution de la LOPSI. Indicateurs de performance. Police technique et scientifique, PTS. Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

(30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5428, 5429) : engagement d'une politique volontariste de construction par le Gouvernement. Encouragement de l'accès à la propriété. Objectifs du projet de loi. Approbation du texte élaboré par la commission mixte paritaire. Hommage au travail du rapporteur, au soutien du président de la commission des affaires économiques et à l'apport du groupe de travail mis en place par la commission. Souhait d'une publication rapide du texte. - **Article 7 sexies A** (p. 5462) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (précision). - **Article 8 septies A** : son amendement n° 1 : suppression du gage ; adopté. - **Article 8 septies** : accepte l'amendement n° 4 de la commission (coordination). - **Article 11 AA** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (coordination). - **Article 11 bis** (p. 5463) : son amendement n° 2 : suppression du gage ; adopté.

- **Éloge funèbre de Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault** - (10 octobre 2006) (p. 6443).

- **Éloge funèbre de Raymond Courrière, sénateur de l'Aude** - (17 octobre 2006) (p. 6693).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2006) (p. 9376, 9377) : audit de modernisation. Taux de réponses au questionnaire. Dégrèvements d'impôts locaux. Taxe professionnelle.

### Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (2 décembre 2006) (p. 9380, 9381) : réforme de l'Etat. Responsabilisation des gestionnaires de crédits. Audit de modernisation. Doublon des missions de l'INSEE et de la Banque de France. Coût du CREST. Délocalisation de l'Ecole nationale de la statistique et des études appliquées. Crédits du programme CHORUS. Effectifs de Bercy. Prévisions de croissance. Dotation de recensement aux collectivités territoriales. Indice des prix.

### Conseil et contrôle de l'Etat

- (2 décembre 2006) (p. 9385, 9386) : harmonisation des indicateurs de performance de la Cour des comptes et des chambres régionales et territoriales des comptes en 2008. Rattachement du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives" à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Délais de jugement. Tribunal administratif de Nîmes. Dotation des frais de justice. Démarche de performance du Conseil d'Etat et des juridictions administratives. Travaux du

Conseil économique et social. Présentation en actions du programme du Conseil économique et social pour 2008.

#### Pouvoirs publics

- (2 décembre 2006) (p. 9390) : documents budgétaires. Transparence de la dotation de la présidence de la République.

**DALLIER (Philippe)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
*UMP-R*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : L'intercommunalité à fiscalité propre [n° 193 (2005-2006)] (1er février 2006) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 203 (2005-2006)] pour l'égalité des chances [n° 213 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Société - Travail - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : un succès qui nous oblige [n° 456 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Bilan et perspectives de l'intercommunalité à fiscalité propre [n° 48 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Ville et logement [n° 78 tome 3 annexe 34 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Logement et urbanisme.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 893, 897) : lien entre la cohésion de la nation et la mise en oeuvre de l'égalité des chances. Nécessité de comprendre les causes des émeutes urbaines. Existence de signes avant-coureurs. Projet de loi complétant le dispositif mis en oeuvre depuis quatre ans. Saisine de la commission des finances sur les dispositions relatives à l'apprentissage, aux dépenses fiscales et à la création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, l'ANCSEC. Propositions de la commission. Regret de la non-publication en annexe de la liste des ZFU de troisième génération. Amendements relatifs aux exonérations fiscales et sociales pour les ZFU. Approbation de la création de l'ANCSEC. Interrogation sur le nouveau périmètre de la délégation interministérielle à la ville, DIV, et sur le rattachement de l'ANCSEC aux missions de la LOLF. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des finances émet un avis favorable sur le texte.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors) (p. 1273) : son amendement n° 281 : ouverture du droit au crédit d'impôt pour les contrats d'apprentissage conclus depuis au moins un mois ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1360) : favorable à la création de nouvelles zones franches. Possibilité pour les quartiers de renouer avec une activité et incitation des gens à travailler. (p. 1370, 1371) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire). - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1380) : notification du dispositif des ZFU à la Commission européenne. Demande d'éclaircissement sur l'application de la règle "de minimis". (p. 1390) : son amendement n° 285 : abaissement des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés ; adopté. (p. 1392, 1395) : ses amendements n° 287 et 288 : rédaction ; n° 290 : ouverture aux entreprises soumises au nouveau régime des ZFU des crédits d'impôt pour l'emploi de salariés réservistes et de celui applicable à la création de nouveaux produits et de prototypes ; n° 291 : coordination ; n° 295 et 293 : rédaction et coordination ; et n° 294 : extension de l'exonération des droits de mutation pour les cessions de fonds de commerce aux nouvelles ZFU ; adoptés. (p. 1400) : s'oppose à l'amendement n° 714 de M. Roland Muzeau (simplification). (p. 1404) : son amendement n° 289 : majoration de l'exonération d'impôt sur les

bénéfices réservée aux nouvelles embauches ; adopté. (p. 1410, 1411) : ses amendements portant sur le même objet n° 298 et 299 : intégration à la DGF de la compensation par l'État de l'exonération de taxe professionnelle ou de taxe foncière sur les propriétés bâties applicable aux nouveaux bâtiments à la suite d'un transfert d'activité dans une ZFU lorsque la commune d'accueil a un potentiel financier supérieur à la moyenne ; retirés. - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines) (p. 1417, 1420) : ses amendements de rédaction n° 303, n° 304, n° 305, n° 307, et n° 306 : coordination ; adoptés. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1426, 1429) : ses amendements n° 310 : harmonisation et clarification ; adopté ; et n° 312 : prise en compte de l'interprétation la plus favorable à l'entreprise en cas de divergence d'appréciation entre les services fiscaux et l'URSSAF sur les conditions d'éligibilité aux exonérations ; retiré. - **Article 9 bis** (art. 12-1 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de charges sociales pour les associations implantées dans les zones franches urbaines) (p. 1430) : son amendement n° 313 : extension aux ZFU de troisième génération des exonérations sociales en faveur des associations implantées dans les zones concernées ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 15** (art. 3 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération de taxe d'aide au commerce et à l'artisanat) (p. 1493, 1494) : soutient les amendements de suppression n° 50 de la commission et n° 87 de la commission des affaires économiques saisi pour avis ; identiques à son amendement n° 315 ; adoptés. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1501, 1502) : interrogations portant sur l'ANCSEC : son positionnement par rapport à la DIV, son rattachement à une mission budgétaire et son organisation territoriale. (p. 1523) : s'oppose à l'amendement n° 340 de Mme Gisèle Printz (stabilisation dans leur emploi des agents recrutés par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances). - **Article 17** (Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) (p. 1531) : son amendement n° 317 : précision ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1679) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution sur les amendements énoncés par le Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1748, 1750) : son amendement n° 283 : information préalable du Parlement avant la création de nouvelles zones franches urbaines, ZFU ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1751) : son amendement n° 284 : clôture, à compter de la date de publication de la présente loi, des régimes d'exonération fiscale pour création d'activités dans les anciennes ZFU ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1753) : sur les amendements de M. Roland Ries, s'oppose au n° 323 (exonération des associations implantées dans les zones franches urbaines du paiement de la taxe sur les salaires) et demande l'avis du Gouvernement pour le n° 324 (repli). - **Article additionnel avant l'article 25 (précédemment réservé)** (p. 1777) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution sur l'amendement n° 805 de M. Roland Muzeau (versement des allocations familiales dès le premier enfant).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2777, 2778) : réforme de l'article 55 de la loi SRU. Effet pervers et injuste des dispositions actuelles de celui-ci. Nécessaire prise en compte de la diversité des situations des communes, en termes de disponibilité foncière et de capacité contributive.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2856) : défavorable aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin. Injustice de l'article 55 de la loi SRU.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2889, 2890) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), ses sous-amendements n° 534 : calcul de la pénalité en fonction des recettes fiscales de la commune ; et n° 506 : aide en faveur des communes réalisant des logements locatifs sociaux ; retirés ; et soutient le sous-amendement n° 138 de Mme Catherine Procaccia (diminution du prélèvement sur les ressources fiscales des communes en cas de déconventionnement du bailleur entraînant la baisse du nombre de logements entrant dans le calcul du quota de 20 %) ; retiré. Sur l'amendement n° 97 précité de la commission, son sous-amendement n° 507 ; retiré au profit du sous-amendement n° 1 de M. Auguste Cazalet (report plus étalé dans le temps des dépenses engagées par les communes et des moins-values constatées en vue de la réalisation de logements sociaux). (p. 2892, 2893) : sur l'amendement précité n° 97 de la commission, son sous-amendement n° 510 : suspension des prélèvements pour les communes réalisant leur objectif triennal et application du prélèvement majoré aux communes ne le réalisant pas ; retiré. (p. 2904) : défavorable au sous-amendement n° 216 de Mme Évelyne Didier (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) déposé sur l'amendement précité n° 97 de la commission. (p. 2907, 2908) : distinction indispensable entre prélèvements et pénalités. Intervient sur le sous-amendement n° 263 de M. Thierry Repentin (renforcement du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU) déposé sur l'amendement précité n° 97 de la commission. (p. 2908, 2909) : intervient sur ses sous-amendements précités n° 534, n° 506 et n° 510, sur le sous-amendement précité n° 138 de Mme Catherine Procaccia ainsi que sur les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision) déposés sur l'amendement précité n° 97 de la commission. (p. 2910) : interrogation sur l'applicabilité du sous-amendement précité n° 346 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2934, 2935) : son amendement n° 508 : encadrement du prélèvement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 4 octies** (art. L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales - Extension du bénéfice de la dotation de solidarité urbaine aux logements-foyers) (p. 3045) : favorable à l'amendement de suppression n° 372 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 3047) : défavorable à l'amendement n° 187 de M. Jean Louis Masson (aide en faveur des petites communes en difficulté). - **Article 5** (art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine) (p. 3055) : intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accès sociale à la propriété réalisées dans des îlots situés à moins de 500 mètres des quartiers ANRU) et sur le sous-amendement n° 511 de M. Thierry Repentin déposé sur celui-ci. Défavorable à une application du périmètre aux quartiers dérogatoires.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7626, 7629) : instrumentalisation de la crise au coeur des quartiers. Prévisibilité des émeutes. Importance des actions en matière de politique de la ville. Ambition du programme national de rénovation urbaine : succès de l'ANRU. Débat surréaliste de suppression de la carte scolaire ; évaluation du système de ZEP ; décentralisation des moyens financiers destinés à l'éducation. Effectif de policiers en diminution dans le département de Seine-Saint-Denis. Sa proposition de création d'un "Grand Paris".

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (17 novembre 2006) - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 8343) : argumente en faveur de l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Article 10 quater** (*Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics*) (p. 8876, 8877) : son amendement n° I-228 : précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-244 du Gouvernement (compensation pour les communes de la perte de recettes). - **Article 11** (*Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 8881, 8884) : soutient l'amendement n° I-31 de M. Roger Karoutchi (création d'un fonds de rénovation urbaine participant au financement de l'ANRU) ; retiré.

*Deuxième partie :*

#### **Ville et logement**

- (1er décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9265, 9267) : présentation des crédits. Programme "Rénovation urbaine" : financement de l'ANRU. Programme "Équité sociale et territoriale et soutien" : contrats urbains de cohésion sociale, CUCS ; bilan des ZFU ; articulation entre la DIV et l'ANCSEC. Invite à l'adoption des

crédits du volet "ville" de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9287, 9288) : ses amendements n° II-42 : suppression des crédits liés à l'indemnisation des délégués de l'Etat pour la politique de la ville ; et n° II-41 : augmentation de la dotation budgétaire de l'ANRU ; retirés.

#### **Pouvoirs publics**

- (2 décembre 2006) (p. 9389) : documents budgétaires. Chaînes parlementaires et TNT. Qualité des programmes de Public-Sénat. Le groupe UMP votera les crédits de la mission.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 1er** (**précédemment réservé**) (p. 10348) : au nom de la commission des finances, oppose l'article 40 de la Constitution pour l'amendement n° 83 de Mme Valérie Létard (adoption par le conseil municipal d'un plan annuel de formation pour les élus et affirmation du caractère obligatoire des dépenses de formation).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10385, 10387) : présentation, au nom du groupe UMP, des lignes de force de ce collectif budgétaire. Réduction des déficits et de la dette publique. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10415) : favorable à l'amendement n° 69 de M. Thierry Repentin (extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 27 septies** (p. 10548) : son amendement n° 235 : neutralisation des conséquences de la réforme de l'impôt sur le revenu issue de la loi de finances pour 2006 sur les dispositions relatives aux chèques-vacances et aux titres-restaurant ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10640) : favorable aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10699) : son amendement n° 238 : inscription du principe de non-surcompensation financière du coût d'exécution des obligations de service public mises à la charge des organismes du secteur audiovisuel public par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ; adopté.

**DARNICHE (Philippe)**

*sénateur (Vendée)*

*NI*

Secrétaire du Sénat.

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

#### **INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article 14 quater** (art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels*) (p. 3753) : avec son collègue, M. Bruno Retailleau, ne votera pas l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3782) : comme son collègue Bruno Retailleau, s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8208) : son amendement n° 381 : détermination des modes de rémunération par l'assurance maladie de la participation des pharmaciens au dispositif de permanence des soins ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Article 11** (art. L. 4383-1 et L. 4383-3 du code de la santé

publique - Statut des assistants dentaires) (p. 10928) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté.

**DASSAULT (Serge)**  
*sénateur (Essonne)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 15 (2006-2007)] pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 35 (2006-2007)] (24 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Travail et emploi [n° 78 tome 3 annexe 33 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Travail.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 928, 931) : souhait de l'admission des élèves en formation d'apprentissage à la demande des professeurs. Ses amendements en faveur des jeunes. Favorable aux zones franches urbaines sans données limitatives pour les entreprises. Favorable à un élargissement

des pouvoirs du maire en matière de contrat de responsabilité parentale ainsi qu'à un service civil pour tout jeune de 16 à 25 ans sans formation et sans travail. Acceptation de la flexibilité indispensable à l'avenir de l'emploi en France. Exemple des pays étrangers. Soutient totalement ce texte.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 sexies** (art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue) (p. 1300) : estime que des règles trop protectrices des salariés sont un obstacle à la baisse du chômage. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1301, 1302) : son amendement n° 373 : continuité de l'accompagnement dispensé dans le cadre du volontariat pour l'insertion durant les trois premiers mois en cas de signature d'un contrat de travail en alternance ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2752, 2754) : approbation de l'ensemble du projet de loi. Ses propositions en faveur des familles monoparentales dont la mère est au chômage, sur la gestion des immeubles en copropriété, les garanties d'emprunt, l'accès au logement des titulaires de CDD. Problèmes posés par l'application de la loi SRU aux petites communes. Logement à caractère social.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 8 quater** (art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 3168) : intervient sur le sous-amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme) déposé sur l'amendement n° 90 de la commission (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale) (p. 3319, 3320) : absence de vainqueur à l'issue de la crise. Incompréhension regrettable de l'intérêt du CPE. Absence de propositions concrètes à gauche. Refus du libéralisme en dépit de ses effets bénéfiques sur la croissance et la réduction du chômage. Exemple de la Chine. Souhaite que le Sénat se saisisse de sa proposition de mise en place du modèle danois de la flexsécurité.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4365, 4367) : son expérience de maire des problèmes pratiques liés aux mariages, aux hébergés et aux nomades. Bien-fondé de la suppression de l'obtention automatique de la nationalité française sous prétexte de mariage. Insuffisance du texte quant au contrôle du départ de l'hébergé du territoire français. Absence de sanctions à l'encontre de l'hébergé et de l'hébergeant. Absence de contrôle d'identité des gens du voyage dès leur arrivée dans une commune. Nécessité de sanctionner l'abus de résidence. Problème des Roumains sans carte de séjour vivant dans leur véhicule dans le département de l'Essonne ainsi que de la multiplication des mendiants dans les communes. Cosignature avec M. Jean-Patrick Courtois de deux amendements concernant le regroupement familial : subordination de la possibilité d'intégration au respect des principes et des lois de la République et recentrage de la



procédure du regroupement familial sous l'égide du maire. Sous réserve de ces observations, apprécie l'ensemble des dispositions du texte.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4426, 4427) : bien-fondé du texte prévoyant l'octroi du visa de long séjour par l'autorité consulaire depuis le pays d'origine et préalable à l'entrée en France.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5371, 5372) : son opposition au financement par l'Etat des dépenses de fonctionnement des entreprises privées. Refus du financement des 35 heures par l'emprunt. Aggravation du déficit par les emplois aidés. Sa proposition de financer la protection sociale en appliquant aux entreprises un "coefficient d'activité".

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5932, 5934) : approbation du projet de loi. Origine de la délinquance. Ses propositions découlant de son expérience de maire.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7586) : sa proposition du "coefficient d'activité", autre moyen de financement de la sécurité sociale et assis sur le chiffre d'affaires des entreprises. Intérêt du système en termes d'amélioration de la compétitivité, de réduction du déficit de l'Etat, de l'emploi, de la croissance et du pouvoir d'achat.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 7730, 7731) : renforcement indispensable de l'épargne salariale. Propositions de la commission des finances. Son expérience d'application pratique de la "gestion participative". Participation dans les petites entreprises. Accès des fonctionnaires à l'épargne salariale. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption du projet de loi. - **Article 1er A** (*Notion de dividende du travail*) (p. 7752) : argumente en faveur du dividende du travail instauré par l'article 1er A. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7764, 7767) : ses amendements n° 2 : amélioration de l'articulation du passage des accords d'intéressement aux accords de participation dans les PME ; adopté après rectification dans les sens demandés par le Gouvernement ; et n° 3 : déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - *Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation*) (p. 7775, 7776) : son amendement n° 4 : possibilité d'une formule de calcul dérogatoire aux termes de laquelle la participation est égale au tiers des bénéfices après impôt ; adopté après rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7778, 7779) : son amendement n° 166 : renforcement de l'incitation à développer des accords de participation dans les entreprises de moins de cinquante salariés, en majorant le taux de la provision pour investissement de 25 % à 50 % ; adopté après modification par le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (précision de la durée d'application du dispositif). - **Article additionnel avant l'article 9 bis** (p. 7784, 7785) : son amendement n° 167 : mise en oeuvre de l'intéressement dans le secteur public ; retiré. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7786, 7787) : son amendement n° 5 : insertion du plan d'épargne pour la retraite d'entreprise, PERE, dans le dispositif existant d'épargne salariale ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7816) : son amendement n° 6 : expression des plafonds d'abondement de l'employeur sur un PEE et sur un PERCO en fonction du plafond de la sécurité

sociale ; adopté. - **Article 12** (art. 163 A du code général des impôts - *Imposition des droits inscrits sur un compte épargne-temps et utilisés pour abonder un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 7817, 7818) : son amendement n° 168 : régime fiscal des droits alloués à un CET et des sommes transférées vers un PERCO ; retiré. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7818, 7819) : son amendement n° 8 : possibilité pour les adhérents de la PREFON de racheter leur droit en cas d'invalidité, de cessation d'activité ou lors de l'expiration des droits à assurance chômage ; adopté après modification par le sous-amendement n° 230 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7821) : son amendement n° 9 : réforme du régime juridique applicable aux compléments de retraite mutualiste ; retiré. (p. 7822) : son amendement n° 10 : possibilité pour les adhérents du régime particulier d'épargne retraite, la PREFON, de participer aux assemblées générales et d'y déposer des résolutions ; retiré. - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - *Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7830, 7831) : sur l'amendement n° 53 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 11 ; rejeté. - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Régime fiscal et social du chèque-transport*) (p. 7898) : son amendement n° 23 : intégration dans le code général des impôts de l'exonération résultant de la prise en charge par l'employeur des frais de transport en région Ile-de-France ; adopté après modification par le sous-amendement n° 245 de M. Roger Karoutchi. - **Article 18** (art. L. 443-1-2, L. 443-3, L. 443-3-1, L. 443-3-2 nouveau et L. 443-4 du code du travail et art. L. 214-39 du code monétaire et financier - *Reprise de l'entreprise par les salariés*) (p. 7902) : son amendement n° 12 : possibilité pour les salariés de créer un fonds de reprise pour les entreprises appartenant au même groupe que la leur ; adopté. (p. 7903) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. - **Article 20** (art. L. 225-197-1 et L. 225-97-3 du code de commerce, 80 quaterdecies et 200 A du code général des impôts, et L. 241-1 du code de la sécurité sociale - *Attribution d'actions gratuites*) (p. 7905) : son amendement n° 14 : cohérence ; adopté. - **Article 20 quater** (art. L. 443-6 du code du travail - *Assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise*) (p. 7908) : son amendement n° 15 : précision ; adopté. - **Intitulé du chapitre IV** (p. 7909) : son amendement n° 16 : modification de l'intitulé du chapitre IV ; retiré. - **Articles additionnels avant le titre III** (p. 7915) : défavorable à l'amendement n° 198 de M. Roland Muzeau (limitation du recours aux emplois précaires). - **Article 37 A** (art. L. 225-177, L. 225-179, L. 225-197-1, L. 225-37, L. 225-68 du code de commerce et L. 621-18-3 du code monétaire et financier - *Conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise*) (p. 7926) : ses amendements de précision n° 18 et n° 19 ; devenus sans objet. - **Article 41** (art. L. 341-6 du code monétaire et financier - *Aménagement des règles d'enregistrement des démarcheurs financiers*) (p. 7928) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 140 et n° 247. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 7933) : son amendement n° 7 : insertion des dispositions portant réforme des retraites dans le code des assurances ; adopté après modification par le sous-amendement n° 228 du Gouvernement. (p. 7935) : son amendement n° 21 : correction du régime juridique des organismes de placement collectif immobilier ; adopté. (p. 7937) : son amendement n° 22 : conséquence ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7947) : texte présentant une avancée dans l'approfondissement de la participation, fondamentale pour l'avenir de nos entreprises.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8710, 8712) : financement du service de la dette. Objectif de déficit budgétaire zéro. Conséquences des 35 heures. TVA sociale. Flexibilité du travail. Exemple de la Chine. Votera ce budget.

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9041, 9043) : déficit budgétaire. Responsabilité des socialistes. Rapport Pébereau.

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9219, 9222) : examen des crédits. Ses méthodes pour réduire le chômage. Propose l'adoption des crédits de cette mission et des articles rattachés modifiés par ses amendements. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9235) : accepte l'amendement n° II-158 du Gouvernement (décentralisation de la formation professionnelle de l'AFPA). (p. 9236, 9237) : son amendement n° II-39 : diminution des crédits de l'aide à la restauration ; rejeté. (p. 9238) : intervient sur l'amendement n° II-141 de M. Michel Mercier (transfert de crédits dévolus au secteur de l'hôtellerie et de la restauration au profit du maintien de l'enveloppe consacrée aux stagiaires de la formation professionnelle reconnus travailleurs handicapés). - **Article 57 (Prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)** (p. 9240, 9241) : s'oppose aux amendements identiques n° II-94 de M. Roland Muzeau et n° II-123 de Mme Raymonde Le Texier (suppression). A titre personnel, accepte l'amendement n° II-63 de la commission (précision) et l'amendement n° II-161 du Gouvernement (extension de l'aide aux rémunérations supérieures de 3 % au SMIC). - **Article 58 (Création d'une prime de cohésion sociale au titre de l'embauche en contrat d'avenir de demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans)** (p. 9243) : s'oppose aux amendements identiques n° II-96 de M. Roland Muzeau et n° II-125 de Mme Raymonde Le Texier (suppression). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-62 (rédaction). - **Article 59 (Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI)** (p. 9251) : son amendement n° II-36 : suppression partielle ; retiré. S'oppose à l'amendement n° II-97 de M. Roland Muzeau (suppression). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-143 de Mme Valérie Létard (extension des expérimentations aux CAE et CIE, et création d'un contrat unique d'insertion) et les amendements identiques n° II-126 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-139

de M. Louis de Broissia (expérimentation d'un contrat unique d'insertion ouvert aux personnes bénéficiaires d'un contrat d'avenir, d'un CI-RMA, d'un CAE ou d'un CIE), ainsi que sur l'amendement n° II-147 de Mme Françoise Férat (repli). Sur les amendements de M. Alain Gournac, accepte les n° II-113 (caractère obligatoire pour l'Etat du transfert aux départements candidats et satisfaisant aux conditions posées par la loi), n° II-152 (clarification du périmètre de l'expérimentation), n° II-153 (durée minimale des CI-RMA portée de deux à six mois), n° II-114 (précision) et n° II-151 (coordination), et se déclare personnellement favorable aux n° II-115 (mise en place d'un comité départemental d'évaluation des expérimentations pour la rédaction du rapport aux fins d'évaluation) et n° II-150 (extension aux CI-RMA du dispositif prévu pour les contrats d'avenir concernant l'accompagnement financier des départements par l'Etat). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-61 (précision). - **Article 60 (Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance)** (p. 9255, 9256) : s'oppose aux amendements identiques n° II-54 de M. Michel Houel, de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-60 et n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression) et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° II-65 de M. Dominique Mortemousque, n° II-86 de M. Bernard Seillier et n° II-59 de M. Jean-Claude Carle (repli). - **Article 61 (Versement de 175 millions d'euros du Fonds unique de péréquation à l'AFPA)** (p. 9260) : s'oppose à l'amendement n° II-98 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 9261) : son amendement n° II-38 : production d'un rapport gouvernemental sur les perspectives de réforme du service public de l'emploi, détaillant notamment les modalités d'une fusion de l'UNEDIC, de l'ANPE et du fonds de solidarité ; retiré. - **Article 61 bis (Extension de la liste des bénéficiaires du chèque emploi universel, CESU, « préfinancé » aux « assurés », aux « clients » ainsi qu'aux chefs d'entreprise)** (p. 9263) : son amendement n° II-37 : exclusion des "clients" des nouveaux bénéficiaires du CESU ; adopté. A titre personnel, se déclare favorable à cet article. - **Article 61 ter (Alignement du régime fiscal et social des agents publics bénéficiant du CESU sur celui des agents privés)** (p. 9265) : s'oppose à l'amendement n° II-100 de M. Roland Muzeau (suppression).

**DAUGE (Yves)**  
sénateur (Indre-et-Loire)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale ; nouvelle nomination ; membre le 9 février 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 403, 405) : regrette l'occasion manquée de débattre d'une loi relative au patrimoine naturel. Inquiet de la gestion et de l'état des sites classés et inscrits. Bien-fondé du texte confiant à l'Etat la responsabilité de la gestion du coeur de parc. Prudence s'agissant de la gestion de la zone d'adhésion et de l'association des élus. Difficultés de la cogestion. Risque de morcellement du territoire. Insuffisance du travail interministériel. Difficulté d'élaboration des documents d'urbanisme en l'absence de précision du rôle de l'Etat. Nécessité de préciser par décret le rôle de l'Agence des aires marines protégées. Maintien indispensable du caractère universel du texte et de son socle commun fondamental, s'opposant à la satisfaction de "commandes locales" et aux dérogations et autorisations spéciales. Crainte d'une loi d'opportunité en dépit de son équilibre. Bien-fondé des dispositions traitant des parcs naturels et des schémas de cohérence territoriale, SCOT. Opposition des maires à la multiplication des établissements publics sur leur territoire. Le groupe socialiste déterminera sa position à l'issue des débats.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3837, 3839) : amplification des difficultés financières. Complexité du système mis en place. Révision de la mécanique de redevance. Favorable à la création de services d'archéologie dans les départements et les grandes collectivités. Scepticisme sur leur fonctionnement. Problème du financement. Mise au point d'une programmation plus rationnelle. Suppression des exonérations illégitimes. Recherche indispensable de sources de financement permettant de trouver l'équilibre financier.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 384 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5178, 5179) : moment politique fort au sein de l'UNESCO. Question de la place et de la représentation de la France sur la scène internationale. Nécessité pour la France d'anticiper les politiques culturelles à venir sur le plan international. Rôle et place du réseau culturel français. Nécessité d'inscrire une ligne budgétaire pour la diversité culturelle dans le cadre du Fonds européen de développement. Rôle de la France à l'occasion de la cérémonie des Africités.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7636) : rétablissement indispensable des services publics. Redéfinition de la responsabilité de la politique de la ville. Intervention indispensable de l'ANRU dans un processus global et concerté. Absence de financement. Existence d'une politique de guichet contraire à l'esprit de la politique de la ville. Succès des stratégies globales mises en place dans certaines villes.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9560, 9561) : coopération décentralisée. Présence de la France dans les institutions internationales. Aide bilatérale. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9566, 9567) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de la commission des finances n° II-10 et II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) (p. 9912, 9913) : protection du patrimoine. Archéologie préventive. INRAP.

**DAVID (Annie)**  
sénateur (Isère)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Enseignement scolaire [n° 79 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 174) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Josiane Mathon-Poinat (sensibilisation des élèves aux violences conjugales et au sexisme) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Article 1er (Définition du contrat de volontariat associatif)** (p. 839, 840) : favorable à l'amendement n° 1 de M. David Assouline (suppression de l'adjectif "désintéressée" pour qualifier la collaboration de la personne volontaire). - **Article 2 (Interdiction de recruter un volontaire pour des missions exercées antérieurement par un salarié)** (p. 841) : ne votera pas cet article. - **Article 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 843) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jean-François Voguet (ouverture du volontariat aux personnes en difficulté) ; rejeté. - **Article 4 (Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage)** (p. 846) : soutient l'amendement n° 27 de M. Jean-François Voguet (mise en disponibilité de droit des fonctionnaires s'engageant dans une mission de volontariat) ; rejeté. - **Article 5 (Validation des acquis de l'expérience)** (p. 848) : souhaite connaître la date à laquelle se poursuivra l'examen de ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Intitulé de la section I** (p. 978) : sur l'amendement n° 14 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 838 de M. Roland Muzeau ; rejeté. - **Article 1er (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior)** (p. 979, 980) : régression consécutive à la mise en place de l'apprentissage dès quatorze ans remettant en cause l'obligation scolaire jusqu'à seize ans. Solutions proposées par le groupe CRC. (p. 1001, 1002) : bien que non opposée à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise), ne pourra pas le voter. (p. 1005, 1006) : propose de sous-amender l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1010) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage). (p. 1011, 1012) : son amendement n° 560 : rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans ; rejeté. (p. 1019) : défavorable à l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage). Remise en cause des classes d'initiation préprofessionnelles en alternance, CLIPA. (p. 1021) : défavorable à l'amendement n° 497 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises). (p. 1026) : son amendement n° 580 : bénéfice des garanties et protections du statut scolaire attribué aux élèves ayant manifesté leur intention d'accéder au plus tôt à l'apprentissage d'un métier ; rejeté. (p. 1029) : son amendement n° 566 : maintien des jeunes apprentis sous statut scolaire le plus longtemps possible ; rejeté. (p. 1032, 1033) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (bilan mensuel de l'expérience avec l'élève, ses parents et l'équipe pédagogique). (p. 1038) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 483 de Mme Marie-Christine Blandin (possibilité pour l'élève de faire des choix). Son amendement n° 570 : possibilité de formation professionnelle sous statut scolaire à partir de quinze ans pour l'élève ayant effectué son parcours d'initiation aux métiers ; rejeté. (p. 1051, 1052) : son amendement n° 587 : interdiction du travail de nuit des jeunes de moins de seize ans ; rejeté. (p. 1056, 1057) : avec le groupe CRC, votera contre l'article 1er.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2638, 2639) : partenariats entre les collectivités territoriales et l'Etat apportant de meilleures garanties de pérennité aux projets et aux établissements culturels et artistiques. Assouplissement de la composition du conseil d'administration et clarification du statut du directeur. Nécessité d'adopter à la loi sur l'EPCC un vade-mecum à l'usage des élus. Frilosité de l'Etat en matière de financement de la décentralisation culturelle. Poids déterminant de l'art et de la culture dans la bonne santé de l'économie nationale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2645) : le groupe CRC votera cette proposition de loi.

- **Rappel au règlement** - (29 mars 2006) (p. 2652) : article 36 du règlement du Sénat. Fermeture du site chimique Polimeri en Isère. Absence de réponse au projet alternatif à la fermeture proposé par les salariés. Pénurie sur le marché mondial du caoutchouc synthétique et hausse spéculative de son prix. Accord par l'Etat d'aides publiques au groupe Polimeri. Soutien du groupe CRC au projet des salariés. Interrogation sur les actions envisagées par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article 8 sexes (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées)** (p. 3174, 3176) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 161 et 162 (mise en place de plans départementaux d'aide au logement des plus défavorisés) et n° 163 (action de la commission départementale du comité régional de l'habitat) ; rejetés. (p. 3178) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Michelle Demessine (mise à disposition durable d'un logement pour les personnes visées par le PDALPD) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 22 (art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements)** (p. 3466, 3467) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3476) : inadaptation de l'amendement n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur). - **Article 22 (art. 9 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Lutte contre les discriminations pour l'attribution de logements)** (p. 3466, 3467) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Michelle Demessine (complément à la liste des motifs d'incompatibilité avec la fonction de gestionnaire de biens) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3476) : inadaptation de l'amendement n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Article 1er bis (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes)** (p. 3557) : soutient l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite (précision relative au droit moral) ; rejeté. (p. 3565) : soutient l'amendement n° 167 de M. Jack Ralite (rémunération en compensation de l'exception ouverte au bénéfice des associations de personnes handicapées) ; rejeté. (p. 3570, 3571) : sur l'amendement n° 6 de la commission (exception en faveur des établissements documentaires), soutient les sous-amendements de M. Jack Ralite n° 244 et n° 245 ; rejetés. Soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 166 (rémunération en contrepartie du régime d'exception) et n° 138 (exception au bénéfice exclusif des établissements documentaires publics) ; devenus sans objet. (p. 3575, 3577) : sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions de l'exception en faveur de la presse), soutient le sous-amendement n° 259 de M. Jack Ralite ; adopté. Soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 177 (rémunération en compensation de l'exception) et n° 140 (précision) ; devenus sans objet. (p. 3579,

3580) : soutient l'amendement n° 143 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions au droit d'auteur) ; rejeté. (p. 3581) : soutient l'amendement n° 169 de M. Jack Ralite (cession par contrat écrit pour tout type d'exploitation de l'oeuvre) ; rejeté. (p. 3584, 3586) : soutient l'amendement n° 139 de M. Jack Ralite (création d'une plateforme publique de téléchargement) ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 142 de M. Jack Ralite (modification du code de la sécurité sociale tendant à permettre la signature d'un accord relatif aux revenus complémentaires des photographes professionnels) ; adopté.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 7** (*Conditions d'indemnisation du volontaire*) (p. 3625) : soutient l'amendement n° 31 de M. Jean-François Voguet (prévision d'un montant minimum de l'indemnisation du volontaire) ; rejeté. - **Article 8** (*Protection sociale du volontaire*) (p. 3633) : soutient l'amendement n° 32 de M. Jean-François Voguet (activation du mécanisme du Fonds de solidarité vieillesse dès le premier mois de contrat) ; rejeté. Ambiguïté entre le volontariat associatif et le bénévolat. Ouverture des contrats de volontaires à tous les publics. - **Article 11** (*Régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs*) (p. 3638, 3639) : soutient les amendements de M. Jean-François Voguet n° 36 (non-application du contrat d'engagement éducatif à des emplois d'animation relevant d'une activité quotidienne tout au long de l'année) ; et n° 38 (précision sur les modalités de calcul de la journée de repos hebdomadaire) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 3** (*art. L. 342-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits des producteurs de bases de données : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3652, 3653) : soutient l'amendement n° 145 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits des producteurs de bases de données) ; devenu sans objet. - **Article 5 bis** (*art. L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée*) (p. 3662) : soutient l'amendement n° 148 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article 8** (*art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3714, 3715) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Jack Ralite n° 248 et 250 ; rejetés. - **Article 9** (*art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3722) : le groupe CRC a voté contre l'article 8. (p. 3726) : sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection), soutient le sous-amendement n° 254 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 11** (*art. L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension des procédures de saisie contrefaçon aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3732) : soutient l'amendement n° 157 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (*art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur*) (p. 3738, 3739) : soutient l'amendement n° 178 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection) ; rejeté. - **Article 14 bis** (*art. L. 335-5 et L. 335-5-1 du code de la propriété intellectuelle - Contraventions réprimant les échanges illicites d'oeuvres en ligne*) (p. 3743) : soutient l'amendement n° 182 de M. Jack Ralite (champ d'application de l'article) ; rejeté. - **Article 14 quater** (*art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des*

*fournisseurs de logiciels*) (p. 3751) : sur l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite), soutient le sous-amendement n° 263 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3757) : soutient l'amendement n° 165 de M. Jack Ralite (droit de location et de prêt des artistes-interprètes) ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4041, 4042) : approbation unanime de l'article 1er. Rappel du dépôt d'une proposition de loi par le groupe CRC sur ce sujet en juillet 2005. Apport essentiel des DDEN à l'école publique et laïque. Son opposition à l'article 2 qu'elle qualifie de "cavalier gouvernemental". Habitude du Gouvernement de procéder à des réformes précipitées : mépris du Parlement ; obligation de corriger ultérieurement les articles votés. Rejet des amendements du groupe CRC sur le projet de loi pour l'égalité des chances, considérés comme des cavaliers législatifs. Opposé aux contrats d'accompagnement dans l'emploi et aux contrats d'avenir. Interrogation sur l'objectif réel de cet article. Le groupe CRC conditionnera son vote au sort réservé à son amendement de suppression. - **Article 2** (*Recrutement de personnels sous contrats aidés*) (p. 4044, 4045) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté. Institution de la précarité au sein des établissements scolaires avec les contrats aidés. Rejet de ce dispositif par les syndicats de l'éducation nationale. Inconvénients. (p. 4048) : intervient sur son amendement n° 1 précité. Souhait de transformer les emplois de vie scolaire, EVS en emplois stables. Annonce par le ministre de créations d'emplois supplémentaires pour l'école et d'une augmentation des moyens budgétaires consacrés à l'éducation nationale ; caractère partiel des chiffres fournis par le Gouvernement. Besoin de formation des EVS. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4050) : favorable à l'article 1er. Absence de rapport de l'article 2 avec un texte sur les DDEN. Absence d'aide véritable aux directeurs d'écoles. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Rappel au règlement** - (13 juin 2006) (p. 4566, 4567) : article 36 du règlement du Sénat. Colère du groupe CRC à l'annonce par le Gouvernement de la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires, en contradiction totale avec l'objectif de réussite scolaire indispensable à l'avenir de la jeunesse.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (13 juin 2006) - **Article 24** (*art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4603, 4604) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 353 (suppression de la disposition excluant du bénéfice de la carte de séjour temporaire les mineurs ne résidant pas en France avec leurs parents légitimes) ; devenu sans objet ; et n° 354 (attribution de la carte de séjour temporaire aux jeunes étrangers scolarisés en France) ; rejeté. (p. 4609) : soutient l'amendement n° 355 de Mme Eliane Assassi (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans) ; rejeté. (p. 4618) : soutient l'amendement n° 358 de Mme Eliane Assassi (suppression du délai de deux ans de contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant exigée du père ou d'une mère étranger pour l'obtention d'une carte de séjour) ; rejeté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Article 1er** (*art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 4998, 5000) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 55 (rappel du rôle de l'Etat en matière de protection de l'enfance) ; n° 57 (élargissement des compétences de la PMI à la réalisation d'actions de promotion de la santé et du bien-être de l'enfant) ; rejetés ; et n° 56 (utilité du bilan de santé pour les enfants de trois à quatre ans dans le cadre de l'école maternelle) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5004, 5005) : soutient l'amendement n° 70 de M. Guy Fischer (suppression du recours aux contrats d'avenir et aux contrats d'accompagnement dans l'emploi par les établissements scolaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 5027) : soutient l'amendement n° 59 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5060) : soutient l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (précision des fonctions des centres d'accueil de jour) ; adopté. (p. 5063) : soutient l'amendement n° 63 de M. Guy Fischer (recueil du consentement des parents dans le cadre de la mise en oeuvre de placement d'enfant) ; retiré. (p. 5064) : soutient l'amendement n° 64 de M. Guy Fischer (instauration d'un cadre juridique pour les rencontres médiatisées entre parents et enfants) ; retiré.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5260) : interrogation sur le devenir des fonctionnaires transférés des préfectures vers les administrations territoriales. Question sur l'absence de rapport d'évaluation des dépenses de transferts de personnels prévus par la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales. Interrogation sur la compensation financière par l'Etat des charges transférées. (p. 5261) : absence de compensation intégrale des charges transférées aux collectivités territoriales. Démolition du service public. - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5295) : conséquences des économies réalisées sur le budget de la jeunesse et des sports. Diffusion des "coupons sport". Interrogation sur le nombre de jeunes aidés en 2005 pour accéder à une pratique sportive et sur les sommes consacrées à cette action. (p. 5296) : souhait d'un indicateur mesurant la part réservée aux jeunes filles dans les aides individualisées.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance) (p. 5989) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6058, 6065) : ses amendements n° 190 : précision, dans le code de l'éducation, selon laquelle le service public de l'éducation nationale doit contribuer à la lutte contre toutes les formes de discriminations ; n° 199 : reconnaissance officielle du rôle des parents et des élèves dans le système scolaire ; n° 195 : substitution d'un dispositif d'aide à la réussite aux programmes personnalisés de réussite éducative instaurés par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école ; n° 192 et 193 : affectation, d'ici à 2011, dans chaque établissement scolaire du premier et du second degré, d'une équipe permanente pour assurer un suivi sanitaire et social de chaque élève ; n° 196 : programmation pluriannuelle des postes de psychologues scolaires ; et n° 197 : inscription dans la loi du principe selon lequel aucun jeune ne sortira du système éducatif sans une qualification reconnue, sanctionnée par un diplôme, CAP et BEP, ouvrant l'accès au baccalauréat et au-delà ; rejetés ; et n° 191 : contribution de l'éducation nationale à la lutte contre toutes les formes de violence ; adopté. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6067) : soutient l'amendement n° 200 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 6072) : absence de réponse de l'article 9 à l'objectif affiché dans le projet de loi. (p. 6073) : le groupe CRC est favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 86 (suppression de l'obligation pour les jeunes en difficulté suivant une formation professionnelle de recevoir une formation spécifiquement destinée à prévenir la délinquance).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6744, 6745) : survie des industries papetières confrontées à l'augmentation du coût de l'énergie. Exemple de la région Rhône-Alpes. (p. 6752) : soutient l'amendement n° 219 de M. Yves Coquelle (garantie de la préservation du patrimoine) ; rejeté. (p. 6754) : soutient l'amendement n° 224 de M. Yves Coquelle (garantie de disponibilité des réseaux de transport et de distribution d'électricité) ; rejeté. (p. 6757) : favorable à l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (garantie de la sûreté de fonctionnement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité). (p. 6763, 6764) : soutient l'amendement n° 233 de M. Yves Coquelle (suppression partielle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution) (p. 6979, 6980) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient le sous-amendement n° 789 de M. Yves Coquelle ; rejeté. (p. 6992, 6993) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 394, 395 et 396 (suppression partielle) ; rejetés. (p. 6996, 7000) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 403 et 408 (suppression partielle) ; et n° 375 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; rejetés. - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7010) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 429 (missions du service commun de distribution) et, portant sur le même objet, n° 419 et 428 (création de services communs à EDF et GDF) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7111, 7112) : refus de la privatisation de la Compagnie nationale du Rhône, CNR. Le groupe CRC votera contre l'article 10 de ce projet de loi. (p. 7129, 7139) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 454 (caractère obligatoirement public des entreprises énergétiques garantissant l'égal accès au droit à l'énergie) ; et n° 472 (monopole d'exploitation des centrales nucléaires pour EDF) ; rejetés. (p. 7153, 7155) : favorable aux amendements identiques n° 159 de M. Roland Courteau, n° 453 de M. Yves Coquelle et n° 662 de M. Jean Desessard (suppression partielle) ainsi qu'à l'amendement n° 470 de M. Yves Coquelle (part de l'Etat dans le capital d'EDF).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7210) : soutient l'amendement n° 481 de M. Yves Coquelle (maintien des activités de construction, d'exploitation et de développement du réseau de transport de gaz au sein d'une même entité) ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - Négociation de régimes de participation au niveau des branches) (p. 7769, 7770) : organisation d'une participation inégalitaire et dangereuse. Accroissement du pouvoir des entreprises au détriment des accords collectifs. Dispositions d'affichage à l'article 6 : absence d'obligation pour les entreprises d'un partage réel des bénéfices. - **Article 7** (art. L. 443-2 du code du travail - Versements au plan d'épargne d'entreprise effectués par le conjoint d'un chef d'entreprise exerçant une activité non rémunérée) (p. 7780) : intervient sur l'amendement n° 123 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour les salariés dont le contrat de travail a été suspendu de continuer à effectuer des versements sur leur plan d'épargne entreprise).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 14 bis** (art. L. 320-2 du code du travail - Association du comité

*d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*) (p. 7825) : soutient l'amendement n° 204 de M. Roland Muzeau (suppression); rejeté. - **Article 14 ter** (*Incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations*) (p. 7827) : soutient l'amendement n° 205 de M. Roland Muzeau (suppression); rejeté. - **Article 14 quinquies** (*art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7830) : soutient l'amendement n° 174 de M. Roland Muzeau (suppression); rejeté.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (21 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (*art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle*) (p. 8555) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jack Ralite (numérotation prioritaire pour les chaînes publiques nationales et locales); devenu sans objet. (p. 8561, 8562) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jack Ralite (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis); devenu sans objet. - **Article 3** (*art. 26 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'attribution prioritaire de la ressource radioélectrique au service public*) (p. 8583) : soutient l'amendement n° 93 de M. Jack Ralite (rôle du CSA); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8597, 8598) : le groupe CRC votera l'amendement n° 156 du Gouvernement (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3). (p. 8600) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jack Ralite (diffusion de programmes ayant pour origine des éditeurs associatifs); rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 9** (*art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle*) (p. 8629) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jack Ralite (rapport sur le bilan de l'extinction de la diffusion analogique par voie hertzienne terrestre et sur la procédure d'attribution de la ressource radioélectrique); rejeté. - **Article 16** (*art. 42-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Possibilité de modifier la programmation et les modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle*) (p. 8641) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jack Ralite (conditions de modification de la programmation et des modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle); adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

**DEBRÉ (Isabelle)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Deuxième partie :

## Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9331, 9332) : le groupe CRC ne participera pas au vote de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-82 (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires).

## Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 9506, 9507) : enseignement professionnel. Généralisation de l'entretien d'orientation. Souhait d'un assouplissement des parcours de formation et des modes de certification. Promotion de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Temps de réactivité entre l'offre de formation et les besoins de la société. Attend les conclusions de l'audit sur la carte de l'enseignement professionnel. Ne votera pas à titre personnel les crédits de la mission "Enseignement scolaire" auxquels la commission des affaires culturelles donne un avis favorable. (p. 9508, 9510) : application des principes de liberté, d'égalité et de fraternité à l'école. Indignation devant les expulsions. Rappel du droit à l'école pour tous. Conséquence de la lente érosion de ce budget. Insuffisance de personnel et de matériel. Zones rurales et montagnardes. Enseignement agricole. Diffusion de la culture dans les écoles. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9537) : intervient sur l'amendement n° II-118 de M. Yannick Texier (rétablissement de 120 équivalents temps plein travaillé, ETPT). (p. 9538, 9539) : manque d'ambition du budget affecté à la mission "Enseignement scolaire". Exemple de l'orientation. Le groupe CRC ne votera pas ce budget.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10301, 10302) : soutient l'amendement n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (généralisation du mode de scrutin proportionnel pour les élections municipales quel que soit le nombre d'habitants des communes); rejeté.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Île de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.



*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 15 (2006-2007)] pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 46 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 92 (2006-2007)] (28 novembre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Débat sur le rapport d'information de M. Jean-Jacques Jégou sur l'informatisation dans le secteur de la santé** - (11 mai 2006) (p. 3851, 3852) : poursuite de la mise en place du DMP dans le respect des délais prévus et dans le cadre d'un projet conforme aux objectifs fixés par la réforme de l'assurance maladie. Soutien du groupe UMP.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4831) : défavorable à l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Son expérience personnelle de cas de maltraitance d'enfants exploités par leur famille.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7727, 7728) : montants financiers de la participation. Garantie de la qualité du climat social dans les entreprises et amélioration de leurs performances. Objectifs du texte. Réflexion souhaitable sur l'intéressement dans le secteur public. Importance des mesures maintenues par l'Assemblée nationale après suppression d'une quinzaine d'articles sans lien direct avec le thème de la participation. Encadrement des stock-options. (p. 7729) : rôle de l'AMF. Proposera le rétablissement de deux mesures supprimées par l'Assemblée nationale et concernant le décompte des effectifs dans les entreprises et l'apprentissage. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption du projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 1er A (Notion de dividende du travail)** (p. 7751) : accepte l'amendement n° 233 du Gouvernement (inclusion des accords de participation "dérogatoires" dans le concept de dividende du travail) et s'oppose aux amendements de suppression n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 169 de M. Roland Muzeau. - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - *Supplément d'intéressement ou de réserve de participation*) (p. 7754) : son amendement n° 30 : insertion de l'article 1er du projet de loi dans le chapitre du code du travail consacré aux dispositions communes à l'intéressement, à la participation et au plan d'épargne salariale ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy (subordination du versement du

supplément d'intéressement à un accord salarial conclu depuis moins de deux ans). (p. 7758, 7761) : ses amendements n° 31 : réaffirmation du caractère collectif du supplément d'intéressement ; n° 32 : rétablissement du plafond global de l'intéressement supprimé par l'Assemblée nationale ; n° 33 : précision ; n° 35 : précision du régime fiscal et social applicable au supplément d'intéressement et de participation ; adoptés ; et n° 34 : plafonnement de la réserve spéciale de participation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (précision) qu'elle accepte. S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 80 (versement de l'intéressement et de la participation selon les modalités prévues par les seuls accords d'intéressement et de participation) et n° 79 (libre choix du salarié quant à l'affectation de son intéressement). - **Article 1er bis** (art. L. 444-5 du code du travail - *Réforme du livret d'épargne salariale*) (p. 7762) : s'oppose aux amendements n° 170 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 81 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de toute condition d'ancienneté dans l'entreprise pour bénéficier de l'épargne salariale). - **Article 2** (art. L. 441-1 du code du travail - *Intéressement de projet*) (p. 7763) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Roland Muzeau (suppression). Succès du dispositif expérimenté sur le chantier du viaduc de Millau. Son amendement n° 36 : renforcement de l'autonomie de l'accord d'intéressement de projet par rapport à l'accord d'intéressement de base ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7765, 7766) : sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis, accepte, à titre personnel, le n° 2 (amélioration de l'articulation du passage des accords d'intéressement aux accords de participation dans les PME) après sa rectification dans le sens demandé par le Gouvernement ainsi que, pour une question d'équité, le n° 3 (déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu) après sa rectification. - **Article 3** (art. L. 132-27, L. 441-2 et L. 444-4 du code du travail - *Intéressement dans les groupements d'employeurs ou dans les groupements d'intérêt économique*) (p. 7767) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de l'obligation pour l'entreprise qui se dote d'un accord d'intéressement, de négocier cet accord dans chacune de ses filiales). Son amendement n° 37 : suppression des dispositions relatives au calcul de la réserve de participation dans les groupements d'intérêt économique ; adopté. - **Article 4** (art. L. 441-3 et L. 444-10 nouveau du code du travail - *Comités de suivi*) (p. 7768, 7769) : son amendement n° 38 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation de prévoir dans l'accord de participation les conditions d'information des représentants du personnel). - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - *Négociation de régimes de participation au niveau des branches*) (p. 7770, 7772) : ses amendements n° 39 : rédaction ; n° 40 : précision selon laquelle la mise en place d'un accord de participation négocié au niveau de la branche demeure facultative dans les entreprises ; et n° 41 : amélioration des dispositions permettant la mise en place unilatérale de la participation en cas d'échec des négociations ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 199 de M. Roland Muzeau (suppression), de M. Jean-Pierre Godefroy n° 85 (possibilité pour l'entreprise d'opter pour l'accord de branche à condition que ses dispositions soient plus favorables aux salariés) et n° 86 (suppression des dispositions permettant à l'employeur d'instituer un régime de participation à sa convenance ou un blocage des sommes sur un compte courant) et demande le retrait du n° 124 de M. Michel Houel (fixation de la composition du Conseil supérieur de la participation par un décret en Conseil d'Etat). - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - *Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation*) (p. 7773, 7778) : son amendement n° 42 : passage de la durée de report des déficits autorisés de trois à cinq ans ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 137 de M. Jean-Léonce Dupont (suppression de toute limitation dans le temps du report du déficit d'investissement). S'oppose à l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression pure et simple de la faculté du report déficitaire). Emet un avis de sagesse sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 4 (possibilité d'une formule de calcul dérogatoire aux termes de laquelle la participation est égale au tiers des bénéfices après impôt) après sa rectification dans le sens suggéré par le

Gouvernement. Demande le retrait de l'amendement n° 122 de Mme Catherine Procaccia (modalités du calcul de la réserve spéciale de participation dans les entreprises constituées en unité économique et sociale) au profit de l'amendement n° 240 du Gouvernement (modification des règles de calcul de la réserve spéciale de participation dans les unités économiques et sociales) qu'elle accepte. Son amendement n° 76 : report au 1er janvier 2008 de l'application des nouvelles règles de report des déficits ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7779) : sur l'amendement n° 166 de M. Serge Dassault (renforcement de l'incitation à développer des accords de participation dans les entreprises de moins de cinquante salariés, en majorant le taux de la provision pour investissement de 25 % à 50 %) qu'elle accepte après que le Gouvernement en a levé le gage, accepte, à titre personnel, le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (précision de la durée d'application du dispositif). - **Article 6 bis** (art. L. 442-6 du code du travail - *Prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation*) : son amendement n° 43 : rédaction ; adopté. - **Article 7** (art. L. 443-2 du code du travail - *Versements au plan d'épargne d'entreprise effectués par le conjoint d'un chef d'entreprise exerçant une activité non rémunérée*) (p. 7780) : accepte l'amendement n° 123 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour les salariés dont le contrat de travail a été suspendu de continuer à effectuer des versements sur leur plan d'épargne entreprise). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7781) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy (présentation par l'employeur, lors de la négociation annuelle sur les salaires, d'un indicateur chiffré du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et les sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement, de la participation et des abondements aux plans d'épargne salariale). - **Article 8** (art. L. 132-27, L. 441-2, et L. 444-11 nouveau du code du travail - *Modalités de conclusion et de dépôt des accords de participation et d'intéressement et des règlements de plan d'épargne salariale*) (p. 7783, 7784) : son amendement n° 44 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour l'autorité administrative de demander le retrait ou la modification des dispositions illégales d'un accord d'intéressement). - **Article additionnel avant l'article 9 bis** (p. 7785) : demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Serge Dassault (mise en oeuvre de l'intéressement dans le secteur public). - **Article additionnel avant l'article 10** : son amendement n° 45 : ajout de la mention des plans d'épargne salariale dans l'intitulé du chapitre II du titre IV du livre quatrième du code du travail ; adopté. - **Article 10** (art. L. 442-5 et L. 442-12 du code du travail - *Affectation des droits des salariés à un plan d'épargne d'entreprise*) (p. 7786) : son amendement n° 46 : précision selon laquelle l'obligation faite aux entreprises de se doter d'un PEE s'applique à compter de la mise en oeuvre des accords de participation conclus après la promulgation de la loi ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7787) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 5 (insertion du plan d'épargne pour la retraite d'entreprise, PERE, dans le dispositif existant d'épargne salariale). - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - *Plan d'épargne retraite collectif*) (p. 7789, 7790) : son amendement n° 47 : possibilité pour les personnes sans emploi de continuer à effectuer des versements sur le PERCO de leur ancienne entreprise ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 172 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 90 (suppression de l'obligation d'ouvrir les négociations en vue de mettre en place un PERCO dans les entreprises) et, portant sur le même objet, n° 91 et n° 92 (suppression de la possibilité de verser les droits inscrits au compte épargne-temps sur le PERCO). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 29 de Mme Catherine Procaccia (obligation d'ouvrir des négociations en vue de mettre en place un PERE dans les entreprises).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7816) : accepte l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 6 (expression des plafonds d'abondement de l'employeur sur un PEE et sur un PERCO en fonction du plafond de la sécurité sociale). - **Article**

**12** (art. 163 A du code général des impôts - *Imposition des droits inscrits sur un compte épargne-temps et utilisés pour abonder un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 7817, 7818) : s'oppose aux amendements identiques n° 93 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 173 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 168 de M. Serge Dassault (régime fiscal des droits alloués à un CET et des sommes transférées vers un PERCO). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7819) : accepte l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 8 (possibilité pour les adhérents de la PREFON de racheter leur droit en cas d'invalidité, de cessation d'activité ou lors de l'expiration des droits à assurance chômage) ainsi que le sous-amendement n° 230 du Gouvernement s'y rapportant. - **Article 13** (art. L. 443-1-1 du code du travail et L. 214-39 du code monétaire et financier - *Simplification du fonctionnement des plans d'épargne interentreprises*) (p. 7820) : son amendement n° 48 : rédaction ; adopté. - **Article 14** (art. L. 443-4 du code du travail - *Liquidité des titres placés sur un fonds commun de placement d'entreprise*) : son amendement n° 49 : définition du régime en vertu duquel une société non cotée serait autorisée à racheter ses propres titres pour en assurer la liquidité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7821) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 9 (réforme du régime juridique applicable aux compléments de retraite mutualiste) s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 227 du Gouvernement (amélioration de la gouvernance du COREM dans le respect du cadre mutualiste de l'UMR). (p. 7822) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 10 (possibilité pour les adhérents du régime particulier d'épargne retraite, la PREFON, de participer aux assemblées générales et d'y déposer des résolutions) au profit de l'amendement n° 231 du Gouvernement (information individuelle des adhérents du régime de retraite complémentaire institué par la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique) sur lequel elle émet un avis de sagesse positive. Son amendement n° 50 : autorisation pour les ouvriers d'Etat travaillant pour DCN de bénéficier d'un plan d'épargne entreprise ; adopté après modification par le sous-amendement n° 225 de M. Jean-Pierre Godefroy qu'elle accepte. - **Article 14 bis** (art. L. 320-2 du code du travail - *Association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*) (p. 7825) : son amendement n° 51 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 94 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 204 de M. Roland Muzeau. - **Article 14 ter** (*Incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations*) (p. 7827) : s'oppose aux amendements de suppression n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 205 de M. Roland Muzeau. - **Article 14 quater** (art. L. 432-4-2 nouveau du code du travail - *Adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés*) (p. 7829) : son amendement n° 52 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 206 de M. Roland Muzeau. - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - *Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7830, 7831) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Roland Muzeau (suppression) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 11, portant sur son amendement n° 53 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 7832, 7833) : son amendement n° 54 : assouplissement des conditions de transfert de la gestion des activités sociales et culturelles des comités d'établissement au comité central d'entreprise ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 15 ou avant l'article 37** (p. 7834) : s'oppose aux amendements n° 190 de M. Roland Muzeau (suppression des stock-options) et n° 223 de M. Jean Desessard (suppression de l'octroi de stock-options aux mandataires sociaux ou aux membres de directoires). - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - *Représentation des salariés actionnaires*) (p. 7835) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. François Marc (élargissement de l'obligation de représentation des salariés actionnaires aux sociétés non cotées). (p. 7836) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. François Marc

(représentation obligatoire des salariés actionnaires au conseil d'administration, sans aucune condition de seuil de détention du capital). (p. 7837) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 144 de M. Yves Pozzo di Borgo (amélioration de la représentation des actionnaires salariés dans les organes de direction des entreprises cotées) et s'oppose à l'amendement n° 153 de M. François Marc (fixation par la loi des modalités de désignation des administrateurs salariés). (p. 7839, 7840) : s'oppose aux amendements n° 148, 149 et 150 de M. François Marc (renforcement de la représentation des actionnaires salariés au sein du conseil d'administration). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7840) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Roland Muzeau (représentation des salariés dans les conseils d'administration et de surveillance des entreprises du secteur privé, sur le modèle des administrateurs salariés des entreprises du secteur public). (p. 7841) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Jean Desessard (présence au sein du conseil d'administration de deux membres du comité d'entreprise en tant que représentants des salariés). - **Article 15 bis** (art. 8-1 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations - Nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 7842) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 154 de M. François Marc et n° 215 de M. Philippe Marini. - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 7843) : accepte l'amendement n° 236 du Gouvernement (clarification juridique). - **Article 16** (art. L. 443-5 et L. 443-6 du code du travail et 217 quinquies du code général des impôts - Encouragement à l'actionariat salarié) (p. 7844) : son amendement n° 55 : prise en compte du cas du président d'une société par actions simplifiée et amélioration de l'articulation des dispositions du code du travail et du code du commerce ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 175 de M. Roland Muzeau (suppression) et demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de Mme Catherine Procaccia (extension, au bénéfice des agents généraux d'assurance, des dispositions du code du travail relatives aux augmentations de capital). - **Article 22 (priorité)** (Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité) (p. 7859, 7860) : ses amendements n° 66 : autorisation pour les établissements d'enseignement supérieur de mettre à disposition leurs salariés dans le cadre des pôles de compétitivité ; et n° 67 : suppression de l'interdiction de mettre à disposition des salariés en CDD ; adoptés. (p. 7861) : s'oppose aux amendements identiques n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 182 de M. Roland Muzeau (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 183 de M. Roland Muzeau (cohérence). Accepte les amendements n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision) et n° 130 du Gouvernement (possibilité, pour les salariés de la Société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels, de participer à des travaux relevant de la direction des Journaux officiels). Sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 100 (limitation de la durée totale des mises à disposition) et s'oppose aux n° 101 (précision), n° 102 (garanties en faveur de l'information des représentants du personnel) et n° 103 (prise en compte des salariés mis à disposition pour le calcul des effectifs de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil). - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - Congé de mobilité) (p. 7865) : son amendement n° 68 : suppression de la possibilité d'accomplir des périodes de travail à l'extérieur de l'entreprise en application d'une convention de mise à disposition au sein d'un pôle de compétitivité ; adopté. (p. 7866) : son amendement n° 69 : précision ; adopté. (p. 7867) : son amendement n° 75 : rédaction ; adopté. (p. 7868) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 107 (absence de sanction en cas de refus d'un congé de mobilité), s'oppose aux n° 105 (suppression), n° 106 (conditions de mise en oeuvre du congé de mobilité), n° 108 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel de l'entreprise qui accueille un salarié en congé de mobilité), et, portant sur le même objet, aux n° 110 et n° 111 (protection des droits des salariés). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 112 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 184 de M. Roland Muzeau (protection des droits des salariés). - **Article 24 (priorité)** (Ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle) (p. 7870) : s'oppose aux

amendements identiques n° 113 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 185 de M. Roland Muzeau (maintien de la contribution versée par l'employeur à l'occasion d'un licenciement économique non assorti d'un CTP). (p. 7871) : son amendement n° 70 : correction d'une erreur de référence ; adopté. Accepte l'amendement n° 239 du Gouvernement (maintien de la prise en charge des salariés tout au long du délai de réflexion préalable à la signature d'une convention de reclassement personnalisé). - **Article additionnel après l'article 26 (priorité)** (p. 7872) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Léonce Dupont (mise en place du chèque-formation créé par la loi du 4 mai 2004). - **Article 27 (priorité)** (art. L. 321-13 du code du travail - Extinction de la contribution Delalande) (p. 7873, 7874) : s'oppose aux amendements de suppression n° 114 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 186 de M. Roland Muzeau. Son amendement n° 71 : suppression anticipée de la contribution Delalande ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 30 (priorité)** (p. 7875) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyst (revalorisation de l'indemnisation des conseillers prud'homaux). - **Article additionnel après l'article 30 (priorité)** (p. 7877) : accepte l'amendement n° 241 du Gouvernement (communication aux salariés et à leurs représentants des données relatives à l'inscription sur les listes électorales prud'homales). - **Articles additionnels avant l'article 32 ou après l'article 36 (priorité)** (p. 7878) : accepte l'amendement n° 127 de M. René Beaumont (indemnisation des temps de déplacement professionnel excessifs). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 423-7, L. 433-4 et L. 620-10 du code du travail - Clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles) (p. 7878, 7879) : demande le retrait des amendements n° 28 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 136 de M. Jean-Léonce Dupont portant sur le même objet que son amendement n° 72 : rétablissement de cet article ; adopté. - **Article 33 (priorité)** (art. L. 117-5, L. 117-14, L. 117-16 et L. 118-2-2 du code du travail - Modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public) (p. 7881) : demande le retrait des sous-amendements n° 125 et 126 de M. Michel Houel portant sur son amendement n° 73 : rétablissement de cet article ; adopté. - **Article 34 (priorité)** (art. L. 351-10 bis du code du travail - Conditions de récupération des indus d'allocation temporaire d'attente et d'allocation de solidarité spécifique) (p. 7882) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de M. Michel Mercier (rétablissement de cet article). - **Article 35 (priorité)** (Prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail) (p. 7883) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7884) : accepte les amendements de M. Aymeri de Montesquiou n° 25 (prise en compte de l'activité principale de l'électeur pour l'inscription dans les collèges électoraux, en cas de double qualité d'employeur et de salarié) et n° 26 (non-prise en compte des listes électorales ne respectant pas le principe de la parité de la juridiction prud'homale). (p. 7885) : accepte l'amendement n° 128 de Mme Catherine Procaccia (validation législative des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat et concernant les entreprises de transport). - **Article 36 (priorité)** (Habilitation pour la transposition des obligations communautaires en matière de garantie des créances salariales lors des faillites transnationales) (p. 7886) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 208 de Mme Adeline Gousseau (extension des règles d'hygiène et de sécurité aux travailleurs indépendants des chantiers forestiers et sylvicoles). - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7889) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 203 de M. Michel Billout et de M. Thierry Repentin n° 120 et n° 211 (extension de la prise en charge par l'employeur des titres de transport public des salariés). Intervient sur les amendements identiques n° 131 de M. Roger Karoutchi et n° 213 de M. Thierry Repentin (modalités de la prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié). (p. 7892) : s'oppose aux amendements n° 224 de M. Jean Desessard (caractère obligatoire de la participation des employeurs aux frais de transport des salariés)

et n° 209 de M. Thierry Repentin (mesures en faveur du covoiturage). Demande le retrait de l'amendement n° 214 de M. Thierry Repentin (dématisation du chèque-transport). (p. 7893) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Godefroy (utilisation des chèques-transport pour financer l'achat de véhicules à deux roues non motorisés). (p. 7894) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, demande le retrait du n° 118 (distinction entre chèque-transport et élément de salaire) et s'oppose au n° 117 (prise en charge minimale par l'entreprise du prix de l'abonnement à un mode collectif de transport). (p. 7895) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Thierry Repentin (dématisation du chèque-transport) et accepte l'amendement de M. Nicolas About n° 121 (suppression d'une ambiguïté juridique entre le chèque-transport et le code monétaire et financier). - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 7896) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout, portant sur le même objet n° 202 et 200 (harmonisation du régime du versement transport en Ile-de-France et en province), ainsi qu'au n° 201 (caractère obligatoire du versement transport sur l'ensemble du territoire national). - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Régime fiscal et social du chèque-transport) (p. 7899) : s'oppose aux amendements identiques n° 119 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 189 de M. Roland Muzeau (suppression des exonérations fiscales et sociales attachées au chèque-transport). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 132 de M. Roger Karoutchi et n° 212 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur le revenu pour le remboursement au salarié de la part contributive de l'entreprise à ses frais de transports collectifs), sur l'amendement n° 133 de M. Roger Karoutchi (exonération des cotisations de sécurité sociale pour la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport) et sur le sous-amendement n° 245 de M. Roger Karoutchi portant sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 23 (intégration dans le code général des impôts de l'exonération résultant de la prise en charge par l'employeur des frais de transport en région Ile-de-France) qu'elle accepte. - **Article 16 bis** (art. L. 214-40 et L. 214-40-1 du code monétaire et financier - Possibilité offerte au salarié de demander la disponibilité immédiate des produits détenus dans le cadre de l'actionnariat) (p. 7900, 7901) : à titre personnel, accepte le sous-amendement n° 243 du Gouvernement portant sur son amendement n° 56 : clarification ; adopté. - **Article 17** (art. L. 214-40 du code monétaire et financier - Participation d'un fonds commun de placement d'entreprise et un pacte d'actionnaires) : son amendement n° 57 : suppression du renvoi à un décret d'application ; adopté. - **Article 18** (art. L. 443-1-2, L. 443-3, L. 443-3-1, L. 443-3-2 nouveau et L. 443-4 du code du travail et art. L. 214-39 du code monétaire et financier - Reprise de l'entreprise par les salariés) (p. 7902) : accepte le sous-amendement n° 235 du Gouvernement portant sur son amendement n° 58 : précision et mise en place d'un fonds de liquidité utilisé en cas de déblocage anticipé des sommes ou valeurs affectées au fonds de reprise des entreprises ; adopté après modification par le sous-amendement précité. Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 12 (possibilité pour les salariés de créer un fonds de reprise pour les entreprises appartenant au même groupe que la leur). (p. 7903) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 13 (rédaction). - **Article 20** (art. L. 225-197-1 et L. 225-97-3 du code de commerce, 80 quaterdecies et 200 A du code général des impôts, et L. 241-1 du code de la sécurité sociale - Attribution d'actions gratuites) (p. 7905) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 14 identique à son amendement n° 59 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 176 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte l'amendement n° 210 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte du seuil de 10 % du capital social à la date de la décision d'attribution de ces actions par le conseil d'administration ou le directoire). - **Article 20 bis** (art. L. 225-180 et L. 225-197-2 du code de commerce - Extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 7906) : s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Roland Muzeau (suppression). Son amendement n° 60 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 7907) :

accepte l'amendement n° 146 de Mme Catherine Procaccia (non-application du délai de droit commun des augmentations de capital posé par l'article L. 225-129 du code de commerce). - **Article 20 ter** (art. L. 511-31 du code monétaire et financier - Possibilité d'affiliation d'un établissement de crédit à plusieurs organes centraux) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article 20 quater** (art. L. 443-6 du code du travail - Assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise) (p. 7908) : son amendement n° 61 : précision ; adopté. Défavorable à l'amendement n° 179 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Intitulé du chapitre IV** : son amendement n° 62 : coordination ; adopté. (p. 7909) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 16 (modification de l'intitulé du chapitre IV). - **Article 21 bis** (art. L. 900-2 du code du travail - Intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 7911) : son amendement n° 63 : extension du champ de la formation professionnelle continue aux actions de formation relatives à l'économie de l'entreprise ; adopté. - **Article 21 ter** (art. 244 quater P nouveau, 199 ter O nouveau, 220 T nouveau et 223 O du code général des impôts - Crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 7913) : ses amendements n° 64 : cohérence ; et n° 65 : rédaction ; adoptés. - **Division additionnelle avant le titre III** (p. 7914) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Roland Muzeau (affirmation du lien entre, d'une part, l'emploi salarié stable et de qualité et, d'autre part, le pouvoir d'achat et le dynamisme économique). - **Articles additionnels avant le titre III** (p. 7915) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Roland Muzeau (limitation du recours aux emplois précaires). (p. 7916) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 196 (requalification des contrats lors d'abus d'emplois à temps partiel) et n° 195 (majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel). (p. 7917) : s'oppose à l'amendement n° 194 de M. Roland Muzeau (limitation des effets dévastateurs du temps partiel subi). (p. 7919) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Roland Muzeau (prise en compte du SMIC comme seuil plancher de toute grille de salaire). (p. 7920) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Roland Muzeau (requalification en contrat de travail à durée indéterminée des stages en entreprise de plus de douze mois). - **Articles additionnels avant l'article 37A** (p. 7921, 7922) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 161 (précision), n° 158 (modalités d'allocation et mesures de publicité des rémunérations des dirigeants de société) et n° 159 (mesures de publicité sur la quantité d'options détenues par les membres de la direction). (p. 7923) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 157 (renforcement de la transparence en ce qui concerne les rémunérations des dirigeants de sociétés et des employés) et n° 160 (renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants). - **Article 37 A** (art. L. 225-177, L. 225-179, L. 225-197-1, L. 225-37, L. 225-68 du code de commerce et L. 621-18-3 du code monétaire et financier - Conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 7924) : son amendement n° 74 : précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° 226 du Gouvernement. (p. 7926) : estime les amendements de précision de la commission des finances saisie pour avis n° 18 et n° 19 satisfaits par son amendement n° 74 précité, au sujet duquel elle demande le retrait du sous-amendement n° 246 de M. Philippe Marini et accepte le sous-amendement n° 226 du Gouvernement. S'oppose aux amendements, portant sur le même objet de M. François Marc, n° 155 et 156 (encadrement des dispositions d'octroi des stock-options). - **Article 41** (art. L. 341-6 du code monétaire et financier - Aménagement des règles d'enregistrement des démarcheurs financiers) (p. 7929, 7930) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 20 (rédaction) ainsi que les sous-amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 140 et n° 247 s'y rapportant. Sur les amendements de M. Jean-Jacques Jégou, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 141 (clarification de la responsabilité des établissements mandants de professionnels du démarchage dans le cadre de la commercialisation de produits financiers) et s'oppose au n° 139

(possibilité pour les banques de proposer à des personnes physiques des produits de couverture visant à limiter un risque pris à l'occasion d'une autre opération). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 7934) : accepte le sous-amendement n° 228 du Gouvernement portant sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 7 (insertion des dispositions portant réforme des retraites dans le code des assurances), pour lequel elle s'en remet à la sagesse de la Haute assemblée. (p. 7936) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 21 (correction du régime juridique des organismes de placement collectif immobilier). (p. 7937) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 22 (conséquence). - **Article 44** (art. L. 122-5, L. 122-8 et L. 122-10 du code du sport - Abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne) (p. 7940) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7943, 7944) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 162 et 163 du Gouvernement (ratification des ordonnances du 19 janvier 2006 et du 28 juillet 2006 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à diverses collectivités d'outre-mer). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7944) : sur l'amendement n° 135 de

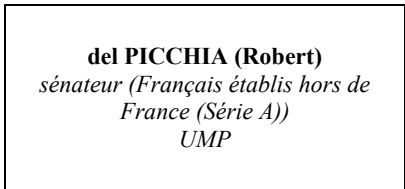
M. Jean-Léonce Dupont (modification de l'intitulé de ce texte) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 238 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7946, 7947) : projet de loi équilibré favorisant l'engagement personnel et la compétitivité locale, et confortant l'économie, les entreprises françaises et les emplois.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9250) : soutient l'amendement n° II-150 de M. Alain Gournac (extension aux CI-RMA du dispositif prévu pour les contrats d'avenir concernant l'accompagnement financier des départements par l'Etat) ; adopté.



**del PICCHIA (Robert)**  
*sénateur (Français établis hors de France (Série A))*  
UMP

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 389 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels [n° 229 (2005-2006)] (1er mars 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 2948) [n° 246 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 41 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [n° 255 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution [n° 336 (2005-2006)] au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de règlement du Conseil instituant un instrument de stabilité (n° E 2727) [n° 367 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi organique* portant réforme des modalités de présentation d'un candidat au 1er tour de l'élection du Président de la République [n° 472 (2005-2006)] (30 août 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [n° 346 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires

étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 32, 33) : propose l'adoption de ce projet de loi. Demande de précisions sur la volonté réelle des autorités algériennes de jeter les bases de cette relation nouvelle et sur les points restant encore en discussion.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [n° 387 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - en remplacement de M. Jacques Peyrat, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 35) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [n° 128 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Article unique** (p. 39) : avec l'ensemble du groupe UMP, votera ce texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Article 19 quater** (*Période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale*) (p. 614) : son amendement n° 20 : conditions d'attribution aux réservistes des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617) : souhait des élus représentant les Français de l'étranger de développer la participation de ceux-ci aux journées d'appel effectuées à l'étranger.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1678) : demande la clôture de la discussion en application de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat pour l'amendement n° 592 de Mme Annie David (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). (p. 1691) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 595 de Mme Annie David (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers) en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1692) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 608 de M. Roland Muzeau (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit) en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1696) : demande la clôture des explications de vote en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat sur l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit). (p. 1697) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 610 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures) en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1709) : demande la clôture de la discussion de l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1710) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 15 de la commission (lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1718) : demande la clôture de la discussion sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1737) : demande la clôture de la discussion sur l'amendement n° 182 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2661, 2664) : rappel de sa proposition de loi tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Modifications limitées mais nécessaires des dispositions électorales. Dépôt tardif de ce texte. Simplification du vote par procuration. Fixation du jour du vote dans la zone Amérique le samedi. Inscription sur les listes électorales consulaires de l'adresse électronique des électeurs. Avancée considérable pour l'exercice de la démocratie à l'étranger. Mise en oeuvre du vote par internet lors de l'élection des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger. Souhait d'une extension de ce procédé à l'élection du Président de la République. Modification souhaitable de la circonscription nommée "Ile-de-France" en circonscription "Ile-de-France et Français établis hors de France". Réforme nécessaire du régime des présentations. Votera ce projet de loi. - **Article 5** (*art. 4 nouveau de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Modalités d'application des dispositions du code électoral*) (p. 2673) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Richard Yung (possibilité pour les Français établis hors de France de voter par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique). Réticent au vote par correspondance. Favorable au vote par internet.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3330) : rétablissement du dialogue. Aboutissement d'un compromis en remplacement du CPE. Refus de l'immobilisme par le groupe UMP. Se félicite de l'engagement de nouvelles négociations entre les partenaires sociaux sur le problème du chômage des jeunes et du débat attendu sur l'université et l'emploi. Le groupe UMP votera la proposition de loi en ne pensant qu'à l'intérêt général et à l'avenir de la jeunesse.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (16 juin 2006) - **Article 60 bis** (*art. 21-11-1 nouveau du code civil - Transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4883) : intervient sur la mise aux voix des amendements identiques de suppression n° 55 de la commission et n° 438 de Mme Éliane Assassi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4918) : estime, pour vivre depuis longtemps à l'étranger et bien connaître les problèmes de l'immigration, que sans ce texte, la situation serait encore plus grave.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5233, 5234) : questions sur les enjeux réels dans les domaines de l'industrie, de la recherche et de la défense européenne.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6263, 6265) : favorable à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Persistance de certaines difficultés malgré la vocation de ces deux pays à adhérer à l'Union européenne. Crise institutionnelle et politique de l'Europe. Avis favorable du groupe UMP sur ce projet de loi. Histoire et géographie des deux nouveaux Etats membres.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Article 4** (*art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy*) (p. 7344) : défavorable à l'amendement n° 297 de M. Jacques Gillot (précision).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (*Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7472) : intervient sur les amendements identiques n° 286 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 329 de M. Jacques Gillot (création d'un siège

député à Saint-Barthélemy). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7492) : félicitations au rapporteur.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 15 bis** (art. 8-1 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations - Nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 7842) : soutient l'amendement n° 215 de M. Philippe Marini (suppression) ; adopté. - **Article 37 A** (art. L. 225-177, L. 225-179, L. 225-197-1, L. 225-37, L. 225-68 du code de commerce et L. 621-18-3 du code monétaire et financier - Conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 7925) : sur l'amendement n° 74 de la commission (précision), soutient le sous-amendement n° 246 de M. Philippe Marini ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7946) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Défense**

- (4 décembre 2006) (p. 9476, 9477) : rôle de la France en Afrique. Raison de la présence française. Objectif d'un partenariat avec ce continent. Visite du Premier ministre au Tchad. Conflit régional au Soudan, au Tchad et en République centrafricaine. Rapport du Sénat sur la gestion des crises africaines de juillet 2006. Interroge les ministres sur la position de la France. Action de l'ONU. Votera les crédits de la mission "Défense".

#### **Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9554, 9555) : politique de coopération. Situation des retraités d'Afrique. Aide publique au développement sur ce continent.

#### **Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9807, 9809) : contrat triennal de modernisation. Opérations de maintien de la paix. Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ. Bureaux de vote décentralisés. Protection diplomatique des citoyens de l'Union européenne. Son rapport sur la représentation française. Centre international de conférence de l'avenue Kléber. Votera les crédits de cette mission.

#### **Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 54** (p. 9879) : soutient l'amendement n° II-281 de M. Alain Milon (conditions de recouvrement de la contribution spéciale due à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations) ; adopté.

#### **Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 10055) : intervient sur l'amendement n° II-340 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques).

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10356, 10357) : favorable à l'amendement n° 38 de M. Christian Cointat (rapprochement du régime électoral de l'Assemblée des Français de l'étranger du droit commun des élections locales en matière de parité). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10358) : défavorable à l'amendement n° 64 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (obligation de nommer trois personnalités qualifiées de chaque sexe à chaque renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10493, 10494) : soutient l'amendement n° 236 de M. Jean-François Le Grand (report de la date du transfert des aéroports civils de l'Etat) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10571) : son amendement n° 132 : relèvement du seuil d'assujettissement à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs à l'entrée en France ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 124 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10635) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 36 quater** (p. 10651, 10652) : soutient l'amendement n° 230 de M. Michel Houel (possibilité d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant cinq ans les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 10657) : soutient l'amendement n° 228 de M. Michel Houel (assouplissement de l'obligation d'équilibre du budget du service public d'élimination des déchets durant les quatre premiers exercices) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10713) : soutient les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° 200 (création d'un droit additionnel à l'octroi de mer régional au profit des communes de Cayenne, Fort-de-France, Basse-Terre et Pointe-à-Pitre) ; et n° 201 (abaissement du seuil de population permettant à des groupements de communes de bénéficier du Fonds d'investissement routier) ; retirés.

**DELFAU (Gérard)**  
*sénateur (Hérault)*  
RDSE

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

## DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 80 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Agriculture et pêche - Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 142, 143).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 772, 773) : mobilisation des praticiens de la raquette à neige craignant une remise en cause de la gratuité de la randonnée en montagne. Redevance attendue par les communes de moyenne montagne. Favorable aux amendements de la commission et à ceux de M. Thierry Repentin. (p. 778, 779) : légitimation d'une redevance cantonnée à la seule utilisation des sites aménagés ayant nécessité un investissement.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 803, 804).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1101) : son amendement n° 273 : suppression ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2006) (p. 2145, 2146) : fonde son intervention sur l'article 29 du règlement du Sénat. Parle en son nom et en celui de MM. Gérard César et Roland Courteau pour dénoncer la crise structurelle de la viticulture française.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2166) : défavorable à l'amendement n° 69 de M. Alain Vasselle (suppression partielle). - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2182) : son amendement n° 132 : mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques ; retiré. - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2208, 2210) : son amendement n° 130 : accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires ; retiré. (p. 2213, 2214) : intervient sur son amendement n° 130 précité. (p. 2216) : souhaite la mise en place d'un groupe de travail sur cette question. (p. 2218) : malgré l'engagement plus que timide du Gouvernement, accepte de retirer son amendement n° 130 précité.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - *Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2477) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Françoise Férat (liste des informations ne pouvant rester confidentielles). - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2494) : votera contre l'amendement n° 23 de la commission (autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies). (p. 2495) : inaccessibilité des informations relatives aux essais de

dissémination d'OGM pour un grand nombre de communes. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2497) : insatisfaction sur les conditions de passage à la commercialisation des OGM. Avec les radicaux de gauche siégeant au sein du groupe du RDSE, ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2747, 2748) : lacunes du texte malgré l'enrichissement lors de la première lecture par le Sénat et l'Assemblée nationale. Progression déraisonnable des loyers, du prix du foncier et du prix de vente de l'immobilier. Nécessité de responsabiliser certains professionnels de l'immobilier. Ses propositions d'amendements, notamment sur la restitution de la caution, le partage de la plus-value foncière et les places de stationnement.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2837, 2838) : confiance dans la mixité sociale. Caractère déplorable de la politique de ségrégation sociale de certains élus. Favorable au calcul du quota de logements sociaux à l'échelle de l'agglomération. Complexité de l'accession à la propriété dans certains territoires. (p. 2844) : son amendement n° 300 : suppression des alinéas vidant de sa substance le dispositif de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. (p. 2850) : souhait de la fixation d'un plafond de revenu pour l'accession à la propriété de logements sociaux. Crainte de voir des logements financés par le prêt à taux zéro comptabilisés dans le quota de 20 % de logements sociaux. Souci de l'accession à la propriété des gens modestes ayant accès au logement social. (p. 2856, 2857) : intervient sur les amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin. Souhait de réalisme pour traiter les exceptions.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - *Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU*) : favorable au sous-amendement rectifié n° 346 de Mme Valérie Létard (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) déposé sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexes ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2917) : intervient sur l'amendement n° 357 de M. Thierry Repentin (extension du seuil de 1500 habitants à toutes les régions). Interrogation sur la référence à l'EPCI. (p. 2925, 2926) : favorable aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) et n° 313 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes). (p. 2927, 2928) : son amendement n° 304 : affectation d'un coefficient à chaque logement locatif social en fonction de sa catégorie ; rejeté. (p. 2929) : intérêt des sénateurs du RDSE pour le sujet traité par son amendement précité n° 304. (p. 2932) : intervient sur l'amendement n° 482 de M. Christian Demuyne (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral). (p. 2936) : son amendement n° 294 : modalités de délivrance du permis de construire dans les communes soumises à l'obligation de 20 % de logements sociaux ; rejeté. (p. 2940, 2941) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Thierry Repentin (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire).



- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2989) : intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). Difficulté soulevée par la récente décision du Conseil constitutionnel. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2997) : ses amendements n° 299 : vérification par la commune de la réalisation et de l'utilisation des locaux prévus pour le stationnement des voitures dans le permis de construire ; et n° 298 : impossibilité de dissocier la vente d'une place de parking de celle du logement auquel elle est rattachée ; rejetés. - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans*) (p. 3000) : favorable à l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme) modifié par les sous-amendements n° 227 de M. Thierry Repentin et n° 355 de M. Gérard Cornu. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3002, 3003) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). Organisation indispensable du droit d'association. (p. 3005) : s'abstient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Articles additionnels après l'article 4 ou après l'article 8 septies** (p. 3013) : son amendement n° 371 : ajout d'une dotation de logement social dans la dotation forfaitaire des communes compétentes en matière de politique du logement ; retiré. - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - *Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles*) (p. 3037, 3038) : ses amendements n° 303 : principe de la taxation de la plus-value ; n° 302 : augmentation de la taxe ; et n° 301 : possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la taxe ; retirés. (p. 3042) : favorable au dispositif équilibré de l'article et défavorable aux amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 quater** (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété*) (p. 3124) : intervient sur l'amendement n° 424 de M. Thierry Repentin (impossibilité d'appliquer la procédure de déclaration d'utilité publique aux opérations immobilières faisant l'objet d'une convention d'usufruit). - **Article 8 bis A (priorité)** (*Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 3141, 3142) : inquiétude en raison du recours à la procédure des ordonnances. Favorable aux amendements de suppression n° 26 de Mme Michelle Demessine et n° 432 de M. Thierry Repentin. (p. 3143) : votera l'amendement n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres) retiré par Mme Valérie Létard et repris par M. Thierry Repentin.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3199, 3200).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4405, 4406) : soutiendra l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine), même si ce vote, au nom de ses collègues radicaux de gauche, ne vaut en rien approbation du projet de loi. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4420) : son amendement n° 243 : suppression ; adopté. Grande improvisation. (p. 4422) : impression détestable d'être tenu à l'écart d'un certain nombre de rôles distribués à l'Assemblée nationale et au Sénat et de passer pour un opposant farouche. Nécessité pour le Gouvernement d'informer le Sénat sur les raisons de la création de ce nouveau conseil avant de considérer cette création comme acquise.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5255) : périmètre de cette mission. Données chiffrées. Interrogation sur les crédits affectés à la mise en oeuvre de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Question sur le coût du Conseil français du culte musulman, CFCM. Réflexion sur les relations entre l'Etat et les cultes menée par la commission présidée par le professeur Jean-Pierre Machelon. (p. 5256) : interrogation sur le devenir du budget de la nation en cas d'adoption des deux propositions de loi de M. François Grosdidier, visant à étendre le régime concordataire au culte musulman.

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2006) (p. 6251) : fonde son intervention sur l'article 37 du règlement du Sénat. Nécessité de réaffirmer le principe de la liberté d'expression. Demande l'organisation d'un débat public sur ce thème.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8934) : ressources financières des communes : dotation et fiscalité. Intercommunalité. Péréquation. Décentralisation. - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8970) : intervient sur l'amendement n° I-174 de M. François Marc (accroissement du caractère péréquateur de la DGF). (p. 8973) : favorable à l'amendement n° I-176 de M. Marc Massion (modulation de la DSU en fonction du pourcentage de logements sociaux des communes).

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) (p. 9228, 9230) : inflation des aides aux entreprises. Contrats aidés. Maisons de l'emploi. Maison des entreprises du bassin d'emploi du Lodévois-Coeur-d'Hérault. Aides au secteur de l'hôtellerie-restauration. N'approuve pas ce projet de budget. Insertion des personnes handicapées sur le marché du travail. (p. 9233) : objectif de création des maisons des entreprises, de l'emploi et de la formation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9238) : ne votera pas l'amendement n° II-39 de la commission (diminution des crédits de l'aide à la restauration). Favorable à l'amendement n° II-141 de M. Michel Mercier (transfert de crédits dévolus au secteur de l'hôtellerie et de la restauration au profit du maintien de l'enveloppe consacrée aux stagiaires de la formation professionnelle reconnus travailleurs handicapés). - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9258) : votera les amendements identiques n° II-54 de M. Michel Houel, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-60 et n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression). Position du reste du groupe du RDSE.

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) (p. 9275, 9277) : crise du logement. Baisse du financement des aides à la personne. Inadéquation entre les constructions de logements et les demandeurs. Non-respect de l'article 55 de la loi SRU. Défavorable à ce projet de budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9289) : votera l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour financer le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros). - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9294) : votera les amendements identiques n° II-40 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-57 (exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur).

**Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9311, 9312) : arbitrage budgétaire indispensable à l'Ecole normale supérieure.

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9576, 9577) : priorité du volet "pêche". Contrôle et suivi des activités des pêcheurs. Avis

favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission, pour lesquels son avis personnel est beaucoup moins positif. (p. 9593, 9594) : situation du secteur vitivinicole dans la région Languedoc-Roussillon.

**DEMERLIAT (Jean-Pierre)**  
sénateur (Haute-Vienne)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Provisions [n° 78 tome 3 annexe 20 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Provisions**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9357, 9358) : absence de stratégie de performance. Minoration des crédits du programme "Dépenses accidentelles et imprévisibles". Recommande l'adoption des crédits de la mission "Provisions".

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10398) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jean-Marc Pastor (application du taux de TVA de 5,5 % à la fourniture d'équipements pour la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse produite par les déchets ménagers) ; rejeté.

**DEMESSINE (Michelle)**  
sénateur (Nord)  
CRC

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Stratégie économique et pilotage des finances publiques [n° 80 tome 9 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 746, 747) : modernisation de l'économie touristique. Portée du travail de codification. Clarification et modernisation du système de classification des stations de tourisme. Refus de la notion de "paracommercialisme" attachée aux chambres d'hôtes. Le groupe CRC votera ce texte. - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme) (p. 757) : intervient sur le sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra (rétablissement de la condition d'équipement pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme pour l'éligibilité d'un groupement de communes au classement en station de tourisme) déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (Convention de stage en milieu professionnel) (p. 1282, 1283) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient le sous-amendement n° 874 de M. Roland Muzeau (imputation de la durée du stage sur la période d'essai en cas de signature d'un contrat de travail à l'issue du stage) ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés) (p. 1310, 1311) : soutient l'amendement n° 686 de M. Roland Muzeau (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Article 3** (art. 15 et 25-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret - Dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente) (p. 2714) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (fixation du délai de préavis au prorata des années de présence dans le logement) ; rejeté. (p. 2715, 2716) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 29 (nullité du congé pour vente en cas de non-respect des obligations d'information collective des locataires) ; n° 22 (renforcement de la protection des locataires particulièrement fragiles) ; et n° 23 (limitation de l'évolution des loyers dans les zones et quartiers sensibles à la spéculation immobilière) ; rejetés.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2748, 2750) : conséquences du débat sur le texte pour l'égalité des chances. Décalage entre la réalité de la situation et le contenu du texte. Complexité du texte à l'issue de la première lecture. Absence de réponse satisfaisante concernant la construction de logements et logement social. Attente du sort des propositions du groupe CRC. Rejet du projet de loi par le groupe CRC en cas d'absence de prise en compte de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 1er A (supprimé)** (Réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires) (p. 2811) : son amendement n° 35 : mise en place d'une politique volontariste et ambitieuse de construction de logements sociaux ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2813, 2814) : son amendement n° 4 : autorisation préalable à une division d'immeuble à usage d'habitation ; rejeté. (p. 2815, 2816) : son amendement n° 3 : politique de résorption de l'habitat insalubre ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des

opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national) (p. 2818, 2819) : ses amendements n° 5 : encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat afin de réaliser des logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens ; et n° 36 : précision ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828) : son amendement n° 6 : règles d'attribution des subventions accordées par l'ANRU pour la construction de logements sociaux, la réhabilitation ou la démolition de logements existants ; rejeté. - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2841, 2842) : son amendement n° 22 : suppression ; rejeté. (p. 2861) : avec le groupe CRC, s'abstient sur l'article 5 bis B modifié.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2878, 2879) : dispense de pénalité financière pour un certain nombre de communes répondant aux critères fixés par l'article 55 de la loi SRU et n'ayant pas respecté leurs obligations en 2005. (p. 2882) : son amendement n° 7 : retour à la rédaction de l'article 55 de la loi SRU et accroissement de la pénalité envers les communes ne respectant pas leurs obligations ; rejeté. (p. 2886, 2887) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), ses sous-amendements n° 37 : définition des logements sociaux ; et n° 10 : inventaire des logements sociaux ; rejetés. (p. 2895) : sur l'amendement précité n° 97 de la commission, son sous-amendement n° 15 : absence d'augmentation de DGF pour les communes ne respectant pas le quota de 20 % ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2961) : son amendement n° 12 : attribution au préfet du pouvoir de faire valoir la priorité de construction de logements locatifs sociaux ; rejeté. (p. 2964, 2965) : ses amendements n° 9 : fixation d'un pourcentage minimal de logements sociaux ; n° 151 : prise en compte de la construction de logements sociaux dans les opérations d'urbanisme ; et n° 152 : précision ; rejetés. (p. 2973) : ses amendements n° 8 : prise en compte par la politique d'urbanisme des priorités en matière de logement social ; et n° 154 : priorité de construction de logements sociaux dans les plans locaux d'urbanisme ; rejetés. - **Article 2 bis** (Extension aux syndicats mixtes de la compétence en matière de programme local de l'habitat) (p. 2992, 2993) : son amendement n° 16 : financement de la réhabilitation de logements à loyers conventionnés ou réglementés ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 ou avant l'article 9 ou avant l'article 11 A** (p. 2993, 2994) : son amendement n° 17 : accroissement des capacités d'accueil mises en place par le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2998) : son amendement n° 18 : statut et missions du Centre national des oeuvres universitaires et scolaires ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3005) : importance du droit de recours. Avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3008) : son amendement n° 19 : affectation du produit des ventes domaniales de l'Etat à l'ANRU ; rejeté. (p. 3010, 3011) : son amendement n° 20 : renforcement des moyens d'intervention foncière des collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 5 bis A** (art. L. 443-12 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité de pratiquer une décote sur le prix de vente des logements HLM) (p. 3057) : son amendement n° 38 : suppression ; rejeté. - **Article 5 sexies** (art. L. 351-2, L. 443-6-2 à L. 443-6-16 [nouveaux], L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation, et art. 278 sexies, 726 et 828

du code général des impôts - Sociétés civiles immobilières de capitalisation d'accèsion à la propriété) (p. 3064) : son amendement n° 41 : suppression ; rejeté. - **Article 7 (art. 31 et 32 du code général des impôts - Déduction forfaitaire majorée en cas de conventionnement avec l'ANAH)** (p. 3077) : son amendement n° 34 : conditions d'application de l'exonération de la contribution sur les revenus locatifs ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 7 ou avant l'article 7 bis** (p. 3112) : son amendement n° 23 : orientation des dépenses publiques vers l'offre locative sociale et l'accèsion sociale à la propriété ; rejeté. - **Article 7 bis (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire")** (p. 3116) : son amendement n° 24 : suppression ; rejeté. - **Article 7 quater (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété)** (p. 3121) : son amendement n° 157 : encadrement de la hausse du loyer pratiqué au terme de l'usufruit ; rejeté. (p. 3123) : son amendement n° 158 : garantie des intérêts des locataires au terme de la convention d'usufruit ; rejeté. - **Article 7 octies (art. 1407 et 1410 du code général des impôts - Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation)** (p. 3133, 3134) : son amendement n° 42 : assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans ; devenu sans objet. - **Article 8 bis A (priorité) (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier)** (p. 3136) : son amendement n° 26 : suppression ; rejeté. (p. 3142) : défavorable au recours aux ordonnances. Intervient sur l'amendement n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres) retiré par Mme Valérie Létard puis repris par M. Thierry Repentin. - **Article 7 nonies (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location)** (p. 3150, 3151) : son amendement n° 160 : précision sur le contrôle préalable à la mise en location des logements de plus de trente ans ; retiré. Question de la décence du logement. Exemple des logements des villes de l'agglomération lilloise. - **Article 8 (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des offices publics d'HLM)** (p. 3155, 3156) : son amendement n° 25 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6444, 6445) : article 36 du règlement. Demande que M. Nicolas Sarkozy vienne expliquer, devant la représentation nationale, le projet de privatisation de Gaz de France en dépit de son engagement, en qualité de ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de maintien de cette entreprise dans le secteur public.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité)** (p. 6751, 6752) : soutient l'amendement n° 225 de M. Yves Coquelle (garantie de sûreté des réseaux de transport et de distribution de l'électricité) ; rejeté. (p. 6753) : soutient l'amendement n° 222 de M. Yves Coquelle (garantie de sécurité des réseaux de transport et de distribution d'électricité) ; rejeté. (p. 6758) : soutient l'amendement n° 228 de M. Yves Coquelle (suppression partielle) ; rejeté. (p. 6773) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 263 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes ayant droit à l'allocation personnalisée de logement) ; et n° 264 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité) ; rejetés. (p. 6784) : favorable à l'amendement n° 276 de M. Yves Coquelle (suppression de l'avis donné par la Commission de régulation de l'énergie). - **Article 1er bis (art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie)** (p. 6796) : soutient l'amendement n° 279 de M. Yves Coquelle (suppression) ; adopté. - **Article 2 (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de**

**l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel)** (p. 6807, 6808) : favorable à l'amendement n° 306 de M. Yves Coquelle (suppression de la référence à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie). Soutient l'amendement n° 305 de M. Yves Coquelle (obligations de service public imposées à tout fournisseur de gaz naturel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 4 (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz)** (p. 6945, 6948) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 358 (réversibilité du choix des consommateurs finaux en cas d'écart de plus de 5 % entre les tarifs réglementés et les tarifs libres) ; et n° 353 (suppression du plafonnement des charges de service public de l'électricité) ; rejetés. Soutient également les amendements de M. Yves Coquelle n° 352 (simplification) ; adopté ; et n° 354 (débat public sur les conditions d'application de l'article) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6954, 6955) : soutient l'amendement n° 366 de M. Yves Coquelle (couverture à 95 % des besoins des fournisseurs de gaz naturel par des contrats de long terme) ; rejeté. - **Article 5 (art. 18 et 50 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Dispositions de coordination)** (p. 6958) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 368 et 369 (suppression partielle) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6963) : le groupe CRC votera contre les amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficier de la CSPE). - **Article 6 (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution)** (p. 6970, 6971) : le groupe CRC est défavorable à l'article 6 de ce projet de loi. Soutient l'amendement n° 371 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 6976, 6984) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 372 (suppression partielle) ; rejeté ; n° 382 (suppression partielle) ; retiré ; n° 386 (conditions de gestion des réseaux de distribution d'électricité) ; n° 379, 384 et 383 (suppression partielle) ; n° 380 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux d'électricité aux obligations de service public) ; n° 381 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux de gaz naturel aux obligations de service public) ; et n° 378 (garantie de l'accès au réseau et de la continuité de la distribution en gaz naturel et en électricité pour l'ensemble des usagers) ; devenus sans objet. (p. 6989, 6991) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 388, 390, 391 et 392 (suppression partielle) ; rejetés. (p. 6994, 7001) : soutient les amendements analogues de M. Yves Coquelle n° 397, 398, 404 et 407 (suppression partielle) ; l'amendement n° 376 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; et les amendements portant sur le même objet, n° 405 et 406 (modalités de désignation des représentants de l'Etat dans les entreprises du secteur énergétique, d'une part, et n° 411, 412, 413 et 414 (incompatibilités s'appliquant au représentant de l'Etat au conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; rejetés. - **Article 7 (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF)** (p. 7006, 7014) : le groupe CRC est défavorable à l'article 7 de ce projet de loi. Soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 427 (missions du service commun de distribution) et, portant sur le même objet n° 430, 431, 432 et 433 (création de services communs entre EDF et GDF) ; n° 420 et 426 (statut des personnels des filiales de GDF) ; n° 422 et 425 (statut des personnels des filiales d'EDF) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé) (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat)** (p. 7122, 7123) : manque d'information au sujet de la fusion entre GDF et Suez. (p. 7131, 7144) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 453, 471 et 475 (suppression partielle) ; et n° 476 (saisine de

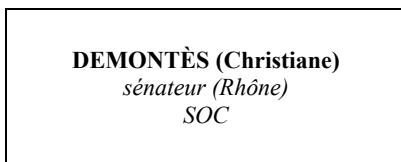
la Cour de justice des Communautés européennes sur le statut d'EDF et de GDF) ; rejetés. (p. 7154) : favorable à l'amendement n° 470 de M. Yves Coquelle (part de l'Etat dans le capital d'EDF).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservé)** (p. 7204, 7205) : soutient l'amendement n° 477 de M. Yves Coquelle (suspension du projet de privatisation de GDF) ; rejeté. - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7209) : soutient l'amendement n° 478 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 7212) : soutient l'amendement n° 485 de M. Yves Coquelle (caractère intégralement public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz) ; rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel) (p. 7218, 7219) : dénonciation de la privatisation de la distribution du gaz.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Stratégie économique et pilotage des finances publiques**



## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

(2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9378, 9379) : réduction des emplois du ministère. Audit de modernisation. Taux de satisfaction des personnels d'encadrement. Prévision de croissance économique. Indice des prix à la consommation. Indice du coût de la vie. Dotation de recensement aux collectivités territoriales. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission.

## Articles non rattachés

(11 décembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 40 nonies** (p. 10049, 10050) : soutient l'amendement n° II-326 de M. Thierry Foucaud (encadrement de la procédure de rectification des valeurs locatives) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10202, 10204).

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 bis B** (p. 189) : soutient l'amendement n° 35 de M. Roland Courteau (possibilité de refus de présentation de l'enfant mineur en cas de violences exercées par le parent titulaire du droit de visite) ; rejeté.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 226, 228) : politique destructrice d'emplois. Manipulations des statistiques du chômage. Mépris pour le travail parlementaire. Effets du temps partiel. Délaissement des publics les plus fragiles. Insuffisance du nouveau mécanisme d'intéressement. Nouveaux contrats. Généralisation de la précarité. Problème des gardes d'enfants. Stigmatisation des plus pauvres. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 14** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Assouplissement de la durée hebdomadaire des contrats d'avenir) (p. 324) : soutient l'amendement n° 56 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. (p. 326) : avec le groupe socialiste, votera les amendements de suppression n° 56 de M. Bernard Cazeau et n° 80 de M. Roland Muzeau. - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée) (p. 327) : soutient l'amendement n° 57 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 322-4-16 et L. 322-4-16-8 du code du travail - Personnes morales susceptibles de mettre en oeuvre des ateliers ou des chantiers d'insertion) (p. 331) : soutient l'amendement n° 58 de M. Bernard Cazeau (précision) ; adopté. - **Article 17** (art. L. 322-4-16 du code du travail - Suppression d'une procédure d'agrément prévue en cas de signature d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA par une structure d'insertion par l'activité économique) : soutient l'amendement n° 59 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1137, 1138) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1157, 1158) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Raymonde Le Texier (accès automatique des jeunes licenciés économiques d'un CPE à une convention de reclassement personnalisée) ; rejeté. (p. 1164) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour un salarié en CPE de refuser d'effectuer des heures choisies) ; rejeté. Difficulté d'adhésion à un syndicat pour un jeune en CPE ou en CNE. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1215, 1216) : intervient sur l'amendement précité n° 165 de Mme Raymonde Le Texier. Aggravation de la précarité pour l'ensemble de la jeunesse.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1509, 1510) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), soutient le sous-amendement n° 902 de Mme Gisèle Printz ; rejeté. (p. 1514, 1515) : déclarations contradictoires quant à l'avenir du FASILD. (p. 1520) : s'abstiendra sur l'amendement n° 522 de Mme Valérie Létard (précision des missions de l'agence et de l'articulation de son action au niveau des régions et des départements).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 6001, 6002) : soutient l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 8013, 8015) : soutient la motion n° 231 de M. Bernard Cazeau tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 5** (Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) (p. 8025, 8026) : devenir du secteur des grossistes-répartiteurs.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) (p. 9230, 9231) : emplois aidés. Précarité. Chiffres du chômage. Maisons de l'emploi. Financement de l'AFPA. Exonérations de cotisations. Défavorable à ce projet de budget. - **Article 57 bis** (Mise en place d'une aide à l'embauche des « extras » dans le secteur de l'hôtellerie, des cafés et restaurants) (p. 9241) : soutient l'amendement n° II-124 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) ; rejeté.

**DEMUYNCK (Christian)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à interdire les propos et actes injurieux contre toutes les religions [n° 280 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4354, 4356) : soutien des Français au texte dans leur immense majorité. Son témoignage d'une pétition en Seine-Saint-Denis signée par un nombre non négligeable de personnes d'origine étrangère. Texte de bon sens, ferme et juste. Approche pragmatique et globale du problème de l'immigration. Nécessité de changer la perception négative des Français appréhendée au travers du prisme de l'immigration "parasitaire". Valorisation d'une immigration choisie enrichissante pour l'immigré et pour la France. Nécessité de lutter contre les abus liés au

regroupement familial et aux mariages mixtes. Question du lien entre immigration et délinquance. Problème de l'intégration non aboutie. Mobilisation indispensable pour lutter contre l'exclusion des jeunes désœuvrés. Atout pour la société française d'une immigration contrôlée et intégrée par l'assimilation des valeurs qui fondent l'identité de la France. Remercie le ministre pour son courage. Au nom des habitants de Seine-Saint-Denis, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5929, 5930) : réforme de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante. Spécificité de la sanction. Association indispensable de la répression et de la prévention. Succès de son expérience mise en place à Neuilly-Plaisance. Rôle du maire dans la mise en oeuvre dans la politique de prévention. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6205, 6208) : ses amendements n° 149 : définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires ; et n° 150 : précision ; retirés. - **Article 37** (art. 10-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 6212) : son amendement n° 152 : définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires ; retiré. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 6218) : son amendement n° 153 : durée de placement dans une institution ou un établissement d'éducation ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7655, 7657).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Ecologie et développement durable

- (2 décembre 2006) (p. 9410, 9411) : place de l'écologie dans le budget de l'Etat. Opportunité des rendez-vous électoraux. Crédit d'impôt pour les équipements du logement. Attractivité insuffisante des transports en commun et du fret ferroviaire et fluvial. Question sur le soutien à la recherche. Travail de l'ADEME. Eco-citoyenneté à l'école. Votera les crédits de la mission.

**DENEUX (Marcel)**  
*sénateur (Somme)*  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**



*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collègues sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à autoriser la création de zones franchises rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5273) : rappel de la présentation en juillet 2004 du plan "Climat". Interrogation sur le renforcement des effectifs de la mission interministérielle de l'effet de serre, MIES. Nécessité de rationaliser les moyens budgétaires affectés à la lutte contre le changement climatique. Interrogation sur l'élaboration d'un document de politique transversale portant sur le climat. (p. 5278) : ressources budgétaires de l'ADEME : insuffisance des dotations prévues par la loi de finances initiale pour 2005 ; recours à deux financements exceptionnels. Interrogation sur la sincérité de la loi de finances initiale. Affectation en 2006 à l'ADEME du produit de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel et du produit de la taxe sur les voitures particulières les plus polluantes. Préoccupation au sujet des budgets de fonctionnement et d'intervention de l'ADEME. Interrogation sur les intentions du Gouvernement s'agissant du financement de cet organisme.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6470, 6473) : avis favorable du groupe UC-UDF à la transposition des directives relatives à l'ouverture des marchés de l'énergie. Favorable aux amendements présentés par la commission des finances visant à doter la Commission de régulation de l'énergie de la personnalité morale et à poser le principe de son indépendance financière. Mise en place d'un tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché ; prise en compte indispensable de l'équilibre économique entre producteurs, fournisseurs et consommateurs. Enjeux politiques majeurs du projet de privatisation de Gaz de France et perspectives de fusion avec Suez. Avantages indiscutables de la fusion en dépit des risques : création des conditions de concurrence déloyale avec EDF et "opérabilité" de GDF. Projet contraire aux engagements pris par le précédent gouvernement. Importance de la maîtrise de l'Etat sur la sécurité d'approvisionnement énergétique.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6651) : votera contre les amendements portant sur le même objet n° 193 et 194 de M. Jean Desessard (désengagement du nucléaire).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6780) : soutient l'amendement n° 57

de M. Jean-Paul Amoudry (application du tarif de cession aux distributeurs non nationalisés) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6809) : son amendement n° 64 : faculté pour le client d'exercer son éligibilité auprès d'un nouveau fournisseur sans en avertir l'ancien ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6890) : soutient l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au tarif de retour des gestionnaires de réseaux de distribution pour l'achat des pertes d'électricité qu'ils subissent sur leur réseau) ; retiré. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6919, 6921) : son amendement n° 70 : application du principe site-personne au consommateur final non domestique ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) (p. 6948) : soutient l'amendement n° 69 de M. Yves Détraigne (modalités du plafonnement de la contribution aux charges de service public de l'électricité) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6951) : son amendement n° 71 : mention de l'option tarifaire dans les contrats conclus par un consommateur final d'électricité non domestique ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6959) : son amendement n° 72 : instauration d'un dispositif d'homologation pour les fournisseurs souhaitant exercer l'activité d'achat pour revente d'électricité auprès de clients domestiques ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6961, 6962) : son amendement n° 73 : possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficier de la CSPE ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7005, 7006) : ses amendements n° 74 : rapport au Parlement sur la possibilité de remettre sous le régime de concession les réseaux de transport de gaz naturel ; et n° 75 : coordination ; retirés.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7079) : son amendement n° 76 : précision relative aux modalités de fonctionnement du dispositif de médiation par décret en Conseil d'Etat ; retiré. - **Article 13 bis** (Application des dispositions de l'art. 13 pour les petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel) (p. 7085) : son amendement n° 77 : application des dispositions du code de la consommation aux petites entreprises et aux professions libérales ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 7089) : intervient sur les amendements identiques n° 181 de M. Claude Saunier et n° 684 de M. Jean Desessard (création d'un Haut conseil de la transition énergétique).

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10193, 10195) : enjeux liés au changement climatique et au réchauffement de la planète. Renforcement du plan "Climat". Aspect primordial de la recherche. Energies alternatives. Energie éolienne. Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique.

**DÉRIOT (Gérard)**  
*sénateur (Allier)*  
*UMP-R*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés jusqu'au 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 5 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2164) : son amendement n° 53 : nouvelle rédaction permettant de distinguer les missions facultatives dont bénéficie l'ensemble des collectivités affiliées ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail. - **Discussion générale** (p. 7980, 7982) : situation de la branche accidents du travail-maladies professionnelles. Interprétation des statistiques. Transferts à la charge de la branche. Convention d'objectifs et de gestion. Mission amiante.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 5** (*Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 8027) : soutient l'amendement n° 100 de M. Dominique Leclerc (report de la taxe sur l'exercice 2007) ; retiré. (p. 8028) : soutient l'amendement de M. Dominique Leclerc n° 114 (diminution du taux de la taxe appliquée au chiffre d'affaires de 2006) ; retiré puis repris par M. Nicolas About et adopté.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 12** (*art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - Elargissement du champ de*

*l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8113) : soutient l'amendement n° 105 de M. Dominique Leclerc (extension de la dispense de condition d'activité exclusive exigée pour l'obtention de l'agrément) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 19** (*art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8154) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission (garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie).

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 32 ou après l'article 34** (p. 8182) : soutient l'amendement n° 102 de M. Dominique Leclerc (interdiction du cumul entre les fonctions de pharmacien ou de vétérinaire et celles de directeur de laboratoire) ; retiré. - **Article 33** (*art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé*) (p. 8196) : intervient sur l'amendement n° 242 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs). Souhait d'une discussion avec les présidents des conseils généraux pour fixer le "reste à vivre". - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8202) : soutient l'amendement n° 103 de M. Dominique Leclerc (reconduction du fonctionnement actuel des formations disciplinaires des sections des assurances sociales constituées auprès des conseils de l'ordre jusqu'à la nomination des nouveaux magistrats) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 35 ou avant l'article 36** (p. 8235, 8236) : son amendement n° 206 : attribution de la responsabilité de la commercialisation d'une spécialité générique au titre du droit de propriété intellectuelle aux seuls laboratoires pharmaceutiques ; retiré. - **Article 41 (priorité)** (*art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8275) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats"). - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8281) : son amendement n° 207 : prise en compte des pharmaciens d'officine dans le champ d'application de l'accord-cadre intervenant entre l'ensemble des professionnels de santé en milieu libéral et l'assurance maladie ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8283) : soutient les amendements de M. Dominique Leclerc n° 101 (modalités d'attribution par le pharmacien de médicaments nécessaires à la continuité du traitement des patients atteints de maladies chroniques) ; et n° 104 (encadrement de la dispense par les pharmaciens de médicaments aux patients atteints de maladies chroniques) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 44** (*Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8329) : intervient sur l'amendement n° 253 de M. Bernard Cazeau (extension du dispositif aux amortissements des investissements immobiliers). - **Article 45** (*art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin*

*coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents*) (p. 8333) : défavorable aux amendements identiques n° 214 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 258 de M. Bernard Cazeau et n° 298 de M. Guy Fischer (extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 257 de M. Bernard Cazeau (mise en place d'un processus de concertation préalable à l'élaboration de la convention type prévue par l'article). - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 8344, 8345) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007). - **Demande de priorité** (p. 8364) : demande l'examen par priorité de l'article 70 quater, après l'article 53 bis ; priorité ordonnée. - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8390, 8391) : sur les amendements de M. Claude Domeizel, s'oppose au n° 228 (précision de la date de départ à la retraite des parents ayant élevé trois enfants après quinze ans de service dans la fonction publique) et émet un avis de sagesse pour le n° 229 (neutralisation pour la CNRACL du transfert des fonctionnaires d'Etat). - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8392, 8393) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 364 de Mme Michelle Demessine (application, à compter du 1er juillet 2006, des taux majorés aux rentes d'ayants droit de victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle quelle que soit la date de l'accident). - **Article additionnel avant l'article 60 ou après l'article 61** (p. 8394) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 139 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 360 de Mme Michelle Demessine (exonération des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles du versement forfaitaire d'un euro par acte). - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8396) : s'oppose aux amendements identiques n° 140 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 350 de Mme Michelle Demessine (point de départ des prestations accidents du travail-maladies professionnelles), ainsi qu'à l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité de recours en appel pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle contre une décision fixant un taux d'incapacité inférieur à 10 %). (p. 8398, 8402) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 336 (redéfinition du fonds de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 337 (exclusion des cotisations sociales accidents du travail - maladies professionnelles des dispositifs d'exonération), n° 338 (subordination du bénéfice des allègements de cotisations sociales au respect par l'employeur de ses obligations en matière d'hygiène et de santé au travail), n° 339 (recours systématique aux majorations de cotisations en raison du nombre d'accidents et de maladies professionnelles survenus dans l'entreprise ou en cas de non-déclaration de celles-ci), n° 340 (répartition de la prise en charge du coût de l'accident et de la maladie professionnelle entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice) et n° 341 (composition de la Commission nationale des accidents du travail et des maladies professionnelles). (p. 8403, 8410) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 342 (réalisation par le chef d'entreprise d'un livret d'information des salariés sur les risques, les droits et les procédures en matière de santé au travail), portant sur le même objet n° 343 à n° 346 (renforcement de l'existence et des compétences des CHSCT

dans les entreprises quel qu'en soit l'effectif), portant sur le même objet n° 347 à n° 349 (création d'un volet dédié à la santé au travail au sein du dossier médical personnel), n° 351 (suppression de tout seuil d'incapacité permanente conditionnant la reconnaissance des maladies d'origine professionnelle), n° 352 (instauration d'une "cotisation-sanction" en cas de comportement malhonnête de l'employeur), n° 361 (finalité des missions du médecin du travail), n° 362 (prise en charge des frais médicaux et paramédicaux des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en sus des tarifs de responsabilité) et n° 363 (garantie aux victimes d'accident du travail d'une indemnité journalière égale au salaire net journalier perçu). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8412, 8416) : ses amendements n° 57 : augmentation progressive de la part de l'Etat dans le financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA, pour atteindre 30 % en 2010 ; et n° 58 : augmentation du plafond de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 358 de Mme Michelle Demessine (déplafonnement de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). (p. 8417, 8422) : s'oppose aux amendements, portant respectivement sur le même objet, de M. Jean-Pierre Godefroy n° 142 et n° 144 et de Mme Michelle Demessine n° 353 (prise en compte de toutes les années de travail ouvrant des droits à l'ACAATA quel que soit le régime de couverture sociale du travailleur ayant été en contact avec l'amiante) et n° 355 (précision selon laquelle la liste des établissements donnant accès au FCAATA n'est qu'indicative). Accepte l'amendement n° 163 de M. Jacques Pelletier (précision par décret de la nature des activités concernées et du caractère significatif de ces activités pour l'indemnisation des victimes de l'amiante). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Godefroy (élargissement du versement du capital décès aux ayants droit des bénéficiaires d'une ACAATA). S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 354 (élargissement du bénéfice de l'ACAATA aux salariés ayant manipulé, traité ou inhalé de l'amiante), n° 356 (obligation de motiver les décisions de refus d'inscription d'un établissement sur les listes donnant accès au FCAATA) et n° 357 (alignement du montant de l'ACAATA sur celui du SMIC) ainsi qu'à l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Godefroy (prescription trentenaire des demandes d'indemnisation portées devant le FIVA). - **Article 61** (*Montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 8424) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 146 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 359 de Mme Michelle Demessine (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à la branche maladie). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8444, 8446) : sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (adaptation du cadre législatif pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP), son sous-amendement n° 440 : coordination ; adopté. Son amendement n° 125 : possibilité pour les conseils d'administration des caisses regroupées de mutualité sociale agricole de créer des comités départementaux ; adopté après modification par son sous-amendement n° 208 déposé à titre personnel, identique au sous-amendement n° 425 de la commission. Sur son amendement précité n° 125, son sous-amendement n° 208 : composition des caisses pluridépartementales ; adopté.

**DESESSARD (Jean)**  
*sénateur (Paris)*  
 SOC-R

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion de l'administration préfectorale suite à la circulaire du 13 juin 2006 [n° 106 (2006-2007)] (11 décembre 2006) - **Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-2006)] - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 231, 233) : réforme défavorable aux travailleurs précaires. Absence de réelle simplification. Niveau insuffisant du RMI. Modèle danois. Culpabilisation injuste des chômeurs. Volonté de garantir un revenu minimum supérieur au seuil de pauvreté. - **Titre Ier (avant l'article 1er)** (p. 244, 245) : son amendement n° 98 : modification de l'intitulé ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** : ses amendements n° 100 : insertion obligatoire d'actions de formation et de mesures d'accompagnement professionnel dans les conventions ouvrant droit aux contrats initiative-emploi ; et n° 99 : rétablissement d'un nombre maximal de renouvellements des contrats initiative emploi à durée déterminée ; rejetés. (p. 246) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Bernard Cazeau (abrogation de l'ordonnance relative au contrat nouvelles embauches). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 249) : intervient sur les amendements analogues n° 39 de M. Bernard Cazeau et n° 84 de M. Roland Muzeau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales). Retard de la compensation par l'Etat des dépenses nouvelles mises à la charge des départements. - **Article 1er (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi)** (p. 251, 252) : son amendement n° 101 : élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 263, 264) : son amendement n° 102 : individualisation du droit au RMI ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 281) : ses amendements n° 106 : instauration d'un droit inconditionnel à un revenu social minimum ; retiré ; et n° 105 : rehaussement des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté défini par l'INSEE ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) (p. 293, 294) : ses amendements n° 107 : bénéfice du revenu minimum d'insertion, RMI, pour les jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans ; n° 103 :

attribution du RMI aux stagiaires ; et n° 104 : suppression de la condition à prendre en compte pour la détermination du montant du revenu minimum d'insertion de certains enfants étrangers ; irrecevables (article 40 de la Constitution). - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - *Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion*) (p. 297) : favorable aux amendements identiques n° 51 de M. Bernard Cazeau et n° 75 de M. Roland Muzeau (suppression du I bis de l'article prévoyant une information du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir), ainsi qu'à l'amendement n° 52 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fin du paragraphe I bis de l'article 10 prévoyant la mise en oeuvre de sanctions par les présidents de conseils généraux). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 344) : défavorable à l'amendement n° 96 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance, à titre expérimental, un nouveau dispositif d'aide au reclassement des salariés licenciés pour motif économique des entreprises de moins de 1000 salariés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 348) : difficulté d'application des dispositifs. Les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 409, 410) : timidité écologique du texte en dépit des déclarations d'intention. Baisse des crédits du programme "Gestion des milieux et de la biodiversité". Désengagement de l'Etat au profit des collectivités locales. Crainte de disparités inquiétantes dans la gestion des parcs et de risques de mitage de la zone périphérique. Nécessité de préserver le concept de parc national, s'opposant à l'introduction d'exceptions locales. Inquiétude quant à l'apparition d'intérêts économiques et de lobbies. Absence de volonté scientifique pour une politique innovante de préservation de la biodiversité. Attitude dubitative des sénateurs Verts sur ce texte très administratif et peu ambitieux. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - *Charte du parc national*) (p. 421) : son amendement n° 150 : exclusion des personnes morales de droit privé des contrats signés avec l'établissement public pour la mise en oeuvre des orientations de la charte ; devenu sans objet. (p. 423, 424) : vote contre l'amendement n° 10 de la commission (clarification des règles de retrait possible des collectivités territoriales de l'aire d'adhésion). Défavorable à l'amendement n° 57 de M. Jacques Blanc (prise en compte des spécificités des territoires du coeur de parc et de la zone d'adhésion dans les documents de planification de l'action de l'Etat et les programmations financières). - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés*) (p. 426) : son amendement n° 154 : avis conforme du conseil scientifique pour les travaux concernant le coeur du parc ; rejeté. (p. 427, 431) : ses amendements n° 155 : renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc ; et n° 156 : limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure des zones du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte ; rejetés. Défavorable à la libre adhésion des communes à la charte d'un parc national. Crainte d'effets pervers induits de l'attrait de ces parcs pour certaines communes. - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - *Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national*) (p. 436) : intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (nomination du directeur de l'établissement public par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature sur la base d'une liste de trois noms arrêtée par un comité de sélection paritaire présidé par le président du conseil d'administration et soumise pour avis audit conseil). Favorable à la nomination du directeur de l'établissement public par le ministre. - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - *Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes*) (p. 445) : votera contre l'amendement n° 26 de la commission (limitation dans les DOM des obligations de compatibilité et d'avis conforme au seul coeur du parc national) et s'abstiendra sur le sous-amendement n° 130 de Mme Évelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc

national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier) s'y rapportant. - **Article 10 quater** (art. L. 331-15-1 à L. 331-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parc amazonien en Guyane*) (p. 452) : intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (suppression des dispositions portant obligation de compatibilité de la charte du parc national avec le schéma d'aménagement régional et leur mise en révision simultanée). Problème de compatibilité avec le dispositif adopté à l'article 9 et le sous-amendement n° 130 de Mme Évelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier).

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parcs naturels marins*) (p. 476) : son amendement n° 164 : extension des compétences des agents des parcs aux infractions commises en matière de protection de la nature ; retiré. - **Article 14** (*Dispositions diverses*) (p. 484, 485) : ses amendements n° 167 : extension aux réserves naturelles de la protection prévue par le code minier en cas de travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine ; adopté ; n° 168 : rétablissement de la protection sur l'ensemble du parc ; et n° 169 : rétablissement de la possibilité d'instaurer des réserves intégrales sur l'ensemble du parc ; rejetés. (p. 486, 487) : ses amendements n° 170 : rétablissement de la possibilité de suspendre le permis de chasser ou l'autorisation de chasser sur l'ensemble du parc ; et n° 163 : élargissement aux réserves naturelles de la suspension du permis de chasser en cas d'infraction à la réglementation de la chasse à l'intérieur des espaces protégés ; rejetés. (p. 488) : son amendement n° 171 : extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 492) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels marins de recruter une partie de leur personnel sur la base d'une validation des acquis professionnels et sur une connaissance du milieu). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 499, 500) : actualisation de la loi de 1960. Absence de prospective dans ce texte. Renforcement de l'intérêt touristique des parcs nationaux et perte d'identité des communes. Risque de création de zones touristiques commerciales à la périphérie des parcs. Nécessité pour l'Etat de maintenir les parcs nationaux et de refuser les parcs régionaux. Ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 773, 774) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression) ; rejeté. Refus de la marchandisation des loisirs. (p. 779) : refus du désengagement de l'Etat laissant les communes sans ressources suffisantes. Intervient sur les amendements n° 26 de la commission (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel), n° 43 de M. Thierry Repentin (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel) et n° 36 de M. Jean-Claude Carle (précision de l'accès libre et gratuit au milieu naturel sur tout site nordique en dehors des itinéraires soumis à redevance d'accès).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 938, 939) : attaque du droit du travail. Accentuation de la précarisation. Retour à la toute puissance de l'employeur. Exemple de mesures positives en matière de traitement du chômage. Rappel du plus fort taux de productivité détenu par la France en Europe. Défense d'un projet de société solidaire. Choix de la droite du néolibéralisme conduisant à la paupérisation du peuple.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1288) : votera le sous-amendement de Mme Valérie Létard n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction

publique ou du SMIC) sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité). Problématique des stages. Emplois déguisés et non pas périodes de formation. - **Article 3 quater** (*Rémunération des stages en entreprise*) (p. 1290, 1291) : nécessité de lutter contre les abus de détournement de la vocation du stage. Proposera un statut de stagiaire salarié, à l'instar du SPD en Allemagne. - **Article 3 sexies** (*art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue*) (p. 1300) : question au président de la commission des lois saisie pour avis sur la forme de la rédaction de l'article 3 sexies. - **Article 4 bis** (*art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1309) : intervient sur l'amendement n° 685 de M. Roland Muzeau (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1717, 1718) : intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge). Mise en cause du système capitaliste et de ses dérivés.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2386, 2387) : critique d'un texte promouvant des cultures à risque en plein champ au seul bénéfice économique de certaines entreprises. Refus des OGM par 74 % des Français, ainsi que par les agriculteurs et les élus. Acquiescement de faucheurs volontaires par les tribunaux. Dissémination inévitable des pollens. Impossibilité de conserver une agriculture traditionnelle. Absence de transparence de l'information. Nécessité d'une mise en oeuvre effective du principe de précaution. Souhait d'un moratoire pour la culture d'OGM en plein champ et pour leur commercialisation. Favorable à un référendum sur la question. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2393, 2394) : sa motion n° 208 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Non-respect du principe de précaution inscrit dans la Constitution. Controverses scientifiques semant le doute sur les effets des OGM pour la santé et l'environnement. Propose un moratoire de cinq ans sur toute opération de dissémination volontaire, sur les essais en plein champ et sur la commercialisation d'OGM. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2397, 2398) : sa motion n° 209 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Indigence du rapport de la commission. Absence d'audition du ministre de la recherche. Insuffisance des tests proposés dans le texte pour mesurer les effets à long terme de la dissémination des OGM. Acharnement incompréhensible à imposer les OGM en dépit de l'opposition de la population. S'opposera à ce projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2401) : son amendement n° 145 : instauration d'un moratoire de cinq ans pour l'autorisation de dissémination volontaire ou de mise sur le marché d'OGM ; rejeté. - **Article 1er** (*art. L. 531-1 du code de l'environnement - Définition des organismes génétiquement modifiés*) (p. 2402, 2404) : ses amendements n° 146 : droit à l'information du public sur les effets potentiels de la dissémination d'OGM pour la santé publique ou l'environnement ; retiré ; et n° 147 : mise en conformité de la définition des OGM et des techniques de modification génétique avec les définitions données par la directive 2001/18/CE ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 531-2 du code de l'environnement - Exclusion des techniques « naturelles » du champ de la réglementation spécifique aux OGM*) (p. 2406) : son amendement n° 148 : mise en conformité du projet de loi avec les prescriptions de la directive 2001/18/CE concernant les types de techniques qui n'entraînent pas de modification génétique ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2408, 2412) : ses amendements n° 149 : extension des compétences du Conseil des biotechnologies à la surveillance et à l'analyse des conséquences sociales, économiques, sanitaires et environnementales liées à la dissémination volontaire ; et n° 151 : définition de

l'environnement comme étant un ensemble d'écosystèmes agricoles ou naturels ; devenus sans objet. (p. 2413, 2417) : son amendement n° 150 : garantie du fonctionnement pluraliste et indépendant du Haut conseil, placé sous la présidence conjointe des ministres de l'agriculture, de la santé et de l'environnement ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2423, 2424) : son amendement n° 152 : organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale et encadrement réglementaire des partenariats public-privé ; rejeté. S'interroge sur les explications du ministre et du rapporteur pour justifier le rejet de son amendement n° 152 précité. (p. 2425) : son amendement n° 153 : interdiction de la transgénèse sur les animaux à finalité commerciale et respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en laboratoire ; rejeté. (p. 2429) : s'abstient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental). Opposition de 74 % des Français aux OGM pour des raisons de choix de société et non pas par manque de pédagogie.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 16** (*art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées*) (p. 2539, 2540) : ses amendements n° 173 : rôle de l'autorité administrative dans la surveillance des OGM et publicité des résultats ; n° 174 : information immédiate de l'autorité administrative en cas de modification des conditions de dissémination ; rejetés. Son amendement n° 175 : information immédiate de l'autorité administrative sur les mesures destinées à protéger la santé publique et l'environnement ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2542) : son amendement n° 176 : interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2551) : favorable à l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Article 20** (*art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2556, 2557) : son amendement n° 179 : régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2559, 2560) : ses amendements n° 180 : création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM ; et n° 181 : caractère public du registre d'information sur les cultures d'OGM ; rejetés. - **Article 21** (*art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM*) (p. 2564) : son amendement n° 195 : extension à toute la chaîne de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM ; rejeté. (p. 2565, 2566) : ses amendements n° 185 : traçabilité des animaux nourris aux OGM ; et n° 182 : consultation du Haut conseil des biotechnologies pour définir les conditions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM ; rejetés. (p. 2567, 2569) : ses amendements n° 183 : missions des agents chargés de contrôler l'application des mesures de coexistence ; n° 190 : dispositif de contrôle des prescriptions ; n° 184 : instauration d'un régime de la faute présumée ; et n° 191 : suppression de la condition d'annualité de l'indemnisation ; rejetés. (p. 2573) : son amendement n° 186 : système d'indemnisation garanti par un mécanisme assurantiel et le versement d'une taxe ; rejeté. (p. 2574, 2575) : ses amendements n° 194 : mode de financement du fond national d'indemnisation ; et n° 187 : cohérence ; rejetés. (p. 2575, 2576) : son amendement n° 192 : suppression de la limitation du montant de la taxe ; rejeté. (p. 2577) : son amendement n° 193 : suppression de la possibilité pour le fonds d'indemnisation d'être abondé par des contributions versées par des organismes professionnels et interprofessionnels ; rejeté. (p. 2578) : ses amendements n° 189 : suppression de la possibilité de mettre en cause la responsabilité d'un exploitant agricole pour la contamination de ses champs par ceux d'un voisin ; et n° 188 : harmonisation ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2581) : favorable à l'amendement n° 67 de M. Dominique Mortemousque (impossibilité pour les semences et plants végétaux non reproductibles de bénéficier du certificat d'obtention végétale). - **Article 25** (*Interdiction des marqueurs*

*antibiotiques pour les essais d'OGM*) (p. 2583) : son amendement n° 196 : date d'interdiction de dissémination d'OGM contenant des gènes de résistance aux antibiotiques ; rejeté. - **Seconde délibération - Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et de génie biomoléculaire*) (p. 2586) : s'abstient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (rôle du Haut conseil de biotechnologies). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2588, 2589) : absence de débat national sur l'expérimentation en plein champ et la commercialisation des OGM. Conséquences néfastes pour la santé et l'environnement. Absence de coexistence possible avec les autres cultures. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2778, 2779) : aggravation de la médiocrité du texte après le débat à l'Assemblée nationale. Crise du logement locatif, et particulièrement du logement social. Démantèlement à l'Assemblée nationale de l'article 55 de la loi SRU. Absence de mesure en faveur des logements écologiques. Favorable à une écologie sociale pour résoudre la crise du logement et la crise écologique.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2814, 2815) : son amendement n° 457 : attribution au maire d'un pouvoir de réquisition ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2830) : reprend l'amendement de M. Jean-Marc Juilhard, retiré par son auteur, n° 505 : possibilité pour le maire de développer le recours à l'énergie solaire ; rejeté. - **Article 5 bis B (priorité)** (*art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès social à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2843, 2844) : son amendement n° 466 : suppression des alinéas remettant en cause l'objectif de 20 % de logements sociaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (*art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols*) (p. 2963) : son amendement n° 459 : obligation des communes dotées d'un PLU en matière de réalisation de logements locatifs sociaux ; rejeté. (p. 2966) : ses amendements n° 458 : affectation au logement locatif social, dans les communes ayant de grands besoins en logements, d'un minimum de 25 % de la surface hors oeuvre nette destinée à l'habitation ; et n° 460 : détermination par les collectivités territoriales des emplacements réservés au logement social ; rejetés. (p. 2968) : intervient sur son amendement précité n° 460. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2985, 2987) : ses amendements n° 461 : partage équitable de la plus-value créée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale ; retiré ; n° 462 : promotion des constructions respectant des normes environnementales exigeantes en faisant des économies d'énergie ; rejeté ; et n° 463 : prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes ; adopté. (p. 2988) : contradiction entre le motif d'inconstitutionnalité des amendements et la demande du Gouvernement, lors de la première lecture, d'approfondir leur rédaction. (p. 2989, 2990) : son amendement n° 464 : intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique" ; rejeté. (p. 2990) : importance du respect de l'environnement.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 7 sexies** (p. 3129, 3131) : son amendement n° 476 : référendum local préalable à tout programme de démolition-reconstruction ; rejeté.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3282, 3283) : heureux de la victoire de la mobilisation contre le CPE à défaut du retrait de la loi pour

l'égalité des chances demandé par la plupart des porte-paroles des manifestants. Ses propositions pour lutter vraiment contre la précarité et le chômage. Partisan d'une discussion sur la flexibilité et la sécurité. Inaction du Gouvernement face au chômage des jeunes. Remplacement du CPE par une mesure cosmétique. Augmentation des aides aux entreprises sans tenir compte du niveau de qualification des jeunes. Opposé aux mesures catégorielles.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (2 mai 2006) - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 3362) : son amendement n° 469 : abrogation de l'article 60 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sur la gestion du contingent préfectoral de réservation des logements sociaux ; rejeté. - **Article 10** (*art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 3386) : son amendement n° 472 : progressivité du loyer de solidarité ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3418) : son amendement n° 473 : doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants ; rejeté. (p. 3425, 3426) : volonté de développer les énergies renouvelables. Rôle de la fiscalité. Favorable à l'application du taux réduit de TVA au chauffage produit à partir d'énergies renouvelables. (p. 3428) : insuffisance de la portée de l'amendement n° 113 de la commission (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse). Sur celui-ci, favorable au sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 23** : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3475, 3477) : son amendement n° 477 : lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur ; retiré. Soutient l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra") ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3482, 3483) : absence de réponse aux urgences dans le domaine du logement. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 23** : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3475, 3477) : son amendement n° 477 : lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur ; retiré. Soutient l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra") ; retiré. (p. 3482, 3483) : absence de réponse aux urgences dans le domaine du logement. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 7** (*art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4511) : soutient l'amendement n° 484 de Mme Alima Boumediene-Thiery (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation temporaire de travail dans la limite d'un temps partiel annualisé et d'un temps plein pendant les vacances scolaires) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5281) : marginalisation du ministère de l'écologie et du développement durable. Diminution des crédits de l'ADEME en 2005. Interrogation sur les priorités de l'ADEME et sur les programmes sacrifiés. (p. 5282) : absence d'une véritable

politique de l'écologie. Conséquence des faiblesses des capacités de trésorerie de l'ADEME sur les actions engagées.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5537, 5538) : les Verts ne voteront pas ce projet de loi. Texte insuffisant malgré des améliorations techniques et administratives. Logique productiviste de l'agriculture. Nécessité de faire apparaître le coût écologique de la production. Opposé au laxisme face à l'irrigation à outrance. Proposition d'amendement visant à limiter la partie fixe de la facture d'eau. Favorable à une tarification progressive. Risque de spéculation en cas de distribution d'eau confiée au secteur privé. Exemple de Neufchâteau. Texte ne permettant pas de résoudre le problème en profondeur. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5548) : son amendement n° 450 : institution d'un service minimal garanti gratuit en matière d'eau ; rejeté. (p. 5551) : proposition des Verts visant à instaurer un revenu citoyen universel.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5689, 5690) : son amendement n° 448 : procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par le délégataire ; rejeté. (p. 5691, 5692) : son amendement n° 446 : rétablissement de l'autorisation pour les collectivités de subventionner les régies ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5695, 5697) : ses amendements n° 449 : limitation de la durée du contrat pour une même commune ; et n° 447 : consultation du conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau ; rejetés. (p. 5698) : son amendement n° 445 : élargissement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux ; retiré. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5703, 5705) : ses amendements n° 451 : interdiction des cautions simples, des avances sur consommation et des frais d'accès au service ; devenu sans objet ; et n° 455 : instauration d'une tarification sociale de l'eau ; rejeté. (p. 5706, 5707) : favorable à l'amendement n° 359 de M. Paul Raoult (plafonnement de la partie fixe de la facture d'eau) portant sur le même objet que son amendement n° 452 ; retiré. (p. 5709) : ses amendements n° 453 : suppression de la disposition autorisant de façon exceptionnelle la tarification forfaitaire de l'eau ; retiré ; et n° 454 : suppression de toute référence à la tarification dégressive ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5714) : son amendement n° 456 : amélioration de la transparence financière des délégations de service public en matière d'eau et d'assainissement ; retiré. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5733) : intervient sur l'amendement n° 202 de M. Charles Revet (création et développement de syndicats départementaux ou interdépartementaux chargés de l'ensemble de la politique de l'eau). - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 5750, 5751) : intervient sur l'amendement n° 371 de M. Paul Raoult (modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin). (p. 5752) : son amendement n° 457 : parité hommes-femmes à la présidence des comités de bassin ; rejeté. (p. 5753) : intervient sur l'amendement n° 373 de M. Paul Raoult (élection du président du comité de bassin au sein du collège des représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics). Son amendement n° 467 : possibilité pour les représentants du deuxième collège de commander des études indépendantes sur les activités des agences de l'eau ; rejeté. (p. 5755) : favorable à l'amendement n° 376 de M. Paul Raoult (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau). (p. 5758) : son amendement n° 466 : utilisation des produits des écotaxes pour financer la reconversion écologique de l'agriculture ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 5777, 5778) : combat des éleveurs bretons de Saint-Brieuc pour une agriculture durable ou biologique. Etablissement nécessaire d'une écoconditionnalité des aides et des taxes pour préserver la ressource aquatique. Opposition des agriculteurs des Côtes-d'Armor à l'application française de la nouvelle PAC. Risque à terme d'une perte d'identité des agriculteurs. (p. 5783) : son amendement n° 464 : relèvement des redevances des pollutions industrielles pour les éléments les plus toxiques ; rejeté. (p. 5786) : son amendement n° 462 : augmentation de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages sur les nitrates ; rejeté. (p. 5788) : son amendement n° 463 : diminution du seuil de perception de la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages ; devenu sans objet. (p. 5797) : son amendement n° 458 : suppression de la dégressivité du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte en fonction des tranches de consommation ; rejeté. (p. 5798) : son amendement n° 459 : extension de la redevance pour pollutions diffuses à toutes les personnes mettant sur le marché des produits phytosanitaires destinés aux agriculteurs et au grand public et élargissement aux biocides ; rejeté. (p. 5803) : son amendement n° 461 : encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits phytosanitaires ; rejeté. (p. 5805) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. François Marc (relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement). Clivage gauche-droite sur les problèmes écologiques. (p. 5812, 5813) : son amendement n° 468 : création d'une redevance sur les pollutions diffuses azotées ; rejeté. Rapport de M. Gérard Miquel. (p. 5815) : son amendement n° 465 : encadrement et relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ; rejeté. (p. 5816) : interrogation sur les intérêts financiers et économiques qui se cachent derrière l'amendement n° 103 de la commission (modalités d'assujettissement à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau des installations restituant au moins 99 % de l'eau prélevée). (p. 5817) : son amendement n° 460 : réduction du dénivelé rendant éligible l'ouvrage à la redevance pour obstacle ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 37** (p. 5819) : son amendement n° 469 : institution d'une taxe sur les ventes d'eau en bouteille ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 5838, 5839) : demande de précisions sur l'amendement n° 513 du Gouvernement (maintien des dispositifs actuels de prévoyance et de retraite complémentaire des personnels des agences de l'eau à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5847) : qualité de ce débat. Remerciements. Volonté consensuelle d'améliorer les ressources naturelles. Insuffisance de ce texte en matière de taxation fiscale. Souhait d'une vision internationale de l'agriculture. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6048, 6049) : ambiguïté du texte. Déjudiciarisation de la prévention. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 6066, 6067) : s'interroge sur l'efficacité d'un fichier supplémentaire pour aider les "enfants en souffrance". Nouvelle stigmatisation. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 200 de Mme Éliane Assassi (suppression) déposé pour le groupe CRC. - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - *Etudes de sécurité publique*) (p. 6078) : votera la suppression de l'article 10. - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés*) (p. 6080) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé



publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes depositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 6170, 6177) : intervient au nom de Mme Alima Boumediene-Thiery. Aggravation inacceptable des peines encourues par certains usagers de stupéfiants. Recours contre-productif à l'emprisonnement. Dispositions inconstitutionnelles. Soutient l'amendement n° 166 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation des dispositions sanctionnant l'usage de stupéfiants et la provocation à l'usage de stupéfiants) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6495, 6496) : épuisement des énergies fossiles et instabilité des zones de production. Ouverture à la concurrence du marché de l'énergie acceptée par le Gouvernement et voulue par le patronat et les lobbies. Privatisation de GDF et projet de fusion avec Suez au seul profit des actionnaires. Engagement possible d'un plan alternatif : rôle de l'Europe dans l'extension des services publics nationaux à l'ensemble des pays, la recherche d'énergies renouvelables, la régulation du marché de l'économie, la garantie de l'indépendance énergétique et de l'équilibre mondial de la répartition des ressources. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi. Abandon de la responsabilité du politique confiée aux seuls capitaux privés.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6599) : son amendement n° 589 : établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF ; rejeté. (p. 6601, 6603) : son amendement n° 390 : impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base ; rejeté. (p. 6617, 6623) : ses amendements n° 596 : rapport au Parlement sur les conséquences du changement de statut de GDF ; n° 597 : cohérence ; n° 598 : garantie de la pérennité du service public par la puissance publique ; n° 599 : principes fondateurs du service public de l'énergie ; n° 600 : respect du principe d'égalité par le système de tarification ; et n° 601 : principes encadrant les tarifs du service public de l'énergie ; rejetés. (p. 6630, 6656) : ses amendements n° 604 : principes fondamentaux du service public de l'énergie ; n° 607 : consultation des syndicats d'EDF et de GDF, ainsi que du Parlement, sur les projets de contrat ; n° 605 : cohérence ; n° 608 : application du principe de subsidiarité à la définition des obligations de service public ; n° 609 : concertation préalable à l'évolution du service public de l'énergie ; n° 610 : rapport au Parlement relatif aux ruptures de fourniture d'électricité ; n° 188 : objectif de consommation annuelle de biogaz ; n° 189 : objectif de réduction annuelle de consommation d'énergie finale ; n° 190 : objectif de réduction annuelle de consommation de combustibles fossiles ; n° 587 : ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général ; n° 588 : rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt général et, portant sur le même objet, n° 193 et 194 : désengagement du nucléaire ; rejetés. Ses amendements n° 606 : évaluation annuelle des contrats d'EDF et de GDF ; et n° 191 : objectif de réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre ; retirés.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6767) : son amendement n° 611 : suppression des dispositions relatives à la libéralisation du secteur énergétique pour les particuliers ; rejeté. (p. 6771, 6772) : ses amendements n° 612 : maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité pour tous les consommateurs n'ayant pas choisi de quitter le tarif régulé ; et n° 613 : maintien des tarifs régulés ; retirés. (p. 6779) : les sénateurs Verts voteront les amendements de M. Yves Coquelle n° 264 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité), n° 265 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une indemnisation servie par l'assurance chômage), n° 266 (extension de la

tarification "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail spécifique aux plus de 57 ans), n° 271 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un CNE) et n° 527 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes dont la rémunération est inférieure ou égale au SMIC). (p. 6780) : son amendement n° 192 : possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficier de la contribution au service public de l'électricité, CSPE ; examen reporté après l'article 5 bis.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6835) : ses amendements n° 701 : interdiction de nommer les membres de la CRE âgés de plus de soixante-cinq ans ; et n° 702 : exercice à plein temps des fonctions des membres de la CRE ; retirés. - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Missions de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6838) : son amendement n° 758 : suppression ; rejeté. - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 6844, 6846) : son amendement n° 706 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6945) : son amendement n° 636 : définition des tarifs réglementés de vente d'électricité ; rejeté. (p. 6951) : favorable à l'amendement n° 523 de M. Yves Coquelle (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6952, 6957) : ses amendements n° 637 : situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005 ; rejeté ; et n° 638 : instauration d'une tarification "ligne directe" ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6962, 6964) : son amendement n° 192 : possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficier de la contribution au service public de l'électricité, CSPE ; retiré au profit des amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux. (p. 6966, 6967) : défavorable à l'amendement n° 59 de M. Dominique Mortemousque (dispositif tendant à permettre l'utilisation de cogénérateurs pour l'alimentation du réseau électrique local de certains sites industriels ruraux). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6968) : ses amendements n° 639 : gestion obligatoire d'un réseau de distribution d'électricité par un établissement public à caractère industriel et commercial ; et n° 640 : gestion obligatoire d'un réseau de distribution de gaz naturel par des entreprises ou des organismes publics ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7044) : son amendement n° 650 : prise en compte des charges des gestionnaires de réseau pour la fixation des tarifs d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité ; rejeté. Son amendement n° 651 : intégration, dans les obligations de service public des entreprises ayant une activité dans le domaine de l'énergie, de mesures d'économie d'énergie ; adopté. - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7046) : son amendement n° 717 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7048) : son amendement n° 658 : contrôle de l'obligation de renouvellement du réseau d'électricité par l'autorité organisatrice de la distribution ; retiré. (p. 7050) : son amendement n° 656 : incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité ; adopté. (p. 7052) : son amendement n° 657 : regroupement des syndicats à l'échelle départementale dans les départements où la coopération intercommunale en matière d'énergie est organisée autour de syndicats mixtes ; adopté. (p. 7054) : son amendement n° 653 : rétablissement de l'application du dispositif de solidarité des

impayés sur toute l'année ; rejeté. (p. 7055) : son amendement n° 654 : suspension de toute procédure visant à la cessation de la fourniture d'énergie en cas de saisine du fonds de solidarité pour le logement ; rejeté. (p. 7056) : son amendement n° 655 : rapport au Parlement sur l'application du statut des industries électriques et gazières à l'ensemble du personnel de la filière ; rejeté. (p. 7057) : son amendement n° 659 : prise en compte, dans le tarif d'utilisation des réseaux, d'une partie des coûts des extensions des réseaux publics réalisées par les syndicats d'électricité ; retiré. Son amendement n° 660 : aide financière de la commune et des collectivités participant au financement des opérations d'investissement au gestionnaire du réseau de distribution ; adopté. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7069) : ses amendements n° 673 : obligation pour les opérateurs d'électricité d'informer les consommateurs sur l'évolution des prix ; et n° 677 : maintien de la réversibilité du renoncement au tarif régulé ; rejetés. (p. 7070) : son amendement n° 678 : cohérence ; rejeté. (p. 7071) : ses amendements n° 674 : définition de l'interruption volontaire de fourniture ; et n° 680 : information des consommateurs sur les conditions d'accès à la tarification spéciale et des mesures destinées à éviter des interruptions de fourniture en cas d'impayé ; rejetés. (p. 7074) : son amendement n° 675 : impossibilité de mettre certains frais à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur ; devenu sans objet. Son amendement n° 676 : suppression des pénalités à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur ; rejeté. Son amendement n° 679 : date d'effet d'une modification contractuelle souhaitée par le fournisseur ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 7087, 7088) : ses amendements n° 681 : information des consommateurs par les autorités concédantes ; et n° 682 : moyens affectés à l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 7089) : son amendement n° 684 : création d'un Haut conseil de la transition énergétique ; rejeté. (p. 7090) : son amendement n° 685 : débat annuel sur la politique énergétique ; rejeté. - **Article 14** (Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5) : son amendement n° 686 : étude d'impact préalable sur l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz et ses conséquences sur le prix de l'énergie ; devenu sans objet. (p. 7093, 7094) : son amendement n° 687 : adoption d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt économique général ; devenu sans objet. (p. 7095) : son amendement n° 688 : publication du rapport d'évaluation de la Commission préalable à l'entrée en vigueur du projet de loi ; devenu sans objet. - **Article 15** (Date limite d'entrée en application de la séparation juridique des gestionnaires de réseaux de distribution) (p. 7097) : son amendement n° 690 : suppression ; rejeté. Son amendement n° 689 : cohérence ; retiré. - **Article 16** (Dispositions transitoires relatives aux organes dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution) (p. 7098) : son amendement n° 740 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7101) : intervient sur l'amendement n° 768 de la commission (sanctions pénales pour réprimer les infractions aux règles concernant la sécurité des réseaux).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10** (précédemment réservé) (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7131, 7142) : ses amendements n° 662 et 721 : suppression partielle ; n° 664 : part de l'Etat dans le capital de GDF ; n° 667 : pouvoir conféré à l'action spécifique ; et, analogues, n° 665, 666 et 668 : finalité de l'action spécifique ; rejetés. (p. 7157, 7158) : intervient sur le sous-amendement n° 775 de M. Michel Mercier portant sur

l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article additionnel avant l'article 11** (précédemment réservé) (p. 7206) : son amendement n° 669 : absence d'intérêt privé dans le capital des entreprises gérant un réseau de transport d'électricité ou de gaz ; rejeté. - **Article 11** (précédemment réservé) (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7209) : son amendement n° 670 : suppression ; rejeté. (p. 7212) : son amendement n° 672 : protection du service public du gaz contre les risques de morcellement et de démantèlement ; rejeté. (p. 7213) : son amendement n° 671 : caractère à 100 % public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7229, 7231) : absence de réponse aux enjeux stratégiques énergétiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Risque de devoir toujours consommer davantage pour rentabiliser les investissements du nouveau groupe. Question du maintien des prix et du statut des salariés. Votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7745, 7747) : dégradation de la situation sociale des salariés. Constance du texte dans la politique de défense du capital et du patronat. Mise en oeuvre de la représentation des seuls salariés actionnaires dans les conseils d'administration sous couvert de démocratie sociale. Amendement tendant à prévoir la représentation des salariés en tant que tels dans les conseils d'administration des entreprises. Leurre pour les classes moyennes d'une redistribution des bénéfices de l'entreprise à ses salariés. Engouement a contrario des dirigeants d'entreprises et des cadres en faveur de l'intéressement, objet de multiples exonérations au détriment de la sécurité sociale. Danger d'une évolution vers des systèmes de protection sociale par capitalisation. Contribution du texte à la fracture sociale en France. - **Article 1er A** (Notion de dividende du travail) (p. 7752) : intervient sur les amendements de suppression n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 169 de M. Roland Muzeau.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative) (p. 7832) : favorable au sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 11 portant sur l'amendement n° 53 de la commission (rédaction). - **Article additionnel avant l'article 15 ou avant l'article 37** (p. 7834) : son amendement n° 223 : suppression de l'octroi de stock-options aux mandataires sociaux ou aux membres de directoires ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires) (p. 7835) : intervient sur l'amendement n° 152 de M. François Marc (élargissement de l'obligation de représentation des salariés actionnaires aux sociétés non cotées). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7841) : son amendement n° 218 : présence au sein du conseil d'administration de deux membres du comité d'entreprise en tant que représentants des salariés ; rejeté. - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7891, 7892) : son amendement n° 224 : caractère obligatoire de la participation des employeurs aux frais de transport des salariés ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article 42** (Exonération de redevance sur la création de bureaux, RCB) (p. 10701, 10702) : son amendement n° 199 : suppression ; rejeté.

**DESMARESCAUX (Sylvie)**  
sénateur (Nord)  
NI

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 390 (2005-2006)] portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 1 (2006-2007)] (3 octobre 2006) - **Questions sociales et santé.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2851, 2852) : favorable à l'achat des maisons par leurs locataires et à l'inscription de celles-ci dans le quota des 20 % pendant cinq ans.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance** [n° 330 (2005-2006)] - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4971, 4972) : rôle important du Défenseur des enfants. Nécessité de prendre en compte l'intérêt de l'enfant et de veiller à son développement affectif et social et à son développement physique et intellectuel. Projet de loi allant dans la bonne direction notamment en ce qui concerne le maintien de l'enfant au sein de son foyer et le partage entre les acteurs de la protection de l'enfance, des informations couvertes par le secret professionnel, sous certaines conditions. Moyens financiers de cette réforme. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5016) : favorable à l'amendement n° 41 de M. Alain Milon (audition séparée de l'enfant et de ses parents).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - *Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents*) (p. 5069) : favorable à l'amendement n° 47 de M. Alain Milon (possibilité pour le juge de cacher à des parents susceptibles de représenter un danger pour leur enfant l'endroit où il est accueilli).

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers** [n° 390 (2005-2006)] - (5 octobre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 6373, 6374) : importance du rôle dévolu aux infirmiers et de leur effectif. Nécessité d'une meilleure reconnaissance de la

profession et d'un cadre déontologique adapté. Missions de l'ordre national des infirmiers. Instances représentatives au niveau national et international. Composition et fonctionnement. Cas de la Nouvelle-Calédonie. Modifications proposées : compétence des chambres disciplinaires étendue aux infirmiers salariés du secteur privé et suppression du Conseil national des professions paramédicales. - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - *Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers*) (p. 6388) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Claude Domeizel (suppression). (p. 6389, 6390) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 26 (caractère facultatif de l'adhésion à l'ordre des infirmiers) et n° 27 (refus de l'édition par le Conseil national de l'ordre des infirmiers d'un code de déontologie sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat), et souhaite entendre l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion dans l'ordre des infirmiers des civils qui exercent dans les hôpitaux militaires). (p. 6391, 6393) : ses amendements n° 1, 3 et 4 : rédaction ; et n° 2 : cohérence ; adoptés. Demande le retrait des amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 39 (suppression de la référence à l'honneur et à l'indépendance dans la déclaration de principes), n° 40 (suppression de la disposition relative à l'organisation des oeuvres d'entraide et de retraite) et n° 41 (élaboration conjointe des règles de bonne pratique professionnelle par l'ordre des infirmiers). (p. 6394, 6396) : ses amendements n° 5 : rédaction ; n° 6 : suppression de dispositions redondantes ; n° 7 : application aux conseils départementaux de l'ordre des infirmiers des dispositions relatives aux ordres des autres professions médicales ; et n° 8 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 28 (suppression de l'échelon départemental), n° 29 (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux) et n° 30 (obligation de concertation entre les conseils départementaux des autres ordres professionnels pour l'examen des questions communes). (p. 6397, 6400) : ses amendements n° 9, 10, 11, 14 et 15 : rédaction ; n° 12 : harmonisation de la procédure disciplinaire de l'ordre avec celle des autres professions médicales ; et n° 13 : information de l'ordre des sanctions disciplinaires prises à l'encontre des infirmiers du secteur public ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 31 (élection à la proportionnelle des collèges du conseil général), n° 32 (compétences du conseil des professions médicales créé par la loi du 4 mars 2002 en matière de litiges entre patients et professionnels paramédicaux), n° 34 (suppression de la cotisation) et n° 35 (représentation proportionnelle des collèges au sein du conseil national). - **Article 2** (art. L. 4311-15 et L. 4311-16 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice de la profession d'infirmier*) (p. 6401) : son amendement n° 16 : cohérence ; adopté. Sur les amendements de M. Claude Domeizel, s'oppose au n° 21 (suppression) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 36 (suppression du refus systématique d'inscription à l'ordre d'un infirmier frappé d'une interdiction dans un pays étranger). - **Article 3** (art. L. 4311-17 et L. 4311-18 du code de la santé publique - *Dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers*) (p. 6402) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Claude Domeizel (suppression). - **Article 4** (art. L. 4391-1, L. 4393-6 et L. 4393-8 du code de la santé publique - *Exclusion des infirmiers du champ de compétences du conseil réunissant certains professionnels paramédicaux libéraux*) (p. 6403) : son amendement n° 17 : suppression du conseil des professions paramédicales ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Claude Domeizel (suppression). - **Article 5** (art. L. 4311-24, L. 4311-25 et L. 431-28 du code de la santé publique - *Dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers*) (p. 6405) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Claude Domeizel (suppression). - **Article 6** (art. L. 145-5-1 à L. 145-5-5, L. 145-7-1 à L. 145-7-3, L. 145-9-1 et L. 145-9-2 du code de la sécurité sociale - *Dispositions de coordination concernant le contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale*) (p. 6407) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction de l'article 6 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6408) : accepte l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel (rapport du

Gouvernement au Parlement relatif aux évolutions possibles du conseil supérieur des professions paramédicales). Accepte l'amendement n° 42 du Gouvernement (délégation de la gestion matérielle des conseils de la formation médicale continue aux ordres des médecins et des chirurgiens-dentistes). (p. 6409) : accepte l'amendement n° 43 du Gouvernement (alignement du

code de déontologie des pédicures-podologues sur celui des infirmiers).

**DETCHEVERRY (Denis)**  
*sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)*  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre de l'outre-mer le 23 décembre 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7264, 7265) : objectif de ces deux textes. Rappel historique des évolutions statutaires de Saint-Pierre-et-Miquelon. Prise en compte nécessaire de ses spécificités. Octroi à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon des mêmes compétences qu'aux départements et aux régions d'outre-mer en matière de coopération décentralisée et dans le domaine des relations extérieures. Accompagnement financier du Gouvernement. Fonctionnement de la collectivité territoriale. Relations entre les deux communes. Remerciements. - **Article 6** (art. L.O. 6411-1 à 6475-1 nouveaux du code général des

*collectivités territoriales - Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 7426, 7427) : ses amendements n° 312 : modification du seuil de présentation d'une pétition ; et n° 290 : modification du seuil de saisine du conseil général en vue d'une consultation ; retirés.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (*Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7475) : favorable aux amendements de la commission n° 245 (regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales et répartition des sièges de conseillers territoriaux) et n° 246 (coordination) dont il est à l'origine.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**. - (31 octobre 2006) - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le droit applicable outre-mer*) (p. 7538) : soutient l'amendement n° 93 de M. Robert Laufoaulu (autorisation d'adapter les dispositions de la loi de 2006 sur le volontariat associatif et l'engagement éducatif dans les îles de Wallis-et-Futuna) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) (p. 9345, 9346) : mission "Engagements financiers de l'Etat". Désendettement de la France. Indicateurs de performance du programme "Appels en garantie de l'Etat". Compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat". Question de l'entretien du patrimoine de l'Etat.

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9373, 9374) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer). Favorable à la concertation proposée par le ministre.

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) (p. 9671, 9673) : sincérité du budget. Situation économique de Saint-Pierre-et-Miquelon. Prise de conscience du déficit budgétaire du conseil général. Relations avec le Canada. Approuve les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9680, 9681) : défavorable à l'amendement n° II-24 de la commission (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer").

**DÉTRAIGNE (Yves)**  
sénateur (Marne)  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collègues sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Justice et accès au droit [n° 83 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Justice**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1741) : soutient l'amendement n° 519 de M. Michel Mercier (instauration du curriculum vitae anonyme) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2094, 2095) : nécessaire toilettage de la loi de 1984 relative à la fonction publique territoriale. Objectifs de ce projet de loi. Favorable à la création du droit individuel à la formation et à la réforme de la formation initiale. Sa participation aux travaux de la commission pour les simplifications administratives, COSA. Opposé à la complication inutile de l'architecture des organismes de gestion de la fonction publique territoriale. Favorable à la suppression du Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Amendements du groupe de l'UC-UDF. Souhait d'une prise en compte des problèmes réels de gestion des collectivités locales. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er) ou avant l'article 31** (p. 2115) : soutient l'amendement n° 124 de M. Jean-Léonce Dupont (inscription dans la loi du principe de parité dans le recrutement, la formation, la rémunération et la carrière entre les deux fonctions publiques) ; retiré. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2107) : son amendement n° 96 : insertion d'une formation à la prévention des risques professionnels parmi les actions de formation ; retiré. (p. 2121) : intervient sur son amendement n° 96 précité. - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2132) : son amendement n° 98 : suppression du CNCCG ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2165, 2166) : son amendement n° 99 : établissement d'un taux spécifique de cotisation pour les grandes collectivités ; retiré. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2176) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité) ; adopté. - **Article 16** (art. 26-1 nouveau de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'un service de médecine préventive par les centres de gestion - Coordination*) (p. 2191, 2192) : son amendement n° 102 : possibilité pour les CDG de créer des services de prévention des risques professionnels ; adopté. - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) : son amendement n° 103 : suppression de l'obligation d'organiser la conférence annuelle de coordination ; retiré. (p. 2196) : favorable à l'amendement n° 25 de la commission (présence des CDG à cette conférence). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2198, 2199) : son amendement n° 104 : égalité entre la fonction publique territoriale et le droit privé en matière d'amplitude maximale de la journée de travail ; retiré. Soutient l'amendement n° 105 de M. Michel Mercier (possibilité d'aligner le régime des dérogations aux garanties minimales de durée du travail applicables aux agents territoriaux sur celui des agents du ministère de l'équipement) ; retiré. - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2209, 2210) : son amendement n° 108 : accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour

les collaborateurs des parlementaires ; retiré. (p. 2211) : son amendement n° 107 : prise en compte de la durée de service des collaborateurs des parlementaires pour le calcul des règles d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale ; retiré. (p. 2217) : demande au Gouvernement de s'engager à travailler sur cette question.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2261) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jean-Paul Amoudry (prise en compte des agents contractuels au prorata de leur temps de présence pour le calcul de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : soutient l'amendement n° 110 de M. Claude Biwer (suppression des quotas pour les agents de catégorie C) ; retiré. - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2269, 2271) : son amendement n° 111 : durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans ; retiré. - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2274, 2276) : son amendement n° 113 : abaissement du seuil retenu pour la création d'emploi fonctionnel de directeur général des services dans les communes, de 3500 habitants à 2000 habitants ; rejeté. Soutient l'amendement n° 112 de M. Michel Mercier (création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement) ; adopté. (p. 2277) : son amendement n° 114 : harmonisation des seuils de création d'emplois fonctionnels entre les communes et les EPCI à fiscalité propre ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2283) : soutient l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (limitation du congé annuel des personnels territoriaux à trente-et-un jours consécutifs) ; retiré. - **Article 26** (art. 68 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Détachement d'un fonctionnaire hospitalier dans un cadre d'emploi, emploi ou corps de la fonction publique territoriale*) (p. 2288) : soutient l'amendement n° 116 de M. Michel Mercier (harmonisation des conditions de rémunération des agents en détachement dans les collectivités territoriales par un décret en Conseil d'Etat) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27 ou avant l'article 28** (p. 2294) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Léonce Dupont (fixation du plafond et du seuil du régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale) ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 2295) : soutient l'amendement n° 118 de M. Claude Biwer (possibilité pour les élus des petites collectivités de majorer la rémunération des membres de leur personnel les plus méritants et de sanctionner financièrement les absences injustifiées) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2302) : son amendement n° 120 : simplification du processus de modification des horaires des employés territoriaux ; adopté. Soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (en cas de mise à disposition du CNFPT ou d'un centre de gestion, d'un agent, à la suite de la cessation de ses fonctions, suppression de la déduction opérée sur son traitement pour les rémunérations "accessoires" touchées au titre d'une activité privée) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2308, 2309) : sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (maintien du régime indemnitaire des personnels transférés d'une collectivité à l'un de ses établissements publics), son sous-amendement n° 319 : généralisation à l'ensemble des agents du même régime indemnitaire au sein d'un même établissement public ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2314) : soutient les amendements de Mme Françoise Férat n° 121 (lutte contre les certificats médicaux de complaisance) et n° 122 (lutte contre les abandons de poste sans motif) ; retirés puis repris par M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2320) : soutient l'amendement n° 125 de M. Philippe Arnaud (mise à la charge de l'Etat de la contribution au centre de gestion lorsqu'une suppression de poste est la conséquence directe d'une décision de l'Etat) ; retiré. (p. 2321) : soutient les amendements de M. Michel Mercier, portant sur le même objet, n° 127, 128 et 129 (intégration dans les collectivités territoriales des agents issus de l'Etat selon un régime indemnitaire ou de nouvelle bonification indiciaire équivalent) ; retirés. (p. 2322) : soutient l'amendement n° 309 de

M. Philippe Arnaud (possibilité d'embaucher des contractuels dans les communes de moins de 2 000 habitants lorsque la création ou la suppression du poste dépend d'une décision de l'Etat) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 2323) : son amendement n° 126 : participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2329) : le groupe de l'UC-UDF s'abstient sur l'amendement n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des agents intercommunaux). (p. 2330) : intervient sur l'amendement n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2333, 2334) : modernisation de la fonction publique territoriale. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3220).

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3234, 3235).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3903, 3904) : adaptation du droit à l'évolution des structures familiales et à l'allongement de la durée de la vie. Elargissement des droits à gérer sa succession plus librement. Réserve émise sur la mention de déclaration de PACS en marge de l'acte de naissance. Défavorable à une restriction de l'activité des généalogistes successoraux. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3926) : soutient l'amendement n° 165 de M. François Zocchetto (dans le cas de successions vacantes ou en déshérence, possibilité pour tout créancier d'exiger que la vente soit faite en justice) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (14 juin 2006) - **Article 24 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour*) (p. 4682) : soutient les amendements de Mme Muguette Dini n° 119 (inclusion du rapport d'observations de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour dans le rapport annuel au Parlement) ; et n° 116 (obligation pour le préfet de saisir pour avis les commissions départementales du titre de séjour sur les demandes de régularisation formées par les étrangers justifiant d'une résidence en France depuis plus de dix ans) ; adoptés. Intérêt particulier de cet amendement pour le groupe UC-UDF. Nécessité de contrebalancer la suppression du dispositif de régularisation au terme de dix années de séjour sur le territoire français. - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune*) (p. 4688) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Muguette Dini (interdiction du refus de renouvellement de la carte de résident de l'étranger victime de violences conjugales) ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4738, 4739) : engagement du ministre de l'économie en 2004 sur la non-privatisation d'EDF ou de GDF. Dépôt hâtif d'un projet de fusion entre Suez et GDF. Interrogation sur les raisons de ce changement d'attitude. Augmentation des prix de l'électricité en France malgré une production essentiellement nucléaire. Risque d'une augmentation des prix du gaz. Question sur le devenir des activités non énergétiques de Suez. Interrogation sur la crédibilité de la France à l'étranger à la suite de ce genre de décision. Satisfait des objectifs fixés par le Gouvernement dans le domaine des biocarburants.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5384, 5385) : modernisation du régime disciplinaire et élargissement du recrutement des magistrats. Conséquences de la diversification des nouvelles missions dévolues à la Cour des Comptes. Réflexion indispensable sur le fonctionnement et la modernisation des grands corps de l'Etat notamment les juridictions financières. Votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5902, 5903) : accompagnement indispensable du maire par le président du conseil général et le Procureur en distinguant les rôles. Lacunes du projet de loi. Absence de dispositions sur le financement.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5973, 5974) : soutient les amendements n° 241 de Mme Jacqueline Gourault (transposition au conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance du dispositif du secret partagé prévu pour le conseil pour les droits et devoirs des familles) ; et n° 170 de M. Yves Pozzo di Borgo (délégation des compétences du maire de Paris aux maires d'arrondissement en matière de prévention de la délinquance) ; retirés. (p. 5975) : soutient l'amendement n° 104 de M. Michel Mercier (signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance) ; rejeté. (p. 5976) : soutient l'amendement n° 242 de Mme Jacqueline Gourault (instauration du principe du secret partagé dans les conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance) ; retiré. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 6007) : soutient l'amendement n° 111 de M. Michel Mercier (divulgation au maire des informations liées à ses compétences en matière de prévention de la délinquance) ; devenu sans objet. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6016) : son amendement n° 127 : suppression ; retiré. Ses amendements n° 107 (avis préalable du président du conseil général sur une mesure d'accompagnement parental) ; et n° 108 (préservation de la faculté pour le président du conseil général de décider la conclusion d'un contrat de responsabilité parentale) ; adoptés. (p. 6022) : intervient sur son amendement de suppression n° 127 précité.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6050) : interrogation du groupe UC-UDF sur l'opportunité d'inscrire le rappel à l'ordre dans la loi et sur la rédaction même de l'article 8. (p. 6052, 6055) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Jacqueline Gourault (suppression) ; retiré. Sur l'amendement n° 18 de la commission (sauf impossibilité, présence des parents, des représentants légaux ou des personnes ayant la responsabilité éducative du mineur lors de son rappel à l'ordre), son sous-amendement n° 330 ; retiré. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - *Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office*) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Valérie Létard (réservation de l'accès direct au fichier des hospitalisations d'office aux seuls directeurs départementaux et aux personnes habilitées des affaires sanitaires et sociales) ; adopté. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - *Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6134, 6136) : soutient l'amendement n° 171 de M. Yves Pozzo di Borgo (prononcé des hospitalisations d'office dans la capitale par le maire de Paris et par délégation les maires d'arrondissement) ; retiré. (p. 6135, 6137) : soutient l'amendement n° 121 de M. François Zocchetto (précision) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 6150) : soutient l'amendement n° 120 de M. François Zocchetto (présence d'un avocat pour les procédures alternatives) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6233, 6234) : approche transversale. Moyens nécessaires à l'application de ce texte. La majorité du groupe UC-UDF votera ce projet de loi, les autres membres s'abstiendront.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9371, 9372) : votera les amendements identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer).

**Pouvoirs publics**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9388) : exclusion incohérente du CSM de la mission "Pouvoirs publics". Situation de la CNIL. Performance des résultats au Conseil constitutionnel. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de la mission.

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) - en remplacement de Mme Jacqueline Gourault, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9392) : crédits du programme "Fonction publique". Chèque emploi-service universel, CESU. Garantie Locapass. Réforme de la scolarité de l'ENA. Objectif de performance du secrétariat général du Gouvernement. Crédits des autorités administratives indépendantes et du Médiateur de la République. Rationalisation de l'organisation du service public de l'information administrative. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9396, 9397) : soutient l'amendement n° II-83 de la commission (création du programme "Défense et protection des droits et des libertés fondamentales" au sein de la mission "Direction de l'action du Gouvernement") ; adopté.

**Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9404, 9405) : rapport de la mission d'information sur l'effet de serre. Place du budget du ministère dans le budget civil de l'Etat. Enjeux de la protection de l'environnement. Crédits du programme "Transports terrestres et maritimes". Plan national d'allocation de quotas de CO2. Plans de prévention des risques technologiques et des risques naturels. Biocarburants. Plan E85.

**Justice**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9434, 9435) : maîtrise des frais de justice. Périmètre de la mission "Justice". Insuffisance du nombre de greffiers. Aide juridictionnelle. La commission des lois émet un avis favorable sur les crédits de la mission "Justice". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9458, 9459) : son amendement, identique à l'amendement n° II-22 de la commission, n° II-184 (revalorisation de l'aide juridictionnelle) ; adopté. - **Article 49 (Revalorisation de l'aide juridictionnelle)** (p. 9462) : son amendement n° II-85 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49 ter** (p. 9465, 9466) : son amendement n° II-183 : régularisation de la rémunération des greffiers en chef ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p. 10466 et 10470, 10471) : son amendement n° 131 : report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10471, 10472) : son amendement n° 122 : instauration d'une taxe sur les sacs plastiques non biodégradables ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 10795, 10796) : son amendement n° 61 : suppression de la conférence annuelle pour l'emploi public territorial ; retiré. - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public*) (p. 10797, 10799) : son amendement n° 64 : conservation du bénéfice du CDI à l'agent contractuel de plus de 50 ans affecté

sur un autre poste au sein de la même collectivité quelle que soit la nouvelle nature de ses fonctions ; rejeté. - **Article 28** (art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions*) (p. 10812) : soutient l'amendement n° 49 de M. Pierre Hérisson (rétablissement de l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours parmi les sanctions du premier groupe) ; adopté. - **Article 29 bis** (art. 111-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Maintien du régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis par les agents transférés d'une collectivité territoriale vers un de ses établissements publics ou inversement*) (p. 10819, 10820) : son amendement n° 63 : faculté pour l'EPCI de généraliser à l'ensemble de son personnel les avantages détenus par une partie de celui-ci du fait de son appartenance passée à une autre collectivité ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10836) : le groupe UC-UDF votera ce bon projet de loi.

**DELEVOYE (Jean-Paul)**  
*médiateur de la République*

#### INTERVENTIONS

- **Communication du Médiateur de la République** - (30 mars 2006) - Médiateur de la République (p. 2768, 2771) : données chiffrées sur les dossiers traités en 2005. Bilan des réclamations dans le domaine social. Nouveaux dispositifs mis en oeuvre et

résultats. Mise en place d'un pôle de recherche et de développement en lien avec la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice des Communautés européennes et certaines universités. Souci de l'absence de connaissance de leurs droits de nombreux citoyens. Rôle du Médiateur de la République. Proposition à la commission des lois de classification des rapports selon trois axes : abus de droits, conflits de droits et ruptures de droits. Réformes à entreprendre et réflexions à mener. Poursuite de la protection de l'individu par la Médiation.

**DIDIER (Évelyne)**  
*sénateur (Meurthe-et-Moselle)*  
CRC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation pour la planification.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**



*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1106, 1107) : soutient l'amendement

n° 650 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE) ; rejeté. (p. 1126, 1127) : soutient l'amendement n° 667 de M. Roland Muzeau (droits garantis au salarié embauché dans le cadre d'un CPE) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1154) : soutient l'amendement n° 668 de M. Roland Muzeau (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1194) : favorable à l'amendement précité n° 650 de M. Roland Muzeau.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire** [n° 326 (2001-2002)] - (8 mars 2006) - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1957) : soutient l'amendement n° 235 de M. Yves Coquelle (garantie du monopole d'EDF pour l'exploitation des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire) ; rejeté. (p. 1960) : soutient l'amendement n° 231 de M. Yves Coquelle (raccourcissement de la périodicité des examens de sûreté) ; retiré. - **Article 14 quater** (*Régime d'autorisation des transports de matières radioactives*) (p. 1969) : soutient l'amendement n° 232 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** - *Commission mixte paritaire* [n° 206 (2006-2007)] - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2065) : richesse et courtoisie de ce débat. Désengagement financier progressif de l'Etat des politiques publiques : mise en place de l'établissement public national à caractère administratif dénommé "parcs nationaux de France" et de l'Agence des aires marines protégées. S'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (21 mars 2006) - **Question préalable** (p. 2394, 2395) : sa motion n° 66 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Nécessité d'un débat public sur les OGM en y associant les Français, hostiles à 70 % aux OGM. Absence de réponse aux questions de fond : transparence ; mainmise des grands groupes mondiaux sur la production alimentaire ; responsabilisation des seuls agriculteurs pour les préjudices économiques. Le groupe CRC demande le retrait du texte et un moratoire sur la production et la mise en circulation à but commercial des OGM.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 16** (*art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées*) (p. 2538, 2539) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 143 (relèvement de la taxe assortie aux demandes d'autorisation de dissémination volontaire) et n° 134 (établissement des rapports de surveillance par l'autorité administrative) ; rejetés. (p. 2541) : soutient l'amendement n° 135 de M. Gérard Le Cam (obligation d'action de l'autorité administrative en cas d'information nouvelle sur les risques pour la santé et l'environnement) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2545, 2546) : favorable à l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise** [n° 310 (2005-2006)] - (13 avril 2006) - **Article 1er** (*art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3323, 3324) : question du financement des mesures annoncées. Suppression de l'article 2 à l'Assemblée nationale par amendement du Gouvernement. Problème de conformité avec les dispositions de la LOLF. Regrettable improvisation législative, à défaut d'une recette expressément mobilisée.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** - *Deuxième lecture* [n° 188 (2005-2006)] - (2 mai 2006) - **Article 9** (*art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2,*

L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation (p. 3369, 3371) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 166 (conditions de fonctionnement de la commission de médiation) ; et n° 167 (rémunération des membres de la commission) ; rejetés. (p. 3372) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 168 (garantie de l'accès au logement pour les demandeurs considérés comme prioritaires par la commission de médiation) ; et n° 169 (possibilité pour le préfet de mettre en demeure un organisme bailleur de loger des personnes défavorisées dans un délai déterminé) ; rejetés.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4116, 4117) : rappel du contexte. Problème de la compatibilité de la logique libérale avec les principes devant guider l'exploitation de l'énergie nucléaire. Demande un contrôle public et démocratique. Objet du projet de loi : poursuite des recherches et mise en place d'un système de gestion fiable. Caractère inopportun de la définition d'un calendrier. Approbation de la notion de réversibilité introduite par l'Assemblée nationale. Attachement à la poursuite de la recherche concernant la séparation-transmutation. Proposition d'évaluation des besoins de financement pour la recherche. Besoin de transparence pour la filière nucléaire. Nécessité d'une connaissance partagée et d'une expertise plurielle. Le groupe CRC votera le texte en fonction de la prise en compte de ses préoccupations. - **Article 1er** (Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4148) : son amendement n° 101 : suppression de la référence à une mise en exploitation du centre de stockage en 2025 ; rejeté. - **Article 1er bis** (Programme de recherche et d'études sur les déchets de faible activité à vie longue) (p. 4152) : son amendement n° 102 : traitement des déchets de sodium irradié avant 2015 ; retiré. - **Article 4** (art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4154, 4155) : intervient sur l'article 4. Regret de l'absence de référence claire à la séparation-transmutation. Désaccord sur la décision prise d'arrêter la centrale Phénix sans réelle solution de remplacement. Déploie l'absence d'une évaluation régulière par une instance indépendante. Souhait d'une référence claire à la responsabilité du ministre chargé de l'énergie pour l'élaboration de ce plan. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) (p. 4162) : son amendement n° 105 : interdiction de l'exportation des déchets produits sur le territoire national ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE) (p. 4176, 4177) : sur l'amendement n° 17 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 164 : élargissement des missions de la CNE à l'évaluation des besoins de financement des trois axes de recherche ; rejeté. Son amendement n° 109 analogue au sous-amendement précité n° 164 ; retiré. (p. 4178) : ses amendements n° 107 : représentation des organisations syndicales au sein de la CNE ; et n° 108 : élargissement de la composition de la CNE à des personnalités qualifiées proposées par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4180, 4181) : son amendement n° 110 : organisation périodique de concertation et de débat par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire ; adopté. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde) (p. 4185, 4189) : sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde), ses sous-amendements n° 165 : choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de

stockage ; et n° 166 : condition de réversibilité et de surveillance des déchets stockés ; rejetés. Ses amendements n° 111 : précision sur le contenu des conclusions de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; retiré ; n° 112 : choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de stockage ; et n° 113 : maintien de la réversibilité du stockage ; devenus sans objet. - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) (p. 4215, 4216) : ses amendements n° 114 : saisine du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire par les comités locaux d'information ; n° 115 : présentation par la commission nationale d'un rapport annuel d'évaluation sur l'état d'avancement des recherches devant le comité local d'information et de suivi ; et n° 116 : échange d'information entre les comités locaux d'information et de suivi et le Haut comité pour la transparence et la sécurité nucléaire ; adoptés. - **Article 14** (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs) (p. 4218, 4219) : principe du pollueur-payeur pour le financement de la gestion des déchets nucléaires. Interrogation sur la gestion des actifs. Inconvénients respectifs en cas de transfert à l'Etat ou de gestion par les entreprises. Proposition d'une gestion des fonds par les entreprises sous le contrôle accru de l'Etat et des représentants du personnel. Problème de l'évaluation des charges nécessaires au traitement des déchets. L'article 14 ne permet pas un financement pérenne et sécurisé des charges liées à la gestion des déchets. - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4226) : son amendement n° 120 : répartition du produit de la taxe additionnelle de recherche entre l'ANDRA et le CEA ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4235, 4236) : avancées incontestables de ce texte. Regret cependant d'un texte qui s'inscrit dans la lignée des textes de libéralisation du secteur énergétique. Absence d'évaluation des besoins de la recherche. Souhait de la fixation d'un nouveau rendez-vous parlementaire. Le groupe CRC s'abstiendra.

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : son intervention (p. 5129, 5132).

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5146) : favorable à cette proposition de loi. Amendements visant à étendre ces mesures à la perte d'enfants majeurs, ainsi qu'aux personnes liées par un PACS. - **Article unique** (art. L. 226-1 du code du travail - Augmentation du nombre de jours de congés accordés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant) (p. 5148, 5149) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 4 (extension au partenaire lié par un pacte civil de solidarité) ; retiré ; et n° 5 (suppression de la distinction entre enfant à charge et non à charge) ; adopté.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5272) : changement climatique. Difficultés de concilier développement économique et préservation de l'environnement sur le plan national et international. Faiblesse du budget alloué au développement durable et à l'environnement : gel de crédits, reports de charges sur les exercices à venir et dettes. Interrogation sur la possibilité pour le ministère de l'écologie et du développement durable de fonctionner dans ces conditions.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5518, 5519) : souhait d'une adoption rapide du texte. Retard de la France en matière de transposition des directives européennes. Limites du projet de loi. Caractère politique du texte. Méthode curative et non préventive. Responsabilité du Gouvernement en matière de politique de l'eau. Propositions d'amendements. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27**

(p. 5547, 5548) : son amendement n° 278 : disposition visant le maintien de la fourniture d'eau aux usagers en difficulté ; retiré. - **Article 2** (art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de modification des autorisations des installations ayant un impact sur l'eau) (p. 5558) : son amendement n° 246 : retour à la version initiale du projet de loi ; rejeté. Renforcement de la protection de l'environnement et de la préservation des espèces migratrices. - **Article 3** (art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté) (p. 5563) : son amendement n° 247 : consultation des fédérations départementales de pêche ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 5566) : favorable à l'amendement n° 319 de M. Paul Raoult (consultation des établissements publics territoriaux de bassin concernés). (p. 5568, 5571) : ses amendements n° 248 : rédaction ; et n° 250 : maintien du classement des rivières actuellement classées ; rejetés ; et n° 249 : extension des dispositions relatives aux poissons migrateurs à toutes les espèces migratrices ; retiré. (p. 5572, 5573) : ses amendements n° 251 : suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques ; n° 252 : suppression d'une dérogation légale en période d'étiage exceptionnel ; et n° 253 : suspension de certains usages afin de préserver le bon état écologique d'un cours d'eau ; rejetés. - **Article 5 bis** (art. 46 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - Procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés) (p. 5580) : son amendement n° 254 : suppression ; retiré. - **Article 6** (art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau) (p. 5582, 5583) : ses amendements n° 255 : obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative ; et n° 256 : ajout de la notion d'écosystèmes aquatiques à l'objectif de gestion équilibré ; rejetés. - **Article 7 bis** (ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005, art. L. 214-6 et L. 216-10 du code de l'environnement - Ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets) (p. 5585) : son amendement n° 257 : encadrement dans le temps du bénéfice des droits acquis ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique) (p. 5588) : son amendement n° 258 : simplification ; rejeté. - **Article 16 ter** (Mobilisation de la trésorerie du fonds Barnier) (p. 5607) : intervient sur l'amendement n° 236 du Gouvernement (renforcement de la politique de prévention des risques d'inondation). Regrette la procédure de débudgétisation mise en place.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 5649, 5650) : attentes des collectivités territoriales. Question du maintien de la compétence obligatoire de contrôle des communes. Risque de remise en cause de la pérennité des SPANC. Introduction du secteur concurrentiel dans les domaines du contrôle et du diagnostic. Présentation générale de ses amendements. (p. 5653) : ses amendements n° 259 : rédaction ; adopté ; et n° 260 : obligation pour la commune de définir très exactement comment doit être réalisé l'assainissement non collectif ; rejeté. (p. 5655) : son amendement n° 262 : précision ; devenu sans objet. (p. 5656) : ses amendements n° 261 : requalification juridique du terme "diagnostic" ; n° 265 : application anticipée de ce texte ; n° 263 : caractère périodique du diagnostic des installations ; et n° 264 : coordination ; devenus sans objet. (p. 5658) : son amendement n° 266 : rédaction ; adopté. (p. 5659) : intervient sur l'amendement n° 347 de M. Paul Raoult (rôle de la commune en matière d'assainissement non collectif). Son amendement n° 267 : maintien des compétences de la commune ; rejeté. (p. 5660) : ses amendements n° 268 : rédaction ; adopté ; et n° 269 : augmentation des pénalités dues par le propriétaire en cas de non-réalisation des travaux demandés par le maire pour un assainissement non collectif ; retiré. (p. 5662) : son amendement n° 270 : cohérence ; retiré. - **Article 23 bis** (art. 200 quater A du code général des impôts -

Création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 5668) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (suppression). - **Article 24 bis** (art. L. 421-2-2 du code de l'urbanisme - Consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance de permis de construire) (p. 5671) : son amendement n° 271 : consultation des services d'eau potable et d'assainissement avant la délivrance des permis de construire ; retiré. - **Article 24 quater** (art. L. 1321-1 du code de la santé publique - Présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 5673) : défavorable aux amendements identiques n° 46 de la commission et n° 352 de M. Paul Raoult (suppression). - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5680) : son amendement n° 272 : rétablissement de l'équilibre propre à la définition des services publics d'assainissement non collectif ; rejeté. (p. 5687, 5688) : ses amendements n° 274 : suppression du caractère patrimonial des réparations ; et n° 273 : procédure d'appel d'offres pour les travaux d'entretien prévus dans les contrats de délégation ; rejetés. (p. 5691) : son amendement n° 275 : rétablissement de l'autorisation pour les collectivités de subventionner les régies ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5695, 5696) : ses amendements n° 276 : limitation de la durée du contrat pour une même commune ; et n° 277 : mesures en faveur de la convergence des politiques de l'eau des communes ; rejetés. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5706) : son amendement n° 279 : plafonnement de la partie fixe de la facture d'eau ; retiré. (p. 5708) : intervient sur son amendement n° 279 précité. (p. 5711) : son amendement n° 280 : incitation à l'économie de la ressource en eau ; rejeté. - **Article 27 ter** (art. L. 3451-1 à L. 3451-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 5722) : son amendement n° 281 : définition de la pleine et entière compétence du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération parisienne en matière d'eaux usées ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration) (p. 5730, 5731) : son amendement n° 282 : refus du transfert des missions des SATESE au secteur concurrentiel ; devenu sans objet. - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) (p. 5738) : favorable à l'amendement n° 75 de la commission (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). - **Article 31** (art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 5743) : le groupe CRC vote contre les amendements de la commission n° 77 (suppression de la mention des établissements locaux à caractère administratif dans le collège des collectivités territoriales) et n° 78 (suppression d'une disposition ne relevant pas du domaine de la loi). - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 5750) : défavorable à l'amendement n° 371 de M. Paul Raoult (modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin). (p. 5751, 5752) : son amendement n° 283 : place des organisations syndicales représentatives des salariés dans les comités de bassin ; retiré. - **Article 36** (Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012) (p. 5762) : défavorable à l'amendement n° 86 de la commission (diminution du montant des dépenses des agences de l'eau).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5777) : choix de fournir ou non dès aujourd'hui un effort financier conséquent pour atteindre les objectifs de qualité et de gestion équilibrée de l'eau. Imbrication de cette question avec celle du développement économique dans les domaines agricole et industriel. Possibilité d'utiliser la fiscalité environnementale comme facteur d'une démarche de qualité. Demande le rejet de l'ensemble des amendements visant à réduire la portée des contributions prévues à cet article. (p. 5780) : interrogation sur la cohérence d'ensemble de l'amendement n° 88 de la commission (établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement). (p. 5783) : son amendement n° 284 : instauration d'une fourchette d'imposition en fonction de la quantité de substances polluantes rejetées ; rejeté. (p. 5784) : intervient sur son amendement n° 284 précité. (p. 5797) : son amendement n° 285 : introduction d'une fourchette pour la fixation du taux de collecte dans le calcul de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte ; rejeté. (p. 5802, 5803) : son amendement n° 286 : encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits phytosanitaires ; rejeté. (p. 5805) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. François Marc (relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement). Nécessité de prendre la décision de remplacer les produits dangereux. Exemple de l'amiante. (p. 5815) : son amendement n° 287 : relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ; rejeté. (p. 5816) : son amendement n° 288 : introduction dans le régime de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau d'un abattement en faveur des agriculteurs irriguants ayant fait le choix d'une gestion collective ; retiré. (p. 5817) : son amendement n° 289 : réduction du dénivelé rendant éligible l'ouvrage à la redevance pour obstacle ; rejeté. - **Article 39** (art. L. 213-13 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer) (p. 5822) : son amendement n° 290 : maintien du seuil de recouvrement de la redevance pour prélèvement d'eau dans les départements d'outre-mer prévu par la loi de programme pour l'outre-mer de 2003 ; retiré. - **Article 41** (art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du Conseil supérieur de la pêche en Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA) (p. 5826) : intervient sur l'amendement n° 396 de M. Paul Raoult (suppression). Réserves sur les moyens matériels et humains alloués au nouvel organisme. - **Article 42 A** (art. L. 431-3 à L. 431-5 du code de l'environnement - Définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 5828) : son amendement n° 291 : suppression ; rejeté. - **Article 43 bis** (art. L. 437-13 du code de l'environnement - Commissionnement des gardes-pêche particuliers) (p. 5834) : son amendement n° 292 : suppression ; rejeté. - **Coordination - Article 27 octies** (art. L. 1324-1 du code de la santé publique - Précision rédactionnelle à l'article L. 1324-1 du code de la santé publique) (p. 5843) : demande d'informations complémentaires sur l'amendement n° A-1 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5845, 5846) : faiblesse du nombre d'amendements adoptés déposés par les sénateurs de l'opposition. Désengagement de l'Etat de ses responsabilités et augmentation de celles des collectivités territoriales. Pression de certains intérêts sur les débats. Effacement des préoccupations environnementales devant les considérations économiques. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6747, 6748) : favorable à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6749) : le groupe CRC votera l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (conditions d'exercice des missions de service public dans le domaine énergétique). (p. 6754) : soutient l'amendement n° 223 de M. Yves Coquelle (garantie de fiabilité des réseaux de transport et

de distribution d'électricité) ; rejeté. (p. 6774) : soutient l'amendement n° 266 de M. Yves Coquelle (extension de la tarification "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail spécifique aux plus de 57 ans) ; rejeté ; et n° 267 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée) ; rejeté. (p. 6783) : soutient l'amendement n° 276 de M. Yves Coquelle (suppression de l'avis donné par la Commission de régulation de l'énergie) ; rejeté. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6799) : soutient l'amendement n° 281 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 6804, 6805) : soutient l'amendement n° 304 de M. Yves Coquelle (réversibilité du choix du fournisseur) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7213) : soutient l'amendement n° 484 de M. Yves Coquelle (maintien du GRTgaz dans le giron de l'Etat) ; rejeté. (p. 7214) : soutient l'amendement n° 487 de M. Yves Coquelle (gestion identique du personnel de GDF et de celui de la nouvelle filiale de transport de gaz) ; rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel) (p. 7219) : dénonciation de la privatisation de la distribution du gaz.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9100, 9101) : conséquences de la privatisation de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée, SNCM ; renouvellement de la délégation de service public ; compagnie Corsica Ferries.

#### **Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9407, 9410) : impact des produits chimiques dangereux pour la santé publique. Programme REACH. Insuffisance des crédits pour une véritable politique de lutte contre les pollutions et les changements climatiques. Sous-investissement des infrastructures de transport ferroviaire. Faiblesse des crédits des réserves naturelles et de l'ADEME. Cohérence insuffisante de la politique de l'eau. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9423) : votera contre les crédits de cette mission.

#### **Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9585, 9586) : situation de la pêche. Programme "Forêt". Le groupe CRC s'oppose à l'adoption des crédits de cette mission.

#### **Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9735, 9737) : programme "Aménagement du territoire". Pôles de compétitivité. Responsabilité sociale et territoriale des entreprises. Inégalités territoriales. Pôles d'excellence rurale. Contrats de projets 2007-2013 : logique de rentabilité ; service public en milieu rural ; intervention des collectivités territoriales dans le domaine des télécommunications ; régionalisation des transports. Economie touristique et accès aux vacances. Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du**

**secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10167, 10168) : dénonciation des politiques européennes de libéralisation et de privatisation du secteur énergétique. Favorable à la création de cette commission d'enquête.

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10186, 10188) : défi énergétique. Défi climatique. Nécessité d'une action d'envergure internationale. Développement durable. Taxe "carbone".

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10735) : confirme le vote négatif du groupe CRC sur ce texte en dépit d'avancées. Absence de politique volontariste et contraignante.

**DINI (Muguette)**  
*sénateur (Rhône)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale **[n° 153 (2005-2006)]** (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant **[n° 158 (2005-2006)]** (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement **[n° 204 (2005-2006)]** (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle **[n° 224 (2005-2006)]** (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collèges sur celui des lycées **[n° 459 (2005-2006)]** (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (19 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 87, 88) : soutient l'amendement n° 37 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés à temps partiel des plages de travail fractionnées) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 104) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Catherine Morin-Desailly (attribution prioritaire aux salariés à temps partiel des emplois à temps plein vacants) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 106) : regrette l'absence de mesures contraignantes en cas d'échec de la négociation collective. Avancées timides. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 158, 159) : nécessité de porter une attention particulière aux jeunes filles mariées contre leur volonté ou victimes de violences exercées par leurs frères. Question de la pertinence d'une médiation entre une victime et son bourreau. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 170, 171) : son amendement n° 14 : recul de la date du regroupement familial jusqu'à la majorité du conjoint résidant en France ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 173, 174) : son amendement n° 16 : sensibilisation des élèves aux violences conjugales et au sexisme ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 177) : son amendement n° 15 : incrimination des violences au sein du couple ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis B** (p. 188) : son amendement n° 17 : suppression du recours à la médiation pénale en cas de violences conjugales ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 574) : regrette qu'Elisabeth Lamure n'ait pas cru bon d'informer les autres sénateurs du Rhône de sa proposition de loi. Question de la protection contre le bruit. Absence de réponses des services de l'Etat aux réclamations des élus locaux. Ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1131, 1132) : soutient l'amendement n° 504 de M. Michel Mercier (mode de calcul de la durée de la période de consolidation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1165) : soutient l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 ter (Convention de stage en milieu professionnel)** (p. 1282) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient le sous-amendement n° 870 de Mme Valérie Létard (dispositif visant à éviter la succession de stagiaires de façon continue sur un même poste) ; rejeté. (p. 1285) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient le sous-amendement n° 871 de Mme Valérie Létard (imputation de la durée du stage sur la période d'essai en cas de signature d'un contrat de travail à l'issue du stage) ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Article 1er (art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Rationalisation de la procédure de présentation des candidats)** (p. 2668) : votera les amendements identiques n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de M. Bernard Frimat (publication de la liste intégrale des présentateurs au Journal officiel).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion**

**générale** (p. 3895, 3896) : réforme indispensable à l'évolution de la société et à l'accélération des reconfigurations des cellules familiales. Dépôt d'amendements visant à rétablir l'égalité des filiations en cas d'adoption. Accélération et simplification des successions. Amélioration de la gestion du patrimoine successoral. Mandat posthume. Réforme des libéralités. Aménagement de la réserve héréditaire. Réforme et consolidation des garanties liées au pacte civil de solidarité. Au nom du groupe de l'UC-UDF, souligne les avancées pertinentes du texte. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3924) : soutient l'amendement n° 164 de M. François Zocchetto (paiement des créanciers dans le délai de quatre mois suivant la déclaration de conserver le bien) ; retiré. (p. 3930, 3933) : soutient l'amendement n° 166 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le notaire chargé du règlement de la succession d'être nommé mandataire à effet posthume) ; adopté. (p. 3939) : soutient l'amendement n° 167 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le juge de désigner le notaire chargé du règlement de la succession comme mandataire successoral) ; retiré. Soutient l'amendement n° 168 de M. François Zocchetto (possibilité pour les héritiers de faire un recours par la voie du référé contre la désignation du mandataire successoral) ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4342, 4343) : prise en compte innovante du lien nécessaire entre immigration et intégration. Importance d'une vraie politique d'intégration après les événements de novembre. Nécessité de parfaire le contrat d'accueil et d'intégration dans l'accompagnement et le suivi des primo-arrivants. Bien-fondé des mesures de protection des femmes étrangères. Interrogations et inquiétudes s'agissant de la carte de séjour "compétences et talents". Amendements de suppression déposés par le groupe UC-UDF. Maintien souhaitable de la régularisation automatique des étrangers résidant en France depuis dix ans et vivant une intégration de fait. Solution non satisfaisante de l'examen de dossiers individuels par la commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour. Prise en compte insuffisante d'une approche globale des rapports Nord-Sud et de l'aide au développement. En dépit d'un accord sur le sens du texte, le groupe UC-UDF n'est pas favorable à tous ses aspects.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4406) : en sa qualité de co-signataire, intervient en faveur de l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4430) : sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour), soutient le sous-amendement n° 470 de M. Yves Pozzo di Borgo (obligation des autorités diplomatiques de statuer dans les meilleurs délais sur la demande de visa de long séjour formée par le conjoint de Français) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4473, 4474) : son amendement n° 108 : prise en compte dans le rapport annuel sur la politique d'immigration des moyens mis en oeuvre pour permettre aux étrangers de respecter les obligations qui résultent de la signature du contrat d'accueil et d'intégration ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt. (p. 4475, 4478) : sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant), ses sous-amendements n° 514 : délivrance d'une autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité de douze mois, s'agissant des

étudiants étrangers ; et n° 515 et 516 : élargissement du champ d'application du dispositif relatif aux étudiants étrangers ; retirés.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4913, 4915) : qualité et importance d'un débat passionnel de par sa dimension humaine. Hommage à l'écoute et à la disponibilité du ministre. Nécessité d'évaluer rapidement les effets des mesures adoptées. Dans cette attente, la majorité des membres du groupe UC-UDF votera ce texte dans la mesure où la discussion au Sénat a permis d'apporter au projet de loi certaines modifications auxquelles ils tenaient.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 5028) : soutient l'amendement n° 122 de M. Michel Mercier (suppression d'une rédaction peu explicite ne reflétant pas la complémentarité des rôles du représentant de l'Etat et de l'autorité judiciaire) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - *Affectation du produit net comptable des cessations des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8151) : soutient l'amendement n° 185 de M. Nicolas About (suppression) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10293, 10295) : texte minimaliste. Caractère humiliant et inefficace des dispositions instituant un suppléant au conseiller général et l'augmentation des pénalités financières pour non-respect de la parité. Sa proposition de loi d'un vrai choix de parité pour les législatives, les cantonales et les communes de moins de 3500 habitants. - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10303) : ses amendements n° 32 : suppression de l'échelon spécifique des communes de 2500 à 3500 habitants dans le code électoral ; et n° 37 : mise en oeuvre d'une obligation de candidatures et de mesures incitatives en faveur de la parité dans le mode de scrutin des communes de moins de 3500 habitants ; rejetés. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10305, 10307) : son amendement n° 33 : obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants ; adopté. - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - *Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire*) (p. 10309, 10312) : ses amendements n° 34 : élection des adjoints au scrutin de liste majoritaire dans les communes de moins de 3500 habitants et composition des listes de candidats des deux sexes en proportion de leur représentation au conseil municipal ; rejeté ; et n° 29 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10316) : son amendement n° 30 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10319, 10321) : ses amendements n° 28 : suppression ; et n° 27 : composition de chaque liste, dans le canton, de deux candidats du même parti, mais de sexe différent ; devenus sans objet. (p. 10328) : s'abstiendra sur l'article 3 du projet de loi. - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - *Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10330, 10332) : son

amendement n° 31 : suppression ; rejeté. Soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10339, 10344) : ses amendements n° 24 : instauration d'un "ticket homme-femme" dans le scrutin de liste des élections législatives ; et n° 25 : élections

sénatoriales au scrutin proportionnel de liste dans les départements élisant trois sénateurs et plus ; retirés ; et n° 26 : repli ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10360) : la majorité du groupe UC-UDF s'abstiendra sur ce texte. A titre personnel, votera contre.

**DOLIGÉ (Éric)**  
sénateur (Loiret)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) : un outil apprécié mais des procédures lourdes et une évaluation défailante [n° 257 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Budget - PME, commerce et artisanat**.

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Transferts des personnels TOS et DDE : un premier bilan encourageant malgré des perspectives financières préoccupantes [n° 62 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Collectivités territoriales**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Développement et régulation économiques [n° 78 tome 3 annexe 9 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 248, 249) : intervient sur les amendements analogues n° 39 de M. Bernard Cazeau et n° 84 de M. Roland Muzeau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales). Interrogation sur d'éventuelles charges nouvelles non compensées.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1202, 1203) : demande le respect du temps de parole par les orateurs. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1219) : intervient sur l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu). Description caricaturale des patrons par l'opposition sénatoriale. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1233, 1234) : reconnaissance de l'utilité du rôle du Sénat par un orateur socialiste. Nécessité d'une ouverture de l'économie française sur le monde. Son respect pour les patrons. Conséquences positives du CPE. Favorable à cet article.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3839, 3842) : intérêt majeur de l'archéologie préventive. Conséquences de l'inadaptation du système actuel. Dysfonctionnements du rendement de la redevance. Exemple de la région Centre et du département du Loiret. Insuffisances dans l'encadrement de la saisine et de la motivation du diagnostic. Difficultés budgétaires de l'INRAP. Interrogation sur l'utilité et l'opportunité de certaines fouilles, à rapprocher de leur coût potentiel. Remise en cause de l'INRAP indispensable à son sauvetage. Rationalisation des projets et planification des activités. Mutualisation du financement et développement du mécénat. Réflexion constructive de l'ensemble des acteurs sur les projets scientifiques.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (13 juin 2006) - **Article 13 bis (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour)** (p. 4576) : intervient sur les amendements n° 311 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers). - **Article 14 (art. L. 341-6 du code du travail - Obligation pour les employeurs de vérifier la validité de l'autorisation de travail)** (p. 4582) : défavorable à l'amendement n° 168 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 24 (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)** (p. 4608) : défavorable à l'amendement n° 354 de Mme Éliane Assassi (attribution de la carte de séjour temporaire aux jeunes étrangers scolarisés en France).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5556) : son amendement n° 168 : transfert de la section du canal d'Orléans restée dans le domaine privé de l'Etat au conseil général du Loiret ; retiré. Historique du canal d'Orléans. Objectif de mise en place d'une solution technique pour une alimentation pérenne du canal.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale* :

- (23 novembre 2006) (p. 8708, 8710) : diminution des dépenses de l'Etat, des impôts, des dettes et du déficit. Impact des décisions budgétaires de l'Etat sur les budgets locaux. Emplois publics. Participation des entreprises privées.

Infrastructures de transport. Droits de mutation. Exemple du département du Loiret. Votera ce texte.

Deuxième partie :

### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9949, 9950) : évaluation des dépenses fiscales du programme "Développement des entreprises". Crédits du FISAC et aide au commerce réunionnais affecté par le chikungunya. Relations entre les DRIRE et les DDE. Crédits de la commission de régulation de l'énergie. Question sur la diversification des ressources de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs. La commission des finances propose l'adoption sans modification des crédits de la mission. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 9966) : son amendement n° II-15 : présentation au Parlement des dépenses des organismes consulaires ainsi que des mécanismes de financement ; retiré. - **Article 46 bis** (*Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois*) (p. 9967, 9968) : son amendement n° II-284 : suppression ; rejeté. (p. 9970) : en tant que rapporteur spécial, ne retirera pas l'amendement précité n° II-284 de la commission et s'en remet à la sagesse de la Haute Assemblée. - **Article 46 quater** (*Extension de la taxe pour le développement des industries des matériaux de construction regroupant les industries du béton et de la terre cuite au secteur des roches ornementales et de construction*) (p. 9971) : son amendement n° II-285 : extension de la taxe pour le développement des industries des matériaux de

construction au secteur des roches ornementales et de construction ; adopté.

### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9998) : intervient sur l'amendement n° II-264 de la commission (déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance sur un contrat d'épargne retraite).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23 bis** (*Régime fiscal des biocarburants pour les flottes captives*) (p. 10474, 10475) : intervient sur l'amendement n° 231 de M. Gérard César (rétablissement des exonérations fiscales pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole et pour l'avitaillement des navires de pêche).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10708) : intervient sur l'amendement n° 182 de M. Claude Domeizel (remise au Parlement d'un rapport établi par le Gouvernement faisant le point sur les conséquences financières de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en matière de paiement des droits à pensions des agents publics). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10711, 10712) : son amendement n° 221 : transfert à titre gratuit d'une section du canal d'Orléans au conseil général du Loiret ; retiré.

### DOMEIZEL (Claude)

sénateur (Alpes de Haute-Provence)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**



*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La compensation vieillesse est-elle encore réformable ? [n° 131 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - **Article 1er A** (art. L. 122-26 du code du travail - Prolongement de la durée du congé de maternité en cas d'état pathologique) (p. 69, 70) : son amendement n° 9 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale - modalités de prolongation du congé de maternité ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 132-12-3 nouveau, L. 133-5 et L. 132-12 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 72) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (rédaction).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 90) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 33 de M. Roland Muzeau (allongement du congé maternité). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 105) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (majoration de pension accordée aux fonctionnaires handicapés).

- **Proposition de loi relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité** [n° 194 (2005-2006)] - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 795, 796) : mécontentement s'agissant de l'organisation des débats. Soutient sans réserve les manifestations d'hostilité au projet de loi pour l'égalité des chances. Nécessité de tenir compte des changements intervenus dans notre société pour faire évoluer la législation relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité. Amendements du groupe socialiste tendant à assurer la cohérence entre cette proposition de loi et les codes régissant les différentes pensions. Accueil favorable du groupe sur ce texte. - **Article 2** (*Ouverture d'un droit à pension de réversion au profit des conjoints divorcés non remariés des titulaires de pensions militaires d'invalidité*) (p. 799, 800) : ses amendements n° 2 : extension du bénéfice de la pension de réversion au conjoint séparé de corps ; retiré ; et n° 3 : suppression de la condition de remariage de l'auteur du droit pour que soit reconnu

un droit à pension de réversion en faveur du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** : son amendement n° 4 : suppression des dispositions écartant de la réversion les ex-conjoints quand le divorce ou la séparation de corps a été prononcée à leur tort ; retiré. (p. 801) : son amendement n° 5 : révision de la pension des anciens fonctionnaires relevant du statut particulier des cadres territoriaux infirmiers, rééducateurs et assistants médico-techniques ; retiré.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 892, 893) : désaccord sur les modalités de vérification du quorum.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 986, 987) : interrogation sur la date d'entrée dans la formation d'apprentis juniors et sur l'éventuelle prise en compte de cette formation pour le calcul des retraites. Votera en faveur de la suppression de tous les articles concernant l'apprentissage et la formation d'apprenti junior.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1129, 1130) : soutient l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1201, 1202) : favorable à l'amendement précité n° 156 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 1214) : votera les amendements identiques n° 164 de Mme Raymonde Le Texier et n° 668 de M. Roland Muzeau (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement). (p. 1225) : votera les amendements de Mme Le Texier n° 176 (remplacement de l'évaluation des effets du CPE sur l'emploi par une évaluation portant sur le nombre de créations nettes d'emplois) et n° 177 (évaluation du CPE avant la fin 2006).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1354) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 837 de M. Josselin de Rohan (application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1455) : dénonce l'interruption des travaux parlementaires à cause du déroulement de la première journée des Français de l'étranger au Sénat. (p. 1456) : fonde son intervention sur l'article 42 du règlement du Sénat. Proteste contre la demande de réserve portant sur les articles additionnels. Demande une suspension de séance.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2105, 2108) : rappel de la loi du 28 janvier 1984 créant la fonction publique territoriale. Impossibilité pour l'opposition sénatoriale de participer au groupe de travail sur la réforme de la fonction publique territoriale. Quelques avancées mais un manque d'approfondissement de certains sujets. Inadaptation de la législation en vigueur pour les communes rurales. Texte remanié après le passage devant le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Souhait du maintien de la compétence du Conseil national de la fonction publique territoriale, CNFPT, sur l'observatoire de la fonction publique territoriale. Concours des cadres d'emplois supérieurs. Création et financement du Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Organisation des concours. Modalités du transfert des missions et des personnels ainsi que de la compensation financière entre le CNFPT et les centres de gestion. Absence d'analyse des conséquences financières induites par les dispositions de ce texte : mise en place du droit à la formation, transfert des personnels TOS et autorisations spéciales d'absence. Interrogation sur la constitutionnalité de ce

texte. Aggravation des inégalités entre les fonctionnaires territoriaux. Asphyxie financière du CNFPT. Evolution nécessaire de ce texte. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie) (p. 2121) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jacques Mahéas (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie). Absence d'appréciation du Conseil d'Etat sur le caractère réglementaire ou législatif des dispositions de ce texte. - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 2134) : son amendement n° 268 : repli ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale) (p. 2152, 2155) : sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional), ses sous-amendements n° 320 et n° 242 ; rejetés. Soutient l'amendement n° 262 de M. Jacques Mahéas (gestion par le centre coordonnateur des concours, des vacances d'emplois et du reclassement des fonctionnaires de catégorie A) ; devenu sans objet. Son amendement n° 269 : modalités de désignation du centre coordonnateur ; devenu sans objet. (p. 2156) : intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 13 de la commission précité. - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service) (p. 2159, 2160) : défavorable à cet article. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 2175, 2177) : son amendement n° 270 : caractère facultatif des missions d'inspection et de contrôle ; adopté. (p. 2178) : intervient sur son amendement n° 271 : contrôle par les CDG de l'application des règles d'hygiène et de sécurité (soutenu p. 2188). (p. 2179) : soutient l'amendement n° 220 de M. Jacques Mahéas (gestion des secrétariats des commissions de réforme et des comités médicaux par les centres de gestion) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2185, 2187) : son amendement n° 280 : conditions de fonctionnement du partenariat entre les centres de gestion et la CNRACL ; devenu sans objet. Intervient sur le sous-amendement n° 325 du Gouvernement portant sur l'amendement analogue n° 193 de M. Alain Vasselle auquel il est défavorable. (p. 2188) : son amendement n° 271 : contrôle par les CDG de l'application des règles d'hygiène et de sécurité ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2190) : son amendement n° 221 : précision du rôle des CDG en matière d'organisation des contrats d'assurance pour le compte des collectivités publiques ; adopté. - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial) (p. 2193) : son amendement n° 272 : suppression du caractère annuel de cette conférence ; retiré. (p. 2194, 2195) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (présence des CDG à cette conférence). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2200) : son amendement n° 273 : création de comités techniques paritaires locaux au niveau des établissements publics de coopération intercommunale ; adopté. (p. 2202) : son amendement n° 255 : promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale ; retiré. - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Rôle des comités techniques paritaires) (p. 2204) : son amendement n° 274 : consultation des comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2205, 2206) : soutient l'amendement n° 219 de M. Simon Sutour (autorisation donnée aux collectivités territoriales et aux établissements publics d'aider leur personnel à disposer d'une protection sociale complémentaire) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : intervient sur son amendement n° 279 : suppression des quotas

pour les agents de catégorie C. - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix ») (p. 2263, 2264) : son amendement n° 278 : suppression des quotas et prise en compte de la seule valeur professionnelle pour la promotion interne ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2265) : sur l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 165 (droit à l'action sociale au bénéfice des fonctionnaires territoriaux), auquel il est favorable, son sous-amendement n° 329 ; devenu sans objet. (p. 2266) : reprend l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 165 : droit à l'action sociale au bénéfice de l'ensemble des agents territoriaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 2267) : son amendement n° 237 : coordination ; retiré. - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude) (p. 2270, 2271) : votera l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils) (p. 2275) : soutient l'amendement n° 94 de M. Roger Madec (création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement) ; adopté. - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical) (p. 2284) : son amendement n° 277 : possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence ; retiré. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2287, 2288) : son amendement n° 282 : révision des pensions de retraite des cadres territoriaux de santé dans des termes identiques à ceux appliqués pour les fonctionnaires hospitaliers ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2302) : son amendement n° 240 : suppression de la disposition prévoyant la déduction des rémunérations "accessoires" perçues par un agent au titre d'une activité privée, en cas de cumul ; retiré au profit de l'amendement n° 119 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (en cas de mise à disposition du CNFPT ou d'un centre de gestion, d'un agent, à la suite de la cessation de ses fonctions, suppression de la déduction opérée sur son traitement pour les rémunérations "accessoires" touchées au titre d'une activité privée). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2305) : son amendement n° 275 : modalités de remboursement de la charge salariale au centre de gestion, par les collectivités non adhérentes ayant décidé de décharger de fonctions certains de leurs fonctionnaires ; rejeté. (p. 2307) : son amendement n° 239 : conditions de mobilité au sein des différentes fonctions publiques ; rejeté. - **Article 30** (chapitres XIII et XIV nouveau, art. 108-1 et 108-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'un chapitre relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale) (p. 2311) : son amendement n° 290 : publicité des résultats de l'évaluation des risques par l'employeur territorial ; rejeté. Son amendement n° 291 : consultation du service de médecine préventive par l'autorité territoriale ; adopté. (p. 2312) : sur l'amendement n° 330 du Gouvernement (possibilité pour les centres de gestion ou les EPCI de mettre à disposition des collectivités ou des établissements publics un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité) qu'il accepte, son sous-amendement n° 333 : mutualisation des moyens adoptés ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3250, 3252).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3288, 3294) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés) ; rejeté. Contrat imposé aux Français dans des conditions inadmissibles. Conteste les affirmations du ministre s'agissant des embauches créées grâce au CNE. (p. 3296, 3297) : favorable aux amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Bel et n° 9 de M. Roland

Muzeau (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). Rôle du service public et des éducateurs aguerris pour former les jeunes en situation difficile. Risque de conflit avec les employeurs. (p. 3313) : intervient sur les amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). Attente d'une réponse du ministre sur le retrait du décret du 13 janvier 2006. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale) (p. 3321, 3322) : exonération de cotisations sociales patronales dans le cadre de la modification du SEJE. Transfert de la charge à la sécurité sociale. Question de sa compensation. Précision insuffisante quant aux jeunes concernés et quant aux actions spécifiques envisagées dans le cadre de la modification du CIVIS. Objectif inavoué d'un traitement statistique du chômage des jeunes. Dispositif inconstant et à très courte vue, non conforme aux attentes des Français. (p. 3326, 3327) : invite le Sénat à voter les amendements identiques n° 14 de M. Roland Muzeau et n° 6 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation de l'article 8 instituant le CPE dans la loi pour l'égalité des chances). Véritable réponse à l'attente de la majorité des Français. Etrangeté de la procédure suivie. Image négative pour les institutions et la crédibilité du Parlement. Nécessité de clarifier les choses. Le groupe socialiste continuera de poursuivre le combat contre la précarité. Ne votera pas la proposition de loi en cas de rejet des amendements identiques précités n° 6 et n° 14.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (13 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 4577, 4578) : son amendement n° 167 : suppression de la discrimination salariale subie par les médecins d'origine extra-communautaire exerçant dans les services hospitaliers ; rejeté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5014, 5015) : question de l'inscription des mineurs au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5034, 5035) : son amendement n° 37 : limitation de l'inscription des mineurs sur le fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 14 sexies** (p. 5602, 5603) : ses amendements n° 339 : attribution au préfet de la compétence pour l'élaboration ou la modification des statuts de l'association syndicale du canal de Manosque, ASCM ; et n° 340 : possibilité pour le syndicat de l'ASCM de saisir le préfet de toute demande d'échéance parcellaire ; adopté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - *Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel*) (p. 6800) : soutient l'amendement n° 115 de M. Roland Courteau (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7117, 7118) : menace pour la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays. Absence de protection suffisante pour la future entité Suez-GDF. Le groupe socialiste votera contre l'article 10 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8003, 8005) : contrat enfance-jeunesse. Déficits du FFIPSA et du FSV. Rapport de M. Eric Doligé. Pouvoir d'achat des retraités.

*Première partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 1er** (*approbation, au titre de l'exercice 2005, des tableaux d'équilibre*) (p. 8017) : origine du déficit.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 4** (art. 60 de la loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - *Rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 8023) : réforme injustifiée. - **Vote sur l'ensemble de la deuxième partie** : Avec le groupe socialiste, votera contre la deuxième partie du projet de financement de la sécurité sociale.

*Quatrième partie :*

- (17 novembre 2006) - **Article 53 bis** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - *Permanence des soins*) (p. 8366) : intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion des médecins non conventionnés dans la liste des médecins tenus de participer au dispositif de permanence des soins). - **Article additionnel avant l'article 54 ou après l'article 54** (p. 8368, 8371) : son amendement n° 259 : garantie aux titulaires d'une pension d'invalidité d'un niveau de retraite au moins égal à cette pension ; rejeté. Soutient l'amendement n° 260 de M. Roger Madec (droit à ouverture de la pension de réversion pour le partenaire survivant d'un PACS) ; rejeté. - **Article 55** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans*) (p. 8379) : le groupe socialiste votera l'amendement de suppression n° 287 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8382) : le groupe socialiste suivra la position de la commission sur les amendements de M. Jean-Marc Juilhard en étant favorable aux n° 224 (précision de la composition de l'assiette des cotisations sociales dues par les non-salariés agricoles), n° 225 (cohérence) et n° 222 (extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003) modifié par le sous-amendement n° 439 du Gouvernement (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8387) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement de la commission n° 53 (application d'un barème spécifique au rachat d'années incomplètes ou d'années d'études effectué pour bénéficier du dispositif des carrières longues). (p. 8390, 8391) : ses amendements n° 228 : précision de la date de départ à la retraite des parents ayant élevé trois enfants après quinze ans de service dans la fonction publique ; retiré ; et n° 229 : neutralisation pour la CNRACL du transfert des fonctionnaires d'Etat ; adopté. - **Article 63** (art. L. 531-6 du code de la sécurité sociale - *Attribution du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux*) (p. 8425, 8426) : affichage d'un optimisme surprenant du Gouvernement. Interrogations au sujet du plan "petite enfance". Inquiétude des collectivités territoriales quant à son financement. - **Article additionnel avant l'article 68** (p. 8436) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 65 de la commission (neutralité financière des opérations d'adossement des régimes spéciaux de retraite sur le régime général pour la CNAF). - **Article 69 ter** (*Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources*) (p. 8441, 8442) : votera l'amendement de suppression n° 291 de M. Guy Fischer.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 10**

(p. 8952) : son amendement n° I-162 : mise à jour des valeurs locatives dans certaines intercommunalités ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** - *Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]* - (30 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 9137, 9139) : faillite du système de protection sociale en contradiction avec les déclarations du Gouvernement affirmant la continuité de l'embellie. Amendements de dernière minute imposant des dépenses supplémentaires sous la pression du MEDEF. Mépris du Parlement. Dépôt d'un nouvel amendement sur l'emploi des seniors après la réunion de la commission mixte paritaire et le refus du dispositif par le Sénat. Vote bloqué demandé par le Gouvernement. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10010, 10014) : ses amendements n° II-303 : harmonisation de l'évaluation des bases locatives dans les communes issues d'une fusion de communes ; et n° II-304 : octroi du bénéfice du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle aux communes situées à proximité d'un site générateur de cette taxe, qu'elles relèvent de départements qui soient limitrophes du site ou non ; retirés. (p. 10023, 10026) : ses amendements n° II-305 : possibilité pour les élus communaux de cotiser à l'IRCANTEC sur l'indemnité maximale ; et n° II-306 : compensation par l'Etat à la CNRACL des exonérations de cotisations pour la retraite des personnels des centres communaux d'action sociale ; irrecevables (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** - *Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]* - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10734, 10735) : absence de réponse aux enjeux fondamentaux de l'eau. Manque d'ambition. Traitement des fédérations de pêche. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** - *Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]* - (20 décembre 2006) - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

- *Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10793) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 54 de M. Hugues Portelli et n° 68 de M. Jean Boyer (clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité ouverte par ce texte de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités), ainsi qu'au sous-amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité) déposé sur l'amendement précité n° 54. - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public*) (p. 10798) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 74 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article additionnel après l'article 18 AA** (p. 10799) : soutient l'amendement n° 67 de M. Jean-Marie Bockel (possibilité de mutualisation totale ou partielle de la gestion du personnel entre EPCI et communes membres non affiliées à un centre de gestion) ; rejeté. - **Article 18 C** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Possibilité de comités techniques paritaires communs entre les EPCI et leurs communes membres*) (p. 10802) : défavorable à l'amendement n° 26 de M. Alain Vasselle (suppression). Regrette le retrait des amendements de M. Pierre Hérisson n° 47 (possibilité de créer des CTP communs entre les EPCI et une ou plusieurs communes membres) et n° 48 (possibilité de créer des CTP autonomes ou communs à plusieurs collectivités territoriales dès lors que l'effectif global concerné est au moins égal à vingt agents). - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10815) : favorable à la suppression de l'article 28 bis A. - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10816, 10817) : intervient sur son amendement n° 80 : prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année. - **Article 29 ter** (nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - *Création d'un titre emploi collectivité*) (p. 10822) : favorable aux amendements de suppression n° 6 de la commission et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10836) : votera ce texte après les progrès et garanties obtenus en deuxième lecture.

**DOMINATI (Philippe)**  
*sénateur (Paris)*  
NI

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie du 7 février 2006 au 24 octobre 2006.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 190 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 578, 579) : composition du nouveau conseil d'administration du STIF. Paralysie due à un blocage institutionnel. Vote à la majorité qualifiée des deux tiers. Texte pragmatique destiné à retrouver au plus vite un

fonctionnement normal du STIF. - **Article unique** (p. 584) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Billout (modalités de vote au conseil d'administration du STIF).

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5356, 5357) : dérive des comptes publics. Incapacité des gouvernements à assainir les finances publiques et à lancer la réforme de l'Etat. Atonie de la croissance. Terme indispensable à la hausse ininterrompue des prélèvements. Réduction impérative des effectifs de l'Etat. Souhait d'inscription du budget pour 2007 dans une politique d'inspiration libérale.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8768) : son amendement n° I-187 : suppression de l'ISF ; retiré. (p. 8771) : ses amendements n° I-188 : exonération de la résidence principale du calcul de l'ISF ; et n° I-189 : abaissement du délai de prescription de dix à trois ans ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8856) : son amendement n° I-190 : application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres ; rejeté.

**DONNEDIEU de VABRES (Renaud)**  
ministre de la culture et de la  
communication

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)] (26 juillet 2006) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

*Projet de loi organique* modifiant l'ordonnance n° 58 - 1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)] (28 août 2006) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Projet de loi* relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] (28 août 2006) - **Culture.**

## INTERVENTIONS

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) (p. 2628, 2630) : travail de diffusion de l'information de proximité par France 3. Favorable à la diversité croissante des télévisions locales. Diffusion de quatorze nouvelles chaînes gratuites grâce au déploiement de la TNT. Mise en oeuvre d'un plan de relance en faveur des télévisions locales par le Gouvernement. Adaptation de la fiscalité. Nécessité de préserver l'équilibre entre les médias en matière de publicité. Exemples de Tours et de l'Ile-de-France. Création d'un fonds de soutien aux télévisions associatives. Question du basculement de l'analogique vers le numérique.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle** [n° 265 (2005-2006)] - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2634, 2635) : développement fructueux du partenariat entre les collectivités territoriales et l'Etat au service de la culture. Coopération exemplaire entre le Sénat, le ministère de la culture et de la communication et le ministère chargé des collectivités territoriales. Assouplissement de la composition du conseil d'administration des EPCC. Réponses pragmatiques et raisonnables permettant de clarifier la situation des directeurs. Reprise sur contrat à durée indéterminée des personnels transférés d'une institution culturelle existante vers un EPCC. - **Article 4** (art. L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales - Statut du directeur au cours de l'existence de l'EPCC) (p. 2643) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information** [n° 269 (2005-2006)] - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3504, 3507) : enjeux de ce débat. Conciliation entre le respect du droit d'auteur et la défense d'un large accès aux oeuvres. Développement d'offres culturelles en ligne. Nouveau modèle de financement de la création. Encadrement de la diffusion des oeuvres. Mise en place d'un registre public des oeuvres disponibles. Garantie du droit à la copie privée. Principe d'interopérabilité. Création d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection. Politique de prévention et de gradation des sanctions pour les internautes. Répression dirigée contre les responsables du piratage. Préservation du logiciel libre. Conditions présidant à l'exception

pédagogique et à l'exception en faveur des personnes handicapées. Transposition de la directive sur le droit de suite. (p. 3547, 3550) : consensus sur les enjeux principaux du texte. Texte à la fois tardif et précurseur. Sanctions graduées et proportionnées. Prévention. Concertation. Avancées en matière de diversité culturelle. Volonté de lutter contre la marchandisation des oeuvres et la concentration du marché. Initiative de l'INA. Recherche d'équilibre. Effort en faveur de l'interopérabilité. Importance du droit moral. Place du logiciel libre. Développement indispensable de l'offre légale. Prix de la culture. Accord interprofessionnel sur la vidéo à la demande. - **Question préalable** (p. 3554) : s'oppose à la motion n° 197 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3558) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite (précision relative au droit moral). (p. 3562, 3563) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 1 de la commission et n° 96 de M. René Garrec (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 260 de M. Michel Charasse et n° 203 de Mme Marie-Christine Blandin. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 47 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 198 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 121 de M. David Assouline (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). Sur ce dernier, s'oppose également au sous-amendement n° 231 de Mme Marie-Christine Blandin. (p. 3565) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Jack Ralite (rémunération en compensation de l'exception ouverte au bénéfice des associations de personnes handicapées). (p. 3566, 3567) : accepte les amendements de la commission n° 2 (coordination) et n° 3 (champ d'application de l'exception au bénéfice des personnes handicapées). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Charasse n° 66 et n° 67. S'oppose également à l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (suppression de la référence aux déficiences psychiques). (p. 3568, 3569) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rédaction) et n° 6 (exception en faveur des établissements documentaires). Sur l'amendement n° 62 de M. Michel Charasse (fourniture de fichiers numériques à la demande des organismes d'aide aux personnes handicapées) qu'il accepte, son sous-amendement n° 261 ; retiré. Sur l'amendement n° 62 précité, accepte le sous-amendement n° 262 de M. Jacques Valade. (p. 3571, 3573) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (exception en faveur des établissements documentaires). Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 106 de M. Alain Dufaut et s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Charasse n° 68 et de M. Jack Ralite n° 244 et n° 245. S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 63 de M. Michel Charasse et n° 119 de M. David Assouline (conditions de l'exception au bénéfice des établissements documentaires) ainsi qu'aux amendements de M. Jack Ralite n° 166 (rémunération en contrepartie du régime d'exception) et n° 138 (exception au bénéfice exclusif des établissements documentaires publics). (p. 3577, 3578) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (conditions de l'exception en faveur de la presse). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 202 de Mme Marie-Christine Blandin et accepte les sous-amendements identiques n° 246 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 259 de M. Jack Ralite. S'oppose à l'amendement n° 120 de M. David Assouline (conditions de l'exception en faveur de la presse) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 230 de Mme Marie-Christine Blandin. S'oppose également aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 199 (suppression de l'exception en faveur de la presse) et n° 200 (conditions de l'exception en faveur de la presse) ainsi qu'aux amendements de M. Jack Ralite n° 177 (rémunération en compensation de l'exception) et n° 140 (précision). (p. 3580) : s'oppose à l'amendement n° 201 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des dispositions relatives au test en trois étapes) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 64 de M. Michel Charasse et n° 143 de M. Jack Ralite

(conditions générales s'appliquant aux exceptions au droit d'auteur). (p. 3582, 3583) : s'oppose aux amendements identiques n° 48 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 65 de M. Michel Charasse (suppression de la mention relative à la liberté de l'auteur de mettre son oeuvre à la disposition du public de façon payante ou gratuite) ainsi qu'à l'amendement n° 169 de M. Jack Ralite (cession par contrat écrit pour tout type d'exploitation de l'oeuvre). Accepte l'amendement n° 8 de la commission (conditions de mise à la disposition du public à titre gratuit d'oeuvres par un auteur). (p. 3585, 3586) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (suppression du rapport au Parlement relatif aux modalités de mise en oeuvre d'une plate-forme publique de téléchargement). S'oppose aux amendements n° 139 de M. Jack Ralite (création d'une plate-forme publique de téléchargement) et de M. David Assouline n° 123 (mise en oeuvre d'une plate-forme publique de téléchargement) et n° 122 (repli). (p. 3587) : accepte l'amendement n° 142 de M. Jack Ralite (modification du code de la sécurité sociale tendant à permettre la signature d'un accord relatif aux revenus complémentaires des photographes professionnels).

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 2** (art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3650, 3651) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (exceptions nouvelles aux droits voisins). Sur ce dernier, accepte les sous-amendements de M. Alain Dufaut n° 110, n° 109 et n° 108 et s'oppose au sous-amendement n° 247 de M. Jack Ralite. S'oppose également aux amendements de M. David Assouline n° 124 (exception pédagogique) et n° 125 (exception au bénéfice des établissements documentaires) ainsi qu'aux amendements n° 224 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des dispositions relatives au test en trois étapes) et n° 144 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits voisins). - **Article 3** (art. L. 342-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits des producteurs de bases de données : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3653) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). S'oppose aux amendements n° 225 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des mentions relatives au test en trois étapes) et n° 145 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits des producteurs de bases de données). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3654) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. David Assouline (établissement par le conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique d'un rapport sur l'incidence des différentes exceptions aux droits d'auteur et aux droits voisins). - **Article 4** (art. L. 122-9-1 et L. 211-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Epuisement du droit de distribution) (p. 3655) : sur l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) qu'il accepte, son sous-amendement n° 279 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 146 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 4 bis** (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Radiodiffusion des phonogrammes du commerce) (p. 3657, 3658) : accepte les amendements identiques n° 13 de la commission et n° 128 de M. David Assouline (suppression). S'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Jack Ralite et n° 204 de Mme Marie-Christine Blandin (modification du régime de licence légale pour les phonogrammes du commerce). - **Article 4 ter** (art. L. 331-4 du code de la propriété intellectuelle - Exception en faveur des procédures parlementaires de contrôle) (p. 3658) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (suppression). - **Article 5** (art. L. 211-4 du code de la propriété intellectuelle - Durée de la protection des droits voisins) (p. 3659) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Bernard Fournier (alignement du décompte de la durée des droits voisins des producteurs de vidéogrammes sur celui des producteurs de phonogrammes). - **Articles additionnels après l'article 5** : Sur l'amendement n° 70 de M. Michel Charasse (suppression de l'extinction du droit à rémunération au décès de l'artiste-interprète) qu'il accepte, son sous-amendement n° 282 ; adopté. (p. 3661) : s'oppose aux amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 49 (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) et

n° 50 (participation des fournisseurs d'accès aux négociations relatives à l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée). - **Article 5 bis** (art. L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 3662, 3663) : sur l'amendement n° 15 de la commission (critères déterminant le montant de la rémunération pour copie privée) qu'il accepte, son sous-amendement n° 184 ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 148 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 5 ter** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 3664) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Michel Charasse (composition et rôle de la "commission copie privée") et accepte l'amendement n° 111 de M. Alain Dufaut (simplification). - **Article 5 quater** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux cabinets d'imagerie médicale) (p. 3665) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Michel Charasse (remboursement de la rémunération pour copie privée pour les supports acquis pour un usage professionnel). - **Articles additionnels avant l'article 6 ou après l'article 10** (p. 3666) : s'oppose aux amendements analogues n° 149 de M. Jack Ralite et n° 211 de Mme Marie-Christine Blandin (obligation pour les producteurs de phonogrammes de délivrer les informations nécessaires à la répartition des droits par les sociétés de gestion). - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3669) : s'oppose à la motion n° 283 de M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission. (p. 3683, 3684) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection). Sur ce dernier, accepte les sous-amendements identiques n° 52 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 188 de M. Bruno Retailleau (exclusion du champ des mesures techniques de protection de leurs éléments constitutifs) ainsi que le sous-amendement n° 277 de M. David Assouline (préservation de l'exception de décompilation). S'oppose aux sous-amendements analogues n° 115 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 189 de M. Bruno Retailleau (obligation des fournisseurs de mesures techniques de protection en matière d'interopérabilité), aux sous-amendements identiques n° 191 de M. Bruno Retailleau et n° 271 de Mme Catherine Morin-Desailly (frais donnant lieu à compensation pour la fourniture d'informations essentielles à l'interopérabilité) ainsi qu'aux sous-amendements n° 190 de M. Bruno Retailleau (procédure garantissant l'interopérabilité), n° 272 de Mme Catherine Morin-Desailly (autorisation de la publication du code source et de la documentation technique d'un logiciel interopérant), n° 278 de M. Jack Ralite (préservation de l'exception de décompilation) et de Mme Marie-Christine Blandin n° 284 (interdiction de la mise en place de dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées) et n° 285 (possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 228 (impossibilité pour les mesures techniques de protection de s'opposer au libre usage de l'oeuvre dans le respect des droits protégés). Demande le retrait du sous-amendement n° 229 de Mme Catherine Morin-Desailly (préservation de l'exception de décompilation). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 181 de M. Jack Ralite (contrôle des titulaires de droit sur les mesures techniques de protection). S'oppose aux amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 114 (clarification), n° 116 (préservation de l'exception de décompilation), n° 117 (impossibilité pour les mesures techniques de protection d'empêcher les actes autorisés par la loi ou les détenteurs de droit) et n° 118 (clarification), aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 205 (impossibilité de mettre en place des dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées) et n° 206 (possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public) ainsi qu'à l'amendement n° 73 de M. Michel Charasse (suppression des dispositions visant à garantir l'interopérabilité).

- **Journée de mémoire de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions** - (10 mai 2006) (p. 3697) : travail de mémoire relatif à l'esclavage.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)] (suite)** - (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3698, 3702) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), ses sous-amendements n° 185 (appellation de l'autorité de régulation) ; et n° 280 (instauration d'une procédure contradictoire) ; adoptés. (p. 3704, 3705) : sur l'amendement précité n° 18 de la commission qu'il accepte, accepte les sous-amendements de M. Jacques Pelletier n° 194 (précision) et n° 196 (recours suspensif) et de M. Alain Dufaut n° 112 (précision) et n° 113 (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et le Conseil de la concurrence). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 264 de M. Pierre Hérisson (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP). S'oppose aux sous-amendements de M. Roger Karoutchi n° 237 (précision), n° 238 (précision sur le cadre légal de l'interopérabilité), n° 239 (définition de l'interopérabilité), n° 240 (définition de l'interopérabilité), n° 241 (conditions de publication du code source d'un logiciel indépendant et interopérant), n° 242 (recours suspensif) et n° 243 (approbation du procès-verbal de conciliation par le distributeur de contenu et le bénéficiaire de l'interopérabilité), aux sous-amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 268 (saisine de l'Autorité de régulation des mesures techniques), n° 269 (définition des frais donnant lieu à rémunération pour la mise à disposition d'informations essentielles à l'interopérabilité) et n° 270 (impossibilité d'interdire la publication du code source d'un logiciel indépendant interopérant), ainsi qu'au sous-amendement n° 74 de M. Michel Charasse (recours suspensif). (p. 3709) : dispositif permettant la mise en oeuvre concrète de l'interopérabilité. - **Article 7 bis** (*Déclaration préalable de certains logiciels*) (p. 3711) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 183 de M. Jack Ralite (non-protection des dispositifs de contrôle à distance ou d'accès aux données personnelles). - **Article additionnel après l'article 7 bis** : s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Jack Ralite (autorisation préalable de la CNIL pour les dispositifs permettant un contrôle à distance ou le traitement de données personnelles). - **Article 8** (*art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3716, 3720) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 281 ; adopté ; accepte le sous-amendement n° 53 de M. Jean-Léonce Dupont. S'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite n° 248, 249, 250, 251, 252 et 253, ainsi qu'au sous-amendement n° 54 de Mme Catherine Morin-Desailly. S'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 131 (suppression des éléments tendant à présenter l'exception pour copie privée comme un droit) et n° 132 (respect des règles de chronologie des médias dans l'application de l'exception pour copie privée aux oeuvres cinématographiques), de Mme Marie-Christine Blandin n° 207 (nombre minimum de copies privées), n° 208 (bénéfice de l'exception de copie privée valable sur tout support) et n° 226 (cohérence), ainsi qu'à l'amendement n° 187 de M. Bruno Retailleau (nombre minimum de copies privées). - **Article 9** (*art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3723) : reprend l'amendement de la commission n° 21 (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection), ainsi que les sous-amendements n° 195 de M. Jacques Pelletier et n° 76 de M. Michel Charasse ; adoptés. (p. 3729) : sur son amendement n° 21 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite n° 254 et n° 255. S'oppose également aux amendements n° 210 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression) et n° 133 de M. David Assouline (composition et mode de fonctionnement du collège de

médiateurs). - **Article 10** (*art. L. 331-10 [nouveau] au code de la propriété intellectuelle - Protection des informations électroniques permettant l'identification d'une oeuvre*) (p. 3731, 3732) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Jack Ralite (publicité sous forme électronique des informations concernant le régime des droits afférents à une oeuvre). - **Article 11** (*art. L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension des procédures de saisie contrefaçon aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information*) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 12** (*art. L. 335-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de droits voisins aux cas d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3733) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 12 bis** (*art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels*) (p. 3736) : s'oppose aux amendements de suppression n° 159 de M. Jack Ralite et n° 212 de Mme Marie-Christine Blandin, aux amendements de précision n° 55 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 213 et n° 214 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 41 et n° 42 de M. Yann Gaillard ainsi qu'à l'amendement n° 186 de M. Bruno Retailleau (exclusion du champ d'application de l'article des logiciels destinés à l'échange de fichiers professionnels ou à l'échange autorisé de fichiers protégés par le droit d'auteur). Accepte l'amendement n° 22 de la commission (suppression des dispositions excluant du champ d'application de l'article les logiciels destinés au travail collaboratif, à la recherche et à l'échange de fichiers non soumis à la rémunération du droit d'auteur). - **Article 13** (*art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur*) (p. 3739, 3740) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 160 et 161 de M. Jack Ralite et n° 216 et 215 de Mme Marie-Christine Blandin (champ d'application des sanctions). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (application des sanctions aux actes réalisés à des fins d'interopérabilité). - **Article 14** (*art. L. 335-4-1 et L. 335-4-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant des droits voisins*) (p. 3742) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 217 et 218 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 162 et 163 de M. Jack Ralite (champ d'application des sanctions). - **Article 14 bis** (*art. L. 335-5 et L. 335-5-1 du code de la propriété intellectuelle - Contraventions réprimant les échanges illicites d'oeuvres en ligne*) (p. 3745) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (champ d'application de la contravention). S'oppose aux amendements n° 182 de M. Jack Ralite (champ d'application de l'article), n° 101 de M. Gérard Longuet (coordination) et n° 56 de Mme Catherine Morin-Desailly (champ d'application de l'article). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3746, 3747) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Longuet n° 105 (présomption de bonne foi des systèmes de contrôle) et n° 102 (au-delà d'un certain seuil, alourdissement des sanctions pour le téléchargement illégal d'oeuvres protégées). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 273 de M. Roger Karoutchi. (p. 3748) : accepte l'amendement n° 103 de M. Alain Dufaut (responsabilité des titulaires d'accès à Internet). - **Article 14 ter** (*art. L. 335-5-1, L. 335-6, L. 335-7, L. 335-8 et L. 335-9 du code de la propriété intellectuelle - Extension des sanctions complémentaires aux nouveaux délits d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3749) : accepte l'amendement n° 234 de la commission (coordination). - **Article 14 quater** (*art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels*) (p. 3753) : s'oppose aux amendements identiques n° 134 de M. David Assouline et n° 164 de M. Jack Ralite (suppression). Accepte l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-

amendements n° 265, 266, 267, 44 et 43 de M. Yann Gaillard, ainsi qu'aux sous-amendements n° 287 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 263 de M. Jack Ralite. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 3754) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Alain Dufaut (spécialisation de certaines juridictions en matière de propriété littéraire et artistique). - **Article 14 quinquies** (*Envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation à la propriété littéraire et artistique*) (p. 3755) : accepte les amendements de la commission n° 235 (modification) et n° 27 (détermination par un décret en Conseil d'Etat des modalités de diffusion des messages de prévention du téléchargement illicite). - **Article 15** (*art. L. 342-3-1 et L. 342-3-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Sanctions pénales applicables en cas d'atteinte aux mesures techniques relatives aux droits des producteurs de bases de données*) (p. 3756) : sur l'amendement n° 236 de la commission (coordination), qu'il accepte, son sous-amendement n° 275 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3757) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Jack Ralite (droit de location et de prêt des artistes-interprètes). - **Article 15 bis** (*art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la représentation*) (p. 3758) : sur l'amendement n° 78 de M. Michel Charasse (nouvelle rédaction de l'article), pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, son sous-amendement n° 276 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3759, 3760) : s'oppose aux amendements de M. Jack Ralite n° 171 (création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès) et n° 172 (système de rémunération des oeuvres téléchargées). - **Article 16** (*art. L. 111-1 du code de la propriété intellectuelle - Droit de l'auteur agent public*) (p. 3761) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Jack Ralite (non-compétence des conseils de prud'hommes pour les différends s'élevant entre un auteur salarié et son employeur en matière de droit d'auteur). - **Article 17** (*art. L. 121-7-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Limites du droit moral des auteurs agents publics*) (p. 3762, 3763) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Marie-Christine Blandin, n° 219, 220, 221 et 222 (conditions de restriction du droit moral des auteurs agents publics). - **Article 18** (*art. L. 131-3-1 à 131-3-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Conditions d'exploitation des droits des auteurs agents publics*) : s'oppose à l'amendement n° 223 de Mme Marie-Christine Blandin (mention du nom de l'agent pour toute exploitation de son oeuvre). - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 3764, 3765) : s'oppose aux amendements de M. Michel Charasse n° 79 (réglementation des relations entre les sociétés de perception et de répartition de droits et les titulaires de droits) et n° 80 (somme à répartir aux ayants droit). - **Article 19** (*art. L. 321-3 du code de la propriété intellectuelle - Contrôle public des règles de fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits*) (p. 3766) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 83 de M. Michel Charasse (délai de mise en conformité avec la réglementation en vigueur). - **Article additionnel après l'article 19** : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Michel Charasse (information des associés des sociétés de perception et de répartition de droits). - **Articles additionnels après l'article 19 ou après l'article 20** (p. 3767) : s'oppose aux amendements n° 59 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la part de la rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes) et n° 85 de M. Michel Charasse (limitation à 5 % de la part de la rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3768) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Michel Charasse (affectation des sommes prélevées en application de l'article L. 321-9). - **Article 20** (*art. L. 321-12 du code de la propriété intellectuelle - Compétence du comité de la réglementation comptable pour fixer les règles comptables applicables aux sociétés de gestion collective des droits*) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Michel Charasse (généralisation du régime du mandat). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 3769) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Michel Charasse (application du code de la mutualité aux actions sociales des sociétés de perception et de répartition des droits). - **Article 20 bis** (*section V du chapitre II du titre I de la première partie du livre I du code général des impôts - Crédit*

*d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques*) (p. 3771, 3772) : accepte les amendements n° 29, 30, 31, 32, 33 et 34 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 20 ter** : accepte l'amendement n° 35 de la commission (extension des accords collectifs relatifs à la rémunération des auteurs). - **Article 23** (*art. L. 132-2 et L. 132-2-1 [nouveau] du code du patrimoine - Organisation du dépôt légal des informations communiquées publiquement en ligne*) (p. 3773) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3775) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (encadrement juridique des accords conclus par l'INA avec les organisations syndicales représentatives des artistes-interprètes) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 89 de M. Michel Charasse. - **Article 28 A** (*art. L. 122-8 du code de la propriété intellectuelle - Droit de suite*) (p. 3776) : accepte les amendements n° 38 de la commission (précision), n° 192 de M. Yann Gaillard (charge du droit de suite) et n° 107 de M. Alain Dufaut (champ d'application du droit de suite). - **Article 29** (*Dispositions transitoires*) (p. 3777) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3779) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des dispositions des titres Ier et IV), et sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 256 de M. Jack Ralite (mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement) et s'oppose aux sous-amendements portant sur le même objet n° 258 et 274 de M. David Assouline (mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement). (p. 3780) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Jack Ralite (création d'un Conseil Beaumarchais-Internet-Responsabilité publique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3784, 3785) : rôle du Sénat. Remerciements.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3830, 3831) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Roland Ries (intégration de l'autopartage et du covoiturage dans le champ de compétences des autorités publiques responsables de services de transport).

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3844, 3847) : recherche du point d'équilibre entre les nécessités de la mémoire, de l'histoire et de l'archéologie, et les impératifs et l'urgence du développement. Objectif de consolidation du nouveau partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales, et de simplification et de modernisation du droit du patrimoine. Conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine, et celles du développement économique et social. Garantie d'un mode de financement solide et pérenne. Amélioration du rendement de la redevance d'archéologie préventive. Phase de construction de l'INRAP. Renforcement de ses ressources humaines. Volonté d'améliorer sa gestion et son fonctionnement. Souhait d'une maîtrise de la prescription guidée par des choix scientifiques. Création prochaine d'une journée nationale de l'archéologie préventive. Efforts entrepris par les collectivités territoriales pour diversifier l'offre d'intervention aux côtés de l'INRAP. Nécessité d'une politique ambitieuse et durable du patrimoine.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information** - *Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]* - (30 juin 2006) - **Rappel au règlement** (p. 5400) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jack Ralite. Nécessité de voter ce texte pour garantir la copie privée. - **Discussion générale** (p. 5403, 5405) : enjeux de ce débat. Texte équilibré. Conciliation entre respect du droit d'auteur et accès aux oeuvres. Garantie de l'interopérabilité et de la copie privée. Création d'une Autorité de régulation des mesures techniques. Instauration de sanctions graduées. Protection du logiciel libre. Nouvelles exceptions au droit d'auteur, en faveur des handicapés et de l'enseignement. Soutien à la création musicale. - **Article 2** (p. 5423) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rectification). - **Article 20 bis** (p. 5424) : son amendement n° 1 (levée du gage) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5426) : remerciements.



- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8465, 8471) : instauration d'un cadre juridique nécessaire au développement de la télévision numérique. Convention sur la diversité culturelle. Révision de la directive Télévision sans frontières. Succès et développement de la TNT. Accessibilité. Rôle du service public audiovisuel. Extinction de la diffusion analogique. Rôle de TF1, M6 et Canal +. Chaînes locales. Situation de l'outre-mer. Mise en place de la télévision haute définition et de la télévision mobile. Soutien à la création artistique. - **Demande de priorité** (p. 8479) : accepte la demande de priorité de la commission, portant sur l'article 5 du projet de loi. - **Discussion générale** (p. 8495, 8498) : rôle du CSA. Couverture intégrale du territoire. Financement de la création audiovisuelle. Modèle économique en gestation pour la télévision mobile personnelle. Information des consommateurs. Absence de recul du service public. Respect du pluralisme culturel et politique. Conditions d'octroi de canaux supplémentaires. Fragilité économique des créateurs de contenus. - **Question préalable** (p. 8503, 8505) : s'oppose à la motion n° 43 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8507, 8508) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Jack Ralite (conditions de reprise en mode numérique des chaînes locales). (p. 8509, 8510) : accepte les amendements analogues n° 85 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 3 de la commission (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT). Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 149 de Mme Catherine Morin-Desailly et s'oppose au sous-amendement n° 136 de Mme Marie-Christine Blandin. (p. 8511, 8513) : demande le retrait des amendements analogues n° 86 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 99 de M. Roland du Luart et n° 129 de Mme Marie-Christine Blandin (conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales) et s'oppose à l'amendement portant sur le même objet n° 96 de M. Jack Ralite. (p. 8514, 8515) : accepte les amendements, portant sur le même objet, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 23 et de Mme Catherine Morin-Desailly n° 73 (taux de couverture du territoire par la TNT). (p. 8517, 8522) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rédaction), n° 6 (processus d'extinction de la diffusion analogique) et n° 5 (mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 121 de M. Roger Karoutchi. Accepte également les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 26 (mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite), n° 24 (coordination) et n° 25 (conditions de prorogation d'autorisations pour les nouveaux entrants). S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Serge Lagauche (conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8551, 8552) : accepte les amendements identiques n° 7 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 27 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Serge Lagauche (conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre). (p. 8553) : s'oppose à l'amendement n° 130 de Mme Marie-Christine Blandin (précision) et accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 28 (précision). (p. 8556, 8557) : accepte les amendements identiques n° 8 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 29 (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition gratuite d'une offre satellitaire composée des chaînes nationales diffusées en analogique). S'oppose aux amendements de M. Jacques Ralite n° 97 (reprise des chaînes publiques de manière intégrale et simultanée sur l'ensemble des supports) et n° 100 (numérotation prioritaire pour les chaînes publiques nationales et locales) ainsi qu'à l'amendement n° 131 de Mme Marie-Christine Blandin (obligation pour les services de télévision diffusés par la TNT d'accepter la reprise de leur offre de programmes par les opérateurs de réseaux ADSL et de réseaux câblés). Sur les amendements de M. Serge Lagauche, estime le

n° 48 (extension du service satellitaire aux chaînes hertziennes numériques) satisfait par l'amendement n° 5 de la commission (mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite) et le n° 49 (couverture satellitaire des déclinaisons régionales des programmes nationaux) satisfait par l'amendement n° 156 du Gouvernement (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3). (p. 8558, 8559) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (coordination) et s'oppose aux amendements n° 50 de M. Serge Lagauche (rôle du schéma national d'arrêt de la diffusion analogique) et n° 51 de M. Jean-Marie Bockel (établissement du calendrier de basculement vers la télévision numérique en collaboration avec les états limitrophes, dans les zones frontalières). (p. 8559) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jack Ralite (composition du groupement d'intérêt public chargé de l'extinction de la diffusion analogique et de la préparation de l'arrivée du numérique). (p. 8563, 8564) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 30 (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 117 de M. Jean-Claude Carle. S'oppose aux amendements n° 102 de M. Jack Ralite (conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis), n° 53 de M. Serge Lagauche (type de dépenses prises en charge par le fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis) et n° 132 de Mme Marie-Christine Blandin (financement du fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis). (p. 8570, 8571) : s'oppose aux amendements identiques n° 54 de M. Serge Lagauche, n° 78 de M. Michel Mercier, n° 103 de M. Jack Ralite (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet de Mme Marie-Christine Blandin n° 133 et n° 134 (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques). Estime les amendements portant sur le même objet n° 148 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 104 de M. Jack Ralite et n° 55 de M. Serge Lagauche (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) satisfaits par l'amendement analogue n° 12 de la commission, qu'il accepte. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques). Accepte également l'amendement n° 120 de M. Roger Karoutchi (conditions d'octroi d'un canal supplémentaire pour les opérateurs historiques). (p. 8576, 8577) : accepte l'amendement n° 150 de M. Daniel Marsin (mise en place de la télévision numérique en Nouvelle Calédonie). - **Demande de réserve** (p. 8577) : accepte la réserve de l'article 1er jusqu'à la fin du projet de loi. - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Libération des fréquences analogiques*) (p. 8579, 8580) : s'oppose aux amendements n° 44 de M. Serge Lagauche (suppression) et n° 91 de M. Jack Ralite (consultation du CSA et de l'ARCEP pour la réaffectation des fréquences libérées). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 21 (procédure de réaffectation des fréquences). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 84 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 3** (art. 26 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Régime d'attribution prioritaire de la ressource radioélectrique au service public*) (p. 8582, 8583) : s'oppose aux amendements n° 45 de M. Serge Lagauche (garantie par le CSA de la continuité du service public) et n° 93 de M. Jack Ralite (rôle du CSA). - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 15** (p. 8584) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 88 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 124 de M. Roland du Luart (précision relative à la définition des chaînes locales). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8586) : s'oppose à l'amendement de M. Francis Grignon n° 141 (mission de France 3). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8587, 8588) : accepte l'amendement n° 143 de M. Ambroise Dupont (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions conclues avec les communes ou leurs groupements pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés) et, sur ce dernier, le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 158. - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7** (p. 8590) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Jean Louis Masson (obligations des opérateurs de télédistribution par câble concernant le choix des chaînes de télévision retransmises). - **Article additionnel après**

**l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8592, 8593) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 67 de M. Serge Lagauche, n° 89 et 90 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 106 de M. Jack Ralite et n° 140 de Mme Marie-Christine Blandin (aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8594, 8598) : sur les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly, demande le retrait du n° 83 (numérotation des chaînes publiques et privées gratuites de la TNT) au profit de son amendement n° 154 (garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision) et du n° 74 (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3) au profit de son amendement analogue n° 156 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Colette Mélot (impossibilité pour les sociétés éditrices de plusieurs services de bénéficier du régime déclaratif). - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 8 ou après l'article 16** (p. 8600) : accepte les amendements analogues n° 16 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 32 (impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise d'événements d'importance majeure sur un autre réseau de communications électroniques). Demande le retrait de l'amendement n° 71 de Mme Catherine Morin-Desailly (impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise de programmes sur un autre réseau de communications électroniques). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8601, 8602) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jack Ralite (diffusion de programmes ayant pour origine des éditeurs associatifs) et accepte l'amendement n° 152 de M. Pierre Laffitte (reprise numérique des radios nationales). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 8604) : s'oppose aux amendements analogues de M. Ladislav Poniatowski n° 145 et n° 144 (nomination du président de l'ARCEP après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8606, 8608) : s'oppose aux amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 79 (interdiction à la vente de téléviseurs non compatibles avec la TNT six mois après la promulgation du texte) et n° 80 (six mois après la promulgation du texte, obligation de compatibilité MPEG-4 pour les adaptateurs TNT). Accepte l'amendement n° 122 de Mme Colette Mélot (information des consommateurs).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 8615) : accepte les amendements identiques n° 31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 75 de M. Philippe Nogrix (mise en oeuvre de contrôles d'accès appropriés aux services de télévision mobile personnelle). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8616) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jack Ralite (modalités d'attribution de la ressource radioélectrique). - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8617) : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Roland du Luart (meilleure prise en compte des services à vocation locale). (p. 8618, 8619) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 33 (définition de la notion de télévision mobile personnelle) et demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Jack Ralite (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT). (p. 8620) : accepte les amendements n° 139 de Mme Marie-Christine Blandin (prise en compte du niveau d'émission d'ondes électromagnétiques dans le choix des candidats) et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 34 (rédaction). (p. 8622, 8626) : soumet l'approbation de l'amendement n° 13 de la commission (critères d'octroi des autorisations aux services de télévision mobile personnelle) à l'adoption de son sous-amendement n° 153 ; rejeté. Sur le même amendement, accepte le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 36 . S'oppose aux amendements de M. Jack Ralite n° 109 (critères d'attribution des autorisations aux services de télévision en haute définition), de M. Serge Lagauche n° 56 (suppression des dispositions tendant à favoriser la reprise des services déjà autorisés par voie hertzienne terrestre pour l'octroi des autorisations aux services

de télévision en haute définition), n° 57 et 59 (repli) et n° 60 (critères d'octroi des autorisations de service de télévision mobile personnelle) ainsi qu'à l'amendement n° 137 de Mme Marie-Christine Blandin (conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle). Accepte l'amendement n° 72 de Mme Catherine Morin-Desailly (conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle). (p. 8627) : s'oppose à l'amendement n° 138 de Mme Marie-Christine Blandin (cartographie par l'Agence nationale des fréquences des emplacements et des niveaux cumulés d'émissions électromagnétiques). (p. 8629) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Jack Ralite (rapport sur le bilan de l'extinction de la diffusion analogique par voie hertzienne terrestre et sur la procédure d'attribution de la ressource radioélectrique). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8630, 8631) : s'oppose aux amendements n° 111 de M. Jack Ralite (création d'un canal public de télévision mobile personnelle) et n° 135 de Mme Marie-Christine Blandin (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme par les distributeurs de services bénéficiaires de la ressource radioélectrique). - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle) (p. 8632, 8636) : sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, accepte les n° 37 (pour les services de télévision mobile personnelle, association des exploitants de réseaux à la société chargée de gérer le multiplex) et n° 38 (précision) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services). Sur ce dernier, s'oppose également au sous-amendement n° 119 de M. Roger Karoutchi. S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Serge Lagauche (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs concernant la reprise de leurs services). - **Article 11** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Exclusion de l'application de l'article 30-3 à la télévision mobile personnelle) (p. 8638) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (abrogation de l'article 30-3 de la loi du 30 septembre 1986 relatif à l'interopérabilité des décodeurs) et s'oppose aux amendements identiques n° 62 de M. Serge Lagauche et n° 112 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 13** (art. 30-6 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Autorisation de services de communication audiovisuelle autres que de télévision et rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle) (p. 8639) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Serge Lagauche (place prioritairement accordée par le CSA aux services de télévision et de radio) et accepte les amendements n° 15 de la commission (rectification) et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 40 (contenu du rapport présenté par le CSA). - **Article 15** (art. 41 et 41-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Dispositif anti-concentration pour la télévision mobile personnelle) (p. 8640, 8641) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Serge Lagauche (suppression). - **Article 16** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Possibilité de modifier la programmation et les modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle) (p. 8642) : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Serge Lagauche (suppression) et n° 113 de M. Jack Ralite (conditions de modification de la programmation et des modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8645, 8648) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (définition de l'oeuvre audiovisuelle) et demande le retrait des amendements analogues n° 66 de M. Serge Lagauche et n° 82 de Mme Catherine Morin-Desailly (définition de l'oeuvre audiovisuelle) ainsi que du sous-amendement n° 155 de M. Jack Ralite. Accepte également l'amendement n° 18 de la commission (retraite des membres fonctionnaires du CSA). (p. 8649, 8650) : son amendement n° 154 : garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision ; adopté. Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 159 de Mme Catherine Morin-Desailly. S'oppose à l'amendement n° 68 de M. Serge Lagauche (garantie

par le CSA d'une présentation équitable des chaînes gratuites de la TNT sur l'ensemble des offres de distributeurs de services). - **Article 17** (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) (p. 8651, 8653) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Jack Ralite (relèvement de la contribution des éditeurs des nouveaux services au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 69 de M. Serge Lagache et n° 146 de Mme Catherine Morin-Desailly (contribution des services de vidéo à la demande et des distributeurs de services de télévision par ADSL au COSIP). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8654, 8655) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (campagne d'information des consommateurs sur les conséquences de l'extinction de la diffusion analogique et de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 157 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 8656, 8657) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises offrant un accès à une offre audiovisuelle en ligne) et demande le retrait de l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (obligation pour les sociétés nationales de programmes de mener des campagnes d'information civique à destination des Français établis hors de France). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8663, 8664) : perspectives ouvertes par ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

<p><b>DOUBLET (Michel)</b> sénateur (Charente-Maritime) UMP</p>
---

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

#### Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (8 décembre 2006) (p. 9892, 9897) : droit d'auteur. TNT. France 24. Redevance audiovisuelle. Priorités de France Télévisions. Représentation des minorités visibles. Contrats d'objectifs et de moyens. Patrimoine audiovisuel. RFI. Relocalisation des tournages. Financement du cinéma. Presse écrite.

#### Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (8 décembre 2006) (p. 9913, 9919) : organisation du ministère. Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles. Attractivité culturelle de la France. Emploi. Intermittents du spectacle. Monuments historiques. Patrimoine local et privé. Dépenses fiscales. Fonds de concours. Musées. Archéologie. Education artistique. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9920) : son amendement n° II-263 : conséquence ; adopté. - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9923, 9925) : accepte l'amendement n° II-261 de M. Jacques Valade (statut social des intermittents du spectacle). (p. 9926) : accepte l'amendement n° II-344 de la commission (possibilité d'installer des bâches publicitaires pour financer la restauration de monuments historiques). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 9926, 9927) : s'oppose à l'amendement n° II-283 de M. Serge Lagache (relèvement de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée).

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 211-7, L. 212-2-2 et L. 435-9 du code de l'environnement - *Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*) (p. 5554) : soutient l'amendement n° 134 de M. Gérard César (suppression de l'extension aux marcheurs du droit d'accès aux terrains privés riverains de cours d'eau et de plans d'eau domaniaux) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

#### Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (5 décembre 2006) (p. 9592, 9593) : respect de l'environnement. Enseignement agricole. Problème des retraites. Exemple de la Charente-Maritime : sel artisanal, zones humides et production laitière. Votera ces crédits.

**DOUSTE-BLAZY (Philippe)**  
ministre des affaires étrangères

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices), adoptée à Londres le 5 octobre 2001 [n° 156 (2005-2006)] (11 janvier 2006) - **Traités et conventions - Transports.***

*Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention [n° 157 (2005-2006)] (11 janvier 2006) - **Police et sécurité - Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers [n° 201 (2005-2006)] (8 février 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, ainsi qu'à l'échange de lettres franco-tunisien du 17 juin 1982 relatif à cette convention [n° 324 (2005-2006)] (26 avril 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la propriété commune d'un système de sauvetage sous-marin [n° 325 (2005-2006)] (26 avril 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement de l'autoroute A 35 à la route nationale N 2 entre Bâle et Saint-Louis [n° 331 (2005-2006)] (3 mai 2006) - **Traités et conventions - Transports.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar relatif à l'établissement à Paris d'une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) et de l'avenant n°1 à cet accord [n° 361 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.***

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) [n° 457 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas [n° 465 (2005-2006)] (19 juillet 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures portant amendement de l'accord du 25 avril 1969 relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 466 (2005-2006)] (19 juillet 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre l'Agence spatiale européenne et certains de ses États membres concernant le lancement de fusées-sondes et de ballons [n° 468 (2005-2006)] (1er août 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg [n° 478 (2005-2006)] (6 septembre 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel au traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise portant statut de l'Eurofor [n° 487 (2005-2006)] (21 septembre 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données [n° 37 (2006-2007)] (24 octobre 2006) - **Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine [n° 52 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco [n° 53 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'organisation hydrographique internationale [n° 71 (2006-2007)] (15 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.***

*Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part [n° 72 (2006-2007)] (15 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.***

*Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part [n° 73 (2006-2007)] (15 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.***

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à une coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie [n° 87 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Traités et conventions.***

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2439, 2441) : amélioration de la lisibilité de la stratégie de Lisbonne. Plus-value apportée par l'Europe à l'économie de la France : renforcement de la sécurité d'approvisionnement en énergie ; objectif de lancement d'un institut européen de technologie et financement européen de la recherche ; soutien à l'industrie par la création d'un fonds palliant les conséquences des délocalisations ; développement de la mobilité étudiante au sein de l'Union. Discussion d'une future directive sur les services compatible avec les exigences du modèle social européen. Poursuite de la réflexion sur l'avenir des institutions et sur les enjeux de la poursuite de l'élargissement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4635, 4637) : Traité constitutionnel européen. Nécessité de restaurer la confiance. Caractère sensible des questions migratoires. Discussion par le Conseil européen de l'élargissement de l'Union.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5874, 5876) : consolidation du cessez-le-feu et de l'application fragile de la résolution 1701. Poursuite du processus politique. Objectif de reconstruction du Liban. Recherche d'une solution globale au Proche-Orient et relance des négociations de paix dans le conflit israélo-palestinien. Désarmement du Hezbollah. Respect indispensable par l'Iran et la Syrie des règles fixées par la communauté internationale.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : sa réponse (p. 6344, 6346).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9815, 9821) : présentation des crédits. Opérations de maintien de la paix. Accords internationaux. Contribution au Conseil de l'Europe. Agence des droits fondamentaux. Biométrie dans les visas. Maîtrise de l'immigration. Action sociale. Bureaux de vote décentralisés. Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ. Plan de relance de la langue française. Agence CulturesFrance. Agence universitaire CampusFrance. Programme audiovisuel extérieur. Lutte contre les pandémies. Modernisation du ministère. Intervention française dans différents pays étrangers. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9822) : demande le retrait de l'amendement n° II-3 de la commission (réduction des crédits consacrés au paiement de contributions internationales). (p. 9824) : son amendement n° II-255 : dotation de la fondation créée par l'Alliance française ; adopté. (p. 9825) : s'oppose à l'amendement n° II-2 de la commission (transfert de crédits des contributions aux organismes internationaux à l'aide aux Français vivant dans des pays en crise et au détachement d'agents de l'OFPRA à l'étranger). (p. 9827) : accepte les amendements identiques n° II-4 de la commission et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-80 (rétablissement de la gestion des bourses des étudiants étrangers sur les crédits de l'action "Service public d'enseignement à l'étranger"). (p. 9828) : intervient sur l'amendement n° II-5 de la commission (réduction de la dotation de CulturesFrance et abondement de l'aide aux personnes et aux sociétés de bienfaisance dans les pays ayant connu des crises récentes). (p. 9831) : demande le retrait de l'amendement n° II-6 de la commission (augmentation des crédits de l'action "Réseau diplomatique").

**DREYFUS-SCHMIDT (Michel)**  
*sénateur (Territoire de Belfort)*  
*SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France **[n° 167 (2005-2006)]** (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée **[n° 182 (2005-2006)]** (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage **[n° 183 (2005-2006)]** (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus **[n° 239 (2005-2006)]** (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement **[n° 247 (2005-2006)]** (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages **[n° 364 (2005-2006)]** (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 271 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Article 1er** (art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - *Rationalisation de la procédure de présentation des candidats*) (p. 2665) : absence de disposition sur la publication de la liste de tous les parrains et sur l'accroissement du nombre de ces derniers. Obligation de voter ce texte avant le 1er avril. Possibilité d'organiser une navette parlementaire.

- **Rappel au règlement** - (30 mars 2006) (p. 2767, 2768) : proteste contre les propos de M. Dominique Braye et demande au président de séance de le rappeler à l'ordre.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage** [n° 333 (2005-2006)] - (11 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3831) : se félicite de l'unanimité recueillie par une proposition de loi socialiste.

- **Rappel au règlement** - (16 mai 2006) (p. 3886, 3887) : protestation contre les méthodes de travail pitoyables entourant la discussion du projet de loi sur la réforme des successions et des libéralités.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3915) : intervient sur les amendements analogues n° 120 de M. Georges Othily et n° 128 de M. Robert

Badinter (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant). (p. 3916, 3918) : favorable aux amendements de M. Georges Othily n° 121 (maintien des pénalités de recel même lorsque l'héritier révèle spontanément la présence d'un héritier ou restitue ce qui a été recelé avant la découverte des faits) et n° 122 (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire"). (p. 3919) : favorable à l'amendement n° 134 de M. Robert Badinter (déchéance de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net dans le délai de quatre mois). (p. 3922, 3923) : favorable aux amendements de M. Robert Badinter n° 136 (remplacement du paiement au prix de la course par un paiement au marc l'euro dans le principe d'égalité des chirographaires) et n° 135 (raccourcissement à un an du délai accordé aux créanciers pour se manifester). (p. 3927) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 165 de M. François Zocchetto (dans le cas de successions vacantes ou en déshérence, possibilité pour tout créancier d'exiger que la vente soit faite en justice). (p. 3936) : invite à l'adoption de l'amendement n° 129 de M. Robert Badinter (suppression du mandat à effet posthume) par respect pour les principes fondamentaux de notre droit. (p. 3938) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 198 de M. Laurent Bêteille déposé sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de révocation judiciaire du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission). Favorable à l'amendement n° 141 de M. Robert Badinter (rémunération du mandataire limitée à la quotité disponible de la succession). Reprend l'amendement de M. Laurent Bêteille n° 126 : compte rendu de gestion effectué par le mandataire adressé à l'ensemble des héritiers ; retiré. (p. 3940) : reprend les amendements identiques n° 127 de M. Laurent Bêteille et n° 168 de M. François Zocchetto (possibilité pour les héritiers de faire un recours par la voie du référé contre la désignation du mandataire successoral) ; retirés. Soutient l'amendement n° 145 de M. Robert Badinter (désignation du mandataire successoral pour une durée de deux ans) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 4** (art. 816 à 842 du code civil - *Dispositions relatives au partage*) (p. 3956, 3957) : soutient l'amendement n° 148 de M. Roger Madec (extension au partenaire survivant lié par un PACS du droit à l'attribution préférentielle de la propriété du local et du mobilier le garnissant) ; rejeté. - **Article 14** (art. 929 à 930-5 nouveau du code civil - *Possibilité de renoncer à l'action en réduction pour atteinte à la réserve*) (p. 3970, 3972) : défavorable aux amendements n° 172 de M. François Zocchetto (inscription de la main du renonçant de la mention par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des conséquences de sa renonciation et donné son consentement librement) et n° 59 de la commission (désignation d'un second notaire ayant pour charge et pour mission d'assister et d'informer l'héritier renonçant). Opposé à la possibilité de renoncer par avance à une succession non encore ouverte. - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - *Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant*) (p. 3983) : favorable à l'amendement n° 182 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3984) : le groupe socialiste soutient l'amendement n° 184 de Mme Josiane Mathon-Poinat (bénéfice du droit au maintien dans le logement ouvert au concubin notoire survivant). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - *Formalités du PACS*) (p. 3989) : favorable aux amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). - **Article 22** (art. 55, 62, 116, 368-1, 389-5, 466, 504, 505, 515-6, 723, 730-5, 732, 738-1, 738-2, 751, 754, 755, 757-3, 758-6, 763, 914-1, 916, 1130, 1251, 1390, 1873-14, 1973, 2013, 2103, 2109, 2111, 2147, 2258 et 2259 du code civil - *Dispositions diverses et de coordination*) (p. 3999) : favorable à l'amendement n° 175 de M. François Zocchetto (suppression de la mention des enfants en marge de l'acte de naissance de chacun des parents). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** : intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial) modifié par le sous-amendement n° 200 de M. François

Zocchetto (maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4399) : intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jacques Pelletier (inclusion prioritaire dans les politiques françaises de maîtrise de l'immigration d'une aide publique au développement entre la France et les pays d'émigration). (p. 4407) : suivra la consigne du vote du groupe socialiste et s'abstiendra sur l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). A titre personnel, aurait préféré voter contre cet amendement. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4417, 4418) : le groupe socialiste se félicite de l'unanimité contre l'article tant à l'Assemblée nationale qu'au sein de la commission des lois. Donne lecture d'extraits d'une lettre d'associations chrétiennes adressée aux parlementaires. Analyse du projet de loi identique à celle du groupe socialiste. (p. 4419, 4420) : soutient l'amendement n° 145 de M. Bernard Frimat (suppression) ; adopté. Suppression demandée pour des raisons de fond. (p. 4423) : s'étonne du vote des amendements de suppression de l'article par M. Jean-Patrick Courtois pour des considérations de forme, en contradiction avec les travaux de la commission des lois aboutissant à la suppression de l'article pour des raisons de fond. Hommage à l'honnêteté intellectuelle du président de la commission des lois. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4427) : question sur la situation des étrangers qui n'ont pas pu obtenir le récépissé de leur demande de visa. - **Rappel au règlement** (p. 4428) : souhaite une réponse du ministre aux questions posées par le groupe socialiste sur l'article 2 du projet de loi avant de poursuivre l'examen des amendements et de décider éventuellement de leur retrait. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4434, 4435) : favorable aux amendements de suppression de l'article n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Éliane Assassi. Irrégularité absolue des enquêtes menées par les policiers et les membres du Parquet à la demande du Procureur en suspicion de mariage blanc. Le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour), ni le sous-amendement n° 470 de M. Yves Pozzo di Borgo (obligation des autorités diplomatiques de statuer dans les meilleurs délais sur la demande de visa de long séjour formée par le conjoint de Français) s'y rapportant. Semblant d'amélioration au texte. (p. 4438, 4439) : se félicite du bon sens partagé autour du sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement précité n° 4 de la commission.

- **Rappel au règlement** - (8 juin 2006) (p. 4457) : le groupe socialiste demande une suspension de séance afin de permettre aux membres de la majorité de rejoindre l'hémicycle et de commencer le débat dans de bonnes conditions.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)] (suite)** - (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4459) : création de situations inadmissibles, à l'exemple d'un étranger ayant épousé une Française et devenant jetable par la seule volonté de son conjoint en cas de demande de divorce, ou du fait de son employeur s'il se trouve privé d'emploi. (p. 4461, 4462) : sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au

seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi), son sous-amendement n° 522 : rédaction ; adopté. (p. 4463) : intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Bernard Frimat (limitation des possibilités de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance) sur l'amendement précité n° 5 de la commission. - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 4466, 4467) : le groupe socialiste n'apporte pas son soutien à l'article, tant sur le fond que sur la forme. (p. 4472, 4473) : défavorable à l'amendement n° 6 de la commission (précision que l'intégration dans la société française doit être "républicaine"). Votera contre l'amendement n° 133 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4474) : retire l'amendement retiré par Mme Muguette Dini n° 108 : prise en compte dans le rapport annuel sur la politique d'immigration des moyens mis en oeuvre pour permettre aux étrangers de respecter les obligations qui résultent de la signature du contrat d'accueil et d'intégration ; retiré. (p. 4481) : sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant), son sous-amendement n° 524 : délivrance d'une autorisation provisoire de séjour à l'étranger ayant achevé avec succès un cycle de formation conduisant à un diplôme d'étude supérieure ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française*) (p. 4482, 4483) : difficultés de lisibilité pour les magistrats. Double emploi avec les dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. S'interroge sur les véritables motivations conduisant à demander l'avis du maire sur l'intégration de l'étranger. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 5 et demandera sa suppression. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4505, 4506) : ses réflexions d'ensemble sur l'article, en particulier sur le traitement inégalitaire réservé aux étudiants étrangers s'agissant de la limitation du temps de travail salarié. Proteste contre les conditions de travail du Sénat.

- **Conférence des présidents** - (13 septembre 2006) (p. 5916) : protestation contre la décision de la conférence des présidents de siéger le mercredi 20 septembre pendant les journées parlementaires du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5962) : favorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds) déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6049, 6050) : le groupe socialiste est défavorable au texte qui constitue un cadeau empoisonné aux maires. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6057) : nombreuses interrogations sur l'amendement n° 296 de M. Alain Milon (possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6058) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 190 de Mme Annie David (précision, dans le code de l'éducation, selon laquelle le

service public de l'éducation nationale doit contribuer à la lutte contre toutes les formes de discriminations). (p. 6063) : intervient sur l'amendement n° 193 de Mme Annie David (affectation, d'ici à 2011, dans chaque établissement scolaire du premier et du second degré, d'une équipe permanente pour assurer un suivi sanitaire et social de chaque élève). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6100, 6101) : défavorable à l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6102, 6103) : le groupe socialiste demande de voter l'amendement n° 310 de M. Jean-Claude Peyronnet (instauration d'un service civique obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes). Accord d'une majorité de parlementaires avec cette réforme. Report non pertinent.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6300, 6301) : texte révolutionnaire. Violation absolue des décisions du Conseil constitutionnel, déjà bafouées dans la pratique. Expulsion inadmissible, avant même le prononcé du mariage, de personnes du seul fait de leur situation irrégulière. - **Question préalable** (p. 6309) : le groupe socialiste votera la motion n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - *Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux*) (p. 6315, 6316) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (précision selon laquelle le compte rendu de l'audition est adressé, à peine de nullité, dans un délai d'un mois, et non pas "sans délai") ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6473) : regrette l'absence volontaire du ministre de l'économie dans l'hémicycle lors de la prise de parole des sénateurs socialistes.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6526) : favorable à la

motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6725, 6727) : remise en cause inadmissible par la commission de l'intérêt de la garde alternée pour l'enfant. Revendication ancienne du groupe socialiste d'un partage des avantages fiscaux, familiaux et sociaux, soutenue par la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Considère le dispositif de partage des seules allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 comme un cavalier. Souhait d'une extension du partage à l'ensemble des prestations familiales. - **Explications de vote sur l'ensemble** : regrette le non-examen de ses amendements en cas d'adoption des conclusions négatives de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9447, 9448) : aide juridique. Proposition d'amendement. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9460) : demande un scrutin public sur l'amendement n° II-184 de M. Jean-Pierre Sueur (revalorisation de l'aide juridictionnelle). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 9463) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° II-186 (instauration d'un lien entre l'unité de valeur de référence pour le calcul de l'aide juridictionnelle et la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu) ; et n° II-187 (lien entre l'unité de valeur de référence pour le calcul de l'aide juridictionnelle et les plafonds d'éligibilité à l'aide juridictionnelle) ; rejetés. (p. 9464) : son amendement n° II-188 : non-prise en compte des revenus des personnes vivant avec le mineur pour l'octroi de l'aide juridictionnelle ; rejeté.

**DUBOIS (Daniel)**  
sénateur (Somme)  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2740, 2742) : hommage à l'esprit de dialogue du rapporteur et aux efforts du Gouvernement en matière de logement. Soutien du groupe UC-UDF. Nécessaire équilibre entre l'offre et la demande de logement. Intérêt du débat relatif à la réforme de l'article 55 de la loi SRU. Soutien indispensable de l'accession pour les primo-accédants. Rôle des crédits immobiliers locaux. Champ d'action des sociétés d'HLM. Amendements du groupe UC-UDF. Droits entre propriétaires et locataires. Équilibre entre le milieu urbain et le monde rural. Favorable à la réforme du zonage, à la délégation des aides à la pierre et à la simplification administrative. Interrogation sur l'utilité de la réforme de l'article 55 de la loi SRU. Soutien du groupe UC-UDF.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 1er A (supprimé)** (*Réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires*) (p. 2811) : son amendement n° 501 : réforme de la zone C concernant les territoires ruraux et rééquilibrage des zones B et C sur le territoire métropolitain ; retiré. - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2846) : son amendement n° 502 : suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés



grâce à une aide à l'accession à la propriété ; adopté. (p. 2857) : opposition à la remise en cause de l'équilibre de l'article 55 de la loi SRU. Intervient sur les amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) : avec les membres du groupe UC-UDF votera l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2938, 2939) : défavorable aux amendements de M. Thierry Repentin n° 265 et 266 (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire). Complexité du dispositif à mettre en oeuvre en cas d'adoption des amendements précités.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2969) : ses amendements n° 490 : participation des organismes d'HLM à l'élaboration des PLU ; adopté ; et n° 491 : participation des organismes d'HLM à l'élaboration des SCOT ; retiré. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3003) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Article 4 ter B** (art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création de sociétés publiques locales d'aménagement) (p. 3017) : soutient l'amendement n° 324 de M. Jean-Léonce Dupont (ouverture du capital des sociétés publiques locales d'aménagement, SPLA, à d'autres personnes publiques) ; retiré. (p. 3020) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 325 (possibilité pour un groupement de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital) ; adopté ; et n° 326 (extension du champ d'intervention des SPLA aux collectivités territoriales et à leurs groupements) ; devenu sans objet. (p. 3021) : soutient l'amendement n° 327 de M. Jean-Léonce Dupont (réalisation d'opérations d'équipement par les SPLA) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3370, 3371) : ses amendements n° 495 : modification de la composition de la commission de médiation ; et n° 493 : attribution à la commission de médiation des moyens indispensables à la réalisation de ses missions ; retirés. Soutient l'amendement n° 341 de Mme Valérie Létard (possibilité pour certaines catégories de demandeurs de logements de saisir directement la commission de médiation sans attendre l'expiration du délai fixé dans chaque département) ; adopté. (p. 3372, 3373) : ses amendements n° 494 : prise en compte de l'avis du maire et de la mixité

sociale pour la désignation par le préfet du demandeur de logement social ; adopté ; et n° 492 : prise en compte de la mixité sociale et des performances sociales des bailleurs lorsque le préfet attribue un logement ; retiré. (p. 3380) : avec le groupe UC-UDF, défavorable à l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3385) : sur l'amendement n° 106 de la commission (conditions dans lesquelles le mécanisme de suppléments de loyer de solidarité peut être décliné sur le plan territorial), soutient le sous-amendement n° 330 de M. Jean-Léonce Dupont ; adopté. (p. 3386) : son amendement n° 498 : abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS ; adopté. (p. 3387) : soutient l'amendement n° 329 de M. Jean-Léonce Dupont (association des SEM gérant des logements sociaux à la concertation préalable à la détermination des zones géographiques dans lesquelles s'applique le supplément de loyer de solidarité) ; devenu sans objet. Son amendement n° 497 : exclusion du régime de surloyer de solidarité des prêts conventionnés locatifs gérés par les organismes d'HLM ; retiré. (p. 3390) : intervient sur son amendement précité n° 498.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 11** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de chauffage par réseau de chaleur, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 3417) : sur l'amendement n° 112 de la commission (information par le fournisseur du président du conseil général, du maire et du président de l'EPCI, de l'absence de paiement), soutient le sous-amendement n° 345 de Mme Valérie Létard ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3422) : soutient l'amendement n° 322 de M. Jean-Léonce Dupont (application du taux réduit de TVA à l'abonnement et à la part variable de la facture des réseaux de chaleur alimentés majoritairement par des énergies renouvelables) ; devenu sans objet. (p. 3431, 3433) : son amendement n° 499 : possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées ; rejeté. Attribution à la communauté de communes de la compétence de l'accompagnement des personnes âgées. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3438) : sur l'amendement n° 135 de M. André Dulait (installation dans chaque habitation d'un détecteur avertisseur autonome de fumée), soutient le sous-amendement n° 370 de M. Yves Pozzo di Borgo ; devenu sans objet.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5533, 5534) : mission de gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement dévolue aux collectivités locales. Dégradation du réseau de distribution des eaux. Engagement des collectivités locales dans le domaine des SPANC. Souci d'éviter des transferts excessifs de responsabilité aux communes. Question des compteurs d'eau dans les logements locatifs d'HLM. Proposition d'amendements. Rôle des pêcheurs en tant que sentinelles de la qualité des eaux.

**DUFAUT (Alain)**  
*sénateur (Vaucluse)*  
UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 15 (2006-2007)] pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 34 (2006-2007)] (24 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3198, 3199).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3516, 3518) : développement du piratage de produits culturels. Déséquilibre économique

engendré. Système proportionné de sanctions. Nécessité d'accroître l'offre légale. Compatibilité entre mesures techniques de protection et interopérabilité. Création d'une autorité de régulation. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 2** (*art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3648) : sur l'amendement n° 10 de la commission (exceptions nouvelles aux droits voisins), ses sous-amendements n° 110, 109 et 108 ; adoptés. - **Article 5 ter** (*art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée*) (p. 3664) : son amendement n° 111 : simplification ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3700, 3703) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), ses sous-amendements n° 112 : précision ; et n° 113 : relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et le Conseil de la concurrence ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3748) : son amendement n° 103 : responsabilité des titulaires d'accès à Internet ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 3754) : son amendement n° 104 : spécialisation de certaines juridictions en matière de propriété littéraire et artistique ; retiré. - **Article 28 A** (*art. L. 122-8 du code de la propriété intellectuelle - Droit de suite*) (p. 3776) : son amendement n° 107 : champ d'application du droit de suite ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3783) : apports positifs du Sénat. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5297, 5298) : sa satisfaction de participer au débat relatif au contrôle de l'exécution des crédits relatifs au programme "Sport". Interrogation sur les résultats du recensement des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques et sur l'éventualité d'une mise aux normes de certains équipements. Question sur l'accentuation des efforts en matière d'accessibilité des équipements sportifs aux personnes handicapées. Interrogation sur les suites données au projets inclus dans le dossier de candidature aux jeux Olympiques de 2012.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 7731, 7732) : raisons de la saisine pour avis de la commission des affaires culturelles sur l'article 44 du projet de loi abrogeant l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de recourir à l'appel public à l'épargne. Demande au Gouvernement de lui transmettre systématiquement les avis motivés de la Commission européenne.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 44** (*art. L. 122-5, L. 122-8 et L. 122-10 du code du sport - Abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne*) (p. 7937, 7938) : sources de financement des clubs sportifs français. Jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de cet article, sous réserve de ses recommandations. (p. 7941) : défavorable à l'amendement n° 188 de M. Roland Muzeau (suppression).

**DULAIT (André)**  
*sénateur (Deux-Sèvres)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre du Haut conseil de la coopération internationale le 9 février 2006.

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 108 (2005-2006)] modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 175 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Défense**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : La France et la gestion des crises africaines : quels changements possibles ? [n° 450 (2005-2006)] (3 juillet 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Défense - Préparation et équipement des forces : Forces terrestres [n° 81 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Défense**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de loi [n° 488 (2004-2005)] relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 130 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense** [n° 108 (2005-2006)] - (8 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 595, 596) : rappel de la loi du 22 octobre 1999. Montée en puissance de la nouvelle réserve. Caractère indispensable de cette réserve au fonctionnement quotidien des armées. Objectifs de ce texte : aménagement de la structure de la réserve, amélioration de sa réactivité et augmentation de la durée de service des réservistes. Amendements adoptés par l'Assemblée nationale. Constat d'un large consensus sur les principes de la loi de 1999. Difficultés soulevées par son application. Méconnaissance de la fonction de protection des réservistes. Renforcement nécessaire d'un dialogue avec les entreprises privées ou publiques. Evolution souhaitable de la perception de la réserve par les armées. Caractère un peu flou du concept de réserve citoyenne. Maintien

nécessaire de la perméabilité entre les deux réserves. Difficulté de gestion des réservistes. Insuffisance de leur protection sociale : méconnaissance du dispositif et longueur des délais d'indemnisation ; dépôt d'un amendement de la commission à l'article 28. - **Article 1er (Organisation de la réserve)** (p. 607) : ses amendements n° 1 : rédaction ; n° 2 : précision sur l'appartenance à la réserve opérationnelle des militaires soumis à l'obligation de disponibilité ; et n° 3 : rédaction ; adoptés. - **Article 4 (Contrat d'engagement à servir dans la réserve - Participation des réservistes opérationnels aux actions civilo-militaires - Clause de réactivité)** (p. 608) : ses amendements n° 4 : rédaction ; et n° 5 : réintroduction de la mention relative à la participation de la réserve à la protection du territoire national et aux opérations extérieures ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Philippe Darniche (précision sur la formation professionnelle suivie par les réservistes). - **Article 6 (Préavis à l'égard de l'employeur)** (p. 609) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Hélène Luc (augmentation du nombre de jours d'autorisation d'absence annuelle de droit). (p. 610) : ses amendements n° 6 : rectification d'une erreur matérielle ; n° 7 : rédaction ; et n° 8 : détermination des catégories de formations éligibles à ce nouveau dispositif ; adoptés. - **Article 10 (Objectifs de la réserve citoyenne)** (p. 611) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Philippe Darniche (création d'un médiateur de la réserve militaire). - **Article 13 (Position statutaire des fonctionnaires réservistes)** : son amendement n° 9 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 612) : son amendement n° 10 : réparation intégrale des dommages subis par un réserviste en cas d'engagement de la responsabilité de l'État ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 14** : son amendement n° 11 : renvoi à un décret pour la composition du Conseil supérieur de la réserve militaire ; adopté. - **Article 19 bis (Attribution de la qualité d'agent de police judiciaire adjoint aux réservistes de la gendarmerie - art. 21 du code de procédure pénale)** (p. 613) : son amendement n° 12 : réserve de la qualité d'agent de police judiciaire aux seuls réservistes affectés dans la gendarmerie ; adopté. - **Article 19 quater (Période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale)** (p. 614) : accepte l'amendement n° 20 de M. Robert del Picchia (conditions d'attribution aux réservistes des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 615) : accepte l'amendement n° 15 de M. François Trucy (élargissement des garanties sociales et juridiques prévues par le statut général des militaires aux militaires exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'organismes d'assurance des militaires). - **Article 20 ter (Codification des lois relatives à la défense)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 du Gouvernement (allongement à un an du délai de codification). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 616) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Hélène Luc (rapport annuel au Parlement sur l'état de la protection sociale des réservistes et de leur famille). - **Article 21 (Application de la loi à Mayotte, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie)** : son amendement n° 13 : application de certaines dispositions aux collectivités à statut particulier ; adopté.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005** [n° 417 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5228, 5230) : application satisfaisante de la loi de programmation militaire. Questions de la commission des affaires étrangères portant sur les crédits restant à consommer, sur l'évolution des coûts de maintien en condition opérationnelle, sur l'hélicoptère Tigre, le char Leclerc et le sous-marin Barracuda et sur la coopération avec l'Allemagne. Demande que le Parlement soit à nouveau destinataire d'un rapport annuel sur l'exécution de la loi de programmation militaire.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : sa question (p. 6342, 6344).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Quatrième partie :*

- (17 novembre 2006) - **Article 44** (*Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8330) : favorable à l'amendement n° 226 de M. Jacques Blanc (possibilité pour la CNSA d'affecter en 2007 une part des excédents de l'exercice 2006 au financement des investissements immobiliers des établissements pour personnes âgées et pour personnes handicapées).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Défense**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (forces terrestres). (p. 9471, 9472) : budget satisfaisant en matière de personnel, d'entretien des matériels et de crédits d'équipement. Interrogation sur la politique de gestion et d'emploi des parcs de matériel terrestre. Equipement des forces terrestres. La commission des affaires étrangères émet un avis favorable sur les crédits de la mission "Défense" pour les forces terrestres. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 9501) : soutient l'amendement n° II-102 de M. Jean Faure (dispense d'un remboursement du pécule d'incitation au départ pour les anciens militaires admis au sein de l'établissement public d'insertion à la défense) ; adopté.

**DUPONT (Ambroise)**  
*sénateur (Calvados)*  
UMP

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Écologie et développement durable [n° 79 tome 4 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Environnement.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2382, 2384) : nécessité de dépassionner le débat. Données chiffrées sur la surface mondiale des cultures de plantes transgéniques. Caducité du débat opposant défenseurs et adversaires des OGM. Question essentielle de leur maîtrise. Légitimité du doute s'agissant du bien-fondé des OGM. Problème de la protection des AOC. Bien-fondé des règles d'information du public. Partisan d'un complément nécessaire à l'étiquetage des produits. Nombreuses questions sans réponse justifiant la circonspection. Nécessité de transparence sans porter atteinte au secret industriel. Développement indispensable de la recherche scientifique. Fait sienne l'idée d'un "Grenelle des biotechnologies". Nécessaire relance des investissements en France et en Europe. Opportunité de faire de la France un moteur dans le développement de la connaissance.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5515, 5517) : préoccupation des collectivités locales au sujet de l'eau. Problème des services publics d'assainissement non collectifs, SPANC. Fonds départementaux pour l'alimentation en eau et l'assainissement. Interrogation sur les moyens mis à la disposition des services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration, SATESE. Craintes des organisations professionnelles relatives à la redevance spécifique à l'élevage. Souhait d'une adoption du texte avant la fin de l'année.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Écologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9401, 9402) : crédits dévolus à la politique de création et de soutien des réserves naturelles. Dette du ministère. Impact des éoliennes sur la protection du paysage. Problème de leur encadrement juridique. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de la mission "écologie et développement durable". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9422, 9423) : favorable à l'amendement n° II-18 de la commission (transfert d'une partie des crédits destinés à l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, AFSSET, vers le programme "Gestion des milieux et biodiversité" pour compléter le financement des réserves naturelles).

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9614, 9615) : intervient sur l'amendement n° II-8 de la commission (réduction des crédits concernant les haras nationaux).

## Politique des territoires

- (7 décembre 2006) (p. 9744, 9745) : rôle économique des territoires ruraux. Pôles de compétitivité et d'excellence rurale. Concordance du calendrier des contrats de plan 2007-2013 et des fonds structurels européens. Visite du ministre dans le pays d'Auge. Entrées de villes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies** (p. 10690) : son amendement n° 72 : modalités du prélèvement appliqué aux produits bruts des paris organisés par les sociétés de courses ; adopté.

**DUPONT (Bernadette)**

*sénateur (Yvelines)*

*UMP-A*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale jusqu'au 11 janvier 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir) (p. 310) : s'abstient sur l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier (financement du contrat d'avenir).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3988) : favorable aux amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Article 2** (Recrutement de personnels sous contrats aidés) (p. 4047) : défavorable aux amendements

de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagache.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4546) : soutient l'amendement n° 81 de M. Hugues Portelli (conditionnement de la délivrance de la carte "compétences et talents" à l'étranger ressortissant d'un pays appartenant à la zone de solidarité prioritaire à la conclusion d'un accord de partenariat pour le développement entre la France et ce pays) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4587) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Alain Milon (possibilité d'adoption d'un mineur étranger dont le pays d'origine prohibe cette institution, s'il a acquis la nationalité française par déclaration de nationalité).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5048) : favorable à l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rôle des comités consulaires pour la protection des enfants français en danger établis hors de France).

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article 2** (art. L. 2223-23 du code général des collectivités territoriales - Formation des dirigeants des opérateurs funéraires habilités) (p. 5111) : demande de précision sur le nombre de communes concernées par l'article 2. - **Article 10** (art. 16-2 du code civil - Pouvoirs du juge civil) (p. 5118) : favorable à cet article. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5123) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée). Désaccord avec l'argumentation du ministre.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales) (p. 6028) : favorable à l'amendement n° 143 de M. Pierre Hérisson (saisine du juge des enfants par le maire pour le seul signalement des difficultés familiales).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Justice

- (4 décembre 2006) - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9460) : intervient sur l'amendement n° II-172 de Mme Josiane Mathon-Poinat (revalorisation de l'aide juridictionnelle). Respect des dépenses immobilières inscrites au budget du ministère de la justice.

### Solidarité et intégration

- (8 décembre 2006) - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9874) : intervient sur l'amendement n° II-34 de la commission (réaffectation de la subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes

handicapées des bâtiments anciens ouverts au public). Réforme de la loi sur les tutelles.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10793) : favorable au sous-amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité) déposé sur l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli

(clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités). - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux*) (p. 10804) : adhère aux propos de M. Alain Vasselle sur l'article 22 bis du projet de loi.

**DUPONT (Jean-Léonce)**  
sénateur (Calvados)  
UC-UDF

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; nouvelle nomination le 16 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national des oeuvres universitaires et scolaires le 2 février 2006.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collèves sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* tendant à permettre aux communes de tenir leurs conseils municipaux au siège d'un établissement public de coopération intercommunale dont elles sont membres [n° 30 (2006-2007)] (19 octobre 2006) - **Collectivités territoriales**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 79 tome 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article 7 ter** (art. 261 du code général des impôts - *Exonération de TVA pour les opérations de portage immobilier*) (p. 3120) : son amendement n° 321 : extension de l'exonération de TVA aux SEM ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3157, 3158) : son amendement n° 320 : modification du régime des sociétés d'économie mixte pour favoriser la construction de logements sociaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 538 du Gouvernement. (p. 3159) : objectif de son amendement n° 320 précité. - **Article additionnel après l'article 8 bis A** : son amendement n° 323 : exonération de la contribution sociale de solidarité en faveur des SEM de construction ou d'aménagement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 537 du Gouvernement. - **Article 8 ter** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Compétence des organismes d'HLM pour assurer des missions ayant trait au logement des fonctionnaires de la police, de la gendarmerie et des services pénitentiaires*) (p. 3162, 3163) : sur l'amendement n° 89 de la commission (regroupement d'articles), soutient le sous-amendement n° 489 de M. Daniel Dubois ; adopté. Soutient l'amendement n° 496 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les organismes d'HLM de réaliser des constructions de locaux annexes accessoires) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3425) : nécessité de prendre des mesures fiscales pendant l'examen du projet de loi de finances. (p. 3430, 3431) : son amendement n° 319 : protection des acquéreurs contre les champignons lignivores au même titre que les insectes xylophages ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7738, 7740) : nécessité d'achever la politique d'intéressement des salariés aux résultats et à la gestion de leur entreprise initiée par le Général de Gaulle. Bilan en demi-teinte. Réaffirmation de sa double dimension sociale et financière. Adaptation du modèle économique et social français à la globalisation tout en protégeant les salariés. Intérêt de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié pour l'entreprise, les salariés et l'économie. Propositions du groupe UC-UDF en matière de gouvernance d'entreprise, de sécurisation de l'épargne salariale et de financement de l'économie. Avancées du volet relatif au droit du travail. Salue l'encadrement des conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise adopté à l'Assemblée nationale. - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - *Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation*) (p. 7774) : son amendement n° 137 : suppression de toute limitation dans le temps du report du déficit d'investissement ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9300, 9302) : crédits en augmentation. Présentation du programme "Formations supérieures et recherche universitaire" et "Vie étudiante". Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisi pour avis à l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9324) : soutient l'amendement n° II-133 de M. Philippe Marini (transfert de crédits du programme "Recherche dans le domaine des risques et des pollutions" au bénéfice des établissements d'enseignement supérieur agricoles) ; retiré. (p. 9331) : son amendement n° II-82 : transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires ; retiré. Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg.

**DURRIEU (Josette)**  
*sénateur (Hautes-Pyrénées)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Présidente déléguée de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1ère partie de la session ordinaire de 2006) [n° 235 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Les travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la deuxième partie de la session ordinaire (2005-2006) de cette assemblée [n° 377 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la troisième partie de la session ordinaire (2005-2006) de cette Assemblée [n° 464 (2005-2006)] (13 juillet 2006) - **Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la première partie de la 52ème session ordinaire (2006) de cette assemblée [n° 475 (2005-2006)] (1er septembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la quatrième partie de la session ordinaire de 2006 [n° 50 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Union européenne**.

**DUSSAUT (Bernard)**  
*sénateur (Gironde)*  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.



## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5279) : multiplication des annonces sur les énergies renouvelables par le Gouvernement : en décembre 2004, priorité au développement des biocarburants ; en septembre 2005, accélération du développement de l'utilisation des biocarburants dans les transports. Impossibilité pour les biocarburants de constituer une solution de remplacement. Interrogation sur les moyens consacrés à la recherche et à l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables hors biocarburants.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6793) : soutient l'amendement n° 111 de M. Roland Courteau (suppression de l'exonération de TIPP sur les carburants utilisés dans les aéronefs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6868, 6869) : soutient l'amendement n° 122 de M. Roland Courteau (garantie de l'applicabilité automatique de leurs droits aux ménages éligibles à la tarification spéciale de solidarité) ; retiré.

**DUTREIL (Renaud)**  
*ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

## Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) (p. 9959, 9960) : crédits du ministère des PME. Augmentation des dotations à OSEO-Sofaris. Statut des entreprises de croissance, les "gazelles". Soutien au secteur des hôtels, cafés et restaurants. Bouclier social. FISAC. Arbitrages en attente sur la prime de transmission. Décret en préparation sur les baux commerciaux. Evolution de la TACA. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 9966, 9967) : demande le retrait de l'amendement n° II-15 de la commission (présentation au Parlement des dépenses des organismes consulaires ainsi que des mécanismes de financement). Mise en place d'un groupe de travail.

**DUVERNOIS (Louis)**  
*sénateur (Français établis hors de France (Série B))*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI) ; nouvelle nomination le 12 octobre 2006.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Proposition de loi* relative à la création de l'établissement public CulturesFrance [n° 126 (2006-2007)] (18 décembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (4 mars 2006) - en remplacement de M. Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1614) : s'oppose à l'amendement n° 815 de Mme Catherine Morin-Desailly (inscription dans les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, les conventions des éditeurs de services de télévision et les cahiers des charges des services de radio et de télévision, de l'objectif de diversité culturelle). (p. 1615) : son amendement n° 69 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1633) : son amendement n° 71 : pouvoir d'appréciation du

président du conseil général sur l'opportunité de proposer aux familles la mise en oeuvre d'un contrat de responsabilité parentale ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (22 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8656, 8657) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (obligation pour les sociétés nationales de programmes de mener des campagnes d'information civique à destination des Français établis hors de France) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) : En remplacement de M. David Assouline, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 9798, 9799) : crédits de l'action culturelle extérieure. Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, AEFÉ. Accueil des étudiants étrangers en France. Agence CulturesFrance ; amendement de la commission des finances. Au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les crédits de

cette mission. (p. 9810, 9811) : Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ : situation, patrimoine immobilier, insuffisance des subventions et coût de la scolarisation. Nouvelle agence CulturesFrance. Statuts des agents français expatriés. Eventualité d'une convention entre l'AEFE et le CNED. Votera les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9827) : son amendement n° II-80 : rétablissement de la gestion des bourses des étudiants étrangers sur les crédits de l'action "Service public d'enseignement à l'étranger" ; adopté.

**Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) (p. 9892) : France 24. RFI.

#### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) (p.9931, 9932) : rayonnement du sport français. Accès à la pratique sportive. Lutte contre la violence et le dopage. Volontariat associatif. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**ÉMIN (Jean-Paul)**  
*sénateur (Ain)*  
UMP

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

**EMORINE (Jean-Paul)**  
*sénateur (Saône-et-Loire)*  
UMP

#### **NOMINATIONS**

Président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 26 janvier 2006.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 9 mai 2006.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

#### **DÉPÔTS**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Lituanie, Estonie : des tigres à l'Est de l'Europe ? [n° 176 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport d'information sur colloque*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Entreprises et jeunes diplômés [n° 435 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Entreprises**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : sa question (p. 132, 133).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - président de la commission des affaires économiques - **Article 14 quinquiés** (*Application de la loi à Mayotte*) (p. 495) : demande l'adoption de l'amendement n° 52 de la commission (application de ce texte aux espaces maritimes des Terres australes et antarctiques françaises). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 500, 501) : hommage au rapporteur et au ministre. Avancée positive de ce texte. Qualité du travail réalisé par les services du Sénat et ceux du ministère de l'écologie. Participation des agriculteurs à la biodiversité. Augmentation de la superficie des forêts depuis 1950. Préservation d'une grande partie de notre territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - président de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 768) : demande le retrait des amendements identiques n° 28 de M. Michel Bécot, n° 32 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 41 de M. Thierry Repentin (harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2449, 2450) : relance indispensable de la croissance et amélioration de la compétitivité de l'Europe face aux défis de la mondialisation. Poursuite du processus législatif communautaire sur la libre circulation des services par un soutien des amendements du Parlement européen. Etablissement d'un programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité dans la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne. Défense d'une stratégie commune de politique énergétique préservant le service public d'accès de tous à l'énergie.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - président de la commission des affaires économiques. - **Rappel au règlement** (p. 2810) : incidence de la jurisprudence du Conseil constitutionnel relative à la recevabilité des amendements déposés en deuxième lecture et ne concernant pas des articles restant en discussion.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (*art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols*) (p. 2980) : défavorable à l'amendement n° 363 de M. Charles Revet (simplification de la procédure permettant à une commune de majorer le COS pour améliorer la production de logements sociaux). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2985) : favorable au retrait de l'amendement n° 461 de M. Jean Desessard (partage équitable de la plus-value créée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3484, 3485) : approfondissement du texte grâce à la deuxième lecture. Hommage à M. Thierry Repentin, rapporteur du groupe de travail. Remerciements. (p. 3484, 3485) : approfondissement du texte grâce à la deuxième lecture. Hommage à M. Thierry Repentin, rapporteur du groupe de travail. Remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) - président de la commission des affaires économiques. (p. 4719, 4720) : avantages de la fusion de GDF et de Suez pour GDF et pour la politique économique de la France ; éloignement du risque de démantèlement du groupe Suez et protection de ses salariés. Organisation d'une "fusion d'égaux". Maintien des droits sociaux des personnels de GDF. Concertation exemplaire avec les partenaires sociaux. Pérennisation des obligations de service public de GDF. Protection du consommateur. Objections : engagement en 2004 de détention de 70 % du capital de GDF par l'Etat ; fusion d'une entreprise publique dans un groupe privé. Interrogation sur le calendrier parlementaire de la loi autorisant ce projet.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - président de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 6462, 6464) : fusion impossible d'EDF et de GDF : risque de démantèlement nucléaire imposé par la commission européenne. Viabilité du projet de regroupement de Gaz de France et de Suez. Caractère provisoire du "tarif de retour". Composition et missions de la Commission de régulation de l'énergie.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2006) - **Question préalable** (p. 6543) : précision concernant les auditions de la commission des affaires économiques.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6566) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Yves Coquelle, Roland Courteau et Daniel Raoul.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Motion d'ordre** (p. 6785) : accord des présidents de groupes politiques pour dissocier l'examen des amendements de suppression des autres amendements aux articles 2, 4, 6 et 13.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (*art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 6837) : retire le sous-amendement n° 760 de M. Bruno Retailleau (attribution à la CRE d'une mission de veille et d'alerte sur le respect des obligations de service public incombant aux opérateurs) déposé sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Demande de réserve** (p. 6867) : demande la réserve de l'ensemble du titre III du projet de loi, qui comporte les articles 10, 11 et 12, ainsi que les amendements tendant à insérer un article additionnel après l'article 10 ou avant l'article 11.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6953) : dépôt éventuel en commission mixte paritaire d'un amendement de la commission résolvant le problème soulevé par l'amendement n° 133 de M. Michel Sergent (situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7082) : équilibre financier de la filière de la cogénération.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (p. 7110) : demande la réserve du vote de l'amendement n° 449 de M. Yves Coquelle (nouvel intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat) jusqu'à la fin du titre III ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7233, 7234) : adaptation du droit de l'énergie aux dernières directives européennes. Perspectives d'avenir pour l'entreprise Gaz de France. Position minoritaire de la France face au système de la libre entreprise et de l'économie de marché.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité**

**d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - président de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 10168) : proposition de la commission des affaires économiques tendant à constituer une mission d'information sur la question de la sécurité d'approvisionnement électrique.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - président de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 10178, 10179) : évoque la possibilité d'élaborer un rapport d'information sur le sujet.

**ESNEU (Michel)**  
*sénateur (Ille-et-Vilaine)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

**ESTROSI (Christian)**  
*ministre délégué à l'aménagement du territoire*

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Organisation de la discussion des articles** (p. 4344) : accepte la demande du président de la commission des lois tendant à réserver l'article 1er jusqu'après l'article 12 et à réserver les articles 16 à 22 et les amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 22 jusqu'après les amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 32. - **Discussion générale** (p. 4370, 4374) : remerciements au rapporteur. Promotion partagée d'une vision positive de l'immigration. Restera ouvert aux améliorations visant à assurer le respect des droits des étrangers. Réponse aux intervenants. Résultats positifs de l'action opérationnelle en Guyane au premier trimestre 2006. Partage le souhait de lutter contre les marchands de sommeil. Favorable à la création d'un compte épargne développement dans le cadre de la coopération avec l'Afrique. Action de la France dans le cadre européen en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Politique équilibrée, ferme et équitable. Soutien des Français. Favorable à l'amendement novateur portant création d'un compte épargne développement ainsi qu'aux amendements du groupe UC-UDF améliorant le dispositif de l'admission exceptionnelle aux séjours. Objectif de

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8202) : son amendement n° 129 : définition du champ des prescriptions ouvertes aux chirurgiens-dentistes ; adopté.

12 000 expulsions d'étrangers de Mayotte en 2006. Favorable à l'extension de l'espace Schengen aux frontières maritimes. Publication prochaine du dernier décret d'application de la loi du 26 novembre 2003.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4384, 4385) : s'oppose à la motion n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Avis de conformité aux traités internationaux rendu par le Conseil d'Etat. - **Question préalable** (p. 4391, 4392) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Engagement de 38 millions d'euros dans le budget de 2006 pour la réorganisation administrative. Programme de modernisation et de construction de centres de rétention. Recherche d'une certaine cohérence dans l'organisation de la politique de l'immigration : nécessité de créer un réseau unique d'agents en décloisonnant les différentes administrations. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4397, 4398) : s'oppose à la motion n° 76 de M. Bernard Frimat tendant au renvoi à la commission. S'inscrit en faux contre les reproches d'inefficacité et de situations inextricables adressés par M. Jean-Pierre Sueur au Gouvernement dans la conduite de sa politique d'immigration. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4399) : demande le retrait de l'amendement n° 98 de M. Jacques Pelletier (inclusion prioritaire dans les politiques françaises de maîtrise de l'immigration d'une aide publique au développement entre la France et les pays d'émigration). (p. 4400, 4403) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 270 (participation de la France à l'aide au développement des pays du Sud à hauteur de 1 % de son PIB), n° 271 (annulation par la France de la dette contractée à son égard par les pays du Sud), n° 272 (instauration d'une taxe sur les transactions financières en devises pour financer la solidarité internationale) et n° 273 (rapport au Parlement, avant

le 31 décembre 2006, sur le codéveloppement et l'aide publique en faveur des pays en développement). (p. 4404) : accepte l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). Dispositif novateur rassemblant des signatures de sénateurs des groupes UMP, UC-UDF et de l'ensemble du groupe du RDSE. Attente très forte des pays d'origine. Heure de vérité pour le Parlement, compte tenu de l'intérêt manifesté par tous les orateurs en faveur du codéveloppement. (p. 4410, 4411) : grande qualité du débat. Réponse aux intervenants. Données chiffrées émanant de Bercy quant au coût annuel du dispositif pour la France et quant au montant des investissements réalisés dans les pays d'origine. Convaincu de l'intérêt de ce dispositif qui engagera pour la première fois la France dans une politique déterminée, efficace et concrète de codéveloppement. (p. 4412, 4413) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 269 (présentation par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2006, d'un plan de régularisation des sans-papiers) et n° 274 (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers résidant en France depuis au moins cinq ans). - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 4421) : s'oppose aux amendements de suppression n° 3 de la commission, n° 145 de M. Bernard Frimat, n° 243 de M. Gérard Delfau et n° 278 de Mme Eliane Assassi. Différence entre la démarche de la commission motivée par la prudence et l'opposition de fond formulée par les auteurs des autres amendements de suppression. Mise en place par l'Assemblée nationale, à l'unanimité et avec l'accord du Gouvernement, d'une instance de dialogue entre les représentants des pouvoirs publics et ceux du monde associatif, en réponse aux attentes d'un grand nombre d'associations. S'engage à créer le Conseil national de l'immigration et de l'intégration par décret dans les deux mois qui viennent. (p. 4423, 4424) : confirme l'avis favorable du Gouvernement, à la fois sur la suppression de l'article pour des raisons de constitutionnalité et sur la création de ce Conseil national par un décret qui sera pris dans les deux mois à venir. - **Rappel au règlement** (p. 4428) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Répondra globalement aux interventions portant sur les articles et sur les amendements qui auront été défendus. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4432, 4433) : sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 470 de M. Yves Pozzo di Borgo (obligation des autorités diplomatiques de statuer dans les meilleurs délais sur la demande de visa de long séjour formée par le conjoint de Français). S'oppose aux amendements de suppression n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Eliane Assassi. S'oppose aux amendements n° 147 de M. Bernard Frimat (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa et automaticité de la délivrance du visa en l'absence de réponse des autorités diplomatiques dans les deux mois), n° 280 de Mme Eliane Assassi (suppression de dispositions inutiles) et de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 480 (subordination facultative de l'octroi de la carte de séjour temporaire et de celui de la carte de séjour "compétences et talents" à la production d'un visa de long séjour) et n° 481 (inopposabilité de l'obligation de visa de long séjour au conjoint de Français s'il est demandeur d'asile). (p. 4436) : propos inacceptables de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. Multiplication par trois des transcriptions de mariage entre 1998 et 2004. Dossiers avérés douteux dans 75 % des cas, justifiant l'expérience du terrain pour leur instruction. (p. 4438) : sur l'amendement précité n° 4 de la commission, accepte après sa rectification le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint). Prise en compte des cas évoqués par certains orateurs dans une perspective humanitaire. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4439) : s'oppose à

l'amendement n° 482 de Mme Alima Boumediene-Thiery (régularisation des demandeurs d'asile titulaires d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un récépissé de demande de titre de séjour).

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4461, 4463) : réponse à MM. Yves Collombat et Michel Dreyfus-Schmidt. S'oppose aux amendements de suppression n° 148 de M. Bernard Frimat et n° 281 de Mme Eliane Assassi. S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 282 (limitation des possibilités de retrait d'un titre de séjour aux seuls cas de fraude constatée par décision de justice) et n° 283 (impossibilité pour un employeur de demander le remboursement des charges salariales acquittées en cas de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte "compétences et talents"), ainsi qu'au sous-amendement n° 149 de M. Bernard Frimat (limitation des possibilités de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance) déposé sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarie" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi) qu'il accepte. Sur l'amendement n° 5 de la commission précité accepte le sous-amendement n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rédaction). - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration) (p. 4470, 4471) : accepte les amendements de la commission n° 6 (précision que l'intégration dans la société française doit être "républicaine"), n° 129 (validation de l'acquis linguistique par un diplôme reconnu par l'Etat), n° 130 (proposition obligatoire aux étrangers de la session d'information sur la vie en France), n° 7 (précision que le représentant légal qui cosigne le contrat d'accueil et d'intégration avec le mineur âgé de 16 à 18 ans doit être en situation régulière en France) et n° 8 et 9 (rédaction). Accepte l'amendement n° 133 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans) après sa rectification suggérée par la commission. S'oppose aux amendements de suppression n° 150 de M. Bernard Frimat et n° 284 de Mme Eliane Assassi. Article central dans ce projet de loi. Réponse aux critiques des orateurs. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4474) : demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prise en compte dans le rapport annuel sur la politique d'immigration des moyens mis en oeuvre pour permettre aux étrangers de respecter les obligations qui résultent de la signature du contrat d'accueil et d'intégration) qu'il estime redondant. (p. 4477, 4480) : sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant), qu'il accepte, accepte après sa rectification le sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail), s'oppose au sous-amendement de ce dernier auteur n° 517 (suppression, pour le bénéficiaire d'une autorisation provisoire de séjour à l'occasion d'une mission de volontariat, de l'obligation de signer l'engagement de quitter le territoire à l'issue de cette période), ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Muguette Dini n° 514 (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité de douze mois, s'agissant des étudiants étrangers) et, portant sur le même objet, n° 515 et 516 (élargissement du champ d'application du dispositif relatif aux étudiants étrangers). Remercie cette dernière du retrait de ses sous-amendements

précités et lève toute ambiguïté quant à la position du Gouvernement sur le codéveloppement. (p. 4481) : sur l'amendement précité n° 507 de M. Hugues Portelli, s'oppose au sous-amendement n° 524 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour à l'étranger ayant achevé avec succès un cycle de formation conduisant à un diplôme d'étude supérieure). - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française) (p. 4485, 4486) : accepte les amendements de la commission n° 10 (réintroduction de la notion d'"intégration républicaine dans la société française") et n° 11 (rédaction). S'oppose aux amendements de suppression n° 151 de M. Bernard Frimat et n° 285 de Mme Éliane Assassi ainsi qu'aux amendements identiques n° 152 de M. Bernard Frimat et n° 483 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions prévoyant la saisine du maire pour avis). (p. 4498, 4499) : réponse aux réserves exprimées par M. Jean-Pierre Sueur s'agissant de l'avis du maire sur l'intégration de l'étranger. - **Article 6** (art. L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle) (p. 4500) : s'oppose à l'amendement n° 286 de Mme Éliane Assassi (rétablissement du bénéfice de la carte de séjour pluriannuelle aux titulaires d'une carte de séjour temporaire accordée pour l'exercice d'une activité soumise à autorisation). Inclusion des seuls étudiants dans le champ d'application de l'article. - **Article 6 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France) (p. 4501, 4502) : accepte l'amendement n° 509 de M. Hugues Portelli (suppression pour coordination). - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4507, 4508) : philosophie du texte. Facilitation du seul parcours administratif des étudiants étrangers, à l'exclusion des problèmes de l'enseignement supérieur ou du logement relevant d'autres ministères. Réponse aux intervenants. Nécessité d'accentuer les efforts pour attirer les étudiants étrangers. Rôle décisif des centres pour les études en France installés à l'étranger, qui seront vingt au 1er janvier 2007. Importance d'une meilleure coopération entre les postes consulaires et les universités. Implication et initiatives attendues des collectivités locales. Exemple de la mise en place dans le département qu'il préside d'une politique de construction de 5 000 logements pour les étudiants sur les trois années à venir et d'un accord avec Sciences-Po pour l'accueil du premier cycle "Moyen Orient - Méditerranée" de cette école à Menton. S'opposera à l'amendement n° 287 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article visant à revenir aux critères définis par l'ordonnance du 2 novembre 1945 avant l'adoption de la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France) dans le cas où il serait maintenu. (p. 4513, 4514) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 12 de la commission (précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée dans la limite d'un temps partiel annualisé) et n° 156 de M. Bernard Frimat (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation de travail à temps partiel pendant l'année universitaire et à temps complet pendant les vacances universitaires) auxquels il est favorable. Accepte l'amendement n° 135 de M. Jacques Legendre (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger). S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 154 (suppression des dispositions relatives au travail des étudiants) et n° 155 (suppression des dispositions prévoyant le retrait du titre de séjour en cas de non-respect de la réglementation du travail), n° 484 de Mme Alima Boumediene-Thiery (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation temporaire de travail dans la limite d'un temps partiel annualisé et d'un temps plein pendant les vacances scolaires) et n° 288 de Mme Éliane Assassi (délivrance de plein droit d'une carte de séjour "étudiant" à l'étudiant venant en France pour y suivre des études supérieures). (p. 4516) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (obligation pour l'employeur d'un étudiant étranger

de déclarer son embauche). (p. 4518) : accepte les amendements de suppression n° 503 de M. Hugues Portelli et n° 289 de Mme Éliane Assassi malgré la motivation de ce dernier. S'oppose à l'amendement n° 485 de Mme Alima Boumediene-Thiery (octroi d'une carte de séjour temporaire portant la mention "étudiant" d'une durée de validité de six mois renouvelable à l'étudiant étranger qui a achevé avec succès son cycle de formation). S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 293 (allongement de six mois à douze mois la durée de l'autorisation provisoire de séjour), n° 291 (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour dès le baccalauréat) et n° 294 (repli) ainsi qu'aux amendements identiques n° 290 de ce dernier auteur et n° 486 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du caractère non renouvelable de l'autorisation de séjour de six mois). - **Article additionnel ayant l'article 8** : s'oppose à l'amendement n° 295 de Mme Éliane Assassi (engagement du Gouvernement d'entamer le processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2006). - **Article 8** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « visiteur ») (p. 4520) : s'oppose aux amendements de suppression n° 157 de M. Bernard Frimat et n° 296 de Mme Éliane Assassi. - **Article 9** (art. L. 313-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « scientifique » et transposition d'une directive) (p. 4522) : s'oppose aux amendements n° 158 de M. Bernard Frimat (suppression) et n° 297 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article visant à maintenir les critères définis par la loi du 11 mai 1998 pour la délivrance de la carte de séjour temporaire "scientifique"). Demande le retrait de l'amendement n° 84 de M. Jean-René Lecerf (assouplissement des conditions permettant aux établissements d'enseignement de recourir à des intervenants étrangers pour des missions courtes). S'engage à intervenir auprès des consuls afin de faciliter la délivrance des visas. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4529, 4531) : article central de la réforme de l'immigration du travail. Souci d'attractivité et de visibilité. Lutte contre le travail illégal dans des secteurs employant des saisonniers : accord intervenu à Nice dans le cadre de la Conférence internationale de la Méditerranée occidentale avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye pour un engagement solidaire de lutte contre le travail illégal. Accepte les amendements de la commission n° 16 (établissement au plan national de la liste définissant les métiers et les zones géographiques connaissant des difficultés de recrutement), n° 17 (rédaction), n° 18 (suppression des dispositions relatives à la levée partielle des restrictions à la libre circulation des travailleurs ressortissant des nouveaux Etats membres), n° 19 (coordination) et n° 20 (extension du bénéfice de la carte de trois ans "salié en mission" aux étrangers détachés au sein d'un même groupe mais titulaires d'un contrat de travail établi en France et facilitation de la venue en France des membres de leur famille), ce dernier sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 527 de M. Hugues Portelli (renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille) qu'il accepte. Sur les amendements de Mme Muguette Dini, accepte le n° 114 (délivrance d'une nouvelle carte pour une durée d'un an en cas de rupture du contrat de travail du fait de l'employeur intervenue dans les trois mois précédant son renouvellement) et demande le retrait du n° 113 (délivrance de la carte "travailleur temporaire" à l'étranger qui travaille pendant une durée déterminée comprise entre six mois et douze mois). S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 159 (suppression), n° 160 (repli), n° 161 (suppression des restrictions apportées à l'exercice par les étrangers d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale) et n° 162 (suppression des dispositions fixant les conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire destinée aux travailleurs saisonniers) ainsi qu'aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 298 (suppression des dispositions cantonnant l'exercice d'une activité professionnelle dans un métier ou une zone géographique caractérisée par des difficultés de recrutement), n° 299 (repli), n° 300 (apposition de la mention "salié" sur la carte de séjour temporaire quelle que soit la durée de l'activité), n° 302 (suppression de l'interdiction

de travailler plus de six mois sur douze mois consécutifs) et n° 303 (possibilité pour le travailleur étranger d'exercer des travaux saisonniers chez le même employeur sur une période n'excédant pas six mois sur douze mois consécutifs) et demande le retrait du n° 301 (suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers) du même auteur. S'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 488 (suppression de la condition de domiciliation hors de France pour les travailleurs saisonniers étrangers) et n° 489 (prolongation de la durée de validité de la carte délivrée pour motifs professionnels si son titulaire est involontairement privé d'emploi à la date de sa demande de renouvellement) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 114 précité de Mme Muguette Dini. - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal) (p. 4537) : données chiffrées sur les opérations menées dans le cadre de la lutte contre le travail illégal entre le 1er septembre et le 31 décembre 2005. S'étonne de l'innovation juridique préconisée par le parti socialiste d'une automaticité des peines. S'oppose à l'amendement n° 163 de M. Bernard Frimat (suppression) et accepte l'amendement n° 21 de la commission (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire "étudiant" à l'étudiant étranger qui travaille au-delà de la limite d'un temps partiel annualisé). - **Article 11 bis** (art. L. 364-8 du code du travail - Aggravation des peines applicables aux employeurs d'étrangers sans titre de travail) (p. 4539) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4548, 4551) : réponse aux intervenants sur l'article. Contributions passionnantes sur toutes les travées de l'hémicycle. Progrès incontestable de la carte "compétences et talents" pour l'attractivité de la France et le partenariat avec les pays d'origine tout en étant encore perfectible. Précisions sur le fonctionnement de la circulation des compétences en faveur du codéveloppement. Volonté du Gouvernement d'un accord impératif avec l'Etat concerné. Obligation du bénéficiaire de la carte de participer en France à une action de coopération définie par la France et son pays d'origine. Nécessité de fixer une limite au renouvellement de la carte. Précision des critères d'attribution par une commission ad hoc. Accepte les amendements de la commission n° 23 (coordination), n° 24 (rédaction), n° 25 (subordination du renouvellement de la carte "compétences et talents" au respect effectif de l'obligation de participer à une action de codéveloppement lorsque son titulaire est ressortissant d'un pays de la zone de solidarité prioritaire), n° 26 (attribution de plein droit d'une carte de séjour au conjoint et aux enfants de l'étranger titulaire de la carte "compétences et talents" si ce conjoint est âgé d'au moins 18 ans) et n° 27 (suppression d'une mention inutile). Accepte les sous-amendements n° 528 de M. Denis Badré (facilitation de l'obtention de la carte "compétences et talents" aux étrangers résidant déjà sur le territoire français et titulaires d'une carte de séjour au statut moins avantageux) sur l'amendement précité n° 24 de la commission et n° 529 de M. Roger Karoutchi (précision) sur l'amendement précité n° 25 de la commission. Accepte les amendements n° 106 de M. Jacques Pelletier (limitation du renouvellement de la carte "compétences et talents" à une fois pour ceux de ses titulaires qui proviennent d'un pays membre de la zone de solidarité prioritaire) et n° 81 de M. Hugues Portelli (conditionnement de la délivrance de la carte "compétences et talents" à l'étranger ressortissant d'un pays appartenant à la zone de solidarité prioritaire à la conclusion d'un accord de partenariat pour le développement entre la France et ce pays). S'oppose aux amendements de suppression n° 164 de M. Bernard Frimat et n° 304 de Mme Éliane Assassi ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur n° 305 (octroi automatique de la carte "compétences et talents" à l'étranger qui remplit les critères nécessaires à sa délivrance), n° 306 (restriction de la carte "compétences et talents" à la seule dimension économique), n° 307 (suppression de la procédure consistant à présenter la demande de carte "compétences et talents" auprès de la représentation consulaire française dans le pays d'origine) et n° 308 (suppression de la Commission nationale des compétences et des talents). Remercie M. Denis

Badré de son intention de retirer l'amendement de suppression n° 513 de Mme Muguette Dini en cas d'adoption de son sous-amendement n° 528 précité et de l'amendement précité n° 81 de M. Hugues Portelli.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er (précédemment réservé)** (chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour) (p. 4569) : s'oppose aux amendements identiques n° 144 de M. Bernard Frimat et n° 275 de Mme Éliane Assassi (suppression), ainsi qu'aux amendements de cette dernière n° 277 et 276 (repli). Accepte les amendements de la commission n° 508 (coordination) et n° 2 (précision). (p. 4570) : renforcement de la politique de la France en faveur du codéveloppement. - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail) (p. 4571, 4572) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (coordination). S'oppose aux amendements n° 165 de M. Bernard Frimat (suppression), et de Mme Eliane Assassi n° 309 (suppression de la disposition limitant les autorisations de travail à certaines activités professionnelles ou zones géographiques) et n° 310 (suppression de l'échange de renseignements entre l'autorité administrative et les organismes agissant dans le cadre du service public de l'emploi pour l'instruction de la demande d'autorisation de travail). - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4575, 4576) : s'oppose aux amendements n° 311 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 4578, 4579) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Claude Domeizel (suppression de la discrimination salariale subie par les médecins d'origine extracommunautaire exerçant dans les services hospitaliers). - **Article 14** (art. L. 341-6 du code du travail - Obligation pour les employeurs de vérifier la validité de l'autorisation de travail) (p. 4581) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 15 ter** (art. L. 341-7 du code du travail - Aggravation du montant de la contribution spéciale à l'ANAEM en cas de récidive de l'employeur) (p. 4582) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 4583) : accepte l'amendement n° 140 de M. Philippe Goujon (simplification des procédures d'autorisation d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale pour les commerçants étrangers). - **Articles additionnels avant l'article 23** ou **avant l'article 60 ter** (p. 4585, 4587) : sur les amendements de M. Alain Milon, demande le retrait du n° 136 (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution) et s'oppose au n° 137 (possibilité d'adoption d'un mineur étranger dont le pays d'origine prohibe cette institution, s'il a acquis la nationalité française par déclaration de nationalité). S'oppose à l'amendement n° 440 de Mme Éliane Assassi (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution). Mise en place prochaine d'un groupe de travail chargé d'examiner la situation des enfants présents en France au titre de la kafalah. - **Article 23** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vérifications des actes d'état civil étrangers) : s'oppose à l'amendement n° 347 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article 47 du code civil prévoyant que les actes de l'état-civil délivrés en pays étranger font foi). - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4595, 4597) : respect de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Encadrement strict de l'attribution des cartes de séjour. Réponse aux orateurs. (p. 4605, 4607) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 349 (suppression du dispositif trop restrictif accordant la carte de séjour temporaire à l'enfant confié depuis l'âge de seize ans aux services de l'aide sociale à l'enfance, ASE), n° 350

(attribution sans condition d'âge d'un titre de séjour aux enfants confiés aux services de l'ASE) et n° 354 (attribution de la carte de séjour temporaire aux jeunes étrangers scolarisés en France). Accepte l'amendement n° 37 de la commission (précisions relatives aux régularisations concernant les mineurs résidant en France). S'oppose à l'amendement n° 171 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 491 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition d'âge pour la délivrance de plein droit d'un titre de séjour aux enfants confiés à l'ASE), à l'amendement n° 170 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 492 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition de rupture des liens familiaux pour l'attribution de la carte de séjour temporaire aux enfants confiés à l'ASE), à l'amendement n° 172 de M. Bernard Frimat, identique à l'amendement n° 351 de Mme Éliane Assassi (suppression de la condition relative à la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine), à l'amendement n° 352 de Mme Éliane Assassi, identique à l'amendement n° 493 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la condition d'avis de la structure d'accueil sur l'insertion du jeune étranger dans la société française) ainsi qu'aux amendements identiques n° 353 de Mme Éliane Assassi, n° 494 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 173 de M. Bernard Frimat (suppression de la disposition excluant du bénéfice de la carte de séjour temporaire les mineurs ne résidant pas en France avec leurs parents légitimes). (p. 4611, 4614) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (délivrance de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" au conjoint et aux enfants des titulaires de cartes "compétences et talents" ou "salarié en mission"). S'oppose aux amendements analogues n° 355 de Mme Éliane Assassi, n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 495 de Mme Alima Boumediene-Thiery (possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans). (p. 4617) : s'oppose aux amendements identiques n° 174 de M. Bernard Frimat et n° 356 de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation de communauté de vie "depuis le mariage" pour les couples binationaux). S'oppose à l'amendement n° 357 de Mme Éliane Assassi (coordination). (p. 4618) : s'oppose aux amendements identiques n° 175 de M. Bernard Frimat et n° 358 de Mme Éliane Assassi (suppression du délai de deux ans de contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant exigée du père ou d'une mère étranger pour l'obtention d'une carte de séjour). (p. 4619) : s'oppose à l'amendement n° 360 de Mme Éliane Assassi (délivrance d'une carte de séjour temporaire aux parents étrangers d'un ou plusieurs enfants scolarisés ou résidant en France). (p. 4621) : s'oppose aux amendements identiques n° 361 de Mme Éliane Assassi et n° 496 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de l'appréciation de liens personnels et familiaux pour attribuer la carte de séjour temporaire) ainsi qu'aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 362 (rédaction), n° 363 (suppression du critère des conditions d'existence), n° 364 (suppression du critère d'insertion dans la société française) et n° 365 (suppression du critère de la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine) et à l'amendement n° 497 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rédaction).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 24 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'une procédure d'admission exceptionnelle au séjour*) (p. 4683, 4684) : vertus de l'article : apport d'une dimension supplémentaire par un amendement de M. Patrick Braouezec, présenté au nom du groupe des députés communistes et républicains, en dépit de leur opposition aux principes qui sous-tendent ce projet de loi, et prévoyant, pour les étrangers justifiant résider en France depuis plus de dix ans, un droit d'examen de leur dossier par la commission nationale. Position favorable du Gouvernement à l'amélioration du dispositif à l'issue d'échanges avec des interlocuteurs associatifs et le conduisant à accepter l'évolution proposée par le groupe UC-UDF. S'oppose aux amendements de suppression n° 176 de M. Bernard Frimat et n° 369 de Mme Éliane Assassi. Accepte l'amendement n° 39 de la commission (précision selon laquelle la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour ne donne qu'un avis sur les critères de régularisation) ainsi que les amendements de Mme Muguette Dini n° 119 (inclusion du rapport d'observations de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour

dans le rapport annuel au Parlement) et n° 116 (obligation pour le préfet de saisir pour avis les commissions départementales du titre de séjour sur les demandes de régularisation formées par les étrangers justifiant d'une résidence en France depuis plus de dix ans). - **Article 25** (art. L. 313-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions pour bénéficier de la protection subsidiaire*) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (dispense, pour le conjoint et les enfants d'un étranger bénéficiaire de la protection subsidiaire, de l'obligation de visa de long séjour pour obtenir une carte "vie privée et familiale"). - **Article 25 bis** (art. L. 314-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Cas de refus de délivrance ou de retrait de la carte de résident*) (p. 4685) : accepte l'amendement n° 177 de M. Bernard Frimat (extension du champ d'application de l'article à l'étranger condamné, et non pas simplement poursuivi, pour avoir commis sur un mineur de quinze ans des violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, telle que l'excision). - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune*) (p. 4689, 4690) : devoir du Gouvernement de faire reconnaître la réalité des mariages de complaisance et des mariages forcés. Contribution importante des églises chrétiennes pour cependant corriger les effets pervers de la nouvelle règle de retrait de la carte de résident. S'oppose aux amendements de suppression n° 178 de M. Bernard Frimat et n° 371 de Mme Éliane Assassi. Demande le retrait des amendements n° 479 de M. Yves Pozzo di Borgo (impossibilité de refuser le renouvellement de la carte de séjour temporaire lorsque la communauté de vie a été rompue à l'initiative de l'étranger, en raison de violences conjugales qu'il a subies de la part de son conjoint) et n° 127 de Mme Muguette Dini (interdiction du refus de renouvellement de la carte de résident de l'étranger victime de violences conjugales) qu'il estime satisfait. S'oppose aux amendements n° 179 de M. Bernard Frimat (repli) et n° 372 de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation pour le conjoint étranger de prouver qu'il a effectivement subvenu aux besoins de ses enfants depuis leur naissance). Accepte l'amendement n° 180 de M. Bernard Frimat (impossibilité du retrait de la carte de résident lorsque la rupture de la vie commune est la conséquence du décès de l'un des conjoints). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4691) : s'oppose à l'amendement n° 373 de Mme Éliane Assassi (attribution de plein droit d'une carte de résident aux étrangers titulaires, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler). - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion*) (p. 4692) : s'oppose aux amendements de suppression n° 181 de M. Bernard Frimat et n° 374 de Mme Éliane Assassi. Accepte l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore). - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident*) (p. 4695, 4697) : mise au point nécessaire sur la manipulation d'extrême gauche visant à dénaturer l'esprit et la lettre de la circulaire de M. Nicolas Sarkozy. S'oppose aux amendements de suppression n° 182 de M. Bernard Frimat et n° 375 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de repli n° 376 et 377 de ce dernier auteur. - **Article 28** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident*) (p. 4700) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 183 (suppression) et, portant sur le même objet, n° 184, 185 et 186 (repli). S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 378 (suppression), n° 379 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'enfant recueilli en kafala judiciaire par une personne de nationalité française) et n° 380 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger en situation régulière depuis plus de dix ans ou qui a travaillé régulièrement en France pendant plus de 120 mois cumulés). - **Article 29** (art. L. 316-1 et L. 316-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger qui témoigne ou porte plainte*



contre un proxénète) (p. 4702) : demande le retrait de l'amendement n° 381 de Mme Éliane Assassi (instauration d'un délai de réflexion de trois mois au bénéfice de la victime autorisée à séjourner sur le territoire pendant ce délai, afin de lui permettre de mesurer la réelle portée de son engagement à collaborer), qui sera satisfait par le décret d'application qui prévoira un délai de réflexion d'un mois. S'oppose à l'amendement n° 187 de M. Bernard Frimat (octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux personnes acceptant de collaborer avec la justice pour lutter contre le proxénétisme et la traite des êtres humains). Nécessité de conserver leur marge d'appréciation à l'administration et à l'autorité compétente en raison, par exemple, des risques de dénonciation calomnieuse pour obtenir la carte de séjour. - **Article additionnel après l'article 29** (p. 4703) : s'oppose à l'amendement n° 382 de Mme Éliane Assassi (possibilité de délivrer une carte de séjour temporaire d'un an à l'étranger qui justifie d'une démarche de réinsertion) qui affaiblirait la démarche engagée en mars 2003 par la suppression de la condition relative à la dénonciation du proxénète. - **Article 29 bis** (art. L. 321-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Document de circulation délivré aux mineurs étrangers) (p. 4704) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (coordination). - **Article 29 ter** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Les immunités et le délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier) : s'oppose à l'amendement n° 383 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 29 quater** (art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale- Mise sous tutelle des prestations familiales versées à un étranger vivant en état de polygamie) (p. 4705) : s'oppose à l'amendement n° 384 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 29 quater** (p. 4706) : accepte l'amendement n° 141 de M. Philippe Goujon (confiscation des biens meubles et immeubles ayant servi à commettre l'infraction définie à l'article 225-14 du code pénal relatif à la soumission à des conditions de travail et d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4764, 4765) : s'oppose aux amendements de suppression n° 188 de M. Bernard Frimat et n° 385 de Mme Éliane Assassi. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4771, 4772) : s'oppose aux amendements de suppression n° 189 de M. Bernard Frimat et n° 386 de Mme Éliane Assassi. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 42 de la commission et n° 191 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille) dans l'attente d'un accord en commission mixte paritaire sur le plafonnement de la modulation de ressources entre 1 et 1,5 SMIC par exemple. S'oppose aux amendements n° 190 (suppression des dispositions modifiant les conditions de logement) et n° 192 (repli), ainsi qu'aux amendements identiques n° 193 de ce dernier auteur et n° 387 de Mme Éliane Assassi (suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française"). Accepte les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 86 (précision selon laquelle la région au regard de laquelle il convient d'apprécier les conditions de logement d'une famille étrangère est une région géographique) et n° 240 (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 4778) : accepte l'amendement n° 241 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité pour le maire, saisi par l'autorité administrative, d'émettre un avis sur le respect par l'étranger des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, qui sera réputé donné en l'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois) et s'oppose aux amendements de suppression n° 194 de M. Bernard Frimat et n° 388 de Mme

Éliane Assassi. - **Article 32** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune) (p. 4779) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (réaction) et s'oppose aux amendements de suppression n° 195 de M. Bernard Frimat et n° 389 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4780, 4781) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 390 (abrogation de l'article 97 de la loi de finances rectificative pour 2003 restreignant les conditions d'ouverture du droit à l'AME), n° 391 (application d'un régime uniforme d'accès au RMI aux ressortissants de l'Europe et à ceux des pays tiers) et n° 392 (abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale subordonnant les allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire). - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé)** (*Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants de l'Union européenne et des membres de leur famille*) (p. 4781) : accepte l'amendement n° 504 de M. Hugues Portelli (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille). - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4786, 4787) : polémiques non justifiées s'agissant des articles 16 à 22 qui traduisent le respect des engagements internationaux de la France. Remercie M. Christian Cointat de son intervention et s'engage à rester attentif aux difficultés qu'il a soulevées. (p. 4791) : sur les amendements de la commission, accepte les amendements de rédaction n° 30 et 31, n° 33, n° 35 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 32 (précision) et n° 34 (correction d'une erreur matérielle). Accepte les amendements portant sur le même objet de M. Yves Portelli n° 505 et 506 (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille). S'oppose aux amendements n° 232 de M. Bernard Frimat (suppression), n° 471 de M. Yves Pozzo di Borgo (réécriture de l'article 16) et de Mme Éliane Assassi n° 312 (suppression des restrictions apportées au droit au séjour des étrangers communautaires), n° 313 (extension du bénéfice du droit au séjour au partenaire pacsé avec un citoyen de l'Union européenne), portant sur le même objet, n° 314 et 315 (suppression de l'obligation faite aux citoyens de l'Union européenne de se faire enregistrer auprès du maire de leur commune de résidence), n° 316 (impossibilité de refuser le séjour à un membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne ressortissant d'un Etat tiers au motif que sa présence constitue une menace pour l'ordre public), n° 317 (coordination), n° 318 (suppression de l'exigence d'une résidence ininterrompue en France pour l'acquisition du droit au séjour permanent), n° 319 (droit au séjour permanent en France des travailleurs communautaires ayant cessé leur activité) et n° 320 (suppression des dispositions prévoyant la perte du bénéfice du droit au séjour permanent en cas d'absence du territoire français pendant plus de deux années consécutives). - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficiaire du droit au séjour en France) (p. 4796) : s'oppose aux amendements de suppression n° 233 de M. Bernard Frimat, n° 472 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 321 de Mme Éliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur n° 322 (suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE détenteurs de la carte "scientifique"), n° 323 (suppression de la condition de durée du séjour pour les résidents de longue durée-CE titulaires de la carte de séjour "profession artistique et culturelle"), n° 324 (suppression des dispositions relatives aux modalités d'appréciation des ressources), n° 325 (inclusion des prestations familiales dans le calcul des ressources), n° 326 (suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur les conditions de logement) et n° 327 (application des dispositions de l'article aux travailleurs salariés détachés par un prestataire de services dans le cadre d'une prestation transfrontalière). Se réjouit que le groupe UC-UDF ne se soit associé à aucun des amendements de suppression proposés par M. Yves Pozzo di Borgo et en remercie son président, M. Michel Mercier. -

**Article 18 (précédemment réservé)** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un Etat membre et séjournant en France) (p. 4800) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (rédaction). S'oppose aux amendements de suppression n° 234 de M. Bernard Frimat et n° 473 de M. Yves Pozzo di Borgo. S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 328 (suppression des conditions de ressources stables et suffisantes ainsi que d'une assurance maladie demandées au conjoint titulaire du statut de résident de longue durée-CE pour la délivrance d'une carte de séjour temporaire), de coordination n° 329 et 330, n° 332 (suppression des conditions de ressources imposées au résident de longue durée-CE et à son conjoint), de repli n° 333 et 335, n° 334 (suppression de la référence aux conditions de logement pour apprécier les conditions de ressources du demandeur) et n° 336 (suppression des dispositions stipulant que la date d'expiration de la carte de séjour temporaire ne peut être postérieure à celle de la carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger titulaire du statut de résident de longue durée-CE dans un autre Etat membre de l'Union européenne). - **Article 19 (précédemment réservé)** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit à l'exercice d'une activité professionnelle par le titulaire d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » membre de la famille d'un étranger ayant le statut de RLD-CE) (p. 4801) : s'oppose aux amendements de suppression n° 235 de M. Bernard Frimat, n° 474 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 337 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement de ce dernier auteur n° 338 (exemption de l'obligation de séjourner depuis au moins un an en France pour les mineurs âgés de 16 à 18 ans déclarant vouloir exercer une activité professionnelle salariée). - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. L. 314-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables à la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4802) : s'oppose aux amendements de suppression n° 236 de M. Bernard Frimat, n° 339 de Mme Eliane Assassi et n° 475 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 21 (précédemment réservé)** (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Péremption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4803) : s'oppose aux amendements de suppression n° 237 de M. Bernard Frimat, n° 476 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 340 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'au n° 341 (validité de la carte de résident portant la mention "résident de longue durée-CE" dans tous les Etats membres de l'Union européenne, indépendamment de la durée de résidence hors de l'Etat membre dans lequel a été délivrée la carte) de ce dernier auteur. (p. 4804, 4805) : réponse aux inquiétudes de M. Bernard Frimat, tant sur l'article 21 que sur l'article 22. - **Article 22 (précédemment réservé)** (art. L. 314-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance en France de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4807) : réponse aux questions de Mme Alima Boumediene-Thiery. S'oppose aux amendements de suppression n° 288 de Mme Eliane Assassi, n° 477 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 342 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur n° 343 (prise en compte des prestations familiales dans l'appréciation des ressources) et n° 344 (suppression des dispositions prévoyant l'avis du maire sur le caractère suffisant des ressources au regard des conditions de logement). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 4808) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 345 (abrogation du délit de séjour irrégulier) et n° 346 (abrogation du délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4824, 4832) : sur les amendements de M. Bernard Frimat, demande le retrait du n° 199 (garantie d'un jour franc, préalablement à leur rapatriement, aux mineurs refusés d'entrée sur le territoire) au profit de l'amendement n° 48 de la commission (intervention de l'administrateur ad hoc dès le refus d'entrée sur le territoire opposé à un mineur étranger et non plus au moment de son placement en zone d'attente) qu'il accepte et s'oppose à l'amendement n° 198 (interdiction de placer des

enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Mérite de ce Gouvernement d'avoir lancé un grand programme visant la fermeture, la réhabilitation ou la construction de nouveaux centres de rétention. Exemple de Sangatte. Informe la Haute assemblée de la fermeture du centre de rétention administratif pour hommes du dépôt du Palais de justice de Paris. Remercie de leurs interventions très pertinentes Mmes Marie-Thérèse Hermange et Isabelle Debré. Préoccupation constante du Gouvernement du traitement social des enfants étrangers et de leur protection contre l'exploitation par les filières au travers des textes relatifs à la sécurité intérieure ou à l'immigration, de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, comme du présent texte. Exemplarité de la France par rapport à un grand nombre d'autres nations. (p. 4833, 4834) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 47 (possibilité de recours à la visioconférence pour l'audience de prolongation de la rétention administrative) et n° 46 (possibilité de recours à la visioconférence pour l'audience de maintien en zone d'attente). S'oppose à l'amendement n° 393 de Mme Eliane Assassi (abrogation de la peine complémentaire relative à l'interdiction du territoire français). - **Article 33 (art. L. 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Nouveau cas de refus d'entrée en France)** (p. 4835) : s'oppose aux amendements de suppression n° 196 de M. Bernard Frimat et n° 394 de Mme Eliane Assassi. - **Article additionnel avant l'article 34** (p. 4836) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Bernard Frimat (précision de la notion de demande d'asile manifestement infondée). - **Article 34 (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé - Coordination)** (p. 4837) : s'oppose aux amendements identiques n° 197 de M. Bernard Frimat et n° 395 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 36 (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour)** (p. 4839, 4840) : position du Gouvernement sur les articles 36 à 58 du projet de loi. Réforme expressément demandée par le Conseil d'Etat. Explosion du contentieux du séjour des étrangers devant les tribunaux administratifs. Accepte l'amendement n° 49 de la commission (possibilité pour l'étranger, qui fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, de solliciter le dispositif d'aide au retour financé par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, sauf s'il a été placé en rétention). S'oppose aux amendements de suppression n° 201 de M. Bernard Frimat et n° 397 de Mme Eliane Assassi. - **Article 37 (art. L. 511-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français)** (p. 4841) : s'oppose aux amendements identiques n° 202 de M. Bernard Frimat et n° 399 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 38 (art. L. 511-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français)** : S'oppose aux amendements identiques n° 203 de M. Bernard Frimat et n° 400 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 39 (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de protection contre la reconduite à la frontière)** (p. 4844) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 401 (suppression), portant sur le même objet, n° 403 et 404 (suppression partielle pour coordination) et n° 405 (protection contre toute mesure d'éloignement de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale), ainsi qu'à l'amendement n° 204 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions réduisant la liste des personnes protégées contre la reconduite à la frontière). S'oppose aux amendements identiques n° 402 de Mme Eliane Assassi et n° 498 de Mme Alima Boumediene-Thiery (repli). - **Article 41 (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français)** (p. 4849, 4850) : réponse aux orateurs sur l'article, préparé en plein accord avec le Conseil d'Etat. Règlement prochain de la question de la collégialité par un décret préparé par la garde des Sceaux après avis du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. Renforcement sans précédent de postes

dans les juridictions administratives. Instructions aux préfets de police en vue d'améliorer la défense des intérêts de l'Etat devant les tribunaux administratifs. Accepte l'amendement n° 50 de la commission (suppression de dispositions de nature réglementaire). S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 205 (suppression), n° 206 (allongement d'un mois à deux mois du délai de recours en contestation d'un refus de titre de séjour) et n° 207 (allongement de trois mois à six mois du délai imparti au juge administratif pour délibérer), respectivement identiques aux amendements n° 406, n° 407 et n° 411 de Mme Eliane Assassi. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 208 de M. Bernard Frimat et n° 409 de Mme Eliane Assassi (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire sont jugés en formation collégiale), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 408 et 410 (suppression des dispositions relatives aux différentes règles de placement en rétention et de recours) de ce dernier auteur. - **Article 42** (art. L. 512-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours à des magistrats honoraires - Suppression des arrêtés de reconduite notifiés par voie postale) (p. 4853) : s'oppose aux amendements identiques n° 209 de M. Bernard Frimat et n° 412 de Mme Eliane Assassi (suppression de la possibilité de recourir à des magistrats honoraires pour statuer sur le contentieux de reconduite à la frontière). - **Article 43** (art. L. 512-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination) (p. 4854) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Bernard Frimat (suppression pour coordination). - **Article 44** (art. L. 512-5, L. 513-1, L. 514-1 et L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière) (p. 4855) : s'oppose aux amendements n° 211 de M. Bernard Frimat (suppression) et n° 413 de Mme Eliane Assassi (rétablissement des règles fixant le régime applicable en matière d'appel des jugements des arrêtés de reconduite à la frontière et précision que les jugements sont rendus collégialement). - **Article 45** (chapitre III du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français) (p. 4856) : s'oppose aux amendements identiques n° 212 de M. Bernard Frimat et n° 414 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 46** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Possibilité de recourir à des magistrats honoraires) : S'oppose aux amendements identiques n° 213 de M. Bernard Frimat et n° 415 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4857) : accepte les amendements identiques n° 52 de la commission, n° 79 de M. Hugues Portelli et n° 102 de M. Jacques Pelletier (maintien de la possibilité pour les étrangers déboutés de leur demande d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) et s'oppose aux amendements de suppression n° 214 de M. Bernard Frimat et n° 416 de Mme Eliane Assassi. - **Article 48** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Caractère suspensif du recours contre la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4858) : s'oppose aux amendements identiques n° 215 de M. Bernard Frimat et n° 417 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 49** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Assignation à résidence) : S'oppose aux amendements identiques n° 216 de M. Bernard Frimat et n° 418 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 50** (art. L. 514-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Caractère non suspensif du recours contre l'obligation de quitter le territoire français en Guyane et à Saint-Martin) (p. 4859) : s'oppose aux amendements identiques n° 217 de M. Bernard Frimat et n° 419 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4862, 4864) : réponse aux orateurs sur l'article. Clarification des termes de la circulaire du 13 juin 2006. Sensibilisation du Gouvernement au problème des jeunes enfants scolarisés de parents sans-papiers. Initiative innovante

du ministre de l'intérieur dans l'envoi d'une circulaire au préfet. S'engage à son application par les préfets avec dévouement et humanité. S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 420 (réduction de deux ans à un an de la durée de mariage et de communauté de vie nécessaire à la protection contre une mesure d'expulsion de l'étranger marié avec un ressortissant français) et n° 421 (protection contre toute mesure d'expulsion de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Frimat n° 218 (suppression des dispositions restreignant la protection contre l'expulsion des personnes résidant depuis plus de quinze ans en France et des étrangers mariés avec un ressortissant français) et n° 219 (protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion). - **Article 52** (art. L. 521-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections absolues contre les mesures d'expulsion) (p. 4866) : s'oppose aux amendements identiques n° 220 de M. Bernard Frimat et n° 422 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 53** (art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réadmission des résidents de longue durée-CE) : s'oppose à l'amendement n° 423 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 53 bis** (art. 531-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assistance au transit en cas d'éloignement par voie aérienne) (p. 4867) : s'oppose à l'amendement n° 424 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 54** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Etrangers susceptibles d'être placés en rétention) : S'oppose aux amendements identiques n° 221 de M. Bernard Frimat et n° 425 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 55** (art. L. 552-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assignation à résidence) (p. 4868) : s'oppose aux amendements de suppression n° 222 de M. Bernard Frimat et n° 426 de Mme Eliane Assassi. - **Article 56** (art. L. 624-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction en cas de méconnaissance d'une mesure d'éloignement) (p. 4869) : s'oppose aux amendements identiques n° 223 de M. Bernard Frimat et n° 427 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 56 bis** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente) (p. 4870) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement du dispositif d'expérimentation concernant la passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative ou maintenues en zone d'attente) et s'oppose aux amendements n° 428 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 224 de M. Bernard Frimat (abrogation des articles L. 821-1 et L. 821-6 du CESEDA autorisant la passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente). - **Article 57** (art. 131-30-1 et 131-30-2 du code pénal - Coordinations relatives au régime de protection contre la peine d'interdiction du territoire français) (p. 4870) : s'oppose aux amendements identiques n° 225 de M. Bernard Frimat et n° 429 de Mme Eliane Assassi (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 430 (protection particulière des étrangers conjoints de Français contre la peine d'interdiction du territoire) de ce dernier auteur. - **Article 58** (art. L. 222-2-1 [nouveau] et L. 776-1 du code de justice administrative - Compétence des magistrats honoraires pour statuer sur les arrêtés de reconduite à la frontière et les obligations de quitter le territoire français) (p. 4871) : s'oppose aux amendements de suppression n° 226 de M. Bernard Frimat et n° 431 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement n° 432 (coordination) de ce dernier auteur. - **Article 58 ter** (Abrogation de mesures d'expulsion - Règlement des situations antérieures) (p. 4872) : accepte l'amendement n° 511 de M. Hugues Portelli (possibilité de rouvrir la procédure de réexamen des mesures d'expulsion prises avant la loi de novembre 2003 et qui auraient relevé de la législation sur la double peine si cette dernière avait existé alors). - **Article additionnel avant l'article 59** (p. 4873) : s'oppose à l'amendement n° 433 de Mme Eliane Assassi (suppression des conditions de durée de résidence pour l'octroi de la nationalité française aux enfants recueillis en France). - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - Acquisition de la

*nationalité française à raison du mariage*) (p. 4877, 4878) : s'oppose aux amendements n° 227 de M. Bernard Frimat (suppression) et de Mme Eliane Assassi n° 434 (retour aux dispositions de la loi du 16 mars 1998 pour l'acquisition de la nationalité par mariage et réduction du délai probatoire de vie commune conditionnant l'acquisition de la nationalité française) et n° 435 (exemption des couples franco-étrangers ayant eu un ou des enfants issus de leur union de la condition de durée du mariage pour l'acquisition de la nationalité française). Propose le retrait de l'amendement n° 134 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (suppression des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée de l'étranger ne justifiant pas d'une résidence ininterrompue pendant au moins trois ans en France à compter du mariage pour l'acquisition de la nationalité française) au profit de l'amendement n° 242 de M. Christian Cointat (non-application des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée pour l'acquisition de la nationalité française si l'étranger prouve que son conjoint français a été inscrit, pendant la durée de leur communauté de vie à l'étranger, au registre des Français établis hors de France) qu'il accepte. - **Article 59 bis** (art. 21-2-1 nouveau du code civil - *Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4880) : accepte les amendements identiques n° 54 de la commission et n° 436 de Mme Eliane Assassi (suppression), bien que ne partageant pas les motivations de ce dernier. - **Article 60** (art. 21-4 du code civil - *Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 4881) : s'oppose aux amendements n° 437 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 228 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions allongeant le délai dont dispose le Gouvernement pour s'opposer à l'accès à la nationalité française). - **Article 60 bis** (art. 21-11-1 nouveau du code civil - *Transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4882) : sur les amendements de suppression, accepte le n° 55 de la commission qu'il souhaite voir retenu et s'oppose au n° 438 de Mme Eliane Assassi. - **Article additionnel avant l'article 60 ter** (p. 4883) : s'oppose à l'amendement n° 439 de Mme Eliane Assassi (droit à la nationalité française de l'enfant recueilli en France sous le régime de la kafala judiciaire). S'engage à la mise en place d'un groupe de travail sur ce problème. - **Article 60 ter** (art. 21-12-1 nouveau du code civil - *Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4884) : accepte les amendements de suppression n° 56 de la commission et n° 441 de Mme Eliane Assassi, bien que ne partageant pas les motivations de ce dernier. - **Article 60 quater** (art. 21-14-2 du code civil - *Organisation obligatoire d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers naturalisés par décret*) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (abrogation de l'article 21-14-2 du code civil par coordination avec le regroupement à l'article 62 quater du projet de loi des dispositions relatives à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) et s'oppose à l'amendement n° 442 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 61** (art. 21-19 du code civil - *Suppression de certaines dispenses de stage aux fins de naturalisation*) (p. 4886) : s'oppose aux amendements de suppression n° 229 de M. Bernard Frimat et n° 443 de Mme Eliane Assassi. - **Article 62** (art. 21-22 du code civil - *Coordination*) (p. 4887) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (possibilité de naturalisation de l'enfant mineur resté étranger bien que l'un de ses parents ait acquis la nationalité française, s'il justifie avoir résidé avec ce parent durant les cinq ans précédant le dépôt de la demande) et s'oppose aux amendements identiques n° 230 de M. Bernard Frimat et n° 444 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 62 bis** (art. 21-25-1 du code civil - *Réduction du délai de réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation à l'égard des étrangers ayant en France leur résidence habituelle depuis dix ans*) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (rédaction). - **Article 62 ter** (paragraphe 7 de la section 1 du chapitre III du titre 1er bis du livre premier du code civil - *Insertion d'une division relative*

*à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) : s'oppose à l'amendement n° 445 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 62 quater** (art. 21-28 nouveau du code civil - *Compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4888) : accepte, après sa rectification, l'amendement n° 60 de la commission (regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'obligation d'organiser une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française). S'oppose à l'amendement n° 446 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 62 quinquies** (art. 21-29 nouveau du code civil - *Possibilité pour le maire d'organiser la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4890) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (obligation pour le préfet de communiquer au maire l'identité et l'adresse des personnes résidant dans sa commune susceptibles de bénéficier de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française et possibilité de déléguer ou non au maire l'organisation des cérémonies d'accueil) et s'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 63** (art. 26-4 du code civil - *Délai de contestation de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité*) : S'oppose aux amendements identiques n° 231 de M. Bernard Frimat et n° 448 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 4891) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de Mme Françoise Férat (création d'une procédure d'acquisition de la nationalité française au profit des mineurs étrangers accueillis dans les services d'aide sociale à l'enfance et qui justifient de leur parfaite intégration sociale ou professionnelle) satisfait par l'article 24 du projet de loi amendé par le Sénat. S'engage à prendre les décrets d'application dès l'adoption du texte. - **Article 63 bis** (art. 68 du code civil - *Amende applicable en cas de célébration d'un mariage malgré une opposition*) (p. 4892) : s'oppose à l'amendement n° 449 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 63 ter** (chapitre III du titre II du livre VI et art. L. 623-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française*) (p. 4893) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (sanction pénale des reconnaissances d'enfants ayant pour finalité d'offrir au père le bénéfice d'une protection contre l'éloignement) et s'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 63 ter** : accepte l'amendement n° 63 de la commission (absence d'effet sur la nationalité des personnes majeures au 1er juillet prochain de l'ordonnance du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation). - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - *Compétence du conseil d'administration de l'OPFRA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4895) : efficacité de la réforme majeure de 2003 et de la définition en juin 2005 par l'OPFRA d'une liste de douze pays sûrs. Conformité de la pratique aux principes constitutionnels. Probabilité d'un accord très proche entre les 25 pays membres de l'Union européenne sur la liste communautaire des pays d'origine sûrs. (p. 4897) : s'oppose aux amendements de suppression n° 239 de M. Bernard Frimat et n° 451 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement n° 452 (repli) de ce dernier auteur. - **Article additionnel après l'article 64 ou avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4899) : accepte l'amendement n° 64 de la commission (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle, à compter du 1er décembre 2008, aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés). S'oppose aux amendements n° 260 de M. Bernard Frimat (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés, qui résident habituellement en France ou qui détiennent un titre de séjour d'une durée de validité au moins égale à un an) et n° 454 de Mme Eliane Assassi (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle à tous les demandeurs d'asile exerçant un recours tant devant la Commission des recours des réfugiés que devant l'OPFRA). - **Article additionnel après l'article 64 ou après l'article 66** (p. 4901) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de la commission (fixation à un mois, à compter de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la commission de recours des réfugiés) et s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Bernard Frimat (fixation à deux mois, à compter

de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la Commission des recours des réfugiés). - **Article additionnel avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4902, 4903) : s'oppose à l'amendement n° 262 de M. Bernard Frimat (garantie, dans les préfectures, d'une information des étrangers non admis au séjour sur leur droit de déposer une demande d'asile). - **Article 65** (art. L. 111-2, L. 111-3-1, L. 121-7, L. 131-2, L. 311-9, L. 312-1, L. 312-5, L. 313-9, L. 313-19, L. 314-4, L. 314-11, L. 315-7, L. 345-1, et L. 348-1 à L. 348-4 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) (p. 4907) : accepte les amendements de la commission n° 66 (rédaction) et n° 67 (précision). S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 455 (suppression) et n° 457 (suppression de l'obligation faite aux CADA de transmettre des informations relatives aux personnes recueillies), de M. Bernard Frimat n° 257 (élargissement des critères d'accès aux centres d'accueil des demandeurs d'asile) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 258 de ce dernier auteur et n° 456 de Mme Eliane Assassi (extension des missions des CADA aux actions visant à l'autonomie et à l'insertion des demandeurs d'asile). - **Article 66** (art. L. 351-9 du code du travail - Bénéficiaires de l'allocation temporaire d'attente) (p. 4908) : s'oppose à l'amendement n° 453 de Mme Eliane Assassi (versement de l'allocation temporaire d'attente à tous les nouveaux arrivants). - **Division additionnelle après l'article 66** (p. 4909, 4911) : s'oppose à l'amendement n° 259 de M. Bernard Frimat (insertion d'une division additionnelle - Chapitre ... Dispositions relatives à la procédure d'asile). - **Articles additionnels après l'article 66** : accepte l'amendement n° 68 de la commission (communication par l'ANAEM d'informations nominatives à l'UNEDIC qui gère l'allocation temporaire d'attente). S'oppose aux amendements de M. Bernard Frimat n° 261 (renforcement des garanties des demandeurs d'asile placés en centre de rétention relativement aux informations et notifications), n° 267 (octroi à l'étranger qui ne parle pas français ou ne sait pas lire de l'assistance gratuite d'un interprète pour rédiger sa demande à séjourner en France au titre de l'asile) et n° 263 (caractère suspensif des recours devant la commission des recours des réfugiés pour les demandes examinées en procédure prioritaire). - **Article 80** (Entrée en vigueur des dispositions relatives aux reconnaissances de paternité à Mayotte) (p. 4912) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 80** : accepte l'amendement n° 74 de la commission (coordination des dates d'entrée en vigueur du présent projet de loi et du projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages). - **Article 82 bis** (Entrée en vigueur de la réforme de l'obligation de quitter le territoire français) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4919, 4922) : remerciements. Grande qualité des débats. Insertion du projet de loi par la Haute Assemblée dans une vraie stratégie de codéveloppement. Polémique inutile quant au souhait de l'opposition d'une plus grande présence du ministre de l'intérieur au cours des débats. Liaison historique, dans une même loi, de l'intégration et de l'immigration. Oppose la réalité de l'action du Gouvernement aux leçons de la gauche.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives - Deuxième lecture [n° 383 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5194, 5195) : présentation des trois types de réponses apportées aux violences sportives. Arsenal juridique complété par le dispositif de dissolution administrative. Elargissement, grâce au Sénat, de la composition de la Commission nationale consultative. Insertion des dispositions du projet de loi dans le code du sport.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration - Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5466, 5468) : souligne l'absence de toute manœuvre d'obstruction au cours d'une centaine d'heures d'un débat démocratique exemplaire. En remercie les membres du groupe socialiste et du groupe CRC. Choix de la rupture après trente années de renoncement devant l'enjeu crucial de l'immigration. Remarquable travail du Sénat de proposition et d'amélioration. Objectifs fixés par le Gouvernement : respect des droits des étrangers et renforcement des mesures relatives à l'intégration. Concrétisation du

renouveau des liens de la France avec les pays en voie de développement, en particulier l'Afrique. Excellent compromis s'agissant de la carte "compétences et talents". Se réjouit de la création du compte épargne développement proposée par le Sénat. Dénonce la manipulation orchestrée par la gauche autour de la présence en France d'étrangers sans papiers ayant des enfants scolarisés. Responsabilité et mesure dans l'action du Gouvernement, fort du soutien de sa majorité et de celui des Français.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5948, 5949) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Eliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5952, 5954) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5957) : s'oppose à la motion n° 79 de M. Charles Gautier tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5959, 5960) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abandonnement de ce fonds). S'oppose également à l'amendement du même auteur n° 245 (création et financement d'un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance). (p. 5962, 5963) : sur l'amendement précité n° 9 de la commission, maintient son avis défavorable sur le sous-amendement précité n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet, malgré la modification apportée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5964, 5965) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Jean-Claude Peyronnet (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance présidé par le Premier ministre) et demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. Yves Pozzo di Borgo (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5969) : réponse à l'intervention de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles) (p. 6021) : s'oppose aux amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Eliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6071, 6072) : accepte les amendements n° 100 de M. Jean-Marie Bockel (information du maire des cas d'exclusions d'enfants temporaires ou définitives des établissements scolaires), n° 175 de M. Alex Türk (précision du contenu du décret d'application relatif aux fichiers mis en place par les maires afin de recenser les enfants en âge scolaire), n° 294 de M. Jean-Claude Carle (information du maire par le chef d'établissement dès la saisine de l'inspecteur d'académie, en cas d'absence caractérisée de l'enfant et avant le prononcé de l'avertissement) et n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet (reconnaissance du rôle et des diplômes délivrés par les Ecoles de la deuxième chance et les Lycées de toutes les chances). Demande le retrait de l'amendement n° 86 (suppression de l'obligation pour les jeunes en difficulté suivant une formation professionnelle de recevoir une formation spécifiquement destinée à prévenir la délinquance) de la commission des affaires sociales saisie pour avis au profit de l'amendement n° 19 de la commission (substitution, dans le cadre de la formation professionnelle, des actions "concourant à l'insertion sociale" aux actions "destinées à la prévention de la délinquance") qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 200 de Mme Eliane Assassi (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. Pierre Hérisson (précision selon laquelle la communication au maire de la liste des élèves ayant fait l'objet d'un avertissement ne doit revêtir qu'un caractère exclusivement informatif).

- **Rappel au règlement** - (19 septembre 2006) (p. 6072) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas. Favorable à la modification de l'ordre du jour du Sénat pour permettre au groupe UMP et au groupe socialiste d'assister aux journées parlementaires de leurs partis respectifs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (suite)** - (19 septembre 2006) - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - *Etudes de sécurité publique*) (p. 6077) : accepte les amendements n° 20 de la commission (correction d'une erreur matérielle) et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 87 (précision selon laquelle le décret, outre le contenu de l'étude de sécurité publique, déterminera les seuils à partir desquels ces études seraient obligatoires et ceux en deçà desquels le préfet pourra, sur demande et après avis du maire, exiger la réalisation d'une étude). S'oppose à l'amendement n° 201 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés*) (p. 6079) : réponse adaptée de l'article aux préoccupations de M. Jean-Pierre Sueur en matière d'égalité des Français en termes de conditions de sécurité. (p. 6082) : accepte les amendement identiques de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 88 et n° 21 de la commission (harmonisation des règles de majorité de l'assemblée générale pour les décisions relatives aux modalités d'ouverture des portes d'accès aux immeubles). S'oppose aux amendements de suppression n° 165 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 202 de Mme Éliane Assassi.

- **Rappel au règlement** - (19 septembre 2006) (p. 6083) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Déploire les événements de l'après-midi dans le gymnase de Cachan, en dépit des solutions proposées par le Gouvernement pour reloger les personnes concernées dans des conditions de dignité.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (suite)** - (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6084, 6085) : accepte les amendements de M. Philippe Goujon n° 154 (possibilité pour les communes ou leurs groupements de contribuer aux frais de gardiennage imposés à certains immeubles collectifs à usage d'habitation) et n° 157 (attribution aux maires de moyens juridiques suffisants en vue du respect effectif des arrêtés de fermeture pris à l'encontre de locaux où sont entreposées des matières explosives ou inflammables dans les immeubles d'habitation en infraction avec les règles de sécurité préventive), ainsi que l'amendement n° 244 de M. Christian Cambon (possibilité pour les copropriétaires d'entamer une action en résiliation du bail pour motif de troubles du voisinage par l'intermédiaire du syndicat de la copropriété). - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - *Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 6088, 6090) : s'oppose aux amendements de suppression n° 203 de Mme Éliane Assassi et n° 309 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6092, 6093) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (renforcement de la législation relative aux chiens dangereux). Souhaite l'approbation de cet article sur toutes les travées après les accidents tragiques de cet été, concernant notamment des enfants. (p. 6094) : s'engage à diffuser auprès des deux assemblées le rapport d'évaluation prévu par la loi du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants. (p. 6095, 6099) : s'oppose à l'amendement n° 297 de M. Jean-Claude Carle (constitution du vol de métal en circonstance aggravante de l'infraction de vol). Mobilisation des groupements d'intervention régionaux par le ministre de l'intérieur contre ce phénomène inquiétant. Sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles) qu'il accepte, demande le retrait des sous-amendements de M. Jean-Claude Carle n° 131 (coordination) et n° 320 (suppression de la possibilité, pour les gens du voyage, de contester devant le tribunal administratif la décision d'évacuation) et accepte les sous-amendements de la commission n° 333 (possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé

occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire) et n° 334 (coordination). (p. 6101) : accepte l'amendement n° 135 de M. Pierre Hérisson (extension aux communes non inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la procédure d'évacuation forcée par décision du préfet instituée par l'article 9 nouveau de la loi du 5 juillet 2000). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6102) : s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Jean-Claude Peyronnet (instauration d'un service civique obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes). Réforme fondamentale devant être précédée d'un débat national. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Création du service volontaire citoyen de la police nationale*) (p. 6105, 6106) : s'oppose aux amendements de suppression n° 204 de Mme Éliane Assassi et n° 311 de M. Jean-Claude Peyronnet. Sur les amendements de la commission, accepte le n° 23 (ouverture du service volontaire citoyen aux étrangers non communautaires résidant régulièrement en France depuis au moins cinq ans), modifié par le sous-amendement n° 301 de M. Jean-Patrick Courtouis (obligation, pour ces résidents, de satisfaire à la condition d'intégration définie à l'article L. 314-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) qu'il accepte, le n° 24 (rédaction), après sa rectification, ainsi que les n° 25 (avis de la CNIL sur le projet de décret en Conseil d'Etat) et n° 26 (coordination). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 6108) : s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Charles Guéné (création d'un service volontaire citoyen de la sécurité civile). Propose la création d'un groupe de travail sur le bilan des dispositifs déjà créés par la loi de modernisation de la sécurité civile. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public*) (p. 6109) : s'oppose à l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article additionnel avant l'article 15** : s'oppose à l'amendement n° 205 de Mme Éliane Assassi (dispense d'une formation initiale et continue aux professionnels d'accueil des personnes victimes de violences conjugales). - **Article 17** (art. 32 à 39 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, art. 227-22-1 nouveau du code pénal, art. 60-3, 77-1-3 nouveaux et 99-4 du code de procédure pénale - *Protection des mineurs vis-à-vis des représentations pornographiques et dans l'utilisation d'Internet*) (p. 6117, 6118) : accepte les amendements de la commission n° 30 (rétablissement de la possibilité, pour l'autorité administrative, d'interdire la mise à la disposition des mineurs de documents à caractère pornographique), n° 31 (rédaction), n° 32 (simplification) et n° 33 (conséquence).

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7640, 7644) : situation des effectifs de police dans les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Objectif de fidélisation des personnels. Adaptation de l'action des services de police à l'évolution de la délinquance. Rétablissement par le Gouvernement d'une politique de sécurité et de proximité. Rôle du maire dans la prévention des violences. Exemple de la ville de Marseille.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : sa réponse (p. 7661, 7668).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9703, 9707) : baisse de la délinquance. Echec de la police de proximité. Progression des violences commises dans la sphère privée. Hommage au courage des policiers et des gendarmes. Violence dans les stades. Action des GIR. Indicateurs de performance. Bilan de la LOPSI. Progrès de la police technique ou scientifique, PTS. Traité de Prüm. Fidélisation des effectifs policiers. Réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 51 septies** (p. 9711) : s'oppose à l'amendement n° II-224 de Mme Josiane Mathon-Poinat (indexation des pensions sur le traitement des actifs du point de vue salarial et catégoriel).

### Sécurité civile

- (6 décembre 2006) (p. 9716, 9719) : équipement en moyens aériens. Renforcement du contre-terrorisme. Coordination des secours. Réforme et dynamisation du FAI. Revendications des sapeurs-pompiers. Modernisation de la défense civile. Sensibilisation des élèves à la prévention des risques. Embryon d'organisation de sécurité civile au sein de l'Union européenne. Condamne les comportements individuels répréhensibles à l'occasion de la manifestation des pompiers de novembre 2006. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9720, 9721) : s'oppose à l'amendement n° II-212 de M. Robert Bret (diminution des crédits affectés au programme "Intervention des services opérationnels" et transfert au programme "Coordination des moyens de secours" pour renouveler la flotte aérienne de sécurité civile). (p. 9722) : demande le retrait de l'amendement n° II-195 de M. Bernard Vera (transfert de crédits du programme "Intervention des services opérationnels" au programme "Coordination des moyens de secours" pour indemniser les victimes de la sécheresse de 2003). (p. 9723) : réflexion sur le pouvoir réglementaire des collectivités locales.

- (7 décembre 2006) (p. 9746, 9751) : moyens budgétaires de ce programme. Pôles de compétitivité. Aides à finalité régionale, AFR. Fonds structurels européens pour 2007-2013. Pôles d'excellence rurale. Passage de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR, à la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, DIACT. Fermeture d'usines. Utilisation des fonds européens pour le développement urbain. Aménagement numérique du territoire. Contrats de projets. Création en Meurthe-et-Moselle d'un pôle d'excellence "arithmétique élémentaire". Stratégie du développement durable. Contrats de massif. Solidarité entre les territoires. Préservation du service public dans les communes rurales de France. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9754, 9755) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-43 de la commission (imputation budgétaire des crédits de l'action "Accueil des demandeurs d'asile en Rhône-Alpes"). - **Article additionnel après l'article 50 bis** (p. 9756) : demande le retrait de l'amendement n° II-225 de M. Thierry Repentin (création d'un groupement d'intérêt public de gouvernance).

### Politique des territoires

**ETIENNE (Jean-Claude)**  
sénateur (Marne)  
UMP

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre titulaire du Comité ad hoc pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires-Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

**FALCO (Hubert)**  
sénateur (Var)  
UMP

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**FAUCHON (Pierre)**  
*sénateur (Loir-et-Cher)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 83 (2005-2006)] présentée au nom de la délégation pour l'Union européenne sur le projet de décision du Conseil concernant l'amélioration de la coopération policière entre les États membres, en particulier aux frontières intérieures et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen (E 2932) [n° 173 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

**FAURE (Jean)**  
*sénateur (Isère)*  
UMP

Questeur du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale jusqu'au 21 janvier 2006.

*Proposition de résolution* sur le projet de décision-cadre concernant l'ordonnance d'exécution européenne et le transfèrement des personnes condamnées entre les États membres de l'Union européenne (n°E-2862) [n° 301 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Union européenne.**

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2445, 2447) : dégradation du processus constitutionnel. Adoption par le Conseil européen d'un budget statique. Mise en place d'un néoprotectionnisme français révélateur de l'incapacité des institutions européennes à faire avancer l'intégration européenne dans les domaines économiques. Sa proposition d'une perspective institutionnelle fédérale. Solution pragmatique des coopérations renforcées. Rôle essentiel du Parlement européen.

- **Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux** [n° 276 (2005-2006)] - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2732, 2734) : votera ce texte à regret. Déficience du système entraînant des dérives. Opposition à l'abandon de la règle de garantie du produit par le vendeur. Favorable à une garantie automatique de deux ans pour les produits domestiques. Puissance du lobby des professionnels. Affaiblissement de la défense des consommateurs. Déploie la réduction des prérogatives de l'INC et souhaite une révision du statut de celui-ci.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9437, 9438) : justice de proximité. Affaire d'Outreau. Réforme du mode de recrutement de la magistrature professionnelle. Favorable à des juges de proximité auxiliaires de l'organisation judiciaire.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Avi*s, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité - Gendarmerie [n° 81 tome 9 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Défense - Police et sécurité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture** [n° 116 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 744, 746) : élargissement de la législation propre à l'activité touristique. Enrichissement du texte de dispositions propres au tourisme en milieu montagnard. Aboutissement de la réforme du classement des stations de



tourisme. Le groupe UMP votera ce texte constituant une avancée majeure pour le secteur du tourisme. - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme) (p. 756) : intervient sur le sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra (rétablissement de la condition d'équipement pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme pour l'éligibilité d'un groupement de communes au classement en station de tourisme) déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes). (p. 761) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (clarification de la situation des communes au regard de la législation sur les casinos). - **Article 8 bis** (art. L. 342-3 et L. 342-9 du code du tourisme - Conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques) (p. 766, 767) : sur l'amendement n° 22 de la commission (réintroduction de la référence explicite à l'éventuelle nécessité d'améliorer la sécurité du service), son sous-amendement n° 38 ; adopté. Demande de précision sur la différence entre travaux d'entretien et travaux de sécurité. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 767, 769) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Bécot (harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique). (p. 769) : son amendement n° 30 : possibilité pour les EPCI ou les syndicats mixtes organisateurs d'un service public de transport par câble de reverser une partie des recettes perçues aux membres de leur groupement ; retiré. - **Article 9** (art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - Etablissement des servitudes pour l'aménagement des sports de montagne) (p. 770) : son amendement n° 29 : extension de la servitude instituée pour le ski aux loisirs non motorisés en dehors des périodes d'enneigement ; adopté. -

**Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées) (p. 775, 776) : sur l'amendement n° 26 de la commission (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel), son sous-amendement n° 52 ; adopté. Problème de la gestion des conflits d'usage de l'espace aménagé en montagne. (p. 779, 780) : liberté laissée aux communes de mettre en place ou pas la redevance.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Article unique** (p. 6272) : favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9688, 9689) : gestion des fichiers d'identification. Financement du parc immobilier. Réseaux de communication. Hommage à la gendarmerie. Avis favorable à l'adoption des crédits du programme "Gendarmerie nationale" au sein de la mission interministérielle "Sécurité".

**FÉRAT (Françoise)**  
sénateur (Marne)  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale [n° 153 (2005-2006)] (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre le racisme et les discriminations au sein des établissements scolaires [n° 321 (2005-2006)] (21 avril 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collèves sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'enseignement agricole : une chance pour l'avenir des jeunes et des territoires [n° 27 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Agriculture et pêche - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Enseignement scolaire [n° 79 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Éducation.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 396, 398) : dysfonctionnements de la loi du 22 juillet 1960. Constat d'un engouement relatif des collectivités locales à la création de parcs. Ecueil de la quasi-absence de solidarité entre le parc national et sa zone périphérique. Adaptations inspirées de l'exemple réunionnais et de l'ambition des élus et de la population de cesser d'opposer "conservation" et "développement". Adhésion du groupe UDF-UC à l'ambition du texte. Ouverture pertinente par les députés

d'un chapitre consacré aux parcs naturels régionaux. Volonté des parlementaires UDF-UC de favoriser la protection de ces espaces, à l'exemple du recours contentieux projeté contre l'arrêté gouvernemental de déclaration d'utilité publique relatif à l'électrification de la ligne à grande vitesse sur le parc naturel régional de la montagne de Reims.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 461) : son amendement n° 173 : renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères ; devenu sans objet. - **Article 10 quinquies** (art. L. 333-1 du code de l'environnement - *Durée de classement d'un parc naturel régional*) (p. 464) : son amendement n° 174 : mise en oeuvre d'une directive paysagée concomitamment avec le classement en parc naturel régional et prorogation de deux ans de l'existence d'un parc naturel régional ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 467) : son amendement n° 172 : consultation de l'organisme de gestion du parc naturel régional sur les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles élaborés par l'Etat ou par les collectivités territoriales ayant approuvé la charte, et s'appliquant sur tout ou partie du territoire du parc naturel régional ; devenu sans objet. (p. 468) : son amendement n° 176 : régime indemnitaire du président et du vice-président d'un parc naturel régional ; adopté. (p. 470) : son amendement n° 177 : simplification du nombre des structures de gestion et d'animation de projet sur un même territoire en permettant aux syndicats mixtes des parcs naturels régionaux d'élaborer et de porter un schéma de cohérence territoriale ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 497) : son amendement n° 175 : modification de l'intitulé de ce projet de loi « projet de loi relatif aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux » ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 497) : ambiance et qualité des débats. Hommage au rapporteur. Remerciements au Gouvernement. Modernisation des outils d'administration et de gestion des parcs. Regret de la déclaration d'urgence sur ce texte. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme** - *Deuxième lecture* [n° 116 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - *Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme*) (p. 761) : son amendement n° 31 : éligibilité des communes situées en zone de revitalisation rurale à l'ouverture d'un casino ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1152) : soutient l'amendement n° 509 de M. André Vallet (impossibilité pour les banques de refuser l'accès au crédit aux salariés en CPE) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2380) : antagonismes autour des OGM. Faible marge de manoeuvre du Parlement. Indispensables information du public et transparence sanitaire. Nécessité de permettre le libre choix dans l'exercice des pratiques culturelles. Proposera de conférer au conseil des biotechnologies la mission de vulgariser des données scientifiques relatives aux OGM. Souhait d'un aboutissement équilibré entre le progrès scientifique et la sécurité sanitaire et environnementale. - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2410) : ses amendements n° 68 : information du public par le Conseil des biotechnologies sur les risques liés à l'utilisation des OGM dans la limite des dispositions relatives au secret industriel ou commercial ; et n° 69 : transmission au Parlement et mise à la disposition du public du rapport annuel du Conseil des biotechnologies ; retirés.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (16 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 63** (p. 4891, 4892) : son amendement n° 126 : création d'une procédure d'acquisition de la nationalité française au profit des mineurs étrangers accueillis dans les services d'aide

sociale à l'enfance et qui justifient de leur parfaite intégration sociale ou professionnelle ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** - *Deuxième lecture* [n° 370 (2005-2006)] - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5529, 5530) : convergence des directives communautaires et des normes nationales vers une maîtrise des pollutions et des consommations. Nécessité d'une approche pédagogique. Préservation des nappes phréatiques. Exemple de la gestion des effluents de la viticulture champenoise. Coopération exemplaire entre autorité administrative, collectivités territoriales et interprofessions champenoises. Proposition d'amendements. - **Article 5** (art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 321-2 du code rural - *Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 5577, 5578) : soutient les amendements de M. Daniel Soulage n° 117 (consultation des propriétaires riverains de cours d'eau, de canaux ou de plans d'eau pour l'élaboration des plans de gestion) ; et n° 118 (faculté pour les riverains de s'opposer à l'épandage de matières de curage polluées) ; retirés. - **Article 6** (art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 5581, 5582) : son amendement n° 417 : modification du titre de la section ; adopté. - **Article 7 bis** (ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005, art. L. 214-6 et L. 216-10 du code de l'environnement - *Ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets*) (p. 5586) : son amendement n° 419 : encadrement dans le temps du bénéfice des droits acquis ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 5588, 5589) : soutient l'amendement n° 119 de M. Daniel Soulage (consultation des représentants des activités économiques concernées) ; devenu sans objet. - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques*) (p. 5597) : soutient l'amendement n° 121 de M. Daniel Soulage (organisation d'une gestion collective des prélèvements d'eau pour irrigation) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5647) : soutient l'amendement n° 122 de M. Daniel Soulage (interdiction de la contre-publicité désavantageant les produits issus des terrains agricoles concourant à l'élimination des boues) ; retiré. - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - *Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5654) : sur l'amendement n° 35 de la commission (mise en cohérence des responsabilités des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif), soutient le sous-amendement n° 296 de Mme Jacqueline Gourault ; retiré. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5702) : soutient l'amendement n° 431 de Mme Jacqueline Gourault (sécurisation des différences de tarifs pouvant temporairement exister sur le territoire d'une même communauté) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 27 bis A** (p. 5717) : soutient l'amendement n° 420 de M. Daniel Dubois (pose de compteur d'eau individuel à l'entrée de chaque logement collectif à loyer modéré) ; retiré. - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 3333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement*) (p. 5736) : soutient l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) ; devenu sans objet. - **Article 29** (art. L. 212-1 du code de l'environnement - *Contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux*) (p. 5740) : son amendement n° 415 : mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre les SCOT, les PLU et les cartes communales, avec les SDAGE ; retiré. -

**Article 31** (art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 5742) : soutient l'amendement n° 126 de M. Daniel Soulage (concertation avec les établissements publics consulaires); retiré. - **Article 32** (art. L. 212-5 et articles L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Contenu et portée juridique du SAGE) (p. 5743, 5744) : soutient l'amendement n° 127 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques présentes dans les zones nécessitant un plan de gestion des eaux et des milieux aquatiques); retiré. (p. 5745) : son amendement n° 416 : mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre les SCOT, les PLU et les cartes communales, avec les SAGE; rejeté. - **Article 36** (Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012) (p. 5761, 5762) : soutient l'amendement n° 131 de M. Daniel Soulage (possibilité pour les agences de l'eau de stocker l'eau); adopté.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5781, 5782) : son amendement n° 133 : modification de l'assiette de la redevance pour pollution d'eau; rejeté. (p. 5794) : soutient l'amendement n° 432 de Mme Jacqueline Gourault (prise en compte des éléments constitutifs de la pollution dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique); retiré. (p. 5801) : son amendement n° 418 : simplification du calcul de la redevance; retiré. - **Article**

**additionnel avant l'article 43** (p. 5832) : soutient l'amendement n° 224 de M. Daniel Dubois (maintien aux gardes-pêche particuliers de la compétence de constater par procès-verbal certaines infractions ayant des incidences sur les missions des structures associatives de pêche qui les emploient); retiré. - **Article 45** (art. L. 436-1 du code de l'environnement - Conditions d'exercice du droit de pêche) (p. 5835) : son amendement n° 255 : obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5846) : avancées de ce texte. Création de ressources en eau. Rétablissement du Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement. Regret du rejet d'un grand nombre d'amendements du groupe UC-UDF. Engagements pris par le ministre. Qualité des débats. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9505, 9506) : enseignement agricole. Atouts et réussites. Budget tendu. Limitation des capacités d'accueil des établissements. Manque de reconnaissance. La commission des affaires culturelles a émis un avis favorable à l'adoption des crédits de l'enseignement agricole pour 2007.

**FERRAND (André)**  
sénateur (Français établis hors de France (Série A))  
UMP

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la Délégation pour l'Union européenne.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.
- Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.
- Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).
- Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Article 14** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Assouplissement de la durée hebdomadaire des contrats d'avenir) (p. 325) : soutient l'amendement n° 97 de M. Alain Gournac (assouplissement de la durée hebdomadaire du contrat d'avenir pour les salariés des associations de services à la personne); devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 339) : soutient l'amendement n° 61 de M. Alain Gournac (calcul des effectifs de l'entreprise en évitant de prendre en compte deux fois les salariés mis à disposition); retiré. (p. 340) : soutient l'amendement n° 91 de M. Alain Gournac (impossibilité d'accorder une remise de dette en cas de fraude ou de fausses déclarations); adopté.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6269, 6271) : favorable à l'adhésion de la Roumanie. Progrès de ce pays accomplis dans le domaine de la justice. Position géostratégique importante de ce nouvel Etat membre. Influence de la langue française au sein de l'Europe élargie. Nécessité de relancer l'Union pour surmonter la crise de croissance de l'Europe.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : son intervention (p. 6347, 6349).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9517, 9519) : importance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ. Rôle du ministère de l'éducation nationale. Avancées concrètes. Esprit de partenariat. Baccalauréat. Aide à l'orientation des élèves. Raffermissement indispensable de l'engagement de l'Etat.

### Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9812, 9813) : Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ : patrimoine immobilier ; préparation d'un "plan école" ; conseil d'administration ; situation en Côte d'Ivoire et au Liban ; frais de scolarité. Assemblée des Français de l'étranger. Votera les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9825) : demande de précision sur l'amendement n° II-2 de la commission (transfert de crédits des contributions aux organismes internationaux à l'aide aux Français vivant dans des pays en crise et au détachement d'agents de l'OFPPA à l'étranger). (p. 9829, 9830) : votera l'amendement n° II-5 de la commission (réduction de la dotation de CulturesFrance et abondement de l'aide aux personnes et aux

sociétés de bienfaisance dans les pays ayant connu des crises récentes).

### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) (p. 9953, 9955) : action "Développement international de l'économie française". Montée en puissance d'Ubifrance. Ses remarques sur les statistiques du commerce extérieur. Faiblesses du maillage du réseau français à l'étranger. Potentiel des pôles de compétitivité à l'international. Votera les crédits de la mission "Développement et régulation économiques".

---

**FILLON (François)**  
*sénateur (Sarthe)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

---

**FISCHER (Guy)**  
*sénateur (Rhône)*  
CRC

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 25 janvier, 21 février, 7, 14, 16, 23, 29 mars, 4 avril, 2, 4, 9, 30 mai, 1er, 6, 13, 20, 22, 29 juin, 7, 8 septembre, 4, 24 octobre, 16, 20, 28 novembre, 4, 5, 7, 11, 18 et 21 décembre 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Question préalable** (p. 239, 241) : soutient la motion n° 62 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Démantèlement du code du travail. Explosion de la précarité. Précipitation du Gouvernement. Volonté gouvernementale d'aboutir à une allocation unique. Echec de la politique de l'emploi. Système de sanction disproportionné en cas de fraude. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 256, 257) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 92 du Gouvernement (régime juridique de la prime de retour à l'emploi). - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 258, 259) : soutient l'amendement n° 66 de M. Roland Muzeau (aménagement du régime d'intéressement) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles - Accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI) (p. 276, 277) : soutient l'amendement n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion) (p. 296) : soutient l'amendement n° 75 de M. Roland Muzeau (suppression du I bis de l'article prévoyant une information du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir) ; rejeté. - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion) (p. 301) : favorable à l'amendement n° 17 de la commission (avis de la commission locale d'insertion préalable à la sanction). - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée) (p. 327, 328) : soutient l'amendement n° 81 de M. Roland Muzeau (suppression du 3° de l'article excluant les bénéficiaires d'un CI-RMA du décompte des effectifs) ; rejeté. (p. 329) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 23 de la commission (précision) et contre l'article 15 modifié. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 335) : soutient l'amendement n° 86 de M. Roland Muzeau (objet de la convention signée entre les employeurs recourant au CI-RMA et le conseil général) ; rejeté. (p. 337) : soutient l'amendement n° 89 de M. Roland Muzeau (mise en place de contrats aidés à temps complet) ; rejeté. (p. 343, 344) : défavorable à l'amendement n° 96 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance, à titre expérimental, un nouveau dispositif d'aide au reclassement des salariés licenciés pour motif économique des entreprises de moins de 1000 salariés). Opposition au recours aux ordonnances. Absence de prise en compte des avis des bureaux de l'UNEDIC et de l'AFPA.

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 576, 577) : souhaite vivement que ce dossier soit traité en toute clarté. Projet ayant fait l'objet de multiples délibérations au cours des dernières décennies. Favorable au déplacement du tracé autoroutier vers le Nord. S'abstiendra sur ce texte.

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 791) : surpris du retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres. Dénonce le recours à une réunion en catimini.

- **Proposition de loi relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité [n° 194 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 796, 797) : se réjouit de voir traité avec plus de justice les veuves d'anciens combattants. Regrette que les conjoints des pensionnés divorcés non remariés

soient exclus du bénéfice de la réversion. Propose la création d'une allocation différentielle tendant à compenser le faible montant de la pension. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 863) : conséquences sur les débats parlementaires de la déclaration d'urgence et de l'application de l'article 49-3 de la Constitution. Demande solennellement au Gouvernement la levée de la déclaration d'urgence sur le projet de loi pour l'égalité des chances. Volonté de la gauche sénatoriale de permettre un débat démocratique.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Organisation des travaux du Sénat** (p. 865) : souhaite un report d'une demi-journée du délai limite de dépôt des amendements afin d'examiner les rapports déposés sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 960) : avec le groupe CRC, votera la motion n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 962, 964) : soutient la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 975) : organisation des travaux. Demande une suspension de séance de deux heures pour organiser les discussions.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 981, 982) : taux de chômage élevé chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans sortis du système scolaire. Contestation de l'apprentissage junior. (p. 989) : défavorable à la motion n° 839 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe socialiste n° 215, n° 224, n° 225, n° 227, n° 231, n° 271, n° 233, n° 238, n° 243, n° 247, n° 244, n° 221, n° 249, n° 245, n° 251, n° 252, n° 256, n° 272, n° 216, n° 217, n° 222, n° 229, n° 230, n° 250, n° 262, n° 218, n° 219, n° 258, n° 259, n° 260, n° 257, n° 255, n° 254, n° 220, n° 253, n° 248, n° 240, n° 239, n° 235, n° 234, n° 242, n° 241, n° 232 et n° 228. - **Demande de priorité** (p. 990) : craint que la demande de priorité ne fasse tomber un certain nombre d'autres amendements. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1006) : nécessaire garantie de qualification assurée à tous les jeunes. Intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1014, 1015) : attachement à la lutte contre l'échec scolaire et les inégalités par le biais de l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1075) : s'estime mis en cause au sujet du déroulement des travaux parlementaires sur le projet de loi pour l'égalité des chances.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1080, 1081) : incapacité du CPE à créer des emplois. Atteinte gravissime à notre droit du travail. N'accepte pas la politique du Gouvernement institutionnalisant la pauvreté, la précarité et l'instabilité sociale, familiale et économique. (p. 1109, 1110) : soutient l'amendement n° 670 de M. Roland Muzeau (non-ouverture de droits à exonération de charges pour les employeurs) ; rejeté. (p. 1130, 1131) : soutient l'amendement n° 660 de M. Roland Muzeau (indemnité compensatrice versée au salarié dont le CPE est rompu pour cas de force majeure en raison d'un sinistre) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1156, 1157) : soutient l'amendement n° 669 de M. Roland Muzeau (mise en place d'une contribution supplémentaire à la charge de l'employeur, modulable en fonction de la date de rupture du contrat) ; rejeté. Soutient les amendements de M. Roland

Muzeau n° 664 (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) et n° 662 (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse) ; rejetés. (p. 1171) : soutient l'amendement n° 658 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, obligation pour ce dernier, s'il souhaite réembaucher le même salarié, de lui proposer un CDI) ; rejeté (p. 1188) : soutient l'amendement n° 671 de M. Roland Muzeau (remboursement des exonérations de charges perçues par les entreprises en cas de rupture du contrat pendant la période de consolidation du CPE) ; rejeté. Exemple de l'entreprise Hewlett-Packard implantée en Rhône-Alpes. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1197) : favorable à l'amendement précité n° 670 de M. Roland Muzeau. Conséquences négatives pour les salariés des exonérations de charges. Exemple des zones franches. Risque de déstabilisation du financement de la protection sociale. (p. 1200) : favorable à l'amendement n° 667 de M. Roland Muzeau (droits garantis au salarié embauché dans le cadre d'un CPE). Démantèlement progressif du code du travail. (p. 1215) : intervient sur l'amendement précité n° 669 de M. Roland Muzeau. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1229, 1230) : opposition de la majorité sénatoriale à une discussion de fond sur le CPE. Constitution d'une offre de travail "au moins disant". Déréglementation du marché du travail souhaitée par le MEDEF. Absence de justification du licenciement des salariés. Rejet de tous les amendements proposés par l'opposition sénatoriale. Votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior) (p. 1251) : soutient l'amendement n° 597 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. Opposition à une école ségrégative créant une cassure dès quatorze ans. Acte politique grave. Poursuite de la destruction du modèle social français. Légalisation du travail de nuit pour les apprentis de quinze ans. Précarisation générale de la jeunesse. (p. 1254) : le groupe CRC n'adhère pas à la prétendue cohérence du système éducatif proposé. (p. 1258, 1259) : soutient l'amendement n° 606 de M. Roland Muzeau (impossibilité de demander une période d'essai à l'apprenti embauché en CDI dans l'entreprise où il a exécuté son contrat d'apprentissage) ; rejeté. (p. 1263, 1264) : soutient l'amendement n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans) ; rejeté. (p. 1267) : soutient l'amendement n° 603 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail les jours de fêtes légales pour les apprentis de moins de seize ans) ; rejeté. - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - *Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors*) (p. 1270) : le groupe CRC demandera la suppression de l'article. Renforcement de l'effet d'aubaine pour les entreprises après la création d'une sorte de "sous-main-d'oeuvre". Incitation à tirer vers le bas les types d'emplois. - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1277, 1278) : soutient l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substituts à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire) ; rejeté.

- **Conférence des présidents** - (1er mars 2006) (p. 1280) : opposition du groupe CRC à l'ordre du jour n'accordant pas un temps suffisant aux débats sur le projet de loi pour l'égalité des chances qui se voulait a priori une réponse aux événements de novembre 2005.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (1er mars 2006) - **Article 3 sexies** (art. L. 961-13 du code du travail - *Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue*) (p. 1298, 1299) : soutient l'amendement n° 684 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. Absence de transparence dans l'exposé des motifs de l'amendement introduit par le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

Volonté d'entretenir le flou autour de cet article et des affectations des fonds excédentaires provenant du Fonds unique de péréquation. - **Article 4** (art. L. 983-1 du code du travail - *Décision implicite d'acceptation de la prise en charge financière par les OPCA de formations dans le cadre du contrat de professionnalisation*) (p. 1301) : le groupe CRC ne votera pas cet article. Accélération de la mise en oeuvre des contrats de professionnalisation dans l'objectif de dégonfler au plus tôt les statistiques du chômage des jeunes. Risque d'une augmentation soudaine des contrats de professionnalisation en raison de l'application de la clause de tacite acceptation. Recentrage de ces contrats sur les objectifs de formation et la création d'emplois dans l'entreprise d'accueil. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - *Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1307) : soutient l'amendement n° 689 de M. Roland Muzeau (repli) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1311, 1312) : soutient l'amendement n° 694 de M. Roland Muzeau (prise en compte des salariés sous contrat initiative-emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1330) : demande d'explications sur le non-examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 3 quater, déclarés sans objet. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1332) : soutient l'amendement n° 692 de M. Roland Muzeau (prise en compte des contrats d'avenir et des contrats d'accompagnement à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1338) : favorable à l'examen du problème des discriminations à l'occasion de la discussion de l'article 19. Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1344) : défavorable aux amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). Affaiblissement de la représentation syndicale des secteurs d'activité où elle est peu présente. - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1353, 1354) : votera contre l'amendement n° 837 de M. Josselin de Rohan (application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003). - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - *Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1377) : regrette la stratégie employée par la majorité : examen par priorité d'un amendement de la commission qui a pour conséquence de faire tomber les autres amendements et écarte toute discussion. (p. 1379, 1380) : interrogation sur la pertinence des outils de la politique publique en direction des quartiers sensibles. Utilisation des zones franches comme variable d'ajustement de la stratégie des grands groupes. Le groupe CRC ne soutient pas cet article. (p. 1385) : sur l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 888 de M. Roland Muzeau ; rejeté. (p. 1390) : sur les amendements identiques n° 27 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 73 et de la commission des finances saisie pour avis n° 285 (abaissment des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés), son sous-amendement n° 887 ; rejeté. (p. 1391) : ne votera pas les amendements précités n° 27, n° 73 et n° 285. (p. 1394, 1395) : intervient sur l'amendement n° 295 de la commission (rédaction et coordination). (p. 1399, 1412) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 714 (simplification) ; et de cohérence n° 719, 720, 721, 723 et 737 ; rejetés. (p. 1412) : doute sur la pertinence des outils d'aide au développement économique du dispositif des ZFU. Absence de localisation géographique des nouvelles zones. Opposition du groupe CRC à l'article 7. - **Article 8** (art. 217 *indecies* du code général des impôts - *Incitation fiscale à l'investissement*

*des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines*) (p. 1415, 1421) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 747 (suppression) ; n° 753 (allongement de trois à neuf ans de la durée conditionnelle de détention des parts sociales du capital des PME pour l'obtention d'une déduction fiscale) ; et n° 754 (allongement de trois à neuf ans de la durée permettant la cession des parts de la société créée) ; rejetés. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines*) (p. 1422) : coût élevé pour le budget de l'Etat. Préférence des entreprises pour le régime général des allègements de cotisations. Sous-rémunération des emplois offerts dans les ZFU. (p. 1424, 1427) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 756, 759 et 761 (suppression partielle) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1454) : s'insurge contre la transformation de la salle des conférences et contre l'utilisation de l'hémicycle à l'occasion de la première journée des Français de l'étranger au Sénat. (p. 1455) : proteste contre la demande de réserve portant sur les articles additionnels. - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1458) : favorable à l'amendement n° 762 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1460) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 43 de la commission (coordination). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Prorogation et extension aux nouvelles zones franches urbaines de l'exonération de cotisations sociales personnelles*) (p. 1465, 1466) : favorable à l'amendement n° 763 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1469, 1470) : inadaptation totale de la mesure proposée par cet article. Exemple du quartier des Minguettes. (p. 1476) : le groupe CRC vote contre les amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence).

- **Rappel au règlement** - (3 mars 2006) (p. 1478, 1479) : nécessité de prendre des mesures contre l'épidémie de chikungunya.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (3 mars 2006) - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - *Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques*) (p. 1484, 1485) : favorable à la suppression de cet article méconnaissant la réalité. - **Article 14** (art. L. 720-5 du code du commerce - *Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1489, 1490) : favorable à la suppression de cet article. - **Article 15** (art. 3 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - *Exonération de taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 1493) : dénonce une mesure de compensation en faveur des grands groupes financiers et commerciaux. Favorable à la suppression de cet article. (p. 1494) : soutient l'amendement n° 769 de M. Roland Muzeau (suppression) ; adopté. - **Article 17** (*Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations*) (p. 1528, 1529) : absorption du FASILD par l'ANCSEC. Démantèlement du principal outil d'intégration des immigrés et de lutte contre les discriminations raciales. Ne votera pas cet article. (p. 1530, 1531) : soutient l'amendement n° 788 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Article 18** (*Coordination*) (p. 1532, 1533) : réforme précipitée remettant en cause cinquante ans de travail social. Votera contre cet article. - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil*

*volontaire*) (p. 1565, 1566) : analyses divergentes des troubles de novembre 2005. Dénonciation d'une idéologie présentant les classes populaires comme dangereuses. Défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (*art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1637, 1638) : défavorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). Réponse inadaptée du contrat de responsabilité parentale à la détresse de nombreuses familles et aux difficultés amplifiées par l'adolescence de leurs enfants. Exemple du quartier des Minguettes. Mesures inapplicables et qui ne seront pas appliquées. - **Article 25 (précédemment réservé)** (*art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1645, 1646) : échec de la sanction financière des familles. Historique des tentatives de suspension des allocations familiales. Avis défavorable de l'ensemble des acteurs de l'éducation. Risque d'accroissement de la détresse des familles les plus pauvres. Compétence du seul juge des affaires familiales pour apprécier le respect de l'obligation parentale. Le groupe CRC demande la suppression de cet article.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1667) : favorable à l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). Nécessité d'un débat immédiat sur le dispositif en vigueur compte tenu des difficultés pour les communes. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1676) : réagit aux propos du ministre sur l'amendement n° 591 de Mme Annie David (affectation prioritaire des moyens du service public de l'éducation aux établissements d'enseignement situés dans les territoires en difficulté). Son expérience dans le quartier des Minguettes de la traduction de l'opération collèges "ambition réussite" en termes de discrimination. - **Rappel au règlement** : Prononcé de la clôture de la discussion en contradiction avec le souhait de M. Le Président du Sénat, soutenu par M. Le ministre délégué aux relations avec le Parlement, de ne pas entraver la discussion des amendements réservés tendant à insérer des articles additionnels - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1691) : soutient l'amendement n° 608 de M. Roland Muzeau (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit) ; rejeté. (p. 1697) : intervient sur l'amendement n° 610 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1719) : soutient l'amendement n° 617 de M. Roland Muzeau (dernier mot aux parents en matière de scolarisation de leur enfant handicapé) ; rejeté. - **Articles additionnels avant ou après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1727) : soutient l'amendement n° 646 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 instaurant le contrat nouvelles embauches) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1743) : soutient l'amendement n° 699 de Mme Michelle Demessine (renforcement de l'effectivité des garanties d'égalité de traitement des personnes handicapées en matière d'emploi) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1751, 1752) : soutient l'amendement n° 711 de M. Roland Muzeau (rétablissement du "tiers coopératif" en faveur des très petites entreprises) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1780, 1781) : trahison de son intitulé par le texte lui-même. Toujours plus d'argent pour quelques uns et toujours moins de droits pour l'immense majorité, avec laquelle le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Rappel au règlement** (p. 2810) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Charasse. Invitation des différents groupes à débattre de l'application des nouvelles irrecevabilités résultant de la jurisprudence du Conseil constitutionnel. (p. 2830) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur. Caractère informatif du document mentionné.

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : sa question (p. 3244, 3246).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3289, 3294) : soutient l'amendement n° 8 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE) ; rejeté. Destruction sans précédent du code du travail. Contradiction avec la charte sociale européenne et la convention de l'OIT. Efficacité économique non prouvée. Effet d'aubaine avéré. Nombreux recours devant les prud'hommes pour licenciement abusif. (p. 3309, 3310) : soutient l'amendement n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs) ; rejeté. (p. 3313) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans). Rappelle la non-opposition des sénateurs communistes au principe de l'apprentissage. (p. 3317, 3318) : soutient l'amendement n° 13 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat de responsabilité parentale institué par la loi pour l'égalité des chances) ; rejeté. Poursuite de la politique d'exclusion des pauvres. Son témoignage en tant qu'ancien enseignant du quartier des Minguettes. - **Article 1er** (*art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3323) : acharnement judiciaire scandaleux et révoltant à l'encontre des jeunes ayant participé au mouvement contre le CPE. Criminalisation et intimidation de l'action sociale et syndicale. Les sénateurs communistes demandent expressément au Président de la République l'amnistie pour les jeunes anti-CPE. (p. 3324, 3325) : soutient l'amendement n° 14 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'article 8 instituant le CPE dans la loi pour l'égalité des chances) ; rejeté.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Jean-Jacques Jégou sur l'informatisation dans le secteur de la santé** - (11 mai 2006) (p. 3849, 3851) : rapport révélateur de l'échec de la réforme du DMP. Coût exorbitant du dispositif. Délais irréalistes. Situation déplorable des maisons médicales de garde.

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3861, 3862) : réponse à une demande convergente de l'ensemble des parties. Correction d'une erreur de rédaction de la loi de 2005 sur le handicap. Multiplication des retards d'application et des incohérences de cette loi. Désengagement financier de l'Etat dans la prise en charge du handicap et transfert des dépenses aux départements. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3865, 3866) : son amendement n° 1 : rétroactivité de l'entrée en vigueur de la majoration de pension pour l'ensemble des bénéficiaires de la retraite anticipée depuis le 1er juillet 2004, et ce à compter du 1er janvier 2006 ; retiré.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4972, 4974) : réformes attendues de longue date compte tenu des situations individuelles de plus en plus complexes. Aggravation des menaces pesant sur l'enfant du fait de l'accroissement des inégalités économiques et sociales. Dénonciation d'une logique sécuritaire et répressive primant sur les actions sociales d'accompagnement et de soutien. Menaces pour les droits des familles et le respect des libertés individuelles. Absence de garantie apportée par l'Etat pour le financement de cette réforme. Texte d'affichage et d'opportunisme politique. Accroissement



des situations de danger à cause de la politique du Gouvernement. Texte inacceptable dans sa rédaction actuelle.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 5033, 5034) : défavorable aux amendements de la commission n° 9 (transmission systématique des signalements effectués par des tiers au président du conseil général, par le Procureur de la République) et n° 10 (conditions du retour d'informations, par le conseil général, aux élus locaux ayant signalé un enfant en danger). - **Article 6** (art. 375 du code civil - Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger) (p. 5037, 5038) : son amendement n° 60 : suppression de la mise en place d'un quasi-contrôle de l'autorité judiciaire sur l'autorité administrative ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel) (p. 5040) : son amendement n° 69 : maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) : son amendement n° 73 : participation des associations familiales aux travaux d'évaluation et de proposition de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5053) : son amendement n° 66 : suppression du principe conditionnant le versement des allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial) (p. 5056, 5057) : ses amendements n° 61 : suppression et n° 62 : suppression du contrat de responsabilité parentale ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5076) : intervient sur ses amendements portant sur le même objet n° 74 et 75 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance. (p. 5079) : votera contre l'amendement n° 142 du Gouvernement portant sur le même objet que ses amendements n° 74 et 75 précités. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5083, 5084) : texte ne répondant pas aux attentes. Effets limités de la plupart des dispositions. Dénonciation de la stigmatisation des plus démunis et de la pénalisation de la pauvreté. S'abstiendra sur ce texte. (p. 5086) : le groupe CRC s'abstient sur ce texte.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5256) : débats thématiques sur des budgets civils d'importance secondaire par rapport à la réalité globale du budget de l'Etat. Regroupement d'actions disparates au sein de cette mission. Interrogation sur les transferts de compétences et de charges entre l'Etat et les collectivités territoriales, et sur leurs compensations. (p. 5257) : progression de la fiscalité locale due au désengagement de l'Etat du service public.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5365, 5367) : poids des orientations budgétaires contestables sur les générations futures. Situation dramatique de l'ensemble des régimes de base et des fonds de financement des prestations sociales agricoles et de solidarité vieillesse. Réformes irréalistes, inefficaces et inégalitaires. Dégradation concomitante des comptes sociaux et du niveau de la qualité des soins. Engagement indispensable d'une véritable réforme du financement de la sécurité sociale. Présentation d'un projet de réforme du mode de calcul de la cotisation sociale patronale.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (21 septembre 2006) - **Article 27** (chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction

thérapeutique) (p. 6162, 6166) : soutient l'amendement n° 216 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. Manque de moyens des structures de désintoxication. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 6169) : soutient l'amendement n° 217 de Mme Éliane Assassi (mesures relatives à l'usage de drogues par des salariés travaillant dans le secteur des transports publics) ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes depositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 6171, 6172) : soutient l'amendement n° 218 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 6228, 6229) : soutient l'amendement n° 233 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6375, 6377) : difficultés rencontrées par la profession infirmière. Déqualification des infirmiers et accroissement de leur responsabilité. Inconvénients de la création d'un ordre des infirmiers. Préférence pour un renforcement des structures existantes. - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers) (p. 6388) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 20 de M. Claude Domeizel (suppression). (p. 6390, 6391) : intervient sur les amendements n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion dans l'ordre des infirmiers des civils qui exercent dans les hôpitaux militaires) et n° 27 de M. Claude Domeizel (refus de l'édition par le Conseil national de l'ordre des infirmiers d'un code de déontologie sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat). (p. 6396) : favorable à l'amendement n° 29 de M. Claude Domeizel (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux). (p. 6400) : favorable à l'amendement n° 34 de M. Claude Domeizel (suppression de la cotisation). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6409) : défavorable à l'amendement n° 42 du Gouvernement (délégation de la gestion matérielle des conseils de la formation médicale continue aux ordres des médecins et des chirurgiens-dentistes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6409, 6410) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6804) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° 115 de M. Roland Courteau et n° 282 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6807) : soutient l'amendement n° 308 de M. Yves Coquelle (substitution de l'avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie) ; rejeté. (p. 6808, 6809) : favorable à l'amendement n° 305 de M. Yves Coquelle (obligations de service public imposées à tout fournisseur de gaz naturel).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7162) : le groupe CRC votera contre l'article 10 de ce projet de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - Supplément d'intéressement ou de réserve de participation) (p. 7753, 7754) : moyen de contourner le débat sur la perte de pouvoir d'achat des salaires. Etape supplémentaire vers la mise en pièces des solidarités et des protections collectives. Mascade privilégiant les placements en actions au détriment des

investissements et de l'embauche. - **Article 2** (art. L. 441-1 du code du travail - Intéressement de projet) (p. 7762, 7763) : soutient l'amendement n° 171 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7766, 7767) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 3 (déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu). - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - Négociation de régimes de participation au niveau des branches) (p. 7770) : soutient l'amendement n° 199 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7840) : soutient l'amendement n° 191 de M. Roland Muzeau (représentation des salariés dans les conseils d'administration et de surveillance des entreprises du secteur privé, sur le modèle des administrateurs salariés des entreprises du secteur public) ; rejeté. - **Article 22 (priorité)** (*Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité*) (p. 7858, 7859) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 182 (suppression) ; et n° 183 (cohérence) ; rejetés. (p. 7862) : intervient sur l'amendement n° 182 précité. (p. 7863, 7864) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 130 du Gouvernement (possibilité, pour les salariés de la Société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels, de participer à des travaux relevant de la direction des Journaux officiels). - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - Congé de mobilité) (p. 7867) : soutient l'amendement n° 184 de M. Roland Muzeau (protection des droits des salariés) ; rejeté. - **Article 24 (priorité)** (*Ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle*) (p. 7870) : soutient l'amendement n° 185 de M. Roland Muzeau (maintien de la contribution versée par l'employeur à l'occasion d'un licenciement économique non assorti d'un CTP) ; rejeté. - **Article 27 (priorité)** (art. L. 321-13 du code du travail - Extinction de la contribution Delalande) (p. 7873) : soutient l'amendement n° 186 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 30 (priorité)** (p. 7876) : votera contre l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyst (revalorisation de l'indemnisation des conseillers prud'homaux). - **Article additionnel après l'article 30 (priorité)** (p. 7877) : votera contre l'amendement n° 241 du Gouvernement (communication aux salariés et à leurs représentants des données relatives à l'inscription sur les listes électorales prud'homales). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 351-10 bis du code du travail - Conditions de récupération des indus d'allocation temporaire d'attente et d'allocation de solidarité spécifique) (p. 7882) : votera contre l'amendement n° 138 de M. Michel Mercier (rétablissement de cet article). - **Article 35 (priorité)** (*Prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail*) (p. 7883) : soutient l'amendement n° 187 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7885) : votera contre l'amendement n° 128 de Mme Catherine Procaccia (validation législative des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat et concernant les entreprises de transport). - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7889, 7890) : favorable à l'amendement n° 203 de M. Michel Billout (extension de la prise en charge par l'employeur des titres de transport public des salariés). - **Article 20 bis** (art. L. 225-180 et L. 225-197-2 du code de commerce - Extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 7906) : soutient l'amendement n° 177 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Article 20 ter** (art. L. 511-31 du code monétaire et financier - Possibilité d'affiliation d'un établissement de crédit à plusieurs organes centraux) (p. 7907) : soutient l'amendement n° 178 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Article 20 quater** (art. L. 443-6 du code du travail - Assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise) (p. 7907, 7908) : soutient l'amendement n° 179 de M. Roland

Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le titre III** (p. 7916) : soutient l'amendement n° 196 de M. Roland Muzeau (requalification des contrats lors d'abus d'emplois à temps partiel) ; rejeté. (p. 7917) : soutient l'amendement n° 194 de M. Roland Muzeau (limitation des effets dévastateurs du temps partiel subi) ; rejeté. (p. 7918, 7919) : soutient l'amendement n° 193 de M. Roland Muzeau (prise en compte du SMIC comme seuil plancher de toute grille de salaire) ; rejeté. - **Article 44** (art. L. 122-5, L. 122-8 et L. 122-10 du code du sport - Abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne) (p. 7939, 7942) : article dépourvu de tout lien avec le reste du texte. Soutient l'amendement n° 188 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7995, 7998) : accroissement des inégalités. Aggravation de la situation des comptes sociaux. Accroissement de la charge des assurés sociaux. Dépenses du secteur hospitalier. Secteur médicosocial. Médecine de ville. Bénéficiaires de la PAJE. Diminution du pouvoir d'achat. Propositions du groupe CRC. Avec le groupe CRC, votera contre le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007.

*Première partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 1er** (*approbation, au titre de l'exercice 2005, des tableaux d'équilibre*) (p. 8016, 8017) : triste bilan de l'année 2005. (p. 8019) : favorable à l'amendement n° 307 de M. François Autain (réintégration dans le tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes généraux de base de la sécurité sociale des fonds concourant au financement de ces régimes). - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2005*) (p. 8020) : avec le groupe CRC, vote contre l'article 2 et l'annexe A.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 4** (art. 60 de la loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 8024, 8025) : favorable à l'amendement n° 309 de M. François Autain (suppression).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8073, 8075) : attributions de la CNSA. Plan "Solidarité grand âge". Maintien à domicile des personnes dépendantes. Prise en charge de la dépendance. Création d'un cinquième risque.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 8089, 8090) : son amendement n° 263 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 8100) : favorable à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement des stock-options en les soumettant aux cotisations et contributions sociales). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8109) : complexité de l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires). Réprobation de la méthode employée. - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales) (p. 8114) : son amendement n° 264 : exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agréées ; rejeté. (p. 8116) : distinction entre résidences-services et foyers-résidences. (p. 8117, 8118) : son amendement n° 265 : formation

des personnels ; rejeté. - **Article 12 bis** (*Validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration*) (p. 8120, 8121) : son amendement n° 266 : suppression ; rejeté. (p. 8122) : avec le groupe CRC, vote contre l'amendement n° 415 de la commission (modalités de décompte de jours supplémentaires dans l'attente de la conclusion d'un accord de branche au plus tard le 31 janvier 2007) modifié par le sous-amendement n° 421 de M. Gérard Cornu. - **Article 13** (*art. L. 320-2 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-10 du code rural - Indemnités de départ volontaire*) (p. 8124) : son amendement n° 267 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 14** (*art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges*) (p. 8141, 8142) : violation du principe de compensation intégrale. Opposé à l'utilisation des finances sociales comme variable d'ajustement. Conséquence dramatique sur les salariés de la politique en matière d'exonération. Son amendement n° 268 : suppression ; rejeté. (p. 8142) : le groupe CRC votera l'amendement n° 10 de la commission (garantie de la compensation à l'euro près des allègements généraux de charges sociales à compter de 2007). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 8143, 8144) : le groupe CRC votera l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (augmentation du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine afin de financer le fonds de réserve des retraites). - **Demande de réserve** (p. 8150) : protestation contre les conditions dans lesquelles le Sénat délibère. - **Article 19** (*art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8151, 8152) : son amendement n° 269 : suppression ; devenu sans objet. (p. 8154) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 12 de la commission (garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie). - **Article 20** (*art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale, L. 741-10 et L. 741-10-1 nouveau du code rural - Recours des caisses contre les tiers responsables de dommages occasionnés à un assuré social*) (p. 8157) : son amendement n° 304 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8160, 8161) : son amendement n° 300 : obligation de versement d'une dotation d'équilibre de l'Etat au FFIPSS ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Article 21** (*art. L. 161-1-1 et L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale - Absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises*) (p. 8165) : son amendement n° 270 : suppression ; rejeté. - **Article 23 et annexe C** (*Prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement de la sécurité sociale*) (p. 8170, 8171) : son amendement n° 271 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8178) : défavorable à l'amendement n° 424 du Gouvernement (abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement).

#### Quatrième partie :

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 8182, 8183) : ses amendements n° 272 : suppression de la contribution d'un euro instituée par la réforme de l'assurance maladie de 2004 ; et n° 273 : suppression du forfait de 18 euros sur les actes médicaux lourds ; rejetés. - **Article 32** (*art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail*) (p. 8185, 8186) : son amendement n° 274 : suppression de la

limitation des sorties à 3 heures par jour en cas d'arrêt maladie ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8190) : défavorable à l'amendement n° 404 du Gouvernement (modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8206) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale). (p. 8208) : interrogation sur la portée de l'amendement n° 426 du Gouvernement (modification et allègement du régime d'autorisation des laboratoires de l'Union européenne pour effectuer des analyses au bénéfice d'assurés d'un régime français de sécurité sociale).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (*art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8225) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques). - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8262) : son amendement n° 294 : suspension de l'application de la tarification à l'activité, T2A ; rejeté. (p. 8265) : avec le groupe CRC, s'abstient sur le sous-amendement n° 430 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes). (p. 8266) : son amendement n° 295 : rapport du Gouvernement sur la responsabilité civile médicale ; adopté. - **Article 41 (priorité)** (*art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8273, 8274) : ses amendements n° 302 : substitution des mots "candidats ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" au mot "lauréats" ; n° 278 : possibilité de se présenter quatre fois aux épreuves de vérification des connaissances ou à l'autorisation d'exercice ; rejetés ; et n° 301 : cohérence ; devenu sans objet. (p. 8278) : son amendement n° 277 : conditions d'accès à l'exercice de la médecine en France ; rejeté. (p. 8280) : avec le groupe CRC, votera l'article à regret. - **Article 39** (*art. L. 123-1, L. 132-1, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 314-6 du code de l'action sociale et art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité*) (p. 8290) : son amendement n° 275 : suppression de la remise en cause de l'application des conventions collectives concernant certains établissements de santé ; rejeté. (p. 8292) : avec le groupe CRC votera contre l'article. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8294, 8295) : ses amendements n° 296 : mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins ; et n° 297 : extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins ; adoptés. - **Article 39 ter** (*art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée*) (p. 8296) : son amendement n° 276 : suppression ; rejeté. (p. 8299) : avec le groupe CRC, vote contre l'article modifié. - **Article 39 sexies** (*art. L. 6122-19 et L. 6412-1 du code de la santé publique - Extension de la T2A aux activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation*) (p. 8300) : son amendement n° 305 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 42** (*art. 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée*) (p. 8315, 8316) : le groupe CRC votera les amendements de M. Bernard Cazeau n° 247 (élargissement des possibilités de récomposition hospitalière et médico-sociale en supprimant la répartition actuelle entre les unités de soins de longue durée, USLD, et l'hébergement médico-social) et n° 245 (prise en compte des personnes atteintes de pathologies de type

Alzheimer dans la répartition des capacités d'accueil). - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8323, 8326) : intervient sur l'amendement n° 248 de M. Bernard Cazeau (fixation du cahier des charges de l'évaluation externe par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux). Le groupe CRC votera contre l'article 43 du projet de loi apparenté à un constat d'échec et restera très attentif au fonctionnement de la nouvelle agence. Manque de moyens financiers et humains. - **Article 44** (Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8327) : son amendement n° 299 : limitation de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins aux seuls établissements habilités à l'aide sociale ; rejeté. (p. 8330) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'article 44 du projet de loi compte tenu du rejet de son amendement précité n° 299. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8331) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 197 de M. Michel Mercier (rétablissement du droit, pour les établissements sociaux et médico-sociaux, d'agir directement en justice contre les obligés alimentaires de leurs pensionnaires). Souhaite exclure les petits enfants de la catégorie des obligés alimentaires. - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents) (p. 8332, 8333) : son amendement n° 298 : extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8335, 8336) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (modalités de versement de la prestation de compensation du handicap). - **Article additionnel après l'article 47 ou après l'article 54** (p. 8338, 8339) : son amendement n° 284 : garantie d'un reste à vivre au moins égal à 30 % du minimum vieillesse pour les personnes âgées dépendantes ; rejeté. - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 8345) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007). - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel) (p. 8346) : son amendement n° 279 : suppression de la prorogation du financement du dossier médical personnel, DMP, par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV ; rejeté. - **Article 51** (art. L. 3110-5-1 à L. 3110-5-3 et art. L. 3110-10 du code de la santé publique - Création d'un fonds de prévention des risques sanitaires) (p. 8351) : son amendement n° 280 : suppression ; rejeté. (p. 8355) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 41 de la commission (plafonnement du montant de la contribution des régimes obligatoires de l'assurance maladie au financement du fonds) et contre l'article 51 du projet de loi. Absence de reconnaissance de la profession de médecin inspecteur de santé publique. - **Article 52** (Objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007) (p. 8356, 8357) : ses amendements n° 281 : suppression ; et n° 282 : suppression de l'article 53 du projet de loi ; rejetés. Question sur le transfert aux départements, à titre expérimental, du financement des aides aux personnes âgées les moins dépendantes. - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8361) : le groupe CRC s'oppose à l'amendement n° 416 de la commission (réservation prioritaire aux organisations

représentatives de la signature et du droit d'opposition en matière conventionnelle). Dénier de démocratie. (p. 8364) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 412 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat, pendant deux mois, de se substituer aux parties conventionnelles pour assurer la convergence entre les dispositifs de médecin référent et de médecin traitant). - **Article 70 quater (priorité)** (Création à titre expérimental d'une caisse multi-branches de sécurité sociale) (p. 8367, 8368) : le groupe CRC votera contre l'article 70 quater du projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 54 ou après l'article 54** (p. 8369) : ses amendements n° 286 : amélioration du régime de retraite des titulaires de la pension d'invalidité ; et n° 285 : droit à ouverture de la pension de réversion pour le partenaire survivant d'un PACS ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 54** (p. 8372) : son amendement n° 306 : suppression de la condition de résidence en France pour le versement aux retraités immigrés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ; rejeté. - **Article 54** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale et art. L. 992-9 nouveau du code du travail - Assouplissement des règles de cumul emploi-retraite) (p. 8373, 8374) : son amendement n° 283 : suppression ; rejeté. - **Article 55** (art. L. 122-14-13 du code du travail - Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans) (p. 8376) : son amendement n° 287 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8382) : le groupe CRC suivra la position de la commission sur les amendements de M. Jean-Marc Juillard en étant favorable aux n° 224 (précision de la composition de l'assiette des cotisations sociales dues par les non-salariés agricoles), n° 225 (cohérence) et n° 222 (extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003) modifié par le sous-amendement n° 439 du Gouvernement (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants). - **Article 56** (art. 5 et 22 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Garantie des conditions d'ouverture des droits à pension de retraite pour les assurés sociaux âgés de plus de soixante ans) (p. 8383) : le groupe CRC vote contre l'article 56 du projet de loi. - **Article 60** (Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 8412) : ses réserves quant aux supposées avancées réalisées dans le domaine de la santé au travail. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8418) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 142 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 353 de Mme Michelle Demessine (prise en compte de toutes les années de travail ouvrant des droits à l'ACAATA quel que soit le régime de couverture sociale du travailleur ayant été en contact avec l'amiante). - **Article 62** (Objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2007) (p. 8425) : le groupe CRC vote contre l'article 62 du projet de loi. - **Article 63** (art. L. 531-6 du code de la sécurité sociale - Attribution du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux) (p. 8426) : son amendement n° 288 : suppression ; rejeté. - **Article 64** (art. L. 531-3 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - Report de la date de versement de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant) (p. 8428, 8429) : son amendement n° 289 : suppression ; rejeté. - **Article 65** (art. L. 331-4, L. 331-7 et L. 521-2 du code de la sécurité sociale - Possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants) (p. 8430, 8431) : dispositions ne permettant pas le règlement de l'ensemble des problèmes liés au partage des allocations. Souhait de l'attribution des prestations familiales à chacun des deux parents séparés. - **Article 67** (Création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active) (p. 8435) : son amendement n° 290 : suppression ; rejeté. - **Article 69 ter** (Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 8438, 8442) : son amendement n° 291 : suppression ; rejeté. Le groupe CRC votera la suppression de l'article 69 ter. - **Article 70** (Indemnités journalières des indépendants) : le groupe CRC votera contre l'article 70 du projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8444, 8445) : le groupe CRC

votera contre l'amendement n° 413 du Gouvernement (adaptation du cadre législatif pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP). - **Article 70 bis** (*Création d'un répertoire commun aux organismes sociaux*) (p. 8448, 8449) : son amendement n° 292 : suppression ; rejeté. Le groupe CRC vote contre l'article 70 bis du projet de loi. - **Article 71** (*Charges prévisionnelles pour 2007 des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale*) (p. 8452) : son amendement n° 293 : suppression ; rejeté. Le groupe CRC vote contre l'article 71 du projet de loi et contre l'ensemble de la quatrième partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8453) : record d'exonérations de charges pour les entreprises. Record d'amendements du Gouvernement. Renforcement de la "chasse aux pauvres". Le groupe CRC votera contre ce texte sans hésitation.

- **Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 9139, 9141) : record d'interventions du Gouvernement par amendements dictés par le MEDEF. Eviction du conseil d'administration de l'UNCAM dans les négociations. Explosion des exonérations de charges. Critique des "apports" de la CMP. Son indignation quant à l'indemnité de départ en retraite négociée réintroduite par le Gouvernement par un amendement déposé après la réunion de la commission mixte paritaire. Violation des délibérations et des droits du Parlement. Démantèlement final de la protection sociale. Le groupe CRC confirme sa totale opposition au projet d'insécurité sociale qu'est le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. - **Article 55** (p. 9181) : demande un vote spécifique sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9190, 9192) : "décrystallisation" des pensions. Baisse des crédits de cette mission. Rente mutualiste du combattant. Allocation différentielle en faveur des veuves d'anciens combattants. Campagne double pour les fonctionnaires anciens combattants en Afrique du Nord. Incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes. Journée nationale de la Résistance. Extension du champ d'application du droit aux soins et à réparation. Reconnaissance officielle de la date du 19 mars 1962 pour honorer les soldats morts en Afrique du Nord. Opposé à l'officialisation du terme "vétéran". Votera contre ce budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9205) : son amendement n° II-108 : indemnisation, pour moitié par l'Etat, des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes ; rejeté. (p. 9206, 9207) : ses amendements n° II-106 : revalorisation de la retraite du combattant ; et n° II-105 : repli ; rejetés. (p. 9208) : son amendement n° II-107 : revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste des anciens combattants ; rejeté. (p. 9209) : son amendement n° II-109 : augmentation de l'allocation différentielle servie aux veuves de combattants ; rejeté. (p. 9210) : votera contre les crédits de cette mission.

Interrogation sur l'éventualité d'un plafonnement des retraites décristallisées des anciens combattants.

- **Rappel au règlement** - (6 décembre 2006) (p. 9661) : article 36 du règlement. Proteste contre l'expulsion d'une famille kosovare au cours d'une procédure de demande d'asile.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

*Deuxième partie :*

#### **Santé**

- (8 décembre 2006) (p. 9841, 9842) : insuffisance des crédits. Plan cancer. Lutte contre les autres pathologies. Médecine scolaire et universitaire. Médecins inspecteurs de santé publique. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

#### **Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) (p. 9858, 9860) : CMU. Aide médicale d'Etat. Aide aux personnes handicapées. Hébergement d'urgence. Minima sociaux. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 56 (priorité)** (p. 9867) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-211 (plafonnement des frais de compensation restant à la charge des personnes handicapées). - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9871) : ne votera pas l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-206 (répartition des crédits). (p. 9874) : le groupe CRC vote contre les crédits de cette mission. - **Article 53** (*Clarification des règles d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés, AAH, aux personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi*) (p. 9875) : son amendement n° II-256 : modification des conditions d'obtention de l'AAH ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Le groupe CRC vote contre l'article 53 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 9875, 9878) : ses amendements portant sur le même objet n° II-257 et n° II-258 : extension aux personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité de ressources complémentaires accordées aux personnes bénéficiant de l'AAH ; irrecevables (article 40 de la Constitution). Votera l'amendement n° II-346 du Gouvernement (extension aux personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité de certains droits ouverts aux personnes bénéficiant de l'AAH). - **Article 55** (*Alignement du forfait logement de l'API sur celui du RMI*) (p. 9880, 9881) : son amendement n° II-259 : suppression ; rejeté. - **Article 56** (*Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux*) : son amendement n° II-260 : suppression ; rejeté.

#### **Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10036) : appelle l'attention du ministre sur la représentation de presque tous les groupes du Sénat parmi les signataires de l'amendement n° II-332 de M. Dominique Braye (suppression de l'ensemble du dispositif) et émanant du groupe d'études sur la gestion des déchets.

**FLOSSE (Gaston)**  
*sénateur (Polynésie française)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 15 décembre 2006.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 14 décembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* portant modification de la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 373 (2005-2006)] (1er juin 2006) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

**FORTASSIN (François)**  
*sénateur (Hautes-Pyrénées)*  
 RDSE

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régée par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 7 février 2006.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7271, 7273) : favorable à ce texte. Ses amendements. Situation de la Polynésie française. Attachement des Polynésiens à la France. Stratégie de rupture avec la France du président indépendantiste. Appui des forces de l'ordre françaises à l'expulsion de manifestants anti-présidentiels. Souhait des Polynésiens de garder leur autonomie au sein de la République.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).** - (31 octobre 2006) - **Article 4** (art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - *Coordinations*) (p. 7522) : son amendement n° 98 : création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen ; adopté. - **Article 7** (*Actualisation du régime de l'île de Clipperton*) (p. 7533) : intervient sur l'amendement de suppression n° 75 de la commission. - **Article 11** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 7542) : sur l'amendement n° 81 de la commission (ratification d'ordonnances), son sous-amendement n° 97 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7549) : son amendement n° 96 : conséquence ; adopté.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 400, 401) : qualité du rapport. Débat démocratique. Approche sociale et humaniste. Obligation d'harmoniser la cohabitation entre les activités humaines et la biodiversité. Exemple des activités pastorales empêchant la mise en friche dans le parc des Pyrénées occidentales. Appropriation indispensable du parc national par les populations locales. Souhait de contacts entre les pays concernés par un parc transfrontalier. Rassuré par l'annonce des crédits pour 2007.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article 14** (*Dispositions diverses*) (p. 487) : intervient sur les amendements

de M. Jean Desessard n° 170 (rétablissement de la possibilité de suspendre le permis de chasser ou l'autorisation de chasser sur l'ensemble du parc) et n° 163 (élargissement aux réserves naturelles de la suspension du permis de chasser en cas d'infraction à la réglementation de la chasse à l'intérieur des espaces protégés). (p. 488) : défavorable à l'amendement n° 171 de M. Jean Desessard (extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 491, 492) : favorable à l'amendement n° 138 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels marins de recruter une partie de leur personnel sur la base d'une validation des acquis professionnels et sur une connaissance du milieu). Appropriation nécessaire des parcs par la population locale.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1194) : votera l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif").

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (8 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1989) : dans sa majorité, le groupe du RDSE soutiendra ce texte.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2091, 2092) : texte attendu par l'ensemble de la fonction publique territoriale. Points positifs. Contestation de la création de l'emploi fonctionnel de directeur des services techniques dans les conseils généraux ou les conseils régionaux et de la création d'un Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Souhait de permettre aux assistants parlementaires d'intégrer la fonction publique territoriale grâce aux concours internes. Mobilité souhaitable des cadres exerçant des responsabilités importantes dans les collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 12** (*art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2160) : gestion des TOS de plus en plus complexe. - **Article 14** (*art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion*) (p. 2173) : mesures de publicité concernant les vacances d'emplois au profit des collaborateurs de groupes politiques et de sénateurs. (p. 2182, 2183) : votera les amendements identiques n° 132 de M. Gérard Delfau, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2379, 2380) : débat passionné autour des OGM. Danger d'une banalisation des OGM. Nécessité de convaincre l'opinion publique du potentiel des innovations technologiques. Insuffisance des moyens alloués à la recherche publique, seule garante de la transparence. Nécessité absolue de la transparence et de la conservation du libre choix des Français. Opposé à la technologie dite "Terminator". Non satisfait des dispositions organisant le secret industriel, la participation et l'information du public. Ne votera pas ce texte en l'état. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 2400) : favorable à l'introduction dans la loi de l'amendement n° 110 de M. Gérard Le Cam (promotion du principe de licences gratuites ou bon marché pour les petits agriculteurs des pays en développement et introduction de clauses de sauvegarde en leur faveur). Réelle portée politique en direction des petits agriculteurs et des grands semenciers. - **Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2412) : intervient sur les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 77 de M. Jean-Marc Pastor (dénomination du Haut conseil des biotechnologies, précision de ses missions et publicité de son rapport annuel). Rôle majeur des élus en matière d'information.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 4** (*art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement*) (p. 2458) : salue l'esprit d'ouverture du ministre au sujet du rôle du Haut conseil des biotechnologies.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (*art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU*) (p. 2905) : intervient sur le sous-amendement n° 37 de Mme Michelle Demessine (définition des logements sociaux) déposé sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). Interrogation sur l'efficacité de la création et de la mission de la commission.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 quater** (*art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété*) (p. 3122) : favorable aux amendements identiques n° 157 de Mme Michelle Demessine et n° 422 de M. Thierry Repentin (encadrement de la hausse du loyer pratiqué au terme de l'usufruit).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3419) : favorable à l'amendement n° 473 de M. Jean Desessard (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants). (p. 3428) : votera l'amendement n° 113 de la commission (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse) malgré son insuffisance. Sur celui-ci, favorable au sous-amendement n° 550 de M. Thierry Repentin. (p. 3432) : favorable à l'amendement n° 499 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4387) : intervient sur la motion n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Texte non équilibré en dépit du bien-fondé de la démarche du Gouvernement. Crainte de divisions dans le pays. Rôle de l'école laïque, et non pas des textes, pour réussir la meilleure intégration.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5276) : réapparition des problèmes liés à la canicule et aux restrictions de l'utilisation de l'eau. Sa proposition d'effectuer des stockages d'eau en très grande quantité. Interrogation sur la position du Gouvernement sur ce problème de l'eau. Question sur les mesures prévues en matière de pédagogie du milieu naturel.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5524, 5525) : regret de la connotation essentiellement écologique du texte. Non-prise en compte de la notion de solidarité et de l'augmentation de la ressource. Favorable à un dispositif d'incitation forte pour la mise en place des systèmes gravitaires. Exemple du syndicat des eaux Barousse Comminges Saves. Nécessité de redonner aux élus la maîtrise du contrôle de l'eau. Souhaite la mise en place d'un véritable ministère de l'eau. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5551) : favorable à l'amendement n° 508 du Gouvernement (inclusion du droit à l'eau dans le code de l'environnement). Déploie le manque de participation des sociétés distributrices d'eau.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6100) : intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles).

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6529) : interrogation sur l'opportunité d'un référendum.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7233) : défavorable à ce projet de loi.

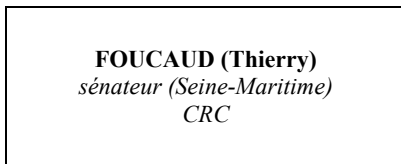
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 18 (précédemment réservé)** (p. 8177) : défavorable à l'amendement n° 424 du Gouvernement (abattement sur la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques pour les dépenses de recherche et de développement).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*



## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

## Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) (p. 9514, 9515) : accent insuffisant sur les valeurs républicaines de l'école. Malaise des chefs d'établissement. Caractère élitiste de l'école. Problème des personnels techniciens ouvriers et de service.

## Administration générale et territoriale de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9762, 9763) : incompréhension des décisions de l'Etat par les citoyens. Impression d'inefficacité de certains services.

## Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (7 décembre 2006) (p. 9772, 9773) : obsolescence de l'action de l'Etat envers les collectivités territoriales. Fracture territoriale. Dépenses imposées par l'Etat aux collectivités territoriales. Intercommunalité.

## Articles non rattachés

- (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10130, 10132) : intervient à la place de M. Yvon Collin. Aveuglement coupable et légèreté irréaliste du Gouvernement. Les Radicaux de gauche ne voteront pas ce projet de loi de finances.

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**



*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Régimes sociaux et de retraite - compte spécial pensions [n° 78 tome 3 annexe 22 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2895, 2896) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 14 de Mme Michelle Demessine (modalités de majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, FSRIF) ; rejeté. (p. 2912, 2913) : défavorable à l'amendement précité n° 97 modifiant profondément l'article. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2924) : soutient les amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) ; et n° 313 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3383, 3385) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 28 (suppression) ; et n° 29 (abrogation des dispositions existantes relatives au supplément de loyer de solidarité) ; rejetés. (p. 3391, 3392) : intervient sur les amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (14 juin 2006) - **Article 28** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 4698, 4700) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 378 (suppression) ; n° 379 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'enfant recueilli en kafala judiciaire par une personne de nationalité française) ; et n° 380 (délivrance de plein droit de la carte de résident à l'étranger en situation régulière depuis plus de dix ans ou qui a travaillé régulièrement en France pendant plus de 120 mois cumulés) ; rejetés.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5215, 5216) : dénaturation de l'action publique et accroissement des déficits cumulés. Insolente santé des marchés boursiers. Dénonciation de la politique du Gouvernement condamnant la France à la précarisation des conditions de travail. Manque de clairvoyance budgétaire. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5357, 5359) : remise en cause de la politique budgétaire, économique et sociale menée par le Gouvernement. Refus de l'instrumentalisation de la dette publique pour justifier les politiques désastreuses menées en matière de gestion publique. Faiblesse de la croissance en dépit de la progression dynamique des revenus du capital et du patrimoine. Conséquences des politiques d'incitation fiscale sur les déficits publics.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6573, 6574) : soutient l'amendement n° 201 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur la libéralisation des services) ; rejeté. (p. 6576, 6577) : soutient l'amendement n° 202 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur les directives tendant à ouvrir à la concurrence le secteur énergétique) ; rejeté. (p. 6587) : soutient l'amendement n° 210 de M. Yves Coquelle (missions du service public de l'énergie) ; rejeté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6674, 6676) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 5 (Application du droit du travail à la Banque de France)** (p. 6684) : son amendement n° 3 : suppression ; rejeté. (p. 6687, 6688) : intervient sur son amendement n° 3 précité.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7131) : soutient l'amendement n° 455 de M. Yves Coquelle (statut de GDF) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8698, 8700) : prime pour l'emploi. Inégalités sociales. Décalage entre capacités contributives et impositions réelles. Inefficacité de la dépense publique. Opposition du groupe CRC à ce projet de loi de finances.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Article additionnel avant ou après l'article 2** (p. 8737, 8738) : son amendement n° I-57 : suppression du "bouclier fiscal" ; rejeté. - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2006 et baisse des acomptes*) (p. 8742) : son amendement n° I-58 : augmentation de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté. - **Article 4** (*Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable*) (p. 8764, 8765) : son amendement n° I-61 : suppression ; rejeté. (p. 8766) : allongement de la durée des emprunts. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8769, 8770) : ses amendements n° I-63 : intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF ; et n° I-62 : suppression de l'avantage fiscal accordé en matière d'ISF en ce qui concerne les "pactes d'actionnaires" ; rejetés. (p. 8774) : interrogation sur le poids réel et la rentabilité de l'ISF.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8802, 8803) : son amendement n° I-60 : réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant les expositions d'art contemporain ; rejeté. - **Article 7** (*Aménagements de la provision pour investissements des entreprises de presse*) (p. 8827) : son amendement n° I-66 : extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 220 undecies du code général des impôts aux entreprises constituées pour collecter des financements en direction des entreprises de presse ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8834, 8836) : son amendement n° I-68 : taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières ; rejeté. - **Article 8 bis** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle*) (p. 8837) : son amendement n° I-69 : suppression ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8852, 8858) : ses amendements n° I-71 : abaissement du taux de TVA à 18,6 % ; n° I-72 : application du taux réduit de TVA à la fourniture d'énergie calorifique ; et n° I-73 : application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres ; rejetés ; et n° I-198 : application du taux réduit de TVA à la réalisation de logements destinés à l'accueil des personnes dépendantes ; retiré. - **Article 10 quater** (*Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics*) (p. 8876) : son amendement n° I-76 : suppression ; rejeté. - **Article 18** (*Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris »*) (p. 8888, 8890) : ses amendements n° I-87 : compétence de la Monnaie de Paris pour la fabrication des flans nécessaires à la frappe des monnaies ; rejeté ; et n° I-88 : fixation du cadre statutaire des agents en fonction des droits et avantages existants ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 8905) : son amendement n° I-89 : augmentation de la contribution sociale sur les bénéficiaires ; rejeté. - **Article 27** (*Contribution à l'effort national de recherche*) (p. 8906) : son amendement n° I-90 : augmentation de la contribution à l'effort national de recherche ; rejeté. - **Article 29** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 8907, 8908) : son amendement n° I-91 : augmentation du taux de prélèvement sur la Française des jeux et affectation de son produit au CNDS ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8965) : son amendement n° I-77 : augmentation du taux d'indexation du contrat de croissance et de solidarité ; rejeté. - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 8978) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9007, 9009) : négociations budgétaires. Rôle des parlements nationaux. Présentation des

crédits. Proche-Orient. Le groupe CRC votera contre la participation de la France au budget des communautés européennes. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9038, 9039) : historique de la dette. Imposition des entreprises. Déflation salariale.

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) (p. 9346) : crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat". Désendettement de l'Etat. Dette publique et croissance.

**Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (2 décembre 2006) (p. 9353, 9354) : mission "Gestion et contrôle des finances publiques". Réduction des effectifs budgétaires du ministère. Fermeture de centres des impôts et de recettes-perceptions. Taux de recouvrement des impôts. Rendement du contrôle fiscal. Dangers d'une réforme de retenue à la source. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "Gestion et contrôle des finances publiques".

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9358, 9360) : taux de "contribution employeur". Responsabilisation des gestionnaires de programmes. Indicateurs de performance. Subventions aux régimes spéciaux. Préconisations de la Cour des Comptes. Recommande l'adoption des crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite".

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10030) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-307 de M. Michel Moreigne (abaissement du taux de potentiel fiscal des départements à partir duquel les dépenses au titre de l'APA sont prises en charge par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA). - **Article 40 bis** (*Mise en place d'une filière de recyclage et de traitement des déchets issus de produits textiles d'habillement, de chaussures et de linge de maison*) (p. 10032) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-271 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels avant l'article 40 nonies** (p. 10051) : intervient sur ses amendements n° II-326 : encadrement de la procédure de rectification des valeurs locatives et n° II-328 : prise en compte des ressources des ménages dans le calcul de la taxe foncière et révision du montant de sa franchise. - **Article 40 nonies** (*Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2007*) : Son amendement n° II-293 : augmentation du coefficient de majoration des valeurs locatives pour les immeubles industriels et pour l'ensemble des autres propriétés bâties ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10052) : son amendement n° II-327 : rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenues pour la détermination des bases des impôts directs locaux ; rejeté. Reprend l'amendement de M. René Beaumont n° II-340 : instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10082) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10126, 10128) : défavorable à ce budget. Déplacement de l'argent public en direction de la sphère privée. Nécessité d'une autre politique pour répondre aux attentes de la population. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10387, 10388) : réalité de l'équilibre budgétaire. Ne votera pas ce texte.

- **Rappel au règlement** - (18 décembre 2006) (p. 10393) : respect du droit d'amendement au Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)] (suite)** - (18 décembre 2006) - **Article 2 (Poursuite de la réforme du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)** (p. 10395, 10396) : son amendement n° 106 : retour au texte initial de l'article ; devenu sans objet. - **Article 15 et état B' (Budget général : annulation de crédits)** (p. 10430) : formation des agriculteurs de demain. - **Article 17 (Ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)** (p. 10432, 10433) : ne votera pas cet article. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10490) : défavorable à l'ensemble des amendements de la commission et de M. Alain Lambert portant sur cet article. (p. 10491, 10492) : le groupe CRC vote contre les amendements n° 15 de la commission (création d'un nouveau report d'imposition en matière de plus-values sur titres) et n° 97 de M. Alain Lambert (aménagement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10498) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 237 de M. Henri de Richemont (extension du régime des sociétés de personnes aux associations d'avocats).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 27 quater** (p. 10545) : défavorable à l'amendement n° 233 de M. Alain Gournac (transformation de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile en crédit d'impôt). - **Article 27 septies (Aménagement du prêt à taux zéro)** (p. 10547, 10548) : son amendement n° 109 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10558, 10559) : intervient sur les amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Article 29 quater (Prorogation du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité)** (p. 10567) : son amendement n° 110 : suppression ; rejeté. - **Article 29 quinquies (Modification du plafond du crédit d'impôt recherche)** (p. 10568) : son amendement n° 111 : suppression ; retiré au profit de l'amendement n° 21 de la commission (rapport sur l'efficacité du crédit d'impôt recherche). - **Article 42 (Exonération de redevance sur la création de bureaux, RCB)** (p. 10700, 10701) : son amendement n° 114 : suppression ; rejeté. - **Article 46 (Modalités de compensation à la sécurité sociale des allègements généraux de cotisations sociales patronales)** (p. 10709) : son amendement n° 115 : suppression ; rejeté.

**FOUCHÉ (Alain)**  
sénateur (Vienne)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre de l'Observatoire économique de l'achat public.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Quel avenir pour les pays ? [n° 430 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 819, 820).

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1854, 1856) : importance du nucléaire pour l'indépendance énergétique du pays et la préservation de l'environnement. Renforcement de l'information et de la transparence. Succès des commissions locales d'information, CLI. Création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire. Interrogation sur l'articulation entre les différentes formes de contrôle. Approbation de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 6 (Commissions locales d'information)** (p. 1929, 1931) : sur l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information), son sous-amendement n° 326 : information de la CLI dans les meilleurs délais en cas d'incident ou d'accident ; adopté. Son amendement n° 207 : initiative de l'expertise ou de l'analyse exclusivement réservée à la CLI ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (31 mai 2006) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde) (p. 4194) : favorable à l'amendement n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4991, 4992) : question du chiffrage de cette réforme pour un département comme la Vienne. Priorités de ce texte. Rôle prépondérant du conseil général dans chaque département. Renforcement de la prévention. Organisation du signalement pour détecter plus tôt et plus efficacement les situations de danger. Diversification des modes de prise en charge pour les adapter aux besoins de chaque enfant. Demande de garanties

quant à la compensation financière intégrale des charges nouvelles induites par ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6490, 6491) : objectifs de création du premier gazier européen : renforcement de la sécurité d'approvisionnement et négociations des meilleurs tarifs. Poursuite du processus d'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz à la concurrence. Mise en place d'une tarification du gaz pour les plus démunis ; tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché. Mesures de maîtrise de l'augmentation du prix de l'électricité et du gaz. Maintien du dispositif de séparation des réseaux de transport et de l'indépendance de gestion des réseaux de distribution. Evolution du statut de GDF par abaissement de la part de l'Etat.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives**

**FOURCADE (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales jusqu'au 6 novembre 2006.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1230, 1231) : hommage au travail du président de la commission des affaires sociales et à son rapporteur. Caractère exclusivement franco-français de ce débat dans un contexte de mondialisation. Existence et gravité du chômage spécifique des jeunes. Aspect positif du CPE sur ce problème. Le groupe UMP votera cet article.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 19** (*art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1546, 1547) : votera l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la

[n° 93 (2006-2007)] - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10295, 10296) : bilan contrasté de la loi du 6 juin 2000. Problème de la parité au sein des exécutifs locaux. Juste équilibre dans ce texte de progrès. Met en garde contre la généralisation de la représentation proportionnelle.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10678) : son amendement n° 43 : modification des modalités de calcul du prélèvement par l'Etat de la taxe professionnelle versée par France Télécom ; retiré au profit de l'amendement n° 264 de la commission (mise en place d'un système de compensation spécifique au bénéfice des communes et EPCI ayant subi entre 2003 et 2006 une perte de produit de la taxe professionnelle versée par France télécom).

HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1692) : le groupe UMP s'oppose à l'amendement n° 608 de M. Roland Muzeau (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit). (p. 1695) : intervient sur l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit). Demande constante des groupes CRC et socialiste depuis 30 ans de supprimer la possibilité de conclure des accords d'entreprise. - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1702, 1703) : le groupe UMP soutient la motion n° 905 de la commission tendant à opposer l'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2027, 2028) : qualité du travail des commissions. Intérêt du contrat première embauche, CPE et des autres mesures proposées. Absence de légitimité de la rue dans une démocratie.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3277, 3279) : rappel du diagnostic ayant fondé l'élaboration du projet de loi pour l'égalité des chances. Chômage de masse des jeunes. Augmentation des déficits et de l'endettement de la France. Compétition internationale. Nécessité de dire la vérité aux jeunes au lieu de les bercer d'illusions. Nouveau dispositif : ciblage sur les jeunes sans qualification ; généralisation du tutorat ; extension du contrat d'insertion dans la vie sociale, CIVIS, au monde de l'entreprise. Problème du financement du dispositif. Proposera le prélèvement d'un préciput de 5 % sur les crédits destinés à financer la RTT. Se réjouit du démarrage de la négociation avec les partenaires sociaux sur la flexibilité et la sécurité. Suivra le débat avec une grande attention. Nécessité d'une réflexion sur une meilleure adéquation entre les formations et les emplois.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4254) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Question préalable** (p. 4390, 4391) : hostile à l'adoption de la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Nécessité de légiférer après le constat objectif dressé par la commission d'enquête du Sénat. Eléments novateurs du texte par rapport aux maintes retouches de l'ordonnance de 1945 : affirmation du lien entre immigration et intégration ; renforcement du rôle des maires ; référence essentielle au codéveloppement.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4576) : défavorable aux amendements n° 311 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5241, 5242) : question sur les chantiers d'externalisation.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5926, 5928) : évolution de la violence urbaine. Votera ce texte recherchant une synthèse. Articulation des compétences. Relation des maires avec les autorités judiciaires. Difficultés d'application des mesures prévues par les contrats locaux de sécurité, CLS. Favorable à la connaissance par les maires des mains courantes. Pouvoirs des policiers municipaux. Rôle de l'Observatoire national de la délinquance dans la formation et la prévention de la délinquance. Souhait de l'ajout d'un volet consacré à la formation.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6075) : avec ses collègues du groupe UMP, votera l'article 9.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6481, 6483) : transposition de directives européennes d'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence. Renchérissement des prix du pétrole et du gaz. Conséquence du rapprochement entre Gazprom et Sonatrach sur les sources d'approvisionnement. Avantages du projet de fusion de Gaz de France et de Suez. Le groupe UMP votera en faveur de ce projet de loi. Euro-incompatibilité de la fusion entre EDF et GDF. Impossibilité

pour l'Etat de jouer le rôle d'amortisseur entre coût de revient de la matière première et prix de vente aux consommateurs. Adaptation indispensable aux évolutions du marché.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6639) : votera contre l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France").

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Article 5** (Application du droit du travail à la Banque de France) (p. 6687) : intervient sur les amendements de suppression n° 1 de Mme Nicole Bricq et n° 3 de M. Thierry Foucaud.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7124, 7125) : opposition peu convaincante. Volonté de créer une entreprise de dimension internationale. Le groupe UMP votera l'article 10 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) (p. 9770, 9772) : dotation de péréquation. Transfert des personnels. Actions en matière de handicap. Effort en faveur des collectivités territoriales. Fonds de compensation pour la TVA. RMI. Questions à étudier.

**FOURNIER (Bernard)**  
sénateur (Loire)  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 490) : soutient le sous-amendement, déposé sur l'amendement n° 50 de la commission (dérogation au régime de recrutement national des garde-moniteurs des parcs nationaux des départements d'outre-mer), n° 141 de M. Jean-Pierre Vial ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577) : proposition de loi portant sur un tronçon essentiel pour la cohérence d'ensemble de l'autoroute A89. Le groupe de l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617) : complémentarité des réserves avec les forces d'active. Rôle de passerelle avec la société civile.

Remerciements au rapporteur pour le travail effectué et au ministre pour les réponses apportées. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (8 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1988, 1989) : texte nécessaire et attendu depuis longtemps. Enrichissement substantiel par les amendements de la commission. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 5** (art. L. 211-4 du code de la propriété intellectuelle - *Durée de la protection des droits voisins*) (p. 3658) : son amendement n° 193 : alignement du décompte de la durée des droits voisins des producteurs de vidéogrammes sur celui des producteurs de phonogrammes ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4049, 4050) : favorable à l'article 1er limitant le champ d'intervention des seuls DDEN ayant un mandat municipal. Apport de l'article 2 pour la communauté éducative. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5293) : transmission satisfaisante des indicateurs de performances par des services du ministère. Influence des bons résultats des sportifs de haut niveau sur les jeunes. Bilan de la lutte contre le dopage. Création de la nouvelle agence de lutte contre le dopage. Interrogation sur les crédits qui lui sont attribués.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Politique des territoires

- (7 décembre 2006) (p. 9739, 9740) : politique d'aménagement du territoire. Pôles de compétitivité et d'excellence rurale. Projet de la communauté de communes du pays de Saint-Bonnet-le-Château. Labellisation d'un pôle dans la Loire. Charte des services publics. Apaisement des tensions : exemple La Poste. Désenclavement numérique. Votera ce projet de budget.

**FRANÇOIS-PONCET (Jean)**  
*sénateur (Lot-et-Garonne)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le Pakistan : un équilibre difficile au coeur d'une région instable [n° 316 (2005-2006)] (13 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Politique régionale européenne pour 2007-2013 : les enjeux de la réforme pour les territoires [n° 337 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

**FRÉCON (Jean-Claude)**  
*sénateur (Loire)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 15 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 78 tome 3 annexe 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985, [n° 92 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 26, 27) : ratification attendue depuis vingt ans d'un traité signé par la France le 15 octobre 1985. Avis partiellement défavorable du Conseil d'Etat en 1991. Situation embarrassante pour la France. Son expérience personnelle des problèmes d'application de la charte, en tant qu'élu représentant la France depuis douze ans à Strasbourg, au sein du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Levée des difficultés par les lois de 1992, 1999, 2004 et la réforme constitutionnelle de 2003. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 572, 573) : caractère indispensable pour la France et pour l'Europe de ce projet autoroutier retardé par différentes péripéties juridico-administratives. Favorable à l'adoption de cette proposition de loi. Projet néanmoins incomplet : question du raccordement avec l'autoroute A6.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5299) : en remplacement de M. David Assouline. Satisfait du choix du Sénat de consacrer une partie de la discussion du projet de loi de règlement du budget de 2005 à l'exécution des crédits du ministère de la jeunesse et des sports. Baisse des crédits alloués aux associations nationales dans le cadre du FONJEP. Interrogation sur l'engagement du ministre de "dégeler" une centaine de postes FONJEP et de rétablir en trois ans l'intégralité des moyens d'action de ce fonds. Question sur le retard du ministère de la jeunesse et des sports dans l'amélioration du contrôle de sa gestion du fait du report sur 2006 de certaines dépenses informatiques.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5361, 5363) : regrette l'utilisation par le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat de la tribune du Sénat à des fins politiques et électorales. Défavorable à l'établissement de normes indicatives de régulation des dépenses locales et à la révision du contrat de croissance et de solidarité. Atteinte au principe constitutionnel de libre administration des collectivités locales et aux fondements de la décentralisation. Débat sur l'évolution des dotations de l'Etat indissociable d'une profonde réforme de la fiscalité locale. Difficulté d'application de la comptabilité M14 dans les communes.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7584, 7586) : ultime délestage financier sur les collectivités territoriales du dernier budget de la législature. Accélération de la tendance à la hausse des impôts locaux depuis 2002. Accroissement probable de la pression fiscale locale en 2007. Manque à gagner résultant de la réforme de la taxe professionnelle. Elargissement des compétences des collectivités en 2006. Sous-évaluation de la compensation des compétences transférées dans le cadre de l'acte II de la décentralisation. Exemple du RMI. Perte de dynamisme de certains impôts transférés. Exemple de la TIPP. Augmentation contrainte du taux des quatre taxes directes locales. Impact toutefois modéré dans la hausse des prélèvements obligatoires locaux. Nécessité de tenir compte du dynamisme des assiettes locales. Incertitude quant à l'évolution des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements en cas d'accalmie sur le marché immobilier.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

### Conseil et contrôle de l'Etat

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9381, 9382) : dotation des frais de justice. Postes de magistrats administratifs. Délais de jugement devant les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs. Réflexions du Conseil économique et social : représentativité

syndicale et aménagement des ressources des collectivités territoriales. Nouvelles missions de la Cour des comptes d'assistance au Parlement. Statut des personnels détachés par Bercy. Indicateurs de performance pour 2008. Sous réserve de ces observations, recommande l'adoption des crédits de la mission et de chacun de ses trois programmes.

**FRÉVILLE (Yves)**  
sénateur (Ille-et-Vilaine)  
UMP-R

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Défense [n° 78 tome 3 annexe 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Défense.

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Article 1er** (p. 130) : s'abstient sur cet article.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2905, 2906) : favorable au sous-amendement n° 37 de Mme Michelle Demessine (définition des

logements sociaux) déposé sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2918) : intervient sur l'amendement n° 261 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à toutes les communes d'Ile-de-France). (p. 2920, 2921) : demande de précision sur l'application de l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage). (p. 2926) : intervient sur les amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) et n° 313 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2988) : crainte d'inconstitutionnalité de l'amendement n° 463 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). Invoque l'article 40 de la Constitution au sujet de cet amendement ; l'article 40 n'est pas applicable. - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans*) (p. 3000) : favorable au sous-amendement n° 227 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme). - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3004) : droit de recours des associations. Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5226, 5227) : nouvelle forme d'examen du budget. Données chiffrées. Questions de la compatibilité de l'augmentation des dépenses avec la régulation budgétaire et du respect des exigences définies par la loi de programmation militaire. Eclatement du budget d'équipement en trois programmes en 2007.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (23 octobre 2006) - **Article 9 ter** (art. L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales - *Imputation des contributions des communes associées au syndicat en section d'investissement*) (p. 7060) : favorable à l'amendement de suppression n° 524 de M. Yves Coquelle.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Défense**



- (4 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9467, 9469) : programme "Equipement des forces". Respect de la loi de programmation militaire. Priorités du Gouvernement. Se ralliera à la position de la commission des finances. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 9500) : son amendement n° II-13 : information par le Parlement sur le coût total d'un programme d'armement et sur l'échéancier prévisible ; adopté. (p. 9501) : son amendement n° II-14 : modalités de rétablissement des crédits correspondant à la TVA en cas d'opération d'externalisation ; adopté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 décembre 2006) (p. 9502) : précise qu'il a voté pour l'amendement de M. Jean Arthuis visant à réformer la majoration de pension versées aux fonctionnaires retraités résidant outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - **Article 51 bis** ("*Gel*" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne) (p. 9788) : défavorable aux amendements de suppression n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-220 de M. Jacques Blanc.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10014) : intervient sur l'amendement n° II-304 de M. Claude Domeizel (octroi du bénéfice du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle aux communes situées à proximité d'un site générateur de cette taxe, qu'elles relèvent de départements qui soient limitrophes du site ou non). - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10037) : soutient les amendements de M. Joël Bourdin n° II-181 et II-180 (repli) ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10043) : ses amendements n° II-253 et II-254 : prorogation de deux ans de la période transitoire en matière d'organisation de la collecte et de l'élimination des déchets et de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10061, 10062) : ses amendements n° II-249 : prise en

compte, dans le calcul des attributions de compensation des EPCI à TPU, des reversements de fiscalité opérés en application des engagements conventionnels pris antérieurement par les communes dans le cadre de l'article 11 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ; et n° II-247 : précision, en cas de fusion d'EPCI, des modalités de fixation des attributions de compensation de la TPU en fonction de la situation des communes avant la fusion, selon des dispositions similaires à celles applicables en cas de création ; adoptés. (p. 10064) : intervient sur les amendements de M. Jacques Valade n° II-337 (indexation de la DGF des communautés urbaines sur l'indice des prix) et n° II-339 (repli). (p. 10068, 10069) : ses amendements n° II-248 : prorogation d'un an de la possibilité pour les communes membres d'un EPCI à TPU de procéder à la réévaluation des charges transférées à l'intercommunalité avant la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; n° II-250 : précisions quant aux conventions de partage de la fiscalité, jusqu'au 31 décembre 2003, entre les communes et leurs groupements pour la réintroduction dans ce partage de l'ancienne compensation de la part "salaires" ; n° II-251 : prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe professionnelle ; et n° II-252 : prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 10** (*Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 10407, 10409) : son amendement n° 134 : modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10662) : favorable à l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10676, 10677) : son amendement n° 133 : instauration d'une réduction du ticket modérateur pour les EPCI ayant un produit fiscal par habitant inférieur à la moyenne de leur catégorie ; adopté. - **Article 43 quinquies** (*Suppression de certaines règles de plafonnement des dotations de péréquation aux communes*) (p. 10705) : son amendement n° 135 : simplification ; adopté.

**FRIMAT (Bernard)**  
*sénateur (Nord)*  
*SOC*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (24 février 2006) (p. 974, 975) : articles 44 et 49 du règlement. Conditions de travail difficiles. Nécessité de prendre connaissance de l'ensemble des amendements. Demande une suspension de séance de deux heures.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 994, 995) : article 49 du règlement. Naissance des sous-amendements

au cours du débat. Droit de déposer des sous-amendements. Atteinte par le Gouvernement à l'exercice du droit d'amendement. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1011) : défavorable à l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage). (p. 1019, 1020) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage).

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1203) : article 36, alinéa 6 du règlement du Sénat. Hommage à la présidente sur sa manière de mener les débats. (p. 1219) : impossibilité de prononcer la clôture de la discussion de l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu) en application de l'article 38, alinéa 2 du règlement du Sénat.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1488) : s'insurge contre les propos tenus par le rapporteur. - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) (p. 1545) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1556) : défavorable à cet article dont la place se trouve dans un texte relatif à la prévention de la petite délinquance. (p. 1559, 1561) : défavorable aux amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité).

- **Commission mixte paritaire** [n° 242 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2003) : nécessité de sanctionner les fuites d'informations.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 271 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2657, 2658) : saisine tardive du Parlement. Actualisation modeste des dispositions électorales. Regret du groupe socialiste de l'absence de dialogue avec le Gouvernement. Non-prise en compte des observations du Conseil constitutionnel sur les parrainages : nombre de présentateurs et publication d'une liste de ces derniers. Présentation d'un amendement par le groupe socialiste. Contrôle des comptes. Modulation du montant du remboursement forfaitaire des dépenses électorales. Conditions regrettables de ce débat. Evocation souhaitable de deux questions oubliées : le statut pénal du Chef de l'Etat et l'absence de pluralisme au sein des conseils chargés du contrôle démocratique de l'élection présidentielle. - **Article 1er** (art. 3, paragraphe 1, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Rationalisation de la procédure de présentation des candidats) (p. 2666, 2667) : son amendement n° 4 : publication de la liste intégrale des présentateurs au Journal officiel ; rejeté. Renforcement de la transparence politique. (p. 2668) : intervient sur son amendement n° 4 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2673) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte. Verrouillage du débat et du vote par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans

de la décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2836, 2837) : difficulté grandissante d'accès au droit au logement. Amendement du groupe socialiste posant la question de la discontinuité urbaine. Favorable à la suppression de l'article.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4336, 4338) : obsession du débat politique centré sur le statut des étrangers. Démarche laissant craindre une montée du sentiment xénophobe. Habillage du texte de termes positifs faussant la réalité du projet de loi. Habilité du slogan publicitaire de "l'immigration choisie". Carte "compétences et talents". Alibi au pillage de matière grise. Dégradation de la situation des étrangers en situation régulière. Augmentation des formalités, allongement des délais et réduction des droits pour l'entrée et le séjour des étrangers et des demandeurs d'asile. Durcissement des conditions du regroupement familial en contradiction avec la convention européenne des droits de l'homme. Création de nouveaux clandestins, ni régularisables, ni expulsables. Nécessité d'un projet de loi autonome pour l'immigration clandestine outre-mer. Objectif d'accélération du rythme de la politique d'éloignement. Réduction des possibilités de recours contre les décisions de l'administration. Opposition du groupe socialiste à une justice d'abattage réservée au contentieux des étrangers. Suppression choquante de la possibilité de régulariser les étrangers vivant en France depuis dix ans. Situation dramatique des jeunes scolarisés susceptibles d'expulsion après la fin de l'année scolaire. Intérêt d'une circulaire fondée sur la clémence laissant néanmoins subsister le risque d'arbitraire. Annonce de propositions sur ce point. Opposition résolue du groupe socialiste à ce projet de loi, texte d'affichage en vue de la campagne électorale présidentielle.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4386) : le groupe socialiste votera la motion n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité et présentera par la suite un recours devant le Conseil constitutionnel. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4406) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). Ne s'associera pas à cette initiative par ailleurs salutaire. Utilisation du co-développement comme prétexte pour humaniser médiocrement un projet de loi détestable. (p. 4412, 4413) : intervient sur l'amendement n° 269 de Mme Éliane Assassi (présentation par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2006, d'un plan de régularisation des sans-papiers). Inéluctabilité des régularisations massives. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4422) : intervient sur son amendement de suppression n° 145 identique aux amendements n° 3 de la commission, n° 243 de M. Gérard Delfau et n° 278 de Mme Éliane Assassi. Absence de division dans les motivations des auteurs contrairement au constat du ministre. Hommage à l'honnêteté intellectuelle du président de la commission des lois du Sénat. Nécessité de rétablir la vérité après l'opposition unanime de la commission à la création de cette nouvelle instance. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4430) : son amendement n° 147 : généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa et automaticité de la délivrance du visa en l'absence de réponse des autorités diplomatiques dans les deux mois ; devenu sans objet. (p. 4437) : le groupe socialiste apporte son soutien au sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour).

- **Rappel au règlement** - (8 juin 2006) (p. 4457) : s'associe à la demande de suspension de séance formulée par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)] (suite)** - (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4463) : le groupe socialiste votera son amendement de suppression n° 148 identique à l'amendement n° 281 de Mme Éliane Assassi. Intervient sur son sous-amendement n° 149 : limitation des possibilités de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance, déposé sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4475, 4480) : sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant), ses sous-amendements n° 517 : suppression, pour le bénéficiaire d'une autorisation provisoire de séjour à l'occasion d'une mission de volontariat, de l'obligation de signer l'engagement de quitter le territoire à l'issue de cette période ; rejeté ; et n° 523 : possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail ; adopté après modification suggérée par le Gouvernement. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4510, 4511) : ses amendements n° 156 : précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation de travail à temps partiel pendant l'année universitaire et à temps complet pendant les vacances universitaires ; retiré ; et n° 155 : suppression des dispositions prévoyant le retrait du titre de séjour en cas de non-respect de la réglementation du travail ; devenu sans objet. (p. 4514) : accepte de retirer son amendement n° 156 précité au profit de l'amendement n° 12 de la commission (précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée dans la limite d'un temps partiel annualisé) après confirmation par le ministre que la carte de séjour "étudiant" vaut bien autorisation de travail. - **Article 8** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour « visiteur »*) (p. 4520) : son amendement n° 157 : suppression ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 4532) : le groupe socialiste est opposé à l'article 10. Invention d'une panoplie de cartes censée lutter contre le travail illégal. Amalgamé inacceptable entre étrangers et travail illégal. (p. 4534, 4535) : maintient ses amendements n° 161 : suppression des restrictions apportées à l'exercice par les étrangers d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale et n° 162 : suppression des dispositions fixant les conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire destinée aux travailleurs saisonniers. Sur l'amendement n° 20 de la commission (extension du bénéfice de la carte de trois ans "salarié en mission" aux étrangers détachés au sein d'un même groupe mais titulaires d'un contrat de travail établi en France et facilitation de la venue en France des membres de leur famille), le groupe socialiste s'opposera au sous-amendement n° 527 de M. Hugues Portelli (renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salarié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille) non examiné par la commission et qui durcit la position initiale de la commission à l'encontre du conjoint. - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont*

le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal) (p. 4539) : intervient sur son amendement de suppression n° 163. Prend acte du désaccord avec le ministre sur la logique du texte, tout en étant d'accord sur le principe de lutter contre le travail illégal. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4551, 4552) : intervient sur son amendement de suppression n° 164. Opposition résolue du groupe socialiste à cet article, tête de gondole d'un texte répressif. Utilisation du codéveloppement comme un cache-misère.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er (précédemment réservé)** (chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour) (p. 4568) : opposition à la distinction entre immigration "choisie" et immigration "subie". Son amendement n° 144 : suppression ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4573, 4574) : refus de l'amalgame entre immigration clandestine et travail illégal. (p. 4576, 4577) : intervient sur son amendement n° 166 : suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers. - **Article 14** (art. L. 341-6 du code du travail - Obligation pour les employeurs de vérifier la validité de l'autorisation de travail) (p. 4580, 4582) : son amendement n° 168 : suppression ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4615) : favorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Éliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 67 (priorité)** (chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers) (p. 4658, 4660) : son amendement n° 266 : suppression ; rejeté. Absence de traduction dans les faits du caractère bénéfique de cette mesure pourtant instaurée en 1993. - **Article 71 (priorité)** (art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4664) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 93 de M. Georges Othily (habilitation des agents des sociétés de transports non urbains de voyageurs en Guyane à demander la production d'un titre d'identité ou de séjour régulier lors de l'embarquement des passagers au départ d'une commune frontalière).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4765, 4766) : intervient sur son amendement de suppression n° 188. Message de fermeture adressé aux étrangers, en cohérence avec l'esprit de la loi auquel le groupe socialiste ne souscrit pas. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4775) : s'associe à la position de M. Jean-Jacques Hyest sur l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille) identique à son amendement n° 191. - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 4777) : son amendement n° 194 : suppression ; rejeté. - **Article 32**

(art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune) (p. 4778) : son amendement n° 195 : suppression ; rejeté. - **Intitulé du chapitre IV (précédemment réservé)** (Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants de l'Union européenne et des membres de leur famille) (p. 4782) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 504 de M. Hugues Portelli (nouvel intitulé du chapitre IV - Dispositions relatives à l'entrée et au séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille). - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4787) : son amendement n° 232 : suppression ; rejeté. - **Article 21 (précédemment réservé)** (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Péremption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4803, 4805) : intervient sur son amendement de suppression n° 237. Souhait d'un débat sur les raisons de l'orientation répressive s'agissant des ressortissants de l'Union européenne.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4823, 4832) : ses amendements n° 199 : garantie d'un jour franc, préalablement à leur rapatriement, aux mineurs refusés d'entrée sur le territoire ; et n° 198 : interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 34** (p. 4835, 4836) : son amendement n° 268 : précision de la notion de demande d'asile manifestement infondée ; rejeté. - **Article 34** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé - Coordination) : son amendement n° 197 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 35** (chapitre I du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Intitulé - Coordination) (p. 4837) : son amendement n° 200 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 4845, 4846) : remise en cause du principe de la collégialité des tribunaux administratifs. Réforme contestée dans les milieux judiciaires. Explosion attendue des contentieux en contradiction avec l'objectif de désengorgement des tribunaux administratifs. (p. 4850, 4851) : intervient sur son amendement n° 208 : précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire français sont jugés en formation collégiale. Souhait du groupe socialiste que le Parlement se prononce sur le principe essentiel de la collégialité pour juger le contentieux des étrangers. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 50 de la commission (suppression de dispositions de nature réglementaire). - **Article 42** (art. L. 512-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours à des magistrats honoraires - Suppression des arrêtés de reconduite notifiés par voie postale) (p. 4852, 4853) : son amendement n° 209 : suppression de la possibilité de recourir à des magistrats honoraires pour statuer sur le contentieux de reconduite à la frontière ; rejeté. - **Article 43** (art. L. 512-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination) (p. 4854) : son amendement n° 210 : suppression pour coordination ; devenu sans objet. - **Article 44** (art. L. 512-5, L. 513-1, L. 514-1 et L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière) : son amendement n° 211 : suppression ; rejeté. - **Article 45** (chapitre III du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français) (p. 4855) : son amendement n° 212 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Possibilité de recourir à des magistrats honoraires) (p. 4856) : son amendement n° 213 : suppression pour coordination ; rejeté. - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) : son amendement n° 214 : suppression ; rejeté. (p. 4858) : le groupe socialiste soutiendra les amendements

identiques n° 52 de la commission, n° 79 de M. Hugues Portelli et n° 102 de M. Jacques Pelletier (maintien de la possibilité pour les étrangers déboutés de leur demande d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) qui lui donnent en partie satisfaction. - **Article 48** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Caractère suspensif du recours contre la décision fixant le pays de renvoi*) : son amendement n° 215 : suppression ; rejeté. - **Article 49** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Assignation à résidence*) : son amendement n° 216 : suppression ; rejeté. - **Article 50** (art. L. 514-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Caractère non suspensif du recours contre l'obligation de quitter le territoire français en Guyane et à Saint-Martin*) (p. 4859) : son amendement n° 217 : suppression ; rejeté. - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion*) : Préoccupation et émotion suscitées par les jeunes enfants scolarisés de parents sans-papiers. Circulaire du 13 juin dernier du ministre de l'intérieur. Logique d'éloignement. Question sur le caractère cumulatif ou alternatif des critères fondant le pouvoir d'appréciation des préfets. (p. 4865) : maintient son amendement n° 219 : protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion. Satisfait des conditions de travail du Parlement. Large part au dialogue et à une écoute de qualité. - **Article 52** (art. L. 521-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Protections absolues contre les mesures d'expulsion*) (p. 4866) : son amendement n° 220 : suppression ; rejeté. - **Article 54** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Etrangers susceptibles d'être placés en rétention*) (p. 4867) : son amendement n° 221 : suppression ; rejeté. - **Article 55** (art. L. 552-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Assignation à résidence*) (p. 4868) : son amendement n° 222 : suppression ; rejeté. - **Article 56** (art. L. 624-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Sanction en cas de méconnaissance d'une mesure d'éloignement*) : son amendement n° 223 : suppression ; rejeté. - **Article 56 bis** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente*) (p. 4869) : son amendement n° 224 : abrogation des articles L. 821-1 et L. 821-6 du CESEDA autorisant la passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente ; devenu sans objet. - **Article 57** (art. 131-30-1 et 131-30-2 du code pénal - *Coordination relatives au régime de protection contre la peine d'interdiction du territoire français*) (p. 4870) : son amendement n° 225 : suppression ; rejeté. - **Article 58 ter** (*Abrogation de mesures d'expulsion - Règlement des situations antérieures*) (p. 4872) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 511 de M. Hugues Portelli (possibilité de rouvrir la procédure de réexamen des mesures d'expulsion prises avant la loi de novembre 2003 et qui auraient relevé de la législation sur la double peine si cette dernière avait existé alors). - **Article 59 bis** (art. 21-2-1 nouveau du code civil - *Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4880) : le groupe socialiste votera l'amendement de suppression n° 436 de Mme Éliane Assassi. - **Article 60 bis** (art. 21-11-1 nouveau du code civil - *Transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4882) : en appelle au règlement du Sénat s'agissant de la mise aux voix des amendements identiques de suppression n° 55 de la commission et n° 438 de Mme Éliane Assassi. - **Article 62 quater** (art. 21-28 nouveau du code civil - *Compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4889) : demande de précision sur l'amendement n° 60 de la commission (regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'obligation d'organiser une cérémonie d'accueil dans

la citoyenneté française) et votera contre. - **Article 63** (art. 26-4 du code civil - *Délai de contestation de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité*) (p. 4890) : son amendement n° 231 : suppression ; rejeté. - **Article 64** (art. L. 722-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile - *Compétence du conseil d'administration de l'OPFRA pour fixer la liste des pays d'origine sûrs*) (p. 4896, 4897) : son amendement n° 239 : suppression ; rejeté. Coexistence problématique entre une liste européenne annoncée et la liste nationale qui s'allonge. Dénie toute compétence à l'OPFRA pour fixer la composition de la liste nationale. Volonté du Gouvernement de réduire les demandes d'asile. - **Article additionnel après l'article 64 ou avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4899, 4900) : son amendement n° 260 : extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés, qui résident habituellement en France ou qui détiennent un titre de séjour d'une durée de validité au moins égale à un an ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle, à compter du 1er décembre 2008, aux étrangers exerçant un recours devant la Commission des recours des réfugiés) qui représente un progrès. Regrette néanmoins le report de la garantie à 2008 mais ne votera pas contre cet amendement. - **Article additionnel après l'article 64 ou après l'article 66** (p. 4901) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 65 de la commission (fixation à un mois, à compter de la notification de la décision de l'OPFRA, du délai de recours du demandeur d'asile devant la commission de recours des réfugiés). - **Article additionnel avant l'article 65 ou après l'article 66** (p. 4902, 4903) : son amendement n° 262 : garantie, dans les préfectures, d'une information des étrangers non admis au séjour sur leur droit de déposer une demande d'asile ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 66** (p. 4908, 4910) : son amendement n° 259 : insertion d'une division additionnelle - Chapitre ... Dispositions relatives à la procédure d'asile ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 66** : ses amendements n° 261 : renforcement des garanties des demandeurs d'asile placés en centre de rétention relativement aux informations et notifications ; et n° 267 : octroi à l'étranger qui ne parle pas français ou ne sait pas lire de l'assistance gratuite d'un interprète pour rédiger sa demande à séjourner en France au titre de l'asile ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4917, 4918) : remercie le ministre de sa présence tout au long des cinquante heures de débat. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi et, s'il revient aux affaires, gommara de l'arsenal législatif ce texte inhumain, brutal, déséquilibré, à revers de sa conception des valeurs de la République.

- **Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5473, 5476) : absence de changement fondamental dans la conception originale du texte après son passage en commission mixte paritaire. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi déséquilibré, injuste et inhumain et saisira le Conseil constitutionnel. Insertion détestable d'un dispositif relatif au codéveloppement dans un projet de loi relatif à l'immigration choisie. Réfute l'accusation de manipulation portée contre la gauche dans l'affaire des enfants scolarisés de parents étrangers sans papiers.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Article 1er** (art. L.O. 3445-1 à L.O. 3445-13 nouveaux, L. 4435-1, et L.O. 4435-1 à L.O. 4435-13 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Adaptation des lois et règlements par les départements et régions d'outre-mer - Fixation par les départements et régions d'outre-mer des règles applicables sur leur territoire dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi*) (p. 7280) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en modifiant la demande d'habilitation, en retirant au préfet la possibilité de demander une nouvelle délibération et en attribuant au Conseil d'Etat la compétence contentieuse). - **Article 4** (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Statut de Saint-Barthélemy*) (p. 7343) : favorable à l'amendement n° 297 de M. Jacques Gillot (précision). (p. 7346) : sur l'amendement n° 58 de la commission (compétence du Conseil

territorial de Saint-Barthélemy en matière de protection des espaces boisés), son sous-amendement n° 358 ; adopté. (p. 7349) ; intervient sur l'amendement n° 328 de Mme Lucette Michaux-Chevry (détermination par délibération du conseil territorial de la représentation de Saint-Barthélemy au sein d'associations et d'organismes extérieurs). - **Article 5** (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin) (p. 7382) ; intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jacques Gillot (précision). - **Article 6** (art. L.O. 6411-1 à 6475-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7418) ; son amendement n° 317 : harmonisation des dénominations des assemblées délibérantes de Saint-Pierre-et-Miquelon avec celles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ; devenu sans objet. (p. 7421, 7422) ; favorable à l'amendement n° 179 de la commission (attribution de compétences en matière d'urbanisme et de fiscalité aux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7454, 7455) : réduction de la prime majoritaire. Accès au second tour des listes arrivées en tête au premier tour. Disposition particulière pour Saint-Pierre-et-Miquelon. (p. 7460, 7461) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 314 de M. Claude Lise et n° 313 de M. Jacques Gillot (diminution de la prime majoritaire pour les élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin) ; devenus sans objet. (p. 7462) : soutient les amendements portant sur le même objet n° 315 et 316 de M. Jacques Gillot (accès au second tour de scrutin des listes ayant obtenu 10 % des suffrages exprimés lors des élections des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin) ; retirés. (p. 7466) : intervient sur les amendements identiques n° 243 de la commission et n° 292 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy). Interrogation sur l'accroissement de la dépense publique. (p. 7470) : intervient sur les amendements de coordination n° 243 de la commission et n° 322 de M. Jacques Gillot. (p. 7473, 7474) : ses amendements n° 318 : regroupement des deux circonscriptions de Saint-Pierre-et-Miquelon en une seule composée de deux sections communales ; et n° 342 : répartition des sièges de conseillers territoriaux ; devenus sans objet. (p. 7475, 7476) : intervient sur ses amendements précités n° 318 et n° 342. (p. 7476) : ses amendements de conséquence n° 343, n° 319 et n° 291 ; devenus sans objets. (p. 7480) : le groupe socialiste votera contre l'article 7.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (31 octobre 2006) - **Article 2** (art. L. 451 à L. 456, L. 462, L. 464 à L. 467, L. 473, L. 474, L. 476, L. 478, L. 479, L. 486, L. 487, L. 489, L. 490, L. 498, L. 499, L. 506, L. 507, L. 509 à L. 511, L. 519, L. 520, L. 522, l. 523, L. 530, L. 531, L. 533 à L. 535, L. 544 à L. 555 nouveaux du code électoral - Dispositions électorales spécifiques à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7519) ; intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (composition du collège électoral du sénateur de Saint-Martin).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (Evaluation du

*prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9009, 9010) : rôle du parlement français. Intérêts nationaux. Analyse des crédits. Politique économique et sociale de l'Europe.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10270, 10272) : insuffisance du texte. Cas caricatural des conseils généraux. Mesure dérisoire du "ticket paritaire". Question de la présence des femmes dans les intercommunalités. Recul de la parité du Sénat. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10303) : son amendement n° 60 : abaissement du seuil d'application du mode de scrutin à la représentation proportionnelle aux communes de 2500 habitants et plus ; rejeté. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10307) : intervient sur son amendement n° 61 : obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse) (p. 10314) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 19 de la commission (possibilité pour un groupe de conseillers qui ne disposent pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant, de compléter sa liste par des candidats de même sexe pour l'élection de la commission permanente du conseil régional). - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10326, 10328) : le groupe socialiste votera contre la totalité des amendements et sous-amendements déposés sur l'article 3 du projet de loi. En cas de retour au pouvoir le parti socialiste présentera un projet au Parlement sur la représentation des hommes et des femmes dans les conseils généraux. - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - Dispositions relatives au financement public des partis politiques) (p. 10333) : intervient sur son amendement n° 65, identique aux amendements n° 11 de M. Jean Louis Masson et n° 84 de M. Michel Mercier (application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10345, 10346) : favorable à l'amendement n° 12 de M. Jean Louis Masson (rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs). - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10357) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 38 de M. Christian Cointat (rapprochement du régime électoral de l'Assemblée des Français de l'étranger du droit commun des élections locales en matière de parité) et en faveur de l'amendement n° 63 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (application d'une stricte alternance entre candidats de chaque sexe sur les listes de candidats éligibles au scrutin de liste à l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10358, 10359) : compte tenu d'une modeste avancée de la parité dans les exécutifs, le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

**GAILLARD (Yann)**  
*sénateur (Aube)*  
UMP

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1560) : ne votera pas l'amendement n° 402 de M. Jean-Jacques Hyest (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio) (p. 1619) : défavorable à l'amendement n° 270 de Mme Bariza Khiri (sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3669, 3670) : caractère essentiel de l'interopérabilité. Pressions choquantes de certaines entreprises. Inquiétudes des créateurs de logiciels libres. Défavorable à la multiplication des autorités administratives indépendantes. Ne prendra pas part au vote sur les articles 7 et 7 bis. (p. 3685) : s'abstiendra sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection).

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3706) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), favorable au sous-amendement n° 264 de M. Pierre Hérisson (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP). - **Article 7 bis (Déclaration préalable de certains logiciels)** (p. 3711) : sa satisfaction relative au retrait de l'amendement n° 19 de la commission (suppression). - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions) (p. 3712) : importance du principe de la copie privée. - **Article 12 bis** (art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels) (p. 3735) : ses amendements n° 41 et 42 : précision ; retirés. - **Article 14 quater** (art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels) (p. 3751, 3754) : sur l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite), ses sous-amendements n° 265, 266, 267, 43 et 44 ; retirés. (p. 3753, 3754) : intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3755, 3756) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 45 et 46 : assimilation à un refus de vente de l'exclusion de certains logiciels clients de l'accès à un service de vente en ligne ; rejetés. - **Article 28 A** (art. L. 122-8 du code de la propriété intellectuelle - Droit de suite) (p. 3776) : son amendement n° 192 : charge du droit de suite ; adopté.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, auteur du rapport d'information sur la politique de l'archéologie préventive. (p. 3831, 3834) : conclusions du rapport d'information publié à la suite d'un contrôle sur le financement de l'archéologie préventive, réalisé en sa qualité de rapporteur spécial. Erreur stratégique de création d'un établissement public national. Crise financière liée aux difficultés de perception de la redevance et à la dérive de l'INRAP en matière de personnel. Recommandations de la commission des finances en 2005. Evolutions positives. Persistance de nombreuses interrogations,

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds forestier national.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000 à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (n° E 3028) [n° 26 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Culture - Compte spécial : avancées à l'audiovisuel public [n° 78 tome 3 annexe 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Culture.**

en particulier dans la définition d'une politique nationale de l'archéologie préventive.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (31 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4232) : intervient sur l'amendement de M. Bernard Piras n° 55 (modalités de prise en compte de la durée d'amortissement pour les biens existants avant le 1er janvier 2005). Applicabilité de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information - Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Article 2** (p. 5424) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (rectification), ainsi qu'au texte issu de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5542, 5543) : s'exprime au nom des forestiers. Proposition d'amendement. - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques) (p. 5597, 5598) : soutient l'amendement n° 408 de M. Bernard Murat (précision) ; adopté. - **Article 14 quater** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - Simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable) (p. 5601) : son amendement n° 245 : extension aux terrains en nature de bois et forêts des cas de dérogation à l'obligation générale d'acquisition ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 32** (art. L. 212-5 et articles L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Contenu et portée juridique du SAGE) (p. 5744) : son amendement n° 244 : possibilité de passer des conventions rémunérées entre les acteurs publics gestionnaires de la ressource en eau et les propriétaires forestiers ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8794, 8795) : sur l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéficie de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés) auquel il est favorable, ses sous-

amendements n° I-26 : conditions d'exploitation commerciale ; retiré ; et n° I-27 : ouverture du dispositif à d'autres associations et fondations reconnues d'utilité publique et agréées par le ministère chargé du budget ; adopté. - **Article 9** (*Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation*) (p. 8842, 8843) : soutient l'amendement n° I-93 de M. Roland du Luart (remplacement de l'amortissement des frais d'acquisition des titres de participation par un étalement extracomptable) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9063, 9064) : apports du Sénat. Le groupe UMP votera la première partie de ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9589, 9590) : forêt. - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9621) : ses amendements, portant sur le même objet, n° II-75 et II-76 : extension du bénéfice du Fonds d'épargne forestière aux groupements de gestion de propriétés forestières publiques ; adoptés.

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9898, 9899) : présentation des crédits. Poids des grands établissements. Organisation du ministère. Evaluation de la performance. Patrimoine. Archéologie préventive. Création. Financement du cinéma. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9920) : accepte l'amendement n° II-263 du Gouvernement (conséquence). - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9923) : accepte l'amendement n° II-261 de M. Jacques Valade (statut social des intermittents du spectacle). (p. 9925, 9926) : son amendement n° II-344 : possibilité d'installer des bâches publicitaires pour financer la restauration de monuments historiques ; adopté. - **Article additionnel après l'article 65** : s'oppose à l'amendement n° II-283 de M. Serge Lagache (relèvement de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée).

**GARREC (René)**  
sénateur (Calvados)  
UMP

Questeur du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie) (p. 2121) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jacques Mahéas (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie). Objet des avis du Conseil d'Etat.



- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3561, 3563) : son amendement n° 96 :

exception en faveur de l'enseignement et de la recherche ; devenu sans objet.

**GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série C))  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 292 (2005-2006)] autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 369 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Culture - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 449 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 490 (2005-2006)] (26 septembre 2006) - **Traités et conventions.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 478 (2005-2006)] autorisant la ratification du traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg [n° 99 (2006-2007)] (6 décembre 2006) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 68 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'État de l'Amapá [n° 100 (2006-2007)] (6 décembre 2006) - **Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les armes à sous-munitions [n° 118 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 163, 165) : modernisation du code civil. Protection de la dignité humaine. Lutte contre les mariages forcés. Appréciation de la sincérité des mariages célébrés à l'étranger. Devoirs entre les époux : fidélité, secours, assistance et respect.

- *Commission mixte paritaire* [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2049, 2050) : texte consensuel. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Lutte contre les mariages forcés. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (8 juin 2006) - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 4468, 4472) : son amendement n° 133 : dispense de signature du contrat d'accueil et d'intégration pour l'étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement français secondaire à l'étranger pendant au moins trois ans ; adopté après modification suggérée par la commission. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4509, 4512) : son amendement n° 143 : attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger qui a effectué sa scolarité dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger ; retiré au profit de l'amendement n° 135 de M. Jacques Legendre (attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - *Acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 4875, 4876) : son amendement n° 134 : suppression des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée de l'étranger ne justifiant pas d'une résidence ininterrompue pendant au moins trois ans en France à compter du mariage pour l'acquisition de la nationalité française ; retiré. (p. 4878, 4879) : refuse de se rallier à l'amendement n° 242 de

M. Christian Cointat (non-application des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée pour l'acquisition de la nationalité française si l'étranger prouve que son conjoint français a été inscrit, pendant la durée de leur communauté de vie à l'étranger, au registre des Français établis hors de France) et s'abstiendra sur l'article afin de ne pas voter contre le Gouvernement. Retire son amendement précité n° 134.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 8** (*art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance*) (p. 5046, 5048) : son amendement n° 127 : rôle des comités consulaires pour la protection des enfants français en danger établis hors de France ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 292 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5183) : extension, à la demande des pays africains et océaniques, de la conception du patrimoine culturel afin d'y inclure les oeuvres non bâties. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5238) : moyens budgétaires de l'Eurofor en Bosnie. Mise en place par l'UMP d'un groupe de travail sur le suivi des réformes structurelles de l'Etat. Objectifs de la professionnalisation des armées.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6299, 6300) : lutte impérative contre la fraude au mariage dans un contexte de forte pression migratoire. Harmonisation des formalités applicables au mariage célébré tant à l'étranger qu'en France. Problème, pour les Français de l'étranger, de la

mise en oeuvre de l'audition préalable à l'obtention d'un certificat de capacité à mariage. Question des moyens dévolus aux services d'état-civil à l'étranger face à leurs nouvelles obligations. Encombrement des services juridiques à Nantes. Question sur la transcription du mariage célébré à l'étranger pour les couples binationaux dont le conjoint étranger est ressortissant de l'Union européenne. Soutiendra ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9199, 9201) : volonté du Gouvernement de maîtriser la dépense publique. Consolidation des droits du monde combattant. Retraite du combattant. Rente mutualiste. Crédits sociaux de l'ONAC. Modernisation de l'organisation administrative de l'Institut national des invalides, INI. "Décristallisation" des pensions. Premières rencontres internationales sur la mémoire partagée. Date de l'hommage aux morts pour la France de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie. Lieux de mémoire à l'étranger. Bleuets de France. Indemnisation des incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes. Le groupe UMP votera ces crédits.

#### **Défense**

- (4 décembre 2006) (p. 9486, 9488) : respect de la loi de programmation militaire. Commande directe aux PME françaises. Mise à niveau des pensions des anciens combattants. Opérations extérieures, OPEX. Avenir de la force Licorne en Côte d'Ivoire. Politique de dissuasion nucléaire. Elimination des mines antipersonnel. Mise en oeuvre à l'étranger des journées d'appel de préparation à la défense, JAPD. Votera sans hésitation les crédits de la mission "Défense".

**GAUDIN (Christian)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
UC-UDF

#### **NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ; nouvelle nomination le 4 décembre 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 198 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Politique des territoires [n° 80 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales**.

#### **INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1851, 1852) : premier texte instaurant un cadre juridique général sur ce sujet. Création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire. Principes fondamentaux. Expérience française dans ce domaine. Volonté de demeurer à l'avant-garde. Atout du nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le groupe UC-UDF votera ce texte. -

**Article 2 sexies** (*Validité des délibérations du collège*) (p. 1894) : son amendement n° 239 : secret des délibérations et des votes ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1957) : sur l'amendement n° 78 de la commission (rédaction et précision), son sous-amendement n° 240 ; adopté. - **Article 14 bis** (*Mesures transitoires pour les installations existantes et régulièrement mises en service*) (p. 1967) : son amendement n° 241 : précision ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1989) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2372, 2373) : audition par le groupe UC-UDF de représentants de la filière semenciers, de l'agriculture biologique, des consommateurs et des associations de protection de l'environnement. Amendements tendant à préciser le contenu de l'information, la transparence et la coexistence des producteurs. Mise en pratique, à l'occasion de l'examen de ce texte, de son expérience de jumelage avec un membre de l'académie des sciences en vue de favoriser la relation entre la science et la société. Diabolisation des plantes génétiquement modifiées, PGM, au nom du principe de précaution. Interdiction de leur culture en Europe. Blocage des essais au détriment du développement et de la compétitivité de l'agriculture européenne. Accroissement de la dépendance agroalimentaire à l'égard du reste du monde. Situation paradoxale compte tenu de la diversité des sols et des climats en Europe. Intérêt démontré des biotechnologies en médecine. Intérêt réel en agriculture. En appelle à l'information et à la transparence pour éclairer le débat. Bien-fondé du texte. Encadrement et ajustement de l'utilisation raisonnée des OGM.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4126, 4128) : projet de loi faisant suite à la loi Bataille de 1991 sur les déchets radioactifs. Bien-fondé de l'évaluation dans le temps des différents modes de gestion des déchets. Importance du facteur confiance. Interrogation sur la phase de la transmutation. Primauté de la prise en compte des générations futures sur les questions de pure rentabilité. Importance de la condition de réversibilité. Texte cohérent et équilibré. Facteurs de légitimité de la filière électro-nucléaire. Problème de la hausse du marché dérivé de l'électricité. Le groupe UC-UDF soutiendra ce texte.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 11 bis** (*art. L. 542-12-2 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'un fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage*) (p. 4213) : soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Biwer (fixation par décret et actualisation régulière des contributions financières acquittées par les exploitants d'installations nucléaires de base) ; retiré. - **Article 12** (*art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi*) (p. 4215) : soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Biwer (possibilité pour le président du conseil général de

déléguer la présidence du comité local d'information et de suivi à un représentant) ; retiré. - **Article 15** (*art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base*) (p. 4225) : soutient les amendements de M. Claude Biwer n° 41 (consultation des conseils généraux concernés et des groupements d'intérêt public) ; adopté ; et n° 42 (modification du coefficient multiplicateur "accompagnement") ; retiré. (p. 4228, 4229) : soutient les amendements de M. Claude Biwer n° 43 (conséquence) ; et n° 45 (extension du bénéfice de la taxe additionnelle d'accompagnement aux EPCI) ; retirés ; et n° 44 (versement aux communes par les groupements d'intérêt public du produit de la taxe d'accompagnement) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4236) : le groupe UC-UDF votera dans sa grande majorité ce texte.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4250, 4252) : vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Relance du débat nucléaire en Europe à cause du renchérissement des hydrocarbures et de la crise du gaz déclenchée par la Russie. Nécessité pour la France de rester à l'avant-garde de la technologie nucléaire. Projet de loi utile en ce qu'il donne une véritable assise juridique et publique en matière de transparence, de sûreté nucléaire et de radioprotection. Principes du pollueur-payeur et de participation du public. Avec le groupe UC-UDF, s'inquiète de la démultiplication des autorités indépendantes. Soutien du groupe sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5146, 5147) : favorable à cette proposition de loi. Législation actuelle inadaptée. Absence de réelles charges supplémentaires pour les entreprises.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Politique des territoires

- (7 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9732, 9733) : pôles de compétitivité : critères de sélection ; simplification des circuits financiers. Pôles d'excellence rurale, PER : appel à candidatures ; réévaluation de l'enveloppe. Synergies entre les pôles. Avis favorable de la commission des affaires économiques à cette politique des pôles.

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10190, 10191) : recherche en milieu polaire. Réchauffement climatique. Nécessité de placer les connaissances scientifiques au coeur de la société.

**GAUDIN (Jean-Claude)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
UMP

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 24, 31 janvier, 7, 21, 27, 28 février, 7, 14, 21 mars, 4, 11 avril, 7, 20, 27 juin, 19 septembre, 10, 17, 25, 31 octobre, 7, 8, 9, 14, 15, 21, 29 novembre et 19 décembre 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

#### INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à Mme Mariann Fischer Boel, commissaire européen** - (31 janvier 2006) (p. 387).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 399, 400) : situation très particulière des Calanques, rendant difficile l'instauration du futur parc naturel des Calanques. Nécessité d'en exclure un certain nombre de zones urbanisées, à l'exemple du camp militaire de Carpiagne, du parc Pastré et de villages avoisinants. Satisfait du maintien des pouvoirs de police des maires de Cassis et de Marseille. Pratique souhaitable de la chasse et de la pêche sous-marine dans le coeur du parc. Critique de fond s'agissant de la multiplication des établissements publics réduisant les pouvoirs des élus locaux. Texte néanmoins porteur d'un progrès.

**GAUTIER (Charles)**  
*sénateur (Loire-Atlantique)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Lituanie** - (4 avril 2006) (p. 2803).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires chinois** - (7 juin 2006) (p. 4380).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4413) : acte de générosité de la ville de Marseille : régularisation de parents sans-papiers de 693 enfants primo-arrivants accueillis dans les écoles publiques de la ville sans payer la cantine.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 6070) : intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet (reconnaissance du rôle et des diplômes délivrés par les Ecoles de la deuxième chance et les Lycées de toutes les chances). Invite ses collègues à visiter l'école de la deuxième chance de Marseille créée avec Mme Edith Cresson il y a plusieurs années et dont le succès est véritable.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 10805) : son amendement n° 52 : précision selon laquelle la nomination d'un agent sur un emploi fonctionnel de directeur général des services ou de directeur général adjoint des services de mairie d'arrondissement devrait être effectuée dans le respect de la distinction des compétences entre les mairies de plein exercice de Paris, Lyon et Marseille, d'une part, et les mairies d'arrondissement, d'autre part ; adopté.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, de la mission d'information et de la mission d'information de la commission des lois : Les délinquants dangereux atteints de troubles psychiatriques : comment concilier la protection de la société et une meilleure prise en charge médicale ? [n° 420 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1364, 1365) : exemple de sa commune de Saint-Herblain qui bénéficie d'une ZFU. Inadéquation entre les besoins des employeurs et les qualifications. Phénomène d'insécurité.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1689) : favorable à l'amendement n° 593 de Mme Annie David (maintien de la carte scolaire et de ses principes).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 271 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Article 4** (art. 3, paragraphe V, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Remboursement forfaitaire et publication des décisions relatives aux comptes de campagne) (p. 2669, 2670) : élargissement de la marge d'appréciation de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques ou, en cas de recours, du Conseil constitutionnel. Soutient l'amendement n° 5 de M. Bernard Frimat (réintroduction de deux conditions cumulatives encadrant ce pouvoir d'appréciation et précision sur le montant de la sanction) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3904, 3905) : adaptation du droit existant aux

réalités modernes de la famille. Contrat d'assurance vie absent de la réforme. Encadrement de la profession de généalogiste. Favorable à une évolution des droits du conjoint survivant. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire) (p. 3918) : favorable à l'amendement n° 122 de M. Georges Othily (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire").

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 23 sexes** (Encadrement de l'activité des généalogistes successoraux) (p. 4005) : protection des opérations de recherche d'héritiers.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4359, 4360) : nouveau texte sur l'immigration trois ans après la précédente loi, rendue inapplicable en l'absence de parution de certains décrets. Exemple de la subsistance de la double peine pour les étrangers. Poursuite d'une politique de précarisation des plus fragiles. Justification du durcissement des conditions d'acquisition de la nationalité française et du regroupement familial par un discours simpliste et démagogique. Iniquité de la carte de "travailleur temporaire". Assertions scandaleuses sur l'immigration "subie" et l'immigration "choisie". Dissimulation de mesures restreignant les possibilités d'intégration et de séjour des étrangers en France. Exemple des dispositions relatives aux quotas non mentionnées dans le texte par crainte de la censure du Conseil constitutionnel. Inefficacité du contrat d'accueil et d'intégration en l'absence de moyens d'accompagnement dans l'intégration. Projet de loi de circonstance. Illustration flagrante d'une utilisation de l'Etat à des fins partisans.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française) (p. 4483) : soutient l'amendement n° 151 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. Nombreuses questions et inquiétudes autour du contrat d'intégration. Moyen de "tri sélectif". (p. 4484) : soutient l'amendement n° 152 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions prévoyant la saisine du maire pour avis) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail) (p. 4570, 4571) : soutient l'amendement n° 165 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** [n° 433 (2005-2006)] - (14 septembre 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5955, 5956) : sa motion n° 79 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages** [n° 275 (2005-2006)] - (4 octobre 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6310, 6311) : soutient la motion n° 18 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6331) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation annuel de l'exécution de la présente loi) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7657, 7658).

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9694, 9695) : augmentation de la violence et de l'insécurité en dépit de l'arsenal législatif mis en place.

**GAUTIER (Gisèle)**  
sénateur (Loire-Atlantique)  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : Familles monoparentales, familles recomposées : un défi pour la société française. Rapport d'information sur l'activité de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes pour l'année 2005-2006 [n° 388 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. - **Discussion générale** (p. 53, 54) : réalisation possible de l'objectif à cinq ans en matière d'égalité des rémunérations.

Participation des femmes au fonctionnement de l'entreprise. Amélioration du climat social grâce à la mixité au sein des organes dirigeants de l'entreprise. Favorable à la mixité au sein des conseils d'administration. Efforts à poursuivre.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 165, 166) : sujet tabou et méconnu. Lutte contre les mariages forcés, le tourisme sexuel et les mutilations sexuelles. Débat autour de la pertinence de la médiation pénale en cas de violence conjugale. S'interroge sur l'instauration d'une circonstance aggravante en cas de viol commis entre époux. Favorable à l'assouplissement de l'obligation, pour un parent changeant de résidence à la suite de violences conjugales, d'en informer l'autre parent. Protection des femmes victimes de violences sexuelles trop souvent déclarées coupables de dénonciations calomnieuses. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 176, 177) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Guy Branger (incrimination des violences au sein du couple); rejeté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 181) : son amendement n° 11 : renforcement de la présomption d'innocence des plaignants; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B** (p. 184) : son amendement n° 12 : dispense par le juge aux affaires familiales de l'obligation d'information de changement de résidence; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 924, 925) : évolution du marché du travail. Absence de solution à l'accroissement du chômage des jeunes. Impact positif de la flexibilité de l'emploi dans les pays l'ayant introduite. Nécessaire adaptation du marché du travail en France. Examen du CPE dans le cadre d'un projet plus global de contrat de travail unique. Aspects protecteurs du CPE. Dispositif néanmoins perfectible. Voterait l'article qui institue le CPE.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1138, 1139) : soutient l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE); rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1211) : intervient sur l'amendement précité n° 503 de M. Claude Biwer. Caractère choquant de l'absence de justification de la rupture du contrat de travail.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire** [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2047) : aboutissement positif de ce texte. Travail de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Problème des femmes accusées de dénonciation calomnieuse.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres** [n° 397 (2005-2006)] - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5154, 5155) : insuffisance de la législation actuelle. Nécessité de garantir l'indépendance des arbitres. Approbation des mesures proposées. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** [n° 433 (2005-2006)] - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5921, 5922) : absence de lisibilité du texte. Mesures visant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes. Référence à la loi du 4 avril 2006 sur la lutte contre les violences faites aux femmes et regret de l'inflation législative sur

ce sujet. Déterminera son vote en fonction des amendements retenus.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 6110) : s'abstiendra sur l'amendement n° 205 de Mme Éliane Assassi (dispense d'une formation initiale et continue aux professionnels d'accueil des personnes victimes de violences conjugales) tout en souhaitant que sa demande soit prise en compte. - **Article 15** (art. 222-14-1 nouveau, art. 222-15, art. 222-48-1 du code pénal - *Renforcement de la répression contre les violences au sein du couple*) (p. 6111) : son amendement n° 101 : extension des sanctions spécifiques prévues par l'article aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 28 de la commission (extension du suivi socio-judiciaire aux parents violents), son sous-amendement n° 102 : extension du suivi socio-judiciaire aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. (p. 9854, 9855) : actions en faveur du droit des femmes.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 10266, 10268) : avancée à minima du texte. Mauvais classement de la France en matière de représentation des femmes en politique. Recommandations de la délégation. Introduction de la parité au sein des EPCI à fiscalité propre. Statut de l'élu. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10305, 10308) : son amendement n° 42 : obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des

listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10318) : intervient sur les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10322, 10323) : son amendement n° 40 : accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 21 de la commission (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux aux cas de présomption d'absence ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel), son sous-amendement n° 41 : extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux au cas de démission pour cause de limitation de cumul de mandats ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10334, 10335) : son amendement n° 44 : dotation complémentaire au titre de l'aide publique aux partis politiques respectant l'objectif de parité ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 10338) : son amendement n° 43 : limitation à trois du nombre de mandats consécutifs de même nature accomplis par un élu ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10350, 10354) : ses amendements n° 47 : application aux élus des règles relatives à la validation des acquis de l'expérience ; n° 48 : possibilité pour les élus locaux de cotiser aux régimes facultatifs de retraite par rente en cas d'interruption de leur activité professionnelle pour cause de mandat ; retirés ; et n° 46 : élargissement du droit à la suspension du contrat de travail à l'ensemble des élus locaux ; retiré au profit de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Procaccia (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail aux maires-adjoints des villes de plus de 3500 habitants et à l'ensemble des conseillers généraux, régionaux et membres de l'assemblée de Corse).

**GÉLARD (Patrice)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
UMP

#### **NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 16 janvier 2006.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

#### **DÉPÔTS**

*Rapport de l'office parlementaire d'évaluation de la législation, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation : Les autorités administratives indépendantes : évaluation d'un objet juridique non identifié (Tome 1 : Rapport) [n° 404 tome 1 (2005-2006)]* (15 juin 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport de l'office parlementaire d'évaluation de la législation*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation : Les autorités administratives indépendantes : évaluation d'un objet juridique non identifié (Tome 2 : Annexes) [n° 404 tome 2 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'expérience des parlements nationaux au sein de l'Union européenne : quels enseignements pour le Sénat ? Les exemples allemand, britannique, espagnol, finlandais, italien et polonais [n° 43 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 505 (2004-2005)] et plusieurs propositions de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 96 (2006-2007)] (5 décembre 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 171) : défavorable à l'amendement n° 14 de Mme Muguette Dini (recul de la date du regroupement familial jusqu'à la majorité du conjoint résidant en France). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 178) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 13 de M. Jean-Guy Branger et n° 15 de Mme Muguette Dini (incrimination des violences au sein du couple).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 167 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 196, 197) : dénonciation d'un coup médiatique. Désignation de la France comme le pays du monde où l'acquisition de la nationalité est la plus facile et la plus simple. Question d'un référendum sur le droit de vote des étrangers. Le groupe UMP refuse la discussion immédiate de cette proposition de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (1er mars 2006) - **Article 3 ter (Convention de stage en milieu professionnel)** (p. 1278) : intervient sur l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substituts à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire). (p. 1288, 1289) : intervient sur le sous-amendement de Mme Valérie Létard n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité). Erreur de l'opposition quant à la nature des stages. Equivalence entre la contribution de l'entreprise et celle du stagiaire qu'elle forme. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 1296) : intervient sur l'amendement de M. Nicolas About n° 831 (extension à tous les établissements publics d'enseignement supérieur des possibilités de recrutement diversifié mises en place par l'Institut d'études politiques de Paris).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (15 mars 2006) - **Article 19 (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des concours de recrutement)** (p. 2214) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 271 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2658, 2660) : accord du groupe UMP avec les conclusions du rapporteur. Adaptations nécessaires de certaines dispositions législatives relatives à l'élection présidentielle. Mise en oeuvre des observations du Conseil constitutionnel : calendrier des opérations électorales ; fixation du jour du scrutin au samedi en Polynésie française et dans les Amériques ; mise à jour de références ; établissement d'un double degré de juridiction en matière de financement de la campagne électorale ; modulation du remboursement forfaitaire des dépenses électorales en cas d'irrégularités. Non-prise en compte de la publication de l'ensemble des parrainages et de l'augmentation du nombre des propositions de candidatures. Texte relativement secondaire. Absence de surveillance des dysfonctionnements du code électoral par le Parlement. Nécessité d'une révision. En raison de la saisine tardive du Parlement, demande un vote conforme. - **Article 4 (art. 3, paragraphe V, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Remboursement forfaitaire et publication des décisions relatives aux comptes de campagne)** (p. 2670) : défavorable à l'amendement n° 5 de M. Bernard Frimat (réintroduction de deux conditions cumulatives encadrant ce pouvoir d'appréciation et précision sur le montant de la sanction). Favorable au principe de proportionnalité.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (11 avril 2006) - **Article 8 quater (art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM)** (p. 3168) : interrogation sur la constitutionnalité du sous-amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme) déposé sur l'amendement n° 90 de la commission (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture** [n° 163 (2005-2006)] - (9 mai 2006) - **Article 6 (Encadrement du contrat de volontariat)** (p. 3624, 3625) : reprise en deuxième lecture des amendements rejetés lors de la première lecture.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (7 juin 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4383, 4384) : défavorable à la motion n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Projet de loi conforme à la Constitution. Nécessité d'agir face au problème gravissime de l'immigration. (p. 4386) : avis de conformité aux traités internationaux et à la Constitution rendu par le Conseil d'Etat. Confiant quant à la décision de conformité à la Constitution qui sera rendue par le Conseil constitutionnel.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3 (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »)** (p. 4462) : ne se ralliera pas au sous-amendement n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rédaction) sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi) auquel il est favorable.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 4583) : intervient sur l'amendement



n° 140 de M. Philippe Goujon (simplification des procédures d'autorisation d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale pour les commerçants étrangers). - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4592, 4593) : arguments peu convaincants développés par l'opposition.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5115) : votera l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie).

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10261, 10264) : hommage à la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Précocité des effets de la loi constitutionnelle du 8 juillet 1999. Augmentation de la représentation des femmes dans les assemblées locales. Ses explications sur les quatre articles du texte. Demande au Sénat de voter ce projet de loi compte tenu des amendements acceptés par la commission. - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10304) : s'oppose aux amendements n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (généralisation du mode de scrutin proportionnel pour les élections municipales quel que soit le nombre d'habitants des communes) et n° 60 de M. Bernard Frimat (abaissement du seuil d'application du mode de scrutin à la représentation proportionnelle aux communes de 2500 habitants et plus) ainsi qu'aux amendements identiques n° 17 de M. Jean Louis Masson et n° 32 de Mme Muguette Dini (suppression de l'échelon spécifique des communes de 2500 à 3500 habitants dans le code électoral) et, portant sur le même objet, n° 2 de M. Jean Louis Masson et n° 37 de Mme Muguette Dini (mise en oeuvre d'une obligation de candidatures et de mesures incitatives en faveur de la parité dans le mode de scrutin des communes de moins de 3500 habitants). - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10306, 10308) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 33 de Mme Muguette Dini, n° 42 de Mme Gisèle Gautier et n° 61 de M. Bernard Frimat (obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants). - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - *Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire*) (p. 10310, 10312) : s'oppose aux amendements de Mme Valérie Létard n° 80 (respect de l'alternance homme-femme pour la désignation des adjoints aux maires et de la présence d'adjointes dans les exécutifs des communes de moins de 3500 habitants en proportion de leur nombre dans le conseil municipal) et n° 81 (obligation pour le maire de respecter l'alternance en cas de délégation de fonction à des membres du conseil municipal). S'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Muguette Dini (élection des adjoints au scrutin de liste majoritaire dans les communes de moins de 3500 habitants et composition des listes de candidats des deux sexes en proportion de leur représentation au conseil municipal) ainsi qu'aux amendements identiques n° 29 de ce dernier auteur, n° 1 de M. Jean Louis Masson et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10314, 10317) : ses amendements n° 19 : possibilité pour un groupe de conseillers qui ne disposent pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant, de compléter sa liste par des candidats de même sexe pour l'élection de la commission permanente du conseil régional ; et n° 20 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait des amendements de M. Nicolas Alfonsi n° 87 (octroi d'un délai d'un mois aux conseillers de l'assemblée

de Corse devenus membres du conseil exécutif de Corse pour démissionner), n° 86 (délai de remplacement des conseillers exécutifs de Corse en cas de vacance du siège) et n° 85 (adaptation de dispositions s'agissant de la collectivité territoriale de Corse et de l'élection des présidents des conseils généraux). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10322, 10323) : son amendement n° 21 : extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux aux cas de présomption d'absence ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel ; adopté après modification par le sous-amendement n° 41 de Mme Gisèle Gautier (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux au cas de démission pour cause de limitation de cumul de mandats) qu'il accepte. (p. 10324, 10328) : s'oppose aux amendements de Mme Muguette Dini n° 28 (suppression) et n° 29 (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 69 (élection des conseillers généraux à la représentation proportionnelle), de M. Jean-Louis Masson n° 5 (accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit), n° 4 (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux à tous les cas de vacance du siège quelle qu'en soit la cause) et n° 18 (repli) qu'il estime satisfait ainsi qu'aux amendements n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppléance obligatoire du candidat de sexe masculin par une femme), n° 40 de Mme Gisèle Gautier (accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit), n° 88 de M. Nicolas Alfonsi (fixation à 5 % le seuil de fixation des listes en Corse et à 7,5 % le seuil de maintien au second tour) et demande le retrait du sous-amendement n° 49 de Mme Catherine Procaccia (accession du suppléant au conseil général en cas de démission liée à la limitation du cumul des mandats) déposé sur son amendement précité n° 21 qu'il estime satisfait. - **Article additionnel avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 10329, 10330) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de Mme Catherine Procaccia (élection des vice-présidents des conseils généraux d'après des listes présentant proportionnellement autant de femmes qu'il y a de conseillères générales au sein de l'assemblée). - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - *Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10332, 10334) : s'oppose aux amendements n° 31 de Mme Muguette Dini (suppression), portant sur le même objet n° 9 et n° 10 de M. Jean Louis Masson (alourdissement des pénalités financières pour non-respect de la parité), ainsi qu'aux amendements identiques n° 11 de ce dernier auteur, n° 65 de M. Bernard Frimat et n° 84 de M. Michel Mercier (application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières) et demande le retrait de l'amendement n° 51 de Mme Catherine Procaccia (compétence de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en matière d'appréciation du respect de la parité et de prescription de pénalités). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10335, 10337) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de Mme Gisèle Gautier (dotation complémentaire au titre de l'aide publique aux partis politiques respectant l'objectif de parité). S'oppose aux amendements de M. Jean-Louis Masson, portant sur le même objet n° 14 et n° 15 (normalisation des formats utilisés pour les bulletins de vote), ainsi qu'au n° 13 (précision de la réglementation applicable au financement des campagnes pour les élections sénatoriales). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 10338) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Jean Louis Masson (limitation à deux du nombre de mandats exercés par un conseiller général dans le même département) et n° 43 de Mme Gisèle Gautier (limitation à trois du nombre de mandats consécutifs de même nature accomplis par un élu). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10343, 10345) : s'oppose aux amendements de Mme Muguette Dini n° 24 (instauration d'un "ticket homme-

femme" dans le scrutin de liste des élections législatives), n° 25 (élections sénatoriales au scrutin proportionnel de liste dans les départements élisant trois sénateurs et plus) et n° 26 (repli), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 71 (instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives) et n° 70 (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant au moins trois sénateurs), de M. Jean-Louis Masson n° 8 (instauration du suppléant de sexe différent du titulaire pour les députés et sénateurs élus au scrutin majoritaire) et n° 12 (rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs), et de M. Bernard Frimat n° 58 (restauration du scrutin majoritaire à deux tours dans les départements élisant deux sénateurs ou moins) et n° 59 (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant trois sénateurs ou plus). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10350, 10353) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 72, 73 et 74 (garantie du versement de l'intégralité de leur salaire aux élus municipaux, départementaux et régionaux lors de leurs absences autorisées), ainsi qu'au n° 78 (application aux élus des règles relatives à l'ouverture des droits au congé individuel de formation). Demande le retrait des amendements de Mme Gisèle Gautier n° 47 (application aux élus des règles relatives à la validation des acquis de l'expérience), n° 48 (possibilité pour les élus locaux de cotiser aux régimes facultatifs de retraite par

rente en cas d'interruption de leur activité professionnelle pour cause de mandat) et n° 46 (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail à l'ensemble des élus locaux), ainsi que de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Procaccia (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail aux maires-adjoints des villes de plus de 3500 habitants et à l'ensemble des conseillers généraux, régionaux et membres de l'assemblée de Corse). - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10356) : se ralliera à l'avis du Gouvernement pour les amendements n° 38 de M. Christian Cointat (rapprochement du régime électoral de l'Assemblée des Français de l'étranger du droit commun des élections locales en matière de parité) et n° 63 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (application d'une stricte alternance entre candidats de chaque sexe sur les listes de candidats éligibles au scrutin de liste à l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10358) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (obligation de nommer trois personnalités qualifiées de chaque sexe à chaque renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger).

**GÉRARD (Alain)**  
*sénateur (Finistère)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 80 tome 10 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Transports.**

**GERBAUD (François)**  
*sénateur (Indre)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

##### **Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9093) : augmentation des crédits de la mission "Sécurité et affaires maritimes". Plan de modernisation et de développement des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS. Poursuite du programme SPATIONAV. Modernisation du système des transmissions. Interrogation sur les groupements d'intérêt économique fiscaux. Hausse des crédits du programme "Météorologie". Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Plates-formes aéroportuaires.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire le 7 février 2006.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes le 14 mars 2006.

**GILLOT (Jacques)**  
sénateur (Guadeloupe)  
SOC-A

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7267, 7269) : mise en oeuvre de deux dispositions issues de la révision constitutionnelle de 2003. Inadaptation du droit aux réalités locales d'outre-mer. Réserves sur la traduction effective du pouvoir d'adaptation prévu à l'article 1er. Elaboration du projet de statut en collaboration avec la population de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Représentation parlementaire. Dénomination des assemblées délibérantes. Questions de la domiciliation fiscale à Saint-Barthélemy et de la protection de l'emploi local. Report à 2012 de l'accession à l'autonomie pour Saint-Martin. Difficultés de cette dernière. - **Article 4 (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy)** (p. 7342) : son amendement n° 298 : dénomination de "conseil territorial" attribuée à l'assemblée délibérante de la future collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy ; adopté. (p. 7343) :

son amendement n° 297 : précision ; rejeté. - **Article 5** (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin) (p. 7379) : son amendement n° 299 : dénomination de "conseil territorial" attribué à la nouvelle collectivité ; adopté. (p. 7380) : sur l'amendement n° 103 de la commission (attribution de l'autonomie à Saint-Martin et transfert progressif des compétences), ses sous-amendements n° 302, 303 et 304 ; retirés ; et n° 305 ; adopté. Son amendement n° 300 : autonomie attribuée à Saint-Martin et prise en compte de ses spécificités géographiques, culturelles et linguistiques ; devenu sans objet. (p. 7382) : son amendement n° 307 : précision ; rejeté. (p. 7385) : son amendement n° 308 : extension des compétences normatives de la collectivité ; devenu sans objet. (p. 7389) : son amendement n° 309 : attribution à Saint-Martin d'une nouvelle compétence en matière de protection du patrimoine foncier ; retiré. (p. 7391) : son amendement n° 306 : prévision d'actions de formation par la collectivité en faveur des enseignants ; adopté. Son amendement n° 310 : élaboration d'un plan de rattrapage permettant la construction et la rénovation d'équipements structurants et évaluation des engagements financiers respectifs de l'Etat et de la collectivité ; adopté. (p. 7402) : son amendement n° 311 : modification du calcul de la compensation des charges transférées à la collectivité ; rejeté. (p. 7404) : son amendement n° 301 : coordination ; retiré.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7465) : son amendement n° 321 : intitulé du chapitre III ; adopté. (p. 7466) : son amendement n° 292 : création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy ; adopté. (p. 7470) : ses amendements n° 322 : coordination ; n° 344 : création d'un siège de sénateur à Saint-Martin ; adoptés ; et n° 329 : création d'un siège de député à Saint-Barthélemy ; retiré. (p. 7473) : son amendement n° 330 : création d'un siège de député à Saint-Martin ; retiré.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).** - (31 octobre 2006) - **Article 2** (art. L. 451 à L. 456, L. 462, L. 464 à L. 467, L. 473, L. 474, L. 476, L. 478, L. 479, L. 486, L. 487, L. 489, L. 490, L. 498, L. 499, L. 506, L. 507, L. 509 à L. 511, L. 519, L. 520, L. 522, L. 523, L. 530, L. 531, L. 533 à L. 535, L. 544 à L. 555 nouveaux du code électoral - Dispositions électorales spécifiques à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7517) : son amendement n° 100 : coordination avec la création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy ; adopté. (p. 7519) : ses amendements n° 102 : coordination ; adopté ; et n° 103 : composition du collège électoral du sénateur de Saint-Martin ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. L. 173 du code électoral- Vote le samedi aux élections législatives) (p. 7521) : son amendement n° 104 : coordination ; adopté. - **Article 4** (art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations) (p. 7524) : son amendement n° 105 : actualisation du tableau des séries du Sénat ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9661, 9663) : réorientation des crédits au détriment des emplois aidés. Projet de zone franche globale à la Guadeloupe. Réseau de transports publics. Acuité de la crise du logement. Croissance des dépenses en faveur du RMI. Régime de réassurance au titre des catastrophes naturelles. Dépôt d'un amendement visant à proroger la taxe d'embarquement sur les passagers instituée au profit des régions d'outre-mer. Insécurité. Statut de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Ne votera pas ce projet de budget.

**GINÉSY (Charles)**  
sénateur (Alpes-Maritimes)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

**GIRARDIN (Brigitte)**  
*ministre déléguée à la coopération, au  
développement et à la francophonie*

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels [n° 389 (2004-2005)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3873, 3874) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [n° 41 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2005-2006) (p. 3874, 3875) :** demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'agence au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [n° 42 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2005-2006).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [n° 39 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3877, 3878) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices), adoptée à Londres le 5 octobre 2001 [n° 156 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3879, 3880) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [n° 221 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3880, 3881) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [n° 130 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3883) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 352 (2004-2005)] - (16 mai 2006) - Discussion générale (p. 3884) :** demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 384 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - Discussion**

**générale** (p. 5174, 5175) : droit souverain des Etats de décider de leurs politiques culturelles. Données chiffrées. Singularité de la culture. Reconnaissance de la dimension culturelle du développement et renforcement de la coopération internationale dans ce domaine. Citations. Contribution majeure de la francophonie en faveur de la promotion de la diversité culturelle dans le monde. - **Article unique** (p. 5182) : remerciements. Point de départ pour le combat de la francophonie.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 292 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - Discussion générale** (p. 5182, 5183) : dimension méconnue de l'action publique en faveur de la protection du patrimoine culturel immatériel. Définition de cette notion. Jalon important pour compléter le droit international.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions télévisuelles [n° 388 (2004-2005)] - (27 juin 2006) - Discussion générale** (p. 5185, 5186) : texte proposant un modèle de protection du patrimoine audiovisuel. Initiative soutenue par la France, pionnière en matière de dépôt légal.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention [n° 157 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - Discussion générale** (p. 5187, 5188) : extension du champ d'action d'Europol à plus d'une vingtaine d'infractions. Modifications à apporter à l'étendue du champ de ses compétences. Renforcement du rôle opérationnel d'Europol au service de la coopération policière en Europe. (p. 5190) : réponse à M. Hubert Haenel au sujet du contrôle démocratique des parlements nationaux sur les activités d'Europol. Position de la France en tête des utilisateurs d'Europol.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire [n° 293 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - Discussion générale** (p. 5191) : vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Elargissement de la notion de "dommages nucléaires". Modification des modalités financières de réparation.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)] - (3 octobre 2006) - Discussion générale** (p. 6252, 6254) : aboutissement d'un processus ayant débuté au lendemain de la chute du mur de Berlin. Exigences quant à la qualité du processus des négociations, quant au respect de l'intégrité de la construction européenne et quant au bon fonctionnement de l'Union et de ses politiques communes. Consécration de l'Europe comme un espace de paix, de sécurité et de développement économique et social. Nécessité de mener une réflexion approfondie sur le processus d'élargissement. (p. 6271) : solidarité et unification du continent européen grâce à ce cinquième élargissement.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines - (5 octobre 2006) :** sa réponse (p. 6354, 6355).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9561, 9563) : données chiffrées. Coopération culturelle. Caisses de retraite africaines. Rayonnement de la langue française. Politique alliant continuité et adaptation. Assistance technique. Augmentation de l'aide bilatérale. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9565, 9566) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de la commission des finances n° II-10 et II-11

(renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**GIRAUD (Adrien)**  
*sénateur (Mayotte)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer le 22 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (6 avril 2006) - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 3070) : nécessaire intervention de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat, ANAH, à Mayotte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4348, 4350) : importance et mérites du texte. Réponse au grand défi des mouvements migratoires. Constat préoccupant à Mayotte. Invasion d'origine comorienne et majoritairement clandestine qui met en péril la survie de l'île. Données chiffrées. Insuffisance du nombre de reconduites à la frontière. Situation démographique explosive tenant au nombre de naissances déclarées par des femmes comoriennes et aux procédures fictives de reconnaissance de paternité de jeunes comoriens. Coût des déséquilibres des systèmes de santé et d'éducation, et des dommages causés à l'environnement. Urgence d'une politique susceptible de conjurer les risques de toute nature liés au rejet de cette immigration clandestine par les Mahorais. Nécessité d'accroître l'efficacité des instruments de lutte contre cette immigration et ses filières, et de poursuivre le développement des dispositifs relatifs aux actes de l'état civil à Mayotte. Approfondissement indispensable de la politique française de coopération régionale au travers de contrats de partenariat avec La Réunion et Mayotte. Nécessité de réduire les écarts de développement entre pays, sous peine d'entraîner de véritables exodes de populations.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Question préalable** (p. 4394) : intervient sur la motion n° 1 de M. Bernard Frimat tendant à opposer la question préalable. Surpris par la tournure des débats en dépit de l'importance du problème de l'immigration pour la France et pour Mayotte. Refus de subir l'immigration clandestine de Comoriens.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** [n° 359 (2005-2006)] - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7263, 7264) : avancée considérable de ces deux textes pour Mayotte. Nombreuses exceptions au principe général. Sa proposition de créer un "comité de suivi". Lien entre l'évolution institutionnelle de Mayotte et la mise en oeuvre de son identité législative. Absence d'engagement clair sur la départementalisation. - **Article 3** (art. L.O. 6111-1 à L.O. 6181-8 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Mayotte) (p. 7314, 7315) : sur l'amendement n° 5 de la commission (possibilité pour le conseil général de Mayotte, dès 2011, d'adopter une résolution relative à l'accession de Mayotte au régime de département et région d'outre-mer) ses sous-amendements n° 325 et 324 ; adoptés. Ses amendements n° 326 : suppression d'une précision restrictive ; retiré ; et n° 327 : application de l'identité législative à trois des six domaines réservés ; rejeté. (p. 7320) : intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (fixation au 31 décembre 2013 de la date d'application du code général des impôts à Mayotte).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7490) : souhait des Mahorais d'un statut départemental. Leur déception. Attente des autres collectivités d'outre-mer. Votera en faveur de ces deux textes.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** [n° 360 (2005-2006)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**. - (31 octobre 2006) - **Article 1er** (*Dispositions complétant les statuts de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon au sein du code général des collectivités territoriales*) (p. 7504, 7505) : son amendement n° 110 : création d'un comité de suivi chargé d'évaluer l'état de préparation de Mayotte au passage à l'identité législative ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9651, 9653) : objectif d'accession de Mayotte au statut de départements français d'outre-mer. Inéligibilité de Mayotte aux fonds structurels européens : inégalité de traitement avec les autres territoires ultramarins. Lutte contre l'immigration clandestine : renforcement de la surveillance des côtes et relance de la coopération franco-comorienne. Votera les crédits de cette mission.

**GIRAUD (Francis)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé et des solidarités le 27 mai 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés le 6 novembre 2006.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

**GIROD (Paul)**  
*sénateur (Aisne)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat le 29 novembre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8192) : son amendement n° 126 : transport des donneurs d'organes ou de tissus, décédés dans des véhicules sanitaires ; adopté.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : La protection civile dans l'union européenne [n° 237 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Engagements financiers de l'État - compte spécial gestion du patrimoine immobilier de l'État - compte spécial participations financières de l'État [n° 78 tome 3 annexe 12 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1020) : favorable à l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage).

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1215) : intervient sur l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement et ajout d'une référence aux accords ou conventions collectives).

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1846, 1847) : opportunités offertes par l'énergie nucléaire. Besoin de clarification des rôles. Information des citoyens. Haut Comité de transparence sur la sécurité nucléaire. Améliorations à apporter à la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Équilibre entre information et protection du secret

industriel. Recours contentieux. Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8760, 8761) : son amendement n° I-54 : intégration dans le champ de l'abandon exprès de revenus ouvrant droit au crédit d'impôt, de la non-perception de loyers d'un logement mis à disposition d'un organisme sans but lucratif ; retiré. (p. 8762) : ses amendements n° I-53 : exonération des droits de succession des indemnités visant à réparer les dommages causés par un accident ou une maladie ; adopté ; et n° I-52 : inclusion de l'hépatite C à la liste des maladies ouvrant exonération au droit de succession des rentes versées en réparation du préjudice ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 8868) : intervient sur l'amendement n° I-186 de la commission (révision des tarifs du droit de francisation).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9033, 9035) : plafond de variation de la dette. Charge financière. Agence France Trésor. Dette sociale. Recommande l'adoption du plafond proposé.

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9342, 9344) : poids du programme "Charge de la dette et trésorerie de l'Etat" dans les crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat". Déficit budgétaire. Ratio d'endettement des administrations publiques. Extension du périmètre du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat". Programme de cessions d'immeubles. Compte d'affectation spéciale "Participations financières". Affectation des cessions d'actifs financiers de l'Etat. Recommande l'adoption des crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" et des comptes d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" et "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" sous réserve de l'adoption de

l'amendement présenté par la commission. - **Article 36 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 9349, 9350) : son amendement n° II-1 : création d'un programme "Travaux" au sein du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" ; retiré. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9352) : estime irrecevable l'amendement n° II-116 de Mme Hélène Luc (conditions de cession des titres de participation de l'Etat dans les entreprises publiques).

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9582, 9584) : dette publique. Aides communautaires. Système de contrôle de l'agriculture.

**Sécurité**

- (6 décembre 2006) (p. 9701, 9702) : fonctionnement interministériel de la mission. Souhaite un élargissement de la coordination entre l'ensemble des acteurs : sécurité civile, sécurité sanitaire. Exemple de l'accident d'AZF à Toulouse. Etiolement du projet de Cambrai. Méconnaissance du livre blanc sur le terrorisme. Votera les crédits de cette mission.

**Sécurité civile**

- (6 décembre 2006) (p. 9715, 9716) : le groupe UMP votera les crédits de cette mission. Interministérialité de la sécurité. Réflexion sur l'ensemble du corps aérien. Financement des SDIS. Revendications des pompiers. Politique européenne de sécurité civile.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p. 10471) : favorable à l'amendement n° 131 de M. Yves Détraigne (report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 34 bis** (*Aménagement du régime du droit de francisation*) (p. 10643) : favorable à l'amendement n° 26 de la commission (rééquilibrage du tarif des droits de francisation sur les bateaux de plaisance). - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 10713) : son amendement n° 153 : alignement de la base contributive sur les indemnités pour les régimes de retraite des parlementaires ; adopté.

**GODEFROY (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Manche)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**



*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2006) (p. 211, 212) : dépôt tardif d'amendements par le Gouvernement. Mépris des prérogatives du Parlement.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-

2006)] - (25 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 245, 246) : soutient l'amendement n° 40 de M. Bernard Cazeau (abrogation de l'ordonnance relative au contrat nouvelles embauches) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 259) : soutient l'amendement n° 44 de M. Bernard Cazeau (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 131-2, L. 262-10, L. 262-11, L. 262-30, L. 262-32, L. 262-39, L. 262-40, L. 262-41 et L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 266) : soutient l'amendement n° 46 de M. Bernard Cazeau (détermination des rémunérations prises en compte pour le calcul de l'allocation) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 280) : défavorable à l'amendement n° 60 de M. Philippe Adnot (instauration d'une contrepartie systématique au RMI).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion) (p. 295, 296) : soutient l'amendement n° 51 de M. Bernard Cazeau (suppression du I bis de l'article prévoyant l'information du président du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir) ; rejeté. - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion) (p. 298, 299) : soutient l'amendement n° 53 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. - **Article 10 ter** (art. L. 524-6 et L. 524-7 du code de la sécurité sociale - Pénalités applicables à la fraude à l'allocation de parent isolé) (p. 303) : soutient l'amendement n° 54 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. - **Article 10 quater** (art. L. 365-1 et L. 365-3 du code du travail - Pénalités applicables à la fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi) : soutient l'amendement n° 55 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. - **Article 10 quinquiés** (art. 50 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité - Report de la date de remise du rapport annuel d'évaluation de la loi portant décentralisation du RMI) (p. 305) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 20 de la commission (élargissement de l'objet du rapport annuel d'évaluation du RMI au nouveau dispositif d'intéressement). - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée) (p. 328, 329) : favorable à l'amendement n° 57 de M. Bernard Cazeau (suppression). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 343) : défavorable à l'amendement n° 96 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance, à titre expérimental, un nouveau dispositif d'aide au reclassement des salariés licenciés pour motif économique des entreprises de moins de 1000 salariés) qui contourne les droits du Parlement. (p. 344, 345) : demande de précision sur le dispositif en cours de préparation. Situation du titulaire du CTP à l'issue de ce nouveau contrat. Avec le groupe socialiste, ne votera pas l'amendement n° 96 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 347) : déplore le volet répressif du texte. Mépris des droits du Parlement par le recours à la procédure des ordonnances. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 890) : examen des amendements déposés. - **Demande de vérification du quorum** (p. 891) : article 51 du règlement du Sénat.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 956, 959) : sa motion n° 7 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Texte irrecevable sur le plan de la méthode et sur le plan politique. - **Rappel au règlement** (p. 973) : travail des sénateurs de l'opposition. - **Demande de**

**vérification du quorum** (p. 977) : demande une vérification du quorum par le bureau du Sénat. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 984, 985) : prise en compte indispensable des réalités. Nécessaire interrogation sur les carences de l'apprentissage. Erreur de la mise en place de l'apprentissage à quatorze ou quinze ans. Avec le groupe socialiste, votera contre l'article 1er. (p. 1010) : défavorable à l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage). (p. 1016) : son amendement n° 107 : modalités d'un retour éventuel au collège ; adopté par priorité. (p. 1021, 1022) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 497 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises). (p. 1027, 1028) : son amendement n° 103 : maintien de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans ; rejeté. (p. 1030) : son amendement n° 105 : maintien du statut scolaire jusqu'à seize ans ; rejeté. (p. 1037) : volonté de formuler des propositions concrètes en rédigeant des amendements. Intervient sur son amendement n° 108 : acquisition d'un socle commun de connaissances. (p. 1039, 1040) : intervient sur l'amendement n° 376 de Mme Dominique Voynet (rémunération minimale en faveur des jeunes stagiaires). Son amendement n° 109 : suppression de la gratification ; rejeté. (p. 1041, 1042) : son amendement n° 112 : impossibilité pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire de travailler le dimanche ; rejeté. (p. 1043) : dérogations possibles après concertation et pour certaines professions. (p. 1044) : son amendement n° 114 : garantie de la santé et de la sécurité des jeunes stagiaires ; rejeté. (p. 1047) : ses amendements n° 119 : précision ; n° 415 : impossibilité de déroger à l'interdiction de travail de nuit des jeunes ; et n° 121 : conséquence ; rejetés. (p. 1048) : ses amendements n° 124 : dérogation impossible à l'interdiction de travail de nuit pour les jeunes ; n° 125 : impossible dérogation à l'interdiction de travail du dimanche pour les jeunes ; et n° 126 : impossibilité de déroger à l'interdiction de travail les jours de fête pour les jeunes ; rejetés. (p. 1049) : son amendement n° 129 : examen médical des jeunes de moins de seize ans préalablement au début du contrat d'apprentissage ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1072) : article 36 du règlement du Sénat. Dénonciation de dérapages verbaux lors de la séance du vendredi 24 février 2006.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1089, 1090) : dénonciation d'attaques en règle contre le code du travail. Accroissement de la précarité. Taux de chômage insupportable chez les jeunes en âge de travailler. Ne votera pas ce projet de loi. - **Rappel au règlement** (p. 1111, 1112) : fonde son intervention sur l'article 44, alinéa 6, du règlement du Sénat. S'interroge sur les modalités du vote à l'issue de la présentation des amendements. - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1112, 1113) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité d'utiliser le CPE pour remplacer un salarié absent) ; rejeté. (p. 1114, 1115) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour faire face à un accroissement temporaire d'activité) ; rejeté. (p. 1124) : absence de "chantage à la Constitution". Soutient l'amendement n° 155 de Mme Raymonde Le Texier (soutien apporté aux jeunes embauchés afin de faciliter leur insertion dans l'emploi) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1147, 1148) : article 49 du règlement du Sénat. Organisation des travaux. Interrogation sur l'objectif de la réserve des votes sur les amendements déposés à l'article 3 bis. Proposition du groupe socialiste de présenter un nombre limité d'explications de vote. Énumération de toutes les procédures utilisées par le Gouvernement afin d'accélérer les débats. - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1162, 1163) : application du code du travail au CPE à l'exception des articles relatifs à la rupture du contrat et au licenciement économique. Caractère juridiquement innommable de la "période de consolidation". Indications de la jurisprudence de la Cour de cassation sur la durée raisonnable d'une période d'essai. Soutient l'amendement n° 166 de Mme Raymonde Le Texier (précision) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3**

**bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1193) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif"). (p. 1205, 1206) : favorable à l'amendement n° 153 de Mme Raymonde Le Texier (qualification de la période de consolidation en "période d'essai"). Définition de la durée raisonnable d'une période d'essai par la jurisprudence de la Cour de cassation. Sa connaissance du milieu de l'entreprise. Intervient sur l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). Licenciement de délégués syndicaux. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1226, 1227) : récapitulation des conditions de la création du CNE : projet du MEDEF ; difficulté d'application d'un contrat similaire en Allemagne ; création par ordonnance ; dispositif situé partiellement hors du droit du travail ; contentieux ; absence de création nette d'emplois. Création du CPE sous la forme d'un amendement déposé sur le projet de loi relatif à l'égalité des chances. Invocation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution lors du débat à l'Assemblée nationale. Similitudes des effets négatifs entre le CNE et le CPE. Danger pour la démocratie. Ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior) (p. 1247) : instauration de l'apprentissage junior inacceptable pour le groupe socialiste. Remise en cause de l'âge de la scolarité obligatoire. Filières discriminatoires réservées aux jeunes des quartiers sensibles en difficulté scolaire. Erreur tant sur le plan pédagogique qu'économique. Recul par rapport à l'historique des lois sur l'apprentissage. Rapport de Mme Nora Barsali constatant des discriminations raciales à l'embauche dans l'apprentissage. (p. 1258) : son amendement n° 134 : liberté des conseils régionaux de choisir de financer ou non le travail des jeunes à partir de quatorze ans ; rejeté. (p. 1260, 1261) : intervient sur l'amendement n° 605 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions autorisant des dérogations à l'interdiction du travail de nuit des jeunes travailleurs). Nécessité de revenir sur l'application du décret du 13 janvier 2006 et d'en exclure le travail de nuit des jeunes de moins de seize ans dans les cafés, tabacs et débits de boissons. (p. 1263) : satisfait de la décision du ministre de modifier le décret précité. (p. 1265) : intervient sur les amendements identiques n° 381 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans). (p. 1269) : le groupe socialiste votera contre l'article 2. Erreur économique. Nécessité de soutenir la filière de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors) (p. 1272, 1273) : opposition du groupe socialiste à l'article. Logique contestable. Promotion de l'apprentissage avec l'argent des contribuables et dans le sens du moins-disant scolaire. Son amendement n° 136 : suppression de l'octroi du crédit d'impôt pour l'accueil d'un enfant en stage d'initiation aux métiers ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés) (p. 1305) : en raison de l'intégration des apprentis de moins de seize ans dans le dispositif de l'article 1er, le groupe socialiste votera contre l'article 4 bis et s'abstiendra sur l'amendement n° 687 de M. Roland Muzeau (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage) ainsi que sur les amendements de repli n° 688 et n° 689 du même auteur. (p. 1311) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1334) : votera contre l'amendement n° 21 de la commission (possibilité pour les employeurs de procéder à des dépenses libératoires de la taxe d'apprentissage sous la forme de subventions aux CFA et aux sections d'apprentissage au titre du "hors quota"). - **Article 4 ter** (art. L. 311-10 du code du travail - Contribution des maisons de l'emploi à la sensibilisation des employeurs aux discriminations)

(p. 1336) : rôle pilote de la communauté urbaine de Cherbourg dans la création des maisons de l'emploi. - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1340) : condamnation de l'utilisation abusive de la sous-traitance. Aggravation des inégalités entre travailleurs. Considère cet article comme un cavalier législatif. (p. 1345) : défavorable aux amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). Fragilisation des salariés les moins protégés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1454) : dénonce l'interruption des travaux parlementaires à cause du déroulement de la première journée des Français de l'étranger au Sénat. (p. 1455, 1456) : proteste contre la demande de réserve portant sur les articles additionnels. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1470) : conséquences très négatives de cet article, notamment dans les communautés urbaines. Absence de création d'emploi par les multiplexes des ZFU. (p. 1477) : défavorable aux amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1522) : le groupe socialiste votera l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 89 (présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence). Soutient l'amendement n° 341 de Mme Gisèle Printz (présence d'instances de concertation et de décision au plan régional dans l'organisation de l'agence) ; rejeté. - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - *Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1557) : questions liées à l'exécution des travaux de compensation. - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil volontaire*) (p. 1570) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1635) : défavorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). Conditions de travail imposées au Sénat inacceptables.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1672, 1675) : ses amendements n° 130 : interdiction du travail de nuit des mineurs ; et n° 131 : interdiction du travail des mineurs le dimanche ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1692) : favorable à l'amendement n° 608 de M. Roland Muzeau (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit). - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1700) : protestation du groupe socialiste sur la motion n° 905 de la commission tendant à opposer l'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1710) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis). Lutte illusoire. Discrimination dès la formation dans les professions autorisées à employer des jeunes de moins de 18 ans les jours fériés et les dimanches. - **Articles additionnels avant ou après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1727, 1728) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 instaurant le contrat nouvelle embauche) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1736) : intervient sur l'amendement n° 182 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et

éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Remercie le ministre de l'annonce d'un décret sur le droit de vote des artisans étrangers aux chambres de métiers.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2008, 2009) : fébrilité du Gouvernement. Mutisme de la majorité. Rejet des mesures relatives à l'apprentissage junior, au contrat première embauche, CPE, aux zones franches urbaines, aux organismes chargés de favoriser l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations, ainsi qu'au contrat de responsabilité parentale. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3311) : favorable aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). Interroge le ministre sur le respect de son engagement de supprimer les dérogations pour les bars-tabac et les débits de boissons. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3320, 3321) : tour d'illusionniste. Efficacité non prouvée des dispositifs réactivés en remplacement du CPE. Question de la provenance du financement. Le groupe socialiste votera contre la proposition de loi.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5123) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée). Impossibilité pour les parents non mariés de faire inscrire sur le livret de famille un enfant sans vie premier né. Absence de reconnaissance de paternité pour les enfants mort-nés.

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5150) : son amendement n° 3 : application du congé de paternité aux pères d'enfants nés sans vie ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5240) : questions sur l'équipement de la marine nationale et les programmes d'armement dévolus à DCN.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5916, 5919) : texte répressif. Indispensable approche globale de la politique de prévention de la délinquance. Désapprobation de la réforme proposée de l'hospitalisation d'office et de la sanction de consommation de drogue. Rôle du maire et risque de conflit de compétences. Opposition à l'affaiblissement du secret professionnel. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6023) : intervient sur son amendement de suppression n° 253. Exemple de la communauté urbaine de Cherbourg. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6027) : intervient sur son amendement de suppression n° 254. Interrogation sur le devenir de ce dispositif en cas de déménagement de la famille.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 6119, 6121) : son

amendement n° 256 : mise en oeuvre prioritaire de l'obligation de soins en cas d'hospitalisation sans consentement de la personne ; retiré. Demander la suppression de l'article 18 du projet de loi. Inefficacité. Affichage politique. Nécessité d'une révision de la loi du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de leurs troubles mentaux. Son amendement n° 259 : information du maire de la commune où est implanté l'établissement psychiatrique pour toute hospitalisation d'office, tout renouvellement et toute sortie ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6123, 6125) : ses amendements n° 257 : suppression ; rejeté ; et n° 258 : fixation par le pouvoir réglementaire des dispositions visant à préciser le contenu de la décision de sortie d'essai ; adopté. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6128, 6129) : son amendement n° 260 : substitution au fichier national des personnes hospitalisées d'office de l'interconnexion des fichiers HOPSY gérés par les DDASS ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) (p. 6131, 6132) : son amendement n° 261 : suppression ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6133) : ses amendements n° 262 : suppression de l'article 21 ; n° 265 : suppression de l'article 22 ; n° 263 : précision selon laquelle l'exigence qu'un simple avis médical suffit pour permettre l'hospitalisation d'office vise un danger imminent et non pas l'urgence ; et n° 264 : suppression des dispositions permettant le placement dans une structure médicale adaptée ; rejetés. - **Article 23** (art. L. 3213-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) (p. 6138) : son amendement n° 266 : suppression ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - Procédure applicable au classement sans suite motivé par l'irresponsabilité pénale) (p. 6139, 6140) : ses amendements n° 267 : suppression ; rejeté ; n° 268 : nécessité de requérir des certificats médicaux plutôt que des avis avant la sortie de la personne hospitalisée d'office à la suite d'une décision de non-lieu, relaxe ou acquittement ; retiré ; et n° 269 : rétablissement de l'avis de la DDASS dans le cadre de la décision de sortie d'établissement psychiatrique de personnes hospitalisées d'office après une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 27** (chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique) (p. 6164, 6167) : sur l'amendement n° 39 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 272 ; retiré.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6377, 6378) : absence de justification de la création d'un ordre des infirmiers. Préférence pour un développement d'organisations interdisciplinaires. Absence de publication des décrets d'application de la loi Kouchner. Inadaptation du système proposé. Faible pourcentage des infirmiers libéraux. Préférence pour un renforcement des structures existantes. Le groupe socialiste votera contre le texte. - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers) (p. 6389, 6390) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 26 (caractère facultatif de l'adhésion à l'ordre des infirmiers) ; et n° 27 (refus de l'édition par le Conseil national de l'ordre des infirmiers d'un code de déontologie sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat) ; rejetés. (p. 6393, 6395) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 28 (suppression de l'échelon départemental) ; et n° 30 (obligation de concertation entre les conseils départementaux des autres ordres professionnels pour l'examen des questions communes) ; adoptés. Favorable dans la structuration de l'ordre à l'amendement n° 29 de M. Claude

Domeizel (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux). (p. 6397, 6400) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 31 (élection à la proportionnelle des collèges du conseil général) ; n° 32 (compétences du conseil des professions médicales créé par la loi du 4 mars 2002 en matière de litiges entre patients et professionnels paramédicaux) ; et n° 35 (représentation proportionnelle des collèges au sein du conseil national) ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 4311-15 et L. 4311-16 du code de la santé publique - Conditions d'exercice de la profession d'infirmier) (p. 6400, 6401) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 21 (suppression) ; et n° 36 (suppression du refus systématique d'inscription à l'ordre d'un infirmier frappé d'une interdiction dans un pays étranger) ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 4311-17 et L. 4311-18 du code de la santé publique - Dispositions de coordination concernant les conditions d'inscription au tableau de l'ordre des infirmiers) (p. 6402) : soutient l'amendement n° 22 de M. Claude Domeizel (suppression) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 4391-1, L. 4393-6 et L. 4393-8 du code de la santé publique - Exclusion des infirmiers du champ de compétences du conseil réunissant certains professionnels paramédicaux libéraux) (p. 6403) : soutient l'amendement n° 23 de M. Claude Domeizel (suppression) ; rejeté. (p. 6404) : interroge le Gouvernement sur la publication des décrets concernant les ostéopathes. - **Article 5** (art. L. 4311-24, L. 4311-25 et L. 431-28 du code de la santé publique - Dispositions de coordination concernant la suspension du droit d'exercer et les conventions passées entre les entreprises et les infirmiers) (p. 6405) : soutient l'amendement n° 24 de M. Claude Domeizel (suppression) ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 145-5-1 à L. 145-5-5, L. 145-7-1 à L. 145-7-3, L. 145-9-1 et L. 145-9-2 du code de la sécurité sociale - Dispositions de coordination concernant le contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale) : soutient l'amendement n° 25 de M. Claude Domeizel (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6407) : soutient l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel (rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux évolutions possibles du conseil supérieur des professions paramédicales) ; adopté. (p. 6409) : défavorable à l'amendement n° 42 du Gouvernement (délégation de la gestion matérielle des conseils de la formation médicale continue aux ordres des médecins et des chirurgiens-dentistes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6410, 6411) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]** - (7 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7692) : modification de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Possibilité de gestion des ports non autonomes par des syndicats mixtes. Cas des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7735, 7738) : réponse contestable au triple défi du pouvoir d'achat des ménages, des relations du travail et de la mutation du capitalisme. Mise en oeuvre d'une logique de flexibilisation des salariés et du partage des risques avec l'introduction du "dividende du travail". Rupture avec la garantie statutaire du salariat. Faux-semblant du pouvoir des salariés dans les entreprises. Nécessité de donner un pouvoir de "codétermination" aux représentants du personnel, à l'exemple de l'Allemagne, et de représenter les salariés dans les conseils d'administration. Danger de la "patrimonialisation" du salariat au regard des retraites et des cotisations vieillesse. Poursuite de la substitution déjà amorcée de l'épargne salariale aux salaires, sans compensation des régimes de retraite. Introduction de dangereux cavaliers dans le projet de loi dénaturant l'équilibre trouvé au sein du Comité supérieur de la participation. Suppression pertinente par l'Assemblée nationale d'un certain nombre d'entre eux. Opposition du groupe socialiste à nombre de cavaliers maintenus par l'Assemblée nationale et directement inspirés par le patronat, en particulier la restriction de l'information du comité d'entreprise et le congé de mobilité proposé aux salariés menacés de licenciement. Ressentiment légitime des syndicats devant le double jeu permanent du

patronat et du Gouvernement. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 1er A** (*Notion de dividende du travail*) (p. 7750, 7751) : son amendement n° 77 : suppression ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - *Supplément d'intéressement ou de réserve de participation*) (p. 7758) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 31 de la commission (réaffirmation du caractère collectif du supplément d'intéressement). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7766) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 3 (déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu). Question du montant de cette mesure de pure défiscalisation et de sa compensation pour la sécurité sociale. - **Article 3** (art. L. 132-27, L. 441-2 et L. 444-4 du code du travail - *Intéressement dans les groupements d'employeurs ou dans les groupements d'intérêt économique*) (p. 7767, 7768) : ses amendements n° 82 : rétablissement de l'obligation pour l'entreprise qui se dote d'un accord d'intéressement, de négocier cet accord dans chacune de ses filiales ; rejeté ; et n° 83 : suppression des dispositions relatives au calcul de la réserve de participation dans les groupements d'intérêt économique ; adopté. - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - *Négociation de régimes de participation au niveau des branches*) (p. 7773) : le groupe socialiste regrette de ne pouvoir voter en faveur de l'amendement n° 41 de la commission (amélioration des dispositions permettant la mise en place unilatérale de la participation en cas d'échec des négociations), plein d'ambiguïtés. - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - *Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation*) (p. 7774) : son amendement n° 87 : suppression pure et simple de la faculté du report déficitaire ; devenu sans objet. - **Article 8** (art. L. 132-27, L. 441-2, et L. 444-11 nouveau du code du travail - *Modalités de conclusion et de dépôt des accords de participation et d'intéressement et des règlements de plan d'épargne salariale*) (p. 7783, 7784) : son amendement n° 89 : suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour l'autorité administrative de demander le retrait ou la modification des dispositions illégales d'un accord d'intéressement ; retiré. - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - *Plan d'épargne retraite collectif*) (p. 7789) : ses amendements n° 91 et 92 : suppression de la possibilité de verser les droits inscrits au compte épargne-temps sur le PERCO ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 12** (art. 163 A du code général des impôts - *Imposition des droits inscrits sur un compte épargne-temps et utilisés pour abonder un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 7817) : son amendement n° 93 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7819) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (possibilité pour les adhérents de la PREFON de racheter leur droit en cas d'invalidité, de cessation d'activité ou lors de l'expiration des droits à assurance chômage). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7823, 7824) : sur l'amendement n° 50 de la commission (autorisation pour les ouvriers d'Etat travaillant pour DCN de bénéficiaire d'un plan d'épargne entreprise), son sous-amendement n° 225 ; adopté. - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - *Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7831, 7832) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 53 de la commission (rédaction) et votera le sous-amendement de la commission saisie pour avis n° 11. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 7833) : son amendement n° 115 : assouplissement des conditions de transfert de la gestion des activités sociales et culturelles des comités d'établissement au comité central d'entreprise ; adopté. - **Article 16** (art. L. 443-5 et L. 443-6 du code du travail et 217 quinquies du code général des impôts - *Encouragement à l'actionnariat salarié*) (p. 7845) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 55 de la commission (prise en compte du cas du président d'une société par actions simplifiée et amélioration de l'articulation des dispositions du code du travail et du code de commerce). - **Article 22 (priorité)** (*Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité*) (p. 7859) : son amendement n° 100 : limitation de la durée totale des mises à disposition ; rejeté. (p.7860) : son amendement n° 102 :

garanties en faveur de l'information des représentants du personnel ; rejeté. (p.7861) : son amendement n° 104 : précision ; adopté. (p. 7862) : intervient sur son amendement n° 99 : suppression. - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - *Congé de mobilité*) (p. 7865) : ses amendements n° 105 : suppression ; rejeté ; et n° 106 : conditions de mise en oeuvre du congé de mobilité ; devenu sans objet. (p. 7866) : son amendement n° 108 : information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel de l'entreprise qui accueille un salarié en congé de mobilité ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 30 (priorité)** (p. 7875, 7876) : défavorable à l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyest (revalorisation de l'indemnisation des conseillers prud'homaux). - **Articles additionnels avant l'article 32 ou après l'article 36 (priorité)** (p. 7878) : défavorable à l'amendement n° 127 de M. René Beaumont (indemnisation des temps de déplacement professionnel excessifs). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 423-7, L. 433-4 et L. 620-10 du code du travail - *Clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles*) (p. 7879, 7880) : défavorable à l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement de cet article). - **Article 33 (priorité)** (art. L. 117-5, L. 117-14, L. 117-16 et L. 118-2-2 du code du travail - *Modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public*) (p. 7882) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de cet article). - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7885) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 128 de Mme Catherine Procaccia (validation législative des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat et concernant les entreprises de transport). - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - *Création du chèque-transport*) (p. 7892, 7894) : son amendement n° 116 : utilisation des chèques-transport pour financer l'achat de véhicules à deux roues non motorisés ; rejeté. - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Régime fiscal et social du chèque-transport*) (p. 7897, 7898) : son amendement n° 119 : suppression des exonérations fiscales et sociales attachées au chèque-transport ; rejeté. (p. 7899) : soutient l'amendement n° 212 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur le revenu pour le remboursement au salarié de la part contributive de l'entreprise à ses frais de transports collectifs) ; devenu sans objet. - **Intitulé du chapitre IV** (p. 7909) : intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7945, 7946) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

#### - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

##### *Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 8098, 8100) : son amendement n° 135 : encadrement des stock-options en les soumettant aux cotisations et contributions sociales ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - *Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8102) : défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 76 (suppression de l'élargissement du dispositif de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises, ACCRE). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8110) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires). - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8118) : soutient l'amendement n° 227 de M. Claude Domeizel (rédaction) ; rejeté. - **Article 12 bis** (*Validation de*

*l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration*) (p. 8119, 8120) : problème juridique. Avec les sénateurs socialistes, ne votera pas cet article. - **Article 13** (art. L. 320-2 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-10 du code rural - Indemnités de départ volontaire) (p. 8123, 8124) : son amendement n° 136 : suppression ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 122-14-13 du code du travail - Exonération généralisée de cotisations sociales des indemnités de départ à la retraite) (p. 8127) : son amendement n° 137 : suppression ; adopté.

#### Quatrième partie :

- (17 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8314) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Alquier (rapport au Parlement sur les conditions d'harmonisation des statuts des praticiens hospitaliers) ; retiré compte tenu des propos du ministre. - **Article 42** (art. 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée) (p. 8314, 8316) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 247 (élargissement des possibilités de reconstitution hospitalière et médico-sociale en supprimant la répartition actuelle entre les unités de soins de longue durée, USLD, et l'hébergement médico-social) ; n° 244 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA, des analyses transversales réalisées dans les établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes) ; n° 245 (prise en compte des personnes atteintes de pathologies de type Alzheimer dans la répartition des capacités d'accueil) ; rejetés ; n° 246 (précision) ; adopté ; et n° 243 (prise en compte des schémas gérontologiques départementaux dans la répartition des capacités d'accueil) ; retiré. - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8318, 8320) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 248 (fixation du cahier des charges de l'évaluation externe par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ; n° 252 (contribution des collectivités territoriales et de l'assurance maladie au financement de l'agence) ; n° 249 (report des dates limites de réalisation des évaluations internes et externes des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ; n° 250 (maintien de ses missions au Conseil national de l'évaluation sociale et médico-sociale jusqu'à l'installation effective de l'agence) ; rejetés ; et n° 251 (nomination du président du conseil d'administration et du directeur général de l'agence par décret) ; retiré au profit de l'amendement n° 434 du Gouvernement (nomination du directeur de l'agence par décret). (p. 8326) : le groupe socialiste votera l'amendement précité n° 434 du Gouvernement mais s'abstiendra sur l'article 43 du projet de loi en raison du rejet de ses amendements. - **Article 44** (Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8327, 8328) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 254 (limitation de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins aux seuls établissements habilités à l'aide sociale) ; et n° 253 (extension du dispositif aux amortissements des investissements immobiliers) ; rejetés. (p. 8330) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 44 du projet de loi compte tenu du rejet de l'amendement précité n° 253 de M. Bernard Cazeau. - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents) (p. 8332, 8334) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 258 (extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD) ;

n° 257 (mise en place d'un processus de concertation préalable à l'élaboration de la convention type prévue par l'article) ; et n° 256 (nécessité d'un avenant à la convention tripartite pour l'intégration des dispositifs médicaux) ; rejetés. Le groupe socialiste est favorable aux amendements de la commission, de précision n° 34 et n° 35 ainsi qu'au n° 36 (insertion des EHPAD dans la liste des personnes et établissements pouvant être sanctionnés pour inobservation des règles du code de la sécurité sociale). - **Article 47** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans) (p. 8338) : le groupe socialiste votera l'article 47 du projet de loi. - **Article additionnel après l'article 47 ou après l'article 54** (p. 8339) : le groupe socialiste soutient l'amendement n° 284 de M. Guy Fischer (garantie d'un reste à vivre au moins égal à 30 % du minimum vieillesse pour les personnes âgées dépendantes). - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 8345) : le groupe socialiste votera contre l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007). - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel) (p. 8349) : demande de précision sur les conséquences de l'amendement n° 409 du Gouvernement (constitution du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins par fusion du FAQSV et de la dotation nationale de développement des réseaux) au regard des crédits alloués à la médecine de ville. - **Article 51** (art. L. 3110-5-1 à L. 3110-5-3 et art. L. 3110-10 du code de la santé publique - Création d'un fonds de prévention des risques sanitaires) (p. 8355) : situation problématique des médecins inspecteurs de santé publique. - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8362) : estime scandaleux et inacceptable l'amendement n° 416 de la commission (réservation prioritaire aux organisations représentatives de la signature et du droit d'opposition en matière conventionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8392) : son amendement n° 138 : application, à compter du 1er juillet 2006, des taux majorés aux rentes d'ayants droit de victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle quelle que soit la date de l'accident ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 60 ou après l'article 61** (p. 8393) : son amendement n° 139 : exonération des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles du versement forfaitaire d'un euro par acte ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8394, 8396) : ses amendements n° 140 : point de départ des prestations accidents du travail-maladies professionnelles ; et n° 141 : possibilité de recours en appel pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle contre une décision fixant un taux d'incapacité inférieur à 10 % ; rejetés. - **Article 60** (Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 8411, 8412) : insuffisance des ressources prévues pour les fonds amiante en dépit des déclarations du ministre. Nécessité de concrétiser la proposition des deux assemblées du Parlement portant sur l'accès au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, sur une base individuelle. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8413, 8415) : le groupe socialiste votera les amendements de la commission n° 57 (augmentation progressive de la part de l'Etat dans le financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA, pour atteindre 30 % en 2010) et n° 58 (augmentation du plafond de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). Attachement au maintien de la réglementation du FCAATA. (p. 8416, 8422) : son amendement n° 142 : prise en compte de toutes les années de travail ouvrant des droits à l'ACAATA, quel que soit le régime de couverture sociale du travailleur ayant été en contact

avec l'amiante ; rejeté. Absence de règlement du problème en dépit des engagements du Gouvernement de l'an passé. Question au ministre sur les raisons de ce blocage. Ses amendements n° 143 : élargissement du versement du capital décès aux ayants droit des bénéficiaires d'une ACAATA ; n° 144 : précision selon laquelle la liste des établissements donnant accès au FCAATA n'est qu'indicative ; et n° 145 : prescription trentenaire des demandes d'indemnisation portées devant le FIVA ; rejetés. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 163 de M. Jacques Pelletier (précision par décret de la nature des activités concernées et du caractère significatif de ces activités pour l'indemnisation des victimes de l'amiante). - **Article 61** (*Montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 8423, 8424) : son amendement n° 146 : augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à la branche maladie ; rejeté. - **Article 64** (*art. L. 531-3 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - Report de la date de versement de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant*) (p. 8429) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 289 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 65** (*art. L. 331-4, L. 331-7 et L. 521-2 du code de la sécurité sociale - Possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants*) (p. 8431) : le groupe socialiste votera l'article 65 du projet de loi. - **Article 67** (*Création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active*) (p. 8436) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 67 du projet de loi. - **Article 69 ter** (*Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources*) (p. 8441) : le groupe socialiste votera l'amendement de suppression n° 291 de M. Guy Fischer. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8455, 8457) : absence de débat de fond sur la réforme du financement de la sécurité sociale. Propositions dictées par le contexte politique. Défense des intérêts des groupes d'influence au détriment des assurés sociaux. Débâcle de la réforme Fillon. Le groupe socialiste n'approuvera pas ce texte.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9131) : en tant que membre de la commission des affaires sociales, votera contre l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers). Transfert de charges vers le budget de la sécurité sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 9141, 9142) : passage en force du Gouvernement après la réunion de la commission mixte paritaire au travers de son amendement prolongeant les exonérations de charges sociales sur les indemnités de départ en retraite avant soixante-cinq ans. Incohérence politique entre le discours et la soumission aux exigences du MEDEF. Question du coût pour les finances de la sécurité sociale. Le groupe socialiste ne votera pas le texte proposé par la commission mixte paritaire. - **Article 55** (p. 9180, 9181) : demande un vote spécifique sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de

2003). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9182) : financement illusoire par les comptes de la sécurité sociale du coût de la mesure proposée par l'amendement précité n° 5 du Gouvernement et rejeté à l'unanimité du Sénat.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9248, 9249) : soutient l'amendement n° II-126 de Mme Raymonde Le Texier (expérimentation d'un contrat unique d'insertion ouvert aux personnes bénéficiaires d'un contrat d'avenir, d'un CI-RMA, d'un CAE ou d'un CIE) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

**Santé**

- (8 décembre 2006) (p. 9843, 9844) : désengagement de l'Etat. Plans de prévention. Formation des médecins. Ostéopathes. Accès aux soins. Haute Autorité de santé. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10216, 10218).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié - Commission mixte paritaire [n° 92 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10234, 10235) : dénaturation du texte. Rupture de l'équilibre trouvé au sein du Conseil supérieur de la participation. Opposition des syndicats aux dispositions inspirées du MEDEF. Rejet par la commission mixte paritaire de son amendement adopté à l'unanimité par le Sénat concernant l'accès à la participation des ouvriers d'Etat de la Direction des constructions navales. Le groupe socialiste votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10913, 10916) : contexte politique et constitutionnel. Ostéopathes. Diplômes des étudiants sages-femmes et infirmiers. Hospitalisation sans consentement. Champ de l'habilitation. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 11** (*art. L. 4383-1 et L. 4383-3 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires*) (p. 10929) : le groupe socialiste ne votera pas les amendements de suppression n° 5 de Mme Catherine Procaccia, n° 11 de M. Philippe Darniche et n° 16 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10931) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement des actions conventionnelles en un seul fonds). - **Article 12** (*Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance*) (p. 10935, 10939) : ses amendements n° 6 : suppression ; et n° 7 : suppression du fichier national des personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation d'office ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10940, 10944) : le groupe socialiste votera contre les amendements du Gouvernement n° 12 (création d'un secteur optionnel pour les chirurgiens) et n° 13 (mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10945) : le groupe socialiste vote contre le projet de loi.

**GOUJON (Philippe)**  
sénateur (Paris)  
UMP

## INTERVENTIONS

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance le 16 janvier 2006.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 305 (2005-2006)] relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 338 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Police et sécurité - Sports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 301 (2005-2006)] sur le projet de décision-cadre concernant l'ordonnance d'exécution européenne et le transfèrement des personnes condamnées entre les Etats membres de l'Union européenne (n°E-2862) [n° 378 (2005-2006)] (7 juin 2006) - **Justice - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 383 (2005-2006)] relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 409 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Police et sécurité - Sports**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, de la mission d'information et de la mission d'information de la commission des lois : Les délinquants dangereux atteints de troubles psychiatriques : comment concilier la protection de la société et une meilleure prise en charge médicale ? [n° 420 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Justice-Administration pénitentiaire [n° 83 tome 4 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Justice**.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 154, 156) : établissement d'un lien indissociable entre prévention et répression permettant d'intégrer tout le parcours de martyre des victimes de violences conjugales. Nécessité de veiller à ce que le droit positif ne légitime pas les situations d'infériorité d'un membre du couple. Lutte contre les mariages forcés. Mise sous tutelle des prestations familiales dans les cas de polygamie. Eloignement du conjoint violent. Doute quant au bienfait d'une médiation. Injonction de soins. Volet répressif et circonstances aggravantes. Répression de l'excision. Lutte contre le tourisme sexuel.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils) (p. 2275) : son amendement n° 200 : création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 2292) : soutient l'amendement n° 163 de M. Roger Karoutchi (augmentation du nombre d'échelons du grade de directeur territorial) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2606, 2609).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2681, 2682) : adoption et application urgentes de cette proposition de loi. Concentration de plus de la moitié des ventes à la découpe dans la ville de Paris. Offre dérisoire de logements sociaux dans la capitale. Action du Gouvernement depuis 2002. Objectif de ce texte. Maintien d'un couple de locataires dans son appartement sur décision d'un tribunal d'instance de Paris en février 2006. Validation par l'Assemblée nationale des propositions du Sénat : allongement du délai d'exercice du droit de préemption et dispositif d'incitation fiscale. Seuil de déclenchement du droit de préemption. Reprise par le groupe socialiste d'une partie seulement de son sous-amendement instaurant un dispositif de décote.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4063, 4065) : intérêt du Gouvernement pour le développement de la pratique sportive. Augmentation des violences dans certains matches. Efforts de la Ligue du football professionnel pour assurer la sécurité dans les stades. Mobilisation importante des forces de l'ordre. Sanctions prévues par la loi du 16 juillet 1984 et interdictions de stade d'une durée de trois mois prévues dans celle du 23 janvier 2006. Interrogation sur la coopération européenne dans ce domaine. Absence de mesure pour lutter contre les violences collectives. Inadaptation des dispositifs de dissolution judiciaire et administrative. Proposition d'une procédure de dissolution par décret assortie de garanties. Amendements de la commission. Sa proposition, rejetée par la commission, d'assurer aux arbitres une protection renforcée. - **Article 1er B (réserve)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive) (p. 4073, 4074) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Simon Sutour (avis de la CNIL sur la mise en place d'un fichier des personnes interdites de stade). - **Article 1er C** (art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Communication des mesures d'interdiction administrative de stade aux fédérations sportives et aux associations de supporters) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Simon Sutour



(avis de la CNIL sur la communication des fichiers des personnes interdites de stade par le préfet aux fédérations sportives). - **Article 1er** (art. 42-14 nouveau de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Dissolution des associations et groupements de fait dont les membres commettent des violences lors des manifestations sportives) (p. 4075) : son amendement n° 2 : participation d'un représentant des ligues de sport professionnel à la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives ; adopté. - **Article 1er bis** (art. 42-15 nouveau de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de maintien en état de marche des systèmes de vidéosurveillance installés dans les enceintes sportives) : son amendement n° 3 : clarification et amélioration rédactionnelle ; adopté. - **Article 2** (section 5 nouvelle du code pénal - art. 431-22 à 431-24 nouveaux - Sanctions pénales applicables en cas de maintien ou de reconstitution d'une association de supporters dissoute) (p. 4076) : son amendement n° 4 : rattachement de l'article 2 à la loi du 16 juillet 1984, relèvement du niveau des sanctions pénales prévues dans le cas de reconstitution d'associations dissoutes, fixation d'un régime spécifique de sanctions pénales pour les personnes morales et prévision de peines complémentaires de confiscation de biens ; adopté. - **Article 1er B (précédemment réservé)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive) (p. 4077) : son amendement n° 1 : coordination ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 4423) : s'associe aux propos de M. Jean-Patrick Courtois et souhaite la suppression de l'article après l'annonce par le ministre de la création par décret de ce nouveau conseil.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4504, 4505) : belle illustration d'une politique de fermeté et de générosité, au service de l'immigration choisie. Faible taux de réussite des étudiants étrangers par rapport aux étudiants français. Importance donnée à l'évaluation préalable des aptitudes des étudiants étrangers et à la qualité de leur accueil. Nécessité d'éviter les abus des faux étudiants candidats à l'immigration et d'accueillir dignement ceux qui le méritent.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 4583) : son amendement n° 140 : simplification des procédures d'autorisation d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale pour les commerçants étrangers ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 29 quater** (p. 4705) : son amendement n° 141 : confiscation des biens meubles et immeubles ayant servi à commettre l'infraction définie à l'article 225-14 du code pénal relatif à la soumission à des conditions de travail et d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4762, 4763) : réservation légitime du regroupement familial à des personnes présentes en France depuis plus d'un an, signe d'une volonté de s'installer durablement en France. Inscription de cette disposition dans la lignée de celles adoptées par les principaux partenaires européens. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4770) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle la région au regard de laquelle il convient d'apprécier les conditions de logement d'une famille étrangère est une région géographique) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 4844) : nécessité de faire chuter le taux d'annulation des arrêtés de reconduite à la frontière. Question sur la généralisation de l'expérience concluante conduite à la préfecture du Rhône consistant à confier la représentation juridique de l'Etat devant les juridictions administratives et judiciaires à un réserviste civil de la police nationale.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives - Deuxième lecture [n° 383 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 5195, 5196) : mobilisation importante des forces de l'ordre à l'occasion des matchs "à risque". Etroite coopération européenne en matière de sécurité sportive. Nécessité de renforcer la protection des arbitres. Possibilité de dissoudre par décret des associations ou des groupements de supporters troublant l'ordre public. Adaptation de cette proposition de loi au nouveau code du sport. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5919, 5921) : politique en matière de sécurité depuis 2002. Evolution de la délinquance. Aggravation des violences aux personnes. Importance de la lutte contre l'absentéisme scolaire. Favorable à la réforme de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante ainsi qu'à une réforme de la justice des mineurs et de la protection judiciaire de la jeunesse. Politique de lutte contre la toxicomanie.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5965, 5966) : intervient sur l'amendement n° 172 de M. Yves Pozzo di Borgo (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5974) : sur l'amendement n° 6 de la commission (association du maire de Paris et du préfet en matière de lutte contre l'insécurité et clarification de la répartition de leurs compétences), son sous-amendement n° 319 ; adopté. (p. 5976) : soutient l'amendement n° 300 de M. Jean-Patrick Courtois (précision des compétences respectives de la commune et de l'EPCI pour la mise en oeuvre des dispositifs de vidéosurveillance) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6083, 6085) : ses amendements n° 154 : possibilité pour les communes ou leurs groupements de contribuer aux frais de gardiennage imposés à certains immeubles collectifs à usage d'habitation ; et n° 157 : attribution aux maires de moyens juridiques suffisants en vue du respect effectif des arrêtés de fermeture pris à l'encontre de locaux où sont entreposées des matières explosives ou inflammables dans les immeubles d'habitation en infraction avec les règles de sécurité préventive ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6160) : son amendement n° 155 : programme de prévention contre la consommation de drogues illicites ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6191) : son amendement n° 156 : évaluation de la politique nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8753) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-24 et I-94 : élargissement du crédit d'impôt pour les véhicules moins polluants ; retirés.

Deuxième partie :

**Justice**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9435, 9436) : situation des prisons. Amélioration depuis la commission d'enquête sénatoriale. Mission d'information sur la prise en charge des détenus atteints de troubles mentaux. Institution d'un contrôle extérieur des prisons. Liberté de culte. La commission des lois invite à adopter les crédits du programme "Administration pénitentiaire" de la mission "Justice". - **Articles additionnels après l'article 49 ter** (p. 9466) : son amendement n° II-191 : modalités de départ anticipé à la retraite pour les surveillants des établissements pénitentiaires ; adopté.

**Sécurité**

- (6 décembre 2006) (p. 9698, 9700) : action fondée sur la coordination et le partenariat. Recentrage sur les missions

fondamentales. Echec de la police de proximité. Respect de la LOPSI. Enjeu majeur de la vidéosurveillance : implication de la Ville de Paris.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 19** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10444, 10445) : ses amendements n° 61 : instauration d'un crédit d'impôt pour les véhicules les moins polluants ; adopté ; et n° 62 : création d'un crédit d'impôt pour les véhicules de petite taille ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 19 (précédemment réservé)** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10536) : intervient sur son amendement précité n° 61.

**GOULARD (François)**  
*ministre délégué à l'enseignement  
 supérieur et à la recherche*

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2228, 2229) : qualité du travail parlementaire. Equilibre du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire. Engagement du Gouvernement à une mise en application rapide de la loi. Ambition de la France en matière de recherche.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2366, 2368) : transposition de deux directives européennes. Nombreuses controverses et positions parfois irrationnelles sur les organismes génétiquement modifiés, OGM. Utilisation des OGM à des fins scientifique et thérapeutique depuis de nombreuses années. Réalité économique de millions d'hectares dans le monde plantés d'OGM. Perspectives de progrès pour l'humanité. Exemple de la culture de plantes adaptées à la pénurie d'eau ou contribuant à limiter la teneur en phosphate du lisier. Mise en oeuvre du principe de précaution inscrit dans la Charte de l'environnement. Garanties de la santé humaine, de l'environnement et de la biodiversité. Transparence. Economie du texte. Hommage au travail de la commission des affaires économiques. (p. 2390, 2392) : réponse aux intervenants. Réfute les procès d'intention. Stricte application du principe de précaution et du principe de transparence. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2394) : s'oppose à la motion n° 208 de M. Jean Desessard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2396) : s'oppose à la motion n° 66 de Mme Evelyne Didier tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2399) : s'oppose à la motion n° 209 de M. Jean Desessard tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 2399, 2400) : sur les amendements de M. Gérard Le Cam, s'oppose au n° 109 (interdiction des importations de denrées agricoles génétiquement modifiées) et demande le retrait du n° 110 (promotion du principe de licences gratuites ou bon marché pour les petits agriculteurs des pays en développement et introduction de clauses de sauvegarde en leur faveur) qu'il estime satisfait, étant favorable à la promotion des certificats d'obtention végétale. - **Intitulé du titre Ier** : accepte l'amendement n° 1 de la commission (nouvel intitulé du titre Ier - Dispositions générales relatives aux organismes génétiquement

modifiés et à leur utilisation). - **Chapitre Ier** : accepte l'amendement n° 2 de la commission (nouvel intitulé du chapitre Ier - Dispositions générales). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2402) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jean Desessard (instauration d'un moratoire de cinq ans pour l'autorisation de dissémination volontaire ou de mise sur le marché d'OGM). - **Article 1er** (*art. L. 531-1 du code de l'environnement - Définition des organismes génétiquement modifiés*) (p. 2403, 2405) : intervient sur les amendements identiques n° 73 de M. Jean-Marc Pastor et n° 146 de M. Jean Desessard (droit à l'information du public sur les effets potentiels de la dissémination d'OGM pour la santé publique ou l'environnement). Confusion dans l'approche de leurs auteurs. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 75 de M. Jean-Marc Pastor et n° 147 de M. Jean Desessard (mise en conformité de la définition des OGM et des techniques de modification génétique avec les définitions données par la directive 2001/18/CE). Accepte les amendements identiques n° 3 de la commission et n° 74 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ des opérations soumises à la réglementation spécifique aux OGM disséminés). - **Article 2** (*art. L. 531-2 du code de l'environnement - Exclusion des techniques « naturelles » du champ de la réglementation spécifique aux OGM*) (p. 2407) : s'oppose aux amendements identiques n° 76 de M. Jean-Marc Pastor et n° 148 de M. Jean Desessard (mise en conformité du projet de loi avec les prescriptions de la directive 2001/18/CE concernant les types de techniques qui n'entraînent pas de modification génétique). Accepte l'amendement n° 4 de la commission (précision). Demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Gérard César (suppression de l'avis de la commission de génie génétique sur la liste des techniques considérées par le législateur européen comme ne relevant pas de la réglementation spécifique aux OGM). - **Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2412) : accepte les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 77 de M. Jean-Marc Pastor (dénomination du Haut conseil des biotechnologies, précision de ses missions et publicité de son rapport annuel). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 149 (extension des compétences du Conseil des biotechnologies à la surveillance et à l'analyse des conséquences sociales, économiques, sanitaires et environnementales liées à la dissémination volontaire) et n° 151 (définition de l'environnement comme étant un ensemble d'écosystèmes agricoles ou naturels), n° 111 de M. Gérard Le Cam (évaluation du rapport entre les risques et les bénéfices des OGM) et n° 78 de M. Jean-Marc Pastor (dotation du Conseil des biotechnologies en moyens, notamment d'expertise, publication de ses conclusions et obligation locale d'information). (p. 2416, 2417) : précisions sur la composition du Haut conseil des biotechnologies. Création de deux sous-sections au sein de la section scientifique. Accepte les amendements de la commission

n° 6 (nomination des membres du Haut conseil par décret pris sur proposition des ministres chargés de la recherche et de l'agriculture, après avis des ministres chargés de l'environnement, de la défense et de la santé), n° 7 (sélection des personnalités de la section scientifique du Haut conseil sur le critère d'excellence scientifique), n° 8 (application des modalités de déclaration de conflits d'intérêts et de rémunération des vacations pour les membres de la section scientifique du Haut conseil) et n° 9 (présence, dans la section économique et sociale du Haut conseil, de parlementaires membres de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques). S'oppose aux amendements n° 150 de M. Jean Desessard (garantie du fonctionnement pluraliste et indépendant du Haut conseil, placé sous la présidence conjointe des ministres de l'agriculture, de la santé et de l'environnement), de M. Gérard Le Cam n° 112 (sélection des personnalités scientifiques du Haut conseil sur le critère d'indépendance), n° 113 (précision de la composition de la section économique et sociale du Haut conseil) et n° 114 (règle de la majorité qualifiée pour les décisions au sein du Haut conseil et publication des explications de vote), n° 79 de M. Jean-Marc Pastor (composition plurielle des deux sections du Haut conseil), ainsi qu'au sous-amendement du même auteur n° 80 sur l'amendement précité n° 9 de la commission. (p. 2418) : en réponse à la remarque de M. Michel Charasse, suggère de sous-amender l'amendement n° 8 de la commission précité. (p. 2419) : accepte les amendements de la commission précité n° 8 après sa rectification et n° 222 (astreinte des membres du Haut conseil au secret professionnel). (p. 2420, 2421) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (définition des missions respectives des deux sections du Haut conseil) et, sur celui-ci, les sous-amendements identiques n° 212 de M. Michel Charasse et n° 218 de M. Gérard César (suppression des dispositions prévoyant la saisine de la section économique et sociale sur chaque demande d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM), qu'il estime parfaitement fondés. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 115 de M. Gérard Le Cam (renvoi à un décret en Conseil d'Etat des modalités de fonctionnement du conseil des biotechnologies). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2423, 2424) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Jean-Marc Pastor (organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale) satisfait par le code de la recherche. S'oppose à l'amendement n° 152 de M. Jean Desessard (organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale et encadrement réglementaire des partenariats public-privé) en contradiction avec l'esprit du pacte pour la recherche approuvé par la Haute assemblée. (p. 2425) : s'oppose aux amendements n° 83 de M. Jean-Marc Pastor (respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en laboratoire) et n° 153 de M. Jean Desessard (interdiction de la transgénèse sur les animaux à finalité commerciale et respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en laboratoire). (p. 2426) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental). Solution inadéquate. Implication de la communauté nationale au travers de l'expression d'une opinion scientifique. (p. 2429) : partage les intentions exprimées par les auteurs de l'amendement n° 82 précité. Suggère néanmoins de ne pas l'adopter. Proposera un dispositif organisant l'intervention du Haut conseil dans le débat local.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Intitulé du chapitre II** (p. 2456) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvel intitulé - utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés). - **Article 4** (art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement) (p. 2457, 2458) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Jean Desessard (établissement du classement par les ministres en charge de l'agriculture et de l'environnement et précision sur les modalités de classement des utilisations confinées d'OGM) ainsi qu'aux amendements identiques n° 84 de M. Jean-Marc Pastor et n° 116 de M. Gérard Le Cam (renforcement du rôle du Haut conseil des biotechnologies). Accepte l'amendement n° 12 de la commission (précision des modalités de classement des utilisations confinées d'OGM). Accepte une révision du rôle du Haut conseil des biotechnologies dans le sens souhaité par une majorité des

membres de la Haute assemblée. - **Article 5** (art. L. 532-2 du code de l'environnement - Modalités de confinement des utilisations d'OGM) (p. 2460, 2461) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (clarification). S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 117 (avis conforme du Haut conseil des biotechnologies) et n° 118 (suppression de l'exclusion du transport d'OGM de l'obligation de confinement) ainsi qu'au n° 102 de M. Jean-Marc Pastor (harmonisation des règles de transport et d'utilisation confinée des OGM) et aux amendements de M. Jean Desessard n° 156 (motivation de la décision de l'autorité administrative de ne pas suivre l'avis du conseil des biotechnologies) et n° 155 (suppression de l'exemption accordée aux activités couvertes par le secret de la défense nationale). Accepte l'amendement n° 14 de la commission (rédaction). - **Article 6** (art. L. 532-2-1 du code de l'environnement - Renvoi des utilisations confinées d'OGM à des fins de production industrielle aux dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de la commission (rédaction). - **Article 7** (art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées) (p. 2463) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (régime déclaratif en cas de faible risque ou d'installations déjà agréées pour une utilisation confinée d'OGM) et s'oppose aux amendements n° 119 de M. Gérard Le Cam (obligation de l'agrément y compris pour les OGM présentant de faibles risques) et n° 157 de M. Jean Desessard (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations ne présentant aucun risque). Sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, accepte le n° 85 (octroi de l'agrément par le ministre après avis du Conseil des biotechnologies) et s'oppose au n° 104 (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations déjà agréées et ne présentant aucun risque). (p. 2464, 2468) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 105 (fixation des prescriptions techniques après avis conforme du Conseil des biotechnologies) et n° 86 (établissement d'un plan de prévention des risques en cas de défaillance des mesures de confinement). S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 120 (évaluation des OGM en matière de risques environnementaux et sanitaires et évaluation de l'intérêt de la recherche préalablement à l'agrément), n° 121 (coordination) et n° 122 (précision). Sur l'amendement n° 17 de la commission (révision régulière de l'évaluation des risques et des modalités de confinement) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 103 de M. Jean-Marc Pastor. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 158 (évaluation des risques préalables à toute utilisation confinée) et n° 159 (établissement d'un plan d'urgence en cas de défaillance des mesures de confinement, préalable à l'agrément). Accepte les amendements n° 18 et 19 de la commission (rédaction). - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2469, 2471) : s'oppose aux amendements identiques n° 70 de Mme Françoise Férat et n° 161 de M. Jean Desessard (mise à la disposition du public d'un dossier d'information par l'exploitant). Accepte l'amendement n° 20 de la commission (fixation par décret des informations contenues dans le dossier). S'oppose aux amendements n° 123 de M. Gérard Le Cam (diffusion de l'ensemble des informations existantes et inopposabilité de la notion d'information couverte par le secret professionnel et commercial) et n° 162 de M. Jean Desessard (publicité de toute information y compris celle pouvant porter préjudice aux intérêts de l'exploitant). Souhait d'accès du grand public à toutes les informations utiles. (p. 2476) : s'oppose aux amendements identiques n° 88 de M. Jean-Marc Pastor et n° 164 de M. Jean Desessard (mise à disposition du public par l'exploitant d'un dossier d'information quel que soit le risque que présente l'utilisation d'OGM). (p. 2477) : s'oppose aux amendements analogues n° 72 de Mme Françoise Férat, n° 87 de M. Jean-Marc Pastor et n° 163 de M. Jean Desessard (liste des informations ne pouvant rester confidentielles). - **Article 9** (art. L. 532-5 du code de l'environnement - Pouvoirs administratifs en cas de danger connu après une déclaration ou la délivrance d'un agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2480, 2481) : s'oppose aux amendements identiques n° 90 de M. Jean-Marc Pastor et n° 165 de M. Jean Desessard (révision régulière de l'évaluation des risques) ainsi qu'à l'amendement n° 89 de M. Jean-Marc Pastor (solicitation de l'avis du Haut

conseil des biotechnologies, y compris en situation d'urgence). - **Article 10** (art.L. 532-6 du code de l'environnement - *Frais d'instruction des demandes d'agrément d'utilisation confinée*) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rédaction). - **Intitulé du chapitre III** : accepte l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2482) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Jean-Marc Pastor (processus progressif de développement des OGM préalable à la mise sur le marché). - **Article 11** (art. L. 533-2 du code de l'environnement - *Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés*) (p. 2484) : s'oppose aux amendements n° 124 de M. Gérard Le Cam (suppression) et n° 166 de M. Jean Desessard (introduction d'exigences de sécurité dans la définition de la dissémination volontaire) et accepte l'amendement n° 52 de M. Gérard César (précision de la définition des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés) sous réserve d'une rectification. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2485) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Jean Desessard (encadrement de la dissémination par le respect du principe de précaution, du principe de libre administration des collectivités territoriales et des principes de pluralisme, de transparence et d'indépendance de l'expertise scientifique). - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2492) : s'oppose aux amendements n° 168 de M. Jean Desessard (précision des règles relatives aux autorisations de dissémination volontaire), n° 106 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de dissémination d'OGM soumise au double avis du Haut conseil des biotechnologies et de la commission locale d'information et de suivi) et de M. Gérard Le Cam n° 124 (suppression), n° 125 (limitation de l'octroi des autorisations de dissémination volontaire d'OGM aux seuls projets de recherche émanant d'instituts de recherche publics ou élaborés dans le cadre de partenariats public-privé), n° 128 (autorisation de dissémination en plein champ dans les seuls cas d'absolue nécessité scientifique) et n° 129 (respect du principe de parcimonie). S'oppose aux amendements identiques n° 169 de M. Jean Desessard, n° 127 de M. Gérard Le Cam et n° 206 de M. Michel Mercier (consultation obligatoire du Haut conseil des biotechnologies avant toute autorisation de dissémination volontaire d'OGM). Sur les amendements de M. Gérard César accepte le n° 61 (mise en place d'une consultation nationale) et demande le retrait du n° 54 (procédure simplifiée d'autorisation de dissémination) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 24 de la commission (procédure simplifiée d'autorisation de dissémination) qu'il accepte. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 107 de M. Jean-Marc Pastor. Accepte l'amendement n° 23 de la commission (autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies) et, sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 60 de M. Gérard César et n° 220 de M. Gérard César, identique au sous-amendement n° 213 de M. Michel Charasse. (p. 2493, 2495) : consultation du public par voie électronique. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2500) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (réécriture de l'article mettant en place une véritable information du public et améliorant la prise en compte des risques), aux amendements identiques n° 131 de M. Gérard Le Cam, n° 171 de M. Jean Desessard et n° 203 de M. Michel Mercier (consultation du Conseil des biotechnologies et du public préalablement à toute autorisation de mise sur le marché) ainsi qu'à l'amendement n° 130 de M. Gérard Le Cam (analyse des bénéfices attendus préalablement à toute autorisation de mise sur le marché). Accepte les amendements de la commission n° 25 (définition communautaire de l'évaluation des risques, directs ou indirects, immédiats ou différés), n° 26 (précision), n° 27 (consultation du Haut Conseil des biotechnologies avant d'autoriser la mise sur le marché d'un OGM) et n° 28 (prescriptions systématiquement applicables aux autorisations de mise sur le marché). Sur l'amendement n° 27 précité, s'oppose au sous-amendement n° 221 de M. Gérard César. - **Article 14** (art. L. 533-5 du code de l'environnement - *Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2503) : s'oppose aux amendements n° 172 de M. Jean Desessard (réécriture de l'article précisant les informations à fournir et celles ne pouvant

être considérées comme confidentielles), de M. Gérard Le Cam n° 132 (exclusion de toute clause de confidentialité) et n° 133 (exclusion de la confidentialité des informations relatives à la sécurité sanitaire ou environnementale), n° 55 de M. Gérard César (protection des informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes réalisant des expérimentations d'OGM) et n° 205 de M. Michel Mercier (liste détaillée des informations à fournir préalablement à une demande d'autorisation). Accepte l'amendement n° 29 de la commission (substitution d'un principe de transparence des informations à l'actuel principe du secret).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 15** (art. L. 533-6 du code de l'environnement - *Autorisation délivrée par un autre Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen*) (p. 2538) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). - **Article 16** (art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - *Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées*) (p. 2538, 2539) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 143 (relèvement de la taxe assortie aux demandes d'autorisation de dissémination volontaire) et n° 134 (établissement des rapports de surveillance par l'autorité administrative) ainsi qu'au n° 173 de M. Jean Desessard (rôle de l'autorité administrative dans la surveillance des OGM et publicité des résultats). Accepte l'amendement n° 31 de la commission (communication des rapports de surveillance au Haut conseil des biotechnologies). (p. 2540, 2541) : accepte les amendements de la commission n° 32 (information immédiate de l'autorité administrative en cas de modification des conditions de dissémination) et n° 33 (information immédiate de l'autorité administrative sur les mesures destinées à protéger la santé publique et l'environnement). S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Gérard Le Cam (obligation d'action de l'autorité administrative en cas d'information nouvelle sur les risques pour la santé et l'environnement) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 174, analogue à l'amendement n° 32 précité et n° 175, analogue à l'amendement n° 33 précité. - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2543, 2548) : défavorable aux amendements identiques n° 62 de M. René Beaumont et n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation) ainsi qu'au n° 198 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour l'autorité administrative d'interdire totalement la mise en culture d'OGM dans des zones protégées). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2549, 2552) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 2553) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (suppression). - **Article 17** (art. L. 535-1 à L. 535-7 du code de l'environnement - *Coordination juridique*) (p. 2554) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (codification). - **Intitulé du chapitre V** : accepte l'amendement n° 36 de la commission (clarification). - **Article 18** (art. L. 536-1, L. 536-2 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Sanctions pénales*) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Jean-Marc Pastor (précision). - **Intitulé du titre II** (p. 2555) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (suppression). - **Intitulé du chapitre Ier** : accepte l'amendement n° 217 de la commission (cohérence). - **Article 19** (art. L. 515-13 du code de l'environnement - *Utilisation confinée d'OGM dans les installations classées*) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (rédaction). - **Division additionnelle après l'article 19** : accepte l'amendement n° 40 de la commission (clarification). - **Article 20** (art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - *Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2557, 2558) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (information des exploitants de parcelles voisines aux parcelles de mises en culture d'OGM). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 137 de M. Gérard Le Cam, n° 179 de M. Jean Desessard, n° 204 de M. Michel Mercier et n° 94 de M. François Marc (régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM) ainsi qu'au n° 136 de M. Gérard Le Cam (sanction en cas de non-respect des prescriptions relatives à la traçabilité). -

**Articles additionnels après l'article 20** (p. 2560, 2561) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 215 de M. Michel Charasse. S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 95 de M. François Marc, n° 180 de M. Jean Desessard et n° 207 de M. Michel Mercier (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM) ainsi qu'au n° 181 de M. Jean Desessard (caractère public du registre d'information sur les cultures d'OGM). - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM) (p. 2563, 2564) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (clarification). S'oppose aux amendements identiques n° 97 de M. François Marc, n° 141 de M. Gérard Le Cam, n° 195 de M. Jean Desessard et n° 200 de M. Daniel Soulage (extension à toutes les chaînes de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM). (p. 2565, 2566) : accepte l'amendement n° 96 de M. François Marc (rédaction) et s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 185 (traçabilité des animaux nourris aux OGM) et n° 182 (consultation du Haut conseil des biotechnologies pour définir les conditions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM). (p. 2567, 2572) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 183 (missions des agents chargés de contrôler l'application des mesures de coexistence), n° 190 (dispositif de contrôle des prescriptions), n° 184 (instauration d'un régime de la faute présumée) et n° 191 (suppression de la condition d'annualité de l'indemnisation), aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 140 (responsabilité des titulaires d'autorisations de mise sur le marché d'OGM) et n° 138 (abaissement du seuil d'étiquetage des OGM) ainsi qu'aux amendements n° 92 de M. Jean-Marc Pastor (instauration d'un régime de la faute présumée) et n° 199 de M. Daniel Soulage (détermination du préjudice économique). Accepte les amendements n° 44 de la commission (impossibilité de déroger par contrat aux obligations d'étiquetage relatives aux OGM) et n° 57 de M. Gérard César (précision). (p. 2573) : s'oppose aux amendements identiques n° 98 de M. François Marc et n° 186 de M. Jean Desessard (système d'indemnisation garanti par un mécanisme assurantiel et le versement d'une taxe). (p. 2574, 2575) : son amendement n° 210 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 100 de M. François Marc et n° 187 de M. Jean Desessard (cohérence), aux amendements portant sur le même objet n° 99 de M. François Marc et n° 142 de M. Gérard Le Cam (contribution au fonds national d'indemnisation des titulaires d'autorisation de mise sur le marché d'OGM), ainsi qu'aux amendements n° 194 de M. Jean Desessard (mode de financement du fond national d'indemnisation) et n° 139 de M. Gérard Le Cam (couverture financière de la responsabilité des titulaires d'une autorisation de mise sur le marché d'OGM). (p. 2576) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Jean Desessard (suppression de la limitation du montant de la taxe) et accepte l'amendement n° 59 de M. Gérard César (abaissement du montant maximal de la taxe) ainsi que l'amendement n° 216 de la commission (recouvrement de la taxe par l'office national interprofessionnel des grandes cultures). Modulation de la taxe en fonction de l'espèce cultivée. (p. 2577) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Jean Desessard (suppression de la possibilité pour le fonds d'indemnisation d'être abondé par des contributions versées par des organismes professionnels et interprofessionnels). Demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Jean-Marc Pastor (alimentation du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés). Accepte l'amendement n° 45 de la commission (abondement du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 202 de M. Daniel Soulage. (p. 2578, 2579) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 189 (suppression de la possibilité de mettre en cause la responsabilité d'un exploitant agricole pour la contamination de ses champs par ceux d'un voisin) et n° 188 (harmonisation). Accepte les amendements de la commission n° 46 (rédaction), n° 47 (information du comité national de l'assurance en agriculture des conditions de mise en oeuvre des dispositions de cet article) et n° 48 (cohérence). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2580) : demande le retrait de

l'amendement de M. Jean-Paul Amoudry n° 197 (interdiction de la mise en culture d'OGM dans les zones spéciales de conservation définies dans le cadre de la procédure Natura 2000). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2581, 2582) : demande le retrait de l'amendement n° 67 de M. Dominique Mortemousque (impossibilité pour les semences et plants végétaux non reproductibles de bénéficier du certificat d'obtention végétale). - **Article 25** (*Interdiction des marqueurs antibiotiques pour les essais d'OGM*) (p. 2583) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 196 de M. Jean Desessard et n° 144 de M. Gérard Le Cam (date d'interdiction de la dissémination d'OGM contenant des gènes de résistance aux antibiotiques). - **Article 27** (*Clôture du fonds d'indemnisation*) (p. 2584) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (clôture du fonds d'indemnisation après examen des produits d'assurance s'y substituant). - **Demande de seconde délibération** : En application de l'article 43, alinéa 4 du règlement, demande une seconde délibération sur l'article 3 ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération - Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2585, 2586) : son amendement n° A-1 : rôle du Haut conseil de biotechnologies ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2591) : qualité du débat. Remerciements.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Deuxième partie :*

#### **Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9313, 9318) : réponse aux orateurs. Effort sans précédent au profit de la recherche. Orientation. Rémunération des chercheurs. Logement étudiant. Bourses. Bilan de la loi de programme pour la recherche. Financement des agences. Classement international de Shanghai. Allocation de recherche des doctorants. Crédit d'impôt recherche. Projet ITER. Créations d'emplois. Avenir scientifique et technologique de la Guyane. Ecole normale supérieure. Mouvement "Sauvons la recherche". Brevets d'invention : accord de Londres. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9321, 9322) : demande le retrait de l'amendement n° II-27 de la commission (suppression du programme "Orientation et pilotage de la recherche" et transfert de ces crédits sur le programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires") au profit de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-81 (inscription de l'ensemble des crédits en faveur de l'AERES dans le programme "Orientation et pilotage de la recherche"). (p. 9323) : s'oppose à l'amendement n° II-122 de M. Ivan Renar (réduction des crédits du programme "Recherche industrielle" et transfert sur le programme "Formation supérieure et recherche universitaire" pour porter le montant des allocations de recherche à 1,5 fois le SMIC). (p. 9325) : demande le retrait de l'amendement n° II-133 de M. Philippe Marini (transfert de crédits du programme "Recherche dans le domaine des risques et des pollutions" au bénéfice des établissements d'enseignement supérieur agricoles). S'engage à une minoration des annulations de crédits relevant du ministère de l'agriculture en gestion et à un report sur l'exercice 2007. (p. 9327, 9328) : s'oppose à l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA). (p. 9330) : s'oppose à l'amendement n° II-28 de la commission (diminution des crédits du programme "Recherche culturelle et culture scientifique" intégrant le palais de la Découverte et transfert sur le programme "Formations supérieures et recherche universitaire"). (p. 9331) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-82 (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires).

**GOULET (Daniel)**  
*sénateur (Orne)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 448 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle [n° 485 (2005-2006)] (21 septembre 2006) - **Traités et conventions.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985, [n° 92 (2004-2005)]** - (17 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 25, 26) : propose l'adoption de ce projet de loi.

**GOURAULT (Jacqueline)**  
*sénateur (Loir-et-Cher)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 155 (2005-2006)] relatif à la fonction publique territoriale [n° 243 (2005-2006)] (8 mars 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Politique régionale européenne pour 2007-2013 : les enjeux de la réforme pour les territoires [n° 337 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Union européenne.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Direction de l'action du Gouvernement et information administrative [n° 83 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 21 (2006-2007)] relatif à la fonction publique territoriale [n° 112 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 2088, 2090) : attente de cette réforme. Avancées insuffisantes des lois modifiant l'organisation de la fonction publique territoriale. Alimentation de la réflexion du Gouvernement par des études et des rapports. Départ prochain à la retraite de nombreux fonctionnaires. Reconnaissance de l'expérience professionnelle. Développement de l'intercommunalité. Transfert de personnels de l'Etat vers les collectivités territoriales. Attachement des Français à leurs collectivités territoriales. Décisions de la commission des lois : reconnaissance du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en tant qu'instance représentative de cette fonction publique ; création d'un collège des employeurs publics territoriaux au sein du CSFPT ; rejet de la création d'un Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG ; gestion nationale des personnels de catégorie A ; maintien de la compétence du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, sur la gestion de l'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique

territoriale ; instauration d'une Conférence nationale de l'emploi public territorial réunissant tous les centres de gestion ; préparation aux concours et examens professionnels de l'ensemble de la fonction publique ; rejet de la création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services techniques dans les départements et les régions ; présence d'un agent habilité dans les commissions administratives paritaires pour assister le président et dans les commissions d'appel d'offre. Auditions de la commission des lois. Remerciements. (p. 2102) : avis des représentants des élus sur la création du CNCCG. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er) ou avant l'article 31** (p. 2115) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Jean-Léonce Dupont (inscription dans la loi du principe de parité dans le recrutement, la formation, la rémunération et la carrière entre les deux fonctions publiques). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2117) : ses amendements n° 1 et 2 : rédaction ; adoptés. (p. 2118) : son amendement n° 3 : ouverture des préparations aux concours et examens professionnels de l'ensemble de la fonction publique pour les fonctionnaires territoriaux ; adopté. (p. 2119) : s'oppose à l'amendement n° 134 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Sur les amendements de M. Jacques Mahéas, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 283 (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie), souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 284 (insertion parmi les actions de formation de l'apprentissage de la langue française et de la lutte contre l'illettrisme) et demande le retrait du n° 285 (possibilité pour les agents territoriaux de suivre des formations diplômantes quand elles sont les seules possibilités d'accéder à une promotion). Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Yves Détraigne (insertion d'une formation à la prévention des risques professionnels parmi les actions de formation). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 197 de M. Hugues Portelli et n° 286 de M. Jacques Mahéas (réintroduction dans la loi du livret individuel d'information). - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle*) (p. 2124) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 135 (suppression) et n° 136 (mise en oeuvre du DIF à la seule initiative de l'agent sans accord préalable de la collectivité territoriale). Sur les amendements de M. Jacques Mahéas, souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 289 (maintien du bénéfice des droits acquis en matière de formation en cas de mutation), demande le retrait du n° 287 (information annuelle du comité technique paritaire du nombre de demandes de DIF et des suites données) et s'oppose au n° 288 (exercice du droit de formation sur le temps de travail). - **Article 5** (art. 5 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Bénéfice d'un congé ou d'une décharge partielle de service pour suivre une procédure de validation des acquis de l'expérience*) (p. 2126) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 2127) : son amendement n° 5 : reconnaissance et affirmation législative du rôle d'instance représentative de la fonction publique territoriale du CSFPT ; adopté. - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Suppression d'une compétence du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 2128) : son amendement n° 6 : possibilité pour le CSFPT de se saisir des projets d'ordonnance et obligation pour les collectivités territoriales de lui adresser tous les documents et renseignements nécessaires pour mener à bien ses missions d'études et de statistiques ; adopté. (p. 2129) : estime les amendements de suppression n° 137 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 168 de M. Pierre Hérisson, ainsi que l'amendement n° 251 de M. Jacques Mahéas (possibilité pour le CSFPT de se saisir des projets d'ordonnance et obligation pour les collectivités territoriales de lui adresser tous les documents et renseignements nécessaires pour mener à bien ses travaux d'études et de statistiques) satisfaits par son amendement précité n° 6. - **Articles additionnels après l'article 7** : son amendement n° 7 : création d'un collège des employeurs territoriaux au sein du CSFPT ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2130) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Jacques Mahéas (rétablissement du paritarisme intégral au sein du conseil d'administration du CNFPT). - **Article 10**

(**priorité**) (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2132) : son amendement n° 12 : suppression du CNCCG ; devenu sans objet. (p. 2134) : retire son amendement n° 12 précité au profit de l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion) et demande le retrait du n° 139 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) au profit du même amendement précité. (p. 2135) : sur l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli précité, accepte les sous-amendements n° 321 et 322 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8** (*Intitulé de la section 2 du chapitre Ier de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 2146) : son amendement n° 8 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. (p. 2147) : son amendement n° 10 : rédaction ; adopté. (p. 2148) : s'oppose au sous-amendement n° 323 de M. Alain Vasselle portant sur son amendement n° 11 : gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale par le CNFPT ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 138 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 62 (communication des vacances d'emploi d'un établissement national au centre de gestion chargé des tâches de coordination) et n° 56 (suppression de la mention des droits d'inscription au concours de la liste des ressources du CNFPT) ainsi que de l'amendement n° 157 de M. Bruno Retailleau (définition du contenu et des modalités de mise en oeuvre des formations de fonctionnaires territoriaux par le CNFPT). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 2151) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, estime devenu sans objet le n° 82 (gestion financière du compte épargne-temps par le centre national de coordination de la fonction publique territoriale) et s'oppose au n° 63 (représentation des collectivités au conseil d'administration des centres de gestion). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2152, 2154) : s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Domeizel n° 320 et n° 242 portant sur son amendement n° 13 : gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional ; adopté après modification par le sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli. Son amendement n° 14 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements n° 269 de M. Claude Domeizel (modalités de désignation du centre coordonnateur) et n° 262 de M. Jacques Mahéas (gestion par le centre coordonnateur des concours, des vacances d'emplois et du reclassement des fonctionnaires de catégorie A). Demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli portant sur son amendement n° 13 précité. A titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Alain Vasselle (désignation par le conseil d'orientation des centres de gestion compétents au niveau interrégional pour les concours de catégorie A). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2158) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation des transferts de personnels, en particulier les TOS, de l'Etat vers les collectivités locales). - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2159) : s'oppose aux amendements n° 140 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et n° 183 de M. Hugues Portelli (cohérence). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales) et n° 92 de Mme Gélita Hoarau (possibilité, pour la région ou le département, de créer des structures de gestion des personnels sous la forme d'établissement public ou de syndicat mixte). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2164) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Gérard Dériot (nouvelle rédaction permettant de distinguer les missions facultatives dont bénéficie l'ensemble des collectivités affiliées). - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-

53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT) (p. 2165) : son amendement n° 15 : définition de l'assiette de la cotisation versée aux centres de gestion ; adopté. (p. 2166) : s'oppose aux amendements n° 69 de M. Alain Vasselle (suppression partielle) et n° 99 de M. Yves Détraigne (établissement d'un taux spécifique de cotisation pour les grandes collectivités). (p. 2167) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Alain Vasselle (établissement d'un taux de cotisation spécifique moindre pour les collectivités non affiliées). Ses amendements n° 16 et 17 : coordination ; adoptés. (p. 2169) : son amendement n° 18 : rectification ; adopté. (p. 2170) : son amendement n° 19 : mise en place par décret d'une convention type destinée à encadrer davantage les transferts de missions ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 70 de M. Alain Vasselle (coordination) et n° 161 de M. Bruno Retailleau (possibilité pour les centres de gestion de faire appel au CNFPT en matière d'organisation des concours). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 260 de M. Jacques Mahéas (encadrement des transferts de missions du CNFPT aux centres de gestion), n° 229 de M. Michel Charasse (fixation du montant du transfert de ressources du CNFPT aux centres de gestion par décret après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges) et n° 160 de M. Bruno Retailleau (simplification du dispositif de transfert des concours et des financements subséquents). Estime l'amendement n° 263 de M. Jacques Mahéas (coordination) satisfait par les amendements de la commission précités. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 2173) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté. (p. 2174, 2175) : s'oppose aux amendements n° 66 de M. Alain Vasselle (organisation des concours de catégorie B par les centres de gestion) et n° 264 de M. Jacques Mahéas (coordination). Ses amendements n° 22, 23 et 24 : coordination ; adoptés. (p. 2176) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de M. Alain Vasselle (suppression partielle), n° 270 de M. Claude Domeizel (caractère facultatif des missions d'inspection et de contrôle) et n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité). (p. 2178) : intervient sur l'amendement de M. Claude Domeizel n° 271 (contrôle par les CDG de l'application des règles d'hygiène et de sécurité) soutenu p. 2188. S'oppose à l'amendement n° 84 de M. Alain Vasselle (gestion administrative des comptes épargne temps par les centres de gestion). (p. 2179) : s'oppose aux amendements identiques n° 220 de M. Jacques Mahéas et n° 191 de M. Alain Vasselle (gestion des secrétariats des commissions de réforme et des comités médicaux par les centres de gestion) ainsi qu'au sous-amendement n° 327 de M. Michel Charasse s'y rapportant. (p. 2180) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 253 de M. Jacques Mahéas et n° 67 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les grandes collectivités territoriales d'organiser leurs propres concours) ainsi qu'à l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Vial (organisation par les centres de gestion des concours de la filière sociale). (p. 2182) : demande le retrait des amendements identiques n° 132 de M. Gérard Delfau, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques). (p. 2183) : exprime son souci de la situation de ses assistants et des personnels avec lesquels elle travaille. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2186) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 193 de M. Alain Vasselle et n° 280 de M. Claude Domeizel (conditions de fonctionnement du partenariat entre les centres de gestion et la CNRACL). (p. 2187) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 de Mme Catherine Troendle (emploi de personnes handicapées dans les centres de gestion en proportion du nombre de salariés permanents). (p. 2188) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 87 de M. Alain Vasselle et n° 271 de M. Claude Domeizel (contrôle par les CDG de l'application des règles d'hygiène et de sécurité). (p. 2189) : accepte l'amendement n° 81 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les CDG de gérer les CET des collectivités et établissements publics non affiliés) ainsi que le sous-amendement n° 324 du Gouvernement s'y rapportant. -

**Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2190) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Alain Vasselle (gestion par les CDG des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics). Accepte les amendements n° 194 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les CDG de mettre en concurrence les prestataires avant la souscription des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics) et n° 221 de M. Claude Domeizel (précision du rôle des CDG en matière d'organisation des contrats d'assurance pour le compte des collectivités publiques). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 2191) : demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Alain Vasselle (conséquence). - **Article 16** (art. 26-1 nouveau de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'un service de médecine préventive par les centres de gestion - Coordination) (p. 2192) : accepte l'amendement n° 102 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les CDG de créer des services de prévention des risques professionnels). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial) (p. 2193, 2195) : ses amendements n° 25 : présence des CDG à cette conférence ; et n° 26 : présence des organisations syndicales ; adoptés. Demande le retrait des amendements n° 103 de M. Yves Détraigne (suppression de l'obligation d'organiser la conférence annuelle de coordination), n° 254 de M. Jacques Mahéas (substitution d'un rapport à la conférence annuelle de coordination), n° 72 de M. Alain Vasselle (rôle du conseil d'orientation pour l'organisation des conférences sur l'emploi) et n° 272 de M. Claude Domeizel (suppression du caractère annuel de cette conférence). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2196) : son amendement n° 27 : réunion annuelle des centres de gestion coordonnateurs ; adopté. À titre personnel, accepte l'amendement n° 328 du Gouvernement (compétence des collectivités affiliées à un CDG pour établir les listes d'aptitude à la promotion interne). (p. 2197) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. Alain Vasselle (création d'une commission administrative paritaire au niveau national). Estime l'amendement n° 167 de M. Pierre Hérisson (association des élus territoriaux aux négociations sociales) satisfait par l'article additionnel introduit après l'article 7. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2198) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Claude Domeizel (clarification en matière de contrôle des dépenses liées à la création et à la gestion des emplois budgétaires). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de M. Yves Détraigne (égalité entre la fonction publique territoriale et le droit privé en matière d'amplitude maximale de la journée de travail) et n° 105 de M. Michel Mercier (possibilité d'aligner le régime des dérogations aux garanties minimales de durée du travail applicables aux agents territoriaux sur celui des agents du ministère de l'équipement). (p. 2199) : accepte l'amendement n° 312 du Gouvernement (possibilité, pour une collectivité membre d'un établissement public de coopération intercommunale non obligatoirement affiliée à un centre de gestion, de choisir de relever des commissions administratives paritaires de cet établissement public). Son amendement n° 28 : légalisation de la présence de tout agent territorial habilité lors de la réunion de la commission administrative paritaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 315 du Gouvernement qu'elle accepte. (p. 2200) : accepte l'amendement n° 273 de M. Claude Domeizel (création de comités techniques paritaires locaux au niveau des établissements publics de coopération intercommunale). (p. 2201, 2202) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 142 (abrogation de la loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique) et n° 143 (titularisation des agents contractuels de la fonction publique) ainsi qu'à l'amendement n° 106 de M. Claude Biwer (liberté de recrutement des agents communaux dans les petites communes et les communautés de communes les moins peuplées). - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Rôle des comités techniques paritaires) (p. 2203) : son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 145 de Mme Josiane Mathon-Poinat (consultation pour avis des comités techniques paritaires sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la fonction publique territoriale). (p. 2204) : intervient sur l'amendement n° 274 de M. Claude Domeizel (consultation des



comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2205) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 219 de M. Simon Soutour (autorisation donnée aux collectivités territoriales et aux établissements publics d'aider leur personnel à disposer d'une protection sociale complémentaire). (p. 2207) : accepte l'amendement n° 210 de M. Jean-Patrick Courtois (assouplissement des règles de création d'emplois au sein des communes). (p. 2208) : s'oppose à l'amendement n° 146 de Mme Josiane Mathon-Poinat (établissement de mesures statistiques sexuées en matière de recrutement, de rémunération, de formation, de promotion et de mobilité dans la fonction publique territoriale). - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2211, 2212) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires). S'oppose également aux amendements identiques n° 91 de M. Paul Girod et n° 107 de M. Yves Détraigne (prise en compte de la durée de service des collaborateurs des parlementaires pour le calcul des règles d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale).

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 2260) : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Charles Gautier (création d'un concours sur titre pour les cadres d'emplois des administrateurs territoriaux et des attachés territoriaux ouvert aux collaborateurs de cabinet). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2261) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Paul Amoudry (prise en compte des agents contractuels au prorata de leur temps de présence pour le calcul de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés). - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : demande le retrait des amendements identiques n° 110 de M. Claude Biwer et n° 279 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas pour les agents de catégorie C) comme relevant du domaine réglementaire. - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix »*) (p. 2264) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements n° 149 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et n° 278 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas et prise en compte de la seule valeur professionnelle pour la promotion interne). Accepte l'amendement n° 326 du Gouvernement (compétence des collectivités affiliées volontairement à un centre de gestion et qui se réservent le fonctionnement de leur CAP pour établir les listes d'aptitude à la promotion interne). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2265, 2266) : s'oppose à l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 165 (droit à l'action sociale au bénéfice de l'ensemble des agents territoriaux) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 329 de M. Claude Domeizel. (p. 2267) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 237 de M. Claude Domeizel (coordination). (p. 2268) : s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Hugues Portelli (intégration dans la fonction publique territoriale d'agents contractuels de catégorie A et reprise d'ancienneté). - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2269, 2271) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). Son amendement n° 31 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2272) : s'oppose à l'amendement n° 238 de M. Claude Domeizel (précision des conditions de mobilité statutaire par décret en Conseil d'Etat). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 2273) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Robert Bret (emplois fonctionnels de directeur général pourvus uniquement par des fonctionnaires). - **Article 23** (art. 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation d'agents territoriaux*) (p. 2274) : ses amendements portant sur le même objet n° 32 et 33 : introduction des

établissements publics locaux dans le dispositif de régulation des mutations ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 150 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2276) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Yves Détraigne (abaissement du seuil retenu pour la création d'emploi fonctionnel de directeur général des services dans les communes, de 3500 habitants à 2000 habitants) et accepte les amendements identiques n° 151 de M. Robert Bret, n° 94 de M. Roger Madec, n° 200 de M. Philippe Goujon et n° 112 de M. Michel Mercier (création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement). Son amendement n° 34 : suppression de la création d'emplois fonctionnels de directeurs généraux des services techniques dans les départements et les régions ; adopté. (p. 2277) : son amendement n° 35 : correction d'erreurs matérielles ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 162 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les communautés de communes de 5000 habitants de créer des emplois fonctionnels de directeur général). (p. 2278) : s'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Josiane Mathon-Poinat (conséquence). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2280) : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale). (p. 2282) : après avis du Gouvernement, s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Jacques Mahéas (mutualisation au niveau des centres de gestion du coût des congés bonifiés). (p. 2283) : s'oppose à l'amendement n° 303 de M. Jean-Claude Gaudin (abaissement des seuils permettant l'attribution par nécessité absolue de service de logements de fonction ou de véhicules de fonction aux collaborateurs de cabinet du président du conseil général ou régional ou des maires). - **Article additionnel avant l'article 25** : demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (limitation du congé annuel des personnels territoriaux à trente-et-un jours consécutifs). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 2284) : son amendement n° 36 : précision ; adopté. (p. 2285) : s'oppose à l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence) et, sur ce dernier, demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 334 de M. Michel Charasse (conditions de création de la contribution additionnelle fixée par décret). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2288) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 282 de M. Claude Domeizel (révision des pensions de retraite des cadres territoriaux de santé dans des termes identiques à ceux appliqués pour les fonctionnaires hospitaliers). - **Article 26** (art. 68 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Détachement d'un fonctionnaire hospitalier dans un cadre d'emploi, emploi ou corps de la fonction publique territoriale*) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 116 de M. Michel Mercier (harmonisation des conditions de rémunération des agents en détachement dans les collectivités territoriales par un décret en Conseil d'Etat). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2289) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Paul Raoult (possibilité de détachement sur deux ou plusieurs emplois à temps partiel). (p. 2290) : s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Michel Charasse (révision du barème de notation des agents territoriaux) comme relevant du domaine réglementaire. (p. 2291) : accepte les amendements de M. Paul Raoult n° 215 (maintien des avantages collectivement acquis au profit des agents affectés dans un syndicat mixte) et n° 218 (maintien du régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis au profit des agents d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes dont les structures fusionnent). - **Article 27** (art. 77 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Avancement des représentants syndicaux*) : son amendement n° 37 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 2292) : son amendement n° 38 : prise en compte des acquis de l'expérience professionnelle pour l'avancement de grade ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 163 de M. Roger Karoutchi (augmentation du nombre d'échelons du grade de directeur territorial), dont les dispositions relèvent du domaine réglementaire. (p. 2293) : demande le retrait de l'amendement n° 224 de M. Michel Charasse (possibilité pour

l'autorité territoriale d'affecter un agent précédemment révoqué pour raison disciplinaire et réintégré à la suite d'une décision de justice dans le centre de gestion compétent). - **Articles additionnels après l'article 27 ou avant l'article 28** (p. 2294) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Jean-Léonce Dupont (fixation du plafond et du seuil du régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 2295) : demande le retrait de l'amendement n° 118 de M. Claude Biwer (possibilité pour les élus des petites collectivités de majorer la rémunération des membres de leur personnel les plus méritants et de sanctionner financièrement les absences injustifiées). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2297, 2298) : sur les amendements de M. Michel Charasse, s'oppose aux n° 222 (délibération du conseil de discipline à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés), n° 227 (dans les communes de montagne, réunion du conseil de discipline parmi les seuls représentants des collectivités territoriales du département concerné), n° 225 (prise en compte équivalente par la juridiction administrative saisie d'un recours contre une mesure individuelle concernant un agent territorial, de la notation et des appréciations figurant dans son dossier), n° 233 (suspension du traitement pendant l'incarcération en détention provisoire d'un fonctionnaire territorial) et n° 234 (suppression de la procédure disciplinaire en cas de condamnation définitive d'un fonctionnaire territorial à la suite de vol ou de détournement de fonds commis au détriment de la collectivité territoriale qui l'emploie), demande le retrait des n° 230 (présidence du conseil de discipline par un élu territorial) et n° 223 (suppression du droit de vote accordé au président du conseil de discipline), demande l'avis du Gouvernement sur le n° 235 (suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés) et accepte le n° 228 (possibilité de recrutement direct des anciens fonctionnaires de la police nationale ou des militaires de la gendarmerie en qualité de garde-champêtre). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2302) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. Yves Détraigne (simplification du processus de modification des horaires des employés territoriaux). Accepte l'amendement n° 119 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (en cas de mise à disposition du CNFPT ou d'un centre de gestion, d'un agent, à la suite de la cessation de ses fonctions, suppression de la déduction opérée sur son traitement pour les rémunérations "accessoires" touchées au titre d'une activité privée) et demande le retrait de l'amendement n° 240 de M. Claude Domeizel (suppression de la disposition prévoyant la déduction des rémunérations "accessoires" perçues par un agent au titre d'une activité privée, en cas de cumul). - **Article 29** (art. 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Monétisation des mises à disposition non intervenues au bénéfice d'organisations syndicales*) (p. 2304) : son amendement n° 39 : rédaction ; adopté. Son amendement n° 40 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Alain Vasselle (suppression) et accepte l'amendement n° 316 du Gouvernement (restriction de la possibilité d'utiliser les fonds prélevés sur la DGF aux seules dépenses de fonctionnement courant, hors charge de personnel). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2307) : s'oppose aux amendements analogues n° 246 de M. Charles Gautier et n° 304 de M. Jean-Claude Gaudin (préavis de licenciement accordé aux collaborateurs de cabinet). S'oppose à l'amendement n° 239 de M. Claude Domeizel (conditions de mobilité au sein des différentes fonctions publiques). (p. 2308, 2310) : accepte l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (maintien du régime indemnitaire des personnels transférés d'une collectivité à l'un de ses établissements publics) et sur ce dernier le sous-amendement n° 319 de M. Yves Détraigne (généralisation à l'ensemble des agents du même régime indemnitaire au sein d'un même établissement public). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 2310) : s'oppose à l'amendement n° 256 de M. Jacques Mahéas (nouvel intitulé introduisant des dispositions relatives à l'action sociale). - **Article 30** (*chapitres XIII et XIV nouveau, art. 108-1 et 108-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'un chapitre relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale*) (p. 2311) : s'oppose à l'amendement n° 290 de M. Claude Domeizel (publicité des résultats de l'évaluation des risques par l'employeur territorial).

S'oppose à l'amendement n° 291 de M. Claude Domeizel (consultation du service de médecine préventive par l'autorité territoriale). Son amendement n° 41 : rédaction ; adopté. (p. 2312, 2313) : à titre personnel, demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour le centre de gestion de mettre à la disposition de l'EPCI un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité) au profit de l'amendement n° 330 du Gouvernement (possibilité pour les centres de gestion ou les EPCI de mettre à disposition des collectivités ou des établissements publics un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité) qu'elle accepte sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 333 de M. Claude Domeizel (mutualisation des moyens adoptés). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2314) : sur les amendements de Mme Françoise Férat, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 121 (lutte contre les certificats médicaux de complaisance) et demande le retrait du n° 122 (lutte contre les abandons de poste sans motif). - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 2315) : s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Jacques Mahéas (définition législative de l'action sociale). - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984*) (p. 2316) : ses amendements n° 42, 43, 44 et 45 : coordination ; adoptés. - **Article 32** (art. 4, 5, 6 bis, 11, 14, 23 et 24 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 12 juillet 1984*) (p. 2317) : ses amendements n° 46, 47 et 48 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 2318) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 214 de M. Hugues Portelli (maintien en activité des responsables administratifs atteints par la limite d'âge jusqu'au renouvellement des assemblées délibérantes des collectivités dont ils relèvent). S'oppose à l'amendement n° 258 de M. Jacques Mahéas (alignement du mode d'élection du centre interdépartemental de gestion de la petite couronne d'Île-de-France sur le droit commun en matière d'élection des conseils d'administration des centres de gestion). (p. 2319) : s'oppose à l'amendement n° 267 de M. Claude Domeizel (possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie). - **Article additionnel avant l'article 33** : Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 310 de Mme Colette Mélot (intégration des titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A dans les filières de la fonction publique territoriale). - **Article 33** (art. 68 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 - *Régime indemnitaire des cadres d'emplois sans équivalence parmi les corps de l'Etat*) (p. 2320) : son amendement n° 49 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** : demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Philippe Arnaud (mise à la charge de l'Etat de la contribution au centre de gestion lorsqu'une suppression de poste est la conséquence directe d'une décision de l'Etat). (p. 2321) : après avis du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 212 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de recruter davantage de collaborateurs dans le strict respect de la masse financière fixée par décret). Demande le retrait des amendements de M. Michel Mercier n° 127, 128 et 129 (intégration dans les collectivités territoriales des agents issus de l'Etat selon un régime indemnitaire ou de nouvelle bonification indiciaire équivalent). (p. 2322) : accepte l'amendement n° 309 de M. Philippe Arnaud (possibilité d'embaucher des contractuels dans les communes de moins de 2 000 habitants lorsque la création ou la suppression du poste dépend d'une décision de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 2323) : son amendement n° 50 : participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public ; adopté. (p. 2324) : demande le retrait de l'amendement n° 244 de M. Daniel Raoul (création d'une commission permanente au sein des conseils municipaux des grandes villes) et son examen à l'occasion d'une éventuelle proposition de loi sur le sujet. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2325, 2326) : sur les amendements du Gouvernement, accepte les n° 317 (clarification du transfert des TOS à la collectivité territoriale de Corse) et n° 318 (clarification de la procédure de mise à disposition des services entre les communes et les EPCI auxquelles elles appartiennent) et, à titre personnel, accepte le n° 331 (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime

indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat). - **Article 36** (*Entrée en vigueur des transferts de mission du CNFPT vers le Centre national de coordination des centres de gestion et les centres de gestion*) (p. 2327) : son amendement n° 51 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2328) : accepte l'amendement n° 166 de M. Roger Karoutchi (précision relative à la régularisation des transferts des résidences universitaires). (p. 2329, 2331) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des agents intercommunaux). Accepte les amendements n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes) et n° 213 de M. Paul Blanc (définition de la nature juridique des actes réalisés par les agents communaux ou intercommunaux dans le cadre du partenariat public avec La Poste).

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5103, 5104) : nécessité d'adapter la législation funéraire à l'évolution des pratiques. Questions débattues au sein du groupe de l'UC-UDF : possibilité de conservation privative des cendres ; coût de la baisse de la TVA. Remarques au nom de l'Association des maires de France : interrogation sur la nécessité de créer une commission départementale des opérations funéraires ; taux du droit à vacation funéraire ; nouvelles obligations assorties de délais insuffisants ; respect de la position des différents cultes sur la crémation. - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5114) : intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie). Interrogation sur les rôles respectifs du maire, de la gendarmerie et de la police. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5126) : remerciements à l'auteur de cette proposition et au rapporteur.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5236) : questions sur la budgétisation des opérations extérieures.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5257) : interrogation sur les axes de la politique de renouvellement des effectifs au sein de la fonction publique. Nécessité d'assurer une adéquation quantitative des postes aux besoins en personnels et d'effectuer un rapprochement entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale. Gestion des ressources humaines des préfetures. Interrogation sur les répercussions des dispositions de ce projet de loi sur le plan national de requalification ainsi que sur les évolutions prévues pour pallier les départs à la retraite. (p. 5261) : interrogation sur l'évolution des crédits du programme "Vie politique, culturelle et associative" consacrés au développement du vote électronique. Avantages de cette nouvelle procédure sur le plan environnemental, économique et démocratique.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5594) : sur l'amendement n° 20 de la commission (codification), soutient le sous-amendement n° 484 de M. Daniel Soulage (inclusion de la création de nouvelles ressources d'eau de qualité dans la liste des objectifs de gestion équilibrée de l'eau) ; adopté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6298, 6299) : inscription du texte dans la politique de contrôle de l'immigration. Troisième texte relatif à la lutte contre le mariage simulé en huit mois. Le groupe UC-UDF souscrit à l'objectif de lutte contre les mariages de complaisance et les mariages forcés sous réserve de garantir le principe de la liberté du mariage. Attente d'éclaircissements sur la modification des règles de l'opposabilité du mariage, la suppression du délai de caducité de l'opposition du procureur de la République et la charge de travail des agents en poste dans les consulats et les ambassades.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (31 octobre 2006) - **Article 4** (*art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations*) (p. 7523) : favorable aux amendements identiques n° 89 de M. Georges Othily et n° 98 de M. Gaston Flosse (création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9021) : emploi public. Modernisation de la fonction publique. Rémunération à la performance.

*Deuxième partie :*

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9740, 9741) : action "Urbanisme, planification et aménagement". Délivrance des permis de construire. Aide aux collectivités territoriales. Réforme du droit des sols. Application de l'ordonnance relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 10767, 10768) : consensus au sein des deux assemblées. Modifications mineures proposées par la commission. Non-remise en question des éléments positifs du texte. Souhaite s'en tenir aux mesures utiles au renforcement de l'efficacité de la loi sans remettre en question le vote conforme de l'Assemblée nationale. - **Article 3** (*art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle*) (p. 10779) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 8** (*intitulé de la section 2 du chapitre 1er de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 10780, 10781) : ses amendements n° 1 : rédaction ; n° 2 : précision selon laquelle la compétence du CNFPT pour la gestion des fonctionnaires de catégorie "A+" ne s'exerce, s'agissant des ingénieurs territoriaux, que pour les ingénieurs en chef ; adoptés ; et n° 3 : extension des missions du CNFPT en matière de recrutement des fonctionnaires de catégorie "A+" à l'organisation des examens professionnels permettant de bénéficier d'un avancement de grade ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Alain Vasselle (suppression de la restitution des missions de gestion au CNFPT). - **Article 11** (*art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 10786) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 21 (suppression de l'échelon interrégional de coordination) et n° 20 (possibilité de conventionnement des centres de gestion coordonnateurs entre eux). - **Article 13** (*art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 10788) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 34 de M. Alain Vasselle et n° 71 de M. Jean Boyer (référence au dispositif de la loi du 27 décembre 1994 pour les transferts financiers du CNFPT vers les centres de gestion). - **Article 15 quater** (*art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10793) : sur l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités), qu'elle accepte, s'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité). Demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Jean Boyer, portant sur le même

objet que l'amendement précité n° 54 de M. Hugues Portelli. - **Article 15 quinquies** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mission des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques sanitaires) (p. 10794) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Dominique Mortemousque (élargissement aux centres de gestion de l'organisation des concours de sapeurs-pompiers professionnels). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial) (p. 10795) : demande le retrait des amendements n° 61 de M. Yves Détraigne (suppression de la conférence annuelle pour l'emploi public territorial) et n° 24 de M. Alain Vasselle (suppression de la participation des délégations du CNFPT et des organisations syndicales aux conférences régionales pour les questions relatives à la formation). - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public) (p. 10797) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Sur l'amendement n° 64 de M. Yves Détraigne (conservation du bénéfice du CDI à l'agent contractuel de plus de 50 ans affecté sur un autre poste au sein de la même collectivité quelle que soit la nouvelle nature de ses fonctions) demande l'avis du Gouvernement auquel elle se ralliera. - **Article additionnel après l'article 18 AA** (p. 10799) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Marie Bockel (possibilité de mutualisation totale ou partielle de la gestion du personnel entre EPCI et communes membres non affiliées à un centre de gestion). - **Article 18 AB** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Dispositifs applicables aux agents non titulaires bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée) (p. 10800) : son amendement n° 4 : encadrement des possibilités de mise à disposition d'agents non titulaires bénéficiant d'un CDI ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 75 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'article 18 AB). - **Article 18 C** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Possibilité de comités techniques paritaires communs entre les EPCI et leurs communes membres) (p. 10801, 10802) : demande le retrait des amendements n° 26 de M. Alain Vasselle (suppression) et n° 47 de M. Pierre Hérisson (possibilité de créer des CTP communs entre les EPCI et une ou plusieurs communes membres), et demande l'avis du Gouvernement pour le n° 48 (possibilité de créer des CTP autonomes ou communs à plusieurs collectivités territoriales dès lors que l'effectif global concerné est au moins égal à vingt agents) de ce dernier auteur. - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux) (p. 10803) : accepte l'amendement n° 55 de M. Hugues Portelli (exclusion du champ d'application de l'article du cadre d'emploi des agents de police municipale) et s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils) (p. 10805, 10806) : accepte l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Gaudin (précision selon laquelle la nomination d'un agent sur un emploi fonctionnel de directeur général des services ou de directeur général adjoint des services de mairie d'arrondissement devrait être effectuée dans le respect de la distinction des compétences entre les mairies de plein exercice de Paris, Lyon et Marseille, d'une part, et les mairies d'arrondissement, d'autre part).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 décembre 2006) (p. 10809) : précise que MM. André Vallet et Yves Pozzo di Borgo se seraient prononcés contre les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques, s'ils avaient pu participer au vote.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)] (suite)** - (20 décembre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical) (p. 10810, 10811) : son amendement n° 5 : suppression de la limitation de la mutualisation du financement des autorisations spéciales

d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante salariés ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Alain Vasselle (plafonnement à 50 % de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de 50 salariés). - **Article 28** (art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions) (p. 10813) : demande le retrait de l'amendement n° 72 de M. Jean Boyer (suppression) au profit de l'amendement n° 49 de M. Pierre Hérisson (rétablissement de l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours parmi les sanctions du premier groupe) qu'elle accepte. - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale) (p. 10814, 10815) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 27 de M. Alain Vasselle, n° 69 de M. Jean Boyer, n° 77 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 83 de M. Claude Domeizel. - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 10816) : demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Claude Domeizel (précision). - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10816) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année). - **Article 28 quater** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Cumul d'activités d'un fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi) (p. 10818) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 51 de M. Laurent Béteille et n° 70 de M. Jean Boyer (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Article 29 bis** (art. 111-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien du régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis par les agents transférés d'une collectivité territoriale vers un de ses établissements publics ou inversement) (p. 10819) : demande le retrait de l'amendement n° 63 de M. Yves Détraigne (faculté pour l'EPCI de généraliser à l'ensemble de son personnel les avantages détenus par une partie de celui-ci du fait de son appartenance passée à une autre collectivité). - **Article 29 ter** (nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - Création d'un titre emploi collectivité) (p. 10821) : son amendement n° 6 : suppression ; adopté. - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984) (p. 10823) : accepte l'amendement n° 56 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les fonctionnaires territoriaux ayant accumulé un nombre important de droits à congés de bénéficier d'une compensation financière par une monétisation du compte épargne temps). Ses amendements n° 7 : rédaction ; n° 8 et 9 : coordination ; adoptés. Sur les amendements de M. Alain Vasselle, accepte le n° 28 (précision tendant à prévenir un risque contentieux) et demande le retrait du n° 29 (précision). - **Article 32 quater** (art. 139 ter nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Intégration automatique dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A) (p. 10826) : accepte l'amendement n° 31 de M. Alain Vasselle (caractère optionnel de l'intégration dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A). - **Article additionnel après l'article 32 quater** (p. 10827) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Hugues Portelli (reprise des années de service effectuées en tant qu'agents non titulaires du service public pour les agents de catégorie A intégrés dans la fonction publique territoriale). - **Article 35 bis A** (art. L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de transfert des services des centres communaux d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale) (p. 10828) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 50 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les centres communaux d'action sociale, CCAS, d'organiser un partage de services par convention avec les centres intercommunaux d'action sociale, CIAS, ou les EPCI compétents). - **Article 35 bis** (art. L. 4424-2 du code général des collectivités territoriales - Compétence de la collectivité territoriale de Corse en matière d'accueil, de restauration,

*d'hébergement, d'entretien général et technique dans les établissements scolaires dont elle a la charge, ainsi que pour le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service qui y travaillent*) (p. 10829) : son amendement n° 10 : précision ; adopté. - **Article 36** (*Entrée en vigueur des transferts de mission du CNFPT vers le Centre national de coordination des centres de gestion et les centres de gestion*) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Alain Vasselle (délais de transfert aux centres de gestion des missions jusque-là assumées par le CNFPT). - **Article 40** (*art. L. 241-12 du code des juridictions financières - Moyens de défense octroyés aux ordonnateurs ayant cessé leurs fonctions lors d'un contrôle de la chambre régionale des comptes*) (p. 10831) : accepte l'amendement n° 66 de M. Jacques Blanc (amélioration des conditions de prise en charge de la défense des ordonnateurs de collectivités territoriales et des dirigeants d'établissements publics qui ne sont plus en fonction au moment où la chambre régionale des comptes examine un exercice passé) après sa rectification. - **Article 42** (*art. L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales - Garanties de moralité des personnes responsables des organismes de formation des élus locaux*) : ses amendements n° 11 : rédaction ; et n° 12 : suppression de la subordination de la délivrance de l'agrément à un organisme de formation à une enquête administrative sur le responsable dudit organisme ; adoptés. - **Article 43** (*art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 - Conditions d'attribution des logements de fonction aux personnels ouvriers et de service dans un*

*établissement public local d'enseignement*) (p. 10832) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. - **Article 44** (*Modalités de transfert des personnels techniciens, ouvriers et de services non affectés dans les lycées et collèges au moment du transfert des services aux collectivités territoriales ou leurs groupements*) : son amendement n° 14 : intégration dans l'article de la référence au congé de présence parentale ; adopté. - **Article 45** (*art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Promotion de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes*) : son amendement n° 15 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10834) : accepte les amendements du Gouvernement n° 89 (instauration d'une dépense obligatoire pour la réalisation de prestations d'action sociale par les collectivités territoriales) et n° 88 (détermination par l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de l'action sociale au bénéfice de ses agents) et, sur ce dernier, les sous-amendements identiques n° 90 de M. Jacques Mahéas et n° 91 de Mme Josiane Mathon-Poinat (obligation de mise en oeuvre de l'action sociale déterminée par l'assemblée délibérante). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 79 de M. Pierre Jarlier (report du 1er juillet au 1er octobre 2007 de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme).

**GOURNAC (Alain)**  
sénateur (Yvelines)  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 1er février 2006.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales ; nouvelle nomination le 6 novembre 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 203 (2005-2006)] pour l'égalité des chances [n° 210 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Société - Travail - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'égalité des chances [n° 242 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Société - Travail - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 310 (2005-2006)] sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 311 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-2006)] - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 224, 226) : impasses du système actuel de minima sociaux. Texte valorisant le retour à l'emploi. Simplification du dispositif d'intéressement. Prime pour l'emploi. Problème de la garde d'enfants. Devoir de contrôle. Chantiers d'insertion. Fragilité de leur équilibre économique. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 872, 875) : rappel de l'audition des mouvements de jeunes par la commission des affaires sociales. Nécessité de rétablir le bon fonctionnement du pacte républicain et de renforcer la cohésion sociale. Existence de trois grandes fractures au sein de la société : générationnelle, territoriale et socio-ethnique. Priorité donnée à la lutte contre les discriminations et à la promotion de la diversité. Favorable au développement de l'apprentissage et à la mise en place du CPE. Amendements de la commission en matière de lutte contre les discriminations. Succès rencontré par les zones franches urbaines existantes. Adaptations de ce dispositif proposées par la commission. Observations sur la nouvelle Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. Favorable au contrat de responsabilité parentale. S'en remettra aux conclusions de la commission des lois en ce qui concerne le renforcement des pouvoirs de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. La commission des affaires sociales recommande l'adoption de ce texte enrichi par ses propres amendements.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 959) : s'oppose à la motion n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 964) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 969, 970) : s'oppose à la motion n° 11 de M. Roger Madec tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé de la section 1** (p. 977) : son amendement n° 14 : rédaction ; adopté. (p. 978) : sur son amendement n° 14 précité, s'oppose au sous-amendement n° 838 de M. Roland Muzeau. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 996) : accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise). (p. 1005) : accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1010) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage). (p. 1012) : s'oppose à l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). (p. 1016, 1017) : accepte l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Godefroy (modalités d'un retour éventuel au collège). (p. 1018) : accepte l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage). (p. 1020, 1021) : accepte les amendements de Mme Valérie Létard n° 496 (ouverture de différentes branches d'activité aux jeunes apprentis) et n° 497 (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises). (p. 1024) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision du

statut scolaire du jeune stagiaire). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 416 de M. Michel Houel (redéfinition de la période initiale de l'apprentissage junior). (p. 1025) : s'oppose aux amendements de M. Serge Lagauche n° 223 (suivi et accompagnement de chaque élève tout au long de sa scolarité), n° 236 (attribution à l'Etat de la mission d'information sur les métiers) et n° 237 (organisation de la découverte des métiers par le service d'orientation et d'information de l'éducation nationale en lien avec les organismes spécialisés dans l'orientation). (p. 1026) : s'oppose à l'amendement n° 580 de Mme Annie David (bénéfice des garanties et protections du statut scolaire attribué aux élèves ayant manifesté leur intention d'accéder au plus tôt à l'apprentissage d'un métier). (p. 1028) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans). (p. 1029) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (interdiction du travail des enfants). S'oppose à l'amendement n° 566 de Mme Annie David (maintien des jeunes apprentis sous statut scolaire le plus longtemps possible). (p. 1030) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien du statut scolaire jusqu'à seize ans). (p. 1031) : s'oppose à l'amendement n° 375 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'une commission d'orientation préalable à l'entrée d'un jeune dans une formation d'apprenti junior). (p. 1032) : s'oppose à l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (bilan mensuel de l'expérience avec l'élève, ses parents et l'équipe pédagogique). (p. 1033, 1034) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 480 (modalités de retour d'un apprenti à une scolarité normale), n° 481 (accompagnement du jeune apprenti revenant à une scolarité normale) et n° 482 (remise à niveau des connaissances des jeunes apprentis). (p. 1036) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances). (p. 1038) : accepte l'amendement n° 483 de Mme Marie-Christine Blandin (possibilité pour l'élève de faire des choix). S'oppose à l'amendement n° 570 de Mme Annie David (possibilité de formation professionnelle sous statut scolaire à partir de quinze ans pour l'élève ayant effectué son parcours d'initiation aux métiers). S'oppose à l'amendement n° 376 de Mme Dominique Voynet (rémunération minimale en faveur des jeunes stagiaires). (p. 1040, 1041) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 109 (suppression de la gratification), n° 110 (prise en charge des frais engagés par le jeune) et n° 111 (impossibilité de déroger aux horaires et d'autoriser le travail de nuit des jeunes de moins de seize ans). (p. 1042) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Godefroy (impossibilité pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire de travailler le dimanche). (p. 1044, 1045) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 113 (précision), n° 114 (garantie de la santé et de la sécurité des jeunes stagiaires), n° 115 (règles applicables aux stages accomplis par des jeunes de moins de seize ans) et n° 116 (encadrement des stages des jeunes de moins de seize ans). (p. 1046, 1047) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 118 (examen médical du jeune préalablement au stage en entreprise), n° 119 (précision), n° 415 (impossibilité de déroger à l'interdiction de travail de nuit des jeunes), n° 121 (conséquence), n° 124 (dérogation impossible à l'interdiction de travail de nuit pour les jeunes), n° 125 (impossible dérogation à l'interdiction de travail du dimanche pour les jeunes) et n° 126 (impossibilité de déroger à l'interdiction de travail les jours de fête pour les jeunes). (p. 1049) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 127 (garantie de la santé et de la sécurité des jeunes apprentis de moins de seize ans) et n° 129 (examen médical des jeunes de moins de seize ans préalablement au début du contrat d'apprentissage). (p. 1050, 1051) : s'oppose aux amendements n° 379 de Mme Dominique Voynet (procédure de déclaration par l'employeur à l'inspection du travail préalablement à toute entrée dans le dispositif de l'apprentissage junior) et n° 585 de M. Roland Muzeau (encadrement de la signature du contrat). (p. 1052) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 377 de Mme Dominique Voynet et n° 587 de Mme Annie David (interdiction du travail de nuit des jeunes de moins de seize ans). (p. 1053) : s'oppose aux amendements n° 588 de Mme Eliane Assassi (interdiction du travail des jeunes le dimanche) et n° 589 de M. Roland Muzeau (renforcement de la surveillance médicale des jeunes apprentis susceptibles

d'utiliser des machines dont l'usage est proscrit par le code du travail). (p. 1054) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 590 de M. Roland Muzeau et n° 380 de Mme Dominique Voynet (précision sur la nature des tâches confiées aux jeunes apprentis de moins de seize ans). (p. 1055) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Yannick Bodin (recrutement dans les classes préparatoires aux grandes écoles des lycées publics et dans les premières années des établissements d'enseignement supérieur public effectuant une sélection des candidats). (p. 1056) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Dominique Voynet (encadrement du placement en formation des jeunes).

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1078, 1079) : insertion professionnelle difficile d'une fraction importante de la jeunesse. Volonté du Gouvernement de lutter contre la précarité. Existence de marges de recrutement dans de nombreux secteurs d'activité à condition de lever les réserves psychologiques des employeurs. (p. 1103) : s'oppose aux amendements identiques n° 146 de Mme Raymonde Le Texier, n° 273 de M. Gérard Delfau, n° 440 de M. Jean Desessard et n° 648 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1105) : s'oppose à l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif"). (p. 1107) : s'oppose à l'amendement n° 650 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE). (p. 1108, 1109) : s'oppose aux amendements analogues de Mme Raymonde Le Texier n° 148 et n° 147 (nouvelle dénomination du CPE). (p. 1110) : s'oppose à l'amendement n° 670 de M. Roland Muzeau (non-ouverture de droits à exonération de charges pour les employeurs). (p. 1111) : s'oppose à l'amendement n° 444 de M. Jean Desessard (limitation de l'application du CPE aux petites entreprises). (p. 1113) : s'oppose aux amendements identiques n° 149 de Mme Raymonde Le Texier et n° 443 de M. Jean Desessard (impossibilité d'utiliser le CPE pour remplacer un salarié absent). (p. 1114) : s'oppose à l'amendement n° 441 de M. Jean Desessard (limitation du recours au CPE). (p. 1115) : s'oppose à l'amendement n° 150 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour faire face à un accroissement temporaire d'activité). (p. 1116) : s'oppose à l'amendement n° 651 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE). (p. 1117, 1118) : s'oppose à l'amendement n° 151 de Mme Raymonde Le Texier (soumission du CPE aux dispositions du code du travail). (p. 1119) : s'oppose à l'amendement n° 152 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité d'embaucher en CPE à temps partiel). (p. 1124) : s'oppose à l'amendement n° 155 de Mme Raymonde Le Texier (soutien apporté aux jeunes embauchés afin de faciliter leur insertion dans l'emploi). (p. 1125, 1126) : s'oppose à l'amendement n° 502 de M. Michel Mercier (réduction de la période de consolidation du CPE de deux ans à un an). (p. 1127) : s'oppose à l'amendement n° 667 de M. Roland Muzeau (droits garantis au salarié embauché dans le cadre d'un CPE). (p. 1128) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Jean Desessard (maintien pour un salarié titulaire d'un CPE de la possibilité de remplir des missions de conseiller du salarié). (p. 1129) : s'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique). (p. 1130) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). (p. 1131) : s'oppose à l'amendement n° 660 de M. Roland Muzeau (indemnité compensatrice versée au salarié dont le CPE est rompu pour cas de force majeure en raison d'un sinistre). (p. 1132, 1133) : s'oppose aux amendements n° 504 de M. Michel Mercier (mode de calcul de la durée de la période de consolidation) et n° 153 de Mme Raymonde Le Texier (qualification de la période de consolidation en "période d'essai"). (p. 1134) : s'oppose à l'amendement n° 652 de M. Roland Muzeau (déduction des périodes d'emploi déjà effectuées dans l'entreprise de la durée de la période de consolidation du CPE). (p. 1135) : s'oppose à l'amendement n° 653 de M. Roland Muzeau (versement de l'indemnité de précarité au salarié auquel un CPE est proposé à l'issue d'un CDD ou d'un contrat de travail temporaire). (p. 1136) : s'oppose à l'amendement n° 157 de Mme Raymonde Le Texier (maintien de la procédure de licenciement de droit commun pour le CPE). (p. 1137) : s'oppose à l'amendement n° 158 de Mme Raymonde Le Texier (réduction de la période de consolidation de deux ans

à deux mois). (p. 1138) : s'oppose à l'amendement n° 159 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE). (p. 1139) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). (p. 1140) : s'oppose à l'amendement n° 654 de M. Roland Muzeau (obligation pour l'employeur d'énoncer les motifs de la rupture du contrat de travail). (p. 1141) : s'oppose à l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE).

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1150) : s'oppose à l'amendement n° 655 de M. Roland Muzeau (application au CPE d'une démarche de reclassement en cas de licenciement économique). (p. 1151, 1152) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 161 (suppression du cas de force majeure exonérant l'employeur du préavis) et n° 162 (précision sur la procédure applicable en cas de licenciement pour faute grave conformément au code du travail) ainsi qu'à l'amendement n° 509 de M. André Vallet (impossibilité pour les banques de refuser l'accès au crédit aux salariés en CPE). (p. 1153, 1154) : s'oppose aux amendements identiques n° 668 de M. Roland Muzeau et n° 164 de Mme Raymonde Le Texier (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement) ainsi qu'à l'amendement de cette dernière n° 163 (précision du montant des salaires restant dû en cas de licenciement). (p. 1155) : s'oppose à l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement et ajout d'une référence aux accords ou conventions collectives). (p. 1157) : s'oppose à l'amendement n° 669 de M. Roland Muzeau (mise en place d'une contribution supplémentaire à la charge de l'employeur, modulable en fonction de la date de rupture du contrat). (p. 1158) : s'oppose à l'amendement n° 165 de Mme Raymonde Le Texier (accès automatique des jeunes licenciés économiques d'un CPE à une convention de reclassement personnalisée). (p. 1159) : s'oppose à l'amendement n° 446 de M. Jean Desessard (garanties écrites d'un entretien préalable avant licenciement). (p. 1160, 1161) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 656 (application au CPE de la priorité de réembauchage durant un an en cas de licenciement économique) et n° 661 (suppression du délai de prescription de douze mois en cas de contestation d'un licenciement). (p. 1163) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 166 (précision) et n° 168 (augmentation du délai de prescription de l'action en contestation de rupture du contrat). (p. 1164, 1165) : s'oppose à l'amendement n° 167 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour un salarié en CPE de refuser d'effectuer des heures choisies). Rappel de l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution à l'Assemblée nationale après le vote sur le CPE. S'oppose à l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu). (p. 1166, 1170) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 169 de Mme Raymonde Le Texier, n° 450 de M. Jean Desessard et n° 664 de M. Roland Muzeau (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) ainsi qu'aux amendements analogues n° 662 de M. Roland Muzeau et n° 448 de M. Jean Desessard (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse) et des mêmes auteurs n° 663 et n° 449 (augmentation du délai de carence entre la signature de deux CPE pour le même poste et les mêmes fonctions dans l'entreprise en cas de rupture du premier). (p. 1171) : s'oppose à l'amendement n° 658 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, obligation pour ce dernier, s'il souhaite réembaucher le même salarié, de lui proposer un CDI). (p. 1173) : s'oppose aux amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié). (p. 1174, 1175) : s'oppose aux amendements identiques de repli n° 171 de Mme Raymonde Le Texier et n° 665 de M. Roland Muzeau. S'oppose aux amendements n° 442 de M. Jean Desessard (application d'un délai de carence entre la signature

de deux CPE successifs pour le même poste) et n° 172 de Mme Raymonde Le Texier (intégration de plein droit du salarié en CPE dans le plan de formation de l'entreprise) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 505 de M. Michel Mercier (institutionnalisation d'un bilan d'étape semestriel entre l'employeur et le salarié en CPE durant la période de consolidation). (p. 1177, 1179) : s'oppose aux amendements n° 659 de M. Roland Muzeau (suppression du régime spécifique d'indemnisation au chômage des salariés sortant d'un CPE) et n° 452 de M. Jean Desessard (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au contrat précaire afin d'abonder le Fonds de solidarité) ainsi qu'aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 173 (diminution de la durée d'activité nécessaire à l'acquisition du droit à l'allocation forfaitaire pour un salarié licencié d'un CPE) et n° 174 (augmentation de la durée de versement de l'allocation forfaitaire au salarié licencié d'un CPE). (p. 1180, 1182) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 175 (intégration du nombre de CPE dans les informations transmises chaque trimestre au comité d'entreprise) et n° 176 (remplacement de l'évaluation des effets du CPE sur l'emploi par une évaluation portant sur le nombre de créations nettes d'emplois) ainsi qu'à l'amendement n° 508 de M. Michel Mercier (évaluation du dispositif du CPE le 31 décembre 2008 et soumission de sa reconduction au bilan réalisé). (p. 1184, 1185) : s'oppose aux amendements n° 510 de M. Philippe Nogrix (mise en place d'un dispositif d'observation pour évaluer tous les semestres l'impact économique et social du CPE) et n° 177 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation du CPE avant la fin 2006). (p. 1186) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 451 (alignement des droits des femmes en état de grossesse salariées en CPE ou en CNE sur ceux d'une période d'essai ordinaire) et n° 453 (création d'un bonus-malus en matière de cotisations sociales afin d'inciter les entreprises à privilégier les contrats durables). (p. 1187, 1188) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 666 (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au CNE ou au CPE afin d'abonder le Fonds de solidarité) et n° 671 (remboursement des exonérations de charges perçues par les entreprises en cas de rupture du contrat pendant la période de consolidation du CPE). - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1216) : intervient sur l'amendement précité n° 165 de Mme Raymonde Le Texier. Caractère scandaleux des propos de l'opposition sénatoriale.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1251, 1252) : s'oppose aux amendements de suppression n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 597 de M. Roland Muzeau. (p. 1257, 1258) : accepte les amendements n° 598 de M. Roland Muzeau (possibilité pour les inspecteurs du travail de requérir un examen médical des enfants au-dessus de quinze ans admis en entreprise) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 65 (modalités de retour éventuel au collège). S'oppose à l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Godefroy (liberté des conseils régionaux de choisir de financer ou non le travail des jeunes à partir de quatorze ans). (p. 1259, 1263) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 606 (impossibilité de demander une période d'essai à l'apprenti embauché en CDI dans l'entreprise où il a exécuté son contrat d'apprentissage), n° 600 (interdiction du travail le dimanche pour les apprentis et des dérogations pouvant être accordées par voie réglementaire) et n° 605 (suppression des dispositions autorisant des dérogations à l'interdiction du travail de nuit des jeunes travailleurs). Souhait de la mise en conformité du décret du 13 janvier 2006 avec le code du travail. (p. 1264, 1268) : s'oppose aux amendements identiques n° 381 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 601 (suppression des dérogations au repos hebdomadaire de deux jours consécutifs dont bénéficient les apprentis), n° 602 (interdiction du travail les jours fériés pour les apprentis) et n° 607 (interdiction de tout écart de salaire entre deux emplois

identiques, quels que soient le niveau et la nature de la formation initiale). S'oppose aux amendements identiques n° 382 de Mme Dominique Voynet et n° 603 de M. Roland Muzeau (exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail les jours de fêtes légales pour les apprentis de moins de seize ans). - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - *Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors*) (p. 1271, 1273) : accepte l'amendement n° 372 du Gouvernement (octroi d'un crédit d'impôt au titre des apprentis embauchés à l'issue d'un contrat de volontariat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 281 (ouverture du droit au crédit d'impôt pour les contrats d'apprentissage conclus depuis au moins un mois). S'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de l'octroi du crédit d'impôt pour l'accueil d'un enfant en stage d'initiation aux métiers). - **Division additionnelle avant l'article 3 bis** (p. 1274) : son amendement n° 16 : division additionnelle - section 2 - Emploi et formation ; adopté. - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1278) : s'oppose à l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substituts à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire). (p. 1281, 1282) : son amendement n° 17 : regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité ; adopté après modification par le sous-amendement n° 511 de Mme Valérie Létard (limitation de la durée des stages dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus, à l'exception de ceux intégrés dans un cursus pédagogique), qu'il accepte. Question sur l'association des étudiants aux concertations sur la charte nationale des bonnes pratiques du stage en entreprise. Souhait de l'élaboration d'une convention de stage type. (p. 1285) : sur son amendement n° 17 précité, modifié par le sous-amendement n° 511 précité de Mme Valérie Létard, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements portant sur le même objet n° 874 de M. Roland Muzeau et n° 871 de Mme Valérie Létard (imputation de la durée du stage sur la période d'essai en cas de signature d'un contrat de travail à l'issue du stage), demande l'avis du Gouvernement pour les sous-amendements de ce dernier auteur n° 870 (dispositif visant à éviter la succession de stagiaires de façon continue sur un même poste), n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) et n° 869 (repli). Sur son amendement n° 17 précité, s'oppose aux sous-amendements n° 516 de Mme Valérie Létard (soumission de la convention de stage à une durée déterminée et aux dispositions du code du travail) et de M. Roland Muzeau n° 875 (interdiction de renouveler ou de prolonger le stage par rapport à la durée inscrite dans la convention) et n° 878 (possibilité de requalifier une convention de stage en CDI à la suite d'un stage effectué dans l'entreprise depuis plus de douze mois). Estime satisfait le sous-amendement n° 876 (conservation par le stagiaire de la qualité d'étudiant pendant toute la durée de son stage) de ce dernier auteur et accepte le sous-amendement n° 99 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la durée de stage dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus). - **Article 3 quater** (*Rémunération des stages en entreprise*) (p. 1291) : son amendement n° 18 : suppression pour coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 1292) : son amendement n° 19 : simplification des conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des indemnités versées au stagiaire ; adopté. (p. 1294, 1296) : sur les amendements de M. Nicolas About, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 832 (dispositif permettant de déroger aux obligations d'affectation des élèves résultant de leur lieu de résidence et de garantir l'accès des élèves résidant en ZEP à des établissements situés en dehors de leur quartier) et accepte les n° 828 (rapport annuel de la Conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, au ministre chargé de l'éducation nationale, sur les dispositions mises en oeuvre pour assurer l'égalité des chances et la diversité dans l'accès aux formations supérieures), n° 827 (détermination par décret en Conseil d'État des conditions d'ouverture et d'agrément des classes préparatoires ouvertes aux élèves provenant d'établissements situés en ZEP) et



n° 831 (extension à tous les établissements publics d'enseignement supérieur des possibilités de recrutement diversifié mises en place par l'Institut d'études politiques de Paris). - **Article 3 quinquies** (art. L. 141-18 nouveau du code du travail - Fixation du salaire à l'issue d'enchères inversées) (p. 1297) : son amendement n° 20 : interdiction expresse du recours aux enchères électroniques inversées pour la fixation du salaire ; adopté. - **Article 3 sexies** (art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue) (p. 1299) : s'oppose à l'amendement n° 684 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1302) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 373 de M. Serge Dassault (continuité de l'accompagnement dispensé dans le cadre du volontariat pour l'insertion durant les trois premiers mois en cas de signature d'un contrat de travail en alternance). - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés) (p. 1302) : son amendement n° 517 : abaissement du taux de la taxe d'apprentissage ; retiré. (p. 1304, 1310) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 687 (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage), n° 688 (repli), n° 689 (repli) et, portant sur le même objet, n° 685, 690, 691 et 686 (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 410 de M. Jean-Marc Juillard (intégration des stagiaires dans les effectifs retenus pour le calcul du seuil). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1311, 1312) : son amendement n° 22 : optimisation de l'allocation des ressources au profit des centres de formation d'apprentis et des sections d'apprentissage ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 694 (prise en compte des salariés sous contrat initiative-emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) et n° 696 (prise en compte des salariés sous contrat d'accès à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) (p. 1331, 1333) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 695 (prise en compte des apprentis dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés), n° 692 (prise en compte des contrats d'avenir et des contrats d'accompagnement à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) et n° 693 (prise en compte des contrats de professionnalisation dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés). (p. 1334) : son amendement n° 21 : possibilité pour les employeurs de procéder à des dépenses libératoires de la taxe d'apprentissage sous la forme de subventions aux CFA et aux sections d'apprentissage au titre du "hors quota" ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1336) : son amendement n° 23 : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise ; adopté. (p. 1339) : volonté d'amélioration du dispositif de lutte contre les discriminations. - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitance dans les effectifs de l'entreprise d'accueil) (p. 1341) : s'oppose à l'amendement n° 697 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1343, 1344) : accepte les amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1353) : accepte l'amendement n° 837 de M. Josselin de Rohan (application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003). - **Intitulé de la section 2** (p. 1356) : son amendement n° 24 : suppression de la division et de son intitulé ; adopté. - **Article 5** (art. L. 322-4-6 du code du travail - Accès prioritaire au dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise au profit des jeunes issus des zones urbaines

sensibles) (p. 1357, 1358) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 702 (suppression) et n° 703 (bénéfice du SEJE impossible en cas de conclusion d'un CPE et d'un CNE). - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1366) : regrette le renvoi à un décret de la liste des futures ZFU. Son amendement n° 25 : intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ; adopté. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1382) : son amendement n° 26 : rédaction ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 883, n° 884, n° 886, n° 888 et n° 889, et souhaite entendre le Gouvernement pour le sous-amendement n° 885 du même auteur. (p. 1390) : son amendement n° 27 : abaissement des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés ; adopté. (p. 1393, 1395) : ses amendements n° 28 et 29 : coordination ; adoptés. Accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 77 (application du régime d'exonération de l'article 7 aux entreprises déjà implantées dans les ZFU de troisième génération à compter du 1er janvier 2006 dans les limites du règlement communautaire dit de minimis), n° 78 (rectification d'une erreur matérielle) et de la commission des finances saisie pour avis n° 290 (ouverture aux entreprises soumises au nouveau régime des ZFU des crédits d'impôt pour l'emploi de salariés réservistes et de celui applicable à la création de nouveaux produits et de prototypes), n° 295 et 293 (rédaction et coordination) et n° 294 (extension de l'exonération des droits de mutation pour les cessions de fonds de commerce aux nouvelles ZFU). (p. 1399, 1412) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 713 (raccourcissement de la période d'exonération partielle des bénéficiaires accordée aux entreprises implantées en ZFU), n° 725 (évaluation de l'efficacité de l'aide fiscale apportée aux PME implantées en ZFU), n° 726 (limitation du champ d'application du régime d'exonération aux entreprises ne réalisant pas plus de 50 % de leur chiffre d'affaires avec un même client), n° 741 (création d'un dispositif de prêts sans intérêts destinés aux entreprises artisanales et commerciales), n° 715 (suppression du report en arrière des déficits), de cohérence n° 728 n° 719 n° 720, n° 721, n° 723, n° 737 et n° 717 (suppression du dispositif de crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale), et n° 727 (suppression des exonérations des cotisations de taxe professionnelle et de taxe foncière) ; demande l'avis du Gouvernement sur le n° 740 (cohérence) et s'en remet à la commission des finances saisie pour avis pour le n° 714 (simplification). Demande le retrait de l'amendement n° 541 de M. Michel Mercier (bénéfice des exonérations ouvert aux entreprises relevant du secteur de la fabrication de fibres textiles artificielles ou synthétiques). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 391 (exonération d'impôt sur les bénéfices conditionnée à l'absence de licenciement économique au cours des deux années précédentes) et n° 392 (obligation pour les entreprises bénéficiant d'exonérations d'embaucher 50 % de personnel local). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 289 (majoration de l'exonération d'impôt sur les bénéfices réservée aux nouvelles embauches). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 76 (harmonisation et simplification). Son amendement n° 31 : coordination ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 298 et 299 (intégration à la DGF de la compensation par l'Etat de l'exonération de taxe professionnelle ou de taxe foncière sur les propriétés bâties applicable aux nouveaux bâtiments à la suite d'un transfert d'activité dans une ZFU lorsque la commune d'accueil a un potentiel financier supérieur à la moyenne). - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines) (p. 1416, 1421) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 747 (suppression), n° 753 (allongement de trois à neuf ans de la durée conditionnelle de détention des parts sociales du capital des

PME pour l'obtention d'une déduction fiscale), n° 754 (allongement de trois à neuf ans de la durée permettant la cession des parts de la société créée), n° 748 (suppression du dispositif d'amortissement exceptionnel des parts de sociétés d'investissement régional), n° 749 (blocage des dividendes durant la période d'exonération) et n° 750 (limitation à 25 % de la part du chiffre d'affaires de la société bénéficiaire des versements réalisée avec la société souscriptrice). Ses amendements n° 37 : correction rédactionnelle ; n° 38 et 39 : coordination ; adoptés. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1424, 1429) : ses amendements n° 40 et 41 : correction rédactionnelle ; et n° 42 : coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement de M. Roland Muzeau n° 755 (suppression), ainsi qu'à ses amendements de suppression partielle n° 758, n° 760, n° 756, n° 759, n° 761 et n° 757. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 393 de Mme Dominique Voynet (limitation à 50 % du taux des exonérations fiscales pour les employés présents dans l'entreprise dans les douze mois précédant leur migration dans la zone franche). - **Article 9 bis** (art. 12-1 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de charges sociales pour les associations implantées dans les zones franches urbaines) (p. 1430) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 313 (extension aux ZFU de troisième génération des exonérations sociales en faveur des associations implantées dans les zones concernées).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines) (p. 1458) : s'oppose à l'amendement n° 762 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1460, 1461) : ses amendements n° 43 : coordination ; et n° 44 : mise en oeuvre des parcours de formation adaptés afin de faciliter l'accès des demandeurs d'emploi des ZUS ; adoptés. Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 82 (extension du bénéfice de la clause d'embauche à tous les salariés des zones franches urbaines). (p. 1462) : s'oppose aux amendements de M. Roland Ries n° 326 (nécessité pour les entreprises d'offrir des emplois durables à leurs salariés pour bénéficier des exonérations) et n° 327 (nécessité pour les entreprises de proposer des contrats à durée indéterminée pour bénéficier des incitations fiscales ou sociales en cas d'implantation dans les ZFU). (p. 1463) : s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Roland Ries (ajout d'une clause limitant le nombre d'embauches à temps partiel). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et extension aux nouvelles zones franches urbaines de l'exonération de cotisations sociales personnelles) (p. 1465) : s'oppose à l'amendement n° 763 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1466) : son amendement n° 45 : coordination ; adopté. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1471) : son amendement n° 47 : mise en place d'une procédure d'urgence ; adopté. - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1486) : évolution du texte en fonction des débats. Soutient l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 68 (suppression), identique à son amendement n° 48 ; adoptés. (p. 1488) : accepte les amendements de suppression n° 84 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 12 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 266 de M. Serge Lagauche, n° 488 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 765 de M. Roland Muzeau. - **Article 14** (art. L. 720-5 du code de commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers) (p. 1490) : son amendement n° 49 : suppression ; adopté. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence

*nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1503) : s'oppose aux amendements de suppression n° 332 de Mme Gisèle Printz et n° 781 de Mme Éliane Assassi. (p. 1505) : participation de l'UMP au débat. (p. 1506) : son amendement n° 51 : insertion du dispositif de l'agence dans le code de l'action sociale et des familles ; adopté. (p. 1507) : son amendement n° 52 : nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence ; adopté après modification par les sous-amendements n° 896 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 897 de Mme Valérie Létard et n° 88 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. (p. 1513) : sur son amendement n° 52 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 898 et n° 899 ainsi qu'au sous-amendement n° 456 de Mme Alima Boumediene-Thiery, demande l'avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 900 de M. Roland Muzeau et n° 897 de Mme Valérie Létard, accepte les sous-amendements n° 896 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 88 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et s'oppose, à titre personnel, au n° 902 de Mme Gisèle Printz. (p. 1515) : confirme le renforcement des pouvoirs du FASILD. (p. 1519) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 522 de Mme Valérie Létard (précision des missions de l'agence et de l'articulation de son action au niveau des régions et des départements) ainsi qu'au sous-amendement n° 459 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. (p. 1520) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 520 de Mme Valérie Létard (présence de parlementaires au sein du conseil d'administration de l'agence). (p. 1521) : demande le retrait de l'amendement n° 784 de Mme Éliane Assassi (présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence) au profit de l'amendement analogue de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 89 qu'il accepte. (p. 1522) : s'oppose à l'amendement n° 339 de Mme Gisèle Printz (suppression des dispositions relatives aux préfets de département délégués départementaux de l'agence). (p. 1523) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 341 de Mme Gisèle Printz (présence d'instances de concertation et de décision au plan régional dans l'organisation de l'agence). (p. 1524, 1525) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 345 de Mme Gisèle Printz et n° 785 de Mme Éliane Assassi (recrutement prioritaire des agents non titulaires de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain) et demande le retrait de l'amendement analogue n° 521 de Mme Valérie Létard. Son amendement n° 54 : clarification rédactionnelle ; adopté. (p. 1526, 1528) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 343 de Mme Gisèle Printz et n° 787 de Mme Éliane Assassi (définition du cadre dans lequel l'agence inscrit son action pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville) ainsi qu'aux amendements identiques n° 342 de Mme Gisèle Printz et n° 786 de Mme Éliane Assassi (concertation avec les organisations représentatives des personnels préalablement à l'élaboration du décret d'application relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'agence). - **Article 17** (*Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations*) (p. 1531) : s'oppose aux amendements de suppression n° 346 de Mme Gisèle Printz et n° 788 de M. Roland Muzeau. (p. 1532) : son amendement n° 894 : transfert des agents du FASILD vers l'ANAEM avec leur accord ; adopté. - **Article 18** (*Coordination*) (p. 1534) : s'oppose aux amendements de suppression n° 348 de Mme Gisèle Printz et n° 789 de M. Roland Muzeau. - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1543) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire), et s'en remet à ladite commission pour les sous-amendements s'y rapportant. - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - *Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1558) : accepte les amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité). (p. 1561) : s'oppose à

l'amendement n° 214 de Mme Bariza Khiari (suppression de la possibilité donnée au maire de proposer une peine au Procureur de la République). - **Article 26** (art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - *Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1564) : s'oppose aux amendements de suppression n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 462 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 809 de Mme Éliane Assassi. - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil volontaire*) (p. 1566) : son amendement n° 61 : insertion des dispositions relatives au service civil volontaire dans le code de l'action sociale et des familles ; adopté. (p. 1568) : son amendement n° 62 : clarification rédactionnelle ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23** (**précédemment réservé**) (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1614, 1617) : sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Catherine Morin-Desailly, s'oppose aux n° 815, 816 et 813, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 814 (inscription dans les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, les conventions des éditeurs de services de télévision et les cahiers des charges des services de radio et de télévision, de l'objectif de diversité culturelle). Son amendement n° 56 : clarification rédactionnelle ; adopté. (p. 1618, 1619) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari n° 269 (prise en compte des problèmes de discrimination à l'embauche dans le secteur de l'audiovisuel, ainsi que de la diversité dans le contenu des programmes), n° 268 (création d'un fonds d'aide aux oeuvres cinématographiques, aux oeuvres de fiction et aux documentaires contribuant à faire revivre la mémoire de l'histoire de la France dans sa diversité) et n° 270 (sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale). Sur les amendements de M. Serge Lagache, s'oppose aux n° 101 (inscription dans les conventions des éditeurs privés de services de télévision de l'objectif de diversité culturelle) et n° 100 (inscription dans les conventions des chaînes de France Télévision et d'Arte France de l'objectif de diversité culturelle), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 191 (inscription dans les conventions des chaînes parlementaires de l'objectif de diversité culturelle). - **Article 24** (**précédemment réservé**) (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1633, 1635) : son amendement n° 895 : obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation ; adopté après rectification. Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 71 (pouvoir d'appréciation du président du conseil général sur l'opportunité de proposer aux familles la mise en oeuvre d'un contrat de responsabilité parentale) identique aux amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 92 et n° 523 de M. Michel Mercier, au profit de son amendement n° 895 précité. (p. 1640, 1645) : sur les amendements de la commission des lois saisi pour avis, s'oppose au n° 93 (suppression de la possibilité de recourir à la suspension des prestations familiales) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 94 (versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale). Sur les amendements de Mme Dominique Voynet, s'oppose au n° 397 (obligation d'un suivi éducatif par un éducateur spécialisé préalable à la conclusion de tout contrat de responsabilité parentale) et accepte le n° 398 (mise en place d'un dispositif d'évaluation des résultats du contrat de responsabilité parentale en termes de réduction de l'absentéisme et de troubles portés au fonctionnement des établissements scolaires). Accepte l'amendement n° 525 de M. Michel Mercier (reversement des allocations familiales suspendues à l'établissement chargé de l'accueil de l'enfant). - **Article 25** (**précédemment réservé**) (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - *Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1648, 1649) : ses amendements n° 57 : rédaction ; n° 58 : réintégration du complément familial dans la liste des

prestations susceptibles de faire l'objet d'une mesure de suspension dans les collectivités d'outre-mer ; et n° 59 : précision de la procédure de rétablissement du versement des prestations suspendues ; adoptés

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1662, 1663) : s'oppose à l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1665, 1666) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Serge Lagache (suppression de la contribution des communes aux dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées, même lorsqu'elles sont sous contrat d'association). (p. 1667) : s'oppose à l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). Souhaite cependant un nouveau débat au Parlement. Conscient, en tant que maire, des difficultés du dispositif en vigueur. (p. 1669) : accepte l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1673) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 130 (interdiction du travail de nuit des mineurs) et n° 131 (interdiction du travail des mineurs le dimanche). (p. 1676, 1678) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 591 (affectation prioritaire des moyens du service public de l'éducation aux établissements d'enseignement situés dans les territoires en difficulté) et n° 592 (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). (p. 1688, 1690) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 593 (maintien de la carte scolaire et de ses principes) et n° 595 (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers). - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1691, 1697) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 608 (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit), n° 609 (impossibilité de déroger par accord d'entreprise ou d'établissement à la durée quotidienne de huit heures de travail pour un travailleur de nuit), n° 611 (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit) et n° 610 (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures). (p. 1698) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 614 (renforcement des garanties des travailleurs de nuit) et n° 613 (maintien du principe de la double compensation des heures de nuit, en rémunération et en repos compensateur). (p. 1699) : s'oppose à l'amendement n° 612 de Mme Annie David (suppression de l'octroi de bourses au mérite). - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1699) : sa motion d'irrecevabilité n° 905 à l'encontre de 36 amendements de l'opposition ; adoptée. (p. 1701) : réagit aux critiques de l'opposition, au terme d'un débat de 82 heures au Sénat. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1708) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage). (p. 1709, 1710) : son amendement n° 15 : lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis ; adopté. (p. 1712, 1720) : sur les amendements de M. Jean-Luc Mélenchon, émet un avis de sagesse positive pour le n° 186 (garanties des modalités d'exercice de la mission du maître d'apprentissage), demande le retrait du n° 185 (caducité de la déclaration permettant à l'entreprise d'employer des apprentis en cas de manquements à ses obligations envers les apprentis ou de multiplication de ruptures de contrats) et s'oppose aux n° 187 (sanctions pécuniaires à l'encontre de l'entreprise qui rompt le contrat d'apprentissage pendant les deux premiers mois) et n° 190 (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge). Emet un avis de sagesse pour l'amendement n° 500 de Mme Valérie Létard

(mise en place, dans un délai de trois ans, d'une négociation interprofessionnelle sur la définition et les modalités d'exercice de la fonction de tuteur d'apprenti). S'oppose aux amendements n° 617 de M. Roland Muzeau (dernier mot aux parents en matière de scolarisation de leur enfant handicapé) et n° 622 de Mme Annie David (garantie dans l'école primaire du bon déroulement du cursus scolaire pour les enfants). - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1721, 1728) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 640 (renforcement de l'encadrement du recours aux missions de travail temporaire), n° 631 (octroi aux représentants du personnel du pouvoir de refuser des horaires à temps partiel imposés par l'employeur), n° 637 (possibilité pour un salarié de voir de plein droit son contrat à temps partiel requalifié en contrat à temps plein en cas de recours abusif aux heures complémentaires), n° 629 (rapport au Parlement sur la nécessité de sécuriser les trajectoires professionnelles des jeunes adultes par la création d'une allocation d'autonomie de formation et d'accès à l'emploi) et, portant sur le même objet, n° 638 et n° 639 (pénalisation des employeurs qui recourent au travail dissimulé). S'oppose aux amendements identiques n° 646 de M. Roland Muzeau et n° 178 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 instaurant le contrat nouvelle embauche). Négociations en cours entre les partenaires sociaux sur le temps partiel. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1729, 1734) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 672 (limitation obligatoire du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un CDI), n° 674 (garantie des droits des femmes en état de grossesse, embauchées en CNE ou en CPE) et n° 673 (rétablissement de l'obligation de reclassement en cas de licenciement collectif dans le cadre d'un redressement judiciaire). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement de M. Nicolas About n° 819 (précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion). - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1735, 1739) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari portant sur le même objet n° 179 et 182 (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne), et n° 180 et 181 (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). (p. 1741) : accepte l'amendement n° 825 de M. Nicolas About (instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme) et s'oppose aux amendements n° 198 de Mme Bariza Khiari (instauration du curriculum vitae anonyme avant le premier entretien en vue d'embauche) et n° 519 de M. Michel Mercier (instauration du curriculum vitae anonyme). - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1743, 1744) : s'oppose aux amendements n° 699 de Mme Michelle Demessine (renforcement de l'effectivité des garanties d'égalité de traitement des personnes handicapées en matière d'emploi) et de Mme Dominique Voynet n° 387 (accès des meilleurs élèves des quartiers dit sensibles aux classes préparatoires aux grandes écoles) et n° 388 (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire). - **Article additionnel avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 1748) : s'oppose à l'amendement n° 704 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité offerte aux entreprises de déroger à leur obligation de proposer à leurs salariés une convention de reclassement personnalisée en cas de licenciement économique). - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1749) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 283 (information préalable du Parlement avant la création de nouvelles zones franches urbaines, ZFU). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 389 (augmentation de la proportion des jeunes recrutés issus des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine) et n° 390 (augmentation de la proportion de main-d'oeuvre féminine recrutée issue des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine). - **Articles additionnels avant l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1751, 1752) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des

finances saisie pour avis n° 284 (clôture, à compter de la date de publication de la présente loi, des régimes d'exonération fiscale pour création d'activités dans les anciennes ZFU). S'oppose à l'amendement n° 711 de M. Roland Muzeau (rétablissement du "tiers coopératif" en faveur des très petites entreprises). - **Article additionnel après l'article 11 (précédemment réservé)** (p. 1754) : son amendement n° 46 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 1754) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 86 (possibilité pour les maires et les présidents d'EPCI de procéder à des expropriations de commerce dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine). - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 1755) : son amendement n° 319 : cohérence entre le périmètre de la compétence régionale et les crédits transférés par l'Etat en matière de formation initiale ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 394 de Mme Dominique Voynet (subordination de l'implantation des entreprises dans les zones franches urbaines à l'avis des maires des communes concernées). - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 1756, 1757) : s'oppose aux amendements n° 331 de Mme Gisèle Printz (réaffirmation des missions de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) et n° 812 de M. Jean-François Voguet (mise en place d'un parcours personnalisé de réussite éducative par l'équipe éducative après accord de la famille). - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1758, 1760) : s'oppose aux amendements n° 195 de Mme Bariza Khiari (prise en compte, parmi les critères retenus pour l'attribution des marchés publics, des performances de l'entreprise en matière de promotion pour l'égalité des chances), n° 367 de M. Jacques Gillot (prise en charge, par l'autorité organisatrice d'un concours administratif, des frais de déplacement des candidats au-delà de cent kilomètres), n° 793 de Mme Annie David (prise en compte de l'assistance sociale des élèves au titre des missions éducatives de l'Etat) et n° 790 de Mme Éliane Assassi (diffusion de l'information sur les discriminations en milieu professionnel au moyen de la notice d'information sur le droit conventionnel remise aux salariés lors de l'embauche). - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1770) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 412 (accessibilité au volontariat associatif sans condition de durée de résidence en France) et n° 413 (accessibilité des personnes en situation de handicap au volontariat associatif). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1771, 1774) : sur les amendements de Mme Bariza Khiari, demande le retrait du n° 366 (intégration de la validation des acquis de l'expérience dans la nouvelle procédure d'autorisation de plein exercice de la médecine pour les médecins ayant un diplôme étranger) et s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 350 et 351 (interdiction de toute discrimination à l'embauche des étrangers tant dans le secteur public que dans le secteur privé). Annonce le retrait des amendements identiques n° 55 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis, n° 91 (obligation pour les entreprises d'utiliser le cadre de référence établi conjointement par la HALDE, l'INSEE et l'INED, comprenant une typologie des groupes de personnes susceptibles d'être discriminées en raison de leurs origines raciales ou ethniques). - **Article additionnel après l'article 23 (précédemment réservé)** (p. 1775) : s'oppose à l'amendement n° 353 de M. David Assouline (création d'une commission nationale pour l'autonomie de la jeunesse). - **Article additionnel avant l'article 24 (précédemment réservé)** (p. 1776) : s'oppose à l'amendement n° 396 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'une "maison des parents" dans chaque zone urbaine sensible). - **Article additionnel après l'article 24 (précédemment réservé)** : s'oppose à l'amendement n° 356 de M. Bernard Cazeau (réaffirmation dans la loi du rôle privilégié de l'école face à l'absentéisme scolaire). - **Intitulé du projet de loi** (p. 1778, 1780) : s'oppose à l'amendement n° 320 de Mme Raymonde Le Texier (nouvel intitulé - projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social et économique). Souhaite entendre l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 817 de M. Nicolas About (nouvel intitulé - projet de loi relatif à l'égalité dans la diversité) tout en étant favorable au maintien de l'intitulé initial du projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1788, 1789) : ampleur d'un débat de 90 heures. Bon projet de

loi. Sa satisfaction d'en avoir été le rapporteur au fond. Remerciements.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3270, 3271) : convaincu de l'utilité du contrat première embauche, CPE, en dépit de son rejet par la jeunesse et le monde du travail. Souci d'apaisement après deux mois de crise. Se félicite du travail accompli par MM. Josselin de Rohan et Bernard Accoyer à l'issue de discussions avec 19 organisations. Nouvelle rédaction de l'article 8 de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances. Substitution au CPE de deux dispositifs existants : le contrat jeunes en entreprise, SEJE, et le contrat d'insertion dans la vie sociale, CIVIS. Renforcement et extension de ces dispositifs. Engagement du Gouvernement à financer ces mesures. Second volet de la démarche de sortie de crise : annonce d'un dialogue avec les partenaires sociaux et les organisations étudiantes et de la jeunesse sur l'insertion professionnelle des jeunes. Recommande l'adoption conforme de la proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3290) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés) et n° 8 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE). Signature de 400000 CNE. - **Fait personnel** (p. 3293) : propos inacceptables tenus par M. Yannick Bodin à l'encontre de M. André Lardeux, qu'il assure de son soutien. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3295) : s'oppose aux amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Bel et n° 9 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). (p. 3310) : s'oppose aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). (p. 3314) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Bel (encadrement du recours aux stages). (p. 3316) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Bel (concertation, dès la promulgation de la présente loi, entre l'Etat, les régions, les organisations syndicales des salariés, des employeurs, des étudiants et des lycéens, en vue d'assurer l'insertion professionnelle des jeunes dans des emplois durables). Injonction inappropriée dans une loi. (p. 3317, 3318) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 11 (requalification de plein droit d'un contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque l'horaire moyen effectué par un salarié équivaut ou dépasse un horaire à temps complet), n° 12

(limitation à 10 % de l'effectif de l'entreprise du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un contrat à durée indéterminée) et n° 13 (abrogation du contrat de responsabilité parentale institué par la loi pour l'égalité des chances). - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3325) : s'oppose aux amendements identiques n° 14 de M. Roland Muzeau et n° 6 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation de l'article 8 instituant le CPE dans la loi pour l'égalité des chances), ainsi qu'à l'amendement de ce dernier auteur n° 7 (mise en place d'actions de formation par les employeurs, en contrepartie du soutien de l'Etat, en vue de favoriser l'insertion professionnelle durable des jeunes dans l'entreprise).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5691) : intervient sur la question du prix de l'eau.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) (p. 9226, 9228) : politique de défense de l'emploi. Baisse du taux de chômage. Services à la personne. Maisons de l'emploi. Expérimentation du contrat de transition professionnelle. Financement de l'AFPA. Contrats d'apprentissage. Le groupe UMP votera ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 27 quater** (p. 10543, 10544) : son amendement n° 233 : transformation de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile en crédit d'impôt ; adopté. - **Article additionnel après l'article 29 ter** (p. 10567) : son amendement n° 234 : suppression de la majoration de taxe d'apprentissage pour les entreprises de travail temporaire ; adopté.

**GOUSSEAU (Adeline)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Crise du verger français : Comment cueillir demain le fruit des réformes à engager aujourd'hui ? [n° 437 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Agriculture et pêche - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

protection des droits de ceux qui ne peuvent pas devenir propriétaires. Détermination du seuil au-delà duquel le dispositif de préemption s'applique. Etape essentielle dans la lutte contre les spéculations immobilières.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Commission mixte paritaire [n° 416 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5463) : enrichissement du texte au cours de la navette parlementaire. Avec le groupe UMP, votera le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - *Etudes de sécurité publique*) (p. 6075) : présente les observations de M. Dominique Braye sur l'article. Prise en compte légitime de la sécurité publique lors de la réalisation d'opérations d'aménagement. Vigilance toutefois quant au poids de contraintes excessives sur les bailleurs sociaux.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété [n° 29 (2006-2007)]** - (6 novembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7607, 7608) : soutien entier du groupe UMP au projet de loi, tel qu'amendé par la commission des affaires économiques.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - *Négociation de régimes de participation au niveau des branches*) (p. 7772) : soutient l'amendement n° 124 de M. Michel Houel (fixation de la composition du Conseil supérieur de la participation par un décret en Conseil d'Etat) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 30 (priorité)** (p. 7875) : soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyst (revalorisation de l'indemnisation des conseillers prud'homaux) ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 32 ou après l'article 36 (priorité)** (p. 7877) : soutient l'amendement n° 127 de M. René Beaumont (indemnisation des temps de déplacement professionnel excessifs) ; adopté. - **Article 33 (priorité)** (art. L. 117-5, L. 117-14, L. 117-16 et L. 118-2-2 du code du travail - *Modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public*) (p. 7881) : sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de cet article), soutient les sous-amendements n° 125 et 126 de M. Michel Houel ; retirés. - **Article 36 (priorité)** (*Habilitation pour la transposition des obligations communautaires en matière de garantie des créances salariales lors des faillites transnationales*) (p. 7886) : son amendement n° 208 : extension des règles d'hygiène et de sécurité aux travailleurs indépendants des chantiers forestiers et sylvicoles ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8279) : soutient l'amendement n° 402 de M. Paul Blanc (nombre de praticiens titulaires d'un diplôme hors Union européenne susceptibles d'être autorisés à exercer) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8763) : soutient l'amendement n° I-152 de M. Gérard César (assouplissement du dispositif d'exonération de droit de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprise individuelle) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 513) : généralisation de la notion de COV. Ratification de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales. Importance économique de la recherche variétale pour la France. Sécurisation de la recherche. Protection des droits des obtenteurs. Encadrement des semences de ferme. Soutien du groupe UMP à ce texte et aux amendements de la commission.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins - Commission mixte paritaire [n° 206 (2006-2007)]** - (14 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2078) : hommage au travail des rapporteurs de l'Assemblée nationale et du Sénat. Protection de la biodiversité. Intégration améliorée des collectivités territoriales dans la gestion des parcs. Création de nouveaux parcs à la Guyane et à la Réunion. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article additionnel avant l'article 5 ter** (p. 3059) : soutient l'amendement n° 368 de M. Charles Revet (vente de logements HLM aux locataires) ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3831) : action exemplaire de la ville de Strasbourg en matière d'autopartage. Complémentarité avec les autres modes de transport. Le groupe UMP soutient cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4272, 4273) : le groupe UMP votera ce texte. Clarification de la législation pour l'ensemble de la filière nucléaire grâce à ce projet de loi et à celui relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4279) : nécessité de trouver une solution juste et équilibrée entre les projets des Français souhaitant accéder à la propriété et la

(p. 8769) : soutient l'amendement n° I-151 de M. Gérard César (revalorisation du seuil d'exonération partielle d'ISF pour les biens donnés par bail à long terme) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 8874, 8875) : soutient les amendements de M. Gérard César n° I-144 (exigibilité de la TVA des ventes de vins en primeur lors de l'encaissement complet du prix) ; et n° I-146 (remboursement anticipé du crédit de TVA dans le régime simplifié agricole) ; retirés.

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9250) : soutient l'amendement n° II-151 de M. Alain Gournac (coordination) ; adopté.

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9598, 9599) : son rapport sur la filière arboricole. Problème de la main-d'oeuvre. Révision de l'organisation commune de marché.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 40 ou après l'article 40 quinquies** (p. 10018, 10019) : soutient

l'amendement de la commission des affaires économiques n° II-140 (exonération du paiement de la TGAP des installations classées d'élimination de déchets telles que les bioréacteurs lorsqu'elles maîtrisent et valorisent la totalité de leur production de biogaz) ; retiré. - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10036) : soutient les amendements de M. Dominique Braye n° II-332 (suppression de l'ensemble du dispositif) ; adopté ; et n° II-333 (repli) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10046) : soutient l'amendement n° II-205 de M. Gérard Bailly (habilitation des conseils généraux à effectuer des services de voirie rendus jusque là par les services de la DDE) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 40 octies** (p. 10048) : soutient l'amendement n° II-276 de M. Jacques Valade (clarification du champ d'application de la nouvelle habilitation permettant à certains professionnels de vendre des prestations touristiques) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10083) : soutient l'amendement n° II-112 de M. Michel Doublet (possibilité de report du bénéfice de la réduction d'impôt pour les contribuables réalisant des investissements forestiers) ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10905) : soutient l'amendement n° 69 de M. Pierre Jarlier (reclassement de certains personnels des offices d'intervention et de l'Agence unique de paiement dans le secteur agricole) ; adopté.

**GOUTEYRON (Adrien)**  
*sénateur (Haute-Loire)*  
*UMP*

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 24, 31 janvier, 8, 9, 23, 24 février, 4, 5, 8, 15, 16, 22, 30 mars, 6, 11 avril, 16, 17, 18 mai, 7, 13, 20, 21, 22, 28, 30 juin, 12, 13, 14, 19 septembre, 10, 12, 19, 20, 23 octobre, 15, 16, 27 novembre, 1er, 2, 5, 7, 12, 13, 14, 18 et 19 décembre 2006.

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat le 29 novembre 2006.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

**DÉPÔTS**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La LOLF peut-elle produire une modernisation des administrations ? Le cas des services de l'Etat à l'étranger [n° 272 (2005-2006)] (22 mars 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 352 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 304 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'OFPPRA : impératif de performance administrative et exigences du droit d'asile [n° 401 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Budget.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 350 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 493 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 351 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° 494 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 446 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 495 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 465 (2005-2006)] autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas [n° 496 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Traités et conventions**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Ambassades et consulats virtuels : Accroître et diversifier la présence française à l'étranger [n° 10 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : CulturesFrance : des changements nécessaires [n° 61 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Action extérieure de l'Etat [n° 78 tome 3 annexe 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

## INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Mongolie** - (8 février 2006) (p. 592).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Vérification du quorum** (p. 891) : constatation du quorum par le bureau. - **Demande d'une suspension de séance** (p. 891, 892) : demande rejetée par scrutin public.

- **Hommage à Ilan Halimi** - (23 février 2006) (p. 909) : association du Sénat à la cérémonie en mémoire du jeune Ilan Halimi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (24 février 2006) - **Vérification du quorum** (p. 977, 978) : précision relative à l'application de la procédure de vérification du quorum. Après l'annonce de l'impossibilité de vérifier le quorum, suspend la séance.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1737) : ordonne la clôture de la discussion sur l'amendement n° 182 de Mme Bariza Khiari (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union

européenne), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1747) : prononce la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 388 de Mme Dominique Voynet (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2988) : examen indispensable par le bureau du Sénat des conditions d'invocation de l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 352 (2004-2005)]** - (16 mai 2006) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3884, 3886) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5864, 5866) : anéantissement de la reconstruction opérée au Liban depuis la dernière guerre. Expression de la solidarité intercommunautaire libanaise. Action efficace menée par l'ambassade de France et les intervenants dans l'aide et l'assistance. Conditions de consolidation de la paix. Désarmement du Hezbollah dans le cadre d'un consensus libanais ; espoir né de la constitution d'un gouvernement d'union nationale en Palestine ; place de l'Iran et de la Syrie dans le conflit. Favorable à la réunion d'une conférence internationale de reconstruction.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 5881) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel. Possibilité pour M. Xavier Bertrand, ministre de la santé et des solidarités, de s'exprimer sur les articles du projet de loi relatifs à l'hospitalisation d'office.

- **Conférence des présidents** - (13 septembre 2006) (p. 5916) : absence de réaction des représentants du groupe socialiste à la décision de la conférence des présidents de siéger le mercredi 20 septembre.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs du Burundi** - (12 octobre 2006) (p. 6591).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8898) : à titre personnel, son amendement n° I-28 : extension du bénéfice des dotations en capital à partir du produit de cessions de titres d'entreprises publiques aux fondations reconnues d'utilité publique à vocation scientifique et culturelle ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9568, 9569) : intervient sur l'amendement de la commission des finances n° II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").



**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9791) : s'abstiendra lors du vote des amendements identiques n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-236 de M. Jean-Pierre Sueur (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements).

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9795, 9797) : modernisation des services du ministère. Présence française à l'étranger. Crédits de cette mission. Contributions aux organisations internationales. Traitement des demandes d'asile. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9822) : son amendement n° II-3 : réduction des crédits consacrés au paiement de contributions internationales ; retiré. (p. 9824) : accepte l'amendement n° II-255 du Gouvernement (dotation de la fondation créée par l'Alliance française). Son amendement n° II-2 : transfert de

crédits des contributions aux organismes internationaux à l'aide aux Français vivant dans des pays en crise et au détachement d'agents de l'OFPRA à l'étranger ; rejeté. (p. 9827) : ses amendements n° II-4 : rétablissement de la gestion des bourses des étudiants étrangers sur les crédits de l'action "service public d'enseignement à l'étranger" ; et n° II-5 : réduction de la dotation de CulturesFrance et abondement de l'aide aux personnes et aux sociétés de bienfaisance dans les pays ayant connu des crises récentes ; adoptés. (p. 9830, 9831) : son amendement n° II-6 : augmentation des crédits de l'action "Réseau diplomatique" ; retiré. Gestion des emplois de soutien.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires libanais** - (13 décembre 2006) (p. 10161).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10557) : soutient l'amendement n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études) ; adopté.

**GRIGNON (Francis)**  
*sénateur (Bas-Rhin)*  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable".

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique le 15 mars 2006.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Le BTP français face à l'élargissement de l'Europe [n° 28 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Entreprises - Logement et urbanisme - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2187) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Catherine Troendle (emploi de personnes handicapées dans les centres de gestion en proportion du nombre de salariés permanents) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3438) : soutient l'amendement n° 135 de M. André Dulait (installation dans chaque habitation d'un détecteur avertisseur autonome de fumée) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3442, 3443) : son amendement n° 130 : responsabilité du maître d'ouvrage des conséquences des troubles anormaux du voisinage qu'il a provoqués ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3746) : sur l'amendement n° 102 de M. Gérard Longuet (au-delà d'un certain seuil, alourdissement des sanctions pour le téléchargement illégal d'oeuvres protégées), soutient le sous-amendement n° 273 de M. Roger Karoutchi ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3807, 3809).

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3823) : démarche de développement durable et d'économie d'énergie. Définition. Essor considérable au sein de l'agglomération strasbourgeoise. Expérience de l'association Autotrement. Retard de la France par rapport à ses voisins européens. Voie médiane entre transport collectif et voiture individuelle. Avec l'ensemble des membres du groupe UMP, les élus alsaciens soutiennent ce texte.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la

loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8514, 8515) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 23 (taux de couverture du territoire par la TNT). (p. 8520, 8522) : sur l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique), soutient le sous-amendement n° 142 de Mme Catherine Troendle ; retiré.

- Suite de la discussion (21 novembre 2006) - Article additionnel après l'article 3 (p. 8585, 8586) : son amendement

n° 141 (mission de France 3) ; retiré puis repris par M. Philippe Nogrix.

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] - (13 décembre 2006) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 10179, 10180) : avis défavorable du groupe UMP à la création de cette commission d'enquête.

---

**GRILLOT (Louis)**  
sénateur (Côte-d'Or)  
UMP-A

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

#### DÉPÔTS

Proposition de loi instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - Entreprises - Travail.

Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.

Proposition de loi visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - Justice - Police et sécurité.

Proposition de loi visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.

---

**GRUILLOT (Georges)**  
sénateur (Doubs)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

#### DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - Justice - Police et sécurité.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 80 tome 10 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Transports.

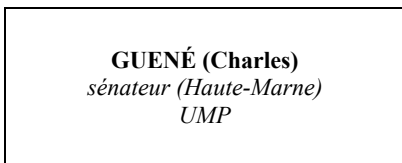
#### INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]

Deuxième partie :

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9091) : situation de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF : répartition des crédits, financement des dépenses et produit de la vente des sociétés d'autoroutes. Développement du transport fluvial. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de la mission "Transports".



## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité civile [n° 83 tome 9 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1289) : intervient sur le sous-amendement de Mme Valérie Létard n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité). Possibilité de compléter les bases actuelles de l'indemnisation du stage par voie réglementaire.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4138, 4140) : en tant qu'élu de la Haute-Marne, exprime sa satisfaction devant la qualité du projet de loi. Nécessité de fixer le cadre des décisions au regard des populations. Variété des réponses internationales. Décision du principe du stockage profond laissée au Parlement. Choix du site du stockage en profondeur au regard de la démocratie participative locale. Accompagnement économique indissociable de l'approche démocratique. Opportunité de localiser le pôle de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire sur le site du laboratoire. Mise à profit du délai proposé pour développer le volet territorial et saisir les nouvelles opportunités scientifiques.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 8 (priorité)** (*art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde*) (p. 4184) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Gérard Longuet (désignation précise du centre de stockage en couche géologique profonde). Proposition de reprise de cet amendement sous forme d'un sous-amendement à l'amendement n° 154 du Gouvernement (clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde). (p. 4190) : sur l'amendement n° 154 précité du gouvernement, son sous-amendement n° 167 : réalisation d'études concernant la couche géologique préalablement à la demande d'autorisation de création du centre de stockage ; adopté. (p. 4195) : défavorable à l'amendement n° 37 de M. Claude Biver (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde). - **Article 7 bis** (*Conditions de réversibilité du centre de stockage*) (p. 4197) : intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Dominique Voynet (modalités de consultation des populations des départements concernés par le site). Possibilités de consultation des collectivités territoriales. - **Article 9** (*art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage*) (p. 4201, 4202) : son amendement n° 75 : orientation prioritaire durant une période de dix ans des projets structurants dans les domaines de l'énergie nucléaire et des nouvelles technologies de l'énergie vers les départements concernés par les GIP ; retiré. (p. 4203) : confirme le caractère d'appel de son amendement n° 75 précité qu'il retire. Souci de maintenir la vigilance du Gouvernement sur cette question.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 8** (*art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6055, 6056) : favorable à l'article 8 et à la consécration du rôle de police administrative du maire. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6057) : intervient sur l'amendement n° 296 de M. Alain Milon (possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles) dont il est cosignataire. Problème des libations sur les places publiques et dans les rues. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 6108) : son amendement n° 291 : création d'un service volontaire citoyen de la sécurité civile ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Sécurité civile

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9712, 9713) : mise en oeuvre de la loi de 2004 sur la modernisation de la sécurité civile : interrogation sur le calendrier de publication des derniers décrets d'application. Définition étroite de la mission : élargissement interministériel indispensable. Inquiétude sur le financement des SDIS. Formation scolaire aux gestes de premier secours. Avis favorable à l'adoption des crédits de cette mission.

### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10042) : intervient sur l'amendement n° II-317 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité de substitution du Trésor public aux collectivités territoriales pour le recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 10** (*Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 10409) : votera l'amendement n° 254 du Gouvernement (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10415) : favorable à l'amendement n° 69 de M. Thierry Repentin (extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire

de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement).

**GUÉRINI (Jean-Noël)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

**GUERRY (Michel)**  
*sénateur (Français établis hors de France (Série B))*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 130 (2005-2006)] autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [n° 256 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Traités et conventions.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels** [n° 389 (2004-2005)] - (16 mai 2006) - en remplacement de M. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3874) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence**

**spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes)** [n° 41 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - en remplacement de M. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2005-2006)** (p. 3875) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'agence au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes)** [n° 42 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2005-2006).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières** [n° 130 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3883) : propose l'adoption de ce projet de loi.

**HAENEL (Hubert)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Président de la Délégation pour l'Union européenne.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à modifier l'article 39 de la Constitution [n° 334 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* visant à préciser les règles relatives au dépôt des projets de loi et à la procédure législative [n° 335 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

## INTERVENTIONS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Justice et sécurité en Europe : comment progresser ? [n° 47 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Justice - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail.**

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense** [n° 108 (2005-2006)] - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 601, 604) : son rapport de 1993 sur la situation des réserves et leurs conditions d'emploi. Impossibilité pour la France d'assumer ses missions, ses responsabilités et ses engagements sans l'apport des réserves. Amélioration nécessaire de la loi du 22 octobre 1999. Rappel de la situation au début des années 1970. Perception des réservistes comme des militaires professionnels à temps partiel. Valorisation souhaitable de leur engagement. Méconnaissance de leur rôle exact : exemple de la gendarmerie. Remplacement de la préparation militaire par une période d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale ; charge budgétaire nouvelle. Attribution de la qualification d'agent de police judiciaire aux réservistes de la gendarmerie. Interrogation sur l'intérêt porté par le Gouvernement aux "réservistes spécialistes volontaires" et sur la possibilité de promouvoir au grade de général des réservistes opérationnels. Journée nationale du réserviste. Souhait d'une campagne de communication à destination des entreprises. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 790, 792) : ordre du jour manifestement trop chargé. Impossibilité de débattre de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres. Nécessité de tenir le soir même, en dehors de l'hémicycle, une réunion ouverte à l'ensemble des sénateurs, au public et à la presse.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) -

président de la délégation pour l'Union européenne (p. 2441, 2443) : se félicite du débat public préalable à chaque Conseil européen. Rapports de la délégation sur la relance de la stratégie de Lisbonne et sur la politique européenne de l'énergie. Réconciliation indispensable des citoyens avec l'Europe. Projet de directive sur les services équilibrés. Importance du débat sur les élargissements futurs. (p. 2449) : attachement de la majorité des sénateurs au maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4638, 4640) : caractère constructif de la présidence autrichienne. Réflexion de fond sur le problème de la subsidiarité. Nécessité de s'appuyer sur les parlements nationaux en matière de subsidiarité et de proportionnalité. Consensus au sein des parlements, mais désaccord au niveau des exécutifs.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention [n° 157 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5188, 5190) : note le retard accumulé par la France en matière d'approbation de ce protocole. Place réservée aux questions européennes au Sénat. Sentiment d'être saisi pour la pure forme, sans qu'il soit tenu compte des résolutions de la Haute Assemblée. Question de la place des parlements nationaux dans le contrôle d'Europol. Forte attente de l'opinion publique en matière de sécurité et de justice. Surprise et inquiétude face à l'absence de référence au contrôle démocratique d'Europol. Nécessaire rééquilibrage institutionnel en faveur de la réhabilitation de la fonction politique et parlementaire.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - président de la délégation pour l'Union européenne. - **Discussion générale** (p. 6257, 6258) : rôle de la délégation pour l'Union européenne au Sénat. Favorable à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Succès de la précédente vague d'élargissement. Nécessité de mettre au point une formule d'association étroite qui soit une alternative à l'adhésion. Critère de "capacité d'absorption". Nécessité de poursuivre l'élargissement dans la clarté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9005, 9007) : malaise européen. Perspectives financières. Crédits de la PESC. Rôle de l'Assemblée de l'UEO.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) - président de la délégation pour l'Union européenne. (p. 10140, 10142) : contrôle parlementaire sur les questions européennes. Elargissement de l'Union. Nécessaire soutien de l'opinion publique. Lutte contre l'immigration clandestine. Question d'un débat préalable au Conseil européen, à l'Assemblée nationale ou au Sénat.

**HAUT (Claude)**  
*sénateur (Vaucluse)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Flotte aérienne de lutte contre les incendies : se donner les moyens de vaincre le feu [n° 452 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Environnement - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité civile [n° 78 tome 3 annexe 27 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8956) : ses amendements n° I-169 : détermination du taux de référence de taxe professionnelle pour calculer la compensation des pertes de recettes des départements ; et n° I-170 : minoration du ticket modérateur en fonction du taux de base ; rejetés. - **Article 12 (Reconduction du contrat de croissance et de solidarité)** (p. 8966) : son amendement n° I-177 : augmentation de la dotation de

compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers ; adopté. - **Article 13 (Compensation des transferts de compétences aux régions)** (p. 8980) : son amendement n° I-181 : indexation du taux de TIPP affecté aux régions sur l'évolution annuelle de la DGF ; rejeté. - **Article 14 (Compensation financière en 2007 des transferts de compétences aux départements)** (p. 8984) : son amendement n° I-182 : indexation des recettes de TIPP affectée aux départements sur le taux de croissance de la DGF ; rejeté. (p. 8985) : son amendement n° I-183 : indexation de la fraction du taux de la taxe sur les conventions d'assurance transférée aux départements sur l'évolution annuelle de la DGF ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8986) : son amendement n° I-185 : transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques ; rejeté.

*Deuxième partie :*

### **Sécurité civile**

- (6 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9711, 9712) : mission de contrôle sur l'état de la flotte aérienne de sécurité civile. Retard dans la création d'une mission interministérielle "Ecologie et maîtrise des risques". Polémique sur l'efficacité de l'avion Dash. Financement du douzième Canadair. Réduction des crédits du fonds d'aide à l'investissement, FAI. Avis favorable de la commission à l'adoption de ces crédits en dépit des réserves émises par son rapporteur. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9721) : s'oppose à l'amendement n° II-212 de M. Robert Bret (diminution des crédits affectés au programme "Intervention des services opérationnels" et transfert au programme "Coordination des moyens de secours" pour renouveler la flotte aérienne de sécurité civile). (p. 9722) : demande le retrait de l'amendement n° II-195 de M. Bernard Vera (transfert de crédits du programme "Intervention des services opérationnels" au programme "Coordination des moyens de secours" pour indemniser les victimes de la sécheresse de 2003).

**HENNERON (Françoise)**  
sénateur (Pas-de-Calais)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (8 mars 2006) - **Article 30 (Obligations d'information en cas d'accident ou d'incident)** (p. 1978) : son amendement n° 209 : information du président de la CLI ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3475) : soutient l'amendement n° 367 de M. Charles Revet (location précaire d'un bien pour en assurer l'entretien lorsque la succession pose des problèmes) ; retiré. (p. 3475) : soutient l'amendement n° 367 de M. Charles Revet (location précaire

d'un bien pour en assurer l'entretien lorsque la succession pose des problèmes) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

Troisième partie :

**HÉRISSON (Pierre)**  
sénateur (Haute-Savoie)  
UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 7 février 2006.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 467 (2005-2006)] relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 70 (2006-2007)] (15 novembre 2006) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Développement et régulation économiques [n° 80 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Entreprises.**

- (14 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8093, 8094) : soutient les amendements de M. Alain Fouché n° 127 (prise en charge par des entreprises des cotisations sociales des salariés) ; et n° 128 (prise en charge par les entreprises des cotisations de retraite complémentaire) ; retirés.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme) (p. 755, 756) : sur l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes), soutient le sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra (rétablissement de la condition d'équipement pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme pour l'éligibilité d'un groupement de communes au classement en station de tourisme) ; adopté. (p. 757) : proposition unanime de l'Association nationale des maires des stations classées et des communes touristiques. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées) (p. 780) : défavorable aux amendements identiques de suppression n° 44 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 48 de M. Jean-François Voguet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 781) : dimension du texte à la hauteur des enjeux de l'activité touristique de la France. Enrichissement du projet au fil de la navette. Dispositions essentielles pour les communes de montagne. Emergence d'un droit du tourisme. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 810, 811).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suppression d'une compétence du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 2128) : son amendement n° 168 : suppression ; retiré. Reprise d'une proposition de l'Association des maires de France.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2197) : son amendement n° 167 : association des élus territoriaux aux négociations sociales ; retiré. - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Rôle des comités techniques paritaires) (p. 2204, 2205) : favorable à l'amendement n° 274 de M. Claude Domeizel (consultation des comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité). - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des concours de recrutement) (p. 2209) : soutient l'amendement n° 90 de M. Paul Girod (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires) ; retiré. (p. 2211) : soutient l'amendement n° 91 de M. Paul Girod (prise en compte de la durée de service des collaborateurs des parlementaires pour le calcul des règles d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale) ; retiré (p. 2212) : intervient sur l'amendement n° 90 précité. (p. 2217) : favorable à la proposition de M. Michel Charasse relative au rapprochement des questeurs du Sénat et de ceux de l'Assemblée nationale pour trouver une solution à cette question.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2265) : son amendement n° 165 (droit à l'action sociale au bénéfice de l'ensemble des agents territoriaux) ; retiré puis repris par M. Claude Domeizel.



- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) (p. 2623, 2624) : utilité de la télévision locale pour créer du lien social. Exemple de TV8 Mont-Blanc. Conditions du succès des télévisions de proximité. Caractère complémentaire de la télévision hertzienne et de la télévision par satellite.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2856) : précautions indispensables à l'égard des statistiques. Intervient sur les amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2914, 2915) : son amendement n° 182 : généralisation des dispositions de l'article 55 de la loi SRU en matière de construction de logements sociaux ; retiré. (p. 2918) : application des obligations imposées aux communes d'Ile-de-France comptant entre 1500 et 3500 habitants aux communautés d'agglomération. Son amendement n° 183 : comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3459, 3460) : son amendement n° 185 : modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3421) : soutient l'amendement n° 352 de M. Pierre Jarlier (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3459, 3460) : son amendement n° 185 : modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage ; adopté.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3700) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), son sous-amendement n° 264 : relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP ; adopté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5036) : soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Vial (délai de deux ans accordé aux départements pour la mise en place d'une cellule opérationnelle) ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - vice-président de la commission des affaires économiques. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5705) : demande le retrait de l'amendement n° 115 de Mme Esther Sittler (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 455 de M. Jean Desessard (instauration d'une tarification sociale de l'eau). - **Article 28** (art. L. 1331-16 du code de la santé publique - *Modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration*) (p. 5730) : sur l'amendement n° 74 de la commission

(confirmation du caractère obligatoire de l'intervention des SATESE auprès des communes éligibles), son sous-amendement n° 222 ; retiré. (p. 5731) : soutient l'amendement n° 472 de M. Jean-Pierre Vial (mise à disposition de toutes les collectivités et des EPCI d'une expertise technique réalisée par les services des départements) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6096) : son amendement n° 134 : habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission n° 333 (possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire) et n° 334 (coordination). (p. 6100) : précision sur le sens de son amendement précité n° 134 afin d'éviter toute méprise. Démarche initiée en sa qualité de président de la Commission nationale consultative des gens du voyage. Problématique des subventions inférieures aux investissements relatifs aux terrains d'accueil. (p. 6101) : son amendement n° 135 : extension aux communes non inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la procédure d'évacuation forcée par décision du préfet instituée par l'article 9 nouveau de la loi du 5 juillet 2000 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6496, 6497) : acte courageux de privatisation de Gaz de France. Parallèle avec la privatisation de France Télécom. Opportunité des alliances stratégiques.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 8871) : son amendement n° I-157 : application du taux réduit de TVA à la construction d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage lorsque l'investissement correspondant n'est pas éligible au FCTVA ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) (p. 9274, 9275) : nécessité de réaliser des aires de stationnement, d'accueil et d'habitat social des gens du voyage. Problématique de sédentarisation des gens du voyage. Aires de grands passages. Votera les crédits de ce budget.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 18 C** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Possibilité de comités techniques paritaires communs entre les EPCI et leurs communes membres*) (p. 10801, 10802) : ses amendements n° 48 : possibilité de créer des CTP autonomes ou communs à plusieurs collectivités territoriales dès lors que l'effectif global concerné est au moins égal à vingt agents ; et n° 47 : possibilité de créer des CTP communs entre les EPCI et une ou plusieurs communes membres ; retirés. - **Article 35 bis A** (art. L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de transfert des services des centres communaux d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale*) (p. 10828) : son amendement n° 50 : possibilité pour les centres communaux d'action sociale, CCAS, d'organiser un partage de services par convention avec les centres intercommunaux d'action sociale, CIAS, ou les EPCI compétents ; retiré.

**HERMANGE (Marie-Thérèse)**  
*sénateur (Paris)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Médicament : restaurer la confiance [n° 382 (2005-2006)] (8 juin 2006) - **Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 441 (2005-2006)] sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création du fonds européen d'ajustement à la mondialisation [n° 76 (2006-2007)] (22 novembre 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Article 13** (*art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir*) (p. 310) : s'abstient sur l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier (financement du contrat d'avenir).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (4 mars 2006) - **Article 24** (**précédemment réservé**) (*art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création*

*du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1629) : engagement de la famille et de l'Etat dans le contrat de responsabilité parentale. Défaillance de l'image parentale. Rôle des collectivités locales. Soutien du groupe UMP.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1784, 1785) : bien-fondé des solutions concrètes et innovantes apportées par le Gouvernement face aux difficultés de la France. Améliorations par le Sénat. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4831) : défavorable à l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Problématique de l'inadaptation de la méthodologie osseuse à la détermination de l'âge des enfants. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4916, 4917) : le groupe UMP votera ce texte tel qu'il ressort des travaux de la Haute Assemblée. Texte équilibré, empreint de fermeté mais aussi de compréhension. Inscription des nouvelles dispositions dans une perspective très positive de codéveloppement auquel le groupe UMP est très attaché.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4979, 4981) : grands axes de ce projet : développer la prévention, renforcer le dispositif d'alerte et diversifier les modes d'intervention. Globalement favorable à cette réforme. Nécessité de trouver des mesures adaptées pour les enfants mais aussi pour les parents. Comparaison entre le rôle des professionnels de la protection de l'enfance et la place de chacun dans une famille. Exemples d'enfants maltraités. Favorable à la mise en place d'une cellule opérationnelle dans tous les lieux fréquentés par les enfants. Question d'une prise en charge trop tardive. Nécessité de faire preuve d'une véritable pédagogie pour insuffler une politique périnatale "développementale". Citations.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 7** (*art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel*) (p. 5042) : défavorable à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire). (p. 5043) : intervient sur cet article.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5984) : intervient sur l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général). - **Article 5** (*art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 5995) : importance de la coordination entre les services dans leurs actions auprès des personnes en difficultés.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6410) : le groupe UMP est favorable à ce texte.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7632, 7633) : exigence d'une politique de la ville pertinente et efficace. Poursuite de l'action à long terme. Réconciliation de la rénovation urbaine avec le développement économique. Mise en place d'une politique de prévention précoce fondée sur le message éducatif.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7991, 7994) : coût de la protection sociale solidaire. Avenir du financement de la sécurité sociale. ONDAM des soins de ville. ONDAM hospitalier. ONDAM médicosocial. Application des nanotechnologies. Garde des jeunes enfants. Branche vieillesse. Adossement des régimes spéciaux. Avec le groupe UMP, votera ce projet de loi.

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations) (p. 8226, 8227) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques), ainsi que sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35 ou après l'article 36** (p. 8231) : son amendement n° 262 : harmonisation des dispositions relatives à l'accord cadre ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8237, 8238) : soutient l'amendement n° 390 de Mme Catherine Procaccia (transposition de dispositions de la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8244) : intervient sur l'amendement n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins). - **Article 36 bis** (art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé) (p. 8248) : son amendement n° 261 : extension de l'expertise médicale de la Haute Autorité de santé dans le domaine de la prévention ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8249) : son amendement n° 108 : recours à la voie conventionnelle pour déterminer les études post-autorisations de mise sur le marché ; adopté. - **Article 38** (art. L. 165-8 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public) (p. 8287) : soutient l'amendement n° 368 de Mme Monique Papon (obligation de transparence du prix des audioprothèses et des prestations qui y sont associées) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8288) : audition dans le cadre de la mission d'information sur les conditions de mise sur le marché et de suivi des médicaments. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8294, 8295) : ses amendements n° 212 : mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins ; et n° 213 : extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins ; adoptés. - **Article 39 ter** (art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 8297) : son amendement n° 218 : informations transmises au nouvel observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée ; retiré. - **Article 39 sexies** (art. L. 6122-19 et L. 6412-1 du code de la santé publique - Extension de la T2A aux activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation) (p. 8301) : s'abstient sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 40** (p. 8301) : ses amendements n° 210 : récupération par la caisse auprès de l'établissement ou du professionnel de santé de la totalité de l'indu puis restitution à qui de droit des sommes qui lui sont dues ; adopté ; et n° 211 : mesures dissuasives à l'égard des

établissements ne respectant pas les dispositions relatives au transport des malades ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8325) : s'abstiendra tant sur l'amendement n° 433 de la commission (subordination des décisions de l'agence à l'avis d'un conseil scientifique indépendant) que sur l'article 43 du projet de loi. - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents) (p. 8332) : son amendement n° 214 : extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD ; retiré. - **Article 47** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans) (p. 8337) : son amendement n° 215 : instauration de la consultation unique de prévention à partir de l'âge de soixante-cinq ans ; retiré. Succès de la consultation annuelle instituée dans chaque arrondissement de Paris pour les personnes de soixante ans lorsqu'elle était adjointe au maire. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8445) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Sylvie Desmarescaux (élection des administrateurs des régimes spéciaux) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8455) : nouvelle réduction du déficit de la sécurité sociale. Non-remise en cause du haut niveau de prise en charge des risques. Politique familiale ambitieuse. Importance des mesures prises face à la situation préoccupante de la branche vieillesse. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10299) : bon projet de loi. Ses réflexions sur la parité. - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire) (p. 10313) : intervient sur les amendements identiques n° 1 de M. Jean Louis Masson, n° 29 de Mme Muguette Dini et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article).

**HERVIAUX (Odette)**  
sénateur (Morbihan)  
SOC

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2897) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 256 de M. Thierry Repentin (affectation à certains logements, financés dans le cadre d'un programme social thématique de l'ANAH, d'un coefficient pour la comptabilisation des logements sociaux) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2982) : soutient l'amendement n° 456 de M. Thierry Repentin (association obligatoire de l'EPCI compétent en matière d'habitat à l'élaboration du PLU communal) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 3 ou avant l'article 9 ou avant l'article 11 A** (p. 2994) : soutient l'amendement n° 276 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'accueil mises en place par le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 quater** (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété) (p. 3121, 3122) : soutient l'amendement n° 422 de M. Thierry Repentin (encadrement de la hausse du loyer pratiqué au terme de l'usufruit) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3220, 3222).

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7681, 7682).

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) (p. 8669, 8671) : financement du service public de l'équarrissage. Élément déterminant de la politique de sécurité sanitaire. Relèvement des taux de la taxe d'abattage. Diminution des missions prises en charge par le SPE. Répercussions économiques dans les filières d'élevage. Situation de quasi-monopole des sociétés d'équarrissage. Exigence d'une transparence totale de la filière depuis la collecte des animaux jusqu'à l'élimination totale des déchets et des matériels.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9599, 9600) : abandon de l'agriculture aux marchés. Moyens et actions des offices d'intervention. Filière avicole. Irrigation. Avec le groupe socialiste, ne votera pas ce budget.

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) (p. 9630, 9631) : agriculture et agroalimentaire.

**HOARAU (Gélita)**  
*sénateur (La Réunion)*  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Épidémie de chikungunya à la Réunion [n° 236 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de loi* tendant au respect du principe d'égalité entre les salariés et à l'extension à la Réunion des dispositifs relatifs à la garantie des salaires notamment en cas de maladie, et diverses mesures pour faire face aux conséquences sociales de l'épidémie de chikungunya à la Réunion [n° 263 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Outre-mer - Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2104) : situation de la fonction publique territoriale à La Réunion : attente d'un véritable statut par les personnels non titulaires ; existence d'une fonction publique à plusieurs vitesses ; faiblesse des ressources financières des communes ; aggravation de la précarité. Défavorable au transfert des personnels TOS vers les collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service) (p. 2158) : soutient l'amendement n° 140 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. Son amendement n° 92 : possibilité, pour la région ou le département, de créer des structures de gestion des personnels sous la forme d'établissement public ou de syndicat mixte ; rejeté. (p. 2163, 2164) : nécessité de tenir compte des spécificités de la Réunion.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (14 juin 2006) - **Article 67** (priorité)

(*chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers*) (p. 4656) : appel au retrait d'un dispositif inhumain. Dénonce les expulsions quotidiennes à Mayotte et leurs dérives. Atteinte à l'image de la France et fragilisation des efforts de la Réunion pour une meilleure insertion dans son environnement régional. (p. 4659) : soutient l'amendement n° 459 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 73 (priorité)** (*art. 20 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte - Prise en charge des frais liés à la naissance d'un enfant né d'une mère étrangère en situation irrégulière et faisant l'objet d'une reconnaissance de paternité*) (p. 4673) : soutient l'amendement n° 463 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 79 (priorité)** (*art. 78-3 du code de procédure pénale - Délai de rétention des*

*personnes soumises à un contrôle d'identité à Mayotte*) (p. 4679) : soutient l'amendement n° 469 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Outre-mer**

- (6 décembre 2006) (p. 9656, 9658) : perspective de nouveaux accords de coopération initiés par la région Réunion. Aggravation du taux de chômage et des inégalités. Défisiscalisation. Secteur sinistré du logement. Observatoire des prix et des revenus. Incidence du mouvement de suppression des surrémunérations.

**HORTEFEUX (Brice)**  
*ministre délégué aux collectivités  
territoriales*

#### **INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2079, 2086) : attachement des Français à la fonction publique et plébiscite du service public de proximité. Départ prochain à la retraite de 38 % des fonctionnaires territoriaux. Objectif d'accroissement de la performance et de l'efficacité du service public de proximité. Transfert en cours vers les collectivités territoriales des personnels TOS et d'agents de l'Etat. Accompagnement de ce texte par un chantier réglementaire autonome : seuils de création des emplois de grades, quotas d'avancement de grades et de promotion interne et formation initiale des fonctionnaires. Alimentation de la réflexion sur cette réforme par des études et des rapports. Avis favorable et consensuel du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Concertation avec les associations d'élus. Améliorations proposées par le Conseil d'Etat. Confirmation du principe de parité. Renforcement du rôle du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en tant que représentant des employeurs territoriaux, vis-à-vis des pouvoirs publics. Abaissement du seuil de la création des emplois fonctionnels. Liberté et sécurité accrues des élus locaux dans la gestion des ressources humaines. Renforcement de l'attractivité et de l'exemplarité de la fonction publique territoriale. Reconnaissance de l'expérience professionnelle. Souhait d'un remplacement progressif des concours sur épreuve par des concours sur titre avec épreuves. Valorisation des efforts de formation des agents territoriaux. Importance du rééquilibrage entre les formations initiales et la formation tout au long de la vie. Accès entre les fonctions publiques par des passerelles. Clarification du paysage institutionnel de la fonction publique territoriale. Modification des compétences du CSFPT. Nouvelle définition du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT. Renforcement du rôle des centres de gestion. Moyens mis à la disposition des organisations syndicales. - **Demande de priorité** (p. 2111, 2113) : accepte la demande d'examen par priorité de l'article 10, avant l'article 8, formulée par la commission. Contribution des travaux de la commission des lois à l'amélioration de ce texte. Réponses aux orateurs. Hommage à la qualité de leurs interventions. - **Article 1er** (*art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2119, 2120) : approbation de la position du président de la commission des lois sur la distinction entre le caractère réglementaire ou législatif des amendements. S'oppose à l'amendement n° 134 de

Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 1 et 2 (rédaction), et n° 3 (ouverture des préparations aux concours et examens professionnels de l'ensemble de la fonction publique pour les fonctionnaires territoriaux). Sur les amendements de M. Jacques Mahéas, s'oppose aux n° 283 (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie) et n° 285 (possibilité pour les agents territoriaux de suivre des formations diplômantes quand elles sont les seules possibilités d'accéder à une promotion), et demande le retrait du n° 284 (insertion parmi les actions de formation de l'apprentissage de la langue française et de la lutte contre l'illettrisme). Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Yves Détraigne (insertion d'une formation à la prévention des risques professionnels parmi les actions de formation). Sur les amendements portant sur le même objet accepte le n° 197 de M. Hugues Portelli et demande le retrait du n° 286 de M. Jacques Mahéas (réintroduction dans la loi du livret individuel d'information). (p. 2122) : intervient sur les amendements précités n° 197 de M. Hugues Portelli et n° 286 de M. Jacques Mahéas. Symbolique du livret individuel de formation. - **Article 5** (*art. 5 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Bénéfice d'un congé ou d'une décharge partielle de service pour suivre une procédure de validation des acquis de l'expérience*) (p. 2126) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 2127) : accepte les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 250 de M. Jacques Mahéas (reconnaissance et affirmation législative du rôle d'instance représentative de la fonction publique territoriale du CSFPT). - **Article 7** (*art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suppression d'une compétence du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 2129) : accepte les amendements de suppression n° 137 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 168 de M. Pierre Hérisson, ainsi que les amendements portant sur le même objet n° 251 de M. Jacques Mahéas et n° 6 de la commission (possibilité pour le CSFPT de se saisir des projets d'ordonnance et obligation pour les collectivités territoriales de lui adresser tous les documents et renseignements nécessaires pour mener à bien ses missions d'études et de statistiques), avec une préférence pour la rédaction de ce dernier. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2130) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Jacques Mahéas (rétablissement du paritarisme intégral au sein du conseil d'administration du CNFPT). - **Article 10 (priorité)** (*section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2135) : accepte l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion). Sur l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli précité, accepte les sous-amendements n° 321 et 322 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8** (*Intitulé de la section 2 du chapitre Ier de la loi n° 84-53 du 26 janvier*

1984 ; article 12-1 de la même loi - *Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale* (p. 2149) : accepte les amendements de la commission n° 8 (correction d'une erreur matérielle), n° 10 (rédaction) et n° 11 (gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale par le CNFPT). Accepte également l'amendement n° 259 de M. Jacques Mahéas identique à l'amendement n° 11 précité. S'oppose à l'amendement n° 138 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 62 (communication des vacances d'emploi d'un établissement national au centre de gestion chargé des tâches de coordination) et n° 56 (suppression de la mention des droits d'inscription au concours de la liste des ressources du CNFPT) ainsi que celui de l'amendement n° 157 de M. Bruno Retailleau (définition du contenu et des modalités de mise en oeuvre des formations de fonctionnaires territoriaux par le CNFPT). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 323 précité. - **Articles additionnels après l'article 10** : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Alain Vasselle (représentation des collectivités au conseil d'administration des centres de gestion). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2154, 2155) : sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional), pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, accepte le sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli. S'oppose aux amendements n° 269 de M. Claude Domeizel (modalités de désignation du centre coordonnateur) et n° 68 de M. Alain Vasselle (désignation par le conseil d'orientation des centres de gestion compétents au niveau interrégional pour les concours de catégorie A). Sur les sous-amendements de M. Claude Domeizel, portant sur l'amendement n° 13 de la commission précité, s'oppose au n° 242 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 320. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2158) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation des transferts de personnels, en particulier les TOS, de l'Etat vers les collectivités locales). - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2159) : son amendement n° 314 : possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales ; rejeté. S'oppose aux amendements n° 140 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et n° 183 de M. Hugues Portelli (cohérence). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2164) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Gérard Dériot (nouvelle rédaction permettant de distinguer les missions facultatives dont bénéficie l'ensemble des collectivités affiliées). - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2166) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Alain Vasselle (suppression partielle) et estime l'amendement n° 99 de M. Yves Détraigne (établissement d'un taux spécifique de cotisation pour les grandes collectivités) satisfait par l'amendement n° 15 de la commission (définition de l'assiette de la cotisation versée aux centres de gestion) qu'il accepte. (p. 2167) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Alain Vasselle (établissement d'un taux de cotisation spécifique moindre pour les collectivités non affiliées). (p. 2170) : estime l'amendement n° 263 de M. Jacques Mahéas (coordination) satisfait par l'amendement n° 16 de la commission (coordination) qu'il accepte. Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 17 (coordination) et accepte les n° 18 (rectification) et n° 19 (mise en place par décret d'une convention type destinée à encadrer davantage les transferts de missions). Accepte également les amendements n° 160 de M. Bruno Retailleau (simplification du dispositif de transfert des concours et des financements subséquents) et n° 260 de M. Jacques Mahéas (encadrement des transferts de missions du CNFPT aux centres de gestion), sous réserve de modifications. S'oppose aux amendements n° 229 de M. Michel Charasse (fixation du montant du transfert de ressources du CNFPT aux centres de gestion par décret après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges) et n° 70 de M. Alain Vasselle (coordination). - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des*

*centres de gestion*) (p. 2174) : s'oppose aux amendements n° 66 de M. Alain Vasselle (organisation des concours de catégorie B par les centres de gestion) et n° 264 de M. Jacques Mahéas (coordination). Accepte l'amendement n° 20 de la commission (rédaction). (p. 2175) : accepte les amendements n° 22, 23 et 24 de la commission (coordination). S'oppose aux amendements n° 65 de M. Alain Vasselle (coordination) et n° 265 de M. Jacques Mahéas (compétence des centres de gestion en matière d'exams professionnels, de publicité des créations et vacances d'emplois et de reclassement des fonctionnaires de catégorie A). (p. 2176) : s'oppose aux amendements n° 86 de M. Alain Vasselle (suppression partielle) et n° 270 de M. Claude Domeizel (caractère facultatif des missions d'inspection et de contrôle). (p. 2177) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité). (p. 2178) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Alain Vasselle (gestion administrative des comptes épargne temps par les centres de gestion). (p. 2179) : s'oppose aux amendements identiques n° 220 de M. Jacques Mahéas et n° 191 de M. Alain Vasselle (gestion des secrétariats des commissions de réforme et des comités médicaux par les centres de gestion) ainsi qu'au sous-amendement n° 327 de M. Michel Charasse s'y rapportant. (p. 2181) : accepte l'amendement n° 179 de M. Christian Cambon (organisation par les centres de gestion des concours de la filière animation). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 253 de M. Jacques Mahéas et n° 67 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les grandes collectivités territoriales d'organiser leurs propres concours) ainsi qu'à l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Vial (organisation par les centres de gestion des concours de la filière sociale). (p. 2182) : demande le retrait des amendements identiques n° 132 de M. Gérard Delfau, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2185, 2186) : sur l'amendement n° 193 de M. Alain Vasselle (conditions de fonctionnement du partenariat entre les centres de gestion et la CNRACL) qu'il accepte, son sous-amendement n° 325 ; adopté. Accepte l'amendement portant sur le même objet n° 280 de M. Claude Domeizel. (p. 2188) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 87 de M. Alain Vasselle et n° 271 de M. Claude Domeizel (contrôle par les CDG de l'application des règles d'hygiène et de sécurité). (p. 2189) : sur l'amendement n° 81 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les CDG de gérer les CET des collectivités et établissements publics non affiliés) qu'il accepte, son sous-amendement n° 324 ; adopté. - **Article 16** (art. 26-1 nouveau de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'un service de médecine préventive par les centres de gestion - Coordination*) (p. 2192) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 102 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les CDG de créer des services de prévention des risques professionnels). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 2194, 2195) : s'oppose aux amendements n° 103 de M. Yves Détraigne (suppression de l'obligation d'organiser la conférence annuelle de coordination), n° 254 de M. Jacques Mahéas (substitution d'un rapport à la conférence annuelle de coordination), n° 72 de M. Alain Vasselle (rôle du conseil d'orientation pour l'organisation des conférences sur l'emploi) et n° 272 de M. Claude Domeizel (suppression du caractère annuel de cette conférence). Accepte les amendements de la commission n° 25 (présence des CDG à cette conférence) et n° 26 (présence des organisations syndicales). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2196) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (réunion annuelle des centres de gestion coordonnateurs). Son amendement n° 328 : compétence des collectivités affiliées à un CDG pour établir les listes d'aptitude à la promotion interne ; adopté. (p. 2197) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Alain Vasselle (création d'une commission administrative paritaire au niveau national). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2197, 2198) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Claude Domeizel (clarification en matière de contrôle des dépenses liées à la

création et à la gestion des emplois budgétaires). (p. 2199) : son amendement n° 312 : possibilité, pour une collectivité membre d'un établissement public de coopération intercommunale non obligatoirement affiliée à un centre de gestion, de choisir de relever des commissions administratives paritaires de cet établissement public ; adopté. Sur l'amendement n° 28 de la commission (légalisation de la présence de tout agent territorial habilité lors de la réunion de la commission administrative paritaire) qu'il accepte, son sous-amendement n° 315 ; adopté. (p. 2200) : accepte l'amendement n° 273 de M. Claude Domeizel (création de comités techniques paritaires locaux au niveau des établissements publics de coopération intercommunale). (p. 2201) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Claude Biwer (liberté de recrutement des agents communaux dans les petites communes et les communautés de communes les moins peuplées). - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Rôle des comités techniques paritaires*) (p. 2203) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 145 de Mme Josiane Mathon-Poinat (consultation pour avis des comités techniques paritaires sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la fonction publique territoriale). (p. 2204, 2205) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 274 de M. Claude Domeizel (consultation des comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité) et promet un amendement gouvernemental sur cette question. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2207) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Jean-Patrick Courtois (assouplissement des règles de création d'emplois au sein des communes). Promet la résolution de ce problème par la voie réglementaire. (p. 2208) : s'oppose à l'amendement n° 146 de Mme Josiane Mathon-Poinat (établissement de mesures statistiques sexuées en matière de recrutement, de rémunération, de formation, de promotion et de mobilité dans la fonction publique territoriale).

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : demande le retrait des amendements identiques n° 110 de M. Claude Biwer et n° 279 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas pour les agents de catégorie C), qui relèvent du domaine réglementaire. Son engagement de remplacer les quotas par des ratios. (p. 2263) : fixation du ratio par l'employeur. - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix »*) (p. 2264) : son amendement n° 326 : compétence des collectivités affiliées volontairement à un centre de gestion et qui se réservent le fonctionnement de leur CAP pour établir les listes d'aptitude à la promotion interne ; adopté. S'oppose aux amendements n° 149 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et n° 278 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas et prise en compte de la seule valeur professionnelle pour la promotion interne). Accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). (p. 2265) : présentation au Conseil supérieur des propositions de réforme réglementaires sur lesquelles il s'est engagé. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2267) : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Claude Domeizel (coordination). - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2270, 2271) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). Accepte l'amendement n° 31 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2272) : s'oppose à l'amendement n° 238 de M. Claude Domeizel (précision des conditions de mobilité statutaire par décret en Conseil d'Etat). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 2273) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Robert Bret (emplois fonctionnels de directeur général pourvus uniquement par des fonctionnaires). - **Article 23** (art. 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation d'agents territoriaux*) (p. 2274) : s'oppose à l'amendement n° 150 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et accepte les amendements portant sur le même objet n° 32 et 33 de la commission (introduction des établissements publics locaux dans le dispositif de régulation des mutations). - **Article 24**

(art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2276) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Yves Détraigne (abaissement du seuil retenu pour la création d'emploi fonctionnel de directeur général des services dans les communes, de 3500 habitants à 2000 habitants) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 151 de M. Robert Bret, n° 94 de M. Roger Madec, n° 200 de M. Philippe Goujon et n° 112 de M. Michel Mercier (création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement). Accepte les amendements identiques n° 34 de la commission et n° 293 de M. Jacques Mahéas (suppression de la création d'emplois fonctionnels de directeurs généraux des services techniques dans les départements et les régions). (p. 2277) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (correction d'erreurs matérielles). Demande le retrait de l'amendement n° 162 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les communautés de communes de 5000 habitants de créer des emplois fonctionnels de directeur général). (p. 2278) : réponse à l'intervention de M. Michel Charasse pour confirmer le caractère législatif des seuils de création des emplois fonctionnels et la nature réglementaire des seuils de création des emplois de grade. S'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Josiane Mathon-Poinat (conséquence). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2280, 2281) : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale). S'engage à en discuter avec le ministre de la fonction publique. (p. 2282) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Jacques Mahéas (mutualisation au niveau des centres de gestion du coût des congés bonifiés). (p. 2283) : s'oppose à l'amendement n° 303 de M. Jean-Claude Gaudin (abaissement des seuils permettant l'attribution par nécessité absolue de service de logements de fonction ou de véhicules de fonction aux collaborateurs de cabinet du président du conseil général ou régional ou des maires). - **Article additionnel avant l'article 25** : demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (limitation du congé annuel des personnels territoriaux à trente-et-un jours consécutifs). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 2285) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (précision). S'oppose à l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 334 de M. Michel Charasse (conditions de création de la contribution additionnelle fixée par décret). Engagement du Gouvernement à rétablir l'équilibre des charges des centres de gestion par le biais du protocole financier dans le cadre du projet de loi de finances. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2288) : s'oppose à l'amendement n° 282 de M. Claude Domeizel (révision des pensions de retraite des cadres territoriaux de santé dans des termes identiques à ceux appliqués pour les fonctionnaires hospitaliers). - **Article 26** (art. 68 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Détachement d'un fonctionnaire hospitalier dans un cadre d'emploi, emploi ou corps de la fonction publique territoriale*) : demande le retrait de l'amendement n° 116 de M. Michel Mercier (harmonisation des conditions de rémunération des agents en détachement dans les collectivités territoriales par un décret en Conseil d'Etat) en raison de sa nature réglementaire. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2289) : demande le retrait de l'amendement n° 216 de M. Paul Raoult (possibilité de détachement sur deux ou plusieurs emplois à temps partiel). Report du débat concernant les trois fonctions publiques dans le cadre du futur projet de loi relatif à la fonction publique. (p. 2290) : demande le retrait de l'amendement n° 226 de M. Michel Charasse (révision du barème de notation des agents territoriaux). Intégration des propositions dans un texte d'ordre réglementaire. (p. 2291) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Paul Raoult n° 215 (maintien des avantages collectivement acquis au profit des agents affectés dans un syndicat mixte) et n° 218 (maintien du régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis au profit des agents d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes dont les structures fusionnent). - **Article 27** (art. 77 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Avancement des représentants*)



*syndicaux*) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (précision). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 2292) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (prise en compte des acquis de l'expérience professionnelle pour l'avancement de grade). (p. 2292) : demande le retrait de l'amendement n° 163 de M. Roger Karoutchi (augmentation du nombre d'échelons du grade de directeur territorial), dont les dispositions relèvent du domaine réglementaire. (p. 2293) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Michel Charasse (possibilité pour l'autorité territoriale d'affecter un agent précédemment révoqué pour raison disciplinaire et réintégré à la suite d'une décision de justice dans le centre de gestion compétent). - **Articles additionnels après l'article 27 ou avant l'article 28** (p. 2294) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Jean-Léonce Dupont (fixation du plafond et du seuil du régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2298, 2299) : sur les amendements de M. Michel Charasse, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 222 (délibération du conseil de discipline à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés), s'oppose aux n° 230 (présidence du conseil de discipline par un élu territorial), n° 227 (dans les communes de montagne, réunion du conseil de discipline parmi les seuls représentants des collectivités territoriales du département concerné), n° 225 (prise en compte équivalente par la juridiction administrative saisie d'un recours contre une mesure individuelle concernant un agent territorial, de la notation et des appréciations figurant dans son dossier) et n° 234 (suppression de la procédure disciplinaire en cas de condamnation définitive d'un fonctionnaire territorial à la suite de vol ou de détournement de fonds commis au détriment de la collectivité territoriale qui l'emploie) et demande le retrait des n° 223 (suppression du droit de vote accordé au président du conseil de discipline), n° 233 (suspension du traitement pendant l'incarcération en détention provisoire d'un fonctionnaire territorial), n° 228 (possibilité de recrutement direct des anciens fonctionnaires de la police nationale ou des militaires de la gendarmerie en qualité de garde-champêtre) et n° 235 (suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2302) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 120 de M. Yves Détraigne (simplification du processus de modification des horaires des employés territoriaux). - **Article 29** (art. 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Monétisation des mises à disposition non intervenues au bénéfice d'organisations syndicales*) (p. 2304) : son amendement n° 316 : restriction de la possibilité d'utiliser les fonds prélevés sur la DGF aux seules dépenses de fonctionnement courant, hors charge de personnel ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Alain Vasselle (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 39 (rédaction) et n° 40 (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2305) : s'oppose à l'amendement n° 275 de M. Claude Domeizel (modalités de remboursement de la charge salariale au centre de gestion, par les collectivités non adhérentes ayant décidé de décharger de fonctions certains de leurs fonctionnaires). (p. 2307) : s'oppose aux amendements analogues n° 246 de M. Charles Gautier et n° 304 de M. Jean-Claude Gaudin (préavis de licenciement accordé aux collaborateurs de cabinet). S'oppose à l'amendement n° 239 de M. Claude Domeizel (conditions de mobilité au sein des différentes fonctions publiques). (p. 2308, 2309) : accepte l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (maintien du régime indemnitaire des personnels transférés d'une collectivité à l'un de ses établissements publics) et sur ce dernier s'oppose au sous-amendement n° 319 de M. Yves Détraigne (généralisation à l'ensemble des agents du même régime indemnitaire au sein d'un même établissement public). - **Article 30** (*chapitres XIII et XIV nouveau, art. 108-1 et 108-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'un chapitre relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale*) (p. 2311) : s'oppose à l'amendement n° 290 de M. Claude Domeizel (publicité des résultats de l'évaluation des risques par l'employeur territorial). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 291 de M. Claude Domeizel (consultation du service de médecine préventive par l'autorité territoriale). Accepte l'amendement n° 41 de la commission (rédaction). (p. 2312, 2313) : son

amendement n° 330 : possibilité pour les centres de gestion ou les EPCI de mettre à disposition des collectivités ou des établissements publics un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité ; adopté après modification par le sous-amendement n° 333 de M. Claude Domeizel (mutualisation des moyens adoptés) qu'il accepte. - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Coordonnations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984*) (p. 2316) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 42, 43, 44 et 45 (coordination). - **Article 32** (art. 4, 5, 6 bis, 11, 14, 23 et 24 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Coordonnations apportées à certaines dispositions de la loi du 12 juillet 1984*) (p. 2317) : accepte les amendements de la commission n° 46, 47 et 48 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 32** : s'oppose à l'amendement n° 258 de M. Jacques Mahéas (alignement du mode d'élection du centre interdépartemental de gestion de la petite couronne d'Ile-de-France sur le droit commun en matière d'élection des conseils d'administration des centres de gestion). (p. 2319) : accepte l'amendement n° 267 de M. Claude Domeizel (possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie). - **Article additionnel avant l'article 33** : accepte l'amendement n° 310 de Mme Colette Mélot (intégration des titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A dans les filières de la fonction publique territoriale). - **Article 33** (art. 68 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 - *Régime indemnitaire des cadres d'emplois sans équivalence parmi les corps de l'Etat*) (p. 2320) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 33** : demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Philippe Arnaud (mise à la charge de l'Etat de la contribution au centre de gestion lorsqu'une suppression de poste est la conséquence directe d'une décision de l'Etat). (p. 2321) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 212 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de recruter davantage de collaborateurs dans le strict respect de la masse financière fixée par décret). Demande le retrait des amendements de M. Michel Mercier n° 127, 128 et 129 (intégration dans les collectivités territoriales des agents issus de l'Etat selon un régime indemnitaire ou de nouvelle bonification indiciaire équivalent). (p. 2322) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 309 de M. Philippe Arnaud (possibilité d'embaucher des contractuels dans les communes de moins de 2 000 habitants lorsque la création ou la suppression du poste dépend d'une décision de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 2323) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public). (p. 2324) : demande le retrait de l'amendement n° 244 de M. Daniel Raoul (création d'une commission permanente au sein des conseils municipaux des grandes villes). Organisation préalable d'une consultation avec l'association des maires de France. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2325, 2327) : ses amendements n° 317 (clarification du transfert des TOS à la collectivité territoriale de Corse) et n° 318 (clarification de la procédure de mise à disposition des services entre les communes et les EPCI auxquelles elles appartiennent) ; adoptés ; et n° 331 (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 335 de M. Michel Charasse (non-cumul avec les avantages du régime indemnitaire de la collectivité d'accueil) qu'il accepte. - **Article 36** (*Entrée en vigueur des transferts de mission du CNFPT vers le Centre national de coordination des centres de gestion et les centres de gestion*) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2328) : accepte l'amendement n° 79 de M. Alain Vasselle (moyens financiers, matériels et humains mis à disposition du conseil d'orientation). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 166 de M. Roger Karoutchi (précision relative à la régularisation des transferts des résidences universitaires). (p. 2329, 2332) : accepte les amendements n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des agents intercommunaux) et n° 213 de M. Paul Blanc (définition de la nature juridique des actes réalisés par les agents communaux ou intercommunaux dans le cadre du partenariat

public avec La Poste) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes). Prise en compte des demandes expressément formulées par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2337) : remerciements.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : sa réponse (p. 2613, 2617).

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2635, 2636) : association des collectivités territoriales, de leurs groupements et de l'Etat pour gérer, en partenariat, des services culturels d'intérêt à la fois local et national. Difficultés relevées dans le cadre de la mission d'information conduite sur la loi créant les EPCC. Favorable à l'effort de clarification auquel tend cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2653, 2654) : actualisation des dispositions organiques de la loi du 6 novembre 1962. Prise en compte des observations du Conseil constitutionnel. "Desserrement" du calendrier des opérations de préparation du scrutin. Transfert à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques du contrôle des comptes des candidats. Renforcement du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel et de la Commission nationale pour fixer le remboursement octroyé à chaque candidat. Extension du principe du vote le samedi à toutes les collectivités françaises d'Amérique, ainsi qu'aux ambassades et postes consulaires du continent américain. Aménagements apportés par l'Assemblée nationale en faveur des Français résidant à l'étranger : mention de leur adresse électronique sur la liste électorale consulaire. (p. 2664) : remerciements. Hommage au travail du rapporteur. Actualisation nécessaire des dispositions du code électoral. Limitation de ce texte à des mesures de simplification et de clarification. Ajout d'une disposition permettant aux Français établis hors de France de préciser leur adresse électronique sur les listes électorales. Risque de contestation en cas d'introduction par le Gouvernement de mesures relatives à la présentation des candidats. Dispositif strictement encadré de la modulation des remboursements des dépenses électorales. - **Article 1er** (art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Rationalisation de la procédure de présentation des candidats) (p. 2667, 2268) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Louis Masson (renforcement des conditions de parrainage et introduction d'un critère alternatif permettant la présentation d'un candidat par tout parti politique ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors des précédentes élections législatives), ainsi qu'aux amendements identiques n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de M. Bernard Frimat (publication de la liste intégrale des présentateurs au Journal officiel). - **Article 4** (art. 3, paragraphe V, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Remboursement forfaitaire et publication des décisions relatives aux comptes de campagne) (p. 2670) : s'oppose aux amendements n° 5 de M. Bernard Frimat (réintroduction de deux conditions cumulatives encadrant ce pouvoir d'appréciation et précision sur le montant de la sanction) et n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du principe de proportionnalité relatif au montant du remboursement forfaitaire des dépenses électorales en cas d'irrégularités). - **Article 5** (art. 4 nouveau de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Modalités d'application des dispositions du code électoral) (p. 2672) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Richard Yung (possibilité pour les Français établis hors de France de voter par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique). Expérimentation du vote par internet pour l'élection des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans**

**l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : sa réponse (p. 3239, 3243).

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4060, 4063) : valeur exemplaire du sport dans notre société. Favorable au texte déposé par le groupe UMP et adopté par l'Assemblée nationale. Hommage au travail des rapporteurs des deux assemblées. Outil pour lutter contre les hooligans : exemple de violences lors des matchs de football. Mesures actuelles : mobilisation des forces de maintien de l'ordre ; identification, interpellation et condamnation des hooligans ; interdiction administrative de stade. Absence de texte pour lutter contre les violences collectives. Inadaptation du dispositif de dissolution d'association. Equilibre nécessaire entre le respect de la liberté d'association et la sauvegarde de l'ordre public. Procédure de dissolution par décret d'une association ou d'un groupement. Avis préalable de la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives. Dispositif de sanctions pour réprimer les tentatives de maintien ou de reconstitution d'une organisation dissoute. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Favorable aux amendements de la commission. (p. 4071, 4072) : coopération européenne : création d'un point national d'information football, PNIF, dans chaque pays. Caractère complémentaire de la proposition de loi de M. Jean-François Humbert, portant diverses dispositions relatives aux arbitres. Réponses aux orateurs. Consultation de la CNIL à propos des fichiers de personnes interdites de stade. - **Article 1er B (réserve)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive) (p. 4073) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Simon Sutour (avis de la CNIL sur la mise en place d'un fichier des personnes interdites de stade). - **Article 1er C** (art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Communication des mesures d'interdiction administrative de stade aux fédérations sportives et aux associations de supporters) (p. 4074) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Simon Sutour (avis de la CNIL sur la communication des fichiers des personnes interdites de stade par le préfet aux fédérations sportives). - **Article 1er** (art. 42-14 nouveau de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Dissolution des associations et groupements de fait dont les membres commettent des violences lors des manifestations sportives) (p. 4075) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (participation d'un représentant des ligues de sport professionnel à la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives). - **Article 1er bis** (art. 42-15 nouveau de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de maintien en état de marche des systèmes de vidéosurveillance installés dans les enceintes sportives) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (clarification et amélioration rédactionnelle). - **Article 2** (section 5 nouvelle du code pénal - art. 431-22 à 431-24 nouveaux - Sanctions pénales applicables en cas de maintien ou de reconstitution d'une association de supporters dissoute) (p. 4076, 4077) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rattachement de l'article 2 à la loi du 16 juillet 1984, relèvement du niveau des sanctions pénales prévues dans le cas de reconstitution d'associations dissoutes, fixation d'un régime spécifique de sanctions pénales pour les personnes morales et prévision de peines complémentaires de confiscation de biens). - **Article 1er B (précédemment réservé)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (coordination).

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5099, 5102) : champ du droit funéraire. Objectifs de la loi. Action du Gouvernement dans ce domaine : renforcement des pouvoirs du préfet pour responsabiliser les opérateurs funéraires ; simplification des procédures ; réforme des vacances. Projet de décret relatif à la destination des cendres. Législation actuelle. Travail de concertation. Approbation et réserves relatives au texte proposé. Equilibre nécessaire entre la volonté du défunt et l'implication de la sphère publique. Hommage au travail de Jean-

Pierre Sueur. (p. 5109, 5110) : nombreux points de consensus. Réglementation excessive de la destination des cendres. Inopportunité de la création d'une commission spéciale auprès du préfet. Publication en septembre 2006 de la circulaire d'application des dispositions de la loi de décembre 2004 relatives aux contrats d'obsèques. Réserves sur la baisse de la TVA. - **Article 1er** (art. L. 2223-23-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Institution d'une commission départementale des opérations funéraires auprès du préfet du département) (p. 5111) : défavorable à la création d'une commission spécialisée auprès du préfet. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5112) : accepte l'amendement n° 1 de M. Christian Cointat (possibilité pour un Français établi hors de France d'être enseveli dans une commune en cas d'inscription sur la liste électorale de cette commune). - **Article 4** (Surveillance des opérations funéraires) (p. 5113, 5115) : ses amendements n° 4 (limitations des opérations donnant lieu à des vacances), n° 5 (suppression de la possibilité de confier des vacances à la gendarmerie) et n° 6 (possibilité de contrôles inopinés) ; adoptés. - **Article 6** (art. L. 2223-21-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Instauration de devis-types par les communes) (p. 5116) : son amendement n° 7 : obligation pour les opérateurs funéraires de déposer des devis-types dans les mairies ; rejeté. - **Article 10** (art. 16-2 du code civil - Pouvoirs du juge civil) (p. 5117, 5118) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet article. - **Article 16** (art. L. 2223-40-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma régional des crématoriums) (p. 5119, 5120) : son amendement n° 8 (modalités d'élaboration du schéma régional des crématoriums) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 15 de la commission, qu'il accepte. Ses amendements n° 9 (coordination) et n° 10 (suppression de l'extension à Mayotte du présent article) ; adoptés. - **Article 17** (art. L. 2213-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Police de l'esthétique des cimetières) (p. 5120, 5121) : son amendement n° 11 (nouvelle rédaction de l'article tendant à accroître le rôle du conseil municipal), adopté après modification par le sous-amendement n° 16 de la commission, qu'il accepte. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5122, 5123) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée). - **Article 20** (art. 279 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA à l'ensemble des prestations funéraires relevant du service extérieur des pompes funèbres) (p. 5124) : invoque l'article 40 de la Constitution sur l'article 20. - **Article 21** (Délai accordé aux communes de 10.000 habitants et plus et aux établissements publics de coopération intercommunale de 10.000 habitants et plus compétents en matière de cimetières pour réaliser des sites cinéraires) : son amendement n° 13 : extension du délai accordé pour la réalisation de sites cinéraires ; adopté. - **Article 23** (Compensation financière des charges résultant, pour l'Etat et les collectivités territoriales, des réformes proposées) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'Etat** (p. 5252, 5254) : remerciements. Taux satisfaisant de consommation des crédits de cette mission. Caractère précurseur des préfetures dans la mise en oeuvre de la LOLF. Hommage au personnel préfectoral. Expérimentation de la démarche de performance par les préfets. Renseignement des indicateurs. Création en 2007 d'un indicateur "Qualité de service". Réorganisation des préfetures pour tenir compte de la diminution des fonctions de guichet. Lancement de projets : système d'immatriculation des véhicules, SIV, et identité nationale électronique sécurisée, INES. Programme "Vie politique, culturelle et associative" : bons résultats du mandatement de l'aide publique aux partis politiques ; performance mitigée du délai de traitement des reconnaissances d'utilité publique des associations. Programme "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur" : mutualisation des achats et lancement d'un audit ; engagement d'une réforme des structures et création d'un secrétariat général ; développement du contrôle de gestion. Difficulté des débuts de la LOLF en termes de gestion. Sous-évaluation des frais de contentieux.

Amplification des mouvements de cessions immobilières. (p. 5255, 5256) : en réponse à M. Gérard Delfau. Coût du Conseil français du culte musulman, CFCM. Ventilation des crédits affectés à la mise en oeuvre de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Volonté du Gouvernement de ne pas remettre en cause les grands équilibres de la laïcité à la française. Réflexion sur les relations entre l'Etat et les cultes menée par la commission présidée par le professeur Jean-Pierre Machelon. (p. 5257) : en réponse à M. Guy Fischer. Rappel du principe gouvernemental d'accompagnement des transferts de compétences par un transfert de ressources financières. Recommandations de la Commission consultative sur l'évaluation des charges. (p. 5258) : en réponse à Mme Jacqueline Gourault. Mise en place dans les préfetures et les services d'administration centrale d'un plan pluriannuel portant sur la fusion des corps administratifs d'administration centrale, de préfeture et de police, et sur un plan de requalification. Suppression prévue de 1500 emplois entre 2006 et 2010. En réponse à M. Richard Yung. Utilisation des crédits pour la mise en place des nouveaux passeports. Projet de loi relatif à la carte d'identité électronique ; engagement d'une concertation avec l'Association des maires de France. Poursuite des travaux sur la fraude à l'identité. Délivrance en cours des passeports électroniques de première génération. (p. 5259) : en réponse à M. Roland du Luart. Allègement marginal de la charge de travail des préfetures du fait du transfert des dépenses des tribunaux. Réalisation de ce transfert à la demande du ministère de la justice et absence de demande parallèle d'un transfert d'emplois. (p. 5260) : en réponse à Mme Annie David. Réflexion nécessaire sur l'organisation de ce type de débat. Compensation des transferts de personnels induits par des transferts de compétences. (p. 5261, 5262) : en réponse à Mme Jacqueline Gourault. Expérimentation du vote par Internet lors du renouvellement partiel de l'Assemblée des Français de l'étranger. Bilan de ce vote et réalisation prochaine d'un audit. Coût du vote électronique. (p. 5263) : en réponse à M. Jean-Claude Peyronnet. Progression du régime indemnitaire des personnels de préfeture. Requalification d'un certain nombre d'agents. Modalités de répartition des sommes dégagées. (p. 5264) : en réponse à M. Joël Bourdin. Diminution du nombre d'actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité des préfets. Possibilité de recours quasi général à la télétransmission pour la fin 2006. Gain de temps pour les agents des préfetures. En réponse à M. François Marc. Sites Internet des préfetures. Evolution des transactions en ligne. Développement des mutualisations d'achat. (p. 5265) : hommage à l'action du premier secrétaire général du ministère de l'intérieur. Bilan de son activité. Charte de gestion liant les préfetures et l'administration centrale. (p. 5266) : en réponse à M. Remy Pointereau. Avis des préfets de région sur les budgets opérationnels de programme. Engagement de la réforme de l'administration départementale : fusion expérimentale de certains services. (p. 5267) : en réponse à M. Bernard Murat. Rémunération au mérite des hauts fonctionnaires. Eléments chiffrés.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5934, 5935) : qualité et diversité des interventions. Hommage au travail du rapporteur. Rôle du maire. Favorable à la création d'un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance. Distinction entre les malades mentaux et les délinquants. Souci d'articulation entre l'action du maire et celle du président du conseil général. Désignation du coordonnateur par le maire. Volonté de trouver une réponse individualisée pour chaque acte répréhensible. (p. 5936, 5937) : concertation préalable à la préparation du texte et présentation au Conseil d'Etat. Baisse de la délinquance depuis 2002. Recherche par le Gouvernement des moyens d'une vraie politique de prévention. (p. 5938, 5940) : important effort budgétaire. Nécessaire maintien du délit d'usage de stupéfiants. Responsabilisation des parents. Mise en place d'instruments pour répondre à la délinquance des mineurs. Volonté de faire voter un texte fédérateur et lisible.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1,

L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5977, 5980) ; s'oppose aux amendements de suppression n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 247 de M. Jean-Claude Peyronnet. Accepte les amendements n° 293 de Mme Catherine Troendle (obligation d'informer sans délai les maires des troubles à l'ordre public commis dans leur commune) et de M. Louis de Broissia n° 128 (articulation des actions de prévention de la délinquance des maires avec les compétences d'action sociale du département) et n° 129 (signature de convention avec le département limitée aux seules communes de plus de 10 000 habitants et aux intercommunalités dotées d'un conseil de sécurité et de prévention de la délinquance). S'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 163 (animation par le maire de la seule réflexion sur la politique de prévention de la délinquance) et n° 164 (suppression de la possibilité pour les communes et les EPCI d'installer des dispositifs de vidéosurveillance). Accepte les amendements de la commission n° 4 (possibilité pour le maire d'être représenté à la présidence du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance), n° 5 (compatibilité nécessaire des actions de prévention conduites par les collectivités territoriales et du plan de prévention de la délinquance arrêté par le préfet), n° 7 (rédaction) ainsi que le n° 6 (association du maire de Paris et du préfet en matière de lutte contre l'insécurité et clarification de la répartition de leurs compétences) et le sous-amendement n° 319 de M. Philippe Goujon déposé sur ce dernier. Sur les amendements de M. Jean-Marie Boquel, accepte le n° 133 (faculté laissée à l'appréciation du maire de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance en cas d'existence d'un conseil intercommunal) et demande le retrait du n° 318 (participation du conseil général aux actions de prévention de la délinquance dans le cadre de ses missions d'action sociale). Demande le retrait des amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 241 (transposition au conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance du dispositif du secret partagé prévu pour le conseil pour les droits et devoirs des familles) et n° 242 (instauration du principe du secret partagé dans les conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance). S'oppose à l'amendement n° 170 de M. Yves Pozzo di Borgo (délégation des compétences du maire de Paris aux maires d'arrondissement en matière de prévention de la délinquance). Demande le retrait des amendements M. Michel Mercier n° 103 (réaffirmation de la compétence générale du département en matière d'action sociale) et n° 104 (signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance) au profit des amendements respectifs précités de M. Louis de Broissia n° 128 et n° 129. Demande le retrait de l'amendement n° 248 de M. Jean-Claude Peyronnet (signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance) analogue au n° 104 de M. Michel Mercier précité au profit de l'amendement précité n° 129 de M. Louis de Broissia. Accepte l'amendement n° 300 de M. Jean-Patrick Courtois (précision des compétences respectives de la commune et de l'EPCI pour la mise en oeuvre des dispositifs de vidéosurveillance). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5985) : accepte l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général). - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles - Délégation des compétences du département en matière d'action sociale aux communes) (p. 5988) : s'oppose aux amendements de suppression n° 181 de Mme Éliane Assassi et n° 250 de M. Jean-Claude Peyronnet. Accepte les amendements n° 130 de M. Louis de Broissia (renvoi à une convention pour la définition des conditions de mise à la disposition de la commune des services du conseil général) et n° 8 de la commission (mise en cohérence des conditions de délégation de compétences, d'une part, entre le département et la commune et, d'autre part, entre le département et les EPCI). - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance) (p. 5989) : s'oppose à l'amendement n° 182 de Mme Éliane Assassi (suppression) et

accepte l'amendement n° 299 de M. Roger Karoutchi (fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de participation du syndicat des transports d'Ile-de-France aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des usagers).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6051, 6052) : précisions aux intervenants sur l'article 8. (p. 6054) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (sauf impossibilité, présence des parents, des représentants légaux ou des personnes ayant la responsabilité éducative du mineur lors de son rappel à l'ordre). S'oppose aux amendements de suppression n° 116 de Mme Jacqueline Gourault, n° 187 de Mme Éliane Assassi et n° 255 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi qu'aux amendements n° 137 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour le maire de procéder au rappel à l'ordre par tout moyen) et n° 303 de M. Alain Gournac (information du Procureur de la République de la mise en oeuvre du rappel à l'ordre). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6057) : demande le retrait de l'amendement n° 296 de M. Alain Milon (possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles) qu'il estime satisfait par le droit actuel. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6058, 6065) : sur les amendements de Mme Annie David, émet un avis de sagesse favorable pour le n° 191 (contribution de l'éducation nationale à la lutte contre toutes les formes de violence), et s'oppose aux n° 190 (précision, dans le code de l'éducation, selon laquelle le service public de l'éducation nationale doit contribuer à la lutte contre toutes les formes de discriminations), n° 199 (reconnaissance officielle du rôle des parents et des élèves dans le système scolaire), n° 189 (intégration de l'éducation physique et sportive dans le socle commun des connaissances), n° 188 (extension de la scolarité obligatoire dès l'âge de trois ans révolus jusqu'à l'âge de 18 ans), n° 195 (substitution d'un dispositif d'aide à la réussite aux programmes personnalisés de réussite éducative instaurés par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école), portant sur le même objet n° 192 et 193 (affectation, d'ici à 2011, dans chaque établissement scolaire du premier et du second degré, d'une équipe permanente pour assurer un suivi sanitaire et social de chaque élève), n° 194 (programmation des créations de postes de médecins scolaires d'ici à 2011), n° 196 (programmation pluriannuelle des postes de psychologues scolaires) et n° 197 (inscription dans la loi du principe selon lequel aucun jeune ne sortira du système éducatif sans une qualification reconnue, sanctionnée par un diplôme, CAP et BEP, ouvrant l'accès au baccalauréat et au-delà).

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 6150) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. François Zocchetto (présence d'un avocat pour les procédures alternatives). - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 6153, 6154) : s'oppose aux amendements identiques n° 214 de Mme Éliane Assassi et n° 278 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 6158) : s'oppose aux amendements identiques n° 215 de Mme Éliane Assassi et n° 279 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 26** : accepte l'amendement n° 302 de M. François Fillon (information relative à l'évolution de la procédure pour les parties civiles). - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6160) : demande le retrait de l'amendement n° 155 de M. Philippe Goujon (programme de prévention contre la consommation de drogues illicites). - **Article 27** (chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique) (p. 6165, 6166) : s'oppose aux amendements identiques n° 216 de Mme Éliane Assassi et n° 270 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). Accepte l'amendement n° 39 de la commission (rédaction). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 272 et n° 273 et accepte le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisi pour

avis n° 93. - **Rappel au règlement** (p. 6168) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 6169) : s'oppose à l'amendement n° 217 de Mme Éliane Assassi (mesures relatives à l'usage de drogues par des salariés travaillant dans le secteur des transports publics). - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - *Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public*) (p. 6175, 6176) : s'oppose aux amendements identiques n° 218 de Mme Éliane Assassi et n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 166 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation des dispositions sanctionnant l'usage de stupéfiants et la provocation à l'usage de stupéfiants). Accepte l'amendement n° 40 de la commission (circonstances aggravantes en cas d'usage de stupéfiants dans l'exercice de leur fonction pour les personnels d'entreprises de transport) et, sur ce dernier, le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 94. Accepte également les amendements de la commission n° 41 (peines applicables aux provocations à l'usage et au trafic de stupéfiants dirigées vers des mineurs ou des établissements scolaires), n° 44 (peines complémentaires en cas d'usage de stupéfiants aggravé ou de refus de se soumettre à des épreuves de dépistage) et n° 42 (coordination) ainsi que l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 96 (modalités de conservation des échantillons d'analyse). Demande le retrait de l'amendement n° 43 de la commission (modalités de contrôle dans les entreprises de transport). Estime satisfaits par les amendements de la commission, les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 95 et 97 (précision). - **Article 29** (chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - *Extension de l'injonction thérapeutique*) (p. 6179, 6180) : s'oppose aux amendements identiques n° 219 de Mme Éliane Assassi et n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 47 (conditions de recours à l'injonction thérapeutique), n° 45 (coordination) et n° 46 (rédaction). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 98 (modalités d'adhésion des toxicomanes à l'injonction thérapeutique). - **Demande de priorité** (p. 6181) : accepte la demande de priorité de la commission portant la discussion de l'article 38 avant l'article 35. - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement*) (p. 6201) : intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rédaction).

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8948) : réforme de la taxe professionnelle. Contrats de croissance et de solidarité. Compensation des transferts de compétences. RMI, DGF et DMF. Financement des SDIS. Information du Sénat. Transferts des personnels TOS. CNRACL. DSU. Exemple de Saint-Pierre-des-Corps. Péréquation rurale. TIPP. Fiscalité locale. Relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Domaine social et médico-social. PCH. APA. FMDI. Exemple de la Réunion. - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8965) : s'oppose à l'amendement n° I-77 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'indexation du contrat de croissance et de solidarité). (p. 8967) : s'oppose aux amendements identiques n° I-78 de M. Thierry Foucaud, n° I-177 de M. Claude Haut et n° I-207 de M. Michel Mercier (augmentation de la dotation de compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers). (p. 8969) : s'oppose à l'amendement n° I-174 de M. François Marc (accroissement du caractère péréquateur de la DGF). (p. 8971) : s'oppose à l'amendement n° I-175 de M. Bernard Angels (prise en compte des compensations fiscales et de la dotation de garantie dans le calcul du potentiel financier

des communes et de leurs groupements). (p. 8973) : s'oppose à l'amendement n° I-176 de M. Marc Massion (modulation de la DSU en fonction du pourcentage de logements sociaux des communes). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8974) : s'oppose à l'amendement n° I-79 de M. Thierry Foucaud (majoration de la DGF). (p. 8975) : s'oppose à l'amendement n° I-81 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des disparités sociales entre communes dans l'indice de la DSU). (p. 8976) : s'oppose à l'amendement n° I-80 de M. Thierry Foucaud (ajustement du taux de pondération de l'indice synthétique des ressources et des charges des communes de plus de 10 000 habitants). - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 8981) : son amendement n° I-246 : majoration du produit de TIPP perçu en Corse et affecté à la collectivité territoriale de Corse ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8987) : demande le retrait de l'amendement n° I-141 de M. Louis de Broissia (transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques) et s'oppose à l'amendement n° I-185 de M. Claude Haut (transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques).

##### *Deuxième partie :*

#### **Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9763, 9766) : mission "Administration générale et territoriale de l'Etat". Grands projets : sécurisation des titres identitaires ; nouveau système d'immatriculation des véhicules ; gestion des titres des étrangers ; contrôle de légalité ; mise en place des pôles de compétence. Compétences des agents. Adaptation des structures territoriales de l'Etat : expérience du Lot. Sous-préfectures. Rapport Machelon sur les relations des cultes avec les pouvoirs publics. Rationalisation des dépenses et des implantations. Lisibilité du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur". Organisation des élections présidentielles et législatives.

#### **Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) (p. 9776, 9779) : concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales. Contrat de croissance et de solidarité. Transferts de compétence et du RMI. Indicateurs de performance. Projets subventionnés par la DGE des communes et la DDR. Mission "Avances aux collectivités territoriales". Intercommunalité. Système des dotations. Fiscalité locale. Réforme de la taxe professionnelle. Effort du Gouvernement en faveur des territoires ruraux. Sapeurs-pompiers. Transfert des personnels TOS. Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) : son amendement n° II-262 : ajustement des montants de la dotation générale de décentralisation ouverts au profit des départements et des régions ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 51 bis ou après l'article 51 bis** (p. 9781, 9782) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-201 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-223 de M. Jacques Blanc (prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales). - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9783) : s'oppose à l'amendement n° II-239 de M. Jean-Pierre Sueur (encadrement des écarts entre les montants perçus par les communes au titre de la dotation forfaitaire). (p. 9785) : demande le retrait des amendements identiques n° II-238 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-219 de M. Jacques Blanc (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne) ainsi que de l'amendement n° II-222 (repli) du même auteur. (p. 9786) : demande le retrait de l'amendement n° II-79 de M. Jean Louis Masson (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des communes de moins de 5000 habitants situées en zones urbaines sensibles). - **Article 51 bis** (*"Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne*) (p. 9787) : demande le retrait des amendements de suppression n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-220 de M. Jacques Blanc ainsi que des amendements de repli n° II-230 et n° II-221 du même auteur. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9791) : demande

le retrait des amendements identiques n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° II-214 de M. Jacques Blanc et n° II-236 de M. Jean-Pierre Sueur (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements). (p. 9792) : demande le retrait des amendements identiques n° II-199 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-215 de M. Jacques Blanc (introduction de la densité de la population dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM) ainsi que de l'amendement n° II-237 de M. Jean-Pierre Sueur (introduction de la densité de population et du nombre de bénéficiaires du RMI et de l'APA dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM). - **Article 51 quater** (*Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques »*) (p. 9794) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-216 de M. Jacques Blanc, n° II-240 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-200 de Mme Josiane Mathon-Poinat (garantie minimale de progression de la DFM en 2007) ainsi que des amendements de M. Jacques Blanc n° II-217 et II-218 (repli). - **Article 51 sexies** (*Prévision du dépôt par le gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes*) (p. 9795) : demande le retrait de l'amendement n° II-197 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). (p. 9795) : intervient sur la demande de report de la discussion des crédits de la mission "Développement et régulation économique" formulée par la commission.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10268, 10270) : sous-représentation des femmes en politique en dépit de la loi du 6 juin 2000. Impulsion nécessaire. Concertation avec les associations d'élus. Economie du texte. (p. 10299, 10301) : remerciements. Réponse aux orateurs. Précise la position qu'il défendra au cours de la discussion des articles. - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10304, 10305) : s'oppose aux amendements n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (généralisation du mode de scrutin proportionnel pour les élections municipales quel que soit le nombre d'habitants des communes) et n° 60 de M. Bernard Frimat (abaissement du seuil d'application du mode de scrutin à la représentation proportionnelle aux communes de 2500 habitants et plus) ainsi qu'aux amendements identiques n° 17 de M. Jean Louis Masson et n° 32 de Mme Muguette Dini (suppression de l'échelon spécifique des communes de 2500 à 3500 habitants dans le code électoral) et, portant sur le même objet, n° 2 de M. Jean Louis Masson et n° 37 de Mme Muguette Dini (mise en oeuvre d'une obligation de candidatures et de mesures incitatives en faveur de la parité dans le mode de scrutin des communes de moins de 3500 habitants). - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10306, 10308) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, portant sur le même objet, n° 33 de Mme Muguette Dini, n° 42 de Mme Gisèle Gautier et n° 61 de M. Bernard Frimat (obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants). - **Article 1er** (*art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire*) (p. 10310, 10312) : s'oppose aux amendements de Mme Valérie Létard n° 80 (respect de l'alternance homme-femme pour la désignation des adjoints aux maires et de la présence d'adjointes dans les exécutifs des communes de moins de 3500 habitants en proportion de leur nombre dans le conseil municipal) et n° 81 (obligation pour le maire de respecter l'alternance en cas de délégation de fonction à des membres du conseil municipal). S'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Muguette Dini (élection des adjoints au scrutin de liste majoritaire dans les communes de moins de 3500 habitants et composition des listes de candidats des deux sexes en proportion de leur représentation au conseil municipal) ainsi qu'aux amendements identiques n° 29 de ce dernier auteur, n° 1 de M. Jean Louis Masson et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 2** (*art. L. 4133-*

*5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10314) : accepte les amendements de la commission n° 19 (possibilité pour un groupe de conseillers qui ne disposent pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant, de compléter sa liste par des candidats de même sexe pour l'élection de la commission permanente du conseil régional) et n° 20 (rédaction). - **Article additionnel avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 10330) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de Mme Catherine Procaccia (élection des vice-présidents des conseils généraux d'après des listes présentant proportionnellement autant de femmes qu'il y a de conseillères générales au sein de l'assemblée). - **Article 4** (*art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10332, 10333) : s'oppose aux amendements n° 31 de Mme Muguette Dini (suppression), portant sur le même objet n° 9 et n° 10 de M. Jean Louis Masson (alourdissement des pénalités financières pour non-respect de la parité), n° 51 de Mme Catherine Procaccia (compétence de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en matière d'appréciation du respect de la parité et de prescription de pénalités) ainsi qu'aux amendements identiques n° 11 de M. Jean Louis Masson, n° 65 de M. Bernard Frimat et n° 84 de M. Michel Mercier (application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10335, 10337) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de Mme Gisèle Gautier (dotation complémentaire au titre de l'aide publique aux partis politiques respectant l'objectif de parité). S'oppose aux amendements de M. Jean-Louis Masson, portant sur le même objet n° 14 et n° 15 (normalisation des formats utilisés pour les bulletins de vote), ainsi qu'au n° 13 (précision de la réglementation applicable au financement des campagnes pour les élections sénatoriales). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 10338) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Jean Louis Masson (limitation à deux du nombre de mandats exercés par un conseiller général dans le même département) et n° 43 de Mme Gisèle Gautier (limitation à trois du nombre de mandats consécutifs de même nature accomplis par un élu). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10344, 10346) : s'oppose aux amendements de Mme Muguette Dini n° 24 (instauration d'un "ticket homme-femme" dans le scrutin de liste des élections législatives), n° 25 (élections sénatoriales au scrutin proportionnel de liste dans les départements élisant trois sénateurs et plus) et n° 26 (repli), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 71 (instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives) et n° 70 (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant au moins trois sénateurs), de M. Jean-Louis Masson n° 8 (instauration du suppléant de sexe différent du titulaire pour les députés et sénateurs élus au scrutin majoritaire) et n° 12 (rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs), et de M. Bernard Frimat n° 58 (restauration du scrutin majoritaire à deux tours dans les départements élisant deux sénateurs ou moins) et n° 59 (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant trois sénateurs ou plus). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10350, 10354) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 72, 73 et 74 (garantie du versement de l'intégralité de leur salaire aux élus municipaux, départementaux et régionaux lors de leurs absences autorisées), ainsi qu'au n° 78 (application aux élus des règles relatives à l'ouverture des droits au congé individuel de formation). Demande le retrait des amendements de Mme Gisèle Gautier n° 47 (application aux élus des règles relatives à la validation des acquis de l'expérience), n° 48 (possibilité pour les élus locaux de cotiser aux régimes facultatifs de retraite par rente en cas d'interruption de leur activité professionnelle pour cause de mandat) et n° 46 (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail à l'ensemble des élus locaux), ainsi que de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Procaccia (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail aux maires-adjoints des villes de

plus de 3500 habitants et à l'ensemble des conseillers généraux, régionaux et membres de l'Assemblée de Corse). - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10356) : accepte l'amendement n° 38 de M. Christian Cointat (rapprochement du régime électoral de l'Assemblée des Français de l'étranger du droit commun des élections locales en matière de parité) et s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (application d'une stricte alternance entre candidats de chaque sexe sur les listes de candidats éligibles au scrutin de liste à l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10358) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (obligation de nommer trois personnalités qualifiées de chaque sexe à chaque renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10764, 10767) : pièce maîtresse de la réforme engagée sur plusieurs fronts. Travaux du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT. Projet de loi consensuel. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Lignes de force du texte. Contribution attendue du Sénat à l'amélioration du texte : caractère obligatoire des dépenses sociales et compensation financière des droits à congés. (p. 10775, 10778) : souci de l'adoption conforme du texte. Réponse aux orateurs. Evaluation des charges et conclusion d'un protocole financier. - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle) (p. 10779) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 8** (intitulé de la section 2 du chapitre 1er de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 10780, 10781) : souci de préserver l'équilibre du texte. Priorité à l'efficacité sur les querelles de chapelle. Accepte les amendements de la commission n° 1 (rédaction) et n° 3 (extension des missions du CNFPT en matière de recrutement des fonctionnaires de catégorie "A+" à l'organisation des examens professionnels permettant de bénéficier d'un avancement de grade), ainsi que les amendements identiques n° 2 de la commission et n° 18 de M. Alain Vasselle (précision selon laquelle la compétence du CNFPT pour la gestion des fonctionnaires de catégorie "A+" ne s'exerce, s'agissant des ingénieurs territoriaux, que pour les ingénieurs en chef). S'oppose à l'amendement de ce dernier auteur n° 19 (suppression de la restitution des missions de gestion au CNFPT). - **Article 10** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 10785) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 17 (création d'une Conférence nationale des centres de gestion et rationalisation des concours et examens de catégorie A) et n° 33 (création du Centre national de coordination de la fonction publique territoriale et définition de ses missions). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale) (p. 10786, 10787) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 21 (suppression de l'échelon interrégional de coordination) et n° 20 (possibilité de conventionnement des centres de gestion coordonnateurs entre eux). - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT) (p. 10788) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 34 de M. Alain Vasselle et n° 71 de M. Jean Boyer (référence au dispositif de la loi du 27 décembre 1994 pour les transferts financiers du CNFPT vers les centres de gestion). - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion) (p. 10793) : sur l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des

agents non titulaires à disposition d'autres collectivités), qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité). Demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Jean Boyer, portant sur le même objet que l'amendement précité n° 54 de M. Hugues Portelli. - **Article 15 quinquies** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mission des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques sanitaires) (p. 10794) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Dominique Mortemousque (élargissement aux centres de gestion de l'organisation des concours de sapeurs-pompiers professionnels). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial) (p. 10795) : demande le retrait des amendements n° 61 de M. Yves Détraigne (suppression de la conférence annuelle pour l'emploi public territorial) et n° 24 de M. Alain Vasselle (suppression de la participation des délégations du CNFPT et des organisations syndicales aux conférences régionales pour les questions relatives à la formation). - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public) (p. 10797) : réponse à Mme Catherine Troendle. Clarification de la notion d'emploi mis à disposition en temps partagé dans le projet de loi de modernisation de la fonction publique. (p. 10797, 10798) : s'oppose aux amendements n° 74 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et n° 64 de M. Yves Détraigne (conservation du bénéfice du CDI à l'agent contractuel de plus de 50 ans affecté sur un autre poste au sein de la même collectivité quelle que soit la nouvelle nature de ses fonctions). - **Article additionnel après l'article 18 AA** (p. 10799) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 67 de M. Jean-Marie Bockel (possibilité de mutualisation totale ou partielle de la gestion du personnel entre EPCI et communes membres non affiliées à un centre de gestion). - **Article 18 AB** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Dispositifs applicables aux agents non titulaires bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée) (p. 10800) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (encadrement des possibilités de mise à disposition d'agents non titulaires bénéficiant d'un CDI) et s'oppose à l'amendement n° 75 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'article 18 AB). - **Article 18 C** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Possibilité de comités techniques paritaires communs entre les EPCI et leurs communes membres) (p. 10802) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Alain Vasselle (suppression), ainsi que des amendements de M. Pierre Hérisson n° 47 (possibilité de créer des CTP communs entre les EPCI et une ou plusieurs communes membres) et n° 48 (possibilité de créer des CTP autonomes ou communs à plusieurs collectivités territoriales dès lors que l'effectif global concerné est au moins égal à vingt agents). - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux) (p. 10803, 10804) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 55 de M. Hugues Portelli (exclusion du champ d'application de l'article du cadre d'emploi des agents de police municipale) et s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils) (p. 10806) : accepte l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Gaudin (précision selon laquelle la nomination d'un agent sur un emploi fonctionnel de directeur général des services ou de directeur général adjoint des services de mairie d'arrondissement devrait être effectuée dans le respect de la distinction des compétences entre les mairies de plein exercice de Paris, Lyon et Marseille, d'une part, et les mairies d'arrondissement, d'autre part). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical) (p. 10811, 10812) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la limitation de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante salariés) et s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Alain Vasselle

(plafonnement à 50 % de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de 50 salariés). Bilan à l'issue d'une période de dix-huit mois. - **Article 28** (art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions*) : demande le retrait de l'amendement n° 72 de M. Jean Boyer (suppression) au profit de l'amendement n° 49 de M. Pierre Hérisson (rétablissement de l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours parmi les sanctions du premier groupe) qu'il accepte. - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10813) : cohérence du dispositif adopté par l'Assemblée nationale. Maintien souhaitable. (p. 10815) : s'oppose aux amendements de suppression n° 27 de M. Alain Vasselle, n° 69 de M. Jean Boyer, n° 77 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 83 de M. Claude Domeizel. - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10816) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année). - **Article 28 quater** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Cumul d'activités d'un fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi*) (p. 10818) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 51 de M. Laurent Bêteille et n° 70 de M. Jean Boyer (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Article 29 bis** (art. 111-1 nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - *Création d'un titre emploi collectivité*) (p. 10821) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 6 de la commission et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Coordonnations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984*) (p. 10823) : accepte l'amendement n° 56 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les fonctionnaires territoriaux ayant accumulé un nombre important de droits à congés de bénéficier d'une compensation financière par une monétisation du compte épargne temps). Accepte les amendements de la commission n° 7 (rédaction) et, portant sur le même objet, n° 8 et 9 (coordination). Sur les amendements de M. Alain Vasselle, accepte le n° 28 (précision tendant à prévenir un risque contentieux) et demande le retrait du n° 29 (précision). - **Article 32 quater** (art. 139 ter nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Intégration automatique dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A*) (p. 10826) : accepte l'amendement n° 31 de M. Alain Vasselle (caractère optionnel de l'intégration dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A). - **Article additionnel après l'article 32 quater** (p. 10827) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Hugues Portelli (reprise des années de service effectuées en tant qu'agents non titulaires du service public pour les agents de catégorie A intégrés dans la fonction publique territoriale). - **Article 35 bis A** (art. L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles -

*Modalités de transfert des services des centres communaux d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale*) (p. 10828) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les centres communaux d'action sociale, CCAS, d'organiser un partage de services par convention avec les centres intercommunaux d'action sociale, CIAS, ou les EPCI compétents). - **Article 35 bis** (art. L. 4424-2 du code général des collectivités territoriales - *Compétence de la collectivité territoriale de Corse en matière d'accueil, de restauration, d'hébergement, d'entretien général et technique dans les établissements scolaires dont elle a la charge, ainsi que pour le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service qui y travaillent*) (p. 10829) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (précision). - **Article 36** (*Entrée en vigueur des transferts de mission du CNFPT vers le Centre national de coordination des centres de gestion et les centres de gestion*) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Alain Vasselle (délais de transfert aux centres de gestion des missions jusque-là assumées par le CNFPT). - **Article 40** (art. L. 241-12 du code des juridictions financières - *Moyens de défense octroyés aux ordonnateurs ayant cessé leurs fonctions lors d'un contrôle de la chambre régionale des comptes*) (p. 10831) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 66 de M. Jacques Blanc (amélioration des conditions de prise en charge de la défense des ordonnateurs de collectivités territoriales et des dirigeants d'établissements publics qui ne sont plus en fonction au moment où la chambre régionale des comptes examine un exercice passé). - **Article 42** (art. L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales - *Garanties de moralité des personnes responsables des organismes de formation des élus locaux*) : accepte les amendements de la commission n° 11 (rédaction) et n° 12 (suppression de la subordination de la délivrance de l'agrément à un organisme de formation à une enquête administrative sur le responsable dudit organisme). - **Article 43** (art. 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 - *Conditions d'attribution des logements de fonction aux personnels ouvriers et de service dans un établissement public local d'enseignement*) (p. 10832) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (rédaction). - **Article 44** (*Modalités de transfert des personnels techniciens, ouvriers et de services non affectés dans les lycées et collèges au moment du transfert des services aux collectivités territoriales ou leurs groupements*) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (intégration dans l'article de la référence au congé de présence parentale). - **Article 45** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Promotion de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes*) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10833, 10835) : ses amendements n° 88 (détermination par l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de l'action sociale au bénéfice de ses agents) ; adopté après modification par les sous-amendements identiques n° 90 de M. Jacques Mahéas et n° 91 de Mme Josiane Mathon-Poinat (obligation de mise en oeuvre de l'action sociale déterminée par l'assemblée délibérante), sur lesquels il s'en remet à la sagesse du Sénat ; et n° 89 (instauration d'une dépense obligatoire pour la réalisation de prestations d'action sociale par les collectivités territoriales) ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de M. Pierre Jarlier (report du 1er juillet au 1er octobre 2007 de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10836) : remerciements.



**HOUEL (Michel)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 60 (2002-2003)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (E 2103) [n° 94 (2006-2007)] (29 novembre 2006) - **Société - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1667, 1668) : votera contre l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). Inapplicabilité de la circulaire de décembre 2005. Crainte de contentieux.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5975) : soutient l'amendement n° 129 de M.

Louis de Broissia (signature de convention avec le département limitée aux seules communes de plus de 10 000 habitants et aux intercommunalités dotées d'un conseil de sécurité et de prévention de la délinquance) ; adopté. - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance*) (p. 5989) : soutient l'amendement n° 299 de M. Roger Karoutchi (fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de participation du syndicat des transports d'Ile-de-France aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des usagers) ; adopté. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 6007) : soutient les amendements de M. Pierre Hérisson n° 140 (désignation facultative d'un coordonnateur par le maire) ; n° 142 (extension à l'ensemble des professionnels de l'action sociale de la possibilité de transmettre au maire des informations confidentielles) ; et n° 141 (divulgaration au maire des informations liées à ses compétences en matière de prévention de la délinquance) ; retirés. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6018, 6019) : soutient les amendements de M. Pierre Hérisson n° 139 (création facultative du conseil pour les droits et les devoirs des familles) ; et n° 136 (suppression de la possibilité pour le maire de proposer un accompagnement parental en cas de défaut d'assiduité scolaire) ; retirés. (p. 6020) : soutient l'amendement n° 132 de M. Louis de Broissia (préservation de la faculté pour le président du conseil général de décider la conclusion d'un contrat de responsabilité parentale) ; adopté. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6026) : soutient l'amendement n° 143 de M. Pierre Hérisson (saisine du juge des enfants par le maire pour le seul signalement des difficultés familiales) ; retiré. (p. 6028) : intervient sur l'amendement précité n° 143 de M. Pierre Hérisson.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6053) : soutient l'amendement n° 137 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour le maire de procéder au rappel à l'ordre par tout moyen) ; retiré. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 6069, 6073) : soutient l'amendement n° 138 de M. Pierre Hérisson (précision selon laquelle la communication au maire de la liste des élèves ayant fait l'objet d'un avertissement ne doit revêtir qu'un caractère exclusivement informatif) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8302) : soutient l'amendement n° 377 de Mme Catherine Procaccia (mesures en faveur des émoluments, de la prime d'exercice, du calcul de la retraite complémentaire et de la formation continue des praticiens hospitaliers) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Article 10** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés*) (p. 8849) : son amendement n° I-48 : imposition des plus-values de cession après abattement de 10 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième ; retiré. - **Article 23** (*Mesures relatives à la répartition du droit de consommation sur les tabacs et aux cotisations sociales*) (p. 8902) : son amendement n° I-49 : bénéfice de l'exonération de l'ensemble des cotisations sociales ouvert aux groupements d'employeurs dont les effectifs sont

inférieurs à vingt salariés ; retiré. - **Article 25** (*Affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 8903) : soutient l'amendement n° I-191 de M. Ambroise Dupont (suppression de la limitation à un an de l'affectation intégrale des droits de francisation et de navigation au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) ; adopté. - **Article 30** (*Elargissement des missions et des modalités de financement du centre des monuments nationaux, CMN*) (p. 8909) : ses amendements n° I-50 : présence d'un artisan d'art dans la composition du CMN ; et n° I-51 : agrément d'artisans d'art qualifiés ; retirés.

Deuxième partie :

### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9248) : soutient l'amendement n° II-152 de M. Alain Gournac (clarification du périmètre de l'expérimentation) ; adopté. - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie*

*professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9253) : son amendement n° II-54 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 3** (*Prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN en faveur des agriculteurs*) (p. 10397) : son amendement n° 64 : extension du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole au bénéfice des artisans ; retiré. - **Article 22 bis** (*Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité*) (p. 10454) : soutient l'amendement n° 77 de M. Francis Grignon (rabais accordé aux distributeurs non nationalisés sur le tarif de cession de l'électricité) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 23 ou après l'article 36 quinquies** (p. 10473, 10474) : son amendement n° 229 : création d'une taxe affectée au traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10497) : soutient l'amendement n° 237 de M. Henri de Richemont (extension du régime des sociétés de personnes aux associations d'avocats) ; adopté.

**HUE (Robert)**  
sénateur (Val-d'Oise)  
CRC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : La France et la gestion des crises africaines : quels changements possibles ? [n° 450 (2005-2006)] (3 juillet 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

**HUMBERT (Jean-François)**  
*sénateur (Doubs)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de loi* portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 323 (2005-2006)] (26 avril 2006) - **Société - Sports**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : son intervention (p. 6349, 6351).

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des États étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9557, 9558) : relations entre la France et l'Afrique. Coopération non gouvernementale. Ne votera pas ces crédits.

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9804, 9806) : revers de la diplomatie française. Engagement de la France en Afrique centrale. Rôle de la France au Proche-Orient. Situation en Afghanistan. Crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ. Evolution de la coopération culturelle, scientifique et technique. Traitement des demandes d'asile. Service consulaire. Votera contre les crédits de cette mission.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 323 (2005-2006)] portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 397 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Société - Sports**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire** [n° 75 (2005-2006)] - (16 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2246, 2247) : révision de l'organisation de la recherche face à la compétition internationale. Réforme ambitieuse. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives** [n° 305 (2005-2006)] - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4064, 4065) : augmentation des violences dans et en dehors des stades. Ancienneté du phénomène et évolution vers une dimension xénophobe. Absence de mesure permettant de sanctionner les groupes ou associations de supporters. Hommage aux efforts du Gouvernement. Mise en place des dispositifs spécifiques de lutte contre les violences collectives commises à l'intérieur des enceintes sportives. Création de la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives. Le groupe UMP votera ce texte tel qu'il ressortira des travaux du Sénat.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres** [n° 397 (2005-2006)] - (22 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 5152, 5153) : chute du nombre d'arbitres sportifs. Augmentation des incivilités et des violences à leur encontre, notamment dans le milieu du football. Faible attractivité du

régime social et fiscal des arbitres. Insécurité juridique relative à leur statut. Objectifs du texte : affirmer l'indépendance technique des arbitres ; offrir une protection pénale spécifique ; conférer aux arbitres le statut de travailleurs indépendants ; clarifier leur régime social et fiscal. - **Article 1er** (art. L. 223-1, L. 223-2 et L. 223-3 (nouveaux) du code du sport - Définition et protection de la pratique arbitrale) (p. 5161) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions portant sur la qualification juridique du lien unissant les arbitres à leur fédération sportive). - **Article 2** (art. 92 et 93 du code général des impôts - Régime fiscal applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale) (p. 5162) : estime l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Todeschini (clarification) satisfait par l'amendement portant sur le même objet n° 5 du Gouvernement, qu'il accepte. - **Article 3** (art. L. 311-3 et L. 241-16 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Régime social applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale) (p. 5163) : estime l'amendement n° 3 de M. Jean-Marc Todeschini (clarification) satisfait par l'amendement portant sur le même objet n° 6 du Gouvernement, qu'il accepte. - **Article 4** (Gage) (p. 5164) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (suppression).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5289, 5300) : rappel du lien existant entre

l'émergence des sportifs de haut niveau et le développement de la pratique amateur. Interrogation sur l'augmentation du nombre de licenciés sportifs en 2005 et sur l'évolution future des CREPS et de l'INSEP.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (22 novembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8658, 8659) : apports du Sénat. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10537) : son amendement n° 212 : dans le régime du "micro-foncier", relèvement du niveau de l'abattement représentant les charges présumées de la propriété ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 décembre 2006) (p. 10763) : indique au Sénat que MM. Louis de Broissia, Christian Cambon, Yann Gaillard, Roger Karoutchi, Jean-François Le Grand, Mme Colette Mélot, MM. Bernard Saugey et Jacques Valade souhaitent émettre un vote favorable sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2006 lors du scrutin public intervenu hier soir.

**HUMMEL (Christiane)**  
sénateur (Var)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

**HURÉ (Benoît)**  
sénateur (Ardenne)  
UMP

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

**HUREL (Sandrine)**  
sénateur (Seine-Maritime)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3 (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel)** (p. 6874, 6875) : soutient l'amendement n° 119 de M. Roland Courteau (application du tarif spécial de solidarité aux factures prises en charge au titre du fonds de solidarité pour le logement) ; rejeté.

**HYEST (Jean-Jacques)**  
sénateur (Seine-et-Marne)  
UMP

### NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation le 1er décembre 2006.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : Les class actions [n° 249 (2005-2006)] (14 mars 2006) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 276 (2005-2006)] relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux [n° 277 (2005-2006)] (23 mars 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : Les nouvelles formes de parentalité et le droit [n° 392 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Famille - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier

2006) - en remplacement de M. Henri de Richemont, rapporteur - **Discussion générale** (p.152, 154) : extension progressive de la portée de ce texte. Relèvement de l'âge du mariage des femmes. Adoption de circonstances aggravantes par les députés. Compléments apportés au dispositif pénal. Propositions de la commission des lois du Sénat concernant le respect mutuel au sein du couple, le délai de recevabilité de l'action en nullité pour vice du consentement, la reconnaissance du viol entre époux, les mesures d'éloignement du domicile conjugal et la médiation pénale. Nécessité de lutter contre les violences conjugales le plus tôt possible. (p. 156) : présence de dispositions sur les violences conjugales dans l'avant-projet de loi sur la délinquance. - **Article additionnel avant l'article 1er B** (p. 167) : son amendement n° 1 : ajout du respect dans la liste des devoirs conjugaux ; adopté. - **Article 1er C** (art. 63, 170 du code civil - *Délégation de la réalisation de l'audition des futurs époux et époux*) (p. 169) : son amendement n° 2 : précision ; adopté. - **Article 1er D** (art. 180 du code civil - *Nullité relative du mariage pour vice de consentement*) : son amendement n° 3 : poursuite en annulation des mariages forcés par le ministère public ; adopté. - **Article 1er E** (art. 181 et 183 du code civil - *Délais de recevabilité de la demande en nullité du mariage*) : son amendement n° 4 : augmentation du délai de recevabilité d'une action en nullité pour violence en cas de cohabitation continuée des mariés ; adopté. - **Article 1er F** (art. 1114 du code civil - *Crainte révérencielle à l'égard d'un ascendant*) (p. 170) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 170, 171) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Muguette Dini (recul de la date du regroupement familial jusqu'à la majorité du conjoint résidant en France). - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 172) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 18 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 30 de M. Roland Courteau (formation des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des magistrats et des policiers aux questions de violences conjugales). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 173) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Josiane Mathon-Poinat (mise en place pour la période 2006-2009 d'un plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 175) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 16 de Mme Muguette Dini, n° 20 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 28 de M. Roland Courteau (sensibilisation des élèves aux violences conjugales et au sexisme). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 176) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Josiane Mathon-Poinat (édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 177) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 13 de M. Jean-Guy Branger et n° 15 de Mme Muguette Dini (incrimination des violences au sein du couple). (p. 178) : nécessité de conserver un caractère assez général aux dispositions du code pénal afin de viser toute forme de violence. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 179) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Roland Courteau (extension, pour l'ensemble des violences, de l'accès à l'aide juridictionnelle sans conditions de ressources). - **Article 4** (art. 222-24 et 222-28 du code pénal - *Circonstance aggravante pour le viol commis au sein du couple*) (p. 180) : son amendement n° 6 : reconnaissance du viol entre époux ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 181) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Gisèle Gautier (renforcement de la présomption d'innocence des plaignants). - **Article 5** (art. 394, 396, 397-3 et 471 du code de procédure pénale - *Incarcération de la personne en cas de manquement aux obligations du contrôle judiciaire*) (p. 182) : son amendement n° 7 : extension de la mesure d'éloignement des auteurs de violences au sein du couple ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 ou avant l'article 5 bis** (p. 183, 184) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 31 de M. Roland Courteau (intégration des victimes de violences conjugales dans le champ du recours en indemnité). - **Article 5 bis A** (art. 220-1 du code civil - *Extension aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur du dispositif d'éviction du conjoint violent du domicile conjugal*) : son amendement n° 8 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B** (p. 185) : demande l'avis du

Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 12 de Mme Gisèle Gautier et n° 34 de M. Roland Courteau (dispense par le juge aux affaires familiales de l'obligation d'information de changement de résidence). - **Article 5 bis B** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale*) (p. 186) : son amendement n° 9 : caractère facultatif de la médiation pénale laissée à l'appréciation du procureur de la République en cas de violences conjugales ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis B** (p. 188) : s'oppose à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale en cas de violences conjugales). (p. 189) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Roland Courteau (possibilité de refus de présentation de l'enfant mineur en cas de violences exercées par le parent titulaire du droit de visite). - **Article additionnel avant l'article 5 bis** (p. 190) : s'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide financière en faveur des victimes de violences conjugales). - **Article 5 bis** (*rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple*) (p. 190, 191) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat (création d'un observatoire départemental des violences à l'encontre des femmes). - **Article 5 quater** (art. 222-47 du code pénal - *Interdiction de sortie du territoire pour l'auteur d'un viol ou d'une autre agression sexuelle à l'encontre de mineurs*) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 192) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Roland Courteau (modification de l'intitulé de la proposition de loi).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 167 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 197) : caractère inopportun d'un débat sans préparation portant sur une révision constitutionnelle.

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France** [n° 190 (2005-2006)] - (7 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 584, 585) : le groupe de l'UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (1er mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 1296) : intervient sur l'amendement de M. Nicolas About n° 831 (extension à tous les établissements publics d'enseignement supérieur des possibilités de recrutement diversifié mises en place par l'Institut d'études politiques de Paris). Défavorable à la tendance consistant à inscrire dans la loi des dispositions non normatives.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1544, 1545) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - *Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1554) : favorable à l'amendement n° 903 de M. Nicolas About (rédaction). - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - *Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1557, 1558) : ses amendements n° 402 : mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale ; et n° 403 : homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité ; adoptés.

- **Commission mixte paritaire** [n° 242 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2012, 2013) : pouvoirs de sanction de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations

et pour l'égalité. Contrat de responsabilité parentale. Lutte contre les incivilités. Réflexion sur les méthodes de travail du Sénat.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** - *Commission mixte paritaire* [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2054) : souhait d'une entrée en vigueur rapide de cette loi. Nécessité de mettre en place des politiques locales de prévention.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (14 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2101) : création des financements du Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. - **Demande de priorité** (p. 2111) : demande l'examen par priorité de l'article 10, avant l'article 8 ; priorité accordée. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2119) : nécessité de distinguer parmi les amendements proposés les mesures relevant du domaine législatif et celles relevant du domaine réglementaire. (p. 2120) : absence de caractère normatif de l'amendement n° 283 de M. Jacques Mahéas (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie). - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle*) (p. 2125) : sur les amendements de M. Jacques Mahéas, ne votera pas le n° 289 (maintien du bénéfice des droits acquis en matière de formation en cas de mutation) et intervient sur le n° 287 (information annuelle du comité technique paritaire du nombre de demandes de DIF et des suites données). - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2135) : accepte l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion).

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8** (*Intitulé de la section 2 du chapitre 1er de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 2149) : demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 323 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 11 de la commission (gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale par le CNFPT). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2155, 2157) : sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional), favorable au sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli et intervient sur le n° 242 de M. Claude Domeizel. - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouvelle de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2166) : défavorable à l'amendement n° 69 de M. Alain Vasselle (suppression partielle). (p. 2171) : intervient sur l'amendement n° 70 de M. Alain Vasselle (coordination). - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) : favorable à l'amendement n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité). (p. 2181) : accepte l'amendement n° 179 de M. Christian Cambon (organisation par les centres de gestion des concours de la filière animation). (p. 2182) : estime que les amendements identiques n° 132 de M. Gérard Delfau, n° 141 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 301 de M. Jean-Pierre Masseret (mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de

groupes politiques) sont devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2191) : favorable à l'amendement n° 221 de M. Claude Domeizel (précision du rôle des CDG en matière d'organisation des contrats d'assurance pour le compte des collectivités publiques). - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 2195) : favorable à l'amendement n° 25 de la commission (présence des CDG à cette conférence). - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Rôle des comités techniques paritaires*) (p. 2204) : défavorable à l'amendement n° 274 de M. Claude Domeizel (consultation des comités techniques paritaires sur la nomination des agents chargés d'assurer la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2207) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Jean-Patrick Courtois (assouplissement des règles de création d'emplois au sein des communes). - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des concours de recrutement*) (p. 2213) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires).

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) (p. 2259) : défavorable à l'amendement n° 295 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte obligatoire de l'expérience professionnelle des candidats). - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix »*) (p. 2264, 2265) : vérification a posteriori par le Parlement des engagements du Gouvernement à moderniser la fonction publique en permettant la valorisation des compétences. - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2270) : ne votera pas l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2278) : défavorable à l'amendement n° 162 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les communautés de communes de 5000 habitants de créer des emplois fonctionnels de directeur général). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2281) : défavorable à l'amendement n° 155 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 2286) : intervient sur l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence) assorti du sous-amendement n° 334 de M. Michel Charasse (conditions de création de la contribution additionnelle fixée par décret). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 2293) : intervient sur l'amendement n° 224 de M. Michel Charasse (possibilité pour l'autorité territoriale d'affecter un agent précédemment révoqué pour raison disciplinaire et réintégré à la suite d'une décision de justice dans le centre de gestion compétent). Problème de constitutionnalité. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2299, 2301) : intervient sur les amendements de M. Michel Charasse n° 230 (présidence du conseil de discipline par un élu territorial) et n° 235 (suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2305) : après avis du Gouvernement, défavorable à l'amendement n° 275 de M. Claude Domeizel (modalités de remboursement de la charge salariale au centre de gestion, par les collectivités non adhérentes ayant décidé de décharger de fonctions certains de leurs fonctionnaires). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2314, 2315) : intervient sur les amendements de M. Michel Charasse n° 121 (lutte contre les certificats médicaux de complaisance) et n° 122 (lutte contre les abandons de poste sans motif). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 2319) : favorable à l'amendement n° 267 de M. Claude Domeizel

(possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 2323) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 50 de la commission et n° 126 de M. Yves Détraigne (participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public). (p. 2324) : intervient sur l'amendement n° 244 de M. Daniel Raoul (création d'une commission permanente au sein des conseils municipaux des grandes villes). Possibilité de dépôt d'une proposition de loi consensuelle sur le sujet. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2327) : sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat), favorable au sous-amendement n° 335 de M. Michel Charasse (non-cumul avec les avantages du régime indemnitaire de la collectivité d'accueil). - **Articles additionnels après l'article 36** : favorable à l'amendement n° 79 de M. Alain Vasselle (moyens financiers, matériels et humains mis à disposition du conseil d'orientation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2336, 2337) : efficacité du travail parlementaire.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 5** (art. 4 nouveau de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - *Modalités d'application des dispositions du code électoral*) (p. 2673) : défavorable à l'amendement n° 6 de M. Richard Yung (possibilité pour les Français établis hors de France de voter par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2690, 2691) : risque de reproduction du même débat en deuxième lecture qu'en première. Jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les amendements déposés en deuxième lecture. Absence de rapport direct avec le texte des amendements relatifs au statut des marchands de biens. - **Article 1er** (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - *Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble*) (p. 2707) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation à plus de dix logements du seuil permettant la mise en oeuvre du droit de préemption des locataires). (p. 2709) : intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Sueur (élargissement de la définition des personnes fragiles). - **Article 1er bis** (art. 1584 bis et 1594 F *sexies nouveaux du code général des impôts - Réduction du taux communal et du taux départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière en cas de maintien du statut locatif*) (p. 2711) : intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'exonération de droits de mutation sur les opérations de vente réalisées par les marchands de biens). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2719) : défavorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 59, 60, 61 et 62 (réglementation de la profession de marchand de biens). Position du Conseil constitutionnel sur l'irrecevabilité des amendements sans lien direct avec le texte en discussion.

- **Projet de loi relatif à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur et à la responsabilité du fait des produits défectueux [n° 276 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 2731, 2732) : ratification de l'ordonnance du 17 février 2005, transposant en droit français la directive du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation. Modification d'une disposition du code civil relative aux conditions d'exonération de la responsabilité du fournisseur d'un produit défectueux. Caractère inhabituel du



projet de loi de ratification. Incidences pratiques de l'ordonnance. Approbation de la correction apportée par l'Assemblée nationale. Bataille juridique entre la France et la Commission européenne sur la transposition de la directive du 25 juillet 1985 instituant la responsabilité du producteur du fait des produits défectueux. Condamnation de la France par la Cour de justice des Communautés européennes. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce projet de loi sans modification. - **Article 3** (art. L. 211-16 du code de la consommation - Exonération de responsabilité du fournisseur pour défaut de sécurité du produit) (p. 2735) : application de la garantie des vices cachés prévue par le code civil.

- **Communication du Médiateur de la République** - (30 mars 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 2771, 2772) : bilan de la qualité des services publics grâce au rapport d'activité du Médiateur. Progrès réalisés grâce à la LOLF. Exceptions à la saisine du Médiateur en dernier recours. Vigilance du Médiateur quant à la recevabilité des réclamations. Souhait d'une saisine directe. Prise en compte par le législateur des propositions de réforme du Médiateur. Réformes tendant à renforcer l'effectivité du principe d'égalité et à corriger les failles du droit. Prochaine audition du Médiateur devant la commission des lois.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire) (p. 3915) : défavorable aux amendements analogues n° 120 de M. Georges Othily et n° 128 de M. Robert Badinter (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant). (p. 3923) : intervient sur l'amendement n° 135 de M. Robert Badinter (raccourcissement à un an du délai accordé aux créanciers pour se manifester). (p. 3935) : présentation des amendements en conformité avec le règlement du Sénat. Avantages du mandat à effet posthume auquel la commission est favorable. (p. 3938) : accepte le sous-amendement n° 198 de M. Laurent Bêteille déposé sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité de révocation judiciaire du mandat en cas de disparition de l'intéressé sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission).

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 4** (art. 816 à 842 du code civil - Dispositions relatives au partage) (p. 3957) : intervient sur l'amendement n° 148 de M. Roger Madec (extension au partenaire survivant lié par un PACS du droit à l'attribution préférentielle de la propriété du local et du mobilier le garnissant). - **Article 5** (art. 843, 844, 845, 846, 851, 852, 856, 858 et 860 du code civil - Rapport des libéralités) (p. 3960) : signale l'initiative de la commission des lois d'ajouter un glossaire en annexe du rapport. - **Article 14** (art. 929 à 930-5 nouveau du code civil - Possibilité de renoncer à l'action en réduction pour atteinte à la réserve) (p. 3970) : intervient sur les amendements n° 172 de M. François Zocchetto (inscription de la main du renonçant de la mention par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des conséquences de sa renonciation et donné son consentement librement) et n° 59 de la commission (désignation d'un second notaire ayant pour charge et pour mission d'assister et d'informer l'héritier renonçant). - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant) (p. 3982) : favorable à l'amendement n° 90 de la commission (retour au droit en vigueur par suppression de la disposition prévoyant que si le donateur s'est remarié et a eu d'autres enfants, l'époux survivant ne peut disposer de plus de la moitié de l'usufruit). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3989) : à titre personnel, votera contre les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4011) : à titre personnel, ne votera pas l'amendement n° 113

de la commission (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial) si le sous-amendement n° 200 de M. François Zocchetto (maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs) est adopté.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 1er B (réserve)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive) (p. 4073, 4074) : souhaite le retrait de l'amendement n° 5 de M. Simon Sutour (avis de la CNIL sur la mise en place d'un fichier des personnes interdites de stade).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4279, 4280) : protection des personnes les plus fragiles en matière de logement. Caractère indispensable de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Organisation de la discussion des articles** (p. 4343, 4344) : demande la réserve de l'article 1er jusqu'après l'article 12 et la réserve des articles 16 à 22 et des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 22 jusqu'après les amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 32 ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4409, 4410) : intervient sur l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). Critiques injustifiées. Signe fort à l'adresse des ressortissants des pays d'émigration. Se réjouit de son acceptation par le Gouvernement. Souhaite l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale adoptée à l'unanimité par le Sénat. Félicite le ministre d'Etat pour son discours en Afrique, empreint de vérité et de clarté. - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 4421, 4422) : précisions sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression). Préoccupation principale d'éviter avant tout la multiplication d'organismes sans utilité avérée, par souci des finances publiques.

- **Rappel au règlement** - (8 juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 4457) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)] (suite)** - (8 juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4462, 4463) : estime équivalentes les rédactions de l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi) et du sous-amendement n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rédaction) s'y rapportant. Défavorable au sous-amendement n° 149 de M. Bernard Frimat (limitation des possibilités de retrait de la carte

de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance), satisfait par l'amendement précité n° 5 de la commission auquel il se rapporte et complété par le sous-amendement précité n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires*) (p. 4506) : réponse aux protestations de M. Michel Dreyfus-Schmidt concernant les conditions de travail du Sénat. (p. 4513, 4514) : demande le retrait de l'amendement n° 156 de M. Bernard Frimat (précision que la carte de séjour "étudiant" vaut autorisation de travail à temps partiel pendant l'année universitaire et à temps complet pendant les vacances universitaires) au profit de l'amendement n° 12 de la commission (précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée dans la limite d'un temps partiel annualisé) qu'il estime plus souple. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 4535) : intervient sur les propos de M. Bernard Frimat contestant le sous-amendement n° 527 de M. Hugues Portelli (renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salarié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille) sur l'amendement n° 20 de la commission (extension du bénéfice de la carte de trois ans "salarié en mission" aux étrangers détachés au sein d'un même groupe mais titulaires d'un contrat de travail établi en France et facilitation de la venue en France des membres de leur famille). - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal*) (p. 4538, 4539) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. Bernard Frimat (suppression). Discours incompréhensible des orateurs du groupe socialiste sur l'objectif du texte de lutter plus efficacement contre le travail illégal.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article additionnel après l'article 15 ter** (p. 4583) : intervient sur l'amendement n° 140 de M. Philippe Goujon (simplification des procédures d'autorisation d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale pour les commerçants étrangers). - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4586, 4587) : intervient sur l'amendement n° 440 de Mme Éliane Assassi (suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion*) (p. 4693) : s'insurge contre l'attitude de Mme Monique Cerisier-ben Guiga à l'occasion de la discussion de l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française*) (p. 4767, 4768) : souhaite que le Sénat tienne compte des travaux de la commission des lois en abordant l'examen de l'article 31. (p. 4775, 4776) : intervient en faveur des amendements identiques n° 42 de la commission et n° 191 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité de moduler la condition de ressources exigée du demandeur au regroupement familial en fonction de la composition de sa famille), dont le rejet entraînerait une discrimination injustifiée entre les étrangers titulaires de la carte de résident de longue durée-CE et les autres étrangers. Réponse aux interrogations suscitées par

l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). - **Article 21** (précédemment réservé) (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Péremption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE »*) (p. 4804) : précise le fond du débat afin d'éviter toute confusion après l'intervention de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4830, 4831) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Propos irréalistes des opposants aux centres de rétention pour dénoncer la faiblesse de la France en la matière. - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français*) (p. 4851) : désaccord avec les arguments avancés par l'opposition en faveur de l'amendement n° 208 de M. Bernard Frimat (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire français sont jugés en formation collégiale). - **Article 42** (art. L. 512-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Recours à des magistrats honoraires - Suppression des arrêtés de reconduite notifiés par voie postale*) : en remplacement de M. François-Noël Buffet, rapporteur (p. 4853) : s'oppose aux amendements identiques n° 209 de M. Bernard Frimat et n° 412 de Mme Éliane Assassi (suppression de la possibilité de recourir à des magistrats honoraires pour statuer sur le contentieux de reconduite à la frontière). - **Article 43** (art. L. 512-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination*) (p. 4854) : son amendement n° 51 : rédaction ; adopté. - **Article 44** (art. L. 512-5, L. 513-1, L. 514-1 et L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 4855) : s'oppose aux amendements n° 211 de M. Bernard Frimat (suppression) et n° 413 de Mme Éliane Assassi (rétablissement des règles fixant le régime applicable en matière d'appel des jugements des arrêtés de reconduite à la frontière et précision que les jugements sont rendus collégalement). - **Article 45** (*chapitre III du titre I du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Obligation de quitter le territoire français*) (p. 4855) : s'oppose aux amendements identiques n° 212 de M. Bernard Frimat et n° 414 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 46** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Possibilité de recourir à des magistrats honoraires*) (p. 4856) : s'oppose aux amendements identiques n° 213 de M. Bernard Frimat et n° 415 de Mme Éliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi*) (p. 4857) : son amendement n° 52 : maintien de la possibilité pour les étrangers déboutés de leur demande d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 214 de M. Bernard Frimat et n° 416 de Mme Éliane Assassi, et accepte, identiques à son amendement précité n° 52, les amendements n° 79 de M. Hugues Portelli et n° 102 de M. Jacques Pelletier. - **Article 48** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Caractère suspensif du recours contre la décision fixant le pays de renvoi*) (p. 4858) : s'oppose aux amendements identiques n° 215 de M. Bernard Frimat et n° 417 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 49** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Assignation à résidence*) : S'oppose aux amendements identiques n° 216 de M. Bernard Frimat et n° 418 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 50** (art. L. 514-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination - Caractère non suspensif du recours contre l'obligation de quitter le territoire français en Guyane et à Saint-Martin*) (p. 4859) : s'oppose aux amendements identiques n° 217 de M. Bernard Frimat et n° 419 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et

du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4862) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 420 (réduction de deux ans à un an de la durée de mariage et de communauté de vie nécessaire à la protection contre une mesure d'expulsion de l'étranger marié avec un ressortissant français) et n° 421 (protection contre toute mesure d'expulsion de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Frimat n° 218 (suppression des dispositions restreignant la protection contre l'expulsion des personnes résidant depuis plus de quinze ans en France et des étrangers mariés avec un ressortissant français) et n° 219 (protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion). - **Article 52** (art. L. 521-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections absolues contre les mesures d'expulsion) (p. 4866) : s'oppose aux amendements identiques n° 220 de M. Bernard Frimat et n° 422 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 53** (art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réadmission des résidents de longue durée-CE) : s'oppose à l'amendement n° 423 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 53 bis** (art. 531-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assistance au transit en cas d'éloignement par voie aérienne) (p. 4867) : s'oppose à l'amendement n° 424 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 54** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Etrangers susceptibles d'être placés en rétention) : s'oppose aux amendements identiques n° 221 de M. Bernard Frimat et n° 425 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 55** (art. L. 552-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assignation à résidence) (p. 4868) : s'oppose aux amendements de suppression n° 222 de M. Bernard Frimat et n° 426 de Mme Eliane Assassi. - **Article 56** (art. L. 624-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction en cas de méconnaissance d'une mesure d'éloignement) : S'oppose aux amendements identiques n° 223 de M. Bernard Frimat et n° 427 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 56 bis** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente) (p. 4869) : son amendement n° 53 : rétablissement du dispositif d'expérimentation concernant la passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative ou maintenues en zone d'attente ; adopté. S'oppose aux amendements n° 428 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 224 de M. Bernard Frimat (abrogation des articles L. 821-1 et L. 821-6 du CESEDA autorisant la passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente). - **Article 57** (art. 131-30-1 et 131-30-2 du code pénal - Coordinations relatives au régime de protection contre la peine d'interdiction du territoire français) (p. 4870) : s'oppose aux amendements identiques n° 225 de M. Bernard Frimat et n° 429 de Mme Eliane Assassi (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 430 (protection particulière des étrangers conjoints de Français contre la peine d'interdiction du territoire) de ce dernier auteur. - **Article 58** (art. L. 222-2-1 [nouveau] et L. 776-1 du code de justice administrative - Compétence des magistrats honoraires pour statuer sur les arrêtés de reconduite à la frontière et les obligations de quitter le territoire français) (p. 4871) : s'oppose aux amendements de suppression n° 226 de M. Bernard Frimat et n° 431 de Mme Eliane Assassi, ainsi qu'à l'amendement n° 432 (coordination) de ce dernier auteur. - **Article 58 ter** (Abrogation de mesures d'expulsion - Règlement des situations antérieures) (p. 4872) : accepte l'amendement n° 511 de M. Hugues Portelli (possibilité de rouvrir la procédure de réexamen des mesures d'expulsion prises avant la loi de novembre 2003 et qui auraient relevé de la législation sur la double peine si cette dernière avait existé alors). - **Article additionnel avant l'article 59** (p. 4873) : s'oppose à l'amendement n° 433 de Mme Eliane Assassi (suppression des conditions de durée de résidence pour l'octroi de la nationalité française aux enfants recueillis en France). - **Article 59** (art. 21-2 du code civil - Acquisition de la nationalité

française à raison du mariage) (p. 4876, 4877) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 242 de M. Christian Cointat et s'oppose au n° 134 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (suppression des dispositions allongeant la durée de communauté de vie exigée de l'étranger ne justifiant pas d'une résidence ininterrompue pendant au moins trois ans en France à compter du mariage pour l'acquisition de la nationalité française), qu'il juge trop général tout en partageant les préoccupations. S'oppose aux amendements n° 227 de M. Bernard Frimat (suppression) ainsi qu'aux n° 434 (retour aux dispositions de la loi du 16 mars 1998 pour l'acquisition de la nationalité par mariage et réduction du délai probatoire de vie commune conditionnant l'acquisition de la nationalité française) et n° 435 (exemption des couples franco-étrangers ayant eu un ou des enfants issus de leur union de la condition de durée du mariage pour l'acquisition de la nationalité française) de Mme Eliane Assassi. - **Article 59 bis** (art. 21-2-1 nouveau du code civil - Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4879, 4880) : son amendement n° 54 : suppression ; adopté. Suppression de l'article par coordination, plusieurs dispositions relatives à la cérémonie d'accueil devant être regroupées aux articles 62 quater et 62 quinquies. Conteste les propos de Mme Monique Cerisier-ben Guiga sur l'état de la France. - **Article 60** (art. 21-4 du code civil - Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4881) : s'oppose aux amendements n° 437 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 228 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions allongeant le délai dont dispose le Gouvernement pour s'opposer à l'accès à la nationalité française). - **Article 60 bis** (art. 21-11-1 nouveau du code civil - Transmission au maire de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4882, 4883) : son amendement n° 55 : suppression ; adopté. Suppression de l'article par coordination. Accepte l'amendement n° 438 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article additionnel avant l'article 60 ter** : s'oppose à l'amendement n° 439 de Mme Eliane Assassi (droit à la nationalité française de l'enfant recueilli en France sous le régime de la kafala judiciaire). - **Article 60 ter** (art. 21-12-1 nouveau du code civil - Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des enfants mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4884) : son amendement n° 56 : suppression ; adopté. Suppression de l'article par coordination. - **Article 60 quater** (art. 21-14-2 du code civil - Organisation obligatoire d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française pour les étrangers naturalisés par décret) : son amendement n° 57 : abrogation de l'article 21-14-2 du code civil par coordination avec le regroupement à l'article 62 quater du projet de loi des dispositions relatives à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 442 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 61** (art. 21-19 du code civil - Suppression de certaines dispenses de stage aux fins de naturalisation) (p. 4886) : s'oppose aux amendements de suppression n° 229 de M. Bernard Frimat et n° 443 de Mme Eliane Assassi. - **Article 62** (art. 21-22 du code civil - Coordination) : son amendement n° 58 : possibilité de naturalisation de l'enfant mineur resté étranger bien que l'un de ses parents ait acquis la nationalité française, s'il justifie avoir résidé avec ce parent durant les cinq ans précédant le dépôt de la demande ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 230 de M. Bernard Frimat et n° 444 de Mme Eliane Assassi (suppression pour coordination). - **Article 62 bis** (art. 21-25-1 du code civil - Réduction du délai de réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation à l'égard des étrangers ayant en France leur résidence habituelle depuis dix ans) (p. 4887) : son amendement n° 59 : rédaction ; adopté. - **Article 62 ter** (paragraphe 7 de la section I du chapitre III du titre Ier bis du livre premier du code civil - Insertion d'une division relative à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) : s'oppose à l'amendement n° 445 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Article 62 quater** (art. 21-28 nouveau du code civil - Compétence du représentant de l'Etat dans le département ou du préfet de police pour l'organisation de la

*cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française*) (p. 4888, 4889) : son amendement n° 60 : regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'obligation d'organiser une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française ; adopté après rectification suggérée par le Gouvernement et apport d'une précision demandée par M. Bernard Frimat. S'oppose à l'amendement n° 446 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 62 quinquies** (art. 21-29 nouveau du code civil - Possibilité pour le maire d'organiser la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4890) : son amendement n° 61 : obligation pour le préfet de communiquer au maire l'identité et l'adresse des personnes résidant dans sa commune susceptibles de bénéficier de la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française et possibilité de déléguer ou non au maire l'organisation des cérémonies d'accueil ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 63** (art. 26-4 du code civil - Délai de contestation de l'enregistrement d'une déclaration de nationalité) : S'oppose aux amendements identiques n° 231 de M. Bernard Frimat et n° 448 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 4891) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de Mme Françoise Férat (création d'une procédure d'acquisition de la nationalité française au profit des mineurs étrangers accueillis dans les services d'aide sociale à l'enfance et qui justifient de leur parfaite intégration sociale ou professionnelle). - **Article 63 bis** (art. 68 du code civil - Amende applicable en cas de célébration d'un mariage malgré une opposition) (p. 4892) : s'oppose à l'amendement n° 449 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 63 ter** (chapitre III du titre II du livre VI et art. L. 623-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales applicables en cas de reconnaissance d'enfant effectuée aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou la nationalité française) (p. 4893) : son amendement n° 62 : sanction pénale des reconnaissances d'enfants ayant pour finalité d'offrir au père le bénéfice d'une protection contre l'éloignement ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 63 ter** : son amendement n° 63 : absence d'effet sur la nationalité des personnes majeures au 1er juillet prochain de l'ordonnance du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4918, 4919) : discussion de quantités de texte sur l'immigration depuis vingt ans en raison de l'évolution des flux migratoires. Régulation indispensable pour une immigration supportable. Nécessité d'une prise de conscience par tous les pays développés du développement indispensable dans la zone prioritaire pour empêcher l'immigration.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 2223-23-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Institution d'une commission départementale des opérations funéraires auprès du préfet du département) (p. 5110, 5111) : création d'une commission nécessaire à un meilleur contrôle des habilitations. - **Article 4** (Surveillance des opérations funéraires) (p. 5114) : intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie). Rôles respectifs du maire, de la gendarmerie et de la police. - **Article 10** (art. 16-2 du code civil - Pouvoirs du juge civil) (p. 5117) : primauté du respect dû aux cendres sur la liberté. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5123) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5126) : qualité des débats. Unanimité sur ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 5** (art. L. 122-2 du code des juridictions financières - Assouplissement des conditions d'accès au grade de conseiller maître à la Cour des comptes) (p. 5388) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M.

Jacques Mahéas (rétablissement de la condition de durée d'activité dans des services publics pour accéder à la maîtrise au tour extérieur).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 5895, 5897) : rôle des maires. Hospitalisations d'office. Prévention de la délinquance des mineurs.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5956, 5957) : s'oppose à la motion n° 79 de M. Charles Gautier tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5985) : favorable à l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6050, 6051) : précisions sur l'esprit de la mesure proposée à l'article 8.

- **Rappel au règlement** - (19 septembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 6072) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas. Avis favorable de la commission des lois à la modification de l'ordre du jour du Sénat pour permettre au groupe UMP et au groupe socialiste d'assister aux journées parlementaires de leurs partis respectifs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (suite)** - (19 septembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6113, 6114) : décision de la commission de lever le secret médical, après le souhait exprimé par l'Ordre national des médecins, en cas de risque grave pour les personnes. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) (p. 6130, 6131) : intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Valérie Létard (réservation de l'accès direct au fichier des hospitalisations d'office aux seuls directeurs départementaux et aux personnes habilitées des affaires sanitaires et sociales) et sur l'avis du président de la commission des affaires sociales.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIAJIS) (p. 6155, 6156) : nécessité d'évaluer le fonctionnement de l'institution judiciaire. - **Demande de priorité** (p. 6181) : demande l'examen par priorité de l'article 38 avant l'article 35 ; priorité ordonnée. - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 6190, 6191) : défavorable aux amendements identiques n° 223 de Mme Éliane Assassi et n° 283 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression).

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Motion d'ordre** (p. 6304) : sa motion d'ordre : examen en premier lieu des amendements de suppression des articles 1er et 3 du projet de loi sans discussion commune avec les autres amendements déposés sur ces articles. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6311) : s'oppose à la motion n° 18 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant au renvoi à la commission. - **Article 2** (art. 70 du code civil - Contenu de l'acte de naissance remis par les futurs époux) (p. 6319) :

interrogation légitime de Mme Josiane Mathon-Poinat sur les problèmes liés à la production obligatoire d'une copie intégrale de l'acte de naissance. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - *Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger*) (p. 6325) : intérêt de l'amendement n° 7 de la commission (assouplissement des conditions d'audition des époux qui n'ont pas de certificat de capacité à mariage en l'absence de tout doute sur le consentement).

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6708) : question de l'extension du dispositif aux personnes physiques.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7254) : demande de regroupement et l'examen par priorité des amendements de rédaction au début des articles ; demande adoptée. - **Article 3** (art. L.O. 6111-1 à L.O. 6181-8 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Statut de Mayotte*) (p. 7320) : intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (possibilité pour la collectivité départementale de Mayotte de conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour des actions de coopération et d'aide au développement). - **Article 4** (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Statut de Saint-Barthélemy*) (p. 7344) : souhaite le retrait de l'amendement n° 297 de M. Jacques Gillot (précision). (p. 7349) : estime inconstitutionnel l'amendement n° 328 de Mme Lucette Michaux-Chevry (détermination par délibération du conseil territorial de la représentation de Saint-Barthélemy au sein d'associations et d'organismes extérieurs). - **Demande de réserve** (p. 7434) : demande d'examen des amendements tendant à créer des sièges de députés pour Saint-Barthélemy et Saint-Martin après ceux visant à créer des sièges de sénateurs ; réserve accordée.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (*Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7465) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jacques Gillot (intitulé du chapitre III). (p. 7466) : intervient sur les amendements identiques n° 234 de la commission et n° 292 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy). (p. 7472) : s'oppose aux amendements identiques n° 286 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 329 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de député à Saint-Barthélemy).

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**. - (31 octobre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 2** (art. L. 451 à L. 456, L. 462, L. 464 à L. 467, L. 473, L. 474, L. 476, L. 478, L. 479, L. 486, L. 487, L. 489, L. 490, L. 498, L. 499, L. 506, L. 507, L. 509 à L. 511, L. 519, L. 520, L. 522, L. 523, L. 530, L. 531, L. 533 à L. 535, L. 544 à L. 555 nouveaux du code électoral - *Dispositions électorales spécifiques à Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 7519) : intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (composition du collège électoral du sénateur de Saint-Martin). - **Article 11** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 7544) : intervient sur le sous-amendement n° 116 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 81 de la commission (ratification d'ordonnances).

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. -

**Demande de réserve** (p. 10264) : demande la réserve, jusqu'après l'article 4, des trois premiers blocs d'amendements portant articles additionnels avant les articles 1er, 3 ou 4. - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - *Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire*) (p. 10311, 10313) : défavorable aux amendements identiques n° 1 de M. Jean Louis Masson, n° 29 de Mme Muguette Dini et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10317) : intervient sur les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 10338) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean Louis Masson (limitation à deux du nombre de mandats exercés par un conseiller général dans le même département) et sur les propos de son auteur.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10696, 10697) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 37 et 38 : prise en compte de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour européenne des droits de l'homme dans le code des juridictions financières ; retirés.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 10** (*section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984*) - *Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion* (p. 10785) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 17 (création d'une Conférence nationale des centres de gestion et rationalisation des concours et examens de catégorie A) et n° 33 (création du Centre national de coordination de la fonction publique territoriale et définition de ses missions). - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 10790) : intervient sur la contestation par M. Jacques Mahéas de l'application de l'article 40 de la Constitution sur son amendement n° 81 (organisation par les centres de gestion des concours et des examens professionnels pour l'ensemble des collectivités territoriales). - **Article 15 quinquies** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Mission des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques sanitaires*) (p. 10794) : défavorable à l'amendement n° 53 de M. Dominique Mortemousque (élargissement aux centres de gestion de l'organisation des concours de sapeurs-pompiers professionnels). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 10811) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la limitation de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante salariés) et défavorable à l'amendement n° 57 de M. Alain Vasselle (plafonnement à 50 % de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de 50 salariés). - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10814) : favorable au maintien de l'article 28 bis A. - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10817) : défavorable à l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents

privés d'emploi à partir de la troisième année). Remise en cause de l'équilibre de la loi du 27 décembre 1994, dite loi Hoeffel. - **Article 28 quater** (art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Cumul d'activités d'un fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi*) (p. 10818, 10819) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 51 de M. Laurent Bêteille et n° 70 de M. Jean Boyer (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984*) (p. 10824) : favorable à l'amendement n° 56 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les fonctionnaires territoriaux ayant accumulé un nombre important de droits à congés de bénéficier d'une compensation financière par une monétisation du compte épargne temps). - **Article 40** (art. L. 241-12 du code des juridictions financières - *Moyens de défense octroyés aux ordonnateurs ayant cessé leurs fonctions lors d'un contrôle de la chambre régionale des comptes*) (p. 10830) : favorable à l'amendement n° 66 de M. Jacques Blanc (amélioration des conditions de prise en charge de la défense des ordonnateurs de collectivités territoriales et des dirigeants d'établissements publics qui ne sont plus en fonction au moment où la chambre régionale des comptes examine un exercice passé) sous réserve de sa rectification.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Article 7** (art. 41 à 44 bis nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition*) (p. 10872) : défavorable à l'amendement n° 78 de M. Pierre-Yves Collombat (dérogation au principe du remboursement par l'organisme d'accueil du coût de l'agent lorsque la mise à disposition résulte de l'obligation d'accueillir un agent dont le poste a été supprimé dans son administration d'origine). - **Article 13** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*) (p. 10885) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission (prolongation d'un an de la période de dérogation à l'interdiction du cumul d'activités pour créer, reprendre ou continuer à gérer une entreprise). - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 10894) : accepte l'amendement n° 91 du Gouvernement (suppression de la référence au 1er janvier pour le calcul du départ anticipé à la retraite des surveillants de prison). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10898) : ses amendements n° 47 : mise en place d'un système de rémunération globale des fonctionnaires de La Poste ; et n° 48 : incitation à la mobilité des fonctionnaires de La Poste ; adoptés.

**IBRAHIM (Soibahaddine)**  
*sénateur (Mayotte)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3473, 3474) : ses amendements n° 148 : arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte et n° 149 : possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte ; adoptés. (p. 3473, 3474) : ses amendements n° 148 : arrêté du préfet pour déterminer les conditions de délivrance des autorisations de lotir à Mayotte et n° 149 : possibilité d'intervention de l'ANRU dans les ZUS de Mayotte ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4352, 4353) : réalité inacceptable de l'immigration irrégulière outre-mer, notamment à Mayotte. Données chiffrées sur l'ampleur du nombre de clandestins. Situation explosive à Mayotte. Constat identique des quatre commissions

parlementaires d'information et d'enquête. Souhaite une réponse de l'Etat ferme, solidaire et humaine : renforcement des moyens matériels et humains affectés au contrôle et à la surveillance des frontières maritimes ; allègement des charges des collectivités locales résultant de l'afflux de population ; encouragement aux retours volontaires dans les pays d'origine et régularisation des immigrés qui peuvent l'être. Plaide pour un plan Marshall en faveur des Comores, par delà la coopération régionale. Promesse de contribution déjà exprimée par plusieurs pays en 2005. Sous le bénéfice de ces observations, votera sans hésitation le projet de loi.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7269) : étape importante du processus de départementalisation de Mayotte et calendrier de cette évolution. Consultations préalables de la population. Calendrier de la révision de l'état civil. Prorogation des dotations.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).**

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9671) : poids du ministère de l'outre-mer dans la gestion des crédits globalement en hausse. Dotations des collectivités territoriales, rattrapage social et contrat de projet 2007-2013 à Mayotte. Votera ce budget.

**JACOB (Christian)**  
ministre de la fonction publique

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2086, 2088) : cohérence de ce texte avec l'accord signé le 25 janvier 2006 par les syndicats représentatifs de la fonction publique territoriale. Mesures en faveur de la promotion professionnelle et de la mobilité. Reconnaissance des acquis de l'expérience. Elargissement progressif de la part de la promotion interne et des examens professionnels dans les statuts de l'ensemble des corps de fonctionnaires. Révision de l'organisation des formations. Exposé des principaux axes du projet de loi à venir portant dispositions relatives à la fonction publique. Rappel de la création du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale hospitalière et d'Etat, PACTE. (p. 2113, 2114) : effectifs de la fonction publique d'Etat. Droit individuel à la formation. Volonté du Gouvernement de redynamiser la fonction publique territoriale. Question des assistants parlementaires. Participation des associations d'élus aux négociations avec les organisations syndicales. Quotas d'avancement. Rééquilibrage entre la formation initiale et la formation professionnelle. Définition d'un nouveau cadre juridique pour la prise en charge par les collectivités territoriales d'une partie des cotisations des mutuelles de leurs agents. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er) ou avant l'article 31** (p. 2115) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Jean-Léonce Dupont (inscription dans la loi du principe de parité dans le recrutement, la formation, la rémunération et la carrière entre les deux fonctions publiques). - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle) (p. 2124) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 135 (suppression) et n° 136 (mise en oeuvre du DIF à la seule initiative de l'agent sans accord préalable de la collectivité territoriale). S'oppose également aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 289 (maintien du bénéfice des droits acquis en matière de formation en cas de mutation), n° 287 (information annuelle du comité technique paritaire du nombre de demandes de DIF et des suites données) et n° 288 (exercice du droit de formation sur le temps de travail). (p. 2126) : intervient sur l'amendement précité n° 288 de M. Jacques Mahéas. Prise en compte par les maires de la situation individuelle des agents. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2129) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (création d'un collège des employeurs territoriaux au sein du CSFPT).

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2187, 2188) : demande le retrait de l'amendement n° 178 de Mme Catherine Troendle (emploi de personnes handicapées dans les centres de gestion en proportion du nombre de salariés permanents). - **Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2190) : demande le retrait de l'amendement n° 54 de M. Alain Vasselle (gestion par les CDG des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics). Accepte les amendements n° 194 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les CDG de mettre en concurrence les prestataires avant la souscription des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics) et n° 221 de M. Claude Domeizel (précision du rôle des CDG en matière d'organisation des contrats d'assurance pour le compte des collectivités publiques). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2199) : demande le retrait des amendements n° 104 de M. Yves Détraigne (égalité entre la fonction publique territoriale et le droit privé en matière d'amplitude maximale de la journée de travail) et n° 105 de M. Michel Mercier (possibilité d'aligner le régime des dérogations aux garanties minimales de durée du

travail applicables aux agents territoriaux sur celui des agents du ministère de l'équipement). (p. 2202) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 142 (abrogation de la loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique) et n° 143 (titularisation des agents contractuels de la fonction publique). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2206) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Simon Sutour (autorisation donnée aux collectivités territoriales et aux établissements publics d'aider leur personnel à disposer d'une protection sociale complémentaire). - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des concours de recrutement) (p. 2212) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 90 de M. Paul Girod, n° 108 de M. Yves Détraigne, n° 130 de M. Gérard Delfau, n° 147 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Masseret (accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires). S'oppose également aux amendements identiques n° 91 de M. Paul Girod et n° 107 de M. Yves Détraigne (prise en compte de la durée de service des collaborateurs des parlementaires pour le calcul des règles d'accès aux concours internes de la fonction publique territoriale).

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) (p. 2259) : s'oppose à l'amendement n° 295 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte obligatoire de l'expérience professionnelle des candidats). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 2260) : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Charles Gautier (création d'un concours sur titre pour les cadres d'emplois des administrateurs territoriaux et des attachés territoriaux ouvert aux collaborateurs de cabinet). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2261) : demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Jean-Paul Amoudry (prise en compte des agents contractuels au prorata de leur temps de présence pour le calcul de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés). Ajustement global dans les trois fonctions publiques par voie de circulaire. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2266) : demande le retrait de l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 165 (droit à l'action sociale au bénéfice de l'ensemble des agents territoriaux), et sur ce dernier du sous-amendement n° 329 de M. Claude Domeizel. (p. 2268, 2269) : s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Hugues Portelli (intégration dans la fonction publique territoriale d'agents contractuels de catégorie A et reprise d'ancienneté). Prise en compte de ces situations dans la future loi relative à la fonction publique d'Etat. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2303) : s'oppose aux amendements n° 119 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (en cas de mise à disposition du CNFPT ou d'un centre de gestion, d'un agent, à la suite de la cessation de ses fonctions, suppression de la déduction opérée sur son traitement pour les rémunérations "accessoires" touchées au titre d'une activité privée) et n° 240 de M. Claude Domeizel (suppression de la disposition prévoyant la déduction des rémunérations "accessoires" perçues par un agent au titre d'une activité privée, en cas de cumul). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 2310) : s'oppose à l'amendement n° 256 de M. Jacques Mahéas (nouvel intitulé introduisant des dispositions relatives à l'action sociale). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2314) : demande le retrait des amendements de Mme Françoise Férat n° 121 (lutte contre les certificats médicaux de complaisance) et n° 122 (lutte contre les abandons de poste sans motif). S'engage à proposer une solution satisfaisante au cours de la navette. - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 2315) : s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Jacques Mahéas (définition législative de l'action sociale). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 2318) : accepte l'amendement n° 214 de M. Hugues Portelli (maintien en activité des responsables administratifs atteints par la limite d'âge jusqu'au renouvellement des assemblées délibérantes des collectivités dont ils relèvent).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) (p. 9394, 9395) : périmètre du programme "Coordination du travail gouvernemental". Poids de l'action sociale interministérielle dans le programme "Fonction publique". Chèque emploi-service universel, CESU. Rénovation des restaurants interadministratifs. Aide à l'installation des personnels de l'Etat. Locapass. Aide aux transports collectifs. Crédits de l'action "Formation des fonctionnaires". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9397) : demande le retrait des amendements identiques n° II-16 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° II-83 (création du programme "Défense et protection des droits et des libertés fondamentales" au sein de la mission "Direction de l'action du Gouvernement"). Attente des résultats de la mission confiée à l'Inspection générale des finances.

**Budget annexe des publications officielles et information administrative**

- (2 décembre 2006) (p. 9398) : crédits de la mission. Accord social sur les départs à la retraite à 55 ans. - **Article 62 ter** (*Création du budget annexe de la Documentation française*) (p. 9399) : son amendement n° II-72 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10857) : accords du 25 janvier 2006 sur l'amélioration des déroulements de carrière et l'évolution de l'action sociale. Protocole d'accord du 21 novembre 2006. Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle et droit individuel à la formation, DIF. Loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Concours d'entrée dans la fonction publique. Mobilité. Commission de déontologie. Cumul d'activités. Création d'entreprise par les agents publics. Commissions administratives paritaires, CAP. Fusion des corps de fonctionnaires. Protection sociale complémentaire. Mesures indiciaires pour les catégories B et C. Entretiens d'évaluation. - **Article 2** (*art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Formation professionnelle tout au long de la vie - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Création de périodes de professionnalisation*) (p. 10867) : s'oppose à l'amendement n° 53 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du caractère proportionnel de la durée du DIF ainsi que de la possibilité d'effectuer sa formation en dehors du temps de travail) et accepte l'amendement n° 1 de la commission (prise en charge des frais de formation par l'autorité administrative). - **Article 3** (*titre VII du livre IX, art. L. 970-1 à L. 970-5 et L. 970-6 nouveau du code du travail - Réécriture et modernisation des dispositions du code du travail relatives à la formation professionnelle des agents publics*) (p. 10868) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du texte proposé pour l'article L. 970-6 du code du travail). - **Article 5** (*art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29, 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade*) (p. 10869) : s'oppose à l'amendement n° 55 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des alinéas faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience). - **Article 6** (*art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29, 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade*) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'alinéa faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience). - **Intitulé du chapitre II** (*Adaptation des règles de la mise à disposition des fonctionnaires*) (p. 10870) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rédaction). - **Article 7** (*art. 41 à 44 bis nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition*) (p. 10870) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (mise à disposition "à temps partagé"). (p. 10871) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rédaction), n° 5 (possibilité de mise à disposition de fonctionnaires de l'Etat auprès de l'ensemble des établissements employant des fonctionnaires hospitaliers) et n° 6 (encadrement des missions des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition auprès d'organismes contribuant à la mise en oeuvre d'une politique

publique). Accepte l'amendement n° 7 de la commission (précision). (p. 10872) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (précision). (p. 10872) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Pierre-Yves Collombat (dérogation au principe du remboursement par l'organisme d'accueil du coût de l'agent lorsque la mise à disposition résulte de l'obligation d'accueillir un agent dont le poste a été supprimé dans son administration d'origine). Accepte l'amendement n° 9 de la commission (rédaction). (p. 10873) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10873) : accepte l'amendement n° 43 de M. Philippe Nachbar (maintien du dispositif actuel en matière de mise à disposition gratuite des personnels du ministère de la culture auprès des services d'archives départementales). (p. 10874) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Pierre Jarlier (remboursement par l'Etat des rémunérations et charges sociales des agents de caisses de MSA affectés dans les services de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole, ITEPSA, et mise en place d'une convention triennale avec leurs employeurs). - **Article additionnel après l'article 8** : accepte l'amendement n° 79 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ du délai de carence pour les fonctionnaires mis à disposition auprès de collectivités territoriales dans le ressort desquelles ils ont exercé des fonctions de contrôle). - **Article 8 bis** (*art. 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mises à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des deux autres fonctions publiques*) (p. 10876) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux sur celles des fonctionnaires d'Etat) ainsi que le sous-amendement n° 82 de M. Jacques Mahéas. - **Article 8 ter** (*art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Mises à disposition de fonctionnaires hospitaliers auprès des deux autres fonctions publiques*) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires hospitaliers sur celles des fonctionnaires d'Etat) ainsi que le sous-amendement n° 90 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 9** (*Dispositions transitoires*) (p. 10877) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (coordination). - **Article 10** (*art. 432-13 du code pénal - Délit de prise illégale d'intérêts*) (p. 10879) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la permission législative) et s'oppose aux sous-amendements n° 75 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 92 de Mme Josiane Mathon-Poinat ainsi qu'aux amendements n° 74 de M. Pierre-Yves Collombat (rétablissement à cinq ans de la durée du délai d'interdiction d'exercice de certaines activités après la cessation de fonctions publiques) et n° 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'exclusion des poursuites pénales en cas d'avis de compatibilité). - **Article 11** (*art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Réforme de la commission de déontologie*) (p. 10881) : s'oppose aux amendements identiques de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 59 et 60 et n° 76 de M. Pierre-Yves Collombat (relèvement à cinq ans du délai de contrôle de la prise illégale d'intérêt). Accepte l'amendement n° 15 de la commission (application du contrôle statutaire en matière déontologique aux agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an par la même autorité ou collectivité publique). (p. 10881) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (coordination). (p. 10882) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (aménagement de la composition de la commission de déontologie). (p. 10883) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (rédaction). (p. 10883) : s'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de la possibilité accordée au seul président de la commission de déontologie de rendre des avis de compatibilité). (p. 10883) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (extension du champ de l'avis de compatibilité). - **Article 12** (*art. L. 413-5, L. 413-7, L. 413-10 et L. 413-13 du code de la recherche, art. 72 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 30 et 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 21 et 90 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordinations*) (p. 10884) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (rédaction). - **Article 13** (*art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*) (p. 10885) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rédaction). Accepte l'amendement n° 22 de la commission (prolongation d'un an de la période de dérogation à l'interdiction



du cumul d'activités pour créer, reprendre ou continuer à gérer une entreprise). (p. 10886) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (rédaction). Accepte l'amendement n° 24 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du cumul d'activités pour les agents non titulaires à temps partiel). (p. 10886) : accepte l'amendement n° 44 de M. Dominique Mortemousque (extension du régime de cumul d'activités aux ouvriers bénéficiant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat). - **Article 14** (art. 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 60 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Droit au service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise*) : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et accepte les amendements de rédaction de la commission n° 25, n° 26 et n° 27. - **Article 16** (décret-loi du 29 octobre 1936, art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 39 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 60 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 46 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-20 du code de l'éducation - *Abrogation du décret-loi du 29 octobre 1936 - Suppression des règles de cumuls plus restrictives applicables aux agents à temps partiel - Maintien des régimes spécifiques de cumuls*) (p. 10888) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (maintien des règles d'interdiction de cumul du supplément familial de traitement avec un avantage de même nature). - **Article 17** (*Coordinations au sein du code du travail*) (p. 10889) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (rédaction). - **Article 18 A** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Définition de l'action sociale*) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). - **Article 19** (art. 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 31 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Précisions sur l'organisation des concours*) (p. 10890) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (obligation, pour les examinateurs ayant évalué ou corrigé les épreuves d'un concours, de participer aux délibérations du jury). - **Articles additionnels après l'article 21** : Accepte les amendements de la commission n° 32 (limitation du recrutement sans concours dans la fonction publique hospitalière aux emplois de premier grade de la catégorie C) et n° 33 (ouverture du concours d'accès aux grades supérieurs de la catégorie C de la fonction publique hospitalière). - **Article 24 bis** (art. L. 233-3 à L. 233-6 du code de justice administrative - *Elargissement des possibilités de recrutement dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, par la voie du tour extérieur, du détachement et de concours complémentaires*) (p. 10892) : accepte les amendements n° 34, 35, 36 et 37 de la commission (coordination). - **Article 24 ter** (art. L. 114-24 du code de la mutualité - *Régime juridique applicable à l'exercice par un fonctionnaire d'un mandat électif à temps plein auprès d'une mutuelle*) (p. 10893) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Jacques Mahéas (possibilité de mise à disposition des fonctionnaires élus administrateurs de mutuelle). - **Articles additionnels après l'article 24 quater** : accepte l'amendement n° 46 de M. André Dulait (participation de l'Etat à la protection sociale complémentaire des personnels militaires). (p. 10894) : son amendement n° 91 : suppression de la référence au 1er janvier pour le calcul du départ anticipé à la retraite des surveillants de prison ; adopté. - **Article 24 quinquies** (art. 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 41-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Instauration d'un temps partiel*

*thérapeutique*) (p. 10895) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 71 de Mme Catherine Procaccia (aménagement du temps partiel thérapeutique). - **Article 24 sexies** (art. 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 - *Affiliation des agents de la collectivité départementale, des communes et des établissements publics administratifs de Mayotte aux régimes spéciaux des fonctionnaires*) (p. 10896) : son amendement n° 84 : affiliation des agents mahorais au régime spécial des agents titulaires ; adopté. - **Article 25** (*Contrats à durée indéterminée dans quatre établissements publics gérant des musées nationaux*) (p. 10897) : son amendement n° 42 : précision et reprise des personnels du groupement d'intérêt public "Cité nationale de l'histoire de l'immigration" ; adopté. - **Article 26** (art. 29 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Champ d'application et entrée en vigueur des dispositions du projet de loi*) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (coordination). Accepte l'amendement n° 39 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10898) : accepte les amendements de la commission n° 47 (mise en place d'un système de rémunération globale des fonctionnaires de La Poste) et n° 48 (incitation à la mobilité des fonctionnaires de La Poste). (p. 10899) : accepte l'amendement n° 50 de M. Alain Vasselle (suppression d'une voie dérogatoire pour le recrutement des personnels de la fonction publique hospitalière). Accepte l'amendement n° 51 de Mme Brigitte Bout (simplification des conditions de recrutement des agents collaborateurs du Médiateur de la République). (p. 10900) : accepte l'amendement n° 52 de Mme Monique Papon (cumul de la pension de retraite de marin avec une activité rémunérée par un employeur public). (p. 10901) : accepte l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (transfert des personnels sous statut de GIAT Industries vers ses filiales et intégration de ces personnels dans le régime d'assurance chômage de la société d'affectation). (p. 10902) : accepte l'amendement n° 72 de M. Jean-René Lecerf (recrutement d'assistants de justice au bénéfice de l'Ecole nationale de la magistrature). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10903) : son amendement n° 40 : rétroactivité au 1er novembre 2006 des mesures de revalorisation issues des accords du 25 janvier 2006 ; adopté. (p. 10903, 10904) : ses amendements n° 41 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique d'Etat) ; et n° 87 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique hospitalière) ; adoptés. (p. 10905) : son amendement n° 89 : financement et fonctionnement du Centre national de gestion des personnels de direction de la fonction publique hospitalière et des praticiens hospitaliers ; adopté. (p. 10906) : accepte l'amendement n° 69 de M. Pierre Jarlier (reclassement de certains personnels des offices d'intervention et de l'Agence unique de paiement dans le secteur agricole). Son amendement n° 86 : alignement des droits des fonctionnaires de l'Etat et des militaires de carrière sur ceux des salariés de droit privé en matière d'indemnisation du chômage ; adopté. Son amendement n° 88 : alignement du calendrier des mises à disposition dans le périmètre de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'en 2016 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10908) : défis à relever pour la fonction publique et remerciements.

**JARLIER (Pierre)**  
*sénateur (Cantal)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme) (p. 758) : son amendement n° 35 : possibilité pour un groupement de communes de créer conjointement un office de tourisme intercommunautaire ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2860) : favorable à l'amendement n° 502 de M. Daniel Dubois (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété). Priorité de l'amélioration des conditions de logement des plus démunis et de l'offre locative.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2911) : favorable à la rectification du sous-amendement n° 346 de Mme Valérie Létard (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux), déposé sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par

la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). (p. 2913) : favorable à l'amendement précité n° 97 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2917, 2918) : défavorable à l'amendement n° 261 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à toutes les communes d'Ile-de-France). (p. 2939) : défavorable à l'amendement n° 266 de M. Thierry Repentin (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2971) : favorable à l'amendement n° 490 de M. Daniel Dubois (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des PLU) et défavorable à l'amendement n° 374 de M. Thierry Repentin (consultation, à leur demande, des organismes d'HLM, pour l'élaboration du SCOT ou du PLU). (p. 2978) : son amendement n° 349 : rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale tendant au respect de l'économie générale du PLU ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2995, 2996) : sur l'amendement n° 57 de la commission (ratification de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme), ses sous-amendements n° 350 et 521 ; adoptés. - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans) (p. 3000) : son amendement n° 351 : rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3001) : soutient l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 186 (limitation des recours par les associations) ; retiré puis repris par M. Alain Vasselle et adopté. - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3041, 3042) : favorable à une taxe au profit des communes sur les transactions des terrains devenus constructibles. Défavorable aux amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini. - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 3046) : soutient l'amendement n° 187 de M. Jean Louis Masson (aide en faveur des petites communes en difficulté) ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 5658) : intervient sur le sous-amendement n° 296 de Mme Jacqueline Gourault portant sur l'amendement n° 35 de la commission (mise en cohérence des responsabilités des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif). (p. 5663) : soutient l'amendement n° 297 de Mme Jacqueline Gourault (clarification) ; adopté. - **Article 23 ter** (art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 5670) : intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant). - **Article 24 ter** (art. L. 1321-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Responsabilité des propriétaires d'installations privées de distribution de l'eau en matière de qualité de l'eau fournie aux usagers) (p. 5671, 5672) : soutient l'amendement n° 300 de Mme Jacqueline Gourault (clarification) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 24 quinquies** (p. 5674) : soutient l'amendement n° 430 de M. Bernard Murat (possibilité pour les communes d'inscrire les dépenses entraînées par la mise en oeuvre des dispositions relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en section d'investissement du budget

communal) ; retiré. - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5681) : sur l'amendement n° 50 de la commission (possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif), soutient le sous-amendement n° 298 de Mme Jacqueline Gourault ; retiré. (p. 5686) : soutient l'amendement n° 299 de Mme Jacqueline Gourault (rappel du caractère facultatif pour les communes des missions autres que celle du contrôle des installations d'assainissement non collectif) ; retiré. (p. 5692) : défavorable aux amendements identiques n° 275 de Mme Évelyne Didier et n° 446 de M. Jean Desessard (rétablissement de l'autorisation pour les collectivités de subventionner les régies).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5786) : son amendement n° 294 : relèvement du seuil de chargement de gros bétail à l'hectare pour les zones de montagne dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages ; retiré. (p. 5787, 5788) : sur l'amendement n° 92 de la commission (diminution du seuil de perception de cette redevance et suppression de la distinction faite pour les zones de montagne), son sous-amendement n° 485 : rétablissement de la distinction faite pour les zones de montagne ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

**JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)**  
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)  
NI, puis SOC

Devenue sénateur le 17 mai 2006 (remplace M. André Labarrère, décédé).

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 30 juin 2006.

Membre de la commission des affaires culturelles du 6 juin 2006 au 29 juin 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8938) : dotations de péréquation. Taxe professionnelle : ticket modérateur. Intercommunalité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 10654) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 155 (neutralisation dans le calcul de la taxe professionnelle de l'effet de décisions de gestion pouvant conduire des sociétés à organiser leurs flux financiers afin d'abaisser la valeur ajoutée des seules entreprises plafonnées) ; et n° 156 (non-application en 2007 du coefficient de variation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, sur la fraction de la dotation perçue au titre du plafonnement des taux pour les communes supportant des charges importantes) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10673, 10674) : son amendement n° 79 : réfaction du ticket modérateur pour les EPCI à fiscalité propre ayant des recettes de taxe professionnelle inférieures à 100000 euros ; adopté. Soutient l'amendement n° 58 de Mme Jacqueline Gourault (détermination du taux de référence des communautés de communes levant une fiscalité additionnelle en 2005) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10706) : son amendement n° 73 : amélioration de la lisibilité des dispositions relatives à la péréquation dans le code général des collectivités territoriales ; adopté.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre

2006) - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - Supplément d'intéressement ou de réserve de participation) (p. 7759) : soutient l'amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Godefroy (libre choix du salarié quant à l'affectation de son intéressement) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7781) : soutient l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy (présentation par l'employeur, lors de la négociation annuelle sur les salaires, d'un indicateur chiffré du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et les sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement, de la participation et des abondements aux plans d'épargne salariale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 14 ter** (Incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 7826, 7827) : soutient l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 22 (priorité)** (Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité) (p. 7860) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 101 (précision) ; et n° 103 (prise en compte des salariés mis à disposition pour le calcul des effectifs de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil) ; rejetés. (p. 7862, 7863) : intervient sur les amendements identiques n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 182 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - Congé de mobilité) (p. 7869) : défavorable à cet article. - **Article 27 (priorité)** (art. L. 321-13 du code du travail - Extinction de la contribution Delalande) (p. 7872, 7873) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982

relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7894) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Godefroy (distinction entre chèque-transport et élément de salaire) ; rejeté. - **Article 21 ter** (art. 244 quater P nouveau, 199 ter O nouveau, 220 T nouveau et 223 O du code général des impôts - Crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 7912) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7984, 7987) : situation des différentes branches. Situation de la CADES. Accès aux soins. Progression de l'ONDAM. Durée du travail dans le secteur de l'hôtellerie-restauration. Risque d'éclatement du système de protection sociale.

Troisième partie :

- (15 novembre 2006) - **Article 20** (art. L. 137-11 du code de la sécurité sociale, L. 741-10 et L. 741-10-1 nouveau du code rural - Recours des caisses contre les tiers responsables de dommages occasionnés à un assuré social) (p. 8156) : soutient l'amendement n° 240 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté.

**JÉGOU (Jean-Jacques)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer du 19 juin 2006 au 27 septembre 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 60 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Santé [n° 78 tome 3 annexe 25 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Débat sur le rapport d'information de M. Jean-Jacques Jégou sur l'informatisation dans le secteur de la santé** - (11 mai 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, auteur du rapport d'information sur l'informatisation dans le secteur de la santé. (p. 3847, 3849) : préoccupations exprimées par la commission. Faiblesses des systèmes d'information du secteur de la santé. Plan d'aide à l'investissement hospitalier "Hôpital 2007". Carence des systèmes d'information dans la mise en place du DMP. Imprécision de la stratégie poursuivie par le groupement de préfiguration du dossier médical personnel, GIP DMP. Irréalisme du calendrier initialement défini. Retard dans la parution des décrets d'application. Interrogation sur la pertinence et la viabilité des

expérimentations relatives au DMP. Financement. Attachement à la poursuite du projet dans des délais réalistes et raisonnables. (p. 3858, 3859) : doutes émis sur la réalisation possible d'économies à travers le DMP.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5216, 5218) : satisfaction du groupe UC-UDF vis-à-vis de la LOLF permettant un véritable contrôle parlementaire sur le budget. Image quelque peu excessive des bons comptes de la nation. Effort important pour atteindre les objectifs de solde budgétaire contenu dans la loi de finances initiale. Absence d'amélioration du déficit. Non-respect de la norme "zéro volume" d'augmentation des dépenses. Augmentation plus rapide des recettes que de la richesse nationale. Nécessité de débusquer les dépenses inefficaces pour remédier à la situation alarmante des finances publiques de la France.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5367, 5369) : insincérité des chiffres présentés dans l'ONDAM. Réforme impérative du secteur hospitalier. Echec de la réforme du médecin traitant et du dossier médical personnel. Déficit vertigineux du FSV et FFIPSA. Proposition de pistes de réforme.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6379, 6380) : nécessité et urgence de la création d'un ordre national des infirmiers. Importance de leur effectif et de leur rôle. Accroissement de la technicité du métier d'infirmier. Acte de reconnaissance de la profession. Proposition de suppression de l'exclusion des infirmiers militaires. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte mais veillera attentivement à son application. - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - *Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers*) (p. 6389) : son amendement n° 38 : inclusion dans l'ordre des infirmiers des civils qui exercent dans les hôpitaux militaires ; adopté. (p. 6391, 6393) : ses amendements n° 39 : suppression de la référence à l'honneur et à l'indépendance dans la déclaration de principes ; n° 40 : suppression de la disposition relative à l'organisation des oeuvres d'entraide et de retraite ; et n° 41 : élaboration conjointe des règles de bonne pratique professionnelle par l'ordre des infirmiers ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6410) : se réjouit de l'adoption de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7581, 7583) : poids inédit des prélèvements sociaux dans la masse des prélèvements obligatoires. Causes structurelles. Nécessité d'une véritable réforme médicalisée du système de soins en y incluant le secteur hospitalier et l'informatisation. Question de l'apurement des dettes de l'Etat à l'égard de la sécurité sociale. Réflexion sur une restructuration des prélèvements sociaux. Complexité des impôts et taxes affectés. Remplacement souhaitable par une fraction de TVA. Proposition du groupe UC-UDF d'une fiscalisation de la protection sociale : CSG et TVA sociale. Nécessité de réfléchir sur l'efficacité de la dépense publique et sur une très large réforme fiscale.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 41** (art. L. 341-6 du code monétaire et financier - *Aménagement des règles d'enregistrement des démarcheurs financiers*) (p. 7928, 7929) : sur l'amendement de la commission saisis pour avis n° 20 (rédaction), ses sous-amendements n° 140 et n° 247 ; adoptés. Ses amendements n° 141 : clarification de la responsabilité des établissements mandants de professionnels du démarchage dans le cadre de la commercialisation de produits financiers ; et n° 139 : possibilité pour les banques de proposer à des personnes physiques des produits de couverture visant à limiter un risque pris à l'occasion d'une autre opération ; retirés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 7944) : soutient l'amendement n° 135 de M. Jean-Léonce Dupont (modification de l'intitulé de ce texte) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 238 de la commission.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 7982, 7984) : évolution des charges financières. Situation des différentes branches. Projections annexées au PLFSS. Avis favorable de la commission des finances sur le projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8066, 8067) : enjeux de la prise en charge de la dépendance. Coût de cette prise en charge. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 8090, 8093) : ses amendements n° 74 : rectification d'une erreur par cohérence avec les données des autres parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale ; adopté ; et n° 75 : correction d'une erreur dans le tableau retraçant l'évolution du FSV à l'horizon 2010 ; retiré. - **Article 11** (art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - *Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8101, 8102) : son amendement n° 76 : suppression de l'élargissement du dispositif de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises, ACCRE ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 320-2 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-10 du code rural - *Indemnités de départ volontaire*) (p. 8123, 8125) : son amendement de suppression n° 77 ; retiré puis rectifié n° 77 : exonération d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux salariés ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Exonération généralisée de cotisations sociales des indemnités de départ à la retraite*) (p. 8127) : son amendement n° 78 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 16** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles et art. 154 quinquies du code général des impôts - *Modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements*) (p. 8147) : ses amendements n° 79 : dispositions techniques concernant le dispositif d'acompte de versement de la CSG ; et n° 80 : modalités de financement de l'ONDAM des soins de ville ; rejetés. - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - *Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8152, 8153) : son amendement n° 81 : contribution des établissements de santé au financement du FMESPP ; devenu sans objet. (p. 8155) : compatibilité de son amendement n° 81 précité avec l'amendement n° 12 de la commission (garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8159, 8160) : son amendement n° 82 : caractère systématique du versement de la subvention d'équipement par l'Etat au FFIPSA ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Article 21** (art. L. 161-1-1 et L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale - *Absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises*) : son amendement n° 83 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8173) : applicabilité de l'article 40 aux amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 17 et 18 (mise en place d'intérêts moratoires en cas de retard de remboursement des sommes dues par l'Etat aux régimes obligatoires de base). - **Article 31** (*Habilitation pour 2007 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non*

*permanentes*) (p. 8174, 8175) : ses amendements n° 84 : abaissement du plafond d'avances de trésorerie du régime général pour 2007 ; et n° 85 : suppression du plafond d'avances de trésorerie pour la caisse de retraite du personnel de la RATP ; rejetés.

#### Quatrième partie :

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8237) : son amendement n° 184 : transposition de dispositions de la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8242, 8243) : intervient sur l'amendement n° 109 de M. Laurent Bêteille (répartition des officines).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 41** (p. 8312, 8313) : ses amendements n° 203 : sanction par les chambres disciplinaires de l'Ordre national des médecins, des manquements à l'obligation d'évaluation des médecins ; n° 205 : garantie de l'accès, pour les assurés sociaux, au Web médecin ; adoptés ; et n° 204 : garantie par les praticiens-conseils de la confidentialité des données médicales détenues par les organismes d'assurance maladie ; retiré. - **Article 43** (*art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8318) : son amendement n° 88 : suppression ; retiré. Avis défavorable de la commission des finances sur la création d'une nouvelle agence porteuse de dépenses lourdes incompatibles avec les budgets sociaux. (p. 8323) : retire son amendement précité n° 88 compte tenu des engagements du Gouvernement de respecter les limites de l'enveloppe budgétaire attribuée à l'agence. - **Article 47** (*art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans*) (p. 8336) : son amendement n° 89 : précision selon laquelle la consultation unique de prévention s'applique aux personnes atteignant soixante-dix ans dans l'année civile en cours ; rejeté. - **Article 49** (*art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 8341, 8345) : son amendement n° 90 : réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007 ; rejeté. Existence de sommes en déshérence au détriment de l'assurance maladie. Désaccord avec les annexes produites par le Gouvernement. S'engage à contrôler de près le fonctionnement de ce fonds. - **Article 50** (*art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel*) (p. 8346) : son amendement n° 91 : réduction du montant de la dotation et du plafond de dépenses du FAQSV ; rejeté. - **Article 51** (*art. L. 3110-5-1 à L. 3110-5-3 et art. L. 3110-10 du code de la santé publique - Création d'un fonds de prévention des risques sanitaires*) (p. 8353) : son amendement n° 92 : fixation par la loi de financement de la sécurité sociale du montant de la contribution des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds ; adopté. - **Article 53 bis** (*art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Permanence des soins*) (p. 8365, 8366) : son amendement n° 202 : inclusion des médecins non conventionnés dans la liste des médecins tenus de participer au dispositif de permanence des soins ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 54 ou après l'article 54** (p. 8371) : ne votera pas contre les amendements portant sur le même objet n° 260 de M. Roger Madec et n° 285 de M. Guy Fischer (droit à ouverture de la pension de réversion pour le partenaire survivant d'un PACS). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 8429, 8430) : soutient l'amendement n° 183 de Mme Catherine Morin-Desailly (cumul de l'allocation de base de la PAJE et de l'allocation de soutien familial pour les célibataires ayant adopté un enfant) ; rejeté. - **Article 67** (*Création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active*) (p. 8435, 8436) : son amendement n° 95 : précision selon laquelle le dispositif s'adresse aux

personnes âgées de dix-huit à vingt-cinq ans ; adopté. Sur son amendement n° 95 précité, favorable au sous-amendement n° 431 de la commission (autorisation de l'octroi de ce "prêt jeunes" aux parents de jeunes apprentis). Son amendement n° 96 : précision par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article ; retiré. - **Article 69 ter** (*Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources*) (p. 8439, 8442) : son amendement n° 97 : alignement de l'évaluation forfaitaire des éléments du train de vie prévue par cet article sur le régime de l'article 168 du code général des impôts ; rejeté. Demande l'adoption de son amendement dans l'attente d'une réflexion en commission mixte paritaire. - **Article 70 bis** (*Création d'un répertoire commun aux organismes sociaux*) (p. 8447, 8449) : son amendement n° 98 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8453, 8455) : redressement des comptes sociaux. Enrichissement du texte par le Sénat. Adhésion du groupe UC-UDF à nombre de mesures. PLFSS non satisfaisant. Rejet d'amendements du groupe UC-UDF. Persistance du déficit des comptes sociaux. Absence de réforme structurelle d'envergure. Exemple de celle de l'hôpital. Réflexion inéductible sur la fiscalisation du financement de la santé. Dans sa grande majorité, le groupe UC-UDF s'abstiendra sur ce texte.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### Discussion générale :

- (23 novembre 2006) (p. 8696, 8698) : méthode des audits. Manque de sincérité du budget. Imprudence des hypothèses de croissance. Artifice des objectifs de maîtrise de la dépense publique. Endettement de l'Etat à l'égard de la sécurité sociale et des collectivités territoriales. Coût de l'accumulation des déficits. Incidences de la fiscalité sur la compétitivité des entreprises.

##### Première partie :

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8776) : soutient l'amendement n° I-213 de M. Michel Mercier (instauration d'un délai de prescription de six ans en matière de droits d'enregistrement) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Article 7** (*Aménagements de la provision pour investissements des entreprises de presse*) (p. 8826) : soutient l'amendement n° I-218 de M. Michel Mercier (maintien du régime antérieur de provision pour investissements, PPI) ; retiré au profit des amendements de la commission n° I-11 (maintien dans le champ des bénéficiaires de la PPI des entreprises de presse exploitant des publications de périodicité au maximum mensuelle consacrées pour une large part à l'information politique et générale) et n° I-12 (cohérence). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8831) : soutient l'amendement n° I-206 de M. Christian Gaudin (extension du crédit d'impôt recherche aux certificats d'obtention végétale) ; adopté. - **Article 8** (*Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 8833) : soutient l'amendement n° I-215 de M. Michel Mercier (conditions de versement des intérêts moratoires en cas de surestimation par l'entreprise de son résultat imposable) ; retiré. - **Article 9** (*Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation*) (p. 8842) : soutient l'amendement n° I-216 de M. Michel Mercier (maintien de la possibilité pour les entreprises d'opter entre la déduction immédiate des frais d'acquisition des titres de participation et l'étalement sur cinq ans) ; retiré. - **Article 10** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés*) (p. 8848) : soutient l'amendement n° I-217 de M. Michel Mercier (non-rétroactivité du dispositif) ; retiré. Soutient l'amendement n° I-219 de M. Michel Mercier (imposition des plus-values de cession après abattement de 10 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8855) : soutient l'amendement n° I-95 de Mme Françoise Férat (application du taux réduit de TVA à la fourniture de chaleur produite par cogénération) ; retiré. (p. 8858) : soutient l'amendement n° I-214 de M. Michel Mercier (exclusion du champ d'application de la redevance audiovisuelle des moniteurs détenus à titre d'appareil

test par des techniciens-réparateurs) ; retiré. (p. 8862, 8863) : intervient sur l'amendement n° I-136 de M. Marc Massion (mise en place d'un dispositif de responsabilité des producteurs dans la gestion des déchets d'ameublement). Gestion des COUNA. - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 8865, 8867) : son amendement n° I-186 : révision des tarifs du droit de francisation ; retiré puis repris par la commission. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 8880) : soutient l'amendement n° I-211 de M. Michel Mercier (différenciation, pour l'assujettissement à la TACA, entre les commerces de détail à prédominance alimentaire et ceux à prédominance non alimentaire) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8897) : soutient l'amendement n° I-209 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation du financement du fonds de soutien à l'expression radiophonique, FSER) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8899, 8900) : soutient l'amendement n° I-210 de M. Michel Mercier (application des règles de perception de la TVA du régime des acquisitions intracommunautaires aux importations) ; retiré. - **Article 23** (*Mesures relatives à la répartition du droit de consommation sur les tabacs et aux cotisations sociales*) (p. 8902) : soutient l'amendement n° I-220 de M. Michel Mercier (bénéfice de l'exonération de l'ensemble des cotisations sociales ouvert aux groupements d'employeurs dont les effectifs sont inférieurs à vingt salariés) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12** (p. 8964) : intervient sur l'amendement n° I-172 de M. Jean-Marie Bockel (rééquilibrage, au profit des communes, du prélèvement de l'Etat sur la part salaire de la taxe professionnelle des établissements de France Télécom). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 8993) : soutient l'amendement n° I-203 de Mme Catherine Morin-Desailly (exonération de taxe professionnelle des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9036, 9037) : dette publique. Accumulation des déficits. Masse salariale de l'Etat. Dette sociale. Réforme des retraites. Inefficacité du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9066) : le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur la première partie de ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

#### Santé

- (8 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9837, 9839) : périmètre de la mission. Lutte contre les drogues et les toxicomanies. Examen des programmes. Propose l'adoption des crédits de cette mission, amendés par la commission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9850, 9852) : son amendement n° II-30 : regroupement des crédits relatifs à toxicomanie ; rejeté.

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10009) : soutient l'amendement n° II-295 de M. Michel Mercier (évaluation par expert agréé auprès de la cour d'appel des parts et actions des sociétés non cotées) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10058, 10059) : ses amendements n° II-228 : suppression de l'exonération de taxe professionnelle pour les sociétés mutualistes et les institutions de prévoyance ; et n° II-298 : majoration des attributions de compensation en cas de restitution de compétence d'un EPCI à ses communes ; retirés ; et n° II-297 : possibilité, pour le conseil communautaire statuant à l'unanimité, de fixer librement, dans les trois ans suivant l'année du renouvellement des conseils municipaux, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision ; adopté. (p. 10070) : sur l'amendement

n° II-330 de M. Jean-François Le Grand (extension aux départements et aux régions des dispositions prévoyant le versement d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle), son sous-amendement n° II-353 : limitation du champ d'application à des collectivités ayant un potentiel inférieur à la moyenne de leur catégorie ; retiré. (p. 10081, 10082) : votera l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite) qu'il a cosigné.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10129, 10130) : texte manquant d'ambition. La majorité du groupe UC s'abstiendra sur ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10383, 10385) : mesures d'ordre écologique. Fraude fiscale. Régulation budgétaire. Politique de gestion à court terme du Gouvernement. Déficit publics. Sous-évaluation manifeste de nombreuses dépenses. Crédits destinés aux collectivités locales. Position réservée du groupe UC sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 29 ter** (p. 10562, 10563) : son amendement n° 50 : assujettissement à la taxe professionnelle des activités concurrentielles des sociétés mutualistes et des institutions de prévoyance ; retiré. - **Article 30 quater** (*Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10574, 10576) : soutient l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire) ; adopté. - **Article 34 bis** (*Aménagement du régime du droit de francisation*) (p. 10643) : intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rééquilibrage du tarif des droits de francisation sur les bateaux de plaisance). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 10644) : son amendement n° 100 : perception de la taxe relative au permis bateaux sous sa nouvelle dénomination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 10653) : son amendement n° 126 : majoration automatique de l'attribution de compensation d'un EPCI en cas de retour aux communes de compétences précédemment attribuées à cet établissement ; retiré. - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10662) : intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10675) : soutient l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (élargissement des critères d'éligibilité des collectivités territoriales aux dispositifs de minoration du ticket modérateur) ; rejeté. Son amendement n° 127 : réfaction du ticket modérateur pour les EPCI en cas de stagnation des bases de la taxe professionnelle ; retiré. (p. 10677) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault, portant sur le même objet, n° 59 et 60 (déduction du potentiel financier des communes du montant acquitté au titre du ticket modérateur) ; retirés. (p. 10678, 10679) : soutient l'amendement n° 121 de M. Jean-Léonce Dupont (modification des modalités de calcul du prélèvement par l'Etat de la taxe professionnelle versée par France Télécom) ; retiré au profit de l'amendement n° 264 de la commission (mise en place d'un système de compensation spécifique au bénéfice des communes et EPCI ayant subi entre 2003 et 2006 une perte de produit de la taxe professionnelle versée par France télécom). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10695) : soutient l'amendement n° 129 de M. Michel Mercier (assouplissement des obligations pesant, en matière d'assurance, sur les constructeurs appelés à réaliser des travaux sur des ouvrages destinés à un usage autre que l'habitation) ; adopté.

**JOSSELIN (Charles)**  
sénateur (Côtes-d'Armor)  
SOC

Election le 24 septembre 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 3 octobre 2006.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne le 9 novembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

**JOURNET (Alain)**  
sénateur (Gard)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.



*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**JUILHARD (Jean-Marc)**  
*sénateur (Puy-de-Dôme)*  
**UMP**

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Energies renouvelables et développement local : l'intelligence territoriale en action [n° 436 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (1er mars 2006) - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - *Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1307) : son amendement n° 410 : intégration des stagiaires dans les effectifs retenus pour le calcul du seuil ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (30 mars

2006) - **Discussion générale** (p. 2772, 2774) : responsabilité collective de la mise en place d'un développement durable. Objectif environnemental, social, économique et géostratégique du projet de loi. Réflexion de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le thème "énergies renouvelables et collectivités locales". Démarrage des énergies renouvelables et prise en compte indispensable de celles-ci par la politique du logement. Amendements pour favoriser le développement des réseaux de chaleur et permettre à l'élu local de recourir aux énergies propres.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2829) : son amendement n° 505 (possibilité pour le maire de développer le recours à l'énergie solaire) ; retiré puis repris par M. Jean Desessard et rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3422) : son amendement n° 480 : application du taux réduit de TVA à l'ensemble de la facture d'un abonné raccordé à un réseau de chaleur ou de froid alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ; devenu sans objet. (p. 3429) : son amendement n° 504 : simplification de la procédure de classement des réseaux de chaleur ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Quatrième partie* :

- (17 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8380, 8383) : ses amendements n° 224 : précision de la composition de l'assiette des cotisations sociales dues par les non-salariés agricoles ; et n° 225 : cohérence ; adoptés ; n° 222 : extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 439 du Gouvernement (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants) ; n° 223 : extension à tous les assurés non-salariés agricoles retraités avant 2002 de la prise en compte des périodes d'assurance vieillesse pour l'accès aux revalorisations des retraites instaurée par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 ; n° 221 : diminution de l'assiette minimale de cotisations pour les titulaires de pensions ou de rentes d'invalidité perçues au titre de l'assurance accidents des exploitants agricoles ; et n° 220 : prise en compte des droits dits "combinés" pour l'ouverture et le calcul des droits à retraite complémentaire du conjoint ayant repris l'exploitation à la suite du décès du chef d'exploitation ; retirés.

- **Conclusions du rapport d'information de MM. Claude Belot et Jean-Marc Juilhard, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'aménagement du territoire, sur les énergies locales** - (13 décembre 2006) (p. 10183, 10185) : géothermie et biomasse à Jonzac et en Suède. Fiscalité énergétique. Formation des professionnels.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 21 (2006-2007)] - (20 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10835) : soutient l'amendement n° 79 de M. Pierre Jarlier (report du 1er juillet au 1er octobre 2007 de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme) ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique** [n° 440 (2005-2006)] - (21 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10873) : soutient

l'amendement n° 49 de M. Pierre Jarlier (remboursement par l'Etat des rémunérations et charges sociales des agents de caisses de MSA affectés dans les services de l'inspection du travail, de

l'emploi et de la politique sociale agricole, ITEPSA, et mise en place d'une convention triennale avec leurs employeurs) ; retiré.

**KAMMERMANN (Christiane)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série C))*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (6 avril 2006) - **Articles additionnels après le chapitre VI ou avant l'article 4 quater ou après l'article 10 bis** (p. 3025) : sur l'amendement n° 525 de la commission (conditions du reversement aux communes du prélèvement opéré par les EPCI

au titre de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 292 de M. Jean-Claude Gaudin ; adopté.

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés** [n° 329 (2005-2006)] - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3864, 3865) : caractère prioritaire de la politique en faveur des handicapés : retraite anticipée ouverte aux salariés du secteur privé par la loi de 2003 portant réforme des retraites et loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances. Harmonisation des modalités de calcul de la majoration de pension entre salariés du secteur privé et fonctionnaires. L'ensemble du groupe UMP votera ce texte avec conviction.

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant** [n° 389 (2005-2006)] - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5147, 5148) : rappel de la législation actuelle. Coût des mesures proposées pour les entreprises. Préférence pour un recours à la négociation collective. Le groupe UMP ne prendra pas part au vote.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5869, 5872) : rôle de modérateur et de médiateur de la France. Remerciements à l'ensemble des intervenants. Part déterminante de la France dans l'élaboration de la résolution 1701. Maintien du dialogue avec le Liban et Israël. Mobilisation humanitaire. Insistance du Président de la République sur le rétablissement de l'autorité, de la stabilité et de la souveraineté du Liban. Renforcement du contingent au sein de la FINUL. Aide à la reconstruction. Promotion de la francophonie et de la culture française au Liban. Aide aux familles françaises sur place. Interrogations sur le coût des opérations militaires. Proposition de création d'un comité de contrôle de l'acheminement de l'aide.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8277) : ses amendements n° 131 : anonymat des épreuves des candidats titulaires d'un diplôme extracommunautaire ; et n° 132 : harmonisation ; adoptés.

**KAROUTCHI (Roger)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : un succès qui nous oblige [n° 456 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à raccourcir le délai de récupération d'un point au permis de conduire [n° 463 (2005-2006)] (13 juillet 2006) - **Société - Transports.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Ville et logement [n° 78 tome 3 annexe 34 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de "La Défense" [n° 140 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France** [n° 190 (2005-2006)] - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 579, 580) : proposition de loi rédigée après consultation de tous les groupes politiques. Nécessité de sortir d'une situation de blocage résultant de l'absence de conseil d'administration du STIF.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (3 mars 2006) - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil volontaire*) (p. 1569) : confirme l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 529 de M. Michel Mercier (caractère universel et obligatoire du service civil).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2328) : son amendement n° 166 : précision relative à la régularisation des transferts des résidences universitaires ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (6 avril 2006) - **Article 4 ter B** (art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Création de sociétés publiques locales d'aménagement*) (p. 3016, 3017) : son amendement n° 127 : possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de participer aux sociétés publiques locales d'aménagement avec d'autres personnes morales publiques ; retiré. (p. 3020) : ses amendements n° 128 : extension du champ d'intervention des SPLA aux collectivités territoriales et à leurs groupements ; devenu sans objet ; et n° 129 : réalisation d'opérations d'équipement par les SPLA ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 4 quinquies** (p. 3028) : soutient l'amendement n° 181 de M. Philippe Leroy (amélioration de la gestion des déchets de construction et de démolition des bâtiments) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4346, 4347) : absence de politique d'immigration en France depuis une trentaine d'années. Réflexion sur l'immigration et sur la responsabilité historique de la France jusqu'au début des années 1970. Responsabilité des gouvernements successifs de gauche comme de droite. Prise de conscience avec l'arrivée de la crise économique. Refus de la situation actuelle par la majorité des Français. Bien-fondé du texte. Respect des principes d'humanité. Ambition légitime de maîtriser les flux tout en étant dans l'obligation de faire du co-développement. Possibilité d'envisager des pactes de croissance avec les pays du Maghreb ou d'Afrique noire. Réfute le risque de pillage des meilleurs talents. Retour d'expérience au bénéfice des pays d'origine. Nécessité d'abandonner l'idéologie de "peuple monde". Choix du discours pragmatique sans renier les grands principes qu'a toujours incarnés la France.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création de la carte de séjour «compétences et talents»*) (p. 4547) : sur l'amendement n° 25 de la commission (subordination du renouvellement de la carte "compétences et talents" au respect effectif de l'obligation de participer à une action de codéveloppement lorsque son titulaire est ressortissant d'un pays de la zone de solidarité prioritaire), son sous-amendement n° 529 : précision ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française*) (p. 4771) : soutient l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4915) : votera ce projet de loi sans état d'âme. Texte très humain. Solutions précises aux problèmes des populations immigrées, aux questions suscitant la crispation de la population française dans son ensemble et aux enjeux du codéveloppement. Remerciements au ministre.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005** [n° 417 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5212, 5213) : projet de loi permettant de faire le point sur la situation financière de l'Etat, de hiérarchiser la mise en oeuvre des priorités et de relever les performances de l'action administrative. Caractère fondamental de la modernisation de l'Etat pour le groupe UMP. Se félicite de la diminution du montant total des reports de crédits de 2005 vers 2006. Nécessité de poursuivre et d'amplifier cette politique responsable. Menace de la dette pour les générations futures.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7583, 7584) : recherche de l'efficacité de la dépense publique depuis 2002. Maintien d'un taux élevé des prélèvements obligatoires. Forte disparité selon la nature des prélèvements. Conciliation des principes de solidarité et de protection sociale universelle avec l'impératif de maîtrise des comptes sociaux. Défi du vieillissement de la population. Contribution active du Sénat aux pistes de réformes structurelles. TVA sociale. Rapprochement de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale. Importance des baisses d'impôts depuis 2002. Explosion de la fiscalité locale depuis les élections de 2004, notamment en Ile-de-France. Financement de dépenses de fonctionnement au détriment de l'investissement. Choix du Gouvernement du courage et de la responsabilité envers les Français.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8516) : sur l'amendement n° 5 de la commission (mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite), son sous-amendement n° 121 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8567) : son amendement n° 120 : conditions d'octroi d'un canal supplémentaire pour les opérateurs historiques ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle*) (p. 8634, 8636) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services), son sous-amendement n° 119 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8773) : intervient sur l'amendement n° I-188 de M. Philippe Dominati (exonération de la résidence principale du calcul de

l'ISF). Propose une prise en compte dans le calcul de l'ISF de l'évolution des prix de l'immobilier.

*Deuxième partie :*

#### Ville et logement

- (1er décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9268, 9269) : programmes des aides personnelles et des aides à la pierre. Financement du FNAL. Audit sur la rationalisation de la gestion des aides personnelles au logement. Accession à la propriété. Recommande l'adoption des crédits sous réserve de l'adoption des amendements présentés par la commission. Bilan de la politique du logement. "Parcours résidentiels". Développement de l'offre foncière. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9288, 9289) : soutient l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour augmenter le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros) ; adopté. - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9292) : son amendement n° II-40 : exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-134 de M. Roland Muzeau (suppression).

#### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9689, 9690) : répartition équilibrée des crédits entre les programmes "Police nationale" et "Gendarmerie nationale". Bilan de la LOPSI. Lutte contre la délinquance. Service de police ferroviaire. Fidélisation et remotivation des forces de sécurité. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

#### Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (8 décembre 2006) (p. 9890, 9892) : presse écrite. France 24. TNT. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**KELLER (Fabienne)**  
sénateur (Bas-Rhin)  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Changer de méthode ou payer : la France face au droit communautaire de l'environnement [n° 342 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Environnement - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Écologie et développement durable [n° 78 tome 3 annexe 11 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Environnement**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (20 octobre 2006) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6972, 6975) : en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances. Son amendement n° 54 : possibilité pour les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de la distribution de gaz d'être transformées en sociétés anonymes de droit commun ; retiré.

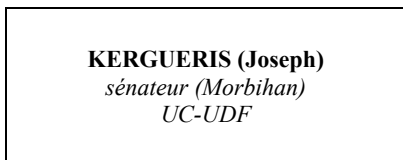
**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9399, 9401) : débudgétisation. Transfert de taxes à l'ADEME, au Conservatoire du littoral et de la faune sauvage et au Conseil supérieur de la pêche. Situation du fonds de prévention des risques naturels majeurs. Question sur les engagements pris par le Gouvernement. Effectifs de l'inspection des installations classées. Politique de l'eau et structure du ministère. Contentieux communautaires et nationaux. Impact budgétaire de la loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux et aux parcs naturels. Gestion des effectifs. Expérimentations de maîtrise des crédits de personnel et de fusion des DRIRE et des DIREN. Sous réserve de ces remarques et de ses amendements, la commission proposera l'adoption des crédits de la mission "Ecologie et développement durable". -

**Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9419, 9423) : ses amendements n° II-19 : réduction de 40 millions d'euros du programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et de développement durable" au titre des frais engendrés par le déménagement du ministère et réinscription de cette somme au compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'État" ; retiré ; et n° II-18 : transfert d'une partie des crédits destinés à l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, AFSSET, vers le programme "Gestion des milieux et biodiversité" pour compléter le financement des réserves naturelles ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-88 de M. Paul Raoult (transfert de crédits du programme "Prévention des risques et lutte contre les pollutions" au bénéfice des parcs naturels régionaux). - **Article 48 (Revalorisation des redevances cynégétiques)** (p. 9424) : son amendement n° II-17 : rédaction ; adopté.



**KERGUERIS (Joseph)**  
sénateur (Morbihan)  
UC-UDF

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 16 janvier 2006.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 448 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel [n° 368 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 596, 597) : précision et aménagement de la loi du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense. Diversité des missions effectuées par l'armée. Participation de la réserve opérationnelle et concours de la réserve citoyenne à ces missions. Compatibilité de cette participation et des contraintes professionnelles des réservistes. Nécessité d'un travail d'information et d'explication. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10550) : soutient l'amendement n° 184 de M. Henri de Richemont (autorisation de recourir à l'affrètement pour les sociétés de pêche artisanale afin de financer leurs navires) ; adopté.



**KHIARI (Bariza)**  
sénateur (Paris)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à abroger l'article 88-1 alinéa 2 inscrit dans la Constitution française [n° 185 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 116 (2005-2006)] portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 198 (2005-2006)] (8 février 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 227 (2005-2006)] (28 février 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 743, 744) : élargissement du texte initial à la réforme du classement des stations et à la définition du régime des chambres d'hôtes. Apports de l'Assemblée nationale. Présentation des amendements de la commission. - **Article 1er quater (Rétablissement de l'article 54 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne)** (p. 751) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 2 bis A (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme)** (p. 754, 763) : ses amendements n° 2 : rédaction ; n° 4 : préservation de la situation statutaire des agents en activité dans les communes qui perdent le bénéfice du classement en station de tourisme ; n° 6 : bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes ; n° 10 : coordination rédactionnelle de dispositions particulières à la Corse ; n° 3, 8 et 9 : coordination ; et n° 5, 12, 13 et 14 : rédaction ; adoptés. Son amendement n° 11 : clarification de la situation des communes au regard de la législation sur les casinos ; adopté après modification par le sous-amendement n° 49 du Gouvernement qu'elle accepte à titre personnel. Son amendement n° 7 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 50 du Gouvernement qu'elle accepte à titre personnel. Sur son amendement n° 2 précité, demande le retrait des sous-amendements de M. Thierry Repentin portant sur le même objet n° 39 et 40 (sécurisation des communes candidates à la dénomination de "commune touristique"). Sur son amendement précité n° 6, demande le retrait du sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra (rétablissement de la condition d'équipement pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme pour l'éligibilité d'un groupement de communes au classement en station de tourisme). S'en remet à l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Pierre Jarlier (possibilité pour un groupement de communes de créer conjointement un office de tourisme intercommunautaire). Demande le retrait de l'amendement n° 31 de Mme Françoise Féral (éligibilité des communes situées en zone de revitalisation rurale à l'ouverture d'un casino). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 45 (perception d'une

partie des recettes des casinos par les EPCI exerçant la compétence tourisme et économie) et s'oppose au n° 46 (repli). - **Article 4** (art. L. 151-1, L. 162-1, L. 411-13, L. 422-8 et L. 422-12 du code du tourisme - Rectifications d'erreurs matérielles dans le code du tourisme) (p. 763) : son amendement n° 15 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article 5** (art. L. 163-1 à L. 163-10, L. 243-1 et L. 243-2 et L. 363-1 à L. 363-3 du code du tourisme - Extension à Mayotte du code du tourisme avec aménagements) (p. 765) : ses amendements rédactionnels n° 17 et n° 18 ; adoptés. - **Article 6 bis** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjour) : accepte l'amendement n° 34 du Gouvernement (coordination rédactionnelle). - **Article 6 ter** (art. L. 324-1 à L. 324-5 du code du tourisme - Chambres d'hôtes) (p. 766) : ses amendements rédactionnels n° 19, n° 20 et n° 21 ; adoptés. - **Article 8 bis** (art. L. 342-3 et L. 342-9 du code du tourisme - Conclusion d'avenants à des conventions d'exploitation de remontées mécaniques) : son amendement n° 22 : réintroduction de la référence explicite à l'éventuelle nécessité d'améliorer la sécurité du service ; adopté après modification par le sous-amendement n° 38 de M. Jean Faure qu'elle accepte. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 768) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 28 de M. Michel Bécot, n° 32 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 41 de M. Thierry Repentin (harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique). (p. 769) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean Faure (possibilité pour les EPCI ou les syndicats mixtes organisateurs d'un service public de transport par câble de reverser une partie des recettes perçues aux membres de leur groupement). - **Article 9** (art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - Etablissement des servitudes pour l'aménagement des sports de montagne) (p. 770, 771) : ses amendements n° 23 et 25 : rédaction ; et son amendement n° 24 : établissement d'une servitude pour l'accès aux sites de sports de nature ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean Faure (extension de la servitude instituée pour le ski aux loisirs non motorisés en dehors des périodes d'enneigement). - **Demande de renvoi à la commission de l'article 14** (p. 772) : s'oppose à la motion n° 47 de M. Jean-François Voguet tendant au renvoi à la commission. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées) (p. 775, 778) : son amendement n° 26 : précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel ; adopté après modification par le sous-amendement n° 52 de M. Jean Faure qu'elle accepte à titre personnel. Sur ce même amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 33 de M. Jean-Paul Amoudry. Son amendement n° 27 : coordination rédactionnelle ; adopté après modification par le sous-amendement n° 53 de M. Jean Faure qu'elle accepte à titre personnel. Estime les amendements n° 43 de M. Thierry Repentin (précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel) et n° 36 de M. Jean-Claude Carle (précision de l'accès libre et gratuit au milieu naturel sur tout site nordique en dehors des itinéraires soumis à redevance d'accès) satisfaits par son amendement n° 26 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 781, 782) : remerciements.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 987) : défavorable à l'abaissement de l'âge de l'apprentissage.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) (p. 1135, 1136) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Raymonde Le Texier (maintien de la procédure de licenciement de droit commun pour le CPE) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (Contrat première embauche) : favorable à l'amendement précité n° 157 de Mme

Raymonde Le Texier. Interrogation sur le terme de consolidation. (p. 1225) : intervient sur l'amendement n° 176 de Mme Raymonde Le Texier (remplacement de l'évaluation des effets du CPE sur l'emploi par une évaluation portant sur le nombre de créations nettes d'emplois).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1338) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). Multiplication des rapports visant à lutter contre la discrimination. Manque d'actions concrètes. Présentation d'un amendement à l'article 19 instituant une réunion annuelle des partenaires sociaux sur le sujet.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 18 (Coordination)** (p. 1533) : incertitudes liées à l'absorption du FASILD par l'ANCSEC. Demande la suppression de cet article. Soutient l'amendement n° 348 de Mme Gisèle Printz (suppression) ; rejeté. - **Intitulé de la section 2 - Avant l'article 19** (p. 1535) : son amendement n° 369 : modification de l'intitulé de la section ; adopté. - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) (p. 1536, 1537) : manque de moyen en matière de lutte contre les discriminations. Le groupe socialiste s'oppose à l'octroi de pouvoirs de sanction financière et de sanction transactionnelle à la HALDE. Mise à jour des pratiques discriminatoires par la société civile et par les associations. (p. 1542, 1543) : sur l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire), ses sous-amendements n° 872 et n° 873 ; adoptés. (p. 1547) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 20** (art. 14 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Recommandations de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité à l'encontre des personnes soumises à un régime d'agrément ou d'autorisation) (p. 1550, 1551) : remise en cause de la mixité sociale par les discriminations dans le logement. Ses amendements n° 208 : saisine obligatoire de la HALDE ; et n° 209 : repli ; rejetés. - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal) : favorable à l'inscription de la méthode du "testing" dans notre législation. - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1555) : défavorable à cet article attribuant aux maires un pouvoir de transaction pénale en matière de contravention. (p. 1561) : son amendement n° 214 : suppression de la possibilité donnée au maire de proposer une peine au Procureur de la République ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio) (p. 1611, 1612) : sous-représentation des minorités à la télévision. Facteur de frustration et d'injustice. Renforcement des préjugés et des stéréotypes racistes. Report d'une partie des téléspectateurs sur des chaînes communautaires. (p. 1614, 1619) : ses amendements n° 269 : prise en compte des problèmes de discrimination à l'embauche dans le secteur de l'audiovisuel, ainsi que de la diversité dans le contenu des programmes ; n° 268 : création d'un fonds d'aide aux oeuvres cinématographiques, aux oeuvres de fiction et aux documentaires contribuant à faire revivre la mémoire de l'histoire de la France dans sa diversité ; et n° 270 : sanction du non-respect par les opérateurs de l'audiovisuel de l'obligation de lutte contre les discriminations et de promotion de la cohésion sociale ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1663, 1664) : se réjouit du retrait de l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques

phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population). Contradiction avec le projet républicain d'égalité des citoyens. Risque de communautarisation. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1735) : ses amendements n° 179 et 182 : droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ; et n° 180 et 181 : droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ; rejetés. (p. 1737) : intervient sur son amendement précité n° 179. Le groupe socialiste maintient ses amendements pour faire évoluer le débat sur l'idée de citoyenneté. (p. 1740, 1741) : son amendement n° 198 : instauration du curriculum vitae anonyme avant le premier entretien en vue d'embauche ; rejeté. (p. 1742, 1743) : le groupe socialiste votera en faveur de l'amendement n° 825 de M. Nicolas About (instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme). - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 1756) : soutient l'amendement n° 331 de Mme Gisèle Printz (réaffirmation des missions de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1757, 1758) : son amendement n° 195 : prise en compte, parmi les critères retenus pour l'attribution des marchés publics, des performances de l'entreprise en matière de promotion pour l'égalité des chances ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 1764) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 798 de Mme Éliane Assassi (désignation par la HALDE de délégués départementaux). - **Articles additionnels avant l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1765, 1767) : ses amendements n° 193 : obligation pour la HALDE de mettre en demeure les personnes mises en cause de répondre à ses demandes ; n° 197 : extension des compétences de la HALDE à toutes les pratiques discriminatoires ; et n° 200 : insertion, dans le bilan social des entreprises de plus de cinquante salariés, d'un chapitre relatif à leur politique en matière de promotion de l'égalité ; rejetés ; n° 194 : audition de droit de la HALDE devant les juridictions civiles, pénales ou administratives ; adopté après rectification suggérée par le Gouvernement ; et n° 201 : obligation pour la HALDE de rendre compte, dans son rapport annuel au Président de la République et au Parlement, de toutes les discriminations portées à sa connaissance ; adoptés après rectification suggérée par le rapporteur de la commission des lois saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1768, 1769) : ses amendements n° 202 : organisation annuelle d'une conférence des partenaires sociaux et des acteurs de la société civile sur les questions liées à la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité ; et n° 210 : généralisation des demandes de logement anonymes ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1771, 1774) : ses amendements n° 366 : intégration de la validation des acquis de l'expérience dans la nouvelle procédure d'autorisation de plein exercice de la médecine pour les médecins ayant un diplôme étranger ; et n° 350 et 351 : interdiction de toute discrimination à l'embauche des étrangers tant dans le secteur public que dans le secteur privé ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1784) : intitulé trompeur. Absence de réponse au défi de l'égalité des chances et à l'ampleur de la crise des banlieues. Discrimination d'Etat dans le refus de débattre du droit de vote des étrangers aux élections municipales et de reconnaître la qualification des médecins étrangers non communautaires. Souhaite le maintien en CMP des mesures soutenues par le groupe socialiste, s'agissant du renforcement des pouvoirs de la HALDE, du curriculum vitae anonyme et de l'inscription du testing dans la loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Commission mixte paritaire [n° 227 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 2248, 2249) : enrichissement du texte initial. Invite le Sénat à adopter les conclusions de la commission mixte paritaire. - **Article 10** (p. 2258) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédaction).

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3830) : soutient l'amendement n° 2 de M. Roland Ries (intégration de l'autopartage et du covoiturage dans le champ de compétences des autorités publiques responsables de services de transport) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4353, 4354) : retour du spectre de l'immigration nuisible pour la France à l'approche d'une échéance électorale. Accroissement de la précarisation des travailleurs étrangers. Inefficacité des politiques de quotas. Distinction insupportable entre les étrangers économiquement rentables et le rejet des mauvais immigrés. Insulte à tous les demandeurs d'emplois, français ou étrangers. Généralisation de l'arbitraire administratif. Organisation par circulaire de la traque aux étrangers irréguliers. Ignorance des enjeux clés. Absence de remède à l'incohérence des politiques de l'immigration et aux lacunes de leur pilotage. Inopérance du contrat d'accueil et d'intégration faute de dispositifs d'accompagnement. Absence de mesures d'envergure contre les filières d'immigration clandestine. Accroissement des difficultés des pays en développement par le pillage de leurs ressources humaines. Texte inhumain visant à détourner les inquiétudes des Français de l'échec patent de la politique du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration*) (p. 4418, 4419) : défavorable à la création d'une nouvelle structure renforçant la confusion actuelle dans le pilotage des politiques d'immigration. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4433) : le groupe socialiste votera les amendements de suppression de l'article n° 146 de M. Bernard Frimat et n° 279 de Mme Éliane Assassi. Procédures kafkaïennes créatrices de nouveaux sans-papiers. Instrumentalisation inacceptable du réseau consulaire. Explosion des recours devant les tribunaux administratifs. Loi inapplicable.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents »*) (p. 4458) : le groupe socialiste demandera la suppression de cet article. (p. 4460, 4461) : sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi), soutient le sous-amendement n° 149 de M. Bernard Frimat (limitation des possibilités de retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour "compétences et talents" aux seuls cas dans lesquels leur titulaire cesse volontairement de remplir l'une des conditions exigées pour leur délivrance) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - *Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 4465, 4466) : le groupe socialiste demande la suppression de l'article. Contrat déséquilibré. Poids sur les étrangers de la responsabilité de l'intégration. Mise en place non avouée d'un tri sélectif. Remise en cause du principe de la carte de séjour "de plein droit". (p. 4471) : intervient sur les amendements de suppression n° 150 de M. Bernard Frimat et n° 284 de Mme Éliane Assassi. Caricature des positions de l'opposition par le ministre. - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française*) (p. 4482) : le groupe socialiste souhaite la suppression de l'article. Appréciation de l'intégration selon des critères flous. Grande liberté de choix de l'administration. Risques d'arbitraire. - **Article 6** (art. L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modification des cas d'attribution d'une carte de séjour temporaire pluriannuelle*) (p. 4499, 4500) : dispositions de bon



sens mais néanmoins élitistes, dans la logique du "tri sélectif". S'interroge sur la nécessité d'exiger un agrément préalable des associations visées à l'article 6 bis. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4531, 4532) : demande l'adoption de l'amendement de suppression n° 159 de M. Bernard Frimat. Bureaucratisme inutile et inefficace. - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal) (p. 4535, 4536) : le groupe socialiste demandera la suppression de l'article. Idéologie très contestable. Volonté de réprimer plus durement les employeurs étrangers. Aggravation des sanctions pénales prévues à l'article 11 bis. Réinstauration d'une sorte de double peine. Doute de l'efficacité du dispositif en l'absence de répression à l'encontre des groupes qui exploitent les clandestins. Souhaite l'automatisme de la peine complémentaire prévue à l'article 11 bis, à l'instar de l'automatisme des sanctions administratives prévues à l'article 11. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4541, 4542) : le groupe socialiste proposera la suppression de l'article. Question sur les modalités de sélection des "compétences et talents". Crainte du pillage des cerveaux des pays pauvres. Dispositif insuffisant pour renforcer l'attractivité de la France.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 1er (précédemment réservé)** (chapitre I du titre I du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 311-2 du même code - Liste des titres de séjour) (p. 4567) : symbole d'une conception utilitariste de l'homme. Mise en place d'une discrimination entre les immigrés. Pillage des ressources humaines des pays en voie de développement. Le groupe socialiste demande la suppression de cet article. - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail) (p. 4572) : favorable à l'amendement n° 165 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 4580) : favorable à l'amendement n° 167 de M. Claude Domeizel (suppression de la discrimination salariale subie par les médecins d'origine extra-communautaire exerçant dans les services hospitaliers). - **Article 14** (art. L. 341-6 du code du travail - Obligation pour les employeurs de vérifier la validité de l'autorisation de travail) (p. 4581) : favorable à l'amendement n° 168 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4597, 4598) : favorable aux amendements identiques n° 169 de M. Bernard Frimat et n° 348 de Mme Éliane Assassi (suppression). Légitimité de la procédure de régularisation des étrangers présents sur le territoire depuis plus de dix ans. Refus de la stigmatisation et de la précarisation des migrants.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 25 bis** (art. L. 314-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Cas de refus de délivrance ou de retrait de la carte de résident) (p. 4685) : soutient l'amendement n° 177 de M. Bernard Frimat (extension du champ d'application de l'article à l'étranger condamné, et non pas simplement poursuivi, pour avoir commis sur un mineur de quinze ans des violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, telle que l'excision) ; adopté. - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 4693) : intervient sur les propos de M. Alain Vasselle à l'occasion de l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore). - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident) (p. 4693, 4694) : le groupe socialiste demandera la suppression de l'article.

Précarisation à l'extrême des parcours de séjour des étrangers. - **Article 28** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 4698, 4700) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 183 (suppression) ; n° 184, 185 et 186 (repli) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4766) : invite le Sénat à voter l'amendement de suppression n° 188 de M. Bernard Frimat. Durcissement contreproductif qui favorisera l'immigration irrégulière et clandestine. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4768) : impatiente d'entendre l'avis du Gouvernement sur les amendements de la commission. (p. 4772, 4773) : s'insurge contre les propos du ministre tenus à l'encontre du groupe socialiste sur sa position par rapport aux principes républicains. Invite à adopter l'amendement de suppression n° 189 de M. Bernard Frimat. - **Article 32** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune) (p. 4779) : demande de voter les amendements de suppression n° 195 de M. Bernard Frimat et n° 389 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4784, 4785) : maintien incohérent et néfaste de restrictions à l'ouverture du marché du travail français aux ressortissants des nouveaux Etats membres. Application de la logique d'une "immigration choisie" aux citoyens européens. Transposition incomplète de la directive du 29 avril 2004 et notamment omission de la disposition prévoyant l'octroi d'un droit au séjour aux personnes liées dans un autre Etat membre par un équivalent du PACS. - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficier du droit au séjour en France) (p. 4793) : intervient sur les articles 17 à 22 du projet de loi. Transposition a minima de la directive du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée. Renforcement de la tendance de l'Europe à se replier sur elle-même. - **Article 20 (précédemment réservé)** (art. L. 314-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables à la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE) (p. 4802) : soutient l'amendement n° 236 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 36** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour) (p. 4840) : invite à voter la suppression de l'article 36. Privation des étrangers de leur droit de recours contre des décisions administratives trop souvent arbitraires sous couvert d'efficacité administrative. - **Article 41** (art. L. 512-1 et L. 512-1-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 4846, 4849) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 205 (suppression) ; n° 206 (allongement d'un mois à deux mois du délai de recours en contestation d'un refus de titre de séjour) ; n° 207 (allongement de trois mois à six mois du délai imparti au juge administratif pour délibérer) ; et n° 208 (précision que les refus de titre de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire français sont jugés en formation collégiale) ; rejetés. (p. 4851) : intervient sur l'amendement précité n° 208 de M. Bernard Frimat. Crainte d'une multiplication d'"Outreau administratifs". Inquiétude des magistrats administratifs. - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4865) : intervient en faveur de

l'amendement n° 219 de M. Bernard Frimat (protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion). - **Article 55** (art. L. 552-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assignation à résidence) (p. 4867, 4868) : le groupe socialiste proposera la suppression de l'article. - **Article 56 bis** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Transports des personnes en rétention administrative ou en zone d'attente) (p. 4869) : opposition du groupe socialiste à la délégation, à des sociétés privées, du transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente. - **Article 60** (art. 21-4 du code civil - Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 4880) : s'interroge sur ce qui caractérise un "défaut d'assimilation". Volonté de "normer" la société française dans des valeurs arbitrairement décidées.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6491, 6493) : démantèlement du service public du gaz au nom d'un libéralisme dogmatique et incohérent. Projet contraire aux impératifs d'un service public universel. Absence d'étude d'impact sur les effets de l'ouverture du marché. InSCRIPTION du projet de loi dans un contexte d'instabilité des normes communautaires relatives à l'énergie. Traitement précipité de la privatisation de GDF. Opposition du groupe socialiste à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6597) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 215 de M. Yves Coquelle (statut des personnels travaillant dans le domaine énergétique). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6610, 6612) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 85 et 86 de M. Roland Courteau (nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF) ; rejetés. (p. 6619) : soutient l'amendement n° 91 de M. Roland Courteau (garantie de la pérennité du service public par la puissance publique) ; rejeté. (p. 6630, 6638) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 100 (consultation des syndicats d'EDF et de GDF, ainsi que du Parlement, sur les projets de contrat) ; et n° 104 (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France") ; rejetés. Soutient également l'amendement n° 98 de M. Roland Courteau (cohérence) ; adopté. (p. 6653, 6655) : favorable à l'amendement n° 530 de M. Roland Courteau (ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général). Soutient l'amendement n° 531 de M. Roland Courteau (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt général) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6745, 6746) : effets néfastes de la dérégulation pour les ménages et l'économie. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6798, 6799) : le groupe socialiste s'oppose fermement à l'article 2.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 -

*Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6851) : création d'un service social du gaz par obligation et non par nécessité. Problème d'abondement des fonds par les conseils généraux compte tenu de la montée de la précarité. - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 6901) : soutien artificiel de la concurrence. Ponction sur les fonds propres d'EDF au détriment du renouvellement du parc nucléaire. - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 6914) : soutient l'amendement n° 126 de M. Roland Courteau (encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6955, 6956) : soutient l'amendement n° 750 de M. Thierry Repentin (instauration d'une tarification "ligne directe") ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7121, 7122) : privatisation injustifiée de GDF. (p. 7161) : le groupe socialiste votera contre l'article 10 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital*) (p. 7208) : avis défavorable du groupe socialiste sur cet article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8269, 8270) : avis de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, HALDE. Maintien des discriminations.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9741, 9742) : modernisation du ministère. Promotion de la destination France. Dette de l'Agence nationale pour les chèques vacances, ANCV. Équipement du tourisme social.

**Développement et régulation économiques**

- (9 décembre 2006) (p. 9956, 9957) : insuffisance des crédits consacrés aux PME. Accès au financement pour les transmissions d'entreprises. Réforme de la TACA. Clarification du FISAC. Question de l'efficacité des mesures fiscales au regard des objectifs du programme. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission.



#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

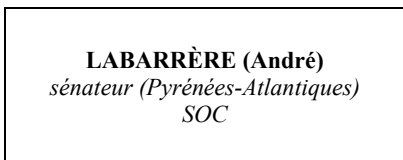
*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**



Décédé le 16 mai 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 16 mai 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

**LABEYRIE (Philippe)**  
*sénateur (Landes)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**LAFFITTE (Pierre)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
RDSE

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000 : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir).

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les apports de la science et de la technologie au développement durable, Tome I : Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise [n° 426 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise. Actes du colloque du 29 juin 2006 [n° 56 tome 1 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Environnement - Énergie**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 79 tome 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 3 ter (Convention de stage en milieu professionnel)** (p. 1276) : se réjouit de la progression du nombre de stages parmi les étudiants. Charge non négligeable pour les employeurs. Bien-fondé des dispositions du texte, notamment la rémunération des stages d'une durée supérieure à trois mois.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2384) : certitude du risque de changement climatique. Solution du problème par la science et la technologie. Intérêt des OGM pour l'agriculture et la diminution des émissions de gaz carbonique. Nécessité de renforcer la recherche et de préparer des compétiteurs industriels européens. Souhait d'une volonté d'information et de transparence. Nécessité de la vulgarisation. Relai indispensable des efforts réalisés par la Cité des sciences et les fondations. Souhaite la poursuite de l'action menée par la France, en associant les secteurs public et privé.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4737, 4738) : nécessité de préparer la transition énergétique vers "l'après-pétrole". Coûts du dérèglement climatique et de l'augmentation des prix du pétrole. Objectif du "plan climat" de réduire les émissions de gaz carbonique. Propositions du rapport de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques : augmentation et financement des recherches dans les domaines liés à la transition énergétique par une hausse régulière de la TIPP ; création d'une "vignette carbone" ; actions internationales fortes vis-à-vis de l'OMC.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5238, 5239) : importance de l'innovation dans la dynamique économique et militaire des Etats. Exemple des Etats-Unis. Nécessité de placer la recherche duale au rang des priorités.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5517, 5518) : intensification du dérèglement

climatique. Urgence de la situation. Priorité à donner à la transition énergétique. Exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Développement des micro-centrales et des aménagements hydro-électriques. - **Article 4 (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)** (p. 5572, 5573) : défavorable aux amendements identiques n° 212 de M. Philippe Richert, n° 251 de Mme Évelyne Didier et n° 326 de M. Paul Raoult (suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5593) : sur l'amendement n° 20 de la commission (codification), son sous-amendement n° 510 : précision ; adopté. Prise en compte du changement climatique et du développement durable dans la politique de gestion de l'eau. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5604) : son amendement n° 232 : mise en place par les communes et les établissements publics de collecteurs flottants de déchets domestiques ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 5609) : son amendement n° 233 : mise en place de collecteurs flottants de déchets domestiques ; retiré. - **Article 20 (art. L. 256-1 à L. 256-3 [nouveaux] du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires)** (p. 5612) : soutient l'amendement n° 438 de Mme Fabienne Keller (périodicité du contrôle ramenée à trois ans) ; retiré. - **Article 20 bis (art. L. 1332-1 à L. 1332-9 du code de l'environnement - Eaux de baignade)** (p. 5615) : son amendement n° 231 : mise en place de collecteurs flottants de déchets domestiques ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23 (art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement)** (p. 5668) : votera l'amendement n° 406 de M. Jean-François Le Grand (simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales). - **Article 35 (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)** (p. 5757) : soutient l'amendement n° 293 de M. Jacques Pelletier (affirmation du rôle des agences de l'eau dans la mise en oeuvre de technologies propres et innovantes) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 41 (art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du Conseil supérieur de la pêche en Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA)** (p. 5824) : interrogations sur les missions de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5845) : avancées de ce texte. Solidarité relative au partage de l'eau. Prise en compte de l'importance de la ressource en eau. Volonté d'application du "plan climat". Incertitude sur l'extension des capacités de l'ONEMA. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7229) : caractère indispensable de la transition énergétique. Nécessité de se donner les moyens de contrebalancer la stratégie énergétique du géant Gazprom. Favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (22 novembre 2006) - **Article 17 (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique)** (p. 8653) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 69 de M. Serge Lagache et n° 146 de Mme Catherine Morin-Desailly (contribution des services de vidéo à la demande et des distributeurs de services de télévision par ADSL au COSIP). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8658) : points positifs du texte. Absence de prise en compte de la télévision par Internet dans ce débat. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9299, 9300) : augmentation des crédits dévolus à la recherche. Développement des agences de pilotage. Modernisation des universités. Abondement du fonds de compétitivité des entreprises. Promotion d'une dynamique de l'innovation. Avis favorable à l'adoption des crédits destinés à la recherche. (p. 9304, 9305) : gouvernance des universités. Financement des transferts de technologie. Votera ce budget. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9320, 9321) : son amendement n° II-81 : inscription de l'ensemble des crédits en faveur de l'AERES dans le programme "Orientation et pilotage de la recherche" ; devenu sans objet. (p. 9332) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-82 : transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Formations supérieures et recherche universitaire" pour abonder la dotation en faveur des bibliothèques universitaires.

**Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9406, 9407) : son rapport coréalisé avec M. Claude Saunier intitulé "Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise". Etudes sur la biodiversité. Politique de l'eau. Son projet de création d'un réseau de recherche avancée sur le thème "climat et eau".

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9519) : dispositif des sections internationales en France. Rôle des directeurs de l'enseignement secondaire. La majorité du groupe du RDSE approuve le budget de l'enseignement scolaire. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9539) : son amendement n° II-190 : modalités de recrutement et de rémunération des enseignants étrangers dans les sections internationales ; retiré.

**Articles non rattachés**

- (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10126) : la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de budget.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10169) : favorable à la constitution d'une mission d'information sur la question de la sécurité d'approvisionnement électrique. Politique énergétique européenne.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10180) : hommage à Christian Streiff.

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10185, 10186) : son rapport sur "les apports de la science et de la technologie au développement durable". Nécessité d'une planification en matière énergétique. (p. 10191, 10192) : nécessité d'intégrer le changement climatique et de créer une fiscalité spécifique pour financer la transition énergétique. Question de la production d'électricité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10558) : favorable aux amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10637) : soutient l'amendement n° 151 de M. Michel Thiollière (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10707) : son amendement n° 51 : pérennisation du financement des sections internationales dans les établissements scolaires ; adopté.

**LAGARDE (Christine)**  
ministre déléguée au commerce extérieur

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6668, 6670) : adaptation de la "gouvernance" de la Banque de France aux réalités de ses missions. Objectif de doter la Banque de France d'une organisation permettant de piloter efficacement sa modernisation. Clarification des modalités d'application du code du travail à la Banque de France. Redéfinition des missions de cette institution. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6676) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er (Suppression du Conseil de la politique monétaire)** (p. 6678) : son amendement n° 7 : diversification des sources de nomination au sein du Conseil général de la Banque ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6678, 6679) : son amendement n° 8 : coordination ; adopté. - **Article 2 (Collecte de statistiques monétaires et financières par la Banque de France)** : son amendement n° 9 : attribution d'un cadre juridique

à la transmission par l'administration fiscale de renseignements à la Banque de France, pour l'établissement des statistiques relatives à la balance des paiements ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6681, 6683) : son amendement n° 11 : renforcement, par voie d'ordonnance, de la compétitivité juridique et financière des sociétés de crédit foncier, et transposition des directives européennes relatives aux établissements de crédits ; adopté. - **Article 5 (Application du droit du travail à la Banque de France)** (p. 6685) : son amendement n° 12 : reprise dans la loi d'une jurisprudence existante selon laquelle le droit du travail s'applique à la Banque de France tant qu'il n'est pas incompatible ni avec son statut ni avec ses missions ; adopté. (p. 6686, 6687) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 de Mme Nicole Bricq et n° 3 de M. Thierry Foucaud. - **Article 6 (Régime fiscal de la Banque de France)** (p. 6689) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 7 (Majoration du dividende versée par la Banque de France à l'Etat)** (p. 6689, 6690) : son amendement n° 10 : suppression ; adopté.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6699, 6701) : nécessaire amélioration de la compétitivité du droit français pour l'amélioration de la compétitivité économique. Mise en place d'un outil souple pour répondre aux besoins des professionnels. Evolution du principe de l'unité du patrimoine. Inconvénients des montages juridiques fondés sur des "trusts". Grande souplesse de cette proposition de loi. Protection des droits des

créanciers. Volonté du Gouvernement de réserver la qualité de constituant aux seules personnes morales. - **Article 1er** (art. 2011 à 2030 nouveaux du code civil - Régime juridique de la fiducie) (p. 6711) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation de la qualité de constituant aux seules personnes morales). - **Article 4** (art. 792 bis nouveau du code général des impôts - Sanction fiscale applicable en cas de fiducie instituée dans une intention libérale) (p. 6714) : son amendement n° 7 : application des droits de mutation à titre gratuit en cas de retour des biens dans le patrimoine des ayants droit au terme du contrat de fiducie ; adopté. - **Article 5** (art. 204 C à 204 F nouveaux du code général des impôts - Régime applicable aux titulaires de droits sur la fiducie non soumis à l'impôt sur les sociétés) (p. 6715, 6716) : son amendement n° 8 : coordination ; adopté. - **Article 6** (art. 223 V à 223 VI nouveaux du code général des impôts - Régime applicable aux titulaires de droits sur la fiducie soumis à l'impôt sur les sociétés) (p. 6718) : son amendement n° 9 : coordination ; adopté. - **Article 19** (Gage) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7749) : approche moderne de la gestion de l'entreprise. Extension du bénéfice de la participation à un plus grand nombre de salariés. Mise en cohérence du dispositif d'épargne. Réponse à la demande des clients, des salariés et des entreprises elles-mêmes. Souhaite l'appropriation de la mondialisation par les pays européens. - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 7774, 7775) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (passage de la durée de report des déficits autorisés de trois à cinq ans) ainsi qu'à l'amendement n° 137 de M. Jean-Léonce Dupont (suppression de toute limitation dans le temps du report du déficit d'investissement) de nature à remettre en cause le laborieux compromis obtenu à l'Assemblée nationale. S'oppose à l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression pure et simple de la faculté du report déficitaire).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7816, 7817) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 6 (expression des plafonds d'abondement de l'employeur sur un PEE et sur un PERCO en fonction du plafond de la sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7819) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 8 (possibilité pour les adhérents de la PREFON de racheter leur droit en cas d'invalidité, de cessation d'activité ou lors de l'expiration des droits à assurance chômage) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 230 ; adopté. - **Article 14** (art. L. 443-4 du code du travail - Liquidité des titres placés sur un fonds commun de placement d'entreprise) (p. 7820) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (définition du régime en vertu duquel une société non cotée serait autorisée à racheter ses propres titres pour en assurer la liquidité). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7821) : son amendement n° 227 : amélioration de la gouvernance du COREM dans le respect du cadre mutualiste de l'UMR ; adopté. (p. 7822) : son amendement n° 231 : information individuelle des adhérents du régime de retraite complémentaire institué par la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique ; adopté. (p. 7823) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 225 de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur l'amendement n° 50 de la commission (autorisation pour les ouvriers d'Etat travaillant pour DCN de bénéficier d'un plan d'épargne entreprise) qu'elle accepte. - **Article additionnel avant l'article 15 ou avant l'article 37** (p. 7834) : s'oppose aux amendements n° 190 de M. Roland Muzeau (suppression des stock-options) et n° 223 de M. Jean Desessard (suppression de l'octroi de stock-options aux mandataires sociaux ou aux membres de directoires). - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires) (p. 7835) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. François Marc (élargissement de l'obligation de représentation des salariés actionnaires aux sociétés non cotées). (p. 7836) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. François Marc (représentation obligatoire des salariés actionnaires au conseil

d'administration, sans aucune condition de seuil de détention du capital). (p. 7837, 7838) : s'oppose aux amendements n° 144 de M. Yves Pozzo di Borgo (amélioration de la représentation des actionnaires salariés dans les organes de direction des entreprises cotées) et n° 153 de M. François Marc (fixation par la loi des modalités de désignation des administrateurs salariés). - **Demande de priorité** (p. 7838) : favorable à la demande d'examen par priorité des titres III et IV formulée par M. Nicolas About. - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires) (p. 7839, 7840) : s'oppose aux amendements n° 148, 149 et 150 de M. François Marc (renforcement de la représentation des actionnaires salariés au sein du conseil d'administration). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7840) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Roland Muzeau (représentation des salariés dans les conseils d'administration et de surveillance des entreprises du secteur privé, sur le modèle des administrateurs salariés des entreprises du secteur public). (p. 7841) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Jean Desessard (présence au sein du conseil d'administration de deux membres du comité d'entreprise en tant que représentants des salariés). - **Article 15 bis** (art. 8-1 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations - Nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 7842) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 154 de M. François Marc et n° 215 de M. Philippe Marini. - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 7843) : son amendement n° 236 : clarification juridique ; adopté. - **Article 16** (art. L. 443-5 et L. 443-6 du code du travail et 217 quinquiés du code général des impôts - Encouragement à l'actionnariat salarié) (p. 7844, 7845) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Roland Muzeau (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 147 de Mme Catherine Procaccia (extension, au bénéfice des agents généraux d'assurance, des dispositions du code du travail relatives aux augmentations de capital). Accepte l'amendement n° 55 de la commission (prise en compte du cas du président d'une société par actions simplifiée et amélioration de l'articulation des dispositions du code du travail et du code de commerce). - **Article 16 bis** (art. L. 214-40 et L. 214-40-1 du code monétaire et financier - Possibilité offerte au salarié de demander la disponibilité immédiate des produits des actifs détenus dans le cadre de l'actionnariat) (p. 7900) : sur l'amendement n° 56 de la commission (clarification) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 243 ; adopté. - **Article 17** (art. L. 214-40 du code monétaire et financier - Participation d'un fonds commun de placement d'entreprise à un pacte d'actionnaires) (p. 7901) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (suppression du renvoi à un décret d'application). - **Article 18** (art. L. 443-1-2, L. 443-3, L. 443-3-1, L. 443-3-2 nouveau et L. 443-4 du code du travail et art. L. 214-39 du code monétaire et financier - Reprise de l'entreprise par les salariés) (p. 7902) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (précision et mise en place d'un fonds de liquidité utilisé en cas de déblocage anticipé des sommes ou valeurs affectées au fonds de reprise des entreprises) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 235. Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 12 (possibilité pour les salariés de créer un fonds de reprise pour les entreprises appartenant au même groupe que la leur). (p. 7903) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 13 (rédaction). - **Article 20** (art. L. 225-197-1 et L. 225-97-3 du code de commerce, 80 quaterdecies et 200 A du code général des impôts, et L. 241-1 du code de la sécurité sociale - Attribution d'actions gratuites) (p. 7905, 7906) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte les amendements identiques n° 59 de la commission et de la commission des finances saisi pour avis n° 14 (cohérence), ainsi que l'amendement n° 210 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte du seuil de 10 % du capital social à la date de la décision d'attribution de ces actions par le conseil d'administration ou le directoire). - **Article 20 bis** (art. L. 225-180 et L. 225-197-2 du code de commerce - Extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) : s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte l'amendement n° 60 de la commission

(rédaction). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 7907) : accepte l'amendement n° 146 de Mme Catherine Procaccia (non-application du délai de droit commun des augmentations de capital posé par l'article L. 225-129 du code de commerce). - **Article 20 ter** (art. L. 511-31 du code monétaire et financier - Possibilité d'affiliation d'un établissement de crédit à plusieurs organes centraux) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article 20 quater** (art. L. 443-6 du code du travail - Assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise) (p. 7908) : accepte les amendements identiques n° 61 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 15 (précision). S'oppose à l'amendement n° 179 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Intitulé du chapitre IV** (p. 7909) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (coordination). Demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 16 (modification de l'intitulé du chapitre IV). - **Article 21 ter** (art. 244 quater P nouveau, 199 ter O nouveau, 220 T nouveau et 223 O du code général des impôts - Crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 7913) : s'oppose aux amendements identiques n° 98 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 181 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 64 (cohérence) et n° 65 (rédaction). - **Articles additionnels avant l'article 37A** (p. 7921) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. François Marc (précision). (p. 7922) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 158 (modalités d'allocation et mesures de publicité des rémunérations des dirigeants de société) et n° 159 (mesures de publicité sur la quantité d'options détenues par les membres de la direction). (p. 7923) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 157 (renforcement de la transparence en ce qui concerne les rémunérations des dirigeants de sociétés et des employés) et n° 160 (renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants). - **Article 37 A** (art. L. 225-177, L. 225-179, L. 225-197-1, L. 225-37, L. 225-68 du code de commerce et L. 621-18-3 du code monétaire et financier - Conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 7925) : sur l'amendement n° 74 de la commission (précision) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 226 ; adopté. (p. 7926, 7927) : favorable aux amendements de précision n° 18 et n° 19 de la commission des finances saisie pour avis. S'oppose aux amendements de M. François Marc, portant sur le même objet,

n° 155 et 156 (encadrement des dispositions d'octroi des stock-options). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 246 de M. Philippe Marini portant sur l'amendement de la commission n° 74 (précision). - **Article 41** (art. L. 341-6 du code monétaire et financier - Aménagement des règles d'enregistrement des démarcheurs financiers) (p. 7930) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 20 (rédaction) ainsi que le sous-amendement n° 140 de M. Jean-Jacques Jégou s'y rapportant. S'oppose aux amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 141 (clarification de la responsabilité des établissements mandants de professionnels du démarchage dans le cadre de la commercialisation de produits financiers) et n° 139 (possibilité pour les banques de proposer à des personnes physiques des produits de couverture visant à limiter un risque pris à l'occasion d'une autre opération). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 7934) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 7 (insertion des dispositions portant réforme des retraites dans le code des assurances), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 228 ; adopté. (p. 7936) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 21 (correction du régime juridique des organismes de placement collectif immobilier). (p. 7937) : accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 22 (conséquence). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7943) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 162 et 163 (ratification des ordonnances du 19 janvier 2006 et du 28 juillet 2006 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à diverses collectivités d'outre-mer) ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7948) : texte représentant une poursuite harmonieuse des efforts entrepris depuis 1959 et 1967.

- *Commission mixte paritaire [n° 92 (2006-2007)]* - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10233, 10234) : dialogue fructueux entre le Gouvernement et le Parlement. Large concertation au sein du Conseil supérieur de la participation. Approche innovante du texte. Préservation des grands équilibres par la commission mixte paritaire. - **Article 21 ter** (p. 10259) : son amendement n° 1 : suppression d'un gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** : se fera l'interprète de l'interpellation de M. Gérard Muzeau sur la prud'homie auprès de ses collègues MM. Pascal Clément et Gérard Larcher.

**LAGAUCHE (Serge)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**



*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Culture [n° 79 tome 3 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Cinéma, audiovisuel, expression radiophonique locale [n° 79 tome 9 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Culture**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 105 (2006-2007)] pour 2006 [n° 109 (2006-2007)] (12 décembre 2006) - **Budget**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Article 5 (Validation des acquis de l'expérience)** (p. 849) : défavorable à l'interruption de l'examen de ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior)** (p. 983, 984) : association par le projet de loi de l'apprentissage et de la formation de bas niveau. Nécessité de transformer l'école pour lutter contre les inégalités. Abandon de l'idéal républicain de justice sociale. (p. 1025, 1026) : ses amendements n° 223 : suivi et accompagnement de chaque élève tout au long de sa scolarité ; n° 236 : attribution à l'Etat de la mission d'information sur les métiers ; et n° 237 : organisation de la découverte des métiers par le service d'orientation et d'information de l'éducation nationale en lien avec les organismes spécialisés dans l'orientation ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 13 (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques)** (p. 1481, 1482) : vision réductrice de l'appel au secteur de l'exploitation cinématographique pour promouvoir au sein des zones franches urbaines l'égalité des chances en matière culturelle. Risque de déstabiliser l'équilibre de la répartition géographique des multiplexes. Souhaite le maintien du régime d'autorisation préalable. (p. 1487) : son amendement n° 266 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé) (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio)** (p. 1610, 1611) : question récurrente de la représentation à la télévision de la diversité des origines et des cultures. Succès des chaînes communautaires. Marchandisation de la programmation empêchant la représentation de la diversité. Conséquence de la disparition du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations. Rôle crucial de l'image dans la construction de l'identité individuelle et collective. (p. 1616) : ses amendements n° 101 : inscription dans les conventions des éditeurs privés de services de télévision de l'objectif de diversité culturelle ; n° 100 : inscription dans les conventions des chaînes de France Télévision et d'Arte France de l'objectif de diversité culturelle ; et n° 191 : inscription dans les conventions des chaînes parlementaires de l'objectif de diversité culturelle ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1665) : son amendement n° 246 : suppression de la contribution des communes aux dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées, même lorsqu'elles sont sous contrat d'association ; rejeté. (p. 1668) : soutiendra l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat).

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2229, 2231) : avancées limitées en dépit d'un certain nombre d'améliorations. Désapprobation des orientations financières et stratégiques du texte. Refus catégorique du "néo-scientisme gouvernemental".

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) (p. 2622, 2623) : conditions du développement des télévisions locales. Risques de brader la législation anti-concentration et de déséquilibrer les conditions de financement actuel des autres médias. Télévisions associatives : attribution de fréquences TNT par le CSA et création d'un fonds de soutien. Problème de la rationalisation des coûts de France 3.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2641, 2642) : favorable aux EPCC qui constituent un cadre juridique adapté à l'indispensable partenariat devant prévaloir entre les acteurs publics de la culture. Solutions apportées aux problèmes liés au mode de fonctionnement et de gestion des EPCC. Mesures tendant à lutter contre la faiblesse du degré d'implication de l'Etat dans la dynamique de création de ces établissements. Favorable à la procédure permettant de créer des EPCC dans des domaines aussi divers que l'art contemporain, l'enseignement artistique, la gestion d'archives, de bibliothèques, de centres de documentation, la conservation des monuments historiques et la gestion des musées.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2838, 2839) : demandes de logements sociaux en Ile-de-France. Mesures indispensables sur le non-renouvellement des conventions et sur ses méfaits. Aberration de la prise en compte de l'accession sociale à la propriété dans le quota des 20 % de logements sociaux. Exemples dans le Val-de-Marne. (p. 2844, 2845) : soutient l'amendement n° 404 de M. Thierry Repentin (suppression de l'alinéa prévoyant de comptabiliser dans les logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU les logements locatifs sociaux vendus à leurs occupants) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3345) : son amendement n° 254 : obligation d'information du maire en cas de non-renouvellement des conventions et possibilité pour celui-ci de s'opposer au non-renouvellement lorsque l'intérêt général est menacé ; devenu sans objet. (p. 3350, 3351) : enjeux soulevés par les déconventionnements. (p. 3354) : favorable à l'amendement n° 136 de Mme Catherine Procaccia (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité). (p. 3356) : son amendement n° 253 : élargissement du droit de préemption urbain en cas de non-renouvellement d'une convention ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - *Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 3384) : soutient l'amendement n° 274 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3543, 3546) : validation par la Commission européenne du mécanisme français de soutien au cinéma. Possibilités de diffusion de la culture permises par le numérique. Dangers du piratage pour l'économie cinématographique. Défavorable au principe d'une licence globale. Développement de la vidéo à la demande et intégration de celle-ci dans la chronologie des médias. Interrogation sur la protection effective des oeuvres. Initiative de l'INA. Modalités

d'une plateforme publique de téléchargement. Préparation hâtive de ce texte par le Gouvernement. Approbation du travail et des propositions de la commission consolidant le droit d'auteur.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 8** (*Protection sociale du volontaire*) (p. 3632) : son amendement n° 19 : affiliation non obligatoire au régime général d'assurance maladie pour les volontaires bénéficiant d'un régime spécifique ; rejeté. Cas particulier des étudiants volontaires.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - *Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3717) : soutient l'amendement n° 132 de M. David Assouline (respect des règles de chronologie des médias dans l'application de l'exception pour copie privée aux oeuvres cinématographiques) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3783, 3784) : manque de préparation du texte. Contexte d'hostilité. Rejet des propositions de l'opposition. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5291, 5292) : inadéquation des crédits du ministère et de ses objectifs de pratique du sport par le plus grand nombre et de renforcement de la pratique du sport au niveau local. Interrogation sur l'impact des annulations et reports de crédits sur les actions menées en partenariat avec les collectivités territoriales et les associations sportives locales. (p. 5293) : rôle majeur des collectivités territoriales dans la promotion des valeurs sociales et éducatives du sport. Hétérogénéité des politiques locales consacrées au sport. Nécessité d'un soutien accru de l'Etat au niveau local.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6382, 6383) : insatisfaction de la profession face à la proposition de loi. Préoccupation portant sur les salaires, l'information et les conditions de travail. Opposition des syndicats. Non-reprise des conclusions du rapport Couty de la mission de concertation dans le texte de la proposition de loi. Préférence pour un renforcement des structures existantes. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7633, 7635) : lutte indispensable contre la reproduction des inégalités à l'école ; avantages de la scolarisation précoce.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8483, 8485) : accès à la télévision numérique. Programmes régionaux. Interopérabilité. Numérotation des chaînes. Avantages indûment conférés aux opérateurs privés. Manque d'information des consommateurs. Fonds d'aide à l'équipement. Importance des contenus. Propositions du groupe socialiste. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8518, 8519) : son amendement n° 46 : conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8551, 8552) : son amendement n° 47 : conditions de prorogation des autorisations numériques octroyées aux services nationaux de télévision hertzienne terrestre ; rejeté. (p. 8554, 8555) : ses amendements n° 48 : extension du service satellitaire aux chaînes hertziennes numériques ; et n° 49 : couverture satellitaire des déclinaisons régionales des programmes nationaux ; devenus sans objet. (p. 8562) : son amendement n° 53 : type de dépenses prises en charge par le fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis ; devenu sans objet. (p. 8567,

8568) : son amendement n° 55 : conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Libération des fréquences analogiques) (p. 8577) : son amendement n° 44 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 26 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'attribution prioritaire de la ressource radioélectrique au service public) (p. 8582) : son amendement n° 45 : garantie par le CSA de la continuité du service public ; retiré. - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8590) : son amendement n° 67 : aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8620, 8626) : ses amendements n° 56 : suppression des dispositions tendant à favoriser la reprise des services déjà autorisés par voie hertzienne terrestre pour l'octroi des autorisations aux services de télévision en haute définition ; et n° 57 : repli ; retirés. Ses amendements n° 58 : suppression des dispositions tendant à favoriser la reprise des services déjà autorisés par voie hertzienne terrestre pour l'octroi des autorisations aux services de télévision mobile personnelle ; n° 59 : repli ; et n° 60 : critères d'octroi des autorisations de service de télévision mobile personnelle ; devenus sans objet. (p. 8629) : le groupe socialiste est favorable à l'article 9 de ce projet de loi. - **Article 15** (art. 41 et 41-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Dispositif anti-concentration pour la télévision mobile personnelle) (p. 8640) : son amendement n° 64 : suppression ; rejeté. - **Article 16** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Possibilité de modifier la programmation et les modalités de commercialisation des services autorisés en télévision mobile personnelle) (p. 8641) : son amendement n° 65 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8643, 8644) : son amendement n° 66 : définition de l'oeuvre audiovisuelle ; devenu sans objet. (p. 8648, 8650) : son amendement n° 68 : garantie par le CSA d'une présentation équitable des chaînes gratuites de la TNT sur l'ensemble des offres de distributeurs de services ; retiré au profit de l'amendement n° 154 du Gouvernement (garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision). - **Article 17** (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) (p. 8651) : son amendement n° 69 : contribution des services de vidéo à la demande des distributeurs de services de télévision par ADSL au COSIP ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8659, 8660) : apports du Sénat. Renforcement de la position dominante des opérateurs historiques. Atteinte au pluralisme. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Deuxième partie :*

#### **Ville et logement**

- (1er décembre 2006) (p. 9278, 9279) : crise du logement. Fiscalisation croissante de la construction de logements ; effets néfastes des amortissements de défiscalisation. Répartition des crédits entre PLUS, PLAI et PLF. Avenir du livret A. Prêt à taux zéro.

#### **Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9307, 9309) : non-respect des engagements du Gouvernement : logement étudiant, emploi et allocation de recherche pour les doctorants. Lutte contre l'échec en première année universitaire. Inefficacité du crédit d'impôt

recherche. Insincérité de ce projet de budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9324) : le groupe socialiste ne participera pas au vote des amendements déposés à l'article 34 et à l'état B. (p. 9328) : intervient sur l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA). (p. 9333) : le groupe socialiste vote contre les crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur".

#### **Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9515, 9517) : inquiétude quant à la baisse des crédits du programme "Vie de l'élève". Désengagement de l'Etat. Suppression massive d'emplois. Audits appliqués à l'éducation nationale. Absence de lien entre efficacité de l'école et logique arithmétique. Particularités françaises. Exemple du taux de redoublement. Importance des notions de culture et d'épanouissement intellectuel. Le groupe socialiste votera contre le budget de l'enseignement scolaire. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9535) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-169 (revalorisation des bourses destinées aux collégiens). (p. 9539) : le groupe socialiste vote contre les crédits de la mission "Enseignement scolaire".

#### **Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) (p. 9887, 9889) : redevance audiovisuelle. Recettes publicitaires. Investissements demandés à France Télévision. France 3. Arte. Taxe sur les publicités. RFI. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

#### **Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9900, 9903) : présentation des crédits. Soutien à l'art contemporain et au secteur musical. Formation professionnelle. Emploi culturel. Attractivité culturelle. Industries cinématographiques. Droit d'auteur. Révolution numérique. Diversité culturelle. Propose l'adoption de crédits de cette mission. (p. 9905, 9906) : intervention à titre personnel. Conciliation entre révolution technologique et démocratisation de la culture. Concentration géographique des investissements culturels. Intermittents du spectacle. Accès à la culture. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9920) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-263 du Gouvernement (conséquence). - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9924, 9925) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-261 de M. Jacques Valade (statut social des intermittents du spectacle). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 9926, 9927) : son amendement n° II-283 : relèvement de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 10382, 10383) : cinéma et établissements de spectacles. Patrimoine naturel.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 32 bis** (*Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises de commercialisation de droits audiovisuels*) (p. 10582) : son amendement n° 33 : amélioration du régime du crédit d'impôt pour les entreprises ayant des activités de commercialisation de droits audiovisuels ; adopté.

**LAMBERT (Alain)**  
sénateur (Orne)  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie le 12 avril 2006 ; fin de mission le 12 octobre 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 78 tome 3 annexe 32 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Transports**.

### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7590, 7591) : salue le progrès démocratique dans le rapport du Gouvernement donnant des informations en euros et non pas seulement en pourcentage du PIB. Importance du montant prélevé sur le fruit du travail des Français. Notion capitale du consentement à l'impôt. Intérêt d'un rapprochement de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale. Dynamique divergente de leurs besoins de financement. Nécessité de chiffres précis. Consolidation obligatoire des comptes publics et sociaux dans l'intérêt général.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Article 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 8760) : défavorable à l'amendement n° I-109 de M. Marc Massion (augmentation de la prime pour l'emploi). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8779) : favorable à une amélioration de la rédaction des amendements de la commission n° I-5 (clarification des conditions de la donation-partage en cas d'enfants issus de plusieurs unions), n° I-6 (dispositif tendant à faciliter la donation-partage

transgénérationnelle) et n° I-7 (accompagnement fiscal de la renonciation anticipée à exercer toute action en réduction).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8788, 8791) : ses amendements portant sur le même objet n° I-32 à n° I-45 : traduction fiscale de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8837, 8839) : son amendement n° I-200 : harmonisation du régime fiscal de la réduction de capital et de celui de l'amortissement du capital ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9026) : réforme de la fonction publique. Gestion des ressources humaines. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9038) : gestion de la trésorerie et de la dette.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9086, 9087) : présentation des crédits. Conséquence des amendements déposés par le Sénat. Contenu des projets annuels de performance. Remboursement de la dette et gestion des infrastructures de RFF. Modernisation des gares. Résorption des "points noirs bruit". "Plan-fret". Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9128) : son amendement n° II-35 : réduction des crédits du programme "Passif financier ferroviaire" ; retiré. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9131) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers).

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10012) : soutient l'amendement n° II-341 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI déléguaires de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10063, 10065) : soutient les amendements de M. Jacques Valade n° II-337 (indexation de la DGF des communautés urbaines sur l'indice des prix) ; et n° II-339 (repli) ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10437, 10438) : défavorable aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 164 (taxation du kérozène), n° 165 (mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle"), n° 166 (création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières), n° 167 (taxe sur le carbone) et n° 168 (création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 10442, 10443) : son amendement n° 239 : incitation au développement de la chaudière à compensation dans les logements neufs ; adopté. - **Article 22 bis (Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité)** (p. 10453, 10457) : sur l'amendement n° 139 de M. Bruno Sido (modification des conditions de répartition de la redevance proportionnelle aux recettes résultant des ventes d'électricité issues de l'exploitation des ouvrages hydroélectriques concédés), son sous-amendement n° 256 ; retiré. Son amendement n° 98 : instauration d'un "droit d'entrée" lors du renouvellement des titres de concessions ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10483, 10484) : ses amendements n° 91 : dispositif fiscal en faveur du testament-partage ; retiré ; n° 92 : repli ; et n° 82 : adaptation de la règle de présomption de propriété aux nouveaux dispositifs

prévus par la réforme des successions et des libéralités ; adoptés. (p. 10485) : ses amendements n° 83 : modification de la présomption applicable aux biens ayant fait l'objet d'une libéralité graduelle ou résiduelle ; et n° 86 : alignement du droit de retour légal sur le droit de retour conventionnel ; adoptés. (p. 10486) : ses amendements n° 96 : nouvelle définition du "forfait mobilier" ; retiré ; et n° 95 (déductibilité de la rémunération du mandataire à titre posthume de l'actif de la succession) ; retiré puis repris par M. Philippe Marini. (p. 10487) : ses amendements n° 94 : déduction de l'actif de la succession des frais légitimement engagés par un héritier ; retiré ; et n° 87 : exemption des droits de mutation à titre gratuit pour les donations-partages transgénérationnelles ; adoptés. (p. 10488) : ses amendements n° 89 : exemption des droits de mutation à titre gratuit en cas de réincorporation des biens donnés dans le cadre d'une donation transgénérationnelle ; n° 84 : reconnaissance sur le plan fiscal des effets de la renonciation ;

et n° 85 : abrogation de l'article 785 du code général des impôts ; adoptés. (p. 10489, 10491) : ses amendements n° 90 : neutralité fiscale du mécanisme du cantonnement ; n° 88 : extension aux libéralités graduelles et résiduelles du régime applicable aux "legs de residuo" ; adoptés ; et n° 93 : possibilité pour les cohéritiers de souscrire une déclaration de souscription partielle en l'accompagnant du montant des droits dont ils sont personnellement redevables ; retiré. (p. 10492) : son amendement n° 97 : aménagement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise ; adopté. (p. 10493) : son amendement n° 80 : aménagement des modalités de fonctionnement des engagements collectifs de conservation ; adopté.

**LAMOUR (Jean-François)**

*ministre de la jeunesse, des sports et de  
la vie associative*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 828, 829) : double objectif de ce texte : donner un statut aux volontaires et mettre fin à l'insécurité juridique pesant sur les conditions d'emploi des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances et de loisirs. Création d'un service civil volontaire. Soutien de chaque ministre au développement du volontariat dans leur secteur de compétences respectif. Concertation approfondie avec les organisations professionnelles représentatives. Mise en place d'une meilleure transparence du financement public des associations. - **Article 1er (Définition du contrat de volontariat associatif)** (p. 839) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. David Assouline (suppression de l'adjectif "désintéressée" pour qualifier la collaboration de la personne volontaire). (p. 840) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-François Voguet (suppression des dérogations au code du travail). - **Article 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 842) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 2 de M. David Assouline et n° 24 de M. Jean-François Voguet (suppression de la condition de séjour en France préalable à un engagement associatif). (p. 844) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 25 de M. Jean-François Voguet et n° 3 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux personnes en difficulté). - **Article 4 (Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage)** (p. 845) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean-François Voguet (cohérence). (p. 846) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat). S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean-François Voguet (mise en disponibilité de droit des fonctionnaires s'engageant dans une mission de volontariat), ainsi qu'au sous-amendement n° 40 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 6 (Encadrement du contrat de volontariat)** (p. 3619) : s'oppose aux amendements n° 28 de M. Jean-François Voguet (définition des conditions de collaboration entre l'organisme agréé et la personne volontaire) et n° 5 de M. David Assouline (précision sur l'objet de la mission et des engagements réciproques de la personne volontaire et de l'organisme agréé). (p. 3620, 3621) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. David Assouline (encadrement de l'activité du volontaire en instaurant des plafonds d'heures journalières et hebdomadaires) ; ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 7 de M. David Assouline et n° 29

de M. Jean-François Voguet (fixation d'une durée minimale de trois mois au contrat de volontariat). (p. 3623) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 8 (fixation d'un plafond d'heures annuelles) et n° 9 (mise en oeuvre par l'organisme de mesures pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des volontaires et possibilité pour ces derniers de bénéficier d'un droit de retrait). (p. 3624) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 30 de M. Jean-François Voguet et n° 10 de M. David Assouline (suppression de la condition de six mois de volontariat requise pour bénéficier d'un congé de deux jours de repos mensuel) ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 11 (précision dans le contrat de travail de la nature, des modalités et du temps dévolus à la formation). - **Article 7 (Conditions d'indemnisation du volontaire)** (p. 3626, 3628) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean-François Voguet (prévision d'un montant minimum de l'indemnisation du volontaire) et n° 12 de M. David Assouline (fixation d'un montant minimum d'indemnisation du volontaire). Différence entre sa vision de la jeunesse et celle de l'opposition sénatoriale. (p. 3629, 3631) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 13 (versement mensuel de l'indemnisation), n° 14 (impossibilité de verser exclusivement cette indemnisation sous la forme d'une prestation en nature) et n° 15 (fixation d'un montant minimal d'indemnisation égal aux frais engagés par le volontaire pour sa mission). Rappel de l'objectif de souplesse de ce projet de loi. - **Article 8 (Protection sociale du volontaire)** (p. 3634) : s'oppose aux amendements n° 19 de M. Serge Lagache (affiliation non obligatoire au régime général d'assurance maladie pour les volontaires bénéficiant d'un régime spécifique) et n° 32 de M. Jean-François Voguet (activation du mécanisme du Fonds de solidarité vieillesse dès le premier mois de contrat). Ouverture du contrat de volontaire à toutes les tranches d'âge. - **Article 10 (Modalités de l'agrément)** (p. 3635, 3636) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. David Assouline (autorité habilitée à délivrer l'agrément et conditions de cette délivrance) et n° 33 de M. Jean-François Voguet (inscription dans la loi de l'obligation de faire figurer, dans le dossier de demande d'agrément, les informations sur les conditions d'exercice des missions confiées aux volontaires). - **Article 11 (Régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)** (p. 3640) : s'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 34 (suppression), n° 36 (non-application du contrat d'engagement éducatif à des emplois d'animation relevant d'une activité quotidienne tout au long de l'année), n° 37 (définition de plusieurs niveaux de rémunération minimale en fonction des qualifications et des expériences des volontaires) et n° 38 (précision sur les modalités de calcul de la journée de repos hebdomadaire) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 35 du même auteur et n° 20 de M. David Assouline (exclusion du secteur marchand du champ d'application du contrat d'engagement éducatif). Sécurisation de l'encadrement des colonies de vacances. - **Article 14 (Publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations)** (p. 3642) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. David Assouline (suppression). - **Article 15 (Amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la**

loi) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Jean-François Voguet (exclusion des sociétés privées du champ de ce dispositif). - **Article 16** (*Publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations*) (p. 3643) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (suppression). Publicité de ces informations réalisée par les collectivités territoriales. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3646, 3647) : remerciements. Définition d'un nouvel espace dans la culture de l'engagement éducatif. Solution assurant la pérennisation des centres de vacances et de loisirs.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 397 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5153, 5154) : rôle de l'arbitre dans la promotion de l'éthique sportive. Travail de réflexion. Affirmation de l'indépendance des arbitres. Renforcement de leur protection. Actions de formation. Amélioration de leur régime social et fiscal. Favorable à cette proposition de loi. (p. 5159, 5160) : couverture sociale et assurantielle des arbitres. Exonération de taxe professionnelle. Efforts de formation. - **Article 1er** (*art. L. 223-1, L. 223-2 et L. 223-3 (nouveau) du code du sport - Définition et protection de la pratique arbitrale*) (p. 5161) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions portant sur la qualification juridique du lien unissant les arbitres à leur fédération sportive). - **Article 2** (*art. 92 et 93 du code général des impôts - Régime fiscal applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale*) (p. 5162) : son amendement n° 5 : clarification ; adopté. Estime l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Todeschini (clarification) satisfait par son amendement n° 5 précité. - **Article 3** (*art. L. 311-3 et L. 241-16 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Régime social applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale*) (p. 5163, 5164) : son amendement n° 6 : clarification ; adopté. Estime l'amendement n° 3 de M. Jean-Marc Todeschini (clarification) satisfait par son amendement n° 6 précité. - **Article 4** (*Gage*) : son amendement n° 7 : suppression ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5164, 5165) : remerciements.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5287, 5289) : investissement du ministère dans la mise en oeuvre de la LOLF. Restructuration des services centraux. Priorité aux emplois à forte valeur ajoutée pour la mise en oeuvre des politiques ministérielles. Lancement d'un plan de modernisation des établissements pour rationaliser le fonctionnement des CREPS et poursuivre l'externalisation des fonctions logistiques. Mise en oeuvre d'une politique volontariste de gestion des ressources humaines. Taux de consommation des crédits. Régulation budgétaire en 2005. Moyens consacrés au développement du sport. Crédits affectés aux politiques en faveur de la jeunesse et de la vie associative. Attribution de crédits supplémentaires pour les associations de proximité à la suite des événements survenus dans les banlieues. Annonce le 23 janvier 2006 d'un plan de vingt-cinq mesures en faveur de la vie associative. Qualité des indicateurs relatifs à la jeunesse et à la vie associative. Suivi médical des sportifs de haut niveau : insuffisance des plateaux techniques ; rôle de l'Institut de recherche médicale et d'épidémiologie du sport, IRMES. Renforcement de la lutte contre le dopage. Organisation avec le Conseil de l'Europe d'un colloque qui a permis le rapprochement de l'Agence mondiale anti-dopage et d'Interpol. Application de la nouvelle loi. Situation financière des fédérations sportives. (p. 5290) : en réponse à M. Jean-François Voguet. Augmentation du budget consolidé du sport entre 2002 et 2005. Ancienneté de la pratique des gels et des régulations de crédits. Bilan de son action. (p. 5291) : en réponse à Mme Anne-Marie Payet. Plan "sport-emploi" : création d'emplois ; dégressivité de l'aide ; pérennisation des emplois créés. Contrats éducatifs locaux : répercussion des gels et dégels sur la notification des subventions aux associations ; baisse des crédits ; aide à l'accès de la jeunesse au sport ; accompagnement des projets éducatifs. (p. 5291) : en réponse à M. Serge Lagauche. Régulations budgétaires. Arbitrages rendus en fonction des dispositifs existants et des priorités locales.

Subventions pour les équipements sportifs. Impact de la régulation budgétaire sur les moyens alloués au sport. (p. 5293, 5294) : en réponse à M. Bernard Fournier. Crédits consacrés à la lutte contre le dopage. Bilan de ce dispositif. Création et moyens budgétaires de l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD. (p. 5295) : en réponse à M. Georges Othily. Réunion des comités départementaux deux fois par an. Envoi régulier d'instructions. Maintien des directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports. Invitation des directeurs régionaux de la jeunesse et des sports au comité d'administration régionale, CAR. Rapprochement fonctionnel entre la culture et les domaines des sports, de la jeunesse et de l'éducation populaire. Rôle d'interface des directions départementales avec les associations. (p. 5296) : hausse des moyens consolidés alloués au sport. Evolution du dispositif "coupons sport". Aides au titre des conventions d'objectifs passées avec les fédérations sportives. Actions conduites en faveur des publics défavorisés. (p. 5297) : en réponse à Mme Marie-Christine Blandin. Rattachement de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale, DIES, au ministère de la jeunesse et des sports pour la seule vie associative. Transformation de la DIES en 2006 en direction de la vie associative, de l'emploi et des formations. Rappel de l'attention particulière portée par le Gouvernement aux associations. Crédits consommés au titre de la vie associative en 2005 dans le cadre de la DIES. (p. 5298) : en réponse à M. Alain Dufaut. Résultats de l'inventaire des équipements sportifs. Mise aux normes et problème de vétusté de ces équipements. Prévisions d'évolution dans leur gestion. Accessibilité accrue des équipements sportifs aux personnes handicapées. Plan national pour le développement du sport. Augmentation du nombre de personnes pratiquant un sport et de licenciés. (p. 5299) : en réponse à M. Jean-Claude Frécon. Confirmation du lien entre le report sur 2006 de certaines dépenses informatiques et le retard dans l'amélioration du contrôle de gestion. Plan de dégel sur trois ans des postes FONJEP. (p. 5300) : en réponse à M. Jean-François Humbert. Augmentation du nombre de licences sportives. Audit sur la tarification des CREPS et intégration de ses recommandations dans une démarche en trois étapes sur trois ans. Renovation de l'INSEP. (p. 5301) : en réponse à M. Yannick Texier. Bilan des postes FONJEP : nombre et modification de leur répartition ; création de "postes sport" ; plan de dégel. - **Intitulé du projet de loi** (p. 5305) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (nouvel intitulé de ce texte "Projet de loi portant règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2005). Caractère prématuré de cette modification. Engagement du Gouvernement d'un travail en commun avec le Parlement pour trouver un intitulé reflétant au mieux la nouvelle dimension acquise en mode LOLF. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306, 5307) : remerciements. Formule innovante de ce débat. Expérience enrichissante.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 44** (*art. L. 122-5, L. 122-8 et L. 122-10 du code du sport - Abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne*) (p. 7941, 7942) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Roland Muzeau (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) (p. 9938, 9943) : présentation des crédits. Centre national de développement du sport. Emploi. Volontariat associatif. Accès à la pratique sportive. INSEP. Coupe de monde de rugby. Equipements sportifs. Lutte contre le dopage et contre la violence. Aides aux associations. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9943, 9944) : s'oppose à l'amendement n° II-235 de M. Jean Arthuis (conditions de concession du Stade de France).

**LAMURE (Élisabeth)**  
*sénateur (Rhône)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 171 (2005-2006)] relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 189 (2005-2006)] (1er février 2006) - **Transports**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan - **Discussion générale** (p. 570, 571) : proposition de loi traitant essentiellement de questions de procédures relatives au droit des marchés publics et non du tracé de l'autoroute. Historique de ce dossier. Projet conforme au droit communautaire. Divergence d'analyse entre le Conseil d'Etat et la commission européenne. Approbation par la commission de l'avenant signé entre l'Etat et la société ASF prévoyant la construction et l'exploitation de la section de l'A89 reliant Balbigny et La Tour-de-Salvagny.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie* :

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9600, 9601) : crise de la viticulture.

**LARCHER (Gérard)**  
*ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes*

#### INTERVENTIONS

- **Hommage à Ilan Halimi** - (23 février 2006) (p. 909) : association du Gouvernement à l'hommage rendu par le Sénat à la mémoire du jeune Ilan Halimi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 959, 961) : s'oppose à la motion n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 964, 965) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Intitulé de la section 1** (p. 977) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (rédaction). (p. 978) : s'oppose au sous-amendement n° 838 de M. Roland Muzeau déposé sur l'amendement précité n° 14 de la commission. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 989) : favorable à la motion

n° 839 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe socialiste n° 215, n° 224, n° 225, n° 227, n° 231, n° 271, n° 233, n° 238, n° 243, n° 247, n° 244, n° 221, n° 249, n° 245, n° 251, n° 252, n° 256, n° 272, n° 216, n° 217, n° 222, n° 229, n° 230, n° 250, n° 262, n° 218, n° 219, n° 258, n° 259, n° 260, n° 257, n° 255, n° 254, n° 220, n° 253, n° 248, n° 240, n° 239, n° 235, n° 234, n° 242, n° 241, n° 232 et n° 228. (p. 990, 991) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'encontre des amendements de Mme Annie David n° 554 et n° 574, de M. Yannick Bodin n° 264 et n° 265, de M. Serge Lagache n° 261 et de Mme Marie-Christine Blandin n° 484, n° 485 et n° 486. (p. 993, 994) : invoque l'irrecevabilité à l'encontre des sous-amendements n° 840 à n° 867 déposés, par Mme Annie David, sur l'amendement de la commission des affaires culturelles n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise). (p. 1039) : s'oppose à l'amendement n° 376 de Mme Dominique Voynet (rémunération minimale en faveur des jeunes stagiaires). (p. 1040, 1041) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 109 (suppression de la gratification), n° 110 (prise en charge des frais engagés par le jeune) et n° 111 (impossibilité de déroger aux horaires et d'autoriser le travail de nuit des jeunes de moins de seize ans). (p. 1043) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Godefroy (impossibilité pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire de travailler le dimanche). (p. 1044, 1046) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 114

(garantie de la santé et de la sécurité des jeunes stagiaires), n° 115 (règles applicables aux stages accomplis par des jeunes de moins de seize ans) et n° 116 (encadrement des stages des jeunes de moins de seize ans). (p. 1049) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 127 (garantie de la santé et de la sécurité des jeunes apprentis de moins de seize ans) et n° 129 (examen médical des jeunes de moins de seize ans préalablement au début du contrat d'apprentissage). (p. 1050, 1051) : s'oppose aux amendements n° 379 de Mme Dominique Voynet (procédure de déclaration par l'employeur à l'inspection du travail préalablement à toute entrée dans le dispositif de l'apprentissage junior) et n° 585 de M. Roland Muzeau (encadrement de la signature du contrat). (p. 1052) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 377 de Mme Dominique Voynet et n° 587 de Mme Annie David (interdiction du travail de nuit des jeunes de moins de seize ans). (p. 1053) : s'oppose aux amendements n° 588 de Mme Éliane Assassi (interdiction du travail des jeunes le dimanche) et n° 589 de M. Roland Muzeau (renforcement de la surveillance médicale des jeunes apprentis susceptibles d'utiliser des machines dont l'usage est proscrit par le code du travail). (p. 1054) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 590 de M. Roland Muzeau et n° 380 de Mme Dominique Voynet (précision sur la nature des tâches confiées aux jeunes apprentis de moins de seize ans). (p. 1056) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Dominique Voynet (encadrement du placement en formation des jeunes). - **Demande de priorité** (p. 1058) : favorable à la demande d'examen par priorité de l'article 3 bis. Au nom du Gouvernement, remerciements aux membres de la commission des affaires sociales, à son président et son rapporteur, ainsi qu'aux rapporteurs pour avis.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1096, 1100) : particularités françaises dans le domaine du chômage et de l'emploi. Comparaison avec la situation des autres pays européens. Mise en place de mesures spécifiques en faveur des jeunes : renforcement de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, relance de l'apprentissage et de l'alternance, extension du contrat jeune en entreprise et encadrement des stages. Attribution aux titulaires du CPE de droits identiques à ceux des autres salariés de l'entreprise. Distinction entre période de consolidation et période d'essai. Garanties apportées par le CPE. Dispositif LOCA-PASS en faveur du logement. Réponse aux orateurs : dialogue social, situation au travail des jeunes et des seniors, contentieux devant les prud'hommes, logement des jeunes, données en matière de chômage. Nécessité d'inventer un nouveau modèle social adapté à la fois aux réalités du marché du travail et à la sécurisation du parcours professionnel tout au long de la vie. (p. 1103) : s'oppose aux amendements identiques n° 146 de Mme Raymonde Le Texier, n° 273 de M. Gérard Delfau, n° 440 de M. Jean Desessard et n° 648 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1104) : accepte la demande de réserve portant sur le vote des amendements déposés sur l'article 3 bis. - **Rappel au règlement** (p. 1112) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Godefroy. Rappelle la possibilité juridique d'un vote bloqué mais insiste sur l'importance qu'il accorde au droit d'amendement des parlementaires. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1113) : s'oppose aux amendements identiques n° 149 de Mme Raymonde Le Texier et n° 443 de M. Jean Desessard (impossibilité d'utiliser le CPE pour remplacer un salarié absent). (p. 1114) : s'oppose à l'amendement n° 441 de M. Jean Desessard (limitation du recours au CPE). (p. 1116, 1117) : s'oppose à l'amendement n° 651 de M. Roland Muzeau (suppression du CPE). (p. 1118) : s'oppose à l'amendement n° 151 de Mme Raymonde Le Texier (soumission du CPE aux dispositions du code du travail). (p. 1119) : s'oppose à l'amendement n° 152 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité d'embaucher en CPE à temps partiel). - **Rappel au règlement** (p. 1122, 1123) : intervient sur les rappels au règlement de Mmes Hélène Luc et Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que de MM. Jean-Pierre Bel, David Assouline et Michel Mercier. Soins apportés par le Gouvernement à répondre aux orateurs. Application sincère de la Constitution. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1124) : s'oppose à l'amendement n° 155 de Mme Raymonde Le Texier (soutien apporté aux jeunes embauchés afin de faciliter leur insertion dans l'emploi). (p. 1126) : s'oppose à l'amendement n° 502 de M.

Michel Mercier (réduction de la période de consolidation du CPE de deux ans à un an). (p. 1127) : s'oppose à l'amendement n° 667 de M. Roland Muzeau (droits garantis au salarié embauché dans le cadre d'un CPE). (p. 1128) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Jean Desessard (maintien pour un salarié titulaire d'un CPE de la possibilité de remplir des missions de conseiller du salarié). (p. 1129) : s'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique). (p. 1130) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). (p. 1131) : s'oppose à l'amendement n° 660 de M. Roland Muzeau (indemnité compensatrice versée au salarié dont le CPE est rompu pour cas de force majeure en raison d'un sinistre). (p. 1132) : s'oppose à l'amendement n° 504 de M. Michel Mercier (mode de calcul de la durée de la période de consolidation). (p. 1133) : s'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Raymonde Le Texier (qualification de la période de consolidation en "période d'essai"). (p. 1134) : s'oppose à l'amendement n° 652 de M. Roland Muzeau (déduction des périodes d'emploi déjà effectuées dans l'entreprise de la durée de la période de consolidation du CPE). (p. 1135) : s'oppose à l'amendement n° 653 de M. Roland Muzeau (versement de l'indemnité de précarité au salarié auquel un CPE est proposé à l'issue d'un CDD ou d'un contrat de travail temporaire). (p. 1136, 1137) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 157 (maintien de la procédure de licenciement de droit commun pour le CPE) et n° 158 (réduction de la période de consolidation de deux ans à deux mois). (p. 1138) : s'oppose à l'amendement n° 159 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE). (p. 1139) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). (p. 1140) : s'oppose à l'amendement n° 654 de M. Roland Muzeau (obligation pour l'employeur d'énoncer les motifs de la rupture du contrat de travail). (p. 1141) : s'oppose à l'amendement n° 160 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE).

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1150) : s'oppose à l'amendement n° 655 de M. Roland Muzeau (application au CPE d'une démarche de reclassement en cas de licenciement économique). (p. 1151, 1152) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 161 (suppression du cas de force majeure exonérant l'employeur du préavis) et n° 162 (précision sur la procédure applicable en cas de licenciement pour faute grave conformément au code du travail) ainsi qu'à l'amendement n° 509 de M. André Vallet (impossibilité pour les banques de refuser l'accès au crédit aux salariés en CPE). (p. 1153, 1155) : s'oppose aux amendements identiques n° 668 de M. Roland Muzeau et n° 164 de Mme Raymonde Le Texier (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement) ainsi qu'à l'amendement de cette dernière n° 163 (précision du montant des salaires restant dû en cas de licenciement). (p. 1156) : s'oppose à l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement et ajout d'une référence aux accords ou conventions collectives). (p. 1157) : s'oppose à l'amendement n° 669 de M. Roland Muzeau (mise en place d'une contribution supplémentaire à la charge de l'employeur, modulable en fonction de la date de rupture du contrat). Etude sur les différents types de contrat de travail. (p. 1158) : s'oppose à l'amendement n° 165 de Mme Raymonde Le Texier (accès automatique des jeunes licenciés économiques d'un CPE à une convention de reclassement personnalisée). Nécessité d'un accord avec les partenaires sociaux. Engagement d'une réflexion sur l'accompagnement personnalisé dans l'emploi. (p. 1159) : s'oppose à l'amendement n° 446 de M. Jean Desessard (garanties écrites d'un entretien préalable avant licenciement). (p. 1160, 1162) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 656 (application au CPE de la priorité de réembauchage durant un an en cas de licenciement économique) et n° 661 (suppression du délai de prescription de douze mois en cas de contestation d'un



licenciement). (p. 1163) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 166 (précision) et n° 168 (augmentation du délai de prescription de l'action en contestation de rupture du contrat). Prise en compte des CPE dans les effectifs d'une entreprise lors de la mise en oeuvre des mesures d'information et de consultation relatives aux procédures collectives dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi et aux procédures de licenciement économique. (p. 1165) : s'oppose à l'amendement n° 167 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour un salarié en CPE de refuser d'effectuer des heures choisies). Bilan de la mise en oeuvre des heures choisies. Demande le retrait de l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu). Objectif de tripler en 2006 le nombre de VAE. Nomination d'un délégué interministériel à la VAE. (p. 1166, 1171) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 169 de Mme Raymonde Le Texier, n° 450 de M. Jean Desessard et n° 664 de M. Roland Muzeau (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) ainsi qu'aux amendements analogues n° 662 de M. Roland Muzeau et n° 448 de M. Jean Desessard (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse) et des mêmes auteurs n° 663 et n° 449 (augmentation du délai de carence entre la signature de deux CPE pour le même poste et les mêmes fonctions dans l'entreprise en cas de rupture du premier). Ouverture de négociations sur le temps partiel. (p. 1172) : s'oppose à l'amendement n° 648 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1173) : s'oppose aux amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié). Enquête réalisée par Fiducial sur le CNE. (p. 1175) : s'oppose aux amendements identiques de repli n° 171 de Mme Raymonde Le Texier et n° 665 de M. Roland Muzeau. (p. 1175, 1176) : s'oppose aux amendements n° 442 de M. Jean Desessard (application d'un délai de carence entre la signature de deux CPE successifs pour le même poste) et n° 505 de M. Michel Mercier (institutionnalisation d'un bilan d'étape semestriel entre l'employeur et le salarié en CPE durant la période de consolidation) et estime l'amendement n° 172 de Mme Raymonde Le Texier (intégration de plein droit du salarié en CPE dans le plan de formation de l'entreprise) satisfait par les dispositions du code du travail. Préparation dans le cadre du plan "seniors" du tutorat retenu comme l'un des éléments d'aménagement de leur activité dans l'entreprise. Confirmation de la mise en place de l'accompagnement personnalisé vers l'emploi. (p. 1177, 1179) : s'oppose aux amendements n° 659 de M. Roland Muzeau (suppression du régime spécifique d'indemnisation au chômage des salariés sortant d'un CPE) et n° 452 de M. Jean Desessard (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au contrat précaire afin d'abonder le Fonds de solidarité) ainsi qu'aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 173 (diminution de la durée d'activité nécessaire à l'acquisition du droit à l'allocation forfaitaire pour un salarié licencié d'un CPE) et n° 174 (augmentation de la durée de versement de l'allocation forfaitaire au salarié licencié d'un CPE). (p. 1180, 1182) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 175 (intégration du nombre de CPE dans les informations transmises chaque trimestre au comité d'entreprise) et n° 176 (remplacement de l'évaluation des effets du CPE sur l'emploi par une évaluation portant sur le nombre de créations nettes d'emplois) ainsi qu'à l'amendement n° 508 de M. Michel Mercier (évaluation du dispositif du CPE le 31 décembre 2008 et soumission de sa reconduction au bilan réalisé). (p. 1184, 1185) : s'oppose aux amendements n° 510 de M. Philippe Nogrix (mise en place d'un dispositif d'observation pour évaluer tous les semestres l'impact économique et social du CPE) et n° 177 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation du CPE avant la fin 2006). Approche différenciée des deux études citées. (p. 1186) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 451 (alignement des droits des femmes en état de grossesse salariées en CPE ou en CNE sur ceux d'une période d'essai ordinaire) et n° 453 (création d'un bonus-malus en matière de cotisations sociales afin d'inciter les entreprises à privilégier les

contrats durables). (p. 1187, 1189) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 666 (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au CNE ou au CPE afin d'abonder le Fonds de solidarité) et n° 671 (remboursement des exonérations de charges perçues par les entreprises en cas de rupture du contrat pendant la période de consolidation du CPE). Rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion. Subvention accordée à l'entreprise Hewlett-Packard par les collectivités territoriales. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1205) : rappel de son avis sur l'amendement précité n° 660 de M. Roland Muzeau.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1252, 1253) : réponse aux orateurs sur l'article. Mise en place d'un groupe de travail sur la question du retour au collège. Accord de l'ensemble des chambres de métiers pour s'engager sur l'apprentissage junior. Objectif de 20 % de formation en alternance pour les bac + 3 et les bac + 5 au sein des universités et des grandes écoles. Doublement des entrées en contrat d'apprentissage en vingt-quatre ans. Priorité aux seniors et aux jeunes dans le contrat de progrès entre le service public de l'emploi et l'Etat. Souci de lutter contre les discriminations. Inscription de l'apprentissage dans une filière d'excellence et non pas dans celle d'une alternative à l'échec. S'oppose aux amendements de suppression n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 597 de M. Roland Muzeau. - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1285, 1287) : confirme l'association des organisations étudiantes à la préparation de la charte des bonnes pratiques du stage et de la convention type. Rappel du calendrier. Non-assimilation du stage au contrat de travail. Jurisprudence protectrice contre les abus. Délit de travail dissimulé. Fixation du niveau de l'indemnisation du stagiaire par les branches professionnelles. Sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 511 de Mme Valérie Létard (limitation de la durée des stages dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus, à l'exception de ceux intégrés dans un cursus pédagogique) et s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 875 (interdiction de renouveler ou de prolonger le stage par rapport à la durée inscrite dans la convention), n° 876 (conservation par le stagiaire de la qualité d'étudiant pendant toute la durée de son stage) et n° 878 (possibilité de requalifier une convention de stage en CDI à la suite d'un stage effectué dans l'entreprise depuis plus de douze mois), de Mme Valérie Létard n° 516 (soumission de la convention de stage à une durée déterminée et aux dispositions du code du travail), n° 870 (dispositif visant à éviter la succession de stagiaires de façon continue sur un même poste), n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) et n° 869 (repli) ainsi qu'aux sous-amendements portant sur le même objet n° 874 de M. Roland Muzeau et n° 871 de Mme Valérie Létard (imputation de la durée du stage sur la période d'essai en cas de signature d'un contrat de travail à l'issue du stage). Estime satisfait le sous-amendement n° 99 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la durée de stage dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus) par le sous-amendement précité n° 511. (p. 1288) : inadéquation du sous-amendement n° 868 précité de Mme Valérie Létard avec les recommandations du Conseil économique et social. - **Article 3 quater** (*Rémunération des stages en entreprise*) (p. 1291) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (suppression pour coordination). - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 1292, 1293) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (simplification des conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des indemnités versées au stagiaire). (p. 1294, 1296) : sur les amendements de M. Nicolas About, s'oppose au n° 832 (dispositif permettant de déroger aux obligations d'affectation des élèves résultant de leur lieu de résidence et de garantir l'accès des élèves résidant en ZEP à des établissements situés en dehors de leur quartier), demande le retrait des n° 828 (rapport annuel de la Conférence des chefs d'établissements publics à

caractère scientifique, culturel et professionnel, au ministre chargé de l'éducation nationale, sur les dispositions mises en oeuvre pour assurer l'égalité des chances et la diversité dans l'accès aux formations supérieures) et n° 827 (détermination par décret en Conseil d'État des conditions d'ouverture et d'agrément des classes préparatoires ouvertes aux élèves provenant d'établissements situés en ZEP), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 831 (extension à tous les établissements publics d'enseignement supérieur des possibilités de recrutement diversifié mises en place par l'Institut d'études politiques de Paris). - **Article 3 quinquies** (art. L. 141-18 nouveau du code du travail - Fixation du salaire à l'issue d'enchères inversées) (p. 1297) : réponse aux propos de M. Roland Muzeau sur l'article. Accepte l'amendement n° 20 de la commission (interdiction expresse du recours aux enchères électroniques inversées pour la fixation du salaire). - **Article 3 sexies** (art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue) (p. 1299) : s'oppose à l'amendement n° 684 de M. Roland Muzeau (suppression). Rapport en attente sur les excédents financiers des organismes paritaires collecteurs agréés, OPCA. Clarification nécessaire de leur gestion. Souhait de dynamiser l'utilisation de leurs ressources au service d'une politique active de retour vers l'emploi des demandeurs d'emploi non indemnisés, de la lutte contre l'illettrisme et de la mise en oeuvre du plan seniors. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1302) : accepte l'amendement n° 373 de M. Serge Dassault (continuité de l'accompagnement dispensé dans le cadre du volontariat pour l'insertion durant les trois premiers mois en cas de signature d'un contrat de travail en alternance). - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés) (p. 1302, 1303) : s'oppose à l'amendement n° 517 de la commission (abaissement du taux de la taxe d'apprentissage). Mobilisation des grandes entreprises autour des objectifs fixés pour la montée en charge de l'alternance. Signature de la charte d'engagement par 700 grandes entreprises de 250 salariés et plus. (p. 1304, 1310) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 687 (relèvement du taux de la taxe d'apprentissage), n° 688 (repli), n° 689 (repli) et, portant sur le même objet, n° 685, 690, 691 et 686 (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 410 de M. Jean-Marc Juillard (intégration des stagiaires dans les effectifs retenus pour le calcul du seuil). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1311, 1313) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (optimisation de l'allocation des ressources au profit des centres de formation d'apprentis et des sections d'apprentissage). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 694 (prise en compte des salariés sous contrat initiative-emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) et n° 696 (prise en compte des salariés sous contrat d'accès à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) (p. 1331, 1333) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 695 (prise en compte des apprentis dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés), n° 692 (prise en compte des contrats d'avenir et des contrats d'accompagnement à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés) et n° 693 (prise en compte des contrats de professionnalisation dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés). (p. 1334) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (possibilité pour les employeurs de procéder à des dépenses libératoires de la taxe d'apprentissage sous la forme de subventions aux CFA et aux sections d'apprentissage au titre du "hors quota"). - **Article 4 ter** (art. L. 311-10 du code du travail - Contribution des maisons de l'emploi à la sensibilisation des employeurs aux discriminations) (p. 1335) : signature de la charte de la diversité par de nombreuses entreprises. Enjeu majeur d'efficacité du service public à travers

l'ouverture de maisons de l'emploi. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1336, 1337) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil) (p. 1341, 1342) : réponse à la jurisprudence ambiguë de la Cour de cassation. S'oppose à l'amendement n° 697 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1344) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). - **Mise au point** (p. 1352) : intervient sur l'amendement précité n° 828 de M. Nicolas About. S'engage à la présentation par la Conférence des chefs d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel d'un rapport sur les voies alternatives d'accès à l'enseignement supérieur de manière à mettre en oeuvre l'égalité des chances. - **Demande de réserve** (p. 1352) : accepte la demande de réserve des amendements tendant à insérer des articles additionnels à partir de l'article 4 quinquies jusqu'à la fin du titre Ier présentés par la commission des affaires sociales. - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1353) : accepte l'amendement n° 837 de M. Josselin de Rohan (application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003) et lève le gage. - **Intitulé de la section 2** (p. 1356) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la division et de son intitulé). - **Article 5** (art. L. 322-4-6 du code du travail - Accès prioritaire au dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise au profit des jeunes issus des zones urbaines sensibles) (p. 1357, 1358) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 702 (suppression) et n° 703 (bénéfice du SEJE impossible en cas de conclusion d'un CPE et d'un CNE). Succès du contrat jeune en entreprise.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1663) : demande le retrait de l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population). Contradiction avec les principes constitutionnels et difficultés de mise en oeuvre. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1666) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Serge Lagache (suppression de la contribution des communes aux dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées, même lorsqu'elles sont sous contrat d'association). (p. 1667, 1668) : s'oppose à l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). S'engage à intervenir auprès des ministres de l'éducation nationale et de l'intérieur afin de clarifier la circulaire de décembre 2005. (p. 1669) : demande le retrait de l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation) qu'il estime satisfait par la législation en vigueur. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1673, 1674) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 130 (interdiction du travail de nuit des mineurs) et n° 131 (interdiction du travail des mineurs le dimanche). Confirme l'engagement d'exclure les cafés, tabacs et débits de boissons des activités ouvertes aux mineurs. (p. 1676, 1678) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 591 (affectation prioritaire des moyens du service public de l'éducation aux établissements d'enseignement situés dans les territoires en difficulté) et n° 592 (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). (p. 1679) : donne lecture de la liste des amendements sur lesquels le Gouvernement invoque l'article 40 de la Constitution. (p. 1688, 1690) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 593 (maintien de la carte scolaire et de ses principes) et n° 595 (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers), satisfait par les programmes

personnalisés de réussite éducative. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1691, 1697) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 608 (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit), n° 609 (impossibilité de déroger par accord d'entreprise ou d'établissement à la durée quotidienne de huit heures de travail pour un travailleur de nuit), n° 611 (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit) et n° 610 (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures). (p. 1698) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 614 (renforcement des garanties des travailleurs de nuit) et n° 613 (maintien du principe de la double compensation des heures de nuit, en rémunération et en repos compensateur). (p. 1699) : s'oppose à l'amendement n° 612 de Mme Annie David (suppression de l'octroi de bourses au mérite). - **Motion d'irrecevabilité** (p. 1700) : accepte la motion n° 905 de la commission tendant à opposer l'irrecevabilité à l'encontre de 36 amendements de l'opposition. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1708) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage). S'engage à accompagner la montée en charge de l'apprentissage et à faire procéder à des contrôles sur le terrain. (p. 1712, 1721) : sur les amendements de M. Jean-Luc Mélenchon, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 186 (garanties des modalités d'exercice de la mission du maître d'apprentissage) et s'oppose aux n° 185 (caducité de la déclaration permettant à l'entreprise d'employer des apprentis en cas de manquements à ses obligations envers les apprentis ou de multiplication de ruptures de contrats), n° 187 (sanctions pécuniaires à l'encontre de l'entreprise qui rompt le contrat d'apprentissage pendant les deux premiers mois) et n° 190 (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge). Emet un avis de sagesse favorable pour l'amendement n° 500 de Mme Valérie Létard (mise en place, dans un délai de trois ans, d'une négociation interprofessionnelle sur la définition et les modalités d'exercice de la fonction de tuteur d'apprenti). S'oppose aux amendements n° 617 de M. Roland Muzeau (dernier mot aux parents en matière de scolarisation de leur enfant handicapé) et n° 622 de Mme Annie David (garantie dans l'école primaire du bon déroulement du cursus scolaire pour les enfants). - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1722, 1729) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 640 (renforcement de l'encadrement du recours aux missions de travail temporaire), n° 631 (octroi aux représentants du personnel du pouvoir de refuser des horaires à temps partiel imposés par l'employeur), n° 637 (possibilité pour un salarié de voir de plein droit son contrat à temps partiel requalifié en contrat à temps plein en cas de recours abusif aux heures complémentaires), n° 629 (rapport au Parlement sur la nécessité de sécuriser les trajectoires professionnelles des jeunes adultes par la création d'une allocation d'autonomie de formation et d'accès à l'emploi) et, portant sur le même objet, n° 638 et n° 639 (pénalisation des employeurs qui recourent au travail dissimulé). S'oppose aux amendements identiques n° 646 de M. Roland Muzeau et n° 178 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 instaurant le contrat nouvelle embauche). Négociations en cours entre les partenaires sociaux sur le temps partiel. Evaluation des résultats du CNE comme de ceux du CPE. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1730, 1733) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 672 (limitation obligatoire du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un CDI), n° 674 (garantie des droits des femmes en état de grossesse, embauchées en CNE ou en CPE) et n° 673 (rétablissement de l'obligation de reclassement en cas de licenciement collectif dans le cadre d'un redressement judiciaire). S'oppose à l'amendement de M. Nicolas About n° 819 (précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion); retiré puis repris par M. Jacques Mahéas. S'engage à étudier le fonctionnement des dispositifs du CNE et du CPE avec l'agence centrale des organismes de

sécurité sociale, ACOSS, dans le cadre de l'évaluation continue. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1736) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari portant sur le même objet n° 179 et 182 (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne), et n° 180 et 181 (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Publication prochaine d'un décret ouvrant le droit de vote aux artisans étrangers dans les chambres de métiers. Partage des préoccupations s'agissant du droit de vote dans les chambres de commerce. Engagement d'une concertation préalable à une procédure de caractère législatif. (p. 1741, 1742) : s'oppose aux amendements n° 825 de M. Nicolas About (instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme), n° 198 de Mme Bariza Khiari (instauration du curriculum vitae anonyme avant le premier entretien en vue d'embauche) et n° 519 de M. Michel Mercier (instauration du curriculum vitae anonyme). Le Parlement sera saisi à l'issue des résultats de la négociation entre les partenaires sociaux suite au rapport de MM. Bébéar et Fauroux. - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1744, 1746) : s'oppose aux amendements n° 699 de Mme Michelle Demessine (renforcement de l'effectivité des garanties d'égalité de traitement des personnes handicapées en matière d'emploi) et de Mme Dominique Voynet n° 387 (accès des meilleurs élèves des quartiers dit sensibles aux classes préparatoires aux grandes écoles) et n° 388 (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire). - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 1762, 1764) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 796 (extension des compétences de la HALDE à la promotion de l'égalité et à la bonne application de la loi), n° 797 (renforcement du pluralisme et de l'indépendance de la HALDE) et n° 798 (désignation par la HALDE de délégués départementaux). - **Articles additionnels avant l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1767) : sur les amendements de Mme Bariza Khiari, accepte le n° 194 (audition de droit de la HALDE devant les juridictions civiles, pénales ou administratives) après sa rectification, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 201 (obligation pour la HALDE de rendre compte, dans son rapport annuel au Président de la République et au Parlement, de toutes les discriminations portées à sa connaissance) et s'oppose aux n° 193 (obligation pour la HALDE de mettre en demeure les personnes mises en cause de répondre à ses demandes), n° 197 (extension des compétences de la HALDE à toutes les pratiques discriminatoires) et n° 200 (insertion, dans le bilan social des entreprises de plus de cinquante salariés, d'un chapitre relatif à leur politique en matière de promotion de l'égalité). Négociations en cours entre les partenaires sociaux sur la diversité. - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1768, 1769) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari n° 202 (organisation annuelle d'une conférence des partenaires sociaux et des acteurs de la société civile sur les questions liées à la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité) et n° 210 (généralisation des demandes de logement anonymes). - **Articles additionnels avant l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1770) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 412 (accessibilité au volontariat associatif sans condition de durée de résidence en France) et n° 413 (accessibilité des personnes en situation de handicap au volontariat associatif). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1771, 1774) : sur les amendements de Mme Bariza Khiari, demande le retrait du n° 366 (intégration de la validation des acquis de l'expérience dans la nouvelle procédure d'autorisation de plein exercice de la médecine pour les médecins ayant un diplôme étranger) et, portant sur le même objet, n° 350 et 351 (interdiction de toute discrimination à l'embauche des étrangers tant dans le secteur public que dans le secteur privé). Demande le retrait des amendements identiques n° 55 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 91 (obligation pour les entreprises d'utiliser le cadre de référence établi conjointement par la HALDE, l'INSEE et l'INED, comprenant une typologie

des groupes de personnes susceptibles d'être discriminées en raison de leurs origines raciales ou ethniques). - **Article additionnel après l'article 23 (précédemment réservé)** (p. 1775) : s'oppose à l'amendement n° 353 de M. David Assouline (création d'une commission nationale pour l'autonomie de la jeunesse). - **Article additionnel avant l'article 24 (précédemment réservé)** (p. 1776) : s'oppose à l'amendement n° 396 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'une "maison des parents" dans chaque zone urbaine sensible). - **Article additionnel après l'article 24 (précédemment réservé)** : demande le retrait de l'amendement n° 356 de M. Bernard Cazeau (réaffirmation dans la loi du rôle privilégié de l'école face à l'absentéisme scolaire). - **Article additionnel avant l'article 25 (précédemment réservé)** (p. 1777) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 805 de M. Roland Muzeau (versement des allocations familiales dès le premier enfant). - **Intitulé du projet de loi** (p. 1778, 1780) : s'oppose à l'amendement n° 320 de Mme Raymond Le Texier (nouvel intitulé - projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social et économique). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 817 de M. Nicolas About (nouvel intitulé - projet de loi relatif à l'égalité dans la diversité). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1789, 1790) : expérience enrichissante d'un débat de 90 heures au Sénat et de 44 heures à l'Assemblée nationale sur le thème de l'égalité des chances. Remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2002, 2004) : texte destiné aux jeunes les plus éloignés de l'emploi. Renforcement des zones franches urbaines. Lutte contre les discriminations. Apprentissage junior. Rôle de la filière professionnelle. Contrat première embauche, CPE. Garanties offertes aux bénéficiaires. Encadrement des stages. Lutte contre les incivilités. Réponse à l'exclusion des jeunes.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 1er A (supprimé)** (*Réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires*) (p. 2812) : s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Michelle Demessine (mise en place d'une politique volontariste et ambitieuse de construction de logements sociaux) et demande le retrait de l'amendement n° 501 de M. Daniel Dubois (réforme de la zone C concernant les territoires ruraux et rééquilibrage des zones B et C sur le territoire métropolitain). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2814, 2815) : s'oppose aux amendements n° 4 de Mme Michelle Demessine (autorisation préalable à une division d'immeuble à usage d'habitation) et n° 457 de M. Jean Desessard (attribution au maire d'un pouvoir de réquisition). (p. 2816) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Michelle Demessine (politique de résorption de l'habitat insalubre). - **Article 1er** (*art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national*) (p. 2823, 2824) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 5 (encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat afin de réaliser des logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens) et n° 36 (précision) . Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 50 (clarification juridique), le n° 51 (rédaction) et n° 52 (rétablissement de la date butoir du 1er janvier 2010 pour la prise des décrets délimitant les périmètres des opérations d'intérêt national) et accepte le n° 53 (extension du bénéfice de la décote aux structures d'hébergement d'urgence, aux aires d'accueil des gens du voyage et, dans les départements d'outre-mer, aux logements locatifs sociaux bénéficiant d'une aide de l'Etat). Demande le retrait de l'amendement n° 188 de M. Christian Cambon (adaptation de la réglementation d'urbanisme en zone C moins exposée au bruit). S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 219 (référence au schéma directeur de la région Ile-de-France, SDRIF), n° 220 (décote de 35 % sur le prix des terrains cédés par l'Etat dans les zones où le marché foncier est tendu), n° 221 (décote maximum de 35 %), n° 222 (possibilité d'une décote de 50 %) et n° 223 (dispositions particulières en faveur des acquéreurs d'immeubles ou de terrains relevant du domaine privé de l'Etat). - **Article 1er bis**

(*art. L. 121-2-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune*) (p. 2826) : s'oppose à l'amendement n° 225 de M. Thierry Repentin (transmission de la liste des terrains détenus par l'Etat et ses établissements publics). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2827) : s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Thierry Repentin (présentation annuelle par le Gouvernement au Parlement de l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Michelle Demessine (règles d'attribution des subventions accordées par l'ANRU pour la construction de logements sociaux, la réhabilitation ou la démolition de logements existants). (p. 2829, 2830) : demande le retrait de l'amendement de M. Jean-Marc Juillard n° 505 (possibilité pour le maire de développer le recours à l'énergie solaire).

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : sa réponse (p. 3254, 3256).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3268, 3270) : nouvelle rédaction de l'article 8 de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances. Démarche proposée par MM. Josselin de Rohan et Bernard Accoyer, en lien avec le Gouvernement pour un retour à la normale après la crise sociale. Reflet d'une réelle angoisse d'une génération quant à son avenir et de la question de la solidarité entre les générations. Concertation et dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux et des organisations étudiantes et lycéennes. Substitution au CPE de deux instruments existants : le contrat jeunes en entreprise, SEJE, et le contrat d'insertion dans la vie sociale, CIVIS. Renforcement et extension de ces dispositifs. Souhait que l'emploi des jeunes soit le seul vainqueur au sortir de la crise. (p. 3286, 3288) : leçon de la crise. Problème du lien entre l'université et la professionnalisation. Rappel de l'objectif visé par la loi de programmation pour la cohésion sociale et prévu dans la loi pour l'égalité des chances : obligation pour les entreprises de plus de 250 salariés en 2009 d'avoir 3 % de leur effectif salarié en formation en alternance ou sous contrat de professionnalisation. Réponse aux orateurs. Mise en place d'un dialogue social en amont proposé le 12 décembre dernier par le Premier ministre. Attente de l'agenda fixé par les partenaires sociaux. Recherche indispensable d'un nouvel équilibre entre le rôle des partenaires sociaux et celui du législateur. Financement des dépenses supplémentaires induites par la proposition de loi. Examen prochain par le Parlement de la question de la prise en compte de la qualité et de la quantité d'emplois créés dans l'application des exonérations nouvelles. Architecture non définitive du texte. Poursuite indispensable du débat sur la question essentielle de l'entrée des jeunes dans l'emploi et sur la formation. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3290) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés) et n° 8 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE). Réalisation de 40000 embauches en CNE depuis le 1er septembre 2005. Evaluation des effets de ce contrat d'ici au 31 décembre 2008. (p. 3295, 3296) : s'oppose aux amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Bel et n° 9 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). Diffusion prochaine d'un guide de la formation de l'apprenti junior. (p. 3310) : s'oppose aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). Décret du 13 janvier 2006. Elargissement au bénéfice des apprentis des restrictions au travail de nuit des mineurs. (p. 3314) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Bel (encadrement du recours aux stages). Mise en place d'une charte des bonnes pratiques de stage et des dispositions nécessaires avant le 1er juin 2006. (p. 3316) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Bel (concertation, dès la promulgation de la présente loi, entre l'Etat, les régions, les organisations syndicales des salariés, des

employeurs, des étudiants et des lycéens, en vue d'assurer l'insertion professionnelle des jeunes dans des emplois durables) pour des raisons constitutionnelles et de fond. (p. 3317, 3318) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 11 (requalification de plein droit d'un contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque l'horaire moyen effectué par un salarié équivaut ou dépasse un horaire à temps complet), n° 12 (limitation à 10 % de l'effectif de l'entreprise du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un contrat à durée indéterminée) et n° 13 (abrogation du contrat de responsabilité parentale institué par la loi pour l'égalité des chances). Ultime recours à ce contrat en cas de refus délibéré des parents de s'associer aux réseaux de soutien existants. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3325) : s'oppose aux amendements identiques n° 14 de M. Roland Muzeau et n° 6 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation de l'article 8 instituant le CPE dans la loi pour l'égalité des chances), ainsi qu'à l'amendement de ce dernier auteur n° 7 (mise en place d'actions de formation par les employeurs, en contrepartie du soutien de l'Etat, en vue de favoriser l'insertion professionnelle durable des jeunes dans l'entreprise).

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5145, 5146) : inopportunité de légiférer sur des dispositions pouvant faire l'objet de négociations collectives. Existence de nombreux accords favorables aux salariés. Attachement au dialogue social. S'en remet à la sagesse du Sénat sur cette proposition de loi. - **Article unique** (art. L. 226-1 du code du travail - *Augmentation du nombre de jours de congés accordés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 5149, 5150) : demande le retrait des amendements identiques n° 1 de Mme Gisèle Printz et n° 4 de M. Guy Fischer (extension au partenaire lié par un pacte civil de solidarité) et s'oppose aux amendements identiques n° 2 de Mme Gisèle Printz et n° 5 de M. Guy Fischer (suppression de la distinction entre enfant à charge et non à charge). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5151) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Godefroy (application du congé de paternité aux pères d'enfants nés sans vie).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété [n° 29 (2006-2007)]** - (6 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7597, 7598) : transformation des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI, en sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété, SACICAP. Convention avec l'Etat pour la production de logements en accession sociale à la propriété. Maintien de l'organisation des SACICAP en filiales immobilières et financières. Renforcement de l'ancrage local. Gouvernance des SACICAP. Développement des liens au niveau national entre les SACICAP et les organismes HLM. Contribution financière à la politique du logement. Perte du statut d'établissement de crédit. - **Article 1er** (*Ratification et modification de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété*) (p. 7601, 7605) : accepte les amendements de la commission n° 1 (rectification d'une erreur matérielle), n° 2 (clarification de la définition des SACICAP et de leur sociétariat et inapplication des dispositions de la loi du 10 septembre 1947 limitant à 20 % la proportion du capital des SCIC pouvant être détenue par l'ensemble des collectivités territoriales), n° 3 (modalités juridiques du regroupement des collègues d'associés et relèvement du pourcentage minimal de leurs droits de vote), n° 4 (rédaction), n° 5 (coordination), n° 6 (suppression de la référence au contrôle par l'administration du respect des statuts sociaux des SACICAP), n° 14 (limitation du contrôle de l'administration sur les filiales au respect des conventions conclues entre l'Etat et les SACICAP), n° 15 (rédaction) et n° 7 (suppression, à l'article 6 de l'ordonnance, des dispositions prévoyant que l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP sera membre de droit de l'union des fédérations d'organismes HLM). Ses

amendements n° 11 et 12 (rédaction) ; adoptés. Réponse à M. Thierry Repentin. Convention entre l'Etat et les SACICAP portant sur quinze mille à vingt mille logements, notamment sur les maisons à cent mille euros. - **Article 2** (art. L. 215-1-1 et L. 215-1-2 [nouveaux] et art. L. 215-7 du code de la construction et de l'habitation - *Filiales des SACICAP - Dividende social*) (p. 7606) : son amendement n° 13 : possibilité de prévoir par convention des modalités de contrôle par l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP du montant et de l'utilisation du "dividende social" ; adopté. Accepte l'amendement n° 8 de la commission (droit d'initiative de l'instance nationale de coordination et de représentation des SACICAP en matière de transfert à une autre SACICAP du montant du "dividende social" non utilisé par une SACICAP). - **Article 4** (art. L. 422-4-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux SACICAP - *Mise en place du réseau des filiales financières des SACICAP*) (p. 7607) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (maintien en vigueur, jusqu'à la fin de la période transitoire de mise en place de la réforme de statut des SACI, de la disposition interdisant la cession de la majorité du capital de la caisse centrale des SACI).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7725, 7727) : sujet majeur pouvant être l'une des réponses sociétales et sociales à la mondialisation. Economie du texte. Conciliation de la compétitivité des entreprises et de la juste répartition des fruits produits par le travail de tous. Démocratisation de la participation. Ouverture aux PME. Distribution d'actions gratuites aux salariés. Aboutissement du texte au terme du dialogue social et de la concertation. Travaux du Conseil supérieur de la participation. Consensus chez les partenaires sociaux. Préservation souhaitable de l'équilibre issu des travaux de l'Assemblée nationale. Travail passionné des trois rapporteurs du Sénat. Implication déterminante des salariés dans la compétitivité, objectif prioritaire du Gouvernement. (p. 7747, 7749) : attente d'une réponse sociale de l'Europe et des organisations multilatérales face aux défis de la mondialisation. Remerciements aux rapporteurs. Nécessité d'approfondir un certain nombre de points. Risque non avéré de la substitution de la participation à la politique salariale et à la négociation salariale. Insertion du PEE et du PERCO dans le prolongement du modèle social voulu par le Général de Gaulle. Pilotage par la négociation collective. Bataille du Gouvernement pour la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle. Mise en place du Plan seniors. Examinera attentivement les propositions du Sénat sur ce texte, fruit d'un véritable dialogue social. Convergence de vues sur un texte projet de société et de cohésion sociale et non pas simple texte financier. - **Article 1er A** (*Notion de dividende du travail*) (p. 7751, 7752) : son amendement n° 233 : inclusion des accords de participation "dérogatoires" dans le concept de dividende du travail ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 169 de M. Roland Muzeau. - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - *Supplément d'intéressement ou de réserve de participation*) (p. 7754, 7755) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (insertion de l'article 1er du projet de loi dans le chapitre du code du travail consacré aux dispositions communes à l'intéressement, à la participation et au plan d'épargne salariale). S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy (subordination du versement du supplément d'intéressement à un accord salarial conclu depuis moins de deux ans). (p. 7758, 7761) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 31 (réaffirmation du caractère collectif du supplément d'intéressement), n° 33 (précision), n° 35 (précision du régime fiscal et social applicable au supplément d'intéressement et de participation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 32 (rétablissement du plafond global de l'intéressement supprimé par l'Assemblée nationale). Sur l'amendement n° 34 de la commission (plafonnement de la réserve spéciale de participation) qu'il accepte, son sous-amendement n° 234 (précision) ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 80 (versement de l'intéressement et de la participation selon les modalités prévues par les seuls accords d'intéressement et de participation) et n° 79 (libre choix du salarié quant à l'affectation de son

intéressement). - **Article 1er bis** (art. L. 444-5 du code du travail - Réforme du livret d'épargne salariale) (p. 7762) : s'oppose aux amendements n° 170 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 81 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de toute condition d'ancienneté dans l'entreprise pour bénéficiaire de l'épargne salariale). - **Article 2** (art. L. 441-1 du code du travail - Intéressement de projet) (p. 7763) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte l'amendement n° 36 de la commission (renforcement de l'autonomie de l'accord d'intéressement de projet par rapport à l'accord d'intéressement de base). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7764, 7766) : sur les amendements de la commission des finances saisi pour avis, émet un avis de sagesse favorable pour le n° 2 (amélioration de l'articulation du passage des accords d'intéressement aux accords de participation dans les PME) après la rectification acceptée par M. Serge Dassault et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 3 (déductibilité des sommes perçues au titre de l'intéressement par les travailleurs non salariés de leur impôt sur le revenu) après rectification. - **Article 3** (art. L. 132-27, L. 441-2 et L. 444-4 du code du travail - Intéressement dans les groupements d'employeurs ou dans les groupements d'intérêt économique) (p. 7768) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de l'obligation pour l'entreprise qui se dote d'un accord d'intéressement, de négocier cet accord dans chacune de ses filiales). Accepte les amendements identiques n° 37 de la commission et n° 83 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions relatives au calcul de la réserve de participation dans les groupements d'intérêt économique). - **Article 4** (art. L. 441-3 et L. 444-10 nouveau du code du travail - Comités de suivi) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (coordination). S'oppose à l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation de prévoir dans l'accord de participation les conditions d'information des représentants du personnel). - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - Négociation de régimes de participation au niveau des branches) (p. 7772, 7773) : remarques sur l'esprit du projet de loi. Accepte les amendements de la commission n° 39 (rédaction), n° 40 (précision selon laquelle la mise en place d'un accord de participation négocié au niveau de la branche demeure facultative dans les entreprises) et n° 41 (amélioration des dispositions permettant la mise en place unilatérale de la participation en cas d'échec des négociations). S'oppose à l'amendement n° 199 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 86 (suppression des dispositions permettant à l'employeur d'instituer un régime de participation à sa convenance ou un blocage des sommes sur un compte courant) et n° 85 (possibilité pour l'entreprise d'opter pour l'accord de branche à condition que ses dispositions soient plus favorables aux salariés) tout en étant favorable au rappel du principe de faveur. - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 7776, 7778) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 4 (possibilité d'une formule de calcul dérogeant aux termes de laquelle la participation est égale au tiers des bénéfices après impôt) après sa rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement. Son amendement n° 240 : modification des règles de calcul de la réserve spéciale de participation dans les unités économiques et sociales ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 122 de Mme Catherine Procaccia (modalités du calcul de la réserve spéciale de participation dans les entreprises constituées en unité économique et sociale) au profit de son amendement n° 240 précité. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de la commission (report au 1er janvier 2008 de l'application des nouvelles règles de report des déficits). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7779) : sur l'amendement n° 166 de M. Serge Dassault (renforcement de l'incitation à développer des accords de participation dans les entreprises de moins de cinquante salariés, en majorant le taux de la provision pour investissement de 25 % à 50 %), son sous-amendement n° 242 (précision de la durée d'application du dispositif) ; adopté. Lève le gage sur l'amendement précité n° 166 de M. Serge Dassault. - **Article 6 bis** (art. L. 442-6 du code du travail - Prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogeant de participation) : accepte l'amendement n° 43 de la commission

(rédaction). - **Article 7** (art. L. 443-2 du code du travail - Versements au plan d'épargne d'entreprise effectués par le conjoint d'un chef d'entreprise exerçant une activité non rémunérée) (p. 7780) : accepte l'amendement n° 123 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour les salariés dont le contrat de travail a été suspendu de continuer à effectuer des versements sur leur plan d'épargne entreprise). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7781) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy (présentation par l'employeur, lors de la négociation annuelle sur les salaires, d'un indicateur chiffré du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et les sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement, de la participation et des abondements aux plans d'épargne salariale). Tenue d'une conférence sur l'emploi et les revenus d'ici à la fin de l'année. - **Article 8** (art. L. 132-27, L. 441-2, et L. 444-11 nouveau du code du travail - Modalités de conclusion et de dépôt des accords de participation et d'intéressement et des règlements de plan d'épargne salariale) (p. 7783, 7784) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour l'autorité administrative de demander le retrait ou la modification des dispositions illégales d'un accord d'intéressement). - **Article additionnel avant l'article 9 bis** (p. 7785) : demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Serge Dassault (mise en oeuvre de l'intéressement dans le secteur public). Mise en place de groupes de travail sur cette question. Information du Parlement sur les avancées qui seront effectuées. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 7786) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (ajout de la mention des plans d'épargne salariale dans l'intitulé du chapitre II du titre IV du livre quatrième du code du travail). - **Article 10** (art. L. 442-5 et L. 442-12 du code du travail - Affectation des droits des salariés à un plan d'épargne d'entreprise) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (précision selon laquelle l'obligation faite aux entreprises de se doter d'un PEE s'applique à compter de la mise en oeuvre des accords de participation conclus après la promulgation de la loi). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7787) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 5 (insertion du plan d'épargne pour la retraite d'entreprise, PERE, dans le dispositif existant d'épargne salariale). - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - Plan d'épargne retraite collectif) (p. 7790) : accepte l'amendement n° 47 de la commission (possibilité pour les personnes sans emploi de continuer à effectuer des versements sur le PERCO de leur ancienne entreprise). S'oppose à l'amendement n° 172 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 90 (suppression de l'obligation d'ouvrir les négociations en vue de mettre en place un PERCO dans les entreprises) et, portant sur le même objet, n° 91 et n° 92 (suppression de la possibilité de verser les droits inscrits au compte épargne-temps sur le PERCO). Demande le retrait de l'amendement n° 29 de Mme Catherine Procaccia (obligation d'ouvrir des négociations en vue de mettre en place un PERE dans les entreprises).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 12** (art. 163 A du code général des impôts - Imposition des droits inscrits sur un compte épargne-temps et utilisés pour abonder un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 7818) : demande le retrait de l'amendement n° 168 de M. Serge Dassault (régime fiscal des droits alloués à un CET et des sommes transférées vers un PERCO). - **Article 13** (art. L. 443-1-1 du code du travail et L. 214-39 du code monétaire et financier - Simplification du fonctionnement des plans d'épargne interentreprises) (p. 7820) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (rédaction). - **Article 14 bis** (art. L. 320-2 du code du travail - Association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 7826) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (rédaction). S'oppose aux amendements de suppression n° 94 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 204 de M. Roland Muzeau. - **Article 14 ter** (Incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 7827) : s'oppose aux amendements de suppression n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 205 de

M. Roland Muzeau. - **Article 14 quater** (art. L. 432-4-2 nouveau du code du travail - *Adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés*) (p. 7829) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (rédaction). - **Article 14 quinquies** (art. L. 443-1-1 A nouveau du code du travail - *Organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative*) (p. 7831) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Roland Muzeau (suppression) et au sous-amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 11 portant sur l'amendement n° 53 de la commission (rédaction) qu'il accepte. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 7833) : accepte les amendements identiques n° 54 de la commission et n° 115 de M. Jean-Pierre Godefroy (assouplissement des conditions de transfert de la gestion des activités sociales et culturelles des comités d'établissement au comité central d'entreprise). - **Article 22 (priorité)** (*Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité*) (p. 7861) : son amendement n° 130 : possibilité, pour les salariés de la Société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels, de participer à des travaux relevant de la direction des Journaux officiels ; adopté. (p. 7861, 7862) : s'oppose aux amendements identiques n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 182 de M. Roland Muzeau (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 183 de M. Roland Muzeau (cohérence). Accepte les amendements de la commission n° 66 (autorisation pour les établissements d'enseignement supérieur de mettre à disposition leurs salariés dans le cadre des pôles de compétitivité) et n° 67 (suppression de l'interdiction de mettre à disposition des salariés en CDD). Sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 104 (précision) et s'oppose aux n° 100 (limitation de la durée totale des mises à disposition), n° 101 (précision), n° 102 (garanties en faveur de l'information des représentants du personnel) et n° 103 (prise en compte des salariés mis à disposition pour le calcul des effectifs de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil). - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - *Congé de mobilité*) : Accepte les amendements de la commission n° 68 (suppression de la possibilité d'accomplir des périodes de travail à l'extérieur de l'entreprise en application d'une convention de mise à disposition au sein d'un pôle de compétitivité), n° 69 (précision) et n° 75 (rédaction). Sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, s'oppose aux n° 105 (suppression), n° 106 (conditions de mise en oeuvre du congé de mobilité), n° 107 (absence de sanction en cas de refus d'un congé de mobilité) et n° 108 (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel de l'entreprise qui accueille un salarié en congé de mobilité), ainsi qu'aux n° 110 et n° 111 (protection des droits des salariés), portant sur le même objet. S'oppose également aux amendements analogues n° 112 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 184 de M. Roland Muzeau (protection des droits des salariés). - **Article 24 (priorité)** (*Ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle*) (p. 7870) : s'oppose aux amendements identiques n° 113 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 185 de M. Roland Muzeau (maintien de la contribution versée par l'employeur à l'occasion d'un licenciement économique non assorti d'un CTP). (p. 7871) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (correction d'une erreur de référence). Son amendement n° 239 : maintien de la prise en charge des salariés tout au long du délai de réflexion préalable à la signature d'une convention de reclassement personnalisé ; adopté. - **Article additionnel après l'article 26 (priorité)** (p. 7872) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Jean-Léonce Dupont (mise en place du chèque-formation créé par la loi du 4 mai 2004). - **Article 27 (priorité)** (art. L. 321-13 du code du travail - *Extinction de la contribution Delalande*) (p. 7874) : s'oppose aux amendements de suppression n° 114 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 186 de M. Roland Muzeau, ainsi qu'à l'amendement n° 71 de la commission (suppression anticipée de la contribution Delalande). - **Article additionnel avant l'article 30 (priorité)** (p. 7875) : accepte l'amendement n° 129 de M. Jean-Jacques Hyst (revalorisation de l'indemnisation des conseillers prud'homaux). (p. 7876) : dialogue social et justice prud'homale. - **Article additionnel après l'article 30 (priorité)** (p. 7877) : son amendement n° 241 : communication aux salariés et à leurs représentants des données relatives à l'inscription sur les listes électorales prud'homales ; adopté. -

**Articles additionnels avant l'article 32 ou après l'article 36 (priorité)** (p. 7878) : accepte l'amendement n° 127 de M. René Beaumont (indemnisation des temps de déplacement professionnel excessifs). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 423-7, L. 433-4 et L. 620-10 du code du travail - *Clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles*) (p. 7879, 7880) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 28 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 136 de M. Jean-Léonce Dupont, au profit de l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement de cet article). - **Article 33 (priorité)** (art. L. 117-5, L. 117-14, L. 117-16 et L. 118-2-2 du code du travail - *Modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public*) (p. 7881) : demande le retrait des sous-amendements n° 125 et 126 de M. Michel Houel portant sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de cet article) qu'il accepte. - **Article 34 (priorité)** (art. L. 351-10 bis du code du travail - *Conditions de récupération des indus d'allocation temporaire d'attente et d'allocation de solidarité spécifique*) (p. 7882) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 138 de M. Michel Mercier (rétablissement de cet article). - **Article 35 (priorité)** (*Prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail*) (p. 7883) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7884) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Aymeri de Montesquiou n° 25 (prise en compte de l'activité principale de l'électeur pour l'inscription dans les collèges électoraux, en cas de double qualité d'employeur et de salarié) et n° 26 (non-prise en compte des listes électorales ne respectant pas le principe de la parité de la juridiction prud'homale). (p. 7885) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 128 de Mme Catherine Procaccia (validation législative des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat et concernant les entreprises de transport). - **Article 36 (priorité)** (*Habilitation pour la transposition des obligations communautaires en matière de garantie des créances salariales lors des faillites transnationales*) (p. 7886) : accepte l'amendement n° 208 de Mme Adeline Gousseau (extension des règles d'hygiène et de sécurité aux travailleurs indépendants des chantiers forestiers et sylvicoles). - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - *Création du chèque-transport*) (p. 7889) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 203 de M. Michel Billout et de M. Thierry Repentin n° 120, 211 et 217 (extension de la prise en charge par l'employeur des titres de transport public des salariés). Demande le retrait des amendements identiques n° 131 de M. Roger Karoutchi et n° 213 de M. Thierry Repentin (modalités de la prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié). (p. 7892) : s'oppose aux amendements n° 224 de M. Jean Desessard (caractère obligatoire de la participation des employeurs aux frais de transport des salariés) et de M. Thierry Repentin n° 209 (mesures en faveur du covoiturage) et n° 214 (dématérialisation du chèque-transport). (p. 7893) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Godefroy (utilisation des chèques-transport pour financer l'achat de véhicules à deux roues non motorisés). (p. 7894) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 118 (distinction entre chèque-transport et élément de salaire) et n° 117 (prise en charge minimale par l'entreprise du prix de l'abonnement à un mode collectif de transport). (p. 7895) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Thierry Repentin (dématérialisation du chèque-transport) et accepte l'amendement de M. Nicolas About n° 121 (suppression d'une ambiguïté juridique entre le chèque-transport et le code monétaire et financier). - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 7896) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout, portant sur le même objet n° 202 et 200 (harmonisation du régime du versement transport en Ile-de-France et en province), ainsi qu'au n° 201 (caractère obligatoire du versement transport sur l'ensemble du territoire national). - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Régime fiscal et social du chèque-transport*) (p. 7899) : s'oppose aux amendements identiques n° 119 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 189 de M. Roland Muzeau (suppression des exonérations

fiscales et sociales attachées au chèque-transport). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 23 (intégration dans le code général des impôts de l'exonération résultant de la prise en charge par l'employeur des frais de transport en région Ile-de-France) ainsi que le sous-amendement n° 245 de M. Roger Karoutchi s'y rapportant. Demande le retrait de l'amendement n° 133 de M. Roger Karoutchi (exonération des cotisations de sécurité sociale pour la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport). Estime les amendements identiques n° 132 de M. Roger Karoutchi et n° 212 de M. Thierry Repentin (exonération d'impôt sur le revenu pour le remboursement au salarié de la part contributive de l'entreprise à ses frais de transports collectifs) satisfaits par les articles 1er et 2 de la loi du 4 août 1982. - **Article 21 bis** (art. L. 900-2 du code du travail - Intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 7911) : s'oppose aux amendements identiques n° 97 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 180 de M. Roland Muzeau (suppression). Accepte l'amendement n° 63 de la commission (extension du champ de la formation professionnelle continue aux actions de formation relatives à l'économie de l'entreprise). - **Division additionnelle avant le titre III** (p. 7914) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Roland Muzeau (affirmation du lien entre, d'une part, l'emploi salarié stable et de qualité et, d'autre part, le pouvoir d'achat et le dynamisme économique). - **Articles additionnels avant le titre III** (p. 7915) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Roland Muzeau (limitation du recours aux emplois précaires). (p. 7916, 7918) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 194 (limitation des effets dévastateurs du temps partiel subi), n° 195 (majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel) et n° 196 (requalification des contrats lors d'abus d'emplois à temps partiel). Négociations tendant à réduire les contraintes résultant du temps partiel

imposé et fractionné. (p. 7919) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Roland Muzeau (prise en compte du SMIC comme seuil plancher de toute grille de salaire). (p. 7920) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Roland Muzeau (requalification en contrat de travail à durée indéterminée des stages en entreprise de plus de douze mois). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7944) : accepte l'amendement n° 135 de M. Jean-Léonce Dupont (modification de l'intitulé de ce texte), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 238 de la commission.

**- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 12 bis** (Validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 8122) : accepte l'amendement n° 415 de la commission (modalités de décompte des jours supplémentaires dans l'attente de la conclusion d'un accord de branche au plus tard le 31 janvier 2007) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 421 de M. Gérard Cornu et s'oppose à l'amendement de suppression n° 266 de M. Guy Fischer. - **Article 13** (art. L. 320-2 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-10 du code rural - Indemnités de départ volontaire) (p. 8125, 8126) : S'oppose aux amendements de suppression n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 267 de M. Guy Fischer ainsi qu'à l'amendement rectifié de la commission des finances saisie pour avis n° 77 (exonération d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux salariés).

**LARCHER (Serge)**  
sénateur (Martinique)  
SOC-A

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**



*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (17 mai 2006) - **Article 2** (art. 815, 815-1 à 815-3 et 815-10 du code civil - *Dispositions relatives à l'indivision*) (p. 3949) : son amendement n° 157 : instauration d'une règle de majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de

**LARDEUX (André)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

l'indivision ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p.4009) : favorable à l'amendement n° 123 du Gouvernement (création de l'agence foncière de Corse). Situation identique dans les départements d'outre-mer.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** [n° 359 (2005-2006)] - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7269, 7271) : entrée en vigueur des dispositions des articles 73 et 74 de la Constitution révisée en 2003. Nouveaux pouvoirs normatifs reconnus aux assemblées délibérantes des départements et régions d'outre-mer. Réserves sur la portée de ce dispositif. Défiance du Gouvernement à l'égard d'une montée en puissance des régions. Absence de référence à la représentation parlementaire de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. - **Article 5** (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Statut de Saint-Martin*) (p. 7390) : sur l'amendement n° 114 de la commission (délivrance d'un enseignement complémentaire en anglais dans les écoles maternelles et primaires), son sous-amendement n° 359 ; retiré.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** [n° 360 (2005-2006)] - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

## Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9666, 9668) : bilan de la politique gouvernementale. Diminution du budget. Audit de modernisation consacré au financement du logement social. Effets pervers de la défiscalisation. Emploi en Martinique. Situation de l'hôpital public. Tensions financières des communes : propose un principe d'exonération des charges sociales pour les emplois de catégorie C dans les communes. Ne votera pas ce budget.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 330 (2005-2006)] réformant la protection de l'enfance [n° 393 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Famille - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 483 (2005-2006)] relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 18 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Famille.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 3 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 913, 915) : projet de loi bienvenu sous trois aspects : contrat première embauche, contrat de responsabilité parentale et service civil volontaire. Réserve sur la création de l'Agence nationale de la cohésion sociale et de l'égalité des chances et sur l'évolution des compétences de la Haute autorité de lutte contre les discriminations. Regrette l'absence de dispositions mettant fin à la carte scolaire. Favorable à un nouvel intitulé du titre IV : "Lutte contre la violence".

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1202) : intervient sur l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). Différence de sa conception des entreprises avec celle de l'opposition parlementaire.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3291) : votera résolument contre toutes les propositions de l'opposition qu'il juge honteuses pour la France. Ne votera pas la proposition de loi. Amertume devant le choix du chômage fait par la France. - **Fait personnel** (p. 3292) : réagit aux critiques de M. Yannick Bodin en réponse à sa déclaration de voter résolument contre tous les amendements de l'opposition dans le cadre de la proposition de loi relative à l'accès des jeunes à la vie active en entreprise et lui demande de retirer ses propos.

- **Rappel au règlement** - (13 avril 2006) (p. 3308) : invoque un fait personnel au travers des propos injurieux tenus à son encontre par un collègue de l'opposition lors du débat sur la proposition de loi relative à l'accès des jeunes à la vie active en entreprise.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4367, 4368) : votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption de quelques amendements. Régulation indispensable des mouvements migratoires pour réussir l'intégration. Nécessité d'adapter le nombre des migrants aux capacités d'accueil et d'emploi de la France et de parler des devoirs autant que des droits. Bien-fondé des critiques s'agissant de l'aide au développement et de la sélection des diplômés. Dimension internationale des problèmes migratoires. Nécessaire concertation entre Etats. Incohérence des pays européens en matière de mesures de régularisation, à l'exemple de l'Espagne, confrontée à des problèmes insolubles. Nécessité de s'interroger

sur l'efficacité des politiques d'aide au développement. Favorable à la réciprocité s'agissant des immigrés qualifiés. Souhaite une application de cette loi de la façon la plus efficace et la plus humaine possible.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 4965, 4967) : rôle de l'Etat face à la défaillance des parents en matière de sécurité physique, matérielle et affective de leurs enfants. Caractère largement perfectible des procédures de signalement. Trop grande rigidité des modes de prise en charge de la souffrance des enfants. Faiblesse des actions de prévention en matière de protection de l'enfance. Réponses efficaces apportées par le projet de loi. Nécessité d'informer systématiquement le département de l'ensemble des saisines directes du juge. Question de l'accueil exceptionnel ou d'urgence. Extension des missions de la protection maternelle et infantile au-delà de la prévention sanitaire, jusqu'à une forme de prévention sociale. Aspects financiers de cette réforme. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4997) : s'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Claire-Lise Champion (évolution de la terminologie du code de l'action sociale et des familles). - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - *Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 4998) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Claire-Lise Champion (référence à la convention internationale des droits de l'enfant). (p. 4999) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Guy Fischer (rappel du rôle de l'Etat en matière de protection de l'enfance). (p. 5000, 5001) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 38 de Mme Janine Rozier, n° 56 de M. Guy Fischer et n° 83 de Mme Claire-Lise Champion (utilité du bilan de santé pour les enfants de trois à quatre ans dans le cadre de l'école maternelle). Estime l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer (élargissement des compétences de la PMI à la réalisation d'actions de promotion de la santé et du bien-être de l'enfant) satisfait par le code de la santé publique. Son amendement n° 133 : rédaction ; adopté. (p. 5002) : Sur les amendements de Mme Claire-Lise Champion accepte le n° 88 (participation du père à l'entretien avec la femme enceinte au cours de son quatrième mois de grossesse) et s'oppose au n° 81 (maintien d'un soutien psychologique en faveur des femmes qui viennent d'accoucher, dans les jours qui suivent le retour à domicile). Son amendement n° 4 : rôle de la PMI en matière de repérage et d'orientation des enfants rencontrant des difficultés de tous ordres ; adopté. (p. 5003) : son amendement n° 5 : accroissement de la participation de la médecine scolaire à la politique de prévention en matière de protection de l'enfance ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5004) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (allongement de la durée du congé de maternité). (p. 5005) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Guy Fischer (suppression du recours aux contrats d'avenir et aux contrats d'accompagnement dans l'emploi par les établissements scolaires). - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - *Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 5006) : s'oppose aux amendements n° 84 de Mme Claire-Lise Champion (prise en compte de la santé psychique dans la notion d'enfant en danger) et n° 39 de M. Alain Milon (extension de la notion de développement de l'enfant aux dimensions affective, intellectuelle et sociale). (p. 5007, 5008) : accepte l'amendement n° 87 de Mme Claire-Lise Champion (limitation du champ des jeunes majeurs de moins de vingt et un ans susceptibles de relever des services de l'aide sociale à l'enfance). S'oppose aux amendements analogues n° 58 de M. Guy Fischer et n° 86 de Mme Claire-Lise Champion (précision des termes définissant les situations de danger pour un enfant). Demande le retrait de l'amendement n° 51 de Mme Janine Rozier (prise en compte des mineurs qui se mettent eux-mêmes en danger). Son amendement n° 134 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5009) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Guy Fischer (protection des enfants soumis au régime de la kafala). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5010) : demande le retrait de l'amendement n° 130 de Mme Janine Rozier (suspension

obligatoire de l'agrément de l'assistante maternelle en cas de signalement d'un mineur en danger). (p. 5011) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 67 (protection des jeunes étrangers scolarisés en France par l'assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité française ou d'une carte de séjour temporaire) et n° 76 (placement rapide au sein des services de l'aide sociale à l'enfance des enfants étrangers arrivant seuls sur le territoire français). (p. 5012) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Guy Fischer (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention administrative). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5013) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (remise en cause de la décentralisation de la protection judiciaire de la jeunesse). - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5015) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Alain Milon (possibilité pour tout professionnel qualifié de solliciter l'audition du mineur). (p. 5016) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Alain Milon (audition séparée de l'enfant et de ses parents). (p. 5017) : accepte l'amendement n° 89 de Mme Claire-Lise Campion (information systématique du mineur sur son droit à être entendu). - **Articles additionnels après l'article 4** : demande le retrait de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Troendle (droit pour l'enfant d'accéder directement au juge aux affaires familiales et à être représenté par un avocat spécialisé). (p. 5018) : accepte l'amendement n° 131 du Gouvernement (interdiction d'adopter un enfant en cas de condamnation avec sursis pour des actes de violence sexuelle).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 5028) : son amendement n° 6 : coordination ; adopté. (p. 5029) : son amendement n° 7 : rétablissement de la participation des associations concourant à la protection de l'enfance ; adopté. (p. 5030, 5033) : ses amendements n° 8 : information du président du conseil général des suites données à sa saisine du Procureur de la République ; n° 9 : transmission systématique des signalements effectués par des tiers au président du conseil général, par le Procureur de la République ; et n° 10 : conditions du retour d'informations, par le conseil général, aux élus locaux ayant signalé un enfant en danger ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 90 (précision des notions "d'informations préoccupantes" et de "mineurs en danger"), n° 91 (présence des partenaires institutionnels au sein de la cellule de signalement), n° 92 (mise à disposition de personnel de l'Etat et de l'autorité judiciaire qui seraient les correspondants de l'éducation nationale, de la justice et de la DDASS), n° 93 (limite de la saisine de la justice aux cas vraiment graves d'enfants en danger), n° 94 (cohérence) et n° 95 (mise en place pour chaque département d'un dispositif identifié du public et des professionnels pour recueillir et traiter les informations relatives aux mineurs en danger) ainsi qu'au n° 59 de M. Guy Fischer (suppression). Sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 132 (caractère alternatif des conditions de saisine du Procureur de la République par le président du conseil général) et accepte, à titre personnel, le n° 138 (obligation pour le Procureur de la République de communiquer au président du conseil général toutes les informations relatives au signalement qu'il a directement reçues). Demande le retrait de l'amendement n° 122 de M. Michel Mercier (suppression d'une rédaction peu explicite ne reflétant pas la complémentarité des rôles du représentant de l'Etat et de l'autorité judiciaire). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5035) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Domeizel (limitation de l'inscription des mineurs sur le fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes). (p. 5037) : demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Vial (délai de deux ans accordé aux départements pour la mise en place d'une cellule opérationnelle). - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Alain Milon (précision du caractère affectif, intellectuel et social du développement de l'enfant). (p. 5038) : son amendement n° 135 : rédaction ;

adopté. S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Guy Fischer (suppression de la mise en place d'un quasi-contrôle de l'autorité judiciaire sur l'autorité administrative) et demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Alain Milon (prise en compte des besoins réels de l'enfant). - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - *Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel*) (p. 5039) : ses amendements n° 11 : précision ; et n° 12 : cohérence ; adoptés. (p. 5040, 5041) : accepte l'amendement n° 96 de Mme Claire-Lise Campion (information de l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité) et s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire). Son amendement n° 13 : coordination ; adopté. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance*) (p. 5043) : accepte l'amendement n° 36 de M. Louis de Broissia (transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger). Demande le retrait de l'amendement n° 99 de Mme Claire-Lise Campion (mise à disposition de personnels pour la transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger). (p. 5044) : s'oppose au sous-amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Michel portant sur l'amendement précité n° 36 de M. Louis de Broissia. Son amendement n° 14 : suivi par les observatoires départementaux de la protection de l'enfance de la mise en oeuvre des schémas concernant les établissements et services destinés aux enfants en danger ; adopté. (p. 5045) : s'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Janine Rozier (présence du bâtonnier de l'ordre des avocats au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance). (p. 5046) : son amendement n° 16 : participation des associations familiales aux travaux d'évaluation et de proposition de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 73 de M. Guy Fischer portant sur le même objet. Son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. (p. 5047, 5048) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rôle des comités consulaires pour la protection des enfants français en danger établis hors de France). - **Article 9** (art. 375-3, 375-4 et 375-9 du code civil, art. L. 222-5 et L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - *Inscription de l'accueil de jour parmi les mesures de placement susceptibles d'être décidées par le juge*) (p. 5050) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de M. Alain Milon (nécessité d'une réelle évaluation des personnes et des lieux d'accueil avant de placer un enfant chez un tiers de confiance). Son amendement n° 17 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 5051) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de Mme Claire-Lise Campion (nouvelle rédaction évitant les discontinuités actuelles dans le suivi d'un enfant). (p. 5052) : ses amendements portant sur le même objet n° 18 et 19 : suppression des dispositions relevant du domaine réglementaire ; adoptés. Accepte l'amendement n° 101 de Mme Claire-Lise Campion (rapport annuel sur la situation de tout enfant accueilli ou faisant l'objet d'une mesure éducative). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5053) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Fischer (suppression du principe conditionnant le versement des allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire). - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Droits des parents dans leurs relations avec le service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 5054) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Claire-Lise Campion (précision). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5055) : s'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Claire-Lise Campion (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - *Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial*) (p. 5057) : son amendement n° 136 : rédaction ; adopté. (p. 5058, 5059) : ses amendements n° 20 : précision ; n° 21 : correction d'un oubli ; n° 22 : précision des règles de financement de la mesure d'aide à la gestion du budget familial ;

n° 23 et 24 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 61 (suppression) et n° 62 (suppression du contrat de responsabilité parentale) ainsi qu'à ceux de Mme Claire-Lise Campion n° 104 (suppression de l'accompagnement en économie sociale et familiale), n° 106 (cohérence) et n° 108 (versement de toutes les prestations familiales à une personne qualifiée lorsqu'elles ne sont pas employées pour les besoins de l'enfant). Sur les amendements de Mme Claire-Lise Campion, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 105 (cohérence) et demande le retrait du n° 107 (précision des règles de financement de la mesure d'aide à la gestion du budget familial). - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - *Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents*) (p. 5061, 5062) : accepte l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (précision des fonctions des centres d'accueil de jour). S'oppose aux amendements n° 110 de Mme Claire-Lise Campion (caractère explicite de l'accueil spécialisé) et n° 45 de M. Alain Milon (conditionnement de la répétition des accueils complets, partiels ou modulables au fait qu'ils ne soient pas nuisibles à la stabilité affective des enfants). Accepte l'amendement n° 112 de Mme Claire-Lise Campion, identique à son amendement n° 25 : distinction des procédures applicables en matière d'accueil d'urgence des mineurs selon que l'enfant est en danger au sein de sa famille ou qu'il se met en danger en fuguant ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 63 de M. Guy Fischer (recueil du consentement des parents dans le cadre de la mise en oeuvre de placement d'enfant). (p. 5065) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Guy Fischer (instauration d'un cadre juridique pour les rencontres médiatisées entre parents et enfants) et accepte l'amendement n° 53 de Mme Janine Rozier (mention des structures associatives spécialisées dans le code civil). Son amendement n° 26 : précision des conditions dans lesquelles les services d'action éducative en milieu ouvert peuvent héberger des mineurs ; adopté. (p. 5066) : demande le retrait de l'amendement n° 123 de M. Michel Mercier (attribution d'une base juridique au placement avec accueil externalisé au domicile des parents, en ce qui concerne la protection judiciaire). Son amendement n° 27 : coordination ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de M. Philippe Nogrix (possibilité pour le juge des enfants de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats lorsqu'il constate que la mise en oeuvre des dispositions d'assistance éducative donne lieu à des difficultés portant atteinte à l'intérêt de l'enfant). (p. 5067) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 111 de Mme Claire-Lise Campion (prise en compte des refus et des négligences de la part des parents nuisant à l'intérêt de l'enfant sans pour autant mettre celui-ci en danger). (p. 5068) : son amendement n° 28 : nécessité de préserver les liens de l'enfant avec ses frères et soeurs ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Alain Milon (caractère définitif de la décision du juge suspendant les droits de visite, d'hébergement et de correspondance). (p. 5069) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Alain Milon (possibilité pour le juge de cacher à des parents susceptibles de représenter un danger pour leur enfant l'endroit où il est accueilli). - **Article 14** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - *Unités de vie distinctes pour les enfants accueillis en établissement en fonction des motifs du placement*) (p. 5070) : sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 137, accepte l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (possibilité pour les services accueillant de s'organiser en petites structures en fonction du projet individualisé éducatif de chaque enfant). - **Article 15** (art. L. 542-1 du code de l'éducation, art. L. 226-1 et L. 226-12-1 du code de l'action sociale et des familles - *Formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance*) (p. 5071) : demande le retrait des amendements identiques n° 77 de M. Guy Fischer et n° 114 de Mme Claire-Lise Campion portant sur le même objet que son amendement n° 29 : extension aux personnels d'animation sportive, culturelle et de loisirs de l'obligation de suivre une formation dans le domaine de la protection de l'enfance ; adopté. Son amendement n° 30 : formation commune des professionnels à la protection de l'enfance ; adopté. (p. 5072) : demande le retrait de l'amendement analogue n° 115 de Mme Claire-Lise Campion ainsi que celui du sous-amendement n° 141 de M. Bernard

Seillier portant sur son amendement n° 30 précité. Son amendement n° 31 : suppression, du code de l'action sociale et des familles, de la reproduction de l'article du code de l'éducation relative à la formation en matière de protection de l'enfance ; adopté. (p. 5073) : son amendement n° 32 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5074) : son amendement n° 34 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance ; retiré. (p. 5075) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 142 du Gouvernement portant sur le même objet que son amendement n° 34 précité. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5080) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Claire-Lise Campion (présentation devant le Parlement du rapport établi en vertu de la Convention internationale des droits de l'enfant). (p. 5081) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de Mme Valérie Létard (transfert de la fonction de tuteur des pupilles de l'Etat au président du conseil général). (p. 5082) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Claire-Lise Campion (réintroduction des schémas départementaux conjoints pour le champ de la protection de l'enfance). Demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Jean-Paul Amoudry (absence de versement de salaire dans le cadre du transfert d'un collège appartenant à une commune vers un département). - **Article 16** (*Dispositions transitoires*) : son amendement n° 33 : augmentation du délai d'application des dispositions issues de l'article 14 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 5083) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les collectivités territoriales organisatrices de centres de loisirs sans hébergement d'accueillir des enfants de moins de six ans).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5961) : favorable à l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance) et, sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds). - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 5993, 5994) : ses amendements, portant sur le même objet que l'amendement n° 113 de M. Michel Mercier, n° 306 et 305 : ajout à ce texte de deux articles du projet de loi relatif à la protection de l'enfance relatifs au signalement des mineurs en danger et au secret professionnel partagé ; retirés.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés*) (p. 6082) : votera l'article 11 et les amendements identiques de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° 88 et n° 21 de la commission (harmonisation des règles de majorité de l'assemblée générale pour les décisions relatives aux modalités d'ouverture des portes d'accès aux immeubles). Intégration néanmoins regrettable de ces dispositions dans le domaine législatif.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 6721, 6722) : organisation du partage des prestations familiales entre les deux parents. Divergences avec l'avis de la Cour de cassation du 26 juin 2006 invoqué par les dépositaires de la proposition de loi. Caractère simpliste de la solution proposée. Adaptation du droit de la sécurité sociale à l'évolution du droit de la famille au regard de la situation des parents et des règles propres à chaque prestation. Mise en place d'un groupe de travail par le Gouvernement. Proposition de partage des seules allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale. La commission des affaires sociales demande le rejet de ce texte. Souhait d'évaluation des conséquences de la garde alternée sur la vie et le comportement des enfants.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille. - **Discussion générale** (p. 7978, 7980) : situation de la branche famille. Remboursement des dépenses d'allocations. Objectif de

dépenses de la branche. Action sociale de la branche. Majorations de pension pour enfants. Politique familiale. Favorable au développement de l'assurance dépendance.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8077, 8079) : prévention, prise en charge et financement de la dépendance. Récupération sur succession. Soutien des amendements de la commission. Subventions d'investissement des établissements. Complexité du système de prise en charge.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 117) : soutient l'amendement n° 209 de Mme Marie-Thérèse Hermange (agrément des associations d'aide aux familles à domicile) ; devenu sans objet. - **Article 13 bis** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Exonération généralisée de cotisations sociales des indemnités de départ à la retraite*) (p. 8126) : inquiétude suscitée par l'article.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 33** (art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - *Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé*) (p. 8196, 8197) : favorable à une négociation entre les différents partenaires pour fixer une somme forfaitaire constituant le "reste à vivre". Son expérience de président de conseil général.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 8325) : s'abstiendra tant sur l'amendement n° 433 de la commission (subordination des décisions de l'agence à l'avis d'un conseil scientifique indépendant) que sur l'article 43 du projet de loi. Problématique du financement de la nouvelle agence et des moyens humains. - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8358, 8359) : soutient les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 216 (alignement des procédures des établissements thermaux sur celles des professionnels de santé) ; et n° 217 (possibilité pour les partenaires conventionnels de confier la gestion de leur dispositif de formation continue à l'organisme gestionnaire conventionnel, OGC) ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8386, 8387) : son amendement n° 134 : actualisation des barèmes de rachat de trimestres ; retiré au profit de l'amendement de la commission n° 53 (application d'un barème spécifique au rachat d'années incomplètes ou d'années d'études effectué pour bénéficier du dispositif des carrières longues). - **Article 63** (art. L. 531-6 du code de la sécurité sociale - *Attribution du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux*) (p. 8426) : s'oppose à l'amendement n° 288 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article additionnel après l'article 63** (p. 8427) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 120 de M. Gérard Cornu (versement du complément de libre

choix d'activité aux conjoints collaborateurs). - **Article 64** (art. L. 531-3 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - *Report de la date de versement de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant*) (p. 8428) : son amendement n° 59 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 289 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 8430) : accepte l'amendement n° 183 de Mme Catherine Morin-Desailly (cumul de l'allocation de base de la PAJE et de l'allocation de soutien familial pour les célibataires ayant adopté un enfant). - **Article 65** (art. L. 331-4, L. 331-7 et L. 521-2 du code de la sécurité sociale - *Possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants*) (p. 8431) : son amendement n° 60 : limitation de la possibilité de partager les allocations familiales entre parents séparés au seul cas où la résidence alternée est mise en oeuvre de façon égalitaire ; retiré. - **Article 66** (art. L. 225-20 à L. 225-27, L. 933-1 du code du travail, L. 378-1 et L. 381-1 du code de la sécurité sociale, L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Création du congé de soutien familial*) (p. 8433, 8434) : ses amendements n° 61 : suppression de l'interdiction de bénéficier du congé de soutien familial une seule fois au cours d'une carrière dès lors que l'ensemble des périodes de congé reste inférieur à un an ; n° 62 : possibilité pour le salarié de demander son retour anticipé dans l'entreprise en cas de recours à un professionnel de l'aide à domicile ou en cas de congé de soutien familial pris par un autre membre de la famille ; n° 63 : mise à la charge de la CNSA du coût de l'affiliation de l'ensemble des bénéficiaires du congé de soutien familial ; et n° 64 : coordination ; adoptés. Sur les amendements de M. Gérard Cornu, accepte le n° 121 (non-subordination de l'affiliation au régime général des travailleurs non salariés au titre du congé de soutien familial, à une radiation des répertoires professionnels) et demande le retrait du n° 391 (possibilité, pour les entreprises de moins de vingt salariés, de refuser une demande de congé de soutien familial). - **Article 67** (*Création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active*) (p. 8435) : sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 95 (précision selon laquelle le dispositif s'adresse aux personnes âgées de dix-huit à vingt-cinq ans) qu'il accepte, son sous-amendement n° 431 : autorisation de l'octroi de ce "prêt jeunes" aux parents de jeunes apprentis ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 290 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article additionnel avant l'article 68** (p. 8436) : son amendement n° 65 : neutralité financière des opérations d'adossment des régimes spéciaux de retraite sur le régime général pour la CNAF ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8446) : sur l'amendement de la commission n° 125 (possibilité pour les conseils d'administration des caisses regroupées de mutualité sociale agricole de créer des comités départementaux), son sous-amendement n° 425 : composition des caisses pluridépartementales ; adopté.

- *Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]* - (30 novembre 2006) - **Article 55** (p. 9180) : opposé à l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003). Arrangement contraire au vote intervenu en commission mixte paritaire.

**LAUFOAULU (Robert)**  
*sénateur (Iles Wallis et Futuna)*  
UMP-R

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 39 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [n° 228 (2005-2006)] (1er mars 2006) - **Outre-mer - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

**LE CAM (Gérard)**  
*sénateur (Côtes-d'Armor)*  
CRC

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Lituanie, Estonie : des tigres à l'Est de l'Europe ? [n° 176 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [n° 39 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3878) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) (p. 9521, 9522) : situation particulière de Wallis-et-Futuna. Difficultés rencontrées. Projet de contrat de développement 2007-2011. Nécessité d'un médecin scolaire. Faible nombre de filières d'enseignement. Votera les crédits de la mission "Enseignement scolaire".

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9669, 9671) : solidarité nationale à l'égard du territoire de Wallis-et-Futuna en matière de santé, éducation et formation professionnelle. Programme "40 cadres". Manque de personnel d'Etat compétent pour la réalisation des infrastructures. Politique de coopération et d'intervention dans la région Pacifique. Votera les crédits de cette mission.

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales** [n° 47 (2005-2006)] - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 29, 30) : absence de règlement de la question majeure de l'utilisation des semences de ferme. Renforcement des droits de l'obtenteur et diminution de ceux des exploitants. Risque de mise en place d'un marché national de semences certifiées et d'un monopole profitable aux seuls lobbies des obtenteurs. Crainte d'un recul de la diversité génétique et d'une orientation du financement vers les seuls OGM. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte en attendant le débat sur le projet de loi spécifique aux OGM.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 394, 396) : question du maintien en catégorie II des parcs nationaux français selon la classification de l'UICN. Identification insuffisante de zones situées dans des aires protégées réglementaires. Qualité du rapport. Contribution décisive des acteurs concernés sur l'éclairage des enjeux de la réforme et le rôle de l'Etat garant de l'intérêt général. Préoccupation quant aux implications financières pour les collectivités territoriales, en dépit du bien-fondé de leur association à la procédure de création d'un parc. Moyens financiers insuffisants à la mise en oeuvre d'une solidarité écologique effective entre le coeur du parc et ses espaces environnants. Inscription de cette réforme dans la ligne de la décentralisation et du désengagement de l'Etat. Diminution constante des crédits alloués aux sept parcs nationaux. Retrait de l'Etat dans la composition des conseils d'administration des parcs nationaux. Contradiction du quota de recrutement local avec le principe de l'égalité d'accès des candidats aux postes à pourvoir. Le groupe CRC se déterminera à l'issue des débats. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - Charte du parc national) (p. 422, 424) : soutient les amendements de Mme Evelyne Didier n° 119 (avis du conseil scientifique en cas de signature de la convention d'application); et n° 120 (avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation du conseil scientifique, sur l'élaboration ou la révision des documents traitant des ressources naturelles relatifs à certaines activités et applicables aux espaces inclus dans le parc); rejetés. - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés) (p. 426) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Evelyne Didier (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments); devenu sans objet. (p. 430) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Evelyne Didier (limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure de la zone du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte); rejeté. - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national) (p. 433) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Evelyne Didier (rôle de protection incombant à l'établissement public, en sus de la gestion et de l'aménagement du parc); rejeté. - **Article 8** (art. L. 331-13 du code de l'environnement - Intervention financière de l'établissement public du parc national) (p. 440) : soutient l'amendement n° 123 de Mme Evelyne Didier (nécessité de l'accord de l'établissement public avant toute opération de cession de biens en sa faveur); rejeté. - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes) (p. 443, 445) : soutient l'amendement n° 130 de Mme Evelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier); adopté après sa transformation en sous-amendement à l'amendement n° 26 de la commission (limitation dans les DOM des obligations de compatibilité et d'avis conforme au seul coeur du parc national). - **Article 10** (art. L. 331-18, L. 331-24, L. 331-25 et L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28 [nouveaux], L. 415-3 et L. 428-5 du code de l'environnement - Dispositions pénales) (p. 447) : soutient l'amendement n° 124 de Mme Evelyne Didier (obligation de remise en état des lieux en cas d'infraction commise par une personne morale); devenu sans objet. - **Article 10 quater** (art. L. 331-15-1 à L. 331-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Parc amazonien en Guyane) (p. 451) : soutient l'amendement n° 125 de Mme Evelyne Didier (interdiction de tout travaux dans le coeur du parc national à l'exception des seuls travaux d'entretien normal); devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article 11 ter** (Création et fonctionnement du PNR) (p. 479) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Evelyne Didier (suppression); adopté. - **Chapitre II bis (précédemment réservé)** (Parcs naturels urbains) (p. 480) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Evelyne Didier (cohérence); adopté. - **Article 14** (Dispositions diverses) (p. 486) : soutient l'amendement n° 126

de Mme Évelyne Didier (élargissement du champ d'application de la limite de circulation des véhicules à moteur dans les zones coeur du parc national à toutes les voies) ; rejeté. - **Article 14 quinquies** (*Application de la loi à Mayotte*) (p. 495) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 52 de la commission (application de ce texte aux espaces maritimes des Terres australes et antarctiques françaises). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 497) : rappel des votes unanimes et des votes acquis par l'opposition sénatoriale. Engagement du ministre sur les financements à venir. Satisfait du projet de création du parc naturel marin de la mer d'Iroise. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 509, 511) : renforcement du COV et de la rente des obtenteurs. Atteinte à la liberté de recours aux semences de ferme. Appauvrissement du nombre de variétés. Situation de dépendance des agriculteurs. Conséquences économiques, juridiques et éthiques de la marchandisation du vivant. Entrée des firmes pharmaceutiques sur le marché des semences. Utilisation du brevet comme mode de protection de l'innovation. Faiblesses de la recherche publique. Non-adhésion du groupe CRC à ce texte. - **Article 16** (*art. L. 623-24-1 à L. 623-248 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Dérogation au droit en faveur des agriculteurs*) (p. 524) : son amendement n° 16 : réécriture de l'article prévoyant une licence implicite en faveur des agriculteurs ; rejeté. (p. 525) : son amendement n° 17 : élargissement de la dérogation à l'ensemble des espèces ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 531) : opposition entre deux conceptions relatives à la marchandisation du vivant et à la rémunération de la propriété intellectuelle. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2006) (p. 1835) : article 36 du règlement. Opposition à la privatisation d'EDF et de GDF.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2369, 2372) : transposition de directives européennes. Référence importante aux plantes génétiquement modifiées, PGM. Secteur controversé dans l'opinion publique. Détournement des objectifs initiaux des PGM au profit de l'"agrobusiness" et au détriment des cultures vivrières. Incertitude quant aux risques sanitaires de la mise en champ massive. Certificat d'obtention végétale. Contrôle inadmissible des marchés des semences OGM par une poignée d'oligopoles. Transposition contrainte par Bruxelles et l'OMC. Economie du texte. Amendements du groupe CRC. Faible responsabilisation des semenciers comparée à celle des agriculteurs. Mise en oeuvre non satisfaisante du principe de précaution. Transparence entachée des informations confidentielles non transmissibles. Nécessité d'un grand débat public national, par-delà le rôle dévolu aux commissions locales d'information et de suivi et aux élus locaux. Non-prise en compte de l'irréversibilité des risques provoqués par les OGM sur la biodiversité. Absence de garantie du libre choix du consommateur. Nécessité de faire avancer les recherches dans un cadre sécurisé et non pollué par des intérêts financiers ou géostratégiques. Le groupe CRC s'opposera au texte tout en étant ouvert aux progrès de l'humanité. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 2399, 2400) : ses amendements n° 109 : interdiction des importations de denrées agricoles génétiquement modifiées ; et n° 110 : promotion du principe de licences gratuites ou bon marché pour les petits agriculteurs des pays en développement et introduction de clauses de sauvegarde en leur faveur ; rejetés. - **Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2409) : son amendement n° 111 : évaluation du rapport entre les risques et les bénéfices des OGM ; devenu sans objet. (p. 2414, 2415) : ses amendements n° 112 : sélection des personnalités scientifiques du Haut conseil sur le critère d'indépendance ; n° 113 : précision de la composition de la section économique et sociale du Haut conseil ; et n° 114 : règle de la majorité qualifiée pour les décisions au sein du Haut conseil et publication des explications de vote ; rejetés.

(p. 2419) : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (application des modalités de déclaration de conflits d'intérêts et de rémunération des vacations pour les membres de la section scientifique du Haut conseil). (p. 2421) : son amendement n° 115 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat des modalités de fonctionnement du conseil des biotechnologies ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 4** (*art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement*) (p. 2457) : son amendement n° 116 : renforcement du rôle du Haut conseil des biotechnologies ; rejeté. - **Article 5** (*art. L. 532-2 du code de l'environnement - Modalités de confinement des utilisations d'OGM*) (p. 2459, 2460) : ses amendements n° 117 : avis conforme du Haut conseil des biotechnologies ; devenu sans objet ; et n° 118 : suppression de l'exclusion du transport d'OGM de l'obligation de confinement ; rejeté. - **Article 7** (*art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées*) (p. 2462) : son amendement n° 119 : obligation de l'agrément y compris pour les OGM présentant de faibles risques ; rejeté. (p. 2464, 2468) : ses amendements n° 120 : évaluation des OGM en matière de risques environnementaux et sanitaires et évaluation de l'intérêt de la recherche préalablement à l'agrément ; rejeté ; n° 121 : coordination ; et n° 122 : précision ; devenus sans objet. - **Article 8** (*art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2469, 2470) : son amendement n° 123 : diffusion de l'ensemble des informations existantes et inopposabilité de la notion d'information couverte par le secret professionnel et commercial ; devenu sans objet. - **Article 11** (*art. L. 533-2 du code de l'environnement - Définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés*) (p. 2483) : son amendement n° 124 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 533-3 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2487, 2490) : ses amendements n° 125 : limitation de l'octroi des autorisations de dissémination volontaire d'OGM aux seuls projets de recherche émanant d'instituts de recherche publics ou élaborés dans le cadre de partenariats public-privé ; rejeté ; n° 126 : dissémination soumise à la consultation du public et à l'évaluation préalable des risques par le Conseil des biotechnologies ; n° 128 : autorisation de dissémination en plein champ dans les seuls cas d'absolue nécessité scientifique ; n° 127 : consultation du Haut conseil des biotechnologies avant toute autorisation de dissémination d'OGM ; et n° 129 : respect du principe de parcimonie ; devenus sans objet. - **Article 13** (*art. L. 533-4 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2499) : son amendement n° 131 : consultation du Conseil des biotechnologies et du public préalablement à toute autorisation de mise sur le marché ; rejeté. (p. 2500) : son amendement n° 130 : analyse des bénéfices attendus préalablement à toute autorisation de mise sur le marché ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 533-5 du code de l'environnement - Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2502) : ses amendements n° 132 : exclusion de toute clause de confidentialité ; et n° 133 : exclusion de la confidentialité des informations relatives à la sécurité sanitaire ou environnementale ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2551, 2552) : le groupe CRC votera l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Article 20** (*art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2556, 2558) : ses amendements n° 137 : régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM ; devenu sans objet ; et n° 136 : sanction en cas de non-respect des prescriptions relatives à la traçabilité ; rejeté. - **Article 21** (*art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM*) (p. 2564) : son amendement n° 141 : extension à toute la chaîne de production des précautions destinées à éviter la présence accidentelle d'OGM ; rejeté. (p. 2568, 2570) : ses amendements n° 140 : responsabilité des titulaires d'autorisations de mise sur le marché



d'OGM ; et n° 138 : abaissement du seuil d'étiquetage des OGM ; rejetés. (p. 2574, 2575) : ses amendements n° 139 : couverture financière de la responsabilité des titulaires d'une autorisation de mise sur le marché d'OGM ; et n° 142 : contribution au fonds national d'indemnisation des titulaires d'autorisation de mise sur le marché d'OGM ; rejetés. - **Article 25 (Interdiction des marqueurs antibiotiques pour les essais d'OGM)** (p. 2583) : son amendement n° 144 : date d'interdiction de la dissémination d'OGM contenant des gènes de résistance aux antibiotiques ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2586, 2587) : rejet des amendements tendant à introduire des précautions. Absence de réponse aux préoccupations du monde agricole. Alignement sur les pays les plus productivistes. Souhait d'instaurer un débat national. Nécessité de donner la priorité aux OGM utiles à la société.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2885, 2886) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient les sous-amendements de Mme Evelyne Didier n° 216 (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) ; et n° 215 (prise en compte des logements occupés par les mineurs) ; retirés. (p. 2902, 2903) : application de la mixité sociale par les communes minières. Intervient sur le sous-amendement précité n° 216 de Mme Evelyne Didier.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3200, 3202).

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3218, 3219).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)] (suite)** - (2 mai 2006) - **Article 8 decies** (art. L. 302-10, L. 302-11 et L. 302-12 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Plan départemental de l'habitat) (p. 3358) : soutient l'amendement de Mme Michelle Demessine n° 46 (suppression) ; retiré. - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3365) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. (p. 3366) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité pour une intercommunalité de signer des accords collectifs intercommunaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 18 quinquies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Caractère récupérable des charges liées aux ascenseurs) (p. 3455) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; adopté. - **Article 13** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction) (p. 3437, 3438) : défavorable à l'amendement n° 116 de la commission (rédaction) et favorable à l'amendement n° 285 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation). - **Article 14** (art. L. 262-1 à L. 262-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Statut de la vente d'immeubles à rénover) (p. 3441) : avec le groupe CRC, s'abstient sur l'amendement n° 119 de la commission (simplification). - **Article 17** (art. 35 de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la

personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers) (p. 3446) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Michelle Demessine (liste complémentaire des clauses abusives inscrites dans les baux d'habitation régis par la loi du 6 juillet 1989) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 3447) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Michelle Demessine (amendes à l'encontre des bailleurs peu respectueux des normes d'habitation) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 18 bis** (p. 3448) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 172 (réduction de la durée de préavis dont bénéficient les étudiants) ; et n° 173 (encadrement de l'augmentation de loyer) ; retirés. - **Article 18 bis** (art. 20 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs - Extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements) (p. 3450) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 180 (possibilité pour les associations de locataires agréées d'assister et de représenter les intérêts des locataires) ; devenu sans objet ; et n° 175 et 176 (maintien de l'allocation logement en cas de recours à la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice) ; retirés. - **Article 18 ter** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Statut de la caution domiciliée dans un département ou un territoire d'outre-mer) (p. 3451) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Michelle Demessine (montant maximum du cautionnement) ; retiré. - **Article 18 quater** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local) (p. 3453) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. - **Article 18 quinquies** (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et art. L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation - Caractère récupérable des charges liées aux ascenseurs) (p. 3455) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; adopté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6445) : demande que la commission des affaires économiques du Sénat procède aux auditions des acteurs concernés par le projet de loi relatif au secteur de l'énergie, préalablement à la discussion générale. - **Discussion générale** (p. 6484, 6486) : absence de bilan sur les conséquences de la libéralisation. Contresens industriel, économique, social et financier de la fusion entre Suez et GDF. Fondements de la politique énergétique française. Garantie du droit d'accès à l'énergie et promotion du développement durable. Importance de la maîtrise publique en matière de pérennité tarifaire, de sécurité d'approvisionnement et d'aménagement équilibré du territoire. Propose la renationalisation des entreprises EDF et GDF. Renforcement indispensable des synergies entre services publics existants. Hypothèse de fusion entre GDF et EDF. Favorable à la création d'une agence européenne de l'énergie chargée de coordonner les politiques nationales sur la sécurité d'approvisionnement et de favoriser l'indépendance énergétique. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6529) : favorable à la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 6569, 6570) : soutient l'amendement n° 198 de M. Yves Coquelle (division additionnelle - Bilan de l'ouverture à la concurrence et renégociation des directives) ; rejeté. - **Article additionnel avant le titre Ier ou avant l'article 14** (p. 6572) : favorable aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 199, 200 et 510 (bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6574, 6575) : favorable à l'amendement n° 201 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur la libéralisation des

services). (p. 6578, 6580) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 204 (demande par la France de la suspension de la transposition des directives relatives au secteur de l'énergie) ; et n° 205 (demande par la France de la renégociation des directives européennes relatives à l'énergie) ; rejetés. (p. 6584, 6585) : soutient l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi) ; rejeté. (p. 6591) : soutient l'amendement n° 212 de M. Yves Coquelle (missions du service public de l'énergie) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6600) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° 81 de M. Roland Courteau et n° 589 de M. Jean Desessard (établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF). (p. 6602) : favorable aux amendements identiques n° 82 de M. Roland Courteau et n° 390 de M. Yves Coquelle (impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base). - **Rappel au règlement** (p. 6626, 6627) : article 36 du règlement. Conteste les conditions de la fusion entre GDF et Suez. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6649, 6650) : le groupe CRC est défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 193 et 194 de M. Jean Desessard (désengagement du nucléaire).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6741, 6742) : s'interroge sur la pertinence d'une ouverture des marchés énergétiques. Nécessité d'examiner l'expérience des pays ayant mis en oeuvre les directives. (p. 6746) : soutient l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 6752, 6753) : soutient l'amendement n° 220 de M. Yves Coquelle (garantie d'un niveau optimal de sûreté et de fiabilité technique du service) ; rejeté. (p. 6759) : favorable à l'amendement n° 228 de M. Yves Coquelle (suppression partielle). (p. 6768, 6770) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 241 à n° 262 (liste des établissements et structures exclus du champ de la déréglementation et de l'ouverture du marché en matière d'électricité) ; rejetés. (p. 6774, 6775) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 268 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'avenir) ; et n° 269 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes embauchées en CIE) ; rejetés. (p. 6778) : favorable aux amendements identiques n° 240 de M. Yves Coquelle et n° 611 de M. Jean Desessard (suppression des dispositions relatives à la libéralisation du secteur énergétique pour les particuliers). (p. 6782) : soutient l'amendement n° 273 de M. Yves Coquelle (soumission de tous les fournisseurs d'électricité aux obligations de service public) ; rejeté. (p. 6783, 6784) : soutient l'amendement n° 277 de M. Yves Coquelle (avis de l'Observatoire national du service public de l'énergie) ; rejeté. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6797) : absence de garantie des tarifs réglementés dans le contexte de la libéralisation. Manque de transparence sur les tarifs. (p. 6801, 6803) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle portant sur le même objet n° 283 à n° 303 (énergie au moindre prix pour les services publics) ; rejetés. (p. 6807) : soutient l'amendement n° 309 de M. Yves Coquelle (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz sur la base d'une information transparente sur les coûts d'approvisionnement) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6810) : soutient l'amendement n° 310 de M. Yves Coquelle (responsabilité du ministre chargé de l'énergie en matière d'application de la péréquation tarifaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6850) : article d'affichage. Instauration d'une solidarité entre les seuls consommateurs. Crainte pour l'avenir de l'ensemble des particuliers. (p. 6868) : soutient l'amendement n° 333 de M. Yves Coquelle (garantie de l'applicabilité automatique de leurs droits aux ménages éligibles à la tarification spéciale de solidarité) ; rejeté. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi

n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6886, 6887) : soutient l'amendement n° 334 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. Coût de la manipulation pour EDF et les contribuables français. Véritable escroquerie.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Précisions relatives à la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel) (p. 7031, 7032) : éclatement de la péréquation. (p. 7035, 7036) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 443 (impossibilité de limiter la péréquation à une zone de desserte du gestionnaire) ; et n° 436 (maintien de la péréquation tarifaire) ; rejetés. (p. 7038) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 440 (péréquation au sein de la zone de desserte d'un même distributeur) ; rejeté ; et n° 444 (suppression du II relatif à la propriété des réseaux de distribution de gaz naturel) ; retiré. - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7045) : opposition à la suppression du fonds de péréquation du gaz. (p. 7047, 7048) : conséquences de l'absence de fonds de péréquation dans le secteur ferroviaire. Favorable à la suppression de l'article. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7052) : avec le groupe CRC, s'abstient sur l'amendement n° 63 de M. Xavier Pintat (suppression de la distinction entre consommateurs éligibles et consommateurs non éligibles). - **Article 9 bis** (art. L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales - Liste des recettes des syndicats de communes) (p. 7058, 7059) : soutient l'amendement n° 447 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 9 ter** (art. L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales - Imputation des contributions des communes associées au syndicat en section d'investissement) (p. 7060) : soutient l'amendement n° 524 de M. Yves Coquelle (suppression) ; adopté. - **Article 9 quater** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) (p. 7061) : soutient l'amendement n° 525 de M. Yves Coquelle (suppression) ; adopté. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7064) : protection insuffisante des usagers. (p. 7066) : soutient l'amendement n° 503 de M. Yves Coquelle (allongement du délai de rétractation) ; rejeté. (p. 7067, 7069) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 494 (rédaction) ; n° 496 (obligation pour les opérateurs d'électricité d'informer les consommateurs sur l'évolution des prix) ; et n° 497 (réversibilité de l'exercice de l'éligibilité) ; rejetés. (p. 7070) : soutient l'amendement n° 499 de M. Yves Coquelle (rédaction) ; rejeté. (p. 7072, 7073) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 501 (confirmation au consommateur des informations concernant les contrats entre fournisseur et consommateur d'électricité ou de gaz naturel) ; et n° 500 (communication aux consommateurs dans leur contrat de fourniture des coordonnées des associations de consommateurs agréées) ; rejetés. (p. 7080, 7081) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 506 et 507 (suppression partielle) ; rejetés ; ainsi que le n° 490 (modalités d'exploitation des concessions de nouveau stockage) ; retiré. - **Article 13 bis** (Application des dispositions de l'art. 13 pour les petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel) (p. 7085) : soutient l'amendement n° 509 de M. Yves Coquelle (permanence de la fourniture en énergie) ; devenu sans objet. - **Article 14** (Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5) (p. 7091, 7092) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 511 (suppression) ; et n° 512 (repli) ; rejetés. (p. 7095) : soutient l'amendement n° 513 de M. Yves Coquelle (repli) ; rejeté. - **Article 15** (Date limite d'entrée en application de la séparation juridique des gestionnaires de réseaux de distribution) (p. 7097) : soutient l'amendement n° 514 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 16** (Dispositions transitoires relatives aux organes dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution) (p. 7098) : soutient l'amendement

n° 515 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 16 bis** (art. 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel*) (p. 7099) : soutient l'amendement n° 516 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 17** (*Application de certaines dispositions du projet de loi à Mayotte*) (p. 7103) : soutient l'amendement n° 517 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 132-27 [nouveau] du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte - *Régime de protection sociale des IEG à Mayotte*) (p. 7103) : soutient l'amendement n° 518 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 19** (art. 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Régime de protection sociale des IEG à Mayotte*) (p. 7104) : soutient l'amendement n° 519 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7670, 7673).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]** - (7 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7690, 7692) : modification de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoyant le transfert des ports non autonomes relevant de l'Etat au bénéfice des collectivités territoriales, à laquelle il est opposé. Risque de morcellement des activités portuaires. Incidences sur les impératifs de sécurité et l'avenir des personnels transférés. Interrogation sur le transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande. Le groupe CRC ne votera pas cette proposition de loi.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur l'enquête de la Cour des comptes relative au fonctionnement du service public de l'équarrissage** - (22 novembre 2006) (p. 8667, 8669) : opacité de la gestion et du financement du SPE. Désengagement de l'Etat. Remise en cause de la sécurité sanitaire. Demande de bilan du coût du stockage et de l'élimination des farines animales. Evocation du principe pollueur-payeur par la Cour de justice des Communautés

européennes. Instauration d'une nouvelle taxe difficilement supportée par la filière bovine. Augmentation indispensable de la participation de l'Etat dans le financement du SPE.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9129) : remise en cause du développement des services publics. Conséquence sur le transport aérien. Financement de la DGAC. Création du registre international français, RIF. Le groupe CRC votera contre ces crédits. - **Article additionnel après l'article 56** : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers).

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9577, 9579) : désengagement de l'Etat. Renouveau des exploitations agricoles. Assurance récolte. Biocarburants. Crises sanitaires et économiques. Prix agricoles. Effet de la PAC sur l'environnement. Régime de sécurité sociale. Défavorable à ce budget. - **Article 41** (*Fixation du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 9620) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° II-121 de M. Jacques Blanc (possibilité de tripler le taux de cette taxe).

**LECERF (Jean-René)**  
*sénateur (Nord)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire le 21 décembre 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour le 29 novembre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 203 (2005-2006)] pour l'égalité des chances [n° 214 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Société - Travail - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Sérénité des vivants et respect des défunts - bilan et perspectives de la législation funéraire [n° 372 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 464 (2004-2005)] relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 433 (2005-2006)] relatif à la prévention de la délinquance [n° 476 (2005-2006)] (6 septembre 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 275 (2005-2006)] relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 492 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 91 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 111 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 102 (2006-2007)] relatif à la prévention de la délinquance [n° 132 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 897, 899) : résultats d'enquêtes menées sur l'importance des discriminations en France. Souhaite l'ouverture d'un débat sur la définition d'outils statistiques. Refus d'amalgamer le cadre statistique sur les discriminations sociales ou ethniques et les quotas. Approbation du renforcement des pouvoirs de la HALDE mais désaccord sur les modalités. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des lois donne un avis favorable à l'adoption des dispositions du projet de loi dont elle s'est saisie.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Intitulé de la section 2 - Avant l'article 19** (p. 1535) : accepte l'amendement n° 369 de Mme Bariza Khiari (modification de l'intitulé de la section). - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1541, 1543) : s'oppose aux sous-amendements de M. Bruno Retailleau n° 418, n° 419 et n° 420 portant sur son amendement n° 90 : mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire ; adopté après modification par les sous-amendements de Mme Bariza Khiari n° 872 qu'il accepte et n° 873 pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. (p. 1547, 1548) : intervient sur son amendement n° 90 précité. - **Article 20** (art. 14 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Recommandations de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité à l'encontre des personnes soumises à un régime d'agrément ou d'autorisation*) (p. 1550, 1551) : s'oppose aux amendements de Mme Bariza Khiari n° 208 (saisine obligatoire de la HALDE) et n° 209 (repli). - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - *Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1552) : s'oppose à l'amendement n° 421 de M. Bruno Retailleau (mise en place d'un double dispositif permettant l'encadrement strict sur le plan juridique de la méthode du "testing"). (p. 1553, 1554) : intervient sur l'amendement n° 903 de M. Nicolas About (rédaction). - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - *Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1559) : favorable aux

amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité). - **Article 26** (art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - *Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1563) : son amendement n° 96 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1633) : son amendement n° 92 : pouvoir d'appréciation du président du conseil général sur l'opportunité de proposer aux familles la mise en oeuvre d'un contrat de responsabilité parentale ; devenu sans objet. (p. 1634) : appréciation discrétionnaire du président du conseil régional fondée sur le principe de libre administration des collectivités territoriales. (p. 1640, 1642) : ses amendements n° 93 : suppression de la possibilité de recourir à la suspension des prestations familiales ; rejeté ; et n° 94 : versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1665) : débat indispensable autour de l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population). Adhère aux perspectives tracées par son auteur. Utilité des chiffres pour connaître le niveau de discrimination et progresser dans la lutte. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1697) : le groupe UMP est défavorable à l'amendement n° 610 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1710) : approuve l'amendement n° 15 de la commission (lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis). Problématique de la discrimination en chaîne et de l'intérêt de son évaluation. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 1761, 1764) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 796 (extension des compétences de la HALDE à la promotion de l'égalité et à la bonne application de la loi), n° 797 (renforcement du pluralisme et de l'indépendance de la HALDE) et n° 798 (désignation par la HALDE de délégués départementaux). - **Articles additionnels avant l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1766, 1767) : sur les amendements de Mme Bariza Khiari, accepte le n° 194 (audition de droit de la HALDE devant les juridictions civiles, pénales ou administratives) et le n° 201 (obligation pour la HALDE de rendre compte, dans son rapport annuel au Président de la République et au Parlement, de toutes les discriminations portées à sa connaissance) après sa rectification, et s'oppose aux n° 193 (obligation pour la HALDE de mettre en demeure les personnes mises en cause de répondre à ses demandes) et n° 197 (extension des compétences de la HALDE à toutes les pratiques discriminatoires) qu'il estime satisfaits, ainsi qu'au n° 200 (insertion, dans le bilan social des entreprises de plus de cinquante salariés, d'un chapitre relatif à leur politique en matière de promotion de l'égalité). - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 1768, 1769) : sur les amendements de Mme Bariza Khiari, émet un avis défavorable sur le n° 202 (organisation annuelle d'une conférence des partenaires sociaux et des acteurs de la société civile sur les questions liées à la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité) tout en sollicitant l'avis du Gouvernement et s'oppose au n° 210 (généralisation des demandes de logement anonymes) après une longue hésitation. - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 1772, 1773) : son amendement n° 91 : obligation pour les entreprises d'utiliser le cadre de référence établi conjointement par la HALDE, l'INSEE et l'INED, comprenant une typologie des groupes de personnes susceptibles d'être

discriminées en raison de leurs origines raciales ou ethniques ; retiré. Soutient l'amendement, identique à son amendement n° 91 précité, n° 55 de la commission ; retiré.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3698, 3703) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), soutient les sous-amendements de M. Roger Karoutchi n° 239 et 240 (définition de l'interopérabilité) ; n° 241 (conditions de publication du code source d'un logiciel indépendant et interopérant) ; n° 238 (précision sur le cadre légal de l'interopérabilité) ; n° 243 (approbation du procès-verbal de conciliation par le distributeur de contenu et le bénéficiaire de l'interopérabilité) ; et n° 242 (recours suspensif) ; retirés. Soutient également le sous-amendement n° 237 (précision) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3931) : son amendement n° 189 : suppression de l'exigence de forme authentique du mandat ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 22** (art. 55, 62, 116, 368-1, 389-5, 466, 504, 505, 515-6, 723, 730-5, 732, 738-1, 738-2, 751, 754, 755, 757-3, 758-6, 763, 914-1, 916, 1130, 1251, 1390, 1873-14, 1973, 2013, 2103, 2109, 2111, 2147, 2258 et 2259 du code civil - *Dispositions diverses et de coordination*) (p. 3999) : sur l'amendement n° 98 de la commission (compétence du conseil de famille pour autoriser le majeur sous tutelle à tester) auquel il est favorable, son sous-amendement n° 195 ; adopté. (p. 4001) : son amendement n° 196 : possibilité pour l'incapable majeur sous tutelle de recevoir tout ou partie de sa réserve héréditaire en usufruit ; retiré. - **Article 23 sexies** (*Encadrement de l'activité des généalogistes successoraux*) (p. 4005, 4006) : son amendement n° 190 : activité de généalogiste subordonnée à l'existence d'un mandat donné par les seuls héritiers présomptifs ou le notaire en charge du règlement de la succession ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5098, 5099) : progression de la pratique de la crémation. Objectifs du texte : garantir la qualité des opérateurs funéraires ; protéger les familles ; répondre au développement de la crémation ; revoir la gestion des cimetières. Travail de la mission d'information sur le bilan et les perspectives de la législation funéraire. Réflexions à mener sur les carrés confessionnels et la prise en charge des morts périnatales. (p. 5108, 5109) : conditions de dispense de formation pour les opérateurs d'obsèques. Points de divergence avec l'Association des maires de France. Justification de l'interdiction d'appropriation privative des cendres. - **Article 2** (art. L. 2223-23 du code général des collectivités territoriales - *Formation des dirigeants des opérateurs funéraires habilités*) (p. 5111, 5112) : communes concernées par l'article 2. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5112) : accepte l'amendement n° 1 de M. Christian Cointat (possibilité pour un Français établi hors de France d'être enseveli dans une commune en cas d'inscription sur la liste électorale de cette commune). - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5113, 5115) : sur les amendements du Gouvernement, accepte les n° 4 (limitations des opérations donnant lieu à des vacances) et n° 6 (possibilité de contrôles inopinés) et s'oppose au n° 5 (suppression de la possibilité de confier des vacances à la gendarmerie). - **Article 6** (art. L. 2223-21-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Instauration de devis-types par les communes*) (p. 5116) : s'oppose à l'amendement n° 7 du Gouvernement (obligation pour les opérateurs funéraires de déposer des devis-types dans les mairies). - **Article 10** (art. 16-2 du code civil - *Pouvoirs du juge civil*) (p. 5117, 5118) : nécessité d'affirmer la dignité des cendres pour éviter les abus. - **Article 16** (art. L. 2223-40-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma régional des*

*crématoriums*) (p. 5119, 5120) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (modalités d'élaboration du schéma régional des crématoriums), qu'il accepte, son sous-amendement n° 15 ; adopté. Accepte également les amendements du Gouvernement n° 9 (coordination) et n° 10 (suppression de l'extension à Mayotte du présent article). - **Article 17** (art. L. 2213-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Police de l'esthétique des cimetières*) (p. 5121) : sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article tendant à accroître le rôle du conseil municipal), qu'il accepte, son sous-amendement n° 16 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5122) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée). - **Article 21** (*Délai accordé aux communes de 10.000 habitants et plus et aux établissements publics de coopération intercommunale de 10.000 habitants et plus compétents en matière de cimetières pour réaliser des sites cinéraires*) (p. 5124) : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement (extension du délai accordé pour la réalisation de sites cinéraires). - **Article 23** (*Compensation financière des charges résultant, pour l'Etat et les collectivités territoriales, des réformes proposées*) (p. 5124) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (suppression).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 5890, 5893) : commission d'enquête sénatoriale sur la délinquance des mineurs en 2002. Observations de M. Alain Bauer, président de l'Observatoire national de la délinquance. Réactions positives des principales associations de maires à l'installation du maire au coeur de la prévention et aux dispositions relatives au secret partagé ou au rappel à l'ordre. Réactions contrastées aux mesures de lutte contre la délinquance des mineurs et contre la toxicomanie. Réforme des régimes d'hospitalisation sous contrainte. Prise en compte de l'expérience des élus locaux et de l'expérimentation dans des quartiers difficiles.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5947, 5948) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5952) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5958) : son amendement n° 9 : création d'un fonds pour la prévention de la délinquance ; adopté. (p. 5959) : sur son amendement n° 9 précité, s'oppose au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abandonnement de ce fonds), ainsi qu'à l'amendement du même auteur n° 245 (création et financement d'un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance). (p. 5962) : sur son amendement n° 9 précité, maintient son avis défavorable sur le sous-amendement précité n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet malgré la modification apportée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5964, 5965) : s'oppose aux amendements n° 246 de M. Jean-Claude Peyronnet (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance présidé par le Premier ministre) et n° 172 de M. Yves Pozzo di Borgo (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5973) : son amendement n° 4 : possibilité pour le maire d'être représenté à la présidence du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ; adopté. (p. 5974) : ses amendements n° 5 : compatibilité nécessaire des actions de prévention conduites par les collectivités territoriales et du plan de prévention de la délinquance arrêté par le préfet ; et n° 6 : association du maire de Paris et du préfet en matière de lutte contre l'insécurité et clarification de la répartition de leurs compétences ; adopté après modification par le sous-amendement n° 319 de M. Philippe Goujon. (p. 5975) : son amendement n° 7 : rédaction ; adopté. (p. 5976, 5977) : s'oppose aux amendements de

suppression n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 247 de M. Jean-Claude Peyronnet. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 293 de Mme Catherine Troendle (obligation d'informer sans délai les maires des troubles à l'ordre public commis dans leur commune). Accepte les amendements de M. Louis de Broissia n° 128 (articulation des actions de prévention de la délinquance des maires avec les compétences d'action sociale du département) et n° 129 (signature de convention avec le département limitée aux seules communes de plus de 10 000 habitants et aux intercommunalités dotées d'un conseil de sécurité et de prévention de la délinquance). S'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 163 (animation par le maire de la seule réflexion sur la politique de prévention de la délinquance) et n° 164 (suppression de la possibilité pour les communes et les EPCI d'installer des dispositifs de vidéosurveillance) ainsi qu'aux amendements n° 241 de Mme Jacqueline Gourault (transposition au conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance du dispositif du secret partagé prévu pour le conseil pour les droits et devoirs des familles) et n° 170 de M. Yves Pozzo di Borgo (délégation des compétences du maire de Paris aux maires d'arrondissement en matière de prévention de la délinquance). Sur les amendements de M. Jean-Marie Boquel, accepte le n° 133 (faculté laissée à l'appréciation du maire de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance en cas d'existence d'un conseil intercommunal) et s'oppose au n° 318 (participation du conseil général aux actions de prévention de la délinquance dans le cadre de ses missions d'action sociale). Sur son amendement précité n° 6, accepte le sous-amendement n° 319 de M. Philippe Goujon. Demande le retrait des amendements de M. Michel Mercier n° 103 (réaffirmation de la compétence générale du département en matière d'action sociale) et n° 104 (signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance) au profit des amendements respectifs précités de M. Louis de Broissia n° 128 et n° 129. Demande également le retrait de l'amendement n° 248 de M. Jean-Claude Peyronnet (signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance) analogue au n° 104 de M. Michel Mercier précité au profit de l'amendement précité n° 129 de M. Louis de Broissia. Accepte l'amendement n° 300 de M. Jean-Patrick Courtois (précision des compétences respectives de la commune et de l'EPCI pour la mise en oeuvre des dispositifs de vidéosurveillance). S'oppose à l'amendement n° 242 de Mme Jacqueline Gourault (instauration du principe du secret partagé dans les conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5985) : intérêt de la commission pour l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général). - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles - *Délégation des compétences du département en matière d'action sociale aux communes*) (p. 5988) : son amendement n° 8 : mise en cohérence des conditions de délégation de compétences, d'une part, entre le département et la commune et, d'autre part, entre le département et les EPCI ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 181 de Mme Éliane Assassi et n° 250 de M. Jean-Claude Peyronnet. Accepte l'amendement n° 130 de M. Louis de Broissia (renvoi à une convention pour la définition des conditions de mise à la disposition de la commune des services du conseil général). - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance*) (p. 5989) : s'oppose à l'amendement n° 182 de Mme Éliane Assassi (suppression) et accepte l'amendement n° 299 de M. Roger Karoutchi (fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de participation du syndicat des transports d'Ile-de-France aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des usagers). - **Article 4** (art. 35 et 39 du code de procédure pénale - *Reconnaissance du rôle du ministère public en matière de prévention de la délinquance*) (p. 5990) : son amendement n° 10 : consultation du Procureur de la République sur le plan de prévention de la délinquance ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 251 de M.

Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 5993) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 113 de M. Michel Mercier et de M. André Lardeux n° 306 et 305 (ajout à ce texte de deux articles du projet de loi relatif à la protection de l'enfance relatifs au signalement des mineurs en danger et au secret professionnel partagé). - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 6002, 6004) : favorable à la reconnaissance du rôle de chef d'orchestre du maire en ce qui concerne la prévention de la délinquance et à certaines modalités de secret partagé. Son amendement n° 11 : nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune ; adopté. (p. 6007, 6008) : s'oppose aux amendements de suppression n° 183 de Mme Éliane Assassi et n° 252 de M. Jean-Pierre Godefroy. Sur son amendement n° 11 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Mercier n° 321 et n° 322, de Mme Valérie Létard n° 315 et de la commission saisie pour avis n° 325. (p. 6009) : modifie son amendement n° 11 précité. (p. 6011) : sur son amendement n° 11 précité, s'oppose aux sous-amendements de la commission saisie pour avis n° 326 et n° 327. Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Pierre Hérisson (extension à l'ensemble des professionnels de l'action sociale de la possibilité de transmettre au maire des informations confidentielles). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 111 de M. Michel Mercier et n° 141 de M. Pierre Hérisson (divulgaration au maire des informations liées à ses compétences en matière de prévention de la délinquance). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 6014) : s'oppose à l'amendement n° 184 de Mme Éliane Assassi (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6018) : ses amendements n° 12 : correction ; n° 13 : possibilité pour le conseil des droits et des devoirs des familles de proposer au maire la saisine du président du conseil général en vue de la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale ; adoptés. (p. 6019, 6020) : ses amendements n° 14 : rédaction ; n° 15 : constat d'absence de mesure d'assistance éducative par le maire préalablement à la proposition d'un accompagnement parental ; adoptés ; n° 16 : information de l'inspecteur d'académie, du chef d'établissement d'enseignement, du directeur de l'organisme débiteur des prestations familiales et du préfet, de la mise en place d'un accompagnement parental ; adopté après modification par le sous-amendement n° 328 du Gouvernement. (p. 6020) : s'oppose aux amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Éliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy. S'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de la commission saisie pour avis n° 159 et n° 139 de M. Pierre Hérisson (création facultative du conseil pour les droits et les devoirs des familles). S'oppose également aux amendements de la commission saisie pour avis n° 82 (possibilité de délégation de compétences du président du conseil général au maire afin de conclure des contrats de responsabilité parentale) et n° 136 de M. Pierre Hérisson (suppression de la possibilité pour le maire de proposer un accompagnement parental en cas de défaut d'assiduité scolaire). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 107 de M. Michel Mercier (avis préalable du président du conseil général sur une mesure d'accompagnement parental). Accepte les amendements identiques n° 108 de M. Michel Mercier et n° 132 (préservation de la faculté pour le président du conseil général de décider la conclusion d'un contrat de responsabilité parentale). (p. 6023) : intervient sur les amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Éliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 6024) : sur son amendement n° 16 précité, accepte le sous-amendement n° 328 du Gouvernement. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6026, 6027) : son amendement n° 17 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression de la commission saisie pour

avis n° 83, n° 115 de M. Michel Mercier, n° 186 de Mme Éliane Assassi et n° 254 de M. Jean-Pierre Godefroy. S'oppose également à l'amendement n° 143 de M. Pierre Hérisson (saisine du juge des enfants par le maire pour le seul signalement des difficultés familiales). Son amendement n° 329 : désignation du coordonnateur après accord de l'autorité dont il dépend ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6053, 6054) : son amendement n° 18 : sauf impossibilité, présence des parents, des représentants légaux ou des personnes ayant la responsabilité éducative du mineur lors de son rappel à l'ordre ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 116 de Mme Jacqueline Gourault, n° 187 de Mme Éliane Assassi et n° 255 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi qu'aux amendements n° 137 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour le maire de procéder au rappel à l'ordre par tout moyen) et n° 303 de M. Alain Gournac (information du Procureur de la République de la mise en oeuvre du rappel à l'ordre). Propose à M. Yves Detraigne de rectifier l'amendement n° 18 de la commission pour intégrer son sous-amendement n° 330 . - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6057) : s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Alain Milon (possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles), satisfait par le droit actuel. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6058, 6065) : sur les amendements de Mme Annie David, émet un avis de sagesse favorable pour le n° 191 (contribution de l'éducation nationale à la lutte contre toutes les formes de violence), et s'oppose aux n° 190 (précision, dans le code de l'éducation, selon laquelle le service public de l'éducation nationale doit contribuer à la lutte contre toutes les formes de discriminations), n° 199 (reconnaissance officielle du rôle des parents et des élèves dans le système scolaire), n° 189 (intégration de l'éducation physique et sportive dans le socle commun des connaissances), n° 188 (extension de la scolarité obligatoire dès l'âge de trois ans révolus jusqu'à l'âge de 18 ans), n° 195 (substitution d'un dispositif d'aide à la réussite aux programmes personnalisés de réussite éducative instaurés par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école), portant sur le même objet n° 192 et 193 (affectation, d'ici à 2011, dans chaque établissement scolaire du premier et du second degré, d'une équipe permanente pour assurer un suivi sanitaire et social de chaque élève), n° 194 (programmation des créations de postes de médecins scolaires d'ici à 2011), n° 196 (programmation pluriannuelle des postes de psychologues scolaires) et n° 197 (inscription dans la loi du principe selon lequel aucun jeune ne sortira du système éducatif sans une qualification reconnue, sanctionnée par un diplôme, CAP et BEP, ouvrant l'accès au baccalauréat et au-delà). - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6069) : son amendement n° 19 : substitution, dans le cadre de la formation professionnelle, des actions "concourant à l'insertion sociale" aux actions "destinées à la prévention de la délinquance" ; devenu sans objet. (p. 6070, 6071) : accepte les amendements n° 100 de M. Jean-Marie Bockel (information du maire des cas d'exclusions d'enfants temporaires ou définitives des établissements scolaires), n° 175 de M. Alex Türk (précision du contenu du décret d'application relatif aux fichiers mis en place par les maires afin de recenser les enfants en âge scolaire) et, à titre personnel, le n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet (reconnaissance du rôle et des diplômés délivrés par les Ecoles de la deuxième chance et les Lycées de toutes les chances). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 294 de M. Jean-Claude Carle (information du maire par le chef d'établissement dès la saisine de l'inspecteur d'académie, en cas d'absence caractérisée de l'enfant et avant le prononcé de l'avertissement) et demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. Pierre Hérisson (précision selon laquelle la communication au maire de la liste des élèves ayant fait l'objet d'un avertissement ne doit revêtir qu'un caractère exclusivement informatif). S'oppose aux amendements n° 200 de Mme Éliane Assassi (suppression) et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 86 (suppression de l'obligation pour les jeunes en difficulté suivant une formation

professionnelle de recevoir une formation spécifiquement destinée à prévenir la délinquance). (p. 6073) : favorable, à titre personnel, à l'amendement précité n° 294 de M. Jean-Claude Carle pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat. - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 6076, 6077) : son amendement n° 20 : correction d'une erreur matérielle ; devenu sans objet. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 87 (précision selon laquelle le décret, outre le contenu de l'étude de sécurité publique, déterminera les seuils à partir desquels ces études seraient obligatoires et ceux en deçà desquels le préfet pourra, sur demande et après avis du maire, exiger la réalisation d'une étude) et s'oppose à l'amendement n° 201 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés) (p. 6081, 6082) : son amendement n° 21 : harmonisation des règles de majorité de l'assemblée générale pour les décisions relatives aux modalités d'ouverture des portes d'accès aux immeubles ; adopté. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 88, identique à son amendement n° 21 précité. S'oppose aux amendements de suppression n° 165 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 202 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6084, 6086) : sur les amendements de M. Philippe Goujon, souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour le n° 154 (possibilité pour les communes ou leurs groupements de contribuer aux frais de gardiennage imposés à certains immeubles collectifs à usage d'habitation) et accepte le n° 157 (attribution aux maires de moyens juridiques suffisants en vue du respect effectif des arrêtés de fermeture pris à l'encontre de locaux où sont entreposées des matières explosives ou inflammables dans les immeubles d'habitation en infraction avec les règles de sécurité préventive). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 244 de M. Christian Cambon (possibilité pour les copropriétaires d'entamer une action en résiliation du bail pour motif de troubles du voisinage par l'intermédiaire du syndicat de la copropriété) auquel, à titre strictement personnel, il est favorable. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 6088) : s'oppose aux amendements de suppression n° 203 de Mme Éliane Assassi et n° 309 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6091, 6093) : son amendement n° 22 : renforcement de la législation relative aux chiens dangereux ; adopté après rectification suggérée par M. François Zocchetto. (p. 6095, 6097) : s'oppose à l'amendement n° 297 de M. Jean-Claude Carle (constitution du vol de métal en circonstance aggravante de l'infraction de vol). Sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles) qu'il accepte après avoir entendu les explications du Gouvernement, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Claude Carle n° 131 (coordination) et n° 320 (suppression de la possibilité, pour les gens du voyage, de contester devant le tribunal administratif la décision d'évacuation). (p. 6098, 6099) : sur l'amendement précité n° 134 de M. Pierre Hérisson, ses sous-amendements n° 333 : possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire ; et n° 334 : coordination ; adoptés. (p. 6101) : accepte l'amendement n° 135 de M. Pierre Hérisson (extension aux communes non inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la procédure d'évacuation forcée par décision du préfet instituée par l'article 9 nouveau de la loi du 5 juillet 2000). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6102) : demande le retrait de l'amendement n° 310 de M. Jean-Claude Peyronnet (instauration d'un service civique obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes). - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 6105, 6107) : ses amendements n° 23 : ouverture du service volontaire citoyen aux étrangers non communautaires résidant régulièrement en France depuis au moins cinq ans ; adopté après modification par le sous-amendement n° 301 de M. Jean-Patrick Courtois (obligation, pour ces résidents, de satisfaire à la condition

d'intégration définie à l'article L. 314-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) qu'il accepte ; n° 24 : rédaction ; n° 25 : avis de la CNIL sur le projet de décret en Conseil d'Etat ; et n° 26 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 204 de Mme Éliane Assassi et n° 311 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 6108) : s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Charles Guéné (création d'un service volontaire citoyen de la sécurité civile). - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public*) : s'oppose à l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 6109) : demande le retrait de l'amendement n° 205 de Mme Éliane Assassi (dispense d'une formation initiale et continue aux professionnels d'accueil des personnes victimes de violences conjugales). - **Article 15** (art. 222-14-1 nouveau, art. 222-15, art. 222-48-1 du code pénal - *Renforcement de la répression contre les violences au sein du couple*) (p. 6111) : ses amendements n° 27 : suppression de l'incrimination de violences habituelles au sein du couple ; adopté ; et n° 28 : extension du suivi socio-judiciaire aux parents violents ; adopté après modification par les sous-amendements n° 102 de Mme Gisèle Gautier (extension du suivi socio-judiciaire aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité) et n° 332 du Gouvernement (obligation de la peine de suivi socio-judiciaire en cas de violence habituelle) qu'il accepte. (p. 6112) : s'oppose aux amendements n° 206 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 276 de M. Jean-Claude Peyronnet (refus de l'instauration d'une peine de suivi socio-judiciaire prévue pour les auteurs de violences au sein du couple). Demande le retrait de l'amendement n° 101 de Mme Gisèle Gautier (extension des sanctions spécifiques prévues par l'article aux anciens conjoints, anciens concubins ou anciens partenaires liés par un pacte civil de solidarité). - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple*) (p. 6114, 6116) : ses amendements n° 335 : possibilité de levée du secret médical lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ; et n° 29 : suppression de l'incrimination de provocation aux agressions sexuelles et à la violence au sein du couple ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 207 de Mme Éliane Assassi et n° 277 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 17** (art. 32 à 39 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, art. 227-22-1 nouveau du code pénal, art. 60-3, 77-1-3 nouveaux et 99-4 du code de procédure pénale - *Protection des mineurs vis-à-vis des représentations pornographiques et dans l'utilisation d'Internet*) (p. 6117, 6118) : ses amendements n° 30 : rétablissement de la possibilité, pour l'autorité administrative, d'interdire la mise à la disposition des mineurs de documents à caractère pornographique ; n° 31 : rédaction ; n° 32 : simplification ; et n° 33 : conséquence ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6118, 6119) : accepte l'amendement n° 173 de M. Georges Othily (incrimination du fait pour une personne ayant connaissance de la disparition d'un mineur de quinze ans, de chercher à empêcher ou à retarder de façon volontaire les procédures de recherche) après avoir sollicité l'avis du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 6120, 6121) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, demande le retrait du n° 256 (mise en oeuvre prioritaire de l'obligation de soins en cas d'hospitalisation sans consentement de la personne) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour le n° 259 (information du maire de la commune où est implanté l'établissement psychiatrique pour toute hospitalisation d'office, tout renouvellement et toute sortie). - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - *Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques*) (p. 6125) : son amendement n° 34 : possibilité pour le Procureur de la République concerné d'être informé des sorties d'essai ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 208 de Mme Éliane Assassi et n° 257 de M. Jean-Pierre Godefroy, ainsi qu'aux amendements identiques de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 89 et n° 258 de M. Jean-Pierre Godefroy (fixation par le pouvoir réglementaire des dispositions

visant à préciser le contenu de la décision de sortie d'essai). - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 du code de la santé publique - *Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6129, 6130) : son amendement n° 35 : garanties supplémentaires s'agissant des conditions d'accès au fichier des personnes hospitalisées d'office ; devenu sans objet. S'oppose aux amendements n° 209 de Mme Éliane Assassi (suppression), n° 260 de M. Jean-Pierre Godefroy (substitution au fichier national des personnes hospitalisées d'office de l'interconnexion des fichiers HOPSY gérés par les DDASS) et n° 114 de Mme Valérie Létard (réservation de l'accès direct au fichier des hospitalisations d'office aux seuls directeurs départementaux et aux personnes habilitées des affaires sanitaires et sociales). - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - *Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public*) (p. 6132) : s'oppose aux amendements de suppression n° 210 de Mme Éliane Assassi et n° 261 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - *Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6135) : son amendement n° 36 : obligation pour le préfet de se prononcer dans les mêmes conditions que le maire pour décider l'hospitalisation d'office en cas de nécessité ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 211 de Mme Éliane Assassi et n° 262 de M. Jean-Pierre Godefroy, au n° 264 (suppression des dispositions permettant le placement dans une structure médicale adaptée) de ce dernier auteur ainsi qu'à l'amendement n° 171 de M. Yves Pozzo di Borgo (prononcé des hospitalisations d'office dans la capitale par le maire de Paris et par délégation les maires d'arrondissement). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 263 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision selon laquelle l'exigence qu'un simple avis médical suffit pour permettre l'hospitalisation d'office vise un danger imminent et non pas l'urgence). Demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. François Zocchetto (précision) qu'il estime satisfait. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 90 (obligation pour le préfet de se prononcer dans les mêmes conditions que le maire pour décider l'hospitalisation d'office en cas de nécessité), similaire à son amendement n° 36 précité. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - *Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office*) (p. 6137) : son amendement n° 37 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 212 de Mme Éliane Assassi et n° 265 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 23** (art. L. 3213-5-1 nouveau du code de la santé publique - *Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale*) (p. 6138) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 91 (précision selon laquelle, à Paris, la possibilité d'ordonner à tout moment une expertise médicale d'un malade hospitalisé sans son consentement revient au préfet de Police) et s'oppose aux amendements de suppression n° 213 de Mme Éliane Assassi et n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - *Procédure applicable au classement sans suite motivé par l'irresponsabilité pénale*) (p. 6139, 6140) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 92 et n° 269 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de l'avis de la DDASS dans le cadre de la décision de sortie d'établissement psychiatrique de personnes hospitalisées d'office après une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement). Sur les amendements de ce dernier auteur, s'oppose au n° 267 (suppression) et demande le retrait du n° 268 (nécessité de réquerir des certificats médicaux plutôt que des avis avant la sortie de la personne hospitalisée d'office à la suite d'une décision de non-lieu, relaxe ou acquiescement).

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 6150) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. François Zocchetto (présence d'un avocat pour les procédures alternatives). - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - *Renforcement des obligations des personnes inscrites au FLJAIS*) (p. 6153) : s'oppose aux amendements identiques n° 278 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 214 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 26**



(art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - *Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes*) (p. 6158) : son amendement n° 38 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 215 de Mme Éliane Assassi et n° 279 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 6159) : accepte l'amendement n° 302 de M. François Fillon (information relative à l'évolution de la procédure pour les parties civiles). - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6160) : demande le retrait de l'amendement n° 155 de M. Philippe Goujon (programme de prévention contre la consommation de drogues illicites). - **Article 27** (*chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique*) (p. 6163) : son amendement n° 39 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 93, qu'il accepte. Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Godefroy et s'en remet à l'avis du Gouvernement et de la commission des affaires sociales pour le sous-amendement n° 272 du même auteur. S'oppose aux amendements identiques n° 216 de Mme Éliane Assassi et n° 270 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 6169) : s'oppose à l'amendement n° 217 de Mme Éliane Assassi (mesures relatives à l'usage de drogues par des salariés travaillant dans le secteur des transports publics). - **Article 28** (*art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public*) (p. 6173, 6176) : ses amendements n° 41 : peines applicables aux provocations à l'usage et au trafic de stupéfiants dirigés vers des mineurs ou des établissements scolaires ; n° 44 : peines complémentaires en cas d'usage de stupéfiants aggravé ou de refus de se soumettre à des épreuves de dépistage ; et n° 42 : coordination ; adoptés. Son amendement n° 40 : circonstances aggravantes en cas d'usage de stupéfiants dans l'exercice de leur fonction pour les personnels d'entreprises de transport ; adopté après modification par le sous-amendement n° 94 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, qu'il accepte. Son amendement n° 43 : modalités de contrôle dans les entreprises de transport ; retiré. S'oppose aux amendements identiques n° 218 de Mme Éliane Assassi et n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 166 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation des dispositions sanctionnant l'usage de stupéfiants et la provocation à l'usage de stupéfiants). Estime les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 95 et 97 (précision) et n° 96 (modalités de conservation des échantillons d'analyse) satisfaits par ses propres amendements. - **Article 29** (*chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique*) (p. 6179) : ses amendements n° 47 : conditions de recours à l'injonction thérapeutique ; n° 45 : coordination ; et n° 46 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 219 de Mme Éliane Assassi et n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). S'oppose à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 98 (modalités d'adhésion des toxicomanes à l'injonction thérapeutique). - **Article 30** (*art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale*) (p. 6183, 6184) : son amendement n° 48 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements n° 220 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 280 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression partielle). - **Article 31** (*art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale*) (p. 6185) : son amendement n° 49 : utilisation de la procédure de l'ordonnance pénale réservée à l'usage simple de stupéfiants ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 221 de Mme Éliane Assassi et n° 281 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 32** (*art. 706-32 du code de procédure pénale - Dispositions sur les coups d'achat*) (p. 6187) : son amendement n° 50 : clarification du régime applicable aux coups d'achat destinés à lutter contre le trafic de stupéfiants ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 33** (*art. 131-35-1, 221-8, 223-18, 222-39, 222-44, 312-13 et 322-15 du code pénal - Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits*

*stupéfiants*) (p. 6188, 6189) : estime l'amendement n° 282 de M. Jean-Claude Peyronnet (financement des stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants) satisfait par son amendement n° 44 précité. Ses amendements n° 51 : clarification ; et n° 52 : précision ; adoptés. - **Article 34** (*art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste*) (p. 6190) : son amendement n° 53 : aggravation des peines pour les violences commises en état d'ivresse ou sous l'emprise de stupéfiants ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 223 de Mme Éliane Assassi et n° 283 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6191) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Philippe Goujon (évaluation de la politique nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie). - **Division additionnelle avant le chapitre VII** (p. 6192) : s'oppose à l'amendement n° 224 de Mme Éliane Assassi (insertion d'une division additionnelle introduisant diverses dispositions de procédure pénale). - **Articles additionnels avant le chapitre VII** (p. 6193) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 225 (suppression de la comparution immédiate) et n° 226 (possibilité de recours au placement en détention provisoire pour les crimes et délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 6194, 6195) : s'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 227 (mesures pénales à l'encontre des mineurs de treize à dix-huit ans), n° 228 (conditions de garde à vue des mineurs de moins de treize ans) et n° 229 (conditions de détention provisoire des mineurs de treize à seize ans). - **Article 38 (priorité)** (*art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement*) (p. 6199, 6201) : ses amendements n° 61 : rédaction ; n° 62 : coordination ; et n° 63 : délai de validité des investigations antérieures sur la personnalité d'un mineur ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Éliane Assassi n° 234 (suppression de la procédure de jugement à délai rapproché) et n° 235 (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 287 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 35** (*art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites*) (p. 6204, 6208) : ses amendements n° 54 : coordination ; n° 57 : précision ; n° 55 : simplification ; n° 56 : suppression de l'exclusion de certaines mesures de composition pénale de la liste des dispositions applicables aux mineurs ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 230 de Mme Éliane Assassi et n° 284 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Demande le retrait des amendements de M. Christian Demuynck n° 149 (définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires) et n° 150 (précision). S'oppose à l'amendement n° 125 (application de la procédure de composition pénale pour les mineurs de plus de seize ans) de M. François Zochetto. - **Article 36** (*art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Diligence du juge des enfants*) (p. 6209, 6210) : son amendement n° 58 : rectification ; adopté. S'oppose aux amendements n° 231 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 285 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la limitation du nombre d'admonestations ou de remises à parents). - **Article 37** (*art. 10-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquance - Contrôle judiciaire*) (p. 6212, 6213) : ses amendements n° 59 et 60 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 232 de Mme Éliane Assassi et n° 286 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Christian Demuynck (définition et validation d'objectifs scolaires et disciplinaires). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6214, 6216) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Claude Carle n° 295 (obligation d'incarcération des mineurs dans des établissements pénitentiaires spécifiques) et n° 298 (systématisation de la mesure de réparation pour les primo-délinquants). - **Article 39** (*art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives*) (p. 6218) : son amendement n° 64 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 153 de M.

Christian Demuyne et n° 288 de M. Jean-Claude Peyronnet (durée de placement dans une institution ou un établissement d'éducation), ainsi qu'à l'amendement n° 236 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 40** (art. 20-7 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - *Mesure d'activité de jour face à un ajournement*) (p. 6220) : son amendement n° 65 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 41** (art. 33 de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - *Placement à l'extérieur au sein de centres éducatifs fermés*) (p. 6221, 6222) : son amendement n° 66 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 238 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 43** (art. 131-3 et art. 131-8-1 nouveau du code pénal - *Institution de la sanction-réparation*) (p. 6224) : s'oppose aux amendements n° 239 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 289 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la possibilité de cumuler la sanction-réparation avec la peine d'emprisonnement). - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal, art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - *Stage de responsabilité parentale*) (p. 6226) : son amendement n° 67 : peines complémentaires sous forme de stages ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 240 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 6227) : accepte l'amendement n° 307 de M. Philippe Goujon (régime des communications téléphoniques émises par les personnes incarcérées). - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - *Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports*) (p. 6229, 6230) : ses amendements n° 68 : rédaction ; n° 70 : cohérence ; n° 69 et 71 : coordination ; adoptés. Ses amendements n° 73 : coordination ; et n° 72 : changement d'appellation des gardes champêtres ; retirés. S'oppose aux amendements n° 233 de Mme Éliane Assassi (suppression) et n° 313 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression partielle). - **Article 47** (*Extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1845 relative à la police des chemins de fer*) (p. 6231) : son amendement n° 74 : clarification ; adopté. - **Article 48** (*Application dans le temps de l'article 17*) (p. 6231) : son amendement n° 75 : délai accordé aux éditeurs et distributeurs de documents à caractère pornographique ou violent pour respecter leurs nouvelles obligations ; adopté. - **Article 51** (art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - *Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française*) (p. 6232) : ses amendements n° 76, 77 et 78 : coordination ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6289, 6291) : nouveaux moyens de lutte contre les mariages simulés dans le respect du principe fondamental de la liberté du mariage. Statistiques sur l'ampleur des mariages binationaux. Renforcement du contrôle des mariages contractés par des Français à l'étranger. Sous réserve d'amendements de précision et de simplification, avis favorable de la commission à l'adoption du projet de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6306) : s'oppose à la motion n° 19 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6308, 6309) : s'oppose à la motion n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - *Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux*) (p. 6314) : s'oppose aux amendements de suppression n° 26 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 6315, 6319) : ses amendements n° 1 : suppression des dispositions d'ordre réglementaire relatives à la notification du compte rendu en cas de délégation de la réalisation de l'audition ; et n° 2 : possibilité de changer de

témoins avant la célébration du mariage ; adoptés. Sur les amendements de M. Christian Cointat, accepte le n° 20 (possibilité de délégation du pouvoir d'entendre les époux à l'étranger aux fonctionnaires dirigeant une chancellerie détachés ou aux consuls honoraires de nationalité française compétents) et s'oppose au n° 21 (fixation par arrêté du ministre des affaires étrangères des conditions de formation des fonctionnaires délégués du pouvoir d'auditionner les époux). S'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 27 (précision selon laquelle le compte rendu de l'audition est adressé, à peine de nullité, dans un délai d'un mois, et non pas "sans délai") et n° 28 (transmission aux futurs époux, dans un délai d'un mois à peine de nullité, du compte rendu de leur audition). - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - *Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger*) (p. 6322, 6327) : ses amendements n° 3 : rédaction ; n° 4, 6, 8 et 11 : suppression des dispositions de caractère réglementaire ; n° 5 : obligation pour l'officier de l'état civil ou l'autorité diplomatique ou consulaire de saisir sans délai le Procureur de la République en cas de suspicion de mariage frauduleux ; n° 7 : assouplissement des conditions d'audition des époux qui n'ont pas de certificat de capacité à mariage en l'absence de tout doute sur le consentement ; n° 9 et 10 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 30 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Accepte les amendements de M. Laurent Bêteille n° 40 (rédaction) et, après sa rectification, le n° 41 (rédaction). Accepte les amendements de M. Christian Cointat portant sur le même objet n° 22 et n° 24 (coordination) et émet un avis de sagesse favorable sur le n° 23 (nécessité d'indices à caractère sérieux afin d'ouvrir une enquête préalablement à la transcription d'un mariage célébré régulièrement) du même auteur. - **Article additionnel après l'article 3** : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. - **Article 4** (art. 176 du code civil - *Contenu et caducité de l'acte d'opposition à la célébration du mariage*) (p. 6328) : son amendement n° 13 : précision ; adopté. - **Article 6** (art. 47 du code civil - *Force probante des actes de l'état civil étrangers*) (p. 6329, 6330) : ses amendements n° 14 : instauration d'une procédure administrative de vérification de la validité des actes de l'état civil étranger ; et n° 15 : correction rédactionnelle ; adoptés. Sur son amendement n° 14 précité, s'oppose au sous-amendement n° 33 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution d'un régime de décision implicite d'acceptation au système de décision implicite de rejet) et, à titre personnel, au sous-amendement n° 42 de Mme Alima Boumediene-Thiery (diminution du délai au-delà duquel le silence de l'administration vaut décision de rejet) ainsi qu'à l'amendement n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat (rétablissement de l'article 47 du code civil dans la rédaction antérieure à la loi du 26 novembre 2003). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 6331) : son amendement n° 16 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du chapitre Ier du présent projet de loi ; adopté. - **Article 8** (*Entrée en vigueur*) : son amendement n° 17 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation annuel de l'exécution de la présente loi).

## - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

### *Deuxième partie :*

#### **Justice**

- (4 décembre 2006) (p. 9444, 9446) : progression des crédits. Créations d'emplois. Maîtrise des frais de justice. Amélioration de la situation des prisons. Evolution des dépenses d'aide juridictionnelle. Se demande pourquoi la justice administrative ne relève pas de la mission "Justice".

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du

règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 10910, 10912) : article 12 du projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions de la loi du 27 juin 1990 relative aux soins psychiatriques sans consentement. Procédure non satisfaisante. Problème du maintien parallèle des articles 18 à 24 traitant des hospitalisations d'office dans la discussion de deuxième lecture du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance. Eu égard à la promesse du Gouvernement d'une révision globale de

la loi de 1990, avis favorable de la commission des lois à l'habilitation par ordonnance. - **Article 12** (*Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance*) (p. 10937, 10938) : votera contre les amendements de suppression n° 4 de M. François Autain et n° 6 de M. Jean-Pierre Godefroy.

**LECLERC (Dominique)**  
sénateur (*Indre-et-Loire*)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ; nouvelle nomination le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 4 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 82 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La compensation vieillesse est-elle encore réformable ? [n° 131 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - **Article 1er** (*art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption*) (p. 70) : son amendement n° 36 : suppression de la condition de validité introduite par l'Assemblée nationale pour les accords collectifs prévoyant des mesures de neutralisation financière des congés de maternité ; adopté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1024) : soutient l'amendement n° 416 de M. Michel Houel (redéfinition de la période initiale de l'apprentissage junior) ; adopté par priorité.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)] - (13 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7976, 7978) : déséquilibre de la branche vieillesse. Taux d'emploi des seniors. Rapports du régime général avec l'Etat et les autres régimes. Adossements des régimes spéciaux. Vieillesse de la population.

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 35** (*art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8225, 8226) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques), ainsi que sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement. (p. 8229, 8230) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Mercier (harmonisation du droit applicable aux établissements privés participant au service public hospitalier). - **Article additionnel après l'article 35 ou après l'article 37** : son amendement n° 112 : réévaluation des indemnités de manipulation et réactualisation de la nomenclature ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8233, 8235) : pharmacies hospitalières. Approbation de l'avis de sagesse rendu par la commission sur l'amendement n° 317 de M. François Autain (suppression de la rétrocession hospitalière).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 8350) : accepte les amendements du Gouvernement n° 410 (création du fonds des actions conventionnelles) et n° 411 (renforcement du rôle des missions régionales de santé). - **Article additionnel avant l'article 54 ou après l'article 54** (p. 8369) : s'oppose aux amendements n° 259 de M. Claude Domeizel (garantie aux titulaires d'une pension d'invalidité d'un niveau de retraite au moins égal à cette pension) et n° 286 de M. Guy Fischer (amélioration du régime de retraite des titulaires de la pension d'invalidité) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 260 de M. Roger Madec et n° 285 de M. Guy Fischer (droit à ouverture de la pension de réversion pour le partenaire survivant d'un PACS). - **Article additionnel avant l'article 54** (p. 8372) : s'oppose à l'amendement n° 306 de M. Guy Fischer (suppression de la condition de résidence en France pour le versement aux retraités immigrés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées). - **Article 54** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale et art. L. 992-9 nouveau du code du travail - Assouplissement des règles de cumul emploi-retraite) (p. 8374, 8375) : son amendement n° 47 : augmentation du pourcentage des ressources pouvant résulter du cumul emploi-retraite ; retiré. Accepte l'amendement n° 230 de Mme Catherine Procaccia (amélioration du tutorat dans l'entreprise) et s'oppose à l'amendement n° 283 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 55** (art. L. 122-14-13 du code du travail - Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans) (p. 8377, 8379) : ses amendements n° 48 : interdiction de la signature d'accords collectifs prévoyant la mise à la retraite d'office des salariés avant l'âge de soixante-cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ; n° 49 : clarification ; et n° 50 : extinction au 31 décembre 2007 des accords prévoyant la possibilité de mise à la retraite des salariés avant l'âge de soixante ans et assujettissement des indemnités versées dans ce cadre à la contribution sur les préretraites perçues au bénéfice du FSV ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 366 de Mme Catherine Procaccia (extinction au 31 décembre 2007 des accords prévoyant la possibilité de mise à la retraite des salariés avant l'âge de soixante ans) satisfait par son amendement n° 50 précité. S'oppose à l'amendement n° 287 de M. Guy Fischer (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 167 de M. Jacques Pelletier (inapplication de l'article aux salariés totalisant au moins quarante années de cotisations). Thématique proche des dispositions de l'article 13 bis du projet de loi, supprimé par le Sénat. Réexamen des problèmes soulevés en commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8381, 8382) : après avoir demandé l'avis du Gouvernement, accepte les amendements de M. Jean-Marc Juillard n° 224 (précision de la composition de l'assiette des cotisations sociales dues par les non-salariés agricoles) et n° 225 (cohérence) et demande le retrait des n° 223 (extension à tous les assurés non-salariés agricoles retraités avant 2002 de la prise en compte des périodes d'assurance vieillesse pour l'accès aux revalorisations des retraites instaurée par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006), n° 221 (diminution de l'assiette minimale de cotisations pour les titulaires de pensions ou de rentes d'invalidité perçues au titre de l'assurance accidents des exploitants agricoles) et n° 220 (prise en compte des droits dits "combinés" pour l'ouverture et le calcul des droits à retraite complémentaire du conjoint ayant repris l'exploitation à la suite du décès du chef d'exploitation). Sur l'amendement du même auteur n° 222 (extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour

charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 439 du Gouvernement (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants). - **Article 57** (Affiliation des moniteurs de ski à l'assurance vieillesse obligatoire des professions libérales) (p. 8384) : son amendement n° 179 : mise en oeuvre progressive d'un régime d'assurance vieillesse pour les moniteurs de ski ; adopté. - **Article additionnel après l'article 57** (p. 8385) : son amendement n° 367 : suppression de la possibilité de créer, au sein des caisses de retraite des travailleurs indépendants, de nouveaux produits de retraite facultatifs en capitalisation ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8385, 8386) : ses amendements n° 51 : extension à la CNAV de la clause de révision obtenue par les régimes complémentaires dans le cadre des opérations d'adossment de régimes spéciaux ; et n° 52 : nécessité de l'accord de la CNAV sur le principe et les modalités des adossments ; retirés ; et n° 53 : application d'un barème spécifique au rachat d'années incomplètes ou d'années d'études effectué pour bénéficier du dispositif des carrières longues ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. André Lardeux (actualisation des barèmes de rachat de trimestres) satisfait par son amendement n° 53 précité. (p. 8387, 8389) : accepte à regret de retirer ses amendements précités n° 51 et n° 52. Ses amendements n° 54 : composition du conseil d'orientation des retraites, COR ; n° 55 : établissement de perspectives, dans la perspective de 2008, sur les futurs équilibres financiers de tous les régimes ; et n° 56 : uniformisation de l'ensemble des cotisations sociales et fiscales sur les préretraites ; retirés. S'oppose à l'amendement n° 365 de M. Roland Muzeau (garantie d'un niveau décent de ressources aux personnes exerçant une activité professionnelle en établissements ou services d'aide par le travail).

- **Commission mixte paritaire [n° 75 (2006-2007)]** - (30 novembre 2006) - **Article 55** (p. 9179, 9180) : opposé, à titre personnel, à l'amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de continuer à appliquer, entre 2010 et 2014, des accords de mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour les seules branches professionnelles qui ont accepté un accord dérogatoire en application de la loi de 2003). Arrangement contraire au vote intervenu en commission mixte paritaire. Fragilisation du plan d'action en faveur des seniors.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Deuxième partie :*

#### **Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9360) : conditions d'adossment des régimes spéciaux de retraite. Préconisations de la Cour des Comptes. Problématique des indicateurs. Réforme des retraites en 2008. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite". - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9366, 9371) : son amendement n° II-53 : réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer ; rejeté.

**LEGENDRÉ (Jacques)**  
*sénateur (Nord)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 384 (2005-2006)] autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 414 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Culture - Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Liberté d'expression et respect des croyances religieuses : actes de l'audition organisée le 18 mai 2006 [n° 479 (2005-2006)] (7 septembre 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Aide publique au développement [n° 79 tome 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1004, 1005) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise).

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3842, 3844) : déséquilibre entre les trop peu nombreux services archéologiques relevant des collectivités territoriales et l'INRAP. Conséquences des prescriptions de fouilles et de l'allongement des délais sur l'économie et les investisseurs. Exemple du département du Nord. Regrette la prescription systématique de diagnostics. Nécessité d'inciter les collectivités à s'engager dans la constitution de services archéologiques régionaux.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4360, 4361) : conformité de l'immigration choisie à la tradition républicaine. Conception contestée par les Africains dans le cadre de la réunion de l'Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie à Ouagadougou. Vision d'un tri élitiste au profit de l'ancienne métropole. Problématique nécessitant un indispensable codéveloppement. Suggère l'emploi du terme "d'immigration acceptée" plutôt que de celui "d'immigration choisie". Hyprocrisie de l'argument tiré du pillage des cerveaux africains. Nécessité d'adopter une politique dynamique d'accueil des étudiants étrangers, élément essentiel de la survie de la francophonie, du rayonnement de la France et de la balance des paiements. Maintien indispensable d'une relation adulte avec l'Afrique, basée sur le respect réciproque, y compris en matière d'immigration.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4439) : s'abstient sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour), ainsi que sur le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4478) : défavorable au sous-amendement n° 517 de M. Bernard Frimat (suppression, pour le bénéficiaire d'une autorisation provisoire de séjour à l'occasion d'une mission de volontariat, de l'obligation de signer l'engagement de quitter le territoire à l'issue de cette période) sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant). - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4503) : accueil des étudiants en France. Attitude frileuse comparée à la politique de l'Australie, du Canada et des Etats-Unis. Vive compétition entre pays occidentaux pour la mobilité internationale des étudiants. Intérêt de l'ouverture d'un tel marché pour l'équilibre de la balance des paiements et le rayonnement international de la France et de la francophonie. Souhaite des systèmes cohérents de contrôle pour écarter les faux étudiants. (p. 4512) : son amendement n° 135 : attribution d'une carte de séjour "étudiant" à l'étranger titulaire du baccalauréat français ou d'un diplôme équivalent obtenu dans un établissement secondaire d'enseignement français à l'étranger ; adopté. - **Article 9** (art. L. 313-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « scientifique » et transposition d'une directive) (p. 4521, 4522) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-René Leclerc (assouplissement des conditions permettant aux établissements d'enseignement de recourir à des intervenants étrangers pour des missions courtes) ; retiré. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour « compétences et talents ») (p. 4540) : approuve la démarche du

texte. Nécessité de trouver un équilibre entre le souhait de recevoir des étrangers dotés de compétences et l'organisation de la circulation des élites entre leur pays d'origine et le pays d'accueil. Démarche nécessaire pour la survie de la francophonie.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 384 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 5176, 5178) : se félicite de la ratification de cette convention par voie parlementaire. Raisons de la protection et de la promotion de la diversité culturelle. Avancées représentées par la convention dans le droit international. Texte comportant, comme tout compromis, des limites. Renforcement des politiques françaises et européennes. Nécessité d'atteindre dès que possible l'objectif de trente ratifications. Avis favorable de la commission saisie pour avis à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 292 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Article unique** (p. 5185) : nécessité de défendre les langues considérées comme l'instrument d'expression des cultures.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9550, 9551) : organisation internationale de la francophonie. Défense de la langue française en France. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9569) : intervient sur l'amendement de la commission des finances n° II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9813, 9814) : Conseil de l'Europe. Cour européenne des droits de l'homme. Création d'une Agence des droits fondamentaux.

**LE GRAND (Jean-François)**  
*sénateur (Manche)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la constitution d'une entreprise commune pour la réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR) (n° E 3025) [n° 332 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Transports - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 332 (2005-2006)] sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la constitution d'une entreprise commune pour la réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR) (n° E 3025) [n° 353 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Transports - Union européenne.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 482 (2005-2006)] visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 39 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 80 tome 10 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 66 (2006-2007)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 103 (2006-2007)] (6 décembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 821, 822).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Article 5 (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés)** (p. 4160, 4161) : importance particulière de l'article 5. Rappelle l'adoption de son

amendement dans la loi de 1991. Contexte du procès intenté à AREVA.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 7 bis** (*Conditions de réversibilité du centre de stockage*) (p. 4196, 4197) : intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Dominique Voynet (modalités de consultation des populations des départements concernés par le site). Préférence pour la proposition gouvernementale d'un débat public démocratique. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4231, 4232) : son amendement n° 55 : modalités de prise en compte de la durée d'amortissement pour les biens existants avant le 1er janvier 2005 ; retiré. Caractère d'appel de cet amendement. Souhait d'une prise de participation active au développement local par les entreprises.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5528, 5529) : souhait d'une adoption rapide du texte. Intervient en tant que président du cercle français de l'eau et président de conseil général. Contenu technique satisfaisant donné à la notion juridique de "bon état des eaux". Souhait d'une participation accrue du Gouvernement aux fonds départementaux. Problème de la démocratie de l'eau. Caractère universel du droit à l'eau. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5547) : son amendement n° 172 : introduction du droit à l'eau dans la législation ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 21** (*art. L. 425-1 [nouveau] du code des assurances - Création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole de boues urbaines et industrielles*) (p. 5644) : sur l'amendement n° 33 de la commission (modification du montant et des modalités de recouvrement de la taxe due par les producteurs de boues), soutient les sous-amendements de M. Charles Revet n° 183 et n° 184 ; retirés. (p. 5645) : soutient les amendements de M. Charles Revet n° 181 (réintroduction des boues d'origine domestique dans le dispositif) ; et n° 182 (prise en compte des boues provenant des systèmes de traitement collectif et non collectif) ; devenus sans objet. (p. 5646, 5647) : son amendement n° 403 : condamnation des clauses contractuelles interdisant l'épandage de boues dont la qualité est conforme aux exigences réglementaires ; devenu sans objet. - **Article 22** (*art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5655) : sur l'amendement n° 35 de la commission (mise en cohérence des responsabilités des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif), soutient les sous-amendements de M. Charles Revet n° 187 ; retiré ; et n° 185 et n° 188 ; adoptés. Soutient l'amendement n° 186 de M. Charles Revet (prérogatives du maire en cas de pollution avérée causée par le mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif) ; devenu sans objet. (p. 5658) : intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Charles Revet précité. (p. 5660, 5661) : soutient l'amendement n° 190 de M. Charles Revet (rédaction) ; retiré. (p. 5662) : sur l'amendement n° 39 de la commission (cohérence), soutient le sous-amendement n° 189 de M. Charles Revet ; retiré. - **Article 22 bis** (*art. L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation - Mise en cohérence d'articles du code de la construction et de l'habitation*) (p. 5664) : sur l'amendement n° 43 de la commission (coordination), soutient le sous-amendement n° 191 de M. Charles Revet ; retiré. - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23** (*art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement*) (p. 5666, 5667) : son amendement n° 406 : simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales ; adopté. - **Article 23 ter** (*art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie*) (p. 5670) : favorable à l'amendement n° 413 du Gouvernement (insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant). - **Article 24 bis** (*art. L. 421-2-2 du code de*

*l'urbanisme - Consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance de permis de construire*) (p. 5671) : soutient l'amendement n° 192 de M. Charles Revet (consultation des services d'eau potable et d'assainissement avant la délivrance des permis de construire) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5675) : son amendement n° 173 : élargissement du champ d'application de la "loi de solidarité" permettant d'affecter, dans la limite de 1 % des recettes, de l'argent à des actions de coopération décentralisée ; retiré. Soutient l'amendement n° 193 de M. Charles Revet (modalités d'appréciation du seuil de 3000 habitants prévu pour l'application des articles L. 2224-2 et L. 2224-6 du code général des collectivités territoriales) ; retiré. - **Article 26** (*art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5678, 5679) : soutient l'amendement n° 194 de M. Charles Revet (réglementation des déclarations en mairie concernant tout prélèvement, puits ou forage effectué à des fins d'usage domestique de l'eau) ; retiré. (p. 5682) : sur l'amendement n° 50 de la commission (possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif), soutient les sous-amendements de M. Charles Revet n° 195 ; retiré ; et n° 196 ; rejeté. (p. 5685) : intervient sur le sous-amendement précité n° 196 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5694) : défavorable à l'amendement n° 161 de M. Christian Cambon (répartition du coût du déplacement des installations de service public d'eau nécessité par des travaux d'aménagement du domaine public routier). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5715, 5716) : son amendement n° 404 : renforcement du contrôle de gestion ; adopté. - **Article 28 bis** (*art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement*) (p. 5737) : son amendement n° 405 : création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement ; devenu sans objet. (p. 5738, 5739) : intervient sur l'amendement n° 75 de la commission portant sur le même objet que son amendement n° 405 précité.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (*art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 5778, 5779) : favorable à l'encouragement aux bonnes pratiques agricoles. Justification des comportements des agriculteurs par ceux des consommateurs. (p. 5796) : son amendement n° 174 : précision ; retiré. (p. 5798) : son amendement n° 175 : possibilité de rémunérer l'exploitant du service de distribution d'eau assurant le recouvrement de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte pour le compte de l'agence de l'eau ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 101 de la commission. (p. 5810) : favorable à l'amendement n° 302 de M. Jean Bizet (possibilité pour les agences de l'eau de moduler la redevance pour pollutions diffuses en faveur des agriculteurs engagés dans des processus de traitement écologique respectueux de l'environnement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5846, 5847) : hommage au travail du rapporteur et à la qualité d'écoute ainsi qu'à l'ouverture d'esprit du ministre. Avancée essentielle : le droit à l'eau. Regret de n'avoir pu défendre l'idée de la création d'une ligne budgétaire spécifique pour l'eau. Votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]** - (7 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 7689) : modification de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoyant le transfert au bénéfice des collectivités territoriales des ports non autonomes relevant de l'Etat. Ouverture de la gestion des ports autonomes à plusieurs

collectivités. Exemple des ports de Dieppe et de Caen. Capacité des ports à absorber les nouveaux trafics internationaux.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Articles de récapitulation des crédits**

- (11 décembre 2006) - au nom de la commission des affaires économiques. - **Article 39** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9989) : son amendement n° II-90 : dérogation au plafond des reports de crédits pour le programme "Transports aériens" ; retiré au bénéfice de l'amendement n° II-349 du Gouvernement (dérogation au plafond des reports de crédits pour les programmes "Coordination des moyens de secours" et "Transports aériens").

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10070) : son amendement n° II-330 : extension aux départements et aux régions des dispositions prévoyant le versement d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle ; retiré.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 10171, 10173) : conditions de recevabilité permettant la création d'une commission d'enquête. Estime cette proposition de résolution inopportune. Avis défavorable de la commission des affaires économiques. (p. 10176) : réorganisation de la sous-traitance. Participation de l'Etat actionnaire. (p. 10178) : message de confiance adressé par le Sénat à M. Louis Gallois.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10403, 10404) : son amendement n° 47 : versement d'une compensation aux départements et aux régions en cas de perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle ; adopté. - **Article 24** (*Modification des tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 10477, 10478) : soutient l'amendement n° 193 de M. Laurent Bêteille (report de la date d'entrée en vigueur du nouveau mécanisme de revalorisation de la TGAP) ; retiré. - **Article 25** (*Modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes*) (p. 10481) : son amendement n° 48 : modulation des tarifs de la taxe d'aéroport ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36 septies** (p. 10655, 10656) : soutient les amendements de M. Jacques Valade n° 226 (préservation de la neutralité fiscale des nouvelles dispositions comptables sur le calcul des bases de taxe professionnelle) ; et, portant sur le même objet, n° 225 et 224 (aménagement de la répartition des bases de taxe professionnelle des entreprises de transport aérien) ; retirés. - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10661) : soutient l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs) ; adopté. - **Article 36 quaterdecies** (*Adaptation du mode de calcul du ticket modérateur dans le cas des EPCI à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 du fait d'un transfert de compétences*) (p. 10671) : soutient l'amendement n° 219 de M. Jean-Pierre Vial (réfaction dégressive du ticket modérateur pour les collectivités territoriales devant faire face à un appel en garantie) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36 quindecies** (p. 10690) : son amendement n° 46 : compensation en 2007 des pertes de recettes enregistrées par certaines chambres de commerce et d'industrie ; adopté.

**LEJEUNE (André)**  
sénateur (Creuse)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**



*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9579, 9580) : insuffisances du Gouvernement. Données chiffrées. Absence de réponse aux interrogations des agriculteurs. Indemnités pour l'équilibre du territoire. Retraites agricoles. Défi alimentaire, environnemental et économique. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget.

**LE PENSEC (Louis)**  
*sénateur (Finistère)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 156 (2005-2006)] autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antissursis nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices), adoptée à Londres le 5 octobre 2001 [n° 297 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Traités et conventions - Transports.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**Discussion générale** (p. 406, 407) : apprécie en tant qu'ancien ministre de la mer le souci de protéger au même niveau l'écosystème et le développement durable. Importance pour les pêcheurs professionnels d'un milieu naturel préservé. Soutien au projet de parc naturel marin en Iroise. Maintien indispensable du périmètre défini au cours des réflexions de fond et de la prise en compte du nord de l'Iroise comme du sud. Ambition stratégique du texte pour l'espace maritime. Création de l'Agence des aires marines protégées. Responsabilités internationales de la France depuis la signature de la convention de Montego Bay sur le droit de la mer. Urgence d'une prise de conscience des obligations à l'égard des générations futures et de la sauvegarde de la biodiversité marine. Accord sur le projet de parc naturel marin.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (31 janvier 2006) -

**LEROY (Philippe)**  
*sénateur (Moselle)*  
UMP

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail.**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : sa question (p. 5127, 5129).

**LESBROS (Marcel)**  
*sénateur (Hautes-Alpes)*  
UMP

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre jusqu'au 14 février 2006.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

**LÉTARD (Valérie)**  
*sénateur (Nord)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 8 septembre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale [n° 153 (2005-2006)] (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Ville et logement [n° 82 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Logement et urbanisme.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 220, 223) : rapport d'information sur les minima sociaux. Lisibilité du dispositif d'intéressement proposé. Suppression du délai de latence pour bénéficier d'un CI-RMA. Améliorations apportées par la commission des affaires sociales. Regrette l'examen précipité d'un texte partiel. Prise en compte insuffisante des personnes n'atteignant pas un mi-temps. Abus de la procédure d'urgence et du dépôt d'amendements de dernière minute. Ses propositions : suppression de la prime de 1000 euros au profit d'un relèvement du plafond des aides relatives aux couvertures complémentaires de santé ; accès aux modes de garde collectifs pour les chômeurs. Ses interrogations : neutralisation des ressources ; coût pour les conseils généraux. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte. - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi) (p. 250, 255) : son amendement n° 36 : majoration du plafond ouvrant droit à un crédit d'impôt pour financer un contrat d'assurance complémentaire de santé ; retiré. - **Article 6** (art. L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles - Garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 273, 275) : son amendement n° 37 : modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux ; retiré.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1124, 1125) : soutient l'amendement n° 502 de M. Michel Mercier (réduction de la période de consolidation du CPE de deux ans à un an) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1199) : favorable à l'amendement précité n° 502 de M. Michel Mercier. Influence du sort de cet amendement sur le vote final du groupe de l'UC-UDF.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1499, 1500) : nécessité de préciser la nature et la déclinaison territoriale de cette agence. Question de son pouvoir d'interpellation sur l'action publique de l'Etat. (p. 1511) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), son sous-amendement n° 897 ; adopté. (p. 1518, 1519) : son amendement n° 522 : précision des missions de l'agence et de l'articulation de son action au niveau des régions et des départements ; rejeté. (p. 1520) : son amendement n° 520 : présence de parlementaires au sein du conseil d'administration de l'agence ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio) (p. 1613) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 815 et 816 ; rejetés ; et n° 813 et 814 (inscription dans les missions du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, les conventions des éditeurs de services de télévision et les cahiers des charges des services de radio et de télévision, de l'objectif de diversité culturelle) ; adoptés. - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9

du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1624, 1625) : inefficacité et inéquité du dispositif de suppression des allocations familiales pour lutter contre l'absentéisme scolaire. Inscription dans la durée de la prévention de la délinquance dans un système éducatif renforcé. (p. 1633) : soutient l'amendement n° 523 de M. Michel Mercier (pouvoir d'appréciation du président du conseil général sur l'opportunité de proposer aux familles la mise en oeuvre d'un contrat de responsabilité parentale) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2750, 2751) : sa contribution en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales à l'amélioration du texte lors de la première lecture. Approbation du recadrage de "l'amortissement Robien". Lisibilité insuffisante de l'effort de construction, hormis dans les zones de rénovation urbaine et accentuation de cette illisibilité avec l'introduction de l'accession sociale à la propriété dans le quota de l'article 55 de la loi SRU. Approbation du renforcement des mécanismes d'accession à la propriété. Difficulté croissante de l'accession à la propriété des ménages modestes. Danger de l'accession à la propriété des familles fragiles financièrement. Ses propositions d'amendements.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2839) : souci d'accession à la propriété pour tous. Diminution du nombre de familles pouvant accéder à la propriété. Interrogation sur le bien-fondé de la réforme de l'article 55 de la loi SRU. (p. 2848) : son amendement n° 340 : objectif de 30 % de logements sociaux dans les communes visées à l'article 55 de la loi SRU en cas de maintien dans le décompte des 20 % des logements financés par des aides à l'accession à la propriété ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2893) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), ses sous-amendements n° 346 : obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux ; et n° 347 : précision ; adoptés. (p. 2910) : souplesse de son sous-amendement précité n° 346. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2928) : son amendement n° 334 : incitation des communes à construire des logements très sociaux ; retiré. (p. 2929) : effort colossal d'une collectivité s'engageant dans la construction de logements très sociaux. (p. 2936, 2937) : son amendement n° 331 : modalités d'octroi du permis de construire pour les réalisations comportant 20 % de logements sociaux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 8 bis A (priorité)** (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 3138) : son amendement n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres) ; retiré puis repris par M. Thierry Repentin et rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 3164, 3165) : son amendement n° 344 : possibilité pour les unions d'économie sociale, UES, d'accéder au conventionnement global ; adopté après avoir été modifié à la demande du rapporteur. - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes

défavorisées) (p. 3176) : son amendement n° 339 : financement de l'accompagnement social lié au logement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3368) : son amendement n° 487 : nomination d'un délégué spécial chargé de vérifier l'accompagnement des personnes relogées ; rejeté. (p. 3380) : intervient sur l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). (p. 3381, 3382) : intervient sur ses amendements n° 487 précité et n° 341 : possibilité pour certaines catégories de demandeurs de logements de saisir directement la commission de médiation sans attendre l'expiration du délai fixé dans chaque département.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4981, 4982) : nécessité d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale et l'articulation des différentes mesures menées en direction des enfants en danger. Interrogations quant à l'application des contrats de responsabilité parentale. Besoin de revisiter les textes et de les élaguer pour concentrer les moyens sur l'essentiel.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5080, 5081) : son amendement n° 124 : transfert de la fonction de tuteur des pupilles de l'Etat au président du conseil général ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5913, 5915) : interrogation sur les objectifs et les moyens de la prévention. Rôle du maire et du président du conseil général. Nécessité d'éviter les conflits de compétence. Problèmes soulevés. Avec le groupe UC-UDF, soutien aux propositions de la commission des affaires sociales. Financement de la prévention de la délinquance. Souhait d'un équilibre entre l'action sociale, la prévention et la sanction.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5960, 5961) : intervient sur le sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds), déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5974) : soutient l'amendement n° 103 de M. Michel Mercier (réaffirmation de la compétence générale du département en matière d'action sociale) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 5992, 5994) : soutient l'amendement n° 113 de M. Michel Mercier (ajout à ce texte de deux articles du projet de loi relatif à la protection de l'enfance relatifs au signalement des mineurs en danger et au secret professionnel partagé) ; retiré. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 6004, 6005) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune), soutient les sous-amendements n° 321 et n° 322 de M. Michel Mercier ; retirés. Sur le même amendement précité n° 11 de la commission, ses sous-amendements n° 315 et n° 317 ; retirés. (p. 6006) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 117 (information conjointe du maire et du président du conseil général) ; n° 106 (clarification des compétences des différentes collectivités

territoriales); et n° 110 (désignation facultative d'un coordonnateur par le président du conseil général); retirés.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9235, 9236) : soutient l'amendement n° II-141 de M. Michel Mercier (transfert de crédits dévolus au secteur de l'hôtellerie et de la restauration au profit du maintien de l'enveloppe consacrée aux stagiaires de la formation professionnelle reconnus travailleurs handicapés); rejeté. - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9247) : son amendement n° II-143 : extension des expérimentations aux CAE et CIE, et création d'un contrat unique d'insertion; irrecevable (article 40). (p. 9249) : soutient l'amendement n° II-147 de Mme Françoise Férat (repli); retiré. - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9254) : soutient l'amendement n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression); rejeté.

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9271, 9272) : analyse des crédits de la politique de la ville : ANRU, contrats urbains de cohésion sociale; fonds de prévention de la délinquance. Crédits de la politique du logement : aides à la personne. Développement de l'accession à la propriété. Lutte contre l'habitat indigne. Construction et rénovation du parc public et privé. Avis

favorable à l'adoption de ces crédits amendés par la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9289) : favorable à l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour financer le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros). - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9294) : à titre personnel, accepte les amendements identiques n° II-40 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-57 (exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur).

**- Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10272, 10273) : ses amendements en réponse aux demandes des conseillères municipales de son département.

**- Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10556) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études); adopté. (p. 10558) : favorable aux amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études).

**LE TEXIER (Raymonde)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil national du bruit le 2 mai 2006.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption le 7 septembre 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-2006)] - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 233, 235) : insuffisance du seul intéressement financier pour garantir le retour à l'emploi. Causes du chômage de longue durée. Complexité du système des contrats aidés. Réforme marginale. Absence de concertation. Lacunes relatives à l'accompagnement social et aux droits connexes. Mépris à l'égard des travaux parlementaires. Report de charges financières sur les départements. Absence de prise en compte d'éventuels effets d'aubaine. Système de sanction disproportionné. Dévalorisation du travail. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- *Commission mixte paritaire* [n° 66 (2005-2006)] - (9 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 651) : texte rédigé et débattu dans l'urgence. Absence d'éléments nouveaux apportés par la CMP. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 911, 912) : instrumentalisation de la peur de l'avenir pour justifier la dégradation des conditions de travail. Accroissement des inégalités en France. Opposée à l'apprentissage des jeunes dès l'âge de quatorze ans. Caractère mensonger de l'intitulé "égalité des chances" du texte. Renforcement de la précarité et fragilisation de la démocratie.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation

*d'apprenti junior*) (p. 1045, 1046) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 115 (règles applicables aux stages accomplis par des jeunes de moins de seize ans) ; et n° 118 (examen médical du jeune préalablement au stage en entreprise) ; rejetés. (p. 1048, 1049) : soutient l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Godefroy (garantie de la santé et de la sécurité des jeunes apprentis de moins de seize ans) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1082, 1084) : dénonciation du CPE comme une nouvelle étape dans la course à la précarité de l'emploi menée par le Gouvernement. Inégalité des jeunes face à l'intégration dans la vie active. Considération du CPE par les employeurs potentiels comme un sous-contrat à destination d'une population interchangeable et paupérisée. Nécessité de maintenir la motivation des décisions de licenciement afin d'éviter les abus. Projet de loi économiquement aberrant et juridiquement dangereux. Nécessité de combattre ce texte. (p. 1100, 1101) : son amendement n° 146 : suppression ; rejeté. (p. 1117) : son amendement n° 151 : soumission du CPE aux dispositions du code du travail ; rejeté. (p. 1128, 1129) : son amendement n° 154 : impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique ; rejeté. (p. 1132) : son amendement n° 153 : qualification de la période de consolidation en "période d'essai" ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1151, 1152) : son amendement n° 162 : précision sur la procédure applicable en cas de licenciement pour faute grave conformément au code du travail ; rejeté. (p. 1154) : son amendement n° 164 : augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement ; rejeté. Conditions des prêts. (p. 1181, 1182) : son amendement n° 176 : remplacement de l'évaluation des effets du CPE sur l'emploi par une évaluation portant sur le nombre de créations nettes d'emplois ; rejeté. Bilan du CNE réalisé par l'organisme d'analyse Fiducial. (p. 1184, 1185) : son amendement n° 177 : évaluation du CPE avant la fin 2006 ; rejeté. Conclusions du rapport de MM. Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1190, 1191) : intervient sur son amendement de suppression n° 146. Extension de la précarité. Dispositif inefficace et contre-productif. Utilisation par les entreprises du jeune personnel comme une variable d'ajustement. (p. 1200) : intervient sur son amendement précité n° 154. Bilan des premiers contentieux prud'homaux sur le CNE. (p. 1224, 1225) : intervient sur son amendement n° 175 : intégration du nombre de CPE dans les informations transmises chaque trimestre au comité d'entreprise, soutenu par M. Roger Madec. Son souhait de connaître le nombre de CPE arrivés à leur terme et transformés en CDI. Intervient sur ses amendements précités n° 176 et n° 177.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 27 (priorité)** (*art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1560) : ne votera pas l'amendement n° 402 de M. Jean-Jacques Hyest (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale). - **Article 26** (*art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1563) : soutient l'amendement n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 25 (précédemment réservé)** (*art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1647, 1648) : difficultés sociales, économiques et psychologiques des enfants en échec scolaire. Son expérience dans un service expérimental d'accompagnement social des enfants en difficulté. Défavorable à l'adoption de cet article.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1747) : soutient les propos de M. Jacques Mahéas sur l'amendement n° 388 de Mme Dominique Voynet (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones

d'éducation prioritaire) auquel elle est favorable. Difficultés des communes de Garges-Les-Gonesses et de Sarcelles. Problème de choix politique. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1777, 1778) : son amendement n° 320 : nouvel intitulé - projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social et économique ; rejeté. Négation du terme "égalité" dans le contenu du projet de loi en dépit de son affichage dans le titre.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3281, 3282) : abrogation évidente du CPE. Désaveu du Gouvernement. Refus de toute discussion en dépit des propositions constructives du groupe socialiste sur le projet de loi pour l'égalité des chances. Mépris et autoritarisme. Ignorance des partenaires sociaux et de la jeunesse. Epreuve de force inéluctable. Crise politique et crise de régime. Traitement désinvolte de la question de l'emploi des jeunes dans ce nouveau "texte alibi". Mesures dérisoires inadaptées et bâclées. Non-remise en cause des autres dispositions injustes du projet de loi pour l'égalité des chances. Impasse sur l'exploitation du travail des stagiaires. Souhait du groupe socialiste d'une grande conférence avec les partenaires sociaux sur les questions liées à l'emploi et à la formation. Nécessité d'une vraie portée sociale à la sortie de crise après la volonté de changement et de lutte contre les injustices manifestée par la jeunesse avec le soutien de la population.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7631, 7632) : réalité des ghettos urbains. Affichage des bonnes intentions sans traduction sur le terrain. Promotion indispensable d'un véritable pacte républicain. Demande unanime des élus de Seine-Saint-Denis de retour de la police de proximité. Augmentation indispensable du capital public à destination des quartiers en difficulté : lutte contre l'échec scolaire et adaptation du parc immobilier social.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7998, 8001) : accroissement des inégalités. Prévisions irréalistes. Charges des assurés sociaux. Dépenses de santé. Politique hospitalière. Réforme de l'hôpital.

*Première partie :*

- (13 novembre 2006) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8021) : avec le groupe socialiste, votera contre l'ensemble de la première partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007.

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 6** (*Rectification pour 2006 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Rectification pour 2006 des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 8029) : intervient sur l'article.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 32** (*art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail*) (p. 8185) : soutient l'amendement n° 147 de Mme Christiane Demontès (fixation des heures de sorties par le praticien en adéquation avec les nécessités du malade) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8189, 8190) : défavorable à l'amendement n° 404 du Gouvernement (modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8249, 8250) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Christiane Demontès (développement du recours aux études post-autorisations de mise sur le marché par la voie conventionnelle) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) (p. 9225, 9226) : exonérations de cotisations. Précarisation du travail. Secteur des hôtels, cafés et restaurants. Contrats aidés. Fragilisation des salariés. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget. - **Article 57** (*Prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 9239, 9240) : son amendement n° II-123 : suppression ; rejeté. - **Article 58** (*Création d'une prime de cohésion sociale au titre de l'embauche en contrat d'avenir de demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans*) (p. 9242) : son amendement n° II-125 : suppression ; rejeté. - **Article 61 bis** (*Extension de la liste des bénéficiaires du chèque emploi universel, CESU, « préfinancé » aux « assurés », aux « clients » ainsi qu'aux chefs d'entreprise*) (p. 9262, 9263) : son amendement n° II-127 : suppression ; rejeté.

### Solidarité et intégration

- (8 décembre 2006) (p. 9860, 9861) : paupérisation de la France. Sous-évaluation des dépenses. Hébergement d'urgence. Lutte contre les discriminations. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9874) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-34 de la commission (réaffectation de la subvention prévue au profit du fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments anciens ouverts au public). - **Article 55** (*Alignement du forfait logement de l'API sur celui du RMI*) (p. 9880) : son amendement n° II-233 : suppression ; rejeté. - **Article 56** (*Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux*) (p. 9881) : son amendement n° II-234 : suppression ; rejeté.

**LISE (Claude)**  
*sénateur (Martinique)*  
SOC-A

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la représentation des organisations syndicales présentes Outre-mer [n° 454 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Entreprises - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Outre-mer [n° 80 tome 4 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Outre-mer.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7261, 7263) : délai de mise en oeuvre du nouveau cadre institutionnel de l'outre-mer. Modalités d'exercice des nouveaux pouvoirs normatifs par les assemblées délibérantes des départements et régions d'outre-mer. Pouvoir du préfet de demander une nouvelle lecture à l'assemblée délibérante. Nouvelle rédaction de l'article 73. Portée de ces nouvelles compétences. Souhait d'une réécriture complète des dispositions du titre XII de la Constitution. Sa désapprobation du statut de Saint-Martin défini par une sorte d'article 73 amélioré et de la discussion suscitée par la représentation de ces deux nouvelles collectivités au Parlement. - **Article 1er** (art. L.O. 3445-1 à L.O. 3445-13 nouveaux, L. 4435-1, et L.O. 4435-1 à L.O. 4435-13 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Adaptation des lois et règlements par les départements et régions d'outre-mer - Fixation par les départements et régions d'outre-mer des règles applicables sur leur territoire dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi) (p. 7280) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 295 et 296 : retrait au préfet de la possibilité de demander une nouvelle délibération sur la demande d'habilitation ; retirés.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7489, 7490) : amendements du groupe socialiste. Amélioration acceptée par le Gouvernement. Regret du manque de clarté de la position du Gouvernement et de la majorité sénatoriale sur la représentation parlementaire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Le groupe socialiste, à l'exception de quelques membres, votera ce texte. Importance de l'évolution institutionnelle de ces deux îles.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006).** - (31 octobre 2006) - **Article 1er** (Dispositions complétant les statuts de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon au sein du code général des collectivités territoriales) (p. 7507) : soutient l'amendement n° 106 de M. Jacques Gillot (accompagnement du processus d'évolution statutaire de Saint-Martin par un effort financier de l'Etat) ; rejeté. - **Article 4** (art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations) (p. 7523) : intervient sur les amendements identiques n° 89 de M. Georges Othily et n° 98 de M. Gaston Flosse (création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7549) : opposition du groupe socialiste à l'article 11 et abstention des sénateurs apparentés.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9648, 9649) : régression des crédits dévolus au soutien à l'emploi et à l'activité économique. Gravité de la crise du logement : insuffisance des mesures proposées. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette



mission en dépit des réserves exprimées par son rapporteur pour avis. (p. 9658, 9659) : diminution des crédits. Insuffisance des moyens consacrés au secteur sinistré de l'emploi et du logement. Financement des contrats d'avenir et des CI-RMA. Transfert de la gestion du RMI aux conseils généraux. Spécificités des territoires et aspirations des peuples. - **Articles additionnels**

**après l'article 50 bis** (p. 9684) : son amendement n° II-194 : amélioration de l'information du Parlement ; adopté.

**LONGUET (Gérard)**  
sénateur (Meuse)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Enseignement scolaire [n° 78 tome 3 annexe 13 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Éducation.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article 14 bis** (art. L. 335-5 et L. 335-5-1 du code de la propriété intellectuelle - Contraventions réprimant les échanges illicites d'oeuvres en ligne) (p. 3744) : son amendement n° 101 : coordination ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3745, 3748) : ses amendements n° 105 : présomption de bonne foi des systèmes de contrôle ; retiré ; et n° 102 : au-delà d'un certain seuil, alourdissement des sanctions pour le téléchargement illégal d'oeuvres protégées ; rejeté.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4123, 4126) : pertinence du rendez-vous fixé par la loi Bataille de 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs. Son expérience en tant qu'élu de la Meuse. Sentiments partagés des citoyens entre confiance et inquiétude résiduelle. Nécessité de dépasser les divisions partisanes face à la gravité du sujet. Non-remise en cause du devoir de solidarité et de responsabilité par la dérégulation et l'éventuelle privatisation. Approbation du calendrier et des rendez-vous prévus par le plan triennal. En tant qu'élu du territoire d'accueil du laboratoire et du site de stockage, souci d'une gestion commune et dans la transparence. Souhait de rendez-vous législatifs réguliers. Souci de protéger les populations. Imprécision quant aux mesures d'accompagnement économique des territoires concernés et des taux. Exemple de l'impact positif de La Hague et de Flamanville

sur le département de la Manche. - **Article 1er A** (art. L. 542-1 du code de l'environnement - Principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4143) : son amendement n° 124 : insertion de l'adjectif "durable" après les mots "La gestion" dans l'article L. 542-1 du code de l'environnement ; adopté. - **Article 1er** (Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4147, 4151) : ses amendements n° 125 : poursuite des études et recherches sur le confinement à très long terme à partir des études réalisées sur le site du laboratoire souterrain et garantie de la réversibilité du centre de stockage de Bure jusqu'à la décision de fermeture définitive du site ; et n° 128 : incitation au financement de recherches sur le conditionnement ; retirés. - **Article 3** (art. L. 542-1-1 A [nouveau] du code de l'environnement - Définitions et champs d'application) (p. 4154) : son amendement n° 129 : précision du caractère potentiellement définitif de l'installation ; retiré.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 7** (art. L. 542-6 du code de l'environnement - Conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage) (p. 4182, 4183) : défavorable à l'amendement n° 85 de M. Bernard Piras (possibilité de choix entre plusieurs sites d'implantation). Favorable à une désignation précise du site concerné. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde) (p. 4183) : son amendement n° 133 : désignation précise du centre de stockage en couche géologique profonde ; retiré. (p. 4184) : nécessité d'introduire dans ce texte des dispositions claires au regard des populations locales intéressées. (p. 4186, 4193) : sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde), ses sous-amendements n° 159 : application de la réversibilité au site du callovo-oxfordien de la région de Bure ; et n° 156 : prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ; retirés ; n° 158 : fixation à 300 ans de la période minimale de réversibilité ; rejeté ; et n° 157 : soumission de la fermeture définitive du centre de stockage à une autorisation résultant d'une disposition législative ; adopté. Ses amendements n° 121 : prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'ANDRA parmi les critères d'autorisation du laboratoire ; et n° 134 : fixation de la période minimale de réversibilité à 300 ans ; devenus sans objet. Favorable à l'amendement n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde). Souhait d'un débat global sur la réversibilité. Préférence pour une décision prise par voie législative plutôt que par voie réglementaire. - **Article 7 bis** (Conditions de réversibilité du centre de stockage) (p. 4197) : caractère acceptable de l'article 8 qui pose le principe d'un rendez-vous législatif. (p. 4198) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 131 et 132 : prise en compte de la réversibilité sous tous ses aspects pour le centre de stockage de la région de Bure ; retirés. - **Article 9** (art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage) (p. 4199, 4200) : ses amendements, transformés en sous-amendements à l'amendement n° 23 de la commission (clarification des missions des GIP et précision de la définition du périmètre concerné), n° 135 : précision ; n° 147 : limitation du domaine d'action du GIP au département ; et n° 136 : consultation des conseils généraux concernés ; adoptés. Ses amendements n° 122 : intégration de l'idée de "bassins d'emplois" dans la notion de "zone de proximité" ; et n° 145 : prise en compte des projets

d'investissement ou d'animation du territoire dans les actions menées par le GIP ; devenus sans objet. Souhaite l'intégration des EPCI dans la zone des dix kilomètres et interroge le Gouvernement sur la gestion du GIP. (p. 4204) : favorable à l'amendement n° 88 de M. Bernard Piras (impossibilité de cumuler les fonctions de président du groupement d'intérêt public et du comité local d'information). Son amendement n° 137 : faculté pour les membres de droit du GIP de se prononcer sur l'implication effective de la collectivité candidate au GIP ; adopté après modification par le sous-amendement n° 150 de M. Bruno Sido (cohérence). - **Article 11** (art. L. 542-12-1 [nouveau] du code de l'environnement - Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA) (p. 4210) : son amendement n° 138 : extension des compétences de l'ANDRA au conditionnement des déchets nucléaires ; retiré. - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) (p. 4217) : son amendement n° 140 : financement des comités locaux d'information et de suivi par les entreprises concernées par l'activité de stockage ; adopté. - **Article 14** (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs) (p. 4220, 4222) : son amendement n° 126 : délégation à la maison mère de la gestion d'une filiale propriétaire de colis de déchets ; retiré. Soutient l'amendement n° 49 de M. Jean Bizet (modalités de calcul de la valeur de réalisation des actifs) ; retiré. Demande que le décret respecte l'équilibre entre le souci de sécurité et les conséquences sur les bilans et comptes d'exploitation. - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4225) : soutient l'amendement n° 50 de M. Jean Bizet (élargissement de l'assiette de la taxe) ; adopté ; et son amendement n° 142 : diminution des frais de collecte de 1 % à 0,10 % ; retiré. (p. 4227, 4228) : défavorable à l'amendement n° 151 de M. Bruno Sido (augmentation de 0,5 à 0,6 % des coefficients applicables aux taxes d'accompagnement et de diffusion technologique). Souci de l'intérêt des départements. (p. 4229, 4230) : son amendement n° 143 : affectation aux EPCI d'une fraction du produit de la taxe d'accompagnement perçu par les communes ; rejeté. Avantage d'une politique d'intercommunalité. Exemple de son département de la Meuse. Ses amendements n° 146 : utilisation d'une fraction des fonds du groupement d'intérêt public pour les bassins d'emplois ; et n° 144 : lissage et fongibilité des taxes prévues par l'article ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4237, 4238) : s'exprime en qualité d'élu local concerné. Texte légitimant l'action du Parlement et illustrant l'aide des élus à l'exécutif. Consolidation de l'esprit de la loi de 1991. Souci des deux départements concernés. Souhait d'une transparence exemplaire dans l'application du volet "développement". Appelle le Gouvernement à établir des liens de confiance et à s'appuyer sur les institutions représentatives des populations locales.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4750, 4752) : position de faiblesse de la France face à une énergie de plus en plus chère. Avantages d'une concurrence pour les consommateurs. Sortie de la France pour le 1er juillet 2007 d'un système marqué par l'existence d'une rente nucléaire. Favorable au projet de fusion de GDF et de Suez. Interrogation sur la transposition de la directive européenne : conciliation délicate entre le principe de concurrence et l'appropriation durable de la rente du nucléaire par les Français. Rappel de son annonce du projet de fusion de Volvo et de Renault lorsqu'il était ministre de l'industrie. Regret du Parlement de son association tardive à la réflexion sur le rapprochement Suez-GDF et souhait de connaître sa marge de manoeuvre.

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : son intervention (p. 5134, 5135).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6499,

6500) : construction d'un avenir solide pour GDF. Singularités du marché de l'énergie par rapport au marché des télécommunications. Dépôt d'un amendement visant à supprimer le principe de la participation plancher de l'Etat à l'occasion de la fusion GDF-Suez. Conditions de mise en place des tarifs de retour ; clarification indispensable des tarifs d'électricité. Pertinence de l'amendement de la commission des finances déposé sur les sociétés d'économie mixte de distribution gazière. Dynamisation indispensable de la production d'énergie à partir d'éléments "de développement durable".

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6835) : soutient l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 53 (réécriture de l'article 2 bis en réformant la composition du collège de la CRE et en créant en son sein un comité de règlement des différends, de la médiation et des sanctions) ; retiré. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficiaire d'un tarif réglementé) (p. 6881, 6883) : exception française en matière de politique énergétique. Cas particulier d'EDF. Rente du nucléaire. Problème du règlement de l'avenir de la marge du nucléaire. Amendements d'appel. Partisan d'associer à la dérégulation un partage pertinent de l'avantage tiré du nucléaire. (p. 6891, 6895) : ses amendements n° 65 : calcul du tarif de retour par référence au tarif réglementé de vente hors taxes au 1er août 2006 ; et n° 528 et 529 : repli ; retirés. Satisfait de la version rectifiée, dans le sens suggéré par le Gouvernement, de l'amendement n° 195 de M. Jean Arthuis (plafonnement du tarif de retour à 25 % au-dessus du tarif réglementé de vente). - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 6900, 6904) : nécessité de s'intéresser aux nouveaux opérateurs. Besoins manifestes d'investissements en France dans le secteur de l'énergie thermique. Doute d'une réponse efficace du dispositif. Problématique de la conciliation de l'énergie thermique et du nucléaire et de la coexistence de leurs opérateurs. Retirera son amendement dans la perspective du débat qui sera ouvert par l'amendement de la commission.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7083) : renaissance de la confiance des investisseurs en matière de cogénération.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7118, 7119) : changements nécessaires dans une économie ouverte. Votera l'article 10 de ce projet de loi. Interrogation sur le rôle de l'Etat actionnaire. (p. 7133) : son amendement n° 67 : participation de l'Etat dans le capital de GDF ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens**  
- **Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9098, 9100) : Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF : bilan des perspectives ; gel budgétaire ; évolution pour 2007 ; prise en charge de dépenses ; subvention accordée aux syndicats des transports parisiens et de la région d'Ile-de-France, STIF ; capacité d'endettement. Financement des itinéraires interurbains. Déport de la circulation allemande dans l'est de la France. Prise en compte de l'ensemble des lignes ferroviaires. Entrées de villes. Le groupe UMP votera ces crédits.

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9502, 9504) : situation de l'enseignement scolaire en France au regard de celle des pays de l'OCDE. Audits en cours. Mise en oeuvre de la LOLF et de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. Formes de compétition. La commission des finances du Sénat propose l'adoption de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9531) : accepte l'amendement n° II-171 du Gouvernement (conséquence). (p. 9532) : s'oppose aux amendements identiques n° II-103 de M. Bernard Seillier et n° II-117 de M. Yannick Texier (maintien des effectifs de l'enseignement privé). (p. 9534) : à titre personnel, est favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-169 (revalorisation des bourses destinées aux collégiens). (p. 9537) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-118 de M. Yannick Texier (rétablissement de 120 équivalents temps plein travaillé, ETPT). (p. 9538) : son amendement n° II-20 : diminution des crédits affectés au Centre national d'enseignement à distance, CNED ; retiré. - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9539) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-190 de M. Pierre Laffitte (modalités de recrutement et de

rémunération des enseignants étrangers dans les sections internationales).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 10789) : oppose l'article 40 de la Constitution sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Mahéas (organisation par les centres de gestion des concours et des examens professionnels pour l'ensemble des collectivités territoriales).

- Au nom de la commission des finances. - **Rappel au règlement** (p. 10790) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas. Rappelle, s'agissant de l'invocation de l'article 40 de la Constitution sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Mahéas (organisation par les centres de gestion des concours et des examens professionnels pour l'ensemble des collectivités territoriales), que les décisions de la commission des finances en matière de recevabilité des amendements ne font pas l'objet de commentaire.

**LOOS (François)**  
*ministre délégué à l'industrie*

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 128) : avis favorable du Gouvernement sur ce texte. (p. 130) : réponse à Mme Marie-France Beaufile sur l'absence de caractère dommageable de cette proposition de loi. - **Article 3 (Financement)** : son amendement n° 2 : suppression ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : sa réponse (p. 823, 827).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4106, 4110) : nécessité de définir des solutions de gestion à long terme pour les déchets de haute activité et à vie longue. Axes de recherche : séparation des produits, stockage, conditionnement et entreposage. Projet de loi instituant un plan national de gestion des matières et déchets radioactifs basé sur trois principes : recyclage, entreposage en surface, stockage en couche géologique profonde. Renforcement de l'interdiction de stocker en France des déchets étrangers. Fixation d'un programme de recherche et de travaux, et d'un calendrier pour la mise en oeuvre du plan. Renforcement de l'évaluation indépendante des recherches. Dispositif de sécurisation du financement des charges de démantèlement et de gestion industrielle des déchets. Objectif de responsabilisation vis-à-vis des générations futures et de transparence à l'égard du public. (p. 4140, 4142) : réponse aux intervenants. Choix d'un calendrier raisonnable validé par la Commission nationale d'évaluation pour la date de 2015. Souhait de l'implication du Parlement. Création du Haut comité de Bure traduisant le souci des enjeux locaux. Effort public en faveur des énergies renouvelables. Problème de la durée de vie des sites d'entreposage. Lien entre la transmutation et la création d'un générateur de quatrième génération. Financement du démantèlement. Renforcement de l'accompagnement

économique des territoires concernés. Dimension humaine et perspective internationale de ce sujet. - **Intitulé du titre Ier** (p. 4143) : accepte l'amendement n° 76 de M. Bernard Piras (insertion de l'adjectif "durable" après le mot "gestion"). - **Article additionnel avant l'article 1er A** : Accepte les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 77 de M. Bernard Piras (nouvel intitulé du chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement). - **Article 1er A** (art. L. 542-1 du code de l'environnement - Principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4144, 4145) : accepte les amendements de la commission n° 4 (élargissement du principe de responsabilité à l'ensemble de la gestion des déchets radioactifs et des combustibles usés) et n° 2 et 3 (rédaction). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 160 de M. Bernard Piras. Accepte l'amendement n° 124 de M. Gérard Longuet (insertion de l'adjectif "durable" après les mots "La gestion" dans l'article L. 542-1 du code de l'environnement) et s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Dominique Voynet (mise en oeuvre de la réduction à la source des déchets radioactifs). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4146) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Bernard Piras (poursuite des recherches sur l'entreposage de longue durée). - **Article 1er (Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs)** (p. 4146, 4151) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 57 (suppression de la mise en exploitation d'un prototype d'installation avant fin 2020), n° 58 (suspension du retraitement des combustibles irradiés) et n° 59 (garantie de la poursuite des études et des recherches concernant le stockage jusqu'en 2015) ainsi qu'aux amendements de M. Gérard Longuet n° 125 (poursuite des études et recherches sur le confinement à très long terme à partir des études réalisées sur le site du laboratoire souterrain et garantie de la réversibilité du centre de stockage de Bure jusqu'à la décision de fermeture définitive du site) et n° 128 (incitation au financement de recherches sur le conditionnement) et à l'amendement n° 101 de Mme Évelyne Didier (suppression de la référence à une mise en exploitation du centre de stockage en 2025). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4151) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Bernard Piras (concertation avec les élus et la population préalable à tout projet d'installation). - **Article 1er bis (Programme de recherche et d'études sur les déchets de faible activité à vie longue)** (p. 4152) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Évelyne Didier (traitement des déchets de sodium irradié avant 2015) pour des raisons techniques. - **Article 2 (Chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement - Coordination)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression). - **Article 3** (art. L. 542-1-1 A [nouveau] du code de l'environnement - Définitions et champs d'application) (p. 4153, 4154) : accepte les

amendements de la commission n° 6 (application aux substances radioactives venant de l'étranger), n° 7 (rédaction) et n° 8 (précision du caractère potentiellement définitif de l'installation). S'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Dominique Voynet (nouvelle définition des déchets nucléaires). - **Article 4** (art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4155, 4156) : accepte les amendements de la commission n° 9 (conséquence), n° 10 (rédaction) et n° 11 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Évelyne Didier (responsabilité de l'élaboration du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs confiée au ministre chargé de l'énergie). (p. 4157, 4160) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 61 (rappel du caractère fondamental du principe de réduction à la source des déchets radioactifs), n° 63 (stockage en surface ou en faible profondeur des déchets radioactifs ultimes après entreposage) et n° 64 (responsabilité propre à chaque Etat de ses déchets et substances radioactives). S'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Évelyne Didier (inclusion dans le plan national de gestion des matières et déchets radioactifs de l'objectif de poursuite des recherches sur la séparation-transmutation) qu'il considère plus judicieux de faire figurer dans un autre texte. Accepte les amendements identiques n° 62 de Mme Dominique Voynet et n° 79 de M. Bernard Piras (insertion de l'adverbe "notamment" devant les solutions de traitement et de conditionnement). Accepte les amendements de la commission n° 12 (clarification), n° 13 (rédaction) et n° 14 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 100 de M. Bernard Piras (mise en place d'une Commission nationale pluraliste permanente chargée du suivi de la gestion des matières et des déchets radioactifs). - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) (p. 4163, 4166) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bernard Piras (modalité d'autorisation de l'entreposage temporaire de combustibles nucléaires irradiés provenant de pays étrangers). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 65 (rétablissement de la rédaction issue de l'article 3 de la loi Bataille), n° 74 (interdiction de l'exportation de déchets radioactifs de toute nature et de combustibles nucléaires irradiés non retraités produits sur le territoire national), n° 66 (suppression de la possibilité d'introduire sur le territoire national des combustibles usés et des déchets radioactifs à des fins de recherche ou de transfert entre Etats étrangers), n° 68 (publication d'un calendrier concernant les opérations de traitement et de retour des matières et des déchets radioactifs étrangers) et n° 67 (possibilité pour les associations d'exercer un recours juridique). Sur les amendements de Mme Évelyne Didier, s'oppose au n° 105 (interdiction de l'exportation des déchets produits sur le territoire national) et accepte le n° 106 (publicité du rapport remis par les exploitants d'installations de traitement et de recherche au ministre chargé de l'énergie). Accepte les amendements de M. Jean Bizet n° 54 (rédaction) et n° 52 (précision sur le contenu des accords intergouvernementaux publiés au Journal officiel). Accepte les amendements de la commission n° 15 (obligation d'information des exploitants d'installations de traitement et de recherche) et n° 16 (sanctions applicables aux différents types de manquement concernant les opérations portant sur les déchets radioactifs étrangers).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE) (p. 4179, 4180) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 81 (composition et publicité des rapports de la CNE) et n° 82 (proposition par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire des personnalités qualifiées désignées par le Gouvernement pour siéger au sein de la CNE) ainsi qu'à son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 19 de la commission (obligation déontologique imposée aux membres de la CNE). Accepte les amendements de la commission n° 17 (rédaction), n° 18 (précision) et n° 19 (obligation déontologique imposée aux membres de la CNE). S'oppose aux amendements de Mme Évelyne Didier n° 109 (élargissement des missions de la CNE à l'évaluation des besoins

de financement des trois axes de recherche) et n° 108 (élargissement de la composition de la CNE à des personnalités qualifiées proposées par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire) ainsi qu'à son sous-amendement n° 164 (élargissement des missions de la CNE à l'évaluation des besoins de financement des trois axes de recherche) à l'amendement précité n° 17 de la commission. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4181) : accepte l'amendement n° 110 de Mme Évelyne Didier (organisation périodique de concertation et de débat par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire). - **Intitulé du Titre II** (Organisation et financements de la gestion des matières et déchets radioactifs) (p. 4181, 4182) : accepte l'amendement n° 84 de M. Bernard Piras (coordination) ainsi que le n° 20 de la commission (rédaction). - **Article 7** (art. L. 542-6 du code de l'environnement - Conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Bernard Piras (possibilité de choix entre plusieurs sites d'implantation). - **Demande de priorité** (p. 4183) : accepte la demande d'examen en priorité de l'article 8 formulée par la commission. - **Article 8** (priorité) (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde) (p. 4184) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Gérard Longuet (désignation précise du centre de stockage en couche géologique profonde). Souci de conserver à la loi son caractère général. (p. 4185) : son amendement n° 154 : clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde ; adopté après modification par les sous-amendements n° 157 de M. Gérard Longuet (soumission de la fermeture définitive du centre de stockage à une autorisation résultant d'une disposition législative) et n° 167 de M. Charles Guené (réalisation d'études concernant la couche géologique préalablement à la demande d'autorisation de création du centre de stockage) qu'il accepte. (p. 4191, 4196) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde). Sur son amendement n° 154 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Évelyne Didier n° 165 (choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de stockage) et n° 166 (condition de réversibilité et de surveillance des déchets stockés). Demande le retrait du sous-amendement n° 156 de M. Gérard Longuet (prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et s'oppose au sous-amendement du même auteur n° 158 (fixation à 300 ans de la période minimale de réversibilité). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 69 (modalités de consultation des populations des départements concernés par le site) et n° 70 (droit de veto sur la création d'un centre de stockage en couche géologique profonde accordé aux collectivités territoriales concernées). S'oppose aux amendements de Mme Évelyne Didier n° 112 (choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de stockage) et n° 113 (maintien de la réversibilité du stockage) ainsi qu'à l'amendement n° 87 de M. Bernard Piras (soumission de l'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde à un vote conforme du Parlement). S'oppose à l'amendement n° 121 de M. Gérard Longuet (prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'ANDRA parmi les critères d'autorisation du laboratoire) ainsi qu'aux amendements identiques n° 38 de M. Claude Biwer et n° 134 de M. Gérard Longuet (fixation de la période minimale de réversibilité à 300 ans). Intervient sur l'amendement précité n° 37 de M. Claude Biwer. Favorable à une consultation périodique de la représentation nationale. Accepte l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). - **Article 7 bis** (Conditions de réversibilité du centre de stockage) (p. 4198) : son amendement n° 153 : suppression ; adopté. - **Article 9** (art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage) (p. 4201) : favorable à une procédure souple de fonctionnement des GIP. Accepte l'amendement n° 23 de la commission (clarification des missions des GIP et précision de la définition du périmètre concerné) et, sur ce dernier, les sous-amendements déposés par M. Gérard Longuet n° 147

(limitation du domaine d'action du GIP au département), n° 136 (consultation des conseils généraux concernés) et n° 135 (précision). Sur les amendements de M. Gérard Longuet, s'oppose au n° 122 (intégration de l'idée de "bassins d'emplois" dans la notion de "zone de proximité") et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 145 (prise en compte des projets d'investissement ou d'animation du territoire dans les actions menées par le GIP). (p. 4202) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Charles Guené (orientation prioritaire durant une période de dix ans des projets structurants dans les domaines de l'énergie nucléaire et des nouvelles technologies de l'énergie vers les départements concernés par les GIP). (p. 4203) : intervient sur l'amendement précité n° 75 de M. Charles Guené. Mise en place du Haut comité industriel de Bure. (p. 4204, 4206) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Bernard Piras (impossibilité de cumuler les fonctions de président du groupement d'intérêt public et du comité local d'information). Accepte les amendements de la commission n° 24 (coordination), n° 26 (rédaction) et n° 29 (inclusion de la remise en état des sites de pollutions radioactives aux missions de l'ANDRA) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 27 (fongibilité du produit des taxes d'accompagnement du développement économique et de diffusion technologique). S'oppose au sous-amendement n° 149 de M. Bruno Sido (augmentation de 50 à 80 % de la part fongible du produit des taxes) à l'amendement précité n° 27 de la commission. Accepte l'amendement n° 137 de M. Gérard Longuet (faculté pour les membres de droit du GIP de se prononcer sur l'implication effective de la collectivité candidate au GIP) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 150 de M. Bruno Sido (cohérence). Continuité des GIP existants. - **Article 10** (art. L. 542-12 du code de l'environnement - Missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) (p. 4207, 4208) : accepte l'amendement n° 72 de Mme Dominique Voynet (inventaire des déchets par pays). Sur les amendements de M. Bernard Piras, accepte le n° 90 (ajout de la localisation des déchets radioactifs à l'inventaire élaboré par l'ANDRA) et s'oppose au n° 89 (extension des missions de l'ANDRA à la réalisation et à la gestion des laboratoires et centres de stockage souterrains et des nouveaux centres d'entreposage). Accepte les amendements de la commission n° 29 (inclusion de la remise en état des sites de pollutions radioactives aux missions de l'ANDRA) et n° 30 (précision). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4209) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Bernard Piras (modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA). - **Article 11** (art. L. 542-12-1 [nouveau] du code de l'environnement - Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA) (p. 4211) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Bernard Piras (création d'un fonds externalisé dédié pour sécuriser le financement à long terme de la gestion des déchets radioactifs) et demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. Gérard Longuet (extension des compétences de l'ANDRA au conditionnement des déchets nucléaires). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4212) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Bernard Piras (remise au Parlement d'un rapport sur la possibilité de créer un EPIC chargé de gérer financièrement les déchets radioactifs). - **Article 11 bis** (art. L. 542-12-2 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'un fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage) (p. 4213) : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Claude Biwer (fixation par décret et actualisation régulière des contributions financières acquittées par les exploitants d'installations nucléaires de base). Son amendement n° 155 : extension du champ d'application de la clause de sauvegarde aux charges relatives au démantèlement des installations nucléaires de base ; adopté. - **Article 11 ter** (Financement des recherches et études relatives à la séparation et à la transmutation) (p. 4214) : accepte l'amendement n° 94 de M. Bernard Piras (suppression de l'adjectif "éventuelles" relatif aux subventions de l'Etat). - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) : sur l'amendement n° 31 de la commission (précision sur la composition et l'organisation du comité local d'information et de suivi auprès du laboratoire de Bure) qu'il accepte, son sous-amendement n° 163 ; adopté. (p. 4215, 4217) : demande le retrait des amendements analogues

n° 46 de M. Claude Biwer et n° 95 de M. Bernard Piras (possibilité pour le président du conseil général de déléguer la présidence du comité local d'information et de suivi à un représentant). Accepte les amendements de Mme Evelyne Didier n° 114 (saisine du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire par les comités locaux d'information), n° 115 (présentation par la commission nationale d'un rapport annuel d'évaluation sur l'état d'avancement des recherches devant le comité local d'information et de suivi) et n° 116 (échange d'information entre les comités locaux d'information et de suivi et le Haut comité pour la transparence et la sécurité nucléaire). Accepte l'amendement n° 32 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 140 de M. Gérard Longuet (financement des comités locaux d'information et de suivi par les entreprises concernées par l'activité de stockage). - **Article 14** (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs) (p. 4219, 4221) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Bernard Piras n° 96 et n° 97. Considère l'amendement n° 126 de M. Gérard Longuet (délégation à la maison mère de la gestion d'une filiale propriétaire de colis de déchets) satisfait par l'article L. 531-2-2 du code monétaire et financier. Son amendement n° 162 : précision dans le décret d'application des informations devant faire l'objet d'une publicité et des formes de cette publicité ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Jean Bizet (modalités de calcul de la valeur de réalisation des actifs). S'engage à ce que le décret tienne compte des obligations de sécurisation des risques possibles des provisions nécessaires. (p. 4222, 4223) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose aux n° 117 (extension de la diffusion du rapport transmis par les exploitants) et n° 118 (élargissement de la composition de la Commission nationale de l'évaluation du financement des charges de démantèlement) et accepte le n° 119 (transmission au Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire du rapport adressé au Parlement et au Gouvernement par la Commission nationale d'évaluation). Accepte l'amendement n° 47 de M. Jean Arthuis (suppression de l'activité de conseil par la Cour des comptes à la Commission nationale d'évaluation). - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4227) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Bernard Piras (coordination). Sur les amendements de M. Claude Biwer, accepte le n° 41 (consultation des conseils généraux concernés et des groupements d'intérêt public) et demande le retrait du n° 42 (modification du coefficient multiplicateur "accompagnement"). Accepte les amendements n° 50 de M. Jean Bizet (élargissement de l'assiette de la taxe) et n° 151 de M. Bruno Sido (augmentation de 0,5 à 0,6 % des coefficients applicables aux taxes d'accompagnement et de diffusion technologique). S'oppose à l'amendement n° 142 de M. Gérard Longuet (diminution des frais de collecte de 1 % à 0,10 %) et demande le retrait du n° 120 de Mme Evelyne Didier (répartition du produit de la taxe additionnelle de recherche entre l'ANDRA et le CEA). (p. 4228, 4230) : sur les amendements de M. Claude Biwer, demande le retrait du n° 43 (conséquence) et du n° 45 (extension du bénéfice de la taxe additionnelle d'accompagnement aux EPCI) et accepte le n° 44 (versement aux communes par les groupements d'intérêt public du produit de la taxe d'accompagnement). Accepte l'amendement n° 33 de la commission (précision rédactionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 143 de M. Gérard Longuet (affectation aux EPCI d'une fraction du produit de la taxe d'accompagnement perçu par les communes) qu'il considère inapplicable. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4232) : intervient sur l'amendement n° 55 de M. Bernard Piras (modalités de prise en compte de la durée d'amortissement pour les biens existants avant le 1er janvier 2005). Engagement de traiter cette question dans le cadre du projet de loi de finances pour 2007. - **Article 16** (Obligation de mise à disposition d'informations par les responsables d'activités nucléaires) (p. 4233) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (précision). - **Article 18** (art. L. 542-15 [nouveau] du code de l'environnement - Informations du Parlement) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (suppression). - **Seconde délibération** (p. 4234) : accepte la demande de seconde délibération de l'article 5. -

**Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) : accepte l'amendement n° A-1 de la commission (publicité de l'inventaire sur les combustibles et déchets en provenance de l'étranger élaboré par les exploitants). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4238, 4239) : remerciements. Texte de convictions. Engagement sur le long terme. Préoccupation constante de la sécurité.

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : sa réponse (p. 5138, 5144).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6505, 6511) : dépendance énergétique de la France. Réponse aux orateurs. Obligations de service public des opérateurs. Maintien des tarifs réglementés. Bilan du Conseil supérieur de l'énergie. Renforcement nécessaire de GDF. Réalité de la concurrence entre EDF, GDF et Suez. Caractéristiques de la politique européenne de l'énergie. Prix de l'électricité. Avis du Conseil d'Etat. Résultats de Gaz de France. Economies d'énergie et développement des énergies renouvelables. Réseaux de distribution. Prise en compte de l'intérêt général. Place du nucléaire dans la situation énergétique. Economies d'énergie et énergies renouvelables. Ouverture du capital de Gaz de France. Tarif de retour. Situation des distributeurs non nationalisés, DNN. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6537) : s'oppose à la motion n° 79 de M. Roland Ries tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6544) : s'oppose à la motion n° 61 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6550, 6551) : s'oppose à la motion n° 80 de M. Daniel Reiner tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6566, 6569) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Yves Coquelle, Roland Courteau et Daniel Raoul. (p. 6568, 6569) : intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Courteau. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 6571) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Yves Coquelle (division additionnelle - Bilan de l'ouverture à la concurrence et renégociation des directives). - **Article additionnel avant le titre Ier ou avant l'article 14** (p. 6572) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 199, 200 et 510 (bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6574) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur la libéralisation des services). (p. 6576) : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur les directives tendant à ouvrir à la concurrence le secteur énergétique). (p. 6578) : s'oppose à l'amendement n° 203 de M. Yves Coquelle (insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes). (p. 6579, 6580) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 204 (demande par la France de la suspension de la transposition des directives relatives au secteur de l'énergie) et n° 205 (demande par la France de la renégociation des directives européennes relatives à l'énergie). (p. 6582, 6583) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 206 (rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) et n° 208 (abrogation de la loi du 4 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz). (p. 6585) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi). (p. 6587, 6589) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 210 et 211 (missions du service public de l'énergie). (p. 6592, 6597) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 212 (missions du service public de l'énergie), n° 213 (rapport au Parlement sur les nouvelles technologies en matière de production de gaz), n° 214 (financement de la recherche dans le domaine des gaz combustibles) et n° 215 (statut des personnels travaillant dans le domaine énergétique). - **Titre Ier** (p. 6598) : s'oppose à

l'amendement n° 207 de M. Yves Coquelle (nouvel intitulé de la division - Missions du service public de l'énergie et respect du droit des usagers). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6599) : s'oppose aux amendements identiques n° 81 de M. Roland Courteau et n° 589 de M. Jean Desessard (établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF). (p. 6602) : s'oppose aux amendements identiques n° 82 de M. Roland Courteau et n° 390 de M. Yves Coquelle (impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base). - **Rappel au règlement** (p. 6604, 6605) : intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Pierre Bel et de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6606) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Courteau (importance d'EDF dans la vie du pays). (p. 6608) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau (garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme). - **Rappel au règlement** (p. 6609, 6610) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Billout. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6610, 6612) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 85 et 86 de M. Roland Courteau (nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF). - **Rappel au règlement** (p. 6613) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Jean-Marc Pastor et Michel Billout. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6614, 6626) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 87 et 88 de M. Roland Courteau (consultation des autorités concédantes du service public du gaz préalable à tout changement dans le capital de GDF). S'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 89 et n° 596 (rapport au Parlement sur les conséquences du changement de statut de GDF), n° 91 et n° 598 (garantie de la pérennité du service public par la puissance publique), n° 90 et n° 597 (cohérence), n° 93 et n° 600 (respect du principe d'égalité par le système de tarification), n° 94 et n° 601 (principes encadrant les tarifs du service public de l'énergie). S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 92 de M. Roland Courteau et n° 599 de M. Jean Desessard (principes fondateurs du service public de l'énergie). (p. 6628, 6656) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 95 (rapport au Parlement sur les conséquences de la privatisation d'EDF et de GDF), n° 96 (rapport au Parlement sur l'évolution des tarifs du service public de l'énergie) et n° 104 (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France"). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 188 (objectif de consommation annuelle de biogaz), n° 189 (objectif de réduction annuelle de consommation d'énergie finale), n° 190 (objectif de réduction annuelle de consommation de combustibles fossiles) et, portant sur le même objet, n° 193 et n° 194 (désengagement du nucléaire). S'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 97 et n° 604 (principes fondamentaux du service public de l'énergie), n° 100 et n° 607 (consultation des syndicats d'EDF et de GDF, ainsi que du Parlement, sur les projets de contrat), n° 99 et n° 606 (évaluation annuelle des contrats d'EDF et de GDF), n° 101 et n° 608 (application du principe de subsidiarité à la définition des obligations de service public), n° 103 et n° 610 (rapport au Parlement relatif aux ruptures de fourniture d'électricité), n° 530 et n° 587 (ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général), n° 531 et n° 588 (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt général). S'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 102 de M. Roland Courteau et n° 609 de M. Jean Desessard (concertation préalable à l'évolution du service public de l'énergie). Demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Jean Desessard (objectif de réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre). Accepte les amendements identiques n° 98 de M. Roland Courteau et n° 605 de M. Jean Desessard (cohérence).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6747) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6749) : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (conditions

d'exercice des missions de service public dans le domaine énergétique). (p. 6751) : s'oppose à l'amendement n° 520 de M. Yves Coquelle (financement de la programmation des investissements et de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables). (p. 6754) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 225 (garantie de sûreté des réseaux de transport et de distribution de l'électricité), n° 219 (garantie de la préservation du patrimoine), n° 220 (garantie d'un niveau optimal de sûreté et de fiabilité technique du service), n° 221 (garantie de la qualité du service rendu à l'usager), n° 222 (garantie de sécurité des réseaux de transport et de distribution d'électricité), n° 223 (garantie de fiabilité des réseaux de transport et de distribution d'électricité) et n° 224 (garantie de disponibilité des réseaux de transport et de distribution d'électricité). (p. 6756) : s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Yves Coquelle (suppression des dispositions relatives à la filialisation d'EDF) et accepte l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). (p. 6757) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (garantie de la sûreté de fonctionnement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité). (p. 6758, 6760) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rédaction) et s'oppose aux amendements de suppression partielle de M. Yves Coquelle n° 227, n° 228, n° 229, n° 230 et n° 234. (p. 6761, 6766) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 231 (abaissement du seuil d'obligation d'achat par EDF de 12 mégawatts à 8 mégawatts), n° 232 (augmentation de la proportion dans laquelle les installations de production utilisant du charbon indigène comme énergie primaire sont appelées en priorité), n° 233, n° 235, n° 236, n° 237, n° 238 et n° 239 (suppression partielle). Accepte l'amendement n° 44 de M. Xavier Pintat (concordance du périmètre du service public local de fourniture d'électricité avec le champ de mise en oeuvre des tarifs réglementés). Accepte les amendements de la commission n° 3 et 5 (précision), n° 4 (rédaction), n° 6 (définition de la liste des maîtres d'ouvrage pouvant recevoir la contribution relative au coût de branchement et d'extension) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 62 de M. Xavier Pintat (référence aux syndicats mixtes comme maître d'oeuvre). (p. 6776, 6777) : s'oppose aux amendements identiques n° 240 de M. Yves Coquelle et n° 611 de M. Jean Desessard (suppression des dispositions relatives à la libéralisation du secteur énergétique pour les particuliers), ainsi qu'aux amendements identiques n° 106 de M. Roland Courteau et n° 612 de M. Jean Desessard (maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité pour tous les consommateurs n'ayant pas choisi de quitter le tarif régulé), et aux amendements identiques des mêmes auteurs n° 107 et n° 613 (maintien des tarifs régulés). S'oppose à l'amendement n° 105 de M. Roland Courteau (suppression de l'extension de la libéralisation des marchés de l'énergie aux usagers), ainsi qu'à tous les amendements de M. Yves Coquelle n° 241 à n° 262 (liste des établissements et structures exclus du champ de la déréglementation et de l'ouverture du marché en matière d'électricité), et n° 278 (réversibilité du choix de quitter les tarifs régulés), n° 263 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes ayant droit à l'allocation personnalisée de logement), n° 264 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité), n° 265 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une indemnisation servie par l'assurance chômage), n° 266 (extension de la tarification "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail spécifique aux plus de 57 ans), n° 267 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée), n° 268 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'avenir), n° 269 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes embauchées en CIE), n° 270 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi), n° 271 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un CNE), ainsi qu'aux n° 278 (réversibilité du choix de quitter les tarifs régulés) et n° 527 (extension de la tarification spéciale "produit de première

nécessité" aux personnes dont la rémunération est inférieure ou égale au SMIC). Accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la mention du décret en Conseil d'Etat). (p. 6780, 6782) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (remplacement de la notion de "fourniture de dernier recours" par celle de "fourniture de secours" aux fins d'harmonisation). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 272 (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er juillet 2008), n° 273 (soumission de tous les fournisseurs d'électricité aux obligations de service public), n° 274 (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz), n° 276 (suppression de l'avis donné par la Commission de régulation de l'énergie) et n° 277 (avis de l'Observatoire national du service public de l'énergie). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6786 et 6794) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 114 (mise en place de titres de transport financés partiellement par les employeurs afin de favoriser l'utilisation des transports en commun), n° 110 (mise en place d'une taxe exceptionnelle en cas de bénéfice exceptionnel pour les firmes du secteur pétrolier), n° 109 (abaissement du seuil d'entrée dans le consortium Exeltium), n° 113 (renforcement du caractère dissuasif de la taxe additionnelle à la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules les plus polluants), n° 108 (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante), n° 111 (suppression de l'exonération de TIPP sur les carburants utilisés dans les aéronefs), n° 112 (faculté pour les entreprises intensives en énergies de revenir au tarif réglementé), ainsi qu'à l'amendement n° 275 de M. Yves Coquelle (garantie du maintien de la péréquation tarifaire). - **Article 1er bis** (art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 6796, 6797) : accepte les amendements identiques n° 9 de la commission et n° 279 de M. Yves Coquelle (suppression), et s'oppose à l'amendement n° 280 de M. Yves Coquelle (rapport au Parlement sur l'évolution des prix de l'électricité et du gaz naturel). - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Eligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6799) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6804) : s'oppose aux amendements identiques n° 115 de M. Roland Courteau et n° 282 de M. Yves Coquelle (suppression). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle portant sur le même objet n° 283 à n° 303 (énergie au moindre prix pour les services publics), ainsi qu'à l'amendement n° 117 de M. Roland Courteau (maintien des tarifs réglementés pour tout client n'exerçant pas son droit d'éligibilité et faculté pour tout consommateur final non domestique de bénéficier des tarifs régulés après avoir exercé son droit à l'éligibilité) et accepte l'amendement n° 10 de la commission (suppression de la référence à un décret). (p. 6805, 6809) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 304 (réversibilité du choix du fournisseur), n° 521 (cohérence), n° 306 (suppression de la référence à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie), n° 308 (substitution de l'avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie), n° 309 (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz sur la base d'une information transparente sur les coûts d'approvisionnement), n° 305 (obligations de service public imposées à tout fournisseur de gaz naturel) et n° 307 (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er février 2011). Accepte les amendements identiques n° 45 de M. Xavier Pintat et n° 116 de M. Roland Courteau (fourniture de gaz naturel aux clients bénéficiant des tarifs réglementés selon les conditions fixées par les autorités organisatrices de la distribution publique et du service public local de fourniture de gaz naturel). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6810) : accepte l'amendement n° 64 de M. Marcel Deneux (faculté pour le client d'exercer son éligibilité auprès d'un nouveau fournisseur sans en avertir l'ancien) et s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Yves Coquelle (responsabilité du ministre chargé de l'énergie en matière d'application de la péréquation tarifaire). - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 6812) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 51 (principe de l'autonomie financière de la Commission de

régulation de l'énergie et dotation de la personnalité morale à cette commission).

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6833) : sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression), son sous-amendement n° 779 (fixation à quatre du nombre de membres du comité de règlement des différends, de la médiation et des sanctions, et identification du président comme "médiateur national de l'énergie"); adopté. (p. 6836, 6837) : accepte les amendements identiques n° 11 de la commission et l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 53 (réécriture de l'article 2 bis en réformant la composition du collège de la CRE et en créant en son sein un comité de règlement des différends, de la médiation et des sanctions). Sur l'amendement précité n° 11 de la commission, accepte le sous-amendement n° 781 de M. Yves Coquelle (précision rédactionnelle) et s'oppose aux sous-amendements n° 780 (suppression des pouvoirs généraux conférés à la CRE en matière de marché du gaz et de l'électricité) de ce dernier auteur et n° 760 de M. Bruno Retailleau (attribution à la CRE d'une mission de veille et d'alerte sur le respect des obligations de service public incombant aux opérateurs). S'oppose à l'amendement n° 311 de M. Yves Coquelle (abrogation du titre VI de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 portant création de la Commission de régulation de l'énergie, CRE). - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Missions de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6839, 6840) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (coordination). S'oppose aux amendements de suppression n° 312 de M. Yves Coquelle, n° 543 de M. Roland Courteau et n° 758 de M. Jean Desessard. S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 315 (suppression partielle), n° 314 (rédaction) et n° 313 (suppression partielle). - **Article additionnel après l'article 2 ter** : accepte les amendements n° 13 et 761 de la commission (définition des conditions dans lesquelles les missions de médiation sont exercées par la CRE). - **Article 2 quater** (art. 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Obligations de communication des informations aux commissions parlementaires et aux autorités de régulation européennes) (p. 6842) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (rédaction). - **Article 2 quinquies** (art. 37-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) : accepte l'amendement n° 771 de la commission (précision) et s'oppose à l'amendement n° 316 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 sexies** (art. 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Extension des pouvoirs de sanctions de la CRE) (p. 6844) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 6846) : sur l'amendement n° 15 de la commission (précision de la finalité du pouvoir d'approbation de la CRE sur les programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) qu'il accepte, s'oppose aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 782 (approbation des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel par le ministre chargé de l'énergie) et n° 783 (approbation des projets de développement des réseaux de distribution et de transport par l'Observatoire national du service de l'électricité et du gaz) ainsi qu'aux amendements de ce dernier n° 319 et n° 318, identiques respectivement à ses sous-amendements précités n° 782 et n° 783, et à l'amendement n° 706 de M. Jean Desessard (suppression). - **Article additionnel après l'article 2 septies** (p. 6847) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (mise en oeuvre, dans la comptabilité des entreprises énergétiques, d'une distinction entre clients bénéficiaires de tarifs réglementés de vente et clients n'en bénéficiant pas). - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6852, 6855) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 321 (instauration d'un tarif "produit de première nécessité"), n° 323 (émission de simples avis par la CRE et non pas de propositions, afin d'éclairer le Gouvernement dans sa politique énergétique),

n° 324 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs de vente du gaz), n° 325 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs d'utilisation et de distribution des réseaux de transport du gaz) et n° 320 (fixation des tarifs réglementés en fonction des coûts de fourniture en gaz définis dans les contrats à long terme). - **Demande de réserve** (p. 6867) : accepte la demande de réserve de M. Jean-Paul Emorine portant sur le titre III et les amendements tendant à insérer un article additionnel après l'article 10 ou avant l'article 11. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6868, 6872) : s'oppose aux amendements n° 121 de M. Roland Courteau (extension du tarif spécial de solidarité pour le gaz aux clients domestiques engagés dans une procédure de traitement d'une situation de surendettement), portant sur le même objet n° 333 de M. Yves Coquelle et n° 122 de M. Roland Courteau (garantie de l'applicabilité automatique de leurs droits aux ménages éligibles à la tarification spéciale de solidarité), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 322 de M. Yves Coquelle et n° 120 de M. Roland Courteau (octroi de la tarification spéciale de solidarité aux ménages en difficulté pour la totalité de leur consommation de gaz naturel). Favorable à un relèvement du seuil de la consommation déterminant le tarif social, après s'être engagé à l'Assemblée nationale à un relèvement de la fourchette des taux. (p. 6873, 6878) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (précision selon laquelle les modalités d'application du tarif social en gaz sont identiques à celles qui prévalent pour la tarification spéciale "produit de première nécessité" en électricité). Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 332 (extension du droit à la tarification spéciale aux syndicats des habitations à loyer modéré), n° 331 (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations de service public incombant aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux), portant sur le même objet, n° 327, 328, 329 et 330 (augmentation du taux de la pénalité de retard appliquée aux fournisseurs de gaz pour non-versement de la contribution prévue pour le financement du tarif social du gaz), et demande le retrait du n° 326 (obligation pour Gaz de France d'informer le public sur les critères d'attribution du tarif social) qu'il estime satisfait. S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 118 (extension du bénéfice du tarif spécial de solidarité aux organismes sans but lucratif ayant pour objet l'insertion par le logement des personnes défavorisées) et n° 119 (application du tarif spécial de solidarité aux factures prises en charge au titre du fonds de solidarité pour le logement). - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6893, 6895) : réponse aux orateurs. Données fondamentales du problème. Comparaison européenne des prix de l'électricité. Accepte les amendements de la commission n° 19 (suppression du caractère renouvelable du dispositif) et n° 20 (remise d'un rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2008, devant analyser les effets de la création du tarif réglementé transitoire et d'envisager, s'il y a lieu, la prorogation de ce dispositif). Sur l'amendement n° 19 précité de la commission, accepte le sous-amendement n° 770 de M. Jean-Claude Merceron (possibilité pour les groupements d'achat de bénéficier du tarif de retour) et s'oppose aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 784 (suppression de la notion d'ajustement du marché pour l'institution du tarif de retour) et n° 785 (information des consommateurs par les fournisseurs de l'existence du tarif de retour) et de M. Jean Arthuis n° 774 (réintroduction du caractère renouvelable du dispositif). S'oppose aux amendements de suppression n° 123 de M. Roland Courteau et n° 334 de M. Yves Coquelle. Demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au tarif de retour des gestionnaires de réseaux de distribution pour l'achat des pertes d'électricité qu'ils subissent sur leur réseau). S'oppose aux amendements de M. Gérard Longuet n° 65 (calcul



du tarif de retour par référence au tarif réglementé de vente hors taxes au 1er août 2006) et de repli n° 528 et n° 529 ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle n° 337, n° 336, respectivement identiques aux sous-amendements précités du même auteur n° 784 et n° 785, et n° 335 (plafonnement du tarif de retour à 10 % au-dessus du tarif réglementé de vente). - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 6909, 6910) : réponse aux interrogations des orateurs sur l'article. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 762 de la commission (modalités du partage de la charge du mécanisme de compensation). S'oppose aux amendements de suppression n° 124 de M. Roland Courteau et n° 338 de M. Yves Coquelle ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur, portant sur le même objet, n° 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346 et 347 (suppression partielle) et n° 522 (participation de l'ensemble des producteurs d'électricité au système de compensation). - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 6914) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 125 (encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de l'électricité) et n° 126 (encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel) qu'il estime satisfaisants. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6916) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 348 (suppression) et n° 349 (suppression partielle). (p. 6921) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rédaction). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 127 de M. Roland Courteau et n° 357 de M. Yves Coquelle (application de droit des tarifs réglementés au consommateur final non domestique qui n'a pas fait jouer son éligibilité). S'oppose aux amendements de ce dernier auteur, portant sur le même objet, n° 350 et n° 363 (suppression partielle), n° 365 (possibilité pour les consommateurs non domestiques de choisir librement et à tout moment de bénéficiaire ou non des tarifs réglementés), n° 360 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'une catastrophe naturelle), n° 361 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'un conflit armé), n° 362 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à un règlement judiciaire), n° 364 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à des difficultés économiques) et n° 359 (information des consommateurs non domestiques de l'existence des tarifs réglementés par les entreprises fournissant l'électricité) ainsi qu'à l'amendement n° 70 de M. Marcel Deneux (application du principe site-personne au consommateur final non domestique). (p. 6924, 6925) : accepte l'amendement n° 778 de la commission (rédaction). S'oppose aux amendements n° 351 de M. Yves Coquelle (maintien de la possibilité, pour le consommateur final domestique, de revenir aux tarifs réglementés) et de M. Roland Courteau n° 130 (maintien automatique du consommateur domestique dans le dispositif de tarif réglementé) qu'il estime satisfaisants, n° 128 (précision de la notion de "site" pour les ménages), n° 129 (possibilité pour tout client domestique de renoncer à l'exercice de son éligibilité sans pénalité et de résilier son contrat pour se fournir aux tarifs réglementés auprès des fournisseurs agréés) et n° 131 (possibilité de retour des ménages dans les tarifs réglementés dans un délai d'un an à compter de la date d'exercice de l'éligibilité).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) (p. 6945) : s'oppose aux amendements identiques n° 636 de M. Jean Desessard et n° 132 de M. Roland Courteau (définition des tarifs réglementés de vente d'électricité). (p. 6946, 6949) : sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 358 (réversibilité du choix des consommateurs finaux en cas d'écart de plus de 5 % entre les tarifs réglementés et les tarifs libres), n° 354 (débat public sur les conditions d'application de l'article), n° 353 (suppression du plafonnement des charges de service public de l'électricité) et n° 355 (application du taux réduit de TVA à la tarification sociale de l'énergie), et accepte le n° 352 (simplification). Accepte également les amendements n° 69 de M. Yves Détraigne (modalités du plafonnement de la contribution aux

charges de service public de l'électricité) et de la commission n° 22 (simplification) et n° 23 (encadrement des offres duales). (p. 6950, 6951) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 356 (application du taux réduit de TVA aux factures énergétiques) et n° 523 (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6951, 6956) : accepte l'amendement n° 71 de M. Marcel Deneux (mention de l'option tarifaire dans les contrats conclus par un consommateur final d'électricité non domestique). S'oppose aux amendements identiques n° 133 de M. Michel Sergent et n° 637 de M. Jean Desessard (situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005), n° 638 de M. Jean Desessard et n° 750 de M. Thierry Repentin (instauration d'une tarification "ligne directe"), ainsi qu'à l'amendement n° 366 de M. Yves Coquelle (couverture à 95 % des besoins des fournisseurs de gaz naturel par des contrats de long terme). S'engage à demander à Gaz de France et aux DNN de prendre en considération le problème soulevé par l'amendement précité n° 133 de M. Michel Sergent. - **Article 5** (art. 18 et 50 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Dispositions de coordination*) (p. 6959) : accepte l'amendement n° 763 de la commission (rédaction) et s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 367 (suppression), et n° 368 et 369 (suppression partielle). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6960) : accepte l'amendement n° 773 de la commission (reconnaissance du statut de source d'énergie renouvelable pour les énergies de récupération). - **Article 5 bis** (art. 50-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Compensation sur la CSPE des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération*) (p. 6961) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6962, 6966) : s'oppose aux amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficiaire de la CSPE). Accepte l'amendement n° 59 de M. Dominique Mortemousque (dispositif tendant à permettre l'utilisation de cogénérateurs pour l'alimentation du réseau électrique local de certains sites industriels ruraux). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6968) : s'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 135 et n° 639 (gestion obligatoire d'un réseau de distribution d'électricité par un établissement public à caractère industriel et commercial) d'une part, et n° 136 et n° 640 (gestion obligatoire d'un réseau de distribution de gaz naturel par des entreprises ou des organismes publics) d'autre part. - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6971, 6975) : s'oppose à l'amendement n° 371 de M. Yves Coquelle (suppression) et demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 54 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de la distribution de gaz d'être transformées en sociétés anonymes de droit commun). (p. 6986, 6987) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 552 (suppression partielle) et n° 141 (mise en conformité des cahiers des charges), ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle n° 378 (garantie de l'accès au réseau et de la continuité de la distribution en gaz naturel et en électricité pour l'ensemble des usagers), n° 380 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux d'électricité aux obligations de service public), n° 381 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux de gaz naturel aux obligations de service public) et, portant sur le même objet, n° 372, 379, 382, 383 et 384 (suppression partielle). Estime l'amendement n° 386 de M. Yves Coquelle (conditions de gestion des réseaux de distribution d'électricité) satisfait par l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) qu'il accepte. Sur ce dernier, accepte les sous-amendements de M. Henri Revol n° 746 et 745, de M. Xavier Pintat n° 46 et 47 et de M. Michel Sergent n° 776 et 777. S'oppose aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 786, 787, 788, 789, 790 et 791, ainsi qu'aux sous-amendements de M. Roland Courteau n° 792 et 793 et n° 143. (p. 6993, 6994) : accepte les amendements de la commission n° 26 (intégration dans le champ d'application du transfert découlant de l'obligation de séparation juridique de tous les cas

de concession et de sous-traitance des concessions en vigueur), n° 27 (rédaction) et n° 764 (précision sur le régime de neutralité fiscale). S'oppose à l'amendement n° 553 de M. Roland Courteau (suppression partielle), ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 373 et 374 (impossibilité de filialiser les réseaux de distribution de gaz et d'électricité), d'une part, et n° 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395 et 396 (suppression partielle) d'autre part. (p. 6997, 7004) : accepte les amendements n° 747 de M. Henri Revol (coordination) et n° 28 de la commission (rédaction). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, analogues, n° 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 407, 408 et 415 (suppression partielle) ; portant sur le même objet, n° 376 et 375 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; n° 410, 411, 412, 413 et 414 (incompatibilités s'appliquant au représentant de l'Etat au conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; n° 405, 406 et 409 (modalités de désignation des représentants de l'Etat dans les entreprises du secteur énergétique) ; ainsi qu'à l'amendement n° 377 (ouverture du capital des sociétés gestionnaires de réseaux aux seules personnes publiques). S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau, portant sur le même objet, n° 397, 142 et 196 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7004, 7006) : accepte les amendements de la commission n° 29 (réalisation d'actions de maîtrise de la demande d'électricité par le réseau de transport d'électricité), n° 30 (exonération de taxes pour les transferts de propriété en faveur du réseau de transport d'électricité) et n° 765 (encadrement de la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux). S'oppose aux amendements de M. Marcel Deneux n° 74 (rapport au Parlement sur la possibilité de remettre sous le régime de concession les réseaux de transport de gaz naturel) et n° 75 (coordination). - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7015, 7016) : s'oppose aux amendements identiques n° 416 de M. Yves Coquelle et n° 557 de M. Roland Courteau (suppression). S'oppose également aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 417 et 418 (suppression partielle) ; n° 419, 428, 430, 431, 432 et 433 (création de services communs entre EDF et GDF) ; n° 420 et 426 (statut des personnels des filiales de GDF) ; n° 421, 422, 425, 423 et 424 (statut des personnels des filiales d'EDF) ; n° 427 et 429 (missions du service commun de distribution). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7017) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Roland Courteau (objectifs du service commun de distribution). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 7018) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 145 de M. Roland Courteau (programme d'amélioration de la desserte publique en gaz).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Précisions relatives à la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel) (p. 7040) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 434 (suppression), n° 435 (fourniture de l'énergie à un prix identique sur tout le territoire), n° 442 (mise en place d'un système de péréquation sur l'ensemble du territoire), n° 441 (prise en compte des réseaux concédés dans le calcul de la péréquation), n° 443 (impossibilité de limiter la péréquation à une zone de desserte du gestionnaire), n° 436 (maintien de la péréquation tarifaire), et sur le même objet n° 437, n° 438, n° 439 et n° 440 (péréquation au sein de la zone de desserte d'un même distributeur), et n° 444 (suppression du II relatif à la propriété des réseaux de distribution de gaz naturel) ainsi qu'à l'amendement n° 146 de M. Michel Sergent (mise en place de mesures d'économie d'énergie par les collectivités locales). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7041) : sur l'amendement n° 48 de M. Xavier Pintat (prise en charge de la moitié du coût de terrassement par l'opérateur de télécommunications) qu'il accepte, son sous-amendement n° 797 ; adopté. (p. 7044, 7045) : s'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Roland Courteau et n° 650 de M. Jean Desessard (prise en compte des charges des gestionnaires de réseau pour la fixation des tarifs d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité) ainsi qu'aux n° 148 de M. Michel Sergent et n° 651 de M. Jean Desessard (intégration, dans les

obligations de service public des entreprises ayant une activité dans le domaine de l'énergie, de mesures d'économie d'énergie). - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7047) : s'oppose aux amendements de suppression n° 445 de M. Yves Coquelle, n° 558 de M. Roland Courteau et n° 717 de M. Jean Desessard ainsi qu'à l'amendement n° 446 de M. Yves Coquelle (gestion du fonds de péréquation du gaz). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7048) : demande le retrait des amendements identiques n° 155 de M. Roland Courteau et n° 658 de M. Jean Desessard (contrôle de l'obligation de renouvellement du réseau d'électricité par l'autorité organisatrice de la distribution). Accepte les amendements identiques n° 49 de M. Xavier Pintat, n° 153 de M. Roland Courteau et n° 656 de M. Jean Desessard (incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité). (p. 7052) : accepte l'amendement n° 63 de M. Xavier Pintat (suppression de la distinction entre consommateurs éligibles et consommateurs non éligibles). (p. 7053) : s'oppose aux amendements identiques n° 154 de M. Roland Courteau et n° 657 de M. Jean Desessard (regroupement des syndicats à l'échelle départementale dans les départements où la coopération intercommunale en matière d'énergie est organisée autour de syndicats mixtes). (p. 7054) : s'oppose aux amendements identiques n° 150 de M. Roland Courteau et n° 653 de M. Jean Desessard (rétablissement de l'application du dispositif de solidarité des impayés sur toute l'année). (p. 7055) : s'oppose aux amendements identiques n° 151 de M. Roland Courteau et n° 654 de M. Jean Desessard (suspension de toute procédure visant à la cessation de la fourniture d'énergie en cas de saisine du fonds de solidarité pour le logement) à défaut de leur retrait. (p. 7056) : s'oppose aux amendements identiques n° 152 de M. Roland Courteau et n° 655 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur l'application du statut des industries électriques et gazières à l'ensemble du personnel de la filière). (p. 7058) : s'oppose aux amendements identiques n° 157 de M. Michel Sergent et n° 660 de M. Jean Desessard (aide financière de la commune et des collectivités participant au financement des opérations d'investissement au gestionnaire du réseau de distribution). - **Article 9 bis** (art. L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales - Liste des recettes des syndicats de communes) (p. 7060) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 9 ter** (art. L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales - Imputation des contributions des communes associées au syndicat en section d'investissement) : accepte l'amendement n° 524 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 9 quater** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) (p. 7061) : accepte les amendements de suppression n° 31 de la commission et n° 525 de M. Yves Coquelle. - **Articles additionnels après l'article 9 quater** (p. 7062) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (partage des compétences entre les communes et les syndicats de communes en matière d'éclairage public). - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7066) : s'oppose à l'amendement n° 491 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 7067) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Yves Coquelle (allongement du délai de rétractation). (p. 7077, 7078) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 491 (suppression), n° 503 (allongement du délai de rétractation), n° 492 (suppression du I de l'article relatif aux contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel), n° 494 (rédaction), n° 495 (référence à l'identité du fournisseur, l'adresse de son siège social et son numéro d'inscription au registre du commerce), n° 497 (réversibilité de l'exercice de l'éligibilité), n° 498 (suppression de la possibilité d'informer les consommateurs uniquement par le biais d'Internet), n° 499 (rédaction), n° 501 (confirmation au consommateur des informations concernant les contrats entre fournisseur et consommateur d'électricité ou de gaz naturel), n° 502 (allongement du délai de rétractation) et n° 500 (communication aux consommateurs dans leur contrat de fourniture des coordonnées des associations de consommateurs agréées), à

l'amendement n° 675 de M. Jean Desessard (impossibilité de mettre certains frais à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur), aux amendements identiques n° 170 de M. Roland Courteau, n° 496 de M. Yves Coquelle et n° 673 de M. Jean Desessard (obligation pour les opérateurs d'électricité d'informer les consommateurs sur l'évolution des prix), aux n° 174 de M. Roland Courteau et n° 677 de M. Jean Desessard (maintien de la réversibilité du renoncement au tarif régulé), aux n° 175 de M. Roland Courteau et n° 678 de M. Jean Desessard (cohérence), aux n° 171 de M. Roland Courteau et n° 674 de M. Jean Desessard (définition de l'interruption volontaire de fourniture), aux n° 177 de M. Roland Courteau et n° 680 de M. Jean Desessard (information des consommateurs sur les conditions d'accès à la tarification spéciale et des mesures destinées à éviter des interruptions de fourniture en cas d'impayé), aux n° 173 de M. Roland Courteau et n° 676 de M. Jean Desessard (suppression des pénalités à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur), aux n° 176 de M. Roland Courteau et n° 679 de M. Jean Desessard (date d'effet d'une modification contractuelle souhaitée par le fournisseur). Accepte les amendements de la commission n° 33 (rédaction), n° 766 (dispositifs sociaux existants en matière de tarification sociale de l'électricité ou du gaz), n° 34 (obligation des fournisseurs de communiquer aux consommateurs des informations précontractuelles), n° 36 (facturation fondée sur des estimations de consommation), n° 37 (coordination), n° 38 (suppression d'une disposition d'ordre réglementaire) et n° 35 (précisions sur les dispositions relatives à la résiliation des contrats) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 796 de M. Roland Courteau. (p. 7080, 7082) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (coordination). Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 506 et 507 (suppression partielle) et demande le retrait du n° 490 (modalités d'exploitation des concessions de nouveau stockage). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7082) : problème de la rentabilité de la cogénération alimentant en chaleur les chauffages collectifs de logements sociaux. (p. 7084) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 585 de M. Roland Courteau (création d'une délégation parlementaire au changement climatique). - **Article 13 bis** (*Application des dispositions de l'art. 13 pour les petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel*) (p. 7086) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) et s'oppose aux amendements n° 77 de M. Marcel Deneux (application des dispositions du code de la consommation aux petites entreprises et aux professions libérales) et n° 509 de M. Yves Coquelle (permanence de la fourniture en énergie). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 7087) : s'oppose aux amendements identiques n° 178 de M. Roland Courteau et n° 681 de M. Jean Desessard (information des consommateurs par les autorités concédantes) et aux n° 179 de M. Michel Sergent et n° 682 de M. Jean Desessard (moyens affectés à l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 7089, 7091) : s'oppose aux amendements identiques n° 181 de M. Claude Saunier et n° 684 de M. Jean Desessard (création d'un Haut conseil de la transition énergétique) et n° 182 de M. Claude Saunier et n° 685 de M. Jean Desessard (débat annuel sur la politique énergétique). - **Article 14** (*Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5*) (p. 7096) : s'oppose aux amendements de suppression n° 511 de M. Yves Coquelle et n° 736 de M. Jean Desessard, aux amendements de repli de M. Yves Coquelle n° 512 et n° 513, aux amendements identiques n° 183 de M. Roland Courteau et n° 686 de M. Jean Desessard (étude d'impact préalable sur l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz et ses conséquences sur le prix de l'énergie), aux n° 184 de M. Roland Courteau et n° 687 de M. Jean Desessard (adoption d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt économique général), aux n° 185 de M. Roland Courteau et n° 688 de M. Jean Desessard (publication du rapport d'évaluation de la Commission préalable à l'entrée en vigueur du projet de loi). Accepte l'amendement n° 41 de la commission (coordination). Souhait de l'adoption par l'Union européenne d'une directive-cadre sur les services d'intérêt économique général. - **Article 15** (*Date limite d'entrée en application de la séparation juridique des gestionnaires de réseaux de distribution*) (p. 7098) : s'oppose aux amendements de suppression n° 514 de M. Yves

Coquelle et n° 690 de M. Jean Desessard. - **Article 16** (*Dispositions transitoires relatives aux organes dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution*) : s'oppose aux amendements de suppression n° 515 de M. Yves Coquelle, n° 582 de M. Roland Courteau et n° 740 de M. Jean Desessard et accepte l'amendement n° 42 de la commission (nombre de représentants de l'Etat au conseil d'administration de Gaz de France pendant la période transitoire). - **Article additionnel avant l'article 16 bis** (p. 7099) : accepte l'amendement n° 767 de la commission (suppression d'une référence à un décret). - **Article 16 bis** (*art. 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel*) (p. 7100) : s'oppose à l'amendement n° 516 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7101) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 50 de M. Xavier Pintat (extension à l'électricité du dispositif de coopération décentralisée existant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz). Accepte les amendements de la commission n° 768 (sanctions pénales pour réprimer les infractions aux règles concernant la sécurité des réseaux) et n° 769 (possibilité de sanctionner certains manquements des fournisseurs d'énergie à leurs obligations d'économie d'énergie). - **Article 17** (*Application de certaines dispositions du projet de loi à Mayotte*) (p. 7103) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 517 de M. Yves Coquelle et accepte l'amendement de coordination n° 43 de la commission. - **Article 18** (*art. L. 132-27 [nouveau] du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte - Régime de protection sociale des IEG à Mayotte*) (p. 7104) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 518 de M. Yves Coquelle. - **Article 19** (*art. 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Régime de protection sociale des IEG à Mayotte*) : s'oppose aux amendements de suppression n° 519 de M. Yves Coquelle et n° 586 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (*art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7125, 7126) : distinction entre transposition de la directive et privatisation. Précisions relatives à la fusion. (p. 7149, 7151) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 476 (saisine de la Cour de justice des Communautés européennes sur le statut d'EDF et de GDF), n° 455 (statut de GDF), n° 450 (suppression), n° 473 (présence de trois représentants de l'Etat dans toutes les instances dirigeantes de GDF), n° 526 (renationalisation d'EDF et GDF), n° 454 (caractère obligatoirement public des entreprises énergétiques garantissant l'égal accès au droit à l'énergie), n° 472 (monopole d'exploitation des centrales nucléaires pour EDF), n° 474 (composition des instances dirigeantes de Gaz de France) et, portant sur le même objet, n° 453, 471 et 475 (suppression partielle) ; n° 465, 468, 464, 463, 457, 459, 462, 460, 461 et 456 (part de l'Etat dans le capital de GDF) ; n° 470, 469, 468, 467 et 468 (part de l'Etat dans le capital d'EDF) ; n° 451 et 452 (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 664 (part de l'Etat dans le capital de GDF) et n° 367 (suppression) ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 662 et 721 (suppression partielle), d'une part, et n° 665, 666 et 668 (finalité de l'action spécifique), d'autre part. S'oppose également aux amendements de M. Roland Courteau n° 164 (pouvoir conféré à l'action spécifique) et n° 161 (part de l'Etat dans le capital de GDF), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 159 et 563 (suppression partielle), d'une part, et n° 165, 163 et 162 (finalité de l'action spécifique), d'autre part. S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF) et, sur ce dernier, aux sous-amendements n° 798 de M. Roland Courteau et n° 775 de M. Michel Mercier. Accepte l'amendement n° 749 de la commission (finalité de l'action spécifique). (p. 7158, 7159) : programmation pluriannuelle des investissements dans le secteur nucléaire.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 7204) : s'oppose à l'amendement n° 479 de M. Yves Coquelle (suppression de l'Autorité de sûreté nucléaire). (p. 7205) : s'oppose à l'amendement n° 477 de M. Yves Coquelle (suspension du projet de privatisation de GDF). - **Article additionnel avant l'article 11 (précédemment réservé)** (p. 7206) : s'oppose aux amendements identiques n° 166 de M. Roland Courteau et n° 669 de M. Jean Desessard (absence d'intérêt privé dans le capital des entreprises gérant un réseau de transport d'électricité ou de gaz). - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital*) (p. 7215, 7218) : s'oppose aux amendements identiques n° 167 de M. Roland Courteau, n° 478 de M. Yves Coquelle et n° 670 de M. Jean Desessard (suppression). S'oppose également aux amendements, portant sur le même objet, n° 485 de M. Yves Coquelle, n° 168 de M. Roland Courteau et n° 671 de M. Jean Desessard (caractère à 100 % public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz). S'oppose aux amendements identiques n° 169 de M. Roland Courteau, n° 672 de M. Jean Desessard (protection du service public du gaz contre les risques de morcellement et de démantèlement) ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle n° 480 (alternative au projet de fusion entre Suez et GDF), n° 481 (maintien des activités de construction, d'exploitation et de développement du réseau de transport de gaz au sein d'une même entité), n° 482 (conservation d'un contrôle direct de l'Etat et des salariés sur le service public de transport du gaz), n° 483 (renforcement du caractère public de la société gestionnaire du transport de gaz), n° 484 (maintien du GRTgaz dans le giron de l'Etat), n° 486 (composition du conseil d'administration ou de surveillance) et n° 487 (gestion identique du personnel de GDF et de celui de la nouvelle filiale de transport de gaz). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel*) (p. 7221) : s'oppose aux amendements de suppression n° 488 de M. Yves Coquelle et n° 567 de M. Roland Courteau ainsi qu'à l'amendement n° 489 de M. Yves Coquelle (réaffirmation du monopole de distribution de Gaz de France). - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (*Dispositions relatives au capital de Gaz de France et au contrôle de l'Etat*) : s'oppose à l'amendement n° 449 de M. Yves Coquelle (nouvel

intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7234, 7235) : transposition des directives européennes à la manière française. Amélioration du texte par le Sénat. Nécessité de s'adapter à l'environnement mondial. Projet de loi donnant à l'Etat des moyens importants pour continuer à agir fortement sur le secteur de l'énergie.

- *Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]* - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7701, 7702) : tarifs réglementés. Pouvoirs et composition de la Commission de régulation de l'énergie. Evolution de Gaz de France. Recommande l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Développement et régulation économiques

- (9 décembre 2006) (p. 9960, 9964) : doublement des moyens d'OSEO-ANVAR. Intérêt des indicateurs lolfiens. Réforme de la branche des opérations commerciales s'agissant de la douane. Rénovation d'Ubi-France. Réponse aux intervenants. Dissolution de l'agence pour la prévention et la sécurité des risques miniers. - **Article 46 bis** (*Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois*) (p. 9968) : demande le retrait de l'amendement n° II-284 de la commission (suppression) dans l'attente d'une concertation avec l'ensemble des fédérations professionnelles. (p. 9969, 9970) : s'en remettra à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° II-284 de la commission (suppression) à défaut de son retrait. - **Article 46 quater** (*Extension de la taxe pour le développement des industries des matériaux de construction regroupant les industries du béton et de la terre cuite au secteur des roches ornementales et de construction*) (p. 9971) : accepte l'amendement n° II-285 de la commission (extension de la taxe pour le développement des industries des matériaux de construction au secteur des roches ornementales et de construction).

**LOUECKHOTE (Simon)**  
sénateur (Nouvelle-Calédonie)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 15 décembre 2006.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 14 décembre 2006.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9653, 9655) : bien-fondé de la politique de soutien de l'Etat : défiscalisation et exonération de charges sociales. Travaux de la Commission nationale d'évaluation de la loi de programme pour l'outre-mer. Régime d'indexation des retraites. Situation des étudiants ultramarins. Climat conflictuel en Nouvelle-Calédonie.

**du LUART (Roland)**  
*sénateur (Sarthe)*  
 UMP

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 25 janvier, 1er, 2, 7, 21, 23, 24 février, 1er, 2, 3, 5, 8, 22, 29 mars, 5 avril, 3, 18 mai, 6, 14, 15, 21, 22, 27 juin, 7 septembre, 4, 10, 11, 12, 17, 18, 19, 24 octobre, 8, 9, 23, 28, 29 novembre, 5, 6, 13, 19, 20 et 21 décembre 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de financement et de restructuration.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Frais de justice : l'impératif d'une meilleure maîtrise [n° 216 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Budget - Justice**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La justice, de la gestion au management ? Former les magistrats et les greffiers en chef [n° 4 (2006-2007)] (4 octobre 2006) - **Fonction publique - Justice**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Justice [n° 78 tome 3 annexe 15 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Justice**.

### INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Paraguay** - (2 février 2006) (p. 533).

- **Manifestation de soutien à Mme Ingrid Betancourt** - (23 février 2006) - président du groupe d'amitié France-Amérique du Sud (p. 889) : suspension de séance demandée pour permettre aux sénateurs d'assister à l'affichage de la photo d'Ingrid Betancourt sur les grilles du Sénat.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 3 sexies** (*art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle*

*continue*) (p. 1299, 1300) : réponse à M. François Marc. Application du règlement du Sénat et de la procédure applicable aux amendements lorsqu'il a été décidé de ne pas organiser de discussion commune.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1454, 1455) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Guy Fischer et Jean-Pierre Godefroy. Organisation de longue date au Sénat de la première journée consacrée aux Français de l'étranger.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1678) : prononce la clôture de la discussion en application de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat pour l'amendement n° 592 de Mme Annie David (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). (p. 1691) : prononce la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 595 de Mme Annie David (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers) en application de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1692) : prononce la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 608 de M. Roland Muzeau (caractère majoritaire de l'accord autorisant la mise en oeuvre du travail de nuit) en application de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1696) : prononce la clôture des explications de vote en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat sur l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit). (p. 1697) : prononce la clôture des explications de vote en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat sur l'amendement n° 610 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1709) : prononce la clôture de la discussion de l'amendement n° 189 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1711) : prononce la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 15 de la commission (lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat. (p. 1718) : prononce la clôture de la discussion sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (14 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 72 ter (priorité)** (p. 4670) : intervient sur l'amendement n° 256 de M. Georges Othily (instauration d'une règle spécifique en matière de reconnaissance de paternité en Guyane). (p. 4671) : intervient sur l'amendement n° 254 de M. Georges Othily (régularisation des personnes en situation irrégulière en Guyane du fait du non-renouvellement de leurs pièces d'identité).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 5** (*art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 5029) : réagit aux propos de M. Jean-Pierre Michel sur le règlement du Sénat.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat**

sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État (p. 5259) : interrogation sur l'accompagnement des transferts de charges par des transferts d'emplois : exemple des transferts des préfectures vers les tribunaux des dépenses de fonctionnement de ces derniers. Premières observations de la mise en oeuvre de la LOLF : insuffisance des emplois dans les greffes. (p. 5260) : formulation d'une demande globale d'emplois par la Chancellerie. Risque d'un contrôle supplémentaire du fonctionnement des budgets départementaux par les agents préfectoraux déchargés de certaines tâches.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5363, 5364) : favorable à la baisse des effectifs de la fonction publique d'Etat. Réserve émise sur les spécificités inhérentes à la mission "Justice". Taux de réalisation décevant des créations d'emplois dans les juridictions judiciaires. Déséquilibre préoccupant entre les effectifs de magistrats et ceux des greffiers.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 7776) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 4 (possibilité d'une formule de calcul dérogatoire aux termes de laquelle la participation est égale au tiers des bénéfices après impôt) après sa rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (22 novembre 2006) - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8617) : son amendement n° 98 : meilleure prise en compte des services à vocation locale ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

#### Justice

- (4 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9432, 9434) : programme "Justice judiciaire". Maîtrise des frais de justice. Programme "Protection judiciaire de la jeunesse". Programme "Accès au droit et à la justice". Programme "Conduite et pilotage de la politique de la justice et

organismes rattachés". Réflexion à mener sur la carte judiciaire. La commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission "Justice". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9458) : son amendement n° II-22 : revalorisation de l'aide juridictionnelle ; adopté. Sur les amendements portant sur le même objet, s'oppose au n° II-172 de Mme Josiane Mathon-Poinat et au n° II-184 de M. Jean-Pierre Sueur, et demande le retrait du n° II-162 de M. Laurent Bêteille (revalorisation de l'aide juridictionnelle).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 décembre 2006) (p. 9461) : favorable à l'amendement de M. Jean Arthuis visant à réformer la majoration de pension pour les fonctionnaires retraités résidant outre-mer. Souligne que son absence l'a empêché de le voter lors du débat sur les régimes sociaux et de retraite.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

Deuxième partie :

#### Justice

- (4 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 49** (*Revalorisation de l'aide juridictionnelle*) (p. 9462) : son amendement n° II-23 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49** : s'oppose à l'amendement n° II-188 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non-prise en compte des revenus des personnes vivant avec le mineur pour l'octroi de l'aide juridictionnelle) qu'il considère comme satisfait par l'ordonnance du 9 décembre 2005 modifiant l'article 5 de la loi de 1991. - **Articles additionnels après l'article 49 ter** (p. 9466) : accepte l'amendement n° II-183 de M. Yves Détraigne (régularisation de la rémunération des greffiers en chef). Accepte l'amendement n° II-191 de M. Philippe Goujon (modalités de départ anticipé à la retraite pour les surveillants des établissements pénitentiaires).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 10790) : intervient sur la contestation par M. Jacques Mahéas de l'invocation, sur son amendement n° 81 (organisation par les centres de gestion des concours et des examens professionnels pour l'ensemble des collectivités territoriales), de l'article 40 de la Constitution.

LUC (Hélène)  
sénateur (Val-de-Marne)  
CRC

#### NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense**.

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice**.

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [n° 128 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 37, 38) : intervient en remplacement de M. Jack Ralite. Nombreuses interrogations autour de la nouvelle organisation de l'office. Crainte d'un affaiblissement de l'office et d'une diminution de participation des deux gouvernements dans son budget. Remise en cause des volets sociaux et culturels au profit d'une conception élitiste en privilégiant les aspects linguistiques. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi qui tend à restreindre le développement de la coopération franco-allemande.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (19 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 88, 90) : soutient l'amendement n° 33 de M. Roland Muzeau (allongement du congé maternité) ; rejeté. - **Article 12 ter A (art. L. 122-28-1 du code du travail - Report du terme du congé parental)** (p. 98) : défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de garde pour son enfant). - **Article 13 ter (art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des représentants dans les comités d'entreprise)** (p. 101, 102) : favorable à l'amendement n° 34 de M. Roland Muzeau (mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 107) : exemples de femmes confrontées à la précarité. Inégalités persistantes entre hommes et femmes. Vulnérabilité particulière des femmes. Attitude de Mme Parisot, présidente du MEDEF. Demande l'application des lois existantes.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Article 5 bis (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple)** (p. 190, 191) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat (création d'un observatoire départemental des violences à l'encontre des femmes) ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 599, 601) : relation directe de la réserve militaire avec le concept de nation et l'exigence de cohésion nationale. Débat actuel sur l'opportunité de créer un service civil. Décision du Président de la République sans consultation du Parlement de professionnaliser les armées et de supprimer le service militaire. Opposition du groupe CRC à cette suppression. Approbation des objectifs de la loi de 1999. Favorable au renforcement de la réactivité et de la disponibilité de la réserve opérationnelle. Risque de dévalorisation de la réserve citoyenne. Caractère positif des mesures en faveur du partenariat avec les entreprises et du crédit d'impôt. Question du différentiel de rémunération entre l'activité militaire et la vie professionnelle. Protection sociale des réservistes. Méconnaissance des mécanismes et longueur des délais d'indemnisation. Demande un rapport spécifique sur la protection sociale des réservistes. Le groupe CRC déterminera son vote sur ce texte en fonction des réponses à ses questions. - **Article 6 (Préavis à l'égard de l'employeur)** (p. 609) : son amendement n° 18 : augmentation du nombre de

jours d'autorisation d'absence annuelle de droit ; rejeté. - **Article 20 ter** (*Codification des lois relatives à la défense*) (p. 615) : ne votera pas l'amendement n° 14 du Gouvernement (allongement à un an du délai de codification). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 616) : son amendement n° 19 : rapport annuel au Parlement sur l'état de la protection sociale des réservistes et de leur famille ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (9 février 2006) (p. 665) : proteste, au nom du groupe CRC, contre les conditions d'examen du projet de loi sur le CPE imposées par le Gouvernement.

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 792, 793) : s'insurge contre le retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Organisation des travaux du Sénat** (p. 865, 866) : protestation contre les changements de l'ordre du jour. Souhaite un examen de ce projet de loi dans de bonnes conditions. Le groupe CRC demande une suspension de séance.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1007, 1008) : caractère fondamental du droit à l'éducation. Charges des transports scolaires pour les départements et les communes. (p. 1017) : intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Godefroy (modalités d'un retour éventuel au collège). (p. 1031, 1032) : intervient sur l'amendement n° 375 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'une commission d'orientation préalable à l'entrée d'un jeune dans une formation d'apprenti junior).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1075) : demande la reprise de l'ordre normal de la discussion sur le projet de loi pour l'égalité des chances.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1102, 1103) : soutient l'amendement n° 648 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 1119) : nécessité de discuter et de voter les amendements un par un.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1186, 1187) : soutient l'amendement n° 666 de M. Roland Muzeau (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au CNE ou au CPE afin d'abonder le Fonds de solidarité) ; rejeté. Suggestion de M. Martin Hirsch, président d'Emmaüs, formulée lors de son audition par la délégation aux droits des femmes. Etude sur le CNE réalisée par deux économistes, M. Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1220) : favorable aux amendements de M. Roland Muzeau n° 664 (protection spécifique pour les femmes en état de grossesse) et n° 662 (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse). Objectif de ces amendements de limiter les effets néfastes du CPE en matière de licenciement. Protection de la maternité. Campagne médiatique de culpabilisation organisée par le Gouvernement envers les assurés sociaux et les bénéficiaires des minima sociaux.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1261, 1262) : soutient l'amendement n° 600 de M. Roland Muzeau (interdiction du travail le dimanche pour les apprentis et des dérogations pouvant être accordées par voie réglementaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (*art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1350, 1351) : difficulté des jeunes à trouver un stage en entreprise. Exemple du Val-de-Marne. - **Article 6** (*art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1368, 1369) : sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire), soutient le sous-amendement n° 882 de M. Roland Muzeau ; rejeté. - **Article 7** (*art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1383) : sur l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 883 de M. Roland Muzeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (*art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1638, 1639) : défavorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). Insuffisance des moyens permettant aux RASED de poursuivre un travail de qualité. Mise au ban de la société des familles en difficulté. Intervention de M. Martin Hirsch, président d'Emmaüs France, contre ce dispositif injuste.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire [n° 240 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2050, 2051) : rejet regrettable des propositions relatives à la prévention et à la formation. Nécessité de faire évoluer les mentalités. Rôle de l'Etat en matière d'éducation. Accès des femmes à la justice. Impasse d'une lutte axée sur la seule répression. Texte permettant une prise de conscience.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3339, 3342) : sur l'amendement n° 96 de la commission (prolongation du conventionnement des logements possédés par des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations pour une durée équivalente à la durée initiale), soutient le sous-amendement n° 539 de Mme Michelle Demessine ; rejeté. Soutient les amendements de M. François Voguet n° 309 (régime applicable aux logements locatifs appartenant aux sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations) ; devenu sans objet ; et n° 311 (encadrement du déconventionnement) ; rejeté. (p. 3343, 3345) : soutient les amendements de M. François Voguet n° 314 (information des locataires des conséquences du déconventionnement) ; n° 315 (information des locataires par les bailleurs au plus tard deux ans avant l'expiration de la convention de la décision de ne pas la renouveler) ; et n° 316 (information des maires du déconventionnement des logements par les bailleurs sociaux) ; devenus sans objet. Soutient l'amendement n° 310 de M. Jean-François Voguet (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité) ; adopté. (p. 3355) : situation dans le Val-de-Marne. - **Article 8 decies** (*art. L. 302-10, L. 302-11 et L. 302-12 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Plan départemental de l'habitat*) (p. 3358) : retard du logement social. Exemple du Val-de-Marne.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [n° 39 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Article unique** (p. 3879) : intervient sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 12** (*art. L. 315-1,*



art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents» (p. 4542) : application de la théorie du marché à la gestion de l'immigration. Ancrage des pays du tiers-monde dans le sous-développement en pillant leurs personnes qualifiées. Problème des jeunes sans papiers. Volonté des comités de protection et du parti communiste de poursuivre le mouvement pour leur donner le droit de rester en France.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5235, 5236) : intérêt limité de ce débat se résumant à des questions. Opposition ferme du groupe CRC au principe même de la LOLF. Impossibilité d'atteindre les objectifs fixés en matière d'investissements militaires. Question de la ville de Saint-Chamond et de l'avenir des salariés de GIAT. Dénonciation du désengagement progressif de l'Etat du capital des entreprises d'armement.

- **Rappel au règlement** - (13 septembre 2006) (p. 5879, 5880) : article 36 du règlement. Protestation contre l'évacuation brutale du squat de Cachan.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6875, 6876) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 326 (obligation pour Gaz de France d'informer le public sur les critères d'attribution du tarif social); et n° 331 (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations de service public incombant aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux); rejetés. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6897) : défavorable à l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7143, 7144) : soutient l'amendement n° 474 de M. Yves Coquelle (composition des instances dirigeantes de Gaz de France); rejeté. (p. 7153, 7156) : favorable aux amendements identiques n° 159 de M. Roland Courteau, n° 453 de M. Yves Coquelle et n° 662 de M. Jean Desessard (suppression partielle) ainsi qu'à l'amendement n° 470 de M. Yves Coquelle (part de l'Etat dans le capital d'EDF).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8690) : incidences de la réforme de la taxe professionnelle sur les finances locales.

- **Rappel au règlement** - (29 novembre 2006) (p. 9019) : restructuration du groupe La Redoute.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

*Deuxième partie :*

**Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9328) : votera l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA).

**Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat**

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9351, 9352) : son amendement n° II-116 : conditions de cession des titres de participation de l'Etat dans les entreprises publiques; irrecevable. Exemple de la société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne, SEMMARIS.

**Défense**

- (4 décembre 2006) (p. 9478, 9480) : souhait d'une répartition différente des crédits de la défense. Révision nécessaire du format des effectifs et du choix de certains équipements. Problème de la présence en Afghanistan. Place trop importante accordée aux armes nucléaires. Favorable à la doctrine de frappe en second. Réclame une action forte en faveur du respect du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Importance du secteur de la recherche. Souhait d'une augmentation des moyens consacrés à l'espace. Désaccord sur le désengagement de l'Etat envers les industries de l'armement. Le groupe CRC votera contre le budget de la défense.

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9552, 9553) : données chiffrées. Equilibre entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Aide sanitaire. Le groupe CRC votera contre ces crédits.

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - **Article 51 bis ("Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne)** (p. 9786) : soutient l'amendement n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9789) : soutient l'amendement n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements); rejeté.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Demande de réserve** (p. 10264) : proteste contre la demande de réserve d'une série d'amendements formulée par la commission. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10320) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élection des conseillers généraux à la représentation proportionnelle); devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10343, 10346) : soutient l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (restauration du mode de scrutin proportionnel dans les départements élisant au moins trois sénateurs); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10359) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte et continuera le combat pour la parité.

**MADEC (Roger)**  
sénateur (Paris)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 967, 969) : sa motion n° 11 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1087, 1088) : caractère illusoire de la réduction du chômage grâce au CPE. Effet ambigu de la flexibilité sur l'emploi. Nécessité de retirer une mesure inefficace ayant d'importants effets pervers. Dénonce la mise à mal du système des emplois-jeunes qui avait pourtant porté ses fruits. (p. 1107, 1108) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Raymonde Le Texier (nouvelle dénomination du CPE) ; rejeté. (p. 1137) : soutient l'amendement n° 158 de Mme Raymonde Le Texier (réduction de la période de consolidation de deux ans à deux mois) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1175, 1176) : soutient l'amendement n° 172 de Mme Raymonde Le Texier (intégration de plein droit du salarié en CPE dans le plan de formation de l'entreprise) ; rejeté. (p. 1180, 1181) : soutient l'amendement n° 175 de Mme Raymonde Le Texier (intégration du nombre de CPE dans les informations transmises chaque trimestre au comité d'entreprise) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (*art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1458, 1459) : favorable à l'amendement n° 762 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article 12** (*art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1467, 1468) : demande la suppression de cet article très néfaste pour le commerce de proximité, particulièrement dans les quartiers en grandes difficultés. - **Article 14** (*art. L. 720-5 du code du commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1490) : favorable à la suppression de cet article.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture** [n° 137 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2682, 2684) : reprise des ventes à la découpe. Evolution du marché du logement vers la financiarisation. Niveau élevé des loyers à Paris. Transfert des

habitants modestes et des classes moyennes du centre vers la périphérie des villes. Nécessité d'encadrer les ventes à la découpe. Rejet des amendements les plus significatifs du groupe socialiste en première lecture. Inefficacité de certaines dispositions : possibilité pour le maire d'exercer son droit de préemption au nom du maintien des locataires dans leur logement ; dispositif d'incitation fiscale ; nouveau droit de préemption du locataire. Ses propositions : octroi au maire de la capacité de suspendre la vente par lots d'un immeuble ; réglementation de la profession de marchand de biens. - **Article 1er** (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble) (p. 2695) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jean-Pierre Sueur (extension de six à douze ans de la durée de prolongation des baux en cours pour les locataires obligés de quitter leur logement) ; rejeté. (p. 2696) : soutient l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur (remplacement d'un engagement de maintien des locataires en place par un engagement de maintien sous statut locatif) ; rejeté. (p. 2698) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 39 (intégration dans le diagnostic technique de l'estimation des charges générales d'entretien et de maintenance de l'immeuble) ; et n° 40 (obligation pour le bailleur de financer les travaux identifiés comme nécessaires par le diagnostic technique) ; rejetés. (p. 2700) : soutient l'amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Sueur (élargissement de la définition des personnes fragiles) ; rejeté. (p. 2701) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 47 (possibilité pour un tiers des locataires concernés par une opération de vente à la découpe de demander au maire une enquête d'utilité publique) ; et n° 48 (repli) ; rejetés. - **Article 3** (art. 15 et 25-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret - Dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente) (p. 2714) : soutient l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Sueur (nullité du congé pour vente en cas de violation des dispositions des accords collectifs étendus par décret) ; rejeté. (p. 2716) : soutient l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Sueur (renforcement de la protection des locataires particulièrement fragiles) ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2775, 2776) : lacunes de la politique de logement du Gouvernement. Recul de l'effort de la collectivité publique, notamment en faveur du logement social. Renforcement de la fracture territoriale au détriment de l'objectif de mixité sociale. Incidence de l'austérité budgétaire sur les locataires les plus modestes. Souhait de la poursuite de l'esprit d'ouverture du Sénat amorcé en première lecture.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national) (p. 2821, 2822) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 220 (décote de 35 % sur le prix des terrains cédés par l'Etat dans les zones où le marché foncier est tendu) ; et n° 221 (décote maximum de 35 %) ; retirés ; et n° 222 (possibilité d'une décote de 50 %) ; rejeté. - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2832, 2833) : favorable à l'accession sociale à la propriété, mais opposé à sa prise en compte dans les 20 % de la loi SRU. Distinction indispensable entre accession à la propriété et demande de logement locatif social. Urgence du rétablissement de la mixité sociale. Article 55 de la loi SRU contourné par de nombreux élus.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3004) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3008, 3009) : soutient l'amendement n° 234 de M. Thierry Repentin

(droit de préemption sur simple délibération en faveur des conseils d'administration des EPFL) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 ou après l'article 8 septies** (p. 3013) : soutient l'amendement n° 230 de M. Thierry Repentin (ajout d'une dotation de logement social dans la dotation forfaitaire des communes compétentes en matière de politique du logement) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3014, 3015) : soutient l'amendement n° 232 de M. Thierry Repentin (ajout aux recettes fiscales prises en compte dans le coefficient d'intégration fiscale de la taxe locale d'équipement pour les EPCI ayant créé un établissement public foncier) ; retiré. - **Article 4 ter** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités territoriales et aux établissements publics) (p. 3024) : sur l'amendement n° 63 de la commission (communication directe aux services de l'Etat et à l'Agence nationale de l'habitat de la liste des logements vacants par les services fiscaux), soutient le sous-amendement n° 389 de M. Thierry Repentin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire") (p. 3118, 3119) : soutient l'amendement n° 421 de M. Thierry Repentin (plafonnement des loyers à 50 % des prix du marché) ; rejeté. Favorable aux amendements de suppression n° 24 de Mme Michelle Demessine et n° 248 de M. Thierry Repentin.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3313, 3314) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Bel (encadrement du recours aux stages) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3825, 3826) : inscription de l'autopartage dans les problématiques sociales, environnementales et économiques des transports. Avantages et objectifs. Expérience de l'association Caisse-Commune. Alternative à l'automobile individuelle et au transport public. Dépôt d'un amendement visant à permettre à l'autorité organisatrice des transports d'intégrer l'autopartage et le covoiturage dans son offre.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3905, 3906) : adaptation du droit aux évolutions de la société. Favorable à un rapprochement des droits ouverts aux partenaires d'un couple pacsé à ceux des couples mariés. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3991) : son amendement n° 153 : application aux partenaires liés par un PACS des mêmes garanties que les couples mariés en matière de libéralités ; rejeté. - **Article 21 ter** (art. 515-4, 515-5 et 515-5-1 à 515-5-3 du code civil - Droits et devoirs des partenaires - Régime patrimonial du PACS) (p. 3993) : ses amendements n° 155 : instauration d'un droit viager sur le logement au profit du partenaire pacsé survivant ; n° 151 : extension au partenaire du PACS du dispositif d'attribution préférentielle de l'exploitation agricole de petite surface ; et n° 152 : attribution de droit de la propriété du logement au partenaire survivant du PACS ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Ville et logement

- (1er décembre 2006) (p. 9272, 9274) : insuffisance des crédits. Evaluation négative de la politique de rénovation urbaine. Avis défavorable du groupe socialiste à l'adoption de ces crédits.

**MADRELLE (Philippe)**  
*sénateur (Gironde)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**MAHÉAS (Jacques)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1008) : scepticisme sur la compensation prévue par l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1014) : intervient sur l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). Favorable à l'élargissement des disciplines proposées à l'école.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1195, 1196) : favorable à l'amendement n° 148 de Mme Raymonde Le Texier (nouvelle dénomination du CPE). Invention du jeune "travailleur-Kleenex". Conséquences négatives de ce dispositif. (p. 1198, 1199) : favorable à l'amendement n° 151 de Mme Raymonde Le Texier (soumission

du CPE aux dispositions du code du travail). Conséquences de la diversité des contrats d'embauche. (p. 1200, 1201) : favorable à l'amendement n° 154 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique). (p. 1206) : favorable à l'amendement n° 153 de Mme Raymonde Le Texier (qualification de la période de consolidation en "période d'essai"). (p. 1209, 1210) : favorable à l'amendement n° 158 de Mme Raymonde Le Texier (réduction de la période de consolidation de deux ans à deux mois). Possibilité de rupture du CPE sans motif ni formalités. Risque de discrimination à l'égard des jeunes.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 17** (*Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations*) (p. 1532) : demande la distribution des amendements écrits avant leur examen. S'abstiendra sur cet article.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1731, 1732) : à l'unanimité, le groupe socialiste soutiendra l'amendement n° 674 de M. Roland Muzeau (garantie des droits des femmes en état de grossesse, embauchées en CNE ou en CPE) et souhaite qu'il soit voté. (p. 1733, 1734) : reprend l'amendement de M. Nicolas About n° 819 : précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion ; retiré. S'interroge sur la confusion autour de cet amendement pourtant accepté par la majorité de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1739, 1740) : le groupe socialiste maintient les amendements de Mme Bariza Khiari portant sur le même objet n° 180 et 181 (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un État membre de l'Union européenne), compte tenu de la position défendue par M. Pierre André au nom de l'UMP. - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1746) : réagit aux propos du ministre sur l'amendement n° 388 de Mme Dominique Voynet (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire) auquel il est favorable. Son expérience en Seine-Saint-Denis du dispositif des collèges "ambition réussite". - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1758) : soutient l'amendement n° 367 de M. Jacques Gillot (prise en charge, par l'autorité organisatrice d'un concours administratif, des frais de déplacement des candidats au-delà de cent kilomètres) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale** [n° 155 (2005-2006)] - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2096, 2098) : réforme attendue de la fonction publique territoriale. Augmentation prévisible des charges des collectivités territoriales. Travaux préparatoires. Saupoudrage de mesures disparates. Quelques avancées en matière de formation. Remise en cause du financement de la formation professionnelle mutualisée. Aggravation des inégalités entre les fonctionnaires territoriaux et entre les collectivités territoriales. Suppression de la mission d'observation de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT. Introduction de souplesse dans la gestion des ressources humaines. Réduction des rôles des deux institutions paritaires, le CNFPT, et le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT. Souhait de mettre fin au lien de subordination de la fonction publique territoriale à la fonction publique de l'Etat. Hommage à l'esprit d'ouverture de la commission des lois. Interrogation sur l'opportunité de créer le Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Absence de dispositions relatives aux modalités de transfert des missions et des personnels entre le CNFPT et les centres de gestion. Non-financement des mesures proposées. Le groupe socialiste réserve son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2116, 2117) : non-signature par les syndicats d'un accord salarial avec le

Gouvernement. Ses amendements n° 283 : définition de la formation professionnelle tout au long de la vie ; et n° 284 : insertion parmi les actions de formation de l'apprentissage de la langue française et de la lutte contre l'illettrisme ; rejetés. (p. 2118) ; ses amendements n° 285 : possibilité pour les agents territoriaux de suivre des formations diplômantes quand elles sont les seules possibilités d'accéder à une promotion ; retiré ; et n° 286 : réintroduction dans la loi du livret individuel d'information ; devenu sans objet. (p. 2120) ; intervient sur ses amendements précités n° 283, n° 284 et n° 285. (p. 2121, 2122) ; intervient sur l'amendement n° 197 de M. Hugues Portelli analogue à son amendement n° 286 précité. - **Article 3 (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)** (p. 2123) : ses amendements n° 289 : maintien du bénéfice des droits acquis en matière de formation en cas de mutation ; n° 287 : information annuelle du comité technique paritaire du nombre de demandes de DIF et des suites données ; et n° 288 : exercice du droit de formation sur le temps de travail ; rejetés. (p. 2125, 2126) ; intervient sur ses amendements précités n° 289, n° 287 et n° 288. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 2127) : son amendement n° 250 : reconnaissance et affirmation législative du rôle d'instance représentative de la fonction publique territoriale du CSFPT ; adopté. - **Article 7 (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suppression d'une compétence du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)** (p. 2128) : son amendement n° 251 : possibilité pour le CSFPT de se saisir des projets d'ordonnance et obligation pour les collectivités territoriales de lui adresser tous les documents et renseignements nécessaires pour mener à bien ses travaux d'études et de statistiques ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2130) : son amendement n° 252 : rétablissement du paritarisme intégral au sein du conseil d'administration du CNFPT ; rejeté. - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 2132) : son amendement n° 261 : suppression du CNCCG ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8 (Intitulé de la section 2 du chapitre Ier de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 2148) : son amendement n° 259 : gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale par le CNFPT ; adopté. - **Article 12 (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service)** (p. 2162) : défavorable aux amendements n° 183 de M. Hugues Portelli (cohérence) et n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales). - **Article 13 (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT)** (p. 2167) : son amendement n° 263 : coordination ; devenu sans objet. (p. 2168, 2169) ; son amendement n° 260 : encadrement des transferts de missions du CNFPT aux centres de gestion ; rejeté. - **Article 14 (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion)** (p. 2174) : ses amendements n° 264 : coordination ; et n° 265 : compétence des centres de gestion en matière d'examens professionnels, de publicité des créations et vacances d'emplois et de reclassement des fonctionnaires de catégorie A ; devenus sans objet. (p. 2180, 2181) ; son amendement n° 253 : suppression de la possibilité pour les grandes collectivités territoriales d'organiser leurs propres concours ; rejeté. - **Article 17 (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial)** (p. 2192) : son amendement n° 254 : substitution d'un rapport à la conférence annuelle de coordination ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2197, 2198) : soutient l'amendement n° 236 de M. Claude Domeizel (clarification en matière de contrôle des dépenses liées à la création et à la gestion des emplois budgétaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 2260) : soutient l'amendement n° 247 de M. Charles Gautier (création d'un concours sur titre pour les cadres d'emplois des administrateurs territoriaux et des attachés territoriaux ouvert aux collaborateurs de cabinet) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 21 ou après l'article 21** (p. 2262) : soutient l'amendement n° 279 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas pour les agents de catégorie C) ; rejeté. - **Article 21 (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix »)** (p. 2264) : intervient sur l'amendement n° 278 de M. Claude Domeizel (suppression des quotas et prise en compte de la seule valeur professionnelle pour la promotion interne). Assouplissement indispensable des quotas. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 2272) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 238 (précision des conditions de mobilité statutaire par décret en Conseil d'Etat) ; rejeté ; et n° 243 (assouplissement de la règle des quotas) ; retiré. - **Article 23 (art. 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation d'agents territoriaux)** (p. 2274) : se félicite du dispositif introduit par cet article. - **Article 24 (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils)** (p. 2276) : son amendement n° 293 : suppression de la création d'emplois fonctionnels de directeurs généraux des services techniques dans les départements et les régions ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (16 mars 2006) (p. 2278, 2279) : s'inquiète des exactions commises dans sa commune de Neuilly-sur-Marne par des groupes incontrôlés de jeunes prenant pour prétexte le contrat première embauche. Avis défavorable du groupe socialiste à ce contrat. Demande une reprise du dialogue avec les partenaires sociaux sur le dossier du CPE.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)] (suite)** - (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2281, 2282) : son amendement n° 266 : mutualisation au niveau des centres de gestion du coût des congés bonifiés ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2289) : soutient l'amendement n° 216 de M. Paul Raoult (possibilité de détachement sur deux ou plusieurs emplois à temps partiel) ; retiré. (p. 2290, 2291) : soutient les amendements de M. Paul Raoult n° 215 (maintien des avantages collectivement acquis au profit des agents affectés dans un syndicat mixte) ; et n° 218 (maintien du régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis au profit des agents d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes dont les structures fusionnent) ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2301) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Charasse (suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 2303) : favorable à l'amendement n° 240 de M. Claude Domeizel (suppression de la disposition prévoyant la déduction des rémunérations "accessoires" perçues par un agent au titre d'une activité privée, en cas de cumul). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2306) : soutient l'amendement n° 246 de M. Charles Gautier (préavis de licenciement accordé aux collaborateurs de cabinet) ; retiré. - **Intitulé du chapitre IV** (p. 2310) : son amendement n° 256 : nouvel intitulé introduisant des dispositions relatives à l'action sociale ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 2315) : son amendement n° 294 : définition législative de l'action sociale ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 2318) : son amendement n° 258 : alignement du mode d'élection du centre interdépartemental de gestion de la petite couronne d'Ile-de-France sur le droit commun en matière d'élection des conseils d'administration des centres de gestion ; rejeté. (p. 2319) : soutient l'amendement n° 267 de M. Claude Domeizel (possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2321) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 212 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de recruter davantage de collaborateurs dans le strict respect de la masse financière fixée par décret). - **Articles**

**additionnels après l'article 34** (p. 2324) : soutient l'amendement n° 244 de M. Daniel Raoul (création d'une commission permanente au sein des conseils municipaux des grandes villes); retiré. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2326, 2327) : s'abstient sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat) ainsi que sur le sous-amendement n° 335 de M. Michel Charasse (non-cumul avec les avantages du régime indemnitaire de la collectivité d'accueil). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2330) : favorable à l'amendement n° 206 de M. Josselin de Rohan (possibilité pour l'ancien ordonnateur ou dirigeant d'une collectivité territoriale de se faire assister par un expert en cas d'examen d'un exercice par la chambre régionale des comptes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2332, 2333) : abstention du groupe socialiste. Souhait d'amélioration lors de la navette lui permettant d'approuver ultérieurement ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : En remplacement de M. Jean-Pierre Bel, présente sa question (p. 2600, 2618).

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5381, 5382) : texte prématuré au regard de la réforme voulue par le Président de la République de refonte des grands corps de l'Etat. Occasion manquée d'unifier les juridictions financières. Accroissement du domaine de compétence de la haute juridiction. Effectifs et conditions d'accès. Le groupe socialiste s'abstient sur le vote de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 112-5 et L. 112-6 du code des juridictions financières - Assouplissement du statut de conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes) (p. 5385, 5386) : son amendement n° 1 : rétablissement du nombre de postes ouverts de conseillers maîtres en service extraordinaire à dix et de la durée de leurs fonctions à quatre ans ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 122-2 du code des juridictions financières - Assouplissement des conditions d'accès au grade de conseiller maître à la Cour des comptes) (p. 5387, 5388) : son amendement n° 2 : rétablissement de la condition de durée d'activité dans des services publics pour accéder à la maîtrise au tour extérieur ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5391) : motifs de l'abstention du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5922, 5923) : texte de répression et non de prévention. Inefficacité des mesures proposées. Augmentation de la délinquance dans le département de Seine-Saint-Denis. Rôle du maire. Opposition au traitement par ce texte de la prise en charge sanitaire des malades mentaux. Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5980, 5981) : favorable aux amendements de suppression n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 247 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5984, 5985) : favorable à l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général).

- **Rappel au règlement** - (19 septembre 2006) (p. 6072) : déroulement des travaux du Sénat. Tenue de la journée parlementaire du parti socialiste.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (suite)** - (19 septembre 2006) - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la

délinquance) (p. 6074, 6075) : le groupe socialiste votera contre l'article 9 en l'état à défaut d'une rédaction plus simple.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6167, 6168) : fréquence de sa présence dans l'hémicycle. Situation de son département de Seine-Saint-Denis.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7619, 7622) : contexte de création de la mission commune d'information. Insécurité sociale et économique grandissante. Echec de la politique du Gouvernement depuis un an. Effectif policier insuffisant. Exemple de sa commune de Neuilly-sur-Marne. Démarche constructive du collectif ACLEFEU. Objectif premier de la mission : bilan des politiques menées depuis quinze ans. Dépôt de soixante-douze propositions. Abstention des membres socialistes et apparentés lors du vote du rapport en dépit des avancées obtenues. Lutte contre la violence scolaire. Réforme de la DSU. Application stricte de l'article 55 de la loi SRU. Police de proximité. Nombreuses propositions du groupe socialiste écartées. Manipulation des chiffres de la délinquance par le Gouvernement. Plan d'urgence indispensable en Seine-Saint-Denis. Remise en cause par le rapport de l'actuelle politique de la ville.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9023, 9026) : suppression d'emplois. Education nationale. Politique salariale. Rémunération à la performance. Périmètre des missions de l'Etat.

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) (p. 9393, 9394) : réduction des effectifs de la fonction publique. Diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Mesures d'action sociale interministérielle. Crédits de formation des fonctionnaires. Le groupe socialiste s'abstiendra sur les crédits du programme "Fonction publique". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9397) : le groupe socialiste s'abstient sur les crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement".

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10771, 10772) : adhésion du groupe socialiste aux avancées du texte. Reconnaissance du droit à l'action sociale. Inquiétude quant au financement du droit à la formation et du CNFPT. Partage les doutes de la commission sur le titre emploi collectivité et les dispositions concernant les CDI de droit public. Le vote du groupe socialiste dépendra du sort réservé à ses amendements. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 10789) : son amendement n° 81 : organisation par les centres de gestion des concours et des examens professionnels pour l'ensemble des collectivités territoriales ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Rappel au règlement** (p. 10790) : conditions de travail. Contesté l'invocation sans explication de l'article 40 de la Constitution sur son amendement précité n° 81. - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public) (p. 10798) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 74 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 18 AB** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Dispositifs applicables aux agents non titulaires bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée) (p. 10800) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (encadrement des possibilités de mise à disposition d'agents non titulaires bénéficiant d'un CDI). - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux) (p. 10804) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 22 bis du projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 29**

(p. 10815, 10816) : soutient l'amendement n° 82 de M. Claude Domeizel (précision) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10817) : intervient sur l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année). Souhaite le maintien du statu quo. - **Article 29 ter** (*nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - Création d'un titre emploi collectivité*) (p. 10822) : le groupe socialiste est favorable aux amendements de suppression n° 6 de la commission et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10833, 10834) : sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (détermination par l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de l'action sociale au bénéfice de ses agents), son sous-amendement n° 90 : obligation de mise en oeuvre de l'action sociale déterminée par l'assemblée délibérante ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10836) : le groupe socialiste votera ce texte après l'engagement du Gouvernement d'une politique plus sociale à l'égard des employés communaux.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10863) : modernisation de la fonction publique. Dialogue social. Concours administratifs. Accords du 25 janvier 2006. Formation professionnelle. Mise à disposition. Mobilité. Cumul d'activités. Notation et primes à la performance. - **Article 2** (*art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Formation professionnelle tout au long de la vie - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Création de périodes de professionnalisation*) (p. 10867) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (prise en charge des frais de formation par l'autorité administrative). - **Article 3** (*titre VII du livre IX, art. L. 970-1 à L. 970-5 et L. 970-6 nouveau du code du travail - Réécriture et modernisation des dispositions du code du travail relatives à la formation professionnelle des agents publics*) (p. 10868) : intervient sur l'amendement n° 54 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du texte proposé pour l'article L. 970-6 du code du travail). - **Article 7** (*art. 41 à 44 bis nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition*) (p. 10871) : favorable à l'amendement n° 6 de la commission

(encadrement des missions des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition auprès d'organismes contribuant à la mise en oeuvre d'une politique publique). (p. 10872) : intervient sur l'amendement n° 78 de M. Pierre-Yves Collombat (dérogation au principe du remboursement par l'organisme d'accueil du coût de l'agent lorsque la mise à disposition résulte de l'obligation d'accueillir un agent dont le poste a été supprimé dans son administration d'origine). - **Article 8 bis** (*art. 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mises à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des deux autres fonctions publiques*) (p. 10875) : son sous-amendement n° 82 ; adopté. - **Article 11** (*art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Réforme de la commission de déontologie*) (p. 10882) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (aménagement de la composition de la commission de déontologie). - **Article 13** (*art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*) (p. 10885) : défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (prolongation d'un an de la période de dérogation à l'interdiction du cumul d'activités pour créer, reprendre ou continuer à gérer une entreprise). (p. 10886) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 44 de M. Dominique Mortemousque (extension du régime de cumul d'activités aux ouvriers bénéficiant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat). - **Article 24 ter** (*art. L. 114-24 du code de la mutualité - Régime juridique applicable à l'exercice par un fonctionnaire d'un mandat électif à temps plein auprès d'une mutuelle*) (p. 10892) : son amendement n° 81 : possibilité de mise à disposition des fonctionnaires élus administrateurs de mutuelle ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** : Défavorable aux amendements du Gouvernement n° 41 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique d'Etat) et n° 87 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique hospitalière). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10906) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

**MALOVRY (Lucienne)**  
sénateur (Val-d'Oise)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**



MARC (Français)  
sénateur (Finistère)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique le 15 mars 2006.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Centre d'analyse stratégique : assurer la croissance harmonieuse du " dernier-né " des organismes prospectifs français [n° 387 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 78 tome 3 annexe 10 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (1er février 2006) - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parcs naturels marins*) (p. 474) : favorable à l'amendement n° 99 de Mme Yolande Boyer (simplification rédactionnelle). (p. 475) : favorable à l'amendement n° 71 de Mme Yolande Boyer (représentation minoritaire de l'Etat au conseil de gestion d'un parc naturel marin).

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture** [n° 139 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 709, 710) : absence de protection des entreprises françaises contre des attaques hostiles. Choix du Gouvernement de transposer l'article 9 de la directive consacrant l'obligation de passivité des dirigeants. Déstabilisation du Gouvernement par le déclenchement de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor. Inopportunité de l'amendement gouvernemental

autorisant l'attribution de bons de souscription d'actions : renforcement de la logique de suprématie du critère de rentabilité actionnariale sur l'intérêt social et l'intérêt général. Exclusion de l'applicabilité de la clause de réciprocité par la transposition de l'obligation de passivité de l'article 9. Regrette le manque d'interventionnisme public dans la réglementation des OPA. Intervention possible de l'Autorité des marchés financiers. Accentuation des dérives du capitalisme financier. Le groupe socialiste votera contre ce texte et contre l'amendement gouvernemental. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 714, 715) : son amendement n° 9 : obligation de déclaration d'intention stratégique concernant la stratégie industrielle et la gestion des ressources humaines de la cible en cas de projet d'OPA ; rejeté. Renforcement des prérogatives de l'AMF. - **Article 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 716, 717) : son amendement n° 10 : règle de détermination de la compétence des autorités nationales de marché ; rejeté. - **Article 7** (*Information des salariés*) (p. 725) : intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (obligation pour l'initiateur de présenter au comité d'entreprise de la cible les répercussions de l'offre sur l'ensemble des intérêts de cette société, spécialement l'emploi et les plans stratégiques), modifié par les sous-amendements de la commission n° 26 et 27. Se félicite des avancées considérables réalisées depuis la première lecture : prise en considération des salariés à travers leurs instances représentatives. (p. 728) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 17, 14 et 16 : information du comité d'entreprise de la société initiatrice ; rejetés. - **Article 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 731, 732) : ses amendements n° 20 : association du comité d'entreprise au processus d'acceptation ou de refus de l'OPA ; n° 18 : consultation préalable du comité d'entreprise ; n° 21 : maintien des délégations accordées par les assemblées générales d'actionnaires au conseil d'administration préalablement à toute OPA hostile ; et n° 19 : consultation du comité d'entreprise sur toute décision prise avant la période d'offre ; devenus sans objet. (p. 732) : abstention du groupe socialiste sur le sous-amendement n° 31 de la commission déposé sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (possibilité offerte aux entreprises d'émettre des bons de souscription d'actions). - **Article 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 733, 734) : son amendement n° 22 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 741) : approche libérale de transposition de la directive européenne : vision de l'entreprise restreinte à la place des actionnaires. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1094, 1095) : responsabilité du CPE dans l'accroissement de la précarité. Lecture d'un témoignage dans le Télégramme de Brest et de l'Ouest. Dispositif aux antipodes de l'expérimentation nordique de la "flexsécurité". Défavorable au CPE.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 sexies** (*art. L. 961-13 du code du travail - Extension du champ d'intervention du Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue*) (p. 1299, 1300) : intervient sur le refus du président de séance d'autoriser la présentation des amendements du groupe socialiste sur l'article 3 quinquies, dont l'objet est distinct de celui de l'amendement n° 20 de la commission (interdiction expresse du recours aux enchères électroniques inversées pour la fixation du salaire).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1330) : article 48 du règlement. Demande d'explications sur le non-examen de ses amendements n° 183 et n° 184 tendant à insérer des articles additionnels après l'article 3 quater, déclarés sans objet.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (22 mars 2006) - **Article 12** (*art. L. 533-3 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2485, 2486) : non-prise en considération du principe constitutionnel de précaution.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Troisième lecture [n° 262 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2529, 2530) : dérives du capitalisme financier. Appel insincère au patriotisme économique. Capacité entravée des entreprises à se défendre contre les OPA hostiles. Inefficacité de l'émission de bons de souscription d'actions. Pouvoir de décision réservé aux seuls actionnaires. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 2532) : son amendement n° 1 : consultation optionnelle de l'assemblée générale pour la mise en oeuvre de mesures défensives en cas d'OPA ; rejeté. (p. 2533, 2534) : son amendement n° 2 : suppression des dispositions relatives à l'émission de bons de souscription d'actions ; rejeté. - **Article 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 2535) : son amendement n° 3 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2537) : besoin de régulation du capitalisme financier. Regrette l'optique libérale de ce texte.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5218, 5220) : dégradation extrême des relations et du dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales en 2005. Poids des transferts de compétences non financés dans les comptes des régions et des départements. Diminution de la dotation de péréquation. Nécessité d'établir une véritable autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales. Exemple de la politique de financement de l'eau. Votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'Etat** (p. 5264) : interrogation sur l'amélioration de la qualité des relations entre l'administration et les usagers par le biais des nouvelles technologies. Possibilité d'élargir les stratégies d'achat réalisées par les préfetures à des domaines autres que le transport. Question sur le budget consacré au montage des sites "portails" des préfetures, sur l'amélioration des équipements informatiques et la formation du personnel. Développement de l'utilisation des SMS.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (11 septembre 2006) - **Article 37** (*art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 5795) : son amendement n° 386 : diminution du plafond maximal du taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique payé par l'abonné au service public de distribution d'eau ; rejeté. (p. 5799) : son amendement n° 388 : extension de la redevance pour pollutions diffuses aux biocides et aux engrais chimiques ; rejeté. (p. 5802) : son amendement n° 389 : relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement ; rejeté. (p. 5806) : son amendement n° 390 : relèvement du plafond de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques ; rejeté. (p. 5807) : intervient sur son amendement précité n° 390. Taxation supplémentaire pour les seules entreprises commercialisant ces produits. (p. 5814) : son amendement n° 471 : exclusion de la redevance pour prélèvements sur la ressource d'eau des ruissellements stockés hors période d'étiage au moyen de retenues collinaires entre le 1er avril et le 31 octobre ; rejeté. (p. 5817) : soutient l'amendement n° 392 de Mme Yolande Boyer (assujettissement des retenues collinaires au même taux de redevance que les installations d'irrigation gravitaire) ; rejeté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7744, 7745) : nombreux exemples de perte d'éthique de la gouvernance d'entreprise. Dérive accélérée du capitalisme financier. Absence d'ambition du texte quant à l'action de régulation de l'Etat dans ce contexte pervers. Réponse non satisfaisante aux exigences d'augmentation du pouvoir d'achat, de démocratie sociale et de réorientation de la stratégie de l'entreprise sur l'intérêt social et

l'emploi. Notion critiquable de "dividende du travail". Ses préconisations. Texte qui illustre les divergences de fond entre la majorité et le parti socialiste qui ne votera pas ce texte. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7782, 7783) : favorable à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy (présentation par l'employeur, lors de la négociation annuelle sur les salaires, d'un indicateur chiffré du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et les sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement, de la participation et des abondements aux plans d'épargne salariale).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - *Représentation des salariés actionnaires*) (p. 7834, 7836) : ses amendements n° 152 : élargissement de l'obligation de représentation des salariés actionnaires aux sociétés non cotées ; et n° 151 : représentation obligatoire des salariés actionnaires au conseil d'administration, sans aucune condition de seuil de détention du capital ; rejetés. (p. 7837) : son amendement n° 153 : fixation par la loi des modalités de désignation des administrateurs salariés ; rejeté. (p. 7838, 7839) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 148, 149 et 150 : renforcement de la représentation des actionnaires salariés au sein du conseil d'administration ; rejetés. - **Article 15 bis** (art. 8-1 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations - *Nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986*) (p. 7842) : son amendement n° 154 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 37A** (p. 7920, 7921) : ses amendements n° 161 : précision ; et n° 158 : modalités d'allocation et mesures de publicité des rémunérations des dirigeants de société ; rejetés. (p. 7122, 7124) : ses amendements n° 159 : mesures de publicité sur la quantité d'options détenues par les membres de la direction ; n° 157 : renforcement de la transparence en ce qui concerne les rémunérations des dirigeants de sociétés et des employés ; et n° 160 : renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants ; rejetés. - **Article 37 A** (art. L. 225-177, L. 225-179, L. 225-197-1, L. 225-37, L. 225-68 du code de commerce et L. 621-18-3 du code monétaire et financier - *Conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise*) (p. 7925, 7926) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 155 et 156 : encadrement des dispositions d'octroi des stock-options ; devenus sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8850, 8851) : soutient l'amendement n° I-117 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéfices des sociétés foncières) ; rejeté. (p. 8856, 8857) : soutient l'amendement n° I-114 de M. Jean-Pierre Sueur (application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres) ; rejeté. (p. 8860, 8861) : soutient l'amendement n° I-118 de M. Marc Massion (doublement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8928) : politique du Gouvernement en direction des collectivités territoriales : péréquation, autonomie financière, compensation des transferts de charges, DGF, fiscalité locale, contrat de croissance et de solidarité, taxe professionnelle, bouclier fiscal, transferts des personnels TOS de l'éducation nationale et des agents des DDE, TIPP. Décentralisation. CSG locale. - **Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8959) : intervient sur l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle), sur les amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) et n° I-168 (repli), sur les amendements de M. Claude Haut n° I-169 (détermination du taux de référence de taxe professionnelle pour calculer la compensation des pertes de recettes des

départements) et n° I-170 (minoration du ticket modérateur en fonction du taux de base) et sur l'amendement n° I-171 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux). - **Articles additionnels avant l'article 12** : son amendement n° I-167 : exclusion des prestations d'intérim du calcul des consommations intermédiaires et déduction des dépenses de personnel intérimaire de la valeur ajoutée des entreprises ayant recours à ce personnel ; retiré. - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8969) : son amendement n° I-174 : accroissement du caractère péréquateur de la DGF ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8976) : son amendement n° I-178 : rédaction d'un rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'une CSG locale ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9391, 9392) : transparence dans la présentation des crédits. Evolution des dotations budgétaires. Crédits d'action sociale interministérielle. Crédits du Centre d'analyse stratégique. Rapport sur la fonction publique. Sous réserve de ces observations et de l'adoption d'un amendement qu'elle présentera, la commission propose l'adoption des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" ainsi que de l'article 47 bis. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9396, 9397) : son amendement n° II-16 : création du programme "Défense et protection des droits et des libertés fondamentales" au sein de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" ; adopté.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10059) : soutient l'amendement n° II-313 de M. Jean-Marie Bockel (neutralisation de l'incidence des nouvelles normes comptables IAS sur la durée d'amortissement prise en compte pour le calcul des bases de taxe professionnelle) ; retiré. (p. 10085) : soutient l'amendement n° II-325 de M. Jacques Gillot (prorogation du dispositif relatif à la taxe d'embarquement en outre-mer) ; retiré. Soutient l'amendement n° II-232 de M. Bernard Dussaut (limitation du taux d'augmentation de la TACA) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10559) : s'abstiendra lors du vote des amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10641) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10646, 10647) : soutient les amendements de M. Jean-Marie Bockel n° 173 (création d'une sixième catégorie de supports de publicité soumis à la taxe sur la publicité) ; n° 171 (modification des tarifs de la taxe sur la publicité et indexation de celle-ci sur l'indice des prix à la consommation) ; et n° 172 (assouplissement des possibilités de modulation de la taxe sur la publicité par les conseils municipaux) ; retirés au profit de l'amendement n° 253 de la commission (revalorisation de la taxe sur les affiches publicitaires, indexation de celle-ci sur la DGF et rapport du Gouvernement sur les perspectives de réforme des trois taxes communales sur la publicité) auquel il est favorable. - **Article 36 quater** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions affectées à l'habitation édifiées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*) (p. 10650) : soutient l'amendement n° 174 de Mme Nicole Bricq (transformation de la possibilité d'exonération partielle de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les habitations en périmètre "Seveso" en

un dégrèvement de 50 % du montant de cette taxe) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 36 quater** (p. 10652) : défavorable à l'amendement n° 230 de M. Michel Houel (possibilité d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant cinq ans les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique). - **Article 36 terdecies (Bassins d'emploi à redynamiser)** (p. 10669) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 263 de la commission (précision des conditions d'éligibilité à ce dispositif). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10685) : intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (rapport sur la prise en compte du travail temporaire dans le calcul de la valeur ajoutée). - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 10704) : soutient l'amendement n° 180 de M. Gérard Miquel (prise en compte par le FCTVA des investissements réalisés pour la valorisation des déchets) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10793) : favorable à l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités). - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10814) : soutient l'amendement n° 83 de M. Claude Domeizel (suppression) ; adopté.

**MARINI (Philippe)**  
sénateur (Oise)  
UMP

#### NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 331 (2004-2005)] visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Famille - Justice**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 139 (2005-2006)] relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 197 (2005-2006)] (8 février 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Avis sur le projet de décret d'avance relatif à l'épidémie de chikungunya et à l'épizootie de grippe aviaire [n° 252 (2005-2006)] (14 mars 2006) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 262 (2005-2006)] relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 268 (2005-2006)] (22 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à doter la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de la personnalité morale et à poser le principe de son indépendance financière en créant une contribution qui lui soit affectée [n° 285 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Énergie**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Exécution du budget 2005 : l'heure n'est pas aux largesses ! [n° 313 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Budget**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le programme de stabilité 2007-2009 est-il réaliste ? [n° 314 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Budget**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La Slovénie : le bon élève discret du dernier élargissement [n° 402 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Hongrie, la facture du mensonge politique [n° 403 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Un cap clair et réaliste pour le reflux de la dette publique [n° 411 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 417 (2005-2006)] portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 418 tome 1 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 417 (2005-2006)] portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 418 tome 2 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'agence française pour les investissements internationaux (AFII), pour quoi faire ? [n° 453 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'épargne retraite en France trois ans après la « loi Fillon » : quel complément aux régimes de retraite par répartition ? [n° 486 (2005-2006)] (21 septembre 2006) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs (E 2103) [n° 2 (2006-2007)] (3 octobre 2006) - **Société - Union européenne.**

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 3 (2006-2007)] relatif au secteur de l'énergie [n° 7 (2006-2007)] (4 octobre 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 347 (2005-2006)] portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)] (11 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Avis sur le projet de décret d'avance relatif aux OPEX et à diverses dépenses urgentes [n° 22 (2006-2007)] (17 octobre 2006) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quels prélèvements obligatoires ? Pour quels besoins collectifs ? [n° 41 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Le budget de 2007 et son contexte économique et financier : un budget pour préparer l'avenir [n° 78 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 78 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 78 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Deuxième partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 78 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 105 (2006-2007)] pour 2006 [n° 115 tome 1 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 105 (2006-2007)] pour 2006 [n° 115 tome 2 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 124 (2006-2007)] (14 décembre 2006) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 141 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 127, 128) : véritable problème de société. Données chiffrées. Situation fiscale actuelle des parents séparés. Nécessité de concilier deux logiques d'équité. Position de la commission des finances sur ce texte. - **Article 3 (Financement)** (p. 130, 131) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression).

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture [n° 139 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 707, 709) : gravité de la situation actuelle de la société Arcelor. Inquiétudes soulevées par la plateforme boursière d'Euronext. Reconnaissance du principe de réciprocité. Validation des choix de transposition du Gouvernement. Souhait de la commission des finances de revenir aux votes émis par le Sénat en première lecture. Importance de la stratégie industrielle et du soin porté à l'actionnariat pour la défense d'une entreprise. Proposition d'améliorer les conditions d'information des comités d'entreprise. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 714) : estime l'amendement n° 9 de M. François Marc (obligation de déclaration d'intention stratégique concernant la stratégie industrielle et la gestion des ressources humaines de la cible en cas de projet d'OPA) satisfait par le droit existant. - **Article 1er (Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers)** (p. 716) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Bernard Vera (prise en compte par l'AMF du caractère stratégique de certains secteurs de l'économie). (p. 717, 718) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 10 (règle de détermination de la compétence des autorités nationales de marché) et n° 11 (fixation du délai entre la publication du démenti d'intention de déposer une offre publique et le dépôt d'un autre projet d'offre publique). - **Article 2 (réserve) (Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)** (p. 719) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. François Marc (définition du prix équitable). Son amendement n° 1 : obligation pour l'auteur d'une offre publique de maintenir le niveau du prix proposé pour le rachat des titres ; retiré. (p. 720) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. François Marc (contrôle par l'AMF de la conformité au principe d'égalité de traitement des actionnaires du prix proposé dans le cadre d'un retrait obligatoire). - **Article 5 (Aménagement du régime du retrait**

*obligatoire* (p. 722) : son amendement n° 24 : clarification du dispositif introduit par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article 7 (Information des salariés)** (p. 723) : principe de double information du comité d'entreprise de la société cible et de celui de la société initiant l'offre. Volonté de la commission de préciser le contenu de l'information transmise par le chef de l'entreprise initiatrice au comité de l'entreprise visée. Avis défavorable de la commission à la création de nouvelles procédures. (p. 724, 725) : sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (obligation pour l'initiateur de présenter au comité d'entreprise de la cible les répercussions de l'offre sur l'ensemble des intérêts de cette société, spécialement l'emploi et les plans stratégiques, qu'il accepte, ses sous-amendements n° 26 et 27 ; adoptés. (p. 726, 728) : son amendement n° 25 : cohérence ; adopté. S'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 17, 15, 14 et 16 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice). S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Bernard Vera (précision des informations échangées entre la direction et les salariés de l'entreprise visée) - **Article 10 (Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre)** (p. 730) : sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (possibilité offerte aux entreprises d'émettre des bons de souscription d'actions) qu'il accepte, son sous-amendement n° 31 ; adopté. (p. 732) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 20 (association du comité d'entreprise au processus d'acceptation ou de refus de l'OPA), n° 18 (consultation préalable du comité d'entreprise), n° 21 (maintien des délégations accordées par les assemblées générales d'actionnaires au conseil d'administration préalablement à toute OPA hostile) et n° 19 (consultation du comité d'entreprise sur toute décision prise avant la période d'offre). - **Article 11 (Clause de réciprocité)** (p. 733) : attachement de la commission des finances au principe de réciprocité. Demande de précision sur l'application de la réciprocité aux sociétés initiatrices non cotées. (p. 734) : son amendement n° 3 : application de la réciprocité en cas d'offres concomitantes ; adopté. (p. 735) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. François Marc (suppression) et accepte l'amendement n° 30 du Gouvernement (coordination). - **Article 16 (Suspension des restrictions statutaires en cas de réussite de l'offre)** (p. 735) : son amendement n° 4 : simplification ; retiré. - **Article 19 (Publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire)** (p. 736, 737) : son amendement n° 5 : rétablissement de l'applicabilité de la réciprocité pour les dispositions facultatives de l'article 11 de la directive qu'une société cible aurait décidé d'appliquer sur une base volontaire ; adopté. - **Article 22 (Extension de la nullité facultative à la violation de l'ensemble des dispositions régissant les droits de vote attachés aux actions)** (p. 738) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. François Marc (suppression). - **Article 24 (Ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs)** (p. 739) : son amendement n° 6 : harmonisation et cohérence ; adopté. - **Article 2 (précédemment réservé) (Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers)** (p. 740) : son amendement n° 2 : conditions de dépôt des offres publiques sur des sociétés mères et des sociétés filles ; adopté (précédemment réservé, p. 721). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 741) : rôle de l'épargne salariale pour la stabilisation du contrôle des entreprises.

- **Troisième lecture [n° 262 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2526, 2527) : nécessité d'assurer l'attractivité économique de la France. Rôle de la Caisse des dépôts et consignations. Intérêt d'un projet de loi sur l'actionnariat salarié. Réalisation par la commission d'un état des lieux de l'épargne retraite. Modalités d'émission des bons de souscription d'actions. Mise en oeuvre du principe de réciprocité. - **Article 10 (Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre)** (p. 2532, 2533) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Marc (consultation optionnelle de l'assemblée générale pour la mise en oeuvre de mesures défensives en cas d'OPA). (p. 2534) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. François Marc (suppression des dispositions relatives à l'émission de bons de souscription d'actions). - **Article 11 (Clause de réciprocité)** (p. 2535, 2536) : précisions sur la notion

de réciprocité. S'oppose à l'amendement n° 3 de M. François Marc (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2537) : remerciements.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2688, 2689) : soutiendra les conclusions de la commission des lois sans enthousiasme. Relativité du problème des ventes à la découpe à Paris. Prix de vente des appartements. Absence de lien de causalité entre les ventes des appartements par lots et une réforme prise à l'initiative de la commission des finances du Sénat du nouveau régime fiscal des sociétés d'investissement immobilier cotées, SIIC. Désengagement des propriétaires institutionnels vis-à-vis du secteur locatif. Rappel des accords négociés entre propriétaires et locataires. Texte déposé en réaction à des cas particuliers fortement médiatisés.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité) (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU)** (p. 2835, 2836) : anomalies découlant de la loi SRU. Exemple de disparité entre des communes analogues de l'Oise. Votera le texte de l'Assemblée nationale résultant de l'amendement Ollier.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 4 quinquies (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles)** (p. 3034) : s'abstient sur l'article. - **Article 4 septies (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles)** (p. 3036) : son amendement n° 194 : suppression ; adopté. (p. 3042, 3043) : inopportunité du dispositif de taxation.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 8 bis A (priorité) (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier)** (p. 3139) : son amendement n° 193 : suppression du 5° autorisant le Gouvernement à organiser l'affectation des fonds propres des nouvelles sociétés ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4740, 4741) : avantages de la constitution d'un groupe GDF-Suez ; réaction à la mise en cause de l'indépendance du groupe Suez ; meilleure répartition des actifs ; préservation du statut des salariés. Distinction souhaitable entre le débat sur la structure capitalistique et celui sur le mécanisme des prix. Dysfonctionnement du marché libre de l'électricité dû à la procédure de mise en vente aux enchères de l'électricité par EDF. Augmentation des tarifs d'EDF pour les entreprises ayant choisi l'éligibilité induisant une distorsion de concurrence. Souhait d'une solution respectant le droit communautaire et les intérêts des entreprises avant la libéralisation totale du marché de l'électricité. Evolution nécessaire du statut de la commission de régulation de l'énergie. Souhait du dépôt d'un texte sur la question tarifaire.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 5208, 5209) : possibilité nouvelle de concentrer les débats sur la comparaison entre prévisions et réalisations. Année de transition en matière de gestion budgétaire et comptable. Atteinte globalement satisfaisante de ses objectifs par le Gouvernement. Trois exemples de consolidation du budget. Critiques de la Cour des comptes. Nécessité d'améliorer la LOLF. Exemple de la comptabilité patrimoniale et des monuments historiques. Nécessité de procéder à une bonne gestion pour rendre à l'Etat sa crédibilité.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin

2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 5328, 5331) : objectif majeur de stabilisation de la dette publique. Recherche d'économies structurelles à l'aide des audits de modernisation. Objectif d'abaissement du déficit public ; moyens à mettre en oeuvre. Régulation des effectifs de la fonction publique. Economies supplémentaires à réaliser sur chacune des branches de la sécurité sociale. Préconisations de la commission en matière de recettes.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 6458, 6462) : privatisation maîtrisée de Gaz de France dans l'intérêt de l'Etat actionnaire. Diversification des approvisionnements. Stratégie des alliances : avantages du regroupement avec le groupe Suez-Electrabel ; impossibilité de fusion entre EDF et GDF. Importance d'accorder la personnalité morale et l'autonomie financière à la Commission de régulation de l'énergie. Objectif d'optimisation des "tarifs de retour".

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 6666, 6668) : caractère anormal du Conseil de la politique monétaire largement vidé de sa substance. Grandes lignes de ce texte. Utilité de cette proposition de loi adaptant des dispositions surannées et incitant le Gouvernement à aller plus loin dans le processus de réforme. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6676) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (*Suppression du Conseil de la politique monétaire*) (p. 6678) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (diversification des sources de nomination au sein du Conseil général de la Banque). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6679) : accepte l'amendement n° 8 du Gouvernement (coordination). - **Article 2** (*Collecte de statistiques monétaires et financières par la Banque de France*) : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (attribution d'un cadre juridique à la transmission par l'administration fiscale de renseignements à la Banque de France, pour l'établissement des statistiques relatives à la balance des paiements). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6681, 6683) : intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (renforcement, par voie d'ordonnance, de la compétitivité juridique et financière des sociétés de crédit foncier, et transposition des directives européennes relatives aux établissements de crédits). - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 6685, 6686) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 de Mme Nicole Bricq et n° 3 de M. Thierry Foucaud ainsi qu'à l'amendement n° 12 du Gouvernement (reprise dans la loi d'une jurisprudence existante selon laquelle le droit du travail s'applique à la Banque de France tant qu'il n'est pas incompatible ni avec son statut ni avec ses missions). - **Article 6** (*Régime fiscal de la Banque de France*) (p. 6689) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 7** (*Majoration du dividende versé par la Banque de France à l'Etat*) (p. 6690) : accepte les amendements de suppression n° 5 de M. Thierry Foucaud et n° 10 du Gouvernement.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6704, 6706) : introduction progressive de la fiducie dans notre système juridique. Nécessité de moderniser ce dernier afin de garantir l'attractivité juridique du territoire français. Introductions opportunes de novations par la commission des lois. Accepte par avance de se rallier aux amendements du Gouvernement portant sur le champ du constituant. Exemples concrets d'utilisation possible de la fiducie.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un

*tarif réglementé*) (p. 6883) : question de la connaissance de la logique du marché. Incohérence avec le dispositif des directives européennes auquel la France a souscrit. Augmentation des handicaps de compétitivité au détriment des entreprises françaises. Favorable à une évolution des directives vers plus de réalisme sur la question de la politique de l'énergie.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - rapporteur de la commission des finances saisi pour avis - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7159) : défavorable au sous-amendement n° 775 de M. Michel Mercier portant sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7565, 7568) : perspectives préoccupantes des conséquences du choc démographique d'ici à 2040. Obligation de concilier la "soutenabilité" des finances publiques et la préservation de la protection sociale. Accroissement de la part des ressources fiscales dans le financement de la sécurité sociale. Absence de clarté et de cohérence. Affectation préférable d'un bloc de plusieurs points de TVA. Assainissement non satisfaisant des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Question de l'apurement des dettes de l'Etat et de leur poids dans le déficit prévisionnel de la sécurité sociale pour 2006. Nécessité d'innovations en matière de financement des régimes sociaux. Réflexion sur la TVA sociale et sur la spécialisation des financements par type de risques. Nécessité "d'opérations vérité" s'agissant des dégrèvements de cotisations sociales et de l'efficacité de la prime pour l'emploi. Obligation d'expliquer aux Français la gouvernance envisagée pour la sécurité sociale. (p. 7589, 7590) : interprétation non conforme à la réalité de son rapport par M. Jean-Pierre Michel.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8689, 8692) : vidéoprojection dans l'hémicycle. Bilan comparatif chiffré de la législature. Réalisme des prévisions de recettes. Réforme de la taxe professionnelle. Analyse des dépenses. Multiplication des agences. Gestion de la dette. Evolution des dépenses publiques. Conditions d'examen de la loi de finances de l'Etat et la loi de financement de la sécurité sociale. Conditions de la soutenabilité des dépenses publiques. - **Question préalable** (p. 8719, 8720) : s'oppose à la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article additionnel avant ou après l'article 2** (p. 8739) : s'oppose aux amendements n° I-57 de M. Thierry Foucaud (suppression du "bouclier fiscal") et de M. Marc Massion n° I-98 (suppression du principe du "bouclier fiscal") et n° I-101 (exclusion des contribuables redevables de l'ISF du bénéfice du mécanisme du "bouclier fiscal"). - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2006 et baisse des acomptes*) (p. 8742, 8743) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-96 (retour à l'ancien barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-97 (suppression de la réduction du montant des acomptes provisionnels ou des prélèvements mensuels), et n° I-58 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8745) : s'oppose à l'amendement n° I-102 de M. Marc Massion (plafonnement à 40 % de la part du revenu imposable susceptible de bénéficier de réductions ou déductions). (p. 8747) : s'oppose à l'amendement n° I-103 de M. Marc

Massion (plafonnement à 7500 euros de la réduction du revenu imposable procuré par l'ensemble des dispositifs de réduction). Demande la réserve de l'amendement n° I-199 de M. Jean Arthuis (assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux ou des bénéficiaires agricoles, non adhérents à un centre de gestion) jusqu'après l'examen de l'article 5. (p. 8748) : son amendement n° I-232 : mesures visant à inciter les personnes fiscalement non domiciliées en France à devenir des résidents fiscaux français ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-236 de M. Michel Charasse (précision) qu'il accepte. (p. 8750) : son amendement n° I-233 : actualisation de la définition du revenu fiscal de référence ; adopté. (p. 8751) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-104 (mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile) et n° I-105 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi à domicile). (p. 8752) : s'oppose à l'amendement n° I-59 de M. Thierry Foucaud (bénéfice du crédit d'impôt pour les frais de garde d'enfant jusqu'aux onze ans de l'enfant au lieu de six ans). (p. 8753, 8754) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° I-24 et I-94 de M. Philippe Goujon (élargissement du crédit d'impôt pour les véhicules moins polluants). Propose un examen avec l'article 19 du projet de loi de finances rectificative pour 2006. (p. 8755) : s'oppose à l'amendement n° I-99 de M. Marc Massion (suppression de la participation des collectivités territoriales au mécanisme du bouclier fiscal). (p. 8756) : s'oppose à l'amendement n° I-100 de M. Marc Massion (suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale au mécanisme du bouclier fiscal). - **Article 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 8757) : s'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Marc Massion (augmentation de la prime pour l'emploi). Interroge le ministre sur la prime pour l'emploi. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8761) : accepte l'amendement n° I-54 de M. Paul Girod (intégration dans le champ de l'abandon exprès de revenus ouvrant droit au crédit d'impôt, de la non-perception de loyers d'un logement mis à disposition d'un organisme sans but lucratif). (p. 8762) : demande le retrait de l'amendement n° I-52 de M. Paul Girod (inclusion de l'hépatite C à la liste des maladies ouvrant exonération au droit de succession des rentes versées en réparation du préjudice) au profit de l'amendement n° I-53 (exonération des droits de succession des indemnités visant à réparer les dommages causés par un accident ou une maladie) du même auteur qu'il accepte. (p. 8763, 8764) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° I-152 de M. Gérard César (assouplissement du dispositif d'exonération de droit de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprise individuelle). - **Article 4 (Aménagements du régime de l'hypothèque rechargeable)** (p. 8765) : s'oppose à l'amendement n° I-61 de M. Thierry Foucaud (suppression). (p. 8766, 8767) : favorable au crédit hypothécaire rechargeable. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8768) : ses amendements n° I-1 : déductibilité du revenu net global des cotisations complémentaires d'assurance dépendance à un contrat d'épargne retraite ; et n° I-2 : "familiarisation" du plafond de déduction de l'impôt sur le revenu ; retirés. (p. 8771) : ses amendements n° I-3 : suppression, pour certains contrats, de la condition de quinze années de versements successifs avant le départ à la retraite pour bénéficiaire de la rente à taux plein ; et n° I-4 : versement "au plus tôt" de la rente d'épargne retraite à compter de la date de liquidation de la pension du redevable ; adoptés. (p. 8772) : sur les amendements de M. Philippe Dominati, demande le retrait des n° I-187 (suppression de l'ISF) et n° I-188 (exonération de la résidence principale du calcul de l'ISF), et s'oppose au n° I-189 (abaissement du délai de prescription de dix à trois ans). S'oppose à l'amendement n° I-63 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'ISF), ainsi qu'aux amendements identiques n° I-62 de M. Thierry Foucaud et n° I-106 de M. Marc Massion (suppression de l'avantage fiscal accordé en matière d'ISF en ce qui concerne les "pactes d'actionnaires"). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-151 de M. Gérard César (revalorisation du seuil d'exonération partielle d'ISF pour les biens donnés par bail à long terme) et s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-107 (suppression

d'avantages fiscaux accordés en matière d'ISF) et n° I-108 (suppression d'avantages fiscaux accordés en matière d'ISF). (p. 8775) : favorable à une décote de 30 à 40 % de la résidence principale plutôt qu'à une exonération totale. (p. 8776) : accepte l'amendement n° I-213 de M. Michel Mercier (instauration d'un délai de prescription de six ans en matière de droits d'enregistrement). (p. 8778) : ses amendements n° I-5 : clarification des conditions de la donation-partage en cas d'enfants issus de plusieurs unions ; n° I-6 : dispositif tendant à faciliter la donation-partage transgénérationnelle ; et n° I-7 : accompagnement fiscal de la renonciation anticipée à exercer toute action en réduction ; retirés. (p. 8779) : propose une amélioration de la rédaction de ses amendements n° I-5, n° I-6 et n° I-7 précités en collaboration avec le ministère.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8788, 8789) : accepte les amendements de M. Alain Lambert n° I-32 à n° I-45 (traduction fiscale de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités). (p. 8791) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de M. Roger Madec (alignement de la fiscalité de la succession des couples pacés sur celle des couples mariés). (p. 8793, 8794) : son amendement n° I-8 : extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéficie de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-27 de M. Yann Gaillard (ouverture du dispositif à d'autres associations et fondations reconnues d'utilité publique et agréées par le ministère chargé du budget), qu'il accepte. (p. 8796, 8801) : demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement de M. Yann Gaillard n° I-26 (conditions d'exploitation commerciale) et le retrait du sous-amendement n° I-229 de M. Michel Moreigne (intervention de la Fondation du patrimoine au profit des collectivités territoriales). (p. 8803) : s'oppose aux amendements identiques de n° I-60 de M. Thierry Foucaud, n° I-202 de M. Michel Mercier et n° I-115 de M. Gérard Collomb (réductions d'impôts accordées aux entreprises finançant des expositions d'art contemporain). (p. 8804, 8805) : son amendement n° I-9 : instauration d'un mécénat scientifique dans le cadre d'une procédure de dation en paiement ; retiré. S'oppose à l'amendement n° I-110 de M. Marc Massion (diminution du plafond de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance vie). - **Article 5 (Renforcement de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses liées à la dépendance)** (p. 8806) : s'oppose à l'amendement n° I-112 de M. Marc Massion (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8807) : son amendement n° I-46 : assouplissement des conditions d'imposition des contribuables soumis à la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux ou des bénéficiaires agricoles, non adhérents à un centre de gestion agréé ; retiré. (p. 8811) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (application de la réduction d'impôt prévue au I de l'article 200 du code général des impôts aux dons effectués aux associations ayant pour objet de favoriser l'édition et la publication de presse d'information politique et générale). (p. 8812, 8814) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-133 (ouverture du crédit d'impôt pour les travaux en vue d'économies d'énergie quelle que soit la situation matrimoniale des habitants du logement), n° I-132 (majoration des taux des crédits d'impôt accordés pour favoriser les économies d'énergie) et n° I-131 (affectation du malus de la taxe grise aux régions). S'en remet à l'avis du gouvernement sur l'amendement n° I-142 de M. Jacques Blanc (extension du bénéfice du crédit d'impôt de l'article 200 quinquies du code général des impôts aux dépenses d'acquisition de véhicules automobiles de démonstration fonctionnant avec des carburants alternatifs). (p. 8815) : s'oppose à l'amendement n° I-130 de Mme Nicole Bricq (augmentation des taxes sur les certificats d'immatriculation pour les véhicules les plus polluants). (p. 8817, 8821) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° I-126 (suppression de l'exonération de TIPP accordée aux transports aériens), n° I-127 (institution d'un prélèvement exceptionnel sur les



compagnies pétrolières), n° I-128 (établissement annuel du niveau de fiscalité afférente au pétrole, dans la loi de finances, en référence aux hypothèses retenues en matière de prix du baril) et n° I-129 (création d'un crédit d'impôt unifié sur les mesures environnementales). (p. 8822) : s'oppose à l'amendement n° I-113 de M. Claude Domeizel (extension de l'exonération de cotisation patronale d'assurance vieillesse due à la CNRACL, dont bénéficient les CCAS et les CIAS, aux communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux). - **Article 6** (*Création d'une réduction d'impôt en faveur des PME de croissance*) (p. 8825) : son amendement n° I-10 : clarification ; adopté. - **Article 7** (*Aménagements de la provision pour investissements des entreprises de presse*) (p. 8827) : ses amendements n° I-11 : maintien dans le champ des bénéficiaires de la PPI des entreprises de presse exploitant des publications de périodicité au maximum mensuelle consacrées pour une large part à l'information politique et générale ; et n° I-12 : cohérence ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° I-218 de M. Michel Mercier (maintien du régime antérieur de provision pour investissements, PPI) au profit de son amendement précité. S'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Thierry Foucaud (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 220 undecies du code général des impôts aux entreprises constituées pour collecter des financements en direction des entreprises de presse). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8828) : s'oppose à l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (bénéfice des déductions fiscales prévues par l'article 238 bis du code général des impôts ouvert aux associations ayant pris des participations dans un organe de presse). (p. 8829, 8830) : demande le retrait de l'amendement n° I-140 de M. Louis de Broissia (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de la distribution audiovisuelle). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8831) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-29 et n° I-206 de M. Christian Gaudin (extension du crédit d'impôt recherche aux certificats d'obtention végétale). - **Article 8** (*Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 8832, 8833) : son amendement n° I-13 : assouplissement du régime des pénalités en cas d'erreur d'appréciation des sociétés sur leur résultat prévisionnel ; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° I-215 de M. Michel Mercier (conditions de versement des intérêts moratoires en cas de surestimation par l'entreprise de son résultat imposable). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8835, 8836) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-68 (taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières) et n° I-67 (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés). (p. 8837) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Gérard Collomb (éligibilité des sociétés coopératives de production au mécénat d'entreprises). - **Article 8 bis** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle*) : demande le retrait de l'amendement n° I-69 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8838) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-200 de M. Alain Lambert (harmonisation du régime fiscal de la réduction de capital et de celui de l'amortissement du capital). (p. 8839, 8841) : ses amendements n° I-15 : extension de l'exonération des plus-values professionnelles au groupe familial du dirigeant ; et n° I-14 : sécurisation juridique des cessions de fonds de commerce mis en location-gérance ; retirés ; n° I-17 : alignement des conditions minimales de détention du capital applicables en matière d'exonération des plus-values professionnelles sur les règles en vigueur en matière d'impôt de solidarité sur la fortune ; n° I-16 : réforme du régime des plus-values applicables aux dirigeants de PME partant à la retraite jusqu'à un an avant la cession ; et n° I-234 : régime des plus-values placées en report d'imposition en cas d'apport à une société d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité ou en cas de changement de régime fiscal d'une société de personnes ; adoptés. - **Article 9** (*Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation*) (p. 8843) : demande le retrait de l'amendement n° I-216 de M. Michel Mercier (maintien de la possibilité pour les entreprises d'opter entre la déduction immédiate des frais d'acquisition des titres de participation et l'étalement sur cinq ans) et l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-93 de M. Roland du Quart (remplacement de l'amortissement des frais d'acquisition des

titres de participation par un étalement extra-comptable). (p. 8845) : données chiffrées sur la législation fiscale au sein de l'Union européenne. (p. 8846) : s'oppose à l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (durée d'amortissement des frais d'acquisition des titres de participation portée de cinq à dix ans). - **Article 10** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés*) (p. 8847) : son amendement n° I-18 : assimilation des titres faisant l'objet d'un pacte d'actionnaires ou qui permettent d'exercer un contrôle ou une influence dominante sur la société émettrice à des titres de participation ; retiré. (p. 8848) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-217 de M. Michel Mercier (non-rétroactivité du dispositif). (p. 8849) : demande le retrait des amendements identiques n° I-48 de M. Michel Houel et n° I-219 de M. Michel Mercier (imposition des plus-values de cession après abattement de 10 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8850, 8851) : s'oppose à l'amendement n° I-117 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés foncières). (p. 8852, 8857) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose aux n° I-74 (accroissement du rendement de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux), n° I-71 (abaissement du taux de TVA à 18,6 %), n° I-72 (application du taux réduit de TVA à la fourniture d'énergie calorifique), demande le retrait de l'amendement n° I-198 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA à la réalisation de logements destinés à l'accueil des personnes dépendantes) et s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° I-73 (application du taux réduit de TVA aux services fournis par les entreprises de pompes funèbres). Demande le retrait de l'amendement n° I-95 de Mme Françoise Férat (application du taux réduit de TVA à la fourniture de chaleur produite par cogénération). S'en remet à l'avis du Gouvernement pour les amendements n° I-190 de M. Philippe Dominati et n° I-114 de M. Jean-Pierre Sueur, analogues à l'amendement précité n° I-73 de M. Thierry Foucaud. (p. 8858) : estime l'amendement n° I-214 de M. Michel Mercier (exclusion du champ d'application de la redevance audiovisuelle des moniteurs détenus à titre d'appareil test par des techniciens-réparateurs) satisfait par le droit en vigueur. (p. 8859) : demande le retrait de l'amendement n° I-221 de M. Alain Vasselle (diminution au profit des organismes de sécurité sociale du taux de prélèvement, par l'Etat, des sommes dues au titre des contributions sur les revenus du patrimoine). (p. 8860, 8864) : sur les amendements de M. Marc Massion, s'oppose aux n° I-118 (doublement de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires) et n° I-136 (mise en place d'un dispositif de responsabilité des producteurs dans la gestion des déchets d'ameublement), demande le retrait des n° I-135 (à défaut d'une prise en charge de la collecte et de l'élimination par le producteur ou le distributeur, soumission des déchets dangereux comportant un risque pour la santé et l'environnement à la TGAP) et n° I-137 (incitation à la valorisation organique et à la valorisation des biogaz) et accepte le n° I-138 (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable). - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 8866, 8868) : accepte l'amendement de M. Jean-Jacques Jegou qu'elle reprend n° I-186 : révision des tarifs du droit de francisation ; retiré. - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8869) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-227 de M. Charles Revet (utilisation pure de diester dans les flottes captives de véhicules). - **Article additionnel avant l'article 10 ter** (p. 8871) : s'oppose à l'amendement n° I-75 de M. Thierry Foucaud (exonération des établissements publics d'enseignement supérieur de la taxe sur les salaires). - **Articles additionnels après l'article 10 ter** (p. 8872, 8873) : accepte l'amendement n° I-157 de M. Pierre Hérisson (application du taux réduit de TVA à la construction d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage lorsque l'investissement correspondant n'est pas éligible au FCTVA). (p. 8874, 8875) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard César n° I-144 (éligibilité de la TVA des ventes de vins en primeur lors de l'encaissement complet du prix) et n° I-146 (remboursement anticipé du crédit de TVA dans le régime simplifié agricole). - **Article 10 quater** (*Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics*) (p. 8877) : s'oppose aux amendements

identiques n° I-76 de M. Thierry Foucaud et n° I-164 de M. Robert Tropeano (suppression). Accepte l'amendement n° I-228 de M. Philippe Dallier (précision) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° I-244 du Gouvernement (compensation pour les communes de la perte de recettes). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 8880) : demande le retrait de l'amendement n° I-211 de M. Michel Mercier (différenciation, pour l'assujettissement à la TACA, entre les commerces de détail à prédominance alimentaire et ceux à prédominance non alimentaire). - **Article 11** (*Prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 8882) : demande le retrait de l'amendement n° I-31 de M. Roger Karoutchi (création d'un fonds de rénovation urbaine participant au financement de l'ANRU). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8884) : accepte l'amendement n° I-230 du Gouvernement (perception des rémunérations de services rendus par la direction de la Documentation française). - **Article 18** (*Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris »*) (p. 8888, 8893) : ses amendements n° I-241 : suppression de la mise à disposition gratuite de l'Hôtel des monnaies au futur établissement public ; retiré ; n° I-20 : mise à disposition de la parcelle dite de l'an IV ; et n° I-21 : rédaction ; adoptés. Sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose aux n° I-86 (suppression), n° I-87 (compétence de la Monnaie de Paris pour la fabrication des flans nécessaires à la frappe des monnaies) et estime l'amendement n° I-88 (fixation du cadre statutaire des agents en fonction des droits et avantages existants) satisfait par son amendement précité n° I-21. S'oppose aux amendements de M. Bertrand Auban n° I-119 (suppression), n° I-120 (renforcement de la mission de préservation du savoir-faire artistique de la Monnaie de Paris), n° I-121 (statut d'ouvrier d'Etat du personnel employé), n° I-122 (référence dans la loi au décret du 19 mars 1968 relatif au statut particulier des fonctionnaires techniques de l'administration des Monnaies et médailles) et n° I-123 (transfert de l'actif et du passif du budget annexe et compensation de la perte par une taxe additionnelle). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8894, 8895) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° I-30 (restitution à RFF du produit des cessions des éléments d'actif). (p. 8897) : demande le retrait de l'amendement n° I-209 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation du financement du fonds de soutien à l'expression radiophonique, FSER). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8898) : son amendement n° I-242 : extension du bénéfice des dotations en capital à partir du produit de cessions de titres d'entreprises publiques aux fondations reconnues d'utilité publique à vocation scientifique et culturelle ; retiré. (p. 8899) : s'oppose à l'amendement n° I-124 de M. Marc Massion (émission de l'avis d'imposition de la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu). (p. 8900) : demande le retrait de l'amendement n° I-210 de M. Michel Mercier (application des règles de perception de la TVA du régime des acquisitions intracommunautaires aux importations). - **Article 22** (*Modifications apportées à certains comptes spéciaux*) (p. 8901) : accepte l'amendement n° I-231 du Gouvernement (précision). - **Article 23** (*Mesures relatives à la répartition du droit de consommation sur les tabacs et aux cotisations sociales*) (p. 8902) : demande le retrait des amendements identiques n° I-49 de M. Michel Houel et n° I-220 de M. Michel Mercier (bénéfice de l'exonération de l'ensemble des cotisations sociales ouvert aux groupements d'employeurs dont les effectifs sont inférieurs à vingt salariés). - **Article 24** (*Affectation de taxe sur les installations nucléaires de base, INB, à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN*) : son amendement n° I-22 : précision ; adopté. - **Article 25** (*Affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*) (p. 8903) : s'oppose aux amendements identiques n° I-191 de M. Ambroise Dupont et de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° I-192 (suppression de la limitation à un an de l'affectation intégrale des droits de francisation et de navigation au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres). - **Article 26** (*Prélèvement de solidarité pour l'eau*) (p. 8905) : s'oppose à l'amendement n° I-125 de M. Marc Massion (suppression). - **Article additionnel avant l'article 27** : s'oppose à l'amendement n° I-89 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la contribution sociale sur les

bénéfices). - **Article 27** (*Contribution à l'effort national de recherche*) (p. 8906) : s'oppose à l'amendement n° I-90 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la contribution à l'effort national de recherche). - **Article 29** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 8908) : s'oppose aux amendements n° I-91 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de prélèvement sur la Française des jeux et affectation de son produit au CNDS) et n° I-223 de Mme Jacqueline Alquier (augmentation du taux de prélèvement sur la Française des jeux pour le financement du programme national de développement du sport 2006-2008). - **Article 30** (*Elargissement des missions et des modalités de financement du centre des monuments nationaux, CMN*) (p. 8909, 8911) : son amendement n° I-23 : suppression ; retiré. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 8911) : son amendement n° I-243 : transmission par le Gouvernement d'un rapport sur l'état sanitaire du patrimoine monumental français ; adopté. - **Article 31** (*Transfert de la créance détenue par l'Etat sur l'UNEDIC au Fonds de solidarité*) (p. 8912) : accepte l'amendement n° I-245 du Gouvernement (fixation du montant de la créance).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8922) : réforme de la taxe professionnelle. Commission Fouquet. Fiscalité des entreprises. Ticket modérateur : ajustement du taux de déclenchement et des mécanismes de réduction. Optimisation fiscale, IFRS. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8952) : demande le retrait de l'amendement n° I-162 de M. Claude Domeizel (mise à jour des valeurs locatives dans certaines intercommunalités). - **Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8957) : s'oppose à l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle), aux amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) et n° I-168 (repli) et aux amendements de M. Claude Haut n° I-169 (détermination du taux de référence de taxe professionnelle pour calculer la compensation des pertes de recettes des départements) et n° I-170 (minoration du ticket modérateur en fonction du taux de base). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-171 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 8960) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-167 de M. François Marc (exclusion des prestations d'intérim du calcul des consommations intermédiaires et déduction des dépenses de personnel intérimaire de la valeur ajoutée des entreprises ayant recours à ce personnel). (p. 8963) : intervient sur l'amendement n° I-172 de M. Jean-Marie Bockel (rééquilibrage, au profit des communes, du prélèvement de l'Etat sur la part salaire de la taxe professionnelle des établissements de France Télécom). - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8965) : s'oppose à l'amendement n° I-77 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'indexation du contrat de croissance et de solidarité). (p. 8967) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° I-78 de M. Thierry Foucaud, n° I-177 de M. Claude Haut et n° I-207 de M. Michel Mercier (augmentation de la dotation de compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers). (p. 8969) : s'oppose à l'amendement n° I-174 de M. François Marc (accroissement du caractère péréquateur de la DGF). (p. 8971) : s'oppose à l'amendement n° I-175 de M. Bernard Angels (prise en compte des compensations fiscales et de la dotation de garantie dans le calcul du potentiel financier des communes et de leurs groupements). (p. 8972) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-176 de M. Marc Massion (modulation de la DSU en fonction du pourcentage de logements sociaux des communes). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8974) : s'oppose à l'amendement n° I-79 de M. Thierry Foucaud (majoration de la DGF). (p. 8975) : s'oppose à l'amendement n° I-81 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des disparités sociales entre communes dans l'indice de la DSU).

(p. 8976) : s'oppose à l'amendement n° I-80 de M. Thierry Foucaud (ajustement du taux de pondération de l'indice synthétique des ressources et des charges des communes de plus de 10 000 habitants). (p. 8977) : s'oppose à l'amendement n° I-178 de M. François Marc (rédaction d'un rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'une CSG locale). - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 8980) : accepte les amendements du Gouvernement n° I-240 (majoration des fractions de tarif de la TIPP affectée aux régions), n° I-238 (prise en compte de l'année 2006 comme année de référence de la compensation des forfaits d'externat) et n° I-239 (ajustement du montant du transfert aux régions des personnels et moyens de l'inventaire général du patrimoine culturel) (appelé p. 8983). (p. 8980) : s'oppose à l'amendement n° I-181 de M. Claude Haut (indexation du taux de TIPP affecté aux régions sur l'évolution annuelle de la DGF). (p. 8981) : accepte l'amendement n° I-246 du Gouvernement (majoration du produit de TIPP perçu en Corse et affecté à la collectivité territoriale de Corse). - **Article 14** (*Compensation financière en 2007 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8984) : s'oppose à l'amendement n° I-182 de M. Claude Haut (indexation des recettes de TIPP affectée aux départements sur le taux de croissance de la DGF). (p. 895) : demande le retrait de l'amendement n° I-183 de M. Claude Haut (indexation de la fraction du taux de la taxe sur les conventions d'assurance transférée aux départements sur l'évolution annuelle de la DGF). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8986) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-141 de M. Louis de Broissia (transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques) et sur l'amendement n° I-185 de M. Claude Haut (transfert aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des radars automatiques). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8989) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-139 de M. Jean-Patrick Courtois (éligibilité au FCTVA des dépenses pour travaux engagés dès le 1er janvier 2002 par les collectivités territoriales pour les biens mis à disposition de tiers tels que l'Etat ou l'ANPE). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8991) : s'oppose à l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (intégration des actifs financiers dans les bases de la taxe professionnelle). (p. 8991) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (majoration du taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales). - **Article 15** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8992) : accepte l'amendement n° I-247 du Gouvernement (majoration du prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 8993) : son amendement n° I-19 : lutte contre l'optimisation fiscale ; adopté. Accepte l'amendement n° I-203 de Mme Catherine Morin-Desailly (exonération de taxe professionnelle des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel). (p. 8994) : son amendement n° I-235 : régime fiscal des partenariats public-privé ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9003, 9005) : utilisation du budget européen. Nouveaux Etats membres. Gouvernance européenne. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9019) : calcul des effectifs. Gestion de la masse salariale. Principes de la commission des finances. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 9035, 9036) : solde stabilisant. Opérations de trésorerie. Objectifs de désendettement. - **Article 33 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 9060) : accepte l'amendement n° I-248 du Gouvernement (prise en compte des modifications intervenues au cours de la discussion). (p. 9061) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9061, 9063) : apports du Sénat. Engagements du Gouvernement. Solde budgétaire.

*Deuxième partie :*

#### **Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9568) : intervient sur l'amendement de la commission des finances n° II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

#### **Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9612) : intervient sur l'amendement n° II-9 de la commission (réduction des charges de bonification par l'Etat de prêts destinés à l'installation des jeunes agriculteurs). (p. 9615, 9616) : intervient sur l'amendement n° II-8 de la commission (réduction des crédits concernant les haras nationaux).

#### **Outre-mer**

- (6 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9681) : intervient sur les amendements de la commission n° II-25 (diminution des crédits de l'action "Logement" du programme "Conditions de vie outre-mer" pour réduire l'écart entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement) et n° II-24 (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer").

#### **Articles de récapitulation des crédits**

- (11 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Article 35 et état C** (*Crédits des budgets annexes*) (p. 9985) : accepte l'amendement n° II-347 du Gouvernement (rédaction). - **Article 38** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 9988) : accepte l'amendement n° II-348 du Gouvernement (conséquences sur les plafonds des autorisations d'emplois pour 2007 des amendements adoptés par le Sénat lors de l'examen des crédits de la mission "Enseignement scolaire"). - **Article 39** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9990) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-349 du Gouvernement (dérogation au plafond des reports de crédits pour les programmes "Coordination des moyens de secours" et "Transports aériens").

#### **Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 9991) : s'oppose à l'amendement n° II-290 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Article 40** (*Renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME*) (p. 9993) : s'oppose à l'amendement n° II-291 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des plus-values de cessions d'actifs mobiliers). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9994, 10000) : ses amendements n° II-270 : clarification du régime fiscal des plus-values des véhicules de capital risque et de capital investissement ; adopté ; n° II-267 : relèvement du seuil d'exonération des plus-values de cessions de valeurs mobilières ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement ; n° II-266 : instauration d'un nouveau sursis d'imposition en matière de plus-values sur titres ; retiré ; n° II-264 : déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance sur un contrat d'épargne retraite ; retiré ; n° II-265 : mutualisation des plafonds de déduction d'épargne retraite entre

conjointes ou entre passés ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-351 du Gouvernement (limitation de la mutualisation des plafonds aux seules cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et non professionnelle) qu'il accepte ; et n° II-268 : possibilité, dans le cadre du régime de retenue à la source sur les produits distribués par les sociétés françaises cotées, d'accès direct des intermédiaires financiers européens aux marchés gérés par l'entreprise Euronext ; adopté. (p. 10003) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-289 (relèvement des taux d'imposition grevant les plus-values de cessions d'actifs détenus par les entreprises) et n° II-292 (abrogation du régime privilégié de taxation des plus-values immobilières réalisées par les sociétés d'investissement immobilier cotées). (p. 10004, 10009) : son amendement n° II-269 : assouplissement des contraintes d'allocation d'actifs des fonds communs de placement dans l'innovation et possibilité pour ces fonds d'investir sans limite dans les sociétés cotées sur un marché non réglementé ; adopté. Sur les amendements de M. Michel Mercier, s'en remet à l'avis du Gouvernement pour les n° II-336 (extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain) et n° II-294 (limitation de l'obligation d'assurance incombant aux constructeurs pour leur responsabilité décennale) et demande le retrait du n° II-295 (évaluation par expert agréé auprès de la cour d'appel des parts et actions des sociétés non cotées) dans l'attente du collectif budgétaire. S'oppose à l'amendement n° II-287 de M. Roland Muzeau (prise en compte du plafond de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro pour appliquer la TVA à taux réduit à la réalisation d'opérations d'accession à la propriété dans les ZUS). (p. 10010, 10014) : s'oppose à l'amendement n° II-312 de M. Thierry Repentin (prorogation du dispositif d'abattement sur les bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements situés en ZUS ainsi que pour les logements faisant l'objet d'une convention globale de patrimoine). Sur les amendements de M. Claude Domeizel, émet un avis de sagesse favorable pour le n° II-303 (harmonisation de l'évaluation des bases locatives dans les communes issues d'une fusion de communes) et demande l'avis du Gouvernement pour le n° II-304 (octroi du bénéfice du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle aux communes situées à proximité d'un site générateur de cette taxe, qu'elles relèvent de départements qui soient limitrophes du site ou non). Accepte les amendements identiques n° II-308 de M. Gérard Collomb et n° II-341 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI délégués de compétences en matière d'urbanisme de lever la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus devenus constructibles). (p. 10015, 10017) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Miquel n° II-319 (prise en charge technique et financière de la collecte et de l'élimination des déchets toxiques par le producteur ou le distributeur), n° II-320 (application du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'activités de soin) et n° II-322 (utilisation d'ester méthylique d'huile végétale comme carburant des véhicules au sein des flottes captives des collectivités territoriales). - **Article additionnel après l'article 40 ou après l'article 40 quinquies** (p. 10019) : s'oppose aux amendements similaires de la commission des affaires économiques n° II-140 et n° II-321 de M. Jean-Marc Pastor (exonération du paiement de la TGAP des installations classées d'élimination de déchets telles que les bioréacteurs lorsqu'elles maîtrisent et valorisent la totalité de leur production de biogaz). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10021, 10030) : s'oppose à l'amendement n° II-318 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe sur les émissions de CO2 en France). Accepte l'amendement n° II-155 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité pour les conseils généraux d'outre-mer d'interdire la vente de produits du tabac à un prix promotionnel) et demande le retrait de l'amendement n° II-175 de M. Jean-Paul Virapoullé (affectation aux EPCI d'une partie du produit de la taxe sur le tabac dans les DOM). Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Claude Domeizel n° II-305 (possibilité pour les élus communaux de cotiser à l'IRCANTEC sur l'indemnité maximale) et n° II-306 (compensation par l'Etat à la CNRACL des exonérations de cotisations pour la retraite des personnels des centres communaux d'action sociale). Sur les amendements de M. Marc Massion, demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-309, II-310 et II-311 (réforme de la taxe sur la

publicité perçue par les collectivités territoriales) et s'oppose au n° II-302 (maintien, non seulement en 2007 mais aussi en 2008, de l'indexation actuelle des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales). S'oppose à l'amendement n° II-307 de M. Michel Moreigne (abaissement du taux de potentiel fiscal des départements à partir duquel les dépenses au titre de l'APA sont prises en charge par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA). (p. 10031) : son amendement n° II-273 : extension à 2007 de la garantie de baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle mise en place en 2006 pour certaines communes ; adopté. - **Article 40 bis** (*Mise en place d'une filière de recyclage et de traitement des déchets issus de produits textiles d'habillement, de chaussures et de linge de maison*) (p. 10032) : son amendement n° II-271 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 40 bis** : accepte l'amendement n° II-204 de M. Gérard Bailly (conservation du classement des communes en zone de revitalisation rurale jusqu'à fin 2008). - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 10033) : s'oppose à l'amendement n° II-329 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au FCTVA des communes et des EPCI pour la construction de logements locatifs). - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10035, 10038) : son amendement n° II-275 : suppression de l'ensemble du dispositif ; adopté. Amendement d'appel à l'attention de l'Assemblée nationale. Négociation à mener en vue d'un nouveau compromis en commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10039, 10046) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, oppose l'article 40 de la Constitution sur le n° II-334 (suppression de l'exonération automatique de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les bâtiments de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics), demande le retrait des n° II-315 (décomposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en une part fixe et une part variable), n° II-316 (possibilité pour les collectivités locales d'assumer elles-mêmes les frais de dégrèvements et d'admission en non-valeurs prélevés par l'Etat sur le produit de la fiscalité locale) et n° II-317 (possibilité de substitution du Trésor public aux collectivités territoriales pour le recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) et accepte le n° II-314 (mise en oeuvre d'une mission d'évaluation en 2007 sur la réforme de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). Accepte les amendements de M. Yves Fréville portant sur le même objet n° II-253 et II-254 (prorogation de deux ans de la période transitoire en matière d'organisation de la collecte et de l'élimination des déchets et de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° II-205 de M. Gérard Bailly (habilitation des conseils généraux à effectuer des services de voirie rendus jusque là par les services de la DDE). Son amendement n° II-272 : conditions tarifaires de la taxe de francisation ; retiré. - **Article 40 septies** (*Exonération de la taxe sur le foncier bâti des établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale*) (p. 10047) : accepte l'amendement n° II-350 du Gouvernement (précision quant à l'application de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale). - **Article 40 octies** (*Exonération de la taxe d'habitation des établissements hôteliers en zone de revitalisation rurale*) (p. 10048) : accepte l'amendement n° II-352 du Gouvernement (précision quant à l'application de l'exonération de taxe d'habitation pour les établissements d'hébergement en zone de revitalisation rurale). - **Article additionnel après l'article 40 octies** : S'oppose aux amendements identiques n° II-227 de M. Jean-Léon Dupont et n° II-276 de M. Jacques Valade (clarification du champ d'application de la nouvelle habilitation permettant à certains professionnels de vendre des prestations touristiques). - **Articles additionnels avant l'article 40 nonies** : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, demande le retrait du n° II-328 (prise en compte des ressources des ménages dans le calcul de la taxe foncière et révision du montant de sa franchise) et sollicite l'avis du Gouvernement pour le n° II-326 (encadrement de la procédure de rectification des valeurs locatives). - **Article 40 nonies** (*Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2007*) (p. 10051) : s'oppose à l'amendement n° II-293 de M. Thierry Foucaud (augmentation

du coefficient de majoration des valeurs locatives pour les immeubles industriels et pour l'ensemble des autres propriétés bâties). - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 10052, 10055) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, s'oppose au n° II-327 (rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenues pour la détermination des bases des impôts directs locaux) et demande l'avis du Gouvernement pour le n° II-340 (instauration d'une taxe sur les canalisations souterraines destinées au transport de produits chimiques). - **Article 40 decies** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 10056) : s'oppose à l'amendement n° II-202 de M. Thierry Foucaud (abrogation de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres). - **Article 40 undecies** (*Rapport d'évaluation de la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 10057) : s'oppose à l'amendement n° II-203 de M. Thierry Foucaud (abrogation du plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée). - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** : demande le retrait de tous les amendements portant sur la taxe professionnelle et indique que ce thème sera traité lors de l'examen du collectif budgétaire. (p. 10058, 10063) : sur les amendements de M. Jean-Jacques Jégou, demande le retrait des n° II-228 (suppression de l'exonération de taxe professionnelle pour les sociétés mutualistes et les institutions de prévoyance) et n° II-298 (majoration des attributions de compensation en cas de restitution de compétence d'un EPCI à ses communes), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° II-297 (possibilité, pour le conseil communautaire statuant à l'unanimité, de fixer librement, dans les trois ans suivant l'année du renouvellement des conseils municipaux, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision). Demande le retrait de l'amendement n° II-313 de M. Jean-Marie Bockel (neutralisation de l'incidence des nouvelles normes comptables IAS sur la durée d'amortissement prise en compte pour le calcul des bases de taxe professionnelle). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-249 (prise en compte, dans le calcul des attributions de compensation des EPCI à TPU, des reversements de fiscalité opérés en application des engagements conventionnels pris antérieurement par les communes dans le cadre de l'article 11 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale) et n° II-247 (précision, en cas de fusion d'EPCI, des modalités de fixation des attributions de compensation de la TPU en fonction de la situation des communes avant la fusion, selon des dispositions similaires à celles applicables en cas de création). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-337 et n° II-339 de M. Jacques Valade (repli). (p. 10066, 10069) : sur les amendements de M. Michel Thiollière, demande l'avis du Gouvernement pour le n° II-177 (octroi du bénéfice d'une compensation équitable à chaque communauté d'agglomération, qu'elle ait été créée avant ou après l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2004) et demande le retrait des n° II-178 (exclusion de la dotation de solidarité du calcul du coefficient d'intégration fiscale) et n° II-179 (assouplissement de la règle de liaison des taux au profit des EPCI à taxe professionnelle unique lorsque le taux de cette taxe est inférieur à la moyenne de sa catégorie). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-248 (prorogation d'un an de la possibilité pour les communes membres d'un EPCI à TPU de procéder à la réévaluation des charges transférées à l'intercommunalité avant la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales), n° II-250 (précisions quant aux conventions de partage de la fiscalité, jusqu'au 31 décembre 2003, entre les communes et leurs groupements pour la réintroduction dans ce partage de l'ancienne compensation de la part "salaires"), n° II-251 (prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe professionnelle) et n° II-252 (prise en compte des conséquences du développement de l'intercommunalité à fiscalité propre dans les conventions de partage de la taxe foncière sur les propriétés bâties). (p. 10070, 10077) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° II-330 de M. Jean-François Le Grand (extension aux départements et aux régions des dispositions prévoyant le versement d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). Son amendement n° II-

274 : compensation aux collectivités territoriales des pertes de recettes résultant de l'annistie des amendes de police relatives à la circulation routière ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-213 de M. Michel Billout (réévaluation du taux plafond du versement transport dans les départements d'Ile-de-France). Sur les amendements de M. Philippe Adnot, oppose l'article 40 de la Constitution pour le n° II-52 (augmentation de la durée au cours de laquelle les jeunes entreprises innovantes bénéficient d'un statut dérogatoire), demande l'avis du Gouvernement pour le n° II-74 (régulation de la sortie du dispositif des jeunes entreprises innovantes) et s'oppose aux n° II-73 (précision quant à l'appréciation du pourcentage de charges de recherche des jeunes entreprises par rapport aux charges totales) et n° II-51 (augmentation du taux du crédit d'impôt recherche). (p. 10078, 10087) : son amendement n° II-50 : prorogation de cinq années supplémentaires du privilège du bouilleur de cru ; retiré. S'oppose à l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite). Demande le retrait de l'amendement n° II-112 de M. Michel Doublet (possibilité de report du bénéfice de la réduction d'impôt pour les contribuables réalisant des investissements forestiers). Accepte l'amendement n° II-163 de Mme Lucette Michaux-Chevry (création d'un droit additionnel à l'octroi de mer régional au profit des communes de Cayenne, Fort-de-France, Basse-terre, Pointe-à-Pitre et Saint-Denis). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-165 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° II-325 de M. Jacques Gillot (prorogation du dispositif relatif à la taxe d'embarquement en outre-mer), qui seront satisfaits par un article du collectif budgétaire. S'oppose à l'amendement n° II-232 de M. Bernard Dussaut (limitation du taux d'augmentation de la TACA). S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° II-244 de M. Daniel Marsin (extension de la qualité de pupille de la nation aux enfants des professionnels de santé décédés dans l'exercice de leurs fonctions à la suite d'un accident imputable à une faute d'une particulière gravité de l'administration). S'oppose aux amendements n° II-288 de M. Roland Muzeau (dispense de procédure d'agrément préfectoral pour la réalisation de programmes immobiliers d'activités tertiaires dans le cadre des opérations de rénovation urbaine) et n° II-335 de M. Daniel Soulage (renforcement du soutien financier de l'Etat à l'assurance multirisques climatiques). - **Second délibération - Article 33 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 10112) : accepte les amendements du Gouvernement portant sur le même objet n° A-1 à n° A-25 (modification de la répartition des crédits par abondements non reconductibles conformément aux souhaits exprimés par la commission des finances), n° A-26 (fixation à 0,2 % de l'augmentation du taux de cotisation des employeurs publics au Fonds national d'aide au logement) et n° A-27 (traduction dans l'article d'équilibre de l'ensemble des modifications intervenues lors des débats relatifs aux articles inscrits en seconde partie du projet de loi de finances). Remerciements.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10121, 10123) : apports du Sénat au projet de loi de finances initiale. Perspectives pour l'avenir. Favorable à ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 10379, 10382) : aspects budgétaires. Aspects législatifs. Initiatives de la commission. - **Article 1er** (*Allègement de la taxe sur les véhicules de sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques*) (p. 10394) : s'oppose à l'amendement n° 147 de Mme Nicole Bricq (modulation de l'abattement applicable à la taxe sur les véhicules de société). - **Article 2** (*Poursuite de la réforme du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 10395) : estime l'amendement n° 130 (application du taux moyen des emprunts d'Etat en cas de surévaluation par les entreprises du dernier acompte de l'impôt sur les sociétés) irrecevable en vertu de l'article 40 de la

Constitution. Son amendement n° 1 : mise en place d'un mécanisme équilibré de sanctions en cas d'erreur de bonne foi des entreprises au sujet de l'impôt sur les sociétés ; adopté. (p. 10396) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Thierry Foucaud (retour au texte initial de l'article). - **Article additionnel après l'article 2** : estime l'amendement n° 137 (développement des entreprises individuelles) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. - **Article 3** (*Prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de la TICGN en faveur des agriculteurs*) (p. 10397) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Michel Houel (extension du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole au bénéfice des artisans). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10398) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jean-Marc Pastor (application du taux de TVA de 5,5 % à la fourniture d'équipements pour la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse produite par les déchets ménagers). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10399, 10400) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 197 de M. Pierre Hérisson (caractère rétroactif du régime de redevance des horizons hertziens). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10403, 10404) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Jean-François Le Grand (versement d'une compensation aux départements et aux régions en cas de perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). - **Article 10** (*Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 10407, 10408) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de M. Yves Fréville (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI). Favorable à l'amendement n° 254 du Gouvernement portant sur le même objet. - **Article 10 bis** (*Répartition du produit des amendes forfaitaires de police de la circulation en 2006*) (p. 10410) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Marc Massion (affectation aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des infractions constatées par les radars automatiques). - **Article 12 bis** (*Attribution d'une fraction des droits de consommation sur les tabacs au Fonds unique de péréquation des fonds de la formation professionnelle continue, FUP*) (p. 10412, 10414) : son amendement n° 2 : diminution de moitié de la fraction du droit de consommation sur les tabacs affectée au FUP ; adopté après modification par le sous-amendement n° 255 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10414, 10416) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Thierry Repentin (extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement). - **Article 14 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 10427) : accepte les amendements du Gouvernement n° 240 (majoration de crédits sur le programme "Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés"), n° 241 (financement de l'aide alimentaire destinée aux plus démunis) et n° 242 (correction d'une erreur matérielle). - **Article 15 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) : accepte les amendements du Gouvernement portant sur le même objet n° 243, 244 et 246 (majoration des annulations de crédits de personnel non consommés en 2006), n° 245 et 247 (correction d'une erreur matérielle) et n° 248 (financement de l'aide alimentaire en faveur des personnes les plus démunies) (amendements appelés p. 10430 à 10432). - **Article 18 A** (*Mesures transitoires liées à l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie en matière de lutte contre la fraude sur les tabacs manufacturés*) (p. 10434) : son amendement n° 3 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18 A** : accepte l'amendement n° 124 de Mme Catherine Morin-Desailly (cohérence). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10435, 10436) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 164 (taxation du kérozène), n° 165 (mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle"), n° 166 (création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières), n° 167 (taxe sur le carbone) et n° 168 (création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales). - **Article 18 bis** (*Reconduction des régimes d'amortissement exceptionnel de matériels contribuant à économiser l'énergie*) (p. 10439, 10441) : ses amendements n° 4 : suppression ; retiré ; et n° 257

: diminution du délai de reconduction de ces régimes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 10442) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Thierry Foucaud (suppression de vingt-trois dispositions fiscales superfétatoires). (p. 10443) : accepte l'amendement n° 239 de M. Alain Lambert (incitation au développement de la chaudière à compensation dans les logements neufs). - **Article 19** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10444, 10445) : sur les amendements de M. Philippe Goujon, demande le retrait du n° 62 (création d'un crédit d'impôt pour les véhicules de petite taille) et demande de réserver le n° 61 (instauration d'un crédit d'impôt pour les véhicules les moins polluants). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 220 de M. Jacques Blanc (avantages fiscaux pour les véhicules de démonstration). - **Article 20** (*Création du livret de développement durable*) (p. 10446) : son amendement n° 5 : rédaction ; adopté. - **Article 21** (*Exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de certains logements économes en énergie*) (p. 10447) : son amendement n° 6 : report au 1er janvier 1985 de la date choisie pour la fin d'application de la mesure d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10448) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Thierry Repentin (prolongement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des organismes de logements sociaux en zone urbaine sensible). (p. 10449) : estime l'amendement n° 150 (caution de l'Etat en faveur des locataires fragiles non éligibles aux aides du "1 % logement") irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. - **Article 22** (*Imputation sur le revenu global des déficits fonciers afférents aux dépenses de préservation et d'amélioration du patrimoine naturel*) (p. 10449, 10450) : son amendement n° 7 : suppression ; retiré. - **Article 22 bis** (*Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité*) (p. 10451, 10452) : son amendement n° 8 : suppression ; retiré. (p. 10455, 10456) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 194 de M. Thierry Repentin (versement d'une part des redevances hydrauliques aux EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels coule le cours d'eau utilisé), n° 77 de M. Francis Grignon (rabais accordé aux distributeurs non nationalisés sur le tarif de cession de l'électricité) et n° 98 de M. Alain Lambert (instauration d'un "droit d'entrée" lors du renouvellement des titres de concessions). Demande également l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bruno Sido n° 141 (prise en charge du prix du transport d'électricité par les clients ayant exercé leur droit à éligibilité), n° 142 (précision), n° 143 (suppression de dispositions redondantes), n° 146 (clarification) et n° 139 (modification des conditions de répartition de la redevance proportionnelle aux recettes résultant des ventes d'électricité issues de l'exploitation des ouvrages hydroélectriques concédés) ainsi que sur le sous-amendement n° 256 de M. Alain Lambert s'y rapportant. (p. 10457) : accepte l'amendement n° 140 de M. Bruno Sido (remplacement du système de "l'énergie réservée" par un dispositif de monétarisation). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 10458) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de M. Dominique Mortemousque (soutien financier aux entreprises confrontées à des problèmes d'alimentation électrique). (p. 10459, 10461) : accepte les amendements de M. Bruno Sido n° 144 (assiette et coefficients des taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) et n° 145 (non-déductibilité des pénalités relatives au dispositif des certificats d'économie d'énergie). Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Yann Gaillard (extension des possibilités de valorisation du patrimoine confié à Voies navigables de France). (p. 10462, 10463) : son amendement n° 196 : développement des microcentrales électriques ; retiré. - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p. 10465) : son amendement n° 9 : suppression ; rejeté. (p. 10466) : s'oppose aux amendements identiques n° 116 de M. François-Noël Buffet et n° 131 de M. Yves Détraigne (report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon). (p. 10468) : intervient sur son amendement n° 9 précité. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10472) : demande le retrait de l'amendement n° 122 de M. Yves Détraigne (instauration d'une taxe sur les sacs plastiques non

biodégradables). - **Articles additionnels après l'article 23 ou après l'article 36 quinquies** (p. 10474) : accepte l'amendement n° 229 de M. Michel Houel (création d'une taxe affectée au traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques). - **Article 23 bis** (*Régime fiscal des biocarburants pour les flottes captives*) (p. 10475) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté. - **Article 23 ter** (*Régime fiscal des livraisons de gaz dans le domaine de la cogénération*) (p. 10476) : son amendement n° 251 : limitation du dispositif aux seules cogénérations ne bénéficiant pas d'obligation d'achat ; adopté. - **Article 24** (*Modification des tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 10478) : demande le retrait de l'amendement n° 193 de M. Laurent Bêteille (report de la date d'entrée en vigueur du nouveau mécanisme de revalorisation de la TGAP). Son amendement n° 11 : diminution de la fraction du produit de la taxe générale sur les activités polluantes affecté à l'ADEME ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10480) : accepte les amendements identiques n° 170 de M. Jean-Marc Pastor et n° 211 de M. Jean Bizet (mesures en faveur de la maîtrise du biogaz et de la production d'énergies renouvelables). - **Article 25** (*Modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes*) (p. 10481, 10482) : accepte les amendements n° 48 de M. Jean-François Le Grand (modulation des tarifs de la taxe d'aéroport) et n° 44 de M. Bernard Seillier (accélération des travaux d'insonorisation au bénéfice des riverains). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10482, 10483) : ses amendements n° 12 : dispositif fiscal en faveur de la réalisation de donations-partages en présence d'enfants non issus des deux époux ; n° 13 : dispositif fiscal en faveur de la donation-partage transgénérationnelle ; et n° 14 : possibilité pour un héritier réservataire présomptif de renoncer par anticipation à exercer l'action en réduction à l'encontre d'une libéralité dans une succession non ouverte ; adoptés. (p. 10484, 10485) : accepte les amendements de M. Alain Lambert n° 91 (dispositif fiscal en faveur du testament-partage), n° 92 (repli), n° 82 (adaptation de la règle de présomption de propriété aux nouveaux dispositifs prévus par la réforme des successions et des libéralités), n° 83 (modification de la présomption applicable aux biens ayant fait l'objet d'une libéralité graduelle ou résiduelle) et n° 86 (alignement du droit de retour légal sur le droit de retour conventionnel). (p. 10486, 10487) : sur les amendements de M. Alain Lambert, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 96 (nouvelle définition du "forfait mobilier") et accepte le n° 94 (déduction de l'actif de la succession des frais légitimement engagés par un héritier) et n° 87 (exemption des droits de mutation à titre gratuit pour les donations-partages transgénérationnelles). Son amendement n° 95 : déductibilité de la rémunération du mandataire à titre posthume de l'actif de la succession ; retiré. (p. 10488) : accepte les amendements de M. Alain Lambert n° 89 (exemption des droits de mutation à titre gratuit en cas de réincorporation des biens donnés dans le cadre d'une donation transgénérationnelle), n° 84 (reconnaissance sur le plan fiscal des effets de la renonciation) et n° 85 (abrogation de l'article 785 du code général des impôts). (p. 10489, 10490) : favorable aux amendements de M. Alain Lambert n° 90 (neutralité fiscale du mécanisme du cantonnement), n° 88 (extension aux libéralités graduelles et résiduelles du régime applicable aux "legs de résidu") et n° 93 (possibilité pour les cohéritiers de souscrire une déclaration de souscription partielle en l'accompagnant du montant des droits dont ils sont personnellement redevables). (p. 10491, 10492) : son amendement n° 15 : création d'un nouveau report d'imposition en matière de plus-values sur titres ; adopté. Accepte l'amendement n° 97 de M. Alain Lambert (aménagement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise). (p. 10493) : accepte l'amendement n° 80 de M. Alain Lambert (aménagement des modalités de fonctionnement des engagements collectifs de conservation). (p. 10494) : accepte l'amendement n° 236 de M. Jean-François Le Grand (report de la date du transfert des aérodromes civils de l'État). - **Article 26** (*Mise en oeuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 10497) : estime l'amendement de M. Michel Houel n° 65 (possibilité pour les entreprises recevant du public de constituer

des provisions en vue de procéder à la mise aux normes de leurs établissements) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10498) : accepte l'amendement n° 237 de M. Henri de Richemont (extension du régime des sociétés de personnes aux associations d'avocats). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Philippe Leroy (possibilité d'amortissements exceptionnels pour les matériels destinés aux entreprises de première transformation du bois acquis avant le 1er janvier 2010). (p. 10499) : accepte l'amendement n° 41 de M. Jean Arthuis (suppression de la condition d'utilisation d'un "titre emploi entreprise" pour accorder l'aide à l'embauche des "extras" dans le secteur de la restauration).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 19 (précédemment réservé)** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p. 10536) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement précité n° 61 de M. Philippe Goujon précédemment réservé. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10537) : demande le retrait de l'amendement n° 212 de M. Jean-François Humbert (dans le régime du "micro-foncier", relèvement du niveau de l'abattement représentant les charges présumées de la propriété) et accepte l'amendement n° 74 de M. Dominique Mortemousque (changement de référence). (p. 10538) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Dominique Mortemousque (incitation fiscale à l'investissement des particuliers dans les groupements fonciers agricoles, GFA). - **Article 27 bis** (*Possibilité d'étalement du montant des aides attribuées en 2007 aux exploitants agricoles au titre des nouveaux droits à paiement unique, DPU*) (p. 10539) : accepte l'amendement n° 75 de M. Dominique Mortemousque (liberté de clôture des exercices comptables des exploitations agricoles). - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10540) : demande le retrait de l'amendement n° 102 de M. Philippe Adnot (comptabilisation des seuls droits à paiement unique encaissés). - **Articles additionnels après l'article 27 ter** (p. 10541) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Gérard César (application du mécanisme de report en arrière des déficits au paiement de l'impôt sur le revenu pour la seule catégorie des bénéficiaires agricoles). (p. 10542) : accepte l'amendement n° 117 de M. Gérard César (suppression de l'exonération de TVA applicable aux opérations immobilières effectuées par les SAFER). - **Article additionnel avant l'article 27 quater** (p. 10544) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 233 de M. Alain Gournac (transformation de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile en crédit d'impôt). - **Article 27 quater** (*Réduction d'impôt sur le revenu pour l'acquisition de résidence hôtelière à vocation sociale*) (p. 10546) : accepte l'amendement n° 71 de M. Jean Arthuis (précision). - **Article additionnel après l'article 27 quater** (p. 10547) : accepte l'amendement n° 214 de M. Philippe Leroy (compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, pour signer certaines conventions avec les propriétaires bailleurs). - **Article 27 septies** (*Aménagement du prêt à taux zéro*) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article additionnel après l'article 27 septies** (p. 10548) : accepte l'amendement n° 235 de M. Philippe Dallier (neutralisation des conséquences de la réforme de l'impôt sur le revenu issue de la loi de finances pour 2006 sur les dispositions relatives aux chèques-vacances et aux titres-restaurant). - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 10549) : s'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Nicole Bricq (prorogation jusqu'en 2010 du dispositif d'amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10550, 10551) : accepte l'amendement n° 184 de M. Henri de Richemont (autorisation de recourir à l'affrètement pour les sociétés de pêche artisanale afin de financer leurs navires). - **Article 29** (*Aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés*) (p. 10552, 10553) : ses amendements n° 16 : rédaction ; n° 252 : prolongation du délai de régularisation des titres des actionnaires salariés non compris dans le nouveau mode de calcul du seuil d'intégration fiscale ; n° 17 : prise en compte des périodes de blocage des actions gratuites et de conservation des stock options dans les nouvelles modalités de calcul du seuil d'intégration fiscale ; et n° 18 :

diminution de la période de réintégration des charges financières en cas de rachat à soi-même ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10554, 10555) : ses amendements n° 19 : neutralité fiscale de la réutilisation des actifs remis en garantie dans le cadre de contrats de garantie financière ; et n° 20 : adaptation du régime fiscal des titres détenus par les établissements financiers ; adoptés. (p. 10557) : accepte l'amendement n° 35 de M. Jean Arthuis (éligibilité des entreprises "solidaires" au dispositif d'incitation fiscale aux souscriptions au capital des petites entreprises) ainsi que les amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). (p. 10559) : extension du champ de l'exonération. - **Article additionnel avant l'article 29 ter** (p. 10562, 10563) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des activités concurrentielles des sociétés mutualistes et des institutions de prévoyance). - **Article additionnel après l'article 29 ter** (p. 10567) : accepte l'amendement n° 234 de M. Alain Gournac (suppression de la majoration de taxe d'apprentissage pour les entreprises de travail temporaire). - **Article 29 quater** (*Prorogation du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 10568) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 29 quinquies** (*Modification du plafond du crédit d'impôt recherche*) (p. 10569) : son amendement n° 21 : rapport sur l'efficacité du crédit d'impôt recherche ; adopté. - **Article additionnel après l'article 29 quinquies** (p. 10570) : son amendement n° 258 : crédit d'impôt en faveur des débiteurs de tabac ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 10571) : accepte l'amendement n° 213 de M. Gérard Cornu (alignement du régime juridique des déclarations électroniques adressées aux douanes sur celui des déclarations électroniques destinées à l'administration fiscale). - **Article additionnel avant l'article 30 bis** : estime l'amendement n° 66 de M. Michel Houel (régime fiscal de certaines entreprises de service à la personne) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. - **Articles additionnels après l'article 30 bis** (p. 10572) : accepte l'amendement n° 132 de M. Robert del Picchia (relèvement du seuil d'assujettissement à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs à l'entrée en France). Son amendement n° 160 : possibilité pour les professions libérales d'étalement de l'imposition des revenus perçus durant l'année de leur départ en retraite sur les trois exercices suivants ; retiré. - **Article 30 ter** (*Modalités d'application de la TVA à taux réduit à certains spectacles*) : son amendement n° 22 : suppression ; retiré. - **Article additionnel après l'article 30 ter** (p. 10574) : son amendement n° 159 : relèvement du seuil d'exonération de TVA applicable au chiffre d'affaires des avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et aux avoués ; retiré. - **Article 30 quater** (*Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10575, 10576) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 128 de M. Michel Mercier et n° 218 de M. Michel Houel (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire). - **Article 31** (*Possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes*) (p. 10577, 10578) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Thierry Foucaud (suppression). Son amendement n° 23 : faculté pour le redevable de demander à l'administration fiscale une expertise externe ; retiré. - **Article 32** (*Transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu*) (p. 10580) : son amendement n° 24 : précision ; adopté. - **Article 32 bis** (*Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises de commercialisation de droits audiovisuels*) (p. 10582) : son amendement n° 25 : amélioration du régime du crédit d'impôt pour les entreprises ayant des activités de commercialisation de droits audiovisuels ; adopté. - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 10584) : demande le retrait de l'amendement n° 99 de M. Jean Bizet (instauration d'un dispositif permettant l'investissement de personnes physiques au capital de sociétés de financement de la recherche en génomique végétale). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10587, 10588) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 36 de M. Gérard César et n° 49 de M. Dominique

Mortemousque (maintien en 2007 du plafond de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles destiné à financer le développement et la recherche dans le secteur agricole).

- **Projet de loi de finances pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 124 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (19 décembre 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. (p. 10589, 10590) : points d'accord et de désaccord. Texte constituant un socle permettant les réformes de la prochaine législature. La commission des finances propose l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire modifiées par le Gouvernement. (p. 10592) : réponse à M. Bernard Vera sur les intermittents du spectacle. - **Article 4 bis** (p. 10631) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du gage). - **Article 7 ter** : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du gage). - **Article 8 (pour coordination)** : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression). - **Article 8 ter** : accepte les amendements rédactionnels du Gouvernement n° 4 et n° 5. - **Article 12** : accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (suppression du gage). - **Article 33 et état A** (p. 10632) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (coordination). - **Article 34 et état B** : accepte l'amendement n° 8 du Gouvernement (conséquence). - **Article 40 bis A** : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (coordination). - **Article 40 bis B** : accepte l'amendement n° 10 du Gouvernement (précision). - **Article 40 bis F** : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (coordination). - **Article 40 quinquies** : accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (correction d'erreurs matérielles). - **Article 53 bis** (p. 10634) : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement (extension du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome aux bénéficiaires du fonds spécial d'invalidité).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10638) : s'oppose aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création). (p. 10642) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 183 de M. Gérard César et n° 215 de M. Christian Cambon (création d'un droit fixe au titre de l'inscription à l'annexe du tableau régional des architectes). - **Article 34 bis** (*Aménagement du régime du droit de francisation*) : son amendement n° 26 : rééquilibrage du tarif des droits de francisation sur les bateaux de plaisance ; adopté. - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 10644) : accepte l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Jégou (perception de la taxe relative au permis bateaux sous sa nouvelle dénomination). - **Article 36** (p. 10645, 10646) : transfert du recouvrement des produits et redevances du domaine au réseau comptable de la direction générale de la comptabilité publique. Conséquences de ce transfert. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10646) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de M. Philippe Leroy (élargissement des critères environnementaux pris en compte pour l'exonération de taxe foncière sur les logements locatifs neufs). (p. 10648) : son amendement n° 253 : revalorisation de la taxe sur les affiches publicitaires, indexation de celle-ci sur la DGF et rapport du Gouvernement sur les perspectives de réforme des trois taxes communales sur la publicité ; adopté. Demande le retrait des amendements de M. Jean-Marie Bockel n° 173 (création d'une sixième catégorie de supports de publicité soumis à la taxe sur la publicité), n° 171 (modification des tarifs de la taxe sur la publicité et indexation de celle-ci sur l'indice des prix à la consommation) et n° 172 (assouplissement des possibilités de modulation de la taxe sur la publicité par les conseils municipaux) au profit de son amendement n° 253 précité. - **Article 36 quater** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions affectées à l'habitation édifiées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*) (p. 10651) : s'oppose à l'amendement n° 174 de Mme Nicole



Bricq (transformation de la possibilité d'exonération partielle de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les habitations en périmètre "Seveso" en un dégrèvement de 50 % du montant de cette taxe) et accepte l'amendement n° 266 du Gouvernement (report à 2008 de l'entrée en vigueur de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties). - **Article additionnel après l'article 36 quater** : accepte l'amendement n° 230 de M. Michel Houel (possibilité d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant cinq ans les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique). - **Article 36 quinquies** (*Abattement de taxe d'habitation pour les contribuables handicapés ou qui ont aménagé leur habitation pour une personne handicapée*) : accepte l'amendement n° 250 du Gouvernement (clarification et précision). - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 10653, 10654) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Jean-Jacques Jégou (majoration automatique de l'attribution de compensation d'un EPCI en cas de retour aux communes de compétences précédemment attribuées à cet établissement) et sur les amendements de Mme Jacqueline Gourault, demande le retrait du n° 155 (neutralisation dans le calcul de la taxe professionnelle de l'effet de décisions de gestion pouvant conduire des sociétés à organiser leurs flux financiers afin d'abaisser la valeur ajoutée des seules entreprises plafonnées) et estime le n° 156 (non-application en 2007 du coefficient de variation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, sur la fraction de la dotation perçue au titre du plafonnement des taux pour les communes supportant des charges importantes) satisfait par l'article 40 bis I de la loi de finances pour 2007. - **Articles additionnels après l'article 36 septies** (p. 10655) : son amendement n° 27 : neutralisation de l'impact de la transposition des nouvelles normes comptables internationales sur les bases de taxe professionnelle et rapport sur l'impact de ces nouvelles normes sur les bases d'imposition des entreprises ; adopté. (p. 10656) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jacques Valade, portant sur le même objet, n° 225 et 224 (aménagement de la répartition des bases de taxe professionnelle des entreprises de transport aérien). - **Article 36 octies** (*Etalement de la hausse des valeurs locatives des locaux d'habitation*) (p. 10657) : son amendement n° 28 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 octies** : accepte l'amendement n° 228 de M. Michel Houel (assouplissement de l'obligation d'équilibre du budget du service public d'élimination des déchets durant les quatre premiers exercices). - **Article additionnel après l'article 36 decies** (p. 10658) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de M. Daniel Soulage (multiplication du nombre d'heures de formation octroyé dans le cadre d'un crédit d'impôt par le nombre d'associés chefs d'exploitation des GAEC). - **Article 36 undecies** (*Dispositions de précision relatives à la fiscalité*) (p. 10660) : son amendement n° 265 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 undecies** (p. 10661) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 222 de M. Jacques Valade (possibilité pour les EPCI de se doter d'une commission communautaire des impôts directs). - **Article 36 terdecies** (*Bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 10668) : son amendement n° 263 : précision des conditions d'éligibilité à ce dispositif ; adopté. - **Article 36 quaterdecies** (*Adaptation du mode de calcul du ticket modérateur dans le cas des EPCI à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 du fait d'un transfert de compétences*) (p. 10670) : son amendement n° 29 : précision du dispositif technique ; adopté. (p. 10671) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 203 de M. Thierry Repentin et n° 219 de M. Jean-Pierre Vial (réfaction dégressive du ticket modérateur pour les collectivités territoriales devant faire face à un appel en garantie). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10674, 10675) : accepte l'amendement n° 79 de M. Pierre Jarlier (réfaction du ticket modérateur pour les EPCI à fiscalité propre ayant des recettes de taxe professionnelle inférieures à 100000 euros) et estime l'amendement n° 58 de Mme Jacqueline Gourault (détermination du taux de référence des communautés de communes levant une fiscalité additionnelle en 2005) satisfait par son amendement précité n° 29. (p. 10676) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (élargissement des critères d'éligibilité des collectivités territoriales aux dispositifs de minoration du ticket modérateur) et demande le retrait des

amendements identiques n° 127 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 176 de M. Marc Massion (réfaction du ticket modérateur pour les EPCI en cas de stagnation des bases de la taxe professionnelle). (p. 10677) : accepte l'amendement n° 133 de M. Yves Fréville (instauration d'une réduction du ticket modérateur pour les EPCI ayant un produit fiscal par habitant inférieur à la moyenne de leur catégorie) et s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Gourault, portant sur le même objet n° 60 et 59 (déduction du potentiel financier des communes du montant acquitté au titre du ticket modérateur). (p. 10679) : son amendement n° 264 : mise en place d'un système de compensation spécifique au bénéfice des communes et EPCI ayant subi entre 2003 et 2006 une perte de produit de la taxe professionnelle versée par France télécom ; adopté. Demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 43 de M. Alain Fouché et n° 121 de M. Jean-Léonce Dupont (modification des modalités de calcul du prélèvement par l'Etat de la taxe professionnelle versée par France Télécom) au profit de son amendement n° 264 précité. (p. 10680) : accepte l'amendement n° 70 de M. Jean Arthuis (modernisation des critères de répartition des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). (p. 10682) : accepte l'amendement n° 175 de M. Michel Charasse (réduction de la contribution aux Fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle de certaines communes ou EPCI devant payer le ticket modérateur). (p. 10683) : son amendement n° 259 : rapport sur la prise en compte du travail temporaire dans le calcul de la valeur ajoutée ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36 quindecies** (p. 10686) : estime l'amendement n° 54 de M. Philippe Adnot (prise en compte de l'allongement de la durée des cycles d'innovation) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de M. Philippe Adnot n° 53 et 56 (exonérations fiscales liées aux jeunes entreprises innovantes). (p. 10689) : son amendement n° 30 : aménagement du régime fiscal des sociétés d'investissements immobiliers cotées ; adopté. (p. 10690) : accepte l'amendement n° 72 de M. Ambroise Dupont (modalités du prélèvement appliqué aux produits bruts des paris organisés par les sociétés de courses). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de M. Jean-François Le Grand (compensation en 2007 des pertes de recettes enregistrées par certaines chambres de commerce et d'industrie). (p. 10692) : son amendement n° 260 : ajustements du régime juridique et fiscal des organismes de placement collectif dans l'immobilier ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 37** (p. 10693) : son amendement n° 261 : élargissement des missions de la SOVAFIM ; adopté. - **Article additionnel après l'article 37** (p. 10694) : accepte l'amendement n° 198 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour les agents généraux et mandataires exclusifs des compagnies d'assurance de souscrire aux augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise). - **Article 38** (*Modification du système de garantie de l'accession sociale à la propriété*) : son amendement n° 262 : suppression ; retiré. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 10695) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de M. Michel Mercier (assouplissement des obligations pesant, en matière d'assurance, sur les constructeurs appelés à réaliser des travaux sur des ouvrages destinés à un usage autre que l'habitation). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10697) : accepte les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Hyest, n° 37 et 38 (prise en compte de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour européenne des droits de l'homme dans le code des juridictions financières). (p. 10698) : sur les amendements de M. Yves Pozzo di Borgo, accepte les n° 189 (limitation du montant des frais bancaires afférents à une opposition administrative) et n° 187 (allongement du délai de reversement), demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 191, n° 192 et n° 188 (limitation des procédures et des effets de l'opposition administrative) et estime le n° 190 (cas de remboursement des frais et pénalités relatifs à l'opposition administrative) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. (p. 10699) : accepte les amendements identiques n° 217 de M. Christian Cambon et n° 238 de M. Philippe Dallier (inscription du principe de non-surcompensation financière du coût d'exécution des obligations de service public mises à la charge des organismes du secteur audiovisuel public par la loi du 30 septembre 1986 relative à la

liberté de communication). - **Article 42** (*Exonération de redevance sur la création de bureaux, RCB*) (p. 10702) : s'oppose aux amendements de suppression n° 114 de M. Thierry Foucaud, n° 179 de Mme Nicole Bricq et n° 199 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 10703) : s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ d'application de la disposition de la loi portant engagement national pour le logement selon laquelle les communes peuvent majorer le coefficient d'occupation des sols afin de faciliter la réalisation de logements sociaux). - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 10704) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. Claude Biwer (extension au-delà du domaine public routier de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des travaux réalisés par une collectivité) et s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Gérard Miquel (prise en compte par le FCTVA des investissements réalisés pour la valorisation des déchets). - **Article 43 quinquies** (*Suppression de certaines règles de plafonnement des dotations de péréquation aux communes*) (p. 10705) : accepte l'amendement n° 135 de M. Yves Fréville (simplification). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10706) : accepte les amendements, portant sur le même objet, n° 42 de M. Philippe Adnot et n° 118 de M. Michel Charasse (coïncidence de dates entre les élections au comité des finances locales et les élections municipales), ainsi que l'amendement n° 73 de M. Pierre Jarlier (amélioration de la lisibilité des dispositions relatives à la péréquation dans le code général des collectivités territoriales). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10707) : accepte l'amendement n° 51 de M. Pierre Laffitte (pérennisation du financement des sections internationales dans les établissements scolaires). Estime l'amendement n° 181 de M. Claude Domeizel (neutralisation pour la CNRACL de l'impact financier résultant du transfert de personnels de la fonction publique de l'Etat vers la fonction publique territoriale) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. (p. 10708) : accepte l'amendement n° 182 de M.

Claude Domeizel (remise au Parlement d'un rapport établi par le Gouvernement faisant le point sur les conséquences financières de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en matière de paiement des droits à pensions des agents publics). - **Article 46** (*Modalités de compensation à la sécurité sociale des allègements généraux de cotisations sociales patronales*) (p. 10709) : accepte l'amendement n° 249 du Gouvernement (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article additionnel après l'article 46** : estime l'amendement n° 67 de M. Michel Houel (suppression du rattachement systématique au régime de la sécurité sociale pour les locataires exerçant la profession de taxis) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 10710) : son amendement n° 31 : possibilité de transformer en sociétés anonymes de droit commun les distributeurs non nationalisés de gaz naturel détenus par des collectivités territoriales ; retiré. Estime l'amendement n° 227 de M. Éric Doligé (compensation des surcoûts résultant de la modification des contrats passés entre EDF et les producteurs d'électricité d'origine éolienne) irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. (p. 10711, 10712) : intervient sur l'amendement n° 221 de M. Éric Doligé (transfert à titre gratuit d'une section du canal d'Orléans au conseil général du Loiret). - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 10713) : accepte les amendements identiques n° 153 de M. Paul Girod et n° 185 de M. Marc Massion (alignement de la base contributive sur les indemnités pour les régimes de retraite des parlementaires). - **Article 50** (*Présentation d'un rapport relatif au coût pour l'Etat du maintien à sa charge exclusive des investissements informatiques en l'absence de facturation des déclarations électroniques de dédouanement*) (p. 10714) : son amendement n° 32 : suppression ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : remerciements.

**MARSIN (Daniel)**  
sénateur (Guadeloupe)  
RDSE-R

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3479) : enrichissement du projet de loi par les travaux du Sénat. La majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi, alors que les sénateurs RDSE qui se sont abstenus en première lecture voteront contre. (p. 3479) : enrichissement du projet de loi par les travaux du Sénat. La majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi, alors que les sénateurs RDSE qui se sont abstenus en première lecture voteront contre.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7265, 7267) : mise en oeuvre des dispositions adoptées lors de la révision constitutionnelle de 2003. Favorable à cette réforme. Approbation par les populations concernées. Spécificité de Saint-Martin. Différence de traitement entre Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Sa proposition d'élaboration d'un plan national

d'accompagnement avec cette dernière. Renforcement souhaitable du rôle de l'école publique. Hommage aux anciens sénateurs ultramarins, auteurs des projets de départementalisation. - **Article 5** (*art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin*) (p. 7381) : ses amendements n° 270 : caractérisation de la collectivité de Saint-Martin ; et n° 269 : reconnaissance des spécificités linguistiques de Saint-Martin ; retirés. (p. 7386) : son amendement n° 271 : suppression de la notion de résidence fiscale à Saint-Martin ; devenu sans objet. (p. 7389) : son amendement n° 272 : attribution à Saint-Martin d'une nouvelle compétence en matière de protection du patrimoine foncier ; adopté. (p. 7396, 7397) : sur l'amendement n° 293 de Mme Lucette Michaux-Chevry (élaboration d'un plan de rattrapage permettant la construction et la rénovation d'équipements structurants et évaluation des engagements financiers respectifs de l'Etat et de la collectivité), son sous-amendement n° 357 ; retiré.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (21 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (*art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle*) (p. 8576) : son amendement n° 150 : mise en place de la télévision numérique en Nouvelle Calédonie ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) (p. 9663, 9665) : inadéquation des moyens financiers mobilisés avec les priorités affichées. Taux de chômage. Logement social. Continuité territoriale. Devenir de l'île de Saint-Martin. Remplacement du fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, FASILD. Déterminera le sens de son vote en fonction des réponses apportées par le ministre. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p.9680) : défavorable aux amendements de la commission n° II-25 (diminution des crédits

de l'action "Logement" du programme "Conditions de vie outre-mer" pour réduire l'écart entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement) et n° II-24 (suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer").

**MARTIN (Pierre)**  
*sénateur (Somme)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 79 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Sports.**

**MASSERET (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Moselle)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux obtentions végétales [n° 191 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Article unique** (p. 622) : culture stratégique des variétés "Charlotte" et "Mona Lisa" pour la région Nord - Pas-de-Calais", le département de la Somme et la Picardie. Prolongation indispensable de la protection des variétés "monopoles" par les COV français. Intérêt économique de la prolongation. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture [n° 139 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 740, 741) : favorable à une application large de la clause de réciprocité. Introduction d'un nouveau dispositif permettant l'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre inamicale. Encouragement à l'investissement et à la stabilisation de l'actionnariat des entreprises. Le groupe UMP votera ce texte d'équilibre.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Sport, jeunesse et vie associative

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9930, 9931) : programme "Jeunesse et vie associative". Volontariat associatif. Accès aux loisirs. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Enquête de la Cour des comptes relative à la gestion du patrimoine immobilier du ministère de l'équipement [n° 354 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Suivi du rapport d'information n° 264 (2004-2005), concernant l'enquête de la Cour des comptes relative à Météo France [n° 431 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 78 tome 3 annexe 32 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Transports.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9087, 9088) : programme "Météorologie" : données chiffrées et indicateurs. Programme "Conduite et pilotage des politiques d'équipement". Fusion des directions départementales de l'équipement, DDE, et des directions départementales de l'agriculture, DDA. Création des directions interdépartementales des routes, DIR. Gestion immobilière du ministère de l'équipement. Approbation par la commission des crédits de ces deux programmes.

**MASSION (Marc)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
*SOC*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Stratégie économique et pilotage des finances publiques [n° 78 tome 3 annexe 31 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission spéciale chargée d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2005 [n° 128 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5337, 5341) : effets d'annonce permanents du Gouvernement. Sous-estimation du déficit et surestimation de la croissance. Augmentation de la charge de la dette publique. Détérioration des comptes publics. Accumulation de déficits liés à des erreurs de prévision et de gestion. Insincérité répétée des prévisions de croissance. Multiplication des plans et des programmes pluriannuels en l'absence de tout financement. Suppression d'emplois de fonctionnaires en particulier dans l'éducation nationale. Réforme injuste et contreproductive de baisse de l'impôt. Manipulation budgétaire dénoncée par la Cour des comptes et par la Commission européenne.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7579, 7581) : augmentation du niveau des prélèvements obligatoires depuis 2002. Sacrifice imposé aux Français sans résultat pour le plus grand nombre. Injustice et insincérité de la politique fiscale. Modification du périmètre des prélèvements obligatoires. Délestage financier de l'Etat. Nécessité de réfléchir sur l'assiette des prélèvements et sur leur finalité, au-delà du taux, pour une indispensable efficacité sociale. Non-politique fiscale économiquement inefficace, socialement injuste et politiquement irresponsable.

- **Rappel au règlement** - (23 novembre 2006) (p. 8681) : article 36, alinéa 3, et article 42 du règlement du Sénat. Modifications de la fiscalité dans le projet de loi de finances rectificative pour 2006, absentes du projet de loi de finances pour 2007.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]** - (23 novembre 2006) - **Question préalable** (p. 8720) : le groupe socialiste s'abstient sur le vote de la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Article additionnel avant ou après l'article 2** (p. 8738, 8739) : ses amendements n° I-98 : suppression du principe du "bouclier fiscal" ; et n° I-101 : exclusion des contribuables redevables de l'ISF du bénéfice du mécanisme du "bouclier fiscal" ; rejetés. - **Article 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2006 et baisse des acomptes)** (p. 8741, 8742) : ses amendements n° I-96 : retour à l'ancien barème de l'impôt sur le revenu ; et n° I-97 : suppression de la réduction du montant des acomptes provisionnels ou des prélèvements mensuels ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8770) : ses amendements n° I-106 : suppression de l'avantage fiscal accordé en matière d'ISF en ce qui concerne les "pactes d'actionnaires" ; rejeté ; et, portant sur le même objet, n° I-107 et I-108 : suppression d'avantages fiscaux accordés en matière d'ISF ; rejetés. (p. 8772) : interrogation sur le remplacement des recettes provenant de l'ISF en cas de suppression de cet impôt.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8805) : son amendement n° I-110 : diminution du plafond de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance vie ; rejeté. - **Article 5 (Renforcement de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses liées à la dépendance)** (p. 8806, 8807) : son amendement n° I-112 : transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8820) : intervient sur l'amendement n° I-128 de Mme Nicole Bricq (établissement annuel du niveau de fiscalité afférente au pétrole, dans la loi de finances, en référence aux hypothèses retenues en matière de prix du baril). (p. 8821, 8822) : soutient l'amendement n° I-113 de M. Claude Domeizel (extension de l'exonération de cotisation patronale d'assurance vieillesse due à la CNRACL, dont bénéficient les CCAS et les CIAS, aux communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8836) : soutient l'amendement n° I-116 de M. Gérard Collomb

(éligibilité des sociétés coopératives de production au mécénat d'entreprises) ; rejeté. - **Article 10 quater** (*Allègement de la taxation des jeux automatiques installés dans les lieux publics*) (p. 8876) : soutient l'amendement n° I-164 de M. Robert Tropeano (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8899) : son amendement n° I-124 : émission de l'avis d'imposition de la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu ; rejeté. - **Article 26** (*Prélèvement de solidarité pour l'eau*) (p. 8905) : son amendement n° I-125 : suppression ; rejeté. - **Article 29** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 8908) : soutient l'amendement n° I-223 de Mme Jacqueline Alquier (augmentation du taux de prélèvement sur la Française des jeux pour le financement du programme national de développement du sport 2006-2008) ; rejeté.

Deuxième partie :

### Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2006) (p. 9375, 9376) : réforme de la taxe professionnelle. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission.

### Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9377, 9378) : baisse des autorisations d'engagement du programme "Stratégie économique et financière et réforme de l'Etat". Modernisation de l'Etat. Grands projets informatiques. Projet CHORUS. Taux de satisfaction des personnels d'encadrement. Programmes "Statistiques et études économiques". Doublon des études de l'INSEE et de la Banque de France. Coût du CREST. Délocalisation de l'Ecole nationale de la statistique et des études appliquées. Sous réserve de ses observations, demande l'adoption des crédits de la mission et des programmes qui lui sont rattachés.

### Articles non rattachés

- (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10128, 10129) : injustices sociales et inefficacité économique. Ne votera pas ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 14 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 10427) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 240 (majoration de crédits sur le programme "Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés"), n° 241 (financement de l'aide alimentaire destinée aux plus démunis) et n° 242 (correction d'une erreur matérielle). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10437) : favorable aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 164 (taxation du kérozène), n° 165 (mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle"), n° 166 (création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières), n° 167 (taxe sur le carbone) et n° 168 (création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10558) : intervient sur les amendements identiques n° 34 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 101 de M. Philippe Adnot et n° 103 de M. Francis Giraud (exonération de taxe sur les salaires des établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes sanctionnant cinq années d'études). - **Articles additionnels après l'article 36 quaterdecies** (p. 10676) : son amendement n° 176 : réfaction du ticket modérateur pour les EPCI en cas de stagnation des bases de la taxe professionnelle ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 48** (p. 10713) : son amendement n° 185 : alignement de la base contributive sur les indemnités pour les régimes de retraite des parlementaires ; adopté.

**MASSION (Jean Louis)**  
*sénateur (Moselle)*  
NI

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers jusqu'au 21 décembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à ce que les statuts des communes de communes ou d'agglomération puissent prévoir que l'élection des vice-présidents s'effectue au scrutin proportionnel [n° 154 (2005-2006)] (11 janvier 2006) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer une obligation minimale de parité pour l'élection des sénateurs dans les départements où le scrutin majoritaire est appliqué [n° 169 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à élargir à la Lorraine, l'expérimentation du péage pour les poids lourds et à en améliorer les modalités [n° 178 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer un abattement facultatif sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au profit des personnes vivant seules, étant handicapées ou âgées de plus de 60 ans et ayant de faibles revenus [n° 187 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer des pénalités financières réellement dissuasives à l'encontre des partis politiques ne respectant pas l'article 4 de la Constitution en ce qui concerne l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux [n° 207 (2005-2006)] (21 février 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

*Proposition de loi* visant à ce que les délégués des communes de plus de 3 500 habitants aux conseils des communautés de communes ou d'agglomération soient élus au scrutin de liste à la proportionnelle et à interdire certains cumuls de fonctions aux présidents de communauté urbaine ou de communauté d'agglomération [n° 238 (2005-2006)] (5 mars 2006) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* relative à la réglementation des sonneries de cloches dans les départements d'Alsace-Moselle [n° 296 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Société**.

*Proposition de loi constitutionnelle* relative à l'égalité des sexes en matière économique et sociale [n° 303 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser les progrès de la parité lors des élections législatives et des élections sénatoriales au scrutin majoritaire [n° 326 (2005-2006)] (2 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

*Proposition de loi* visant à uniformiser la taille et l'impression des bulletins de vote [n° 344 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer une obligation de parité pour l'élection des vice-présidents de conseils régionaux, à assurer la représentation des listes minoritaires dès le premier tour des élections régionales et à clarifier les choix au second tour [n° 374 (2005-2006)] (1er juin 2006) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à rétablir à sept ans la durée du mandat présidentiel et à le rendre non renouvelable [n° 455 (2005-2006)] (5 juillet 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à encadrer les indemnités de déplacement des conseillers généraux et des conseillers régionaux, notamment lorsqu'ils sont domiciliés à l'étranger [n° 13 (2006-2007)] (11 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Proposition de loi* tendant à renforcer la parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique en reprenant les orientations évoquées par le Président de la République en janvier et septembre 2006 [n° 44 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 271 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Article 1er** (art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - *Rationalisation de la procédure de présentation des candidats*) (p. 2665, 2666) : reprise dans ce projet de loi organique des observations formulées par le Conseil constitutionnel à l'exception de deux : le redécoupage des circonscriptions législatives et la détermination de la liste des candidats à l'élection présidentielle. Son amendement n° 1 : renforcement des conditions de parrainage et introduction d'un critère alternatif permettant la présentation d'un candidat par tout parti politique ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors des précédentes élections législatives ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** [n° 467 (2005-2006)] - (21 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8587, 8588) : intervient sur l'amendement n° 143 de M. Ambroise Dupont (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions conclues avec les communes ou leurs groupements pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés). Sur ce dernier, votera le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 158 . - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7** (p. 8589) : son amendement n° 42 : obligations des opérateurs de télédistribution par câble concernant le choix des chaînes de télévision retransmises ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives** [n° 93 (2006-2007)] - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10276, 10277) : aboutissement du texte au terme

d'un véritable parcours du combattant. Lacunes en ce qui concerne l'intercommunalité et les postes de suppléants pour les conseillers généraux. Opportunité manquée pour la majorité d'élaborer un texte de référence. - **Articles additionnels avant ou après l'article 1er** (p. 10303, 10304) : ses amendements n° 17 : suppression de l'échelon spécifique des communes de 2500 à 3500 habitants dans le code électoral ; et n° 2 : mise en oeuvre d'une obligation de candidature et de mesures incitatives en faveur de la parité dans le mode de scrutin des communes de moins de 3500 habitants ; rejetés. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er ou après l'article 3** (p. 10307, 10308) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 33 de Mme Muguette Dini, n° 42 de Mme Gisèle Gautier et n° 61 de M. Bernard Frimat (obligation de stricte alternance entre les candidats des deux sexes sur chacune des listes pour les élections des conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants). - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - *Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire*) (p. 10309) : regrette le caractère provisoire de l'article 1er. (p. 10311, 10313) : son amendement n° 1 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10314) : votera l'article 2 sous réserve de la suppression de son caractère provisoire. (p. 10316, 10317) : son amendement n° 16 : suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article ; adopté. - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10318) : mesures très positives. Problème de la limitation du remplacement du conseiller général par son suppléant au seul cas de décès. Sclérose du scrutin cantonal. (p. 10321, 10323) : ses amendements n° 5 : accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit ; n° 4 : extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux à tous les cas de vacance du siège quelle qu'en soit la cause ; et n° 18 : repli ; devenus sans objet. - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - *Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10330, 10334) : ses amendements n° 9 et 10 : alourdissement des pénalités financières pour non-respect de la parité ; et n° 11 : application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières ; rejetés. Votera contre l'article 4 du projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10335, 10336) : ses amendements n° 14 et 15 : normalisation des formats utilisés pour les bulletins de vote ; retirés ; et n° 13 : précision de la réglementation applicable au financement des campagnes pour les élections sénatoriales ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 10337, 10338) : son amendement n° 6 : limitation à deux du nombre de mandats exercés par un conseiller général dans le même département ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 3 ou après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 10340, 10345) : ses amendements n° 8 : instauration du suppléant de sexe différent du titulaire pour les députés et sénateurs élus au scrutin majoritaire ; et n° 12 : rétablissement du mode de scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs ; rejetés.

**MATHON-POINAT (Josiane)**  
*sénateur (Loire)*  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 156, 158) : interrogation sur l'avant-projet de loi relatif au plan de prévention de la délinquance contenant des mesures concernant les violences conjugales. Caractère sexiste de ces violences physiques et psychologiques. Regrette que ce texte s'éloigne de la proposition de loi initiale reposant sur la formation, la prévention, l'éloignement du conjoint violent et l'aide financière accordée à la victime. S'inquiète que les mesures de lutte contre les violences au sein du couple se retrouvent cernées par des dispositions relatives au mariage, à la lutte contre les atteintes et mutilations sexuelles envers les mineurs, ainsi qu'au tourisme sexuel. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 171, 172) : son amendement n° 18 : formation des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des magistrats et des policiers aux questions de violences conjugales ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 173) : son



amendement n° 19 : mise en place pour la période 2006-2009 d'un plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes ; rejeté. (p. 176) : son amendement n° 21 : édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 ou avant l'article 5 bis** (p. 183) : son amendement n° 24 : intégration des victimes de violences conjugales dans le champ du recours en indemnité ; rejeté. - **Article 5 bis B** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale) (p. 186) : son amendement n° 22 : caractère facultatif de la médiation pénale laissée à l'appréciation du procureur de la République en cas de violences conjugales ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5 bis** (p. 190) : son amendement n° 23 : aide financière en faveur des victimes de violences conjugales ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 193) : votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 573, 574) : s'étonne de voir la représentation nationale invitée à s'exprimer sur la réalisation d'un tronçon d'autoroute. Projet retardé par la définition difficile d'un dixième du tracé. Sérieux problème d'éthique lié à l'acceptation d'une loi entérinant un montage juridique. Le groupe CRC s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1525) : soutient l'amendement n° 785 de Mme Éliane Assassi (recrutement prioritaire des agents non titulaires de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain) ; rejeté. (p. 1526, 1527) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 786 (concertation avec les organisations représentatives des personnels préalablement à l'élaboration du décret d'application relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'agence) ; et n° 787 (définition du cadre dans lequel l'agence inscrit son action pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville) ; rejetés. - **Article 20** (art. 14 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Recommandations de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité à l'encontre des personnes soumises à un régime d'agrément ou d'autorisation) (p. 1549, 1550) : renforcement du pouvoir de la HALDE. Discriminations dans la fonction publique. Maintien souhaitable de l'ensemble des modalités de poursuite contre les pratiques discriminatoires.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2092, 2094) : texte décevant. Ouverture d'une brèche dans le statut de la fonction publique territoriale. Rejet par une majorité des Français d'une réduction des effectifs de la fonction publique. Risque de remise en cause du service public. Points de désaccord : prise en charge par la collectivité territoriale des frais de formation relevant du droit individuel à la formation, DIF ; accord nécessaire de la collectivité territoriale pour la mise en oeuvre d'un DIF ; encouragement à l'individualisation des relations entre l'agent et la collectivité territoriale ; distinction entre les missions de formation et de gestion des personnels ; financement et compétences du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT ; interrogation sur le devenir du principe d'égalité des candidats devant l'emploi public en raison de la régionalisation des concours ; absence de mesure en faveur de la lutte contre la précarité. Désapprouve ce texte. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie) (p. 2116) : son amendement n° 134 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle) (p. 2122, 2123) : son amendement n° 135 : suppression ; rejeté. (p. 2123) : son amendement n° 136 : mise en oeuvre du DIF à la seule initiative de l'agent sans accord préalable de la collectivité territoriale ; rejeté. - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suppression d'une compétence du Conseil

supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 2128) : son amendement n° 137 : suppression ; retiré. - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 2131, 2132) : son amendement n° 139 : suppression ; devenu sans objet. Interrogation sur les avantages réels apportés par la création de ce nouveau centre national.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8** (Intitulé de la section 2 du chapitre Ier de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 2146) : son amendement n° 138 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 2157, 2158) : son amendement n° 144 : abrogation des transferts de personnels, en particulier les TOS, de l'Etat vers les collectivités locales ; rejeté. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Missions des centres de gestion) (p. 2172, 2173) : risque de remise en cause des principes d'égalité de traitement et d'égal accès à l'emploi public par la régionalisation des concours. (p. 2182) : son amendement n° 141 : mesures de publicité des créations et vacances d'emplois de catégorie B et C à destination des collaborateurs parlementaires et de groupes politiques ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 2201) : son amendement n° 142 : abrogation de la loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ; rejeté. (p. 2202) : son amendement n° 143 : titularisation des agents contractuels de la fonction publique ; rejeté. - **Article 18** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Rôle des comités techniques paritaires) (p. 2203) : son amendement n° 145 : consultation pour avis des comités techniques paritaires sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la fonction publique territoriale ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2208) : son amendement n° 146 : établissement de mesures statistiques sexuées en matière de recrutement, de rémunération, de formation, de promotion et de mobilité dans la fonction publique territoriale ; rejeté. - **Article 19** (art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des concours de recrutement) (p. 2210) : son amendement n° 147 : accès aux concours internes de la fonction publique territoriale pour les collaborateurs des parlementaires ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix ») (p. 2263) : son amendement n° 149 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 2272, 2273) : soutient l'amendement n° 152 de M. Robert Bret (emplois fonctionnels de directeur général pourvus uniquement par des fonctionnaires) ; rejeté. - **Article 23** (art. 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation d'agents territoriaux) : son amendement n° 150 : suppression ; rejeté. - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils) (p. 2275) : soutient l'amendement n° 151 de M. Robert Bret (création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services dans les mairies d'arrondissement) ; adopté. (p. 2278) : son amendement n° 153 : conséquence ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2322) : défavorable à l'amendement n° 309 de M. Philippe Arnaud (possibilité d'embaucher des contractuels dans les communes de moins de 2 000 habitants lorsque la création ou la suppression du poste dépend d'une décision de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 2327) : le groupe CRC s'abstient sur le sous-amendement n° 335 de M. Michel Charasse (non-cumul avec les avantages du régime indemnitaire de la collectivité d'accueil) déposé sur l'amendement n° 331 du Gouvernement (possibilité pour les agents transférés dans les collectivités territoriales de conserver à titre personnel le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en qualité d'agents de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2329) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des

agents intercommunaux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2335, 2336) : le groupe CRC vote contre ce projet de loi. Souhait de modifications significatives à la faveur de la navette.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3902, 3903) : timide réponse apportée à la nécessaire adaptation du droit des successions aux évolutions de la société. Impasse sur le point central de la fiscalité. Défisiscalisations et exonérations traitées dans les lois de finances successives. Insuffisance des modifications apportées au PACS. Remise en cause des droits du conjoint survivant. Texte empreint d'un grand conservatisme. Le vote du groupe CRC sera conditionné par le sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3962, 3963) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 176, 180, 181 et 179 : introduction de mesures fiscales ; retirés jusqu'à un prochain dépôt à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances. Ses amendements, portant sur le même objet, n° 177 et 178 : suppression de l'abattement applicable aux contrats d'assurance vie ; rejetés. - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant) (p. 3981) : son amendement n° 182 : suppression ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3984) : son amendement n° 184 : bénéfice du droit au maintien dans le logement ouvert au concubin notoire survivant ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 3994) : son amendement n° 185 : ouverture du droit à pension de réversion aux partenaires liés par un PACS et aux concubins notoires ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 3995) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 186, 187 et 188 : cessation du versement de la prestation compensatoire en cas de remariage, de PACS ou de concubinage notoire du créancier ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4429) : soutient l'amendement n° 279 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 4431) : soutient l'amendement n° 280 de Mme Éliane Assassi (suppression de dispositions inutiles) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4506, 4508) : soutient l'amendement n° 287 de Mme Éliane Assassi (réécriture de l'article visant à revenir aux critères définis par l'ordonnance du 2 novembre 1945 avant l'adoption de la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France) ; rejeté. (p. 4512) : soutient l'amendement n° 288 de Mme Éliane Assassi (délivrance de plein droit d'une carte de séjour "étudiant" à l'étudiant venant en France pour y suivre des études supérieures) ; rejeté. (p. 4516, 4519) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 289 (suppression des dispositions particulières applicables à certains étrangers diplômés) ; adopté ; n° 293 (allongement de six mois à douze mois la durée de l'autorisation provisoire de séjour) ; n° 290 (suppression du caractère non renouvelable de l'autorisation de séjour de six mois) ; n° 291 (délivrance d'une autorisation provisoire de séjour dès le baccalauréat) ; devenus sans objet ; et n° 294 (repli) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 8** : soutient l'amendement n° 295 de Mme Éliane Assassi (engagement du Gouvernement d'entamer le processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2006) ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « visiteur ») (p. 4520) : soutient l'amendement n° 296 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de

*l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents»*) (p. 4547) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 307 (suppression de la procédure consistant à présenter la demande de carte "compétences et talents" auprès de la représentation consulaire française dans le pays d'origine) ; et n° 308 (suppression de la Commission nationale des compétences et des talents) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 70 (priorité)** (art. L. 611-10 et L. 611-11 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 10-2 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Contrôle des véhicules aux fins de recherches d'infractions à l'entrée et au séjour des étrangers en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4661) : soutient l'amendement n° 461 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 72 (priorité)** (art. L. 831-2 du code du travail - Validité territoriale de l'autorisation de travail liée à une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » délivrée dans un département d'outre-mer) (p. 4665) : soutient l'amendement n° 462 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 74 (priorité)** (art. 3 de l'ordonnance n° 2000-218 du 8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local à Mayotte - Limitation de la dation de nom aux seuls père et mère de statut civil de droit local) (p. 4674) : soutient l'amendement n° 464 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 78 (priorité)** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 3 de la loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité - Renforcement temporaire des contrôles d'identité en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4679) : soutient l'amendement n° 468 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4691) : soutient l'amendement n° 373 de Mme Éliane Assassi (attribution de plein droit d'une carte de résident aux étrangers titulaires, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler) ; rejeté. - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 4692) : soutient l'amendement n° 374 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident) (p. 4694) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 375 (suppression) ; n° 376 et 377 (repli) ; rejetés. - **Article 29 ter** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Les immunités et le délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier) (p. 4704) : soutient l'amendement n° 383 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. Mesures lézant d'abord les femmes concernées et leurs enfants.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Personnes bénéficiaires du regroupement familial) (p. 4764) : soutient l'amendement n° 385 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française) (p. 4769, 4770) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 386 (suppression) ; et n° 387 (suppression de la condition soumettant le regroupement familial au respect par l'étranger des "principes qui régissent la République française") ; rejetés. - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française) (p. 4777) : soutient l'amendement n° 388 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4781) : soutient l'amendement n° 392 de Mme Éliane Assassi (abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale subordonnant les allocations familiales à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire) ; rejeté. - **Article 18 (précédemment réservé)** (art. L. 313-11-1

[nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un Etat membre et séjournant en France) (p. 4798, 4800) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 328 (suppression des conditions de ressources stables et suffisantes ainsi que d'une assurance maladie demandées au conjoint titulaire du statut de résident de longue durée-CE pour la délivrance d'une carte de séjour temporaire) ; n° 332 (suppression des conditions de ressources imposées au résident de longue durée-CE et à son conjoint) ; n° 333 et 335 (repli) ; n° 334 (suppression de la référence aux conditions de logement pour apprécier les conditions de ressources du demandeur) ; n° 336 (suppression des dispositions stipulant que la date d'expiration de la carte de séjour temporaire ne peut être postérieure à celle de la carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger titulaire du statut de résident de longue durée-CE dans un autre Etat membre de l'Union européenne) ; rejetés ; et n° 329 et 330 (coordination) ; devenus sans objet. - **Article 21 (précédemment réservé)** (art. L. 314-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Péréemption de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE ») (p. 4803) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 340 (suppression) ; et n° 341 (validité de la carte de résident portant la mention "résident de longue durée-CE" dans tous les Etats membres de l'Union européenne, indépendamment de la durée de résidence hors de l'Etat membre dans lequel a été délivrée la carte) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 33** (art. L. 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Nouveau cas de refus d'entrée en France) (p. 4834, 4835) : soutient l'amendement n° 394 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 39** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de protection contre la reconduite à la frontière) (p. 4842, 4844) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 401 (suppression) ; n° 402 (repli) ; n° 403 et 404 (suppression partielle pour coordination) ; et n° 405 (protection contre toute mesure d'éloignement de l'étranger pour lequel une reconduite à la frontière porterait une atteinte disproportionnée à son droit au respect de sa vie privée et familiale) ; rejetés. - **Article 44** (art. L. 512-5, L. 513-1, L. 514-1 et L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Déclassement des dispositions en matière d'appel des jugements des mesures de reconduite à la frontière) (p. 4855) : soutient l'amendement n° 413 de Mme Eliane Assassi (rétablissement des règles fixant le régime applicable en matière d'appel des jugements des arrêtés de reconduite à la frontière et précision que les jugements sont rendus collégalement) ; rejeté. - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4857) : soutient l'amendement de Mme Eliane Assassi n° 416 (suppression) ; rejeté. - **Article 53** (art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réadmission des résidents de longue durée-CE) (p. 4866) : soutient l'amendement n° 423 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 53 bis** (art. 531-4 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Assistance au transit en cas d'éloignement par voie aérienne) : soutient l'amendement n° 424 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 57** (art. 131-30-1 et 131-30-2 du code pénal - Coordinations relatives au régime de protection contre la peine d'interdiction du territoire français) (p. 4870) : soutient l'amendement n° 430 de Mme Eliane Assassi (protection particulière des étrangers conjoints de Français contre la peine d'interdiction du territoire) ; rejeté. - **Article 59 bis** (art. 21-2-1 nouveau du code civil - Transmission au maire et aux parlementaires de l'adresse des personnes ayant acquis la nationalité par mariage - Organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4879) : soutient l'amendement n° 436 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 60 ter** (p. 4883) : soutient l'amendement n° 439 de Mme Eliane Assassi (droit à la nationalité française de l'enfant recueilli en France sous le régime de la kafala

judiciaire) ; rejeté. - **Article 62 ter** (paragraphe 7 de la section 1 du chapitre III du titre 1er bis du livre premier du code civil - Insertion d'une division relative à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française) (p. 4887) : soutient l'amendement n° 445 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5011) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 67 (protection des jeunes étrangers scolarisés en France par l'assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité française ou d'une carte de séjour temporaire) ; et n° 76 (placement rapide au sein des services de l'aide sociale à l'enfance des enfants étrangers arrivant seuls sur le territoire français) ; rejetés. (p. 5012) : soutient l'amendement n° 78 de M. Guy Fischer (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention administrative) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5012, 5013) : soutient l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (remise en cause de la décentralisation de la protection judiciaire de la jeunesse) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles - Délégation des compétences du département en matière d'action sociale aux communes) (p. 5986) : soutient l'amendement n° 181 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 6013, 6014) : soutient l'amendement n° 184 de Mme Eliane Assassi (suppression du contrat de responsabilité parentale) ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles) (p. 6016) : soutient l'amendement n° 185 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 6023) : intervient sur les amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Eliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales) (p. 6025) : soutient l'amendement n° 186 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 6152, 6153) : soutient l'amendement n° 214 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 6157) : soutient l'amendement n° 215 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 29** (chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique) (p. 6178) : soutient l'amendement n° 219 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 6182, 6183) : soutient l'amendement n° 220 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 6189) : soutient l'amendement n° 223 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Division additionnelle avant le chapitre VII** (p. 6192) : soutient l'amendement n° 224 de Mme Eliane Assassi (insertion d'une division additionnelle introduisant diverses dispositions de procédure pénale) ; rejeté. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6203) : soutient l'amendement n° 230 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 6217) : soutient l'amendement n° 236 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Discussion générale**

(p. 6294, 6295) : durcissement de la législation sur le mariage aux fins de régulation des flux migratoires. Stigmatisation des mariages binationaux. Remise en cause du droit au mariage et du principe de non-discrimination. Sceptique quant à la finalité de l'exigence d'une pièce d'identité. Le groupe CRC rejettera ce texte aussi fortement que les lois précédentes. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux) (p. 6313, 6314) : son amendement n° 36 : suppression ; rejeté. - **Article 2** (art. 70 du code civil - Contenu de l'acte de naissance remis par les futurs époux) (p. 6319) : problèmes liés à la production obligatoire d'une copie intégrale de l'acte de naissance et non plus d'un extrait. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger) (p. 6322) : son amendement n° 37 : suppression ; rejeté. - **Article 6** (art. 47 du code civil - Force probante des actes de l'état civil étrangers) (p. 6328, 6329) : son amendement n° 39 : rétablissement de l'article 47 du code civil dans la rédaction antérieure à la loi du 26 novembre 2003 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6332) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi. Amalgame entre mariage bi-national et mariage frauduleux.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6706, 6708) : historique de la fiducie. Risque de blanchiment de capitaux. Incitation des petites entreprises à confier leur patrimoine à des organismes financiers. Création d'un substitut de tutelle. Votera contre cette proposition de loi ambiguë.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6724, 6725) : développement du dispositif de garde alternée, pourtant absent du code de la sécurité sociale. Reconnaissance d'un droit partagé aux prestations familiales par la Cour de cassation dans son avis du 26 juin 2006. Introduction du principe de partage des allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. Favorable à une possible répartition de l'ensemble des prestations familiales. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7128, 7129) : soutient l'amendement n° 452 de M. Yves Coquelle (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique) ; rejeté. (p. 7154) : favorable à l'amendement n° 470 de M. Yves Coquelle (part de l'Etat dans le capital d'EDF).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 9027, 9029) : réduction des effectifs. Périmètre du service public. Accès des femmes aux emplois supérieurs de la fonction publique. Exonérations de charges sociales.

*Deuxième partie :*

**Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9759, 9760) : approche sécuritaire et policière de la vie des Français. Suppression d'emplois. Vision comptable du travail des services. Régularisation des "sans-papiers". Passeports et cartes nationales d'identité électroniques. Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) (p. 9773, 9774) : libre administration des collectivités territoriales. Entraves à ce principe. Transfert et retraite des personnels TOS et DDE. Dotations de l'Etat. Taxe professionnelle. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9780) : participation des collectivités territoriales à l'équilibre budgétaire. Compensation des transferts de

compétence. - **Article additionnel avant l'article 51 bis ou après l'article 51 bis** (p. 9781) : son amendement n° II-201 : prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9791) : son amendement n° II-199 : introduction de la densité de la population dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM ; rejeté. - **Article 51 quater** (Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques ») (p. 9793, 9794) : son amendement n° II-200 : garantie minimale de progression de la DFM en 2007 ; rejeté. - **Article 51 sexies** (Prévision du dépôt par le gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes) (p. 9795) : son amendement n° II-197 : suppression ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10769, 10770) : réforme d'apparat. Affaiblissement continu de la fonction publique dans son ensemble. Problématiques du droit à la formation. Avenir du CNFPT. Présidence des commissions administratives paritaires. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle) (p. 10778, 10779) : son amendement n° 73 : suppression ; rejeté. - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public) (p. 10797, 10798) : ses amendements n° 74 : suppression ; et n° 75 : suppression de l'article 18 AB ; rejetés. - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux) (p. 10803) : son amendement n° 76 : suppression ; rejeté. - **Article 28 bis A** (art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale) (p. 10814) : son amendement n° 77 : suppression ; adopté. - **Article 29 ter** (nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - Création d'un titre emploi collectivité) (p. 10821) : son amendement n° 78 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10834) : sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (détermination par l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de l'action sociale au bénéfice de ses agents), son sous-amendement n° 91 : obligation de mise en oeuvre de l'action sociale déterminée par l'assemblée délibérante ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10861) : modernisation de la fonction publique. Notation des fonctionnaires. Image de la fonction publique auprès des Français. Expérience professionnelle des agents. Concours administratifs. Mise à disposition. Déontologie. Cumul d'activités. Précarité et temps partiel dans la fonction publique. Mi-temps thérapeutique. - **Article 2** (art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Formation professionnelle tout au long de la vie - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Création de périodes de professionnalisation) (p. 10866) : son amendement n° 53 : suppression du caractère proportionnel de la durée du DIF ainsi que de la possibilité d'effectuer sa formation en dehors du temps de travail ; rejeté. - **Article 3** (titre VII du livre IX, art. L. 970-1 à L. 970-5 et L. 970-6 nouveau du code du travail - Réécriture et modernisation des dispositions du code du travail relatives à la formation professionnelle des agents publics) (p. 10868) : son amendement n° 54 : suppression du texte proposé pour l'article L. 970-6 du code du travail ; rejeté. - **Article 5** (art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29, 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade) (p. 10869) : son amendement n° 55 : suppression des alinéas faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience ; rejeté. - **Article 6** (art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29,

35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade* : son amendement n° 56 : suppression de l'alinéa faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience ; rejeté. - **Article 10** (art. 432-13 du code pénal - *Délit de prise illégale d'intérêts*) (p. 10879) : sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la permission législative), son sous-amendement n° 92 ; rejeté. Son amendement n° 58 : suppression de l'exclusion des poursuites pénales en cas d'avis de compatibilité ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - *Réforme de la commission de déontologie*) (p. 10881) : ses amendements identiques n° 59 et 60 : relèvement à cinq ans du délai de contrôle sur la prise illégale d'intérêt ; adoptés. (p. 10883) : son amendement n° 61 : suppression de la possibilité accordée au seul président de la commission de déontologie de rendre des avis de compatibilité ; rejeté. - **Article 13** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*) (p. 10886) : son amendement n° 62 : suppression du cumul d'activités pour les agents non titulaires à temps partiel ; rejeté. (p. 10886) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 44 de M. Dominique Mortemousque

(extension du régime de cumul d'activités aux ouvriers bénéficiant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat). - **Article 14** (art. 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 60 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Droit au service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise*) (p. 10887) : son amendement n° 63 : suppression ; rejeté. - **Article 24 quinquies** (art. 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 41-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Instauration d'un temps partiel thérapeutique*) (p. 10894) : son amendement n° 64 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10904) : défavorable aux amendements du Gouvernement n° 41 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique d'Etat) et n° 87 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique hospitalière). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10907) : le groupe CRC ne votera pas ce texte.

**MAUROY (Pierre)**  
sénateur (Nord)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le**

**Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5861, 5864) : historique et évolution du conflit. Appréciation positive portée par le groupe socialiste sur l'action diplomatique menée par le Président de la République et le Gouvernement. Mise en place de la FINUL renforcée. Définition des voies de construction d'une paix durable au Proche-Orient. Echec de la lutte contre le terrorisme menée par les Etats-Unis. Se félicite de l'adoption par l'ONU d'une stratégie mondiale contre le terrorisme. Affirmation permanente du droit à l'existence d'Israël dans des frontières définies et sûres ; regrette la violence disproportionnée de la riposte israélienne dans le conflit

libanais. Règlement indispensable du conflit israélo-palestinien par la voie de la diplomatie et de la négociation. Inscription du Hezbollah dans le jeu diplomatique de la négociation sous égide onusienne. Réaffirmation du principe intangible de non-prolifération nucléaire militaire ; poursuite des négociations avec l'Iran. Rôle majeur de la Syrie dans la région. Construction de la paix à travers un règlement négocié. Hommage à l'action du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

**MÉKACHÉRA (Hamlaoui)**  
ministre délégué aux anciens  
combattants

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité [n° 194 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 797, 798) : grand mouvement en faveur des conjoints des anciens combattants depuis 2002. Inquiétude des associations d'anciens combattants et de veuves face à la grande complexité de ce texte au caractère cependant généreux. Nécessité d'adopter des amendements pour aboutir à un dispositif complet, équitable, et surtout simple. Caractère non rétroactif de cette proposition de loi. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat sur ce texte. - **Article 2** (*Ouverture d'un droit à pension de réversion au profit des conjoints divorcés non remariés des titulaires de pensions militaires d'invalidité*) (p. 799) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel (extension du bénéfice de la pension de réversion au conjoint séparé de corps). (p. 800) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 3 de M. Claude Domeizel et n° 7 de M. Nicolas About (suppression de la condition de remariage de l'auteur du droit pour que soit reconnu un droit à pension de réversion en faveur du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire lié par un pacte civil de solidarité). - **Articles additionnels après l'article 3** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Claude Domeizel (suppression des dispositions écartant de la réversion les ex-conjoints quand le divorce ou la séparation de corps a été prononcée à leur tort). (p. 801, 802) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Claude Domeizel (révision de la pension des anciens fonctionnaires relevant du statut particulier des cadres territoriaux infirmiers, rééducateurs et assistants

médico-techniques). Son amendement n° 6 : caractère non rétroactif de ce texte ; adopté après modification par le sous-amendement n° 8 de la commission auquel il s'oppose.

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9201, 9204) : rétablissement de l'équité et la justice au sein du monde combattant. "Décristallisation" des pensions. Amélioration des droits des anciens combattants. Progression de l'indice de la retraite du combattant. Plafond de la rente mutualiste. Situation de l'ONAC. Campagne double pour les fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord. Situation des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes. Droits des veuves d'anciens combattants. Politique de mémoire. Situation des nécropoles françaises à l'étranger. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9205) : demande le retrait des amendements identiques n° II-58 de Mme Esther Sittler et n° II-108 de M. Guy Fischer (indemnisation, pour moitié par l'Etat, des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes). (p. 9207) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° II-110 de Mme Gisèle Printz et n° II-106 de M. Guy Fischer (revalorisation de la retraite du combattant) ainsi qu'à l'amendement n° II-105 de M. Guy Fischer (repli). (p. 9208, 9209) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° II-111 de Mme Gisèle Printz et n° II-107 de M. Guy Fischer (revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste des anciens combattants). (p. 9210) : s'oppose à l'amendement n° II-109 de M. Guy Fischer (augmentation de l'allocation différentielle servie aux veuves de combattants). Absence de plafonnement des retraites décristallisées des anciens combattants.

**MÉLENCHON (Jean-Luc)**  
sénateur (Essonne)  
SOC

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à abroger l'article 88-1 alinéa 2 inscrit dans la Constitution française [n° 185 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1075) : dénonce la modification du calendrier, la brutalité des procédures et le mépris du droit de l'opposition à s'exprimer.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1093, 1094) : incapacité du CPE à créer des emplois. Contestation du concept même du chômage des jeunes. Leviers de la croissance. Nécessité de sécuriser les travailleurs. Possibilité de réduire le chômage par le progrès social.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1193, 1194) : désaccord au sein de la majorité gouvernementale à propos du CPE. Aggravation des conditions menant au chômage des jeunes. S'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif"). (p. 1207) : intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Raymonde Le Texier (qualification de la période de consolidation en "période d'essai"). Rappel des deux leviers de la création d'emplois : la diminution du temps de travail et la croissance reposant sur la consommation populaire et le progrès technique. Exemple cité par M. Louis Souvet de la fabrication des lunettes à Morez. Reconversion des ouvriers de cette branche vers la nouvelle technique de l'holographie. (p. 1210, 1211) : favorable à l'amendement n° 159 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement des principaux éléments de la procédure de licenciement dans le cadre du CPE). Absence de réponse de la majorité sénatoriale aux arguments de fond présentés par l'opposition. Contrat répondant aux vœux du MEDEF. (p. 1214, 1215) : favorable à l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (augmentation du montant de l'indemnité de précarité due aux salariés en CPE en cas de licenciement et ajout d'une référence aux accords ou conventions collectives). Conséquence de la précarité induite par le CPE : pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et exode des frontaliers. (p. 1216, 1217) : favorable à l'amendement n° 165 de Mme Raymonde Le Texier (accès automatique des jeunes licenciés économiques d'un CPE à une convention de reclassement personnalisée). Risque de généralisation du CPE à tous les travailleurs. Choix du Gouvernement d'un développement économique basé sur la financiarisation de l'économie et l'intervention de puissances financières. Effet d'aubaine produit par le CNE.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1248, 1249) : son intervention sur l'article qu'il désapprouve. Demande à connaître les branches professionnelles ayant demandé cette réforme. Difficultés de l'apprentissage. Augmentation des savoirs abstraits dans tous les métiers. Cruauté du procédé pour un jeune de quatorze ans. Erreur économique. Impossibilité pour le jeune apprenti de rattraper le niveau du bac professionnel requis dans l'industrie moderne. (p. 1255, 1256) : intervient sur les amendements de suppression n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 597 de M. Roland Muzeau. Nécessité de démystifier l'apprentissage et de régler au préalable les questions portant sur l'efficacité des corps d'inspection de l'éducation nationale sur la surveillance de l'apprentissage, la réalité des passerelles, l'insertion dans un cursus plus long et la participation du patronat au contenu technique des CAP. Soutiendra le Gouvernement dans cette réflexion. - **Article 3** (*art. 244 quater G du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis juniors*) (p. 1270) : doute de la performance du nouveau mode de financement de l'apprentissage. Incitation des entreprises à prendre des apprentis pour des raisons financières grâce à l'argent de tous. Coût du dispositif.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1338) : intervient sur l'amendement

n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1344, 1345) : défavorable aux amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). (p. 1347, 1348) : aspiration de la jeunesse à travailler.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1539, 1540) : dénonciation du "démembrement" de l'idéal républicain. Violation de la conception républicaine de l'expression du souverain et de la manifestation de l'intérêt général. Ne votera pas cet article. - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil volontaire*) (p. 1567) : déplore l'abolition de la conscription. Défavorable à l'amendement n° 61 de la commission (insertion des dispositions relatives au service civil volontaire dans le code de l'action sociale et des familles).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1612, 1613) : responsabilité des médias dans l'absence de représentation de la diversité française. Décalage entre la télévision et la réalité. - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1627, 1628) : absurdité d'une sanction touchant les familles les plus défavorisées. Inadaptation du modèle unique pédagogique actuel. Mise en difficulté des travailleurs sociaux. - **Article 25 (précédemment réservé)** (art. L. 552-3 nouveau du code de la sécurité sociale - *Modalités de suspension des prestations familiales dans le cadre du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1646, 1647) : immoralité de la sanction.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre 1er (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1664) : défavorable à l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population). Danger de l'ethnisation. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1670) : ne votera pas l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). Tautologie dictée par l'idéologie. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1674) : favorable à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Godefroy (interdiction du travail de nuit des mineurs). (p. 1678) : favorable à l'amendement n° 592 de Mme Annie David (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1707, 1708) : son amendement n° 189 : conditionnement de l'aide publique accordée aux employeurs pour l'embauche d'apprentis au respect des obligations résultant du contrat d'apprentissage ; rejeté. (p. 1711, 1716) : ses amendements n° 186 : garanties des modalités d'exercice de la mission du maître d'apprentissage ; adopté ; n° 185 : caducité de la déclaration permettant à l'entreprise d'employer des apprentis en cas de manquements à ses obligations envers les apprentis ou de multiplication de ruptures de contrats ; n° 187 : sanctions pécuniaires à l'encontre de l'entreprise qui rompt le contrat d'apprentissage pendant les deux premiers mois ; et n° 190 : rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge ; rejetés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1778) : intervient sur l'amendement n° 320 de Mme Raymonde Le Texier (nouvel intitulé - projet de loi portant diverses

dispositions d'ordre social et économique). Projet de loi à contre-courant d'une véritable égalité des chances.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2601, 2614).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3292, 3293) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés) et n° 8 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE). Emploi d'un ton inacceptable, dans un hémicycle républicain, pour parler de la rue et des manifestants. Situation singulière des Français et du Parlement. (p. 3296) : favorable aux amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Bel et n° 9 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances). Vieillesse de la population. Nécessité de préserver l'atout du niveau intellectuel et de formation de la main-d'oeuvre pour maintenir le rang éminent de la France en tant que puissance économique mondiale. (p. 3310, 3311) : favorable aux amendements n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) et n° 10 de M. Roland Muzeau (interdiction des dérogations au travail de nuit des mineurs). (p. 3318, 3319) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat de responsabilité parentale institué par la loi pour l'égalité des chances). Contrat absolument impraticable.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Personnes bénéficiaires du regroupement familial*) (p. 4763) : partage l'avis de ses collègues socialistes sur le caractère d'affichage des dispositions de l'article destinées à apaiser un fantasme sécuritaire. S'interroge sur les conséquences concrètes, notamment à Mayotte et en Guyane. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française*) (p. 4767, 4768) : arbitraire inévitable pour l'application des mesures prévues à l'article, notamment dans l'appréciation de la conformité aux principes qui régissent la République française. (p. 4774) : proteste contre les propos du ministre mettant en cause l'adhésion du groupe socialiste aux principes républicains. Attend la réponse à la question sur l'identité de l'auteur du questionnaire permettant de vérifier qu'un étranger se conforme aux principes républicains. (p. 4776) : non convaincu par les explications du ministre au sujet de l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République). - **Article 31 bis** (art. L. 421-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Avis du maire sur la condition tenant au respect par le demandeur des principes qui régissent la République française*) (p. 4778) : votera contre l'article, n'ayant pas obtenu de réponse à la question du contrôle du respect des principes de la République par l'étranger. Convaincu du caractère impraticable du dispositif. - **Article 32** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Retrait du titre de séjour en cas de rupture de la vie commune*) (p. 4779, 4780) : appelle à voter les amendements de suppression n° 195 de M. Bernard Frimat et n° 389 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5961, 5962) : favorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds) déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance).

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au**



**secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6523, 6526) : favorable à la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie. Justification du recours au référendum. Opposition à la privatisation du service de l'énergie.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant**

**l'article 1er** (p. 6611) : favorable à l'amendement n° 85 de M. Roland Courteau (nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF). (p. 6615) : favorable à l'amendement n° 87 de M. Roland Courteau (consultation des autorités concédantes du service public du gaz préalable à tout changement dans le capital de GDF).

MÉLOT (Colette)

sénateur (Seine-et-Marne)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 2319) : son amendement n° 310 : intégration des titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A dans les filières de la fonction publique territoriale ; adopté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 397 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5157, 5158) : diminution du nombre d'arbitres. Augmentation des violences à leur encontre, notamment dans le monde du football. Renforcement de leur protection pénale. Rôle de la prévention. Affirmation de l'indépendance des arbitres. Amélioration du régime fiscal et social. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8242, 8243) : soutient l'amendement n° 109 de M. Laurent Béteille (répartition des officines) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8479, 8480) : évolution du paysage audiovisuel français. Succès de la TNT. Manque d'information sur le basculement vers le numérique. Effort de création. Télévision haute définition et télévision mobile personnelle. Interrogation sur la radio numérique. Apports du Sénat à ce texte. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8511, 8512) : soutient l'amendement n° 99 de M. Roland du Luart (conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 15** (p. 8584, 8585) : soutient l'amendement n° 124 de M. Roland du Luart (précision relative à la définition des chaînes locales) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8587, 8588) : soutient l'amendement n° 143 de M. Ambroise Dupont (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions conclues avec les communes ou leurs groupements pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés) ; adopté après modification par le sous-amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 158 . (p. 8595) : son amendement n° 126 : impossibilité pour les sociétés éditrices de plusieurs services de bénéficier du régime déclaratif ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8607) : son amendement n° 122 : information des consommateurs ; adopté.

**MERCERON (Jean-Claude)**  
*sénateur (Vendée)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

**MERCIER (Michel)**  
*sénateur (Rhône)*  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés jusqu'au 8 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 9 mai 2006.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collègues sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 511, 512) : transposition en droit interne des dispositions de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales. Protection des inventeurs grâce au COV. Système équilibré entre les besoins des agriculteurs et ceux des obtenteurs. Progrès par rapport au système du brevet. Encadrement des semences de ferme. Avis favorable du groupe UC-UDF à l'adoption de ce texte. Soutien de la recherche variétale et de l'économie agricole. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 532) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3 bis (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé)** (p. 6890) : sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif), son sous-amendement n° 770 : possibilité pour les groupements d'achat de bénéficier du tarif de retour ; adopté.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 78 tome 3 annexe 23 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Article 10 (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion)** (p. 297) : importance des paiements indus du RMI dans le département du Rhône. Amélioration indispensable de la gestion des minima sociaux. Intervient sur

les amendements identiques n° 51 de M. Bernard Cazeau et n° 75 de M. Roland Muzeau (suppression du I bis de l'article prévoyant une information du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir). - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - *Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion*) (p. 301, 302) : favorable à la sanction administrative et à l'amendement n° 113 du Gouvernement (limitation du montant total des sanctions administratives et pénales). Défavorable aux amendements de suppression n° 53 de M. Bernard Cazeau et n° 76 de M. Roland Muzeau, ainsi qu'aux amendements de la commission n° 17 (avis de la commission locale d'insertion préalable à la sanction) et n° 18 (coordination). - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - *Modifications du régime du contrat d'avenir*) (p. 306) : son amendement n° 90 : financement du contrat d'avenir ; adopté. (p. 308) : volonté de ne pas alourdir la charge des départements. - **Article 19** (art. L. 322-4-10 et art. L. 322-4-15-3 du code du travail - *Suppression d'une condition de délai pour l'accès au contrat d'avenir et au CI-RMA*) (p. 333) : défavorable à l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (suppression).

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 574, 576) : problèmes juridiques posés par cette proposition de loi. Souhaite trouver une solution globale à la question des grandes infrastructures prévues dans le département du Rhône. S'inquiète de voir l'autoroute aboutir au coeur de Lyon. doute fort que ce texte résolve le problème de l'A89. Ne prendra pas part au vote sur l'ensemble.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** - *Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]* - (9 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 651, 652) : favorable à l'instauration d'un seul contrat aidé applicable pour le secteur marchand et non marchand. Problème posé aux départements par le choix entre les candidats au contrat d'avenir.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1007) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire).

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1086, 1087) : soutien du groupe de l'UC-UDF à l'idée de réformer notre droit du travail. Nécessité de négocier avec les partenaires sociaux. Recours en cas de rupture du CPE. Favorable à un contrat unique et évolutif créant des droits au fil du temps. Se prononcera sur l'article 3 bis en fonction de l'accueil réservé à ses propositions. - **Rappel au règlement** (p. 1121, 1122) : souhaite pouvoir aller au bout de la présentation des amendements sur le CPE.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1212, 1213) : favorable à l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). (p. 1219) : intervient sur son amendement n° 506 : droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu, soutenu par Mme Muguette Dini. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1232, 1233) : remerciements. Avis favorable du groupe de l'UC-UDF à des modifications du droit du travail et à l'introduction de plus de flexibilité dans l'entreprise sous réserve d'un accroissement de la sécurité des salariés. Défauts du CPE : absence de dialogue avec les partenaires sociaux ; longueur excessive de la période de consolidation ; absence de motivation du licenciement. Rejet des

amendements du groupe de l'UC-UDF. La très grande majorité des membres de ce groupe refusera de voter cet article.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1287, 1288) : maintient le sous-amendement de Mme Valérie Létard n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité). Application d'un principe de droit en dehors de tout contrat de travail. (p. 1289) : satisfait de l'approche du ministre sur la réalité des stages, retire le sous-amendement précité n° 868 de Mme Valérie Létard mais maintient le sous-amendement du même auteur n° 869 (repli). - **Article 3 quinquies** (art. L. 141-18 nouveau du code du travail - *Fixation du salaire à l'issue d'enchères inversées*) (p. 1296) : manque de clarté et d'intelligibilité des dispositions précédemment adoptées : refus de fixer la gratification du stagiaire par rapport au SMIC tout en acceptant de fixer le régime d'exonération des charges sociales par rapport au SMIC. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - *Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1303) : remercie le rapporteur d'avoir repris l'amendement de Mme Valérie Létard n° 517 (abaissement du taux de la taxe d'apprentissage).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1629, 1630) : actions du département du Rhône en matière d'aide sociale : mise en place de contrats d'insertion entre le conseil général et les parents ; aides à la parentalité. Défavorable à une judiciarisation excessive de la protection de l'enfance. Perplexité sur le succès du contrat de responsabilité parentale en raison des acteurs censés y être associés. (p. 1634) : caractère néfaste de la compétence liée du président du conseil général. (p. 1637) : inapplicabilité et faiblesse juridique de l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). (p. 1643) : votera l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 94 (versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale). (p. 1645) : ses amendements n° 524 : compensation de la compétence transférée au conseil général par un relèvement de la dotation globale de fonctionnement ; retiré ; et n° 525 : reversement des allocations familiales suspendues à l'établissement chargé de l'accueil de l'enfant ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2161, 2162) : votera contre l'amendement n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 21** : Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 165 de M. Claude Domeizel (droit à l'action sociale au bénéfice de l'ensemble des agents territoriaux).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2836) : caractère néfaste de l'amendement Ollier. Approbation du quota de 20 % de logements sociaux. Maintien indispensable de la disposition mise en place par l'article 55 de la loi SRU. Recherche de solutions au niveau intercommunal. (p. 2849, 2850) : favorable à

l'intégration dans les quotas de logements sociaux définis par l'article 55 de la loi SRU des logements sociaux existants vendus à leurs occupants, mais défavorable à l'intégration dans le quota de 20 % des nouveaux logements neufs acquis au moyen d'une aide à l'accession à la propriété. (p. 2859, 2860) : bon sens de l'amendement n° 502 de M. Daniel Dubois (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété). Reconnaissance de l'effort du Gouvernement. Favorable à l'accession sociale à la propriété.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2921) : ne votera pas l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2987) : intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). Référence à la jurisprudence du Conseil constitutionnel. (p. 2990) : favorable à l'amélioration de la protection de l'environnement mais défavorable à l'amendement n° 464 de M. Jean Desessard (intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique").

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3202).

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3248, 3250).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3274, 3276) : substitution d'un nouveau texte à la rédaction de l'article 8 de la loi pour l'égalité des chances. Evacuation du CPE pour repartir sur des bases nouvelles. Responsabilité de tous dans la gravité de la crise sociale et institutionnelle. Discours stigmatisant à l'égard des jeunes. Nécessité de tirer les leçons de la crise et de rénover le dialogue social. Rénovation indispensable des méthodes du Parlement. Partisan de l'introduction d'une dose de proportionnelle. Souhait d'une réflexion sur les enseignements de la crise pour ouvrir une page nouvelle.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3350) : intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (prolongation du conventionnement des logements possédés par des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations pour une durée équivalente à la durée initiale). - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3391) : favorable aux amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaisssement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS), tendant à limiter les effets d'un surloyer excessif.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Article 2** (Recrutement de personnels sous contrats aidés) (p. 4047, 4048) : défavorable aux amendements de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagauche. Ouverture d'emplois durables. Possibilité d'accès à l'emploi pour les RMIstes.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5044) : défavorable à l'amendement n° 36 de M. Louis de Broissia (transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger). (p. 5045) : défavorable à l'amendement n° 52 de Mme Janine Rozier (présence du bâtonnier de l'ordre des avocats au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance). - **Article 9** (art. 375-3, 375-4 et 375-9 du code civil, art. L. 222-5 et L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - Inscription de l'accueil de jour parmi les mesures de placement susceptibles d'être décidées par le juge) (p. 5049) : s'interroge sur le fonctionnement de ce dispositif. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5063) : intervient sur les amendements identiques n° 25 de la commission et n° 112 de Mme Claire-Lise Campion (distinction des procédures applicables en matière d'accueil d'urgence des mineurs selon que l'enfant est en danger au sein de sa famille ou qu'il se met en danger en fuguant). (p. 5067) : favorable à l'amendement n° 121 de M. Philippe Nogrix (possibilité pour le juge des enfants de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats lorsqu'il constate que la mise en oeuvre des dispositions d'assistance éducative donne lieu à des difficultés portant atteinte à l'intérêt de l'enfant). - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5073, 5076) : ses amendements portant sur le même objet n° 2 et 3 : compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance ; retirés.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5336, 5337) : problème de l'efficacité de l'action publique. Incapacité de l'Etat à se réformer. Modification indispensable des relations entre l'Etat et les collectivités locales.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5963, 5964) : favorable à l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance) et, sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5982) : sur l'amendement n° 128 de M. Louis de Broissia (articulation des actions de prévention de la délinquance des maires avec les compétences d'action sociale du département), son sous-amendement n° 324 ; adopté. Intervient sur son amendement, soutenu par M. Yves Détraigne, n° 104 : signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 5997) : encadrement souhaitable du secret professionnel partagé. Information nécessaire des maires. Risque de désorganisation du travail social. (p. 6008) : caractère inadmissible des propos du rapporteur à l'égard des présidents de conseil général. Intervient sur l'amendement précité n° 11 de la commission. Remerciements au rapporteur de ses efforts pour trouver un compromis. (p. 6012) : sur l'amendement n° 11 précité de la commission, intervient sur le sous-amendement de la commission saisi pour avis n° 326. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales) (p. 6025) : son amendement n° 115 : suppression ; retiré. (p. 6028) : intervient sur son amendement n° 115 précité.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 6811) : soutient les amendements de la

commission des finances saisie pour avis n° 51 (principe de l'autonomie financière de la Commission de régulation de l'énergie et dotation de la personnalité morale à cette commission); et n° 52 (modalités de mise en place d'une contribution spécifique sur les factures d'électricité et de gaz); retirés.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6895, 6896) : nécessité d'adopter le sous-amendement n° 774 de M. Jean Arthuis (réintroduction du caractère renouvelable du dispositif) déposé sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif). Moyen de pression sur EDF pour l'obliger à régler elle-même les questions tarifaires. - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 6910, 6911) : défavorable à l'amendement n° 762 de la commission (modalités du partage de la charge du mécanisme de compensation). Utilité de la clarification du débat par M. Gérard Longuet. Utilisation de la CSPE. Participation inacceptable des petits consommateurs à la compensation du moindre bénéfice d'EDF et non pas de pertes d'exploitation.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7134) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF), son sous-amendement n° 775 ; devenu sans objet. (p. 7156, 7157) : intervient sur son sous-amendement n° 775 précité.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8069, 8071) : nécessaire traitement global de la dépendance. Poids de l'APA sur les départements. Exemple du département du Rhône. Aide à domicile. Financement de l'APA. Rôle de la CNSA. Interrogations.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales) (p. 8115) : intervient sur son amendement n° 201 : exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agréées.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8153, 8154) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (garantie de l'affectation exclusive au financement des investissements hospitaliers de la contribution versée par les établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie).

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (21 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8572) : intervient sur son amendement n° 78 : suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8930) : rôle du Sénat. Relations entre l'Etat et les collectivités locales. Dépenses des collectivités territoriales. Exemple du Rhône. Décentralisation. Taxe professionnelle. - **Article 12** (Reconduction du contrat de croissance et de solidarité) (p. 8967) : son amendement n° I-207 : augmentation de la dotation de compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers ; adopté. - **Article 15** (Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8992) : son amendement n° I-208 : majoration du prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9766, 9768) : relations des collectivités territoriales et de l'Etat. Recettes des communes, des intercommunalités et des régions. Dépenses de l'Etat supportées par les départements. Droit à compensation au titre du RMI. Au nom de la commission, recommande l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9779) : accepte l'amendement n° II-262 du Gouvernement (ajustement des montants de la dotation générale de décentralisation ouverts au profit des départements et des régions). - **Article additionnel avant l'article 51 bis ou après l'article 51 bis** (p. 9781) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-201 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-223 de M. Jacques Blanc (prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales). - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9783) : s'oppose à l'amendement n° II-239 de M. Jean-Pierre Sueur (encadrement des écarts entre les montants perçus par les communes au titre de la dotation forfaitaire). (p. 9784, 9785) : demande le retrait des amendements identiques n° II-238 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-219 de M. Jacques Blanc (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne) ainsi que de l'amendement n° II-222 (repli) du même auteur. (p. 9786) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-79 de M. Jean Louis Masson (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des communes de moins de 5000 habitants situées en zones urbaines sensibles). - **Article 51 bis** ("Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne) (p. 9787) : demande le retrait des amendements de suppression n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-220 de M. Jacques Blanc ainsi que des amendements de repli n° II-230 et n° II-221 du même auteur. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9790, 9791) : demande le retrait des amendements identiques n° II-198 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° II-214 de M. Jacques Blanc et n° II-236 de M. Jean-Pierre Sueur (exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements). (p. 9792) : demande le retrait des amendements identiques n° II-199 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-215 de M. Jacques Blanc (introduction de la densité de la population dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM) ainsi que de l'amendement n° II-237 de M. Jean-Pierre Sueur (introduction de la densité de population et du nombre de bénéficiaires du RMI et de l'APA dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM). - **Article 51 quater** (Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques ») (p. 9794) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-216 de M. Jacques Blanc, n° II-240 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-200 de Mme Josiane Mathon-Poinat (garantie minimale de progression de la DFM en 2007) ainsi que des amendements de M. Jacques Blanc n° II-217 et II-218 (repli). - **Article 51 sexies** (Prévision du dépôt par le gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes)

(p. 9795) : demande le retrait de l'amendement n° II-197 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression).

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10004, 10009) : ses amendements n° II-336 : extension du bénéfice des dispositions relatives au mécénat d'entreprise aux expositions d'art contemporain ; adopté ; et n° II-294 : limitation de l'obligation d'assurance incombant aux constructeurs pour leur responsabilité décennale ; retiré. (p. 10030) : ne votera pas l'amendement n° II-307 de M. Michel Moreigne (abaissement du taux de potentiel fiscal des départements à partir duquel les dépenses au titre de l'APA sont prises en charge par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA). Réflexion sur la question de l'APA après les élections. - **Article additionnel après l'article 40 octies** (p. 10048) : soutient l'amendement n° II-227 de M. Jean-Léonce Dupont (clarification du champ d'application de la nouvelle habilitation permettant à certains professionnels de vendre des

prestations touristiques) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10057, 10058) : soutient l'amendement n° II-277 de Mme Jacqueline Gourault (détermination du taux de référence des communautés de communes levant une fiscalité additionnelle en 2005 uniquement à partir du taux voté en 2005 ou, s'il est plus faible, du taux de l'année d'imposition) ; retiré. (p. 10065) : intervient sur les amendements de M. Jacques Valade n° II-337 (indexation de la DGF des communautés urbaines sur l'indice des prix) et n° II-339 (repli). (p. 10071, 10072) : intervient sur l'amendement n° II-330 de M. Jean-François Le Grand (extension aux départements et aux régions des dispositions prévoyant le versement d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). (p. 10087, 10088) : soutient l'amendement n° II-335 de M. Daniel Soulage (renforcement du soutien financier de l'Etat à l'assurance multirisques climatiques) ; retiré.

MERMAZ (Louis)  
sénateur (Isère)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4344, 4346) : défense d'une approche de l'immigration différente de celle du Gouvernement. Proposition d'une autre politique : prise en compte de la situation et des intérêts des pays d'où part l'immigration dans le souci des impératifs politiques, du respect des droits de l'homme et du besoin de développement économique de ces pays. Priorité à l'intégration des étrangers vivant et travaillant en France. Régulation des flux migratoires

au moyen d'une grande politique de co-développement dans le cadre de l'Europe. Respect absolu du droit d'asile. Projet de loi éloigné des orientations proposées par le groupe socialiste. Atteinte au droit de vivre en famille par le durcissement des entraves au regroupement familial et des obstacles aux mariages mixtes. Attente d'explications sur le revirement du ministre s'agissant de l'expulsion des enfants à la fin de l'année scolaire. Poursuite du pacte colonial au travers du pillage des élites. Aggravation de la fragilisation des familles étrangères. Durcissement de la traque aux étrangers et aux déboutés du droit d'asile. Risque d'incohérence et d'arbitraire s'agissant des régularisations au cas par cas des sans papiers après dix ans de présence en France. Opposé au système de quotas pour contrôler les flux migratoires, ainsi qu'à la pratique des charters européens et à l'ouverture de camps d'internement des émigrés dans certains pays d'Afrique. Aggravation des dispositions de la loi du 10 décembre 2003 concernant les déboutés du droit d'asile. Echec du Gouvernement dans le règlement du problème de l'immigration. Texte détestable dans sa substance et dans ses motivations. Dévoiement des institutions. Le groupe socialiste s'opposera fermement à un projet de circonstance, de surcroît liberticide.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4427) : consécration d'un nouvel abaissement du ministère des affaires étrangères par rapport au ministère de l'intérieur.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 4** (art. L. 311-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles - Obligation pour les primo-arrivants de signer un contrat d'accueil et d'intégration) (p. 4467) : dénonce une sorte de comportement isolationniste au travers de tous les articles du projet de loi même lorsqu'ils peuvent sembler aller dans le bon sens. Soutient l'amendement n° 150 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4600, 4604) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 171 (suppression de la condition d'âge pour la délivrance de plein droit d'un titre de séjour aux enfants confiés à l'ASE) ; n° 170 (suppression des conditions restrictives subordonnant l'attribution de la carte de séjour temporaire aux enfants confiés à l'ASE) ; et n° 173

(suppression de la disposition excluant du bénéfice de la carte de séjour temporaire les mineurs ne résidant pas en France avec leurs parents légitimes) ; devenus sans objet. (p. 4605, 4606) : mise en place de conditions d'attribution d'un titre de séjour impossibles à réunir.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Question préalable** (p. 5949, 5952) : soutient la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer la question préalable ; rejetée. (p. 5954) : Le groupe socialiste votera cette motion. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles - Délégation des compétences du département en matière d'action sociale aux communes) (p. 5986, 5987) : soutient l'amendement n° 250 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 6011, 6012) : favorable aux amendements de suppression n° 183 de Mme Éliane Assassi et n° 252 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9443, 9444) : manque de personnel. Surpopulation carcérale. Manque d'hygiène. Insuffisance des moyens humains et financiers et conséquence sur la santé des détenus. Insuffisance de l'aide juridictionnelle. Crise de l'institution judiciaire. Réforme indispensable. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Justice".

#### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9697, 9698) : conséquences de la précarisation et de l'exclusion d'une partie de la population. Succession de lois répressives. Absence de proximité et de prévention. Conditions de travail des policiers. Le groupe socialiste n'approuve pas les crédits de cette mission. - **Article additionnel avant l'article 51 septies** (p. 9711) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-224 de Mme Josiane Mathon-Poinat (indexation des pensions sur le traitement des actifs du point de vue salarial et catégoriel).

**MICHAUX-CHEVRY (Lucette)**  
sénateur (Guadeloupe)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Article 6** (Encadrement du contrat de volontariat) (p. 3619) : défavorable aux amendements n° 28 de M. Jean-François Voguet (définition des conditions de collaboration entre l'organisme agréé et la personne volontaire) et n° 5 de M. David Assouline (précision sur l'objet de la mission et des engagements réciproques de la personne volontaire et de l'organisme agréé).

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire) (p. 3915) : intervient sur les amendements analogues n° 120 de M. Georges Othily et n° 128 de M. Robert Badinter (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant). (p. 3918) : défavorable à l'amendement n° 122 de M. Georges Othily (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à

concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéficiaire d'inventaire").

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3990) : votera contre les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire passé).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4362, 4363) : bien-fondé de propositions drastiques pour endiguer l'immigration clandestine. Action exemplaire de la France en matière de coopération, notamment à Haïti. Gravité du fléau de l'immigration clandestine en provenance de cette ancienne terre française. Contradiction avec l'immigration choisie de l'île de la Dominique. Ouverture indispensable de chantiers pour le codéveloppement. Réflexion en cours avec le nouveau président haïtien en vue de permettre le retour des Haïtiens dans les zones rurales. Intérêt de la coopération bilatérale pour conserver un minimum d'exigence humanitaire, valeur fondamentale de la France.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4402, 4403) : intervient sur l'amendement n° 272 de Mme Éliane Assassi (instauration d'une taxe sur les transactions financières en devises pour financer la solidarité internationale). Importance de la contribution de la France au soutien de l'économie des pays du Sud et de la Caraïbe déstabilisée par les entreprises américaines.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 13** (art. L. 341-2, L. 341-4 et L. 831-1 du code du travail - Conditions d'attribution et de validité des autorisations de travail) (p. 4572, 4573) : défavorable à l'amendement n° 165 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 13 bis** (art. L. 325-7 [nouveau] du code du travail - Accès aux fichiers des autorisations de travail et des titres de séjour) (p. 4577) : défavorable à l'amendement n° 166 de M. Bernard Frimat (suppression de l'accès des inspecteurs du travail aux traitements automatisés des titres de séjour des étrangers).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 67 (priorité)** (chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers) (p. 4655, 4656) : situation explosive mettant les institutions en danger. Texte encore trop modéré malgré des mesures draconiennes salutaires. Votera ce texte sans état d'âme en souhaitant que les valeurs humanistes de la France ne soient pas ternies par une immigration sauvage non maîtrisée. (p. 4660) : défavorable aux amendements de suppression n° 266 de M. Bernard Frimat et n° 459 de Mme Éliane Assassi. Efficacité démontrée de la mesure appliquée à Saint-Martin. S'étonne d'une méconnaissance totale du codéveloppement pratiqué par la France, notamment à Haïti.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7255, 7257) : rappel historique : déclaration de Basse-Terre ; interventions du Président de la République ; création des régions ultrapériphériques ; convention des Etats de la Caraïbe ; vote du 7 décembre 2003. Hommage au travail de la commission. Diversité de l'archipel de la Guadeloupe. Nouvelles compétences attribuées à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. Situation de Saint-Martin. Nécessité d'une coopération bilatérale avec la partie hollandaise de l'île. Favorable à une adaptation des lois de la République en respectant la diversité de l'outre-mer. Votera ces deux textes. - **Article 4** (art. L.O. 6211-1 à L.O. 6271-7 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Barthélemy) (p. 7343) : son amendement n° 284 : précision ; retiré. (p. 7344) : intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jacques Gillot (précision). (p. 7349) : son amendement n° 328 : détermination par délibération du conseil territorial de

la représentation de Saint-Barthélemy au sein d'associations et d'organismes extérieurs ; retiré. (p. 7352, 7353) : ses amendements n° 282 : modification du seuil de présentation d'une pétition ; et n° 283 : modification du seuil de saisine du conseil général en vue d'une consultation ; retirés. - **Article 5** (art. L.O. 6311-1 à L.O. 6380-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Statut de Saint-Martin) (p. 7381) : son amendement n° 279 : reconnaissance des spécificités culturelles et linguistiques de Saint-Martin ; devenu sans objet. (p. 7382) : son amendement n° 285 : précision ; retiré. (p. 7384) : sur l'amendement n° 108 de la commission (extension des compétences normatives de la collectivité), son sous-amendement n° 294 ; retiré. (p. 7396, 7398) : son amendement n° 293 : élaboration d'un plan de rattrapage permettant la construction et la rénovation d'équipements structurants et évaluation des engagements financiers respectifs de l'Etat et de la collectivité ; adopté.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Article 7** (Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7461, 7462) : favorable à l'amendement n° 348 de la commission (réécriture du dispositif d'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). (p. 7466) : favorable aux amendements identiques n° 234 de la commission et n° 292 de M. Jacques Gillot (création d'un siège de sénateur à Saint-Barthélemy). (p. 7471, 7472) : son amendement n° 286 : création d'un siège de député à Saint-Barthélemy ; retiré. (p. 7473) : son amendement n° 287 : création d'un siège de député à Saint-Martin ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7491) : respect de la Haute assemblée à l'égard des institutions des collectivités d'outre-mer. Fin du paternalisme. Représentation sénatoriale de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Défense des intérêts français dans cette zone géographique.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) (p. 9659, 9661) : bilan de l'action gouvernementale. Loi de programme pour l'outre-mer. Continuité territoriale. Crédits en hausse. Immigration clandestine. Lutte contre le chômage. Logement des personnes âgées du monde agricole. Equipement des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Justice. Coopération. Incidence de l'usage des drogues sur la jeunesse. Votera ce budget. - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9684, 9685) : ses amendements n° II-166 : répartition de la dotation d'octroi de mer ; et n° II-168 : adaptation des critères d'attribution de la dotation de développement rural pour les départements d'outre-mer ; retirés ; et n° II-167 : abaissement du seuil de population permettant à des groupements de communes de bénéficier du fonds d'investissement routier, FIR ; adopté.

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10073) : intervient sur l'amendement n° II-274 de la commission (compensation aux collectivités territoriales des pertes de recettes résultant de l'amnistie des amendes de police relatives à la circulation routière). (p. 10082) : ne votera pas l'amendement n° II-104 de M. Nicolas About (mise en extinction des régimes spéciaux de retraite). Nécessité d'une large concertation. (p. 10084, 10085) : ses amendements n° II-163 : création d'un droit additionnel à l'octroi de mer régional au profit des communes de Cayenne, Fort-de-France, Basse-terre, Pointe-à-Pitre et Saint-Denis ; adopté ; et n° II-165 : prorogation du dispositif relatif à la taxe d'embarquement en outre-mer ; retiré.



- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire) (p. 10312) : intervient sur les amendements

identiques n° 1 de M. Jean Louis Masson, n° 29 de Mme Muguette Dini et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article).

**MICHEL (Jean-Pierre)**  
sénateur (Haute-Saône)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à abroger l'article 88-1 alinéa 2 inscrit dans la Constitution française [n° 185 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4982, 4983) : affirmation du rôle central de la famille. Assimilation de la protection de l'enfance à une mission du service public. Nécessité de conserver un caractère subsidiaire à l'intervention judiciaire. Importance de la politique d'accueil de la petite

enfance et de la place faite à l'enfant dans la vie et dans la ville. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 5002) : intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Claire-Lise Campion (participation du père à l'entretien avec la femme enceinte au cours de son quatrième mois de grossesse).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 5028) : soutient les amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 92 (mise à disposition de personnel de l'Etat et de l'autorité judiciaire qui seraient les correspondants de l'éducation nationale, de la justice et de la DDASS) ; et n° 91 (présence des partenaires institutionnels au sein de la cellule de signalement) ; rejetés. S'élève contre les dispositions du règlement du Sénat concernant les modalités d'organisation des discussions communes des amendements. (p. 5029) : soutient les amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 95 (mise en place pour chaque département d'un dispositif identifié du public et des professionnels pour recueillir et traiter les informations relatives aux mineurs en danger) ; et n° 94 (cohérence) ; rejetés. (p. 5030) : son amendement n° 93 : limite de la saisine de la justice aux cas vraiment graves d'enfants en danger ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel) (p. 5041) : favorable à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (maintien du secret professionnel dans le cadre de réunions sous l'autorité du maire). (p. 5042, 5043) : intervient sur cet article. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5044) : sur l'amendement n° 36 de M. Louis de Broissia (transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger), son sous-amendement n° 140 ; devenu sans objet. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial) (p. 5057) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Claire-Lise Campion (suppression de l'accompagnement en économie sociale et familiale) ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5067) : défavorable à l'amendement n° 121 de M. Philippe Nogrix (possibilité pour le juge des enfants de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats lorsqu'il constate que la mise en oeuvre des dispositions d'assistance éducative donne lieu à des difficultés portant atteinte à l'intérêt de l'enfant).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 5881) : interrogation sur la présence de Xavier Bertrand, ministre de la santé et des solidarités, et sur la participation de celui-ci au débat sur les articles relatifs à l'hospitalisation d'office.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5961) : au nom du groupe socialiste, modifie le sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds) déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5966) : ne votera pas l'amendement n° 172 de M. Yves Pozzo di Borgo (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris). - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 5968, 5969) :

signature de ce texte par le Premier ministre et le ministre de l'intérieur. Caractère répressif et non préventif du projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 6156, 6157) : regrette l'absence du garde des sceaux. Critiques inadmissibles de la part d'un préfet envers l'institution judiciaire. - **Article 27** (chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique) (p. 6161, 6166) : réexamen nécessaire de la loi du 31 décembre 1970 relative à la lutte contre la toxicomanie. Accentuation de la tendance sécuritaire au détriment de la prévention et des soins. Soutient l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. Sur l'amendement n° 39 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Godefroy ; retiré, au profit du sous-amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 93. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 6172) : soutient l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 29** (chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique) (p. 6178, 6180) : soutient l'amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. Le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 47 de la commission (conditions de recours à l'injonction thérapeutique). - **Rappel au règlement** (p. 6181, 6182) : réactions des autorités judiciaires aux déclarations du ministre de l'intérieur. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 6183) : soutient l'amendement n° 280 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression partielle) ; rejeté. - **Article 31** (art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale) (p. 6185, 6186) : soutient l'amendement n° 281 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 6189, 6190) : soutient l'amendement n° 283 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Division additionnelle avant le chapitre VII** (p. 6192) : le groupe socialiste s'abstiendra sur les amendements de Mme Eliane Assassi n° 224 (insertion d'une division additionnelle introduisant diverses dispositions de procédure pénale), n° 225 (suppression de la comparution immédiate) et n° 226 (possibilité de recours au placement en détention provisoire pour les crimes et délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7588, 7590) : forte augmentation des prélèvements obligatoires au cours de l'actuelle législature. Hausses des prélèvements sociaux décidées par le Gouvernement. Acharnement à baisser l'impôt sur le revenu sans bénéfice pour l'activité économique. Baisse illusoire des prélèvements obligatoires annoncée pour 2007. Absence d'effets probants de la réforme de l'assurance maladie sur l'équilibre financier du système. Irresponsabilité politique dans les choix gouvernementaux. Opposé à la logique de capitalisation individuelle des droits sociaux proposée par le rapporteur général. Inefficacité de la multiplication des exonérations de cotisations patronales par ailleurs non compensées. Partisan d'une réforme élargissant l'assiette des prélèvements à tout ou partie de la TVA. Nécessité d'une réforme profonde des prélèvements obligatoires dont l'augmentation ne s'impose pas.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

Santé

- (8 décembre 2006) (p. 9846, 9847) : plan de santé mentale. Lutte contre la toxicomanie. Médecine générale. Statut des praticiens hospitaliers détachés auprès d'associations de service

public. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

**MILON (Alain)**  
*sénateur (Vaucluse)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil national du bruit le 21 février 2006.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption le 7 septembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : accélérer l'application de la loi de bioéthique : une nécessité pour le progrès thérapeutique [n° 309 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Santé [n° 82 tome 4 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 91 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 110 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (13 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 23 ou avant l'article 60 ter** (p. 4583, 4585) : ses amendements n° 136 : suppression de la différenciation opérée par le code civil en matière d'adoption internationale entre les mineurs étrangers qui résident en France, selon que la loi de leur pays d'origine interdit ou autorise cette institution ; retiré ; et n° 137 : possibilité d'adoption d'un mineur étranger dont le pays d'origine prohibe cette institution, s'il a acquis la nationalité française par déclaration de nationalité ; rejeté. Précarité de la situation des enfants recueillis en kafalah judiciaire.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4987, 4988) : question de la place et du rôle de l'enfant dans la société. Conséquence de la mutation des mentalités sur la nécessité de renforcer le dispositif de protection de l'enfance. Importance de la prévention. Question cruciale des modes de prise en charge. Rôle de substitution de la société lorsque la famille est fragilisée ou défaillante. Avancées significatives de ce texte méritant néanmoins d'être complétées. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - *Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 5006) : son amendement n° 39 : extension de la notion de développement de l'enfant aux dimensions affective, intellectuelle et sociale ; adopté. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5015) : son amendement n° 40 : possibilité pour tout professionnel qualifié de solliciter l'audition du mineur ; adopté. (p. 5016) : son amendement n° 41 : audition séparée de l'enfant et de ses parents ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) (p. 5037) : son amendement n° 42 : précision du caractère affectif, intellectuel et social du développement de l'enfant ; adopté. (p. 5038) : son amendement n° 43 : prise en compte des besoins réels de l'enfant ; retiré. - **Article 9** (art. 375-3, 375-4 et 375-9 du code civil, art. L. 222-5 et L. 223-3 du code de l'action sociale et des familles - *Inscription de l'accueil de jour parmi les mesures de placement susceptibles d'être décidées par le juge*) (p. 5049, 5050) : son amendement n° 44 : nécessité d'une réelle évaluation des personnes et des lieux d'accueil avant de placer un enfant chez un tiers de confiance ; adopté. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - *Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents*) (p. 5061) : son amendement n° 45 : conditionnement de la répétition des accueils complets, partiels ou modulables au fait qu'ils ne soient pas nuisibles à la stabilité affective des enfants ; rejeté. (p. 5068) : son amendement n° 46 : caractère définitif de la décision du juge suspendant les droits de visite, d'hébergement et de correspondance ; retiré. (p. 5069) : son amendement n° 47 : possibilité pour le juge de cacher à des parents susceptibles de représenter un danger pour leur enfant l'endroit où il est accueilli ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6056, 6057) : son amendement n° 296 : possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6728, 6729) : le groupe UMP se prononce contre cette proposition de loi en votant les conclusions négatives de la commission. Favorable à la mise en place d'une mission d'étude sur l'évolution psychologique des enfants en garde alternée.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8243, 8244) : son amendement n° 122 : exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Santé

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9839, 9840) : plan cancer. Accès aux soins pour les plus défavorisés. Programme "Drogue et toxicomanie". Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9851) : à titre personnel, ne votera pas l'amendement n° II-30 de la commission (regroupement des crédits relatifs à toxicomanie).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 10909, 10910) : statut de professionnel de santé accordé aux diététiciens. Question du statut professionnel de santé accordé aux assistants dentaires. Interrogation quant à l'article 12 du projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions de la loi du 27 juin 1990 relatives aux soins psychiatriques sans consentement. En dépit de réticences et d'objections morales sur le bien-fondé de la demande du Gouvernement, avis finalement favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption du projet de loi. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 10922, 10923) :

demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en place d'un numéro dédié à la permanence de soins sur l'ensemble du territoire national). - **Article 1er ter** (art. L. 4123-2 du code de la santé publique - *Fonctionnement des commissions de conciliation placées auprès des conseils départementaux*) (p. 10924) : son amendement n° 14 : encadrement des modalités de fonctionnement des commissions de conciliation par un décret en Conseil d'Etat ; adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 4343-2 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des professions d'orthophonistes et d'orthoptistes*) (p. 10925) : son amendement n° 15 : précision ; adopté. - **Article 7** (art. L. 4371-1 à L. 4371-5 et L. 4371-6 nouveaux, L. 4372-1 et L. 4372-2 du code de la santé publique - *Statut des diététiciens*) (p. 10926) : à titre personnel, son amendement n° 9 : garantie d'une collaboration effective entre les diététiciens intervenant sur prescription médicale et les infirmiers ; retiré. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10927) : accepte l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (rétablissement du droit de prescription des médecins biologistes libéraux). - **Article 11** (art. L. 4383-1 et L. 4383-3 du code de la santé publique - *Statut des assistants dentaires*) (p. 10928, 10930) : son amendement n° 16 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10931, 10932) : ses amendements n° 17 : regroupement des actions conventionnelles en un seul fonds ; n° 18 et 19 : précision ; adoptés. - **Article 12 (Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance)** (p. 10936, 10939) : s'oppose aux amendements de suppression n° 4 de M. François Autain et n° 6 de M. Jean-Pierre Godefroy ainsi qu'à l'amendement de ce dernier auteur n° 7 (suppression du fichier national des personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation d'office). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10943) : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement (mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10944) : son amendement n° 21 : nouvel intitulé - **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique et habilitant le Gouvernement à modifier les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement ; adopté.**

**MIQUEL (Gérard)**  
*sénateur (Lot)*  
SOC

Questeur du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 78 tome 3 annexe 32 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Transports**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8811, 8814) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-133 (ouverture du crédit d'impôt pour les travaux en vue d'économies d'énergie quelle que soit la situation matrimoniale des habitants du logement) ; n° I-132 (majoration des taux des crédits d'impôt accordés pour favoriser les économies

d'énergie) ; et n° I-131 (affectation du malus de la taxe grise aux régions) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8861, 8864) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-135 (à défaut d'une prise en charge de la collecte et de l'élimination par le producteur ou le distributeur, soumission des déchets dangereux comportant un risque pour la santé et l'environnement à la TGAP) ; et n° I-137 (incitation à la valorisation organique et à la valorisation des biogaz) ; retirés ; n° I-136 (mise en place d'un dispositif de responsabilité des producteurs dans la gestion des déchets d'ameublement) ; rejeté ; et n° I-138 (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8936) : financement des conseils généraux. Transfert de compétences et de personnels. Exemple du Lot. RMI. Contrats aidés. Plan Borloo. Réforme de la taxe professionnelle. Fiscalité locale. Péréquation. Prise en charge du handicap. Solidarité nationale et décentralisation.

*Deuxième partie :*

### **Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9088, 9090) : programme "Réseau routier national" : données chiffrées ; pouvoir de contrôle du Parlement ; objectifs et indicateurs. Programme "Sécurité routière" : caractère interministériel ; action "Education routière". Compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" : doute sur la pertinence des crédits du programme "Radars" ; nouveau système national des permis de conduire. Avis favorable de la majorité de la commission à l'adoption de ces crédits.

### **Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10015, 10018) : ses amendements n° II-319 : prise en charge technique et financière de la collecte et de l'élimination des déchets toxiques par le producteur ou le distributeur ; et n° II-320 : application du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'activités de soin ; rejetés ; et n° II-322 : utilisation d'ester méthylique d'huile végétale comme carburant des véhicules au sein des flottes captives des collectivités territoriales ; retiré. (p. 10025, 10026) : soutient l'amendement n° II-302 de M. Marc Massion (maintien, non seulement en 2007 mais aussi en 2008, de l'indexation actuelle des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) ; rejeté. - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10038) : partage les propos de M. Jean-Marc Pastor sur les amendements identiques n° II-275 de la commission et n° II-332 de M. Dominique Braye (suppression de l'ensemble du dispositif). Propositions attendues de la commission mixte paritaire.

**MIRAUX (Jean-Luc)**  
*sénateur (Eure)*  
UMP

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

## NOMINATIONS

**de MONTESQUIOU (Aymeri)**  
*sénateur (Gers)*  
RDSE

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 (12 décembre 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Politique européenne de l'énergie [n° 259 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Union européenne - Energie**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité [n° 78 tome 3 annexe 26 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Police et sécurité**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 138).

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-**

**2006)]** - (26 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 339) : son amendement n° 35 : calcul des effectifs de l'entreprise en évitant de prendre en compte deux fois les salariés mis à disposition ; retiré. (p. 340, 341) : son amendement n° 1 : reprise du champ du régime transitoire fixé par la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 513, 514) : impact économique et territorial important de ce texte. Encadrement de l'utilisation de semences de ferme. Interrogation sur les conditions d'équilibre entre les intérêts des obtenteurs et ceux des agriculteurs ; rôle de l'instance paritaire dans la fixation du montant de l'indemnité. Votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 616, 617) : renforcement de la réactivité et de la disponibilité de la réserve militaire. Amélioration de la distinction entre la réserve opérationnelle et la réserve citoyenne. Le groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 912, 913) : rappel des émeutes dans les banlieues. Situation inacceptable des jeunes. Projet de loi comportant des solutions concrètes et diversifiées. Encouragement à l'embauche des jeunes. Mission de l'Agence nationale de la cohésion sociale et de l'égalité des chances. Proposition de réduction de la période d'essai du CPE. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1342, 1343) : son amendement n° 6 : impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1847, 1849) : réussite française dans le domaine du nucléaire. Définition d'une base juridique. Renforcement des normes de sécurité. Haute Autorité de sûreté nucléaire. Besoin de transparence. Regain d'intérêt de l'Europe pour le nucléaire et place de la France dans ce débat. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2451, 2452) : importance vitale de définition d'une politique européenne de l'énergie. Respect du protocole de Kyoto. Objectifs du livre vert de la commission européenne. Partenariat avec la Russie. Diversification du bouquet énergétique. Amélioration de l'efficacité énergétique.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un*

*guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2831) : forte disparité entre les zones rurales et les zones urbaines. Favorable à l'extension du prêt à taux zéro aux zones de revitalisation rurale, ZRR.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3207, 3208).

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3217, 3218).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3644) : importance du mouvement associatif en France. Aspect positif du volontariat associatif. Avancées de ce texte. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3809, 3811).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4114, 4115) : choix de la France de privilégier l'énergie d'origine nucléaire. Rappel de la loi Bataille de 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs. Définition d'un nouveau cadre légal. Travaux et réflexion menés depuis quinze ans. Mise en place d'un plan national et d'un programme de recherche accompagné d'une évaluation indépendante et d'un renforcement de la transparence des informations. Confirmation du rôle clef de l'ANDRA. Définition d'un régime juridique des installations des stockages. Une grande majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4646, 4647) : caractère asthénique de la réflexion française sur l'Europe depuis le "non" au référendum sur la Constitution européenne. Nécessité d'agir pour sortir de l'immobilisme et de l'absence de proposition. Inadaptation des traités en vigueur au fonctionnement d'une Europe à 25. Nécessité de réconcilier les citoyens avec l'Europe en leur démontrant qu'elle est concernée par leurs problèmes quotidiens. Souhaite une réflexion européenne sur les problèmes d'immigration, de politique économique et de politique étrangère.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4727, 4729) : nécessité de diversifier nos sources d'énergie et d'élaborer des choix dans un cadre européen. Priorité à la diminution de la consommation d'énergie. Interrogation sur le budget consacré à une campagne de communication sur ce sujet. Mise en chantier de la promotion des énergies propres. Encouragement souhaité à l'utilisation des biocarburants. Choix de l'option nucléaire par la France dans les années 70 et influence de ce choix sur les autres pays européens. Vulnérabilité des voies d'approvisionnement énergétique de l'Europe. Nécessité d'élaborer une véritable politique européenne de l'énergie.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5213, 5215) : dégradation de l'état financier de la France. Instauration d'un véritable débat au moment de la discussion du projet de loi de règlement définitif du budget. Quelques petites irrégularités affectant la sincérité budgétaire. Nécessité de concentrer les politiques d'emprunt uniquement sur les investissements. Exemples étrangers. Perte de crédibilité de la France en Europe à cause de sa fragilité économique chronique. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5234, 5235) : questions sur le

patrimoine immobilier constitué par les casernes et sur l'Agence européenne de l'armement.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6263) : volonté des autorités bulgares de remédier aux déficiences relevées par la commission européenne. Question de l'énergie. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6476, 6477) : contexte international d'épuisement des ressources et d'augmentation de la consommation d'énergie. Evolution du secteur gazier. Transposition des directives européennes d'ouverture du marché du gaz et de l'électricité à la concurrence. Institution d'un tarif réglementé transitoire d'ajustement. Création d'une tarification spéciale de solidarité. Préservation du monopole de la distribution confiée aux opérateurs historiques gaziers. Abaissement de la part de l'Etat dans le capital de GDF. Projet de fusion entre GDF et Suez. Garantie des approvisionnements et de leur diversification. Importance du gaz naturel liquéfié dans les approvisionnements gaziers. Souhait de simplification du statut de GDF. Votera en faveur de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7227, 7228) : renforcement de la position de la France dans la négociation de ses approvisionnements énergétiques. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7587, 7588) : question du niveau souhaitable des prélèvements obligatoires pour contribuer au développement équitable de l'économie nationale. Nécessité de savoir-faire et d'intelligence dans leur utilisation. Illisibilité du système. Comparaison avec l'exemple de la Suède et le contre-exemple de la Grande-Bretagne. Question de l'incidence de l'ISF sur l'économie française et de son remplacement par un impôt sur le revenu de la fortune. Recherche indispensable de la santé de l'économie nationale. Désillusion des classes moyennes quant à l'efficacité de l'ascenseur social. Augmentation inacceptable des transferts sociaux face à la stagnation du taux de pauvreté depuis quinze ans. Prise en compte indispensable de l'intérêt général au travers d'une réforme fiscale courageuse, favorisant l'esprit d'entreprise, le travail et le maintien des élites françaises sur le territoire.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7670).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7743, 7744) : aboutissement du texte après un long travail collectif. Recherche d'une meilleure cohésion sociale et d'un plus grand dynamisme économique. Contribution de l'actionnariat salarié à la stabilité du capital des entreprises françaises. Extension du périmètre des bénéficiaires. Outil de relance du pouvoir d'achat et de la croissance. Renovation du cadre juridique de la participation. Nécessité de vaincre les réticences des chefs d'entreprise. Primauté de la notion d'intérêt général et des valeurs de responsabilisation et de partage. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8494, 8495) : gestion des fréquences. Rente de situation des opérateurs de télévision. Lacune relative à la radio numérique. Ses propositions. La majorité du groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8601) : soutient l'amendement n° 152 de M. Pierre Laffitte (reprise numérique des radios nationales) ; adopté.

**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8702, 8703) : données chiffrées comparatives. Amorce de réforme fiscale. TVA sociale. Proposition de réduction des dépenses publiques. Résultat des audits. Objectif de suppression du déficit. La majorité du groupe du RDSE votera ce budget.

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9064, 9065) : lutte contre le chômage. Prélèvements obligatoires. Désendettement. La majorité du groupe du RDSE votera la première partie de ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9590, 9591) : enseignement agricole. Reprise des exploitations. Simplification administrative. La majorité du groupe RDSE votera ce budget.

**Sécurité**

- (6 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9686, 9687) : caractère interministériel de cette mission. GIR. Crédits en hausse. Audit. Programme "Police nationale" : lutte contre l'immigration ; taux de réalisation de la LOPSI ; prévention dans les quartiers en difficulté. Programme "Gendarmerie nationale" : financement du développement du parc immobilier, OPEX. Propose l'adoption des crédits de la mission "Sécurité". - **Article additionnel avant l'article 51**

**septies** (p. 9710, 9711) : s'oppose à l'amendement n° II-224 de Mme Josiane Mathon-Poinat (indexation des pensions sur le traitement des actifs du point de vue salarial et catégoriel).

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9738, 9739) : aménagement équilibré du territoire. Prestation de conseil des services de l'équipement. Référentiel de l'Institut géographique national. Action "Accès aux vacances". Prime d'aménagement du territoire. Risque de décalage entre les zones mobilisées et les autres territoires. Fracture numérique : exemple du Gers. Carte scolaire triennale dans le Gers. La majorité du groupe du RDSE votera les crédits de cette mission.

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9802, 9804) : réseau diplomatique français. Saupoudrage des crédits. Baisse des effectifs. Contrat triennal de modernisation. Réorganisation du réseau consulaire. Action diplomatique en direction de l'Asie. Votera les crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat".

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10142, 10143) : politique énergétique de l'Union. Transposition des directives européennes. Avenir de l'Europe.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10907) : la majorité du groupe RDSE votera ce texte.

**MOREIGNE (Michel)**  
*sénateur (Creuse)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Centre d'analyse stratégique : assurer la croissance harmonieuse du " dernier-né " des organismes prospectifs français [n° 387 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**



*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Japon et la Corée face à la mondialisation [n° 17 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 78 tome 3 annexe 10 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent** [n° 162 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Article 1er** (p. 130) : vote contre cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8795, 8796) : sur l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au

patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéficie de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés), son sous-amendement n° I-229 : intervention de la Fondation du patrimoine au profit des collectivités territoriales ; retiré. Exemple de mécénats dans la région Limousin.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8939) : finances et fiscalité locales. Taxe professionnelle. Aides sociales : prestation de compensation du handicap et contrat d'avenir. DFM. Péréquation.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9101, 9102) : transfert des routes nationales aux départements. Investissements routiers. Transfert des personnels. Avenir du réseau scientifique et technique de l'Etat. Transfert des parcs de l'équipement : régime des biens et mise à disposition des personnels. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9390, 9391) : maquette budgétaire. Crédits des autorités administratives indépendantes.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9998) : intervient sur l'amendement n° II-264 de la commission (déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance sur un contrat d'épargne retraite). Mise en place dans son département de la Creuse d'un gestionnaire d'évaluation multidimensionnel de l'APA, GEMAPA). (p. 10027, 10031) : son amendement n° II-307 : abaissement du taux de potentiel fiscal des départements à partir duquel les dépenses au titre de l'APA sont prises en charge par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006** [n° 105 (2006-2007)] - (18 décembre 2006) - **Article 10 bis** (*Répartition du produit des amendes forfaitaires de police de la circulation en 2006*) (p. 10409, 10411) : soutient l'amendement n° 163 de M. Marc Massion (affectation aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des infractions constatées par les radars automatiques) ; rejeté.

**MORIN-DESAILLY (Catherine)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale [n° 153 (2005-2006)] (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 58, 59) : volonté du Gouvernement de lutter contre les inégalités salariales touchant les femmes. Avec le groupe UC-UDF, favorable à l'objectif. Proposition de l'inscription dans le projet de loi d'une contribution assise sur les salaires. Problèmes non abordés par le projet de loi. Prise en compte indispensable de l'articulation entre la vie privée et la vie professionnelle. - **Article 4** (art. L. 132-27-2 nouveau et L. 132-27 du code du travail - *Négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 75, 76) : son amendement n° 38 : sanction financière appliquée aux entreprises en cas d'échec de la négociation dans le délai de 5 ans ; rejeté. Importance du dialogue social.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 980) : inflation de lois touchant au dispositif de l'apprentissage depuis quatre ans. Propositions de l'UDF. Les sénateurs du groupe UC-UDF se prononceront sur l'article en fonction du sort réservé à leurs amendements. (p. 1010) : soutient l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage) ; retiré. (p. 1018) : soutient l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage) ; adopté par priorité. (p. 1020, 1021) : soutient les amendements de Mme Valérie Létard n° 496 (ouverture de différentes branches d'activité aux jeunes apprentis) ; retiré ; et n° 497 (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises) ; adopté par priorité. (p. 1057) : avec le groupe de l'UC-UDF, s'abstiendra sur l'article 1er.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1176) : soutient l'amendement n° 505 de M. Michel Mercier (institutionnalisation d'un bilan d'étape semestriel entre l'employeur et le salarié en CPE durant la période de

consolidation) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1223, 1224) : favorable à l'amendement précité n° 505 de M. Michel Mercier. Nécessité dans un projet de loi sur l'égalité des chances de maintenir les jeunes au coeur du dispositif et de leur permettre de progresser.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1282) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 511 (limitation de la durée des stages dans une même entreprise à six mois maximum, renouvellement inclus, à l'exception de ceux intégrés dans un cursus pédagogique) ; adopté ; et n° 516 (soumission de la convention de stage à une durée déterminée et aux dispositions du code du travail) ; rejeté. (p. 1284, 1285) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 868 (fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC) ; retiré puis rejeté après avoir été repris par M. Richard Yung ; et n° 869 (repli) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - *Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques*) (p. 1480, 1481) : conception particulièrement réductrice de la politique culturelle menée par le Gouvernement. Propositions permettant de revitaliser les quartiers et de reconstruire le lien social. Exemple de Rouen. (p. 1486) : son amendement n° 12 : suppression ; adopté. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1497) : favorable au regroupement de l'ensemble des moyens humains, logistiques et financiers dans le domaine de l'égalité des chances et de l'intégration afin de permettre une meilleure coordination des missions jusqu'alors dispersées entre diverses agences ou administrations. Inquiétude des acteurs de terrain et en particulier des associations placés dans un état précaire lié à l'incertitude financière. Question du montant annuel et de la pérennité des financements de l'État en matière de la politique de la ville. (p. 1524) : soutient l'amendement n° 521 de Mme Valérie Létard (recrutement prioritaire des agents non titulaires de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain) ; retiré. (p. 1528) : votera cet article.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2639, 2641) : création de l'un des premiers EPCC de France en 2002 pour l'Opéra de Rouen. Confirmation de l'implication des collectivités locales dans le domaine culturel. Institutionnalisation de la coopération entre l'État et les collectivités territoriales. Statut adapté aux équipements culturels structurants. Construction d'une politique en faveur de l'emploi artistique. Favorable à la clarification du statut du directeur et à l'assouplissement de la composition du conseil d'administration des EPCC. Nécessité d'encourager la création d'établissements publics de coopération culturelle dans d'autres secteurs : écoles d'enseignement artistique, musées, monuments historiques et bibliothèques.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3510, 3512) : transposition tardive de la directive relative aux droits d'auteur. Risque d'obsolescence immédiate et de rigidité excessive du cadre législatif. Équilibre nécessaire entre le droit d'auteur et la diffusion de la culture. Mesures techniques de protection et d'interopérabilité. Interrogation sur l'effectivité des sanctions et de la prévention du téléchargement illégal. Mise en place de nouveaux modèles économiques. Le groupe de l'UC-UDF se prononcera sur ce texte en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la

*propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) : position du groupe de l'UC-UDF sur les exceptions au droit d'auteur. Nécessité d'une exception en faveur des bibliothèques publiques. (p. 3559, 3560) : soutient l'amendement n° 47 de M. Jean-Léonce Dupont (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche) ; devenu sans objet. (p. 3564) : le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement n° 1 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). (p. 3581) : son amendement n° 48 : suppression de la mention relative à la liberté de l'auteur de mettre son oeuvre à la disposition du public de façon payante ou gratuite ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3660) : ses amendements n° 49 : participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée ; et n° 50 : participation des fournisseurs d'accès aux négociations relatives à l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée ; retirés. - **Article 5 bis** (art. L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - *Prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée*) (p. 3661, 3662) : son amendement n° 51 : suppression ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité*) (p. 3671, 3672) : dangers de la généralisation des mesures techniques de protection : menaces pour le droit des consommateurs ; atteinte au respect de la vie privée ; préjudice porté aux logiciels libres ; obstacle aux intérêts stratégiques de la France. Refus de revenir sur les dispositions en faveur de l'interopérabilité. (p. 3673, 3682) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), ses sous-amendements n° 52 : exclusion du champ des mesures techniques de protection de leurs éléments constitutifs ; adopté ; n° 115 : obligation des fournisseurs de mesures techniques de protection en matière d'interopérabilité ; rejeté ; et n° 229 : préservation de l'exception de décompilation ; devenu sans objet. Son amendement n° 117 : impossibilité pour les mesures techniques de protection d'empêcher les actes autorisés par la loi ou les détenteurs de droit ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3699, 3702) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), ses sous-amendements n° 268 : saisine de l'Autorité de régulation des mesures techniques ; n° 269 : définition des frais donnant lieu à rémunération pour la mise à disposition d'informations essentielles à l'interopérabilité ; et n° 270 : impossibilité d'interdire la publication du code source d'un logiciel indépendant interopérant ; rejetés. (p. 3706) : le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur les sous-amendements n° 113 de M. Alain Dufaut (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et le Conseil de la concurrence) et n° 264 de M. Pierre Hérisson (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP), portant sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité). - **Article 7 bis** (*Déclaration préalable de certains logiciels*) (p. 3711) : sa satisfaction relative au retrait de l'amendement n° 19 de la commission (suppression). - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - *Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3713, 3720) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient le sous-amendement n° 53 de M. Jean-Léonce Dupont ; adopté. Son sous-amendement n° 54 ; retiré. Le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement précité n° 20 de la commission. - **Article 9** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - *Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3722, 3723) : question de l'intérêt de l'autorité administrative indépendante proposée par la commission. Missions excessives. Crainte d'une énième structure coûteuse. - **Article 12** (art. L. 335-1 du code de la propriété intellectuelle - *Extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de*

*droits voisins aux cas d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3732, 3733) : doute sur le caractère efficace et dissuasif des sanctions. Regrette l'abandon du dispositif de la réponse graduée. Inquiétude quant à certains amendements de la commission. - **Article 12 bis** (art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels*) (p. 3735) : son amendement n° 55 : précision ; rejeté. (p. 3736, 3737) : le groupe de l'UC-UDF votera les amendements de suppression n° 159 de M. Jack Ralite et n° 212 de Mme Marie-Christine Blandin. Risques encourus par les créateurs de logiciels. Inefficacité d'un dispositif limité à la France. - **Article 13** (art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - *Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur*) (p. 3740) : le groupe de l'UC-UDF votera contre l'amendement n° 23 de la commission (application des sanctions aux actes réalisés à des fins d'interopérabilité). - **Article 14 bis** (art. L. 335-5 et L. 335-5-1 du code de la propriété intellectuelle - *Contraventions réprimant les échanges illicites d'oeuvres en ligne*) (p. 3744, 3745) : son amendement n° 56 : champ d'application de l'article ; retiré. - **Article 14 quater** (art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels*) (p. 3753) : le groupe de l'UC-UDF ne votera pas l'amendement n° 26 de la commission (prévention du téléchargement illicite) et votera le sous-amendement n° 263 de M. Jack Ralite. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3759) : le groupe de l'UC-UDF ne votera pas l'amendement n° 171 de M. Jack Ralite (création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3782, 3783) : texte de transition. Primauté réaffirmée du droit d'auteur. Maintien de l'exception pour copie privée. Interopérabilité non garantie. Débat insuffisamment approfondi. Le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5410, 5412) : déplore le recours à la procédure d'urgence. Satisfaction relative aux nouvelles exceptions au droit d'auteur. Progrès insuffisants en matière d'interopérabilité. Dangers de la généralisation des mesures techniques de protection. Scepticisme relatif à l'Autorité de régulation des mesures techniques. Désapprobation des sanctions visant les éditeurs de logiciels. Les membres du groupe de l'UC-UDF s'abstiendront ou voteront contre ce projet de loi.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7623, 7625) : pertinence du constat dressé par la mission. Regrette la non-prise en compte de nombreuses propositions faites par le groupe UDF. Approbation des objectifs fixés. Souhaits d'amélioration : restauration du caractère innovant de la politique de la ville, mise en place de partenariats, amélioration et coordination des politiques publiques, prise en compte de l'évolution des territoires, pérennisation des moyens accordés aux associations, propositions de la commission Thélot en matière de mixité sociale à l'école, renforcement des équipes éducatives, maintien de la carte scolaire, expérience de "crèches-écoles". Mise en oeuvre d'une politique culturelle, vecteur d'intégration. Lutte contre le désœuvrement des jeunes. Rapport aux propositions insuffisamment novatrices.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8485, 8487) : regrette le recours à la procédure d'urgence. Accès à la TNT. Numérotation des chaînes. Nécessité d'informer les consommateurs. Importance des chaînes locales. Attribution injustifiée d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques. Qualité des contenus. Financement de la production audiovisuelle et cinématographique. Propositions du groupe UC-UDF. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8508, 8509) : sur l'amendement n° 3 de la commission (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT), son sous-amendement n° 149 ;

adopté. Son amendement n° 85 : modalités de planification des canaux réservés aux services locaux sur la TNT ; devenu sans objet. (p. 8510, 8512) : son amendement n° 86 : conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales ; retiré. (p. 8523) : le groupe de l'UC-UDF votera en faveur de l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8566, 8574) : son amendement n° 148 : conditions d'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Libération des fréquences analogiques) (p. 8578, 8580) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 21 (procédure de réaffectation des fréquences), son sous-amendement n° 84 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8591) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 89 et 90 : aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8593, 8597) : ses amendements n° 83 : numérotation des chaînes publiques et privées gratuites de la TNT ; et n° 74 : obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3 ; retirés. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8605) : le groupe UC-UDF votera l'amendement n° 144 de M. Ladislas Poniowski (nomination du président de l'ARCEP après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8605, 8606) : ses amendements n° 79 : interdiction à la vente de téléviseurs non compatibles avec la TNT six mois après la promulgation du texte ; retiré ; et n° 80 : six mois après la promulgation du texte, obligation de compatibilité MPEG-4 pour les adaptateurs TNT ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 8614, 8615) : soutient l'amendement n° 75 de M. Philippe Nogrix (mise en oeuvre de contrôles d'accès appropriés aux services de télévision mobile personnelle) ; adopté. - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8623) : son amendement n° 72 : conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle ; devenu sans objet. (p. 8626) : le groupe de l'UC-UDF est favorable au sous-amendement n° 153 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 13 de la commission (critères d'octroi des autorisations aux services de télévision mobile personnelle). (p. 8630) : le groupe de l'UC-

UDF votera l'article 9 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8644) : son amendement n° 82 : définition de l'oeuvre audiovisuelle ; devenu sans objet. (p. 8649, 8650) : sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (garantie par le CSA du caractère équitable, transparent, homogène et non discriminatoire de la numérotation des services de télévision), son sous-amendement n° 159 ; rejeté. - **Article 17** (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) (p. 8651, 8653) : son amendement n° 146 : contribution des services de vidéo à la demande et des distributeurs de services de télévision par ADSL au COSIP ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8654, 8655) : sur l'amendement n° 19 de la commission (campagne d'information des consommateurs sur les conséquences de l'extinction de la diffusion analogique et de la modernisation de la diffusion audiovisuelle), son sous-amendement n° 157 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8660) : amendements améliorant le texte. Renforcement de la position dominante des opérateurs historiques. Faible intérêt porté au contenu des programmes. Le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) (p. 9889, 9890) : mutations technologiques. Financement de l'audiovisuel public. Audiovisuel extérieur. France 24. RFI. Le groupe de l'UC-UDF votera les crédits de cette mission.

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) (p. 9903, 9904) : patrimoine monumental. Soutien aux bibliothèques. Poids des grands établissements. Décentralisation culturelle. Intermittents du spectacle. Hommage à Pierre Corneille. Le groupe de l'UC-UDF votera les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9924, 9925) : le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur l'amendement n° II-261 de M. Jacques Valade (statut social des intermittents du spectacle).

**MORTEMOSQUE (Dominique)**  
sénateur (Dordogne)  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre de l'agriculture et de la pêche le 24 novembre 2006.

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Politique des territoires [n° 80 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 162 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 131) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1668) : intervient sur l'amendement n° 594 de M. Roland Muzeau (suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat). Nécessité de réfléchir sur les objectifs de l'école de la République. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1694) : intervient sur l'amendement n° 611 de M. Roland Muzeau (encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit). - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1716) : défavorable à l'amendement n° 190 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement de l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés des apprentis quel que soit leur âge).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2546, 2547) : défavorable à l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2550) : défavorable à l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM) (p. 2571, 2572) : soutient l'amendement n° 57 de M. Gérard César (précision) ; adopté. (p. 2575) : soutient l'amendement n° 59 de M. Gérard César (abaissement du montant maximal de la taxe) ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2581, 2582) : son amendement n° 67 : impossibilité pour les semences et plants végétaux non reproductibles de bénéficier du certificat d'obtention végétale ; retiré. - **Article 25** (*Interdiction des marqueurs antibiotiques pour les essais d'OGM*) (p. 2584) : en réponse à M. Daniel Raoul, précisions sur le sens de ses propos. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2587) : texte permettant de disposer d'un cadre pour l'expérimentation et la culture des OGM. Information du public et modalités de contrôle. Coexistence de toutes les cultures. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2906) : intervient sur le sous-amendement n° 37 de Mme Michelle Demessine (définition des logements sociaux) déposé sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11** (par

**priorité**) (p. 2926) : intervient sur les amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) et n° 313 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 octies** (art. 1407 et 1410 du code général des impôts - Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation) (p. 3132, 3134) : soutient l'amendement n° 134 de M. André Dulait (suppression) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : sa question (p. 3212, 3213).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5265) : effort du Gouvernement pour rationaliser l'organisation interne du ministère de l'intérieur. Interrogation sur le bilan de cette réforme et sur celui de la création du poste de secrétaire général. Question sur le projet de charte de gestion liant les préfetures et l'administration centrale.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - **Article unique** (p. 6271, 6272) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France [n° 12 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6690, 6691) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (20 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6965, 6967) : son amendement n° 59 : dispositif tendant à permettre l'utilisation de cogénérateurs pour l'alimentation du réseau électrique local de certains sites industriels ruraux ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7721, 7722) : transposition de la directive. Adoption de tarifs sociaux et réglementés. Place de l'Etat dans le capital de Gaz de France. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8159) : son amendement n° 124 : possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole et les caisses d'assurance maladie des exploitants agricoles d'utiliser leur fonds d'action sanitaire et sociale pour intervenir en faveur des agriculteurs en difficulté ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Politique des territoires

- (7 décembre 2006) - en remplacement de M. Jean-Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9731, 9732) : périmètre de cette mission. Evolution des crédits. Fonds structurels. Contrats de projets Etat-collectivités territoriales. Souhait d'un document de politique transversale consacré à l'aménagement du territoire. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 9733, 9734) : rôle économique du tourisme. Evolution des crédits. Equipements de tourisme social. Tourisme associatif. Contrats Etat-collectivités territoriales en matière de tourisme. Offre touristique des zones

rurales. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 19** (*Aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de certains véhicules automobiles*) (p.10445) : soutient l'amendement n° 220 de M. Jacques Blanc (avantages fiscaux pour les véhicules de démonstration); retiré. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p.10458, 10459) : son amendement n° 63 : soutien financier aux entreprises confrontées à des problèmes d'alimentation électrique; retiré. - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p.10471) : intervient sur l'amendement n° 131 de M. Yves Détraigne (report de l'entrée en vigueur de la taxe intérieure de consommation sur le charbon). - **Articles additionnels après l'article 24** (p.10479) : soutient l'amendement n° 211 de M. Jean Bizet (mesures en faveur de la maîtrise du biogaz et de la production d'énergies renouvelables); adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 27** (p.10537) : son amendement n° 74 : changement de référence; adopté. (p.10538) : son amendement n° 76 : incitation fiscale à l'investissement des particuliers dans les groupements fonciers agricoles, GFA; retiré. - **Article 27 bis** (*Possibilité d'étalement du montant des aides attribuées en 2007 aux exploitants agricoles au titre des nouveaux droits à paiement unique, DPU*) (p.10539) : son amendement n° 75 : liberté de clôture des exercices comptables des exploitations agricoles; adopté. - **Article 30 quater** (*Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*)

(p.10576) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 128 de M. Michel Mercier et n° 218 de M. Michel Houel (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p.10583, 10584) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean Bizet (instauration d'un dispositif permettant l'investissement de personnes physiques au capital de sociétés de financement de la recherche en génomique végétale); retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p.10587) : son amendement n° 49 : maintien en 2007 du plafond de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles destiné à financer le développement et la recherche dans le secteur agricole; devenu sans objet.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Vote sur l'ensemble** (p.10763) : le groupe UMP votera ce texte important au service d'un objectif ambitieux.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 15 quinquies** (*art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mission des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques sanitaires*) (p.10794, 10795) : son amendement n° 53 : élargissement aux centres de gestion de l'organisation des concours de sapeurs-pompiers professionnels; retiré.

**MOULY (Georges)**  
sénateur (Corrèze)  
RDSE

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p.216, 217) : soutien à toutes les politiques favorisant le retour à l'emploi. Manque de lisibilité du système d'aide actuel. Pertinence des "maisons de l'emploi". Approbation de ce texte. Situation des entreprises d'insertion pour l'aide à la personne. Interrogation sur

l'âge d'admission des enfants à la maternelle. Dans son département de la Corrèze, initiative des "Bébés-bus". Nécessité de procéder à un bilan des mesures existantes.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p.4040, 4041) : missions des DDEN depuis leur création. Favorable à l'article 1er limitant le champ d'intervention des seuls DDEN exerçant un mandat municipal. Introduction de l'article 2 permettant aux directeurs d'école de recruter du personnel sous contrats aidés. Mesures bénéfiques pour les élèves et les équipes éducatives. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p.7994, 7995) : redressement des comptes sociaux. Médicaments génériques. Approbation des orientations. Plan "Solidarité-grand âge". Vigilance indispensable. Soutien de la majorité des membres du groupe RDSE.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) (p.9507, 9508) : rôle central de l'école dans la promotion de l'égalité des chances. Respect des engagements de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. Enseignement préélémentaire. Réseau "ambition réussite". Carte scolaire. Scolarisation des handicapés. Approuve ce budget avec la majorité de son groupe. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p.9531) : soutient l'amendement n° II-103 de M. Bernard Seillier (maintien des effectifs de l'enseignement privé); retiré.

### Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (5 décembre 2006) (p.9584, 9585) : problème du veau labélisable. Développement rural. Exemple de la Corrèze.

Enseignement agricole. Avec la majorité des membres du RDSE, favorable à ce budget.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la**

**citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10210, 10212).

**MURAT (Bernard)**  
sénateur (Corrèze)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 163 (2005-2006)] relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 192 (2005-2006)] (1er février 2006) - **Société - Sports - Éducation**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 79 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Sports**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture** [n° 163 (2005-2006)] - (22 février 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 830, 831) : félicitations aux médaillés des Jeux olympiques de Turin. Violence dans les banlieues. Réponse du Gouvernement à la hauteur du désespoir exprimé lors des émeutes. Engagement réciproque et formalisé dans le cadre du volontariat associatif. Solution apportée au problème spécifique de l'engagement éducatif. Présentation rapide des modifications apportées sur ce

texte par l'Assemblée nationale. Rédaction satisfaisante adoptée par les députés. Propose l'adoption sans modification de ce projet de loi. - **Article 1er** (*Définition du contrat de volontariat associatif*) (p. 839) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. David Assouline (suppression de l'adjectif "désintéressée" pour qualifier la collaboration de la personne volontaire). (p. 840) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-François Voguet (suppression des dérogations au code du travail). - **Article 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 842) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 2 de M. David Assouline et n° 24 de M. Jean-François Voguet (suppression de la condition de séjour en France préalable à un engagement associatif). (p. 844) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 25 de M. Jean-François Voguet et n° 3 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux personnes en difficulté). - **Article 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 845) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean-François Voguet (cohérence). (p. 846) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat). (p. 847) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean-François Voguet (mise en disponibilité de droit des fonctionnaires s'engageant dans une mission de volontariat), ainsi qu'au sous-amendement n° 40 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 6** (*Encadrement du contrat de volontariat*) (p. 3618) : s'oppose aux amendements n° 28 de M. Jean-François Voguet (définition des conditions de collaboration entre l'organisme agréé et la personne volontaire) et n° 5 de M. David Assouline (précision sur l'objet de la mission et des engagements réciproques de la personne volontaire et de l'organisme agréé). (p. 3620) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. David Assouline (encadrement de l'activité du volontaire en instaurant des plafonds d'heures journalières et hebdomadaires), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 7 de M. David Assouline et n° 29 de M. Jean-François Voguet (fixation d'une durée minimale de trois mois au contrat de volontariat). (p. 3622, 3623) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 8 (fixation d'un plafond d'heures annuelles) et n° 9 (mise en oeuvre par l'organisme de mesures pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des volontaires et possibilité pour ces derniers de bénéficier d'un droit de retrait). (p. 3624) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 30 de M. Jean-François Voguet et n° 10 de M. David Assouline (suppression de la condition de six mois de volontariat requise pour bénéficier d'un congé de deux jours de repos mensuel), ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 11 (précision dans le contrat de travail de la nature, des modalités et du temps dévolu à la formation). - **Article 7** (*Conditions d'indemnisation du volontaire*) (p. 3625, 3628) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean-François Voguet (prévision d'un montant minimum de l'indemnisation du volontaire) et n° 12 de M. David Assouline (fixation d'un montant minimum d'indemnisation du volontaire). Rappel du caractère de collaboration désintéressée et d'engagement du volontariat. (p. 3629, 3630) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 13 (versement mensuel de l'indemnisation), n° 14 (impossibilité de verser exclusivement cette indemnisation sous la forme d'une prestation en nature) et n° 15 (fixation d'un montant minimal d'indemnisation égal aux frais engagés par le volontaire pour sa mission). - **Article 8** (*Protection sociale du volontaire*) (p. 3632, 3634) : s'oppose aux amendements n° 19 de M. Serge Lagauche (affiliation non obligatoire au régime général d'assurance maladie pour les volontaires bénéficiant d'un régime spécifique) et n° 32 de M. Jean-François Voguet (activation du mécanisme du Fonds de solidarité vieillesse dès le premier mois

de contrat). Distinction entre un volontaire associatif et un bénévole. - **Article 10 (Modalités de l'agrément)** (p. 3635) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. David Assouline (autorité habilitée à délivrer l'agrément et conditions de cette délivrance) et n° 33 de M. Jean-François Voguet (inscription dans la loi de l'obligation de faire figurer, dans le dossier de demande d'agrément, les informations sur les conditions d'exercice des missions confiées aux volontaires). - **Article 11 (Régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs)** (p. 3639) : s'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 34 (suppression), n° 36 (non-application du contrat d'engagement éducatif à des emplois d'animation relevant d'une activité quotidienne tout au long de l'année), n° 37 (définition de plusieurs niveaux de rémunération minimale en fonction des qualifications et des expériences des volontaires) et n° 38 (précision sur les modalités de calcul de la journée de repos hebdomadaire) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 35 du même auteur et n° 20 de M. David Assouline (exclusion du secteur marchand du champ d'application du contrat d'engagement éducatif). Cohabitation des associations et des entreprises dans le secteur de l'accueil des mineurs. - **Article 14 (Publication des rémunérations des cadres dirigeants de certaines associations)** (p. 3642) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. David Assouline (suppression). - **Article 15 (Amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi)** : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Jean-François Voguet (exclusion des sociétés privées du champ de ce dispositif). - **Article 16 (Publicité par voie électronique des subventions accordées par les personnes morales de droit public aux associations)** (p. 3643) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (suppression).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5267) : objectif d'amélioration de la gestion publique en responsabilisant les gestionnaires. Attribution de primes exceptionnelles aux hauts fonctionnaires. Interrogation sur le bilan et les perspectives de cette politique. - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5280) : importance du rôle de l'ADEME auprès des collectivités territoriales en matière de problématiques liées aux déchets : exemple de la Corrèze. Situation financière préoccupante de l'ADEME en 2005. Affectation en 2006 du produit de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel, TICGN. Interrogation sur la situation globale de l'ADEME en 2005. - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** : Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 5286, 5287) : hommage aux performances des équipes de France de football et de rugby. Illustration de la politique menée par le ministre. Remerciements pour la qualité de la collaboration des services ministériels. Lutte contre le dopage : rappel des évolutions issues de la loi du 5 avril 2006 ; interrogation sur les efforts menés dans ce domaine en 2005 et sur les modalités d'application de cette loi. Subventions aux associations : attribution non satisfaisante et tardive pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire ; diminution des crédits ; interrogation sur les mesures envisagées ou engagées pour remédier à ces problèmes.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5522, 5524) : coût croissant de l'eau. Difficultés soulevées par la définition des eaux vives et des eaux closes. Problèmes liés à la qualité de l'eau. Nouvelles dispositions

relatives à la redevance pour pollution de l'eau. Inquiétudes des éleveurs corréziens. Importance des charges nouvelles pour les collectivités locales. Amendement en faveur des communes.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7669, 7670).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8941) : ressources des collectivités locales. Dotations de péréquation. Contrats de croissance et de solidarité. Incidences des contraintes budgétaires sur l'enveloppe normée. Taxe professionnelle : intercommunalité et ticket modérateur. Exemple de Brive. Relations entre Etat et collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32 (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 9013, 9014) : politique en faveur des territoires ruraux. PAC.

*Deuxième partie :*

**Santé**

- (8 décembre 2006) (p. 9844, 9845) : plan cancer. Son action en Corrèze. Programme national nutrition santé. Votera les crédits de cette mission.

**Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) (p. 9855, 9857) : hébergement d'urgence. Insertion. Aide aux personnes handicapées. Accueil des étrangers. Agence nationale de cohésion sociale et d'égalité des chances. Egalité des chances entre les hommes et les femmes. Rapatriés. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission. - **Article 54 (Relèvement du montant de trois taxes affectées à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, ANAEM)** (p. 9878) : production fruitière française. - **Article 56 (Modification du régime de l'allocation de parent isolé pour lui conférer un caractère subsidiaire par rapport aux autres minima sociaux)** (p. 9882) : son amendement n° II-246 : possibilité de mettre en demeure les allocataires ne faisant pas valoir leurs droits aux créances alimentaires ; adopté.

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) (p. 9907, 9908) : monuments historiques. Projets à Paris et en province. Politique du livre. Bibliothèques numériques. Enseignement artistique. Intermittents du spectacle. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9929) : rôle du sport. Centre national pour le développement du sport. Emploi. Lutte contre le dopage. Coupe du monde de rugby. Propose l'adoption des crédits de cette mission.



**MUZEAU (Roland)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
CRC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 57, 58) : inefficacité

des lois relatives à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, en raison de l'absence d'un cadre législatif ou réglementaire contraignant. Nécessité de traiter dans sa globalité l'organisation du travail des salariés. Rejet des propositions du groupe CRC par le Sénat. Caractère limité des avancées introduites par l'Assemblée nationale. Absence de réponse aux inégalités réelles subies par les femmes. - **Division additionnelle avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 61) : son amendement n° 30 : titre additionnel avant le titre Ier - Favoriser l'égalité des conditions d'emploi ; rejeté. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 62, 63) : ses amendements n° 23 : attribution aux représentants du personnel d'un droit de veto suspensif sur la mise en place d'horaires à temps partiel ; et n° 29 : modalités de requalification d'un contrat à temps partiel en contrat à temps plein ; rejetés. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A) ou après l'article 6** (p. 64, 65) : ses amendements n° 27 : suppression des possibilités de dérogation par accord collectif aux règles relatives au délai de prévenance ; et n° 28 : suppression de la possibilité de mettre en place par simple accord d'entreprise, plus d'une interruption d'activité par jour en cas d'emploi à temps partiel ; rejetés. (p. 66, 67) : ses amendements n° 25 et 24 : majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel ; rejetés. (p. 67, 68) : son amendement n° 26 : proposition d'heures supplémentaires ou d'heures choisies en priorité aux salariés à temps partiel souhaitant augmenter leur temps de travail ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption) (p. 71) : défavorable à l'amendement n° 36 de M. Dominique Leclerc (suppression de la condition de validité introduite par l'Assemblée nationale pour les accords collectifs prévoyant des mesures de neutralisation financière des congés de maternité). - **Article 4** (art. L. 132-27-2 nouveau et L. 132-27 du code du travail - Négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 74, 75) : ses amendements n° 31 : sanction financière appliquée aux entreprises ne satisfaisant pas à leurs obligations en matière d'égalité salariale ; et n° 32 : sanction financière appliquée aux entreprises pratiquant des différences et écarts salariaux non justifiés ; rejetés. (p. 76) : pourcentage élevé d'entreprises ne négociant pas et étant en infraction.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 89) : intervient sur son amendement n° 33 : allongement du congé maternité, défendu par Mme Hélène Luc. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 93) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 44 du Gouvernement (possibilité de recours au travail temporaire pour assurer un complément d'activité aux personnes à temps partiel). - **Article 12 ter A** (art. L. 122-28-1 du code du travail - Report du terme du congé parental) (p. 97) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 4 de la commission (possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de garde pour son enfant). - **Article 13 bis** (art. L. 225-17 du code de commerce - Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes) (p. 99, 100) : intervient sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises). Disposition ne portant pas sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. - **Article 13 ter** (art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des représentants dans les comités d'entreprise) (p. 100, 101) : son amendement n° 34 : mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux ; rejeté. (p. 102) : disproportion entre le nombre d'hommes et de femmes dans certaines entreprises. Défavorable à un système de dérogation. - **Article 13 quater** (art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 103) : son amendement n° 35 : mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 106) : inefficacité de la négociation collective pour faire progresser l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Absence de dispositions destinées à lutter contre la

précarité. Manque de réalisme de ce texte. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2006) (p. 211) : article 36 du règlement. Mépris du Parlement. Regrette le refus de débattre de l'octroi du droit de vote aux étrangers. Dépôt tardif d'amendements par le Gouvernement.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 217, 220) : généralisation de la précarité et du sous-emploi. Politique fiscale injuste. Echec de la politique de l'emploi. Conséquences de la loi de cohésion sociale. Adaptation permanente du droit au travail aux exigences du marché. Buts poursuivis par le MEDEF. Nouveaux contrats de travail. Réforme précipitée des minima sociaux. Le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 246, 247) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Bernard Cazeau (abrogation de l'ordonnance relative au contrat nouvelles embauches). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 248, 249) : son amendement n° 84 : augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi) (p. 250, 255) : ses amendements n° 63 : conditions de versement de la prime de retour à l'emploi ; et n° 64 : élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 257) : son amendement n° 65 : suppression ; rejeté. (p. 260) : son amendement n° 67 : financement du fonds de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 131-2, L. 262-10, L. 262-11, L. 262-30, L. 262-32, L. 262-39, L. 262-40, L. 262-41 et L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 265) : ses amendements n° 68 : suppression ; et n° 69 : aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement ; rejetés. - **Article 4** (art. L. 511-1, L. 524-1 et L. 524-5 du code de la sécurité sociale - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) (p. 268) : ses amendements n° 70 : suppression ; et n° 71 : aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 270, 271) : défavorable à l'amendement n° 93 du Gouvernement (modification du régime de l'allocation de retour à l'activité). - **Article 6** (art. L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles - Garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 272, 275) : son amendement n° 72 : modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux ; retiré. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 278) : son amendement n° 74 : conditions d'accès au RMI pour les étrangers non communautaires résidant en France ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion) (p. 299) : son amendement n° 76 : suppression ; rejeté. (p. 302) : favorable à l'amendement n° 17 de la commission (avis de la commission locale d'insertion préalable à la sanction). - **Article 10 ter** (art. L. 524-6 et L. 524-7 du code de la sécurité sociale - Pénalités applicables à la fraude à l'allocation de parent isolé) : son amendement n° 77 : suppression ; rejeté. - **Article 10 quater** (art. L. 365-1 et L. 365-3 du code du travail - Pénalités applicables à la fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi) : son amendement n° 78 : suppression ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir) (p. 305, 306) : son amendement n° 79 : suppression ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Assouplissement de la durée hebdomadaire des contrats d'avenir) (p. 324, 325) : son amendement n° 80 : suppression ;

rejeté. - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - *Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée*) (p. 328) : intervient sur son amendement n° 81 : suppression du 3° de l'article excluant les bénéficiaires d'un CI-RMA du décompte des effectifs. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 329) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 110 du Gouvernement (cohérence). - **Article 17** (art. L. 322-4-16 du code du travail - *Suppression d'une procédure d'agrément prévue en cas de signature d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA par une structure d'insertion par l'activité économique*) (p. 331) : son amendement n° 82 : suppression ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 322-4-10 et art. L. 322-4-15-3 du code du travail - *Suppression d'une condition de délai pour l'accès au contrat d'avenir et au CI-RMA*) (p. 333) : son amendement n° 83 : suppression ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 19** (p. 334) : son amendement n° 85 : titre additionnel - Consolider les parcours d'insertion ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 336) : ses amendements n° 87 : prime de compensation de précarité en faveur des salariés embauchés en CDI à l'issue du CI-RMA ; et n° 88 : attribution d'une prime de compensation de précarité en faveur des salariés non embauchés en CDI à l'issue du contrat d'avenir ; rejetés. (p. 338) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 108 du Gouvernement (imputation des aides incitatives au retour à l'emploi des bénéficiaires de l'allocation d'assurance chômage). (p. 340) : défavorable à l'amendement n° 91 de M. Alain Gournac (impossibilité d'accorder une remise de dette en cas de fraude ou de fausses déclarations). (p. 341) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 1 de M. Aymeri de Montesquiou (reprise du champ du régime transitoire fixé par la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 346, 347) : inquiétude sur la politique de l'emploi du Gouvernement. Crainte d'une augmentation de la précarité et de la pauvreté. Absence de prise en compte des propositions du groupe CRC. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 632, 633) : déplore l'absence de mesures contraignantes pour les entreprises. Scepticisme sur l'efficacité de la négociation. Dégradation et fragilisation des conditions de vie des travailleuses. Le groupe CRC votera contre ce texte de régression. - **Article 18** (p. 637, 638) : défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mise en place d'un délai de cinq ans pour permettre au conseil d'administration et au conseil de surveillance de se mettre en conformité avec la loi).

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux - Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 641, 642) : objectif du Gouvernement de démantèlement progressif du code du travail. Mise en place d'un système de solidarité "résiduel". Effet d'annonce de la prime exceptionnelle de 1000 euros. Intérêt moindre du système forfaitaire par rapport au système actuel. Pénalisation de la pauvreté. Fragilisation du marché du travail. Rejet par le Gouvernement et sa majorité des amendements présentés par le groupe CRC qui s'opposera à ce texte.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 862, 863) : protestation quant à l'organisation des travaux. Conditions de précipitation inacceptables. Débat à l'Assemblée nationale de quatre articles sur trente-huit du fait de la procédure d'urgence. Dérive anti-démocratique. Demande un report du délai limite du dépôt des amendements afin de permettre aux sénateurs de pouvoir étudier les rapports des commissions.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 890) : légitimité de la demande de suspension de séance afin de prendre connaissance des amendements déposés. - **Discussion générale** (p. 915, 918) : gravité des discriminations et des inégalités révélée par les émeutes de banlieues. Absence de rééquilibrage social dans le budget 2006. Accentuation des situations d'exclusion ou de fragilité en matière de logement. Primauté de la loi économique du profit et

de la compétitivité. Généralisation de la précarité. Aide publique distribuée aux entreprises sans souci de l'efficacité quantitative et qualitative. Effets pervers du ciblage des exonérations sociales. Effets dévastateurs sur les jeunes des dispositifs de lutte contre le chômage. Pratique abusive des stages. Absence de garantie pour les jeunes en contrepartie de la précarité sociale. Inadaptation du dispositif du CPE pour résoudre la question du chômage des jeunes. Absence de prise en compte des contre-propositions syndicales ou politiques formulées. Interrogation sur l'intitulé du projet de loi. Rejet du texte par le groupe CRC.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Question préalable** (p. 966, 967) : avec le groupe CRC, favorable à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Rappel au règlement** (p. 990) : demande de suspension de séance pour permettre la remise en ordre des dossiers de séance, à la suite de la demande de priorité. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) : renouvelle sa demande de suspension de séance. (p. 998, 999) : déplore la méthode utilisée par la majorité sénatoriale. Propositions du groupe CRC. (p. 1006, 1007) : favorable à la proposition de gage de Mme Annie David pour modifier l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). - **Rappel au règlement** (p. 1011) : article 36, alinéa 10, du règlement. Dérapage dans le déroulement des débats. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1018) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage). (p. 1022, 1023) : défavorable à l'amendement n° 497 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises). (p. 1027) : favorable à l'amendement n° 580 de Mme Annie David (bénéfice des garanties et protections du statut scolaire attribué aux élèves ayant manifesté leur intention d'accéder au plus tôt à l'apprentissage d'un métier). (p. 1050, 1051) : son amendement n° 585 : encadrement de la signature du contrat ; rejeté. (p. 1053, 1054) : ses amendements n° 589 : renforcement de la surveillance médicale des jeunes apprentis susceptibles d'utiliser des machines dont l'usage est proscrit par le code du travail ; et n° 590 : précision sur la nature des tâches confiées aux jeunes apprentis de moins de seize ans ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1072, 1073) : dénonciation d'utilisations malveillantes du règlement. Le groupe CRC désapprouve l'inversion du calendrier de la discussion.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1079, 1080) : dénonciation du CPE comme une occasion de pervertir la notion de période d'essai. Mépris de la convention de l'OIT interdisant le licenciement d'un salarié sans motif valable. Défavorable à ce projet de loi qui saborde le code du travail. - **Rappel au règlement** (p. 1111) : fonde son intervention sur l'article 44, alinéa 6, du règlement du Sénat. S'interroge sur les modalités du vote après la présentation des amendements. (p. 1123) : fonde son intervention sur l'article 32 du règlement du Sénat. Demande le respect du droit d'explication de vote amendement par amendement. - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1133, 1135) : ses amendements n° 652 : déduction des périodes d'emploi déjà effectuées dans l'entreprise de la durée de la période de consolidation du CPE ; et n° 653 : versement de l'indemnité de précarité au salarié auquel un CPE est proposé à l'issue d'un CDD ou d'un contrat de travail temporaire ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1149, 1150) : absence de réponse du Gouvernement aux rappels au règlement. Dérogation de l'article 3 bis au droit du travail. Demande de précision sur l'obligation d'information et de consultation des représentants du personnel en cas de licenciements collectifs. Son amendement n° 655 : application au CPE d'une démarche

de reclassement en cas de licenciement économique ; rejeté. Souhait d'éviter à une classe d'âge de servir de variable d'ajustement aux entreprises. (p. 1160) : son amendement n° 656 : application au CPE de la priorité de réembauchage durant un an en cas de licenciement économique ; rejeté. (p. 1177) : son amendement n° 659 : suppression du régime spécifique d'indemnisation au chômage des salariés sortant d'un CPE ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1189, 1190) : intervient sur son amendement de suppression n° 648 ainsi que sur les amendements identiques n° 146 de Mme Raymonde Le Texier, n° 273 de M. Gérard Delfau et n° 440 de M. Jean Desessard. Recul en matière de droit du travail et de droit au travail. Accroissement de l'insécurité sociale. (p. 1193) : regret du vote du groupe de l'UC-UDF sur les amendements de suppression. Le groupe CRC ne participera pas au vote sur l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif"). (p. 1198) : intervient sur son amendement n° 651 : suppression du CPE, soutenu par Mme Marie-France Beaufile. Non-motivation de la rupture du contrat de travail. Obligation pour le salarié souhaitant en connaître le motif d'assigner son employeur en justice. (p. 1199) : votera contre l'amendement n° 502 de M. Michel Mercier (réduction de la période de consolidation du CPE de deux ans à un an). (p. 1204, 1205) : intervient sur son amendement n° 660 : indemnité compensatrice versée au salarié dont le CPE est rompu pour cas de force majeure en raison d'un sinistre, soutenu par M. Guy Fischer. Impossibilité d'assimiler les CPE et les CNE à des CDI. Objectif affiché de ces contrats : réduire la prétendue complexité des modalités de licenciement. Difficulté de présenter des explications de vote sur un amendement en raison de l'organisation des débats. (p. 1208) : intervient sur son amendement précité n° 652. Amendement de précision et de repli. (p. 1213) : intervient sur son amendement précité n° 655. (p. 1217, 1218) : intervient sur ses amendements précités n° 656 et n° 661 : suppression du délai de prescription de douze mois en cas de contestation d'un licenciement, soutenu par Mme Marie-France Beaufile. Démantèlement du code de travail. Risque d'extension du délai de prescription pour le recours devant les tribunaux. (p. 1221) : intervient sur son amendement précité n° 658. Garde-fou contre les substitutions d'emplois et les renouvellements successifs et indéfinis du CPE. (p. 1223) : intervient sur son amendement précité n° 665. Première condamnation par les prud'hommes d'une PME de l'Essonne pour rupture abusive de CNE. (p. 1225, 1226) : intervient sur ses amendements n° 666 : création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au CNE ou au CPE afin d'abonder le Fonds de solidarité ; et n° 671 : remboursement des exonérations de charges perçues par les entreprises en cas de rupture du contrat pendant la période de consolidation du CPE. - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1229) : politique de coup de force permanent du Premier ministre. Dispositif répondant au souhait du MEDEF d'une flexibilité quasi complète du licenciement. Accentuation de la précarisation. Impact négatif du CNE sur les conditions de vie des salariés. Mesures contraires à la convention n° 158 de l'OIT. Introduction d'une discrimination entre les jeunes de moins de 26 ans et les autres salariés. Déséquilibre de la relation de travail au profit de l'employeur. Votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior) (p. 1246, 1247) : le groupe CRC ne votera pas cet article en l'état. Crainte d'une rédaction dictée par des raisons de sélection précoce. Discrimination supplémentaire à l'encontre des jeunes et des familles modestes. (p. 1254, 1255) : intervient sur son amendement de suppression n° 597. Problème majeur de l'accès à un stage. Observations de l'Union professionnelle artisanale, UPA, auditionnée par la commission des affaires sociales. Nécessité de combattre l'âge de l'entrée en apprentissage à quinze ans. (p. 1262) : intervient sur son amendement n° 600. Utilité des débats au Parlement. (p. 1268) : importance de son amendement n° 603 pour le groupe CRC. - **Article 3** (art. 244 quater G du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur des entreprises employant des apprentis

junior) (p. 1271, 1272) : opposition du groupe CRC à l'article. Double gratification pour les employeurs. Incertitude quant à l'effet bénéfique sur l'emploi des jeunes. Données chiffrées sur les aides directes de l'Etat aux entreprises. Incitation à tirer vers le bas la qualité des emplois et des salaires. - **Division additionnelle avant l'article 3 bis** (p. 1274) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (division additionnelle - section 2 - Emploi et formation). - **Article 3 ter** (Convention de stage en milieu professionnel) (p. 1275) : très grande précarité des stagiaires. Situations de "non-droit". Inquiétude quant à l'absence d'un contenu législatif plus précis et contraignant pour les entreprises. (p. 1283, 1284) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), son sous-amendement n° 876 : conservation par le stagiaire de la qualité d'étudiant pendant toute la durée de son stage ; rejeté. (p. 1285) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), son sous-amendement n° 878 : possibilité de requalifier une convention de stage en CDI à la suite d'un stage effectué dans l'entreprise depuis plus de douze mois ; rejeté. - **Article 3 quinquiés** (art. L. 141-18 nouveau du code du travail - Fixation du salaire à l'issue d'enchères inversées) (p. 1297) : gravité des conséquences sur l'emploi des enchères inversées. Dumping social. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés) (p. 1304, 1305) : invite à voter son amendement n° 687 : relèvement du taux de la taxe d'apprentissage, qui répond à l'ambition portée par l'exposé des motifs du présent projet de loi. Pertinence des questions posées par l'article ajouté au texte par simple voie d'amendement, sans discussion à l'Assemblée nationale. Sensibilisation subite des milieux patronaux au problème majeur du retournement démographique et au renouvellement des cadres, ingénieurs et techniciens dans les plus grandes entreprises de France. (p. 1306) : ses amendements n° 688 : repli ; et n° 690 : renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 1312) : son amendement n° 696 : prise en compte des salariés sous contrat d'accès à l'emploi dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) (p. 1331, 1333) : ses amendements n° 695 : prise en compte des apprentis dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés ; et n° 693 : prise en compte des contrats de professionnalisation dans le calcul de l'effectif du personnel pour l'application des dispositions imposant une condition d'effectif minimum de salariés ; rejetés. - **Article 4 ter** (art. L. 311-10 du code du travail - Contribution des maisons de l'emploi à la sensibilisation des employeurs aux discriminations) (p. 1335) : mesure sans portée normative. Renforcement indispensable des procédures juridiques visant à pénaliser les pratiques discriminatoires. - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 1337) : défavorable à l'amendement n° 23 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les moyens de promouvoir la diversité dans l'entreprise). Absence de concertation avec les partenaires sociaux sur des sujets essentiels tel que le CEP ou l'apprentissage. - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil) (p. 1339) : atteinte au droit à la représentation du personnel. (p. 1342) : intervient sur son amendement n° 697 : suppression. Disposition contraire à la jurisprudence constante de la Cour de cassation. Position des syndicats CGT d'Airbus. - **Rappel au règlement** (p. 1352) : souhaite le respect du code du travail et de la jurisprudence. Refus de leur remise en cause par un cavalier législatif. - **Article 5** (art. L. 322-4-6 du code du travail - Accès prioritaire au dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise au profit des jeunes issus des zones urbaines sensibles) (p. 1356, 1358) : ses amendements n° 702 : suppression ; et n° 703 : bénéfice du SEJE impossible en cas de conclusion d'un CPE et d'un CNE ; rejetés. Rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles sur

l'inefficacité des contrats aidés dans les ZUS. - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1371) : défavorable à l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) et à l'article 6. Dessaisissement de la représentation nationale de sa capacité à écrire la loi. Mise en compétition des quartiers. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1380, 1381) : interrogation sur la pertinence du mécanisme d'exonération fiscale au détriment d'une distribution directe de crédits publics. Risque de gaspillage. Définition discrétionnaire du zonage. Impossibilité de développement économique durable équilibré. Opposition du groupe CRC à l'article 7. (p. 1383, 1386) : sur l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), ses sous-amendements n° 884 et n° 889 ; rejetés. (p. 1388, 1389) : inefficacité des ZFU. - **Rappel au règlement** (p. 1398) pressions inadmissibles exercées sur les lycéens s'organisant en vue de la manifestation du 7 mars prochain. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1399, 1410) : ses amendements n° 713 : raccourcissement de la période d'exonération partielle des bénéficiaires accordée aux entreprises implantées en ZFU ; n° 725 : évaluation de l'efficacité de l'aide fiscale apportée aux PME implantées en ZFU ; n° 726 : limitation du champ d'application du régime d'exonération aux entreprises ne réalisant pas plus de 50 % de leur chiffre d'affaires avec un même client ; n° 740 : cohérence ; n° 741 : création d'un dispositif de prêts sans intérêts destinés aux entreprises artisanales et commerciales ; n° 715 : suppression du report en arrière des déficits ; et n° 728 : cohérence ; rejetés. - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines) (p. 1414, 1415) : outil de validation des politiques d'externalisation des coûts par les grands groupes. Contournement de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entités, véritables bénéficiaires de la politique d'aide au développement des quartiers sensibles. (p. 1416, 1420) : ses amendements n° 748 : suppression du dispositif d'amortissement exceptionnel des parts de sociétés d'investissement régional ; n° 749 : blocage des dividendes durant la période d'exonération ; n° 750 : limitation à 25 % de la part du chiffre d'affaires de la société bénéficiaire des versements réalisée avec la société souscriptrice ; rejetés ; et n° 752 : coordination ; adopté. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1423, 1427) : ses amendements n° 755 : suppression ; et n° 758 et 760 : suppression partielle ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines) (p. 1457, 1458) : son amendement n° 762 : suppression ; rejeté. (p. 1459) : organisation inacceptable des travaux parlementaires. - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et extension aux nouvelles zones franches urbaines de l'exonération de cotisations sociales personnelles) (p. 1464, 1465) : son amendement n° 763 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1468) : article menaçant les schémas départementaux de développement commercial élaborés dans la plus grande concertation, indépendamment de toute couleur politique. (p. 1476, 1477) : défavorable aux amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). - **Demande de réserve** (p. 1549) : défavorable aux bouleversements de l'ordre d'examen des

articles. - **Article 27 (priorité)** (art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité) (p. 1558, 1559) : défavorable aux amendements de M. Jean-Jacques Hyst n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité). - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - Création du service civil volontaire) (p. 1566, 1567) : manque d'ambition pour la jeunesse. Caractère discriminant et socialement néfaste du service civil volontaire. Défavorable à l'amendement n° 61 de la commission (insertion des dispositions relatives au service civil volontaire dans le code de l'action sociale et des familles). (p. 1569, 1570) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1666, 1668) : son amendement n° 594 : suppression de l'obligation de participation des communes aux frais de scolarisation des élèves fréquentant hors de leur territoire des écoles privées sous contrat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1695) : intervient sur son amendement n° 611 : encadrement de la possibilité, pour une convention ou un accord de branche étendu, de déroger à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit. Le groupe CRC défendra ses idées et ira jusqu'au bout de ce débat. (p. 1696) : son amendement n° 610 : impossibilité de déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, à la durée de travail hebdomadaire maximale d'un travailleur de nuit fixée à 40 heures ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1710) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (lutte contre les discriminations dans les centres de formation des apprentis). Affichage. - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1723, 1726) : ses amendements n° 637 : possibilité pour un salarié de voir de plein droit son contrat à temps partiel requalifié en contrat à temps plein en cas de recours abusif aux heures complémentaires ; rejeté ; n° 638 et 639 : pénalisation des employeurs qui recourent au travail dissimulé ; et n° 629 : rapport au Parlement sur la nécessité de sécuriser les trajectoires professionnelles des jeunes adultes par la création d'une allocation d'autonomie de formation et d'accès à l'emploi ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1730, 1731) : bien-fondé de son amendement n° 672 : limitation obligatoire du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un CDI. Exemples des usines Peugeot à Sochaux et Citroën à Aulnay-sous-Bois. Son amendement n° 674 : garantie des droits des femmes en état de grossesse, embauchées en CNE ou en CPE ; rejeté. Le groupe CRC votera cet amendement à l'unanimité. (p. 1734) : le groupe CRC votera contre l'amendement de M. Nicolas About n° 819 (précision des modalités d'évaluation du dispositif du CPE en cas de rupture du contrat pendant les deux premières années de sa conclusion) retiré puis repris par M. Jacques Mahéas. Intérêt secondaire de la connaissance du motif de la rupture d'un CPE. Souci prioritaire du groupe CRC d'empêcher l'existence de ce contrat et de supprimer le CNE. - **Article additionnel avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 1747, 1748) : son amendement n° 704 : suppression de la possibilité offerte aux entreprises de déroger à leur obligation de proposer à leurs salariés une convention de reclassement personnalisée en cas de licenciement économique ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1749, 1750) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 283 (information préalable du Parlement avant la création de nouvelles zones franches urbaines, ZFU). - **Article additionnel avant l'article 25 (précédemment réservé)** (p. 1777) : son amendement n° 805 : versement des allocations familiales dès le premier enfant ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Intitulé du projet de loi** (p. 1778, 1780) : intervient sur l'amendement n° 320 de Mme Raymonde Le Texier (nouvel intitulé - projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social et économique) pour expliquer son vote défavorable au projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2005, 2006) : utilisation

discutable de la procédure parlementaire. Echec du Gouvernement. Politique de flexibilité et de précarité, notamment à l'égard des jeunes. Simulacre de débat sur le contrat première embauche, CPE, et l'apprentissage junior. Mesures inadaptées de lutte contre les discriminations et contre la pauvreté. Rejet de l'égalité des chances au profit de l'égalité des droits. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (21 mars 2006) (p. 2366) : demande des informations au ministre sur les circonstances dans lesquelles M. Cyril Ferez, syndicaliste SUD-PTT, aurait été grièvement blessé place de la Nation, à la fin de la grande manifestation du 18 mars pour le retrait du CPE, également exigé par le groupe CRC.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3272, 3274) : échec du Gouvernement et de sa majorité dans la tentative de passage en force devant le Parlement au terme de procédures réglementaires douteuses. Rejet des propositions des sénateurs communistes. Mépris persistant des Français en dépit de la sanction des urnes du 29 mai 2005 et des événements survenus dans les banlieues. Mobilisation d'une majorité de Français contre le CPE, la précarité et la société libérale. Colère légitime des jeunes, victimes de stigmatisation. Se réjouit de la disparition du CPE tout en dénonçant l'hypocrisie du nouveau texte proposé pour l'article 8 de la loi pour l'égalité des chances. Demi-mesures pour les salariés. Nouveau lot de consolation pour les caisses des entreprises. Problème d'inconstitutionnalité du texte s'agissant du financement par l'Etat des charges supplémentaires. Politique inefficace en termes d'emplois mais ruineuse pour la solidarité nationale. Le groupe CRC votera contre le texte et se réjouit de la disparition du CPE. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3292) : intervient sur son amendement n° 8 : abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, soutenu par M. Guy Fischer. Réprouve les propos tenus par M. André Lardeux quant au choix du chômage et de l'assistance qui serait fait par les Français. (p. 3295, 3297) : son amendement n° 9 : abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; rejeté. Nouvelle stigmatisation pour une partie de la jeunesse. (p. 3316, 3317) : ses amendements n° 11 : requalification de plein droit d'un contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque l'horaire moyen effectué par un salarié équivaut ou dépasse un horaire à temps complet ; et n° 12 : limitation à 10 % de l'effectif de l'entreprise du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un contrat à durée indéterminée ; rejetés. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3322, 3323) : situation ubuesque. Disparition du CPE et redécouverte de la nécessité du dialogue social. Persistance de la droite à défendre la flexibilité de l'emploi. Nouvelle aubaine pour les employeurs de l'extension des dispositifs existants. Aides supplémentaires à l'embauche financées en sacrifiant d'autres actions de la mission "Travail et emploi". Inefficacité du recyclage du SEJE et du CIVIS. Le groupe CRC rejettera la solution de repli proposée. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3329) : semblant de débat, éloigné des attentes exprimées par le pays. Pillage des finances publiques à coup d'exonérations de charges. Persistance dans l'objectif d'aggravation de la précarité et du chômage des jeunes. Le groupe CRC votera contre cette proposition de loi, tout en saluant la grande victoire des jeunes et des salariés.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (3 mai 2006) - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : intervient sur l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage). - **Article 19 B** (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »*) (p. 3463, 3464) : intervient sur les amendements de suppression n° 124 de la commission et n° 338 de Mme Valérie Létard. - **Article 23** (art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général

*des impôts - Règles de collecte des fonds du « 1 % logement »*) (p. 3467, 3469) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. Déploire le financement des priorités gouvernementales avec les fonds du "1% logement". - **Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 *d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - Gestion urbaine de proximité*) (p. 3471, 3472) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. Souci de gestion de proximité dans le département des Hauts-de-Seine. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3478) : intervient sur l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3480) : somme de dispositions ne répondant pas au titre du projet de loi. Avec le groupe CRC, ne votera pas ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : intervient sur l'amendement n° 185 de M. Pierre Hérisson (modalités de financement des aires de grand passage destinées à accueillir les gens du voyage). - **Article 19 B** (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »*) (p. 3463, 3464) : intervient sur les amendements de suppression n° 124 de la commission et n° 338 de Mme Valérie Létard. - **Article 23** (art. L. 313-32-1 [nouveau] et L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 235 bis du code général des impôts - *Règles de collecte des fonds du « 1 % logement »*) (p. 3467, 3469) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. Déploire le financement des priorités gouvernementales avec les fonds du "1% logement". - **Article 25** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 *d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine - Gestion urbaine de proximité*) (p. 3471, 3472) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. Souci de gestion de proximité dans le département des Hauts-de-Seine. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3478) : intervient sur l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôles annuels dans des foyers de travailleurs immigrés type "Sonacotra"). (p. 3480) : somme de dispositions ne répondant pas au titre du projet de loi. Avec le groupe CRC, ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5004) : soutient l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (allongement de la durée du congé de maternité) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - *Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 5007) : soutient l'amendement n° 58 de M. Guy Fischer (précision des termes définissant les situations de danger pour un enfant) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5009) : soutient l'amendement n° 79 de M. Guy Fischer (protection des enfants soumis au régime de la kafala) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5018) : intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (interdiction d'adopter un enfant en cas de condamnation avec sursis pour des actes de violence sexuelle).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 5026) : pouvoirs considérables du président du conseil général. Dénonciation d'un piège pour les élus. Demande que des garanties soient apportées sur ce sujet. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 5050, 5051) : dénonciation d'un progrès de façade à défaut de moyens nécessaires, risque de voir ces dispositions rester lettre morte. - **Article 14** (art. L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles - *Unités de vie distinctes pour les enfants accueillis en établissement en fonction des motifs du placement*) (p. 5069, 5070) : soutient l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (possibilité pour les services accueillant de s'organiser en petites structures en fonction du projet individualisé éducatif de chaque

enfant); adopté après modification par le sous-amendement n° 137 de la commission. - **Article 15** (art. L. 542-1 du code de l'éducation, art. L. 226-1 et L. 226-12-1 du code de l'action sociale et des familles - Formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance) (p. 5070, 5071): soutient l'amendement n° 77 de M. Guy Fischer (extension du bénéfice de la formation sur la protection de l'enfance aux personnels d'animation relevant de la jeunesse et des sports); retiré. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5073, 5074): soutient les amendements de M. Guy Fischer portant sur le même objet n° 74 et 75 (compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance); devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5985, 5986): intervient sur l'amendement n° 249 de M. Jean-Claude Peyronnet (création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général). - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 5996, 5997): confusion des rôles du maire et du président du conseil général. Superposition de deux formes d'accompagnement parental. Sécurisation des règles de partage d'informations entre travailleurs sociaux. Nouveaux pouvoirs des maires leur permettant d'accroître la répression policière sur les adolescents et les sanctions sur les familles. Contestation des nouvelles fonctions dévolues aux caisses d'allocations familiales. (p. 6001): soutient l'amendement n° 183 de Mme Éliane Assassi (suppression); rejeté. (p. 6013): défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6123): soutient l'amendement n° 208 de Mme Éliane Assassi (suppression); rejeté. Dispositif coercitif. Confusion entre psychiatrie et délinquance. Objet politicien. (p. 6126): insertion consternante de dispositions relatives aux maladies mentales et aux hospitalisations d'office dans un texte relatif à la prévention de la délinquance. Attente d'un texte spécifique par les personnels et les familles. Regrette l'absence de proposition de suppression de l'ensemble des articles relatifs aux hospitalisations d'office par la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6831, 6832): sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression), soutient les sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 780 (suppression des pouvoirs généraux conférés à la CRE en matière de marché du gaz et de l'électricité); rejeté; et n° 781 (précision rédactionnelle); retiré. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6854, 6855): soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 325 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs d'utilisation et de distribution des réseaux de transport du gaz); et n° 320 (fixation des tarifs réglementés en fonction des coûts de fourniture en gaz définis dans les contrats à long terme); rejetés. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur

fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6889, 6891): sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du caractère renouvelable du dispositif), soutient le sous-amendement n° 784 de M. Yves Coquelle (suppression de la notion d'ajustement du marché pour l'institution du tarif de retour); rejeté. Soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 336 (information des consommateurs par les fournisseurs de l'existence du tarif de retour); et n° 335 (plafonnement du tarif de retour à 10 % au-dessus du tarif réglementé de vente); devenus sans objet. (p. 6895): intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean Arthuis (plafonnement du tarif de retour à 25 % au-dessus du tarif réglementé de vente). (p. 6898): le groupe CRC votera contre l'amendement n° 20 de la commission (remise d'un rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2008, devant analyser les effets de la création du tarif réglementé transitoire et d'envisager, s'il y a lieu, la prorogation de ce dispositif). - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 6898, 6899): hostilité du groupe communiste à l'instauration du tarif de retour et à son mécanisme de compensation. Coût pour EDF au détriment des investissements nécessaires. (p. 6902, 6903): soutient l'amendement n° 338 de M. Yves Coquelle (suppression); rejeté. Proposition irresponsable d'un partage de la rente nucléaire au profit de nouveaux opérateurs. Déclin d'EDF. (p. 6906, 6909): soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 343, 344, 345, 346 et 347 (suppression partielle); rejetés. (p. 6911, 6912): le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 762 de la commission (modalités du partage de la charge du mécanisme de compensation). Détournement de la CSPE au détriment des besoins de couverture de la tarification sociale. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6915): faible parade de l'article devant l'envolée des prix de l'énergie. Question de la transparence des prix. (p. 6916, 6919): soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 350 et 363 (suppression partielle); rejetés; et n° 359 (information des consommateurs non domestiques de l'existence des tarifs réglementés par les entreprises fournissant l'électricité); retiré. (p. 6921, 6922): soutient l'amendement n° 351 de M. Yves Coquelle (maintien de la possibilité, pour le consommateur final domestique, de revenir aux tarifs réglementés); rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7134, 7135): soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Yves Coquelle n° 465, 458, 464, 463, 457, 459, 462, 460 et 461 (part de l'Etat dans le capital de GDF); rejetés.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7629, 7631): reconstruction des quartiers en crise indissociable d'une refondation de la société. Accroissement des inégalités au niveau national. Propositions du groupe CRC. Plan d'urgence déposé par les élus de Seine-Saint-Denis. Reconstruction de la solidarité nationale.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7732, 7735): hypocrisie du discours idéaliste sur l'entreprise et la considération accordée aux salariés dans le contexte de "capitalisme de casino". Réponse inadaptée à l'exigence de gains immédiats en termes de pouvoir d'achat. Risque d'accroissement des écarts de rémunération entre les salariés. Danger d'une substitution de la participation à une vraie politique salariale. Porte ouverte à la flexibilisation des salaires et à l'individualisation des rapports sociaux. Volonté d'éclater le monde salarial. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er A** (Notion de dividende du travail) (p. 7751, 7753): son amendement n° 169: suppression; rejeté. - **Article 1er bis** (art. L. 444-5 du code du travail - Réforme du livret d'épargne salariale) (p. 7761): son amendement n° 170: suppression; rejeté. - **Article 6**

(art. L. 444-2 du code du travail - Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 7776) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 4 (possibilité d'une formule de calcul dérogatoire aux termes de laquelle la participation est égale au tiers des bénéfices après impôt) vidé de sa substance après sa rectification acceptée par M. Serge Dassault à la demande du Gouvernement. (p. 7778) : le groupe CRC votera l'amendement n° 240 du Gouvernement (modification des règles de calcul de la réserve spéciale de participation dans les unités économiques et sociales). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7782) : intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy (présentation par l'employeur, lors de la négociation annuelle sur les salaires, d'un indicateur chiffré du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et les sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement, de la participation et des abondements aux plans d'épargne salariale). - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - Plan d'épargne retraite collectif) (p. 7787, 7788) : son amendement n° 172 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 12** (art. 163 A du code général des impôts - Imposition des droits inscrits sur un compte épargne-temps et utilisés pour abonder un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 7817) : son amendement n° 173 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7819) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement de la commission saisié pour avis n° 8 (possibilité pour les adhérents de la PREFON de racheter leur droit en cas d'invalidité, de cessation d'activité ou lors de l'expiration des droits à assurance chômage). - **Article 14 bis** (art. L. 320-2 du code du travail - Association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 7824) : dénonciation du mépris du dialogue social et de la concertation. - **Article 14 quater** (art. L. 432-4-2 nouveau du code du travail - Adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés) (p. 7828) : son amendement n° 206 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 15 ou avant l'article 37** (p. 7833) : son amendement n° 190 : suppression des stock-options ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires) (p. 7839, 7840) : le groupe CRC s'abstient sur les amendements n° 148 et 149 de M. François Marc (renforcement de la représentation des actionnaires salariés au sein du conseil d'administration). - **Article 16** (art. L. 443-5 et L. 443-6 du code du travail et 217 quinquiés du code général des impôts - Encouragement à l'actionnariat salarié) (p. 7843, 7844) : son amendement n° 175 : suppression ; rejeté. (p. 7845) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 55 de la commission (prise en compte du cas du président d'une société par actions simplifiée et amélioration de l'articulation des dispositions du code du travail et du code de commerce). - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7888) : soutient l'amendement n° 203 de M. Michel Billout (extension de la prise en charge par l'employeur des titres de transport public des salariés) ; rejeté. (p. 7890, 7891) : défavorable au titre V de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 7895, 7896) : soutient les amendements de M. Michel Billout portant sur le même objet n° 202 et 200 (harmonisation du régime du versement transport en Ile-de-France et en province) ; ainsi que le n° 201 (caractère obligatoire du versement transport sur l'ensemble du territoire national) ; rejetés. - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Régime fiscal et social du chèque-transport) (p. 7898) : son amendement n° 189 : suppression des exonérations fiscales et sociales attachées au chèque-transport ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 225-197-1 et L. 225-97-3 du code de commerce, 80 quaterdecies et 200 A du code général des impôts, et L. 241-1 du code de la sécurité sociale - Attribution d'actions gratuites) (p. 7904, 7905) : son amendement n° 176 : suppression ; rejeté. - **Article 21 bis** (art. L. 900-2 du code du travail - Intégration des actions de formation à l'intéressement,

à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 7910) : son amendement n° 180 : suppression ; rejeté. - **Article 21 ter** (art. 244 quater P nouveau, 199 ter O nouveau, 220 T nouveau et 223 O du code général des impôts - Crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 7910, 7912) : son amendement n° 181 : suppression ; rejeté. - **Division additionnelle avant le titre III** (p. 7914) : son amendement n° 192 : affirmation du lien entre, d'une part, l'emploi salarié stable et de qualité et, d'autre part, le pouvoir d'achat et le dynamisme économique ; rejeté. - **Articles additionnels avant le titre III** (p. 7914, 7915) : son amendement n° 198 : limitation du recours aux emplois précaires ; rejeté. (p. 7916) : son amendement n° 195 : majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel ; rejeté. (p. 7918) : négociations pour réduire les inégalités et les contraintes résultant du temps partiel imposé et fractionné. (p. 7919, 7920) : intervient sur son amendement n° 193 : prise en compte du SMIC comme seuil plancher de toute grille de salaire. Son amendement n° 197 : requalification en contrat de travail à durée indéterminée des stages en entreprise de plus de douze mois ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7944, 7945) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (17 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 8389) : son amendement n° 365 : garantie d'un niveau décent de ressources aux personnes exerçant une activité professionnelle en établissements ou services d'aide par le travail ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8392, 8393) : soutient l'amendement n° 364 de Mme Michelle Demessine (application, à compter du 1er juillet 2006, des taux majorés aux rentes d'ayants droit de victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle quelle que soit la date de l'accident) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 60 ou après l'article 61** (p. 8394) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 360 (exonération des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles du versement forfaitaire d'un euro par acte) ; et n° 362 (prise en charge des frais médicaux et paramédicaux des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en sus des tarifs de responsabilité) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 60** (p. 8395, 8396) : soutient l'amendement n° 350 de Mme Michelle Demessine (point de départ des prestations accidents du travail-maladies professionnelles) ; rejeté. (p. 8397, 8402) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 336 (redéfinition du fonds de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; n° 337 (exclusion des cotisations sociales accidents du travail - maladies professionnelles des dispositifs d'exonération) ; n° 338 (subordination du bénéfice des allègements de cotisations sociales au respect par l'employeur de ses obligations en matière d'hygiène et de santé au travail) ; n° 339 (recours systématique aux majorations de cotisations en raison du nombre d'accidents et de maladies professionnelles survenus dans l'entreprise ou en cas de non-déclaration de celles-ci) ; n° 340 (répartition de la prise en charge du coût de l'accident et de la maladie professionnelle entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice) ; et n° 341 (composition de la Commission nationale des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; rejetés. (p. 8403, 8410) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 342 (réalisation par le chef d'entreprise d'un livret d'information des salariés sur les risques, les droits et les procédures en matière de santé au travail) ; n° 343, 344, 345 et 346 (renforcement de l'existence et des compétences des CHSCT dans les entreprises quel qu'en soit l'effectif) ; n° 347, 348 et 349 (création d'un volet dédié à la santé au travail au sein du dossier médical personnel) ; n° 351 (suppression de tout seuil d'incapacité permanente conditionnant la reconnaissance des maladies d'origine professionnelle) ; n° 352 (instauration d'une "cotisation-sanction" en cas de comportement malhonnête de l'employeur) ; n° 361 (finalité des



missions du médecin du travail); et n° 363 (garantie aux victimes d'accident du travail d'une indemnité journalière égale au salaire net journalier perçu); rejetés. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8413, 8415): intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (augmentation progressive de la part de l'Etat dans le financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA, pour atteindre 30 % en 2010) et en demande le maintien. Soutient l'amendement n° 358 de Mme Michelle Demessine (déplafonnement de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante); devenu sans objet. Le groupe CRC votera l'amendement n° 58 de la commission (augmentation du plafond de la contribution mise à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). (p. 8416, 8422): soutient l'amendement n° 353 de Mme Michelle Demessine (prise en compte de toutes les années de travail ouvrant des droits à l'ACAATA quel que soit le régime de couverture sociale du travailleur ayant été en contact avec l'amiante); rejeté. Absence de règlement du problème en dépit des engagements du Gouvernement de l'an passé. Question sur la prise du décret. Soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 354 (élargissement du bénéfice de l'ACAATA aux salariés ayant manipulé, traité ou inhalé de l'amiante); n° 355 (précision selon laquelle la liste des établissements donnant accès au FCAATA n'est qu'indicative); n° 356 (obligation de motiver les décisions de refus d'inscription d'un établissement sur les listes donnant accès au FCAATA); et n° 357 (alignement du montant de l'ACAATA sur celui du SMIC); rejetés. - **Article 61** (*Montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 8424): soutient l'amendement n° 359 de Mme Michelle Demessine (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à la branche maladie); rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) (p. 9223, 9225): statistiques de l'emploi. Contrats aidés. Exonérations. Examen des crédits. Le groupe CRC ne votera pas ce budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9238): votera l'amendement n° II-141 de M. Michel Mercier (transfert de crédits dévolus au secteur de l'hôtellerie et de la restauration au profit du maintien de l'enveloppe consacrée aux stagiaires de la formation professionnelle reconnus travailleurs handicapés). - **Article 57** (*Prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 9239): son amendement n° II-94: suppression; rejeté. - **Article 57 bis** (*Mise en place d'une aide à l'embauche des « extras » dans le secteur de l'hôtellerie, des cafés et restaurants*) (p. 9241): son amendement n° II-95: suppression; rejeté. - **Article 58** (*Création d'une prime de cohésion sociale au titre de*

*l'embauche en contrat d'avenir de demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans*) (p. 9242): son amendement n° II-96: suppression; rejeté. - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9245): son amendement n° II-97: suppression; rejeté. - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9257): défavorable aux amendements identiques n° II-54 de M. Michel Houel, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-60 et n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression). - **Article 61** (*Versement de 175 millions d'euros du Fonds unique de péréquation à l'AFPA*) (p. 9260, 9261): son amendement n° II-98: suppression; rejeté. - **Article 61 bis** (*Extension de la liste des bénéficiaires du chèque emploi universel, CESU, « préfinancé » aux « assurés », aux « clients » ainsi qu'aux chefs d'entreprise*) (p. 9262): son amendement n° II-99: suppression; rejeté. - **Article 61 ter** (*Alignement du régime fiscal et social des agents publics bénéficiant du CESU sur celui des agents privés*) (p. 9265): son amendement n° II-100: suppression; rejeté.

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) (p. 9277, 9278): aides personnelles au logement en baisse. Financement de l'ANRU. Tensions du marché du logement. Spéculation immobilière. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9289, 9290): le groupe CRC votera l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour financer le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros). - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9291): son amendement n° II-134: suppression; rejeté. (p. 9294): votera les amendements identiques n° II-40 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-57 (exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié - Commission mixte paritaire [n° 92 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10237, 10239): rétablissement de nombreuses dispositions supprimées par les députés et ajoutées par les sénateurs. Finalisation d'un dispositif redoutable pour les salariés. Amendements cavaliers. Nouvelles modifications du code du travail. Refus du Gouvernement de supprimer l'article 30A modifiant le dispositif applicable aux activités prud'homales. Le groupe CRC rejettera ce texte. - **Article 21 ter** (p. 10259): le groupe CRC n'approuve pas la manœuvre quant à l'intitulé du projet de loi. Importance de la question de la prud'homie. Attend un geste du Gouvernement en direction de l'intersyndicale.

**NACHBAR (Philippe)**  
sénateur (Meurthe-et-Moselle)  
UMP

**NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France; nouvelle nomination le 10 octobre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

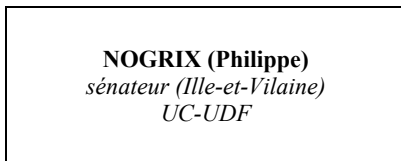
*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la mission d'information : Monuments historiques : une urgence pour aujourd'hui, un atout pour demain [n° 38 (2006-2007)] (24 octobre 2006) - **Culture.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Culture [n° 79 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Culture.**



## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le rôle des drones dans les armées [n° 215 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Défense.**

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2636, 2637) : partenariat en matière culturelle entre l'Etat et les collectivités territoriales. Assouplissement de la composition du conseil d'administration des EPCC. Faculté des maires de participer à ce conseil d'administration. Clarification du statut du directeur de l'établissement public de coopération culturelle. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9899, 9900) : programme "Patrimoines". Mission d'information relative aux monuments historiques. Éducation artistique et culturelle. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 295 (2005-2006)] autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques [n° 328 (2005-2006)] (3 mai 2006) - **Entreprises - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 201 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers [n° 356 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 361 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar relatif à l'établissement à Paris d'une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) et de l'avenant n°1 à cet accord [n° 488 (2005-2006)] (26 septembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Défense - Préparation et équipement des forces : Forces aériennes [n° 81 tome 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Défense.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 487 (2005-2006)] autorisant la ratification du protocole additionnel au traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise portant statut de l'Eurofor [n° 134 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 37 (2006-2007)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données [n° 135 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Traités et conventions**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 918, 920) : empilement de mesures hétéroclites. Désapprouve la méthode retenue par le Gouvernement. Absence de débat national sur le CPE. Dispositif perfectible. Favorable à une diminution de la période d'essai et à une justification écrite de la rupture du contrat. Nécessité d'une approche pédagogique parallèlement à la mise en place de sanctions. Le vote du groupe UC-UDF dépendra du sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1015) : intervient sur l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1076) : dénonciation de l'idéologie et de l'art oratoire comme causes du retard accumulé dans les débats.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1105) : soutient l'amendement n° 501 de M. Michel Mercier (remplacement du CPE par un "contrat progressif") ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1183, 1184) : son amendement n° 510 : mise en place d'un dispositif d'observation pour évaluer tous les semestres l'impact économique et social du CPE ; rejeté. Rapport du groupe de travail sur l'insertion professionnelle des jeunes de M. Proglia. Caractère un peu sommaire du bilan du CNE réalisé par Fiducial. Etude plus détaillée des deux universitaires MM. Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1192, 1193) : favorable à l'amendement précité n° 501 de M. Michel Mercier. Rappel des caractéristiques du "contrat progressif".

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (*art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1343) : soutient l'amendement n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil) ; adopté. (p. 1346) : restauration indispensable du goût de l'effort chez les jeunes. - **Article 7** (*art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1400, 1401) : soutient l'amendement n° 541 de M. Michel Mercier (bénéfice des exonérations ouvert aux entreprises relevant du secteur de la fabrication de fibres textiles artificielles ou synthétiques) ; retiré. - **Article 8** (*art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines*) (p. 1420) : soutient l'amendement n° 540 de M. Michel Mercier (coordination) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 12** (*art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1473, 1474) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). - **Article 14** (*art. L. 720-5 du code du commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers*) (p. 1491) : soutient l'amendement n° 534 de M. Michel Mercier (suppression) ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2006, 2008) : absence de négociation sociale. Passage en force au Parlement. Rejet par le Gouvernement de toutes les propositions susceptibles de rendre le contrat première embauche, CPE, acceptable. Possibilité d'une troisième voie, celle de la flex-sécurité. Insatisfaction relative au contrat de responsabilité parentale et à la lutte contre les incivilités. Mesures positives sur l'apprentissage, l'encadrement des stages et l'anonymisation des CV. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2032, 2033) : précipitation du travail parlementaire et absence de concertation. Mesures positives relatives à la lutte contre la discrimination, l'apprentissage et les stages. Les membres du groupe UC-UDF voteront en fonction de leurs convictions.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2281) : favorable à l'amendement n° 155 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Bel sur le bilan des violences urbaines et situation dans les banlieues** - (28 mars 2006) : son intervention (p. 2602, 2609).

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) (p. 2626, 2628) : nécessité de décentraliser dans le domaine de l'information. Outils de développement des télévisions de proximité : cadre juridique et financement. Modification du paysage audiovisuel par la TNT. Questions sur les chaînes régionales, sur le financement privé des télévisions de proximité et sur les intentions du Gouvernement en matière de télévisions locales.

- **Question orale avec débat de M. Dominique Mortemousque sur les conséquences économiques de l'épidémie de grippe aviaire sur la filière avicole** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3222, 3224).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3279, 3281) : sentiment de gâchis après deux mois de mobilisation. Texte téléguilé. République du faux-semblant. Qualité rédactionnelle déplorable. Absence de solution à la crise du CPE. Coût du dispositif à l'origine non gagé. Amendement du Gouvernement à l'Assemblée nationale supprimant l'article de gage. Elargissement du SEJE au détriment d'autres programmes de la mission "Travail et emploi" réservés aux bénéficiaires de minima sociaux. Crainte pour l'avenir de ces programmes sacrifiés. Déshérence ou financement par les collectivités locales sans compensation. Financement à terme par les générations futures de l'insertion dans l'emploi proposée aujourd'hui. Aggravation du décalage entre les Français et les politiques. Nombreuses questions sans réponse. Dans sa grande majorité, le groupe de l'UC-UDF ne participera pas au vote.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3525, 3526) : dénaturation du droit d'auteur et du droit à la copie privée. Pressions des industries culturelles. Texte déjà obsolète. Remise en cause par les propositions de la commission de l'équilibre trouvé à l'Assemblée nationale. Inexistence actuelle de l'interopérabilité.

Risques pesant sur le logiciel libre. Refus de pénaliser le contournement des mesures techniques de protection pour un usage privé. Le groupe de l'UC-UDF votera en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Question préalable** (p. 3555) : le groupe de l'UC-UDF ne votera pas la motion n° 197 de M. Jack Lalite tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3676, 3680) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), soutient les sous-amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 271 (frais donnant lieu à compensation pour la fourniture d'informations essentielles à l'interopérabilité) ; n° 272 (autorisation de la publication du code source et de la documentation technique d'un logiciel interopérant) ; rejetés ; n° 228 (impossibilité pour les mesures techniques de protection de s'opposer au libre usage de l'oeuvre dans le respect des droits protégés) ; adopté. Soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 114 (clarification) ; n° 116 (préservation de l'exception de décompilation) ; n° 118 (clarification) ; devenus sans objet. (p. 3685, 3686) : la majorité des membres du groupe de l'UC-UDF votera contre l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection). Les autres s'abstiendront.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4974, 4977) : projet de loi élaboré en concertation avec les acteurs de la protection de l'enfance. Accompagnement de la famille et prévention des difficultés qu'elle peut rencontrer. Amélioration du dispositif départemental de signalement des enfants en danger. Assouplissement des règles du secret professionnel. Question de la formation des médecins, des infirmières et des conseillers en économie sociale et familiale. Demande de garantie contre le risque d'instrumentalisation de la protection de l'enfance au service de la prévention de la délinquance. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent) (p. 5013, 5014) : intervient au nom de Mme Jacqueline Gourault. Caractère positif de la possibilité pour l'enfant de demander au juge de modifier les conditions d'exercice de l'autorité parentale. Demande la position du ministre sur les conditions de mise en oeuvre de la résidence alternée et sur la proposition de créer un guide des bonnes pratiques. (p. 5015) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Alain Milon (possibilité pour tout professionnel qualifié de solliciter l'audition du mineur). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5018) : favorable à l'amendement n° 131 du Gouvernement (interdiction d'adopter un enfant en cas de condamnation avec sursis pour des actes de violence sexuelle).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumise au secret professionnel) (p. 5042) : favorable à cet article. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5044) : instructions données à l'Observatoire national pour prendre contact avec les observatoires départementaux nouvellement créés afin d'obtenir toutes les informations utiles à la protection de l'enfance. (p. 5048) : favorable à l'amendement n° 127 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rôle des comités consulaires pour la protection des enfants français en danger établis hors de France). - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5065, 5066) : soutient l'amendement n° 123 de M. Michel Mercier (attribution d'une base juridique au placement avec accueil externalisé au domicile des parents, en ce qui concerne la protection judiciaire) ; retiré. (p. 5067) : son amendement n° 121 : possibilité pour le juge des enfants de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats lorsqu'il constate que la mise en oeuvre des dispositions d'assistance éducative donne lieu à des difficultés portant atteinte à l'intérêt de l'enfant ;

retiré. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5082) : soutient l'amendement n° 125 de M. Jean-Paul Amoudry (absence de versement de salaire dans le cadre du transfert d'un collège appartenant à une commune vers un département) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 5083) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les collectivités territoriales organisatrices de centres de loisirs sans hébergement d'accueillir des enfants de moins de six ans) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5085, 5086) : caractère constructif d'un débat de qualité. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7232, 7233) : absence de l'Europe dans ce débat. Changement des règles du jeu des marchés mondiaux. Votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7705, 7707) : absence de politique européenne de l'énergie. Inutile tentative de protéger Suez. Rôle de l'Etat. A titre personnel, votera contre ce projet de loi, comme la majorité du groupe de l'UC-UDF.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8489, 8491) : regrette le recours à la procédure d'urgence. Lacune relative à la radio numérique. Objectifs insuffisants en matière de couverture du territoire par la TNT. Gestion du dividende numérique. Télévision mobile personnelle. Protection des mineurs. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8512, 8513) : favorable à l'amendement n° 86 de Mme Catherine Morin-Desailly (conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales). (p. 8514, 8516) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Catherine Morin-Desailly (taux de couverture du territoire par la TNT) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8564, 8573) : soutient l'amendement n° 78 de M. Michel Mercier (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 15** (p. 8584, 8585) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Catherine Morin-Desailly (précision relative à la définition des chaînes locales) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8586) : reprend l'amendement de M. Francis Grignon n° 141 : mission de France 3 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8598) : intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (obligation de reprise des décrochages régionaux de France 3). - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 8 ou après l'article 16** (p. 8599, 8600) : soutient l'amendement n° 71 de Mme Catherine Morin-Desailly (impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise de programmes sur un autre réseau de communications électroniques) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8602) : votera l'amendement n° 152 de M. Pierre Laffitte (reprise numérique des radios nationales). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8607) : intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Colette Mélot (information des consommateurs). Regrette le rejet de l'amendement n° 80 de Mme Catherine Morin-Desailly (six mois après la promulgation du texte, obligation de compatibilité MPEG-4 pour les adaptateurs TNT).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle) (p. 8631, 8632) : nécessité de favoriser l'adhésion des consommateurs à la télévision mobile personnelle. (p. 8636, 8637) : le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Défense**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (forces aériennes). (p. 9472, 9473) : succès de l'avion Rafale. Calendrier de l'avion de transport aérien A-400 M. Avions de ravitaillement en vol. Interrogation sur la plate-forme modulaire Advanced UAV. La commission des affaires étrangères a émis un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission "Défense" pour les forces aériennes.

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9511, 9512) : approbation des priorités retenues. Suppression de postes dans l'enseignement privé sous contrat. Inadaptation de la loi existante. Complémentarité de l'enseignement privé et de l'enseignement public. Le groupe UC-

UDF votera les crédits de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9535, 9536) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-169 (revalorisation des bourses destinées aux collégiens).

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10179) : avis défavorable du groupe UC-UDF à la création de cette commission d'enquête.

**OLIN (Nelly)**  
*ministre de l'écologie et du  
développement durable*

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 388, 391) : moment de politique exceptionnel. Approche sociale et humaniste de la protection de la nature. Nécessité de remédier aux faiblesses de la loi du 22 juillet 1960 tout en préservant son socle d'exigence et la continuité écologique entre les aires protégées et les territoires environnants. Partage de ces préoccupations à l'échelon international par l'Union internationale pour la conservation de la nature, UICN. Amélioration du texte à l'Assemblée nationale. Conciliation des exigences de préservation à long terme d'un patrimoine de niveau mondial avec celles des communautés humaines vivant dans sa proximité immédiate. Création des espaces protégés dans les collectivités d'outre-mer et les milieux marins. Objectif initié par les élus réunionnais. Accord de principe des élus de Guyane au projet de "parc amazonien". Prise en compte de leurs préoccupations. Protection contre l'orpaillage illégal. Bien-fondé de la proposition de l'Assemblée nationale de créer un établissement public des aires marines protégées. (p. 411, 414) : se réjouit de la mobilisation active du Parlement pour la défense des parcs nationaux. Contexte de la stratégie nationale pour la biodiversité. Défendra le respect des arbitrages acquis en faveur de ce texte lors du projet de loi de finances pour 2007. Réponse aux orateurs. Respect des principes de l'UICN. Détermination à rendre plus cohérentes les politiques de l'Etat sur les parcs naturels régionaux. Equilibre du compromis s'agissant de la ligne d'alimentation électrique du TGV Est sur le parc naturel régional de la montagne de Reims. Intérêt de l'expérimentation de parc national péri-urbain avec le projet des Calanques. S'engage à mobiliser le parc national des Pyrénées dans des programmes de coopération avec son homologue espagnol. Souci de financements pérennes pour la préservation et la gestion de la nature. Mesures fiscales innovantes. Ambition d'une plus grande dimension interministérielle dans les politiques de conservation du patrimoine naturel. Accord entre le Gouvernement et les syndicats sur une nouvelle modalité de recrutement des agents des parcs sur la base d'une valorisation des acquis professionnels. Volonté de renouveler le mode de gouvernance des parcs nationaux en y associant les collectivités et les populations locales. Clarification de la coopération entre la protection de l'espace naturel et le développement économique et social de son territoire. - **Article 1er (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Définition d'un parc national)** (p. 415) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (critères identifiant les communes ayant vocation à faire partie d'un parc national). -

**Article 2 (art. L. 331-2 du code de l'environnement - Décret de création d'un parc national)** (p. 416) : demande le retrait de l'amendement n° 80 de M. Paul Raoult (possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de proposer la création d'un parc national sur leur territoire). Accepte l'amendement n° 2 de la commission (précision). - **Article 3 (art. L. 331-3 du code de l'environnement - Charte du parc national)** (p. 418, 419) : accepte les amendements de la commission n° 3 (rectification) et n° 5 (élaboration des documents graphiques de la charte à partir d'un inventaire du patrimoine naturel, paysager et culturel, ainsi que par des données socio-économiques), ainsi que les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 81 de M. Paul Raoult (référence au concept de "développement durable" s'agissant des orientations prévues par la charte). Demande le retrait des amendements n° 55 de M. Jacques Blanc (élaboration des documents graphiques de la charte à partir d'un diagnostic socio-économique du parc) et n° 82 de M. Paul Raoult (intégration dans la charte des mesures nécessaires pour assurer la continuité écologique entre les différents coeurs d'un même parc). (p. 420, 425) : accepte les amendements de la commission n° 6 et 9 (précision), n° 8 (rédaction et simplification), n° 10 (clarification des règles de retrait possible des collectivités territoriales de l'aire d'adhésion), n° 11 (suppression d'une mention inutile concernant la participation de l'établissement public du parc national à la révision des schémas de cohérence territoriale, SCOT, et les plans locaux d'urbanisme, PLU) et n° 13 (rédaction). Accepte les amendements identiques n° 7 de la commission et n° 83 de M. Paul Raoult (référence au concept de "développement durable" dans les conventions d'application de la charte), n° 12 de la commission et n° 85 de M. Paul Raoult (précision de la nécessaire compatibilité des SCOT et des PLU avec les orientations de la charte et les objectifs de protection sur l'ensemble du parc, dans le coeur comme dans les aires d'adhésion). S'oppose à l'amendement n° 150 de M. Jean Desessard (exclusion des personnes morales de droit privé des contrats signés avec l'établissement public pour la mise en oeuvre des orientations de la charte), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 84 de M. Paul Raoult et n° 119 de Mme Évelyne Didier (avis du conseil scientifique en cas de signature de la convention d'application), ainsi qu'au n° 120 (avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation du conseil scientifique, sur l'élaboration ou la révision des documents traitant des ressources naturelles relatifs à certaines activités et applicables aux espaces inclus dans le parc) de ce dernier auteur. Sur les amendements de M. Jacques Blanc, demande le retrait du n° 56 (consultation des collectivités territoriales concernées par l'aire d'adhésion sur l'élaboration de la charte d'un parc national déjà existant) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 57 (prise en compte des spécificités des territoires du coeur de parc et de la zone d'adhésion dans les documents de planification de l'action de l'Etat et les programmations financières). - **Article 4 (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés)** (p. 426) : accepte les amendements identiques n° 14 de la commission et n° 72 de M.

Paul Raoult (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments et constructions d'intérêt général). S'oppose aux amendements n° 121 de Mme Évelyne Didier (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments) et n° 87 de M. Paul Raoult (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter de grosses réparations pour les équipements d'intérêt général). (p. 426, 427) : s'oppose aux amendements n° 154 de M. Jean Desessard (avis conforme du conseil scientifique pour les travaux concernant le coeur du parc) et n° 58 de M. Jacques Blanc (fixation des règles particulières applicables dans le coeur d'un parc national par référence au règlement national d'urbanisme). Accepte l'amendement n° 15 de la commission (possibilité de consulter le président du conseil scientifique, s'agissant de travaux nécessitant une étude d'impact et soumis à l'avis conforme du parc national, après avis du conseil scientifique). (p. 429) : accepte les amendements de la commission n° 16 (rétablissement de la rédaction initiale du projet de loi afin que la réglementation des activités dans le parc national puisse s'adapter aux circonstances locales) et n° 17 (rédaction). S'oppose aux amendements n° 155 de M. Jean Desessard (renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc) et n° 59 de M. Jacques Blanc (nécessité de préciser les éléments constituant le "caractère" du parc en raison de l'ambiguïté de ce mot). Demande le retrait des amendements n° 86 de M. Paul Raoult (renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc et limitation des conditions de survol aux seuls aéronefs à moteur) et n° 139 de M. Thierry Repentin (adaptation de l'interdiction de survoler le parc en faveur des aéronefs non motorisés). S'engage, dans le décret, à traiter différemment les aéronefs motorisés et les aéronefs non motorisés. S'oppose aux amendements identiques n° 129 de Mme Évelyne Didier et n° 156 de M. Jean Desessard (limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure des zones du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte). - **Article 5** (art. L. 331-6 et L. 331-6-1 [nouveau] du code de l'environnement - Dispositions conservatoires applicables aux projets de création des parcs nationaux et signalisation du périmètre du coeur du parc) (p. 432) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Paul Raoult (avis du Conseil national de protection de la nature sur la décision de l'autorité administrative s'agissant de la création d'un parc national). - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national) (p. 433, 434) : s'oppose aux amendements identiques n° 73 de M. Paul Raoult et n° 122 de Mme Évelyne Didier (rôle de protection incombant à l'établissement public, en sus de la gestion et de l'aménagement du parc). Accepte les amendements de la commission n° 18 (rédaction) et n° 19 (rédaction), et s'oppose, sur ce dernier, au sous-amendement n° 134 de M. Thierry Repentin (présence des présidents des structures intercommunales dans les conseils d'administration). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 135 de M. Thierry Repentin (présence, comme membres de droit du conseil d'administration des parcs nationaux, d'un sénateur et d'un député désignés par leur assemblée respective). (p. 435, 437) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 60 de M. Jacques Blanc (suppression de la limite d'âge pour les élus membres des conseils d'administration des parcs). Accepte les amendements de la commission n° 193 (nomination du directeur de l'établissement public par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature sur la base d'une liste de trois noms arrêtée par un comité de sélection paritaire présidé par le président du conseil d'administration et soumise pour avis audit conseil), n° 20 (rédaction), n° 21 (codification de la possibilité pour l'établissement du parc national de créer des outils de gestion en commun avec des parcs frontaliers et de souscrire à des accords de jumelage, après autorisation du ministre de tutelle) et n° 22 (rédaction). S'engage à intervenir auprès de ses collègues chargés de l'éducation nationale et de la jeunesse à propos de la diminution de fréquentation des parcs par les classes de découverte. - **Article 7** (art. L. 331-10 du code de l'environnement - Transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national) (p. 438, 439) : accepte l'amendement n° 23 de la

commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 137 de M. Thierry Repentin (exercice, par le directeur de l'établissement public du parc, de la police de destruction des animaux nuisibles prévue par l'article L. 427-7 du code de l'environnement, ainsi que la régulation des prédateurs au sein des périmètres des parcs prévue par l'article L. 411-2 du même code). Faible superficie des parcs nationaux dans le territoire alpin. Facteur non limitant de la régulation des prédateurs. S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Paul Raoult (association des maires des communes de plus de 500 000 habitants à l'exercice des compétences transférées au directeur du parc en matière de circulation, de stationnement et de voirie). - **Article 8** (art. L. 331-13 du code de l'environnement - Intervention financière de l'établissement public du parc national) (p. 440) : s'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Évelyne Didier (nécessité de l'accord de l'établissement public avant toute opération de cession de biens en sa faveur) et accepte l'amendement n° 24 de la commission (substitution du parc national à l'Etat et aux collectivités territoriales dans la gestion des immeubles qu'ils lui affectent). - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes) (p. 442, 444) : Sur l'amendement n° 25 de la commission (transfert au directeur du parc national des compétences en matière de police en mer sur les seules eaux incluses dans le coeur du parc), son sous-amendement n° 189 (possibilité, pour l'établissement public du parc national de proposer aux autorités administratives compétentes, des régimes particuliers pour la pêche, la circulation en mer et la gestion du domaine public maritime dans le coeur du parc) ; adopté. Maintien indispensable des prérogatives et de l'unité d'action de l'Etat en mer. Son amendement n° 188 : rédaction ; adopté. Sur les amendements de la commission, accepte les n° 26 (limitation dans les DOM des obligations de compatibilité et d'avis conforme au seul coeur du parc national), n° 27 (rédaction), ainsi que le n° 25 précité, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 189 précité. S'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 90 (prise en compte des circonstances et des nécessités locales pour l'encadrement des travaux dans les coeurs de parcs), n° 77 (élargissement à tous les documents d'aménagement forestier de l'avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation de son conseil scientifique, dès lors qu'ils s'appliquent aux espaces d'un coeur de parc) et n° 91 (obligation de compatibilité du schéma d'aménagement régional avec la charte du parc), ainsi qu'au n° 76 (compatibilité des SCOT et des PLU avec les objectifs de protection du parc) satisfait par l'amendement précité n° 26 de la commission. Accepte l'amendement n° 130 de Mme Évelyne Didier (mise en cohérence de la charte du parc national et du schéma d'aménagement régional tout en préservant la primauté de ce dernier), transformé en sous-amendement à l'amendement précité n° 26 de la commission. - **Article 10** (art. L. 331-18, L. 331-24, L. 331-25 et L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28 [nouveaux], L. 415-3 et L. 428-5 du code de l'environnement - Dispositions pénales) (p. 446, 447) : accepte les amendements de la commission n° 28 (coordination), n° 29 (rédaction), n° 30 (sanction pénale des atteintes à la faune ou à la flore protégées dans une réserve naturelle) et n° 31 (sanction pénale de la chasse en infraction à la réglementation applicable dans une réserve naturelle). Accepte l'amendement n° 61 de M. Jacques Blanc (mise en cohérence du délai d'envoi des procès-verbaux au procureur de la République avec les législations en vigueur). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 92 de M. Paul Raoult et n° 124 de Mme Évelyne Didier (obligation de remise en état des lieux en cas d'infraction commise par une personne morale). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 448) : accepte l'amendement n° 101 de M. Ambroise Dupont (élargissement aux réserves naturelles des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales). - **Article 10 bis** (art. L. 331-29 [nouveau] du code de l'environnement - Création de l'établissement public « Parcs nationaux ») (p. 449) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (présence au conseil d'administration de l'établissement public "Parcs nationaux de France" de deux représentants désignés respectivement par l'association des régions de France et l'assemblée des départements de France). - **Article 10 ter** (Coopération transfrontalière) : accepte l'amendement n° 33 de la commission

(suppression pour coordination). - **Article 10 quater** (art. L. 331-15-1 à L. 331-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Parc amazonien en Guyane) (p. 450, 454) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 34 (rédaction), n° 38 (précision) et n° 40 (précision des conditions d'autorisation relatives à l'accès et à l'utilisation des ressources génétiques des espèces prélevées dans le parc national), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de rédaction n° 35 et n° 37, ainsi que pour le n° 39 (suppression des dispositions portant obligation de compatibilité de la charte du parc national avec le schéma d'aménagement régional et leur mise en révision simultanée). Accepte les amendements identiques n° 36 de la commission et n° 93 de M. Paul Raoult (impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf en ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments), et estimera satisfait l'amendement n° 125 de Mme Évelyne Didier (interdiction de tout travaux dans le coeur du parc national à l'exception des seuls travaux d'entretien normal) en cas d'adoption des amendements identiques précités. Demande le retrait de l'amendement n° 94 de M. Paul Raoult (prise en compte des modes de vie traditionnels parmi les objectifs de l'établissement du parc amazonien). Son amendement n° 190 : dérogation permettant aux communes de Guyane d'avoir une partie de leur territoire incluse dans le parc national et une autre partie incluse en parc naturel régional ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 461) : demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Ambroise Dupont (clarification du régime de l'applicabilité des règles du code de l'environnement en supprimant toute distinction entre les réserves). - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 462) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 111 de M. Dominique Braye et n° 173 de Mme Françoise Férat (renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères). - **Article 10 quinquies** (art. L. 333-1 du code de l'environnement - *Durée de classement d'un parc naturel régional*) (p. 464, 465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 41 de la commission et n° 112 de M. Dominique Braye (rétablissement de la possibilité de proroger de deux ans l'existence d'un parc naturel régional). S'oppose à l'amendement n° 174 de Mme Françoise Férat (mise en oeuvre d'une directive paysagée concomitamment avec le classement en parc naturel régional et prorogation de deux ans de l'existence d'un parc naturel régional). - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 466) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Paul Raoult (compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du parc naturel régional). (p. 467) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 113 de M. Dominique Braye et estime le n° 172 de Mme Françoise Férat (consultation de l'organisme de gestion du parc naturel régional sur les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles élaborés par l'Etat ou par les collectivités territoriales ayant approuvé la charte, et s'appliquant sur tout ou partie du territoire du parc naturel régional) partiellement satisfait par le n° 113 précité. (p. 469) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 116 de M. Dominique Braye, n° 176 de Mme Françoise Férat et n° 131 de M. Paul Raoult (régime indemnitaire du président et du vice-président d'un parc naturel régional). (p. 470) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte les amendements n° 115 de M. Dominique Braye et le n° 177 de Mme Françoise Férat et estime le n° 132 de M. Paul Raoult (simplification du nombre des structures de gestion et d'animation de projet sur un même territoire en permettant aux syndicats mixtes des parcs naturels régionaux d'élaborer et de porter un schéma de cohérence territoriale) satisfait par les deux amendements précédents. (p. 471) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Claude Domeizel (accord du préfet de région, du commandant de la région militaire et du président du parc naturel régional pour le survol par des avions du parc en question). - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de l'environnement - *Parcs naturels marins*) (p. 474) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 42 (rédaction) au profit de l'amendement n° 99 de Mme Yolande Boyer (simplification rédactionnelle) qu'elle accepte et accepte les n° 194 (cohérence) et de rédaction n° 43 et n° 44. (p. 475) :

s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 71 de Mme Yolande Boyer (représentation minoritaire de l'Etat au conseil de gestion d'un parc naturel marin). Accepte l'amendement n° 133 de M. Claude Lise (représentation du parc naturel régional au sein du conseil de gestion du parc naturel marin). (p. 476) : accepte les amendements de la commission n° 195 (coordination) et de rédaction n° 45 et n° 197. - **Article 11 ter** (*Création et fonctionnement du PNR*) (p. 479, 480) : accepte les amendements de suppression n° 46 de la commission, n° 96 de M. Paul Raoult, n° 114 de M. Dominique Braye et n° 127 de Mme Évelyne Didier. Annonce de la création d'un groupe de travail. - **Chapitre II bis (précédemment réservé)** (*Parcs naturels urbains*) : Accepte les amendements de cohérence n° 47 de la commission et n° 128 de Mme Évelyne Didier. - **Article 12** (art. L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales - *Création d'un nouveau critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes situées pour tout ou partie dans les espaces protégés d'un parc national*) (p. 481) : demande le retrait de l'amendement n° 62 de M. Jacques Blanc (compensation des charges d'entretien assumées par les communes dotées de territoires à haute valeur patrimoniale et environnementale par une nouvelle attribution au sein de la fraction "péréquation" de la DSR). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 482) : accepte les amendements de la commission n° 48 (extension aux espaces naturels exceptionnels de la déduction des revenus fonciers des dépenses de travaux de restauration et d'entretien dont bénéficient les sites Natura 2000) et n° 49 (élargissement aux espaces naturels exceptionnels de l'exonération de droits de mutation, à hauteur des trois quarts, des successions et donations entre vifs portant sur des terrains inclus dans les sites Natura 2000). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 483) : son amendement n° 191 : nouvelle rédaction du dispositif spécifique d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés situées dans le coeur des parcs nationaux des départements d'outre-mer ; adopté. Coût de cette exonération. - **Article 14** (*Dispositions diverses*) (p. 484) : demande le retrait de l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Vial (rétablissement de la compétence du comité de pilotage sur la maîtrise du document d'objectifs d'un site Natura 2000 situé dans un parc national ou un parc naturel marin). (p. 485) : accepte les amendements n° 102 de M. Jean-François Le Grand et n° 167 de M. Jean Desessard (extension aux réserves naturelles de la protection prévue par le code minier en cas de travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine). S'oppose aux amendements de ce dernier n° 168 (rétablissement de la protection sur l'ensemble du parc) et n° 169 (rétablissement de la possibilité d'instaurer des réserves intégrales sur l'ensemble du parc). (p. 486) : s'oppose aux amendements n° 97 de M. Paul Raoult (limite de la circulation des véhicules à moteur dans la zone coeur d'un parc national) et n° 126 de Mme Évelyne Didier (élargissement du champ d'application de la limite de circulation des véhicules à moteur dans les zones coeur du parc national à toutes les voies). (p. 487) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 170 (rétablissement de la possibilité de suspendre le permis de chasser ou l'autorisation de chasser sur l'ensemble du parc) et n° 163 (élargissement aux réserves naturelles de la suspension du permis de chasser en cas d'infraction à la réglementation de la chasse à l'intérieur des espaces protégés). (p. 488) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Jean Desessard (extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national). (p. 489) : accepte l'amendement n° 196 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 491) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de la commission (dérogation au régime de recrutement national des garde-moniteurs des parcs nationaux des départements d'outre-mer) et, sur ce dernier, du sous-amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Vial. S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels marins de recruter une partie de leur personnel sur la base d'une validation des acquis professionnels et sur une connaissance du milieu). Institution prochaine d'une nouvelle modalité de recrutement basée sur la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. (p. 492) : ouverture de l'ensemble de la fonction publique au recrutement basé sur la validation des acquis de l'expérience professionnelle. - **Article 14 bis** (art. L. 331-9-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Délégation de compétences entre*

*l'Office national des forêts et les parcs nationaux*) (p. 493, 494) : son amendement n° 192 : clarification du cadre juridique de la convention répartissant des compétences entre l'Office national des forêts et l'établissement public d'un parc national dans le cas d'exercice de compétences similaires de ces deux établissements sur un même territoire ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 78 (avis du conseil scientifique sur la répartition des compétences entre l'Office national des forêts et les parcs nationaux pour un même territoire) et n° 98 (consultation du conseil scientifique sur la délégation de compétences des parcs nationaux à l'Office national des forêts en matière de préservation du patrimoine naturel, culturel et paysager). - **Article 14 ter** (art. L. 365-1 du code de l'environnement - Responsabilité des propriétaires, des autorités de police administrative et des gestionnaires des espaces naturels) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (rédaction). - **Article 14 quinquies** (*Application de la loi à Mayotte*) (p. 495) : s'oppose à l'amendement n° 52 de la commission (application de ce texte aux espaces maritimes des Terres australes et antarctiques françaises). - **Article 15** (*Dispositions transitoires*) (p. 496) : accepte les amendements de la commission n° 53 (limite de l'obligation de compatibilité des documents d'urbanisme et d'aménagement avec la charte d'un parc national, à ceux dont la décision d'élaboration ou de mise en révision est postérieure à la publication de la loi) et n° 54 (maintien de la réglementation spécifique en matière de chasse dans le parc national des Cévennes), ainsi que l'amendement n° 65 de M. Jacques Blanc (continuité des procédures applicables actuellement dans les zones centrales des parcs nationaux jusqu'au décret d'approbation de la première charte du parc national). - **Intitulé du projet de loi** (p. 497) : accepte les amendements identiques n° 79 de M. Paul Raoult, n° 117 de M. Dominique Braye et n° 175 de Mme Françoise Férat (modification de l'intitulé de ce projet de loi « *Projet de loi relatif aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux* »). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 500) : remerciements. Sérénité de ce débat.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1836, 1838) : rénovation du cadre législatif applicable aux activités nucléaires et à leur contrôle. Poursuite d'un travail entamé sous le Gouvernement précédent. Définition des grands principes applicables à ces activités. Création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire. Partage de compétences avec l'Etat. Transparence des informations touchant à la sûreté nucléaire. Rôle des commissions locales d'information, CLI. Haut Comité de transparence sur la sécurité nucléaire. Renforcement de la législation relative à la sûreté des grandes installations et au transport des matières radioactives. (p. 1861, 1862) : respect de la procédure par le Gouvernement. Répartition des pouvoirs entre l'Etat et la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Préservation du secret industriel. Exemplarité de la France en matière de sécurité nucléaire. Absence de lien entre la forme juridique d'une entreprise et le niveau de sûreté. Importance de la transparence et de l'information. Moyens mis à la disposition de la Haute Autorité. Préparation d'un projet de loi sur les déchets radioactifs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1864) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Yves Coquelle (abrogation de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières). (p. 1865) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Yves Coquelle (demande de renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Article 1er** (*Définition de la sécurité nucléaire et de ses composantes*) (p. 1866) : accepte les amendements n° 145 de Mme Dominique Voynet (définition de la transparence) et n° 1 de la commission (rôle de l'Etat en matière de sécurité nucléaire). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1867) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Yves Coquelle (statut des industries électriques et gazières applicable à toutes les entreprises du secteur énergétique). - **Article 2** (*Principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense*) (p. 1868, 1872) : accepte les amendements de la commission n° 2 (simplification), n° 3 (principe d'action préventive), n° 4 (responsabilité de l'exploitant vis-à-vis de la sûreté de son installation), n° 5 (coordination), n° 6 (rédaction) et n° 7

(régime spécifique des activités et installations nucléaires intéressant la défense) ainsi que l'amendement n° 256 de M. Bernard Piras (principe d'actions préventives). S'oppose aux amendements n° 213 de M. Yves Coquelle (caractère obligatoire de la garantie d'information), n° 255 de M. Bernard Piras (référence à l'article 5 de la charte de l'environnement) et n° 147 de Mme Dominique Voynet (références à la charte de l'environnement, au code de l'environnement et à la convention d'Aarhus). S'oppose également au sous-amendement n° 148 de Mme Dominique Voynet portant sur l'amendement n° 7 précité. - **Intitulé du titre II** (p. 1873) : s'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Dominique Voynet (suppression de la référence à la Haute Autorité de sûreté nucléaire). - **Article 2 bis** (*Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses compétences*) (p. 1875, 1876) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 1877, 1878) : sur l'amendement n° 9 de la commission (communication au ministre chargé de la sûreté nucléaire des décisions individuelles de la Haute Autorité en matière de contrôle et de prescription des installations nucléaires de base) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 321 ; retiré. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 150 (composition de l'Autorité de sûreté nucléaire) et n° 151 (cohérence) ainsi qu'à l'amendement n° 257 de M. Bernard Piras (homologation par le ministre chargé de la santé des décisions de la Haute autorité de sûreté nucléaire en matière de radioprotection de la population et des travailleurs). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité de sûreté nucléaire) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 260 de M. Bernard Piras. (p. 1880) : s'oppose aux amendements n° 152 de Mme Dominique Voynet (suppression de l'exercice du contrôle en matière de sûreté de radioprotection par la Haute Autorité de sûreté nucléaire) et n° 238 de M. Yves Coquelle (exclusion des centrales nucléaires du champ de contrôle de la Haute Autorité de sûreté nucléaire). Accepte les amendements de la commission n° 10 (rédaction), n° 11 et 12 (précision). (p. 1881) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Dominique Voynet (outil d'évaluation des installations nucléaires étrangères). (p. 1883) : accepte les amendements de la commission n° 13 et 14 (précision). S'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Dominique Voynet (suppression de la faculté pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de désigner des inspecteurs, des agents et des organismes chargés du contrôle) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Piras n° 248 (impossibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de recourir à des agents contractuels), n° 261 (suppression de la possibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de délivrer des agréments à des organismes de contrôle) et n° 249 (limitation des effectifs d'agents mis à disposition d'établissements publics). Sur les amendements de la commission, accepte le n° 15 (participation de la Haute Autorité à l'information du public dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 16 (suppression de la mission de la Haute Autorité consistant à veiller à l'application des dispositions relatives à l'information sur les risques liés à l'exposition aux rayonnements ionisants). (p. 1884) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (suppression des dispositions obligeant la Haute Autorité à participer au financement des activités des commissions locales d'information) et estime satisfait les amendements identiques n° 155 de Mme Dominique Voynet et n° 258 de M. Bernard Piras (suppression de l'obligation pour la Haute autorité de participer au financement des activités des commissions locales d'information). (p. 1885, 1887) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 158 (en cas d'urgence radiologique, mise à disposition du Gouvernement de la Haute autorité de sûreté nucléaire, sous l'autorité du Premier ministre) et n° 246 (autorisation pour les députés et les sénateurs de visiter à tout moment les installations nucléaires de base). Accepte les amendements de la commission n° 18, n° 19, n° 21 (rédaction), n° 22 (suppression de la possibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de constituer une commission d'enquête), n° 20 (possibilité pour des experts et enquêteurs étrangers de participer aux enquêtes menées en cas d'accident nucléaire) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 159 de Mme Dominique Voynet. - **Article additionnel avant l'article 2 ter** (p. 1888) : accepte l'amendement n° 259 de M. Bernard



Piras (établissement par la Haute autorité de sûreté nucléaire d'un rapport annuel d'activité transmis au Parlement, au Gouvernement et au Président de la République). - **Article 2 ter** (*Conditions de la saisine de la Haute Autorité pour des demandes d'études*) (p. 1889) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 160 (suppression) et n° 161 (possibilité de saisine de la Haute Autorité de sûreté nucléaire par le Gouvernement ou les interlocuteurs parlementaires compétents), ainsi qu'à l'amendement n° 215 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 quater** (*Compétences de la Haute Autorité dans les négociations internationales*) (p. 1890) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 164 (nouvelle rédaction de l'article) et n° 165 (conditions de participation de la Haute Autorité de sûreté nucléaire à la représentation française à l'étranger), ainsi qu'à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). Sur les amendements de la commission, accepte le n° 23 (rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 24 (précision). - **Article 2 quinquies** (*Composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1892, 1893) : accepte les amendements de la commission n° 25 (possibilité de démissionner pour les membres du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire), n° 26 (limite d'âge) et n° 27 (coordination). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 166 (suppression) et n° 168 (composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire), ainsi qu'au sous-amendement n° 169 portant l'amendement n° 26 de la commission précité. S'oppose également à l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 sexies** (*Validité des délibérations du collège*) (p. 1894) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 171 (suppression de la procédure de décision en urgence) et n° 172 (procédure en cas d'urgence), ainsi qu'à l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (suppression). Accepte l'amendement n° 239 de M. Christian Gaudin (secret des délibérations et des votes). - **Article 2 octies** (*Obligations des membres du collège*) (p. 1898) : accepte les amendements de la commission n° 28 (traitement des membres du collège), n° 29 (modalités de démission), n° 30 (impossibilité pour les membres du collège de détenir des intérêts de nature à affecter leur impartialité) et n° 31 (possibilité de révocation d'un membre du collège), ainsi que l'amendement n° 179 de Mme Dominique Voynet (allongement du délai concerné par la déclaration d'intérêt effectuée par les membres du collège). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 174 (suppression), n° 175 (suppression d'une référence explicite à l'absence d'instruction gouvernementale), n° 177 (impossibilité pour les membres du collège d'avoir exercé des postes à responsabilité dans l'industrie nucléaire dans les deux ans précédant leur désignation), n° 178 (contenu de la déclaration effectuée par les membres du collège) et n° 180 (possibilité d'invoquer la clause de conscience), ainsi qu'à l'amendement n° 220 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 nonies** (*Actions en justice*) (p. 1899) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 181 (suppression) et n° 182 (conséquence), ainsi qu'à l'amendement n° 221 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 decies** (*Services de la Haute Autorité*) (p. 1901, 1902) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (rédaction). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 183 (suppression), n° 184 et 185 (suppression partielle), aux amendements de M. Bernard Piras n° 250 (position normale d'activité des fonctionnaires recrutés), n° 251 (conditions de recrutement d'agents contractuels) et n° 252 (conditions de recrutement des inspecteurs), ainsi qu'à l'amendement n° 222 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 undecies** (*Compétences budgétaires de la Haute Autorité et de son président*) (p. 1904) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 186 (suppression) et n° 187 (repli), ainsi qu'aux amendements n° 223 de M. Yves Coquelle (suppression) et n° 262 de M. Bernard Piras (inscription au budget de l'Etat des crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire). - **Article 2 duodecies** (*Décret d'application du titre II*) (p. 1905) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Bernard Piras (précision obligatoire par le Conseil d'Etat des procédures d'homologation des décisions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Intitulé du titre III - Chapitre 1er** (p. 1915) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Bernard Piras (rédaction). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 1916) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (définition des obligations de l'Etat en matière d'information et de transparence dans le secteur nucléaire). - **Article 3** (*Droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires*) (p. 1917) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (amélioration du cadre juridique de l'obligation d'information imposée aux exploitants d'une installation nucléaire de base et aux personnes responsables des transports) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 265 de M. Bernard Piras (suppression du seuil restreignant l'obligation d'information). - **Article 4** (*Modalités d'exercice du droit d'accès à l'information*) (p. 1918, 1920) : accepte les amendements de la commission n° 36 (précision du cadre juridique du droit d'accès à l'information), n° 37 (rédaction), n° 38 (suppression partielle), n° 39 (modalités du contentieux des litiges relatifs au refus de communication) et n° 40 (exclusion des informations nucléaires du champ d'application des dispositions législatives à la réutilisation des données publiques). S'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 266 (non-opposition du secret commercial et industriel aux demandes d'information en matière d'environnement) et n° 267 (interprétation restrictive des motifs de refus de communication de l'information en matière d'environnement). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1921) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (inscription dans la loi des nouvelles compétences de la CADA en matière d'accès aux documents relatifs au nucléaire). - **Article 5** (*Établissement d'un document à l'usage du public*) (p. 1921, 1923) : accepte les amendements de la commission n° 42 (précision), n° 43 (rédaction), n° 44 (rédaction) et n° 45 (précision). Sur les amendements de M. Bernard Piras, s'oppose au n° 268 (élargissement du champ d'application de l'article) et accepte le n° 269 (obligation d'information en matière de nature et de quantité de déchets radioactifs ainsi que des mesures prises pour en limiter le volume et les effets). Accepte l'amendement n° 224 de M. Yves Coquelle (faculté pour le CHSCT de formuler des recommandations publiées en annexe au document annuel). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1924) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Bernard Piras (abrogation de l'arrêté du 26 juin 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires). - **Article 6** (*Commissions locales d'information*) (p. 1928, 1935) : sur l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 322 (suppression de l'obligation d'agrément pour les associations entrant dans la composition des CLI) ; adopté. Sur l'amendement n° 46 précité de la commission, accepte les sous-amendements de M. Bernard Piras n° 332 (précision), n° 335 (précision du rôle de diffusion auprès du public des CLI) et n° 338 (faculté de saisine de la CLI par la commission départementale compétente) et s'oppose aux n° 328 (remplacement des comités locaux d'information et de suivi auprès des laboratoires souterrains de recherche par les CLI), n° 337 (transfert des fonctions d'information aux CLI pour les installations nucléaires de base secrètes), n° 336 (élargissement de la mission d'information des CLI aux effets à moyen et à long terme sur l'environnement et la santé), n° 330 (réaffirmation du caractère de proximité des missions des CLI), n° 329 (élargissement de la composition des CLI aux représentants des organisations syndicales), n° 333 (faculté de saisine par les CLI de la Haute autorité de sûreté nucléaire) et n° 331 (suppression du financement des CLI par la Haute autorité de sûreté nucléaire) et accepte les sous-amendements n° 326 de M. Alain Fouché (information de la CLI dans les meilleurs délais en cas d'incident ou d'accident) et n° 339 de M. Yves Coquelle (possibilité pour les représentants du CHSCT d'être auditionnés à leur demande par les CLI). Demande le retrait de l'amendement n° 207 de M. Alain Fouché (initiative de l'expertise ou de l'analyse exclusivement réservée à la CLI). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1937) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 286 (faculté d'auto-saisine de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et n° 287 (modalités de publicité des travaux de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). - **Intitulé du chapitre**

**III** : accepte l'amendement n° 58 de la commission (nouvel intitulé de la division - Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire). - **Article 7** (*Création du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1939) : sur l'amendement n° 59 de la commission (redéfinition de la composition du Haut Comité) qu'elle accepte, s'oppose aux sous-amendements de Mme Dominique Voynet n° 316 et 313 (amélioration de l'indépendance de l'information) portant sur le même objet, ainsi qu'au sous-amendement n° 236 de M. Yves Coquelle (cohérence). S'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 288 (augmentation du nombre des représentants de la fédération des commissions locales d'information) et n° 290 (nomination des représentants d'organisations syndicales représentatives). - **Article 8** (*Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1941, 1942) : accepte les amendements de la commission n° 60 (précision sur les missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire) et n° 61 (possibilité pour le Haut comité d'émettre des avis sur la sécurité nucléaire, sur son contrôle et l'information qui s'y rapporte), et sur ce dernier le sous-amendement n° 334 de M. Bernard Piras (faculté pour le Haut comité de proposer toute mesure de nature à garantir ou à améliorer la transparence en matière nucléaire). - **Article 9** (*Activités du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1944, 1945) : accepte les amendements de la commission n° 63 (d'une part, suppression de la faculté pour le Haut comité de faire réaliser des contre-expertises et, d'autre part, faculté de faire réaliser des expertises limitées à l'accomplissement de ses missions), n° 64 (rédaction) et n° 65 (liste des personnes et organismes ayant une obligation d'information vis-à-vis du Haut comité) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 314 de Mme Dominique Voynet (extension à l'IRSN de l'obligation d'informer le Haut comité). - **Article 10** (*Moyens financiers du Haut comité et obligations reposant sur ses membres*) (p. 1946) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (exonération de l'obligation de déclaration accordée aux représentants des personnes responsables d'activités nucléaires) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 311 de Mme Dominique Voynet (suppression de la dispense d'obligation de déclaration). - **Division additionnelle après l'article 11** (p. 1947) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Yves Coquelle (nouvelle division - Participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire). - **Articles additionnels après l'article 11** : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Yves Coquelle (participation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'élaboration du Plan d'urgence interne dans les installations nucléaires de base). - **Article 12** (*Définition des installations nucléaires de base et du régime juridique applicable*) (p. 1949) : accepte les amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 67, 68 et 69 (modification de l'articulation interne de l'article). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet portant sur le même objet n° 245 et 125 (alignement du régime des installations nucléaires de base sur celui des installations classées), ainsi qu'à son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 67 de la commission précité, ainsi qu'à son amendement n° 126 (application des garanties de précaution et de protection du droit commun aux installations nucléaires de base). (p. 1951, 1952) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 129 (intégration des installations prévues pour le stockage, le dépôt ou l'utilisation de substances radioactives à la liste des installations nucléaires de base), n° 130 (intégration des installations destinées au stockage ou au dépôt de déchets radioactifs à la liste des installations nucléaires de base) et n° 127 (application des régimes spécifiques dont ils relèvent aux équipements et installations implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Piras portant sur le même objet n° 296 et 297 (élargissement de la liste définissant les installations nucléaires de base). Accepte les amendements de la commission n° 70 et 71 (rédaction). - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1954) : s'oppose aux amendements identiques n° 73 de la commission et n° 131 de Mme Dominique Voynet (limitation de l'autorisation de création d'une installation nucléaire de base). Accepte les amendements de la commission n° 72 (coordination) et n° 74 (rédaction). S'oppose aux amendements n° 299 de M. Bernard

Piras (mention de garanties financières dans le décret d'autorisation) et n° 247 de Mme Dominique Voynet (suppression de l'avis de la Haute autorité de sûreté nucléaire). (p. 1956, 1958) : accepte les amendements de la commission n° 75 et 76 (rédaction), n° 78 (rédaction et précision) après modification par le sous-amendement n° 240 de M. Christian Gaudin qu'elle accepte, et n° 79 (rédaction). Sur l'amendement n° 77 de la commission (précision) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 323 ; adopté. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 133 (réaffirmation du rôle de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection) et n° 189 (suppression partielle). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 235 (garantie du monopole d'EDF pour l'exploitation des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire) et n° 233 (suppression de la mise en oeuvre de la procédure allégée pour certaines demandes d'autorisation). (p. 1959, 1961) : accepte les amendements de la commission n° 80, 83 et 84 (précision), n° 81 (suppression d'une mention inutile), et n° 82 (rédaction). S'oppose aux amendements analogues de Mme Dominique Voynet n° 135, n° 136 (suppression d'une référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire) ainsi qu'au n° 137 (augmentation de la périodicité des examens de sûreté) du même auteur, et au n° 231 de M. Yves Coquelle (raccourcissement de la périodicité des examens de sûreté). (p. 1962, 1965) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Yves Coquelle (systématisation de la suspension du fonctionnement de l'installation en cas de risque imminent). Accepte les amendements de la commission n° 85 (coordination), n° 86 (simplification), n° 88, 89 et 91 (rédaction), n° 90 (correction d'une erreur matérielle), n° 93 (simplification) et n° 94 (précision). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de la commission (imposition d'un décret pour mettre fin à l'autorisation de l'installation). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 138 (suppression de la mention de la limitation des risques) et n° 139 (suppression de la référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire). - **Article 13 bis** (*Règles techniques générales relatives aux installations nucléaires de base*) (p. 1965) : accepte les amendements de la commission n° 95 (coordination) et n° 96 (rédaction). - **Article 13 ter** (*Détermination de servitudes d'utilité publique autour des INB*) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (rédaction). - **Article 14** (*Modalités particulières s'appliquant aux INB pour la conduite des enquêtes publiques*) (p. 1966) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 98 de la commission (alignement des dispositions relatives au permis de construire des INB sur celles des installations classées pour la protection de l'environnement) et, sur ce dernier, pour les sous-amendements de Mme Dominique Voynet n° 143 (mise en place d'un délai maximal de cinq ans pour l'engagement des travaux autorisés) et n° 144 (mise en place d'un délai minimum de trois mois avant la délivrance du permis de construire). - **Article 14 bis** (*Mesures transitoires pour les installations existantes et régulièrement mises en service*) (p. 1967) : accepte l'amendement n° 241 de M. Christian Gaudin (précision). Accepte les amendements de la commission n° 99 et 100 (précision) et n° 101 (coordination). - **Article 14 ter** (*Arrêt et démantèlement des INB par décret en Conseil d'Etat*) (p. 1968, 1969) : accepte les amendements de la commission n° 102 (simplification), n° 103 (rédaction) et n° 104 (coordination). Son amendement n° 324 : notion de "limitation des risques de manière suffisante" en remplacement de celle de "réduction des risques" ; adopté. - **Article 14 quater** (*Régime d'autorisation des transports de matières radioactives*) : s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 15** (*Décret fixant les modalités d'application des dispositions du chapitre*) (p. 1970) : accepte les amendements de la commission n° 106 (simplification) et n° 107 (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 194 de Mme Dominique Voynet (suppression de la procédure simplifiée pour l'autorisation des installations). - **Article 16** (*Attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1971) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Bernard Piras (impossibilité de recruter des agents contractuels pour occuper les fonctions d'inspecteur de la sûreté nucléaire) et accepte l'amendement n° 108 de la commission (rédaction). - **Article 17** (*Mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1972, 1973) : accepte les amendements de la commission n° 109 (restitution à l'exploitant de la somme

qu'il a dû consigner au fur et à mesure de l'exécution des travaux), n° 110 (rédaction) et n° 111 (encadrement de la faculté du ministre de s'opposer à une décision individuelle prise par la Haute autorité). S'oppose à l'amendement n° 300 de M. Bernard Piras (arrêté immédiat des installations fonctionnant sans autorisation). - **Article 18** (*art. 1920 du code général des impôts - Régime des consignations financières*) (p. 1973) : accepte l'amendement n° 112 de la commission (précision que le délai de quinze jours s'applique à la décision du juge sur le caractère suspensif du recours et non sur le fond). - **Article 22** (*Constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1974, 1975) : accepte les amendements de la commission n° 113 (simplification) et n° 114, 115 et 116 (rédaction). - **Article 23** (*Autorisation d'effectuer des prélèvements d'échantillons*) : accepte l'amendement n° 117 de la commission (définition des conditions de réalisation des prélèvements d'échantillon). - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 118 (réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident) et n° 119 (suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire). - **Article 29** (*art. L. 142-2 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations agréées de protection de l'environnement d'exercer les droits reconnus à la partie civile*) (p. 1977) : accepte l'amendement n° 120 de la commission (rédaction). - **Article 30** (*Obligations d'information en cas d'accident ou d'incident*) (p. 1978) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 121 de la commission (précision). - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 1980) : accepte l'amendement n° 319 de la commission (ratification des protocoles modifiant les conventions de Paris et Bruxelles signées le 12 février 2004 relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire). - **Article 31** (*art. L. 1333-3 à L. 1333-5, L. 1337-1-1, L. 1337-6, L. 1333-14, L. 1333-17 et L. 1333-20 du code de la santé publique - Coordination avec le code de la santé publique*) (p. 1981, 1982) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 200, 201, 202, 203 et 204 (suppression partielle) et accepte les amendements de la commission n° 122 (rédaction) et n° 123 (suppression de la condition d'homologation des décisions de retrait d'autorisation). - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1983, 1984) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 205 et 206 (suppression partielle), au n° 301 de M. Bernard Piras (suppression) et n° 237 de M. Yves Coquelle (application du droit commun du travail à l'inspection du travail dans les installations nucléaires de base). Caractère hautement souhaitable des attributions de la Haute autorité de sûreté nucléaire en matière de radioprotection. Renforcement de l'efficacité du contrôle des inspecteurs du travail des INB par leur placement au sein de cette Haute autorité. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1985) : accepte l'amendement n° 124 de la commission (faculté donnée aux préfets d'imposer des obligations de coopération aux INB non directement indispensables à la survie de la nation). - **Article 36** (*Mesures transitoires*) : son amendement n° 325 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article 38** (*Personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1986) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Bernard Piras (mise en place d'un concours spécifique permettant aux contractuels d'accéder au corps des fonctionnaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1990, 1991) : remerciements. Texte majeur marquant des avancées importantes en matière de transparence et d'information. Conservation par l'Etat de tous ses pouvoirs régaliens.

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins - Commission mixte paritaire [n° 206 (2006-2007)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2063, 2064) : hommage au travail des deux assemblées et à la sérénité des débats. Remerciements. Engagement du Gouvernement d'une publication rapide des décrets d'application. Première réunion de travail avec le comité français de l'Union mondiale de la nature, UICN. Organisation des enquêtes publiques. Publication aujourd'hui au Journal officiel de l'arrêté de prise en

considération du parc amazonien de Guyane. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2078) : remerciements. Avancées significatives de ce texte.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4244, 4246) : rénovation en profondeur du cadre législatif applicable aux activités nucléaires et à leur contrôle. Objectifs de ce texte : poser les grands principes applicables aux activités nucléaires, créer une Autorité de sûreté nucléaire participant à la formation du public, garantir les conditions effectives de la transparence en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, et moderniser la législation relative à la sûreté des grandes installations nucléaires et au transport de matières radioactives. (p. 4254) : excellent travail réalisé par le Parlement en première lecture. Avancées importantes permises par ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Commission mixte paritaire [n° 406 (2004-2005)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4275, 4276) : problèmes sociaux posés par les ventes à la découpe. Préférence du Gouvernement pour la voie contractuelle en matière de protection des locataires en place. Nécessité de recourir à la loi pour réguler la situation face à la gravité des conséquences sociales et économiques des "ventes en bloc" successives. Volonté d'obtenir un subtil équilibre entre le respect du droit de propriété et la protection des locataires.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5269, 5272) : en réponse à MM. Jean Arthuis et Jean Bizet. Exécution satisfaisante de ce budget malgré les mesures de régulation. Mouvement de modernisation engendré par la LOLF. Estimation des dettes du ministère. Ses efforts pour assainir cette situation : prélèvement sur les disponibilités du fonds "Barnier". Avenir de la direction de l'eau. Rapprochement entre les DIREN et les DRIRE. Suites du rapport de Mme Fabienne Keller. Rattrapage du retard dans la transposition des directives européennes. Félicitations à Mme Fabienne Keller pour la qualité de son rapport. Report de l'élaboration d'un document de politique transversale, DPT, en matière de développement durable et mise à disposition pour 2008 d'un DPT en matière de climat. Personnels du ministère de l'écologie et du développement durable. Bilan des actions du pôle "environnement et développement durable" des préfectures de région. (p. 5273) : en réponse à Mme Evelyne Didier. Appui de la France au premier Plan européen de lutte contre le changement climatique. Transposition de directives européennes. Elaboration par la France d'un memorandum pour faire progresser la coordination des politiques énergétiques nationales. Mesures prises sur le plan national pour lutter contre le changement climatique. (p. 5274) : en réponse à M. Marcel Deneux. Audit en cours sur les moyens de la mission interministérielle de l'effet de serre, MIES, et sur l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, ONERC. Favorable à un renforcement des effectifs de la MIES et à la création d'un DPT portant sur les moyens engagés par l'Etat dans la lutte contre le changement climatique. En réponse à Mme Nicole Bricq. Son attachement au développement d'une fiscalité en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. Installation en février 2006 du groupe de travail présidé par M. Jean-Pierre Landau sur les outils économiques au service du développement durable. Actions du Gouvernement dans ce domaine. (p. 5276) : en réponse à M. Joël Bourdin. Rattrapage du retard dans la construction du réseau Natura 2000. Priorité actuelle à la gestion concrète du réseau des sites. Intégration des principales recommandations de l'audit dans le pilotage du projet Natura 2000. Prolongement de cet audit par deux audits complémentaires. (p. 5277) : en réponse à M. François Fortassin. Mise en place d'un "plan de gestion de la rareté de l'eau" avec la création de retenues collinaires. Lancement d'une campagne d'information sur l'économie d'eau. Actions des comités départementaux de sécheresse. En réponse à M. Bernard Vera. Non-abandon par l'Etat du service public de l'eau. Regroupement des services

d'annonce de crues. Création d'une carte de vigilance inondations. Fusion des services départementaux de police de l'eau en un seul. Simplification des textes. Souhait des députés de créer et de définir un droit à l'eau. (p. 5279) : en réponse à M. Marcel Deneux. Irrégularité des ressources de l'ADEME. Révision de son mode de financement dans le projet de loi de finances pour 2006. Affectation de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel, TICGN, et de la taxe sur les cartes grises. Nouvelle définition de l'action de l'ADEME pour la période 2007-2010. (p. 5280) : en réponse à M. Bernard Dussaut. Lancement en septembre 2005 d'un plan pour le développement des biocarburants. Recherches en cours sur les biocarburants de deuxième génération à partir de déchets ou de sources lignocellulosiques. (p. 5281) : en réponse à M. Bernard Murat. Intervention de l'ADEME en matière de politique des déchets. Situation financière de l'ADEME. Pérennisation de ses financements. En réponse à M. Jean Desessard. Amélioration de la situation financière du ministère de l'écologie et du développement durable depuis 2002. Pérennisation des financements de l'ADEME. Réaffirmation de l'intérêt du Gouvernement pour l'écologie. (p. 5283) : en réponse à M. Paul Raoult. Reprise par les agences de l'eau des missions du FNDAE. Maintien et renforcement de la solidarité urbain-rural. Réexamen nécessaire de la question d'un programme "Eau". (p. 5283) : en réponse à M. Jean Arthuis. Coût de l'introduction d'ours slovènes dans les Pyrénées. Prise en charge par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage des opérations techniques et scientifiques spécifiques au renforcement de la population d'ours. (p. 5284) : en réponse à M. Jean Arthuis. Définition de l'aide au pastoralisme.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)] - (7 septembre 2006) - Discussion générale** (p. 5510, 5513) : action gouvernementale visant à prévenir le réchauffement climatique. Achèvement de la réforme de la politique de l'eau menée depuis 2002. Souhait de la création d'une organisation des Nations unies pour l'environnement. Objectif prioritaire de mise en oeuvre des directives européennes. Avancées du projet de loi. Ratification de l'ordonnance de simplification administrative du 18 juillet 2005. Bilan des modifications apportées à l'issue de la première lecture. Amendements proposés. (p. 5543, 5546) : enjeu de l'assainissement non collectif en milieu rural. Défi majeur du changement climatique. Respect des engagements au titre du protocole de Kyoto. Volonté commune de voir la loi promulguée. Nécessité d'accroître la mobilisation des ressources en eau. Amendement visant à renforcer les programmes de prévention des inondations. Importance du droit à l'accès à l'eau. Présence obligatoire des compteurs d'eau dans les logements collectifs neufs. Question de la redevance élevage. Comptage des prélèvements d'eau pour l'irrigation. Mesures de prévention et de sensibilisation en matière de sécheresse. Liberté laissée aux communes d'établir une tarification progressive. Proteste contre l'amalgame "privé égale spéculation". Composition des comités de bassin. Salue le travail remarquable des élus pour la gestion des services d'eau et d'assainissement. Qualité des interventions et sérénité des débats. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5548, 5550) : son amendement n° 508 : inclusion du droit à l'eau dans le code de l'environnement ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 450 de M. Jean Desessard (institution d'un service minimal garanti gratuit en matière d'eau). Risque de désresponsabilisation. Demande le retrait de l'amendement n° 278 de Mme Évelyne Didier (disposition visant le maintien de la fourniture d'eau aux usagers en difficulté). Publication d'un décret informant les abonnés sur les possibilités d'aide au paiement des factures d'eau. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5552, 5553) : s'oppose aux amendements n° 310 de M. Paul Raoult (affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale), n° 308 de M. Roland Courteau (définition des objectifs et des mesures mises en oeuvre dans les bassins versants) et n° 309 de Mme Odette Herviaux (organisation par les régions, à titre expérimental, de la protection et de la gestion de la ressource en eau pendant une durée de cinq ans). - **Article 1er** (art. L. 211-7, L. 212-2-2 et L. 435-9 du code de l'environnement - *Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*) (p. 5554, 5555) : accepte les

amendements du Gouvernement n° 1 (rédaction) et n° 2 (extension aux piétons du droit d'usage existant aujourd'hui au seul profit des pêcheurs), et s'oppose aux amendements n° 311 de M. Roland Courteau (participation des professionnels de la pêche et de l'agriculture aux consultations relatives à la politique de l'eau) et n° 134 de M. Gérard César (suppression de l'extension aux marcheurs du droit d'accès aux terrains privés riverains de cours d'eau et de plans d'eau domaniaux). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5556) : s'oppose à l'amendement n° 312 de M. Paul Raoult (définition législative du cours d'eau). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5557) : demande le retrait de l'amendement n° 168 de M. Eric Dolige (transfert de la section du canal d'Orléans restée dans le domaine privé de l'Etat au conseil général du Loiret). Engagement d'un dialogue constructif avec les services de l'Etat. - **Article 2** (art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - *Réforme du régime de modification des autorisations des installations ayant un impact sur l'eau*) (p. 5561) : s'oppose à l'amendement n° 246 de Mme Évelyne Didier (retour à la version initiale du projet de loi), à l'amendement n° 3 de la commission (encadrement de la possibilité pour l'Etat de modifier sans indemnisation les autorisations et concessions) et aux amendements de M. Paul Raoult, analogues n° 315 et 316 (extension de la protection instituée par cet article à tous les poissons migrateurs), n° 313 (suppression des autorisations accordées sans enquête préalable) et n° 314 (établissement d'un règlement commun applicable à toutes les concessions de la chaîne d'un ouvrage hydroélectrique), ainsi qu'aux amendements de M. Henri Revol n° 164 et 165 (rédaction). - **Article 3** (art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 5562, 5563) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. Paul Raoult (définition de l'ensemble des collectivités et services concernés par l'article), et aux amendements portant sur le même objet n° 318 de M. Thierry Repentin et n° 247 de Mme Évelyne Didier (consultation des fédérations départementales de pêche). - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 5564) : demande le retrait des amendements de M. Philippe Richert n° 216 (adaptation des ouvrages aux contraintes techniques et sécuritaires de la pratique nautique) et n° 217 (constitution des fédérations nautiques délégataires en partie civile). - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 5566) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 319 de M. Paul Raoult (consultation des établissements publics territoriaux de bassin concernés). (p. 5567, 5568) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 321 (prise en compte des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau à protéger) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 322 (prise en compte de la biodiversité aquatique dans la notion de continuité écologique). Accepte l'amendement n° 4 de la commission (renvoi au décret pour la définition de la continuité écologique). Sur les amendements de M. Henri Revol, demande le retrait du n° 166 (rédaction) et accepte le n° 167 (rédaction). (p. 5568, 5571) : s'oppose aux amendements de Mme Évelyne Didier n° 248 (rédaction), n° 249 (extension des dispositions relatives aux poissons migrateurs à toutes les espèces migratrices) et n° 250 (maintien du classement des rivières actuellement classées). (p. 5569, 5571) : s'oppose à l'amendement n° 320 de M. Gérard Roujas (protection des lieux habités menacés par l'érosion des berges des fleuves). S'oppose à l'amendement n° 323 de M. Paul Raoult (circulation libre et permanente des espèces aquatiques) et accepte les amendements de la commission n° 502 (suppression de la possibilité d'amnistie pour les propriétaires d'ouvrages hydrauliques ne s'étant pas mis en conformité) et n° 5 (ouverture de droits à indemnité uniquement en cas de charges spéciales et exorbitantes). (p. 5571, 5573) : demande le retrait de l'amendement n° 324 de M. Thierry Repentin (mise en conformité des ouvrages existants sans délai supplémentaire). S'oppose à l'amendement n° 325 de M. Paul Raoult (garantie étendue aux espèces représentatives des biotopes aquatiques du cours d'eau), ainsi qu'aux amendements identiques n° 212 de M. Philippe Richert, n° 251 de Mme Évelyne Didier et n° 326 de M. Paul Raoult (suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques), et aux trois amendements identiques des mêmes auteurs n° 213, n° 252 et n° 327 (suppression d'une

dérogation légale en période d'étiage exceptionnel). Accepte l'amendement n° 6 de la commission, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 500 à l'amendement n° 21 de la commission (possibilité de mise en place d'une signalisation adaptée pour assurer la sécurité de la circulation des agents nautiques non motorisés) à l'article 14. S'oppose à l'amendement n° 253 de Mme Évelyne Didier (suspension de certains usages afin de préserver le bon état écologique d'un cours d'eau). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5575) : demande le retrait du sous-amendement n° 228 de M. Henri Revol (alignement du régime de sanction applicable aux concessions autorisables sur celui des autorisations) à l'amendement n° 7 de la commission (regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'énergie hydroélectrique) qu'elle accepte. - **Article 4 bis** (*Établissement par le préfet de la liste des cours d'eau*) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement de l'article). - **Article 5** (art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 321-2 du code rural - *Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 5576, 5579) : accepte les amendements de la commission n° 9 et 10 (rédaction), et n° 211 (prise en compte des interventions nécessitées par la sécurité des sports nautiques non motorisés). Demande le retrait des amendements de M. Daniel Soulage n° 117 (consultation des propriétaires riverains de cours d'eau, de canaux ou de plans d'eau pour l'élaboration des plans de gestion) et n° 118 (faculté pour les riverains de s'opposer à l'épandage de matières de curage polluées). Portée réglementaire de ce dernier. S'oppose à l'amendement n° 328 de M. Thierry Repentin (suppression de la limitation de la déclaration d'intérêt général). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5580) : s'oppose à l'amendement n° 329 de M. Paul Raoult (faculté donnée au maire et au préfet de prendre des mesures de prévention). - **Article 5 bis** (art. 46 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - *Procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés*) (p. 5581) : s'oppose aux amendements identiques n° 254 de Mme Évelyne Didier et n° 330 de M. Paul Raoult (suppression). - **Article 6** (art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 5582, 5583) : accepte l'amendement n° 417 de Mme Françoise Férat (modification du titre de la section), ainsi que l'amendement n° 11 de la commission (coordination). S'oppose à l'amendement n° 255 de Mme Évelyne Didier (obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative), ainsi qu'aux amendements identiques n° 256 de Mme Évelyne Didier et n° 331 de M. Paul Raoult (ajout de la notion d'écosystèmes aquatiques à l'objectif de gestion équilibrée). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5584) : considère l'amendement n° 332 de M. Paul Raoult (fixation d'objectifs quantitatifs annuels de contrôle à la police de l'eau) satisfait par la mise en place d'un indicateur de la LOLF sur les contrôles. - **Article 7** (art. L. 216-4 et L. 216-9 du code de l'environnement - *Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) (p. 5584, 5585) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (coordination) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 333 de M. Thierry Repentin (instauration d'une peine complémentaire consistant en une astreinte de 3000 euros par jour). - **Article 7 bis** (ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005, art. L. 214-6 et L. 216-10 du code de l'environnement - *Ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets*) (p. 5585, 5587) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (cohérence). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 257 de Mme Évelyne Didier, n° 334 de M. Paul Raoult et n° 419 de Mme Françoise Férat (encadrement dans le temps du bénéfice des droits acquis). Son amendement n° 240 : rétablissement de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et précision de son cadre juridique ; adopté. - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 5589) : s'oppose aux amendements n° 335 de M. Paul Raoult (institution d'une amende de 20 000 euros en cas de destruction de frayères) et n° 258 de Mme Évelyne Didier (simplification). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission

(suppression de la mention de l'obligation de consultation des fédérations de pêcheurs) et demande le retrait des amendements n° 119 de M. Daniel Soulage (consultation des représentants des activités économiques concernées) et n° 136 de M. Gérard César (consultation des représentants des activités économiques concernées). - **Article 8 bis** (art. L. 214-3 du code de l'environnement - *Information des fédérations et associations départementales de pêche*) (p. 5590) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (suppression). - **Article 10** (art. L. 431-6 et L. 431-7 du code de l'environnement - *Gestion des peuplements des cours d'eau*) : s'oppose à l'amendement n° 336 de M. Paul Raoult (consultation de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique). Son amendement n° 489 : coordination ; adopté. - **Article 11** (art. L. 436-14 à L. 436-16 du code de l'environnement - *Dispositions de lutte contre le braconnage*) (p. 5591) : accepte les amendements de la commission n° 16 (renvoi à un décret pour l'énumération des espèces de poissons dont la pêche est interdite), n° 17 (instauration d'une amende pour le transport et la vente d'espèces de poissons dont la pêche est interdite) et n° 18 (précision et codification). - **Article 12** (art. L. 5121-1 et L. 5261-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial*) (p. 5592) : s'oppose à l'amendement n° 337 de M. Claude Lise (classement dans le domaine public fluvial de l'ensemble des ravines). - **Article 13 bis** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Insertion de l'objectif d'une utilisation efficace, économe et durable de l'eau dans les buts de la gestion équilibrée de la ressource en eau*) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (suppression). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5594, 5595) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (codification) et, sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 510 de M. Pierre Laffitte (précision), n° 180 de M. Charles Revet (hiérarchisation des objectifs de la gestion équilibrée de l'eau), et les sous-amendements identiques n° 475 de M. Jean-Marc Pastor et n° 484 de M. Daniel Soulage (inclusion de la création de nouvelles ressources d'eau de qualité dans la liste des objectifs de gestion équilibrée de l'eau). - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques*) (p. 5596, 5598) : demande le retrait des amendements n° 338 de M. Paul Raoult (obligation d'inventorier les zones humides dans les documents d'urbanisme communaux), n° 121 de M. Daniel Soulage (organisation d'une gestion collective des prélèvements d'eau pour irrigation) et de M. Gérard César n° 138 (conformité du dispositif juridique français avec la directive-cadre sur l'eau), n° 150 (implication du comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, CORPEN), contre l'engagement de son intégration dans une circulaire, et n° 159 (suppression de la création d'office de l'organisme mandataire par l'autorité administrative). Accepte l'amendement n° 408 de M. Bernard Murat (précision). Accepte l'amendement n° 21 de la commission (possibilité de mise en place d'une signalisation adaptée pour assurer la sécurité de la circulation des agents nautiques non motorisés) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 500 (rétablissement de l'obligation de signalisation pour tout ouvrage construit dans le lit d'un cours d'eau) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5599) : demande le retrait de l'amendement n° 179 de M. Charles Revet (définition des bassins d'alimentation des captages et soumission à une autorisation pour tout prélèvement d'eau à usage non domestique). Mise en place de procédure de déclaration en mairie. - **Article 14 bis** (art. L. 213-21 et L. 213-22 [nouveaux] du code de l'environnement - *Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques*) (p. 5600) : accepte les amendements de la commission n° 22 (coordination) et n° 23 (rédaction). - **Article 14 ter** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - *Simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable*) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (suppression). - **Article 14 quater** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - *Simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable*) (p. 5601) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (rédaction) et demande le retrait de l'amendement n° 245 de M. Yann Gaillard (extension aux terrains en nature de

bois et forêts des cas de dérogation à l'obligation générale d'acquisition). - **Articles additionnels après l'article 14 sexies** (p. 5604) : accepte les amendements de M. Claude Domeizel n° 339 (attribution au préfet de la compétence pour l'élaboration ou la modification des statuts de l'association syndicale du canal de Manosque, ASCM) et n° 340 (possibilité pour le syndicat de l'ASCM de saisir le préfet de toute demande d'échéance parcellaire). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5605) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 232 de M. Pierre Laffitte et n° 425 de M. Philippe Marini (mise en place par les communes et les établissements publics de collecteurs flottants de déchets domestiques). - **Article 16** (art. L. 214-8 du code de l'environnement - *Instauration d'une obligation de mesure par compteur d'eau pour les prélèvements d'eau par pompage*) (p. 5606) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser un dispositif autre qu'un compteur d'eau pour mesurer le prélèvement d'eau réalisé par pompage). - **Article 16 ter** (*Mobilisation de la trésorerie du fonds Barnier*) : son amendement n° 236 : renforcement de la politique de prévention des risques d'inondation ; adopté. - **Article 17 bis** (art. L. 522-14-1, L. 522-14-2 et L. 522-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de la vente, de la mise à disposition, de l'application et de la mise sur le marché de produits biocides*) (p. 5607) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (rédaction). - **Article 18** (art. L. 254-1 du code rural - *Création d'un registre retraçant la distribution des produits antiparasitaires et phytopharmaceutiques*) (p. 5608) : son amendement n° 412 : renforcement de la traçabilité des ventes de produits phytopharmaceutiques au niveau national ; adopté. - **Article 18 bis** (art. L. 253-6 et L. 253-17 du code rural - *Réglementation de la publicité portant sur les pesticides*) : Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 27 (rédaction) et accepte le n° 28 (rédaction). - **Article 19** (art. L. 253-14 du code rural - *Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions à la réglementation des produits phytosanitaires*) (p. 5609) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Gérard César (suppression de la compétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles pour la recherche et la constatation des infractions) et accepte l'amendement n° 29 de la commission (intervention des agents dans le cadre strict de leurs fonctions ou attributions). - **Article 19 quater** (art. L. 414-1 à L. 414-3 du code de l'environnement - *Gestion des sites Natura 2000 en mer*) (p. 5611) : son amendement n° 498 : accord de l'autorité militaire compétente avant d'intégrer dans le document d'objectifs les mesures pouvant porter atteinte à la politique nationale de défense ; adopté. Accepte l'amendement n° 30 de la commission (élaboration par le conseil de gestion du parc naturel marin du document d'objectif d'un site Natura 2000 inscrit majoritairement dans son périmètre). - **Article 20** (art. L. 256-1 à L. 256-3 [nouveaux] du code rural - *Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires*) (p. 5612, 5613) : ses amendements n° 487 (précision sur les sanctions concernant le contrôle obligatoire des pulvérisateurs) ; n° 490 (principe du double agrément des organismes de contrôle des pulvérisateurs et des organismes assurant la formation de leurs agents) ; et n° 488 (précision des pouvoirs des agents qualifiés pour rechercher et constater les infractions en matière de contrôle périodique des pulvérisateurs) ; adoptés. - **Article 20 ter** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Priorité à la fourniture d'eau potable sur les autres usages de l'eau*) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (suppression). - **Article 20 quater** (art. L. 341-13-1 [nouveau] du code du tourisme - *Eaux noires*) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (obligation d'installer des dispositifs de stockage ou de traitement sur les bateaux de plaisance) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 214 de M. Philippe Richert (application de ces dispositions aux établissements flottants recevant du public).

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 21** (art. L. 425-1 [nouveau] du code des assurances - *Création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole de boues urbaines et industrielles*) (p. 5646, 5647) : s'oppose aux sous-amendements de M. Charles Revet n° 183 et n° 184 portant sur l'amendement n° 33 de la commission (modification du montant et des modalités de recouvrement de la taxe due par

les producteurs de boues) qu'elle accepte. S'oppose également aux amendements de M. Charles Revet n° 181 (réintroduction des boues d'origine domestique dans le dispositif) et n° 182 (prise en compte des boues provenant des systèmes de traitement collectif et non collectif) ainsi qu'aux amendements n° 343 de M. Paul Raoult (création d'un climat de confiance avec les agriculteurs réticents à l'idée d'épandre les boues) et n° 403 de M. Jean-François Le Grand (condamnation des clauses contractuelles interdisant l'épandage de boues dont la qualité est conforme aux exigences réglementaires). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5648) : demande le retrait des amendements identiques n° 122 de M. Daniel Soulage et n° 148 de M. Gérard César (interdiction de la contre-publicité désavantageant les produits issus des terrains agricoles concourant à l'élimination des boues). - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - *Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5653) : s'engage à examiner le problème posé par M. Thierry Repentin relatif à la construction de certaines stations d'épuration en Bretagne. Accepte l'amendement n° 259 de Mme Evelyne Didier (rédaction). (p. 5654) : s'oppose aux amendements n° 346 de M. Paul Raoult (possibilité pour les communes de fixer les prescriptions techniques pour la réalisation des installations autonomes) et n° 260 de Mme Evelyne Didier (obligation pour la commune de définir très exactement comment doit être réalisé l'assainissement non collectif). Accepte l'amendement n° 34 de la commission (rédaction). (p. 5658) : accepte les sous-amendements de M. Charles Revet n° 185 et n° 188 et demande le retrait des sous-amendements n° 296 de Mme Jacqueline Gourault et n° 187 de M. Charles Revet portant sur l'amendement n° 35 de la commission (mise en cohérence des responsabilités des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif) qu'elle accepte. S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 261 (requalification juridique du terme "diagnostic"), n° 262 (précision), n° 263 (caractère périodique du diagnostic des installations) et n° 264 (coordination) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 348 (augmentation de la fréquence des diagnostics) et n° 349 (maintien des prérogatives des communes en matière de diagnostic). S'oppose également aux amendements n° 186 de M. Charles Revet (prérogatives du maire en cas de pollution avérée causée par le mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif) et n° 344 de M. Thierry Repentin (suppression partielle). Sur les amendements de Mme Evelyne Didier, demande le retrait du n° 265 (application anticipée de ce texte) et accepte le n° 266 (rédaction). (p. 5659) : s'oppose aux amendements n° 347 de M. Paul Raoult (rôle de la commune en matière d'assainissement non collectif) et n° 267 de Mme Evelyne Didier (maintien des compétences de la commune). Accepte l'amendement n° 36 de la commission (possibilité, pour les communes, après mise en demeure, de procéder d'office et aux frais des intéressés aux travaux indispensables). (p. 5660) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, accepte le n° 268 (rédaction) et s'oppose au n° 269 (augmentation des pénalités dues par le propriétaire en cas de non-réalisation des travaux demandés par le maire pour un assainissement non collectif). Accepte l'amendement n° 37 de la commission (modalités de recouvrement des pénalités dues par le propriétaire). (p. 5661) : son amendement n° 491 : fixation d'un délai de rejet tacite de la demande d'autorisation ; adopté. S'oppose aux amendements rédactionnels n° 190 de M. Charles Revet et n° 345 de M. Paul Raoult. (p. 5662) : s'oppose au sous-amendement n° 189 de M. Charles Revet portant sur l'amendement n° 39 de la commission (cohérence) qu'elle accepte. S'oppose à l'amendement n° 270 de Mme Evelyne Didier (cohérence). (p. 5663) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 40 (coordination) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 42 (suppression partielle). S'en remet également à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 41 de la commission et n° 297 de Mme Jacqueline Gourault (clarification). (p. 5664) : s'oppose à l'amendement n° 350 de M. Paul Raoult (précision du rôle et du pouvoir de la commune en matière d'assainissement non collectif face aux propriétaires ne respectant pas leurs obligations). - **Article 22 bis** (art. L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation - *Mise en cohérence d'articles du code de la construction et de l'habitation*) (p. 5665) : son

amendement n° 492 : cohérence ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23** (art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement) (p. 5666) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 406 de M. Jean-François Le Grand (simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales). - **Article 23 bis** (art. 200 quater A du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) (p. 5668) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (suppression). - **Article 23 ter** (art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 5669) : son amendement n° 413 : insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant ; adopté. - **Article 24 bis** (art. L. 421-2-2 du code de l'urbanisme - Consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance de permis de construire) (p. 5671) : demande le retrait des amendements analogues n° 192 de M. Charles Revet et n° 271 de Mme Evelyne Didier (consultation des services d'eau potable et d'assainissement avant la délivrance des permis de construire). - **Article 24 ter** (art. L. 1321-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Responsabilité des propriétaires d'installations privées de distribution de l'eau en matière de qualité de l'eau fournie aux usagers) (p. 5672) : demande le retrait de l'amendement n° 300 de Mme Jacqueline Gourault (clarification). - **Article 24 quater** (art. L. 1321-1 du code de la santé publique - Présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 5672, 5673) : accepte les amendements identiques n° 46 de la commission et n° 352 de M. Paul Raoult (suppression). - **Article 24 quinquies** (art. L. 1321-5 et L. 1322-13 du code de la santé publique et article L. 212-2-2 du code de l'environnement - Contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine) : s'oppose à l'amendement n° 353 de Mme Jacqueline Alquier (suppression). - **Article additionnel après l'article 24 quinquies** (p. 5674) : demande le retrait de l'amendement n° 430 de M. Bernard Murat (possibilité pour les communes d'inscrire les dépenses entraînées par la mise en oeuvre des dispositions relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en section d'investissement du budget communal). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5675) : demande le retrait de l'amendement n° 173 de M. Jean-François Le Grand (élargissement du champ d'application de la "loi de solidarité" permettant d'affecter, dans la limite de 1 % des recettes, de l'argent à des actions de coopération décentralisée). S'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Revet (modalités d'appréciation du seuil de 3000 habitants prévu pour l'application des articles L. 2224-2 et L. 2224-6 du code général des collectivités territoriales). - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5677) : accepte les amendements de la commission n° 47 (suppression partielle) et n° 48 (rédaction). (p. 5679) : demande le retrait des amendements de Mme Esther Sittler n° 113 (définition des sources de prélèvement devant faire l'objet d'une déclaration en mairie) et n° 307 (modalités de mise en oeuvre du principe de déclaration de tout prélèvement sur une source autre que celle du réseau public de distribution). S'oppose aux amendements n° 194 de M. Charles Revet (réglementation des déclarations en mairie concernant tout prélèvement, puits ou forage effectué à des fins d'usage domestique de l'eau) et n° 49 de la commission (suppression d'une disposition superfétatoire). Accepte l'amendement n° 305 de Mme Esther Sittler (mise à disposition des agents des services d'eau et d'assainissement des informations déclarées). (p. 5683, 5684) : s'oppose aux amendements n° 356 de M. Paul Raoult (maintien des prérogatives des SPANC), n° 160 de M. Christian Cambon (affirmation de la compétence exclusive des communes en matière d'eau potable), n° 354 de M. Thierry Repentin

(reconnaissance explicite de la compétence des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement) et n° 272 de Mme Evelyne Didier (rétablissement de l'équilibre propre à la définition des services publics d'assainissement non collectif). Demande le retrait de l'amendement n° 355 de M. Paul Raoult (possibilité pour les communes d'instaurer un service facultatif d'entretien des installations d'assainissement non collectif). Sur l'amendement n° 50 de la commission (possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif) qu'elle accepte, demande le retrait des sous-amendements n° 298 de Mme Jacqueline Gourault et n° 512 de M. Xavier Pintat, s'oppose aux sous-amendements n° 195 de M. Charles Revet et n° 486 de Mme Elisabeth Lamure et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 196 de M. Charles Revet. (p. 5686, 5688) : estime l'amendement n° 357 de M. Paul Raoult (suppression partielle) satisfait par les amendements de la commission n° 35 et n° 50 précités ainsi que par l'amendement n° 51 de la commission (rédaction) qu'elle accepte. Accepte également l'amendement n° 52 de la commission (coordination). Demande le retrait de l'amendement n° 299 de Mme Jacqueline Gourault (rappel du caractère facultatif pour les communes des missions autres que celle du contrôle des installations d'assainissement non collectif). S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 274 (suppression du caractère patrimonial des réparations) et n° 273 (procédure d'appel d'offres pour les travaux d'entretien prévus dans les contrats de délégation). (p. 5689) : s'oppose à l'amendement n° 358 de M. Paul Raoult (organisation d'un fonds de concours pour aider les communes abritant un champ captant). Accepte l'amendement n° 53 de la commission (rédaction). (p. 5690) : s'oppose à l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par le délégataire). (p. 5691) : intervient sur la question du prix de l'eau. (p. 5692) : s'oppose aux amendements identiques n° 275 de Mme Evelyne Didier et n° 446 de M. Jean Desessard (rétablissement de l'autorisation pour les collectivités de subventionner les régies). Sur l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement de l'échéance des travaux d'assainissement à Mayotte), son sous-amendement n° 497 ; adopté. (p. 5693) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5694) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Christian Cambon (répartition du coût du déplacement des installations de service public d'eau nécessité par des travaux d'aménagement du domaine public routier). (p. 5696, 5698) : s'oppose aux amendements analogues n° 276 de Mme Evelyne Didier et n° 449 de M. Jean Desessard (limitation de la durée du contrat pour une même commune) ainsi qu'aux amendements n° 277 de Mme Evelyne Didier (mesures en faveur de la convergence des politiques de l'eau des communes) et n° 447 de M. Jean Desessard (consultation du conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau). Demande le retrait de l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (élargissement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux). - **Article 26 bis A** (art. L. 1321-7 du code de la santé publique - Mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales) (p. 5699) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (rédaction). Demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Charles Revet (suppression de la procédure d'autorisation de distribution d'eau potable par réseau). - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5701) : demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Charles Revet (suppression du caractère obligatoire de l'avis de la commission consultative des services publics locaux). (p. 5702) : demande le retrait des amendements n° 114 de Mme Esther Sittler (précision du contenu des missions dévolues aux agents du service de distribution d'eau) et n° 431 de Mme Jacqueline Gourault (sécurisation des différences de tarifs pouvant temporairement exister sur le territoire d'une même communauté). Accepte l'amendement n° 57 de la commission (rédaction). (p. 5703) : s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 360 (précision de la faculté ouverte aux collectivités territoriales de fixer la tarification de la fourniture de l'eau) et

n° 361 (prise en compte des établissements publics compétents en assainissement non collectif). (p. 5704) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (interdiction des cautions solidaires et simples lors de la souscription d'un contrat d'abonnement au service de distribution d'eau et d'assainissement). S'oppose à l'amendement n° 451 de M. Jean Desessard (interdiction des cautions simples, des avances sur consommation et des frais d'accès au service). (p. 5705) : demande le retrait de l'amendement n° 115 de Mme Esther Sittler (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 363 de M. Paul Raoult (encadrement du taux de la partie fixe des factures d'eau). (p. 5708) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (plafonnement de la part fixe de la facture d'eau). (p. 5710) : s'oppose aux amendements identiques n° 362 de M. Thierry Repentin et n° 453 de M. Jean Desessard (suppression de la disposition autorisant de façon exceptionnelle la tarification forfaitaire de l'eau) ainsi qu'à celui de M. Jean Desessard n° 454 (suppression de toute référence à la tarification dégressive). Accepte l'amendement n° 200 de M. Charles Revet (limitation de la possibilité d'adopter un tarif dégressif pour les collectivités utilisant plus de 30 % d'eau provenant d'une zone de répartition). (p. 5711) : demande le retrait de l'amendement n° 162 de M. Christian Cambon (précision par décret des conditions de mise en oeuvre des tarifs dégressifs). (p. 5712) : s'oppose aux amendements analogues n° 280 de Mme Evelyne Didier et n° 364 de M. Paul Raoult (incitation à l'économie de la ressource en eau). (p. 5713) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Vial portant sur le même objet n° 473 et 474 (augmentation dans les communes touristiques de montagne de la part fixe de la facturation). (p. 5714) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Esther Sittler (installation d'un dispositif de comptage pour les systèmes de récupération des eaux pluviales). Accepte l'amendement n° 60 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 27** : s'oppose à l'amendement n° 456 de M. Jean Desessard (amélioration de la transparence financière des délégations de service public en matière d'eau et d'assainissement). (p. 5715) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 404 de M. Jean-François Le Grand (renforcement du contrôle de gestion). - **Article additionnel après l'article 27 bis A** (p. 5717) : demande le retrait de l'amendement n° 420 de M. Daniel Dubois (pose de compteur d'eau individuel à l'entrée de chaque logement collectif à loyer modéré). - **Article 27 bis** (art. L. 5711-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers) (p. 5718) : accepte l'amendement n° 433 de Mme Fabienne Keller (précision). (p. 5719) : s'oppose à l'amendement n° 365 de M. Paul Raoult (conservation de ses avantages par le personnel en cas de fusion de deux syndicats mixtes). (p. 5720) : demande le retrait de l'amendement n° 436 de Mme Fabienne Keller (mise en place d'un dispositif de recueil des délibérations des communes membres de l'EPCI adhérent au syndicat mixte). - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 5721) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 201 de M. Charles Revet et n° 306 de Mme Esther Sittler (extension aux syndicats de communes de la mesure permettant le regroupement de deux syndicats mixtes). - **Article 27 ter** (art. L. 3451-1 à L. 3451-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 5722) : s'oppose à l'amendement n° 366 de M. Paul Raoult (consolidation de l'exercice spécifique de la compétence de transport des eaux usées par les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne ainsi que par le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne). (p. 5723) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (cohérence). Son amendement n° 511 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 281 de Mme Evelyne Didier (définition de la pleine et entière compétence du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération parisienne en matière d'eaux usées). - **Article 27 sexies** (art. L. 136-1 du code de la consommation - Relations contractuelles entre les usagers des services de distribution d'eau et les opérateurs) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (suppression d'une disposition superfétatoire). -

**Article 27 octies** (art. L. 1324-1 du code de la santé publique - Précision rédactionnelle à l'article L. 1324-1 du code de la santé publique) (p. 5723, 5724) : demande le retrait de l'amendement n° 63 de la commission (suppression). - **Article 27 nonies** (art. L. 1127-3 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 5725) : accepte l'amendement n° 64 de la commission (possibilité pour le gestionnaire du domaine public fluvial de procéder à la destruction d'un bateau ou d'un engin flottant sans valeur). - **Article 27 decies** (art. L. 2124-8 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (association de la commune à la définition de la délimitation des zones dans lesquelles le stationnement prolongé de bateaux à usage d'habitation est autorisé). - **Article 27 undecies** (art. L. 2125-8 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Majoration de l'indemnité d'occupation) (p. 5726) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (limitation de la majoration de l'indemnité d'occupation due par les bateaux-ventouses). - **Articles additionnels après l'article 27 duodecies** (p. 5727) : accepte l'amendement n° 67 de la commission (suppression de dispositions obsolètes). - **Intitulé du titre II ter** (p. 5728) : accepte l'amendement n° 68 de la commission (cohérence). - **Article 27 terdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Réévaluation du montant des amendes applicables aux exploitants sans titre) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (suppression). - **Article 27 quaterdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Dispense de la procédure d'autorisation pour les installations accessoires) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (suppression). - **Article 27 quindecies** (art. 10 de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Réforme de l'énergie réservée) (p. 5729) : accepte l'amendement n° 71 de la commission (suppression). - **Article 27 sexdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Réforme de l'énergie réservée) : accepte l'amendement n° 72 de la commission (suppression). - **Article 27 septdecies** (art. 13 de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Suppression du droit de préférence pour les concessions hydrauliques) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (suppression). - **Article 28** (art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration) (p. 5732) : sur l'amendement n° 74 de la commission (confirmation du caractère obligatoire de l'intervention des SATESE auprès des communes éligibles) qu'elle accepte, s'oppose au sous-amendement n° 367 de M. Thierry Repentin et demande le retrait du n° 222 de M. Pierre Hérisson. S'oppose à l'amendement n° 282 de Mme Evelyne Didier (refus du transfert des missions des SATESE au secteur concurrentiel) et demande le retrait de l'amendement n° 472 de M. Jean-Pierre Vial (mise à disposition de toutes les collectivités et des EPCI d'une expertise technique réalisée par les services des départements). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5733) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Charles Revet (création et développement de syndicats départementaux ou interdépartementaux chargés de l'ensemble de la politique de l'eau). (p. 5734) : s'engage à étudier les moyens d'inciter les collectivités territoriales à se pencher sur le problème de l'eau. - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) (p. 5737, 5739) : demande le retrait des sous-amendements de M. Charles Revet n° 203 et n° 204 portant sur l'amendement n° 75 de la commission (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) pour lequel elle s'en remet à la sagesse du Sénat. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 125 de M. Michel Mercier et n° 405 de M. Jean-François Le Grand (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). - **Article 29** (art. L. 212-1 du code de l'environnement - Contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 5740) : s'oppose à l'amendement n° 415 de Mme Françoise Férat (mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre



les SCOT, les PLU et les cartes communales, avec les SDAGE). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 5741) : estime l'amendement n° 368 de M. Paul Raoult (convocation de la commission locale de l'eau par le préfet coordonnateur du bassin en cas de difficultés quantitatives prévisibles sur un bassin versant) satisfait par l'article 14 du projet de loi. - **Article 30** (art. L. 212-3 du code de l'environnement - Définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE) (p. 5742) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de la commission (consultation des établissements publics territoriaux de bassin pour arrêter le périmètre et le délai du schéma d'aménagement et de gestion des eaux). - **Article 31** (art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Daniel Soulage (concertation avec les établissements publics consulaires). (p. 5743) : accepte les amendements de la commission n° 77 (suppression de la mention des établissements locaux à caractère administratif dans le collège des collectivités territoriales) et n° 78 (suppression d'une disposition ne relevant pas du domaine de la loi). - **Article 32** (art. L. 212-5 et articles L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Contenu et portée juridique du SAGE) (p. 5744, 5745) : demande le retrait des amendements n° 127 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques présentes dans les zones nécessitant un plan de gestion des eaux et des milieux aquatiques) et n° 244 de M. Yann Gaillard (possibilité de passer des conventions rémunérées entre les acteurs publics gestionnaires de la ressource en eau et les propriétaires forestiers). S'oppose à l'amendement n° 416 de Mme Françoise Férat (mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre les SCOT, les PLU et les cartes communales, avec les SAGE). - **Article 34** (art. L. 212-7 et articles L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Modification, révision et mise en conformité du SAGE) (p. 5746) : accepte les amendements de la commission n° 505 (rédaction) et n° 79 (possibilité pour la commission locale de l'eau d'adopter les schémas en cours d'élaboration selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant la promulgation de la loi sur l'eau). - **Article 34 bis** (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales - Dispositions particulières au SDAGE et au SAGE en Corse) (p. 5747) : sur les amendements de la commission, accepte les amendements de cohérence n° 80 et n° 81 ainsi que l'amendement de précision n° 82. - **Article additionnel après l'article 34 bis** : accepte l'amendement n° 83 de la commission (coordination). - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 5749) : demande le retrait de l'amendement n° 370 de M. Paul Raoult (renforcement de l'échelon du "sous-bassin"). (p. 5750) : demande le retrait de l'amendement n° 371 de M. Paul Raoult (modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin). (p. 5751, 5752) : demande le retrait des amendements n° 372 de M. Paul Raoult (représentation des pêcheurs au sein du comité de bassin) et n° 283 de Mme Évelyne Didier (place des organisations syndicales représentatives des salariés dans les comités de bassin). S'oppose à l'amendement n° 457 de M. Jean Desessard (parité hommes-femmes à la présidence des comités de bassin). (p. 5753) : s'oppose à l'amendement n° 373 de M. Paul Raoult (élection du président du comité de bassin au sein du collège des représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics). Accepte l'amendement n° 206 de M. Charles Revet (modalités de l'organisation de la commission territoriale de sous-bassin). (p. 5754) : s'oppose aux amendements n° 467 de M. Jean Desessard (possibilité pour les représentants du deuxième collège de commander des études indépendantes sur les activités des agences de l'eau) et n° 375 de M. Paul Raoult (rapprochement des instances de bassin de leur terrain d'action). (p. 5755, 5756) : sur les amendements de M. Paul Raoult, accepte le n° 379 (cohérence) et s'oppose aux n° 376 (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau) et n° 377 (perception, par les représentants des usagers et des associations, d'une indemnité compensatrice de leur fonction d'administrateur d'une agence de l'eau). (p. 5757) : demande le retrait des amendements n° 293 de M. Jacques Pelletier (affirmation du rôle des agences de l'eau dans la mise en oeuvre de technologies propres et innovantes) et

n° 378 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations d'associations de pêche de loisirs et de pêche professionnelle). (p. 5758) : s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Paul Raoult (possibilité pour les régies dotées de la personnalité morale de percevoir des subventions versées par les agences de l'eau). (p. 5759) : s'oppose à l'amendement n° 466 de M. Jean Desessard (utilisation des produits des écotaxes pour financer la reconversion écologique de l'agriculture). - **Article 36** (Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012) (p. 5760) : demande le retrait de l'amendement n° 381 de Mme Jacqueline Alquier (renforcement de la concertation entre les départements et les agences de l'eau). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 84 de la commission (simplification). S'oppose à l'amendement n° 383 de M. Paul Raoult (suppression de la possibilité pour les agences de l'eau d'être maître d'oeuvre). (p. 5761) : s'oppose aux amendements n° 384 de M. Paul Raoult (extension du champ d'intervention des agences de l'eau à la réduction de la vulnérabilité aux inondations) et n° 131 de M. Daniel Soulage (possibilité pour les agences de l'eau de stocker l'eau). (p. 5762, 5763) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 85 et n° 87 ainsi que l'amendement n° 86 de la commission (diminution du montant des dépenses des agences de l'eau). S'oppose à l'amendement n° 382 de M. Paul Raoult (suppression du financement de l'ONEMA par les agences de l'eau). (p. 5764) : demande le retrait de l'amendement n° 207 de M. Charles Revet (calcul des aides des agences de l'eau en faveur des communes rurales par rapport au montant des aides reçues de 2001 à 2006).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5779) : accepte l'amendement n° 88 de la commission (établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement). (p. 5781) : précision sur l'amendement précité n° 88 de la commission. Accepte les amendements n° 89 et 90 de la commission (rédaction). (p. 5782) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 152 de M. Gérard César et n° 133 de Mme Françoise Férat (modification de l'assiette de la redevance pour pollution d'eau). (p. 5784) : s'oppose aux amendements n° 284 de Mme Évelyne Didier (instauration d'une fourchette d'imposition en fonction de la quantité de substances polluantes rejetées), n° 464 de M. Jean Desessard (relèvement des redevances des pollutions industrielles pour les éléments les plus toxiques) et n° 385 de M. Paul Raoult (majoration du tarif appliqué aux nitrates). (p. 5790, 5791) : accepte les amendements de la commission n° 91 (détermination d'un taux unique pour la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages) et n° 93 (institution d'une franchise de perception de la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages) ainsi que le n° 92 (diminution du seuil de perception de cette redevance et suppression de la distinction faite pour les zones de montagne) modifié par le sous-amendement n° 485 de M. Pierre Jarlier (rétablissement de la distinction faite pour les zones de montagne), pour lequel elle s'en remet à la sagesse du Sénat. Demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° 146 (pour le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages, possibilité de choix entre un système forfaitaire et un mode de calcul valorisant les pratiques tendant à réduire la pollution) et n° 426 (relèvement du taux de chargement de gros bétail à l'hectare et substitution de la référence à la surface agricole utile à celle de la surface agricole utilisée pour cette même redevance) et s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 462 (augmentation de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages sur les nitrates) et n° 463 (diminution du seuil de perception de la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages). Demande le retrait des amendements de M. Yannick Texier n° 176 (modification des critères d'éligibilité à la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages) et n° 177 (suppression du seuil de chargement de 1,4 unité de gros bétail, UGB, à l'hectare correspondant à l'exonération de cette même redevance) ainsi que des amendements n° 294 de M. Pierre Jarlier (relèvement du seuil de chargement de gros bétail à l'hectare pour les zones de

montagne dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages) et n° 414 de M. Jean Boyer (prise en compte du nombre d'associés des GAEC dans le calcul des unités de gros bétail, UGB, déterminant l'assujettissement à la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages). (p. 5793) : demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. Jean Bizet (en cas d'une extension de l'exploitation, octroi de nouvelles aides à la mise aux normes des bâtiments d'élevage après extinction des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA, et modulation de la redevance). Intervient sur l'amendement précité n° 303 de M. Jean Bizet. (p. 5794) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (coordination). (p. 5796) : s'oppose aux amendements n° 432 de Mme Jacqueline Gourault (prise en compte des éléments constitutifs de la pollution dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique) et n° 386 de M. François Marc (diminution du plafond maximal du taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique payé par l'abonné au service public de distribution d'eau). Accepte les amendements de la commission n° 95 (rédaction), n° 96 (rédaction), n° 97 (coordination) et n° 98 (possibilité de rémunération pour l'exploitant du service de distribution d'eau assurant le recouvrement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique pour le compte de l'agence de l'eau) ainsi que le n° 209 de M. Rémy Pointereau (exclusion du volume d'eau utilisé pour l'élevage des animaux de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique). Demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Jean-François Le Grand (précision) au profit de l'amendement précité n° 98 de la commission. (p. 5797) : accepte l'amendement n° 99 de la commission (estimation de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte sur la base du volume d'eaux usées rejetées au réseau). (p. 5798) : s'oppose aux amendements n° 285 de Mme Évelyne Didier (introduction d'une fourchette pour la fixation du taux de collecte dans le calcul de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte), n° 387 de M. Jean-Marie Bockel (alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte payé par les industriels sur le taux appliqué aux usagers domestiques) et n° 458 de M. Jean Desessard (suppression de la dégressivité du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte en fonction des tranches de consommation). Accepte les amendements de la commission n° 100 (précision) et n° 101 (possibilité de rémunérer l'exploitant du service de distribution d'eau assurant le recouvrement de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte pour le compte de l'agence de l'eau). (p. 5799) : son amendement n° 234 : précision des bases juridiques du classement des substances dangereuses et mention explicite des substances cancérigènes, mutagènes et tératogènes ; adopté. (p. 5800) : sur l'amendement n° 102 de la commission (application d'un taux minoré de la redevance pour pollutions diffuses aux substances actives d'origine minérale), son sous-amendement n° 514 ; adopté. S'oppose aux amendements n° 459 de M. Jean Desessard (extension de la redevance pour pollutions diffuses à toutes les personnes mettant sur le marché des produits phytosanitaires destinés aux agriculteurs et au grand public et élargissement aux biocides) et n° 388 de M. François Marc (extension de la redevance pour pollutions diffuses aux biocides et aux engrais chimiques). Accepte les amendements de la commission n° 504 (rédaction) et n° 102 (application d'un taux minoré de la redevance pour pollutions diffuses aux substances actives d'origine minérale) et estime l'amendement n° 157 de M. Gérard César (précision) satisfait. (p. 5801) : demande le retrait de l'amendement n° 418 de Mme Françoise Férat (simplification du calcul de la redevance). (p. 5804) : s'oppose aux amendements n° 153 de M. Gérard César (diminution du taux des prélèvements sur les utilisateurs des produits phytopharmaceutiques), n° 389 de M. François Marc (relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement), n° 286 de Mme Évelyne Didier (encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits phytosanitaires) et n° 461 de M. Jean Desessard (encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits phytosanitaires). (p. 5805, 5806) : réponse à l'intervention de M. Jean Desessard. (p. 5807) : demande le retrait de l'amendement n° 208 de M. Rémy

Pointereau (modération des taux de prélèvement de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques) et s'oppose à l'amendement n° 390 de M. François Marc (relèvement du plafond de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques). Demande le retrait de l'amendement n° 155 de M. Gérard César (réduction de moitié du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses applicable aux fongicides). (p. 5808) : demande le retrait de l'amendement n° 156 de M. Gérard César (instauration d'une certaine harmonisation entre les taux de la redevance pour pollutions diffuses fixés par les agences de l'eau). (p. 5809) : son amendement n° 499 : amélioration de la traçabilité des ventes de pesticides et adaptation des modalités de mise en oeuvre de la redevance assise sur les produits phytopharmaceutiques portant la mention "emploi autorisé dans les jardins" ; adopté. (p. 5810) : demande le retrait de l'amendement n° 302 de M. Jean Bizet (possibilité pour les agences de l'eau de moduler la redevance pour pollutions diffuses en faveur des agriculteurs engagés dans des processus de traitement écologique respectueux de l'environnement) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 137 de M. Gérard César (restriction du champ des bénéficiaires de la prime pour réduction des pollutions diffuses au seul utilisateur final). (p. 5811) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Gérard César (proposition de critères d'éligibilité pour l'obtention de la prime à l'utilisateur final). (p. 5813) : s'oppose aux amendements identiques n° 391 de M. Paul Raoult et n° 468 de M. Jean Desessard (création d'une redevance sur les pollutions diffuses azotées). (p. 5814) : s'oppose aux amendements n° 471 de M. François Marc (exclusion de la redevance pour prélèvements sur la ressource d'eau des ruissellements stockés hors période d'étiage au moyen de retenues collinaires entre le 1er avril et le 31 octobre) et n° 144 de M. Gérard César (exonération de la redevance pour prélèvement sur la ressource d'eau des surfaces situées dans les zones humides). (p. 5815) : accepte l'amendement n° 103 de la commission (modalités d'assujettissement à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau des installations restituant au moins 99 % de l'eau prélevée) et s'oppose aux amendements n° 287 de Mme Évelyne Didier (relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau) et n° 465 de M. Jean Desessard (encadrement et relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau). (p. 5818) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 145 de M. Gérard César et n° 288 de Mme Évelyne Didier (introduction dans le régime de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau d'un abattement en faveur des agriculteurs irriguants ayant fait le choix d'une gestion collective). S'oppose à l'amendement n° 392 de Mme Yolande Boyer (assujettissement des retenues collinaires au même taux de redevance que les installations d'irrigation gravitaire) ainsi qu'aux amendements identiques n° 289 de Mme Évelyne Didier et n° 460 de M. Jean Desessard (réduction du dénivelé rendant éligible l'ouvrage à la redevance pour obstacle). (p. 5819) : s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 393 (remplacement de la dénomination de la redevance pour protection du milieu aquatique par la redevance pour exploitation piscicole) et n° 394 (exonération de la redevance pour protection du milieu aquatique pour les mineurs, les conjoints des pêcheurs, les invalides de guerre et du travail) et accepte l'amendement n° 369 de M. Paul Raoult (compatibilité entre les documents du SAGE et ceux d'urbanisme). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 5820) : s'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean Desessard (institution d'une taxe sur les ventes d'eau en bouteille). - **Article 39** (*art. L. 213-13 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 5822, 5823) : estime les amendements identiques n° 147 de M. Gérard César et n° 290 de Mme Évelyne Didier (maintien du seuil de recouvrement de la redevance pour prélèvement d'eau dans les départements d'outre-mer prévu par la loi de programme pour l'outre-mer de 2003) satisfaits par la rédaction actuelle de l'article 39. Accepte l'amendement n° 104 de la commission (coordination). - **Article 40** (*art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau*) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Thierry Repentin (avis du Comité national de l'eau, CNE, sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisir). - **Article 41** (*art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement -*

*Transformation du Conseil supérieur de la pêche en Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA* (p. 5825) : ses amendements n° 507 (clarification) ; adopté ; et n° 506 (aménagement de la transition entre le conseil supérieur de la pêche, CSP, et l'ONEMA) ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet, n° 218 de la commission. (p. 5826) : s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 396 (suppression) et n° 397 (participation des établissements publics territoriaux de bassin au conseil d'administration de l'ONEMA). Précision sur le rôle de l'ONEMA. (p. 5827) : moyens financiers et humains alloués au nouvel organisme. Reprise des missions du Fonds national de solidarité pour l'eau par l'ONEMA. - **Article 42 A** (art. L. 431-3 à L. 431-5 du code de l'environnement - Définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 5829) : s'oppose aux amendements de suppression n° 291 de Mme Evelyne Didier et n° 398 de M. Paul Raoult. Groupe de travail composé de magistrats du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation sur la définition des eaux "libres" et des eaux "closes". Différence entre la chasse et la pêche. - **Articles additionnels avant l'article 43 ou après l'article 43 ou après l'article 43 bis** (p. 5832) : demande le retrait des amendements de M. Paul Raoult n° 400 (possibilité pour les associations agréées de pêche de faire habiliter leurs gardes au contrôle de la réglementation relative à la pêche sur l'ensemble des eaux libres départementales) et n° 401 (possibilité pour les détenteurs d'un droit de pêche de passer une convention avec la Fédération départementale des associations de pêche afin d'assurer la garderie particulière de leur droit de pêche par les agents de développement de cette fédération) au profit de l'amendement n° 210 de M. Bernard Murat (possibilité pour les Fédérations de pêche de faire agréer des gardes intervenant sur des eaux n'appartenant pas au domaine public fluvial, en considération de conventions signées avec les titulaires des droits de pêche concernés). - **Article additionnel avant l'article 43** : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Daniel Dubois (maintien aux gardes-pêche particuliers de la compétence de constater par procès-verbal certaines infractions ayant des incidences sur les missions des structures associatives de pêche qui les emploient). - **Article 43** (art. L. 434-5 du code de l'environnement - Dispositions relatives à la Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques) (p. 5833) : accepte l'amendement n° 105 de la commission (reprise des droits et obligations de l'Union nationale pour la pêche par la nouvelle Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques). - **Article 43 bis** (art. L. 437-13 du code de l'environnement - Commissionnement des gardes-pêche particuliers) (p. 5834) : s'oppose aux amendements de suppression n° 292 de Mme Evelyne Didier et n° 399 de M. Paul Raoult. Accepte l'amendement n° 210 de M. Bernard Murat (possibilité pour les Fédérations de pêche de faire agréer des gardes intervenant sur des eaux n'appartenant pas au domaine public fluvial, en considération de conventions signées avec les titulaires des droits de pêche concernés). - **Article 45** (art. L. 436-1 du code de l'environnement - Conditions d'exercice du droit de pêche) (p. 5835) : son amendement n° 237 : levée du gage prévu pour compenser la perte de recettes liée à l'institution de la journée annuelle de promotion de la pêche ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 170 de M. André Trillard (spécification du statut particulier du titulaire du droit de pêche attaché au droit de propriété indivis du marais de la Grande Brière Mottière) et n° 255 de Mme Evelyne Didier (obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative). - **Article 46** (art. L. 437-18 du code de l'environnement - Exercice par les associations et fédérations de pêche en eau douce des droits reconnus à la partie civile) (p. 5836) : accepte l'amendement n° 171 de M. André Trillard (possibilité pour la commission syndicale de la Grande Brière Mottière, au même titre que les fédérations et associations de pêche, de se porter partie civile en cas d'infraction la concernant). - **Article 46 ter** (art. 3 de la loi n° 83-582 du 5 juillet 1983 relative au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes - Confiscation de bateau en cas d'infraction) (p. 5837) : accepte l'amendement n° 501 de la commission (rédaction). - **Article 47** (Mise en cohérence d'articles codifiés) (p. 5838) : sur l'amendement n° 106 de la commission (regroupement en un seul paragraphe de toutes les modifications induites par la nouvelle dénomination des

associations et des fédérations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 496 ; adopté. Son amendement n° 493 : coordination ; adopté. Accepte l'amendement n° 107 de la commission (cohérence). - **Article additionnel après l'article 47** : son amendement n° 513 : maintien des dispositifs actuels de prévoyance et de retraite complémentaire des personnels des agences de l'eau à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007 ; adopté. (p. 5839) : intervient sur son amendement précité n° 513. Mise à profit de cette période transitoire pour travailler avec les agents et leurs représentants sur un système de retraite pérenne. - **Article 48** (Encadrement de l'évolution des redevances de l'eau) : son amendement n° 238 : cohérence ; adopté. (p. 5840) : demande le retrait de l'amendement n° 158 de M. Gérard César (intégration de la redevance pour pollutions diffuses au dispositif de lissage prévu à cet article). Accepte l'amendement n° 108 de la commission (cohérence). - **Article 49** (Abrogation de certains articles codifiés et dispositions législatives) (p. 5841, 5842) : accepte les amendements de la commission n° 109 (cohérence), n° 110 (cohérence) et n° 111 (abrogation à compter du 1er janvier 2008 de l'article L. 1331-16 du code de la santé publique définissant l'assistance technique). Ses amendements n° 239 (cohérence) ; n° 494 (coordination) ; et n° 495 (validation des fusions de syndicats mixtes intervenues avant la promulgation de la loi) ; adoptés. - **Article 50** (art. L. 256-1 et L. 256-2 du code rural - Entrée en vigueur différée de divers articles) (p. 5843) : accepte les amendements de la commission n° 503 (report au 1er janvier 2009 de l'application du dispositif prévu à l'article 20 afin de permettre aux fabricants de pulvérisateurs de produits phytosanitaires de se mettre en conformité avec les nouvelles normes) et n° 112 (date d'entrée en vigueur des dispositions d'adaptation résultant de la transition entre le CSP et l'ONEMA, ainsi que de la réforme des redevances des agences et possibilité pour les comités de bassin et les agences de l'eau de prendre les décisions nécessaires en attendant la désignation de leurs membres selon les modalités prévues). - **Coordination - Article 27 octies** (art. L. 1324-1 du code de la santé publique - Précision rédactionnelle à l'article L. 1324-1 du code de la santé publique) : accepte l'amendement n° A-1 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5849) : remerciements. Qualité des débats. Avancées de ce texte. Souhait de faire progresser la politique de l'eau sans idéologie mais avec pragmatisme.

## - Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]

Deuxième partie :

### Ecologie et développement durable

- (2 décembre 2006) (p. 9412, 9418) : examen des crédits de la mission. Favorable à un programme "eau". Dotation de l'ADEME. Adoption du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques avant la fin de 2006. Contentieux avec l'établissement public d'aménagement de la Loire. Encadrement des zones de développement de l'éolien. Plan national d'allocation des quotas de CO2. Réseau des réserves naturelles. Filière des véhicules flex fuel. Projet REACH. Etablissement Parcs nationaux de France, PNF. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9419, 9424) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° II-19 (réduction de 40 millions d'euros du programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et de développement durable" au titre des frais engendrés par le déménagement du ministère et réinscription de cette somme au compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat") et s'oppose au n° II-18 (transfert d'une partie des crédits destinés à l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, AFSSET, vers le programme "Gestion des milieux et biodiversité" pour compléter le financement des réserves naturelles), ainsi qu'à l'amendement n° II-88 de M. Paul Raoult (transfert de crédits du programme "Prévention des risques et lutte contre les pollutions" au bénéfice des parcs naturels régionaux).

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10195, 10198) : réponses aux orateurs.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10732, 10733) : inscription du droit à l'eau dans le droit français. Avancées sociales. Outils au service d'une efficacité accrue. Qualité du travail. - **Article 23** (p. 10762) : son amendement n° 1 :

coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Vote sur l'ensemble** (p. 10763) : attitude constructive des groupes parlementaires de l'opposition. Remerciements.

**OTHILY (Georges)**  
sénateur (Guyane)  
RDSE

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] - Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine (rapport) [n° 300 tome 1 (2005-2006)] (6 avril 2006) - **Justice - Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] - Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine (annexes) [n° 300 tome 2 (2005-2006)] (6 avril 2006) - **Justice - Outre-mer - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3327, 3328) : salue le retour au dialogue avec les partenaires sociaux et le schéma d'ouverture et d'espoir. Persistance des sujets de préoccupation. Conséquences négatives du dogme de la réussite pour tous. Problème majeur de l'inadéquation de la formation au monde du travail. Nécessité d'une réforme du système éducatif. Utilité de la crise pour prendre conscience de la nécessaire flexibilité du travail. Une partie du groupe du RDSE approuvera cette proposition de loi visant à favoriser l'emploi des jeunes.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [n° 41 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2005-2006)** (p. 3875, 3877) : intervient sur ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'agence au Centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [n° 42 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2005-2006).**

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3900, 3902) : adaptation du droit positif aux profondes mutations de la société. Nombreuses avancées assouplissant les règles de dévolution et accélération des procédures de partage. Projet de loi imaginatif et audacieux. Réforme de l'indivision. Réaffirmation du rôle indispensable des notaires dans leur mission de conseil et d'expertise. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3913, 3918) : ses amendements n° 119 : suppression de la possibilité de placement de l'option héréditaire sous la tutelle étatique lorsque l'Etat n'est pas créancier de la succession ; retiré ; n° 120 : considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant ; rejeté ; n° 121 : maintien des pénalités de recel même lorsque l'héritier révèle spontanément la présence d'un héritier ou restitue ce qui a été recelé avant la découverte des faits ; adopté ; et n° 122 : remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire" ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - président de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine. - **Discussion générale** (p. 4328, 4329) : nombreuses auditions et déplacements de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine en France, en outre-mer et à l'étranger. Souci constant de comptes rendus objectifs et pertinents. Impact social considérable du phénomène de l'immigration clandestine. Réflexion indispensable sur le processus d'intégration d'individus venus d'ailleurs pour jouir du modèle républicain français. Inadaptation des indicateurs mesurant la réalité de l'immigration clandestine. Proposera l'interconnexion des fichiers administratifs comportant des données relatives aux étrangers en situation irrégulière sous le contrôle de la

CNIL. Nécessité de renforcer le volet juridique et financier destiné à tarir le flux d'immigration en amont : visa biométrique ; moyens logistiques de la police aux frontières ; codéveloppement. Proposera des visas en forme de diptyque pour lutter contre la transformation de l'entrée régulière en séjour irrégulier. Conciliation nécessaire de la maîtrise des délais de procédure avec les garanties accordées aux demandeurs d'asile. Souhait d'une plus grande célérité dans la répression des responsables des réseaux de travail clandestin. Ampleur et impact de l'immigration clandestine en outre-mer, en particulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte. Conséquences explosives. Dispositions positives tendant pour Mayotte à lutter contre l'obtention frauduleuse de titres de séjour. Dispositif à minima proposé pour la Guyane. Mécontentement croissant et déception de la population face aux attermolements des gouvernements successifs. Assassinats de membres des forces de l'ordre et de gardiens d'un camp du CNRS par des clandestins. (p. 4330) : mise en péril de l'équilibre socio-économique et de l'ordre public. Absence inacceptable de mesures spécifiques pour la Guyane en dépit de l'urgence. Philosophie différente de celle de l'immigration choisie. Nécessité d'accorder une carte de séjour "vie privée et familiale" aux étrangers vivant en Guyane depuis plus de dix ans ayant choisi la nation à l'opposé des clandestins d'aujourd'hui motivés par le seul appât du gain des prestations sociales. Assure le ministre de son soutien pour l'avenir et le développement de la France.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 70 (priorité)** (art. L. 611-10 et L. 611-11 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 10-2 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Contrôle des véhicules aux fins de recherches d'infractions à l'entrée et au séjour des étrangers en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4662) : son amendement n° 91 : extension du périmètre de visite sommaire des véhicules en Guyane ; adopté. - **Article 71 (priorité)** (art. L. 622-10 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 29-3 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Destruction ou immobilisation des embarcations ou véhicules ayant servi à commettre des infractions d'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte) (p. 4663, 4664) : ses amendements n° 90 : extension aux aéronefs, en Guyane, des possibilités d'immobilisation et de destruction prévues pour les véhicules terrestres ; et n° 93 : habilitation des agents des sociétés de transports non urbains de voyageurs en Guyane à demander la production d'un titre d'identité ou de séjour régulier lors de l'embarquement des passagers au départ d'une commune frontalière ; adoptés après rectification demandée par la commission. - **Article 72 ter (priorité)** (Observatoire de l'immigration de la Guadeloupe et de la Martinique) (p. 4666) : soutient l'amendement n° 94 de M. Daniel Marsin (saisine pour avis, par la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour, des commissions chargées d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane, en Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion, sur les demandes d'admission d'étrangers résidant dans ces départements) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 72 ter (priorité)** (p. 4667, 4673) : ses amendements n° 88 : renforcement des moyens de l'Etat pour lutter contre la prolifération des constructions illicites réalisées en Guyane par les immigrés en situation irrégulière sur les domaines public et privé de l'Etat et des collectivités territoriales ; n° 97 : instauration d'un régime dérogatoire en Guyane pour l'attribution des prestations sociales aux étrangers ; n° 89 : subordination de l'attribution des prestations sociales à une condition de résidence stable et régulière sur le territoire de la Guyane ; n° 92 : institution d'une procédure d'association des collectivités territoriales à l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'immigration ; n° 256 : instauration d'une règle spécifique en matière de reconnaissance de paternité en Guyane ; n° 95 et 96 : renforcement des conditions d'accès à la nationalité française dans le département de la Guyane ; n° 255 : régularisation des étrangers ayant leur résidence régulière et stable sur le territoire de la Guyane depuis plus de dix ans ; n° 253 : octroi de plein droit d'une carte de séjour "vie privée et familiale" aux étrangers justifiant de dix années de résidence en

Guyane ; et n° 254 : régularisation des personnes en situation irrégulière en Guyane du fait du non-renouvellement de leurs pièces d'identité ; retirés. Invocation de l'article 73 de la Constitution entravant un développement normal et harmonieux des départements d'outre-mer.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4857) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jacques Pelletier (maintien de la possibilité pour les étrangers déboutés de leur demande d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4915, 4920) : apport réel du Sénat et du bicaméralisme. Rééquilibrage du texte vers plus d'humanisme et de justice en maintenant fermeté et réalisme. La majorité des membres du groupe du RDSE, satisfaite de l'adoption de nombreux amendements, votera le projet de loi tandis que d'autres, opposés à certaines dispositions bien précises, se prononceront contre. Votera le texte amendé par le Sénat bien que demeurant très insuffisant pour la Guyane.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 397 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5158) : augmentation des violences à l'encontre des arbitres. Intérêt de recourir à une assistance vidéo. Amélioration nécessaire du statut des arbitres et de leur régime fiscal et social. Les membres du groupe du RDSE voteront cette proposition de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5294) : exclusion des directions régionales du ministère de la jeunesse et des sports des comités de l'administration régionale, CAR. Maintien des directions départementales sans les moyens humains nécessaires à leur fonctionnement. Absence de réunion des directeurs départementaux depuis plus d'un an. Mise en application paradoxale de la LOLF pour la jeunesse et les sports. Absence de directive nationale d'orientation, DNO, et d'instructions sur la mise en oeuvre de la nouvelle mission, la vie associative.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5354, 5356) : situation budgétaire inquiétante. Hypothèses de croissance irréalistes. Maîtrise indispensable de la dépense publique. Situation préoccupante des collectivités d'outre-mer. Sous-dotation chronique. Mise en place vitale d'une zone franche sanitaire en Guyane. Vigilance du groupe du RDSE sur la ventilation des crédits lors de la prochaine discussion budgétaire.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration - Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5470, 5471) : maintien de l'équilibre complexe entre fermeté et générosité. Satisfait de l'adoption par la commission mixte paritaire des amendements déposés par M. Jacques Pelletier et les membres du groupe du RDSE instaurant le compte épargne développement. Remercie les députés membres de cette commission de l'approbation de ses trois amendements concernant la Guyane et adoptés par le Sénat. Texte perfectible mais néanmoins conforté par les apports du Sénat. Le groupe du RDSE votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5897, 5899) : préoccupation de la lutte contre la délinquance pour le Gouvernement et le Parlement. Nécessaire dimension sociale et éducative de la réponse des politiques publiques. Réactivité des dispositifs proposés dès les premiers signes de délinquance des mineurs. Réforme indispensable de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Rôle du maire. Observations sur les nouvelles compétences confiées au maire. Toxicomanie. Hommage au travail du rapporteur.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6118) : son amendement n° 173 : incrimination du fait pour une personne ayant connaissance de la disparition d'un mineur de quinze ans, de chercher à empêcher ou à retarder de façon volontaire les procédures de recherche ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6234) : adaptation constante des outils de lutte contre la délinquance. Améliorations apportées par le Sénat. La majorité des membres du groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (30 octobre 2006) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 360 (2005-2006)** (p. 7257, 7259) : pluralité de l'outre-mer. Droit à une évolution institutionnelle différenciée et choisie de l'outre-mer. Attachement des ultramarins à la République. Spécificité et situation critique de la Guyane. Sa préférence pour le statut de collectivité d'outre-mer défini par l'article 74 de la Constitution. Problème de l'immigration clandestine en Guyane.

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7491) : satisfait de la création des nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi organique.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 359 (2005-2006)**. - (31 octobre 2006) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7509, 7510) : son amendement n° 88 : institution en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge ; adopté. - **Article 4** (*art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Coordinations*) (p. 7522) : son amendement n° 89 : création de trois sections au sein de la circonscription "outre-mer" pour l'élection des députés au Parlement européen ; adopté. - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le droit applicable outre-mer*) (p. 7537) : son amendement n° 90 : caractère non suspensif des recours exercés en Guyane et à Mayotte à l'encontre des procédures d'obligation de quitter le territoire ; adopté. (p. 7538) : son amendement n° 91 : prise en compte des difficultés et des contraintes propres à la navigation sur les fleuves frontalières dans l'adaptation de la législation applicable à la Guyane ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7549) : son amendement n° 92 : conséquence ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7884) : soutient les amendements de M. Aymeri de Montesquiou n° 25 (prise en compte de l'activité principale de

l'électeur pour l'inscription dans les collèges électoraux, en cas de double qualité d'employeur et de salarié) ; et n° 26 (non-prise en compte des listes électorales ne respectant pas le principe de la parité de la juridiction prud'homale) ; adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Recherche et enseignement supérieur**

- (1er décembre 2006) (p. 9309) : sous-dotation budgétaire de la Guyane. Développement d'un pôle scientifique d'excellence. Politique spatiale : programme du CNES. Le groupe du RDSE est favorable à l'adoption de ces crédits.

**Justice**

- (4 décembre 2006) (p. 9439, 9441) : insuffisance chronique du budget de la justice. Politique de rénovation et de construction. Nécessaire refonte de la politique pénitentiaire et du dispositif judiciaire. Dispositifs de surveillance alternatifs à la privation de liberté. Centres éducatifs fermés. Traitement des demandeurs d'asile. Votera ce budget.

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) (p. 9655, 9656) : spécificités des régions ultrapériphériques. Guyane : crise du logement ; immigration clandestine. Votera les crédits de cette mission.

**Santé**

- (8 décembre 2006) (p. 9840, 9841) : situation sanitaire de la Guyane. La majorité du groupe du RDSE votera les crédits de cette mission.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10066, 10070) : soutient les amendements de M. Michel Thiollière n° II-177 (octroi du bénéfice d'une compensation équitable à chaque communauté d'agglomération, qu'elle ait été créée avant ou après l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2004) ; n° II-178 (exclusion de la dotation de solidarité du calcul du coefficient d'intégration fiscale) ; et n° II-179 (assouplissement de la règle de liaison des taux au profit des EPCI à taxe professionnelle unique lorsque le taux de cette taxe est inférieur à la moyenne de sa catégorie) ; retirés. (p. 10086, 10087) : soutient l'amendement n° II-244 de M. Daniel Marsin (extension de la qualité de pupille de la nation aux enfants des professionnels de santé décédés dans l'exercice de leurs fonctions à la suite d'un accident imputable à une faute d'une particulière gravité de l'administration) ; retiré.

**PAPON (Monique)**  
sénateur (Loire-Atlantique)  
UMP

Secrétaire du Sénat.

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

**PASQUA (Charles)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
*UMP-A*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité le 11 juillet 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à autoriser le repos hebdomadaire par roulement pour les établissements de commerce et de détail [n° 458 (2005-2006)] (6 juillet 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

**PASTOR (Jean-Marc)**  
*sénateur (Tarn)*  
*SOC*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 26 janvier 2006.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3644) : importance du mouvement associatif en France. Mise en place en 2004 d'un ministère chargé de la vie associative. Réponses aux attentes du monde associatif. Avancées de ce texte. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10273, 10274) : votera ce texte. Amélioration de la parité dans le respect des règles du jeu électoral.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2268, 2269) : favorable à l'amendement n° 205 de M. Hugues Portelli (intégration dans la fonction publique territoriale d'agents contractuels de catégorie A et reprise d'ancienneté).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Rappel au règlement** (p. 3326) : intervient sur les propos de M. Claude Domeizel qu'il juge inacceptables devant la Haute assemblée.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9210) : regret de l'absence de consensus sur les crédits de cette mission. Hommage au travail du ministre.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 9 mai 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 80 tome 1 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 134, 135).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2373, 2377) : rappel des propositions formulées à la quasi-unanimité de l'hémicycle à la suite de la mission de la commission des affaires économiques du Sénat en 2002-2003. Texte éloigné du consensus d'alors et d'une véritable loi fondatrice sur les biotechnologies. Absence d'audition des ministres concernés. Nécessité de sauver la recherche publique et de créer les conditions de l'indépendance des chercheurs. Enjeu thérapeutique, environnemental et économique des biotechnologies. Optimisation indispensable du débat face à l'antagonisme des Français, notamment à l'encontre des PGM. Information et transparence insuffisantes. Nécessité d'enclencher un processus citoyen responsable. Définition insuffisamment précise du Conseil des biotechnologies. Proposera la mise en place des commissions locales d'information et de suivi, CLIS. Position favorable du groupe socialiste sur la transposition de la directive relative à la recherche en milieu confiné. Filtre nécessaire d'une CLIS pour prolonger la recherche en milieu ouvert. Opposition du groupe socialiste à la troisième étape de mise en culture des PGM à vocation commerciale. Prise en compte du principe de précaution sans mise en oeuvre effective. Mesure non satisfaisante s'agissant de la coexistence entre les cultures OGM et les cultures non OGM. Attente d'une reprise en main politique sur les garanties indispensables. Le groupe socialiste émettra un vote négatif sur l'ensemble du texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2394) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de la motion n° 208 de M. Jean Desessard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Amendements tendant à conforter la recherche en milieu confiné, à laquelle les sénateurs socialistes sont favorables. - **Article 1er** (art. L. 531-1 du code de l'environnement - *Définition des organismes génétiquement modifiés*) (p. 2402, 2405) : ses amendements n° 73 : droit d'information du public sur les effets potentiels de la dissémination d'OGM pour la santé publique ou l'environnement ; retiré ; n° 75 : mise en conformité de la définition des OGM et des techniques de modification génétique avec les définitions données par la directive 2001/18/CE ; rejeté ; et n° 74 : élargissement du champ des opérations soumises à la réglementation spécifique aux OGM disséminés ; adopté après rectification suggérée par la commission. - **Article 2** (art. L. 531-2 du code de l'environnement - *Exclusion des techniques « naturelles » du champ de la réglementation spécifique aux OGM*) (p. 2406) : son amendement n° 76 : mise en conformité du projet de loi avec les prescriptions de la directive 2001/18/CE concernant les types de techniques qui n'entraînent pas de modification génétique ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2420, 2421) : intervient sur les sous-amendements identiques n° 212 de M. Michel Charasse et n° 218 de M. Gérard César (suppression des dispositions prévoyant la saisine de la section économique et sociale sur chaque demande d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM) sur l'amendement n° 10 de la commission (définition des missions respectives des deux sections du Haut conseil). Priorité regrettable à la section scientifique. Nécessité de trouver un lieu d'échange avec la société civile par la mise en place des



CLIS - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2424) : regrette l'avis défavorable rendu sur son amendement n° 81 : organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale. Nécessité de rassurer les scientifiques et la société par un dispositif qui identifie les responsabilités des organismes publics. (p. 2426, 2427) : intervient sur son amendement n° 82 : création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental. Démobilisation des scientifiques. Incompréhension et inquiétude des Français. Refus regrettable du Gouvernement de l'ouverture proposée par le groupe socialiste. Règlement urgent du problème de communication. (p. 2429) : le groupe socialiste ne retire pas son amendement n° 82 précité mais restera attentif à la proposition du ministre.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 4** (art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement) (p. 2457) : son amendement n° 84 : renforcement du rôle du Haut conseil des biotechnologies ; rejeté. (p. 2458) : remerciements au ministre pour son esprit d'ouverture concernant le rôle du Haut conseil des biotechnologies. - **Article 7** (art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées) (p. 2465) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 17 de la commission (révision régulière de l'évaluation des risques et des modalités de confinement). - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2479) : intervient sur son amendement n° 87 : liste des informations ne pouvant rester confidentielles. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM) (p. 2495, 2496) : conclusions du rapport de la mission d'information sénatoriale sur les enjeux économiques et environnementaux des organismes génétiquement modifiés remis en 2003. Inadaptation de l'internet comme vecteur de diffusion de l'information. Souhait d'association des populations locales aux trois étapes des procédures d'essai. Le groupe socialiste ne participera pas à la discussion et au vote des articles 13 à 17 et de l'article 26. Insatisfaction en matière de recherche publique fondamentale et de véritable participation locale.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 533-8 à L. 533-12 [nouveaux] du code de l'environnement - Conditions de dissémination volontaire de plantes génétiquement modifiées) (p. 2539) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur les articles 13 à 17. - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2546) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). Problème posé par la mise en culture immédiate d'OGM. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2550, 2551) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM). - **Article 20** (art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies) (p. 2558) : intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (information des exploitants de parcelles voisines aux parcelles de mises en culture d'OGM). Transparence insuffisante. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2561) : sur l'amendement n° 42 de la commission (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM), favorable au sous-amendement n° 215 de M. Michel Charasse. - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM) (p. 2564) : soutient l'amendement n° 97 de M. François Marc (extension à toute la chaîne de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM) ; rejeté. (p. 2567) : son amendement n° 92 : instauration d'un régime de la faute présumée ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5530, 5531) : objectif d'un bon état écologique des eaux en 2015. Nécessité de traiter également les aspects

économiques et politiques. Difficultés liées aux inondations et aux sécheresses. Plans de gestion des étiages, PGE. Partage des responsabilités en matière de pollution. Gestion nécessairement collective et démocratique de l'eau. Insuffisance des outils de contrôle des collectivités territoriales soulignée par la Cour des comptes. Souhait de la création d'un ministère de l'eau.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6489, 6490) : absence d'une véritable politique énergétique. Vente par l'Etat de l'entreprise stratégique GDF. Inopportunité de la fusion Suez-GDF. Risque de future OPA. Conséquences du désengagement de l'Etat sur la gestion des réseaux de distribution de gaz. Remise en cause de l'indépendance énergétique de la France. Incidences sur les tarifs. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6528, 6529) : favorable à la motion n° 8, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6575) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 201 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur la libéralisation des services). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6606) : soutient l'amendement n° 83 de M. Roland Courteau (importance d'EDF dans la vie du pays) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 6612) : demande une suspension de séance suite aux nouvelles informations relatives à la fusion entre GDF et Suez. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6621, 6622) : soutient l'amendement n° 93 de M. Roland Courteau (respect du principe d'égalité par le système de tarification) ; rejeté. (p. 6629) : soutient l'amendement n° 97 de M. Roland Courteau (principes fondamentaux du service public de l'énergie) ; rejeté. (p. 6641, 6642) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France"). (p. 6645) : favorable à l'amendement n° 188 de M. Jean Desessard (objectif de consommation annuelle de biogaz). (p. 6653) : favorable à l'amendement n° 530 de M. Roland Courteau (ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6742, 6743) : le groupe socialiste est opposé aux dispositions permettant l'ouverture à la concurrence pour les ménages. (p. 6771, 6772) : soutient l'amendement n° 107 de M. Roland Courteau (maintien des tarifs régulés) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7048, 7049) : soutient l'amendement n° 155 de M. Roland Courteau (contrôle de l'obligation de renouvellement du réseau d'électricité par l'autorité organisatrice de la distribution) ; retiré. (p. 7053, 7054) : soutient l'amendement n° 150 de M. Roland Courteau (rétablissement de l'application du dispositif de solidarité des impayés sur toute l'année) ; rejeté. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7074) : soutient l'amendement n° 176 de M. Roland Courteau (date d'effet d'une modification contractuelle souhaitée par le fournisseur) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 7087, 7088) : soutient l'amendement n° 179 de M. Michel Sergent (moyens affectés à l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz) ; rejeté. - **Article 14** (Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5) (p. 7093) :

soutient l'amendement n° 184 de M. Roland Courteau (adoption d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt économique général) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7120, 7121) : privatisation contraire à l'intérêt général. Danger pour l'indépendance énergétique de la France. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi. (p. 7133, 7142) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF), soutient le sous-amendement n° 798 de M. Roland Courteau ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 165 de M. Roland Courteau (finalité de l'action spécifique) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7222) : défavorable à ce texte. Démantèlement d'un service public. Abandon par le Gouvernement de son seul levier de négociation en matière de régulation des prix de l'énergie.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7672, 7673).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9575, 9576) : développement durable. Contrats d'agriculture durable. Programmation française pour 2007-2013. Ne votera pas ces crédits pour lesquels la commission des affaires économiques saisie pour avis donne un avis favorable

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 40 ou après l'article 40 quinquies** (p. 10018, 10020) : son amendement n° II-321 : exonération du paiement de la TGAP des installations classées d'élimination de déchets telles que les bioréacteurs lorsqu'elles maîtrisent et valorisent la totalité de leur production de biogaz ; retiré. - **Article 40 quinquies (Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)** (p. 10037) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° II-324 et II-323 (repli) ; devenus sans objet. Partage le sentiment du ministre sur les amendements identiques n° II-275 de la commission et n° II-332 de M. Dominique Brayé

(suppression de l'ensemble du dispositif). Amendements d'appel à l'attention de l'Assemblée nationale. Nécessité d'un débat avec les députés avant la réunion de la commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 40 quinquies** (p. 10039, 10043) : ses amendements n° II-334 : suppression de l'exonération automatique de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les bâtiments de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; n° II-315 : décomposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en une part fixe et une part variable ; n° II-316 : possibilité pour les collectivités locales d'assumer elles-mêmes les frais de dégrèvements et d'admission en non-valeurs prélevés par l'Etat sur le produit de la fiscalité locale ; et n° II-317 : possibilité de substitution du Trésor public aux collectivités territoriales pour le recouvrement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ; retirés ; et n° II-314 : mise en oeuvre d'une mission d'évaluation en 2007 sur la réforme de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; adopté.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10180, 10181) : regrette que la commission des affaires économiques se limite à recommander l'établissement d'un rapport d'information sur le sujet.

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10192, 10193) : traitement des déchets ménagers. Biomasse. Réseaux de chaleur. Mesures fiscales incitatives en faveur des énergies renouvelables.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 23 bis (Régime fiscal des biocarburants pour les flottes captives)** (p. 10475) : favorable à l'amendement n° 231 de M. Gérard César (rétablissement des exonérations fiscales pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole et pour l'avitaillement des navires de pêche). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 10479) : son amendement n° 170 : mesures en faveur de la maîtrise du biogaz et de la production d'énergies renouvelables ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10492) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 97 de M. Alain Lambert (aménagement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10498) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 237 de M. Henri de Richemont (extension du régime des sociétés de personnes aux associations d'avocats).

**PAYET (Anne-Marie)**  
sénateur (La Réunion)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 1er février 2006.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

**Proposition de loi** tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

**Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales : Épidémie de chikungunya à la Réunion [n° 236 (2005-2006)] (3 mars 2006) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Société.**

**Proposition de loi** visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation.**

**Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales : Médicament : restaurer la confiance [n° 382 (2005-2006)] (8 juin 2006) - **Questions sociales et santé.**

**Proposition de loi** portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

**Proposition de loi** alignant le régime de transfert des collèges sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

**Avis**, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Outre-mer [n° 82 tome 2 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Outre-mer.**

**Proposition de loi** visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 634) : déplore le manque d'ambition du texte dont elle reconnaît toutefois les avancées notables. Regrette l'absence de sanctions pécuniaires. Le groupe UC-UDF votera le texte.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux - Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 642, 644) : insatisfaction quant aux modalités de l'examen et du contenu de ce texte. Déplore la précipitation n'ayant pas permis la prise en compte des propositions du groupe de travail sénatorial sur les minima sociaux. Incohérences du système actuel des minima sociaux renforcées par l'examen fractionné d'une réforme globale. Caractère insuffisant du dispositif malgré les améliorations apportées par le Sénat. Le groupe de l'UC-UDF votera contre le texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 4 sexies (art. 1585 D du code général des impôts - Réforme de la taxe locale d'équipement)** (p. 3034) : soutient l'amendement n° 500 de M. Daniel Dubois (rédaction) ; retiré. - **Article 5 sexies (art. L. 351-2, L. 443-6-2 à L. 443-6-16 [nouveaux], L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation, et art. 278 sexies, 726 et 828 du code général des impôts - Sociétés civiles immobilières de capitalisation d'accession à la propriété)** (p. 3067) : sur l'amendement n° 75 de la commission (réécriture de l'article), soutient le sous-amendement n° 328 de M. Jean-Léon Dupont ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 19 B (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »)** (p. 3463) : soutient l'amendement n° 338 de Mme Valérie Létard (suppression) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : soutient l'amendement n° 335 de Mme Valérie Létard

(définition juridique des "résidences services") ; adopté. - **Article 13 (Ratification de l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction)** (p. 3435) : son amendement n° 342 : possibilité d'imposer des règles particulières de construction aux bâtiments situés dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique ou cyclonique ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3478, 3479) : excellent climat des débats. Remerciements. Maintien de l'équilibre de l'article 55 de la loi SRU et du respect de la mixité sociale. Avec les sénateurs du groupe UC-UDF, votera ce projet de loi. - **Article 18 quater (art. 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Possibilité de déroger à la liste des charges récupérables par accord collectif local)** (p. 3454) : soutient l'amendement n° 343 de Mme Valérie Létard (impossible dérogation au caractère récupérable des dépenses d'investissement) ; devenu sans objet. - **Article 19 B (art. 14-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Simplification des obligations comptables des « petites copropriétés »)** (p. 3463) : soutient l'amendement n° 338 de Mme Valérie Létard (suppression) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3465) : soutient l'amendement n° 335 de Mme Valérie Létard (définition juridique des "résidences services") ; adopté. (p. 3478, 3479) : excellent climat des débats. Remerciements. Maintien de l'équilibre de l'article 55 de la loi SRU et du respect de la mixité sociale. Avec les sénateurs du groupe UC-UDF, votera ce projet de loi.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3836, 3837) : accélération du rythme des aménagements et multiplication des risques de destruction de sites archéologiques. Suppression du monopole de l'INRAP. Difficultés liées aux complexités administratives. Conciliation de l'archéologie et de l'économie. Persistance de la crise financière de l'INRAP. Amélioration indispensable de la gestion de ses ressources humaines. Perspective d'une nouvelle forme de programmation des fouilles.

- **Débat sur le rapport d'information de M. Jean-Jacques Jégou sur l'informatisation dans le secteur de la santé** - (11 mai 2006) (p. 3851) : faiblesse du pilotage et du financement du DMP. Redéfinition en cours du projet DMP. Recommandations formulées dans le rapport Jégou. Demande d'éclaircissement adressée au Gouvernement.

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3862, 3863) : extension aux fonctionnaires du système de retraite anticipée ouvert aux salariés du secteur privé lourdement handicapés, depuis la loi de 2003 sur la réforme des retraites. Avec le groupe de l'UC-UDF, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 10 (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée)** (p. 4525) : soutient les amendements de Mme Muguet Dini n° 113 (délivrance de la carte "travailleur temporaire" à l'étranger qui travaille pendant une durée déterminée comprise entre six mois et douze mois) ; retiré ; et n° 114 (délivrance d'une nouvelle carte pour une durée d'un an en cas de rupture du contrat de travail du fait de l'employeur intervenue dans les trois mois précédant son renouvellement) ; adopté.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5290) : en remplacement de M. Jean Boyer. Hommage à l'initiative de M. Jean Arthuis, président de la commission des finances : revalorisation du Parlement à travers son rôle de contrôle de l'exécution de certains crédits. Interrogation sur la diminution du budget des sports par rapport à 2004. Professionnalisation du sport : interrogation sur le nombre d'emplois créés dans le cadre du plan "sport-emploi" et sur leur pérennité. Question sur le dispositif des contrats éducatifs locaux.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Commission mixte paritaire [n° 416 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5431, 5432) : efforts entrepris pour relancer la construction de logements sociaux. Enrichissement du texte. Inquiétudes suscitées par certaines dispositions. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration - Commission mixte paritaire [n° 413 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5473) : satisfaite du maintien des avancées votées par le Sénat, contrepois à la tournure coercitive du texte. Adoption du compte épargne développement et de l'essentiel du dispositif de la carte "compétences et talents". Regrette néanmoins la suppression de l'exigence d'un accord préalable de partenariat pour la délivrance de cette carte. Persistance de nombreuses incertitudes en dépit des avancées. Vigilance du groupe UC-UDF quant à l'application du texte. Contribution du projet de loi à un contrôle plus efficace de l'immigration clandestine à Mayotte, en Guyane et en Guadeloupe. Souhaite que la Réunion ne soit pas oubliée dans cette action. La majorité du groupe UC-UDF votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 26 (priorité)** (p. 7871) : soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Léonce Dupont (mise en place du chèque-formation créé par la loi du 4 mai 2004) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 32 ou après l'article 36 (priorité)** (p. 7878) : soutient l'amendement n° 143 de M. Jean-Léonce Dupont (indemnisation des temps de déplacement professionnel excessifs) ; devenu sans objet. - **Article 32 (priorité)** (art. L. 423-7, L. 433-4 et L. 620-10 du code du travail - Clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles) (p. 7879) : soutient l'amendement n° 136 de M. Jean-Léonce Dupont (rétablissement de cet article) ; retiré. - **Article 34 (priorité)** (art. L. 351-10 bis du code du travail - Conditions de récupération des indus d'allocation temporaire d'attente et d'allocation de solidarité spécifique) (p. 7882) : soutient l'amendement n° 138 de M. Michel Mercier (rétablissement de cet article) ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

#### Quatrième partie :

- (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations) (p. 8229) : soutient l'amendement n° 198 de M. Michel Mercier (harmonisation du droit applicable aux établissements privés participant au service public hospitalier) ; retiré. - **Article 39** (art. L. 123-1, L. 132-1, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 314-6 du code de l'action sociale et art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité) (p. 8290) : soutient l'amendement n° 191 de M. Nicolas About (coordination de la suppression du coefficient de haute technicité et de la convergence des tarifs intersectoriels en 2012) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8292, 8293) : soutient les amendements de M. Nicolas About n° 181 (mesures en faveur des donneurs d'organes) ; et n° 192 (mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins) ; adoptés. (p. 8293, 8294) : soutient les amendements de M. Nicolas About n° 192 (mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins) ; et n° 193 (extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins) ; adoptés. - **Article 39 bis** (art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de dépassement des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 8295) : soutient l'amendement n° 195 de M. Nicolas About (suppression) ; adopté. - **Articles**

**additionnels après l'article 40** (p. 8302) : soutient l'amendement n° 194 de M. Nicolas About (mesures en faveur de la rémunération, de la prime, de la retraite complémentaire et de la formation médicale des praticiens hospitaliers) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8318, 8319) : soutient l'amendement n° 370 de M. Nicolas About (amélioration du dispositif créant l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8331) : soutient l'amendement n° 197 de M. Michel Mercier (rétablissement du droit, pour les établissements sociaux et médico-sociaux, d'agir directement en justice contre les obligés alimentaires de leurs pensionnaires) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 47 ou après l'article 54** (p. 8338) : soutient l'amendement n° 196 de M. Michel Mercier (garantie d'un reste à vivre au moins égal à 30 % du minimum vieillesse pour les personnes âgées dépendantes) ; retiré. - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 8340) : soutient l'amendement n° 199 de M. Michel Mercier (suppression des dispositions prévoyant le versement au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, des sommes affectées à un établissement qui cesse son activité) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

#### Deuxième partie :

#### Outre-mer

- (6 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9649) : gestion des crédits du logement social. Crédits de l'emploi. Service militaire adapté. Invite à l'adoption des crédits de cette mission. - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9683) : son amendement n° II-78 : amélioration de l'information du Parlement ; adopté.

#### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10021, 10022) : son amendement n° II-155 : possibilité pour les conseils généraux d'outre-mer d'interdire la vente de produits du tabac à un prix promotionnel ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement. Soutient l'amendement n° II-175 de M. Jean-Paul Virapoullé (affectation aux EPCI d'une partie du produit de la taxe sur le tabac dans les DOM) ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié - Commission mixte paritaire [n° 92 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10235, 10237) : confirmation par la commission mixte paritaire des avancées en matière de sécurisation de l'épargne salariale et de sécurisation des parcours professionnels. Regret du traitement marginal des questions relatives au gouvernement d'entreprise. Adoption de nombreux amendements du groupe UC-UDF qui votera ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2122-7 à L. 2122-7-2 et L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 122-4 à L. 122-4-3 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ; art. 3 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 - Dispositions relatives à l'élection des adjoints au maire) (p. 10309, 10310) : soutient les amendements de Mme Valérie Létard n° 80 (respect de l'alternance homme-femme pour la désignation des adjoints aux maires et de la présence d'adjointes dans les exécutifs des communes de moins de 3500 habitants en proportion de leur nombre dans le conseil municipal) ; rejeté ; et n° 81 (obligation pour le maire de respecter l'alternance en cas de délégation de fonction à des

membres du conseil municipal); retiré. - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10347, 10348) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Valérie Létard (adoption par le conseil municipal d'un plan annuel de formation

pour les élus et affirmation du caractère obligatoire des dépenses de formation); irrecevable (article 40 de la Constitution).

**PELLETIER (Jacques)**  
sénateur (Aisne)  
RDSE

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (1er février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 500) : hommage aux qualités de concertation et d'écoute du ministre et du rapporteur. Importance de la protection de l'environnement pour la société. Rénovation du cadre juridique de la loi de 1960. Diminution sensible des crédits. Rappel des avancées notables de ce texte. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1547) : avec Nicolas Alfonsi, ne votera pas l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire) et préconise la suppression de l'article.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1785, 1786) : bien-fondé des choix du Gouvernement d'encourager la mobilité, la diversité et l'activité. Partage le souci de responsabiliser les parents. Prudence néanmoins nécessaire quant à la suppression éventuelle des allocations familiales. Favorable à l'apprentissage junior et au CPE. Création dans ce projet de loi de conditions propices à la recherche d'une égalité des chances. Avec un certain nombre des sénateurs du groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2247) : insertion indispensable de la recherche française dans le concert européen. Votera en faveur de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2548) : intervient au nom de M. Gérard Delfau, favorable à l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2587, 2588) : complexité du débat sur les OGM. Texte garantissant un bon usage du principe de précaution. Les membres du groupe RDSE voteront en fonction de leurs convictions. A titre personnel, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3698, 3703) : sur l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité), ses sous-amendements n° 194 : précision ; et n° 196 : recours suspensif ; adoptés.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : sa question (p. 3801, 3804).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4341, 4342) : effritement de la liberté de circulation des personnes devant la réalité brutale d'exodes massifs. Crainte des pays du Nord d'un bouleversement de leurs équilibres. Echec des législations successives. Nécessité d'une législation conciliant tradition d'accueil, devoir moral et observance républicaine. Légitimité du projet de loi en dépit de risques. Sa préférence pour l'emploi du terme "immigration organisée" plutôt que de celui d'"immigration choisie". Met en garde contre trop d'élitisme. Proposera de renouveler une seule fois la carte "compétences et talents" et de préciser les critères fondant les décisions de la commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour. Mise en oeuvre indispensable d'une stratégie migratoire commune au niveau de l'Europe et de dispositifs innovants en matière d'aide au développement en faveur des pays du Sud. Félicite le ministre des discussions sur le terrain avec les responsables africains. Souhaite un rassemblement de tous sur le dossier de l'immigration, par delà les partis et les ambitions, ainsi qu'un accueil bienveillant aux amendements du groupe du RDSE.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 4398, 4399) : son amendement n° 98 : inclusion prioritaire dans les politiques françaises de maîtrise de l'immigration d'une aide publique au développement entre la France et les pays d'émigration; retiré. (p. 4404) : son amendement n° 510 : création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine; adopté. (p. 4409) : regrette le refus d'un certain nombre de sénateurs de s'associer au vote de son amendement n° 510 précité. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour*) (p. 4431, 4439) : sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour), son sous-amendement n° 100 : présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint; adopté après rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4475) : soutient l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant); adopté après modification par le sous-amendement n° 523 de M. Bernard Frimat (possibilité d'assortir l'autorisation provisoire de séjour des parents d'étranger mineur malade d'une autorisation provisoire de travail, sur présentation d'un contrat de travail), rectifié dans le sens suggéré par le Gouvernement. (p. 4481) : regrette le retrait du sous-

amendement n° 515 de Mme Muguette Dini (élargissement du champ d'application du dispositif relatif aux étudiants étrangers) sur l'amendement n° 507 de M. Hugues Portelli (regroupement dans une même section du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, CESEDA, de l'ensemble des dispositions relatives aux autorisations provisoires de séjour et création d'une autorisation provisoire de séjour pour les parents d'étranger mineur malade, sous réserve de justifier de résider habituellement en France avec cet enfant). Projet de loi un peu élitiste et restrictif s'agissant des étudiants étrangers. - **Article 12** (art. L. 315-1, art. L. 315-2 à L. 315-6 [nouveaux] et art. L. 317-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création de la carte de séjour «compétences et talents») (p. 4546) : son amendement n° 106 : limitation du renouvellement de la carte "compétences et talents" à une fois pour ceux de ses titulaires qui proviennent d'un pays membre de la zone de solidarité prioritaire ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 32 (priorité)** (art. L. 423-7, L. 433-4 et L. 620-10 du code du travail - Clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles) (p. 7879) : soutient l'amendement n° 28 de M. Aymeri de Montesquiou (rétablissement de cet article) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2006) - **Article 55** (art. L. 122-14-13 du code du travail - Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans) (p. 8376, 8379) : son amendement n° 167 : inapplication de l'article aux salariés totalisant au moins quarante années de cotisations ; retiré. Satisfait de l'engagement du rapporteur de soumettre le

problème en commission mixte paritaire. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8420) : son amendement n° 163 : précision par décret de la nature des activités concernées et du caractère significatif de ces activités pour l'indemnisation des victimes de l'amiante ; adopté. - **Article 70 bis** (Création d'un répertoire commun aux organismes sociaux) (p. 8448, 8449) : soutient l'amendement n° 385 de M. Pierre Laffitte (possibilité, pour l'ensemble des caisses et organismes de sécurité sociale et pour les collectivités territoriales, d'échanger les informations contenues dans le répertoire sous la forme de transmissions de données par voie électronique) ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 70 bis** (p. 8450) : soutient l'amendement n° 386 de M. Pierre Laffitte (possibilité d'instruire les demandes de prestations sociales et le contrôle de leur attribution sous forme dématérialisée) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8455) : nouvelle étape dans la réduction du déficit des comptes sociaux. Satisfait de l'adoption de l'amendement du groupe du RDSE sur l'amiante. Avec nombre de ses collègues, votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9555, 9557) : comptabilisation des dépenses d'aide. Enjeux importants. Coopération bilatérale. Aide européenne. Avis favorable d'une partie du RDSE sur ces crédits.

**PÉPIN (Jean)**  
sénateur (Ain)  
UMP

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

**PERBEN (Dominique)**  
ministre des transports, de l'équipement,  
du tourisme et de la mer

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 571, 572) : manque de liaisons transversales dans l'organisation des infrastructures françaises. Projet ancien de l'autoroute A89 ayant connu bien des vicissitudes. Avis favorable du Gouvernement sur ce texte approuvant un avenant permettant d'achever la réalisation de la section autoroutière Balbigny-La-Tour-de-Salvigny. Aménagements prévus pour le raccordement à hauteur de Lyon. (p. 576) : réponse aux orateurs sur la compatibilité avec le droit français et le droit européen, sur les raccordements à hauteur de Lyon et sur la liaison entre Roanne et la future autoroute.

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 190 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Discussion générale** (p. 583) : avis favorable du Gouvernement sur cette proposition de loi permettant de résoudre la situation de blocage du conseil d'administration du

## DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme [n° 232 (2005-2006)] (2 mars 2006) - **Logement et urbanisme**.

STIF. - **Article unique** (p. 584) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Billout (modalités de vote au conseil d'administration du STIF).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2781, 2783) : compensation des pertes de recettes des collectivités territoriales en raison de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Article 55 de la loi SRU. Conséquence du déconventionnement de logements sociaux par des bailleurs institutionnels. Evolution du zonage relatif aux aides de l'Etat au logement. Absence d'altération de l'article 55 la loi SRU par l'amendement Ollier. Importance du développement des énergies renouvelables. Bilan des logements mis en chantier en 2005. Lancement en 2004 d'un programme de rénovation urbaine visant les ménages modestes. Réforme du permis de construire. Nécessité d'accroître le marché des terrains constructibles. Prorogation de la révision simplifiée.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2961) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Michelle Demessine (attribution au préfet du pouvoir de faire valoir la priorité de construction de logements locatifs sociaux). (p. 2967) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 13 (obligation de moyens pour atteindre les objectifs fixés pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU), n° 9 (fixation d'un pourcentage minimal de logements sociaux), n° 151 (prise en compte de la construction de logements sociaux dans les opérations d'urbanisme) et n° 152 (précision), de M. Jean Desessard n° 459 (obligation des communes dotées d'un PLU en matière de réalisation de logements locatifs sociaux), n° 458 (affectation au logement locatif social, dans les communes ayant de grands besoins en logements, d'un minimum de 25 % de la surface hors oeuvre nette destinée à l'habitation), et n° 460 (détermination par les collectivités territoriales des emplacements réservés au logement social), de M. Thierry Repentin n° 378 (possibilité pour les communes d'imposer la réalisation de logements sociaux par le biais de leur PLU), n° 375 (fixation, pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, d'une part minimale de logements sociaux hors PLS) et n° 379 (précision de la notion de mixité sociale). (p. 2970) : s'oppose à l'amendement n° 374 de M. Thierry Repentin (consultation, à leur demande, des organismes d'HLM, pour l'élaboration du SCOT ou du PLU). Sur les amendements de M. Daniel Dubois, accepte le n° 490 (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des PLU) et demande le retrait du n° 491 (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des SCOT). (p. 2972) : s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Thierry Repentin (condition d'indemnisation des servitudes d'urbanisme). (p. 2974, 2975) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 8 (prise en compte par la politique d'urbanisme des priorités en matière de logement social) et n° 154 (priorité de construction de logements sociaux dans les plans locaux d'urbanisme), aux amendements de M. Thierry Repentin n° 376 (prise en compte par les SCOT des déterminants d'un équilibre social de l'habitat) et n° 377 (possibilité pour les communes de délimiter des secteurs sur lesquels des logements répondant aux objectifs du PLH peuvent être programmés) et accepte l'amendement n° 54 de la commission (cohérence). (p. 2979) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 381 (assouplissement de la majoration du coefficient d'occupation des sols par les communes), n° 382 (majoration du COS pour les communes de plus de 1500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 15000 habitants), n° 383 (majoration du COS pour les communes de plus de 1500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50000 habitants) et n° 386 (mise en cohérence du PLU avec les principes du PLH), au n° 363 de M. Charles Revet (simplification de la procédure permettant à une commune de majorer le COS pour améliorer la production de logements sociaux) et accepte les amendements identiques n° 55 de la commission et n° 384 de M. Thierry Repentin (suppression

d'une mention inutile) ainsi que les n° 56 de la commission (rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale tendant au respect de l'économie générale du PLU) et n° 349 de M. Pierre Jarlier (rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale tendant au respect de l'économie générale du PLU). (p. 2981) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 179 de M. Christian Cambon (possibilité de déplacer l'habitat des zones de bruit fort vers la zone C du plan d'exposition au bruit) et n° 524 de la commission (consultation de l'EPCI compétent en matière de PLH lors de l'élaboration du PLU et des SCOT). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2983, 2984) : demande le retrait de l'amendement n° 365 de M. Charles Revet (possibilité d'élargir les zones constructibles des communes dotées d'un document d'urbanisme). (p. 2985) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Roland Muzeau (suppression de l'agrément pour la transformation de locaux en bureaux dans les zones urbaines sensibles). (p. 2985, 2987) : sur les amendements de M. Jean Desessard, demande le retrait du n° 461 (partage équitable de la plus-value créée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale), s'oppose au n° 462 (promotion des constructions respectant des normes environnementales exigeantes en faisant des économies d'énergie) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 463 (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). (p. 2990) : s'oppose à l'amendement n° 464 de M. Jean Desessard (intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique"). (p. 2992) : demande le retrait de l'amendement n° 366 de M. Charles Revet (modalités de transformation d'une cour-masure en maison d'habitation).

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3822, 3823) : accroissement de l'efficacité de l'utilisation de l'espace public. Complémentarité avec les transports collectifs. Comparaison avec les pays étrangers. Le Gouvernement souscrit à l'objectif de développement de l'autopartage.

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]** - (7 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7689, 7690) : modification de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Possibilité de confier la gestion des ports d'intérêt national à un syndicat mixte. Exemple des ports de Caen et de Dieppe. Invite à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9109, 9114) : décret d'application sur le déclassement ou le retranchement des voies ferrées. Contribution de ce budget à la croissance et à la création d'emplois. Priorité aux projets d'infrastructures. Activité et financement de l'AFITF. Sécurité dans les transports. Radars. Réponse aux orateurs. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9128) : demande le retrait de l'amendement n° II-35 de la commission (réduction des crédits du programme "Passif financier ferroviaire"). - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9131, 9132) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSÉDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers). Engagement du Gouvernement de rembourser cette exonération de charges à la sécurité sociale.

**PERCHERON (Daniel)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

**PEYRAT (Jacques)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4368) : intensification de l'immigration à Nice depuis onze ans. Aggravation de la charge du maire. Obligation de construire de nouveaux équipements. Coût considérable difficilement



accepté par la population. Soutien au Gouvernement pour améliorer le respect de la loi républicaine.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5241) : questions sur l'audit relatif à la reconversion dans les forces armées et, plus globalement, sur la question des personnels.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5923, 5925) : approbation de l'objectif du projet de loi. Nécessaires précisions du rôle du maire. Responsabilisation indispensable de l'autorité parentale. Maîtrise indispensable de la

délinquance juvénile. Favorable au texte et à ses éventuelles améliorations.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Défense**

- (4 décembre 2006) (p. 9484, 9485) : forces nucléaires. Dissuasion. Opérations extérieures. Forces terrestres. Renseignement. Favorable au budget de la mission "Défense".

**PEYRONNET (Jean-Claude)**  
*sénateur (Haute-Vienne)*  
SOC

#### **NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

#### **DÉPÔTS**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'expérience des parlements nationaux au sein de l'Union européenne : quels enseignements pour le Sénat ? Les exemples allemand, britannique, espagnol, finlandais, italien et polonais [n° 43 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2110, 2111) : relations entre le Conseil national de la fonction publique territoriale, CNFPT, et les centres de gestion. Recentrage de l'action du CNFPT sur la seule formation. Difficulté pour le pouvoir central de cet établissement de contrôler le fonctionnement de ses vingt-huit délégations. Reproduction de la même architecture pour la création du Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Opposé à sa création. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2120, 2121) : favorable aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 283 (définition de la formation professionnelle tout au long de la vie) et n° 284 (insertion parmi les actions de formation de l'apprentissage de la langue française et de la lutte contre l'illettrisme). Variation de l'appréciation du caractère réglementaire ou non des dispositions proposées. - **Article 3** (art. 2-1 et 2-2 nouveaux de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - *Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle*) (p. 2124, 2125) : favorable à l'amendement n° 289 de M. Jacques Mahéas (maintien du bénéfice des droits acquis en matière de formation en cas de mutation). Partage entre le domaine de la loi et celui du règlement.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2162) : votera contre l'amendement n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales). - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2177) : intervient sur les amendements n° 86 de M. Alain Vasselle (suppression partielle), n° 270 de M. Claude Domeizel (caractère facultatif des missions d'inspection et de contrôle) et n° 100 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de recourir à un conventionnement pour définir les modalités de prise en charge financière de la mission d'inspection d'hygiène et de sécurité).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5262) : contrôle effectif du Parlement sur la mise en application des décisions budgétaires votées lors de l'examen de la loi de finances initiale. Regret de la limitation de ce contrôle à la seule commission des finances. Question sur les crédits de fonctionnement des préfetures. Dégagement de marges en raison d'une globalisation des crédits depuis l'année 2000. Interrogation sur les modalités de redistribution d'une partie des sommes dégagées sous forme de primes. (p. 5263) : souhait d'un contrôle parlementaire continu tout au long de l'année grâce aux travaux des commissions et des sous-commissions.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5903, 5905) : projet de loi répressif. Absence d'évaluation des lois antérieures. Inquiétude de l'aggravation des violences consécutive à l'absence de prévention et de dissuasion. Contestation des mesures proposées par le projet de loi. Propositions du groupe socialiste.

- **Suite de la discussion** (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5958, 5959) : sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance), son sous-amendement n° 323 : abondement de ce fonds ; rejeté. Son amendement n° 245 : création et financement d'un fonds interministériel pour la prévention de la délinquance ; devenu sans objet. (p. 5964) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement précité n° 9 de la commission en cas de rejet de son sous-amendement précité n° 323. - **Articles additionnels avant l'article 1er** : son amendement n° 246 : création d'un

conseil interministériel de prévention de la délinquance présidé par le Premier ministre ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5970) : son amendement n° 247 : suppression ; rejeté. (p. 5973) : soutient l'amendement n° 133 de M. Jean-Marie Bockel (faculté laissée à l'appréciation du maire de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance en cas d'existence d'un conseil intercommunal) ; adopté. (p. 5975) : soutient l'amendement n° 318 de M. Jean-Marie Bockel (participation du conseil général aux actions de prévention de la délinquance dans le cadre de ses missions d'action sociale) ; rejeté. Son amendement n° 248 : signature facultative de convention entre la commune ou l'EPCI et le département pour la mise en oeuvre des actions de prévention de la délinquance ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5983, 5986) : son amendement n° 249 : création dans chaque commissariat d'un poste de travailleur social financé conjointement par l'Etat et le conseil général ; adopté. - **Article 4** (art. 35 et 39 du code de procédure pénale - *Reconnaissance du rôle du ministère public en matière de prévention de la délinquance*) (p. 5990, 5991) : son amendement n° 251 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 6008) : caractère inadmissible des propos du rapporteur à l'encontre des présidents de conseil général. (p. 6013) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant l'information conjointe du maire et du président du conseil général, la désignation du coordonnateur par le maire, après accord de l'autorité dont il relève et consultation du président du conseil général, et limitation du champ d'application de cet article aux seuls domaines d'action sanitaire, sociale et éducative de la commune). - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6022) : favorable aux amendements de suppression n° 127 de M. Yves Détraigne, n° 185 de Mme Eliane Assassi et n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6028) : favorable aux amendements de suppression de la commission saisie pour avis n° 83, n° 115 de M. Michel Mercier, n° 186 de Mme Eliane Assassi et n° 254 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 6049) : transfert de compétences inavoué. Clarification nécessaire. Dénaturation de la fonction de maire. (p. 6055) : intervient sur son amendement de suppression n° 255. - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - *Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés*) (p. 6079) : intérêt limité de l'article sur le plan législatif. Non-règlement du problème de l'égalité entre les Français s'agissant des conditions de sécurité. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - *Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 6087, 6088) : son amendement n° 309 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6093) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 22 de la commission (renforcement de la législation relative aux chiens dangereux) tout en regrettant de légiférer sous le coup de l'émotion, après les accidents tragiques survenus sur des enfants. Regrette l'absence d'évaluation de la loi du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants. (p. 6101) : le groupe socialiste s'abstient sur les sous-amendements de la commission n° 333 (possibilité pour le maire de demander au préfet l'évacuation d'un terrain privé occupé illégalement si le propriétaire s'abstient de le faire) et n° 334 (coordination) déposés sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (habilitation du préfet, sous conditions, à procéder à l'évacuation forcée des résidences mobiles). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 6101, 6102) : son amendement n° 310 : instauration d'un service civique obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes ;

rejeté. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 6104) : son amendement n° 311 : suppression ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public) (p. 6108) : son amendement n° 312 : suppression ; rejeté. - **Article 15** (art. 222-14-1 nouveau, art. 222-15, art. 222-48-1 du code pénal - Renforcement de la répression contre les violences au sein du couple) (p. 6111) : son amendement n° 276 : refus de l'instauration d'une peine de suivi socio-judiciaire prévue pour les auteurs de violences au sein du couple ; rejeté. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6114) : son amendement n° 277 : suppression ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6149) : réclame la présence du ministre de l'intérieur. Situation dans les banlieues. - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 6153, 6155) : son amendement n° 278 : suppression ; rejeté. Affectation des effectifs policiers en Seine-Saint-Denis. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 6157) : son amendement n° 279 : suppression ; rejeté. - **Article 33** (art. 131-35-1, 221-8, 223-18, 222-39, 222-44, 312-13 et 322-15 du code pénal - Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants) (p. 6188) : son amendement n° 282 : financement des stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants ; retiré. - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions

commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 6190) : intervient sur son amendement de suppression n° 283. Coût des analyses de dépistage. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6203, 6204) : son amendement n° 284 : suppression ; rejeté. (p. 6208) : reprend l'amendement de M. François Zocchetto n° 125 : application de la procédure de composition pénale pour les mineurs de plus de seize ans ; rejeté. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 6218) : son amendement n° 288 : durée de placement dans une institution ou un établissement d'éducation ; rejeté. - **Article 43** (art. 131-3 et art. 131-8-1 nouveau du code pénal - Institution de la sanction-réparation) (p. 6223) : son amendement n° 289 : suppression de la possibilité de cumuler la sanction-réparation avec la peine d'emprisonnement ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 6229) : son amendement n° 313 : suppression partielle ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6236) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi. Texte répressif et non préventif. Désaccord entre le ministre de l'intérieur et l'institution judiciaire.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : sa question (p. 7645, 7648).

**PICHERAL (Jean-François)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000 à l'ancien conseil d'orientation) le 4 octobre 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France ; nouvelle nomination le 12 octobre 2006.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

---

**PIERRE (Jackie)**  
*sénateur (Vosges)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 427 (2005-2006)] relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007 [n° 428 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Agriculture et pêche**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la fixation des rendements des vins à appellation d'origine contrôlée pour la campagne 2006-2007** [n° 427 (2005-2006)] - (29 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5392, 5393) : constat de surproduction vinicole conjuguée à une atonie de la consommation. Insuffisance de l'offre proposée par la Commission européenne pour la distillation des stocks excédentaires. Dispositif de soutien mis en place par le Gouvernement. Possibilité donnée aux pouvoirs publics de fixer les rendements maximum autorisés. Propose l'adoption de ce texte.

---

**PINTAT (Xavier)**  
*sénateur (Gironde)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

#### DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Défense - Préparation et équipement des forces : Capacité interarmées [n° 81 tome 4 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Défense**.

#### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4745, 4746) : objectif d'offrir une énergie de qualité accessible à tous au meilleur prix, sur l'ensemble du territoire. Centenaire de la loi du 15 juin 1906 sur les distributeurs d'énergie. Rappel du rôle majeur des collectivités territoriales dans la prévention des risques liés aux procédures d'ouverture à la concurrence. Risque d'une remise en cause de la cohésion territoriale dans le domaine de l'électricité. Renforcement souhaitable des grandes

concessions associant zones rurales et urbaines. Importance de la relation de proximité avec le consommateur. Maintien de la possibilité de bénéficier de tarifs réglementés. Rôle des collectivités locales d'information des consommateurs de leurs droits. Nécessité d'informer les collectivités concédantes de la façon dont seront préservés les moyens humains, matériels et financiers de Gaz de France. Son attachement à l'exercice effectif d'une régulation publique performante.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6487, 6489) : transposition des directives européennes relatives au marché énergétique. Objectif d'ouverture maîtrisée du marché. Mise en place de dispositifs de sécurité et de protection. Propositions d'amendements visant à préserver la solidarité territoriale en matière de desserte électrique et à sécuriser les tarifs réglementés de vente de gaz. Importance du rôle de contrôle de la collectivité locale de la bonne exécution des missions de service public. Projet de fusion de Gaz de France et de Suez.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6765, 6766) : son amendement n° 44 : concordance du périmètre du service public local de fourniture d'électricité avec le champ de mise en oeuvre des tarifs réglementés ; adopté. Sur l'amendement n° 6 de la commission (définition de la liste des maîtres d'ouvrage pouvant recevoir la contribution relative au coût de branchement et d'extension), son sous-amendement n° 62 : référence aux syndicats mixtes comme maître d'oeuvre ; adopté. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6805, 6806) : son amendement n° 45 : fourniture de gaz naturel aux clients bénéficiant des tarifs réglementés selon les conditions fixées par les autorités organisatrices de la distribution publique et du service public local de fourniture de gaz naturel ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution) (p. 6980,

6981) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), ses sous-amendements n° 46 et 47 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7041, 7043) : son amendement n° 48 : prise en charge de la moitié du coût de terrassement par l'opérateur de télécommunications ; adopté après modification par le sous-amendement n° 797 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7049) : son amendement n° 49 : incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité ; adopté. (p. 7051) : son amendement n° 63 : suppression de la distinction entre consommateurs éligibles et consommateurs non éligibles ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7100) : son amendement n° 50 : extension à l'électricité du dispositif de coopération décentralisée existant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7222, 7223) : développement de GDF sans recourir à l'endettement. Protection du savoir-faire et des emplois. Respect des engagements européens. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Défense

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9470, 9471) : service de santé des armées. Questions ayant trait à l'espace. Dissuasion nucléaire. La commission des affaires étrangères émet un avis favorable sur les crédits de la mission "Défense" pour 2007.

**PIRAS (Bernard)**  
sénateur (Drôme)  
SOC

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire le 13 décembre 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 80 tome 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire** [n° 326 (2001-2002)] - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1842, 1846) : travail effectué par le Gouvernement Jospin. Incohérence de la procédure suivie par l'actuel Gouvernement. Contraintes pesant sur le marché de l'énergie. Nécessité d'un texte garantissant la transparence et la sécurité des activités nucléaires. Evolution vers la privatisation de tout le secteur énergétique. Conséquences néfastes de ce processus. Conditions de restauration de la confiance. Rôle de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN. Critiques relatives à la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Confusion des rôles. Souhait du groupe socialiste d'améliorer ce texte. - **Article 2** (*Principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense*) (p. 1868) : ses amendements n° 256 : principe d'actions préventives ; adopté ; et n° 255 : référence à l'article 5 de la charte de l'environnement ; devenu sans objet. - **Article 2 bis** (*Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses*

*compétences*) (p. 1877) : sur l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité de sûreté nucléaire), son sous-amendement n° 260 ; rejeté. Son amendement n° 257 : homologation par le ministre chargé de la santé des décisions de la Haute autorité de sûreté nucléaire en matière de radioprotection de la population et des travailleurs ; devenu sans objet. (p. 1879) : favorable à l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité de sûreté nucléaire). (p. 1881, 1882) : ses amendements n° 248 : impossibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de recourir à des agents contractuels ; n° 261 : suppression de la possibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de délivrer des agréments à des organismes de contrôle ; et n° 249 : limitation des effectifs d'agents mis à disposition d'établissements publics ; rejetés. (p. 1884) : son amendement n° 258 : suppression de l'obligation pour la Haute autorité de participer au financement des activités des commissions locales d'information ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Intitulé du titre III - Chapitre 1er** (p. 1915) : son amendement n° 264 : rédaction ; devenu sans objet. - **Article 3** (*Droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires*) (p. 1917) : sur l'amendement n° 35 de la commission (amélioration du cadre juridique de l'obligation d'information imposée aux exploitants d'une installation nucléaire de base et aux personnes responsables des transports), son sous-amendement n° 265 : suppression du seuil restreignant l'obligation d'information ; rejeté. - **Article 5** (*Établissement d'un document à l'usage du public*) (p. 1921, 1922) : ses amendements n° 268 : élargissement du champ d'application de l'article ; devenu sans objet ; et n° 269 : obligation d'information en matière de nature et de quantité de déchets radioactifs ainsi que des mesures prises pour en limiter le volume et les effets ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1924) : son amendement n° 271 : abrogation de l'arrêté du 26 juin 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires ; retiré. - **Article 6** (*Commissions locales d'information*) (p. 1929, 1930) : sur l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information), ses sous-amendements n° 329 : élargissement de la composition des CLI aux représentants des organisations syndicales ; n° 333 : faculté de saisine par les CLI de la Haute autorité de sûreté nucléaire ; et n° 331 : suppression du financement des CLI par la Haute autorité de sûreté nucléaire ; rejetés ; n° 320 : suppression de l'obligation de la qualité d' élu local pour la présidence des CLI ; retiré ; et n° 338 : faculté de saisine de la CLI par la commission départementale compétente ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1936) : ses amendements n° 286 : faculté d'auto-saisine de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire ; et n° 287 : modalités de publicité des travaux de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire ; rejetés. - **Article 8** (*Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1941) : sur l'amendement n° 61 de la commission (possibilité pour le Haut comité d'émettre des avis sur la sécurité nucléaire, sur son contrôle et l'information qui s'y rapporte), son sous-amendement n° 334 : faculté pour le Haut comité de proposer toute mesure de nature à garantir ou à améliorer la transparence en matière nucléaire ; adopté. (p. 1942) : son amendement n° 291 : renforcement du rôle du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire en matière de droit à l'information en matière nucléaire ; rejeté. (p. 1943) : ses amendements n° 293 : faculté pour l'IRSN et l'INERIS de saisir le Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire ; et n° 294 : faculté de saisine du Haut comité par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; devenu sans objet. - **Article 12** (*Définition des installations nucléaires de base et du régime juridique applicable*) (p. 1949, 1950) : ses amendements n° 295 : liste des ministres devant être signataires des décrets relatifs aux questions nucléaires ; retiré ; et, portant sur le même objet, n° 296 et 297 : élargissement de la liste définissant les installations nucléaires de base ; rejetés. - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1955) : son amendement n° 299 : mention de garanties financières dans le décret d'autorisation ; retiré. - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976) :

défavorable aux amendements de la commission n° 118 (réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident) et n° 119 (suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1989, 1990) : le groupe socialiste votera contre ce texte qui n'assure pas de façon satisfaisante la transparence et la sécurité en matière nucléaire.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4120, 4123) : souligne le caractère prioritaire du développement des énergies renouvelables. Constate l'absence de réel volontarisme politique. Démarche d'éparpillement des grandes questions en matière nucléaire. Illustration du déni de démocratie par le lancement de l'EPR. Privatisation progressive des opérateurs historiques de la filière nucléaire. Risque de relâchement des exigences en matière de sécurité et de sûreté. Nécessité pour la loi de renforcer les obligations de service public imposées aux industriels du nucléaire. Méthode critiquable suivie par le Gouvernement sur l'examen des textes relatifs au nucléaire : recours à l'urgence, chevauchement, absence d'interlocuteur unique. Danger et spécificité du déchet nucléaire. Danger de l'ouverture à la concurrence par la priorité donnée à la rentabilité. Souhait d'un statut public des entreprises concernées, ainsi que du contrôle sur la filière des déchets. Rappelle l'opacité de la réalisation du programme d'équipement nucléaire du territoire. Salue l'introduction de la notion de réversibilité par l'Assemblée nationale. Nécessité d'agir sur le long terme. L'attitude du groupe socialiste dépendra de l'attention portée à la préservation de la sécurité et de la santé des générations futures. - **Intitulé du titre Ier** (p. 4142) : son amendement n° 76 : insertion de l'adjectif "durable" après le mot "gestion" ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 4143) : son amendement n° 77 : nouvel intitulé du chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement ; adopté. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés*) (p. 4161) : son amendement n° 80 : modalité d'autorisation de l'entreposage temporaire de combustibles nucléaires irradiés provenant de pays étrangers ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - *Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE*) (p. 4177) : son amendement n° 82 : proposition par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire des personnalités qualifiées désignées par le Gouvernement pour siéger au sein de la CNE ; rejeté. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde*) (p. 4187, 4188) : ses amendements n° 86 : prise en compte obligatoire de l'avis du conseil général du territoire concerné par un site de stockage avant transmission de la demande de sa création au Parlement ; et n° 87 : soumission de l'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde à un vote conforme du Parlement ; devenus sans objet. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4209) : son amendement n° 91 : modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA ; retiré. Caractère d'appel de cet amendement. Prise en compte des

problèmes soulevés par le rapport public de la Cour des comptes. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4232) : reprend l'amendement de M. Jean-François Le Grand n° 55 : modalités de prise en compte de la durée d'amortissement pour les biens existants avant le 1er janvier 2005 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4236, 4237) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Rappel au règlement** (p. 4244) : le groupe socialiste se retire du débat sur le projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Question préalable** (p. 6545) : favorable à la motion n° 61 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7116, 7117) : privatisation de GDF injustifiée, contraire à l'intérêt général et dangereuse.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9360, 9361) : augmentation des subventions d'équilibre versées aux régimes spéciaux. Budgétisation de l'adossment des retraites de la RATP. Avenir des régimes spéciaux en 2008. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite".

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9522, 9523) : enseignement agricole. Spécificité et contenu. Existence d'un profond malaise. Rapport d'information de Mme Françoise Férat. Asphyxie financière. Situation de l'enseignement agricole public. Questions en suspens. Pétition des enseignants. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9587, 9588) : crise du monde agricole. Enseignement et assurance agricoles. Situation de la filière "fruits et légumes". Maladie de la sharka. Ne votera pas ce budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9616) : intervient sur l'amendement n° II-8 de la commission (réduction des crédits concernant les haras nationaux). (p. 9618, 9619) : ne votera pas les crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêts et affaires rurales".

**PLANCADE (Jean-Pierre)**  
sénateur (Haute-Garonne)  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 221 (2005-2006)] autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [n° 230 (2005-2006)] (1er mars 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les armes à sous-munitions [n° 118 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices), adoptée à Londres le 5 octobre 2001 [n° 156 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - en remplacement de M. Louis Le Pen, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3880) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention [n° 221 (2005-2006)]** - (16 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3881) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Défense

- (4 décembre 2006) (p. 9485, 9486) : nouvelles formes des conflits. Exemple de l'Irak et du conflit libanais. Aggravation du terrorisme. Modernité et fiabilité de la dissuasion. Accélération de la prolifération. Capacité du modèle d'armée 2015 à répondre à ces enjeux. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Défense".

### Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9806, 9807) : politique américaine en Irak. Prolifération nucléaire. Mission en Afghanistan. Situation dans l'est de l'Afrique. Diminution des crédits de l'action extérieure. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.



**POINTEREAU (Rémy)**  
sénateur (Cher)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 532) : le groupe UMP votera ce texte représentant une avancée pour les obtenteurs français.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2387, 2388) : partisan d'une approche dynamique mais respectueuse d'éléments de précaution. Nécessité de rassurer et d'informer les consommateurs. Importance de la fiabilité de la recherche, de la garantie pour chaque agriculteur du choix de son mode de production et de la concertation entre les agriculteurs et les producteurs de semences. Nécessité de périmètres de protection contre les contaminations par les semences d'OGM. Difficultés des firmes semencières françaises. Destruction de leurs programmes de recherche en plein champ. Mise en péril du potentiel d'expertise de la France en matière de recherche sur les biotechnologies végétales. Restauration indispensable de la confiance dans la volonté de recherche de la France sous peine d'aggravation de sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Coexistence difficile de notions divergentes. Importance des enjeux. Amélioration souhaitable du texte dans l'intérêt général.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - *Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2471) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (fixation par décret des informations contenues dans le dossier). - **Article 12** (art. L. 533-3 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2488) : sur l'amendement n° 23 de la commission (autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies), soutient les sous-amendements de M. Gérard César n° 220 et n° 60 ; retirés. (p. 2489, 2491) :

soutient les amendements de M. Gérard César n° 61 (mise en place d'une consultation nationale) ; devenu sans objet ; et n° 54 (procédure simplifiée d'autorisation de dissémination) ; retiré. - **Article 13** (art. L. 533-4 du code de l'environnement - *Procédure d'autorisation pour la mise sur le marché d'OGM*) (p. 2500) : sur l'amendement n° 27 de la commission (consultation du Haut Conseil des biotechnologies avant d'autoriser la mise sur le marché d'un OGM), soutient le sous-amendement n° 221 de M. Gérard César ; retiré. - **Article 14** (art. L. 533-5 du code de l'environnement - *Confidentialité des informations communiquées lors des demandes d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2502) : soutient l'amendement n° 55 de M. Gérard César (protection des informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes réalisant des expérimentations d'OGM) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2549, 2550) : intervient sur l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Création d'un certificat de mise en location*) (p. 3154) : défavorable à l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : son amendement n° 289 : mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques ; retiré. - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires*) (p. 3461) : sur l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté), son sous-amendement n° 544 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3480, 3481) : remerciements. Enrichissement du texte grâce à la navette parlementaire. Avec le groupe UMP, votera ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 19 A** (p. 3460) : son amendement n° 289 : mesures fiscales en faveur des propriétaires de parcelles où sont implantés des pylônes servant de support au transport de lignes électriques ; retiré. - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires*) (p. 3461) : sur l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté), son sous-amendement n° 544 ; adopté. (p. 3480, 3481) : remerciements. Enrichissement du texte grâce à la navette parlementaire. Avec le groupe UMP, votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5114) : votera l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5266) : souhait d'une meilleure prise en compte de l'échelon régional dans la gestion des crédits des préfectures. Interrogation sur le rôle effectif des préfets de région sur les premiers budgets opérationnels de programme, BOP. Question sur le placement de l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat sous la responsabilité directe des préfets de département.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5531, 5533) : existence de fortes divergences entre les différents utilisateurs de l'eau. Objectif de conciliation du texte. Stabilité de la pluviométrie. Augmentation de l'effet de serre. Exemple du département du Cher. Nécessité de constituer des réserves de substitution. Exemple du département de Charente-Maritime. Efforts des agriculteurs. Nécessité d'une approche pragmatique et non dogmatique. Favorable à un système de bonus-malus. Souci de ne pas créer de distorsion entre les régions. - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 5564) : soutient les amendements de M. Philippe Richert n° 216 (adaptation des ouvrages aux contraintes techniques et sécuritaires de la pratique nautique) ; et n° 217 (constitution des fédérations nautiques délégataires en partie civile) ; retirés. - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 5567, 5568) : soutient les amendements de M. Henri Revol n° 166 (rédaction) ; retiré ; et n° 167 (rédaction) ; adopté. (p. 5572, 5573) : soutient les amendements de M. Philippe Richert n° 212 (suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques) ; et n° 213 (suppression d'une dérogation légale en période d'étiage exceptionnel) ; retirés. - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique) (p. 5589) : soutient l'amendement n° 136 de M. Gérard César (consultation des représentants des activités économiques concernées) ; devenu sans objet. - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques) (p. 5596, 5597) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 138 (conformité du dispositif juridique français avec la directive-cadre sur l'eau) ; n° 150 (implication du comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, CORPEN) ; et n° 159 (suppression de la création d'office de l'organisme mandataire par l'autorité administrative) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5605) : soutient l'amendement n° 425 de M. Philippe Marini (mise en place par les communes et les établissements

publics de collecteurs flottants de déchets domestiques) ; retiré. - **Article 16** (art. L. 214-8 du code de l'environnement - Instauration d'une obligation de mesure par compteur d'eau pour les prélèvements d'eau par pompage) (p. 5605, 5606) : soutient l'amendement n° 139 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser un dispositif autre qu'un compteur d'eau pour mesurer le prélèvement d'eau réalisé par pompage) ; retiré. - **Article 19** (art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions à la réglementation des produits phytosanitaires) (p. 5608) : soutient l'amendement n° 140 de M. Gérard César (suppression de la compétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles pour la recherche et la constatation des infractions) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 5610) : son amendement n° 423 : mise en place de collecteurs flottants de déchets domestiques ; retiré. - **Article 20 bis** (art. L. 1332-1 à L. 1332-9 du code de l'environnement - Eaux de baignade) (p. 5615) : soutient l'amendement n° 424 de M. Philippe Marini (mise en place de collecteurs flottants de déchets domestiques) ; retiré. - **Article 20 quater** (art. L. 341-13-1 [nouveau] du code du tourisme - Eaux noires) (p. 5616) : sur l'amendement n° 32 de la commission (obligation d'installer des dispositifs de stockage ou de traitement sur les bateaux de plaisance), soutient le sous-amendement n° 214 de M. Philippe Richert (application de ces dispositions aux établissements flottants recevant du public) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5647, 5648) : soutient l'amendement n° 148 de M. Gérard César (interdiction de la contre-publicité désavantageant les produits issus des terrains agricoles concourant à l'élimination des boues) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7675, 7676).

**PONCELET (Christian)**  
*sénateur (Vosges)*  
 UMP

Président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 25, 26 janvier, 2, 9, 22, 23, 28 février, 4, 7, 9, 14, 21, 22, 28, 30 mars, 12, 13 avril, 4, 18, 30 mai, 6, 8, 20, 27, 29 juin, 7, 12, 14 septembre, 3, 5, 10, 11, 17, 19, 24, 31 octobre, 7, 14, 16, 23, 28, 29, 30 novembre, 6, 12, 14 et 19 décembre 2006.

## INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Sénat de Madagascar** - (17 janvier 2006) (p. 27).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Bahreïn** - (25 janvier 2006) (p. 210).
- **Souhaits de bienvenue à M. Carlos Filizzola, Président du Sénat du Paraguay** - (2 février 2006) (p. 535).
- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (22 février 2006) (p. 814) : caractère toujours plus concret de la collaboration entre le Sénat et la Cour des comptes.
- **Rappel au règlement** - (23 février 2006) (p. 861, 862) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Sa demande en conférence des présidents de maintien de toutes les propositions d'origine parlementaire dans l'ordre du jour réservé.
- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire [n° 240 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2055) : initiative sénatoriale démontrant les vertus du système parlementaire bicaméral.
- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2078, 2079) : réforme attendue par les agents et les employeurs territoriaux. Connaissance approfondie de ce sujet par les sénateurs. Dépôt en premier lieu de ce texte sur le bureau du Sénat.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire hellénique** - (21 mars 2006) (p. 2365).
- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2368) : remercie le ministre des compliments adressés au Sénat, en particulier à la commission des affaires économiques.
- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2439) : association du Parlement aux processus de décision européens. Souhait de la pérennisation de cette pratique systématique depuis 2005.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Liban** - (30 mars 2006) (p. 2767).
- **Rappel au règlement** - (30 mars 2006) (p. 2768) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Demande aux présidents de groupes d'intervenir auprès de leurs collègues pour éviter les propos intempestifs.
- **Communication du Médiateur de la République** - (30 mars 2006) (p. 2768) : souhaits de bienvenue au Médiateur de la République pour la présentation au Sénat de son rapport annuel.
- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3293) : intervient à la suite de la prise de parole de M. Jean-Luc Mélenchon portant sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés) et n° 8 de M. Roland Muzeau (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE). Demande de réfléchir à l'attitude de la France de 1933 à 1939. - **Article 1er** (art. 8 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006, art. L. 322-4-6 et L. 322-4-17-3 du code du travail - *Extension et renforcement du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise et du contrat d'insertion dans la vie sociale*) (p. 3326) : demande à M. Claude Domeizel de modérer ses propos.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la République du Kazakhstan** - (4 mai 2006) (p. 3543).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation d'élus de Saint-Petersbourg** - (18 mai 2006) (p. 4053).
- **Rappel au règlement** - (30 mai 2006) (p. 4106) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat sur son rappel au règlement relatif à l'organisation des travaux. Rappelle le souhait du Sénat qu'il n'y ait pas de session extraordinaire.
- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4309) : au nom du Sénat, remercie M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, de l'hommage rendu à Gérard Léonard, député récemment décédé.
- **Éloge funèbre d'André Labarrère, sénateur des Pyrénées-Atlantiques** - (20 juin 2006) (p. 4959, 4961).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires espagnols** - (27 juin 2006) (p. 5201).
- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (27 juin 2006) (p. 5201, 5203) : remerciements à toutes celles et à tous ceux qui ont permis au Sénat de tenir pleinement et constamment son rôle. Record absolu d'heures de séance publique depuis les débuts de la Vème République. Efficacité incontestable des travaux sénatoriaux. Caractère encore largement perfectible de l'adaptation des méthodes de travail de la Haute Assemblée. Question du droit d'amendement. Nécessité pour le Sénat de poursuivre son ouverture sur la société.
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Liban** - (29 juin 2006) (p. 5354).
- **Ouverture de la session extraordinaire de 2005-2006** - (7 septembre 2006) (p. 5507).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon** - (7 septembre 2006) (p. 5524).
- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5853) : crise grave et dramatique au Liban. Engagement de la France au service de la paix. Mobilisation du Sénat.
- **Souhaits de bienvenue à des représentants du Liban, d'Israël et de l'Autorité palestinienne** - (12 septembre 2006) (p. 5856).
- **Rappel au règlement** - (12 septembre 2006) (p. 5872) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Charasse visant à rendre hommage à l'ensemble des intervenants qui ont participé à l'élan de solidarité manifesté au Liban.
- **Message du Président du Sénat** - (12 septembre 2006) (p. 5878) : lecture du message du Sénat exprimant le sentiment unanime de solidarité qui lie la France au Liban. Hommage à l'ensemble des personnels civils et militaires mobilisés pour assurer les secours.

- **Ouverture de la session ordinaire de 2006-2007** - (3 octobre 2006) (p. 6245).

- **Éloge funèbre de Pierre-Yvon Trémel, sénateur des Côtes-d'Armor** - (3 octobre 2006) (p. 6248, 6249).

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2006) (p. 6250) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Respect des droits de l'opposition au Sénat.

- **Éloge funèbre de Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault** - (10 octobre 2006) (p. 6442, 6443).

- **Message à l'annonce de l'accident ferroviaire en Moselle** - (11 octobre 2006) (p. 6522) : émotion à l'annonce de la collision intervenue dans le département de la Moselle entre un train de voyageurs luxembourgeois et un train de marchandises de la SNCF.

- **Éloge funèbre de Raymond Courrière, sénateur de l'Aude** - (17 octobre 2006) (p. 6692, 6693).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Albanie** - (17 octobre 2006) (p. 6694).

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 359 (2005-2006)]** - (31 octobre 2006) - **Article 7 (Livre VI nouveau du code électoral - Dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 7472) : rôle prépondérant de l'Assemblée nationale en matière de création des sièges de députés.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7615) : bilan des politiques de la ville conduites depuis 1990. Organisation par le Sénat du concours "Talents des cités". Hommage à l'action des maires.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat d'Afghanistan** - (16 novembre 2006) (p. 8261).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8681, 8682) : discussion du projet de budget pour 2007 dans le cadre de "l'an II de la LOLF". Respect des temps de parole. Vidéoprojection dans l'hémicycle. Organisation des débats.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire russe** - (30 novembre 2006) (p. 9126).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés**

- (12 décembre 2006) - **Vote sur l'ensemble** (p. 10119, 10120) : importance des travaux du Sénat. Débats techniques et vivants.

**PONIATOWSKI (Ladislav)**  
*sénateur (Eure)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) le 11 septembre 2006.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 3 (2006-2007)] relatif au secteur de l'énergie [n° 6 (2006-2007)] (4 octobre 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 55 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 63 (2006-2007)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 104 (2006-2007)] (6 décembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4723, 4727) : remerciements au Gouvernement pour l'organisation de ce débat. Rappel de la discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie en 2004 et 2005. Hausse des prix des énergies dans le monde et conséquences. Rapprochement des entreprises Suez et GDF. Emergence de grands acteurs industriels dans le domaine de l'énergie en Europe. Avantages de la fusion envisagée. Rejet du projet de loi de rapprochement d'EDF et de GDF. OPA d'ENEL sur le groupe Suez et risque d'un démantèlement. Soutien du projet du Gouvernement. Évolution de la situation depuis 2004, date de l'engagement de détention de 70 % du capital des entreprises EDF et GDF par l'Etat. Absence d'incidence de cette fusion sur le seuil de détention capitalistique de l'Etat au sein d'EDF. Maintien d'une minorité de blocage par l'Etat et de pouvoirs étendus sur les décisions stratégiques de GDF. Soutien du projet de fusion par les salariés de Suez. Réorganisation nécessaire du secteur énergétique du fait de l'ouverture totale des marchés à la concurrence à compter du 1er juillet 2007. Projet de créer un tarif social dans le domaine du gaz en faveur des plus démunis. Nécessité d'achever la transposition de la directive européenne. Proposition d'une évolution des pouvoirs du régulateur : exemple de la Belgique. Favorable à ce projet de fusion et souhait d'une saisine rapide du Parlement.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - rapporteur de la commission des

affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 6453, 6458) : débat sur la privatisation de Gaz de France. Poursuite du mouvement de libéralisation et d'unification des marchés de l'électricité et du gaz au niveau européen. Processus irréversible. Sécurité juridique du système tarifaire français. Protection des consommateurs particuliers. Séparation juridique des gestionnaires de réseau de distribution. Instauration d'un tarif social en gaz. Apports de l'Assemblée nationale : réforme de la commission de régulation de l'énergie et dispositif de "tarif transitoire"; modifications apportées par la commission des affaires économiques. Conséquences des évolutions du secteur de l'énergie : abaissement de la part de l'Etat dans le capital de Gaz de France. Projet de fusion Gaz de France-Suez.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion des conclusions négatives du rapport de la commission des affaires économiques** (p. 6511, 6513) : rejet par la commission des affaires économiques de la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel, Mmes Nicole Borvo Cohen-Seat et Marie-Christine Blandin, tendant à soumettre au référendum le projet de loi relatif au secteur de l'énergie. Légitimité du Parlement. Echéance de l'ouverture du marché énergétique le 1er juillet 2007. (p. 6527) : respect des droits de l'opposition. Responsabilité du Parlement.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6536, 6537) : s'oppose à la motion n° 79 de M. Roland Ries tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6543, 6544) : s'oppose à la motion n° 61 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6549, 6550) : s'oppose à la motion n° 80 de M. Daniel Reiner tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6567, 6568) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Yves Coquelle, Roland Courteau et Daniel Raoul. (p. 6569) : intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Courteau. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 6570, 6571) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Yves Coquelle (division additionnelle - Bilan de l'ouverture à la concurrence et renégociation des directives). - **Article additionnel avant le titre Ier ou avant l'article 14** (p. 6572) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 199, 200 et 510 (bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6574) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur la libéralisation des services). (p. 6576) : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Yves Coquelle (dans le cadre de l'Union européenne, demande d'un moratoire sur les directives tendant à ouvrir à la concurrence le secteur énergétique). (p. 6577, 6578) : s'oppose à l'amendement n° 203 de M. Yves Coquelle (insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes). (p. 6579, 6580) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 204 (demande par la France de la suspension de la transposition des directives relatives au secteur de l'énergie) et n° 205 (demande par la France de la renégociation des directives européennes relatives à l'énergie). (p. 6581, 6583) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 206 (rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique) et n° 208 (abrogation de la loi du 4 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz). (p. 6585) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Yves Coquelle (suspension de l'examen du projet de loi). (p. 6587, 6589) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 210 et 211 (missions du service public de l'énergie). - **Motion d'ordre** (p. 6591) : demande l'examen séparé de l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression) portant sur l'article 1er du projet de loi. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6592, 6597) :

s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 212 (missions du service public de l'énergie), n° 213 (rapport au Parlement sur les nouvelles technologies en matière de production de gaz), n° 214 (financement de la recherche dans le domaine des gaz combustibles) et n° 215 (statut des personnels travaillant dans le domaine énergétique). - **Titre Ier** (p. 6598) : s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Yves Coquelle (nouvel intitulé de la division - Missions du service public de l'énergie et respect du droit des usagers). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6599) : s'oppose aux amendements identiques n° 81 de M. Roland Courteau et n° 589 de M. Jean Desessard (établissement d'un lien entre l'indépendance énergétique de la France et le caractère public d'EDF et de GDF). (p. 6601, 6602) : s'oppose aux amendements identiques n° 82 de M. Roland Courteau et n° 390 de M. Yves Coquelle (impossibilité de privatiser une entreprise exploitant une installation nucléaire de base). - **Rappel au règlement** (p. 6604, 6605) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6606) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Courteau (importance d'EDF dans la vie du pays). (p. 6607) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau (garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme). - **Rappel au règlement** (p. 6610) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Billout. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6610, 6612) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 85 et 86 de M. Roland Courteau (nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF). (p. 6614, 6625) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 87 et 88 de M. Roland Courteau (consultation des autorités concédantes du service public du gaz préalable à tout changement dans le capital de GDF). S'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 89 et n° 596 (rapport au Parlement sur les conséquences du changement de statut de GDF), n° 91 et n° 598 (garantie de la pérennité du service public par la puissance publique), n° 90 et n° 597 (cohérence), n° 93 et n° 600 (respect du principe d'égalité par le système de tarification), n° 94 et n° 601 (principes encadrant les tarifs du service public de l'énergie). S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 92 de M. Roland Courteau et n° 599 de M. Jean Desessard (principes fondateurs du service public de l'énergie). (p. 6627, 6656) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 95 (rapport au Parlement sur les conséquences de la privatisation d'EDF et de GDF), n° 96 (rapport au Parlement sur l'évolution des tarifs du service public de l'énergie) et n° 104 (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France"). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 188 (objectif de consommation annuelle de biogaz), n° 189 (objectif de réduction annuelle de consommation d'énergie finale), n° 190 (objectif de réduction annuelle de consommation de combustibles fossiles) et, portant sur le même objet, n° 193 et n° 194 (désengagement du nucléaire). S'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 97 et n° 604 (principes fondamentaux du service public de l'énergie), n° 100 et n° 607 (consultation des syndicats d'EDF et de GDF, ainsi que du Parlement, sur les projets de contrat), n° 101 et n° 608 (application du principe de subsidiarité à la définition des obligations de service public), n° 103 et n° 610 (rapport au Parlement relatif aux ruptures de fourniture d'électricité), n° 530 et n° 587 (ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général), n° 531 et n° 588 (rapport au Parlement sur la création d'une nouvelle catégorie d'établissement public industriel et commercial chargé de services d'intérêt général). S'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 102 de M. Roland Courteau et n° 609 de M. Jean Desessard (concertation préalable à l'évolution du service public de l'énergie). Demande le retrait des amendements identiques n° 99 de M. Roland Courteau et n° 606 de M. Jean Desessard (évaluation annuelle des contrats d'EDF et de GDF). Demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Jean Desessard (objectif de réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre). Accepte les amendements identiques n° 98 de M. Roland Courteau et n° 605 de M. Jean Desessard (cohérence).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6746, 6747) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6749) : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (conditions d'exercice des missions de service public dans le domaine énergétique). (p. 6751) : s'oppose à l'amendement n° 520 de M. Yves Coquelle (financement de la programmation des investissements et de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables). (p. 6754) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 225 (garantie de sûreté des réseaux de transport et de distribution de l'électricité), n° 219 (garantie de la préservation du patrimoine), n° 220 (garantie d'un niveau optimal de sûreté et de fiabilité technique du service), n° 221 (garantie de la qualité du service rendu à l'usager), n° 222 (garantie de sécurité des réseaux de transport et de distribution d'électricité), n° 223 (garantie de fiabilité des réseaux de transport et de distribution d'électricité) et n° 224 (garantie de disponibilité des réseaux de transport et de distribution d'électricité). (p. 6756) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 226 de M. Yves Coquelle (suppression des dispositions relatives à la filialisation d'EDF). (p. 6757) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (garantie de la sûreté de fonctionnement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité). (p. 6758, 6760) : son amendement n° 2 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression partielle de M. Yves Coquelle n° 227, n° 228, n° 229, n° 230 et n° 234. (p. 6761, 6766) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 231 (abaissement du seuil d'obligation d'achat par EDF de 12 mégawatts à 8 mégawatts), n° 232 (augmentation de la proportion dans laquelle les installations de production utilisant du charbon indigène comme énergie primaire sont appelées en priorité), n° 233, n° 235, n° 236, n° 237, n° 238 et n° 239 (suppression partielle). Ses amendements n° 3 et 5 : précision ; et n° 4 : rédaction ; adoptés. Accepte l'amendement n° 44 de M. Xavier Pintat (concordance du périmètre du service public local de fourniture d'électricité avec le champ de mise en oeuvre des tarifs réglementés). Son amendement n° 6 : définition de la liste des maîtres d'ouvrage pouvant recevoir la contribution relative au coût de branchement et d'extension ; adopté après modification par le sous-amendement n° 62 de M. Xavier Pintat (référence aux syndicats mixtes comme maître d'oeuvre) qu'il accepte. (p. 6776, 6777) : s'oppose aux amendements identiques n° 240 de M. Yves Coquelle et n° 611 de M. Jean Desessard (suppression des dispositions relatives à la libéralisation du secteur énergétique pour les particuliers), ainsi qu'aux amendements identiques n° 106 de M. Roland Courteau et n° 612 de M. Jean Desessard (maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité pour tous les consommateurs n'ayant pas choisi de quitter le tarif régulé), et aux amendements identiques des mêmes auteurs n° 107 et n° 613 (maintien des tarifs régulés). S'oppose à l'amendement n° 105 de M. Roland Courteau (suppression de l'extension de la libéralisation des marchés de l'énergie aux usagers), ainsi qu'à tous les amendements de M. Yves Coquelle n° 241 à n° 262 (liste des établissements et structures exclus du champ de la déréglementation et de l'ouverture du marché en matière d'électricité), et n° 278 (réversibilité du choix de quitter les tarifs régulés), n° 263 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes ayant droit à l'allocation personnalisée de logement), n° 264 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité), n° 265 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'une indemnisation servie par l'assurance chômage), n° 266 (extension de la tarification "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail spécifique aux plus de 57 ans), n° 267 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée), n° 268 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat d'avenir), n° 269 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes embauchées en CIE), n° 270 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un contrat

d'accompagnement vers l'emploi), n° 271 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes titulaires d'un CNE) et n° 527 (extension de la tarification spéciale "produit de première nécessité" aux personnes dont la rémunération est inférieure ou égale au SMIC). Son amendement n° 7 : suppression de la mention du décret en Conseil d'Etat ; adopté. (p. 6780, 6784) : son amendement n° 8 : remplacement de la notion de "fourniture de dernier recours" par celle de "fourniture de secours" aux fins d'harmonisation ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Jean-Paul Amoudry (application du tarif de cession aux distributeurs non nationalisés). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 272 (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er juillet 2008), n° 273 (soumission de tous les fournisseurs d'électricité aux obligations de service public), n° 274 (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz), n° 276 (suppression de l'avis donné par la Commission de régulation de l'énergie) et n° 277 (avis de l'Observatoire national du service public de l'énergie). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6786, 6795) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 114 (mise en place de titres de transport financés partiellement par les employeurs afin de favoriser l'utilisation des transports en commun), n° 110 (mise en place d'une taxe exceptionnelle en cas de bénéfice exceptionnel pour les firmes du secteur pétrolier), n° 109 (abaissement du seuil d'entrée dans le consortium Exeltium), n° 113 (renforcement du caractère dissuasif de la taxe additionnelle à la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules les plus polluants), n° 108 (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante), n° 111 (suppression de l'exonération de TIPP sur les carburants utilisés dans les avions), n° 112 (faculté pour les entreprises intensives en énergies de revenir au tarif réglementé), ainsi qu'à l'amendement n° 275 de M. Yves Coquelle (garantie du maintien de la péréquation tarifaire). - **Article 1er bis** (art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Obligation de présenter chaque année pour la discussion du projet de loi de finances un document de politique transversale sur la politique de l'énergie) (p. 6796) : son amendement, identique à l'amendement n° 279 de M. Yves Coquelle, n° 11 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 280 de M. Yves Coquelle (rapport au Parlement sur l'évolution des prix de l'électricité et du gaz naturel). - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Eligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6799) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 6803) : son amendement n° 10 : suppression de la référence à un décret ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 115 de M. Roland Courteau et n° 282 de M. Yves Coquelle (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle portant sur le même objet n° 283 à n° 303 (énergie au moindre prix pour les services publics), et à l'amendement n° 117 de M. Roland Courteau (maintien des tarifs réglementés pour tout client n'exerçant pas son droit d'éligibilité et faculté pour tout consommateur final non domestique de bénéficier des tarifs régulés après avoir exercé son droit à l'éligibilité). (p. 6805, 6809) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 304 (réversibilité du choix du fournisseur), n° 521 (cohérence), n° 306 (suppression de la référence à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie), n° 308 (substitution de l'avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz à l'avis de la Commission de régulation de l'énergie), n° 309 (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz sur la base d'une information transparente sur les coûts d'approvisionnement), n° 305 (obligations de service public imposées à tout fournisseur de gaz naturel) et n° 307 (entrée en vigueur des dispositions du présent article au 1er février 2011). Accepte les amendements identiques n° 45 de M. Xavier Pintat et n° 116 de M. Roland Courteau (fourniture de gaz naturel aux clients bénéficiant des tarifs réglementés selon les conditions fixées par les autorités organisatrices de la distribution publique et du service public local de fourniture de gaz naturel). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6810) : accepte l'amendement n° 64 de M. Marcel Deneux (faculté pour le client d'exercer son éligibilité auprès d'un nouveau fournisseur sans en avertir l'ancien) et s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Yves

Coquelle (responsabilité du ministre chargé de l'énergie en matière d'application de la péréquation tarifaire). - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 6812) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 51 (principe de l'autonomie financière de la Commission de régulation de l'énergie et dotation de la personnalité morale à cette commission).

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6830, 6836) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté après modification par le sous-amendement n° 779 du Gouvernement (fixation à quatre du nombre de membres du comité de règlement des différends, de la médiation et des sanctions, et identification du président comme "médiateur national de l'énergie"). S'oppose à l'amendement n° 311 de M. Yves Coquelle (abrogation du titre VI de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 portant création de la Commission de régulation de l'énergie, CRE). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 53 identique à son amendement n° 11 précité. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 781 de M. Yves Coquelle (précision rédactionnelle) et, à titre personnel, le sous-amendement précité n° 779 du Gouvernement, s'oppose aux sous-amendements n° 780 de M. Yves Coquelle (suppression des pouvoirs généraux conférés à la CRE en matière de marché du gaz et de l'électricité) et n° 542 de M. Roland Courteau (exercice à plein temps des fonctions des membres de la CRE), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 760 de M. Bruno Retailleau (attribution à la CRE d'une mission de veille et d'alerte sur le respect des obligations de service public incombant aux opérateurs). S'oppose aux amendements identiques n° 541 de M. Roland Courteau et n° 701 de M. Jean Desessard (interdiction de nommer les membres de la CRE âgés de plus de soixante-cinq ans), ainsi qu'au n° 702 (exercice à plein temps des fonctions des membres de la CRE) de ce dernier auteur. - **Article 2 ter** (art. 28-1 [nouveau] et 3 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et article 1er de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Missions de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6839) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 312 de M. Yves Coquelle, n° 543 de M. Roland Courteau et n° 758 de M. Jean Desessard. S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 315 (suppression partielle), n° 314 (rédaction) et n° 313 (suppression partielle). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 6840, 6841) : ses amendements n° 13 et 761 : définition des conditions dans lesquelles les missions de médiation sont exercées par la CRE ; adoptés. - **Article 2 quater** (art. 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Obligations de communication des informations aux commissions parlementaires et aux autorités de régulation européennes) (p. 6842) : son amendement n° 14 : rédaction ; adopté. - **Article 2 quinquies** (art. 37-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) : son amendement n° 771 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 316 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 sexies** (art. 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Extension des pouvoirs de sanctions de la CRE) (p. 6844) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 6845, 6846) : son amendement n° 15 : précision de la finalité du pouvoir d'approbation de la CRE sur les programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 706 de M. Jean Desessard (suppression) ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle n° 318 (approbation des projets de développement des réseaux de distribution et de transport par l'Observatoire national du service de l'électricité et du gaz) et n° 319 (approbation des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport du gaz naturel par le ministre chargé de l'énergie). Sur son amendement n° 15 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 782 et n° 783, identiques respectivement aux amendements précités n° 319 et n° 318 du même auteur. -

**Article additionnel après l'article 2 septies** (p. 6847) : son amendement n° 16 : mise en oeuvre, dans la comptabilité des entreprises énergétiques, d'une distinction entre clients bénéficiaires de tarifs réglementés de vente et clients n'en bénéficiant pas ; adopté. - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6852, 6855) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 321 (instauration d'un tarif "produit de première nécessité"), n° 323 (émission de simples avis par la CRE et non pas de propositions, afin d'éclairer le Gouvernement dans sa politique énergétique), n° 324 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs de vente du gaz), n° 325 (introduction d'un processus de consultation des organisations représentatives des salariés, des associations de consommateurs et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz dans la procédure de détermination des tarifs d'utilisation et de distribution des réseaux de transport du gaz) et n° 320 (fixation des tarifs réglementés en fonction des coûts de fourniture en gaz définis dans les contrats à long terme). (p. 6868, 6872) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Roland Courteau (extension du tarif spécial de solidarité pour le gaz aux clients domestiques engagés dans une procédure de traitement d'une situation de surendettement). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 333 de M. Yves Coquelle et n° 122 de M. Roland Courteau (garantie de l'applicabilité automatique de leurs droits aux ménages éligibles à la tarification spéciale de solidarité), en partie satisfaits par les engagements pris par le ministre. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 322 de M. Yves Coquelle et n° 120 de M. Roland Courteau (octroi de la tarification spéciale de solidarité aux ménages en difficulté pour la totalité de leur consommation de gaz naturel) dans l'attente des précisions du ministre. Serait favorable à l'augmentation du seuil de la consommation retenu dans le décret pour l'électricité et sur lequel sera calqué le système appliqué au gaz. (p. 6873, 6879) : son amendement n° 17 : précision selon laquelle les modalités d'application du tarif social en gaz sont identiques à celles qui prévalent pour la tarification spéciale "produit de première nécessité" en électricité ; adopté. Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 332 (extension du droit à la tarification spéciale aux syndicats des habitations à loyer modéré), n° 331 (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations de service public incombant aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux), portant sur le même objet, n° 327, 328, 329 et 330 (augmentation du taux de la pénalité de retard appliquée aux fournisseurs de gaz pour non-versement de la contribution prévue pour le financement du tarif social du gaz), et demande le retrait du n° 326 (obligation pour Gaz de France d'informer le public sur les critères d'attribution du tarif social) qu'il estime satisfait. S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 118 (extension du bénéfice du tarif spécial de solidarité aux organismes sans but lucratif ayant pour objet l'insertion par le logement des personnes défavorisées) et n° 119 (application du tarif spécial de solidarité aux factures prises en charge au titre du fonds de solidarité pour le logement). - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé) (p. 6887, 6888) : ses amendements n° 19 : suppression du caractère renouvelable du dispositif ; adopté après modification par le sous-amendement n° 770 de M. Jean-Claude Merceron (possibilité pour les groupements d'achat de bénéficiaire du tarif de retour) qu'il accepte ; et n° 20 : remise d'un rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2008, devant analyser les effets de la création du tarif réglementé transitoire et d'envisager, s'il y a lieu, la prorogation de ce dispositif ; adopté. (p. 6892, 6895) : s'oppose aux amendements de suppression n° 123 de M. Roland Courteau et n° 334 de M. Yves Coquelle. Sur son amendement n° 19 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 784 (suppression de la notion d'ajustement du marché pour l'institution du tarif de retour) et n° 785 (information des consommateurs par les fournisseurs de l'existence du tarif de

retour), et de M. Jean Arthuis n° 774 (réintroduction du caractère renouvelable du dispositif). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 337, n° 336, respectivement identiques aux sous-amendements précités du même auteur n° 784 et n° 785 et n° 335 (plafonnement du tarif de retour à 10 % au-dessus du tarif réglementé de vente), ainsi qu'aux amendements de M. Gérard Longuet n° 65 (calcul du tarif de retour par référence au tarif réglementé de vente hors taxes au 1er août 2006) et, de repli, n° 528 et 529. Demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au tarif de retour des gestionnaires de réseaux de distribution pour l'achat des pertes d'électricité qu'ils subissent sur leur réseau). Accepte l'amendement n° 195 de M. Jean Arthuis (plafonnement du tarif de retour à 25 % au-dessus du tarif réglementé de vente) après sa rectification dans le sens suggéré par le Gouvernement. - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 6907, 6909) : son amendement n° 762 : modalités du partage de la charge du mécanisme de compensation ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 124 de M. Roland Courteau et n° 338 de M. Yves Coquelle ainsi qu'aux amendements de ce dernier auteur, portant sur le même objet, n° 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346 et 347 (suppression partielle) et n° 522 (participation de l'ensemble des producteurs d'électricité au système de compensation). - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 6914) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 125 (encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de l'électricité) et n° 126 (encadrement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel) qu'il estime satisfaisants. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6916) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 348 (suppression) et n° 349 (suppression partielle). (p. 6918, 6921) : son amendement n° 21 : rédaction ; adopté. Accepte les amendements identiques n° 127 de M. Roland Courteau et n° 357 de M. Yves Coquelle (application de droit des tarifs réglementés au consommateur final non domestique qui n'a pas fait jouer son éligibilité). Sur les amendements de ce dernier auteur, s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 350 et n° 363 (suppression partielle), n° 365 (possibilité pour les consommateurs non domestiques de choisir librement et à tout moment de bénéficier ou non des tarifs réglementés), n° 360 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'une catastrophe naturelle), n° 361 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'un conflit armé), n° 362 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à un règlement judiciaire) et n° 364 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques confrontés à des difficultés économiques) et demande le retrait du n° 359 (information des consommateurs non domestiques de l'existence des tarifs réglementés par les entreprises fournissant l'électricité) au profit de l'amendement précité du même auteur n° 357 (application de droit des tarifs réglementés au consommateur final non domestique qui n'a pas fait jouer son éligibilité). Demande le retrait de l'amendement n° 70 de M. Marcel Deneux (application du principe site-personne au consommateur final non domestique). (p. 6923, 6924) : son amendement n° 778 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements n° 351 de M. Yves Coquelle (maintien de la possibilité, pour le consommateur final domestique, de revenir aux tarifs réglementés) ainsi qu'aux amendements de M. Roland Courteau n° 130 (maintien automatique du consommateur domestique dans le dispositif de tarif réglementé) qu'il estime satisfait, n° 128 (précision de la notion de "site" pour les ménages), n° 129 (possibilité pour tout client domestique de renoncer à l'exercice de son éligibilité sans pénalité et de résilier son contrat pour se fournir aux tarifs réglementés auprès des fournisseurs agréés) et n° 131 (possibilité de retour des ménages dans les tarifs réglementés dans un délai d'un an à compter de la date d'exercice de l'éligibilité).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) (p. 6945) : s'oppose aux amendements identiques n° 636 de M. Jean Desessard et n° 132 de M. Roland Courteau (définition des tarifs réglementés de vente d'électricité). (p. 6946, 6949) : sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose au n° 358 (réversibilité du choix des consommateurs finaux en cas d'écart de plus de 5 % entre les tarifs réglementés et les tarifs libres), n° 354 (débat public sur les conditions d'application de l'article), n° 353 (suppression du plafonnement des charges de service public de l'électricité) et n° 355 (application du taux réduit de TVA à la tarification sociale de l'énergie), et accepte le n° 352 (simplification). Accepte également l'amendement n° 69 de M. Yves Détraigne (modalités du plafonnement de la contribution aux charges de service public de l'électricité). Ses amendements n° 22 : simplification ; et n° 23 : encadrement des offres duales ; adoptés. (p. 6950, 6951) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 356 (application du taux réduit de TVA aux factures énergétiques) et n° 523 (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6951, 6956) : accepte l'amendement n° 71 de M. Marcel Deneux (mention de l'option tarifaire dans les contrats conclus par un consommateur final d'électricité non domestique). S'oppose aux amendements identiques n° 133 de M. Michel Sergent et n° 637 de M. Jean Desessard (situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005), aux amendements identiques n° 638 de M. Jean Desessard et n° 750 de M. Thierry Repentin (instauration d'une tarification "ligne directe"), ainsi qu'à l'amendement n° 366 de M. Yves Coquelle (couverture à 95 % des besoins des fournisseurs de gaz naturel par des contrats de long terme). - **Article 5** (art. 18 et 50 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Dispositions de coordination*) (p. 6959) : son amendement n° 763 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 367 (suppression), et n° 368 et 369 (suppression partielle). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6959, 6960) : demande le retrait de l'amendement n° 72 de M. Marcel Deneux (instauration d'un dispositif d'homologation pour les fournisseurs souhaitant exercer l'activité d'achat pour revente d'électricité auprès de clients domestiques). Son amendement n° 773 : reconnaissance du statut de source d'énergie renouvelable pour les énergies de récupération ; adopté. - **Article 5 bis** (art. 50-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Compensation sur la CSPE des surcoûts liés à la hausse du prix des combustibles employés dans les usines de cogénération*) (p. 6961) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6961, 6966) : son amendement n° 24 : possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficier de la CSPE ; adopté. Accepte l'amendement n° 59 de M. Dominique Mortemousque (dispositif tendant à permettre l'utilisation de cogénérateurs pour l'alimentation du réseau électrique local de certains sites industriels ruraux). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6968) : s'oppose aux amendements identiques de M. Roland Courteau et de M. Jean Desessard n° 135 et n° 639 (gestion obligatoire d'un réseau de distribution d'électricité par un établissement public à caractère industriel et commercial) d'une part, et n° 136 et n° 640 (gestion obligatoire d'un réseau de distribution de gaz naturel par des entreprises ou des organismes publics) d'autre part. - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6971, 6973) : s'oppose aux amendements n° 371 de M. Yves Coquelle (suppression) et de la commission des finances saisie pour avis n° 54 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de la distribution de gaz d'être transformées en sociétés anonymes de droit commun). (p. 6976, 6986) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté après modification par les sous-amendements qu'il accepte de M. Henri Revol n° 746 et n° 745, de M. Xavier Pintat n° 46 et n° 47, et de M. Michel Sergent n° 776 et n° 777. Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Courteau n° 792, n° 793 et n° 143, ainsi qu'aux sous-amendements de M. Yves Coquelle n° 786, n° 787, n° 788, n° 789, n° 790 et n° 791. Sur les amendements de M. Roland Courteau, s'oppose au n° 552 (suppression partielle) et demande



le retrait des n° 140 (respect des cahiers des charges de concessions et des règlements de service des régies) et n° 141 (mise en conformité des cahiers des charges). Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 380 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux d'électricité aux obligations de service public), n° 381 (soumission de tous les gestionnaires de réseaux de gaz naturel aux obligations de service public), n° 378 (garantie de l'accès au réseau et de la continuité de la distribution en gaz naturel et en électricité pour l'ensemble des usagers) et, analogues, n° 372, 379, 382, 383 et 384 (suppression partielle). Estime l'amendement n° 386 de M. Yves Coquelle (conditions de gestion des réseaux de distribution d'électricité) satisfait par son amendement n° 25 précité. (p. 6989, 6993) : ses amendements n° 26 : intégration dans le champ d'application du transfert découlant de l'obligation de séparation juridique de tous les cas de concession et de sous-traitance des concessions en vigueur ; n° 27 : rédaction ; et n° 764 : précision sur le régime de neutralité fiscale ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 553 de M. Roland Courteau (suppression partielle), ainsi qu'aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 373 et 374 (impossibilité de filialiser les réseaux de distribution de gaz et d'électricité), d'une part, et n° 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395 et 396 (suppression partielle), d'autre part. (p. 6997, 7004) : accepte l'amendement n° 747 de M. Henri Revol (coordination). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle, analogues, n° 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 407, 408 et 415 (suppression partielle) ; portant sur le même objet, n° 376 et 375 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; n° 410, 411, 412, 413 et 414 (incompatibilités s'appliquant au représentant de l'Etat au conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; n° 405, 406 et 409 (modalités de désignation des représentants de l'Etat dans les entreprises du secteur énergétique) ; ainsi qu'à l'amendement n° 377 (ouverture du capital des sociétés gestionnaires de réseaux aux seules personnes publiques). S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau, portant sur le même objet, n° 397, 142 et 196 (composition du conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux). Son amendement n° 28 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7004, 7006) : ses amendements n° 29 : réalisation d'actions de maîtrise de la demande d'électricité par le réseau de transport d'électricité ; n° 30 : exonération de taxes pour les transferts de propriété en faveur du réseau de transport d'électricité ; et n° 765 : encadrement de la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux ; adoptés. Demande le retrait des amendements de M. Marcel Deneux n° 74 (rapport au Parlement sur la possibilité de remettre sous le régime de concession les réseaux de transport de gaz naturel) et n° 75 (coordination). - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7014, 7015) : s'oppose aux amendements identiques n° 416 de M. Yves Coquelle et n° 557 de M. Roland Courteau (suppression). S'oppose également aux amendements de M. Yves Coquelle, portant sur le même objet, n° 417 et 418 (suppression partielle) ; n° 419, 428, 430, 431, 432 et 433 (création de services communs entre EDF et GDF) ; n° 420 et 426 (statut des personnels des filiales de GDF) ; n° 421, 422, 425, 423 et 424 (statut des personnels des filiales d'EDF) ; n° 427 et 429 (missions du service commun de distribution). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 7017) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Roland Courteau (objectifs du service commun de distribution). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 7018) : à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 145 de M. Roland Courteau (programme d'amélioration de la desserte publique en gaz).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Précisions relatives à la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel) (p. 7039, 7040) : sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 434 (suppression), n° 435 (fourniture de l'énergie à un prix identique sur tout le territoire), n° 442 (mise en place d'un système de péréquation sur l'ensemble du territoire), n° 441 (prise en compte des réseaux concédés dans le calcul de la péréquation), n° 443 (impossibilité de limiter la péréquation à une zone de desserte du gestionnaire), n° 436 (maintien de la

péréquation tarifaire), et sur le même objet n° 437, n° 438, n° 439 et n° 440 (péréquation au sein de la zone de desserte d'un même distributeur) et demande le retrait du n° 444 (suppression du II relatif à la propriété des réseaux de distribution de gaz naturel). Demande le retrait de l'amendement n° 146 de M. Michel Sergent (mise en place de mesures d'économie d'énergie par les collectivités locales). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7042) : accepte l'amendement n° 48 de M. Xavier Pintat (prise en charge de la moitié du coût de terrassement par l'opérateur de télécommunications) et sur celui-ci, à titre personnel, accepte le sous-amendement n° 797 du Gouvernement. (p. 7044) : s'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Roland Courteau et n° 650 de M. Jean Desessard (prise en compte des charges des gestionnaires de réseau pour la fixation des tarifs d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 148 de M. Michel Sergent et n° 651 de M. Jean Desessard (intégration, dans les obligations de service public des entreprises ayant une activité dans le domaine de l'énergie, de mesures d'économie d'énergie). - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz). (p. 7047) : s'oppose aux amendements de suppression n° 445 de M. Yves Coquelle, n° 558 de M. Roland Courteau et n° 717 de M. Jean Desessard ainsi qu'à l'amendement n° 446 de M. Yves Coquelle (gestion du fonds de péréquation du gaz). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7048) : demande le retrait des amendements identiques n° 155 de M. Roland Courteau et n° 658 de M. Jean Desessard (contrôle de l'obligation de renouvellement du réseau d'électricité par l'autorité organisatrice de la distribution). (p. 7050, 7051) : accepte l'amendement n° 49 de M. Xavier Pintat (incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité) ainsi que les amendements identiques n° 153 de M. Roland Courteau et n° 656 de M. Jean Desessard (incitation à la création de syndicats à l'échelle du département pour la distribution d'électricité) sous réserve de leur rectification afin de les rendre identiques à l'amendement n° 49 précité. Accepte l'amendement n° 63 de M. Xavier Pintat (suppression de la distinction entre consommateurs éligibles et consommateurs non éligibles). (p. 7052, 7053) : accepte les amendements identiques n° 154 de M. Roland Courteau et n° 657 de M. Jean Desessard (regroupement des syndicats à l'échelle départementale dans les départements où la coopération intercommunale en matière d'énergie est organisée autour de syndicats mixtes). (p. 7054) : s'oppose aux amendements identiques n° 150 de M. Roland Courteau et n° 653 de M. Jean Desessard (rétablissement de l'application du dispositif de solidarité des impayés sur toute l'année). (p. 7055) : s'oppose aux amendements identiques n° 151 de M. Roland Courteau et n° 654 de M. Jean Desessard (suspension de toute procédure visant à la cessation de la fourniture d'énergie en cas de saisine du fonds de solidarité pour le logement) à défaut de leur retrait. (p. 7056) : s'oppose aux amendements identiques n° 152 de M. Roland Courteau et n° 655 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur l'application du statut des industries électriques et gazières à l'ensemble du personnel de la filière). (p. 7057) : demande le retrait des amendements identiques n° 156 de M. Roland Courteau et n° 659 de M. Jean Desessard (prise en compte, dans le tarif d'utilisation des réseaux, d'une partie des coûts des extensions des réseaux publics réalisées par les syndicats d'électricité). (p. 7058) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 157 de M. Michel Sergent et n° 660 de M. Jean Desessard (aide financière de la commune et des collectivités participant au financement des opérations d'investissement au gestionnaire du réseau de distribution). - **Article 9 bis** (art. L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales - Liste des recettes des syndicats de communes) (p. 7059, 7060) : sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose au n° 447 (suppression) et demande le retrait du n° 448 (programme d'amélioration de la desserte publique en gaz). - **Article 9 ter** (art. L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales - Imputation des contributions des communes associées au syndicat en section d'investissement) : accepte l'amendement n° 524 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 9 quater** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Précisions relatives à la contribution finançant les extensions des réseaux électriques non couvertes par les tarifs) (p. 7061) :

son amendement n° 31 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 quater** : son amendement n° 32 : partage des compétences entre les communes et les syndicats de communes en matière d'éclairage public ; adopté. - **Article 13 (section 12 [nouvelle] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel)** (p. 7066) : s'oppose à l'amendement n° 491 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 7067) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Yves Coquelle (allongement du délai de rétractation). (p. 7070) : son amendement n° 33 : rédaction ; adopté. (p. 7071, 7072) : ses amendements n° 766 : dispositifs sociaux existants en matière de tarification sociale de l'électricité ou du gaz ; et n° 34 : obligation des fournisseurs de communiquer aux consommateurs des informations précontractuelles ; adoptés. (p. 7073) : son amendement n° 35 : précisions sur les dispositions relatives à la résiliation des contrats ; adopté. (p. 7075, 7077) : ses amendements n° 36 : facturation fondée sur des estimations de consommation ; n° 37 : coordination ; et n° 38 : suppression d'une disposition d'ordre réglementaire ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 491 (suppression), n° 503 (allongement du délai de rétractation), n° 492 (suppression du I de l'article relatif aux contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel), n° 494 (rédaction), n° 495 (référence à l'identité du fournisseur, l'adresse de son siège social et son numéro d'inscription au registre du commerce), n° 497 (réversibilité de l'exercice de l'éligibilité), n° 498 (suppression de la possibilité d'informer les consommateurs uniquement par le biais d'Internet), n° 499 (rédaction), n° 501 (confirmation au consommateur des informations concernant les contrats entre fournisseur et consommateur d'électricité ou de gaz naturel), n° 502 (allongement du délai de rétractation), n° 500 (communication aux consommateurs dans leur contrat de fourniture des coordonnées des associations de consommateurs agréées), au sous-amendement n° 796 de M. Roland Courteau déposé sur son amendement n° 35 précité, à l'amendement n° 675 de M. Jean Desessard (impossibilité de mettre certains frais à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur) ainsi qu'aux amendements identiques n° 170 de M. Roland Courteau, n° 496 de M. Yves Coquelle et n° 673 de M. Jean Desessard (obligation pour les opérateurs d'électricité d'informer les consommateurs sur l'évolution des prix), aux n° 174 de M. Roland Courteau et n° 677 de M. Jean Desessard (maintien de la réversibilité du renoncement au tarif régulé), aux n° 175 de M. Roland Courteau et n° 678 de M. Jean Desessard (cohérence), aux n° 171 de M. Roland Courteau et n° 674 de M. Jean Desessard (définition de l'interruption volontaire de fourniture), aux n° 177 de M. Roland Courteau et n° 680 de M. Jean Desessard (information des consommateurs sur les conditions d'accès à la tarification spéciale et des mesures destinées à éviter des interruptions de fourniture en cas d'impayé), aux n° 173 de M. Roland Courteau et n° 676 de M. Jean Desessard (suppression des pénalités à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur), aux n° 176 de M. Roland Courteau et n° 679 de M. Jean Desessard (date d'effet d'une modification contractuelle souhaitée par le fournisseur). (p. 7079, 7081) : son amendement n° 39 : coordination ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Marcel Deneux (précision relative aux modalités de fonctionnement du dispositif de médiation par décret en Conseil d'Etat). Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 506 et 507 (suppression partielle) et demande le retrait du n° 490 (modalités d'exploitation des concessions de nouveau stockage). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7084) : demande le retrait de l'amendement n° 585 de M. Roland Courteau (création d'une délégation parlementaire au changement climatique). - **Article 13 bis (Application des dispositions de l'art. 13 pour les petits consommateurs professionnels d'électricité ou de gaz naturel)** : son amendement n° 40 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat ; adopté. (p. 7085, 7086) : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Marcel Deneux (application des dispositions du code de la consommation aux petites entreprises et aux professions libérales) et s'oppose à l'amendement n° 509 de M. Yves

Coquelle (permanence de la fourniture en énergie). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** : demande la transformation de l'amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz) en sous-amendement à l'amendement n° 50 de M. Xavier Pintat (extension à l'électricité du dispositif de coopération décentralisée existant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) tendant à insérer un article additionnel après l'article 16 bis. S'oppose aux amendements identiques n° 178 de M. Roland Courteau et n° 681 de M. Jean Desessard (information des consommateurs par les autorités concédantes) et aux n° 179 de M. Michel Sergent et n° 682 de M. Jean Desessard (moyens affectés à l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz). - **Articles additionnels avant l'article 14** (p. 7089, 7090) : s'oppose aux amendements identiques n° 181 de M. Claude Saunier et n° 684 de M. Jean Desessard (création d'un Haut conseil de la transition énergétique) et n° 182 de M. Claude Saunier et n° 685 de M. Jean Desessard (débat annuel sur la politique énergétique). - **Article 14 (Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5)** (p. 7092) : son amendement n° 41 : coordination ; adopté. (p. 7095) : s'oppose aux amendements de suppression n° 511 de M. Yves Coquelle et n° 736 de M. Jean Desessard, aux amendements de repli de M. Yves Coquelle n° 512 et n° 513, aux amendements identiques n° 183 de M. Roland Courteau et n° 686 de M. Jean Desessard (étude d'impact préalable sur l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz et ses conséquences sur le prix de l'énergie), aux n° 184 de M. Roland Courteau et n° 687 de M. Jean Desessard (adoption d'une directive-cadre relative aux services d'intérêt économique général), aux n° 185 de M. Roland Courteau et n° 688 de M. Jean Desessard (publication du rapport d'évaluation de la Commission préalable à l'entrée en vigueur du projet de loi). - **Article 15 (Date limite d'entrée en application de la séparation juridique des gestionnaires de réseaux de distribution)** (p. 7097) : s'oppose aux amendements de suppression n° 514 de M. Yves Coquelle et n° 690 de M. Jean Desessard. - **Article 16 (Dispositions transitoires relatives aux organes dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution)** (p. 7098) : s'oppose aux amendements de suppression n° 515 de M. Yves Coquelle, n° 582 de M. Roland Courteau et n° 740 de M. Jean Desessard. Son amendement n° 42 : nombre de représentants de l'Etat au conseil d'administration de Gaz de France pendant la période transitoire ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 16 bis** : son amendement n° 767 : suppression d'une référence à un décret ; adopté. - **Article 16 bis (art. 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Sanctions en cas de non respect des dispositions relatives au stockage hivernal de gaz naturel)** (p. 7100) : s'oppose à l'amendement n° 516 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7101, 7102) : accepte l'amendement n° 50 de M. Xavier Pintat (extension à l'électricité du dispositif de coopération décentralisée existant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) et, sur celui-ci, à titre personnel, le sous-amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz). Ses amendements n° 768 : sanctions pénales pour réprimer les infractions aux règles concernant la sécurité des réseaux ; et n° 769 : possibilité de sanctionner certains manquements des fournisseurs d'énergie à leurs obligations d'économie d'énergie ; adoptés. - **Article 17 (Application de certaines dispositions du projet de loi à Mayotte)** (p. 7103) : son amendement n° 43 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement de suppression n° 517 de M. Yves Coquelle. - **Article 18 (art. L. 132-27 [nouveau] du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte - Régime de protection sociale des IEG à Mayotte)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 518 de M. Yves Coquelle. - **Article 19 (art. 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Régime de protection sociale des IEG à Mayotte)** (p. 7104) : s'oppose aux amendements de suppression n° 519 de M. Yves Coquelle et n° 586 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7139, 7140) : son

amendement n° 749 : finalité de l'action spécifique ; adopté. (p. 7145, 7149) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 476 (saisine de la Cour de justice des Communautés européennes sur le statut d'EDF et de GDF), n° 455 (statut de GDF), n° 450 (suppression), n° 473 (présence de trois représentants de l'Etat dans toutes les instances dirigeantes de GDF), n° 526 (renationalisation d'EDF et GDF), n° 454 (caractère obligatoirement public des entreprises énergétiques garantissant l'égal accès au droit à l'énergie), n° 472 (monopole d'exploitation des centrales nucléaires pour EDF), n° 474 (composition des instances dirigeantes de Gaz de France) et, portant sur le même objet, n° 453, 471 et 475 (suppression partielle) ; n° 465, 468, 464, 463, 457, 459, 462, 460, 461 et 456 (part de l'Etat dans le capital de GDF) ; n° 470, 469, 468, 467 et 468 (part de l'Etat dans le capital d'EDF) ; n° 451 et 452 (rapport de faisabilité d'une fusion entre EDF et GDF au sein d'une entité publique). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 664 (part de l'Etat dans le capital de GDF) et n° 367 (suppression) ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 662 et 721 (suppression partielle), d'une part, et n° 665, 666 et 668 (finalité de l'action spécifique), d'autre part. S'oppose également aux amendements de M. Roland Courteau n° 164 (pouvoir conféré à l'action spécifique) et n° 161 (part de l'Etat dans le capital de GDF), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 159 et 563 (suppression partielle), d'une part, et n° 165, 163 et 162 (finalité de l'action spécifique), d'autre part. S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Gérard Longuet (participation de l'Etat dans le capital de GDF) et, sur ce dernier, aux sous-amendements n° 798 de M. Roland Courteau et n° 775 de M. Michel Mercier.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 7203) : s'oppose à l'amendement n° 479 de M. Yves Coquelle (suppression de l'Autorité de sûreté nucléaire). (p. 7205) : s'oppose à l'amendement n° 477 de M. Yves Coquelle (suspension du projet de privatisation de GDF). - **Article additionnel avant l'article 11 (précédemment réservé)** (p. 7206) : s'oppose aux amendements identiques n° 166 de M. Roland Courteau et n° 669 de M. Jean Desessard (absence d'intérêt privé dans le capital des entreprises gérant un réseau de transport d'électricité ou de gaz). - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital*) (p. 7214, 7215) : s'oppose aux amendements identiques n° 167 de M. Roland Courteau, n° 478 de M. Yves Coquelle et n° 670 de M. Jean Desessard (suppression). S'oppose également aux amendements, portant sur le même objet, n° 168 de M. Roland Courteau, n° 671 de M. Jean Desessard et n° 485 de M. Yves Coquelle (caractère intégralement public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz). Sur les amendements de M. Yves Coquelle, s'oppose aux n° 480 (alternative au projet de fusion

entre Suez et GDF), n° 481 (maintien des activités de construction, d'exploitation et de développement du réseau de transport de gaz au sein d'une même entité), n° 482 (conservation d'un contrôle direct de l'Etat et des salariés sur le service public de transport du gaz), n° 483 (renforcement du caractère public de la société gestionnaire du transport de gaz), n° 484 (maintien du GRTgaz dans le giron de l'Etat), n° 486 (composition du conseil d'administration ou de surveillance) et demande le retrait du n° 487 (gestion identique du personnel de GDF et de celui de la nouvelle filiale de transport de gaz). S'oppose aux amendements identiques n° 169 de M. Roland Courteau et n° 672 de M. Jean Desessard (protection du service public du gaz contre les risques de morcellement et de démantèlement). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Article 8 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Autorisation de la privatisation de la distribution de gaz naturel*) (p. 7221) : s'oppose aux amendements de suppression n° 488 de M. Yves Coquelle et n° 567 de M. Roland Courteau ainsi qu'à l'amendement n° 489 de M. Yves Coquelle (réaffirmation du monopole de distribution de Gaz de France). - **Intitulé du titre III (précédemment réservé)** (*Dispositions relatives au capital de Gaz de France et au contrôle de l'Etat*) : s'oppose à l'amendement n° 449 de M. Yves Coquelle (nouvel intitulé - Dispositions relatives au capital des entreprises énergétiques remplissant une mission de service public et au contrôle de l'Etat).

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7699, 7701) : composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie. Instauration d'un médiateur national de l'énergie. Tarif réglementé transitoire. Sécurité de l'approvisionnement électrique. Nécessaire réforme des conditions d'accès aux tarifs sociaux. Accès aux tarifs réglementés. Contrats d'obligation d'achat pour le développement des énergies renouvelables. Adoption de l'article 10, permettant la fusion entre GDF et Suez. Recommande l'adoption de ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 10164, 10166) : récit de l'incident. La commission des affaires sociales conclut au rejet de la demande de création de cette commission d'enquête, au profit de la constitution d'une mission d'information sur la question de la sécurité d'approvisionnement.

**PORTELLI (Hugues)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 271 (2005-2006)] relatif à l'élection du Président de la République [n° 274 (2005-2006)] (23 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 440 (2005-2006)] de modernisation de la fonction publique [n° 113 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Fonction publique**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1213) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). Objectif du CPE de limiter la précarité de ceux qui n'ont pas de contrat ou seulement des CDD à court terme.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2090, 2091) : succession depuis 1984 de textes d'importance variable portant sur la fonction publique territoriale. Intérêts divergents des associations d'élus et de fonctionnaires. Départ prochain à la retraite de la moitié des cadres supérieurs de cette fonction publique. Renforcement de son attrait en raison du chômage. Adaptation nécessaire du statut des fonctionnaires aux différentes évolutions. Droit à la formation des agents. Rivalité entre les institutions nationales et locales en matière de formation et de gestion des carrières. Avancée indiscutable proposée par ce texte. Concertation approfondie et consensus sur cette réforme. Assouplissement des conditions de gestion des ressources humaines. Simplification et rationalisation des institutions de la fonction publique territoriale. Renforcement des dispositions existantes en matière d'hygiène, de sécurité et de médecine préventive. Rejet de la création d'un Centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Le groupe UMP soutiendra le Gouvernement et votera les propositions de la commission des lois. - **Article 1er** (*art. 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie*) (p. 2118) : son amendement n° 197 : réintroduction dans la loi du livret individuel de formation ; adopté. - **Article 10 (priorité)** (*section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2132, 2133) : son amendement n° 208 : remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Jean Pierre Sueur n° 321 et n° 322.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 11** (*art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2153, 2155) : sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional), son sous-amendement n° 181 ; adopté. (p. 2157) : intervient sur son sous-amendement n° 181 précité. - **Article 12** (*art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2158) : son amendement n° 183 : cohérence ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2267) : son amendement n° 205 : intégration dans la fonction publique territoriale d'agents contractuels de catégorie A et reprise d'ancienneté ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2654, 2655) : modifications limitées du droit électoral en raison de la proximité de la période préélectorale. Prise en compte des observations du Conseil constitutionnel : anticipation de la période de dépôt de présentation des candidats ; transfert de l'examen des comptes de campagne à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques ; possibilité de proportionner la sanction à l'infraction en cas d'irrégularités commises par un candidat ; vote le samedi dans les collectivités d'Amérique et du Pacifique. Caractère incomplet du projet de loi organique : non-augmentation du nombre des présentateurs et publication d'une liste partielle de ceux-ci. Regret de l'examen "à la sauvette" des dispositions concernant l'élection la plus importante de la vie politique française. Nécessité d'une recodification d'ensemble. Approbation sans enthousiasme par la commission des lois du texte voté par l'Assemblée nationale. - **Article 1er** (*art. 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Rationalisation de la procédure de présentation des candidats*) (p. 2667) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean Louis Masson (renforcement des conditions de parrainage et introduction d'un critère alternatif permettant la présentation d'un candidat par tout parti politique ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors des précédentes élections législatives), ainsi qu'aux amendements identiques n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de M. Bernard Frimat (publication de la liste intégrale des présentateurs au Journal officiel). - **Article 4** (*art. 3, paragraphe V, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Remboursement forfaitaire et publication des décisions relatives aux comptes de campagne*) (p. 2670) : s'oppose aux amendements n° 5 de M. Bernard Frimat (réintroduction de deux conditions cumulatives encadrant ce pouvoir d'appréciation et précision sur le montant de la sanction) et n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du principe de proportionnalité relatif au montant du remboursement forfaitaire des dépenses électorales en cas d'irrégularités). - **Article 5** (*art. 4 nouveau de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - Modalités d'application des dispositions du code électoral*) (p. 2672) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Richard Yung (possibilité pour les Français établis hors de France de voter par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4363, 4365) : enjeu politique majeur justifiant l'intervention du législateur. Problème mondial devant être aussi appréhendé à l'échelle européenne. Problème humain. Modèle dominant depuis toujours de l'immigration "sauvage". Devoir de réalisme. Nécessité de distinguer le bon grain de l'ivraie. Sensibilité du sujet en France. Tentation manifeste du refus de l'étranger. Désagrégation de la société. Développement incohérent de l'intégration. Cohérence indispensable dans la méthode : priorité à l'aide au développement ; renforcement de l'intégration des étrangers établis en France ; immigration choisie conjointement par l'Etat destinataire et par l'Etat d'origine ; action à l'échelle européenne sous l'impulsion de la France en direction des pays du Sud. Bilan salubre de la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour en France et à la nationalité. Améliorations attendues du Sénat pour réduire les risques potentiels lors de la mise en oeuvre du texte. Partenariat indispensable avec l'Afrique. Projet de loi nécessaire et courageux. Etape vers une politique ambitieuse en matière de codéveloppement et une politique européenne de maîtrise des flux migratoires.

- **Suite de la discussion** (7 juin 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4397) : intervient sur la motion n° 76 de M. Bernard Frimat tendant au renvoi à la commission. Réponse à

M. Jean-Pierre Sueur sur les difficultés des étudiants étrangers venant poursuivre leurs études en France. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4408) : en sa qualité de co-signataire, intervient en faveur de l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine). - **Article 1er bis** (art. L. 111-11 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création du Conseil national de l'immigration et de l'intégration) (p. 4423) : nécessité d'écourter le débat. Consensus sur la suppression de l'article. Confirme le point de vue dégagé en commission et exprimé par son président. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4437) : votera le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour).

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 6 bis** (art. L. 313-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une autorisation provisoire de séjour pour des missions de volontariat en France) (p. 4501) : son amendement n° 509 : suppression pour coordination ; adopté. - **Article 7** (art. L. 313-7, L. 313-7-1 [nouveau], L. 313-7-2 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Entrée et séjour en France des étudiants et des stagiaires) (p. 4514, 4515) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (précision que la carte de séjour "étudiant" donne le droit d'exercer, à titre accessoire, une activité professionnelle salariée dans la limite d'un temps partiel annualisé). Son expérience, en tant que directeur de travaux universitaires, de la réalité des étudiants étrangers qui travaillent et de la très grande pluralité de situations. (p. 4517) : son amendement n° 503 : suppression pour coordination des dispositions particulières applicables à certains étrangers diplômés ; adopté. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4528) : sur l'amendement n° 20 de la commission (extension du bénéfice de la carte de trois ans "salarié en mission" aux étrangers détachés au sein d'un même groupe mais titulaires d'un contrat de travail établi en France et facilitation de la venue en France des membres de leur famille), son sous-amendement n° 527 : renforcement des conditions de résidence en France du titulaire de la carte "salarié en mission" pour le renouvellement de la carte de séjour de sa famille ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4613, 4614) : favorable aux amendements identiques n° 355 de Mme Eliane Assassi et n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4831) : défavorable à l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). - **Article 47** (art. L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de la faculté pour les déboutés du droit d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi) (p. 4857) : son amendement n° 79 : maintien de la possibilité pour les étrangers déboutés de leur demande d'asile de contester la décision fixant le pays de renvoi ; adopté. - **Article 58 ter** (Abrogation de mesures d'expulsion - Règlement des situations antérieures) (p. 4872) : son amendement n° 511 : possibilité de rouvrir la procédure de réexamen des mesures d'expulsion prises avant la loi de novembre 2003 et qui auraient relevé de la

législation sur la double peine si cette dernière avait existé alors ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10769) : améliorations du texte par le Sénat. Non-remise en cause par l'Assemblée nationale. Accord du groupe UMP sur les modifications proposées par la commission et adhésion totale au projet de loi. - **Article 15 quater** (art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion) (p. 10791) : son amendement n° 54 : clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités ; adopté après modification par le sous-amendement n° 22 de M. Alain Vassel (mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité). - **Article 22 bis** (art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux) (p. 10803) : son amendement n° 55 : exclusion du champ d'application de l'article du cadre d'emploi des agents de police municipale ; adopté. - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984) (p. 10823) : son amendement n° 56 : possibilité pour les fonctionnaires territoriaux ayant accumulé un nombre important de droits à congés de bénéficier d'une compensation financière par une monétisation du compte épargne temps ; adopté. - **Article additionnel après l'article 32 quater** (p. 10827) : son amendement n° 16 : reprise des années de service effectuées en tant qu'agents non titulaires du service public pour les agents de catégorie A intégrés dans la fonction publique territoriale ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 10859) : accords du 25 janvier 2006. Modernisation de la fonction publique : exemples européens. Statut de la fonction publique. Mobilité. Dialogue social. Harmonisation européenne. LOLF. Mise à disposition. Commission de déontologie. DIF. Création d'entreprises par les agents publics. Concours administratifs. - **Article 2** (art. 22 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Formation professionnelle tout au long de la vie - Reconnaissance d'un droit individuel à la formation - Création de périodes de professionnalisation) (p. 10866) : son amendement n° 1 : prise en charge des frais de formation par l'autorité administrative ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 53 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du caractère proportionnel de la durée du DIF ainsi que de la possibilité d'effectuer sa formation en dehors du temps de travail). - **Article 3** (titre VII du livre IX, art. L. 970-1 à L. 970-5 et L. 970-6 nouveau du code du travail - Réécriture et modernisation des dispositions du code du travail relatives à la formation professionnelle des agents publics) (p. 10868) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du texte proposé pour l'article L. 970-6 du code du travail). - **Article 5** (art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29, 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade) (p. 10869) : s'oppose à l'amendement n° 55 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des alinéas faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience). - **Article 6** (art. 19, 26 et 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 29, 35 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les concours ainsi que pour la promotion interne « au choix » et l'avancement de grade) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'alinéa faisant référence à la reconnaissance des acquis de l'expérience). - **Intitulé du chapitre II** (Adaptation des règles de la mise à disposition des fonctionnaires) (p. 10870) : son amendement n° 2 : rédaction ; adopté. - **Article 7** (art. 41 à 44 bis nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification du périmètre et des conditions de la mise à disposition) : son

amendement n° 3 : mise à disposition "à temps partagé" ; adopté. (p. 10871) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. (p. 10871) : ses amendements n° 5 : possibilité de mise à disposition de fonctionnaires de l'Etat auprès de l'ensemble des établissements employant des fonctionnaires hospitaliers ; n° 6 : encadrement des missions des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition auprès d'organismes contribuant à la mise en oeuvre d'une politique publique ; et n° 7 : précision ; adoptés. (p. 10872) : son amendement n° 8 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Pierre-Yves Collombat (dérogation au principe du remboursement par l'organisme d'accueil du coût de l'agent lorsque la mise à disposition résulte de l'obligation d'accueillir un agent dont le poste a été supprimé dans son administration d'origine). Son amendement n° 9 : rédaction ; adopté. (p. 10873) : son amendement n° 10 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** : accepte l'amendement n° 43 de M. Philippe Nachbar (maintien du dispositif actuel en matière de mise à disposition gratuite des personnels du ministère de la culture auprès des services d'archives départementales). (p. 10874) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Pierre Jarlier (remboursement par l'Etat des rémunérations et charges sociales des agents de caisses de MSA affectés dans les services de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole, ITEPSA, et mise en place d'une convention triennale avec leurs employeurs). - **Article additionnel après l'article 8** : accepte l'amendement n° 79 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ du délai de carence pour les fonctionnaires mis à disposition auprès de collectivités territoriales dans le ressort desquelles ils ont exercé des fonctions de contrôle). - **Article 8 bis** (art. 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mises à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des deux autres fonctions publiques) (p. 10875) : son amendement n° 11 : alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux sur celles des fonctionnaires d'Etat ; adopté. Accepte le sous-amendement n° 82 de M. Jacques Mahéas. - **Article 8 ter** (art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Mises à disposition de fonctionnaires hospitaliers auprès des deux autres fonctions publiques) (p. 10876) : son amendement n° 12 : alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires hospitaliers sur celles des fonctionnaires d'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 90 de Mme Catherine Procaccia qu'il accepte. - **Article 9** (Dispositions transitoires) (p. 10877) : son amendement n° 13 : coordination ; adopté. - **Article 10** (art. 432-13 du code pénal - Délit de prise illégale d'intérêts) (p. 10878) : son amendement n° 14 : suppression de la permission législative ; adopté. (p. 10879) : sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 75 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 92 de Mme Josiane Mathon-Poinat ainsi qu'aux amendements n° 74 de M. Pierre-Yves Collombat (rétablissement à cinq ans de la durée du délai d'interdiction d'exercice de certaines activités après la cessation de fonctions publiques) et n° 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'exclusion des poursuites pénales en cas d'avis de compatibilité). - **Article 11** (art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Réforme de la commission de déontologie) (p. 10881) : s'oppose aux amendements identiques de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 59 et 60 et n° 76 de M. Pierre-Yves Collombat (relèvement à cinq ans du délai de contrôle de la prise illégale d'intérêt). Ses amendements n° 15 : application du contrôle statutaire en matière déontologique aux agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an par la même autorité ou collectivité publique ; et n° 16 : coordination ; adoptés. (p. 10882) : son amendement n° 17 : aménagement de la composition de la commission de déontologie ; adopté. (p. 10883) : son amendement n° 18 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de la possibilité accordée au seul président de la commission de déontologie de rendre des avis de compatibilité). Son amendement n° 19 : extension du champ de l'avis de compatibilité ; adopté. - **Article 12** (art. L. 413-5, L. 413-7, L. 413-10 et L. 413-13 du code de la recherche, art. 72 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 30 et 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 21 et 90 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordinations) (p. 10884) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté. - **Article 13** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions) (p. 10885) : ses amendements

n° 21 : rédaction ; et n° 22 : prolongation d'un an de la période de dérogation à l'interdiction du cumul d'activités pour créer, reprendre ou continuer à gérer une entreprise ; adoptés. (p. 10886) : son amendement n° 23 : rédaction ; adopté. Son amendement n° 24 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du cumul d'activités pour les agents non titulaires à temps partiel). Accepte l'amendement n° 44 de M. Dominique Mortemousque (extension du régime de cumul d'activités aux ouvriers bénéficiant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat). - **Article 14** (art. 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 60 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Droit au service à temps partiel pour l'agent public qui crée ou reprend une entreprise) (p. 10887) : son amendement n° 25 : rédaction ; adopté. Son amendement n° 26 : rédaction ; adopté. Son amendement n° 27 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 16** (décret-loi du 29 octobre 1936, art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 39 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 60 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 46 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 952-20 du code de l'éducation - Abrogation du décret-loi du 29 octobre 1936 - Suppression des règles de cumuls plus restrictives applicables aux agents à temps partiel - Maintien des régimes spécifiques de cumuls) (p. 10888) : son amendement n° 28 : maintien des règles d'interdiction de cumul du supplément familial de traitement avec un avantage de même nature ; adopté. - **Article 17** (Coordinations au sein du code du travail) (p. 10889) : son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. - **Article 18 A** (art. 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Définition de l'action sociale) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. - **Article 19** (art. 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 31 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Précisions sur l'organisation des concours) (p. 10890) : son amendement n° 31 : obligation, pour les examinateurs ayant évalué ou corrigé les épreuves d'un concours, de participer aux délibérations du jury ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21** : Ses amendements n° 32 : limitation du recrutement sans concours dans la fonction publique hospitalière aux emplois de premier grade de la catégorie C ; et n° 33 : ouverture du concours d'accès aux grades supérieurs de la catégorie C de la fonction publique hospitalière ; adoptés. - **Article 24 bis** (art. L. 233-3 à L. 233-6 du code de justice administrative - Elargissement des possibilités de recrutement dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, par la voie du tour extérieur, du détachement et de concours complémentaires) (p. 10892) : ses amendements n° 34, 35, 36 et 37 : coordination ; adoptés. - **Article 24 ter** (art. L. 114-24 du code de la mutualité - Régime juridique applicable à l'exercice par un fonctionnaire d'un mandat électif à temps plein auprès d'une mutuelle) (p. 10893) : intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Mahéas (possibilité de mise à disposition des fonctionnaires élus administrateurs de mutuelle). - **Articles additionnels après l'article 24 quater** : accepte l'amendement n° 46 de M. André Dulait (participation de l'Etat à la protection sociale complémentaire des personnels militaires). - **Article 24 quinquies** (art. 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 41-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Instauration d'un temps partiel thérapeutique) (p. 10895) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) et demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de Mme Catherine Procaccia (aménagement du temps partiel thérapeutique). - **Article 24 sexies** (art. 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 - Affiliation des agents de la collectivité départementale, des communes et des établissements publics administratifs de Mayotte aux régimes spéciaux des fonctionnaires) (p. 10896) : accepte l'amendement n° 84 du Gouvernement (affiliation des agents mahorais au régime spécial des agents titulaires). - **Article 25** (Contrats à durée indéterminée dans quatre établissements publics gérant des musées nationaux) (p. 10897) : accepte l'amendement n° 42 du Gouvernement (précision et reprise des personnels du groupement d'intérêt public "Cité nationale de l'histoire de l'immigration"). - **Article 26** (art. 29 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Champ d'application et entrée en vigueur des dispositions du projet de

*loi*) : son amendement n° 38 : coordination ; adopté. Son amendement n° 39 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10899) : accepte l'amendement n° 50 de M. Alain Vasselle (suppression d'une voie dérogatoire pour le recrutement des personnels de la fonction publique hospitalière). Accepte l'amendement n° 51 de Mme Brigitte Bout (simplification des conditions de recrutement des agents collaborateurs du Médiateur de la République). (p. 10900) : accepte l'amendement n° 52 de Mme Monique Papon (cumul de la pension de retraite de marin avec une activité rémunérée par un employeur public). (p. 10901) : accepte l'amendement n° 67 de M. Serge Vinçon (transfert des personnels sous statut de GIAT Industries vers ses filiales et intégration de ces personnels dans le régime d'assurance chômage de la société d'affectation). Accepte l'amendement n° 68 de M. Serge Vinçon (transfert des personnels ouvriers de l'Imprimerie nationale vers ses filiales). (p. 10902) : accepte l'amendement n° 72 de M. Jean-René Lecerf (recrutement d'assistants de justice au bénéfice de l'Ecole nationale de la magistrature). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 10903) : accepte l'amendement n° 40 du Gouvernement (rétroactivité au 1er novembre 2006 des mesures de

revalorisation issues des accords du 25 janvier 2006). Accepte les amendements du Gouvernement n° 41 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique d'Etat) et n° 87 (expérimentation du remplacement de la notation chiffrée par un entretien d'évaluation dans la fonction publique hospitalière). (p. 10905) : accepte l'amendement n° 89 du Gouvernement (financement et fonctionnement du Centre national de gestion des personnels de direction de la fonction publique hospitalière et des praticiens hospitaliers). (p. 10906) : accepte l'amendement n° 69 de M. Pierre Jarlier (reclassement de certains personnels des offices d'intervention et de l'Agence unique de paiement dans le secteur agricole). Accepte l'amendement n° 86 du Gouvernement (alignement des droits des fonctionnaires de l'Etat et des militaires de carrière sur ceux des salariés de droit privé en matière d'indemnisation du chômage). Accepte l'amendement n° 88 du Gouvernement (alignement du calendrier des mises à disposition dans le périmètre de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'en 2016).

**POZZO di BORGIO (Yves)**  
sénateur (Paris)  
UC-UDF

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : La France et la gestion des crises africaines : quels changements possibles ? [n° 450 (2005-2006)] (3 juillet 2006) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration** [n° 362 (2005-2006)] - (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-

11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4609, 4610) : son amendement n° 478 : rétablissement de la possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune) (p. 4687, 4690) : son amendement n° 479 : impossibilité de refuser le renouvellement de la carte de séjour temporaire lorsque la communauté de vie a été rompue à l'initiative de l'étranger, en raison de violences conjugales qu'il a subies de la part de son conjoint ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille) (p. 4787, 4788) : son amendement n° 471 : réécriture de l'article 16 ; rejeté. Désaccord avec l'introduction de mesures contraignantes contraires à l'esprit de la directive. Regrette une crainte de l'Europe perceptible en France. - **Article 17 (précédemment réservé)** (art. L. 313-4-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions applicables aux étrangers ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un autre Etat membre pour bénéficier du droit au séjour en France) (p. 4794) : son amendement n° 472 : suppression ; rejeté. (p. 4796) : confirme son désaccord quant à la négociation qui a précédé ce débat et demande au ministre de retirer ses propos. - **Article 18 (précédemment réservé)** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un Etat membre et séjournant en France) (p. 4798) : ses amendements n° 473 : suppression ; n° 474 : suppression de l'article 19 ; n° 475 : suppression de l'article 20 ; n° 476 : suppression de l'article 21 ; et n° 477 : suppression de l'article 22 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** [n° 433 (2005-2006)] - (14 septembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5965, 5966) : son amendement n° 172 : abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII précisant les attributions du préfet de police de Paris ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) : Son intervention (p. 6353).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 15** (art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires) (p. 7836, 7837) : son amendement n° 144 : amélioration de la représentation des actionnaires salariés dans les organes de direction des entreprises cotées ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 8184) : soutient l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (nouvelle rédaction de l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale définissant plus précisément les missions d'intérêt général et les aides à la contractualisation) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 9010, 9011) : mode de financement de l'Union européenne. Agence européenne des droits fondamentaux. Procédure d'élaboration du budget. Agence européenne de défense.

*Deuxième partie :*

**Défense**

- (4 décembre 2006) (p. 9483, 9484) : participation nécessaire de la défense à l'effort de réduction des dépenses. Réflexion en profondeur à mener sur les missions de la France. Politique en matière d'équipement. Importance du domaine technologique. Investissement dans la défense européenne. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9498, 9499) : le groupe UC-UDF votera les crédits de la mission "Défense". Son amendement n° II-189 : réduction des crédits destinés à financer l'implantation de l'état-major de l'armée de terre à l'Ecole militaire de Paris ; retiré.

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9800, 9801) : contribution de la France au Conseil de l'Europe. Agence de l'Union européenne des droits fondamentaux. Prolifération institutionnelle. Forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie pour renforcer la démocratie. Le groupe UC-UDF votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 10460, 10461) : soutient l'amendement n° 195 de M. Yann Gaillard (extension des possibilités de valorisation du patrimoine confié à Voies navigables de France) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10698) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 191, 192 et 188 : limitation des procédures et des effets de l'opposition administrative ; retirés ; et n° 189 : limitation du montant des frais bancaires afférents à une opposition administrative ; et n° 187 : allongement du délai de reversement ; adoptés.

**PRINTZ (Gisèle)**  
sénateur (Moselle)  
SOC

**NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**



*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 54, 55) : discriminations anormales à l'égard des femmes dans la vie active. Insuffisances du projet de loi, notamment au sujet du travail à temps partiel. Avancées insuffisantes lors du débat à l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Amendements du groupe socialiste tendant à améliorer le texte. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A) ou après l'article 6** (p. 64, 65) : ses amendements portant sur le même objet n° 17 et 18 : suppression de la variation du délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel ; rejetés. (p. 67) : son amendement n° 19 : priorité des salariés à temps partiel pour effectuer des heures supplémentaires ou des heures choisies ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 132-27-2 nouveau et L. 132-27 du code du travail - *Négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 73, 74) : ses amendements n° 11 : possibilité pour les organisations syndicales de faire appel à un expert pour analyser les causes des inégalités persistantes dans l'entreprise ; et n° 12 : sanction financière à l'égard des entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociation prévue ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 86, 87) : ses amendements n° 13 : formation spécifique des inspecteurs du travail sur les

problèmes d'égalité salariale et n° 14 : majoration des cotisations sociales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant au moins 25 % d'entre eux à temps partiel ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 91, 92) : ses amendements n° 20 : réglementation des interruptions dans la journée de travail ; et n° 21 : priorité donnée aux salariés à temps partiel subi pour l'attribution des heures supplémentaires choisies ; rejetés. - **Article 12 ter A** (art. L. 122-28-1 du code du travail - *Report du terme du congé parental*) (p. 97) : défavorable à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de garde pour son enfant). - **Article 13 bis** (art. L. 225-17 du code de commerce - *Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes*) (p. 100) : favorable à l'amendement n° 41 du Gouvernement (représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 105, 106) : dégradation généralisée des conditions de travail. Absence de mesures concrètes et contraignantes à l'égard des employeurs. Absence d'amélioration pour les femmes confrontées à la précarité. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture** [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 172) : soutient l'amendement n° 30 de M. Roland Courteau (formation des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des magistrats et des policiers aux questions de violences conjugales) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 175) : soutient l'amendement n° 28 de M. Roland Courteau (sensibilisation des élèves aux violences conjugales et au sexisme) ; rejeté. - **Article 5 bis B** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Impossibilité de proposer une deuxième médiation pénale en cas de violence conjugale*) (p. 186, 187) : soutient l'amendement n° 33 de M. Roland Courteau (exclusion de la possibilité pour le procureur de la République de recourir à une médiation pénale en cas de violences conjugales) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux** [n° 118 (2005-2006)] - (25 janvier 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 241, 243) : sa motion n° 38 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Explosion de la précarité. Accroissement des inégalités. Absence de concertation. Stigmatisation des bénéficiaires des minima sociaux. Mesures insignifiantes et inadaptées. Opportunisme du texte. - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - *Prime de retour à l'emploi*) (p. 252) : soutient l'amendement n° 42 de M. Bernard Cazeau (nombre d'attributions de la prime de retour à l'emploi à une même personne) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - *Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion*) (p. 296) : soutient l'amendement n° 52 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fin du paragraphe I bis de l'article 10 prévoyant la mise en oeuvre de sanctions par les présidents de conseils généraux) ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 931, 932) : dispositif d'apprentissage junior caractérisé par la précipitation et le manque de concertation. Atteinte à deux éléments fondamentaux du système éducatif : scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et collège unique. Mise en place de l'exclusion scolaire. Scepticisme quant à la possibilité pour les apprentis juniors de retourner à l'école. Dispositions accentuant les inégalités. Problème de la sécurité des apprentis. Le groupe socialiste demande la suppression de l'apprentissage junior.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1028, 1029) : soutient l'amendement

n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (interdiction du travail des enfants) ; rejeté. (p. 1040, 1041) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 110 (prise en charge des frais engagés par le jeune) ; et n° 111 (impossibilité de déroger aux horaires et d'autoriser le travail de nuit des jeunes de moins de seize ans) ; rejetés. (p. 1045) : soutient l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement des stages des jeunes de moins de seize ans) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1073, 1074) : fonde son intervention sur les articles 48 et 20 du règlement du Sénat. Contesté l'interprétation faite par le Gouvernement de la question de l'irrecevabilité des sous-amendements.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1108, 1109) : soutient l'amendement n° 147 de Mme Raymonde Le Texier (nouvelle dénomination du CPE) ; rejeté. (p. 1118) : soutient l'amendement n° 152 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité d'embaucher en CPE à temps partiel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1150, 1151) : destruction de l'identité collective formée autour du travail. Soutient l'amendement n° 161 de Mme Raymonde Le Texier (suppression du cas de force majeure exonérant l'employeur du préavis) ; rejeté. (p. 1174) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Raymonde Le Texier (repli) ; rejeté. (p. 1178) : soutient l'amendement n° 174 de Mme Raymonde Le Texier (augmentation de la durée de versement de l'allocation forfaitaire au salarié licencié d'un CPE) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1196) : favorable à l'amendement précité n° 147 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 1198) : favorable à l'amendement n° 151 de Mme Raymonde Le Texier (soumission du CPE aux dispositions du code du travail). Sa conception, radicalement opposée à celle du Gouvernement, des rapports de travail. Conséquences du CPE et du CNE : peur, précarité et bas salaires. (p. 1199) : favorable à l'amendement précité n° 152 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 1213, 1214) : intervient sur l'amendement précité n° 161 de Mme Raymonde Le Texier. Rupture du contrat de travail plus aisée avec un CPE ou un CNE. (p. 1218) : favorable à l'amendement n° 166 de Mme Raymonde Le Texier (précision). Augmentation du contentieux sur le CNE. Raisons véritables de l'interdiction du recours au CPE et au CNE à la place des contrats saisonniers. Judiciarisation des rapports sociaux.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1250, 1251) : soutient l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. Absence de progrès dans ce dispositif, en dépit des déclarations du Premier ministre. Leurre et artifice destinés à masquer la remise en cause de la scolarité obligatoire.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quinquies** (*art. L. 3332-1-1 nouveau, L. 3332-3 et 3332-15 du code de la santé publique - Formation obligatoire des exploitants de débits de boisson*) (p. 1355) : adhésion à la lutte contre l'alcoolisme. Incohérence avec la mesure de l'article 1er autorisant le travail de nuit des apprentis mineurs dès l'âge de quinze ans y compris dans les établissements vendant des boissons alcoolisées. Interrogation sur l'éventuelle responsabilité de l'employeur vis-à-vis du mineur de moins de seize ans qu'il emploie. Dispositif de prévention insuffisant au regard de l'ampleur du problème. Mise en place indispensable d'une réelle politique de prévention.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (*art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1498, 1499) : démantèlement du fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations. Nombreuses inquiétudes sur le terrain. Question de l'articulation entre le niveau départemental et le niveau régional de l'action de l'Etat. Défavorable à la création d'une structure autonome, conçue dans la hâte et décidée sans

concertation avec les principaux acteurs de terrain. (p. 1521) : favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 89 (présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence). (p. 1522) : son amendement n° 339 : suppression des dispositions relatives aux préfets de département délégués départementaux de l'agence ; rejeté. (p. 1523) : intervient sur son amendement n° 341 : présence d'instances de concertation et de décision au plan régional dans l'organisation de l'agence. Ses amendements portant sur le même objet n° 340 et 344 : stabilisation dans leur emploi des agents recrutés par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ; rejetés. (p. 1524) : son amendement n° 345 : recrutement prioritaire des agents non titulaires de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain ; rejeté. (p. 1525) : son amendement n° 343 : définition du cadre dans lequel l'agence inscrit son action en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville ; rejeté. (p. 1526) : son amendement n° 342 : concertation avec les organisations représentatives des personnels préalablement à l'élaboration du décret d'application relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'agence ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2827) : soutient l'amendement n° 226 de M. Thierry Repentin (présentation annuelle par le Gouvernement au Parlement de l'ensemble des cessions réalisées par l'Etat et ses établissements publics) ; rejeté.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3294, 3297) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation de l'apprentissage junior instauré par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances) ; rejeté. Contresens en matière éducative et en matière d'emploi. (p. 3309) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Bel (interdiction du travail la nuit, les dimanches et jours fériés, des apprentis de moins de 18 ans) ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés [n° 329 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3863, 3864) : extension du dispositif ouvert aux salariés du régime général depuis la loi de 2003 portant réforme des retraites. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi très attendue. Fait part des réflexions et demandes des associations de personnes handicapées. Dysfonctionnements dans la mise en place des nouveaux dispositifs. Adjonction indispensable d'un volet "handicap" dans chaque texte législatif, pour permettre un traitement transversal de ce sujet.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Article 1er** (*art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 4998) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Claire-Lise Campion (référence à la convention internationale des droits de l'enfant) ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 5006) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Claire-Lise Campion (prise en compte de la santé psychique dans la notion d'enfant en danger) ; rejeté. - **Article 4** (*art. 338-1 du code civil - Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 5016) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Claire-Lise Campion (information systématique du mineur sur son droit à être entendu) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 8** (*art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance*) (p. 5043) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Claire-Lise Campion (mise à disposition de personnels pour la transmission des données à l'Observatoire national de l'enfance en danger) ; retiré. (p. 5045) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Claire-

Lise Campion (présence des représentants des associations familiales au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance) ; retiré.

- **Proposition de loi visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 389 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5147) : le groupe socialiste est favorable à cette proposition de loi. Amendements visant à l'étendre au décès des enfants majeurs, ainsi qu'aux concubins et partenaires liés par un PACS. Variété non justifiée des conventions collectives dans ce domaine. - **Article unique** (art. L. 226-1 du code du travail - *Augmentation du nombre de jours de congés accordés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant*) (p. 5148, 5149) : ses amendements n° 1 : extension au partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; retiré et n° 2 : suppression de la distinction entre enfant à charge et non à charge ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5151) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - *Supplément d'intéressement ou de réserve de participation*) (p. 7759) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Godefroy (versement de l'intéressement et de la participation selon les modalités prévues par les seuls accords d'intéressement et de participation) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 441-3 et L. 444-10 nouveau du code du travail - *Comités de suivi*) (p. 7768, 7769) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation de prévoir dans l'accord de participation les conditions d'information des représentants du personnel) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - *Négociation de régimes de participation au niveau des branches*) (p. 7771) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions permettant à l'employeur d'instituer un régime de participation à sa convenance ou un blocage des sommes sur un compte courant) ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - *Plan d'épargne retraite collectif*) (p. 7788) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de l'obligation d'ouvrir les négociations en vue de mettre en place un PERCO dans les entreprises) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 14 quater** (art. L. 432-4-2 nouveau du code du travail - *Adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés*) (p. 7827, 7828) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 22 (priorité)** (*Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité*) (p. 7857) : article en contradiction avec la jurisprudence constante et la loi réprimant le délit de marchandage. - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - *Congé de mobilité*) (p. 7864) : défavorable à cet article. (p. 7866) : soutient l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Godefroy (absence de sanction en cas de refus d'un congé de mobilité) ; devenu sans objet. - **Article 24 (priorité)** (*Ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle*) (p. 7870) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien de la contribution versée par l'employeur à l'occasion d'un licenciement économique non assorti d'un CTP) ; rejeté. - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - *Création du chèque-transport*) (p. 7894) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Godefroy (prise en charge minimale par l'entreprise du prix de l'abonnement à un mode collectif de transport) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8075, 8077) : rôle de la CNSA. Plan "Solidarité grand âge". Prise en charge de la dépendance.

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - *Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8151) : soutient l'amendement n° 239 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; devenu sans objet. - **Article 21** (art. L. 161-1-1 et L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale - *Absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises*) (p. 8164, 8165) : soutient l'amendement n° 241 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) (p. 9192, 9193) : "dégratification" des pensions. Engagements non tenus du Gouvernement. Situation des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes. Avenir de l'ONAC. Fixation de dates commémoratives. Indemnisation des pupilles de la nation. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9205, 9206) : intervient sur l'amendement n° II-108 de M. Guy Fischer (indemnisation, pour moitié par l'Etat, des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes). Son amendement n° II-110 : revalorisation de la retraite du combattant ; rejeté. (p. 9208) : son amendement n° II-111 : revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste des anciens combattants ; rejeté. (p. 9210) : interrogation sur la possibilité de résoudre le problème des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes.

**Solidarité et intégration**

- (8 décembre 2006) (p. 9857, 9858) : politique du handicap. Propositions du groupe socialiste, qui ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10204, 10206).

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article 4** (art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - *Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10332) : soutient l'amendement n° 65 de M. Bernard Frimat (application immédiate, et non à compter du premier renouvellement général de l'Assemblée nationale suivant le premier janvier 2008, de l'aggravation des pénalités financières) ; rejeté.

**PROCACCIA (Catherine)**  
*sénateur (Val-de-Marne)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 177 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Transports.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (19 janvier 2006) - **Article 12 ter A** (art. L. 122-28-1 du code du travail - Report du terme du congé parental) (p. 96) : favorable à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de

garde pour son enfant). - **Article 13 bis** (art. L. 225-17 du code de commerce - Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes) (p.100) : favorable à l'amendement n° 41 du Gouvernement (représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 106, 107) : multiples avancées contenues dans ce texte. Définition d'objectifs pour les entreprises. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]* - (9 février 2006) - **Article 18** (p. 638) : souhaite l'application du quota aux administrateurs salariés.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux - Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 652) : le groupe UMP votera avec conviction le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1081, 1082) : diabolisation du CPE par les groupes socialiste et communiste. Contrat permettant d'accéder dans de meilleures conditions à l'emploi. Possibilité de faire valoir des cautions pour le logement et le crédit bancaire. Droit à la formation. Le groupe de l'UMP votera le CPE.

- *Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]* - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2009, 2012) : désarroi des jeunes face à la situation de l'emploi. Obstruction de l'opposition. Durée et intérêt des débats au Sénat. Apprentissage junior. Encadrement des stages. Avantages du contrat première embauche, CPE. Anonymat des CV. Zones franches urbaines. Organismes chargés de promouvoir l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations. Contrat de responsabilité parentale. Service civil volontaire. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2745, 2747) : projet de loi attendu. Crainte de désillusions entraînées par l'expression "engagement national". Conséquences négatives de l'obligation par la loi SRU de construire des logements sociaux dans les communes de plus de 1500 habitants : exemple de l'Ile-de-France. Conséquences du déconventionnement des logements et approbation de l'implication du rapporteur dans ce dossier. Favorable à la proposition du rapporteur de créer une commission chargée de l'examen du respect des obligations fixé par l'article 55 de la loi SRU. Approbation des avancées en matière d'abonnement aux réseaux de chaleur.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3342, 3343) : ses amendements n° 137 : information du préfet au moins deux ans avant l'expiration de la convention de la décision du bailleur de sortir ou non du conventionnement ; retiré ; et n° 141 : information des locataires de la nature temporaire des conventions, de l'échéance du déconventionnement et de ses conséquences ; adopté après modification par le sous-amendement n° 547 du Gouvernement. (p. 3344) : son amendement n° 143 : information des maires du déconventionnement des logements par les bailleurs sociaux ; devenu sans objet. (p. 3352) : insère dans son amendement précité n° 141, un alinéa de son amendement précité n° 137 retiré et relatif à l'avis consultatif du préfet. - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3365) : son amendement n° 145 : prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements ; retiré. (p. 3377) : incompréhension des avis défavorables du rapporteur et du ministre sur son amendement précité n° 145. - **Article 11 AA** (art. 257, 278 sexies, 284 et 1384 D du code général des impôts

et art. L. 2335-3, L. 3334-17, L. 4332-11, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - *Avantages fiscaux en faveur du développement et de la réhabilitation des centres d'hébergement d'urgence* (p. 3394, 3395) : ses amendements n° 317 : exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions de structures d'hébergement temporaire ou d'urgence ; et n° 291 : modalités d'extension de l'aide au logement temporaire de personnes défavorisées accordée aux sociétés de construction dans lesquelles l'État détient une majorité du capital ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale** - *Deuxième lecture* [n° 299 (2005-2006)] - (18 mai 2006) - **Article 2** (*Recrutement de personnels sous contrats aidés*) (p. 4048, 4049) : défavorable aux amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagauche. Satisfaite de la fin de la grève administrative des directeurs d'écoles. Son expérience de conseillère municipale chargée de l'enseignement à Vincennes.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire** [n° 386 (2005-2006)] - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5106, 5108) : exemplarité du processus législatif aboutissant à ce texte. Evolution des pratiques funéraires. Développement de la prévoyance funéraire. Dans ce domaine, application imparfaite de la loi de décembre 2004. Conditions d'habilitation des opérateurs funéraires. Utilité des devis types. Coût de la baisse du taux de TVA. Importance des délais d'incinération. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er** (art. L. 2223-23-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Institution d'une commission départementale des opérations funéraires auprès du préfet du département*) (p. 5110) : défavorable à la création d'une commission spécialisée auprès du préfet. - **Article 4** (*Surveillance des opérations funéraires*) (p. 5114, 5115) : votera l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de la possibilité de confier des vacations à la gendarmerie). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5122, 5123) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Monique Papon (établissement d'un acte d'enfant sans vie pour un enfant non-viable ou mort-né au terme de quatorze semaines d'aménorrhée) ; retiré.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie** [n° 3 (2006-2007)] - (20 octobre 2006) - **Article 6** (art. L3, L4, L5 et L5-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6979, 6981) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Henri Revol n° 746 et 745 ; adoptés. (p. 6995) : soutient l'amendement n° 747 de M. Henri Revol (coordination) ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié** [n° 15 (2006-2007)] - (8 novembre 2006) - **Article 6** (art. L. 444-2 du code du travail - *Modification de l'assiette de calcul de la réserve spéciale de participation*) (p. 7777) : son amendement n° 122 : modalités du calcul de la réserve spéciale de participation dans les entreprises constituées en unité économique et sociale ; retiré. - **Article 7** (art. L. 443-2 du code du travail - *Versements au plan d'épargne d'entreprise effectués par le conjoint d'un chef d'entreprise exerçant une activité non rémunérée*) (p. 7780) : son amendement n° 123 : possibilité pour les salariés dont le contrat de travail a été suspendu de continuer à effectuer des versements sur leur plan d'épargne entreprise ; adopté. - **Article 11** (art. L. 443-1-2 et L. 443-2 du code du travail - *Plan d'épargne retraite collectif*) (p. 7789, 7791) : son amendement n° 29 : obligation d'ouvrir des négociations en vue de mettre en place un PERE dans les entreprises ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 16** (art. L. 443-5 et L. 443-6 du code du travail et 217 quinquies du code général des impôts - *Encouragement à l'actionnariat salarié*) (p. 7844, 7845) : son amendement n° 147 : extension, au bénéfice des agents généraux d'assurance, des dispositions du code du travail relatives aux augmentations de capital ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35 (priorité)** (p. 7884, 7885) : son amendement n° 128 : validation législative des dispositions réglementaires annulées par le Conseil d'Etat et concernant les entreprises de transport ; adopté. - **Article 45**

(**priorité**) (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - *Création du chèque-transport*) (p. 7889) : soutient l'amendement n° 131 de M. Roger Karoutchi (modalités de la prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié) ; retiré. - **Article 46 (priorité)** (art. 81 du code général des impôts et L. 131-4-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Régime fiscal et social du chèque-transport*) (p. 7898, 7899) : sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 23 (intégration dans le code général des impôts de l'exonération résultant de la prise en charge par l'employeur des frais de transport en région Ile-de-France), soutient le sous-amendement n° 245 de M. Roger Karoutchi ; adopté. Soutient également les amendements de M. Roger Karoutchi n° 132 (exonération d'impôt sur le revenu pour le remboursement au salarié de la part contributive de l'entreprise à ses frais de transports collectifs) ; devenu sans objet ; et n° 133 (exonération des cotisations de sécurité sociale pour la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport) ; retiré. - **Article 20** (art. L. 225-197-1 et L. 225-97-3 du code de commerce, 80 quaterdecies et 200 A du code général des impôts, et L. 241-1 du code de la sécurité sociale - *Attribution d'actions gratuites*) (p. 7905) : son amendement n° 210 : prise en compte du seuil de 10 % du capital social à la date de la décision d'attribution de ces actions par le conseil d'administration ou le directoire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 7907) : son amendement n° 146 : non-application du délai de droit commun des augmentations de capital posé par l'article L. 225-129 du code de commerce ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8111, 8112) : son amendement n° 389 : extension aux professions libérales des exonérations de cotisations sociales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Article 15** (art. L. 1126-1 et L. 2222-21 du code de la propriété des personnes publiques, art. L. 114-1 du code des assurances, art. L. 135-7 et L. 135-10-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Affectation au fonds de réserve pour les retraites des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance vie*) (p. 8144, 8145) : son amendement n° 400 : suppression ; rejeté. (p. 8145) : son amendement n° 399 : non-rétroactivité des dispositions de l'article 15 ; adopté.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 8200) : son amendement n° 401 : précision sur les modalités d'application des exonérations sociales et fiscales au contrat complémentaire santé ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8265) : favorable au sous-amendement n° 430 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Article 53 bis** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - *Permanence des soins*) (p. 8366) : intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion des médecins non conventionnés dans la liste des médecins tenus de participer au dispositif de permanence des soins). - **Article 54** (art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale et art. L. 992-9 nouveau du code du travail - *Assouplissement des règles de cumul emploi-retraite*) (p. 8374, 8375) : son amendement n° 230 : amélioration du tutorat dans l'entreprise ; retiré. - **Article 55** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans*) (p. 8377) : son amendement n° 366 : extinction au 31 décembre 2007 des accords prévoyant la possibilité de mise à la retraite des salariés

avant l'âge de soixante ans ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8383) : intervient sur le sous-amendement n° 439 du Gouvernement (extension de la mesure aux agriculteurs, aux artisans et aux commerçants) déposé sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Marc Juilhard (extension aux non-salariés agricoles de la majoration de durée d'assurance pour charge d'enfant handicapé créée par la loi portant réforme des retraites du 21 août 2003).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8829, 8830) : soutient l'amendement n° I-140 de M. Louis de Broissia (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de la distribution audiovisuelle) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8858, 8859) : soutient l'amendement de M. Alain Vasselie n° I-221 (diminution au profit des organismes de sécurité sociale du taux de prélèvement, par l'Etat, des sommes dues au titre des contributions sur les revenus du patrimoine) ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9249, 9250) : soutient les amendements de M. Louis de Broissia n° II-139 (expérimentation d'un contrat unique d'insertion ouvert aux personnes bénéficiaires d'un contrat d'avenir, d'un CI-RMA, d'un CAE ou d'un CIE) ; irrecevable (article 40) ; et de M. Alain Gournac n° II-153 (durée minimale des CI-RMA portée de deux à six mois) ; et n° II-115 (mise en place d'un comité départemental d'évaluation des expérimentations pour la rédaction du rapport aux fins d'évaluation) ; adoptés. - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9254, 9255) : soutient les amendements n° II-65 de M. Dominique Mortemousque (maintien de l'exonération des cotisations accordée aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification, GEIQ) ; retiré au profit de l'amendement n° II-86 de M. Bernard Seillier (maintien de l'exonération pour les GEIQ) ; et n° II-59 de M. Jean-Claude Carle (repli) ; devenu sans objet.

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) (p. 9362, 9363) : structure du compte d'affectation spéciale "Pensions". Situation de La Poste. Enjeux financiers du maintien des spécificités de la SNCF, d'EDF-GDF et de la RATP. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9367, 9370) : soutient l'amendement n° II-87 de M. André Lardeux (conditions d'attribution de la suspension aux fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer) ; retiré.

**Conseil et contrôle de l'Etat**

- (2 décembre 2006) (p. 9383, 9384) : place du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives" dans la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Délais de jugement. Dotation "frais de justice". Cour des comptes et performance. Le groupe UMP adoptera les crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat".

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (2 décembre 2006) (p. 9394) : crédits du Médiateur de la République. Méthodes de travail de la Commission nationale de déontologie de la sécurité. Crédits des autorités administratives indépendantes. Le groupe UMP adoptera les crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" tels qu'ils résulteront des travaux du Sénat.

**Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9405, 9406) : bilan de l'action de la majorité en faveur de l'environnement. Augmentation des crédits affectés à la protection de la biodiversité. Désignation des sites Natura 2000. Question sur les réserves naturelles et les parcs naturels régionaux. Le groupe UMP votera les crédits de la mission "écologie et développement durable".

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10297, 10298) : avancées du texte. Parité dans les exécutifs locaux. Création d'un suppléant du conseiller général. Proposera des aménagements au texte qu'elle espère ainsi pouvoir voter. - **Article 3** (*art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10323) : sur l'amendement n° 21 de la commission (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux aux cas de présomption d'absence ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel), son sous-amendement n° 49 : accession du suppléant au conseil général en cas de démission liée à la limitation du cumul des mandats ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 10329, 10330) : son amendement n° 39 : élection des vice-présidents des conseils généraux d'après des listes présentant proportionnellement autant de femmes qu'il y a de conseillères générales au sein de l'assemblée ; retiré. - **Article 4** (*art. 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 - Dispositions relatives au financement public des partis politiques*) (p. 10331, 10333) : son amendement n° 51 : compétence de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en matière d'appréciation du respect de la parité et de prescription de pénalités ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10353, 10354) : son amendement n° 50 : élargissement du droit à la suspension du contrat de travail aux maires-adjoints des villes de plus de 3500 habitants et à l'ensemble des conseillers généraux, régionaux et membres de l'assemblée de Corse ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 37** (p. 10693, 10694) : son amendement n° 198 : possibilité pour les agents généraux et mandataires exclusifs des compagnies d'assurance de souscrire aux augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10699) : soutient l'amendement n° 217 de M. Christian Cambon (inscription du principe de non-surcompensation financière du coût d'exécution des obligations de service public mises à la charge des organismes du secteur audiovisuel public par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Article 24 quinquies** (*art. 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 41-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Instauration d'un temps partiel thérapeutique*) (p. 10895) : son amendement n° 71 : aménagement du temps partiel thérapeutique ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10900) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Monique Papon (cumul de la pension de retraite de marin avec une activité rémunérée par un employeur public) ; adopté. (p. 10901) : soutient les amendements de M. Serge Vinçon n° 67 (transfert des personnels sous statut de GIAT Industries vers ses filiales et intégration de ces personnels dans le régime d'assurance chômage de la société d'affectation) (p. 10901) ; et n° 68 (transfert des personnels ouvriers de l'Imprimerie nationale vers ses filiales) ; adoptés.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10917, 10919) : reconnaissance à minima du statut des assistants dentaires. Création d'un secteur optionnel pour les médecins. Mise en oeuvre du dossier médical

personnel, DMP. Soutien massif du groupe UMP au projet de loi et à son article 12 habilitant le Gouvernement à élaborer la réforme de l'hospitalisation d'office dans les établissements de soins psychiatriques. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10927) : soutient l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (rétablissement du droit de prescription des médecins biologistes libéraux) ; adopté. - **Article 11** (art. L. 4383-1 et

L. 4383-3 du code de la santé publique - Statut des assistants dentaires) (p. 10928, 10930) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté.

**PUECH (Jean)**  
sénateur (Aveyron)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 13 juin 2006.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales [n° 47 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 29) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : sa question (p. 3231, 3233).

**RAFFARIN (Jean-Pierre)**  
sénateur (Vienne)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6613) :

intervient sur le rappel au règlement de MM. Jean-Marc Pastor et Michel Billout.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7740, 7743) : mondialisation, ultra-compétitivité et rôle de l'Europe. Atouts de l'actionnariat salarié pour l'entreprise et les salariés. Extension de la participation aux entreprises des zones franches urbaines. Reprise d'entreprise par les salariés. Intérêt des enrichissements apportés par le Sénat. Texte facteur de progrès pour le pouvoir d'achat des salariés et pour la démocratie sociale. Soutien du groupe UMP au texte et à son message d'exigence sociale.

**RAINAUD (Marcel)**  
sénateur (Aude)  
NI, puis SOC

Devenu sénateur le 12 août 2006 (remplace M. Raymond Courrière, décédé).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 septembre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* visant à créer un service civique citoyen obligatoire [n° 9 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Défense - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**de RAINCOURT (Henri)**  
sénateur (Yonne)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Dépenses de fonctionnement des préfectures : une nouvelle donne grâce à la LOLF, des marges de manoeuvre pour la réforme de l'Etat [n° 24 (2006-2007)] (18 octobre 2006) - **Budget - Fonction publique.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 78 tome 3 annexe 2 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (26 janvier 2006) - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir)

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9591, 9592) : sécurité sanitaire. Enseignement supérieur. Crise viticole dans la région Languedoc-Roussillon. Volet social de ce budget. Compétitivité des entreprises. Ne votera pas ces crédits.

(p. 309) : favorable à l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier (financement du contrat d'avenir).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 903, 906) : rappel du contexte de la crise des banlieues lors de la genèse du projet de loi sur l'égalité des chances. Stratégie d'obstruction de l'opposition. Cohérence des mesures présentées inscrites dans la continuité du plan de cohésion sociale. Efficacité de l'action gouvernementale en matière d'emploi. Soutien de l'UMP à la politique du Gouvernement qu'il considère réaliste et conforme à l'intérêt national.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3035) : son amendement n° 133 : suppression ; adopté. Défavorable à l'instauration d'une nouvelle taxe. (p. 3043) : perception par les communes du produit de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3252, 3254).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 4408) : soutien unanime et déterminé du groupe UMP à l'amendement n° 510 de M. Jacques Pelletier (création d'un compte épargne développement destiné, par un mécanisme d'incitation fiscale, à mobiliser l'épargne des migrants résidant en France en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5249, 5251) : composition de cette mission : programmes "Administration territoriale", "Vie politique, culturelle et associative" et "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur". Année de transition entre l'ordonnance organique de 1959 et la LOLF. Taux de consommation des crédits. Sous-évaluation des frais de contentieux ; question sur les dispositions prises pour y remédier. Caractère précurseur de la politique de globalisation des crédits des préfectures. Interrogation sur l'extension de la politique de mutualisation des achats réalisée au sein des préfectures à d'autres marchés que celui des transports. Mesure de l'incidence financière et organisationnelle des projets relatifs à l'identité nationale électronique sécurisée et au nouveau système d'immatriculation des véhicules. Mesure de la performance : inconvénients de la multiplicité des indicateurs ; risque d'émergence d'une



"bureaucratie lolfienne". Caractère exemplaire de la mise en oeuvre de la LOLF dans le cadre de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat". Vigilance nécessaire pour éviter le retour de certaines dérives.

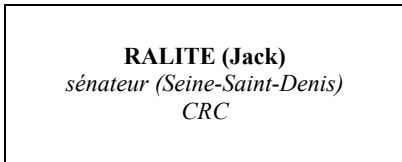
**- Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (23 novembre 2006) (p. 8703, 8705) : équilibres du budget. Assainissement des finances publiques et modernisation de l'Etat. Audits. Réforme de l'impôt sur le revenu. Relations financières entre l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. Tendance à "l'agencisation" de l'Etat. Pression fiscale dans les régions. Soutien du groupe UMP à la politique gouvernementale.

*Deuxième partie :*

**Administration générale et territoriale de l'Etat**



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

- (7 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9757) : hausse des crédits. Périmètre de ce programme. Personnel des préfectures. Financement public de l'activité politique. Programme "Conduites et pilotage des politiques de l'intérieur". Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission.

**- Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article 30 quater** (*Allègement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10574, 10577) : soutient l'amendement n° 218 de M. Michel Houel (relèvement du seuil du taux minoré de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, et ajustement du taux intermédiaire) ; devenu sans objet.

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1487, 1488) : soutient l'amendement n° 765 de M. Roland Muzeau (suppression) ; adopté.

- **Débat sur un rapport d'information relatif au développement des télévisions de proximité en France** - (28 mars 2006) (p. 2625, 2626) : principe de liberté de la communication audiovisuelle. Nécessité de faire de la télévision avec les gens, et non sur les gens, de déconstruire le discours de la télévision dominante et de refuser le pouvoir des grands groupes. Favorable à la mise en place d'un modèle économique solide pour les télévisions associatives. Création d'un fonds de soutien garantissant la liberté de la télévision de proximité.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Article 4** (art. L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales - Statut du directeur au cours de l'existence de l'EPCC) (p. 2644) : dénonce une remise en cause de la création artistique. Texte permettant de lutter contre le communautarisme et de faire société.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (6 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3048, 3050) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement) ; rejeté. (p. 3051) : impossible dissociation entre l'opposabilité et l'exercice réel d'un droit.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3521, 3525) : crise de la société française. Marchandisation de la culture. Débat précipité sous la pression des industries culturelles. Importance du droit d'auteur. Instrumentalisation de ce dernier par les majors. Promesses et dangers des nouvelles technologies. Positions du groupe CRC : respect du droit d'auteur et de la copie privée ; interopérabilité ; rôle des mesures techniques de protection ;

proposition d'un nouveau modèle économique ; inflexions à donner à la politique européenne. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3558) : intervient sur son amendement n° 168 : précision relative au droit moral, soutenu par Mme Annie David. Défense nécessaire du droit moral. (p. 3563, 3564) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 260 de M. Michel Charasse. (p. 3573) : intervient sur son sous-amendement n° 244, portant sur l'amendement n° 6 de la commission (exception en faveur des établissements documentaires). Nécessité de prévoir une compensation financière aux exceptions.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3667, 3668) : sa motion n° 283 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Équilibre trouvé à l'Assemblée nationale. Primauté de quelques oligopoles. Réflexion insuffisante sur la compatibilité entre interopérabilité et respect des droits d'auteur. (p. 3677, 3679) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), ses sous-amendements n° 278 : préservation de l'exception de décompilation ; rejeté ; et n° 181 : contrôle des titulaires de droit sur les mesures techniques de protection ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3759, 3760) : ses amendements n° 171 : création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès ; et n° 172 : système de rémunération des oeuvres téléchargées ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 3778, 3779) : sur l'amendement n° 40 de la commission (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des dispositions des titres Ier et IV), son sous-amendement n° 256 : mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement ; adopté. (p. 3779, 3780) : son amendement n° 176 : création d'un Conseil Beaumarchais-Internet-Responsabilité publique ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3780, 3781) : recul de la conception française du droit d'auteur devant la pression du copyright. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 384 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5179, 5182) : concepts de diversité culturelle et d'exception culturelle. Réaction stratégique des États-Unis en matière culturelle. Absence de réserve négative sur la potentialité de la convention de l'UNESCO considérée comme un tremplin. Augmentation de la concentration et de la financiarisation dans les industries culturelles. Défend l'idée que la culture est un bien public. Citations. Texte inaccompli mais "bourdonnant d'essentiel". Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 292 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5183, 5184) : transformation rapide de la culture populaire. Nécessité de préserver le patrimoine fondé sur la tradition et la transmission orale. Effort public en faveur de la diffusion de ces connaissances. Favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions télévisuelles [n° 388 (2004-2005)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5186, 5187) : débuts de la télévision française. Action capitale de l'INA en faveur de l'accès à des oeuvres anciennes.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information - Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Rappel au règlement** (p. 5400) : menace pesant sur la copie privée à l'échelon européen. - **Discussion générale** (p. 5407, 5410) : rôle du MEDEF et des industries culturelles. Texte défavorable aux

auteurs comme aux internautes. Conteste la procédure utilisée. Réflexion internationale sur la propriété intellectuelle. Menace pesant sur la copie privée. Risques engendrés par la mise en concurrence prévisible des sociétés d'auteur. Interopérabilité non garantie. Souhaite la création d'un conseil regroupant tous les acteurs de ce débat. Succès des textes d'auteurs. Impossibilité de réduire la culture à des enjeux économiques. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5425, 5426) : soutien continu du Parti communiste français à la liberté de création.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** - *Commission mixte paritaire* [n° 416 (2005-2006)] - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5432, 5433) : multitude d'amendements déposés sur ce texte. Retour en arrière sur les acquis de la loi SRU. Absence de réponse à la crise du logement par ce texte. Avec le groupe CRC, ne votera pas le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** [n° 467 (2005-2006)] - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8480, 8483) : marchandisation de la culture. Privilèges conférés aux opérateurs privés. Interrogation sur les contenus. Place du service public. Oubli des télévisions associatives. Accès à la télévision numérique. Déficit démocratique. Lacune relative à la radio numérique. Interopérabilité. Financement de l'audiovisuel et de la création. Domination des intérêts privés.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8574, 8575) : intervient sur l'amendement n° 54 de M. Serge Lagache (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques). - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7** ou **après l'article 16** (p. 8593) : intervient sur son amendement n° 106 : aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8601) : intervient sur son amendement n° 105 :

diffusion de programmes ayant pour origine des éditeurs associatifs.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8643, 8647) : sur l'amendement n° 17 de la commission (définition de l'oeuvre audiovisuelle), son sous-amendement n° 155 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8656) : son amendement n° 115 : instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises offrant un accès à une offre audiovisuelle en ligne ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8660, 8662) : texte favorisant les intérêts des opérateurs historiques. Spécificité de la télévision. Lacunes relatives au financement de la création. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (8 décembre 2006) (p. 9908, 9910) : son expérience au sein du théâtre de la Colline et de "Monum". Monuments historiques. Désengagement de l'Etat. Sa commune d'Aubervilliers. Intermittents du spectacle. Rapport entre politique et culture. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9920) : votera contre l'amendement n° II-263 du Gouvernement (conséquence). - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9922, 9925) : sur l'amendement n° II-261 de M. Jacques Valade (statut social des intermittents du spectacle), son sous-amendement n° II-343 ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Article additionnel après l'article 65** (p. 9927) : favorable à l'amendement n° II-283 de M. Serge Lagache (relèvement de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée).

**RAOUL (Daniel)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
SOC

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural** [n° 145 (1996-1997)] - (2 février 2006) - **Discussion générale** (p. 512, 513) : équilibre entre les droits de l'obteneur, des sélectionneurs et des exploitants. Intérêt du COV. Importance de l'amélioration des variétés végétales. Rémunération des innovations dans un cadre juridique conforme au règlement européen : reconnaissance du COV. Dépôt d'amendements visant à l'amélioration du texte. Avis favorable à son adoption. Intérêt personnel renforcé par la présence dans le Maine-et-Loire de nombreuses entreprises spécialisées dans l'obtention et la sélection végétale. - **Article 3** (art. L. 623-2, L. 623-3 et L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle - Conditions auxquelles des variétés peuvent faire l'objet de certificats d'obtention végétale) (p. 517) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (clarification de la notion d'obtention

végétale). - **Article 4** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Droit exclusif des obtenteurs) (p. 518) : soutient les amendements de Mme Marie-Christine portant sur le même objet n° 19 et 20 (clarification) ; rejetés. - **Article 15** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - Régime de sanction de la contrefaçon) (p. 523) : son amendement n° 12 : cohérence ; adopté. - **Article 16** (art. L. 623-24-1 à L. 623-248 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Dérivation au droit en faveur des agriculteurs) (p. 525, 526) : ses amendements n° 13 : harmonisation du système national de rémunération avec le système communautaire ; n° 14 : rapprochement du droit national et du droit communautaire pour les règles d'application des accords interprofessionnels négociés entre les acteurs d'une filière de production végétale et n° 15 : référence au règlement communautaire en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité ; adoptés. - **Article 19** (art. 365 à 370 [nouveaux] du code rural - Règles de production et de commercialisation des semences, plants et plantes destinées à être replantés, ainsi que de contrôle des importations) (p. 531) : défavorable à l'article 19. - **Explications de vote sur l'ensemble** : malgré quelques réserves, votera ce projet de loi dans l'intérêt des entreprises semencières.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire** [n° 326 (2001-2002)] - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1852, 1854) : manque de confiance des français envers les scientifiques et les politiques. Nécessité d'une information transparente. Directive du 28 janvier 2003 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Convention d'Aarhus. Rôle des commissions locales d'information, CLI. Pouvoirs exorbitants de la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Souhaite améliorer le texte, inacceptable en l'état. - **Article additionnel avant l'article 2 ter** (p. 1887, 1888) : soutient l'amendement n° 259 de M. Bernard Piras (établissement par la Haute autorité de sûreté nucléaire d'un rapport annuel d'activité transmis au Parlement, au Gouvernement et au Président de la République) ; adopté. - **Article 2 nonies** (Actions en justice) (p. 1899) : intervient sur l'amendement n° 182 de Mme Dominique Voynet (conséquence). Interrogation sur la capacité de la Haute Autorité à ester en justice. - **Article 2 decies** (Services de la Haute Autorité) (p. 1900, 1901) : soutient les amendements de M. Bernard Piras n° 250 (position normale d'activité des fonctionnaires recrutés) ; n° 251 (conditions de recrutement d'agents contractuels) ; et n° 252 (conditions de recrutement des inspecteurs) ; rejetés. - **Article 2 undecies** (Compétences budgétaires de la Haute Autorité et de son président) (p. 1903) : soutient l'amendement n° 262 de M. Bernard Piras (inscription au budget de l'Etat des crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire) ; rejeté. - **Article 2 duodécies** (Décret d'application du titre II) (p. 1904) : soutient l'amendement n° 263 de M. Bernard Piras (précision obligatoire par le Conseil d'Etat des procédures d'homologation des décisions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 4** (Modalités d'exercice du droit d'accès à l'information) (p. 1919) : soutient les amendements de M. Bernard Piras n° 266 (non-opposition du secret commercial et industriel aux demandes d'information en matière d'environnement) ; et n° 267 (interprétation restrictive des motifs de refus de communication de l'information en matière d'environnement). Mise en conformité avec les dispositions de la convention d'AARHUS. - **Article 6** (Commissions locales d'information) (p. 1927, 1928) : sur l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information), soutient les sous-amendements de M. Bernard Piras n° 332 (précision) ; n° 335 (précision du rôle de diffusion auprès du public des CLI) ; adoptés ; n° 327 (création de CLI auprès des centres de stockage ou d'entreposage des déchets radioactifs) ; retiré ; n° 328 (remplacement des comités locaux d'information et de suivi auprès des laboratoires souterrains de recherche par les CLI) ; n° 337 (transfert des fonctions d'information aux CLI pour les installations nucléaires de base secrètes) ; n° 336 (élargissement de la mission d'information des CLI aux effets à moyen et à long terme sur l'environnement et la santé) ; et n° 330 (réaffirmation du caractère de proximité des missions des CLI) ; rejetés. (p. 1930) : soutient les amendements de M.

Bernard Piras n° 274, 275, 276, 283, 273, 272, 280, 278, 279, 282, 284 et 281 portant sur le même objet que les sous-amendements du même auteur n° 332, 327, 328, 337, 336, 335 et 330 précités et n° 329 (élargissement de la composition des CLI aux représentants des organisations syndicales), n° 320 (suppression de l'obligation de la qualité d'élu local pour la présidence des CLI), n° 333 (faculté de saisine par les CLI de la Haute autorité de sûreté nucléaire), n° 338 (faculté de saisine de la CLI par la commission départementale compétente) et n° 331 (suppression du financement des CLI par la Haute autorité de sûreté nucléaire) sur l'amendement n° 46 de la commission précité; retirés. - **Article 7** (*Création du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1939) : ses amendements n° 288 (augmentation du nombre des représentants de la fédération des commissions locales d'information); et n° 290 (nomination des représentants d'organisations syndicales représentatives); devenus sans objet; et n° 289 (cohérence); retiré. (p. 1940) : intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Dominique Voynet (amélioration de l'indépendance de l'information) et l'amendement n° 59 de la commission (redéfinition de la composition du Haut Comité). - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1959, 1960) : propose une modification aux amendements de la commission n° 80 (précision) et n° 82 (rédaction). - **Article 14** (*Modalités particulières s'appliquant aux INB pour la conduite des enquêtes publiques*) (p. 1966) : favorable au sous-amendement n° 144 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'un délai minimum de trois mois avant la délivrance du permis de construire) à l'amendement n° 98 de la commission (alignement des dispositions relatives au permis de construire des INB sur celles des installations classées pour la protection de l'environnement). - **Article 16** (*Attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1971) : soutient l'amendement n° 253 de M. Bernard Piras (impossibilité de recruter des agents contractuels pour occuper les fonctions d'inspecteur de la sûreté nucléaire); rejeté. - **Article 17** (*Mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1972) : soutient l'amendement n° 300 de M. Bernard Piras (arrêt immédiat des installations fonctionnant sans autorisation); rejeté. - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976) : défavorable aux amendements de la commission n° 118 (réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident) et n° 119 (suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire). - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1982) : soutient l'amendement n° 301 de M. Bernard Piras (suppression); rejeté. Opposé au fait de donner aux techniciens et ingénieurs le rôle d'inspecteurs du travail. - **Article 38** (*Personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1986) : soutient l'amendement n° 254 de M. Bernard Piras (mise en place d'un concours spécifique permettant aux contractuels d'accéder au corps des fonctionnaires); rejeté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2381, 2382) : regrette l'intitulé du texte. Absence de définition exacte du terme "OGM". Confusion dans les esprits au sujet de cette expression, à l'instar du mot "atomique". Avis favorable du groupe socialiste à la création du conseil des biotechnologies. Insuffisance des moyens alloués aux établissements publics de recherche, en particulier à l'INRA. Institution nécessaire de commissions locales d'information et de suivi pour l'acceptation sociétale des OGM. Risque de blocage des avancées thérapeutiques. Utilisation inappropriée des mots "dissémination volontaire". Inquiétude des exploitants riverains quant au périmètre des AOC. Condition de transparence non satisfaite, justifiant le refus du groupe socialiste du passage à la culture en plein champ. Inexistence d'une évaluation des risques par une structure indépendante, justifiant son refus de la troisième étape de mise en culture des PGM à des fins commerciales. Responsabilisation des seuls exploitants. Le groupe socialiste n'acceptera pas les dispositions prévues par ce texte. - **Article 3** (*art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des*

*biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2407, 2413) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 77 (dénomination du Haut conseil des biotechnologies, précision de ses missions et publicité de son rapport annuel); adopté après modification suggérée par le rapporteur et par M. Michel Charasse; et n° 78 (dotation du Conseil des biotechnologies en moyens, notamment d'expertise, publication de ses conclusions et obligation locale d'information); devenu sans objet. (p. 2414, 2419) : sur l'amendement n° 9 de la commission (présence, dans la section économique et sociale du Haut conseil, de parlementaires membres de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques), soutient le sous-amendement n° 80 de M. Jean-Marc Pastor; retiré. Soutient l'amendement du même auteur n° 79 (composition plurielle des deux sections du Haut conseil); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2422, 2424) : soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Marc Pastor (organisation et financement par l'Etat de la recherche scientifique fondamentale); rejeté. (p. 2425, 2426) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 83 (respect impératif des règles du bien-être animal lors des expérimentations en laboratoire); et n° 82 (création d'une commission locale d'information et de suivi, CLIS, pour chaque site expérimental); rejetés. Souci d'informer les exploitations riveraines.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 4** (*art. L. 532-1 du code de l'environnement - Classement des utilisations confinées en classes de confinement*) (p. 2458) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (précision des modalités de classement des utilisations confinées d'OGM). - **Article 7** (*art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées*) (p. 2463) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (régime déclaratif en cas de faible risque ou d'installations déjà agréées pour une utilisation confinée d'OGM). (p. 2468) : votera l'amendement n° 19 de la commission (rédaction). - **Article 8** (*art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2478) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Françoise Férat (liste des informations ne pouvant rester confidentielles). - **Article 9** (*art. L. 532-5 du code de l'environnement - Pouvoirs administratifs en cas de danger connu après une déclaration ou la délivrance d'un agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2481) : intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Marc Pastor (solicitation de l'avis du Haut conseil des biotechnologies, y compris en situation d'urgence). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 2482) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-Marc Pastor (processus progressif de développement des OGM préalable à la mise sur le marché); rejeté. - **Article 12** (*art. L. 533-3 du code de l'environnement - Procédure d'autorisation pour la dissémination volontaire d'OGM*) (p. 2488, 2489) : soutient l'amendement n° 106 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de dissémination d'OGM soumise au double avis du Haut conseil des biotechnologies et de la commission locale d'information et de suivi); devenu sans objet. (p. 2494) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (autorisation de dissémination soumise à l'avis préalable du Haut conseil des biotechnologies). Intérêt des commissions locales d'information et de suivi.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 ou après l'article 21** (p. 2546) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (interdiction des mises en culture de variétés génétiquement modifiées pour la fabrication de produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dans l'aire de cette appellation). Problème posé par la mise en culture immédiate d'OGM. - **Article 20** (*art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2557, 2558) : soutient l'amendement n° 94 de M. François Marc (régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM); devenu sans objet. Défavorable à l'amendement n° 41 de la commission (information des exploitants de parcelles voisines aux parcelles de mises en culture d'OGM). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2559, 2561) : soutient l'amendement n° 95 de M. François Marc (création d'un registre public d'information sur

les cultures d'OGM) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM) (p. 2563, 2565) : mauvaise définition des responsabilités et des risques. Favorable à l'amendement n° 97 de M. François Marc (extension à toute la chaîne de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM). Soutient l'amendement n° 96 de M. François Marc (rédaction) ; adopté. (p. 2572, 2573) : soutient l'amendement n° 98 de M. François Marc (système d'indemnisation assuré par un mécanisme assurantiel et le versement d'une taxe) ; rejeté. (p. 2574, 2575) : soutient les amendements de M. François Marc n° 99 (contribution au fonds national d'indemnisation des titulaires d'autorisation de mise sur le marché d'OGM) ; et n° 100 (cohérence) ; rejetés. (p. 2576) : intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean Desessard (suppression de la limitation du montant de la taxe). Interrogation sur une modulation de la taxe en fonction de l'OGM mis en culture. (p. 2577) : son amendement n° 108 : alimentation du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés ; retiré. (p. 2578) : défavorable à l'amendement n° 189 de M. Jean Desessard (suppression de la possibilité de mettre en cause la responsabilité d'un exploitant agricole pour la contamination de ses champs par ceux d'un voisin). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 2580) : reprend l'amendement de M. Jean-Paul Amoudry n° 197 : interdiction de la mise en culture d'OGM dans les zones spéciales de conservation définies dans le cadre de la procédure Natura 2000 ; retiré. - **Article 25** (Interdiction des marqueurs antibiotiques pour les essais d'OGM) (p. 2583, 2584) : intervient sur l'amendement n° 67 de M. Dominique Mortemousque (impossibilité pour les semences et plants végétaux non reproductibles de bénéficier du certificat d'obtention végétale). - **Seconde délibération - Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 2586) : votera l'amendement n° A-1 du Gouvernement (rôle du Haut conseil de biotechnologies). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2588) : favorable à l'expérimentation d'OGM en milieu confiné. Texte ne répondant pas aux conditions de passage à des expérimentations en plein champ et à la mise en culture. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Article 1er bis** (art. L. 121-2-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet au maire de la liste des immeubles publics situés sur le territoire de la commune) (p. 2826) : soutient l'amendement n° 225 de M. Thierry Repentin (transmission de la liste des terrains détenus par l'Etat et ses établissements publics) ; retiré. - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2843) : soutient l'amendement n° 403 de M. Thierry Repentin (suppression des alinéas remettant en cause l'objectif de 20 % de logements sociaux) ; rejeté. (p. 2848) : soutient les amendements n° 410, 411, 412 et 413 de M. Thierry Repentin (modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements neufs acquis dans le cadre de l'accès à la propriété par des ménages aux revenus modestes, dans les logements sociaux) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2897) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 257 de M. Thierry Repentin (pondération entre les différents prêts locatifs) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après**

**l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2941, 2942) : soutient l'amendement n° 264 de M. Thierry Repentin (pourcentage maximum de logements construits avec un PLS comptabilisés dans les logements sociaux construits pour remplir les obligations de l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2974) : soutient l'amendement n° 376 de M. Thierry Repentin (prise en compte par les SCOT des déterminants d'un équilibre social de l'habitat) ; rejeté. (p. 2976) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 382 (majoration du COS pour les communes de plus de 1500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 15000 habitants) ; rejeté ; et n° 383 (majoration du COS pour les communes de plus de 50000 habitants) ; adopté. (p. 2978) : soutient l'amendement n° 386 de M. Thierry Repentin (mise en cohérence du PLU avec les principes du PLH) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire") (p. 3116, 3117) : soutient l'amendement n° 248 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté. - **Article 8 bis A (priorité)** (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 3136, 3137) : soutient l'amendement n° 432 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté. (p. 3143) : favorable à l'amendement n° 337 (missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres) retiré par Mme Valérie Létard et repris par M. Thierry Repentin. - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location) (p. 3154) : intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans). - **Article 8** (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des offices publics d'HLM) (p. 3156) : soutient l'amendement n° 250 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Article 1er A** (art. L. 542-1 du code de l'environnement - Principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4144) : favorable à l'amendement n° 56 de Mme Dominique Voynet (mise en oeuvre de la réduction à la source des déchets radioactifs). Sur l'amendement n° 3 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 160 de M. Bernard Piras ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4151) : soutient l'amendement n° 78 de M. Bernard Piras (concertation avec les élus et la population préalable à tout projet d'installation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE) (p. 4176) : soutient l'amendement n° 81 de M. Bernard Piras (composition et publicité des rapports de la CNE) ; retiré. (p. 4178) : sur l'amendement n° 18 de la commission (précision), soutient le sous-amendement n° 161 de M. Bernard Piras ; rejeté. - **Intitulé du Titre II** (Organisation et financements de la gestion des matières et déchets radioactifs) (p. 4181) : soutient l'amendement n° 84 de M. Bernard Piras (coordination) ; adopté. - **Article 7** (art. L. 542-6 du code de l'environnement - Conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage) (p. 4182) : soutient l'amendement n° 85 de M. Bernard Piras (possibilité de choix entre plusieurs sites d'implantation) ; rejeté. S'étonne du changement d'attitude de certains membres de la majorité. - **Article 9** (art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage) (p. 4203) : soutient l'amendement n° 88 de M. Bernard Piras (impossibilité de cumuler les fonctions de président du groupement d'intérêt public et du comité local

d'information) ; rejeté. (p. 4206) : intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (fongibilité du produit des taxes d'accompagnement du développement économique et de diffusion technologique) et le sous-amendement n° 149 de M. Bruno Sido (augmentation de 50 à 80 % de la part fongible du produit des taxes). - **Article 10** (art. L. 542-12 du code de l'environnement - Missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) (p. 4207, 4208) : soutient les amendements de M. Bernard Piras n° 90 (ajout de la localisation des déchets radioactifs à l'inventaire élaboré par l'ANDRA) ; et n° 89 (extension des missions de l'ANDRA à la réalisation et à la gestion des laboratoires et centres de stockage souterrains et des nouveaux centres d'entrepôts) ; rejetés.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4733, 4735) : focalisation de la déclaration du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le projet de fusion de Suez et de GDF. Interrogation sur la soumission de Suez aux obligations de service public et sur le maintien des tarifs régulés du gaz en cas de privatisation de GDF. Bilan de l'évolution des prix dans le secteur énergétique : question sur la justification de la hausse des prix de l'électricité ; préjudices causés aux entreprises ; exemple du centre hospitalier et universitaire d'Angers ; interrogation sur la mise en place d'une régulation tarifaire profitant à l'ensemble des consommateurs. Non-respect par la Commission européenne du préalable posé par Lionel Jospin à Barcelone : adoption d'une directive cadre sur les services d'intérêt général. Demande d'une commission d'enquête sur la formation des prix de l'électricité. Nécessité de créer un pôle énergétique européen. Refus d'adhérer au projet de fusion entre GDF et Suez.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6479, 6481) : transposition des directives d'ouverture du marché intérieur de l'électricité et du gaz. Clarification indispensable de la notion de service public. Favorable à la rédaction préalable d'une directive-cadre des services d'intérêt économique général. Non-respect par le Gouvernement de son engagement de maintien d'entreprises publiques nationales dans le secteur énergétique. Irrecevabilité de ce texte pour les sénateurs socialistes.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6538, 6539) : favorable à la motion n° 79 de M. Roland Ries tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6566) : souhaite entendre le Gouvernement sur les dernières informations relatives à Suez et GDF. - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 6584) : intervient sur l'amendement n° 208 de M. Yves Coquelle (abrogation de la loi du 4 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz). (p. 6596) : intervient sur l'amendement n° 214 de M. Yves Coquelle (financement de la recherche dans le domaine des gaz combustibles). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6601) : soutient l'amendement n° 82 de M. Roland Courteau (impossibilité de privatiser des entreprises exploitant une installation nucléaire de base) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6749) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (conditions d'exercice des missions de service public dans le domaine énergétique). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6788) : soutient l'amendement n° 109 de M. Roland Courteau (abaissement du seuil d'entrée dans le consortium Exeltium) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article additionnel après l'article 2er** (p. 6841) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 13 de la commission (définition des conditions dans lesquelles les missions de médiation sont exercées par la CRE). - **Article 2 quinquies** (art. 37-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Pouvoir réglementaire de la CRE dans le domaine gazier) (p. 6842) : le

groupe socialiste s'abstient sur les amendements n° 771 de la commission (précision) et n° 316 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 septies** (art. 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Approbation par la CRE des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) (p. 6846) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 15 de la commission (précision de la finalité du pouvoir d'approbation de la CRE sur les programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel) et sur les sous-amendements s'y rapportant de M. Yves Coquelle n° 782 (approbation des programmes d'investissement des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel par le ministre chargé de l'énergie) et n° 783 (approbation des projets de développement des réseaux de distribution et de transport par l'Observatoire national du service de l'électricité et du gaz). - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel) (p. 6870, 6872) : soutient l'amendement n° 120 de M. Roland Courteau (octroi de la tarification spéciale de solidarité aux ménages en difficulté pour la totalité de leur consommation de gaz naturel) ; retiré. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 6922, 6924) : soutient l'amendement n° 130 de M. Roland Courteau (maintien automatique du consommateur domestique dans le dispositif de tarif réglementé) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) (p. 6944, 6945) : soutient l'amendement n° 132 de M. Roland Courteau (définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) ; rejeté. (p. 6951) : favorable à l'amendement n° 523 de M. Yves Coquelle (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6952, 6958) : favorable aux amendements n° 133 de M. Michel Sergent (situation des consommateurs ayant souscrit des contrats au tarif libre entre le 1er juin 2004 et la promulgation de la loi du 13 juillet 2005) et n° 750 de M. Thierry Repentin (instauration d'une tarification "ligne directe"). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 6962, 6963) : votera les amendements identiques n° 24 de la commission et n° 73 de M. Marcel Deneux (possibilité pour d'autres fournisseurs qu'EDF ou les DNN de conclure des contrats d'obligation d'achat et de bénéficiaire de la CSPE). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6967, 6968) : soutient l'amendement n° 135 de M. Roland Courteau (gestion obligatoire d'un réseau de distribution d'électricité par un établissement public à caractère industriel et commercial) ; rejeté. - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution) (p. 6979, 6984) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Roland Courteau n° 777 et 776 ; adoptés ; et n° 793 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 140 de M. Roland Courteau (respect des cahiers des charges de concessions et des règlements de service des régions) ; retiré. (p. 6989) : soutient l'amendement n° 553 de M. Roland Courteau (suppression partielle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Précisions relatives à la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel) (p. 7039) : soutient l'amendement n° 146 de M. Michel Sergent (mise en place de mesures d'économie d'énergie par les collectivités locales) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7042, 7043) : intervient sur le sous-amendement n° 797 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 48 de M. Xavier Pintat (prise en charge de la moitié du coût de terrassement par l'opérateur de télécommunications). Soutient l'amendement n° 147 de M. Roland Courteau (prise en compte des charges des gestionnaires de réseau pour la fixation des tarifs d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7052) : soutient l'amendement n° 154 de M. Roland Courteau (regroupement des syndicats à l'échelle départementale dans les départements où la coopération intercommunale en matière d'énergie est organisée autour de syndicats mixtes) ; adopté. (p. 7056) : soutient l'amendement n° 152 de M. Roland Courteau (rapport au Parlement sur

l'application du statut des industries électriques et gazières à l'ensemble du personnel de la filière); rejeté. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7069, 7070) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 174 (maintien de la réversibilité du renoncement au tarif régulier) et n° 175 (cohérence) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7115, 7116) : inconstitutionnalité de ce projet de loi au regard du préambule de la Constitution de 1946. (p. 7140) : soutient l'amendement n° 162 de M. Roland Courteau (finalité de l'action spécifique) ; rejeté. (p. 7162) : le groupe socialiste votera contre l'article 10 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital) (p. 7211, 7212) : soutient l'amendement n° 169 de M. Roland Courteau (protection du service public du gaz contre les risques de morcellement et de démantèlement) ; rejeté. (p. 7217) : favorable aux amendements identiques n° 168 de M. Roland Courteau et n° 671 de M. Jean Desessard (caractère à 100 % public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz).

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7705) : approvisionnement énergétique. Démantèlement du secteur public de l'énergie. Tarification de solidarité. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (21 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 7**

(p. 8607) : favorable à l'amendement n° 122 de Mme Colette Mélot (information des consommateurs).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (1er décembre 2006) - en remplacement de M. Thierry Repentin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9270, 9271) : présentation des crédits. Avis défavorable de la commission des affaires économiques saisi pour avis à l'assujettissement des employeurs publics à une cotisation sur la masse salariale. Livret A. Avis favorable de la commission à l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9289) : le groupe socialiste s'abstient pour le vote de l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour financer le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros). - **Article 62 (Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL)** (p. 9292) : son amendement n° II-57 : exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur ; adopté.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10166, 10167) : appelle à une politique européenne de l'énergie coordonnée. Limites de l'énergie éolienne. S'abstient sur cette proposition de résolution. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10169) : le groupe socialiste s'abstient sur les conclusions négatives de la commission des affaires économiques tendant au rejet de cette proposition de résolution.

**RAOULT (Paul)**  
sénateur (Nord)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Lituanie, Estonie : des tigres à l'Est de l'Europe ? [n° 176 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.



*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat** de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 140, 142).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 398, 399) : en sa qualité de vice-président des parcs naturels régionaux, souscrit aux propos de Mme Françoise Férat concernant la traversée du parc de la Montagne de Reims par une ligne à haute tension. Texte pertinent. Perte de dynamisme de la labellisation de "parc naturel national". Forte demande de label, s'agissant des parcs naturels régionaux. Nécessité de débloquer cette situation.

Intérêt de la réflexion sur la notion de "coeur" du parc et la prise en compte de sa zone périphérique. Nécessité d'un partage équitable des responsabilités entre l'Etat et les élus. Création pertinente des parcs naturels marins et de l'Agence des aires marines protégées. Incertitude quant au règlement des conflits d'usage appelant une harmonisation au sein d'une loi sur les espaces protégés. Intégration souhaitable de la réflexion sur les parcs régionaux. Importance de l'amendement visant à leur permettre d'élaborer des schémas de cohérence territoriale, SCOT. Nécessité d'intégrer la valeur environnementale dans la réflexion politique. - **Article 2** (art. L. 331-2 du code de l'environnement - Décret de création d'un parc national) (p. 416) : son amendement n° 80 : possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de proposer la création d'un parc national sur leur territoire ; retiré. - **Article 3** (art. L. 331-3 du code de l'environnement - Charte du parc national) (p. 418, 420) : ses amendements n° 81 : référence au concept de "développement durable" s'agissant des orientations prévues par la charte ; adopté ; et n° 82 : intégration dans la charte des mesures nécessaires pour assurer la continuité écologique entre les différents coeurs d'un même parc ; retiré. (p. 421, 423) : ses amendements n° 83 : référence au concept de "développement durable" dans les conventions d'application de la charte ; adopté ; n° 84 : avis du conseil scientifique en cas de signature de la convention d'application ; rejeté ; et n° 85 : précision de la nécessaire compatibilité des SCOT et des PLU avec les orientations de la charte et les objectifs de protection sur l'ensemble du parc, dans le coeur comme dans les aires d'adhésion ; adopté. (p. 424) : favorable à l'amendement n° 57 de M. Jacques Blanc (prise en compte des spécificités des territoires du coeur de parc et de la zone d'adhésion dans les documents de planification de l'action de l'Etat et les programmations financières). - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés) (p. 426) : ses amendements n° 72 : impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf pour ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments et constructions d'intérêt général ; adopté ; et n° 87 : impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter de grosses réparations pour les équipements d'intérêt général ; rejeté. (p. 427, 431) : son amendement n° 86 : renforcement du caractère impératif de la réglementation applicable dans les coeurs de parc et limitation des conditions de survol aux seuls aéronefs à moteur ; rejeté. Favorable aux amendements identiques n° 156 de M. Jean Desessard et n° 129 de Mme Évelyne Didier (limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure de la zone du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte). - **Article 5** (art. L. 331-6 et L. 331-6-1 [nouveau] du code de l'environnement - Dispositions conservatoires applicables aux projets de création des parcs nationaux et signalisation du périmètre du coeur du parc) (p. 432) : son amendement n° 88 : avis du Conseil national de protection de la nature sur la décision de l'autorité administrative s'agissant de la création d'un parc national ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national) (p. 433) : son amendement n° 73 : rôle de protection incombant à l'établissement public, en sus de la gestion et de l'aménagement du parc ; rejeté. (p. 435, 438) : favorable au vote de l'amendement n° 193 de la commission (nomination du directeur de l'établissement public par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature sur la base d'une liste de trois noms arrêtée par un comité de sélection paritaire présidé par le président du conseil d'administration et soumise pour avis audit conseil). Progrès par rapport à l'une des problématiques du texte s'agissant de la confiance envers la gestion des élus. Ses amendements n° 74 et 75 : inscription, dans les missions statutaires de l'établissement public, d'une fonction éducative et pédagogique de l'environnement ; retirés. Importance de l'amendement n° 21 de la commission (codification de la possibilité pour l'établissement du parc national de créer des outils de gestion en commun avec des parcs frontaliers et de souscrire à des accords de jumelage, après autorisation du ministre de tutelle). - **Article 7** (art. L. 331-10 du code de l'environnement - Transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du

*parc national*) (p. 439, 440) : son amendement n° 89 : association des maires des communes de plus de 500 000 habitants à l'exercice des compétences transférées au directeur du parc en matière de circulation, de stationnement et de voirie ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes) (p. 442, 445) : ses amendements n° 90 : prise en compte des circonstances et des nécessités locales pour l'encadrement des travaux dans les coeurs de parcs ; rejeté ; n° 76 : compatibilité des SCOT et des PLU avec les objectifs de protection du parc ; n° 77 : élargissement à tous les documents d'aménagement forestier de l'avis conforme de l'établissement public du parc national, après consultation de son conseil scientifique, dès lors qu'ils s'appliquent aux espaces d'un coeur de parc ; et n° 91 : obligation de compatibilité du schéma d'aménagement régional avec la charte du parc ; devenus sans objet. - **Article 10** (art. L. 331-18, L. 331-24, L. 331-25 et L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28 [nouveaux], L. 415-3 et L. 428-5 du code de l'environnement - Dispositions pénales) (p. 447) : son amendement n° 92 : obligation de remise en état des lieux en cas d'infraction commise par une personne morale ; adopté. - **Article 10 quater** (art. L. 331-15-1 à L. 331-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Parc amazonien en Guyane) (p. 451) : son amendement n° 93 : impossibilité, dans le coeur du parc, d'exécuter des travaux, sauf en ce qui concerne l'entretien normal des bâtiments ; adopté. (p. 452, 453) : son amendement n° 94 : prise en compte des modes de vie traditionnels parmi les objectifs de l'établissement du parc amazonien ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel avant l'article 10 quinquies** (p. 463) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 111 de M. Dominique Braye et n° 173 de Mme Françoise Férat (renforcement du contenu des chartes des parcs naturels régionaux en matière de protection des structures paysagères). - **Article 10 quinquies** (art. L. 333-1 du code de l'environnement - Durée de classement d'un parc naturel régional) (p. 465) : intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de la possibilité de proroger de deux ans l'existence d'un parc naturel régional). - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** : son amendement n° 95 : compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du parc naturel régional ; rejeté. (p. 466) : intervient sur son amendement n° 95 précité. Difficulté de maîtriser l'urbanisation. (p. 468, 469) : son amendement n° 131 : régime indemnitaire du président et du vice-président d'un parc naturel régional ; devenus sans objet. (p. 470) : son amendement n° 132 : simplification du nombre des structures de gestion et d'animation de projet sur un même territoire en permettant aux syndicats mixtes des parcs naturels régionaux d'élaborer et de porter un schéma de cohérence territoriale ; retiré. (p. 471) : soutient l'amendement n° 67 de M. Claude Domeizel (accord du préfet de région, du commandant de la région militaire et du président du parc naturel régional pour le survol par des avions du parc en question) ; retiré. - **Article 11** (art. L. 334-1 à L. 334-8 [nouveaux] du code de l'environnement - Parcs naturels marins) (p. 475) : soutient l'amendement n° 133 de M. Claude Lise (représentation du parc naturel régional au sein du conseil de gestion du parc naturel marin) ; adopté. - **Article 11 ter** (Création et fonctionnement du PNR) (p. 479) : son amendement n° 96 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 483) : favorable à l'amendement n° 191 du Gouvernement (nouvelle rédaction du dispositif spécifique d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés situées dans le coeur des parcs nationaux des départements d'outre-mer). Souhaite connaître le montant exact des exonérations proposées. - **Article 14** (Dispositions diverses) (p. 486) : son amendement n° 97 : limite de la circulation des véhicules à moteur dans la zone coeur d'un parc national ; rejeté. (p. 488) : intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean Desessard (extension de l'interdiction de toute publicité dans la zone pourtour d'un parc national). - **Article 14 bis** (art. L. 331-9-1 [nouveau] du code de l'environnement - Délégation de compétences entre l'Office national des forêts et les parcs nationaux) (p. 493, 494) : ses amendements n° 78 : avis du conseil scientifique sur la répartition des compétences entre

l'Office national des forêts et les parcs nationaux pour un même territoire ; devenu sans objet ; et n° 98 : consultation du conseil scientifique sur la délégation de compétences des parcs nationaux à l'Office national des forêts en matière de préservation du patrimoine naturel, culturel et paysager ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 497) : son amendement n° 79 : modification de l'intitulé de ce projet de loi « projet de loi relatif aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux » ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 498) : remerciements au rapporteur et au ministre. Rappel des éléments positifs de ce texte. Interrogation sur les accommodements pour les futurs parcs d'outre-mer : exemple de la Guyane. Participation nécessaire des élus à une véritable politique environnementale. Appropriation indispensable des parcs par les populations et les associations. Souhait de développement d'un tourisme intelligent, contrôlé et régulé. Interrogation sur les insuffisances budgétaires. Abstention du groupe socialiste sur ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 206 (2006-2007)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2064, 2065) : enrichissement de ce texte. Remerciements. Rédaction d'une définition plus précise et élargie du rôle des parcs régionaux. Espoir d'aménagement de nouveaux parcs nationaux et parcs naturels marins. Souhait d'un bilan d'application dans un an. Dotations des parcs nationaux et régionaux et des réserves naturelles. S'abstiendra lors du vote de ce texte. Interrogation sur les moyens accordés aux parcs nouvellement créés. Souhait d'une réelle prise de conscience des enjeux environnementaux de la planète.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Question préalable** (p. 2396, 2397) : intervient sur la motion n° 66 de Mme Évelyne Didier tendant à opposer la question préalable. Négligence dans l'information des Français. Redoute des difficultés d'application sur le terrain, quel que soit le vote sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2475, 2476) : soutient l'amendement n° 88 de M. Jean-Marc Pastor (mise à disposition du public par l'exploitant d'un dossier d'information quel que soit le risque que présente l'utilisation d'OGM) ; rejeté. (p. 2477) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Marc Pastor (liste des informations ne pouvant rester confidentielles) ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 532-5 du code de l'environnement - Pouvoirs administratifs en cas de danger connu après une déclaration ou la délivrance d'un agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2480) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 90 (révision régulière de l'évaluation des risques) ; retiré ; et n° 89 (solicitation de l'avis du Haut conseil des biotechnologies, y compris en situation d'urgence) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article 18** (art. L. 536-1, L. 536-2 et L. 536-5 du code de l'environnement - Sanctions pénales) (p. 2554) : soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Marc Pastor (précision) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - Coexistence entre cultures OGM et non-OGM) (p. 2566) : intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jean Desessard (traçabilité des animaux nourris aux OGM).

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5282) : transfert des budgets environnementaux sur des lignes budgétaires d'autres ministères. Considération du budget de l'écologie et du développement durable comme une variable d'ajustement du budget de l'Etat. Situation financière difficile des agences de l'eau en raison des transferts de charges. Interrogation sur le maintien du lien de solidarité entre le monde rural et le monde urbain par les agences de l'eau. Question sur la possibilité pour ces dernières d'assurer correctement leur tâche dans le cadre du neuvième programme. (p. 5283) : difficultés financières de l'agence de l'eau Seine-Normandie.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5521, 5522) : contexte de l'actualité rendant crucial le problème de l'eau. Caractère antinomique des diverses fonctions de l'eau. Décalage entre les ambitions affichées par le texte et les propositions effectivement soumises. Absence de contrôle de l'irrigation. Réclame une nouvelle éthique de la gouvernance de l'eau. Texte méritoire mais insuffisant. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5550, 5551) : favorable à l'amendement n° 508 du Gouvernement (inclusion du droit à l'eau dans le code de l'environnement). Préfère cependant la définition inscrite dans la charte internationale des droits de l'homme. Importance du nombre de personnes privées d'eau potable dans le monde. S'interroge sur la forte consommation d'eau en bouteilles en France. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5551, 5553) : son amendement n° 310 : affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale ; rejeté. Soutient les amendements n° 308 de M. Roland Courteau (définition des objectifs et des mesures mises en oeuvre dans les bassins versants) ; et n° 309 de Mme Odette Herviaux (organisation par les régions, à titre expérimental, de la protection et de la gestion de la ressource en eau pendant une durée de cinq ans) ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 211-7, L. 212-2-2 et L. 435-9 du code de l'environnement - *Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*) (p. 5554) : soutient l'amendement n° 311 de M. Roland Courteau (participation des professionnels de la pêche et de l'agriculture aux consultations relatives à la politique de l'eau) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5555) : son amendement n° 312 : définition législative du cours d'eau ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - *Réforme du régime de modification des autorisations des installations ayant un impact sur l'eau*) (p. 5559, 5560) : ses amendements analogues n° 315 et 316 : extension de la protection instituée par cet article à tous les poissons migrateurs ; n° 313 : suppression des autorisations accordées sans enquête préalable ; et n° 314 : établissement d'un règlement commun applicable à toutes les concessions de la chaîne d'un ouvrage hydroélectrique ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 5562) : son amendement n° 317 : définition de l'ensemble des collectivités et services concernés par l'article ; adopté. - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 5565, 5566) : son amendement n° 319 : consultation des établissements publics territoriaux de bassin concernés ; adopté. (p. 5570, 5573) : ses amendements n° 323 : circulation libre et permanente des espèces aquatiques ; n° 325 : garantie étendue aux espèces représentatives des biotopes aquatiques du cours d'eau ; n° 326 : suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques ; et n° 327 : suppression d'une dérogation légale en période d'étiage exceptionnel ; rejetés. - **Article 5** (art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 321-2 du code rural - *Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 5577, 5579) : soutient l'amendement n° 328 de M. Thierry Repentin (suppression de la limitation de la déclaration d'intérêt général) ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Daniel Soulage (faculté pour les riverains de s'opposer à l'épandage de matières de curage polluées). Problème de la pollution des rivières dans la région nord. Difficultés financières rencontrées par les communes. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5580) : son amendement n° 329 : faculté donnée au maire et au préfet de prendre des mesures de prévention ; rejeté. - **Article 5 bis** (art. 46 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - *Procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés*) : son amendement n° 330 : suppression ; retiré. - **Article 6** (art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 5583) : son amendement n° 331 : ajout de la notion d'écosystèmes aquatiques à l'objectif de gestion équilibrée ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** : son amendement n° 332 : fixation d'objectifs quantitatifs annuels de contrôle à la

police de l'eau ; retiré. - **Article 7 bis** (ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005, art. L. 214-6 et L. 216-10 du code de l'environnement - *Ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets*) (p. 5585, 5586) : son amendement n° 334 : encadrement du bénéfice des droits acquis dans le temps ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 5588, 5590) : son amendement n° 335 : institution d'une amende de 20 000 euros en cas de destruction de frayères ; rejeté. Défavorable à l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la mention de l'obligation de consultation des fédérations de pêcheurs). - **Article 10** (art. L. 431-6 et L. 431-7 du code de l'environnement - *Gestion des peuplements des cours d'eau*) : son amendement n° 336 : consultation de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 5121-1 et L. 5261-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial*) (p. 5592) : soutient l'amendement n° 337 de M. Claude Lise (classement dans le domaine public fluvial de l'ensemble des rivières) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5594) : sur l'amendement n° 20 de la commission (codification), soutient le sous-amendement n° 475 de M. Jean-Marc Pastor (inclusion de la création de nouvelles ressources d'eau de qualité dans la liste des objectifs de gestion équilibrée de l'eau) ; adopté. - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques*) (p. 5595, 5596) : son amendement n° 338 : obligation d'inventorier les zones humides dans les documents d'urbanisme communaux ; retiré. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5599) : favorable à l'amendement n° 179 de M. Charles Revet (définition des bassins d'alimentation des captages et soumission à une autorisation pour tout prélèvement d'eau à usage non domestique). - **Article 20 bis** (art. L. 1332-1 à L. 1332-9 du code de l'environnement - *Eaux de baignade*) (p. 5614) : son amendement n° 342 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 21** (art. L. 425-1 [nouveau] du code des assurances - *Création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole de boues urbaines et industrielles*) (p. 5645) : son amendement n° 343 : création d'un climat de confiance avec les agriculteurs réticents à l'idée d'épandre les boues ; devenu sans objet. (p. 5647) : favorable à l'amendement n° 403 de M. Jean-François Le Grand (condamnation des clauses contractuelles interdisant l'épandage de boues dont la qualité est conforme aux exigences réglementaires). - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - *Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5650, 5651) : scandalisé par la rédaction de l'article retenue par l'Assemblée nationale. Accord unanime pour confier l'assainissement de l'eau à la puissance publique. Nécessité de donner aux maires la compétence de l'assainissement collectif. Risque de destruction des SPANC. Son amendement n° 346 : possibilité pour les communes de fixer les prescriptions techniques pour la réalisation des installations autonomes ; rejeté. (p. 5656) : soutient l'amendement n° 348 de M. Bernard Cazeau (augmentation de la fréquence des diagnostics) ; devenu sans objet. (p. 5657) : soutient l'amendement n° 349 de M. Bernard Cazeau (maintien des prérogatives des communes en matière de diagnostic) ; devenu sans objet. (p. 5658, 5659) : son amendement n° 347 : rôle de la commune en matière d'assainissement non collectif ; rejeté. (p. 5661) : son amendement n° 345 : rédaction ; rejeté. (p. 5663) : intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (suppression partielle). (p. 5664) : son amendement n° 350 : précision du rôle et du pouvoir de la commune en matière d'assainissement non collectif face aux propriétaires ne respectant pas leurs obligations ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23** (art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des*

travaux en matière d'assainissement) (p. 5666, 5667) : favorable à l'amendement n° 406 de M. Jean-François Le Grand (simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales). - **Article 23 ter** (art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie) (p. 5670) : défavorable à l'amendement n° 413 du Gouvernement (insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant). - **Article 24 quater** (art. L. 1321-1 du code de la santé publique - Présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires) (p. 5672) : son amendement n° 352 : suppression ; adopté. - **Article 24 quinquies** (art. L. 1321-5 et L. 1322-13 du code de la santé publique et article L. 212-2-2 du code de l'environnement - Contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 5673) : soutient l'amendement n° 353 de Mme Jacqueline Alquier (suppression) ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5680, 5681) : soutient l'amendement n° 354 de M. Thierry Repentin (reconnaissance explicite de la compétence des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement) ; rejeté. Son amendement n° 355 : possibilité pour les communes d'instaurer un service facultatif d'entretien des installations d'assainissement non collectif ; rejeté. (p. 5682, 5683) : son amendement n° 356 : maintien des prérogatives des SPANC ; devenu sans objet. (p. 5684) : intervient sur l'amendement n° 160 de M. Christian Cambon (affirmation de la compétence exclusive des communes en matière d'eau potable). Conflit entre le syndicat de distribution d'eau de la ville de Paris et celui d'Ile-de-France. (p. 5686) : son amendement n° 357 : suppression partielle ; retiré. (p. 5687, 5689) : favorable à l'amendement n° 273 de Mme Evelyne Didier (procédure d'appel d'offres pour les travaux d'entretien prévus dans les contrats de délégation). Son amendement n° 358 : organisation d'un fonds de concours pour aider les communes abritant un champ captant ; rejeté. (p. 5690) : intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par le délégataire) et sur la question du prix de l'eau. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5694) : intervient sur l'amendement n° 161 de M. Christian Cambon (répartition du coût du déplacement des installations de service public d'eau nécessité par des travaux d'aménagement du domaine public routier). (p. 5697, 5698) : intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean Desessard (consultation du conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau). - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5703) : ses amendements n° 360 : précision de la faculté ouverte aux collectivités territoriales de fixer la tarification de la fourniture de l'eau ; et n° 361 : prise en compte des établissements publics compétents en assainissement non collectif ; rejetés. (p. 5705) : son amendement n° 363 : encadrement du taux de la partie fixe des factures d'eau ; retiré. (p. 5706, 5707) : son amendement n° 359 : plafonnement de la partie fixe de la facture d'eau ; retiré. (p. 5708) : soutient l'amendement n° 362 de M. Thierry Repentin (suppression de la disposition autorisant de façon exceptionnelle la tarification forfaitaire de l'eau) ; retiré. (p. 5710) : intervient sur l'amendement précité n° 362 de M. Thierry Repentin. (p. 5711, 5712) : son amendement n° 364 : incitation à l'économie de la ressource en eau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5714) : intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Desessard (amélioration de la transparence financière des délégations de service public en matière d'eau et d'assainissement). (p. 5716) : intervient sur l'amendement n° 404 de M. Jean-François Le Grand (renforcement du contrôle de gestion). - **Article 27 bis** (art. L. 5711-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat compétent en matière d'alimentation en eau potable,

d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers) (p. 5718) : intervient sur l'amendement n° 433 de Mme Fabienne Keller (précision). (p. 5719) : son amendement n° 365 : conservation de ses avantages par le personnel en cas de fusion de deux syndicats mixtes ; retiré. - **Article 27 ter** (art. L. 3451-1 à L. 3451-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 5721, 5722) : son amendement n° 366 : consolidation de l'exercice spécifique de la compétence de transport des eaux usées par les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne ainsi que par le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne ; rejeté. - **Article 27 decies** (art. L. 2124-8 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 5725, 5726) : intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (association de la commune à la définition de la délimitation des zones dans lesquelles le stationnement prolongé de bateaux à usage d'habitation est autorisé). Favorable à la reconnaissance du droit à l'habitat fluvial. - **Article 28** (art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration) (p. 5730) : sur l'amendement n° 74 de la commission (confirmation du caractère obligatoire de l'intervention des SATESE auprès des communes éligibles), soutient le sous-amendement n° 367 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5733, 5734) : intervient sur l'amendement n° 202 de M. Charles Revet (création et développement de syndicats départementaux ou interdépartementaux chargés de l'ensemble de la politique de l'eau). - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) (p. 5738) : favorable à l'amendement n° 75 de la commission (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 5741) : son amendement n° 368 : convocation de la commission locale de l'eau par le préfet coordonnateur du bassin en cas de difficultés quantitatives prévisibles sur un bassin versant ; retiré. - **Article 31** (art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 5743) : le groupe socialiste vote contre les amendements de la commission n° 77 (suppression de la mention des établissements locaux à caractère administratif dans le collège des collectivités territoriales) et n° 78 (suppression d'une disposition ne relevant pas du domaine de la loi). - **Article 32** (art. L. 212-5 et articles L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Contenu et portée juridique du SAGE) (p. 5744) : son amendement n° 369 : compatibilité entre les documents du SAGE et ceux d'urbanisme ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 5747) : favorable à l'amendement n° 83 de la commission (coordination). - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 5749, 5751) : ses amendements n° 371 : modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin ; rejeté ; n° 370 : renforcement de l'échelon du "sous-bassin" ; et n° 372 : représentation des pêcheurs au sein du comité de bassin ; retirés. (p. 5753) : son amendement n° 373 : élection du président du comité de bassin au sein du collège des représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics ; rejeté. (p. 5754) : ses amendements n° 375 : rapprochement des instances de bassin de leur terrain d'action ; retiré ; et n° 374 : missions équilibrées des agences de l'eau entre la maîtrise de l'aléa crue et la réduction de la vulnérabilité aux inondations ; adopté. (p. 5755) : son amendement n° 376 : élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau ; rejeté. (p. 5756) : ses amendements n° 377 : perception, par les représentants des usagers et des associations, d'une indemnité compensatrice de leur fonction d'administrateur d'une agence de l'eau ; rejeté ; et n° 379 : cohérence ; adopté. (p. 5757) : son amendement n° 378 : consultation des fédérations d'associations de pêche de loisirs et de pêche professionnelle ; retiré. (p. 5758) : son amendement n° 380 : possibilité pour les régies

dotées de la personnalité morale de percevoir des subventions versées par les agences de l'eau ; retiré. - **Article 36** (*Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012*) (p. 5759) : soutient l'amendement n° 381 de Mme Jacqueline Alquier (renforcement de la concertation entre les départements et les agences de l'eau) ; retiré. (p. 5760, 5761) : ses amendements n° 383 : suppression de la possibilité pour les agences de l'eau d'être maître d'oeuvre ; devenu sans objet ; et n° 384 : extension du champ d'intervention des agences de l'eau à la réduction de la vulnérabilité aux inondations ; rejeté. (p. 5762, 5763) : défavorable à l'amendement n° 86 de la commission (diminution du montant des dépenses des agences de l'eau). Son amendement n° 382 : suppression du financement de l'ONEMA par les agences de l'eau ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (*art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 5778) : difficulté de régler la question de la pollution par la discussion avec le monde agricole. Révision puis retrait de la taxe sur l'azote dans les avant-projets. Augmentation des pollutions diffuses et de la teneur en nitrate dans les nappes phréatiques et les cours d'eau. Effort de la majorité des agriculteurs pour développer une agriculture raisonnée. Favorable à l'instauration de taxes dissuasives reversées aux agriculteurs pratiquant une agriculture raisonnée ou biologique. (p. 5782) : souhaite le retrait de l'amendement n° 133 de Mme Françoise Férat (modification de l'assiette de la redevance pour pollution d'eau). Efforts des grands industriels de l'agroalimentaire pour éviter les pollutions. (p. 5783) : son amendement n° 385 : majoration du tarif appliqué aux nitrates ; rejeté. (p. 5791, 5792) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 91 de la commission (détermination d'un taux unique pour la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages). Prise en compte des différences de milieu naturel dans la taxation des éleveurs. Interrogation sur les effets réels des sommes dépensées pour le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA. (p. 5793) : favorable à l'amendement n° 303 de M. Jean Bizet (en cas d'une extension de l'exploitation, octroi de nouvelles aides à la mise aux normes des bâtiments d'élevage après extinction des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA, et modulation de la redevance). Souhait d'une renégociation avec Bruxelles de la date butoir des PMPOA. (p. 5796) : favorable à l'amendement n° 386 de M. François Marc (diminution du plafond maximal du taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique payé par l'abonné au service public de distribution d'eau). (p. 5797) : soutient l'amendement n° 387 de M. Jean-Marie Bockel (alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte payé par les industriels sur le taux appliqué aux usagers domestiques) ; rejeté. (p. 5804, 5805) : intervient sur les amendements n° 153 de M. Gérard César (diminution du taux des prélèvements sur les utilisateurs des produits phytopharmaceutiques) et n° 389 de M. François Marc (relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement). Augmentation de la consommation de pesticides. (p. 5811) : difficulté de mise en oeuvre, en cas d'adoption, de l'amendement n° 302 de M. Jean Bizet (possibilité pour les agences de l'eau de moduler la redevance pour pollutions diffuses en faveur des agriculteurs engagés dans des processus de traitement écologique respectueux de l'environnement). (p. 5812) : son amendement n° 391 : création d'une redevance sur les pollutions diffuses azotées ; rejeté. Fermeture des points de captage d'eau en Cambrésis pour cause de pollution. (p. 5818) : son amendement n° 393 : remplacement de la dénomination de la redevance pour protection du milieu aquatique par la redevance pour exploitation piscicole ; retiré. (p. 5819) : son amendement n° 394 : exonération de la redevance pour protection du milieu aquatique pour les mineurs, les conjoints des pêcheurs, les invalides de guerre et du travail ; rejeté. - **Article 40** (*art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau*) (p. 5823) : soutient l'amendement n° 395 de M. Thierry Repentin (avis du Comité national de l'eau, CNE, sur les

mesures réglementaires concernant la pêche de loisir) ; rejeté. - **Article 41** (*art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du Conseil supérieur de la pêche en Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA*) (p. 5824, 5825) : ses amendements n° 396 : suppression et n° 397 : participation des établissements publics territoriaux de bassin au conseil d'administration de l'ONEMA ; rejetés. (p. 5827) : intervient sur son amendement précité n° 396. Interrogation sur la poursuite des missions du Fonds national de solidarité pour l'eau. - **Article 42 A** (*art. L. 431-3 à L. 431-5 du code de l'environnement - Définition des eaux "libres" et des eaux "closes"*) (p. 5829) : intervient sur son amendement de suppression n° 398. Différence de mesures entre les chasseurs et les pêcheurs. Participation des pêcheurs et des fédérations de pêche à la vérification de la bonne qualité de la biodiversité. - **Articles additionnels avant l'article 43 ou après l'article 43 ou après l'article 43 bis** (p. 5831) : ses amendements n° 400 : possibilité pour les associations agréées de pêche de faire habiller leurs gardes au contrôle de la réglementation relative à la pêche sur l'ensemble des eaux libres départementales ; et n° 401 : possibilité pour les détenteurs d'un droit de pêche de passer une convention avec la Fédération départementale des associations de pêche afin d'assurer la garderie particulière de leur droit de pêche par les agents de développement de cette fédération ; retirés. - **Article 43 bis** (*art. L. 437-13 du code de l'environnement - Commissionnement des gardes-pêche particuliers*) (p. 5834) : son amendement n° 399 : suppression ; rejeté. - **Article 49** (*Abrogation de certains articles codifiés et dispositions législatives*) (p. 5842) : demande de précisions sur l'amendement n° 495 du Gouvernement (validation des fusions de syndicats mixtes intervenues avant la promulgation de la loi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5844, 5845) : citation du livre VII des "Lois" de Platon. Avancées de ce projet de loi. Insuffisance en matière de calcul de la redevance sur les pollutions diffuses. Réserve souhaitable du Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement aux communes rurales. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. Evocation souhaitable de la question de l'eau dans la campagne présidentielle.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (25 octobre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7231, 7232) : conséquences néfastes des privatisations. Votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7676, 7677).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### **Ecologie et développement durable**

- (2 décembre 2006) (p. 9403, 9404) : taxes affectées. Transversalité de politiques environnementales. Exonérations fiscales ou crédit d'impôts. Report de la deuxième lecture du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Illisibilité de la politique de l'eau. Contentieux nationaux. Crédits des associations écologiques nationales. Etat de la biodiversité. Question sur la diminution des gaz à effet de serre. Volet territorial de la politique environnementale. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9421, 9424) : son amendement n° II-88 : transfert de crédits du programme "Prévention des risques et lutte contre les pollutions" au bénéfice des parcs naturels régionaux ; rejeté. Ne votera pas les crédits de cette mission.

### **Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9597, 9598) : questions sur l'élevage, la politique des quotas laitiers et la culture de l'herbe. Défavorable à ce budget. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9616) : défavorable à l'amendement n° II-8 de la commission (réduction des crédits concernant les haras nationaux).

**REINER (Daniel)**  
*sénateur (Meurthe-et-Moselle)*  
*SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers jusqu'au 21 décembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au fonctionnement du Syndicat des transports d'Ile de France [n° 190 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Article unique** (p. 584) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Billout (modalités de vote au conseil d'administration du STIF).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2896) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 255 de M. Thierry Repentin (prise en compte dans la comptabilisation des logements sociaux d'une pondération selon la catégorie); devenu sans objet. (p. 2903, 2904) : absence de réponse à la question posée par le sous-amendement n° 216 de Mme Évelyne Didier (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) déposé sur l'amendement précité n° 97 de la commission.

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : son intervention (p. 5135, 5138).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6546, 6549) : sa motion n° 80 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6607, 6608) : soutient

l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau (garantie de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France par les contrats à long terme); rejeté. (p. 6620, 6624): soutient l'amendement n° 92 de M. Roland Courteau (principes fondateurs du service public de l'énergie); rejeté. Favorable à l'amendement n° 94 de M. Roland Courteau (principes encadrant les tarifs du service public de l'énergie). (p. 6636): soutient l'amendement n° 103 de M. Roland Courteau (rapport au Parlement relatif aux ruptures de fournitures d'électricité); rejeté. (p. 6640, 6641): favorable à l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France"). (p. 6654): favorable à l'amendement n° 530 de M. Roland Courteau (ouverture des marchés de l'électricité et du gaz soumise à l'adoption préalable d'une directive relative aux services d'intérêt économique général).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6786, 6795): soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 114 (mise en place de titres de transport financés partiellement par les employeurs afin de favoriser l'utilisation des transports en commun); et n° 112 (faculté pour les entreprises intensives en énergies de revenir au tarif réglementé); rejetés.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6867): soutient l'amendement n° 121 de M. Roland Courteau (extension du tarif spécial de solidarité pour le gaz aux clients domestiques engagés dans une procédure de traitement d'une situation de surendettement); rejeté. (p. 6872): retire l'amendement n° 122 de M. Roland Courteau (garantie de l'applicabilité automatique de leurs droits aux ménages éligibles à la tarification spéciale de solidarité) compte tenu des explications du ministre. (p. 6879): le groupe socialiste s'abstient sur l'article 3 tout en appréciant l'importance de la mesure de solidarité. Insiste sur l'utilité d'une campagne d'information. - **Article 3 bis** (art. 30-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières - *Possibilité pour les consommateurs ayant exercé leur éligibilité pour leur fourniture d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé*) (p. 6884, 6885): acte de contrition des libéraux pour contourner l'augmentation inéluctable du prix de l'énergie. (p. 6886): soutient l'amendement n° 123 de M. Roland Courteau (suppression); rejeté. (p. 6898): le groupe socialiste ne votera pas contre les amendements de la commission n° 19 (suppression du caractère renouvelable du dispositif) et n° 20 (remise d'un rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2008, devant analyser les effets de la création du tarif réglementé transitoire et d'envisager, s'il y a lieu, la prorogation de ce dispositif). Souci d'améliorer la situation d'entreprises pénalisées par un système condamnable. Le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 195 de M. Jean Arthuis (plafonnement du tarif de retour à 25 % au-dessus du tarif réglementé de vente) et vote contre l'article 3 bis. - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 6911, 6912): intervient sur l'amendement n° 762 de la commission (modalités du partage de la charge du mécanisme de compensation). Partage les interrogations du groupe UC-UDF quant à l'utilisation de la CSPE. Embarras de la situation pour la majorité. Intérêt d'une réflexion approfondie. Le groupe socialiste ne participera pas au vote de l'article 3 ter. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6923, 6924): soutient l'amendement n° 129 de M. Roland Courteau (possibilité pour tout client domestique de renoncer à l'exercice de son éligibilité sans pénalité et de résilier son contrat pour se fournir aux tarifs réglementés auprès des fournisseurs agréés); retiré.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7057): soutient l'amendement n° 157 de M. Michel Sergent (aide financière de la commune et des collectivités participant au financement des opérations d'investissement au gestionnaire du réseau de distribution); adopté. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre 1er du

*titre II du livre 1er du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel*) (p. 7068, 7069): soutient l'amendement n° 170 de M. Roland Courteau (obligation pour les opérateurs d'électricité d'informer les consommateurs sur l'évolution des prix); rejeté. (p. 7071): soutient l'amendement n° 177 de M. Roland Courteau (information des consommateurs sur les conditions d'accès à la tarification spéciale et des mesures destinées à éviter des interruptions de fourniture en cas d'impayé); rejeté. (p. 7074): soutient l'amendement n° 173 de M. Roland Courteau (suppression des pénalités à la charge du consommateur en cas de résiliation du contrat pour changement de fournisseur); rejeté. (p. 7078, 7079): intervient sur l'amendement précité n° 170 de M. Roland Courteau et sur les amendements identiques précités n° 173 de M. Roland Courteau et n° 676 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 7086): soutient l'amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz); transformé en sous-amendement à l'amendement n° 50 de M. Xavier Pintat tendant à insérer un article additionnel après l'article 16 bis. (p. 7087): son amendement n° 178: information des consommateurs par les autorités concédantes; rejeté. - **Article 14** (*Entrée en vigueur différée des articles 1er à 5*) (p. 7096): interrogation sur la directive-cadre relative aux services d'intérêt économique général. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7101): favorable à l'amendement n° 50 de M. Xavier Pintat (extension à l'électricité du dispositif de coopération décentralisée existant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement). Sur celui-ci, soutient le sous-amendement n° 180 de M. Roland Courteau (extension de la coopération décentralisée à la distribution d'énergie, d'électricité et de gaz); adopté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - *Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat*) (p. 7130, 7131): soutient l'amendement n° 159 de M. Roland Courteau (suppression partielle); rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2006) - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Statut de la société gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel et propriété de son capital*) (p. 7212, 7213): soutient l'amendement n° 168 de M. Roland Courteau (caractère à 100 % public du capital de la société gestionnaire du réseau de transport de gaz); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7225, 7227): défavorable à ce texte qui ne profite ni aux usagers, ni aux élus, ni aux personnels, ni à EDF, ni à l'Etat.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9096, 9097): bilan de la politique des transports. Chiffres de la sécurité routière. Vente des concessions autoroutières. Désengagement de l'Etat. Fonctionnement et financement de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF. Programme "Transports terrestres et maritimes": crédits; recul du fret ferroviaire. SNCF: retraites et dettes. Patrimoine immobilier de RFF. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9132): votera l'amendement n° II-77 de M. Josselin de Rohan (extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers).

**RENAR (Ivan)**  
sénateur (Nord)  
CRC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 224 (2005-2006)] modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**



*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1675, 1678) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 591 (affectation prioritaire des moyens du service public de l'éducation aux établissements d'enseignement situés dans les territoires en difficulté) ; et n° 592 (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse) ; rejetés. - **Rappel au règlement** (p. 1686) : discrédit regrettable de la politique dans une assemblée politique. Danger pour l'avenir de la démocratie. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1687, 1690) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 593 (maintien de la carte scolaire et de ses principes) ; et n° 595 (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1699) : soutient l'amendement n° 612 de Mme Annie David (suppression de l'octroi de bourses au mérite) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1720) : soutient l'amendement n° 622 de Mme Annie David (garantie dans l'école primaire du bon déroulement du cursus scolaire pour les enfants) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1722) : soutient l'amendement n° 631 de M. Roland Muzeau (octroi aux représentants du personnel du pouvoir de refuser des horaires à temps partiel imposés par l'employeur) ; rejeté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2231, 2234) : déception des chercheurs. Désaffection pour les emplois scientifiques. Faiblesse des moyens consacrés à la recherche. Situation du CNRS. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 2631, 2633) : partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales pour la gestion d'équipements culturels structurants. Concertation approfondie et travail de suivi de l'application de cette loi. Présentation rapide des avancées apportées par ce texte : participation des établissements publics nationaux à la création d'un EPCC, modification de la composition du conseil d'administration, généralisation de la notion de mandat du directeur, consolidation des réseaux d'écoles supérieures d'arts plastiques, dispositions transitoires réglant le transfert de l'activité d'une structure culturelle existante vers un EPCC. Utilité de cette nouvelle catégorie d'établissement public pour l'avenir et le dynamisme du secteur culturel de la France. - **Article 4 (art. L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales - Statut du directeur au cours de l'existence de l'EPCC)** (p. 2643, 2644) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédaction). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2645) : importance du partenariat dans l'avenir de la République décentralisée. Citations. Souhaite une mise en application rapide de ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Question préalable** (p. 3550, 3553) : soutient la motion n° 197 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Texte déjà dépassé. Impossibilité de mener une réflexion approfondie au milieu des tensions et des

pressions. Instrumentalisation du droit d'auteur. Droit à la copie privée. Menaces pour les logiciels libres et l'interopérabilité. Faiblesse du soutien à la création artistique. Accaparement des droits d'exploitation des oeuvres par des multinationales. Inefficacité des dispositions contre le piratage. Nécessité de repenser le financement de la création. Intérêt d'un service public numérique. Perspectives ouvertes par l'évolution des technologies.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 2 (art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes)** (p. 3648, 3650) : sur l'amendement n° 10 de la commission (exceptions nouvelles aux droits voisins), soutient le sous-amendement n° 247 de M. Jack Ralite ; rejeté. Soutient l'amendement n° 144 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits voisins) ; devenu sans objet. - **Article 4 (art. L. 122-9-1 et L. 211-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Epuisement du droit de distribution)** (p. 3654) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 4 bis (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Radiodiffusion des phonogrammes du commerce)** (p. 3657) : soutient l'amendement n° 147 de M. Jack Ralite (modification du régime de licence légale pour les phonogrammes du commerce) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 6 ou après l'article 10** (p. 3666) : soutient l'amendement n° 149 de M. Jack Ralite (obligation pour les producteurs de phonogrammes de délivrer les informations nécessaires à la répartition des droits par les sociétés de gestion) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3708, 3709) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité). - **Article 7 bis (Déclaration préalable de certains logiciels)** (p. 3710, 3711) : soutient l'amendement n° 183 de M. Jack Ralite (non-protection des dispositifs de contrôle à distance ou d'accès aux données personnelles) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 7 bis** : soutient l'amendement n° 173 de M. Jack Ralite (autorisation préalable de la CNIL pour les dispositifs permettant un contrôle à distance ou le traitement de données personnelles) ; rejeté. - **Article 8 (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions)** (p. 3714, 3716) : sur l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient les sous-amendements de M. Jack Ralite n° 249, 250, 251 et 253 ; rejetés. - **Article 9 (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection)** (p. 3726, 3727) : sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection), soutient le sous-amendement n° 255 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 10 (art. L. 331-10 [nouveau] au code de la propriété intellectuelle - Protection des informations électroniques permettant l'identification d'une oeuvre)** (p. 3731) : soutient l'amendement n° 156 de M. Jack Ralite (publicité sous forme électronique des informations concernant le régime des droits afférents à une oeuvre) ; rejeté. - **Article 12 (art. L. 335-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de droits voisins aux cas d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information)** (p. 3733) : soutient l'amendement n° 158 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 12 bis (art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels)** (p. 3734) : soutient l'amendement n° 159 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 13 (art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur)** (p. 3739, 3740) : soutient les amendements portant sur le même objet n° 160 et 161 de M. Jack Ralite (champ d'application des sanctions) ; rejetés. - **Article 14 (art. L. 335-4-1 et L. 335-4-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques**

de protection et d'information protégeant des droits voisins) (p. 3742) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 179 (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection) et, portant sur le même objet, n° 162 et 163 (champ d'application des sanctions) ; rejetés. - **Article 14 quater** (art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels) (p. 3750) : soutient l'amendement n° 164 de M. Jack Ralite (suppression) ; devenu sans objet. - **Article 16** (art. L. 111-1 du code de la propriété intellectuelle - Droit de l'auteur agent public) (p. 3761) : soutient l'amendement n° 170 de M. Jack Ralite (non-compétence des conseils de prud'hommes pour les différends s'élevant entre un auteur salarié et son employeur en matière de droit d'auteur) ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 321-3 du code de la propriété intellectuelle - Contrôle public des règles de fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits) (p. 3766) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 83 de M. Michel Charasse (délai de mise en conformité avec la réglementation en vigueur). - **Article additionnel après l'article 19** : Le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Charasse (information des associés des sociétés de perception et de répartition de droits).

- **Débat sur le rapport d'information de M. Yann Gaillard sur la politique de l'archéologie préventive** - (11 mai 2006) (p. 3834, 3836) : mission essentielle de service public. Légitimité de l'INRAP. Participation de l'archéologie préventive à l'exception culturelle. Compétence incontestée des archéologues. Conséquence de l'ouverture à la concurrence. Remise en cause constructive de l'INRAP : volonté de modification d'un système de gestion archaïque, incohérent et bureaucratique. Réunion indispensable des acteurs concernés, élus, archéologues, pouvoirs publics et aménageurs, dans le but d'apporter des réponses concrètes aux dysfonctionnements constatés.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Question préalable** (p. 8499, 8502) : soutient la motion n° 43 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8507, 8512) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 95 (conditions de reprise en mode numérique des chaînes locales) ; et n° 96 (conditions de reprise en mode analogique de certaines chaînes locales) ; rejetés. (p. 8523) : le groupe CRC votera l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8554) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jack Ralite (reprise des chaînes publiques de manière intégrale et simultanée sur l'ensemble des supports) ; devenu sans objet. (p. 8557) : le groupe CRC s'abstiendra sur les amendements identiques n° 8 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 29 (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition gratuite d'une offre satellitaire composée des chaînes nationales diffusées en analogique). (p. 8559, 8560) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 9 de la commission (coordination). Soutient l'amendement n° 101 de M. Jack Ralite (composition du groupement d'intérêt public chargé de l'extinction de la diffusion analogique et de la préparation de l'arrivée du numérique) ; rejeté. (p. 8565, 8567) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 103 (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) ; rejeté ; et n° 104 (condition d'octroi d'une chaîne supplémentaire aux opérateurs historiques) ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Libération des fréquences analogiques) (p. 8577) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jack Ralite (consultation du CSA et de l'ARCEP pour la réaffectation des fréquences libérées) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8581, 8582) : soutient l'amendement n° 92 de M. Jack Ralite (composition du CSA) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5 ou après l'article 7 ou après l'article 16** (p. 8591, 8592) : soutient

l'amendement n° 106 de M. Jack Ralite (aide financière aux télévisions à faibles ressources commerciales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 8615) : le groupe CRC s'abstiendra sur les amendements identiques n° 31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 75 de M. Philippe Nogrix (mise en oeuvre de contrôles d'accès appropriés aux services de télévision mobile personnelle). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8615, 8616) : soutient l'amendement n° 107 de M. Jack Ralite (modalités d'attribution de la ressource radioélectrique) ; rejeté. - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8618, 8619) : soutient l'amendement n° 108 de M. Jack Ralite (modalités de planification des canaux destinés aux services locaux sur la TNT) ; retiré. (p. 8620) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jack Ralite (critères d'attribution des autorisations aux services de télévision en haute définition) ; rejeté. (p. 8630) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'article 9 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 9** : soutient l'amendement n° 111 de M. Jack Ralite (création d'un canal public de télévision mobile personnelle) ; rejeté. - **Article 11** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Exclusion de l'application de l'article 30-3 à la télévision mobile personnelle) (p. 8637) : soutient l'amendement n° 112 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (art. 30-6 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Autorisation de services de communication audiovisuelle autres que de télévision et rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle) (p. 8639) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 40 (contenu du rapport présenté par le CSA). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8647) : le groupe CRC votera l'amendement n° 17 de la commission (définition de l'oeuvre audiovisuelle). - **Article 17** (art. 302 bis KC du code général des impôts - Contribution des éditeurs des nouveaux services de télévision au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) (p. 8650, 8651) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jack Ralite (relèvement de la contribution des éditeurs des nouveaux services au financement de la création audiovisuelle et cinématographique) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) (p. 9305, 9307) : redéploiement de l'effort financier vers le secteur privé. Restrictions budgétaires au CNRS. Impact du crédit d'impôt recherche, CIR. Sous-dotations des universités et des laboratoires publics. Désaffectation des carrières scientifiques et des cursus doctoraux. Le groupe CRC ne votera pas le budget de la MIREs. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9323) : son amendement n° II-122 : réduction des crédits du programme "Recherche industrielle" et transfert sur le programme "Formation supérieure et recherche universitaire" pour porter le montant des allocations de recherche à 1,5 fois le SMIC ; rejeté. (p. 9328, 9329) : le groupe CRC ne prend pas part au vote de l'amendement n° II-132 de M. Jean Bizet (transfert de crédits du programme "Recherche culturelle et scientifique" vers le programme "Enseignement supérieur et recherche agricoles" pour abonder les crédits destinés à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, ENVA). (p. 9332) : rapport Wauquiez consacré aux aides versées aux étudiants. Mise en oeuvre d'une conception dirigiste utilitariste et concurrentielle de la recherche. (p. 9333) : le groupe CRC vote contre les crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur".

### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9536) : ne participera pas au vote de l'amendement

de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-169 (revalorisation des bourses destinées aux collégiens).

**Médias - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (8 décembre 2006) (p. 9885, 9887) : nouvelles technologies. Financement de l'audiovisuel public. Canaux internationaux, locaux et associatifs. Promotion des minorités visibles. Presse écrite. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**REPENTIN (Thierry)**  
*sénateur (Savoie)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat le 30 juin 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement (8 juin 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (30 octobre 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Ville et logement [n° 80 tome 11 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 143, 145).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 410, 411) : surpris de la déclaration d'urgence. Problématique du financement des parcs. Proposera la représentation du Sénat et de l'Assemblée nationale dans les établissements publics des parcs pour défendre leur budget dans le cadre de la loi de finances. Prise en compte nécessaire des communes dans le budget de l'Etat. Dévolution volontaire d'une partie de leur territoire à la préservation de la faune et de la flore. Sa connaissance du parc national de la Vanoise. Importance de l'expérience locale des gens du cru aux côtés des agents issus du concours national. Nécessité d'impliquer les acteurs locaux dans la gouvernance des parcs. Précision sur la question de possibles travaux sur les équipements d'intérêt général à l'intérieur des parcs. Sera attentif aux avis sur les amendements issus de tous les groupes. Le groupe socialiste déterminera son vote à l'issue des débats. - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés*) (p. 428, 430) : son amendement n° 139 : adaptation de l'interdiction de survoler le parc en faveur des aéronefs non motorisés ; retiré. Approbation des élus des territoires concernés et des fédérations sportives de vol libre et de vol à voile. - **Article 6** (art. L. 331-8 et L. 331-9 du code de l'environnement - *Composition du conseil d'administration et modalités d'intervention de l'établissement public du parc national*) (p. 434) : sur l'amendement n° 19 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 134 : présence des présidents des structures intercommunales dans les conseils d'administration ; rejetés. Son amendement n° 135 : présence, comme membres de droit du conseil d'administration des parcs nationaux, d'un sénateur et d'un député désignés par leur assemblée respective ; adopté. (p. 437, 438) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 74 et 75 de M. Paul Raoult (inscription, dans les missions statutaires de l'établissement public, d'une fonction éducative et pédagogique de l'environnement). Diminution problématique de fréquentation des parcs par les classes de découverte suite aux circulaires émanant du ministère de l'éducation nationale et de celui de la jeunesse. Bien-fondé de l'amendement n° 21 de la commission (codification de la possibilité pour l'établissement du parc national de créer des outils de gestion en commun avec des parcs frontaliers et de souscrire à des accords de jumelage, après autorisation du ministre de tutelle). - **Article 7** (art. L. 331-10 du code de l'environnement - *Transfert de certaines compétences de police administrative spéciale du maire à l'établissement public du parc national*) (p. 439) : son amendement n° 137 : exercice, par le directeur de l'établissement public du parc, de la police de destruction des animaux nuisibles prévue par l'article L. 427-7 du code de l'environnement, ainsi que la régulation des prédateurs au sein des périmètres des parcs prévue par l'article L. 411-2 du même code ; retiré. Amendement d'appel quant à la volonté de l'Etat de maîtriser la prolifération des loups sur le territoire des parcs nationaux. Non-satisfait de la réponse de la ministre. Réactions attendues devant les difficultés de l'activité pastorale dans les Alpes.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 490) : son amendement n° 138 : possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels marins de recruter une partie de leur personnel sur la base d'une validation des acquis professionnels et sur une connaissance du milieu ; adopté. (p. 492) : favorable à l'amendement n° 50 de la commission (dérogation au régime de recrutement national des garde-moniteurs des parcs nationaux des départements d'outre-mer). Reconnaissance de l'action menée et de l'expérience acquise par de jeunes salariés sur le territoire de ces parcs afin de favoriser leur recrutement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 749, 750) : lutte contre le fléau du chikungunya à la Réunion. Dynamisme du secteur du tourisme en France. Unification de la législation au sein d'un même code. Mesures intéressant le tourisme de montagne. Archaïsme de la réglementation relative aux casinos. Insuffisance de logements destinés aux salariés saisonniers. Décret d'application relatif aux procédures "unité touristique nouvelle" en attente. Conséquences de la diminution des voyages scolaires éducatifs. Evolution indispensable de l'offre touristique aux attentes de la clientèle. - **Article 2 bis A** (art. L. 133-11 à L. 133-20, L. 134-3 et L. 162-2 du code du tourisme - *Régime des communes touristiques et stations classées de tourisme*) (p. 754) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rédaction) ; ses sous-amendements, portant sur le même objet, n° 39 et 40 : sécurisation des communes candidates à la dénomination de "commune touristique" ; retirés. (p. 756) : intervient sur le sous-amendement n° 37 de M. Didier Borotra (rétablissement de la condition d'équipement pour la pratique des sports d'hiver et d'alpinisme pour l'éligibilité d'un groupement de communes au classement en station de tourisme) déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice du classement en station de tourisme ouvert à l'ensemble des groupements de communes). (p. 762, 763) : ses amendements n° 45 : perception d'une partie des recettes des casinos par les EPCI exerçant la compétence tourisme et économie ; et n° 46 : repli ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 767, 769) : son amendement n° 41 : harmonisation du régime juridique des différents types de remontées mécaniques et suppression du critère de localisation géographique ; retiré. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Législation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 776) : son amendement n° 43 : précision de la nature des aménagements justifiant l'acquittement d'une redevance et préservation du droit à l'accès libre et gratuit au milieu naturel ; devenu sans objet. Confusion entre sites naturels et sites aménagés. (p. 780) : ne votera pas les amendements identiques de suppression n° 44 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 48 de M. Jean-François Voguet.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur l'ensemble de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1231, 1232) : ne votera pas cet article. Manque de concertation préalable avec les partenaires sociaux. Son incompréhension face à l'argumentation développée par certains sénateurs de la majorité. Absence de lien entre la solution au chômage massif des jeunes et le dispositif proposé. Focalisation du débat sur le CPE ; conséquences sur la discussion relative au malaise des banlieues. Rappel de la réponse du ministre délégué à l'emploi à une question d'actualité de M. Charles Gautier indiquant qu'il portait intérêt aux seuls étudiants.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1372) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire). Interrogation sur la motivation de l'abaissement du seuil de population des zones éligibles. - **Rappel au règlement** (p. 1378) : article 48 du règlement. S'insurge contre la lecture faite du règlement du Sénat et de la Constitution française. Absence de débat sur le fond. Négation du rôle des parlementaires dans le processus législatif. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - *Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1390, 1391) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 73 et de la commission des finances saisie pour avis n° 285 (abaissement des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés). (p. 1402) : votera l'amendement n° 391 de Mme Dominique Voynet (exonération d'impôt sur les bénéfices conditionnée à l'absence de licenciement économique

au cours des deux années précédentes). (p. 1404) : favorable à l'amendement n° 392 de Mme Dominique Voynet (obligation pour les entreprises bénéficiant d'exonérations d'embaucher 50 % de personnel local).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines) (p. 1461, 1462) : soutient l'amendement n° 326 de M. Roland Ries (nécessité pour les entreprises d'offrir des emplois durables à leurs salariés pour bénéficier des exonérations) ; rejeté. (p. 1463) : soutient l'amendement n° 328 de M. Roland Ries (ajout d'une clause limitant le nombre d'embauches à temps partiel) ; rejeté. - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1475, 1476) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence).

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24** (précédemment réservé) (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1643, 1644) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 94 (versement par l'Etat d'une compensation financière aux départements mettant en oeuvre le contrat de responsabilité parentale).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (précédemment réservés) (p. 1666) : intervient sur l'amendement n° 246 de M. Serge Lagauche (suppression de la contribution des communes aux dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées, même lorsqu'elles sont sous contrat d'association). Interpellation de nombreux maires de sa communauté d'agglomération sur le bien-fondé du dispositif en vigueur. Réexamen souhaitable de l'article 89 de la loi du 13 août 2004. - **Articles additionnels après l'article 1er** (précédemment réservés) (p. 1689) : en sa qualité de parlementaire et de père d'enfants inscrits dans un collège situé en ZEP, votera l'amendement n° 593 de Mme Annie David (maintien de la carte scolaire et de ses principes).

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** - Commission mixte paritaire [n° 206 (2006-2007)] - (14 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2077, 2078) : prise en compte de la totalité du territoire français dans ce texte. Regret de la suppression de la présence d'un député et d'un sénateur au sein du conseil d'administration de chaque établissement public d'un parc national. Reconnaissance des compétences locales acquises par les habitants pour le recrutement des agents des parcs. Remerciements. Survol des parcs nationaux par des aéronefs non motorisés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme** - Commission mixte paritaire [n° 227 (2005-2006)] - (16 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2249, 2251) : avancées substantielles du projet de loi. Respect du droit d'amendement du Parlement et de la procédure. Qualité des débats et enrichissement du texte. Le groupe socialiste votera ce projet de loi. Vigilance vis-à-vis de l'engagement du Gouvernement de trouver une définition commune aux zones de plaine et aux zones de montagne pour la définition des remontées mécaniques. Attente des décrets d'application relatifs à la réservation de logements au bénéfice des saisonniers et à l'organisation des classes vertes organisées dans le cadre scolaire.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)] - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2742, 2744) : assemblage hétéroclite des mesures proposées. Gravité de la crise du logement : crise du volume et de l'inadaptation de l'offre, crise des moyens, de la dérégulation des marchés et de la solidarité nationale. Opposition à la remise en cause de l'article 55 de la loi

SRU. Nécessité de poser les bases d'un droit au logement opposable. Souhait de prise en compte du logement social au cours de la deuxième lecture du projet de loi.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 1er A (supprimé)** (Réforme du zonage pour le plafonnement des aides au logement et taux d'indemnité de résidence des fonctionnaires) (p. 2812, 2813) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 35 de Mme Michelle Demessine (mise en place d'une politique volontariste et ambitieuse de construction de logements sociaux). - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national) (p. 2824) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (précision). (p. 2825) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 53 de la commission (extension du bénéfice de la décade aux structures d'hébergement d'urgence, aux aires d'accueil des gens du voyage et, dans les départements d'outre-mer, aux logements locatifs sociaux bénéficiant d'une aide de l'Etat). (p. 2826) : avec le groupe socialiste, votera l'article 1er. - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2833, 2834) : souhait de ne pas remettre en cause le seuil de 20 % de logements locatifs sociaux de la loi SRU. Contestation de l'encouragement de la vente de logements HLM à leurs occupants et de l'affectation de crédits de l'Etat à l'accession à la propriété. Encadrement indispensable de l'accession aidée à la propriété. Amendements du groupe socialiste. (p. 2842, 2843) : ses amendements n° 401 : suppression ; et n° 402 : intervention des EPCI dans la politique de l'habitat ; rejetés. (p. 2844) : son amendement n° 360 : limitation de l'application de l'article 55 de la loi SRU, modifié par l'amendement Ollier, aux communes disposant de plus de 30 % de logements locatifs sociaux ; rejeté. (p. 2846) : ses amendements n° 405, 406, 407 et 408 : modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements acquis dans le cadre de l'accession sociale à la propriété des logements sociaux ; rejetés. (p. 2855, 2856) : nécessaire prise en compte par la loi de l'avis des concitoyens et de ceux qui la mettent en application. Favorable aux amendements de suppression de l'article. (p. 2857, 2858) : intervient sur ses amendements précités n° 402 et n° 360. (p. 2859) : intervient sur son amendement n° 409 : suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété. Avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'article 5 bis B modifié.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2888) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), son sous-amendement n° 441 : suppression de paragraphes remettant en cause la portée de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. (p. 2891) : sur l'amendement n° 97 précité de la commission, son sous-amendement n° 523 : atteinte du quota de 20 % de logements sociaux par la réhabilitation, la transformation ou le conventionnement ; adopté. (p. 2894) : sur l'amendement précité n° 97 de la commission, son sous-amendement n° 522 : versement de la majoration du prélèvement ; rejeté. (p. 2906, 2907) : intervient sur son sous-amendement n° 263 : renforcement du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU, déposé sur l'amendement précité n° 97 de la commission. Problème posé par l'altération de l'article 55 de la loi SRU par l'article 57 de cette même loi. (p. 2908) : intervient sur son sous-amendement précité n° 441. (p. 2909, 2910) : avec le groupe socialiste, votera les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision) déposés sur l'amendement précité n° 97 de

la commission. (p. 2911) : nécessaire rectification du sous-amendement précité n° 347 de Mme Valérie Létard consécutive à la rectification de son sous-amendement précité n° 346. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexes ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2915) : son amendement n° 357 : extension du seuil de 1500 habitants à toutes les régions ; rejeté. (p. 2916) : intervient sur son amendement précité n° 357. Favorable à une référence à l'EPCI et non à l'agglomération au sens de l'INSEE. (p. 2919) : ses amendements n° 358 : possibilité pour le préfet de fixer en province un seuil de population inférieur à 3500 habitants pour l'application de l'article 55 de la loi SRU ; et n° 359 : possibilité pour le préfet de fixer un taux de 30 % de logements locatifs sociaux en fonction des particularités locales ; rejetés. (p. 2920) : demande de précision sur le périmètre d'application de l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage). (p. 2921) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'amendement précité n° 183 de M. Pierre Hérisson. (p. 2929, 2930) : objectif d'expression de la solidarité commune par commune pour toutes les catégories de concitoyens. (p. 2932, 2933) : interrogation sur le bien-fondé de décompter pendant cinq ans les logements déconventionnés. Avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 482 de M. Christian Demuynck (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral). (p. 2936) : ses amendements n° 265 et 266 : prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2962, 2963) : son amendement n° 378 : possibilité pour les communes d'imposer la réalisation de logements sociaux par le biais de leur PLU ; rejeté. (p. 2965) : son amendement n° 379 : précision de la notion de mixité sociale ; rejeté. (p. 2971, 2972) : son amendement n° 380 : condition d'indemnisation des servitudes d'urbanisme ; rejeté. Interrogation sur une éventuelle remise en cause du principe de non-indemnisation des servitudes d'urbanisme. (p. 2975) : son amendement n° 377 : possibilité pour les communes de délimiter des secteurs sur lesquels des logements répondant aux objectifs du PLH peuvent être programmés ; rejeté. (p. 2977) : son amendement n° 384 : suppression d'une mention inutile ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2988) : intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée d'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les constructions respectant des normes environnementales exigeantes). (p. 2990) : favorable à l'amendement n° 464 de M. Jean Desessard (intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique"). - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans) (p. 2999) : sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme), son sous-amendement n° 227 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 sexes** (p. 3002) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation des recours par les associations). - **Article 4** (art. L. 240-1 à L. 240-3 [nouveaux] et article L. 211-3 du code de l'urbanisme - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes) (p. 3006, 3007) : ses amendements n° 228 : suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 240-2 du code de l'urbanisme consacré aux ventes groupées des propriétés de l'Etat ; rejeté ; et n° 387 : modalités d'exonération de plus-value sur la cession d'un bien à une collectivité territoriale ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3009, 3010) : son amendement n° 235 : renforcement du rôle des EPCI compétents dans la création des EPFL ; adopté. (p. 3010, 3011) : importance du dépôt des amendements et du débat en deuxième lecture. Son amendement n° 395 : prise en compte des cas de juxtaposition sur un même territoire de plusieurs EPFL ; retiré. Interrogation

sur le destinataire du produit de la taxe spéciale d'équipement. (p. 3015) : intervient sur son amendement n° 232 : ajout aux recettes fiscales prises en compte dans le coefficient d'intégration fiscale de la taxe locale d'équipement pour les EPCI ayant créé un établissement public foncier. - **Article 4 ter B** (art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création de sociétés publiques locales d'aménagement) (p. 3017) : son amendement n° 391 : ouverture du capital des sociétés publiques locales d'aménagement, SPLA, à d'autres personnes publiques ; rejeté. - **Article 4 ter** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités territoriales et aux établissements publics) (p. 3023) : son amendement n° 388 : garantie de la transparence de l'information en cas d'expropriation ; adopté. - **Articles additionnels après le chapitre VI ou avant l'article 4 quater ou après l'article 10 bis** (p. 3024, 3025) : ses amendements n° 237 : suppression de l'automatisme du reversement d'une partie du prélèvement effectué sur les ressources des communes au titre de l'article 55 de la loi SRU par les EPCI dans le cadre de l'attribution de compensation ; et n° 239 : délibération de l'assemblée de l'EPCI préalable au versement de l'attribution de compensation ; retirés. - **Articles additionnels avant l'article 4 quater** (p. 3027) : son amendement n° 238 : intégration dans les critères de versement de la DSC du nombre de logements locatifs sociaux des communes membres d'un EPCI ; rejeté. - **Article 4 quinquiés** (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles) (p. 3033) : intervient sur son sous-amendement n° 396 déposé sur l'amendement n° 64 de la commission (délibération du conseil municipal dans les communes de moins de 3500 habitants préalable à la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties applicable aux terrains rendus constructibles). - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3038) : ses amendements n° 397 : cohérence ; retiré ; et n° 240 : montant de la taxe ; devenu sans objet. (p. 3040, 3041) : étonnement du renversement d'opinion. Défavorable aux amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini. - **Article additionnel après l'article 4 septies ou avant l'article 5** (p. 3044) : son amendement n° 243 : objectif de 600000 logements sociaux en cinq ans ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3052) : favorable à l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement). - **Article 5** (art. 278 sexes du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine) (p. 3053, 3054) : ses amendements n° 398 : élargissement à tous les quartiers situés en zone urbaine sensible du bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété ; et n° 399 : suppression du bénéfice du taux réduit de TVA pour les achats immobiliers de résidences principales dans un rayon de deux kilomètres autour des quartiers ANRU ; rejetés. Sur l'amendement n° 68 de la commission (bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans des îlots situés à moins de 500 mètres des quartiers ANRU), son sous-amendement n° 511 ; rejeté. (p. 3056) : son amendement n° 400 : application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociales à la propriété situées dans des quartiers faisant l'objet d'un grand projet de ville ou d'une opération de renouvellement urbain ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 3070, 3071) : son amendement n° 416 : attribution de moyens à l'ANAH pour lui permettre l'examen des conditions d'occupation du parc qu'elle conventionne ; retiré. (p. 3072, 3073) : ses amendements n° 417 : conventionnement de solidarité pour les propriétaires mettant leur bien en location aux conditions de loyer des PLUS ; devenu sans objet ; et n° 420 : justification auprès de l'ANAH des ressources du nouveau locataire par le propriétaire lors de la signature d'un nouveau bail ; retiré. (p. 3074) : ses amendements n° 418 : rapport annuel adressé par l'Agence nationale de l'habitat au Parlement sur l'occupation sociale des logements qu'elle a conventionnés ; et n° 419 : création d'un fonds mutualiste garantissant les

risques locatifs pour le parc privé conventionné et le parc social ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire") (p. 3118) : son amendement n° 249 : date du dépôt du rapport faisant le bilan des dispositifs d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs ; adopté. - **Article 7 quater** (art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété) (p. 3123, 3126) : son amendement n° 424 : impossibilité d'appliquer la procédure de déclaration d'utilité publique aux opérations immobilières faisant l'objet d'une convention d'usufruit ; rejeté. Son amendement n° 425 : prise en compte dans le calcul de l'ISF de l'investisseur privé initial des biens temporairement grevés d'un usufruit au profit d'un bailleur social ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7 sexies** (p. 3131) : avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 476 de M. Jean Desessard (référendum local préalable à tout programme de démolition-reconstruction). Défavorable à une solution unique pour les opérations de démolition. - **Article 8 bis A (priorité)** (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 3139) : son amendement n° 433 : suppression du 5° autorisant le Gouvernement à organiser l'affectation des fonds propres des nouvelles sociétés ; retiré. (p. 3142) : reprend l'amendement de Mme Valérie Létard, retiré par son auteur, n° 337 : missions des SACI dans le domaine du logement social, présence de celles-ci dans les politiques locales de l'habitat et encadrement du prélèvement opéré sur leurs fonds propres ; rejeté. (p. 3143, 3144) : avec le groupe socialiste, ne votera pas cet article non modifié. Attachement au Crédit immobilier. - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location) (p. 3146) : son amendement n° 427 : suppression ; devenu sans objet. (p. 3148, 3149) : sur l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans), ses sous-amendements n° 543, n° 428 et n° 431 ; rejetés. (p. 3154) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans). - **Article 8** (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des offices publics d'HLM) (p. 3156) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'amendement n° 87 de la commission (délai de dépôt devant le Parlement du projet de loi de ratification ramené à quatre mois). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 3164, 3165) : son amendement n° 252 : habilitation des agences immobilières à vocation sociale, AIVS, à assurer le service de gérance de logements sociaux ; rejeté. Accepte de rectifier, à la demande du rapporteur, son amendement n° 434 : possibilité pour les unions d'économie sociale, UES, d'accéder au conventionnement global. - **Article 8 quater** (art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 3169) : interrogation sur la constitutionnalité du sous-amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme) déposé sur l'amendement n° 90 de la commission (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM). Comparaison avec l'article 55 de la loi SRU. Défavorable à l'adoption du sous-amendement n° 512 précité. - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 3173) : son amendement n° 435 : inscription dans la loi de l'opposabilité du droit au logement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 3339, 3340) : sur l'amendement n° 96 de la commission (prolongation du conventionnement des logements possédés par des filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations pour une durée équivalente à la durée initiale), ses sous-amendements n° 439 et 440 ; rejetés. (p. 3349, 3350) : souhait d'obtenir des garanties par le biais de ses sous-amendements n° 439 et n° 440 précités. (p. 3356) : favorable aux amendements identiques n° 136 de Mme

Catherine Procaccia et n° 310 de M. Jean-François Voguet (obligation pour le bailleur en cas de non-renouvellement de la convention de proposer au locataire un autre logement conventionné dans la même commune ou à proximité). (p. 3357) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Jean-Paul Alduy (augmentation des crédits affectés à l'ANRU). - **Article additionnel après l'article 8 decies** (p. 3359) : son amendement n° 258 : mise en place d'une conférence départementale de l'habitat dans chaque département ; retiré. - **Article 8 undecies** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Réalisation d'études de cadrage sur l'habitat par les syndicats mixtes) (p. 3360) : son amendement n° 259 : participation à l'élaboration du PLH par les associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et de l'art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3365, 3366) : son amendement n° 268 : suppression de la création d'une nouvelle priorité pour l'attribution de logements sociaux ; rejeté. (p. 3368, 3369) : son amendement n° 269 : attribution d'une voie délibérative aux associations représentant les personnes défavorisées et siégeant dans les commissions d'attribution des logements locatifs sociaux ; rejeté. (p. 3370, 3371) : ses amendements n° 270 : équilibre des collèges dans la nouvelle commission de médiation ; et n° 271 : précision des motifs de saisine de la commission ; rejetés. (p. 3373) : son amendement n° 273 : établissement par la commission de médiation d'un état annuel des avis rendus et transmission de celui-ci ; adopté. (p. 3379) : défavorable à l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). (p. 3380) : intervient sur son amendement précité n° 268. - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3385, 3386) : son amendement n° 275 : abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS ; adopté. (p. 3390) : favorable à l'amendement n° 106 de la commission (conditions dans lesquelles le mécanisme de suppléments de loyer de solidarité peut être décliné sur le plan territorial). Intervient sur son amendement précité n° 275.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires) (p. 3461, 3462) : sur l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté), son sous-amendement n° 455 ; devenu sans objet. Ses amendements n° 453 et 454 : précision de la notion de frais nécessaires ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3419, 3420) : son amendement n° 2 : bénéfice du taux réduit de TVA pour les ménages dont l'habitation est raccordée à un réseau de chaleur ; devenu sans objet. (p. 3421, 3422) : son amendement n° 284 : application du taux réduit de TVA à l'abonnement et à la part variable de la facture des réseaux de chaleur alimentés majoritairement par des énergies renouvelables ; devenu sans objet. (p. 3424) : interrogation sur les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 113 de la commission (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur et à la fourniture de chaleur produite au moins à 80 % à partir d'énergies renouvelables provenant de la biomasse) et sur le sort des autres amendements. Soutien indispensable des collectivités territoriales favorisant la mise en place de réseaux de chaleur, de chaufferies au bois et de géothermie. (p. 3426, 3427) : favorable à la prise en compte de la récupération de l'énergie calorifique des usines d'incinération des ordures ménagères. Sur l'amendement précité n° 113 de la commission, son sous-amendement n° 550 ; rejeté. (p. 3429) : votera l'amendement précité n° 113 de la commission malgré l'insuffisance de celui-ci. (p. 3433) : favorable à l'amendement n° 499 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communautés

de communes ne disposant pas d'un CIAS de gérer des résidences pour personnes âgées). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3476) : favorable au retrait de l'amendement n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3481, 3482) : insuffisance des avancées. Remerciements au rapporteur, au président de la commission des affaires économiques et au ministre. Absence de véritable engagement national pour le logement. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3444) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 548 du Gouvernement (allongement du délai en vue d'une demande d'aide au titre du dispositif exceptionnel créé à la suite de la sécheresse de 2003). (p. 3445) : intervient sur l'amendement n° 549 de la commission (renforcement des performances énergétiques des logements sociaux construits en 2007, 2008 et 2009). - **Article 17** (art. 35 de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - *Avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers*) (p. 3446, 3447) : son amendement n° 447 : complément de la liste des clauses abusives dans les baux d'habitation régis par la loi du 6 juillet 1989 ; adopté. - **Article 18 bis** (art. 20 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs - *Extension des compétences des commissions départementales de conciliation aux litiges relatifs à la décence des logements*) (p. 3449, 3450) : ses amendements n° 449 : renforcement des pouvoirs du juge en matière de réduction de loyer en cas de non-réalisation des travaux de mise en conformité par le propriétaire condamné à les réaliser et n° 450 : possibilité pour le locataire d'être assisté par une association agréée en cas de contentieux sur la décence du logement ; adoptés. (p. 3451) : son amendement n° 448 : maintien des aides au logement en cas de saisine de la commission départementale de conciliation en vue d'une action en justice ; retiré. - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 3452) : son amendement n° 452 : liste des documents que le bailleur peut demander au candidat à la location ; retiré. - **Article 19 A** (art. 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Imputation des frais de relance en cas de recouvrement d'une créance par un syndicat de copropriétaires*) (p. 3461, 3462) : sur l'amendement n° 123 de la commission (prise en charge par le copropriétaire cédant des actes liés à la réalisation de l'état daté), son sous-amendement n° 455 ; devenu sans objet. Ses amendements n° 453 et 454 : précision de la notion de frais nécessaires ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3470) : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 3476) : favorable au retrait de l'amendement n° 477 de M. Jean Desessard (lutte contre les discriminations dans l'attribution des logements sociaux grâce à l'anonymat du demandeur). (p. 3481, 3482) : insuffisance des avancées. Remerciements au rapporteur, au président de la commission des affaires économiques et au ministre. Absence de véritable engagement national pour le logement. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3828, 3829) : faible développement de l'autopartage en France. Complément à la chaîne des modes de transport alternatifs à la voiture particulière. Définition et objectifs. Nouvel outil à la disposition des intercommunalités et des autorités organisatrices de transport pour réguler l'évolution du parc de véhicules particuliers.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Article 3** (art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 5563) : son amendement n° 378 : consultation des

fédérations d'associations de pêche de loisirs et de pêche professionnelle ; retiré. - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 5566, 5568) : ses amendements n° 321 : prise en compte des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau à protéger ; et n° 322 : prise en compte de la biodiversité aquatique dans la notion de continuité écologique ; rejetés. (p. 5571) : son amendement n° 324 : mise en conformité des ouvrages existants sans délai supplémentaire ; retiré. - **Article 7** (art. L. 216-4 et L. 216-9 du code de l'environnement - *Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) (p. 5584) : son amendement n° 333 : instauration d'une peine complémentaire consistant en une astreinte de 3000 euros par jour ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - *Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5652, 5653) : intervient au nom de Mme Yolande Boyer. Mise en échec des objectifs fixés par le code de la santé publique, par le code de l'environnement et celui de l'urbanisme. Exemple de la Bretagne. (p. 5656) : son amendement n° 344 : suppression partielle ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23** (art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement*) (p. 5667) : favorable à l'amendement n° 406 de M. Jean-François Le Grand (simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales). - **Article 23 ter** (art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - *Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie*) (p. 5670) : intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant). - **Article additionnel après l'article 24 quinquies** (p. 5674) : intervient sur l'amendement n° 430 de M. Bernard Murat (possibilité pour les communes d'inscrire les dépenses entraînées par la mise en oeuvre des dispositions relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en section d'investissement du budget communal).

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6792) : soutient l'amendement n° 108 de M. Roland Courteau (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3** (art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6850, 6851) : portée insignifiante de la mesure pourtant annoncée comme une grande avancée. Affaiblissement de la crédibilité des institutions politiques.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété [n° 29 (2006-2007)]** - (6 novembre 2006) - **Article 1er** (*Ratification et modification de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété*) (p. 7605) : demande de précision sur le contenu de l'ordonnance et notamment sur le seuil à partir duquel l'activité des SACICAP de favoriser l'accession à la propriété sera considérée "à titre principal". - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7608) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7635) : nécessité d'appliquer strictement la règle de construction de 20 % de logements sociaux. Objectif de désenclavement des quartiers par le financement des infrastructures de transport. Rétablissement de la police de proximité. Restauration de l'autorité de la Délégation interministérielle à la ville, DIV.



- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7660, 7661).

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7678, 7679).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Politique des territoires**

- (7 décembre 2006) (p. 9743, 9744) : crédits de cette mission et modalités d'attribution. Pôles d'excellence rurale. Risque de rupture territoriale. Conventions interrégionales de massif. Assistance technique de l'Etat aux petites communes. - **Article additionnel après l'article 50 bis** (p. 9755, 9756) : son amendement n° II-225 : création d'un groupement d'intérêt public de gouvernance ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 10414, 10416) : son amendement n° 69 : extension aux terrains classés constructibles par un POS de la taxe forfaitaire de cession de terrains instituée par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

adopté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10448) : son amendement n° 68 : prolongement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des organismes de logements sociaux en zone urbaine sensible ; rejeté. - **Article 22 bis** (*Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité*) (p. 10452) : son amendement n° 194 : versement d'une part des redevances hydrauliques aux EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels coule le cours d'eau utilisé ; retiré (p. 10456, 10457).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 36 quaterdecies** (*Adaptation du mode de calcul du ticket modérateur dans le cas des EPCI à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 du fait d'un transfert de compétences*) (p. 10670, 10672) : son amendement n° 203 : réfaction dégressive du ticket modérateur pour les collectivités territoriales ou EPCI devant faire face à un appel en garantie ; retiré. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 10702, 10703) : son amendement n° 208 : élargissement du champ d'application de la disposition de la loi portant engagement national pour le logement selon laquelle les communes peuvent majorer le coefficient d'occupation des sols afin de faciliter la réalisation de logements sociaux ; rejeté.



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 467 (2005-2006)] relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 70 (2006-2007)] (15 novembre 2006) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 19** (*art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1537, 1538) : double problème posé par cet article au caractère anticonstitutionnel. Critiques concernant la notion de transaction. Mauvaise garantie des droits de la défense. Nécessité de préserver le rôle de la justice en matière de sanction des discriminations. (p. 1542, 1543) : sur l'amendement de la commission des lois saisié pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire), ses sous-amendements n° 418 et n° 420 ; rejetés ; et n° 419 ; retiré. (p. 1546) : intervient sur l'amendement de la commission des

lois saisié pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 21** (*art. L. 225-3-1 du code pénal - Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1552) : son amendement n° 421 : mise en place d'un double dispositif permettant l'encadrement strict sur le plan juridique de la méthode du "testing" ; rejeté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 mars 2006) (p. 2001) : précise qu'il s'est abstenu lors du vote sur l'ensemble du projet de loi pour l'égalité des chances, ainsi que son collègue Philippe Darniche.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (15 mars 2006) - **Article 8** (*Intitulé de la section 2 du chapitre 1er de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 2147) : son amendement n° 157 : définition du contenu et des modalités de mise en oeuvre des formations de fonctionnaires territoriaux par le CNFPT ; retiré. - **Article 12** (*art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2163) : défavorable à l'amendement n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales). - **Article 13** (*art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2168) : son amendement n° 160 : simplification du dispositif de transfert des concours et des financements subséquents ; adopté. (p. 2170) : son amendement n° 161 : possibilité pour les centres de gestion de faire appel au CNFPT en matière d'organisation des concours ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (16 mars 2006) (p. 2279) : estime déplacée l'intervention d'un président d'université de l'académie de Nantes demandant le retrait du CPE.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)] (suite)** - (16 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2280, 2281) : son amendement n° 155 : monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p. 2452, 2453) : objectifs irréalistes de la stratégie de Lisbonne. Mise en avant de trois problèmes majeurs : impréparation des élargissements, stratégie "non-coopérative" et divergences entre les économies européennes. Révision indispensable des grands équilibres macro-économiques européens et des réformes micro-économiques des Etats.

- **Question orale avec débat de M. Guy Fischer sur les conditions de transfert du revenu minimum d'insertion aux départements** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3246, 3247).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3519, 3521) : risque d'un excès de protection des oeuvres. Enjeux économiques fondamentaux : pratiques anticoncurrentielles ; essor du logiciel libre en France. Compatibilité entre propriété intellectuelle et interopérabilité. Défavorable aux mesures proposées par la commission dans ce domaine. Problème des logiciels espions. Refus d'interdire le peer to peer. Volonté de consolider le droit à la copie privée. Equilibre du texte voté par l'Assemblée nationale.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité*) (p. 3671) : caractère essentiel de l'interopérabilité. Pratique anticoncurrentielle de Microsoft. Rôle économique du logiciel libre. Différence entre une interopérabilité éventuelle et une interopérabilité de droit. Refus de sacrifier la liberté à la protection. (p. 3673, 3682) : sur l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection), ses sous-amendements n° 188 : exclusion du champ des mesures techniques de protection de leurs éléments constitutifs ; adopté ; n° 189 : obligation des fournisseurs de mesures techniques de protection en matière d'interopérabilité ; n° 190 : procédure garantissant l'interopérabilité ; n° 191 : frais donnant lieu à compensation pour la fourniture d'informations essentielles à l'interopérabilité ; rejetés. (p. 3685) : ne votera pas l'amendement n° 17 de la commission (consécration juridique des mesures de protection).

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3707, 3708) : défavorable à l'amendement n° 18 de la commission (mise en oeuvre de l'interopérabilité). - **Article 7 bis** (*Déclaration préalable de certains logiciels*) (p. 3710) : dangers des logiciels espions. Défavorable à l'amendement n° 19 de la commission (suppression). - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - *Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3716) : son amendement n° 187 : nombre minimum de copies privées ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - *Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3723) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement de la commission n° 21 (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection). - **Article 12 bis** (art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels*) (p. 3735, 3737) : son amendement n° 186 : exclusion du champ d'application de l'article des logiciels destinés à l'échange de fichiers professionnels ou à l'échange autorisé de fichiers protégés par le droit d'auteur ; devenu sans objet. (p. 3737) : favorable aux amendements identiques n° 159 de M. Jack Ralite et n° 212 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression). - **Article 13** (art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - *Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur*) (p. 3740) : défavorable à l'amendement n° 23 de la commission (application des sanctions aux actes réalisés à des fins d'interopérabilité). - **Article 14** (art. L. 335-4-1 et L. 335-4-2 du code de la propriété intellectuelle - *Sanctions des atteintes aux mesures techniques*

*de protection et d'information protégeant des droits voisins*) (p. 3742) : votera l'article 14.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) (p. 4647, 4648) : absence de prise en compte par le Gouvernement du "non" français à la Constitution européenne. Trois exemples. Dénonce l'organisation d'un contournement du verdict des urnes. Nécessité de donner un contenu au concept d'"Europe des projets".

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5972) : soutient l'amendement n° 128 de M. Louis de Broissia (articulation des actions de prévention de la délinquance des maires avec les compétences d'action sociale du département) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 324 de M. Michel Mercier. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles - *Délégation des compétences du département en matière d'action sociale aux communes*) (p. 5987) : soutient l'amendement n° 130 de M. Louis de Broissia (renvoi à une convention pour la définition des conditions de mise à la disposition de la commune des services du conseil général) ; adopté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6464, 6466) : au nom de ses collègues ne figurant sur la liste d'aucun groupe. Réalité inquiétante du contexte énergétique : croissance de la consommation mondiale, doublement de la part du gaz dans la consommation énergétique, hyperconcentration des gisements et taux record de dépendance énergétique de la France. Amélioration indispensable de l'indépendance énergétique : économie d'énergie, maîtrise de l'activité gaz naturel liquéfié, GNL, renforcement de la sécurité d'approvisionnement et constitution d'acteurs mondiaux. Euro-compatibilité de l'alliance GDF-Suez. Renforcement des obligations de service public dévolues au nouveau groupe. Mise en place d'une autorité administrative de régulation indépendante.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 6813) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 51 (principe de l'autonomie financière de la Commission de régulation de l'énergie et dotation de la personnalité morale à cette commission) et n° 52 (modalités de mise en place d'une contribution spécifique sur les factures d'électricité et de gaz).

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 2 bis** (art. 28 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Réforme de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 6833) : sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression), son sous-amendement n° 760 : attribution à la CRE d'une mission de veille et d'alerte sur le respect des obligations de service public incombant aux opérateurs ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 8475, 8477) : couverture du territoire par la TNT et par voie satellitaire. Evaluation du dividende numérique. Enjeux de la télévision mobile personnelle. Propositions de la commission. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - *Modernisation audiovisuelle*) (p. 8513, 8516) : son amendement n° 23 : taux de couverture du territoire par la TNT ; adopté. (p. 8517) : ses amendements n° 26 (mise en place d'une offre satellitaire unique et gratuite) ; devenu sans objet ; n° 24 (coordination) et n° 25 (conditions de prorogation d'autorisations pour les nouveaux entrants) ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8551) : son amendement n° 27 : coordination ; adopté. (p. 8553, 8554) : ses amendements n° 28 (précision) et n° 29 (suppression des dispositions relatives à la mise à disposition gratuite d'une offre satellitaire composée des chaînes nationales diffusées en analogique) ; adoptés. (p. 8560) : son amendement n° 30 : conditions d'éligibilité au fonds d'aide aux téléspectateurs les plus démunis ; adopté après modification par le sous-amendement n° 117 de M. Jean-Claude Carle. - **Article 2** (art. 21 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Libération des fréquences analogiques) (p. 8578, 8580) : son amendement n° 21 : procédure de réaffectation des fréquences ; adopté après modification par le sous-amendement n° 84 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8588) : sur l'amendement n° 143 de M. Ambroise Dupont (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions conclues avec les communes ou leurs groupements pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câblés), son sous-amendement n° 158 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 8 ou après l'article 16** (p. 8599) : son amendement n° 32 : impossibilité pour un contrat d'exclusivité de faire obstacle à la reprise d'événements d'importance majeure sur un autre réseau de communications électroniques ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 8603, 8604) : accepte l'amendement n° 144 de M. Ladislav Poniatowski (nomination du président de l'ARCEP après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 8614) : son amendement n° 31 : mise en oeuvre de contrôles d'accès appropriés aux services de télévision mobile personnelle ; adopté. - **Article 9** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Régime d'autorisation des services de

télévision en haute définition et de télévision mobile personnelle) (p. 8618) : son amendement n° 33 : définition de la notion de télévision mobile personnelle ; adopté. (p. 8619) : accepte l'amendement n° 139 de Mme Marie-Christine Blandin (prise en compte du niveau d'émission d'ondes électromagnétiques dans le choix des candidats). (p. 8620) : son amendement n° 34 : rédaction ; adopté. (p. 8622) : sur l'amendement n° 13 de la commission (critères d'octroi des autorisations aux services de télévision mobile personnelle), son sous-amendement n° 36 ; adopté. (p. 8624, 8625) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de Mme Marie-Christine Blandin (conditions d'octroi des autorisations pour les services de télévision mobile personnelle). (p. 8627, 8628) : s'oppose à l'amendement n° 138 de Mme Marie-Christine Blandin (cartographie par l'Agence nationale des fréquences des emplacements et des niveaux cumulés d'émissions électromagnétiques). - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle) (p. 8632, 8636) : ses amendements n° 37 (pour les services de télévision mobile personnelle, association des exploitants de réseaux à la société chargée de gérer le multiplex) ; n° 38 (précision) ; et n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services) ; adoptés. - **Article 13** (art. 30-6 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Autorisation de services de communication audiovisuelle autres que de télévision et rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle) (p. 8639) : son amendement n° 40 : contenu du rapport présenté par le CSA ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8662) : remerciements. Attention portée au contenu culturel.

**REVEY (Charles)**  
sénateur (Seine-Maritime)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire le 16 janvier 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme (23 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 202 (2005-2006)] au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route (E 2970) [n° 352 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Fonction publique - Transports - Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 80 tome 10 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Transports.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Article 4** (art. L. 331-4 et art. L. 331-4-1 et L. 331-4-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation des activités et des travaux dans les espaces protégés) (p. 431) : défavorable aux amendements identiques n° 129 de Mme Evelyne Didier et n° 156 de M. Jean Desessard (limitation des constructions nouvelles sur le territoire des communes situées en bordure des zones du coeur d'un parc national, mais n'ayant pas adhéré à sa charte). Son expérience, dans son canton, des conséquences problématiques de l'établissement de périmètres trop importants. - **Article 9** (art. L. 331-14, L. 331-14-1 [nouveau] et L. 331-15 du code de l'environnement - Dispositions particulières aux départements d'outre-mer et aux espaces maritimes) (p. 444) : votera le sous-amendement n° 189 du Gouvernement (possibilité, pour l'établissement public du parc national de proposer aux autorités administratives compétentes, des régimes particuliers pour la pêche, la circulation en mer et la gestion du domaine public maritime dans le coeur du parc) sur l'amendement n° 25 de la commission (transfert au directeur du parc national des compétences en matière de police en mer sur les seules eaux incluses dans le coeur du parc). S'interroge néanmoins sur les raisons de conforter la responsabilité du préfet maritime ou du maire, en dépit de leur impossibilité d'assurer la mission de sécurité dans un port autonome. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 448) : soutient l'amendement n° 101 de M. Ambroise Dupont (élargissement aux réserves naturelles des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 461) : soutient l'amendement n° 100 de M. Ambroise Dupont (clarification du régime de l'applicabilité des règles du code de l'environnement en supprimant toute distinction entre les réserves) ; retiré. - **Article 14** (Dispositions diverses) (p. 484) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-François Le Grand (extension aux réserves naturelles de la protection prévue par le code minier en cas de travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine) ; adopté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Article additionnel avant le titre Ier (avant l'article 1er) (précédemment réservé)** (p. 1664) : aurait peut être voté l'amendement de M. Nicolas About n° 823 (légalisation de statistiques phénotypes pour l'exploitation des résultats du recensement de la population) s'il avait été maintenu. Présentation pertinente du problème. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1669) : favorable à l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1677, 1678) : ne votera pas l'amendement n° 592 de Mme Annie David (renforcement de la démocratie dans les lycées en permettant l'expression citoyenne de la jeunesse). (p. 1690) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 595 de Mme Annie David (caractère exceptionnel du redoublement accompagné de dispositifs particuliers).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 2135) : intervient sur

l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion). Interrogation sur l'association à ce centre des collectivités locales non affiliées.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM) (p. 2478) : intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Françoise Férat (liste des informations ne pouvant rester confidentielles).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2779, 2781) : action du Gouvernement pour développer la construction de logements sociaux. Proposition de simplification des procédures par ses amendements. Restriction de l'accession à la propriété en raison de la hausse du coût du foncier. Recours à la procédure de révision simplifiée. Favorable au pouvoir décisionnaire des maires et élus locaux en matière d'urbanisme et de constructibilité des terrains.

- **Suite de la discussion** (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2845) : son amendement n° 369 : inscription des logements acquis dans le cadre de l'accession sociale à la propriété dans les comptes des logements sociaux jusqu'à la fin du remboursement de l'emprunt ; retiré. (p. 2858, 2859) : demande de précision sur la location-accession.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2909) : intervient sur les sous-amendements de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision) déposés sur l'amendement précité n° 97 de la commission. (p. 2910) : interrogation sur l'application du sous-amendement précité n° 346 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexes ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2939, 2940) : défavorable à l'amendement n° 266 de M. Thierry Repentin (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 2** (art. L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4 et L. 123-12-1, L. 230-4-1 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Modification des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols) (p. 2971) : favorable à l'amendement n° 490 de M. Daniel Dubois (participation des organismes d'HLM à l'élaboration des PLU). (p. 2976) : son amendement n° 363 : simplification de la procédure permettant à une commune de majorer le COS pour améliorer la production de logements sociaux ; rejeté. (p. 2979) : intervient sur son amendement précité n° 363. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2982) : son amendement n° 365 : possibilité d'élargir les zones constructibles des communes dotées d'un document d'urbanisme ; retiré. (p. 2991) : son amendement n° 366 : modalités de transformation d'une cour-masure en maison d'habitation ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3392) : favorable aux amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 3** (art. L. 311-8

[nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition du retrait de la carte de séjour temporaire et de la carte de séjour « compétences et talents » (p. 4462) : ne se ralliera pas au sous-amendement n° 522 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rédaction) sur l'amendement n° 5 de la commission (impossibilité de retirer la carte de séjour temporaire "salarié" pendant la durée du contrat de travail au seul motif que l'étranger a été involontairement privé de son emploi) auquel il est favorable.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 26 bis A** (art. L. 1321-7 du code de la santé publique - Mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales) (p. 5699) : son amendement n° 198 : suppression de la procédure d'autorisation de distribution d'eau potable par réseau ; retiré. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5701) : son amendement n° 199 : suppression du caractère obligatoire de l'avis de la commission consultative des services publics locaux ; retiré. (p. 5709) : son amendement n° 200 : limitation de la possibilité d'adopter un tarif dégressif pour les collectivités utilisant plus de 30 % d'eau provenant d'une zone de répartition ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 5720, 5721) : son amendement n° 201 : extension aux syndicats de communes de la mesure permettant le regroupement de deux syndicats mixtes ; retiré. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5732) : son amendement n° 202 : création et développement de syndicats départementaux ou interdépartementaux chargés de l'ensemble de la politique de l'eau ; retiré. (p. 5734) : favorable à une réflexion pour inciter les collectivités territoriales à se pencher sur le problème de l'eau. - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) (p. 5735) : sur l'amendement n° 75 de la commission (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement), ses sous-amendements n° 203 et 204 ; retirés. (p. 5739) : intervient sur ses sous-amendements n° 203 et n° 204 précités.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5780) : demande de précisions sur l'amendement de la commission n° 88 (établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement) tout en y étant favorable. Maintien dans le texte de deux expressions pour "modernisation des réseaux de collecte" et "pour stockage en période d'étiage". (p. 5793) : favorable à l'amendement n° 303 de M. Jean Bizet (en cas d'une extension de l'exploitation, octroi de nouvelles aides à la mise aux normes des bâtiments d'élevage après extinction des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA, et modulation de la redevance). Exemple des éleveurs de Seine-Maritime. (p. 5807, 5808) : favorable à l'amendement n° 155 de M. Gérard César (réduction de moitié du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses applicable aux fongicides).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 6068) : soutient l'amendement n° 175 de M. Alex Türk (précision du contenu du décret d'application relatif aux fichiers mis en place par les maires afin de recenser les enfants en âge scolaire) ; adopté après rectification suggérée par la commission.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (22 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8643, 8646) : soutient l'amendement n° 123 de M. Roger Karoutchi (définition de l'oeuvre audiovisuelle) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8800) : favorable à l'amendement n° I-8 de la commission (extension des compétences de la Fondation du patrimoine au patrimoine privé classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire et bénéfice de réductions d'impôts ouvertes aux donateurs privés). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8812, 8813) : soutient l'amendement n° I-142 de M. Jacques Blanc (extension du bénéfice du crédit d'impôt de l'article 200 quinquies du code général des impôts aux dépenses d'acquisition de véhicules automobiles de démonstration fonctionnant avec des carburants alternatifs) ; retiré.

- Au nom de la commission des affaires économiques. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8831) : son amendement n° I-29 : extension du crédit d'impôt recherche aux certificats d'obtention végétale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8869, 8870) : son amendement n° I-227 : utilisation pure de diester dans les flottes captives de véhicules ; retiré. Expérimentation en Seine-Maritime. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8894, 8895) : son amendement n° I-30 : restitution à RFF du produit des cessions des éléments d'actif ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9091, 9092) : situation de la SNCF. Evolution des investissements. Fret ferroviaire. Réseau ferré situé à l'intérieur des limites du port du Havre. Mise en service du premier tram-train. Maintien à niveau du réseau ferroviaire existant. (p. 9093, 9094) : mission "Contrôle et exploitation aériens" : hausse des dépenses de personnels et des coûts de fonctionnement. Conjoncture internationale du trafic aérien. Redevances aéroportuaires.

**REVOL (Henri)**  
sénateur (Côte-d'Or)  
UMP-A

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire le 13 décembre 2006.

Rapporteur de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 326 (2001-2002)] relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 231 (2005-2006)] (1er mars 2006) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 286 (2005-2006)] relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 357 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 315 (2005-2006)] de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 358 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Environnement - Énergie**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 80 tome 6 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 1838, 1840) : réussite française dans le domaine nucléaire. Progrès en matière de transparence. Absence de base législative pour la réglementation du nucléaire. Consensus dégagé sur cette question. Instauration d'un régime légal complet en matière d'installations nucléaires et de transport des déchets. Amendements proposés par la commission. Recommande l'adoption de ce texte.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 11** : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Yves Coquelle (participation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'élaboration du Plan d'urgence interne dans les installations nucléaires de base). - **Article 12** (*Définition des installations nucléaires de base et du régime juridique applicable*) (p. 1948, 1949) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 67, 68 et 69 : modification de l'articulation interne de l'article ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet portant sur le même objet n° 245 et 125 (alignement du régime des installations nucléaires de base sur celui des installations classées), ainsi qu'à son sous-amendement n° 244 à son amendement n° 67 précité, et à son amendement n° 126 (application des garanties de précaution et de protection du droit commun aux installations nucléaires de base). (p. 1950, 1952) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 129 (intégration des installations prévues pour le stockage, le dépôt ou l'utilisation de substances radioactives à la liste des installations nucléaires de base), n° 130 (intégration des installations destinées au stockage ou au dépôt de déchets radioactifs à la liste des installations nucléaires de base) et n° 127 (application des régimes spécifiques dont ils relèvent aux équipements et installations implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Piras portant sur le même objet n° 296 et 297 (élargissement de la liste définissant les installations nucléaires de base). Ses amendements n° 70 et 71 :

rédaction ; adoptés. - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1954, 1955) : ses amendements, identique à l'amendement n° 131 de Mme Dominique Voynet, n° 73 : limitation de l'autorisation de création d'une installation nucléaire de base ; retiré ; n° 72 : coordination ; et n° 74 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 299 de M. Bernard Piras (mention de garanties financières dans le décret d'autorisation). S'oppose à l'amendement n° 247 de Mme Dominique Voynet (suppression de l'avis de la Haute autorité de sûreté nucléaire). (p. 1956, 1958) : ses amendements n° 75 et 76 : rédaction ; adoptés ; n° 77 : précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° 323 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 78 : rédaction et précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° 240 de M. Christian Gaudin qu'il accepte ; n° 79 : rédaction ; adopté. Sur les amendements de Mme Dominique Voynet, s'oppose aux n° 133 (réaffirmation du rôle de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection) et n° 189 (suppression partielle), et demande le retrait du n° 134 (précision et rédaction). S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 235 (garantie du monopole d'EDF pour l'exploitation des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire) et n° 233 (suppression de la mise en oeuvre de la procédure allégée pour certaines demandes d'autorisation). (p. 1959, 1961) : ses amendements n° 80, 83 et 84 : précision ; et n° 81 : suppression d'une mention inutile ; adoptés. Son amendement n° 82 : rédaction ; retiré. S'oppose aux amendements analogues de Mme Dominique Voynet n° 135, n° 136 (suppression d'une référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire) ainsi qu'au n° 137 (augmentation de la périodicité des examens de sûreté) du même auteur, et au n° 231 de M. Yves Coquelle (raccourcissement de la périodicité des examens de sûreté). (p. 1962, 1965) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Yves Coquelle (systématisation de la suspension du fonctionnement de l'installation en cas de risque imminent). Ses amendements n° 85 : coordination ; n° 86 : simplification ; n° 88, 89 et 91 : rédaction ; n° 90 : correction d'une erreur matérielle ; n° 92 : imposition d'un décret pour mettre fin à l'autorisation de l'installation ; n° 93 : simplification ; et n° 94 : précision ; adoptés. Son amendement, identique à l'amendement n° 138 de Mme Dominique Voynet auquel il s'oppose, n° 87 : suppression d'une référence à la limitation des risques ; retiré. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 139 (suppression de la référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire) et n° 140. - **Article 13 bis** (*Règles techniques générales relatives aux installations nucléaires de base*) : Ses amendements n° 95 : coordination ; et n° 96 : rédaction ; adoptés. - **Article 13 ter** (*Détermination de servitudes d'utilité publique autour des INB*) : son amendement n° 97 : rédaction ; adopté. - **Article 14** (*Modalités particulières s'appliquant aux INB pour la conduite des enquêtes publiques*) (p. 1965, 1966) : son amendement n° 98 : alignement des dispositions relatives au permis de construire des INB sur celles des installations classées pour la protection de l'environnement ; adopté. Sur son amendement n° 98 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Dominique Voynet n° 144 (mise en place d'un délai minimum de trois mois avant la délivrance du permis de construire) et n° 143 (mise en place d'un délai maximal de cinq ans pour l'engagement des travaux autorisés). - **Article 14 bis** (*Mesures transitoires pour les installations existantes et régulièrement mises en service*) (p. 1967) : accepte l'amendement n° 241 de M. Christian Gaudin (précision). Ses amendements n° 99 et 100 : précision ; et n° 101 : coordination ; adoptés. - **Article 14 ter** (*Arrêt et démantèlement des INB par décret en Conseil d'Etat*) (p. 1968, 1969) : ses amendements n° 102 : simplification ; n° 103 : rédaction ; n° 104 : coordination ; adoptés ; et n° 105 : suppression de la mention de la réduction des risques ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 195 de Mme Dominique Voynet, identique à son amendement précité n° 105. A titre personnel, accepte l'amendement n° 324 du Gouvernement (notion de "limitation des risques de manière suffisante" en remplacement de celle de "réduction des risques"). - **Article 14 quater** (*Régime d'autorisation des transports de matières radioactives*) : s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 15** (*Décret fixant les modalités d'application des dispositions du chapitre*) (p. 1970) : ses amendements n° 106 : simplification et n° 107 : rédaction ;

adoptés. S'oppose à l'amendement n° 194 de Mme Dominique Voynet (suppression de la procédure simplifiée pour l'autorisation des installations). - **Article 16** (*Attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1971) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Bernard Piras (impossibilité de recruter des agents contractuels pour occuper les fonctions d'inspecteur de la sûreté nucléaire). Son amendement n° 108 : rédaction ; adopté. - **Article 17** (*Mise en demeure des exploitants par la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1972, 1973) : ses amendements n° 109 : restitution à l'exploitant de la somme qu'il a dû consigner au fur et à mesure de l'exécution des travaux ; n° 110 : rédaction ; n° 111 : encadrement de la faculté du ministre de s'opposer à une décision individuelle prise par la Haute autorité ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 300 de M. Bernard Piras (arrêt immédiat des installations fonctionnant sans autorisation). - **Article 18** (*art. 1920 du code général des impôts - Régime des consignations financières*) : son amendement n° 112 : précision que le délai de quinze jours s'applique à la décision du juge sur le caractère suspensif du recours et non sur le fond ; adopté. - **Article 22** (*Constatation des infractions par les inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1974, 1975) : ses amendements n° 114, 115 et 116 : rédaction et n° 113 : simplification ; adoptés. - **Article 23** (*Autorisation d'effectuer des prélèvements d'échantillons*) : son amendement n° 117 : définition des conditions de réalisation des prélèvements d'échantillon ; adopté. - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976, 1977) : ses amendements n° 118 : réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident ; rejeté ; et n° 119 : suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire ; adopté. - **Article 29** (*art. L. 142-2 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations agréées de protection de l'environnement d'exercer les droits reconnus à la partie civile*) : son amendement n° 120 : rédaction ; adopté. - **Article 30** (*Obligations d'information en cas d'accident ou d'incident*) (p. 1978) : son amendement n° 121 : précision ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 209 de M. Alain Fouché (information du président de la CLI). - **Article 31** (*art. L. 1333-3 à L. 1333-5, L. 1337-1-1, L. 1337-6, L. 1333-14, L.1333-17 et L. 1333-20 du code de la santé publique - Coordination avec le code de la santé publique*) (p. 1980, 1982) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 200, 201, 202, 203 et 204 (suppression partielle). Ses amendements n° 122 : rédaction ; et n° 123 : suppression de la condition d'homologation des décisions de retrait d'autorisation ; adoptés. - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1983) : s'oppose aux amendements de suppression partielle de Mme Dominique Voynet n° 205 et 206, au n° 301 de M. Bernard Piras (suppression) et au n° 237 de M. Yves Coquelle (application du droit commun du travail à l'inspection du travail dans les installations nucléaires de base). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1985) : son amendement n° 124 : faculté donnée aux préfets d'imposer des obligations de coopération aux INB non directement indispensables à la survie de la nation ; adopté. - **Article 36** (*Mesures transitoires*) : accepte l'amendement n° 325 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle). - **Article 38** (*Personnels de la Haute autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1986) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Bernard Piras (mise en place d'un concours spécifique permettant aux contractuels d'accéder au corps des fonctionnaires).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 4112, 4114) : bilan des quinze années écoulées depuis le vote de la loi Bataille. Texte mettant en place un calendrier d'entrée en vigueur des différentes solutions. Apport de deux éléments essentiels : véritable collectif de gestion nationale de toutes les substances radioactives et cadre législatif pour le démantèlement des installations nucléaires. Accompagnement socio-économique des territoires concernés par un éventuel stockage. Améliorations apportées par l'Assemblée nationale.

Amendements de la commission des affaires économiques du Sénat. Appel à une adoption de ce texte à l'unanimité des représentants de la Nation. - **Intitulé du titre 1er** (p. 4143) : accepte l'amendement n° 76 de M. Bernard Piras (insertion de l'adjectif "durable" après le mot "gestion"). - **Article additionnel avant l'article 1er A** : Son amendement, identique à l'amendement n° 77 de M. Bernard Piras, n° 1 : nouvel intitulé du chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement ; adopté. - **Article 1er A** (*art. L. 542-1 du code de l'environnement - Principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs*) : ses amendements n° 2 et 3 : rédaction ; et n° 4 : élargissement du principe de responsabilité à l'ensemble de la gestion des déchets radioactifs et des combustibles usés ; adoptés. Accepte l'amendement n° 124 de M. Gérard Longuet (insertion de l'adjectif "durable" après les mots "La gestion" dans l'article L. 542-1 du code de l'environnement). S'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Dominique Voynet (mise en oeuvre de la réduction à la source des déchets radioactifs) ainsi qu'au sous-amendement n° 160 de M. Bernard Piras à son amendement n° 3 précité. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4145, 4146) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Bernard Piras (poursuite des recherches sur l'entreposage de longue durée). - **Article 1er** (*Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs*) (p. 4146, 4150) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 57 (suppression de la mise en exploitation d'un prototype d'installation avant fin 2020), n° 58 (suspension du retraitement des combustibles irradiés) et n° 59 (garantie de la poursuite des études et des recherches concernant le stockage jusqu'en 2015) ainsi qu'aux amendements de M. Gérard Longuet n° 125 (poursuite des études et recherches sur le confinement à très long terme à partir des études réalisées sur le site du laboratoire souterrain et garantie de la réversibilité du centre de stockage de Bure jusqu'à la décision de fermeture définitive du site) et n° 128 (incitation au financement de recherches sur le conditionnement) et à l'amendement n° 101 de Mme Évelyne Didier (suppression de la référence à une mise en exploitation du centre de stockage en 2025). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4151) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Bernard Piras (concertation avec les élus et la population préalable à tout projet d'installation). - **Article 1er bis** (*Programme de recherche et d'études sur les déchets de faible activité à vie longue*) (p. 4152) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Évelyne Didier (traitement des déchets de sodium irradié avant 2015) pour des raisons techniques. - **Article 2** (*Chapitre II du titre IV du livre V du code de l'environnement - Coordination*) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Article 3** (*art. L. 542-1-1 A [nouveau] du code de l'environnement - Définitions et champs d'application*) (p. 4153, 4154) : ses amendements n° 6 : application aux substances radioactives venant de l'étranger ; n° 7 : rédaction ; et n° 8 : précision du caractère potentiellement définitif de l'installation ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Dominique Voynet (nouvelle définition des déchets nucléaires). - **Article 4** (*art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs*) (p. 4155, 4156) : ses amendements n° 9 : conséquence ; n° 10 : rédaction ; et n° 11 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Évelyne Didier (responsabilité de l'élaboration du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs confiée au ministre chargé de l'énergie). (p. 4157, 4159) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 61 (rappel du caractère fondamental du principe de réduction à la source des déchets radioactifs), n° 63 (stockage en surface ou en faible profondeur des déchets radioactifs ultimes après entreposage) et n° 64 (responsabilité propre à chaque Etat de ses déchets et substances radioactives). S'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Évelyne Didier (inclusion dans le plan national de gestion des matières et déchets radioactifs de l'objectif de poursuite des recherches sur la séparation-transmutation) considérant qu'il n'a pas sa place à l'article 4. Accepte les amendements identiques n° 62 de Mme Dominique Voynet et n° 79 de M. Bernard Piras (insertion de l'adverbe "notamment" devant les solutions de traitement et de conditionnement). Ses amendements n° 12 : clarification ; n° 13 : rédaction ; et n° 14 : rédaction ; adoptés. Considère l'amendement n° 100 de M. Bernard Piras (mise en place d'une Commission nationale

pluraliste permanente chargée du suivi de la gestion des matières et des déchets radioactifs) comme un amendement d'appel et souhaite connaître l'avis du Gouvernement. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - *Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés*) (p. 4162, 4166) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bernard Piras (modalité d'autorisation de l'entreposage temporaire de combustibles nucléaires irradiés provenant de pays étrangers). Sur les amendements de Mme Dominique Voynet, s'oppose aux n° 65 (rétablissement de la rédaction issue de l'article 3 de la loi Bataille), n° 74 (interdiction de l'exportation de déchets radioactifs de toute nature et de combustibles nucléaires irradiés non retraités produits sur le territoire national), n° 66 (suppression de la possibilité d'introduire sur le territoire national des combustibles usés et des déchets radioactifs à des fins de recherche ou de transfert entre Etats étrangers) et n° 67 (possibilité pour les associations d'exercer un recours juridique) et accepte le n° 68 (publication d'un calendrier concernant les opérations de traitement et de retour des matières et des déchets radioactifs étrangers). Sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose au n° 105 (interdiction de l'exportation des déchets produits sur le territoire national) et accepte le n° 106 (publicité du rapport remis par les exploitants d'installations de traitement et de recherche au ministre chargé de l'énergie) sous réserve qu'il soit transformé en sous-amendement à son amendement n° 16 ci-après. Accepte les amendements de M. Jean Bizet n° 54 (rédaction) et n° 52 (précision sur le contenu des accords intergouvernementaux publiés au Journal officiel). Ses amendements n° 15 : obligation d'information des exploitants d'installations de traitement et de recherche ; et n° 16 : sanctions applicables aux différents types de manquement concernant les opérations portant sur les déchets radioactifs étrangers ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 6** (art. L. 542-3 du code de l'environnement - *Missions et modalités de fonctionnement de la commission nationale d'évaluation, CNE*) (p. 4176) : son amendement n° 17 : rédaction ; adopté. (p. 4178, 4179) : ses amendements n° 18 : précision ; et n° 19 : obligation déontologique imposée aux membres de la CNE ; adoptés. Sur les amendements de M. Bernard Piras, s'oppose au n° 81 (composition et publicité des rapports de la CNE) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 82 (proposition par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire des personnalités qualifiées désignées par le Gouvernement pour siéger au sein de la CNE). Sur son amendement n° 17 précité, s'oppose au sous-amendement n° 164 de Mme Evelyne Didier (élargissement des missions de la CNE à l'évaluation des besoins de financement des trois axes de recherche). Demande le retrait de l'amendement n° 48 de M. Jean Bizet (élargissement de la composition de la CNE à un expert en économie désigné par le Gouvernement). S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 107 (représentation des organisations syndicales au sein de la CNE) et n° 108 (élargissement de la composition de la CNE à des personnalités qualifiées proposées par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire) ainsi qu'au sous-amendement n° 161 de M. Bernard Piras à son amendement n° 19 précité. - **Article 7** (art. L. 542-6 du code de l'environnement - *Conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage*) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Bernard Piras (possibilité de choix entre plusieurs sites d'implantation). - **Demande de priorité** (p. 4183) : demande l'examen en priorité de l'article 8 ; priorité accordée. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde*) (p. 4183, 4184) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Gérard Longuet

(désignation précise du centre de stockage en couche géologique profonde). Absence d'ambiguïté sur la localisation du futur centre de stockage. (p. 4190, 4196) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde) ainsi qu'aux amendements identiques n° 38 de ce dernier et n° 134 de M. Gérard Longuet (fixation de la période minimale de réversibilité à 300 ans). Accepte l'amendement n° 154 du Gouvernement (clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 167 de M. Charles Guené (réalisation d'études concernant la couche géologique préalablement à la demande d'autorisation de création du centre de stockage) et n° 157 de M. Gérard Longuet (soumission de la fermeture définitive du centre de stockage à une autorisation résultant d'une disposition législative) ; souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 156 de M. Gérard Longuet (prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et s'oppose au sous-amendement du même auteur n° 158 (fixation à 300 ans de la période minimale de réversibilité) ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Evelyne Didier n° 165 (choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de stockage) et n° 166 (condition de réversibilité et de surveillance des déchets stockés). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 69 (modalités de consultation des populations des départements concernés par le site), n° 70 (droit de veto sur la création d'un centre de stockage en couche géologique profonde accordé aux collectivités territoriales concernées) et n° 71 (garantie d'une réversibilité assurée de manière indéfinie). Sur les amendements de M. Bernard Piras, demande le retrait du n° 86 (prise en compte obligatoire de l'avis du conseil général du territoire concerné par un site de stockage avant transmission de la demande de sa création au Parlement) et s'oppose au n° 87 (soumission de l'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde à un vote conforme du Parlement). Sur les amendements de Mme Evelyne Didier, demande le retrait du n° 111 (précision sur le contenu des conclusions de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) et s'oppose au n° 112 (choix de la voie législative pour l'autorisation de création du centre de stockage) et au n° 113 (maintien de la réversibilité du stockage). Demande le retrait des amendements de M. Bruno Sido n° 152 (rédaction) et n° 148 (définition par décret de la zone de consultation des collectivités concernées). Demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Gérard Longuet (prise en considération du plan de circulation des déchets radioactifs établi par l'ANDRA parmi les critères d'autorisation du laboratoire). Intervient sur l'amendement précité n° 37 de M. Claude Biwer. Garanties suffisantes apportées en matière d'information et de consultation du Parlement, par les deux projets de loi relatifs au nucléaire en cours de discussion. Son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. - **Article 7 bis** (*Conditions de réversibilité du centre de stockage*) (p. 4198) : son amendement n° 21 : précision ; retiré. Accepte l'amendement n° 153 du Gouvernement (suppression). - **Article 9** (art. L. 542-11 du code de l'environnement - *Groupements d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage*) (p. 4200) : son amendement n° 23 : clarification des missions des GIP et précision de la définition du périmètre concerné ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Gérard Longuet n° 147 (limitation du domaine d'action du GIP au département), n° 136 (consultation des conseils généraux concernés) et n° 135 (précision) qu'il accepte. S'oppose aux amendements de M. Gérard Longuet n° 122 (intégration de l'idée de "bassins d'emplois" dans la notion de "zone de proximité") et n° 145 (prise en compte des projets d'investissement ou d'animation du territoire dans les actions menées par le GIP). (p. 4202) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Charles Guené (orientation prioritaire durant une période de dix ans des projets structurants dans les domaines de l'énergie nucléaire et des nouvelles technologies de l'énergie vers les départements concernés par les GIP). (p. 4203, 4204) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Bernard Piras (impossibilité de cumuler les fonctions de président du groupement d'intérêt



public et du comité local d'information). (p. 4204, 4206) : ses amendements n° 24 : coordination ; n° 26 : rédaction, n° 29 : inclusion de la remise en état des sites de pollutions radioactives aux missions de l'ANDRA ; adoptés. Son amendement n° 27 : fongibilité du produit des taxes d'accompagnement du développement économique et de diffusion technologique ; adopté après modification par le sous-amendement n° 149 de M. Bruno Sido (augmentation de 50 à 80 % de la part fongible du produit des taxes) qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 137 de M. Gérard Longuet (faculté pour les membres de droit du GIP de se prononcer sur l'implication effective de la collectivité candidate au GIP) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 150 de M. Bruno Sido (cohérence). - **Article 10** (art. L. 542-12 du code de l'environnement - Missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) (p. 4207, 4208) : sous réserve d'une modification, accepte l'amendement n° 72 de Mme Dominique Voynet (inventaire des déchets par pays). Sur les amendements de M. Bernard Piras, accepte le n° 90 (ajout de la localisation des déchets radioactifs à l'inventaire élaboré par l'ANDRA) et s'oppose au n° 89 (extension des missions de l'ANDRA à la réalisation et à la gestion des laboratoires et centres de stockage souterrains et des nouveaux centres d'entreposage). Ses amendements n° 29 : inclusion de la remise en état des sites de pollutions radioactives aux missions de l'ANDRA ; et n° 30 : précision ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4209) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Bernard Piras (modification de la composition du conseil d'administration de l'ANDRA). - **Article 11** (art. L. 542-12-1 [nouveau] du code de l'environnement - Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA) (p. 4210, 4211) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Bernard Piras (création d'un fonds externalisé dédié pour sécuriser le financement à long terme de la gestion des déchets radioactifs) et demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. Gérard Longuet (extension des compétences de l'ANDRA au conditionnement des déchets nucléaires). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4212) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Bernard Piras (remise au Parlement d'un rapport sur la possibilité de créer un EPIC chargé de gérer financièrement les déchets radioactifs). - **Article 11 bis** (art. L. 542-12-2 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'un fonds de financement des nouveaux centres d'entreposage et de stockage) (p. 4213) : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Claude Biwer (fixation par décret et actualisation régulière des contributions financières acquittées par les exploitants d'installations nucléaires de base). Accepte l'amendement n° 155 du Gouvernement (extension du champ d'application de la clause de sauvegarde aux charges relatives au démantèlement des installations nucléaires de base). - **Article 11 ter** (Financement des recherches et études relatives à la séparation et à la transmutation) (p. 4214) : accepte l'amendement n° 94 de M. Bernard Piras (suppression de l'adjectif "éventuelles" relatif aux subventions de l'Etat). - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) : son amendement n° 31 : précision sur la composition et l'organisation du comité local d'information et de suivi auprès du laboratoire de Bure ; adopté après modification par le sous-amendement n° 163 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 4215, 4217) : demande le retrait des amendements analogues n° 46 de M. Claude Biwer et n° 95 de M. Bernard Piras (possibilité pour le président du conseil général de déléguer la présidence du comité local d'information et de suivi à un représentant). Accepte les amendements de Mme Evelyne Didier n° 114 (saisine du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire par les comités locaux d'information), n° 115 (présentation par la commission nationale d'un rapport annuel d'évaluation sur l'état d'avancement des recherches devant le comité local d'information et de suivi) et n° 116 (échange d'information entre les comités locaux d'information et de suivi et le Haut comité pour la transparence et la sécurité nucléaire). Son amendement n° 32 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 140 de M. Gérard Longuet (financement des comités locaux d'information et de suivi par les entreprises concernées par l'activité de stockage). - **Article 14** (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges

de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs) (p. 4219, 4221) : s'oppose aux amendements de coordination de M. Bernard Piras n° 96 et n° 97. Demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Gérard Longuet (délégation à la maison mère de la gestion d'une filiale propriétaire de colis de déchets) ainsi que celui de l'amendement n° 49 de M. Jean Bizet (modalités de calcul de la valeur de réalisation des actifs). Accepte l'amendement n° 162 du Gouvernement (précision dans le décret d'application des informations devant faire l'objet d'une publicité et des formes de cette publicité). (p. 4222, 4223) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose aux n° 117 (extension de la diffusion du rapport transmis par les exploitants) et n° 118 (élargissement de la composition de la Commission nationale de l'évaluation du financement des charges de démantèlement) et accepte le n° 119 (transmission au Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire du rapport adressé au Parlement et au Gouvernement par la Commission nationale d'évaluation). Accepte l'amendement n° 47 de M. Jean Arthuis (suppression de l'activité de conseil par la Cour des comptes à la Commission nationale d'évaluation). - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4226, 4227) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Bernard Piras (coordination). Sur les amendements de M. Claude Biwer, accepte le n° 41 (consultation des conseils généraux concernés et des groupements d'intérêt public) et demande le retrait du n° 42 (modification du coefficient multiplicateur "accompagnement"). Accepte les amendements n° 50 de M. Jean Bizet (élargissement de l'assiette de la taxe) et n° 151 de M. Bruno Sido (augmentation de 0,5 à 0,6 % des coefficients applicables aux taxes d'accompagnement et de diffusion technologique). Demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Gérard Longuet (diminution des frais de collecte de 1 % à 0,10 %) et s'oppose à l'amendement n° 120 de Mme Evelyne Didier (répartition du produit de la taxe additionnelle de recherche entre l'ANDRA et le CEA). (p. 4228, 4229) : sur les amendements de M. Claude Biwer, demande le retrait du n° 43 (conséquence) et du n° 45 (extension du bénéfice de la taxe additionnelle d'accompagnement aux EPCI) et accepte le n° 44 (versement aux communes par les groupements d'intérêt public du produit de la taxe d'accompagnement). Son amendement n° 33 : précision rédactionnelle ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 143 de M. Gérard Longuet (affectation aux EPCI d'une fraction du produit de la taxe d'accompagnement perçu par les communes). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4232) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Bernard Piras (modalités de prise en compte de la durée d'amortissement pour les biens existants avant le 1er janvier 2005). Conscience du problème soulevé. - **Article 16** (Obligation de mise à disposition d'informations par les responsables d'activités nucléaires) (p. 4233) : son amendement n° 34 : précision ; adopté. - **Article 18** (art. L. 542-15 [nouveau] du code de l'environnement - Informations du Parlement) : son amendement n° 35 : suppression ; adopté. Amendement de conséquence. - **Seconde délibération** : demande une seconde délibération de l'article 5 ; seconde délibération ordonnée. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) (p. 4234) : son amendement n° A-1 : publicité de l'inventaire sur les combustibles et déchets en provenance de l'étranger élaboré par les exploitants ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4238) : remerciements. Prise en compte du rôle particulier des élus de la Meuse et de la Haute-Marne. Se réjouit de la majorité très large dégagée sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 4247, 4248) : exprime sa satisfaction sur ce projet de loi indispensable face à la grave crise énergétique. Présentation des modifications introduites par les députés sur ce texte. Propose, au nom de la commission, d'adopter ce projet de loi en l'état en raison de sa rédaction satisfaisante.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4735, 4737) : rappel des débats sur l'énergie depuis 2002. Conséquence de l'ouverture des marchés électriques et gaziers : obligation de constituer des groupes industriels cohérents de dimension européenne. Transformation d'EDF et de GDF en société anonyme par la loi de 2003 afin de maintenir leur compétitivité. Avenir de GDF. Augmentation des prix de l'électricité. Intervention du Gouvernement en faveur des consommateurs électro-intensifs et des autres consommateurs professionnels. Favorable à une poursuite de l'ouverture des marchés de l'énergie dans les meilleures conditions possibles. Prolongation nécessaire des tarifs réglementés. Concertation organisée sur ce projet de fusion. Souhait de voir figurer dans le futur texte : une modification de la composition du capital de GDF et une poursuite de la transposition des directives européennes sur l'ouverture des marchés de l'énergie.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5538, 5539) : intervient en qualité de président du groupe d'étude de l'énergie et de rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'énergie. Rappel des engagements environnementaux pris par la France. Nécessité d'opérer un équilibre entre les différents usages de l'eau. Importance du maintien du potentiel hydroélectrique. Subsistance d'ambiguïtés dans le texte adopté par les députés. Souci de ne pas affaiblir le système électrique. Proposition d'amendements. - **Article 2** (art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de modification des autorisations des installations ayant un impact sur l'eau) (p. 5559, 5560) : ses amendements n° 164 et 165 : rédaction ; retirés. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5574) : sur l'amendement n° 7 de la commission (regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'énergie hydroélectrique), son sous-amendement n° 228 : alignement du régime de sanction applicable aux concessions autorisables sur celui des autorisations ; retiré.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) -

**Discussion générale** (p. 6267, 6269) : aboutissement d'un travail colossal accompli par les autorités roumaines et bulgares. Elargissement permettant un rééquilibrage nord-sud en Europe. Renforcement de l'influence de notre langue au sein de l'Union européenne. Lien historique et culturel des deux nouveaux Etats membres avec la France. Atouts pour les relations économiques et commerciales. Favorable à cette adhésion.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6474, 6476) : situation du marché mondial de l'énergie. Transposition des directives européennes pour la constitution d'un marché européen de l'énergie. Mise en place d'un tarif social du gaz et de tarifs réglementés. Renforcement indispensable de GDF par une réduction de la participation de l'Etat et un rapprochement avec Suez. Maintien des prérogatives de l'Etat en matière de définition des missions de service public et contrôle de leur exécution. Mise en place du "tarif réglementé transitoire d'ajustement". Soutien du groupe UMP à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7162, 7163) : le groupe UMP votera l'article 10 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

#### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis (p. 9302) : crédits en augmentation. Agence de l'innovation industrielle. Amélioration de la dotation en équipement des chercheurs. Taux de brevets. Crédits d'impôt-recherche. Budgétisation de l'ANR. Avis favorable à l'adoption des crédits de la MIREs.

de RICHEMONT (Henri)  
sénateur (Charente)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 138 (2005-2006)] renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 160 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Famille - Justice - Société - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 240 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Famille - Justice - Société - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 162 (2004-2005)] portant réforme des successions et des libéralités [n° 343 tome 1 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Budget - Famille - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 162 (2004-2005)] portant réforme des successions et des libéralités [n° 343 tome 2 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Budget - Famille - Société**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 178 (2004-2005)] instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)] (11 octobre 2006) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** - *Commission mixte paritaire* [n° 240 (2005-2006)] - (9 mars 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 2045, 2046) : initiative sénatoriale. Texte consensuel. Dispositions restant en discussion. Statut du viol au sein du couple. Souhaite la prise de mesures réglementaires d'éducation et de formation.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités** [n° 223 (2005-2006)] - (16 mai 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 3891, 3894) : inadaptation du droit aux réalités actuelles. Réforme de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire. Utilité incontestable du mandat à effet posthume pour la pérennité des entreprises. Assouplissement de la gestion de l'indivision. Accélération des opérations de partage. Réforme des libéralités avec conservation de la réserve héréditaire. Attachement au principe de liberté de tester dans le cadre de la réforme des libéralités entre époux. Réforme du PACS. Dépôt d'amendements sur le texte. - **Article 1er** (art. 768 à 814-1 du code civil - *Option de l'héritier, successions vacantes ou en déshérence et administration de la succession par un mandataire*) (p. 3913, 3920) : sur les amendements de M. Georges Othily, s'oppose aux n° 119 (suppression de la possibilité de placement de l'option héréditaire sous la tutelle étatique lorsque l'Etat n'est pas créancier de la succession), n° 120 (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant) et n° 122 (remplacement de l'intitulé de la section III "De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net" par "De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire") et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 121 (maintien des pénalités de recel même lorsque l'héritier révèle spontanément la présence d'un héritier ou restitue ce qui a été recelé avant la découverte des faits). Sur les amendements de M. Robert Badinter, s'oppose aux n° 128 (considération de l'héritier inerte à l'expiration du délai de la sommation comme renonçant) et n° 133 (suppression du renouvellement des baux et de la mise en oeuvre des décisions d'administration et de disposition de la liste des actes pouvant être accomplis par l'héritier sans entraîner une acceptation tacite de la succession). Estime le n° 132 (rédaction) satisfait par son amendement n° 1 (rédaction) ; et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 134 (déchéance de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net dans le délai de quatre mois). Reprend l'amendement de M. Laurent Béteille n° 124 : rédaction ; adopté. Ses amendements n° 2 : rédaction ; devenu sans objet ; et n° 1, 6, 8 et 9 : rédaction ; n° 3 et 7 : précision ; n° 4 : coordination ; et n° 5 : qualification des opérations courantes nécessaires à la continuation à court terme de l'activité de l'entreprise d'actes d'administration provisoire ; adoptés. (p. 3921, 3927) : ses amendements n° 10 : délai imparti à l'héritier pour déclarer l'aliénation ou la conservation du bien porté à quinze jours ; n° 11 : contestation du prix par les créanciers impossible en cas de vente réalisée aux enchères publiques ; n° 12 : rédaction ; n° 13, 14 et 15 : précision ; et n° 16 : réalisation de l'inventaire des biens d'une succession en déshérence dans les mêmes conditions que celui des biens d'une succession vacante ; adoptés. Son amendement n° 197 : délai accordé aux créanciers pour se manifester porté à deux ans ; retiré. Sur les amendements de M. Robert Badinter, s'oppose aux n° 136 (remplacement du paiement au prix de la course par un paiement au marc le euro dans le principe d'égalité des chirographaires), n° 135 (raccourcissement à un an du délai accordé aux créanciers pour se manifester) et n° 137 (maintien des droits des créanciers successoraux sans condition de délai) et accepte le n° 138 (part du renonçant attribuée à ses représentants ou à ses cohéritiers), sous réserve d'une modification. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 164 de M. François Zocchetto (paiement des

créanciers dans le délai de quatre mois suivant la déclaration de conserver le bien). S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 165 de M. François Zocchetto (dans le cas de successions vacantes ou en déshérence, possibilité pour tout créancier d'exiger que la vente soit faite en justice). (p. 3929) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Robert Badinter (suppression du mandat à effet posthume). Avantages présentés par l'introduction de ce nouveau mandat. (p. 3930, 3938) : ses amendements n° 17 : précision ; n° 18 : exercice de ses pouvoirs par le mandataire même lorsqu'il existe un mineur ou un majeur protégé parmi les héritiers ; n° 19 : mandat limité à une durée de cinq ans prorogable par le juge ; n° 20 : extension des pouvoirs reconnus au mandataire à effet posthume tant qu'aucun héritier visé par le mandat n'a accepté la succession ; n° 21 : rémunération du mandataire sous forme de fruits, revenus et capital ; n° 22 : coordination ; n° 23 : prise en compte de la rémunération du mandataire comme une charge de la succession ; n° 25 : coordination ; et n° 26 : rédaction ; adoptés ; n° 24 : possibilité de révocation judiciaire du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission ; adopté après modification par le sous-amendement n° 198 de M. Laurent Béteille qu'il accepte. Sur les amendements de M. Robert Badinter, s'oppose aux n° 130 (limitation du mandat à une durée de deux ans), n° 142 (rédaction) et n° 131 (possibilité de révocation du mandat à effet post mortem en cas de décision unanime des héritiers ou de désignation d'un mandataire par convention) et demande le retrait du n° 141 (rémunération du mandataire limitée à la quotité disponible de la succession) au profit de son amendement n° 23 précité et du n° 143 (fin du mandat en cas de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission) au profit de son amendement n° 24 précité. Accepte l'amendement n° 166 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le notaire chargé du règlement de la succession d'être nommé mandataire à effet posthume). S'oppose aux amendements de M. Laurent Béteille n° 125 (suppression de la possibilité de prévoir un mandat à durée indéterminée), n° 158 (possibilité pour tout héritier de demander la fin du mandat en l'absence d'intérêt sérieux et légitime ou de mauvaise exécution par le mandataire de sa mission) et n° 126 (compte rendu de gestion effectué par le mandataire adressé à l'ensemble des héritiers) ainsi qu'à l'amendement n° 189 de M. Jean-René Lecerf (suppression de l'exigence de forme authentique du mandat). (p. 3939) : accepte l'amendement n° 167 de M. François Zocchetto (impossibilité pour le juge de désigner le notaire chargé du règlement de la succession comme mandataire successoral). Demande le retrait des amendements identiques n° 127 de M. Laurent Béteille et n° 168 de M. François Zocchetto (possibilité pour les héritiers de faire un recours par la voie du référé contre la désignation du mandataire successoral), repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt. (p. 3940) : son amendement n° 27 : fixation de la rémunération du mandataire successoral par le juge ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 145 de M. Robert Badinter (désignation du mandataire successoral pour une durée de deux ans).

- **Suite de la discussion** (17 mai 2006) - **Article 2** (art. 815, 815-1 à 815-3 et 815-10 du code civil - *Dispositions relatives à l'indivision*) (p. 3950) : s'oppose aux amendements n° 157 de M. Serge Larher (instauration d'une règle de majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de l'indivision) et n° 118 de M. Nicolas Alfonsi (instauration d'une majorité simple pour l'adoption des mesures d'administration opérées dans le domaine de l'indivision en Corse). (p. 3951) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 169 de M. François Zocchetto (extension de la règle de la majorité des deux tiers à l'ensemble des baux y compris commerciaux et portant sur un immeuble à usage agricole). - **Article 4** (art. 816 à 842 du code civil - *Dispositions relatives au partage*) (p. 3955, 3958) : ses amendements n° 28, 30, 32 et 37 : coordination ; n° 29, 33 et 34 : précision ; n° 31 et 36 : rédaction ; et n° 35 : clarification ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 148 de M. Roger Madec (extension au partenaire survivant lié par un PACS du droit à l'attribution préférentielle de la propriété du local et du mobilier le garnissant). - **Article 5** (art. 843, 844, 845, 846, 851, 852, 856, 858 et 860 du code civil - *Rapport des libéralités*) (p. 3959,

3960) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Roger Madec (suppression de l'obligation faite à l'héritier renonçant de rapporter la donation dont il a bénéficié) et à l'amendement n° 147 de M. Robert Badinter (rédaction). (p. 3960, 3961) : ses amendements n° 38 : précision ; et n° 39 : coordination ; adoptés. - **Article 6** (art. 864, 865 à 867, 875 et 877 à 881 du code civil - Paiement des dettes) : ses amendements n° 40 : correction d'une erreur matérielle ; et n° 41 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3963) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat, portant sur le même objet, n° 177 et 178 (suppression de l'abattement applicable aux contrats d'assurance vie). - **Article 10** (art. 893, 896, 897, 901, 910 et 911 du code civil - Définition des libéralités - Suppression de la prohibition des substitutions fidéicommissaires - Actualisation des règles relatives aux interpositions) (p. 3964, 3965) : ses amendements n° 42 et 46 : rédaction ; n° 43 : coordination ; n° 44 : précision de l'interdiction des libéralités graduelles et résiduelles en dehors des cas prévus par la loi ; n° 45, 47 et 48 : précision ; adoptés. - **Article 12** (art. 912, 913, 914, 914-1 et 916 du code civil, art. L. 123-6 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la réserve héréditaire et de la quotité disponible - Conséquences de la renonciation d'un héritier réservataire à la succession sur le calcul de la quotité disponible - Suppression de la réserve des ascendants) : ses amendements n° 49 et 50 : coordination ; adoptés. - **Article 13** (art. 868, 918, 919, art. 919-1 et 919-2 nouveaux, art. 920, 921, 922, 924, art. 924-1 à 924-4 nouveaux, art. 928 du code civil, art. L. 321-17 du code rural - Délais et modalités d'exercice de l'action en réduction des libéralités excessives) (p. 3966, 3968) : ses amendements n° 51 : correction d'une erreur matérielle ; n° 52, 199 et 58 : coordination ; n° 53 et 54 : rédaction ; n° 55, 56 et 57 : précision ; adoptés. - **Article 14** (art. 929 à 930-5 nouveau du code civil - Possibilité de renoncer à l'action en réduction pour atteinte à la réserve) (p. 3969, 3972) : son amendement n° 59 : désignation d'un second notaire ayant pour charge et pour mission d'assister et d'informer l'héritier renonçant ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. François Zocchetto (inscription de la main du renonçant de la mention par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des conséquences de sa renonciation et donné son consentement librement). Ses amendements n° 60, 61 et 63 : précision ; et n° 62 : rédaction ; adoptés. - **Article 15** (art. 952, 960 à 966 du code civil - Absence d'automatisme de la révocation des donations entre vifs pour cause de survenance d'enfants) : ses amendements n° 64, 65 et 66 : précision ; adoptés. (p. 3973) : accepte l'amendement n° 173 de M. François Zocchetto (prescription de l'action en révocation dans un délai de cinq ans). - **Article 16** (art. 1025 à 1034 du code civil - Extension du champ et de la durée des pouvoirs reconnus à l'exécuteur testamentaire) (p. 3974, 3975) : ses amendements n° 67 : précision ; n° 68 : obligation pour l'exécuteur testamentaire d'informer les héritiers avant la vente d'un immeuble successoral ; et n° 69 : coordination ; adoptés. - **Article 17** (chapitre VI du titre II du livre III du code civil - Autorisation des libéralités graduelles et résiduelles) (p. 3975, 3977) : ses amendements n° 70 : coordination ; n° 72, 75, 76 et 78 : précision ; n° 77 : correction d'une erreur matérielle ; n° 71 : en cas de libéralité résiduelle ou graduelle portant sur un portefeuille de valeurs mobilières, possibilité de cession et de rachat de valeurs mobilières emportant subrogation sur les valeurs acquises en remploi ; n° 73 : encadrement des conditions de l'acceptation par le grevé d'une charge portant atteinte à sa réserve ; n° 74 : possibilité d'acceptation d'une donation graduelle par le second gratifié après le décès du donateur ; adoptés. - **Article 19** (art. 1075 à 1075-3 et art. 1075-4 nouveau du code civil - Règles générales applicables aux donations-partages et aux testaments-partages) (p. 3978, 3979) : ses amendements n° 79 : autorisation de l'auteur d'une donation-partage ou d'un testament-partage à répartir ses droits ; n° 80 : clarification ; n° 81 et 83 : coordination ; et n° 82 : limitation des donations-partages dans le cas où le donateur exerce une fonction dirigeante dans la société ; adoptés. - **Article 20** (art. 1076, 1076-1 [nouveau], 1077 à 1077-2, 1078 à 1078-10, 1079 et 1080 du code civil - Règles particulières applicables aux donations-partages et aux testaments-partages) (p. 3980, 3981) : ses amendements n° 84 et 88 : précision ; n° 86 et 87 : coordination ; n° 85 et 89 : rédaction ; adoptés. - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil -

*Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant*) (p. 3982) : son amendement n° 90 : retour au droit en vigueur par suppression de la disposition prévoyant que si le donateur s'est remarié et a eu d'autres enfants, l'époux survivant ne peut disposer de plus de la moitié de l'usufruit ; adopté. Principe absolu de liberté de tester. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3984) : s'oppose à l'amendement n° 184 de Mme Josiane Mathon-Poinat (bénéfice du droit au maintien dans le logement ouvert au concubin notoire survivant). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3985) : son amendement n° 91 : rédaction ; adopté. (p. 3986, 3991) : accepte les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). A titre personnel, défavorable à ces amendements. Ses amendements n° 92 et 93 : précision ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 153 de M. Roger Madec (application aux partenaires liés par un PACS des mêmes garanties que les couples mariés en matière de libéralités). - **Article 21 ter** (art. 515-4, 515-5 et 515-5-1 à 515-5-3 du code civil - Droits et devoirs des partenaires - Régime patrimonial du PACS) (p. 3992, 3993) : ses amendements n° 94 et 97 : précision ; n° 95 et 96 : rédaction ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Roger Madec n° 155 (instauration d'un droit viager sur le logement au profit du partenaire pacsé survivant), n° 151 (extension au partenaire du PACS du dispositif d'attribution préférentielle de l'exploitation agricole de petite surface) et n° 152 (attribution de droit de la propriété du logement au partenaire survivant du PACS). - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 3994) : s'oppose à l'amendement n° 185 de Mme Josiane Mathon-Poinat (ouverture du droit à pension de réversion aux partenaires liés par un PACS et aux concubins notoires). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 3995) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 186, 187 et 188 (cessation du versement de la prestation compensatoire en cas de remariage, de PACS ou de concubinage notoire du créancier). - **Article 22** (art. 55, 62, 116, 368-1, 389-5, 466, 504, 505, 515-6, 723, 730-5, 732, 738-1, 738-2, 751, 754, 755, 757-3, 758-6, 763, 914-1, 916, 1130, 1251, 1390, 1873-14, 1973, 2013, 2103, 2109, 2111, 2147, 2258 et 2259 du code civil - Dispositions diverses et de coordination) (p. 3998) : accepte l'amendement n° 175 de M. François Zocchetto (suppression de la mention des enfants en marge de l'acte de naissance de chacun des parents) en dépit d'un avis personnel défavorable. (p. 3999, 4001) : son amendement n° 98 : compétence du conseil de famille pour autoriser le majeur sous tutelle à tester ; adopté après modification par le sous-amendement n° 195 de M. Jean-René Lecerf qu'il accepte. Ses amendements n° 99 : rédaction ; n° 100, 101 et 104 : précision ; n° 102 et 103 : correction d'une erreur matérielle ; et n° 105 et 106 : coordination ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 196 de M. Jean-René Lecerf (possibilité pour l'incapable majeur sous tutelle de recevoir tout ou partie de sa réserve héréditaire en usufruit). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4002) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 116 de M. Serge Dassault (création d'un fichier national des assurances sur la vie). - **Article additionnel après l'article 23** : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Serge Dassault (modalités d'évaluation d'une entreprise en vue de préparer une succession). - **Article additionnel après l'article 23 quater** (p. 4003) : son amendement n° 107 : désignation des notaires par le président de la chambre des notaires, en cas de renonciation anticipée à exercer l'action en réduction ; adopté. - **Article 23 quinquiés** (art. 3 de l'ordonnance du 18 juin 1816, art. L. 321-2 du code de commerce, art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Interdiction faite aux huissiers de justice et aux notaires de procéder à des ventes volontaires dans les communes où est établi un commissaire-priseur judiciaire) : son amendement n° 108 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 23 quinquiés** (p. 4004) : s'oppose à l'amendement n° 159 de Mme Catherine Troendle (relèvement du plafond de constitution du bien insaisissable dénommé "bien de famille"). - **Article 23 sexiés** (Encadrement de l'activité des généalogistes successoraux) (p. 4005, 4006) : son amendement n° 109 : activité de généalogiste soumise à l'existence d'un mandat délivré par les

seules personnes ayant un intérêt direct et légitime à l'identification des héritiers ; adopté. - **Article additionnel après l'article 23 sexies** : son amendement n° 110 : évaluation de la valeur d'un monument historique ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4009) : accepte l'amendement n° 123 du Gouvernement (création de l'agence foncière de Corse). (p. 4010, 4012) : ses amendements n° 111 : efficacité, en cas de divorce, de la clause de reprise des apports de biens propres contenue dans un contrat de mariage ou dans un acte modificatif de régime matrimonial ; n° 112 : renonciation à l'action en retranchement ; et n° 114 : régime des donations de biens présents ne prenant pas effet au cours du mariage ; adoptés. Son amendement n° 113 : déjudiciarisation du changement de régime matrimonial ; adopté après modification par le sous-amendement n° 200 de M. François Zocchetto (maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs) qu'il accepte à titre personnel. (p. 4014) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Paul Blanc, portant sur le même objet, n° 161, 162 et 163 (alignement du régime des mutuelles sur celui des sociétés d'assurance en matière de prestations de frais d'obsèques). - **Article 27** (*Entrée en vigueur et dispositions interprétatives*) (p. 4015) : son amendement n° 115 : rédaction ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4017) : remerciements.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6694, 6696) : notion de fiducie. Texte souple et attractif. Absence de risque de violation de la loi portant réforme des successions et des libéralités. Demande de précision sur

l'inscription des sûretés. Souhaite des assurances sur le sort de ce texte. - **Article 1er** (*art. 2011 à 2030 nouveaux du code civil - Régime juridique de la fiducie*) (p. 6711, 6712) : accepte les amendements n° 1 du Gouvernement (limitation de la qualité de constituant aux seules personnes morales) et n° 3 de M. Robert Badinter (rédaction). (p. 6713) : accepte les amendements de M. Robert Badinter n° 4 (limitation de la durée du transfert des biens, droits ou sûretés à trente-trois ans à compter de la signature du contrat) et n° 6 (conséquence). - **Article 4** (*art. 792 bis nouveau du code général des impôts - Sanction fiscale applicable en cas de fiducie instituée dans une intention libérale*) (p. 6714) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 du Gouvernement (application des droits de mutation à titre gratuit en cas de retour des biens dans le patrimoine des ayants droit au terme du contrat de fiducie). - **Article 5** (*art. 204 C à 204 F nouveaux du code général des impôts - Régime applicable aux titulaires de droits sur la fiducie non soumis à l'impôt sur les sociétés*) (p. 6716) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 du Gouvernement (coordination). - **Article 6** (*art. 223 V à 223 VI nouveaux du code général des impôts - Régime applicable aux titulaires de droits sur la fiducie soumis à l'impôt sur les sociétés*) (p. 6718) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 du Gouvernement (coordination). - **Article 17** (*art. 389-5, 1424 et 1596 du code civil - Coordinations au sein du code civil*) (p. 6720) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 du Gouvernement (coordination). - **Article 19** (*Gage*) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (suppression).

**RICHERT (Philippe)**  
sénateur (Bas-Rhin)  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès de la Ministre de l'écologie et du développement durable le 26 juin 2006 ; fin de mission le 26 décembre 2006.

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 18, 19 janvier, 3, 7, 14, 21, 28, 30 mars, 11 avril, 2, 3, 10, 16, 17, 30, 31 mai, 14, 29, 30 juin, 11, 19, 21 septembre, 3, 5, 17, 18, 23, 30, 31 octobre, 6, 13, 17, 21, 30 novembre, 2 et 9 décembre 2006.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 203 (2005-2006)] pour l'égalité des chances [n° 211 (2005-2006)] (22 février 2006) - **Société - Travail - Éducation.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Enseignement scolaire [n° 79 tome 5 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 875, 876) : enjeu de l'éducation dans la mise en place de l'égalité des chances. Avantages de l'apprentissage junior. Accent à mettre sur la continuité entre l'école et le monde professionnel. Amendements présentés par la commission des affaires culturelles. Rôle central du dispositif d'aide sociale. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des affaires culturelles donne un avis favorable au présent projet de loi.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 994) : répond au rappel au règlement de M. Yannick Bodin. Organisation du travail de la commission saisie pour avis et de la commission saisie au fond. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 995, 996) : son amendement n° 63 : mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise ; adopté par priorité. (p. 1005) : son amendement n° 64 : compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire ; adopté par priorité. (p. 1008, 1009) : volonté de mettre en place un dispositif répondant aux besoins par le biais de son amendement n° 64 précité.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1257) : son amendement n° 65 : modalités de retour éventuel au collège ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (21 mars 2006) - **Article 3** (art. L. 531-3 à L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution du Haut conseil des biotechnologies aux Commissions de génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 2417) : au nom du Sénat, remercie le ministre des précisions apportées sur l'organisation du Haut conseil des biotechnologies. (p. 2418) : en réponse à la remarque de M. Michel Charasse, suggère à la commission de rectifier son amendement n° 8 (application des modalités de déclaration de conflits d'intérêts et de rémunération des vacances pour les membres de la section

scientifique du Haut conseil) et d'ajouter un nouvel amendement.

- **Journée de mémoire de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions** - (10 mai 2006) (p. 3696) : sénateurs ayant oeuvré à l'abolition de l'esclavage. Commémorations organisées par le Sénat.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** [n° 433 (2005-2006)] - (21 septembre 2006) - **Rappel au règlement** (p. 6150) : intervient sur les rappels au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 25** (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - *Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS*) (p. 6152) : en réponse à M. Jean-Pierre Sueur, insiste sur la nécessité pour tous de respecter la séparation des pouvoirs.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie** [n° 3 (2006-2007)] - (23 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 7101) : information indispensable du gestionnaire. Témoignage d'un accident dans le Bas-Rhin.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007** [n° 51 (2006-2007)]

*Quatrième partie :*

- (17 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8363) : réponse aux propos de M. François Autain. - **Article additionnel avant l'article 54** (p. 8373) : déroulement des travaux. Rythme de la discussion.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** [n° 467 (2005-2006)] - (21 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8581) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Jack Ralite (composition du CSA).

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9371) : réflexion engagée par la conférence des présidents sur la réforme des modes de scrutin du Sénat.

**Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9504, 9505) : réforme des décharges de service des enseignants. Réduction des surnombres disciplinaires. Ouverture d'une unité pédagogique d'intégration, UPI. Création d'emplois d'infirmières scolaires. Augmentation des bourses. Observations sur les réformes mises en place. La commission des affaires culturelles donne un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9534) : son amendement n° II-169 : revalorisation des bourses destinées aux collégiens ; adopté.

**Développement et régulation économiques**

- (9 décembre 2006) (p. 9965) : remerciements aux ministres et à ses collègues sénateurs de leur présence en séance.

**RIES (Roland)**  
*sénateur (Bas-Rhin)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route (E 2970) [n° 202 (2005-2006)] (9 février 2006) - **Fonction publique - Transports - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 183 (2005-2006)] tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création du fonds européen d'ajustement à la mondialisation [n° 441 (2005-2006)] (29 juin 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Modification de l'ordre du jour** - (22 février 2006) (p. 790) : intervient au titre de l'article 32 du règlement du Sénat. Étonnement face au retrait de la question orale européenne avec débat portant sur les restrictions de circulation dans l'Union européenne des travailleurs salariés des nouveaux États membres. (p. 793) : demande que le débat portant sur cette question ait lieu comme prévu.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 920, 922) : signification des émeutes de banlieues. Décalage entre les propositions du Gouvernement et les attentes des populations. Présentation d'un dispositif de défiscalisation classique au lieu de propositions novatrices pour revitaliser les banlieues. Favorable à un encadrement des activités concernées par le dispositif des ZFU et à une limitation dans le temps de la dérogation accordée. Inquiétude quant à la détermination par décret du périmètre des quinze nouvelles zones franches. Insuffisance des contreparties exigées des entreprises. Vision parcellaire du projet du Gouvernement. Absence de politique locale globale de revitalisation et de gestion du foncier. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1007) : s'interroge sur le sens de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire).

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3820, 3822) : définition. Objectif de mutualisation de l'usage des véhicules automobiles. Retard de la France dans ce domaine. Préservation de l'environnement. Renforcement et effectivité du droit au transport. Amélioration de la circulation dans les zones urbaines. Développement d'une offre de transport intermédiaire entre transport en commun et usage privatif de l'automobile. Mise en place d'un cadre juridique facilitant la promotion de ce service. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3830) : accepte son amendement, déposé à titre personnel, n° 2 : intégration de l'autopartage et du covoiturage dans le champ de compétences des autorités publiques responsables de services de transport.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (11 octobre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6535, 6536) : sa motion n° 79 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2006) - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 6901, 6902) : soutient l'amendement n° 124 de M. Roland Courteau (suppression) ; rejeté. Le groupe socialiste s'opposera à la proposition de la commission de basculer une partie de la compensation sur les surplus dégagés par la contribution au service public de l'électricité. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6923, 6924) : soutient l'amendement n° 128 de M. Roland Courteau (précision de la notion de "site" pour les ménages) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et

*article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6973, 6974) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 54 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de la distribution de gaz d'être transformées en sociétés anonymes de droit commun).

- **Commission mixte paritaire [n° 55 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7703, 7704) : texte inconstitutionnel. Activités de Gaz de France. Jurisprudence du Conseil constitutionnel. Recours injustifié à la procédure d'urgence. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9105, 9106) : objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Augmentation de la mobilité urbaine contrainte. Réalisation de transports en commun en site propre. Sécurité dans les transports. Dispositifs de vidéo-surveillance. Exemple de Strasbourg. Absence d'expérimentation de solutions nouvelles. Ne votera pas les crédits de la mission "Transports".

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) (p. 10145, 10147) : s'exprime au nom du groupe socialiste sur l'élargissement de l'Union, sur la politique migratoire et la politique énergétique européenne.

**RISPAT (Yves)**  
*sénateur (Gers)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail.**



**de ROBIEN (Gilles)**  
ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la  
recherche

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)] (8 février 2006) - **Environnement**.

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-168 du 15 février 2006 portant extension et adaptation de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005 relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française [n° 320 (2005-2006)] (19 avril 2006) - **Outre-mer - Éducation**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 970, 972) : s'oppose à la motion n° 11 de M. Roger Madec tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 996, 998) : garanties à l'entrée en apprentissage à partir de quinze ans. Réponses aux interrogations et aux inquiétudes relatives à l'apprentissage junior. Accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 63 (mise en place d'un tuteur au sein de l'équipe pédagogique et d'un autre au sein de l'entreprise). (p. 1005) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 64 (compensation au département par l'Etat des dépenses de transport scolaire spécifiquement liées à la formation de l'apprenti junior sous statut scolaire). (p. 1010) : accepte l'amendement n° 499 de M. Michel Mercier (précision relative à l'âge des jeunes entrant en apprentissage). (p. 1012) : s'oppose à l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). (p. 1017) : accepte l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Godefroy (modalités d'un retour éventuel au collège). (p. 1018) : accepte l'amendement n° 495 de Mme Valérie Létard (possibilité pour les jeunes en apprentissage junior de bénéficier d'une année supplémentaire avant l'intégration du cursus classique de l'apprentissage). (p. 1020, 1021) : sur les amendements de Mme Valérie Létard, demande le retrait du n° 496 (ouverture de différentes branches d'activité aux jeunes apprentis) et accepte le n° 497 (possibilité pour les jeunes apprentis de découvrir plusieurs entreprises). (p. 1024) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision du statut scolaire du jeune stagiaire). Accepte l'amendement n° 416 de M. Michel Houel (redéfinition de la période initiale de l'apprentissage junior). (p. 1025) : s'oppose aux amendements de M. Serge Lagache n° 223 (suivi et accompagnement de chaque élève tout au long de sa scolarité), n° 236 (attribution à l'Etat de la mission d'information sur les métiers) et n° 237 (organisation de la découverte des métiers par le service d'orientation et d'information de l'éducation nationale en lien avec les organismes spécialisés dans l'orientation). (p. 1027) : s'oppose à l'amendement n° 580 de Mme Annie David (bénéfice des garanties et protections du statut scolaire attribué aux élèves ayant manifesté leur intention d'accéder au plus tôt à l'apprentissage d'un métier). (p. 1028) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans). (p. 1029) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (interdiction du travail des enfants). S'oppose à l'amendement n° 566 de Mme Annie David (maintien des jeunes apprentis sous statut scolaire le plus

longtemps possible). (p. 1030) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien du statut scolaire jusqu'à seize ans). (p. 1031) : s'oppose à l'amendement n° 375 de Mme Dominique Voynet (mise en place d'une commission d'orientation préalable à l'entrée d'un jeune dans une formation d'apprenti junior). (p. 1032) : s'oppose à l'amendement n° 479 de Mme Marie-Christine Blandin (bilan mensuel de l'expérience avec l'élève, ses parents et l'équipe pédagogique). (p. 1033, 1034) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christiane Blandin n° 480 (modalités de retour d'un apprenti à une scolarité normale), n° 481 (accompagnement du jeune apprenti revenant à une scolarité normale) et n° 482 (remise à niveau des connaissances des jeunes apprentis). (p. 1036) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances). (p. 1038) : accepte l'amendement n° 483 de Mme Marie-Christine Blandin (possibilité pour l'élève de faire des choix). (p. 1039) : s'oppose à l'amendement n° 570 de Mme Annie David (possibilité de formation professionnelle sous statut scolaire à partir de quinze ans pour l'élève ayant effectué son parcours d'initiation aux métiers). (p. 1044) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision). (p. 1047) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 118 (examen médical du jeune préalablement au stage en entreprise), n° 119 (précision), n° 415 (impossibilité de déroger à l'interdiction de travail des jeunes), n° 121 (conséquence), n° 124 (dérogation impossible à l'interdiction de travail de nuit pour les jeunes), n° 125 (impossible dérogation à l'interdiction de travail du dimanche pour les jeunes) et n° 126 (impossibilité de déroger à l'interdiction de travail les jours de fête pour les jeunes). (p. 1055, 1056) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Yannick Bodin (recrutement dans les classes préparatoires aux grandes écoles des lycées publics et dans les premières années des établissements d'enseignement supérieur public effectuant une sélection des candidats).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale - Deuxième lecture [n° 299 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4038, 4039) : hommage au travail de la commission des affaires culturelles et de son rapporteur. Rappel de l'adoption en première lecture de l'article 1er : compromis préservant les missions de proximité des DDEN et garantissant leur neutralité. Introduction, à l'initiative du Gouvernement, d'un article 2 relatif au recrutement des emplois de vie scolaire, EVS. Amélioration du fonctionnement des écoles. Renforcement de la présence d'adultes. Aide pour les directeurs des écoles. Signature, le 10 mai 2006 avec l'Union des syndicats autonomes, du protocole de mesures en faveur des directeurs d'école mettant fin à une grève de sept ans. (p. 4043, 4044) : engagement de présenter à la commission un bilan sur le recrutement des EVS. Comblement d'un vide juridique. Aide pour les directeurs d'école. Amélioration du fonctionnement des écoles. - **Article 2** (*Recrutement de personnels sous contrats aidés*) (p. 4046, 4047) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 de Mme Annie David et n° 2 de M. Serge Lagache. Aide aux directeurs d'école. Pérennisation des EVS. Importance de la part du PIB consacrée par la France à l'éducation. (p. 4049) : formation des EVS pour l'accueil des élèves handicapés. Intérêt de ces contrats.

### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Enseignement scolaire**

- (4 décembre 2006) (p. 9523, 9530) : rénovation et innovation. Notion élémentaire de socle commun de connaissances. Information des maîtres. Réseau "ambition réussite". Ouverture sociale de l'enseignement supérieur. Coopération entre lycées prestigieux et lycées de banlieue. Utilisation ciblée des moyens. Exemple des décharges d'enseignement. Rapport d'audit sur l'organisation des examens et des concours. Recrutement des infirmières. Accueil des élèves handicapés. Application de la notion de pragmatisme. Enseignement technique agricole. Programmes personnalisés de réussite éducative. Auxiliaires de vie scolaire, AVS, et emploi de vie scolaire, EVS. Note de vie scolaire. Enseignement privé. Manifestation des chefs

d'établissement. Liberté pédagogique. Attachement à l'enseignement français à l'étranger. Cas particulier de Wallis-et-Futuna. Son amendement n° II-171 : conséquence ; adopté. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9532, 9533) : s'oppose aux amendements identiques n° II-103 de M. Bernard Seillier et n° II-117 de M. Yannick Texier (maintien des effectifs de l'enseignement privé). (p. 9535) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-169 (revalorisation des bourses destinées aux collégiens). (p. 9537) : s'oppose à l'amendement n° II-118 de M. Yannick Texier (rétablissement

de 120 équivalents temps plein travaillé, ETPT). (p. 9538) : s'oppose à l'amendement n° II-20 de la commission (diminution des crédits affectés au Centre national d'enseignement à distance, CNED). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 9539) : demande le retrait de l'amendement n° II-190 de M. Pierre Laffitte (modalités de recrutement et de rémunération des enseignants étrangers dans les sections internationales).

**de ROHAN (Josselin)**  
sénateur (Morbihan)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Article 7 (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles - Accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI)** (p. 277) : défavorable à l'amendement n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression).

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 973) : souhait de motiver les demandes de rappel au règlement. - **Article 1er (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior)** (p. 1015) : en application de l'article 38, alinéa 1, du règlement, demande la clôture de la discussion de l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2006) (p. 1076, 1077) : absence de réaction de l'opposition lors de l'annonce de la modification de l'ordre de la discussion des articles du projet de loi pour l'égalité des chances.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1205) : demande d'un minimum de sérénité dans ce débat. (p. 1219) : demande la clôture de la discussion sur l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu) en application de l'article 38, alinéa 2 du règlement du Sénat.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater (art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil)** (p. 1348, 1349) : aspiration des jeunes à trouver une certaine sécurité. Reproche aux précédents gouvernements la

création d'une culture du non-travail. - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 1353) : son amendement n° 837 : application de l'assiette de calcul des exonérations de cotisations sociales basée sur les heures rémunérées à compter du 1er janvier 2003 ; adopté. Sécurisation juridique du dispositif mis en place par la loi Fillon.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1747) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 388 de Mme Dominique Voynet (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire), en vertu de l'alinéa 2 de l'article 38 du règlement du Sénat.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2003) : communication intolérable à la presse d'informations refusées au rapporteur pour avis de la commission des finances.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (23 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2550) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 201 de M. Daniel Soulage (création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM).

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3290, 3291) : votera contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE, requalification et sécurisation par les partenaires sociaux des CNE déjà signés). Démarche incohérente. Témoignage de sa rencontre avec les syndicats, sensibles au nombre de CNE signés et au nombre d'emplois créés grâce à ce contrat.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (21 septembre 2006) - **Article 25 (art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS)** (p. 6154, 6155) : votera contre les amendements identiques n° 214 de Mme Éliane Assassi et n° 278 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 26 (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal, art. 706-53-10 et 775 du code de procédure pénale - Allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)** (p. 6158) : défavorable aux amendements identiques n° 215 de Mme Éliane Assassi et n° 279 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 6159) : soutient l'amendement n° 302 de M. François Fillon (information relative à l'évolution de la procédure pour les parties civiles) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens**  
**Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9130, 9131) : son amendement n° II-77 : extension du dispositif d'exonération applicable aux charges dues par les

employeurs au titre de la maladie, de la vieillesse et des accidents du travail aux cotisations versées aux ASSEDIC et aux caisses d'allocations familiales pour les armements à passagers ; adopté.

#### Articles non rattachés

- (12 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10123, 10126) : favorable à ce budget. Assainissement des finances publiques. Priorité à l'emploi et à l'élévation du pouvoir d'achat. Examen du programme présidentiel de l'opposition.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse) (p. 10318) : le groupe UMP s'abstient sur les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson,

n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 3** (art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux) (p. 10327) : le groupe UMP votera l'article 3 du projet de loi. Opposition ferme et résolue au mode de scrutin proportionnel pour les élections cantonales et législatives. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10354) : intervient sur les amendements n° 46 de Mme Gisèle Gautier (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail à l'ensemble des élus locaux) et n° 50 de Mme Catherine Procaccia (élargissement du droit à la suspension du contrat de travail aux maires-adjoints des villes de plus de 3500 habitants et à l'ensemble des conseillers généraux, régionaux et membres de l'assemblée de Corse). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10360) : le groupe UMP votera ce texte.

**ROMANI (Roger)**  
*sénateur (Paris)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 293 (2005-2006)] autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire [n° 327 (2005-2006)] (3 mai 2006) - **Traités et conventions - Énergie.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire [n° 293 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5191, 5192) : vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Nécessité d'améliorer les règles internationales dans le domaine de la prévention. Adaptation de la législation française avant même l'achèvement de la procédure de ratification de ces accords. Regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi.

**ROUJAS (Gérard)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières** [n° 127 (2005-2006)] - (17 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 40, 41) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture** [n° 370 (2005-2006)] - (7 septembre 2006) - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 5569) : son amendement n° 320 : protection des lieux habités menacés par l'érosion des berges des fleuves ; rejeté. Exemple de la Garonne et de l'Ariège. Intérêt du maintien ou du rétablissement des seuils et des canaux de dérivation.

**ROUVIÈRE (André)**  
*sénateur (Gard)*  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 157 (2005-2006)] autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention [n° 355 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 450 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption [n° 23 (2006-2007)] (17 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant en ce qui concerne la création d'un fichier**

**d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [n° 184 (2005-2006)]** - (17 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 31) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - **Discussion générale** (p. 604, 605) : inscription de ce texte dans la continuité de la réforme militaire commencée en 1996. Interrogation sur l'adéquation de ce projet de loi avec l'obligation de développement du volontariat. Faiblesse du dispositif proposé : absence d'innovation dans le domaine de l'information à destination des entreprises et des Français ; doute sur la possibilité de faire face à une augmentation budgétaire importante ; manque d'attractivité des mesures d'aide pour les entreprises. Taux d'activité du réserviste. Votera ce texte. Problème du volontariat. A titre personnel, estime inéluctable le retour à la conscription.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3814, 3815).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention [n° 157 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5188) : accentuation du caractère opérationnel d'Europol. Sous-représentation numérique de la France dans les postes de responsabilité. Importance des informations synthétisées par Europol pour les enquêtes françaises. Demande un bilan de l'application des conventions et accords internationaux. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Défense

- (4 décembre 2006) (p. 9488) : opérations extérieures. Terrorisme. Limites de nos interventions. Nécessité d'un nouveau modèle d'armée et d'une rédefinition des programmes d'investissements.

### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9700) : augmentation des crimes et délits contre les personnes. Sentiment d'insécurité de la population. Limites des statistiques. Absence de prévention. Résolution des Nations-Unies sur la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

### Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9813) : préparation, encadrement et finalité des opérations extérieures : exemple du Kosovo.

**ROZIER (Janine)**  
*sénateur (Loiret)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis, fait au nom* de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 82 tome 1 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Anciens combattants - Budget.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 638, 639) : texte inspiré de l'accord national interprofessionnel du 1er mars 2004 signé à l'unanimité par les partenaires sociaux. Enrichissement du texte par la navette. Le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 922, 924) : points positifs du CPE. Incompréhension de la campagne de désinformation et de diabolisation du CPE. Efforts accomplis par le Gouvernement. Exemple du secteur du BTP. Intérêt de la voie de l'apprentissage pour les jeunes. Approbation du contrat de responsabilité parentale. Rappel de la majorité silencieuse des Français qui travaillent et qui sont paralysés par les grèves et les manifestations. Soutiendra le projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 8 sexies E** (p. 3172) : soutient l'amendement n° 362 de M. Charles Revet (mise en place d'une convention de location-vente ou location-accession avec l'organisme d'HLM) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : soutient l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3469, 3470) : soutient l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 3463) : soutient l'amendement n° 195 de M. Serge Dassault (modification des critères de majorité dans les assemblées syndicales de copropriété pour les investissements de sécurité) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3469, 3470) : soutient l'amendement n° 196 de M. Serge Dassault (application du taux réduit de TVA pour les logements conventionnés au titre de l'APL et réalisés par l'association Foncière Logement) ; adopté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4967, 4970) : nombre important de violences exercées sur les enfants au sein même des familles. Nécessité de renforcer l'action législative en faveur de la protection de l'enfance. Texte apportant des solutions nouvelles pour surmonter les obstacles à une protection efficace. Nécessité d'améliorer la définition du cadre d'intervention des organisations départementales, de rendre le repérage de la maltraitance plus efficace, d'améliorer l'articulation entre les différents partenaires (département, justice, association et aide sociale à l'enfance) et de régler le secret professionnel. Nécessité d'établir le dialogue avec la famille. Incidence financière de la réforme. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 4999) : son amendement n° 38 : utilité du bilan de santé pour les enfants de trois à quatre ans dans le cadre de l'école maternelle ; adopté. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 5008) : son amendement n° 51 : prise en compte des mineurs qui se mettent eux-mêmes en danger ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5009, 5010) : son amendement n° 130 : suspension obligatoire de l'agrément de l'assistante maternelle en cas de signalement d'un mineur en danger ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5017) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Catherine Troendle (droit pour l'enfant d'accéder directement au juge aux affaires familiales et à être représenté par un avocat spécialisé) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 5045) : son amendement n° 52 : présence du bâtonnier de l'ordre des avocats au sein de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance ; retiré. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 5064) : son amendement n° 53 : mention des structures associatives spécialisées dans le code civil ; adopté.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6380, 6382) : rôle essentiel joué par les infirmiers. Nécessité de créer un ordre professionnel. Importance des attentes des infirmiers. Mission et organisation

du nouvel ordre. Crise des vocations. Engagement de négociations. Le groupe UMP soutiendra le texte.

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)]** - (7 novembre 2006) - **Article unique** (p. 7692) : modification de la loi de 2004 relative aux libertés et aux responsabilités territoriales s'agissant du transfert aux collectivités territoriales des ports non autonomes relevant de l'Etat. Le groupe UMP apporte son soutien à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8263) : son amendement n° 130 : écartement des primes d'assurance acquittées par les médecins ; retiré.

**SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9188, 9190) : augmentation des crédits. Avancées obtenues. Rôle de l'ONAC. Question des veuves d'anciens combattants. Soutien à l'Institut national des invalides, INI. "Décristallisation" des pensions. Rente mutualiste du combattant. Dossiers latents. Premières rencontres internationales sur la mémoire partagée. Célébration du 45ème anniversaire de la fin des combats en Afrique du Nord. Rôle des femmes dans le devoir de mémoire.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior) (p. 1023) : soutient l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision du statut scolaire du jeune stagiaire) ; adopté par priorité. (p. 1057) : avec le groupe socialiste, votera contre l'article 1er.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1423) : conclusions du rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi. Interrogation sur la possibilité de déroger à la règle dite "de minimis" prévue par le droit communautaire. Problème du non-remboursement des fonds publics octroyés à des entreprises qui délocalisent. Exemple de Metaleurop Nord.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1502) : soutient l'amendement n° 332 de Mme Gisèle Printz (suppression) ; rejeté. - **Article 17** (Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) (p. 1530) : soutient l'amendement n° 346 de Mme Gisèle Printz (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4991) : question de la capacité financière des départements à mettre en pratique les mesures préconisées. Prise en compte insuffisante des accueillants et des assistants familiaux. Question de la coordination de ce texte avec le prochain projet de loi sur la délinquance. Nécessité de préciser encore certaines dispositions. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 5008) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Claire-Lise Campion (précision des termes définissant les situations de danger pour un enfant) ; rejeté.

**SARKOZY (Nicolas)**  
ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et  
de l'aménagement du territoire

## DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)] (11 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

*Projet de loi* relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)] (28 juin 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Projet de loi* relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)] (19 octobre 2006) - **Union européenne.**

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (8 novembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 443-6 du code du travail - Supplément d'intéressement ou de réserve de participation) (p. 7754) : soutient l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy (subordination du versement du supplément d'intéressement à un accord salarial conclu depuis moins de deux ans) ; devenu sans objet. - **Article 1er bis** (art. L. 444-5 du code du travail - Réforme du livret d'épargne salariale) (p. 7761, 7762) : soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de toute condition d'ancienneté dans l'entreprise pour bénéficier de l'épargne salariale) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 422-15-1 nouveau et L. 444-2 du code du travail - Négociation de régimes de participation au niveau des branches) (p. 7771) : soutient l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour l'entreprise d'opter pour l'accord de branche à condition que ses dispositions soient plus favorables aux salariés) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2006) - **Article 14 bis** (art. L. 320-2 du code du travail - Association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 7825) : soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 22 (priorité)** (Expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité) (p. 7857, 7858) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 23 (priorité)** (art. L. 320-2-1 nouveau du code du travail - Congé de mobilité) (p. 7866, 7867) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur le même objet n° 111 et n° 112 ; rejetés ; et n° 110 (protection des droits des salariés) ; devenu sans objet. - **Article 21 bis** (art. L. 900-2 du code du travail - Intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 7909, 7910) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur l'état d'application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - (13 décembre 2006) : son intervention (p. 10212, 10213).

*Projet de loi* et plusieurs propositions de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)] (28 novembre 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4309) : hommage à la mémoire de Gérard Léonard, député récemment décédé. (p. 4310, 4314) : notion fondamentale d'immigration choisie. Débat impératif. Attente certaine des Français. Intérêt national. Concertation en amont avec des personnalités d'horizons différents. Opposition non constructive du groupe socialiste. Complexité et sensibilité du sujet. Droit de la France de choisir sa politique d'immigration. Renouveau des liens avec l'Afrique. Emigration non souhaitable de ses élites. Enjeu fondamental de l'immigration dans toutes les grandes démocraties européennes. Absence de maîtrise en France depuis trente ans. Faillite du système d'intégration. Emeutes d'octobre et de novembre. Activisme du Gouvernement depuis quatre ans dans la lutte contre l'immigration clandestine. Fermeture de Sangatte. Loi du 26 novembre 2003. Augmentation du nombre



des reconduites à la frontière. Efficacité attendue des visas biométriques. Stabilisation de l'immigration régulière. Effets positifs de la réforme du droit d'asile. Problématique de l'immigration "pour motif familial". Place importante dans les flux migratoires. Situations de détresse et d'exclusion. (p. 4315, 4319) : réforme dictée par l'intérêt de la cohésion sociale et des familles et enrichie des expériences de quelques pays étrangers. Articulation autour de trois principes : immigration choisie ; lien entre intégration et immigration ; stratégie du codéveloppement et de partenariats avec les pays d'origine. Formation des élites des pays en voie de développement dans la perspective de leur retour au pays d'origine. Nécessité de lutter contre la "fuite des cerveaux" et le pillage scandaleux des médecins africains. Programmation d'une expérience pilote avec le Sénégal. Economie du texte. Maîtrise quantitative de l'immigration : rapport annuel au Parlement sur les objectifs quantitatifs prévisionnels définis en fonction des capacités d'accueil de la France et de ses besoins ; délivrance d'un visa de long séjour par le consulat du pays d'origine préalable à l'immigration. Conditions de l'immigration familiale : réforme de la procédure du regroupement familial ; conditions de délivrance des cartes de séjour ; renforcement de la lutte contre les mariages de complaisance ; mise sous tutelle des allocations familiales versées aux familles polygames. Accueil des étudiants et des talents : création d'une carte de séjour "compétences et talents". Contrat d'accueil et d'intégration. Immigration outre-mer. (p. 4319, 4321) : se réjouit des amendements équilibrés adoptés à l'Assemblée nationale visant à renforcer les droits des étrangers. Proposera d'abroger le système des régularisations automatiques après dix ans de séjour illégal. Opposé aux logiques d'automatisme constituant un appel d'air et un encouragement à la clandestinité. Exemples de l'Espagne et de l'Italie. Prise en compte de certaines situations humanitaires. Création de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour. Présence en France de familles d'étrangers en situation irrégulière et de leurs enfants scolarisés : problématique du renoncement au retour forcé par devoir

d'humanité au risque de créer une nouvelle filière d'immigration en France. Instructions aux préfets visant à une aide au retour volontaire ou à l'admission exceptionnelle au séjour envisagée au cas par cas. Souhaite une contribution constructive du Sénat sur le codéveloppement, notamment sur sa proposition d'une meilleure mobilisation de l'épargne des migrants en faveur de l'investissement dans leur pays d'origine avec un régime fiscal privilégié. Importance du débat pour assumer sans tabou un véritable choix de société.

- **Rappel au règlement** - (13 septembre 2006) (p. 5880, 5881) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Hélène Luc. Application des décisions de justice ordonnant l'évacuation du squat de Cachan. Relogement des familles munies de papiers.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5881, 5883) : plan pilote de prévention de la délinquance "25 quartiers". Cadre et assise juridiques indispensables en faveur de la prévention. Evolution de la délinquance. Réforme des corps et carrières de la police nationale. Création du fichier national des empreintes génétiques. Augmentation des violences aux personnes. Réforme indispensable de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante. Forte augmentation de la délinquance des mineurs sur les six dernières années. (p. 5884, 5887) : mesures pour lutter contre l'absentéisme scolaire. Réforme de la loi du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses. Coordination de la politique de prévention par le maire. Lien entre les troubles du comportement des jeunes enfants et la délinquance. Médecine scolaire. Création de la fonction de coordinateur des services sociaux.

**SAUGEY (Bernard)**  
*sénateur (Isère)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : La réforme de l'Etat au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 152 (2005-2006)] (5 janvier 2006) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 398 (2005-2006)] portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 410 (2005-2006)] (21 juin 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 83 tome 7 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions statutaires applicables aux membres de la Cour des comptes [n° 398 (2005-2006)]** - (29 juin 2006) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale**

(p. 5378, 5381) : caractéristiques du statut des membres de la Cour des comptes. Justification de la nécessaire modernisation des règles applicables. Economie du projet de loi. Acquisition de l'autonomie de gestion. Instauration d'une procédure disciplinaire. Propose l'adoption conforme du texte. - **Article 1er** (art. L. 112-5 et L. 112-6 du code des juridictions financières - Assouplissement du statut de conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes) (p. 5386) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Mahéas (rétablissement du nombre de postes ouverts de conseillers maîtres en service extraordinaire à dix et de la durée de leurs fonctions à quatre ans). - **Article 5** (art. L. 122-2 du code des juridictions financières - Assouplissement des conditions d'accès au grade de conseiller maître à la Cour des comptes) (p. 5387, 5388) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Mahéas (rétablissement de la condition de durée d'activité dans des services publics pour accéder à la maîtrise au tour extérieur).

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

##### *Première partie :*

- (28 novembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8925) : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Révision constitutionnelle du 28 mars 2003. Loi du 18 décembre 2003 sur la décentralisation du RMI et sur la création du revenu minimum d'activité et loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Réforme de la fiscalité locale. Taxe professionnelle. Contrat de croissance et de solidarité. Dotation globale de fonctionnement. Péréquation. Compensation

financière des transferts de compétences : exemple du RMI. Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion. Retour à l'emploi et contrat d'avenir. TIPP et droits de mutation à titre onéreux. Financement des bourses sanitaires et sociales, des formations sanitaires et sociales et du fonds de solidarité pour le logement. Transfert des personnels TOS de l'éducation nationale et des agents du ministère de l'équipement. Rapport de l'Observatoire de la décentralisation. Maîtrise des finances locales et recours à l'emprunt. Ressources fiscales des collectivités territoriales : enjeu de démocratie locale.

##### *Deuxième partie :*

#### **Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9762) : nouveaux documents identitaires. Agence nationale des titres sécurisés. Rapport Machelon sur les relations des cultes avec les pouvoirs publics. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

#### **Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales**

- (7 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9768) : inadaptation de la LOLF. Résultats enregistrés par les indicateurs. Etablissements publics de coopération intercommunale. Avis favorable de la commission à l'adoption de ces crédits.

**SAUNIER (Claude)**  
sénateur (Côtes-d'Armor)  
SOC

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Secrétaire de la Délégation pour la planification.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les apports de la science et de la technologie au développement durable, Tome I : Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise [n° 426 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise. Actes du colloque du 29 juin 2006 [n° 56 tome 1 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Environnement - Énergie.**

**SCHILLINGER (Patricia)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur la transition énergétique et le plan climat** - (13 décembre 2006) (p. 10188, 10190) : réchauffement de la planète. Faiblesses dans l'action gouvernementale. Nécessité de poser le problème à l'échelon mondial, sans se dispenser d'un engagement national déterminé.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 59, 60) : interrogation sur la nécessité d'une loi supplémentaire. Absence de traitement par ce texte de la précarité due au temps partiel. Action nécessaire sur les facteurs de discrimination. Traitement du congé de maternité. Absence de prise en compte de toutes les solutions aux problèmes. Amendements proposés par le groupe socialiste. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A) ou après l'article 6** (p. 65, 66) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Gisèle Printz (majoration de salaire pour les heures complémentaires réalisées dans le cadre d'un travail à temps partiel) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 71) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 90, 91) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Gisèle Printz (insertion dans le contrat de travail des conditions permettant aux salariés de refuser des changements affectant sa durée ou ses horaires de travail) ; rejeté. - **Article 10 bis** (art. L. 615-19, L. 722-8, L. 722-8-1, L. 615-19-1, L. 313-3, L. 331-5 du code de la sécurité sociale, L. 122-26 du code du travail, L. 732-12 du code rural, 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Financement du congé de maternité prolongé en cas de naissance d'un enfant prématuré*) (p. 94) : son amendement n° 22 : extension de l'allongement du congé maternité prévu pour les mères d'enfants prématurés aux agents de la fonction publique ; retiré au profit de l'amendement n° 40 du Gouvernement (conditions d'allongement du congé de maternité prévu pour les mères d'enfants prématurés).

- **Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 633, 634) : regrette l'absence d'amélioration du statut des femmes en situation précaire et l'absence de contrainte imposée aux employeurs. Déplore qu'aucun amendement présenté par le groupe socialiste n'ait été adopté. Pour toutes ces raisons le groupe socialiste votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (24 février 2006) - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1035) : soutient l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances) ; rejeté. (p. 1044) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1153) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Raymonde Le Texier (précision du montant des salaires restant dû en cas de licenciement) ; rejeté. Interrogation sur la garantie de versement des primes et accessoires de salaire au salarié licencié sans motif. (p. 1178) : soutient l'amendement n° 173 de Mme Raymonde Le Texier (diminution de la durée d'activité nécessaire à l'acquisition du droit à l'allocation forfaitaire pour un salarié licencié d'un CPE) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1214) : intervient sur l'amendement précité n° 163 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 1224) : favorable à l'amendement précité n° 173 de Mme Raymonde Le Texier.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 3165) : soutient l'amendement n° 434 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les unions d'économie sociale, UES, d'accéder au conventionnement global) ; adopté. - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - *Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 3176, 3177) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 436 (financement de l'accompagnement social lié au logement) et n° 437 (objectifs du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD) ; rejetés. (p. 3178) : soutient l'amendement n° 438 de M. Thierry Repentin (mise à disposition durable d'un logement pour les personnes visées par le PDALPD) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 3361) : soutient l'amendement n° 260 de M. Thierry Repentin (financement du fonds de solidarité pour le logement) ; rejeté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4985, 4986) : nombreux cas d'enfants victimes de violence. Influences de la crise économique, de l'isolement social, de la pénurie de logements, des mouvements migratoires, des difficultés d'insertion professionnelle et de la monoparentalité sur la dégradation des conditions de vie des familles. Nécessité d'accompagner la politique de protection de l'enfance de moyens significatifs. Importance de la continuité de l'accompagnement du mineur pour lui permettre de se construire jusqu'à l'âge adulte. Favorable à des modifications du vocabulaire propre à la protection de l'enfance. Nécessité d'éviter la confusion entre ce texte et des projets de réforme plus sécuritaires. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4997) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Claire-Lise Campion (évolution de la terminologie du code de l'action sociale et des familles) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - *Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 5002) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Claire-Lise Campion (maintien d'un soutien psychologique en faveur des femmes qui viennent d'accoucher, dans les jours qui suivent le retour à domicile) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Droits des parents dans leurs relations avec le service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 5054) : question du personnel nécessaire aux conseils généraux pour mettre en oeuvre cette disposition. Soutient l'amendement n° 102 de Mme Claire-Lise Campion (précision) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 5995, 5996) : confusion des rôles du maire et du président du conseil général. Opposition des logiques affichées par ce texte et par le projet de loi réformant la protection de l'enfance. Superposition de deux formes

d'accompagnement parental. Confusion entre les mises en place de l'aide à la gestion et le contrôle de la gestion des prestations familiales. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 [nouveaux] du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles*) (p. 6016, 6018) : soutient l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Nomination du coordonnateur de la commune comme tuteur aux prestations sociales*) (p. 6025, 6026) : soutient l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8079, 8080) : vieillissement de la population. Insuffisance des financements de la dépendance, CNSA. Personnes handicapées vieillissantes. Formation et qualification des personnels.

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8160) : soutient l'amendement n° 238 de M. Bernard Cazeau (caractère systématique du versement de la subvention d'équipement par l'État au FFIPSA) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) (p. 9625, 9626) : manque de clarté de ce budget.

**SÉGUIN (Philippe)**

*Premier président de la Cour des comptes*

## INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (22 février 2006) - Premier président de la Cour des comptes (p. 814, 817) : mise en oeuvre d'un réel droit de suite de la Cour des comptes grâce à un suivi systématique de l'impact de ses

travaux les plus significatifs. Présentation du contenu du rapport : contrôle dans les domaines de la fiscalité, de l'action sanitaire et du logement social ; "contrôles organiques" portant sur trois institutions oeuvrant hors du territoire métropolitain ; problèmes de la vie locale ; utilisation des dons pour l'Asie du Sud-Est. Publication de rapports thématiques en collaboration avec les chambres régionales des comptes. Rendez-vous de 2007 et rapports annuels de performance dans le cadre de la LOLF. Rapport sur la situation des finances publiques et leurs perspectives. Inquiétant gonflement de la dette.

**SEILLIER (Bernard)**

*sénateur (Aveyron)  
RDSE*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale jusqu'au 21 janvier 2006.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 8 septembre 2006.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux (26 janvier 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 118 (2005-2006)] pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 161 (2005-2006)] (18 janvier 2006) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 196 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 214, 216) : simplification des dispositifs d'intéressement. Progressivité en fonction du temps de travail. Conditions de versement de la prime de retour à l'emploi. Impact sur le pouvoir d'achat des

bénéficiaires. Ses propositions : versement immédiat de la prime ; création d'une prime de sortie. Accès à un mode de garde d'enfants. Sanctions en cas de fraude. Aménagement du CI-RMA. Nécessité d'envisager d'autres mesures relatives aux droits connexes et à l'accompagnement professionnel et social des bénéficiaires de minima sociaux. Recommande l'adoption de ce projet de loi. - **Question préalable** (p. 241) : s'oppose à la motion n° 62 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 243) : s'oppose à la motion n° 38 de Mme Gisèle Printz tendant au renvoi à la commission. - **Titre Ier (avant l'article 1er)** (p. 244, 245) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean Desessard (modification de l'intitulé). - **Articles additionnels avant l'article 1er** : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 100 (insertion obligatoire d'actions de formation et de mesures d'accompagnement professionnel dans les conventions ouvrant droit aux contrats initiative-emploi) et n° 99 (rétablissement d'un nombre maximal de renouvellements des contrats initiative emploi à durée déterminée). (p. 246) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Bernard Cazeau (abrogation de l'ordonnance relative au contrat nouvelles embauches). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 248) : défavorable aux amendements analogues n° 39 de M. Bernard Cazeau et n° 84 de M. Roland Muzeau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales). - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi) (p. 252) : son amendement n° 2 : versement immédiat de la prime de retour à l'emploi ; retiré au profit de l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions de versement de la prime de retour à l'emploi), qu'il accepte. (p. 253) : demande le retrait de l'amendement n° 36 de Mme Valérie Létard (majoration du plafond ouvrant droit à un crédit d'impôt pour financer un contrat d'assurance complémentaire de santé). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 63 (conditions de versement de la prime de retour à l'emploi) et n° 64 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi), de M. Bernard Cazeau n° 41 (conditions de versement de la prime de retour à l'emploi) et n° 42 (nombre d'attributions de la prime de retour à l'emploi à une même personne), ainsi qu'à l'amendement n° 101 de M. Jean Desessard (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 256) : accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (régime juridique de la prime de retour à l'emploi). - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 259, 263) : ses amendements n° 3 : majoration de la prime forfaitaire le dernier mois ; et n° 4 : coordination ; retirés. Son amendement n° 5 : suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 65 (suppression), n° 66 (aménagement du régime d'intéressement) et n° 67 (financement du fonds de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 44 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire), n° 43 (montant des revenus d'activité conditionnant le versement de la prime forfaitaire mensuelle) et n° 45 (financement du fonds de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi). - **Article additionnel après l'article 2** : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Jean Desessard (individualisation du droit au RMI). - **Article 3** (art. L. 131-2, L. 262-10, L. 262-11, L. 262-30, L. 262-32, L. 262-39, L. 262-40, L. 262-41 et L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 266, 267) : ses amendements n° 7 : précision ; n° 9 : suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime ; et n° 10 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 68 (suppression) et n° 69 (aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 46 (détermination des rémunérations prises en compte pour le calcul de l'allocation) et n° 47 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire). -

**Article 4** (art. L. 511-1, L. 524-1 et L. 524-5 du code de la sécurité sociale - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) (p. 269) : ses amendements n° 13 : suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime ; n° 14 : régime dérogatoire applicable à la prime forfaitaire mensuelle ; et n° 15 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 70 (suppression) et n° 71 (aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 48 (mise en place d'un accompagnement professionnel personnalisé pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) et n° 49 (coordination). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 270) : accepte l'amendement n° 93 du Gouvernement (modification du régime de l'allocation de retour à l'activité). - **Article 6** (art. L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles - Garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 273, 274) : son amendement n° 16 : modalités d'accueil d'urgence des enfants de bénéficiaires de minima sociaux en recherche d'emploi ; retiré au profit de l'amendement n° 111 du Gouvernement (modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux), qu'il accepte. Demande le retrait des amendements identiques n° 50 de M. Bernard Cazeau et n° 72 de M. Roland Muzeau (modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux), et n° 37 de Mme Valérie Létard (modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 275, 276) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension du champ d'application du CI-RMA). - **Article 7** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles - Accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI) (p. 277) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 278) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Roland Muzeau (conditions d'accès au RMI pour les étrangers non communautaires résidant en France). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 279, 280) : accepte l'amendement n° 95 du Gouvernement (coordination) et s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Philippe Adnot (instauration d'une contrepartie systématique au RMI). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 281, 282) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 106 (instauration d'un droit inconditionnel à un revenu social minimum) et n° 105 (rehaussement des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté défini par l'INSEE).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - Coordinations concernant le revenu minimum d'insertion) (p. 296, 297) : s'oppose aux amendements identiques n° 51 de M. Bernard Cazeau et n° 75 de M. Roland Muzeau (suppression du I bis de l'article prévoyant une information du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir), ainsi qu'à l'amendement n° 52 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fin du paragraphe I bis de l'article 10 prévoyant la mise en oeuvre de sanctions par les présidents de conseils généraux). - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion) (p. 300) : ses amendements n° 17 : avis de la commission locale d'insertion préalable à la sanction ; et n° 18 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 53 de M. Bernard Cazeau et n° 76 de M. Roland Muzeau, et accepte l'amendement n° 113 du Gouvernement (limitation du montant total des sanctions administratives et pénales). (p. 302) : responsabilité du président du conseil général. - **Article 10 ter** (art. L. 524-6 et L. 524-7 du code de la sécurité sociale - Pénalités applicables à la fraude à l'allocation de parent isolé) (p. 303) : s'oppose aux amendements de suppression n° 54 de M. Bernard Cazeau et n° 77 de M. Roland Muzeau, et accepte l'amendement n° 114 du Gouvernement (limitation du montant total des sanctions pécuniaires administratives et pénales). - **Article 10 quater** (art. L. 365-1 et L. 365-3 du code du travail - Pénalités applicables à la fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi) (p. 304) : son amendement n° 19 : précision relative au délai

dont disposent les allocataires de l'ASS pour adresser leurs observations sur la sanction administrative envisagée ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 55 de M. Bernard Cazeau et n° 78 de M. Roland Muzeau, et accepte l'amendement n° 115 du Gouvernement (limitation du montant total des sanctions pécuniaires administratives et pénales). - **Article 10 quinquies** (art. 50 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité - Report de la date de remise du rapport annuel d'évaluation de la loi portant décentralisation du RMI) : son amendement n° 20 : élargissement de l'objet du rapport annuel d'évaluation du RMI au nouveau dispositif d'intéressement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 109 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir) (p. 306) : son amendement n° 21 : suppression du II relatif à la compensation des exonérations de charges sociales ; adopté (p. 307) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier (financement du contrat d'avenir). S'oppose à l'amendement n° 79 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 309) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier précité. (p. 309, 310) : à titre personnel, ne votera pas l'amendement n° 90 précité. - **Article 14** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Assouplissement de la durée hebdomadaire des contrats d'avenir) (p. 325) : son amendement n° 22 : rédaction et possibilité de modulation de la durée du travail sous certaines conditions ; adopté. (p. 326) : s'oppose aux amendements de suppression n° 56 de M. Bernard Cazeau et n° 80 de M. Roland Muzeau, et accepte l'amendement n° 97 de M. Alain Gournac (assouplissement de la durée hebdomadaire du contrat d'avenir pour les salariés des associations de services à la personne). Modifie son amendement précité n° 22 en y intégrant l'amendement précité n° 97 de M. Alain Gournac. - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée) (p. 327, 328) : son amendement n° 23 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements n° 57 de M. Bernard Cazeau (suppression) et n° 81 de M. Roland Muzeau (suppression du 3° de l'article excluant les bénéficiaires d'un CI-RMA du décompte des effectifs). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 329) : accepte l'amendement n° 110 du Gouvernement (cohérence). - **Article 16** (art. L. 322-4-16 et L. 322-4-16-8 du code du travail - Personnes morales susceptibles de mettre en oeuvre des ateliers ou des chantiers d'insertion) : ses amendements n° 24 : précision ; n° 25 : autorisation des départements de gérer des ateliers ou des chantiers d'insertion et de passer une convention avec l'Etat en vue de leur mise en oeuvre ; et n° 26 : coordination ; adoptés. Accepte l'amendement n° 58 de M. Bernard Cazeau (précision). - **Article 17** (art. L. 322-4-16 du code du travail - Suppression d'une procédure d'agrément prévue en cas de signature d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA par une structure d'insertion par l'activité économique) (p. 332) : son amendement n° 27 : correction d'une erreur ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 59 de M. Bernard Cazeau et n° 82 de M. Roland Muzeau. - **Article 18** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Modification de l'objet du fonds de garantie créé par la loi de cohésion sociale) : son amendement n° 28 : précision ; adopté. - **Article 19** (art. L. 322-4-10 et art. L. 322-4-15-3 du code du travail - Suppression d'une condition de délai pour l'accès au contrat d'avenir et au CI-RMA) (p. 333) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Division additionnelle après l'article 19** (p. 334) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Roland Muzeau (titre additionnel - Consolider les parcours d'insertion). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 335) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Roland Muzeau (objet de la convention signée entre les employeurs recourant au CI-RMA et le conseil général). (p. 336) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 87 (prime de compensation de précarité en faveur des salariés embauchés en CDI à l'issue du CI-RMA) et n° 88 (attribution d'une prime de compensation de précarité en faveur des salariés non embauchés en CDI à l'issue du contrat d'avenir). S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Roland Muzeau (mise en place de contrats aidés à temps complet). (p. 338) : accepte l'amendement n° 108 du Gouvernement (imputation des

aides incitatives au retour à l'emploi des bénéficiaires de l'allocation d'assurance chômage). (p. 339), souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 35 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 61 de M. Alain Gournac (calcul des effectifs de l'entreprise en évitant de prendre en compte deux fois les salariés mis à disposition). (p. 340) : accepte les amendements n° 91 de M. Alain Gournac (impossibilité d'accorder une remise de dette en cas de fraude ou de fausses déclarations) et n° 94 du Gouvernement (clarification juridique). (p. 341) : après avoir entendu l'avis du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Aymeri de Montesquiou (reprise du champ du régime transitoire fixé par la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail). (p. 342, 343) : accepte l'amendement n° 96 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance, à titre expérimental, un nouveau dispositif d'aide au reclassement des salariés licenciés pour motif économique des entreprises de moins de 1000 salariés). - **Intitulé du projet de loi** (p. 346) : accepte l'amendement n° 116 du Gouvernement (rétablissement du titre initial du projet de loi - Retour à l'emploi et au développement de l'emploi).

- **Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 639, 640) : accord de la commission mixte paritaire. Principales modifications adoptées. Qualité du dialogue avec le Gouvernement et les députés. Première étape centrée sur l'articulation entre minima sociaux et revenu d'activité. Prochains chantiers : droit connexe et accompagnement des bénéficiaires. Recommande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 906, 907) : incitation des entreprises à embaucher par le biais du CPE. Objectif d'un rétablissement d'une confiance réciproque entre jeunes et employeurs. Favorable à un jugement du CPE sur le bilan de sa mise en oeuvre. Les parlementaires du RDSE membres de la majorité soutiendront ce texte.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2103, 2104) : nécessaire adaptation de la fonction publique territoriale. Favorable au volet formation de ce texte. Missions du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT. Accession des personnes handicapées à la fonction publique territoriale. Clarification de l'organisation des concours. Devenir des emplois fonctionnels de direction. Préjugé favorable sur ce texte de l'ensemble du groupe du RDSE. Hommage au travail de la commission des lois et remerciements au ministre.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2334, 2335) : la majorité des membres du groupe du RDSE soutient ce projet de loi, les autres membres faisant le choix de l'abstention.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3518, 3519) : recherche d'équilibre entre les droits des créateurs et les aspirations des internautes. Développement nécessaire d'une offre légale en ligne. Exceptions au droit d'auteur. Avenir du livre numérique. Le groupe du RDSE votera ce texte, amendé par la commission.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4970, 4971) : précarité matérielle et morale dans certaines familles. Risque de dérive à l'adolescence. Confirmation du rôle des départements en matière de développement de la prévention. Protection de l'enfant dès sa conception. Amélioration du dispositif d'alerte et d'évaluation des risques pour l'essentiel des réseaux d'écoute. Importance de ce projet de loi face à l'instabilité de notre société.

- **Suite de la discussion** (21 juin 2006) - **Article 15** (art. L. 542-1 du code de l'éducation, art. L. 226-1 et L. 226-12-1 du code de l'action sociale et des familles - Formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance) (p. 5071, 5072) : sur l'amendement n° 30 de la

commission (formation commune des professionnels à la protection de l'enfance), son sous-amendement n° 141 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5085) : texte de qualité. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en œuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5866, 5867) : rétablissement indispensable de la paix dans la région. Désarmement incontournable de la milice du Hezbollah au bénéfice de l'armée libanaise. Restauration de la souveraineté du Liban. Aide à la reconstruction. Le groupe du RDSE soutient les initiatives et les positions diplomatiques militaires et de coopération de la France menées par le Gouvernement et le Président de la République.

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - *Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers*) (p. 6387) : nécessité urgente de la création d'un ordre national des infirmiers. Reconnaissance de la profession. Garantie des principes de moralité et d'intégrité. Amélioration de la représentation et de la défense des infirmiers français dans les instances européennes et internationales. Favorable à une organisation de l'ordre selon trois niveaux.

**SERGEANT (Michel)**  
sénateur (Pas-de-Calais)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

##### **Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9254, 9255) : son amendement n° II-86 : maintien de l'exonération pour les GEIQ ; adopté.

##### **Développement et régulation économiques**

- (9 décembre 2006) - **Article 46 bis** (*Extension de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement au secteur des industries du bois*) (p. 9968, 9969) : ne votera pas l'amendement n° II-284 de la commission (suppression) dans l'attente de garanties supplémentaires.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article 25** (*Modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes*) (p. 10482) : son amendement n° 44 : accélération des travaux d'insonorisation au bénéfice des riverains ; adopté.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**



*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 78 tome 3 annexe 30 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Sports**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4739, 4740) : demande communication de la réponse du Gouvernement à la mise en demeure de la Commission européenne relative au maintien des tarifs réglementés de l'énergie. Interrogation sur la possibilité pour les collectivités locales de continuer à bénéficier de ces tarifs. Tarif de "dernier recours". Question sur la régulation envisagée permettant d'imposer une politique de qualité des réseaux. Interrogation sur les conséquences pour les communes propriétaires de réseaux d'une mise en concurrence des concessions. Suppression des services gratuits et augmentation du coût de ceux déjà payants. Réaffirmation de son adhésion à un grand service public de l'électricité et du gaz.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5284, 5285) : remerciements pour la qualité de la collaboration des services du ministère. Défaillance du programme "Jeunesse et vie associative". Interrogation sur les moyens mis en oeuvre pour y remédier. Importance des gels de crédits et caractère récurrent de cette pratique. Interrogation sur la position du ministre relative à son budget considéré par le Gouvernement comme une variable d'ajustement. Question sur les difficultés de financement de certaines fédérations sportives. Interrogation sur le retard dans la mise en place du suivi médical des sportifs de haut niveau et des espoirs. Souhait de la commission des finances de faire évoluer le débat sur cette loi de règlement vers une évaluation des résultats de la gestion des ministres. Félicitation à l'équipe de rugby des moins de vingt et un ans. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306) : absence de sincérité de cette exécution budgétaire. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6486, 6487) : démantèlement du service public de l'énergie. Expression de son mécontentement en qualité de président du syndicat départemental d'énergie du Pas-de-Calais. Conséquences de la privatisation de GDF pour les collectivités locales concédantes du réseau de distribution. Incidences de la privatisation de GDF sur le monopole exercé sur les concessions de distribution publique de gaz. Avenir des contrats de délégation de service public consentis à Suez par les

collectivités locales. Se prononce contre l'adoption de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6610, 6611) : favorable à l'amendement n° 85 de M. Roland Courteau (nécessité de préserver le caractère public de GDF et d'EDF). (p. 6614, 6616) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 87 et 88 de M. Roland Courteau (consultation des autorités concédantes du service public du gaz préalable à tout changement dans le capital de GDF) ; rejetés. (p. 6628) : soutient l'amendement n° 96 de M. Roland Courteau (rapport au Parlement sur l'évolution des tarifs du service public de l'énergie) ; rejeté. (p. 6642, 6643) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Roland Courteau (constitution d'une holding dénommée "Énergie de France").

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2006) - **Article 1er** (art. 2, 4, 5, 15, 18, 22 et 46-4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 6784) : intervient sur l'amendement n° 274 de M. Yves Coquelle (avis de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz). - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6806) : soutient l'amendement n° 116 de M. Roland Courteau (fourniture de gaz naturel aux clients bénéficiant des tarifs réglementés selon les conditions fixées par les autorités organisatrices de la distribution publique et du service public local de fourniture de gaz naturel) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7005) : favorable à l'amendement n° 765 de la commission (encadrement de la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux). - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7007) : le groupe socialiste est défavorable à l'article 7 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

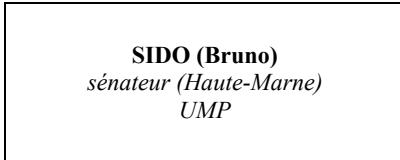
- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12 ou avant l'article 15** (p. 8954) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) ; et n° I-168 (repli) ; rejetés. (p. 8958) : intervient sur l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle), sur les amendements de M. Marc Massion n° I-166 (suppression de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 relatif aux modalités de plafonnement de la taxe professionnelle) et n° I-168 (repli), sur les amendements de M. Claude Haut n° I-169 (détermination du taux de référence de taxe professionnelle pour calculer la compensation des pertes de recettes des départements) et n° I-170 (minoration du ticket modérateur en fonction du taux de base) et sur l'amendement n° I-171 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement dans les communes ne pouvant augmenter leurs taux). - **Article 12** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8972) : soutient l'amendement n° I-176 de M. Marc Massion (modulation de la DSU en fonction du pourcentage de logements sociaux des communes) ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9928, 9929) : organisation du ministère. Présentation des crédits. Lutte contre le dopage. Stade de France. INSEP. Centre national pour le développement du sport. Programme "Jeunesse et vie associative". Emploi. Propose

l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9943) : accepte l'amendement n° II-235 de M. Jean Arthuis (conditions de concession du Stade de France).



**SIDO (Bruno)**  
sénateur (Haute-Marne)  
UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 326 (2001-2002)] relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 231 (2005-2006)] (1er mars 2006) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 286 (2005-2006)] relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 357 (2005-2006)] (17 mai 2006) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 370 (2005-2006)] sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 461 tome 1 (2005-2006)] (12 juillet 2006) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 370 (2005-2006)] sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 461 tome 2 (2005-2006)] (12 juillet 2006) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 127 (2006-2007)] (19 décembre 2006) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 142).

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : sa question (p. 802, 803).

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) -

rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Discussion générale** (p. 1840, 1842) : lacunes du cadre juridique relatif aux activités nucléaires. Définition de principes fondamentaux. Création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire. Partage des compétences entre celle-ci et le Gouvernement. Composition. Garanties relatives au droit à l'information et à la transparence. Amendements proposés par la commission. Recommande l'adoption de ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1864) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Yves Coquelle (abrogation de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières). (p. 1865) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Yves Coquelle (demande de renégociation des directives européennes relatives à l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie). - **Article 1er** (*Définition de la sécurité nucléaire et de ses composantes*) (p. 1866) : son amendement n° 1 : rôle de l'Etat en matière de sécurité nucléaire ; adopté. Accepte l'amendement n° 145 de Mme Dominique Voynet (définition de la transparence). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1867) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Yves Coquelle (statut des industries électriques et gazières applicable à toutes les entreprises du secteur énergétique). - **Article 2** (*Principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense*) (p. 1868, 1872) : ses amendements n° 2 : simplification ; n° 3 : principe d'action préventive ; n° 4 : responsabilité de l'exploitant vis-à-vis de la sûreté de son installation ; n° 5 : coordination ; n° 6 : rédaction ; et n° 7 : régime spécifique des activités et installations nucléaires intéressant la défense ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 255 de M. Bernard Piras (référence à l'article 5 de la charte de l'environnement) et n° 213 de M. Yves Coquelle (caractère obligatoire de la garantie d'information). Sur les amendements de Mme Dominique Voynet, demande le retrait du n° 146 (responsabilité des exploitants en matière de sûreté des installations nucléaires) et s'oppose au n° 147 (références à la charte de l'environnement, au code de l'environnement et à la convention d'Aarhus) ainsi qu'au sous-amendement n° 148 déposé sur son amendement n° 7 précité. - **Intitulé du titre II** (p. 1872, 1873) : s'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Dominique Voynet (suppression de la référence à la Haute Autorité de sûreté nucléaire). - **Article 2 bis** (*Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses compétences*) (p. 1875) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Yves Coquelle (suppression). (p. 1876, 1878) : ses amendements n° 8 : encadrement du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité de sûreté nucléaire ; et n° 9 : communication au ministre chargé de la sûreté nucléaire des décisions individuelles de la Haute Autorité en matière de contrôle et de prescription des installations nucléaires de base ; adoptés. Sur son amendement n° 8 précité, s'oppose au sous-amendement n° 260 de M. Bernard Piras. Sur son amendement n° 9 précité, s'oppose, à titre personnel, au sous-amendement n° 321 du Gouvernement. S'oppose également aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 150 (composition de l'Autorité de sûreté nucléaire) et n° 151 (cohérence) ainsi qu'à l'amendement n° 257 de M. Bernard Piras (homologation par le ministre chargé de la santé des décisions de la Haute autorité de sûreté nucléaire en matière de radioprotection de la population et des travailleurs). (p. 1879, 1880) : ses amendements n° 10 : rédaction ; n° 11 et 12 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 152 de Mme Dominique Voynet (suppression de l'exercice du contrôle en matière de sûreté de radioprotection par la Haute Autorité de sûreté nucléaire) et n° 238 de M. Yves Coquelle (exclusion des centrales nucléaires du champ de contrôle de la Haute Autorité de sûreté nucléaire). (p. 1881) : s'oppose à l'amendement n° 156 de Mme Dominique Voynet (outil d'évaluation des installations nucléaires étrangères). (p. 1882, 1883) : ses amendements n° 13 et 14 : précision ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 154 de

Mme Dominique Voynet (suppression de la faculté pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de désigner des inspecteurs, des agents et des organismes chargés du contrôle) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Piras n° 248 (impossibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de recourir à des agents contractuels), n° 261 (suppression de la possibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de délivrer des agréments à des organismes de contrôle) et n° 249 (limitation des effectifs d'agents mis à disposition d'établissements publics). Ses amendements n° 15 : participation de la Haute Autorité à l'information du public dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ; et n° 16 : suppression de la mission de la Haute Autorité consistant à veiller à l'application des dispositions relatives à l'information sur les risques liés à l'exposition aux rayonnements ionisants ; adoptés. (p. 1884) : son amendement n° 17 : suppression des dispositions obligeant la Haute Autorité à participer au financement des activités des commissions locales d'information ; adopté. (p. 1884, 1887) : ses amendements n° 18, 19 et 21 : rédaction ; n° 22 : suppression de la possibilité pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de constituer une commission d'enquête ; adoptés. Son amendement n° 20 : possibilité pour des experts et enquêteurs étrangers de participer aux enquêtes menées en cas d'accident nucléaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 159 de Mme Dominique Voynet, qu'il accepte. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 158 (en cas d'urgence radiologique, mise à disposition du Gouvernement de la Haute autorité de sûreté nucléaire, sous l'autorité du Premier ministre) et n° 246 (autorisation pour les députés et les sénateurs de visiter à tout moment les installations nucléaires de base). - **Article additionnel avant l'article 2 ter** (p. 1887, 1888) : accepte l'amendement n° 259 de M. Bernard Piras (établissement par la Haute autorité de sûreté nucléaire d'un rapport annuel d'activité transmis au Parlement, au Gouvernement et au Président de la République). - **Article 2 ter** (*Conditions de la saisine de la Haute Autorité pour des demandes d'études*) (p. 1888, 1889) : défavorable aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 160 (suppression), n° 161 (possibilité de saisine de la Haute Autorité de sûreté nucléaire par le Gouvernement ou les interlocuteurs parlementaires compétents) et n° 163 (obligation pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de transmettre au Gouvernement et au Parlement des rapports d'activité et des justifications de ses décisions), ainsi qu'à l'amendement n° 215 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 quater** (*Compétences de la Haute Autorité dans les négociations internationales*) (p. 1890) : ses amendements n° 23 : rédaction ; et n° 24 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 164 (nouvelle rédaction de l'article) et n° 165 (conditions de participation de la Haute Autorité de sûreté nucléaire à la représentation française à l'étranger), ainsi qu'à l'amendement n° 216 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 quinquies** (*Composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 1891, 1893) : ses amendements n° 25 : possibilité de démissionner pour les membres du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire ; n° 26 : limite d'âge ; et n° 27 : coordination ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 166 (suppression), n° 168 (composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire), ainsi qu'au sous-amendement n° 169 portant sur son amendement n° 26 précité. S'oppose également à l'amendement n° 217 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 sexies** (*Validité des délibérations du collège*) (p. 1894) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 171 (suppression de la procédure de décision en urgence) et n° 172 (procédure en cas d'urgence), ainsi qu'à l'amendement n° 218 de M. Yves Coquelle (suppression). Accepte l'amendement n° 239 de M. Christian Gaudin (secret des délibérations et des votes). - **Article 2 septies** (*Règlement intérieur et délégations au président de la Haute Autorité*) (p. 1895) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 octies** (*Obligations des membres du collège*) (p. 1896, 1898) : ses amendements n° 28 : traitement des membres du collège ; n° 29 : modalités de démission ; n° 30 : impossibilité pour les membres du collège de détenir des intérêts de nature à affecter leur impartialité ; n° 31 : possibilité de révocation d'un membre du collège ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 174 (suppression), n° 175

(suppression d'une référence explicite à l'absence d'instruction gouvernementale), n° 177 (impossibilité pour les membres du collège d'avoir exercé des postes à responsabilité dans l'industrie nucléaire dans les deux ans précédant leur désignation), n° 178 (contenu de la déclaration effectuée par les membres du collège) et n° 180 (possibilité d'invoquer la clause de conscience), ainsi qu'à l'amendement n° 220 de M. Yves Coquelle (suppression). Accepte l'amendement n° 179 de Mme Dominique Voynet (allongement du délai concerné par la déclaration d'intérêt effectuée par les membres du collège). - **Article 2 nonies** (*Actions en justice*) (p. 1899) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 181 (suppression) et n° 182 (conséquence), ainsi qu'à l'amendement n° 221 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 2 decies** (*Services de la Haute Autorité*) (p. 1900, 1902) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 183 (suppression), n° 184 et 185 (suppression partielle), aux amendements de M. Bernard Piras n° 250 (position normale d'activité des fonctionnaires recrutés), n° 251 (conditions de recrutement d'agents contractuels) et n° 252 (conditions de recrutement des inspecteurs), ainsi qu'à l'amendement n° 222 de M. Yves Coquelle (suppression). Son amendement n° 32 : rédaction ; adopté. - **Article 2 undecies** (*Compétences budgétaires de la Haute Autorité et de son président*) (p. 1903, 1904) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 186 (suppression) et n° 187 (repli), ainsi qu'aux amendements n° 223 de M. Yves Coquelle (suppression) et n° 262 de M. Bernard Piras (inscription au budget de l'Etat des crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire). - **Article 2 duodecies** (*Décret d'application du titre II*) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Bernard Piras (précision obligatoire par le Conseil d'Etat des procédures d'homologation des décisions de la Haute Autorité de sûreté nucléaire).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Intitulé du titre III - Chapitre 1er** (p. 1915) : son amendement n° 33 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 1916) : son amendement n° 34 : définition des obligations de l'Etat en matière d'information et de transparence dans le secteur nucléaire ; adopté. - **Article 3** (*Droit d'accès aux informations détenues par les exploitants nucléaires*) : son amendement n° 35 : amélioration du cadre juridique de l'obligation d'information imposée aux exploitants d'une installation nucléaire de base et aux personnes responsables des transports ; adopté. (p. 1917) : justification de la mise en place d'un seuil par l'application de traitements différenciés. - **Article 4** (*Modalités d'exercice du droit d'accès à l'information*) (p. 1918, 1920) : ses amendements n° 36 : précision du cadre juridique du droit d'accès à l'information ; n° 37 : rédaction ; n° 38 : suppression partielle ; n° 39 : modalités du contentieux des litiges relatifs au refus de communication ; et n° 40 : exclusion des informations nucléaires du champ d'application des dispositions législatives à la réutilisation des données publiques ; adoptés. Sur les amendements de M. Bernard Piras, demande le retrait du n° 266 (non-opposition du secret commercial et industriel aux demandes d'information en matière d'environnement) et s'oppose au n° 267 (interprétation restrictive des motifs de refus de communication de l'information en matière d'environnement). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1921) : son amendement n° 41 : inscription dans la loi des nouvelles compétences de la CADA en matière d'accès aux documents relatifs au nucléaire ; adopté. - **Article 5** (*Établissement d'un document à l'usage du public*) (p. 1921, 1924) : ses amendements n° 42 : précision ; n° 43 : rédaction ; n° 44 : rédaction ; et n° 45 : précision ; adoptés. Sur les amendements de M. Bernard Piras, s'oppose au n° 268 (élargissement du champ d'application de l'article) et accepte le n° 269 (obligation d'information en matière de nature et de quantité de déchets radioactifs ainsi que des mesures prises pour en limiter le volume et les effets). Accepte l'amendement n° 224 de M. Yves Coquelle (faculté pour le CHSCT de formuler des recommandations publiées en annexe au document annuel). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1924) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Bernard Piras (abrogation de l'arrêté du 26 juin 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires). - **Article 6** (*Commissions locales d'information*) (p. 1926, 1935) : son amendement n° 46 : réécriture de l'article 6 concernant la

création des commissions locales d'information ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Bernard Piras n° 332 (précision), n° 335 (précision du rôle de diffusion auprès du public des CLI) et n° 338 (faculté de saisine de la CLI par la commission départementale compétente) qu'il accepte, par le sous-amendement n° 322 du Gouvernement (suppression de l'obligation d'agrément pour les associations entrant dans la composition des CLI) qu'il refuse et par les sous-amendements n° 326 de M. Alain Fouché (information de la CLI dans les meilleurs délais en cas d'incident ou d'accident) et n° 339 de M. Yves Coquelle (possibilité pour les représentants du CHSCT d'être auditionnés à leur demande par les CLI) qu'il accepte. Sur les sous-amendements de M. Bernard Piras déposés sur son amendement n° 46 précité, demande le retrait du n° 327 (création de CLI auprès des centres de stockage ou d'entreposage des déchets radioactifs) et s'oppose aux n° 328 (remplacement des comités locaux d'information et de suivi auprès des laboratoires souterrains de recherche par les CLI), n° 337 (transfert des fonctions d'information aux CLI pour les installations nucléaires de base secrètes), n° 336 (élargissement de la mission d'information des CLI aux effets à moyen et à long terme sur l'environnement et la santé), n° 330 (réaffirmation du caractère de proximité des missions des CLI), n° 329 (élargissement de la composition des CLI aux représentants des organisations syndicales), n° 320 (suppression de l'obligation de la qualité d'élu local pour la présidence des CLI) et n° 331 (suppression du financement des CLI par la Haute autorité de sûreté nucléaire). Demande le retrait de l'amendement n° 207 de M. Alain Fouché (initiative de l'expertise ou de l'analyse exclusivement réservée à la CLI). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1936, 1937) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 286 (faculté d'auto-saisine de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et n° 287 (modalités de publicité des travaux de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). - **Intitulé du chapitre III** (p. 1937) : son amendement n° 58 : nouvel intitulé de la division - Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire ; adopté. - **Article 7** (*Création du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1938) : son amendement n° 59 : redéfinition de la composition du Haut Comité ; adopté. (p. 1939) : sur son amendement n° 59 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Dominique Voynet, portant sur le même objet, n° 316 et 313 (amélioration de l'indépendance de l'information), ainsi qu'au sous-amendement n° 236 de M. Yves Coquelle (cohérence). S'oppose aux amendements de M. Bernard Piras n° 288 (augmentation du nombre des représentants de la fédération des commissions locales d'information) et n° 290 (nomination des représentants d'organisations syndicales représentatives). (p. 1940) : légitimité de la composition du Haut comité. - **Article 8** (*Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1941, 1942) : ses amendements n° 60 : précision sur les missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire ; et n° 62 : conditions de saisine du Haut comité ; adoptés ; n° 61 : possibilité pour le Haut comité d'émettre des avis sur la sécurité nucléaire, sur son contrôle et l'information qui s'y rapporte ; adopté après modification par le sous-amendement n° 334 de M. Bernard Piras (faculté pour le Haut comité de proposer toute mesure de nature à garantir ou à améliorer la transparence en matière nucléaire) qu'il accepte. Demande le retrait de l'amendement n° 226 de M. Yves Coquelle (caractère systématique de l'avis donné par le Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire sur tout projet de réforme). (p. 1943, 1944) : s'oppose aux amendement de M. Bernard Piras n° 291 (renforcement du rôle du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire en matière de droit à l'information en matière nucléaire), n° 293 (faculté pour l'IRSN et l'INERIS de saisir le Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire), n° 294 (faculté de saisine du Haut comité par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 318 et 317 de Mme Dominique Voynet (élargissement du champ des auteurs possibles de la saisine du Haut comité), et à l'amendement n° 227 de M. Yves Coquelle (élargissement de la possibilité de saisine du Haut comité aux présidents des groupes parlementaires et aux représentants des organisations syndicales). - **Article 9** (*Activités du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire*) (p. 1944, 1945) : ses amendements n° 63 : d'une part,

suppression de la faculté pour le Haut comité de faire réaliser des contre-expertises et, d'autre part, faculté de faire réaliser des expertises limitées à l'accomplissement de ses missions ; n° 64 : rédaction ; et n° 65 : liste des personnes et organismes ayant une obligation d'information vis-à-vis du Haut comité ; adoptés. S'oppose au sous-amendement n° 314 de Mme Dominique Voynet (extension à l'IRSN de l'obligation d'informer le Haut comité) à son amendement n° 65 précité. - **Article 10** (*Moyens financiers du Haut comité et obligations reposant sur ses membres*) : son amendement n° 66 : exonération de l'obligation de déclaration accordée aux représentants des personnes responsables d'activités nucléaires ; adopté. Souci de simplification administrative. S'oppose au sous-amendement n° 311 de Mme Dominique Voynet (suppression de la dispense d'obligation de déclaration) à son amendement n° 66 précité. - **Division additionnelle après l'article 11** (p. 1947) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Yves Coquelle (nouvelle division - Participation des salariés des installations nucléaires à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire). - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 1979) : son amendement n° 319 : ratification des protocoles modifiant les conventions de Paris et Bruxelles signées le 12 février 2004 relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire ; adopté. - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1983, 1985) : légitimité de l'exercice de la fonction d'inspection du travail par la direction générale et par les inspecteurs de la sûreté nucléaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1990) : remerciements. Texte permettant aux Français d'avoir confiance dans le nucléaire.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4132, 4135) : enrichissement du texte par les députés. Aboutissement des travaux menés depuis la loi Bataille de 1991. Prise en compte des générations futures. Qualité des travaux accomplis en matière de recherche et d'évaluation. Permanence des fausses "bonnes solutions" : statu quo et le tout-transmuté. Existence d'un seul site à l'étude pour un éventuel stockage de déchets : le laboratoire souterrain de Bure-Saudron. Hommage à l'action énergique des élus des communes situées autour de Bure. Proposition de création d'un périmètre de consultation fixé par décret. Information de la population par l'instauration d'un comité local d'information et de suivi, et la diffusion par la communauté scientifique de ces travaux. Devoir de la nation de manifester sa reconnaissance et sa solidarité par le soutien à l'activité économique. Bilan de l'impact financier et de l'activité économique induite dans les départements de Meuse et de Haute-Marne. - **Article 1er** (*Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs*) (p. 4150) : intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Dominique Voynet (garantie de la poursuite des études et des recherches concernant le stockage jusqu'en 2015). Raison de l'existence du seul site de Bure.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4181) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Évelyne Didier (organisation périodique de concertation et de débat par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire). Demande des précisions sur l'organisation du débat public et l'information du public. - **Article 7** (*art. L. 542-6 du code de l'environnement - Conditions de réalisation des travaux de recherche préalables à l'installation d'un centre de stockage*) (p. 4183) : défavorable à l'amendement n° 85 de M. Bernard Piras (possibilité de choix entre plusieurs sites d'implantation). - **Article 8 (priorité)** (*art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde*) (p. 4184) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Gérard Longuet (désignation précise du centre de stockage en couche géologique profonde). (p. 4188) : ses amendements n° 152 : rédaction ; et n° 148 : définition par décret de la zone de consultation des collectivités concernées ; retirés. (p. 4194, 4195) : défavorable à l'amendement n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde). - **Article 9** (*art. L. 542-11 du code de l'environnement - Groupements*

*d'intérêt public d'accompagnement économiques des territoires concernés par le laboratoire souterrain ou le centre de stockage* (p. 4202, 4203) : intervient sur l'amendement n° 75 de M. Charles Guéné (orientation prioritaire durant une période de dix ans des projets structurants dans les domaines de l'énergie nucléaire et des nouvelles technologies de l'énergie vers les départements concernés par les GIP) qu'il considère comme un amendement d'appel primordial destiné à appeler l'attention sur un sujet. (p. 4204, 4205) : sur l'amendement n° 137 de M. Gérard Longuet (faculté pour les membres de droit du GIP de se prononcer sur l'implication effective de la collectivité candidate au GIP), son sous-amendement n° 150 : cohérence ; adopté. Sur l'amendement n° 27 de la commission (fongibilité du produit des taxes d'accompagnement du développement économique et de diffusion technologique), son sous-amendement n° 149 : augmentation de 50 à 80 % de la part fongible du produit des taxes ; adopté. (p. 4206) : interroge le ministre sur la pérennité des GIP existants. - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) (p. 4217) : favorable à l'amendement n° 140 de M. Gérard Longuet (financement des comités locaux d'information et de suivi par les entreprises concernées par l'activité de stockage). - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4225) : son amendement n° 151 : augmentation de 0,5 à 0,6 % des coefficients applicables aux taxes d'accompagnement et de diffusion technologique ; adopté. (p. 4228) : intérêt de son amendement n° 151 précité. (p. 4230) : défavorable à l'amendement n° 143 de M. Gérard Longuet (affectation aux EPCI d'une fraction du produit de la taxe d'accompagnement perçu par les communes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4234, 4235) : avancées majeures apportées par le texte. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4246, 4247) : vocation de ce texte : donner un corpus juridique stable en matière de régime des installations nucléaires de base, organiser une véritable transparence pour le fonctionnement de ce secteur et créer une autorité administrative indépendante chargée du contrôle des activités nucléaires. Avancées obtenues par la Haute assemblée et par l'Assemblée nationale sur ce projet de loi. Texte pouvant être adopté en l'état en raison de sa rédaction satisfaisante. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4273) : regrette l'attitude de l'opposition qui a choisi de quitter l'hémicycle. Texte important pour l'avenir du nucléaire.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5513, 5515) : rappel des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Organisation d'auditions avec le ministère de l'écologie et du développement durable et les professionnels concernés. Amendements de la commission des affaires économiques. Nécessité d'un examen rapide du projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 24 ou avant l'article 27** (p. 5549, 5550) : sa participation au quatrième forum mondial de l'eau. Reconnaissance du droit à l'eau comme droit fondamental. Action de la France en matière de coopération internationale dans le domaine de l'eau. S'oppose aux amendements n° 278 de Mme Éveline Didier (disposition visant le maintien de la fourniture d'eau aux usagers en difficulté) et n° 450 de M. Jean Desessard (institution d'un service minimal garanti en matière d'eau). Demande le retrait de l'amendement n° 172 de M. Jean-François Le Grand (introduction du droit à l'eau dans la législation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 508 du Gouvernement (inclusion du droit à l'eau dans le code de l'environnement). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5551, 5553) : s'oppose aux amendements n° 310 de M. Paul Raoult (affirmation de la nature spécifique des cours d'eau en tant qu'entité géographique, économique, sociale et environnementale), n° 308 de M. Roland Courteau (définition des objectifs et des mesures mises en oeuvre dans les

bassins versants) et n° 309 de Mme Odette Herviaux (organisation par les régions, à titre expérimental, de la protection et de la gestion de la ressource en eau pendant une durée de cinq ans). - **Article 1er** (art. L. 211-7, L. 212-2-2 et L. 435-9 du code de l'environnement - Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine) (p. 5554, 5555) : ses amendements n° 1 : rédaction ; et n° 2 : extension aux piétons du droit d'usage existant aujourd'hui au seul profit des pêcheurs ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 311 de M. Roland Courteau (participation des professionnels de la pêche et de l'agriculture aux consultations relatives à la politique de l'eau) et s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Gérard César (suppression de l'extension aux marcheurs du droit d'accès aux terrains privés riverains de cours d'eau et de plans d'eau domaniaux). - **Article additionnel après l'article 1er** : s'oppose à l'amendement n° 312 de M. Paul Raoult (définition législative du cours d'eau). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5557) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de M. Éric Doligé (transfert de la section du canal d'Orléans restée dans le domaine privé de l'Etat au conseil général du Loiret). - **Article 2** (art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de modification des autorisations des installations ayant un impact sur l'eau) (p. 5558) : son amendement n° 3 : encadrement de la possibilité pour l'Etat de modifier sans indemnisation les autorisations et concessions ; retiré. (p. 5560, 5561) : s'oppose à l'amendement n° 246 de Mme Éveline Didier (retour à la version initiale du projet de loi), ainsi qu'aux amendements de M. Paul Raoult, analogues n° 315 et 316 (extension de la protection instituée par cet article à tous les poissons migrateurs), n° 313 (suppression des autorisations accordées sans enquête préalable) et n° 314 (établissement d'un règlement commun applicable à toutes les concessions de la chaîne d'un ouvrage hydroélectrique). Sur les amendements de M. Henri Revol, demande le retrait du n° 164 (rédaction) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le n° 165 (rédaction). - **Article 3** (art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté) (p. 5562, 5563) : accepte l'amendement n° 317 de M. Paul Raoult (définition de l'ensemble des collectivités et services concernés par l'article), et s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 318 de M. Thierry Repentin et n° 247 de Mme Éveline Didier (consultation des fédérations départementales de pêche). - **Articles additionnels avant l'article 4** (p. 5564) : demande le retrait des amendements de M. Philippe Richert n° 216 (adaptation des ouvrages aux contraintes techniques et sécuritaires de la pratique nautique) et n° 217 (constitution des fédérations nautiques délégataires en partie civile). - **Article 4** (art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 5566) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 319 de M. Paul Raoult (consultation des établissements publics territoriaux de bassin concernés). (p. 5566, 5568) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 321 (prise en compte des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau à protéger) et n° 322 (prise en compte de la biodiversité aquatique dans la notion de continuité écologique). Son amendement n° 4 : renvoi au décret pour la définition de la continuité écologique ; adopté. Sur les amendements de M. Henri Revol, demande le retrait du n° 166 (rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 167 (rédaction). (p. 5568, 5571) : s'oppose aux amendements de Mme Éveline Didier n° 248 (rédaction), n° 249 (extension des dispositions relatives aux poissons migrateurs à toutes les espèces migratrices) et n° 250 (maintien du classement des rivières actuellement classées). (p. 5569, 5573) : s'oppose à l'amendement n° 320 de M. Gérard Roujas (protection des lieux habités menacés par l'érosion des berges des fleuves). S'oppose à l'amendement n° 323 de M. Paul Raoult (circulation libre et permanente des espèces aquatiques). Ses amendements n° 502 : suppression de la possibilité d'amnistie pour les propriétaires d'ouvrages hydrauliques ne s'étant pas mis en conformité ; et n° 5 : ouverture de droits à indemnité uniquement en cas de charges spéciales et exorbitantes ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 324 de M. Thierry Repentin (mise en conformité des ouvrages existants sans délai supplémentaire). S'oppose à l'amendement n° 325 de M. Paul Raoult (garantie étendue aux espèces représentatives des biotopes aquatiques du

cours d'eau), ainsi qu'aux amendements identiques n° 212 de M. Philippe Richert, n° 251 de Mme Évelyne Didier et n° 326 de M. Paul Raoult (suppression du régime dérogatoire de certains ouvrages hydroélectriques), et aux trois amendements identiques des mêmes auteurs n° 213, n° 252 et n° 327 (suppression d'une dérogation légale en période d'étiage exceptionnel). S'oppose à l'amendement n° 253 de Mme Évelyne Didier (suspension de certains usages afin de préserver le bon état écologique d'un cours d'eau). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5574) : son amendement n° 7 : regroupement de l'ensemble des dispositions relatives à l'énergie hydroélectrique ; adopté. Demande le retrait du sous-amendement n° 228 de M. Henri Revol (alignement du régime de sanction applicable aux concessions autorisables sur celui des autorisations) à son amendement n° 7 précité. - **Article 4 bis** (*Établissement par le préfet de la liste des cours d'eau*) (p. 5575) : son amendement n° 8 : rétablissement de l'article ; retiré. - **Article 5** (art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, art. L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L. 321-2 du code rural - *Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 5576, 5579) : ses amendements n° 9 et 10 : rédaction ; et n° 211 : prise en compte des interventions nécessitées par la sécurité des sports nautiques non motorisés ; adoptés. Demande le retrait des amendements de M. Daniel Soulage n° 117 (consultation des propriétaires riverains de cours d'eau, de canaux ou de plans d'eau pour l'élaboration des plans de gestion) et n° 118 (faculté pour les riverains de s'opposer à l'épandage de matières de curage polluées). S'oppose à l'amendement n° 328 de M. Thierry Repentin (suppression de la limitation de la déclaration d'intérêt général). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5580) : s'oppose à l'amendement n° 329 de M. Paul Raoult (faculté donnée au maire et au préfet de prendre des mesures de prévention). - **Article 5 bis** (art. 46 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 - *Procédure d'autorisation des équipements destinés à turbiner les débits réservés*) (p. 5580, 5581) : s'oppose aux amendements identiques n° 254 de Mme Évelyne Didier et n° 330 de M. Paul Raoult (suppression). - **Article 6** (art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 5582, 5583) : accepte l'amendement n° 417 de Mme Françoise Férat (modification du titre de la section). Son amendement n° 11 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 255 de Mme Évelyne Didier (obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative), ainsi qu'aux amendements identiques n° 256 de Mme Évelyne Didier et n° 331 de M. Paul Raoult (ajout de la notion d'écosystèmes aquatiques à l'objectif de gestion équilibrée). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5583, 5584) : s'oppose à l'amendement n° 332 de M. Paul Raoult (fixation d'objectifs quantitatifs annuels de contrôle à la police de l'eau). - **Article 7** (art. L. 216-4 et L. 216-9 du code de l'environnement - *Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. A titre personnel, favorable à l'amendement n° 333 de M. Thierry Repentin (instauration d'une peine complémentaire consistant en une astreinte de 3000 euros par jour). - **Article 7 bis** (ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005, art. L. 214-6 et L. 216-10 du code de l'environnement - *Ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets*) (p. 5585, 5588) : son amendement n° 13 : cohérence ; adopté. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 257 de Mme Évelyne Didier, n° 334 de M. Paul Raoult et n° 419 de Mme Françoise Férat (encadrement dans le temps du bénéfice des droits acquis). Accepte l'amendement n° 240 du Gouvernement (rétablissement de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et précision de son cadre juridique). - **Article 8** (art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 5588, 5589) : son amendement n° 14 : suppression de la mention de l'obligation de consultation des fédérations de pêcheurs ; adopté. S'oppose aux amendements n° 335 de M. Paul Raoult (institution d'une amende de 20 000 euros en cas de destruction de frayères) et n° 258 de Mme Évelyne Didier (simplification), et demande le retrait des amendements n° 119 de M. Daniel Soulage (consultation des représentants des activités économiques

concernées) et n° 136 de M. Gérard César (consultation des représentants des activités économiques concernées). - **Article 8 bis** (art. L. 214-3 du code de l'environnement - *Information des fédérations et associations départementales de pêche*) (p. 5590) : son amendement n° 15 : suppression ; adopté. - **Article 10** (art. L. 431-6 et L. 431-7 du code de l'environnement - *Gestion des peuplements des cours d'eau*) : s'oppose à l'amendement n° 336 de M. Paul Raoult (consultation de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique). Accepte l'amendement n° 489 du Gouvernement (coordination). - **Article 11** (art. L. 436-14 à L. 436-16 du code de l'environnement - *Dispositions de lutte contre le braconnage*) (p. 5591) : ses amendements n° 16 : renvoi à un décret pour l'énumération des espèces de poissons dont la pêche est interdite ; n° 17 : instauration d'une amende pour le transport et la vente d'espèces de poissons dont la pêche est interdite ; et n° 18 : précision et codification ; adoptés. - **Article 12** (art. L. 5121-1 et L. 5261-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Classement des cours d'eau des départements d'outre-mer dans le domaine public fluvial*) (p. 5592) : s'oppose à l'amendement n° 337 de M. Claude Lise (classement dans le domaine public fluvial de l'ensemble des ravines). - **Article 13 bis** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Insertion de l'objectif d'une utilisation efficace, économe et durable de l'eau dans les buts de la gestion équilibrée de la ressource en eau*) : son amendement n° 19 : suppression ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5593) : son amendement n° 20 : codification ; adopté après modification par les sous-amendements n° 510 de M. Pierre Laffitte (précision), n° 180 de M. Charles Revet (hiérarchisation des objectifs de la gestion équilibrée de l'eau), et les sous-amendements identiques n° 475 de M. Jean-Marc Pastor et n° 484 de M. Daniel Soulage (inclusion de la création de nouvelles ressources d'eau de qualité dans la liste des objectifs de gestion équilibrée de l'eau), qu'il accepte. - **Article 14** (art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Protection des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques*) (p. 5596, 5598) : s'oppose aux amendements n° 338 de M. Paul Raoult (obligation d'inventorier les zones humides dans les documents d'urbanisme communaux) et n° 159 de M. Gérard César (suppression de la création d'office de l'organisme mandataire par l'autorité administrative). Demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° 138 (conformité du dispositif juridique français avec la directive-cadre sur l'eau) et n° 150 (implication du comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, CORPEN), et n° 121 de M. Daniel Soulage (organisation d'une gestion collective des prélèvements d'eau pour irrigation). Accepte l'amendement n° 408 de M. Bernard Murat (précision). Son amendement n° 21 : possibilité de mise en place d'une signalisation adaptée pour assurer la sécurité de la circulation des agents nautiques non motorisés ; adopté après modification par le sous-amendement n° 500 du Gouvernement (rétablissement de l'obligation de signalisation pour tout ouvrage construit dans le lit d'un cours d'eau) qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5599) : demande le retrait de l'amendement n° 179 de M. Charles Revet (définition des bassins d'alimentation des captages et soumission à une autorisation pour tout prélèvement d'eau à usage non domestique). - **Article 14 bis** (art. L. 213-21 et L. 213-22 [nouveaux] du code de l'environnement - *Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques*) (p. 5600) : ses amendements n° 22 : coordination ; et n° 23 : rédaction ; adoptés. - **Article 14 ter** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - *Simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable*) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. - **Article 14 quater** (art. L. 1321-2 du code de la santé publique - *Simplification des dispositions relatives au périmètre de protection immédiate des captages d'eau potable*) (p. 5600, 5601) : son amendement n° 25 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 245 de M. Yann Gaillard (extension aux terrains en nature de bois et forêts des cas de dérogation à l'obligation générale d'acquisition). - **Articles additionnels après l'article 14 sexies** (p. 5603, 5604) : s'en remet au Gouvernement sur les amendements de M. Claude Domeizel n° 339 (attribution au préfet de la compétence pour l'élaboration ou la modification des statuts de l'association syndicale du canal

de Manosque, ASCM) et n° 340 (possibilité pour le syndicat de l'ASCM de saisir le préfet de toute demande d'échéance parcellaire). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5605) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 232 de M. Pierre Laffitte et n° 425 de M. Philippe Marini (mise en place par les communes et les établissements publics de collecteurs flottants de déchets domestiques). - **Article 16** (art. L. 214-8 du code de l'environnement - *Installation d'une obligation de mesure par compteur d'eau pour les prélèvements d'eau par pompage*) (p. 5606) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Gérard César (possibilité d'utiliser un dispositif autre qu'un compteur d'eau pour mesurer le prélèvement d'eau réalisé par pompage). - **Article 16 ter** (*Mobilisation de la trésorerie du fonds Barnier*) : accepte l'amendement n° 236 du Gouvernement (renforcement de la politique de prévention des risques d'inondation). - **Article 17 bis** (art. L. 522-14-1, L. 522-14-2 et L. 522-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de la vente, de la mise à disposition, de l'application et de la mise sur le marché de produits biocides*) (p. 5607) : son amendement n° 26 : rédaction ; adopté. - **Article 18** (art. L. 254-1 du code rural - *Création d'un registre retraçant la distribution des produits antiparasitaires et phytopharmaceutiques*) (p. 5608) : accepte l'amendement n° 412 du Gouvernement (renforcement de la traçabilité des ventes de produits phytopharmaceutiques au niveau national). - **Article 18 bis** (art. L. 253-6 et L. 253-17 du code rural - *Réglementation de la publicité portant sur les pesticides*) : ses amendements n° 27 : rédaction ; retiré ; et n° 28 : rédaction ; adopté. - **Article 19** (art. L. 253-14 du code rural - *Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions à la réglementation des produits phytosanitaires*) (p. 5608, 5609) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Gérard César (suppression de la compétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles pour la recherche et la constatation des infractions). Son amendement n° 29 : intervention des agents dans le cadre strict de leurs fonctions ou attributions ; adopté. - **Article 19 quater** (art. L. 414-1 à L. 414-3 du code de l'environnement - *Gestion des sites Natura 2000 en mer*) (p. 5611) : son amendement n° 30 : élaboration par le conseil de gestion du parc naturel marin du document d'objectif d'un site Natura 2000 inscrit majoritairement dans son périmètre ; adopté. Accepte l'amendement n° 498 du Gouvernement (accord de l'autorité militaire compétente avant d'intégrer dans le document d'objectifs les mesures pouvant porter atteinte à la politique nationale de défense). - **Article 20** (art. L. 256-1 à L. 256-3 [nouveaux] du code rural - *Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires*) (p. 5612, 5613) : accepte les amendements du Gouvernement n° 487 (précision sur les sanctions concernant le contrôle obligatoire des pulvérisateurs), n° 490 (principe du double agrément des organismes de contrôle des pulvérisateurs et des organismes assurant la formation de leurs agents) et n° 488 (précision des pouvoirs des agents qualifiés pour rechercher et constater les infractions en matière de contrôle périodique des pulvérisateurs). - **Article 20 bis** (art. L. 1332-1 à L. 1332-9 du code de l'environnement - *Eaux de baignade*) (p. 5615) : s'oppose à l'amendement n° 342 de M. Paul Raoult (suppression). - **Article 20 ter** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Priorité à la fourniture d'eau potable sur les autres usages de l'eau*) : son amendement n° 31 : suppression ; adopté. - **Article 20 quater** (art. L. 341-13-1 [nouveau] du code du tourisme - *Eaux noires*) (p. 5616) : son amendement n° 32 : obligation d'installer des dispositifs de stockage ou de traitement sur les bateaux de plaisance ; adopté après modification par le sous-amendement n° 214 de M. Philippe Richert (application de ces dispositions aux établissements flottants recevant du public) qu'il accepte.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2006) - **Article 21** (art. L. 425-1 [nouveau] du code des assurances - *Création d'un fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole de boues urbaines et industrielles*) (p. 5644) : son amendement n° 33 : modification du montant et des modalités de recouvrement de la taxe due par les producteurs de boues ; adopté. (p. 5646) : demande le retrait des sous-amendements de M. Charles Revet n° 183 et n° 184 portant sur son amendement n° 33 précité. S'oppose à l'amendement n° 343 de M. Paul

Raoult (création d'un climat de confiance avec les agriculteurs réticents à l'idée d'épandre les boues). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Revet n° 181 (réintroduction des boues d'origine domestique dans le dispositif) et n° 182 (prise en compte des boues provenant des systèmes de traitement collectif et non collectif) ainsi que sur l'amendement n° 403 de M. Jean-François Le Grand (condamnation des clauses contractuelles interdisant l'épandage de boues dont la qualité est conforme aux exigences réglementaires). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5648) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 122 de M. Daniel Soulage et n° 148 de M. Gérard César (interdiction de la contre-publicité désavantageant les produits issus des terrains agricoles concourant à l'élimination des boues). - **Article 22** (art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-7, L. 1331-10, L. 1331-11, L. 1331-11-1 [nouveau] et L. 1515-2 du code de la santé publique - *Pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 5651, 5652) : risque de remise en cause de la pérennité des SPANC. Réaffirmation de la compétence des communes en matière de contrôle des installations des assainissements non collectifs. Liberté de choix laissée aux communes dans la réalisation du diagnostic. Caractère facultatif des compétences autres que celles du contrôle, (p. 5653, 5654) : accepte l'amendement n° 259 de Mme Evelyne Didier (rédaction). S'oppose aux amendements n° 346 de M. Paul Raoult (possibilité pour les communes de fixer les prescriptions techniques pour la réalisation des installations autonomes) et n° 260 de Mme Evelyne Didier (obligation pour la commune de définir très exactement comment doit être réalisé l'assainissement non collectif). Ses amendements n° 34 : rédaction ; adopté ; et n° 35 : mise en cohérence des responsabilités des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Charles Revet n° 185 et n° 188. (p. 5657) : sur son amendement n° 35 précité, demande le retrait des sous-amendements n° 296 de Mme Jacqueline Gourault et n° 187 de M. Charles Revet, accepte les sous-amendements de M. Charles Revet n° 185 et n° 188. Demande le retrait des amendements n° 186 de M. Charles Revet (prérogatives du maire en cas de pollution avérée causée par le mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif) et n° 344 de M. Thierry Repentin (suppression partielle). S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 261 (requalification juridique du terme "diagnostic"), n° 262 (précision), n° 263 (caractère périodique du diagnostic des installations), n° 264 (coordination) et n° 265 (application anticipée de ce texte) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 348 (augmentation de la fréquence des diagnostics) et n° 349 (maintien des prérogatives des communes en matière de diagnostic). (p. 5658) : accepte l'amendement n° 266 de Mme Evelyne Didier (rédaction). (p. 5659) : s'oppose aux amendements n° 347 de M. Paul Raoult (rôle de la commune en matière d'assainissement non collectif) et n° 267 de Mme Evelyne Didier (maintien des compétences de la commune). Son amendement n° 36 : possibilité, pour les communes, après mise en demeure, de procéder d'office et aux frais des intéressés aux travaux indispensables ; adopté. (p. 5660) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, accepte le n° 268 (rédaction) et demande le retrait du n° 269 (augmentation des pénalités dues par le propriétaire en cas de non-réalisation des travaux demandés par le maire pour un assainissement non collectif). Son amendement n° 37 : modalités de recouvrement des pénalités dues par le propriétaire ; adopté. (p. 5661) : son amendement n° 38 : fixation d'un délai de rejet tacite de la demande d'autorisation ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 491 du Gouvernement qu'il accepte. Intervient sur les amendements rédactionnels n° 190 de M. Charles Revet et n° 345 de M. Paul Raoult. (p. 5662) : Demande le retrait du sous-amendement n° 189 de M. Charles Revet portant sur son amendement n° 39 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 270 de Mme Evelyne Didier (cohérence). (p. 5663) : ses amendements n° 40 : coordination ; n° 41 : clarification ; et n° 42 : suppression partielle ; adoptés. (p. 5664) : s'oppose à l'amendement n° 350 de M. Paul Raoult (précision du rôle et du pouvoir de la commune en matière d'assainissement non collectif face aux propriétaires ne respectant pas leurs obligations). - **Article 22**

**bis** (art. L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation - *Mise en cohérence d'articles du code de la construction et de l'habitation*) : son amendement n° 43 : coordination ; retiré. (p. 5665) : accepte l'amendement n° 492 du Gouvernement (cohérence). - **Article additionnel après l'article 22 bis et article 23** (art. L. 2333-92 et L. 2333-93 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement*) (p. 5666, 5667) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 406 de M. Jean-François Le Grand (simplification des dispositions instaurant une taxe sur les eaux fluviales). - **Article 23 bis** (art. 200 quater A du code général des impôts - *Création d'un crédit d'impôt pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif*) (p. 5668, 5669) : son amendement n° 44 : suppression ; adopté. - **Article 23 ter** (art. 200 quater A-A [nouveau] du code général des impôts - *Création d'un crédit d'impôt pour la mise en place de systèmes de récupération des eaux de pluie*) (p. 5670) : son amendement n° 45 : participation des ministres de la santé et de l'écologie à la rédaction de l'arrêté précisant les critères d'éligibilité au crédit d'impôt ; retiré. Accepte l'amendement n° 413 du Gouvernement (insertion du crédit d'impôt dans un dispositif existant). - **Article 24 bis** (art. L. 421-2-2 du code de l'urbanisme - *Consultation des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur la délivrance de permis de construire*) (p. 5671) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues n° 192 de M. Charles Revet et n° 271 de Mme Évelyne Didier (consultation des services d'eau potable et d'assainissement avant la délivrance des permis de construire). - **Article 24 ter** (art. L. 1321-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Responsabilité des propriétaires d'installations privées de distribution de l'eau en matière de qualité de l'eau fournie aux usagers*) (p. 5672) : demande le retrait de l'amendement n° 300 de Mme Jacqueline Gourault (clarification). - **Article 24 quater** (art. L. 1321-1 du code de la santé publique - *Présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires*) : son amendement n° 46 : suppression ; adopté. - **Article 24 quinquies** (art. L. 1321-5 et L. 1322-13 du code de la santé publique et article L. 212-2-2 du code de l'environnement - *Contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine*) (p. 5673) : s'oppose à l'amendement n° 353 de Mme Jacqueline Alquier (suppression). - **Article additionnel après l'article 24 quinquies** (p. 5674) : demande le retrait de l'amendement n° 430 de M. Bernard Murat (possibilité pour les communes d'inscrire les dépenses entraînées par la mise en oeuvre des dispositions relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en section d'investissement du budget communal). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5675) : demande le retrait de l'amendement n° 173 de M. Jean-François Le Grand (élargissement du champ d'application de la "loi de solidarité" permettant d'affecter, dans la limite de 1 % des recettes, de l'argent à des actions de coopération décentralisée). S'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Revet (modalités d'appréciation du seuil de 3000 habitants prévu pour l'application des articles L. 2224-2 et L. 2224-6 du code général des collectivités territoriales). - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5677) : ses amendements n° 47 : suppression partielle ; et n° 48 : rédaction ; adoptés. (p. 5678, 5679) : sur les amendements de Mme Esther Sittler, demande le retrait des n° 113 (définition des sources de prélèvement devant faire l'objet d'une déclaration en mairie) et n° 307 (modalités de mise en oeuvre du principe de déclaration de tout prélèvement sur une source autre que celle du réseau public de distribution) et accepte le n° 305 (mise à disposition des agents des services d'eau et d'assainissement des informations déclarées). S'oppose à l'amendement n° 194 de M. Charles Revet (réglementation des déclarations en mairie concernant tout prélèvement, puits ou forage effectué à des fins d'usage domestique de l'eau). Son amendement n° 49 : suppression d'une disposition

superfétatoire ; retiré. (p. 5681) : son amendement n° 50 : possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif ; adopté. (p. 5683) : s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 355 (possibilité pour les communes d'instaurer un service facultatif d'entretien des installations d'assainissement non collectif) et n° 356 (maintien des prérogatives des SPANC) ainsi qu'aux amendements n° 272 de Mme Évelyne Didier (rétablissement de l'équilibre propre à la définition des services publics d'assainissement non collectif), n° 354 de M. Thierry Repentin (reconnaissance explicite de la compétence des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement) et n° 160 de M. Christian Cambon (affirmation de la compétence exclusive des communes en matière d'eau potable). Sur son amendement n° 50 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Charles Revet n° 195 et n° 196 ainsi qu'aux sous-amendements n° 298 de Mme Jacqueline Gourault, n° 486 de Mme Elisabeth Lamure et n° 512 de M. Xavier Pintat. (p. 5685) : intervient sur le sous-amendement précité n° 196 de M. Charles Revet. (p. 5686) : ses amendements n° 51 : rédaction ; et n° 52 : coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 357 de M. Paul Raoult (suppression partielle). Demande le retrait de l'amendement n° 299 de Mme Jacqueline Gourault (rappel du caractère facultatif pour les communes des missions autres que celle du contrôle des installations d'assainissement non collectif). (p. 5687) : s'oppose aux amendements de Mme Évelyne Didier n° 274 (suppression du caractère patrimonial des réparations) et n° 273 (procédure d'appel d'offres pour les travaux d'entretien prévus dans les contrats de délégation). (p. 5689) : s'oppose à l'amendement n° 358 de M. Paul Raoult (organisation d'un fonds de concours pour aider les communes abritant un champ captant). Son amendement n° 53 : rédaction ; adopté. (p. 5690) : s'oppose à l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par le délégataire). (p. 5692) : s'oppose aux amendements identiques n° 275 de Mme Évelyne Didier et n° 446 de M. Jean Desessard (rétablissement de l'autorisation pour les collectivités de subventionner les régies). Son amendement n° 54 : rétablissement de l'échéancier des travaux d'assainissement à Mayotte ; adopté après modification par le sous-amendement n° 497 qu'il accepte. (p. 5693) : son amendement n° 55 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5693) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Christian Cambon (répartition du coût du déplacement des installations de service public d'eau nécessitant par des travaux d'aménagement du domaine public routier). (p. 5696, 5697) : s'oppose aux amendements analogues n° 276 de Mme Évelyne Didier et n° 449 de M. Jean Desessard (limitation de la durée du contrat pour une même commune) ainsi qu'aux amendements n° 277 de Mme Évelyne Didier (mesures en faveur de la convergence des politiques de l'eau des communes) et n° 447 de M. Jean Desessard (consultation du conseil de la concurrence par les collectivités de plus de 100 000 habitants sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de la distribution et de l'assainissement de l'eau). (p. 5698) : demande le retrait de l'amendement n° 445 de M. Jean Desessard (élargissement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux). - **Article 26 bis A** (art. L. 1321-7 du code de la santé publique - *Mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales*) (p. 5699) : son amendement n° 56 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Charles Revet (suppression de la procédure d'autorisation de distribution d'eau potable par réseau). - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 5701) : demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Charles Revet (suppression du caractère obligatoire de l'avis de la commission consultative des services publics locaux). (p. 5702) : demande le retrait des amendements n° 114 de Mme Esther Sittler (précision du contenu des missions dévolues aux agents du service de distribution d'eau) et n° 431 de Mme Jacqueline Gourault (sécurisation des différences de tarifs pouvant temporairement exister sur le territoire d'une même communauté). Son amendement n° 57 : rédaction ; adopté. (p. 5703) : s'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 360



(précision de la faculté ouverte aux collectivités territoriales de fixer la tarification de la fourniture de l'eau) et n° 361 (prise en compte des établissements publics compétents en assainissement non collectif). Son amendement n° 58 : interdiction des cautions solidaires et simples lors de la souscription d'un contrat d'abonnement au service de distribution d'eau et d'assainissement ; adopté. (p. 5704) : s'oppose à l'amendement n° 451 de M. Jean Desessard (interdiction des cautions simples, des avances sur consommation et des frais d'accès au service). (p. 5705) : s'oppose à l'amendement n° 363 de M. Paul Raoult (encadrement du taux de la partie fixe des factures d'eau). (p. 5707) : demande le retrait des amendements identiques n° 279 de Mme Évelyne Didier et n° 359 de M. Paul Raoult (plafonnement de la partie fixe de la facture d'eau) et s'oppose à l'amendement analogue n° 452 de M. Jean Desessard. (p. 5708) : son amendement n° 59 : plafonnement de la part fixe de la facture d'eau ; adopté. (p. 5709, 5711) : demande le retrait des amendements identiques n° 362 de M. Thierry Repentin et n° 453 de M. Jean Desessard (suppression de la disposition autorisant de façon exceptionnelle la tarification forfaitaire de l'eau) ainsi que celui de l'amendement n° 162 de M. Christian Cambon (précision par décret des conditions de mise en oeuvre des tarifs dégressifs). S'oppose à l'amendement n° 454 de M. Jean Desessard (suppression de toute référence à la tarification dégressive). Accepte l'amendement n° 200 de M. Charles Revet (limitation de la possibilité d'adopter un tarif dégressif pour les collectivités utilisant plus de 30 % d'eau provenant d'une zone de répartition). (p. 5712) : s'oppose aux amendements analogues n° 280 de Mme Évelyne Didier et n° 364 de M. Paul Raoult (incitation à l'économie de la ressource en eau). (p. 5713, 5714) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Vial portant sur le même objet n° 473 et 474 (augmentation dans les communes touristiques de montagne de la part fixe de la facturation) ainsi qu'à l'amendement n° 116 de Mme Esther Sittler (installation d'un dispositif de comptage pour les systèmes de récupération des eaux pluviales). Son amendement n° 60 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** : s'oppose à l'amendement n° 456 de M. Jean Desessard (amélioration de la transparence financière des délégations de service public en matière d'eau et d'assainissement). (p. 5715, 5716) : s'oppose à l'amendement n° 404 de M. Jean-François Le Grand (renforcement du contrôle de gestion). - **Article additionnel après l'article 27 bis A** (p. 5717) : demande le retrait de l'amendement n° 420 de M. Daniel Dubois (pose de compteur d'eau individuel à l'entrée de chaque logement collectif à loyer modéré). - **Article 27 bis** (art. L. 5711-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers) (p. 5718) : accepte l'amendement n° 433 de Mme Fabienne Keller (précision). (p. 5719) : demande le retrait de l'amendement n° 365 de M. Paul Raoult (conservation de ses avantages par le personnel en cas de fusion de deux syndicats mixtes). (p. 5720) : demande le retrait de l'amendement n° 436 de Mme Fabienne Keller (mise en place d'un dispositif de recueil des délibérations des communes membres de l'EPCI adhérent au syndicat mixte). - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 5721) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 201 de M. Charles Revet et n° 306 de Mme Esther Sittler (extension aux syndicats de communes de la mesure permettant le regroupement de deux syndicats mixtes). - **Article 27 ter** (art. L. 3451-1 à L. 3451-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 5722) : s'oppose à l'amendement n° 366 de M. Paul Raoult (consolidation de l'exercice spécifique de la compétence de transport des eaux usées par les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne ainsi que par le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne). (p. 5723) : son amendement n° 61 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 281 de Mme Évelyne Didier (définition de la pleine et entière compétence du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération parisienne en matière d'eaux usées). Accepte l'amendement n° 511 du Gouvernement (cohérence). - **Article 27 sexies** (art. L. 136-1 du code de la consommation - Relations contractuelles entre les

usagers des services de distribution d'eau et les opérateurs) : son amendement n° 62 : suppression d'une disposition superfétatoire ; adopté. - **Article 27 octies** (art. L. 1324-1 du code de la santé publique - Précision rédactionnelle à l'article L. 1324-1 du code de la santé publique) (p. 5723, 5724) : son amendement n° 63 : suppression ; retiré. - **Article 27 nonies** (art. L. 1127-3 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Définition des critères caractérisant l'abandon d'un navire et la procédure de saisie applicable) (p. 5724, 5725) : son amendement n° 64 : possibilité pour le gestionnaire du domaine public fluvial de procéder à la destruction d'un bateau ou d'un engin flottant sans valeur ; adopté. - **Article 27 decies** (art. L. 2124-8 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial) (p. 5725, 5726) : son amendement n° 65 : association de la commune à la définition de la délimitation des zones dans lesquelles le stationnement prolongé de bateaux à usage d'habitation est autorisé ; adopté. - **Article 27 undecies** (art. L. 2125-8 nouveau du code général de la propriété des personnes publiques - Majoration de l'indemnité d'occupation) : son amendement n° 66 : limitation de la majoration de l'indemnité d'occupation due par les bateaux-ventouses ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27 duodecies** (p. 5727) : son amendement n° 67 : suppression de dispositions obsolètes ; adopté. - **Intitulé du titre II ter** (p. 5728) : son amendement n° 68 : cohérence ; adopté. - **Article 27 terdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Réévaluation du montant des amendes applicables aux exploitants sans titre) : son amendement n° 69 : suppression ; adopté. - **Article 27 quaterdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Dispense de la procédure d'autorisation pour les installations accessoires) : son amendement n° 70 : suppression ; adopté. - **Article 27 quindecies** (art. 10 de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Réforme de l'énergie réservée) (p. 5728, 5729) : son amendement n° 71 : suppression ; adopté. - **Article 27 sexdecies** (art. 1er de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Réforme de l'énergie réservée) : son amendement n° 72 : suppression ; adopté. - **Article 27 septdecies** (art. 13 de la loi du 16 octobre 1919 précitée - Suppression du droit de préférence pour les concessions hydrauliques) : son amendement n° 73 : suppression ; adopté. - **Article 28** (art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration) (p. 5730) : son amendement n° 74 : confirmation du caractère obligatoire de l'intervention des SATESE auprès des communes éligibles ; adopté. (p. 5731, 5732) : sur son amendement n° 74 précité, s'oppose au sous-amendement n° 367 de M. Thierry Repentin et demande le retrait du n° 222 de M. Pierre Hérisson. S'oppose à l'amendement n° 282 de Mme Évelyne Didier (refus du transfert des missions des SATESE au secteur concurrentiel) et demande le retrait de l'amendement n° 472 de M. Jean-Pierre Vial (mise à disposition de toutes les collectivités et des EPCI d'une expertise technique réalisée par les services des départements). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5733) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Charles Revet (création et développement de syndicats départementaux ou interdépartementaux chargés de l'ensemble de la politique de l'eau). - **Article 28 bis** (art. L. 3232-3 nouveau et articles L. 3333-1 et L. 333-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) (p. 5735) : son amendement n° 75 : création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement ; adopté. (p. 5737) : demande le retrait des sous-amendements de M. Charles Revet n° 203 et n° 204 portant sur son amendement n° 75 précité. Demande également le retrait des amendements analogues n° 125 de M. Michel Mercier et n° 405 de M. Jean-François Le Grand (création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). (p. 5739) : intervient sur son amendement n° 75 précité. - **Article 29** (art. L. 212-1 du code de l'environnement - Contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 5740) : demande le retrait de l'amendement n° 415 de Mme Françoise Férat (mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre les SCOT, les PLU et les cartes communales,

avec les SDAGE). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 5741) : demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Paul Raoult (convocation de la commission locale de l'eau par le préfet coordonnateur du bassin en cas de difficultés quantitatives prévisibles sur un bassin versant). - **Article 30** (art. L. 212-3 du code de l'environnement - Définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE) (p. 5741, 5742) : son amendement n° 76 : consultation des établissements publics territoriaux de bassin pour arrêter le périmètre et le délai du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ; adopté. - **Article 31** (art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 5742, 5743) : demande le retrait de l'amendement n° 126 de M. Daniel Soulage (concertation avec les établissements publics consulaires). Ses amendements n° 77 : suppression de la mention des établissements locaux à caractère administratif dans le collège des collectivités territoriales ; et n° 78 : suppression d'une disposition ne relevant pas du domaine de la loi ; adoptés. - **Article 32** (art. L. 212-5 et articles L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Contenu et portée juridique du SAGE) (p. 5744, 5745) : demande le retrait des amendements n° 127 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques présentes dans les zones nécessitant un plan de gestion des eaux et des milieux aquatiques) et n° 244 de M. Yann Gaillard (possibilité de passer des conventions rémunérées entre les acteurs publics gestionnaires de la ressource en eau et les propriétaires forestiers). S'oppose aux amendements n° 369 de M. Paul Raoult (compatibilité entre les documents du SAGE et ceux d'urbanisme) et n° 416 de Mme Françoise Férat (mention dans le code de l'environnement de l'obligation de compatibilité entre les SCOT, les PLU et les cartes communales, avec les SAGE). - **Article 34** (art. L. 212-7 et articles L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Modification, révision et mise en conformité du SAGE) (p. 5746) : ses amendements n° 505 : rédaction ; et n° 79 : possibilité pour la commission locale de l'eau d'adopter les schémas en cours d'élaboration selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant la promulgation de la loi sur l'eau ; adoptés. - **Article 34 bis** (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales - Dispositions particulières au SDAGE et au SAGE en Corse) (p. 5747) : ses amendements de cohérence n° 80 et n° 81 ; et son amendement de précision n° 82 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 34 bis** : son amendement n° 83 : coordination ; adopté. - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 5749) : demande le retrait de l'amendement n° 370 de M. Paul Raoult (renforcement de l'échelon du "sous-bassin"). (p. 5750) : demande le retrait des amendements identiques n° 205 de M. Charles Revet et n° 371 de M. Paul Raoult (modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin). (p. 5751, 5752) : demande le retrait des amendements n° 372 de M. Paul Raoult (représentation des pêcheurs au sein du comité de bassin) et n° 283 de Mme Évelyne Didier (place des organisations syndicales représentatives des salariés dans les comités de bassin). S'oppose à l'amendement n° 457 de M. Jean Desessard (parité hommes-femmes à la présidence des comités de bassin). (p. 5753) : s'oppose aux amendements n° 373 de M. Paul Raoult (élection du président du comité de bassin au sein du collège des représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics) et n° 467 de M. Jean Desessard (possibilité pour les représentants du deuxième collège de commander des études indépendantes sur les activités des agences de l'eau). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 206 de M. Charles Revet (modalités de l'organisation de la commission territoriale de sous-bassin). (p. 5754) : sur les amendements de M. Paul Raoult, demande le retrait du n° 375 (rapprochement des instances de bassin de leur terrain d'action) et accepte le n° 374 (missions équilibrées des agences de l'eau entre la maîtrise de l'aléa crue et la réduction de la vulnérabilité aux inondations). (p. 5755) : s'oppose à l'amendement n° 376 de M. Paul Raoult (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau). (p. 5756) : sur les amendements de M. Paul Raoult, s'oppose au n° 377 (perception, par les représentants des usagers et des associations, d'une indemnité compensatrice de leur fonction d'administrateur d'une agence de l'eau) et accepte le n° 379 (cohérence).

(p. 5757) : demande le retrait des amendements n° 293 de M. Jacques Pelletier (affirmation du rôle des agences de l'eau dans la mise en oeuvre de technologies propres et innovantes) et n° 378 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations d'associations de pêche de loisirs et de pêche professionnelle). (p. 5758) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 380 de M. Paul Raoult (possibilité pour les régies dotées de la personnalité morale de percevoir des subventions versées par les agences de l'eau). S'oppose à l'amendement n° 466 de M. Jean Desessard (utilisation des produits des écotaxes pour financer la reconversion écologique de l'agriculture). - **Article 36** (Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012) (p. 5759, 5760) : demande le retrait des amendements n° 381 de Mme Jacqueline Alquier (renforcement de la concertation entre les départements et les agences de l'eau) et n° 383 de M. Paul Raoult (suppression de la possibilité pour les agences de l'eau d'être maître d'oeuvre). Son amendement n° 84 : simplification ; adopté. (p. 5761) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 131 de M. Daniel Soulage (possibilité pour les agences de l'eau de stocker l'eau). (p. 5762) : ses amendements n° 85 : rédaction ; et n° 86 : diminution du montant des dépenses des agences de l'eau ; adoptés. (p. 5763) : son amendement n° 87 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 382 de M. Paul Raoult (suppression du financement de l'ONEMA par les agences de l'eau). (p. 5764) : demande le retrait de l'amendement n° 207 de M. Charles Revet (calcul des aides des agences de l'eau en faveur des communes rurales par rapport au montant des aides reçues de 2001 à 2006).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 5779) : son amendement n° 88 : établissement d'un lien entre cet article et les principes de la Charte de l'environnement ; adopté. (p. 5780) : intervient sur son amendement précité n° 88. Redevance pour la modernisation des réseaux de collecte. (p. 5781) : ses amendements n° 89 et 90 : rédaction ; adoptés. (p. 5782) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 152 de M. Gérard César et n° 133 de Mme Françoise Férat (modification de l'assiette de la redevance pour pollution d'eau). (p. 5784) : s'oppose aux amendements n° 284 de Mme Évelyne Didier (instauration d'une fourchette d'imposition en fonction de la quantité de substances polluantes rejetées), n° 464 de M. Jean Desessard (relèvement des redevances des pollutions industrielles pour les éléments les plus toxiques) et n° 385 de M. Paul Raoult (majoration du tarif appliqué aux nitrates). Ses amendements n° 91 : détermination d'un taux unique pour la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages ; et n° 92 : diminution du seuil de perception de cette redevance et suppression de la distinction faite pour les zones de montagne ; adoptés après modification par le sous-amendement de n° 485 de M. Pierre Jarlier (rétablissement de la distinction faite pour les zones de montagne). Travail du groupe d'étude sur l'eau. (p. 5788) : son amendement n° 93 : institution d'une franchise de perception de la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages ; adopté. (p. 5789, 5790) : demande le retrait des amendements de M. Gérard César n° 146 (pour le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages, possibilité de choix entre un système forfaitaire et un mode de calcul valorisant les pratiques tendant à réduire la pollution) et n° 426 (relèvement du taux de chargement de gros bétail à l'hectare et substitution de la référence à la surface agricole utile à celle de la surface agricole utilisée pour cette même redevance) et s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 462 (augmentation de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages sur les nitrates) et n° 463 (diminution du seuil de perception de la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages). Demande le retrait des amendements de M. Yannick Texier n° 176 (modification des critères d'éligibilité à la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages) et n° 177 (suppression du seuil de chargement de 1,4 unité de gros bétail, UGB, à l'hectare correspondant à l'exonération de cette même redevance) ainsi que des amendements n° 294 de M. Pierre Jarlier (relèvement du seuil de chargement de gros bétail à

l'hectare pour les zones de montagne dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages) et n° 414 de M. Jean Boyer (prise en compte du nombre d'associés des GAEC dans le calcul des unités de gros bétail, UGB, déterminant l'assujettissement à la redevance pour pollution de l'eau applicable aux élevages). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 485 de M. Pierre Jarlier (rétablissement de la distinction faite pour les zones de montagne) déposé sur son amendement n° 92 précité. (p. 5792, 5793) : demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. Jean Bizet (en cas d'une extension de l'exploitation, octroi de nouvelles aides à la mise aux normes des bâtiments d'élevage après extinction des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole, PMPOA, et modulation de la redevance). (p. 5794) : son amendement n° 94 : coordination ; adopté. (p. 5795) : ses amendements n° 95 et 96 : rédaction ; et n° 97 : coordination ; adoptés. (p. 5796) : son amendement n° 98 : possibilité de rémunération pour l'exploitant du service de distribution d'eau assurant le recouvrement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique pour le compte de l'agence de l'eau ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 432 de Mme Jacqueline Gourault (prise en compte des éléments constitutifs de la pollution dans le calcul de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique). Accepte l'amendement n° 209 de M. Rémy Pointereau (exclusion du volume d'eau utilisé pour l'élevage des animaux de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique). S'oppose à l'amendement n° 386 de M. François Marc (diminution du plafond maximal du taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique payé par l'abonné au service public de distribution d'eau) et estime l'amendement n° 174 de M. Jean-François Le Grand (précision) satisfait par son amendement précité n° 98. (p. 5797) : son amendement n° 99 : estimation de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte sur la base du volume d'eaux usées rejetées au réseau ; adopté. (p. 5798) : s'oppose aux amendements n° 285 de Mme Évelyne Didier (introduction d'une fourchette pour la fixation du taux de collecte dans le calcul de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte), n° 387 de M. Jean-Marie Bockel (alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte payé par les industriels sur le taux appliqué aux usagers domestiques) et n° 458 de M. Jean Desessard (suppression de la dégressivité du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte en fonction des tranches de consommation). Ses amendements n° 100 : précision ; et n° 101 : possibilité de rémunérer l'exploitant du service de distribution d'eau assurant le recouvrement de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte pour le compte de l'agence de l'eau ; adoptés. (p. 5799) : son amendement n° 504 : rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° 234 du Gouvernement (précision des bases juridiques du classement des substances dangereuses et mention explicite des substances cancérigènes, mutagènes et tératogènes). (p. 5800) : son amendement n° 102 : application d'un taux minoré de la redevance pour pollutions diffuses aux substances actives d'origine minérale ; adopté après modification par le sous-amendement n° 514 du Gouvernement qu'il accepte. S'oppose aux amendements n° 459 de M. Jean Desessard (extension de la redevance pour pollutions diffuses à toutes les personnes mettant sur le marché des produits phytosanitaires destinés aux agriculteurs et au grand public et élargissement aux biocides) et n° 388 de M. François Marc (extension de la redevance pour pollutions diffuses aux biocides et aux engrais chimiques). Accepte l'amendement n° 234 du Gouvernement (précision des bases juridiques du classement des substances dangereuses et mention explicite des substances cancérigènes, mutagènes et tératogènes) et demande le retrait de l'amendement n° 157 de M. Gérard César (précision). (p. 5801) : demande le retrait de l'amendement n° 418 de Mme Françoise Férat (simplification du calcul de la redevance). (p. 5803, 5804) : demande le retrait de l'amendement n° 153 de M. Gérard César (diminution du taux des prélèvements sur les utilisateurs des produits phytopharmaceutiques) et s'oppose aux amendements n° 389 de M. François Marc (relèvement du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses payée par les utilisateurs de produits dangereux pour l'environnement), n° 286 de Mme Évelyne Didier (encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits

phytosanitaires) et n° 461 de M. Jean Desessard (encadrement et relèvement du coefficient de la redevance pour pollutions diffuses sur les produits phytosanitaires). (p. 5806, 5807) : demande le retrait de l'amendement n° 208 de M. Rémy Pointereau (modération des taux de prélèvement de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques) et s'oppose à l'amendement n° 390 de M. François Marc (relèvement du plafond de la redevance pour pollutions diffuses sur les substances toxiques et très toxiques). Demande le retrait de l'amendement n° 155 de M. Gérard César (réduction de moitié du taux plafond de la redevance pour pollutions diffuses applicable aux fongicides). (p. 5808) : impossibilité de fixer un taux national pour la redevance pour pollutions diffuses. Nécessité d'informer les fabricants de produits ainsi que les consommateurs. Demande le retrait de l'amendement n° 156 de M. Gérard César (instauration d'une certaine harmonisation entre les taux de la redevance pour pollutions diffuses fixés par les agences de l'eau). (p. 5809) : accepte l'amendement n° 499 du Gouvernement (amélioration de la traçabilité des ventes de pesticides et adaptation des modalités de mise en oeuvre de la redevance assise sur les produits phytopharmaceutiques portant la mention "emploi autorisé dans les jardins"). (p. 5810) : demande le retrait de l'amendement n° 302 de M. Jean Bizet (possibilité pour les agences de l'eau de moduler la redevance pour pollutions diffuses en faveur des agriculteurs engagés dans des processus de traitement écologique respectueux de l'environnement) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 137 de M. Gérard César (restriction du champ des bénéficiaires de la prime pour réduction des pollutions diffuses au seul utilisateur final). (p. 5811) : demande le retrait de l'amendement n° 154 de M. Gérard César (proposition de critères d'éligibilité pour l'obtention de la prime à l'utilisateur final). (p. 5813) : s'oppose aux amendements identiques n° 391 de M. Paul Raoult et n° 468 de M. Jean Desessard (création d'une redevance sur les pollutions diffuses azotées). (p. 5814) : s'oppose à l'amendement n° 471 de M. François Marc (exclusion de la redevance pour prélèvements sur la ressource d'eau des ruissellements stockés hors période d'étiage au moyen de retenues collinaires entre le 1er avril et le 31 octobre) et demande le retrait de l'amendement n° 144 de M. Gérard César (exonération de la redevance pour prélèvement sur la ressource d'eau des surfaces situées dans les zones humides). (p. 5815) : son amendement n° 103 : modalités d'assujettissement à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau des installations restituant au moins 99 % de l'eau prélevée ; adopté. S'oppose aux amendements n° 287 de Mme Évelyne Didier (relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau) et n° 465 de M. Jean Desessard (encadrement et relèvement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau). (p. 5816) : bénéficiaires de son amendement précité n° 103. (p. 5818) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 145 de M. Gérard César et n° 288 de Mme Évelyne Didier (introduction dans le régime de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau d'un abattement en faveur des agriculteurs irriguants ayant fait le choix d'une gestion collective). S'oppose à l'amendement n° 392 de Mme Yolande Boyer (assujettissement des retenues collinaires au même taux de redevance que les installations d'irrigation gravitaire) ainsi qu'aux amendements identiques n° 289 de Mme Évelyne Didier et n° 460 de M. Jean Desessard (réduction du dénivelé rendant éligible l'ouvrage à la redevance pour obstacle). (p. 5819) : sur les amendements de M. Paul Raoult, demande le retrait du n° 393 (remplacement de la dénomination de la redevance pour protection du milieu aquatique par la redevance pour exploitation piscicole) et s'oppose au n° 394 (exonération de la redevance pour protection du milieu aquatique pour les mineurs, les conjoints des pêcheurs, les invalides de guerre et du travail). Accepte l'amendement n° 169 de M. André Trillard (précision rédactionnelle). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 5820) : s'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean Desessard (institution d'une taxe sur les ventes d'eau en bouteille). - **Article 39** (art. L. 213-13 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - *Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 5822, 5823) : estime les amendements identiques n° 147 de M. Gérard César et n° 290 de Mme Évelyne Didier (maintien du seuil de recouvrement de la redevance pour prélèvement d'eau dans les départements d'outre-mer prévu par la loi de programme pour

l'outre-mer de 2003) satisfaits par la rédaction de l'article 39. Son amendement n° 104 : coordination ; adopté. - **Article 40** (art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Thierry Repentin (avis du Comité national de l'eau, CNE, sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisir). - **Article 41** (art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du Conseil supérieur de la pêche en Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA) (p. 5825, 5826) : son amendement n° 218 : aménagement de la transition entre le conseil supérieur de la pêche, CSP, et l'ONEMA ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Paul Raoult n° 396 (suppression) et n° 397 (participation des établissements publics territoriaux de bassin au conseil d'administration de l'ONEMA). Accepte l'amendement n° 507 du Gouvernement (clarification). - **Article 42 A** (art. L. 431-3 à L. 431-5 du code de l'environnement - Définition des eaux "libres" et des eaux "closes") (p. 5828) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 291 de Mme Évelyne Didier et n° 398 de M. Paul Raoult. Groupe de travail présidé par Mme Hélène Vestur sur la définition des eaux "libres" et des eaux "closes" - **Articles additionnels avant l'article 43 ou après l'article 43 ou après l'article 43 bis** (p. 5831) : sur les amendements de M. Paul Raoult, s'oppose au n° 400 (possibilité pour les associations agréées de pêche de faire habiliter leurs gardes au contrôle de la réglementation relative à la pêche sur l'ensemble des eaux libres départementales) et demande le retrait du n° 401 (possibilité pour les détenteurs d'un droit de pêche de passer une convention avec la Fédération départementale des associations de pêche afin d'assurer la garderie particulière de leur droit de pêche par les agents de développement de cette fédération) au profit de l'amendement n° 210 de M. Bernard Murat (possibilité pour les Fédérations de pêche de faire agréer des gardes intervenant sur des eaux n'appartenant pas au domaine public fluvial, en considération de conventions signées avec les titulaires des droits de pêche concernés). - **Article additionnel avant l'article 43** (p. 5832) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 224 de M. Daniel Dubois (maintien aux gardes-pêche particuliers de la compétence de constater par procès-verbal certaines infractions ayant des incidences sur les missions des structures associatives de pêche qui les emploient). - **Article 43** (art. L. 434-5 du code de l'environnement - Dispositions relatives à la Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques) (p. 5833) : son amendement n° 105 : reprise des droits et obligations de l'Union nationale pour la pêche par la nouvelle Fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques ; adopté. - **Article 43 bis** (art. L. 437-13 du code de l'environnement - Commissionnement des gardes-pêche particuliers) (p. 5834) : s'oppose aux amendements de suppression n° 292 de Mme Évelyne Didier et n° 399 de M. Paul Raoult. Accepte l'amendement n° 210 de M. Bernard Murat (possibilité pour les Fédérations de pêche de faire agréer des gardes intervenant sur des eaux n'appartenant pas au domaine public fluvial, en considération de conventions signées avec les titulaires des droits de pêche concernés). - **Article 45** (art. L. 436-1 du code de l'environnement - Conditions d'exercice du droit de pêche) (p. 5835) : demande le retrait de l'amendement n° 170 de M. André Trillard (spécification du statut particulier du titulaire du droit de pêche attaché au droit de propriété indivis du marais de la Grande Brière Mottière) et s'oppose à l'amendement n° 255 de Mme Évelyne Didier (obligation plutôt que possibilité d'agir pour l'autorité administrative). Accepte l'amendement n° 237 du Gouvernement (levée du gage prévu pour compenser la perte de recettes liée à l'institution de la journée annuelle de promotion de la pêche). - **Article 46** (art. L. 437-18 du code de l'environnement - Exercice par les associations et fédérations de pêche en eau douce des droits reconnus à la partie civile) (p. 5836) : accepte l'amendement n° 171 de M. André Trillard (possibilité pour la commission syndicale de la Grande Brière Mottière, au même titre que les fédérations et associations de pêche, de se porter partie civile en cas d'infraction la concernant). - **Article 46 ter** (art. 3 de la loi n° 83-582 du 5 juillet 1983 relative au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes - Confiscation de bateau en cas d'infraction) (p. 5837) : son amendement n° 501 : rédaction ; adopté. - **Article 47** (Mise en cohérence d'articles codifiés)

(p. 5838) : ses amendements n° 106 : regroupement en un seul paragraphe de toutes les modifications induites par la nouvelle dénomination des associations et des fédérations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ; adopté après modification par le sous-amendement n° 496 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 107 : cohérence ; adopté. Accepte l'amendement n° 493 du Gouvernement (coordination). - **Article additionnel après l'article 47** : A titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 513 du Gouvernement (maintien des dispositifs actuels de prévoyance et de retraite complémentaire des personnels des agences de l'eau à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2007). - **Article 48** (Encadrement de l'évolution des redevances de l'eau) (p. 5839) : accepte l'amendement n° 238 du Gouvernement (cohérence). (p. 5840) : demande le retrait de l'amendement n° 158 de M. Gérard César (intégration de la redevance pour pollutions diffuses au dispositif de lissage prévu à cet article). Son amendement n° 108 : cohérence ; adopté. - **Article 49** (Abrogation de certains articles codifiés et dispositions législatives) (p. 5841, 5842) : ses amendements n° 109 et 110 : cohérence ; et n° 111 : abrogation à compter du 1er janvier 2008 de l'article L. 1331-16 du code de la santé publique définissant l'assistance technique ; adoptés. Accepte les amendements du Gouvernement n° 239 (cohérence), n° 494 (coordination) et n° 495 (validation des fusions de syndicats mixtes intervenues avant la promulgation de la loi). - **Article 50** (art. L. 256-1 et L. 256-2 du code rural - Entrée en vigueur différée de divers articles) (p. 5843) : ses amendements n° 503 : report au 1er janvier 2009 de l'application du dispositif prévu à l'article 20 afin de permettre aux fabricants de pulvérisateurs de produits phytosanitaires de se mettre en conformité avec les nouvelles normes ; et n° 112 : date d'entrée en vigueur des dispositions d'adaptation résultant de la transition entre le CSP et l'ONEMA, ainsi que de la réforme des redevances des agences et possibilité pour les comités de bassin et les agences de l'eau de prendre les décisions nécessaires en attendant la désignation de leurs membres selon les modalités prévues ; adoptés. - **Coordination - Article 27 octies** (art. L. 1324-1 du code de la santé publique - Précision rédactionnelle à l'article L. 1324-1 du code de la santé publique) : son amendement n° A-1 : suppression ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5848, 5849) : sujets importants évoqués dans ce débat. Véritable prise de conscience des questions relatives à l'eau et à l'environnement. Son rôle de rapporteur. Remerciements. Souhait d'une prise en compte des débats dans les décrets d'application. Coordination nécessaire de trois codes : santé publique, environnement et collectivités territoriales.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 360 (2005-2006)]** - (31 octobre 2006) - **Article 11** (Ratification d'ordonnances) (p. 7545) : sur l'amendement n° 81 de la commission (ratification d'ordonnances), soutient le sous-amendement n° 87 de M. Pierre Hérisson ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (21 novembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 8603, 8605) : soutient les amendements de M. Ladislav Poniatowski n° 145 (nomination du président du CSA après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle) ; retiré ; et n° 144 (nomination du président de l'ARCEP après avis des commissions du Parlement compétentes en matière de communication audiovisuelle) ; adopté.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)]** - (13 décembre 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10168, 10169) : le groupe UMP votera la constitution d'une mission d'information sur la question de la sécurité d'approvisionnement électrique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après**

**l'article 5** (p. 10399) : soutient l'amendement n° 197 de M. Pierre Hérisson (caractère rétroactif du régime de redevance des horizons hertziens) ; adopté. - **Article 10** (*Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 10408) : favorable à l'amendement n° 134 de M. Yves Fréville (modalités de financement de la charge nette du RMI par le FMDI). - **Article 10 bis** (*Répartition du produit des amendes forfaitaires de police de la circulation en 2006*) (p. 10411) : ne votera pas l'amendement n° 163 de M. Marc Massion (affectation aux départements d'une partie du produit des amendes perçues au titre des infractions constatées par les radars automatiques). - **Article 22 bis** (*Instauration à la charge du concessionnaire d'une redevance sur les installations d'hydroélectricité*) (p. 10452, 10454) : ses amendements n° 139 : modification des conditions de répartition de la redevance proportionnelle aux recettes résultant des ventes d'électricité issues de l'exploitation des ouvrages hydroélectriques concédés ; n° 140 : remplacement du système de "l'énergie réservée" par un dispositif de monétarisation ; n° 141 : prise en charge du prix du transport d'électricité par les clients ayant exercé leur droit à éligibilité ; n° 142 : précision ; n° 146 : clarification ; et n° 143 : suppression de dispositions redondantes ; adoptés. - **Articles**

**additionnels après l'article 22 bis** (p. 10459, 10460) : ses amendements n° 144 : assiette et coefficients des taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base ; et n° 145 : non-déductibilité des pénalités relatives au dispositif des certificats d'économie d'énergie ; adoptés. - **Article 23** (*Instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites*) (p. 10468) : ne votera pas l'amendement n° 9 de la commission (suppression).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 10730, 10732) : élaboration d'un texte commun. Travaux de la commission mixte paritaire. Propose l'adoption du projet de loi tel qu'il résulte des travaux de la commission mixte paritaire. - **Article 23** (p. 10762) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (coordination).

**SIFFRE (Jacques)**

*sénateur (Bouches-du-Rhône)  
SOC*

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 30 juin 2006.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 29 juin 2006.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

**SIGNÉ (René-Pierre)**  
sénateur (Nièvre)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

**SITTLER (Esther)**  
sénateur (Bas-Rhin)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité) (Contrat première embauche)** (p. 1201) : favorable à l'amendement n° 154 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de conclure un CPE dans les six mois suivant un licenciement économique). Dégâts psychologiques causés par un licenciement chez les jeunes.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) (p. 9519, 9521) : recul de l'égalité des chances. Orthodoxie financière. Réduction de l'encadrement des élèves. Conséquences. Zones rurales. Développement nécessaire des ZEP. Réduction de la fracture territoriale. Comme l'ensemble du groupe socialiste, ne votera pas les crédits de l'enseignement scolaire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (19 janvier 2006).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 170 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Entreprises - Société**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à développer le dialogue social dans l'entreprise [n° 407 (2005-2006)] (20 juin 2006) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 124 (2005-2006)] - (18 janvier 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 51, 53) : consensus entre les deux assemblées sur l'égalité salariale. Souhait de la commission d'élargir le champ du projet de loi, de renforcer la portée de certaines dispositions, de préciser la portée juridique de certaines mesures, de simplifier et de rationaliser les procédures mises en place et d'assouplir la formulation de certains objectifs. Points d'accord significatifs entre les deux assemblées. Amendements de la commission pour dissiper les points de désaccord. - **Division additionnelle avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 61, 62) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Roland Muzeau (titre additionnel avant le titre Ier - Favoriser l'égalité des conditions d'emploi). - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 62, 63) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 23 (attribution aux représentants du personnel d'un droit de veto suspensif sur la mise en place d'horaires à temps partiel) et n° 29 (modalités de requalification d'un contrat à temps partiel en contrat à temps plein). - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A) ou après l'article 6** (p. 65) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 17 et 18 (suppression de la variation du délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel), et de M. Roland Muzeau n° 27 (suppression des possibilités de dérogation par accord collectif aux règles relatives au délai de prévenance) et n° 28 (suppression de la possibilité de mettre en place par simple accord d'entreprise, plus d'une interruption d'activité par jour en cas d'emploi à temps partiel). (p. 67) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Gisèle Printz (majoration de salaire pour les heures complémentaires réalisées dans le cadre d'un travail à temps partiel), ainsi qu'aux amendements de M. Roland Muzeau n° 25 et 24 (majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de Mme Gisèle Printz (priorité des salariés à temps partiel pour effectuer des heures supplémentaires ou des heures choisies) et s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Roland Muzeau (proposition d'heures supplémentaires ou d'heures choisies en priorité aux salariés à

temps partiel souhaitant augmenter leur temps de travail). - **Article 1er A** (art. L. 122-26 du code du travail - Prolongement de la durée du congé de maternité en cas d'état pathologique) (p. 70) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Claude Domeizel (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale - modalités de prolongation du congé de maternité). - **Article 1er** (art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 36 de M. Dominique Leclerc (suppression de la condition de validité introduite par l'Assemblée nationale pour les accords collectifs prévoyant des mesures de neutralisation financière des congés de maternité). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 71) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information). - **Article 3** (art. L. 132-12-3 nouveau, L. 133-5 et L. 132-12 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 72) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 4** (art. L. 132-27-2 nouveau et L. 132-27 du code du travail - Négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 73, 74) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 11 (possibilité pour les organisations syndicales de faire appel à un expert pour analyser les causes des inégalités persistantes dans l'entreprise) et n° 12 (sanction financière à l'égard des entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociation prévue). Son amendement n° 2 : rédaction ; adopté. (p. 75 76) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 31 (sanction financière appliquée aux entreprises ne satisfaisant pas à leurs obligations en matière d'égalité salariale) et n° 32 (sanction financière appliquée aux entreprises pratiquant des différences et écarts salariaux non justifiés), ainsi qu'à l'amendement n° 38 de Mme Catherine Morin-Desailly (sanction financière appliquée aux entreprises en cas d'échec de la négociation dans le délai de 5 ans).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 86, 87) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 13 (formation spécifique des inspecteurs du travail sur les problèmes d'égalité salariale) et n° 14 (majoration des cotisations sociales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant au moins 25 % d'entre eux à temps partiel). - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 88) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés à temps partiel des plages de travail fractionnées). (p. 89) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Roland Muzeau (allongement du congé maternité). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 91) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de Mme Gisèle Printz (insertion dans le contrat de travail des conditions permettant aux salariés de refuser des changements affectant sa durée ou ses horaires de travail). (p. 92) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 20 (réglementation des interruptions dans la journée de travail) et n° 21 (priorité donnée aux salariés à temps partiel subi pour l'attribution des heures supplémentaires choisies). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 93) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 44 du Gouvernement (possibilité de recours au travail temporaire pour assurer un complément d'activité aux personnes à temps partiel). - **Article 10 bis** (art. L. 615-19, L. 722-8, L. 722-8-1, L. 615-19-1, L. 313-3, L. 331-5 du code de la sécurité sociale, L. 122-26 du code du travail, L. 732-12 du code rural, 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Financement du congé de maternité prolongé en cas de naissance d'un enfant prématuré) (p. 95) : accepte l'amendement n° 40 du Gouvernement (conditions d'allongement du congé de maternité prévu pour les mères d'enfants prématurés). - **Article 12 bis A** (*Rapport sur la possibilité de fractionner le droit au congé parental*) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. - **Article 12 ter A** (art. L. 122-28-1 du code du travail - *Report du terme du congé parental*) (p. 95, 96) : son amendement n° 4 : possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de garde pour son enfant ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 225-17 du code de commerce - *Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes*) (p. 98, 99) :

son amendement n° 5 : suppression ; retiré. Sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 45 ; adopté. - **Article 13 ter** (art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des représentants dans les comités d'entreprise) (p. 101, 102) : son amendement n° 6 : dérogation autorisée par l'inspecteur du travail ; adopté après modification par le sous-amendement n° 42 du Gouvernement, qu'elle accepte. - **Article 13 quater** (art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 103) : son amendement n° 7 : dérogation autorisée par l'inspecteur du travail ; adopté après modification par le sous-amendement n° 43 du Gouvernement, qu'elle accepte. S'oppose à l'amendement n° 35 de M. Roland Muzeau (mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 104) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de Mme Catherine Morin-Desailly (attribution prioritaire aux salariés à temps partiel des emplois à temps plein vacants). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 105) : accepte l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (majoration de pension accordée aux fonctionnaires handicapés).

- *Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]* - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 630, 631) : accord de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion. - **Article 18** (p. 637) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (mise en place d'un délai de cinq ans pour permettre au conseil d'administration et au conseil de surveillance de se mettre en conformité avec la loi). Souligne l'absence de valeur impérative au quota de 20 % et l'impossibilité qui en découle de prononcer la nullité des décisions en cas de non-application.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (11 avril 2006) - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 3177) : soutient l'amendement n° 288 de Mme Catherine Procaccia (mise en place par le comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD, d'une commission consultative spécialisée) ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur les difficultés éprouvées par les collectivités territoriales dans l'accès aux informations** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3237, 3238).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (8 septembre 2006) - **Article 26** (art. L. 2224-7, L. 2224-7-1 et L. 2224-7-2 [nouveaux], L. 2224-8 à L. 2224-11, L. 2224-11-1 à L. 2224-11-4 [nouveaux], L. 2573-24 et L. 2574-4 du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes et leurs groupements des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5678, 5679) : ses amendements n° 113 : définition des sources de prélèvement devant faire l'objet d'une déclaration en mairie ; n° 307 : modalités de mise en oeuvre du principe de déclaration de tout prélèvement sur une source autre que celle du réseau public de distribution ; retirés ; et n° 305 : mise à disposition des agents des services d'eau et d'assainissement des informations déclarées ; adopté. (p. 5682) : sur l'amendement

n° 50 de la commission (possibilité pour les communes de choisir l'échéancier et les modalités du contrôle des installations d'assainissement non collectif), soutient le sous-amendement n° 486 de Mme Elisabeth Lamure ; retiré. - **Article 27** (art. L. 2224-12, L. 2224-12-1 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 5701, 5702) : son amendement n° 114 : précision du contenu des missions dévolues aux agents du service de distribution d'eau ; retiré. (p. 5704) : son amendement n° 115 : cohérence ; retiré. (p. 5713) : son amendement n° 116 : installation d'un dispositif de comptage pour les systèmes de récupération des eaux pluviales ; retiré. - **Article 27 bis** (art. L. 5711-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat compétent en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, ou de collecte de déchets ménagers) (p. 5718) : soutient l'amendement n° 433 de Mme Fabienne Keller (précision) ; adopté. (p. 5719, 5720) : soutient l'amendement n° 436 de Mme Fabienne Keller (mise en place d'un dispositif de recueil des délibérations des communes membres de l'EPCI adhérent au syndicat mixte) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 5721) : son amendement n° 306 : extension aux syndicats de communes de la mesure permettant le regroupement de deux syndicats mixtes ; retiré. - **Article 35** (art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 5749) : soutient l'amendement n° 205 de M. Charles Revet (modification de la composition du conseil d'administration du comité de bassin) ; retiré. (p. 5753) : soutient l'amendement n° 206 de M. Charles Revet (modalités de l'organisation de la commission territoriale de sous-bassin) ; adopté. - **Article 36** (Orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012) (p. 5764) : soutient l'amendement n° 207 de M. Charles Revet (calcul des aides des agences de l'eau en faveur des communes rurales par rapport au montant des aides reçues de 2001 à 2006) ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6723, 6724) : situation inéquitable née de la non-répartition des prestations familiales en cas de résidence alternée. Complexité des différentes prestations exigeant un traitement circonstancié de leur partage. Prévision d'un fractionnement des seules allocations familiales dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. Le groupe UMP votera le rejet de ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (30 novembre 2006) - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9204, 9205) : son amendement n° II-58 : indemnisation, pour moitié par l'Etat, des incorporés de force dans les formations paramilitaires allemandes ; retiré.



**SOULAGE (Daniel)**  
sénateur (Lot-et-Garonne)  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 26 janvier 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Lituanie, Estonie : des tigres à l'Est de l'Europe ? [n° 176 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* alignant le régime de transfert des collèges sur celui des lycées [n° 459 (2005-2006)] (7 juillet 2006) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Sécurité sanitaire [n° 80 tome 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur l'application de la loi relative au développement des territoires ruraux** - (24 janvier 2006) : son intervention (p. 138, 140).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2384, 2386) : nouveau défi pour l'agriculture. Obligation de passer le cap des biotechnologies avec succès. Retard de la France. Regrette les arrachages de plants. Propositions du groupe UC-UDF visant à améliorer la transparence et l'information, et à garantir la coexistence des cultures. Suggérera la reprise des distances d'isolement prévues lors des périodes d'essai et la création de zones protégées. Son expérience des difficultés d'organisation économique de la diversité des cultures dans le Lot-et-Garonne. Amendement visant à garantir l'efficacité de la séparation des filières à tous les stades de la chaîne de production. Proposera la participation des obtenteurs et producteurs de semences au financement du fonds d'indemnisation et une optimisation de l'évaluation du préjudice économique. Relai indispensable par le secteur des assurances après la disparition du fonds. Souhait d'amélioration du texte et de décisions acceptées par les agriculteurs et les consommateurs.

- **Suite de la discussion** (22 mars 2006) - **Article 8** (art. L. 532-4 du code de l'environnement - *Information du public en matière d'agrément d'utilisation confinée d'OGM*) (p. 2468, 2470) : soutient les amendements de Mme Françoise Férat n° 70 (mise à la disposition du public d'un dossier d'information par l'exploitant) ; et n° 71 (publicité de toute information y compris celle risquant de porter préjudice aux intérêts de l'exploitant) ; retirés. (p. 2476) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Françoise Férat (liste des informations ne pouvant rester confidentielles) ; adopté (p. 2484).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2548, 2553) : son amendement n° 201 : création de zones de protection avec interdiction d'implantation de cultures d'OGM ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 251-1 et L. 251-2 du code rural - *Déclaration des cultures OGM et information du Haut conseil des biotechnologies*) (p. 2557) : soutient l'amendement n° 204 de M. Michel Mercier (régime de déclaration applicable aux cultures d'OGM) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2560) : soutient l'amendement n° 207 de M. Michel Mercier (création d'un registre public d'information sur les cultures d'OGM) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 663-8 à L. 663-17 [nouveaux] du code rural - *Coexistence entre cultures OGM et non-OGM*) (p. 2564) : son amendement n° 200 : extension à toutes les chaînes de production des précautions visant à éviter la présence accidentelle d'OGM ; rejeté. (p. 2571) : son amendement n° 199 : détermination du préjudice économique ; retiré. (p. 2577) : sur l'amendement n° 45 de la commission (abondement du fonds d'indemnisation par des contributions versées par les organismes professionnels et interprofessionnels concernés), son sous-amendement n° 202 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2589) : avancées relatives à l'information du public et au mode de financement du fonds d'indemnisation. Mesures préventives insuffisantes, notamment en matière de protection des cultures traditionnelles. Le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7673, 7675).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9580, 9582) : biocarburants. Hydraulique agricole. Assurance récolte. Retraites agricoles. Modernisation de l'administration.

**Sécurité sanitaire**

- (5 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. (p. 9623, 9624) : principe de précaution. Dépenses en personnel. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ces crédits. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9635, 9636) : son amendement n° II-44 : traitement par l'AFSSA des dossiers en instance ; retiré. - **Article 52** (*Création d'une taxe fiscale affectée à l'AFSSA au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques*) (p. 9639) : son amendement n° II-64 : élévation du plafond en deçà duquel peuvent être fixés les tarifs pour la deuxième catégorie de produits soumis à l'évaluation de l'AFSSA ; adopté.

**Articles non rattachés**

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 40 ter** (p. 10032, 10033) : soutient l'amendement n° II-329 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité au FCTVA des communes et des EPCI pour la construction de logements locatifs) ; retiré. - **Article 40 quinquies** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage*) (p. 10034, 10035) : historique de l'instauration de la taxe sur les déchets. Retour de l'Assemblée nationale sur le compromis adopté en 2005. Son attachement au

maintien du dispositif tout en proposant un nouveau compromis. (p. 10036) : son amendement n° II-296 : repli ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 36 decies** (p. 10658) : son amendement n° 123 : multiplication du nombre d'heures de formation octroyé dans le cadre d'un crédit d'impôt par le nombre d'associés chefs d'exploitation des GAEC ; rejeté.

**SOUVET (Louis)**  
*sénateur (Doubs)*  
UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à abroger la validité de la clause compromissoire dans un contrat de consommation [n° 379 (2005-2006)] (7 juin 2006) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - **Travail et emploi [n° 82 tome 7 (2006-2007)]** (23 novembre 2006) - **Budget - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 90 (2006-2007)] (24 novembre 2006) - **Questions sociales et santé.**

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Commission mixte paritaire [n° 127 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10733, 10734) : bilan en demi-teinte en dépit d'avancées. Non-réaffirmation du principe de transparence des GAEC. Suppression du fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement. Apportera son soutien à ce texte nécessaire à la politique de l'eau alors que certains de ses collègues du groupe UC-UDF manifesteront leur désaccord.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1203, 1204) : intervient sur l'amendement n° 156 de Mme Raymonde Le Texier (impossibilité de recourir au CPE pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu en raison d'un conflit collectif de travail). Rappel de son expérience professionnelle d'ouvrier. Difficulté de lutter contre la concurrence des produits fabriqués en Chine : exemple des lunettes fabriquées à Morez en Franche-Comté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 12** (*art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 6089) : ne votera pas les amendements de suppression n° 203 de Mme Eliane Assassi et n° 309 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Travail et emploi

- (1er décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 9222, 9223) : réforme du service public de l'emploi. Contrats aidés. Avis favorable à l'adoption des crédits de la mission et des articles rattachés modifiés par ses amendements. - **Article 57** (*Prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 9240) : son amendement n° II-63 : précision ; adopté. - **Article 58** (*Création d'une prime de cohésion sociale au titre de l'embauche en contrat d'avenir de demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans*) (p. 9242, 9243) : son amendement n° II-62 : rédaction ; adopté. - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9250) : son amendement n° II-61 : précision ; retiré. - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9253) : son amendement n° II-60 : suppression ; rejeté.

**SUEUR (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Loiret)*  
 SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Sérénité des vivants et respect des défunts - bilan et perspectives de la législation funéraire [n° 372 (2005-2006)] (31 mai 2006) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à la législation funéraire [n° 375 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture** [n° 163 (2005-2006)] - (22 février 2006) - **Article 1er** (*Définition du contrat de volontariat associatif*) (p. 837, 838) : manque de crédibilité de ce projet de loi dans un contexte d'angoisse de la jeunesse. Impossibilité de défendre de manière saine le volontariat sans s'occuper de manière claire de la question de l'emploi. Absence de mesures en faveur de la formation des volontaires.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 935, 937) : contradiction entre le CPE et l'égalité des chances. Caractère indéfendable de la notion de licenciement sans cause. Dispositions contraires à la convention n° 158 de l'OIT. Défense des syndicats étudiants. Inadaptation du volontariat comme solution à la question de l'emploi. Crainte des effets pervers du zonage. Evolution négative de la DCTP non compensée par la DSU. Interview du maire de Clichy-sous-Bois sur l'indemnisation des événements du mois de novembre.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Question préalable** (p. 965, 966) : avec le groupe socialiste, favorable à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 1037) : intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (acquisition d'un socle commun de connaissances).

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1089) : paradoxes dans la politique du Gouvernement en matière d'emploi.

Nécessité de mener une politique de confiance vis-à-vis des jeunes.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 1148) : rappel de la position du Conseil constitutionnel sur l'intelligibilité nécessaire de la loi. Confusion des débats sur la question de la motivation du licenciement. Demande le vote des amendements les uns après les autres. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1208) : votera l'amendement n° 157 de Mme Raymonde Le Texier (maintien de la procédure de licenciement de droit commun pour le CPE). Interrogation sur les raisons de la non-motivation du licenciement. (p. 1209) : favorable à l'amendement n° 158 de Mme Raymonde Le Texier (réduction de la période de consolidation de deux ans à deux mois). Jurisprudence de la Cour de cassation. (p. 1211, 1212) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 503 de M. Claude Biwer (à défaut d'une motivation, présence d'une justification écrite sur la lettre annonçant la rupture du CPE). (p. 1221) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (interdiction de rompre un contrat de travail durant un arrêt de maladie sans motivation expresse). Absence de lien entre l'instauration du CPE et le développement des entreprises. (p. 1221) : favorable aux amendements identiques n° 170 de Mme Raymonde Le Texier, n° 507 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe et n° 657 de M. Roland Muzeau (en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié). (p. 1223) : favorable aux amendements identiques n° 171 de Mme Raymonde Le Texier et n° 665 de M. Roland Muzeau (repli). Favorable à l'amendement n° 442 de M. Jean Desessard (application d'un délai de carence entre la signature de deux CPE successifs pour le même poste). (p. 1224) : favorable à l'amendement n° 173 de Mme Raymonde Le Texier (diminution de la durée d'activité nécessaire à l'acquisition du droit à l'allocation forfaitaire pour un salarié licencié d'un CPE). Favorable à l'amendement n° 452 de M. Jean Desessard (création d'une contribution de précarité à la charge des employeurs recourant au contrat précaire afin d'abonder le Fonds de solidarité).

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1360, 1361) : effets pervers du système pléthorique de zonage. Inégalité des communes dans le classement en zone franche. (p. 1370) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire). Problème d'équité des zones franches. Instauration de déséquilibres au détriment de certains territoires. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - *Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1381) : rapport de l'Observatoire national des ZUS. Comparaison des zones urbaines sensibles, des zones de revitalisation urbaine et des zones franches urbaines. Critères contestables de définition des zones. (p. 1388) : confirmation par le rapport de l'Observatoire national des ZUS du choix aléatoire des ZFU au sein des ZUS. Risque de rejet de création de nouvelles ZFU par la Commission européenne. (p. 1413) : choix arbitraire des ZFU. Dispositif contestable, injuste et complexe. Le groupe socialiste votera contre l'article 7. - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - *Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines*) (p. 1414) : accumulation des exonérations. Favorable à la suppression de cet article. - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - *Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines*) (p. 1428, 1429) : favorable à l'amendement n° 393 de Mme Dominique Voynet (limitation à 50 % du taux des exonérations fiscales pour les employés présents dans l'entreprise dans les douze mois précédant leur migration dans la zone franche).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en

*oeuvre du pacte de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines*) (p. 1468, 1469) : article insuffisamment préparé. Remise en cause des équilibres des commerces. Risque de préjudice pour les quartiers sensibles. (p. 1470) : fonde son intervention sur les articles 48 et suivants du règlement du Sénat. Dénonce l'utilisation d'une procédure pour éviter la mise aux voix d'amendements. (p. 1474, 1475) : défavorable aux amendements identiques de la commission n° 47 et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - *Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques*) (p. 1483, 1484) : recherche d'un équilibre dans l'ouverture des multiplexes. Risque de vider les villes de leur substance culturelle, économique et commerciale, au bénéfice des grands axes. Défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1628) : utilisations politiques du rapport de l'INSERM. Refus du néo-scientisme gouvernemental. - **Rappel au règlement** (p. 1636) : s'insurge contre les conditions de discussion de rédaction et de distribution de l'amendement de la commission n° 895 (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation).

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1670) : intervient sur l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). Suspicion à l'égard des enseignants.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 2135) : sur l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion), ses sous-amendements n° 321 et 322 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2157) : intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2679, 2681) : financiarisation croissante de la question du logement. Nécessité de prendre des mesures de protection des locataires obligés d'acheter leur logement à un prix élevé ou de partir dès la fin de leur bail. Ses propositions : institution d'un permis de diviser ; possibilité pour un tiers des locataires concernés par une opération de vente à la découpe de demander au maire une enquête d'utilité publique ; effort fiscal des communes pour contrer les ventes ; prorogation de six ans des baux en cours en cas de vente ; diagnostics contradictoires ; extension du délai de réflexion ; institution d'une indemnité d'éviction ; inscription d'une protection particulière pour les personnes en grande difficulté ; mise en place d'une décote ; précision des conditions d'exercice de la profession de marchand de biens ; application de la loi aux opérations déjà engagées. Souhait d'une mise en oeuvre rapide de cette proposition de loi améliorée par ses amendements. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2691) : son amendement n° 32 : institution d'un permis de diviser ; rejeté.

(p. 2693) : son amendement n° 31 : harmonisation à cinq logements des seuils retenus dans ce texte ; rejeté. - **Article 1er** (art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en bloc d'un immeuble) (p. 2695) : ses amendements n° 35 et 36 : repli ; rejetés. (p. 2698) : ses amendements n° 37 : établissement du diagnostic technique de manière contradictoire ; rejeté ; et n° 38 : prise en charge par le bailleur des dépenses afférentes au diagnostic technique ; adopté. (p. 2699) : son amendement n° 43 : institution d'une indemnité d'éviction ; rejeté. (p. 2700, 2701) : ses amendements n° 45 : instauration d'une décote ; et n° 46 : repli ; rejetés. (p. 2702) : son amendement n° 49 : conséquence ; rejeté. (p. 2706, 2707) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation à plus de dix logements du seuil permettant la mise en oeuvre du droit de préemption des locataires). (p. 2708, 2709) : intervient sur son amendement n° 44 précité. Protection particulière pour les personnes handicapées ou les personnes âgées ayant de très faibles ressources. Nécessité d'inscrire dans la loi un certain nombre de garanties. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2710) : ses amendements n° 50, 51 et 52 : cohérence ; rejetés. - **Article 1er bis** (art. 1584 bis et 1594 F sexies nouveaux du code général des impôts - Réduction du taux communal et du taux départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière en cas de maintien du statut locatif) (p. 2713) : son amendement n° 53 : compensation des incitations fiscales par une augmentation de la DGF des collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 3** (art. 15 et 25-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret - Dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente) (p. 2715) : intervient sur son amendement n° 54 : nullité du congé pour vente en cas de violation des dispositions des accords collectifs étendus par décret, soutenu par M. Roger Madec. Interrogation sur la portée juridique des dispositions qui ne sont pas des obligations. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2718) : son amendement n° 58 : intégration des opérations en cours dans le champ d'application de ce texte ; rejeté. (p. 2719, 2720) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 59, 60, 61 et 62 : réglementation de la profession de marchand de biens ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2721) : mainmise des spéculateurs sur une part considérable du parc de logements à Paris et dans d'autres villes. Nécessité de protéger les locataires. Eléments positifs de ce texte. Recul important en deuxième lecture au Sénat. Rejet de la majorité de ses amendements. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Rappel au règlement** (p. 2830) : interrogation sur la distribution d'un document intitulé "amendements pouvant être considérés en première analyse comme étant en relation directe avec une disposition restant en discussion". - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2834, 2835) : remise en cause par l'amendement Ollier de l'engagement pris par le Président de la République. Demande l'application de la loi SRU. (p. 2846) : soutient l'amendement n° 409 de M. Thierry Repentin (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété) ; adopté. (p. 2854) : favorable aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin. (p. 2860) : favorable aux amendements identiques n° 409 de M. Thierry Repentin et n° 502 de M. Daniel Dubois (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2894, 2895) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 442 de M. Thierry Repentin (suppression d'un paragraphe remettant en cause l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 2900, 2901) : prérogatives attribuées aux parlementaires par la Constitution. Proteste contre les propos le suspectant de ne pas être au contact des réalités locales. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2938, 2939) : favorable aux amendements de M. Thierry Repentin n° 265 et 266 (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire). (p. 2942) : favorable à l'amendement n° 264 de M. Thierry Repentin (pourcentage maximum de logements construits avec un PLS comptabilisés dans les logements sociaux construits pour remplir les obligations de l'article 55 de la loi SRU).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3051, 3052) : favorable à l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement). - **Article 5** (art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine) (p. 3055, 3056) : favorable au sous-amendement n° 511 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 68 de la commission (bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans des îlots situés à moins de 500 mètres des quartiers ANRU). Problèmes posés par les zonages. - **Article 5 ter** (art. L. 443-15-2-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales) (p. 3061) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 414 (affectation du surplus de la vente des logements conventionnés vacants au financement de places d'hébergement en résidence sociale) ; adopté ; et n° 415 (précision) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 3174) : portée de l'amendement n° 435 de M. Thierry Repentin (inscription dans la loi de l'opposabilité du droit au logement).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Rappel au règlement** (p. 3616, 3617) : organisation générale des travaux du Sénat. Interruption de la discussion de ce projet de loi par celle du CPE. Caractère minimaliste de ce texte. Dispositions complémentaires prévues dans le texte sur le CPE et non reprises. Sa volonté de développer le volontariat. - **Article 7** (Conditions d'indemnisation du volontaire) (p. 3628) : soutient l'amendement n° 13 de M. David Assouline (versement mensuel de l'indemnisation) ; rejeté. (p. 3630) : soutient l'amendement n° 15 de M. David Assouline (fixation d'un montant minimal d'indemnisation égal aux frais engagés par le volontaire pour sa mission) ; rejeté. (p. 3631) : intervient sur l'amendement précité n° 15 de M. David Assouline. Risque de dérives en l'absence de normes réglementaires et législatives. Opposé à l'ajout dans le projet de loi traitant du CPE de mesures sur le volontariat. Souhait de développer le volontariat sur des bases claires et non comme un remède au chômage.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (7 juin 2006) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4394, 4397) : soutient la motion n° 76 de M. Bernard Frimat tendant au renvoi à la commission. Texte bâti

sur des propos simplistes et des fausses évidences. Incompatibilité de l'immigration choisie avec le développement des pays d'Afrique. Redoute la persistance des difficultés actuelles pour les bons étudiants et les bons chercheurs qui seront sélectionnés. Persistance attendue des situations inextricables. Exemple des enfants scolarisés passibles d'expulsion : annoncé de chiffres avant le lancement de la démarche aboutissant à l'évaluation des personnes concernées. Stagnation du nombre des reconduites à la frontière en dépit des méthodes et des déclarations du Gouvernement. Absence d'amélioration dans la gestion du droit d'asile. Suppression non pertinente de la collégialité des décisions juridictionnelles en matière de droit à un titre de séjour. Crainte d'un sinistre de la justice administrative. Nécessité de prendre le temps de la réflexion pour préserver une certaine idée de la France et de ses valeurs. - **Article 2** (art. L. 311-7 [nouveau] et L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Visa de long séjour obligatoire pour la délivrance de certains titres de séjour) (p. 4437, 4438) : espère un consensus sur le sous-amendement n° 100 de M. Jacques Pelletier (présentation de la demande de visa de long séjour à l'autorité administrative compétente lorsque le mariage a eu lieu en France et que le demandeur y séjourne depuis plus de six mois avec son conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (généralisation de l'obligation de délivrance d'un récépissé de demande de visa de long séjour).

- **Suite de la discussion** (8 juin 2006) - **Article 5** (art. L. 314-2 et L. 314-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Définition de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française) (p. 4498, 4499) : intervient sur les amendements de suppression de l'article n° 151 de M. Bernard Frimat et n° 282 de Mme Éliane Assassi ainsi que sur l'amendement n° 10 de la commission (réintroduction de la notion d'"intégration républicaine dans la société française"). Réserves devant l'idée de solliciter l'avis des maires sur l'intégration de l'étranger. Crainte de démarches de nature inquisitoriale. - **Article 9** (art. L. 313-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour « scientifique » et transposition d'une directive) (p. 4520, 4521) : soutient l'amendement n° 158 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée) (p. 4532) : intervient sur l'amendement de suppression n° 159 de M. Bernard Frimat. Contradiction entre le libéralisme prôné par le Gouvernement et le chef d'oeuvre de bureaucratie que constitue l'article 10. - **Article 11** (art. L. 313-5 et L. 314-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction d'exercer une activité professionnelle pour tout employeur étranger dont le titre de séjour a été retiré pour recours au travail illégal) (p. 4536) : soutient l'amendement n° 163 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. Interroge le ministre sur ce qui justifie la différence de traitement selon que l'auteur de l'infraction est français ou de nationalité étrangère. (p. 4537, 4538) : proteste contre les propos du ministre tenus à l'encontre du parti socialiste quant au refus de celui-ci de lutter contre le travail clandestin.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ») (p. 4592) : multiplication des critères d'attribution d'une carte de séjour conduisant à une forme d'arbitraire dans sa délivrance.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2006) - **Article 26** (art. L. 314-5-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un conjoint de Français en cas de rupture de la vie commune) (p. 4687) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 178 (suppression) ; et n° 179 (repli) ; rejetés ; et n° 180 (impossibilité du retrait de la carte de résident lorsque la rupture de la vie commune est la conséquence du décès de l'un des conjoints) ; adopté. - **Article 27** (art. L. 314-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement des durées de séjour pour la délivrance de la carte de résident) (p. 4694) : soutient l'amendement n° 182 de M.

Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. (p. 4696, 4697) : s'insurge contre les accusations proférées par le ministre et son plaidoyer excessif.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5104, 5106) : précédentes réformes du droit funéraire. Intérêt de l'instauration de devis types. Harmonisation du taux des vacations funéraires. Baisse nécessaire de la TVA. Application des dispositions de la loi de décembre 2004 relatives aux contrats d'obsèques. Conditions d'habilitation des opérateurs funéraires. Destination des cendres. Opposition à la création de sites funéraires privés. Respect des cultes. - **Article 1er** (art. L. 2223-23-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Institution d'une commission départementale des opérations funéraires auprès du préfet du département) (p. 5111) : création d'une commission nécessaire à un meilleur contrôle des habilitations. - **Article 4** (Surveillance des opérations funéraires) (p. 5113) : favorable à l'amendement n° 4 du Gouvernement (limitations des opérations donnant lieu à des vacations). - **Article 6** (art. L. 2223-21-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Instauration de devis-types par les communes) (p. 5116) : défavorable à l'amendement n° 7 du Gouvernement (obligation pour les opérateurs funéraires de déposer des devis-types dans les mairies). - **Article 23** (Compensation financière des charges résultant, pour l'Etat et les collectivités territoriales, des réformes proposées) (p. 5124) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5125, 5126) : progrès permis par ce texte. Espère une discussion rapide de cette proposition de loi à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 5960) : sur l'amendement n° 9 de la commission (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance), favorable au sous-amendement n° 323 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement de ce fonds).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 6052, 6053) : soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6057) : intervient sur l'amendement n° 296 de M. Alain Milon (possibilité pour le maire de prendre des arrêtés visant à interdire le jet d'objets pouvant blesser les passants ou causer des exhalaisons nuisibles). - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 6078) : intervient sur l'amendement n° 201 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 11** (art. 25, 26, 26-1 et 26-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 - Règles de vote des investissements de sécurité dans les copropriétés) (p. 6079) : défavorable à l'article. Urbanisme de la ségrégation. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 6088, 6089) : favorable à la suppression de l'article 12, plus confus que le texte actuel s'agissant des fourrières. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - Délit de provocation aux violences au sein du couple) (p. 6115, 6116) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 335 de la commission (possibilité de levée du secret médical lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique). Atténuation des inconvénients suscités par le texte du Gouvernement. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des établissements psychiatriques) (p. 6122, 6123) : traitement inacceptable d'une question de santé à travers le prisme de la sécurité. Opposition des professionnels concernés. Attente d'une grande loi de santé. (p. 6126) : instrumentalisation inacceptable de la santé mentale en vue de la prochaine élection présidentielle. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de

*l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public* (p. 6132) : intervient en faveur des amendements de suppression n° 210 de Mme Éliane Assassi et n° 261 de M. Jean-Pierre Godefroy. Incompréhension des associations et des familles sur le présupposé fallacieux de l'article.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 25** (*art. 706-53-5 et 706-53-10 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAS*) (p. 6151, 6155) : critiques injustifiées du ministre de l'intérieur envers l'institution judiciaire. Souhaite entendre le garde des sceaux.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) (p. 9312, 9313) : non-respect des engagements du Gouvernement : crédits des programmes de la recherche ; emploi scientifique et allocation de recherche pour les doctorants. Collectif "Sauvons la recherche".

#### Justice

- (4 décembre 2006) (p. 9446, 9447) : contexte de la discussion budgétaire. Question des frais de justice. Aide juridictionnelle. Programme "Protection judiciaire de la jeunesse". - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9456) : son amendement n° II-184 : revalorisation de l'aide juridictionnelle ; rejeté.

#### Administration générale et territoriale de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9761, 9762) : modernisation des services : exemple de la sous-préfecture de Pithiviers. Plan de requalification des personnels. Question des étrangers. Demande de création d'une commission d'enquête sur le processus de régularisation des étrangers. Identification nationale électronique sécurisée. Avenir des sous-préfectures. Multiplication des outils d'orientation et de modernisation.

#### Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (7 décembre 2006) (p. 9769, 9770) : ressources des collectivités territoriales. Evolution de la DGF. Dotation d'intercommunalité. Rapport entre la dotation forfaitaire et la dotation de péréquation. DGF des départements. Souhait d'une réforme de la fiscalité et d'une modulation des dotations forfaitaires. - **Articles additionnels avant l'article 51 bis** (p. 9782, 9783) : son amendement n° II-239 : encadrement des écarts entre les montants perçus par les communes au titre de la dotation forfaitaire ; rejeté. (p. 9784, 9785) : son amendement n° II-238 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des communes de montagne ; retiré. - **Article 51 bis** (*"Gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne*) (p. 9788) : s'abstiendra lors du vote sur les amendements de suppression n° II-196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° II-220 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 51 ter** (p. 9790) : son amendement n° II-236 : exclusion de la dotation forfaitaire du calcul du potentiel financier des départements ; rejeté. (p. 9792) : son amendement n° II-237 : introduction de la densité de population et du nombre de bénéficiaires du RMI et de l'APA dans les critères de répartition de la dotation de fonctionnement minimale, DFM ; retiré. - **Article 51 quater** (*Instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements « historiques »*) (p. 9793) : son amendement n° II-240 : garantie minimale de progression de la DFM à partir de 2007 et plafonnement des évolutions possibles ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Article 12** (*Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance*) (p. 10933, 10934) : le groupe socialiste proteste énergiquement contre les aberrations de la méthode. Nécessité d'une grande loi sur la psychiatrie.

**SUTOUR (Simon)**  
sénateur (Gard)  
SOC

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 5 octobre 2006.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Justice et accès au droit [n° 83 tome 3 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Justice.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 23 et 24 mars 2006** - (22 mars 2006) (p.2447, 2449) : doutes sur la prise en compte par le

Gouvernement du débat en cours. Insuffisance des montants proposés par le Conseil européen pour financer les politiques de l'Union. Désaccord entre la Commission européenne, le Conseil européen et le Parlement européen. Etat de la négociation sur la directive relative aux services. Vision libérale de la politique européenne de l'énergie. Demande de précision sur l'éventuel déplacement géographique du Parlement européen. Bilan négatif de la stratégie de Lisbonne.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [n° 305 (2005-2006)]** - (18 mai 2006) - **Discussion générale** (p.4069, 4071) : ancienneté du phénomène de violence dans les enceintes sportives. Enrichissement du dispositif répressif. Interrogation sur l'efficacité et la lisibilité des mesures proposées. Volonté du Gouvernement de présenter un dispositif de dissolution des associations de supporters violents. Souhait d'un avis préalable du Conseil d'Etat sur ce texte. Caractère international du hooliganisme. Valeur éducative du sport. Regret du rejet de la disposition améliorant la sécurité des arbitres. Garanties nécessaires pour l'enregistrement et la transmission des fichiers de personnes interdites de stade. Rappel de l'opposition du groupe socialiste à tout amalgame entre délinquance, immigration et terrorisme. Risques de dérives occasionnées par la participation de la réserve civile de la police nationale à la prévention des violences et par la nouvelle dissolution administrative des associations. Source de contentieux. Responsabilité des clubs. Le groupe socialiste votera ce texte. - **Article 1er B (réserve)** (art. 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - *Obligation de se présenter devant toute autorité désignée pour une personne interdite d'accès à une enceinte sportive*) (p.4072, 4073) : son amendement n° 5 : avis de la CNIL sur la mise en place d'un fichier des personnes interdites de stade ; rejeté. - **Article 1er C** (art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - *Communication des mesures d'interdiction administrative de stade aux fédérations sportives et aux associations de supporters*) (p.4074) : son amendement n° 6 : avis de la CNIL sur la communication des fichiers des personnes interdites de stade par le préfet aux fédérations sportives ; rejeté.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p.4128, 4129) : caractère inapproprié de la déclaration d'urgence. Déploie l'existence d'un seul laboratoire souterrain. Abandon du projet du site de Marcoule situé dans son département du Gard. Conclusions du rapport de la Cour des comptes. Réserves quant aux capacités du CEA et d'EDF pour financer les opérations de démantèlement. En l'absence de réponse claire et chiffrée du Gouvernement, déposera une demande de création de commission d'enquête. Proposition de création d'un fonds dédié au financement des recherches sur les déchets radioactifs et leur gestion industrielle.

- **Proposition de loi relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives - Deuxième lecture [n° 383 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Discussion générale** (p.5197, 5198) : dénonciation de l'instabilité croissante du droit. Eclatement de l'autorité de l'Etat. Risque de dérive sécuritaire de ce texte. Regrette l'absence d'avis obligatoire de la CNIL à l'occasion de la mise en place des fichiers de supporters. En dépit de ces réserves, le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Conseil et contrôle de l'Etat

- (2 décembre 2006) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p.9382, 9383) : crédits du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives". Dotation des frais de justice. Taux de création d'emplois. Extension du recours au juge unique. Délai de recours de la procédure contentieuse en matière de titre de séjour. Nouveau tribunal administratif de Nîmes. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du programme.



**TASCA (Catherine)**  
*sénateur (Yvelines)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 388 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions télévisuelles [n° 281 (2005-2006)] (29 mars 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 384 (2005-2006)] autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 394 (2005-2006)] (14 juin 2006) - **Culture - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1088, 1089) : projet allant à l'opposé du modèle européen reposant sur une adhésion à l'économie de marché assortie d'une recherche de protection juridique. Risque de précarité et de dépendance. Nécessité d'assortir la flexibilité de l'emploi à une sécurisation du parcours professionnel et à une garantie de formation en entreprise pour le salarié. Votera contre le CPE.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (*art. L. 620-10 du code du travail - Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1348) : responsabilité de chaque génération dans le passage de relais aux générations suivantes.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 10** (*art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches*)

*urbaines*) (p. 1462) : soutient l'amendement n° 327 de M. Roland Ries (nécessité pour les entreprises de proposer des contrats à durée indéterminée pour bénéficier des incitations fiscales ou sociales en cas d'implantation dans les ZFU) ; rejeté. (p. 1463, 1464) : favorable à l'amendement n° 328 de M. Roland Ries (ajout d'une clause limitant le nombre d'embauchés à temps partiel). - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1483) : grand écart entre les intentions affichées du Gouvernement et la réalité des mesures proposées. Risque de remise en cause de l'existence de salles de cinéma indépendantes par l'implantation des multiplexes. Caractère indispensable du maintien du passage en commission départementale d'équipement commercial. - **Article 15** (art. 3 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération de taxe d'aide au commerce et à l'artisanat) (p. 1494) : soutient l'amendement n° 454 de M. François Marc (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel après l'article 24 (précédemment réservé)** (p. 1776) : soutient l'amendement n° 356 de M. Bernard Cazeau (réaffirmation dans la loi du rôle privilégié de l'école face à l'absentéisme scolaire) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3527, 3528) : impréparation de ce texte. Opportunités et dangers d'Internet. Défense du droit d'auteur. Dénaturation de l'idée de copie privée. Rejet de la licence globale. Nécessité pour le logiciel libre de se distinguer des outils de piratage. Refus d'assurer l'interopérabilité au détriment de la protection des oeuvres. Développement indispensable de l'offre légale. Conciliation possible entre droit d'auteur et diffusion numérique de la culture. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3569) : sur l'amendement n° 62 de M. Michel Charasse (fourniture de fichiers numériques à la demande des organismes d'aide aux personnes handicapées), favorable aux sous-amendements n° 261 du Gouvernement et n° 262 de M. Jacques Valade. (p. 3570, 3571) : soutient l'amendement n° 119 de M. David Assouline (conditions de l'exception au bénéfice des établissements documentaires) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article 8** (art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions) (p. 3716) : soutient l'amendement n° 131 de M. David Assouline (suppression des éléments tendant à présenter l'exception pour copie privée comme un droit) ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection) (p. 3721, 3722) : le groupe socialiste est défavorable à la création d'une autorité administrative indépendante. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3784) : création de nouvelles exceptions importantes au droit d'auteur. Création inadéquate d'une autorité administrative indépendante. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (14 juin 2006) - **Article 67 (priorité)** (chapitre IV du titre Ier du livre V et article L. 514-2 nouveau du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension à l'ensemble du département de la Guadeloupe des mesures applicables en Guyane et dans la commune de Saint-Martin relatives à l'éloignement des étrangers) (p. 4657) : regrette le traitement réservé à l'outre-mer dans cette législature, abordée seulement sous l'angle du contrôle de l'immigration. Spécificité du problème de l'immigration outre-mer ne devant pas néanmoins servir d'alibi à une politique exclusivement répressive de l'immigration en France. Question sur la mise en oeuvre de vraies politiques de codéveloppement et sur la

révision constitutionnelle toujours en attente concernant le corps électoral de la Nouvelle-Calédonie.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 4829) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Bernard Frimat (interdiction de placer des enfants mineurs étrangers en centre de rétention administrative). Le groupe socialiste partage les préoccupations exprimées par Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 51** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination - Protections relatives contre les mesures d'expulsion) (p. 4860, 4861) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 218 (suppression des dispositions restreignant la protection contre l'expulsion des personnes résidant depuis plus de quinze ans en France et des étrangers mariés avec un ressortissant français) ; et n° 219 (protection du mineur ou du jeune majeur inscrit dans un établissement scolaire, y compris pendant la période des vacances scolaires, contre toute mesure d'expulsion) ; rejetés. (p. 4864) : appréciation problématique de l'"absence de liens avec le pays d'origine" conditionnant la protection de l'enfant étranger contre l'expulsion.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [n° 384 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5175, 5176) : impératif éthique de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles. Enjeux culturel, démocratique et politique face au risque de l'uniformité culturelle. Instauration d'un cadre mondial de protection et de promotion de la culture. Evolution positive des Etats membres au niveau européen. Introduction de la notion d'exception culturelle par les Français. Apports multiples de cette convention. Nécessité de renforcer ce texte par une mobilisation internationale. Avis favorable de la commission à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel [n° 292 (2005-2006)]** - (27 juin 2006) - **Article unique** (p. 5184, 5185) : nécessité d'inscrire ce projet de loi dans l'ensemble des textes soumis le jour même au Sénat. Réponse magnifique au matérialisme croissant de notre univers et à la marchandisation. Défense utile contre un ethnocentrisme très largement présent.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions télévisuelles [n° 388 (2004-2005)]** - (27 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5186) : texte en net progrès par rapport aux nombreuses législations nationales existant en matière de protection des images. Principe du dépôt légal obligatoire pour les images en mouvement. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5909, 5910) : refus des arguments utilisés par le ministre de l'intérieur pour l'évacuation du squat de Cachan. Conséquences de l'échec de la politique de sécurité. Inquiétude de certaines dispositions du projet de loi. Avec le groupe socialiste, opposition à ce texte.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6198) : soutient l'amendement n° 287 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 36** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Diligence du juge des enfants) (p. 6209, 6211) : soutient l'amendement n° 285 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la limitation du nombre d'admonestations ou de remises à parents) ; devenu sans objet. - **Article 37** (art. 10-2 et

12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 6212) : soutient l'amendement n° 286 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 8491, 8492) : recours injustifié à la procédure d'urgence. Couverture insuffisante du territoire par la TNT. Avantages indûment conférés aux opérateurs historiques. Rôle du CSA. Menace pour la diversité du paysage audiovisuel. - **Question préalable** (p. 8505) : intervient sur la motion n° 43 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8508) : intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jack Ralite (conditions de reprise en mode numérique des chaînes locales). (p. 8523) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) (p. 8557, 8559) : soutient les amendements n° 50 de M. Serge Lagache (rôle du schéma national d'arrêt de la diffusion analogique) ; et n° 51 de M. Jean-Marie Bockel (établissement du calendrier de basculement vers la télévision numérique en collaboration avec les états limitrophes, dans les zones frontalières) ; retirés. (p. 8564, 8574) : soutient l'amendement n° 54 de M. Serge Lagache (suppression de l'octroi d'un canal supplémentaire aux opérateurs historiques) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Article 10** (art. 30-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Avis des opérateurs de téléphonie mobile et reprise des chaînes de service public sur les offres de télévision mobile personnelle) (p. 8635, 8637) : soutient l'amendement n° 61 de M. Serge Lagache (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs concernant la reprise de leurs services) ; devenu sans objet. Le groupe socialiste votera l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 39 (obligations mutuelles des éditeurs et des distributeurs en matière de reprise de leurs services). - **Article 11** (art. 30-3 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Exclusion de l'application de l'article 30-3 à la télévision mobile personnelle) (p. 8637) : soutient l'amendement n° 62 de M. Serge Lagache (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (art. 30-6 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication -

Autorisation de services de communication audiovisuelle autres que de télévision et rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la présente loi relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle) (p. 8638, 8639) : soutient l'amendement n° 63 de M. Serge Lagache (place prioritairement accordée par le CSA aux services de télévision et de radio) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8647) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 17 de la commission (définition de l'oeuvre audiovisuelle).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (29 novembre 2006) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes - Article 32** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 9012, 9013) : malaise européen. Plafonnement du budget. Elargissement. Sous-utilisation des fonds structurels

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux**

- (5 décembre 2006) (p. 9558, 9559) : budget réel de l'APD. Insuffisance de l'aide apportée aux organisations non gouvernementales et aux plus pauvres. Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget. - **Article 34 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9566) : le groupe socialiste votera contre les amendements de la commission des finances, portant sur le même objet, n° II-10 et II-11 (renforcement des moyens du FSP par transfert d'autorisation d'engagement du programme "Aide économique et financière au développement" au programme "Solidarité à l'égard des pays en développement").

**Action extérieure de l'Etat**

- (7 décembre 2006) (p. 9811, 9812) : crédits de l'action culturelle extérieure : rayonnement de la langue française, TV5, CFI, Agence CulturesFrance et saison culturelle étrangère en France. Votera contre les crédits de cette mission.

**TESTON (Michel)**  
sénateur (Ardèche)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 8 septembre 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 812, 813).

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4130, 4132) : réponse à la clause de rendez-vous de la loi Bataille de 1991. Désaccord du groupe socialiste sur l'orientation des recherches vers le stockage en couche géologique profonde. Insatisfaction sur le financement de la gestion des déchets radioactifs. Priorité des impératifs environnementaux à long terme sur les enjeux économiques à court terme. Incertitudes du système actuel relevées dans le rapport de la Cour des comptes. Amendement visant à mettre en place un fonds de gestion des déchets radioactifs dédié et externalisé. Avantage d'une gestion des fonds distincte des comptes des exploitants. Souci d'un véritable service public géré de manière transparente et à l'abri des aléas économiques et financiers. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4145) : soutient l'amendement n° 99 de M. Bernard Piras (poursuite des recherches sur l'entreposage de longue durée); rejeté. Reprise des conclusions de la Commission nationale du débat public. - **Article 4** (art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4157) : soutient l'amendement n° 79 de M. Bernard Piras (insertion de l'adverbe "notamment" devant les solutions de traitement et de conditionnement); adopté. (p. 4159) : soutient l'amendement n° 100 de M. Bernard Piras (mise en place d'une Commission nationale pluraliste permanente chargée du suivi de la gestion des matières et des déchets radioactifs); retiré.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 11** (art. L. 542-12-1 [nouveau] du code de l'environnement - Fonds de financement des recherches et études sur l'entreposage et le stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs et financement des missions d'intérêt général de l'ANDRA) (p. 4210) : soutient l'amendement n° 92 de M. Bernard Piras (création d'un fonds externalisé dédié pour sécuriser le financement à long terme de la gestion des déchets radioactifs); rejeté. Dispositif permettant une meilleure transparence et un contrôle plus efficace des fonds dédiés. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 4212) : soutient l'amendement n° 93 de M. Bernard Piras (remise au Parlement d'un rapport sur la possibilité de créer un EPIC chargé de gérer financièrement les déchets radioactifs); rejeté. - **Article 11 ter** (Financement des recherches et études relatives à la séparation et à la transmutation) (p. 4214) : soutient l'amendement n° 94 de M. Bernard Piras (suppression de l'adjectif "éventuelles" relatif aux subventions de l'Etat); adopté. - **Article 12** (art. L. 542-13 du code de l'environnement - Missions, présidence et financement du comité local d'information et de suivi) (p. 4215) : soutient l'amendement n° 95 de M. Bernard Piras (possibilité pour le président du conseil général de déléguer la présidence du comité local d'information et de suivi à un représentant); devenu sans objet. - **Article 14** (Évaluation, provisionnement et constitution des actifs couvrant les charges de démantèlement des INB et les charges de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs) (p. 4128, 4129) : soutient les amendements de coordination de M. Bernard Piras n° 96 et n° 97; rejetés. - **Article 15** (art. 43 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 - Taxes additionnelles à la taxe sur les installations nucléaires de base) (p. 4225) : soutient l'amendement n° 98 de M. Bernard Piras (coordination); rejeté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (10 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6497, 6499) : privatisation de l'opérateur historique GDF dans un contexte de dérégulation complète du marché énergétique mondial. Conséquences négatives du projet de fusion Suez et GDF sur la sécurité de l'approvisionnement et l'égalité d'accès à l'énergie. Priorité donnée par le Gouvernement à l'intérêt actionnarial au détriment de l'intérêt général. Solution alternative de mise en place d'un véritable pôle public de l'énergie dans le cadre d'une politique européenne coordonnée.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

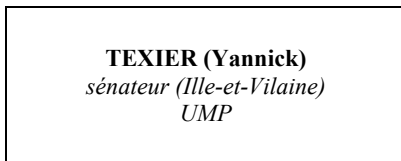
*Deuxième partie :*

**Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens**  
- **Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (30 novembre 2006) (p. 9108, 9109) : état du réseau ferroviaire français. Plan de renouvellement du réseau ferré national. Effort budgétaire en 2007. Insuffisance des crédits. Sollicitation des régions. Evolution de la méthode de maintenance. Exemple des travaux de la section Les Aubrais-Vierzon de la ligne Paris-Limoges. Le groupe socialiste votera contre les crédits de la mission "Transports".

- (7 décembre 2006) (p. 9745, 9746) : action "Développement territorial et solidarité". Accès aux technologies de l'information et de la communication. Manque de volontarisme de ce budget. (p. 9750) : protestation contre la manière de répondre du ministre délégué à l'aménagement du territoire.

## Politique des territoires



## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'"Agence des aires marines protégées" le 8 septembre 2006.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (14 décembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005** [n° 417 (2005-2006)] - (28 juin 2006) - **Débat**

**sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5301) : développement de l'emploi associatif et de l'éducation populaire avec la relance des postes FONJEP. Interrogation sur le rétablissement en trois ans de l'intégralité des postes gelés et sur le rééquilibrage de la répartition des postes entre les départements.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5536, 5537) : émergence d'une véritable prise de conscience des enjeux économiques, écologiques, sociaux et humains de l'eau. Mise au point d'un dispositif de "redevance-élevage" réaliste et équitable. Proposition d'amendements visant à supprimer le seuil de 1,4 unité de gros bétail.

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 5785) : ses amendements n° 176 : modification des critères d'éligibilité à la redevance pour pollution de l'eau appliquée aux élevages ; et n° 177 : suppression du seuil de chargement de 1,4 unité de gros bétail, UGB, à l'hectare correspondant à l'exonération de cette même redevance ; retirés. (p. 5791) : intervient sur ses amendements précités n° 176 et n° 177. Objectif d'amélioration du principe de répartition de la redevance pour pollution de l'eau entre tous les éleveurs de France. (p. 5795) : soutient l'amendement n° 209 de M. Rémy Pointereau (exclusion du volume d'eau utilisé pour l'élevage des animaux de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique) ; adopté. - **Article 43 bis** (art. L. 437-13 du code de l'environnement - *Commissionnement des gardes-pêche particuliers*) (p. 5834) : soutient l'amendement n° 210 de M. Bernard Murat (possibilité pour les Fédérations de pêche de faire agréer des gardes intervenant sur des eaux n'appartenant pas au domaine public fluvial, en considération de conventions signées avec les titulaires des droits de pêche concernés) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (4 décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9532) : son amendement n° II-117 : maintien des effectifs de l'enseignement privé ; retiré. (p. 9537) : son amendement n° II-118 : rétablissement de 120 équivalents temps plein travaillé, ETPT ; rejeté.

**THIOLLIÈRE (Michel)**  
*sénateur (Loire)*  
 RDSE

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Transports**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 269 (2005-2006)] relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 308 (2005-2006)] (12 avril 2006) - **Culture - Entreprises - Justice**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 419 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Culture - Entreprises - Justice**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la réalisation de l'autoroute A89 entre Lyon et Balbigny [n° 171 (2005-2006)]** - (7 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577, 578) : nécessité d'aménager notre territoire à l'échelon national pour relier l'Ouest et l'Est. Dénonciation des lenteurs de l'action publique. Votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2637, 2638) : ajustement de la structure juridique des EPCC conformément à leurs besoins : assouplissement de la composition du conseil d'administration, clarification du statut du directeur et possibilité de création d'établissements publics de coopération culturelle dans de nombreux secteurs (monuments historiques, musées, établissements d'enseignement artistique, bibliothèques, gestion de collections d'art contemporain et d'archives).

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 3507, 3510) : enjeux de ce texte. Métissage du monde de la culture et de l'univers numérique.

Historique du droit d'auteur. Cadre juridique international. Propositions relatives aux exceptions au droit d'auteur. Exception en faveur de la recherche et de l'enseignement. Consécration juridique des mesures techniques de protection. Conséquences de la révolution numérique sur la diffusion des oeuvres. Création d'une autorité de régulation des mesures de protection. Interrogations sur les modalités de sanction. Droit d'auteur des agents publics. Dépôt légal des contenus diffusés sur Internet. Droit de suite. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3557) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Jack Ralite (précision relative au droit moral). (p. 3558, 3559) : son amendement n° 1 : exception en faveur de l'enseignement et de la recherche ; adopté après modification par le sous-amendement n° 260 de M. Michel Charasse. (p. 3561, 3564) : sur son amendement n° 1 précité, s'oppose au sous-amendement n° 203 de Mme Marie-Christine Blandin et accepte le sous-amendement n° 260 de M. Michel Charasse. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 47 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 198 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 96 de M. René Garrec et n° 121 de M. David Assouline (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche). Sur ce dernier, s'oppose également au sous-amendement n° 231 de Mme Marie-Christine Blandin. (p. 3565) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Jack Ralite (rémunération en compensation de l'exception ouverte au bénéfice des associations de personnes handicapées). (p. 3566, 3567) : ses amendements n° 2 : coordination ; et n° 3 : champ d'application de l'exception au bénéfice des personnes handicapées ; adoptés. Sur l'amendement n° 3 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Charasse n° 66 et n° 67. S'oppose également à l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (suppression de la référence aux déficiences psychiques). (p. 3568, 3569) : ses amendements n° 4 : rédaction ; adopté ; et n° 6 : exception en faveur des établissements documentaires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 106 de M. Alain Dufaut, qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 62 de M. Michel Charasse (fourniture de fichiers numériques à la demande des organismes d'aide aux personnes handicapées). Sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 261 du Gouvernement. (p. 3571) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 63 de M. Michel Charasse et n° 119 de M. David Assouline (conditions de l'exception au bénéfice des établissements documentaires) ainsi qu'aux amendements de M. Jack Ralite n° 166 (rémunération en contrepartie du régime d'exception) et n° 138 (exception au bénéfice exclusif des établissements documentaires publics). Sur son amendement n° 6 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite n° 245 et n° 244 ainsi qu'au sous-amendement n° 68 de M. Michel Charasse. (p. 3574, 3577) : son amendement n° 7 : conditions de l'exception en faveur de la presse ; adopté après modification par les sous-amendements identiques n° 246 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 259 de M. Jack Ralite, qu'il accepte. Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 202 de Mme Marie-Christine Blandin. S'oppose à l'amendement n° 120 de M. David Assouline (conditions de l'exception en faveur de la presse) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 230 de Mme Marie-Christine Blandin. S'oppose également aux amendements de M. Jack Ralite n° 140 (précision) et n° 177 (rémunération en compensation de l'exception). Sur les amendements de Mme Christine Blandin, s'oppose au n° 199 (suppression de l'exception en faveur de la presse) et demande le retrait du n° 200 (conditions de l'exception en faveur de la presse). (p. 3580) : s'oppose à l'amendement n° 201 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des dispositions relatives au test en trois étapes) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 64 de M. Michel Charasse et n° 143 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions au droit d'auteur). (p. 3582, 3583) : son amendement n° 8 : conditions de mise à la disposition du public à titre gratuit d'oeuvres par un auteur ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 48 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 65 de M. Michel Charasse (suppression de la mention relative à la liberté de l'auteur de mettre son oeuvre à la disposition du public de façon payante ou gratuite) ainsi qu'à l'amendement n° 169 de M. Jack Ralite (cession par contrat écrit pour tout type d'exploitation de l'oeuvre). (p. 3583, 3584) : son amendement n° 9 : suppression

du rapport au Parlement relatif aux modalités de mise en oeuvre d'une plate-forme publique de téléchargement ; adopté. (p. 3585, 3586) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Jack Ralite (création d'une plate-forme publique de téléchargement) ainsi qu'aux amendements de M. David Assouline n° 123 (mise en oeuvre d'une plate-forme publique de téléchargement) et n° 122 (repli). Accepte l'amendement n° 142 de M. Jack Ralite (modification du code de la sécurité sociale tendant à permettre la signature d'un accord relatif aux revenus complémentaires des photographes professionnels).

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 2** (art. L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits voisins : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3647, 3650) : son amendement n° 10 : exceptions nouvelles aux droits voisins ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Alain Dufaut n° 110 , n° 109 et n° 108 qu'il accepte. Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 247 de M. Jack Ralite. S'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 124 (exception pédagogique) et n° 125 (exception au bénéfice des établissements documentaires) ainsi qu'aux amendements n° 224 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des dispositions relatives au test en trois étapes) et n° 144 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits voisins). - **Article 3** (art. L. 342-3 du code de la propriété intellectuelle - Droits des producteurs de bases de données : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes) (p. 3651, 3653) : son amendement n° 11 : exception en faveur de l'enseignement et de la recherche ; adopté. Estime l'amendement n° 126 de M. David Assouline (exception pédagogique) satisfait par son amendement n° 11 précité. S'oppose aux amendements n° 225 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression des mentions relatives au test en trois étapes) et n° 145 de M. Jack Ralite (conditions générales s'appliquant aux exceptions aux droits des producteurs de bases de données). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3654) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. David Assouline (établissement par le conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique d'un rapport sur l'incidence des différentes exceptions aux droits d'auteur et aux droits voisins). - **Article 4** (art. L. 122-9-1 et L. 211-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Epuisement du droit de distribution) (p. 3655) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté après modification par le sous-amendement n° 279 du Gouvernement qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 146 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 4 bis** (art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Radiodiffusion des phonogrammes du commerce) (p. 3656, 3657) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Jack Ralite et n° 204 de Mme Marie-Christine Blandin (modification du régime de licence légale pour les phonogrammes du commerce). Estime l'amendement n° 128 de M. David Assouline (suppression) satisfait par son amendement identique n° 13. - **Article 4 ter** (art. L. 331-4 du code de la propriété intellectuelle - Exception en faveur des procédures parlementaires de contrôle) (p. 3658) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Article 5** (art. L. 211-4 du code de la propriété intellectuelle - Durée de la protection des droits voisins) (p. 3659) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 193 de M. Bernard Fournier (alignement du décompte de la durée des droits voisins des producteurs de vidéogrammes sur celui des producteurs de phonogrammes). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3660) : accepte l'amendement n° 70 de M. Michel Charasse (suppression de l'extinction du droit à rémunération au décès de l'artiste-interprète) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 282 du Gouvernement. (p. 3661) : s'oppose aux amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 49 (participation des fournisseurs d'accès à Internet au paiement de la rémunération pour copie privée) et n° 50 (participation des fournisseurs d'accès aux négociations relatives à l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée). - **Article 5 bis** (art. L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Prise en compte des incidences des mesures techniques dans la détermination de la rémunération pour copie privée) (p. 3662, 3663) : son amendement n° 15 : critères déterminant le montant de la rémunération pour copie privée ; adopté après modification par

le sous-amendement n° 184 du Gouvernement qu'il accepte. S'oppose aux amendements identiques n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 148 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 5 ter** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Publicité des réunions et des travaux de la commission pour copie privée) (p. 3664) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Michel Charasse (composition et rôle de la "commission copie privée") et accepte l'amendement n° 111 de M. Alain Dufaut (simplification). - **Article 5 quater** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Extension du remboursement de la rémunération pour copie privée aux cabinets d'imagerie médicale) (p. 3665) : son amendement n° 16 : suppression ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 72 de M. Michel Charasse (remboursement de la rémunération pour copie privée pour les supports acquis pour un usage professionnel). - **Articles additionnels avant l'article 6 ou après l'article 10** (p. 3666) : s'oppose aux amendements analogues n° 149 de M. Jack Ralite et n° 211 de Mme Marie-Christine Blandin (obligation pour les producteurs de phonogrammes de délivrer les informations nécessaires à la répartition des droits par les sociétés de gestion). - **Article 7** (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité) (p. 3668) : s'oppose à la motion n° 283 de M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission. (p. 3673) : son amendement n° 17 : consécration juridique des mesures de protection ; adopté après modification par les sous-amendements identiques n° 52 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 188 de M. Bruno Retailleau (exclusion du champ des mesures techniques de protection de leurs éléments constitutifs), n° 277 de M. David Assouline (préservation de l'exception de décompilation) et n° 181 de M. Jack Ralite (contrôle des titulaires de droit sur les mesures techniques de protection), qu'il accepte, ainsi que par les sous-amendements n° 228 de Mme Catherine Morin-Desailly (impossibilité pour les mesures techniques de protection de s'opposer au libre usage de l'oeuvre dans le respect des droits protégés), n° 284 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de la mise en place de dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées) pour lesquels il s'en remet à la sagesse du Sénat. (p. 3681, 3683) : création d'une autorité administrative indépendante pour garantir l'interopérabilité. Obligation de transposer les dispositions relatives aux mesures techniques de protection. Sur son amendement n° 17 précité, s'oppose aux sous-amendements analogues n° 115 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 189 de M. Bruno Retailleau (obligation des fournisseurs de mesures techniques de protection en matière d'interopérabilité), aux sous-amendements identiques n° 191 de M. Bruno Retailleau et n° 271 de Mme Catherine Morin-Desailly (frais donnant lieu à compensation pour la fourniture d'informations essentielles à l'interopérabilité) ainsi qu'aux sous-amendements n° 278 de M. Jack Ralite (préservation de l'exception de décompilation), n° 190 de M. Bruno Retailleau (procédure garantissant l'interopérabilité) et n° 272 de Mme Catherine Morin-Desailly (autorisation de la publication du code source et de la documentation technique d'un logiciel interopérant). S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 285 de Mme Marie-Christine Blandin (possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public). Demande le retrait du sous-amendement n° 229 de Mme Catherine Morin-Desailly (préservation de l'exception de décompilation). S'oppose aux amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 114 (clarification), n° 116 (préservation de l'exception de décompilation), n° 117 (impossibilité pour les mesures techniques de protection d'empêcher les actes autorisés par la loi ou les détenteurs de droit), n° 118 (clarification) ainsi qu'à l'amendement n° 73 de M. Michel Charasse (suppression des dispositions visant à garantir l'interopérabilité). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 205 (impossibilité de mettre en place des dispositifs matériels ou logiciels permettant la surveillance de données privées) et n° 206 (possibilité de désactiver les mesures techniques de protection des oeuvres tombées dans le domaine public).

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3697, 3698) : son amendement n° 18 : mise en oeuvre de l'interopérabilité ; adopté après modification

par les sous-amendements du Gouvernement n° 280 (instauration d'une procédure contradictoire) et n° 185 (appellation de l'autorité de régulation), par les sous-amendements de M. Alain Dufaut n° 112 (précision) et n° 113 (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et le Conseil de la concurrence), par les sous-amendements de M. Jacques Pelletier n° 194 (précision) et n° 196 (recours suspensif), qu'il accepte, ainsi que par le sous-amendement n° 264 de M. Pierre Hérisson (relation entre l'Autorité de régulation des mesures techniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP), pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. (p. 3703, 3704) : sur son amendement n° 18 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Roger Karoutchi n° 237 (précision), n° 238 (précision sur le cadre légal de l'interopérabilité), n° 239 (définition de l'interopérabilité), n° 240 (définition de l'interopérabilité), n° 241 (conditions de publication du code source d'un logiciel indépendant et interopérant), n° 242 (recours suspensif) et n° 243 (approbation du procès-verbal de conciliation par le distributeur de contenu et le bénéficiaire de l'interopérabilité), ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 268 (saisine de l'Autorité de régulation des mesures techniques), n° 269 (définition des frais donnant lieu à rémunération pour la mise à disposition d'informations essentielles à l'interopérabilité) et n° 270 (impossibilité d'interdire la publication du code source d'un logiciel indépendant interopérant). Accepte le sous-amendement n° 74 de M. Michel Charasse (recours suspensif). - **Article 7 bis** (*Déclaration préalable de certains logiciels*) (p. 3710, 3711) : son amendement n° 19 : suppression ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 183 de M. Jack Ralite (non-protection des dispositifs de contrôle à distance ou d'accès aux données personnelles). - **Article additionnel après l'article 7 bis** : s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Jack Ralite (autorisation préalable de la CNIL pour les dispositifs permettant un contrôle à distance ou le traitement de données personnelles). - **Article 8** (*art. L. 331-6, L. 331-6-1, L. 331-6-2, L. 331-6-3, L. 331-6-4, L. 331-6-5, L. 331-6-6, L. 331-6-7, L. 331-6-8 du code de la propriété intellectuelle - Conciliation des mesures techniques de protection et du bénéfice de certaines exceptions*) (p. 3713) : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté après modification par les sous-amendements n° 53 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 281 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 3718, 3720) : sur son amendement n° 20 précité, intègre le sous-amendement n° 75 de M. Michel Charasse. S'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite n° 248, 249, 250, 251, 252 et 253. Estime satisfait le sous-amendement n° 54 de Mme Catherine Morin-Desailly. S'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 131 (suppression des éléments tendant à présenter l'exception pour copie privée comme un droit) et n° 132 (respect des règles de chronologie des médias dans l'application de l'exception pour copie privée aux oeuvres cinématographiques), aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 207 (nombre minimum de copies privées) et n° 208 (bénéfice de l'exception de copie privée valable sur tout support), ainsi qu'à l'amendement n° 187 de M. Bruno Retailleau (nombre minimum de copies privées). - **Article 9** (*art. L. 331-7, L. 331-7-1, L. 331-7-2, L. 331-7-3, L. 331-7-4 du code de la propriété intellectuelle - Création d'un collège des médiateurs ou d'une autorité de régulation des mesures techniques de protection*) (p. 3729) : accepte l'amendement du Gouvernement n° 21 (nouvelle rédaction de l'article tendant à créer une autorité de régulation des mesures techniques de protection) et les sous-amendements n° 175 de M. Jack Ralite et n° 76 de M. Michel Charasse. S'oppose aux sous-amendements de M. Jack Ralite n° 254 et n° 255. S'oppose également aux amendements n° 210 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression) et n° 133 de M. David Assouline (composition et mode de fonctionnement du collège de médiateurs). - **Article 10** (*art. L. 331-10 [nouveau] au code de la propriété intellectuelle - Protection des informations électroniques permettant l'identification d'une oeuvre*) (p. 3731) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 156 de M. Jack Ralite (publicité sous forme électronique des informations concernant le régime des droits afférents à une oeuvre). - **Article 11** (*art. L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension des procédures de saisie contrefaçon aux cas d'atteintes aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3732) :

s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 12** (*art. L. 335-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension de la procédure de saisie spéciale applicable en matière de droits voisins aux cas d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3733) : demande de précision sur les modalités des sanctions. S'oppose à l'amendement n° 158 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article 12 bis** (*art. L. 335-2-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Responsabilité pénale des éditeurs et fournisseurs de logiciels*) (p. 3735, 3736) : son amendement n° 22 : suppression des dispositions excluant du champ d'application de l'article les logiciels destinés au travail collaboratif, à la recherche et à l'échange de fichiers non soumis à la rémunération du droit d'auteur ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 159 de M. Jack Ralite et n° 212 de Mme Marie-Christine Blandin (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 186 de M. Bruno Retailleau (exclusion du champ d'application de l'article des logiciels destinés à l'échange de fichiers professionnels ou à l'échange autorisé de fichiers protégés par le droit d'auteur). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 41 de M. Yann Gaillard, n° 55 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 213 de Mme Marie-Christine Blandin (précision). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 42 de M. Yann Gaillard et n° 214 de Mme Marie-Christine Blandin (précision). - **Article 13** (*art. L. 335-3-1 et L. 335-3-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant un droit d'auteur*) (p. 3739, 3740) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 160 et 161 de M. Jack Ralite, et n° 216 et 215 de Mme Marie-Christine Blandin (champ d'application des sanctions), ainsi qu'à l'amendement n° 178 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection). Son amendement n° 23 : application des sanctions aux actes réalisés à des fins d'interopérabilité ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 335-4-1 et L. 335-4-2 du code de la propriété intellectuelle - Sanctions des atteintes aux mesures techniques de protection et d'information protégeant des droits voisins*) (p. 3742) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Jack Ralite (suppression des peines d'emprisonnement pour les personnes permettant à d'autres de contourner des mesures techniques de protection), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 217 et 218 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 162 et 163 de M. Jack Ralite (champ d'application des sanctions). - **Article 14 bis** (*art. L. 335-5 et L. 335-5-1 du code de la propriété intellectuelle - Contraventions réprimant les échanges illicites d'oeuvres en ligne*) (p. 3743, 3745) : son amendement n° 25 : champ d'application de la contravention ; adopté. S'oppose aux amendements n° 182 de M. Jack Ralite (champ d'application de l'article) et n° 101 de M. Gérard Longuet (coordination). Demande le retrait de l'amendement n° 56 de Mme Catherine Morin-Desailly (champ d'application de l'article). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3746) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Longuet n° 105 (présomption de bonne foi des systèmes de contrôle) et n° 102 (au-delà d'un certain seuil, alourdissement des sanctions pour le téléchargement illégal d'oeuvres protégées). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 273 de M. Roger Karoutchi. (p. 3748) : accepte l'amendement n° 103 de M. Alain Dufaut (responsabilité des titulaires d'accès à Internet). - **Article 14 ter** (*art. L. 335-5-1, L. 335-6, L. 335-7, L. 335-8 et L. 335-9 du code de la propriété intellectuelle - Extension des sanctions complémentaires aux nouveaux délits d'atteinte aux mesures techniques de protection et d'information*) (p. 3749) : son amendement n° 234 : coordination ; adopté. - **Article 14 quater** (*art. L. 336-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Procédures civiles à l'encontre des éditeurs et des fournisseurs de logiciels*) (p. 3750, 3753) : son amendement n° 26 : prévention du téléchargement illicite ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 265, 266 et 267 de M. Yann Gaillard, ainsi qu'au sous-amendement n° 263 de M. Jack Ralite. Demande l'avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 44 et 43 de M. Yann Gaillard, ainsi que sur le sous-amendement n° 287 de Mme Marie-Christine Blandin. S'oppose aux amendements identiques n° 134 de M. David Assouline et n° 164 de M. Jack Ralite (suppression). - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 3754) : demande l'avis du



Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Alain Dufaut (spécialisation de certaines juridictions en matière de propriété littéraire et artistique). - **Article 14 quinquies** (*Envoi par les fournisseurs d'accès de messages de sensibilisation à la propriété littéraire et artistique*) (p. 3754, 3755) : ses amendements n° 235 : modification ; et n° 27 : détermination par un décret en Conseil d'Etat des modalités de diffusion des messages de prévention du téléchargement illicite ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3755, 3756) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 45 et 46 de M. Yann Gaillard et n° 57 et 58 de Mme Catherine Morin-Desailly (assimilation à un refus de vente de l'exclusion de certains logiciens clients de l'accès à un service de vente en ligne). - **Article 15** (*art. L. 342-3-1 et L. 342-3-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Sanctions pénales applicables en cas d'atteinte aux mesures techniques relatives aux droits des producteurs de bases de données*) : son amendement n° 236 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 275 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 3757) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 165 de M. Jack Ralite (droit de location et de prêt des artistes-interprètes). - **Article 15 bis** (*art. L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la représentation*) (p. 3758) : accepte l'amendement n° 78 de M. Michel Charasse (nouvelle rédaction de l'article) et sur ce dernier le sous-amendement n° 276 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3759, 3760) : s'oppose aux amendements de M. Jack Ralite n° 171 (création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès) et n° 172 (système de rémunération des oeuvres téléchargées). - **Article 16** (*art. L. 111-1 du code de la propriété intellectuelle - Droit de l'auteur agent public*) (p. 3761) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 170 de M. Jack Ralite (non-compétence des conseils de prud'hommes pour les différends s'élevant entre un auteur salarié et son employeur en matière de droit d'auteur). - **Article 17** (*art. L. 121-7-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Limites du droit moral des auteurs agents publics*) (p. 3762, 3763) : sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Marie-Christine Blandin, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 219 et 221 et s'oppose aux n° 220 et 222 (conditions de restriction du droit moral des auteurs agents publics). - **Article 18** (*art. L. 131-3-1 à 131-3-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Conditions d'exploitation des droits des auteurs agents publics*) : s'oppose à l'amendement n° 223 de Mme Marie-Christine Blandin (mention du nom de l'agent pour toute exploitation de son oeuvre). - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 3764) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Michel Charasse n° 79 (réglementation des relations entre les sociétés de perception et de répartition de droits et les titulaires de droits) et n° 80 (somme à répartir aux ayants droit). - **Article 19** (*art. L. 321-3 du code de la propriété intellectuelle - Contrôle public des règles de fonctionnement des sociétés de gestion collective de droits*) (p. 3766) : accepte l'amendement n° 83 de M. Michel Charasse (délai de mise en conformité avec la réglementation en vigueur). - **Article additionnel après l'article 19** : accepte l'amendement n° 84 de M. Michel Charasse (information des associés des sociétés de perception et de répartition de droits). - **Articles additionnels après l'article 19 ou après l'article 20** (p. 3767) : s'oppose aux amendements n° 59 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la part de la rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes) et n° 85 de M. Michel Charasse (limitation à 5 % de la part de la

rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3768) : accepte l'amendement n° 86 de M. Michel Charasse (affectation des sommes prélevées en application de l'article L. 321-9). - **Article 20** (*art. L. 321-12 du code de la propriété intellectuelle - Compétence du comité de la réglementation comptable pour fixer les règles comptables applicables aux sociétés de gestion collective de droits*) (p. 3769) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Michel Charasse (généralisation du régime du mandat). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 3769) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Michel Charasse (application du code de la mutualité aux actions sociales des sociétés de perception et de répartition des droits). - **Article 20 bis** (*section V du chapitre II du titre I de la première partie du livre I du code général des impôts - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques*) (p. 3771, 3772) : ses amendements n° 29, 30, 31, 32, 33 et 34 : précision ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 20 ter** : son amendement n° 35 : extension des accords collectifs relatifs à la rémunération des auteurs ; adopté. - **Article 23** (*art. L. 132-2 et L. 132-2-1 [nouveau] du code du patrimoine - Organisation du dépôt légal des informations communiquées publiquement en ligne*) (p. 3773) : son amendement n° 36 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3774, 3775) : son amendement n° 37 : encadrement juridique des accords conclus par l'INA avec les organisations syndicales représentatives des artistes-interprètes ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 89 de M. Michel Charasse. - **Article 28 A** (*art. L. 122-8 du code de la propriété intellectuelle - Droit de suite*) (p. 3776) : son amendement n° 38 : précision ; adopté. Accepte les amendements n° 192 de M. Yann Gaillard (charge du droit de suite) et n° 107 de M. Alain Dufaut (champ d'application du droit de suite). - **Article 29** (*Dispositions transitoires*) (p. 3777) : son amendement n° 39 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 30** : son amendement n° 40 : rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des dispositions des titres Ier et IV ; adopté après modification par le sous-amendement n° 256 de M. Jack Ralite (mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement), qu'il accepte. (p. 3779) : sur son amendement n° 40 précité, s'oppose aux sous-amendements portant sur le même objet n° 258 et 274 de M. David Assouline (mise en place d'une plate-forme publique de téléchargement). (p. 3780) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Jack Ralite (création d'un Conseil Beaumarchais-Internet-Responsabilité publique).

- *Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]* - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5401, 5403) : transposition tardive de la directive du 22 mai 2001. Evolution permanente des technologies. Conciliation entre la liberté des internautes et celle des créateurs. Nécessité d'une mise en oeuvre rapide et lisible de cette loi. Nouvelles exceptions au droit d'auteur, en faveur des handicapés et de l'enseignement. Garantie du principe d'interopérabilité. Création d'une Autorité de régulation des mesures techniques. Texte équilibré. Volonté d'assurer l'égalité des chances face à la création et la connaissance. Place de l'artiste dans la société. - **Article 2** (p. 5423) : son amendement n° 2 : rectification ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 20 bis** (p. 5424) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (levée du gage).

**TODESCHINI (Jean-Marc)**  
*sénateur (Moselle)*  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (4 avril 2006) - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un guichet unique pour faciliter l'accès social à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2857) : favorable aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin.

- **Question orale avec débat de M. Philippe Leroy sur la gestion de l'après-mines** - (22 juin 2006) : son intervention (p. 5132, 5134).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres** [n° 397 (2005-2006)] - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5155, 5157) : difficultés rencontrées par les arbitres amateurs. Interrogations sur la démarche du Gouvernement. Flou juridique actuel. Diminution du nombre d'arbitres et augmentation des violences à leur encontre. Intérêt de leur conférer une mission de service public. Définition non satisfaisante de la notion d'indépendance. Problèmes posés par le statut de travailleur indépendant. Lien avec les fédérations. Critique du régime fiscal proposé. - **Article 1er** (art. L. 223-1, L. 223-2 et L. 223-3 (nouveaux) du code du sport - *Définition et protection de la pratique arbitrale*) (p. 5161) : son amendement

n° 1 : suppression des dispositions portant sur la qualification juridique du lien unissant les arbitres à leur fédération sportive ; rejeté. - **Article 2** (art. 92 et 93 du code général des impôts - Régime fiscal applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale) (p. 5162) : son amendement n° 2 : clarification ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. L. 311-3 et L. 241-16 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Régime social applicable aux indemnités perçues par les arbitres et les juges au titre de leur activité arbitrale) (p. 5163) : son amendement n° 3 : clarification ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5164) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 45 (priorité)** (art. 1, 2, 3 et 4 nouveaux de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains et des chèques-transport - Création du chèque-transport) (p. 7887,

7888) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin portant sur le même objet n° 120, 211 et 217 (extension de la prise en charge par l'employeur des titres de transport public des salariés) ; rejetés. (p. 7889) : soutient l'amendement n° 213 de M. Thierry Repentin (modalités de la prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié) ; rejeté. (p. 7891) : soutient l'amendement n° 214 de M. Thierry Repentin (dématérialisation du chèque-transport) ; rejeté. (p. 7892) : soutient l'amendement n° 209 de M. Thierry Repentin (mesures en faveur du covoiturage) ; rejeté. (p. 7895) : soutient l'amendement n° 216 de M. Thierry Repentin (dématérialisation du chèque-transport) ; rejeté. - **Article 44** (art. L. 122-5, L. 122-8 et L. 122-10 du code du sport - Abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne) (p. 7938, 7939) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article.

**TORRE (Henri)**  
sénateur (Ardèche)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance ; nouvelle nomination le 29 juin 2006.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer le 19 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Outre-mer [n° 78 tome 3 annexe 17 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Outre-mer**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le logement en outre-mer : passer du discours à la réalité [n° 88 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Logement et urbanisme - Outre-mer**.

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

##### **Outre-mer**

- (6 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9646, 9648) : obscurité de la présentation budgétaire. Aides à l'emploi. Dotations aux collectivités. Crise du logement ; décalage entre les autorisations de programme votées et les crédits de paiement. Sous réserve des amendements de la commission, invite à l'adoption des crédits de la mission "Outre-mer". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9679, 9682) : ses amendements n° II-25 : diminution des crédits de l'action "Logement" du programme "Conditions de vie outre-mer" pour réduire l'écart entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ; adopté ; et n° II-24 : suppression de crédits du programme "intégration et valorisation de l'outre-mer" et affectation à l'action "logement" du programme "conditions de vie outre-mer" ; retiré. Demande le retrait de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° II-119 (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Conditions de vie outre-mer" au programme "Intégration et valorisation de l'outre-mer" pour améliorer la coopération régionale). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9683) : son amendement n° II-26 : amélioration de l'information du Parlement ; adopté. (p. 9684, 9685) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° II-166 (répartition de la dotation d'octroi de mer), n° II-167 (abaissement du seuil de population permettant à des groupements de communes de bénéficier du fonds d'investissement routier, FIR) et n° II-168 (adaptation des critères d'attribution de la dotation de développement rural pour les départements d'outre-mer). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-226 de M. Jean-Paul Virapoullé (réaffectation des crédits non utilisés de la dotation de continuité territoriale au financement du passeport mobilité).

**TRÉMEL (Pierre-Yvon)**  
*sénateur (Côtes-d'Armor)*  
SOC

Décédé le 29 juin 2006.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 29 juin 2006.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national" le 15 juin 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

**TRILLARD (André)**  
*sénateur (Loire-Atlantique)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du littoral le 16 janvier 2006.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Chine est réveillée, quelles conséquences pour la France? [n° 307 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 807, 810).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 200 (2005-2006)] - (22 mars 2006) - **Article 5** (art. L. 532-2 du code de l'environnement - Modalités de confinement des utilisations d'OGM) (p. 2459) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Marc Pastor (harmonisation des règles de transport et d'utilisation confinée des OGM) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 532-3 du code de l'environnement - Régime d'agrément ou de déclaration pour les utilisations confinées) (p. 2461, 2462) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 85 (octroi de l'agrément par le ministre après avis du Conseil des biotechnologies) ; adopté ; et n° 104 (limitation de la procédure de déclaration aux seules utilisations déjà agréées et ne présentant aucun risque) ; rejeté. (p. 2464, 2466) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 105 (fixation des prescriptions techniques après avis conforme du Conseil des biotechnologies) ; rejeté ; et n° 86 (établissement d'un plan de prévention des risques en cas de défaillance des mesures de confinement) ; retiré au profit de l'amendement n° 159 de M. Jean Desessard (établissement d'un plan d'urgence en cas de défaillance des mesures de confinement, préalable à l'agrément). Sur l'amendement n° 17 de la commission (révision régulière de l'évaluation des risques et des modalités de confinement) qu'il accepte, soutient le sous-amendement n° 103 de M. Jean-Marc Pastor ; rejeté.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 150 (2005-2006)] autorisant l'approbation du protocole n° 2 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale [n° 282 (2005-2006)] (29 mars 2006) - **Collectivités territoriales.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le Pakistan : un équilibre difficile au coeur d'une région instable [n° 316 (2005-2006)] (13 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 324 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, ainsi qu'à l'échange de lettres franco-tunisien du 17 juin 1982 relatif à cette convention [n° 484 (2005-2006)] (21 septembre 2006) - **Traités et conventions**.

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 53 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco [n° 137 (2006-2007)] (20 décembre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

**TROENDLE (Catherine)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
*UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption le 14 mars 2006.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (11 septembre 2006) - **Article 37** (art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 5816) : intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (modalités d'assujettissement à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau des installations restituant au moins 99 % de l'eau prélevée). Raffinerie de Donges. (p. 5818) : son amendement n° 169 : précision rédactionnelle ; adopté. - **Article 45** (art. L. 436-1 du code de l'environnement - *Conditions d'exercice du droit de pêche*) (p. 5835) : son amendement n° 170 : spécification du statut particulier du titulaire du droit de pêche attaché au droit de propriété indivis du marais de la Grande Brière Mottière ; retiré. - **Article 46** (art. L. 437-18 du code de l'environnement - *Exercice par les associations et fédérations de pêche en eau douce des droits reconnus à la partie civile*) (p. 5836) : son amendement n° 171 : possibilité pour la commission syndicale de la Grande Brière Mottière, au même titre que les fédérations et associations de pêche, de se porter partie civile en cas d'infraction la concernant ; adopté.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société**.

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 74 (2006-2007)] (16 novembre 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 85 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi et plusieurs propositions de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 505 (2004-2005)] - Une étape nouvelle pour la parité. Rapport d'information sur le projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives et sur les propositions de loi correspondantes [n° 95 (2006-2007)] (29 novembre 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 55, 57) : inégalités entre hommes et femmes en termes de salaire et de carrière professionnelle. Insuffisante application de la loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Objectif d'égalité salariale en 5 ans, en s'appuyant sur un dialogue social. Rôle de la formation et de l'orientation. Travail à temps partiel. Accès des femmes à des instances délibératives et juridictionnelles. Remerciements au rapporteur. Avec le groupe UMP, votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 104, 105) : soutient l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (majoration de pension accordée aux fonctionnaires handicapés) ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - *Formalités du PACS*) (p. 3986) : son amendement n° 160 : mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé ; adopté. - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 4004) : son amendement n° 159 : relèvement du plafond de constitution du bien insaisissable dénommé "bien de famille" ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4015, 4016) : texte consensuel. Réponse à l'évolution de la société et aux réalités sociales contemporaines. Le groupe UMP votera ce projet de loi dans la rédaction issue des débats.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (14 septembre 2006) - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2215-2, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 5971, 5972) : son amendement n° 293 : obligation d'informer sans délai les maires des troubles à l'ordre public commis dans leur commune ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 42** (art. 131-8 du code pénal et 41-2 du code de procédure pénale - *Possibilité d'accomplir un travail d'intérêt général au profit d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public*) (p. 6222, 6223) : financement des transports vers les zones rurales proposant des travaux d'intérêt général.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]**

*Troisième partie :*

- (15 novembre 2006) - **Article 19** (art. L. 376-1, L. 455-2 et L. 583-4 code de la sécurité sociale et art. 475-1 du code de procédure pénale - *Affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 8151) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Fabienne Keller (suppression) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

## Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9700, 9701) : mise en application sur le terrain de l'interministérialité de la mission : GIR. Fermeture de postes de police autour de Mulhouse : manque d'effectifs ;

demande l'extension de la gratification accordée aux policiers parisiens.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - rapporteur de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. - **Discussion générale** (p. 10264, 10266) : avancées réelles de la loi du 6 juin 2000 pour les élections à la représentation proportionnelle. Quasi-immobilisme pour les élections au scrutin majoritaire. Recommandations de la délégation. Enjeu d'une réflexion sur le statut de l'élu. - **Article 2** (art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10317, 10318) : défavorable aux amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Article 18 AA** (art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public*) (p. 10796, 10797) : question au ministre sur la clarification des conventions de mise à disposition de personnel signées entre certaines municipalités.

- **Projet de loi de modernisation de la fonction publique [n° 440 (2005-2006)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10864) : modernisation de la fonction publique. Naissance d'un droit public du travail. Déontologie et permission législative. Dialogue social. Emploi des jeunes et fonction publique. Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat, PACTE. Formation professionnelle. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10873) : soutient l'amendement n° 43 de M. Philippe Nachbar (maintien du dispositif actuel en matière de mise à disposition gratuite des personnels du ministère de la culture auprès des services d'archives départementales) ; adopté. - **Article 8 ter** (art. 48 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Mises à disposition de fonctionnaires hospitaliers auprès des deux autres fonctions publiques*) (p. 10876) : sur l'amendement n° 12 de la commission (alignement des règles de mise à disposition des fonctionnaires hospitaliers sur celles des fonctionnaires d'Etat), soutient le sous-amendement n° 90 de Mme Catherine Procaccia ; adopté. - **Article 13** (art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Redéfinition de l'interdiction de cumul d'activités et de ses exceptions*) (p. 10886) : soutient l'amendement n° 44 de M. Dominique Mortemousque (extension du régime de cumul d'activités aux ouvriers bénéficiant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 10893) : soutient l'amendement n° 46 de M. André Dulait (participation de l'Etat à la protection sociale complémentaire des personnels militaires) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10899) : soutient l'amendement n° 50 de M. Alain Vasselle (suppression d'une voie dérogatoire pour le recrutement des personnels de la fonction publique hospitalière) ; adopté. Soutient l'amendement n° 51 de Mme Brigitte Bout (simplification des conditions de recrutement des agents collaborateurs du Médiateur de la République) ; adopté. (p. 10901) : soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-René Leclerc (recrutement d'assistants de justice au bénéfice de l'Ecole nationale de la magistrature) ; adopté.

**TROPEANO (Robert)**  
sénateur (Hérault)  
NI, puis SOC

Devenu sénateur le 9 juillet 2006 (remplace M. Marcel Vidal, décédé).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 septembre 2006.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 5 octobre 2006.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

**TRUCY (François)**  
sénateur (Var)  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (18 octobre 2006) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p.6790) : soutient l'amendement n° 113 de M. Roland Courteau (renforcement du caractère dissuasif de la taxe additionnelle à la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules les plus polluants) ; retiré. - **Article 2** (art. 3, 4 et 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie - Éligibilité de tous les consommateurs de gaz naturel) (p. 6798) : risque de forte hausse des factures énergétiques des ménages.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (30 novembre 2006) (p. 9197, 9198) : baisse des crédits. Décristallisation des pensions. Retraite du combattant. Plafond de la retraite mutualiste. Création d'une allocation de solidarité pour les veuves d'anciens combattants. Campagne double pour les fonctionnaires anciens combattants d'Algérie. Date de la journée nationale du souvenir pour la guerre d'Algérie, les combats du Maroc et de Tunisie. Pérennité de l'ONAC. A défaut d'amélioration, le groupe socialiste ne votera pas ces crédits.

#### Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (8 décembre 2006) (p. 9910, 9911) : présentation des crédits. Monuments historiques. Spectacle vivant. Intermittents du spectacle. Education artistique. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

#### Sport, jeunesse et vie associative

- (8 décembre 2006) (p. 9935, 9938) : présentation du budget. Accès à la pratique sportive. Lutte contre la violence et le dopage. Vie associative. Son département de l'Hérault. Equipements sportifs. Coupe du monde de rugby. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [n° 482 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'évolution des jeux de hasard et d'argent : le modèle français à l'épreuve [n° 58 (2006-2007)] (7 novembre 2006) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Défense [n° 78 tome 3 annexe 8 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - Budget - Défense.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins** [n° 114 (2005-2006)] - (1er février 2006) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 483) : intervient sur l'amendement n° 191 du Gouvernement (nouvelle rédaction du dispositif spécifique d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés situées dans le cœur des parcs nationaux des départements d'outre-mer). Souhaite connaître le coût des exonérations proposées. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 498, 499) : remerciements. Actualisation de la loi de 1960 et enrichissement de ce texte. Rappel des éléments positifs. Mobilisation budgétaire du Gouvernement. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense** [n° 108 (2005-2006)] - (8 février 2006) - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 614, 615) : son amendement n° 15 : élargissement des garanties sociales et juridiques prévues par le statut général des militaires aux militaires exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'organismes d'assurance des militaires ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition** - *Troisième lecture* [n° 262 (2005-2006)] - (23 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2536) : texte équilibré et novateur. Meilleure protection des entreprises françaises. Nécessité de renforcer l'attractivité du territoire. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble** - *Deuxième lecture* [n° 137 (2005-2006)] - (29 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2720, 2721) : aggravation de la crise du logement, particulièrement en Ile-de-France. Caractère excessif de la spéculation. Recherche d'une solution juste et équilibrée pour les propriétaires et les locataires. Hommage au travail de la commission des lois. Amélioration apportée par le Sénat. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005** [n° 417 (2005-2006)] - (27 juin 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la défense** (p. 5227, 5228) : consommation exemplaire des crédits du titre III. Problème des effectifs dans le cadre de la loi de programmation militaire. Interrogations sur les perspectives de cet important budget. Sous-estimation des dépenses de personnels civils et militaires lors de la professionnalisation des armées. Exécution budgétaire considérée comme digne d'éloges par la commission des finances.

- **Projet de loi de finances pour 2007** [n° 77 (2006-2007)]

*Deuxième partie :*

### Défense

- (4 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9469, 9470) : loi de programmation militaire. Evolution du budget. Service de santé des armées. Externalisations dans les armées. Budgétisation des opérations extérieures et des opérations internationales. Politique immobilière du ministère de la défense. Recommande l'adoption des crédits de la mission "Défense". - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9499) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-189 de M. Yves Pozzo di Borgo (réduction des crédits destinés à financer l'implantation de l'état-major de l'armée de terre à l'Ecole militaire de Paris). (p. 9500) : son amendement n° II-12 : financement du surcoût des opérations intérieures, OPINT ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 9501) : accepte l'amendement n° II-102 de M. Jean Faure (dispense d'un remboursement du pécule d'incitation au départ pour les anciens militaires admis au sein de l'établissement public d'insertion à la défense).

### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 40 bis** (p. 10032) : soutient l'amendement n° II-204 de M. Gérard Bailly (conservation du classement des communes en zone de revitalisation rurale jusqu'à fin 2008) ; adopté.

**TÜRK (Alex)**  
*sénateur (Nord)*  
NI

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années : Un nouveau pacte de solidarité pour les quartiers (rapport) [n° 49 tome 1 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Aménagement du territoire - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années : Un nouveau pacte de solidarité pour les quartiers (annexes) [n° 49 tome 2 (2006-2007)] (30 octobre 2006) - **Aménagement du territoire - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) - président de la mission d'information. (p. 7615, 7616) :



présentation du rapport de la mission. Causes multiples des problèmes analysés. Coordination entre action judiciaire et prévention dans les quartiers. Rôle du maire. Sentiment paradoxal des jeunes d'attachement à leur quartier et de relégation. Evolution des relations entre l'entreprise et le secteur

éducatif. Action indispensable de l'ensemble des acteurs de manière conjointe et convergente.

**VALADE (Jacques)**  
sénateur (Gironde)  
UMP

### NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Rapporteur de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche jusqu'au 17 mars 2006.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour la recherche (7 mars 2006).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (15 juin 2006).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à modifier l'article 7 du Règlement du Sénat [n° 248 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programme pour la recherche [n° 251 (2005-2006)] (14 mars 2006) - **Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Quelles réponses législatives apporter au téléchargement illégal de musique et de cinéma ? [n° 267 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Culture - Justice - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - président de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 827, 828) : nécessité d'utiliser au mieux le temps d'intervention imparti.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1747) : le groupe UMP est défavorable à l'amendement n° 388 de Mme Dominique Voynet (réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire). Compétence des autorités académiques et non pas de la loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1788) : son intervention en tant que président de la commission des affaires culturelles. Justification de la démarche quasi-expérimentale concernant l'examen de ce texte. Contribution satisfaisante de tous au développement de la discussion. Votera en faveur de ce texte et assure le président du groupe UMP de la contribution positive de la majorité de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi de programme pour la recherche - Commission mixte paritaire [n° 75 (2005-2006)]** - (16 mars 2006) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 2227, 2228) : amendements du Sénat au projet initial. Enrichissement du texte par l'Assemblée nationale. Convergence de vues entre les deux chambres. Aboutissement à un accord constructif. Texte équilibré issu des travaux de la commission mixte paritaire. Effort sans précédent de la nation en faveur de la recherche.

- **Proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 265 (2005-2006)]** - (28 mars 2006) - président de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 2633, 2634) : texte d'initiative parlementaire permettant d'assurer la continuité de l'action culturelle de l'Etat vers les collectivités territoriales et le partenariat entre les personnes physiques.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - président de la commission des affaires culturelles - **Question préalable** (p. 3553, 3554) : s'oppose à la motion n° 197 de M. Jack Ralite tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er bis (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes)** (p. 3568, 3569) : sur l'amendement n° 62 de M. Michel Charasse (fourniture de fichiers numériques à la demande des organismes d'aide aux personnes handicapées), son sous-amendement n° 262 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 mai 2006) - **Article 7 (art. L. 331-5 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Consécration juridique des mesures de protection et du principe d'interopérabilité)** (p. 3668, 3669) : s'oppose à la motion n° 283 de M. Jack Ralite tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (10 mai 2006) - **Article additionnel avant l'article 7 bis** (p. 3707) : nécessité de créer une nouvelle autorité administrative indépendante.

- **Commission mixte paritaire [n° 419 (2005-2006)]** - (30 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5412, 5413) : rôle de la commission mixte paritaire. Refus du dogmatisme. Nécessité de transposer la directive relative au droit d'auteur. Utilité d'une

autorité administrative indépendante pour suivre les évolutions technologiques. Divisions au sein de l'opposition. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 467 (2005-2006)]** - (20 novembre 2006) - président de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 8477, 8478) : rôle du Sénat dans la promotion de la télévision numérique. Déclaration d'urgence justifiée. Evolution rapide de la société de l'information. Propose l'adoption de ce projet de loi. - **Demande de priorité** (p. 8479) : demande l'examen en priorité de l'article 5 du projet de loi ; priorité ordonnée. - **Article 5 (priorité)** (art. 96 à 105-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication - Modernisation audiovisuelle) (p. 8521) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (processus d'extinction de la diffusion analogique).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2006) - **Demande de réserve** (p. 8577) : demande la réserve de l'article 1er jusqu'à la fin du projet de loi ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8645) : souhaite l'adoption à l'unanimité de l'amendement n° 17 de la commission (définition de l'oeuvre audiovisuelle).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

Deuxième partie :

**VALLET (André)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer jusqu'au 22 juin 2006.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail**.

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

### Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2006) - président de la commission des affaires culturelles. - **Article 34 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9322) : intervient sur l'amendement n° II-27 de la commission (suppression du programme "Orientation et pilotage de la recherche" et transfert de ces crédits sur le programme "Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires") et l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-81 (inscription de l'ensemble des crédits en faveur de l'AERES dans le programme "Orientation et pilotage de la recherche").

### Culture - Compte d'affectation spéciale : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (8 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 9921) : son amendement n° II-261 : statut social des intermittents du spectacle ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10639, 10640) : favorable aux amendements identiques n° 151 de M. Michel Thiollière, n° 186 de M. Roger Karoutchi et n° 216 de M. Christian Cambon (institution d'un crédit d'impôt pour l'industrie française des jeux vidéo au titre de la création).

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture**.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail**.

*Proposition de loi* visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 284 (2005-2006)] (30 mars 2006) - **Éducation**.

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à autoriser la création de zones franches rurales [n° 84 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* tendant à instituer une journée célébrant la date de la première réunion du Conseil National de la Résistance [n° 122 (2006-2007)] (14 décembre 2006) - **Anciens combattants**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1179, 1180) : soutient l'amendement n° 508 de M. Michel Mercier (évaluation du dispositif du CPE le 31 décembre 2008 et soumission de sa reconduction au bilan réalisé) ; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1214) : intervient sur son amendement n° 509 : impossibilité pour les banques de

refuser l'accès au crédit aux salariés en CPE, soutenu par Mme Françoise Ferat.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** - *Commission mixte paritaire [n° 240 (2005-2006)]* - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2052, 2053) : ampleur des violences conjugales. Initiative sénatoriale. Relèvement de l'âge nubile des femmes. Travail de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Points de désaccord entre les assemblées. Travail de prévention. Nécessité de briser la loi du silence. Rôle des associations. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (10 mai 2006) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3755) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 57 et 58 de Mme Catherine Morin-Desailly (assimilation à un refus de vente de l'exclusion de certains logiciens clients de l'accès à un service de vente en ligne); rejetés. - **Articles additionnels après l'article 19 ou après l'article 20** (p. 3766, 3767) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la part de la rémunération pour copie privée attribuée à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation des artistes); rejeté.

**VANLERENBERGHE (Jean-Marie)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
*UC-UDF*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des chances (5 mars 2006).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (23 novembre 2006).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à renforcer la parité dans les élections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales et dans les exécutifs locaux et établissements publics de coopération intercommunale [n° 153 (2005-2006)] (6 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à prolonger le congé pour événement familial en cas de décès d'un conjoint ou d'un enfant [n° 158 (2005-2006)] (13 janvier 2006) - **Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

- **Question orale avec débat de M. Jacques Pelletier sur le respect effectif des droits de l'homme en France** - (11 mai 2006) : son intervention (p. 3813, 3814).

- **Projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [n° 15 (2006-2007)]** - (9 novembre 2006) - **Article 15** (*art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce - Représentation des salariés actionnaires*) (p. 7836) : le groupe UC-UDF s'abstient sur l'amendement n° 151 de M. François Marc (représentation obligatoire des salariés actionnaires au conseil d'administration, sans aucune condition de seuil de détention du capital).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### Sécurité civile

- (6 décembre 2006) (p. 9715) : désengagement financier de l'Etat sur les départements : financement des SDIS. Inadaptation du parc des bombardiers d'eau. Revendications des pompiers. Règles de bonification applicables aux adjudants-chefs. Sensibilisation des jeunes aux gestes de premiers secours. Le groupe UC-UDF votera les crédits de cette mission.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* portant réforme des minima sociaux [n° 425 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 899, 902) : texte "fourre-tout" à caractère incohérent. Négligence des partenaires sociaux. Mépris du Parlement. Questions posées par le CPE. Atteinte au droit du travail. Caractère inadmissible de la rupture du CPE par l'employeur sans justification. Amendements visant à réduire la période d'essai à un an. S'interroge sur l'utilité de créer un régime spécial pour les jeunes. Scepticisme sur l'effet positif du CPE en matière de création d'emplois. Favorable au principe de la "flex-sécurité" danoise combinant la sécurité pour les employeurs et aussi pour les employés. Proposition d'un CDI à droits progressifs. Opposition au contrat de responsabilité parentale basé sur la sanction. Demande un service civil obligatoire. Le vote de l'UC-UDF dépendra du sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1173) : son amendement n° 507 : en cas de rupture d'un CPE à l'initiative de l'employeur, interdiction pour ce dernier d'en conclure un nouveau avec le même salarié; rejeté. - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1219) : confusion des explications de votes sur l'amendement n° 506 de M. Michel Mercier (droit à la validation des acquis de l'expérience, VAE, à un bilan de compétences et à un accompagnement spécifique pour les salariés dont le CPE aura été rompu). (p. 1221, 1222) : intervient sur son amendement précité n° 507. Limite du CPE à la première embauche conformément à sa dénomination.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 3 (précédemment réservés)** (p. 1718) : soutient l'amendement n° 500 de Mme Valérie Létard (mise en place, dans un délai de trois ans, d'une négociation interprofessionnelle sur la définition et les modalités d'exercice de la fonction de tuteur d'apprenti) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1742) : le groupe UC-UDF retire l'amendement n° 519 de M. Michel Mercier (instauration du curriculum vitae anonyme) au profit de l'amendement n° 825 de M. Nicolas About (instauration dans le code du travail du principe du curriculum vitae anonyme). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1786, 1787) : texte "fourre-tout". Débat non satisfaisant. Vote conforme sur le CPE. Rejet des propositions du groupe UC-UDF améliorant le dispositif du CPE. Mutisme du Gouvernement. Débat non valorisant pour le Parlement et pour la démocratie. Nécessité de revoir le règlement du Sénat. Une grande majorité du groupe UC-UDF s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) (p. 5359, 5361) : perfectionnement du contrôle parlementaire et de la transparence des comptes sociaux. Amélioration modérée du solde du régime général sans rapport avec les prévisions optimistes. Réduction du déficit de la branche maladie. Performance financière inquiétante du secteur hospitalier. Bilan du passage à la tarification à l'activité, TAA. Alourdissement des déficits des branches retraite et famille. Conséquences de la prise en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant, PAJE.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7987, 7990) : insuffisance du redressement des comptes. Situation des branches. Réforme des retraites. Mission d'information sur l'amiante. Timidité de la réforme hospitalière. Propositions du groupe UC-UDF en matière hospitalière. Le groupe UC-UDF se prononcera en fonction du sort de ses amendements.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8113) : soutient l'amendement n° 201 de M. Michel Mercier (exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agréées) ; retiré. (p. 8117) : soutient l'amendement n° 200 de M. Michel Mercier

(autorisation de création d'un établissement ou d'un service social ou médico-social par les gestionnaires d'un service d'aide à domicile) ; adopté.

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - *Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations*) (p. 8228, 8229) : soutient l'amendement n° 186 de M. Nicolas About (constitution d'une enveloppe pour le financement des médicaments coûteux des services de soins de suite et de réadaptation sous dotation globale) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 35 ou après l'article 37** (p. 8230) : soutient l'amendement n° 190 de M. Nicolas About (réévaluation des indemnités de manipulation et réactualisation de la nomenclature) ; retiré. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - *Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne*) (p. 8272) : soutient l'amendement n° 371 de Mme Valérie Létard (mesures en faveur des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne afin de faciliter leurs conditions d'exercice) ; retiré. (p. 8276) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats"). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8283) : soutient l'amendement n° 180 de M. Nicolas About (modalités de dispense par les pharmaciens des médicaments nécessaires aux malades en traitements chroniques pour assurer la continuité du traitement) ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10916, 10917) : opposition du groupe UC-UDF à l'article 12 du projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnance sur l'hospitalisation psychiatrique d'office. Dépossession du Parlement. Le groupe UC-UDF votera en conséquence. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 10922, 10923) : son amendement n° 10 : mise en place d'un numéro dédié à la permanence de soins sur l'ensemble du territoire national ; retiré.

**VANTOMME (André)**  
*sénateur (Oise)*  
 SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le Pakistan : un équilibre difficile au coeur d'une région instable [n° 316 (2005-2006)] (13 avril 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un ordre national des infirmiers [n° 390 (2005-2006)]** - (5 octobre 2006) - **Article 1er** (art. L. 4312-1 et L. 4312-2 à L. 4312-9 nouveaux du code de la santé publique - *Création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers*) (p. 6387, 6388) : soutient l'amendement n° 20 de M. Claude Domeizel (suppression) ; rejeté. (p. 6390) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion dans l'ordre des infirmiers des civils qui exercent dans les hôpitaux militaires). (p. 6394) : soutient l'amendement n° 29 de M. Claude Domeizel (application de la représentation proportionnelle au sein des collèges des conseils départementaux) ; rejeté. (p. 6399) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 33 (modulation du montant de la cotisation à l'ordre) ; retiré ; et n° 34 (suppression de la cotisation) ; rejeté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique [n° 91 (2006-2007)]** - (21 décembre 2006) - **Article 12** (*Modification des dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques par voie d'ordonnance*) (p. 10934) : contorsions du Gouvernement. Dualité entre avis médical et certificat médical. Situation psychiatrique dans les prisons.

**VASSELLE (Alain)**  
*sénateur (Oise)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse ; nouvelle nomination le 8 juin 2006.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale ; nouvelle nomination le 6 novembre 2006.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie ; nouvelle nomination le 13 novembre 2006.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 13 juin 2006.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (17 novembre 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* renforçant l'encadrement des contrats de crédit afin de prévenir le surendettement [n° 226 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : La tarification à l'activité à l'hôpital : la réforme au milieu du gué [n° 298 (2005-2006)] (6 avril 2006) - **Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à modifier l'article 39 de la Constitution [n° 334 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* visant à préciser les règles relatives au dépôt des projets de loi et à la procédure législative [n° 335 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : La dette sociale : mieux la connaître pour mieux l'affronter [n° 345 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* instituant un taux de TVA de 2,1 % applicable aux fruits et légumes [n° 376 (2005-2006)] (6 juin 2006) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport de l'OPEPS*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé : Prévenir les infections nosocomiales : une exigence de qualité des soins hospitaliers [n° 421 (2005-2006)] (22 juin 2006) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Préserver la compétitivité du "site Allemagne" : les mutations de la protection sociale outre Rhin [n° 439 (2005-2006)] (29 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans dans les cas de condamnations pour les crimes les plus odieux [n° 32 (2006-2007)] (20 octobre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la pérennisation de la filière de la récupération des textiles usagés [n° 33 (2006-2007)] (23 octobre 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte l'engagement associatif [n° 54 (2006-2007)] (6 novembre 2006) - **Culture - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 1 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 2 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 6 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 51 (2006-2007)] pour 2007 [n° 59 tome 7 (2006-2007)] (8 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 75 (2006-2007)] (21 novembre 2006) - **Budget - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - Création du contrat de responsabilité parentale) (p. 1636) : favorable à l'amendement n° 895 de la commission (obligation pour le président du conseil général de proposer aux parents un contrat de responsabilité parentale ou toute autre mesure d'aide sociale à l'enfance adaptée à la situation). Se félicite de la présence de l'ensemble des rapporteurs dans l'hémicycle.

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale [n° 155 (2005-2006)]** - (14 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2099, 2102) : sa connaissance du fonctionnement de la fonction publique territoriale. Souhait d'un accompagnement des projets de loi lors de leur dépôt par les textes réglementaires d'application et par une étude d'impact financier. Difficulté pour le Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, d'exercer la plénitude de ses compétences. Création du centre national de coordination des centres de gestion, CNCCG. Interrogation sur le maintien au CNFPT de la gestion des agents de catégorie A+. Création et coût de la mise en place du CNCCG : prévision d'une cotisation à la charge des centres de gestion ; interrogation sur la pertinence de cette création ; position des élus. Prise en compte des acquis de l'expérience. Conséquences du "papy-boom". Prévision de passerelles entre la fonction publique d'Etat et les autres fonctions publiques. Possibilité de cumuler une activité dans la fonction publique et dans le secteur privé. Poursuite de la concertation au cours des deux lectures. - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suppression d'une compétence du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 2129) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour le CSFPT de se saisir des projets d'ordonnance et obligation pour les collectivités territoriales de lui adresser tous les documents et renseignements nécessaires pour mener à bien ses missions d'études et de statistiques). - **Articles additionnels après l'article 7** : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (création d'un collège des employeurs territoriaux au sein du CSFPT). Interrogation sur la marge de manoeuvre de ce collège. Son souci d'assurer la meilleure représentation possible des différentes catégories de communes au sein de ce collège. - **Article 10 (priorité)** (section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion) (p. 2133, 2134) : ses amendements n° 58 : remplacement du nom du nouveau centre par "Centre national de coordination de la fonction publique territoriale" ; n° 60 : élection des vingt-cinq membres du conseil d'administration dirigeant ce centre par les collèges des différentes collectivités locales ; n° 61 : attribution de l'ensemble des missions du CNCCG au nouveau centre, notamment la régulation des procédures des concours de catégorie A organisés par les centres de gestion ; et n° 188 : insertion dans les ressources du nouveau centre des produits des subventions et des emprunts affectés aux opérations d'investissement ; devenus sans objet. (p. 2135, 2136) : favorable à l'amendement n° 208 de M. Hugues Portelli (remplacement du CNCCG par un centre de gestion désigné par le collège des présidents des centres de gestion) modifié par les sous-amendements n° 321 et 322 de M. Jean-Pierre Sueur. Sa préférence pour un conseil d'orientation de dix membres. Souhait d'une amélioration de la rédaction au cours de la navette parlementaire. Distinction entre les missions et les compétences.

- **Suite de la discussion** (15 mars 2006) - **Article 8** (Intitulé de la section 2 du chapitre Ier de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du

*Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 2147) : son amendement n° 55 : suppression partielle ; retiré. (p. 2148, 2150) : sur l'amendement n° 11 de la commission (gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale par le CNFPT), son sous-amendement n° 323 ; rejeté. Ses amendements n° 62 : communication des vacances d'emploi d'un établissement national au centre de gestion chargé des tâches de coordination ; retiré ; et n° 56 : suppression de la mention des droits d'inscription au concours de la liste des ressources du CNFPT ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** : son amendement n° 63 : représentation des collectivités au conseil d'administration des centres de gestion ; retiré. (p. 2151) : son amendement n° 82 : gestion financière du compte épargne-temps par le centre national de coordination de la fonction publique territoriale ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 2153) : son amendement n° 68 : désignation par le conseil d'orientation des centres de gestion compétents au niveau interrégional pour les concours de catégorie A ; devenu sans objet. (p. 2155) : intervient sur son amendement n° 68 précité. (p. 2156, 2157) : favorable au sous-amendement n° 181 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 13 de la commission (gestion des emplois de catégorie A au niveau régional ou interrégional). - **Article 12** (art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Affiliation volontaire des départements et régions aux centres de gestion pour la gestion des personnels ouvriers et de service*) (p. 2163) : s'abstiendra sur l'amendement n° 314 du Gouvernement (possibilité de constituer un syndicat mixte pour le recrutement et la gestion des agents transférés aux collectivités territoriales). - **Article 13** (art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 2165, 2167) : ses amendements n° 69 : suppression partielle ; rejeté ; et n° 83 : établissement d'un taux de cotisation spécifique moindre pour les collectivités non affiliées ; retiré. (p. 2169) : ses amendements n° 71 : simplification des transferts financiers par la prise en compte des missions déléguées par l'organe de gestion national de coordination de la fonction publique territoriale ; devenu sans objet ; et n° 70 : coordination ; retiré. (p. 2171) : intervient sur son amendement n° 70 précité. - **Article 14** (art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Missions des centres de gestion*) (p. 2173, 2174) : ses amendements n° 66 : organisation des concours de catégorie B par les centres de gestion et n° 65 : coordination ; devenus sans objet. (p. 2175, 2176) : son amendement n° 86 : suppression partielle ; retiré. (p. 2178, 2179) : ses amendements n° 84 : gestion administrative des comptes épargne temps par les centres de gestion ; et n° 191 : gestion des secrétariats des commissions de réforme et des comités médicaux par les centres de gestion ; retirés. (p. 2180) : son amendement n° 67 : suppression de la possibilité pour les grandes collectivités territoriales d'organiser leurs propres concours ; retiré. (p. 2181) : favorable à l'amendement n° 179 de M. Christian Cambon (organisation par les centres de gestion des concours de la filière animation). Son amendement n° 80 : coordination ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 2184, 2186) : son amendement n° 193 : conditions de fonctionnement du partenariat entre les centres de gestion et la CNRACL ; adopté après modification par le sous-amendement n° 325 du Gouvernement auquel il est favorable. (p. 2188) : ses amendements n° 87 : contrôle par les CDG de l'application de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité ; et n° 81 : possibilité pour les CDG de gérer les CET des collectivités et établissements publics non affiliés ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 15 ou avant l'article 16 ou après l'article 16** (p. 2189) : ses amendements n° 54 : gestion par les CDG des contrats d'assurance des collectivités et établissements publics ; et n° 57 : possibilité pour les CDG de confier la souscription des contrats d'assurance au Centre national de coordination de la fonction publique territoriale ; retirés. (p. 2191) : retire son amendement n° 54 précité. - **Article additionnel avant l'article 16** : son amendement n° 59 : conséquence ; retiré. - **Article 17** (art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - *Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 2193, 2194) : son amendement n° 72 : rôle du conseil d'orientation pour l'organisation des

conférences sur l'emploi ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2196, 2197) : son amendement n° 75 : création d'une commission administrative paritaire au niveau national ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2006) - **Article 21** (art. 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne « au choix »*) (p. 2265) : intervient sur l'amendement n° 326 du Gouvernement (compétence des collectivités affiliées volontairement à un centre de gestion et qui se réservent le fonctionnement de leur CAP pour établir les listes d'aptitude à la promotion interne). Avis indispensable d'une CAP pour la promotion interne des agents de catégorie A+. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2268) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Hugues Portelli (intégration dans la fonction publique territoriale d'agents contractuels de catégorie A et reprise d'ancienneté). - **Article 22** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude*) (p. 2270) : intervient sur l'amendement n° 111 de M. Yves Détraigne (durée de validité de l'inscription sur la liste d'aptitude portée de trois ans à cinq ans). - **Article 24** (art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'emplois fonctionnels et abaissement des seuils*) (p. 2277, 2278) : soutient l'amendement n° 162 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour les communautés de communes de 5000 habitants de créer des emplois fonctionnels de directeur général) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2280, 2281) : intervient sur l'amendement n° 155 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne temps pour les emplois de direction de la fonction publique territoriale). - **Article 25** (art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 2284) : son amendement n° 85 : suppression partielle ; retiré. (p. 2286, 2287) : intervient sur l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les centres de gestion de créer une contribution additionnelle visant à mutualiser les frais liés aux autorisations spéciales d'absence) assorti du sous-amendement n° 334 de M. Michel Charasse (conditions de création de la contribution additionnelle fixée par décret). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2301) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Charasse (suppression du droit au versement de l'allocation chômage aux agents fonctionnaires des collectivités territoriales révoqués ou licenciés). - **Article 29** (art. 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Monétisation des mises à disposition non intervenues au bénéfice d'organisations syndicales*) (p. 2303) : son amendement n° 76 : suppression ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 2306) : intervient sur l'amendement n° 275 de M. Claude Domeizel (modalités de remboursement de la charge salariale au centre de gestion, par les collectivités non adhérentes ayant décidé de décharger de fonctions certains de leurs fonctionnaires). - **Article 30** (chapitres XIII et XIV nouveau, art. 108-1 et 108-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création d'un chapitre relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale*) (p. 2311, 2312) : soutient l'amendement n° 164 de M. Pierre Hérisson (possibilité pour le centre de gestion de mettre à la disposition de l'EPCI un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité) ; retiré au profit de l'amendement n° 330 du Gouvernement (possibilité pour les centres de gestion ou les EPCI de mettre à disposition des collectivités ou des établissements publics un agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 2322) : son amendement n° 79 : moyens financiers, matériels et humains mis à disposition du conseil d'orientation ; adopté. (p. 2329) : favorable à l'amendement n° 186 de M. Hugues Portelli (adaptation du régime d'incompatibilités électorales des agents intercommunaux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2335) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2816, 2817) : nécessaire réhabilitation des logements insalubres et renforcement du suivi social des familles. Défavorable à l'amendement n° 3 de Mme Michelle Demessine (politique de

résorption de l'habitat insalubre). - **Article 1er** (art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national) (p. 2817) : son amendement n° 198 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2937) : intervient sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 265 et 266 (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire), sur le n° 294 de M. Gérard Delfau (modalités de délivrance du permis de construire dans les communes soumises à l'obligation de 20 % de logements sociaux) et le n° 331 de Mme Valérie Létard (modalités d'octroi du permis de construire pour les réalisations comportant 20 % de logements sociaux). Souhait d'une réflexion plus approfondie sur la mixité sociale.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2990, 2991) : défavorable à l'amendement n° 464 de M. Jean Desessard (intégration, dans les actions publiques d'aide à l'investissement relatives à l'habitat, du respect du label "haute performance énergétique"). - **Article 3 bis** (art. L. 111-12 [nouveau] du code de l'urbanisme - Délai de prescription administrative pour les constructions achevées depuis plus de dix ans) (p. 3000) : favorable à l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du délai de prescription de dix ans en matière administrative pour les règles d'urbanisme) modifié par les sous-amendements n° 227 de M. Thierry Repentin et n° 355 de M. Gérard Cornu. - **Article additionnel après l'article 3 sexies** (p. 3002) : reprend l'amendement de M. Pierre Hérisson n° 186 : limitation des recours par les associations ; retiré par M. Pierre Jarlier ; adopté. - **Article 4** (art. L. 240-1 à L. 240-3 [nouveaux] et article L. 211-3 du code de l'urbanisme - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption des communes) : favorable à l'amendement n° 387 de M. Thierry Repentin (modalités d'exonération de plus-value sur la cession d'un bien à une collectivité territoriale). - **Article 4 quinquies** (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles) (p. 3028, 3029) : son amendement n° 211 : suppression ; retiré. - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3038) : son amendement n° 212 : montant de la taxe ; devenu sans objet. (p. 3041) : favorable aux amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3114) : son amendement n° 201 : abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; retiré. - **Article 8 bis A (priorité)** (Habilitation à réformer par ordonnance le statut des sociétés anonymes de crédit immobilier) (p. 3144, 3145) : interrogation sur les modalités du prélèvement effectué sur les SACI. Mission de contrôle des parlementaires. - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location) (p. 3145, 3146) : soutient l'amendement n° 290 de M. Rémy Pointereau (suppression) ; devenu sans objet. (p. 3153, 3154) : suggestion d'une demande de vote par priorité de l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans). Problème de constitutionnalité posé par le sous-amendement n° 428 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 86 précité de la commission auxquels il est défavorable. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3158, 3159) : favorable au sous-amendement n° 538 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Léonce Dupont (modification du régime des sociétés d'économie mixte pour favoriser la construction de logements sociaux). - **Article additionnel après l'article 8 bis A** (p. 3160) : défavorable à l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité en faveur des SEM de construction ou d'aménagement). Perte de recettes pour le budget de la sécurité sociale. - **Article 8 quater** (art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation -

Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 3169) : défavorable au sous-amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme) déposé sur l'amendement n° 90 de la commission (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM) et souhaite son retrait.

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3367) : ses amendements n° 202 : substitution du terme "communes" à celui de "villes" ; et n° 204 : conséquence ; devenus sans objet ; n° 203 : modalités d'accompagnement social des personnes prioritaires ; retiré. (p. 3378) : favorable à l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). (p. 3380, 3382) : intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (simplification) et sur son amendement précité n° 203. Favorable à l'association des maires à la commission de médiation. - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3385) : son amendement n° 207 : appréciation par le préfet des conditions dans lesquelles le mécanisme des suppléments de loyer de solidarité ne s'applique pas ; retiré. (p. 3389, 3390) : favorable à l'amendement n° 106 de la commission (conditions dans lesquelles le mécanisme de suppléments de loyer de solidarité peut être décliné sur le plan territorial). (p. 3391) : favorable aux amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS).

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (14 juin 2006) - **Article 26 bis** (art. L. 314-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Retrait de la carte de résident délivrée à un étranger protégé contre les mesures d'expulsion) (p. 4692) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de retrait de la carte de résident pour les étrangers coupables d'outrage à personne chargée d'une mission de service public ou d'outrage fait publiquement à l'hymne national ou au drapeau tricolore) dont il est co-signataire. Souhaite l'application de la même rigueur aux Français, après des insultes proférées dans son département à l'encontre de maires et toujours en attente de sanction.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (21 juin 2006) - **Article 7** (art. L. 221-6 du code de l'action sociale et des familles - Partage d'informations entre personnes également soumises au secret professionnel) (p. 5042) : nécessité de permettre aux intervenants de bénéficier de toutes les informations qui leur sont utiles, quelles qu'elles soient, pour pouvoir agir en faveur des enfants. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5076, 5077) : intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (compensation des charges résultant pour les collectivités territoriales de l'extension des compétences relatives à la protection de l'enfance). Désaccord entre l'assemblée des départements de France et le Gouvernement quant au montant de la dépense prévue. Demande une réflexion sur le plan national sur toutes les dépenses pour savoir si elles sont du ressort de l'Etat ou de la sécurité sociale.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur les finances publiques et les finances sociales** - (29 juin 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale. (p. 5331, 5335) : évolution des finances sociales et perspectives. Objectif compromis de retour à l'équilibre en 2009. Manque de transparence dans les relations entre l'Etat et la sécurité sociale. Situation intenable du fonds de solidarité vieillesse, FSV, et du



fonds de financement des prestations sociales de non-salariés agricoles, FFIPSA. Entreprise complexe de réforme du financement de la protection sociale.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux de la loi de financement de la sécurité sociale. (p. 7568, 7573) : diminution des prélèvements de l'Etat et progression des prélèvements sociaux et des prélèvements au profit des collectivités locales. Dépassement inédit des prélèvements sociaux dans la masse des prélèvements obligatoires. Historique de cette évolution récente. Stabilisation des taux des prélèvements sociaux en 2007. Nécessité néanmoins de trouver des recettes dynamiques et pérennes. Fragilité des recettes liées à l'anticipation des prélèvements sociaux sur les produits de placement. Opposé au financement de la politique de l'emploi aux dépens de la sécurité sociale et à la fusion de son budget avec le budget de l'Etat. Nécessité de simplifier le système de financement de la sécurité sociale et de remplacer le panier de recettes par quelques points de TVA. Problématique des allègements d'exonération de cotisations patronales sur les bas salaires. Compensation imparfaite par l'Etat. Crainte d'une aggravation de cette situation en 2007 en cas de forte augmentation du SMIC ou de "barémisation" des exonérations. Observations de la Cour des comptes sur le bilan des allègements. Nécessité de réexaminer l'ensemble du système de protection sociale et de combler l'insuffisance structurelle du financement de l'assurance maladie. Souscrit à l'approche du ministre de distinguer les risques relevant de la solidarité nationale de ceux relevant de l'assurance. Intérêt d'une réflexion sur la TVA sociale. Retour essentiel à l'équilibre par égard pour les générations futures.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur l'application de la loi d'orientation agricole** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7677, 7678).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [n° 51 (2006-2007)]** - (13 novembre 2006) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie. - **Discussion générale** (p. 7969, 7976) : application de la loi organique de 2005. Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale, MECSS. Reprise des recettes. Décélération des dépenses d'assurance maladie. Croissance des dépenses de retraite. Financement du FSV et du FFIPSA. Dette de l'Etat à l'égard de la sécurité sociale. Financement du déficit et des dettes cumulés. Financement de la sécurité sociale. Propositions de la commission des affaires sociales. Volet de l'assurance maladie. Accès à la CMUC. Tarification à l'activité, T2A. Fonds de prévention des risques sanitaires. - **Question préalable** (p. 8012) : s'oppose à la motion n° 111 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 8015) : s'oppose à la motion n° 231 de M. Bernard Cazeau tendant au renvoi à la commission.

*Première partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 1er** (*approbation, au titre de l'exercice 2005, des tableaux d'équilibre*) (p. 8018, 8019) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. François Autain (réintégration dans le tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes généraux de base de la sécurité sociale des fonds concourant au financement de ces régimes).

*Deuxième partie :*

- (13 novembre 2006) - **Article 3** (*Rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 8022) : s'oppose à l'amendement n° 308 de M. François Autain (intégration des fonds concourant au financement des régimes obligatoires de base dans les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre au titre de l'année 2006). - **Article 4** (*art. 60 de la loi n° 2005-1579 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Rectification du montant de la dotation et du*

*plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 8024) : s'oppose à l'amendement n° 309 de M. François Autain (suppression). - **Article 5** (*Contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 8026, 8027) : s'oppose à l'amendement n° 310 de M. François Autain (caractère transitoire de la nouvelle taxe sur les activités des grossistes-répartiteurs) et demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Dominique Leclerc (report de la taxe sur l'exercice 2007). (p. 8028, 8029) : après avoir entendu l'avis du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 114 de M. Nicolas About (diminution du taux de la taxe appliquée au chiffre d'affaires de 2006). Ses amendements n° 1 : rédaction ; et n° 2 : application du dispositif aux entreprises de vente en gros dont l'activité a commencé en 2005-2006 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2006) - **Débat sur la prise en charge de la dépendance** (p. 8062, 8066) : urgence d'un financement pérenne. Proposition de loi relative à la création d'une assurance dépendance. Evolution de la dépendance. Maladies liées au vieillissement. Coût de la dépendance pour la collectivité. Plan "Solidarité grand âge". Croissance de l'effort de financement. Expérience d'une cinquième branche de sécurité sociale en Allemagne. Aidants familiaux. Interrogation du ministre sur l'impact de sa proposition sur l'assurance dépendance.

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2006) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 8090, 8091) : son amendement n° 3 (prévision détaillée pour apprécier les évolutions futures) ; retiré puis repris par M. Bernard Cazeau et rejeté. Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 74 (rectification d'une erreur par cohérence avec les données des autres parties du projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 75 (correction d'une erreur dans le tableau retraçant l'évolution du FSV à l'horizon 2010). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 8094, 8096) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Fouché n° 127 (prise en charge par des entreprises des cotisations sociales des salariés) et n° 128 (prise en charge par les entreprises des cotisations de retraite complémentaire) et s'oppose à l'amendement n° 311 de M. François Autain (alignement des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celles versées par les employeurs privés). - **Article 10** (*art. L. 131-6, L. 136-3, L. 136-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-15 du code rural, art. 50-0 et 102 ter du code général des impôts - Assiette des cotisations et contributions sociales des professions indépendantes*) (p. 8097) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 8098, 8099) : son amendement n° 5 : modalités d'application de cotisations et contributions sociales aux stock-options ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement des stock-options en les soumettant aux cotisations et contributions sociales). - **Article 11** (*art. L. 351-24 du code du travail, L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale - Extension du bénéfice de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise*) (p. 8101) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 76 (suppression de l'élargissement du dispositif de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises, ACCRE). (p. 8103, 8104) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Gérard Cornu (maintien des bénéficiaires de l'ACCRE au sein du régime de sécurité sociale dont ils relevaient antérieurement ; bénéfice de l'exonération des cotisations vieillesse en faveur du conjoint collaborateur). Accepte l'amendement n° 403 du Gouvernement (simplification des formulaires de l'ACCRE). - **Articles additionnels après l'article 11** : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Cornu n° 116 (extension du choix du statut de conjoint collaborateur) et n° 117 (extension aux conjoints collaborateurs des dispositions relatives aux

cotisations vieillesse des chefs d'entreprise). (p. 8106) : demande d'éclaircissement sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (mise en place d'un prélèvement social proportionnel au chiffre d'affaires). (p. 8110) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 418 précité du Gouvernement. (p. 8111) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de M. Gérard Cornu (information des assurés du régime social des indépendants de la possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations) et n° 389 de Mme Catherine Procaccia (extension aux professions libérales des exonérations de cotisations sociales). - **Article 12** (art. L. 129-1 du code du travail, art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-27 du code rural - *Elargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales*) (p. 8112, 8113) : son amendement n° 6 : dérogations à la condition d'activité exclusive pour l'obtention d'un agrément ; adopté. Estime l'amendement n° 105 de M. Dominique Leclerc (extension de la dispense de condition d'activité exclusive exigée pour l'obtention de l'agrément) satisfait par son amendement n° 6 précité. (p. 8114, 8115) : s'oppose aux amendements identiques n° 201 de M. Michel Mercier, n° 233 de M. Bernard Cazeau et n° 264 de M. Guy Fischer (exclusion des résidences-services pour personnes âgées des structures susceptibles d'être agréées). (p. 8117) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 200 de M. Michel Mercier (autorisation de création d'un établissement ou d'un service social ou médico-social par les gestionnaires d'un service d'aide à domicile) et considère l'amendement n° 209 de Mme Marie-Thérèse Hermange (agrément des associations d'aide aux familles à domicile) satisfait par son amendement n° 6 précité. (p. 8118) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Guy Fischer (formation des personnels) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 227 de M. Claude Domeizel (rédaction). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 8119) : son amendement n° 7 : création d'une assurance dépendance ; retiré. - **Article 12 bis** (*Validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration*) (p. 8121, 8122) : son amendement n° 415 : modalités de décompte des jours supplémentaires dans l'attente de la conclusion d'un accord de branche au plus tard le 31 janvier 2007 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 421 de M. Gérard Cornu qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 266 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 13** (art. L. 320-2 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 et L. 136-2 du code de la sécurité sociale et art. L. 741-10 du code rural - *Indemnités de départ volontaire*) (p. 8124, 8126) : son amendement n° 8 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 136 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 267 de M. Guy Fischer ainsi qu'à l'amendement rectifié de la commission des finances saisi pour avis n° 77 (exonération d'impôt sur le revenu pour les indemnités de départ volontaire versées aux salariés). - **Article 13 bis** (art. L. 122-14-13 du code du travail - *Exonération généralisée de cotisations sociales des indemnités de départ à la retraite*) : son amendement n° 9 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 8172, 8173) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 17 et 18 : mise en place d'intérêts moratoires en cas de retard de remboursement des sommes dues par l'Etat aux régimes obligatoires de base ; irrecevables (article 40 de la Constitution). - **Article 31** (*Habilitation pour 2007 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 8175) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 84 (abaissement du plafond d'avances de trésorerie du régime général pour 2007) et n° 85 (suppression du plafond d'avances de trésorerie pour la caisse de retraite du personnel de la RATP). - **Article additionnel après l'article 18** (**précédemment réservé**) (p. 8179) : aide aux laboratoires pharmaceutiques.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2006) - **Art. additionnel avant l'article 32** (p. 8181) : accepte l'amendement n° 123 de M. Paul Blanc (prorogation de deux ans de la possibilité offerte aux directeurs de l'Agence régionale d'hospitalisation de permettre aux groupements de coopération sanitaire de mener une expérimentation). - **Article additionnel avant l'article 32 ou après l'article 34** (p. 8182) : demande le retrait de l'amendement n° 102 de M. Dominique Leclerc (interdiction du cumul entre les fonctions de pharmacien ou de vétérinaire et celles de directeur de laboratoire) au profit de l'amendement n° 182 de M. Nicolas About portant sur le même objet qu'il accepte. - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 8183) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 272 (suppression de la contribution d'un euro instituée par la réforme de l'assurance maladie de 2004) et n° 273 (suppression du forfait de 18 euros sur les actes médicaux lourds). (p. 8184) : accepte l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (nouvelle rédaction de l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale définissant plus précisément les missions d'intérêt général et les aides à la contractualisation). - **Article 32** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - *Définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail*) (p. 8186) : son amendement n° 19 : subordination de la publication du décret gouvernemental fixant la liste des pathologies bénéficiant d'un élargissement des horaires de sorties à un avis de la Haute autorité de santé ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 147 de Mme Christiane Demontés (fixation des heures de sorties par le praticien en adéquation avec les nécessités du malade) et n° 274 de M. Guy Fischer (suppression de la limitation des sorties à 3 heures par jour en cas d'arrêt maladie). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 8191) : accepte l'amendement n° 404 du Gouvernement (modalités de mise en oeuvre du secteur optionnel par arrêté gouvernemental). (p. 8192) : accepte l'amendement n° 126 de M. Francis Giraud (transport des donneurs d'organes ou de tissus, décédés dans des véhicules sanitaires). - **Article 33** (art. L. 861-1 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - *Relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé*) (p. 8195) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 429 du Gouvernement (modalités des recours exercés par les établissements publics sociaux et médico-sociaux). Demande le retrait des amendements de M. Nicolas About n° 188 (amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs) et n° 189 (possibilité pour les personnes hébergées en établissement médicosocial de bénéficier de la CMU complémentaire) et s'oppose aux amendements n° 242 de M. Bernard Cazeau (amélioration de l'accès à la protection complémentaire d'assurance maladie et faculté pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux d'exercer un recours contre les débiteurs) et n° 316 de M. François Autain (prise en compte du seul "reste à vivre" pour l'accès à la CMU complémentaire des personnes hébergées en établissement). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 8198) : s'oppose à l'amendement n° 315 de M. François Autain (suppression des dispositions appliquant aux titulaires de la CMU complémentaire les exigences du parcours de soins coordonné). (p. 8200) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 401 de Mme Catherine Procaccia (précision sur les modalités d'application des exonérations sociales et fiscales au contrat complémentaire santé). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 8202) : accepte l'amendement n° 103 de M. Dominique Leclerc (reconduction du fonctionnement actuel des formations disciplinaires des sections des assurances sociales constituées auprès des conseils de l'ordre jusqu'à la nomination des nouveaux magistrats). Accepte l'amendement n° 129 de M. Michel Esneu (définition du champ des prescriptions ouvertes aux chirurgiens-dentistes). (p. 8205) : accepte l'amendement n° 419 du Gouvernement (collaboration entre médecins ophtalmologiques et orthoptistes au sein des cabinets médicaux et possibilité pour les opticiens d'adapter la prescription initiale) et, sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 422 de M. Gérard Cornu (suppression du décret fixant les règles d'exercice et d'équipement des opticiens-lunetiers). (p. 8208) : accepte l'amendement n° 426 du Gouvernement (modification et

allègement du régime d'autorisation des laboratoires de l'Union européenne pour effectuer des analyses au bénéfice d'assurés d'un régime français de sécurité sociale). Demande le retrait de l'amendement n° 381 de M. Philippe Darniche (détermination des modes de rémunération par l'assurance maladie de la participation des pharmaciens au dispositif de permanence des soins). - **Article additionnel avant l'article 35** (p. 8209) : s'oppose à l'amendement n° 319 de M. François Autain (modalités de fixation des prix de certains médicaments).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2006) - **Article 35** (art. L. 162-16-5-1 et L. 162-17-2 nouveaux et L. 182-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation - Conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations) (p. 8222, 8223) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 320 (prise en charge de certaines spécialités pharmaceutiques en faveur des personnes atteintes d'une affection de longue durée) et n° 321 (baisse du prix des médicaments en cas de non-respect par les laboratoires des obligations qui leur sont imposées). (p. 8224, 8225) : son amendement n° 20 : mesures en faveur de l'utilisation des médicaments génériques ; adopté après modification par le sous-amendement n° 417 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 8228, 8229) : demande le retrait des amendements identiques n° 148 de Mme Christiane Demontès et n° 186 de M. Nicolas About (constitution d'une enveloppe pour le financement des médicaments coûteux des services de soins de suite et de réadaptation sous dotation globale). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 198 de M. Michel Mercier (harmonisation du droit applicable aux établissements privés participant au service public hospitalier). - **Article additionnel après l'article 35 ou après l'article 37** (p. 8230, 8231) : après avoir entendu l'avis du Gouvernement, demande le retrait des amendements analogues n° 112 de M. Dominique Leclerc et n° 190 de M. Nicolas About (réévaluation des indemnités de manipulation et réactualisation de la nomenclature). - **Articles additionnels après l'article 35 ou après l'article 36** : accepte l'amendement n° 262 de Mme Marie-Thérèse Hermange (harmonisation des dispositions relatives à l'accord cadre). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8232, 8234) : après avoir entendu l'avis du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 317 de M. François Autain (suppression de la rétrocession hospitalière). - **Article additionnel après l'article 35 ou avant l'article 36** (p. 8236) : demande le retrait de l'amendement n° 206 de M. Gérard Dériot (attribution de la responsabilité de la commercialisation d'une spécialité générique au titre du droit de propriété intellectuelle aux seuls laboratoires pharmaceutiques). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 8237, 8238) : demande le retrait des amendements identiques n° 184 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 390 de Mme Catherine Procaccia (transposition de dispositions de la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle) et accepte l'amendement n° 405 du Gouvernement (information par le comité économique des produits de santé, CEPS, des fabricants de médicaments princeps, de l'arrivée sur le marché d'un générique). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 8239) : s'oppose à l'amendement n° 322 de M. François Autain (encadrement des retraits de médicaments). - **Article 36** (art. L. 5121-9-1 nouveau et L. 5123-2 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5 du code de la sécurité sociale - Conditions d'autorisation de mise sur le marché et de fixation du prix de certains médicaments autorisés dans un autre Etat membre et non en France) (p. 8240) : accepte l'amendement n° 427 du Gouvernement (importation de médicaments bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché dans un autre Etat membre). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 8241) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 323 de M. François Autain (adaptation du code de la sécurité sociale afin d'empêcher les détournements de la législation sur les génériques par les laboratoires pharmaceutiques). (p. 8242, 8243) : accepte l'amendement n° 109 de M. Laurent Bêteille (répartition des officines) et s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Alain Milon (exclusion de la santé mentale des objectifs quantifiés de l'offre de soins). - **Articles additionnels avant l'article 39 (priorité)** (p. 8262, 8263) : s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Guy

Fischer (suspension de l'application de la tarification à l'activité, T2A) et demande le retrait de l'amendement n° 130 de Mme Janine Rozier (écrêtement des primes d'assurance acquittées par les médecins). (p. 8265) : accepte l'amendement n° 392 de M. Nicolas About (montant des primes d'assurance en responsabilité civile médicale supportées par certains médecins spécialistes) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 430 du Gouvernement. (p. 8266, 8267) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 295 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur la responsabilité civile médicale) et accepte l'amendement n° 406 du Gouvernement (modalités de transmission d'informations assurantielles par les entreprises d'assurance aux fins d'analyse par l'Observatoire des risques médicaux). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique - Conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne) (p. 8272, 8275) : ses amendements rédactionnels n° 30 et n° 31 ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 156 (référence à l'attestation de valeur scientifique par cohérence avec la loi portant création de la CMU), n° 157 (substitution des mots "personnes ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" à celui de "lauréats"), n° 155 (possibilité pour les médecins détenteurs d'un diplôme étranger de passer quatre fois les épreuves de vérification des connaissances) et n° 159 (quota réservé aux médecins ressortissant d'un pays extracommunautaire), de M. Guy Fischer n° 302 (substitution des mots "candidats ayant passé avec succès les épreuves de vérification des connaissances" au mot "lauréats"), n° 278 (possibilité de se présenter quatre fois aux épreuves de vérification des connaissances ou à l'autorisation d'exercice) et n° 301 (cohérence) et demande le retrait de l'amendement n° 371 de Mme Valérie Létard (mesures en faveur des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne afin de faciliter leurs conditions d'exercice). (p. 8277) : accepte les amendements de Mme Christiane Kammermann n° 131 (anonymat des épreuves des candidats titulaires d'un diplôme extracommunautaire) et n° 132 (harmonisation) et s'oppose à l'amendement n° 158 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées aux titulaires d'un diplôme européen). (p. 8278) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 154 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 277 de M. Guy Fischer (conditions d'accès à l'exercice de la médecine en France). (p. 8279) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 402 de M. Paul Blanc (nombre de praticiens titulaires d'un diplôme hors Union européenne susceptibles d'être autorisés à exercer). - **Articles additionnels avant l'article 37** (p. 8281) : accepte les amendements n° 108 de Mme Marie-Thérèse Hermange (recours à la voie conventionnelle pour déterminer les études post-autorisations de mise sur le marché), n° 207 de M. Gérard Dériot (prise en compte des pharmaciens d'officine dans le champ d'application de l'accord-cadre intervenant entre l'ensemble des professionnels de santé en milieu libéral et l'assurance maladie) ainsi que les amendements identiques n° 149 de Mme Christiane Demontès et n° 326 de M. François Autain (développement du recours aux études post-autorisations de mise sur le marché par la voie conventionnelle). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 8283) : demande le retrait des amendements de M. Dominique Leclerc n° 101 (modalités d'attribution par le pharmacien de médicaments nécessaires à la continuité du traitement des patients atteints de maladies chroniques) et n° 104 (encadrement de la dispense par les pharmaciens de médicaments aux patients atteints de maladies chroniques) au profit de l'amendement n° 180 de M. Nicolas About (modalités de dispense par les pharmaciens des médicaments nécessaires aux malades en traitements chroniques pour assurer la continuité du traitement). - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 8285) : demande le retrait de l'amendement n° 331 de M. François Autain (transposition de la directive communautaire du 31 mars 2004 sur le médicament). - **Article 38** (art. L. 165-8 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public) (p. 8286, 8287) : son amendement n° 23 : interdiction de publicité en faveur d'une prise en charge des dispositifs médicaux par les régimes

complémentaires ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 330 de M. François Autain (précision relative à l'interdiction de publicité) et accepte l'amendement n° 368 de Mme Monique Papon (obligation de transparence du prix des audioprothèses et des prestations qui y sont associées). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 8288) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 333 (contrôle de la publicité sur les dispositifs médicaux présentant un risque sérieux) et n° 334 (transposition de la directive de 2004 sur le médicament). - **Article 39** (art. L. 123-1, L. 132-1, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale, art. L. 314-6 du code de l'action sociale et art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité) (p. 8290, 8291) : accepte l'amendement n° 191 de M. Nicolas About (coordination de la suppression du coefficient de haute technicité et de la convergence des tarifs intersectoriels en 2012) et s'oppose à l'amendement n° 275 de M. Guy Fischer (suppression de la remise en cause de l'application des conventions collectives concernant certains établissements de santé). Ses amendements n° 24 : report de dispositions ; et n° 25 : sanction des établissements de santé ne transmettant pas certaines informations nécessaires à l'établissement de la carte sanitaire et du schéma d'organisation sanitaire ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8293, 8295) : accepte l'amendement n° 181 de M. Nicolas About (mesures en faveur des donneurs d'organes), les amendements identiques n° 152 de Mme Christiane Demontès, n° 192 de M. Nicolas About, n° 212 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° 296 de M. Guy Fischer (mesures en faveur des centres de santé installés dans les zones déficitaires en offre de soins) ainsi que les n° 153 de Mme Christiane Demontès, n° 193 de M. Nicolas About, n° 297 de M. Guy Fischer et n° 213 de Mme Marie-Thérèse Hermange (extension aux centres de santé des mesures d'incitation à l'installation ou au maintien dans des zones déficitaires en offre de soins). - **Article 39 bis** (art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de dépassement des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 8295) : son amendement n° 26 : suppression ; adopté. - **Article 39 ter** (art. L. 2-21-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 8296, 8298) : ses amendements n° 27 : mise en place d'une expérimentation de deux ans de l'observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée ; et n° 28 : précision ; et n° 29 : ajout dans la composition de l'observatoire des représentants des organismes nationaux de l'assurance maladie ; adoptés. Sur l'amendement n° 428 du Gouvernement (simplification des missions du conseil de l'hospitalisation) qu'il accepte, son sous-amendement n° 432 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 276 de M. Guy Fischer (suppression), accepte l'amendement n° 408 du Gouvernement (simplification des procédures de l'observatoire) et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 151 de Mme Christiane Demontès et n° 218 de Mme Marie-Thérèse Hermange (informations transmises au nouvel observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée). - **Article additionnel après l'article 39 ter** : accepte l'amendement n° 407 du Gouvernement (suivi des mesures de maîtrise de dépenses d'assurance maladie). - **Article 39 sexies** (art. L. 6122-19 et L. 6412-1 du code de la santé publique - Extension de la T2A aux activités de psychiatrie et de soins de suite ou de réadaptation) (p. 8300) : s'oppose à l'amendement n° 305 de M. Guy Fischer (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 40** (p. 8301) : sur les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange, accepte le n° 210 (récupération par la caisse auprès de l'établissement ou du professionnel de santé de la totalité de l'indu puis restitution à qui de droit des sommes qui lui sont dues) et s'oppose au n° 211 (mesures dissuasives à l'égard des établissements ne respectant pas les dispositions relatives au transport des malades). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 8302) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements, sur le même objet, n° 194 de M. Nicolas About et n° 377 de Mme Catherine Procaccia (mesures en faveur des émoluments, de la prime d'exercice, du calcul de la retraite complémentaire et de la formation continue des praticiens hospitaliers).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2006) - **Articles additionnels avant l'article 41** (p. 8312, 8313) : sur les amendements de M. Jean-Jacques Jégou, accepte les n° 203 (sanction par les chambres disciplinaires de l'Ordre national des médecins, des manquements à l'obligation d'évaluation des médecins) et n° 205 (garantie de l'accès, pour les assurés sociaux, au Web médecin) et demande le retrait du n° 204 (garantie par les praticiens-conseils de la confidentialité des données médicales détenues par les organismes d'assurance maladie). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8314) : s'oppose à l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Alquier (rapport au Parlement sur les conditions d'harmonisation des statuts des praticiens hospitaliers). - **Article 42** (art. 46 de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée) (p. 8315, 8316) : sur les amendements de M. Bernard Cazeau, accepte le n° 246 (précision), souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour les n° 247 (élargissement des possibilités de recombinaison hospitalière et médico-sociale en supprimant la répartition actuelle entre les unités de soins de longue durée, USLD, et l'hébergement médico-social) et n° 244 (financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA, des analyses transversales réalisées dans les établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes), s'oppose au n° 245 (prise en compte des personnes atteintes de pathologies de type Alzheimer dans la répartition des capacités d'accueil) et demande le retrait du n° 243 (prise en compte des schémas gérontologiques départementaux dans la répartition des capacités d'accueil) qu'il estime satisfait. - **Article 43** (art. L. 312-8 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8317, 8318) : son amendement n° 32 : suppression ; retiré. La commission partage l'objectif tout en mettant en cause la pertinence des moyens. Nécessité de parfaire la rédaction en commission mixte paritaire. Souci de l'indépendance financière et scientifique de la nouvelle agence. (p. 8320) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 248 (fixation du cahier des charges de l'évaluation externe par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux), n° 252 (contribution des collectivités territoriales et de l'assurance maladie au financement de l'agence), n° 251 (nomination du président du conseil d'administration et du directeur général de l'agence par décret), n° 249 (report des dates limites de réalisation des évaluations internes et externes des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et n° 250 (maintien de ses missions au Conseil national de l'évaluation sociale et médico-sociale jusqu'à l'installation effective de l'agence) ainsi qu'à l'amendement n° 370 de M. Nicolas About (amélioration du dispositif créant l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux). (p. 8322, 8326) : son amendement n° 433 : subordination des décisions de l'agence à l'avis d'un conseil scientifique indépendant ; adopté. Accepte l'amendement n° 434 du Gouvernement (nomination du directeur de l'agence par décret). - **Article 44** (Amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 8327, 8330) : son amendement n° 33 : extension aux établissements habilités à l'aide sociale pour la totalité de leurs places de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins ; adopté. Demande le retrait des amendements identiques n° 254 de M. Bernard Cazeau et n° 299 de M. Guy Fischer (limitation de la possibilité de faire peser les charges de leurs investissements immobiliers sur la section tarifaire soins aux seuls établissements habilités à l'aide sociale) au profit de son amendement précité n° 33. Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 253 de M. Bernard Cazeau (extension du dispositif aux amortissements des investissements immobiliers) ainsi que pour l'amendement n° 226 de M. Jacques Blanc (possibilité pour la CNSA d'affecter en 2007 une part des excédents de l'exercice 2006 au financement des investissements immobiliers des établissements pour personnes âgées et pour personnes handicapées) sans remettre en cause son intérêt. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 8331) : accepte l'amendement n° 197 de M. Michel Mercier (rétablissement du

droit, pour les établissements sociaux et médico-sociaux, d'agir directement en justice contre les obligés alimentaires de leurs pensionnaires). - **Article 45** (art. L. 5126-6-1 nouveau du code de la santé publique, art. L. 313-12 et L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 161-36-1 du code de la sécurité sociale - Conventions entre les pharmaciens d'officine et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - Forfaits soins de ces établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Accès du médecin coordonnateur des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes au dossier médical personnel des résidents) (p. 8332, 8334) : s'oppose aux amendements identiques n° 214 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 258 de M. Bernard Cazeau et n° 298 de M. Guy Fischer (extension aux pharmaciens mutualistes de la possibilité de signer des conventions avec les EHPAD). S'oppose à l'amendement n° 256 de M. Bernard Cazeau (nécessité d'un avenant à la convention tripartite pour l'intégration des dispositifs médicaux). Ses amendements n° 34 et 35 : précision ; et n° 36 : insertion des EHPAD dans la liste des personnes et établissements pouvant être sanctionnés pour inobservation des règles du code de la sécurité sociale ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8335) : accepte l'amendement n° 435 du Gouvernement (modalités de versement de la prestation de compensation du handicap). - **Article 47** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans) (p. 8336, 8337) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 89 (précision selon laquelle la consultation unique de prévention s'applique aux personnes atteignant soixante-dix ans dans l'année civile en cours). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 215 de Mme Marie-Thérèse Hermange (instauration de la consultation unique de prévention à partir de l'âge de soixante-cinq ans). Son amendement n° 37 : légalisation des programmes d'accompagnement des patients atteints de maladies chroniques mis en place par les caisses nationales d'assurance maladie ; adopté. - **Article additionnel après l'article 47 ou après l'article 54** (p. 8339) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 196 de M. Michel Mercier et n° 284 de M. Guy Fischer (garantie d'un reste à vivre au moins égal à 30 % du minimum vieillesse pour les personnes âgées dépendantes). - **Article 49** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 8340, 8345) : s'oppose à l'amendement n° 199 de M. Michel Mercier (suppression des dispositions prévoyant le versement au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, des sommes affectées à un établissement qui cesse son activité) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 90 (réduction du montant de la participation de l'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP, et fixation du montant maximal des dépenses de ce fonds pour 2007). Pertinence de la démarche de la commission des finances. - **Article 50** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel) (p. 8346, 8348) : s'oppose à l'amendement n° 279 de M. Guy Fischer (suppression de la prorogation du financement du dossier médical personnel, DMP, par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV) ainsi qu'à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 91 (réduction du montant de la dotation et du plafond de dépenses du FAQSV) après avoir entendu l'avis du Gouvernement. Remarque néanmoins pertinente de la commission des finances. Accepte l'amendement n° 409 du Gouvernement (constitution du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins par fusion du FAQSV et de la dotation nationale de développement des réseaux). - **Article 51** (art. L. 3110-5-1 à L. 3110-5-3 et art. L. 3110-10 du code de la santé publique - Création d'un fonds de prévention des risques sanitaires) (p. 8351, 8355) : ses amendements n° 38 : précision selon laquelle le fonds de prévention des risques

sanitaires est un établissement public à caractère administratif ; n° 39 : composition du conseil d'administration du fonds ; n° 40 : fixation par la loi de financement de la sécurité sociale du montant de la contribution des régimes obligatoires de l'assurance maladie au financement du fonds ; et n° 41 : plafonnement du montant de la contribution des régimes obligatoires de l'assurance maladie au financement du fonds ; adoptés ; et n° 42 : fixation au 30 juin 2007 de la date de la fin de la période transitoire de gestion du fonds de prévention des risques sanitaires par le FSV ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 280 de M. Guy Fischer (suppression) et accepte l'amendement n° 436 du Gouvernement (fixation du montant de la contribution pour l'année 2007 à 175 millions d'euros). - **Article 52** (Objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007) (p. 8356) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 53** (Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2007) (p. 8357) : s'oppose aux amendements n° 282 de M. Guy Fischer (suppression de l'article 53 du projet de loi) et n° 373 de M. François Autain (augmentation des moyens financiers affectés au plan "solidarité-grand-âge"). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8358, 8363) : accepte les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 216 (alignement des procédures des établissements thermaux sur celles des professionnels de santé) et n° 217 (possibilité pour les partenaires conventionnels de confier la gestion de leur dispositif de formation continue à l'organisme gestionnaire conventionnel, OGC). Son amendement n° 416 : réservation prioritaire aux organisations représentatives de la signature et du droit d'opposition en matière conventionnelle ; adopté. Sur l'amendement n° 412 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat, pendant deux mois, de se substituer aux parties conventionnelles pour assurer la convergence entre les dispositifs de médecin référent et de médecin traitant) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 437 de M. François Autain (précision). - **Article 53 bis** (art. L. 6314-1 du code de la santé publique - Permanence des soins) (p. 8364, 8365) : ses amendements n° 43 : extension du principe de l'accord préalable aux accidents du travail et maladies professionnelles ; n° 45 : procédure de déconventionnement spécifique des professionnels de santé en cas de violations particulièrement graves des engagements prévus par la convention ; et n° 46 : unification du contentieux lié aux pénalités financières prononcées pour non-respect des règles du code de la sécurité sociale, au profit des tribunaux des affaires de sécurité sociale ; adoptés ; et n° 44 : précision du contenu et des règles d'approbation des conventions régissant les relations entre l'assurance maladie et les pharmaciens d'officine ; adopté après modification par le sous-amendement n° 438 du Gouvernement (suppression partielle) qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 202 de M. Jean-Jacques Jégou (inclusion des médecins non conventionnés dans la liste des médecins tenus de participer au dispositif de permanence des soins). - **Article 70 quater (priorité)** (Création à titre expérimental d'une caisse multi-branches de sécurité sociale) (p. 8367) : demande le retrait de l'amendement n° 398 de M. Jacques Blanc (extension de l'expérimentation d'une caisse multibranches de sécurité sociale à la MSA). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 8430) : défavorable à l'amendement n° 183 de Mme Catherine Morin-Desailly (cumul de l'allocation de base de la PAJE et de l'allocation de soutien familial pour les célibataires ayant adopté un enfant). - **Article 66** (art. L. 225-20 à L. 225-27, L. 933-1 du code du travail, L. 378-1 et L. 381-1 du code de la sécurité sociale, L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Création du congé de soutien familial) (p. 8434) : défavorable à l'amendement n° 63 de la commission (mise à la charge de la CNSA du coût de l'affiliation de l'ensemble des bénéficiaires du congé de soutien familial). - **Article additionnel avant l'article 69** (p. 8437) : son amendement n° 66 : extension à tous les régimes de base de la possibilité de sanctionner les personnes qui incitent au non-paiement des cotisations ; adopté. - **Article 69 ter** (Renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 8440) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 97 (alignement de l'évaluation forfaitaire des éléments du train de vie prévue par cet article sur le régime de l'article 168 du code général des impôts) et s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Guy Fischer (suppression). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8444, 8447) : sur les amendements du

Gouvernement, accepte le n° 414 (consolidation juridique du statut de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire) et le n° 413 (adaptation du cadre législatif pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP) ainsi que, sur ce dernier, le sous-amendement n° 440 de M. Gérard Dériot (coordination). Accepte l'amendement n° 113 de Mme Sylvie Desmarescaux (élection des administrateurs des régimes spéciaux). Sur l'amendement de la commission n° 125 (possibilité pour les conseils d'administration des caisses regroupées de mutualité sociale agricole de créer des comités départementaux) qu'il accepte, accepte les sous-amendements identiques n° 208 de M. Gérard Dériot et n° 425 de la commission (composition des caisses pluridépartementales). - **Article 70 bis** (*Création d'un répertoire commun aux organismes sociaux*) (p. 8448, 8449) : son amendement n° 67 : soumission de la création d'un répertoire des assurés sociaux commun à l'ensemble des caisses et organismes de sécurité sociale, à un avis conforme de la CNIL ; adopté. Demande le retrait des amendements de suppression de la commission des finances saisie pour avis n° 98 et n° 292 de M. Guy Fischer. S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 385 de M. Pierre Laffitte (possibilité, pour l'ensemble des caisses et organismes de sécurité sociale et pour les collectivités territoriales, d'échanger les informations contenues dans le répertoire sous la forme de transmissions de données par voie électronique). - **Article additionnel après l'article 70 bis** (p. 8451) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 386 de M. Pierre Laffitte (possibilité d'instruire les demandes de prestations sociales et le contrôle de leur attribution sous forme dématérialisée). - **Article 70 ter** (*Mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale*) (p. 8452) : ses amendements n° 68, 69, 70, 71 et 72 : cohérence ; adoptés. - **Article additionnel avant l'article 71** : son amendement n° 73 : prise en charge par le budget de l'Etat et non par le FSV des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire des volontaires associatifs ; adopté. - **Article 71** (*Charges prévisionnelles pour 2007 des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale*) : s'oppose à l'amendement n° 293 de M. Guy Fischer (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8457) : se félicite du temps consacré à la discussion du PFLSS. Ampleur inégalée du nombre des amendements depuis 1996. Témoignage manifeste de l'intérêt pour ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8943) : crise des finances locales. Evolution des dotations de l'Etat aux collectivités. Réforme de la fiscalité. Rapport du Conseil économique et social. Autonomie financière des budgets publics.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural**

- (5 décembre 2006) (p. 9601, 9603) : politique des prix agricoles. Contraintes environnementales. Production des biocarburants. Fièvre catarrhale. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9612) : intervient sur l'amendement n° II-9 de la commission (réduction des charges de bonification par l'Etat de prêts destinés à l'installation des jeunes agriculteurs). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 9621) : votera l'amendement n° II-229 du Gouvernement (recouvrement des droits sur le sucre par l'Office national interprofessionnel des grandes cultures).

- **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 21 (2006-2007)]** - (20 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10773, 10775) : améliorations mineures en matière de clarification des compétences de gestion et de formation. Recul du Gouvernement sur l'émergence d'une structure nationale de gestion. Question du surcoût pour les centres de gestion. Ses propositions d'amélioration du texte. - **Article 8** (*intitulé de la section 2 du chapitre 1er de la loi n° 84-*

*53 du 26 janvier 1984 ; article 12-1 de la même loi - Coordination - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 10780, 10781) : ses amendements n° 19 : suppression de la restitution des missions de gestion au CNFPT ; rejeté ; et n° 18 : précision selon laquelle la compétence du CNFPT pour la gestion des fonctionnaires de catégorie "A+" ne s'exerce, s'agissant des ingénieurs territoriaux, que pour les ingénieurs en chef ; adopté. - **Article 10** (*section 3 du chapitre II, section 4 nouvelle du chapitre II, articles 12-5 à 12-9 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Amélioration de la structure du chapitre II de la loi du 26 janvier 1984 - Instauration d'un Centre national de coordination des centres de gestion*) (p. 10783, 10785) : ses amendements n° 17 : création d'une Conférence nationale des centres de gestion et rationalisation des concours et examens de catégorie A ; et n° 33 : création du Centre national de coordination de la fonction publique territoriale et définition de ses missions ; retirés. - **Article 11** (*art. 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Organisation des centres de gestion - Coordination régionale ou interrégionale*) (p. 10786, 10787) : ses amendements n° 21 : suppression de l'échelon interrégional de coordination ; et n° 20 : possibilité de conventionnement des centres de gestion coordonnateurs entre eux ; retirés. - **Article 13** (*art. 22 et 22-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Financement des centres de gestion - Organisation des transferts de missions du CNFPT*) (p. 10788, 10789) : son amendement n° 34 : référence au dispositif de la loi du 27 décembre 1994 pour les transferts financiers du CNFPT vers les centres de gestion ; rejeté. - **Article 15 quater** (*art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Nouvelles compétences facultatives confiées aux centres de gestion*) (p. 10792, 10794) : sur l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (clarification de la compétence des centres de gestion en tenant compte de la possibilité, ouverte par ce texte, de mettre des agents non titulaires à disposition d'autres collectivités), son sous-amendement n° 22 : mission facultative de conseil, et non de contrôle, des centres de gestion en matière d'hygiène et de sécurité ; adopté. - **Article 17** (*art. 21 et 27 de la loi du 26 janvier 1984 - Création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial*) (p. 10795, 10796) : son amendement n° 24 : suppression de la participation des délégations du CNFPT et des organisations syndicales aux conférences régionales pour les questions relatives à la formation ; retiré. - **Article 18 AA** (*art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Maintien d'un contrat à durée indéterminée pour un agent non titulaire recruté pour occuper un nouvel emploi au sein de la même collectivité territoriale ou du même établissement public*) (p. 10798) : favorable à l'article 3 du projet de loi tout en appelant à la réflexion sur l'amendement n° 64 de M. Yves Détraigne (conservation du bénéfice du CDI à l'agent contractuel de plus de 50 ans affecté sur un autre poste au sein de la même collectivité quelle que soit la nouvelle nature de ses fonctions). - **Article 18 C** (*art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Possibilité de comités techniques paritaires communs entre les EPCI et leurs communes membres*) (p. 10801, 10802) : son amendement n° 26 : suppression ; rejeté. - **Article 22 bis** (*art. 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Fixation des quotas d'avancement de grade par les employeurs publics locaux*) (p. 10804) : ses hésitations à l'égard de l'article 22 bis du projet de loi. - **Article 25** (*art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical*) (p. 10810, 10812) : son amendement n° 57 : plafonnement à 50 % de la mutualisation du financement des autorisations spéciales d'absence octroyées pour l'exercice du droit syndical par les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de 50 salariés ; retiré. - **Article 28 bis A** (*art. 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale*) (p. 10813, 10814) : son amendement n° 27 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28 ter** (p. 10816, 10817) : intervient sur l'amendement n° 80 de M. Claude Domeizel (prise en charge par les collectivités non affiliées à un centre de gestion de l'intégralité du coût salarial de leurs agents privés d'emploi à partir de la troisième année). - **Article 28 quater** (*art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Cumul d'activités d'un fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi*) (p. 10817, 10818) : soutient l'amendement n° 51 de M. Laurent Bêteille (rétablissement de

l'article supprimé par l'Assemblée nationale); retiré. - **Article 29 ter** (nouvelle section 4 au chapitre III bis du titre III du livre premier du code de la sécurité sociale - Création d'un titre emploi collectivité) (p. 10821, 10822): favorable aux amendements de suppression n° 6 de la commission et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 31** (art. 28, 80, 97, 97 bis, 119 et 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984) (p. 10823, 10824): intervient sur l'amendement n° 56 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les fonctionnaires territoriaux ayant accumulé un nombre important de droits à congés de bénéficier d'une compensation financière par une monétisation du compte épargne temps). Ses amendements n° 29 : précision; retiré au profit de l'amendement n° 8 de la commission (coordination); et n° 28 : précision tendant à prévenir un risque contentieux; adopté. - **Article 32 quater** (art. 139 ter nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Intégration automatique dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de

catégorie A) (p. 10826): son amendement n° 31: caractère optionnel de l'intégration dans la fonction publique territoriale des agents contractuels titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A; adopté. - **Article 36** (Entrée en vigueur des transferts de mission du CNFPT vers le Centre national de coordination des centres de gestion et les centres de gestion) (p. 10829): son amendement n° 35: délais de transfert aux centres de gestion des missions jusque-là assumées par le CNFPT; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10834): sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (détermination par l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de l'action sociale au bénéfice de ses agents), défavorable aux sous-amendements identiques n° 90 de M. Jacques Mahéas et n° 91 de Mme Josiane Mathon-Poinat (obligation de mise en oeuvre de l'action sociale déterminée par l'assemblée délibérante).

**VAUTRIN (Catherine)**  
ministre déléguée à la cohésion sociale  
et à la parité

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 124 (2005-2006)]** - (18 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 49, 51): enrichissement du texte par le Parlement lors de la première lecture. Objectif chiffré de résultat et obligation de mesurer l'exécution dans un délai de 5 ans. Priorité du désenclavement du travail des femmes. Formation professionnelle. Accès aux responsabilités. Mesures pour lutter contre les inégalités salariales. Réforme du congé parental et développement des modes de garde des jeunes enfants. Travail à temps partiel. Dialogue social. Proposition du Gouvernement lors de la deuxième lecture à l'Assemblée nationale. (p. 60, 61): remerciements. Application insuffisante des textes déjà votés. Fixation d'objectifs. Implication du Gouvernement sur le temps partiel. - **Division additionnelle avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 62): s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Roland Muzeau (titre additionnel avant le titre Ier - Favoriser l'égalité des conditions d'emploi). - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A)** (p. 62, 63): s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 23 (attribution aux représentants du personnel d'un droit de veto suspensif sur la mise en place d'horaires à temps partiel) et n° 29 (modalités de requalification d'un contrat à temps partiel en contrat à temps plein). - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'article 1er A) ou après l'article 6** (p. 65): s'oppose aux amendements de Mme Gizèle Printz n° 17 et 18 (suppression de la variation du délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel), et de M. Roland Muzeau n° 27 (suppression des possibilités de dérogation par accord collectif aux règles relatives au délai de prévenance) et n° 28 (suppression de la possibilité de mettre en place par simple accord d'entreprise, plus d'une interruption d'activité par jour en cas d'emploi à temps partiel). (p. 67): s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Gisèle Printz (majoration de salaire pour les heures complémentaires réalisées dans le cadre d'un travail à temps partiel), ainsi qu'aux amendements de M. Roland Muzeau n° 25 et 24 (majoration des heures complémentaires effectuées par les salariés à temps partiel). (p. 68, 69): s'oppose aux amendements n° 19 de Mme Gisèle Printz (priorité des salariés à temps partiel pour effectuer des heures supplémentaires ou des heures choisies) et n° 26 de M. Roland Muzeau (proposition d'heures supplémentaires ou d'heures choisies en priorité aux salariés à temps partiel souhaitant augmenter leur temps de travail). - **Article 1er A**

(art. L. 122-26 du code du travail - Prolongement de la durée du congé de maternité en cas d'état pathologique) (p. 70): s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Claude Domeizel (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale - modalités de prolongation du congé de maternité). - **Article 1er** (art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption) (p. 71): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 36 de M. Dominique Leclerc (suppression de la condition de validité introduite par l'Assemblée nationale pour les accords collectifs prévoyant des mesures de neutralisation financière des congés de maternité). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 72): s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information). - **Article 3** (art. L. 132-12-3 nouveau, L. 133-5 et L. 132-12 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010): accepte l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). - **Article 4** (art. L. 132-27-2 nouveau et L. 132-27 du code du travail - Négociations d'entreprise relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 73, 74): s'oppose aux amendements de Mme Gizèle Printz n° 11 (possibilité pour les organisations syndicales de faire appel à un expert pour analyser les causes des inégalités persistantes dans l'entreprise) et n° 12 (sanction financière à l'égard des entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociation prévue), et accepte l'amendement n° 2 de la commission (rédaction). (p. 75, 76): s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 31 (sanction financière appliquée aux entreprises ne satisfaisant pas à leurs obligations en matière d'égalité salariale) et n° 32 (sanction financière appliquée aux entreprises pratiquant des différences et écarts salariaux non justifiés), ainsi qu'à l'amendement n° 38 de Mme Catherine Morin-Desailly (sanction financière appliquée aux entreprises en cas d'échec de la négociation dans le délai de 5 ans). Renforcement du dialogue social grâce à la négociation.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 86, 87): s'oppose aux amendements de Mme Gizèle Printz n° 13 (formation spécifique des inspecteurs du travail sur les problèmes d'égalité salariale) et n° 14 (majoration des cotisations sociales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant au moins 25 % d'entre eux à temps partiel). - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 88): demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés à temps partiel des plages de travail fractionnées). (p. 89, 90): s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Roland Muzeau (allongement du congé maternité). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 91): s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Gisèle Printz (insertion dans le contrat de travail des conditions permettant aux salariés de refuser des changements affectant sa durée ou ses horaires de travail). (p. 92): s'oppose aux amendements de Mme Gizèle Printz n° 20 (réglementation des interruptions dans la journée de travail) et n° 21 (priorité donnée aux salariés à temps

partiel subi pour l'attribution des heures supplémentaires choisies). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 93) : son amendement n° 44 : possibilité de recours au travail temporaire pour assurer un complément d'activité aux personnes à temps partiel ; adopté. - **Article 10 bis** (art. L. 615-19, L. 722-8, L. 722-8-1, L. 615-19-1, L. 313-3, L. 331-5 du code de la sécurité sociale, L. 122-26 du code du travail, L. 732-12 du code rural, 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Financement du congé de maternité prolongé en cas de naissance d'un enfant prématuré) (p. 94, 95) : son amendement n° 40 : conditions d'allongement du congé de maternité prévu pour les mères d'enfants prématurés ; adopté. - **Article 12 bis A** (Rapport sur la possibilité de fractionner le droit au congé parental) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Article 12 ter A** (art. L. 122-28-1 du code du travail - Report du terme du congé parental) (p. 96, 98) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité de proroger un congé parental d'éducation en l'absence de possibilité de garde pour son enfant). - **Article 13 bis** (art. L. 225-17 du code de commerce - Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes) (p. 98, 100) : son amendement n° 41 : représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises ; adopté après modification par le sous-amendement n° 45 de la commission, qu'elle accepte. S'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (suppression). - **Article 13 ter** (art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des représentants dans les comités d'entreprise) (p. 101, 103) : sur l'amendement n° 6 de la commission (dérogation autorisée par l'inspecteur du travail), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 42 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 34 de M. Roland Muzeau (mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux). - **Article 13 quater** (art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 103) : sur l'amendement n° 7 de la commission (dérogation autorisée par l'inspecteur du travail), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 43 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 35 de M. Roland Muzeau (mise en place progressive de la parité dans les collèges électoraux). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 104) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de Mme Catherine Morin-Desailly (attribution prioritaire aux salariés à temps partiel des emplois à temps plein vacants). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 105) : accepte l'amendement n° 8 de M. Dominique Leclerc (majoration de pension accordée aux fonctionnaires handicapés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 108) : sanctions en cas d'échec de la négociation. Progrès contenus dans ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Deuxième lecture [n° 138 (2005-2006)]** - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 150, 152) : récente prise de conscience publique des violences au sein du couple. Nécessité de mettre les victimes à l'abri, de les accompagner médicalement, de prévenir les violences et de renforcer les sanctions. Eloignement du conjoint auteur des violences. Reconnaissance du viol entre époux. Nécessité de garantir la liberté du consentement des époux. - **Article additionnel avant l'article 1er B** (p. 168) : accepte les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 27 de M. Robert Badinter (ajout du respect dans la liste des devoirs conjugaux). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 173) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Josiane Mathon-Poinat (mise en place pour la période 2006-2009 d'un plan national d'action contre la violence à l'égard des femmes). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5** (p. 175) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 16 de Mme Muguette Dini, n° 20 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 28 de M. Roland Courteau (sensibilisation des élèves aux violences conjugales et au sexisme). - **Article 4** (art. 222-24 et 222-28 du code pénal - Circonstance aggravante pour le viol commis au sein du couple) (p. 180) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (reconnaissance du viol entre époux). - **Article 5** (art. 394, 396, 397-3 et 471 du code de procédure pénale - Incarcération de la personne en cas

de manquement aux obligations du contrôle judiciaire) (p. 183) : accepte les amendements identiques n° 7 de la commission et n° 32 de M. Roland Courteau (extension de la mesure d'éloignement des auteurs de violence au sein du couple). - **Article 5 bis** (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences au sein du couple) (p. 191) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat (création d'un observatoire départemental des violences à l'encontre des femmes).

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-2006)]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 212, 214) : insuffisance des mesures exclusivement fondées sur l'assistance. Texte visant à assurer l'attractivité financière du retour à l'emploi. Echec des dispositifs actuels d'intéressement. Proposition d'un mécanisme incitatif, simple et sécurisant. Conditions financières. Revalorisation de la prime pour l'emploi. Crédits d'impôt. Absence de coût supplémentaire pour les conseils généraux. Modalités de versement des primes. Sanctions en cas de fraude. Chantiers d'insertion. Conditions d'attribution du RMI. Accompagnement social et professionnel des bénéficiaires de minima sociaux. Droits connexes. Texte équitable et efficace. (p. 235, 238) : intérêt des travaux parlementaires. Garde des enfants. Maisons pour l'emploi. Entreprises d'insertion. Volonté d'agir sans délai. Harmonisation et atténuation des sanctions en cas de fraude. Suppression du délai de latence sur les contrats aidés. Neutralisation des ressources. Gains pour les bénéficiaires de minima sociaux. Coût de la réforme. Actions en faveur des structures d'insertion par l'activité économique. Rejet des procès d'intention. Droits connexes. Spécificité de l'allocation adulte handicapé. - **Question préalable** (p. 241) : s'oppose à la motion n° 62 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 243) : s'oppose à la motion n° 38 de Mme Gisèle Printz tendant au renvoi à la commission. - **Titre 1er (avant l'article 1er)** (p. 244, 245) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean Desessard (modification de l'intitulé). - **Articles additionnels avant l'article 1er** : S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 100 (insertion obligatoire d'actions de formation et de mesures d'accompagnement professionnel dans les conventions ouvrant droit aux contrats initiative-emploi) et n° 99 (rétablissement d'un nombre maximal de renouvellements des contrats initiative emploi à durée déterminée). (p. 246) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Bernard Cazeau (abrogation de l'ordonnance relative au contrat nouvelles embauches). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 9** (p. 248) : s'oppose aux amendements analogues n° 39 de M. Bernard Cazeau et n° 84 de M. Roland Muzeau (augmentation de la dotation globale de fonctionnement en compensation des nouvelles dépenses mises à la charge des collectivités territoriales). - **Article 1er** (art. L. 322-12 du code du travail - Prime de retour à l'emploi) (p. 253, 254) : son amendement n° 117 : conditions de versement de la prime de retour à l'emploi ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 36 de Mme Valérie Létard (majoration du plafond ouvrant droit à un crédit d'impôt pour financer un contrat d'assurance complémentaire de santé). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 63 (conditions de versement de la prime de retour à l'emploi) et n° 64 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi) ainsi qu'à l'amendement n° 101 de M. Jean Desessard (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime de retour à l'emploi). Sur les amendements de M. Bernard Cazeau, s'oppose au n° 42 (nombre d'attributions de la prime de retour à l'emploi à une même personne) et estime le n° 41 (conditions de versement de la prime de retour à l'emploi) satisfait par son amendement n° 117 précité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 256) : son amendement n° 92 : régime juridique de la prime de retour à l'emploi ; adopté. - **Article 2** (art. L. 351-20 du code du travail et article premier de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 262, 263) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 65 (suppression), n° 66 (aménagement du régime d'intéressement) et n° 67 (financement du fonds de solidarité en



faveur des travailleurs privés d'emploi), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 44 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire), n° 43 (montant des revenus d'activité conditionnant le versement de la prime forfaitaire mensuelle) et n° 45 (financement du fonds de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi). Sur les amendements de la commission, demande le retrait des n° 3 (majoration de la prime forfaitaire le dernier mois) et n° 4 (coordination) et accepte le n° 5 (suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime). - **Article additionnel après l'article 2** : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Jean Desessard (individualisation du droit au RMI). - **Article 3** (art. L. 131-2, L. 262-10, L. 262-11, L. 262-30, L. 262-32, L. 262-39, L. 262-40, L. 262-41 et L. 262-44 du code de l'action sociale et des familles - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 267) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 68 (suppression) et n° 69 (aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 46 (détermination des rémunérations prises en compte pour le calcul de l'allocation) et n° 47 (élargissement du champ des bénéficiaires de la prime mensuelle forfaitaire). Accepte les amendements de la commission n° 7 (précision), n° 9 (suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime) et n° 10 (coordination). - **Article 4** (art. L. 511-1, L. 524-1 et L. 524-5 du code de la sécurité sociale - Prime forfaitaire due aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) (p. 269, 270) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 70 (suppression) et n° 71 (aménagement du système de prime forfaitaire d'intéressement), ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 48 (mise en place d'un accompagnement professionnel personnalisé pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé) et n° 49 (coordination). Accepte les amendements de la commission n° 13 (suppression du plafond de revenu d'activité conditionnant le versement de la prime), n° 14 (régime dérogatoire applicable à la prime forfaitaire mensuelle) et n° 15 (coordination). - **Article additionnel après l'article 5** : son amendement n° 93 : modification du régime de l'allocation de retour à l'activité ; adopté. - **Article 6** (art. L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles - Garde des enfants des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 272, 274) : son amendement n° 111 : modalités d'accueil des enfants à la charge des bénéficiaires de minima sociaux ; adopté. Sur le même objet, demande le retrait des amendements n° 50 de M. Bernard Cazeau, n° 72 de M. Roland Muzeau, et n° 37 de Mme Valérie Létard. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 276) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension du champ d'application du CI-RMA). - **Article 7** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles - Accès des ressortissants communautaires et de l'Espace économique européen au RMI) (p. 277) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 278) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 74 de M. Roland Muzeau (conditions d'accès au RMI pour les étrangers non communautaires résidant en France). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 279) : son amendement n° 95 : coordination ; adopté. (p. 280) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Philippe Adnot (instauration d'une contrepartie systématique au RMI). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 281, 282) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 106 (instauration d'un droit inconditionnel à un revenu social minimum) et n° 105 (rehaussement des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté défini par l'INSEE).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2006) (p. 293, 294) : oppose l'article 40 de la constitution aux amendements de M. Jean Desessard n° 107 (bénéfice du revenu minimum d'insertion, RMI, pour les jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans), n° 103 (attribution du RMI aux stagiaires) et n° 104 (suppression de la condition à prendre en compte pour la détermination du montant du revenu minimum d'insertion de certains enfants étrangers). - **Article 10** (art. L. 262-33, L. 262-33-1, L. 262-34, L. 262-48 et L. 262-49 du code de l'action sociale et des familles - Coordonnations concernant le revenu minimum d'insertion) (p. 297) : s'oppose aux amendements

identiques n° 51 de M. Bernard Cazeau et n° 75 de M. Roland Muzeau (suppression du I bis de l'article prévoyant une information du conseil général sur les bénéficiaires du RMI ayant accepté intentionnellement de travailler au noir), ainsi qu'à l'amendement n° 52 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fin du paragraphe I bis de l'article 10 prévoyant la mise en oeuvre de sanctions par les présidents de conseils généraux). (p. 297, 298) : traitement des dossiers des paiements indus. - **Article 10 bis** (art. L. 262-46, L. 262-47 et L. 262-47-1 du code de l'action sociale et des familles - Pénalités applicables à la fraude au revenu minimum d'insertion) (p. 300, 301) : son amendement n° 113 : limitation du montant total des sanctions administratives et pénales ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 53 de M. Bernard Cazeau et n° 76 de M. Roland Muzeau, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 17 (avis de la commission locale d'insertion préalable à la sanction) et n° 18 (coordination). - **Article 10 ter** (art. L. 524-6 et L. 524-7 du code de la sécurité sociale - Pénalités applicables à la fraude à l'allocation de parent isolé) (p. 303) : son amendement n° 114 : limitation du montant total des sanctions pécuniaires administratives et pénales ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 54 de M. Bernard Cazeau et n° 77 de M. Roland Muzeau. - **Article 10 quater** (art. L. 365-1 et L. 365-3 du code du travail - Pénalités applicables à la fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi) : son amendement n° 115 : limitation du montant total des sanctions pécuniaires administratives et pénales ; adopté. - **Article 10 quinquies** (art. 50 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité - Report de la date de remise du rapport annuel d'évaluation de la loi portant décentralisation du RMI) : sur l'amendement n° 20 de la commission (élargissement de l'objet du rapport annuel d'évaluation du RMI au nouveau dispositif d'intéressement) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 109 ; adopté. - **Article 13** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Modifications du régime du contrat d'avenir) (p. 307, 308) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Roland Muzeau (suppression) et accepte l'amendement n° 21 de la commission (suppression du II relatif à la compensation des exonérations de charges sociales), sous réserve d'une modification de celui-ci. S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Michel Mercier (financement du contrat d'avenir). (p. 309) : caractère prématuré de l'amendement n° 90 précité. - **Article 14** (art. L. 322-4-12 du code du travail - Assouplissement de la durée hebdomadaire des contrats d'avenir) (p. 326) : s'oppose aux amendements de suppression n° 56 de M. Bernard Cazeau et n° 80 de M. Roland Muzeau, et accepte les amendements n° 22 de la commission (réduction et possibilité de modulation de la durée du travail sous certaines conditions) et n° 97 de M. Alain Gournac (assouplissement de la durée hebdomadaire du contrat d'avenir pour les salariés des associations de services à la personne). - **Article 15** (art. L. 322-4-9, L. 322-4-15-1 et L. 322-4-15-4 du code du travail - Création de contrats insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA, à durée indéterminée) (p. 328) : s'oppose aux amendements n° 57 de M. Bernard Cazeau (suppression) et n° 81 de M. Roland Muzeau (suppression du 3° de l'article excluant les bénéficiaires d'un CI-RMA du décompte des effectifs), et accepte l'amendement n° 23 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 329) : son amendement n° 110 : cohérence ; adopté. - **Article 16** (art. L. 322-4-16 et L. 322-4-16-8 du code du travail - Personnes morales susceptibles de mettre en oeuvre des ateliers ou des chantiers d'insertion) (p. 330, 331) : accepte les amendements de la commission n° 24 (précision), n° 25 (autorisation des départements de gérer des ateliers ou des chantiers d'insertion et de passer une convention avec l'Etat en vue de leur mise en oeuvre) et n° 26 (coordination) ainsi que l'amendement n° 58 de M. Bernard Cazeau (précision). - **Article 17** (art. L. 322-4-16 du code du travail - Suppression d'une procédure d'agrément prévue en cas de signature d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA par une structure d'insertion par l'activité économique) (p. 332) : s'oppose aux amendements de suppression n° 59 de M. Bernard Cazeau et n° 82 de M. Roland Muzeau et accepte l'amendement n° 27 de la commission (correction d'une erreur). - **Article 18** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la

*cohésion sociale - Modification de l'objet du fonds de garantie créé par la loi de cohésion sociale*): accepte l'amendement n° 28 de la commission (précision). - **Article 19** (art. L. 322-4-10 et art. L. 322-4-15-3 du code du travail - Suppression d'une condition de délai pour l'accès au contrat d'avenir et au CI-RMA) (p. 333): s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Division additionnelle après l'article 19** (p. 334): s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Roland Muzeau (titre additionnel - Consolider les parcours d'insertion). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 335): s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Roland Muzeau (objet de la convention signée entre les employeurs recourant au CI-RMA et le conseil général). (p. 336, 337): s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 87 (prime de compensation de précarité en faveur des salariés embauchés en CDI à l'issue du CI-RMA) et n° 88 (attribution d'une prime de compensation de précarité en faveur des salariés non embauchés en CDI à l'issue du contrat d'avenir). S'oppose à l'amendement n° 89 de M. Roland Muzeau (mise en place de contrats aidés à temps complet). (p. 338): son amendement n° 108: imputation des aides incitatives au retour à l'emploi des bénéficiaires de l'allocation d'assurance chômage; adopté. (p. 339): demande le retrait des amendements identiques n° 35 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 61 de M. Alain Gournac (calcul des effectifs de l'entreprise en évitant de prendre en compte deux fois les salariés mis à disposition). (p. 340): accepte l'amendement n° 91 de M. Alain Gournac (impossibilité d'accorder une remise de dette en cas de fraude ou de fausses déclarations). Son amendement n° 94: clarification juridique; adopté. (p. 341): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Aymeri de Montesquiou (reprise du champ du régime transitoire fixé par la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail). Son amendement n° 96: habilitation du Gouvernement à créer par ordonnance, à titre expérimental, un nouveau dispositif d'aide au reclassement des salariés licenciés pour motif économique des entreprises de moins de 1000 salariés; adopté. (p. 345): présentation du dispositif du CTP aux partenaires sociaux de l'UNEDIC et de l'AFPA. Logique de sécurisation professionnelle mise en place par le CTP. - **Intitulé du projet de loi** (p. 346): son amendement n° 116: rétablissement du titre initial du projet de loi - Retour à l'emploi et au développement de l'emploi; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 348, 349): remerciements. Volonté d'aider les personnes en recherche d'emploi.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 170 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 631, 632): demande au Sénat d'adopter ce texte dont l'objectif est de supprimer les discriminations injustifiées. - **Article 18** (p. 637): son amendement n° 1: mise en place d'un délai de cinq ans pour permettre au conseil d'administration et au conseil de surveillance de se mettre en conformité avec la loi; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 639): remerciements.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux - Commission mixte paritaire [n° 66 (2005-2006)]** - (9 février 2006) - **Discussion générale** (p. 640, 641): réforme s'inscrivant dans le cadre d'une réflexion plus large sur les minima sociaux. Mise en place d'un mode d'intéressement rendant le revenu du travail plus rémunérateur que celui de l'assistance. Enrichissement du texte par le travail parlementaire. Recommande l'adoption de ce texte qui représente une réforme équitable et un outil de cohésion. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 652, 653): expérience non concluante de l'instauration d'un contrat unique aidé. Etude du financement de ce dispositif. Effort effectif de l'Etat.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines) (p. 1365): objectif de création d'emplois et d'introduction de mixité dans les quartiers. Discussion en cours avec la Commission européenne pour l'autorisation de création de nouvelles zones franches. Réunion prochaine d'un comité interministériel à la ville sur l'évolution de la contractualisation.

(p. 1369): sur les sous-amendements de M. Roland Muzeau déposés sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire), qu'elle accepte, invoque l'article 40 pour le n° 879, et s'oppose aux n° 880, n° 881 et n° 882. - **Article 7** (art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines) (p. 1387): accepte l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), et sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 883, n° 884, n° 885, n° 886, n° 888 et n° 889. (p. 1389): impact de la réforme de la DSU sur les ZFU. (p. 1390): accepte les amendements identiques n° 27 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 73 et de la commission des finances saisie pour avis n° 285 (abaissment des seuils des entreprises bénéficiaires des exonérations à 50 salariés). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 887 de M. Roland Muzeau. (p. 1392, 1395): accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 74 (cohérence), n° 75 (extension de la majoration de 5000 euros par salarié résidant en ZUS aux salariés résidant en ZFU), n° 77 (application du régime d'exonération de l'article 7 aux entreprises déjà implantées dans les ZFU de troisième génération à compter du 1er janvier 2006 dans les limites du règlement communautaire dit de minimis) et n° 78 (rectification d'une erreur matérielle), de la commission des finances saisie pour avis n° 287 et 288 (rédaction), n° 290 (ouverture aux entreprises soumises au nouveau régime des ZFU des crédits d'impôt pour l'emploi de salariés réservistes et de celui applicable à la création de nouveaux produits et de prototypes), n° 291 (coordination), n° 295 et 293 (rédaction et coordination) et n° 294 (extension de l'exonération des droits de mutation pour les cessions de fonds de commerce aux nouvelles ZFU), et de la commission n° 28 et 29 (coordination). (p. 1399, 1412): s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 713 (raccourcissement de la période d'exonération partielle des bénéfices accordée aux entreprises implantées en ZFU), n° 725 (évaluation de l'efficacité de l'aide fiscale apportée aux PME implantées en ZFU), n° 726 (limitation du champ d'application du régime d'exonération aux entreprises ne réalisant pas plus de 50 % de leur chiffre d'affaires avec un même client), n° 740 (cohérence), n° 741 (création d'un dispositif de prêts sans intérêts destinés aux entreprises artisanales et commerciales), n° 715 (suppression du report en arrière des déficits), de cohérence n° 719, 720, 721, 723, 728 et 737, n° 714 (simplification), ainsi qu'aux n° 717 (suppression du dispositif de crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale) et n° 727 (suppression des exonérations des cotisations de taxe professionnelle et de taxe foncière). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 391 (exonération d'impôt sur les bénéfices conditionnée à l'absence de licenciement économique au cours des deux années précédentes) et n° 392 (obligation pour les entreprises bénéficiant d'exonérations d'embaucher 50 % de personnel local). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 289 (majoration de l'exonération d'impôt sur les bénéfices réservée aux nouvelles embauches). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 76 (harmonisation et simplification). Accepte l'amendement n° 31 de la commission (coordination). Demande le retrait des amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 298 et 299 (intégration à la DGF de la compensation par l'Etat de l'exonération de taxe professionnelle ou de taxe foncière sur les propriétés bâties applicable aux nouveaux bâtiments à la suite d'un transfert d'activité dans une ZFU lorsque la commune d'accueil a un potentiel financier supérieur à la moyenne). - **Article 8** (art. 217 quindecies du code général des impôts - Incitation fiscale à l'investissement des sociétés dans les entreprises implantées en zones franches urbaines) (p. 1416, 1421): s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 747 (suppression), n° 753 (allongement de trois à neuf ans de la durée conditionnelle de détention des parts sociales du capital des PME pour l'obtention d'une déduction fiscale), n° 754 (allongement de trois à neuf ans de la durée permettant la cession des parts de la société créée), n° 748 (suppression du dispositif d'amortissement exceptionnel des

parts de sociétés d'investissement régional), n° 749 (blocage des dividendes durant la période d'exonération) et n° 750 (limitation à 25 % de la part du chiffre d'affaires de la société bénéficiaire des versements réalisée avec la société souscriptrice). Accepte les amendements identiques n° 39 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 79, de la commission des finances saisie pour avis n° 306 et n° 752 de M. Roland Muzeau (coordination). Accepte les amendements identiques n° 37 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 303 (correction rédactionnelle), l'amendement n° 38 (coordination), ainsi que les amendements de la commission des finances saisie pour avis de rédaction n° 304, n° 305 et n° 307. Accepte les amendements identiques n° 39 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 79, de la commission des finances saisie pour avis n° 306 et n° 752 de M. Roland Muzeau (coordination) et l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 80 (cohérence). - **Article 9** (art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de cotisations sociales patronales dans les zones franches urbaines) (p. 1424, 1429) : s'oppose à l'amendement de M. Roland Muzeau n° 755 (suppression), ainsi qu'à ses amendements de suppression partielle n° 758, n° 760, n° 756, n° 759, n° 761 et n° 757. Accepte les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 81 et de la commission des finances saisie pour avis n° 310 (harmonisation et clarification). Accepte les amendements de la commission de correction rédactionnelle n° 40 et n° 41, et n° 42 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 393 de Mme Dominique Voynet (limitation à 50 % du taux des exonérations fiscales pour les employés présents dans l'entreprise dans les douze mois précédant leur migration dans la zone franche) et demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 312 (prise en compte de l'interprétation la plus favorable à l'entreprise en cas de divergence d'appréciation entre les services fiscaux et l'URSSAF sur les conditions d'éligibilité aux exonérations), sur lequel elle s'engage à trouver une solution. - **Article 9 bis** (art. 12-1 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Exonérations de charges sociales pour les associations implantées dans les zones franches urbaines) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 313 (extension aux ZFU de troisième génération des exonérations sociales en faveur des associations implantées dans les zones concernées).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Demande de réserve** (p. 1455) : accepte la demande de réserve de la commission portant sur les articles additionnels. - **Article 10** (art. 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Mise en oeuvre de la clause locale d'embauche dans les nouvelles zones franches urbaines) (p. 1458) : s'oppose à l'amendement n° 762 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1460) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (coordination). (p. 1461) : accepte les amendements n° 44 de la commission (mise en oeuvre des parcours de formation adaptés afin de faciliter l'accès des demandeurs d'emploi des ZUS) et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 82 (extension du bénéfice de la clause d'embauche à tous les salariés des zones franches urbaines) pour lequel le Gouvernement lève le gage. (p. 1462) : s'oppose aux amendements de M. Roland Ries n° 326 (nécessité pour les entreprises d'offrir des emplois durables à leurs salariés pour bénéficier des exonérations) et n° 327 (nécessité pour les entreprises de proposer des contrats à durée indéterminée pour bénéficier des incitations fiscales ou sociales en cas d'implantation dans les ZFU). (p. 1463) : s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Roland Ries (ajout d'une clause limitant le nombre d'embauches à temps partiel). - **Article 11** (art. 14 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et extension aux nouvelles zones franches urbaines de l'exonération de cotisations sociales personnelles) (p. 1465) : s'oppose à l'amendement n° 763 de M. Roland Muzeau (suppression). (p. 1466) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (coordination). - **Article 12** (art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte

de relance pour la ville - Accélération de la procédure d'autorisation des implantations commerciales en zones franches urbaines) (p. 1470) : accepte la demande de priorité portant sur les amendements identiques n° 47 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 83 (mise en place d'une procédure d'urgence). (p. 1472) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 47 et n° 83 précités. (p. 1477) : intervient sur les amendements identiques n° 47 et n° 83 précités.

- **Rappel au règlement** - (3 mars 2006) (p. 1479) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer. Nécessité de prendre des mesures contre l'épidémie de chikungunya.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)] (suite)** - (3 mars 2006) - **Article 13** (art. 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat - Dispense d'autorisation pour les projets de multiplexes cinématographiques) (p. 1486) : outils de financement de la culture dans les quartiers. Importance du rôle du maire dans le développement de l'activité de sa ville. (p. 1488) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 84 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 48 de la commission, n° 12 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 68 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, n° 266 de M. Serge Lagauche, n° 488 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 765 de M. Roland Muzeau. - **Article 14** (art. L. 720-5 du code du commerce - Dispense d'autorisation pour les projets d'équipement commercial d'une surface inférieure à 1.500 m<sup>2</sup> et l'implantation de certains établissements hôteliers) (p. 1491, 1492) : s'oppose aux amendements de suppression n° 49 de la commission, n° 85 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 330 de M. Roland Ries, n° 534 de M. Michel Mercier et n° 766 de M. Roland Muzeau. - **Article 15** (art. 3 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération de taxe d'aide au commerce et à l'artisanat) (p. 1494) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 50 de la commission, n° 87 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 315 de la commission des finances saisie pour avis, n° 454 de M. François Marc et n° 769 de M. Roland Muzeau. - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 1503, 1504) : s'oppose aux amendements de suppression n° 332 de Mme Gisèle Printz et n° 781 de Mme Éliane Assassi. (p. 1505) : création du contrat d'accueil et d'intégration. (p. 1506) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (insertion du dispositif de l'agence dans le code de l'action sociale et des familles). (p. 1507) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence). (p. 1513, 1514) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 898, n° 899 et n° 900 ainsi qu'aux sous-amendements n° 456 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 902 de Mme Gisèle Printz ; accepte les sous-amendements n° 896 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 897 de Mme Valérie Létard et n° 88 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. (p. 1515) : renforcement des pouvoirs du FASILD. (p. 1516) : réponse à M. David Assouline sur l'utilisation de l'expression "populations issues de l'immigration". (p. 1519, 1520) : sur les amendements de Mme Valérie Létard, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 520 (présence de parlementaires au sein du conseil d'administration de l'agence) et s'oppose au n° 522 (précision des missions de l'agence et de l'articulation de son action au niveau des régions et des départements) ainsi qu'au sous-amendement n° 459 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. (p. 1521) : demande le retrait de l'amendement n° 784 de Mme Éliane Assassi (présence de représentants du monde associatif au sein du conseil d'administration de l'agence) au profit de l'amendement analogue de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 89 qu'elle accepte. (p. 1522) : s'oppose à l'amendement n° 339 de Mme Gisèle Printz (suppression des dispositions relatives aux préfets de département délégués départementaux de l'agence). (p. 1523,

1525) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 341 (présence d'instances de concertation et de décision au plan régional dans l'organisation de l'agence), portant sur le même objet n° 340 et n° 344 (stabilisation dans leur emploi des agents recrutés par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) et n° 345 analogue à l'amendement n° 785 de Mme Éliane Assassi (recrutement prioritaire des agents non titulaires de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain). Demande le retrait de l'amendement analogue n° 521 de Mme Valérie Létard. Accepte l'amendement n° 54 de la commission (clarification rédactionnelle). (p. 1526, 1528) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 343 de Mme Gisèle Printz et n° 787 de Mme Éliane Assassi (définition du cadre dans lequel l'agence inscrit son action pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville) ainsi qu'aux amendements identiques n° 342 de Mme Gisèle Printz et n° 786 de Mme Éliane Assassi (concertation avec les organisations représentatives des personnels préalablement à l'élaboration du décret d'application relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'agence). - **Article 17** (*Substitution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances au Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations*) (p. 1531) : s'oppose aux amendements de suppression n° 346 de Mme Gisèle Printz et n° 788 de M. Roland Muzeau. Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 317 (précision). (p. 1532) : accepte l'amendement n° 894 de la commission (transfert des agents du FASILD vers l'ANAEM avec leur accord). - **Article 18** (*Coordination*) (p. 1534) : s'oppose aux amendements de suppression n° 348 de Mme Gisèle Printz et n° 789 de M. Roland Muzeau. - **Article 27 (priorité)** (*art. 44-1 du code de procédure pénale - Procédures alternatives à l'encontre des auteurs d'actes d'incivilité*) (p. 1558) : accepte les amendements de M. Jean-Jacques Hyst n° 402 (mise en conformité des pouvoirs de transaction du maire avec les principes de procédure pénale) et n° 403 (homologation des transactions par le juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité). (p. 1561) : s'oppose à l'amendement n° 214 de Mme Bariza Khiari (suppression de la possibilité donnée au maire de proposer une peine au Procureur de la République). - **Article 26** (*art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1564) : s'oppose aux amendements de suppression n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 462 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 809 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Article additionnel avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 1748) : s'oppose à l'amendement n° 704 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité offerte aux entreprises de déroger à leur obligation de proposer à leurs salariés une convention de reclassement personnalisée en cas de licenciement économique). - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1749) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 283 (information préalable du Parlement avant la création de nouvelles zones franches urbaines, ZFU). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 389 (augmentation de la proportion des jeunes recrutés issus des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine) et n° 390 (augmentation de la proportion de main-d'oeuvre féminine recrutée issue des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine). Engagement du Gouvernement à avancer l'accompagnement personnalisé. - **Articles additionnels avant l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1751, 1752) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 284 (clôture, à compter de la date de publication de la présente loi, des régimes d'exonération fiscale pour création d'activités dans les anciennes ZFU). S'oppose à l'amendement n° 711 de M. Roland Muzeau (rétablissement du "tiers coopératif" en faveur des très petites entreprises). - **Articles additionnels après l'article 7 (précédemment réservés)** (p. 1753) : s'oppose aux amendements de M. Roland Ries n° 323 (exonération des associations implantées dans les zones franches urbaines du paiement de la taxe sur les salaires) et n° 324 (repli). - **Article additionnel après l'article 11 (précédemment réservé)** (p. 1754) : accepte l'amendement n° 46 de la commission

(coordination). - **Articles additionnels après l'article 14 (précédemment réservés)** (p. 1754) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 86 (possibilité pour les maires et les présidents d'EPCI de procéder à des expropriations de commerce dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine). S'engage à faire des propositions en ce sens dans les six mois. - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)** (p. 1755) : accepte l'amendement n° 319 de la commission (cohérence entre le périmètre de la compétence régionale et les crédits transférés par l'Etat en matière de formation initiale). S'oppose à l'amendement n° 394 de Mme Dominique Voynet (subordination de l'implantation des entreprises dans les zones franches urbaines à l'avis des maires des communes concernées). - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 1756, 1757) : s'oppose aux amendements n° 331 de Mme Gisèle Printz (réaffirmation des missions de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) et n° 812 de M. Jean-François Voguet (mise en place d'un parcours personnalisé de réussite éducative par l'équipe éducative après accord de la famille). - **Articles additionnels après l'article 18 (précédemment réservés)** (p. 1758, 1760) : s'oppose aux amendements n° 195 de Mme Bariza Khiari (prise en compte, parmi les critères retenus pour l'attribution des marchés publics, des performances de l'entreprise en matière de promotion pour l'égalité des chances), n° 367 de M. Jacques Gillot (prise en charge, par l'autorité organisatrice d'un concours administratif, des frais de déplacement des candidats au-delà de cent kilomètres), n° 793 de Mme Annie David (prise en compte de l'assistance sociale des élèves au titre des missions éducatives de l'Etat) et n° 790 de Mme Éliane Assassi (diffusion de l'information sur les discriminations en milieu professionnel au moyen de la notice d'information sur le droit conventionnel remise aux salariés lors de l'embauche).

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs - Commission mixte paritaire [n° 240 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2047) : hommage à la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, ainsi qu'aux auteurs des propositions initiales. Principales dispositions : éloignement du conjoint violent ; instauration d'un devoir de respect entre époux ; reconnaissance pénale du viol entre époux ; relèvement de l'âge nubile des filles.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble - Deuxième lecture [n° 137 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2674, 2675) : hommage aux travaux du Sénat. Phénomène des ventes par lots. Bilan des mises en chantier de logements réalisées par le Gouvernement. Recours aux accords collectifs, puis à la loi pour endiguer les ventes à la découpe et protéger les locataires. Conformité du texte adopté par l'Assemblée nationale avec les propositions votées par le Sénat : extension des accords protecteurs ; offre aux propriétaires et aux locataires d'un réel droit d'opposition à l'extension par décret des accords nationaux ; annulation des congés-vente abusifs ; création d'un dispositif de préemption pour les locataires dès le stade de la première vente en bloc. Dispositions protectrices supplémentaires adoptées par le Sénat et confirmées par l'Assemblée nationale. Mesures de régulation de l'activité des marchands de biens. (p. 2690) : crise du logement social. Recul de l'activité des investisseurs et des acteurs traditionnels du secteur du logement. Volonté du Gouvernement d'apporter des réponses à ce problème. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2692) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 63 de M. Jean Desessard (institution d'un permis de diviser). (p. 2693, 2694) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean-Pierre Sueur (harmonisation à cinq logements des seuils retenus dans ce texte) et n° 64 de M. Jean Desessard (interdiction de l'usage du congé-vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements). - **Article 1er** (*art. 10-1 nouveau de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente en*

*bloc d'un immeuble*) (p. 2704, 2706) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 16 (institution d'un permis de diviser), n° 34 (extension de six à douze ans de la durée de prolongation des baux en cours pour les locataires obligés de quitter leur logement) et n° 33 (remplacement d'un engagement de maintien des locataires en place par un engagement de maintien sous statut locatif), ainsi qu'aux amendements de repli n° 35 et n° 36. Accepte l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation à plus de dix logements du seuil permettant la mise en oeuvre du droit de préemption des locataires). Sur les amendements de M. Marcel-Pierre Cléach, demande le retrait du n° 9 (réserve des dispositions protectrices de ce texte aux seuls locataires habitant leur logement à titre principal), n° 10 (remplacement de la notification formelle par une simple mise à disposition des informations relatives au prix et aux conditions de vente par un bailleur au locataire) et n° 30 (précision et cohérence avec les dispositions existantes), accepte le n° 11 (précision) et le n° 12 (indépendance du technicien chargé du contrôle par rapport aux mandataires ou aux locataires). S'oppose aux amendements n° 26, 27 et 28 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (précision). Sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, accepte le n° 38 (prise en charge par le bailleur des dépenses afférentes au diagnostic technique) et s'oppose aux n° 37 (établissement du diagnostic technique de manière contradictoire), n° 39 (intégration dans le diagnostic technique de l'estimation des charges générales d'entretien et de maintenance de l'immeuble), n° 40 (obligation pour le bailleur de financer les travaux identifiés comme nécessaires par le diagnostic technique), n° 41 (extension de quatre à six mois du délai accordé pour réaliser une vente en cas de recours à un prêt par le locataire, futur acquéreur), n° 42 (conséquence), n° 43 (institution d'une indemnité d'éviction), n° 44 (élargissement de la définition des personnes fragiles), n° 45 (instauration d'une décote), n° 46 (repli), n° 47 (possibilité pour un tiers des locataires concernés par une opération de vente à la découpe de demander au maire une enquête d'utilité publique), n° 48 (repli) et n° 49 (conséquence). Sur les amendements de M. Marcel-Pierre Cléach, demande le retrait des n° 15 (possibilité pour le nouvel acquéreur de réévaluer le loyer, en cas de sous-évaluation de celui-ci, dans les trois mois après la signature authentique) et n° 13 (précision du champ d'application de ce texte au moment de son entrée en vigueur), et s'oppose au n° 14 (unicité d'application de la disposition de prorogation des contrats de bail). Accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression d'une précision). S'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 25 (application de ce texte aux opérations en cours, aux congés pour vente non exécutés et aux offres de vente dont le local n'a pas fait l'objet de vente) et n° 17 (précision). (p. 2708) : intervient sur l'amendement précité n° 15 de M. Marcel-Pierre Cléach. Risque de remise en cause de la loi du 6 juillet 1989. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2710) : s'oppose aux amendements n° 50, 51 et 52 de M. Jean-Pierre Sueur (cohérence). - **Article 1er bis** (art. 1584 bis et 1594 F *sexies nouveaux* du code général des impôts - Réduction du taux communal et du taux départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière en cas de maintien du statut locatif) (p. 2711, 2712) : accepte les amendements analogues de la commission n° 4 et 6 (rétablissement de l'incitation fiscale pour les lots acquis postérieurement à la mise en copropriété de l'immeuble consécutive à l'exercice d'un droit de préemption). S'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 19 (suppression de l'exonération de droits de mutation sur les opérations de vente réalisées par les marchands de biens) et, analogues, n° 18 et 20 (prolongation de la durée de préservation du caractère locatif des logements concernés par les opérations de congé-vente). Accepte les amendements de la commission n° 5 (suppression d'un renvoi), n° 7 (cohérence) et n° 8 (rédaction). (p. 2713) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Sueur (compensation des incitations fiscales par une augmentation de la DGF des collectivités territoriales). - **Article 3** (art. 15 et 25-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret - Dérogation à l'application du droit de préemption en cas de congé pour vente) (p. 2714) : s'oppose aux amendements n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (fixation du délai de préavis

au prorata des années de présence dans le logement) et n° 54 de M. Jean-Pierre Sueur (nullité du congé pour vente en cas de violation des dispositions des accords collectifs étendus par décret). (p. 2716, 2717) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 29 (nullité du congé pour vente en cas de non-respect des obligations d'information collective des locataires) et n° 23 (limitation de l'évolution des loyers dans les zones et quartiers sensibles à la spéculation immobilière), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 22 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 55 de M. Jean-Pierre Sueur (renforcement de la protection des locataires particulièrement fragiles). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2717) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 57 (instauration d'un moratoire sur les ventes à la découpe jusqu'au 1er janvier 2008) et n° 56 (repli). (p. 2718) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Sueur (intégration des opérations en cours dans le champ d'application de ce texte). (p. 2719) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 59, 60, 61 et 62 (réglementation de la profession de marchand de biens). (p. 2720) : s'oppose à l'amendement n° 65 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription dans la loi de dispositions protectrices pour les locataires en situation de fragilité).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2830) : s'oppose à l'amendement de M. Jean-Marc Juillard n° 505 (possibilité pour le maire de développer le recours à l'énergie solaire). - **Article 5 bis B (priorité)** (art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU) (p. 2840, 2841) : priorité de l'objectif de mixité sociale. Données chiffrées. Objectif de l'amendement Ollier. Taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété dans les zones urbaines sensibles, ZUS. (p. 2853) : respect du statut de locataire. Montant du plafond de ressources. S'oppose aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin, aux amendements de M. Thierry Repentin n° 402 (intervention des EPCI dans la politique de l'habitat), n° 403 (suppression des alinéas remettant en cause l'objectif de 20 % de logements sociaux), n° 360 (limitation de l'application de l'article 55 de la loi SRU, modifié par l'amendement Ollier, aux communes disposant de plus de 30 % de logements locatifs sociaux), n° 404 (suppression de l'alinéa prévoyant de comptabiliser dans les logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU les logements locatifs sociaux vendus à leurs occupants), n° 405, 406, 407 et 408 (modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements acquis dans le cadre de l'accession sociale à la propriété des logements sociaux), au n° 409 (suppression de la disposition tendant à intégrer dans le décompte des 20 % de logements sociaux ceux qui sont financés grâce à une aide à l'accession à la propriété), aux n° 410, 411, 412 et 413 (modification de la durée retenue pour comptabiliser les logements neufs acquis dans le cadre de l'accession à la propriété par des ménages aux revenus modestes, dans les logements sociaux), à l'amendement n° 502 de M. Daniel Dubois identique à l'amendement n° 409 précité, aux amendements n° 466 de M. Jean Desessard identique à l'amendement n° 403 précité, n° 300 de M. Gérard Delfau (suppression des alinéas vidant de sa substance le dispositif de l'article 55 de la loi SRU), et n° 340 (objectif de 30 % de logements sociaux dans les communes visées à l'article 55 de la loi SRU en cas de maintien dans le décompte des 20 % de logements financés par des aides à l'accession à la propriété).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2895) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU),

son sous-amendement n° 533 (composition de la commission) ; adopté. (p. 2901, 2902) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Michelle Demessine (retour à la rédaction de l'article 55 de la loi SRU et accroissement de la pénalité envers les communes ne respectant pas leurs obligations). Accepte l'amendement n° 97 précité de la commission, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 533 précité. Sur l'amendement n° 97 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Evelyne Didier n° 216 (prise en compte du gel de l'urbanisme imposé à certaines communes minières) et n° 215 (prise en compte des logements occupés par les mineurs), de Mme Michelle Demessine n° 37 (définition des logements sociaux), n° 10 (inventaire des logements sociaux), n° 11 (ordre des priorités en matière de réalisation de logements sociaux), n° 15 (absence d'augmentation de DGF pour les communes ne respectant pas le quota de 20 %) et n° 14 (modalités de majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, FSRIF), de M. Thierry Repentin n° 263 (renforcement du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU), n° 441 (suppression de paragraphes remettant en cause la portée de l'article 55 de la loi SRU), n° 522 (versement de la majoration du prélèvement), n° 442 (suppression d'un paragraphe remettant en cause l'article 55 de la loi SRU), n° 255 (prise en compte dans la comptabilisation des logements sociaux d'une pondération selon la catégorie), n° 256 (affectation à certains logements, financés dans le cadre d'un programme social thématique de l'ANAH, d'un coefficient pour la comptabilisation des logements sociaux) et n° 257 (pondération entre les différents prêts locatifs), au sous-amendement n° 138 de Mme Catherine Procaccia (diminution du prélèvement sur les ressources fiscales des communes en cas de déconventionnement du bailleur entraînant la baisse du nombre de logements entrant dans le calcul du quota de 20 %), demande le retrait des sous-amendements de M. Philippe Dallier n° 534 (calcul de la pénalité en fonction des recettes fiscales de la commune) et n° 510 (suspension des prélèvements pour les communes réalisant leur objectif triennal et application du prélèvement majoré aux communes ne le réalisant pas) et n° 1 de M. Auguste Cazalet (report plus étalé dans le temps des dépenses engagées par les communes et des moins-values constatées en vue de la réalisation de logements sociaux). Accepte les sous-amendements n° 523 de M. Thierry Repentin (atteinte du quota de 20 % de logements sociaux par la réhabilitation, la transformation ou le conventionnement) et de Mme Valérie Létard n° 346 (obligation pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qu'au moins 30 % des logements mis en chantier soient des logements locatifs sociaux) et n° 347 (précision). (p. 2904) : prise en compte des situations spécifiques des communes par la commission nationale et les commissions départementales. (p. 2911) : accepte la rectification du sous-amendement précité n° 346 de Mme Valérie Létard. (p. 2912) : accepte la rectification de l'amendement précité n° 347 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexies ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2916) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 261 (extension du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à toutes les communes d'Ile-de-France) et n° 357 (extension du seuil de 1500 habitants à toutes les régions) et demande le retrait de l'amendement n° 182 de M. Pierre Hérisson (généralisation des dispositions de l'article 55 de la loi SRU en matière de construction de logements sociaux). (p. 2917) : défavorable à la référence à l'EPCI proposée par M. Thierry Repentin. (p. 2919) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 358 (possibilité pour le préfet de fixer en province un seuil de population inférieur à 3500 habitants pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) et n° 359 (possibilité pour le préfet de fixer un taux de 30 % de logements locatifs sociaux en fonction des particularités locales). (p. 2920) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage). (p. 2921) : champ d'application de l'amendement n° 183 de M. Pierre Hérisson (comptabilisation dans le parc social de la commune des aires d'accueil des gens du voyage) précisé par un décret. (p. 2922, 2923) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Procaccia n° 144 (comptabilisation des logements à

logers conventionnés dans le quota des logements sociaux) et n° 146 (comptabilisation des petits logements régis par la loi de 1948 dans le quota des logements sociaux). (p. 2924) : s'oppose à l'amendement n° 470 de M. Jean Desessard (exclusion des logements financés par les PLS du quota des logements sociaux). (p. 2925) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Procaccia n° 139 (information des maires et présidents de conseils généraux de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes et départements) et n° 140 (information des maires de l'inventaire des logements sociaux de leurs communes) et s'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 312 et n° 313, respectivement identiques aux deux amendements précités de Mme Catherine Procaccia. (p. 2927) : s'oppose à l'amendement n° 262 de M. Thierry Repentin (mise en évidence dans les inventaires des proportions de chaque catégorie de logement locatif social). (p. 2928) : s'oppose à l'amendement n° 304 de M. Gérard Delfau (affectation d'un coefficient à chaque logement locatif social en fonction de sa catégorie) et demande le retrait de l'amendement n° 334 de Mme Valérie Létard (incitation des communes à construire des logements très sociaux). (p. 2931) : accepte l'amendement n° 482 de M. Christian Demuynck (protection des communes pour éviter l'augmentation de leurs pénalités du fait d'un déconventionnement unilatéral). (p. 2934) : souhait d'une réflexion sur les déconventionnements. (p. 2935) : s'oppose à l'amendement n° 508 de M. Philippe Dallier (encadrement du prélèvement). (p. 2937) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 265 et 266 (prise en compte du retard en matière de logements sociaux pour délivrer le permis de construire), ainsi qu'aux amendements n° 294 de M. Gérard Delfau (modalités de délivrance du permis de construire dans les communes soumises à l'obligation de 20 % de logements sociaux) et n° 331 de Mme Valérie Létard (modalités d'octroi du permis de construire pour les réalisations comportant 20 % de logements sociaux). (p. 2940) : traduction de la réalité par les chiffres. (p. 2942) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Thierry Repentin (pourcentage maximum de logements construits avec un PLS comptabilisés dans les logements sociaux construits pour remplir les obligations de l'article 55 de la loi SRU). (p. 2943) : s'oppose aux amendements n° 471 de M. Jean Desessard (substitution du préfet aux maires refusant les logements locatifs sociaux sur leur territoire) et n° 267 de M. Thierry Repentin (doublement du prélèvement des communes ayant fait l'objet d'un constat de carence prononcé par le préfet).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3008, 3009) : s'oppose aux amendements n° 19 de Mme Michelle Demessine (affectation du produit des ventes domaniales de l'Etat à l'ANRU) et n° 234 de M. Thierry Repentin (droit de préemption sur simple délibération en faveur des conseils d'administration des EPFL). (p. 3010, 3011) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 235 (renforcement du rôle des EPCI compétents dans la création des EPFL) et s'oppose au n° 395 (prise en compte des cas de juxtaposition sur un même territoire de plusieurs EPFL). S'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Michelle Demessine (renforcement des moyens d'intervention foncière des collectivités territoriales). (p. 3012) : nécessaire débat avec les élus concernés sur le partage de la taxe spéciale d'équipement. Accepte l'amendement n° 361 de M. Alain Gérard (élargissement du champ d'intervention des établissements publics locaux d'aménagement au-delà des zones urbaines sensibles). - **Articles additionnels après l'article 4 ou après l'article 8 septies** (p. 3013) : demande le retrait des amendements, sur le même objet, n° 230 de M. Thierry Repentin et n° 371 de M. Gérard Delfau (ajout d'une dotation de logement social dans la dotation forfaitaire des communes compétentes en matière de politique du logement). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3015, 3016) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande le retrait du n° 232 (ajout aux recettes fiscales prises en compte dans le coefficient d'intégration fiscale de la taxe locale d'équipement pour les EPCI ayant créé un établissement public foncier) et s'oppose au n° 233 (création d'un établissement public foncier régional dans toutes les régions sauf délibération contraire du conseil régional). - **Article 4 ter B (art. L. 327-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création de sociétés publiques locales d'aménagement)** (p. 3018) : demande le retrait des amendements

n° 127 de M. Roger Karoutchi (possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de participer aux sociétés publiques locales d'aménagement avec d'autres personnes morales publiques) et n° 324 de M. Jean-Léonce Dupont (ouverture du capital des sociétés publiques locales d'aménagement, SPLA, à d'autres personnes publiques) et s'oppose à l'amendement n° 391 de M. Thierry Repentin, identique à l'amendement n° 324 précité. (p. 3018, 3019) : publication du décret d'application de la loi du 11 juillet 2005 dès la finalisation de la négociation avec Bruxelles. Accepte l'amendement n° 59 de la commission (allongement à cinq ans de la durée d'expérimentation pour la création des sociétés publiques d'aménagement) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 390 de M. Thierry Repentin analogue au n° 59 précité de la commission. (p. 3020) : accepte les amendements identiques n° 60 de la commission, n° 325 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 392 de M. Thierry Repentin (possibilité pour un groupement de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital) et s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 128 de M. Roger Karoutchi, n° 326 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 393 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des SPLA aux collectivités territoriales et à leurs groupements). (p. 3021, 3022) : s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 129 de M. Roger Karoutchi, n° 327 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 394 de M. Thierry Repentin (réalisation d'opérations d'équipement par les SPLA). Accepte l'amendement n° 62 de la commission (transmission par le Gouvernement au Parlement d'un bilan d'application de la disposition relative à la création des SPLA). - **Article 4 ter** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission par l'administration fiscale des données foncières aux collectivités territoriales et aux établissements publics) (p. 3023, 3024) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 388 de M. Thierry Repentin (garantie de la transparence de l'information en cas d'expropriation). Accepte l'amendement n° 63 de la commission (communication directe aux services de l'Etat et à l'Agence nationale de l'habitat de la liste des logements vacants par les services fiscaux) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 389 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après le chapitre VI ou avant l'article 4 quater ou après l'article 10 bis** (p. 3025, 3026) : accepte l'amendement n° 525 de la commission (conditions du reversement aux communes du prélèvement opéré par les EPCI au titre de l'article 55 de la loi SRU) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 292 de M. Jean-Claude Gaudin et demande le retrait des amendements de M. Thierry Repentin n° 237 (suppression de l'automatisme du reversement d'une partie du prélèvement effectué sur les ressources des communes au titre de l'article 55 de la loi SRU par les EPCI dans le cadre de l'attribution de compensation) et n° 239 (délibération de l'assemblée de l'EPCI préalable au versement de l'attribution de compensation). - **Articles additionnels avant l'article 4 quater** (p. 3027) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 236 (majoration de la contribution au fonds de solidarité de la région d'Île-de-France pour les communes disposant de moins de 15 % de logements locatifs sociaux) et n° 238 (intégration dans les critères de versement de la DSC du nombre de logements locatifs sociaux des communes membres d'un EPCI). - **Article additionnel avant l'article 4 quinquies** (p. 3028) : demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Philippe Leroy (amélioration de la gestion des déchets de construction et de démolition des bâtiments). - **Article 4 quinquies** (art. 1396 du code général des impôts - Majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles) (p. 3032) : demande le retrait de l'amendement n° 211 de M. Alain Vasselle (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 65 (rédaction), n° 66 (modalités d'exonération de la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des terrains rendus constructibles), n° 67 (exonération de la majoration en faveur de l'ensemble des dépendances de l'habitation du propriétaire) et n° 64 (délibération du conseil municipal dans les communes de moins de 3500 habitants préalable à la majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties applicable aux terrains rendus constructibles) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 396 de M. Thierry Repentin et accepte le n° 486 du même auteur. Demande le retrait de l'amendement n° 356 de M. Philippe Adnot (plafonnement de la majoration de la taxe

foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains constructibles). - **Article 4 sexies** (art. 1585 D du code général des impôts - Réforme de la taxe locale d'équipement) (p. 3034) : demande le retrait de l'amendement n° 500 de M. Daniel Dubois (rédaction). Son amendement n° 535 : intégration des résidences hôtelières à vocation sociale dans le tableau relatif à la taxe locale d'équipement ; adopté. - **Article 4 septies** (art. 1529 [nouveau] du code général des impôts - Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles) (p. 3039) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 133 de M. Henri de Raincourt et n° 194 de M. Philippe Marini et s'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 303 (principe de la taxation de la plus-value), n° 302 (augmentation de la taxe) et n° 301 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter la taxe). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande le retrait du n° 397 (cohérence) et s'oppose au n° 240 (montant de la taxe). Demande le retrait de l'amendement n° 212 de M. Alain Vasselle (montant de la taxe). - **Article additionnel après l'article 4 septies ou avant l'article 5** (p. 3044) : s'oppose à l'amendement n° 243 de M. Thierry Repentin (objectif de 600000 logements sociaux en cinq ans). - **Article 4 octies** (art. L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales - Extension du bénéfice de la dotation de solidarité urbaine aux logements-foyers) (p. 3045) : son amendement n° 372 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 3046, 3047) : s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Jean Louis Masson (aide en faveur des petites communes en difficulté). - **Articles additionnels avant l'article 5 ou après l'article 11** (p. 3047) : s'oppose à l'amendement n° 244 de M. Thierry Repentin (protection des accédants à la propriété touchés par des accidents de la vie). (p. 3050) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Michelle Demessine (opposabilité du droit au logement). (p. 3052) : volonté du Gouvernement d'avancer dans le domaine du logement. - **Article 5** (art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine) (p. 3053, 3055) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 398 (élargissement à tous les quartiers situés en zone urbaine sensible du bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété) et n° 399 (suppression du bénéfice du taux réduit de TVA pour les achats immobiliers de résidences principales dans un rayon de deux kilomètres autour des quartiers ANRU). Accepte l'amendement n° 68 de la commission (bénéfice du taux réduit de TVA pour les opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans des îlots situés à moins de 500 mètres des quartiers ANRU) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 511 de M. Thierry Repentin. Application du périmètre aux quartiers dérogatoires. (p. 3056, 3057) : s'oppose à l'amendement n° 400 de M. Thierry Repentin (application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociales à la propriété situées dans des quartiers faisant l'objet d'un grand projet de ville ou d'une opération de renouvellement urbain). - **Article 5 bis A** (art. L. 443-12 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité de pratiquer une décote sur le prix de vente des logements HLM) (p. 3058) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Michelle Demessine (suppression) et accepte l'amendement n° 69 de la commission (remboursement à l'organisme vendeur de la plus-value pouvant être obtenue par l'acquéreur pendant une période de cinq ans). - **Article 5 bis** (art. L. 251-1 et L. 251-6 du code de la construction et de l'habitation - Favoriser la construction de « maisons à 100.000 euros ») (p. 3059) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (rédaction). - **Article 5 ter** (art. L. 443-15-2-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales) (p. 3061) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Michelle Demessine (suppression) et accepte les amendements de la commission n° 71 (coordination) et n° 72 (rédaction). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, accepte le n° 414 (affectation du surplus de la vente des logements conventionnés vacants au financement de places d'hébergement en résidence sociale) et s'oppose au n° 415 (précision). - **Article 5 quater** (art. 261, 284, 1594 F quinquies, 1594-0 G et 207 du code général des impôts et article 46 ter de l'annexe III du même code - Amélioration du régime fiscal du prêt social de location-accession) (p. 3062) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (rédaction). - **Article 5**

**quinquies** (art. L. 311-4 et L. 443-11-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation - Possibilité pour les collectivités territoriales de bénéficier des prêts réglementés de l'Etat pour la construction de logements sociaux) : accepte l'amendement n° 74 de la commission (suppression). - **Article 5 sexies** (art. L. 351-2, L. 443-6-2 à L. 443-6-16 [nouveaux], L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation, et art. 278 sexies, 726 et 828 du code général des impôts - Sociétés civiles immobilières de capitalisation d'accèsion à la propriété) (p. 3067) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (suppression) et accepte l'amendement n° 75 de la commission (réécriture de l'article) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 328 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 5 septies** (art. L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la garantie de financement et d'acquisition des locaux non vendus en cas d'opérations d'accèsion à la propriété réalisées par les sociétés coopératives HLM) (p. 1068) : accepte l'amendement n° 76 de la commission (suppression). - **Article 5 octies** (art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Exonération de TFPB pendant cinq ans pour les logements situés en ZFU) : accepte l'amendement n° 77 de la commission (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3069) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Thierry Repentin (extension du blocage des loyers de la région parisienne dans des zones géographiques connaissant des tensions sur le marché locatif). - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 3070, 3071) : intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, dans les DOM uniquement pour les propriétaires bailleurs. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de la commission (suppression d'une disposition de nature réglementaire) et s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (attribution de moyens à l'ANAH pour lui permettre l'examen des conditions d'occupation du parc qu'elle conventionne). (p. 3072, 3073) : sur les amendements de la commission, oppose l'article 40 de la Constitution au n° 527 (aides financières apportées par l'ANAH aux collectivités territoriales lors de leurs opérations d'acquisition-réhabilitation de logements) et accepte le n° 80 (dispositions relatives au conventionnement ANAH sans travaux). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 417 (conventionnement de solidarité pour les propriétaires mettant leur bien en location aux conditions de loyer des PLUS) et demande le retrait du n° 420 (justification auprès de l'ANAH des ressources du nouveau locataire par le propriétaire lors de la signature d'un nouveau bail). (p. 3074, 3075) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 418 (rapport annuel adressé par l'Agence nationale de l'habitat au Parlement sur l'occupation sociale des logements qu'elle a conventionnés) et n° 419 (création d'un fonds mutualiste garantissant les risques locatifs pour le parc privé conventionné et le parc social). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3076) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Thierry Repentin (attribution d'un dispositif de garantie des risques locatifs au parc privé conventionné par l'ANAH). - **Article 6 bis** (art. L. 444-2 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration du régime juridique de la prise à bail de logements vacants par les organismes HLM) : accepte l'amendement n° 81 de la commission (coordination). - **Article 7** (art. 31 et 32 du code général des impôts - Déduction forfaitaire majorée en cas de conventionnement avec l'ANAH) : accepte l'amendement n° 528 de la commission (coordination) et s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Michelle Demessine (conditions d'application de l'exonération de la contribution sur les revenus locatifs).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 nonies** (art. 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Création d'un certificat de mise en location) (p. 3152, 3153) : s'oppose aux amendements de suppression n° 290 de M. Rémy Pointereau et n° 427 de M. Thierry Repentin. Sur les sous-amendements de M. Thierry Repentin, déposés sur l'amendement n° 86 de la commission (permis de louer, à titre expérimental, pendant cinq ans) qu'il accepte, s'oppose aux n° 543 et n° 431 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 428. S'oppose à l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (instauration d'un permis de location à titre expérimental sur cinq ans). (p. 3154) :

réaffirmation de la priorité du droit de propriété. - **Article 8** (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des offices publics d'HLM) (p. 3156) : s'oppose aux amendements de suppression n° 25 de Mme Michelle Demessine et n° 250 de M. Thierry Repentin, et accepte l'amendement n° 87 de la commission (délai de dépôt devant le Parlement du projet de loi de ratification ramené à quatre mois). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3158) : sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Léonce Dupont (modification du régime des sociétés d'économie mixte pour favoriser la construction de logements sociaux), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 538 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8 bis A** (p. 3160) : sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité en faveur des SEM de construction ou d'aménagement), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 537 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 8 ter** (p. 3161) : accepte l'amendement n° 88 de la commission (vente de logements-foyers appartenant aux organismes d'HLM). - **Article 8 ter** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétence des organismes d'HLM pour assurer des missions ayant trait au logement des fonctionnaires de la police, de la gendarmerie et des services pénitentiaires) (p. 3162, 3163) : sur l'amendement n° 89 de la commission (regroupement d'articles) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 536 ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements identiques n° 131 de M. Jean-Claude Carle et n° 489 de M. Daniel Dubois déposés sur l'amendement précité n° 89 de la commission. S'oppose à l'amendement n° 496 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les organismes d'HLM de réaliser des constructions de locaux annexes accessoires). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 3164, 3165) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Thierry Repentin (habilitation des agences immobilières à vocation sociale, AIVS, à assurer le service de gérance de logements sociaux). Accepte les amendements identiques n° 344 de Mme Valérie Létard et n° 434 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les unions d'économie sociale, UES, d'accéder au conventionnement global) après le retrait du deuxième paragraphe par leurs auteurs. - **Article 8 quater** (art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 3167) : son amendement n° 512 : dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme ; retiré, transformé en sous-amendement à l'amendement de la commission qu'elle accepte n° 90 (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM) puis retiré. (p. 3169) : objectif du Gouvernement d'atteindre la construction de 500000 logements en cinq ans. - **Article 8 quinquies** (art. L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétence de syndic des SA d'HLM et des sociétés coopératives d'HLM) (p. 3170) : accepte l'amendement n° 91 de la commission (suppression). - **Article 8 sexies B** (art. L. 411-3, L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Compétences des organismes d'HLM pour réaliser des immeubles en VEFA pour des opérations de dissociation de l'usufruit locatif et de la nue-propriété) : accepte l'amendement n° 92 de la commission (suppression). - **Article 8 sexies C** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité pour certains organismes d'HLM de réaliser des immeubles en VEFA au profit d'autres organismes d'HLM) (p. 3171) : accepte l'amendement n° 93 de la commission (suppression). - **Article 8 sexies D** (art. L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Exercice de la compétence d'aménageur par les coopératives d'HLM sans agrément) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (suppression). - **Article 8 sexies E** (art. L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation - Simplification des procédures de démolition d'immeubles de logements sociaux) : accepte l'amendement n° 95 de la commission (accord du préfet pour toute démolition). - **Article additionnel après l'article 8 sexies E** (p. 3172) : demande le retrait de l'amendement n° 362 de M. Charles Revet (mise en place d'une convention de location-vente ou location-accession avec l'organisme d'HLM). - **Article 8 sexies** (art. 3 et 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - Renforcement des plans



départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 3174, 3175) : s'oppose aux amendements n° 435 de M. Thierry Repentin (inscription dans la loi de l'opposabilité du droit au logement), et de Mme Michelle Demessine n° 161 et 162 (mise en place de plans départementaux d'aide au logement des plus défavorisés). (p. 3177, 3178) : s'oppose aux amendement n° 163 de Mme Michelle Demessine (action de la commission départementale du comité régional de l'habitat) et n° 437 de M. Thierry Repentin (objectifs du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD), aux amendements identiques n° 339 de Mme Valérie Létard et n° 436 de M. Thierry Repentin (financement de l'accompagnement social lié au logement) ainsi qu'aux n° 164 de Mme Michelle Demessine et n° 438 de M. Thierry Repentin (mise à disposition durable d'un logement pour les personnes visées par le PDALPD).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2006) - **Article 8 decies** (art. L. 302-10, L. 302-11 et L. 302-12 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Plan départemental de l'habitat) : s'oppose à l'amendement de suppression de Mme Michelle Demessine n° 46. - **Article additionnel après l'article 8 decies** (p. 3359) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Thierry Repentin (mise en place d'une conférence départementale de l'habitat dans chaque département). - **Article 8 undecies** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Réalisation d'études de cadrage sur l'habitat par les syndicats mixtes) (p. 3360) : accepte les amendements de la commission n° 98 (modalités de réalisation des études de cadrage sur l'habitat par les syndicats mixtes et les pays) et n° 99 (finalité des études de cadrage sur l'habitat) et s'oppose à l'amendement n° 259 de M. Thierry Repentin (participation à l'élaboration du PLH par les associations dont l'objet est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 3362, 3363) : s'oppose aux amendements n° 260 de M. Thierry Repentin (financement du fonds de solidarité pour le logement) et n° 469 de M. Jean Desessard (abrogation de l'article 60 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sur la gestion du contingent préfectoral de réservation des logements sociaux). - **Article 9** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 3444-6 du code général des collectivités territoriales et art. 62 et 63 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 - Réforme du système d'attribution des logements locatifs sociaux et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 3375, 3377) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 27 (suppression), n° 165 (suppression de la possibilité pour une intercommunalité de signer des accords collectifs intercommunaux), n° 166 (conditions de fonctionnement de la commission de médiation), n° 167 (rémunération des membres de la commission), n° 168 (garantie de l'accès au logement pour les demandeurs considérés comme prioritaires par la commission de médiation) et n° 169 (possibilité pour le préfet de mettre en demeure un organisme bailleur de loger des personnes défavorisées dans un délai déterminé). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose aux n° 268 (suppression de la création d'une nouvelle priorité pour l'attribution de logements sociaux), n° 269 (attribution d'une voie délibérative aux associations représentant les personnes défavorisées et siégeant dans les commissions d'attribution des logements locatifs sociaux), n° 270 (équilibre des collèges dans la nouvelle commission de médiation), n° 271 (précision des motifs de saisine de la commission) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 272 (délai accordé à l'organisme bailleur pour loger le demandeur désigné par le préfet) et n° 273 (établissement par la commission de médiation d'un état annuel des avis rendus et transmission de celui-ci). Demande le retrait de l'amendement n° 145 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de la composition des familles lors de l'attribution des logements). Sur les amendements de Mme Valérie Létard, s'oppose au n° 487 (nomination d'un délégué spécial chargé de vérifier l'accompagnement des personnes relogées) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 341 (possibilité pour certaines catégories de demandeurs de logements de saisir directement la

commission de médiation sans attendre l'expiration du délai fixé dans chaque département). Accepte les amendements de la commission n° 100 (rédaction), n° 101 (simplification), n° 102 (rédaction), n° 103 (correction d'une erreur matérielle), n° 104 et n° 105 (rédaction). S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 202 (substitution du terme "communes" à celui de "villes"), n° 203 (modalités d'accompagnement social des personnes prioritaires) et n° 204 (conséquence). Sur les amendements de M. Daniel Dubois, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 494 (prise en compte de l'avis du maire et de la mixité sociale pour la désignation par le préfet du demandeur de logement social), et demande le retrait des n° 495 (modification de la composition de la commission de médiation), n° 493 (attribution à la commission de médiation des moyens indispensables à la réalisation de ses missions) et n° 492 (prise en compte de la mixité sociale et des performances sociales des bailleurs lorsque le préfet attribue un logement). (p. 3379) : remise en cause par l'amendement précité n° 145 de Mme Catherine Procaccia du droit au maintien dans les lieux. - **Article 10** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation et art. 3, 4, 11 et 13 de la loi n° 96-162 du 4 mars 1996 - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 3388, 3389) : s'oppose aux amendements de suppression n° 28 de Mme Michelle Demessine et n° 274 de M. Thierry Repentin, ainsi qu'à l'amendement n° 29 de Mme Michelle Demessine (abrogation des dispositions existantes relatives au supplément de loyer de solidarité), aux amendements identiques n° 275 de M. Thierry Repentin et n° 498 de M. Daniel Dubois (abaissement des seuils d'assujettissement au supplément de loyer de solidarité, SLS), à l'amendement n° 329 de M. Jean-Léonce Dupont (association des SEM gérant des logements sociaux à la concertation préalable à la détermination des zones géographiques dans lesquelles s'applique le supplément de loyer de solidarité) et demande le retrait des amendements n° 207 de M. Alain Vasselle (appréciation par le préfet des conditions dans lesquelles le mécanisme des suppléments de loyer de solidarité ne s'applique pas), n° 472 de M. Jean Desessard (progressivité du loyer de solidarité) et n° 497 de M. Daniel Dubois (exclusion du régime de surloyer de solidarité des prêts conventionnés locatifs gérés par les organismes d'HLM). Accepte les amendements de la commission n° 107 et 109 (coordination), n° 108 (rédaction) et n° 110 (précisions relatives aux modalités de réalisation de l'enquête sur l'occupation du parc social), ainsi que le n° 106 (conditions dans lesquelles le mécanisme de suppléments de loyer de solidarité peut être décliné sur le plan territorial) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 330 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 11 AA** (art. 257, 278 sexes, 284 et 1384 D du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 3334-17, L. 4332-11, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - Avantages fiscaux en faveur du développement et de la réhabilitation des centres d'hébergement d'urgence) (p. 3395) : accepte les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 317 (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions de structures d'hébergement temporaire ou d'urgence) et n° 291 (modalités d'extension de l'aide au logement temporaire de personnes défavorisées accordée aux sociétés de construction dans lesquelles l'État détient une majorité du capital). Son amendement n° 513 : statut juridique de la résidence hôtelière à vocation sociale ; adopté. - **Article 11 A** (art. L. 633-1, L. 633-4, L. 633-4-1 [nouveau] et L. 633-5 du code de la construction et de l'habitation - Protection des occupants de logements-foyers) (p. 3396) : accepte l'amendement n° 111 de la commission (extension du régime de protection prévu par l'article aux logements-foyers appartenant à des sociétés anonymes d'HLM). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3397) : s'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Michelle Demessine (majoration de la contribution des entreprises au 1 % logement). Invoque l'article 40 de la Constitution à l'encontre d'une série d'amendements visant à la suppression du mois de carence, au passage au paiement trimestriel des aides personnalisées et à l'indexation automatique de ces aides sur le nouvel indice de révision des loyers.

- **Débat sur les travaux d'une mission d'information commune sur les quartiers en difficulté** - (7 novembre 2006) (p. 7622) : hébergement d'urgence : mise en place d'une

expérimentation associant insertion et logement des personnes sans domicile fixe. Placement sur la commune de Neuilly-sur-Marne. (p. 7637, 7640) : politique volontariste conduite par le Gouvernement dans la lutte contre l'accroissement des inégalités. Exemple des dotations d'Etat accordées à la commune de Neuilly-sur-Marne. Enjeu primordial de l'éducation. Outils d'amélioration de l'efficacité et de la cohérence des politiques publiques. Repositionnement de la Délégation interministérielle à la ville, DIV. Situation particulièrement prioritaire du département de Seine-Saint-Denis. Objectifs de l'ANRU. Relance de l'offre de logements sociaux. Dispositif en faveur de l'emploi pour les jeunes. Implication de l'ensemble des acteurs pour restaurer la cohésion sociale.

#### - **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### **Travail et emploi**

- (1er décembre 2006) - **Article 57** (*Prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 9240) : son amendement n° II-161 : extension de l'aide aux rémunérations supérieures de 3 % au SMIC ; adopté. (p. 9241) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-63 (précision) et s'oppose aux amendements identiques n° II-94 de M. Roland Muzeau et n° II-123 de Mme Raymonde Le Texier (suppression). - **Article 58** (*Création d'une prime de cohésion sociale au titre de l'embauche en contrat d'avenir de demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans*) (p. 9243) : s'oppose aux amendements identiques n° II-96 de M. Roland Muzeau et n° II-125 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) et accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-62 (rédaction). - **Article 59** (*Expérimentation d'une attribution, aux départements volontaires, de la responsabilité des politiques en faveur de l'insertion des allocataires du RMI*) (p. 9251, 9252) : S'oppose aux amendements n° II-97 de M. Roland Muzeau (suppression), n° II-143 de Mme Valérie Létard (extension des expérimentations aux CAE et CIE, et création d'un contrat unique d'insertion), aux amendements identiques n° II-126 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-139 de M. Louis de Broissia (expérimentation d'un contrat unique d'insertion ouvert aux personnes bénéficiaires d'un contrat d'avenir, d'un CI-RMA, d'un CAE ou d'un CIE), ainsi qu'à l'amendement n° II-147 de Mme Françoise Féret (repli). Accepte les amendements de M. Alain Gournac n° II-115 (mise en place d'un comité départemental d'évaluation des expérimentations pour la rédaction du rapport aux fins d'évaluation), n° II-113 (caractère obligatoire pour l'Etat du transfert aux départements candidats et satisfaisant aux conditions posées par la loi), n° II-150 (extension aux CI-RMA du dispositif prévu pour les contrats d'avenir concernant l'accompagnement financier des départements par l'Etat), n° II-152 (clarification du périmètre de l'expérimentation), n° II-153 (durée minimale des CI-RMA portée de deux à six mois), n° II-114 (précision) et n° II-151 (coordination). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-61 (précision). - **Article 60** (*Suppression de l'exonération de cotisations sociales patronales, accidents du travail et maladie professionnelle concernant les contrats en alternance*) (p. 9256) : s'oppose aux amendements identiques n° II-54 de M. Michel Houel, de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-60 et n° II-142 de M. Christian Gaudin (suppression). Estime les amendements n° II-65 de M. Dominique Mortemousque (maintien de l'exonération des cotisations accordée aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification, GEIQ) et n° II-59 de M. Jean-Claude Carle (repli) satisfaits par l'amendement analogue n° II-86 de M. Bernard Seillier qu'elle accepte. - **Article 61** (*Versement de 175 millions d'euros du Fonds unique de péréquation à l'AFPA*) (p. 9260) : s'oppose à l'amendement n° II-98 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 9261, 9262) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances n° II-38 (production d'un rapport gouvernemental sur les perspectives de réforme du service public de l'emploi, détaillant notamment les modalités d'une fusion de l'UNEDIC, de l'ANPE et du fonds de solidarité). - **Article 61 bis** (*Extension de la liste des*

*bénéficiaires du chèque emploi universel, CESU, « préfinancé » aux « assurés », aux « clients » ainsi qu'aux chefs d'entreprise*) (p. 9263, 9264) : s'oppose aux amendements identiques n° II-99 de M. Roland Muzeau et n° II-127 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° II-37 de la commission (exclusion des "clients" des nouveaux bénéficiaires du CESU). - **Article 61 ter** (*Alignement du régime fiscal et social des agents publics bénéficiant du CESU sur celui des agents privés*) (p. 9265) : s'oppose à l'amendement n° II-100 de M. Roland Muzeau (suppression).

#### **Ville et logement**

- (1er décembre 2006) (p. 9281, 9286) : accélération du programme national de rénovation urbaine : financement et action de l'ANRU. Consolidation des moyens alloués à l'insertion sociale et professionnelle des habitants. Contrats urbains de cohésion sociale ; création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, ACSE. Accélération de la production annuelle de logements. Financement des logements locatifs sociaux. Aide à l'accès au logement. Réponse aux orateurs. - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9287, 9289) : demande le retrait des amendements de la commission n° II-42 (suppression des crédits liés à l'indemnisation des délégués de l'Etat pour la politique de la ville) et n° II-41 (augmentation de la dotation budgétaire de l'ANRU). Accepte l'amendement n° II-149 de M. Philippe Dallier (diminution de la dotation de l'ANAH et augmentation du programme "Aide à l'accès au logement" pour financer le retour du seuil de versement des aides personnelles au logement de 24 à 15 euros). - **Article 62** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 9292, 9294) : s'oppose à l'amendement n° II-134 de M. Roland Muzeau (suppression) et aux amendements identiques n° II-40 de la commission et de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-57 (exonération des collectivités territoriales de l'une des cotisations employeur).

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Discussion générale** (p. 10260, 10261) : sous-représentation politique des femmes en dépit de la progression de la parité depuis peu d'années. Contribution des avancées du texte au renouveau politique. - **Demande de réserve** (p. 10264) : accepte la demande de réserve de M. Jean-Jacques Hiest sur plusieurs séries d'amendements. - **Article 2** (*art. L. 4133-5, L. 4133-6, L. 4422-9, L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives aux fonctions exécutives des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse*) (p. 10316, 10317) : demande le retrait des amendements de M. Nicolas Alfonsi n° 87 (octroi d'un délai d'un mois aux conseillers de l'assemblée de Corse devenus membres du conseil exécutif de Corse pour démissionner), n° 86 (délai de remplacement des conseillers exécutifs de Corse en cas de vacance du siège) et n° 85 (adaptation de dispositions s'agissant de la collectivité territoriale de Corse et de l'élection des présidents des conseils généraux). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 16 de M. Jean Louis Masson, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du caractère temporaire des mesures proposées par cet article). - **Article 3** (*art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Dispositions relatives aux conseillers généraux*) (p. 10325, 10326) : sur l'amendement n° 21 de la commission (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux aux cas de présomption d'absence ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel) qu'elle accepte, accepte le sous-amendement n° 41 de Mme Gisèle Gautier (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux au cas de démission pour cause de limitation de cumul de mandats) et demande le retrait du sous-amendement n° 49 de Mme Catherine Procaccia (accession du suppléant au conseil général en cas de démission liée à la limitation du cumul des mandats) qu'elle estime satisfait. S'oppose aux amendements de Mme Muguette Dini n° 28 (suppression) et n° 27 (composition de chaque liste, dans le canton, de deux candidats du même parti, mais de sexe différent), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 69 (élection

des conseillers généraux à la représentation proportionnelle), de M. Jean Louis Masson n° 5 (accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit), n° 4 (extension des hypothèses de remplacement des conseillers généraux à tous les cas de vacance du siège quelle qu'en soit la cause) et n° 18 (repli) qu'elle estime satisfait ainsi qu'aux amendements n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppléance obligatoire du candidat de sexe masculin par une

femme), n° 40 de Mme Gisèle Gautier (accession du suppléant au conseil général en cas de vacance du siège pour quelque cause que ce soit) et n° 88 de M. Nicolas Alfonsi (fixation à 5 % le seuil de fusion des listes en Corse et à 7,5 % le seuil de maintien au second tour).

---

**VENDASI (François)**  
*sénateur (Haute-Corse)*  
RDSE

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

---

**VERA (Bernard)**  
*sénateur (Essonne)*  
CRC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (19 décembre 2006).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] - Budget annexe - Publications officielles et information administrative [n° 78 tome 3 annexe 35 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture** [n° 139 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Discussion générale** (p. 710, 711) : conséquences de l'offre publique d'achat de Mittal Steel sur Arcelor. Efficacité discutée des choix politiques du Gouvernement. Contradiction entre une économie atone et une financiarisation accrue. Renforcement du droit financier sur le droit du travail. Confirmant sa position de première lecture, le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 716) : son amendement n° 7 : prise en compte par l'AMF du caractère stratégique de certains secteurs de l'économie ; rejeté. - **Article 7** (*Information des salariés*) (p. 727) : son amendement n° 8 : précision des informations échangées entre la direction et les salariés de l'entreprise visée ; rejeté.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (24 février 2006) - **Article 1er** (*art. L. 337-3 du code de l'éducation - Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 982, 983) : désapprobation totale du contrat d'apprentissage. Formule d'orientation par l'échec mise en oeuvre par l'article.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1091, 1092) : dénonciation d'un maximum de libertés pour les entreprises et d'un minimum de garanties pour les salariés. Nécessité de procéder à des concertations prolongées des partenaires sociaux et à des expérimentations avant de modifier le droit social.

- **Suite de la discussion** (28 février 2006) (p. 1174) : soutient l'amendement n° 665 de M. Roland Muzeau (repli) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (*art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et*

*L. 118-1 du code du travail - Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1268) : soutient l'amendement n° 607 de M. Roland Muzeau (interdiction de tout écart de salaire entre deux emplois identiques, quels que soient le niveau et la nature de la formation initiale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (*art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1359) : interrogation sur la pertinence des outils de financement des zones franches urbaines. Rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Persistance d'un taux de chômage élevé. (p. 1366, 1368) : sur l'amendement n° 25 de la commission (intégration de la troisième génération de ZFU dans le cadre général des ZFU défini dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire), soutient les sous-amendements de M. Roland Muzeau n° 879 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 881 ; rejeté. - **Article 7** (*art. 44 octies du code général des impôts - Prorogation et extension des exonérations fiscales dans les anciennes et nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1382) : rapport de l'Observatoire national des ZUS. Impossibilité de développement d'une économie durablement créatrice d'emplois. Opposition du groupe CRC à l'adoption de l'article 7. (p. 1384) : sur l'amendement n° 26 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 885 de M. Roland Muzeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 1729) : soutient l'amendement n° 672 de M. Roland Muzeau (limitation obligatoire du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un CDI) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1749) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 283 (information préalable du Parlement avant la création de nouvelles zones franches urbaines, ZFU). Voeu pieu. Evaluation insuffisante des zones franches urbaines permettant au Parlement de renforcer son contrôle de l'action de l'Etat.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Troisième lecture** [n° 262 (2005-2006)] - (23 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2528, 2529) : intensité du débat européen sur les OPA. Faible capacité d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises. Coût d'amortissement des opérations d'acquisition. Vulnérabilité des grandes entreprises françaises. OPA en cours. Vacuité du concept de patriotisme économique. Suppression des moyens d'intervention de l'Etat. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005** [n° 417 (2005-2006)] - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'écologie et du développement durable** (p. 5277) : proposition de créer un véritable service public de l'eau. Désengagement de l'Etat de ses missions. Augmentation du coût des services du fait de l'ouverture du marché de l'eau. Interrogation sur la création d'un programme spécifique "Eau" au sein de la mission "Écologie et développement durable". (p. 5278) : dégradation de l'état des rivières et des nappes phréatiques. Nécessité d'exclure l'eau de la sphère marchande et de prévoir des budgets à la hauteur des enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie** [n° 3 (2006-2007)] - (19 octobre 2006) - **Article 3** (*art. 7, 16, 16-2 [nouveau] et 31 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création d'un tarif social de vente du gaz naturel*) (p. 6877) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 327, 328, 329 et 330 (augmentation du taux de la pénalité de retard appliquée aux fournisseurs de gaz pour non-versement de la contribution prévue pour le financement du tarif social du gaz) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 6** (*art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6992) : soutient l'amendement n° 393 de M. Yves Coquelle (suppression partielle) ; rejeté. (p. 6995, 6996) : soutient les amendements de

M. Yves Coquelle n° 399 et 402 (suppression partielle) ; rejetés. - **Article 7** (art. 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz - Réforme du service commun EDF/GDF) (p. 7013, 7014) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Yves Coquelle n° 423 et 424 (statut des personnels des filiales d'EDF) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Précisions relatives à la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel) (p. 7032, 7033) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 434 (suppression) ; et n° 435 (fourniture de l'énergie à un prix identique sur tout le territoire) ; rejetés. (p. 7036, 7037) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle sur le même objet n° 437 et 438 (péréquation au sein de la zone de desserte d'un même distributeur) ; rejetés. - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Suppression du fonds de péréquation du gaz) (p. 7046) : soutient l'amendement n° 445 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. - **Article 9 bis** (art. L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales - Liste des recettes des syndicats de communes) (p. 7059) : soutient l'amendement n° 448 de M. Yves Coquelle (programme d'amélioration de la desserte publique en gaz) ; retiré. - **Article 13** (section 12 [nouvelle] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation, art. L. 141-1 du code de la consommation, art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, art. 3 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et art. 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Protection du consommateur d'électricité et de gaz naturel) (p. 7065, 7066) : soutient l'amendement n° 491 de M. Yves Coquelle (suppression) ; rejeté. (p. 7067, 7068) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 492 (suppression du I de l'article relatif aux contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel) ; et n° 495 (référence à l'identité du fournisseur, l'adresse de son siège social et son numéro d'inscription au registre du commerce) ; rejetés. (p. 7070) : soutient l'amendement n° 498 de M. Yves Coquelle (suppression de la possibilité d'informer les consommateurs uniquement par le biais d'Internet) ; rejeté. (p. 7072, 7073) : soutient l'amendement n° 502 de M. Yves Coquelle (allongement du délai de rétractation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2006) - **Article 10** (précédemment réservé) (art. 24, 24-1 et 24-2 [nouveaux] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et annexe de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation - Privatisation de Gaz de France et modalités de contrôle de l'Etat) (p. 7122) : rappel des intérêts financiers présidant à la privatisation de GDF. Le groupe CRC ne votera pas l'article 10 de ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires** - (6 novembre 2006) (p. 7578, 7579) : traduction au travers de ce débat de choix politiques et idéologiques. Aggravation des inégalités. Effets négatifs sur la croissance et sur la création d'emplois de la réforme fiscale conduite depuis 2002. Stabilité du poids des prélèvements obligatoires en dépit des promesses de réduction. Accroissement de la part des droits indirects dans les recettes de l'Etat. Alourdissement des prélèvements sociaux. Désocialisation des dépenses publiques, notamment en matière de protection sociale. Opposé au financement des dépenses publiques par la TVA, à l'instar de la "TVA sociale" pour financer une part des cotisations sociales. Crainte de récession économique et d'une réduction de la qualité de la protection sociale collective.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété [n° 29 (2006-2007)]** - (6 novembre 2006) - **Discussion générale** (p. 7600, 7601) : remarques sur la forme : validation d'une ordonnance au travers d'un amendement de dernière minute. S'interroge sur les raisons de ponctionner dans la durée la trésorerie des sociétés de crédit immobilier. Faible niveau de construction de logements sociaux en dépit des annonces. Choix contestable de l'incitation fiscale et du recours à des recettes "obligées" pour financer la politique du logement. Schéma irrecevable. Contribution des accédants à la propriété au logement des "mal-logés", au bénéfice des spéculateurs immobiliers. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7608, 7609) : le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]** - (23 novembre 2006) - **Question préalable** (p. 8717, 8719) : soutient la motion n° I-56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Analyses chiffrées de la croissance française. Décalage entre les urgences sociales et économiques et le contenu du projet de loi de finances. Croissance au profit des entreprises du CAC 40. Accroissement des inégalités sociales. Budget fondé sur la priorité accordée au capital au détriment de l'égalité et de la solidarité. Données chiffrées sur l'ISF.

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 2006) (p. 8736) : article 36 du règlement. Réponse aux réactions suscitées par son intervention du 23 novembre 2006 relative à la domiciliation des contribuables de l'ISF.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)] (suite)**

*Première partie :*

- (24 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8752) : soutient l'amendement n° I-59 de M. Thierry Foucaud (bénéfice du crédit d'impôt pour les frais de garde d'enfant jusqu'aux onze ans de l'enfant au lieu de six ans) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8828) : soutient l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (bénéfice des déductions fiscales prévues par l'article 238 bis du code général des impôts ouvert aux associations ayant pris des participations dans un organe de presse) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8836) : soutient l'amendement n° I-67 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés) ; rejeté. - **Article 9** (Modification du régime fiscal des frais d'acquisition des titres de participation) (p. 8845, 8846) : soutient l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (durée d'amortissement des frais d'acquisition des titres de participation portée de cinq à dix ans) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 8851, 8852) : soutient l'amendement n° I-74 de M. Thierry Foucaud (accroissement du rendement de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 10 ter** (p. 8870, 8871) : soutient l'amendement n° I-75 de M. Thierry Foucaud (exonération des établissements publics d'enseignement supérieur de la taxe sur les salaires) ; rejeté. - **Article 18** (Suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé « La Monnaie de Paris ») (p. 8886, 8887) : soutient l'amendement n° I-86 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 12** (Reconduction du contrat de croissance et de solidarité) (p. 8966) : soutient l'amendement n° I-78 de M. Thierry Foucaud (augmentation de la dotation de compensation des départements relative à la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers) ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8991) : soutient l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (majoration du taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2006) - **Débat sur l'évolution de la dette - Article 33 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois) (p. 9061) : soutient l'amendement n° I-92 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle) ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 9065) : fiscalité. Insincérité budgétaire. Le groupe CRC votera contre la première partie de ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Remboursements et dégrèvements**

- (2 décembre 2006) (p. 9376) : poids de la TVA dite "non déductible". Prime pour l'emploi. Poids de la taxe professionnelle dans le programme "Fiscalité locale"

### Pouvoirs publics

- (2 décembre 2006) (p. 9388, 9389) : dotation de la chaîne parlementaire. Questions sur l'audience de Public Sénat. Crédits du Parlement. Session unique et record du nombre de jours de séances.

### Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2006) (p. 9393) : question des moyens dévolus à la CNIL et à la Commission nationale de déontologie de la sécurité. Préconisations du Médiateur de la République.

### Budget annexe des publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2006) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9397, 9398) : nouvelle mission. Rapprochement de la direction des Journaux officiels et de la direction de la Documentation française. Examen des crédits. Politique de dématérialisation. Réduction des effectifs de la direction des Journaux officiels. Plans sociaux. Rattachement des centres interministériels du renseignement administratif, CIRA, à la Documentation française. Indicateur des prévisions de la performance économique de la Documentation française. Avis favorable de la majorité de la commission à l'adoption des crédits de la mission. - **Article 62 ter** (*Création du budget annexe de la Documentation française*) (p. 9399) : accepte l'amendement n° II-72 du Gouvernement (suppression).

### Sécurité civile

- (6 décembre 2006) - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9721, 9722) : son amendement n° II-195 : transfert de crédits du programme "Intervention des services opérationnels" au programme "Coordination des moyens de secours" pour indemniser les victimes de la sécheresse de 2003 ; retiré.

### Articles non rattachés

- (11 décembre 2006) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 9991, 9992) : soutient l'amendement n° II-290 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9996) : le groupe CRC rejettera l'amendement n° II-267 de la commission (relèvement du seuil d'exonération des plus-values de cessions de valeurs mobilières). (p. 10003) : soutient l'amendement n° II-292 de M. Thierry Foucaud (abrogation du régime privilégié de taxation des plus-values immobilières réalisées par les sociétés d'investissement immobilier cotées) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 undecies** (p. 10073, 10074) : soutient l'amendement n° II-213 de M. Michel Billout (réévaluation du taux plafond du versement transport dans les départements d'Ile-de-France) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (18 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10405) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-François Le Grand (versement d'une compensation aux départements et aux régions en cas de perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle). - **Article 14 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 10424) : manque de transparence dans les dépenses publiques prévues à cet article. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10438) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 164 (taxation du kérosène), n° 165 (mise en place d'une fiscalité pétrolière à "contre-cycle"), n° 166 (création d'un impôt exceptionnel sur le bénéfice des entreprises pétrolières), n° 167 (taxe sur le carbone) et n° 168 (création d'un crédit d'impôt unifié relatif aux mesures environnementales). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 10442) : soutient l'amendement n° 107 de M. Thierry Foucaud (suppression de vingt-trois dispositions fiscales superfétatoires) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10494) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 236 de M. Jean-François Le Grand (report de la date du transfert des aérodromes civils de l'État). - **Article 26** (*Mise en oeuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 10496, 10497) : soutient l'amendement n° 108 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2006) - **Article 31** (*Possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes*) (p. 10577) : soutient l'amendement n° 112 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 124 (2006-2007)]**

*Discussion générale :*

- (19 décembre 2006) (p. 10590, 10591) : intermittents du spectacle. Loi de pure opportunité électorale. Retenue à la source. Caractère urgent de l'égalité fiscale. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2006 [n° 105 (2006-2007)]** - (19 décembre 2006) - **Article 36 terdecies** (*Bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 10669) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 263 de la commission (précision des conditions d'éligibilité à ce dispositif). - **Article 36 quaterdecies** (*Adaptation du mode de calcul du ticket modérateur dans le cas des EPCI à fiscalité additionnelle ayant augmenté leur taux en 2005 du fait d'un transfert de compétences*) (p. 10669) : soutient l'amendement n° 113 de M. Thierry Foucaud (compensation du nouveau plafonnement de la taxe professionnelle) ; rejeté.

**VÉZINHET (André)**  
*sénateur (Hérault)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (28 février 2006) - **Vote sur les amendements de l'article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1192) : intervient sur l'amendement de suppression n° 273 de M. Gérard Delfau. Situation difficile des jeunes. Rejet par le ministre et le rapporteur des améliorations proposées par les parlementaires.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (4 avril 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2817) : favorable à l'amendement n° 3 de Mme Michelle Demessine (politique de résorption de l'habitat insalubre). - **Article 1er** (*art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Délimitation*

*de périmètres pour des opérations ayant les effets d'opérations d'intérêt national*) (p. 2822) : soutient l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (dispositions particulières en faveur des acquéreurs d'immeubles ou de terrains relevant du domaine privé de l'État) ; rejeté. (p. 2825) : mixité sociale favorisée par l'amendement précité n° 223 de M. Thierry Repentin. - **Article 5 bis B (priorité)** (*art. L. 443-15-6 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un guichet unique pour faciliter l'accession sociale à la propriété et intégration temporaire des logements en accession sociale dans le décompte de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 2835) : s'associe aux propos de MM. Roger Madec, Thierry Repentin et Jean-Pierre Sueur. Maintien indispensable des vertus de la loi SRU et de son article 55. (p. 2850, 2851) : crainte d'une diabolisation du statut de locataire. (p. 2855) : favorable aux amendements de suppression n° 22 de Mme Michelle Demessine et n° 401 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (*art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU*) (p. 2887, 2888) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 263 de M. Thierry Repentin (renforcement du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté. (p. 2906) : intervient sur le sous-amendement n° 263 précité de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 97 précité de la commission. Avec les membres du groupe socialiste, défavorable à l'amendement précité n° 97 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5 ou après l'article 5 bis A ou après l'article 5 bis B ou après l'article 8 sexes ou avant l'article 8 septies ou avant l'article 9 ou après l'article 10 bis ou après l'article 11 (par priorité)** (p. 2914) : soutient l'amendement n° 261 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à toutes les communes d'Ile-de-France) ; rejeté. (p. 2926, 2927) : soutient l'amendement n° 262 de M. Thierry Repentin (mise en évidence dans les inventaires des proportions de chaque catégorie de logement locatif social) ; rejeté. (p. 2943) : soutient l'amendement n° 267 de M. Thierry Repentin (doublement du prélèvement des communes ayant fait l'objet d'un constat de carence prononcé par le préfet) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Articles additionnels après l'article 7 ou avant l'article 7 bis** (p. 3112, 3113) : soutient l'amendement n° 247 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif de l'amortissement Robien) ; rejeté. - **Article 7 quater** (*art. L. 253-1 à L. 253-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété*) (p. 3123) : soutient l'amendement n° 423 de M. Thierry Repentin (garantie des intérêts des locataires au terme de la convention d'usufruit) ; rejeté. - **Article 7 octies** (*art. 1407 et 1410 du code général des impôts - Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation*) (p. 3133) : soutient l'amendement de M. Thierry Repentin n° 426 (assujettissement des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation sauf délibération contraire du conseil municipal) ; retiré. - **Article 8 quater** (*art. L. 423-10, L. 423-11 et L. 423-11-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Faciliter la gouvernance des sociétés anonymes d'HLM*) (p. 3168, 3169) : avec le groupe socialiste, émet un avis très réservé sur le sous-amendement n° 512 du Gouvernement (dissolution des organismes d'HLM manquant de dynamisme) déposé sur l'amendement n° 90 de la commission (renvoi aux dispositions du code de commerce afin de ne pas condamner pour prise illégale d'intérêt les représentants des collectivités territoriales au sein d'organismes d'HLM).

**VIAL (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Savoie)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie le 25 octobre 2006.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 7 février 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins (8 février 2006).

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [n° 114 (2005-2006)]** - (31 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 403) : acquis de la préservation des espaces naturels depuis la loi du 22 juillet 1960. Prolongation de sa portée avec les parcs naturels régionaux et les espaces marins. Souhait pour l'avenir d'une meilleure définition du concept de

**VIDAL (Marcel)**  
*sénateur (Hérault)*  
SOC-R

Décédé le 8 juillet 2006.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 8 juillet 2006.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000 à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

protection de la nature et de ses limites. Enjeu de la gouvernance s'agissant de l'équilibre entre les différents partenaires et leurs représentations. Favorable à l'association des communes non représentées au sein du parc au projet concernant leur territoire, ainsi que des ressortissants locaux autres que les agents du parc. Défi de la réconciliation de l'homme et de son environnement. Voeu d'une intégration des parcs naturels urbains dans cette démarche.

- **Suite de la discussion** (1er février 2006) - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 466) : intervient sur l'amendement n° 95 de M. Paul Raoult (compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du parc naturel régional).

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile** - (22 février 2006) : son intervention (p. 820, 821).

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance [n° 330 (2005-2006)]** - (20 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4989, 4991) : légitimité de l'intervention de l'État en cas de dysfonctionnements graves dans l'exercice de l'autorité parentale. Articulation forte du domaine administratif et du domaine judiciaire. Mesures appliquées par le département de la Savoie en matière de protection de l'enfance. Risque de voir l'enfant servir de prétexte à un règlement de compte familial. Évaluation du coût de l'application de cette nouvelle loi. Problème posé par la généralisation de la création d'une cellule opérationnelle dans chaque département. Texte constituant une étape importante pour la cause de l'enfant.

*Proposition de loi* visant à renforcer la coopération entre les départements et les services départementaux d'incendies et de secours [n° 168 (2005-2006)] (24 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**



*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

**de VILLEPIN (Dominique)**  
*Premier ministre*

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p 5853, 5855) : avec la communauté internationale, recherche d'un arrêt des affrontements au Liban et d'une issue politique à la crise entre Israël et le Hezbollah. Défense d'un ordre international fondé sur le respect du droit et l'identité des peuples. Soutien politique de la France au peuple libanais. Aide

**VINÇON (Serge)**  
*sénateur (Cher)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture** [n° 188 (2005-2006)] - (30 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2774, 2775) : situation préoccupante malgré quelques avancées à la suite de la première lecture. Désapprobation de la remise en cause de l'article 55 de la loi SRU. Elaboration du projet de loi et dépôt d'un grand nombre d'amendements. Approbation de l'évolution de l'engagement du Gouvernement modifiant son avis initial. Mission des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI. Insuffisance du montant du prêt à taux zéro et recul de ce prêt dans les opérations d'accession à la propriété. Exclusion des personnes les plus modestes de l'accession sociale à la propriété. Nécessaire réponse concrète aux attentes des SACI.

- **Question orale avec débat de M. Gérard César sur la crise de la filière viticole française** - (12 avril 2006) : son intervention (p. 3203, 3204).

à la population civile. Recherche d'une solution politique à la crise. Maintien d'un dialogue constructif avec les autorités israéliennes. Rôle majeur de la France dans l'adoption de la résolution 1701. Double objectif de garantie de la pleine souveraineté du Liban et de la sécurité d'Israël. Renforcement de la force intérimaire des Nations unies au Liban. FINUL. Action dans le cadre des Nations unies et en concertation avec les partenaires européens. Contribution à l'effort humanitaire et à la volonté de reconstruction du Liban. Place du conflit au Proche-Orient dans un arc de crises qui va de la Somalie à l'Afghanistan. Lutte contre le risque terroriste. Poursuite du dialogue avec Téhéran devant la menace de prolifération nucléaire. Développement d'un outil de défense performant conforme aux engagements pris dans la loi de programmation militaire. Renforcement de la place de l'Europe sur la scène internationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de règlement du Conseil instituant un instrument de stabilité (n° E 2727) [n° 336 (2005-2006)] (4 mai 2006) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : "L'émergence pacifique" de la Chine dans le monde [n° 400 (2005-2006)] (15 juin 2006) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : La dissuasion nucléaire : quel rôle dans la défense française aujourd'hui? [n° 36 (2006-2007)] (24 octobre 2006) - **Défense.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [n° 108 (2005-2006)]** - (8 février 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Article 20 ter** (*Codification des lois relatives à la défense*) (p. 616) : intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (allongement à un an du délai de codification). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 617, 618) : hommage au travail du rapporteur et remerciement au ministre. Etape essentielle dans la mise en place de la réserve opérationnelle et citoyenne. Complément de compétence spécifique de la réserve. Dimension citoyenne de ce projet de loi. Institution de la journée de la réserve. Communication avec les entreprises. Souhaite l'adoption de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 15 et 16 juin 2006** - (14 juin 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 4637, 4638) : examen de deux questions décisives pour l'Union européenne : la stratégie d'élargissement et le sort du traité constitutionnel. Nécessité de développer des projets européens en matière d'emploi, de questions sociales, de politique étrangère et de défense. Perception des élargissements annoncés comme une fuite en avant.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en œuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 5856, 5857) : motivation de l'engagement de la France dans la crise libanaise : responsabilité historique de défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban ; défense de la convivialité interconfessionnelle et de la reconstitution politique et économique du pays ; réaffirmation du rôle de l'ONU dans la région. Succès de l'adoption à l'unanimité du conseil de sécurité de la résolution 1701. Engagement constant et courageux du Président de la République et du Gouvernement. Renforcement de la FINUL. Lutte contre la remise en cause du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité. Salue la constitution d'un gouvernement palestinien d'union nationale. Arrêt impératif des

violences réciproques. Coopération indispensable de la Syrie et de l'Iran.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne [n° 429 (2005-2006)]** - (3 octobre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 6256, 6257) : cinquième phase d'élargissement correspondant aux retrouvailles des deux Europe séparées par l'histoire. Examen de trois questions relatives au concept de capacité et d'assimilation mis en place par le Conseil européen.

- **Question orale avec débat de M. André Dulait sur les modes de gestion des crises africaines** - (5 octobre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. : son intervention (p. 6359).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

## Défense

- (4 décembre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9474, 9476) : respect de la loi de programmation militaire. Engagement militaire de la France en Afghanistan. Question sur l'avenir de l'OTAN. La commission des affaires étrangères recommande l'adoption des crédits de la défense.

## Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 34 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9831) : contrôle parlementaire. Action de la France sur la scène internationale. Hommage à l'action du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006** - (12 décembre 2006) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 10139, 10140) : crise européenne. Elargissement de l'Union. Réforme des institutions.

**VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)**  
sénateur (La Réunion)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à créer un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation [n° 42 (2006-2007)] (25 octobre 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** - *Deuxième lecture* [n° 138 (2005-2006)] - (24 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 166, 167) : dénonciation d'un cercle pervers où la violence se développe d'autant plus aisément qu'elle est tenue cachée. Favorable à l'information et à la préparation au mariage afin de donner à chacun la possibilité de s'expliquer et de discuter. Formation des officiers de police judiciaire à l'écoute des victimes. Favorable à la création de structures d'accueil en milieu familial. Exemple de la Réunion. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [n° 118 (2005-**

**2006]** - (25 janvier 2006) - **Discussion générale** (p. 228, 231) : son action pour améliorer le statut des RMIstes. Intérêt du dispositif proposé. Interrogation sur les droits connexes. Ses propositions : cumul du statut de RMIste et d'un contrat de qualification ; contrat de repreneur d'entreprise. Danger d'un libre-échange aveugle et déloyal. Souhait d'une mondialisation humaniste. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 275, 276) : son amendement n° 29 : extension du champ d'application du CI-RMA ; retiré.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 16** (art. L. 121-14 à L. 121-18 du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances*) (p. 1510, 1511) : sur l'amendement n° 52 de la commission (nouvelle rédaction pour la définition des missions de l'agence), son sous-amendement n° 896 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (6 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4357, 4359) : approche pragmatique et adaptée à la France. Avancée réelle en termes d'intégration et de cohésion sociale. Bien-fondé de critères de choix en matière d'immigration. Exemple de la grille de sélection établie par le Gouvernement de l'Etat du Western Australia pour l'accueil de jeunes réunionnais à Perth. Dispositions néanmoins insuffisantes s'agissant de Mayotte et des DOM. Destruction de leur équilibre social par un envahissement massif. Nécessité de développer les Comores, de protéger Mayotte et de mettre en place des dispositifs adaptés en Guadeloupe et en Guyane. Soutiendra ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2006) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8943) : péréquation : principe constitutionnel. Ressources des collectivités locales. RMI : exemple de la Réunion et de l'Ile-de-France. Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion.

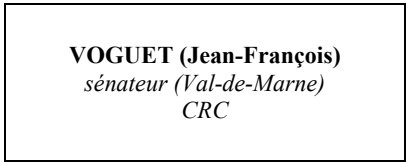
*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions**

- (2 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9372, 9373) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° II-29 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-53 (réforme de la majoration de pension pour les fonctionnaires de l'Etat résidant outre-mer). Accord avec M. Jean Arthuis pour une proposition de loi en cas d'inaction du Gouvernement.

**Outre-mer**

- (6 décembre 2006) (p. 9665, 9666) : engagements du président de la République. Progrès de la loi de programme pour l'outre-mer. Rôle des collectivités territoriales dans le développement économique et touristique des régions ultramarines. Action gouvernementale positive. Crise du logement social. Mise en place attendue de l'Observatoire des prix prévu par la loi d'orientation pour l'outre-mer ; pouvoir d'achat et coût de la vie. Classement de l'est de la Réunion en ZFU. Votera ce budget. - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 9685) : son amendement n° II-226 : réaffectation des crédits non utilisés de la dotation de continuité territoriale au financement du passeport mobilité ; adopté.



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à abroger le transfert financier du revenu minimum d'insertion aux départements [n° 180 (2005-2006)] (26 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant révision de l'article 88-1 de la Constitution [n° 184 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 186 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [n° 224 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Collectivités territoriales - Culture.**

*Proposition de loi* tendant à la création d'un statut professionnel des psychologues scolaires [n° 225 (2005-2006)] (27 février 2006) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application du dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [n° 253 (2005-2006)] (15 mars 2006) - **Défense.**

*Proposition de résolution* relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la fusion entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance [n° 264 (2005-2006)] (21 mars 2006) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine des coups et blessures reçus par un militant syndicaliste, le samedi 18 mars 2006 place de la Nation et d'établir les responsabilités des forces de l'ordre, tant sur le plan d'éventuelles brutalités que sur leur passivité en matière de secours [n° 279 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à abroger le contrat de travail "nouvelles embauches" [n° 288 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation du contrat "première embauche" et du contrat "nouvelles embauches" [n° 290 (2005-2006)] (4 avril 2006) - **Entreprises - Société - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 291 (2005-2006)] (5 avril 2006) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 302 (2005-2006)] (11 avril 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* tendant à renforcer les droits de la défense [n° 318 (2005-2006)] (18 avril 2006) - **Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La nouvelle révolution chinoise [n° 340 (2005-2006)] (10 mai 2006) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

*Proposition de loi* instaurant une amnistie des infractions commises à l'occasion d'actions revendicatives contre le Contrat Première Embauche [n° 348 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 363 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Famille - Société - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à permettre la représentation par le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité devant les juridictions civiles [n° 424 (2005-2006)] (27 juin 2006) - **Justice.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (n°E-2948) [n° 460 (2005-2006)] (11 juillet 2006) - **Police et sécurité - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers parents d'enfants scolarisés [n° 491 (2005-2006)] (27 septembre 2006) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 19 (2006-2007)] (12 octobre 2006) - **Justice - Société.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la panne d'électricité du 4 novembre 2006, et sur l'état de la sécurité d'approvisionnement de l'électricité en France dans le cadre des politiques européennes d'ouverture à la concurrence du secteur énergétique [n° 63 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Union européenne - Énergie.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme - Deuxième lecture [n° 116 (2005-2006)]** - (21 février 2006) - **Demande de renvoi à la commission de l'article 14** (p. 771, 772) : sa motion n° 47 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Risque de remise en cause de la libre circulation dans les espaces naturels. Dépôt d'amendements par la commission des affaires économiques. Notion de "site nordique". Souhait d'élargissement de la concertation à la commission des affaires culturelles. - **Article 14** (art. L. 2331-4, L. 2333-81 et L. 2333-82 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation de la redevance pour l'entretien des sites accueillant des activités sportives nordiques non motorisées*) (p. 774) : son amendement n° 48 : suppression ; rejeté. Atteinte au principe de libre accès aux sites naturels. Porte ouverte à de futures taxations pour les sentiers de découverte. (p. 778) : problème du financement du service public rendu par les collectivités territoriales aux usagers.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (22 février 2006) - **Discussion générale** (p. 828) : nécessité d'examiner les amendements sur ce texte dans la sérénité et dans le respect de la tradition du Sénat. (p. 831, 832) : renforcement de la précarisation du contrat de volontariat. Dénonciation de l'idéologie consistant à présenter les classes populaires comme des classes dangereuses. Souhaite favoriser en toutes circonstances l'engagement des citoyens tout en respectant certaines conditions. Opposition à l'inscription dans la loi de dérogations au code du travail. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (*Définition du contrat de volontariat associatif*) (p. 840) : son amendement n° 23 : suppression des dérogations au code du travail ; rejeté. - **Article 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 842, 843) : son amendement n° 24 : suppression de la condition de séjour en France préalable à un engagement associatif ; rejeté. - **Article 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 845) : son amendement n° 26 : cohérence ; rejeté. (p. 847) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Annie David, n° 27 : mise en disponibilité de droit des fonctionnaires s'engageant dans une mission de volontariat. - **Article 5** (*Validation des acquis de l'expérience*) (p. 848) : favorable à cet article. (p. 850) : défavorable à l'interruption de l'examen de ce texte.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1266, 1267) : soutient l'amendement n° 602 de M. Roland Muzeau (interdiction du travail les jours fériés pour les apprentis) ; rejeté. - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1283) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), soutient le sous-amendement n° 875 de M. Roland Muzeau (interdiction de renouveler ou de prolonger le stage par rapport à la durée inscrite dans la convention) ; rejeté. - **Article 3 quater** (*Rémunération des stages en entreprise*) (p. 1290, 1291) : propositions éloignées des suggestions émises par le Conseil économique et social pour combler les carences du statut des stagiaires. Affichage social. Institutionnalisation du statut précaire. - **Article 4 bis** (art. 225 du code général des impôts - *Proportion d'apprentis ou de jeunes en contrat de professionnalisation dans les entreprises de plus de 250 salariés*) (p. 1308) : soutient l'amendement n° 685 de M. Roland Muzeau (renforcement des moyens de financement de la formation professionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 4 quater** (art. L. 620-10 du code du travail - *Décompte des salariés d'une entreprise sous-traitante dans les effectifs de l'entreprise d'accueil*) (p. 1347) : intervient sur les amendements identiques n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 518 de M. Michel Mercier (impossibilité pour les salariés intervenant dans une entreprise en exécution d'un contrat de sous-traitance d'être inscrits comme électeurs pour les élections des délégués du personnel de l'entreprise d'accueil). Refus de la marginalisation des jeunes en difficulté sociale.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. 3-1, 28, 33-1, 43-11 et 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Actions de cohésion sociale et lutte contre les discriminations à la télévision et à la radio*) (p. 1609, 1610) : texte en recul par rapport aux pratiques actuelles du CSA. Non-prise en compte des conclusions du rapport du Haut conseil à l'intégration. Simple mesure d'affichage politique. - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1620, 1621) : vision répressive de l'école. Réponses sécuritaires apportées à des questions relevant de l'urgence sociale. Injustice et inefficacité de la suppression des allocations familiales pour traiter l'absentéisme scolaire. Existence de dispositifs de soutien à la parentalité. Rejet dans son principe du contrat de responsabilité

parentale et du renforcement du pouvoir de sanction des présidents de conseils généraux.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1670) : intervient sur l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). Volonté de dédouanement après l'adoption de l'apprentissage junior. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 1692, 1693) : soutient l'amendement n° 609 de M. Roland Muzeau (impossibilité de déroger par accord d'entreprise ou d'établissement à la durée quotidienne de huit heures de travail pour un travailleur de nuit) ; rejeté. (p. 1698) : soutient l'amendement n° 613 de M. Roland Muzeau (maintien du principe de la double compensation des heures de nuit, en rémunération et en repos compensateur) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 16 (précédemment réservés)** (p. 1757) : ses amendements n° 772 : mise en place d'un dispositif adapté de soutien aux élèves en difficultés ; et n° 812 : mise en place d'un parcours personnalisé de réussite éducative par l'équipe éducative après accord de la famille ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 19 (précédemment réservés)** (p. 1763, 1764) : soutient l'amendement n° 798 de Mme Éliane Assassi (désignation par la HALDE de délégués départementaux) ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 242 (2005-2006)]** - (9 mars 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2030, 2031) : refus du Gouvernement d'entendre la jeunesse. Attaques contre les plus fragiles. Accroissement des discriminations. Légitimité des espoirs des manifestants. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement - Deuxième lecture [n° 188 (2005-2006)]** - (5 avril 2006) - **Article 8 septies (priorité)** (art. L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation - Publication du bilan du respect de l'art. 55 de la loi SRU) (p. 2879, 2880) : interrogation sur la motivation du rapporteur à modifier l'article 55 de la loi SRU. Prise en compte indispensable de l'augmentation des demandeurs de logements sociaux. (p. 2891, 2892) : sur l'amendement n° 97 de la commission (renforcement de l'obligation de 20 % de logements sociaux par la fixation d'une pénalité, possibilité de déduction sur plusieurs années des dépenses liées à la construction de logements sociaux et institution d'une commission départementale chargée de vérifier le respect des obligations de l'article 55 de la loi SRU), soutient le sous-amendement n° 11 de Mme Michelle Demessine (ordre des priorités en matière de réalisation de logements sociaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2006) - **Article 5 ter** (art. L. 443-15-2-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Vente de logements locatifs conventionnés appartenant aux collectivités territoriales) (p. 3060) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 avril 2006) - **Article 7 bis** (art. 31 et 31 bis du code général des impôts - Réforme de l'amortissement "Robien" et création du "Borloo populaire") (p. 3117, 3118) : sur l'amendement n° 191 du Gouvernement (prise en compte de la disparition du dispositif "Besson"), soutient le sous-amendement n° 545 de Mme Michelle Demessine ; rejeté. - **Article 7 septies** (art. 31 du code général des impôts - Déduction forfaitaire majorée en cas de remise sur le marché de logements vacants) (p. 3131, 3132) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Michelle Demessine (recours au droit de réquisition) ; retiré.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif - Deuxième lecture [n° 163 (2005-2006)]** - (9 mai 2006) - **Rappel au règlement** (p. 3617) : interruption de la discussion de ce projet de loi durant deux mois et demi. Souhait d'en améliorer le contenu. Importance des amendements de l'opposition sénatoriale : encadrement des contrats de volontariat. Souhait d'une véritable écoute des arguments de l'opposition. - **Article 6** (Encadrement du contrat

*de volontariat*) (p. 3618) : son amendement n° 28 : définition des conditions de collaboration entre l'organisme agréé et la personne volontaire ; rejeté. (p. 3619) : intervient sur son amendement n° 28 précité. Souhait d'une amélioration de la protection du jeune volontaire. (p. 3621) : son amendement n° 29 : fixation d'une durée minimale de trois mois au contrat de volontariat ; rejeté. (p. 3624) : son amendement n° 30 : suppression de la condition de six mois de volontariat requise pour bénéficier d'un congé de deux jours de repos mensuel ; rejeté. - **Article 10** (*Modalités de l'agrément*) (p. 3635) : son amendement n° 33 : inscription dans la loi de l'obligation de faire figurer, dans le dossier de demande d'agrément, les informations sur les conditions d'exercice des missions confiées aux volontaires ; rejeté. - **Article 11** (*Régime applicable aux personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs*) (p. 3637) : son amendement n° 34 : suppression ; rejeté. (p. 3638, 3639) : ses amendements n° 35 : exclusion du secteur marchand du champ d'application du contrat d'engagement éducatif ; et n° 37 : définition de plusieurs niveaux de rémunération minimale en fonction des qualifications et des expériences des volontaires ; rejetés. (p. 3641) : intervient sur son amendement n° 34 précité. Nécessité de remise à plat du mouvement d'éducation populaire en raison de son évolution. Désengagement de l'Etat du financement des séjours de vacances. - **Article 15** (*Amnistie des infractions antérieures à la promulgation de la loi*) (p. 3642) : son amendement n° 39 : exclusion des sociétés privées du champ de ce dispositif ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3646) : définition de ce nouveau contrat comme une mesure occupationnelle et d'encadrement pour une jeunesse en difficulté. Détournement de la volonté de partage et d'intervention responsable motivant les volontaires. Mise en place d'une pédagogie du renoncement en préparant les jeunes volontaires à accepter un travail sans garantie. Confusion entre l'engagement militant et l'emploi salarié en matière d'engagement éducatif. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux arbitres [n° 397 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Discussion générale** (p. 5158, 5159) : manque de volonté politique du Gouvernement. Réforme négligeant les arbitres bénévoles. Problèmes rencontrés par la discipline. Nécessité d'adopter un véritable statut. Désaccord avec les mesures proposées. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 223-1, L. 223-2 et L. 223-3 (nouveaux) du code du sport - Définition et protection de la pratique arbitrale) (p. 5160, 5161) : insuffisance des mesures proposées. Création inadaptée d'un statut unique de travailleur indépendant. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5164) : le groupe CRC ne votera pas ce texte. Absence de mesures préventives. Attente d'une véritable réforme.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative** (p. 5289, 5290) : modestie des crédits du sport pour 2005. Comparaison avec les budgets présentés par Mme Marie-George Buffet. Faiblesse du taux d'exécution des crédits. Diminution des moyens mis à la disposition des associations et des clubs. Interrogation sur les restrictions de crédits et les objectifs qui les sous-tendent. Utilisation du budget du ministère de la jeunesse et des sports par le Gouvernement comme une variable d'ajustement des dépenses globales de l'Etat. Souhait de disposer de l'état de consommation des fonds du FNDS et des comptes du CNDS.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (19 septembre 2006) - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation, d'office) (p. 6133) : soutient l'amendement n° 211 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au secteur de l'énergie [n° 3 (2006-2007)]** - (19 octobre 2006) - **Article 3 ter** (art. 30-2 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Création d'un mécanisme de compensation destiné à financer le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 6904, 6905) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 339 et 340

(suppression partielle) ; rejetés. - **Article 4** (art. 66 et 67 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Maintien des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 6916, 6919) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 348 (suppression) ; et n° 349 (suppression partielle) ; rejetés ; n° 360 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'une catastrophe naturelle) ; et n° 361 (possibilité de retour aux tarifs réglementés pour les consommateurs non domestiques victimes d'un conflit armé) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2006) - **Article 6** (art. 13, 14, 15 et 15-1 [nouveau] de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et article 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Séparation juridique des entreprises chargées de la distribution*) (p. 6989) : soutient l'amendement n° 389 de M. Yves Coquelle (suppression partielle) ; rejeté. (p. 6998, 7001) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 377 (ouverture du capital des sociétés gestionnaires de réseaux aux seules personnes publiques) ; et n° 410 (incompatibilités s'appliquant au représentant de l'Etat au conseil d'administration des sociétés gestionnaires de réseaux) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2006) - **Article 8** (art. 7 et 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Précisions relatives à*

*la péréquation des tarifs d'utilisation de gaz naturel*) (p. 7033, 7035) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 442 (mise en place d'un système de péréquation sur l'ensemble du territoire) ; et n° 441 (prise en compte des réseaux concédés dans le calcul de la péréquation) ; rejetés. (p. 7037) : soutient l'amendement n° 439 de M. Yves Coquelle (péréquation au sein de la zone de desserte d'un même distributeur) ; rejeté. - **Article 9** (art. 33 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - *Suppression du fonds de péréquation du gaz*) (p. 7046, 7047) : soutient l'amendement n° 446 de M. Yves Coquelle (gestion du fonds de péréquation du gaz) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (8 décembre 2006) (p. 9932, 9934) : présentation du budget. Centre national de développement du sport. Jeunesse et vie associative. Exonérations de charges sociales. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**VOYNET (Dominique)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
SOC-R

### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années jusqu'au 6 novembre 2006.

### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société.**

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille.**

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille.**

*Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au secteur de l'énergie [n° 8 (2006-2007)] (10 octobre 2006) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion de l'administration préfectorale suite à la circulaire du 13 juin 2006 [n° 106 (2006-2007)] (11 décembre 2006) - **Police et sécurité - Société.**

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural [n° 145 (1996-1997)]** - (2 février 2006) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 531, 532) : vote négatif des sénateurs Verts.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (23 février 2006) - **Discussion générale** (p. 926, 927) : espoir d'une prise de conscience par le Gouvernement à la suite des émeutes du mois de novembre. Déception devant la série de dispositions disparates et hétéroclites. Absence de concertation. Approche réductrice du problème visant à tenir à l'écart du droit commun les populations concernées. Favorable à la prévention et à l'éducation plutôt qu'à la sanction et l'exclusion. Attentes des Français.

- **Suite de la discussion** (24 février 2006) - **Rappel au règlement** (p. 972) : protestation contre les insinuations du rapporteur sur le travail des parlementaires de l'opposition. - **Article 1er** (art. L. 337-3 du code de l'éducation - *Création de la formation d'apprenti junior*) (p. 985, 986) : remise en cause de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans par l'ouverture de l'apprentissage à quatorze ans. Interrogation sur l'efficacité pédagogique, sur la dimension "insertion", sur les conséquences sur la santé de l'apprentissage. Corrélation entre le taux de réussite aux examens par la filière de l'apprentissage hors école et le niveau de formation des élèves. Préconise la suppression de l'article 1er. (p. 1002) : nécessaire référence à la réalité. Souhait d'obtenir des réponses à ses questions. (p. 1012) : intervient sur l'amendement n° 560 de Mme Annie David (rétablissement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans). (p. 1028) : favorable à l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (maintien de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans). (p. 1031) : son amendement n° 375 : mise en place d'une commission d'orientation préalable à l'entrée d'un jeune dans une formation d'apprenti junior ; rejeté. (p. 1039) : son amendement n° 376 : rémunération minimale en faveur des jeunes stagiaires ; rejeté. (p. 1043) : opposition difficile au travail des jeunes le dimanche en raison du fonctionnement de nombreuses entreprises. (p. 1049, 1050) : son amendement n° 379 : procédure de déclaration par l'employeur à l'inspection du travail préalablement à toute entrée dans le dispositif de l'apprentissage junior ; rejeté. (p. 1051) : son amendement n° 377 : interdiction du travail de nuit des jeunes de moins de seize ans ; rejeté. (p. 1054) : son amendement n° 380 : précision sur la nature des tâches confiées aux jeunes apprentis de moins de seize ans ; rejeté. (p. 1056) : son amendement n° 378 : encadrement du placement en formation des jeunes ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 février 2006) - **Article 3 bis (priorité)** (*Contrat première embauche*) (p. 1092, 1093) : dénonciation des motifs du Gouvernement tendant à lever les réserves psychologiques des employeurs en les libérant des rigidités du code du travail. Absence de justification à la généralisation du CPE pour les entreprises les plus importantes. Rôle des emplois-jeunes dans l'émergence et la consolidation de nouveaux secteurs d'activité socialement et écologiquement

utiles. Favorable à l'amélioration des dispositifs de formation et à la mise en place de filets de sécurité dans la vie professionnelle.

- **Suite de la discussion** (1er mars 2006) - **Article 2 (précédemment réservé)** (art. L. 115-2, L. 117-3, L. 117-17 et L. 118-1 du code du travail - *Modifications du code du travail consécutives à la création de l'apprentissage junior*) (p. 1249, 1250) : difficultés pour un jeune de seize ans issu des quartiers en difficulté de trouver un maître d'apprentissage. Problème a fortiori insoluble pour un jeune de quatorze ans. Importance des difficultés d'encadrement. Entrée en apprentissage motivée à quatorze ans pour des raisons économiques ou d'échec scolaire et non par choix. (p. 1263) : son amendement n° 381 : exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail le dimanche pour les apprentis de moins de seize ans ; rejeté. (p. 1267) : son amendement n° 382 : exclusion de toute dérogation au principe de l'interdiction du travail les jours de fêtes légales pour les apprentis de moins de seize ans ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2006) - **Article 6** (art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Création de nouvelles zones franches urbaines*) (p. 1361) : coût budgétaire et fiscal élevé du dispositif des ZFU. Effets pervers du zonage. Localisation imprécise de la nouvelle génération de zones franches. Demande de précision au Gouvernement sur ses intentions en matière de renouvellement de la politique contractuelle.

- **Suite de la discussion** (4 mars 2006) - **Article 24 (précédemment réservé)** (art. L. 222-4-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, L. 131-8 et L. 131-9 du code de l'éducation - *Création du contrat de responsabilité parentale*) (p. 1625, 1626) : insuffisance des moyens attribués aux services sociaux mobilisés pour l'accompagnement individualisé des enfants et des adolescents. Demande la prise en compte des conclusions de la commission "Famille, vulnérabilité, pauvreté" présidée par M. Martin Hirsch, président d'Emmatis France. (p. 1641, 1644) : ses amendements n° 397 : obligation d'un suivi éducatif par un éducateur spécialisé préalable à la conclusion de tout contrat de responsabilité parentale ; rejeté ; et n° 398 : mise en place d'un dispositif d'évaluation des résultats du contrat de responsabilité parentale en termes de réduction de l'absentéisme et de troubles portés au fonctionnement des établissements scolaires ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 mars 2006) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 1671) : intervient sur l'amendement de M. Nicolas About n° 833 (ajout de l'apprentissage et de la maîtrise de la langue française aux principes fondamentaux qui régissent l'éducation). Affichage politique. - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies (précédemment réservés)** (p. 1739) : votera les amendements de Mme Bariza Khiari portant sur le même objet n° 179 et 182 (droit de vote et éligibilité aux chambres de métiers des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne), et n° 180 et 181 (droit de vote et éligibilité aux chambres de commerce des artisans qui ne sont pas de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne). Préoccupation concernant la citoyenneté des résidents non communautaires. Nécessité de clarifier les positions de tous dans la perspective des prochaines échéances électorales. (p. 1741) : votera l'amendement n° 198 de Mme Bariza Khiari (instauration du curriculum vitae anonyme avant le premier entretien en vue d'embauche). - **Articles additionnels avant l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 1744, 1747) : ses amendements n° 387 : accès des meilleurs élèves des quartiers dit sensibles aux classes préparatoires aux grandes écoles ; rejeté ; et n° 388 : réduction des effectifs dans les deux premières classes du primaire et du collège dans les zones d'éducation prioritaire ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 1750, 1751) : ses amendements n° 389 : augmentation de la proportion des jeunes recrutés issus des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine ; et n° 390 : augmentation de la proportion de main-d'oeuvre féminine recrutée issue des zones urbaines sensibles de la zone franche urbaine ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 15 (précédemment réservés)**

(p. 1755, 1756) : son amendement n° 394 : subordination de l'implantation des entreprises dans les zones franches urbaines à l'avis des maires des communes concernées ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 24 (précédemment réservé)** (p. 1775, 1776) : son amendement n° 396 : mise en place d'une "maison des parents" dans chaque zone urbaine sensible ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1780) : soutient l'amendement n° 455 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nouveau intitulé - projet de loi pour l'égalité des droits) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1787, 1788) : les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi hétéroclite, décalé, injuste et inefficace.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [n° 326 (2001-2002)]** - (7 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 1858, 1861) : gestation de ce texte. Mesures proposées. Rejet de la création d'une Haute Autorité de sûreté nucléaire : indépendance non garantie vis-à-vis du secteur privé ; pouvoirs exorbitants ; irresponsabilité juridique ; accaparement des moyens de l'Etat ; gestion de crise impossible. Les Verts voteront contre ce projet de loi. - **Article 1er (Définition de la sécurité nucléaire et de ses composantes)** (p. 1865, 1866) : son amendement n° 145 : définition de la transparence ; adopté. Défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (rôle de l'Etat en matière de sécurité nucléaire). - **Article 2 (Principes applicables aux activités nucléaires et régime des installations intéressant la défense)** (p. 1869, 1872) : ses amendements n° 147 : références à la charte de l'environnement, au code de l'environnement et à la convention d'Aarhus ; rejeté ; et n° 146 : responsabilité des exploitants en matière de sûreté des installations nucléaires ; retiré. Sur l'amendement n° 7 de la commission (régime spécifique des activités et installations nucléaires intéressant la défense), son sous-amendement n° 148 ; rejeté. - **Intitulé du titre II** (p. 1872, 1873) : son amendement n° 149 : suppression de la référence à la Haute Autorité de sûreté nucléaire ; rejeté. - **Article 2 bis (Création de la Haute Autorité de sûreté nucléaire et définition de ses compétences)** (p. 1874) : difficultés posées par la mise en place d'une autorité indépendante pour la gestion politique des crises. Nécessité de conserver un service dédié à la sûreté nucléaire pour informer le Gouvernement. (p. 1876, 1878) : ses amendements n° 150 : composition de l'Autorité de sûreté nucléaire ; et n° 151 : cohérence ; rejetés. (p. 1879) : son amendement n° 152 : suppression de l'exercice du contrôle en matière de sûreté de radioprotection par la Haute Autorité de sûreté nucléaire ; rejeté. (p. 1880, 1881) : son amendement n° 156 : outil d'évaluation des installations nucléaires étrangères ; rejeté. Son amendement n° 154 : suppression de la faculté pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de désigner des inspecteurs, des agents et des organismes chargés du contrôle ; rejeté. (p. 1884) : ses amendements n° 155 : suppression pour la Haute Autorité de l'obligation de participer au financement des activités des commissions locales d'information ; adopté ; et n° 158 : en cas d'urgence radiologique, mise à disposition du Gouvernement de la Haute autorité de sûreté nucléaire, sous l'autorité du Premier ministre ; rejeté. (p. 1885, 1886) : sur l'amendement n° 20 de la commission (possibilité pour des experts et enquêteurs étrangers de participer aux enquêtes menées en cas d'accident nucléaire), son sous-amendement n° 159 ; adopté. Son amendement n° 246 : autorisation pour les députés et les sénateurs de visiter à tout moment les installations nucléaires de base ; rejeté. - **Article 2 ter (Conditions de la saisine de la Haute Autorité pour des demandes d'études)** (p. 1888) : ses amendements n° 160 : suppression ; n° 161 : possibilité de saisine de la Haute Autorité de sûreté nucléaire par le Gouvernement ou les interlocuteurs parlementaires compétents ; rejetés ; et n° 163 : obligation pour la Haute Autorité de sûreté nucléaire de transmettre au Gouvernement et au Parlement des rapports d'activité et des justifications de ses décisions ; retiré. - **Article 2 quater (Compétences de la Haute Autorité dans les négociations internationales)** (p. 1889, 1890) : ses amendements n° 164 : nouvelle rédaction de l'article ; et n° 165 : conditions de participation de la Haute Autorité de sûreté nucléaire à la représentation française à l'étranger ; rejeté. - **Article 2 quinquies (Composition du collège de la Haute Autorité de sûreté nucléaire)** (p. 1891, 1892) : ses amendements n° 166 : suppression ; et n° 168 : composition du collège de la Haute

Autorité de sûreté nucléaire ; rejetés. Sur l'amendement n° 26 de la commission (limite d'âge), son sous-amendement n° 169 ; rejeté. - **Article 2 sexies (Validité des délibérations du collège)** (p. 1893, 1894) : ses amendements n° 171 : suppression de la procédure de décision en urgence ; et n° 172 : procédure en cas d'urgence ; rejetés. - **Article 2 octies (Obligations des membres du collège)** (p. 1895, 1898) : ses amendements n° 174 : suppression ; n° 175 : suppression d'une référence explicite à l'absence d'instruction gouvernementale ; n° 177 : impossibilité pour les membres du collège d'avoir exercé des postes à responsabilité dans l'industrie nucléaire dans les deux ans précédant leur désignation ; n° 178 : contenu de la déclaration effectuée par les membres du collège ; et n° 180 : possibilité d'invoquer la clause de conscience ; rejetés. Son amendement n° 179 : allongement du délai concerné par la déclaration d'intérêt effectuée par les membres du collège ; adopté. - **Article 2 nonies (Actions en justice)** (p. 1899) : ses amendements n° 181 : suppression ; et n° 182 : conséquence ; rejetés. - **Article 2 decies (Services de la Haute Autorité)** (p. 1900, 1902) : ses amendements n° 183 : suppression ; n° 184 et 185 : suppression partielle ; rejetés. - **Article 2 undecies (Compétences budgétaires de la Haute Autorité et de son président)** (p. 1902, 1904) : ses amendements n° 186 : suppression ; et n° 187 : repli ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 mars 2006) - **Article 4 (Modalités d'exercice du droit d'accès à l'information)** (p. 1920) : favorable à une motivation plus précise du refus de communication de l'information. - **Article 5 (Établissement d'un document à l'usage du public)** (p. 1923) : caractère restrictif de l'amendement n° 43 de la commission (rédaction). - **Article 6 (Commissions locales d'information)** (p. 1931, 1936) : ses amendements n° 315 : précision sur les missions des CLI ; et n° 312 : rôle de diffusion des informations des CLI ; retirés. Sur les sous-amendements de M. Bernard Piras à l'amendement n° 46 de la commission (réécriture de l'article 6 concernant la création des commissions locales d'information), est défavorable au n° 331 (suppression du financement des CLI par la Haute autorité de sûreté nucléaire) et intervient sur le n° 337 (transfert des fonctions d'information aux CLI pour les installations nucléaires de base secrètes). Demande de précision sur les commissions d'information mises en place par le décret du 5 juillet 2001 en ce qui concerne les installations nucléaires de base secrètes. Intervient sur l'amendement de M. Bernard Piras n° 282 (indépendance des experts), dont elle estime le retrait un peu trop précipité. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1937) : favorable à l'amendement n° 287 de M. Bernard Piras (modalités de publicité des travaux de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). - **Article 7 (Création du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire)** (p. 1938) : sur l'amendement n° 59 de la commission (redéfinition de la composition du Haut Comité), ses sous-amendements portant sur le même objet n° 316 et 313 : amélioration de l'indépendance de l'information ; rejetés. (p. 1939, 1940) : intervient sur son sous-amendement n° 316 précité à l'amendement n° 59 de la commission. Mise en cause de l'indépendance du Haut comité. - **Article 8 (Missions du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire)** (p. 1942) : ses amendements portant sur le même objet n° 318 et 317 : élargissement du champ des auteurs possibles de la saisine du Haut comité ; rejetés. - **Article 9 (Activités du Haut comité de transparence sur la sécurité nucléaire)** (p. 1945) : sur l'amendement n° 65 de la commission (liste des personnes et organismes ayant une obligation d'information vis-à-vis du Haut comité), son sous-amendement n° 314 : extension à l'IRSN de l'obligation d'informer le Haut comité ; rejeté. - **Article 10 (Moyens financiers du Haut comité et obligations reposant sur ses membres)** : sur l'amendement n° 66 de la commission (exonération de l'obligation de déclaration accordée aux représentants des personnes responsables d'activités nucléaires), son sous-amendement n° 311 : suppression de la dispense d'obligation de déclaration ; rejeté. - **Article 12 (Définition des installations nucléaires de base et du régime juridique applicable)** (p. 1948) : son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 67 de la commission (modification de l'articulation interne de l'article) et ses amendements portant sur le même objet n° 245 et 125 : alignement du régime des installations nucléaires de base sur celui des installations



classées ; rejetés. Son amendement n° 126 : application des garanties de précaution et de protection du droit commun aux installations nucléaires de base ; devenu sans objet. (p. 1950, 1952) : ses amendements n° 129 : intégration des installations prévues pour le stockage, le dépôt ou l'utilisation de substances radioactives à la liste des installations nucléaires de base ; et n° 128 : précision ; retirés ; n° 130 : intégration des installations destinées au stockage ou au dépôt de déchets radioactifs à la liste des installations nucléaires de base ; et n° 127 : application des régimes spécifiques dont ils relèvent aux équipements et installations implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base ; rejetés. (p. 1952) : intervient sur son amendement n° 127 précité. Souci d'apporter les protections nécessaires. Exemple de l'usine de la Hague. - **Article 13** (*Procédures d'autorisation des installations nucléaires de base*) (p. 1954, 1955) : ses amendements n° 131 : limitation de l'autorisation de création d'une installation nucléaire de base ; et n° 247 : suppression de l'avis de la Haute autorité de sûreté nucléaire ; rejetés. (p. 1956, 1957) : ses amendements n° 133 : réaffirmation du rôle de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ; n° 134 : précision et rédaction ; et n° 189 : suppression partielle ; rejetés. (p. 1959, 1961) : ses amendements analogues n° 135 et 136 : suppression d'une référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire ; rejetés ; et n° 137 : augmentation de la périodicité des examens de sûreté ; retiré. (p. 1962, 1964) : ses amendements n° 138 : suppression de la mention de la limitation des risques ; n° 139 : suppression de la référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire ; rejetés ; et, portant sur le même objet que l'amendement n° 139 précité, le n° 140 ; devenu sans objet ; et n° 141 et 142 ; retirés. - **Article 14** (*Modalités particulières s'appliquant aux INB pour la conduite des enquêtes publiques*) (p. 1966) : sur l'amendement n° 98 de la commission (alignement des dispositions relatives au permis de construire des INB sur celles des installations classées pour la protection de l'environnement), ses sous-amendements n° 144 : mise en place d'un délai minimum de trois mois avant la délivrance du permis de construire ; et n° 143 : mise en place d'un délai maximal de cinq ans pour l'engagement des travaux autorisés ; rejetés. - **Article 14 bis** (*Mesures transitoires pour les installations existantes et régulièrement mises en service*) (p. 1967) : son amendement n° 191 : suppression d'une référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire ; retiré. - **Article 14 ter** (*Arrêt et démantèlement des INB par décret en Conseil d'Etat*) (p. 1968, 1969) : ses amendements n° 192 : suppression de l'avis de la Haute autorité de sûreté nucléaire ; retiré ; et n° 195 : suppression de la mention de la réduction des risques ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 324 du Gouvernement (notion de "limitation des risques de manière suffisante" en remplacement de celle de "réduction des risques"). Exemple de l'atelier de plutonium de Cadarache. - **Article 14 quater** (*Régime d'autorisation des transports de matières radioactives*) : son amendement n° 193 : suppression de la référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 232 de M. Yves Coquelle (suppression). - **Article 15** (*Décret fixant les modalités d'application des dispositions du chapitre*) (p. 1970) : son amendement n° 194 : suppression de la procédure simplifiée pour l'autorisation des installations ; rejeté. - **Article 16** (*Attributions des inspecteurs de la sûreté nucléaire*) (p. 1971) : son amendement n° 196 : suppression d'une référence à la Haute autorité de sûreté nucléaire ; retiré. - **Article 24** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à la réglementation relative à l'exercice des activités nucléaires*) (p. 1976) : défavorable aux amendements de la commission n° 118 (réduction à six mois de la peine d'emprisonnement encourue par l'exploitant en cas de non-déclaration d'incident ou d'accident) et n° 119 (suppression de la peine d'emprisonnement de six mois encourue par un exploitant en cas de non-réalisation du document annuel sur la sûreté nucléaire). - **Article 30** (*Obligations d'information en cas d'accident ou d'incident*) (p. 1978) : défavorable à l'amendement n° 121 de la commission (précision). - **Article 31** (*art. L. 1333-3 à L. 1333-5, L. 1337-1-I, L. 1337-6, L. 1333-14, L. 1333-17 et L. 1333-20 du code de la santé publique - Coordination avec le code de la santé publique*) (p. 1980, 1981) : ses amendements n° 200, 201, 202, 203 et 204 : suppression partielle ; rejetés. - **Article 32** (*art. L. 231-7 et L. 611-4-1 du code du travail - Coordination avec le code du travail*) (p. 1982, 1983) : ses amendements n° 205 et 206 :

suppression partielle ; rejetés. Préoccupation au sujet du pouvoir confié à la Haute autorité de sûreté nucléaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1987, 1988) : ne votera pas ce texte. Cite les propos de M. Prieur considérant la Haute autorité de sûreté nucléaire comme un démbrement de l'administration. Perte totale de responsabilité réelle du politique en matière de sécurité des citoyens. Objectifs contradictoires de promotion industrielle du nucléaire et de contrôle. Suggère de faire dépendre la sûreté nucléaire du ministère de l'environnement exclusivement. Favorable à une insertion de l'ensemble du projet de loi dans le code de l'environnement.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 200 (2005-2006)]** - (21 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2389, 2390) : regrette l'absence d'un débat approfondi sur le texte lui-même et sur le type d'agriculture qu'il encourage. Réponse éloignée des exigences des directives en matière de transparence, de santé et d'environnement. S'interroge sur la raison d'être du texte lui-même et sur celle des OGM en agriculture. Crédulité inattendue du ministre. Demande le retrait du texte : absence de réponse aux problèmes posés par la cohabitation des cultures ; mention inexistante du principe de précaution ; consécration dangereuse du droit des firmes face aux besoins des peuples.

- **Proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active en entreprise [n° 310 (2005-2006)]** - (13 avril 2006) - **Discussion générale** (p. 3285) : témoignage de la mauvaise façon de gouverner. Passe difficile pour la majorité. Erreur d'analyse du Gouvernement sur les causes du sous-emploi des jeunes les moins qualifiés. Insécurisation de tous les jeunes. Récidive dans l'erreur. Proposition d'un replâtrage sans débat préalable ni évaluation de l'existant. Absence de mesure favorisant l'accès durable à l'emploi. Aubaine pour les employeurs. Précarisation de plusieurs générations de jeunes sans qualification professionnelle sur des postes de qualité médiocre. Risque de nouvelles révoltes dans les quartiers. Souci évident d'arbitrer des querelles internes à la droite pour sauver la face. Les sénateurs Verts ne se prêteront pas à cette mascarade.

- **Proposition de loi tendant à promouvoir l'autopartage [n° 333 (2005-2006)]** - (11 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3826, 3828) : prise de conscience tardive et insuffisante des conséquences désastreuses de la surconsommation d'énergie. Place extravagante laissée au transport routier. Objectif louable de l'autopartage. Etablissement d'un nouveau rapport à l'automobile. Votera avec enthousiasme cette proposition de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs [n° 315 (2005-2006)]** - (30 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 4135, 4138) : texte faisant suite à la loi Bataille de 1991. Enjeu d'un véritable choix de société engageant plusieurs générations. Insuffisance des études menées sur la question. Mise en oeuvre inégale des axes de recherche définis dans la loi Bataille. Problème du stockage en couche géologique profonde. Promesse non tenue de l'ouverture de plusieurs laboratoires et de recherche sur l'étanchéité et la réversibilité. Impossibilité d'une réversibilité totale d'un stockage. Intérêt de la solution d'un entreposage pérenne. Non-prise en compte des conclusions de la commission du débat public relatives à l'intérêt d'outils démocratiques. Réticence des citoyens à l'égard du stockage profond. Déploire l'absence de mesures relatives à la réduction des déchets à la source. Problème de l'indemnisation des conséquences des accidents éventuels. Désaccord sur ce texte qui consacre l'abandon de pouvoirs régaliens de l'Etat et des principes démocratiques de base. - **Article 1er A** (*art. L. 542-1 du code de l'environnement - Principes régissant la gestion des matières et des déchets radioactifs*) (p. 4144) : son amendement n° 56 : mise en oeuvre de la réduction à la source des déchets radioactifs ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4146) : favorable à l'amendement n° 99 de M. Bernard Piras (poursuite des recherches sur l'entreposage de longue durée). - **Article 1er** (*Programme de recherche pour la gestion des matières et des déchets radioactifs*) : ses amendements n° 57 : suppression de la mise en exploitation d'un prototype d'installation avant fin 2020 ; n° 58 : suspension du retraitement des combustibles irradiés ; et n° 59 : garantie de la poursuite des études et des recherches concernant le stockage jusqu'en 2015 ; rejetés. -

**Article 3** (art. L. 542-1-1 A [nouveau] du code de l'environnement - Définitions et champs d'application) (p. 4153) : son amendement n° 60 : nouvelle définition des déchets nucléaires ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 542-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes et plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs) (p. 4156, 4158) : ses amendements n° 61 : rappel du caractère fondamental du principe de réduction à la source des déchets radioactifs ; n° 63 : stockage en surface ou en faible profondeur des déchets radioactifs ultimes après entreposage ; et n° 64 : responsabilité propre à chaque Etat de ses déchets et substances radioactives ; rejetés ; et n° 62 : insertion de l'adverbe "notamment" devant les solutions de traitement et de conditionnement ; adopté. - **Article 5** (art. L. 542-2 et L. 542-2-1 et 542-2-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Interdiction du stockage en France de déchets radioactifs étrangers et encadrement de l'introduction sur notre sol de déchets radioactifs et de combustibles usés) (p. 4161, 4165) : ses amendements n° 65 : rétablissement de la rédaction issue de l'article 3 de la loi Bataille ; n° 74 : interdiction de l'exportation de déchets radioactifs de toute nature et de combustibles nucléaires irradiés non retraités produits sur le territoire national ; n° 66 : suppression de la possibilité d'introduire sur le territoire national des combustibles usés et des déchets radioactifs à des fins de recherche ou de transfert entre Etats étrangers ; rejetés. Ses amendements n° 68 : publication d'un calendrier concernant les opérations de traitement et de retour des matières et des déchets radioactifs étrangers ; et n° 67 : possibilité pour les associations d'exercer un recours juridique ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 mai 2006) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 542-10-1 [nouveau] du code de l'environnement - Régime juridique d'un centre de stockage en couche géologique profonde) (p. 4186, 4189) : ses amendements n° 69 : modalités de consultation des populations des départements concernés par le site ; et n° 70 : droit de veto sur la création d'un centre de stockage en couche géologique profonde accordé aux collectivités territoriales concernées ; devenus sans objet ; et n° 71 : garantie d'une réversibilité assurée de manière indéfinie ; retiré. (p. 4195) : intervient sur les amendements n° 37 de M. Claude Biwer (modalités du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre de stockage en couche géologique profonde) et n° 154 du Gouvernement (clarification de la procédure d'autorisation de création d'un centre de stockage en couche géologique profonde) dont elle souligne les divergences. Motion votée par le conseil général de la Meuse sur le refus du stockage irréversible et le principe d'une réversibilité sans durée minimum. - **Article 7 bis** (Conditions de réversibilité du centre de stockage) (p. 4197) : retard de la France en matière de démocratie locale. - **Article 10** (art. L. 542-12 du code de l'environnement - Missions de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) (p. 4207) : son amendement n° 72 : inventaire des déchets par pays ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4235) : déplore les choix préemptant l'avenir ainsi que la mollesse de la rédaction concernant

l'importation et l'exportation de déchets. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire - Deuxième lecture [n° 286 (2005-2006)]** - (1er juin 2006) - **Discussion générale** (p. 4252, 4254) : stupéfaction face au rapport de la commission proposant d'adopter le texte en l'état. Dénonce l'opacité régnant dans le secteur du nucléaire. Usage abusif du secret défense. Dénonciation des dangers liés au nucléaire. Mensonges sur le nuage de Tchernobyl. Projet de loi dépouillant l'Etat de ses prérogatives régaliennes. Problème de l'indépendance des experts à l'égard du CEA. Nécessité de développer la transparence et l'accès à l'information pour garantir une gouvernance démocratique digne de ce nom. Ne votera pas ce texte bradant la sûreté nucléaire, bridant l'expertise et bafouant la transparence.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique énergétique de la France** - (15 juin 2006) (p. 4746, 4748) : irrecevabilité des justifications du Gouvernement sur le projet de fusion entre GDF et Suez : manoeuvres d'ENEL contre le groupe Suez et patriotisme économique. Logique de concentration du Gouvernement. Nécessité, pour assurer l'avenir énergétique de l'Europe, de réunir des acteurs complémentaires et de favoriser l'émergence d'un puissant secteur d'énergies renouvelables. Doutes quant aux avantages de la fusion GDF-Suez sur le plan écologique, pour les consommateurs et sur les enjeux à long terme. Défavorable à ce projet de fusion. Protestation contre les modalités de l'enquête publique sur le réacteur EPR.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Deuxième lecture [n° 370 (2005-2006)]** - (7 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5534, 5535) : situation préoccupante de deux tiers des départements français suite à la sécheresse. Favorable à un usage plus responsable des ressources. Inefficacité des mesures prises par le Gouvernement. Propose une réforme de la PAC et une tarification progressive de l'eau. Réclame une gestion transparente et démocratique.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5867, 5869) : complexité de l'interminable conflit du Proche-Orient. Situation catastrophique du territoire libanais. Mise en péril de la sécurité d'Israël par les choix de son gouvernement. Renforcement du Hezbollah à l'inverse de l'objectif recherché par l'intervention israélienne. Echec de la diplomatie américaine au Proche-Orient. Incapacité de l'Europe à apporter une réponse unanime. Evocation du dossier des bombes à sous-munitions. Etat agonique des négociations en révision du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

**YUNG (Richard)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série C))  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 167 (2005-2006)] (19 janvier 2006) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 132 (2005-2006)] sur la proposition de décision du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2897), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2898) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'accès des services des Etats membres chargés de l'immatriculation des véhicules au système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2899) [n° 174 (2005-2006)] (25 janvier 2006) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de loi* visant à permettre la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles et autres établissements sélectionnant leur entrée [n° 182 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Société - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à promouvoir l'autopartage [n° 183 (2005-2006)] (31 janvier 2006) - **Environnement**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de chikungunya à la Réunion et sur les enseignements à en tirer, notamment pour les autres régions où existe le vecteur du virus [n° 239 (2005-2006)] (7 mars 2006) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires, menés en Polynésie entre 1966 et 1996, sur la santé des populations exposées et sur l'environnement [n° 247 (2005-2006)] (9 mars 2006) - **Défense - Environnement - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* sur le recours collectif [n° 322 (2005-2006)] (25 avril 2006) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi organique* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires et des fonctions exécutives locales et à limiter le nombre de mandats parlementaires pouvant être exercés, sa vie durant, par une même personne [n° 350 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à interdire le cumul des mandats parlementaires ou de représentant au Parlement européen et des fonctions exécutives locales et à limiter la durée des fonctions exécutives locales pouvant être exercées, sa vie durant, par une même personne [n° 351 (2005-2006)] (11 mai 2006) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2005-2006)] (18 mai 2006) - **Entreprises - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à définir le courrier électronique professionnel [n° 385 (2005-2006)] (13 juin 2006) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe [n° 442 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité [n° 443 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Société**.

*Proposition de loi* tendant à favoriser le maintien des relations entre enfants et parents à la suite d'un divorce [n° 444 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille**.

*Proposition de loi* visant au soutien du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers [n° 445 (2005-2006)] (30 juin 2006) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative aux droits des parents séparés en cas de garde alternée des enfants [n° 483 (2005-2006)] (13 septembre 2006) - **Famille**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le groupe EADS, et sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus [n° 66 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Entreprises - Union européenne**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [n° 67 (2006-2007)] (9 novembre 2006) - **Justice - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* autorisant l'approbation de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance des brevets européens [n° 119 (2006-2007)] (13 décembre 2006) - **Entreprises - Traités et conventions - Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse** [n° 128 (2005-2006)] - (17 janvier 2006) - **Article unique** (p. 39) : remise en cause des fondements de l'office. Perte d'autonomie inéluctable. Inquiétude des personnels face à l'apparente liquidation de l'office. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition - Deuxième lecture** [n° 139 (2005-2006)] - (21 février 2006) - **Article 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 717, 718) : soutient l'amendement n° 11 de M. François Marc (fixation du délai entre la publication du démenti d'intention de déposer une offre publique et le dépôt d'un autre projet d'offre publique) ; rejeté. - **Article 2 (réserve)** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 720) : soutient l'amendement n° 13 de M. François Marc (contrôle par l'AMF de la conformité au principe d'égalité de traitement des actionnaires du prix proposé dans le cadre d'un retrait obligatoire) ; retiré.

- **Projet de loi pour l'égalité des chances** [n° 203 (2005-2006)] - (1er mars 2006) - **Article 3 ter** (*Convention de stage en milieu professionnel*) (p. 1275, 1276) : recours abusif aux stagiaires comme main-d'oeuvre supplétive. Mauvais exemple donné par l'Etat. Encadrement insuffisant et absence d'indemnisation. Dumping social. Le groupe socialiste proposera d'améliorer les conditions juridiques et financières des stages. (p. 1278) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 678 de M. Roland Muzeau (réécriture de l'article visant à lutter contre le recours abusif aux conventions de stage comme substitués à des contrats de travail et à revaloriser le statut de stagiaire). (p. 1288) : sur l'amendement n° 17 de la commission (regroupement en un seul article des dispositions relatives aux stages en entreprise afin d'en améliorer la lisibilité), le groupe socialiste est favorable à l'esprit du sous-amendement de Mme Valérie Létard n° 868 : fixation d'un taux plancher à la gratification par rapport au salaire conventionnel de référence, de la grille indiciaire de la fonction publique ou du SMIC qu'il reprend. Nécessité de déterminer une méthode d'indemnisation du stagiaire, par exemple par décret.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2006) - **Article 21** (*art. L. 225-3-1 du code pénal - Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1551, 1553) : le groupe socialiste est favorable à l'inscription de la méthode du "testing" dans la législation. Défavorable à l'amendement n° 421 de M. Bruno Retailleau (mise en place d'un double dispositif permettant l'encadrement strict sur le plan juridique de la méthode du "testing"). (p. 1554) : favorable à l'amendement n° 903 de M. Nicolas About (rédaction). - **Article 28** (*art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - Création du service civil volontaire*) (p. 1565) : constitution par le Gouvernement d'un réservoir de main-d'oeuvre flexible et précaire. Défavorable à cet article.

(p. 1567) : défavorable à l'amendement n° 61 de la commission (insertion des dispositions relatives au service civil volontaire dans le code de l'action sociale et des familles). (p. 1568) : défavorable à l'amendement n° 62 de la commission (clarification rédactionnelle).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 271 (2005-2006)]** - (29 mars 2006) - **Discussion générale** (p. 2660, 2661) : extension du principe du vote anticipé le samedi dans les bureaux de vote situés sur le continent américain et dans la Caraïbe. Renforcement de la sincérité du scrutin et consolidation du principe d'égalité des citoyens électeurs. Inscription sur les listes électorales consulaires de l'adresse électronique des électeurs. Calendrier regrettable de ce débat. Nécessité de modifier la participation électorale des Français établis hors de France au scrutin présidentiel. Faible taux d'inscription et de participation. Eloignement géographique des bureaux de vote. Possibilité de vote par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique pour les élections des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger ; procédé refusé pour l'élection du Président de la République. Déterminera son vote en fonction des réponses apportées à ces questions. - **Article 5** (art. 4 nouveau de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - *Modalités d'application des dispositions du code électoral*) (p. 2672) : son amendement n° 6 : possibilité pour les Français établis hors de France de voter par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique ; rejeté. Reprise des dispositions de sa proposition de loi organique déposée conjointement avec Mme Monique Cerisier-ben Guiga.

- **Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [n° 269 (2005-2006)]** - (4 mai 2006) - **Discussion générale** (p. 3546, 3547) : transposition tardive des directives. Texte mal conçu. Défense impérative du droit d'auteur et des spécificités françaises dans ce domaine. Développement indispensable des offres légales. Favorable à une plate-forme publique de téléchargement. Nécessité de contraindre les professionnels à assurer l'interopérabilité de leurs produits. - **Article 1er bis** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Droit d'auteur : exceptions nouvelles et insertion du test en trois étapes*) (p. 3564) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission (exception en faveur de l'enseignement et de la recherche) ainsi que le sous-amendement n° 260 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration [n° 362 (2005-2006)]** - (8 juin 2006) - **Article 10** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour autorisant l'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 4525) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 161 (suppression des restrictions apportées à l'exercice par les étrangers d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale) ; et n° 162 (suppression des dispositions fixant les conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire destinée aux travailleurs saisonniers) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (13 juin 2006) - **Article 24** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »*) (p. 4591) : disposition discriminatoire et dangereuse. Opposition radicale au durcissement des conditions d'attribution de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale". Violation de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Attachement à la régularisation des personnes présentes sur le territoire français depuis au moins dix ans. Refus du processus de stigmatisation des couples mixtes. Encombrement des consulats de France à l'étranger. Incitation à l'immigration clandestine. (p. 4612) : favorable aux amendements analogues n° 355 de Mme Éliane Assassi, n° 478 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 495 de Mme Alima Boumediene-Thiery (possibilité de régulariser les sans-papiers résidant sur le territoire depuis plus de dix ans). (p. 4617) : favorable aux amendements identiques n° 174 de M. Bernard Frimat et n° 356 de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation de communauté de vie "depuis le mariage" pour les couples binationaux). (p. 4618) : soutient l'amendement n° 175 de M. Bernard Frimat (suppression du délai de deux ans de contribution à l'entretien et

à l'éducation d'un enfant exigée du père ou d'une mère étranger pour l'obtention d'une carte de séjour) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2006) - **Article 30** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Personnes bénéficiaires du regroupement familial*) (p. 4766) : intervient sur les amendements de suppression n° 188 de M. Bernard Frimat et n° 385 de Mme Éliane Assassi. Inefficacité de l'allongement des délais pour prouver l'intégration de l'étranger et de sa famille. - **Article 31** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de logement, de ressources et de respect des principes qui régissent la République française*) (p. 4773) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 240 de M. Jean-Patrick Courtois (précision selon laquelle le demandeur du regroupement familial doit se conformer aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République) en dépit de l'amélioration qu'il apporte. Risque d'arbitraire. - **Article 16 (précédemment réservé)** (art. L. 121-1, L. 121-2 à L. 121-5 [nouveaux] et L. 122-1 à L. 122-3 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Droit au séjour en France des ressortissants communautaires et des membres de leur famille*) (p. 4783, 4784) : transposition non pertinente de la directive du 29 avril 2004 dans le cadre du présent projet de loi. Réduction de la citoyenneté européenne à une valeur symbolique. Confusion entre les règles d'immigration applicables aux ressortissants de pays tiers et les règles d'accueil des citoyens européens qui semblent seulement tolérés sur le territoire français. Nombreux obstacles à leur séjour et à leur installation. - **Article 18 (précédemment réservé)** (art. L. 313-11-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de RLD-CE dans un Etat membre et séjournant en France*) (p. 4797, 4798) : soutient l'amendement n° 234 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 22 (précédemment réservé)** (art. L. 314-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de délivrance en France de la carte de résident portant la mention « résident de longue durée-CE »*) (p. 4806) : soutient l'amendement n° 238 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2006) - **Article 33** (art. L. 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Nouveau cas de refus d'entrée en France*) (p. 4834) : soutient l'amendement n° 196 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 36** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'une obligation de quitter le territoire français délivrée à l'occasion d'une décision de refus de titre de séjour*) (p. 4837, 4838) : soutient l'amendement n° 201 de M. Bernard Frimat (suppression) ; devenu sans objet. Refonte importante du contentieux administratif du droit des étrangers. Privation des étrangers du droit de se défendre. Régression inacceptable.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire [n° 386 (2005-2006)]** - (22 juin 2006) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5112) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Christian Cointat (possibilité pour un Français établi hors de France d'être enseveli dans une commune en cas d'inscription sur la liste électorale de cette commune) - **Article 9** (art. 16-1-1 nouveau du code civil - *Qualification des cendres*) (p. 5117) : nécessité d'étendre aux cendres le principe de dignité de la personne humaine. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5125) : progrès permis par ce texte. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de règlement portant règlement définitif du budget de 2005 [n° 417 (2005-2006)]** - (28 juin 2006) - **Débat sur l'exécution des crédits de l'administration générale et territoriale de l'État** (p. 5258) : interrogation sur le calendrier retenu pour le projet "identité nationale électronique sécurisée", INES, et sur l'utilisation des crédits alloués à ce projet dans la loi de finances initiale pour 2005. (p. 5259) : demande de précision sur le pourcentage des crédits consommés. Effort d'information souhaitable sur la carte d'identité électronique.

- **Projet de loi relatif au contrôle de la validité des mariages [n° 275 (2005-2006)]** - (4 octobre 2006) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6304, 6305) : soutient la motion n° 19 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejeté. - **Article 1er** (art. 63 du code civil - *Composition du dossier de mariage et audition des futurs époux*) (p. 6313) : le groupe socialiste propose la suppression de l'article 1er, superflète. - **Article 3** (art. 171-1 à 171-8 du code civil - *Contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger*) (p. 6322) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression) ; rejeté. - **Article 6** (art. 47 du code civil - *Force probante des actes de l'état civil étrangers*) (p. 6329) : sur l'amendement n° 14 de la commission (instauration d'une procédure administrative de vérification de la validité des actes de l'état civil étranger), soutient le sous-amendement n° 33 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (substitution d'un régime de décision implicite d'acceptation au système de décision implicite de rejet) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Peyronnet sur la politique de sécurité menée depuis 2002** - (7 novembre 2006) : son intervention (p. 7658, 7659).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*



## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité jusqu'au 20 juin 2006.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs (28 février 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble (5 avril 2006).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (16 juin 2006).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la protection contre les dangers du tabagisme passif [n° 195 (2005-2006)] (7 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à prévenir le surendettement [n° 204 (2005-2006)] (15 février 2006) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

## Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2006) (p. 9814, 9815) : crédits consacrés aux Français établis hors de France. Aides sociales : exemple de Madagascar. Crédits pour l'emploi et la formation professionnelle. Voterait contre les crédits de cette mission.

- **Projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [n° 93 (2006-2007)]** - (14 décembre 2006) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 4 (précédemment réservé)** (p. 10356, 10357) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (application d'une stricte alternance entre candidats de chaque sexe sur les listes de candidats éligibles au scrutin de liste à l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 10358) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (obligation de nommer trois personnalités qualifiées de chaque sexe à chaque renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger) ; rejeté.

*Proposition de loi* visant à laisser libres les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 278 (2005-2006)] (28 mars 2006) - **Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi* autorisant plusieurs EPCI à se regrouper librement en vue de créer un office de tourisme [n° 469 (2005-2006)] (3 août 2006) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à réformer l'assurance de protection juridique [n° 86 (2006-2007)] (23 novembre 2006) - **Justice - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des chances [n° 203 (2005-2006)]** - (3 mars 2006) - **Article 19** (art. 11-1 à 11-3 de la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 - *Sanctions pécuniaires prononcées par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*) (p. 1538) : émet les réserves les plus extrêmes sur cet article, concernant le pouvoir de sanction attribué à la HALDE et sa capacité à réunir des preuves, à poursuivre et à juger. (p. 1546) : votera l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 90 (mise en place d'un mécanisme permettant de donner à la HALDE un véritable pouvoir de sanction tout en respectant le bloc de compétences de l'autorité judiciaire). - **Article 21** (art. L. 225-3-1 du code pénal - *Reconnaissance du recours à la pratique des tests comme mode de preuve au pénal*) (p. 1553) : son amendement n° 546 : suppression de la condition selon laquelle les constatations d'infractions doivent être effectuées par un officier public ou ministériel ; devenu sans objet. (p. 1554) : favorable à l'amendement n° 903 de M. Nicolas About (rédaction). - **Article 26** (art. L. 2212-5, L. 2512-16 et L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales - *Elargissement des pouvoirs de constatation de la police municipale*) (p. 1563) : soutient l'amendement n° 536 de M. Michel Mercier (suppression) ; retiré. - **Article 28** (art. L. 121-19 du code de l'action sociale et des familles - *Création du service civil volontaire*) (p. 1568, 1569) : soutient l'amendement n° 529 de M. Michel Mercier (caractère universel et obligatoire du service civil) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1570, 1571) : demande des éclaircissements au Gouvernement sur sa position relative au caractère obligatoire ou non du service civil.

- **Projet de loi portant réforme des successions et des libéralités [n° 223 (2005-2006)]** - (17 mai 2006) - **Article 2** (art. 815, 815-1 à 815-3 et 815-10 du code civil - Dispositions relatives à l'indivision) (p. 3950, 3951) : son amendement n° 169 : extension de la règle de la majorité des deux tiers à l'ensemble des baux y compris commerciaux et portant sur un immeuble à usage agricole ; retiré. - **Article 14** (art. 929 à 930-5 nouveau du code civil - Possibilité de renoncer à l'action en réduction pour atteinte à la réserve) (p. 3969, 3970) : son amendement n° 172 : inscription de la main du renonçant de la mention par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des conséquences de sa renonciation et donné son consentement librement ; retiré. Favorable à l'amendement n° 59 de la commission (désignation d'un second notaire ayant pour charge et pour mission d'assister et d'informer l'héritier renonçant). - **Article 15** (art. 952, 960 à 966 du code civil - Absence d'automatisme de la révocation des donations entre vifs pour cause de survenance d'enfants) (p. 3973) : son amendement n° 173 : prescription de l'action en révocation dans un délai de cinq ans ; adopté. - **Article 21** (art. 1094-1 et 1094-2 nouveau du code civil - Assouplissement des règles relatives aux libéralités entre époux et modification des règles de calcul de la quotité disponible du conjoint survivant) (p. 3982) : favorable à l'amendement n° 90 de la commission (retour au droit en vigueur par suppression de la disposition prévoyant que si le donateur s'est remarié et a eu d'autres enfants, l'époux survivant ne peut disposer de plus de la moitié de l'usufruit). - **Article 21 bis** (art. 515-3, 515-3-1 et 515-7 du code civil - Formalités du PACS) (p. 3988) : votera les amendements identiques n° 154 de M. Robert Badinter et n° 160 de Mme Catherine Troendle (mention en marge de l'acte de naissance de l'identité du partenaire pacsé). - **Article 22** (art. 55, 62, 116, 368-1, 389-5, 466, 504, 505, 515-6, 723, 730-5, 732, 738-1, 738-2, 751, 754, 755, 757-3, 758-6, 763, 914-1, 916, 1130, 1251, 1390, 1873-14, 1973, 2013, 2103, 2109, 2111, 2147, 2258 et 2259 du code civil - Dispositions diverses et de coordination) (p. 3998) : son amendement n° 175 : suppression de la mention des enfants en marge de l'acte de naissance de chacun des parents ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 4010) : sur l'amendement n° 113 de la commission (déjudiciarisation du changement de régime matrimonial), son sous-amendement n° 200 : maintien de l'homologation judiciaire en présence d'enfants mineurs ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4015) : texte innovant visant à moderniser et simplifier les successions et la gestion des patrimoines. Insatisfaction sur l'issue des débats relatifs à l'inscription des PACS sur les registres de l'état-civil. Le groupe de l'UC-UDF votera la réforme proposée.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en oeuvre de la résolution 1701 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** - (12 septembre 2006) (p. 5859, 5861) : évolution du conflit au Liban. Conséquences désastreuses de la guerre. Difficultés liées au lien de la France avec chacun des protagonistes. Règlement préalable de la question palestinienne indispensable à l'apaisement de la situation au Proche-Orient. Rôle positif de la France dans l'arrêt des hostilités, la négociation de la résolution à l'ONU, l'engagement au sein de la FINUL et l'aide humanitaire. Absence de l'Europe dans la résolution du conflit. Sa proposition de créer une force européenne à vocation humanitaire et militaire. Risques encourus par nos soldats au sein de la FINUL. Rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais. Aide à la reconstruction. Action indispensable de la France pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient dans le respect de la souveraineté et de l'identité de chacun.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 433 (2005-2006)]** - (13 septembre 2006) - **Discussion générale** (p. 5908, 5909) : ambition du texte. Acteurs de la prévention. Caractère absolu du secret médical. Ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante. Ses amendements.

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2006) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6092, 6093) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission (renforcement de la législation relative aux chiens dangereux).

- **Suite de la discussion** (21 septembre 2006) - **Article 29** (chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique) (p. 6180, 6181) : défavorable aux amendements identiques n° 219 de Mme Éliane Assassi et n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). - **Article 31** (art. 495 du code de procédure pénale - Traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale) (p. 6186) : défavorable aux amendements identiques n° 221 de Mme Éliane Assassi et n° 281 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Article 38 (priorité)** (art. 13-1 nouveau et art. 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Institution de la présentation immédiate devant le juge des enfants aux fins de jugement) (p. 6199) : son amendement n° 124 : délai de validité des investigations antérieures sur la personnalité d'un mineur ; adopté. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Application de la composition pénale aux mineurs - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites) (p. 6204, 6208) : son amendement n° 125 (application de la procédure de composition pénale pour les mineurs de plus de seize ans) ; retiré et repris par M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Proposition de loi instituant la fiducie [n° 11 (2006-2007)]** - (17 octobre 2006) - **Discussion générale** (p. 6703, 6704) : dispositif nécessaire en matière d'efficacité et de gestion du patrimoine. Deux conditions nécessaires pour rendre le dispositif de la fiducie réellement opérant. Question de l'exclusion de la qualité de constituant pour les personnes physiques et pour les sociétés civiles non soumises à l'impôt sur les sociétés. Demeure attentif à l'inscription de ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. - **Article 4** (art. 792 bis nouveau du code général des impôts - Sanction fiscale applicable en cas de fiducie instituée dans une intention libérale) (p. 6714) : intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (application des droits de mutation à titre gratuit en cas de retour des biens dans le patrimoine des ayants droit au terme du contrat de fiducie). - **Article 17** (art. 389-5, 1424 et 1596 du code civil - Coordinations au sein du code civil) (p. 6720) : intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (coordination).

- **Projet de loi de finances pour 2007 [n° 77 (2006-2007)]**

*Deuxième partie :*

#### Sécurité

- (6 décembre 2006) (p. 9695, 9696) : priorité à la lutte contre l'immigration clandestine. Progrès de la police technique et scientifique, PTS. Augmentation des crimes et délits contre les personnes. Affectation de jeunes policiers inexpérimentés dans les quartiers en difficulté.

- ABOUT (Nicolas), p.1  
 ADNOT (Philippe), p.7  
 ALDUY (Jean-Paul), p.8  
 ALFONSI (Nicolas), p.9  
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p.10  
 ALQUIER (Jacqueline), p.11  
 AMOUDRY (Jean-Paul), p.13  
 ANDRÉ (Michèle), p.14  
 ANDRÉ (Pierre), p.15  
 ANGELS (Bernard), p.16  
 ARNAUD (Philippe), p.18  
 ARTHUIS (Jean), p.18  
 ASSASSI (Éliane), p.24  
 ASSOULINE (David), p.30  
 AUBAN (Bertrand), p.34  
 AUTAIN (François), p.35  
 BADINTER (Robert), p.38  
 BADRÉ (Denis), p.39  
 BAILLY (Gérard), p.40  
 BALARELLO (José), p.41  
 BARBIER (Gilbert), p.42  
 BAROIN (François), p.42  
 BARRAUX (Bernard), p.49  
 BAS (Philippe), p.50  
 BAUDOT (Jacques), p.59  
 BAYLET (Jean-Michel), p.59  
 BEAUFILS (Marie-France), p.60  
 BEAUMONT (René), p.63  
 BÉCOT (Michel), p.64  
 BEGAG (Azouz), p.65  
 BEL (Jean-Pierre), p.66  
 BELOT (Claude), p.68  
 BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), p.68  
 BERNARDET (Daniel), p.69  
 BERTRAND (Léon), p.70  
 BERTRAND (Xavier), p.71  
 BESSE (Roger), p.76  
 BESSON (Jean), p.76  
 BÉTEILLE (Laurent), p.77  
 BIARNÈS (Pierre), p.79  
 BILLARD (Joël), p.80  
 BILLOUT (Michel), p.81  
 BIWER (Claude), p.83  
 BIZET (Jean), p.85  
 BLANC (Jacques), p.90  
 BLANC (Paul), p.92  
 BLANDIN (Marie-Christine), p.94  
 BLIN (Maurice), p.97  
 BOCKEL (Jean-Marie), p.98  
 BODIN (Yannick), p.99  
 BORDIER (Pierre), p.102  
 BORLOO (Jean-Louis), p.102  
 BOROTRA (Didier), p.106  
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p.106  
 BOULAUD (Didier), p.113  
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p.115  
 BOURDIN (Joël), p.119  
 BOUT (Brigitte), p.120  
 BOYER (André), p.121  
 BOYER (Jean), p.121  
 BOYER (Yolande), p.125  
 BRANGER (Jean-Guy), p.126  
 BRAYE (Dominique), p.127  
 BRET (Robert), p.138  
 BRETON (Thierry), p.141  
 BRICQ (Nicole), p.143  
 BRISEPIERRE (Paulette), p.146  
 de BROISSIA (Louis), p.147  
 BUFFET (François-Noël), p.151  
 BUSSEREAU (Dominique), p.159  
 CAFFET (Jean-Pierre), p.160  
 CAMBON (Christian), p.162  
 CAMPION (Claire-Lise), p.164  
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p.166  
 CARLE (Jean-Claude), p.166  
 CARRÈRE (Jean-Louis), p.168  
 CAZALET (Auguste), p.169  
 CAZEAU (Bernard), p.169  
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p.172  
 CÉSAR (Gérard), p.176  
 CHARASSE (Michel), p.177  
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p.182  
 CLÉMENT (Pascal), p.183  
 COINTAT (Christian), p.188  
 COLLIN (Yvon), p.194  
 COLLOMB (Gérard), p.195  
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p.196  
 COLONNA (Catherine), p.199  
 COPÉ (Jean-François), p.199  
 COQUELLE (Yves), p.210  
 CORNU (Gérard), p.213  
 COURRIÈRE (Raymond), p.215  
 COURTEAU (Roland), p.215  
 COURTOIS (Jean-Patrick), p.219  
 CUQ (Henri), p.220  
 DALLIER (Philippe), p.221  
 DARNICHE (Philippe), p.223  
 DASSAULT (Serge), p.224  
 DAUGE (Yves), p.226  
 DAVID (Annie), p.228  
 DEBRÉ (Isabelle), p.232  
 del PICCHIA (Robert), p.237  
 DELEVOYE (Jean-Paul), p.264  
 DELFAU (Gérard), p.239  
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p.242  
 DEMESSINE (Michelle), p.243  
 DEMONTÈS (Christiane), p.246  
 DEMUYNCK (Christian), p.248  
 DENEUX (Marcel), p.248  
 DÉRIOT (Gérard), p.250  
 DESESSARD (Jean), p.252  
 DESMARESCAUX (Sylvie), p.259  
 DETCHEVERRY (Denis), p.260  
 DÉTRAIGNE (Yves), p.261  
 DIDIER (Évelyne), p.264  
 DINI (Muguette), p.269  
 DOLIGÉ (Éric), p.271  
 DOMEIZEL (Claude), p.272  
 DOMINATI (Philippe), p.276  
 DONNEDIEU de VABRES (Renaud), p.277  
 DOUBLET (Michel), p.283  
 DOUSTE-BLAZY (Philippe), p.284  
 DREYFUS-SCHMIDT (Michel), p.285  
 DUBOIS (Daniel), p.288  
 DUFAUT (Alain), p.290  
 DULAIT (André), p.291  
 DUPONT (Ambroise), p.292  
 DUPONT (Bernadette), p.293  
 DUPONT (Jean-Léonce), p.294  
 DURRIEU (Josette), p.295  
 DUSSAUT (Bernard), p.296  
 DUTREIL (Renaud), p.297  
 DUVERNOIS (Louis), p.297  
 ÉMIN (Jean-Paul), p.298  
 EMORINE (Jean-Paul), p.298  
 ESNEU (Michel), p.300

- ESTROSI (Christian), p.300  
 ETIENNE (Jean-Claude), p.311  
 FALCO (Hubert), p.311  
 FAUCHON (Pierre), p.312  
 FAURE (Jean), p.312  
 FÉRAT (Françoise), p.313  
 FERRAND (André), p.315  
 FILLON (François), p.316  
 FISCHER (Guy), p.316  
 FLOSSE (Gaston), p.326  
 FORTASSIN (François), p.326  
 FOUCAUD (Thierry), p.328  
 FOUCHÉ (Alain), p.331  
 FOURCADE (Jean-Pierre), p.332  
 FOURNIER (Bernard), p.333  
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p.334  
 FRÉCON (Jean-Claude), p.334  
 FRÉVILLE (Yves), p.336  
 FRIMAT (Bernard), p.337  
 GAILLARD (Yann), p.343  
 GARREC (René), p.344  
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p.345  
 GAUDIN (Christian), p.346  
 GAUDIN (Jean-Claude), p.348  
 GAUTIER (Charles), p.348  
 GAUTIER (Gisèle), p.350  
 GÉLARD (Patrice), p.351  
 GÉRARD (Alain), p.354  
 GERBAUD (François), p.354  
 GILLOT (Jacques), p.355  
 GINÉSY (Charles), p.356  
 GIRARDIN (Brigitte), p.357  
 GIRAUD (Adrien), p.358  
 GIRAUD (Francis), p.359  
 GIROD (Paul), p.359  
 GODEFROY (Jean-Pierre), p.360  
 GOUJON (Philippe), p.368  
 GOULARD (François), p.370  
 GOULET (Daniel), p.374  
 GOURAULT (Jacqueline), p.374  
 GOURNAC (Alain), p.381  
 GOUSSEAU (Adeline), p.389  
 GOUTEYRON (Adrien), p.391  
 GRIGNON (Francis), p.393  
 GRILLOT (Louis), p.394  
 GRUILLOT (Georges), p.394  
 GUENÉ (Charles), p.395  
 GUÉRINI (Jean-Noël), p.396  
 GUERRY (Michel), p.396  
 HAENEL (Hubert), p.397  
 HAUT (Claude), p.398  
 HENNERON (Françoise), p.399  
 HÉRISSON (Pierre), p.400  
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p.402  
 HERVIAUX (Odette), p.403  
 HOARAU (Gélita), p.405  
 HORTEFEUX (Brice), p.406  
 HOUEL (Michel), p.417  
 HUE (Robert), p.418  
 HUMBERT (Jean-François), p.419  
 HUMMEL (Christiane), p.420  
 HURÉ (Benoît), p.420  
 HUREL (Sandrine), p.421  
 HYEST (Jean-Jacques), p.422  
 IBRAHIM (Soibahaddine), p.430  
 JACOB (Christian), p.431  
 JARLIER (Pierre), p.434  
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p.435  
 JÉGOU (Jean-Jacques), p.436  
 JOSSELIN (Charles), p.440  
 JOURNET (Alain), p.440  
 JUILHARD (Jean-Marc), p.441  
 KAMMERMANN (Christiane), p.442  
 KAROUTCHI (Roger), p.443  
 KELLER (Fabienne), p.444  
 KERGUERIS (Joseph), p.445  
 KHIARI (Bariza), p.445  
 KRATTINGER (Yves), p.451  
 LABARRÈRE (André), p.451  
 LABEYRIE (Philippe), p.452  
 LAFFITTE (Pierre), p.452  
 LAGARDE (Christine), p.454  
 LAGAUCHE (Serge), p.456  
 LAMBERT (Alain), p.460  
 LAMOUR (Jean-François), p.461  
 LAMURE (Élisabeth), p.463  
 LARCHER (Gérard), p.463  
 LARCHER (Serge), p.472  
 LARDEUX (André), p.473  
 LAUFOAULU (Robert), p.478  
 LE CAM (Gérard), p.478  
 LECERF (Jean-René), p.483  
 LECLERC (Dominique), p.491  
 LEGENDRE (Jacques), p.493  
 LE GRAND (Jean-François), p.494  
 LEJEUNE (André), p.496  
 LE PENSEC (Louis), p.497  
 LEROY (Philippe), p.498  
 LESBROS (Marcel), p.498  
 LÉTARD (Valérie), p.499  
 LE TEXIER (Raymonde), p.501  
 LISE (Claude), p.503  
 LONGUET (Gérard), p.505  
 LOOS (François), p.507  
 LOUECKHOTE (Simon), p.516  
 du LUART (Roland), p.517  
 LUC (Hélène), p.518  
 MADEC (Roger), p.522  
 MADRELLE (Philippe), p.524  
 MAHÉAS (Jacques), p.524  
 MALOVRY (Lucienne), p.528  
 MARC (François), p.529  
 MARINI (Philippe), p.532  
 MARSIN (Daniel), p.546  
 MARTIN (Pierre), p.547  
 MASSERET (Jean-Pierre), p.547  
 MASSION (Marc), p.548  
 MASSON (Jean Louis), p.550  
 MATHON-POINAT (Josiane), p.552  
 MAUROY (Pierre), p.557  
 MÉKACHÉRA (Hamlaoui), p.558  
 MÉLENCHON (Jean-Luc), p.558  
 MÉLOT (Colette), p.561  
 MERCERON (Jean-Claude), p.562  
 MERCIER (Michel), p.562  
 MERMAZ (Louis), p.566  
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p.567  
 MICHEL (Jean-Pierre), p.569  
 MILON (Alain), p.571  
 MIQUEL (Gérard), p.572  
 MIRAUX (Jean-Luc), p.574  
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p.574  
 MOREIGNE (Michel), p.576  
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p.577  
 MORTEMOUSQUE (Dominique), p.580  
 MOULY (Georges), p.582



INDEX

- MURAT (Bernard), p.583  
 MUZEAU (Roland), p.585  
 NACHBAR (Philippe), p.593  
 NOGRIX (Philippe), p.594  
 OLIN (Nelly), p.597  
 OTHILY (Georges), p.612  
 PAPON (Monique), p.614  
 PASQUA (Charles), p.615  
 PASTOR (Jean-Marc), p.615  
 PAYET (Anne-Marie), p.618  
 PELLETIER (Jacques), p.621  
 PÉPIN (Jean), p.622  
 PERBEN (Dominique), p.622  
 PERCHERON (Daniel), p.624  
 PEYRAT (Jacques), p.624  
 PEYRONNET (Jean-Claude), p.625  
 PICHERAL (Jean-François), p.627  
 PIERRE (Jackie), p.628  
 PINTAT (Xavier), p.628  
 PIRAS (Bernard), p.629  
 PLANCADE (Jean-Pierre), p.632  
 POINTEREAU (Rémy), p.633  
 PONCELET (Christian), p.635  
 PONIATOWSKI (Ladislas), p.636  
 PORTELLI (Hugues), p.643  
 POZZO di BORGIO (Yves), p.647  
 PRINTZ (Gisèle), p.648  
 PROCACCIA (Catherine), p.652  
 PUECH (Jean), p.655  
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p.655  
 RAINAUD (Marcel), p.655  
 de RAINCOURT (Henri), p.656  
 RALITE (Jack), p.657  
 RAOUL (Daniel), p.659  
 RAOULT (Paul), p.664  
 REINER (Daniel), p.670  
 RENAR (Ivan), p.672  
 REPENTIN (Thierry), p.675  
 RETAILLEAU (Bruno), p.681  
 REVET (Charles), p.683  
 REVOL (Henri), p.685  
 de RICHEMONT (Henri), p.690  
 RICHERT (Philippe), p.693  
 RIES (Roland), p.695  
 RISPAT (Yves), p.696  
 de ROBIEN (Gilles), p.697  
 de ROHAN (Josselin), p.698  
 ROMANI (Roger), p.699  
 ROUJAS (Gérard), p.699  
 ROUVIÈRE (André), p.700  
 ROZIER (Janine), p.702  
 SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p.703  
 SARKOZY (Nicolas), p.704  
 SAUGEY (Bernard), p.705  
 SAUNIER (Claude), p.706  
 SCHILLINGER (Patricia), p.707  
 SÉGUIN (Philippe), p.709  
 SEILLIER (Bernard), p.709  
 SERGENT (Michel), p.712  
 SIDO (Bruno), p.714  
 SIFFRE (Jacques), p.725  
 SIGNÉ (René-Pierre), p.726  
 SITTLER (Esther), p.726  
 SOULAGE (Daniel), p.729  
 SOUVET (Louis), p.730  
 SUEUR (Jean-Pierre), p.731  
 SUTOUR (Simon), p.735  
 TASCA (Catherine), p.737  
 TESTON (Michel), p.739  
 TEXIER (Yannick), p.741  
 THIOILLIÈRE (Michel), p.742  
 TODESCHINI (Jean-Marc), p.746  
 TORRE (Henri), p.747  
 TRÉMEL (Pierre-Yvon), p.748  
 TRILLARD (André), p.748  
 TROENDLE (Catherine), p.749  
 TROPEANO (Robert), p.751  
 TRUCY (François), p.751  
 TÜRK (Alex), p.752  
 VALADE (Jacques), p.753  
 VALLET (André), p.754  
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p.755  
 VANTOMME (André), p.756  
 VASSELLE (Alain), p.757  
 VAUTRIN (Catherine), p.767  
 VENDASI (François), p.779  
 VERA (Bernard), p.779  
 VÉZINHET (André), p.782  
 VIAL (Jean-Pierre), p.784  
 VIDAL (Marcel), p.784  
 de VILLEPIN (Dominique), p.785  
 VINÇON (Serge), p.785  
 VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p.786  
 VOGUET (Jean-François), p.787  
 VOYNET (Dominique), p.790  
 YUNG (Richard), p.794  
 ZOCCHETTO (François), p.797